Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_60_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-60

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

INSTALLATION DE MADAME CHRISTELLE LOUET AU SEIN DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 25
Votants : 31

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme BRISSET
Mme GALLANT
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. BAGNERES
Mme MARENZONI
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_60_DEL-AR

Monsieur Bruno LAFON, Président de la COBAN, expose que le procès-verbal de l'élection du Président et des vice-présidents de la COBAN du 6 juillet 2020, déposé en Sous-préfecture le 7 juillet 2020, dispose dans son paragraphe 1 « Installation des Conseillers communautaires » que la séance a été ouverte par l'installation dans leurs fonctions des 38 membres du Conseil communautaire.

Or, Mme Dominique DUBARRY, pour le compte de la Commune de MIOS, a porté à la connaissance de la Préfète de la Gironde, son intention de cesser ses fonctions d'adjointe au maire et de sa démission de son mandat de conseillère municipale de la Commune de Mios par courrier en date du 12 mai 2022.

En application de l'article L. 273-5 du Code Electoral, la fin du mandat de Conseiller municipal, quelle qu'en soit la cause, conduit concomitamment à la fin du mandat de Conseiller communautaire.

Nul ne peut en effet être Conseiller communautaire s'il n'a pas la qualité de Conseiller municipal.

Dès lors, il convient de pourvoir au siège devenu vacant.

Aussi, selon les dispositions de l'article L.273-10 du Code Electoral *« lorsque le siège d'un Conseiller communautaire devient vacant, pour quelque cause que ce soit, il est pourvu par le candidat de même sexe élu Conseiller municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de Conseiller communautaire sur laquelle le Conseiller à remplacer a été élu ».*

Dans ces conditions,

Considérant que la première candidate répondant aux dispositions qui précédent ayant accepté de siéger pour le compte de la Commune de Mios, au sein de l'instance Communautaire, est Mme Christelle LOUET.

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de l'installation de Mme Christelle LOUET en son sein.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_60_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE de l'installation de Mme Christelle LOUET en son sein.***

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 24/06/2022
Reçu en préfecture le 24/06/2022
Affiché le
ID : 033-213302847-20220623-D2022_31-DE

- COMMUNE DE MIOS -

CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 23 JUIN 2022 A 20 HEURES 30

Nombre de conseillers :	L'an deux mille vingt-deux,
En exercice : 29	Le Jeudi 23 Juin à 20 heures 30,
Présents : 28	Le conseil municipal de la commune de Mios,
Votants : 28	dûment convoqué,
Date de convocation du conseil municipal : 17/06/2022	s'est réuni en session ordinaire à la salle du conseil municipal, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Cédric PAIN, Maire.

Délibération n°2022/31

Objet : Election de deux adjoints au Maire.

Présents : MM. Cédric PAIN, Didier BAGNERES, Mme Monique MARENZONI, M. Laurent THEBAUD, Mme Isabelle VALLE, M. Alain MANO, Mme Christelle LOUET, M. Laurent ROCHE, Mme Virginie MILLOT, M. Bernard SOUBIRAN, M. Philippe FOURCADE, Mme Patricia CARMOUSE, MM. Stéphane LOIZEAU, Renaud BEZANNIER, Mme Carine KLINGER, MM. William VALANGEON, François BLANCHARD, Mme Agnès VINCENT, Mme Alyette MASSON, M. Denis RIVON, Mmes Agnès SANGOIGNET, Céline CARRENO.

Absents excusés :
Mme Lucette GERARD ayant donné pouvoir à Mme Monique MARENZONI,
M. Jean-Pierre LIBOUREAU ayant donné pouvoir à M. William VALANGEON,
Mme Marie-Hélène CASTELLARNAU-DUPONT ayant donné pouvoir à M. Philippe FOURCADE,
Mme Guilaine TAVARES ayant donné pouvoir à Mme Christelle LOUET,
Mme Myriam BORG,
M. Freddy GATINOIS ayant donné pouvoir à Mme Céline CARRENO,
M. Sylvain MAZZOCCO ayant donné pouvoir à Mme Agnès SANGOIGNET.

Secrétaire de séance : Mme Patricia CARMOUSE.

Envoyé en préfecture le 24/06/2022
Reçu en préfecture le 24/06/2022
Affiché le
ID : 033-213302647-20220623-D2022_31-DE

Rapporteur : Monsieur Cédric PAIN

Madame Dominique DUBARRY, par courrier du 12 mai 2022 adressé à Madame la Préfète de Gironde, a souhaité cesser ses fonctions d'adjointe au maire et démissionner de son mandat de conseillère municipale de la commune de Mios.

Monsieur Daniel RIPOCHE, par courrier adressé à Madame la Préfète de Gironde, a souhaité cesser ses fonctions d'adjoint au maire et démissionner de son mandat de conseiller municipal de la commune de Mios.

Vu le code des collectivités territoriale, notamment les articles L 2122-7-2 et L 2121-7,
Vu la délibération n°2020/21 du 26 mai 2020 fixant à 8 le nombre d'adjoints au maire,
Vu la délibération n°2020/22 du 26 mai 2020 relative à l'élection des adjoints au Maire,
Vu la délibération n°2021/013 du 15 mars 2021 relative à l'élection d'une nouvelle adjointe,

Considérant la vacance de deux postes d'adjoint au maire dont les démissions ont été acceptées et notifiées par Madame la Préfète le 9 juin 2022 pour Madame Dominique DUBARRY et le 22 juin 2022 pour Monsieur Daniel RIPOCHE ;

Le conseil municipal peut décider que le nouvel adjoint occupera le dernier rang des adjoints, chacun des adjoints situés après les adjoints démissionnaires passant au rang supérieur.

Quand il y a lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoints, ceux-ci sont choisis parmi les conseillers de même sexe que ceux auxquels ils sont appelés à succéder. L'élection se fait au scrutin secret et à la majorité absolue.

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **décide** de maintenir les huit postes d'adjoints ;
- **décide** de procéder au remplacement des deux postes devenus vacants ;
- **décide** que les nouveaux adjoints occuperont les places de 7ème et 8ème adjoints ;
- **procède** à la désignation des septième et huitième adjoints au maire, au scrutin secret, parmi les candidats présentés par les conseillers :

Monsieur le Maire propose la liste suivante :

- M. Didier BAGNERES – 1er adjoint ;
- Mme Monique MARENZONI – 2ème adjointe ;
- M. Laurent THEBAUD – 3ème adjoint ;
- Mme Isabelle VALLE- 4ème adjointe ;
- M. Alain MANO – 5ème adjoint ;
- Mme Christelle LOUET (JUDAIS) – 6ème adjointe ;
- M. Laurent ROCHE – 7ème adjoint ;
- Mme Virginie MILLOT – 8ème adjointe.

Envoyé en préfecture le 24/06/2022
Reçu en préfecture le 24/06/2022
Affiché le
ID : 033-213302847-20220623-D2022_31-DE

Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-dessous :

Nombre de votants : 28
Nombres de bulletins trouvés dans l'urne : 28
Nombre de bulletins blancs ou nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 28
Majorité absolue : 15

- **Proclame** élue la liste des adjoints ci-dessous présentée, à savoir :

  - M. Didier BAGNERES – 1er adjoint ;
  - Mme Monique MARENZONI – 2ème adjointe ;
  - M. Laurent THEBAUD – 3ème adjoint ;
  - Mme Isabelle VALLE- 4ème adjointe ;
  - M. Alain MANO – 5ème adjoint ;
  - Mme Christelle LOUET (JUDAIS) – 6ème adjointe ;
  - M. Laurent ROCHE – 7ème adjoint ;
  - Mme Virginie MILLOT – 8ème adjointe.

- **Dit que** Madame Christelle LOUET sera appelée à siéger à la Communauté de Communes du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Maire de MIOS,
Cédric PAIN

MAIRIE DE MIOS
GIRONDE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-61

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SERVICE DE L'EAU POTABLE
RAPPORTS ANNUELS DES DELEGATAIRES (RAD)

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 25
Votants : 31

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme BRISSET
Mme GALLANT
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. BAGNERES
Mme MARENZONI
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Monsieur Bruno LAFON, Président de la COBAN, expose que chaque année, les délégataires de service public de l'eau potable, doivent transmettre à la COBAN, à une date fixée contractuellement et ne pouvant excéder le 1er juin, leur rapport annuel du délégataire.

Ce document présente les résultats du service, tant vis-à-vis des clients (accueil, accès à l'eau pour tous, niveau de satisfaction...), que du respect des normes et réglementations qui encadrent l'activité de production et de distribution de l'eau potable. Ils présentent les principaux chiffres caractéristiques des services, les historiques des délégations ainsi que les prix pratiqués (les tarifs, leur mode de détermination et leurs évolutions) et les éléments d'appréciation de l'exécution financière des contrats.

Ces rapports ont vocation à permettre à la COBAN d'apprécier l'exécution des différents services. A cet effet, ils seront examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

L'article L1411-3 du CGCT impose à la collectivité de les inscrire à l'ordre du jour de la première réunion de l'assemblée délibérante suivant leur diffusion afin que celle-ci en prenne acte.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1411-3 et R.1411-8°,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable d'ANDERNOS-LES-BAINS remis par la société SUEZ Eau France, le 20 mai 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable d'ARES remis par la société SUEZ Eau France, le 20 mai 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable d'AUDENGE remis par la société SUEZ Eau France, le 20 mai 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable de BIGANOS remis par la société VEOLIA Eau, le 16 mai 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable de LANTON remis par la société SUEZ Eau France, le 20 mai 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable de LEGE-CAP FERRET remis par la société AGUR, le 25 avril 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable de MARCHEPRIME remis par la société AGUR, le 25 avril 2022, ci annexé,
Vu le rapport annuel du délégataire de service de l'eau potable de MIOS remis par la société SUEZ Eau France, le 20 mai 2022, ci annexé,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable d'ANDERNOS-LES-BAINS ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable d'ARES ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable d'AUDENGE ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société VEOLIA Eau au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de BIGANOS ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de LANTON ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société AGUR au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de LEGE-CAP FERRET ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société AGUR au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de MARCHEPRIME ;

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de MIOS ;

- **PRECISER** que conformément à l'article R.1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces rapports annuels sont joints au compte administratif 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;

- **DIRE** que, conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces rapports seront examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable d'ANDERNOS-LES-BAINS ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable d'ARES ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable d'AUDENGE ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société VEOLIA Eau au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de BIGANOS ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de LANTON ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société AGUR au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de LEGE-CAP FERRET ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société AGUR au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de MARCHEPRIME ;***

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société SUEZ Eau France au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public de l'eau potable de MIOS ;***

- ***PRECISE que conformément à l'article R.1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces rapports annuels sont joints au compte administratif 2021 du budget annexe de l'Eau Potable ;***

- ***DIT que, conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces rapports seront examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN
pour le contrat d'Andernos

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

suez

© Valentin Pacaut / The Explorers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 11
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 27

3.1 Le bilan hydraulique 29
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 29
3.1.2 Les volumes prélevés 29
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 30
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 31
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 31
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 32
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 33
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 35
3.1.9 Les volumes de pointes 36
3.2 La qualité de l'eau 37
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 37
3.2.2 Le plan vigipirate 38
3.2.3 La ressource 38
3.2.4 La production 39
3.2.5 La distribution 40
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 42
3.3 Le bilan d'exploitation 43
3.3.1 La consommation électrique 43
3.3.2 Les contrôles réglementaires 43
3.3.3 Les autres interventions sur les installations 44
3.3.4 Les interventions sur le réseau de distribution 44
3.3.5 La recherche des fuites 45
3.4 Le bilan de la relation client 46
3.4.1 Le nombre de clients 46
3.4.2 Le nombre d'abonnés 46
3.4.3 Les volumes vendus 47
3.4.4 La typologie des contacts clients 47
3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients 48
3.4.6 L'activité de gestion clients 48
3.4.7 L'encaissement et le recouvrement 49
3.4.8 Le fonds de solidarité 50
3.4.9 Les dégrèvements 50
3.4.10 La mesure de la satisfaction client 51
3.4.11 Le prix du service de l'eau potable 53

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4 | Comptes de la délégation 55

4.1 Le CARE 57
4.1.1 Le CARE 58
4.1.2 Le détail des produits 59
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 59
4.2 Les reversements 67
4.2.1 Les reversements à la collectivité 67
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 67
4.3 La situation des biens et des immobilisations 68
4.3.1 La situation sur les compteurs 68
4.4 Les investissements contractuels 70
4.4.1 Le renouvellement 70
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 71

5 | Votre délégataire 73

5.1 Notre organisation 75
5.1.1 La Région 75
5.1.2 Nos implantations 76
5.1.3 Nos moyens humains 77
5.1.4 Nos moyens matériels 78
5.1.5 Nos moyens logistiques 78
5.2 La relation clientèle 80
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 80
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 81
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 82
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 83
5.2.5 Informer et alerter nos clients 84
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 85
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 86
5.3 Notre système de management 87
5.4 Notre démarche développement durable 92

6 | Annexes 93

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Mars	Semaine 11 et 12 casse de canalisations multiples (rue sarah bernard) suite à des travaux pluvial SIBA avec entreprise SOBEBO

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Les chiffres clés



9 254 abonnés

887 578 m³ d'eau facturée





77 % de rendement du réseau de distribution

5,06 m³/km/j de pertes en réseau





153,8 km de réseau de distribution d'eau potable

1,46975 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	12 371	12 517	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	9 062	9 254	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	153,59	153,75	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,46975	1,46975	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	93,8	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	78,58	77,02	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,46	0,45	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	5,16	5,55	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	4,58	5,06	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	3	3	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0001	0,0001	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0,33	0,11	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	8,17	10,7	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,62	1,08	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	1	6	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0,1	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0,3	0,3	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Le réseau d'eaux pluviales doit être débouché Route de Bordeaux afin de permettre la vidange du château de Capsus.

- Le fossé situé au château d'eau des Canadiens servant d'exutoire à la vidange du réservoir devra être curé, les eaux de vidange se déversant sur le terrain.

- Réfléchir au remplacement du mode de désinfection de l'eau : passage du bioxyde de chlore au chlore gazeux.

- Renforcer le chemin d'accès à l'AEP les Bruyères.

- Valider le fonctionnement du réseau en deux services distincts (Forage Saint Hubert et Canadiens / Forage Bruyères) afin de limiter les prélèvements d'eaux sur le forage Bruyères et retrouver des volumes prélevés conformes à l'autorisation de prélèvement.

ACTIVITES RESEAUX

- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.

- Envisager le déploiement de la télérelève des compteurs

- Engager la sectorisation du réseau en fonction des conclusions du diagnostic.

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.

- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable :
    - Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements
    - Supprimer des doubles conduites
    - Supprimer de conduite en amiantes ciment : notamment conduite DN 200mm av de bordeaux (casse récurrente)
    - Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges
    - Supprimer des conduites génératrices de CVM
    - Supprimer conduites en domaine privée
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2008	31/12/2021	Affermage
Avenant n°01	30/06/2017	31/12/2020	PROLONGATION DE 6 MOIS NOUVELLE DISPOSIION RENOUVELLEMENT DES COMPTEURS TRAVAUX D'AMELIORATION DU PATRIMOINE AEP MISE EN OEUVRE DE LA REFORME DE LE REGLEMENTATION RELATIVE AUX DOMMAGES CAUSES AUX RESEAUX LORS DES TRAVAUX
Avenant n°02	01/01/2020	31/12/2020	TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE EAU A LA COBAN
Avenant n°03	01/01/2021	31/12/2021	PROLONGATION D'UN AN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune d'ANDERNOS LES BAINS pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	ANDERNOS LES BAINS
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET M. DUBANCHET	Directeur d'Agence Chargé de Contrat	06 30 51 33 71 06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

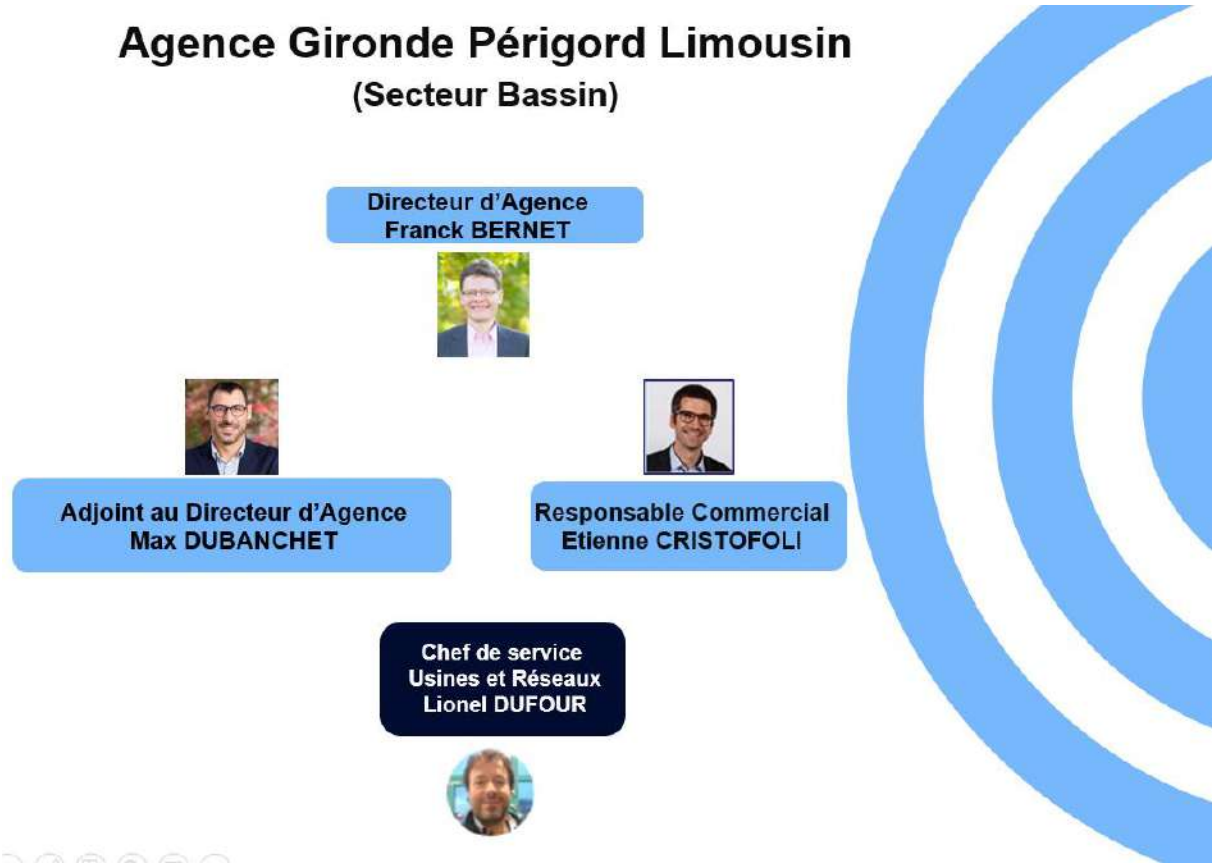
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

  - Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 L'inventaire du patrimoine

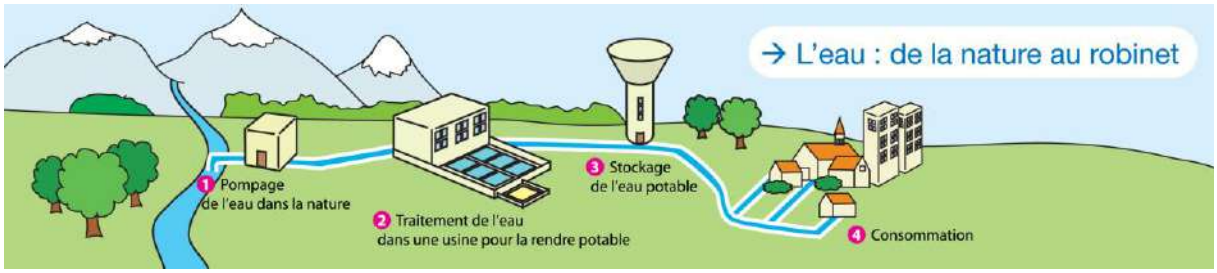
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	1971	3 000	m³/j
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	1965	2 000	m³/j
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	1976	3 000	m³/j

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

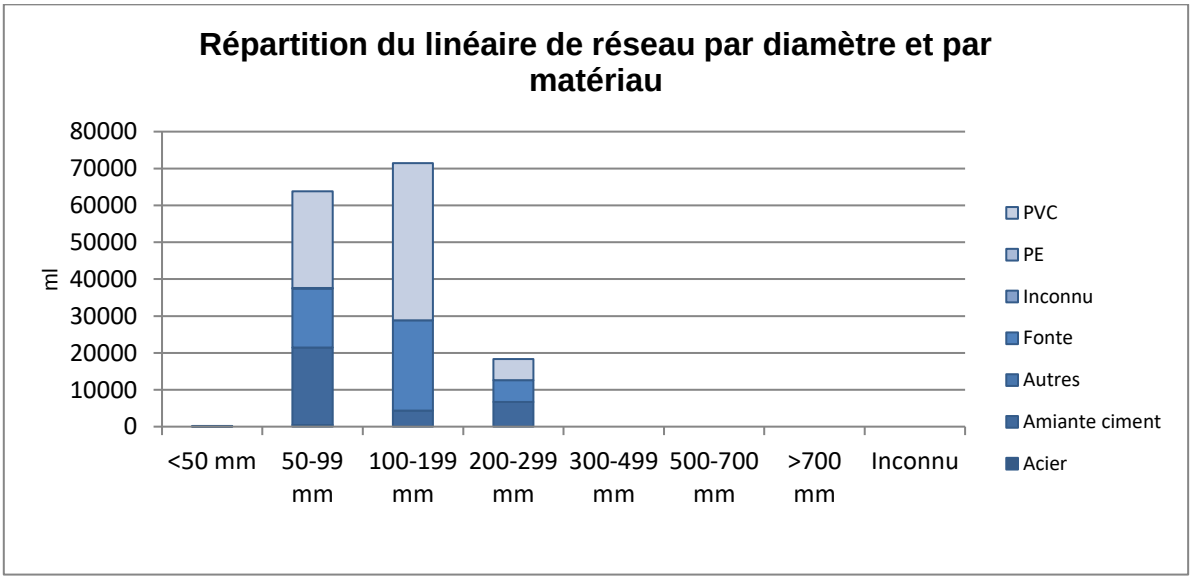
Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Volume utile**	**Unité**
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	1946	300	m³
ANDERNOS-LES-BAINS	CE LE MAURET	1968	1 500	m³
ANDERNOS-LES-BAINS	RESERVOIR CANADIENS		1 000	m³

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	115	-	-	48	6	168
50-99 mm	16 000	164	21 027	26 184	410	-	-	-	63 785
100-199 mm	24 456	-	4 367	42 666	-	-	-	-	71 490
200-299 mm	5 924	-	6 699	5 686	-	-	-	-	18 308
Total	46 380	164	32 094	74 650	410	-	48	6	153 751



La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	153 584
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	648
Linéaire de canalisation déposé	54
Régularisations de plans	- 428
Situation actuelle	153 751

Le tableau ci-dessous présente les principales mises à jour effectuées sur l'année 2021 par des plans de récolements ou remontées terrains impactant le linéaire.

Type	Description	Adresse	Longueur posée (ml)	Longueur déposée (ml)
Renouvellement	Tranchée avec extraction de l'ancienne canalisation	Andernos Av Acacias / Lauriers	16.96	16.96
Renouvellement	Tranchée sans extraction de l'ancienne canalisation	ANDERNOS BLD DU COLONEL WURTZ	455.96	441.25
Travaux neufs	Pose de canalisation en tranchée	ANDERNOS RFCT / Maillage Ch des Lapins	191.86	53.68

Ce tableau n'a pas vocation à être exhaustif. Le linéaire du réseau varie en fonction des demandes de mises à jour (réceptions de plans de récolements, retour d'information terrains, informations provenant directement de la collectivité, mise en cohérence de la base de données, intégration d'archives).

En 2020, de nombreuses corrections de données ont été effectuées dans les bases notamment des corrections graphiques des linéaires par la présence d'aberrations présentes historiquement dans les bases (linéaires superposés, présence de spikes, uniformisation des données attributaires).
Des variations de linéaires peuvent arriver lors de la mise à jour des cadastres notamment en limite de commune.

Il est à noter la présence dans le SIG de réseau dit "Privé" dont nous n'avons pas l'information de rétrocession. Ce linéaire n'est pas pris en compte dans le rapport d'activité.

Cela concerne :

ANDERNOS-LES-BAINS 2041.41 ml

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
ANDERNOS-LES-BAINS	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ANDERNOS-LES-BAINS	Equipements de mesure de type compteur	4	4	0,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	250	250	0,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	Vannes	968	974	0,6%
ANDERNOS-LES-BAINS	Vidanges, purges, ventouses	122	125	2,5%

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant						
Type branchement	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	580	540	30	30	24	- 20,0%
Hors plomb avant compteur	8 120	8 263	8 939	9 017	9 096	0,9%
Branchement eau potable total	8 700	8 803	8 969	9 047	9 120	0,8%
% de branchements en plomb restant	6,7%	6,1%	0,3%	0,3%	0,3%	- 20,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

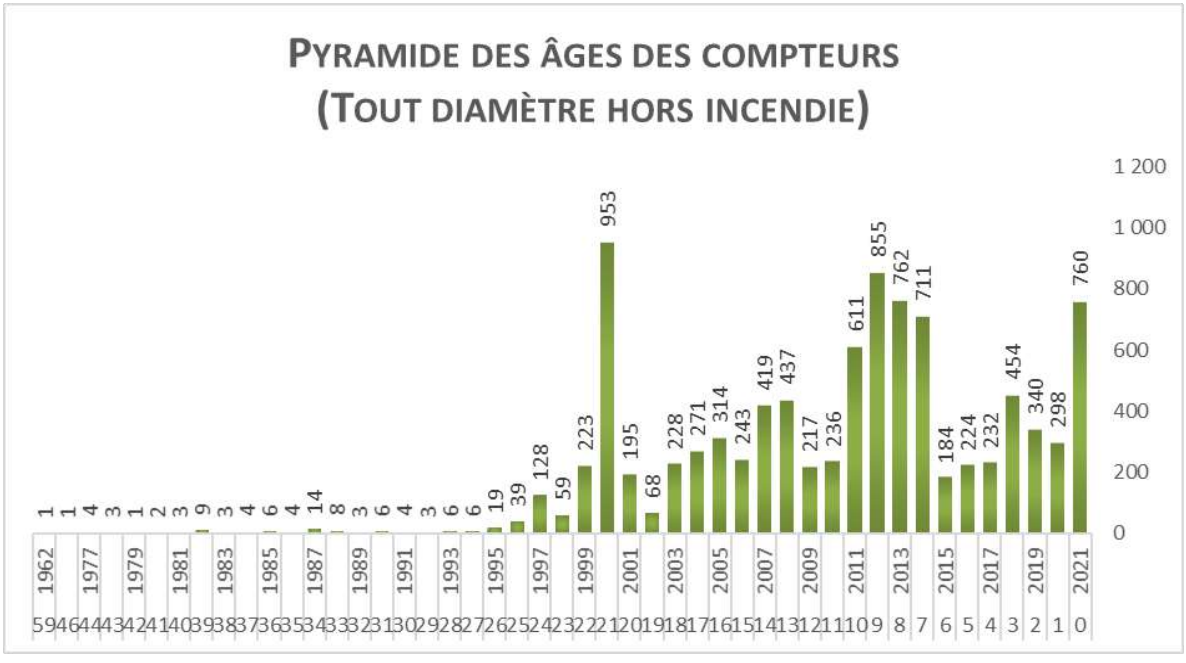
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre

Usage	Tranche d'âge	Inconnu	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	2 010	72	2	2 084
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	2 671	36	1	2 708
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	1 889	27	4	1 920
Eau froide	D 15 - 19 ans	1	1 099	21	3	1 124
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	1 591	6	-	1 597
Eau froide	F > 25 ans	-	101	8	1	110
Eau froide	Inconnu	2	-	-	-	2
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	-	1	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	-	1	1
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	1	1
Incendie	D 15 - 19 ans	-	-	-	2	2
Incendie	E 20 - 25 ans	-	-	-	2	2
Incendie	F > 25 ans	-	-	1	-	1
Total		3	9 361	171	18	9 553



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	3	0,0%
12 à 15 mm	9 216	9 361	1,6%
20 à 40 mm	162	171	5,6%
>40 mm	17	18	5,9%
Total	9 395	9 553	1,7%

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**110**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

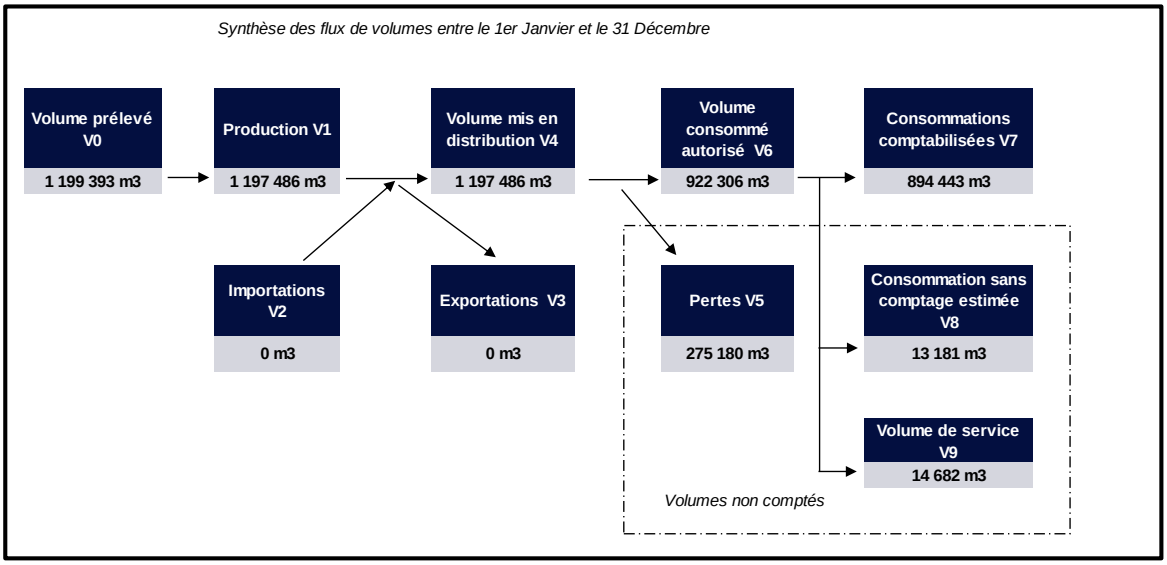
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



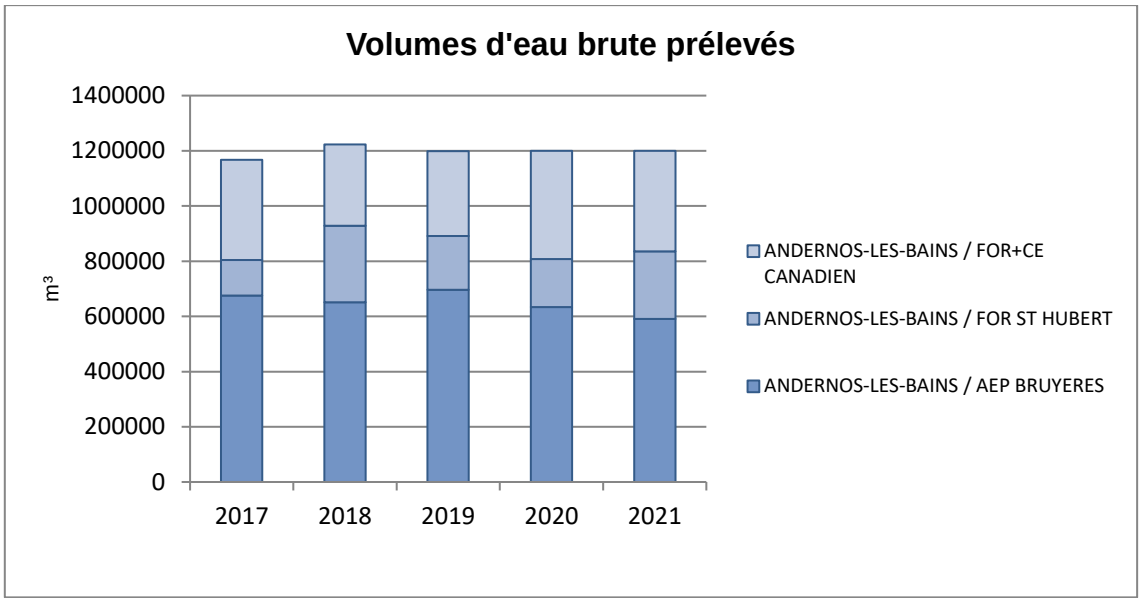
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	Site	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	675 263	650 677	695 993	633 590	591 331	- 6,7%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	129 345	277 381	195 571	174 513	244 101	39,9%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	362 224	294 830	307 006	392 196	363 962	- 7,2%
Total des volumes prélevés		1 166 832	1 222 888	1 198 570	1 200 299	1 199 393	- 0,1%

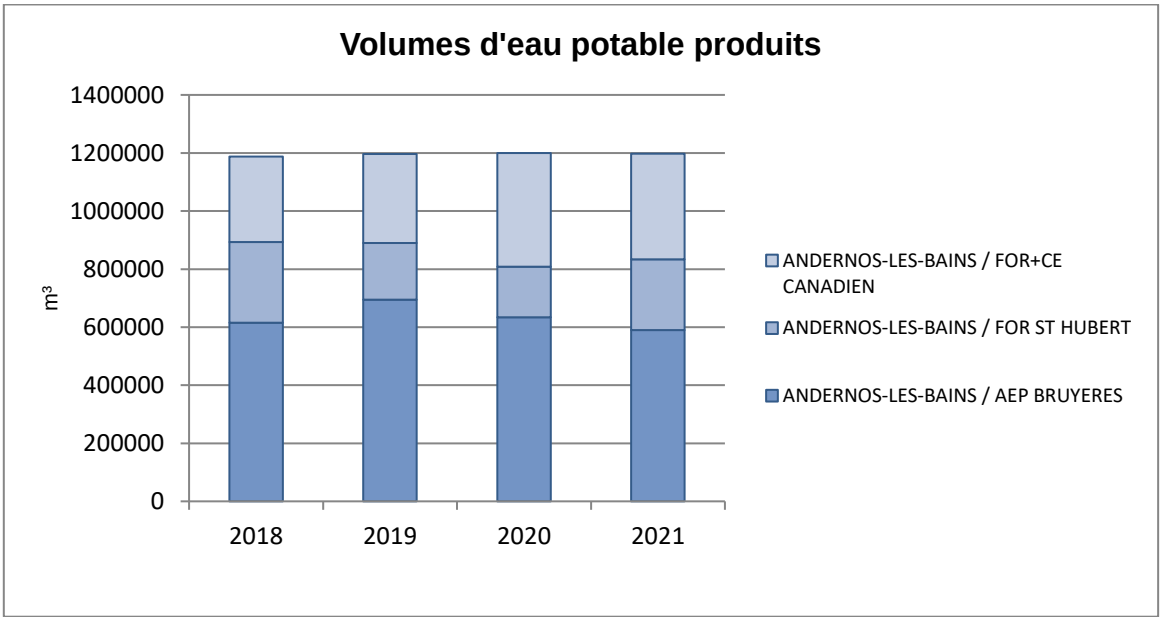
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)						
Commune	**Site**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	615 288	694 306	633 590	589 424	- 7,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	277 381	195 571	174 513	244 101	39,9%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	294 830	307 006	392 196	363 962	- 7,2%
Total des volumes produits		1 187 499	1 196 883	1 200 299	1 197 486	- 0,2%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

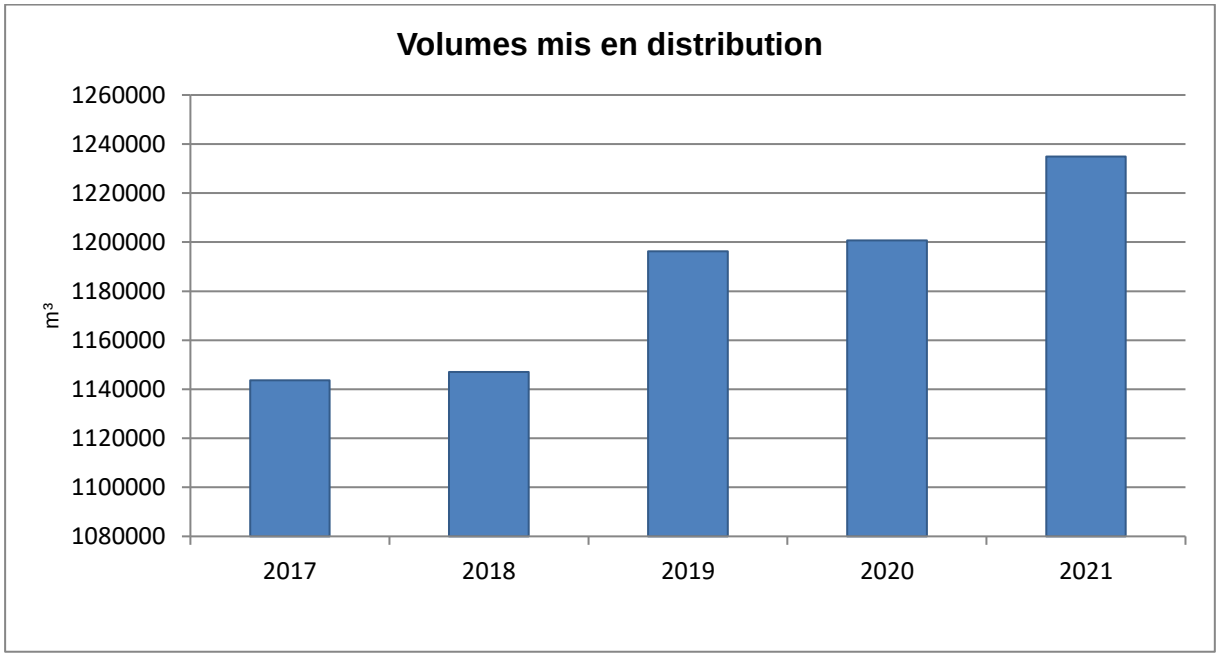
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

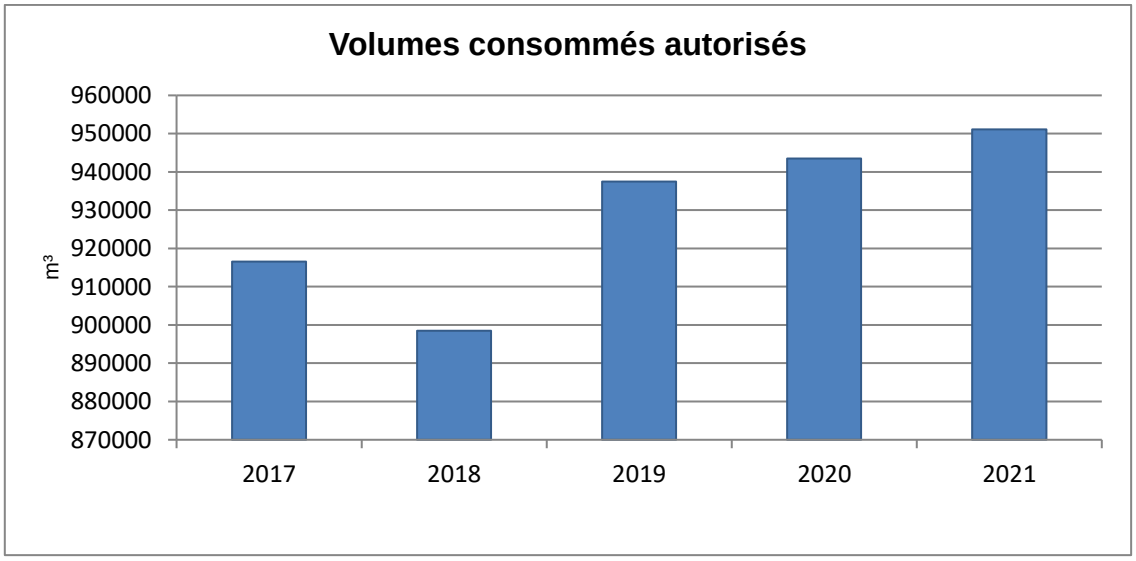
La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	900 887	882 797	904 336	910 721	923 275	1,4%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	900 887	882 797	904 336	910 721	923 275	1,4%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	9 281	9 281	13 461	13 461	13 181	- 2,1%
Volumes de service du réseau (G)	6 400	6 400	19 650	19 300	14 682	- 23,9%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	916 568	898 478	937 447	943 482	951 138	0,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

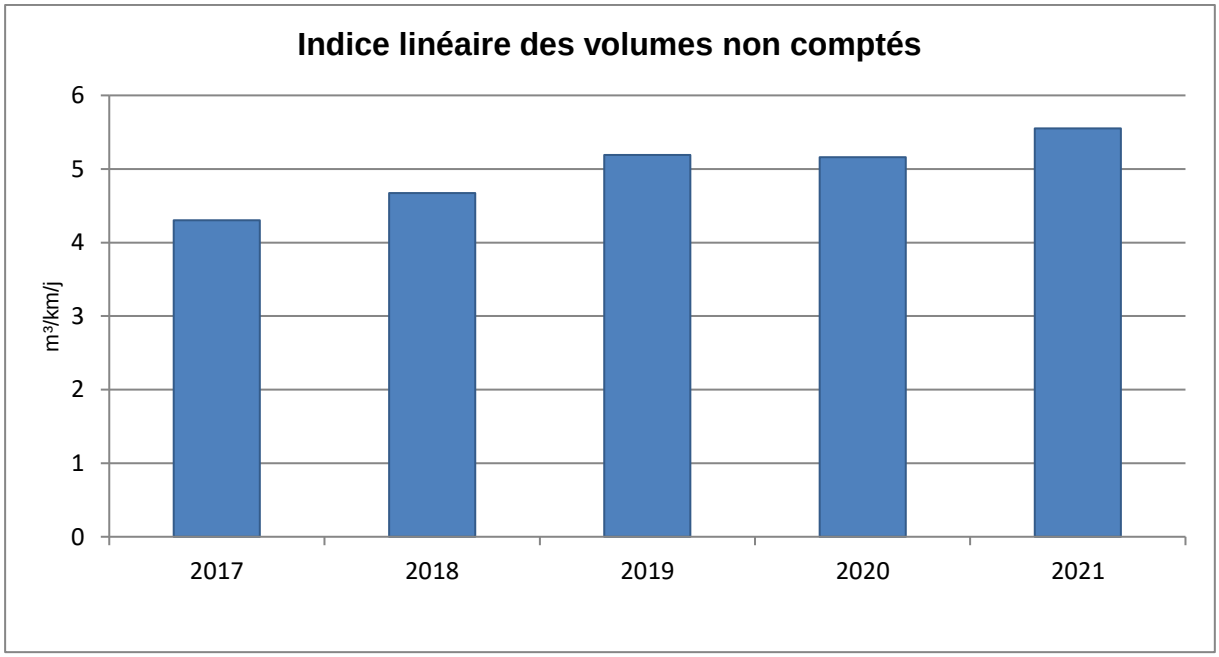
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

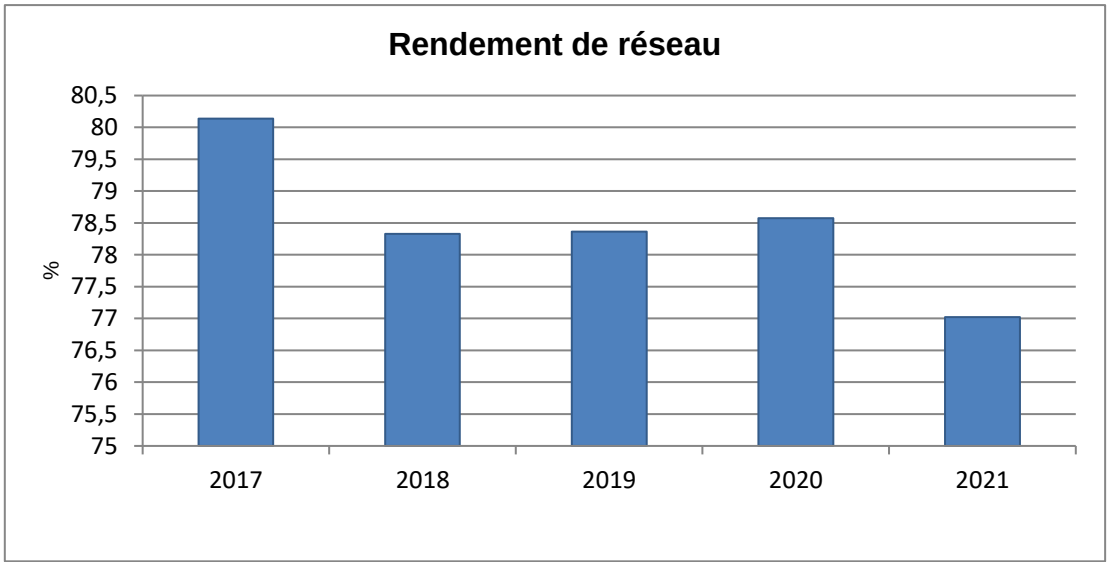
Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%
Volumes comptabilisés (E)	900 887	882 797	904 336	910 721	923 275	1,4%
Volumes consommés autorisés (H)	916 568	898 478	937 447	943 482	951 138	0,8%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	227 143	248 618	258 847	257 247	283 782	10,3%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	242 824	264 299	291 958	290 008	311 645	7,5%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	154,545	154,942	154,152	153,591	153,751	0,1%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	4,03	4,4	4,6	4,58	5,06	10,5%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	4,3	4,67	5,19	5,16	5,55	7,6%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	916 568	898 478	937 447	943 482	951 138	0,8%
Volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable produits (A)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	80,14	78,33	78,36	78,58	77,02	- 2,0%



3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	916 568	898 478,11	937 447,37	943 481,77	951 137,52	0,8%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	154,5	154,9	154,2	153,6	153,8	0,1%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	16,2	15,9	16,7	16,8	16,9	0,7%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0,8	0,8	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	68,25	68,18	68,33	68,37	68,39	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	80,14	78,33	78,36	78,58	77,02	- 2,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	20-juil.-21
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP SAINT HUBERT	606
AEP LES CANADIENS	2717,2
AEP LES BRUYERES	2032
Total	**5355,2**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
3	2	2	3	3	1	18	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau produite est captée dans la nappe de l'Oligocène par les forages des Canadiens et de Saint-Hubert et dans la nappe de l'Eocène par le forage des Bruyères.

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
St Hubert	forage	1965	08254X0011	30/12/1996	16/11/1999	30/11/2006	Procédure terminée (captage public)	oui
Les Canadiens	forage	1976	08261X0031	30/12/1996	16/11/1999	05/01/2000	Procédure terminée (captage public)	oui
Les Bruyères	forage	1971	08261X0030	30/12/1996	16/11/1999	05/01/2000	Procédure terminée (captage public)	oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
St Hubert	05/06/1964	PI/PR	Oligocène (255-370)	100	2 000	345 000	Désinfection
Les Canadiens	08/01/1976	PI/PR	Oligocène (255-370)	100	2 000	345 000	Désinfection
Les Bruyères	30/09/1969	PI/PR	Eocène (385-378)	150	3 000	510 000	Désinfection

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	2	0	100,0%	4	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	2	0	100,0%	314	0	100,0%

Nous sommes dans l'impossibilité de fournir les résultats du contrôle sanitaire. Nous n'avons pas été en mesure de récupérer informatiquement les résultats d'analyse de l'ARS sans leur accord préalable. A ce jour nous n'avons pas eu cet accord.

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	7	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	8	1	87,5%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	41	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	504	1	99,8%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	02/06/2021	SORTIE DE LA STATION LES BRUYERES	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3	sans objet	<=2	>=1

Un dépassement de la référence de qualité sur le paramètre Equilibre calco-carbonique a été mis en évidence le 02 juin sur la mise en distribution du forage des Bruyères. Une contre analyse a été réalisée le 18 juin et s'est avérée conforme.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution

		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	38	1	97,4%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	42	1	97,6%	1	97,6%
Paramètre	Microbiologique	190	1	99,5%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	492	1	99,8%	2	99,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	08/02/2021	PORT OSTREICOLE - AIRE DE LAVAGE	COLIFORMES "TOTAUX" à 36°	1	nombre/100 ml	=0	
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	22/06/2021	SECTEUR LES CANADIENS - CANTINE LYCEE	TEMPERATURE	25.9	degré Celsius	<=25	
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Non conforme	08/07/2021	SECTEUR LES BRUYERES - PISCINE	NICKEL	24	µg/litre	<=20	
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Non conforme	08/07/2021	SECTEUR LES BRUYERES - PISCINE	PLOMB	20	µg/litre	<=10	

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre Coliformes totaux a été mis en évidence le 8 février au port ostréicole. Une contre analyse a été réalisée le 12 février et s'est révélé conforme.

Les dépassements des limites Nickel et Plomb mis en évidence le 08 juillet 2021 dans le cadre du contrôle sanitaire au niveau du secteur les Bruyeres concernent un prélèvement de type « 1er jet ». L'ARS33 a pris soin de mentionner sur le bulletin :

Le prélèvement de confirmation réalisé le 15 juillet 2021 s'est révélé conforme pour l'ensemble des paramètres mesurés. Les teneurs en plomb, cuivre et en nickel ne valent que pour le point d'utilisation où elles ont été mesurées. Compte tenu de l'influence du réseau de distribution d'eau (réseau intérieur et éventuellement branchement public) sur la dissolution des métaux, ces valeurs ne sont pas représentatives de la qualité de l'eau pour l'ensemble des consommateurs du réseau de distribution.

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	45	0	100%
Physico-chimique	16	1	93,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	278 464	271 678	303 771	288 393	266 894	- 7,5%
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	3 336	3 409	2 616	8 620	6 703	- 22,2%
ANDERNOS-LES-BAINS	CE LE MAURET	115	13	10	1	342	34 100,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	68 875	141 406	99 984	86 352	122 763	42,2%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	141 890	112 029	115 129	140 426	130 804	- 6,9%
Total		492 680	528 535	521 510	523 792	527 506	0,7%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	Equipement électrique	armoire générale BT	22/12/2021
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Règles générales d'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection (décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993).

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret mentionné ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …),

- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …),

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	181	1	18	200
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	4	1	1	6
ANDERNOS-LES-BAINS	CE LE MAURET	8	-	3	11
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	40	1	13	54
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	270	1	15	286

3.3.4 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	149
RDT	201
RDT-RDICT conjointe	519
Total	869

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	renouvelés	3	2	-33,3%
Appareils de fontainerie	créés	-	1	0,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	143	81	-43,4%
Branchements	créés	50	75	50,0%
Branchements	modifiés	9	9	0,0%
Branchements	renouvelés	7	28	300,0%
Branchements	supprimés	1	2	100,0%
Compteurs	déposés	8	6	-25,0%
Compteurs	posés	196	165	-15,8%
Compteurs	remplacés	244	642	163,1%
Devis métrés	réalisés	67	108	61,2%
Enquêtes	Clientèle	517	475	-8,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	3	2	-33,3%
Eléments de réseau	mis à niveau	14	13	-7,1%
Remise en eau	sur le réseau	5	1	-80,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	5	5	0,0%
Réparations	fuite sur branchement	123	89	-27,6%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	26	39	50,0%
Autres		999	1 219	22,0%
Total actes		2 420	2 962	22,4%

3.3.5 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	4	-	32	2	- 93,8%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	-	57 508	21 031	36 435	30 958	- 15,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	8 556	8 707	1,8%
Collectivités	121	119	- 1,7%
Professionnels	385	428	11,2%
Total	9 062	9 254	2,1%

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	9 016	9 202	2,1%
Autres abonnés	46	52	13,0%
Total	9 062	9 254	2,1%

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	688 647	667 258	681 352	692 469	734 191	6,0%
Volumes vendus aux collectivités	43 001	37 347	41 834	28 632	32 356	13,0%
Volumes vendus aux professionnels	123 614	93 042	120 657	104 830	121 031	15,5%
Volumes vendus aux autres clients	0	23 152	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	855 262	820 799	843 843	825 931	887 578	7,5%

Professionnels du tourisme en hausse par rapport à 2020.

3.4.4 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	4 118
Courrier	483
Internet	724
Visite en agence	142
Total	5 467

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	1 245	14
Facturation	442	347
Règlement/Encaissement	720	35
Prestation et travaux	42	-
Information	2 261	-
Dépose d'index	381	-
Technique eau	376	304
Total	5 467	700

3.4.6 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	7 260	6 542	-9,9%
Nombre d'abonnés mensualisés	4 640	4 807	3,6%
Nombre d'abonnés prélevés	1 406	1 463	4,1%
Nombre d'échéanciers	144	99	-31,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	18 274	19 224	5,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	851	979	15,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	142	142	0,0%
Nombre total de factures comptabilisées	19 267	20 345	5,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.7 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	48 778,01	43 415,58	- 11,0%
Créances irrécouvrables (€)	5 673,15	8 390,41	47,9%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Année N-1	-	14 271,88	0,0%
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	1 318 310,24	0,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,43	0,61	41,9%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,62	1,08	- 33,3%

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.8 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Le fonds de solidarité

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	3	3	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	3	1	- 66,7%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	102,61	52,23	- 49,1%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	97,26	49,51	- 49,1%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	63,22	34,66	- 45,2%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	97,2601	49,51	- 49,1%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0001	-4681 982,4%

3.4.9 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	59	69	16,9%
Volumes dégrévés (m³)	44 098	32 493	- 26,3%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.10 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :

«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…

Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

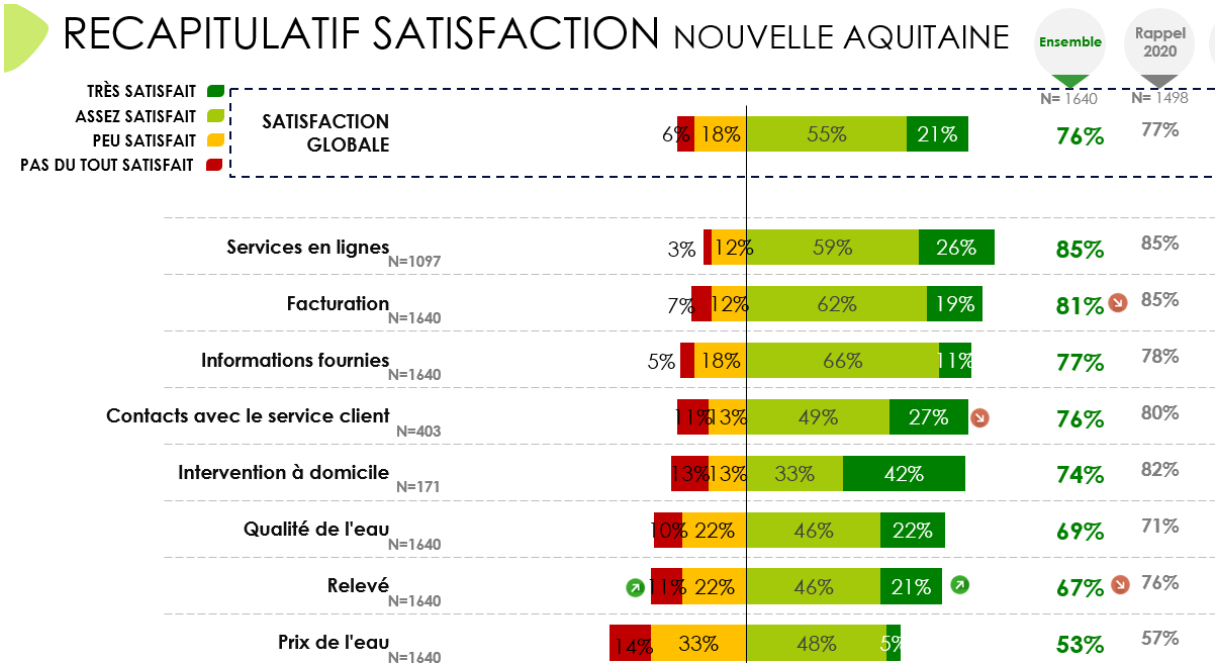
Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Stabilité de la satisfaction clients :
Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.

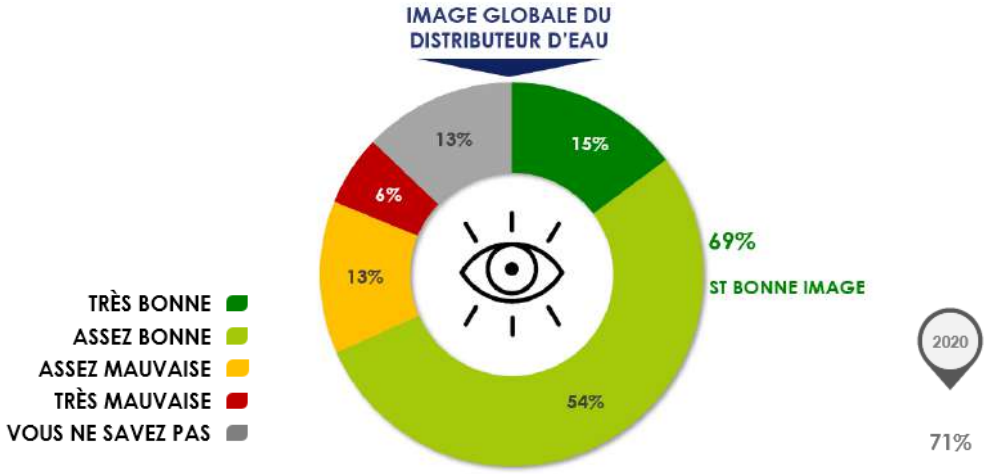


Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

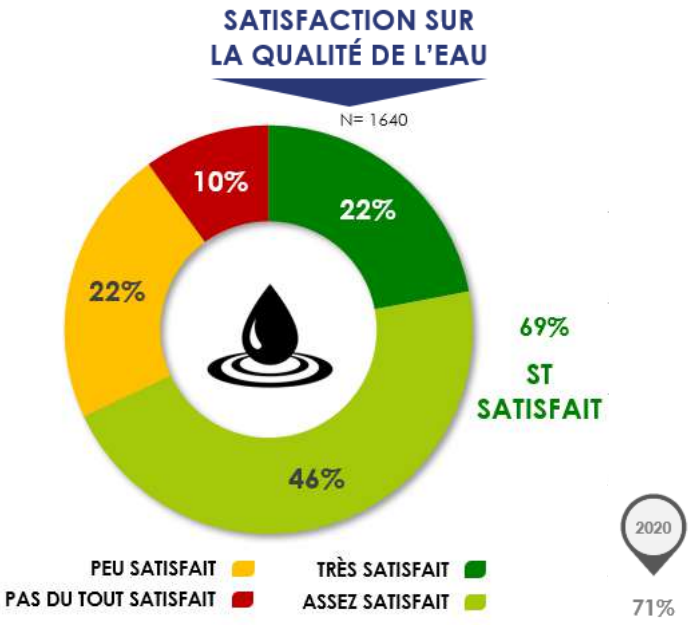
- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics



L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

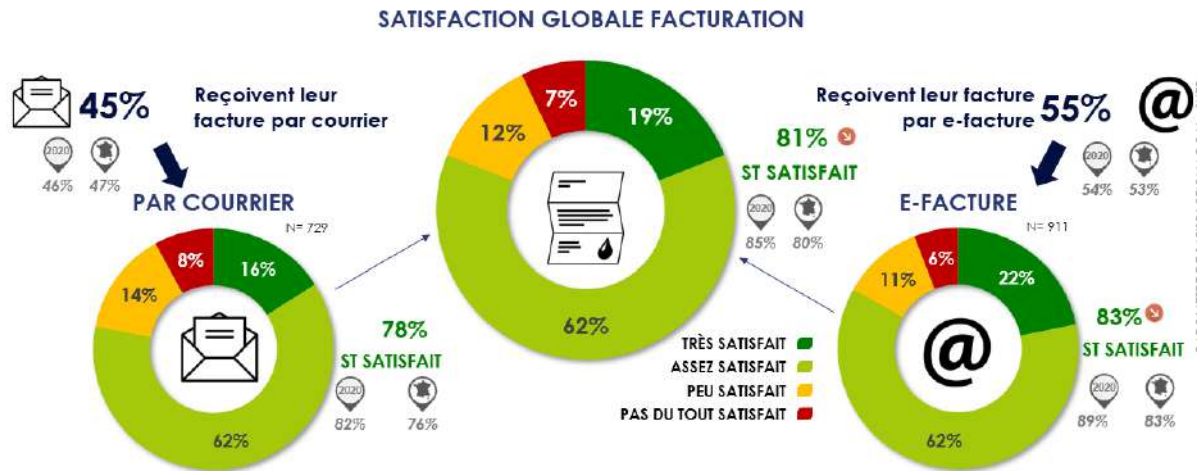
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



3.4.11 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m^3 qui peut comporter des tranches tarifaires.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	23,18	23,18	0,0%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,795	0,795	0,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	19,55%	19,55%	0,0%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,46975	1,46975	0,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,39317	1,39317	0,0%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	23,18	23,18	0,0%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,255	0,255	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,54	0,54	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,075	0,075	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0766	0,0766	0,0%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**1 402 991**	**1 484 200**	**5,8%**
Exploitation du service	446 465	468 964	
Collectivités et autres organismes publics	772 539	799 440	
Travaux attribués à titre exclusif	85 223	116 932	
Produits accessoires	98 764	98 864	
CHARGES	**1 732 851**	**1 693 708**	**-2,3%**
Personnel	366 141	362 039	
Energie électrique	54 408	45 171	
Produits de traitement	6 263	5 945	
Analyses	6 572	6 837	
Sous-traitance, matières et fournitures	205 667	185 856	
Impôts locaux et taxes	13 465	7 857	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	218 694	203 475	
• télécommunication, postes et télégestion	14 684	15 836	
• engins et véhicules	22 341	19 110	
• informatique	111 999	118 500	
• assurance	2 636	3 027	
• locaux	11 545	8 227	
Ristournes et redevances contractuelles	0	33	
Contribution des services centraux et recherche	20 805	22 597	
Collectivités et autres organismes publics	772 539	799 440	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	23 890	0	
• programme contractuel	20 752	37 173	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	7 011	0	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	5 234	4 914	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	11 410	12 370	
Résultat avant impôt	**-329 860**	**-209 508**	**36,5%**
RESULTAT	**-329 860**	**-209 508**	**36,5%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**1 402 991**	**1 484 200**	**5,8%**
Exploitation du service	446 465	468 964	5,0%
• Partie fixe facturée	227 105	243 612	
• Partie proportionnelle facturée	209 002	226 821	
• Variation de la part estimée sur consommations	10 359	-1 469	
Collectivités et autres organismes publics	772 539	799 440	3,5%
• Part Collectivité	423 128	447 710	
• Redevance prélèvement	83 186	65 722	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	266 225	286 008	
Travaux attribués à titre exclusif	85 223	116 932	37,2%
• Branchements	85 223	116 932	
Produits accessoires	98 764	98 864	0,1%
• Facturation et recouvrement de la redevance	38 790	39 995	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	5 472	5 666	
• Autres produits accessoires	54 502	53 203	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

VI. ANNEXES

Année **2021**

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	9 253,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	1 478,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	492,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	153,80
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	9 253,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	9 253,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	153,80
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	473,30
Charges facturation encaissement	Client équivalent	11 031,80
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	9 253,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	1 197 486,30
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	9 547,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	8,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	9 253,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-71 090,52
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	684 760,02
Charges logistique	Sortie de stock	-22 853,98
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-415 743,08
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-248 421,53
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	684 760,02
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	116 931,85

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 1,19% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,66% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Andernos	**ENC - Afferm. EAU**	01	15/01/2021	292 245,13
COBAN - Andernos	**ENC - Afferm. EAU**	01	20/01/2021	151 900,00
COBAN - Andernos	**ENC - Afferm. EAU**	01	15/01/2021	1 737,42

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	2,3%	6,7%	196,2%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	210	632	201,0%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	9216	9364	1,6%
20 à 40 mm remplacés (%)	14,2%	8,8%	-38,2%
- 20 à 40 mm remplacés	23	15	-34,8%
- 20 à 40 mm Total	162	171	5,6%
> 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- > 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- > 40 mm Total	17	18	5,9%
Age moyen du parc compteur	11,4	11,9	3,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	24 020,02
Réseaux	1 013,04
Branchements	41 429,19
Compteurs	28 997,05
Total	95 459,3

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	34 390,69	71 094,65	7 379,85	47 359,61	95 459,3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	20 387,88
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	20 387,88

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux neufs	23 686,9	13 304,9	- 3 647,1	6 599,4	20 387,9

Le montant négatif correspond à des écritures de régularisation comptables passées suite à la réception d'avoirs ou pour corriger des erreurs d'imputation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

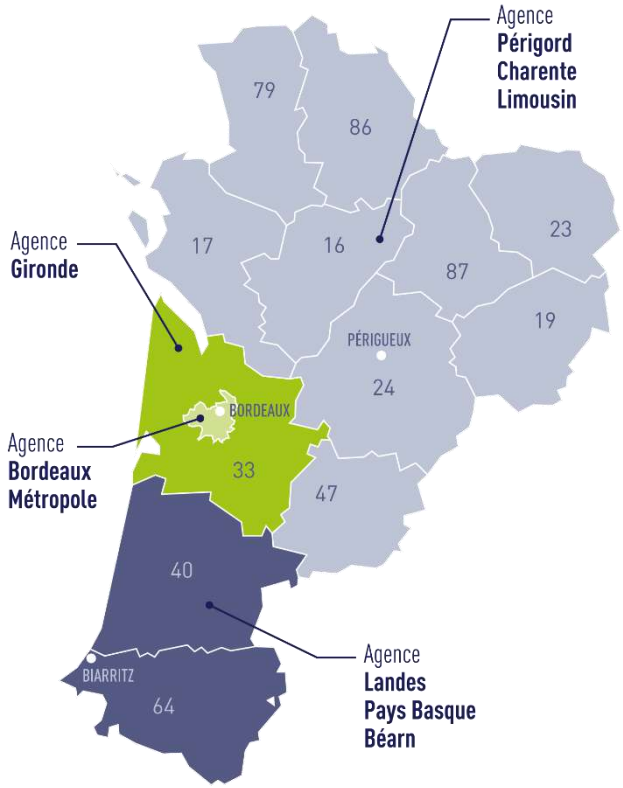
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

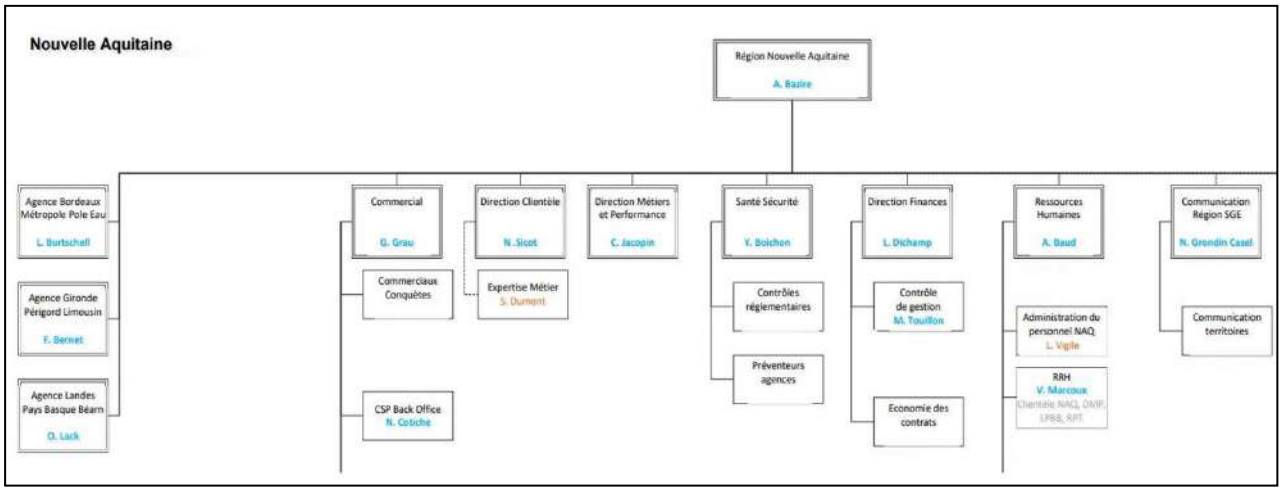
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

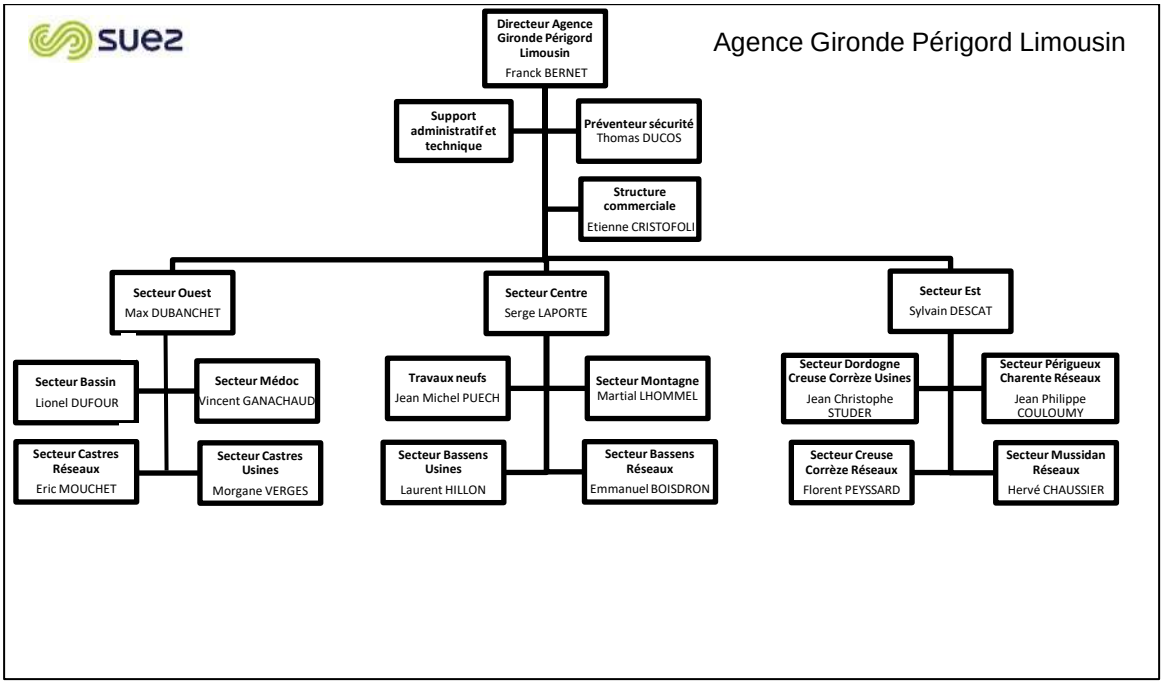
5.1.3 Nos moyens humains

L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1.4 Nos moyens matériels

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise







5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

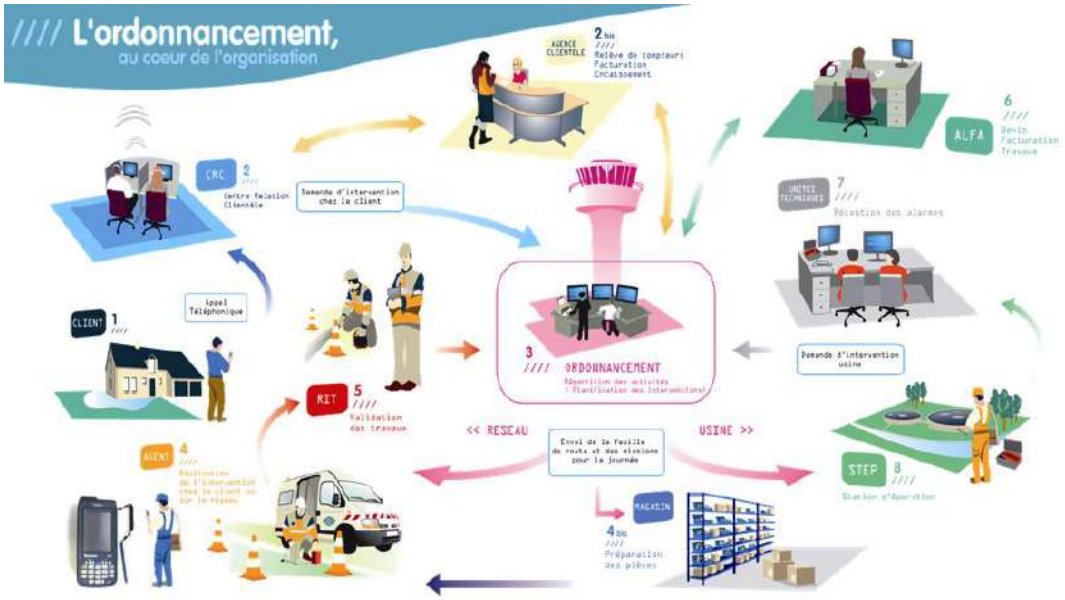
- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2 La relation clientèle

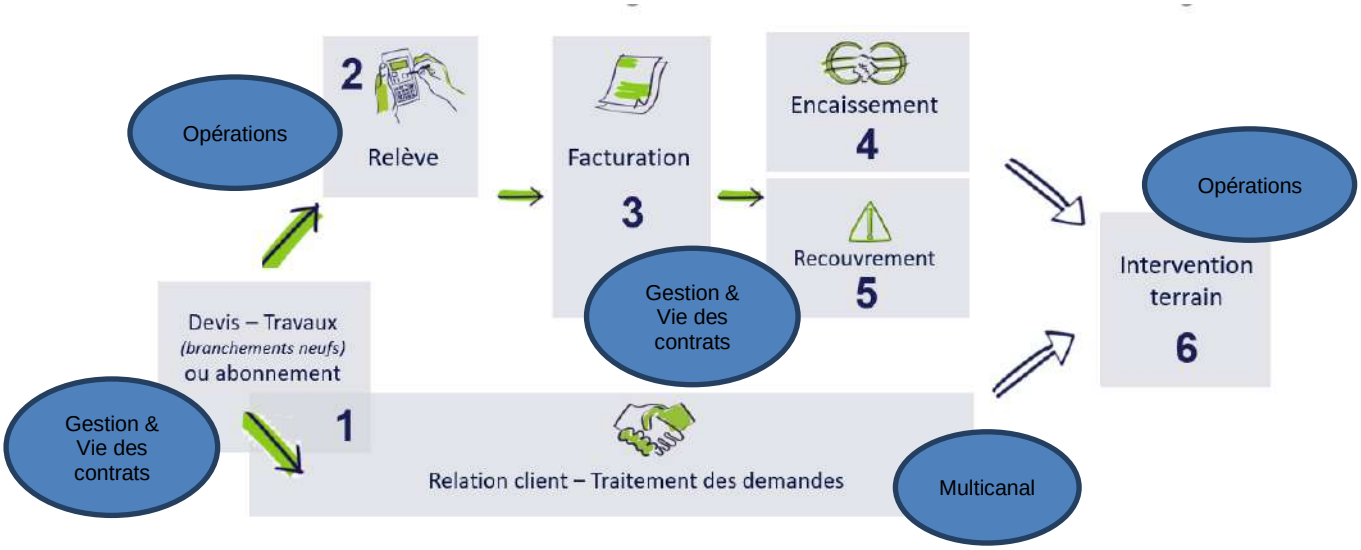
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

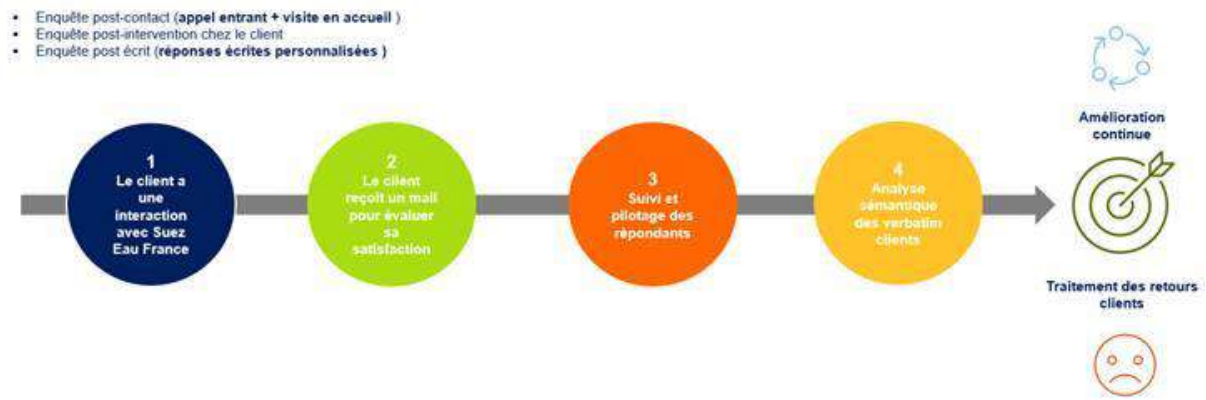
Le baromètre de satisfaction régional évalue :

- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat reste valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028370

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels ; entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

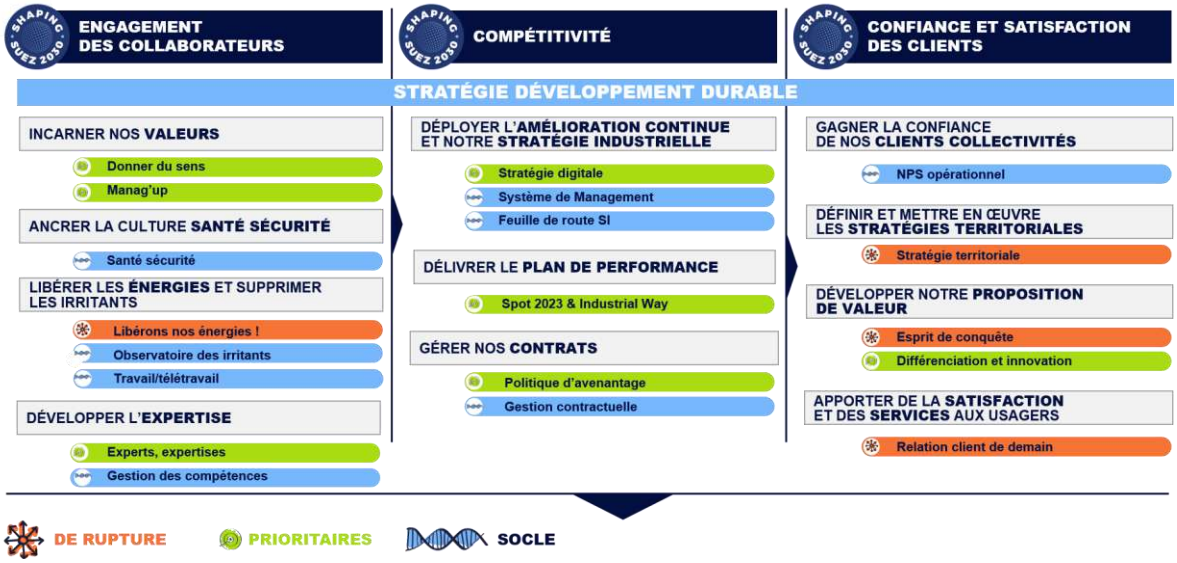
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des annexes

ANDERNOS 6959

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.	410034607

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY



** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*
*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA
https://www.infogreffe.fr/cont

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : ANDERNOS LES BAIN

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

ANDERNOS LES BAINS

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0009
000373

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 47 analyses bactériologiques et 48 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur la commune d'ANDERNOS LES BAINS provient de trois forages profonds, "Les Bruyères", "Les Canadiens" et "Saint Hubert" captant la nappe de l'Eocène pour le premier et de l'Oligocène pour les deux derniers. Ces forages sont dotés des périmètres de protection. Elle subit un traitement d'aération et de désinfection au niveau de chaque station avant sa distribution sur le réseau. Depuis le 1er janvier 2020, la compétence "eau potable" a été transférée à la Commmunauté d'agglomération de Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitation de la production et de la distribution de l'eau sur la commune. Depuis le 1er janvier 2022, la gestion de l'eau a été confiée à la société AGUR.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau peu calcaire. Valeur moyenne : 10,30 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,28 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES CONTACTS

ANDERNOS-LES-BAINS - 6959				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	497		497
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	93		93
Demande de prestation	SERV - SERVICES	15		15
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	27		27
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	305		305
Demande d'information	ABON - SRU	3		3
Demande d'information	AUTRE	130		130
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	132		132
Demande d'information	ENCA - SEPA	5		5
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	209		209
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	209		209
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	4		4
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	39		39
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	3		3
Demande d'information	FACT - FACTURE	528		528
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	13		13
Demande d'information	QUAL - CALCAIRE	3		3
Demande d'information	QUAL - COULEUR	7		7
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - GOUT	1		1
Demande d'information	QUAL - QUALITE	3		3
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	2		2
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	7		7
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	75		75
Demande d'information	SERV - eFACTURE	9		9
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	4		4
Demande d'information	SERV - SERVICES	13		13
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	26		26
Demande d'information	TECH - CHANTIER	43		43
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	291		291
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	1		1
Demande d'information	TECH - RELEVE	180		180
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	15		15
Départ client	ABON - ABONNEMENT	307		307
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	95		95
Dépose d'index	TECH - RELEVE	381		381
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		14	14
Facture	FACT - FACTURE	2	347	349
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	3		3
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	72		72
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	455	1	456
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	332		332
Règlement	ENCA - REGLEMENT	226	34	260
Surrendettement	ENCA - SITUATION DE COMPTE	1		1
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		304	304
Total		4 767	700	5 467

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour ANDERNOS-LES-BAINS-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	20 388

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Programme contractuel		
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-TN-Sécurisation AEP Bruyères		*226*
ANDERNOS LES BAINS-CE CAPSUS-TN-DEBITMETRE EAU DISTRIBUEE		*1 452*
ANDERNOS LES BAINS-CE LE MAURET-TN-DEBITMETRE EAU DISTRIBUEE		*1 474*
ANDERNOS LES BAINS-CE LE MAURET-TN-Echelle à crinoline d'accès à la cuve		*3 418*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-TN-ANTI INTRUSION		*1 824*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-TN-DEBITMETRE EAU DISTRIBUEE		*2 265*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-TN-Trappe verrouillable et grille d'aération inox		*9 729*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	24 020

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-RVT-Analyseur de chlore		*2 355*
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-RVT-Pompe javel		*113*
ANDERNOS LES BAINS-FOR ST HUBERT-RVT-VARIATEUR POMPE FORAGE		*10 380*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-RVT-Analyseur de chlore		*2 402*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-RVT-DEMARREUR EXHAURE		*7 561*
Programme contractuel		
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-RVT-Débitmètre distribution		*1 210*

RESEAUX	1 013

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
ANDERNOS LES BAINS--RVT-ACCESSOIRES RESEAU		*1 013*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	70 426

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

Garantie de continuité de service

ANDERNOS LES BAINS--RVT-BRANCHEMENTS ORDINAIRES	*217*

Programme contractuel

ANDERNOS LES BAINS--RVT-COMPTEURS	*28 997*
ANDERNOS LES BAINS--RVT-RP BRANCHEMENTS	*41 212*

Contrat : 6959

Bassin

Total année 2021	**115 847**

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CONTRAT DE : ANDERNOS 6959

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	1490
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1800
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	792
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	10600
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**14682**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités :	233	1631
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			500
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			2000
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**4131**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			500
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			50
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**550**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur			1000
- prise sur Poteau Incendie sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			6000
- utilisation par gens du voyage			1500
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**8500**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**13181**

Commentaires:

33 purges qualité, 7 interventions accessoires et 41 purges suite casse canalisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

ANDERNOS-LES-BAINS - 6959				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES GIROLLES	3 682
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU FALGOUET	2 570
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE L UNION	2 228
33005	ANDERNOS LES BAINS	Professionnel	AVENUE GUTENBERG	2 101
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	1 586
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DU PAGE	1 433
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	IMPASSE DES MARGUERITES	1 355
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE CHARLES GOUNOD	1 305
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	1 119
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DU PAGE	1 080
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE D ORLEANS	1 057
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	THEODORE MONOD	906
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	879
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	745
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DES TULIPES	701
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE GABRIEL FAURE	637
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE CARNOT	589
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE CHAMPAGNE	588
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	IMPASSE DU PAGE	541
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE JOHANNES BRAHMS	498
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES JONQUILLES	482
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE L OCEAN	480
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES PALIQUEYS	466
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE ROUGET DE LISLE	370
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DES COLONIES	301
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	286
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE PARMENTIER	264
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE RENE DUGUAY TROUIN	262
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE L EGLISE	222
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DU COLONEL GASTON BORDES	221
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE D ALSACE	212
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE FRANCOIS VILLON	211
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DE LA CARREYRE	178
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	161
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	159
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY	159
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES CEPES	151
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DES LIBELLULES	148
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE MANUEL DE FALLA	146
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES VIOLETTES	135
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	130
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES CARAVELLES	125
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE LEO FERRE	121
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU FALGOUET	116
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU BROUSTIC	112
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE D ARES	98
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	CHEMIN DES LAPINS	96

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

ANDERNOS-LES-BAINS - 6959				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE ROUGET DE LISLE	94
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE MESSIAEN	93
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE JOHANN STRAUSS	92
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES FLEURS	83
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE JULES CHAMBRELENT	76
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE BELLEVUE	73
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE JEAN MERMOZ	70
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE BOURGOGNE	70
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE CHARLES GOUNOD	69
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	58
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE ALFRED DE VIGNY	55
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES PALIQUEYS	55
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES CEVENNES	51
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE LOUIS JOUVET	47
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES MARRONNIERS	42
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE VERGNIAUD	40
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE JULES FERRY	25
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE CENTRALE	20
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE GEORGES BIZET	18
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES ARDENNES	15
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE L OCEAN	-65
Total général				**32 493**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	AVENUE GUTENBERG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	AVENUE GUTENBERG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	14/01/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	14/01/2021	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	04/01/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	03/03/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE DES PAPILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	14/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/01/2021	PROMENADE DE LA PISCINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	04/01/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/01/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/01/2021	RUE EDITH PIAF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	04/01/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	05/01/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	04/01/2021	AVENUE DES BRUYERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	15/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	18/01/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	08/02/2021	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	18/01/2021	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	18/01/2021	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	05/01/2021	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	18/01/2021	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	18/01/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	18/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	09/02/2021	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	09/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE PANHARD LEVASSOR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	18/01/2021	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	18/01/2021	RUE DES COQUELICOTS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	04/03/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	RUE ALAIN GERBAULT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	09/02/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DE LA CIGALIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	18/01/2021	AVENUE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	09/02/2021	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	19/01/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	20/01/2021	AVENUE CAMILLE SAINT SAENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	19/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	10/02/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	22/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	07/01/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	08/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/01/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	20/01/2021	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	10/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	10/02/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	10/02/2021	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	10/02/2021	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	05/03/2021	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	04/03/2021	AVENUE DE SALLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	04/03/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	20/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	20/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	20/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	AVENUE RENE FONCK	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	05/03/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	08/03/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	20/01/2021	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	20/01/2021	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	10/02/2021	RUE LOUISON BOBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	10/02/2021	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	12/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	12/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	11/01/2021	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	11/01/2021	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	12/01/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	21/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	22/01/2021	RUE EDOUARD BRANLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	10/02/2021	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	08/03/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	08/03/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/02/2021	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	08/03/2021	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	08/03/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	05/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	05/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	13/01/2021	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	26/01/2021	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	13/01/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	25/01/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	27/01/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	26/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	27/01/2021	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	29/03/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	08/03/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	29/01/2021	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	26/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	12/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	10/03/2021	ALLEE DES PERVENCHES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	29/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	29/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	RUE DES ANEMONES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE LA SOURCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	30/03/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	AVENUE DES PINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	26/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	02/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	27/01/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	02/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	08/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	08/03/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	30/03/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	08/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	14/01/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/02/2021	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	01/02/2021	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	26/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	26/01/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	02/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	26/01/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	26/01/2021	LOT LE BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	01/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	26/01/2021	RUE PANHARD LEVASSOR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	02/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	02/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	03/02/2021	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	12/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	15/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	29/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	09/03/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	29/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	02/04/2021	RUE LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	02/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	30/03/2021	AVENUE DES PINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	CHEMIN DU PIGEOUNEY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	02/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	30/03/2021	AVENUE DU PHARE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	30/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	RUE DE L ABBE REULET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	06/04/2021	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	30/03/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	31/03/2021	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	31/03/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	01/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	30/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	07/04/2021	ALLEE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	06/04/2021	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	01/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	31/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	02/04/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	31/03/2021	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	01/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	01/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	05/02/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	05/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer (suite recherche de fuite)**	01/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	06/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/04/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	02/04/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	13/04/2021	ALLEE DE BIGORRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	31/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	01/04/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	04/02/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	03/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	08/04/2021	ALLEE CHARLES LECOQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	04/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	02/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	05/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	04/02/2021	AVENUE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	07/04/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	07/04/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	07/04/2021	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	07/04/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	13/04/2021	RUE DES BIDAOUS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	12/04/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	13/04/2021	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	26/04/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	13/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	13/04/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau vidanger**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	12/04/2021	RUE JEAN FERRAT	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	voirie enquêter problème	19/04/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	voirie enquêter problème	17/02/2021	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	16/02/2021	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	16/02/2021	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	16/02/2021	AVENUE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	17/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	18/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	18/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	14/04/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	11/03/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	19/04/2021	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau ouvrir	19/04/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	20/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	20/04/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	20/04/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	20/04/2021	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	BAC remettre en état	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	26/04/2021	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	27/04/2021	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	27/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	27/04/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	27/04/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	25/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	19/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	24/02/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	24/02/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	24/02/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	24/02/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	24/02/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	24/02/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	22/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	23/02/2021	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	23/02/2021	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	vanne inspecter - manoeuvrer	25/02/2021	PLACE SAINT HUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	03/05/2021	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	03/05/2021	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	03/05/2021	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/05/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/05/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/05/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**20/04/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**29/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**06/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**22/04/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	15
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/04/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/04/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**26/02/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/02/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**04/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**24/02/2021**	RUE DU SOUVENIR FRANCAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**22/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/02/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/02/2021**	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**26/02/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/04/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/04/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/04/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/04/2021**	RES VUE SUR MER REPUBLIQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**22/04/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**13/04/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/05/2021**	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**10/05/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**12/04/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	ALLEE DES MOUETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	ALLEE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**14/04/2021**	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**19/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**03/05/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/05/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/05/2021**	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**03/05/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**30/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**26/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**29/04/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**28/04/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**29/04/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/05/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	RUE LOUIS LUMIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	RUE JOSEPH CUGNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**26/02/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**05/05/2021**	ALLEE DE L AUTOMNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**23/04/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**05/05/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**22/04/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**10/05/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer (suite recherche de fuite)**	**07/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**22/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**23/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**23/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**06/05/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**07/05/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**12/05/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**14/05/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/05/2021**	ALLEE DU MAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**06/04/2021**	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**15/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**15/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**18/02/2021**	ALLEE DE L AUTOMNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**18/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**18/02/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**18/02/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**01/03/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**10/03/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**10/03/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**22/04/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/04/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**27/04/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**14/04/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**09/04/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**05/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**29/04/2021**	RUE ALAIN MIMOUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**26/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**14/05/2021**	RUE JOSEPH CUGNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**14/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**10/05/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**10/05/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**17/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**19/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE CHARLES PEGUY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**15/03/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	ALLEE DES SERINS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	03/03/2021	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	01/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/03/2021	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	10/05/2021	AVENUE DE LA SOURCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	02/06/2021	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	19/05/2021	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	02/06/2021	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	19/05/2021	IMPASSE DES MARGUERITES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	10/05/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	31/05/2021	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	01/06/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	26/05/2021	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	08/06/2021	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	07/06/2021	RUE DES BLEUETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	11/06/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	14/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	17/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	14/05/2021	RUE COLETTE BESSON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	10/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	11/06/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter équipements	20/05/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	regard compteur enquêter	25/05/2021	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	20/05/2021	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	27/05/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	28/05/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	25/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/06/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	01/06/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	01/06/2021	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	regard compteur réparer	04/06/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	regard compteur réparer	04/06/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	09/06/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	25/05/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	appareil fontainerie créer	14/06/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	03/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	03/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	03/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	03/03/2021	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	**03/03/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**14/06/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/05/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**03/06/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**25/05/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**14/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**31/05/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**31/05/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**31/05/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**02/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**04/06/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**06/06/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**07/06/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**27/05/2021**	RUE LOUISON BOBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**01/03/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**03/03/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/03/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/03/2021**	IMPASSE DES MARGUERITES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/03/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**28/06/2021**	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/05/2021**	RUE JULES SIMON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**20/05/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**01/06/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**25/05/2021**	RUE DES PLUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**10/06/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**31/05/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**25/05/2021**	IMPASSE DES FRERES LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**01/06/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**25/05/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**12/05/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**20/05/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**17/05/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**07/06/2021**	AVENUE DES COLONNIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**24/06/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/05/2021**	ALLEE DU MAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**27/05/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/05/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**28/05/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**28/05/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**25/05/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**03/06/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**03/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**08/06/2021**	RUE JULES CHAMBRELENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**15/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**08/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**31/05/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/06/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**21/06/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**02/06/2021**	RUE ANDRE MAUROIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**02/06/2021**	RUE CLAUDE FRANCOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**08/06/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**03/06/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**11/06/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**15/06/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/06/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**23/06/2021**	ALLEE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/06/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/06/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**21/06/2021**	RUE DES PLUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer à la demande du client**	**08/06/2021**	ALLEE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**16/06/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/06/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**22/06/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**22/06/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/06/2021**	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/06/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**29/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/06/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**28/06/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES PERDRIX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	ALLEE DES NOISETIERS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**23/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**22/06/2021**	RUE DU SOUVENIR FRANCAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**22/06/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/07/2021**	AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/07/2021**	RUE LOUIS LUMIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**28/06/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**06/07/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**06/07/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**30/06/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**25/06/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/07/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**06/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**30/06/2021**	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**01/07/2021**	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	AVENUE DES TULIPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**09/07/2021**	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**06/07/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**06/07/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**28/06/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**21/06/2021**	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**05/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**22/06/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**22/06/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**28/06/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/06/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	25/06/2021	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	28/06/2021	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	28/06/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	30/06/2021	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	01/07/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	06/07/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	02/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	02/07/2021	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	05/07/2021	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	06/07/2021	RUE DES PENSEES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	07/07/2021	ALLEE DU BOIS D ARCY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	07/07/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	10/07/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	10/08/2021	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	15/03/2021	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	09/07/2021	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	29/07/2021	RUE LEOPOLD JAVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	22/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	15/07/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	19/07/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/07/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	22/07/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/08/2021	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	30/07/2021	ALLEE MICHEL BERGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/08/2021	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	ALLEE BERNARD MOITESSIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/08/2021	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/07/2021	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/08/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	RUE DU COMMANDANT COUSTEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/08/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/08/2021	AVENUE LEO FERRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/08/2021	AVENUE LEO FERRE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	ALLEE MICHEL BERGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	ALLEE MICHEL BERGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	RUE DE LA SAUSSOUZE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**30/06/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**05/07/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	RES LA PETITE HERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	ALLEE DE LA SABLIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES TULIPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	RUE ANDRE MAUROIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE ALBERT CAMUS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE DES AIGRETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	RUE DES GIROLLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	ALLEE SAINTE THERESE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE SALLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE ROBERT SURCOUF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE DES TOURTERELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**05/07/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/07/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**19/07/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE DES AIGRETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	ALLEE DES SERINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**28/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**28/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	RUE JULES SIMON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE DES BOULEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE LUDWIG VAN BEETHOVEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES EGLANTIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE ALFRED DE VIGNY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**02/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**01/07/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DE LA MAIRIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE DES ARBOUSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DE L ABBE REULET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	IMPASSE DES PLATANES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	RUE DU COLONEL GASTON BORDES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DE L ABBE REULET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DE LA MARNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE TOULOUSE LAUTREC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	ALLEE JEAN COCTEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**21/07/2021**	AVENUE RENE FONCK	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE LOUIS JOUVET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	ALLEE DE LA SABLIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/07/2021**	IMPASSE DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE CAMILLE SAINT SAENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE LUDWIG VAN BEETHOVEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**19/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**11/07/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**12/07/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/07/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**05/07/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**21/07/2021**	RESIDENCE ANDERNOS II	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/07/2021**	RUE DES PENSEES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/07/2021**	RUE JULES CHAMBRELENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**20/07/2021**	RUE DES GALIPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**03/08/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**19/07/2021**	ALLEE DU BOIS D ARCY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	**16/07/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**28/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/07/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**22/07/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/08/2021**	AVENUE SAINT EXUPERY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/07/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**19/07/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**19/07/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**21/07/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/07/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**15/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**12/07/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**13/07/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**26/07/2021**	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**09/08/2021**	RUE RENE DUGUAY TROUIN	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**22/07/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**12/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**12/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**16/07/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**12/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**13/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**23/07/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**28/07/2021**	ALLEE MOZART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**20/07/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**20/07/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/07/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**26/07/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**02/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**09/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**20/07/2021**	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/08/2021**	ALLEE DES COURLIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**21/07/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DU TENNIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**11/08/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/07/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**29/07/2021**	RUE ANDRE MESSAGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/07/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**06/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**11/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**02/08/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/08/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**27/07/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**04/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**03/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**30/07/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**02/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**30/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/08/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/08/2021**	AVENUE DE LA MARNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**04/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**09/08/2021**	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**09/08/2021**	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**03/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**06/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**07/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**09/08/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**10/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**16/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**16/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**20/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**16/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**19/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	RUE YVES MONTAND	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DES TOURTERELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**04/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/07/2021**	RUE DES JONQUILLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**21/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**12/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**23/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**27/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**23/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**23/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**03/08/2021**	RUE COLETTE BESSON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**26/07/2021**	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**04/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**28/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**04/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**29/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**04/08/2021**	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**04/08/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**25/05/2021**	RUE SUZANNE LENGLEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**03/03/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**15/03/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**15/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**01/06/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**21/06/2021**	RUE GILLES ROBERVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**04/06/2021**	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler avec compteur**	**24/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**01/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**01/06/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**21/06/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau supprimer**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**18/06/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	RES VUE SUR MER REPUBLIQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	RUE ALAIN MIMOUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**13/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**30/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**24/06/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**05/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**28/06/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau supprimer**	**05/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**26/07/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler avec compteur**	**26/08/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	**09/07/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**08/07/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**21/07/2021**	ALLEE DES CARAVELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	AVENUE JOHANNES BRAHMS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**03/08/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**24/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**30/08/2021**	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**02/08/2021**	AVENUE DE SALLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**22/07/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**29/07/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**02/08/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**31/08/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**31/08/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	**05/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**16/08/2021**	RUE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**27/08/2021**	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**25/08/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**09/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**01/09/2021**	AVENUE GUTENBERG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	RUE YVES MONTAND	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**01/09/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**19/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DE LA SOURCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	ALLEE DE COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/08/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/08/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/08/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**06/09/2021**	ALLEE DES GENETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**31/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	ALLEE DE COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	RUE DES PALIQUEYS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	ALLEE DES ROSES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**31/08/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**17/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**12/08/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**12/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/08/2021**	ALLEE DES PHALENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**16/08/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**19/08/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	RUE ROSSINI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**30/08/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**25/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**23/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	RUE DES COLOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**30/08/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**25/08/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**03/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**06/09/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	PROMENADE DE LA PISCINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**09/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/03/2021**	ALLEE DES BECASSES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**06/09/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**06/09/2021**	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**13/09/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE DES CEPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DES TULIPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES CORMORANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	RUE DES GOELANDS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES CORMORANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES CORMORANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	ALLEE DES VIOLETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES BLEUETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	ALLEE DES PHALENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	RUE DU TENNIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES BOULEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	RUE LOUIS LUMIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE DES BECASSES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE FRANZ SCHUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE LUCIEN RIBE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	ALLEE DES ROSEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	ALLEE DE LA BISCARDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE LUCIEN RIBE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	RUE LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	ALLEE LAMARTINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	LOT VILLA CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	LOT VILLA CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE SERGE GAINSBOURG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE LUCIEN RIBE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	RUE FRANZ SCHUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES BECASSES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	AVENUE CAMILLE SAINT SAENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE ROSSINI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES TAMARIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE EDOUARD BRANLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	ALLEE DES MOUETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	LOT LE BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE DES BRUYERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	ALLEE FRANCIS JAMMES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE SOPHIE WALLERSTEIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	RUE ROBERT SCHUMAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	ALLEE JEAN COCTEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE D ORLEANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	RUE ROBERT SCHUMAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	AVENUE SOPHIE WALLERSTEIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	ALLEE DES TAMARIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DE FRANCHE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DU GATINAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	ALLEE DES SIRENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	AVENUE CHARLES TRENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DES ONDINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DES SIRENES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE DU BOURBONNAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	ALLEE DE PICARDIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	ALLEE DE LA PINEDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DE L ARGONNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES GENETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	RUE DE LA SAUSSOUZE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/09/2021	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	31/08/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/08/2021	RUE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/09/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/09/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/09/2021	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/09/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/08/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/09/2021	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	01/09/2021	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	03/09/2021	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	02/09/2021	ALLEE MOZART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	01/09/2021	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	19/08/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/08/2021	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	30/08/2021	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	18/08/2021	ALLEE DU BEARN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	17/08/2021	RUE GUYNEMER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/08/2021	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	31/08/2021	PLACE SAINT HUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	19/08/2021	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	27/08/2021	AVENUE GEORGES BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/09/2021	RUE ROBERT SCHUMAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	12/08/2021	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	19/08/2021	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	01/09/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	09/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	24/08/2021	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	25/08/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/09/2021	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	27/08/2021	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	31/08/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	01/09/2021	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	09/09/2021	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	06/09/2021	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	07/09/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	08/09/2021	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	08/09/2021	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	10/09/2021	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau réparer	09/08/2021	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter pour qualité eau	11/08/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/03/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	17/03/2021	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	13/09/2021	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau renouveler**	**07/09/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/08/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**27/09/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**16/08/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/09/2021**	RUE DE LA SAUSSOUZE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**16/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**18/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**19/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/08/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau vidanger**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/09/2021**	ALLEE D ORLEANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/08/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**01/09/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**10/08/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**31/08/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**01/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**11/08/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**13/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**13/09/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	RUE LOUISON BOBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**01/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**10/08/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**10/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**24/09/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**12/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/08/2021**	IMPASSE DES FRERES LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**30/08/2021**	RUE DE L ARMAGNAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**24/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**25/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**10/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**24/08/2021**	IMPASSE LARRIOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**09/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/08/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/08/2021**	ALLEE RICHARD WAGNER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/09/2021**	RUE CLAUDE DEBUSSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**25/08/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**02/09/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**03/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**03/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**13/09/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**07/09/2021**	RUE DES MYOSOTIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**13/09/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**07/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**09/09/2021**	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**06/09/2021**	AVENUE SOPHIE WALLERSTEIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**06/09/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**07/09/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**08/09/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**03/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/09/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/09/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**13/09/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**13/09/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**09/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/09/2021**	RUE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**14/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**14/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**13/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**13/09/2021**	RUE DES PLUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**13/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/09/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau prélever pour analyse de contrôle**	**16/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**20/09/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**10/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**16/09/2021**	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/09/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**13/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**27/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**27/09/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**28/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/09/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**21/09/2021**	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**13/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**14/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**13/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**16/09/2021**	RUE LEOPOLD JAVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/09/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**31/08/2021**	RUE CLAUDE DEBUSSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**23/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**23/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**08/10/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**01/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**23/09/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	ALLEE DES PRIMEVERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE RENE DUGUAY TROUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROBERT SURCOUF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE DES SAULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE DU TENNIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	CHEMIN DE COMTE A COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	ESPLANADE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DES JONQUILLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DES JONQUILLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	RUE DES PENSEES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES IRIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	RESIDENCE LA PRAIRIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	RUE EDOUARD BRANLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	PLACE BREMONTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	AVENUE DE GUYENNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROSSINI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	RUE DES LISERONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	AVENUE DES BRUYERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE DE L YSER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE LOUIS JOUVET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	PLACE BREMONTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DU PHARE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DES PINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	ALLEE DES ARDENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE ROGER BELLIARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE DES LISERONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE CHARLES TRENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	ALLEE DU BEARN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	RUE DES MYOSOTIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	AVENUE DU LANGUEDOC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	ALLEE DES SIRENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	ALLEE DU ROUSSILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	ALLEE DU MAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE CLAUDE FRANCOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE CLAUDE FRANCOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	RUE GUYNEMER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	ALLEE DE LA PINEDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	AVENUE FRANCK CAZENAVE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE NOTRE DAME DE LA PAIX	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	AVENUE DU GENERAL LECLERC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/09/2021	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/09/2021	AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/09/2021	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/09/2021	RUE DES ECUREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/09/2021	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/09/2021	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	15/09/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	15/09/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	28/09/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	22/09/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	BAC remettre en état	23/09/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	BAC remettre en état	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	07/10/2021	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	27/09/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	21/09/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	20/09/2021	ALLEE DE PICARDIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	20/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	22/09/2021	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	23/09/2021	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	25/09/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	30/09/2021	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/10/2021	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/10/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/10/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	04/10/2021	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	06/10/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	08/10/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	08/10/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	11/10/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	12/10/2021	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	12/10/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	01/10/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	13/10/2021	PLACE LOUIS DAVID	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	01/10/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	19/10/2021	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	27/09/2021	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	05/10/2021	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/10/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	11/10/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	27/09/2021	RUE DE LA PALOMBIERE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**11/10/2021**	IMPASSE LARRIOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**04/10/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**29/09/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**07/10/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/10/2021**	RUE DES COLOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**11/10/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**05/10/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/10/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**11/10/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**18/10/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/11/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/11/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**08/11/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/11/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/11/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**20/10/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	RUE DES PALIQUEYS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/11/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**02/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/10/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**25/10/2021**	RUE JOSEPH CUGNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**25/10/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/11/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**03/11/2021**	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard avec compteur**	**22/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**29/10/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**08/11/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**27/09/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**28/09/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**19/10/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**19/10/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**11/10/2021**	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**11/10/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**11/10/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**08/10/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE DE LA MARNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**08/11/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/09/2021**	ALLEE DE PICARDIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**28/09/2021**	PLACE LOUIS DAVID	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**30/09/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**04/10/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/10/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**29/09/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/10/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/10/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	13
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/10/2021**	ALLEE DU ROUSSILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/10/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**14/10/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**07/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**20/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**02/11/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/10/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/10/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**16/11/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/10/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**14/10/2021**	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer à la demande du client**	**20/10/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**18/10/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**20/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**27/10/2021**	AVENUE PIERRE DE COUBERTIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/10/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**25/10/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**02/11/2021**	RES VUE SUR MER REPUBLIQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**02/11/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**22/10/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**08/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**27/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/10/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**10/11/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**29/10/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**09/11/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**29/10/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**04/11/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**05/11/2021**	RUE LEOPOLD JAVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/11/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**16/11/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**22/11/2021**	RUE DES ARBOUSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/11/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**17/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/11/2021**	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/10/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**26/11/2021**	PLACE LOUIS DAVID	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**02/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**18/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/10/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**18/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/10/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur avec émetteur radio enquêter**	**25/10/2021**	AVENUE DU CASINO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement Eau fermer Client non déclaré**	**02/11/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**14/10/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**14/10/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**02/12/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/10/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**29/10/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**16/11/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**23/11/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**15/11/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**16/11/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**23/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**18/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**22/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**22/11/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**29/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**30/11/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**24/11/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/11/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**26/11/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**03/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**06/12/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**16/11/2021**	RUE DES MYOSOTIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**18/11/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**23/11/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**17/11/2021**	IMPASSE DES FRERES LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**23/11/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**24/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**18/11/2021**	Les canadiens Nord	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**18/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/11/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/11/2021**	Les canadiens Nord	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/12/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**22/11/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**03/12/2021**	RUE DES CEPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/12/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/11/2021**	Canadiens nord coie rapide	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	8
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**07/10/2021**	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**04/10/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**13/09/2021**	RUE JULES CHAMBRELENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**30/09/2021**	ALLEE DE COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**10/09/2021**	AVENUE CHARLES PEGUY	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**11/10/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio poser (sans compteur)**	**06/12/2021**	ALLEE DES GENETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler avec compteur**	**27/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio poser (sans compteur)**	**11/10/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**06/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**03/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**08/09/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**05/10/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**25/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer sans compteur**	**15/09/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer sans compteur**	**15/09/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**16/11/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**14/10/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	**26/10/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022

Reçu en préfecture le 01/07/2022

Affiché le

ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**25/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**16/11/2021**	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**27/10/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**27/10/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**15/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**30/11/2021**	RUE JEAN JUINO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**26/11/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**06/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**09/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**22/11/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/11/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**22/03/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**25/03/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**06/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**06/12/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**06/12/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/03/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/03/2021**	PLACE DU 14 JUILLET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	ALLEE DES FLAMANTS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE FRANCK CAZENAVE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE GEORGES BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	AV J ET CHRISTIAN DE CHORIVIT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**25/03/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**25/03/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	RUE DES BLEUETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	RUE DE LA VENERIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/03/2021**	RUE DES TOURTERELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/03/2021**	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE CHARLES PEGUY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/11/2021**	ALLEE DES TAMARIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**06/12/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/12/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/12/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**20/12/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau renouveler**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**02/12/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	**29/12/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**23/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ALLEE DES FLAMANTS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**23/03/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**13/12/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	**24/03/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**08/12/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**14/12/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**24/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**23/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau renouveler**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/12/2021**	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**20/12/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**21/12/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/12/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/11/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/11/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**07/12/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**06/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**20/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**15/12/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	8
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**06/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/12/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**14/12/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**14/12/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**28/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**27/12/2021**	ALLEE DES ORTOLANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**22/12/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**21/12/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**20/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**29/12/2021**	RUE FRANZ SCHUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**16/12/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	RUE DES PAPILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**20/12/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/12/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

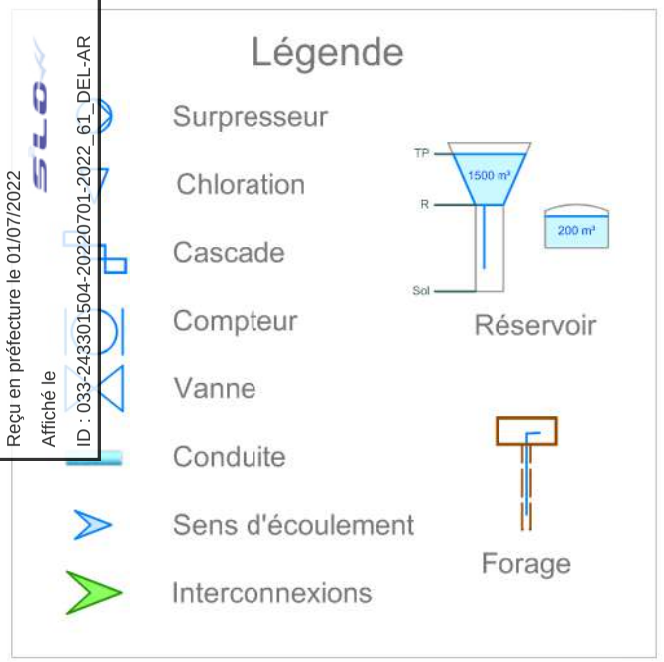
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

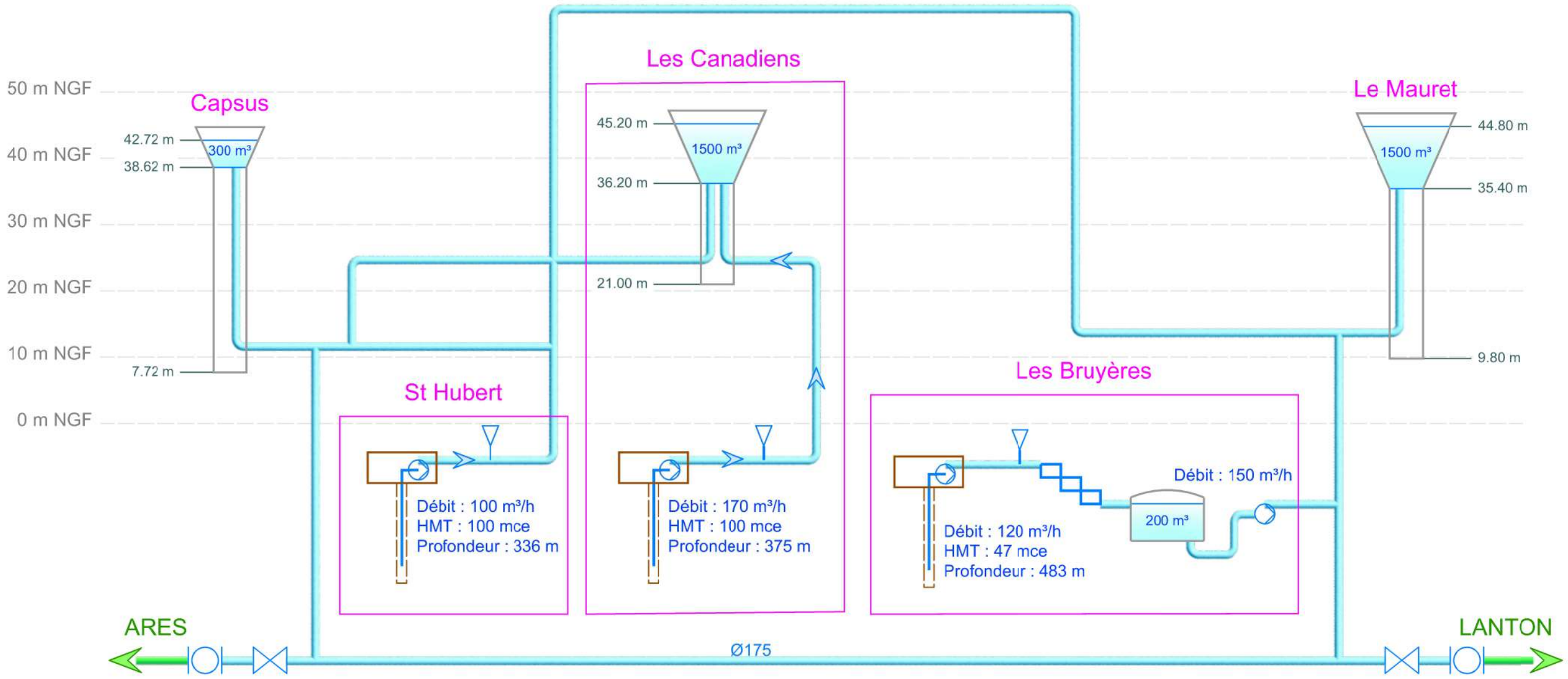
Réalisation :	RSL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat d'ANDERNOS

Synoptique du réseau d'eau potable





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
  - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
  - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
  - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
    - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
    - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).
Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. *« Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs »*, précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646
L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545
Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.** »*

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN POUR LE CONTRAT D'ARES

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

© Valentin Pacaut / The Explorers

suez

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

2 | Synthèse de l'année 6

1.1 L'essentiel de l'année ... 7
1.2 Les chiffres clés ... 8
1.3 Les indicateurs de performance ... 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 ... 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL ... 10
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E ... 11
1.4 Les perspectives ... 12

3 | Présentation du service 24

2.1 Le contrat ... 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat ... 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat ... 16
2.2.2 La gestion de crise ... 17
2.2.3 La relation clientèle ... 17
2.3 L'inventaire du patrimoine ... 19
2.3.1 Le système d'eau potable ... 19
2.3.2 Les biens de retour ... 19

4 | Qualité du service 3

3.1 Le bilan hydraulique ... 31
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable ... 31
3.1.2 Les volumes prélevés ... 31
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits ... 32
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés ... 33
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève ... 33
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève ... 34
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) ... 35
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 ... 36
3.1.9 Les volumes de pointes ... 37
3.2 La qualité de l'eau ... 38
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau ... 38
3.2.2 Le plan vigipirate ... 39
3.2.3 La ressource ... 39
3.2.4 La production ... 40
3.2.5 La distribution ... 41
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 ... 43
3.3 Le bilan d'exploitation ... 44
3.3.1 La consommation électrique ... 44
3.3.2 Les contrôles réglementaires ... 44
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs ... 45
3.3.4 Les autres interventions sur les installations ... 45
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution ... 46
3.3.6 La recherche des fuites ... 47
3.4 Le bilan de la relation client ... 48
3.4.1 Le nombre de clients ... 48
3.4.2 Le nombre d'abonnés ... 48
3.4.3 Les volumes vendus ... 49
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs ... 49
3.4.5 La typologie des contacts clients ... 50
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients ... 50
3.4.7 L'activité de gestion clients ... 50
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement ... 51
3.4.9 Le fonds de solidarité ... 52
3.4.10 Les dégrèvements ... 53
3.4.11 La mesure de la satisfaction client ... 53

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable 56

5 | Comptes de la délégation 6

4.1 Le CARE 61
4.1.1 Le CARE 61
4.1.2 Le détail des produits 63
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 63
4.2 Les reversements 71
4.2.1 Les reversements à la collectivité 71
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 71
4.3 La situation des biens et des immobilisations 72
4.3.1 La situation sur les branchements 72
4.3.2 La situation sur les compteurs 73
4.4 Les investissements contractuels 74
4.4.1 Le renouvellement 74
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 75

6 | Votre délégataire 99

5.1 Notre organisation 79
5.1.1 La Région 79
5.1.2 Nos implantations 80
5.1.3 Nos moyens humains 80
5.1.4 Nos moyens matériels 81
5.1.5 Nos moyens logistiques 82
5.2 La relation clientèle 84
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 84
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 85
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 86
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 87
5.2.5 Informer et alerter nos clients 88
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 89
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 90
5.3 Notre système de management 92
5.4 Notre démarche développement durable 97

7 | Annexes

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Mars	Semaine 9 et 10 casses canalisations multiples rondpoint St Brice à la suite de travaux SIBA assainissement SOBEBO
Juin	Changement des télégestions de Grande Lande et Cap Lande
Octobre	Changement débitmètre exhaure Cap Lande
Décembre	Audit structure GC réservoir au sol Grande Lande en prévision d'une réhabilitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Les chiffres clés



4 537 abonnés

498 611 m³ d'eau facturée





83 % de rendement du réseau de distribution

5,68 m³/km/j de pertes en réseau





73,8 km de réseau de distribution d'eau potable

1,64375 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	6 471	6 503	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	4 435	4 537	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	74,2	73,78	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,64333	1,64375	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	77,07	82,97	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	120	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,01	0,01	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	9,24	6,02	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	8,88	5,68	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	2	4	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0002	0,0004	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	14,88	23,36	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,89	1,23	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	1	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Prévoir la construction d'une clôture homologuée par l'ARS (hauteur de 2 m) autour du château d'eau de Cap Lande.

- Envisager le passage au chlore gazeux afin d'améliorer la qualité de la désinfection de l'eau sur les sites de production.

ACTIVITES RESEAUX

- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.

- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable :
    - Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
    - Supprimer des doubles conduites.
    - Supprimer de conduite en amiantes ciment.
    - Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
    - Supprimer des conduites génératrices de CVM.

- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/01/2019	31/12/2030	Affermage
Avenant n°01	01/01/2020	31/12/2030	AVENANT EAU DE TRANSFERT DE COMPETENCE A LA COBAN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune d'ARES pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	ARES
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET	Directeur d'Agence	06 30 51 33 71
	M. DUBANCHET	Chargé de Contrat	06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

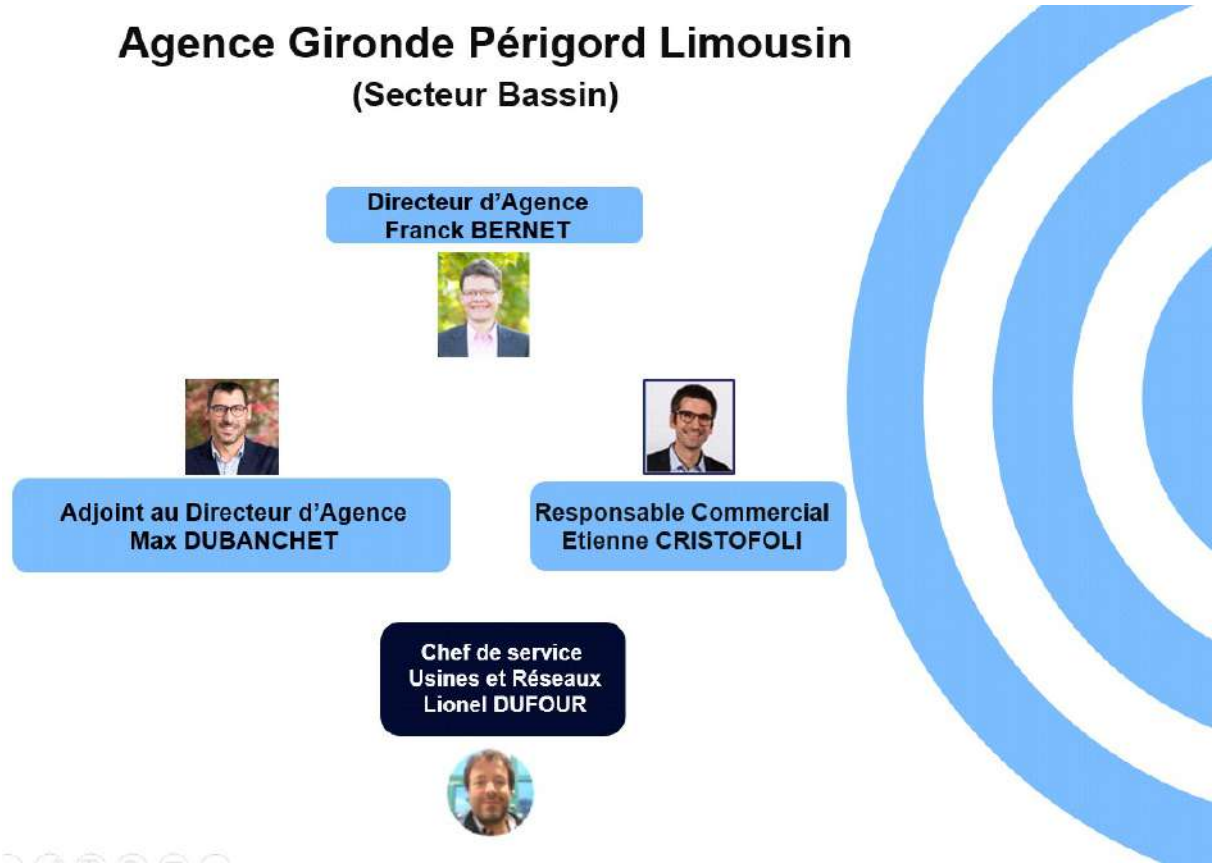
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

- Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 L'inventaire du patrimoine

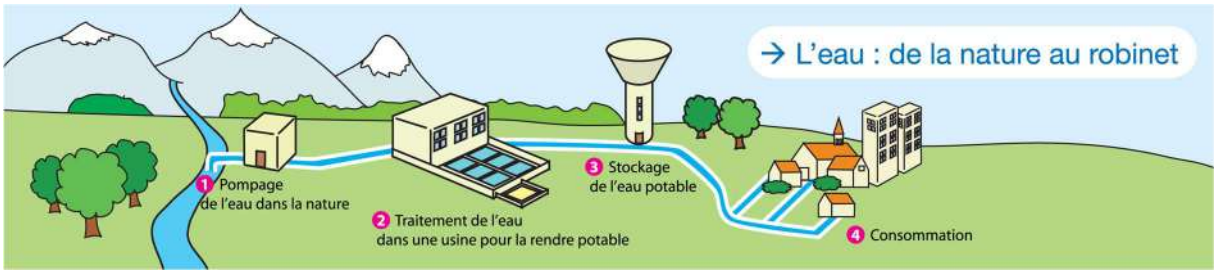
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
ARÈS	AEP GDE LANDE	1989	4 000	m³/j
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	1965	2 000	m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

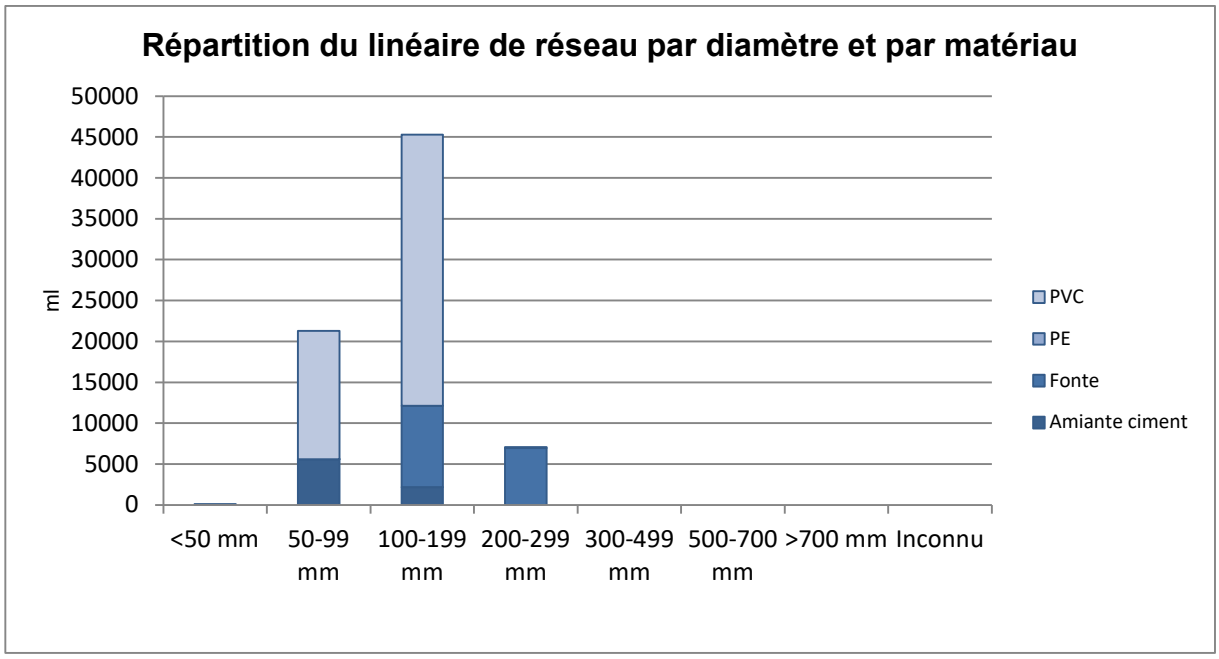
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	**Site**	**Volume utile**	**Unité**
ARES	GRANDE LANDE	1 000	m3
ARES	CAP LANDE	1 000	m3

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	124	-	-	-	-	124
50-99 mm	-	4	5 587	15 697	-	-	-	-	21 288
100-199 mm	9 927	-	2 193	33 182	-	-	-	-	45 302
200-299 mm	6 957	-	-	107	-	-	-	-	7 065
Total	16 884	4	7 780	49 110	-	-	-	-	73 779



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	74 161
Régularisations de plans	- 382
Situation actuelle	73 779

En 2021 nous n'avons reçu aucun plan de recollements stipulant des travaux sur le contrat. La variation de linéaire s'explique par la correction de données (remontée terrain, correction de la base de données, recalage de réseaux en fonction de levée terrain).

Il est à noter la présence dans le SIG de réseau dit "Privé" dont nous n'avons pas l'information de rétrocession. Ce linéaire n'est pas pris en compte dans le rapport d'activité. Cela concerne :

ARES 503.43 ml

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
ARÈS	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ARÈS	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	9	9	0,0%
ARÈS	Equipements de mesure de type compteur	6	6	0,0%
ARÈS	Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	50	50	0,0%
ARÈS	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	163	163	0,0%
ARÈS	Vannes	522	521	- 0,2%
ARÈS	Vidanges, purges, ventouses	95	94	- 1,1%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	4 461	4 356	- 2,4%
Branchement eau potable total	4 461	4 489	0,6%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

Il est possible qu'il reste quelques branchements plomb isolés et non référencés au SIG. Ceux-ci sont remplacés au fil de l'eau lorsqu'ils sont découverts.

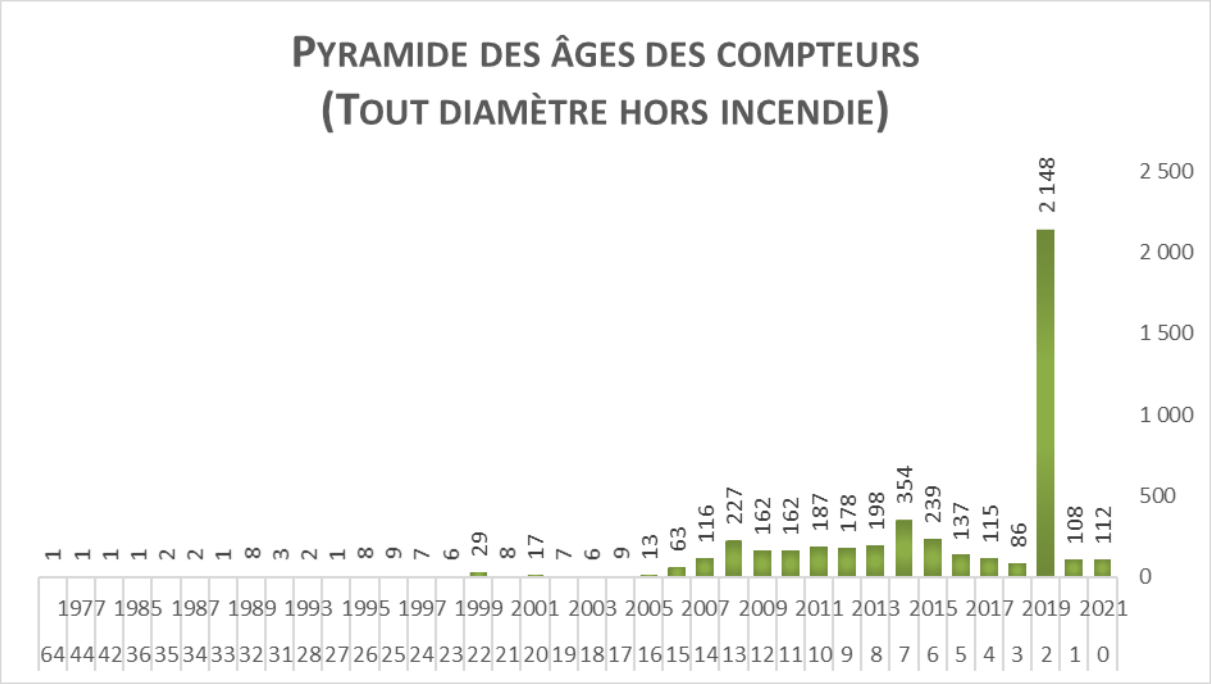
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	2 520	45	3	2 568
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1 081	22	3	1 106
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	836	17	1	854
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	91	4	3	98
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	73	3	-	76
Eau froide	F > 25 ans	-	28	3	-	31
Eau froide	Inconnu	8	-	-	-	8
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	-	3	3
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	-	1	1
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	2	2
Total		8	4 629	94	16	4 747

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	8	0,0%
12 à 15 mm	4 568	4 629	1,3%
20 à 40 mm	94	94	0,0%
>40 mm	13	16	23,1%
Total	4 675	4 747	1,5%

- **LES EQUIPEMENTS DE TELERELEVE**

- **LA TELERELEVE – ARES**

DEPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE RECEPTEURS

Au 31 décembre 2021, 2 récepteurs sont installés et supervisés sur l'ensemble du territoire :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



LE DEPLOIEMENT DES EMETTEURS

Au 31 décembre 2021, 4458 compteurs sont équipés de télérelève, soit 95,8 % du parc compteurs.

La télérelève des compteurs d'eau permet de faire bénéficier aux usagers de nombreux services tels que le suivi quotidien de leur consommation, la facturation sur index réel, l'alerte fuite et l'alerte surconsommation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

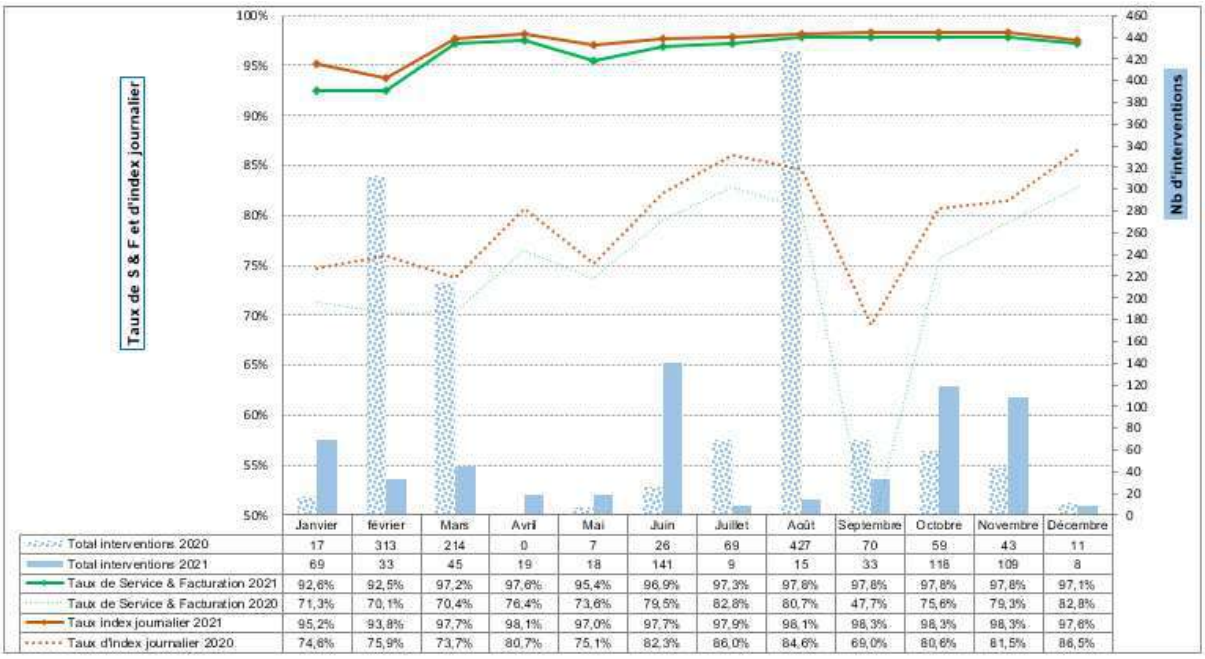
LA PERFORMANCE RADIO

On distingue 3 niveaux de performance :

- « Service et facturation » : le client dispose de l'ensemble des services associés à la télérelève, soit la facturation au réel et les services alerte fuite/surconsommation.
- « Facturation » : l'émetteur ne transmet pas assez d'index pour fournir le service alerte associé à la télérelève, mais suffisamment pour avoir une facturation au réel.
- « Données insuffisantes » : la réception des index est très faible, voire nulle. Le client ne peut bénéficier ni de la facturation au réel, ni des services associés à la télérelève.
- Table de performance émetteur :

		Nb de jours avec index sur 10 jours		
		10-8	7-1	0
Nb de jours avec index sur 30 jours	30-20	S&F	F	DI
	19-5	F	F	DI
	4-0		DI	DI

Taux de service Télérelève sur 2021 :



	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total interventions 2020	17	313	214	0	7	26	69	427	70	59	43	11
Total interventions 2021	69	33	45	19	18	141	9	15	33	118	109	8
Taux de Service & Facturation 2021	92,6%	92,5%	97,2%	97,6%	95,4%	96,9%	97,3%	97,8%	97,8%	97,8%	97,8%	97,1%
Taux de Service & Facturation 2020	71,3%	70,1%	70,4%	76,4%	73,6%	79,5%	82,8%	80,7%	47,7%	75,6%	79,3%	82,8%
Taux index journalier 2021	95,2%	93,8%	97,7%	98,1%	97,0%	97,7%	97,9%	98,1%	98,3%	98,3%	98,3%	97,6%
Taux d'index journalier 2020	74,6%	75,9%	73,7%	80,7%	75,1%	82,3%	86,0%	84,6%	69,0%	80,6%	81,5%	86,5%

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

En 2021, 617 interventions sur les équipements télérelève ont été réalisées :

compteur avec émetteur TéléR. enquêter	36
compteur remplacer avec émetteur TéléR.	137
déplacement improductif	110
émetteur TéléR. poser (sans compteur)	127
émetteur TéléR. renouveler (sans compteur)	62
émetteur TéléR. reparamétrer	145
Total interventions 2021	**617**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SERVICES TELERELEVE

Alertes fuite & sur-consommation, 2 alertes aux services des abonnés :

- L'alerte surconsommation : l'abonné fixe le seuil de consommation mensuelle qu'il ne souhaite pas dépasser. Un message d'alerte lui est envoyé dans le mois lorsque ce seuil est franchi.
- L'alerte fuite : Un message d'alerte est envoyé à l'abonné par mail , SMS ou à défaut par courrier lorsque SUEZ constate une consommation continue anormale pendant 4 jours consécutifs. Si la fuite est encore en cours 3 jours après la détection, une première relance est envoyée (uniquement par Mail). Si celle-ci est encore avérée 10 jours après l'envoi de la première relance (donc 13 jours après la détection), une deuxième relance est envoyée (uniquement par Mail). A noter qu'il n'y a pas d'autres relances par la suite

Pour l'année 2021 :

- **1170** alertes Fuite ont été envoyées en 2021 pour **347** abonnés, soit en moyenne 3**,4** alertes Fuite / abonné concerné.
- **527** alertes Surconsommation ont été envoyées en 2021 pour **176** abonnés, soit en moyenne **3,0** alertes Surconsommation / abonné concerné.

	Fuite			Total Fuite	Surconso		Total Surconso	Total général
Nombre d'alertes / Mois	COURRIER	MAIL	SMS		MAIL	SMS		
Janvier		12	3	15	3	2	5	20
Février		10	1	11	6	3	9	20
Mars		15	5	20	19	13	32	52
Avril		8	2	10	34	13	47	57
Mai		15	2	17	22	9	31	48
Juin		10	1	11	25	12	37	48
Juillet	31	206	96	333	53	24	77	410
Août	18	112	55	185	89	31	120	305
Septembre	7	94	45	146	41	14	55	201
Octobre	5	108	52	165	30	8	38	203
Novembre	6	87	31	124	35	5	40	164
Décembre	7	84	42	133	29	7	36	169
Total général	**74**	**761**	**335**	**1170**	**386**	**141**	**527**	**1697**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable

Partie	Descriptif	2021
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
et de gestion des réseaux		
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**110**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 Qualité du service



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

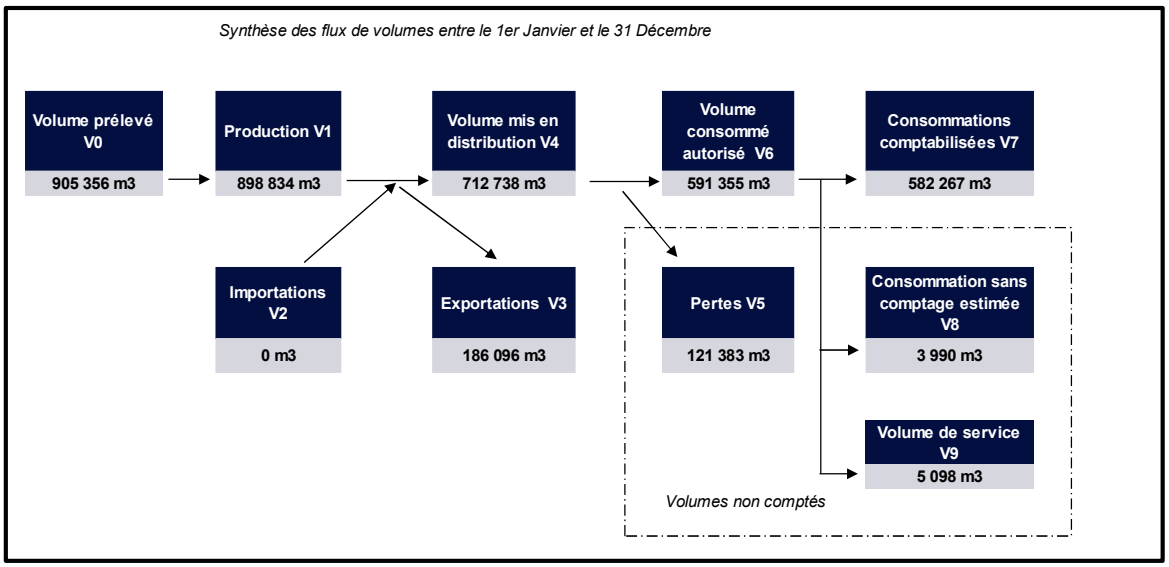
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



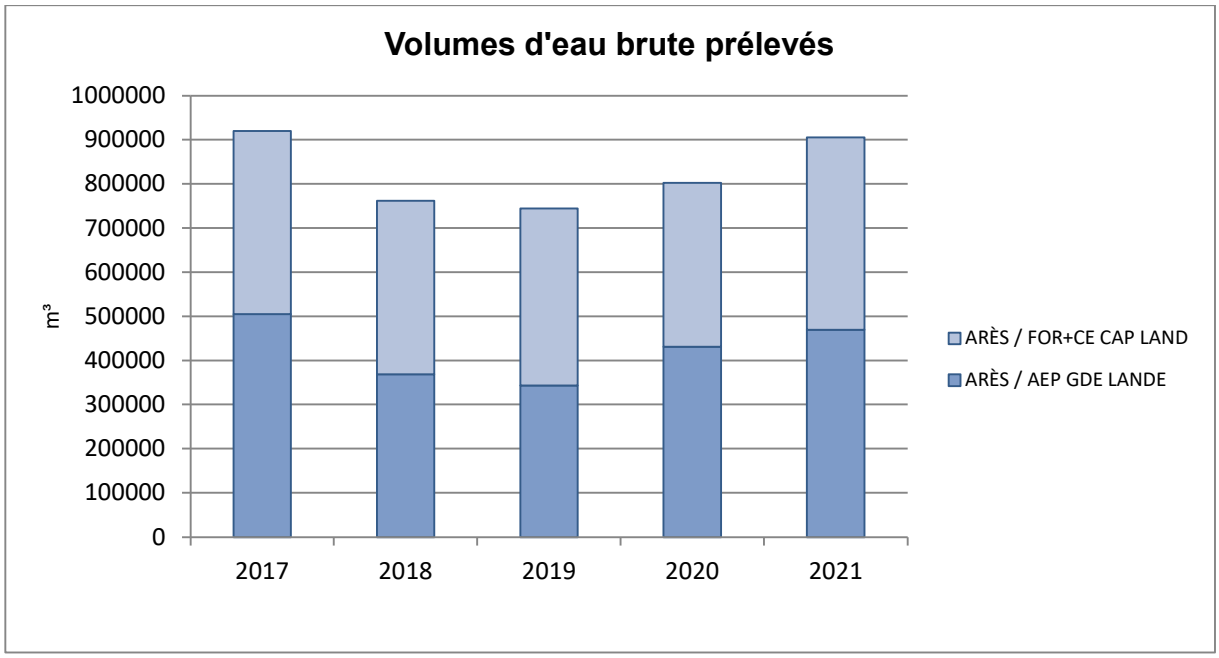
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ARÈS	AEP GDE LANDE	505 036	368 210	343 302	430 996	469 303	8,9%
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	414 568	393 264	401 092	371 431	436 053	17,4%
Total des volumes prélevés		919 604	761 474	744 394	802 427	905 356	12,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

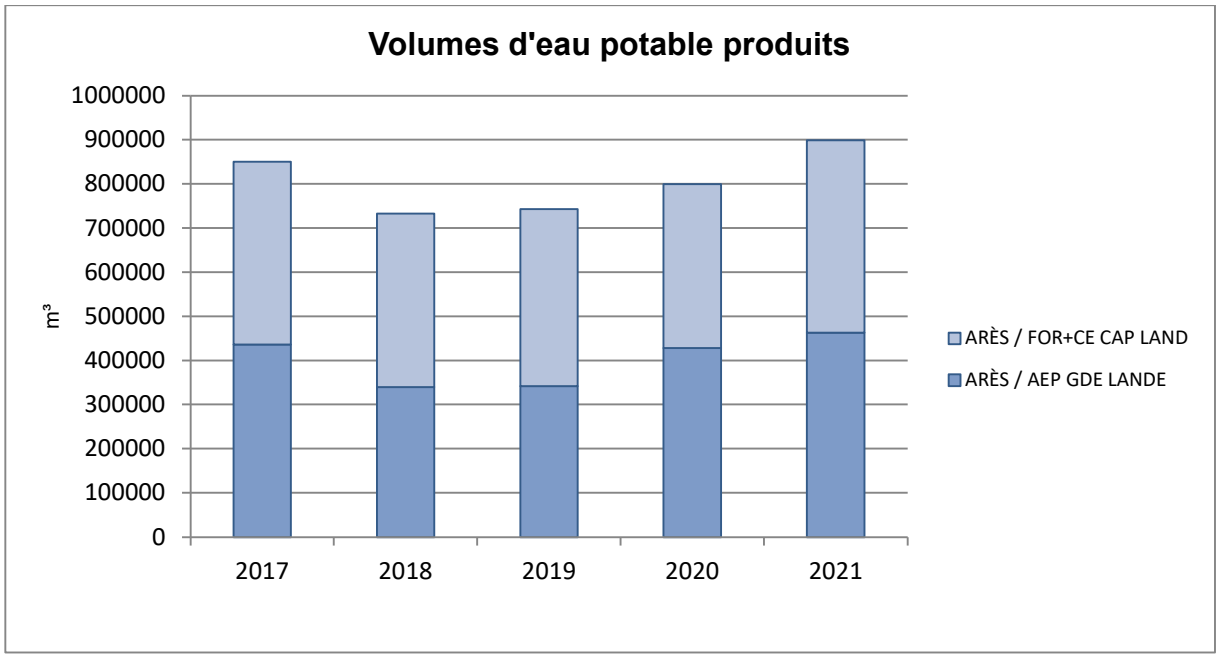


3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ARÈS	AEP GDE LANDE	435 690	339 363	341 423	427 865	462 781	8,2%
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	414 568	393 264	401 092	371 431	436 053	17,4%
Total des volumes produits		850 258	732 627	742 515	799 295	898 834	12,5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AEP GDE LANDE	Volume d'eau potable exporté	-	-	0	55 012	186 096	238,3%
CTRV ARES/LEGE	Volume d'eau potable exporté	-	34 440	39 566	-	-	0,0%
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	34 440	39 566	55 012	186 096	238,3%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A)	832 327	722 615	760 981	804 447	898 064	11,6%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	832 327	687 791	718 464	747 820	712 458	- 4,7%

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	560 417	497 355	550 951	553 635	550 425	-0,6%
- dont Volumes consommés avec comptage(E')	560 417	497 355	550 951	553 635	550 425	-0,6%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	2 550	2 550	5 010	3 990	3 990	0,0%
Volumes de service du réseau (G)	14 650	14 650	3 496	5 768	5 098	- 11,6%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	832 327	687 791	718 464	747 820	712 458	- 4,7%
Volumes comptabilisés (E)	560 417	497 355	550 951	553 635	550 425	-0,6%
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	254 710	173 237	159 007	184 427	152 945	- 17,1%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	271 910	190 437	167 513	194 185	162 033	- 16,6%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	74,967	74,213	74,178	74,161	73,779	- 0,5%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	8,85	7,56	- 14,6%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	9,31	6,4	5,87	6,79	5,68	- 16,3%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	9,94	7,03	6,19	7,15	6,02	- 15,8%

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Volumes eau potable exportés (C)	0	34 823	42 517	56 627	185 607	227,8%
Volumes eau potable produits (A)	832 327	722 615	760 981	804 447	898 064	11,6%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	69,4	76,03	79,11	77,07	82,97	7,7%

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 554	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	75	74,2	74,2	74,2	73,8	- 0,5%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	21,1	20,3	20,7	20,8	27,7	33,2%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0,71	0,75	5,6%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	69,22	69,06	69,13	69,15	70,53	2,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	69,4	76,03	79,11	77,07	82,97	7,7%

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	**17-juil.-21**
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP CAP LANDE	1123
AEP GRAND LANDE	3360
Total	**4483**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
2	2	2	2	2	3	12	2

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau produite est captée dans la nappe de l'Eocène par les forages de Cap Lande et de Grande Lande.

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Grande Lande	forage	1989	08254X0066	27/04/1990	09/11/1989	22/06/1990	Procédure terminée (captage public)	oui
Lubec	forage	1974	08266X0069	24/02/2007	19/02/2009	30/03/2009	Procédure terminée (captage public)	oui

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Cap Lande	24/09/1964	PI/PR	Eocène	100	2 000	500 000	Désinfection
Grande Lande	29/04/1988	PI/PR	Eocène	-	-	-	Désinfection

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	4	0	100,0%	8	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	5	5	0,0%	328	5	98,5%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la ressource en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes

Commune	Type de contrôle	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/04/2021	EXHAURE CAP LANDE 2	TEMPERATURE	26.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/04/2021	EXHAURE GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	02/06/2021	EXHAURE CAP LANDE 2	TEMPERATURE	25.9	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/09/2021	EXHAURE CAP LANDE 2	TEMPERATURE	26.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/09/2021	EXHAURE GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.4	degré Celsius	<=25	

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	8	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	8	5	37,5%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	56	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	497	5	99,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	01/04/2021	CHATEAU D'EAU CAP LANDE - IN SITU	TEMPERATURE	25.5	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	02/06/2021	CHATEAU D'EAU CAP LANDE - IN SITU	TEMPERATURE	25.6	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	22/07/2021	SORTIE DE LA STATION GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	01/09/2021	SORTIE DE LA STATION GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	01/09/2021	CHATEAU D'EAU CAP LANDE - IN SITU	TEMPERATURE	25.8	degré Celsius	<=25	

Plusieurs dépassements de la référence de qualité sur le paramètre Température ont été mis en évidence par le contrôle sanitaire, au niveau des points de mise en distribution. Ces dépassements sont à corréler avec les valeurs de température de l'aquifère capté du syndicat.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution						
		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	23	1	95,7%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	26	3	88,5%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	115	1	99,1%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	321	3	99,1%	0	100,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	26/05/2021	CENTRE - POMPIERS	FER	0.24	mg/litre	<=.2	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	23/08/2021	BOURG - PLACE DU 8 MAI	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	10/09/2021	BOURG - PLACE DU 8 MAI	TEMPERATURE	25.1	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	04/10/2021	CENTRE - POMPIERS	COLIFORMES "TOTAUX" à 36°	1	nombre/ 100 ml	=0	

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre FER a été mis en évidence le 26 mai. Une contre analyse a été réalisée le 04 juin et s'est révélé conforme.

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre Coliformes Totaux a été mis en évidence le 04 octobre sur la commune. Le taux de désinfectant a été réajusté et une contre analyse a été réalisée le 08 octobre. Elle s'est révélée conforme.

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	31	0	100%
Physico-chimique	12	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)

Commune	Site	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
ARÈS	AEP GDE LANDE	168 834	138 700	132 829	178 149	219 686	23,3%
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	127 491	124 962	121 459	113 113	135 744	20,0%
Total		296 325	263 662	254 288	291 262	355 430	22,0%

Nom site PPV	N° PPV	Adresse	Localité	Code Postal	Code Insee	RAE ou PDL	Domaine Tension	Segment	PS_P	PS_HPH	PS_HCH	PS_HPE	PS_HCE
FOR CE CAP LAND	1695	PLACE DU CAP LANDE	ARES	33740	33011	30001611700291	SupBT36	C4		42	42	42	42
AEP GDE LANDE	2753	RUE BREMONTIER	ARES	33740	33011	30001611735705	SupBT36	C4		132	132	132	132

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
ARÈS	AEP GDE LANDE	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021

Règles générales d'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection (décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret mentionné ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …),

- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …),

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs

Commune	Site	Date intervention
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	29/11/2021

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations

Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
ARÈS	AEP GDE LANDE	506	1	27	534
ARÈS	CTRV ARES/LEGE	-	-	2	2
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	348	1	13	362
ARÈS	SECTO Q4 ARES	-	-	7	7
ARÈS	SECTO Q5 ARES	-	-	1	1
ARÈS	SECTO Q6 ARES	-	-	4	4
ARÈS	SECTO Q7 ARES	-	-	1	1
ARÈS	SECTO Q8 ARES	-	-	1	1
ARÈS	SECTO Q9 ARES	-	-	1	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	59
RDT	49
RDT-RDICT conjointe	219
Total	327

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Appareils de fontainerie	renouvelés	-	1	0,0%
Appareils de fontainerie	réparés	2	1	-50,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	1	6	500,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	34	29	-14,7%
Branchements	créés	24	28	16,7%
Branchements	modifiés	9	3	-66,7%
Branchements	renouvelés	35	27	-22,9%
Compteurs	déposés	1	3	200,0%
Compteurs	posés	48	74	54,2%
Compteurs	remplacés	275	152	-44,7%
Devis métrés	réalisés	68	36	-47,1%
Enquêtes	Clientèle	429	526	22,6%
Fermetures d'eau	à la demande du client	-	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	12	9	-25,0%
Remise en eau	sur le réseau	3	4	33,3%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	3	2	-33,3%
Réparations	fuite sur branchement	69	41	-40,6%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	11	10	-9,1%
Autres		1 539	1 181	-23,3%
Total actes		2 563	2 134	-16,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	-	-	58	1	- 98,3%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	106 787	43 015	101 275	129 937	68 044	- 47,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients

Désignation	2021
Particuliers	4 258
Collectivités	66
Professionnels	213
Total	4 537

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	4 428	4 518	2,0%
Autres abonnés	7	19	171,4%
Total	4 435	4 537	2,3%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)

Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	395 479	386 144	125 085	425 012	392 433	- 7,7%
Volumes vendus aux collectivités	19 841	11 122	17 318	19 569	23 395	19,6%
Volumes vendus aux professionnels	71 953	93 640	38 945	106 109	82 783	- 22,0%
Volumes vendus aux autres clients	0	18 050	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	487 273	508 956	181 349	550 690	498 611	- 9,5%

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs

Désignation	2021
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	37 240
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	49 274
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	86 514

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.5 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	2 274
Courrier	370
Internet	486
Visite en agence	54
Total	3 184

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	733	12
Facturation	304	203
Règlement/Encaissement	508	26
Prestation et travaux	9	-
Information	1 384	-
Dépose d'index	19	-
Technique eau	227	146
Total	3 184	387

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	1 777	581	-67,3%
Nombre d'abonnés mensualisés	2 333	2 486	6,6%
Nombre d'abonnés prélevés	656	700	6,7%
Nombre d'échéanciers	63	66	4,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	9 059	9 589	5,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	406	501	23,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	134	250	86,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients autres	-	-	0,0%
Nombre total de factures comptabilisées	9 599	10 340	7,7%

La diminution du nombre de factures comptabilisées est liée à la mise en place en 2019 du nouveau contrat et au décalage de facturation expliquée dans le chapitre « volumes vendus ».

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	15 019,54	30 216,66	101,2%
Créances irrécouvrables (€)	3 501,54	3 574,42	2,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	12 976,37	0,0%
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	1 053 201,85	0,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,72	0,38	- 47,2%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,89	1,23	38,2%

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	2	4	100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	2	-	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	121,64	-	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	110,15	-	- 100,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	95,04	-	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	- 100,0%
Montant du dégrèvement social (€ HT)	-	-	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	110,1502	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0002	0	- 100,0%

Les dossiers sans abandons de créances correspondent à des dossiers pour lesquels les clients ont bénéficié d'une aide FSL de la part du Département sans abandons des parts délégataire. Suez réceptionne juste le virement de la part du Département sur le compte de l'abonné.

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	47	57	21,3%
Volumes dégrévés (m³)	28 181	34 357	21,9%

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :
«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…
Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

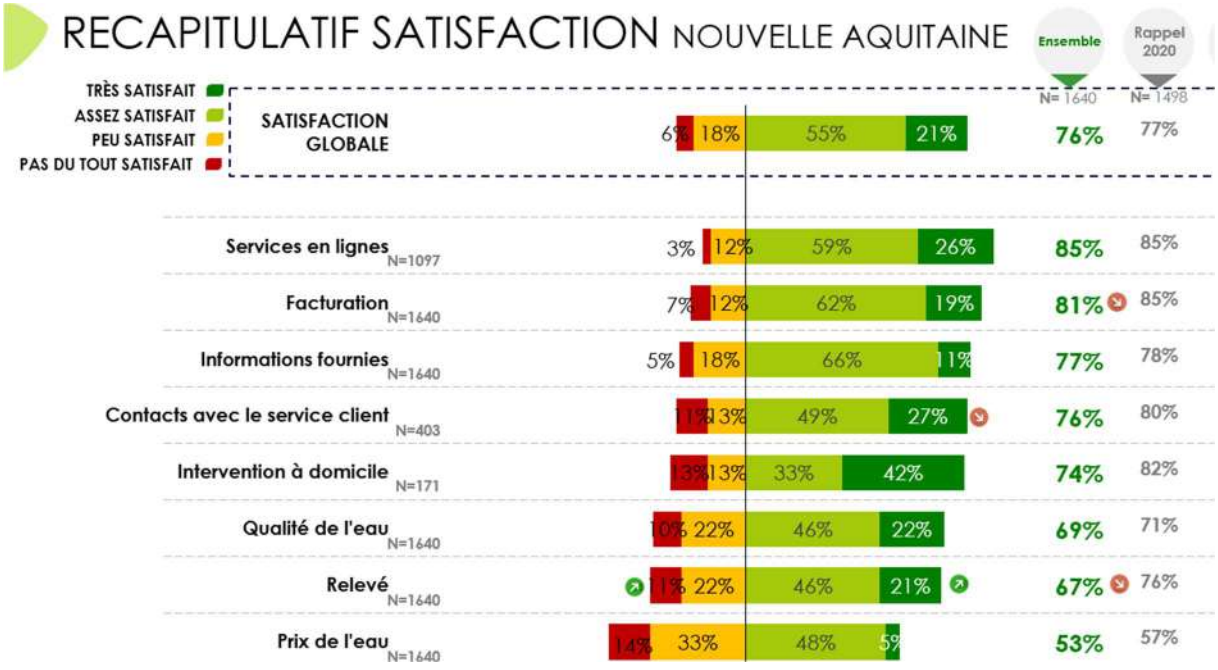
Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Stabilité de la satisfaction clients :

Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

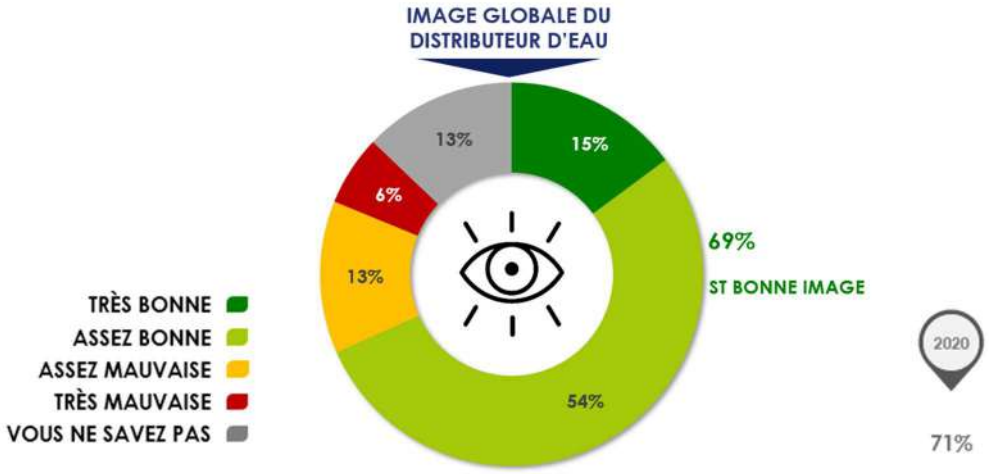
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics

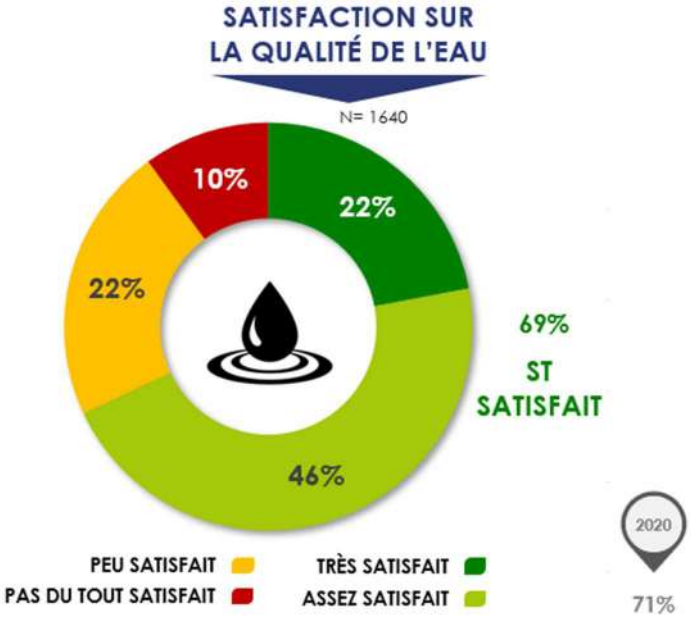


L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

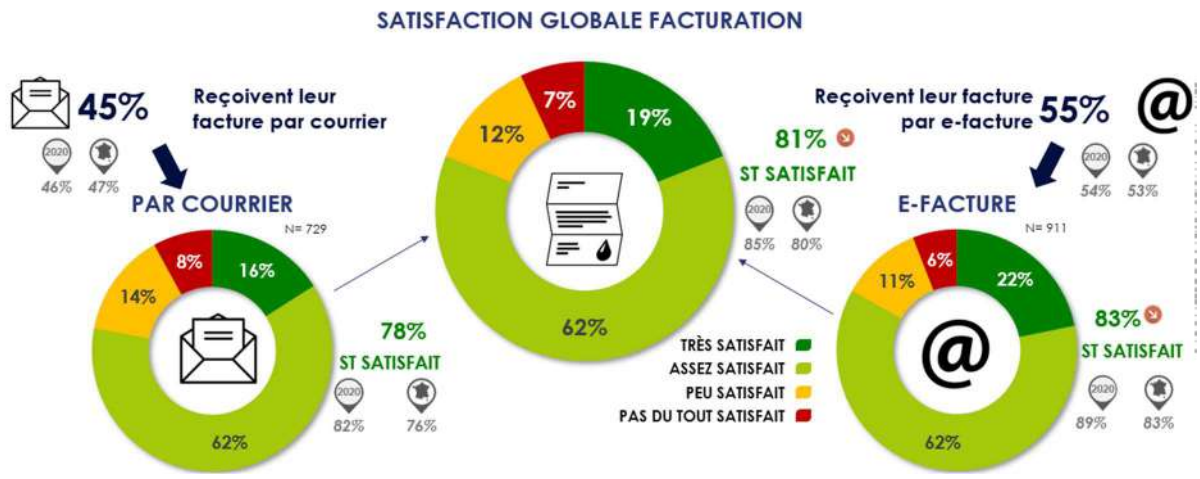
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m^3 qui peut comporter des tranches tarifaires.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif

Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	67,8	68,63	1,2%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,57067	0,57617	1,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	49,75%	49,81%	0,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,64333	1,64375	0,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,55758	1,55808	0,0%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau

Dénomination	Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	55,6	56,43	1,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,3707	0,3762	1,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	12,2	12,2	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,2	0,2	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,0919	0,08	- 13,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0858	0,0857	- 0,1%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**1 003 543**	**997 945**	**-0,6%**
Exploitation du service	508 045	504 621	
Collectivités et autres organismes publics	406 725	362 111	
Travaux attribués à titre exclusif	51 639	79 787	
Produits accessoires	37 134	51 427	
CHARGES	**1 158 495**	**1 069 537**	**-7,7%**
Personnel	215 093	196 708	
Energie électrique	32 462	34 087	
Produits de traitement	5 604	6 353	
Analyses	4 946	4 703	
Sous-traitance, matières et fournitures	147 209	116 519	
Impôts locaux et taxes	7 282	4 742	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	110 873	111 741	
• télécommunication, postes et télégestion	7 754	8 601	
• engins et véhicules	14 234	10 465	
• informatique	58 160	67 159	
• assurance	2 533	3 005	
• locaux	6 431	4 858	
Ristournes et redevances contractuelles	369	1 316	
Contribution des services centraux et recherche	19 695	20 983	
Collectivités et autres organismes publics	406 725	362 111	
Charges relatives aux renouvellements			
• fonds contractuel	130 320	130 559	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	62 451	63 388	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	5 030	4 879	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	10 435	11 450	
Résultat avant impôt	**-154 952**	**-71 592**	**53,8%**
RESULTAT	**-154 952**	**-71 592**	**53,8%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**1 003 543**	**997 945**	**-0,6%**
Exploitation du service	508 045	504 621	-0,7%
• Partie fixe facturée	373 385	322 237	
• Partie proportionnelle facturée	199 648	183 505	
• Cession d'eau facturée	22 320	0	
• Variation de la part estimée sur consommations	-87 308	-1 121	
Collectivités et autres organismes publics	406 725	362 111	-11,0%
• Part Collectivité	176 159	153 190	
• Redevance prélèvement	51 050	46 243	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	179 516	162 678	
Travaux attribués à titre exclusif	51 639	79 787	54,5%
• Branchements	51 639	79 787	
Produits accessoires	37 134	51 427	38,5%
• Facturation et recouvrement de la redevance	13 140	19 979	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 678	2 778	
• Autres produits accessoires	21 316	28 670	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2. Autres éléments corporels et incorporels (‘charges relatives aux investissements du domaine privé’) :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d’IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

VI. ANNEXES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 537,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	559,70
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	602,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	73,80
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 537,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 537,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	73,80
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	239,70
Charges facturation encaissement	Client équivalent	5 430,80
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 537,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	898 833,70
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	927,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	9 102,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 537,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-21 595,44
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	635 834,40
Charges logistique	Sortie de stock	-12 924,95
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-250 372,36
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-120 439,97
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	635 834,40
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	79 787,31

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,61% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,66% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	01	29/01/2021	10 952,99
COBAN - Ares	**RODP Eau**	01	08/01/2021	765,72
COBAN - Ares	**FAC - Afferm. Eau**	01	29/01/2021	684,57
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	04	30/04/2021	63 556,25
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	07	30/07/2021	14 080,25
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	10	29/10/2021	62 861,36

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les branchements

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation réalisé sur l'année :

Renouvellement des branchements	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Branchements	159 768
Total	159 768

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les renouvellements des branchements au forfait :

	Nombre 2021	Montant (€)
Branchements (1077.6€)	**27**	**29 095,2**

4.3.2 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	5,3%	3,0%	-42,6%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	242	141	-41,7%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	4568	4637	1,5%
20 à 40 mm remplacés (%)	16,0%	5,3%	-66,7%
- 20 à 40 mm remplacés	15	5	-66,7%
- 20 à 40 mm Total	94	94	0,0%
> 40 mm remplacés (%)	7,7%	0,0%	-100,0%
- > 40 mm remplacés	1	0	-100,0%
- > 40 mm Total	13	16	23,1%
Age moyen du parc compteur	5,4	6,7	24,2%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	4 285,49
Réseaux	0
Branchements	159 768
Compteurs	805,92
Total	164 859,41

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	23 647	38 187,46	2 836,39	36 177,04	164 859,41

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

Suivi du FONDS : RN-FD-SSPR / 4030 / OCI 25926-66 : Rvt fonds TR branchts & canas

			(A)		(B)	(A - B)
Années	**Dotation Contractuelle**	**Valeur du K**	**Dotation actualisée**	**Montant cumulé de la dotation**	**Dépenses de l'exercice**	**Solde Brut**
2019	100 000,00	1,0000	100 000,00	100 000,00	2 112,00	97 888,00
2020	100 000,00	1,0321	103 205,53	203 205,53	38 924,34	64 281,19
2021	100 000,00	1,0340	103 395,05	306 600,58	87 407,99	15 987,06
2022	100 000,00					0,00
2023	100 000,00					0,00
2024	100 000,00					0,00
2025	100 000,00					0,00
2026	100 000,00					0,00
2027	100 000,00					0,00
2028	100 000,00					0,00
2029	100 000,00					0,00
2030	100 000,00					0,00
	1 200 000,00				**128 444,33**	**178 156,25**

Montant positif : Dotations > Dépenses : sous-utilisation du compte
Montant négatif : Dotations < Dépenses : sur-utilisation du compte

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	0
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	14 877,76
Autres	0
Total	14 877,76

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux neufs	1 144,3	0	407 513,6	53 796,8	14 877,8

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

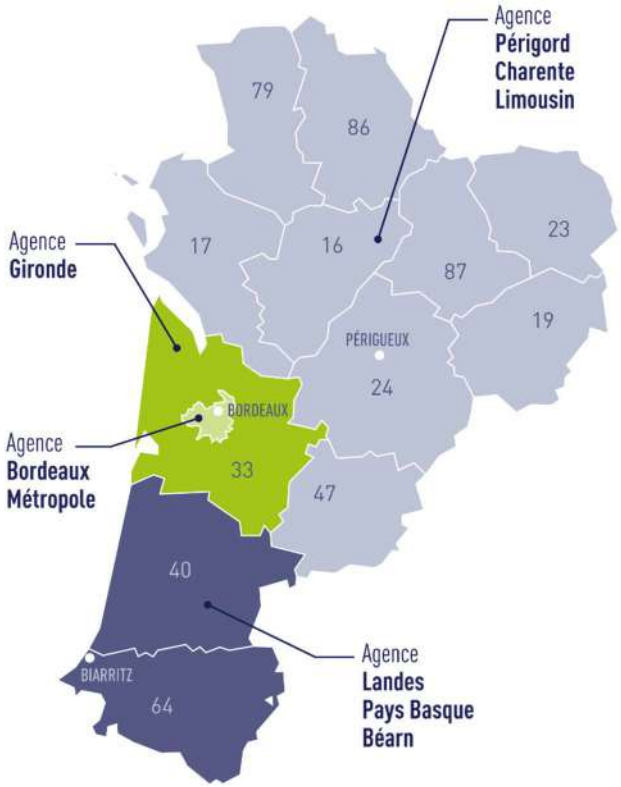
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

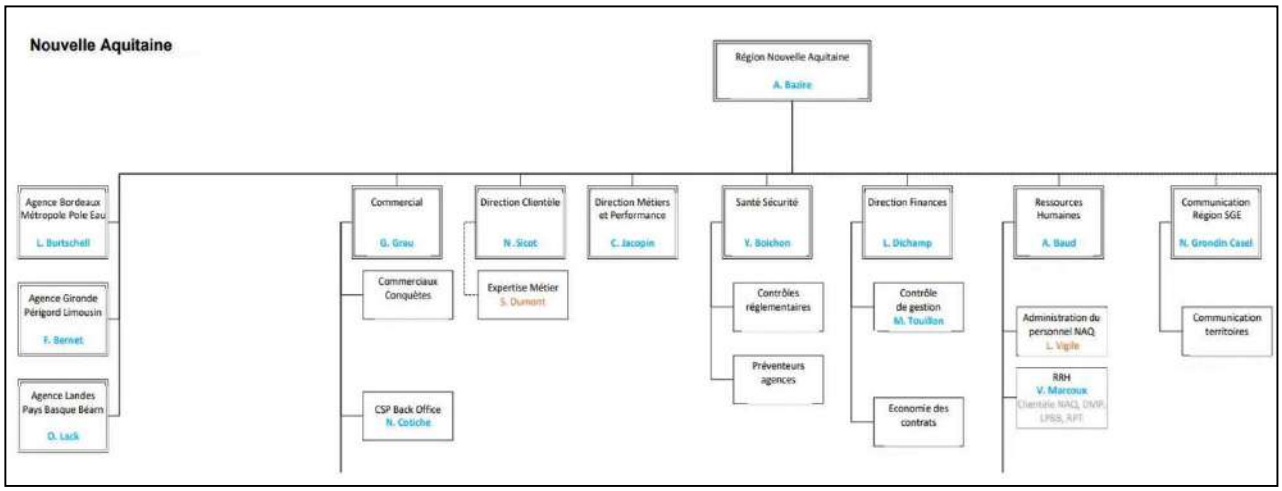
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

5.1.3 Nos moyens humains

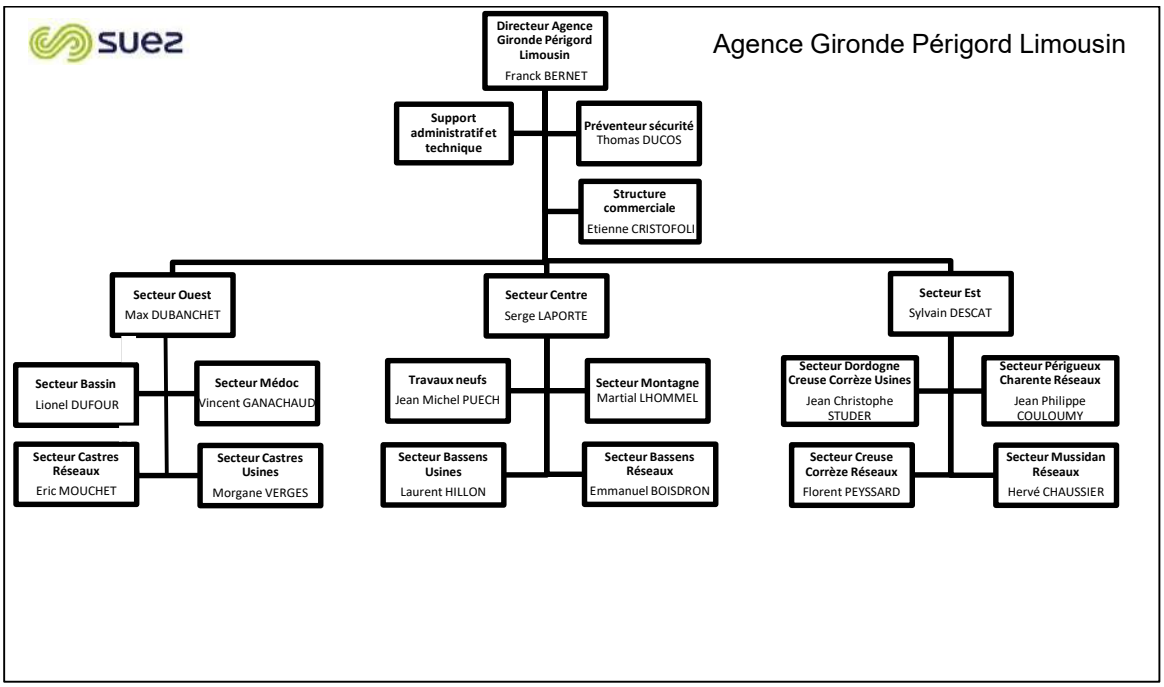
L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.4 Nos moyens matériels



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise





5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

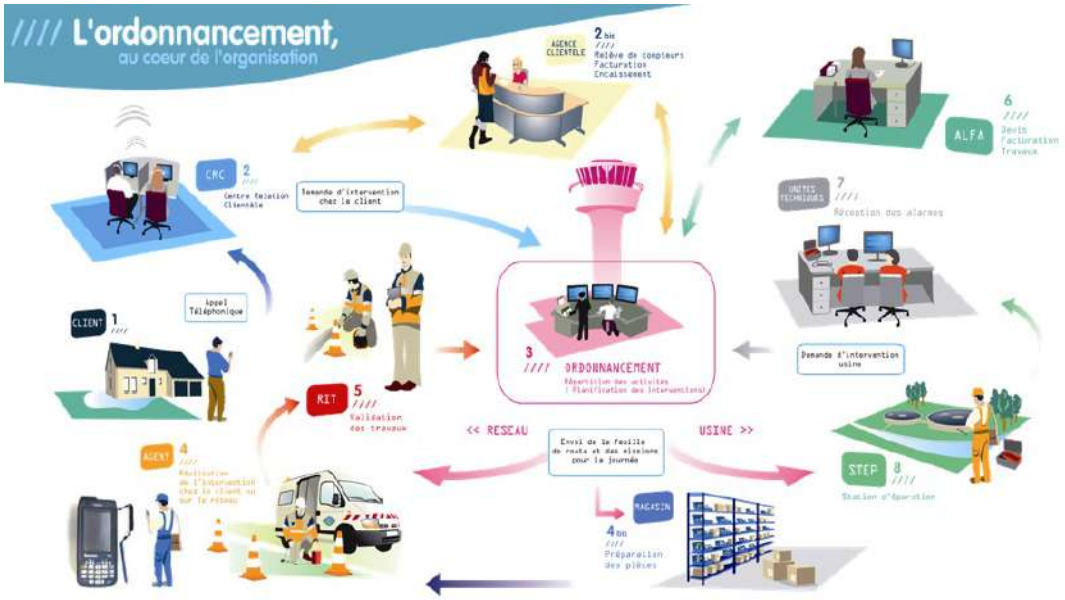
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2 La relation clientèle

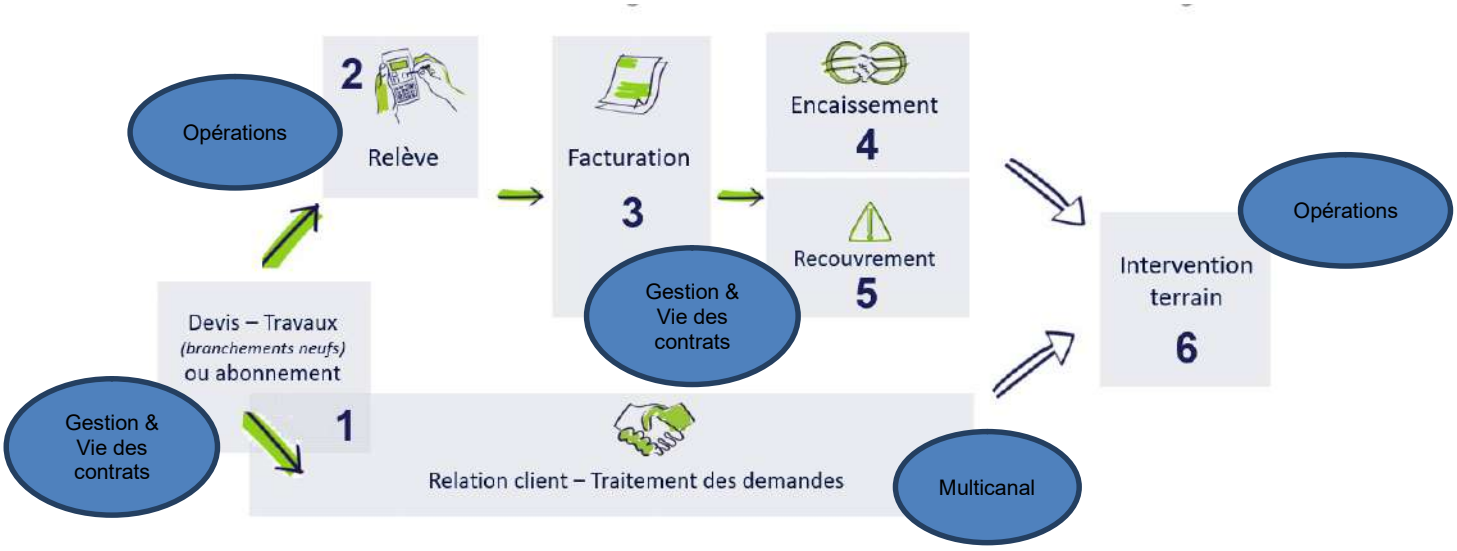
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
- un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :

- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4) **Amélioration de la qualité relationnelle par :**
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :
- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

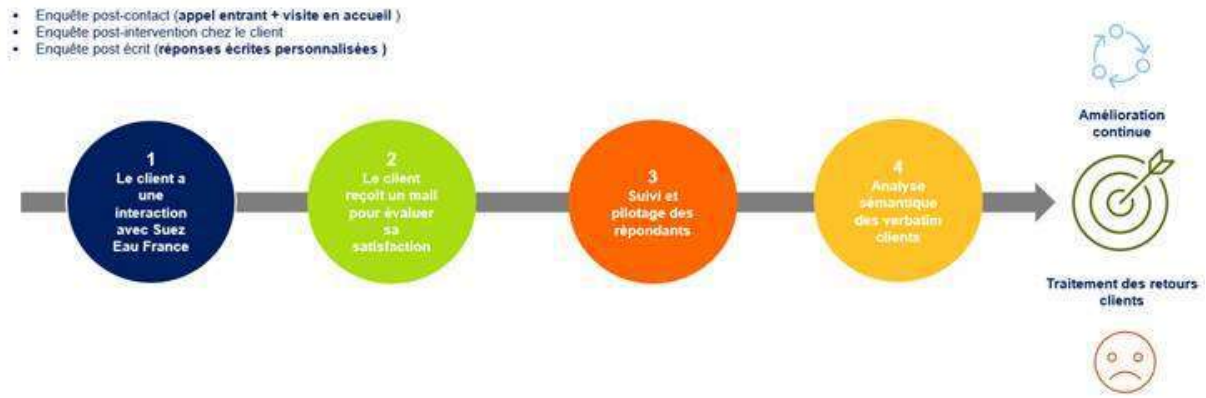
1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :
- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :
- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

18 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau; Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028378

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

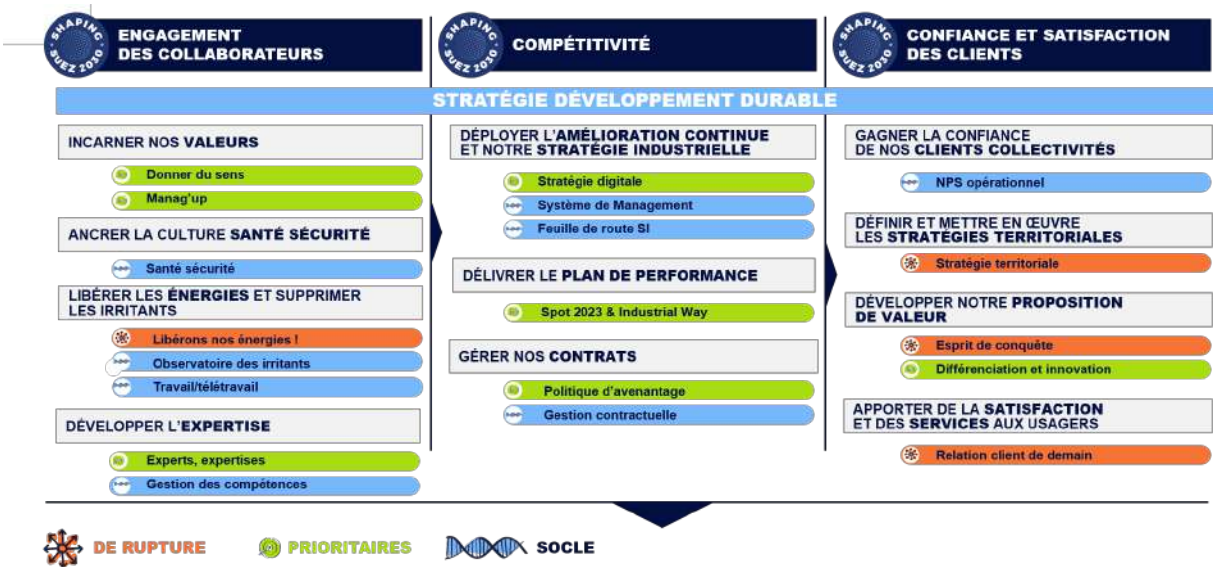
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des annexes

ARES 25926

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Détail des investissements eau
- Eau de service et eau livrée sans comptage
- Etat des remises pour fuites
- Facture 120m3 eau
- Fiche tarifaire
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.	410034607

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY



** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*
*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA
https://www.infogreffe.fr/cont

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : ARES

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

ARES

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0010

000374

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 32 analyses bactériologiques et 33 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur l'ensemble de la commune d'ARES provient de deux forages profonds "Cap Lande" et "Grande Lande" captant la nappe de l'Eocène. Ces forages sont dotés de périmètres de protection. L'eau subit un traitement d'aération et de désinfection à l'hypochlorite de sodium au niveau de chaque station avant sa distribution sur le réseau. Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable"a été transférée à la Commmunauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitation de la production et de la distribution de l'eau sur la commune.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire. Valeur moyenne : 9,90 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,30 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES CONTACTS

ARES - 25926				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	269		269
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	100		100
Demande de prestation	SERV - SERVICES	2		2
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	7		7
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	155		155
Demande d'information	AUTRE	71		71
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	1		1
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	114		114
Demande d'information	ENCA - SEPA	2		2
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	132		132
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	183		183
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	9		9
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	4		4
Demande d'information	FACT - FACTURE	342		342
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	8		8
Demande d'information	QUAL - CHLORE	1		1
Demande d'information	QUAL - COULEUR	2		2
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - QUALITE	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	4		4
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	57		57
Demande d'information	SERV - eFACTURE	6		6
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	2		2
Demande d'information	SERV - SERVICES	4		4
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	13		13
Demande d'information	TECH - CHANTIER	19		19
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	183		183
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	1		1
Demande d'information	TECH - RELEVE	30		30
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	38		38
Départ client	ABON - ABONNEMENT	170		170
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	64		64
Dépose d'index	TECH - RELEVE	19		19
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		12	12
Facture	FACT - FACTURE	1	203	204
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	4		4
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	81		81
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	310		310
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	218		218
Règlement	ENCA - REGLEMENT	168	26	194
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		146	146
Total		**2 797**	**387**	**3 184**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour ARÈS-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

RESEAUX	14 878

Libellé chantier	Montant N
Programme contractuel	
ARES--TN-TELERELEVE ARES	*14 878*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	4 285

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Fonds contractuel avec programme		
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-ANTI INTRUSION		*1 045*
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-Capteur de niveau réservoir au sol		*603*
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-Débitmètre reprise vers Lège Cap Ferret		*1 170*
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-Pompe exhaure		*339*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-ARMOIRE GENERAL BT	*10 469*	*-8 774*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Capteur de niveau CE		*659*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Débitmètre forage		*1 210*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Pompe javel		*3 166*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Télésurveillance		*859*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-TRAPPES		*2 506*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Variateur de fréquence forage		*1 504*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	160 574

Libellé chantier	Montant N
Fonds contractuel avec programme	
ARES--RVT-COMPTEURS ARES	*806*
Fonds contractuel sans programme	
ARES--RVT-BRANCHEMENTS ARES EAU	*159 768*

Contrat : 25926

Bassin

Total année 2021	**179 737**

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Renouvellement des branchements			Année	N	
	Nombre 2021	Montant	2020	1 077,60	1,0296
Branchements (1109,5)	**144**	**159 768,00**	2021	1 109,50	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CONTRAT DE : ARES 25926

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	1000
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1200
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	48
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2850
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**5098**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE		VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	146	1000
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers		300
- incendies de forêt		0
- incendies de batiments et divers		1440
sous total besoins incendie V 11 SAGE		**2740**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)		500
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)		250
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE		**750**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur		0
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé (balayeuse)		500
- utilisation par gens du voyage		0
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE		**500**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE		**3990**

Commentaires:

2 purges qualité, 2 interventions accessoires et 11 purges suite casse canalisations
24 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 1440 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

ARES - 25926				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES BOULAUX	4 079
33011	ARES	Particulier	RUE DE LA SCIERIE	3 352
33011	ARES	Particulier	RUE DES FAUVETTES	2 875
33011	ARES	Particulier	ALLEE CLAUDE DEBUSSY	2 588
33011	ARES	Particulier	ALLEE MAURICE RAVEL	2 534
33011	ARES	Professionnel	AVENUE DE LA LIBERATION	1 592
33011	ARES	Particulier	RUE DE L AMIRAL COURBET	1 517
33011	ARES	Particulier	RUE DES BAIGNEURS	1 380
33011	ARES	Particulier	RUE DES ABBERTS	1 263
33011	ARES	Particulier	RUE DU 14 JUILLET	1 136
33011	ARES	Particulier	IMPASSE DES COULEMELLES	1 097
33011	ARES	Particulier	BOULEVARD DE L AERIUM	998
33011	ARES	Particulier	AVENUE DU PORT	782
33011	ARES	Particulier	RUE ANTOINE WATTEAU	748
33011	ARES	Particulier	RUE DES PLUVIERS	671
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES PINS	639
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA GARE	619
33011	ARES	Particulier	IMPASSE CAVALEY	578
33011	ARES	Particulier	RUE DE LA GARENNE	543
33011	ARES	Particulier	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	493
33011	ARES	Particulier	RUE EDGARD DEGAS	472
33011	ARES	Particulier	AVENUE DES TOURTERELLES	417
33011	ARES	Particulier	RUE DES FAUVETTES	416
33011	ARES	Particulier	ALLEE DU POITOU	292
33011	ARES	Particulier	RUE DU GENERAL DE GAULLE	267
33011	ARES	Particulier	RUE DU GARGUEHOS	237
33011	ARES	Particulier	RUE RAYMOND POINCARE	220
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA FORET	216
33011	ARES	Collectivité	RUE PIERRE PAUILHAC	209
33011	ARES	Particulier	RUE NELSON BARRAU	200
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES ROSSIGNOLS	198
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA LIBERATION	179
33011	ARES	Particulier	RUE DES CHANTERELLES	173
33011	ARES	Particulier	AVENUE DU PORT	164
33011	ARES	Particulier	RUE DU GARGUEHOS	153
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA LIBERATION	123
33011	ARES	Particulier	ALLEE DU LANGUEDOC	120
33011	ARES	Particulier	RUE DU GARGUEHOS	106
33011	ARES	Professionnel	RUE DU GENERAL DE GAULLE	90
33011	ARES	Particulier	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	78
33011	ARES	Particulier	RUE COSTE	74

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

ARES - 25926				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33011	ARES	Particulier	RUE ANTOINE WATTEAU	71
33011	ARES	Particulier	PLACE DE L EGLISE	70
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES ROSSIGNOLS	63
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES FOUGERES	58
33011	ARES	Particulier	RUE DU 14 JUILLET	57
33011	ARES	Particulier	ALLEE DU LANGUEDOC	43
33011	ARES	Particulier	ALLEE DE LA PINEDE	34
33011	ARES	Particulier	RUE GEORGES CLEMENCEAU	31
33011	ARES	Particulier	BOULEVARD DE L AERIUM	27
33011	ARES	Particulier	RUE JEAN JAURES	19
33011	ARES	Particulier	RUE DE HAUTEBELLE	14
33011	ARES	Particulier	RUE DES ABBERTS	13
33011	ARES	Particulier	B RUE BREMONTIER	1
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA LIBERATION	-32
Total général				**34 357**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Facture 120m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

réf. client : [illegible]
identifiant * : 5127
facture n° : F120-0124620

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 117
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - Service Clients
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

MME M ARES EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33740 ARES

Service de l'eau de la commune d'ARES

SPECIMEN 120 M3

5 Janvier 2022

	m³	montant TTC
Votre abonnement		72,40 €
Votre consommation	120 m³	124,85 €

Net à payer 197,25 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 06 janvier 2022
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Distribution de l'eau : 79 %
Organismes publics : 21 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie :
MME M ARES EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN RAD
33740 ARES

Date et Lieu | Signature

MME M ARES EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33740 ARES

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP50219798F120-01246201000000000

Montant : 197,25 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 10019
41976 BLOIS CEDEX 9

219776391369

502197010469 3298F120-01246201000000000927105 19725

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU					
ABONNEMENT					
Part SUEZ du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	56,43	56,43	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	12,20	12,20	5,5	
CONSOMMATION					
Part SUEZ du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,3762	45,14	5,5	
Préservation des ressources en eau du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,08	9,60	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,20	24,00	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			39,60		41,78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			186,97		
MONTANT TVA (5.5 %)			10,28		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					197,25
Net à payer					**197,25 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 60002 - 36400 LA CHATRE en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

TREL598F00F120-0124620000197254N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 1300103661).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Fiche tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ
Direction Territoriale et du Développement
63 rue Jean Briaud
33700 MERIGNAC

Mérignac, le 3 novembre 2021

COMMUNE D'ARES

HISTORIQUE:
Contrat de concession du service public d'eau potable de la commune d'Arès sous la forme d'une délégation de service public visé en préfecture le 8 novembre 2018
Début de contrat : 1er janvier 2019
Fin du contrat : 31 décembre 2030
Transfert de la compétence Eau à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) au 1er janvier 2020
Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 8 juin 2021

Tarif de l'EAU

PARTIE FIXE ANNUELLE : Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022
D'avance prorata temporis

			SUEZ	Prix TTC*	COLLECTIVITE	Prix TTC*
EAU	par diamètre du compteur	15 mm	56,43	**59,54**	12,20	**12,87**
		20 mm	56,43	**59,54**		
		30 mm	78,38	**82,69**		
		40 mm	88,83	**93,71**		
		60 mm	99,28	**104,74**		
		80 mm	109,73	**115,76**		
		100 mm	167,21	**176,40**		
		150 mm	224,68	**237,04**		
	UL	15 mm	56,43	**59,54**	12,20	**12,87**

* Tva à 5,5 %

			Prix TTC**
FAS *	Sans déplacement d'agent	40,76	**44,83**
	Avec déplacement d'agent	81,51	**89,66**

* Frais d'accès au service
** Tva à 10 %

CONSOMMATIONS (prix au mètre cube) : Prorata au 1er janvier 2022 (Part SUEZ)

SUEZ	COLLECTIVITE	AGENCE DE L'EAU		TVA	PRIX M3 TTC*
0,3762	0,2000	Préservation des ressources	Pollution	0,0542	**1,0405**
		0,0800	0,3300		

* Tva à 5,5 %

CALCUL ET EVOLUTION DU K :
$K = 0,15 + 0,414\ ICHT\text{-}E / ICHT\text{-}E_0 + 0,050\ FSD2 / FSD2_0 + 0,191\ TP10A / TP10A_0 + 0,195\ 010534769 / 010534769_0$

Indices	Pondération	valeurs de base	valeurs connues au 01/11/2021	Calculs intermédiaires	Source
Fixe	0,15			0,15000	
ICHT-E	0,414	110,7	122,80	0,45925	MTPB n°6108 du 23 octobre 2020 (valeur juin 2020)
010534769	0,195	110,2	111,00	0,19642	MTPB n°6106 du 9 octobre 2020 (valeur août 2020)
FSD2	0,050	128,9	140,10	0,05434	MTPB n°6106 du 9 octobre 2020 (valeur août 2020)
TP10A	0,191	107,2	115,70	0,20614	MTPB n°6108 du 23 octobre 2020 (valeur juillet 2020)
		Valeur du K n :		**1,0662**	
		K période précédente		1,0296	
		Evolution n / n-1		**3,55%**	
		K retenu période n		**1,04504**	
		K retenu période précédente (plafonnement ± 1,5%)		1,0296	
		Evolution n avec plafonnement		**1,50%**	

LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques):
% de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) < 40% — 49,8%

VISA	VISA
Gestionnaire Prix	Chef de service
Le 3 novembre 2021	Visé le 3 novembre 2021
Audrey DAVID	Véronique CUILLOU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/01/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	04/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	04/01/2021	RUE PISSARO	ARES	1
ARÈS	compteur relever	04/01/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	04/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	04/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur relever	04/01/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	05/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	04/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	04/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	03/03/2021	Allez Richard Wagner	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	05/01/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	03/03/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	15/01/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/01/2021	Secteur B	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/01/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/01/2021	RUE DE LA REPUBLIQUE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/01/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/01/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/01/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	15/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	05/01/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	05/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/01/2021	IMPASSE DU RUISSEAU	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/01/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	05/01/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/01/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	05/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/01/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/01/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/01/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/01/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/01/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	15/01/2021	RUE EUSTACHE LE SUEUR	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	18/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	05/01/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	05/01/2021		ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	04/01/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	04/03/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	05/01/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	04/01/2021	RUE CHARLES LEBRUN	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	04/01/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	18/01/2021	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	compteur relever	18/01/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	18/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur radio	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/01/2021	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/01/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	09/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	09/02/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	09/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	04/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	09/02/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	09/02/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/01/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	09/02/2021	ALLEE HENRI MATISSE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/02/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	09/02/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/02/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	04/03/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/01/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/01/2021	ALLEE HENRI MATISSE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/01/2021	ALLEE DE LA COUPELIERE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/02/2021	ALLEE DES ECUREUILS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/01/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	19/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/01/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau entretenir	07/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/01/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/01/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/03/2021	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	12/01/2021	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	22/01/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	12/01/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	07/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	07/01/2021	IMPASSE CHARENTON	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	22/01/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	22/01/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	22/01/2021	RUE DIEGO VELASQUEZ	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	22/01/2021	RUE PICASSO	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	22/01/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	11/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	11/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	11/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	09/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	04/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	04/03/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	07/01/2021	_	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie enquêter**	08/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	21/01/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	21/01/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	12/01/2021	RUE DE LA CHENERAIE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	RUE DE HAUTEBELLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	IMPASSE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/01/2021	ALLEE DES FRENES	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	09/03/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	14/01/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	11/01/2021	RUE EUSTACHE LE SUEUR	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	27/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	11/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	10/03/2021	ALLEE DES MURIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	29/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	29/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	29/03/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	29/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	29/03/2021	ALLEE DE LA MACHINOTTE	ARES	1
ARÈS	branchement Eau fermer Client non déclaré	29/03/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	05/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	12/01/2021		ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	12/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	12/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	12/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	regard compteur réparer	28/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/03/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	ALLEE DES TILLEULS	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	ALLEE DE LA COUPELIERE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/03/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	29/03/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/03/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	29/03/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	28/01/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur TéléR	29/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	25/01/2021	Secteur A nord	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/01/2021	Secteur B	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/01/2021	LOT LE PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/01/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	29/01/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	28/01/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	28/01/2021	RUE DE LA SCIERIE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	28/01/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	08/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	09/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	10/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	08/04/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau réparer**	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	03/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	04/02/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	01/02/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	28/01/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	03/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	04/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	12/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	10/03/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	10/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	10/03/2021	ALLEE DES GRIVES	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	09/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	29/03/2021	RUE DES PRAIRIES	ARES	1
ARÈS	**accessoire réseau réparer (suite à recherche de fuites)**	06/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	06/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	06/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	07/04/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/02/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	04/02/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/02/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	03/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau ouvrir**	03/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur radio**	16/02/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	15/02/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/03/2021	ALLEE DES MURIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	10/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	10/03/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	31/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	02/04/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	branchement eau ouvrir	02/04/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	07/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	07/04/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	13/04/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/04/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/04/2021	RUE PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/02/2021	IMPASSE DE COURBEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	03/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE CHARLES LEBRUN	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	15/02/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	04/02/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	08/04/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	11/03/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	04/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	11/03/2021	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	11/03/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	12/04/2021	RUE GEORGES CLEMENCEAU	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	12/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	26/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/04/2021	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	26/04/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	06/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/04/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DES TILLEULS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DE LA MACHINOTTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DES TILLEULS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DE LA MEULE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	23/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	22/02/2021	ALLEE DE LA GENDARMERIE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	16/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	19/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	17/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	19/02/2021	ALLEE DE CHARENTON	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	26/04/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/04/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	29/04/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	**19/04/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	**21/04/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**BAC remettre en état**	**03/05/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**23/02/2021**	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**18/02/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**23/02/2021**	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	ALLEE DES AULNES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**25/02/2021**	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	**20/04/2021**	Allez Richard Wagner	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**11/03/2021**	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**03/05/2021**	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**12/03/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**11/03/2021**	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**11/03/2021**	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**11/03/2021**	RUE DE HAUTEBELLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**10/05/2021**	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/04/2021**	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**10/05/2021**	RUE DE LA REPUBLIQUE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/05/2021**	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter équipements**	**28/04/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**28/04/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**08/04/2021**	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**15/02/2021**	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**04/02/2021**	IMPASSE MAPOUCHET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**04/05/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**04/02/2021**	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**04/02/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/02/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**17/02/2021**	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**04/02/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**04/02/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/02/2021**	LOT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**19/02/2021**	ALLEE MAURICE RAVEL	ARES	2
ARÈS	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	**09/04/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**23/02/2021**	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**18/02/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**11/05/2021**	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**25/02/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/02/2021**	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**25/02/2021**	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**26/02/2021**	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**26/04/2021**	RUE PARMENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**11/03/2021**	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**26/04/2021**	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**26/04/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	13/04/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	19/04/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	27/04/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	27/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	13/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	13/04/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	13/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	03/05/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/04/2021	RUE PIERRE MIGNARD	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	03/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	16/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/05/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	29/04/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	03/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	11/05/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	05/05/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	07/05/2021	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/05/2021	ALLEE DES FRENES	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	12/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	04/05/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	IMPASSE DES AIGRETTES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	IMPASSES D ARES TRANCHE 2	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DIEGO VELASQUEZ	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	02/03/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE GEORGES CLEMENCEAU	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	24/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/02/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	02/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	10/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/05/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	20/05/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	10/05/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	21/04/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	04/05/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	04/05/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/05/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	02/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	05/02/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	20/05/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler avec compteur	20/04/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	05/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	LOT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	24/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	18/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur poser	02/03/2021	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter fuite	11/03/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	12/03/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	12/03/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	12/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	20/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	21/04/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	22/04/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	23/04/2021	_	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	21/04/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	28/04/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	25/05/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	12/05/2021	_	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	26/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE RAYMOND POINCARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	13/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/05/2021	IMPASSE DEYMES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	IMPASSE DU CANELON	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	20/05/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/05/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	20/05/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	IMPASSE RENE DESCOT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	17/06/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur déposer	09/06/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/05/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	IMPASSE DU SQUARE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	IMPASSE DES GRILLONS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur déposer	07/06/2021	AIRE NOMADES GAL DE GAULL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	PLACE DE LA VICTOIRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	20/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DE L AVENIR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE RAYMOND POINCARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE EUDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	14/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/05/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE EMILE BARREYRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/06/2021	RUE EUDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	19/05/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/06/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/06/2021	RUE CHERI DUCAMIN	ARES	1
ARÈS	compteur déposer	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	07/06/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/06/2021	AVENUE DES CHARDONNERETS	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/06/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	07/06/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	14/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	ALLEE MAURICE UTRILLO	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	14/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/06/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	07/06/2021	ALLEE D AQUITAINE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	14/06/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	RUE BEL AIR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/06/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/05/2021	RUE PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	28/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	04/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	04/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	04/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	25/05/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	28/05/2021	IMPASSE DES COULEMELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	07/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	07/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	21/05/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	02/06/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	réseau eau purger	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/06/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	17/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	16/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	02/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	02/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/03/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	03/06/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	28/05/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	01/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	28/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	14/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	ALLEE MARINE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	14/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	17/06/2021	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/06/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/06/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	ROND POINT LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/06/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	11/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	25/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	ALLEE HENRI MATISSE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/05/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	27/05/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	31/05/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	09/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	09/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	15/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	11/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	11/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie renouveler	10/06/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	15/03/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	15/03/2021	PLACE DE LEGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	25/05/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	12/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	15/03/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	15/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	15/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/05/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	07/06/2021	AVENUE DES MERLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	11/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	ALLEE CLAUDE DEBUSSY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	18/06/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DE GASCOGNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	ALLEE MAURICE UTRILLO	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DU STADE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	RUE FRANCOIS BOUCHER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	RUE FRANCOIS BOUCHER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	02/06/2021	IMPASSE DES COULEMELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	ALLEE DE LA GENDARMERIE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	18/06/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	17/06/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	11/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	11/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	07/06/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	RUE SANDRO BOTTICELLI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur relever	21/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	31/05/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	28/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	28/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	27/05/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	31/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	28/05/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	17/05/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer à la demande du client	02/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	21/05/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	27/05/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur relever	03/06/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	25/05/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	14/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	18/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	10/06/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	18/06/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	15/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	17/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	devis métré réaliser	23/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	17/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	11/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	21/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	15/06/2021	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	28/06/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	28/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	15/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	29/06/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	28/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	28/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE PISSARO	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE PIERRE MIGNARD	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE PIERRE LATECOERE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE AMADEO MODIGLIANI	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE DES AJONCS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	11/06/2021	RUE EMILE BARREYRE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	17/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	IMPASSE DE COURBEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	RUE DES CHRYSALIDES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	IMPASSE DE MOUTCHALETTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	05/07/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	05/07/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE BEL AIR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/06/2021	CLOS DES ESTEYS DIVIS S V	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	06/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	02/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	09/07/2021		ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	17/06/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	21/06/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	21/06/2021	IMPASSES D ARES TRANCHE 2	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/06/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	21/06/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	21/06/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	28/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	05/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	28/06/2021	_	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	29/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	01/07/2021	_	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	16/03/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	ALLEE DE BRETAGNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	16/03/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	16/03/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau réparer	16/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/08/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/08/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	05/07/2021	RUE DES PRAIRIES	ARES	1
ARÈS	compteur relever	05/07/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	16/03/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	16/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	29/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/07/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/07/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/07/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	01/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	15/07/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	01/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	12/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	06/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	29/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	19/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/07/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	16/07/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	09/07/2021	RUE LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	27/07/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	03/08/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	09/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	19/07/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	20/07/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/08/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	13/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	03/08/2021	RUE PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	27/07/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/07/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	20/07/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/07/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	09/08/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	27/07/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	03/08/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	16/07/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/07/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	03/08/2021	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	26/07/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	12/08/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	28/07/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	30/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/07/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	12/07/2021		ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	20/07/2021	ALLEE D ARGUIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/08/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/08/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/08/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/08/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	27/07/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/07/2021	RUE DES ECOLES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	29/07/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	02/08/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/08/2021	IMPASSE DE MOUTCHALETTE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	10/08/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	28/05/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	05/07/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	03/06/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	05/07/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	10/06/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	04/08/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/08/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/07/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	06/07/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	06/07/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	30/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	31/05/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	02/06/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	06/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur poser	04/08/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	04/08/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	04/08/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	04/08/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/07/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	30/07/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	22/07/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	26/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	09/08/2021	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	28/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	17/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/03/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/03/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	02/09/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	30/08/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	31/08/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	30/08/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	06/09/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	31/08/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	31/08/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	31/08/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	17/08/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/09/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	06/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	06/09/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	RUE JEAN FRANCOIS MILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter équipements	27/08/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	11/08/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	04/08/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	13/08/2021	RUE DE PASSANT	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	17/03/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	17/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	17/03/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	17/03/2021	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	30/08/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	06/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	06/09/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**BAC remettre en état**	**18/08/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**30/08/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	**02/09/2021**	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	**19/08/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/08/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**voirie enquêter problème**	**27/08/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	**30/08/2021**	IMPASSE DES CRIQUETS	ARES	1
ARÈS	**BAC remettre en état**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**07/09/2021**	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**11/08/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**16/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**17/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**17/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**16/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**17/03/2021**	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/09/2021**	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/08/2021**	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**01/09/2021**	RUE FRANCISCO GOYA	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**01/09/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**17/03/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**17/03/2021**	RUE AMADEO MODIGLIANI	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**17/03/2021**	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**14/09/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**16/08/2021**	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**17/03/2021**	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**27/09/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	RUE DE LA REPUBLIQUE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**14/09/2021**	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**10/08/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**20/08/2021**	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**19/08/2021**	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/08/2021**	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**17/08/2021**	AVENUE DU GOELAND	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	**03/09/2021**	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**27/09/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/08/2021**	IMPASSE DES CRIQUETS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**18/08/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**09/09/2021**	RUE FRANCISCO GOYA	ARES	1
ARÈS	**réseau eau prélever pour analyse de contrôle**	**02/09/2021**	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1
ARÈS	**réseau eau prélever pour analyse de contrôle**	**02/09/2021**	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau prélever pour analyse de contrôle**	**02/09/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**06/09/2021**	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**06/09/2021**	RUE LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**14/09/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**14/09/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**14/09/2021**	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**10/09/2021**	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**21/09/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**14/09/2021**	ROND POINT LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**14/09/2021**	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**14/09/2021**	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**16/09/2021**	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**28/09/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**10/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**10/09/2021**	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**14/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**14/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**16/09/2021**	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**14/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**16/09/2021**	RUE GEORGES CLEMENCEAU	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**20/09/2021**	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**20/09/2021**	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**14/09/2021**	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/09/2021**	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**16/09/2021**	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**17/09/2021**	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**20/09/2021**	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/09/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	09/09/2021	RUE FRANCISCO GOYA	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	04/10/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/09/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/10/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	23/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	11/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	27/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	01/10/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	15/09/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	14/09/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	20/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	27/09/2021	RUE DAMIEN BARRAU	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	27/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	27/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/10/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	01/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	11/10/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	01/10/2021	RUE DU TEYCHAN	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	11/10/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	11/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	18/10/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/10/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/09/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/10/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/09/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/09/2021	LOT LA CONCHE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	29/09/2021	RUE DAMIEN BARRAU	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie manœuvrer	28/09/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**13/10/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**13/10/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**08/10/2021**	LOT LES ARBOUSIERS II	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**12/10/2021**	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	2
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**19/10/2021**	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**20/10/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**20/10/2021**	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**19/10/2021**	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/10/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**19/10/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/10/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**19/10/2021**	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**25/10/2021**	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**21/10/2021**	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/10/2021**	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/10/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/10/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**02/11/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/11/2021**	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**25/10/2021**	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**25/10/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**10/11/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**27/10/2021**	RUE EMILE BARREYRE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**27/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**05/11/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**21/10/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**26/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**25/10/2021**	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**21/10/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter équipements**	**10/11/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter équipements**	**10/11/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**08/11/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**05/11/2021**	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**10/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/10/2021	RUE DES PLUVIERS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/10/2021	IMPASSE DE L ILE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	25/10/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/11/2021	AVENUE DE CANNELETTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/10/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	02/11/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/10/2021	RUE CHARLES LEBRUN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/10/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DES MERLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/11/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	20/10/2021	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	27/10/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/11/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	09/11/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/11/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/10/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE MARINE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	25/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	vanne inspecter - manoeuvrer	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	04/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	02/11/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	29/10/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	02/11/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	11/10/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	01/10/2021	IMPASSE MAPOUCHET	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	04/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	01/10/2021	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	29/09/2021	RUE DAMIEN BARRAU	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/10/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	30/09/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	01/10/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	26/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	14/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	12/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	2
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	22/10/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	21/10/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	15/11/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	RUE DES CHRYSALIDES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	25/10/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	ALLEE DE CHARENTON	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	RUE DES ECOLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	02/11/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE ANTOINE WATTEAU	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE MICHEL ANGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	LOT LA CONCHE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	RUE DE LA CHENERAIE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	20/10/2021	ALLEE D AQUITAINE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	26/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	19/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	15/11/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur relever	05/11/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/11/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	21/10/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	03/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur relever	28/10/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	04/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	28/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	29/10/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	29/10/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	04/11/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	10/11/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	10/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/03/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	25/10/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	19/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/11/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/11/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/11/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	20/10/2021	RUE PIERRE MIGNARD	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/10/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/10/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	RUE DES ECOLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/11/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	25/10/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/11/2021	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	ALLEE DES FRENES	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	20/10/2021	ALLEE D AQUITAINE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	19/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/11/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/11/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	RUE DE L AVENIR	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/11/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	ALLEE MARINE	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	branchement eau ouvrir	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	branchement eau ouvrir	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	29/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	réseau eau modifier	03/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	02/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	05/11/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	08/11/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**10/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**19/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**branchement Eau fermer Client non déclaré**	**22/11/2021**	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**voirie enquêter problème**	**25/11/2021**	LOT LES ARBOUSIERS II	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**23/11/2021**	ALLEE DU DOMAINE DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**26/11/2021**	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**28/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	ALLEE DES VERDIERS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	RUE AMADEO MODIGLIANI	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**19/11/2021**	RUE EUDE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**19/11/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**15/11/2021**	RUE PIERRE LATECOERE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**15/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**10/11/2021**	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie manœuvrer**	**17/11/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**10/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**18/11/2021**	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**15/11/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**16/11/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**10/11/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**19/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**15/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**22/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**22/11/2021**	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**23/11/2021**	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**29/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**14/10/2021**	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**18/10/2021**	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**21/09/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**07/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**18/10/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**22/09/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**accessoire réseau enquêter**	**16/09/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**06/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**06/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**06/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur TéléR**	**10/09/2021**	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**29/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	**06/09/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**07/09/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**14/09/2021**	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**27/09/2021**	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**27/09/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie enquêter**	**28/09/2021**	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	regard compteur renouveler	10/11/2021	LOT LES ARBOUSIERS II	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	13/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	13/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	25/10/2021	_	ARES	6
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	08/12/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	BAC rechercher, enquêter, déboucher	09/11/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	03/11/2021	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	03/11/2021	_	ARES	12
ARÈS	regard compteur renouveler	02/12/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	17/11/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	17/11/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	23/11/2021	ALLEE DU DOMAINE DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	29/11/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/11/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	23/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur TéléR	24/03/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer (suite recherche de fuite)	22/03/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	26/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	26/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	22/03/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/03/2021	Secteur A	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/03/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	compteur poser	27/12/2021	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	26/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/12/2021	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	23/12/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	15/12/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	23/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	25/03/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	21/12/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	22/12/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/12/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/12/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/12/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	24/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	24/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	24/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	26/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**22/03/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**06/12/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	**14/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/11/2021**	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**14/12/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**21/12/2021**	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**22/03/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**22/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR**	**16/12/2021**	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**27/12/2021**	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**22/12/2021**	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**20/12/2021**	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**29/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**20/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**21/12/2021**	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**16/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer fuite**	**15/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer fuite**	**15/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie réparer fuite**	**31/12/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**16/12/2021**	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**20/12/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**28/12/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

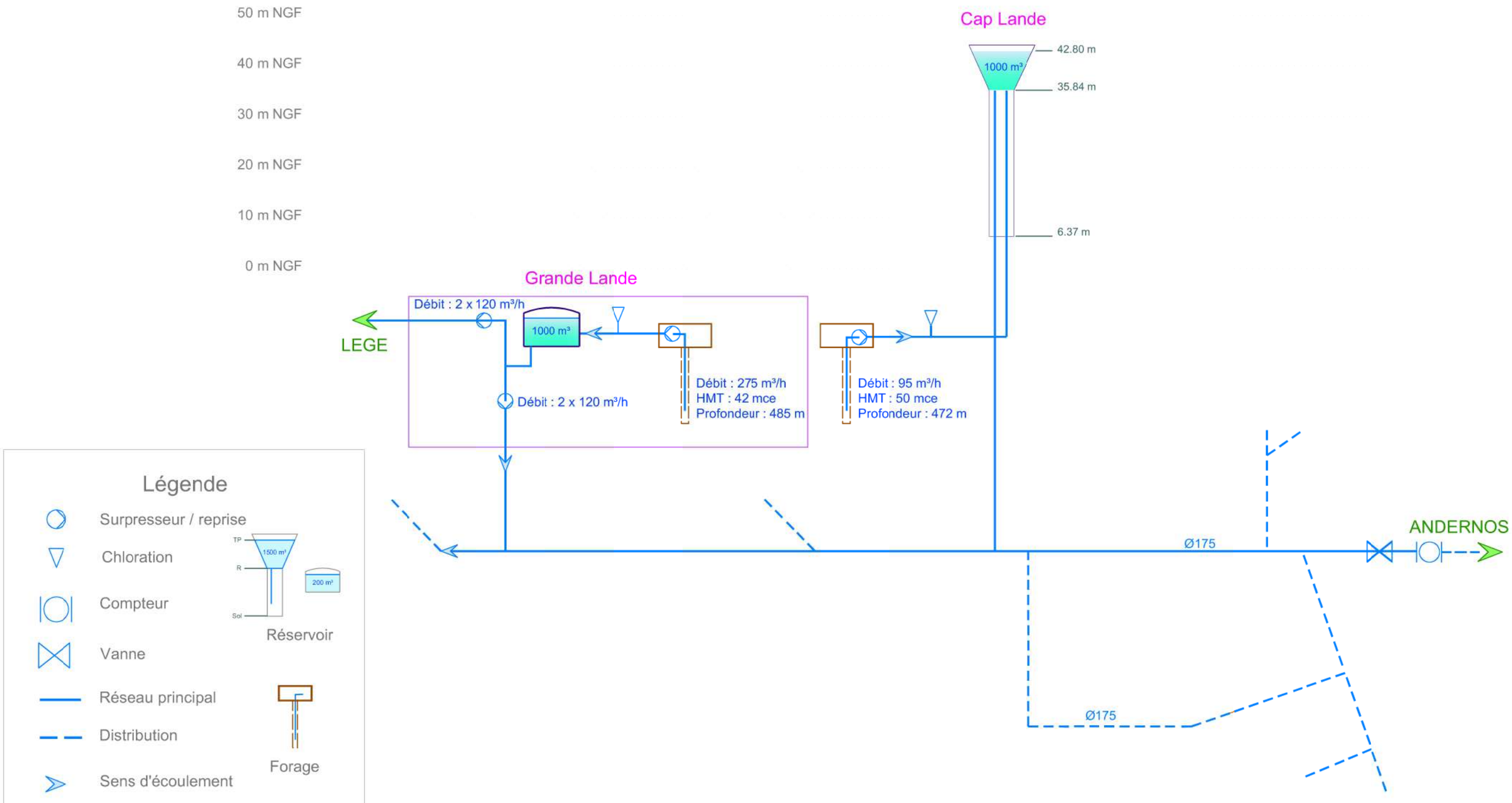
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat d'ARES

Synoptique du réseau d'eau potable



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
  - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
  - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
  - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
    - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
    - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).
Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. *« Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs »*, précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646
L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545
Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.** »*

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN POUR LE CONTRAT D'AUDENGE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

suez

© Valentin Pacaut / The Explorers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 10
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 29

3.1 Le bilan hydraulique 31
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 31
3.1.2 Les volumes prélevés 31
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 32
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 33
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 33
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 34
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 35
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 38
3.1.9 Les volumes de pointes 38
3.2 La qualité de l'eau 39
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 39
3.2.2 Le plan vigipirate 40
3.2.3 La ressource 40
3.2.4 La production 41
3.2.5 La distribution 42
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 43
3.3 Le bilan d'exploitation 44
3.3.1 La consommation électrique 44
3.3.2 Les contrôles réglementaires 44
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs 45
3.3.4 Les autres interventions sur les installations 45
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 45
3.3.6 La recherche des fuites 47
3.4 Le bilan de la relation client 48
3.4.1 Le nombre de clients 48
3.4.2 Le nombre d'abonnés 48
3.4.3 Les volumes vendus 49
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 49
3.4.5 La typologie des contacts clients 50
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients 50
3.4.7 L'activité de gestion clients 51
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement 51
3.4.9 Le fonds de solidarité 52
3.4.10 Les dégrèvements 53
3.4.11 La mesure de la satisfaction client 53

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable 56

4 | Comptes de la délégation 59

4.1 Le CARE 61
4.1.1 Le CARE 61
4.1.2 Le détail des produits 63
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 63
4.2 Les reversements 71
4.2.1 Les reversements à la collectivité 71
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 71
4.3 La situation des biens et des immobilisations 72
4.3.1 La situation sur les compteurs 72
4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève 73
4.4 Les investissements contractuels 74
4.4.1 Le renouvellement 74
4.4.2 Le remplacement en domaine privé 75
4.4.3 Les travaux neufs du domaine concédé 75

5 | Votre délégataire 77

5.1 Notre organisation 79
5.1.1 La Région 79
5.1.2 Nos implantations 80
5.1.3 Nos moyens humains 80
5.1.4 Nos moyens matériels 81
5.1.5 Nos moyens logistiques 82
5.2 La relation clientèle 84
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 84
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 85
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 86
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 87
5.2.5 Informer et alerter nos clients 88
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 89
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 90
5.3 Notre système de management 92
5.4 Notre démarche développement durable 97

6 | Annexes 99

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Les chiffres clés



4 419 abonnés

479 828 m³ d'eau facturée





69,3 % de rendement du réseau de distribution

7,13 m³/km/j de pertes en réseau





86 km de réseau de distribution d'eau potable

1,37292 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	8 452	8 801	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	4 250	4 419	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	85,3	85,97	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,40133	1,37292	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	70,43	69,25	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,38	0	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	6,78	7,37	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	6,5	7,13	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	13	5	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0011	0,0007	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	14,82	15,16	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3,18	1,86	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Lancer l'étude pour la création d'une nouvelle ressource proche du surpresseur Crabitaire.

- Lancer les démarches administratives en vue de l'obtention des arrêtés préfectoraux liés aux DUP autorisations de prélèvements et périmètres de protection.

- Engager dès que possible le diagnostic du forage de « Lubec » (examen endoscopique et diagraphies).

- Réfléchir au remplacement du mode de désinfection de l'eau : passage du bioxyde de chlore à l'hypochlorite de sodium (javel).

ACTIVITES RESEAUX

- Poursuivre les renforcements de réseau pour anticiper l'évolution démographique.

- Mettre en place les conventions vente/achat d'eau avec les communes voisines.

- Mise en place d'une action pour développer la télé relève vers les particuliers.

- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.

- Engager la sectorisation du réseau en fonction des conclusions du diagnostic.

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.

- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable :
    - Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
    - Supprimer des doubles conduites.
    - Supprimer de conduite en amiantes ciment.
    - Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
    - Supprimer des conduites génératrices de CVM.

- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/01/2010	31/12/2022	Affermage
Avenant n°01	01/01/2020	31/12/2022	AVENANT DE TRANSFERT DE COMPETENCE EAU A LA COBAN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune d'AUDENGE pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	AUDENGE
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET	Directeur d'Agence	06 30 51 33 71
	M. DUBANCHET	Chargé de Contrat	06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

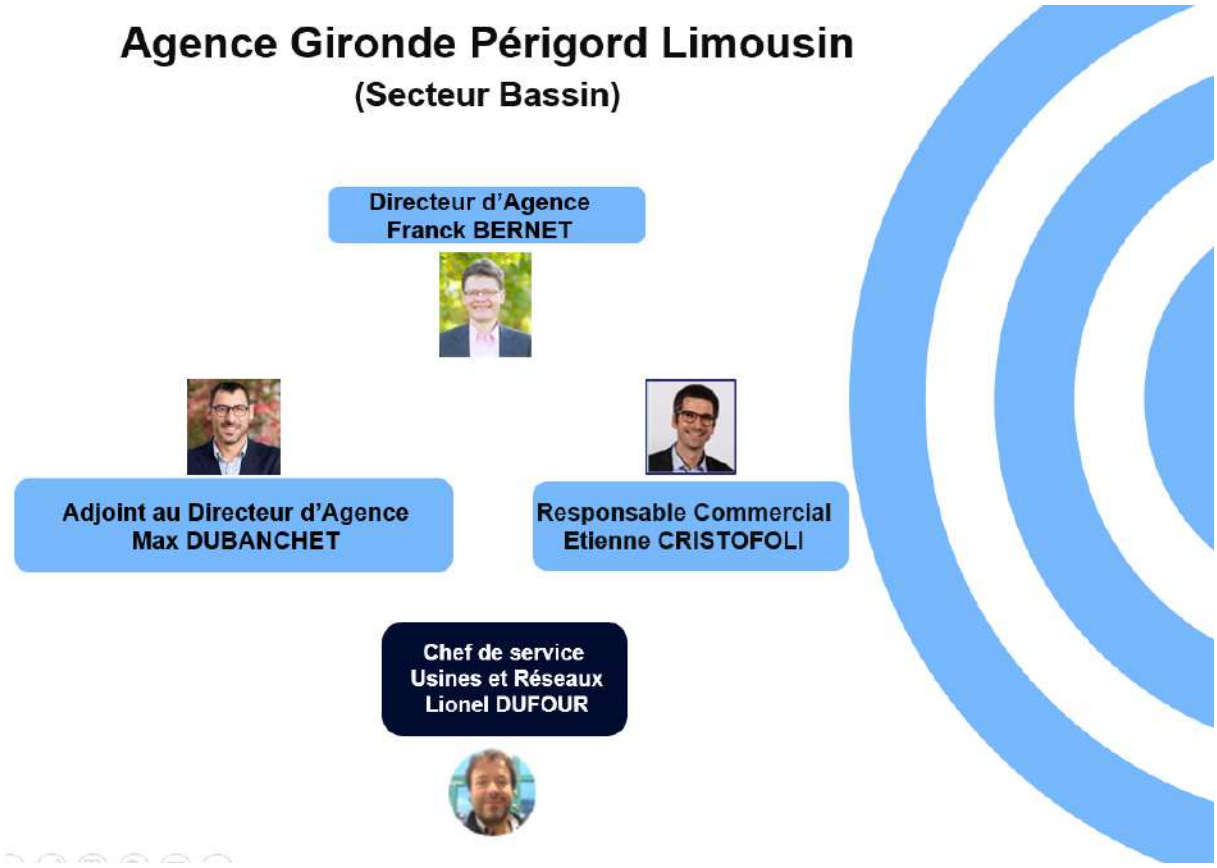
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

- Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 L'inventaire du patrimoine

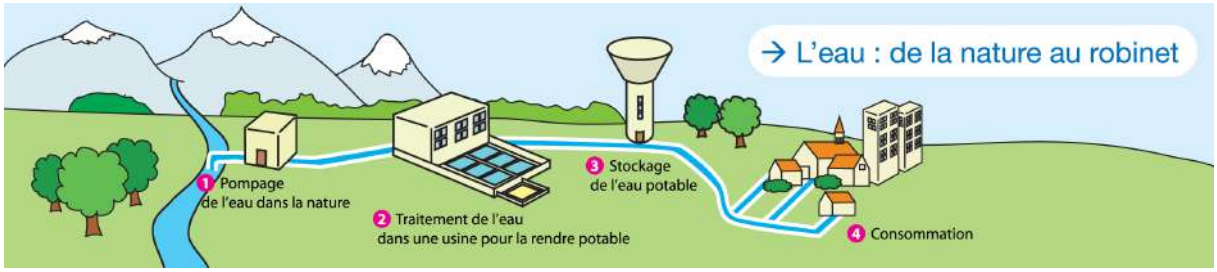
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	1974	3 000	m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	**Site**	**Volume utile**	**Unité**
AUDENGE	LE LUBEC	750	m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

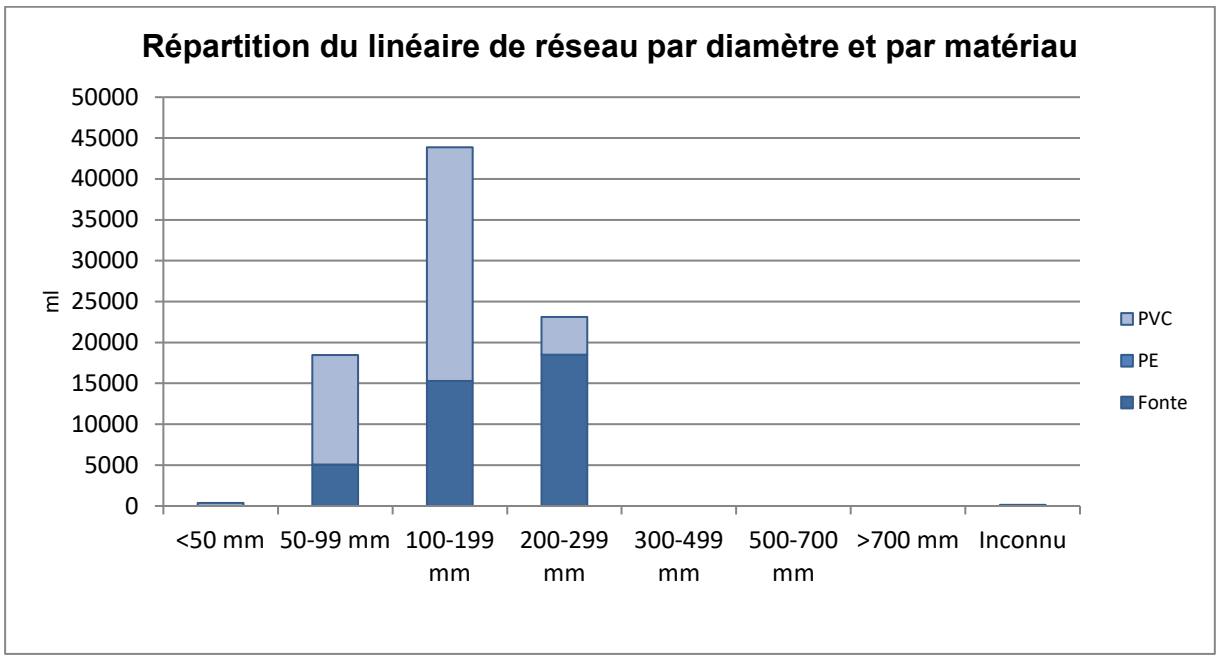
Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
AUDENGE	SURP AUDENGE	2014	240	m³/h

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)				
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**PVC**	**Total**
<50 mm	-	17	370	387
50-99 mm	5 018	62	13 372	18 451
100-199 mm	15 286	-	28 587	43 873
200-299 mm	18 516	-	4 613	23 129
Inconnu	-	-	134	134
Total	38 819	79	47 076	85 975



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	86 268
Extensions financées par des tiers	46
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	457
Régularisations de plans	- 797
Situation actuelle	85 975

En 2021 nous n'avons reçu aucun plan de recollements stipulant des travaux sur le contrat. La variation de linéaire s'explique par la correction de données (remontée terrain, correction de la base de données, recalage de réseaux en fonction de levée terrain).

Il est à noter la présence dans le SIG de réseau dit "Privé" dont nous n'avons pas l'information de rétrocession. Ce linéaire n'est pas pris en compte dans le rapport d'activité.

AUDENGE 2385.72 ml

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
AUDENGE	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	Equipements de mesure de type compteur	7	7	0,0%
AUDENGE	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	182	181	- 0,5%
AUDENGE	Régulateurs débit	1	1	0,0%
AUDENGE	Vannes	383	381	- 0,5%
AUDENGE	Vidanges, purges, ventouses	83	81	- 2,4%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	3 850	3 898	1,2%
Branchement eau potable total	3 850	3 898	1,2%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

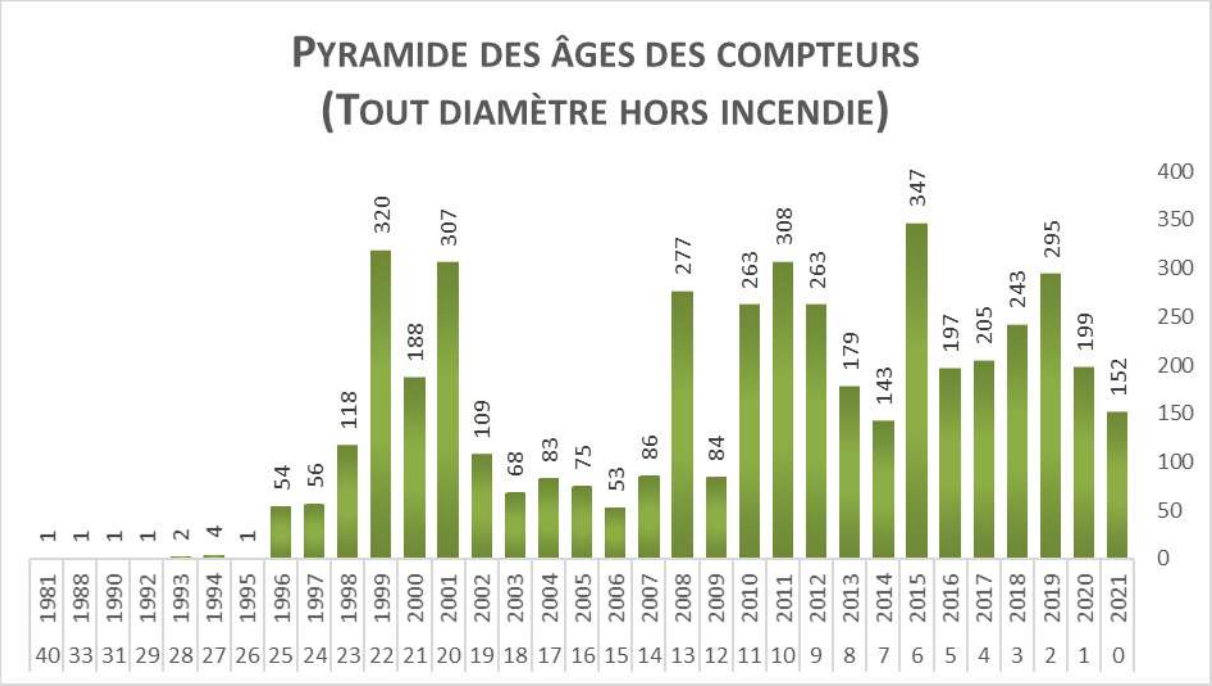
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	1 072	22	-	1 094
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1 099	30	-	1 129
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	979	36	3	1 018
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	382	5	1	388
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	1 042	1	-	1 043
Eau froide	F > 25 ans	-	11	-	-	11
Eau froide	Inconnu	2	-	-	-	2
Incendie	A 0 - 4 ans	-	1	-	-	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	-	2	2
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	2	2
Total		2	4 586	94	8	4 690

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	2	0,0%
12 à 15 mm	4 441	4 586	3,3%
20 à 40 mm	91	94	3,3%
>40 mm	8	8	0,0%
Total	4 540	4 690	3,3%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES EQUIPEMENTS DE TELERELEVE**

La télérelève – AUDENGE

DEPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE RECEPTEURS

Au 31 décembre 2021, 2 récepteurs sont installés et supervisés sur l'ensemble du territoire :



LE DEPLOIEMENT DES EMETTEURS

Au 31 décembre 2021, 66 compteurs communaux sont équipés de télérelève, soit 100%.

La télérelève des compteurs d'eau permet de faire bénéficier aux usagers de nombreux services tels que le suivi quotidien de leur consommation, la facturation sur index réel, l'alerte fuite et l'alerte surconsommation.

LA PERFORMANCE RADIO

On distingue 3 niveaux de performance :

- « Service et facturation » : le client dispose de l'ensemble des services associés à la télérelève, soit la facturation au réel et les services alerte fuite/surconsommation.

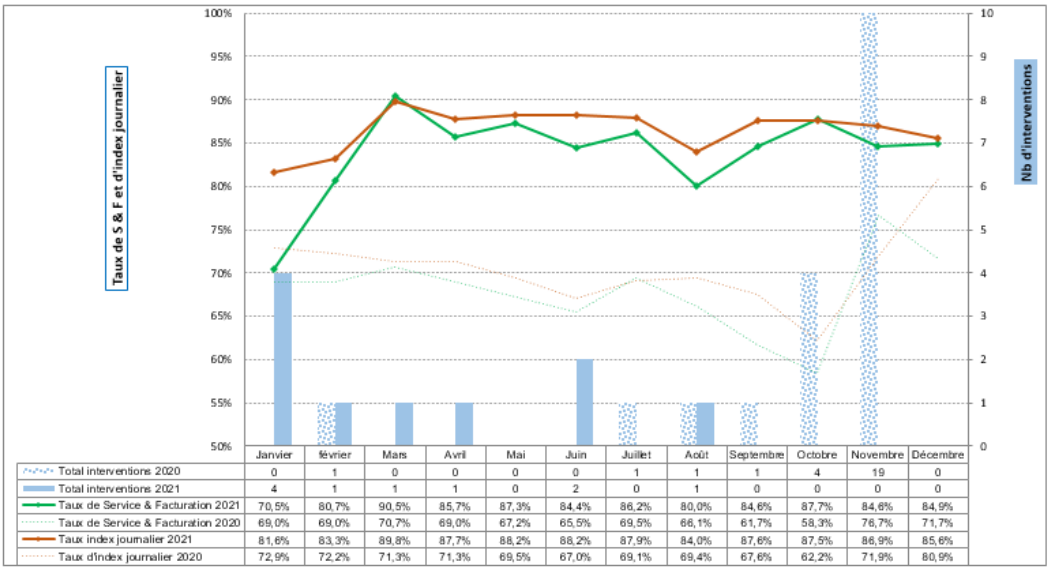
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- « Facturation » : l'émetteur ne transmet pas assez d'index pour fournir le service alerte associé à la télérelève, mais suffisamment pour avoir une facturation au réel.
- « Données insuffisantes » : la réception des index est très faible, voire nulle. Le client ne peut bénéficier ni de la facturation au réel, ni des services associés à la télérelève.

- Table de performance émetteur :

		Nb de jours avec index sur 10 jours		
		10-8	7-1	0
Nb de jours avec index sur 30 jours	30-20	S&F	F	DI
	19-5	F	F	DI
	4-0		DI	DI

Taux de service Télérelève sur 2021 :



	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total interventions 2020	0	1	0	0	0	0	1	1	1	4	19	0
Total interventions 2021	4	1	1	1	0	2	0	1	0	0	0	0
Taux de Service & Facturation 2021	70,5%	80,7%	90,5%	85,7%	87,3%	84,4%	86,2%	80,0%	84,6%	87,7%	84,6%	84,9%
Taux de Service & Facturation 2020	69,0%	69,0%	70,7%	69,0%	67,2%	65,5%	69,5%	66,1%	61,7%	58,3%	76,7%	71,7%
Taux index journalier 2021	81,6%	83,3%	89,8%	87,7%	88,2%	88,2%	87,9%	84,0%	87,6%	87,5%	86,9%	85,6%
Taux d'index journalier 2020	72,9%	72,2%	71,3%	71,3%	69,5%	67,0%	69,1%	69,4%	67,6%	62,2%	71,9%	80,9%

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

En 2021, 10 interventions de maintenance sur les équipements télérelève ont été réalisées :

compteur remplacer avec émetteur TéléR.	1
déplacement improductif	2
émetteur TéléR. poser (sans compteur)	3
émetteur TéléR. renouveler (sans compteur)	1
émetteur TéléR. reparamétrer	3
Total interventions 2021	10

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SERVICES TELERELEVE

Alertes fuite & sur-consommation, 2 alertes aux services des abonnés :

- L'alerte surconsommation : l'abonné fixe le seuil de consommation mensuelle qu'il ne souhaite pas dépasser. Un message d'alerte lui est envoyé dans le mois lorsque ce seuil est franchi.
- L'alerte fuite : Un message d'alerte est envoyé à l'abonné par mail , SMS ou à défaut par courrier lorsque SUEZ constate une consommation continue anormale pendant 4 jours consécutifs. Si la fuite est encore en cours 3 jours après la détection, une première relance est envoyée (uniquement par Mail). Si celle-ci est encore avérée 10 jours après l'envoi de la première relance (donc 13 jours après la détection), une deuxième relance est envoyée (uniquement par Mail). A noter qu'il n'y a pas d'autres relances par la suite

Pour l'année 2021 :

- **15** alertes Fuite ont été envoyées en 2021 pour **3** abonnés, soit en moyenne **5,0** alertes Fuite / abonné concerné.
- **0** alerte Surconsommation ont été envoyées en 2021

	Fuite			Total Fuite	Total général
Nombre d'alertes / Mois	COURRIER	MAIL	SMS		
Juillet	3			3	3
Août	2			2	2
Septembre	2			2	2
Novembre	2			2	2
Décembre	1	3	2	6	6
Total général	**10**	**3**	**2**	**15**	**15**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**110**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 Qualité du service



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

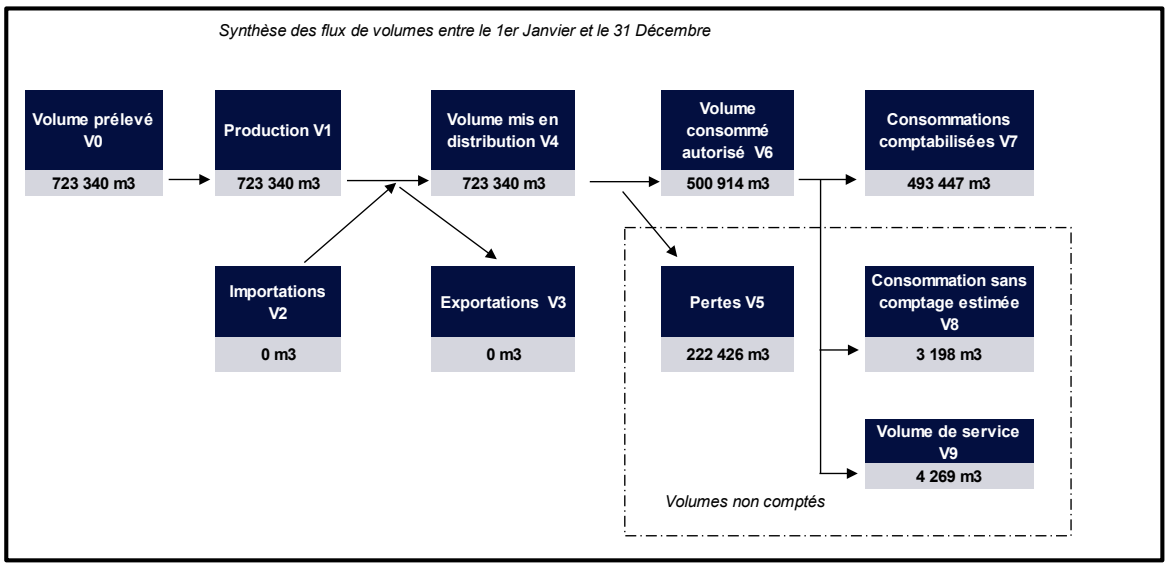
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



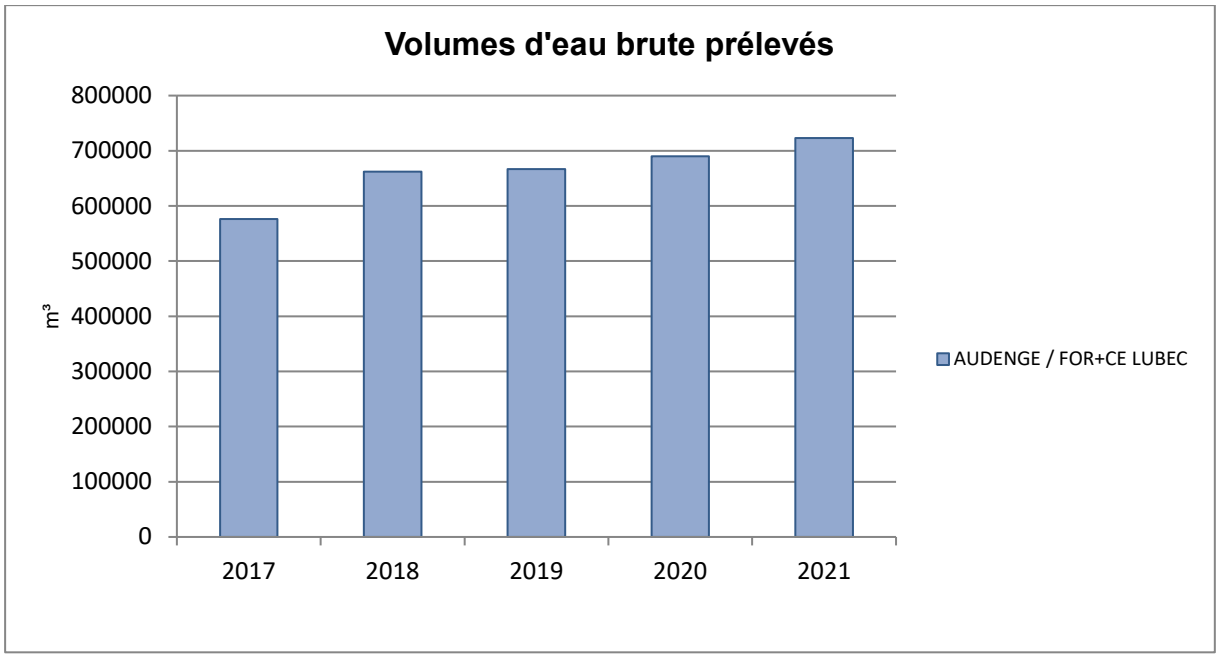
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%
Total des volumes prélevés		576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%

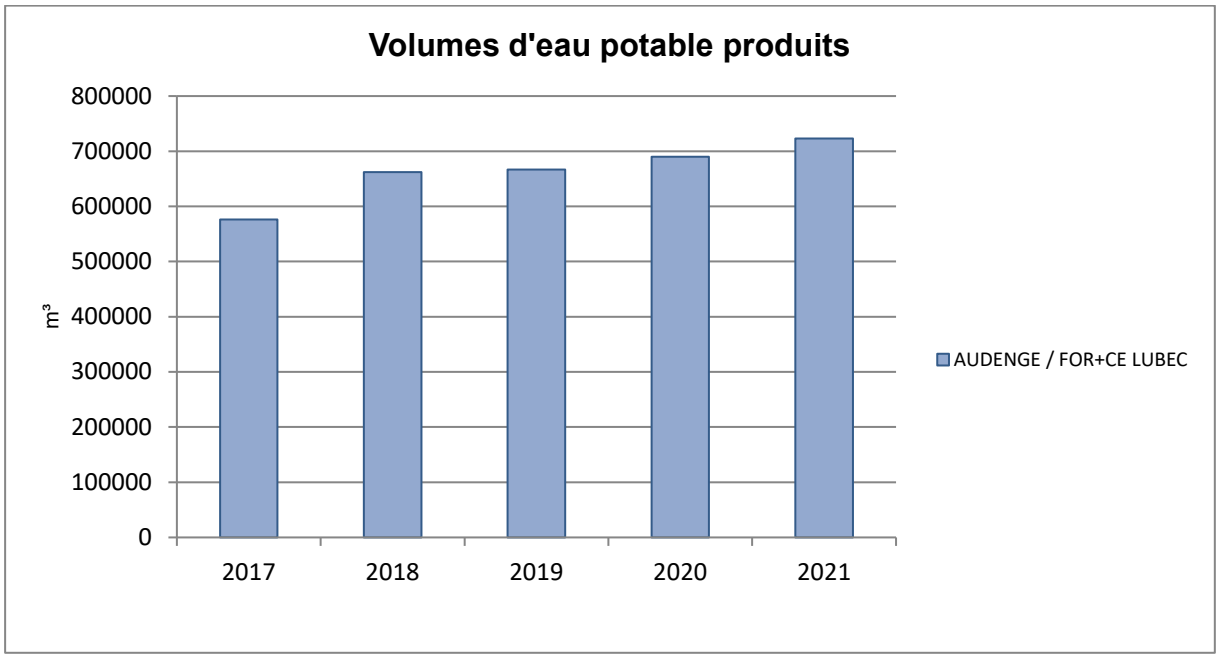
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%
Total des volumes produits		576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

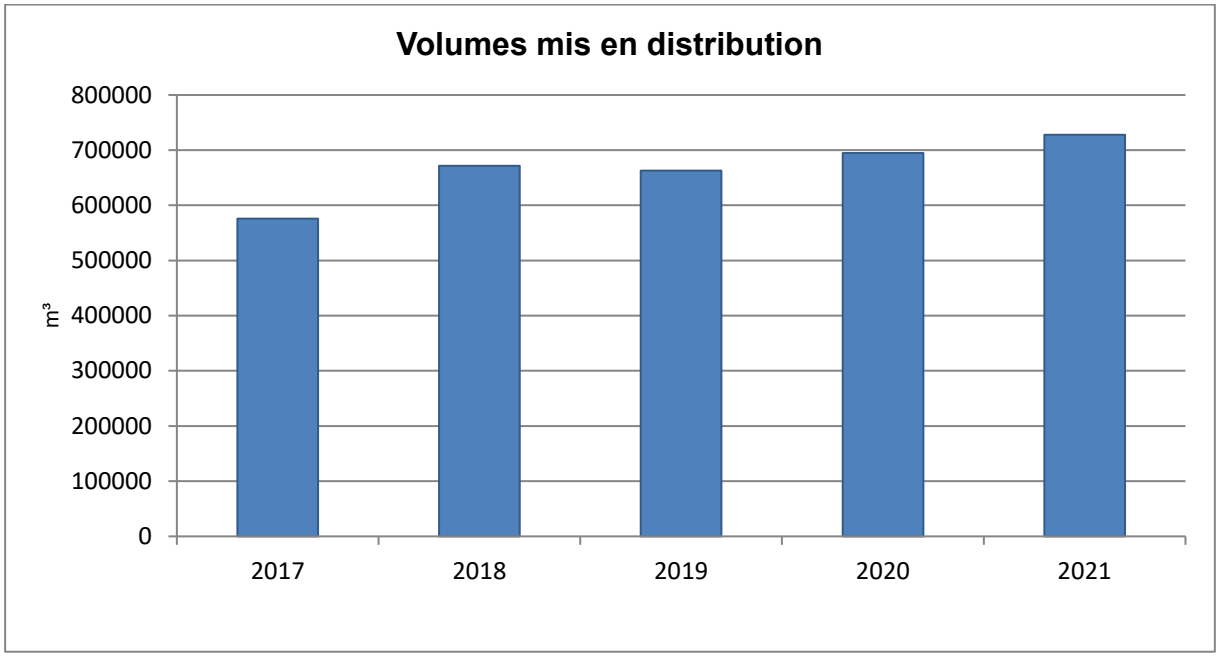
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

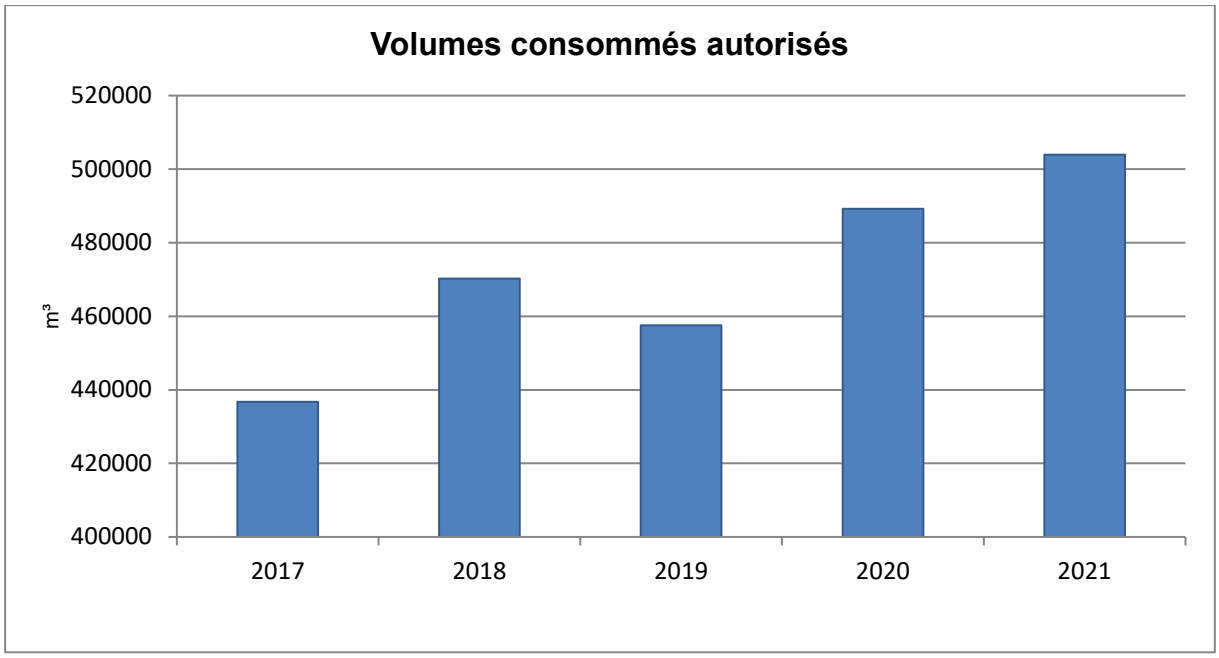
Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E")	428 998	462 544	447 913	480 657	496 436	3,3%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	428 998	462 544	447 913	480 657	496 436	3,3%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E")	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	1 878	1 878	4 398	3 438	3 198	- 7,0%
Volumes de service du réseau (G)	5 830	5 830	5 244	5 150	4 269	- 17,1%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	436 706	470 252	457 555	489 245	503 903	3,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

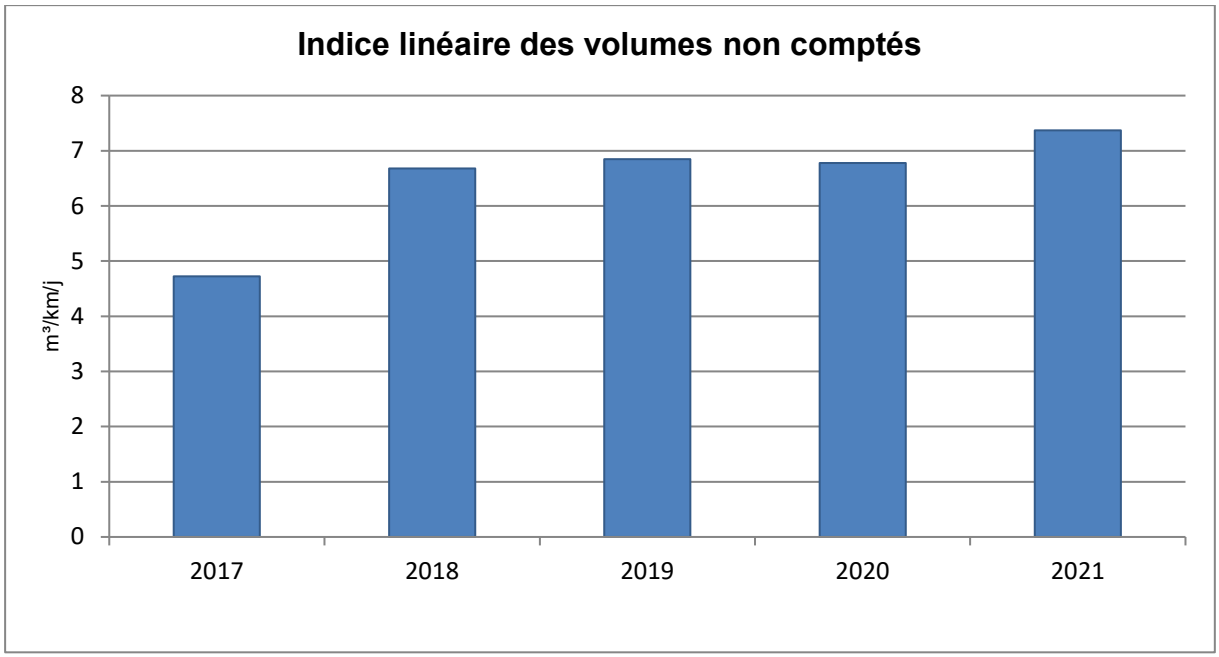
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

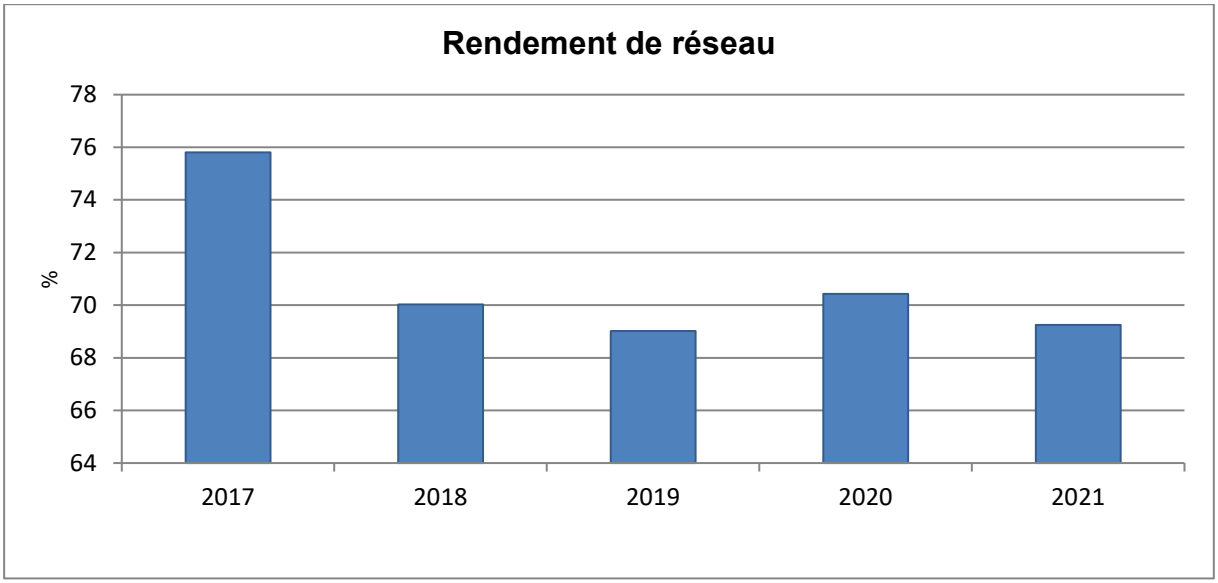
Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
Volumes comptabilisés (E)	428 998	462 544	447 913	480 657	496 436	3,3%
Volumes consommés autorisés (H)	436 706	470 252	457 555	489 245	503 903	3,0%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	139 384	201 271	205 374	205 370	223 753	9,0%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	147 092	208 979	215 016	213 958	231 220	8,1%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	85,301	85,685	86,02	86,268	85,975	- 0,3%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	4,48	6,44	6,54	6,5	7,13	9,6%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	4,72	6,68	6,85	6,78	7,37	8,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



Rendement de réseau (%)

Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes consommés autorisés (H)	436 706	470 252	457 555	489 245	503 903	3,0%
Volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable produits (A)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
dont volumes eau brute prélevés (A')	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
dont volumes de service production (A")	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	75,81	70,03	69,02	70,43	69,25	- 1,7%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	436 706	470 251,95	457 555,44	489 245,25	503 902,51	3,0%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	85,3	85,7	86	86,3	86	- 0,3%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	14	15	14,6	15,5	16,1	3,3%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0,8	0,8	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,81	68,01	67,91	68,11	68,21	0,2%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	75,81	70,03	69,02	70,43	69,25	- 1,7%

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	**14-août-21**
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP LUBEC	2632
Total	**2632**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
1	1	1	2	2	0	6	0

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau produite est captée dans la nappe de l'Oligocène par le forage de Lubec.

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Lubec	forage	1974	08266X0069	24/02/2007	19/02/2009	30/03/2009	Procédure terminée (captage public)	oui

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Lubec	04/04/2011	0	Oligocène	150	3 500	410 000	Désinfection

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	1	0	100,0%	2	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	1	0	100,0%	157	0	100,0%

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	5	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	5	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	25	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	291	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution						
		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	17	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	19	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	85	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	261	0	100,0%	0	100,0%

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :
- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	22	0	100%
Physico-chimique	9	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	225 031	260 470	266 051	256 940	259 139	0,9%
AUDENGE	SURP AUDENGE	31 672	39 050	38 069	41 524	48 273	16,3%
Total		256 703	299 520	304 120	298 464	307 412	3,0%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021
AUDENGE	SURP AUDENGE	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021

Règles générales d'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection. (Décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993)

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret mentionné ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …) ;

- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …) ;

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le document unique ne fait pas ressortir de lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	01/06/2021

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	248	1	8	257
AUDENGE	SURP AUDENGE	42	1	6	49

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	86
RDT	100
RDT-RDICT conjointe	245
Total	431

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	créés	-	1	0,0%
Appareils de fontainerie	créés	1	-	-100,0%
Appareils de fontainerie	déplacés	1	-	-100,0%
Appareils de fontainerie	renouvelés	-	2	0,0%
Appareils de fontainerie	réparés	-	10	0,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	1	3	200,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	11	14	27,3%
Branchements	créés	42	48	14,3%
Branchements	modifiés	8	4	-50,0%
Branchements	renouvelés	-	6	0,0%
Branchements	supprimés	1	-	-100,0%
Compteurs	déposés	-	4	0,0%
Compteurs	posés	162	138	-14,8%
Compteurs	remplacés	43	101	134,9%
Devis métrés	réalisés	49	60	22,4%
Enquêtes	Clientèle	179	351	96,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	1	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	8	11	37,5%
Remise en eau	sur le réseau	2	3	50,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	1	-	-100,0%
Réparations	fuite sur branchement	46	24	-47,8%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	3	7	133,3%
Autres		312	308	-1,3%
Total actes		871	1 096	25,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	-	-	18	0	- 100,0%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	-	37 063	34 638	9 434	0	- 100,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients

Désignation	2021
Particuliers	4 223
Collectivités	63
Professionnels	133
Total	4 419

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	4 238	4 382	3,4%
Autres abonnés	12	37	208,3%
Total	4 250	4 419	4,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	362 360	357 308	362 418	391 204	419 429	7,2%
Volumes vendus aux collectivités	9 936	10 656	11 195	12 210	13 538	10,9%
Volumes vendus aux professionnels	44 120	37 240	34 976	30 828	46 861	52,0%
Volumes vendus aux autres clients	0	2 272	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	416 416	407 476	408 589	434 242	479 828	10,5%

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs	
Désignation	**2021**
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	38 960
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	22 368
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	61 328

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.5 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	2 223
Courrier	277
Internet	526
Visite en agence	26
Total	3 052

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	794	4
Facturation	253	199
Règlement/Encaissement	525	20
Prestation et travaux	16	-
Information	1 189	-
Dépose d'index	147	-
Technique eau	128	114
Total	3 052	337

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	3 677	3 591	-2,3%
Nombre d'abonnés mensualisés	2 572	2 686	4,4%
Nombre d'abonnés prélevés	498	479	-3,8%
Nombre d'échéanciers	95	76	-20,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	8 737	9 720	11,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	306	333	8,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	120	119	-0,8%
Nombre total de factures comptabilisées	9 163	10 172	11,0%

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement	
Désignation	**2021**
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	35 365,46
Créances irrécouvrables (€)	11 878,29
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	13 144,08
CA TTC hors travaux de l'année N -1	707 352,66
Taux de créances irrécouvrables (%)	1,52
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,86

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	13	5	- 61,5%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	8	1	- 87,5%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	539,59	341,65	- 36,7%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	510,45	323,84	- 36,6%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	333,26	193,83	- 41,8%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	510,4511	323,84	- 36,6%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0011	0,0007	- 36,4%

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	18	25	38,9%
Volumes dégrévés (m³)	9 560	7 702	- 19,4%

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :
«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…
Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

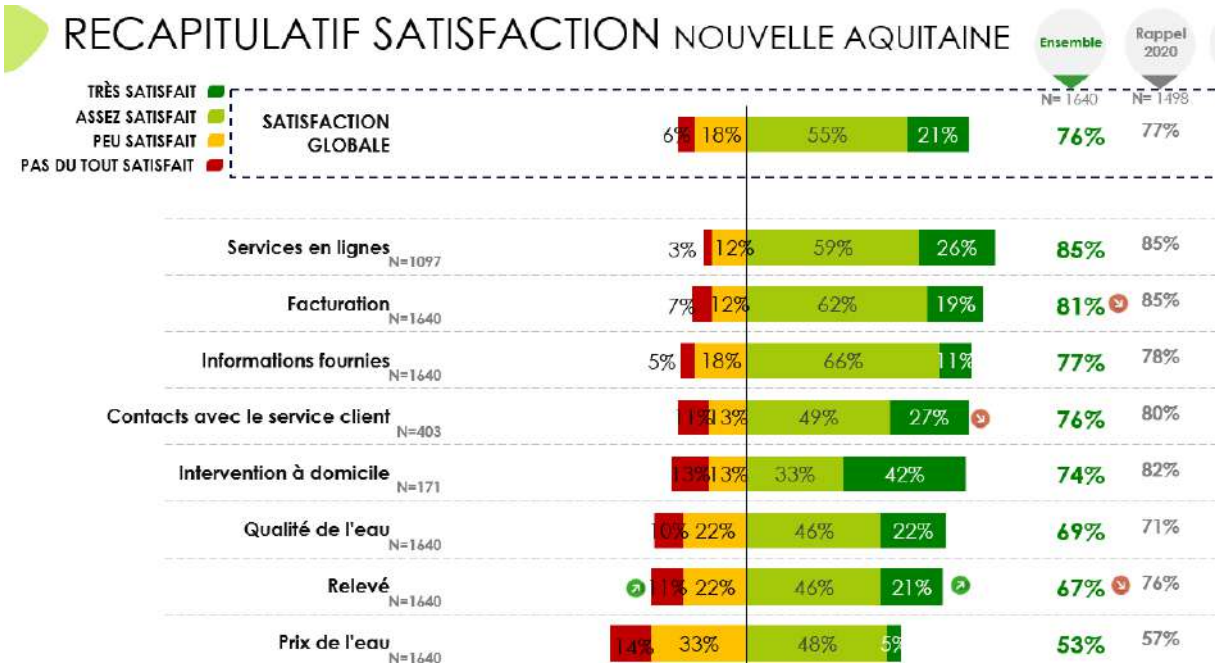
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

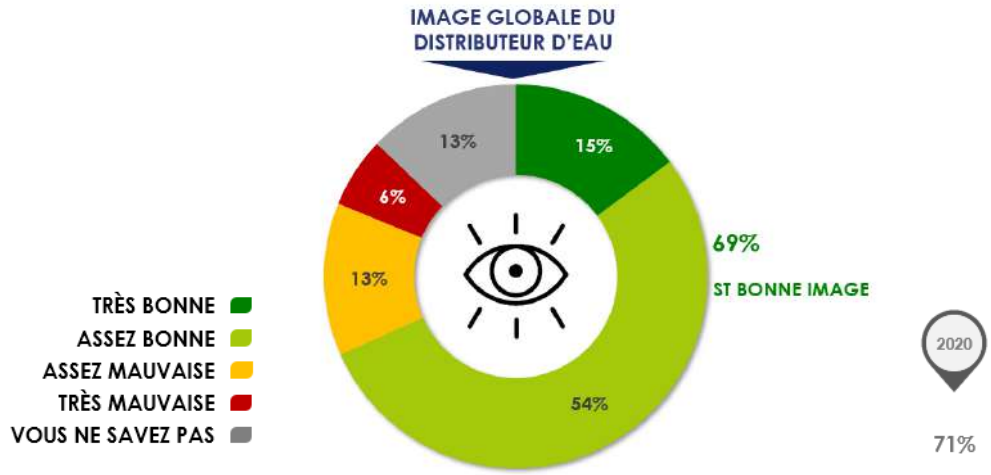
> Stabilité de la satisfaction clients :
Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau
69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

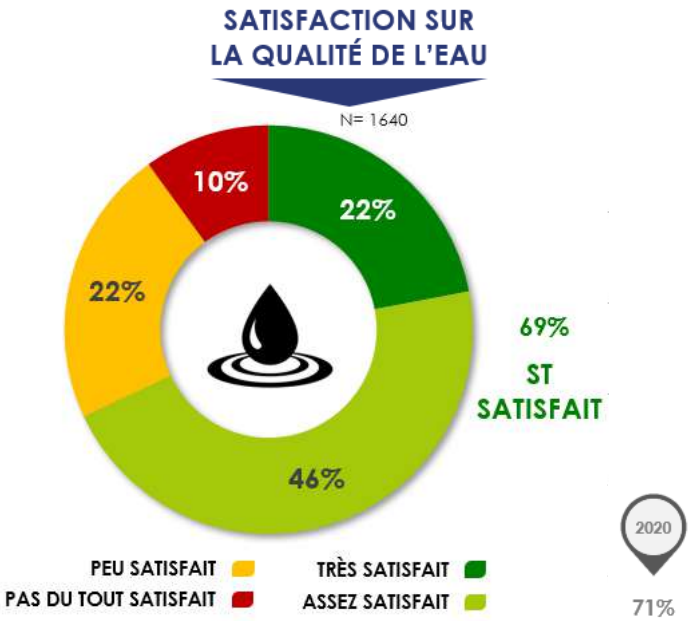
- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau
69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.

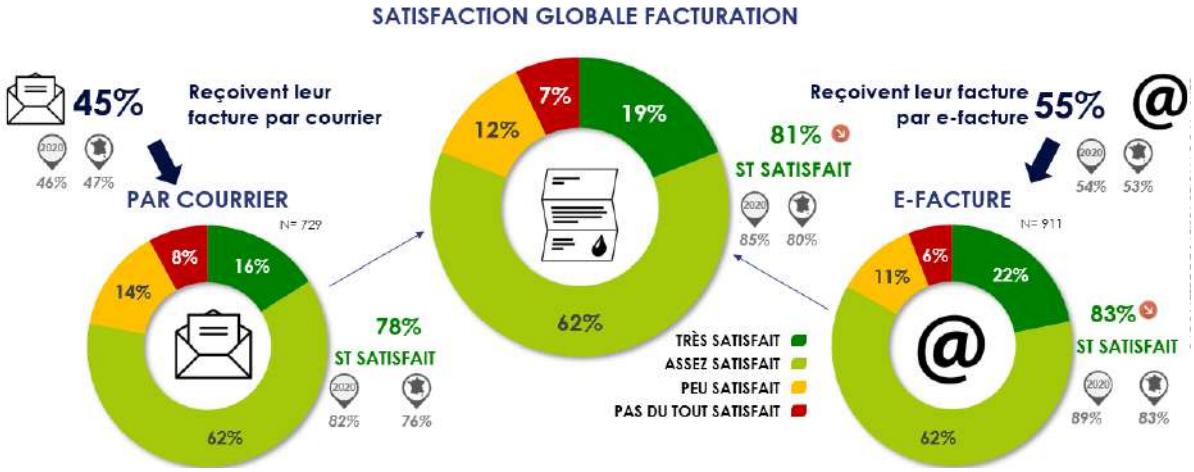


>La relève
Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.
En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**
A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m³ qui peut comporter des tranches tarifaires.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,46	32,92	1,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,61767	0,627	1,5%
Taux de la partie fixe du service (%)	30,46%	30,44%	- 0,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,40133	1,37292	- 2,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,32817	1,30133	- 2,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	20,46	20,92	2,2%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,4077	0,417	2,3%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	12	12	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,21	0,21	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,11	0,07	- 36,4%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0732	0,0716	- 2,2%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**763 392**	**828 723**	**8,6%**
Exploitation du service	317 594	369 689	
Collectivités et autres organismes publics	332 974	348 516	
Travaux attribués à titre exclusif	70 655	62 460	
Produits accessoires	42 169	48 058	
CHARGES	**819 243**	**851 351**	**3,9%**
Personnel	165 462	179 737	
Energie électrique	30 715	29 945	
Produits de traitement	2 463	1 864	
Analyses	3 289	2 902	
Sous-traitance, matières et fournitures	91 898	86 881	
Impôts locaux et taxes	3 228	2 582	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	93 748	99 753	
• télécommunication, postes et télégestion	6 505	7 582	
• engins et véhicules	9 740	9 212	
• informatique	53 071	58 203	
• assurance	1 800	2 160	
• locaux	5 520	4 425	
Ristournes et redevances contractuelles	6 252	5 496	
Contribution des services centraux et recherche	14 204	15 847	
Collectivités et autres organismes publics	332 974	348 516	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	9 194	9 332	
• programme contractuel	6 703	6 837	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	14 983	15 282	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	32 477	34 028	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	3 573	3 507	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	8 080	8 842	
Résultat avant impôt	**-55 850**	**-22 628**	**59,5%**
RESULTAT	**-55 850**	**-22 628**	**59,5%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**763 392**	**828 723**	**8,6%**
Exploitation du service	317 594	369 689	16,4%
• Partie fixe facturée	90 449	96 839	
• Partie proportionnelle facturée	225 049	260 303	
• Variation de la part estimée sur consommations	2 096	12 546	
Collectivités et autres organismes publics	332 974	348 516	4,7%
• Part Collectivité	144 426	152 957	
• Redevance prélèvement	47 683	42 388	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	140 864	153 170	
Travaux attribués à titre exclusif	70 655	62 460	-11,6%
• Branchements	70 655	62 460	
Produits accessoires	42 169	48 058	14,0%
• Facturation et recouvrement de la redevance	15 457	15 944	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 566	2 706	
• Autres produits accessoires	24 147	29 408	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

VI. ANNEXES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 419,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	782,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	171,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	86,00
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 419,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 419,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	86,00
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	181,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	5 176,60
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 419,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	723 340,00
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	5 442,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	146,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 419,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-37 801,58
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	480 206,79
Charges logistique	Sortie de stock	-12 971,01
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-203 008,15
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-114 506,04
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	480 206,79
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	62 460,15

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,57% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,47% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Audenge	**FAC - Afferm. Eau**	04	30/04/2021	186,27
COBAN - Audenge	**FAC - Afferm. Eau**	07	30/07/2021	1 144,76
COBAN - Audenge	**FAC - Afferm. Eau**	10	29/10/2021	348,96
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	04	30/04/2021	70 901,88
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	07	30/07/2021	11 057,20
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	10	29/10/2021	61 327,48
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	01	29/01/2021	3 387,18
COBAN - Audenge	**Fonds Eco Citoyen**	03	15/03/2021	1,26
COBAN - Audenge	**Fonds Eco Citoyen**	09	15/09/2021	65,10
COBAN - Audenge	**Fonds social Eau**	05	14/05/2021	2 143,40
COBAN - Audenge	**Fonds social Eau**	09	15/09/2021	1 556,97

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	0,9%	2,0%	129,3%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	38	90	136,8%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	4441	4588	3,3%
20 à 40 mm remplacés (%)	1,1%	1,1%	-3,2%
- 20 à 40 mm remplacés	1	1	0,0%
- 20 à 40 mm Total	91	94	3,3%
> 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- > 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- > 40 mm Total	8	8	0,0%
Age moyen du parc compteur	10,9	12	10,2%

4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Télérelèves	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	- 5 984,87
Réseaux	23,73
Branchements	3 210,65
Compteurs	7 281,72
Total	4 531,23

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	12 476,13	10 792,23	4 007,92	31 344,55	4 531,23

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4.2 Le remplacement en domaine privé

Le remplacement en domaine privé	
Opération	**Dépenses comptabilisées ()**
Installations	0
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	5 397,22
Télérelèves	0
Total	5 397,22

4.4.3 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	0
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	0

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

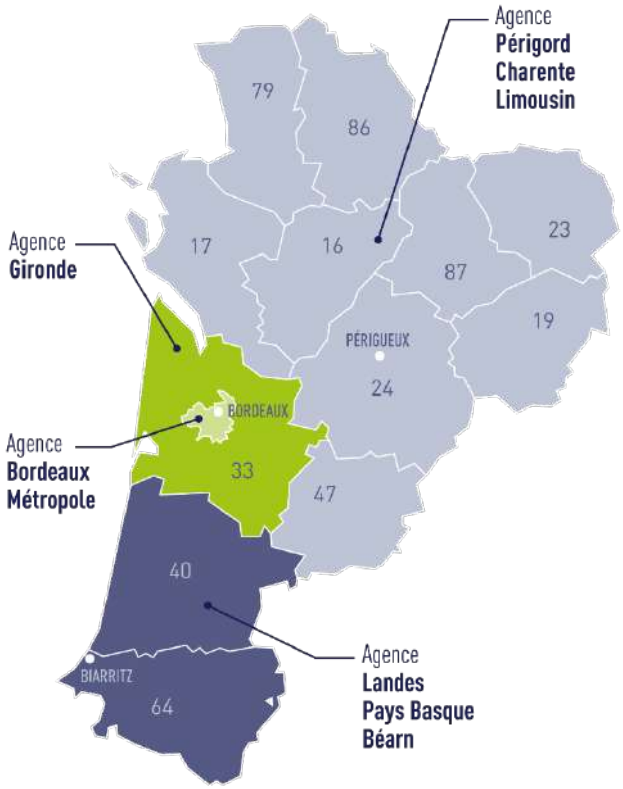
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

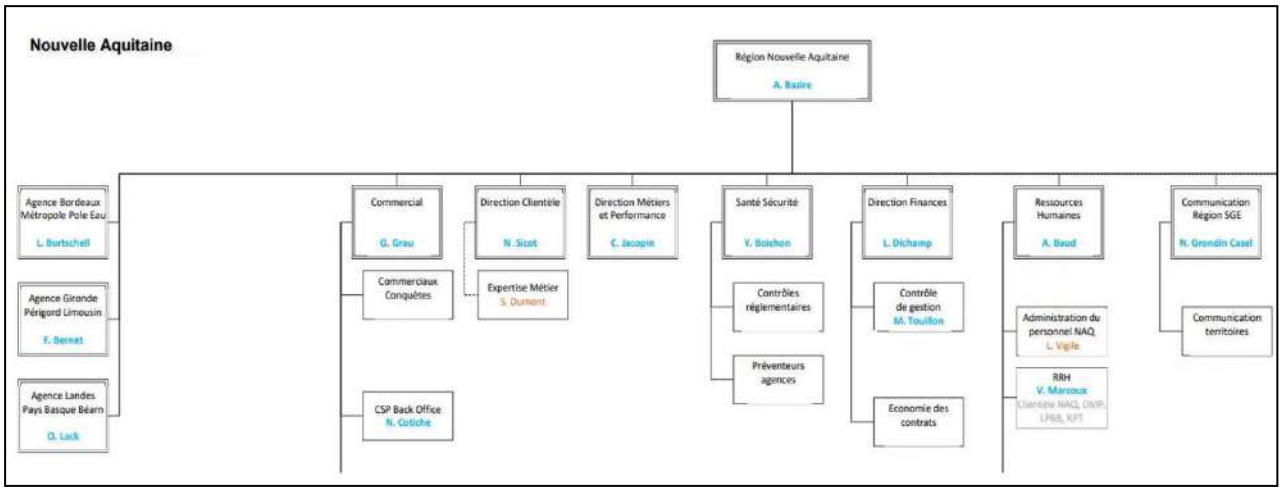
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

5.1.3 Nos moyens humains

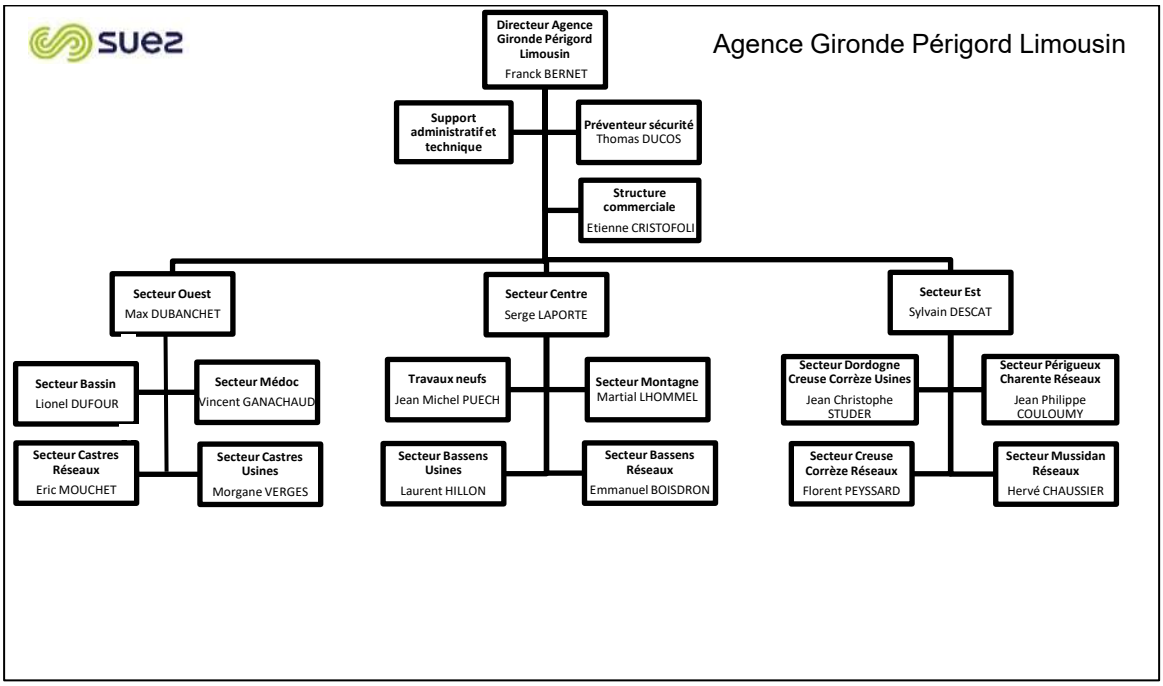
L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.4 Nos moyens matériels



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise





5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

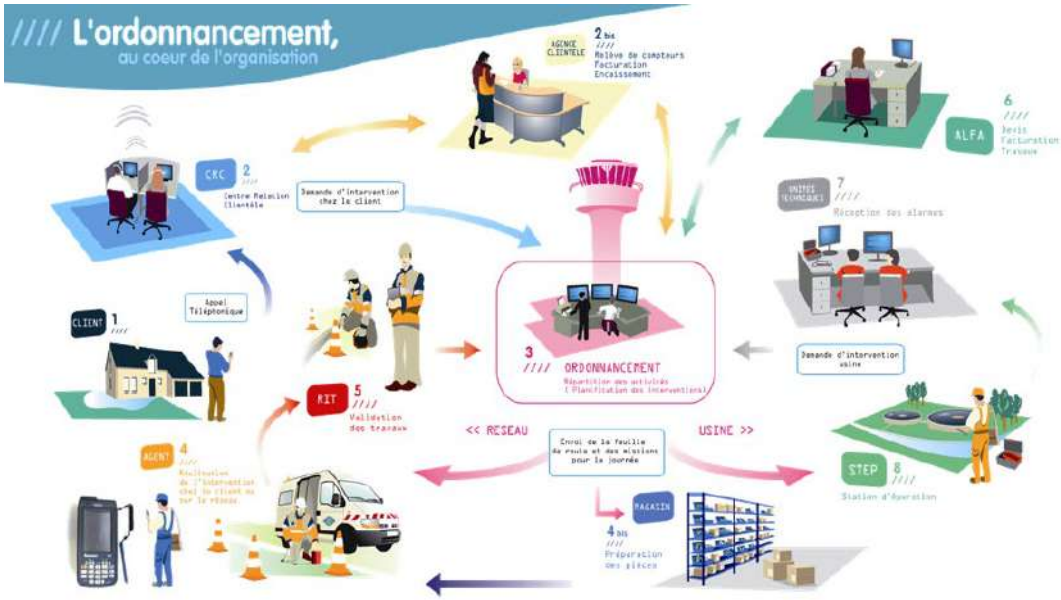
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2 La relation clientèle

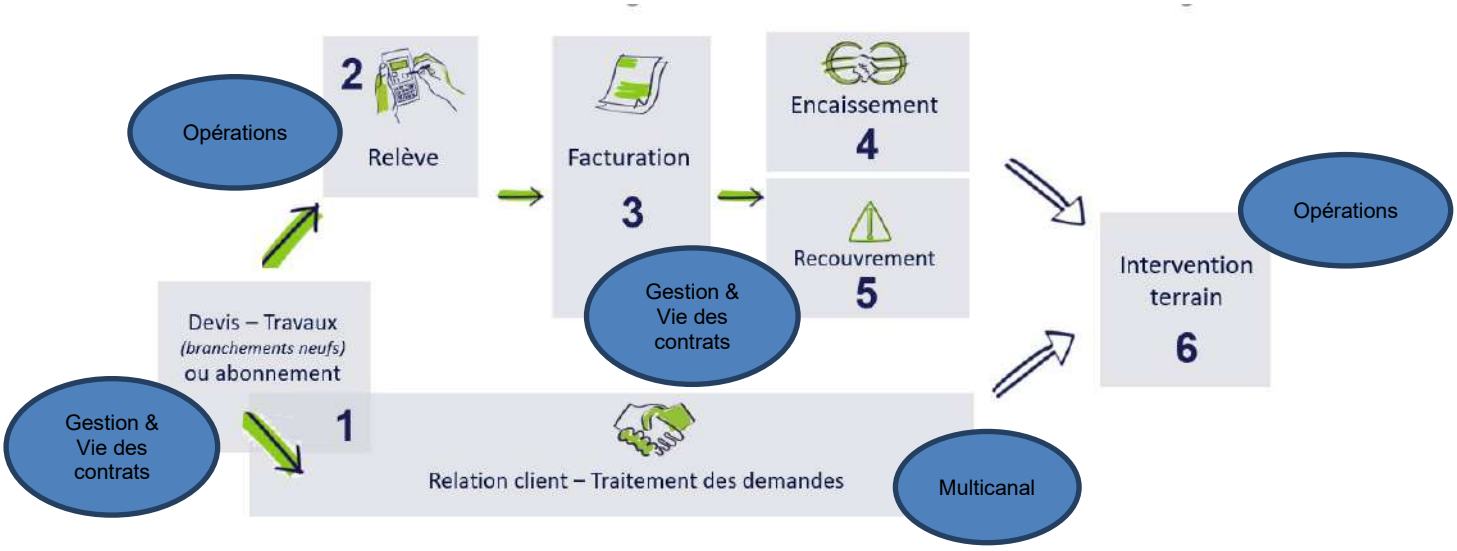
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
- un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :

- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4) **Amélioration de la qualité relationnelle par :**
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :
- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

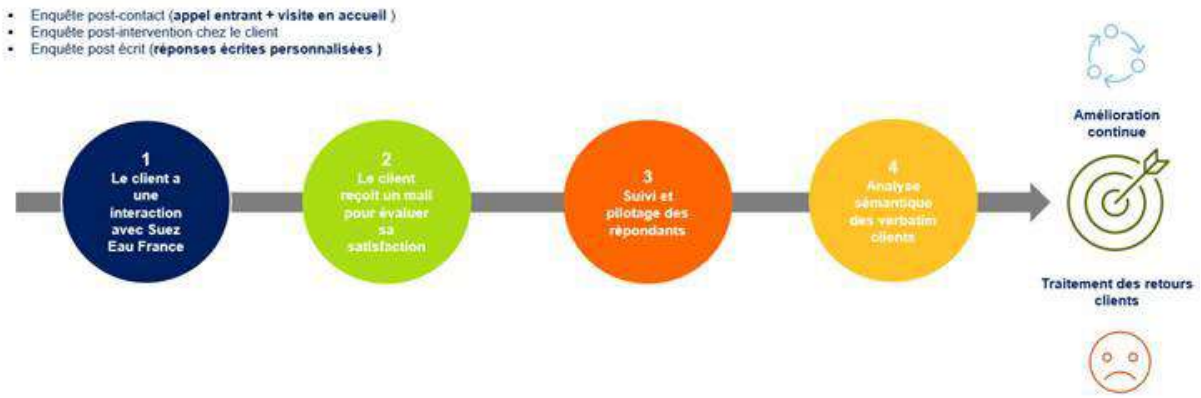
1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :
- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :
- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat reste valable sous réserve qu'il soit accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028376

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels ; entretien et dépollution de plans d'eau ; gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graat

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

UKAS

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

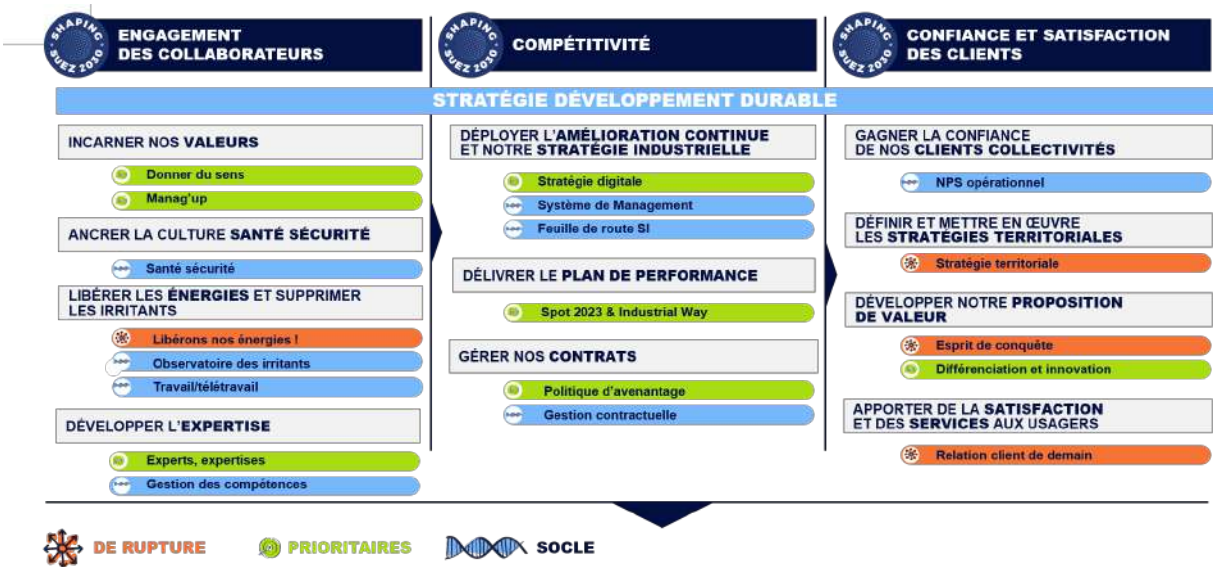
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des annexes

AUDENGE 8400

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Détail des investissements eau
- Eau de service et eau livrée sans comptage
- Etat des remises pour fuites
- Facture 120m3 eau
- Fiche tarifaire
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.	410034607

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY



** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*
*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA
https://www.infogreffe.fr/cont

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : AUDENGE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

AUDENGE

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0011

000375

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 21 analyses bactériologiques et 21 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

L'eau distribuée sur la commune d'AUDENGE provient d'un forage profond "LUBEC" captant la nappe de l'Oligocène. Ce forage est doté de périmètres de protection. L'eau subit un traitement d'aération et de désinfection avant sa distribution sur le réseau. Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable" a été transféré e à la Commmunauté d'agglomération de Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitatio n de la production et de la distribution des eaux sur la commune.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire. Valeur moyenne : 9,79 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,14 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES CONTACTS

AUDENGE - 8400				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	323		323
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	55		55
Demande de prestation	SERV - SERVICES	10		10
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	6		6
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	191		191
Demande d'information	ABON - SRU	2		2
Demande d'information	AUTRE	40		40
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	70		70
Demande d'information	ENCA - SEPA	2		2
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	136		136
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	97		97
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	15		15
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	2		2
Demande d'information	FACT - FACTURE	376	1	377
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	6		6
Demande d'information	QUAL - CALCAIRE	1		1
Demande d'information	QUAL - CHLORE	1		1
Demande d'information	QUAL - COULEUR	1		1
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	3		3
Demande d'information	QUAL - QUALITE	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	1		1
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	40		40
Demande d'information	SERV - eFACTURE	6		6
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	1		1
Demande d'information	SERV - SERVICES	3		3
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	19		19
Demande d'information	TECH - CHANTIER	20		20
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	77		77
Demande d'information	TECH - RELEVE	70		70
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	6		6
Départ client	ABON - ABONNEMENT	211		211
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	73		73
Dépose d'index	TECH - RELEVE	147		147
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		4	4
Facture	FACT - FACTURE		198	198
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	5		5
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	14		14
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	369		369
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	183		183
Règlement	ENCA - REGLEMENT	131	20	151
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		114	114
Total		2 715	337	3 052

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour AUDENGE-Délégation de Service Public-Eau

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	-5 985

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
AUDENGE-FOR+CE LUBEC-RVT-ARMOIRE GENERAL BT	*10 469*	*-8 107*
Garantie d'objectif		
AUDENGE-FOR+CE LUBEC-RVT-ANALYSEUR DE CHLORE		*2 122*

RESEAUX	24

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
AUDENGE--RVT-ACCESSOIRES RESEAU	*24*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	10 492

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
AUDENGE--RVT-BRANCHEMENTS ORDINAIRES	*3 211*
AUDENGE--RVT-CONCENTRATEUR ET ANTENNE CE LUBEC	*7 282*

REMPLACEMENT (domaine privé)

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	5 397

Libellé chantier	Montant N
Domaine privé	
AUDENGE--RVT-COMPTEURS	*5 397*

Contrat : 8400

Bassin

Total année 2021	9 928

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CONTRAT DE : AUDENGE 8400

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	875
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1200
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	144
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2050
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**4269**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités	154	1078
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			0
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			1320
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**2398**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			400
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			100
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**500**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur (forains)			300
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			0
- utilisation par gens du voyage			0
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**300**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**3198**

Commentaires:

6 purges qualité, 1 interventions accessoires et 8 purges suite casse canalisations
22 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 1320 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

AUDENGE - 8400				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU TESSILLAT	1 168
33019	AUDENGE	Particulier	RUE LUCASSON	904
33019	AUDENGE	Particulier	BOULEVARD GAMBETTA	858
33019	AUDENGE	Particulier	PLACE PIERRE LOTI	830
33019	AUDENGE	Particulier	CHEMIN DE LA HOUDINE	782
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU MOULIN	589
33019	AUDENGE	Particulier	ROND POINT NUMA BEZIAN	478
33019	AUDENGE	Particulier	LOT BOIS DE MERMOZ	329
33019	AUDENGE	Particulier	PLACE DU MARCHE	264
33019	AUDENGE	Particulier	RUE LAMARTINE	253
33019	AUDENGE	Particulier	PISTE 209	236
33019	AUDENGE	Particulier	ROND POINT GAMBETTA	190
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU PASSADUY	153
33019	AUDENGE	Particulier	ROUTE DE BORDEAUX	125
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES RESINIERS	93
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES PANTAYRES	78
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES BIRETES	78
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES BECASSINES	69
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES MOUETTES	69
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES HUTTIERS	66
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU MARECHAL FOCH	54
33019	AUDENGE	Particulier	ROUTE DE BORDEAUX	28
33019	AUDENGE	Particulier	CHEMIN DE LA HOUDINE	5
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES HUTTIERS	3
Total général				**7 702**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Facture 120m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

réf. client : [illegible]
identifiant * : 9237
facture n° : F120-01Z5319

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 117
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - Service Clients
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

MME M AUDENGE EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33980 AUDENGE

Service de l'eau d' Audenge

SPECIMEN 120 M3 — 12 Janvier 2022

	m³	prix m³**	montant TTC
Votre abonnement			34,73 €
Votre consommation	120 m³	1,08 €	130,02 €

Net à payer 164,75 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 13 janvier 2022
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
** Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Distribution de l'eau : 75 %
Organismes publics : 25 %

Adresse desservie :
MME M AUDENGE EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN RAD
33980 AUDENGE

Date et Lieu Signature

MME M AUDENGE EAU 120 M3
RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33980 AUDENGE

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP50219798F120-01253191000000000

Montant : 164,75 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 10019
41976 BLOIS CEDEX 9

219782185022

502197010469 0098F120-01253191000000000916105 16475

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0125319-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU					
ABONNEMENT					
Part Suez Eau France du 01/01/2022 au 01/01/2023	2	10,46	20,92	5,5	
Part Ville d'Audenge du 01/01/2022 au 01/01/2023	2			0,0	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	2	6,00	12,00	5,5	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France				0,0	
T1 de 0 M3 à 40 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	40 m³	0,2810	11,24	5,5	
T2 de 40 M3 à 150 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	80 m³	0,4850	38,80	5,5	
Préservation des ressources en eau du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,07	8,40	5,5	
Part COBAN				0,0	
T1 de 0 M3 à 40 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	40 m³	0,15	6,00	5,5	
T2 de 40 M3 à 150 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	80 m³	0,24	19,20	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			39,60		41,78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			156,16		
MONTANT TVA (5.5 %)			8,59		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					164,75
Net à payer					**164,75 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 60002 - 36400 LA CHATRE en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

TREL598F00F120-0125319000164754N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 2476804736).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Fiche tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ
Direction Territoriale et du Développement
63 rue Jean Briaud
33700 MERIGNAC

Mérignac, le 4 janvier 2022

COMMUNE D'AUDENGE

HISTORIQUE:
Contrat de délégation par Affermage du Service d'Eau Potable au 1er janvier 2010
Fin du contrat au 31 décembre 2022
Délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2009
Transfert de la compétence Eau à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) au 1er janvier 2020
Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 15 décembre 2021

Tarif de l'EAU

PARTIE FIXE ANNUELLE :

Pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 - Facturation sur relève de janvier 2022
Pour la période du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022 - Facturation d'acompte de juillet 2022
D'avance et prorata temporis

				Prix TTC*
EAU	SUEZ	15 mm	20,93	**22,08**
		20mm	31,40	**33,13**
		30mm	104,67	**110,43**
		40mm	188,41	**198,77**
		60mm	251,21	**265,03**
		80mm	314,01	**331,28**
		100mm	418,68	**441,71**
	COLLECTIVITE	12,00		**12,66**

* Tva à 5,5 %

			Prix TTC**
FAS*	sans déplacement d'agent	40,71	**44,78**
	avec déplacement d'agent	81,41	**89,55**

* Frais d'accès au service
** Tva à 10 %

CONSOMMATIONS (prix au mètre cube) : Prorata au 1er janvier 2022 (Part SUEZ)

SUEZ			COLLECTIVITE			AGENCE DE L'EAU		TVA	PRIX M3 TTC*
de 0 à 40	de 41 à 150	> à 150	de 0 à 40	de 41 à 150	> à 150	Préservation des ressources	Pollution		
0,281	0,485	0,991	0,150	0,240	0,300	0,0700	0,330	0,0457	**0,8767**

* Tva à 5,5 %

CALCUL ET EVOLUTION DU K :

K = 0,15 + 0,48 ICHT-E / ICHT-Eo + 0,04 351001 / 351001o + 0,26 FD / FDo + 0,07 TP10A / TP10Ao

Indices	Pondération	valeurs de base	valeurs connues au 01/01/2022	Coefficient de raccordement	Calculs intermédiaires	Source
Fixe	0,1500				0,1500	
ICHT-E	0,4800	143,0	122,8	1,4300	0,58944	MTPB n°6161 du 15 octobre 2021 (valeur juin 2021)
010534763	0,0400	105,2	127,4	1,2701	0,06152	MTPB n°6172 du 31 décembre 2021 (valeur novembre 2021)
FD	0,2600	111,1	105,4	1,1254	0,27759	MTPB n°6171 du 24 décembre 2021 (valeur septembre 2021)
TP10A	0,0700	122,3	116,2	1,2701	0,08447	MTPB n°6171 du 24 décembre 2021 (valeur septembre 2021)
			Valeur du K		**1,1630**	
			K période précédente		1,1369	
			Evolution		**2,30%**	

LEMA (Loi sur l'Eau et les Millieux Aquatiques) :
% de partie fixe eau (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) < 30% 30,4%

VISA	VISA
Gestionnaire Prix Le 4 janvier 2022 Léa DI STEFANO	Chef de service Visé le 4 janvier 2022 Véronique GUILLOU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	14/01/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	14/01/2021	RUE DES PANTAYRES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/01/2021	RUE DU MARECHAL GALLIENI	AUDENGE	1
AUDENGE	**voirie enquêter problème**	14/01/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	05/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter équipement**	18/01/2021	ZONE ARTISANALE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	04/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ROND POINT DES ALOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	04/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	05/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	05/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	18/01/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	05/01/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau purger**	05/01/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	15/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	15/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/01/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR reparamétrer**	18/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	05/01/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	18/01/2021	RUE DES PESSALLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	15/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	06/01/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	09/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	19/01/2021	RUE DU MARECHAL MASSENA	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	06/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	06/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	06/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	19/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	18/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	19/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	5
AUDENGE	**compteur poser**	06/01/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	20/01/2021	ALLEE DE BOISSIERES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	10/02/2021	RESIDENCE DU BETEY	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	19/01/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	19/01/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/03/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/03/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	08/01/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	11/01/2021	RUE DES PANTAYRES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/01/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/01/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	21/01/2021	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	20/01/2021	RUE ARAGO	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	19/01/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	08/01/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	21/01/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	21/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	21/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	10/02/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau purger**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	22/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	10/02/2021	RUE DES OISEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	10/02/2021	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	10/02/2021	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	08/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	11/02/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	11/01/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	11/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	12/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/01/2021	RUE GALINEY	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	13/01/2021	RUE DES MOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	25/01/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	22/01/2021	RUE ARAGO	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	10/02/2021	CHEMIN D AYGUEMORTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	11/02/2021	RUE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	08/03/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	28/01/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	14/01/2021	RUE DES PANTAYRES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	09/03/2021	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	11/02/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**voirie enquêter problème**	10/03/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	29/01/2021	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	13/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	13/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur enquêter**	27/01/2021	RUE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	01/02/2021	RUE DES GRAHUDES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	01/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	01/02/2021	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	01/02/2021	LIEU DIT LUBEC	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	01/02/2021	RUE DU PAS DE LA SOCQUE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur déposer**	28/01/2021	RUE DE GRAVEYRON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur déposer**	28/01/2021	RUE DE GRAVEYRON	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur enquêter**	12/02/2021	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	29/03/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	31/03/2021	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	29/03/2021	Réseau gravitaire	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	02/02/2021	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur radio poser (sans compteur)**	01/02/2021	RCE PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	09/04/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ZONE ARTISANA EXTENSION I	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	10/03/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	01/04/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	02/04/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	09/03/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	01/02/2021	RUE DES OISEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	01/02/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	01/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	02/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	15/02/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	02/02/2021	RUE DE LA HOURCADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	29/03/2021	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	09/04/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	08/04/2021	_	AUDENGE	2
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	09/04/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	08/02/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	08/02/2021	RUE DES SANGS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	15/02/2021	CHEMIN DE NOTS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	02/02/2021	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter fuite	02/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	07/04/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter fuite	01/04/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter fuite	06/04/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	05/02/2021	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	vanne inspecter - manoeuvrer	02/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	5
AUDENGE	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	13/04/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	15/04/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	15/04/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	15/04/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE BERTRAND DE GOTH	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	CHEMIN DU BERGEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/04/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter fuite	19/02/2021	RUE DE L ARBRE D OR	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	**17/02/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	**25/02/2021**	RUE DE LA GATOUNE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	**23/02/2021**	RESIDENCE DU BETEY	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	**06/05/2021**	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	**06/05/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	**06/05/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	**11/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	**12/05/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	**21/04/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	**06/05/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	**06/05/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	**15/02/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	**01/03/2021**	PL DU MAL THIERRY D ARGENLIEU	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	**08/02/2021**	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	**16/02/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	**12/04/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	**12/04/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau renouveler sans compteur	**21/04/2021**	RUE DES ROSSIGNOLS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	**10/05/2021**	LE BOIS DE ST YVES TR 8	AUDENGE	1
AUDENGE	regard compteur créer	**07/05/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	**26/04/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022

Reçu en préfecture le 01/07/2022

Affiché le

ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur relever	26/04/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau remise en eau réaliser	11/05/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	26/04/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	20/04/2021	RUE DE L ARBRE D OR	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	27/04/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	27/04/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	26/04/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	27/04/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	04/05/2021	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	23/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	04/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	06/05/2021	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	11/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	07/05/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	02/03/2021	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	15/03/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	01/03/2021	RUE DES FAUVETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	25/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	19/05/2021	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	11/05/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	22/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	06/05/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	06/05/2021	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	16/05/2021	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	04/05/2021	IMPASSE DES SALINES	AUDENGE	1
AUDENGE	regard compteur renouveler	05/05/2021	RUE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	02/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	01/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	24/02/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau rechercher fuite	05/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter fuite	05/02/2021	RUE BERTRAND DE GOTH	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	12/04/2021	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie enquêter	02/03/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie enquêter	02/03/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	14/05/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC rechercher, enquêter, déboucher	12/04/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	07/05/2021	RUE DE LA HOURCADE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	06/05/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	06/05/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	06/05/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	06/05/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau rechercher fuite	16/04/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau réparer	17/05/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	30/04/2021	IMPASSE MAURICE ALLAIS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	14/05/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	14/05/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser	14/05/2021	RUE DE CIVRAC	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie enquêter	18/05/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	01/03/2021	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	01/03/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/03/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter anomalie	15/03/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/03/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/03/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	17/05/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	25/05/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	RUE DES PESSALLES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	08/06/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter anomalie	20/05/2021	PLACE DU MARCHE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	12/05/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**27/05/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**01/06/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**15/06/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/05/2021**	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	RUE DES STERNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur créer**	**01/03/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**15/03/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR reparamétrer**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**02/03/2021**	IMPASSE DE LA FRANCAISE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**02/03/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/03/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**04/06/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/03/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/03/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**21/06/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**17/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**01/06/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**21/06/2021**	RUE ALPHONSE DAUDET	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**01/06/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**01/06/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**18/05/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**25/06/2021**	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/05/2021**	RUE DE LA HOURCADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**08/06/2021**	CHEMIN DE NOTS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**15/06/2021**	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**18/06/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**21/06/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**23/06/2021**	CHEMIN DU TRONC	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/06/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**29/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/06/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/06/2021**	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**28/06/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**30/06/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**21/06/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	ROND POINT GAMBETTA	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur enquêter client	30/06/2021	LE BOIS DE ST YVES TR 8	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	22/06/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	22/06/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	22/06/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	22/06/2021	RUE STEPHANE HESSEL	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	22/06/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	30/06/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	21/06/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	24/06/2021	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	émetteur téléR poser (sans compteur)	30/06/2021	RUE DES PESSALLES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	25/06/2021	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	16/06/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	15/03/2021	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	25/06/2021	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/06/2021	RUE SULLY PRUDHOMME	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau ouvrir	22/06/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	22/06/2021	RUE DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	22/06/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau réparer (suite recherche de fuite)	18/06/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	18/06/2021	RUE DES MOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	accessoire réseau créer	22/06/2021	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DU MARECHAL MASSENA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DE CAMONTANT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/07/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DE COURBAGALETTE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	CHEMIN DU PAS DE LA SOCQUE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/07/2021	RCE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DU MARECHAL MASSENA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/07/2021	RUE FERDINAND DE LESSEPS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DE COURBAGALETTE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	ROND POINT NUMA BEZIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DE COURBAGALETTE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/07/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DES FAUVETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	RUE DES GOELANDS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/07/2021	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/07/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	29/06/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau ouvrir	21/06/2021	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	07/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	07/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	09/07/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	25/06/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur poser avec émetteur téléR	16/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter fuite	16/03/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	16/03/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau remise en eau réaliser	15/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	12/07/2021	RUE NUMA BEZIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	05/07/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	regard compteur créer	09/07/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/07/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	LIEU DIT NIGNE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/08/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	IMPASSE DE LA FRANCAISE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/07/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	29/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	01/07/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau afficher	16/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau afficher	28/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	15/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	15/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	21/07/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DU HAPCHOT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/07/2021	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/07/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/07/2021	IMPASSE DES CHALANDS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau renouveler sans compteur	03/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau remise en eau réaliser	03/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	28/07/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie vérifier	22/07/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	09/08/2021	RUE CHAMPOLLION	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	09/08/2021	RUE DES MOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	12/08/2021	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter anomalie	28/07/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	26/07/2021	RUE DES PLATANES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	15/07/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	28/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	22/07/2021	ALLEE DE BOISSIERES	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	03/08/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	28/07/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	28/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	09/08/2021	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DU PAS DE LA SOCQUE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	21/07/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	21/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	21/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DE CIVRAC	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/07/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**20/07/2021**	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/07/2021**	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur déposer**	**11/08/2021**	LIEU DIT LUBEC	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**23/07/2021**	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**16/03/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/06/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**08/06/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**25/05/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**05/08/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**05/07/2021**	DOMAINE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/08/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**18/06/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/06/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**17/06/2021**	_	AUDENGE	16
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**21/06/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**22/06/2021**	_	AUDENGE	22
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**23/06/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**24/06/2021**	_	AUDENGE	7
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**28/06/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**29/06/2021**	_	AUDENGE	12
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**30/06/2021**	_	AUDENGE	25
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**01/07/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/06/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/06/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**17/06/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/09/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**22/07/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**22/07/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**24/08/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/08/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter équipements**	**10/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**07/09/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**06/09/2021**	IMPASSE DE LA FRANCAISE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**03/09/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DE L ARBRE D OR	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	30/08/2021	RUE VICTOR HAMM	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	06/09/2021	CHEMIN DU TRONC	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter anomalie	30/08/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	regard compteur enquêter	19/08/2021	RUE DE L ESCOUARTE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	17/08/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/08/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/08/2021	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	30/08/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur déposer	27/08/2021	RUE ANDRE MEUNIER	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	11/08/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	14/09/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	14/09/2021	CLOS DES MARQUISES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	14/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	17/03/2021	RUE DES ROSSIGNOLS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/09/2021	RUE DES GOELANDS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/09/2021	RUE DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	17/08/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	25/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	25/08/2021	RUE DES ARROUILLATS	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie vérifier	06/09/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie vérifier	06/09/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	11/09/2021	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau renouveler sans compteur	11/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	18/03/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	14/09/2021	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	07/09/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	18/03/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie renouveler	17/08/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie renouveler	17/08/2021	RUE DU LISEY	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	27/08/2021	RUE CHAMPOLLION	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	10/08/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	10/08/2021	RUE MERMOZ	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**10/08/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**27/09/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**30/08/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**07/09/2021**	LE BOIS DE ST YVES TR 8	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**27/09/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**24/08/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**11/08/2021**	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**16/08/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/08/2021**	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**21/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**21/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**26/08/2021**	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**06/09/2021**	RUE PILLET	AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**15/09/2021**	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	3
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/08/2021**	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**25/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**30/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**30/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**30/08/2021**	RUE DES ARROUILLATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**02/09/2021**	RUE DE LA FOUGERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**01/09/2021**	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/08/2021**	RUE ANDRE MEUNIER	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur réparer**	**08/09/2021**	RUE DE L ESCOUARTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**07/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**07/09/2021**	RUE FEDERICO GARCIA LORCA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**07/09/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**13/09/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**10/09/2021**	RUE DE L ESTRAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**09/09/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**10/09/2021**	RUE NUMA BEZIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**22/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**13/09/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**13/09/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**17/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**17/09/2021**	PL DU MAL THIERRY D ARGENLIEU	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**17/09/2021**	RUE DES GRAHUDES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**17/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**16/08/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**16/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**16/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**17/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**27/09/2021**	RUE DU MARECHAL FOCH	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	28/09/2021	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	30/09/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	01/10/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau afficher	05/10/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	14/10/2021	RUE DES PLATANES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	06/10/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	14/10/2021	RUE DES PILETS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	14/10/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	28/09/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	29/09/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	07/10/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	03/11/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	09/11/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	28/09/2021	RUE DU MARECHAL FOCH	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	18/03/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	18/03/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	30/09/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	28/09/2021	RES TERRE MARINE LESTRAN	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	04/10/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	06/10/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	28/09/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	26/10/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	30/09/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	05/10/2021	JEAN MERMOZE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	01/10/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	11/10/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau remise en eau réaliser	07/10/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	12/10/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter pour qualité eau	08/10/2021	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	18/10/2021	RUE DU MARECHAL FOCH	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	12/10/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	25/10/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	20/10/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	25/10/2021	ALLEE VERTE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	13/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	25/10/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter pour qualité eau	19/10/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	26/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	25/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	17/11/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**16/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**12/10/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**25/10/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau ouvrir**	**29/10/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**17/11/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**23/11/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**19/03/2021**	CHEMIN DU BERGEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**19/03/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**19/03/2021**	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**18/11/2021**	RUE FEDERICO GARCIA LORCA	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**18/11/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**26/11/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**02/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/11/2021**	RUE FREDERIC MISTRAL	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard avec compteur**	**08/12/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer sans compteur**	**17/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**08/12/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/09/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/09/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/09/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**27/09/2021**	CHEMIN DE CRABYTERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**06/09/2021**	RUE MERMOZ	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/09/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/09/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**08/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter fuite**	**16/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	**28/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**27/09/2021**	DOMAINE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**30/09/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**30/09/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**30/09/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**08/10/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**18/10/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**19/10/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**25/10/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**25/10/2021**	CHEMIN DE CRABITERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**21/10/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter fuite**	**29/10/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/11/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**05/11/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**accessoire réseau enquêter**	**05/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**07/12/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer fuite**	**03/12/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**14/12/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	**06/12/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**19/11/2021**	RUE DES ROITELETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**06/12/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur enquêter**	**06/12/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**19/03/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	DOMAINE LA PINEDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	CLOS GALINYEL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	RUE MERMOZ	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/03/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**22/03/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**23/03/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**24/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**08/12/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**20/12/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**25/03/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**25/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**25/03/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**25/03/2021**	RUE DES CHENES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**23/03/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**23/03/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE FREDERIC MISTRAL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	CHEMIN D AYGUEMORTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/11/2021**	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	DOMAINE LA PINEDE VOIE 4	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**23/11/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**20/12/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**21/12/2021**	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**30/11/2021**	RUE DU BARRASQUIT	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**31/12/2021**	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**08/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**02/12/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau fermer à la demande du client**	**28/12/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**13/12/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	RUE MERMOZ	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**14/12/2021**	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**27/12/2021**	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**28/12/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**14/12/2021**	RUE VICTOR HAMM	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**21/12/2021**	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**21/12/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**21/12/2021**	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**22/12/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer fuite**	**23/12/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**24/12/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**28/12/2021**	RES JARDINS DE THIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**21/12/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat d'Audenge

Synoptique du réseau d'eau potable

90 m NGF
80 m NGF
70 m NGF
60 m NGF
50 m NGF
40 m NGF
30 m NGF
20 m NGF
10 m NGF
0 m NGF

Lubec
750 m³
75.00 m
70.00 m
42 m
Débit : 115 m³/h
HMT : 65 mce
Profondeur : 472 m

LANTON
BLAGON
Ø200
p

Surpresseur Audenge
1000 m³
Débit : 4 x 60 m³/h

BIGANOS

Légende

- Réducteur de pression
- Surpresseur
- Chloration
- Compteur
- Vanne
- Réseau principal
- Distribution
- Sens d'écoulement
- Interconnexions
- Réservoir (TP, R, Sol ; 1500 m³ ; 200 m³)
- Forage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
  - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
  - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
  - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
    - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
    - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).
Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. *« Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs »*, précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646
L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545
Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.** »*

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

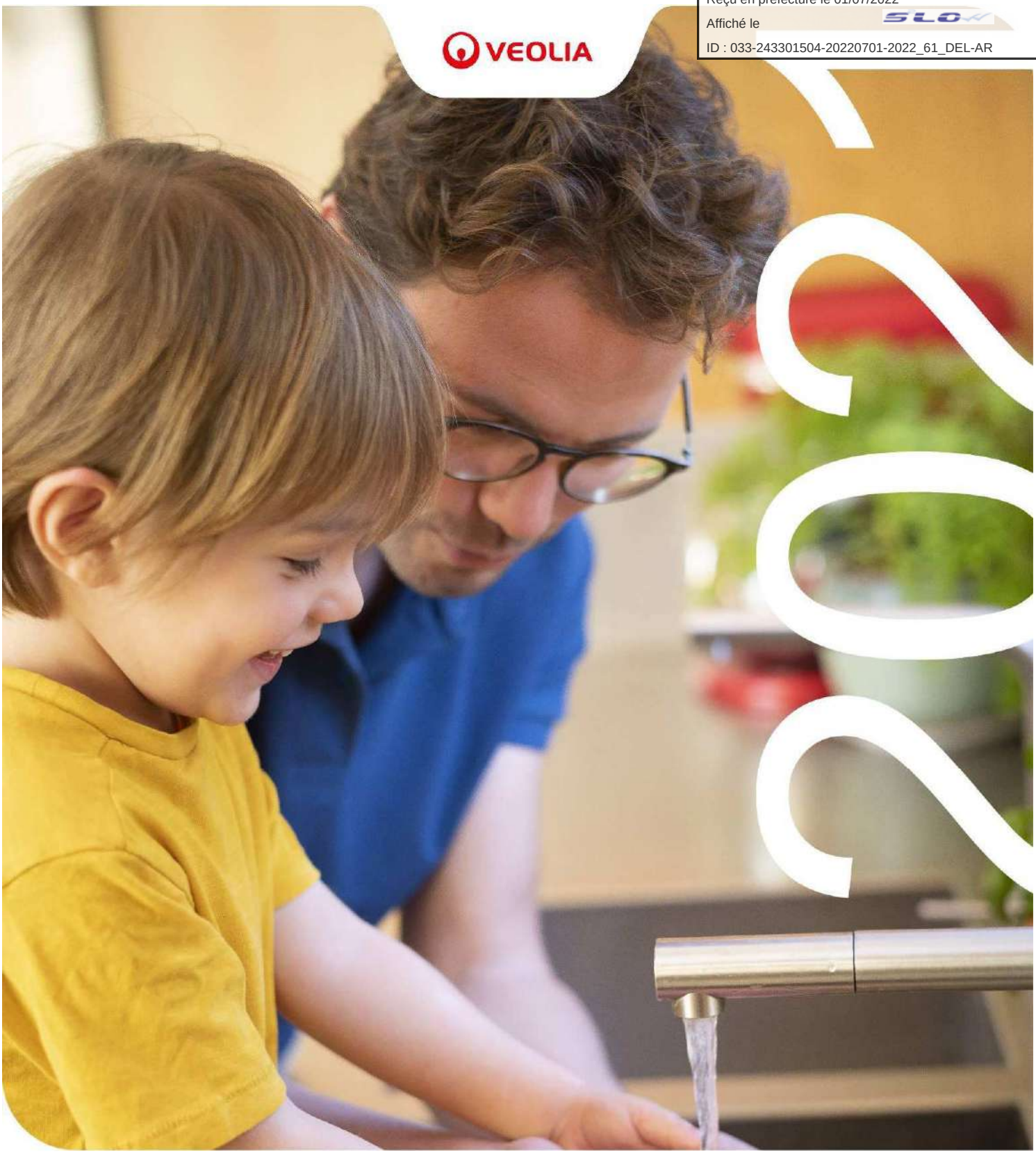
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

COBAN - Biganos-AEP

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

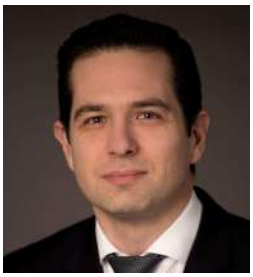
REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2021

Monsieur le Président,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** pour l'année 2021. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau et d'assainissement.

L'année 2021 fut une année particulièrement riche pour nos équipes qui ont su se mobiliser et développer des solutions innovantes, dans un contexte sanitaire sans précédent, pour assurer une continuité et une performance des services de l'eau et de l'assainissement.

Cette année fut aussi celle de nouvelles avancées pour les activités Eau France de Veolia, où nous avons voulu mettre l'accent sur ce qui fait notre engagement : l'expertise métier au service de la promesse que nous faisons à tous nos clients, quelle que soit la taille des collectivités, quel que soit leur contexte.

Cette promesse, c'est tout d'abord d'apporter une eau de qualité. Une eau bonne pour la santé, mais aussi une eau bonne pour l'environnement. Que de la source au rejet dans le milieu naturel nous prenions soin de cette ressource si importante pour nous et pour notre planète dans le contexte de l'urgence climatique.

Nous en sommes convaincus, l'eau sera l'enjeu majeur du XXIème siècle au même titre que l'énergie ou le déchet, ce qui nous donne l'obligation d'agir en tant que décideurs et en tant que professionnels. Notre outil Kaïros, conçu en collaboration avec des Partenaires Experts et les données publiques nous permet de prévoir où auront lieu les plus grandes difficultés climatiques et il est évident qu'aucun territoire ne sera totalement épargné par les changements profonds dans le cycle de l'eau qu'amène le réchauffement climatique. Nous devons dès aujourd'hui agir ensemble, pour protéger l'eau, garantir son accès à tous et lui donner plusieurs vies.

Cette année fut aussi pour nous celle permettant d'engager la construction du champion mondial de la transformation écologique, intégrant la plupart des activités internationales de Suez, tout en garantissant une concurrence saine en France. Cette fusion à l'international nous permettra de créer plus de solutions transverses et agir pour la Transformation écologique.

Enfin, l'activité Eau de Veolia en France a voulu garder son ADN Français : un service client 100% Français, une proximité territoriale forte. Nous sommes fiers de notre héritage et nous voulons avec vous, pour vous, nous projeter vers l'avenir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Placer l'eau au coeur de la Transformation écologique

Au cœur de cette mission pour l'eau, en France, se trouve en premier lieu l'écoute et la relation de confiance avec toutes nos parties prenantes :

- celle de nos clients collectivités, avec des contrats sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous,
- celle des citoyens-consommateurs, guidés par le principe de « Relation Attentionnée », pour laquelle nous nous appuyons sur la mesure de leur satisfaction continue, pour améliorer toujours davantage le service,
- celle des territoires, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques,
- celles de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de se former aux meilleures techniques de nos métiers, de travailler en sécurité, pour une action responsabilisante directement à vos côtés.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre nouvelle feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique

- par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat,
- par une transformation inclusive au sens large : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.

Pour s'en assurer, nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,7** milliard de m3 d'eau potable distribués
- **1,3** milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2051** usines de production d'eau potable gérées

Offres innovantes Veolia

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

VIGIE COVID-19

SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES

Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



DIABOLO par VEOLIA

Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse pour le traitement des non-conformités liées aux métabolites de pesticide



Veolia Eau poursuit le développement **de la suite logicielle TELEO pour exploiter toute la richesse du télérelevé.** Teleo Alarmes constitue **la tour de contrôle du télérelevé**.

L'ensemble des ces 3 solutions vous sont présentées et détaillées en Annexe « Offres innovantes Veolia ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

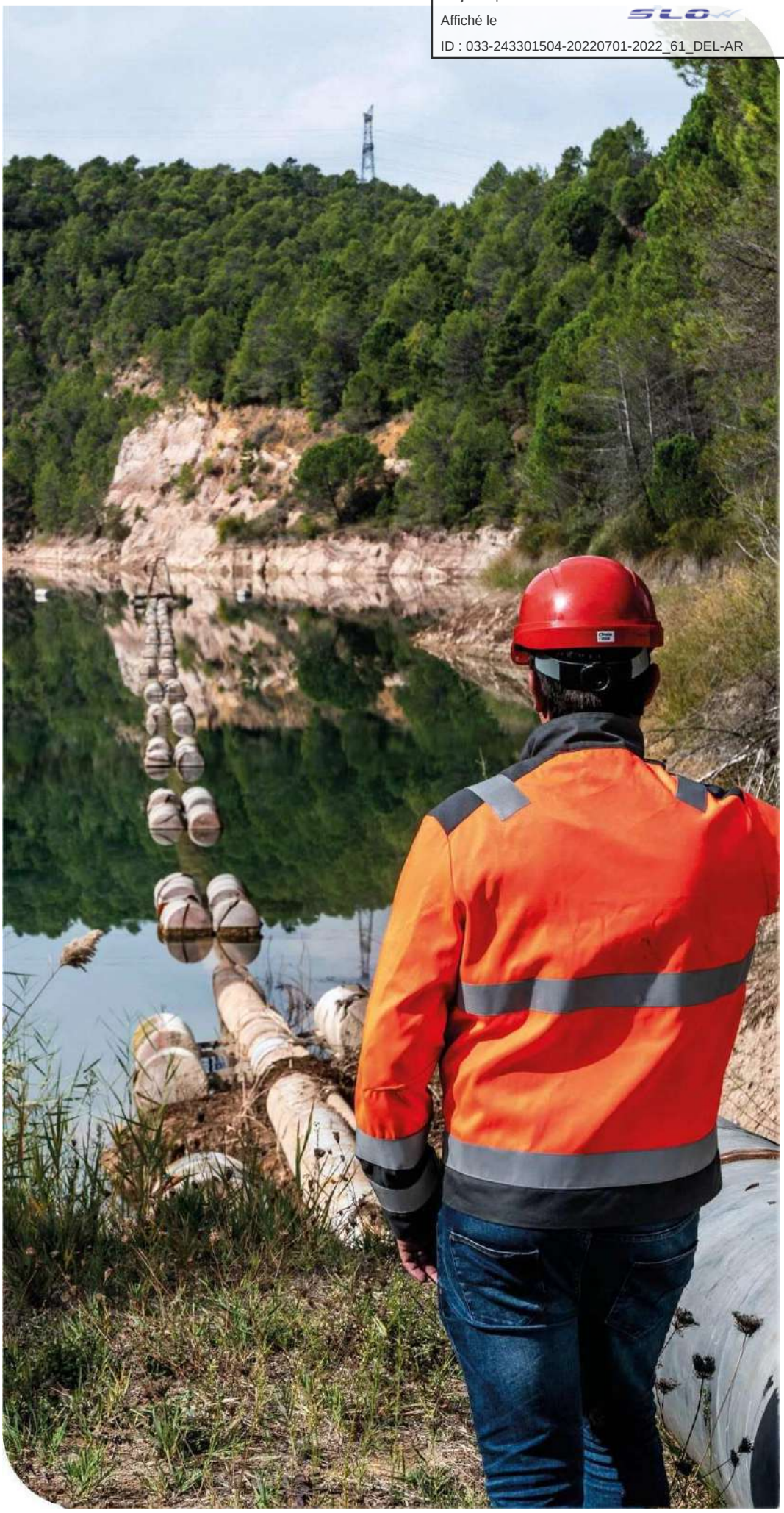
Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE 8 *1.1 Un dispositif à votre service* 9 *1.2 Présentation du contrat* 11 *1.3 Les chiffres clés* 12 *1.4 L'essentiel de l'année 2021* 13 *1.5 Les indicateurs réglementaires 2021* 16 *1.6 Autres chiffres clés de l'année 2021* 17 *1.7 Le prix du service public de l'eau* 19 **2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION** 20 *2.1 Les consommateurs abonnés du service* 21 *2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous* 22 *2.3 Données économiques* 24 **3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE** 26 *3.1 L'inventaire des installations* 27 *3.2 L'inventaire des réseaux* 28 *3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine* 30 *3.4 Gestion du patrimoine* 32 *3.5 Propositions d'améliorations du patrimoine* 36 **4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE** 39 *4.1 La qualité de l'eau* 40 *4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau* 43 *4.3 La maintenance du patrimoine* 48 *4.4 L'efficacité environnementale* 53 **5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE** 55 *5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)* 56 *5.2 Situation des biens* 59 *5.3 Les investissements et le renouvellement* 60 **6. ANNEXES** 62 *6.1 La facture 120 m³* 63 *6.2 Les données consommateurs par commune* 64 *6.3 La qualité de l'eau* 65 *6.4 Le bilan énergétique du patrimoine* 74 *6.5 Annexes financières* 75 *6.6 Engagements à incidence financière* 85 *6.7 Reconnaissance et certification de service* 88 *6.8 Actualité réglementaire 2021* 91 *6.9 Glossaire* 107 *6.10 Attestations d'assurances* 113 *6.11 Autres annexes* 121 *6.12 Offres innovantes VEOLIA* 122 *6.13 Prévention, Santé et Sécurité* 125

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Accueil de CESTAS

Place Haitza
33 610 CESTAS

Ouvert au public
du lundi au vendredi
De 9h à 12h



TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER



www.eau.veolia.fr
Pour toutes vos démarches en ligne

Service pour les sourds ou malentendants accessible depuis notre site internet

05 61 80 09 02
Du lundi au vendredi : 8h – 19h
Samedi : 9h – 12h
Urgences techniques 7j/7 et 24h/24

Nos Apps
disponibles sur iOS et Android

Veolia Eau
TSA 40118
37911 Tours Cedex 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS

PRÉSENTATION

(RESERVE A UN USAGE STRICTEMENT INTERNE)

Accueil Clientèle (24h/24h – 7j/7j) : 05.61.80.09.02 (seul n° à communiquer aux clients)

N° Astreinte (Local) : 06.12.83.11.82 (réservé aux élus/collectivités)

SERVICE GIRONDE LANDES : *Appel en cas de problèmes techniques, fuites, nouveaux branchements…*



Isabelle NEVEU
Manager de Service Local
Tél : 06.23.23.47.31
@ : isabelle.m.neveu@veolia.com



Nicolas ONILLON
Responsable d'EXploitation
Tél : 06.09.82.33.03
@ : nicolas.onillon@veolia.com



Guillaume SIX
Responsable d'équipe Municipale
Tél : 06.13.46.59.71
@ : guillaume.six@veolia.com



David NADAL
Référent Équipe Municipale
Tél : 06.29.91.58.52
@ : david.nadal@veolia.com

SERVICE TRAVAUX NEUFS USINES



Aurélie SARHY
Responsable Travaux Neufs Usines
Tél : 06.28.51.27.03
@ : aurelie.sarhy@veolia.com

SERVICE CLIENTÈLE : *Nouvel abonné, résiliation, facturation, FSL…*



Anne Laure GUIDA-VOLCKAERT
Directrice des Consommateurs
Tél : 06.22.90.20.11
@ : anne-laure.guida-volckaert@veolia.com



Isabelle PIOT
Service Consommateurs
Tél : 06.16.47.33.36
@ : isabelle.piot@veolia.com

DIRECTION :



Arnaud LAVALETTE
Directeur de Territoire
Tél : 06.16.78.55.15
@ : arnaud.lavalette@veolia.com



Jean-Marc BOUDEY
Directeur du Développement
Tél : 06.34.44.72.76
@ : jean-marc.boudey@veolia.com



Frank ZEISLER
Directeur des Opérations
Tél : 06.23.85.51.68
@ : frank.zeisler@veolia.com



Yann EVEN
Contrôleur de gestion
Tél : 06.60.68.32.52
@ : yann.even@veolia.com



Marie-Eve LANTRADE
Assistante
Tél : 06.13.58.10.38
@ : marie-eve.lantrade@veolia.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✔ **Délégataire**	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✔ **Périmètre du service**	BIGANOS
✔ **Numéro du contrat**	I5240
✔ **Nature du contrat**	Affermage
✔ **Date de début du contrat**	01/01/2012
✔ **Date de fin du contrat**	31/12/2023

✔ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
Achat	SALLES ET MIOS - (SI)	Convention achat d'eau au Syndicat de Salles-Mios

✔ **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	01/01/2020	- Substitution de la COBAN en qualité d'autorité concédante à la commune, antérieurement compétente. - précisions sur les conséquences du transfert d'autorité concédante en termes de flux financiers (tva et reversement de la part collectivité).
1	21/12/2016	Intégration ouvrages, achat en gros à la commune de Mios, modification programme de renouvellement, gestion des données, nouveau règlement de service, traitement des surconsommations, loi brottes, loi Grenelles 2, modification tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Les chiffres clés

COBAN pour Biganos-AEP

Chiffres clés



11 043
Nombre d'habitants desservis



5 093
Nombre d'abonnés (clients)



2
Nombre d'installations de production



1
Nombre de réservoirs



144
Longueur de réseau (km)



100,0
Taux de conformité microbiologique (%)



83,4
Rendement de réseau (%)



137
Consommation moyenne (l/hab/j)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 L'essentiel de l'année 2021

1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

- Lancement par la COBAN du renouvellement de la canalisation située Avenue des Boïens et planification de la Rue des Gaillards.
- Mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur l'eau distribuée par la production de TAGON.
- Recherche et localisation d'une importante fuite située sous le trottoir Avenue de la Côte d'Argent. Cette fuite s'est déclenchée sur une canalisation en 60 Fte sous des fourreaux électriques. Ainsi l'eau engendrée par la fuite pénétrait dans ces fourreaux, traversait l'avenue de la côte d'argent puis remontait dans un fond de regard pluvial pour s'y écouler. Il n'y avait donc pas de remontée d'eau à la surface.
- Réalisation d'un second nettoyage du réservoir de facture afin de permettre l'expertise structurelle de l'intérieur de la bâche de stockage.

1.4.2 Propositions d'amélioration

- Mise en place d'une régulation de pression sur les pompes de reprise TUILERIES vers Bourg et TAGON afin d'assurer la continuité de la distribution de l'eau pendant les travaux de réhabilitation du château d'eau.

- Mise en place d'un analyseur de chlore sur le CHÂTEAU DE FACTURE.

✔ **Prévention Santé Sécurité**

Les engagements prévention santé sécurité du groupe Veolia Eau France pour la période 2021 – 2023 sont détaillés en annexe « Prévention Santé et sécurité ».

✔ **Analyse de conformité des équipements de travail**

Le diagnostic des organes en mouvement et l'identification des risques mécanique est présenté en annexe « Prévention Santé et sécurité ».

1.4.3 Révision du contrat

La mutabilité contractuelle **est un principe clé des concessions de service public**.

Des modifications peuvent lui être apportées dans les conditions de l'article L. 3135-2 du CCP. Celles-ci n'ont pas toutes la même importance mais permettent l'adaptation du contrat aux évolutions nouvelles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

C'est à cette fin que le contrat prévoit des clauses de révision,

- soit pour tenir compte de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs,
- soit d'une nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exploitation
- soit au bout d'un certain temps

La révision a donc pour objet **de recaler le contrat dans son équilibre**.

Les clauses de révision ont de leurs côtés pour objet de restituer un processus de discussion pouvant conduire à une négociation.

Dans le cas du présent contrat, les indicateurs ont été définis à l'article 14.1 Conditions de réexamen de la rémunération du Délégataire.

Parmi les nombreuses évolutions réglementaires ayant un impact sur les conditions d'exploitation, il est possible de citer les évolutions réglementaires suivantes **:**

- ✔ L'instruction CVM
- ✔ Le PGSSE en eau potable
- ✔ L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 relative aux métabolites de pesticides
- ✔ Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine
- ✔ L'analyse des risques et défaillances
- ✔ Mise en conformité des machines tournantes afin de respecter les règles et réglementations sécurité de sécurité telles que
  - la Directive Européenne 2006/42/CE
  - l'article R4312-1 du code du travail qui fixe les obligations techniques, détaillées dans son annexe 1
  - la circulaire n°2010-01 de la DGT
- ✔ Mise en sécurité des aires de dépotage des produits chimiques et leur stockage, afin d'assurer la sécurité des intervenants, ainsi que la protection de l'environnement, en application notamment des articles R.4224-14, R.4412-5 à R.4412-10, R.4412-17, et l'arrêté du 12/10/2011 (ICPE).
- ✔ Amiante, décret du 09 mai 2017 qui modifie le code du travail (R.4412-97 à R.4412-97-6) qui fixe l'obligation de repérage amiante avant travaux avec la mise en application notamment des normes :
- ✔ NF X46-020 : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis
- ✔ NF X46-102 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers
- ✔ NF X46-100 : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité

Le détail des évolutions réglementaires sont par ailleurs détaillées dans les annexes des rapports annuels que nous vous remettons.

Pour tenir compte de ces évolutions, il nous paraît nécessaire d'ouvrir prochainement les discussions pour vérifier l'incidence sur le contrat en cours et recaler si nécessaire le contrat qui nous lie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4.4 Evolutions réglementaires

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service. Cette année la sélection porte sur les sujets suivants :

- ✔ Dérèglement climatique et résilience des territoires
- ✔ Crise relative à l'approvisionnement la hausse des cours des matières premières
- ✔ **Métabolites de pesticides**
- ✔ **Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine**
- ✔ Commande Publique
- ✔ Suites de la crise sanitaire
- ✔ Services publics locaux
- ✔ Service public de l'eau potable
- ✔ Transition énergétique

L'ensemble de ces évolutions réglementaires vous sont présentées et détaillées au chapitre 6 « Actualité réglementaire 2021 ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.1 Les indicateurs réglementaires 2021

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	**10 823**	**11 043**
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	**1,22 €uro/m³**	**1,27 €uro/m³**
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	**1 j**	**1 j**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	**90,9 %**	**100,0 %**
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	**98**	**108**
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	**89,8 %**	**83,4 %**
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	**1,72 m³/jour/km**	**2,82 m³/jour/km**
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	**1,62 m³/jour/km**	**2,72 m³/jour/km**
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	**0,37 %**	**0,54 %**
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	**80 %**	**80 %**
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**3**	**7**
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**133**	**118**
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	**2,40 u/1000 abonnés**	**1,57 u/1000 abonnés**
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	**100,00 %**	**100,00 %**
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**1,61 %**	**1,64 %**
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**3,80 u/1000 abonnés**	**2,16 u/1000 abonnés**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Autres chiffres clés de l'année 2021

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	**675 138 m³**	**702 121 m³**
VP.059	Volume produit	Délégataire	**664 303 m³**	**682 340 m³**
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**7 366 m³**	**7 673 m³**
	Volume mis en distribution (m³)	Délégataire	**671 669 m³**	**690 013 m³**
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	**1 656 m³**	**1 739 m³**
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	**603 043 m³**	**575 111 m³**
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	**24**	**27**
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre d'installations de production	Délégataire	**2**	**2**
	Capacité totale de production	Délégataire	**5 897 m³/j**	**5 897 m³/j**
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**1**	**1**
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**1 600 m³**	**1 600 m³**
	Longueur de réseau	Délégataire	**143 km**	**144 km**
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	**116 km**	**116 km**
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	**0 ml**	**0 ml**
	Nombre de branchements	Délégataire	**4 601**	**4 641**
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	**0**	**0**
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	**0**	**0**
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	**33**	**40**
	Nombre de compteurs	Délégataire	**5 284**	**5 365**
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	**56**	**146**
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre de communes	Délégataire	**1**	**1**
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**4 999**	**5 093**
	- Abonnés domestiques	Délégataire	**4 997**	**5 091**
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	**2**	**2**
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	**0**	**0**
	Volume vendu	Délégataire	**584 078 m³**	**544 208 m³**
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	**582 710 m³**	**542 328 m³**
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	**1 368 m³**	**1 880 m³**
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**/**	**/**
	Consommation moyenne	Délégataire	**148 l/hab/j**	**137 l/hab/j**
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	**119 m³/abo/an**	**110 m³/abo/an**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique d'entreprise**	**Mesure statistique d'entreprise**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**90 %**	**77 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	**Non**	**Non**
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	**Oui**	**Oui**
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
Energie relevée consommée	Délégataire	**362 545 kWh**	**364 801 kWh**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Le prix du service public de l'eau

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BIGANOS, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1er janvier, est la suivante :

BIGANOS **Prix du service de l'eau potable**	Volume	Prix Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2021	Montant Au 01/01/2022	N/N-1
Part délégataire			**51,89**	**53,76**	**3,60%**
Abonnement			15,44	16,00	3,63%
Consommation	120	0,3147	36,45	37,76	3,59%
Part communale			**38,80**	**42,80**	**10,31%**
Abonnement			13,00	13,00	0,00%
Consommation	120	0,2483	25,80	29,80	15,50%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0660**	**8,95**	**7,92**	**-11,51%**
Organismes publics			**39,60**	**39,60**	**0,00%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Total € HT			**139,24**	**144,08**	**3,48%**
TVA			7,66	7,92	3,39%
Total TTC			**146,90**	**152,00**	**3,47%**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**1,22**	**1,27**	4,10%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de BIGANOS :

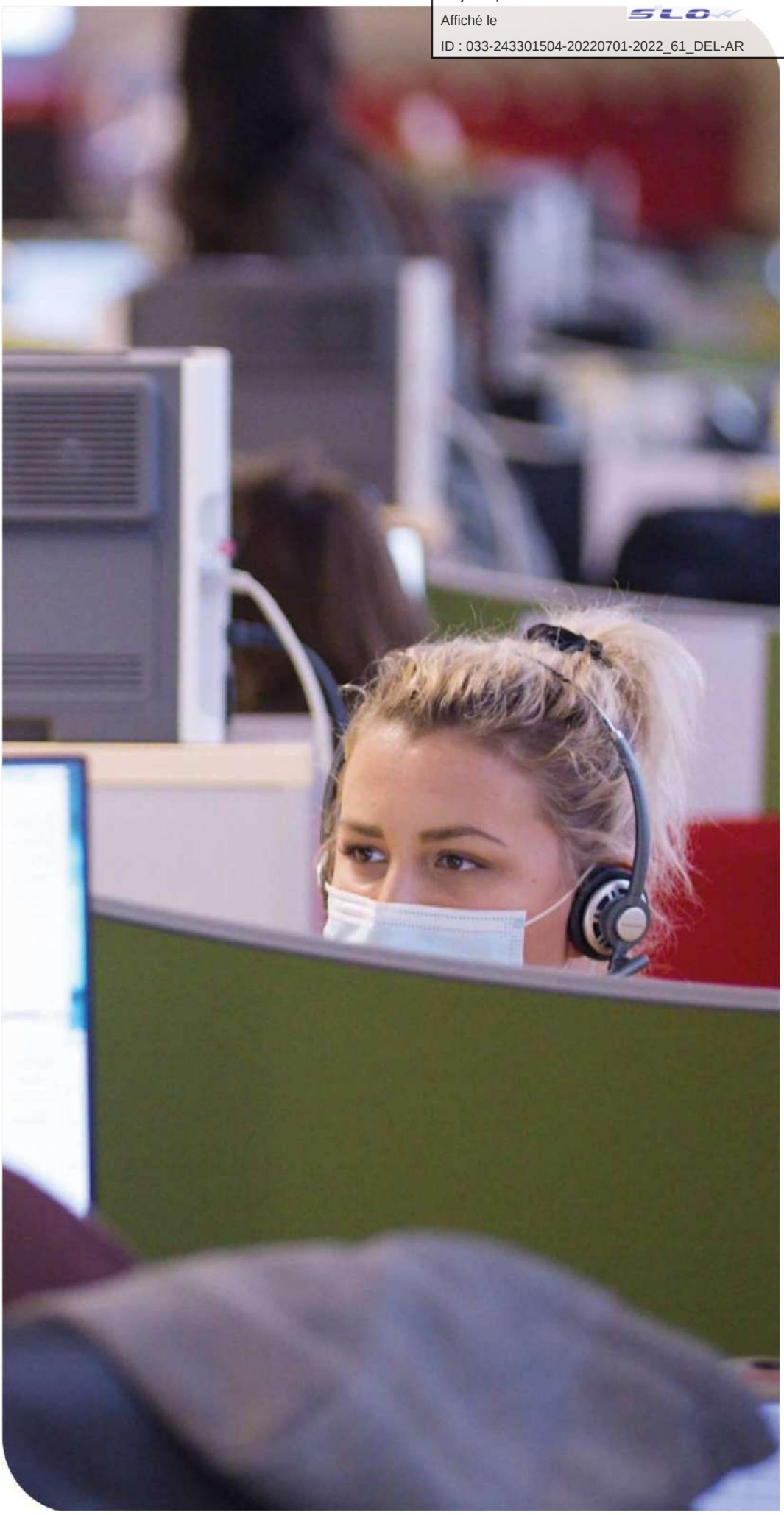


Les factures type sont présentées en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.

LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs abonnés du service

- ***Le nombre d'abonnés***

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	**4 718**	**4 765**	**4 908**	**4 999**	**5 093**	**1,9%**
domestiques ou assimilés	4 717	4 763	4 906	4 997	5 091	1,9%
autres que domestiques	1	2	2	2	2	0,0%

- ***Les principaux indicateurs de la relation consommateurs***

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre annuel de demandes d'abonnement	494	499	490	462	466	0,9%
Taux de clients mensualisés	52,8 %	54,8 %	54,6 %	56,2 %	57,0 %	1,4%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	12,5 %	13,9 %	14,9 %	15,3 %	15,7 %	2,6%
Taux de mutation	10,6 %	10,6 %	10,1 %	9,4 %	9,2 %	-2,1%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✔ la qualité de l'eau
- ✔ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- ✔ la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✔ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✔ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Satisfaction globale	86	82	87	90	77	-13
La continuité de service	93	92	94	95	93	-2
La qualité de l'eau distribuée	79	76	81	82	79	-3
Le niveau de prix facturé	54	55	60	66	53	-13
La qualité du service client offert aux abonnés	80	75	80	86	75	-11
Le traitement des nouveaux abonnements	86	83	88	92	80	-12
L'information délivrée aux abonnés	76	68	71	74	71	-3

Composition de votre eau !

FOCUS

Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



- ***Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia***

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

- ***Les interruptions non-programmées du service public de l'eau***

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2021, ce taux pour votre service est de 1,57/ 1000 abonnés.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	**0,85**	**3,15**	**1,83**	**2,40**	**1,57**
Nombre d'interruptions de service	4	15	9	12	8
Nombre d'abonnés (clients)	4 718	4 765	4 908	4 999	5 093

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 Données économiques

- ***Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]***

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2021 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'impayés	**1,64 %**	**1,87 %**	**1,97 %**	**1,61 %**	**1,64 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	30 440	35 209	38 099	31 168	32 374
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 859 510	1 884 491	1 934 342	1 937 823	1 973 460

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

- ***Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]***

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

✔ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau,
✔ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées,
✔ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2021, le montant des abandons de créance s'élevait à 118 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	10	6	9	3	7
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	203,00	283,43	438,00	133,00	118,00
Volume vendu selon le décret (m3)	548 433	524 750	557 040	584 078	544 208

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

- ***Les échéanciers de paiement***

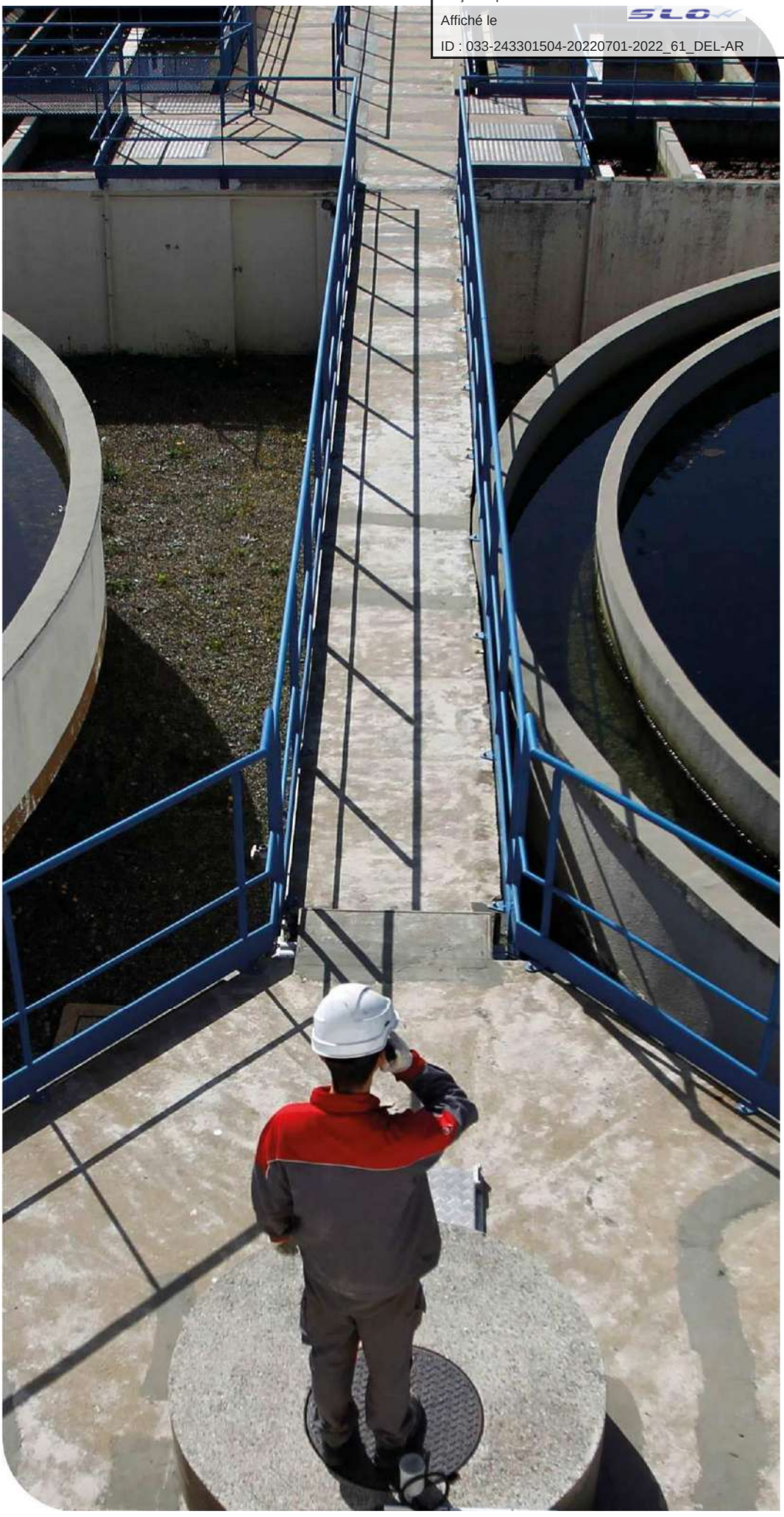
Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	88	45	52	31	33

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller… : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de captage	Débit des pompes (m3/h)
FORAGE TAGON	95
FORAGE TUILERIE	165

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
ST 01 - TAGON	1 564	100
ST 02 - TUILERIE	4 333	1 000
Capacité totale	**5 897**	**1 100**

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
ST 03 - FACTURE	500
Capacité totale	**500**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

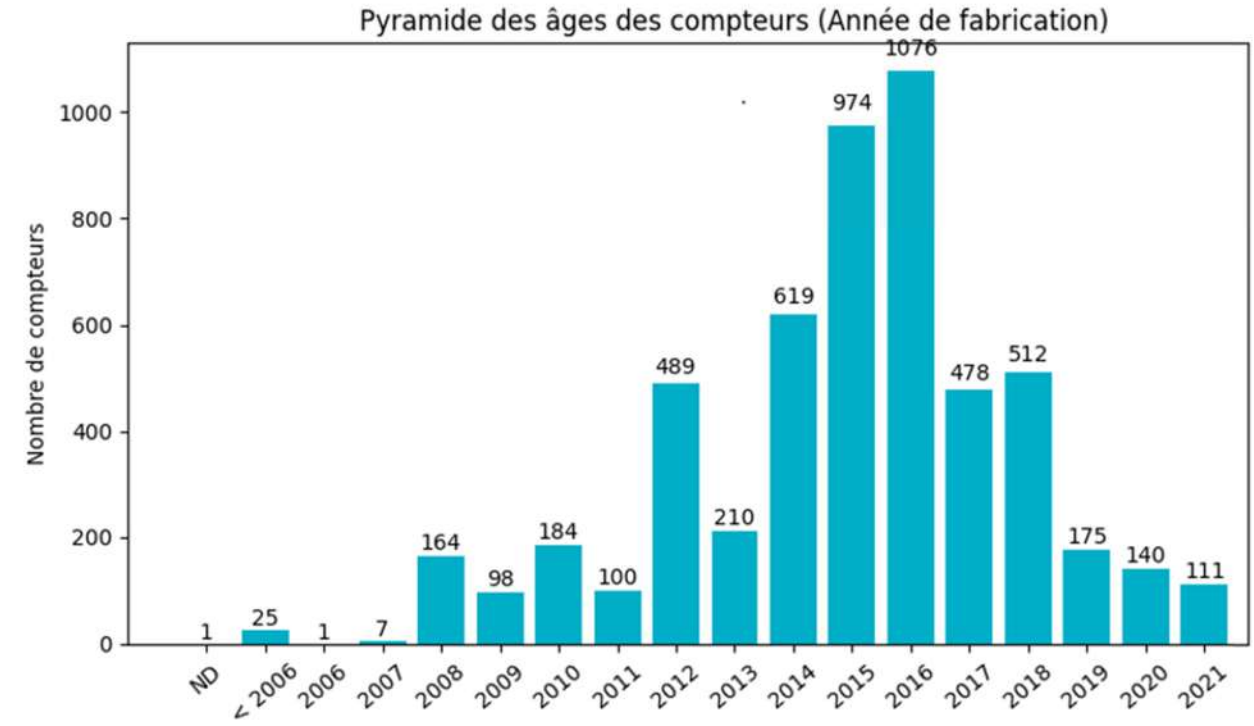
- ✔ des réseaux de distribution,
- ✔ des équipements du réseau,
- ✔ des branchements en domaine public,
- ✔ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

- ***Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage***

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	142,6	142,8	143,0	143,2	143,6	0,3%
Longueur d'adduction (ml)	58	58	58	58	58	0,0%
Longueur de distribution (ml)	142 499	142 712	142 962	143 127	143 529	0,3%
dont canalisations	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813	0,0%
dont branchements	26 754	26 899	27 149	27 314	27 716	1,5%
Equipements						
Nombre d'appareils publics	212	213	213	213	213	0,0%
dont poteaux d'incendie	212	213	213	213	213	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements	4 489	4 518	4 568	4 601	4 641	0,9%

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1	Qualification
Compteurs							
Nombre de compteurs	4 965	5 071	5 193	5 284	5 365	1,5%	Bien de retour
dont sur abonnements en service	4 721	4 831	4 924	5 011	5 122	2,2%	
dont sur abonnements résiliés sans successeur	244	240	269	273	243	-11,0%	



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

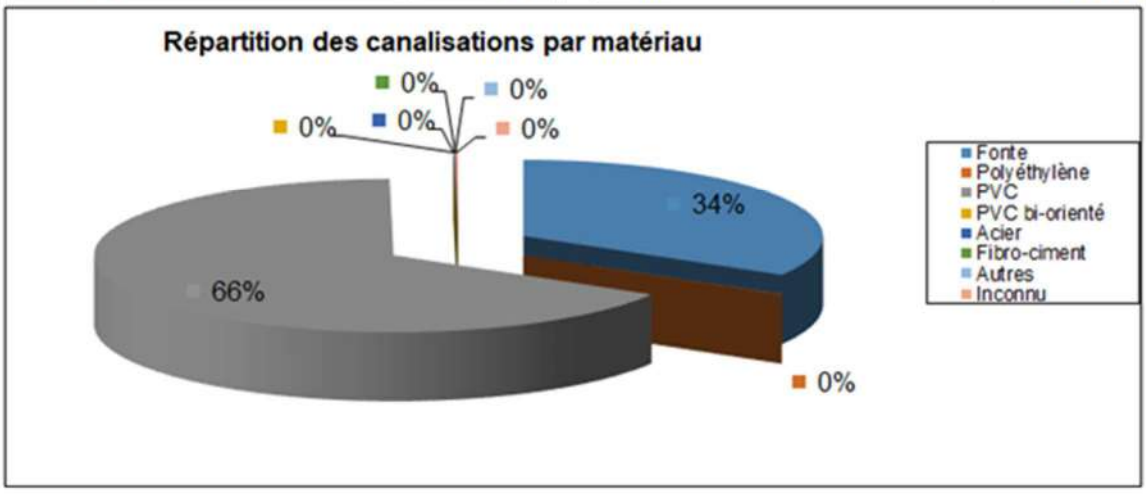
COBAN pour Biganos-AEP

ANNEE 2021

I5240

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0
	<=50	0
	65	3 064
	80	0
	100	11 498
	125	1 251
	150	13 291
	175	0
	200	4 979
	250	192
	300	4 472
	350	0
	400	0
	450	0
FONTE	>450	0
TOTAL FONTE		38 748
	indéterminé	0
	<=32	0
	40	0
	50	0
	63	0
	75	0
	90	0
	110	0
	125	0
	140	0
POLYETHYLENE	>140	93
TOTAL POLYETHYLENE		93
	indéterminé	0
	<=32	0
	40	94
	50	2 235
	63	18 614
	75	341
	90	953
	110	25 507
	125	4 448
	140	1 870
	160	18 771
PVC	>160	3 880
TOTAL PVC		76 712

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0
	<=65	0
	80	0
	100	0
	150	0
	200	58
	300	0
ACIER	>300	0
TOTAL ACIER		58
	indéterminé	0
	<=80	0
	100	0
	150	0
	200	0
	300	0
FIBRO CIMENT - BETON	>300	0
TOTAL FIBRO CIMENT - BETON		0
	indéterminé	0
	<=40	0
	60	0
	100	0
	150	0
AUTRES	>150	0
TOTAL AUTRES		0
	indéterminé	0
	<=63	0
	75	0
	90	0
	125	0
	140	0
	160	0
	200	0
	225	0
	250	0
PVC BI-ORIENTE	>250	0
TOTAL PVC BI-ORIENTE		0
	indéterminé	160
	<=100	0
INCONNU	>100	41
TOTAL INCONNU		201
TOTAL		115 813



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	**0,11**	**0,27**	**0,37**	**0,37**	**0,54**
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813
Longueur renouvelée totale (ml)	647	904	613	0	970
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.
Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2021 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2017	2018	2019	2020	2021
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	98	98	98	98	108*

*La mise en place d'un programmme pluriannuel de renouvellement de réseau a permis de faire évoluer l'indice de connaissance patrimoniale des réseaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau

Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)	Barème	Valeur GPR
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	**Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		100 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	13
	Total Parties A et B	**45**	**43**
Code VP	**Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)**		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
	Total:	**120**	**108**

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2021 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

- ***Les installations***

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
ST 02 - TUILERIES		
BACHE DE REPRISE		
ECHELLE D'ACCES INTERIEURE	Renouvellement	Programme
SECTORISATION		
IMP. DEVANT SABARC		
MANCHETTE ELECTROMAGNETIQUE WATERFLUX	Renouvellement	Cté de service

- ***Les compteurs***

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1er décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre de compteurs	4 965	5 071	5 193	5 284	5 365	1,5%
Nombre de compteurs remplacés	580	333	195	56	146	160,7%
Taux de compteurs remplacés	11,7	6,6	3,8	1,1	2,7	145,5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- ***Les réseaux***

Réseau

COMMUNE	CARACTÉRISTIQUES NOUVELLE CANALISATION	LINEAIRE (ml)	ADRESSE	TRAVAUX RÉALISÉS PAR	CARACTERISTIQUES CANALISATION ABANDONNEE	LINEAIRE ABANDONNE (ml)
BIGANOS	Fonte DN 100 mm	970	Avenue des boïens	COBAN	100 Fonte	970

Branchements / Equipement

COMMUNE	CARACTÉRISTIQUES NOUVELLE CANALISATION	LINÉAIRE (ml)	ADRESSE	TRAVAUX RÉALISÉS PAR	NB BRANCHEMENTS Concernés
BIGANOS	Fonte DN 100 mm	970	Avenue des boïens	COBAN	67

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

- ***Les installations***

Les travaux neufs réalisés sur les installations durant cette année figurent au tableau suivant :

Nom de l'installation	Date de l'opération	Acteur	Description
TAGON	Août 2021	COBAN	Mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur la distribution

- ***Les réseaux, branchements et compteurs***

Les 40 chantiers de branchements neufs qui ont été réalisés durant l'année 2021, figurent dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Type de travaux	Adresse	
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Route des Lacs	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Gustave Eiffel	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Libération	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	avenue de la cote d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	impasse Jean jaures	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Georges Clémenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Gustave Eiffel	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Côté d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue du Port	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Saint Exupéry	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Côté d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Chemin des Trougnes	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue du Port	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue du Port	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue des Châtaigniers	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Impasse Jean Jaures	BIGANOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Réseaux Eau Branchements	Rue Gambetta	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue duChat Doré	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemanceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue de la tosca	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	allée isabelle	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	avenue de la cote d'argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Jean Jaurès	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue Raymond Poincaré	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Montesquieu	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue des sables	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Route de Bordeaux	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue d'Arromanche	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue des Papetiers	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Côte d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue Libération	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Emile Eyquem	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue émile Eyquem	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue victor hugo	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Carrerot	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Gambetta	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la cote d'argent	BIGANOS

Les travaux neufs réalisés sur le réseau durant l'année figurent au tableau suivant :

Aucun travaux neufs réalisés en 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.5 Propositions d'améliorations du patrimoine

Ces propositions d'amélioration sont issues de l'ensemble des points précédemment développés ainsi que des données disponibles dans les outils de gestion du patrimoine.

Aussi, comme exploitant du service, Veolia est à même de proposer à la Collectivité les arbitrages entre réparation et renouvellement ainsi que des évolutions à programmer pour améliorer la performance du service.

Nom Installation	Constat et Appréciation :	Commentaires	Propositions d'amélioration
TAGON : Régulation de Pression	Déconnexion du château d'eau du réseau Médiocre	Lorsque le château d'eau est déconnecté du réseau il n'est pas possible d'assurer la continuité dans la régulation de la pression du réseau	Mise en place d'une régulation de pression sur les pompes de reprises.
TUILERIES : Régulation de Pression vers BOURG	Déconnexion du château d'eau du réseau Médiocre	Lorsque le château d'eau est déconnecté du réseau il n'est pas possible d'assurer la continuité dans la régulation de la pression du réseau	Mise en place d'une régulation de pression sur deux pompes de reprises vers BOURG.
FACTURE : sécurisation de l'escalier	Il est dangereux de monter par l'escalier (accès à la cuve)		Mise en place autour de l'escalier d'une protection périphérique
FACTURE : Suivi chloration		Assurer le suivi qualitatif de l'eau distribuée	Mise en place d'un analyseur de chlore rapatrié sur la télégestion

La station de Tagon

Cette station est composée d'un forage, d'un traitement (désinfection javel), et d'une station de reprise avec une bâche d'une capacité de 100 m3.

Elle est actuellement en service et fonctionne principalement la nuit et en complément de la station des Tuileries.

La station des Tuileries

Cette station est composée d'un forage, d'un traitement (désinfection), et d'une station de reprise avec une bâche d'une capacité de 1000 m3. Cette unité de distribution alimente de manière indépendante les secteurs TUILERIES-ARGENTIERES et BIGANOS Bourg.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le château de Facture

Le château possède un réservoir d'une capacité de 500 m^3.



La cartographie

Le délégataire étant équipé d'un matériel d'établissement et de gestion de cartographie informatique, il a mis en place le SIG (système d'information géographique) sur l'ensemble du réseau de la commune.

Cette cartographie est opérationnelle depuis 2012.

La base de données ainsi constituée peut être transmise à la commune dans une version adaptée aux moyens informatiques des services municipaux.

Télérelève

Un pilote de télérelève a été mis en place par le délégataire sur les bâtiments municipaux. Ainsi, depuis septembre 2012, 20 compteurs sont suivis et exploités dans le cadre d'une démarche de gestion optimisée des consommations d'eau par la commune.

La sectorisation

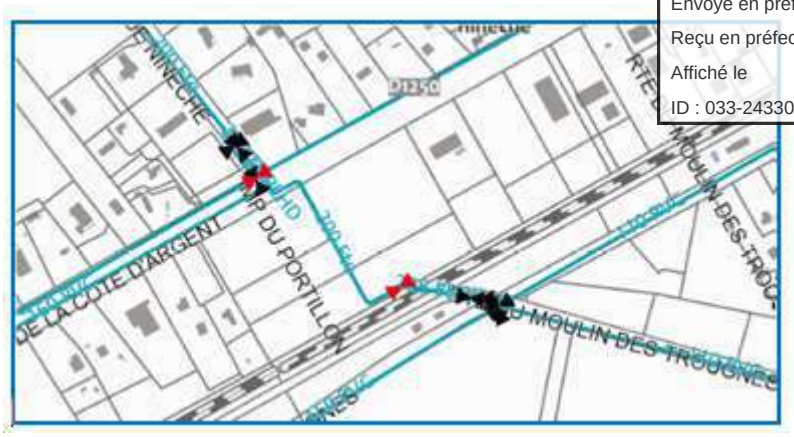
La sectorisation dont la mise en service a été finalisée en 2016 contribue à la réduction des pertes en eau.



Afin de renforcer l'alimentation en eau de la zone d'activité Cassadote il a été mis en place en janvier 2020 un compteur de sectorisation. Ceci afin de remettre en service le maillage situé à proximité des nouveaux services techniques sous la voie de SNCF.

Le compteur d'achat d'eau du « quartier bas » a également été intégré à la sectorisation en janvier 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



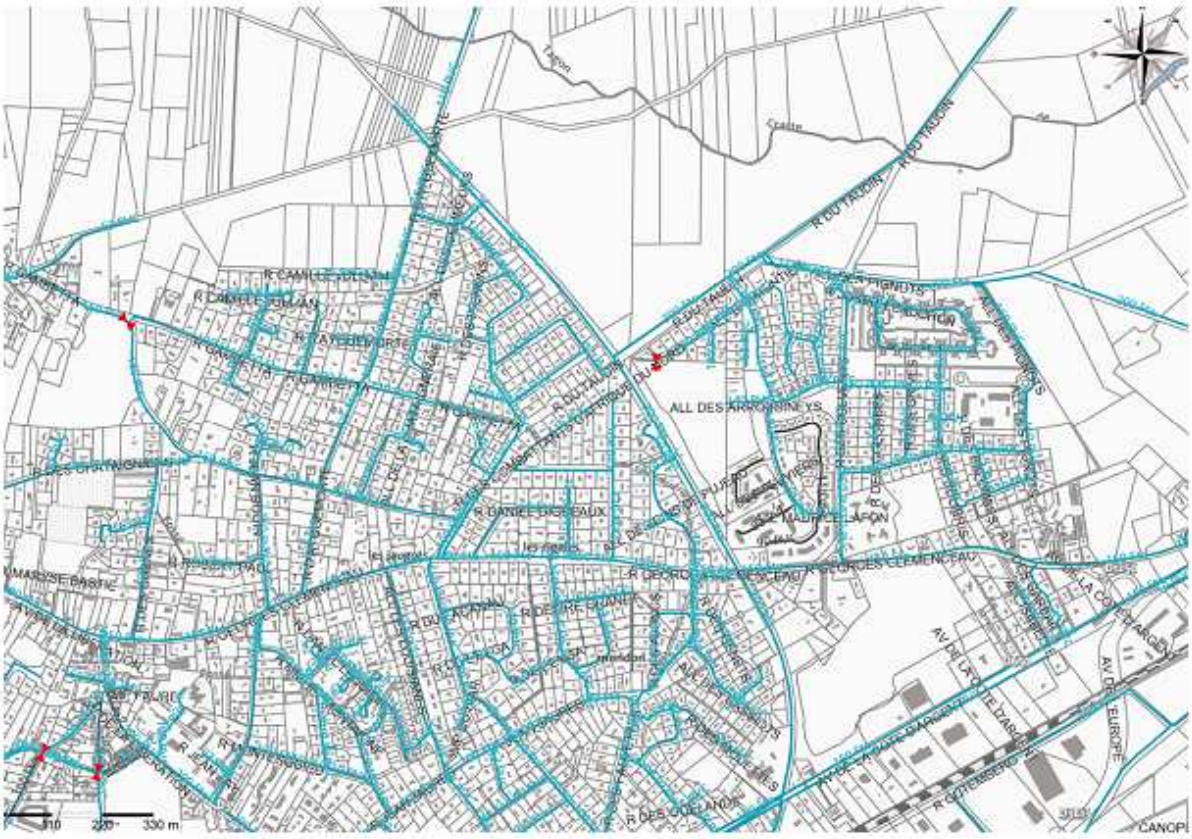
Réseau

Un programme de renouvellement a été engagé en 2017 en concertation avec le projet de la CAB sur les rue Victor Hugo, Libération, Lecoq et avenue des boïens.

Ce programme s'est prolongé en 2018 et 2019,

En 2021 le réseau situé avenue des boïens a été réalisé et la rue des gaillards a été planifiée pour 2022.

Le principal secteur pouvant intégrer le programme de renouvellement est situé avenue de la côte d'argent (tronçon allant du rond-point av de la libération en direction du Teich).



Intégration des abonnés « Quartier Bas »

Les démarches auprès de SUEZ ont abouti.

Les abonnés du « **quartiers bas** » ont intégré le périmètre d'affermage depuis l'été 2019.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation…).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire
Microbiologique	142	116
Physico-chimique	946	127

4.1.2 L'eau produite et distribuée

- ***Conformité des paramètres analytiques***

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	1	1	0	28	18	0 n/100ml
Température de l'eau	9,1	27	1	0	30	22	25 °C

Analyse ARS du 22/06/2021 en sortie de la production des Tuileries : bactéries coliformes = 1 /100 mL. Recontrôle ARS du 28/06 conforme.
Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre température le 07/09 (27°C) sans impact sur la qualité bactériologique de l'eau.

- ***Composition de l'eau du robinet***

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	30	34	3	mg/l	Sans objet
Chlorures	24	28	8	mg/l	250
Fluorures	93	120	3	µg/l	1500
Magnésium	5	5,10	3	mg/l	Sans objet
Nitrates	0	0	8	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0	2	µg/l	0,5
Potassium	2	2,30	3	mg/l	Sans objet
Sodium	21	24	3	mg/l	200
Sulfates	4,90	9	8	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	9,60	10,90	8	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

- ***Historique des données du contrôle officiel (ARS)***

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

	2017	2018	2019	2020	2021
Paramètres microbiologiques					
Taux de conformité microbiologique	**100,00 %**	**100,00 %**	**97,06 %**	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	25	29	33	30	28
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	1	0	0
Nombre total de prélèvements	25	29	34	30	28
Paramètres physico–chimique					
Taux de conformité physico-chimique	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**	**90,91 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	8	13	10	20	12
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	2	0
Nombre total de prélèvements	8	13	10	22	12

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

- Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 est venue modifier l'instruction du 18 octobre 2012 relative au CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

Situation sur votre service :

En 2021, la COBAN a réalisé 3 analyses du paramètre CVM sur des conduites en PVC ancien avant 1980. Aucun dépassement de la limite de qualité fixée à 0.5 µg/l n'a été constaté. Les 2 analyses réalisées par l'ARS sur le réseau de distribution sont également conformes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

- ***Le volume prélevé***

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
ST 01 - TAGON	90	750
ST 02 - TUILERIE	150	2 250

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**646 818**	**650 268**	**628 788**	**675 138**	**702 121**	**4,0%**
Volume prélevé par ressource (m3)						
ST 01 - TAGON	104 845	162 159	150 237	100 440	100 522	0,1%
ST 02 - TUILERIE	541 973	488 109	478 551	574 698	601 599	4,7%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)						
Eau souterraine non influencée	646 818	650 268	628 788	675 138	702 121	4,0%

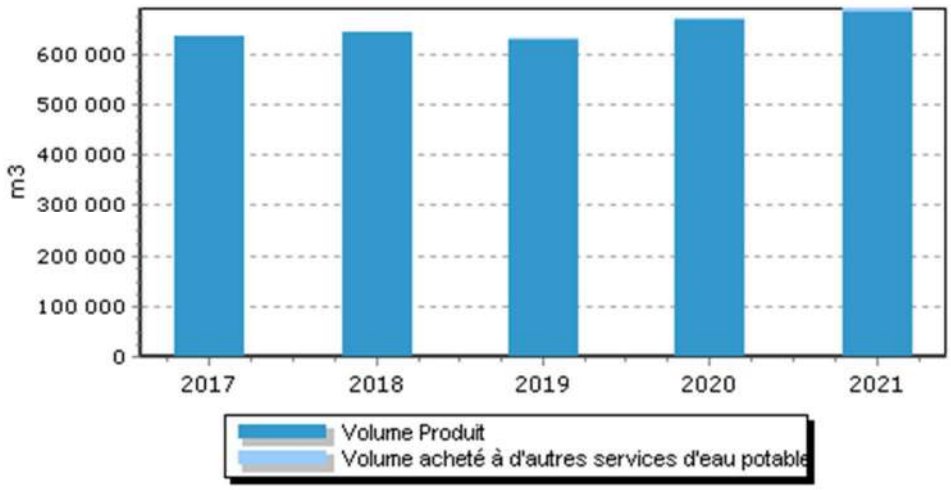
- ***Le volume produit et mis en distribution***

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**646 818**	**650 268**	**628 788**	**675 138**	**702 121**	**4,0%**
Besoin des usines	12 515	8 312	2 648	10 835	19 781	82,6%
Pertes en adduction	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3)	**634 303**	**641 956**	**626 140**	**664 303**	**682 340**	**2,7%**
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	3 323	7 366	7 673	4,2%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution (m3)	**634 303**	**641 956**	**629 463**	**671 669**	**690 013**	**2,7%**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	/	/	**3 323**	**7 366**	**7 673**	**4,2%**
SALLES ET MIOS - (SI)	/	/	3 323	7 366	7 673	4,2%

4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

- ***Le volume vendu***

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	**548 433**	**524 750**	**557 040**	**584 078**	**544 208***	**-6,8%**
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	**548 433**	**524 750**	**557 040**	**584 078**	**544 208**	**-6,8%**
domestique ou assimilé	548 431	523 163	555 939	582 710	542 328	-6,9%
autres que domestiques	2	1 587	1 101	1 368	1 880	37,4%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0	0	0%

*La baisse du volume vendu selon décret pour 2021 se justifie par deux non valeurs importantes (13 302 m3):

- Une importante régularisation a été faite, revenant sur 5 années, pour un abonné à hauteur de 8063 m3. En effet, NEXITY gestionnaire de l'ASL les PORTE DU DELTA, a constaté que la SRU qui aurait dû exister depuis la création de cet ensemble immobilier n'avait jamais été mise en place depuis 2009. Ainsi les volumes facturés aux sous compteurs n'étaient pas retranchés du volume du compteur général ce qui générait une double facturation des volumes consommés.
- Une autre non valeur a été appliquée à un compteur communal suite au constat d'une erreur de relève en 2020 à hauteur de 5024 m3.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

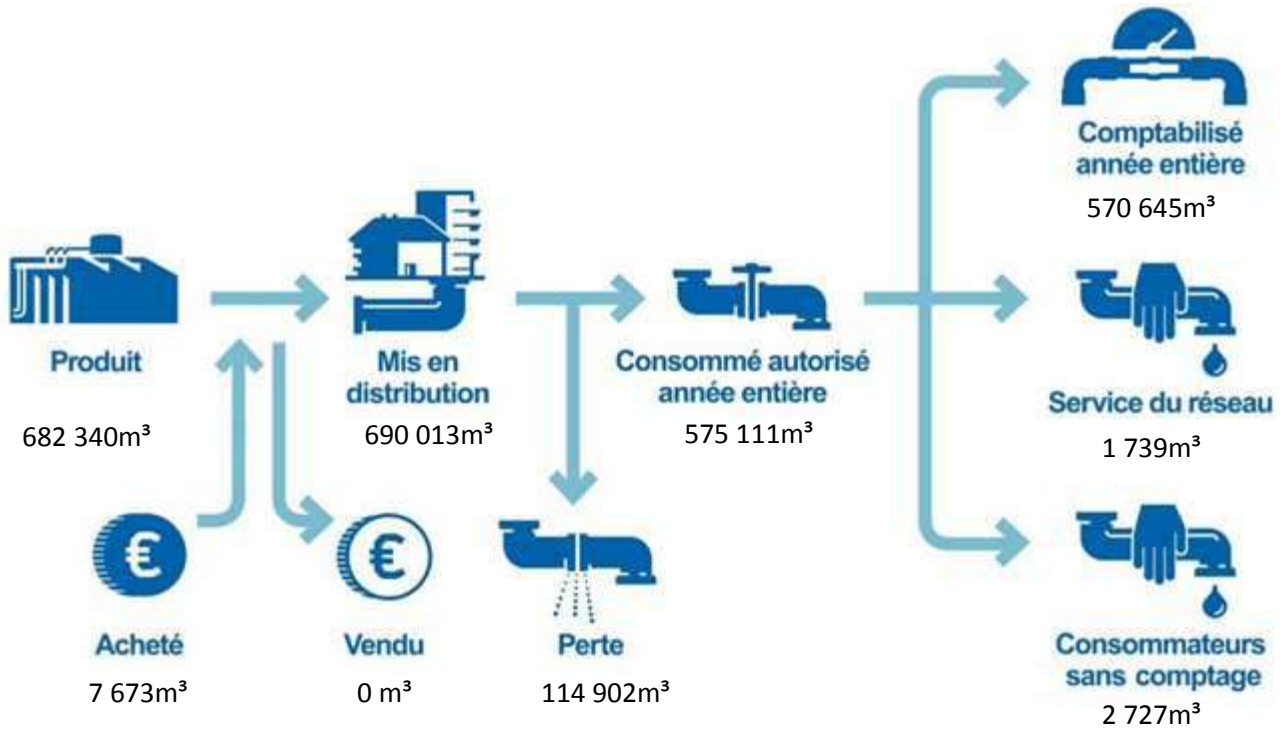
- ***Le volume consommé***

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, …) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,…). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	567 113	556 710	568 871	595 384	573 772	-3,6%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	**567 113**	**561 324**	**568 871**	**598 655**	**570 645**	**-4,7%**
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	362	365	364	367	0,8%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	2 320	2 265	2 265	2 732	2 727	-0,2%
Volume de service du réseau (m3)	3 000	3 258	2 362	1 656	1 739	5,0%
Volume consommé autorisé (m3)	**572 433**	**562 233**	**573 498**	**599 772**	**578 238**	**-3,6%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	**572 433**	**566 847**	**573 498**	**603 043**	**575 111**	**-4,6%**

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

- ***Synthèse des flux de volumes***



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2021 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2021	83,4	67,72	2,72	2,82	13,61

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)): (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

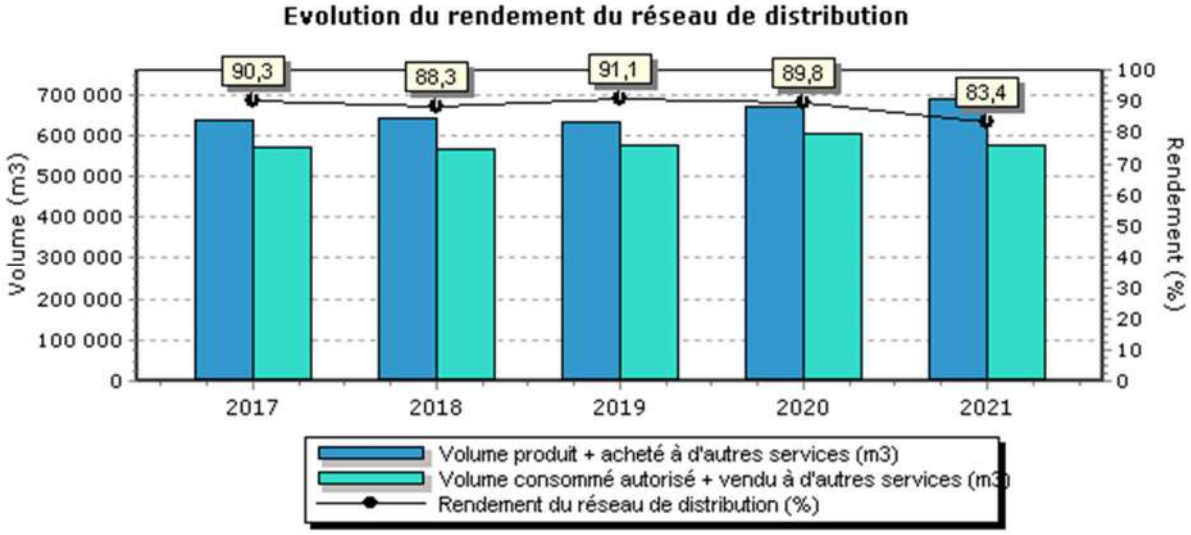
	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	**90,3 %**	**88,3 %**	**91,1 %**	**89,8 %**	**83,4 %***	**-7,1%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	572 433	566 847	573 498	603 043	575 111	-4,6%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3) C	634 303	641 956	626 140	664 303	682 340	2,7%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	/	/	3 323	7 366	7 673	4,2%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau
(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

*Nous constatons pour l'année 2021 une baisse significative du rendement de réseau.
Celui-ci passe de 89,8% à 83,40%.
Cette baisse s'explique par une une fuite significative(environ 12 m3/h) sur le secteur CENTRE VILLE. Détectée grâce à la sectorisation en fin d'année 2020, puis localisée par les campagnes de recherche fuite que nous avons engagées sur l'ensemble du secteur concerné au mois de mai. Cette localisation difficile de avenue de la côte d'argent s'explique par le fait qu'elle s'est déclenchée sur une canalisation en 60 Fte sous des fourreaux électriques dans la dernière zone que nous avons investiguée. Ainsi l'eau engendrée par la fuite pénétrait dans ces fourreaux, traversait l'avenue de la côte d'argent puis remontait dans un fond de regard pluvial pour s'y écouler.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Il n'y avait donc pas de remontée d'eau à la surface. Le perte d'eau estimée est d'environ 30 000 m3.



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2021 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2021.

- ***L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]***

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**1,59**	**1,91**	**1,43**	**1,72**	**2,82**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	634 303	641 956	629 463	671 669	690 013
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	567 113	561 324	568 871	598 655	570 645
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**1,46**	**1,78**	**1,32**	**1,62**	**2,72**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	634 303	641 956	629 463	671 669	690 013
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	572 433	566 847	573 498	603 043	575 111
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✔ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✔ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

- ***Les installations***

- **Opérations d'exploitation courante**

Lors de ces passages sur les installations, Veolia réalise des opérations d'exploitation courantes telles que :
- Pilotage des installations avec réglage et contrôle de son fonctionnement ;
- Contrôle visuel du périmètre des installations
- Suivi analytique de l'eau produite ;
- Maintenance et réglage des appareils de chloration ;
- Etalonnage des équipements de mesures et de contrôles ;
- Paramétrage des transmetteurs et des sondes ;
- Maintenance préventive des installations hydrauliques ;
- Contrôle des installations électriques par un organisme agréé (SOCOTEC) ;
- Nettoyage des ouvrages et entretien des espaces verts.

- **Lavage des réservoirs**

Pour cet exercice, les dates de lavages des ouvrages de stockage sont listées dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Nom de l'installation	Descriptif	Capacité en m³	Date Nettoyage année n-1	Date Nettoyage année n
Rs 01 – TAGON	Bâche de reprise	100	22/02/2020	05/05/2021
Rs 02 - TUILERIES	*Bâche de reprise*	1 000	18/02/2020	27/05/2021
Rs 03 - FACTURE	*Château d'eau*	500	12/02/2020	06/05/2021 et 09/12/2021

Le réservoir de FACTURE a été nettoyé une seconde fois en 2021 afin de permettre l'expertise de la bâche, en prévision des futurs travaux de réhabilitation entrepris par la COBAN.

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

4.3.3 Les recherches de fuites

- **Fuites sur réseau et branchements**

Sur l'exercice 2021, 8 fuites ont été réparées sur les canalisations et 10 sur les branchements d'eau potable.

Activité	Commune	Rue	Date
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	ROUTE DE BORDEAUX (D1250)	02/11/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DU PRIEURE DE COMPRIAN	27/10/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DANIEL DIGNEAUX	08/09/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE D'AYGUEMORTE	08/09/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DU PROFESSEUR LANDE	07/07/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA COTE D'ARGENT (D650)	10/05/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	LA MOULASSE	12/04/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DES EYQUEMS	07/01/2021

Activité	Commune	Rue	Date
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	03/12/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	CHEMIN DE MOUNAYS	23/11/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DU PORT	15/10/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DE FONTANELLE	11/08/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DU MARECHAL LECLERC	22/07/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DES CHATAIGNIERS	02/07/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DU PRIEURE DE COMPRIAN	14/06/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE JOSEPH- MARIE JACQUARD	25/03/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE HENRI FABRE	24/02/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DES COLIBRIS	28/01/2021

- **Campagne de recherche de fuites**

Des campagnes de recherche de fuites ont été menées en 2021 sur 38 394 mètres linéaires du réseau d'eau potable.

Activité	Commune	Rue	Linéaire
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA CHATAIGNERAIE	336,86
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA CROIX DU SUD	496,66
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA DESLIGADE	185,67
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA MAISONNERAIE	73,49
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES GEMMEURS	192,64
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES JARDINS DU BOURG	253,08
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DU BOIS DE POMPONNE	303,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CAPSUS	25,88
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN BARREYRES	199,13
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN MARINEY	474,27
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DES MARAIS	58,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	LOT LES PRES DU BRAOU	50,03
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE CAMILLE JULLIAN	588,27
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE D'AYGUEMORTE	1118,22
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA FORET DES BOIENS	660,17
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA PINEDE	253,72
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA TOSCA	342,31
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES CHATAIGNIERS	1174,04
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES CHENES	383,76
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES JAUGOTS	115,12
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES PIGNONS	215,16
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES VIOLETTES	82,79
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU BRAOU	223,42
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU COMMANDANT COUSTEAU	244,11
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU PROFESSEUR LANDE	771,46
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU TAUDIN	495,14
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE GAMBETTA	918,05
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE GUYNEMER	189,53
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN BOUIN	286,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN MERMOZ	493,98
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JULES VERNE	105,67
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE MARYSE BASTIE	146,06
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE POMPONNE	191,7

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE ROBERT PAUL	156,39
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VICTOR HUGO	653,02
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VOLTAIRE	160,05
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	1767,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE L'ETOILE FILANTE	69,78
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE FAURE	42,57
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	153,14
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	904,73
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE SAINT-MARTIN DE FONTENAY	290,11
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE MONTAIGNE	56,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DANIEL LEQUIEM	637,41
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE FRANCOIS MAURIAC	197,06
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE GEORGES CLEMENCEAU (D3E11)	71,13
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN ZAY	141,35
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JULES FERRY	425,6
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE LOUIS LEFEVRE	116,78
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE MICHEL MONTAIGNE	487,73
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE MONTESQUIEU	315,87
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	153,14
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA LEYRE	450,97
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES CASSIOTS	292,24
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DU CHAT DORE	324,36
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE LES LOUISIANES	471,29
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA COTE D'ARGENT (D650)	8,54
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	752,12
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE SAINT-MARTIN DE FONTENAY	489,71
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE LA COTE D'ARGENT	239,82
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DU BIAR	66,17
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE JEAN JAURES	154,26
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE ANDRE BERBIALE	126,32
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE D'ARROMANCHE	231,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE L'EYGA	280,53
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA RESISTANCE	203,4
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES AJONCS	210,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES CANADIENS	191,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES FAUVETTES	280,65
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES GENETS	107,01
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES GOELANDS	481,18
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES MOUETTES	307,85
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DESIRE GRANET	368,96
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU LACANAU	275,25
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN BRUSTIS	127,74
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN JAURES	823,23
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	153,14

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE RENE TECHOUEYRES	300,59
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE CAPSUS	402,85
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DES BOIENS (D3E12)	1046,07
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CAPSUS	454,77
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE DUPIN	399,66
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE L'AGNEAU	195,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE LYZE	608,84
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE LA VERRERIE	51,75
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA VERRERIE	400,82
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE HENRI COCHET	211,64
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	403,39
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VICTOR HUGO	804,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE CAPSUS	402,85
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES PLATANES	114,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA COTE D'ARGENT (D650)	1952,59
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CAPSUS	454,77
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE DUPIN	399,66
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE L'AGNEAU	195,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE LYZE	1120,17
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CITE CELLULOSE DU PIN	660,03
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	D650	701,91
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	D804	206,25
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE L'HIPPODROME	84,83
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	LA HOUN DOUS PEDOUILS-SUD	12,88
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE L'AGNEAU	137,49
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VICTOR HUGO	804,43

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	19	7	15	10	8	-20,0%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	6	7	7	4	10	150,0%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	100,0%
Nombre de fuites sur compteur	32	22	21	10	9	-10,0%
Nombre de fuites sur équipement	0	1	34	0	0	0%
Nombre de fuites réparées	57	37	77	24	27	12,5%
Linéaire soumis à recherche de fuites	5 541	1 108	8 684	0	38 394	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	**80 %**	**80 %**	**80 %**	**80 %**	**80 %**

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2017	2018	2019	2020	2021
ST 01 - TAGON	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
ST 02 - TUILERIE	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**339 790**	**361 555**	**378 683**	**362 545**	**364 801**	**0,6%**
Installation de production	339 790	361 555	378 683	362 545	364 801	0,6%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✔ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✔ réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

	2019	2020	2021
ST 01 - TAGON			
Consommation Hypochlorite de Sodium (kg)	1500	988	1 000
Volume produit refoulé (m3)	145122	97 423	97 448
ST 02 - TUILERIE			
Consommation Chlore gazeux (kg)	800	985	715
Volume produit refoulé (m3)	481018	566 880	584 892

4.4.4 La valorisation des sous-produits

- ***La valorisation des déchets liés au service***



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

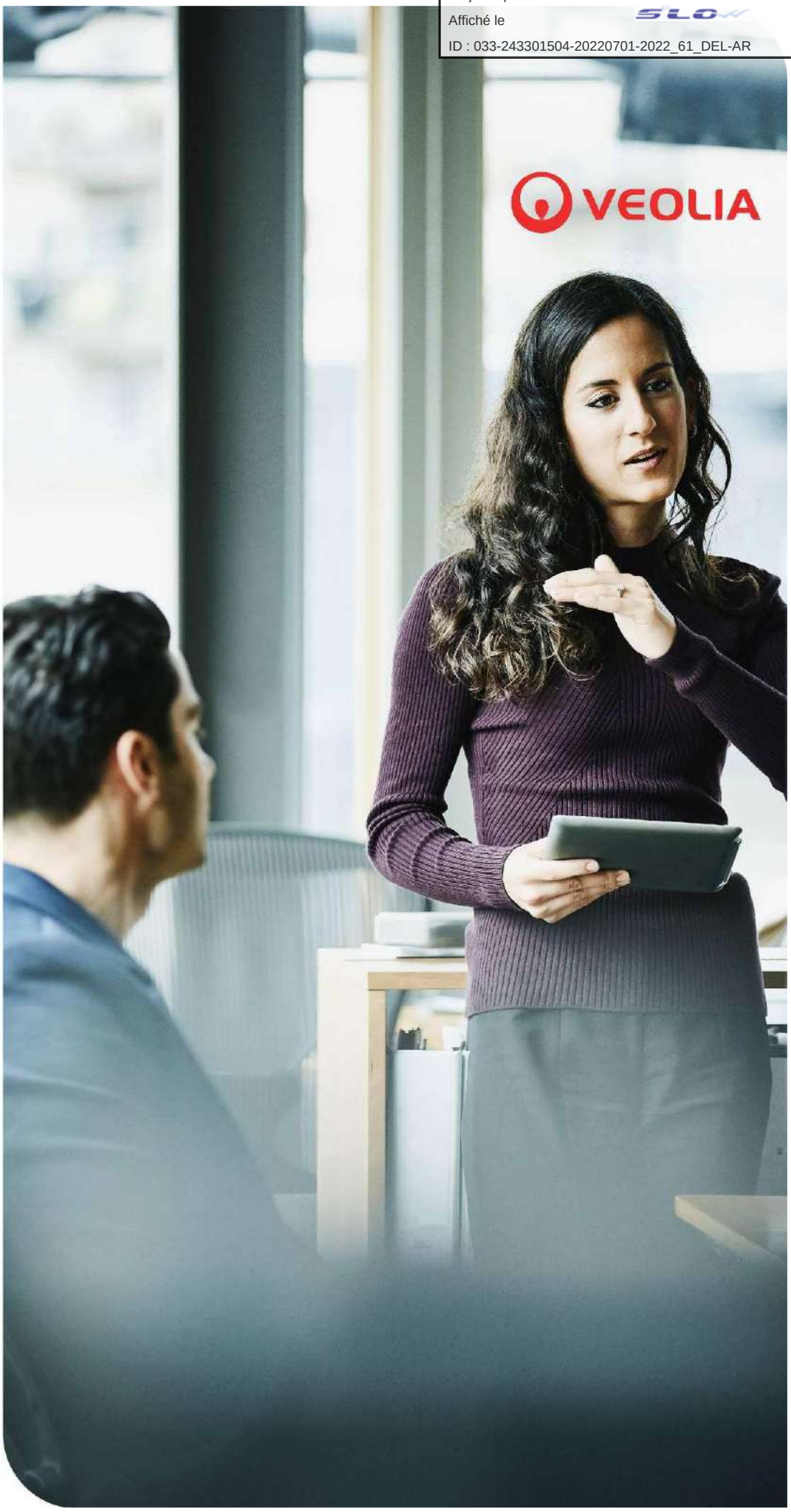
L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles…), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène…), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes…).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

- ***Le CARE***

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2021
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: I5240 - BIGANOS **Eau**

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
PRODUITS	**869 929**	**714 890**	**-17,82 %**
Exploitation du service	312 382	310 000	
Collectivités et autres organismes publics	480 858	304 553	
Travaux attribués à titre exclusif	49 840	75 335	
Produits accessoires	26 850	25 002	
CHARGES	**970 003**	**820 381**	**-15,42 %**
Personnel	157 865	175 469	
Energie électrique	39 656	37 564	
Achats d'eau	7 318	4 892	
Produits de traitement	1 174	1 281	
Analyses	7 236	4 883	
Sous-traitance, matièreset fournitures	128 511	180 467	
Impôts locaux et taxes	7 857	8 360	
Autres dépenses d'exploitation	55 016	24 340	
télécommunications, poste et telegestion	*8 998*	*9 026*	
engins et véhicules	*16 245*	*15 041*	
informatique	*27 005*	*24 112*	
assurances	*3 692*	*8 076*	
locaux	*11 056*	*12 015*	
autres	*- 11 983*	*- 43 932*	
Redevances contractuelles	13 358	5 194	
Contribution des services centraux et recherche	24 866	22 126	
Collectivités et autres organismes publics	480 858	304 553	
Charges relatives aux renouvellements	44 871	46 959	
pour garantie de continuité du service	*7 924*	*8 223*	
programme contractuel (renouvellements	*36 947*	*38 736*	
Charges relatives aux investissements	1 230	1 249	
programme contractuel (investissements	*1 230*	*1 249*	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux rec	189	3 046	
RESULTAT AVANT IMPOT	**- 100 075**	**- 105 492**	**-5,41 %**
RESULTAT	**- 100 075**	**- 105 491**	**-5,41 %**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 17/03/2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Vous trouverez ci-dessous les explications concernant les plus importantes variations du CARE:

★ *Collectivités et autres organismes publics*

Pour 2019, la présentation des CARE avait été modifiée afin que la redevance de modernisation des réseaux collectifs RMRC n'apparaisse plus en produits et en charges, étant précisé que ceci n'a aucun impact sur le résultat d'exploitation du contrat (produit et charge du même montant).

En effet, la RMRC étant collectée pour le compte de l'Agence de l'Eau et reversée à cette dernière par VE CGE, elle ne constitue pas une recette pour cette dernière mais uniquement pour l'Agence de l'Eau.

La RMRC est perçue par l'agence de l'eau auprès de l'exploitant du service assurant la facturation de la redevance assainissement en même temps que celle-ci.

Pour 2020 la RMRC avait été provisionnée au CARE par erreur et a donc été extournée sur l'exercice 2021 d'où les -72 659 euros sur le tableau ci-dessous.

★ *Personnel*

L'augmentation des charges de personnel s'explique principalement par la hausse des TTE et leur internalisation.

★ *Sous-traitance, matières et fournitures*

L'augmentation des charges de sous-traitance s'explique par le retard d'une facture d'environ 8 kE non provisionnée pour 2020 qui s'est répercutée sur 2021, la réalisation de campagnes de réfections de voirie en exploitation et en TTE non réalisées les années précédentes à hauteur de 18 kE et une augmentation des charges de Matières et divers de 4 kE.

★ *Autres dépenses d'exploitation - Autres*

Se référer à l'article 2.2 de l'annexe financières 6.5 de ce RAD

★ *Redevances contractuelles*

La baisse de la redevance contractuelle s'explique par les variations de dotation au FSL et Chèque Eau.
> 2020: 5024 euros dotation FSL 2019 + 5149 euros dotation FSL 2020 + 3145 euros Chèques Eau
> 2021: 5194 euros dotation FSL 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- ***L'état détaillé des produits***

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2021

Collectivité: I5240 - BIGANOS **Eau**

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	312 382	310 000	-0,76 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	304 457	319 517	4,95 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*7 925*	*- 9 517*	
Exploitation du service	**312 382**	**310 000**	**-0,76 %**
Produits : part de la collectivité contractante	203 165	174 484	-14,12 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	209 428	188 399	-10,04 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 6 263*	*- 13 915*	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	42 370	37 613	-11,23 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	41 605	41 495	-0,26 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*765*	*- 3 883*	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	176 009	165 114	-6,19 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	173 661	175 951	1,32 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*2 348*	*- 10 836*	
Redevance Modernisation réseau	59 314	- 72 659	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations	92 674	- 2 902	NS
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 33 360*	*- 69 757*	
Collectivités et autres organismes publics	**480 858**	**304 553**	**-36,66 %**
Produits des travaux attribués à titre exclusif	**49 840**	**75 335**	**NS**
Produits accessoires	**26 850**	**25 002**	**-6,88 %**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA). 17/03/22

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2 Situation des biens

- ***Variation du patrimoine immobilier***

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

- ***Inventaire des biens***

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

- ***Situation des biens***

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

- ***Programme contractuel d'investissement***

Au titre de l'exercie 2021 il n'a pas été réalisé d'investissement contractuel.

- ***Programme contractuel de renouvellement***

Installations électromécaniques	Renouvelé exercices antérieurs	Renouvelé dans l'exercice
ST 01 - TAGON		
BACHE DE REPRISE		
3 ML CONDUITE D'ASPIRATION	2015	
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2019	
CAPOT DE COUVERTURE ACCES RESERVOIR EN ALUMINIUM	2015	
ECHELLE D'ACCES EXTERIEURE	2015	
ELECTRICITE ET TELEGESTION		
CONDENSATEUR SECOVAR	2016	
DISJONCTEUR GENERAL	2016	
FORAGE DE TAGON		
DEBITMETRE	2019	
POMPAGE DE REPRISE		
2 CLAPETS	2016	
2 VANNES REFOULEMENT DN 100	2016	
BALLON ANTI-BELIER 500 L	2016	
COMPTEUR DN 150	2017	
TRAITEMENT		
POMPE DOSEUSE DE JAVEL	2016	
ST 02 - TUILERIES		
BACHE DE REPRISE		
CONDUITE D'ASPIRATION + CREPINE INOX	2019	
ECHELLE D'ACCES INTERIEURE		2021
ELECTRICITE ET TELEGESTION		
ARMOIRE ELECTRIQUE BT	2014	
ARMOIRE ELECTRIQUE BT	2016	
DISJONCTEUR GENERAL	2016	
GROUPE ELECTROGENE 103 KW	2017	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

FORAGE DES TUILERIES		
DEBITMETRE DN 150	2018	
POMPE CAPRARI - E12 S55 2 EF - 200 M3		
POMPAGE DE REPRISE		
10 ML CANALISATION ACIER DN 150	2016	
15 ML CANALISATION ACIER DN 125	2012	
2 CLAPETS DN 125	2012	
4 VANNES DE REFOULEMENT DN 100	2012	
BALLON CHARLATTE 1000 L	2016	
DEBITMETRE	2019	
DEBITMETRE PRODUCTION DN 200	2019	
POMPE 6 - KSB ETABLOC G25-20222 - 10 M3H A 35 M -	2016	
TRAITEMENT		
ANALYSEUR EN CONTINU ALLDOS CONEX 350	2018	
ST 03 - FACTURE		
CHÂTEAU D'EAU		
DISJONCTEUR GENERAL	2019	
ECLAIRAGE	2019	
SATELLITE DE TELEGESTION WIT 5120	2012	
SONDE PIEZOMETRIQUE ENDRESS-HAUSER	2019	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.

ANNEXES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.1 La facture 120 m³

BIGANOS	m³	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
Production et distribution de l'eau			**99,64**	**104,48**	**4,86%**
Part délégataire			**51,89**	**53,76**	**3,60%**
Abonnement			15,44	16,00	3,63%
Consommation	120	0,3147	36,45	37,76	3,59%
Part communale			**38,80**	**42,80**	**10,31%**
Abonnement			13,00	13,00	0,00%
Consommation	120	0,2483	25,80	29,80	15,50%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0660**	**8,95**	**7,92**	**-11,51%**
Collecte et dépollution des eaux usées			**287,44**	**228,30**	**-20,57%**
Part délégataire			**117,30**	**121,16**	**3,29%**
Abonnement			11,70	12,08	3,25%
Consommation	120	0,9090	105,60	109,08	3,30%
Part syndicale			**170,14**	**107,14**	**-37,03%**
Abonnement			44,14	44,14	0,00%
Consommation	120	0,5250	126,00	63,00	-50,00%
Organismes publics et TVA			**109,00**	**103,35**	**-5,18%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2500	30,00	30,00	0,00%
TVA			39,40	33,75	-14,34%
TOTAL € TTC			**496,08**	**436,13**	**-12,08%**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.2 Les données consommateurs par commune

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
BIGANOS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10 178	10 422	10 615	10 823	11 043	2,0%
Nombre d'abonnés (clients)	4 718	4 765	4 908	4 952	5 093	2,8%
Volume vendu (m3)	548 433	524 750	557 040	584 078	544 208	-6,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.3 La qualité de l'eau

6.3.1 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✔ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✔ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

• *Conformité des prélèvements*

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	28	28	20	20	48	48
Physico-chimie	12	12	3	3	15	15

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

• *Conformité des paramètres analytiques*

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité[1] :

[1] Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	**Conformité aux limites / Respect des Références**	**Nb total de résultats d'analyses**	**Conformité aux limites / Respect des Références**
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	56	56	38	38
Physico-chimique	314	314	3	3
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	84	83	78	78
Physico-chimique	300	299	124	124
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	180			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.3.2 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PC - Forage Les tuileries

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	3.18	3.18	3.18	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	140	140	140	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.9	7.9	7.9	1	Unité pH	
pH d'équilibre à 20°C	7.97	7.97	7.97	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	6.8	6.8	6.8	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	11.5	11.5	11.5	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.8	10.8	10.8	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	19.5	19.5	19.5	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	20.1	20.1	20.1	1	°C	
Fer dissous	20	20	20	1	µg/l	
Fer total	20	20	20	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	34	34	34	1	mg/l	
Chlorures	24	24	24	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	345	345	345	1	µS/cm	
Magnésium	5.3	5.3	5.3	1	mg/l	
Potassium	2.3	2.3	2.3	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	15	15	15	1	mg/l	
Sodium	22	22	22	1	mg/l	<= 200
Sulfates	5.5	5.5	5.5	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.56	0.56	0.56	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	0.4	0.4	0.4	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	4.6	4.6	4.6	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0.072	0.072	0.072	1	mg/l	<= 4
Nitrates	0	0	0	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0	0	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	21	21	21	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	95	95	95	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

UP - usine les tuileries

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre	3.27	3.525	3.78	2	mg/l CO2	
Ecart pH initial et pHéq	0.16	0.16	0.16	1	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	140	140	140	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7.8	7.85	7.9	2	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre à 20°C	7.97	7.98	7.99	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.8	7.951	8.03	9	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	11.3	11.54	11.8	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.4	10.58	10.9	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	5	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	6	Qualitatif	
Turbidité	0	0.121	0.26	9	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	16.8	18.96	21.6	10	°C	<= 25
Température de mesure du pH	17	18.42	19.9	5	°C	
Fer total	24	27.8	30	5	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	33	33.5	34	2	mg/l	
Chlorures	24	24.6	25	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	310	320.444	343	9	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	5.1	5.1	5.1	2	mg/l	
Potassium	2.2	2.25	2.3	2	mg/l	
Sodium	21	21.5	22	2	mg/l	<= 200
Sulfates	4.9	5.14	5.3	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.458	0.62	6	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	0	0	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0	0	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.02	0.025	0.03	2	mg/l	<= 0.7
Bore	21	23	25	2	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Fluorures	93	101.5	110	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité béta résiduelle	0.03	0.03	0.03	1	Bq/l	
Activité béta totale	0.092	0.092	0.092	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Radon 222	0	0	0	1	mBq/l	<= 100000
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.17	0.323	0.69	10	mg/l	
Chlore total	0.17	0.341	0.69	10	mg/l	
Bromoforme	2.7	2.9	3.1	2	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2.1	2.4	2.7	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.51	0.57	0.63	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	5.31	5.87	6.43	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

UP - usine Tagon

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		3	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	1		10	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	6	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	6	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	1.59	1.59	1.59	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	120	120	120	1	mg/l	
pH à température de l'eau	8.1	8.1	8.1	1	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre à 20°C	8.09	8.09	8.09	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	8.02	8.126	8.2	7	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	10.2	10.4	10.5	3	°F	
Titre Hydrotimétrique	9.6	9.803	10.1	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	2.333	7	3	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0.189	0.26	7	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	17	18.443	21.1	7	°C	<= 25
Température de mesure du pH	18.2	18.967	20	3	°C	
Fer total	44	45	46	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	30	30	30	1	mg/l	
Chlorures	27	27.667	28	3	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	309	314.143	321	7	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	5	5	5	1	mg/l	
Potassium	2	2	2	1	mg/l	
Sodium	24	24	24	1	mg/l	<= 200
Sulfates	8.9	8.933	9	3	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.42	0.45	0.48	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0.007	0.02	3	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	0	0	3	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0	0	3	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.02	0.02	0.02	1	mg/l	<= 0.7
Bore	17	17	17	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0.7	0.7	0.7	1	µg/l	<= 50
Fluorures	120	120	120	1	µg/l	<= 1500

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.15	0.266	0.43	7	mg/l	
Chlore total	0.18	0.391	0.51	7	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.17	0.17	0.17	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0.27	0.27	0.27	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ZD - BIGANOS

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	12	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	31	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	31	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	31	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	31	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	31	n/100ml	= 0
pH mesuré au labo	7	7.978	8.2	31	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	19	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0.474	3	19	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	19	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	19	Qualitatif	
Turbidité	0	0.31	1.7	31	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	9.1	18.014	27	35	°C	<= 25
Température de mesure du pH	15.5	19.689	22	19	°C	
Fer total	22	51.105	150	19	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	308	323.161	402	31	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0.009	0.038	19	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0.009	0.018	2	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Chrome hexavalent	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Cuivre	0	0.005	0.012	4	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	4	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	4	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	5	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.087	0.26	31	mg/l	
Chlore total	0	0.105	0.26	31	mg/l	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

- ***Bilan énergétique détaillé du patrimoine***

Installation de production

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
ST 01 - TAGON						
Energie relevée consommée (kWh)	53 149	77 655	77 932	48 933	52 001	6,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	547	486	537	502	534	6,4%
Volume produit refoulé (m3)	97 103	159 660	145 122	97 423	97 448	0,0%
ST 02 - TUILERIE						
Energie relevée consommée (kWh)	286 641	283 900	300 751	313 612	312 800	-0,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	534	589	625	553	535	-3,3%
Volume produit refoulé (m3)	537 200	482 296	481 018	566 880	584 892	3,2%

Installation de captage

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
FORAGE TAGON						
Volume pompé (m3)	104 845	162 159	150 237	100 440	100 522	0,1%
FORAGE TUILERIE						
Volume pompé (m3)	541 973	488 109	478 551	574 698	601 599	4,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.5 Annexes financières

- ***Les modalités d'établissement du CARE***

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2021 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Sud-Ouest de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, articulée depuis 2018 et le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » autour d'une logique « gLocale », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Changement de modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, depuis l'exercice 2020 :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1er novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1er janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes).

"

1. **Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. **Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

✔ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- ✔ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. **Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- ✔ les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- ✔ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ✔ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ✔ les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. **Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis cette année prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. **Charges calculées**

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique... il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ✔ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ✔ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ✔ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- ✔ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ✔ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- ✔ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée ;

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- ✔ pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- ✔ pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. **Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4.**Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2021 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant plus de 250 M€ de CA (27,5%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. **Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. **Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. **Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. **Autres charges**

2.3.1. **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. **Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2021 au titre de l'exercice 2020.

2.4. **Autres informations**

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ✔ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ✔ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2021 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*

2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

- ***Avis des commissaires aux comptes***

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.6 Engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

6.6.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

- ***Régularisations de TVA***

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[2], deux cas se présentent :

✔ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[3] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.

✔ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

- ***Biens de retour***

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

- ***Biens de reprise***

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

[2] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[3] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- ***Autres biens ou prestations***

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

- ***Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat***

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

6.6.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✔ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✔ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

- ***Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia***

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✔ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✔ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

- ***Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat***

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[4] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

- ***Comptes entre employeurs successifs***

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✔ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✔ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….,
- ✔ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[4] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.7 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.9 Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS	572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / *Complementary list of certified locations on appendix*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* 2021-11-11 Jusqu'au *until* 2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Certificat
Certificate

N° 2015/69287.8

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) */ List of certified locations on appendix(ces)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69286.8 **Page 1 / 10**

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) */ List of certified locations on appendix(ces)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au / *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.8 Actualité réglementaire 2021

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les conséquences particulières pour votre service.

Dérèglement climatique et résilience des territoires : des nouvelles obligations importantes pour les collectivités dans le domaine de l'eau !

La Loi du 22 août 2021 portant *lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets* (dite loi *« climat et résilience »*) fait écho aux préoccupations et aux défis considérables soulevés par le dérèglement climatique pour les citoyens, les territoires et les services publics locaux.

Cette loi comporte un large éventail de dispositions comme les **diagnostics de vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations** afin d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal.

Cet objectif a par ailleurs été précisé par la loi du 25 novembre 2021 qui *vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels*. Ainsi, pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus, cette loi introduit de **nouvelles obligations en matière d'information des populations sur les risques et les mesures de sauvegarde associées** ainsi qu'un renforcement des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.

Dans le domaine de l'alimentation en eau potable, la loi *climat et résilience* pose le principe que les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation du fait de leur contribution à la lutte contre la pollution. En quelques articles, cette Loi vient renforcer l'intégration des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques et consacre ainsi l'importance stratégique de l'eau potable dans le code de l'environnement. Ainsi :

- ✔ Les masses d'eau souterraines qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable devront être identifiées. Les SDAGE (Schéma directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) devront également identifier les "zones de sauvegarde" des masses d'eau souterraines où des mesures de protection seront instituées afin de garantir la disponibilité et la qualité des ressources à long terme afin de "satisfaire en priorité les besoins de la consommation humaine".

- ✔ Les communes et EPCI compétents en eau potable devront compléter leur schéma de distribution d'eau potable par un diagnostic des ouvrages et équipements nécessaires à la distribution d'eau potable, complété d'un programme d'actions chiffrées et hiérarchisées visant à améliorer l'état et le fonctionnement des ouvrages et équipements.

En outre, **l'enjeu de la rareté de l'eau** a également donné lieu à la publication de plusieurs textes réglementaires en 2021. Notamment, un décret du 23 juin 2021 est venu préciser la gestion des situations de crise liées à la sécheresse. Ce texte vise à anticiper et prévenir les conflits d'usages susceptibles de survenir en situation de crise. Ce décret renforce la mise en place d'une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes aquatiques.

Dans l'ensemble de ces domaines, vos équipes de Veolia peuvent vous aider à définir des plans d'actions précis, réaliser des études et des diagnostics de vos ouvrages ou de votre territoire, hiérarchiser les actions en vous accompagnant particulièrement dans la méthodologie pour respecter ces nouvelles contraintes réglementaires qui s'imposent à vous dès aujourd'hui.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Crise relative à l'approvisionnement et hausse des cours des matières premières : suspension temporaire des pénalités de retards applicables.

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz, électricité etc. Leurs cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, actualisée au 29 juillet 2021, en précise les contours.

Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

Métabolites de pesticides : des nouveaux critères de gestion qui changent tout !

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de cette instruction, les Agences Régionales de Santé (ARS) renforcent progressivement le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement conduit à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.
Cette situation nouvelle va s'amplifier au cours des prochains mois et de nombreux services d'eaux vont devoir faire face à une situation de non-conformité. En outre, pour les services concernés, cette situation de non-conformité perdurera dans le temps en raison de la persistance des métabolites de pesticides dans les ressources en eau.
Cette instruction, en renforçant le contrôle sanitaire des eaux distribuées et en nécessitant potentiellement la mise en place d'actions de préventions, de modification ou de création de traitement des eaux produites, entraîne un impact contractuel et financier certain sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia vont donc rapidement se rapprocher de vous pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les conséquences pour votre service de cette instruction dès 2022.

Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine : vers toujours plus de qualité et de services pour l'eau potable !

La Directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet" au travers plusieurs évolutions majeures :

1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l'eau potable ;
2. Elle renforce les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances ;
3. Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux. Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau, et la compréhension de leur vulnérabilité ;
4. Elle vise à garantir l'accès à l'eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats…),

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette directive sera transposée en droit français au plus tard le 12 janvier 2023. Cette transposition comportera un volet législatif qui donnera lieu à une ordonnance dédiée (conformément à la loi 2021-1308 du 8 octobre 2021).

Le volet réglementaire de cette transposition sera porté par un décret et une quinzaine d'arrêtés (nouveaux ou modifiés). La majorité de ces textes entreront en application au 1er janvier 2023. C'est le cas notamment des arrêtés définissant les modalités de réalisation du contrôle sanitaire par les ARS et de surveillance par la Personne Responsable de la Production et Distribution de l'Eau (PRPDE), qui est au centre de ce dispositif essentiel pour la qualité de l'eau.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, lorsque ces nouveaux textes seront publiés, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

Commande Publique

La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) comporte un ensemble de mesures en faveur de la prise en compte du développement durable au stade de la passation et de l'exécution des contrats de la commande publique. Essentiellement programmatique, compte tenu des délais d'entrée en vigueur différée, elle invite les personnes publiques à s'engager dès à présent dans ce mouvement.

A l'exception des mesures relatives aux Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsable (entrée en vigueur au 1er janvier 2023) les dispositions de l'article 35 de la loi entreront en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le **22 août 2026**.

La prise en compte des objectifs de développement durable ("ODD") et des caractéristiques environnementales

L'article 35 de cette loi comprend différentes mesures visant à améliorer la prise en compte du développement durable lors de la passation et l'exécution des contrats de la commande publique. Ces mesures concernent notamment :

- la prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques: l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit désormais l'obligation pour l'acheteur d'intégrer des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale au sein des spécifications techniques ;
- la prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés formalisés : le nouvel article L.2112-2-1 du Code de la commande publique comporte l'obligation de prévoir pour les marchés supérieurs aux seuils européens des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées, sauf dérogations ;
- la prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution: l'article L.2152-7 du Code de la commande publique modifié comporte désormais l'obligation de prévoir au moins un critère en matière environnementale. En pratique, cette modification interdit donc le recours au critère unique du prix ;
- la prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution : au-delà des spécifications techniques, l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit que les

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

conditions d'exécution doivent désormais prendre en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.

Le renforcement des Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER)

Cette même loi renforce le contenu et surtout la visibilité des SPASER que sont tenues d'adopter les plus grandes collectivités. Deux évolutions principales :

- Renforcement des obligations de publicité des SPASER en prévoyant qu'ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés ;
- Mention des indicateurs précis et des objectifs cibles à atteindre pour chacune de ces catégories.

Ces dispositions entreront en vigueur l**e 1er janvier 2023.**

La neutralité dans les contrats de la commande publique à l'aune de la loi confortant le respect des principes de la République

La loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a pour but de conduire les acteurs de la commande publique à introduire de nouvelles stipulations dans leurs contrats afin d'aménager le respect des principes de laïcité, de neutralité.

La loi évoque trois principes : l'égalité des usagers devant le service public, veiller au respect du principe de laïcité et au principe de neutralité du service public. Ces clauses doivent être intégrées dans tous les contrats concernés pour lesquels une consultation ou un avis de publicité est envoyé depuis l**e 25 août 2021**. Pour les contrats en cours ou pour lesquels une consultation a été lancée avant le 25 août dernier, il faut distinguer deux situations :

- Pour les contrats qui se terminent avant le 25 février 2023, ces clauses n'ont pas à être insérées ;
- Pour les contrats qui se terminent après le 25 février 2023, les acheteurs et autorités concédantes ont un an, jusqu'au 25 août 2022, pour intégrer ces clauses dans les contrats en cours.

Nouveaux seuils de procédure formalisée pour les années 2022-2023

À compter du **1er janvier 2022**, les seuils de procédure formalisée passent de :

- 139 000 € HT à 140 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 428 000 € HT à 431 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

Promotion et développement de l'innovation

Dans l'« objectif de promotion et développement de l'innovation » précédemment mobilisé pour l'expérimentation posée par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 avait prévu un dispositif expérimental pour les achats dits « innovants » offrant la possibilité de passer un marché public, y compris un marché public de défense ou de sécurité, négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, à la condition que la valeur estimée du besoin soit

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

inférieure à 100 000 € hors taxes. Ce régime dérogatoire initialement prévu pour une durée de 3 ans a été pérennisé par le décret n° 2021-1634 du 13 décembre 2021.

Interdiction des accords-cadres sans maximum

En application d'une jurisprudence européenne du 17 juin 2021, un décret du 23 août n° 2021-1111 modifie le code de la commande publique pour supprimer la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum. Une mesure qui s'appliquera à compter du 1er janvier 2022.

Marchés globaux

Le Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 portant diverses dispositions en matière de commande publique, pris pour l'application des articles 131 et 140 de loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 (Loi 'ASAP'), comporte diverses dispositions en matière de commande publique. Ce décret fixe à 10 % du montant prévisionnel du marché la part minimale que le titulaire d'un marché global, qui n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan, s'engage à confier, directement ou indirectement, à une PME ou à un artisan.

Ce décret a également pour objet de mettre en cohérence les hypothèses de dispense de jury pour l'attribution des marchés globaux avec les hypothèses de dispense de concours pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Il précise enfin le point de départ du délai de paiement du solde des marchés publics de maîtrise d'œuvre pour tenir compte du mécanisme de décompte général et définitif prévu par le nouveau cahier des clauses administratives générales applicables à ces marchés.

Six (6) nouveaux CCAG et leur fascicule (6) de 2021

En application de l'article R. 2112-2 du code de la commande publique, six arrêtés en date du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ont approuvé les nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics. Ces arrêtés portent sur les CCAG des marchés de fournitures courantes et services, les marchés industriels, les techniques de l'information et de la communication, les prestations intellectuelles, les travaux et la maîtrise d'œuvre. Pour ce dernier secteur d'activité, il s'agit d'une création.

Ces arrêtés s'appliquent aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er avril 2021. Toutefois, ils prévoient une période transitoire jusqu'au 30 septembre 2021.

L'arrêté du 30 septembre 2021 (JO du 7 octobre 2021) apporte des modifications à ces CCAG et vient donc compléter la série des arrêtés du 30 mars 2021.

L'arrêté du 7 octobre 2021 (JO du 15 octobre 2021) vient approuver sept Cahier des Clauses Techniques Générales (fascicules), dont six concernent directement les secteurs de l'eau et de l'assainissement, à savoir :

- le fascicule 70 titre I relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement à surface libre ;
- le fascicule 70 titre II relatif aux ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales ;
- le fascicule 71 relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement sous pression ;
- le fascicule 73 relatif à l'équipement d'installations de pompage d'eaux claires destinées aux consommations humaines, agricoles et industrielles ;
- le fascicule 74 relatif à la construction des réservoirs en béton et réhabilitation des réservoirs en béton ou en maçonnerie ;
- le fascicule 81 titre I relatif à l'équipement d'installations de pompage pour réseaux d'évacuation et d'assainissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Suites de la crise sanitaire

Crise relative à l'approvisionnement et hausse des cours des matières premières

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz, électricité etc. Leurs cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, actualisée au 29 juillet 2021, en précise les contours. Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

Factures d'eau, de gaz et d'électricité

Le décret n°2021-474 du 20 avril 2021 (JO du 21 avril 2021) est relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Ce décret actualise le dispositif mis en œuvre à la fin de l'année 2020 en précisant les critères que doivent satisfaire les personnes physiques ou morales de droit privé pour prétendre aux mesures d'étalement de leur facture d'eau. Ce décret précise aussi la date de fin de ces mesures de report fixées deux mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

Services publics locaux

Résilience des territoires et sécurité civile

La loi 2021-1520 du 25 novembre 2021 (JO du 26 novembre 2021) vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels. Cette loi comprend des dispositions complémentaires à la loi "climat et résilience" pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus en matière d'information sur les risques et les mesures de sauvegarde, sur les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde. Notamment, le plan communal de sauvegarde est rendu obligatoire pour les communes soumis à un risque naturel identifié et sa mise en œuvre doit être éprouvée au moins tous les cinq ans par un exercice de crise.

Ces précédentes dispositions complètent celles portées par l'article 249 de La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) qui vise à identifier les vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal. Ces objectifs ont pour objectifs de renforcer la résilience des territoires et se traduisent par des obligations graduées au regard de l'exposition à un ou plusieurs risques naturels.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 6 juillet 2021 (JO du 20 août 2021) fixe, pour l'année 2021, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Instruction budgétaire et comptable

L'arrêté du 9 décembre 2021 (JO du 31 décembre 2021) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

Gestion de la qualité des eaux de piscines

L'arrêté du 25 février 2021 (JO du 27 février 2021) modifie l'arrêté du 7 avril 1981 qui détaille les dispositions techniques applicables aux eaux de piscine publiques et privées à usage collectif (article D. 1332-1 du code de la santé publique). Cet arrêté décrit les modalités d'autorisation des produits ou procédés utilisés pour traiter l'eau des piscines.

Le décret 2021-656 du 26 mai 2021 (JO du 27 mai 2021) relatif à la sécurité sanitaire des eaux de piscine modifie en profondeur les normes et règles applicables à gestion de la qualité des eaux de piscines publiques et privées à usage collectif. Ses dispositions rentrent en vigueur à compter du 1er avril 2022. Ce décret est accompagné de quatre arrêtés, publiés également au JO du 27 mai 2021, à savoir :

- Un arrêté modifiant de nouveau l'arrêté du 7 avril 1981 (cf supra) relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines
- Un arrêté relatif au contrôle sanitaire et à la surveillance des eaux de piscine
- Un arrêté relatif aux limites et références de qualité des eaux de piscine
- Un arrêté du 26 mai 2021 relatif à l'utilisation d'une eau ne provenant pas d'un réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine pour l'alimentation d'un bassin de piscine.

Le décret 2021-1238 du 27 septembre 2021 (JO du 28 septembre 2021) modifie le décret du 26 mai en précisant la notion de fréquentation maximale instantanée.

Enfin, une instruction de la Direction Générale de la Santé à destination des Agences Régionales de Santé en date du 20 octobre 2021 (mise en ligne le 31 décembre 2021) est venue préciser les conditions d'application des dispositions des précédents textes cités plus haut.

Facturation électronique

L'ordonnance du 15 septembre 2021 (Journal officiel du 16 septembre 2021) définit le cadre juridique nécessaire à la généralisation de la facturation électronique pour les transactions effectuées entre entreprises assujetties à la TVA, établies en France. Les entreprises concernées devront ainsi émettre, transmettre et recevoir des factures sous forme électronique dans leurs transactions avec d'autres assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et transmettre les données de facturation, ainsi que les données de transaction (e-reporting des opérations transactions avec une personne non assujettie « business to customer » (B2C) et des transactions entre assujettis non domestiques et données de paiement des prestations de service) à l'administration fiscale.

L'ordonnance prévoit que, pour remplir leurs obligations, les entreprises pourront librement choisir de recourir soit à une plateforme de dématérialisation partenaire de l'administration, soit directement au portail public de facturation qui s'appuiera sur la plateforme Chorus Pro qui assure déjà l'échange dématérialisé des factures du secteur public.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'obligation d'émettre les factures sous forme électronique s'applique à compter du 1er juillet 2024 pour les grandes entités, à compter du 1er janvier 2025 pour les entités de taille intermédiaire, et du 1er janvier 2026 pour les PME.

Recouvrement

Le décret n° 2021-1322 du 11 octobre 2021 vient alléger la procédure d'injonction de payer (apposition de la formule exécutoire avant signification) et clarifier les modalités de recours à l'opposition. Les principaux changements apportés à la procédure d'injonction de payer sont les suivants:

- La requête en injonction de payer ne doit plus seulement contenir l'indication de son fondement et être accompagnée des documents justificatifs mais inclure en outre le bordereau des documents justificatifs produits à l'appui de la requête ;
- L'apposition de la formule exécutoire sur l'ordonnance d'injonction de payer dès qu'elle est rendue. Il est ainsi inutile de revenir devant le greffe. En cas de non-recours, l'ordonnance devient titre exécutoire.
- la signification doit également désormais indiquer « de manière très apparente » le délai d'opposition et les « modalités » de recours ;
- l'opposition est, quant à elle, revisitée. Elle doit indiquer, à peine de nullité, l'adresse du débiteur. L'opposition formée comme le délai pour ce faire sont, dans tous les cas (c.-à-d. indépendamment du mode de signification), suspensifs d'exécution ;
- enfin, lorsque finalement le débiteur décide de se désister de son opposition, le nouvel article 1419-1 du Code de Procédure Civile énonce que ce désistement suit les règles prévues aux articles 400 à 405, renvoyant de ce fait au droit commun de cette renonciation.

Ces dispositions sont applicables à une date fixée par arrêté du garde des Sceaux et au plus tard le 1er mars 2022.

Décret tertiaire

Décret n° 2021-1271 du 29 septembre 2021 modifiant les articles R. 174-27 et R. 174-28 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire

Décret tertiaire : précisions sur la transmission des consommations d'énergie de l'année 2020 et en cas de cessation d'activité

Dans le cadre du dispositif réglementaire de rénovation énergétique du secteur tertiaire, les articles R. 174-27 et R. 174-28 du CCH prévoient une communication à la plateforme OPERAT gérée par l'ADEME, chaque année par le propriétaire ou le preneur à bail, des données de consommation permettant d'assurer le suivi de l'obligation de réduction des dépenses énergétiques. Le gouvernement confirme les modalités particulières de transmission des données de l'année 2020. Compte tenu de la crise sanitaire qui perdure, l'envoi de ces informations peut être fait jusqu'au 30 septembre 2022 et non pas le 30 septembre 2021 tel que prévu initialement par les textes.

Service public de l'eau potable

Les ressources stratégiques en eau

La loi 2021-1104 du 22 août 2021 (JO du 24 août 2021) portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi "climat et résilience") comporte différentes dispositions en matière d'alimentation en eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Dans son article 45, cette loi pose le principe que les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation du fait de leur contribution à la lutte contre la pollution. En quelques articles, elle vient renforcer l'intégration des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques.

L'article 61 modifiant l'article L 212-1 du code de l'environnement consacre ainsi l'importance stratégique de l'eau potable dans le code de l'environnement, répondant ainsi aux préoccupations du déficit des nappes stratégiques.

Renforcement des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Les SDAGE (Schéma directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) devront, au plus tard avant le 31 décembre 2027, identifier les masses d'eau souterraines et les aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable. Cette échéance permettra la prise en compte au sein des SDAGE de la période 2028-2033.

Les SDAGE devront également identifier les "zones de sauvegarde" des masses d'eau souterraines, si l'information est disponible, et délimiter au sein de celles-ci un périmètre où des mesures de protection sont instituées afin de garantir la disponibilité et la qualité des ressources à long terme afin de "satisfaire en priorité les besoins de la consommation humaine".

Dérogations au Schéma Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement (loi ASAP)
La loi ASAP a englobé dans la procédure d'Autorisation Environnementale les dérogations motivées au respect des objectifs des SDAGE (C. envir., art. L. 181-2, 14°). L'AE tient lieu de dérogation et la consultation du public dispense, pour le projet concerné, de la mise à la disposition du public de la liste des dérogations (C. envir., art. L. 212-1, VII).

Le décret modifie l'article R. 214-44 pour le faire concorder avec cette nouvelle disposition : sont désormais visés "les travaux destinés à prévenir un danger grave et immédiat, présentant un caractère d'urgence".
Le décret supprime également l'enquête publique pour la remplacer par une participation du public par voie électronique (CGPPP, art. R. 2111-8 et R. 2111-9).

Renforcement du Schéma de distribution d'eau potable

Les communes et EPCI compétents en eau potable doivent déterminer les zones desservies par le réseau public de distribution et dans lesquelles une obligation de desserte s'applique au sein des Schémas de distribution d'eau potable, créés par la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.
Au plus tard le **31 décembre 2024**, les Schémas de distribution d'eau potable devront comprendre, outre un descriptif détaillé :

- un diagnostic des ouvrages et équipements nécessaires à la distribution d'eau potable,
- un programme d'actions chiffrées et hiérarchisées visant à améliorer l'état et le fonctionnement des ouvrages et équipements.

Ce schéma devra également tenir compte de l'évolution de la population ainsi que des ressources en eau disponibles.
Ces dispositions s'inscrivent dans la poursuite des objectifs d'amélioration de la connaissance des réseaux et de leur efficacité en termes de rendement de réseau, issus de la loi dite "Grenelle 2" (loi n°2010-788 du 12 juillet 2010).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Pour les communautés de communes, ces nouvelles obligations doivent être mises en œuvre au plus tard dans les deux ans suivant la prise de compétence obligatoire, lorsqu'elle intervient après le 1er janvier 2023. Ainsi, les communautés de communes qui ont reporté au 1er janvier 2026 la prise de compétence "eau potable" (en mettant en œuvre les dispositions dérogatoires prévues par la loi Fesneau), devront adapter leur Schémas de distribution d'eau potable au plus tard le 31 décembre 2027.

Encadrement de la déclaration de forage

L'article 64 de loi "climat et résilience" stipule que les entreprises doivent tenir un registre des forages d'eau qu'elles réalisent, quel qu'en soit l'usage, et doivent les déclarer pour le compte de leur client au maire de la commune concernée dans les trois mois suivant leur réalisation.

Gestion des risques sanitaires associés aux pesticides ou leurs métabolites

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 (mise en ligne le 29 janvier 2021) est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de cette instruction, les Agences Régionales de Santé (ARS) renforcent progressivement le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement conduit à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires. Il s'agit d'une situation nouvelle, susceptible de perdurer au cours des mois et années à venir en raison de la persistance des métabolites de pesticides dans les ressources en eau.

La distribution d'eaux concernées par la présence de pesticides et métabolites est encadrée par l'instruction du 18 décembre 2020 qui décrit, au cas par cas, des modalités de gestion dépendant du caractère de pertinence / non pertinence attribué par l'ANSES aux métabolites observés, des concentrations analysées, et de la durée des éventuelles situations de non-conformité.

Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

La loi 2021-1308 du 8 octobre 2021 (JO du 9 octobre 2021) comporte un ensemble de dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances. Notamment, cette loi prévoit que les dispositions législatives de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine pourront être transposées en droit français par voie d'ordonnance au plus tard le 8 janvier 2023. Cette disposition inclut les actes délégués et les actes d'exécution prévus par la directive 2020/2184.

Gestion de la rareté de l'eau

Dans le contexte du changement climatique, une série de textes réglementaires publiés en 2021 sont venus renforcer les modalités de gestion des épisodes de sécheresse et de rareté de la ressource en eau.

Le décret 2021-588 du 14 mai 2021 (JO du 15 mai 2021) crée un comité d'anticipation et de suivi hydrologique auprès du Comité national de l'eau. Ce nouveau comité est composé de 43 membres dont 14 représentants

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

de l'État et de ses établissements publics et 29 autres membres représentant les collectivités territoriales et les différents usagers de l'eau.

Le décret 2021-795 du 23 juin 2021 (JO du 24 juin 2021) porte plus spécifiquement sur la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse. Ce texte vise à anticiper et prévenir les conflits d'usages susceptibles de survenir en situation de crise. Ce faisant, il renforce les prérogatives du préfet coordonnateur de bassin pour la mise en place d'une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes aquatiques. Il simplifie aussi le classement de bassins en zone de répartition des eaux où des exigences renforcées dans la gestion des prélèvements sont applicables, en unifiant la compétence au seul niveau du préfet coordonnateur de bassin.

La circulaire du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation aux préfets de département du 22 juin 2021 (mise en ligne le 1er juillet 2021) est relative à la mise en place d'un protocole de gestion décentralisée concernant la ressource en eau dans le secteur agricole. Cette instruction octroie aux préfets de départements davantage d'autonomie et de responsabilité dans la gestion des situations de sécheresse. Selon les constats effectués durant la période estivale, cette circulaire précise les mesures d'adaptation des pratiques agricoles susceptibles de s'appliquer et les outils d'atténuation de l'impact économique des épisodes de sécheresse.

L'instruction du 27 juillet 2021 (mise en ligne le 4 août 2021) est relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique. Cette instruction précise les principes à respecter dans la gestion des situations de pénurie d'eau. Elle rappelle que les mesures prises dans ces situations doivent être graduelles, temporaires et limitées à une zone géographique déterminée. Ces mesures doivent assurer l'exercice des usages prioritaires : la santé, la sécurité civile et l'approvisionnement en eau potable. Pour le reste, elles doivent concilier les autres usages dans les territoires et veiller à la solidarité amont-aval des bassins versants, dans le respect des équilibres naturels.

Utilisation des ressources non-conventionnelles dans les ICPE et IOTA

Le décret 2021-807 du 24 juin 2021 (JO du 26 juin 2021) est pris en application de la loi AGEC relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et vise à développer la mise en œuvre de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie dans les installations classées de protection de l'environnement (ICPE) et les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). En effet, ce décret demande aux industriels de justifier auprès des services de l'État, dans le cadre de leur dossier de demande d'autorisation, la conduite d'une réflexion sur la pertinence de la réutilisation des eaux usées épurées ou de l'eau de pluie dans le cadre de leurs activités et, le cas échéant, de justifier leur choix de ne pas y recourir.

Réseaux intérieurs

L'arrêté du 10 septembre 2021 (JO du 18 septembre 2021) relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau encadre désormais les pratiques concernant les réseaux d'adduction et de distribution à l'intérieur des bâtiments. L'arrêté précise les règles de distinction et de repérage des réseaux intérieurs d'eau potable de ceux transportant d'autres fluides, comme par exemple des eaux non-conventionnelles. Il fixe les modalités de vérification et d'entretien des dispositifs de protection contre les retours d'eau afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement. L'ensemble des dispositions de cet arrêté entrent en vigueur à compter du 1 janvier 2023 pour les immeubles neufs ou rénovés. Cet arrêté renvoie à un avis technique sur les équipements de protection des réseaux intérieurs publié au JO du 18 décembre 2021.

Contrôle sanitaire des Eaux Destinées à la Consommation Humaine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le décret 2021-205 du 24 février 2021 (JO du 25 février 2021) précise les modalités de transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) d'une grande partie des décisions individuelles en matière d'eau qui relevaient jusqu'à présent du ministre de la santé. Ce même décret modifie en conséquence le code de la santé publique.

L'arrêté du 25 février 2021 (JO du 27 février 2021) s'inscrit dans la continuité du décret 2021 - 205. En effet, cet arrêté précise les conditions d'agrément des laboratoires par l'ANSES pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation, des eaux minérales naturelles, des eaux de piscines et des eaux de baignade.

Gestion des proliférations de cyanobactéries

Une instruction de la Direction Générale de la Santé à destination des Agences Régionales de Santé en date du 6 avril 2021 (mise en ligne le 30 avril 2021) précise les modalités de gestion à mettre en œuvre et les recommandations sanitaires en cas de prolifération de cyanobactéries dans les eaux douces de baignade et de pêche récréative. Cette instruction se fonde sur la base des travaux de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) publiés en 2020.

Gestion des sous-produits / déchets

- ***Déchets non dangereux***

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement

De nouvelles conditions d'élimination des déchets non dangereux pour pouvoir éliminer des déchets non dangereux dans des installations de stockage ou d'incinération, les producteurs ou détenteurs de déchets doivent justifier que ceux-ci ont fait l'objet d'un tri à la source ou d'une collecte séparée. L'élimination dans des installations de stockage de déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite ; elle est d'abord réduite de 30 % en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.

Afin de s'assurer du respect des seuils établis, une procédure de contrôle des déchets entrants est mise en place par l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

- ***Déchets - Bordereaux de suivis des déchets***

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante

Cet arrêté donne la définition du contenu du bordereau de suivi des déchets électroniques (téléservice, Trackdéchets)

Les informations ne sont pas les mêmes en fonction de s'il s'agit de déchets dangereux ou déchets POP classiques, ou de tels déchets contenant de l'amiante.

Dispositions applicables aux déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les informations à déclarer, pour chaque BSD, au système de gestion électronique des BSD de déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante sont listées à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2021.

- ***Déchets - Registre de déchets***

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Dès janvier 2022, la transmission des données de traçabilité des déchets se fera au moyen d'un outil numérique centralisé. Un registre électronique sera aussi mis en place pour les terres excavées et les sédiments. Les nouvelles informations constitutives de ces registres déchets, terres excavées et sédiments pour chaque acteur viennent d'être publiées. Les producteurs ont l'obligation de tenir un registre chronologique afin d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet.

Le site d'excavation correspond alors pour les terres excavées, à l'emprise des travaux dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux.

Sont toutefois exonérés, les personnes :
- Produisant des terres excavées lors d'une opération d'aménagement ou de construction < à 500 m3
- Produisant de sédiments issus d'une opération de dragage < à 500 m3
- Effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments < à 500 m3

- ***Déchet – Traçabilité***

Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
Dès 2022, les données relatives aux déchets dangereux seront transmises à un registre électronique national et les bordereaux de suivi de déchets seront dématérialisés (plateforme centralisée Trackdéchets). L'identification des sociétés se fait par la base SIREN.

Cette base enregistre les données transmises par :
- les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ainsi que les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.

La gestion des déchets et des terres excavées et des sédiments qui ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation sera également traçée pour garantir l'absence d'impact environnemental et sanitaire des opérations de remblayage par ces terres.
Le site de l'excavation correspond :
- pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, ou le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'ICPE, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée,
- pour les sédiments, à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La transmission au plus tard, 7 jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

- ***Déchet - Sortie de statut de déchet***

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement

La procédure de sortie de statut de déchet désormais possible hors ICPE et IOTA. Les conditions sont :

Respect des cinq critères de sortie du statut de déchet
- les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation ;
- les procédés et techniques de traitement autorisés ;
- les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits, y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants ;
- les exigences pour les systèmes de gestion ;
- l'exigence d'une attestation de conformité.

Attestation de conformité

Tout producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet devra établir pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité comme le faisaient les exploitants d'ICPE ou de IOTA. Ils devront conserver une copie de l'attestation de conformité pendant au moins 5 ans et nouvellement pour la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Cette attestation est tenue à la disposition des autorités compétentes

Mise en place d'un système de gestion de la qualité permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité et, le cas échéant, d'accréditation.

L'arrêté du 1er avril 2021 détaille les critères de contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité, pour la sortie du statut de déchet, qui précise la fréquence du contrôle, les procédures, les procédés et les déchets ou produits qui font l'objet du contrôle, ainsi que les modalités d'échantillonnage ainsi que les modalités de conservation d'échantillons pouvant être soumis à une analyse par un tiers.
- Le contrôle est déclenché par le producteur ou le détenteur du déchet qui réalise une sortie du statut de déchet et est réalisé à ses frais.
- premier contrôle lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet
- vérification triennale du système de gestion de la qualité par un organisme accrédité pour la certification et des éléments du manuel qualité la première année
- contrôle par un tiers tous les 3 (ou 10 ans si le producteur est engagé dans une démarche de management de l'environnement) de l'opération de valorisation pour la production des déchets dangereux, terres excavées ou sédiments

Infractions pénales liées aux atteintes à l'environnement

Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (art. 279 à 297)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ont été créés 4 nouveaux délits : un délit général de pollution (L. 231-1 CE), un délit de mise en danger de l'environnement (L. 231-3 CE) et d'un délit d'Écocide (L. 231-3 CE. Le délit d'écocide est une circonstance aggravante des 2 délits précités. Ces délits sont soumis à des conditions drastiques de mise en œuvre, notamment pour caractériser la durée des atteintes (7 ans) et l'intentionnalité du délit d'écocide. Ils ne concernent que des activités encadrées administrativement et susceptibles de donner lieu à des mises en demeure.

Devraient être exclus de leur champ les délits classiques de pollution des eaux (L 216.6 CE) et des eaux marines (C. envir. , art. L. 218-73) ainsi le délit de pollution des eaux avec motalité piscicole (art. L. 432-2 CE).

Un délit de mise en danger en cas de non-respect d'une mise en demeure en matière de déchets a été également créé.

A noter que la spécialisation des juridictions en matière environnementale, la synergie entre les acteurs institutionnels et de la société civile devraient favoriser une réponse pénale plus efficace et systématique orientée vers plus de poursuites judiciaires, d'injonction à la restauration et remise en état du milieu naturel et des transactions pénales (CIIP) ce qui devrait aller dans le sens d'une meilleure prise en compte des intérêts de l'environnement.

Circulaire visant à consolider le rôle de la justice en matière environnementale Circulaire CRIM 2021-02/G3 du 11 mai 2021 - annexes à la circulaire

La circulaire détaille les apports de la loi n°2020-1672 du 24 décembre 2020 qui a créé des pôles régionaux spécialisés en matière d'environnement ainsi que la convention judiciaire d'intérêt public environnementale ; elle actualise également les orientations de politique pénale. Le renforcement de la spécialisation des juridictions est donc expliqué et il est présenté comment une réponse pénale effective et lisible sera mise en œuvre avec la recherche systématique de la remise en état et l'exercice des poursuites contre les personnes morales. Un point est fait sur la spécialisation des juridictions civiles. Les annexes de la circulaire reprennent la liste des juridictions spécialisées en matière environnementale, présentent un focus sur le référé pénal environnemental et la remise en état des lieux.

ICPE

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement (loi ASAP)

(art. 2, 6° et 14° à 20°) : Modification du contrôle périodique des installations classées DC : L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant en un exemplaire (et non plus deux), il doit désormais préciser (et donc distinguer) les points de non-conformité et de non-conformité majeure. L'organisme agréé informe le préfet ET l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures sous un délai de 1 mois à compter de la constatation des cas suivants :

- s'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai de trois mois ;
- s'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai d'un an ;
- si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.
-

L'organisme de contrôle périodique transmet chaque trimestre au préfet, au ministre chargé des installations classées et, dès lors, à l'inspection des installations classées, la liste des contrôles effectués "pendant le trimestre écoulé". Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er août 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

(art 6, 7°, 9° et 10°) : Suppression des cas de consultations obligatoires du CODERST : Le décret d'application du titre III de la loi ASAP rend les consultations concernées facultatives et une obligation d'information de l'instance est prévue lorsque cette dernière n'est pas consultée. Modifications entrées en vigueur le 1er août 2021.

(art 2 et 25°) : Autorisation environnementale : délai de délivrance de la décision permettant l'exécution anticipée des travaux fixée à 4 jours.

Transition énergétique

Energie - Neutralité carbone - Allégation environnementale

Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

L'article 12 de la loi Climat interdit d'affirmer dans une publicité qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou d'employer toute formulation de signification ou de portée équivalente, à moins que l'annonceur rende aisément disponible au public les éléments suivants (C. envir., art. L. 229-68) :

- un bilan d'émissions de gaz à effet de serre intégrant les émissions directes et indirectes du produit ou du service ;
- la démarche grâce à laquelle les émissions de gaz à effet de serre du produit ou du service sont prioritairement évitées, puis réduites et enfin compensées. La trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre est décrite à l'aide d'objectifs de progrès annuels quantifiés ;
- les modalités de compensation des émissions de gaz à effet de serre résiduelles respectant des standards minimaux définis par décret ;
- L'autorité administrative peut sanctionner le non-respect de cette interdiction et le manquement à ces obligations par une amende de 100 000 € pour une personne morale …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.9 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m^3/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m^3/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m3/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✔ 0 % : aucune action ;
- ✔ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✔ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✔ 50 % : dossier déposé en préfecture;
- ✔ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✔ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✔ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✔ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✔ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m3/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m3/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics …

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012–97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min}\ (A + 0{,}2\ ILC\ ;\ 85)$$

Avec :

- ✔ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✔ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m^3/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- ✔ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm^3/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage…) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m3/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✔ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ✔ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✔ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✔ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.10 Attestations d'assurances

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218422** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par sinistre
Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par année d'assurance

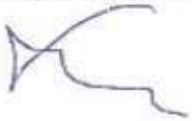
Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période d'assurance du 01/01/2022 au 31/12/2022

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 17/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :



Signature autorisée/ Authorised signatory :



Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne
www.agcs.allianz.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218522** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT	**10 000 000**	**EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 31/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU
Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue la Boétie
75008 Paris.

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2022/FR/PDBI/001 par CODEVE Insurance Company DAC,** Floor 4 - 25/28 Adelaide Road - Dublin D02 RY98 – Ireland; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR et FR00019008PR émises par XL Insurance Company SE,** 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

> Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2022** jusqu'au **31 Décembre 2022**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 28 Décembre 2021

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33, 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 - 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55
311 248 637 R.C.S NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834 N° SIREN : 572 025 526	
Pour tout renseignement contacter : **SMA SA Grands Comptes Entreprises** **8 rue Louis Armand CS 71201** **75738 Paris Cedex 15** **Tél. : 01.40.59.70.00** **Fax : 01.40.59.70.57**	**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX** **21, rue La Boétie** **75008 PARIS**

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
    - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
    - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
    - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
    - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
    - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
    - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SMA COURTAGE

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1][3], ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2][3],
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3],
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P
(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr
(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SMA COURTAGE

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	**En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	**Marché d'entreprise** 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15
www.sma-courtage.com
SMA

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SMA COURTAGE

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 14/12/2021

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.11 Autres annexes

Points d'eau				Arrêtés préfectoraux				
				Périmètres de protection	Autorisations de prélèvements			
Nom	**Commune**	**Profondeur (m)**	**IND. BRGM**	**Date réception**	**Date réception**	**m3/h**	**m3/j**	**m3/an**
TAGON	BIGANOS	235,00	0826-6X-0061	09/08/2007	09/08/2007	90	750	205 000
TUILERIES	BIGANOS	294,00	0826-6X-0071	09/08/2007	09/08/2007	150	2 250	615 000

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.12 Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

VIGIE COVID-19

SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES
Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



Veolia, l'IPMC (CNRS-Université Côte d'Azur), la start-up IAGE et le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM), collaborent sur l'optimisation de Vigie Covid-19, **leur solution pionnière permettant de détecter et quantifier dans des temps records la présence du SARS-CoV-2 dans les eaux usées**. Cette méthode a déjà permis de détecter et quantifier les variants alpha, bêta, gamma, puis le variant delta et depuis le variant Omicron.

Aujourd'hui utilisée de manière expérimentale en complément des données cliniques existantes, la présence du Sars-Cov-2 dans les eaux usées **a le potentiel de devenir un nouvel indicateur d'aide à la gestion de la pandémie.** Le laboratoire national de référence (LNR) vient ainsi de lancer un processus d'harmonisation et de consolidation des méthodes de surveillance, nominé par les ministères de la Santé et de la Transition écologique.

Vigie Covid-19 est la plus opérationnelle en Europe pour la quantification du SARS-CoV-2 dans les eaux usées. Grâce aux techniques de criblage PCR, elle permet **également d'identifier la présence de mutations connues issues de variants existants du virus et d'évaluer leurs concentrations**. Puis, les procédés de séquençage fournissent une identification des mutations ainsi que les proportions des différents variants.

La campagne sur le variant Omicron, réalisée par Veolia et ses partenaires au mois de décembre 2021 sur une douzaine de sites municipaux et industriels répartis en Europe, a permis de poursuivre la mise au point de la solution Vigie Covid-19 et de constater les avancées significatives suivantes :

- ✔ Il suffit de deux semaines pour lancer une campagne de suivi d'un nouveau variant ;
- ✔ Le criblage PCR d'un échantillon ne nécessite désormais que quelques heures à une journée ;
- ✔ Le séquençage d'un échantillon prend moins d'une journée sans mise au point préalable ;
- ✔ Les résultats sont exploitables dès la survenue du nouveau variant sur un territoire.

DIABOLO par VEOLIA



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".
Cette nouvelle instruction pesticides entraîne une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les régions, qui va faire émerger de nombreuses situations de non-conformités liées aux métabolites de pesticide Certains métabolites sont déjà connus, d'autres non.

Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

- ✔ Pour choisir le charbon le mieux adapté à chaque problématique locale (nature et concentration des métabolites, fluctuations saisonnières ou météorologiques, influence de la matrice de l'eau) et **choisir le meilleur charbon actif** Veolia a développé Diabolo, une solution modulaire pour en toute confiance **choisir le charbon qu'il vous faut.**
- ✔ **Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse** pour en toute sécurité choisir la meilleure solution.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

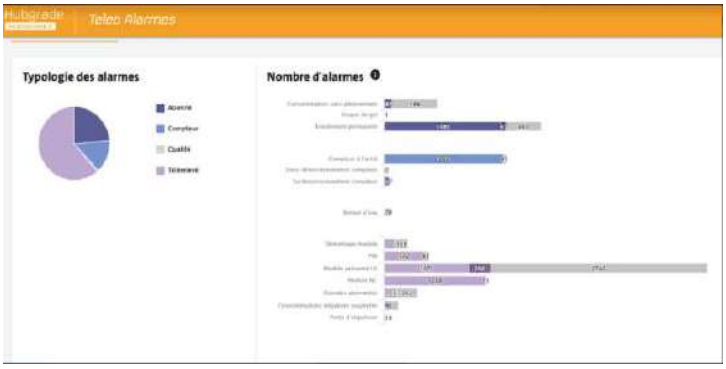


Veolia Eau poursuit le développement **de la suite logicielle TELEO pour exploiter toute la richesse du télérelevé.**

Teleo Alarmes constitue **la tour de contrôle du télérelevé**.

Ce module permet entre autres :

- ✔ de contribuer **à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- ✔ de **garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés). A titre d'exemple, en 2021, sur un parc de 200 000 compteurs, 2300 "Consommations sans abonnements" ont pu être détectées et régularisées rapidement, ceci permettant de recouvrir 155 000 m3.
- ✔ D'identifier **les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.



En 2021, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, **57000 fuites ont été réparées par nos consommateurs**, pour une économie globale de 3 millions de m3 (environ 1000 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Et pendant l'hiver 2020-2021, **ce sont 23 000 consommateurs qui ont bénéficié d'une alarme "risque de gel de votre compteur"**, leur permettant de prendre les mesures nécessaires pour éviter un fâcheux désagrément.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6.13 Prévention, Santé et Sécurité

✔ **Prévention Santé Sécurité**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

VEOLIA

IMPACT EAU FRANCE

ENGAGEMENTS
PRÉVENTION SANTÉ SÉCURITÉ 2021 – 2023

Dans la continuité de nos précédents engagements en matière de prévention, je tiens à confirmer que rien n'est plus important que la santé et la sécurité des femmes et des hommes qui composent notre entreprise. Chacun d'entre nous doit pouvoir rentrer chaque soir chez soi en parfaite santé.
Cela demeure la priorité de Veolia Eau France. Notre cible est le **Zéro accident atteint de façon durable. Pour cela, il est crucial de mettre la santé et la sécurité au cœur de nos actions quotidiennes, et d'adapter nos comportements en conséquence**.

La santé et la sécurité au travail ne se résument pas à des indicateurs, des outils ou des méthodes. C'est avant tout un état d'esprit, une ambiance, une qualité de travail, et un engagement total de chacun, du management comme de l'ensemble des salariés, à chaque instant, pour soi-même comme pour les autres.

Nous le constatons depuis le début de la crise liée au COVID-19, s'occuper de sa santé et de celle des autres, c'est se protéger, protéger nos proches, et diminuer les risques d'accidents. Cette « Vigilance Partagée » englobe les pratiques durablement inscrites dans notre culture d'entreprise, dont nos rituels "2 Minutes Attitude" & "Vigilance 360°", et le strict respect de règles fondamentales de prévention du groupe.

Aujourd'hui et demain, je m'engage à prendre des mesures appropriées pour préserver la santé et la sécurité de l'ensemble des collaborateurs, de nos clients, de nos partenaires extérieurs, et des tiers. Je compte sur chacun d'entre nous pour se les approprier et les mettre en œuvre.

Mon ambition est de renforcer l'engagement de chacun et de chacune pour préserver l'intégrité physique et mentale de tous. Nos principaux leviers d'action consistent à :

- mobiliser encore davantage l'encadrement par des actions concrètes, notamment des visites terrain,
- accompagner les territoires et les services en difficulté,
- poursuivre l'intégration de la prévention dans toutes les "actions métiers", y compris les formations,
- reconnaître les comportements vertueux et sanctionner les agissements dangereux,
- promouvoir les bonnes pratiques, les remontées de presqu'accidents et de situations dangereuses.

Le déploiement global de notre démarche de prévention est de la **responsabilité de chacun,** pour soi comme pour les autres. La santé et la sécurité s'inscrivent dans notre **raison d'être**. Elles sont prises en compte comme faisant partie des éléments centraux de notre culture d'entreprise, basée sur l'**exemplarité et la solidarité sans complaisance**.

Les actions mises en œuvre les années précédentes ont permis d'engager la démarche et d'empêcher la survenance d'accidents de manière significative.
Pour atteindre le "**zéro accident**" nous devons être encore plus rigoureux et systématiques. Nous avons donc fixé d'ici 2023 les objectifs suivants :

- taux de fréquence inférieur à 4, c'est réduire le nombre d'accident de 20% par an,
- taux de gravité période (TGP) à 0,10, c'est réduire la gravité des accidents et les jours d'arrêt qui y sont associés de 20% par an et ne plus avoir d'accident avec plus de 45 jours d'arrêt,
- indice de perception des risques supérieur 40, pour éliminer le plus de causes possibles d'accident
- poursuite du développement de nos actions d'amélioration de la qualité de vie au travail.

Au-delà des aspects liés à la formation et à la technique, la démarche de prévention, santé et sécurité est avant tout une question de **comportement**. Elle repose sur le collectif et doit évoluer vers plus d'exemplarité et de vigilance bienveillante.

L'**encadrement**, à tous les niveaux, a en charge le déploiement et l'animation de cette politique à travers des plans d'actions locaux. Il doit en contrôler la mise en œuvre effective.

Les résultats obtenus contribuent à l'évaluation individuelle et collective des performances.

Ces principes doivent être partagés et appliqués par chacun d'entre nous. Leur respect n'est pas négociable.
Je veillerai personnellement au contrôle et au suivi de la performance en prévention, santé et sécurité.

Pierre RIBAUTE
Directeur Général

DocuSigned by:
Pierre Ribaute
541DAD46CA244B6...

ENGAGEMENTS PREVENTION SANTE SECURITE 2021 – 2023 DPSS – 01/06/2021

Dans le cadre de la politique du groupe Veolia Eau France « Engagements Prévention Santé Sécurité 2020-2023 », rien n'est plus important que la sécurité des femmes et des hommes au travail. C'est la priorité !

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Aujourd'hui, nos fondamentaux en matière de santé et sécurité au travail s'intègrent sur le terrain par la sensibilisation, la formation et l'habilitation de nos équipes en continu.

L'objectif est le **zéro accident de façon durable en faisant évoluer nos comportements.**

Nos principaux leviers d'action consistent à :

● mobiliser encore davantage l'encadrement par des actions concrètes, notamment des visites terrain,

● accompagner les territoires et les services en difficulté,

● poursuivre l'intégration de la prévention dans toutes les "actions métiers", y compris les formations,

● reconnaître les comportements vertueux et sanctionner les agissements dangereux,

● promouvoir les bonnes pratiques, les remontées de presqu'accidents et de situations dangereuses.

Enfin, notre démarche de prévention est particulièrement mise en avant lors de la semaine santé sécurité qui a eu lieu du 13 au 17 Septembre 2021.

✔ Analyse de conformité des équipements de travail

Diagnostic des organes en mouvement et identification des risques mécanique

Le risque mécanique avéré à proximité des équipements en mouvement, présents sur les installations de production d'eau potable et d'assainissement des Collectivités, est identifié comme l'un des « **risques majeurs** » des métiers de l'Eau.

Chaque année, la profession déplore plusieurs accidents graves, presqu'accidents graves ou potentiellement graves liés au risque machine. L'analyse de ces accidents et presqu'accidents a révélé l'existence de non-conformités sur certains équipements

Les principaux facteurs d'accidents identifiés (sources de la base de données de la Sécurité Sociale - EPICEA recensant plus de 2 000 descriptifs d'accidents du travail liés aux machines) sont :

- La mauvaise conception des machines dont les accès aux organes en mouvement ne sont pas ou mal protégés ;
- L'absence de consignation ;
- Les interventions en cours de fonctionnement
- Les modes opératoires inappropriés et/ou dangereux
- L'insuffisance de formation des opérateurs.

La Règlementation précise le cadre à respecter au regard des risques machines :

1. Décret 9340 du 11 janvier 1993 qui traite des prescriptions de sécurité des équipements de travail quelle que soit leur date de mise en service. Décret codifié dans le Code du Travail notamment au travers des Articles R4324-1 à 45.
2. Directive européenne (dite « Directive Machines ») 2006/42/CE qui fixe les exigences essentielles pour garantir un haut niveau de sécurité des équipements de travail, directive transcrite dans le Code du Travail notamment au travers des Articles suivants :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- R 4312-1 (machines neuves) et son annexe 1 fixant les règles techniques en matière de santé et sécurité, composé de 9 chapitres, parmi lesquels celui relatif aux Règles Générales.
- R 4312-2 (machines d'occasion)

Certaines de ces Règles Générales de l'annexe 1 du R 4312-1 précisent les dispositifs qui couvrent le risque mécanique, parmi lesquels :

- La séparation des sources d'énergie (consignation)
- La commande d'arrêt d'urgence
- La protection contre l'accessibilité aux organes en mouvement (protecteurs fixes, protecteurs mobiles)

VEOLIA Eau France a décidé d'engager dès 2019 une campagne nationale d'analyse de la conformité vis-à-vis des risques mécaniques précités, sur l'ensemble des installations confiées par les Collectivités. Cette campagne a eu pour objectif premier l'identification et la hiérarchisation des non-conformités relevées, et la définition d'actions correctives.

Pour effectuer ces campagnes, VEOLIA Eau a préalablement assuré une formation de ses techniciens qualifiés, visant à :

- Améliorer la connaissance des risques mécaniques sur les équipements de travail
- Connaitre les principaux moyens de protection existants
- Savoir reconnaitre les non-conformités liées aux risques mécaniques engendrés par le fonctionnement d'éléments de transmission (chaînes, courroies, engrenages, etc.) ou d'organes et d'éléments en mouvement
- Savoir réaliser un diagnostic de conformité lié à ces mêmes risques

Cette démarche a pour but de mettre en place les actions correctives, afin d'éviter la survenance de nouveaux accidents liés aux risques mécaniques.

Assurer la sécurité de nos salariés est une absolue priorité.

C'est en ce sens que des investigations ont été menées ou le seront dans les prochaines semaines sur les installations de votre Collectivité qui nous ont été confiées dans le cadre du contrat qui nous lie.

Nous ne manquerons pas de tenir le Maître d'Ouvrage parfaitement informé des éventuelles non-conformités relevées et des modalités de remise en état des équipements concernés ; et d'examiner avec lui les conditions de prise en charge financière de ces travaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ressourcer le monde

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
pour pour le contrat de
LANTON

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

suez

© Valentin Pacaut / The Explorers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 11
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 29

3.1 Le bilan hydraulique 31
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 31
3.1.2 Les volumes prélevés 31
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 32
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 33
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 33
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 34
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 35
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 37
3.1.9 Les volumes de pointes 38
3.2 La qualité de l'eau 39
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 39
3.2.2 Le plan vigipirate 40
3.2.3 La ressource 40
3.2.4 La production 41
3.2.5 La distribution 42
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 43
3.3 Le bilan d'exploitation 44
3.3.1 La consommation électrique 44
3.3.2 Les contrôles réglementaires 44
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs 45
3.3.4 Les autres interventions sur les installations 45
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 45
3.3.6 La recherche des fuites 46
3.4 Le bilan de la relation client 47
3.4.1 Le nombre de clients 47
3.4.2 Le nombre d'abonnés 47
3.4.3 Les volumes vendus 48
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 48
3.4.5 La typologie des contacts clients 49
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients 49
3.4.7 L'activité de gestion clients 50
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement 50
3.4.9 Le fonds de solidarité 51
3.4.10 Les dégrèvements 52
3.4.11 La mesure de la satisfaction client 52

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable 55

4 | Comptes de la délégation 57

4.1 Le CARE 59
4.1.1 Le CARE 60
4.1.2 Le détail des produits 61
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 61
4.2 Les reversements 69
4.2.1 Les reversements à la collectivité 69
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 69
4.3 La situation des biens et des immobilisations 70
4.3.1 La situation sur les compteurs 70
4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève 71
4.4 Les investissements contractuels 72
4.4.1 Le renouvellement 72
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 73

5 | Votre délégataire 75

5.1 Notre organisation 77
5.1.1 La Région 77
5.1.2 Nos implantations 78
5.1.3 Nos moyens humains 79
5.1.4 Nos moyens matériels 80
5.1.5 Nos moyens logistiques 80
5.2 La relation clientèle 82
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 82
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 83
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 84
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 85
5.2.5 Informer et alerter nos clients 86
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 87
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 88
5.3 Notre système de management 89
5.4 Notre démarche développement durable 94

6 | Annexes 95

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Mai	Nouvelle casse de la canalisation proximité Leader price, Fuite importante / branchement Leader price fermé pendant 1 jour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Les chiffres clés



4 519 abonnés

455 787 m³ d'eau facturée





72,1 % de rendement du réseau de distribution

4,87 m³/km/j de pertes en réseau





107,7 km de réseau de distribution d'eau potable

1,74608 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	7 234	7 424	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	4 478	4 519	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	107,8	107,75	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,71058	1,74608	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	66,65	72,11	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	105	105	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0	0,13	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	7,01	5,11	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	6,79	4,87	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	6	2	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0001	0,0002	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	11,39	9,96	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,67	1,73	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Finaliser les DUP périmètres de protection du forage « Cassy »
- Prévoir le diagnostic du forage de « Cassy »
- Etudier la possibilité de désinfection au chlore gazeux sur les sites de production.

ACTIVITES RESEAUX

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.
- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable.
- Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
- Supprimer des doubles conduites.
- Supprimer de conduite en amiantes ciment.
- Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
- Supprimer des conduites génératrices de CVM.
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/01/2014	31/12/2023	Affermage
Avenant n°01	09/10/2014	31/12/2023	Modification des articles du contrat initial, mise à jour de la formule de révision des prix, de prestations réalisées par le Délégataire et du détail du plan prévisionnel de renouvellement
Avenant n°02	01/01/2020	31/12/2023	Avenant eau de transfert de compétence a la COBAN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune de LANTON pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Représentant
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	LANTON
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET	Directeur d'Agence	06 30 51 33 71
	M. DUBANCHET	Chargé de Contrat	06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

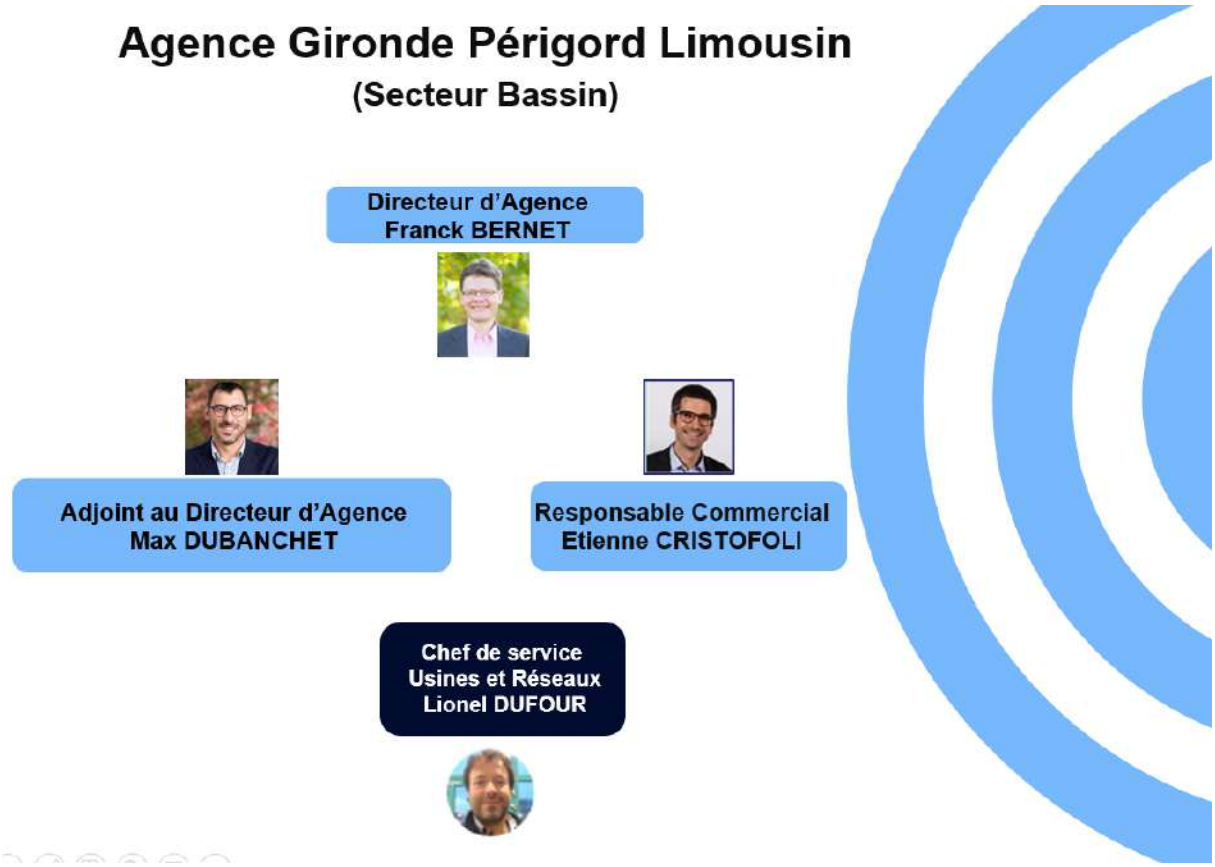
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

  - Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 L'inventaire du patrimoine

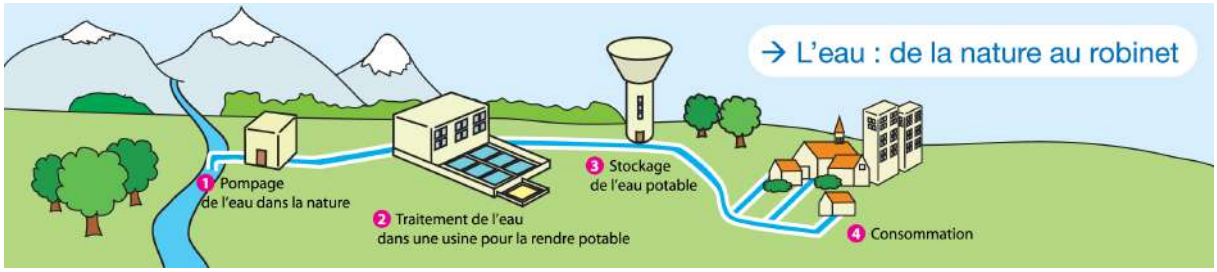
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
LANTON	AEP BLAGON	1979	1 400	m³/j
LANTON	AEP SABLIERES	1985	3 000	m³/j
LANTON	FOR+CE CASSY	1967	1 500	m³/j

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

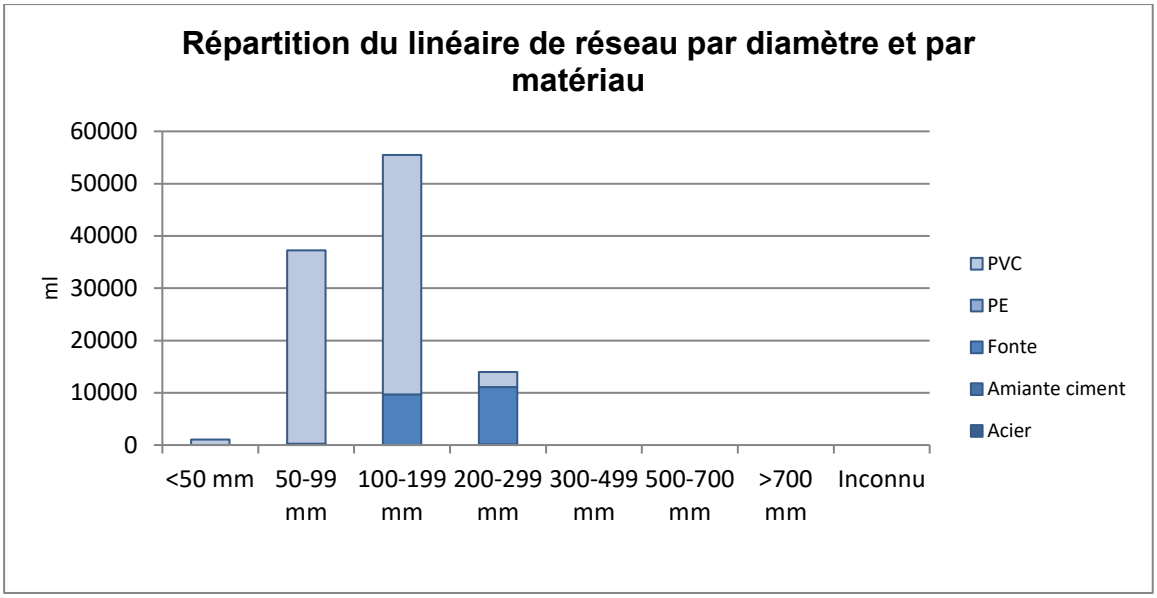
Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	**Site**	**Capacité de stockage**	**Unité**
LANTON	BLAGON	200	m3
LANTON	SABLIERES	500	m3
LANTON	CASSY	1500	m3

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	1 058	-	-	-	-	1 058
50-99 mm	82	115	-	36 990	54	-	-	-	37 242
100-199 mm	9 709	-	-	45 789	-	-	-	-	55 498
200-299 mm	11 000	-	113	2 838	-	-	-	-	13 950
Total	20 791	115	113	86 675	54	-	-	-	107 748



La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	107 877
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	653
Régularisations de plans	- 782
Situation actuelle	107 748

Le tableau ci-dessous présente les principales mises à jour effectuées sur l'année 2021 par des plans de récolements ou remontées terrains impactant le linéaire.

Type	Description	Adresse	Longueur posée (ml)	Longueur déposée (ml)
Renouvellement	Tranchée sans extraction de l'ancienne canalisation	LANTON Avenue de la LIBERATION	653.34	649.18

Ce tableau n'a pas vocation à être exhaustif. Le linéaire du réseau varie en fonction des demandes de mises à jour (réceptions de plans de récolements, retour d'information terrains, informations provenant directement de la collectivité, mise en cohérence de la base de données, intégration d'archives).

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
LANTON	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	7	7	0,0%
LANTON	Equipements de mesure de type compteur	4	4	0,0%
LANTON	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	174	174	0,0%
LANTON	Vannes	483	483	0,0%
LANTON	Vidanges, purges, ventouses	82	83	1,2%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	4 524	4 551	0,6%
Branchement eau potable total	4 524	4 551	0,6%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

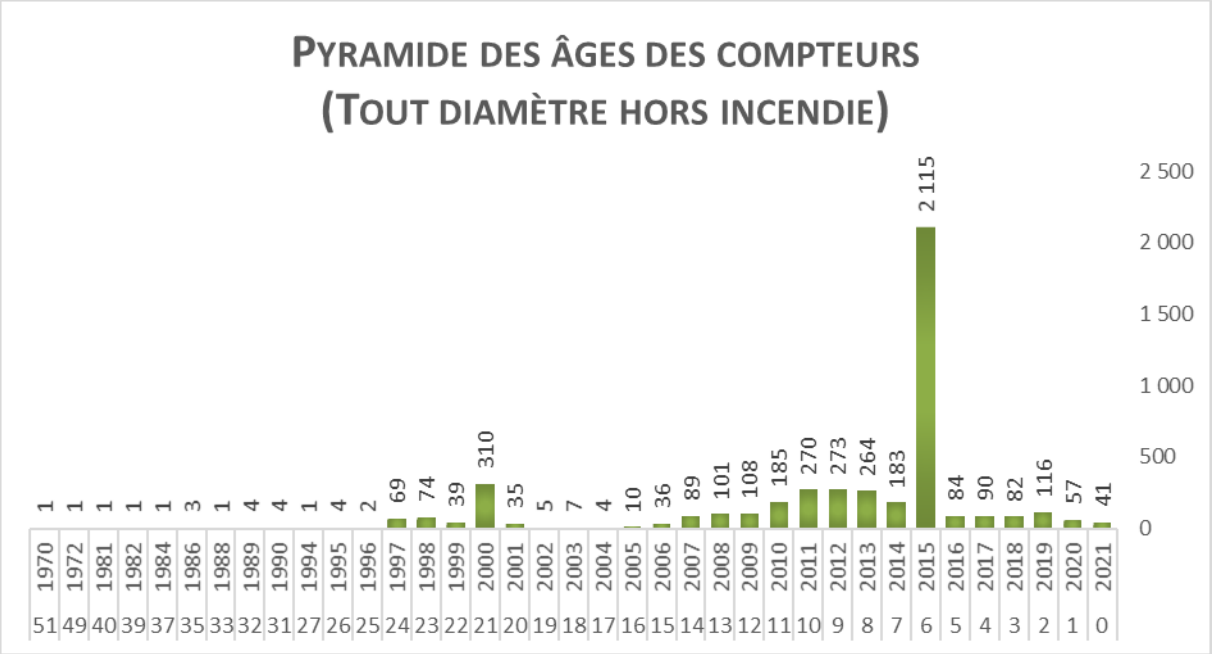
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	380	5	1	386
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1	46	3	50
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	746	7	-	753
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	62	-	-	62
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	529	-	-	529
Eau froide	F > 25 ans	-	22	-	-	22
Eau froide	Inconnu	1	-	-	-	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	1	4	5
Total		1	1 740	59	8	1 808

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	1	0,0%
12 à 15 mm	4 572	1 740	-61,9%
20 à 40 mm	56	59	5,4%
>40 mm	8	8	0,0%
Total	4 636	1 808	-61,0%

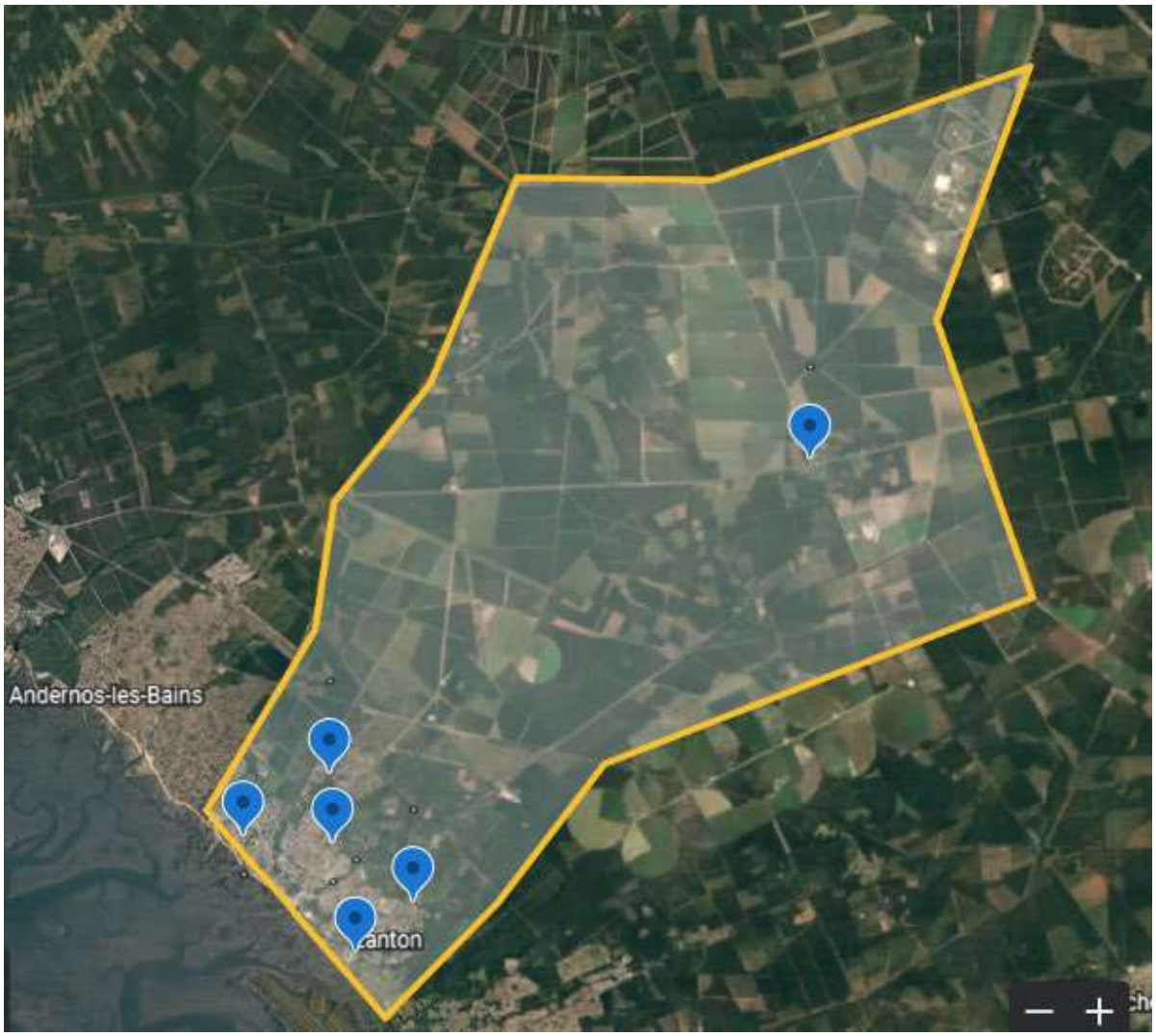
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES EQUIPEMENTS DE TELERELEVE**

La télérelève – Lanton

DEPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE RECEPTEURS

Au 31 décembre 2021, 6 récepteurs sont installés et supervisés sur l'ensemble du territoire :



LE DEPLOIEMENT DES EMETTEURS

Au 31 décembre 2021, 4404 compteurs sont équipés de télérelève, soit 95,6 % du parc compteurs.

La télérelève des compteurs d'eau permet de faire bénéficier aux usagers de nombreux services tels que le suivi quotidien de leur consommation, la facturation sur index réel, l'alerte fuite et l'alerte surconsommation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

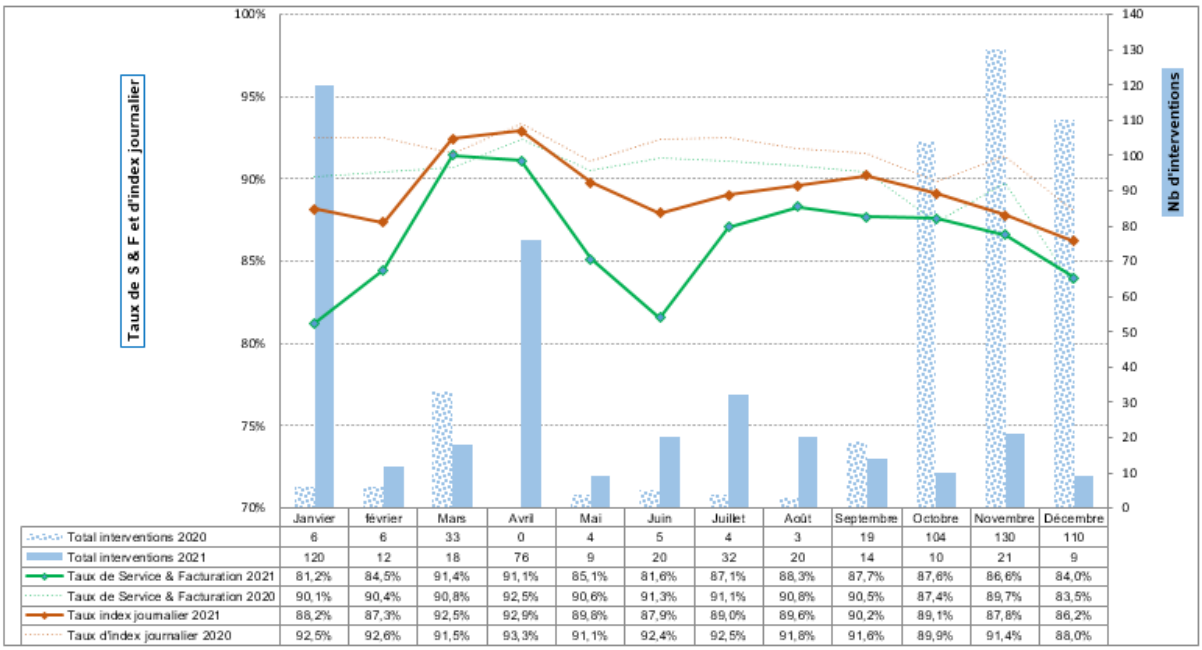
LA PERFORMANCE RADIO

On distingue 3 niveaux de performance :

- « Service et facturation » : le client dispose de l'ensemble des services associés à la télérelève, soit la facturation au réel et les services alerte fuite/surconsommation.
- « Facturation » : l'émetteur ne transmet pas assez d'index pour fournir le service alerte associé à la télérelève, mais suffisamment pour avoir une facturation au réel.
- « Données insuffisantes » : la réception des index est très faible, voire nulle. Le client ne peut bénéficier ni de la facturation au réel, ni des services associés à la télérelève.
- Table de performance émetteur :

		Nb de jours avec index sur 10 jours		
		10-8	7-1	0
Nb de jours avec index sur 30 jours	30-20	S&F	F	DI
	19-5	F	F	DI
	4-0		DI	DI

Taux de service Télérelève sur 2021 :



	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total interventions 2020	6	6	33	0	4	5	4	3	19	104	130	110
Total interventions 2021	120	12	18	76	9	20	32	20	14	10	21	9
Taux de Service & Facturation 2021	81,2%	84,5%	91,4%	91,1%	85,1%	81,6%	87,1%	88,3%	87,7%	87,6%	86,6%	84,0%
Taux de Service & Facturation 2020	90,1%	90,4%	90,8%	92,5%	90,6%	91,3%	91,1%	90,8%	90,5%	87,4%	89,7%	83,5%
Taux index journalier 2021	88,2%	87,3%	92,5%	92,9%	89,6%	87,9%	89,0%	89,6%	90,2%	89,1%	87,8%	86,2%
Taux d'index journalier 2020	92,5%	92,6%	91,5%	93,3%	91,1%	92,4%	92,5%	91,8%	91,6%	89,9%	91,4%	88,0%

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

En 2021, 361 interventions sur les équipements télérelève ont été réalisées :

Compteur avec émetteur TéléR. enquêter	7
Compteur remplacer avec émetteur TéléR.	30
Déplacement improductif	4
Émetteur TéléR. poser (sans compteur)	93
Émetteur TéléR. renouveler (sans compteur)	210
Émetteur TéléR. reparamétrer	17
Total interventions 2021	**361**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SERVICES TELERELEVE

Alertes fuite & sur-consommation, 2 alertes aux services des abonnés :

- L'alerte surconsommation : l'abonné fixe le seuil de consommation mensuelle qu'il ne souhaite pas dépasser. Un message d'alerte lui est envoyé dans le mois lorsque ce seuil est franchi.
- L'alerte fuite : Un message d'alerte est envoyé à l'abonné par mail, SMS ou à défaut par courrier lorsque SUEZ constate une consommation continue anormale pendant 4 jours consécutifs. Si la fuite est encore en cours 3 jours après la détection, une première relance est envoyée (uniquement par Mail). Si celle-ci est encore avérée 10 jours après l'envoi de la première relance (donc 13 jours après la détection), une deuxième relance est envoyée (uniquement par Mail). A noter qu'il n'y a pas d'autres relances par la suite

Pour l'année 2021 :

- **1661** alertes Fuite ont été envoyées en 2021 pour **430** abonnés, soit en moyenne 3**,9** alertes Fuite / abonné concerné.
- **1960** alertes Surconsommation ont été envoyées en 2021 pour **344** abonnés, soit en moyenne **5,7** alertes Surconsommation / abonné concerné.

	Fuite			Total Fuite	Surconso		Total Surconso	Total général
Nombre d'alertes / Mois	COURRIER	MAIL	SMS		MAIL	SMS		
Janvier	22	43	23	88	60	41	101	189
Février	14	87	45	146	61	48	109	255
Mars	13	79	35	127	72	61	133	260
Avril	14	49	30	93	118	85	203	296
Mai	6	67	40	113	96	73	169	282
Juin	15	70	42	127	112	76	188	315
Juillet	15	97	41	153	138	104	242	395
Août	21	119	55	195	202	145	347	542
Septembre	14	120	59	193	102	71	173	366
Octobre	16	97	48	161	64	41	105	266
Novembre	24	82	46	152	53	36	89	241
Décembre	19	67	27	113	62	39	101	214
Total général	**193**	**977**	**491**	**1661**	**1140**	**820**	**1960**	**3621**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	60
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**105**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 Qualité du service



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

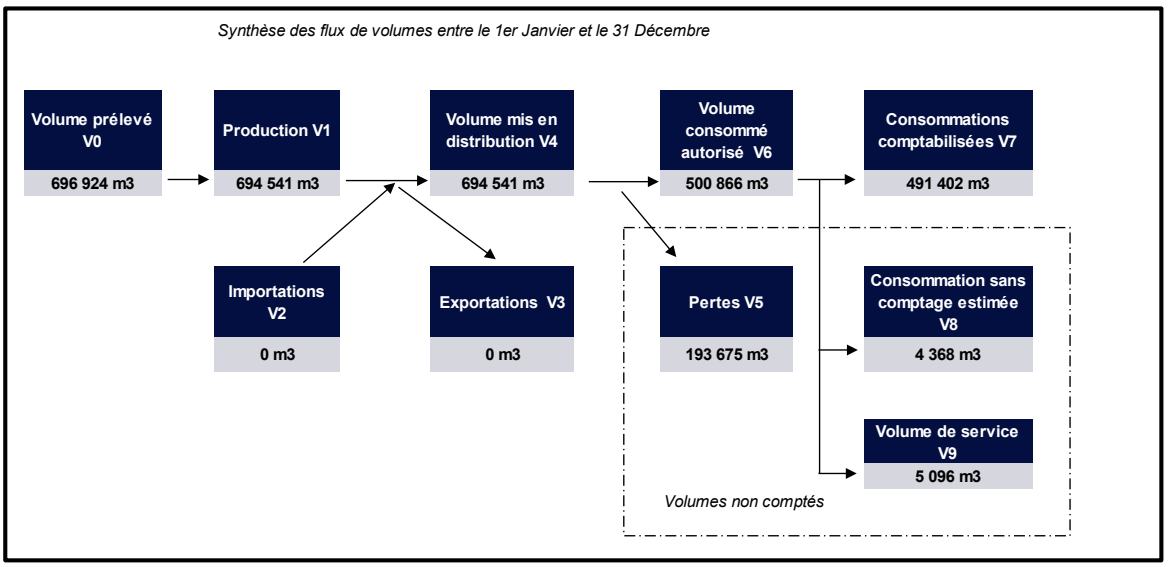
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



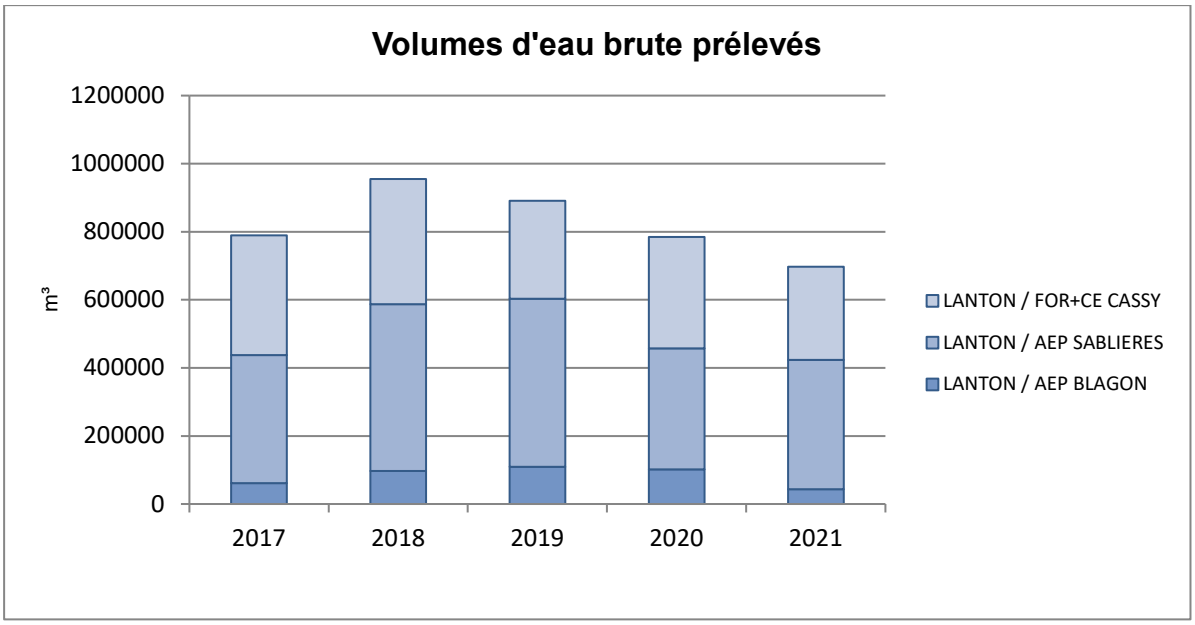
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	AEP BLAGON	61 564	97 426	109 662	101 528	43 673	- 57,0%
LANTON	AEP SABLIERES	376 321	489 262	492 974	355 592	379 662	6,8%
LANTON	FOR+CE CASSY	351 656	367 736	288 003	327 656	273 590	- 16,5%
Total des volumes prélevés		789 541	954 424	890 639	784 776	696 924	- 11,2%

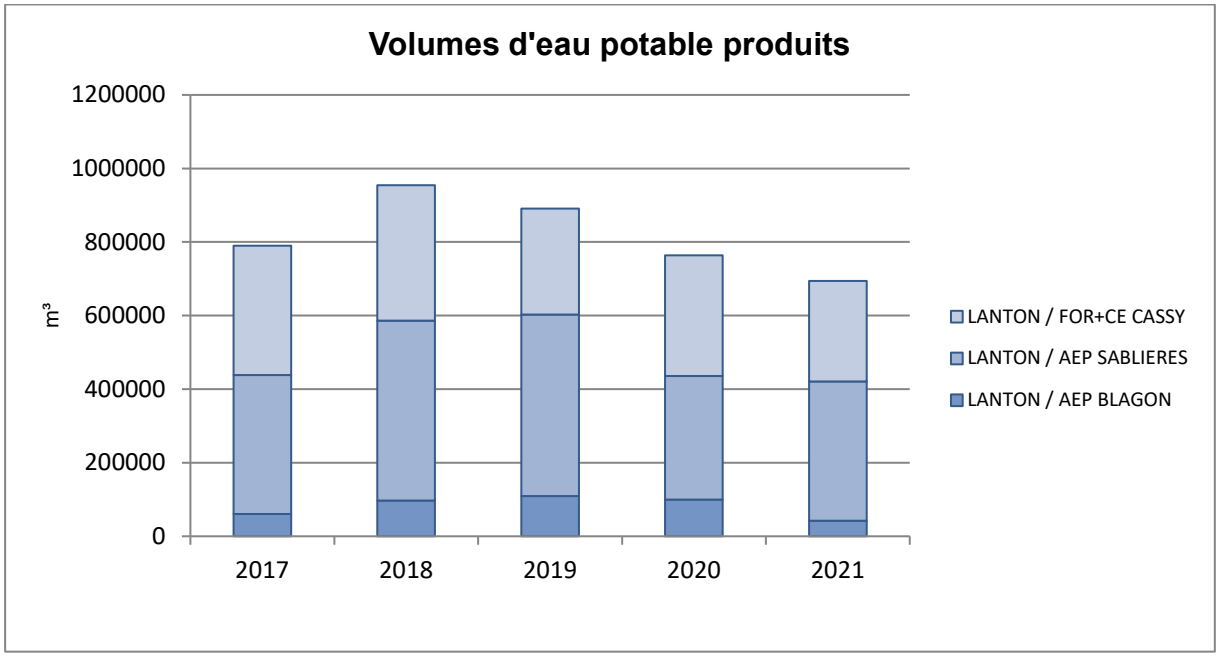
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	AEP BLAGON	60 211	97 426	109 662	99 884	42 601	- 57,3%
LANTON	AEP SABLIERES	378 553	489 262	492 974	336 077	378 350	12,6%
LANTON	FOR+CE CASSY	351 656	367 736	288 003	327 656	273 590	- 16,5%
Total des volumes produits		790 420	954 424	890 639	763 617	694 541	- 9,0%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

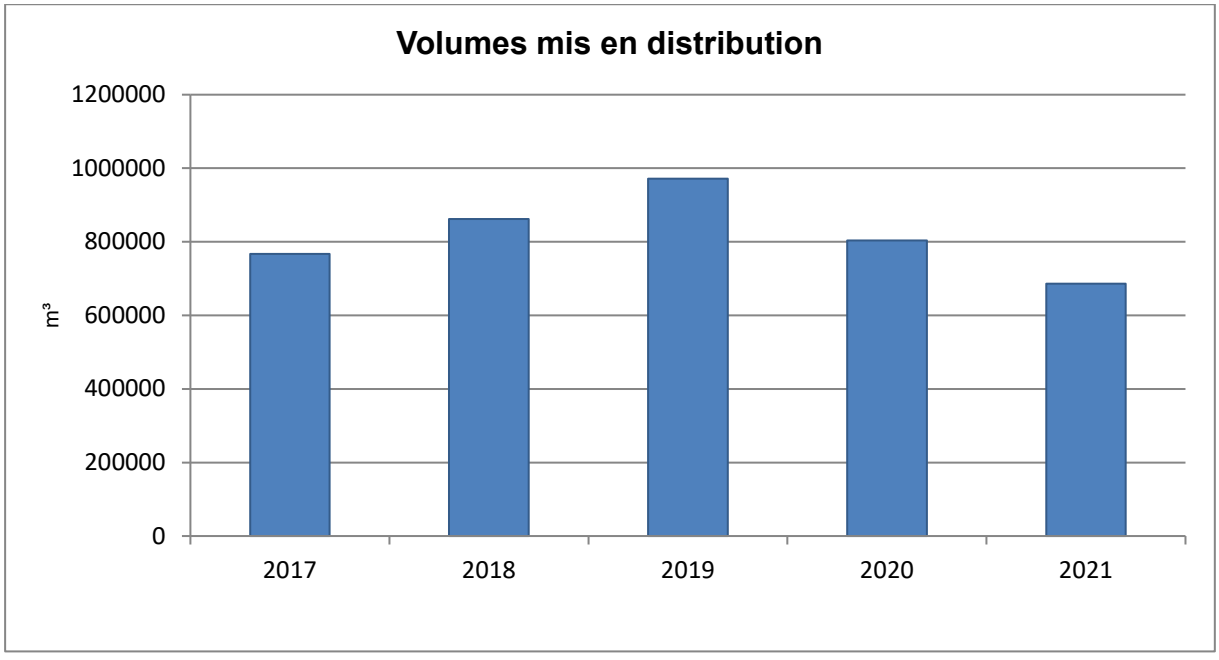
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

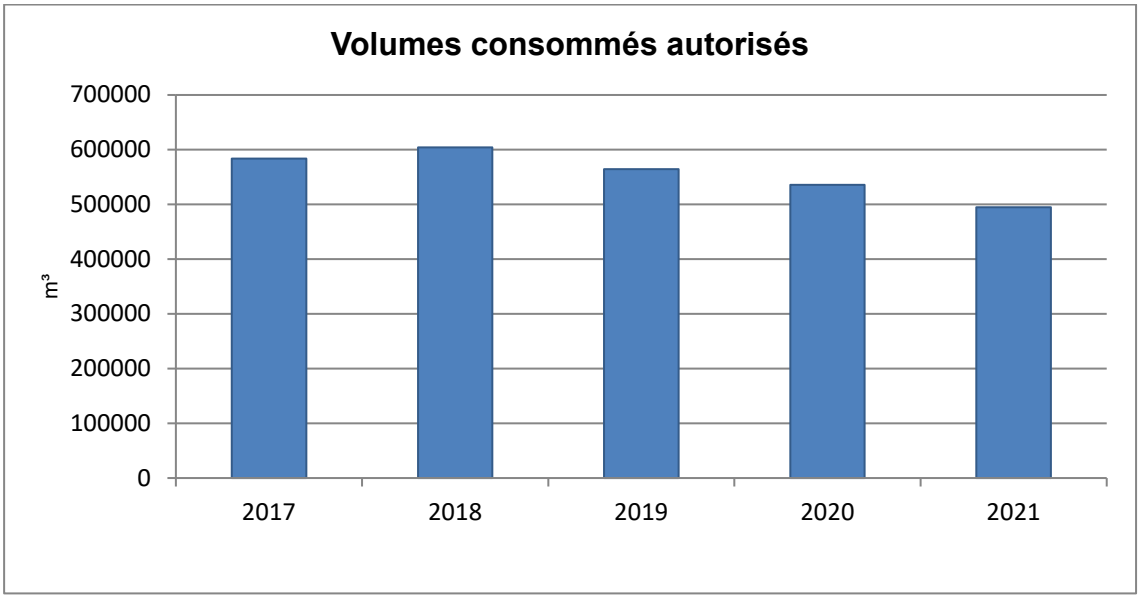
Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)

Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	575 677	596 436	555 714	527 220	485 567	- 7,9%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	575 677	596 436	555 714	527 220	485 567	- 7,9%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	1 948	1 948	3 328	3 208	4 368	36,2%
Volumes de service du réseau (G)	5 990	5 990	5 322	5 400	5 096	- 5,6%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	583 615	604 374	564 364	535 828	495 031	- 7,6%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

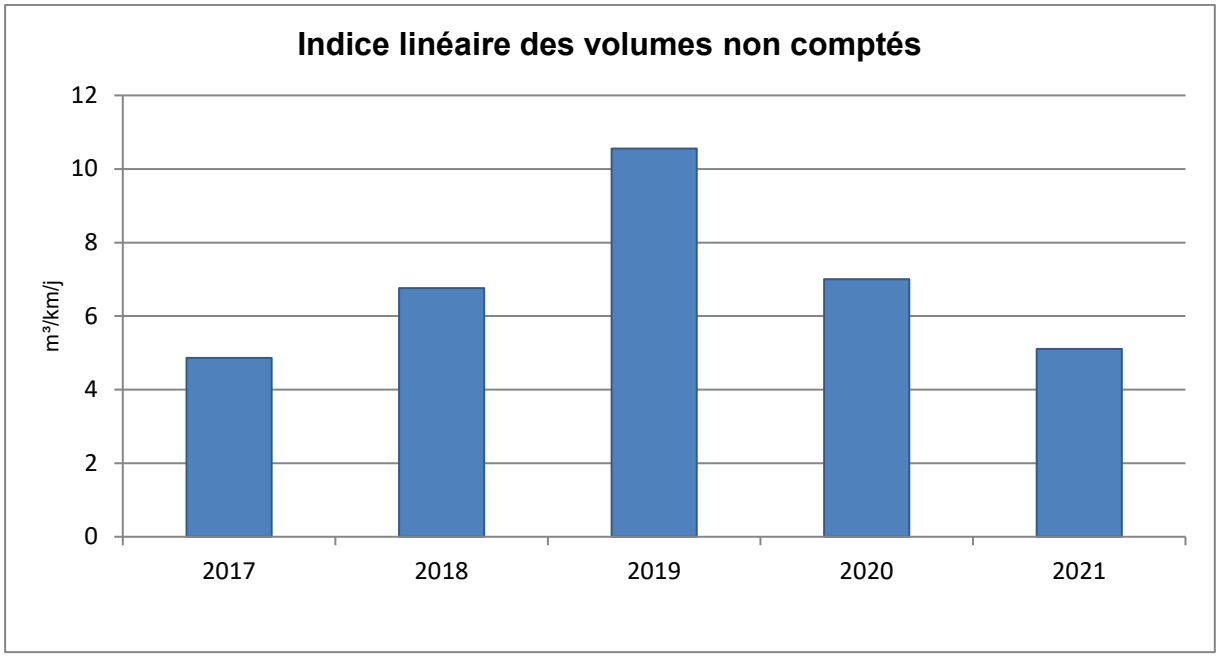
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

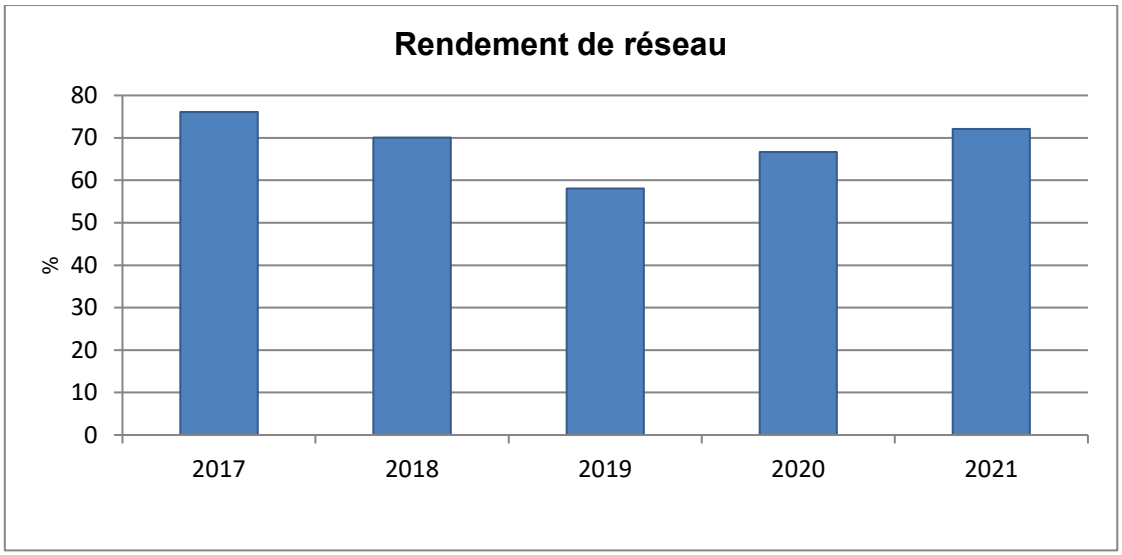
Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%
Volumes comptabilisés (E)	575 677	596 436	555 714	527 220	485 567	- 7,9%
Volumes consommés autorisés (H)	583 615	604 374	564 364	535 828	495 031	- 7,6%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	183 253	257 900	406 907	268 065	191 418	- 28,6%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	191 191	265 838	415 557	276 673	200 882	- 27,4%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	107,713	107,713	107,876	107,877	107,748	- 0,1%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	2,96	2,96	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	4,66	6,56	10,33	6,79	4,87	- 28,3%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	4,86	6,76	10,55	7,01	5,11	- 27,1%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	583 615	604 374	564 364	535 828	495 031	- 7,6%
Volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable produits (A)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	76,1	70,09	58,11	66,65	72,11	8,2%



3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	583 615	604 373,56	564 364,02	535 828,49	495 031,32	- 7,6%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	107,7	107,7	107,9	107,9	107,7	- 0,1%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	14,8	15,4	14,3	13,6	12,6	- 7,5%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0	0	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,97	68,07	67,87	67,72	67,52	- 0,3%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	76,1	70,09	58,11	66,65	72,11	8,2%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	11-août-21
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP BLAGON	161
AEP CASSY	1078
AEP SABLIERES	2080
Total	**3318,6**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes, …) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
3	3	3	3	2	0	18	1

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau est issue de 2 forages à l'Oligocène (forage de Blagon et forage des Sablières) et d'un forage à l'Eocène (forage de Cassy).

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).
Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Cassy	forage	1967	08265X0012	18/05/2015			Procédure en cours	non
Blagon	forage		08262X0096	20/05/2015			Procédure en cours	non
Sablières	forage	1985	08265X0080	02/07/1985	19/11/1987	09/12/1987	Procédure terminée (captage public)	oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Cassy	29/03/1966	0	Eocène (275-355)	55	1 100	400 000	Désinfection
Blagon	0	0	Oligocène	60	1 200	438 000	Désinfection
Sablières	04/10/1984	PI/PR/PE	Oligocène	200	4 000	450 000	Désinfection

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	3	0	100,0%	6	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	4	0	100,0%	477	0	100,0%

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	10	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	11	1	90,9%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	50	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	710	1	99,9%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
LANTON	Contrôle sanitaire	Hors référence	02/06/2021	SORTIE DE LA STATION - CASSY	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	4	sans objet	<=2	>=1

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre Equilibre Calco carbonique a été mis en évidence le 2 juin à CASSY. Une contre analyse a été menée le 18 juin et n'a pas confirmé ce dépassement.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	18	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	20	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	90	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	279	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	28	0	100%
Physico-chimique	15	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	AEP BLAGON	38 524	51 102	57 197	56 230	34 694	- 38,3%
LANTON	AEP SABLIERES	164 593	223 846	228 923	161 996	180 287	11,3%
LANTON	FOR+CE CASSY	153 587	133 414	114 793	137 784	118 423	- 14,1%
Total		356 704	408 362	400 913	356 010	333 404	- 6,3%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
LANTON	AEP BLAGON	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021
LANTON	FOR+CE CASSY	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021

Règles Générales d'Utilisation des Equipements de travail et des Moyens de protection

(Décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993)

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …) ;
- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …) ;
- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
LANTON	AEP SABLIERES	27/04/2021
LANTON	FOR+CE CASSY	16/11/2021

Le château d'eau de Cassy n'a pas pu être nettoyé en 2015 en raison des travaux de réhabilitation de la cuve et du dôme.

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
LANTON	AEP BLAGON	226	1	8	235
LANTON	AEP SABLIERES	272	-	24	296
LANTON	FOR+CE CASSY	218	1	17	236
LANTON	SECTO Q2 PONT DES CHEVRES	-	-	1	1
LANTON	SECTO Q3 AV DE LA REPUBLIQUE 1	1	-	4	5

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	68
RDT	88
RDT-RDICT conjointe	339
Total	495

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Appareils de fontainerie	renouvelés	-	4	0,0%
Appareils de fontainerie	réparés	7	4	-42,9%
Appareils de fontainerie	vérifiés	9	5	-44,4%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	38	32	-15,8%
Branchements	créés	29	28	-3,4%
Branchements	modifiés	5	1	-80,0%
Branchements	renouvelés	-	7	0,0%
Branchements	supprimés	1	1	0,0%
Compteurs	déposés	-	5	0,0%
Compteurs	posés	24	49	104,2%
Compteurs	remplacés	35	40	14,3%
Devis métrés	réalisés	48	40	-16,7%
Enquêtes	Clientèle	381	350	-8,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	3	1	-66,7%
Eléments de réseau	mis à niveau	7	7	0,0%
Remise en eau	sur le réseau	1	3	200,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	1	-	-100,0%
Réparations	fuite sur branchement	94	73	-22,3%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	9	8	-11,1%
Autres		892	853	-4,4%
Total actes		1 584	1 511	-4,6%

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	2	-	57	-	- 100,0%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	64 777	101 162	179 152	181 153	27 924	- 84,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	4 202	4 260	4 252	4 334	4 367	0,8%
Collectivités	42	38	40	38	40	5,3%
Professionnels	74	86	107	106	112	5,7%
Total	4 318	4 384	4 399	4 478	4 519	0,9%

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	4 472	4 511	0,9%
Autres abonnés	6	8	33,3%
Total	4 478	4 519	0,9%

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	429 421	439 626	391 912	374 448	376 862	0,6%
Volumes vendus aux collectivités	21 330	6 207	8 438	4 979	5 801	16,5%
Volumes vendus aux professionnels	74 711	63 282	79 309	82 484	73 124	- 11,3%
Volumes vendus aux autres clients	0	14 677	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	525 462	523 792	479 659	461 912	455 787	- 1,3%

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs	
Désignation	**2021**
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	29 557
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	37 765
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	67 322

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.5 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	1 788
Courrier	262
Internet	309
Visite en agence	70
Total	2 429

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	581	9
Facturation	203	126
Règlement/Encaissement	383	10
Prestation et travaux	13	-
Information	1 026	-
Dépose d'index	19	-
Technique eau	204	140
Total	2 429	285

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	493	315	-36,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	2 480	2 554	3,0%
Nombre d'abonnés prélevés	590	602	2,0%
Nombre d'échéanciers	53	54	1,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	9 286	9 720	4,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	233	270	15,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	87	87	0,0%
Nombre total de factures comptabilisées	9 606	10 077	4,9%

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	42 013,21	38 544,12	- 8,3%
Créances irrécouvrables (€)	12 278,27	6 432,34	- 47,6%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	14 547,18	0,0%
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	842 960,1	0,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	1,41	0,74	- 47,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,67	1,73	3,6%

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	6	2	- 66,7%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	2	1	- 50,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	48,47	98,23	102,7%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	45,94	93,1	102,7%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	32,69	59,35	81,6%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	40,94	93,1	127,4%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0002	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	39	42	7,7%
Volumes dégrévés (m³)	20 824	22 229	6,7%

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :

«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…

Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

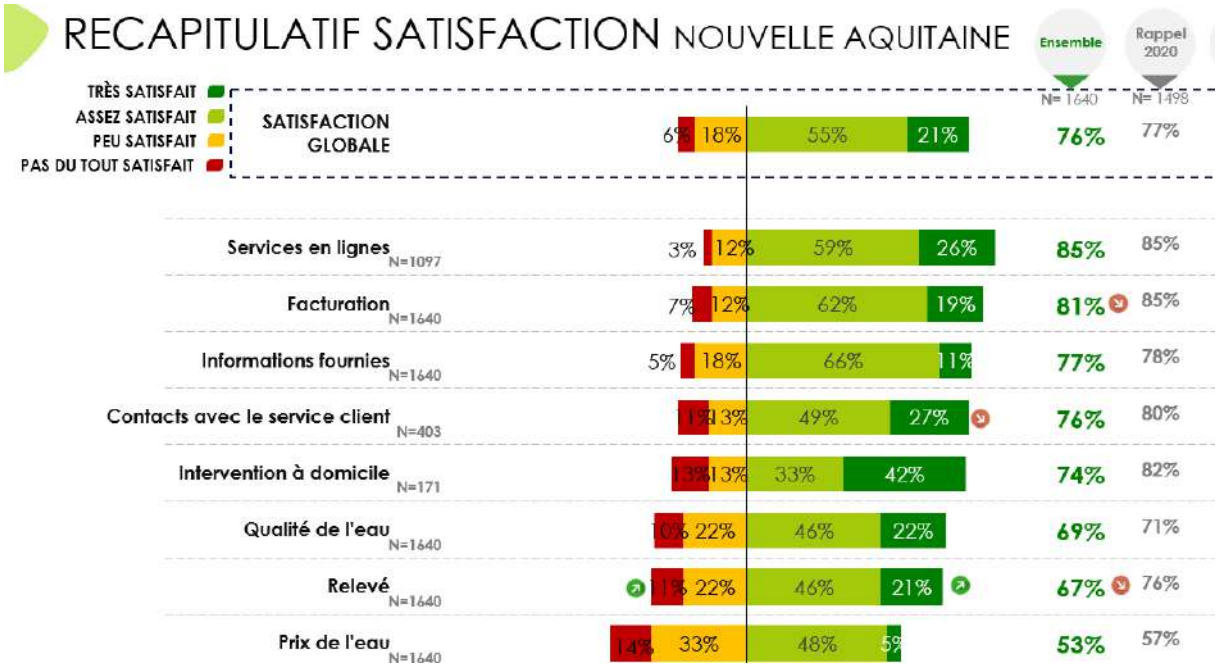
Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Stabilité de la satisfaction clients :

Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

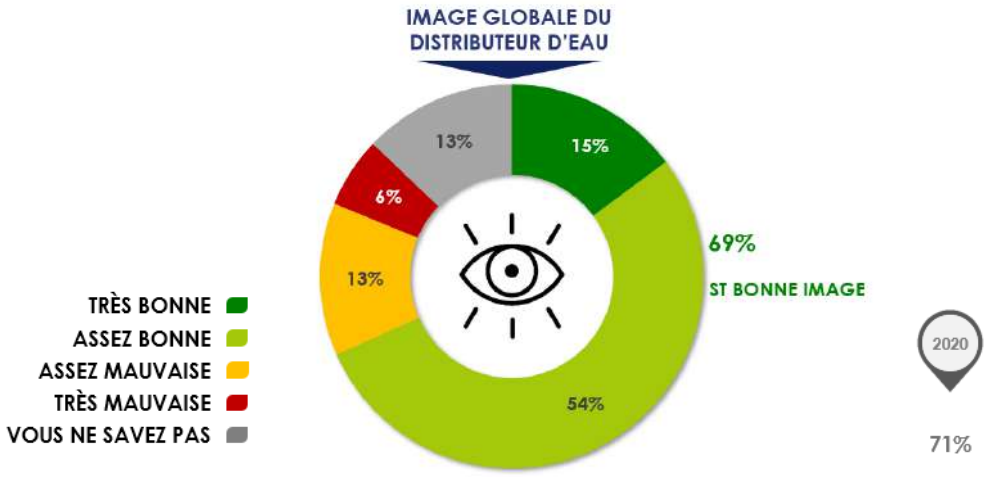
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics

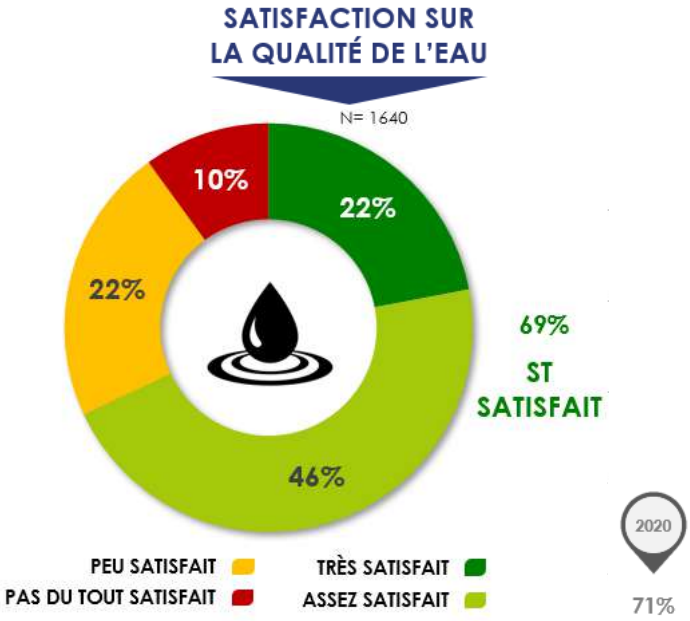


L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

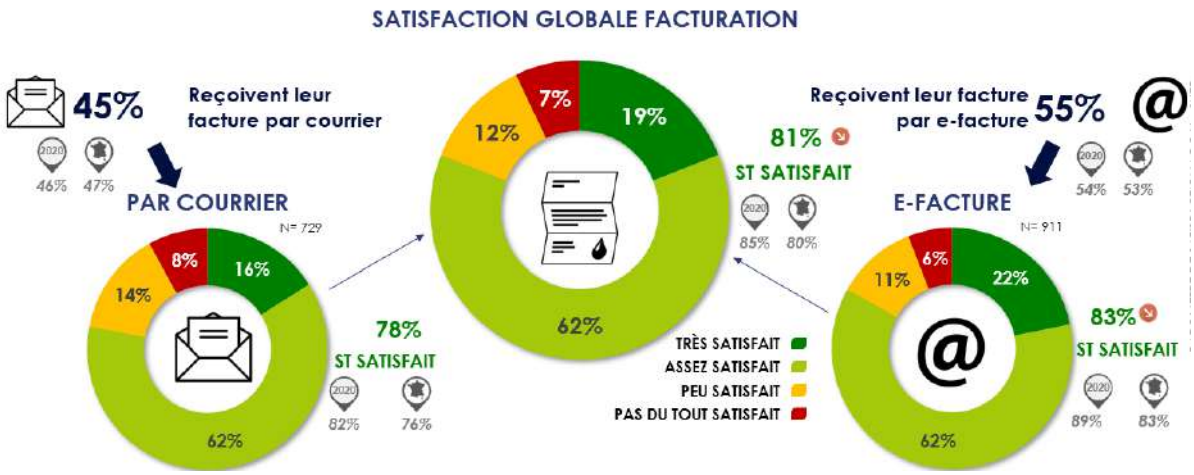
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m³ qui peut comporter des tranches tarifaires.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif

Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	63,76	66,14	3,7%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,60975	0,6235	2,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	46,56%	46,92%	0,8%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,71058	1,74608	2,1%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,62142	1,655	2,1%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau

Dénomination	Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	53,76	56,14	4,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,3098	0,3235	4,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	10	10	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,3	0,3	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,1503	0,1503	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0892	0,0911	2,1%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**889 083**	**889 535**	**0,1%**
Exploitation du service	412 824	415 767	
Collectivités et autres organismes publics	382 953	388 807	
Travaux attribués à titre exclusif	45 701	37 182	
Produits accessoires	47 605	47 779	
CHARGES	**997 260**	**971 315**	**-2,6%**
Personnel	197 345	179 817	
Energie électrique	35 771	35 418	
Produits de traitement	1 939	2 388	
Analyses	5 661	6 328	
Sous-traitance, matières et fournitures	192 712	172 200	
Impôts locaux et taxes	3 793	2 643	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	107 341	108 128	
• télécommunication, postes et télégestion	7 833	8 232	
• engins et véhicules	13 555	10 495	
• informatique	58 365	64 777	
• assurance	2 116	2 213	
• locaux	6 359	4 409	
Ristournes et redevances contractuelles	2 069	8 536	
Contribution des services centraux et recherche	16 702	16 524	
Collectivités et autres organismes publics	382 953	388 807	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	8 834	9 010	
• fonds contractuel	20 156	20 032	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	8 640	8 813	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	4 202	3 594	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	9 142	9 077	
Résultat avant impôt	**-108 176**	**-81 780**	**24,4%**
RESULTAT	**-108 176**	**-81 780**	**24,4%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**889 083**	**889 535**	**0,1%**
Exploitation du service	412 824	415 767	0,7%
• Partie fixe facturée	223 019	250 417	
• Partie proportionnelle facturée	166 065	163 420	
• Variation de la part estimée sur consommations	23 741	1 930	
Collectivités et autres organismes publics	382 953	388 807	1,5%
• Part Collectivité	172 292	173 433	
• Redevance prélèvement	69 059	67 968	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	141 602	147 406	
Travaux attribués à titre exclusif	45 701	37 182	-18,6%
• Branchements	45 701	37 182	
Produits accessoires	47 605	47 779	0,4%
• Facturation et recouvrement de la redevance	18 247	18 808	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 704	2 767	
• Autres produits accessoires	26 654	26 203	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

VI. ANNEXES

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 519,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	818,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	253,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	107,70
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 519,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 519,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	107,70
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	252,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	5 361,20
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 519,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	694 541,10
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	0,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	8 974,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 519,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-22 033,43
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	500 727,99
Charges logistique	Sortie de stock	-11 991,95
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-304 336,71
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-135 976,29
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	500 727,99
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	37 181,93

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,58% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,48% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	02	26/02/2021	8 587,04
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	05	01/06/2021	78 167,01
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. Eau**	05	01/06/2021	1 266,85
COBAN - Lanton	**Fonds Social Eau**	05	01/06/2021	1 886,01
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	08	01/09/2021	1 876,91
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. Eau**	08	01/09/2021	572,88
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	11	01/12/2021	465,58
COBAN - Lanton	**Fonds Social Eau**	11	01/12/2021	2 252,31
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	11	01/12/2021	89 224,89

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	0,6%	2,3%	275,2%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	28	40	42,9%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	4572	1741	-61,9%
20 à 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- 20 à 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- 20 à 40 mm Total	56	59	5,4%
> 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- > 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- > 40 mm Total	8	8	0,0%
Age moyen du parc compteur	8,2	9,9	20,8%

4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Télérelèves	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	1 624,73
Réseaux	313,36
Branchements	5 414,08
Compteurs	292,72
Total	7 644,89

Les dépenses de renouvellement des compteurs s'expliquent par la mise en œuvre de la télérelève nécessitant le rajeunissement du parc compteur.

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	- 1 581,38	14 374,21	17 407,74	14 788,28	7 644,89

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

Compte tenu du reliquat des exercices antérieurs, des dotations et des dépenses constatées, la situation du fonds de renouvellement en fin d'exercice est la suivante :

SITUATION PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT LANTON EAU

Articles 36.3.2.2-b) & 66.1-c) : modalité de suivi des programmes de renouvellement usines et compteurs abonnés

Dotation de 19 392 € HT au 01/07/2013 actualisé selon formule article 44.3 (modifié Avenant 1 - Art 18)

Concerne les renouvellements de branchements, vannes et hydrauliques de réseau, clôtures et portails, canalisations et accessoires < 6ml.

Années	Dotation Contractuelle	Valeur du K2 au 01/07	Dotation actualisée	Dotation actualisée + solde	Utilisation du compte	Solde	Valeur d'EONIA au 01/07	Solde actualisé
2014	19 392	0,99560	19 307	19 307	6 740	**12 566**	**1,00078**	**12 576**
2015	19 392	0,99465	19 288	31 864	161 528	**-129 664**	**0,99881**	**-129 509**
2016	19 392	0,98985	19 195	-110 314	16 485	**-126 799**	**0,99679**	**-126 392**
2017	19 392	0,99310	19 258	-107 134	12 866	**-120 000**	**0,99644**	**-119 573**
2018	19 392	1,01782	19 738	-99 835	13 258	**-113 093**	**0,99639**	**-112 685**
2019	19 392	1,03540	20 079	-92 607	12 867	**-105 473**	**0,99633**	**-105 086**
2020	19 392	1,03940	20 156	-84 930	11 155	**-96 085**	**0,99535**	**-95 639**
2021	19 392	1,03301	20 032	-75 607	-587	**-75 020**	**0,99519**	**-74 659**
2022	19 392		0	-74 659		**-74 659**		**0**
2023	19 392		0	0		**0**		**0**
TOTAL €			**157 052**		**234 313**	**-77 260**		**-77 260**

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	4 437,26
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	4 437,26

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux neufs	6,3	566,9	16 264,6	0	4 437,3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

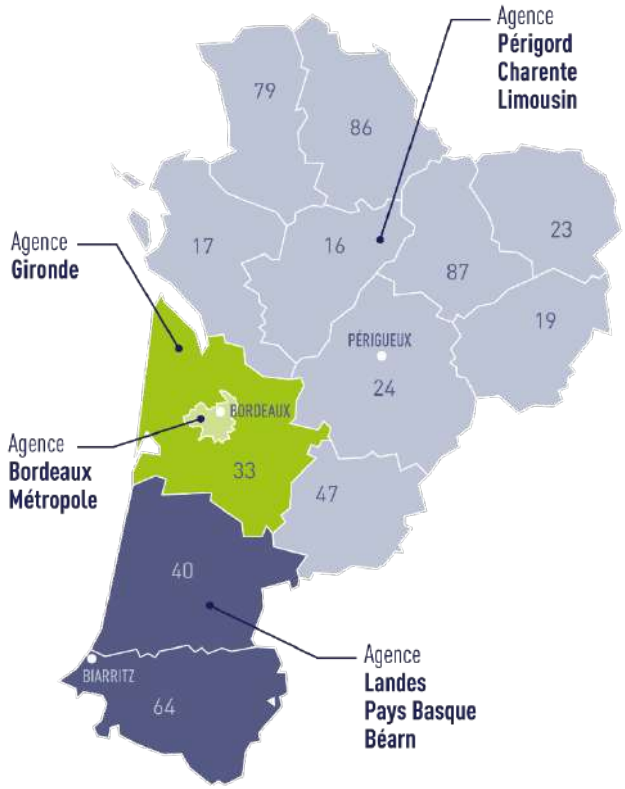
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

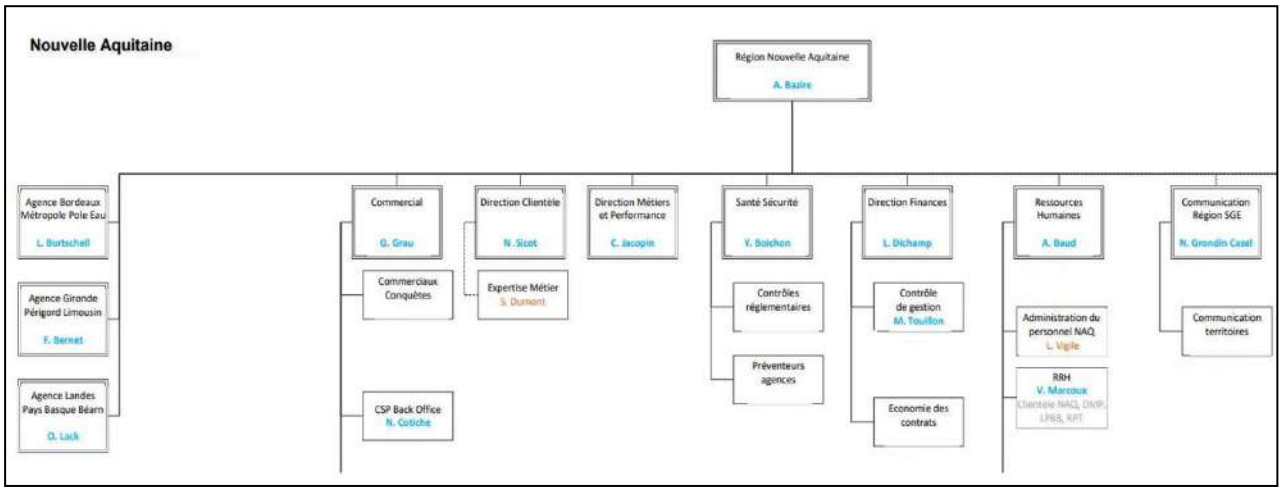
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

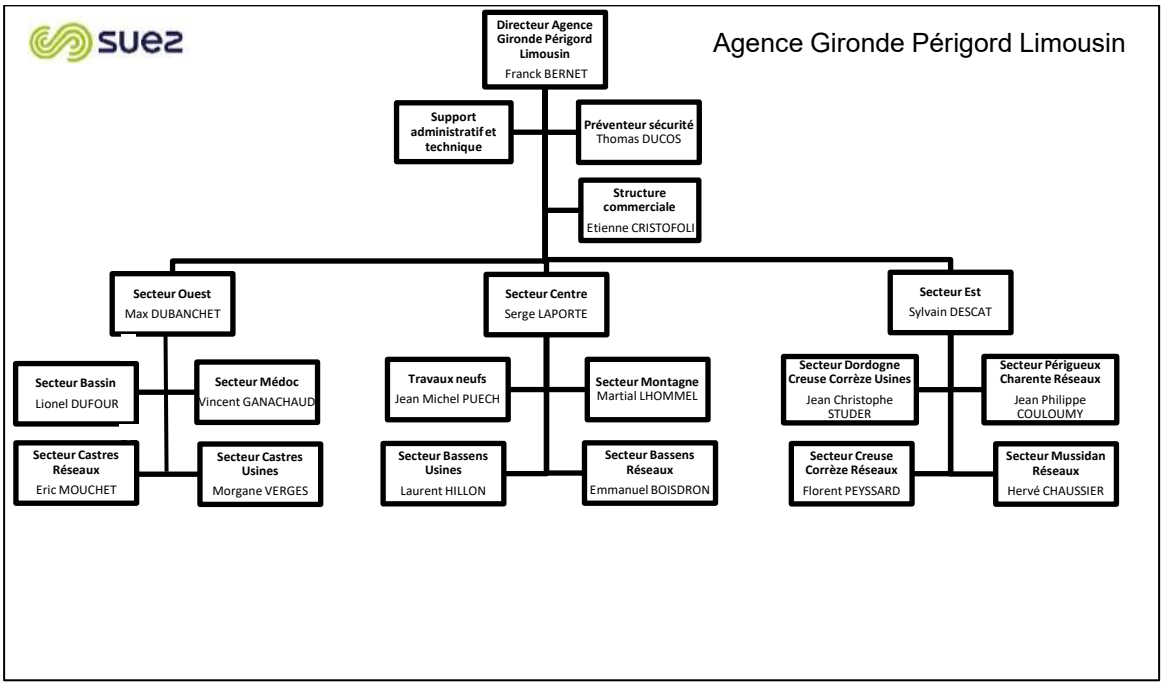
5.1.3 Nos moyens humains

L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1.4 Nos moyens matériels

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise







5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

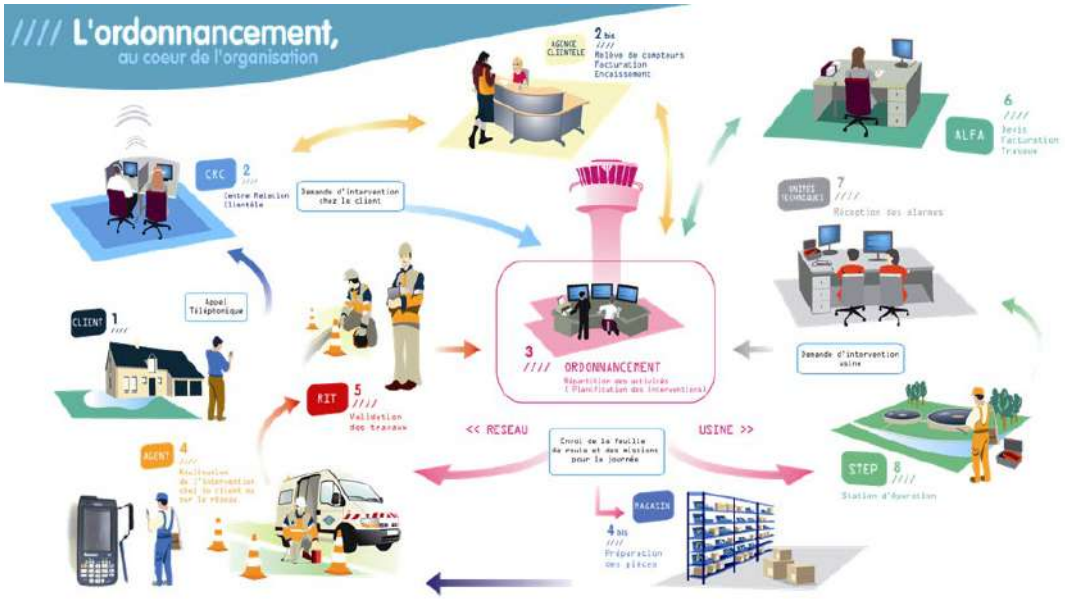
- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2 La relation clientèle

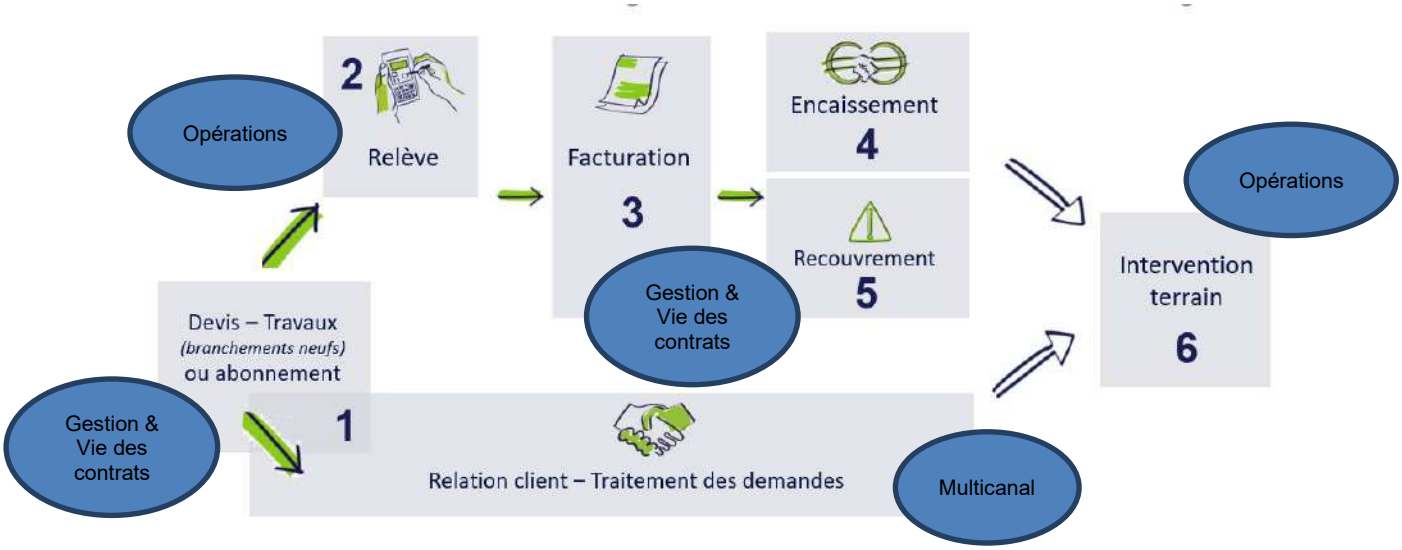
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

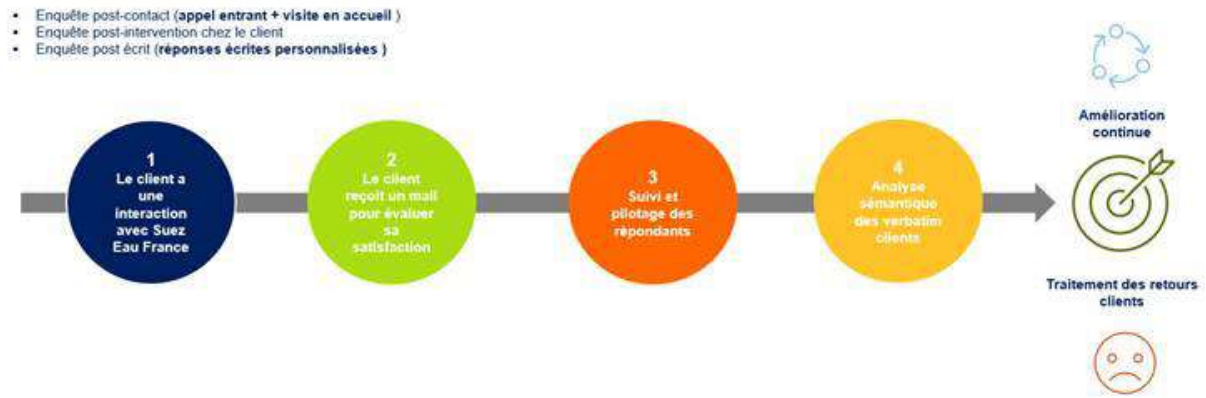
Le baromètre de satisfaction régional évalue :

- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

10 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Paul Grazi

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

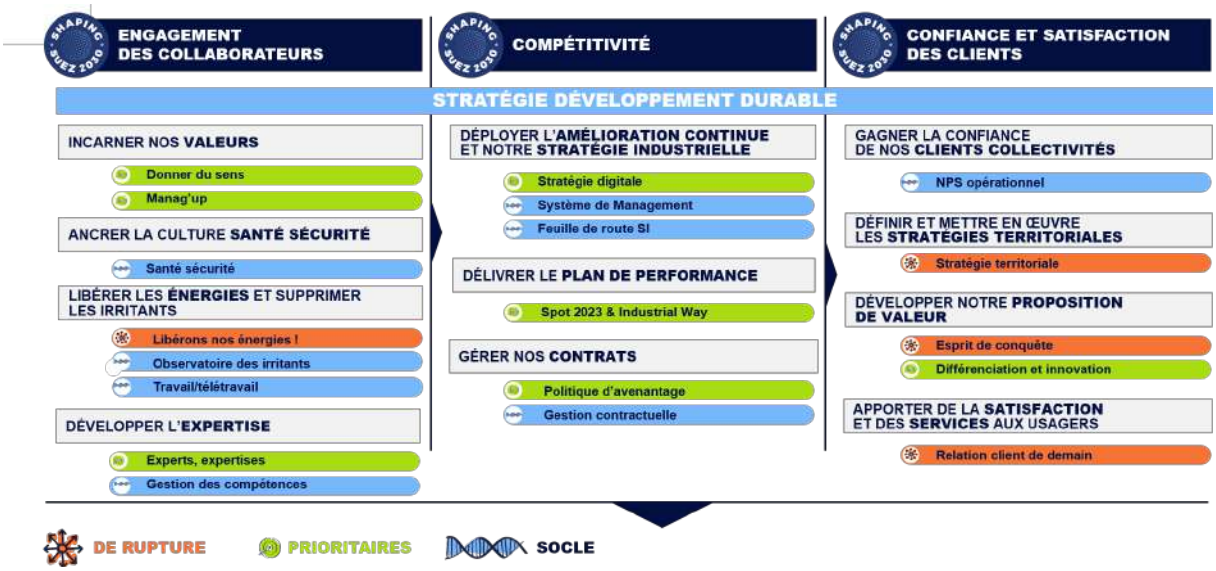
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des annexes

LANTON 15978

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Détail des investissements eau
- Eau de service et eau livrée sans comptage
- Etat des remises pour fuites
- Facture 120m3 eau
- Fiche tarifaire
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.	410034607

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY



** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*
*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA...
https://www.infogreffe.fr/cont...

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion
COBAN : LANTON

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :
LANTON
Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0014
000402

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 28 analyses bactériologiques et 29 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur la commune de LANTON provient de trois forages profonds "Blagon", "Cassy" et "Les Sablières" captant la nappe de l'Oligocène. L'eau subit un traitement d'aération et de désinfection au niveau de chaque station avant sa distribution sur le réseau. Le forage Les Sablières est doté des périmètres de protection. Pour les autres forages, la procédure est en cours. Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable" a été transférée à la Commmunauté d'agglomération de Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitatio n de la production et de la distribution de l'eau sur la commune.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire. Valeur moyenne : 9,49 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,15 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES CONTACTS

LANTON - 15978				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	229		229
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	76		76
Demande de prestation	SERV - SERVICES	2		2
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	11		11
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	135		135
Demande d'information	ABON - SRU	2		2
Demande d'information	AUTRE	62		62
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	1		1
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	70		70
Demande d'information	ENCA - SEPA	2		2
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	101		101
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	137	1	138
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	15		15
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	4		4
Demande d'information	FACT - FACTURE	246		246
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	3		3
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - GOUT	1		1
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	3		3
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	35		35
Demande d'information	SERV - eFACTURE	9		9
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	1		1
Demande d'information	SERV - SERVICES	10		10
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	10		10
Demande d'information	TECH - CHANTIER	15		15
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	81		81
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	2		2
Demande d'information	TECH - RELEVE	26		26
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	51		51
Départ client	ABON - ABONNEMENT	148		148
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	34		34
Dépose d'index	TECH - RELEVE	19		19
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		9	9
Facture	FACT - FACTURE	2	125	127
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	2		2
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	63		63
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	251		251
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	161		161
Règlement	ENCA - REGLEMENT	119	10	129
Surrendettement	ENCA - SITUATION DE COMPTE	1		1
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION	1	140	141
Total		2 144	285	2 429

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour LANTON-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	4 437

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Programme contractuel		
LANTON-AEP BLAGON-TN-Intrusions		*4 324*
LANTON-FOR+CE CASSY-TN-ANTI INTRUSION		*113*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	1 625

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
LANTON-AEP SABLIERES-RVT-POMPE REPRISE N°3 VERS AUDENGE		*2 504*
Programme contractuel		
LANTON-AEP BLAGON-RVT-ANTI BELIER - annulé	*879*	*-879*

RESEAUX	313

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
LANTON--RVT-ACCESSOIRES	*313*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	5 707

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
LANTON--RVT-BRANCHEMENTS ORDINAIRES	*5 414*
Programme contractuel	
LANTON--RVT-COMPTEURS	*293*

Contrat : 15978

Bassin

Total année 2021	12 082

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CONTRAT DE : LANTON 15978

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	1200
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1800
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	96
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2000
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**5096**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités	164	1148
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			100
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			1320
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**2568**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			1500
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			300
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**1800**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur			0
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			0
- utilisation par gens du voyage			0
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**0**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**4368**

Commentaires:

4 purges qualité, 0 interventions accessoires et 8 purges suite casse canalisations
22 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 1320 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

LANTON - 15978				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33229	LANTON	Particulier	ROUTE DE LENAN	3 103
33229	LANTON	Particulier	AVENUE PAUL VALERY	2 837
33229	LANTON	Particulier	RUE DES MURIERS	1 654
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DES ARBOUSIERS	1 478
33229	LANTON	Particulier	C ROUTE DE BORDEAUX	1 351
33229	LANTON	Particulier	RUE DE L HOTEL DE VILLE	1 342
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DE LA PASSE	1 199
33229	LANTON	Particulier	ROUTE DE BORDEAUX	976
33229	LANTON	Particulier	AVENUE GUYNEMER	932
33229	LANTON	Particulier	ALLEE MAURICE RAVEL	761
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DE MARSALAT	676
33229	LANTON	Particulier	AVENUE LUMINAIS	608
33229	LANTON	Particulier	AVENUE ROSA BONHEUR	557
33229	LANTON	Particulier	AVENUE ROSA BONHEUR	552
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	540
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DE LA PALOMBIERE	451
33229	LANTON	Particulier	AVENUE GUYNEMER	402
33229	LANTON	Particulier	LA CLAIRIERE DES MARINES	395
33229	LANTON	Particulier	AVENUE ROSA BONHEUR	295
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	267
33229	LANTON	Particulier	RUE DE L ABBE WOLF	215
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DU BRETON	196
33229	LANTON	Particulier	ROUTE DU STADE	188
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DU BRETON	167
33229	LANTON	Particulier	RESIDENCE LE RENET	165
33229	LANTON	Particulier	RESIDENCE LE NOROIT	160
33229	LANTON	Particulier	AVENUE JEAN BART	133
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DES MIMOSAS	131
33229	LANTON	Particulier	AVENUE JACQUES OFFENBACH	125
33229	LANTON	Syndic (gestionnaire d'immeuble)	RES CLOS DU BRETON	89
33229	LANTON	Particulier	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	61
33229	LANTON	Particulier	AVENUE GUYNEMER	59
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DE LA PESOTTE	58
33229	LANTON	Particulier	LES NARGUES	28
33229	LANTON	Particulier	ALLEE MARGUERITE	23
33229	LANTON	Particulier	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	22
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DU BRETON	22
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DE MAPOUCHET	19
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DES ACACIAS	9
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	-17
Total général				**22 229**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Facture 120m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

réf. client : [illegible]
identifiant * : 5594
facture n° : F120-0129207

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 117
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - Service Clients
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Cette facture annule et remplace la facture précédente.

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

MME M LANTON EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33138 LANTON

Service de l'eau de Lanton

SPECIMEN 120 M3

16 Février 2022

	m³	prix m³**	montant TTC
Votre abonnement			69,78 €
Votre consommation	120 m³	1,16 €	139,75 €

Net à payer 209,53 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 17 février 2022
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
** Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Distribution de l'eau : 80 %
Organismes publics : 20 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie :
MME M LANTON EAU 120 M3 RAD

RUE SPECIMEN RAD
33138 LANTON

Date et Lieu Signature

MME M LANTON EAU 120 M3
RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33138 LANTON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP50219798F120-01292071000000000

Montant : 209,53 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 10019
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

219713195754

502197010469 0998F120-012920710000000000906105 20953

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU					
ABONNEMENT					
Part Suez Eau France du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	56,14	56,14	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	10,00	10,00	5,5	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France				0,0	
T1 de 0 M3 à 30 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	30 m³	0,2813	8,44	5,5	
T2 de 30 M3 à 120 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	90 m³	0,3375	30,38	5,5	
Préservation des ressources en eau du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,1503	18,04	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,30	36,00	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			**39.60**		**41.78**
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			198,60		
MONTANT TVA (5.5 %)			10,93		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					209,53
Net à payer					**209,53 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 60002 - 36400 LA CHATRE en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

TREL598F00F120-0129207000209534N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 1519105330).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Fiche tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ
Direction Territoriale et du Développement
63 rue Jean Briaud
33700 MERIGNAC

Mérignac, le 17 janvier 2022

VILLE DE LANTON

HISTORIQUE:
Contrat d'affermage eau potable visé en Sous Préfecture d'Arcachon le 26 décembre 2013
Date début du contrat : 1er janvier 2014
Date de fin du contrat : 31 décembre 2023
Avenant n° 1 visé en Sous Préfecture le 6 octobre 2014
Transfert de la compétence Eau à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) au 1er janvier 2020
Application de l'indice ICHT-E "hors CICE " publié avec coefficient actualisé conformément à demande de la COBAN
Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 15 décembre 2021

Tarif de l'EAU

PARTIE FIXE SEMESTRIELLE : Pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 - Pour la facturation d'acompte de février 2022
D'avance prorata temporis

		Prix TTC*
SUEZ	28,08	**29,62**
COLLECTIVITE	5,00	**5,28**

* Tva à 5,5 %

			Prix TTC**
FAS *	Sans déplacement d'agent	43,35	**47,68**
	Avec déplacement d'agent	86,81	**95,49**

* Frais d'accès au service
** Tva à 10 %

CONSOMMATIONS (prix au mètre cube) : Prorata au 1er janvier 2022 (Part SUEZ)

SUEZ				COLLECTIVITE	AGENCE DE L'EAU		TVA	PRIX M3 TTC*
De 0 à 30 m3	De 31 à 120 m3	De 121 à 200 m3	> à 200 m3		Préservation des ressources	Lutte contre la pollution		
0,2813	0,3376	0,4079	0,5626	0,30	0,1503	0,330	0,0584	**1,1200**

* Tva à 5,5 %

CALCUL ET EVOLUTION DU K :
K = 0,15 + 0,51 ICHT-E / ICHT-Eo + 0,06 351106 / 351106o + 0,14 FSD2 / FSD2o + 0,14 TP10A / TP10Ao

Indices	Pondération	valeurs de base	valeurs connues au 01/01/2022	Coefficient de raccordement	Index après raccordement	Calculs intermédiaires	Source
Fixe	0,15					0,15000	
ICHT-E	0,51	108,6	122,8	1,0000	122,80	0,57669	MTPB n°6161 du 15 octobre 2021 (valeur juin 2021)
010534763	0,06	114,7	127,4	1,1722	149,34	0,07812	MTPB n°6172 du 31 décembre 2021 (valeur novembre 2021)
FSD2	0,14	127,8	150,8			0,16520	MTPB n°6172 du 31 décembre 2021 (valeur novembre 2021)
TP10A	0,14	135,1	116,2	1,2701	147,59	0,15294	MTPB n°6171 du 24 décembre 2021 (valeur septembre 2021)
				Valeur du K :		**1,1230**	
				K période précédente		1,1041	
				Evolution		**1,71%**	

LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) :
% de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) < 30% 46,9%

VISA	VISA
Gestionnaire Prix Le 17 janvier 2022 Audrey MILLET	Chef de Service Visé le 17 janvier 2022 Véronique GUILLOU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	IMPASSE DES GOLFEURS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE ALBERT CAMUS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	IMPASSE DES GOLFEURS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE DES ACACIAS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	04/01/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	09/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	04/01/2021	AVENUE LOUIS ROBERT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur TéléR**	14/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	08/02/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	03/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/03/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	04/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/01/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DE LA CRECHE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	AVENUE DE MOUTCHALETTE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	05/01/2021	AVENUE AMEDEE REVELEAU	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES AJONCS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES LAVANDIERES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	CHEMIN DU LAC	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	RUE DES ALBATROS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DE LA CRECHE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	CHEMIN DU LAC	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	MAISONS OSTREA R DU STADE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	06/01/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	04/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	18/01/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur relever	04/03/2021	RUE DE LA BOURDAINE CLOS	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	04/03/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	04/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur relever	19/01/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	branchement eau ouvrir	09/02/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	06/01/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	RUE DES MURIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	ALLEE DU BOIS	LANTON	1
LANTON	compteur avec émetteur téléR enquêter	19/01/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	18/01/2021	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DE LA PIGNADA	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE GABRIELLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	compteur avec émetteur téléR enquêter	20/01/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DES ESCOLIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	20/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/01/2021	ALLEE DU BOIS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE DU PIN TORDU	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/01/2021	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/01/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	19/01/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/01/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	20/01/2021	ALLEE CARPE DIEM	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/01/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ALLEE DU BOIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	18/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	2
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**appareil fontainerie réparer**	19/01/2021	_	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	18/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	2
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	08/01/2021	AVENUE AMEDEE REVELEAU	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	11/01/2021	ALLEE DU MUGUET	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	20/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	21/01/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	10/02/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	05/03/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES PENSEES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	08/01/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES FUSAINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DE L AMIRAL DE GRASSE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	AVENUE CARLE VERNET	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ALLEE ISABELLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	10/02/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	08/01/2021	ALLEE DES CHARDONNERETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DU PIN TORDU	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	AVENUE JEAN BART	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	IMPASSE DES PAPILLONS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	IMPASSE DES PAPILLONS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	AVENUE VAN GOGH	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	08/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	IMPASSE DES PAPILLONS	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	21/01/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	11/01/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	RUE DE LA POSTE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	19/01/2021	AVENUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**appareil fontainerie enquêter**	05/03/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	11/02/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer**	21/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	21/01/2021	Secteur Taussat	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	11/02/2021	RUE PIGNOT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	11/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	25/01/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	08/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	13/01/2021	ALLEE DU MUGUET	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	08/03/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	13/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	22/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	7
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	22/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	7
LANTON	**voirie enquêter problème**	22/01/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	09/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE DES BIDAOUS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	ALLEE DES BUIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	AVENUE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RD 3 E10	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RESIDENCE DES PARGUINES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE DES ECUREUILS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RUE DES FAUVETTES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	RUE DES FAUVETTES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	RUE DES PANICAUTS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	CHEMIN DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ALLEE DES BIDAOUS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	ALLEE DU MUGUET	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE DES AIGUILLES VERTES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE FLEMING	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	IMPASSE DE MOLIETS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	01/02/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	LOT DU GOLF TR 2	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	RUE DE LA BRIQUETERIE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	01/02/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	29/01/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RESIDENCE DES PARGUINES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	13/01/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	AVENUE DES AIGUILLES VERTES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE DES ERABLES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	29/01/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE DES NOISETIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	29/01/2021	ALLEE DES PETUNIAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE PAUL ELUARD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	01/02/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	25/01/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	13/01/2021	_	LANTON	2
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	14/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	ALLEE DES CABANES	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	26/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	7
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	28/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	7
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	30/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	09/03/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	09/03/2021	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	09/03/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	09/03/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	09/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	31/03/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter anomalie**	29/03/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	09/03/2021	IMPASSE DE LA GRANGE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter anomalie**	29/03/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**regard compteur enquêter**	29/03/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	**regard compteur renouveler**	28/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer**	14/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	15/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur poser avec émetteur téléR**	14/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	13/01/2021	_	LANTON	2
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	14/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	26/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	7
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	28/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	7
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	01/02/2021	RUE PAUL ELUARD	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	29/01/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	30/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	15/02/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	09/03/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	09/03/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	09/03/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	09/03/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	31/03/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	10/03/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	01/04/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	30/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	06/04/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	07/04/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	30/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	04/02/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	05/02/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	13/02/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	10/03/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	31/03/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	**voirie enquêter problème**	31/03/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	08/04/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	06/04/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	06/04/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	02/02/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	15/02/2021	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	15/02/2021	RUE DOMINIQUE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	12/04/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	26/04/2021	RUE DES ECUREUILS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	27/04/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	26/04/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	12/04/2021	RUE LUCIEN BRETON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DU SOUVENIR FRANCAIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	ALLEE DES PENSEES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	RUE PAUL ELUARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter équipement	14/04/2021	RUE PIGNOT	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	22/02/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/04/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/04/2021	AVENUE JEAN MERMOZ	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/04/2021	ALLEE DES GALIPS	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/04/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	voirie enquêter problème	20/04/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	27/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	03/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RESIDENCE DU PARC	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	RES CLOS DU BRETON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RUE DES BERGERONNETTES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RESIDENCE LA BERGERIE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	HAMEAU DU PORT AV REPUBLI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ALLEE DES BIDAOUS	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	11/05/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	ALLEE D ELLOY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	compteur avec émetteur téléR enquêter	22/04/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/04/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	03/05/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	03/05/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	10/05/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE LUCIEN BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE DE LA CRECHE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/04/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	RUE DE LA SAUSSINE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE DE LA BRIQUETERIE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/05/2021	AVENUE FLEMING	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE CARLE VERNET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	ALLEE GABRIELLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/05/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE CARLE VERNET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	RUE DES ALBATROS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ALLEE BERNARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	RUE BERNARD RAYNAUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	PLACE ABEL ROBIN	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	RUE DES ECUREUILS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ALLEE DES LAVANDIERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/05/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	ALLEE SYLVESTRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE CANTEGRIL	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter anomalie	22/04/2021	RUE DES MURIERS	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	10/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	05/02/2021	Avenue de la république	LANTON	2
LANTON	devis métré réaliser	25/02/2021	Avenue de la république	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	08/02/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	05/02/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	23/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	22/02/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	18/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	22/02/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	24/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	26/04/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	12/04/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	13/04/2021	LES NARGUES	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	26/04/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	21/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	19/04/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	21/04/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	21/04/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	28/04/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter pour qualité eau	16/04/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	21/04/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	27/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer à la demande du client	28/04/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	26/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter pour qualité eau	04/05/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	03/05/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	30/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/05/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	10/05/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	11/05/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/05/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	accessoire réseau entretenir	02/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/03/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/03/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	01/03/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	12/05/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/04/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	21/04/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	04/05/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	11/05/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	23/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	10/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	10/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	18/05/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	06/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	07/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur TéléR	05/02/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	05/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	16/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur TéléR	12/04/2021	AVENUE LOUIS ROBERT	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	25/02/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	26/02/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	01/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	02/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	compteur poser	27/04/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur poser	27/04/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur poser	26/04/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	08/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	09/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	30/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	10/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	regard compteur renouveler	10/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	10/05/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	11/05/2021	_	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	01/03/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	01/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	10/05/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	RUE DE LA SAUSSINE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	04/06/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	04/06/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE ERIK SATIE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	04/06/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/05/2021	LA CLAIRIERE DES MARINES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/05/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	20/05/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	26/05/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	27/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/05/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	25/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	11/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	réseau eau purger	16/06/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	réseau eau purger	08/06/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	09/06/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter équipement	28/05/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	28/05/2021	RESIDENCE LA BERGERIE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	02/06/2021	ALLEE DE LA BERLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	08/06/2021	ALLEE ISABELLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	07/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	14/06/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	02/06/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	01/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	02/03/2021	ALLEE AUGUSTE RENOIR	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	01/03/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	01/03/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	29/06/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/05/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	28/05/2021	ALLEE DU PAS DU LOUP	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	28/05/2021	AVENUE GERICAULT	LANTON	1
LANTON	compteur relever	04/06/2021	RUE DE L AMIRAL LARRIEU	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	07/06/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	07/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	07/06/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/05/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie réparer	26/05/2021	ALLEE DES LAURIERS	LANTON	2
LANTON	appareil fontainerie réparer	25/05/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	28/05/2021	ALLEE DES TULIPES	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	08/06/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	10/06/2021	AVENUE DES CATALANS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	01/06/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	02/06/2021	ALLEE DE LA BERLE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	07/06/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	09/06/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/06/2021	ALLEE ISABELLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	08/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	17/06/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	11/06/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	14/06/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	18/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	15/03/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/06/2021	RES LES LANTANAS SABLINES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	AVENUE GAUGUIN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	ALLEE DES CHARDONNERETS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/06/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/07/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	24/06/2021	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	ALLEE BLANCHE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/07/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/06/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/07/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/07/2021	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	regard compteur enquêter	28/06/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter anomalie	05/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	ALLEE DES CHATAIGNIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/07/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/06/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	RUE BERNARD RAYNAUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/07/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	07/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	06/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	13/07/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/06/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	29/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/07/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/06/2021	ALLEE DES AJONCS	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	24/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau afficher	05/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	05/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	06/07/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	07/07/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	09/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	29/07/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	13/07/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	04/08/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	12/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau afficher	06/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	10/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	05/07/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	09/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/07/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/07/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	AVENUE DES MIMOSAS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/07/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/07/2021	RESIDENCE LE BOISSET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/07/2021	ALLEE DES ECHASSES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	ALLEE MONTESQUIEU	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/07/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ALLEE DES CABANES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	RESIDENCE DU PARC	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE VAN GOGH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	AVENUE VAN GOGH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/07/2021	RUE DES BERGERONNETTES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	ALLEE DU PAS DU LOUP	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/07/2021	AVENUE DU GOLF	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/07/2021	RESIDENCE LE BOISSET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	ALLEE AUGUSTE RENOIR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/07/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	15/07/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/07/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/07/2021	ALLEE DES ROSES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/07/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter anomalie	29/07/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	05/07/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	26/07/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	15/07/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	07/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	27/07/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	HAMEAU DU PORT AV REPUBLI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	12/07/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	branchement eau réparer	05/07/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	06/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/07/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/07/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	19/07/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	12/07/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	27/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	20/07/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/07/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	22/07/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	28/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	04/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	17/07/2021	ALLEE BERNARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	22/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	26/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	28/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/08/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	26/07/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/07/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	27/07/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	27/07/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	23/07/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	28/07/2021	LA CLAIRIERE DES MARINES	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	29/07/2021	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	02/08/2021	RUE DE L AMIRAL LARRIEU	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	05/08/2021	AVENUE DE LUCASSON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	26/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	28/07/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	02/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	09/08/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	30/07/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	02/08/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	05/08/2021	ALLEE DES MARRONNIERS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	06/08/2021	ALLEE DES MARRONNIERS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/07/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	02/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	regard compteur renouveler	28/05/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	18/08/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	compteur poser	16/06/2021	IMPASSE DE LA GRANGE	LANTON	1
LANTON	compteur poser	04/08/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	05/07/2021	_	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	16/06/2021	RUE PIERRE RONSARD	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	10/06/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	17/06/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	17/06/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter fuite	28/06/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur poser	26/07/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	07/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau supprimer	06/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	10/08/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter fuite	06/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	25/08/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/08/2021	ALLEE DES CABANES	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	10/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	HAMEAU DU PORT AV REPUBLI	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	30/08/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	Compteur lot relever	27/08/2021		LANTON	1
LANTON	Compteur lot relever	25/08/2021		LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/08/2021	ALLEE DE LA FERME	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/08/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	30/08/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	02/09/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	30/08/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RUE DE LA BOURDAINE CLOS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	ALLEE THALASSA	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	02/09/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RUE BERNARD RAYNAUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	25/08/2021	ALLEE DES COQUILLES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	25/08/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	25/08/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	30/08/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/09/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	11/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	18/03/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	12/08/2021	LOT DU GOLF TR 2	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	12/08/2021	IMPASSE DE MOLIETS	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	30/08/2021	AVENUE DE LUCASSON	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	26/08/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/09/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	01/09/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	01/09/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/09/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	07/09/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	11/08/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	11/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/03/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	17/09/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	06/09/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	10/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	12/08/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE DU APCHOT	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/03/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	17/09/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	17/09/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	24/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	16/08/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	10/09/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	13/08/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	10/08/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	30/08/2021	LOT DU GOLF TR 2	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	12/08/2021	IMPASSE DE MOLIETS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/08/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	26/08/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/08/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/09/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	30/08/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	31/08/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	30/08/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	21/09/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	31/08/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	07/09/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	06/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/09/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	08/09/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter pour qualité eau	08/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	22/09/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/09/2021	ALLEE DES TULIPES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/09/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	14/09/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	22/09/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/09/2021	AVENUE DES AIGUILLES VERTES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	22/09/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	16/09/2021	AVENUE DE MOUTCHALETTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	16/09/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/09/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	16/09/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/09/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	24/09/2021	RUE DU PIGNOT	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	20/09/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/09/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	20/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	16/09/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/09/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	PLACE DES SPORTS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	20/09/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	regard compteur enquêter	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	AVENUE DE MOUTCHALETTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter équipement	18/03/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/03/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau afficher	21/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	16/09/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/09/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	réseau eau enquêter fuite	13/09/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	15/09/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	16/09/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/09/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	18/09/2021	ALLEE DES FUSAINS	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	30/09/2021	AVENUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	06/10/2021	_	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	06/10/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	11/10/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE D ELLOY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE DE LA SALLE DE QUARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	AVENUE DE COURBEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE BLANCHE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE D ELLOY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	18/03/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/10/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/10/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	05/10/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	05/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/09/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	24/09/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/10/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	06/10/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	30/09/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	30/09/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	11/10/2021	VILLAGE DES LAVANDIERES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	11/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	11/10/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	20/10/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	29/10/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/11/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	25/10/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/11/2021	ALLEE DES CHATAIGNIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/11/2021	IMPASSE DU CHATEAU D EAU	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/11/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	25/10/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	03/11/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	CHEMIN DE SUZETTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	21/10/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	03/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	10/11/2021	ALLEE CANTEGRIL	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	03/11/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	25/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	25/10/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	29/10/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	27/10/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/11/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	28/10/2021	ALLEE CARPE DIEM	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	02/11/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	24/09/2021	AVENUE DE L ESTEY	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	29/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	29/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur relever	18/03/2021	ALLEE DE LA FERME	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	06/10/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	compteur relever	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	29/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	05/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	30/09/2021	RESIDENCE LE BOISSET	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/10/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	18/10/2021	ALLEE DES ACACIAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	11/10/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	18/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	21/10/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	26/10/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	25/10/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	27/10/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	29/10/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	15/11/2021	AVENUE FRANCIS HOSTEIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/11/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	16/11/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	12/11/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	22/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	29/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	29/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/11/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	10/11/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	voirie enquêter problème	25/10/2021	LA CLAIRIERE DES MARINES	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	21/10/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	20/10/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	21/10/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	25/10/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	27/10/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	27/10/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	29/10/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	17/11/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	11/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	18/11/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	03/12/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/12/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/11/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/12/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/11/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	16/11/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/11/2021	VILLAS OSTREA R DU STADE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	AVENUE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/11/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/11/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/11/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/11/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/12/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/11/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	réseau eau purger	19/11/2021	_	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/12/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur TéléR	09/09/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter fuite	08/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	20/09/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser	05/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	11/10/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	18/09/2021	ALLEE DES FUSAINS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**06/10/2021**	_	LANTON	1
LANTON	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**06/10/2021**	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer fuite**	**06/12/2021**	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	**25/03/2021**	_	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**compteur relever**	**22/03/2021**	RUE DES ALBATROS	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**22/03/2021**	ROUTE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	**18/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	**branchement eau fermer demande interne**	**22/03/2021**	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	**29/12/2021**	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	**23/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**23/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**branchement eau ouvrir**	**26/03/2021**	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau ouvrir**	**26/03/2021**	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**06/12/2021**	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	**06/12/2021**	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	IMPASSE CHAMBRELENT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	PLACE DES SPORTS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DOMINIQUE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**16/12/2021**	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau purger**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/12/2021**	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	**21/12/2021**	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	**06/12/2021**	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**29/12/2021**	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	**30/12/2021**	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**compteur relever**	**06/12/2021**	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	ALLEE DES ACACIAS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**06/12/2021**	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**13/12/2021**	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**13/12/2021**	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	**21/12/2021**	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**21/12/2021**	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**28/12/2021**	AVENUE BERTIN	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**22/12/2021**	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**28/12/2021**	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**29/12/2021**	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**30/12/2021**	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur déposer**	**23/12/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat de Lanton

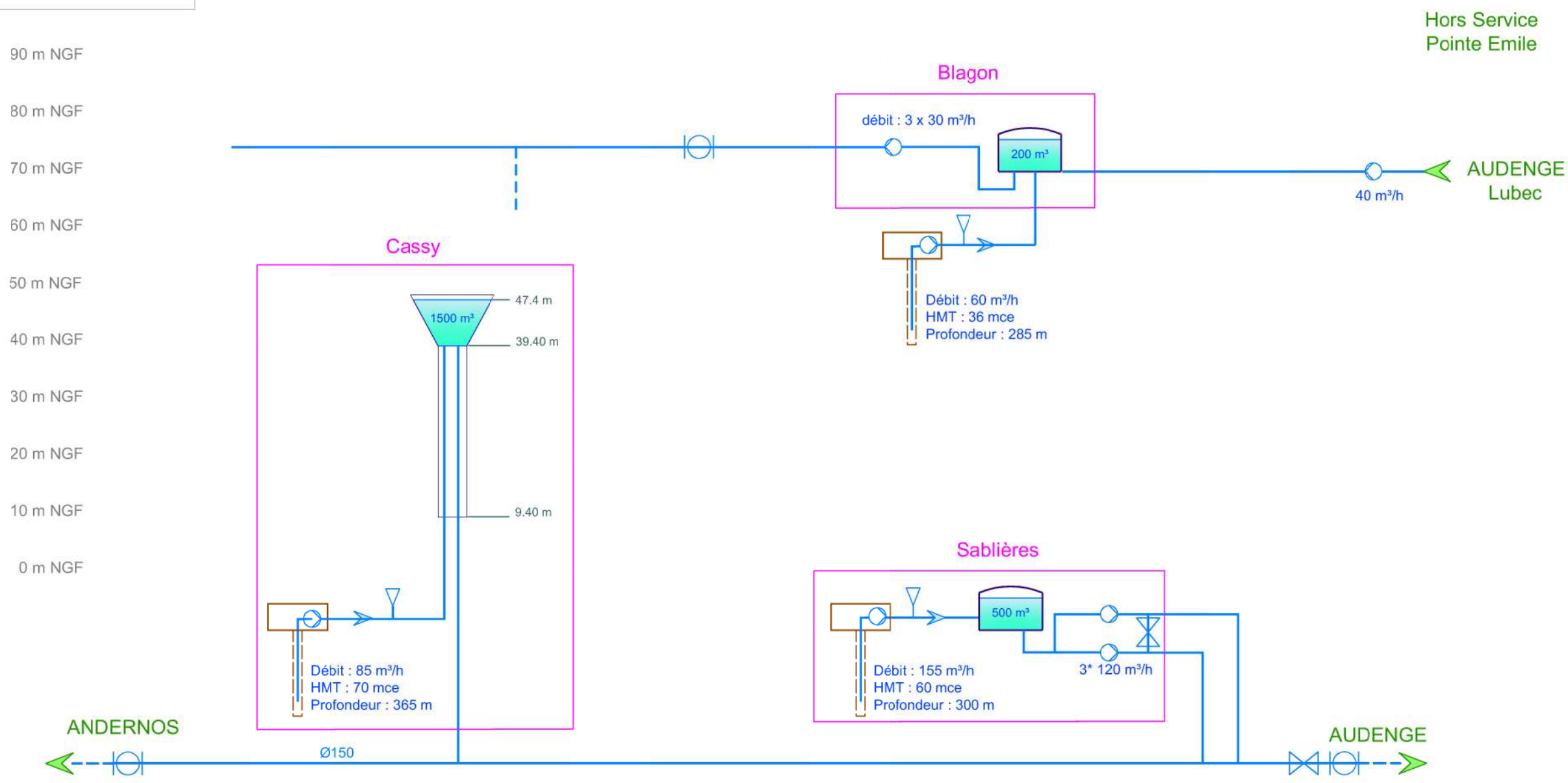
Synoptique du réseau d'eau potable

Légende

- Surpresseur
- Chloration
- Compteur
- Vanne
- Réseau principal
- Distribution
- Sens d'écoulement
- Interconnexions

Réservoir (TP, R, Sol, 1500 m³, 200 m³)

Forage



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
  - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
  - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
  - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
    - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
    - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).
Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. *« Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs »*, précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646
L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545
Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.** »*

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RAPPORT ANNUEL 2021

SERVICE D'EAU POTABLE - LÈGE-CAP FERRET

Synthèse de l'année P. 4
Service Patrimoine P. 9
Bilan technique du service P. 27
Gestion clientèle P. 53
Economie de la délégation P. 58



LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LE RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE CONCERNE LA GESTION 2021 DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE DÉLÉGUÉE À AGUR PAR COBAN DANS LE CADRE DU CONTRAT D'AFFERMAGE AVEC PRISE D'EFFET LE 1ER JUILLET 2013.

Le présent rapport a pour objet, non seulement de satisfaire aux obligations contractuelles d'informations annuelles mais aussi de répondre aux exigences du décret nº 2007-675 du 2 mai 2007.
Ce décret concerne le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement et les indicateurs de performance permettant d'évaluer la qualité du service tout au long du contrat d'exploitation.
En adéquation avec le décret 2007-675, le rapport du délégataire ci-dessous traite :

> **des variations du patrimoine immobilier** de la collectivité au cours du dernier exercice.

> **de l'état des lieux** des installations de traitement et d'adduction de l'eau potable du syndicat d'eau potable. L'accent est porté sur l'état de fonctionnement des ouvrages et leur conformité en vue de la sécurité du personnel.

> **de l'inventaire des travaux de renouvellement** contractuels réalisés par le délégataire ainsi que leurs charges financières.

> **des biens de retour restitués à la collectivité** en fin de contrat et les biens de reprise appartenant à AGUR et devant être vendus à la collectivité à l'issue du contrat.

> **des engagements à incidence financière** d'une durée non égale à celle du contrat (conventions) mais nécessaire à la continuité du service et reconduits en fin de service.

Le rapport suivant visera à présenter l'activité du service au cours de l'année 2021 et les différents moyens humains et techniques mis en œuvre en vue de sa bonne réalisation. Nos actions en vue d'un développement durable sont détaillées tout au long de ce descriptif. Un bilan financier annuel de ce service est également présenté. Enfin, ce rapport tâchera également de proposer des améliorations techniques nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

04-08
SYNTHÈSE DE L'ANNÉE
Chiffres clés
Indicateurs de performance
Faits marquants
Propositions d'amélioration



09-26
SERVICE - PATRIMOINE
Le contrat
Organisation du service par Agur
Patrimoine



27-52
BILAN TECHNIQUE DU SERVICE
Volumes / Rendements
Qualité de l'eau
Energie / Réactifs
Interventions d'exploitation
Renouvellement contractuel
Travaux divers



53-57
GESTION CLIENTÈLE
Les branchements
Les abonnements
Les volumes factures
Paiement des factures
Réclamations clients



58-68
ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION
Tarification du service
Compte rendu financier
Compte d'exploitation



69-96
ANNEXES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



SYNTHÈSE DE L'ANNÉE

1. Chiffres clés
2. Indicateurs de performance du service
3. Faits marquants
4. Propositions d'amélioration

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Chiffres clés

10 894
abonnés du service d'eau potable au 31/12/2021

1 408 755 m³
volumes consommés comptabilisés au 31/12/2021

239.59 km
de canalisations

73.69 %
de rendement réglementaire

218.98 €
Montant d'une facture type de 120 m³ à l'année

5
Unités de production

8
Réservoirs de stockage d'eau potable

2 - Indicateurs de performance du service

2.1 Indicateurs réglementaires

L'activité clientèle		Producteur	Valeur
	Nombre d'abonnés du service eau Potable	Délégataire	10 894
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total	Collectivité	/
Qualité du service à l'usager			
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS	100 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS	100 %
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de services non programmées (pour 1000 abonnés)	Délégataire	3.58 ‰
[P151.0]	Délai maximal d'ouverture des Branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100 %
[P155.1]	Taux de réclamations pour 1000 abonnés	Délégataire	4.22 ‰
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	2.09 %
[P109.1]	Abandons de créance et versements à un fond de solidarité	Délégataire	0 €
Prix du service de l'eau			
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	1.82 €
Gestion patrimoniale			
	Nombre d'installations de production	Délégataire	5
	Nombre de réservoirs de stockage	Délégataire	8
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité	/
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité	/
	Linéaire de réseau	Délégataire	239.59 km

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE			
[P108.3]	Indice d'avancement de protection de la ressource en eau	Collectivité	/
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	73.69 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	6.69
[P106.3]	Indice linéaire de perte en réseau	Délégataire	6.00

2.2 INDICATEURS SPÉCIFIQUES

Sans objet

3 - Faits marquants

Les faits marquants du service de l'année 2021 sont présentés ci-dessous :



> Renouvellement des réseaux

La collectivité a poursuivi sa dynamique de renouvellements des réseaux problématiques (eaux rouges, fréquence de fuites...). Les canalisations et branchements de 6 rues ont été renouvelés (Avenue des Merles, Avenue des Pinsons, Avenue des Fauvettes, Avenue des Grives, Rue Alain Gerbault, Rue Jean Bart)

>Campagne de suivi des légionnelles sur le forage des Embruns

Un suivi de la Légionelle a été mis en place le 30/06/18 lors de la mise en service du forage suite à un contrôle positif sur l'eau non traitée en date du 08/06/18 (autocontrôle AGUR). Pendant toute la phase de production, l'eau brute et l'eau traitée ont été analysées et l'eau traitée n'a montré aucune trace du pathogène.

La conduite de refoulement a toutefois été désinfectée avant mise en service les 9 et 10/06/2020. L'analyse de l'ARS réalisée le 10/06/2020 étant conforme, l'autorisation de mise en service a été donnée par les services de l'Etat.

En 2021, les analyses ARS n'ont pas montré la présence de Légionelle sur l'eau brute du forage des Embruns.

>Import Ares

L'import d'Arès a été sollicité à hauteur des 200 000 m³ prévu par la convention d'achat. Cet import a notamment pour but de diminuer les volumes prélevés sur la commune de Lège Cap Ferret et sécuriser la continuité de service d'adduction en eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

>Diagnostic étanchéité et de structure du CE du Cap Ferret

Faisant suite aux travaux de sécurisation du château d'eau en 2020, La Collectivité a mandaté le bureau d'étude ALTEREO afin de réaliser un diagnostic de structure et d'étanchéité du réservoir du Cap Ferret en vue d'une éventuelle réhabilitation de l'ouvrage.

>Renouvellement de l'armoire électrique de Claouey

Dans le cadre du plan de renouvellement contractuel, l'armoire électrique de la station de production de Claouey a été renouvelée. Des optimisations ont été apportées (remplacement des démarreurs par des variateurs de vitesse) dans le but d'améliorer le fonctionnement du service.

>Mis en place d'une vanne de régulation pour le remplissage du réservoir du cap Ferret

Dans le cadre d'un marché porté par la collectivité, un stabilisateur Amont / Aval a été posé sur la conduite permettant de remplir le réservoir semi enterré du réservoir du Cap Ferret. Ce dispositif permet de maitriser le remplissage de cet ouvrage et de sécuriser le fonctionnement lors d'éventuelles coupures électriques.

>Fiabilisation du suivi de la qualité

3 analyseurs de chlore en continu ont été mis en place sur les installations du Grand Crohot, château d'eau du Cap Ferret et sur la conduite alimentant le réservoir du Four. Ces dispositifs ont pour but d'assurer un suivi plus précis des taux de désinfectant sur le réseau et les ouvrages.

>Suivi des risques CVM

A partir des données patrimoniales et l'étude des temps de contact via le modèle hydraulique, AGUR a réalisé une carte présentant la localisation des tronçons sensibles.

Les prélèvements effectués ont révélé une présence de CVM sur le secteur de la Saussouze qui n'a pas été confirmé par la contre analyse.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4 - Propositions d'amélioration du service

Dans le but d'améliorer le fonctionnement du service public de l'eau potable, un programme de travaux d'amélioration a été établi en coordination avec la collectivité en 2021.

Ils comprennent les travaux suivants :

4.1 SUR LES STATIONS

LOCALISATION TRAVAUX	NATURE TRAVAUX	PRIORITÉ
Station des Viviers	Mise en place d'un point de rechloration de la canalisation d'alimentation du réservoir du Four	1
	Mis en place d'un débitmètre sur l'arrivée du forage des embruns sur la station des Viviers	1
Station de Cassieu	L'ajout d'une pompe de capacité inferieure afin d'optimiser fonctionnement du secteur surpressé en période de faible consommation	2
Réservoir du Cap Ferret	Mise en place d'une sonde de pression au pied du château d'eau avec asservissement des stations Vallons et Viviers	2

4.2 SUR LES RÉSEAUX

Afin de diminuer les pertes d'eau sur le réseau et fiabiliser son état, différents travaux pourront être entrepris :

> Renouvellement des ballons anti-bélier (prévu sur le premier trimestre 2022).

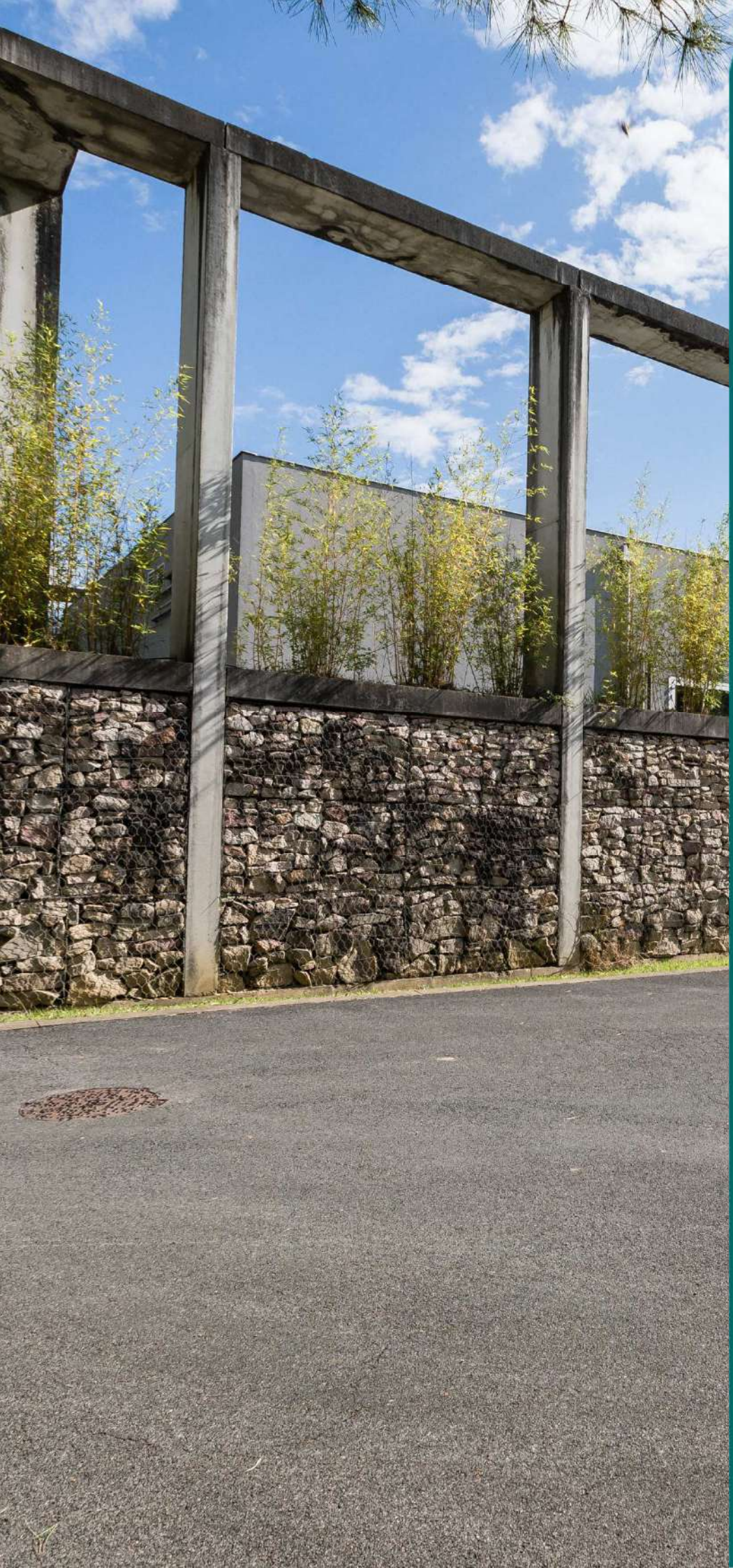
> Poursuite de la campagne de renouvellement réseaux

> Renouvellements de branchements optimisés visant à simplifier la structure du réseau.

4.3 ACHAT D'EAU À ARES

Une convention d'achat d'eau avec Arès permet de diminuer le volumes d'eau prélevé sur la commune de Lège Cap Ferret.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



SERVICE - PATRIMOINE

1. Le contrat
2. Organisation du service par AGUR
3. Patrimoine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Le Contrat

1.1 La Collectivité

Président de la COBAN
Monsieur Bruno LAFON

Directrice générale des Services Techniques
Madame Stéphanie COYAULT

Directeur Général des Services
Monsieur Pierrick RAUDE

Directrice Eau Potable
Madame Marie-Paule PONS

46 avenue du colonie
33510 ANDERNOS LES BAINS
05.57.76.17.17

1.2 Le contrat

Nature du contrat : Affermage

Date d'effet : 01/07/2013

Durée du contrat : 12 ans

Date d'échéance (intégrant les avenants éventuels) : 30/06/2025

1.3 Les avenants au contrat

Avenant N°1 signé le 30 juin 2017 : modification du périmètre affermé avec nouvelle station des Viviers, intégration de 2 surpresseurs, des compteurs de sectorisation et des prélocalisateurs de fuite.

Avenant N°2 en vigueur au 1er janvier 2019 : Intégration de l'achat d'eau d'Arès, suivi des CVM

Avenant N°3 en vigueur au 1er janvier 2020 : transfert du maître d'ouvrage, formaliser la substitution de la COBAN en qualité de maître d'ouvrage

2 - Organisation du service par Agur

2.1 L'organisation locale du service

La société AGUR met à la disposition de la COBAN une organisation spécifique dédiée au service ainsi que tous les moyens matériels humains nécessaires à la qualité du service. La société AGUR met donc à disposition de la collectivité une infrastructure locale et propre à la gestion des ouvrages de la COBAN, composée des différentes compétences des métiers de l'eau.

AGUR est représenté localement par son directeur de zone, Yan Mas. Il assure les missions telles que :

> Les relations avec les élus et les services

> Le management de l'encadrement local

> L'expertise technique

> Le respect des engagements

> Assurer le relai entre le siège et le terrain

> Être votre interlocuteur unique

Maxime Léonard est le responsable de centre attitré et a une fonction d'encadrement et la gestion du service. Jérôme Tuheil, son adjoint est le responsable local, il est basé directement sur le secteur de la collectivité.

Leurs missions principales sont :

> Le relationnel avec la collectivité

> La gestion des interventions

> L'organisation et la planification des missions des agents

> Le suivi de la clientèle

Il s'entoure de son équipe d'agents affectés au service d'eau potable de la Commune de Lège-Cap Ferret. Ils sont les garants de la continuité du service au quotidien.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le tableau ci-dessous dresse l'organigramme de l'équipe encadrante de l'agence de Lège-Cap Ferret :

Responsable de centre	Maxime LEONARD
Référent réseau	Jérôme TUHEIL
Référent usines	Jérôme TUHEIL
Référent travaux de renouvellement	Jérôme TUHEIL
Référent automatisme et supervision	David DUTHU
Agent d'exploitation	Baptiste GODEFROIDT / Antony ROUGEOL / Adrian JULIANI
Agent travaux	Christophe BAFFET / Thomas POTEL
Assistante de centre	Angélique DENIBAUD
Référente clientèle	Sandy TRATNER

2.2 LES COORDONNÉES DU SERVICE

Siège : **Agur BAYONNE**
Adresse : **5 rue de la Feuillée**
64100 BAYONNE

Agence : **Lège-Cap Ferret**
Adresse : **17-19 rue Hermione**
33 950 LEGE-CAP FERRET

Un service d'accueil téléphonique est également proposé dans les heures d'ouvertures de la société. Une équipe de téléconseillers spécialisés basée à Bayonne répond aux demandes des abonnés du service.
09 69 39 40 00
du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
et de 14h à 18h

Un numéro d'astreinte vous permettant de joindre l'agent d'astreinte sur votre secteur est également mis à disposition **24h/24**.
09 69 39 40 00

2.3 LES MOYENS TECHNIQUES GÉNÉRAUX

De nombreux moyens humains et techniques sont mis à la disposition de la COBAN. Nous présentons entre autres les outils suivants :

Appel en masse AMA

Le système d'appel téléphonique AMA permettant une information en masse très rapide (1500 appels téléphoniques, SMS, mail envoyés par heure) en cas de problème sur le réseau de distribution par exemple.

ama© Appel en Masse Agur

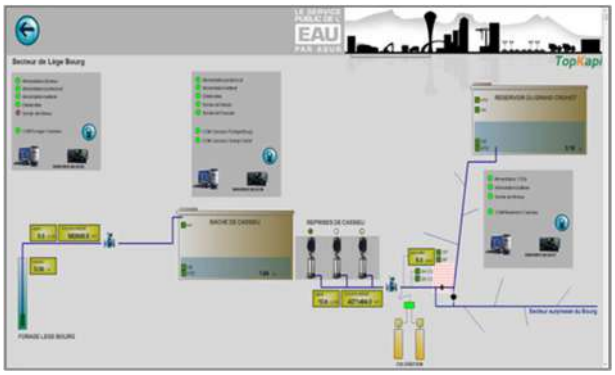
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La supervision TOPKAPI

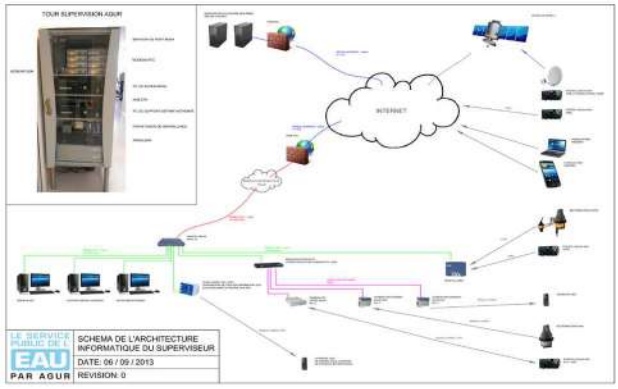
Un système de de supervision TOPKAPI communiquant avec tous les types d'automates de télégestion placés sur chaque site équipé. Cette supervision surveille en permanence le fonctionnement du réseau de distribution et offre de nombreuses possibilités d'analyse de fonctionnement des ouvrages.



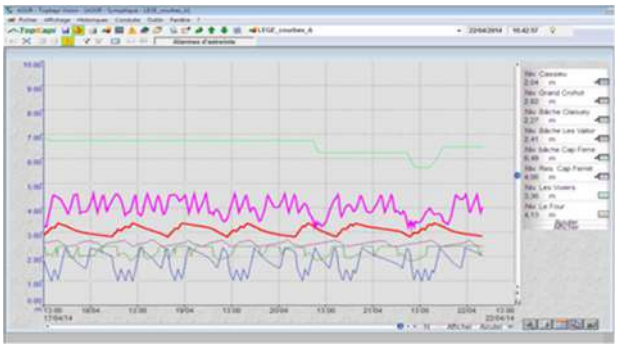
Gestion des alarmes



Synoptique de supervision



Architecture de supervision en place

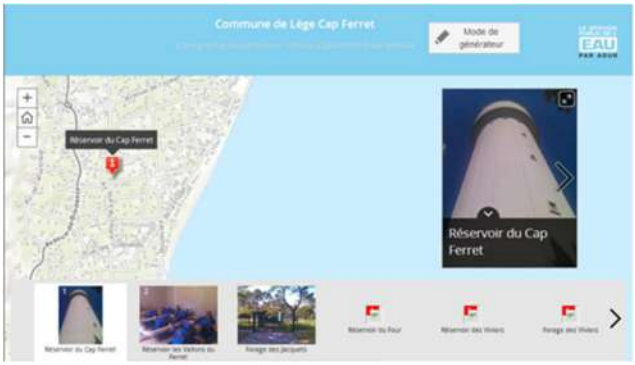


Edition de tableaux de bord

LE SIG (Système d'Information Géographique)

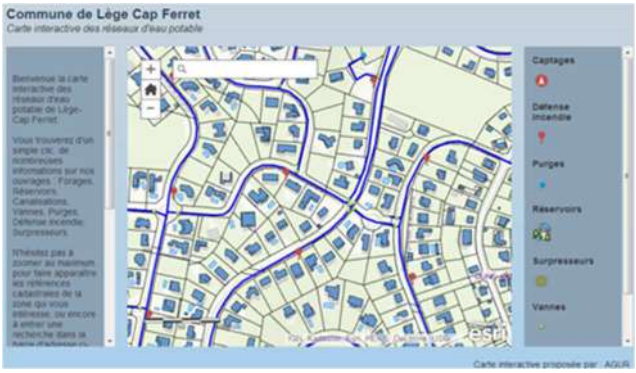
Un SIG permettant l'archivage sur une base de données géoréférencée (base IGN) des réseaux d'eau potable du syndicat. Ce SIG est la mémoire informatique du positionnement et des interventions réalisées sur le réseau de distribution. Un SIG en ligne destiné aux services de la collectivité est accessible en permanence à partir de notre site internet : www.agur.fr

Cette application offre des vues différentes sur le réseau d'eau potable et les travaux qui y sont faits :



Carte des sites principaux





Carte des réseaux

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Groupe Electrogène en secours sur la commune de Lège-Cap Ferret

Un groupe électrogène de 400 KVA a été mis en place par Agur depuis le 1er juillet 2013 dans le cadre de l'investissement contractuel sur la commune de Lège-Cap Ferret.

Des groupes électrogènes sont aussi disponibles chez Agur pour prendre le relais des alimentations électriques des usines et autres ouvrages de surpression. La réactivité maximale permise par ces groupes constitue l'une de nos forces en cas de tempêtes.



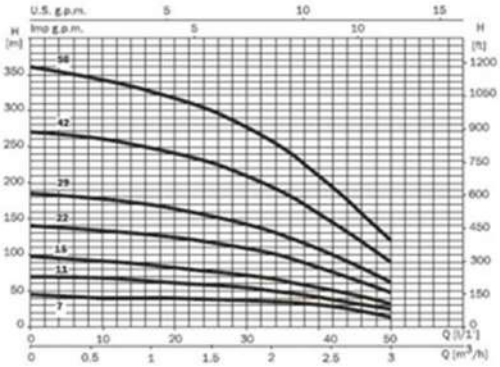
Pompes de forage de Secours

Agur a approvisionné 3 pompes de forages permettant de secourir les 5 forages de la commune de Lège-Cap Ferret.

Ces 3 pompes sont basées sur Lège-Cap Ferret pour intervenir le plus rapidement possible en cas de panne.



Courbes hydrauliques



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 - Patrimoine

3.1 CAPTAGES ET PRODUCTION

> 3.1.1 Les captages

Le réseau d'adduction d'eau potable de la commune de Lège-Cap Ferret est alimenté par cinq forages situés sur la commune (Les forages de Lège bourg, des Embruns, de Claouey, des Viviers, des Jacquets).

L'arrêté n°3 du 28 février 2009 définit les conditions de prélèvement d'eau sur les 5 ressources de la Ville.

NATURE	NOM	ANNÉE DE CRÉATION	VOLUME MAXIMAL ANNUEL AUTORISÉ	DÉBIT AUTORISÉ	NAPPE CAPTÉE
Forage	Lège	1961	350 000 m³	90 m³/h	OLIGOCENE Littoral
Forage	Embruns	1981	155 000 m³	260 m³/h	OLIGOCENE Littoral
Forage	Claouey	1961	385 000 m³	90 m³/h	OLIGOCENE Littoral
Forage	Viviers	1973	430 000 m³	120 m³/h	OLIGOCENE Littoral EOCENE Littoral
Forage	Jacquets	2004	440 000 m³	150 m³/h	OLIGOCENE Littoral

Un secours de ces forages existe avec la commune d'Arès par un import du forage de Grande Lande. La ville de Lège-Cap Ferret a participé pour moitié aux investissements de cette station.

Une convention d'achat a été signée avec la commune d'Arès permettant d'importer 200 000 m3/an

Forage de Lège Bourg

Cet ouvrage a été totalement réhabilité en 2012.

Le forage de Lège Bourg est utilisé toute l'année. Il est en liaison avec la station de Cassieu distante de quelques centaines de mètres.



Propositions d'amélioration

Suite au diagnostic effectué en juin 2020, une régénération devra être réalisée afin de retrouver un niveau de productivité maximal. Les travaux ont été planifiés en janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Forage des Embruns

Le forage des Embruns ne sert que pour la période estivale. Il alimente la bâche des Viviers et est équipé d'une unité de traitement au chlore gazeux.



Propositions d'amélioration

Un diagnostic de ce forage a été réalisé en 2015, il ne mentionnait pas d'anomalies particulières.



Forage de Claouey



Le forage de Claouey est utilisé toute l'année. Il est en liaison avec la station de Claouey qui se situe sur le site de prélèvement.

Un diagnostic de ce forage a été réalisé en mars 2016. Il ne mentionnait pas d'anomalies particulières.

Forage des Viviers

Le forage des Viviers est utilisé toute l'année.



Propositions d'amélioration

Le dernier diagnostic de ce forage date de 2006. Il mentionne une liaison entre l'Oligocène et l'Eocène. Dans le cadre de l'arrêté préfectoral, Une demande a été effectué par le maitre d'ouvrage afin d'autoriser le prélèvement dans les 2 ressources (maintien du fonctionnement actuel)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Forage des Jacquets

Le forage des Jacquets est utilisé toute l'année. Il est en liaison avec la station des Vallons située à environ 5 km du forage.





Le démarrage du forage était régulée par une vanne électrique. Afin de sécuriser le fonctionnement de l'ouvrage, cette dernière a été remplacée par un variateur de vitesse.

Propositions d'amélioration

Afin de faciliter l'accessibilité aux équipements du forage il serait judicieux de renouveler le capotage de protection.

> 3.1.2 Les usines de production

Usine de Production de Cassieu

Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 200 m³



Capacité production journalière	2 160 m ³/jour
Consommation électrique relevée prenant (forage + production en kW)	181 208
Groupe électrogène	Non

L'usine de Cassieu alimente le bourg de Lège et remplit le réservoir du Grand Crohot. Un secteur de Lège Bourg est surpressé à partir de cette station (secteur de la Saussouze).

L'état général de ce site est correct.

Travaux à prévoir

Hydraulique : Mise aux normes du ballon anti-bélier . Une étude hydraulique sera menée afin de valider le dimensionnement de l'équipement à mettre en place .

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Usine de Production de Claouey

Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 100 m³



Capacité production journalière	2 160 m³/jour
Consommation électrique relevée (forage +production en kW)	121 994
Groupe électrogène	Non

Alimentée par le forage du même nom, elle alimente le quartier de Claouey et remplit le réservoir du Four.

Travaux à prévoir

Hydraulique : Mise aux normes du ballon anti-bélier . Une étude hydraulique sera menée afin de valider le dimensionnement de l'équipement à mettre en place .

Usine de Production des Viviers

Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 1 240 m³



Capacité production journalière	9 120 m³/jour
Consommation électrique relevée (forages +production en kW)	245 786
Groupe électrogène	Non

L'usine des Viviers permet d'alimenter les réservoirs du Four et du Cap Ferret.

Travaux à prévoir

Mis en place d'un débitmètre sur la conduite d'eau brute arrivant des Embruns.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Station de reprise des Vallons du Ferret



Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 3 000 m³

Capacité production journalière	3 600 m³/jour
Consommation électrique relevée (forage +production en kW)	317 197
Groupe électrogène	Oui

Les Vallons du Ferret alimentent le château d'eau du Cap Ferret.

L'état général du site est correct.

Travaux à prévoir

Hydraulique : mise aux normes du ballon anti-bélier

Sécurisation : il faudrait prévoir une sécurisation des commandes de pompage avec la mise en place de contacteurs de niveau en secours de la sonde analogique.

3.2 LES OUVRAGES DE STOCKAGE ET DE SURPRESSION D'EAU

> 3.2.1 Les réservoirs de stockage

Le tableau ci-dessous dresse la liste des réservoirs d'adduction d'eau potable sur la commune de Lège-Cap Ferret.

CODE	COMMUNE	NATURE	CAPACITÉ (M³)	TÉLÉ -SURVEILLANCE
Cassieu	Lège-Cap Ferret	Au sol	200	oui
Crohot	Lège-Cap Ferret	Au sol	2000	oui
Claouey	Lège-Cap Ferret	Au sol	100	oui
Viviers	Lège-Cap Ferret	Au sol	1240	oui
Le Four	Lège-Cap Ferret	Au sol	750	oui
Vallons	Lège-Cap Ferret	Au sol	3000	oui
Cap Ferret	Lège-Cap Ferret	Sur tour	500	oui
Cap Ferret	Lège-Cap Ferret	Au sol	2000	oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le Le service
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Réservoir du Grand Crohot

La réhabilitation du réservoir du Grand Chrohot a été achevée en Mars 2020. L'étanchéité intérieure / extérieure, les tuyauteries intérieures et les clôtures ont été réhabilitées et le réservoir a été remis en service.

Un analyseur de chlore a été installé afin de fiabiliser le suivi de résiduel de chlore sur le réservoir.

Le système d'alimentation solaire a lui été redimensionné.



Travaux à prévoir

Sans objet

Réservoir du Four

Le réservoir du Four est en bon état.



Travaux à prévoir

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Réservoir du Cap Ferret

Le réservoir du Cap Ferret est composé de deux stockages : une bâche de 2000 m3 au sol et un réservoir sur tour de 500 m3. La bâche permet le remplissage par pompage du château d'eau en cas de fort besoin de consommation en période estivale.

Le génie civil des équipements est en bon état.





Travaux à prévoir

Les canalisations de vidange du réservoir sont à renouveler.

La mise en place d'un asservissement des stations des Viviers et des Vallons sur la pression mesurée en aval du château d'eau peut être envisagée afin de pouvoir palier un isolement inopiné du réservoir.

Suite à la chute de blocs de béton provenant de l'acrotère du château d'eau, une sécurisation provisoire a été mise en place. Une étude a été en 2021 menée par la COBAN afin de réaliser un diagnostic de structure et d'étanchéité de l'ouvrage.

> 3.2.2 Les stations de surpression

Le tableau suivant recense les différentes stations de surpression de la commune de Lège Cap Ferret :

DÉSIGNATION	DÉBIT NOMINAL EN M³/H	HMT EN MCE	TÉLÉ - SURVEILLANCE	GROUPE ÉLECTROGÈNE	DESCRIPTION
Surpresseur Pointe aux Chevaux	31	55	Oui	Non	2 pompes de 31 m³/h
Surpresseur Dune Blanche	16,3	63,5	Oui	Non	3 pompes de 16,3 m³/h
Surpresseur de Piraillan	60	29	Oui	Non	3 pompes de 20 m3/h

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

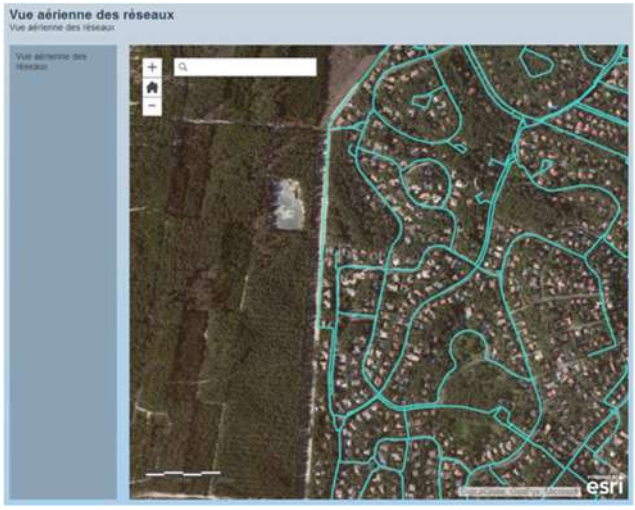
> 3.3.1 Le réseau principal de distribution

Les plans du réseau sont numérisés et utilisés sous informatique à l'aide d'un logiciel SIG (Système d'Information Géographique).

Le développement d'une application SIG en ligne (Arcgis Online) vous permet un accès direct à vos données patrimoniales.

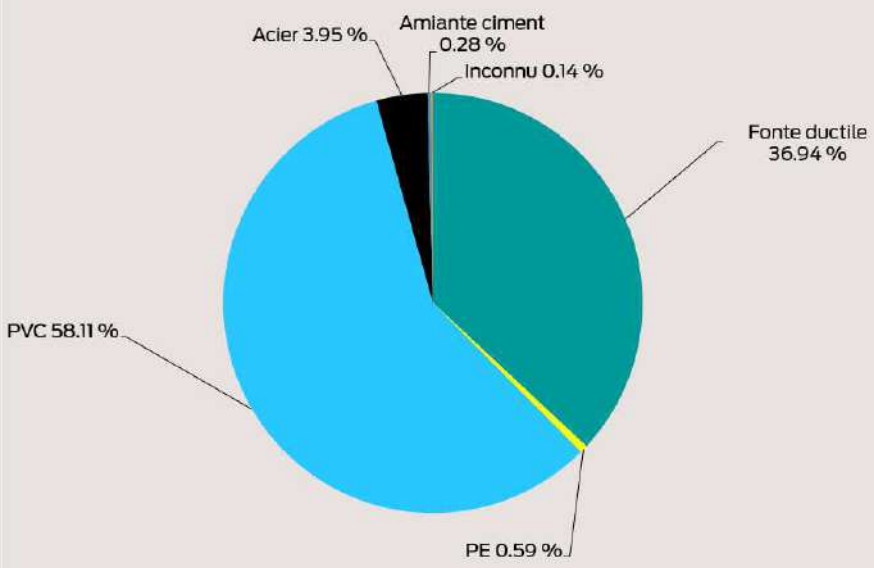
Les cartes de réseau mises à jour régulièrement sont accessibles via le web aux services de la collectivité en permanence.





MATÉRIAUX	2021	%
Fonte ductile	88 501	36.94%
PE	1 422	0.59%
PVC	139 216	58.11%
Acier	9 456	3.95%
Amiante ciment	663	0.28%
Inconnu	327	0.14%
TOTAL (ml)	239 585	100,00 %

Composition du réseau de canalisations de distribution d'eau potable



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

MATÉRIAUX	DIAMÈTRE	2019	2020	2021
PVC	32	3 384	3 384	3 386
	40	2 911	2 911	2 913
	50	15 148	14 973	14 983
	63	29 995	30 069	29 763
	75	2 356	2 356	2 278
	90	4 017	4 017	4 053
	110	27 739	28 315	28 229
	125	1 960	1 960	1 964
	140	2 247	2 247	2 237
	160	36 408	40 837	37 437
	200	11 919	7 585	11 847
	225	6	6	6
	250	119	119	120
Total PVC		**138 209**	**138 781**	**139 216**
FONTE	60	4 911	4911	5 505
	80	3 432	3432	3447
	100	14 853	14770	15 122
	125	7 717	7724	7 381
	150	9 254	9012	9 249
	175	189	189	189
	200	22 557	22851	22 907
	250	10 349	10340	10 345
	300	3 809	3809	3 811
	350	7 423	7423	7 425
	400	3 119	3119	3 120
Total FONTE		**87 613**	**87 579**	**88 501**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

MATÉRIAUX	DIAMÈTRE	2019	2020	2021
ACIER	60	3 236	3771	2612
	80	2 429	575	2441
	100	4 776	33	3795
	150	353	3236	574
	200	33	2429	34
Total ACIER		**10 827**	**10 043**	**9456**
AMIANTE	100	663	663	663
Total AMIANTE		**663**	**663**	**663**
PE	32	195	195	195
	50	1148	1032	1032
	63	84	84	84
	110	3	3	3
	125	30	30	30
	160	21	21	21
	225	57	57	57
Total PE		**1538**	**1421**	**1421**
Non déterminé	ND	431	431	327
Total ND		**431**	**431**	**328**
TOTAL		**239 281**	**238 918**	**239 586**

Des mises à jour ont été faites sur notre SIG ce qui explique les différences de linéaires entre 2020 et 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 3.3.2 Sectorisation

La sectorisation consiste à diviser le réseau d'eau potable en plusieurs secteurs homogènes pour lesquels le suivi des débits mis en distribution est effectué par le comptage des débits entrants et sortants. Ces secteurs sont télé-gérés et permettent une mesure en continu.

Pour rappel, la répartition des fuites évaluée par le biais des indices linéaires de perte sont des indicateurs précis d'évaluation de la « santé » d'un réseau d'eau potable.

La commune de Lège-Cap Ferret compte 26 compteurs afin de sectoriser le territoire conformément au schéma directeur.

La liste des compteurs mis en place est la suivante

LIBELLÉ	TYPE DE COMPTAGE	DIAMÈTRE NOMINAL	ALIMENTATION	TYPE DE TÉLÉGESTION
Q1	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Perax
Q2	Débimètre électromagnétique	150	Electrique	Sofrel
Q3	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q4	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Perax
Q5	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Sofrel
Q6	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q7	Débimètre électromagnétique	125	Electrique	Sofrel
Q8	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q9	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q10	Débimètre électromagnétique	150	Electrique	Sofrel
Q12	Débimètre électromagnétique	200	Electrique	Sofrel
Q13	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Perax
Q14	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Perax
Q15	Débimètre électromagnétique	150	Electrique	Sofrel
Q16	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Sofrel
Q17	Compteur électromagnétique	200	Electrique	Sofrel
Q18	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q19	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q20	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Sofrel
Q21	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q22	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q23	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q24	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q25	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Sofrel
Q26	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Sofrel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

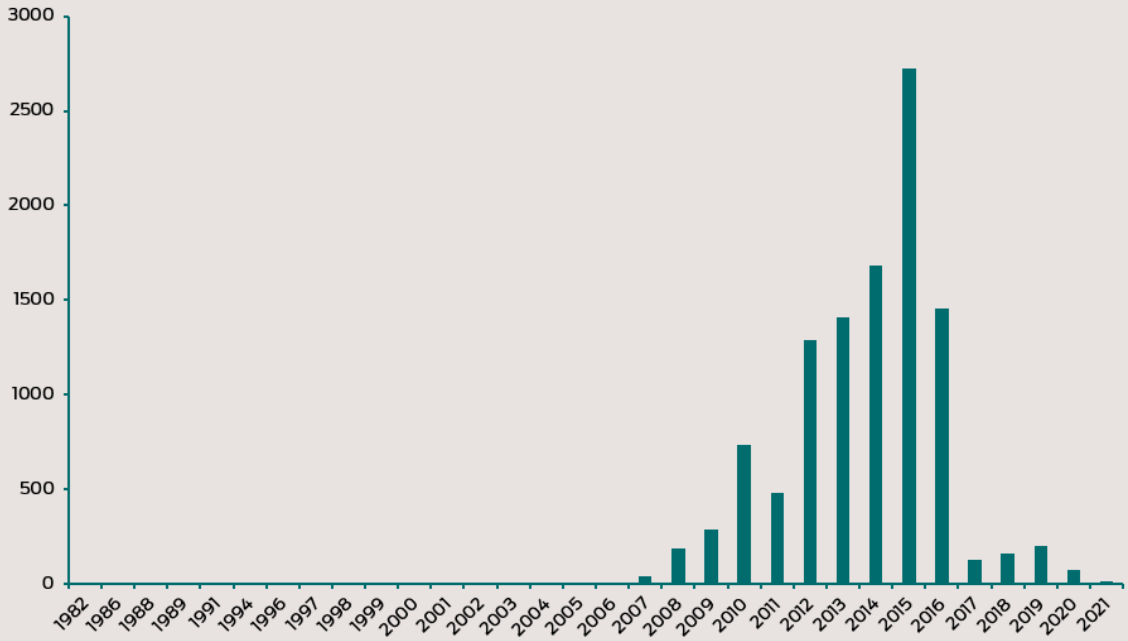
> 3.3.3 Les branchements en plomb

Aucun branchement plomb n'est recensé sur la commune.

3.4 LE PARC COMPTEURS

Nous vous présentons ci-après la pyramide d'âge complète des compteurs de la commune de Lège-Cap Ferret.

Etat des lieux du parc compteurs au 01/01/2022



La majorité des compteurs est récente (moins de 15 ans). Dans le cadre de notre marché, nous renouvelons tous les compteurs éligibles de la commune par des compteurs télérelevés.

Au niveau des diamètres, le parc compteurs se compose comme suit :

Répartition des compteurs par diamètre

DN	15	20	30	40	60	65	80	100	TOTAL
EFFECTIF	10 635	126	60	50	8	1	4	10	**10 894**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le détail de l'effectif compteur par date de pose et diamètre est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Année	15	20	30	40	60	65	80	100	Total
< 2007	79	2	3	1	0	0	0	0	**84**
2008	175	2	5	1	1				**184**
2009	261	11	7	7					**286**
2010	712	9	5	6	1			1	**734**
2011	442	22	8	5				1	**478**
2012	1279	5	3						**1 287**
2013	1388	8	5	8			1		**1 410**
2014	1618	31	15	8	3	1	1	5	**1 682**
2015	2701	19		1	1			1	**2 723**
2016	1440	15						1	**1 456**
2017	120	2	2	1	1		1	1	**128**
2018	144		6	5	1		1		**157**
2019	197			2					**199**
2020	69		1	1					**71**
2021	10			4					**14**
Total général	10635	126	60	50	8	1	4	10	**10894**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



BILAN TECHNIQUE DU SERVICE

1. Volumes /Rendements
2. Qualité de l'eau
3. Energie / Réactifs
4. Interventions d'exploitation
5. Renouvellement contractuel
6. Travaux divers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Volumes / Rendements

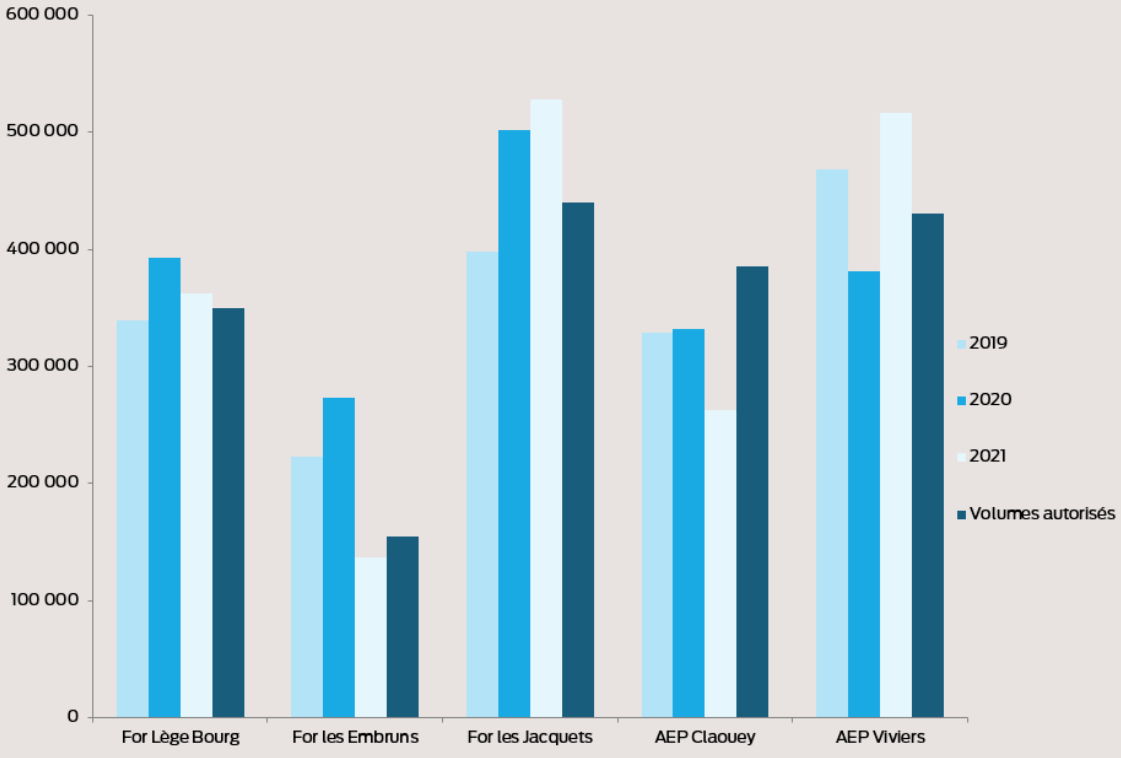
1.1 VOLUMES PRELEVÉS V0

Le tableau ci-dessous recense les volumes d'eau en m³ (relatifs à l'année civile) prélevés et traités sur l'ensemble de la commune de Lège-Cap Ferret pour les trois dernières années .

NOM UNITÉ DE PRODUCTION	2019 TÉLÉGESTION	2020 TÉLÉGESTION	2021 TÉLÉGESTION	VOLUMES AUTORISÉS	2021 INDEX COMPTEUR
FOR Lège Bourg	339 443	392 229	**367 349**	**350 000**	361 791
FOR Les Embruns	223 270	273 439	**137 199**	**155 000**	137 250
FOR Les Jacquet	397 832	501 825	**530 208**	**440 000**	528 261
FOR Claouey	328 517	331 831	**263 195**	**385 000**	262 947
FOR Viviers	468 175	381 591	**542 917***	**430 000**	516 846
Total Production	**1 757 237**	**1 880 915**	**1 840 868**		**1 807 095**
Volume globalisé				**1 600 000**	

* Nous notons un dysfonctionnement de la télégestion au mois de Mars 2021 sur le compteur de prélèvement des Viviers. Nous avons procédé au renouvellement de celui-ci.

Volumes prélevés depuis 2019 (en m³)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 VOLUMES PRODUITS V1

Le tableau ci-dessous recense les volumes d'eau en m³ (relatifs à l'année civile) produits sur l'ensemble de la commune de Lège-Cap Ferret pour les trois dernières années .

NOM UNITÉ DE PRODUCTION	2019	2020	2021
PROD Cassieu	335 842	386 763	363 241
PROD Vallons	393 990	499 786	527 729
PROD Viviers	673 323	645 755	642 610
PROD Claouey	334 934	334 127	266 679
Total Production	**1 738 089**	**1 866 431**	**1 800 259**

1.3 VOLUMES EXPORTÉS/IMPORTÉS V2/V3

Une convention a été mise en place en mars 2018 pour importer 200 000 m³/an à partir d'Arès.

193 737 m³ ont été importés en 2021.

Le comptage a également comptabilisé 373 m³ d'export vers Arès en 2021.

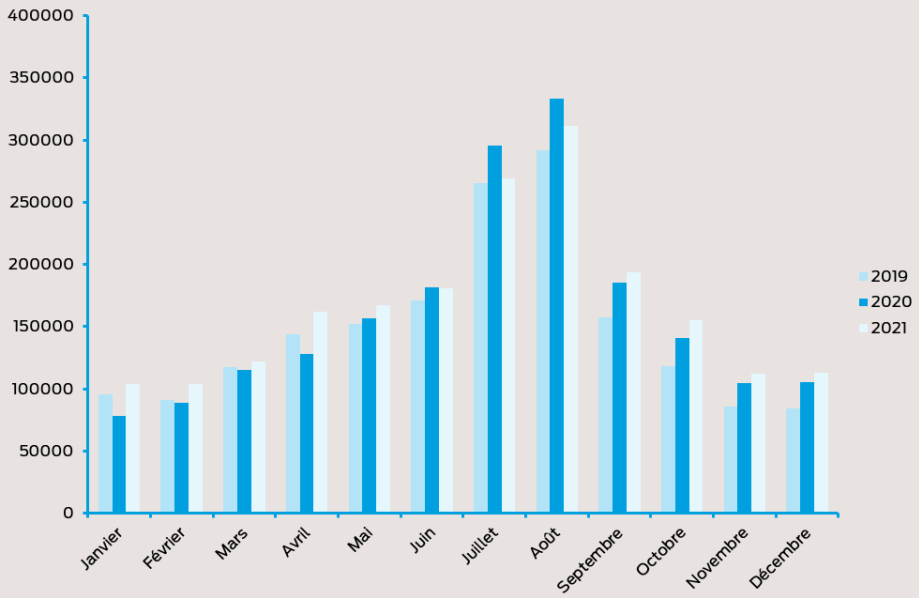
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION V4

Le tableau suivant présente les volumes (en m³) mis en distribution au cours des 3 dernières années (relatifs à une année civile).

VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION	ANNÉE 2019 (EN M³)	ANNÉE 2020 (EN M³)	ANNÉE 2021 (EN M³)
JANVIER	95356	78628	104077
FEVRIER	91387	88802	103615
MARS	117416	115341	122115
AVRIL	143772	127956	161734
MAI	152067	156364	167175
JUIN	170718	181409	180963
JUILLET	264976	295316	269195
AOÛT	291851	333482	311164
SEPTEMBRE	157205	185040	193455
OCTOBRE	118389	140926	154944
NOVEMBRE	86017	104431	112535
DÉCEMBRE	84477	105097	112649
TOTAL	**1 773 630**	**1 912 791**	**1 993 623**

Volumes mis en distribution depuis 2019 (en m³)



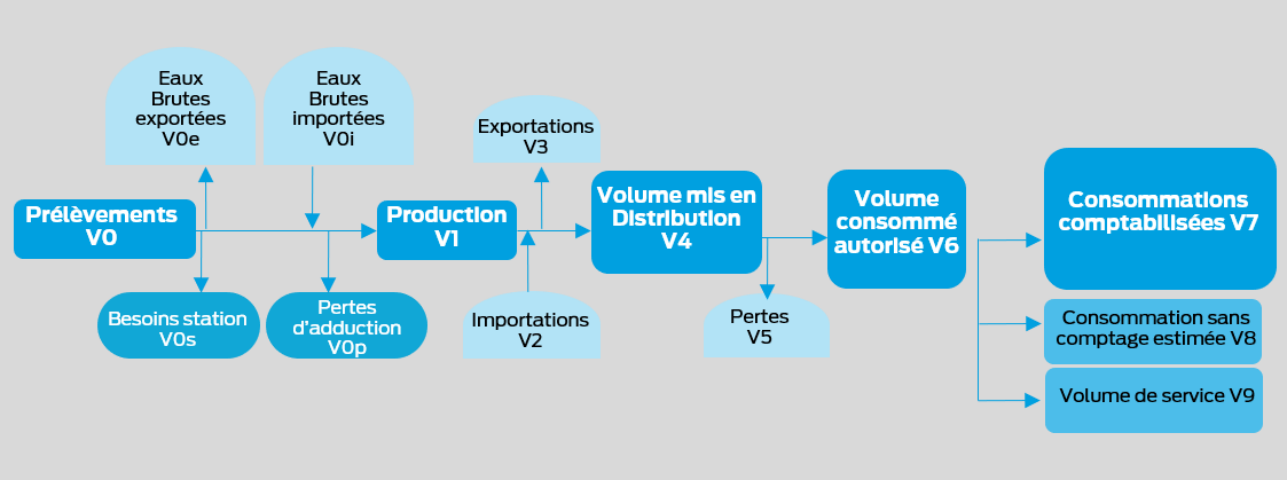
La distribution moyenne journalière s'élève à 5 462 m³/jour. Le volume maximal mis en distribution a été relevé le 11 Aout avec une valeur de 11333m³/jour, soit 2,2 fois la consommation moyenne.

La production maximale possible en pointe est de 14200 m3/jr. Nous avons atteint 80% de la capacité de production maximale en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.5 RENDEMENT DE RÉSEAU / ILP

> 1.5.1 Mode de calcul des indices



Le **rendement de réseau** est un indicateur qui permet de mesurer le ratio entre le volume réellement consommé par les abonnés du service d'eau potable et le volume mis en distribution sur le réseau d'eau potable. Plusieurs types rendements sont calculés suivant l'usage de l'eau consommée.

R= (V6+V3)/(V1+V2)*100

L'indice Linéaire de Pertes est lié au calcul du rendement de réseau. Il permet d'évaluer les quantités d'eaux réellement perdues et de les ramener à l'échelle du réseau d'eau potable.

ILP = (V4-V6) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire des Volumes Non Comptés intègre, en plus des fuites, les volumes qui ne font pas l'objet d'une comptabilisation. Il est rapporté au linéaire de réseau.

ILVNC = (V4-V7) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire de Consommation permet d'évaluer la conformité du rendement des réseaux par rapport au décret du 27/01/2012 sur les rendements.

ILC = (V6+V3) / Longueur du réseau / 365 jours

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Variable	Lège-Cap Ferret	2019	2020	2021	2021 (sans impact achat Arès)
V0	**Volume prélevé**	**1 757 237**	**1 880 915**	**1 807 095**	**1 807 095**
V0e	Eaux brutes exportées	0	0	0	0
V0i	Eaux brutes importées	0	0	0	0
V0s	Besoins station	19 148	14 484	6 836	6 836
V0p	Pertes d'adduction	0	0	0	0
V1	**Volume produit**	**1 738 089**	**1 866 431**	**1 800 259**	**1 800 259**
V2	**Importations**	**39 472**	**54 813**	**193 737**	**193 737**
V3	**Exportations**	**3 928**	**8 452**	**373**	**373**
V4	**Volumes mis en distribution**	**1 773 630**	**1 912 792**	**1 993 623**	**1 993 623**
V5	**Pertes**	**400 068**	**409 036**	**524 548**	**501 548**
V6	**Volumes consommés autorisés**	**1 373 562**	**1 503 756**	**1 469 075**	**1 492 075**
V7	**Consommations comptabilisées (365jours)**	**1 303 166**	**1 430 856**	**1 408 755**	**1 408 755**
	Volumes facturés	1 287 302	1 366 005	1 373 101	1 373 101
	Volume dégrevé	15 864	64 851	35 654	35 654
	Nombre de jours entre 2 relèves	365	366	365	365
V8	**Consommations sans comptage estimée**	**35 226**	**35 820**	**18 960**	**41 960**
	Nbre PI/BI à fin 2021	420	446	450	450
	Total volume PI (10 m3/an/unité)	4 200	4 460	4 500	4 500
	Fontaines et espaces verts sans compteurs	200	200	200	200
	Nombre hydro	2	5	5	5
	Total volume Hydro (2 m3/rot/camion)	904	2260	2260	2260
	Autres volumes non comptés	29 500	28 900	12 000*1	35 000*2
V9	**Volume de service**	**35 170**	**37 080**	**41 360**	**41 360**
	Analyse chlore	5	5	5	5
	Total volume analyse chlore (700 m3/an)	2 850	3 500	3 500	3 500
	Total volume pertes pour nettoyage réservoirs	4 500	400	4 500	4 500
	Purges réseau	25 000	26 200	27 500	27 500
	Surpresseur	720	1260	1260	1260
	Désinfection conduites	1 000	1 100	800	800
	Autres consommations pour raison de service	1 100	4 620	3 800	3 800
L	**Longueur réseau (ml)**	**239 280**	**238 918**	**239 586**	**239 586**
	IP 104.3 *Rendement réseau=* *(V3+ V6) / (V1+V2) en %*	**77.49%**	**78.71%**	**73.69%**	**74.85%**
	Objectif contractuel rendement	**76.22%**	**78.67%**	**81.12%**	**81.12%**
	IP 105.3 ILVNC= *(V4-V7)/L/365 (en m3/km/j)*	**5.39**	**5.51**	**6.69**	**6.69**
	IP 106.3 ILP= ***(V4-V6)/L/365 (en m³/km/j)***	**4.58**	**4.68**	**6.00**	**5.74**
	Objectif contractuel ILP	**4.00**	**3.49**	**3.01**	**3.01**
	ILC= *(V3+V6)/L/365 (en m3/km/j)*	**15.77**	**17.29**	**16.80**	**17.07**

> Justification des eaux de services

Les volumes de service se justifient principalement par les purges réseau.

Ces purges réseau correspondent aux :

> Campagnes de purges nocturnes massives en avant saison (2 semaines)

> Purges fréquentes avec poteaux ouverts entièrement pour répondre à la problématique d'eaux rouges

> Purges après remise en eau suite à des réparations de fuites.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Maintenance compteurs *1

Nous estimons le volume non comptabilisé des compteurs qui font l'objet d'une maintenance à **12 000 m³** en 2021.

> Impact de l'import des 200 000m³ à ARES *2

Afin de réduire les volumes prélevés et respecter les autorisations de prélèvements, nous nous sommes tenus à notre objectif d'import de 200 000m³ annuellement conformément à notre convention d'achat.

Bien que la pression au niveau de l'import soit stabilisée via un stabilisateur de pression, cet achat d'eau impact les secteurs B, C et D1.

En effet, la pression est augmentée de **1 bar sur ces secteurs pour alimenter le réservoir du Four et du Grand Crohot.**

L'augmentation de pression sur ces zones a un impact direct sur le débit de fuite. La formule de Torricelli permet d'apprécier la hausse du débit de fuite.

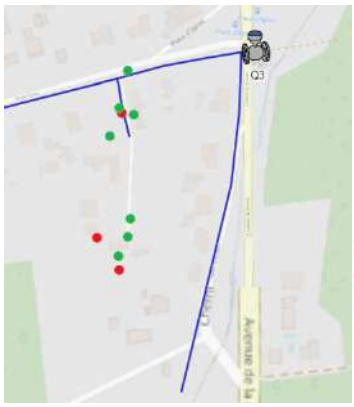
$$Q1/Q0 = (P1/P0)^{N1}$$

On estime une augmentation du débit de fuite de + 5.5 m³/h pendant les phases d'alimentation depuis ARES.

Soit 23 000 m³ de pertes supplémentaires sur l'année.

En plus de cette augmentation du débit de fuite on note une augmentation de nombre de fuites notamment à proximité de cet achat d'eau (cartographie ci-dessous).

CARTOGRAPHIE DES FUITES A PROXIMITÉ DE L'ACHAT D'ARES



LÉGENDES

Fuites

- **Equipement**
- **Réseau**
- **Branchement**

Suite à la refonte des arrêtés des prélèvements et la globalisation des arrêtés à l'échelle de la COBAN se pose la question de poursuivre cet achat d'eau qui pénalise la performance de réseau.

> Augmentation du débit de fuite non justifiée (non pris en compte dans le calcul du rendement)

Au fil de l'année nous avons remarqué des augmentations ponctuelles du débit de fuite.

Ces augmentations ont donné lieu à des recherche nocturnes. Nous avons localisé ces débits de fuite à l'échelle de rues sans jamais trouver de fuite.

Notamment, nous observons une augmentation de 6 m³/h sur le secteur C durant plus de la moitié de l'année.

Nous retrouvons ce phénomène sur le secteur F en période estivale.

A ce jour, nous n'avons pas identifié de branchement non déclaré mais l'augmentation du débit de nuit est évidente et pénalisante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Etat des lieux à Décembre 2021

Cette année a été marquée par une modification des régimes hydrauliques et une hausse importante des débits de fuites sur la période estivale.

Ne pouvant pas effectuer de recherches sur cette période, nous avons repris notre activité après la saison afin de diminuer ce débit de fuite au fil des mois et arriver aux résultats suivants:

SECTEUR	DÉBIT DE FUITE GÉNÉRAL
A	10
B	5
C	10
D	6
E	10
F	10
TOTAL	51

Nous atteignons aujourd'hui un débit de fuite d'environ 50 m³/h. Ce niveau de débit de fuite correspond à environ 77% de rendement réseau.

A ce stade, les fuites sont diffuses et de plus en plus difficiles à trouver.

Devant les difficultés rencontrées nous avons adapter notre stratégie et nous entourons de nouveaux partenaires.

> Objectif contractuel traduit en débit de fuite

L'année 2021 était marquée par un virage dans nos objectifs de performance puisque qu'on devait passer la barre symbolique des 80%.

Nous serons objectivés en 2022 sur un rendement de 83,57%.

En prenant en considération une consommation moyenne, cet objectif de 83,57% de rendement nous demande d'atteindre un objectif moyen annuel de 34 m3/h de fuite. Tout en sachant que le débit de fuite sera majoré sur la période estivale.

Dans la situation actuelle et les choix hydrauliques décidés, l'objectif sera très difficilement atteignable malgré l'énergie et la méthodologie déployée sur ce sujet.

> Projections et objectifs

En estimant un volume moyen consommé autorisé de 1 500 000m³/an.

Cela comprend la consommation facturée et non facturée, les volumes de service et les volumes non comptés.

Nous déduisons ci-dessous le débit de fuite en fonction de l'objectif de rendement contractuel :

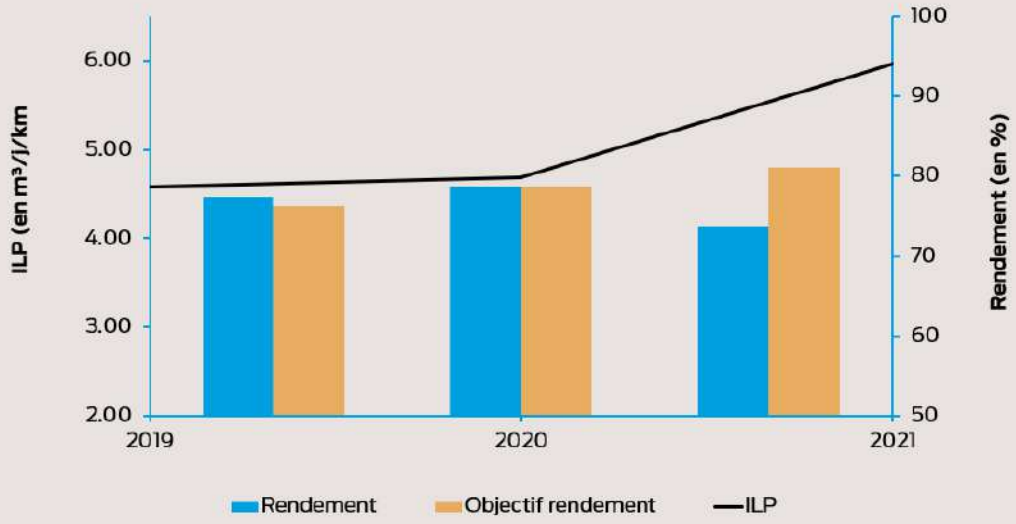
	2022	2023	2024	2025
Rendement objectif (%)	83.57	85.97	86.07	86.07
VMD (m³/an)	1 794 902	1 744 795	1 742 768	1 742 768
Débit de fuite estimé (m³/h)	**33.7**	**27.9**	**27.7**	**27.7**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 1.5.2 Evolution des indices

Le graphique suivant permet de mieux visualiser l'évolution dans le temps de l'indice linéaire de pertes et du rendement du réseau pour la commune de Lège-Cap Ferret.

Evolution de l'ILP et du rendement de réseau depuis 2019



L'Agence de l'Eau Adour Garonne a défini un référentiel dans le cadre du SAGE Nappes Profondes. Ce référentiel permet de qualifier les réseaux en fonction de leur ILP mais également de la densité d'abonnés raccordés.

La grille de qualification est la suivante :

Classification des réseaux (densité)

RURAL	INTERMÉDIAIRE	URBAIN
D < 25	25 < D < 50	D > 50

* D étant la densité d'abonnés par km de réseau (nbre abonnés/km)

Evaluation de la qualité des réseaux

	RÉSEAU RURAL	RÉSEAU INTERMÉDIAIRE	RÉSEAU URBAIN
Bon	ILP < 1,5	ILP > 3	ILP < 7
Acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
Médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 15

L'ILP du réseau de Lège-Cap Ferret, de type intermédiaire est de 6.00 m³/j/km.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

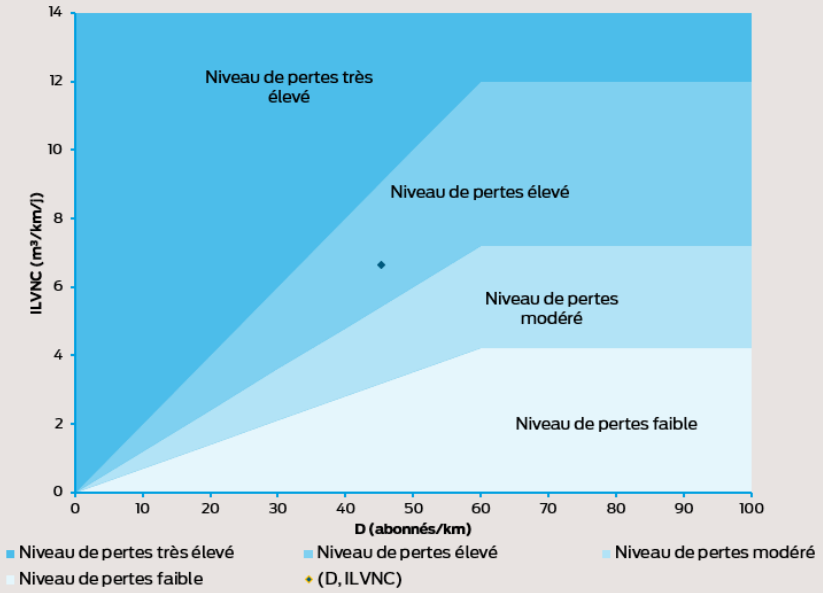
Le référentiel de l'Agence de l'Eau Adour Garonne présenté précédemment a permis de montrer que le rendement réglementaire présente le défaut reconnu d'être sensible aux variations des volumes annuels consommés et par conséquent d'être sensible aux aléas climatiques et aux fluctuations des volumes exportés par le service contrairement aux indicateurs tels que l'ILP ou l'ILVNC.

Toutefois les valeurs prises pour ces deux indicateurs ILP ou ILVNC sont fortement affectées par la densité urbaine de la zone évaluée.

Jusqu'alors les référentiels proposés faisaient appel à des valeurs par classes d'urbanisation (rural, intermédiaire, urbain) délimitées selon le cas par des seuils de la densité d'abonnés. C'est le cas du référentiel défini par l'Agence de l'Eau Adour Garonne dans le cadre du SAGE Nappes Profondes.

Les travaux menés par l'INRAE et le SMEGREG s'appuyant sur les données de la base SISPEA ont permis de confirmer le lien entre ILVNC et D qui avait été mis en évidence par le cadre de l'étude de RENAUD (2009). Un **nouveau référentiel actualisé** d'appréciation du niveau des pertes d'un service peut ainsi être proposé. Ce référentiel se distingue des autres car il propose des valeurs de référence **directement proportionnelles** à la densité d'abonnés ce qui présente l'avantage d'**éviter tout effet de seuil.** Ce nouveau référentiel est applicable pour toutes les valeurs de D (sauf services atypiques).

Evaluation de la qualité des réseaux



L'ILVNC du réseau d'adduction d'eau potable de Lège Cap Ferret est de 6.69 et la densité d'abonnés du réseau est de 45 abonnés/km. Le niveau de perte de ce réseau est élevé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 - Qualité de l'eau

2.1 LES RÉSULTATS D'ANALYSES RÉGLEMENTAIRES

> 2.1.1 Les limites et références de qualité

L'ARS a réalisé **108** analyses biologiques et **112** physico-chimiques pour l'année 2021 sur l'ensemble du réseau. De ces analyses, nous pouvons observer principalement :

> Une qualité micro-biologique excellente tout au long de l'année 2021 sans dépassement de la norme pour les paramètres mesurés.

> D'un point de vue physico-chimique, une eau peu chargée en nitrates, fluor ou aluminium donc de bonne qualité.

100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont fait état d'une eau conforme aux limites de qualité.

Les analyses sur la ressource

Conformité par rapport aux limités de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX LIMITES DE QUALITÉ
Microbiologique	10	10
Physico-chimique	10	4

Dépassements par rapport aux limites de qualité

Nous recensons 6 non conformités aux limites de qualité pour le paramètre température :

> 3 pour le forge des viviers

> 3 pour le forge des embruns

Conformité par rapport aux références de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ
Microbiologique	10	10
Physico-chimique	10	10

Dépassements par rapport aux références de qualité

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Observations

Sans objet

Les analyses de l'eau produite

Conformité par rapport aux limités de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX LIMITES DE QUALITÉ
Microbiologique	24	24
Physico-chimique	24	24

Dépassements par rapport aux limites de qualité

Sans objet

Conformité par rapport aux références de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ
Microbiologique	24	24
Physico-chimique	24	11

Dépassements par rapport aux références de qualité

7 dépassements de référence de qualité ont été recensés au départ des Viviers / Embruns sur les paramètres équilibre calco carbonique et température.

En 2021 au départ de Claouey, à deux reprises, de Cassieu lors d'une analyse et des Jacquets à trois reprises, l'eau d'alimentation ne satisfait pas aux références de qualité pour l'équilibre calco-carbonique. L'eau présente un caractère légèrement agressif.

Observations

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les analyses de l'eau distribuée

Conformité par rapport aux limités de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX LIMITES DE QUALITÉ
Microbiologique	75	75
Physico-chimique	79	79

Dépassements par rapport aux limites de qualité

Sans objet

Conformité par rapport aux références de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ
Microbiologique	74	73
Physico-chimique	78	71

Dépassements par rapport aux références de qualité

Au niveau du point de prélèvement du grand piquey, le 16 aout 2021 l'eau est bactériologiquement non conforme. Il a été mis en évidence la présence de bactéries coliformes. Le paramètre bactériologique s'est révélé conforme lors du prélèvement réalisé le 23 aout 2021.

Des dépassements de référence de qualité ont été recensés sur le réseau de distribution sur le paramètre température au niveau des points de prélèvement du grand piquey et du cap ferret.

Observations

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 LES ANALYSES D'AUTOCONTRÔLES

Des mesures d'autocontrôle des paramètres principaux sont réalisées par les agents de la société AGUR dans les usines de production mais aussi sur le réseau de distribution.

En 2021, nous avons réalisé 450 analyses de chlore résiduel sur les installations et sur le réseau, réparties de la façon suivante :

> Cassieu : 100 analyses

> Claouey : 100 analyses

> Viviers : 120 analyses

> Vallons du ferret : 100 analyses

> Embruns : 30 analyses

En complément de ces analyses terrain, nous disposons d'analyseurs de chlore télégérés sur les stations des Viviers, de Claouey, des Vallons du Ferret, des Embruns et de Cassieu. Ces analyseurs permettent un suivi permanent de l'évolution du taux de chlore libre de l'eau distribuée.

Une analyse mensuelle du résiduel de chlore est de plus effectuée sur 10 points du réseau où les temps de séjour sont les plus élevés.

Ce sont donc 120 analyses sur le réseau qui ont été effectuées en 2021.

Au total, nous avons donc réalisé 570 analyses de contrôle de la qualité de l'eau.

2.3 SYNTHÈSE QUALITATIVE DE L'EAU

La conformité des **eaux mises en distribution** sur le réseau de la commune de Lège-Cap Ferret est évaluée ci-dessous :

Analyses réglementaires

NATURE DE L'ANALYSE	NOMBRE D'ANALYSES EFFECTUÉES	NOMBRE D'ANALYSES CONFORMES	POURCENTAGE DE CONFORMITÉ
Bactériologique	**98**	**98**	**100 %**
Physico-chimique	**102**	**102**	**100 %**
Total échantillons	**220**	**220**	**100 %**

2.4 DÉTAIL DES NON-CONFORMITÉS

Nous avons enregistré aucune non-conformité des eaux mis en distribution en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

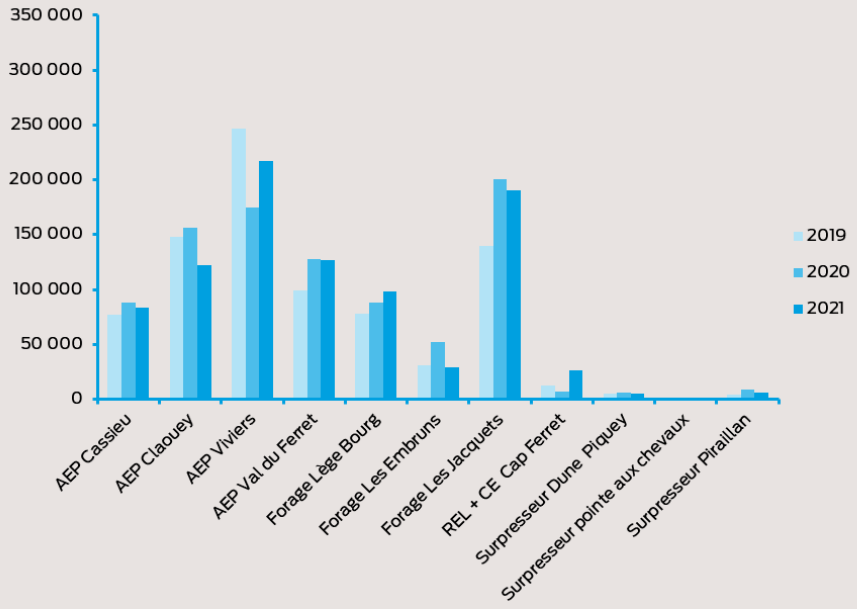
3 - Energie /Réactifs

3.1 ENERGIE

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent la répartition des consommations énergétiques facturées.

ENERGIE ACTIVE RELEVÉE (KWH)	2019	2020	2021
AEP Cassieu	81 365	87 758	83 174
AEP Claouey	147 121	156 520	121 994
AEP Viviers	197 304	174 554	216 901
Surpresseur Vallons du Ferret	113 421	128 034	126 397
Forage Lège Bourg	85 424	88 011	98 034
Forage Les Embruns	42 659	52 530	28 885
Forage Les Jacquets	159 203	201 002	190 800
RE + CE Cap Ferret	4 741	6 963	26 143
Surpresseur Dune Piquey	2 951	5 645	4 733
Surpresseur pointe aux chevaux	516	571	453
Surpresseur Piraillan	4 630	8 699	5 995
TOTAL	**839 335**	**910 287**	**903 509**

Répartition de la consommation énergie active en (kWh)



3.2 RÉACTIFS

RÉACTIFS	2019	2020	2021
Chlore gazeux (Kg)	1547	1617	1590

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4 - Interventions d'exploitation

4.1 INTERVENTIONS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

> **Les fuites**

Le tableau suivant reprend l'historique des fuites branchement et réseau pour les 2 dernières années:

	Acier		Fonte		PE		PVC		TOTAL	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Branchements	/	1	/	/	80	82	2	4	**82**	**87**
% Fuites branchements	/	*1%*	/	/	*98%*	*94%*	*2%*	*5%*		
Réseau	8	4	2	7	17	7	12	9	**39**	**27**
% Fuites réseau	*20%*	*15%*	*5%*	*26%*	*44%*	*26%*	*31%*	*33%*		
TOTAL	8	5	2	7	97	89	14	13	**121**	**114**

Voir cartographie des interventions

Le nombre de fuites réseau est en augmentation.

On constate que les fuites branchements sont très nombreuses et ne concernent quasiment que les canalisations en PEHD. Ces fuites sont causées par le traitement au bioxyde de chlore qui détériore particulièrement le polyéthylène noir posé dans les années 1980.

Les fuites réseau sont également importantes

Le tableau suivant permet une analyse géographique de la répartition de ces fuites.

NOM DE LA ZONE	NOMBRE DE FUITES RÉSEAU		NOMBRE DE FUITES BRANCHEMENTS		LINÉAIRE RÉSEAU	RATIO NOMBRE DE FUITES/KM DE RÉSEAU	
	2021	2020	2021	2020		2021	2020
Lège Bourg surpressé (A)	2	3	15	5	26.5	0.64	0.30
Lège Bourg (B)	4	3	17	11	41.5	0.51	0.34
Claouey (C)	7	8	7	12	20.9	0.67	0.96
Viviers (D)	3	1	15	21	36.4	0.49	0.60
Vallons /Canon (E)	20	6	23	26	58.1	0.74	0.55
Cap Ferret (F)	3	6	5	12	49.2	0.16	0.37

Ce tableau démontre que l'essentiel des fuites se concentrent sur les zones de Viviers/Vallons (Secteurs D et E). La proximité des stations de pompage et du traitement précédent au bioxyde de chlore est la raison principale de cette répartition géographique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> **Les Eaux Rouges**

	Lège		Claouey		Jacquets-Piquey		Vallons		Cap Ferret	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Eaux Rouges	6	3	0	0	24	22	14	36	11	18

Voir Cartographie des interventions

Ce tableau indique que les réclamations liées aux eaux rouges sont stables. Elles se localisent au niveau des Jacquets, des Vallons du Ferret, et du Cap Ferret.

Elles sont souvent liées à des tronçons ou les conduites sont de type acier ou fonte. La corrosivité de l'eau et les changements de régime hydraulique décrochent les dépôts dans ces conduites et sont à l'origine de ces phénomènes d'eaux rouges (tests poteaux incendie, augmentation de la consommation…).

Le plan de renouvellement des conduites proposé tient compte des fuites réseaux mais aussi des eaux rouges.

Des campagnes régulières de campagne de purges préventives sont organisées par Agur pour limiter ces phénomènes.

Cependant, les campagnes de recherches de fuites et les changements de fonctionnement en période estivale engendrent des réclamations récurrentes dans certaines zones.

Cartographie des interventions

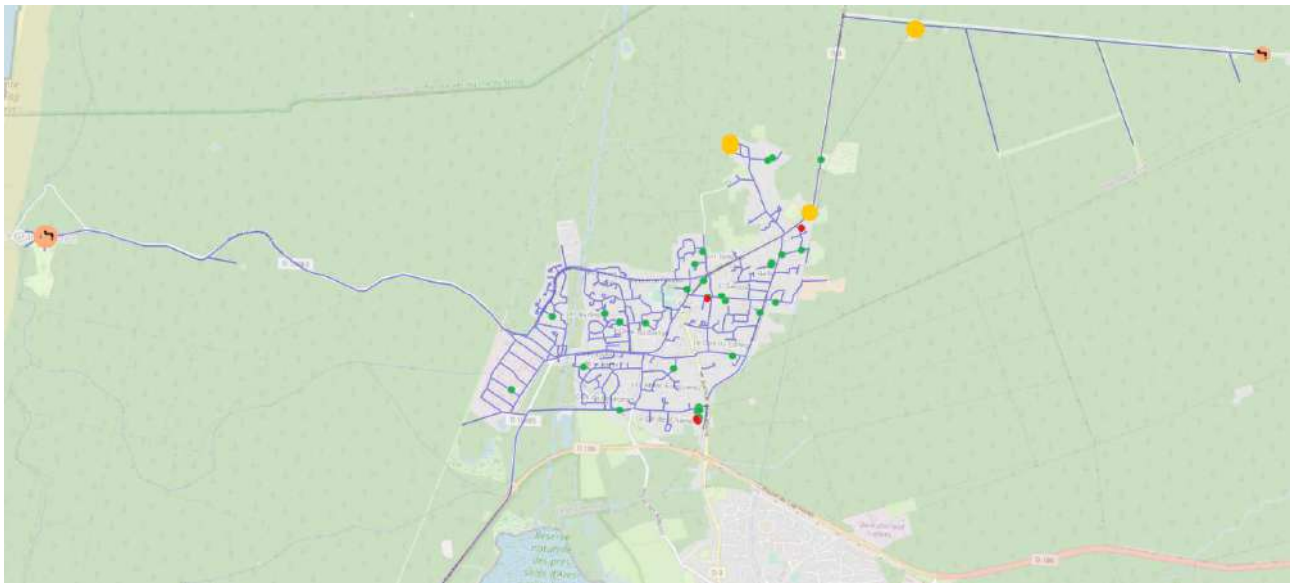
Légendes

Fuites

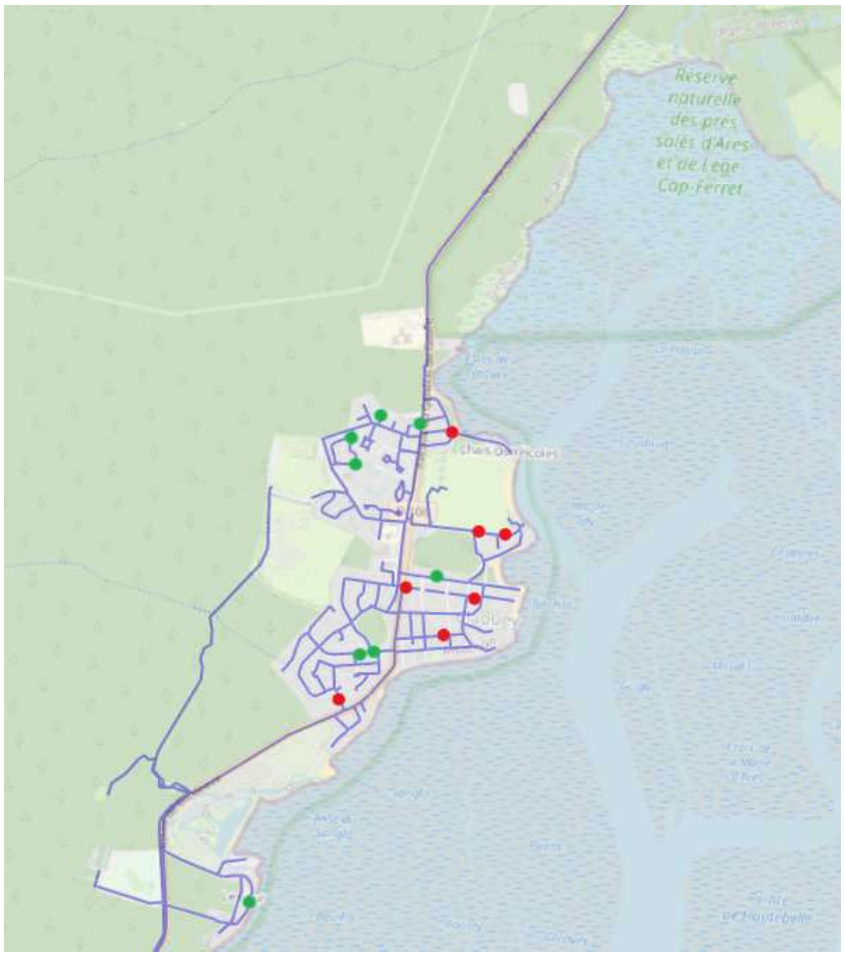
- **Equipement**
- **Réseau**
- **Branchement**

Purge

- **CVM**
- **Eaux Rouges**

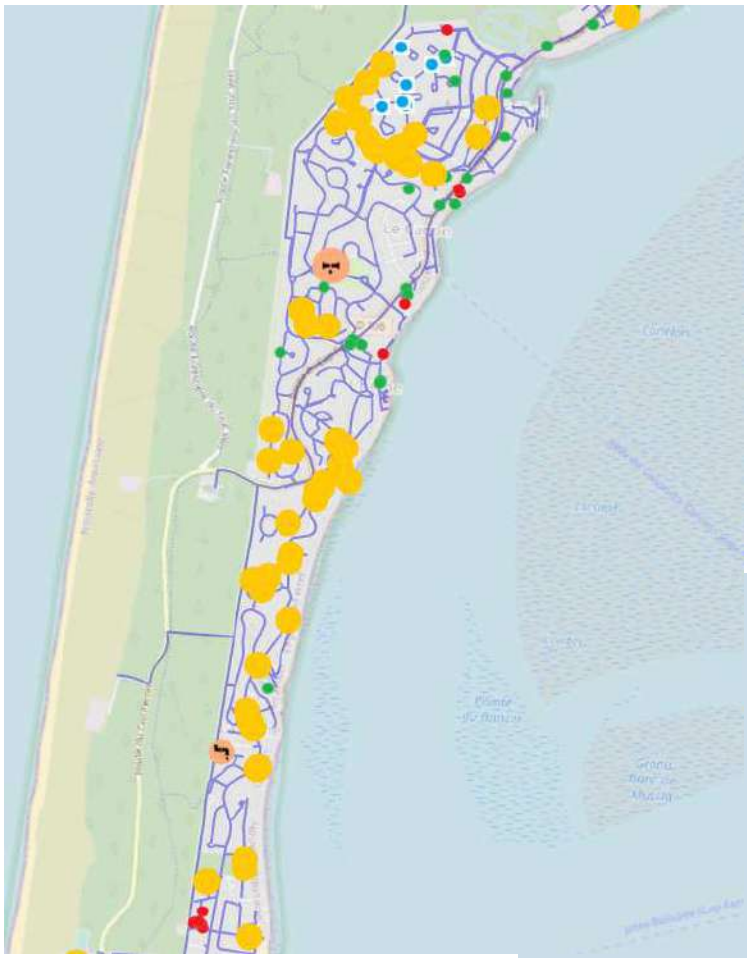


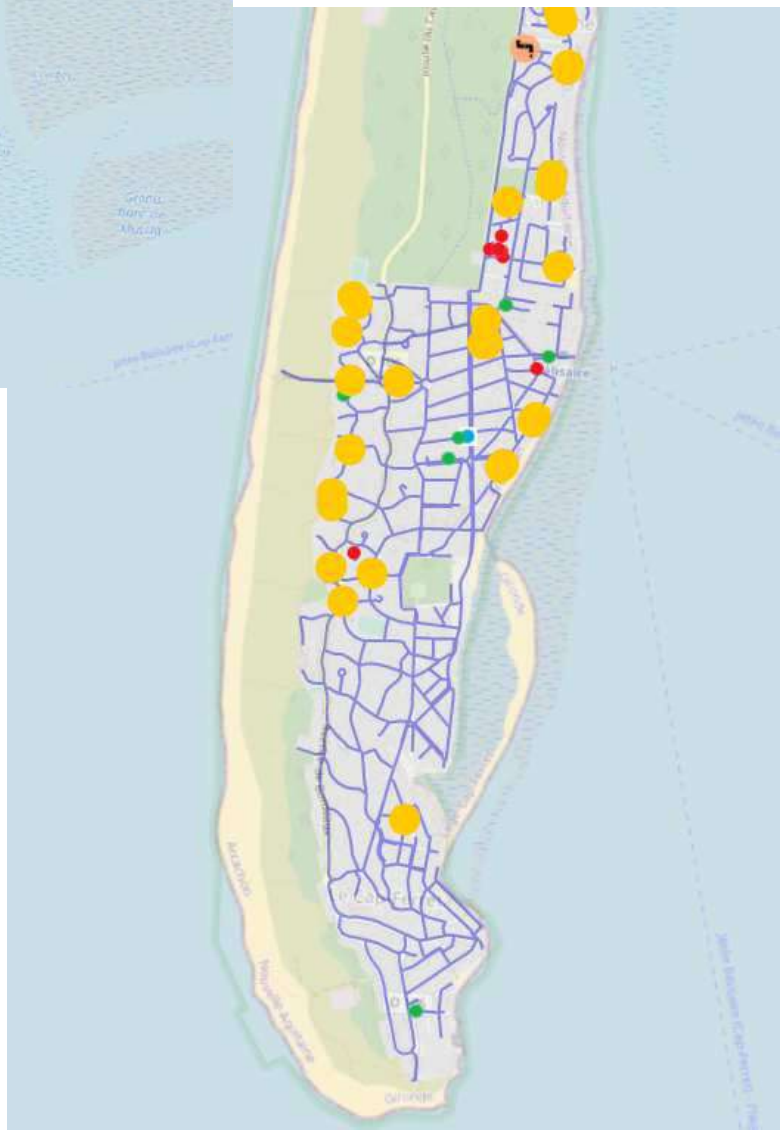
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 NETTOYAGE RÉSERVOIRS

La société AGUR a réalisé les opérations de lavage de réservoirs aux dates suivantes :

CODE	NATURE	CAPACITÉ (M³)	NETTOYAGE ANNUEL
Cassieu	Au sol	200	**02/03/2021**
Crohot	Au sol	2 000	**04/03/2021**
Claouey	Au sol	100	**03/03/2021**
Viviers	Au sol	200	**10/03/2021**
Le Four	Au sol	750	**11/03/2021**
Vallons	Au sol	3 000	**17/03/2021**
Cap Ferret	Sur tour	500	**24/03/2021**
Cap Ferret	Au sol	2 000	**30/03/2021**

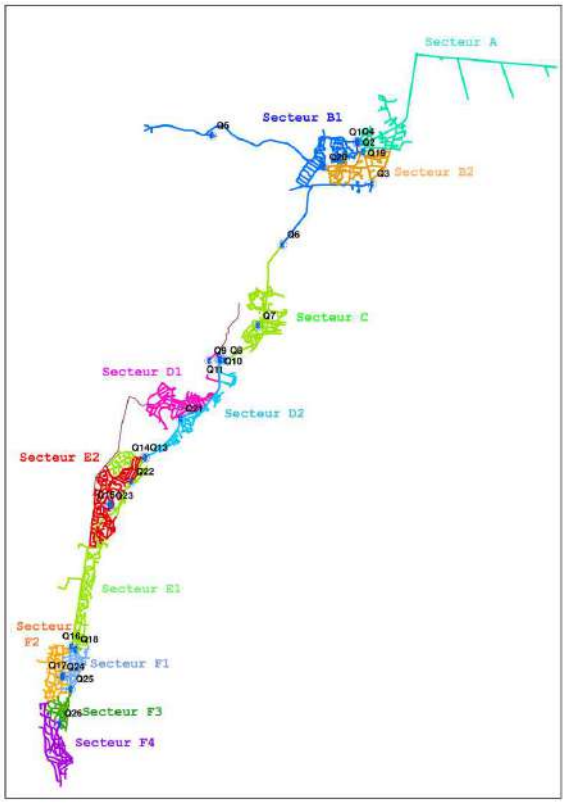
4.3 ENTRETIEN DIVERS

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 RECHERCHE DE FUITES

La Sectorisation du réseau



Aujourd'hui le réseau de Lège-Cap Ferret est sectorisé en 11 sous secteurs homogènes.

Depuis la mise en place de la sectorisation de niveau 2 en 2018, nous avons gagné en réactivité et en maîtrise des débits de fuite.

En 2021, nos investigations se sont concentrées sur les secteurs C, D et E. Le travail réalisé a permis de diminuer le débit de fuite de ces secteurs mais également de les stabiliser à un niveau correct.

Près de 20 % des fuites réparées en 2021 ont été détectées par des opérations de recherche de fuite.

En parallèle, un travail important de mise a jour de vannes a été réalisé, nous permettant de gagner en réactivité sur les dérives constatées.

Nous prévoyons d'investiguer la zone C, E et F en 2022 tout en maintenant une vigilance à limiter les dérives sur les autres secteurs. Un de nos agents est spécialisé et équipé pour la recherche de fuite. C'est son activité principale et quasi exclusive.

Des comités de pilotages sont mis en place mensuellement afin d'analyser la période passée et définir le plan d'action de la période à venir

Les données mensuelles sont renseignées automatiquement sur le superviseur de la COBAN et envoyé à la CATEP (CD 33) .

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.5 LA TÉLÉRELÈVE



> 4.6.1 L'infrastructure

L'infrastructure est totalement déployée.

Des opérations préventives et de maintenance sont réalisées pour optimiser le fonctionnement de ce réseau.

> 4.6.2 Avancement et performance

Au 31 décembre 2021, nous comptons 10 813 émetteurs associés.



77 compteurs ne sont pas équipés en raison d'un refus ou d'une impossibilité d'accès chez l'abonné.

Taux de couverture (avec refus d'accès) : 99.3%

Taux de couverture (sans refus d'accès) : 100%

Taux de Collecte des index à 7 jours : 90%

Taux de Collecte des index à 30 jours : 95 %

Pour atteindre ce bon niveau de performance et le pérenniser nous réalisons des campagnes de maintenance régulières. Environ 9% du parc est concerné par ces maintenances annuelles.

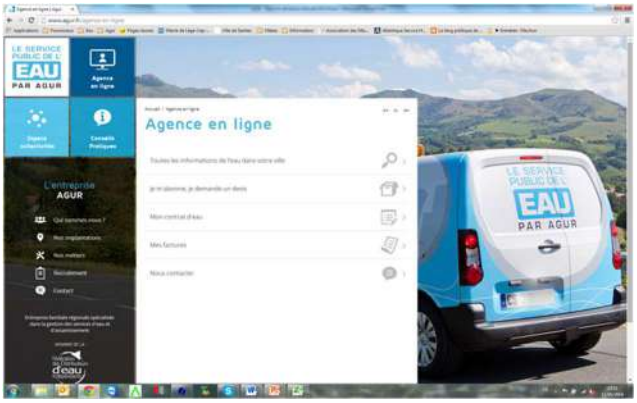
> 4.6.3 Les services associés

Pour les compteurs communaux, un mail est adressé de façon hebdomadaire avec la liste des compteurs en alerte fuite. Les services techniques ont accès aux données des compteurs via notre agence en ligne à l'adresse www.agur.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le site internet

Le site internet a été mis en ligne fin décembre 2013.



Il permet aux abonnés de Lège-Cap Ferret de réaliser toutes les actions en relation avec leur contrat d'eau : transmettre leur index, nous contacter, régler leur facture, demander un devis, effectuer un changement d'adresse, etc...

Pour les abonnés disposant du système de télérelève, il permet d'accéder à leur consommation journalière, hebdomadaire et mensuelle en temps réel.

L'application smartphone

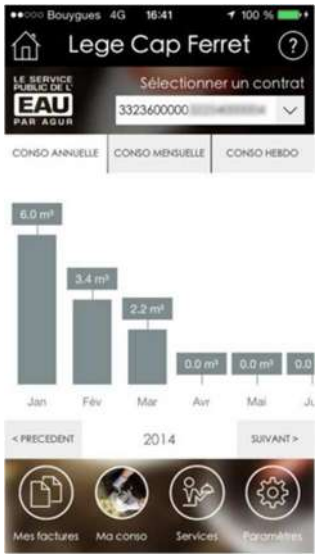
L'application smartphone spécifique à la commune de Lège-Cap Ferret, compatible pour iPhone et Androïd est opérationnelle depuis le premier trimestre 2014.

Elle permet d'avoir accès aux mêmes services que le site internet .









Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5 - Renouvellement contractuel

En 2021, dans le cadre des opérations liées au renouvellement des équipements sur le service, nous avons procédé aux travaux suivants :

LIEU DE L'INTERVENTION	NATURE DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT	TYPE DE RENOUVELLEMENT	MONTANT VALORISÉ
STATION DE REPRISE DE CASSIEU	Sonde chlore et chambre analyse	Non programmé	2 500 €
AEP CLAOUEY	Armoire de commande	Programmé	9 500 €
	2 Variateurs de vitesse	Non programmé	2 000 €
FORAGE LES EMBRUNS	Sonde chlore	Non programmé	1 500 €
	Sonde chlore	Non programmé	1 500 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Nous avons également procédé à des renouvellements sur le réseau de distribution :

LIEU DE L'INTERVENTION	NATURE
Lege Bourg	Rue Suffren
Lege Bourg	26 Rue des abeilles
Lege Bourg	30 Allee stella
Lege Bourg	24 Chemin de la forge
Lege Bourg	65 Route d'ignac
Claouey	5 Rue emilien bareyre
Claouey	4 Avenue des Rouchins
Piraillan	2 Avenue de l'océan
Piraillan	2 Allée du Bengalis
Piraillan	12 Allée de Bellevue
Piquey	96 Route du truc vert
Piquey	21 Avenue de la musicienne
Piquey	23 Allee du rivage
Piquey	Le four sud
Piquey	35 Route du cap ferret
Piquey	48 Allée manureva
Piquey	90 Route du cap ferret
Piquey	28 avenue de la musicienne
Vallons du ferret	45 Avenue des fregates
Vallons du ferret	Avenue des caravelles
Vallons du ferret	27 Avenue des caravelles
Vallons du ferret	25 Avenue des caravelles
Vallons du ferret	11 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	13 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	15 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	19 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	21 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	9 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	3 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	Place max dubroc
Vallons du ferret	5 allée des pinassotes
Vallons du ferret	7 Allée des pinassottes
L'Herbe	12 Avenue de l'herbe
La vigne	9 Allée de la pinède
La vigne	8 Allée de la pinède
La vigne	7 Allée de la pinède
Cap ferret	30 Avenue Nord du phare

Dans le cadre contractuel, nous avons également renouvelé 37 compteurs domestiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6 - Travaux divers

En complément des travaux de maintenance et de renouvellement, les travaux suivants ont été réalisés sur le réseau de distribution.

6.1 PAR LE DÉLÉGATAIRE

> Réalisation de 57 branchements neufs

> Réalisation de 7 modifications de branchements

> Pose et mise en service de 7 compteurs neufs

6.2 À LA CHARGE DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité a engagé des travaux importants en 2021 :

> >Renouvellement de l'armoire électrique de Claouey

> Mis en place d'une vanne de régulation pour le remplissage du réservoir du cap Ferret

> Mis en place de 3 analyseurs de chlore continu sur les installations du Grand Crohot, château d'eau du Cap Ferret et sur la conduite alimentant le réservoir du Four.

Evolution du taux moyen de renouvellement de réseau
(IP P107.2)

	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne sur 5 ans
Linéaire renouvelé (en km)	9.142	9.908	0.687	1.54	11.97	
Linéaire total (en km)	240	240	239	239	239	
Pourcentage de renouvellement (en%)	3.81%	4,13 %	0.29 %	0.64%	5.00 %	2.44 %

Les réseaux renouvelés sont les suivants :

> Avenue des Merles

> Avenue des Pinsons

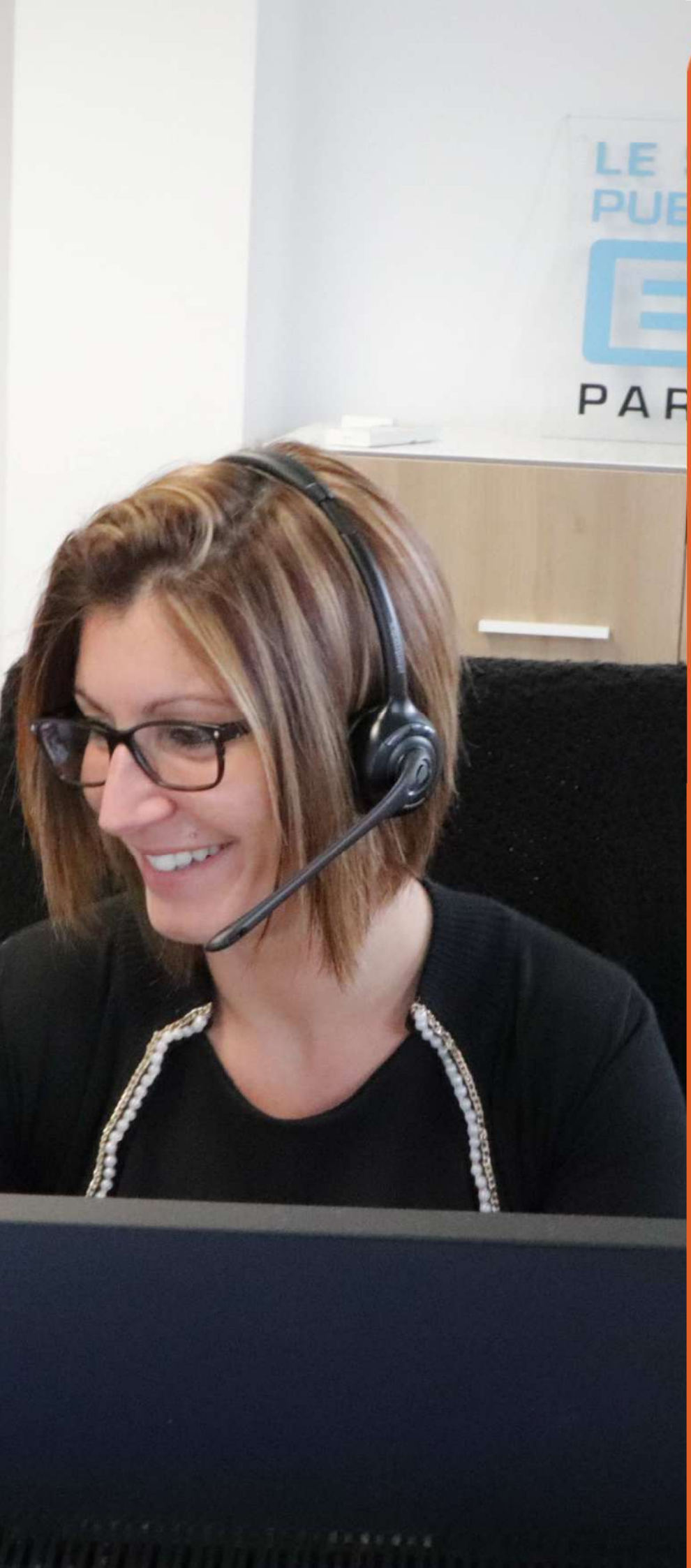
> Avenue des Fauvettes

> Avenue des Grives

> Rue Alain Gerbault

> Rue Jean Bart

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



GESTION CLIENTÈLE

1. Les branchements
2. Les abonnements
3. Les volumes facturés
4. Paiement des factures
5. Réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Les branchements

Le tableau ci-dessous dresse le bilan des branchements de Lège-Cap Ferret.

NOMBRE DE BRANCHEMENTS	2019	2020	2021	EVOLUTION
Nombre total de compteurs (en service ou non)	11 031	11 077	11 176	0.89%
Nombre total de compteurs en service	10 779	10 817	10 894	0.71%
Nombre total de branchements neufs	70	45	57	21%

2 - Les abonnements

Le tableau ci-dessous dresse le bilan des abonnés sur Lège-Cap Ferret.

DONNÉES SUR LES ABONNÉS	2019	2020	2021
Nombre total d'usagers	10 779*[1]	10 817	10894
Nombre d'usagers domestiques	10 663	10 702	10 780
Nombre d'usagers communaux	116	115	114
Nombre de compteurs généraux (logements collectifs)	14	14	14

*[1] Sur le rapport délégataire 2019 nous avons annoncé un nombre total d'usagers de 10957.

Ce chiffre est erroné et directement lié à une erreur de reporting. Nous confirmons la valeur de 10 779 abonnés pour 2019.

3 - Les volumes facturés

Le délégataire est tenu de percevoir les droits et redevances institués par la loi pour le compte de l'état et d'organismes publics.

Les volumes consommés sont relevés par le service de l'eau au mois d'août et septembre.

Il est facturé :

> début mars : l'abonnement correspondant au semestre de l'année en cours, ainsi qu'une consommation estimée calculée sur la base de 50% des consommations de l'année précédente ou d'une consommation constatée si le compteur est équipé en télérelève.

> début octobre : l'abonnement correspondant au semestre en cours, ainsi que les consommations de l'année écoulée déduction faite de l'acompte facturé au semestre précédent si la consommation avait été estimée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

VOLUMES EN M³	2019	2020	2021
Volume total facturé auprès des usagers d'eau potable	1 420 794	1 430 856	1 408 755
Volume facturé auprès des usagers domestiques	1 239 580	1 329 378	1 344 535
Volume facturé auprès des usagers communaux	47 722	36 627	28 566
Volume consommé non facturé (dégrèvement, eau de service, cas particulier)	133 492	64 851	35 654

Le détail des gros consommateurs est joint en **annexe 4.**

4 - Paiement des factures

1.1 EVOLUTION DES PAIEMENTS

Nous analysons continuellement les paiements des abonnés de façon à réduire le taux d'impayés. Une proposition de mensualisation des factures est faite aux abonnés qui le souhaitent de façon à échelonner leurs paiements.

Des échéanciers de paiement taillés à la mesure des ressources des abonnés en difficulté financière sont également accordés.

	2019	2020	2021
Nombre d'abonnés bénéficiant d'un paiement fractionné	3 006	3 002	2 994
Nombre d'échéanciers de paiement accordés	39	52	243
Nombre de relances simple (niveau 1) envoyées par courrier pour non paiement des factures	828	1 942	2 048
Nombre de relances avec mise en demeure (niveau 2) envoyées par courrier pour non paiement des factures	706	0	556

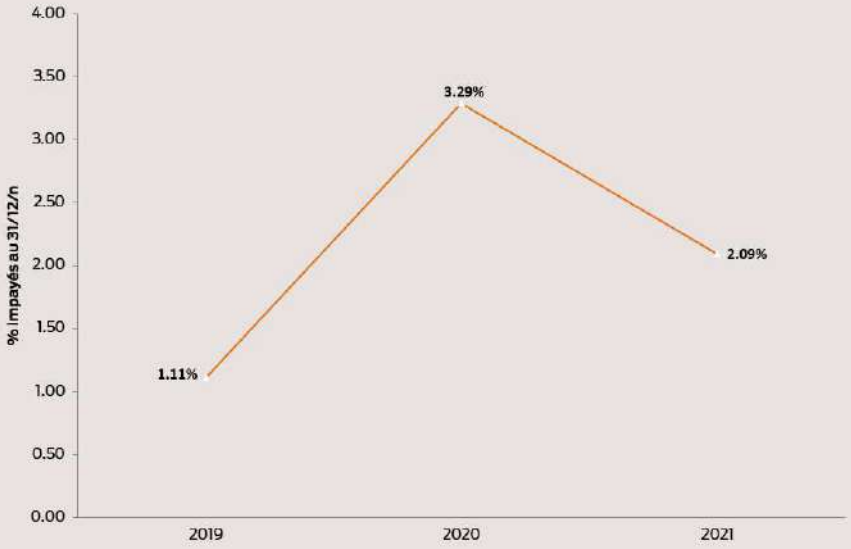
Pour l'année 2021, nous observons que 27 % des abonnés sont en paiement fractionné et que 19% des abonnés ont été relancés pour non-paiement de leur facture. Nous dressons ci-dessous le graphique d'évolution du taux d'impayés sur les 3 dernières années.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.1 ETAT DES LIEUX GLOBAL

	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Taux d'impayés (%)	1.11	3.29	2.09	-36

Evolution du taux d'impayés depuis 2019



Le taux d'impayés au 31/12/2021 s'élève à 2.09% pour un montant de 53 393.83 €.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5 - Réclamations clients

Le tableau ci-dessous classifie l'ensemble des réclamations émises par les clients du service d'eau potable :

ETAT DES RÉCLAMATIONS	2019	2020	2021
Qualité sanitaire	0	0	0
Goût / Odeur	10	13	9
Couleur	49	45	39
Problème de desserte de l'eau (pression, débit, coupures)	122	43	116
Services relations commerciales (prix, accueil, etc...)	18	30	16
Travaux de réparation sur réseau	16	11	6
TOTAL	**215**	**142**	**186**

La majorité des réclamations concernent des coupures d'eau. Ces coupures d'eau sont liées aux recherches de fuites et réparations engendrées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION

1. Tarification du service
2. Compte rendu financier
3. Compte d'exploitation
4. Compte de renouvellement

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Tarification du service

Les factures adressées aux usagers sont conformes à l'arrêté du 10 juillet 1996.

Evolution 2020/2021 de la facture de 120 m³ pour un abonnement principal - Tarif EP

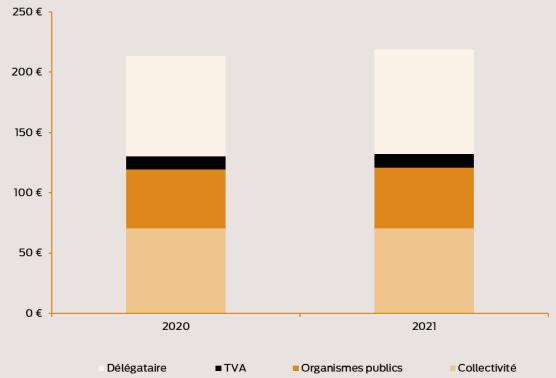
	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE 2020	PRIX UNITAIRE 2021	MONTANT HT 2020	MONTANT HT 2021	EVOLUTION
PART DU DÉLÉGATAIRE						
Abt Annuel	1	33.22 €	34.72 €	33.22 €	34.72 €	4.52%
Conso Tranche (0-70m³)	70	0.2936 €	0.3069 €	20.55 €	21.48 €	4.53%
Conso Tranche (> 70 m³)	50	0.5873 €	0.6138 €	29.37 €	30.69 €	4.49%
PART DE LA COLLECTIVITÉ						
Abt Annuel	1	42.00 €	42.00 €	42.00 €	42.00 €	0.00%
Conso 1ere Tranche	70	0.0500 €	0.0500 €	3.50 €	3.50 €	0.00%
Conso 2ndeTranche	50	0.5000 €	0.5000 €	25.00 €	25.00 €	0.00%
ORGANISME PUBLIC						
Redevance Pollution Domestique	120	0.330 €	0.330 €	39.60 €	39.60 €	0.00%
Préservation des ressources en eau	120	0.0759 €	0.0881 €	9.11 €	10.57 €	16.03%
TOTAL						
Total HT				202.35 €	207.56 €	2.57%
TVA à 5.5 %				11.13 €	11.42 €	2.61%
Total TTC pour 120m³				213.48 €	218.98 €	2.58%

RÉPARTITION DU PRIX DE L'EAU POUR 120M³ PART DÉLÉGATAIRE ET PART COLLECTIVITÉ (TARIF 2021)

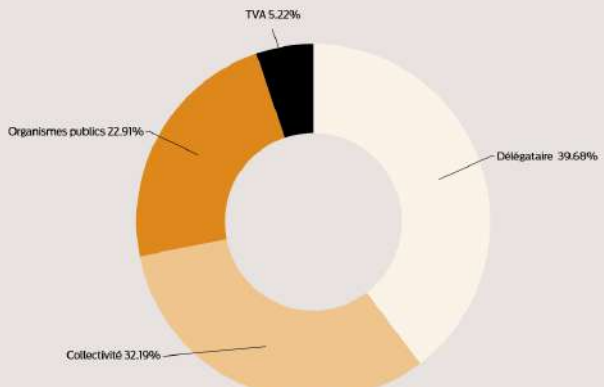
	Abt	Conso	Total
Part du délégataire	34.72 €	52.17 €	86.89 €
Part de la collectivité	42.00 €	28.50 €	70.50 €
Organisme public			50.17 €
Total HT du Prix du Service	76.72 €	80.67 €	207.56 €
% de la part fixe			48.75 %

**Les prix affichés représentent les prix moyens annuels.*

Evolution 2020/2021



Répartition du prix - Tarifs 2021



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Actualisation du prix en 2021

La formule d'actualisation du prix de l'eau en 2021 est la suivante.

$$k1 = 0{,}15 + 0{,}39\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}} + 0{,}10\,\frac{351\,107}{351\,007o} + 0{,}31\,\frac{\text{Fsd2}}{\text{Fsd2o}} + 0{,}05\,\frac{\text{TP10-a}}{\text{TP10-ao}}$$

ICHT-E : Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution

351107: Indice Electricité moyenne tension - tarif vert - Index supprimé après sa valeur de décembre 2015

35111403 : Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité >36kVA Coefficient de raccordement : 1,1762

Fsd2: Frais et services divers

TP10-a : Indice des canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux Coefficient de raccordement entre série de 2004 et série de 2010 au 01/01/2015 : 1,2701

35111403 : remplacé par "010534766" coeff. de raccordement 1,1300

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

Paramètres	Base		Paramètres	Au 01/07/2021	
	Valeur connue au 01/07/2013	Valeur du mois de:		Valeur connue au 01/07/2021	Valeur du mois de:
ICHT-E$_o$	108,6	Déc 2012	ICHT-E	123.6	Déc 2020
351107$_o$	122,8	Mai 2013	351107	155.2	Mai 2021
Fsd2$_o$	126,2	Mai 2013	Fsd2	134.8	Mai 2021
TP10-ao	135,7	Mars 2013	TP10a	143.4	Mars 2021

K1= 1.1042

Ci-dessous les frais d'accès au service:

	Part du délégataire (HT)			Variation
	Base	Au 01/07/2020	Au 01/07/2021	
Frais d'accès au service	50	52.83	55.21	4.51 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Prix du m3 au 01-01-2022

	QUANTITÉ	TARIF AU 01/01/2021	TOTAL HT
PART DU DÉLÉGATAIRE			
Abt Annuel	1	34.72 €	34.72 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.3069 €	21.48 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.6138 €	30.69 €
Total part délégataire			**86.89 €**
PART DE LA COLLECTIVITÉ			
Abt Annuel	1	42.00 €	42.00 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.050 €	3.50 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.500 €	25.00 €
Total part collectivité			**70.50 €**
ORGANISMES PUBLICS			
Redevance Pollution Domestique	120	0,33 €	39,60 €
Préservation des ressources en eau	120	0.0881 €	10.57 €
Total part organismes publics			**50.17 €**
Total HT			207.56 €
TVA à 5,5%			11.42 €
Total TTC			218.98 €
Prix du m3 HT		1.73 €	
Prix du m3 TTC		1.82 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 - Compte rendu financier

2.1 PART COLLECTIVITÉ

Détail des sommes facturées pour le compte du délégataire et de la collectivité (pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021).

	nb abonnements	abonnement en € ht	m³	consommations en € ht	total ht
COBAN					
Premier semestre 2021					
Abonnements	7893.75	165 768.75 €			165 768.75 €
Consommations Tranche 1			208 946	10 447.30 €	10 447.30 €
Consommations Tranche 2			88 337	44 168.50 €	44 168.50 €
Second semestre 2021					
Abonnements	13868.5	291 238.50 €			291 238.50 €
Consommations Tranche 1			375 078	18 753.90 €	18 753.90 €
Consommations Tranche 2			698 759	349 379.50 €	349 379.50 €
total 2021		**457 007.25 €**	**1 371 120**	**422 749.20 €**	**879 756.45 €**

AGUR					
Premier semestre 2021					
Abonnements	9029.75	150 945.54 €			150 945.54 €
Consommations Tranche 1			208 946	61 353.84 €	61 353.84 €
Consommations Tranche 2			88 337	51 940.88 €	51 940.88 €
Second semestre 2021					
Abonnements	15597.5	269 684.73 €			269 684.73 €
Consommations Tranche 1			375 078	110 135.59 €	110 135.59 €
Consommations Tranche 2			698 859	410 606.67 €	410 606.67 €
total 2021		150 945.54 €	1 371 220	634 036.98 €	**1 054 667.25 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 2.1.1 Récapitulatif des étapes de facturation de l'exercice

Mars 2021 :

> Facturation de l'abonnement du premier semestre 2021

>Facturation des consommations du 31/08/2020 au 28/02/2021 (estimées ou réelles pour les abonnés télérelevés)

Octobre 2021:

> Facturation de l'abonnement du second semestre 2021

> Facturation des consommations du 28/02/2021 au 31/08/2021

> 2.1.2 Reversements de la part collectivité correspondant à l'année 2021 arrêtés au 31 Janvier 2022

EAU	H.T.
Facturation de Janvier - Février 2021	-21.00 €
Facturation de Mars 2021	163 453.29 €
Factures intercalaires d'Avril 2021 à Septembre 2021	2 158.17 €
Facturation d'octobre 2021	290 902.71 €
Factures intercalaires de Novembre - Décembre 2021	514.08 €
S/total abonnements facturés en 2020	**457 007.25 €**
Facturation de Janvier - Février 2021	473.75 €
Facturation de Mars 2021	54 018.45 €
Factures intercalaires d'Avril 2021 à Septembre 2021	-6 170.20 €
Facturation d'octobre 2021	383 232.25 €
Factures intercalaires de Novembre - Décembre 2021	-8 805.05 €
S/total consommations facturés en 2020	**422 749.20 €**
Total 2021	**879 756.45 €**
Reversement le 02/07/2021	206 598.16 €
Reversement le 30/11/2021	662 511.82 €
Total des reversements antérieurs	**869 109.98 €**
Solde restant dû sur reversements antérieurs	**10 646.47 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 2.1.3 Récapitulation des attestations de TVA enregistrées et encaissées avec justification des délais

Sans objet

2.2 FACTURATION AUX ABONNÉS

Liste des créances à analyser comme « irrécouvrables »

Nous vous proposons d'analyser comme "irrécouvrables", parmi les factures émises en 2019, 295 factures dont la part collectivité s'élève à 19 249,72€ HT et la part AGUR s'élève à 21 852,84€ HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

Liste des dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021.

Les dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021 portent sur 35 654 m3. Ils concernent 53 abonnés pour un montant total TTC de 138 227,46€ dont la part collectivité s'élève 17 798,10 € HT et la part AGUR s'élève à 20 829,84€ HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

> 2.3.1 Sommes facturées pour le compte de tiers au cours de l'exercice 2021

Commune de Lège-Cap Ferret - Eau potable

NATURE DE LA TAXE	M³	MONTANT FACTURÉ
Redevance pollution domestique	1 360 314	448 907.73 €
Préservation des ressources en eau	1 370 986	117 287.23 €
	TOTAL	**566 194.96 €**

Commune de Lège-Cap Ferret - Assainissement

NATURE DE LA TAXE	M³	MONTANT FACTURÉ
Modernisation des réseaux de collecte	1 251 578	312 896.25 €
	TOTAL	**312 896.25 €**

> 2.3.2 Sommes facturées au titre des travaux et prestations exécutées en application du contrat

TRAVAUX BRANCHEMENTS NEUFS 2021	MONTANT DES TRAVAUX HT
Branchements 2020	99 349.02 €
Modification de branchements	0 €
Fourniture et pose compteurs	3 690.62 €
TOTAL GLOBAL	**103 039.64 €**

Le détail des travaux de branchement est présenté en annexe 6.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 - Compte d'exploitation

CHARGES

N° Compte	Désignation	CEP Contrat	CEP Avt 1	CARE 2020	CARE 2021	Ecart / 2020	Moyenne 2013-2021
60	**Achats**	**135 338 €**	**140 040 €**	**142 422 €**	**146 063 €**	**3 641 €**	**159 996 €**
605	Achats d'eau	0 €	0 €	18 720 €	18 720 €	0 €	6 629 €
6061	Electricité	77 299 €	95 752 €	92 029 €	93 402 €	1 373 €	104 278 €
6062	Produits de traitement	23 652 €	8 750 €	6 680 €	7 142 €	462 €	15 274 €
601	Fournitures	34 388 €	35 538 €	24 993 €	26 799 €	1 806 €	33 815 €
61	**Services extérieurs**	**166 581 €**	**161 605 €**	**151 922 €**	**133 566 €**	**-18 356 €**	**125 913 €**
611	Sous traitance générale	27 979 €	23 002 €	26 018 €	11 697 €	-14 321 €	13 681 €
618	Analyses	12 523 €	12 523 €	13 156 €	12 577 €	-579 €	11 117 €
616	Assurance RC	8 702 €	8 702 €	3 960 €	5 344 €	1 384 €	3 770 €
613200	Loyer	49 540 €	49 540 €	31 582 €	31 581 €	-1 €	33 310 €
613500	Locations	0 €	0 €	3 647 €	3 372 €	-275 €	4 304 €
	Informatique			21 447 €	23 358 €	1 911 €	5 271 €
	Parc matériel	67 838 €	67 838 €	52 112 €	45 637 €	-6 475 €	54 460 €
62	**Autres services extérieurs**	**36 767 €**	**39 437 €**	**44 195 €**	**48 800 €**	**4 605 €**	**51 984 €**
622	Frais de contrôle	8 300 €	8 300 €	11 000 €	12 709 €	1 709 €	11 208 €
626	Frais postaux	22 947 €	22 947 €	22 560 €	22 560 €	0 €	20 351 €
626	Télécommunications	5 520 €	8 190 €	10 635 €	10 590 €	-45 €	10 388 €
331	Intérimaires	0 €	0 €	0 €	2 941 €	2 941 €	10 038 €
63	**Impôts, taxes et versements assimilés (1)**	**13 878 €**	**16 979 €**	**22 531 €**	**29 340 €**	**6 809 €**	20 456 €
635	RODP	7 262 €	10 363 €	15 931 €	22 500 €	6 569 €	13 778 €
635	Autres (cvae - cfe)	6 616 €	6 616 €	6 600 €	6 840 €	240 €	6 678 €
64	**Charges de personnel**	**249 412 €**	**254 402 €**	**298 659 €**	**305 236 €**	**6 577 €**	287 107 €
66	**Charges financières**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0.00 €**	0 €
	Renouvellement de matériel	**44 117 €**	**67 839 €**	**24 594 €**	**69 000 €**	**44 406 €**	63 447 €
	Renouvellement programmé	21 617 €	55 917 €	20 562 €	17 000 €	-3 562 €	39 744 €
	Renouvellement non programmé	22 500 €	11 922 €	4 032 €	52 000 €	47 968 €	23 703 €
	Télérelève	**100 718 €**	**100 718 €**	**164 797 €**	**179 825 €**	**15 028 €**	147 676 €
	Amortissement			76 233 €	76 233 €		38 227 €
	Maintenance			52 397 €	52 397 €		24 334 €
	Achat compteurs			36 167 €	51 195 €		16 657 €
	Investissements contractuels (GE+forage+secto)	**14 430 €**	**14 430 €**	**9 509 €**	**9 509 €**	**0 €**	**11 476 €**
	TOTAL AVANT FRAIS	**761 241 €**	**819 204 €**	**858 629 €**	**921 339 €**	**62 710 €**	**868 054 €**
	Frais généraux	**53 583 €**	**69 598 €**	**83 991 €**	**90 262 €**	**6 271 €**	**86 145 €**
	Créances irrécouvrables			**7 438 €**	**21 853 €**	**14 415 €**	**7 694 €**
	Charges des travaux exclusifs	**106 330 €**	**106 330 €**	**71 402 €**	**97 083 €**	**25 681 €**	**90 734 €**
	TOTAL GENERAL	**921 154 €**	**995 132 €**	**1 021 460 €**	**1 130 537 €**	**109 077 €**	**1 052 627 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PRODUITS

N° Compte	Désignation	CEP Contrat	CEP Avt 1	CARE 2020	CARE 2021	Ecart / 2020	Moyenne 2013-2021
701	**Ventes d'eau (1)**	**768 584 €**	**823 178 €**	**1 005 878 €**	**1 073 783 €**	**67 905 €**	**910 624 €**
	Abonnements	315 839 €	370 433 €	384 704 €	420 630 €	35 926 €	349 793 €
	Consommations domestiques	452 745 €	452 745 €	621 174 €	653 153 €	31 979 €	560 831 €
	Autres consommations					0 €	0 €
706	**Produits accessoires**	**42 604 €**	**57 104 €**	**66 496 €**	**94 104 €**	**27 608 €**	**73 996 €**
	Produits annexes	35 450 €	49 950 €	64 590 €	90 791 €	26 201 €	64 232 €
	Fermetures, ouvertures	7 154 €	7 154 €	1 906 €	3 313 €	1 407 €	9 764 €
76	**Produits financiers**					**0.00 €**	**0 €**
	Produits des travaux exclusifs	**108 584 €**	**113 584 €**	**79 803 €**	**103 040 €**	**23 237 €**	**96 632 €**
	TOTAL GENERAL	**919 772 €**	**993 866 €**	**1 152 177 €**	**1 270 927 €**	**118 750 €**	**1 081 252 €**

RESULTAT

N° Compte	Désignation	CEP Contrat	CEP Avt 1	CARE 2020	CARE 2021	Ecart / 2020	Moyenne 2013-2021
	RESULTAT	**-1 382 €**	**-1 266 €**	**130 717 €**	**140 390 €**	**9 673 €**	**28 625 €**

(1) Ces comptes s'entendent hors redevances Agence de l'eau, VNF, etc.... et part collectivité

4 - Compte de renouvellement

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2015	**44 165.28 €**
DOn = Do x K1n = 44 116,75 x 1,0011	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-58 019,00 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-30 100,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/15	**-128 792.01 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2016	**43 971.16 €**
DOn = Do x K1n = 44 116,75 x 0,9967	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-29 690,00 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-37 350,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/16	**-151 860.84 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2017—1er semestre base contrat	**22 120.14 €**
DOn = Do x K1n = 44 116,75/2 x 1.0028	
Dotation au compte année 2017—2ème semestre base avenant N°1	**45 924.73 €**
DOn = Do x K1n = 91593/2 x 1.0028	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-66 200 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-26 100 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/17	**-176 115.97 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2018	**94 240,04 €**
DOn = Do x K1n = 91593 x 1,0289	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-8 740 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-19 556 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/18	**-110 171,93 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2019	**67 839.00€**
DOn = Do x K1n = 67 839	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-5 951,00 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-12 987,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/19	**-61 270,94 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2020	**71 671.90 €**
DOn = Do x K1n = 67 839 x 1,0565	
Engagements réalisés :	
Renouvellement programmé	-20 562,00€
Renouvellement non programmé	- 4 032,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/20	**-14 193,03 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2021	**74 907.82 €**
DOn = Do x K1n = 67 839 x 1,1042	
Engagements réalisés :	
Renouvellement programmé	-61 500.00 €
Renouvellement non programmé	-7 500.00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/20	**-8 285,21 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ANNEXES

1. Glossaire
2. Synthèse règlementaire
3. Rapport ARS
4. Indicateurs règlementaires
5. Détail des gros consommateurs
6. Inventaire des ouvrages au 31/12/2020
7. Liste détaillée des travaux de branchement
8. Liste des branchements renouvelés
9. Facture 120 m³
10. Actualisation tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 1 - Glossaire

Hydraulique

Capacité de production

La capacité de production d'une station est le volume d'eau qu'il est possible de produire et traiter sur cette usine en considérant un fonctionnement journalier de 20h.

By-pass

Un by-pass est un ouvrage généralement composé d'une canalisation et d'accessoires permettant l'isolement de cette canalisation. Un by-pass permet d'assurer l'alimentation en eau potable en aval d'un équipement (réservoir, compteur, chaîne de traitement, etc...) qui a été arrêté à cause d'un dysfonctionnement ou d'une opération de maintenance.

Télégestion

La télégestion est un outil de suivi et de contrôle à distance des ouvrages de traitement et de distribution d'eau. L'automate de télégestion situé sur les ouvrages récupère les données de fonctionnement des équipements de l'ouvrage puis relaye ces informations à un superviseur central (ordinateur équipé d'un logiciel de centralisation des données). Cette télégestion permet d'alerter un agent d'astreinte via son téléphone mobile en cas de dysfonctionnement d'un des équipements.

Sectorisation

La sectorisation est un outil permettant de mesurer les flux hydrauliques transitant dans un réseau d'eau potable. Elle se compose généralement d'appareils permettant de quantifier ces flux (compteurs mécaniques ou débitmètres électromagnétiques) et de dispositifs permettant de relayer ces informations sur un superviseur central (télégestion).

Qualité

Turbidité

La turbidité mesure le caractère trouble d'une eau. Le caractère « trouble » de l'eau est défini par la quantité de matières organiques qui la composent. Plus cette quantité de matières organiques est importante, plus le risque de contamination bactériologique de l'eau est grand.

Filtration sur neutralite

La neutralite est un matériel riche en carbonate de calcium qui permet de rééquilibrer le pH d'une eau trop agressive. Ces eaux agressives ont tendance à attaquer les différents métaux des canalisations d'eau potable. Ces eaux trop agressives percolent au travers d'un filtre de neutralite et se charge en carbonate de calcium.

Déferrisation

La déferrisation consiste à réduire la concentration en fer d'une eau trop chargée. La présence de fer en trop grande quantité dans l'eau provoque une coloration orangée de l'eau et confère un mauvais goût à l'eau consommée. Les dépôts de fer dans les canalisations peuvent être des sièges de développement de micro-organismes. Le traitement du fer se fait généralement par le biais d'une oxydation par un réactif compatible (permanganate de potassium, chlorure ferrique, etc..) et une filtration sur sable du fer coagulé.

Désinfection de l'eau

Des micro-organismes (bactéries, virus) peuvent se développer dans un réseau d'eau potable. Afin d'éviter toute contamination de ce type, une désinfection de l'eau est réalisée. Cette désinfection se fait par l'injection d'un réactif (chlore, bioxyde de chlore) ou par rayonnement ultra-violet.

Analyse réglementaire

Les analyses réglementaires sont réalisées par les services de l'État (Agence Régionale de Santé) de façon à s'assurer que l'eau est potable en tout point du réseau de distribution. Le nombre et la fréquence de ces analyses sont variables suivant l'unité de distribution.

Autocontrôle

Le programme d'autocontrôle est réalisé par l'exploitant du réseau d'eau potable de façon à s'assurer que l'eau est de bonne qualité sur l'ensemble du réseau de distribution. Ce programme n'est pas inscrit dans un planning réglementaire.

Gestion clientèle

Abonnement

L'abonnement est le contrat qui lie une personne physique ou morale à l'exploitant du réseau d'eau potable. Un abonnement correspond à un seul compteur d'eau (point de desserte).

Volumes achetés/vendus en gros

Les volumes achetés ou vendus en gros sont les volumes achetés à un service extérieur ou vendus à un service d'eau extérieur. On parle également de volumes importés ou exportés.

Volumes de services

Les volumes de services sont les volumes utilisés pour l'exploitation du réseau d'eau potable (essais de fonctionnement des poteaux incendie, nettoyage réservoir, purge réseau, etc...).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 2 - Synthèse réglementaire

1.1 PROTECTION DES RESEAUX

Arrêté du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau (JO du 18/09/2021)

L'Arrêté du 10 septembre 2021 définit l'eau destinée à la consommation humaine, selon l'article R 1321-1 du code de la santé public.

Cet Arrêté classifie les réseaux d'adduction destinés à la consommation humaine ou sanitaire mentionné à l'article R 1321-43 et les autres réseaux d'adduction d'eau (ex : eau technique, protection incendie, arrosage, ...).

L'arrêté décrit les objectifs de protection des réseaux et renvoie pour les moyens aux dispositifs à mettre en œuvre (surverses, disconnecteurs, soupapes, clapets, ...) selon les catégories de fluide décrits dans un avis paru au JO du 24/09/2021.

Les dispositifs de protection reprennent les terminologies de la norme NF EN 1717 rappelées dans un avis paru au JO du 23/09/2021 listant la norme rendue obligatoire.

L'arrêté est applicable aux installations mises en services au 1er janvier 2023, sans précision de date de dépôt de permis de construire.

@ https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060748

1.2 PESTICIDES

Instruction DGS 2020-177 du 18 décembre 2020 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées (BO Santé 2021/01 du 29/01/2021)

Cette instruction diffuse un guide technique relatif aux pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) à l'exclusion des eaux conditionnées. Cette instruction définit notamment les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH.

Les modalités de gestion décrites sont exercées par les agences régionales de santé (ARS) en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution de l'eau (PRPDE) au titre du code de la santé publique (CSP) et sur les bases de recommandations sanitaires de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et du Haut conseil de la Santé Publique (HCSP).

@ https://www.phytocontrol.com/wp-content/uploads/2021/03/Instruction-n%C2%B0DGS-EA4-2020-177-du-18-decembre-2020-Metabolites.pdf

1.3 COMITÉ NATIONAL DE L'EAU

Code de l'environnement - Articles D213-1 à D213-12 (ancien décret 2007-833 relatif au comité national de l'eau), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1076 du 12 août 2021 (JO du 14/08/2021)

Un décret du 12 août complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML).

Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

Par ailleurs, il complète la disposition relative à la présidence des comités consultatifs et permanents.

@ https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 EPANDAGE BOUES

Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

Paru le 27 mai dernier, il répond, en partie, aux difficultés techniques et financières rencontrées par les Collectivités pour faire face aux exigences d'hygiénisation préalable à l'épandage des boues de station d'épuration extraites après le début d'exposition à risques pour le COVID-19.

Jusqu'alors restreintes aux traitements « hygiénisants » (compostage, séchage thermique et digestion anaérobie thermophile), de nouvelles modalités de traitement des boues avant épandage sont aujourd'hui possibles :

- Chaulage avec un taux d'incorporation minimum de chaux de 30% puis stockage pendant 3 mois minimum (avec suivi par le producteur, du taux d'incorporation en chaux, de la siccité des boues et de la durée de stockage)
- Séchage solaire avec ou sans plancher chauffant permettant d'atteindre une siccité minimale de 80% (avec suivi par le producteur, de la siccité)
- Digestion anaérobie mésophile puis stockage pendant 4 mois minimum (avec suivi par le producteur du temps de séjour des boues dans le digesteur, de la température pendant la digestion et de la durée de stockage après sortie du digesteur)

Une analyse par lot de boues à épandre devra en outre confirmer un abattement en coliphages somatiques supérieur ou égal à 4 unités logarithmiques (soit 99,99% d'abattement) pour valider l'efficacité du traitement/stockage considéré (conformément à la méthodologie décrite en annexe de l'arrêté ou équivalente).

Peuvent également être épandues les boues obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rhizofiltration ou ayant fait l'objet d'un traitement par rhizocompostage, sous réserve d'une extraction après une mise au repos du dispositif de traitement pendant au moins 1 an.

Selon la FNCCR, cet assouplissement ne concernerait que 25 à 30% des boues soumises à l'interdiction d'épandage et finalement peu les collectivités rurales.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043534752#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2020%20avril%202021%20modifiant%20l'arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2030,la%20p%C3%A9riode%20de%20covid%2D19

1.5 COMPOSTAGE BOUES

Code de l'environnement - Articles R541-76 à R541-85 créés par Décret 2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16/10/2007), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1179 du 14 septembre 2021 (JO du 15/09/2021)

Le décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues.

Le décret ajoute dans la partie réglementaire du code de l'environnement, une nouvelle section : Boues et digestats de boues d'épuration (art. R. 543-311 et s.).

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044041375#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1179%20du%2014%20septembre%202021%20relatif,d'%C3%A9puration%20avec%20des%20structurants&text=Publics%20concern%C3%A9s%20%3A%20exploitants%20d'installations,digestats%20de%20boues%20d'%C3%A9puration.

1.6 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (JO du 09/10/2009), modifié en dernier lieu par Arrêté du 26 février 2021 (JO du 28/02/2021)

Cet arrêté modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Il précise que les organismes notifiés sont chargés de délivrer les agréments des dispositifs d'assainissement non collectif.

Par ailleurs, le présent arrêté fixe les délais d'instruction des dossiers de demande d'agrément (accusé de réception délivré au demandeur dans les 30 jours au lieu de 10 auparavant, et décision d'agrément acceptée ou refusée dans les 3 mois suivant la demande) et les modalités de publicité des décisions d'agrément.

La fiche technique du dispositif de traitement agrée est publiée sur un site ministériel.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043190509

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 3 - Indicateurs règlementaires

Le décret n°2007-675 et l'arrêté du 02 mai 2007 ont modifié les modalités de réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement appelé également « rapport du Maire ». Depuis 2008, indépendamment de la taille du service, les collectivités sont dans l'obligation de présenter des indicateurs de performance du service.

Uniquement une partie de ces indicateurs est liée à l'exécution des missions confiées au délégataire du service d'eau potable. Le calcul des indicateurs est détaillé sur le site internet www.eaudanslaville.fr conformément à la circulaire interministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

Des clefs de consolidation sont associées à certains indicateurs de façon à calculer l'indicateur à une échelle supérieure à celle du périmètre contractuel.

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
D102.2	Prix du service TTC au m³ pour 120 m³	1.82 €	-	-
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1j	-	-
CODE FICHE DESCRIPTIVE	**INDICATEURS DE PERFORMANCE**	**VALEUR DE L'INDICATEUR**	**CLÉ DE CONSOLIDATION**	**VALEUR DE LA CLÉ**
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100 %	-	-
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100 %	-	-
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	116	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
P104.3	Rendement réglementaire du réseau de distribution	73.69 %	Sommes des volumes consommés et vendus	1 409 128 m³
			Sommes des volumes achetés et produits	1 993 995 m³
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	6.69	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	6.00	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
	Estimation des volumes consommés autorisés non comptés	60 320 m3		
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	collectivité	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
P108.3	Indice d'avancement de la protection des ressources en eau	-	Sommes des volumes achetés et produits	1 993 995 m³
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds du service	0 €	Sans objet	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
	Indice d'avancement de la sectorisation	100 %	-	-
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	3.58 ‰	Nombre d'abonnés desservis	10 894
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouvertures des branchements pour les nouveaux abonnés	100 %	Nombre d'abonnés desservis	10 894
P153.2	***Durée d'extinction de la dette de la collectivité***	***donnée collectivité***	***Epargne brute annuelle***	***donnée collectivité***
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2.09 %	Montant total des factures émises au titre de l'année N-1	2 553 860.12€
P155.1	Taux de réclamations	4.22 ‰	Nombre d'abonnés desservis	10 894

Nous détaillons ci-après le mode de renseignement ou de calcul des indices de performance qui sont moins couramment utilisés.

> D151.0 : Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service

Le délai est exprimé en heures ou en jours. Le délai visé est celui courant entre la date de réception par l'opérateur de la demande d'ouverture de branchement émanant de l'abonné et la date maximale de mise à disposition de l'eau au point de livraison de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> P103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

	NOTATION
PLAN DES RÉSEAUX	
Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (captages, points de mesure, etc..)	10/10
Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour des réseaux	5/5
INVENTAIRE DES RÉSEAUX	
Existence d'un inventaire détaillé (matériaux, classification, linéaire...) des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les matériaux et diamètre (1 point par tranche de 10%). A la date de rédaction , nous connaissons 99,9% de la nature des canalisations.	5/5
Existence d'une information sur les dates de pose des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les dates de pose (1 point par tranche de 10%)A la date de rédaction , nous connaissons 63, 8% des dates de pose des canalisations.	1/5
SOUS TOTAL	**41**
Pour bénéficier des points supplémentaires en relation avec les articles ci-dessous il faut totaliser 40 points sur les 45 possibles en première partie.	
AUTRES ÉLÉMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RÉSEAUX	
Localisation et description des ouvrages annexes (vannes, PI) et servitudes de réseaux	10/10
Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants	10/10
Localisation des branchements sur le plan des réseaux	10/10
Pour chaque branchement, caractéristiques du compteur d'eau	10/10
Identification des secteurs de perte d'eau, date et nature des réparations	10/10
Localisation à jour des autres interventions (réparation, purges et renouvellement)	10/10
Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif sur 3 ans)	10/10
Existence d'une modélisation hydraulique de réseau	5/5
NOTATION FINALE 116/120	

> P105.3 : Indice linéaire des volumes non comptés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Volume mis en distribution} - \text{Volume comptabilisé}}{\text{Longueur du réseau de desserte X 366}}$$

Avec : volumes mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

$$\text{Indice} = \frac{\text{Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N}}{\text{5 X longueur du réseau de desserte}} \text{ X 100}$$

> Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf

> Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

> Il convient d'additionner les linéaires renouvelés d'une part par la collectivité et d'autre part par l'opérateur, sur le périmètre considéré

> P108.3 : Indice d'avancement de protection de la ressource

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

> 0 % Aucune action

> 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours

> 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu

> 50 % Dossier déposé en préfecture

> 60 % Arrêté préfectoral

> 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)

> 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

> Indice d'avancement de la sectorisation

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

> 0 % Pas de sectorisation

> 10% Délibération existante d'un programme d'actions qui intègre une sectorisation

> 30% Sectorisation en cours

> 40% Sectorisation existante

> 60% Sectorisation existante fonctionnelle (la télégestion est en fonctionnement, les données journalières sont fournies pour 90% du temps et 90% des secteurs et envoyées sur un poste informatique).

> 100% Suivi annuel des données selon le tableau annuel des données comportant les volumes journaliers et nocturnes quotidiens par secteur défini par la cellule d'assistance technique à l'eau potable (CATEP) du département de la Gironde.

> P151.1 : Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X 1000}$$

> P152.1 : Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre d'ouvertures de branchements réalisés dans les délais}}{\text{Nombre total d'ouvertures}} \text{ X 100}$$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> P153.2 : Durée d'extinction de la dette de la collectivité

> Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'eau potable (distribution, transfert et/ou production) divisé par l'épargne brute annuelle

> Remarque importante : l'endettement indirect résultant de l'adhésion de la collectivité à un EPCI ou à un syndicat mixte lui-même endetté n'est pas pris en compte.

> P155.1 : Taux de réclamations

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de réclamations écrites}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X } 1000$$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 4 - Détail des gros consommateurs

REF_ABONNE	CODE_COMPTEUR	NOM	LIEU_DESSERVI	COMMUNE	DATE_ENTREE	CONSO N	CONSO N-1	CONSO N-2
33236 0000033535 000 000	33236000003353500 0	LES VIVIERS TOURISME	4 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/10/1990	48123	23640	25577
33236 0000033540 000 001	33236000003354000 0	LES VIVIERS TOURISME	7 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/07/1989	43694	32321	15181
33236 0000033538 000 000	33236000003353800 0	LES VIVIERS TOURISME	5 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/10/1990	38844	44224	30517
33236 0000048876 3000 000	33236000004887630 0	SARL VIA SOLEIL	21 AVENUE EDOUARD BRANLY-CAMPING LES EMBRUNS	LEGE CAP FERRET	01/03/2007	24469	27929	35781
33236 0000035152 000 000	33236000003515200 0	SARL CAMPING DU TRUC VERT	13B AVENUE DES CHEVREUILS	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	16897	12548	16183
33236 0000583974 000 001	33236000058397400 1	OFFICE DE TOURISME	ROUTE DES PASTOURELLES 1	LEGE CAP FERRET	01/01/2021	10250	11628	12439
33236 0000037961 000 001	33236000003796100 1	DU PHARE 2	2 RUE DES COURLIS	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	10050	65	97
33236 0006084711 000 000	33236000608471100 0	LES VIVIERS TOURISME	AVENUE LEON LESCA	LEGE CAP FERRET	03/03/2017	9290	4976	5830
33236 0000033261 000 000	33236000003326100 0	LES VIVIERS TOURISME	1 AVENUE EDOUARD BRANLY	LEGE CAP FERRET	01/03/1998	9113	9156	12059
33236 0000347354 000 000	33236000034735400 0	VVF VILLAGES	ALLEE DES CHANTERELLES MAISON DE RETRAITE LES SYLV	LEGE CAP FERRET	01/03/1996	8219	6076	5812
33236 0000033534 000 001	33236000003353400 1	COMMUNE DE LEGE	3 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/07/1989	8053	13282	14024
33236 0000031709 000 000	33236000003170900 0	LES VIVIERS TOURISME	1 IMPASSE DU MEDOC	LEGE CAP FERRET	01/01/1974	8025	7003	6070
33236 0006084759 000 000	33236000608475900 0	CAMPING LA PINEDE	143 ROUTE DU CAP FERRET	LEGE CAP FERRET	18/01/2017	7546	4495	4922
33236 0000488770 000 001	33236000048877000 1	PICHET IMMOBILIER SERV SYNDIC	31 ROUTE DES PASTOURELLES-CAMPING LES PASTOURELLES	LEGE CAP FERRET	01/01/2021	5434	6575	9074
33236 0000032427 000 000	33236000003242700 0	OFFICE DE TOURISME CAMPING PASTOUR	AV DU GENERAL DE GAULLE-CENTRE DE REEDUCATION LA P	LEGE CAP FERRET	01/07/1985	5180	4752	4643
33236 0000608363 000 000	33236000060836300 0	LE DIRECTEUR	COMPTEURS COTTAGES DUNES DE CAPEYRAN	LEGE CAP FERRET	25/02/2015	4936	6486	6713
33236 0000037325 000 001	33236000003732500 1	DOMAINE DU FERRET	2 RUE DES CORMORANS	LEGE CAP FERRET	01/01/1985	4805	7206	5215
33236 0000033267 000 000	33236000003326700 0	RCE LA FORESTIERE	14 AVENUE EDOUARD BRANLY 1	LEGE CAP FERRET	01/07/1982	4642	3771	3000
33236 0000608364 000 001	33236000060836400 1	AQUITAINE OCEAN	COMPTEUR DE LA BALNEOTHERAPIE DUNES DE CAPEYRAN	LEGE CAP FERRET	13/07/2015	4243	5344	5889
33236 0000031622 000 000	33236000003162200 0	DOMAINE DU FERRET	ALLEE DES CHANTERELLES	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	3848	3221	3152
33236 0000597017 000 000	33236000059701700 0	SCEO CAP OLIVIER	100 AVENUE DE L HERBE	LEGE CAP FERRET	23/02/2012	3760	1472	944
33236 0000568917 000 000	33236000056891700 0	RESIDENCE LE TEMPS QUI PASSE	76 AVENUE DE LA MAIRIE 2	LEGE CAP FERRET	01/09/2008	3640	3650	3532
33236 0000604243 000 001	33236000060424300 1	PICHET IMMOBILIER	71 AV MAIRIE/RES ALL OCEANS	LEGE CAP FERRET	01/01/2013	2716	2247	1991
33236 0000542524 000 000	33236000054252400 0	CLADIS	ROUTE DES PASTOURELLES 1	LEGE CAP FERRET	01/09/2005	2709	2832	4109
33236 0000608233 000 000	33236000060823300 0	COMMUNE DE LEGE CAP FERRET	79 AVENUE DE LA MAIRIE - SALLE DES FETES	LEGE CAP FERRET	01/07/2014	2523	547	2729
33236 0000036657 000 001	33236000003665700 1	BASSIN BOISSONS	2&2B AVENUE DE L OCEAN	LEGE CAP FERRET	01/09/2002	2446	2544	2590
33236 0000037140 000 000	33236000003714000 0	CAB BORE	85 T BOULEVARD DE LA PLAGE	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	2374	423	901
33236 0000033854 000 000	33236000003385400 0	DE BOURGEREL Paulette	121 ROUTE DE BORDEAUX 7	LEGE CAP FERRET	01/01/1974	2156	3437	70
33236 0000600505 000 001	33236000060050500 1	FONCIER AQUITAINE	27 AVENUE DE LA PRESQU ILE	LEGE CAP FERRET	02/03/2012	2096	2064	1945
33236 0000036378 000 000	33236000003637800 0	RES EL PALOMAR	AVENUE DE LA MUSCADELLE	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	2017	1770	3543
33236 0000571768 000 000	33236000057176800 0	PERRON Sara	2 ALLEE LAGUEYTE	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1984	87	66
33236 0000159780 000 000	33236000015978000 0	CAMPING BREMONTIER	LE GRAND CROHOT OCEAN	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1981	1759	1947
33236 0000562819 000 000	33236000056281900 0	COTE SABLE	37 BOULEVARD DE LA PLAGE	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1925	2702	2243
33236 0006084842 000 000	33236000608484200 0	BOUTET GUILLAUME	19 RUE RENE BRUNEN	LEGE CAP FERRET	03/09/2018	1922	1035	57
33236 0000033905 000 000	33236000003390500 0	CEGIM	2 IMPASSE DE LA SOURCE	LEGE CAP FERRET	01/01/1986	1837	1578	1192
33236 0000160855 000 000	33236000016085500 0	MAISON DE LA GENDARMERIE	AVENUE DU GRAND CROHOT 1	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1800	90	81
33236 0000038095 000 001	33236000003809500 1	FLEURY JEAN-PIERRE	12 RUE DU MIMBEAU	LEGE CAP FERRET	01/10/1990	1682	204	216
33236 0000554963 000 001	33236000055496300 1	CENTURY 21	46 AVENUE DE LA MAIRIE 2	LEGE CAP FERRET	01/09/2008	1663	4088	4329
33236 0000031885 000 000	33236000003188500 0	C E S	RUE ROGER LACAZE	LEGE CAP FERRET	01/01/1985	1605	1146	1363
33236 0000401352 000 001	33236000040135200 1	ZAMRANI KHALID	8 AVE DE BOUGAINVILLE	LEGE CAP FERRET	07/11/2018	1586	186	83
33236 0000035732 000 001	33236000003573200 1	LAVERGNE JEROME	61 AVENUE DES DRAGONS	LEGE CAP FERRET	13/06/2017	1536	101	428
33236 0000575938 000 000	33236000057593800 0	LES VIVIERS TOURISME	LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	17/03/2009	1513	3265	971
33236 0000038794 000 000	33236000003879400 0	LESCARRET Bernadette	1 AVENUE ANDRE ARMENDY	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1507	2113	2776

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 5 - Inventaire des ouvrages au 31/12/2021

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
STATION DE REPRISE DE CASSIEU	Clôture et portail	clôture du site	2010	Longueur (m):150
		Portail	2000	Hauteur (m):1,70
				Largeur (m):4,00
		Porte accès local technique	2000	Hauteur (m):1,95
				Largeur (m):0,72
	~~Protection Réseau~~	~~Ballon Anti-bélier~~	~~1998~~	~~Nom constructeur:MASSAL - 500 l - 10-15 bars - N° Série Z558~~
				PE 15 bars - PS 10 bars
				N° Série Z 558
				Volume (m3):0,5
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,5
	Canalisation et Robinetterie	Canalisation	2000	Inox Diamètre (mm):150
	Canalisation et Robinetterie	Canalisation	2000	Inox Diamètre (mm):125
	Pompage	pompe 3	1998	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC V100/04.7.1.10.65
				Débit nominal (m3/h):50
				HMT (mCE):60
		pompe 2	2014	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC V100/04.7.1.10.65
				Débit nominal (m3/h):50
				HMT (mCE):60
		pompe 1	2012	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC V100/04.7.1.10.66
				HMT (mCE):60
				Débit nominal (m3/h):50
		pompe vide cave		
	Canalisation et Robinetterie	Clapet de pied (3 u)	2000	Diamètre (mm):150
		Vannes (5 u)	2000	Nom constructeur:OREG
				Diamètre (mm):150
		Clapets double battant (3 u)	2000	Nom constructeur:OREG
				Diamètre (mm):125
		Vannes sur refoulement (3 u)	2000	Nom constructeur:OREG
				Diamètre (mm):125
		Vanne Electrique sortie station	2014	Nom constructeur:BAYARD
				Diamètre (mm):200
	Comptage	Compteur		
		débitmètre	2000	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Instrumentation et mesures	capteur de pression analogique	2014	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:CERABAR PMC 131
				Plage de mesure:0-10 bars
		capteur niveau analogique	2000	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:FMX 160
		Analyseur de chlore résiduel	**2020**	
	Génie Civil	bache	2000	Volume (m3): 200
	Huisserie	echelle descente cuve	2000	
	Canalisation et Robinetterie	tuyauterie et canalisation enterrées	2000	
	~~Désinfection au bioxyde de chlore supprimée~~	~~cuve stockage acide~~	~~2000~~	~~200 L avec bac de rétention~~
		~~cuve stockage chlorite~~	~~2000~~	~~200 L avec bac de rétention~~
		~~détecteur fuite chlore~~	~~2000~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2015~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:Oxyperm C164~~
		~~Pompe doseuse acide chorhydrique~~	~~2000~~	~~ALLDOS Primus 208 2,75 l/h 2~~
		~~Pompe doseuse chlorite~~	~~2014~~	~~ALLDOS Primus 208 2,75 l/h 2~~
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2021	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur Mécanique	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2020	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2000	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		automate	2000	Nom constructeur:OMRON
				Référence constructeur:SYSMAC CPM1A
		variateur pompe 1	2017	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTIVAR 61
				15 KW 380/480 V
		variateur pompe 2	2000	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTIVAR 61
				15 KW 380/480 V
		variateur pompe 3	2000	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTIVAR 61
				15 KW 380/480 V
		disjoncteur	2000	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:NS 100M
		télétransmission	2017	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 550 + 1 extention
				1 module d'extention
				Support de communication:RTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
AEP CLAOUEY	Clôture et portail	clôture du site	1990	Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):38
		fenêtre local technique	1961	Hauteur (m):0,87
				Largeur (m):1,30
				Matériau constituant:Acier
		portail		
		porte accès local	1961	Matériau constituant:
	Forage	colonne de forage	2003	Diamètre (mm):150
				Longueur (m):54
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2016	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur:E8S64/2a+mc0620
				Débit nominal (m3/h):90
				HMT (mCE):36
				Puissance (kW):15
		tête de forage	2008	
	Comptage	Débitmètre électromagnétique DN100 E+H	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER DN 100 mm
				Référence constructeur:PROMAG 10w
	Génie Civil	bache	1961	Volume (m3):100
	Canalisation et Robinetterie	canalisations	1961	
	Instrumentation et mesures	capteur de niveau bâche	2021	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:FMX160
	Instrumentation et mesures	Capteur de niveau du forage	2015	?
	mesure niveau de la nappe	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	Instrumentation et mesures	**Analyseur de Dioxyde de chlore**	**2020**	**Prominent**
	Désinfection	~~cuve stockage NaClO2~~	~~2009~~	~~200 L~~
		~~cuve stockage HCl~~	~~2009~~	~~200 L~~
		~~détecteur fuite chlore~~	~~2009~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2016~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:Oxyperm C164~~
		~~2 pompes doseuse~~	~~2013~~	~~ALLDOS Primus 208 2,75 l/h~~
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2017	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur Mécanique	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2020	
		Kit Eau Motrice	2017	
	~~Protection Réseau~~	~~Ballon Anti-bélier~~	~~1993~~	~~Nom constructeur:CHARLATTE - 500 L - 10/15 bars~~
				Pression d'épreuve (bar):15
				Pression nominale (bar):10
				Volume (m3):0,5
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,5
	Canalisation et Robinetterie	canalisations de la station de pompage		Diamètre (mm):150
	Pompage	pompe 1	2013	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:ETANORM 80-400
				Débit nominal (m3/h):80
				Diamètre de la roue (mm):404
				HMT (mCE):48
				Puissance (kW):22 a 50 hz
		pompe 2	2004	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:ETANORM 80-400
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):51
				Puissance (kW):22 a 50 hz
	Canalisation et Robinetterie	régulateur amont	2004	Nom constructeur:RAMUS
				Diamètre (mm):125
		2 clapets refoulement	1993	Nom constructeur:CLASAR
				Diamètre (mm):150
		2 vannes groupes refoulement	1993	Diamètre (mm):150
	Comptage	compteur de volume		Compteur DN 150 mm
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2021	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		2 variateurs		Schneider
			2021	ALTIVAR 48
		disjoncteur	2009	Intensité (en A):100
		Télétransmission	2018	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 550
				Support de communication:RTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
STATION DES VIVIERS	Clôture et portail	clôture du site	2016	Hauteur (m):2
				Longueur (m):220
		portail	1973	Hauteur (m):2
				Largeur (m):4,00
		portillon	1973	Hauteur (m):2
				Largeur (m):1
	Forage	clapet forage	2010	CLASAR DN150
		colonne de forage	2005	Diamètre nominal (mm):168
				Longueur (m):42
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2011	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur: E10S50/2G+MAC625
				Numéro de série constructeur:2124632/5
				Débit nominal (m3/h):150
				Tension nominale (V):380
		Sonde de niveau pour mesure nappe	2020	ref: DTI200-A12A1A
		tête de forage	2010	Capot polyester 3800x1200x1500
	Canalisations et robinetterie	5 vannes DN 250	2016	
		4 vannes DN 200	2016	
		12 vannes DN 150	2016	
		1 Stab Claval Dn250	2016	
		2 Stab Claval Dn150	2016	
	Comptages	Débitmètre Exhaure	2021	Endress Hauser PROMAG
		Débitmètre Four	2016	Siemens MAG 5000
		Débitmètre Reprises	2015	Siemens MAG 5001
	Instrumentation et mesures	Analyseur reprise viviers Sondes T°, PH, Cl2	2016	Nom constructeur:Prominent Dialog
	Instrumentation et mesures	Analyseur Conduite Alim / Distri Four Sondes T°, PH, Cl2	2021	Nom constructeur:Prominent Dialog
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2016	
		Chloromètre N°1	2016	
		Chloromètre N°2	2016	
		Inverseur Mécanique	2016	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2016	
		Kit Eau Motrice	2016	
	Injection Soude	Pompe doseuse prominent		
		Cuve 1m3		
	Protection Réseau	Ballon antibélier Charlatte 10 000L	2016	
		Ballon antibélier Charlatte 500L	2016	
	Pompage	Pompe Four 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D125/2-9.211.67
				Débit nominal (m3/h):120
				Puissance:22KW
		Pompe Four 2	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D125/2-9.211.67
				Débit nominal (m3/h):120
				Puissance:22KW
		Pompe Hiver 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D100/3-8.111.67
				Débit nominal (m3/h):100
				Puissance:22KW
		Pompe Hiver 2	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D100/3-8.111.67
				Débit nominal (m3/h):100
				Puissance:22KW
		Pompe Eté 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D150/2-11.211.67
				Débit nominal (m3/h):250
				Puissance:75KW
		Pompe Eté 2	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D150/2-11.211.67
				Débit nominal (m3/h):250
				Puissance:75KW
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2016	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		disjoncteur/sectionneur	2016	Schneider NSX400N 400A
		Variateur 1	2016	ATV630D22N4 22KW
		Variateur 2	2016	ATV630D22N4 22KW
		Variateur 3	2016	Leroysomer S44402 45 KW
		Variateur 4	2016	Leroysomer S44402 45 KW
		Variateur 5	2016	Leroysomer S44402 75/90 KW
		Variateur 6	2016	Leroysomer S44402 75/90 KW
		Inverseur de source	2016	SOCOMEC Sircover AC500A
		Onduleur	2016	EATOM 9SX 25A230V
		Ecran de contrôle	2016	EATOM 9SX 25A230V
		télétransmission	2014	Nom constructeur: SOFREL S550
			2016	Emetteur récepteur Radio

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
BACHE DU FOUR	Clôture et portail	clôture du site	1981	Hauteur (m):1,20
				Longueur (m):100
		portail	1981	Hauteur (m):1,50
				Largeur (m):1,00
	Génie Civil	bache		Volume (m3):750
	Canalisation et Robinetterie	canalisation	2009	Diamètre (mm):200
				Fonction tuyauterie:Hydraulique
	Huisserie	capotage accès cuve	1981	
		echelle descente réservoir		Crénoline:Oui
				Longueur (m):6,00
		porte d'accès réservoir	1981	Hauteur (m):2,20
				Largeur (m):1,50
				Matériau constituant:Acier
	Electricité - Commande - Puissance	télétransmission	2013	Sofrel GSM S550
	Canalisation et Robinetterie	vannes	2009	Diamètre (mm):200
	Canalisation et Robinetterie			Type de vanne:A opercule
	Instrumentation et mesures	Analyseur de chlore résiduel	2021	Prominent
		capteur niveau du réservoir	2009	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER FMX167
BACHE DU GRAND CROHOT	Clôture et portail	clôture du site		Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):100
		portail		Hauteur (m):2,00
				Largeur (m):4,00
				Matériau constituant:Acier galvanisé
	Huisserie	capotage accès réservoir		
		echelle accès réservoir		Longueur (m):2,00
		echelle descente réservoir		Crénoline:Oui
				Longueur (m):4,00
		garde corps		Longueur (m):2,00
	Canalisation et Robinetterie	tuyauterie		Diamètre (mm):250
				Longueur (m):7
		3 vannes		Nom constructeur:RAMUS
				Diamètre (mm):250
		clapet		Nom constructeur:RAMUS
				Diamètre (mm):250
	Instrumentation et mesures	Analyseur Sondes T°, PH, Cl2	2021	Nom constructeur:Prominent Dialog
	Instrumentation et mesures	capteur niveau du réservoir	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:FMX 160
	Electricité - Commande - Puissance	Analyseur de chlore résiduel	2021	Prominent
		armoire générale BT		Fonction cellule/armoire/coffret BT:Auxiliaire
		panneau solaire	2021	
		télétransmission	2014	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 530
FORAGE DE LEGE BOURG	Clôture et portail	clôture du site	2012	Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):60
		~~portail~~		~~Hauteur (m):2,00~~
				~~Largeur (m):3,00~~
		porte annexe	**2012**	Hauteur (m):2,00
			2012	Largeur (m):0,80
		porte d'accès local	**2012**	Hauteur (m):2,00
				Largeur (m):3,00
	Forage	canalisation sortie forage		Diamètre (mm):150
		clapet		Nom constructeur:SOCLA
				Diamètre (mm):150
		vanne		Diamètre : 150
		vanne		Diamètre : 100
		colonne de forage	2012	Diamètre (mm):125
				Longueur (m):30
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2011	Débit nominal (m3/h):100
				HMT (mCE):47
				Puissance (kW):18,5
				CAPRARI E8S 64/3K + MC 625
		tête de forage		
		Démarreur	2015	SCHNEIDER
				Altistart 48 ATS48D38Q
				230/415 V
				Sonde résistive
				9/18,5 kw
	Forage	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	~~**forage refoulement**~~	~~**vanne motorisée**~~		~~**Nom constructeur:BERNARD**~~
	~~**forage refoulement**~~			~~**Référence constructeur:0 1715**~~
	~~**forage refoulement**~~			~~**Numéro de série constructeur:S666201008**~~
	~~**forage refoulement**~~			~~**Diamètre (mm):150**~~
	Comptage	Débitmètre	2014	Nom constructeur:SIEMENS
				Référence constructeur:MAG 5000
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT		Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		disjoncteur		Nom constructeur:GARDY
				Référence constructeur:DB 90 S
				Numéro de série constructeur:460 500 S
		télétransmission	2013	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur: S 550
				Support de communication:GPRS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
FORAGE LES EMBRUNS	Clôture et portail	clôture du site	2008	Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):30
		portail	2008	Hauteur (m):2
				Largeur (m):4,00
		porte accès local	2008	
		porte annexe	2008	
	Forage	canalisation sortie forage	2005	Diamètre (mm):150
				Longueur (m):6
		clapet	2005	Nom constructeur:SOCLA
				Diamètre (mm):200
		colonne de forage		Diamètre (mm):168
				Longueur (m):36
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2014	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur:E12S55/2EF + MC850
				Débit nominal (m3/h):247
				HMT (mCE):43
				Puissance (kW):37
		tête de forage	2005	Matériau constituant:Inox
		vanne motorisée	2005	Nom constructeur: AMRI Aquisoria
				Actionneur:Electrique
				Diamètre (mm):200
	Instrumentation et mesures	capteur de niveau	2014	sonde piezo E+H FMX167
	Instrumentation et mesures	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	~~Comptage~~	~~Débitmètre Forage~~	~~2005~~	~~Débitmètre électromagnétique E+H PROMAG DN200~~
	Instrumentation et mesures	Analyseur de Dioxyde de chlore	2015	Prominent
	~~Désinfection~~	~~cuve stockage HCl~~	~~2005~~	~~800 l ALLDOS + bac de rétention 1200 l~~
		~~cuve stockage NaClO2~~	~~2005~~	~~800 l ALLDOS + bac de rétention 1200 l~~
		~~détecteur fuite chlore~~	~~2015~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2016~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:OxypermC164-220D~~
		~~2 pompes doseuses~~	~~2014~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:Primus 208~~
				~~Capacité de dosage (l/h):6 - P 1,1 kW, 2,5 A~~
		~~2 box de dépotage produit chimique~~	~~2005~~	
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2017	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2017	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Comptage	débitmètre	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:10W2H RDGA
				Diamètre (mm):200
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	~~poste HT~~	~~cellule~~		~~CATU Paris~~
	~~poste HT~~	~~transformateur~~		~~Nature du diélectrique:Huile~~
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2017	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		ventilateur local	2015	
		disjoncteur		Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:COMPACT C250
				Numéro de série constructeur:460 500 S
		télétransmission	2013	Nom constructeur: SOFREL
				Référence constructeur:S 550
				Support de communication:RTC
FORAGE LES JACQUETS				
	Clôture et portail	portail		hauteur: 2m
				largeur: 4m
		cloture		hauteur : 2m
				longeur : 38 m
	~~Protection Réseau~~	~~Ballon Anti-bélier~~	~~2005~~	~~Nom constructeur:MASSAL N° série: 50208017 750 L 10/15 bars~~
				Numéro de série constructeur:50208017
				Pression d'épreuve (bar):14,3
				Pression nominale (bar):10
				Volume (m3):0,75
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,75
	Forage	capotage forage	2005	Matériau constituant:polyester
		clapet	2005	Nom constructeur:SOCLA
				Diamètre (mm):150
		colonne de forage	2005	Diamètre nominal (mm):150
				Longueur (m):50
				Matériau constituant:Inox
				Type de raccord de tube:Bride
		pompe immergée 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA 250B 150/3b
				Débit nominal (m3/h):150
				HMT (mCE):95
				Puissance (kW):60
		tête de forage	2005	Matériau constituant:Inox
	mesure niveau de la nappe	capteur de niveau	2015	Sonde de niveau 4-20 mA
	mesure niveau de la nappe	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	Canalisation et Robinetterie	2 vannes manuelles	2005	Nom constructeur:AMRI
	Canalisation et Robinetterie			Diamètre (mm):150
	Canalisation et Robinetterie			Diamètre (mm): 100
	Canalisation et Robinetterie	vanne motorisée	2005	Référence constructeur:ASP
	Canalisation et Robinetterie			Actionneur:Electrique
	Canalisation et Robinetterie			Diamètre (mm):150
	Comptage	Débitmètre	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:PROMAG 50W
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2005	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		automate station	2005	Nom constructeur:OMRON
				Référence constructeur:SYSMAC CPM 2A
				Numéro de série constructeur:50 011 712
		Vaiateur de vitesse	2021	
		disjoncteur	2015	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:NS 160 N
		télétransmission	2018	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 550

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
BACHE AU SOL CAP FERRET	Clôture et portail	clôture du site	1982	Hauteur (m):1,50
				Longueur (m):80
		portail	1982	Hauteur (m):1,50
				Largeur (m):
		porte d'accès réservoir	1982	Hauteur (m):2,50
				Largeur (m):1,60
	Huisserie	echelle descente réservoir	1982	
		garde corps	1982	
	Canalisation et Robinetterie	**tuyauterie**	**2014**	
		3 vannes		diamètre : 150
		1 vanne		diamètre : 250
		2 clapets		diamètre : 150
		canalisation pompe 1	2004	Diamètre (mm):168,3
				Longueur (m):10
				Matériau constituant:Inox
		canalisation pompe 2	1982	
	Pompage	pompe 1	2016	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur:E10S50/2e+MCH630
				Débit nominal (m3/h):150
				HMT (mCE):40
				Puissance (kW):22
		pompe 2	2003?	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA150-41/2D+UMA200 45/21
				Débit nominal (m3/h):150
				HMT (mCE):40
				Puissance (kW):22
		2 pompes vide cave		
	Instrumentation et mesures	capteur niveau du réservoir	2014	Nom constructeur:HITEC
				Référence constructeur:0-10 mCe
	Alimentation bâche	Stab bi étagé a commande elec	2021	Claval
RESERVOIR CAP FERRET	Canalisation et Robinetterie	canalisation	1982	Diamètre (mm):250
				Longueur (m):42
		canalisations	1982	Diamètre (mm):400
				Longueur (m):42
		canalisation	1982	Diamètre (mm):100
				Longueur (m):42
		2 canalisation	1982	Diamètre (mm):150
				Longueur (m):42
		echelle descente cuve		
		vanne	1982	Diamètre (mm):400
		3 vannes	1982	Diamètre (mm):150
		vanne	1982	Diamètre (mm):100
		vanne	1982	Diamètre (mm):80
	Instrumentation et mesures	capteur de pression		Pression : 0 - 1 BAR
	Instrumentation et mesures	mesure de niveau		Sonde de niveau 0-6 m
	Instrumentation et mesures	Analyseur Sondes T°, PH, Cl2	2021	Nom constructeur:Prominent Dialog
		Analyseur de chlore résiduel	2021	Prominent
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2017	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2017	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Electricité - Commande - Puissance	4 armoires générales BT	2014	1 armoire de commande pour le remplissage du réservoir
				1 armoire de commande de la vanne électrique
				1 armoire pompes de vidanges
				1 armoire télégestion
		télétransmission	2018	Nom constructeur: SOFREL
				Référence constructeur: S 550
STATION DE REPRISE DES VALLONS DU FERRET	Clôture et portail	clôture du site	2002	
		portail	2002	
		porte accès local	2002	
	~~Protection Réseau~~	~~anti-bélier~~	~~2002~~	~~Nom constructeur:MASSAL - 1000 L - 10/15 bars~~
				Volume (m3):1
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,75
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2002	Diamètre (mm):200
		canalisation refoulement groupes	2002	Diamètre (mm):150
		3 clapets	2002	Diamètre (mm):150
	Pompage	pompe 1	2001	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MULTITEC MTC D125/03-09.2 11.65
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):30
		pompe 2	2001	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MULTITEC MTC D125/03-09.2 11.65
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):30
		pompe 3	2001	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MULTITEC MTC D125/03-09.2 11.65
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):30
	Canalisation et Robinetterie	4 vannes	2002	Diamètre (mm):200
		4 vannes	2002	Diamètre (mm):150
	Extracteur d'air	2 extracteur d'air	2001	Nom constructeur : France air
	poste de surpression			type:355 vitesse : 6P
	poste de surpression	~~ventilateur local~~	~~2002~~	
	Comptage	débitmètre refoulement	2002	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
				réf : 50W1F UC0A1AA0M4AD
	Instrumentation et mesures	capteur de pression		Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				type : PMC131 A11F1A1S
				Pression : 0-10 B
	Huisserie	capotage accès réservoir	2002	
		echelle accès réservoir	2002	
		echelle descente réservoir	2002	
	Canalisation et Robinetterie	tuyauterie		
		vanne motorisée alimentation bâche	2002	Diamètre (mm):200
	mesure niveau	capteur niveau du réservoir	2002	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
	mesure niveau			Référence constructeur:FMX160
	~~Désinfection~~	~~cuve stockage chlorite~~	~~2002~~	~~Volume (m3):0,25~~
		~~cuve stockage chlorite~~	~~2002~~	~~Volume (m3):0,25~~
		~~détecteur fuite de chlore~~	~~2002~~	~~Nom constructeur:ALL DOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2015~~	~~Nom constructeur:ALL DOS~~
				~~Référence constructeur:Dyxperm G164~~
		~~2 pompes doseuses~~	~~2015~~	~~Primus 208 3l/h~~
		~~capteur de chlore résiduel~~	~~2002~~	~~Nom constructeur:ALL DOS~~
				~~Référence constructeur:CONNEX 350~~
	Désinfection au chlore gazeux à mettre en place	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2018	
		Chloromètre N°2	2018	
		Inverseur	2018	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2017	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Comptage	débitmètre alimentation bâche	2002	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2002	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		automate	2002	Nom constructeur:OMRON
				Référence constructeur:CPU51
		démarreur pour pompe 3	2019	Nom constructeur: SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTISTAR 48
				Type : ATS48D62Q
		disjoncteur	2014	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:ns 160
		groupe electrogène	2002	Nom constructeur:SONAREX
				Puissance (KVA):125
		télétransmission	2018	Nom constructeur: SOFREL
				Référence constructeur: S 550 + 1 extention
				Support de communication:RTC
		Variateurs de vitesse pompes1	2004	Nom constructeur:TELEMECANIQUE
		Variateurs de vitesse pompes 2	2016	Nom constructeur:TELEMECANIQUE
		2 ventilateur armoire	2016	Nom constructeur:TELEMECANIQUE
				Type : ATV66D46N4

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
SUPR. POINTE AUX CHEVAUX	Protection Réseau	anti belier	2010	Nom constructeur: REFLEX - 200 L - 10/15 bars
				Volume (m3):0,2
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2010	Diamètre (mm):80
		canalisation refoulement groupes	2010	Diamètre (mm):80
		2 clapets	2010	Diamètre (mm):80
	Pompage	pompe 1	2020	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA150C-60/5
				n° série : 9971891647 000300-01
				Débit nominal (m3/h):31
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):5,5
		pompe 2	2011	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA150C-60/5
				n° série : 9971891647 000300-02
				Débit nominal (m3/h):31
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):5,5
	Canalisation et Robinetterie	2 vannes aspiration groupes	2011	Diamètre (mm):80
		2 vannes refoulement groupes	2011	Diamètre (mm):80
		2 vannes sortie supresseur		Diamètre (mm):125
		1 pompe vide cave		
		1 stabilisateur		Diamètre : 125
	Comptage	débitmètre refoulement	2017	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):125
				type : Promag 50W
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Instrumentation et mesures	capteur de pression	2016	E+H CERABAR
	Huisserie	capotage accès REGARD	2011	Trappes fontes 250KN K3T
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2016	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		2 variateurs	2011	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Puissance : 7,5 KW
				Tension : 380/500 V
		disjoncteur	2011	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:ns 60
		télétransmission	2011	Nom constructeur:WIT
				Référence constructeur:CLIP 5120
				Support de communication:RTC
SURP. DUNE BLANCHE	Huisserie	Capotage d'accès	2012	
	Protection Réseau	anti belier	2012	Nom constructeur:REFLEX - 300 L - 10 bars maxi - ref : 12MO112 90152
				Volume (m3):0,3
				ref : 12MO112 90152
				10B pression max
				4B pression prégonflage
		ballon anti bélier refoul pompe	2012	Nom constructeur : REFLEX
				ref : 12MO20182654
				Volume (L) : 8
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2012	Diamètre (mm):50
		canalisation refoulement groupes	2012	Diamètre (mm):50
		clapets groupes	2012	Diamètre (mm):80
		Stabilisateur	2012	Diamètre (mm):125
		3 clapets	2012	Diamètre (mm) : 50
	Comptage	Débitmètre	2012	
	Pompage	Pompe 1	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	Débit nominal (m3/h):16,3 m3/h
			2012	HMT (mCE): 63,5
			2012	Puissance (kW): 5,5 kw
		Pompe 2	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	Débit nominal (m3/h):16,3 m3/h
			2012	HMT (mCE): 63,5
			2012	Puissance (kW): 5,5 kw
		Pompe 3	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	Débit nominal (m3/h):16,3 m3/h
			2012	HMT (mCE): 63,5
			2012	Puissance (kW): 5,5 kw
	Electricité - Commande - Puissance	Variateurs (3 unités)	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	380/480V 13,7A 5,5KW
		disjoncteur	2012	Nom constructeur:MERLIN GERIN
			2012	Référence constructeur:ns 60
		télétransmission	2012	Nom constructeur:WIT
				Référence constructeur:CLIP 5120
				Support de communication:RTC
		2 armoires électrique	2012	
SURP. PIRAILLAN	Huisserie	Capotage d'accès	2014	
	Protection Réseau	anti belier	2014	
		ballon anti bélier refoul pompe	2014	
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2014	
		canalisation refoulement groupes	2014	
		clapets groupes	2014	
		Stabilisateur	2014	
		3 clapets	2014	
	Comptage	Débitmètre	2014	
	Pompage	Pompe 1	2014	KSB Surpresschrom SIC.2 VP 18,3,3,V
				Movitec V 18-3
				60,36 m3/h à 28,95 m - 3 kW
		Pompe 2	2014	KSB Surpresschrom SIC.2 VP 18,3,3,V
				Movitec V 18-3
				60,36 m3/h à 28,95 m - 3 kW
		Pompe 3	2014	KSB Surpresschrom SIC.2 VP 18,3,3,V
				Movitec V 18-3
				60,36 m3/h à 28,95 m - 3 kW
	Electricité - Commande - Puissance	Variateurs (3 unités)	2014	
		disjoncteur	2014	
		télétransmission	2012	
		2 armoires électrique	2014	
	SERRURES ENSEMBLES DES SITES		2013	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
SECTORISATION Q1 - LEGE SURPRESSE		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 125 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	PVC 160 mm
SECTORISATION Q3 - ARES		Débitmètre électromagnétique	2016	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q4 - LEGE BOURG CROHOT VERS SURPRESSE		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 125 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	PVC 160 mm
SECTORISATION Q5 - CROHOT ALIM ET DISTRI		Débitmètre électromagnétique	2020	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	PVC 250 mm
SECTORISATION Q6 - LEGE BOURG / CLAOUEY		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q7 - SORTIE REPRISE CLAOUEY		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q8 - CLAOUEY / JACQUETS		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q9 - FOUR ALIM ET DISTRI		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q11 - VIVIERS VERS CAP FERRET HIVER		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q13 - JACQUETS / VALLONS SUR DN 350 mm		Débitmètre électromagnétique	2017	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 350 mm
SECTORISATION Q14 - JACQUETS / VALLONS SUR DN 250 mm		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 350 mm
SECTORISATION Q16 - CAP FERRET/ VALLONS DN 400 mm		Débitmètre à insertion	2020	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 400 mm
SECTORISATION Q17 - RESERVOIR CAP FERRET ALIM DISTRI		Débitmètre à insertion	2018	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		~~télétransmission~~	~~2018~~	~~Perax PX16XT~~
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 400 mm
SECTORISATION Q18 - CAP FERRET / VALLONS DN 150 mm		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 150 mm
SECTORISATION Q19 - LEGE SURPRESSE		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	PVC 200 mm
SECTORISATION Q20 - Lege		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 125 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 150 mm
SECTORISATION Q21		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	PVC 200 mm
SECTORISATION Q22		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte 150 mm
SECTORISATION Q23		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	PVC DN 160mm
SECTORISATION Q24		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte 200 mm
SECTORISATION Q25		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q26		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 200 mm
SUPERVISEUR TOPKAPI		PC SUPERVISION	2014	DELL
		LOGICIEL SUPERVISION	2014	Topkapi
		ONDULEUR	2014	
BATTERIES				
PRELOCALISATEURS	Recherche de fuite	Prélocalisateur de Fuite	2015	Sewerin - Ondeo
SECOURS	Pompage	Pompe Secours Forage Les Embruns	2014	CAPRARI E12S55 / 2 EF + MC 850 250 m3/h à 43 mCE 37 kW
SECOURS	Pompage	Pompe Secours Forage Les Jacquets avec 70 ml de câble	2016	FLOWSERVE - PN104-3a + M8-670-2 67 kW - 150 m3/h à 98 mCE
SECOURS	Pompage	Pompe Secours Forage Les Viviers, Claouey, Lège Bourg	2015	CAPRARI E8S64 / 3 K + MAC 625 100 m3/h à 47 mCE 18,5 kW

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 6 - Liste détaillée des travaux de branchement

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	Nº Facture	Montant facturé (HT)
85178424	Devis Branchement neuf	Mme	AMIOT MYRIAM	24 BIS ROUTE DU MOULIN	213034	22/02/2021	21.10.02226	1914.14
95105821	Devis Branchement neuf	M.	BARTHEROTTE HADRIEN	31 ALLÉE DES HÉRONS	203034	01/02/2021	21.10.02026	1296.37
89954922	Devis Branchement neuf	Mme	BEDIN PREVOT VALERIE	51 AVENUE DU MEDOC	213034	09/06/2021	21.20.06156	2197.69
100999761	Devis Branchement neuf	M.	BERAUD MARIEN	125 AVENUE DE L'HERBE	213034	21/04/2021	21.20.06049	1102.51
107637724	Devis Branchement neuf	M.	BERCERRO BERTRAND	35 IMPASSE DU GRAND OUSTEAU	213034	09/09/2021	21.20.09269	1094.15
99300523	Devis Branchement neuf	M.	BERGE JEAN PIERRE	338 ROUTE DU CAP FERRET L'HERBE	213034	09/03/2021	21.20.03132	1114.41
104253912	Devis Branchement neuf	M.	BERGER JEAN BAPTISTE	28 CHEMIN DU CASSIEU	213034	01/10/2021	21.20.11173	187.98
114541695	Devis Piquage supplémentaire	Mme	BODIN STEPHANIE	1 RUE COSTE LES JACQUETS	213034	19/11/2021	21.20.11267	1609.61
95102717	Devis Branchement neuf	M.	BOY PHILIPPE	CHEMIN DE CASSIEU	213034	05/03/2021	21.20.03092	3015.39
103745543	Devis Branchement neuf	M.	CATINAT LAURENT	19 BIS ALLÉE DES BUISSONS	213034	14/09/2021	21.10.09276	1905.68
112332890	Devis Branchement neuf	M.	CAZEL JEAN-LUC	LOTISSEMENT L'OREE DU CAP - AVENUE DU MEDOC -	213034	30/11/2021	21.20.12020	8027.59
90167614	Devis Déplacement de branchement existant		CEGIM	SDC LA RÉSIDENCE LA MARINIÈRE, ALLÉE DU DÉBARCADÈRE AU CANON	213034	25/10/2021	21.10.10284	1172.98
112946748	Devis Branchement neuf	M.	CHAMINADE PIERRE	4 AVENUE DES CHARDONNERETS	213034	04/11/2021	21.20.11018	2404.67
108664538	Devis Branchement neuf	M.	CHATARD DAVID	75 BIS AVENUE DE L'OCÉAN	213034	08/11/2021	21.20.11101	1578.04
103725780	Devis Branchement neuf	SCI	CHEMIN DU POULET	LIEU DIT SIMON VOIE COMMUNALE Nº15 DU POULET	213034	28/06/2021	21.20.06283	1643.53
105902753	Devis Branchement neuf	M.	COPPIN NIELS	15 ALLÉE DE STELLA	213034	20/09/2021	21.20.09258	1655.47
90858172	Devis Branchement neuf	Mme	CRAYSSAC FABIENNE	110 AVENUE DES GRIVES	213034	20/04/2021	21.20.04138	1736.37
116769368	Devis Branchement neuf	M.	DANTIN BRUNO	79 AVENUE DE LA LUGUE	213034	23/11/2021	21.20.11332	187.98
110060743	Devis Pose de compteur	M.	DUBERNET CHRISTOPHE	10 ALLÉE DU CLOS DE L'ESTEY	213034	17/09/2021	21.10.09259	187.98
94915373	Devis Branchement neuf	M.	DUFOUR OLIVIER	40 BOULEVARD DES MIMOSAS	213034	05/02/2021	21.20.02053	484.22
102113044	Devis Pose de compteur		ECI	5 AVENUE DE L'ATLANTIQUE	213034	23/04/2021	21.20.04255	202.65
112947040	Devis Branchement neuf	M.	ELLIE NICOLAS GASTON	217-219 ROUTE DU CAP FERRET LE CANON	213034	17/11/2021	21.20.11268	2105.29

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	Nº Facture	turé (HT)
112222346	Devis Branchement neuf		ENTREPRISE LOUIS GAUME	3 ALLÉE DES RIEUSES GRAND PIQUEY	213034	24/09/2021	21.20.09342	1144.25
96294003	Devis Branchement neuf	M.	EURL REAUMUR INVEST / VARIN FREDERIC	70 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GUALLE CLAOUEY CADASTRE BC 274	213034	23/04/2021	21.20.04252	1127.22
106993470	Devis Branchement neuf	Mme	FERRIERE SUZANNE	"MAISON LOCATIVE" 8 CHEMIN DU MARIDATE	213034	07/09/2021	21.20.09031	991.16
102101975	Devis Branchement neuf	Mme	FORBES AIMÉE	24 AVENUE DE PICLAOUEY	213034	04/05/2021	21.20.05151	1956.79
95166554	Devis Branchement neuf	Mme	FURLANETTO NADINE	4 AVENUE DES ÉCOLES PETIT PIQUEY	213034	09/04/2021	21.20.04067	1786.12
95167028	Devis Branchement neuf	Mme	FURLANETTO SOPHIE	4AVENUE DES ÉCOLES PETIT PIQUEY	213034	08/04/2021	21.20.04139	1918.55
112236033	Devis Déplacement de branchement existant	M.	GAUDIN JEAN MICHEL	61 AVENUE DES GRIVES	213034	09/11/2021	21.20.11099	785.71
115562727	Devis Branchement neuf	Mme et M.	GONCALVES ET DA SILVA	44 ALLÉE DU GRAND OUSTAU LOT 2 L'ARIAL DE LÉJÀ	213034	22/11/2021	21.2011269	187.98
110347658	Devis Branchement neuf	M.	GRATADOUR MARIE JOSÉ	8 LOTISSEMENT CHAMP DE BLÉ	213034	10/09/2021	21.20.09264	1431.57
103735645	Devis Déplacement de branchement existant	Mme	GUENANTIN CARINA	68 RUE DES GOÉLAS	213034	01/07/2021	21.20.07002	220.76
95778787	Devis Branchement neuf	Mme	JAGUENAUD CATHERINE	81 AVENUE DE LA PRESQU'ILE	213034	05/05/2021	21.20.05273	3446.21
93781896	Devis Branchement neuf	M.	JUSTES BENOIT	122 ROUTE DU CAP FERRET	203034	14/01/2021	21.10.01085	1300.57
91309509	Devis Branchement neuf	M.	LACHARMOISE ANNELINE	12 AVENUE DE LA POINTE AUX CHEVAUX - PETIT PIQUEY	213034	13/12/2021	21.20.12193	784.33
99952153	Devis Branchement neuf	Mme	LARROQUE CECILE	CHEMIN DU CASSIEU	213034	23/03/2021	21.20.03350	1690.09
98134320	Devis Branchement neuf	SCI	LEON	45 ROUTE DU CAP FERRET	213034	24/03/2021	21.20.03376	5539
113987477	Devis Pose de compteur	Sté	LEONARDEVIVRE	36-38 ALLÉE DU GRAND OUSTEAU LOT4	213034	01/10/2021	21.20.10026	183.38

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	N° Facture	Montant facturé (HT)
91848839	Devis Branchement neuf	SCI	LES VIOLETTES	13 RUE DE PA PRAYA	203034	02/02/2021	21.20.02039	1773.67
105956246	Devis Branchement neuf	SCI	LES VIOLETTES	8 AVENUE GÉNÉRAL DE GAULLE	213034	13/12/2021	22.20.01017	2213.35
107496255	Devis Branchement neuf		MAIRIE DE LEGE CAP FERRET	AV LEON LESCA LE FOUR	213034	16/12/2021	21.20.12293	1073.33
105955482	Devis Branchement neuf		MAIRIE DE LÈGE CAP FERRET	PLACE JEAN ANOUILH	213034	12/08/2021	21.20.08176	545.62
102009945	Devis Branchement neuf	M.	MARTIN JULIEN	78 TER ROUTE DU MOULIN, LOTISSEMENT "LE CLOS DU MOULIN", LOT N°4	213034	04/05/2021	21.20.05126	187.43 €
115170044	Devis Branchement neuf	SCI	MATOUCAT	10 ALLEE ROGER GOUBET LOT 4	213034	05/11/2021	21.20.11097	187.98
111096814	Devis Branchement neuf	M.	MAURISSE FRANCOIS	3 BIS AVENUE DES GEMMEURS	213034	23/09/2021	21.20.09338	1075.19
95551214	Devis Branchement neuf	M.	MONGON THIBAUT	IMPASSE DU CHALET 2T CAMP DES AMERICAINS	213034	17/03/2021	21.20.03337	1164.62
105675469	Devis Pose de compteur	M.	MOREIRA ANTHONY	13 AVENUE DU GRAND CROHOT	213034	28/06/2021	21.20.06284	1058.78
114545998	Devis Branchement neuf	SCI	MTPA	17 RUE AGOSTA	213034	12/10/2021	21.20.10103	793.57
91884366	Devis Branchement neuf	SCI	OHANA	23 CHEMIN DE LA CARASSE	203034	18/01/2021	21.20.02034	2994.34
98000386	Devis Pose de compteur		PAUXEL	9 RUE DES MÉSANGES	213034	23/02/2021	21.20.02338	1869.76
99297354	Devis Branchement neuf	M.	PONTET HERVE	1 TER IMPASSE DES RÉSERVOIRS LES JACQUETS	213034	10/03/2021	21.20.03151	1202.12
100090320	Devis Branchement neuf	M.	PTITO ZACHARY	5 AVENUE DU BOUCHER FRANC LA BÉCASSIÈRE	213034	07/04/2021	21.20.04069	1364.73
105481172	Devis Branchement neuf	M.	ROCHE YANN PIERRE STÉPHANE	6 RUE JEAN LOUIS SEURIN	213034	29/06/2021	21.20.07001	1210.46
95168072	Devis Branchement neuf	M.	SAINT DENIS THIBAUD	10 AVENUE DES CERFS	203034	20/01/2021	21.20.02036	2218.74
99147279	Devis Pose de compteur	Mme	SALAVERT BEATRICE	11 AVENUE DE BORDEAUX	213034	12/03/2021	21.20.03349	230.29
107434696	Devis Branchement neuf	SCI	SANZ IMMOBILIER	53 BOULEVARD DES ARBOUSIERS	213034	22/09/2021	21.20.09336	1118.06

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	N° Facture	Montant facturé (HT)
92630196	Devis Déplacement de branchement existant		SARL FRUCTIMMO	2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	203034	02/02/2021	21.20.02047	1440.01
104446616	Devis Branchement neuf		SARL FRUCTIMMO REPRÉSENTÉE PAR M.GERAUD	IMPASSE DU GRAND OUSTAU	213034	21/10/2021	21.20.12021	4095.90
94090581	Devis Branchement neuf		SARL JAP IMMOBILIER	46 AVENUE DES CHALANDS	203034	21/01/2021	21.20.02035	1985.21
113765396	Devis Branchement neuf		SAS ARCACHON OCEAN	20 AVENUE BELLEVUE PIRAILLAN FORET	213034	04/11/2021	21.20.11098	2009.63
112945860	Devis Branchement neuf		SAS BATICO	126 BIS AVENUE DE BORDEAUX	213034	02/11/2021	21.20.11019	1150.94
105641781	Devis Branchement neuf		SAS OBSIBLUE	6 AVENUE DU PIED TENDRE	213034	21/09/2021	21.20.09337	1881.76
118323879	Devis Branchement neuf	Mme	SCHOUARTZ MARIE CHRISTINE	64 AVENUE POINTE AUX CHEVAUX	213034	13/12/2021	21.20.12194	289.59
106635990	Devis Branchement neuf	M.	SECOUSSE YANNICK	ALLÉE DU GREPIN	213034	03/11/2021	21.20.11017	1972.75
94829939	Devis Pose de compteur		SELARL VESTEY	15 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	203034	05/01/2021	21.20.01018	187.43
113035565	Devis Branchement neuf	SCI	SMITH MAYSONNAVE	19 ALLÉE BELEM	213034	27/10/2021	21.20.10398	231.27
117682361	Devis Déplacement de branchement existant	Mme	TEMPLIER MARIE AGNES	6 CHEMIN DE CASSIEU	213034	09/12/2021	21.10.12166	1114.86
108147114	Devis Branchement neuf	M.	THILL DAVID	34 AVENUE MICHELET	213034	09/09/2021	21.20.09266	1199.93
94354978	Devis Branchement neuf		VET'ESTEY	15 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	213034	16/03/2021	21.20.03318	3319.32
108817848	Devis Branchement neuf		VILLA BELLEROSE	4 BIS ALLÉE DES HÉRONS	213034	03/09/2021	21.20.09262	1153.40
114818338	Devis Déplacement de branchement existant	M.	VINCENT EDELSON	73 BIS AVENUE DE L'OCEAN	213034	23/11/2021	21.20.11333	217.05

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	N° Facture	Montant facturé (HT)
110060743	Devis Pose de compteur	M.	DUBERNET CHRISTOPHE	10 ALLÉE DU CLOS DE L'ESTEY	213034	17/09/2021	21.10.09259	187.98
102113044	Devis Pose de compteur		ECI	5 AVENUE DE L'ATLANTIQUE	213034	23/04/2021	21.20.04255	202.65
113987477	Devis Pose de compteur	Sté	LEONARDEVIVRE	36-38 ALLÉE DU GRAND OUSTEAU LOT4	213034	01/10/2021	21.20.10026	183.38
105675469	Devis Pose de compteur	M.	MOREIRA ANTHONY	13 AVENUE DU GRAND CROHOT	213034	28/06/2021	21.20.06284	1058.78
98000386	Devis Pose de compteur		PAUXEL	9 RUE DES MÉSANGES	213034	23/02/2021	21.20.02338	1869.76
99147279	Devis Pose de compteur	Mme	SALAVERT BEATRICE	11 AVENUE DE BORDEAUX	213034	12/03/2021	21.20.03349	230.29
94829939	Devis Pose de compteur		SELARL VESTEY	15 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	203034	05/01/2021	21.20.01018	187.43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 8 - Renouvellement de branchement

Renouvellement de Branchement 2020			
Claouey	6 Avenue du rouchin	2020	700 €
Claouey	7 Avenue du rouchin	2020	900 €
Claouey	2 Avenue du toumelin	2020	900 €
Claouey	34 Avenue des rouchins	2020	900 €
Lege Bourg	83 Avenue de la presqu'ile	2020	900 €
Lege Bourg	3 Avenue de la Plaine	2020	900 €
Lege Bourg	12 chemin de la Forge	2020	700 €
Lege Bourg	Avenue de la mairie	2020	700 €
L'Herbe	Avenue de l'herbe	2020	700 €
Piquey	1 Allée de la mauvis	2020	700 €
Piquey	1 Avenue des cerfs	2020	700 €
Piquey	60 Route du cap ferret	2020	900 €
Piquey	5 Avenue de l'océan	2020	900 €
Piquey	24 Bis route du Cap ferret	2020	700 €
Piquey	22 Avenue de la dune blanche	2020	900 €
Piraillan	11 impasse des chevreuils	2020	900 €
Piraillan	70 Avenue des chevreuils	2020	900 €
Vallons du ferret	55 Avenue du Bouchet Franc	2020	900 €
Vallons du ferret	3 Avenue des pinassotes	2020	900 €
Vallons du ferret	66 Avenue des Chevreuils	2020	900 €
Vallons du ferret	38 Avenue des frégates	2020	900 €
Vallons du ferret	40 Avenue des frégates	2020	900 €
Vallons du ferret	5 Avenue des caravelles	2020	900 €
Vallons du ferret	88 Avenue des goelettes	2020	900 €
Vallons du ferret	90 Avenue des goelettes	2020	900 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Renouvellement de Branchement 2021			
Lege Bourg	Rue Suffren	2021	900 €
Lege Bourg	26 Rue des abeilles	2021	700 €
Lege Bourg	30 Allee stella	2021	700 €
Lege Bourg	24 Chemin de la forge	2021	900 €
Lege Bourg	65 Route d'ignac	2021	900 €
Claouey	5 Rue emilien bareyre	2021	900 €
Claouey	4 Avenue des Rouchins	2021	700 €
Piraillan	2 Avenue de l'océan	2021	900 €
Piraillan	2 Allée du Bengalis	2021	700 €
Piraillan	12 Allée de Bellevue	2021	900 €
Piquey	96 Route du truc vert	2021	700 €
Piquey	21 Avenue de la musicienne	2021	900 €
Piquey	23 Allee du rivage	2021	900 €
Piquey	Le four sud	2021	900 €
Piquey	35 Route du cap ferret	2021	700 €
Piquey	48 Allée manureva	2021	700 €
Piquey	90 Route du cap ferret	2021	700 €
Piquey	28 avenue de la musicienne	2021	700 €
Vallons du ferret	45 Avenue des fregates	2021	900 €
Vallons du ferret	Avenue des caravelles	2021	900 €
Vallons du ferret	27 Avenue des caravelles	2021	900 €
Vallons du ferret	25 Avenue des caravelles	2021	900 €
Vallons du ferret	11 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	13 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	15 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	19 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	21 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	9 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	3 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	Place max dubroc	2021	900 €
Vallons du ferret	5 allée des pinassotes	2021	900 €
Vallons du ferret	7 Allée des pinassottes	2021	900 €
L'Herbe	12 Avenue de l'herbe	2021	700 €
La vigne	9 Allée de la pinède	2021	700 €
La vigne	8 Allée de la pinède	2021	900 €
La vigne	7 Allée de la pinède	2021	700 €
Cap ferret	30 Avenue Nord du phare	2021	900 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 9—Facture 120 m³

	Qté	Tarif au 01/01/2022	Total HT
Part du délégataire			
Abt Annuel	1	34.72 €	34.72 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.3069 €	21.48 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.6138 €	30.69 €
Total part délégataire			**86.89 €**
Part de la collectivité			
Abt Annuel	1	42.00 €	42.00 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.050 €	3.50 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.500 €	25.00 €
Total part collectivité			**70.50 €**
Organismes publics			
Redevance Pollution Domestique	120	0.33 €	39.60 €
Préservation des ressources en eau	120	0.0881 €	10.57 €
Total part organismes publics			**50.17 €**
Total HT			**207.56 €**
TVA à 5,5%			11.42 €
Total TTC			**218.98 €**
Prix du m3 HT	**1.73 €**		
Prix du m3 TTC	**1.82 €**		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 10—Fiche de calcul des actualisation

REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/07/2021
COMMUNE DE LEGE CAP FERRET

La révision de la rémunération de base Po de la SA AGUR, au 01/07/2021 est obtenue par l'application du coefficient k1 défini dans l'Article 55.3 du contrat d'affermage :

$$k_1 = 0{,}15 + 0{,}39 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}} + 0{,}10 \frac{\text{351107}}{\text{351007o}} + 0{,}31 \frac{\text{Fsd2}}{\text{Fsd2o}} + 0{,}05 \frac{\text{TP10-a}}{\text{TP10-ao}}$$

ICHT-E : Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution

351107 : Indice Electricité moyenne tension - tarif vert - Index supprimé après sa valeur de décembre 2015

35111403 : Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité >36kVA **Coefficient de raccordement : 1,1762** remplacé par "010534766" **coeff. de raccordement 1,1300**

Fsd2 : Frais et services divers

TP10-a : Indice des canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
Coefficient de raccordement entre série de 2004 et série de 2010 au 01/01/2015 : **1,2701**

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

Paramètres	BASE		Paramètres	Au 01/07/2021	
	Valeur connue au 01/07/2013	Valeur du mois de		Valeur connue au 01/07/2021	Valeur du mois de
ICHT-E_o	108,6	décembre 2012	ICHT-E	**123,60**	déc 2020
351107_o	122,8	mai 2013	010534766 : valeur connue au 01/07/2021 = 116,8. Soit : 116,8 x 1,1762 x 1,13	**155,24**	mai 2021
$Fsd2_o$	126,2	mai 2013	Fsd2	**134,80**	mai 2021
TP10-ao	135,7	mars 2013	TP10a : valeur connue au 01/07/2021 = 112,90. Soit : 112,90 x 1,2701	**143,39**	mars 2021

$$k_1 = 0{,}15 + 0{,}39 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}} + 0{,}10 \frac{\text{010534766 x 1,1762 x 1,1300}}{\text{351007o}} + 0{,}31 \frac{\text{Fsd2}}{\text{Fsd2o}} + 0{,}05 \frac{\text{TP10a x 1,2701}}{\text{TP10-ao}}$$

$$k_1 = 0{,}15 + 0{,}39 \frac{123{,}60}{108{,}60} + 0{,}10 \frac{155{,}24}{122{,}80} + 0{,}31 \frac{134{,}80}{126{,}20} + 0{,}05 \frac{143{,}39}{135{,}70}$$

$$k_1 = 1{,}10424$$

$$\boxed{k_1 = 1{,}1042}$$

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/07/2021
COMMUNE DE LEGE CAP FERRET

Tarifs

	Part du délégataire (HT)			Variation
	Base	**Au 01/07/2020**	**Au 01/07/2021**	
Prime fixe annuelle DN15	31,44	33,22	**34,72**	4,52%
Prime fixe annuelle DN20	36,15	38,19	**39,92**	4,53%
Prime fixe annuelle DN30	41,57	43,92	**45,90**	4,51%
Prime fixe annuelle DN40	47,81	50,51	**52,79**	4,51%
Prime fixe annuelle DN60	54,98	58,09	**60,71**	4,51%
Prime fixe annuelle DN80	63,23	66,80	**69,82**	4,52%
Prime fixe annuelle DN100	72,71	76,82	**80,29**	4,52%
Prime fixe annuelle DN150 et plus	83,62	88,34	**92,33**	4,52%
Prix par m3 consommé 1ere tr (0-70)	0,2779	0,2936	**0,3069**	4,53%
Prix par m3 consommé 2nde tr (sup 70)	0,5559	0,5873	**0,6138**	4,51%
Frais d'accès au service	50,00	52,83	**55,21**	4,51%
Frais d'ouverture / fermeture	49,00	51,77	**54,11**	4,52%
Frais de relance simple	5,00	5,28	**5,52**	4,55%
Frais de relance, deuxième lettre	10,00	10,57	**11,04**	4,45%
Frais de recouvrement	50,00	52,83	**55,21**	4,51%
Frais de jaugeage / étalonnage	125,00	132,06	**138,03**	4,52%
Frais de contrôle d'une autre ressource	90,00	95,09	**99,38**	4,51%
Frais de 2nd contrôle d'une autre ressource	60,00	63,39	**66,25**	4,51%

Visa
Pour AGUR
Validé le

Visa
Pour la Collectivité
Validé le

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LE SERVICE PUBLIC DE L'

EAU

PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RAPPORT ANNUEL 2021

SERVICE D'EAU POTABLE - COBAN VILLE DE MARCHEPRIME

Synthèse de l'année P. 4
Service Patrimoine P. 7
Bilan technique du service P. 16
Gestion clientèle P. 29
Economie de la délégation P. 33



LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LE RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE CONCERNE LA GESTION 2021 DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE DÉLÉGUÉE À AGUR PAR LA COBAN DANS LE CADRE DU CONTRAT D'AFFERMAGE APPROUVÉ LE 26 DÉCEMBRE 2017

Le présent rapport a pour objet, non seulement de satisfaire aux obligations contractuelles d'informations annuelles mais aussi de répondre aux exigences du décret de loi n°2007-675 du 2 mai 2007.
Ce décret concerne le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement et les indicateurs de performance permettant d'évaluer la qualité du service tout au long du contrat d'exploitation.
En adéquation avec le décret 2007-675, le rapport du délégataire ci-dessous traite :

> **des variations du patrimoine immobilier** de la collectivité au cours du dernier exercice.

> **de l'état des lieux** des installations de traitement et d'adduction de l'eau potable du syndicat d'eau potable. L'accent est porté sur l'état de fonctionnement des ouvrages et leur conformité en vue de la sécurité du personnel.

> **de l'inventaire des travaux de renouvellement** contractuels réalisés par le délégataire ainsi que leurs charges financières.

> **des biens de retour restitués à la collectivité** en fin de contrat et les biens de reprise appartenant à AGUR et devant être vendus à la collectivité à l'issue du contrat.

> **des engagements à incidence financière** d'une durée non égale à celle du contrat (conventions) mais nécessaire à la continuité du service et reconduits en fin de service.

Le rapport suivant visera à présenter l'activité du service au cours de l'année 2021 et les différents moyens humains et techniques mis en œuvre en vue de sa bonne réalisation. Nos actions en vue d'un développement durable sont détaillées tout au long de ce descriptif. Un bilan financier annuel de ce service est également présenté. Enfin, ce rapport tâchera également de proposer des améliorations techniques nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

04-06
SYNTHÈSE DE L'ANNÉE
Chiffres clés
Indicateurs de performance
Faits marquants
Propositions d'amélioration



07-15
SERVICE - PATRIMOINE
Le contrat
Organisation du service par Agur
Patrimoine



16-28
BILAN TECHNIQUE DU SERVICE
Volumes / Rendements
Qualité de l'eau
Energie / Réactifs
Interventions d'exploitation
Renouvellement contractuel
Travaux divers
Plan prévisionnel de renouvellement



29-32
GESTION CLIENTÈLE
Les branchements
Les abonnements
Les volumes factures
Paiement des factures
Réclamations clients



33-42
ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION
Tarification du service
Compte rendu financier
Compte d'exploitation



43-53
ANNEXES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



SYNTHÈSE DE L'ANNÉE

1. Chiffres clés
2. Indicateurs de performance du service
3. Faits marquants
4. Propositions d'amélioration

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Chiffres clés

2 345
abonnés du service d'eau potable au 31/12/2021

254 440 m³
volumes consommés comptabilisés au 31/12/2021

42.13 km
de canalisations

89.82 %
de rendement réglementaire

159.65 €
Montant d'une facture type de 120 m³ à l'année

2
Unités de production

2
Réservoir de stockage d'eau potable

2 - Indicateurs de performance du service

		Producteur	2020	2021
L'activité clientèle				
	Nombre d'abonnés du service eau Potable	Délégataire	2 181	2 345
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total	Collectivité	/	/
Qualité du service à l'usager				
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS	100%	100%
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS	100%	100%
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de services non programmées (pour 1000 abonnés)	Délégataire	0.00 ‰	0.85 ‰
[P151.0]	Délai maximal d'ouverture des Branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 JOUR	1 jour
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100 %	100 %
[P155.1]	Taux de réclamations pour 1000 abonnés	Délégataire	5.27 ‰	3.8 ‰
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	1.95 %	1.50 %
[P109.0]	Abandons de créance et versements à un fond de solidarité	Délégataire	0.00 €	0.00 €
Prix du service de l'eau				
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	1.33 €	1.35 €
Gestion patrimoniale				
	Nombre d'installations de production	Délégataire	2	2
	Nombre de réservoirs de stockage	Délégataire	2	2
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité	110	110
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité	/	/
	Linéaire de réseau	Délégataire	38.9 km	42.13 km

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE			2020	2021
[P108.3]	Indice d'avancement de protection de la ressource en eau	Collectivité	100 %	100 %
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	87.08 %	89.82%
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	2.74	2.25
[P106.3]	Indice linéaire de perte en réseau	Délégataire	2.42	1.91

3 - Faits marquants

Les faits marquants du service de l'année 2021 sont présentés ci-dessous :

> DIAGNOSTIC ET NETTOYAGE DES FORAGES

Hydro assistance a procédé aux diagnostics des forages de Croix d'hins et du Bourg. Suite à cela, un nettoyage a été réalisé et la colonne d'exhaure du forage de Croix d'hins a été renouvelée.

Également, des sondes permettant le suivi du niveau des nappes ont été mises en place.

> RENOUVELLEMENT DE LA POMPE DE REPRISE DE CROIX HINS

En 2021, nous avons procédé au renouvellement de la pompe de reprise de l'usine de production de Croix d'Hins.

> MISE EN PLACE D'UNE RÉGULATION DE PRESSION SUR LA STATION DE REPRISE DE CROIX HINS

Dans le but de pouvoir isoler le château d'eau de Croix d'Hins et d'assurer la continuité du service, nous avons mis en en place une régulation de pompage sur une consigne de pression du réseau.

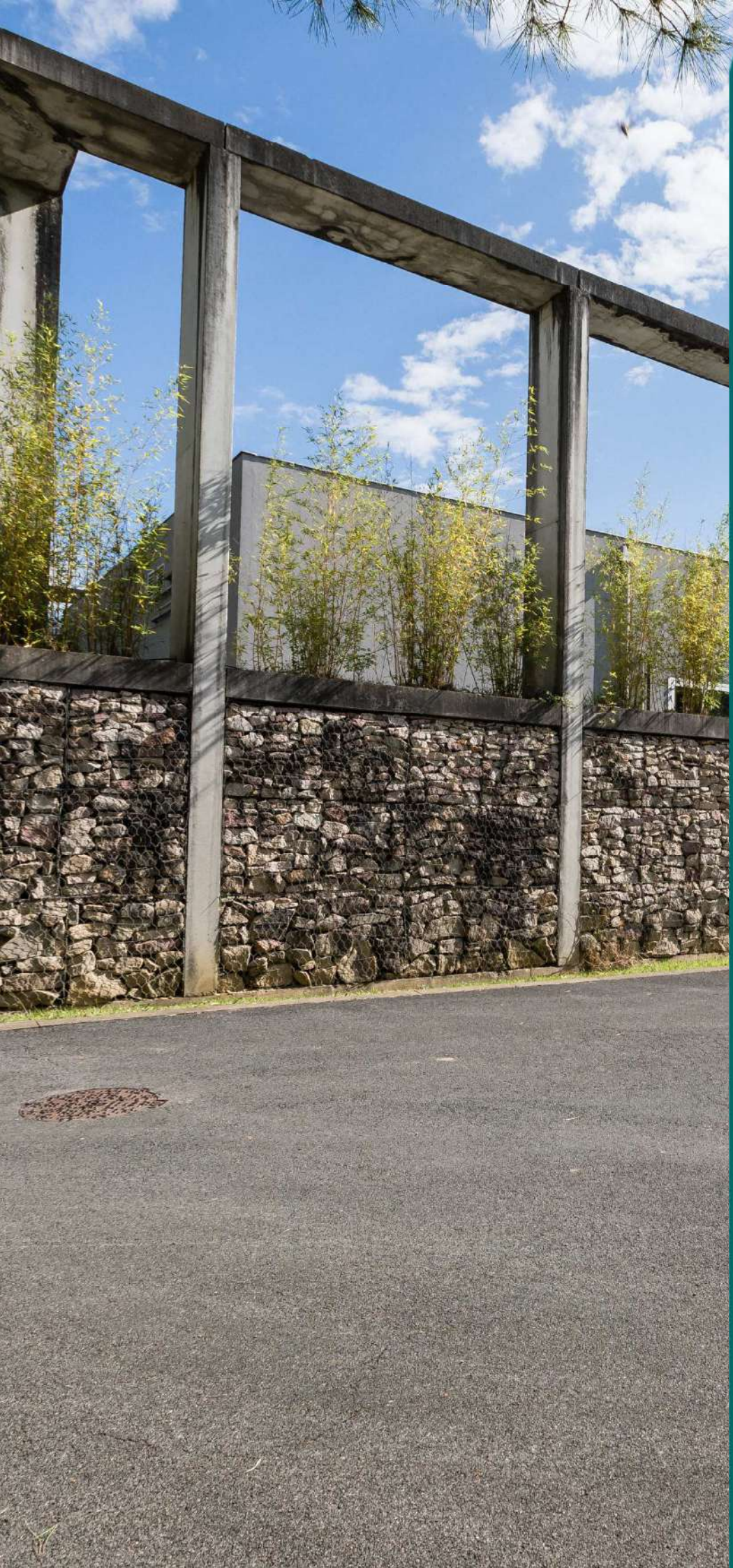
4 - Propositions d'amélioration du service

Dans le but d'améliorer le fonctionnement du service public de l'eau potable, il est souhaitable d'entreprendre les travaux suivants par ordre de priorité :

RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

NOM OUVRAGE	NATURE TRAVAUX	PRIORITÉ
Réseau	Pour la recherche de fuite, la mise en place de vannes sur la canalisation en DN 200 entre croix d'Hins et le bourg de Marcheprime, permettrait de pouvoir sectoriser ponctuellement le réseau	1
Réseau	L'installation d'une purge automatique sur l'antenne sujette aux CVM, rue du colonel Robert Picqué	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



SERVICE - PATRIMOINE

1. Le contrat
2. Organisation du service par AGUR
3. Patrimoine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Le Contrat

1.1 La Collectivité

Président de la COBAN
Monsieur Bruno LAFON

Directrice générale des Services Techniques
Madame Stéphanie COYAULT

Directeur Général des Services
Monsieur Pierrick RAUDE

Directrice Eau Potable
Madame Marie-Paule PONS

46 avenue du colonie
33510 ANDERNOS LES BAINS
05.57.76.17.17

1.2 Le contrat

Nature du contrat : Affermage

Date d'effet : 01/01/2018

Durée du contrat : 10 ans

Date d'échéance (intégrant les avenants éventuels) : 31/12/2027

1.3 Les avenants au contrat

Avenant n°1 signé le 17 avril 2018, modification BPU

Avenant N°2 en vigueur au 1er janvier 2020 : transfert du maître d'ouvrage, formaliser la substitution de la COBAN en qualité de maître d'ouvrage

2 - Organisation du service par Agur

2.1 L'organisation locale du service

La société AGUR met à la disposition de la ville de Marcheprime une organisation spécifique dédiée au service ainsi que tous les moyens matériels et humains nécessaires à la qualité du service. La société AGUR met donc à disposition de la collectivité une infrastructure locale et propre à la gestion de ses ouvrages composée des différentes compétences des métiers de l'eau.

AGUR est représenté localement par son Directeur de zone, Yan MAS. Il assure les missions telles que :

> Les relations avec les élus et les services

> Le management de l'encadrement local

> L'expertise technique

> Le respect des engagements

> Le relai entre le siège et le terrain

> Être votre interlocuteur unique

Maxime LEONARD est le responsable de centre attitré et a une fonction d'encadrement et la gestion du service. Jérôme TUHEIL, son adjoint est le responsable local, il est basé directement sur le secteur de la collectivité.

Leurs missions principales sont :

> Le relationnel avec la collectivité

> La gestion des interventions

> L'organisation et la planification des missions des agents

> Le suivi de la clientèle

Il s'entoure de son équipe d'agents affectés exclusivement au service d'eau potable de la Commune de Lège-Cap Ferret. Ils sont les garants de la continuité du service au quotidien.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 LES COORDONNÉES DU SERVICE

Siège : **Bayonne**
Adresse : 5 rue de le feuillée
64 100 BAYONNE

Agence : **Lege Cap Ferret**
Adresse : **ZA du Crohot**
17-19 rue de L'Hermione
33 950 LEGE CAP FERRET

Un service d'accueil téléphonique est également proposé dans les heures d'ouvertures de la société. Une équipe de téléconseillers spécialisés basée à Bayonne répond aux demandes des abonnés du service.
09 69 39 40 00
du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
et de 13h30 à 17h30

Un numéro d'astreinte vous permettant de joindre l'agent d'astreinte sur votre secteur est également mis à disposition **24h/24**.
09 69 39 40 00

2.3 LES MOYENS TECHNIQUES GÉNÉRAUX

De nombreux moyens humains et techniques supplémentaires sont mis à la disposition de la ville de Marcheprime. Nous présentons entre autres les outils suivants :

Appel en masse AMA

Le système d'appel téléphonique AMA permettant une information en masse très rapide (1500 appels téléphoniques, SMS, mail envoyés par heure) en cas de problème sur le réseau de distribution par exemple.



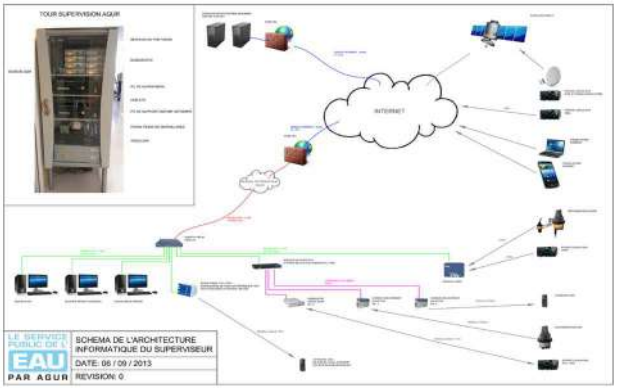
Synoptique de supervision



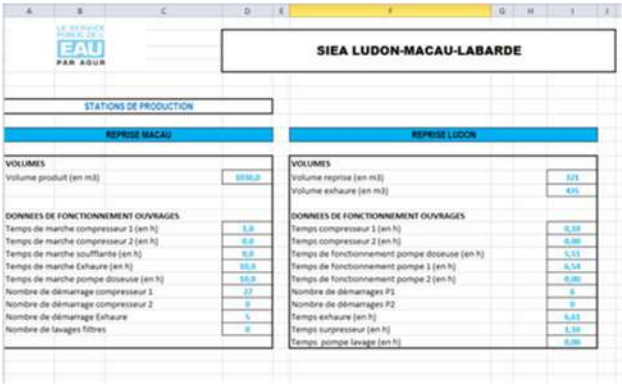
Gestion des alarmes

La supervision TOPKAPI

Un système de de supervision TOPKAPI communiquant avec tous les types d'automates de télégestion placés sur chaque site équipé. Cette supervision surveille en permanence le fonctionnement du réseau de distribution et offre de nombreuses possibilités d'analyse de fonctionnement des ouvrages.



Architecture de supervision en place

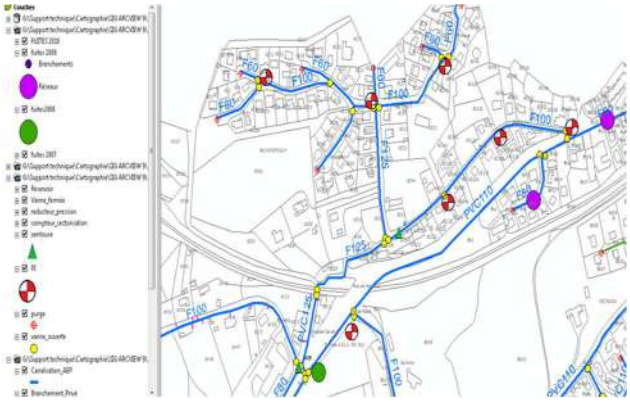


Edition de rapports automatiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LE SIG (Système d'Information Géographique)

Un SIG permettant l'archivage sur une base de données géoréférencée (base IGN) des réseaux d'eau potable du syndicat. Ce SIG est la mémoire informatique du positionnement et des interventions réalisées sur le réseau de distribution.



Les groupes électrogènes

Des groupes électrogènes disponibles en permanence prennent le relais des alimentations électriques des usines et autres ouvrages de surpression. La réactivité maximale permise par ces groupes constitue l'une de nos forces en cas de tempêtes.





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 - Patrimoine

3.1 CAPTAGES ET PRODUCTION

> 3.1.1 Les captages

Le réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Marcheprime est alimenté par deux forages situés sur la commune.

NATURE	NOM	VOLUME AUTORISE ANNUEL	DÉBIT AUTORISÉ
Forage	Bourg	110 000 m3/an	30 m³/h
Forage	Croix d'Hins	320 000 m3/an	80 m³/h

> 3.1.2 Les usines de production

USINE DE PRODUCTION DU BOURG

Désinfection

> Chloration au chlore liquide



Capacité production journalière	600 m3/jour
Consommation électrique relevée (en kW)	46 237
Groupe électrogène	Non

USINE DE PRODUCTION DE CROIX D'HINS

Désinfection

> Chloration au chlore liquide

Stockage

> Bâche de reprise de 300 m³



Capacité production journalière	1 600 m3/jour
Consommation électrique relevée (en kW)	67 164
Groupe électrogène	Oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 LES OUVRAGES DE STOCKAGE ET DE SURPRESSION D'EAU

> 3.2.1 Les réservoirs de stockage

Le tableau ci-dessous dresse la liste des réservoirs d'adduction d'eau potable dont dispose la ville de Marcheprime. On trouve également des informations types telles que la nature, la capacité et la présence ou non de dispositifs de télésurveillance :

CODE	NATURE	CAPACITÉ (M^3)	TÉLÉ -SURVEILLANCE
Bourg	Sur Tour	500	Oui
Croix d'Hins	Semi-enterré	300	Oui



> 3.2.2 Les stations de surpression

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

> 3.3.1 Le réseau principal de distribution

Le linéaire du réseau de distribution d'adduction d'eau potable se répartit de la manière suivante (en ml) :

MATÉRIAUX	DIAMÈTRE (MM)	2019	2020	2021
PVC	40	129	129	129
	50	1 051	1 051	1051
	63	6 306	6 306	7 196
	75	901	901	901
	90	438	438	438
	110	7 616	7 616	9 550
	125	3	3	3
	140	808	808	808
	160	6 406	6 406	6 406
	200	2 187	2 187	2187
	225	2 039	2 039	2069
Sous-total PVC		**27 883**	**27 883**	**30 738**
AMIANTE CIMENT	100	2 809	2 809	2378
	150	1 946	1 946	1 946
	200	3 764	3 764	3 764
	250	34	34	34
Sous-total AMIANTE CIMENT		**8 553**	**8 553**	**8 122**
FONTE	100	8	8	448
	150	2 416	2 416	2 416
Sous-total FONTE		**2 424**	**2 424**	**2 864**
PEHD	63	/	/	359
	315	43	43	43
Sous-total PEHD		**43**	**43**	**403**
TOTAL (ml)		**38 904**	**38 904*[1]**	**42 127**

*[1] Les récolements des travaux réalisés en 2020 ont été intégrés en mai 2021 et ne sont donc pas pris en compte de linéaire annoncé.

Les plans du réseau sont numérisés et utilisés sous informatique à l'aide d'un logiciel SIG (Système d'Information Géographique).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 3.3.2 Sectorisation

La sectorisation consiste à diviser le réseau d'eau potable en plusieurs secteurs homogènes pour lesquels le suivi des débits mis en distribution est effectué par le comptage des débits entrants et sortants. Ces secteurs sont télé-gérés et permettent une mesure en continu.

Les travaux de sectorisation ont été achevés en 2019 par l'entreprise Suez. Le paramétrage de ces compteurs de sectorisation a été réalisé par Agur.

La commune de Marcheprime possède désormais **5 compteurs** pour sectoriser son territoire. Ces derniers permettent de comptabiliser les consommations d'eau par secteurs de distribution et de localiser plus précisément les fuites d'eau potable.

Il existe également **2 compteurs d'interconnexion** :

> 1 compteur pour l'interconnexion de Biganos,

> 1 compteur pour l'interconnexion de Lacanau de Mios.



NOMS DES COMPTEURS	DIAMÈTRE	TYPE DE COMPTAGE
Q1 : Alimentation/Distribution forage Bourg S2	DN200	Débitmètre électromagnétique
Q2 : Bourg S3	DN150	Débitmètre électromagnétique
Q3 : Biard S1 et S2	DN125	Débitmètre électromagnétique
Q4 : Cimetière S1 et S2	DN125	Débitmètre électromagnétique
Q5 : Reprise Croix d'Hins S3 débitmètre déjà existant	DN100	Débitmètre électromagnétique

> 3.3.3 Les branchements en plomb

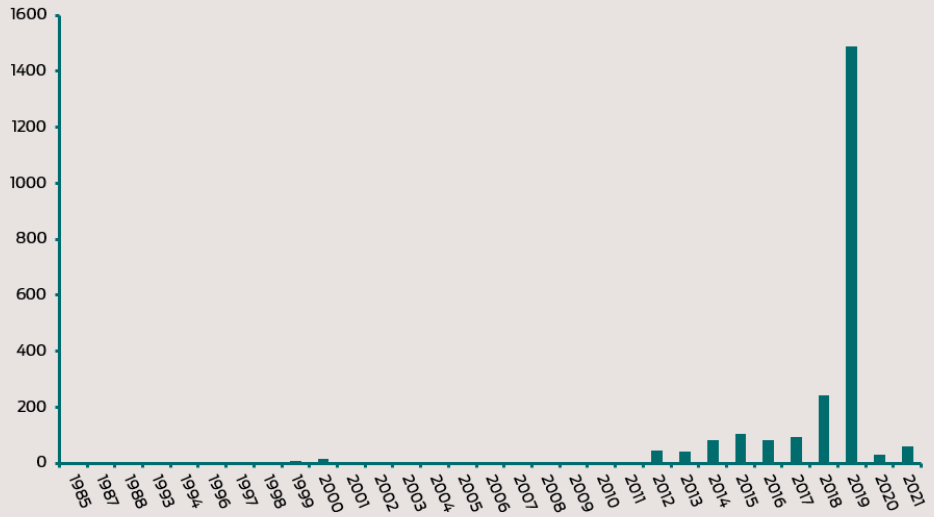
Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 LE PARC COMPTEURS

Le parc compteurs est détaillé dans le tableau et le graphique ci-dessous puis sur le graphe de répartition :

Etat des lieux du parc compteurs au 01/01/2022 du territoire de Marcheprime



La majorité des compteurs est récente (moins de 20 ans). Nous renouvelons dans le cadre de nos campagnes annuelles les compteurs antérieurs à 1996.

Le parc compteurs du territoire de Marcheprime est composé de compteurs de différents diamètres inventoriés dans le tableau suivant:

RÉPARTITION DES COMPTEURS PAR DIAMÈTRE

DN	15	20	30	40	50	65	TOTAL
EFFECTIF	2 308	15	11	7	1	3	2 345

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



BILAN TECHNIQUE DU SERVICE

1. Volumes /Rendements
2. Qualité de l'eau
3. Energie / Réactifs
4. Interventions d'exploitation
5. Renouvellement contractuel
6. Travaux divers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

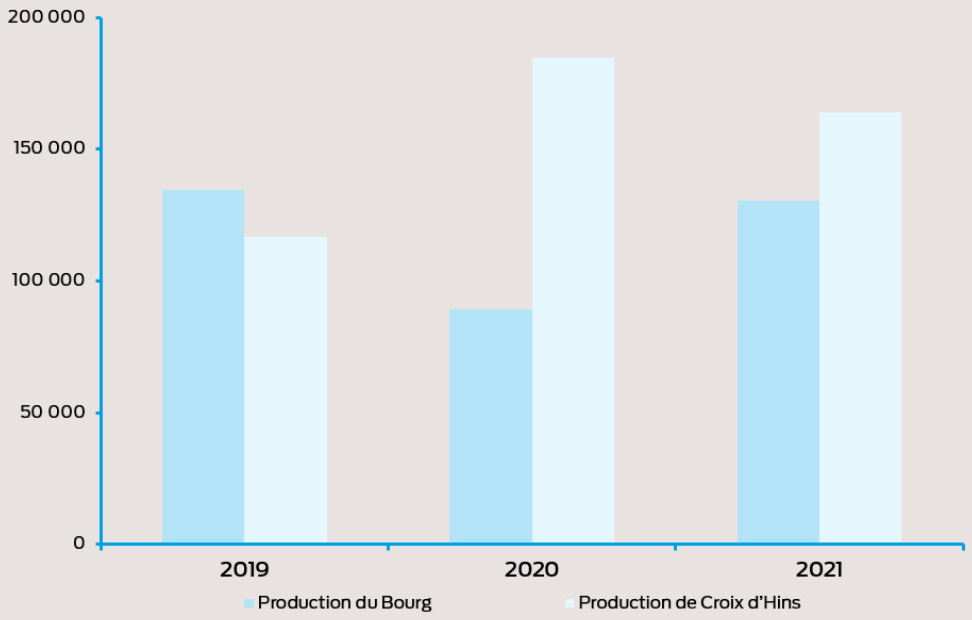
1 - Volumes / Rendements

1.1 VOLUMES PRÉLEVÉS V0

Le tableau ci-dessous recense les volumes d'eau prélevés à Marcheprime.

NOM UNITÉ DE PRODUCTION	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Production du Bourg	134 431	89 298	130 580	46.2 %
Production de Croix d'Hins	116 708	184 679	164 108	-11.1 %
TOTAL PRELEVE	**251 139**	**273 977**	**294 688**	**7.6 %**

Volumes prélevés V0 depuis 2019 par la ville de Marcheprime



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 VOLUMES PRODUITS V1

Sur la commune de Marcheprime, les volumes produits V1 sont égaux aux volumes mis en distribution V4.

Le tableau ci-contre décrit l'évolution des volumes mensuels produits au cours de l'année 2021.

*[1] Un dysfonctionnement du débitmètre de la distribution du Bourg a généré une sous estimation des volumes mis en distribution de 6 000 m³. Ce volume a été corrigé et pris en compte dans le volume mis en distribution annuel.

	VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION AU COURS DE L'ANNÉE 2021
JANVIER	22 755
FEVRIER	20 475
MARS	24 187
AVRIL	24 906
MAI	24 637
JUIN	25 257
JUILLET	25 296
AOÛT	25 802
SEPTEMBRE	22 989
OCTOBRE	23 447
NOVEMBRE	21 575
DÉCEMBRE	21 729
TOTAL	**283 055 (289 055)*[1]**

Evolution des volumes journaliers produits en 2021



Le volume produit journalier s'élève à 776 m³/jour. Le volume maximal mis en distribution a été relevé le 1er janvier avec une valeur de 1 139 m³/jour, soit 1.47 fois la consommation moyenne.

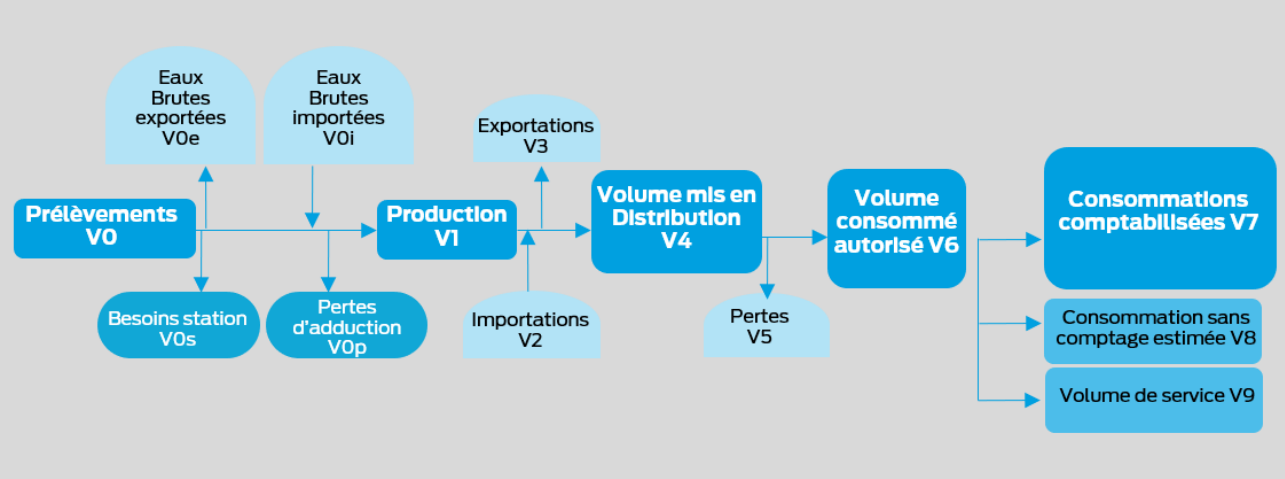
1.3 VOLUMES EXPORTÉS/IMPORTÉS (V2/V3)

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 RENDEMENT DE RÉSEAU / ILP

> 1.4.1 Mode de calcul des indices



Le **rendement de réseau** est un indicateur qui permet de mesurer le ratio entre le volume réellement consommé par les abonnés du service d'eau potable et le volume mis en distribution sur le réseau d'eau potable. Plusieurs types rendements sont calculés suivant l'usage de l'eau consommée.

R= (V6+V3)/(V1+V2)*100

L'indice Linéaire de Pertes est lié au calcul du rendement de réseau. Il permet d'évaluer les quantités d'eaux réellement perdues et de les ramener à l'échelle du réseau d'eau potable.

ILP = (V4-V6) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire des Volumes Non Comptés intègre, en plus des fuites, les volumes qui ne font pas l'objet d'une comptabilisation. Il est rapporté au linéaire de réseau.

ILVNC = (V4-V7) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire de Consommation permet d'évaluer la conformité du rendement des réseaux par rapport au décret du 27/01/2012 sur les rendements.

ILC = (V6+V3) / Longueur du réseau / 365 jours

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Variable	Marcheprime	2 019	2 020	2 021
V0	**Volume prélevé**	**251 139**	**273 977**	**294 688**
V0e	Eaux brutes exportées	/	/	/
V0i	Eaux brutes importées	/	/	/
V0s	Besoins station	/	7 454	5 633
V0p	Pertes d'adduction	/	/	/
V1	**Volume produit**	**251 271**	**266 523**	**289 055**
V2	**Importations**	**/**	/	/
V3	**Exportations**	/	/	/
V4	**Volumes mis en distribution**	**251 271**	**266 523**	**289 055**
V5	**Pertes**	**34 326**	**34 444**	**29 440**
V6	**Volumes consommés autorisés**	**216 945**	**232 079**	**259 615**
V7	**Consommations comptabilisées (365 jours)**	**210 795**	**227 559**	**254 440**
	Volumes consommés comptabilisés	213 105	226 316	254 440
	Volume facturé	/	225 258	251 251
	Volume non facturé (dégrèvements, ...)	/	471	1 042
	Volume comptabilisé non facturé	/	587	2 147
	Nombre de jours entre 2 relèves	369	364	365
V8	**Consommations sans comptage estimée**	**2 090**	**1 440**	**1 440**
	Nbre PI/BI à fin 2021	104	104	104
	Total volume PI	1 040	1 040	1 040
	Fontaines et espaces verts sans compteurs	/	/	/
	Volume de surverse réservoir	650	/	/
	Nombre hydro	1	1	1
	Total volume Hydro (2 m3/rot/camion)	400	400	400
V9	**Volume de service**	**4 060**	**3 080**	**3 735**
	Analyse chlore	2	2	2
	Total volume analyse chlore (700 m3/an)	1 400	1 400	1 400
	Total volume pertes pour nettoyage réservoirs	960	0	960
	Purges réseau	750	800	575
	Surpresseur	600	600	600
	Désinfection conduites	350	280	200
L	**Longueur réseau (ml)**	**38 904**	**38 904**	**42 127**
	IP 104.3 *Rendement réseau=* *(V3+ V6) /(V1+V2) en %*	**86.34**	**87.08**	**89.82**
	IP 105.3 ILVNC= *(V4-V7)/L/365 (en m3/km/j)*	**2.85**	**2.74**	**2.25**
	IP 106.3 ILP= *(V4-V6)/L/365 (en m³/km/j)*	**2.42**	**2.42**	**1.91**
	ILC= *(V3+V6)/L/365 (en m3/km/j)*	**15.28**	**16.30**	**16.84**

Les volumes sans comptage estimés sont inférieurs à 2% des volumes consommés.

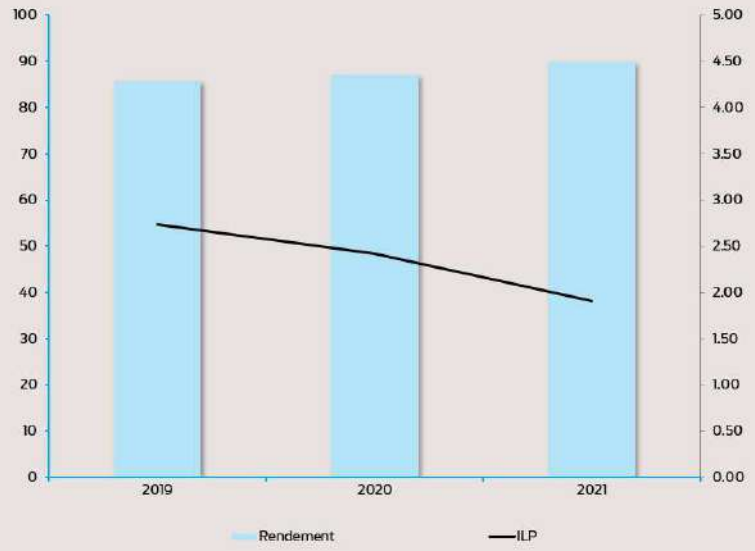
L'Agence de l'Eau Adour Garonne a défini un référentiel dans le cadre du SAGE Nappes Profondes. Ce référentiel permet de qualifier les réseaux en fonction de leur ILP mais également de la densité d'abonnés raccordés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 1.4.2 Evolution des indices

Le graphique suivant permet de mieux visualiser l'évolution dans le temps de l'indice linéaire de pertes et du rendement du réseau.

Evolution de l'ILP et du rendement de réseau depuis 2019



L'Agence de l'Eau Adour Garonne a défini un référentiel dans le cadre du SAGE Nappes Profondes. Ce référentiel permet de qualifier les réseaux en fonction de leur ILP mais également de la densité d'abonnés raccordés.

La grille de qualification est la suivante :

CLASSIFICATION DES RÉSEAUX (DENSITÉ)

RURAL	INTERMÉDIAIRE	URBAIN
D < 25	25 < D < 50	D > 50

* D étant la densité d'abonnés par km de réseau (nbre abonnés/km)

EVALUATION DE LA QUALITÉ DES RÉSEAUX

	RÉSEAU RURAL	RÉSEAU INTERMÉDIAIRE	RÉSEAU URBAIN
Bon	ILP < 1,5	ILP > 3	ILP < 7
Acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
Médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 15

La densité d'abonnés est de 56 abonnés/km de réseau. L'ILP du réseau est de 1.91 m³/j/km. La qualité du réseau de type urbain est bonne.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

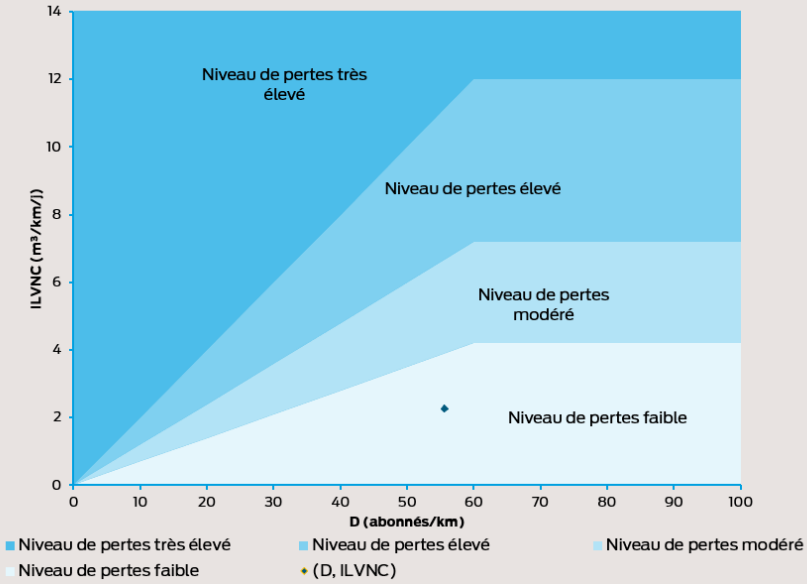
Le référentiel de l'Agence de l'Eau Adour Garonne présenté précédemment a permis de montrer que le rendement réglementaire présente le défaut reconnu d'être sensible aux variations des volumes annuels consommés et par conséquent d'être sensible aux aléas climatiques et aux fluctuations des volumes exportés par le service contrairement aux indicateurs tels que l'ILP ou l'ILVNC.

Toutefois les valeurs prises pour ces deux indicateurs ILP ou ILVNC sont fortement affectées par la densité urbaine de la zone évaluée.

Jusqu'alors les référentiels proposés faisaient appel à des valeurs par classes d'urbanisation (rural, intermédiaire, urbain) délimitées selon le cas par des seuils de la densité d'abonnés. C'est le cas du référentiel défini par l'Agence de l'Eau Adour Garonne dans le cadre du SAGE Nappes Profondes.

Les travaux menés par l'INRAE et le SMEGREG s'appuyant sur les données de la base SISPEA ont permis de confirmer le lien entre ILVNC et D qui avait été mis en évidence par le cadre de l'étude de RENAUD (2009). Un **nouveau référentiel actualisé** d'appréciation du niveau des pertes d'un service peut ainsi être proposé. Ce référentiel se distingue des autres car il propose des valeurs de référence **directement proportionnelles** à la densité d'abonnés ce qui présente l'avantage d'**éviter tout effet de seuil.** Ce nouveau référentiel est applicable pour toutes les valeurs de D (sauf services atypiques).

EVALUATION DE LA QUALITÉ DES RÉSEAUX



L'ILVNC du réseau d'adduction d'eau potable de Marcheprime est de 2.25 et la densité d'abonnés du réseau est de 56 abonnés/km. Le niveau de perte de ce réseau est faible.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 - Qualité de l'eau

2.1 LES RÉSULTATS D'ANALYSES RÉGLEMENTAIRES

L'ARS a réalisé 29 analyses bactériologiques et 31 analyses physicochimiques au cours de l'année 2021 sur l'ensemble du réseau. De ces analyses, nous pouvons observer principalement :

> Une qualité microbiologique excellente tout au long de l'année 2021 sans dépassement de la norme pour les paramètres mesurés

> D'un point de vue physico-chimique, une eau peu calcaire, sans nitrate ni pesticide donc de bonne qualité. Aucun dépassement des normes n'est à remarquer.

2.2 SYNTHÈSE QUALITATIVE DE L'EAU

La conformité des eaux mises en distribution sur le réseau de la ville de Marcheprime est évaluée ci-dessous :

ANALYSES RÉGLEMENTAIRES

NATURE DE L'ANALYSE	NOMBRE D'ANALYSES EFFECTUÉES	NOMBRE D'ANALYSES CONFORMES	POURCENTAGE DE CONFORMITÉ
Bactériologique	29	29	100 %
Physico-chimique	31	31	100 %
Total échantillons	**60**	**60**	**100 %**

2.3 DÉTAIL DES NON-CONFORMITÉS

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 - Energie /Réactifs

3.1 ENERGIE

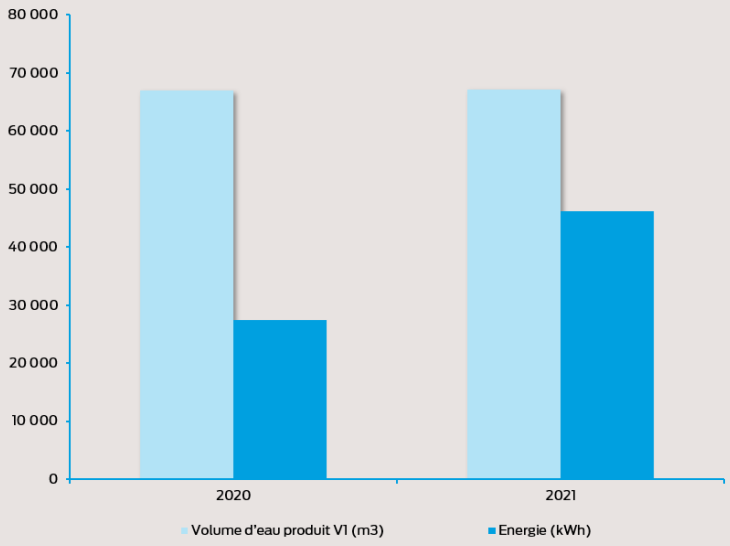
Le tableau ci-dessous présente la répartition des consommations énergétiques consommées.

ENERGIE RELEVÉE FACTURÉE (KWH)	2019	2020	2021	N/N-1
Production Croix d'Hins	46 803	66 926	67 164	0 %
Production Bourg	25 413	27 406	46 237*1	69 %
TOTAL	**72 216**	**94 332**	**113 401**	20 %

*1 Un rattrapage de la consommation de 2020 sur 2021 a été réalisé en avril pour la production du Bourg.

Cela explique l'augmentation importante sur ce site de la consommation énergétique 2021 (69 %) .

Evolution de la consommation énergétique active (kWh)



RATIO KWH/M³	2019	2020	2021
Ensemble des forages	0.40	0.35	0.39

3.2 RÉACTIFS

Le seul réactif utilisé pour le traitement de l'eau est le chlore liquide.

RÉACTIF	2019	2020	2021
CHLORE LIQUIDE (KG)	4 800	4 000	4800

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

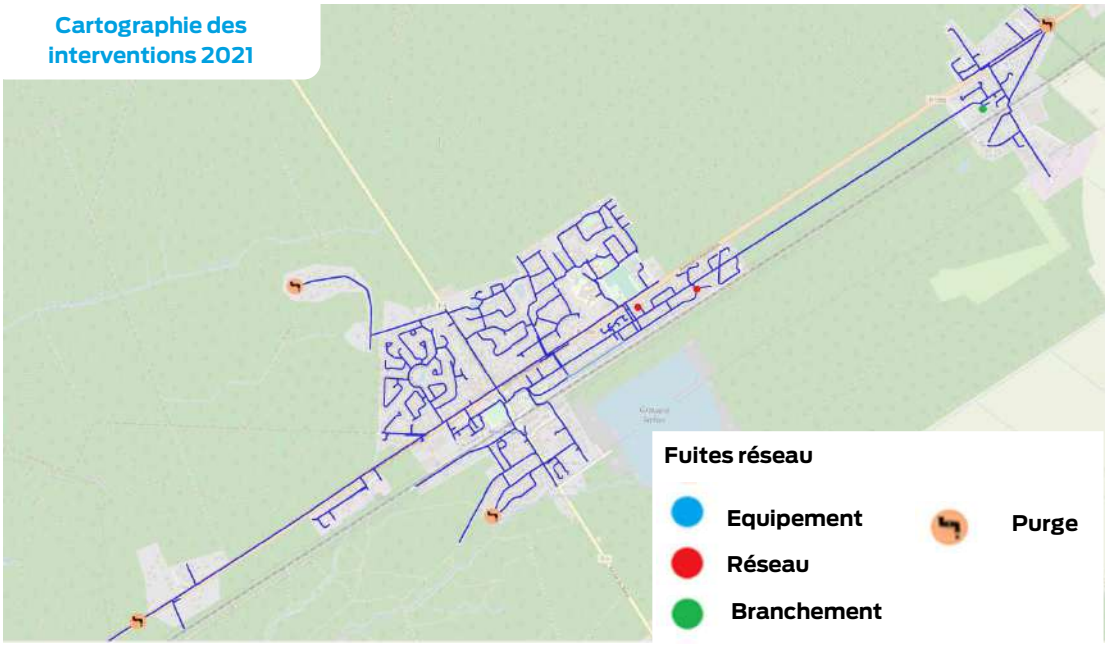
4 - Interventions d'exploitation

4.1 Interventions sur le réseau de distribution

Le tableau suivant reprend l'historique des fuites branchement et réseau des 3 dernières années :

	2019	2020	2021	Evolution N/N-1
Fuites réseau	1	0	2	**100 %**
Fuites branchement	0	0	1	**100 %**
TOTAL FUITES	**1**	**0**	**3**	**100 %**

Cartographie des interventions 2021



4.2 Nettoyage réservoirs

Le nettoyage et la désinfection annuels des réservoirs et captages d'eau potable sont obligatoires. La société AGUR a réalisé ces opérations aux dates suivantes :

Nom	Nature	Capacité (m³)	Nettoyage annuel
Bâche de Croix d'Hins	Bâche	300	23/02/2021
Réservoir du Bourg	Sur tour	500	30/12/2021

4.3 Entretien divers

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 LA TÉLÉRELÈVE

> 4.4.1 L'infrastructure

L'infrastructure est totalement déployée.

Des opérations préventives et de maintenance sont réalisées pour optimiser le fonctionnement de ce réseau.

> 4.4.2 Avancement et performance

Au 31 décembre 2021, nous comptons 2 213 émetteurs associés.



119 compteurs ne sont pas équipés en raison d'un refus ou d'une impossibilité d'accès chez l'abonné.

Taux de couverture (avec refus d'accès) : 94.4%

Taux de couverture (sans refus d'accès) : 100%

Taux de collecte des index à 7 jours : 93 %

Taux de collecte des index à 30 jours : 96 %

Pour atteindre ce bon niveau de performance et le pérenniser nous réalisons des campagnes de maintenance régulières.

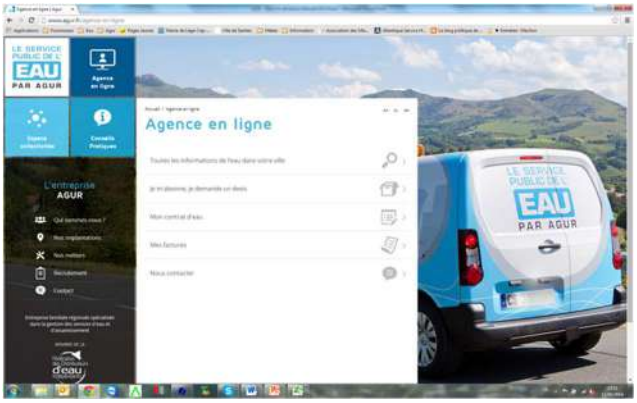
> 4.4.2 Les services associés

Pour les compteurs communaux, un mail est adressé de façon hebdomadaire avec la liste des compteurs en alerte fuite. Les services techniques ont accès aux données des compteurs via notre agence en ligne à l'adresse www.agur.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LE SITE INTERNET

Le site internet a été mis en ligne fin décembre 2013.



Il permet aux abonnés de Lège-Cap Ferret de réaliser toutes les actions en relation avec leur contrat d'eau : transmettre leur index, nous contacter, régler leur facture, demander un devis, effectuer un changement d'adresse, etc...

Pour les abonnés disposant du système de télérelève, il permet d'accéder à leur consommation journalière, hebdomadaire et mensuelle en temps réel.

L'APPLICATION SMARTPHONE

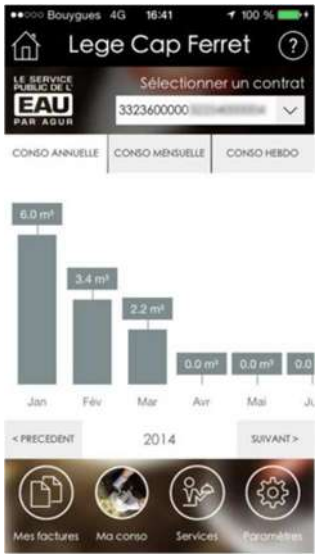
L'application smartphone spécifique à la commune de Lège-Cap Ferret, compatible pour iPhone et Androïd est opérationnelle depuis le premier trimestre 2014.

Elle permet d'avoir accès aux mêmes services que le site internet .









Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5 - Renouvellement contractuel

En 2021, dans le cadre des opérations liées au renouvellement des équipements sur le service, nous avons procédé aux travaux suivants :

LIEU DE L'INTERVENTION	NATURE DE L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT	TYPE DE RENOUVELLEMENT	MONTANT VALORISÉ
Croix d'Hins	Crépine aspiration pompe 1	Non programmé	650 €
	Crépine aspiration pompe 2	Non programmé	650 €
	Vessie anti-bélier	Non programmé	450 €
	Pompe de reprise 1	Programmé	7 500€
Bourg	Vanne tête de forage	Non programmé	530 €

6 - Travaux divers

6.1 PAR LE DÉLÉGATAIRE

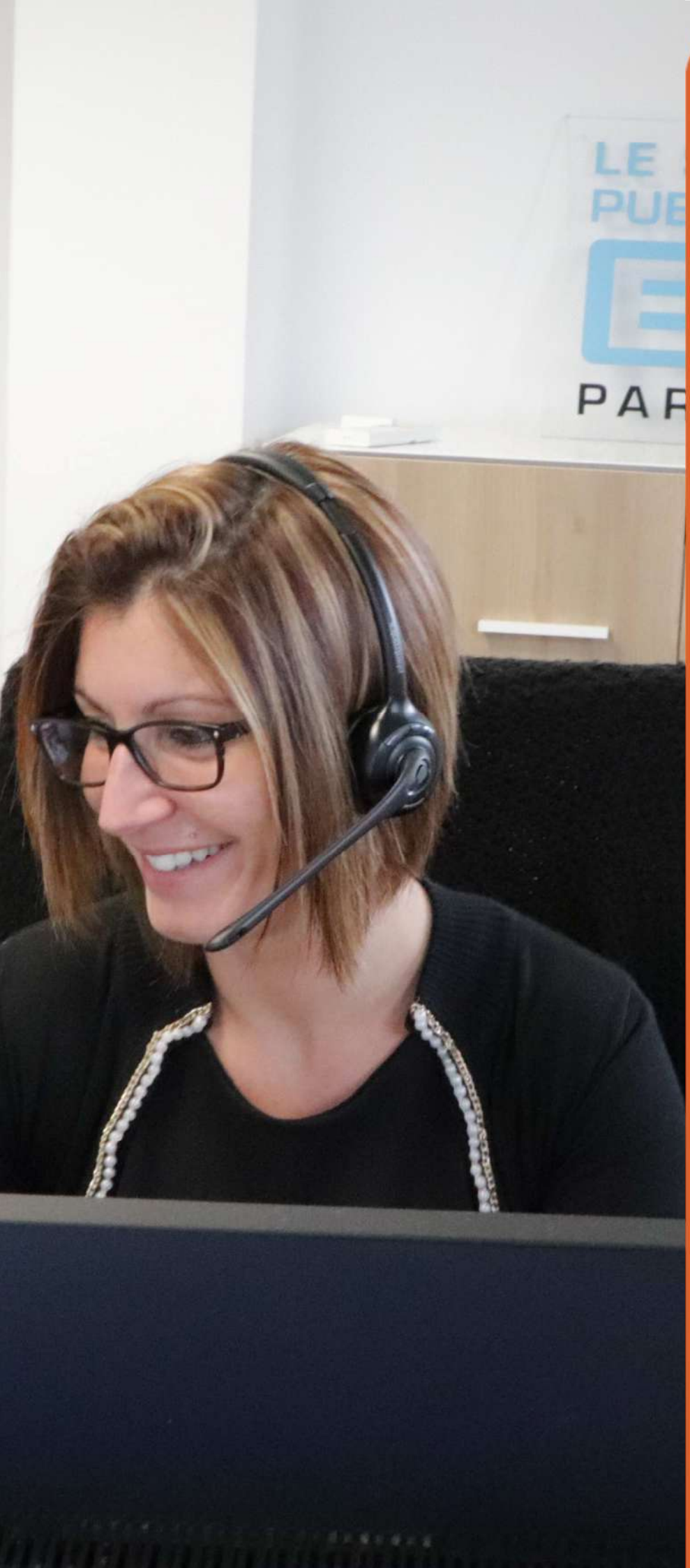
En complément des travaux de maintenance et de renouvellement, les travaux suivants ont été réalisés :

RÉSEAU DE DISTRIBUTION	NOMBRE RÉALISÉ
Réalisation de branchements neufs	30
Pose de compteurs simples	16

6.2 À LA CHARGE DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité a procédé en 2021 au renouvellement de la conduite de distribution de la rue Léo Lagrange (440 ml).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



GESTION CLIENTÈLE

1. Les branchements
2. Les abonnements
3. Les volumes facturés
4. Paiement des factures
5. Réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Les branchements

Nous détaillons ci-dessous l'évolution du nombre de raccordements au réseau d'eau potable au cours des 3 dernières années:

DONNÉES SUR LES RACCORDÉS	2019	2020	2021	EVOLUTION %
Nombre total de compteurs (en service ou non)	2 199	2 289	2 438	**6 %**
Nombre total de compteurs en service	2 147	2 181	2 345	**7 %**
Nombre total de branchements neufs	26	21	30	**25 %**

2 - Les abonnements

Le tableau ci-dessous dresse le bilan des abonnés de la ville de Marcheprime.

DONNÉES SUR LES ABONNÉS	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Nombre total d'usagers	2 147	2 181	2 345	**7 %**
Nombre d'usagers domestiques	2 124	2 157	2 322	**7 %**
Nombre d'usagers communaux	23	24	23	**-4 %**
Nombre total de compteurs généraux (logements collectifs)	9	9	9	**0 %**
Nombre total d'unités logement	0	0	0	**0 %**

Le nombre total d'abonnés au service d'eau potable est en constante augmentation depuis 2019.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 - Les volumes facturés

Le délégataire est tenu de percevoir les droits et redevances institués par la loi pour le compte de l'état et d'organismes publics.

Les volumes consommés sont relevés par le service de l'eau au mois de décembre.

Il est facturé :

> début janvier : l'abonnement correspondant au premier semestre de consommation de l'année en cours, ainsi que les consommations de l'année écoulée, déduction faite de l'acompte facturé en juillet de l'année précédente.

> début juillet : l'abonnement correspondant au deuxième semestre de consommation de l'année en cours, ainsi qu'une consommation estimée calculée sur la base de 40 % du volume facturé de l'année précédente, auquel est appliqué le tarif de l'année en cours.

VOLUMES EN M³	2019	2020	2021
Volume total facturé auprès des usagers d'eau potable	211 912	225 258	251 251
Volume facturé auprès des usagers domestiques	207 840	221 197	247 335
Volume facturé auprès des usagers communaux	4 072	4 061	3 916
Volume consommé non facturé (dégrèvement avant facturation)	1 193	1 058	3 189

4 - Paiement des factures

Nous analysons continuellement les paiements des abonnés de façon à réduire le taux d'impayés. Une proposition de mensualisation des factures est proposée aux abonnés qui le souhaitent de façon à échelonner leurs paiements.

Des échéanciers de paiement taillés à la mesure des ressources des abonnés en difficulté financière sont également accordés.

Les statistiques de l'année 2021 sont les suivantes :

	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Nombre d'abonnés bénéficiant d'un paiement fractionné	1 033	1 034	1 147	**10 %**
Nombre d'échéanciers de paiement accordés	22	27	120	**78 %**
Nombre de relances simple (niveau 1) envoyées par courrier pour non paiement des factures	473	385	755	**49 %**
Nombre de relances avec mise en demeure (niveau 2) envoyées par courrier pour non paiement des factures	213	215	330	**35 %**

Nous observons que 49 % des abonnés sont en paiement fractionné et que 32 % des abonnés ont été relancés pour non-paiement de leur facture. Parmi ces 32 % d'abonnés, 44 % des abonnés ne paient pas après la première relance.

Nous observons que le nombre des paiements fractionnés a augmenté en 2021. Nos services encouragent les abonnés à payer ainsi de façon à échelonner et fiabiliser le paiement des factures.

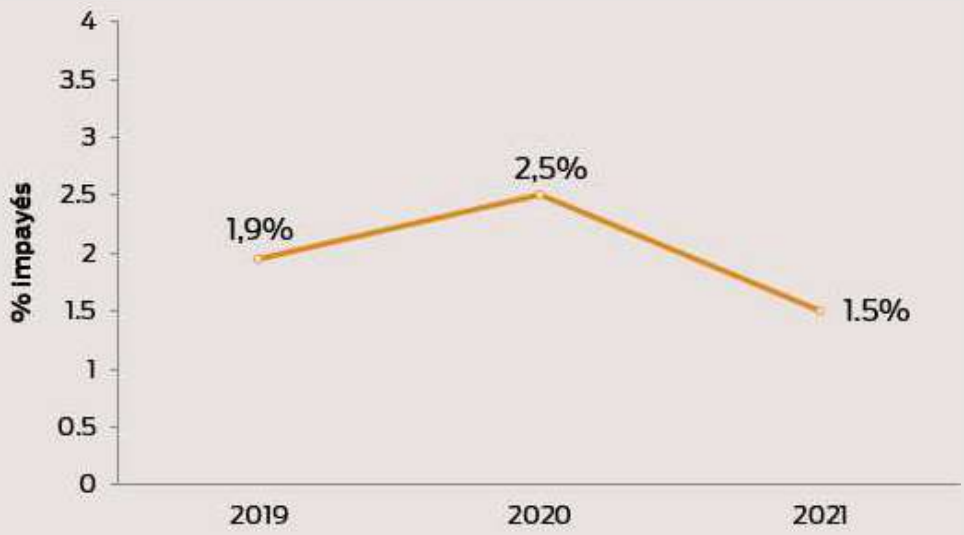
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'évolution du taux d'impayés est présentée ci-dessous:

	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Taux d'impayés (%)	1.9	2.5	1.5	- 67%

Le taux d'impayés au 31/12/2021 s'élève à 1.5% pour un montant de 4566,88 €.

Evolution du taux d'impayés depuis 2019



5 - Réclamations clients

Le tableau ci-dessous classifie l'ensemble des réclamations émises par les clients du service d'eau potable :

ETAT DES RÉCLAMATIONS	2019	2020	2021
Qualité sanitaire	0	0	0
Qualité organoleptique	6	8	4
Problème de desserte de l'eau (pression, débit, coupures)	19	9	11
Relations commerciales (prix, accueil, etc..)	11	26	17
Travaux sur réseau	14	3	3
Total	**50**	**46**	**35**

Le nombre de réclamations client est en baisse par rapport aux années précédentes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION

1. Tarification du service
2. Compte rendu financier
3. Compte de renouvellement
4. Compte d'exploitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1 - Tarification du service

Les factures adressées aux usagers sont conformes à l'arrêté du 10 juillet 1996.

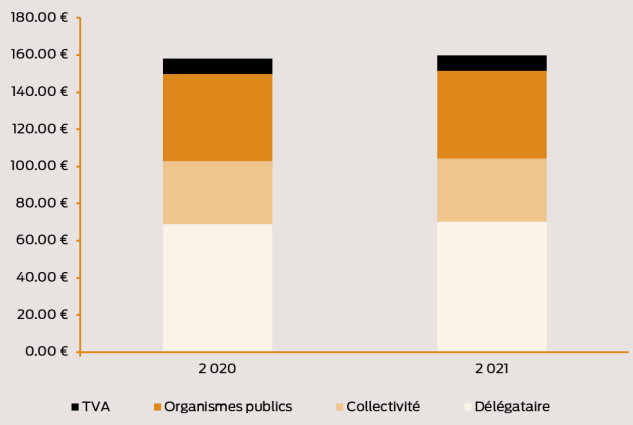
> Evolution 2020/2021 en € d'une facture de 120m³

	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE 2020	PRIX UNITAIRE 2021	MONTANT HT 2020	MONTANT HT 2021	EVOLUTION 2020/2021
Part Délégataire						
Abonnement annuel	1	24.82 €	25.27 €	24.82 €	25.27 €	1.81%
Consommation	120	0.3672 €	0.3737 €	44.06 €	44.84 €	1.77%
Part collectivité						
Abonnement annuel	1	11.89 €	11.89 €	11.89 €	11.89 €	0.00%
Consommation	120	0.1847 €	0.1847 €	22.16 €	22.16 €	0.00%
Organisme public						
Redevance Pollution Domestique	120	0.330 €	0.330 €	39.60 €	39.60 €	0.00%
Préservation des ressources en eau	120	0.0596 €	0.0631 €	7.15 €	7.57 €	5.87%
Total						
Total HT				**149.68 €**	**151.31 €**	1.10 %
TVA à 5,5 %				**8.23 €**	**8.32 €**	1.09 %
Total TTC pour 120m³				**157.91 €**	**159.65 €**	1.10 %

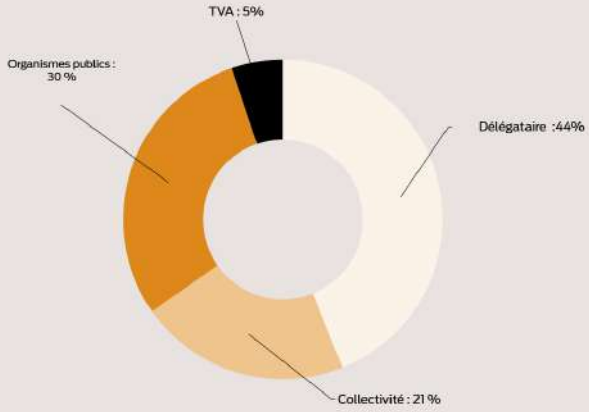
Répartition du prix de l'eau pour 120m³ part collectivité (tarif 2021)

	Abt	Conso	Total
Part du délégataire	25.27 €	44.84 €	70.11 €
Part de la collectivité	11.89 €	22.16 €	34.05 €
Total HT du Prix du Service	37.16 €	67.00 €	104.16 €
% de la part fixe			35.68%

Evolution 2020/2021



Répartition du prix - Tarifs 2021



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> ACTUALISATION DU PRIX EN 2022

La formule d'actualisation du prix de l'eau en 2022 est la suivante.

$$k1=0,15 + 0,53 \frac{ICHT\text{-}E}{ICHT\text{-}Eo} + 0,05 \frac{351\,11407}{351\,11407o} + 0,19 \frac{FD}{FDo} + 0,08 \frac{TP10a}{TP10a_o}$$

ICHT-E: Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution

351 11407: Indice Electricité tarif bleu professionnel

FD: Indice frais divers

TP10a: Indice canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux

Remarque:

35111407 : remplacé par "010534763" coefficient de raccordement 1,1722

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

PARAMÈTRES	BASE		PARAMÈTRES	ANNÉE 2022	
	Valeur connue au 01/11/2017	Valeur du mois de		Valeur connue au 01/09/2021	Valeur du mois de:
$ICHT\text{-}E_o$	109.8		ICHT-E	124.0	mars 2021
35111407_o	128.3		35111407 / 010534763	126.9	juillet 2021
FD_o	102.5		FD2	104.4	mai 2021
$TP10a_o$	106.8		TP10a	113.7	mai 2021

k1n= 1,0852

Ci-dessous les frais d'accès au service:

	PART DU DÉLÉGATAIRE (HT)			Variation
	Base	Année 2021	Année 2022	
Frais d'accès au service	48.50€	51.06€	52.63€	3.07 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PRIX DU M3 AU 01-01-2022

	QUANTITÉ	TARIF AU 01/01/2022	TOTAL HT
PART DU DÉLÉGATAIRE			
Abt Annuel	1	11,89 €	11,89 €
Consommation	120	0,1847 €	22,16 €
Total part délégataire			**34,05 €**
PART DE LA COLLECTIVITÉ			
Abt Annuel	1	26,04 €	26,04 €
Consommation	120	0,3852 €	46,22 €
Total part collectivité			**72,26 €**
ORGANISMES PUBLICS			
Redevance Pollution Domestique	120	0,33 €	39,60 €
Préservation des ressources en eau	120	0,0631€	7,57 €
Total part organismes publics			**47,17 €**
Total HT			153,48 €
TVA à 5,5%			8,44 €
Total TTC			161,92 €
Prix du m3 HT		1,28 €	
Prix du m3 TTC		1,35 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 - Compte rendu financier

2.1 PART COLLECTIVITÉ

Détail des sommes facturées pour le compte du délégataire et de la collectivité (pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021).

	Nombre abonnements	abonnement en € ht	M3	consommations en € ht	TOTAL HT
MARCHEPRIME					
Premier semestre 2021					
Abonnements	3 234.34	19 234.14 €			19 234.14 €
Consommations			39 786	7 348.41 €	7 348.41 €
Second semestre 2021					
Abonnements	1 319.31	7 837.44 €			7 837.44 €
Consommations			211 465	39 057.84 €	39 057.84 €
TOTAL 2021	**4 553.65**	27 071.58 €	251 251	46 406.25 €	**73 477.83 €**

AGUR					
Premier semestre 2021					
Abonnements	3 234.34	40 646.68 €			40 646.68 €
Consommations			39 786	14 854.25 €	14 854.25 €
Second semestre 2021					
Abonnements	1 319.31	16 659.91 €			16 659.91 €
Consommations			211 465	79 048.68 €	79 048.68 €
total 2021	**4 553.65**	57 306.59 €	251 251	93 902.93 €	**151 209.52 €**

> 2.1.1 Récapitulatif des étapes de facturation de l'exercice

Janvier 2021

Facturation de l'abonnement du premier semestre 2021

Facturation du solde des consommations de l'année 2020

Juin 2021

Facturation de l'abonnement du deuxième semestre 2021

Facturation des consommations estimées du premier semestre 2021

Décembre 2021

Relève annuelle des compteurs.

Janvier 2022

Facturation de l'abonnement du premier semestre 2022

Facturation du solde des consommations de l'année 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> 2.1.2 Reversements de la part collectivité correspondant à l'année 2021 arrêtés au 30 avril 2022

Abonnements facturés en 2021	27 071.58 €
Consommations facturées en 2021	46 406.25 €
Total H.T.	**73 477.83 €**
Reversement du 26/10/2021	30 139.62 €
Reversement du 01/04/2022	33 065.02 €
Total des reversements sur exercice 2021	**63 204.64 €**
Part collectivité restant due sur émissions exercice 2021	**10 273.19 €**

> 2.1.3 Attestations de TVA enregistrées et encaissées avec justification des délais

Sans objet

2.2 FACTURATION AUX ABONNÉS

> 2.2.1 Liste des créances à analyser comme "irrécouvrables"

Nous vous proposons de qualifier d'« irrécouvrables », parmi les factures émises en 2019, 79 factures dont la part collectivité s'élève à 950,54 € HT et la part AGUR s'élève à 1 872,00 € HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

> 2.2.2 Liste des dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021

Les dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021 portent sur 1042 m3. Ils concernent 2 abonnés pour un montant total TTC de 4 156,05 € dont la part collectivité s'élève à 192,46 € HT et la part AGUR s'élève à 376,64 € HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

> 2.3.1 Sommes facturées pour le compte de tiers au cours de l'exercice 2021

NATURE DE LA TAXE	M³	MONTANT FACTURÉ
Redevance pollution domestique	250 988	82 826.04 €
Préservation des ressources en eau	251 251	15 772.03 €
	TOTAL 2021	**98 598.07 €**

> 2.3.2 Détail des achats et ventes d'eau à des collectivités voisines

Sans objet

> 2.3.3 Sommes facturées au titre des travaux et prestations exécutées en application du contrat

TRAVAUX BRANCHEMENTS NEUFS 2021	NOMBRE RÉALISÉ	MONTANT DES TRAVAUX HT
Branchements	30	57 765.36 €
Fourniture et pose compteurs	16	17 886.04 €
	TOTAL GLOBAL	**75 651.40 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 - Compte de renouvellement

	Montant en €	
Dotation au compte année 2018		**8640**
Programme de renouvellement des équipements	**7 250**	
Garantie de renouvellement des équipements	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-9 674**
Opérations de renouvellement liées aux équipements	9 674	
Opérations de renouvellement liées aux branchements	0	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2018		**-1034**

	Montant en €	
Dotation au compte année 2019		**8640**
Programme de renouvellement des équipements	**7 250**	
Garantie de renouvellement des équipements	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-1955**
Opérations de renouvellement liées aux équipements	1550	
Opérations de renouvellement liées aux branchements	405	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2019		**5651**

	Montant en €	
Dotation au compte année 2020		**8936**
DOn = Do x Kn = 8 640 x 1,0343		
Renouvellement programmé	**7 250**	
Renouvellement non programmé	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-11 101**
Renouvellement programmé	11 101	
Renouvellement non programmé	0	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2020		**3486**

	Montant en €	
Dotation au compte année 2021		**9096**
DOn = Do x Kn = 8 640 x 1,0528		
Renouvellement programmé	**7 250**	
Renouvellement non programmé	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-9 780**
Renouvellement programmé	7 500	
Renouvellement non programmé	2 280	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2021		**2802**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4 - Compte d'exploitation

CHARGES

Désignation	Année 2020	Année 2021
Achats	**16 733 €**	**21 514 €**
Achats d'eau		
Electricité	11 291 €	14 038 €
Produits de traitement	3 098 €	4 003 €
Carburants		
Fournitures	2 344 €	3 473 €
Fuites		
Produits		
Services extérieurs	**20 411 €**	**23 142 €**
Sous traitance générale	2 100 €	1 518 €
Analyses	1 686 €	3 747 €
Assurances Auto		
Assurance RC	480 €	480 €
Locations	8 153 €	8 001 €
Informatique	3 001 €	5 026 €
Entretiens	4 991 €	4 370 €
Autres services extérieurs	**4 711 €**	**4 744 €**
Frais de contrôle		
Frais postaux	4 440 €	4 560 €
Télécommunications	271 €	184 €
Intérimaires		
Autres		
Impôts, taxes et versements assimilés	**860 €**	**1 099 €**
Impôts directs	260 €	499 €
Autres (Cvae -cfe)	600 €	600 €
Charges de personnel	**42 310 €**	**43 315 €**
Investissements contractuels	**0 €**	**1 217 €**
Renouvellement de matériel	**11 101 €**	**9 780 €**
Renouvellement programmé	10 401 €	7 500 €
Renouvellement non programmé	700 €	2 280 €
Autres		
Télèrelève	**35 477 €**	**37 871 €**
Amortissements	24 563 €	24 563 €
Maintenance	10 914 €	13 308 €
Total avant frais	**131 603 €**	**142 682 €**
Frais généraux	**19 741 €**	**21 402 €**
Créances irrécouvrables	**1 125 €**	**1 872 €**
Travaux exclusifs branchements		**66 951 €**
Total général	**152 469 €**	**232 907 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

PRODUITS

DÉSIGNATION	Année 2020	Année 2021
VENTES D'EAU (1)	**135 420 €**	**151 210 €**
Abonnements	52 658 €	57 307 €
Consommations domestiques	82 762 €	93 903 €
Autres consommations		
TRAVAUX EXCLUSIFS BRANCHEMENTS		**75 651 €**
AUTRES PRODUITS	**14 654 €**	**24 429 €**
Autres	3 877 €	9 886 €
Autres(fermetures, ouvertures...)	10 777 €	14 543 €
TOTAL GENERAL	**150 074 €**	**251 289 €**

(1) Ces comptes s'entendent hors redevances Agence de l'eau, etc.... et part collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ANNEXES

1. Glossaire
2. Synthèse règlementaire
3. Indicateurs règlementaires
4. Facture 120 m³
5. Actualisation tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 1 - Glossaire

HYDRAULIQUE

Capacité de production

La capacité de production d'une station est le volume d'eau qu'il est possible de produire et traiter sur cette usine en considérant un fonctionnement journalier de 20h.

By-pass

Un by-pass est un ouvrage généralement composé d'une canalisation et d'accessoires permettant l'isolement de cette canalisation. Un by-pass permet d'assurer l'alimentation en eau potable en aval d'un équipement (réservoir, compteur, chaîne de traitement, etc...) qui a été arrêté à cause d'un dysfonctionnement ou d'une opération de maintenance.

Télégestion

La télégestion est un outil de suivi et de contrôle à distance des ouvrages de traitement et de distribution d'eau. L'automate de télégestion situé sur les ouvrages récupère les données de fonctionnement des équipements de l'ouvrage puis relaye ces informations à un superviseur central (ordinateur équipé d'un logiciel de centralisation des données). Cette télégestion permet d'alerter un agent d'astreinte via son téléphone mobile en cas de dysfonctionnement d'un des équipements.

Sectorisation

La sectorisation est un outil permettant de mesurer les flux hydrauliques transitant dans un réseau d'eau potable. Elle se compose généralement d'appareils permettant de quantifier ces flux (compteurs mécaniques ou débitmètres électromagnétiques) et de dispositifs permettant de relayer ces informations sur un superviseur central (télégestion).

QUALITÉ

Turbidité

La turbidité mesure le caractère trouble d'une eau. Le caractère « trouble » de l'eau est défini par la quantité de matières organiques qui la composent. Plus cette quantité de matières organiques est importante, plus le risque de contamination bactériologique de l'eau est grand.

Filtration sur neutralite

La neutralite est un matériel riche en carbonate de calcium qui permet de rééquilibrer le pH d'une eau trop agressive. Ces eaux agressives ont tendance à attaquer les différents métaux des canalisations d'eau potable. Ces eaux trop agressives percolent au travers d'un filtre de neutralite et se charge en carbonate de calcium.

Déferrisation

La déferrisation consiste à réduire la concentration en fer d'une eau trop chargée. La présence de fer en trop grande quantité dans l'eau provoque une coloration orangée de l'eau et confère un mauvais goût à l'eau consommée. Les dépôts de fer dans les canalisations peuvent être des sièges de développement de micro-organismes. Le traitement du fer se fait généralement par le biais d'une oxydation par un réactif compatible (permanganate de potassium, chlorure ferrique, etc..) et une filtration sur sable du fer coagulé.

Désinfection de l'eau

Des micro-organismes (bactéries, virus) peuvent se développer dans un réseau d'eau potable. Afin d'éviter toute contamination de ce type, une désinfection de l'eau est réalisée. Cette désinfection se fait par l'injection d'un réactif (chlore, bioxyde de chlore) ou par rayonnement ultra-violet.

Analyse réglementaire

Les analyses réglementaires sont réalisées par les services de l'État (Agence Régionale de Santé) de façon à s'assurer que l'eau est potable en tout point du réseau de distribution. Le nombre et la fréquence de ces analyses sont variables suivant l'unité de distribution.

Autocontrôle

Le programme d'autocontrôle est réalisé par l'exploitant du réseau d'eau potable de façon à s'assurer que l'eau est de bonne qualité sur l'ensemble du réseau de distribution. Ce programme n'est pas inscrit dans un planning réglementaire.

GESTION CLIENTÈLE

Abonnement

L'abonnement est le contrat qui lie une personne physique ou morale à l'exploitant du réseau d'eau potable. Un abonnement correspond à un seul compteur d'eau (point de desserte).

Volumes achetés/vendus en gros

Les volumes achetés ou vendus en gros sont les volumes achetés à un service extérieur ou vendus à un service d'eau extérieur. On parle également de volumes importés ou exportés.

Volumes de services

Les volumes de services sont les volumes utilisés pour l'exploitation du réseau d'eau potable (essais de fonctionnement des poteaux incendie, nettoyage réservoir, purge réseau, etc...).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 2 - Synthèse réglementaire

La synthèse réglementaire suivante est une liste non exhaustive des textes réglementaires parus en 2019 dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

1.1 PROTECTION DES RESEAUX

Arrêté du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau (JO du 18/09/2021)

L'Arrêté du 10 septembre 2021 définit l'eau destinée à la consommation humaine, selon l'article R 1321-1 du code de la santé public.

Cet Arrêté classifie les réseaux d'adduction destinés à la consommation humaine ou sanitaire mentionné à l'article R 1321-43 et les autres réseaux d'adduction d'eau (ex : eau technique, protection incendie, arrosage, ...).

L'arrêté décrit les objectifs de protection des réseaux et renvoie pour les moyens aux dispositifs à mettre en œuvre (surverses, disconnecteurs, soupapes, clapets, ...) selon les catégories de fluide décrits dans un avis paru au JO du 24/09/2021.

Les dispositifs de protection reprennent les terminologies de la norme NF EN 1717 rappelées dans un avis paru au JO du 23/09/2021 listant la norme rendue obligatoire.

L'arrêté est applicable aux installations mises en services au 1er janvier 2023, sans précision de date de dépôt de permis de construire.

@ https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060748

1.2 PESTICIDES

Instruction DGS 2020-177 du 18 décembre 2020 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées (BO Santé 2021/01 du 29/01/2021)

Cette instruction diffuse un guide technique relatif aux pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) à l'exclusion des eaux conditionnées. Cette instruction définit notamment les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH.

Les modalités de gestion décrites sont exercées par les agences régionales de santé (ARS) en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution de l'eau (PRPDE) au titre du code de la santé publique (CSP) et sur les bases de recommandations sanitaires de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et du Haut conseil de la Santé Publique (HCSP).

@ https://www.phytocontrol.com/wp-content/uploads/2021/03/Instruction-n%C2%B0DGS-EA4-2020-177-du-18-decembre-2020-Metabolites.pdf

1.3 COMITÉ NATIONAL DE L'EAU

Code de l'environnement - Articles D213-1 à D213-12 (ancien décret 2007-833 relatif au comité national de l'eau), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1076 du 12 août 2021 (JO du 14/08/2021)

Un décret du 12 août complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML).

Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

Par ailleurs, il complète la disposition relative à la @ présidence des comités consultatifs et permanents.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 EPANDAGE BOUES

Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

Paru le 27 mai dernier, il répond, en partie, aux difficultés techniques et financières rencontrées par les Collectivités pour faire face aux exigences d'hygiénisation préalable à l'épandage des boues de station d'épuration extraites après le début d'exposition à risques pour le COVID-19.

Jusqu'alors restreintes aux traitements « hygiénisants » (compostage, séchage thermique et digestion anaérobie thermophile), de nouvelles modalités de traitement des boues avant épandage sont aujourd'hui possibles :

- Chaulage avec un taux d'incorporation minimum de chaux de 30% puis stockage pendant 3 mois minimum (avec suivi par le producteur, du taux d'incorporation en chaux, de la siccité des boues et de la durée de stockage)
- Séchage solaire avec ou sans plancher chauffant permettant d'atteindre une siccité minimale de 80% (avec suivi par le producteur, de la siccité)
- Digestion anaérobie mésophile puis stockage pendant 4 mois minimum (avec suivi par le producteur du temps de séjour des boues dans le digesteur, de la température pendant la digestion et de la durée de stockage après sortie du digesteur)

Une analyse par lot de boues à épandre devra en outre confirmer un abattement en coliphages somatiques supérieur ou égal à 4 unités logarithmiques (soit 99,99% d'abattement) pour valider l'efficacité du traitement/stockage considéré (conformément à la méthodologie décrite en annexe de l'arrêté ou équivalente).

Peuvent également être épandues les boues obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rhizofiltration ou ayant fait l'objet d'un traitement par rhizocompostage, sous réserve d'une extraction après une mise au repos du dispositif de traitement pendant au moins 1 an.

Selon la FNCCR, cet assouplissement ne concernerait que 25 à 30% des boues soumises à l'interdiction d'épandage et finalement peu les collectivités rurales.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043534752#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2020%20avril%202021%20modifiant%20l'arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2030,la%20p%C3%A9riode%20de%20covid%2D19

1.5 COMPOSTAGE BOUES

Code de l'environnement - Articles R541-76 à R541-85 créés par Décret 2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16/10/2007), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1179 du 14 septembre 2021 (JO du 15/09/2021)

Le décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues.

Le décret ajoute dans la partie réglementaire du code de l'environnement, une nouvelle section : Boues et digestats de boues d'épuration (art. R. 543-311 et s.).

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044041375#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1179%20du%2014%20septembre%202021%20relatif,d'%C3%A9puration%20avec%20des%20structurants&text=Publics%20concern%C3%A9s%20%3A%20exploitants%20d'installations,digestats%20de%20boues%20d'%C3%A9puration.

1.6 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (JO du 09/10/2009), modifié en dernier lieu par Arrêté du 26 février 2021 (JO du 28/02/2021)

Cet arrêté modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Il précise que les organismes notifiés sont chargés de délivrer les agréments des dispositifs d'assainissement non collectif.

Par ailleurs, le présent arrêté fixe les délais d'instruction des dossiers de demande d'agrément (accusé de réception délivré au demandeur dans les 30 jours au lieu de 10 auparavant, et décision d'agrément acceptée ou refusée dans les 3 mois suivant la demande) et les modalités de publicité des décisions d'agrément.

La fiche technique du dispositif de traitement agrée est publiée sur un site ministériel.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043190509

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 3 - Indicateurs règlementaires

Le décret n°2007-675 et l'arrêté du 02 mai 2007 ont modifié les modalités de réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement appelé également « rapport du Maire ». Depuis 2008, indépendamment de la taille du service, les collectivités sont dans l'obligation de présenter des indicateurs de performance du service.

Uniquement une partie de ces indicateurs est liée à l'exécution des missions confiées au délégataire du service d'eau potable. Le calcul des indicateurs est détaillé sur le site internet www.eaudanslaville.fr conformément à la circulaire interministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

Des clefs de consolidation sont associées à certains indicateurs de façon à calculer l'indicateur à une échelle supérieure à celle du périmètre contractuel.

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
D102.2	Prix du service TTC au m³ pour 120 m³	1.35 €	Sans objet	Sans objet
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux	1 jour	Sans objet	Sans objet
CODE FICHE DESCRIPTIVE	**INDICATEURS DE PERFORMANCE**	**VALEUR DE L'INDICATEUR**	**CLÉ DE CONSOLIDATION**	**VALEUR DE LA CLÉ**
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100 %	Sommes des volumes consommés et vendus	254 440 m³
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	Sommes des volumes consommés et vendus	254 440 m³
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	Linéaire du réseau d'adduction	42.1 km
P104.3	Rendement réglementaire du réseau de distribution	89.82 %	Sommes des volumes consommés et vendus	254 440 m³
			Sommes des volumes achetés et produits	289 055 m³
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	2.25 m³/km/j	Linéaire du réseau d'adduction	42.1 km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	1.91 m³/km/j	Linéaire du réseau d'adduction	42.1 km
	Estimation des volumes consommés autorisés non comptés	5 175 m3		
P107.2	***Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable***	***Donnée collectivité***	***Sans objet***	***Sans objet***
P108.3	Indice d'avancement de la protection des ressources en eau	100 %	Sommes des volumes achetés et produits	289 055 m³
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds du service	0€	Sans objet	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
	Indice d'avancement de la sectorisation	100 %	-	-
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0.85 ‰	Nombre d'abonnés desservis	2 345
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouvertures des branchements pour les nouveaux abonnés	100 %	Nombre d'abonnés desservis	2 345
P153.2	***Durée d'extinction de la dette de la collectivité***	***donnée collectivité***	***Epargne brute annuelle***	***donnée collectivité***
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1.5 %	Montant total des factures émises au titre de l'année N-1	303 665.78 €
P155.1	Taux de réclamations	3.8 ‰	Nombre d'abonnés desservis	2 345

* Les indicateurs notés en italique et gras sont du ressort de la collectivité

Nous détaillons ci-après le mode de renseignement ou de calcul des indices de performance qui sont moins couramment utilisés.

> D151.0 : Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service

Le délai est exprimé en heures ou en jours. Le délai visé est celui courant entre la date de réception par l'opérateur de la demande d'ouverture de branchement émanant de l'abonné et la date maximale de mise à disposition de l'eau au point de livraison de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> P103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

	NOTATION
PLAN DES RÉSEAUX	
Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (captages, points de mesure, etc..)	10/10
Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour des réseaux	5/5
INVENTAIRE DES RÉSEAUX	
Existence d'un inventaire détaillé (matériaux, classification, linéaire...) des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les matériaux et diamètre (1 point par tranche de 10%)	5/5
Existence d'une information sur les dates de pose des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les dates de pose (1 point par tranche de 10%)	5/5
SOUS TOTAL	**45**
Pour bénéficier des points supplémentaires en relation avec les articles ci-dessous il faut totaliser 40 points sur les 45 possibles en première partie.	
AUTRES ÉLÉMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RÉSEAUX	
Localisation et description des ouvrages annexes (vannes, PI) et servitudes de réseaux	10/10
Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants	10/10
Localisation des branchements sur le plan des réseaux	0/10
Pour chaque branchement, caractéristiques du compteur d'eau	10/10
Identification des secteurs de perte d'eau, date et nature des réparations	10/10
Localisation à jour des autres interventions (réparation, purges et renouvellement)	10/10
Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif sur 3 ans)	10/10
Existence d'une modélisation hydraulique de réseau	5/5
NOTATION FINALE 110/120	

> P105.3 : Indice linéaire des volumes non comptés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Volume mis en distribution} - \text{Volume comptabilisé}}{\text{Longueur du réseau de desserte X 365}}$$

Avec : volumes mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

$$\text{Indice} = \frac{\text{Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N}}{\text{5 X longueur du réseau de desserte}} \text{ X 100}$$

> Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf

> Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

> Il convient d'additionner les linéaires renouvelés d'une part par la collectivité et d'autre part par l'opérateur, sur le périmètre considéré

> P108.3 : Indice d'avancement de protection de la ressource

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

> 0 % Aucune action

> 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours

> 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu

> 50 % Dossier déposé en préfecture

> 60 % Arrêté préfectoral

> 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)

> 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

> P151.1 : Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X 1000}$$

> P152.1 : Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre d'ouvertures de branchements réalisés dans les délais}}{\text{Nombre total d'ouvertures}} \text{ X 100}$$

> P153.2 : Durée d'extinction de la dette de la collectivité

> Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'eau potable (distribution, transfert et/ou production) divisé par l'épargne brute annuelle

> Remarque importante : l'endettement indirect résultant de l'adhésion de la collectivité à un EPCI ou à un syndicat mixte lui-même endetté n'est pas pris en compte.

> P155.1 : Taux de réclamations

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de réclamations écrites}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X 1000}$$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 4 - Facture 120 m³

	MARCHEPRIME EP		
-	Qté	Tarif au 01/01/2022	Total HT
Part de la collectivité			
Abt Annuel	1	11.89 €	11.89 €
Conso	120	0.1847 €	22.16 €
Total part collectivité			**34.05 €**
Part du délégataire			
Abt Annuel	1	26.04 €	26.04 €
Conso	120	0.3852 €	46.22 €
Total part collectivité			**72.26 €**
Organismes publics			
Redevance Pollution Domestique	120	0.330 €	39.60 €
Préservation des ressources en eau	120	0.0631 €	7.57 €
Total part organismes publics			**47.17 €**
Total HT			153.48 €
TVA à 5,5%			8.44 €
Total TTC			161.92 €
Prix du m3 HT	1.28 €		
Prix du m3 TTC	1.35 €		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Annexe 5 - Actualisation tarifaire

REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/01/2022
COMMUNE DE MARCHEPRIME

La révision de la rémunération de base Po de la SA AGUR, au 01/01/2022 est obtenue par l'application du coefficient k1n défini dans l'Article 49 du contrat :

$$k1_N = 0{,}15 + 0{,}53 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}05 \frac{35111407}{35111407_o} + 0{,}19 \frac{\text{FD}}{\text{FD}_o} + 0{,}08 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o}$$

ICHT-E :	Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution
35111407	Indice Electricité tarif bleu professionnel
FD	Frais Divers
TP10a :	Indice des travaux, canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux

Remarque :
35111407 : remplacé par "010534763" coefficient de raccordement 1,1722

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

Paramètres	BASE		Paramètres	ANNEE 2022	
	Valeur connue au 1er novembre 2017	Valeur du mois de		Dernière Valeur connue le 01/09/2021	Valeur du mois de
ICHT-E_o	109,8		ICHT-E	124,0	mars 2021
35111407_o	128,3		35111407 / 010534763	126,9	juillet 2021
FD_o	102,5		FD	104,4	mai 2021
TP10-ao	106,8		TP10a	113,7	mai 2021

$$k1_N = 0{,}15 + 0{,}53 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}05 \frac{010534763 \times 1{,}1722}{35111407o} + 0{,}19 \frac{\text{FD}}{\text{FDo}} + 0{,}08 \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10ao}}$$

$$k1_N = 0{,}15 + 0{,}53 \frac{124{,}00}{109{,}8} + 0{,}05 \frac{148{,}75}{128{,}3} + 0{,}19 \frac{104{,}40}{102{,}5} + 0{,}08 \frac{113{,}70}{106{,}8}$$

$$k1_N = 1{,}08520$$

$$k1_N = 1{,}0852$$

Tarifs

	Part du délégataire (HT)			Variation
	Base	Année 2021	**Année 2022**	
Part fixe annuelle	24,00 €	25,27 €	**26,04 €**	3,07%
Prix du m3	0,3550 €	0,3737 €	**0,3852 €**	3,08%
Frais d'accès au service	48,50 €	51,06 €	**52,63 €**	3,07%
Frais de déplacement d'un agent	38,80 €	40,85 €	**42,11 €**	3,08%
Frais de fermeture	38,80 €	40,85 €	**42,11 €**	3,08%
Frais de 1ère relance en cas de non-paiement	2,91 €	3,06 €	**3,16 €**	3,27%
Frais de 2nde relance en cas de non-paiement	9,70 €	10,21 €	**10,53 €**	3,13%
Pénalité pour mise en recouvrement	38,80 €	40,85 €	**42,11 €**	3,08%
Rejet de paiement	10,00 €	10,53 €	**10,85 €**	3,04%
Duplicata de facture par courrier	5,00 €	5,26 €	**5,43 €**	3,23%
Contrôle ressource autonome	90,00 €	94,75 €	**97,67 €**	3,08%
Seconde visite contrôle ressource autonome	60,00 €	63,17 €	**65,11 €**	3,07%
Jaugeage	75,00 €	78,96 €	**81,39 €**	3,08%
Etalonnage	485,00 €	510,61 €	**526,32 €**	3,08%

Visa
Pour AGUR
Validé le

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Visa
Pour la Collectivité
Validé le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

LE SERVICE PUBLIC DE L'

EAU

PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN
pour la commune de MIOS

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

© Valentin Pacaut / The Explorers

suez

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 11
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 25

3.1 Le bilan hydraulique 27
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 27
3.1.2 Les volumes prélevés 27
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 28
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 28
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 29
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 29
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) ... 30
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 33
3.1.9 Les volumes de pointes 33
3.2 La qualité de l'eau 34
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 34
3.2.2 Le plan vigipirate 35
3.2.3 La ressource 35
3.2.4 La production 36
3.2.5 La distribution 36
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 37
3.3 Le bilan d'exploitation 38
3.3.1 La consommation électrique 38
3.3.2 Les contrôles réglementaires 38
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs 39
3.3.4 Les autres interventions sur les installations 40
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 40
3.4 Le bilan de la relation client 42
3.4.1 Le nombre de clients 42
3.4.2 Le nombre d'abonnés 42
3.4.3 Les volumes vendus 43
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 43
3.4.5 Les volumes ventes en gros 43
3.4.6 La typologie des contacts clients 44
3.4.7 Les principaux motifs de dossiers clients 44
3.4.8 L'activité de gestion clients 44
3.4.9 L'encaissement et le recouvrement 45
3.4.10 Les dégrèvements 46
3.4.11 La mesure de la satisfaction client 46

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4 | Comptes de la délégation 49

4.1 Le CARE 51
4.1.1 Le CARE 52
4.1.2 Le détail des produits 53
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 53
4.2 Les reversements 61
4.2.1 Les reversements de T.V.A. 61
4.3 La situation des biens et des immobilisations 62
4.3.1 La situation sur les compteurs 63
4.4 Les investissements contractuels 64
4.4.1 Le renouvellement 64
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 65

5 | Votre délégataire 67

5.1 Notre organisation 69
5.1.1 La Région 69
5.1.2 Nos implantations 70
5.1.3 Nos moyens humains 71
5.1.4 Nos moyens matériels 72
5.1.5 Nos moyens logistiques 72
5.2 La relation clientèle 74
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 74
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 75
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 76
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 77
5.2.5 Informer et alerter nos clients 78
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 79
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 80
5.3 Notre système de management 81
5.4 Notre démarche développement durable 86

6 | Annexes 87

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Juillet	mise en place GE AEP Mios / octobre renouvellement conduite entre le forage et le bâtiment d'exploitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.2 Les chiffres clés



4 929 abonnés

640 240 m³ d'eau facturée





90,8 % de rendement du réseau de distribution

1,45 m³/km/j de pertes en réseau





133,5 km de réseau de distribution d'eau potable



100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	10 523	10 909	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	-	4 929	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	136,19	133,49	km	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	81,1	90,8	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	100	100	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0	0	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	2,99	1,6	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	2,88	1,44	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	6	0	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0005	0	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	4,74	0	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	-	20,09	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,62	1,66	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Prévoir la déconstruction du surpresseur et du château d'eau de Caudos.

ACTIVITES RESEAUX

- Engager les études pour la requalification des réseaux désormais sous dimensionnés (baisses de pression). Ex : Lacanau de Mios à Mios.
- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.
- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.
- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable.
- Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
- Supprimer des doubles conduites.
- Supprimer de conduite en amiantes ciment.
- Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
- Supprimer des conduites génératrices de CVM.
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.
- Prévoir l'intégration au patrimoine syndical des réseaux privés mais exploités par nos services, un avenant doit être mis en œuvre à cet effet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	13/02/2009	31/12/2021	Affermage
Avenant n°01	01/01/2021	31/12/2021	PROLONGATION D'UN AN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune de MIOS pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	MIOS
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PREIGORD LIMOUSIN	F. BERNET M. DUBANCHET	Directeur d'Agence Chargé de Contrat	06 30 51 33 71 06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

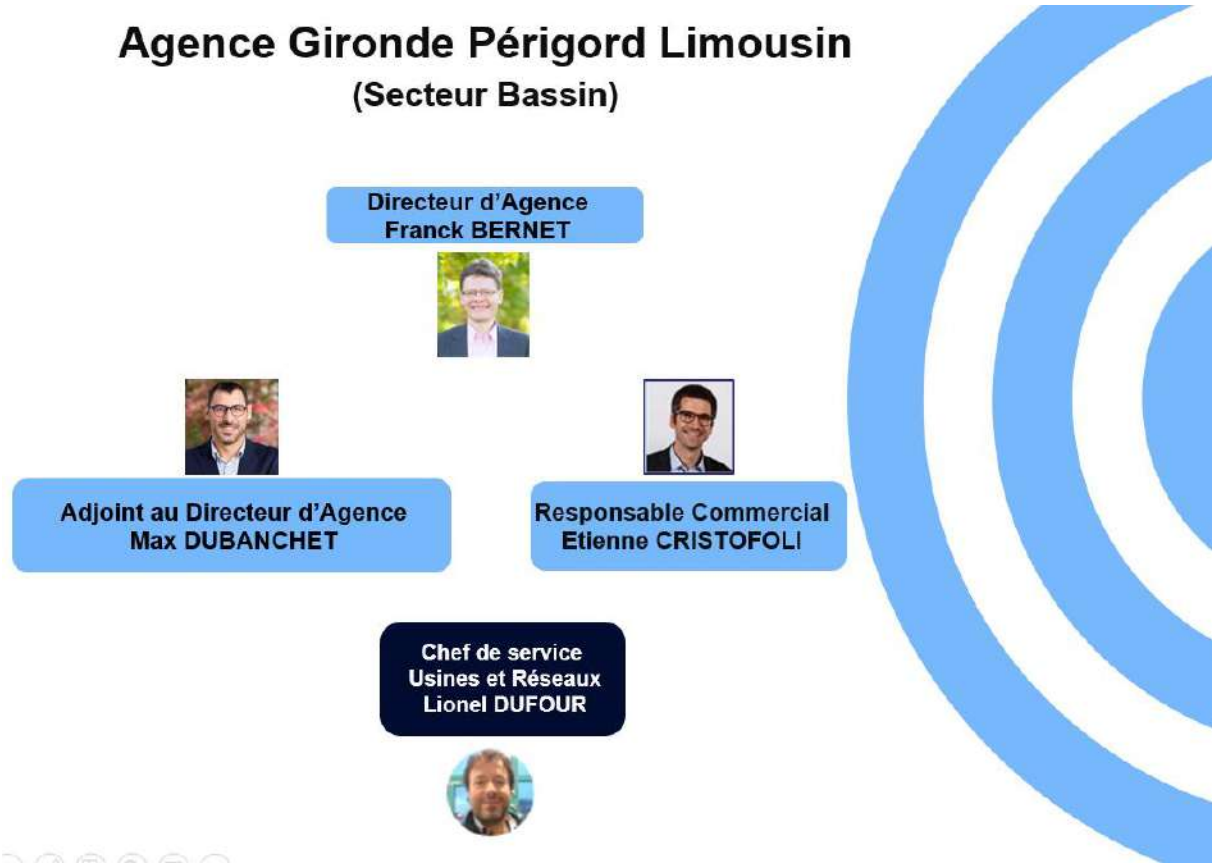
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

  - Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

2.3 L'inventaire du patrimoine

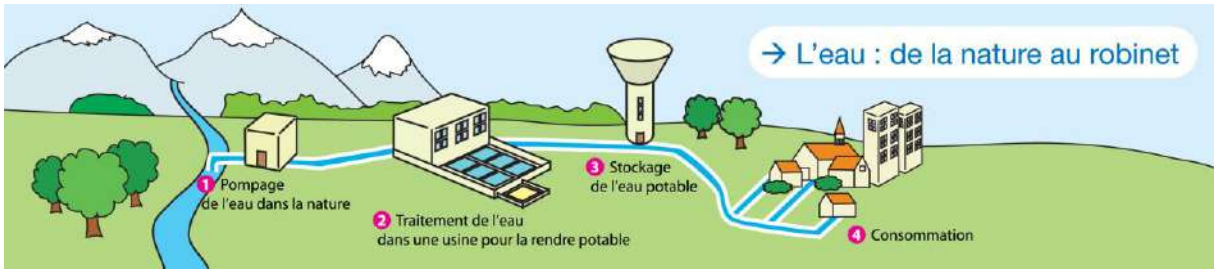
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
MIOS	AEP DE PEYOT	1990	1 600	m³/j
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	2018	2 000	m³/j

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

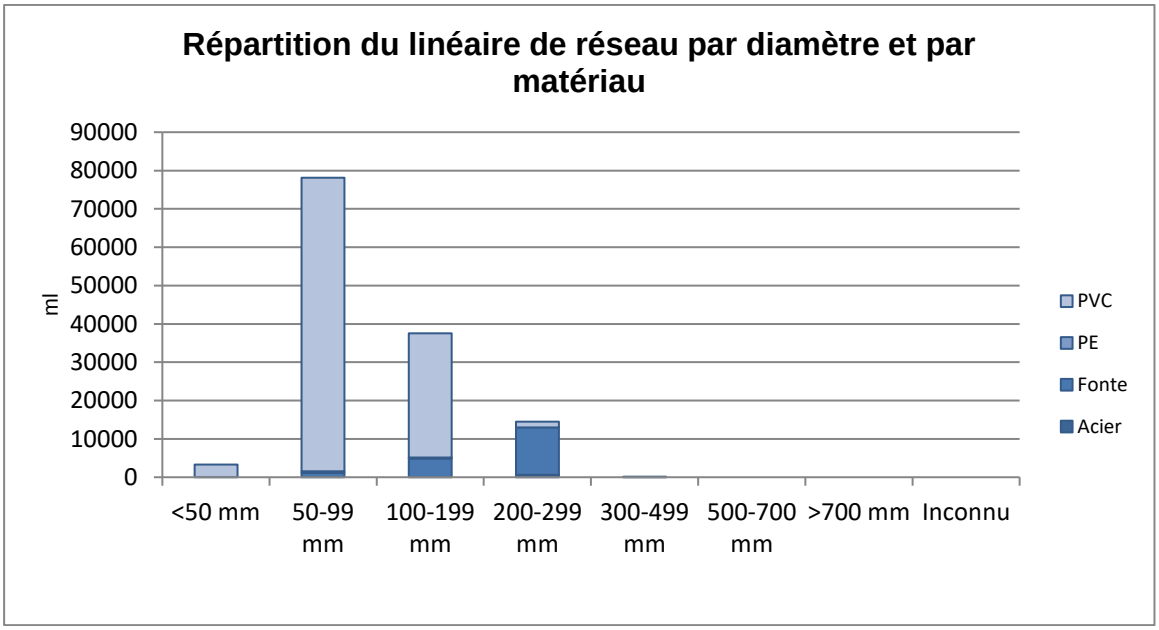
Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
MIOS	SURP CRAQUE	2006	25	m³/h
MIOS	FOR PEYOT			m³/h
LACANAU DE MIOS	FOR BOUCHON			m³/h

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	3 309	-	-	-	-	3 309
50-99 mm	1 151	428	-	76 504	-	-	-	-	78 082
100-199 mm	4 901	203	-	32 422	-	-	-	-	37 526
200-299 mm	12 371	-	-	1 499	620	-	-	-	14 490
300-499 mm	48	37	-	-	-	-	-	-	86
Total	18 471	668	-	113 734	620	-	-	-	133 493



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	136 189
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	16
Régularisations de plans	- 2 712
Situation actuelle	133 493

En 2021 nous n'avons reçu aucun plan de recollements stipulant des travaux sur le contrat.
La variation de linéaire s'explique par la correction de données (remontée terrain, correction de la base de données, recalage de réseaux en fonction de levée terrain).

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
MIOS	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	7	7	0,0%
MIOS	Equipements de mesure de type compteur	4	4	0,0%
MIOS	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	114	114	0,0%
MIOS	Vannes	447	445	- 0,4%
MIOS	Vidanges, purges, ventouses	158	160	1,3%

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	4 595	4 810	4,7%
Branchement eau potable total	4 595	4 810	4,7%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

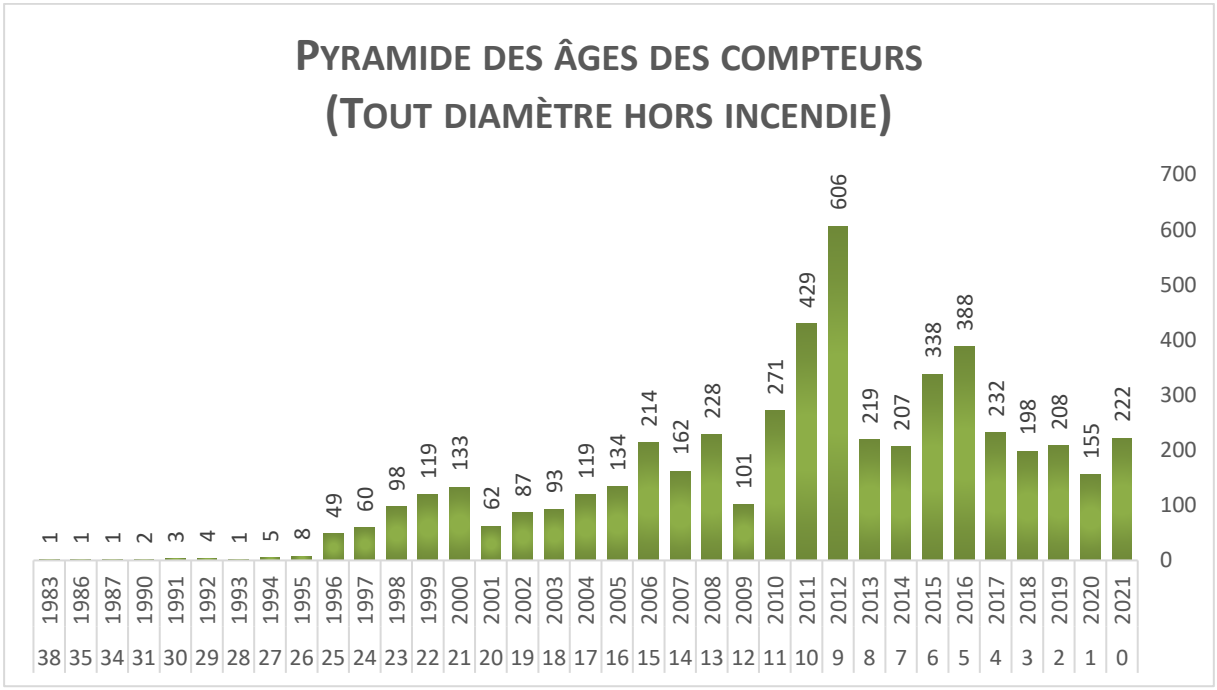
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre

Usage	Tranche d'âge	Inconnu	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	993	20	2	1 015
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1 735	22	1	1 758
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	1 164	26	1	1 191
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	634	12	1	647
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	517	4	0	521
Eau froide	F > 25 ans	-	26	1	-	27
Eau froide	Inconnu	1	-	-	1	2
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	-	1	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	1	1	2
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	1	1
Total		1	5 069	86	9	5 165



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)	
Diamètre	**2021**
Inconnu	1
12 à 15 mm	5 069
20 à 40 mm	86
>40 mm	9
Total	5 165

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	55
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**100**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3 Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

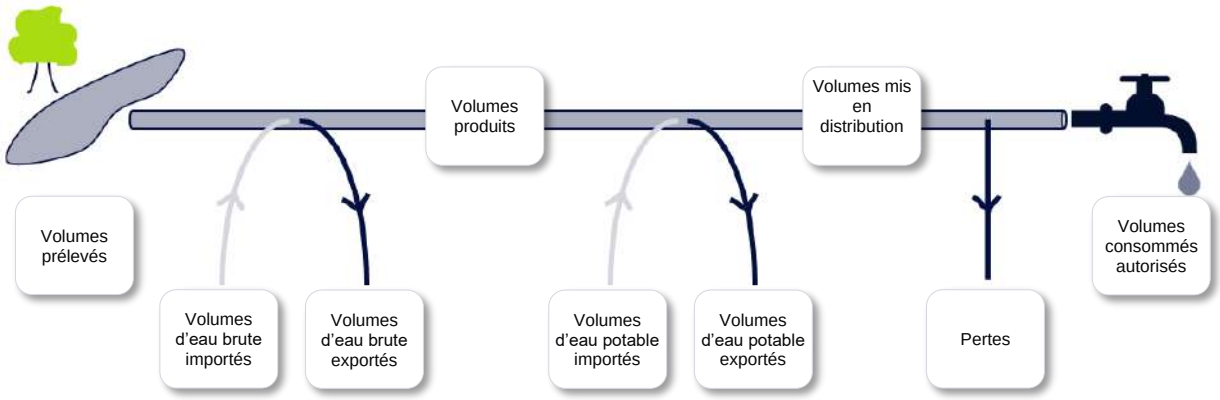
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

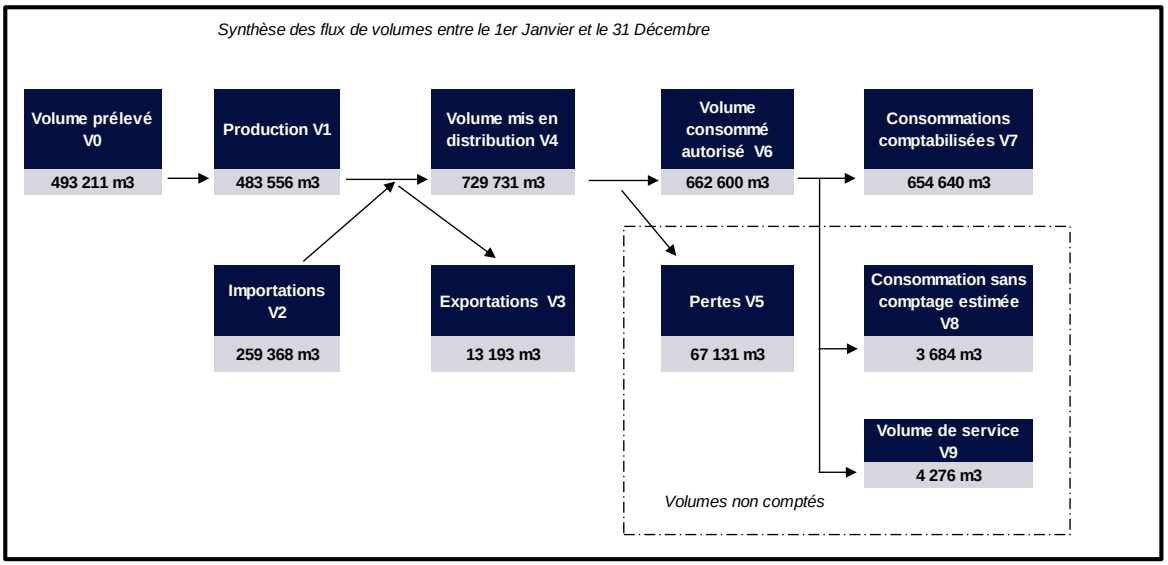
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable





3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	AEP DE PEYOT	-	-	306 619	269 444	227 984	- 15,4%
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	-	-	228 343	225 654	265 227	17,5%
Total des volumes prélevés		-	-	534 962	495 098	493 211	- 0,4%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	AEP DE PEYOT	-	-	311 266	266 826	218 329	- 18,2%
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	-	-	228 343	225 654	265 227	17,5%
Total des volumes produits		-	-	539 609	492 480	483 556	- 1,8%

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
CTRV SALLES/MIOS Q21 CASTANDET	Volume d'eau potable exporté	-	-	56	-	0	0,0%
CTRV SALLES/MIOS Q21 CASTANDET	Volume d'eau potable importé	-	-	4 325	-	0	0,0%
CTRV SALLES/MIOS Q6	Volume d'eau potable exporté	-	-	34 204	-	27 996	0,0%
CTRV SALLES/MIOS Q6	Volume d'eau potable importé	-	-	166 435	-	245 025	0,0%
SECTO Q12 PETIT CAUDOS	Volume d'eau potable exporté	-	-	-	778	-	- 100,0%
SECTO Q12 PETIT CAUDOS	Volume d'eau potable importé	-	-	-	15 097	-	- 100,0%
SURP CRAQUE	Volume d'eau potable exporté	-	-	-	32 873	-	- 100,0%
SURP CRAQUE	Volume d'eau potable importé	-	-	-	241 336	-	- 100,0%
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	170 760	256 433	245 025	- 4,4%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	34 260	33 651	27 996	- 16,8%

Les volumes positionnés sur le « SURP CRAQUE » sont les volumes du compteur de sectorisation « SECTO Q6 vers MIOS » rattaché au contrat « CDC VAL DE L'EYRE pour la commune de SALLES ».
Les volumes positionnés sur le « SECTO Q12 PETIT CAUDOS » sont les volumes du compteur de sectorisation « SECTO Q21 CASTANDET » rattaché au contrat « CDC VAL DE L'EYRE pour la commune de SALLES »

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A°	503 162	516 212	2,6%
Total volumes eau potable importés (B)	256 549	245 025	- 4,5%
Total volumes eau potable exportés (C)	39 228	27 996	- 28,6%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	720 484	733 241	1,8%

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

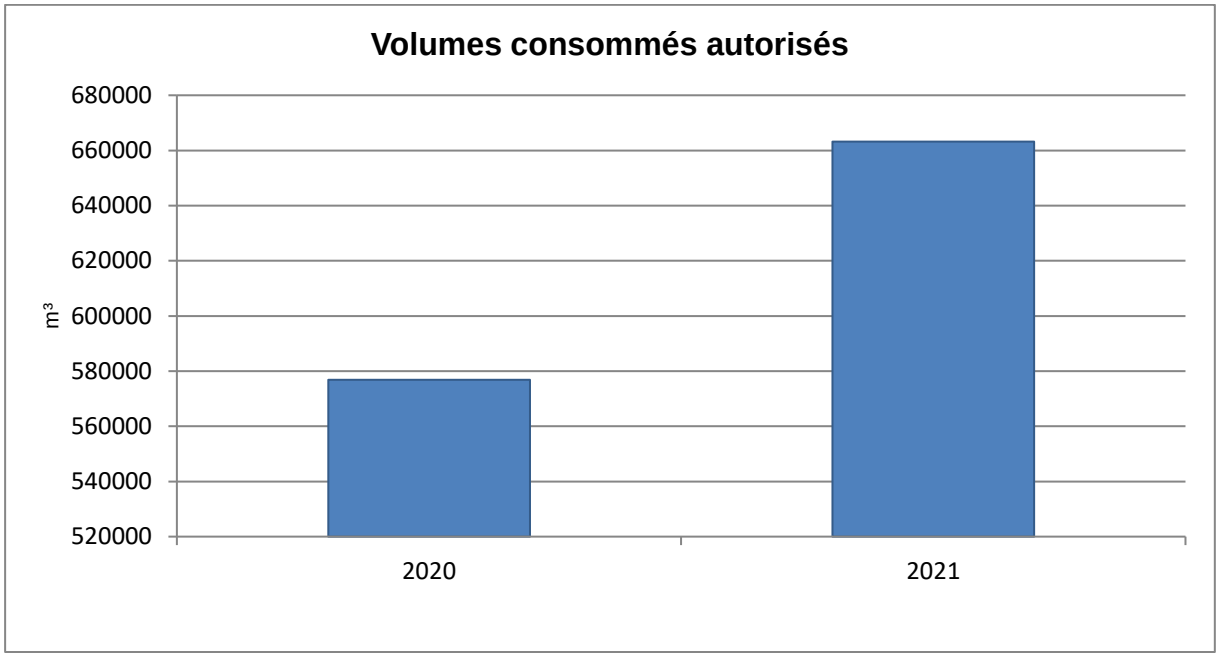
Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	571 268	655 251	14,7%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	571 268	655 251	14,7%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	3 564	3 684	3,4%
Volumes de service du réseau (G)	2 082	4 276	105,4%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	576 914	663 211	15,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

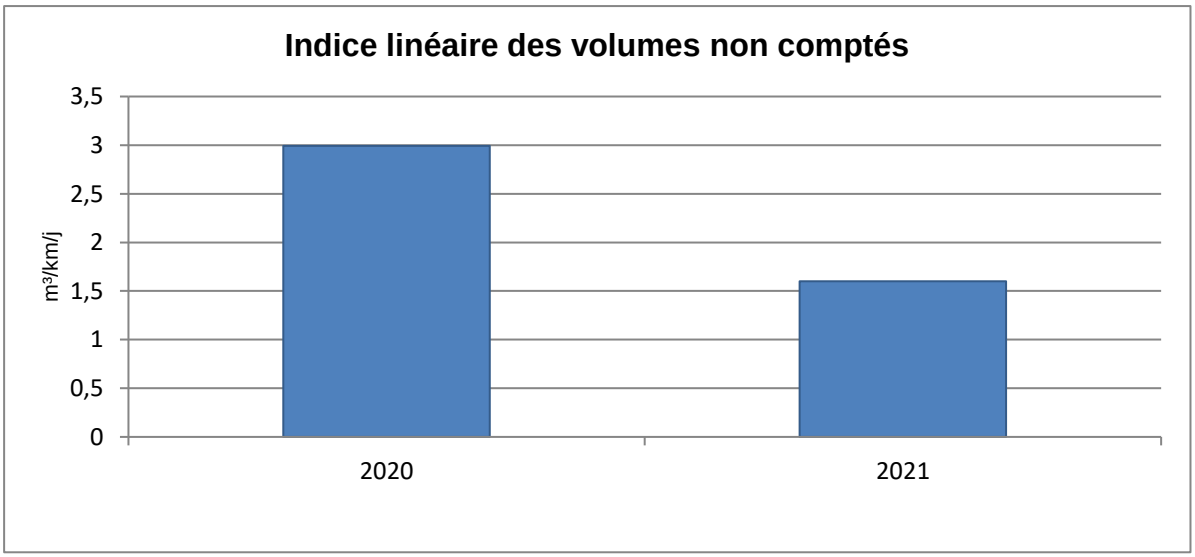
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

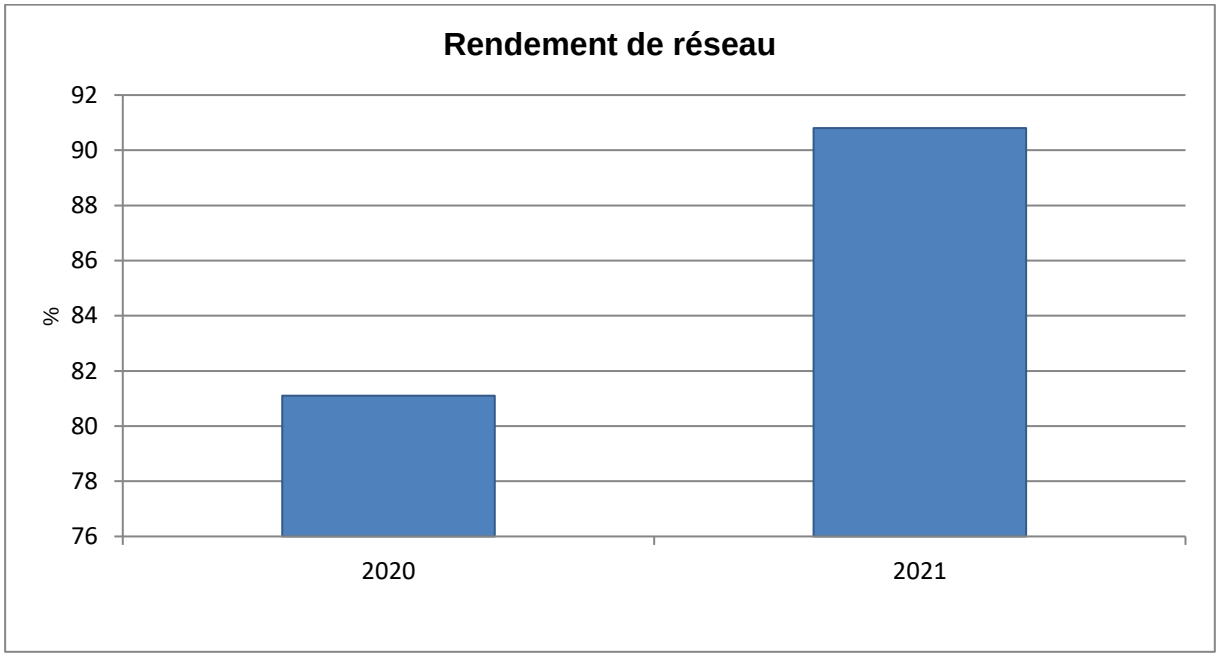
Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	720 484	733 241	1,8%
Volumes comptabilisés (E)	571 268	655 251	14,7%
Volumes consommés autorisés (H)	576 914	663 211	15,0%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	143 570	70 030	- 51,2%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	149 216	77 990	- 47,7%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	136,193	133,493	- 2,0%
Période d'extraction des données (jours) (M)	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	2,88	1,44	- 50,1%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	2,99	1,6	- 46,5%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Rendement de réseau (%)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	576 914	663 211	15,0%
Volumes eau potable exportés (C)	39 228	27 996	- 28,6%
Volumes eau potable produits (A)	503 162	516 212	2,6%
Volumes eau potable importés (B)	256 549	245 025	- 4,5%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	81,1	90,8	12,0%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	576 914,21	663 211	15,0%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	136,2	133,5	- 2,0%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	12,4	14,2	14,5%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0,76	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,48	67,84	0,5%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	81,1	90,8	12,0%

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	15-juin-21
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP PEYOT	902
AEP LACANAU MIOS	1175
Total	**2077**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes, …) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Forage du Bouchon	forage	2016	BSS002PSEX/F	11/06/2017	16/01/2020	28/02/2020	Procédure en cours	oui
Pujeau	forage	1990	08502X0105	19/06/1992	17/09/1992	15/10/1992	Procédure terminée (captage public)	oui

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Forage du Bouchon	11/06/2018	PI/PR	Eocène Médoc Estuaire à l'équilibre	120	2 400	400 000	Désinfection
Pujeau	20/01/2012	PI/PR	Oligocène	130	2 700	700 000	Désinfection

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	5	0	100,0%	0	100,0%	7	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	5	0	100,0%	0	100,0%	5	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	25	0	100,0%	0	100,0%	35	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	378	0	100,0%	0	100,0%	7	0	100,0%	0	100,0%

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	15	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	18	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	75	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	244	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	20	0	100%
Physico-chimique	9	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)				
Commune	**Site**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	AEP DE PEYOT	22 044	90 559	310,8%
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	20 097	89 981	347,7%
MIOS	SURP CRAQUE	2 863	12 104	322,8%
Total		45 004	192 644	328,1%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
MIOS	AEP DE PEYOT	Equipement électrique	armoire générale BT	28/10/2021
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	Equipement électrique	armoire générale BT	28/10/2021
MIOS	SURP CRAQUE	Equipement électrique	armoire générale BT	28/10/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Règles Générales d'Utilisation des Equipements de travail et des Moyens de protection

(décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993)

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …) ;
- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …) ;
- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
MIOS	AEP DE PEYOT	21/12/2021
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	22/12/2021
MIOS	SURP CRAQUE	23/12/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
MIOS	AEP DE PEYOT	214	1	7	222
MIOS	CTRV MIOS/BIGA	4	-	-	4
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	75	4	12	91
MIOS	SECTO Q12 PETIT CAUDOS	-	-	4	4
MIOS	SURP CRAQUE	67	2	-	69

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	138
RDT	168
RDT-RDICT conjointe	251
Total	557

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	renouvelés	-	4	0,0%
Appareils de fontainerie	créés	-	1	0,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	-	1	0,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	7	7	0,0%
Branchements	créés	15	51	240,0%
Branchements	modifiés	5	4	-20,0%
Branchements	renouvelés	2	4	100,0%
Compteurs	déposés	2	2	0,0%
Compteurs	posés	91	196	115,4%
Compteurs	remplacés	9	99	1000,0%
Devis métrés	réalisés	25	45	80,0%
Enquêtes	Clientèle	116	201	73,3%
Fermetures d'eau	à la demande du client	1	3	200,0%
Fermetures d'eau	autres	-	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	2	4	100,0%
Remise en eau	sur le réseau	-	3	0,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	-	1	0,0%
Réparations	fuite sur branchement	5	15	200,0%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	3	9	200,0%
Autres		106	457	331,1%
Total actes		389	1 108	184,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	-	4 726	0,0%
Collectivités	-	37	0,0%
Professionnels	-	166	0,0%
Total	-	4 929	0,0%

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	4 738	4 910	3,6%
Autres abonnés	9	19	111,1%
Total	4 747	4 929	3,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	464 942	515 221	11,0%
Volumes vendus aux collectivités	19 622	22 574	15,0%
Volumes vendus aux professionnels	73 253	102 445	39,9%
Volumes vente en gros		14 816	
Total des volumes vendus	557 817	655 056	17 %

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs	
Désignation	**2021**
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	18 673
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	60 893
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	79 566

3.4.5 Les volumes ventes en gros

Les volumes ventes en gros						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Vente En Gros	-	-	-	-	14 816	0,0%
Total volumes vente en gros	-	-	-	-	14 816	0,0%

Code INSEE	Commune	Nom client	Site	Conso 2021
33284	MIOS	VEOLIA EAU CGE	VEG BIGANOS	14 816
Total général				**14 816**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

3.4.6 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	2 443
Courrier	228
Internet	701
Visite en agence	27
Total	3 399

3.4.7 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	839	7
Facturation	314	271
Règlement/Encaissement	601	29
Prestation et travaux	10	-
Information	1 288	-
Dépose d'index	183	-
Technique eau	164	118
Total	3 399	425

3.4.8 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion	
Désignation	**2021**
Nombre de relevés de compteurs	0
Nombre d'abonnés mensualisés	0
Nombre d'abonnés prélevés	0
Nombre d'échéanciers	0
Nombre total de factures comptabilisées	0

En 2020, en raison de la situation sanitaire exceptionnelle due au COVID-19, la relève des compteurs d'eau n'a pas pu avoir lieu. La facturation a ainsi été estimée sur la base de l'historique de consommation des clients. Le nombre de relevés sur l'année 2020 est donc en diminution.

3.4.9 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement	
Désignation	**2021**
Créances irrécouvrables (€)	6 367
CA TTC hors travaux de l'année N -1	1 142 486
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	14 669
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,62
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,66

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements	
Désignation	**2021**
Nombre de demandes acceptées	22
Volumes dégrévés (m³)	14 392

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :

«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…

Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

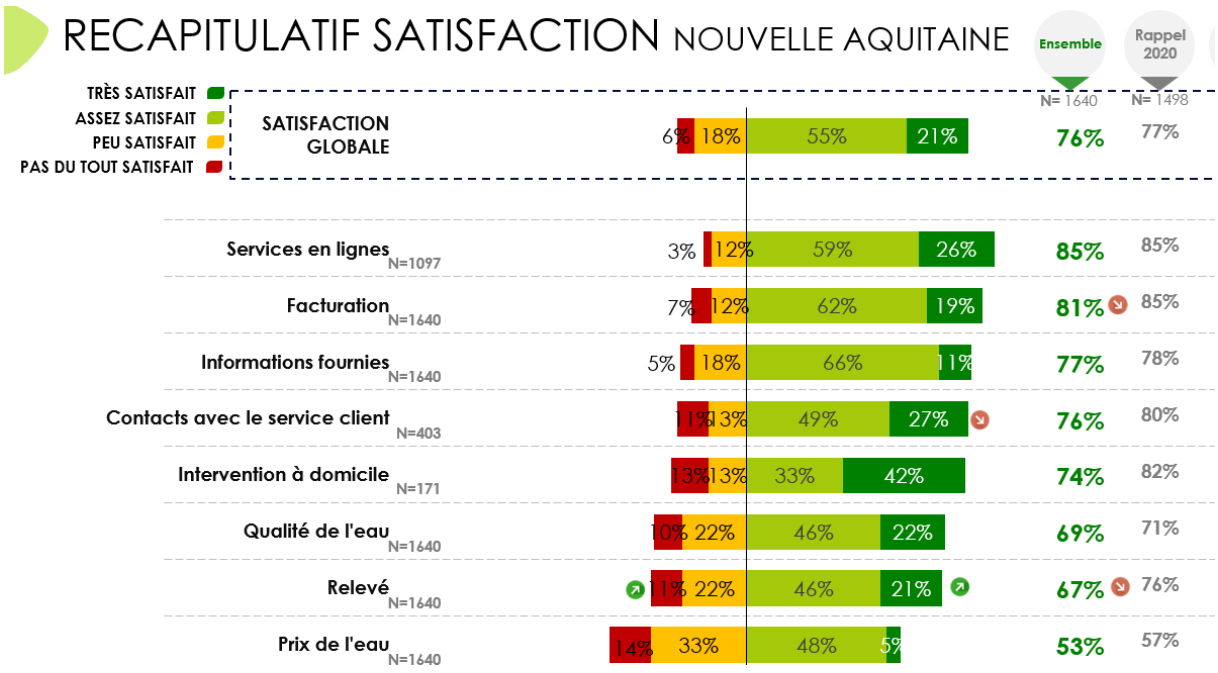
Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Stabilité de la satisfaction clients :
Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

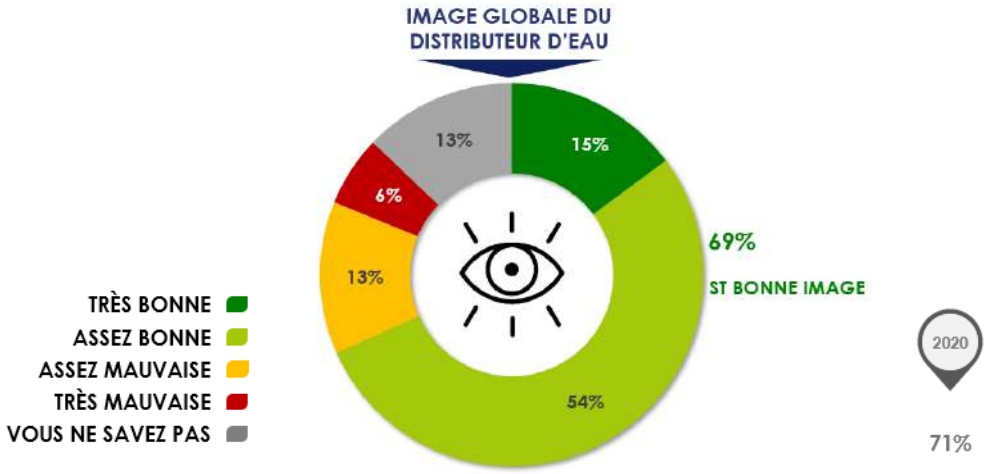
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics

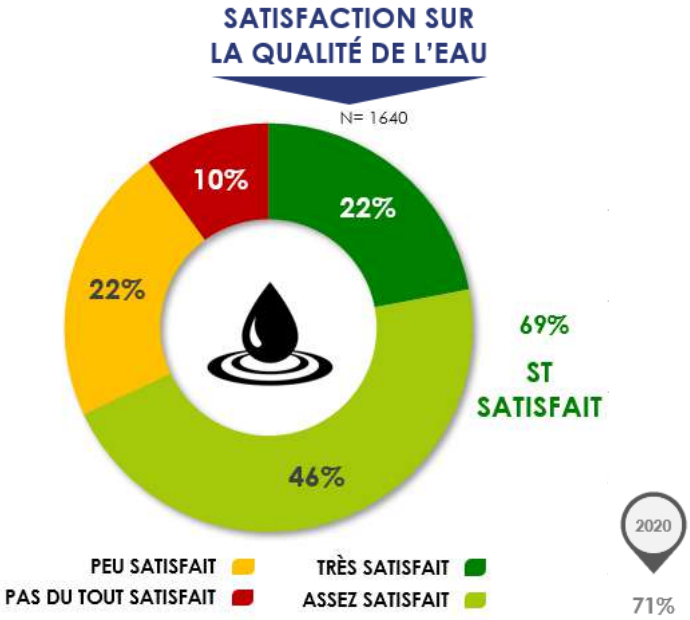


L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

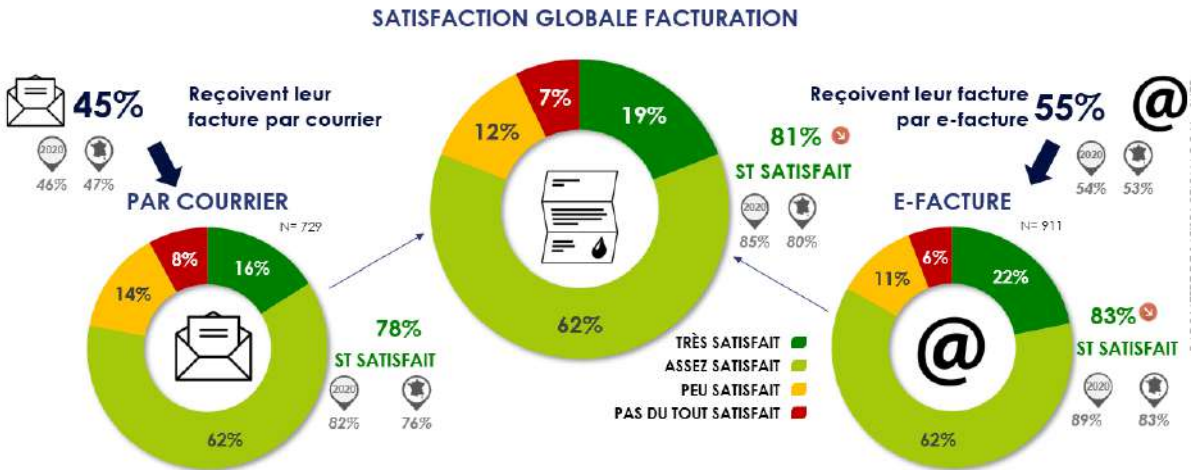
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**394 346**	**1 058 198**	**168,3%**
Exploitation du service	334 175	371 128	
Collectivités et autres organismes publics	0	545 161	
Travaux attribués à titre exclusif	32 399	68 953	
Produits accessoires	27 771	72 955	
CHARGES	**407 205**	**1 013 124**	**148,8%**
Personnel	159 244	184 774	
Energie électrique	32 498	24 487	
Produits de traitement	1 291	1 170	
Analyses	5 707	5 320	
Sous-traitance, matières et fournitures	69 229	73 356	
Impôts locaux et taxes	3 054	2 987	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	92 808	101 073	
• télécommunication, postes et télégestion	8 333	8 023	
• engins et véhicules	7 693	8 215	
• informatique	54 023	60 152	
• assurance	1 707	2 568	
• locaux	5 148	4 707	
Ristournes et redevances contractuelles	20 407	21	
Contribution des services centraux et recherche	13 013	16 930	
Collectivités et autres organismes publics	0	545 161	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	0	6 545	
• programme contractuel	0	6 935	
Charges relatives aux investissements			
• fonds contractuel	0	30 957	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	3 389	4 169	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	6 566	9 239	
Résultat avant impôt	**-12 860**	**45 074**	
Apurement des déficits antérieurs	0	12 860	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	8 859	
RESULTAT	**-12 860**	**23 355**	**281,6%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**394 346**	**1 058 198**	**168,3%**
Exploitation du service	334 175	371 128	11,1%
• Partie fixe facturée	110 470	118 313	
• Partie proportionnelle facturée	223 705	265 338	
• Variation de la part estimée sur consommations	0	-12 523	
Collectivités et autres organismes publics	0	545 161	-
• Part Collectivité	0	293 191	
• Redevance prélèvement	0	52 435	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	0	199 535	
Travaux attribués à titre exclusif	32 399	68 953	112,8%
• Branchements	32 399	68 953	
Produits accessoires	27 771	72 955	162,7%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 866	3 018	
• Autres produits accessoires	24 905	69 937	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

VI. ANNEXES

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 929,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	672,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	613,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	133,50
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 929,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 929,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	133,50
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	137,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	4 929,00
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 929,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	483 555,90
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	0,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	0,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 929,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-44 103,33
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	513 036,96
Charges logistique	Sortie de stock	-14 256,01
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-186 165,18
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-97 021,53
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	513 036,96
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	68 953,35

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,58% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,56% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)	
Diamètre	**2021**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	0,0%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	0
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	5070
20 à 40 mm remplacés (%)	0,0%
- 20 à 40 mm remplacés	0
- 20 à 40 mm Total	86
> 40 mm remplacés (%)	0,0%
- > 40 mm remplacés	0
- > 40 mm Total	9
Age moyen du parc compteur	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	8 493,75
Réseaux	0
Branchements	604,9
Compteurs	3 589,05
Total	12 687,7

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2020**	**2021**
Renouvellement	792,13	12 687,7

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	30 956,99
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	30 956,99

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2020**	**2021**
Travaux neufs	0	30 957

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

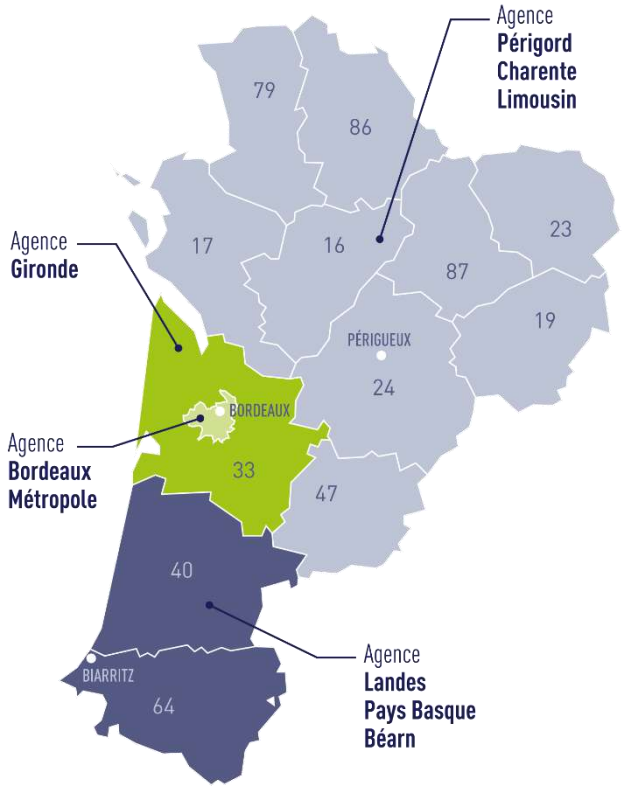
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

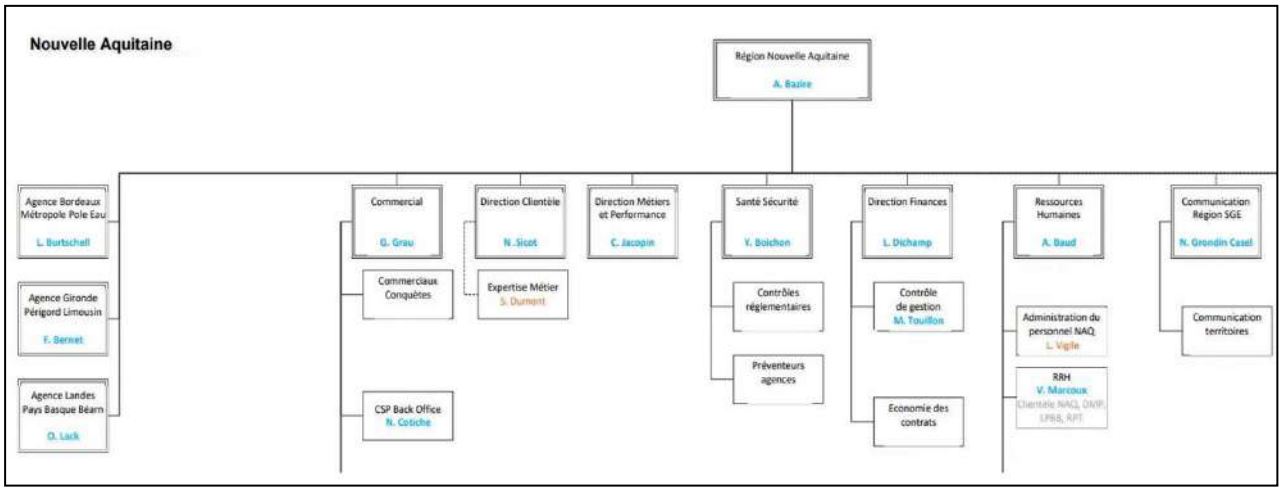
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

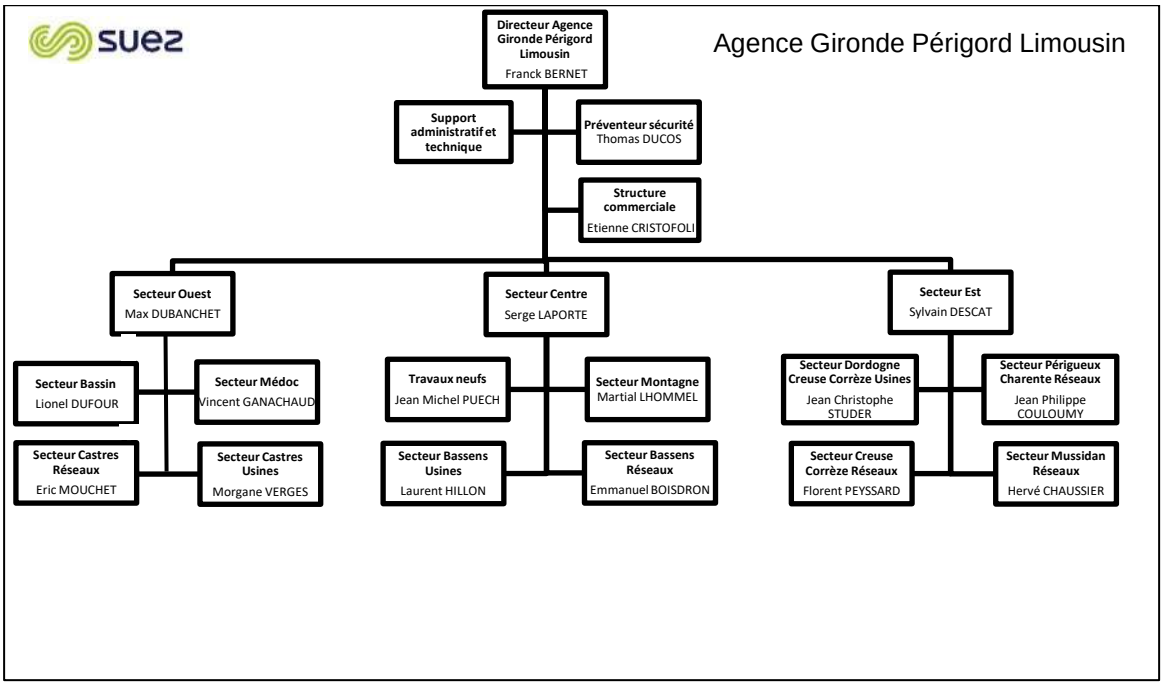
5.1.3 Nos moyens humains

L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.1.4 Nos moyens matériels

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise







5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

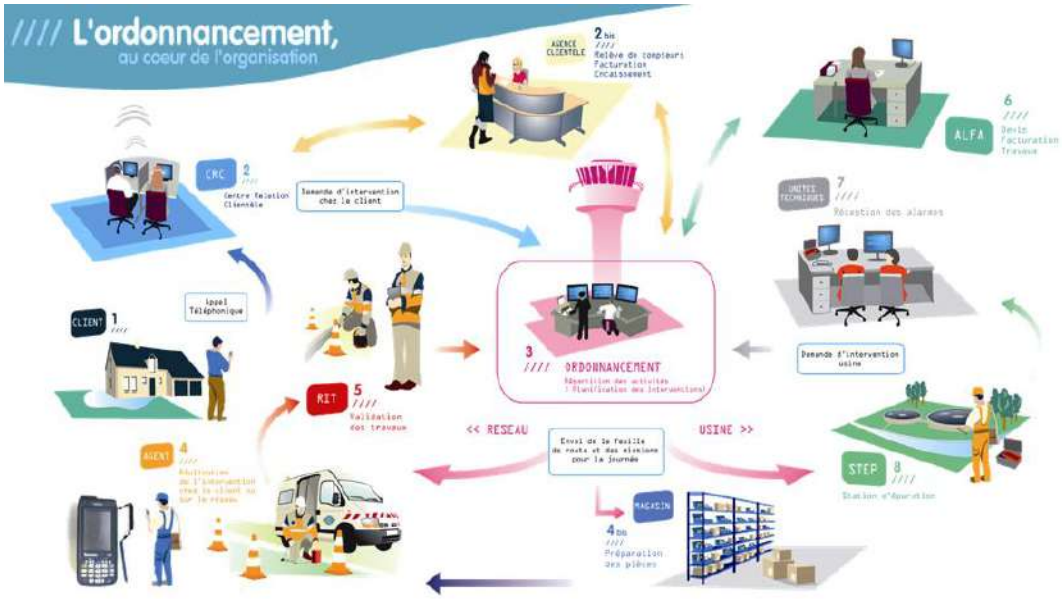
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.
-



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2 La relation clientèle

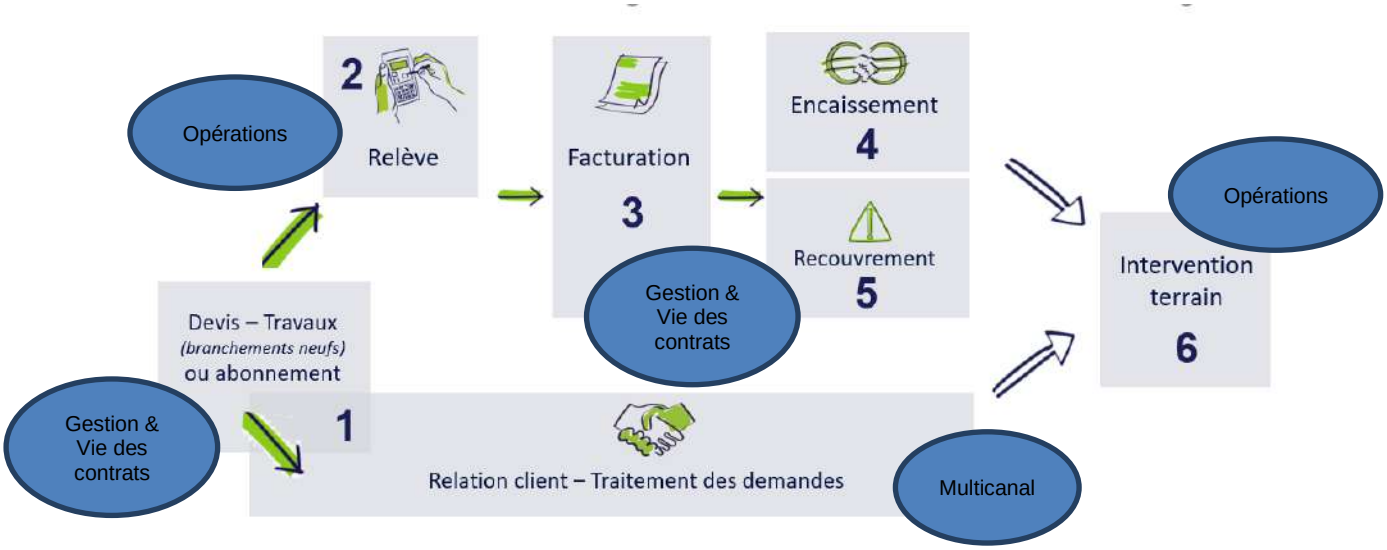
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :

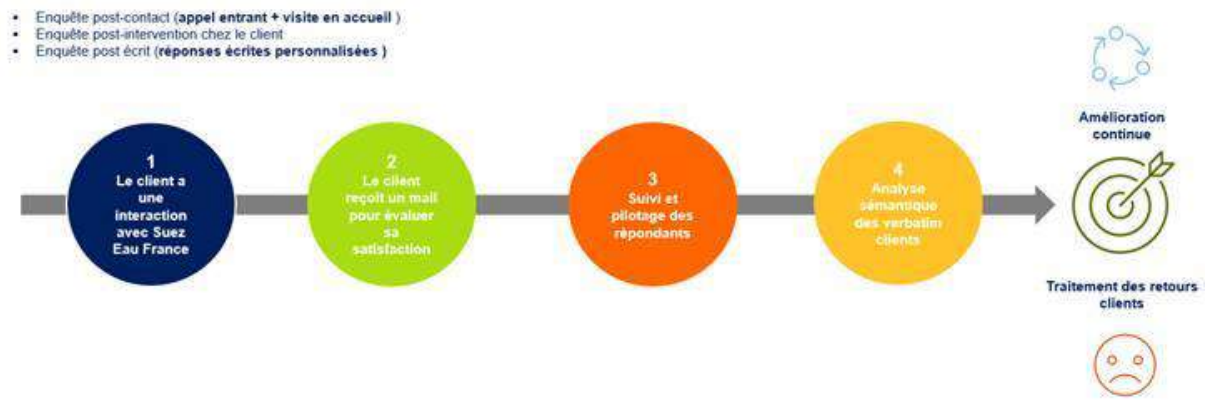
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),

- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat reste valable qu'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services et la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat en cours : 13 Décembre 2021
Date d'expiration : 12 Décembre 2024
Numéro de certificat : 10427562

Première(s) approbation(s) : ISO 50001 - 13 Décembre 2018

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028370

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels ; entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

UKAS MANAGEMENT 0003

LRQA Group Limited, its affiliates and subsidiaries and their respective officers, employees or agents are, individually and collectively, referred to in this clause as 'LRQA'. LRQA assumes no responsibility and shall not be liable to any person for any loss, damage or expense caused by reliance on the information or advice in this document or howsoever provided, unless that person has signed a contract with the relevant LRQA entity for the provision of the information or advice and in that case any responsibility or liability is exclusively on the terms and conditions set out in that contract.

Issued by: LRQA France SAS, Tour Swiss Life, 1 boulevard Marius Vivier Merle, Cedex 03, 69443 Lyon, France for and on behalf of: LRQA Limited, 1 Trinity Park, Bickenhill Lane, Birmingham B37 7ES, United Kingdom

Page 1 of 10

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

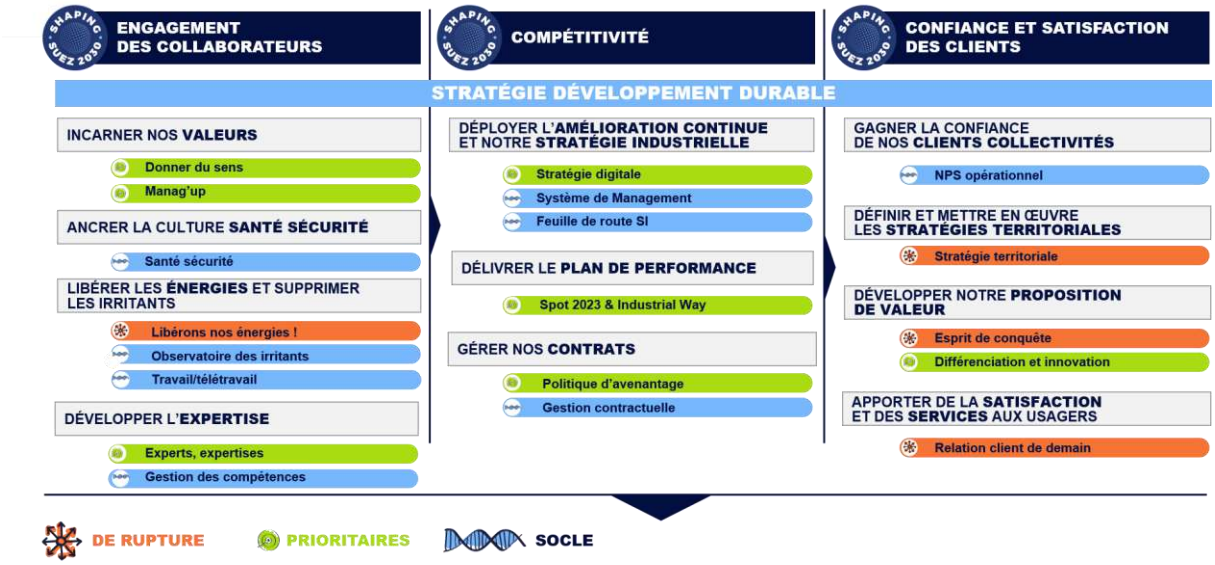
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des annexes

MIOS 28857

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.	410034607

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY



** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*
*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA
https://www.infogreffe.fr/cont

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : MIOS

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

MIOS

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

1183

004401

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 26 analyses bactériologiques et 52 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur la commune de MIOS provient de 2 forages profonds: "Pujeau" qui capte la nappe d l'Oligocène et "Du Bouchon" qui capte la nappe de l'Eocène. Ces 2 forages sont dotés de périmètres de protection. L'eau subit un traitement de déferrisation et une désinfection à l'hypochlorite de sodium sur le site du "Pujeau" et un seul traitement de désinfection à l'hypochlorite de sodium sur le site "Du Bouchon". Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable" a été transférée à la Commmunauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon, Nord COBAN. La société Suez Eau France assure la gestion de la production et de la distribution de l'eau sur la commune. Depuis le 1er janvier 2022, la gestion de l'eau a été confié à la soci été AGUR.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau peu calcaire. Valeur moyenne : 12,90 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,09 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES CONTACTS

MIOS				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	361		361
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	40		40
Demande de prestation	SERV - SERVICES	6		6
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	4		4
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	190		190
Demande d'information	ABON - SRU	3		3
Demande d'information	AUTRE	51		51
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	2		2
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	85		85
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	140		140
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	83		83
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	2		2
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	14		14
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	2		2
Demande d'information	FACT - FACTURE	371		371
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	16		16
Demande d'information	QUAL - COULEUR	2		2
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - QUALITE	1		1
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	3		3
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	33		33
Demande d'information	SERV - eFACTURE	5		5
Demande d'information	SERV - SERVICES	3		3
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	36		36
Demande d'information	TECH - CHANTIER	26	1	27
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	74		74
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	1		1
Demande d'information	TECH - RELEVE	137		137
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	5		5
Départ client	ABON - ABONNEMENT	220		220
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	77		77
Dépose d'index	TECH - RELEVE	183		183
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		7	7
Facture	FACT - FACTURE	3	271	274
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	8		8
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	46		46
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	421		421
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	174		174
Règlement	ENCA - REGLEMENT	143	29	172
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		118	118
Total		2 973	426	3 399

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour la commune de MIOS-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	30 957

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Programme contractuel		
MIOS-AEP DE PEYOT-TN-Analyseur der chlore		*3 831*
MIOS-AEP DE PEYOT-TN-Groupe électrogène		*25 199*
MIOS-AEP DE PEYOT-TN-Reprise GC		*910*
Sans-commune-FOR+CE LACANAU MIOS-TN-CAPOT DOME CE		*1 017*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	8 494

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
MIOS-FOR+CE LACANAU MIOS-RVT-Débitmètre exhaure		*1 183*
MIOS-FOR+CE LACANAU MIOS-RVT-Sonde de niveau de nappe		*659*
MIOS-SECTO Q12 PETIT CAUDOS-RVT-Débitmètre		*1 414*
MIOS-SECTO Q12 PETIT CAUDOS-RVT-TELEGESTION		*902*
Sans-commune-AEP DE PEYOT-RVT-Débitmètre Q14		*990*
Programme contractuel		
MIOS-AEP DE PEYOT-RVT-POMPE EXHAURE SECOURS		*3 346*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	4 194

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
MIOS--RVT-GCS RESEAU MIOS AEP		*605*
Programme contractuel		
MIOS--RVT-COMPTEURS MIOS		*3 589*

Contrat : 28857

Bassin

Total année 2021 **43 645**

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

CONTRAT DE : COBAN pour MIOS 28857

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	480
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1200
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	96
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2500
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**4276**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités	112	784
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			200
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			2400
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**3384**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			100
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			150
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**250**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur			0
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			0
- utilisation par gens du voyage			50
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**50**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**3684**

Commentaires:

4 purges qualité, 5 interventions accessoires et 9 purges suite casse canalisations
40 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 2400 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Remises fuites 2021

COBAN pour la commune de MIOS - 28857				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE GASSIAN	4 155
33284	MIOS	Particulier	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	2 291
33284	MIOS	Particulier	ALLEE DE SAINT BRICE	2 215
33284	MIOS	Particulier	RUE COLETTE BESSON	1 796
33284	MIOS	Professionnel	AVENUE DE VERDUN	871
33284	MIOS	Particulier	AVENUE DU VAL DE L EYRE	543
33284	MIOS	Particulier	RUE ALBERT JACQUARD	441
33284	MIOS	Particulier	ROUTE D ARNAUTON	353
33284	MIOS	Particulier	RUE DE CANET	266
33284	MIOS	Particulier	RUE DE PEYOT	213
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE REGANEAU	211
33284	MIOS	Particulier	RUE DES NAVARRIES	168
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE LA SAYE	152
33284	MIOS	Particulier	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	151
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE PUJEAU	138
33284	MIOS	Particulier	RUE DES NAVARRIES	108
33284	MIOS	Particulier	RUE DE GANADURE	86
33284	MIOS	Particulier	RUE DE BENEAU	83
33284	MIOS	Particulier	RUE DES ACACIAS	61
33284	MIOS	Particulier	RUE DES ECOLES	33
33284	MIOS	Particulier	RUE DE PEILLIN	32
33284	MIOS	Particulier	IMPASSE MARIE GOUZE	25
Total général				**14 392**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	08/02/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	04/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	RUE NICOLAS BREMONTIER	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	RTE D ANDRON LES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	RES LA PALINETTE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	18/01/2021	CHEMIN DE LAMOTHE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	05/01/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	19/01/2021	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	ROUTE DE CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	20/01/2021	CHEMIN DU HAPCHOT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	19/01/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	11/01/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	10/02/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	11/01/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	21/01/2021	ROUTE DE MOURA	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	08/03/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	21/01/2021	ILOT JULES FERRY	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	22/01/2021	RUE DE LAPUGEYRE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	11/01/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	10/02/2021	RUE ALFRED KASTLER	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	21/01/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter fuite**	21/01/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	08/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/03/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/03/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/03/2021	ILOT JULES FERRY	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	08/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	13/01/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	10/02/2021	RUE ALFRED KASTLER	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	22/01/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	10/02/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	10/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	13/01/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	**appareil fontainerie entretenir**	13/01/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	01/02/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	11/02/2021	RUE RAYMOND BRIZON	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	25/01/2021	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	26/01/2021	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	28/01/2021	_	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	29/03/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	RUE RAYMOND BRIZON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LIEU DIT CANAULEY	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	ROUTE DE CASTANDET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LIEU DIT CANAULEY	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LOT LA GARENNE DE DELIS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LOT LE DOMAINE D ANDRON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	IMPASSE DE LA PRAIRIE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LIEU DIT LA BASSE COUR	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	29/01/2021	ALLEE DU LACANAU	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	12/01/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	25/01/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	29/01/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	15/02/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	06/04/2021	RUE RACHEL CARSON	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	06/04/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	**réseau eau rechercher fuite**	10/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	10/03/2021	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	02/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	02/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	13/01/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	27/01/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	27/01/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	28/01/2021	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	28/01/2021	RUE RAYMOND BRIZON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer à la demande du client**	28/01/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	02/02/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	03/02/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	15/02/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	IMPASSE DES GENETS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	ROUTE DE CRASTALIS	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	01/04/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	08/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	28/01/2021	CHEMIN DU BRANON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	03/02/2021	CHEMIN DU BRANON	MIOS	1
MIOS	**voirie enquêter problème**	29/01/2021	_	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	02/02/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	03/02/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	08/02/2021	CHEMIN DU DUC	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	08/04/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	01/04/2021	RUE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	08/04/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	14/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	02/02/2021	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	13/04/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	08/04/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	07/04/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	07/04/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DU MOULIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	07/04/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DE LA MOULASSE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE SAINT JEAN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	27/04/2021	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DE LA MOULASSE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	06/04/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	26/04/2021		MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	12/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	12/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau ouvrir**	27/04/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/04/2021	RUE DES PINSONS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/04/2021	RUE DU RAOUQUE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**27/04/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/02/2021**	CHEMIN DE LAMOTHE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**24/02/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**24/02/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/02/2021**	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**07/05/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	ROUTE DE CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	RUE DU CHATEAU	SALLES	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/04/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**11/05/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**07/05/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	RESIDENCE BEAUSEJOUR	SALLES	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	RUE DU CHATEAU	SALLES	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**15/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**20/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	CHEMIN DE SEMPEY	SALLES	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	CHEMIN DE SEMPEY	SALLES	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/04/2021**	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**21/04/2021**	CHEMIN DE LA ROSE	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**21/04/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/04/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**22/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**22/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**22/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**23/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**23/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**23/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**27/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**28/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**29/04/2021**	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**28/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**réseau eau purger**	**28/04/2021**	ROUTE DE LAVIGNOLLE	SALLES	1
MIOS	**compteur déposer**	**05/05/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer à la demande du client**	**25/02/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**18/02/2021**	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/02/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**23/04/2021**	RUE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**23/04/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**15/04/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	RUE DU BOIS DE FREUROT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/04/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/04/2021**	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/04/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**21/04/2021**	IMPASSE DE JANVIER	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/04/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**22/04/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/04/2021**	ROUTE DE REGANEAU	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**27/04/2021**	ROUTE DE CRASTALIS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	devis métré réaliser	05/05/2021	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	27/04/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	07/05/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	06/05/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	05/05/2021	ROUTE DE COMPOSTELLE	SALLES	1
MIOS	devis métré réaliser	12/05/2021	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	11/05/2021	RUE DE L ESCOUARTE	MIOS	1
MIOS	BAC remettre en état	25/02/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/02/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	BAC remettre en état	23/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	19/05/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	20/05/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	23/04/2021	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	_	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	17/05/2021	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	07/05/2021	RUE DES MESANGES	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	17/05/2021	IMPASSE DU PRE SAINT MARTIN	MIOS	1
MIOS	compteur poser	23/02/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/02/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	BAC rechercher, enquêter, déboucher	04/02/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	05/02/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	compteur poser	05/02/2021	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	compteur poser	08/02/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	regard compteur renouveler	11/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer sans compteur	04/05/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer sans compteur	04/05/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/05/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/04/2021	RUE NELSON MANDELA	MIOS	1
MIOS	compteur poser	11/05/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	11/05/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer	10/04/2021	CHEMIN DU PITEY	SALLES	1
MIOS	réseau eau réparer	23/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/04/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/04/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	regard compteur renouveler	19/04/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/04/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/04/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/04/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	émetteur radio renouveler (sans compteur)	07/05/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/05/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	19/05/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/05/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/05/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/05/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	18/05/2021	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur poser**	**05/05/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/05/2021**	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**21/05/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/06/2021**	RUE AMELIA EARHART	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**02/03/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	IMPASSE DU BOURRELIER	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**18/05/2021**	ROUTE DE LA CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/06/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**14/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**14/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**14/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**18/05/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/05/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**18/05/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**réseau eau purger**	**25/05/2021**	RUE DE L AVENIR	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**31/05/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	LOT LE DOMAINE D ANDRON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE DE CANET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	CHEMIN DE LESTAULEYRES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	ROUTE DE LA CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE CLEMENT ADER	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**03/06/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**appareil fontainerie créer**	**15/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**31/05/2021**	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**15/06/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**25/05/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**14/06/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**03/06/2021**	RUE DE GARROT	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**17/06/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/03/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/03/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**14/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**21/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	IMPASSE DE LA COLLINE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**18/05/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**regard compteur créer**	**04/06/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**devis métré réaliser**	**26/05/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**16/06/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**17/05/2021**	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**18/05/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/05/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**17/05/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/05/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**14/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/06/2021**	CHEMIN DES CHENES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**17/05/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/06/2021**	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DES ARRIBAUTS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**16/06/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/05/2021**	IMPASSE DU PRE SAINT MARTIN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DU BARRAIL	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**09/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**17/06/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/06/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/06/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**29/06/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**07/06/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/06/2021**	ROUTE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/06/2021**	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**24/06/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**23/06/2021**	RUE DES 4 ROUTES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**21/06/2021**	RUE DES GRIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**07/07/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**15/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	RUE ANDRE CITROEN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE DE PAULON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**30/06/2021**	RUE DE LA PINEDE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**15/06/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE LUCIE LAFARGUE	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE CHARLES DUOLE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/07/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE LUCIE LAFARGUE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**24/06/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	ROUTE DE LA MOULASSE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	RUE DES GALIPS	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/06/2021**	ROUTE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**17/06/2021**	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**07/07/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/07/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**06/07/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**17/06/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/06/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DES ARRIBAUTS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DES ACACIAS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DE FLATTER	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	IMPASSE DE JANVIER	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DU VOISIN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**12/07/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**30/06/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/07/2021**	LIEU DIT LE PAS DE L ANE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/07/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**15/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**04/08/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**06/08/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**BAC remettre en état**	**21/07/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**28/07/2021**	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	**voirie enquêter problème**	**09/08/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	RUE DES PERDUYES	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**26/07/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	PLACE DU 8 MAI	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	CHEMIN DU HOURQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**01/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**30/06/2021**	TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**01/07/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	RUE JEAN MARIE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/07/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	RUE DE FLATTER	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/07/2021**	RUE DE LA PINEDE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	ALLEE DE MOUNHOMME	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/07/2021**	RUE DE PUJOULET	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/07/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	22/07/2021	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/07/2021	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/07/2021	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	22/07/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/07/2021	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/07/2021	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE DES ACACIAS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	22/07/2021	RUE DE L OREE DU BOIS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	ROUTE DE MOURA	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	ROUTE DE GASSIAN	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	19/07/2021	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/08/2021	RUE DE LA CARREYRE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/07/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	ROUTE DE LA CLOCHE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/08/2021	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	LIEU DIT CANAULEY	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/07/2021	ROUTE DE CRASTALIS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	22/07/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer demande interne	12/07/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	15/07/2021	RUE DU BOIS DE FREUROT	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	15/07/2021	CHEMIN DE COULARRE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	CHEMIN DE LA ROSE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	DOMAINE TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	15/07/2021	PLACE DU 8 MAI	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	15/07/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	20/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	compteur relever	11/08/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	réseau eau remise en eau réaliser	01/07/2021	_	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	11/08/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	11/08/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	LOTISSEMENT DOMAINE DE BENA	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	11/08/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur enquêter anomalie	11/08/2021	CHEMIN DE LA ROSE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DE PUJOULET	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	08/07/2021	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	12/07/2021	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	15/07/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	accessoire réseau réparer	21/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	réseau eau remise en eau réaliser	21/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	réseau eau arrêt d'eau afficher	15/07/2021	_	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	22/07/2021	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	21/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	29/07/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	29/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	20/07/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter anomalie	15/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter pour qualité eau	09/07/2021	ROUTE D ANTONE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/07/2021	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	27/07/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	29/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	branchement eau ouvrir	23/07/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	03/08/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	21/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	29/07/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	28/07/2021	IMPASSE DE LA CASSEYRE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	11/08/2021	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	04/08/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	11/08/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/08/2021	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	02/08/2021	ALLEE DU TORT	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	03/08/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	12/07/2021	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	15/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/07/2021	RUE CLEMENT ADER	MIOS	1
MIOS	réseau eau purger	21/07/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/07/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	regard compteur enquêter	09/08/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau créer sans compteur**	**19/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**06/07/2021**	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**08/07/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**04/06/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**regard compteur renouveler**	**23/08/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/06/2021**	RUE ANNE FRANCK	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**24/06/2021**	RUE CESARIA EVORA	MIOS	1
MIOS	**regard compteur renouveler**	**23/08/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**21/06/2021**	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/06/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**02/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**25/06/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**21/06/2021**	ZAC DES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur poser**	**02/07/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**02/07/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	RUE NICOLAS BREMONTIER	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**22/07/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**22/07/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**29/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**29/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**29/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	**01/07/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**26/07/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**22/07/2021**	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/08/2021**	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/08/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**31/08/2021**	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/08/2021**	ZAC DU PARC DU VAL DE LEYRE	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**20/08/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**27/08/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**27/08/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**02/09/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**19/08/2021**	ALLEE DU TORT	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**01/09/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**23/08/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**24/08/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/08/2021**	CHEMIN DE CROIX D HINS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**02/09/2021**	ALLEE DE MOUNHOMME	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**26/08/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**03/09/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**07/09/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**06/09/2021**	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**13/09/2021**	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ALLEE DE MOUNHOMME	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	CHEMIN DE VIGNOLLE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ROUTE D ANTONE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE DE CANET	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ROUTE D ANTONE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**30/08/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**13/08/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**19/08/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	voirie enquêter problème	25/08/2021	CHEMIN DE CROIX D HINS	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	24/08/2021	RUE SIMONE DE BEAUVOIR	MIOS	1
MIOS	branchement eau ouvrir	06/09/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer à la demande du client	11/08/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	17/03/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	25/08/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DE CANET	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DU CLOS DES CAVALIERS	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	ALLEE DU LACANAU	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	22/09/2021	LIEU DIT CAUDOS GARE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	22/09/2021	RUE DE LA RIVIERE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	01/09/2021	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	vanne inspecter - manoeuvrer	20/09/2021	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	vanne inspecter - manoeuvrer	20/09/2021	ROUTE DE CASTANDET	MIOS	1
MIOS	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	19/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	16/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	19/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	02/09/2021	RUE ALBERT JACQUARD	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/08/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/08/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/08/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	19/08/2021	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	17/09/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	16/09/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	14/09/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	compteur relever	17/09/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	23/09/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	vanne inspecter - manoeuvrer	14/09/2021	_	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	23/09/2021	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	22/09/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	accessoire réseau renouveler	20/09/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	23/09/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	22/09/2021	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	24/09/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	08/09/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	09/09/2021	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	17/09/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	17/09/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	20/09/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	22/09/2021	RUE LUCIE LAFARGUE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	06/10/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer demande interne	22/09/2021	RUE DES GREPINS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**BAC remettre en état**	**29/09/2021**	ROUTE DE PEYLONG	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/10/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**18/03/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**15/10/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/10/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/10/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**06/10/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/10/2021**	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/10/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**26/10/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur déposer**	**09/11/2021**	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**06/10/2021**	RUE MARIE CURIE	MIOS	1
MIOS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**02/11/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**06/10/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**05/10/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**20/10/2021**	RUE DE LA PINEDE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**21/10/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**05/10/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**22/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/10/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**27/10/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**19/10/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**27/10/2021**	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**accessoire réseau renouveler**	**26/10/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**accessoire réseau renouveler**	**18/11/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	2
MIOS	**branchement eau réparer**	**03/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/11/2021**	LOT ZA DE MASQUET 2	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**15/11/2021**	AVENUE HUBERT MARTINEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/11/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/11/2021**	IMPASSE DE LA PRADE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**02/11/2021**	ILOT HONORE DE BALZAC	MIOS	1
MIOS	**voirie enquêter problème**	**29/10/2021**	RUE DE LA RIVIERE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**05/11/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**10/11/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**17/11/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/12/2021**	RUE DU VOISIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**24/11/2021**	RUE DE LALANDE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	IMPASSE DE LA COLLINE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/12/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**01/12/2021**	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/11/2021**	RUE DES GREPINS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**24/11/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	ILOT JULES FERRY	MIOS	1
MIOS	compteur poser	01/09/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	ZA TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	14/09/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	13/09/2021	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/10/2021	ZAC DES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	accessoire réseau enquêter	19/09/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	BAC rechercher, enquêter, déboucher	22/09/2021	ROUTE DE PEYLONG	MIOS	1
MIOS	compteur poser	28/09/2021	ALLEE DU LACANAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/10/2021	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	12/10/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/10/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	23/11/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	26/11/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	16/11/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/10/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/10/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer	04/11/2021	RUE DE LA RIVIERE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/12/2021	RUE DU VOISIN	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/12/2021	RUE DU VOISIN	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur poser	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	10/12/2021	TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	10/12/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/03/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer suite non paiement	08/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	22/03/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	CHEMIN DU LAVOIR	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	25/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	19/03/2021	RUE DE L AVENIR	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	01/12/2021	ROUTE DE CLOCHE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	01/12/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer fuite	23/12/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	02/12/2021	CHEMIN DE LAMOTHE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter fuite	30/12/2021	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer fuite	27/12/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	24/03/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	CHEMIN DU PUITS	MIOS	1
MIOS	compteur relever	01/12/2021	CHEMIN DU CHOUAN	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	24/11/2021	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	24/11/2021	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	15/12/2021	RUE SAINT MARTIN	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/03/2021	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	26/03/2021	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	24/12/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter équipement	31/12/2021	_	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	02/12/2021	ROUTE DE LA CARREYRE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	02/12/2021	RUE DE PUJOULET	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	17/12/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	17/12/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	15/12/2021	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	09/12/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur réparer fuite, changer pièces	20/12/2021	RUE NIKI DE SAINT PHALLE	MIOS	1
MIOS	compteur réparer fuite, changer pièces	16/12/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau réparer fuite**	**20/12/2021**	RUE DES VIGNES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**27/12/2021**	ALLEE DE L ESCAUDON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	VEG BIGANOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**27/12/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**16/12/2021**	CHEMIN DE CROIX D HINS	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau purger**	**23/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**27/12/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

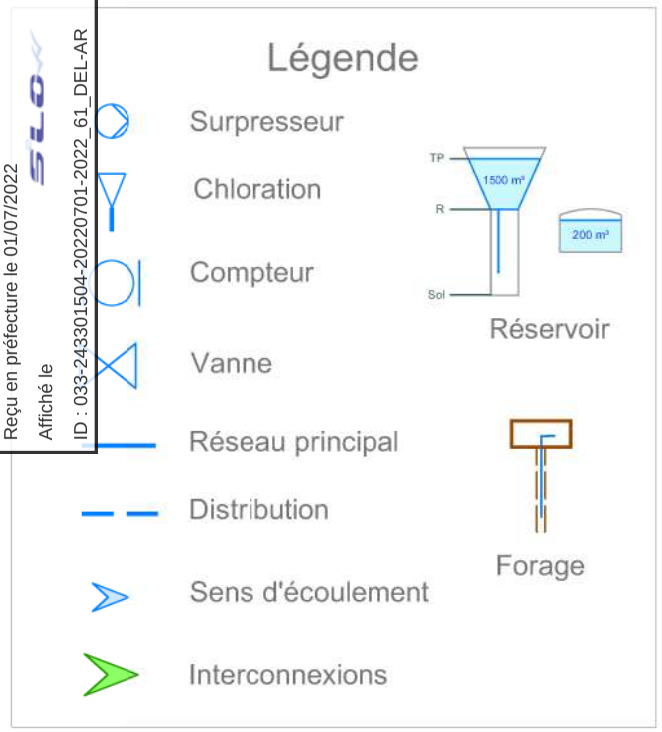
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

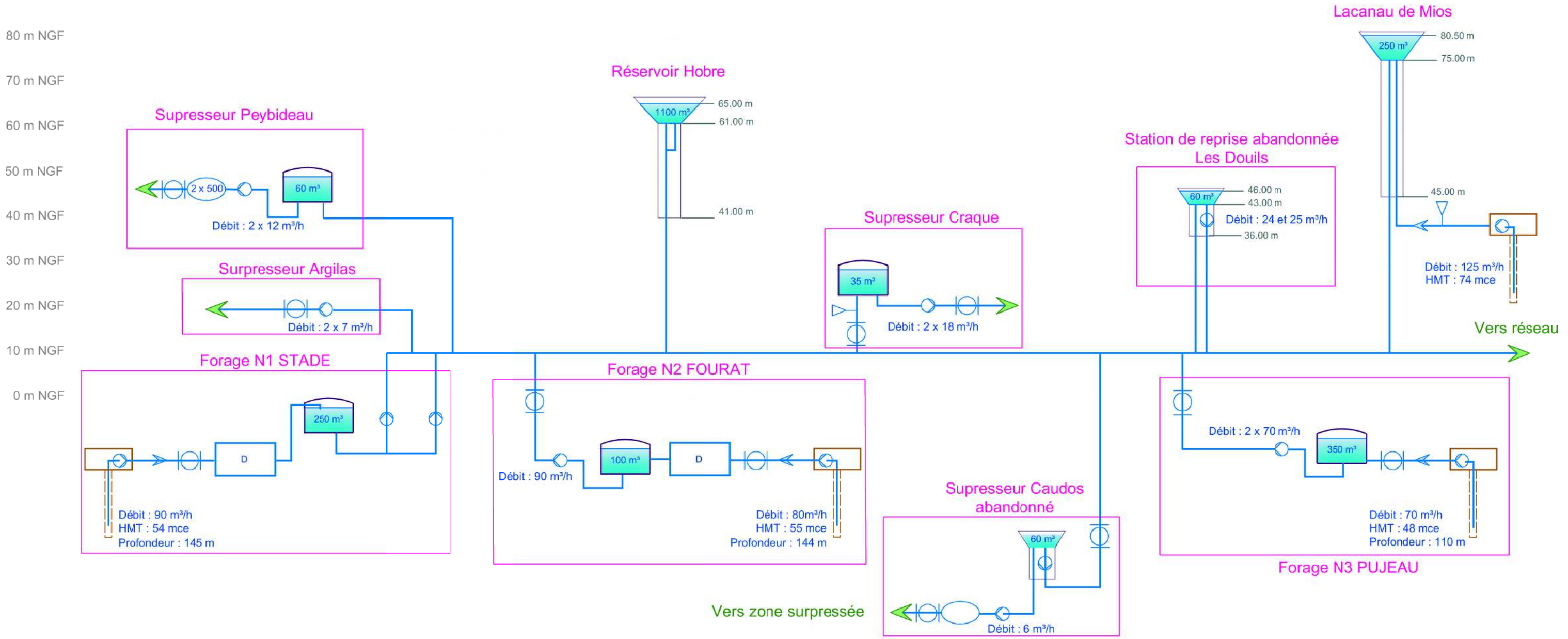
Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat de Salles Mios

Synoptique du réseau d'eau potable





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
  - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
  - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
  - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
    - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
    - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).
Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. *« Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs »*, précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712
Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646
L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545
Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.** »*

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_61_DEL-AR



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-62

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS RADIOTELEPHONIQUES SUR LES OUVRAGES DU SERVICE DE L'EAU POTABLE – TRANSFERT D'ORANGE A TOTEM

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 26
Votants : 33

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. BAGNERES
Mme MARENZONI
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

Monsieur Bruno LAFON, Président de la COBAN, expose que la société ORANGE est signataire de diverses conventions pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur les ouvrages du service public de l'eau potable de la COBAN. Par courrier du 28 mars 2022, elle a informé la COBAN de la création de la société TOTEM en France, depuis le 1er novembre 2021, dont la mission principale consiste à gérer les infrastructures passives (supports d'antennes).

Dans le prolongement, la société TOTEM se substitue à la société ORANGE dans l'ensemble des droits et obligations liées aux conventions d'occupation pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur les ouvrages du service de l'eau potable, listés ci-après.

Dans le même temps, la société AGUR, nouveau titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable sur la Commune d'Andernos-les-Bains, doit être substituée à Suez, en qualité de cosignataire des deux conventions d'Andernos-les-Bains.

Commune	Ouvrage support	Référence COBAN	Référence du site	Autre cosignataire
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir de Capsus	199410CONV01	ORANGE : 36B2	AGUR
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir du Mauret	200411CONV01	ORANGE : 7960B2	AGUR
ARES	Réservoir de Cap Lande	201205CONV01	ORANGE : 173B2 TOTEM : FRA03300360	SUEZ EAU FRANCE
BIGANOS	Réservoir de Facture	201310CONV01	ORANGE : 55B2 TOTEM : FRA03300217	VEOLIA EAU
LANTON	Réservoir de Cassy	201608CONV01	ORANGE : 175B2 TOTEM : FRA03300100	SUEZ EAU FRANCE

Dans ce contexte, il y a lieu de formaliser le transfert de ces conventions d'ORANGE vers TOTEM par voie d'avenants, lesquels permettront également d'actualiser les clauses financières du contrat liées à l'assujettissement à la TVA du budget eau potable de la COBAN.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-5,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Vu les projets d'avenants ci-annexés,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

Il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes des avenants aux conventions tripartites d'occupation du domaine public pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur les ouvrages du service public de l'eau potable ci annexés ;
- **AUTORISER** le Président de la COBAN à signer les avenants aux conventions tripartites à intervenir avec la société TOTEM et le délégataire de service public de l'eau potable, ci-dessous listés, ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier :

Commune	Ouvrage support	Référence COBAN	Référence du site	Autre cosignataire
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir de Capsus	199410CONV01	ORANGE : 36B2	AGUR
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir du Mauret	200411CONV01	ORANGE : 7960B2	AGUR
ARES	Réservoir de Cap Lande	201205CONV01	ORANGE : 173B2 TOTEM : FRA03300360	SUEZ EAU FRANCE
BIGANOS	Réservoir de Facture	201310CONV01	ORANGE : 55B2 TOTEM : FRA03300217	VEOLIA EAU
LANTON	Réservoir de Cassy	201608CONV01	ORANGE : 175B2 TOTEM : FRA03300100	SUEZ EAU FRANCE

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE les termes des avenants aux conventions tripartites d'occupation du domaine public pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur les ouvrages du service public de l'eau potable ci annexés ;***

- ***AUTORISE le Président de la COBAN à signer les avenants aux conventions tripartites à intervenir avec la société TOTEM et le délégataire de service public de l'eau potable, ci-dessous listés, ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier :***

Commune	*Ouvrage support*	*Référence COBAN*	*Référence du site*	*Autre cosignataire*
ANDERNOS-LES-BAINS	*Réservoir de Capsus*	*199410CONV01*	*ORANGE : 36B2*	*AGUR*
ANDERNOS-LES-BAINS	*Réservoir du Mauret*	*200411CONV01*	*ORANGE : 7960B2*	*AGUR*
ARES	*Réservoir de Cap Lande*	*201205CONV01*	*ORANGE : 173B2 TOTEM : FRA03300360*	*SUEZ EAU FRANCE*
BIGANOS	*Réservoir de Facture*	*201310CONV01*	*ORANGE : 55B2 TOTEM : FRA03300217*	*VEOLIA EAU*
LANTON	*Réservoir de Cassy*	*201608CONV01*	*ORANGE : 175B2 TOTEM : FRA03300100*	*SUEZ EAU FRANCE*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

Vote :
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

CONVENTION ANTENNES –
AVENANT N°5 – AVENANT DE TRANSFERT
199410CONV01-AV5 (ALB-CAPSUS *(ANDERNOS_FT)* - TOTEM)

A - Identification des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, sise 46 avenue des Colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par M. Bruno Lafon, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2022

D'une part,

ci-après désignée le Bailleur

La Société AQUITAINE de GESTION URBAINE ET RURALE (AGUR) SAS, inscrite au Registre du Commerce de BAYONNE, sous le numéro 387 729 965, dont le siège social est à Maison Retalnia – 64780 IRISSARY et le siège administratif au 5 Rue de la Feuillée 64100 BAYONNE, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Pierre ETCHART, et par délégation, Monsieur Yan MAS, Directeur de Zone, agissant au nom et pour le compte de ladite Société, et ci-après dénommée le « délégataire »,

D'autre part

ci-après désignée l'Exploitant

ET

TOTEM, société par actions simplifiée au capital de 416 518 500 €, dont le siège social se situe 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, représentée par Monsieur Thierry PAPIN, en qualité de Directeur Général de TOTEM, dûment habilité aux fins de signature des présentes.

Ci-après désignée le Preneur

B- Objet de la convention

- Objet de la convention :
  Convention pour l'installation d'un relais sur le château d'eau de Capsus à Andernos-Les-Bains (Référence site 36B2 – ANDERNOS_FT)

- Date de la convention : 20 octobre 1994
- Avenant n°1 en date du 15 décembre 1998
- Avenant n°2 en date du 19 février 1999 annule et remplace l'avenant n°1
- Avenant n°3 en date du 20 juin 2000 annule et remplace l'avenant n°2
- Avenant n°4 – Transfert à la COBAN : 25 janvier 2022

- Emplacement

Dénomination	**Château d'eau de Capsus**
Adresse	**Avenue de Bordeaux**
Code Postal	**33510**
Ville	**ANDERNOS-LES-BAINS**
Références cadastrales	**AA 382**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

- Durée d'exécution de la convention : 9 ans à compter de sa signature (8 juillet 2000), reconduction tacite par période annuelle avec un préavis de 3 mois.
- Terme de la convention : 7 juillet chaque année

- Montant initial de la redevance annuelle d'occupation versée à la Collectivité : 30 000 F HT soit 4 573,45 € HT
- Montant initial de la redevance annuelle d'exploitation versée à l'Exploitant : 10 000 F soit 1 524,48 € HT

C - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- d'actualiser les termes de la convention dans le cadre du transfert à la société TOTEM France
- de formaliser la substitution de la société SUEZ par la société AGUR en qualité d'exploitant dans la convention citée en objet
- de modifier les clauses financières notamment en actualisant les indices de révision du fait de la disparition des indices initiaux

Article modifié	Modification apportée
Domiciliation du Preneur	L'adresse de domiciliation du Preneur est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE
Domiciliation du Bailleur	L'adresse de domiciliation de la collectivité est modifiée comme suit : COBAN 46 avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains
Domiciliation de l'Exploitant	L'adresse de domiciliation de l'Exploitant est modifiée comme suit : AGUR 2B rue de Lestandau, 64600 Anglet
Article I de l'avenant 3 – Redevance	L'article est substitué par l'article suivant : Le présent avenant est consenti et accepté moyennant le versement au Bailleur d'une redevance annuelle de 8 870,85 € HT (Huit mille huit cent soixante-dix euros et quatre-vingt-cinq centimes hors taxes) auxquels s'ajoute la TVA au taux en vigueur (En raison de la disparition des index de référence des formules de révision, les valeurs de redevances sont recalculées en valeur au 1er janvier 2022). Cette redevance sera versée dès la signature du présent avenant sur présentation d'un titre de recette par le Bailleur La redevance versée à l'exploitant est fixée à 1 125 € HT (Mille cent vingt-cinq euros hors taxes) auxquels s'ajoute la TVA au taux en vigueur. La redevance annuelle versée à l'Exploitant n'est pas une prestation de main d'œuvre. Toutefois, elle inclut un forfait maximum d'intervention de 15 heures ouvrables, véhicules compris. Pour les interventions en dehors des heures ouvrables (8h à 12h et 13h30 à 17h), toute heure sera valorisée à hauteur de 2 heures ouvrables. Le décompte des heures comprendra les temps de trajets de l'agent de l'exploitant, ainsi que la présence permanente pendant tout l'accès à l'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

	Au-delà de cette limite, l'Exploitant facturera ses heures d'intervention au Preneur selon le tarif horaire dont la valeur de base au 1er janvier 2022 est de 94,66 € HT (quatre-vingt-quatorze euros et soixante-six centimes hors taxe), y compris le véhicule. Ce tarif sera majoré de 100 % en dehors des heures ouvrables (8h à 12h et 13h30 à 17h). Il sera établi, lors de chaque intervention, un décompte contradictoire des heures passées, y compris trajets. Une facture ou un titre de paiement seront adressés le 1er janvier de chaque année au demandeur, respectivement par le Bailleur et l'Exploitant à : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE contact.bailleurs@totemtowers.com Les redevances dues au titre de l'année 2022 seront versée dès la signature du présent avenant sur présentation d'un titre de recette par le Bailleur
Article 13 de la convention initiale	L'article est substitué par l'article suivant : Le montant des redevances sera révisé chaque année au 1er janvier de chaque année, selon les modalités définies ci-après : $R_n = R_0 \times I_n/I_0$ Dans laquelle : ▪ R_n = redevance versée pour l'année n ▪ R_0 = redevance au 1er janvier 2022 ▪ I_n = dernière valeur connue de l'indice « INS Moyenne - Indice du cout de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC) Coût de la construction - moyenne des 4 derniers indices » au 1er janvier de l'année n ▪ I_0 = dernière valeur connue de l'indice « INS Moyenne - Indice du cout de la construction des immeubles à usage d'habitation (ICC) Coût de la construction - moyenne des 4 derniers indices » au 1er janvier de l'année 2022 soit 1 831 Le tarif horaire sera révisé chaque année au 1er janvier de chaque année, selon les modalités définies ci-après : $T_n = T_0 \times ICHT\text{-}IME_n/ICHT\text{-}IME_0$ Dans laquelle : ▪ T_n = Tarif horaire révisé pour l'année n ▪ T_0 = Tarif horaire au 1er janvier 2022 ▪ $ICHT\text{-}IME_n$ = dernière valeur connue de l'indice « indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques » au 1er janvier de l'année n ▪ $ICHT\text{-}IME_0$= dernière valeur connue de l'indice « ICHT IME » au 1er janvier de l'année 2022 soit 150,8

La prise d'effet de l'avenant est fixée à la date de signature du présent avenant.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de la redevance :

☐ NON ☒ OUI

- Les autres clauses de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

E - Signature de l'avenant

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Pour la COBAN **Bruno LAFON, Président**		
Pour AGUR, **Yan MAS,** Directeur de Zone		
Pour TOTEM Thierry PAPIN, Directeur Général		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

CONVENTION ANTENNES
AVENANT N°2 – AVENANT DE TRANSFERT
200411CONV01-AV2 (ALB-MAURET-ORANGE)

A - Identification des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, sise 46 avenue des Colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par M. Bruno Lafon, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du .....

D'une part,

ci-après désignée le Bailleur

La Société AQUITAINE de GESTION URBAINE ET RURALE (AGUR) SAS, inscrite au Registre du Commerce de BAYONNE, sous le numéro 387 729 965, dont le siège social est à Maison Retalnia – 64780 IRISSARY et le siège administratif au 5 Rue de la Feuillée 64100 BAYONNE, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Pierre ETCHART, et par délégation, Monsieur Yan MAS, Directeur de Zone, agissant au nom et pour le compte de ladite Société, et ci-après dénommée le « délégataire »,

D'autre part

ci-après désignée l'Exploitant

ET

TOTEM, société par actions simplifiée au capital de 416 518 500 €, dont le siège social se situe 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, représentée par Monsieur Thierry PAPIN, en qualité de Directeur Général de TOTEM, dûment habilité aux fins de signature des présentes.

Ci-après désignée le Preneur

B- Objet de la convention

- Objet de la convention :

Convention pour l'installation de relais de radio téléphonie
sur le site du château d'eau d'Andernos-Les-Bains
(Référence site 7960B2)

- Date de la convention : 30 novembre 2004
- Avenant n°1 – Transfert à la COBAN : 25 janvier 2022

- Emplacement

Dénomination	**Château d'eau du Mauret**
Adresse	**Rue de l'Armagnac**
Code Postal	**33510**
Ville	**ANDERNOS-LES-BAINS**
Références cadastrales	**CD 13**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

- Durée d'exécution de la convention : 12 ans à compter de sa signature (30 novembre 2004)
- Clause de reconduction : Reconduction tacite par période successives de 5 années et sauf dénonciation 12 mois avant expiration de la période en cours
- Terme de la convention : 29 novembre 2026

- Montant initial de la redevance d'occupation versée au propriétaire : 7 650 € HT
- Montant initial de la redevance annuelle versée au délégataire : 1 096 € HT

C - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- d'actualiser les termes de la convention dans le cadre du transfert à la société TOTEM France
- de formaliser la substitution de la société SUEZ par la société AGUR en qualité d'exploitant dans la convention citée en objet
- de modifier les clauses financières notamment en actualisant les indices de révision du fait de la disparition des indices initiaux

Article modifié	Modification apportée
Domiciliation du preneur	L'adresse de domiciliation du preneur est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE contact.bailleurs@totemtowers.com Cette adresse se substitue à celle figurant à l'article 21 - Correspondance
Domiciliation du bailleur	L'adresse de domiciliation de la collectivité est modifiée comme suit : COBAN 46 avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains Cette adresse se substitue à celle figurant à l'article 21 - Correspondance
Domiciliation de l'exploitant	L'adresse de domiciliation de l'exploitant est modifiée comme suit : AGUR 2B rue de Lestandau, 64600 Anglet Cette adresse se substitue à celle figurant à l'article 21 - Correspondance
Article 14.1 – Redevances - Révisions	L'article est substitué par l'article suivant : Au profit du bailleur : R2 : 12 773,05 euros HT (douze mille sept cent soixante treize Euros et cinq centimes Hors Taxes), toutes charges incluses, auxquels s'ajoute la TVA au taux en vigueur. En raison de la disparition des index de référence des formules de révision, les valeurs de redevances sont recalculées en valeur au 1er janvier 2022. Au profit de l'Exploitant : ▪ Une indemnité de sujétion pour le Délégataire, liée aux visites annuelles et fixée à R4 = 900 € HT (valeur au 1er janvier 2022) auxquels s'ajoute la TVA au taux en vigueur, pour trois visites, l'intervention pour l'ouverture ne devant pas excéder trois heures et être effectuée durant les heures ouvrables (7h30 – 12h30 et 13h30 – 16h30). Passé ce délai, une indemnité horaire sera facturée selon les modalités définies ci-dessous. En raison de la disparition des index

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

	de référence des formules de révision, les valeurs de redevance sont recalculées en valeur au 1er janvier 2022 ▪ Pour les interventions annuelles supplémentaires, l'exploitant facturera ses heures d'intervention au Preneur selon le tarif horaire R5 égal à 90,84 € HT (quatre-vingt dix euros et quatre-vingt-quatre centimes hors taxes). Ce tarif sera majoré de 200 % en dehors des heures ouvrées et les jours fériés. Il sera établi lors de chaque intervention un décompte contradictoire des heures passées. La première heure de chaque intervention sera majorée d'une heure. Les parties conviennent d'indexer chaque année au 1er janvier les redevances R2, R4 et R5 selon les formules de révision suivantes : Rn2 = k x R2 Rn4 = K x R4 Rn5 = K x R5 Rn2, Rn4 et Rn5 étant les montants respectifs des redevances R2, R4 et R5 applicables à l'année n. $k = FSD2_n/FSD2_0$ $K = ICHT\text{-}IME_n / ICHT\text{-}IME_0$ Formules dans lesquelles : ▪ FSD2 : Indice « Frais et services divers - modèle de référence n°2 ▪ ICHT-IME : indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques En raison de la disparition des index de référence des formules de révision, les valeurs de redevances sont recalculées en valeur au 1er janvier 2022. Valeurs des indices initiaux connus au 1er janvier 2022 : ▪ $FSD2_0$: 150,8 ▪ $ICHT\text{-}IME_0$: 128,2.
Article 14.2 – Facturation - Paiement	L'article est substitué par l'article suivant : Les redevances annuelles R2 et R4 seront réglées par le preneur par avance, au 1er janvier de chaque année, sur présentation par le bénéficiaire, d'un titre de créance (avis à payer, titre de perception ou facture), lequel devra faire référence à la présente convention et faire apparaitre : ▪ le montant de la redevance de base ▪ me montant de l'actualisation calculée comme indiqué à l'article 14.1 ci-dessus ▪ les montant total de la redevance après actualisation ▪ les taux de TVA applicable et le montant de celle-ci ▪ le montant de la créance (montant TTC). Pour les années non pleines, l'indemnité sera calculée au prorata temporis. Lors de l'envoi de la première demande de paiement, le bailleur et le délégataire devront joindre un relevé d'identité bancaire. La redevance R5 sera facturée semestriellement au preneur pour régularisation. Les titres de créance seront payable par virement à 30 jours à compter de leur date d'envoi

La prise d'effet de l'avenant est fixée à la date de signature du présent avenant.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de la redevance :

☐ NON ☒ OUI

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

- Les autres clauses de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangées.

E - Signature de l'avenant

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Pour la COBAN **Bruno LAFON, Président**		
Pour AGUR, **Yan MAS, Directeur de zone**		
Pour TOTEM **Thierry PAPIN, Directeur Général**		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

CONVENTION ANTENNES – AVENANT DE TRANSFERT 201205CONV01-AV2 (ARES-CAP LANDES (BREMONTIER)-TOTEM)

A - Identification des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, sise 46 avenue des Colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par M. Bruno LAFON, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2022

D'une part,

ci-après désignée le Bailleur

SUEZ Eau France SAS, Société par Actions Simplifiée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro de SIREN B 410 034 607, ayant son siège social 16 Place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, représentée par Monsieur Franck BERNET, Directeur d'Agence Gironde, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

D'autre part

ci-après désignée l'Exploitant

ET

TOTEM, société par actions simplifiée au capital de 416 518 500 €, dont le siège social se situe 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, représentée par Monsieur Thierry PAPIN, en qualité de Directeur Général de TOTEM, dûment habilité aux fins de signature des présentes.

Ci-après désignée le Preneur

B- Objet de la convention

- Objet de la convention :
  Convention régissant l'installation et l'exploitation d'une station-relais de communications électroniques dans les emprises du réservoir d'eau potable - ARES (Référence site 173B2)

- Date de la convention : 2 mai 2012
- Avenant n°1 de transfert à la COBAN : 25 janvier 2022

- Emplacement

Dénomination	**Château d'eau de Cap Lande**
Adresse	**Place Cap Landes**
Code Postal	**33740**
Ville	**ARES**
Cadastre	**DP 25**

- Durée d'exécution de la convention : 10 ans à compter du 12 mai 2012,
- Clause de reconduction : Reconduction tacite par période de 2 ans sauf dénonciation adressée 6 mois à l'avance (article 5 de la convention)
- Durée d'exécution de la convention actualisé : 11 mai 2024,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

- Montant initial de la redevance d'occupation versée au bailleur : 7 794,87 €
- Montant initial de la redevance annuelle d'exploitation à l'Exploitant : 2 950 € H.T. soit 3 528,20 € TTC

C - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- d'actualiser les termes de la convention dans le cadre du transfert à la société TOTEM France
- de modifier les conditions financières du fait de l'assujetissement à la TVA du budget « eau potable » de la COBAN
- de modifier les condition de facturation.

Article modifié	Modification apportée
Article 5 – Prise d'effet – Durée - Résiliation	L'adresse du service de gestion immobilière est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE
Article 11.1 – Redevances annuelles	Le premier alinéa de l'article est modifié comme suit : ▪ une redevance annuelle d'occupation RO de 7 794,87 euros HT (sept mille sept cent quatre-vingt quatorze euros et 87 cts) soit 9 353,84 € TTC, versée au bailleur sur présentation d'un titre de mise en recette. Cette indemnité sera versée au bailleur d'avance au 1er janvier de l'année. La facture émise au titre de l'année 2022 couvrira la période 12 mai 2021 – 31 décembre 2022
Article 11.4 – Paiement des redevances annuelles et des interventions	L'adresse d'envoi des factures est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE contact.bailleurs@totemtowers.com

- Prise d'effet et durée du présent avenant : Le présent avenant prend effet à sa date de signature.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de la redevance :

☒ NON ☐ OUI

- Les autres clauses de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangées.

E - Signature de l'avenant

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	
Pour la COBAN **Bruno LAFON, Président**		
Pour SUEZ, **Franck BERNET, Directeur d'Agence Gironde**		
Pour TOTEM FRANCE **Thierry PAPIN, Directeur Général de TOTEM**		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

CONVENTION ANTENNES – AVENANT DE TRANSFERT 201310CONV01-AV2 (BIGANOS-FACTURE-TOTEM)

A - Identification des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, sise 46 avenue des Colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par M. Bruno LAFON, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2022

D'une part,

ci-après désignée le Bailleur

VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux, Société en Commandite par Actions dont le siège social est à PARIS (75 008) 21 rue de la Boétie, immatriculée au registre du commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 572 025 526 RCS PARIS, représentée par Monsieur Arnaud Lavalette, Directeur du Territoire Atlantique, agissant en son nom et pour le compte de la société désignée,

D'autre part

ci-après désignée l'Exploitant

ET

TOTEM, société par actions simplifiée au capital de 416 518 500 €, dont le siège social se situe 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, représentée par Monsieur Thierry PAPIN, en qualité de Directeur Général de TOTEM, dûment habilité aux fins de signature des présentes.

Ci-après désignée le Preneur

B- Objet de la convention

- Objet de la convention :

Convention d'occupation pour l'installation temporaire d'équipements radiotéléphoniques sur des ouvrages affermés
BIGANOS - (Référence site 55B2)

- Date de la convention : 24 octobre 2013
- Avenant n°1 de transfert à la COBAN : 9 février 2022

- Emplacement

Dénomination	**Château d'eau de Facture**
Code Postal	**33380**
Ville	**BIGANOS**
Cadastre	

- Durée d'exécution de la convention : 12 ans à compter du 1er décembre 2013, soit jusqu'au 30 novembre 2025
- Clause de reconduction : Reconduction express par période de 6 ans sauf dénonciation adressée 24 mois à l'avance
- Montant initial de la redevance d'occupation versée au bailleur : 7 100 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

C - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- d'actualiser les termes de la convention dans le cadre du transfert à la société TOTEM France
- de modifier les conditions financières du fait de l'assujettissement à la TVA du budget « eau potable » de la COBAN

Article modifié	Modification apportée
Article 16.1 – Redevances annuelles	Le second alinéa de l'article est modifié comme suit : Le montant de la redevance s'élève à 7 100 € HT (sept mille cent euros HT) soit 8 520,00 € TTC, au titre de l'installation des équipements techniques sur l'ouvrage public, de l'implantation des antennes et des surfaces occupées pour l'installation s des armoires techniques autorisées en annexe 1.
Article 16.2 et 17.2 – Modalité de paiement	L'adresse d'envoi des factures est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE contact.bailleurs@totemtowers.com

- Prise d'effet et durée du présent avenant : Le présent avenant prend effet à sa date de signature.

- Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de la redevance :

☒ NON ☐ OUI

- Les autres clauses de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangées.

E - Signature de l'avenant

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Pour la COBAN **Bruno LAFON, Président**		
Pour VEOLIA, **Arnaud Lavalette, Directeur du Territoire Atlantique**		
Pour TOTEM FRANCE **Thierry PAPIN, Directeur Général de TOTEM**		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

CONVENTION ANTENNES – AVENANT DE TRANSFERT 201608CONV01-AV2 (LANTON-CASSY-TOTEM)

A - Identification des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, sise 46 avenue des Colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par M. Bruno LAFON, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du 28 juin 2022

D'une part,

ci-après désignée le Bailleur

SUEZ Eau France SAS, Société par Actions Simplifiée, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro de SIREN B 410 034 607, ayant son siège social 16 Place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, représentée par Monsieur Franck BERNET, Directeur d'Agence Gironde, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

D'autre part

ci-après désignée l'Exploitant

ET

TOTEM, société par actions simplifiée au capital de 416 518 500 €, dont le siège social se situe 132 avenue Stalingrad 94800 Villejuif, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, représentée par Monsieur Thierry PAPIN, en qualité de Directeur Général de TOTEM, dûment habilité aux fins de signature des présentes.

Ci-après désignée le Preneur

B- Objet de la convention

- Objet de la convention :
  Convention régissant l'installation et l'exploitation d'une station-relais de communications électroniques dans les emprises du réservoir d'eau potable de Lanton - Cassy (Référence site 175B2)

- Date de la convention : 17 août 2016
- Avenant n°1 de transfert à la COBAN : 25 janvier 2022

- Emplacement

Dénomination	**Château d'eau de Cassy**
Code Postal	**33138**
Ville	**LANTON**

- Durée d'exécution de la convention : 12 ans à compter du 1er janvier 2017, soit jusqu'au 31 décembre 2028
- Clause de reconduction : Reconduction tacite par période de 5 ans sauf dénonciation adressée 1 an à l'avance
- Montant initial de la redevance d'occupation versée au bailleur : 2 750 €
- Montant initial de la redevance annuelle d'exploitation à l'Exploitant : 1 550 € H.T. soit 1 860 € TTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

C - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- d'actualiser les termes de la convention dans le cadre du transfert à la société TOTEM France
- de modifier les conditions financières du fait de l'assujettissement à la TVA du budget « eau potable » de la COBAN

Article modifié	Modification apportée
Article 5 – Prise d'effet – Durée - Résiliation	L'adresse du service de gestion immobilière est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE
Article 6.4 – Prise d'effet – Durée - Résiliation	L'adresse du service est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE
Article 11.1 – Redevances annuelles	Le premier alinéa de l'article est modifié comme suit : ▪ une redevance annuelle d'occupation RO de 2 750 € HT (deux mille sept cent cinquante euros) soit 3 300,00 € TTC, versée au bailleur sur présentation d'un titre de mise en recette. Cette indemnité sera versée à chaque date anniversaire du présent bail.
Article 11.4 – Paiement des redevances annuelles et des interventions	L'adresse d'envoi des factures est modifiée comme suit : TOTEM France Gestion Immobilière Réseau Mobile 1 Av de la gare 31120 PORTET SUR GARONNE contact.bailleurs@totemtowers.com

■ Prise d'effet et durée du présent avenant : Le présent avenant prend effet à sa date de signature.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de la redevance :

☒ NON ☐ OUI

■ Les autres clauses de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangées.

E - Signature de l'avenant

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Pour la COBAN **Bruno LAFON, Président**		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_62_DEL-AR

Pour SUEZ, **Franck BERNET, Directeur d'Agence Gironde**		
Pour TOTEM FRANCE **Thierry PAPIN, Directeur Général de TOTEM**		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-64

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

AUTORISATION DE SIGNATURE DES AVENANTS AUX CONVENTIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS RADIOTELEPHONIQUES SUR LES OUVRAGES DU SERVICE DE L'EAU POTABLE MODIFICATION DES INSTALLATIONS FREE MOBILE

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 26
Votants : 33

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. BAGNERES
Mme MARENZONI
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Monsieur Bruno LAFON, Président de la COBAN, expose que la société FREE MOBILE est signataire d'une convention pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur un ouvrage du service public de l'eau potable de la COBAN. Dans le courant de l'année 2022, la société FREE MOBILE souhaite pouvoir procéder au remplacement des antennes actuellement implantées par des antennes multi-technologies. Ces modifications prévues par la convention sont rendues possibles par le fait que la société FREE MOBILE garantit que les nouveaux équipements installés ne modifieront pas les contraintes exercées sur les ouvrages, et que les surfaces occupées restent identiques.

Dans le même temps, la société AGUR, nouveau titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable sur la Commune d'Andernos-les-Bains, doit être substituée à Suez, en qualité de cosignataire de la convention d'Andernos-les-Bains :

Commune	Ouvrage support	Référence COBAN	Référence du site	Autre cosignataire
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir de Capsus	201701CONV01	FREE : 33005-002_03	AGUR

Dans ce contexte, il y a lieu de formaliser les modifications de cette convention par voie d'avenant, lequel permettra également d'actualiser les clauses financières du contrat liées à l'assujettissement à la TVA du budget eau potable de la COBAN.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5211-5,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Vu le projet d'avenant ci-annexé,

Il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le terme de l'avenant à la convention tripartite d'occupation du domaine public pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur les ouvrages du service public de l'eau potable ci-annexé ;

- **AUTORISER** le Président de la COBAN à signer l'avenant à la convention tripartite à intervenir avec la société FREE MOBILE et le délégataire de service public de l'eau potable (ci-dessous rappelé) ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier :

Commune	Ouvrage support	Référence COBAN	Référence du site	Autre cosignataire
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir de Capsus	201701CONV01	FREE : 33005-002_03	AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le terme de l'avenant à la convention tripartite d'occupation du domaine public pour l'installation d'équipements radiotéléphoniques sur les ouvrages du service public de l'eau potable ci-annexé ;***

- ***AUTORISE le Président de la COBAN à signer l'avenant à la convention tripartite à intervenir avec la société FREE MOBILE et le délégataire de service public de l'eau potable (ci-dessous rappelé) ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier :***

Commune	Ouvrage support	Référence COBAN	Référence du site	Autre cosignataire
ANDERNOS-LES-BAINS	Réservoir de Capsus	201701CONV01	FREE : 33005-002_03	AGUR

Vote :
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

CONVENTION ANTENNES
AVENANT N°2 – AVENANT DE TRANSFERT
201701CONV01-AV2 (ALB-CAPSUS-FREE)

A - Identification des parties

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, sise 46 avenue des Colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par M. Bruno Lafon, agissant en qualité de Président, dûment habilité par délibération n°..... du Conseil Communautaire en date du .....

D'une part,

ci-après désignée le Bailleur

La Société AQUITAINE de GESTION URBAINE ET RURALE (AGUR) SAS, inscrite au Registre du Commerce de BAYONNE, sous le numéro 387 729 965, dont le siège social est à Maison Retalnia – 64780 IRISSARY et le siège administratif au 5 Rue de la Feuillée 64100 BAYONNE, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Pierre ETCHART, et par délégation, Monsieur Yan MAS, Directeur de Zone, agissant au nom et pour le compte de ladite Société, et ci-après dénommée le « délégataire »,

D'autre part

ci-après désignée l'Exploitant

ET

La société FREE MOBILE, Société par Actions Simplifiée, au capital de 365.138.779 €, immatriculée sous le numéro B 499 247 138 au registre du Commerce et des Sociétés de Paris, 16 Rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS, France, représentée par Monsieur Nicolas JAEGER, dûment habilité aux présentes,

ci-après désignée le Preneur

B- Objet de la convention

- Objet de la convention :

Convention régissant l'installation et l'exploitation d'une station-relais de communications électroniques dans les emprises du réservoir d'eau potable situé 34, Avenue de Bordeaux à Andernos-Les-Bains (33005_002_03)

- Date de la convention : 1er janvier 2017
- Avenant n°1 – Transfert à la COBAN : 25 janvier 2022

- Emplacement

Dénomination	**Château d'eau de Capsus**
Adresse	**Avenue de Bordeaux**
Code Postal	**33510**
Ville	**ANDERNOS-LES-BAINS**
Références cadastrales	**AA 59 p (plan de bornage en cours)**

- Durée d'exécution de la convention : 10 ans à compter du 1er janvier 2017 sans possibilité de reconduction
- Terme de la convention : 31 décembre 2026

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

- Montant initial de la redevance d'occupation versée au bailleur : 7 500 € nets
- Montant initial de la redevance annuelle d'exploitation à l'Exploitant : 2 950 € HT soit 3 540 € TTC

C - Objet de l'avenant.

- Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant a pour objet :

- de formaliser la substitution de la société SUEZ par la société AGUR en qualité d'exploitant dans la convention citée en objet
- de modifier les clauses financières notamment en actualisant les indices de révision du fait de la disparition des indices initiaux
- De modifier les annexes du fait de la modification des équipements installés par le Preneur
  Ces modifications prévues par la convention sont rendues possibles par le fait que la société FREE MOBILE garantit que les nouveaux équipements installés ne modifieront pas les contraintes exercées sur l'ouvrage, et que les surfaces occupées restent identiques.

Article modifié	Modification apportée
Domiciliation du Bailleur	L'adresse de domiciliation du Bailleur est modifiée comme suit : COBAN 46 avenue des Colonies) 33510 ANDERNOS
Domiciliation de l'Exploitant	L'adresse de domiciliation de l'Exploitant est modifiée comme suit : AGUR 2B rue de Lestandau, 64600 Anglet
Article 11.1 de la convention – Redevances annuelles	L'article est substitué par l'article suivant : ▪ à compter du 1er janvier 2022, une redevance annuelle d'occupation RO de 10 450 € HT (Dix mille quatre cent cinquante euros hors taxes) – en valeur initiale auxquels s'ajoute la TVA au taux en vigueur, versée au Bailleur sur présentation d'un titre de recette. Cette indemnité sera versée au 1er janvier de chaque année. La redevance relative à l'année 2022 sera réglée à la signature du présent présentation d'un titre de recette.
Annexes	L'annexes annexe 1 à 6 ci-jointes se substitue aux annexes 1 à 7 de la convention initiale. Elle comprend : ▪ Le dossier technique et plan des équipements installés par le preneur ▪ La note de calcul des surcharges induites par le nouveau équipements ▪
Annexe nouvelle	Les annexes de la convention initiale sont complétées comme suit : • Annexe 7 : « Constat d'huissier établi préalablement et postérieurement à la réalisation des travaux autorisés par l'avenant n°2, constatant l'état de l'ouvrage au droit de la fixation des supports. » Ce document sera annexé postérieurement à la signature.

Les autres clauses de ladite convention demeurent inchangées.

La prise d'effet de l'avenant est fixée à la date de signature du présent avenant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant de la redevance :

☐ NON ☒ OUI

E - Signature de l'avenant

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Pour la COBAN **Bruno LAFON, Président**		
Pour AGUR, **Yan MAS,** Directeur de Zone		
Pour FREE MOBILE **Nicolas JAEGER, preneur, Président**		

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

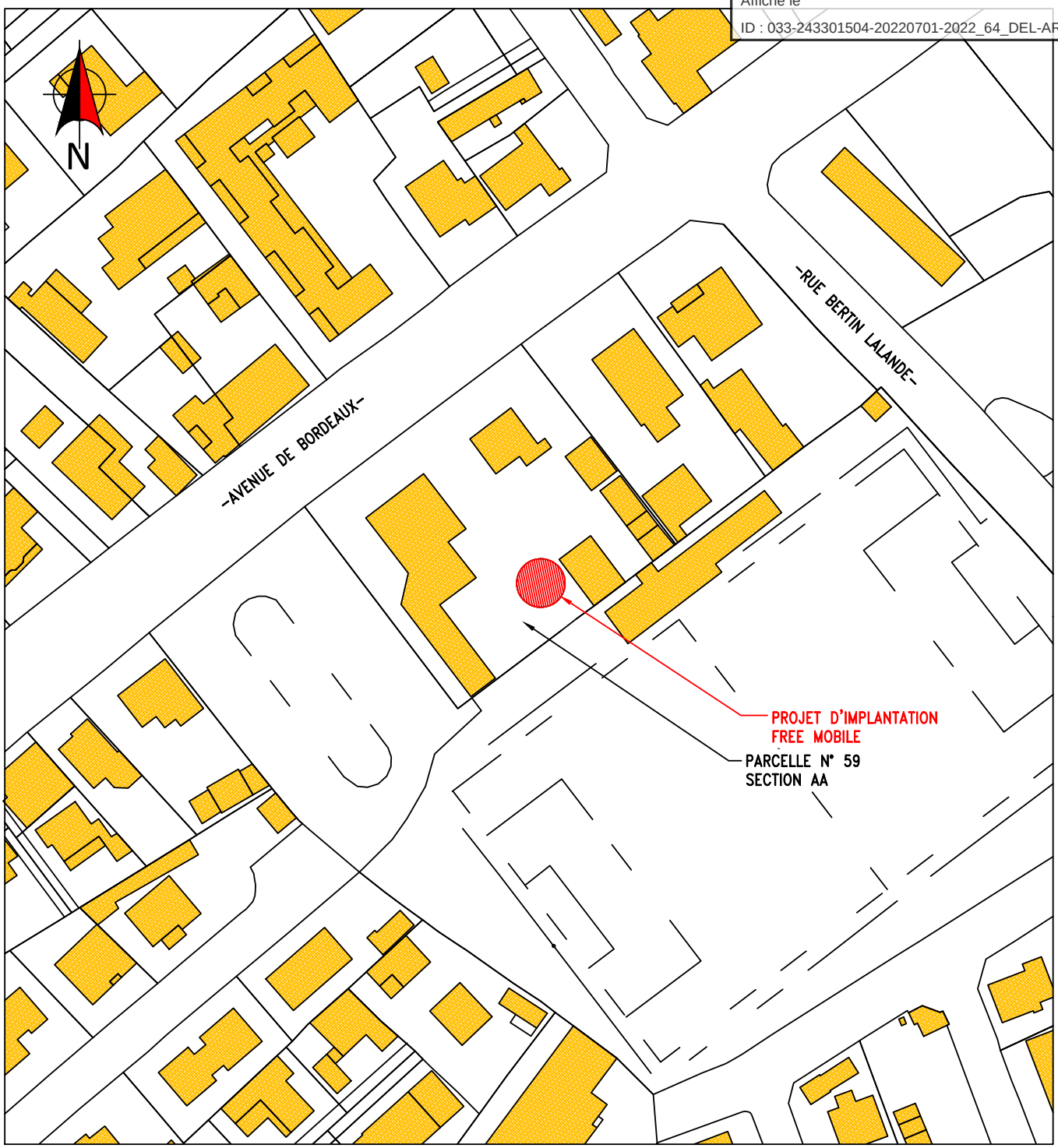
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

ANNEXE 1

composée de :

- Le dossier technique et plan des équipements installés par le preneur
- La note de calcul des surcharges induites par le nouveau équipements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



X: 328245.36 Y: 1977459.78 Z: 8.00
LAT : 44.7445395 LONG -1.09415507
PARCELLE N° 59 - SECTION AA

0 50

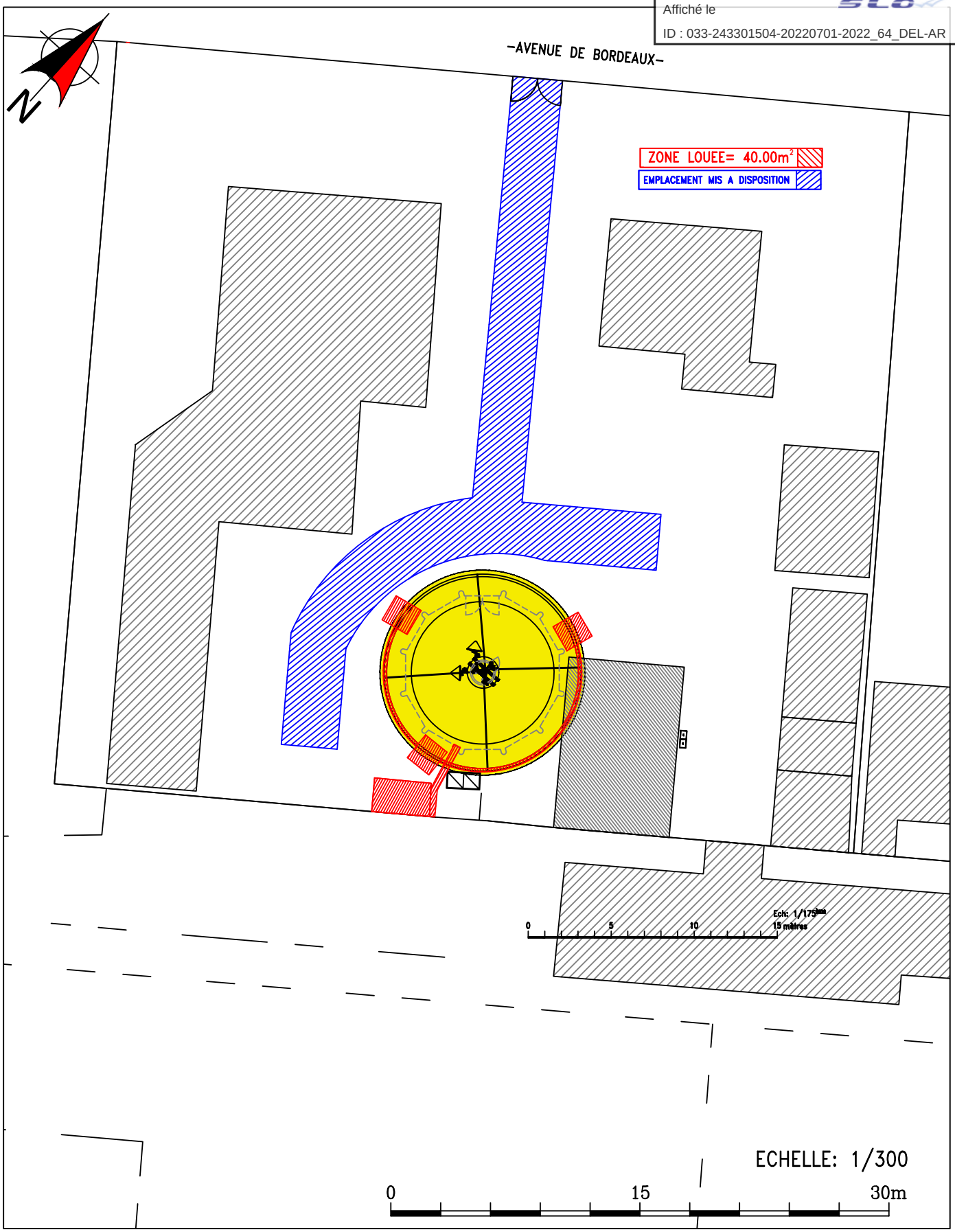
Ech: 1/1000ème
100 mètres

ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau - Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 02 — PLAN DE MASSE	

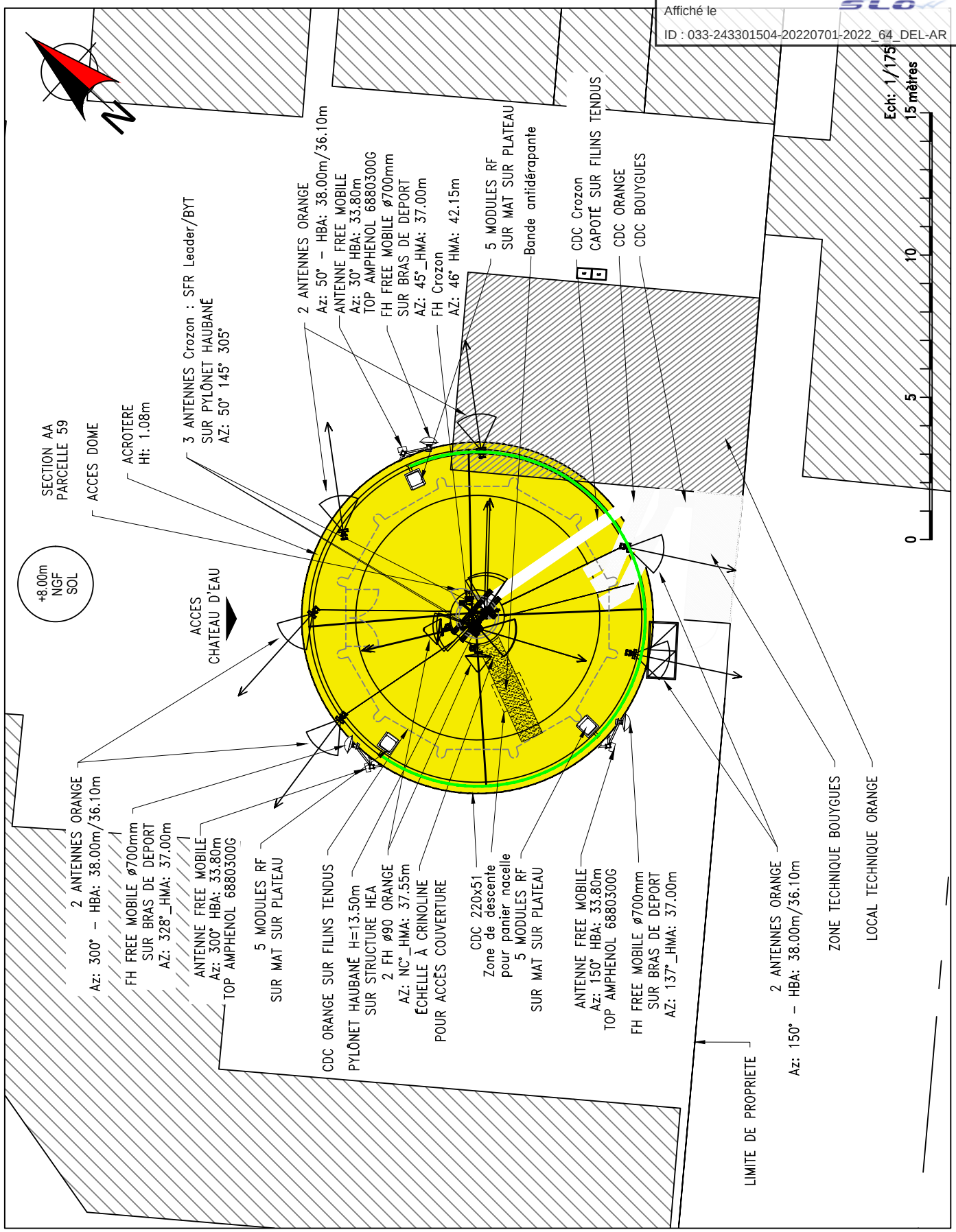
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 03 — EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

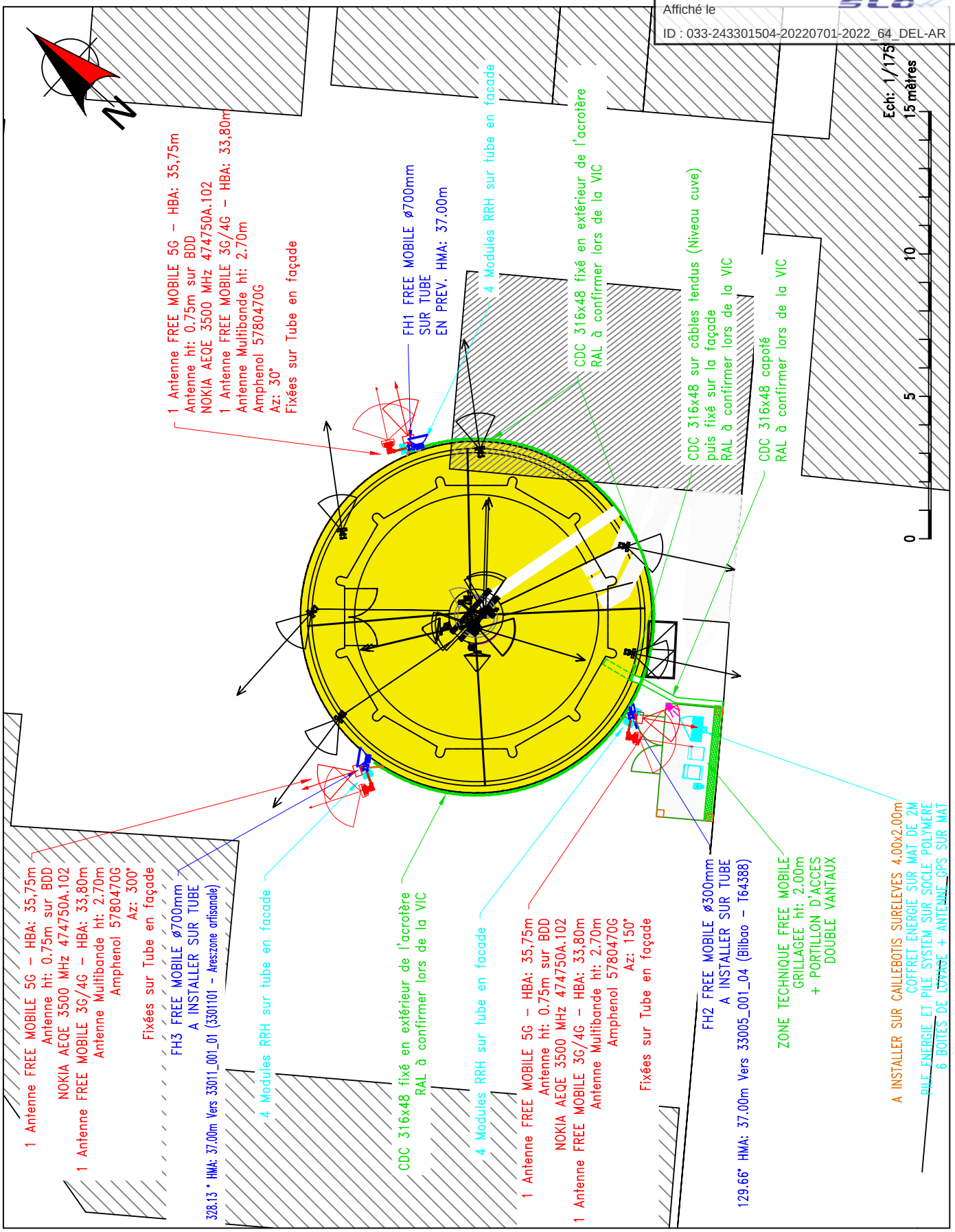


ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 04 — PLAN D'IMPLANTATION EXISTANT	

DOSSIER : APD | INDICE : C | FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

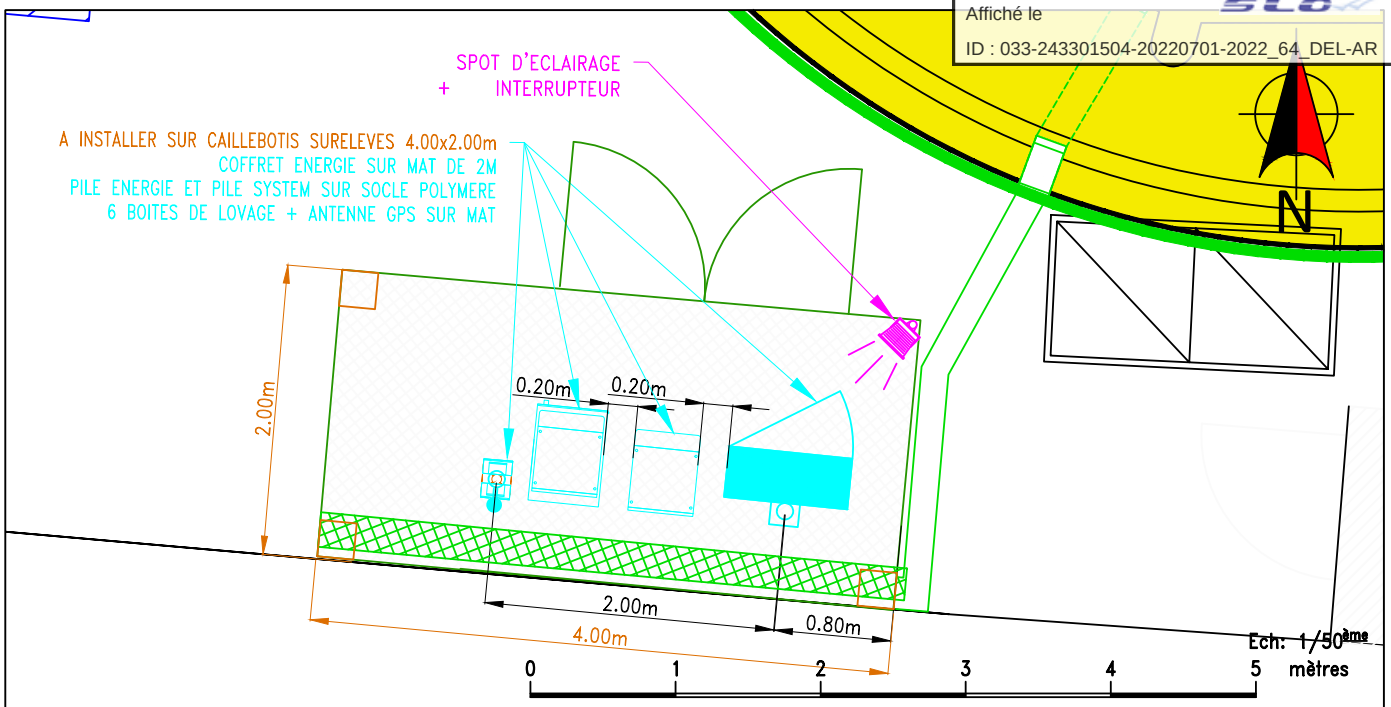


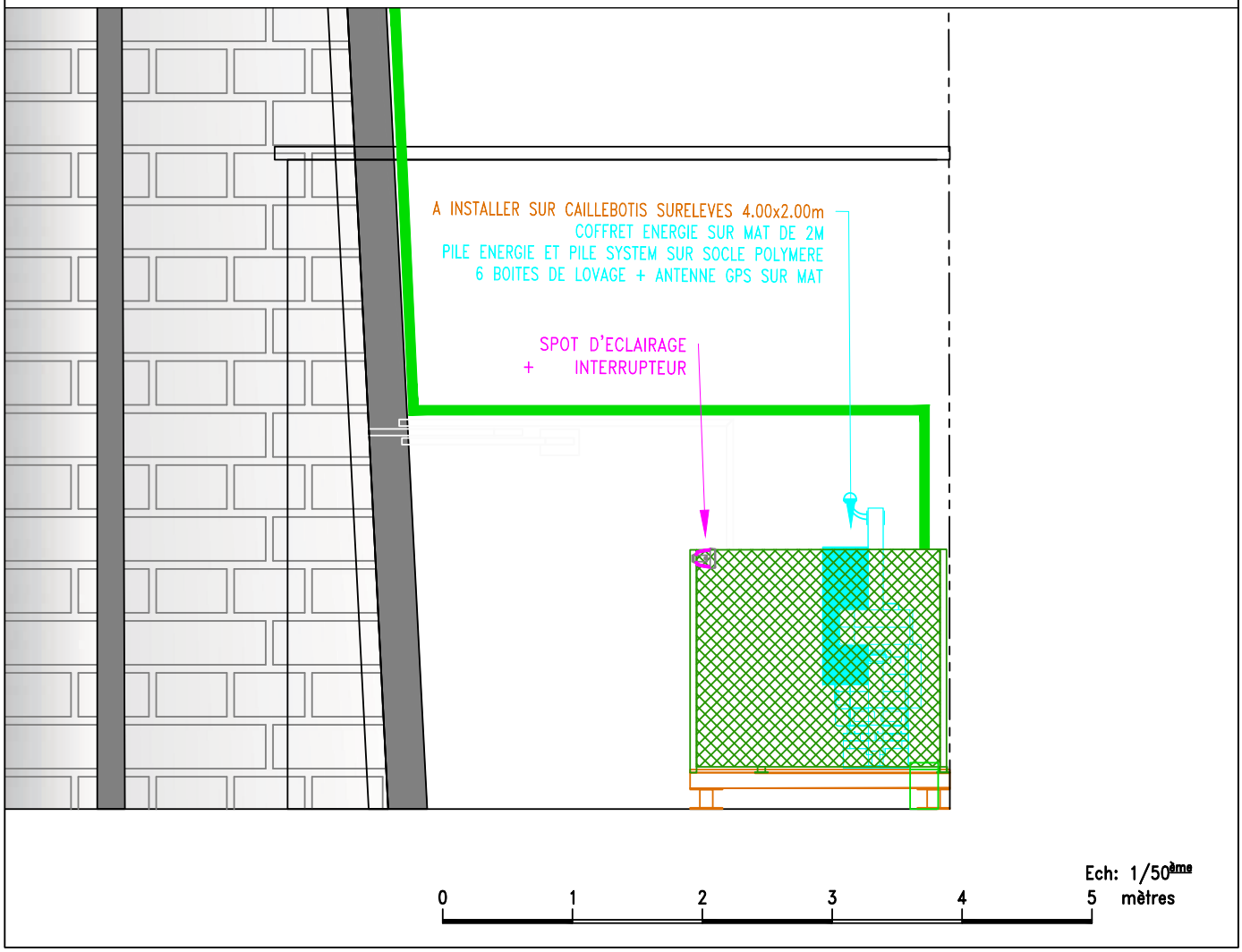
ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 05 — PLAN D'IMPLANTATION PROJET	

DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

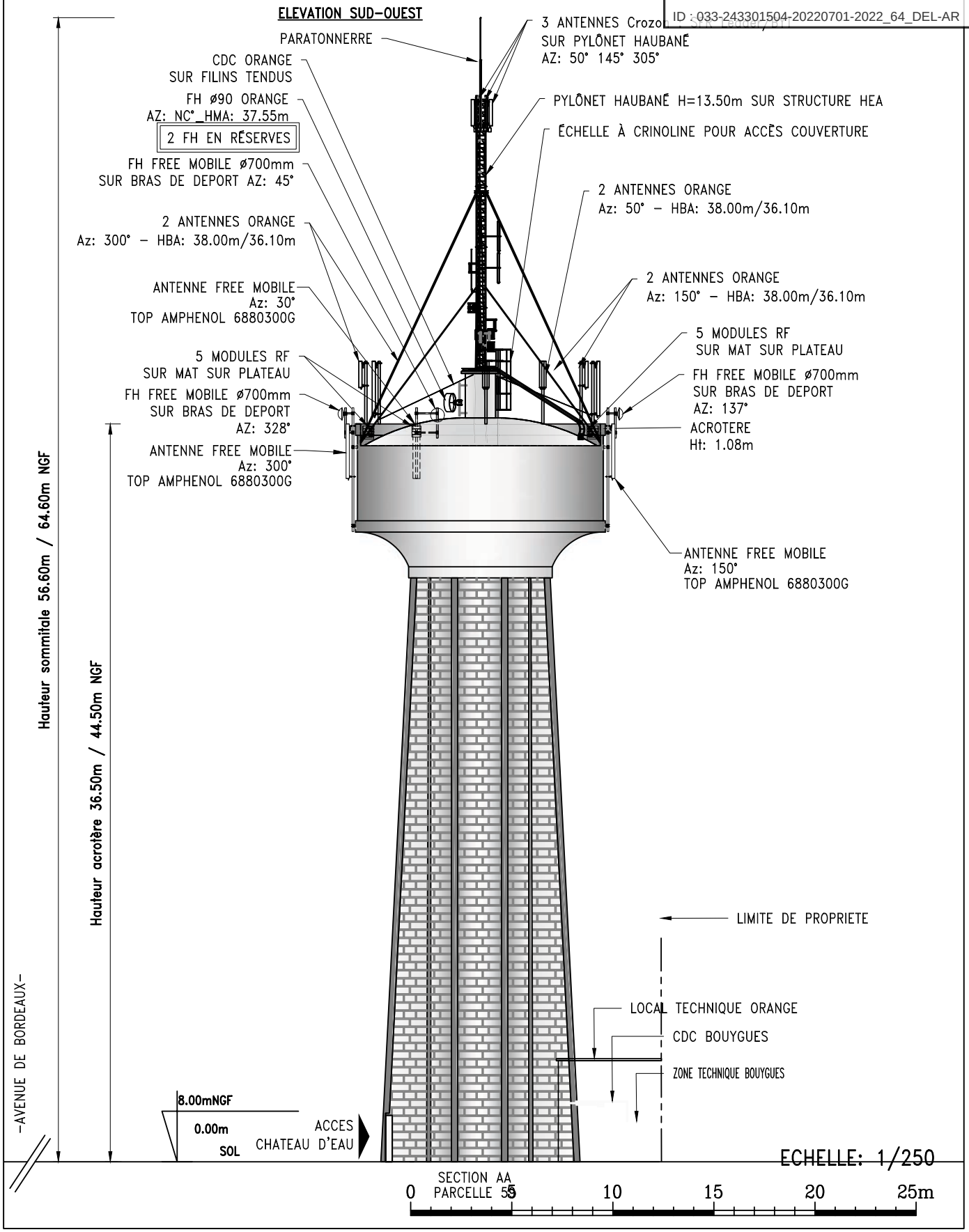
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR





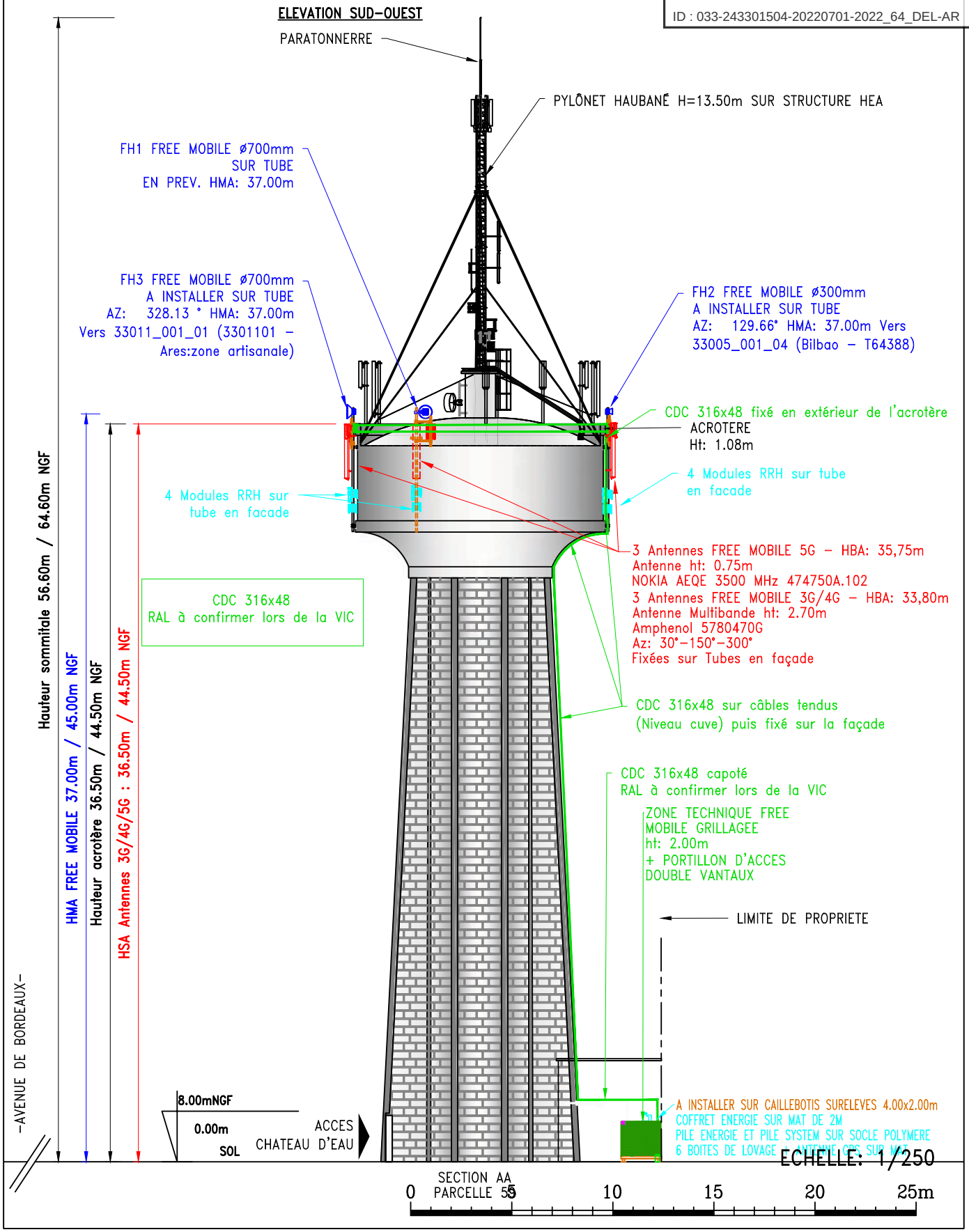
ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 06 — DETAIL ZONE TECHNIQUE	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



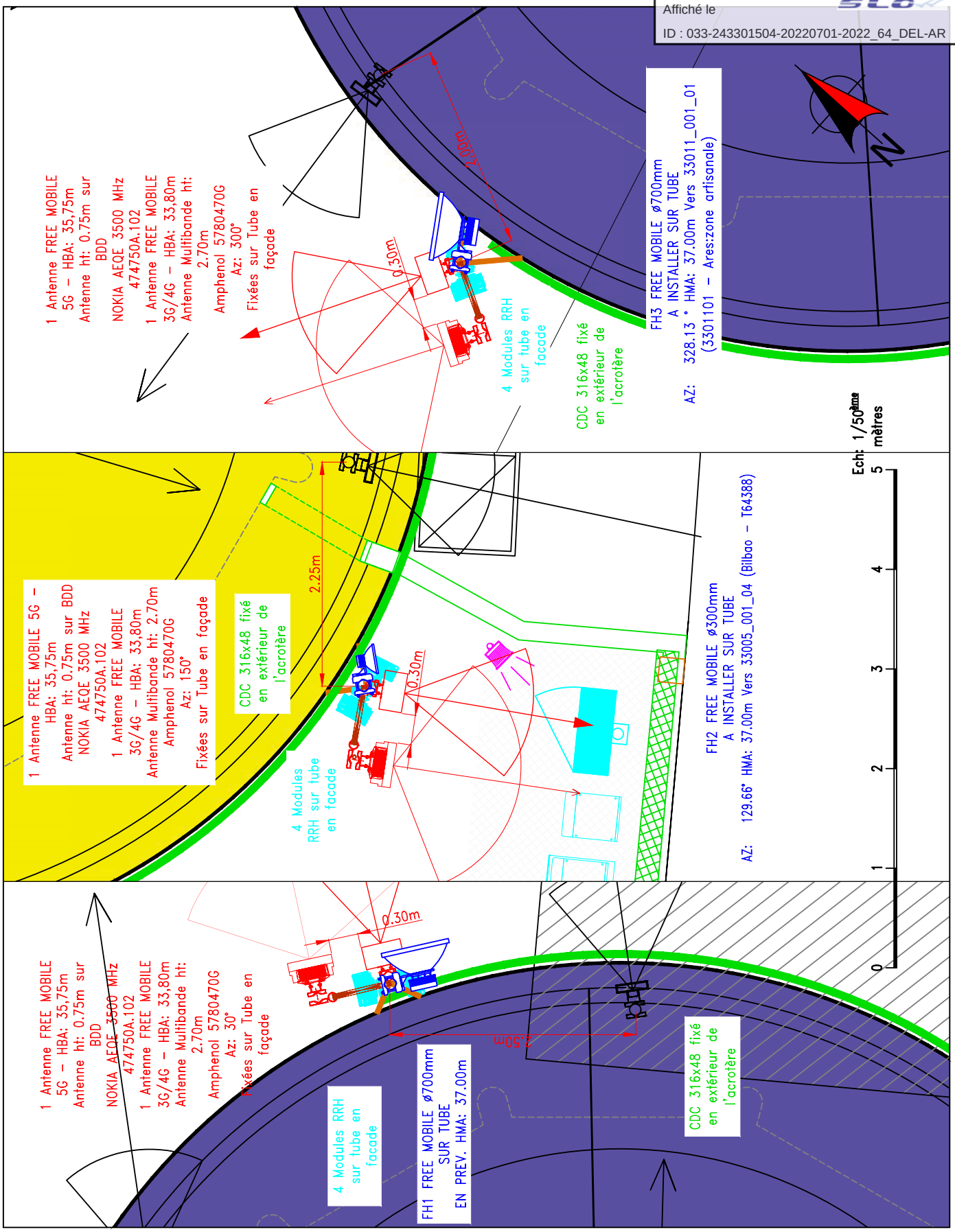
ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 07 — PLAN D'ELEVATION EXISTANT	
DOSSIER : APD — INDICE : C — FICHIER :	33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 08 — PLAN D'ELEVATION PROJET	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

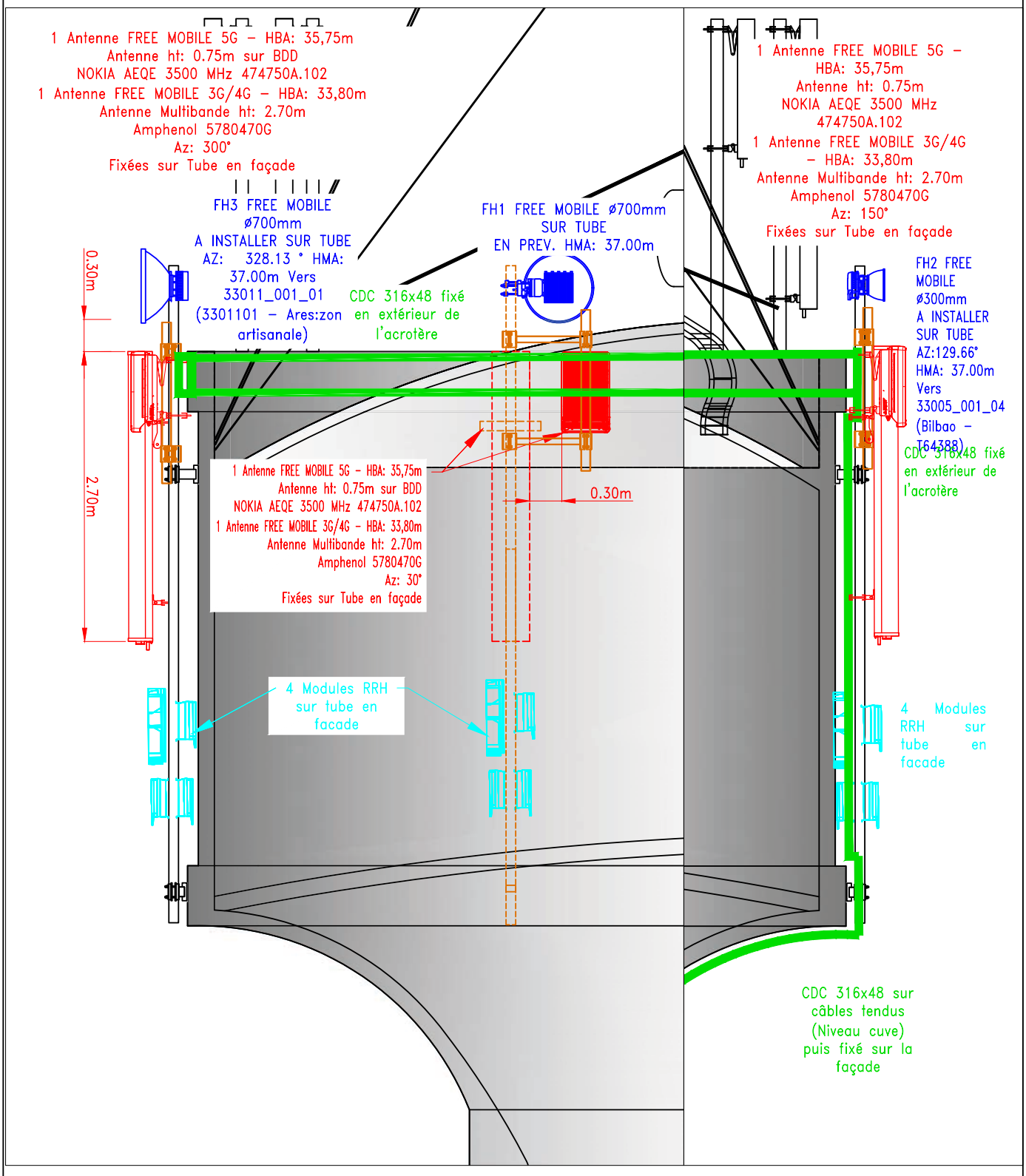


ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 09 — PLAN DES AERIENS	

DOSSIER : APD | INDICE : C | FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 09 — PLAN DES AERIENS	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

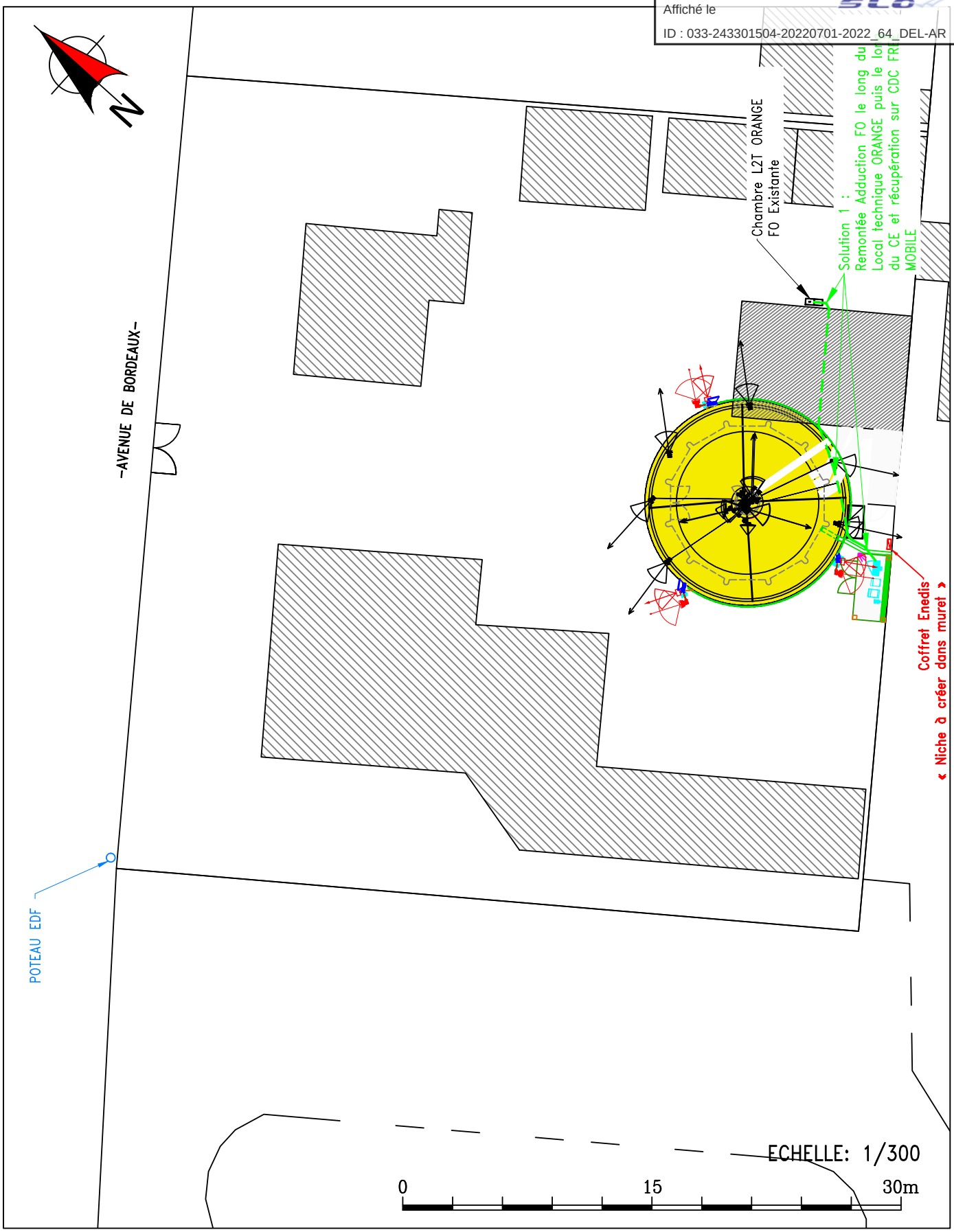


ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO :10a — PLAN DES RESEAUX ET TERRES	

DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

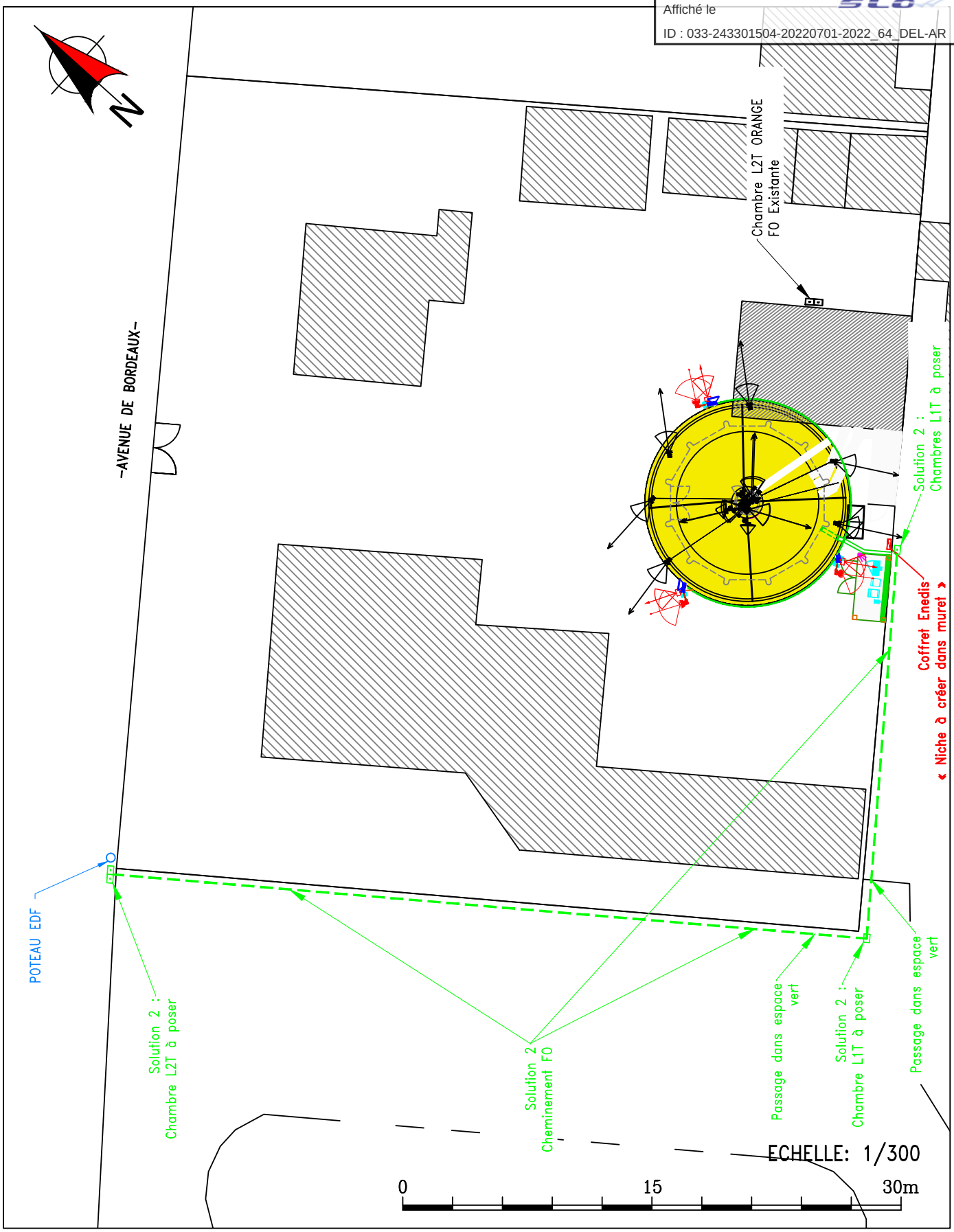


ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO :10a — PLAN DES RESEAUX ET TERRES	

DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO :10b — PLAN DES RESEAUX ET TERRES	

DOSSIER : APD | INDICE : C | FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

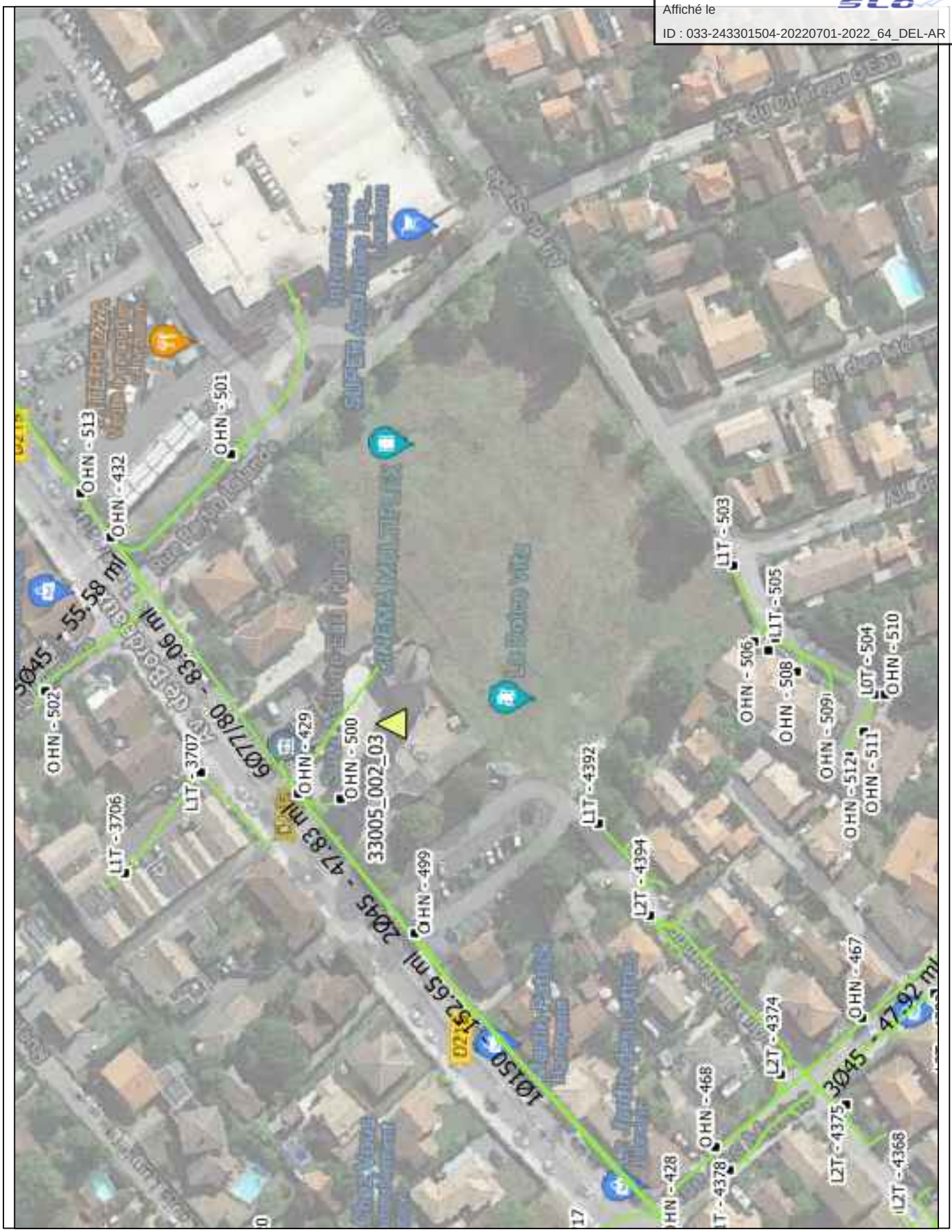


ROUTE_BORDEAUX

free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO :10c — PLAN DES RESEAUX ET TERRES	

DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



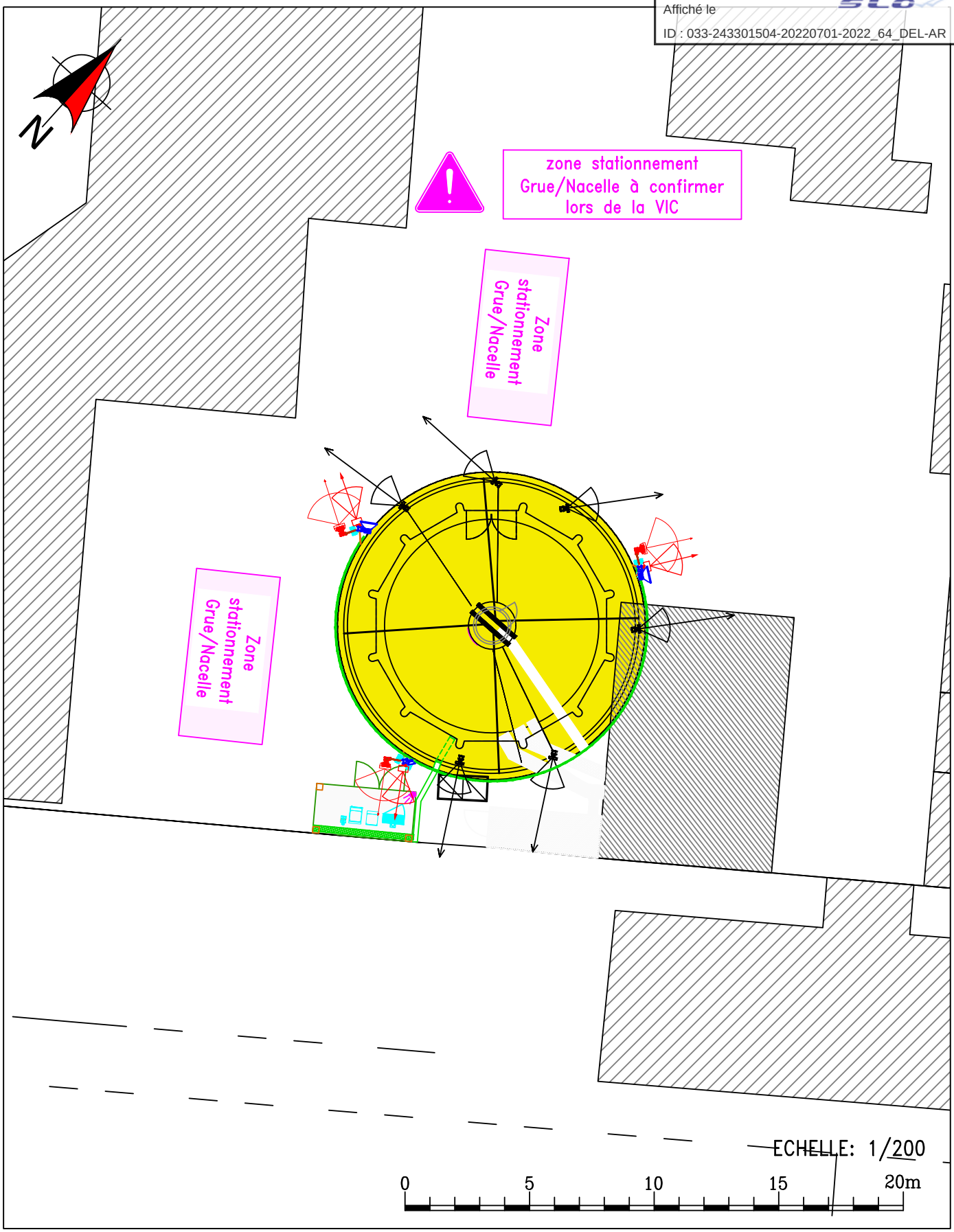
ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO :10d — PLAN DES RESEAUX ET TERRES	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



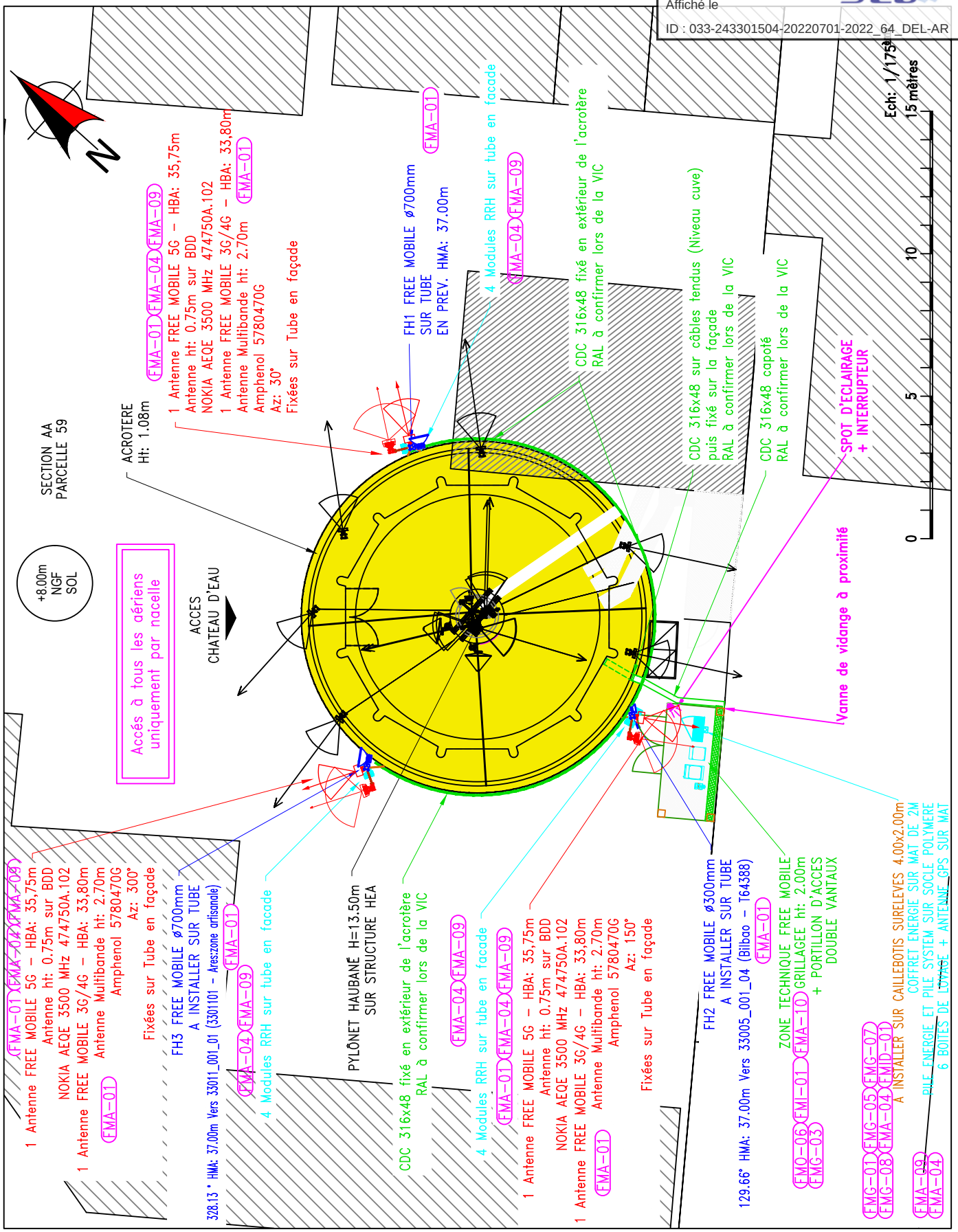
ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO :10e — PLAN DES RESEAUX ET TERRES	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



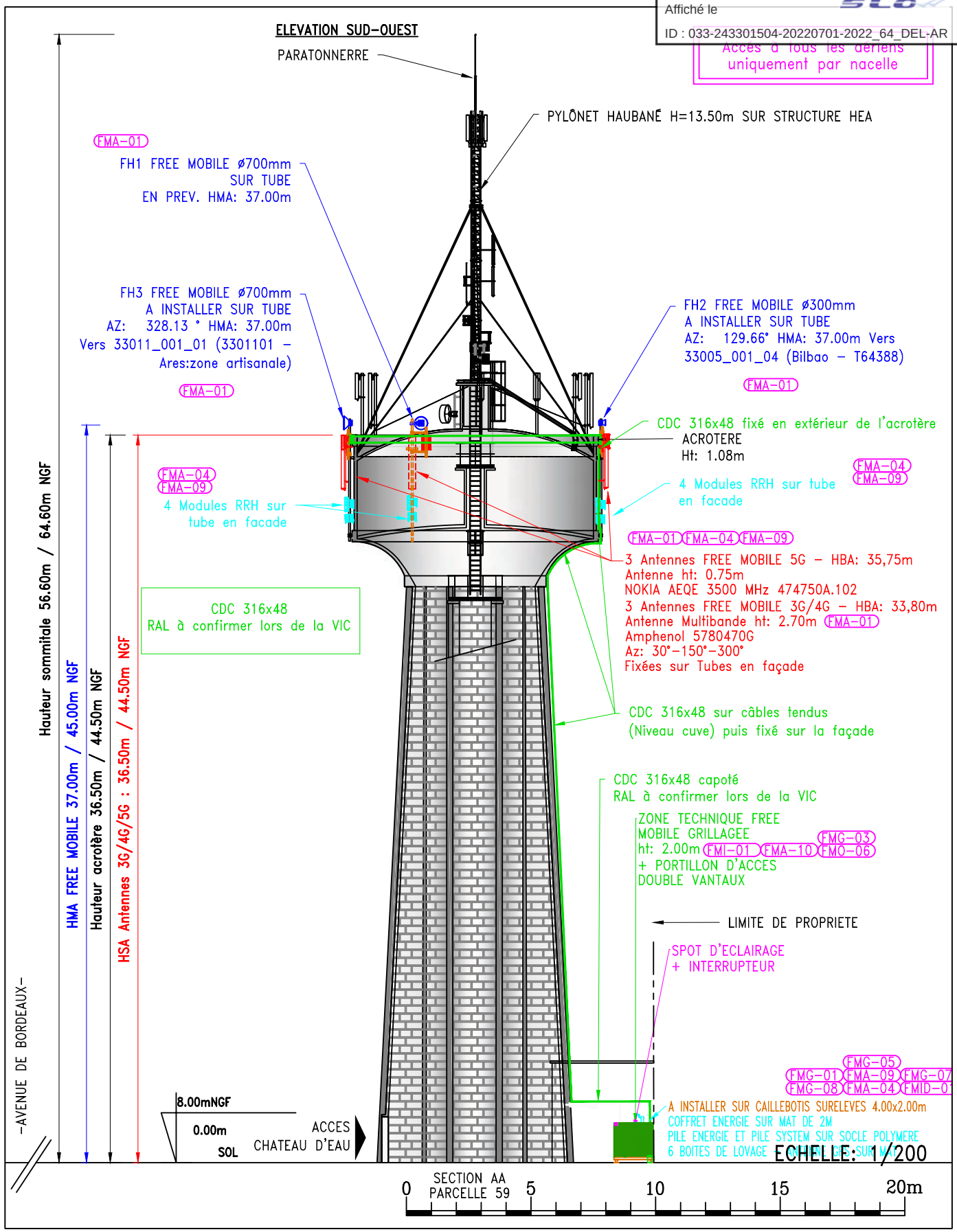
ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 11 — ZONE DE GRUTAGE	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



	ROUTE_BORDEAUX	
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 13 — PLAN DE SECURITE – VUE EN PLAN	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ROUTE_BORDEAUX		
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux	ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS	SPIE
	N° FOLIO : 15 — PLAN DE SECURITE – ELEVATION	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER : 33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

N°	PICTOGRAMME	DESIGNATION	Support / dimension en mm
	ROUGE : SIGNALETIQUE INTERDICTION		
FMI-01		ACCES INTERDIT AUX PERSONNELS NON HABILITES	Plastique rigide 100 x 200
FMI-02		ENTRÉE INTERDITE AUX PERSONNELS NON HABILITÉS	Autocollante 100 x 100
FMI-03		ATTENTION NE PAS FRANCHIR LE BALISAGE	Plastique rigide 80 x 150
	BLEU : SIGNALETIQUE D'OBLIGATION		
FMO-01		PORT EPI OBLIGATOIRE	Autocollante 100 x 100
FMO-02		PORT DE CASQUE OBLIGATOIRE	Autocollante 100 x 100
FMO-03		PORT DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE	Autocollante 100 x 100
FMO-04		EQUIPEMENT ANTI-BRUIT OBLIGATOIRE	Autocollante 100 x 100
FMO-05		PORT DU MASQUE OBLIGATOIRE	Autocollante 100 x 100
FMO-06		UTILISATION D'UNE NACELLE OBLIGATOIRE	Plastique rigide 200 x 300
FMO-07		FERMER LA TRAPPE A CHAQUE PASSAGE (CHANGER EN TRAPPE A MAINTENIR FERMEE)	Plastique rigide 100 x 200
	JAUNE : SIGNALETIQUE D'AVERTISSEMENT		
FMA-01		RADIATIONS NON IONISANTES	Autocollante 100 x 100
FMA-02		OEM	plastique rigide 100 x 200
FMA-03		DANGER GENERAL	Autocollante 100 x 100
FMA-04		DANGER ELECTRIQUE	Autocollante 100 x 100
FMA-05		CHUTE AVEC DÉNIVELLATION	Autocollante 100 x 100
FMA-06		CHUTE DE TREBUCHEMENT	Autocollante 100 x 100
FMA-07		AVERTISSEMENT DE DANGER / OBSTACLE	Adhésif ou peinture Largeur : 50 mm min
FMA-08		ETIQUETTE DANGER AMIANTE	Autocollante 50 x 100
FMA-09		DANGER SOURCE LASER	Autocollante 100 x 100
FMA-10		ACCES INTERDIT AUX PORTEURS D'IMPLANTS ACTIFS	Autocollante 100 x 100
FMA-11		NE PAS STATIONNER DANS LE PERIMETRE DE SECURITE DES ANTENNES	Plastique rigide 240 x 120

	GENERALITE		
FMG-01		N° UTILES	Plastique rigide Autocollante 100 x 200
FMG-02		RÉCAPITULATIF SÉCURITÉ SITE PYLÔNE	Plastique rigide 200 x 300
FMG-03		RÉCAPITULATIF SÉCURITÉ SITE CHÂTEAU D'EAU TERRASSE	Plastique rigide 200 x 300
FMG-04		ÉTIQUETTE POINT D'ANCRAGE (SUR MAÇONNERIE) AVEC CONTROLE PERIODIQUE	Plastique rigide 65 X 100
FMG-05		AVANT TOUTE INTERVENTION SUR LE TGBT METTRE HORS SERVICE LE REENCLENCHEUR	Autocollante 65 X 100
FMG-06		ÉTIQUETTE CONTROLE DES HAUBANS (CTH)	Plastique rigide 65 X 100
FMG-07		ÉTIQUETTE CONTROLE PERIODIQUE TGBT OBLIGATOIRE	Autocollante 65 X 100
FMG-08		ETIQUETTE SOINS AUX ELECTRISES	Aluminium 500 x 350
	IDENTIFICATION		
FMID-01		ETIQUETTE D'IDENTIFICATION (CDC – TGBT – BTS – COFFRET EDF CÂBLES DANS GAINES TECHNIQUES)	Plastique rigide ou autocollant 20 x 30
FMID-02		CONTACT FREE MOBILE	Plastique rigide 200 x 100

ROUTE_BORDEAUX			
free mobile	Château d'eau – Avenue de Bordeaux		ID : 33005_002_03
	33510 ANDERNOS LES BAINS		SPIE
	N° FOLIO : 16	SECURITE PICTOGRAMME	
DOSSIER : APD	INDICE : C	FICHIER :	33005_002_03_ROUTE_BORDEAUX_ANDERNOS_LES_BAINS_APD

Liste des feuillets du plan

Feuillet	Désignation	Date	Indice
F01	VUE D'ENSEMBLE SUR INSTALLATIONS PROJETÉES	07/10/21	0
F02	MÂTS SUPPORTS ÉQUIPEMENTS À CRÉER	07/10/21	0
F03	BRACONS À CRÉER DANS CEINTURE BÉTON HAUTE	07/10/21	0
F04	ANCRAGE PIED DE MÂT SUR CEINTURE BÉTON BASSE	07/10/21	0
F05	DÉPORT ANTENNE 5G À CRÉER	07/10/21	0

L'ENTREPRENEUR RÉALISANT LES TRAVAUX S'ENGAGE A AFFICHER CE PLAN SUR LE CHANTIER

LES MODIFICATIONS DE STRUCTURE FIGURÉES AU PLAN POURRONT IMPOSER DES CHANGEMENTS OU REMANIEMENT DES ÉQUIPEMENTS INSTALLÉS SUR CES STRUCTURES.
LE PLANCHER TECHNIQUE SERA FIXÉ SUR SES SUPPORTS (PLOTS, SABOTS, ETC.) APRÈS INTERPOSITION D'UN ANTI-VIBRATILE (néoprène épaisseur 10 mm ou équivalent)

Prise en compte chute d'un homme sur les structures : ***NON, voir NC01***

Référence des plans d'implantation d'antennes : ***plans Free Mobile ind. A du 22/05/2017.***

Informations générales

FINITION :
Sauf indications contraires, les aciers seront de type S235, galvanisés à chaud.
Tous les bois rapportés seront traités Classe 4.

ASSEMBLAGES :
Sauf indications contraires, toute la boulonnerie sera en acier inoxydable type A4-70 et sera freinée.
Les pièces en contact seront soudées sur leur périmètre (a = 1/2 de l'épaisseur mini des deux pièce à assembler, arrondi au supérieur).

ANCRAGES CHEVILLÉS OU BOULONNÉS SUR SUPPORTS EXISTANTS :
Dans le cas d'une traversée d'étanchéité, les éléments d'ancrage comporteront une reprise d'étanchéité à réaliser selon les règles de l'art par une entreprise spécialisée. Sinon, l'étanchéité du matériau support sera restituée par injection de résine EPOXY dans les percements.
La position des platines d'ancrage pourra être légèrement modifiée afin d'éviter un arrondi, une fixation existante, etc. *Si tel est le cas, l'entreprise en charge du chantier devra nous en informer.*
Les références de chevilles indiquées sur nos plans pourront être remplacées par une référence d'un fabricant différent à la condition d'utiliser des chevilles de même type et de même résistance que celles préconisées sur nos documents.

POSITIONNEMENT DES ÉQUIPEMENTS (antennes, FH, coffrets, etc.) :
Les positions et orientations sont repérées sur nos plans à titre indicatif.
Les implantations des équipements devront être faites au moyen des plans d'implantation d'antennes.
Nous contacter en cas de contradiction.

NE FIGURENT PAS SUR NOS PLANS :
Les garde-corps, échelles d'accès et les éléments de sécurité fixés sur les mâts (échelons perroquets, échelle à rail, point d'assurage, etc.) n'apparaissent pas sur nos plans, excepté si ces éléments sont vérifiés ou dimensionnés dans notre étude.

CONTRÔLE SUR SITE :
Nous nous efforçons d'établir des plans aussi proches que possible de l'état réel des existants. Cependant, soit par impossibilité de relever les existants lors de la visite sur site, soit du fait du changement du projet depuis la visite, il se peut que nos plans diffèrent sensiblement de l'état des existants.
L'entreprise en charge du chantier devra donc, à l'ouverture de ce dernier et avant toute mise en fabrication, effectuer une implantation sur site afin de s'assurer de la compatibilité des installations projetées avec les existants. *Nous contacter en cas de divergences constatées.*

RESPECT DES DTU :
Les dispositions figurant sur nos plans ne respectent pas toujours l'ensemble des DTU et règles en vigueur. Il s'agit de compromis imposés par l'état des existants ou les nécessités d'exploitation qui nous sont signifiées.
Avant mise à exécution, nos plans devront avoir reçu un "Bon pour exécution" des organisations ayant autorité pour réceptionner les travaux.

BON POUR EXECUTION :
LE :
PAR :

iDES ingénierie diagnostics études structures
22 E imp. Jeanne Dieulafoy
85000 LA ROCHE SUR YON

Client : *SPIE*

DOSSIER 21.08.109

FREE - SITE 33005_002_03 - CE ROUTE BDX
ANDERNOS LES BAINS (33)

PLAN CH0I

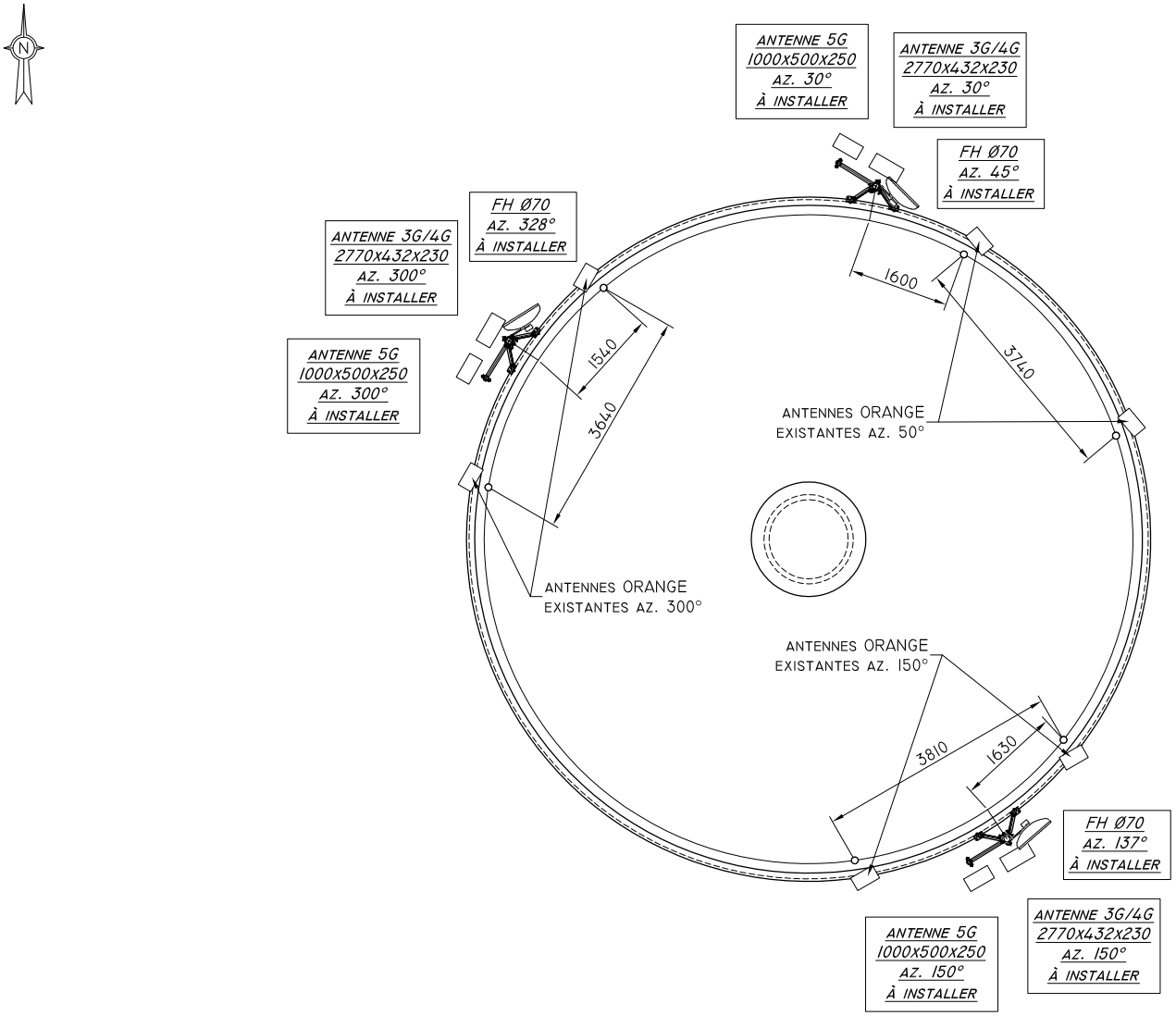
PLAN STRUCTURE

Contact : M. TERRIEN | Tél : 02.51.62.15.33 | E-mail : miguel.terrien@ides.fr

IND	MODIFICATIONS	DATE	ETABLI PAR	VISA	VERIFIÉ PAR	VISA
0	ÉMISSION D'ORIGINE	07/10/21	M. TERRIEN		M. TERRIEN	

Propriété Intellectuelle d'*IDES*, tous droits de reproduction et d'usage réservés. Les plans fournis au format ".dwg" ou ".dxf" ne sont pas contractuels. Seuls les plans papiers ou ".pdf", signés, engagent la responsabilité d'*IDES*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



NOTA : SUR CHAQUE SECTEUR, L'ANTENNE 5G DEVRA IMPÉRATIVEMENT ÊTRE INSTALLÉE À L'OPPOSÉ DU FH Ø70 PAR RAPPORT AU MÂT PRINCIPAL.

ÉCH : 1/75

iDes
ingénierie diagnostics études structures
22 E imp. Jeanne Dieulafoy
85000 LA ROCHE SUR YON

Client : SPIE

DOSSIER 21.08.109

FREE - SITE 33005_002_03 - CE ROUTE BDX
ANDERNOS LES BAINS (33)

Feuillet CH01-F01

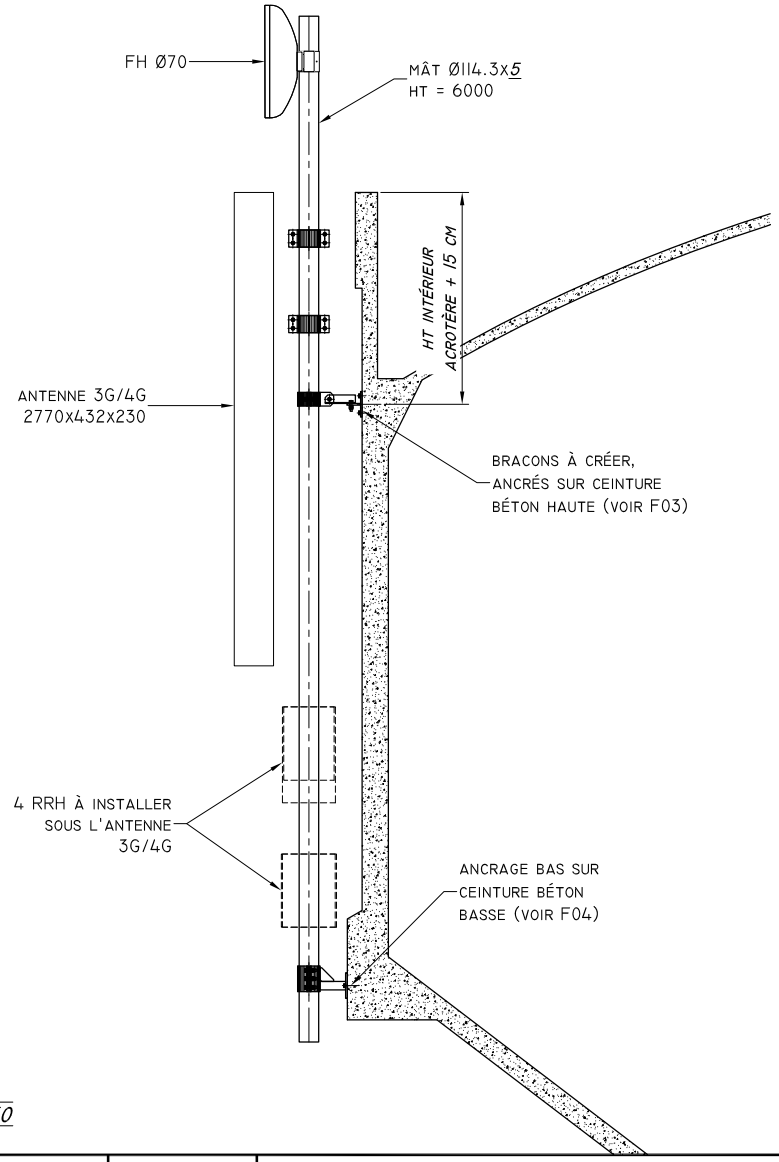
VUE D'ENSEMBLE SUR INSTALLATIONS PROJETÉES
VUE EN PLAN

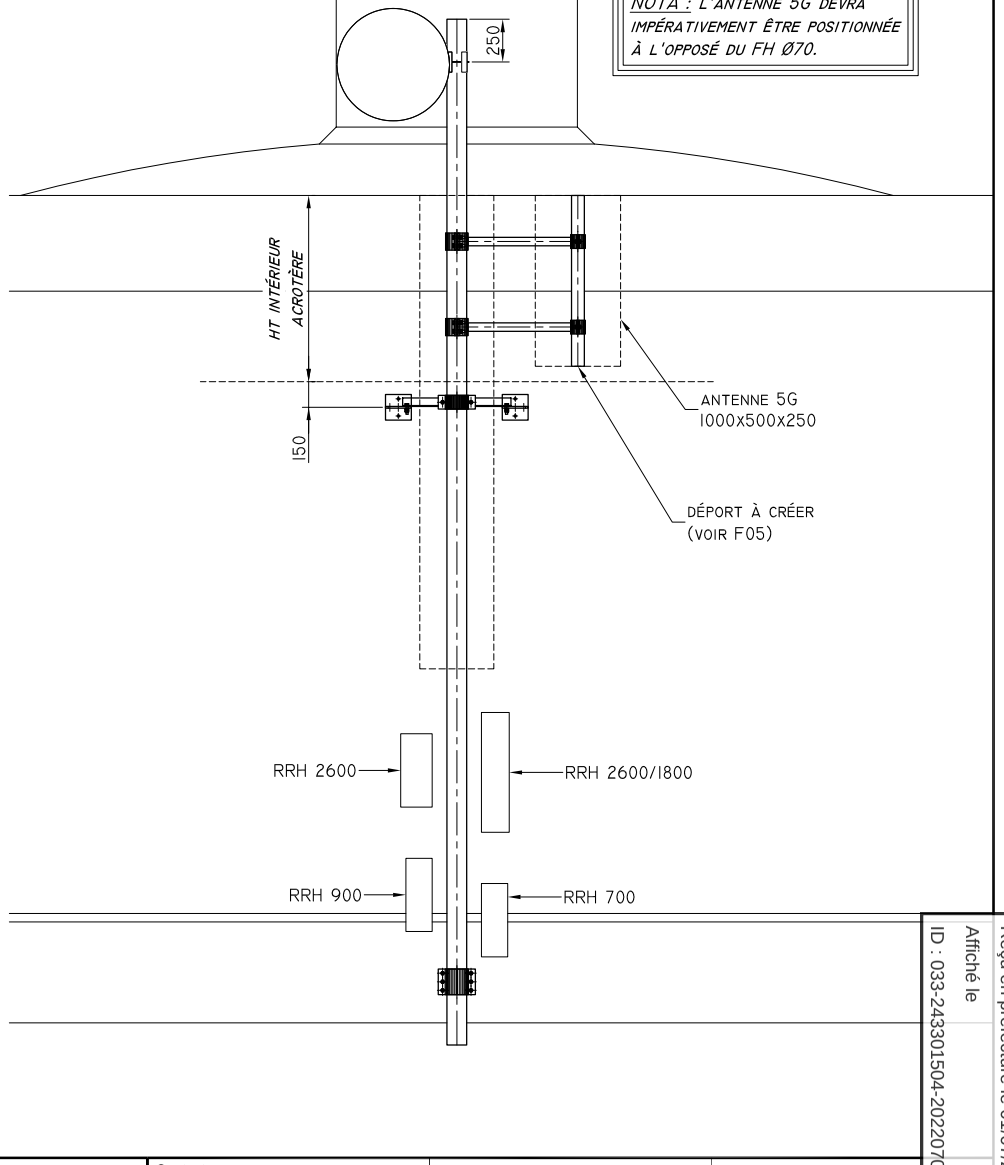
Contact : M. TERRIEN | Tél : 02.51.62.15.33 | E-mail : miguel.terrien@ides.fr

IND	MODIFICATIONS
0	ÉMISSION D'ORIGINE

Propriété Intellectuelle d'IDES, tous droits de reproduction et d'usage réservés. Les plans fournis au format ".dwg" ou ".dxf" ne sont pas contractuels. Seuls les plans papiers ou ".pdf", signés, engagent la responsabilité d'IDES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR





NOTA : L'ANTENNE 5G DEVRA IMPÉRATIVEMENT ÊTRE POSITIONNÉE À L'OPPOSÉ DU FH Ø70.

ÉCH : 1/30

iDes ingénierie diagnostics études structures
22 E imp. Jeanne Dieulafoy
85000 LA ROCHE SUR YON

Client : SPIE

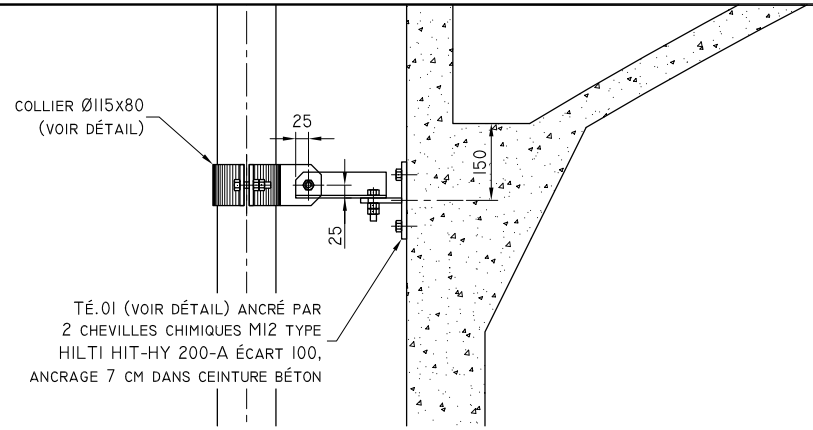
DOSSIER	FREE - SITE 33005_002_03 - CE ROUTE BDX
21.08.109	ANDERNOS LES BAINS (33)
Feuillet	MÂTS SUPPORTS ÉQUIPEMENTS À CRÉER
CH01-F02	ÉLÉVATIONS

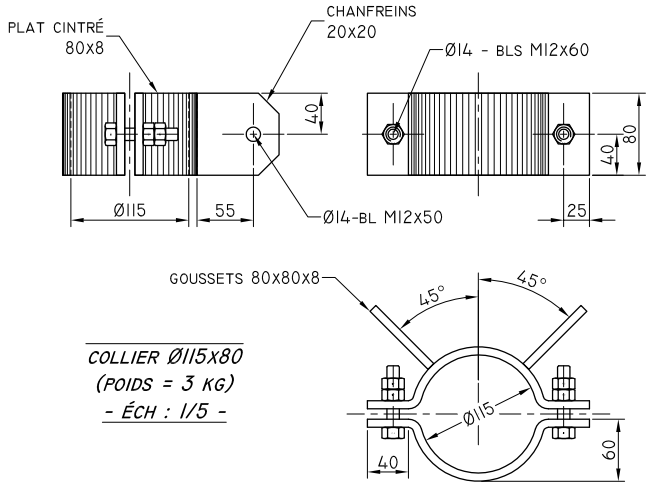
Contact : M. TERRIEN | Tél : 02.51.62.15.33 | E-mail : miguel.terrien@ides.fr

IND	MODIFICATIONS
0	ÉMISSION D'ORIGINE

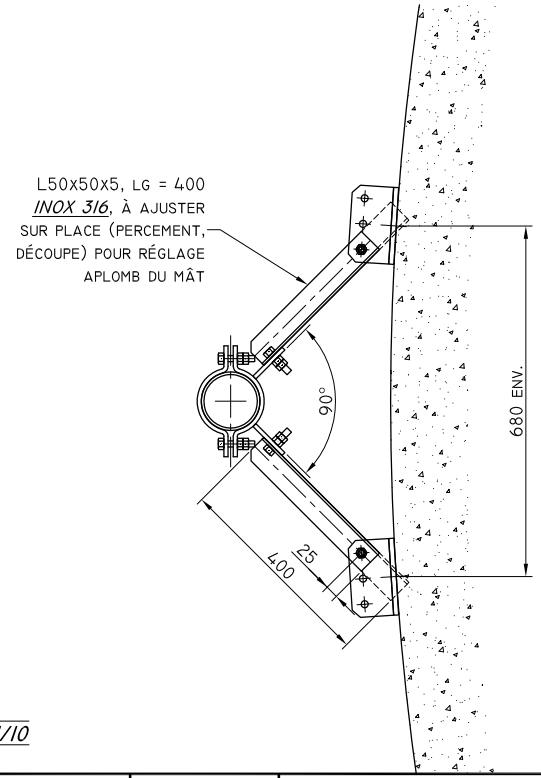
Propriété Intellectuelle d'*IDES*, tous droits de reproduction et d'usage réservés. Les plans fournis au format ".dwg" ou ".dxf" ne sont pas contractuels. Seuls les plans papiers ou ".pdf", signés, engagent la responsabilité d'*IDES*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

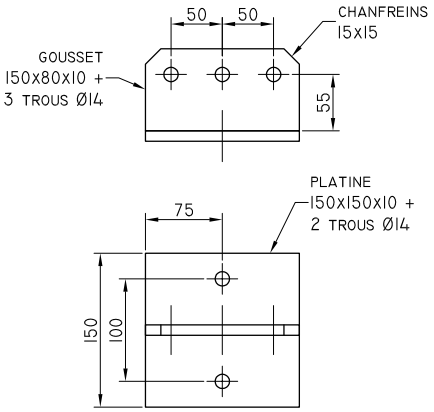




COLLIER Ø115x80
(POIDS = 3 KG)
- ÉCH : 1/5 -



ÉCH : 1/10



TÉ.01 - ÉCH : 1/5

iDes
ingénierie diagnostics études structures
22 E imp. Jeanne Dieulafoy
85000 LA ROCHE SUR YON

Client : *SPIE*

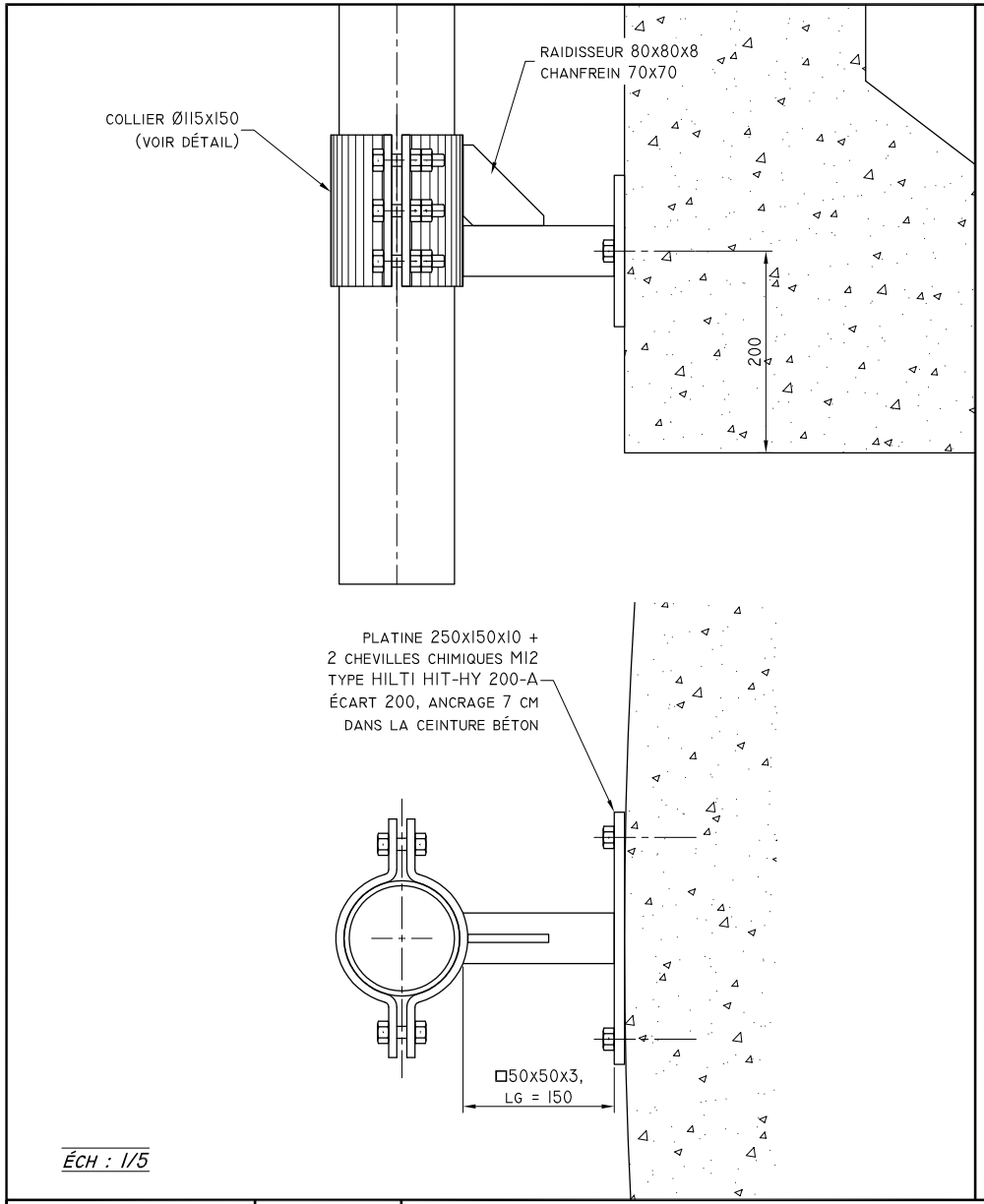
DOSSIER 21.08.109	FREE - SITE 33005_002_03 - CE ROUTE BDX ANDERNOS LES BAINS (33)
Feuillet CH01-F03	BRACONS À CRÉER DANS CEINTURE BÉTON HAUTE DÉTAILS

Contact : M. TERRIEN | Tél : 02.51.62.15.33 | E-mail : miguel.terrien@ides.fr

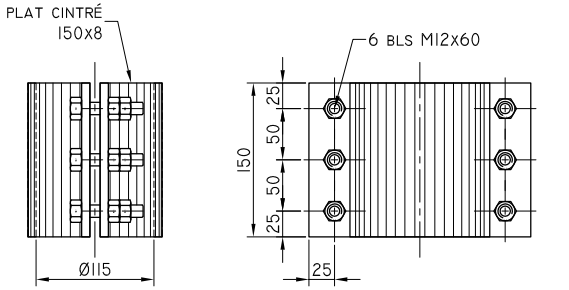
IND	MODIFICATIONS
0	ÉMISSION D'ORIGINE

Propriété Intellectuelle d'*IDES*, tous droits de reproduction et d'usage réservés. Les plans fournis au format ".dwg" ou ".dxf" ne sont pas contractuels. Seuls les plans papiers ou ".pdf", signés, engagent la responsabilité d'*IDES*

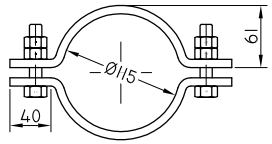
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ÉCH : 1/5



COLLIER Ø115x150
(POIDS = 5 KG)
- ÉCH : 1/5 -



iDes
ingénierie diagnostics études structures
22 E imp. Jeanne Dieulafoy
85000 LA ROCHE SUR YON

Client : SPIE

DOSSIER 21.08.109

FREE - SITE 33005_002_03 - CE ROUTE BDX
ANDERNOS LES BAINS (33)

Feuillet CH01-F04

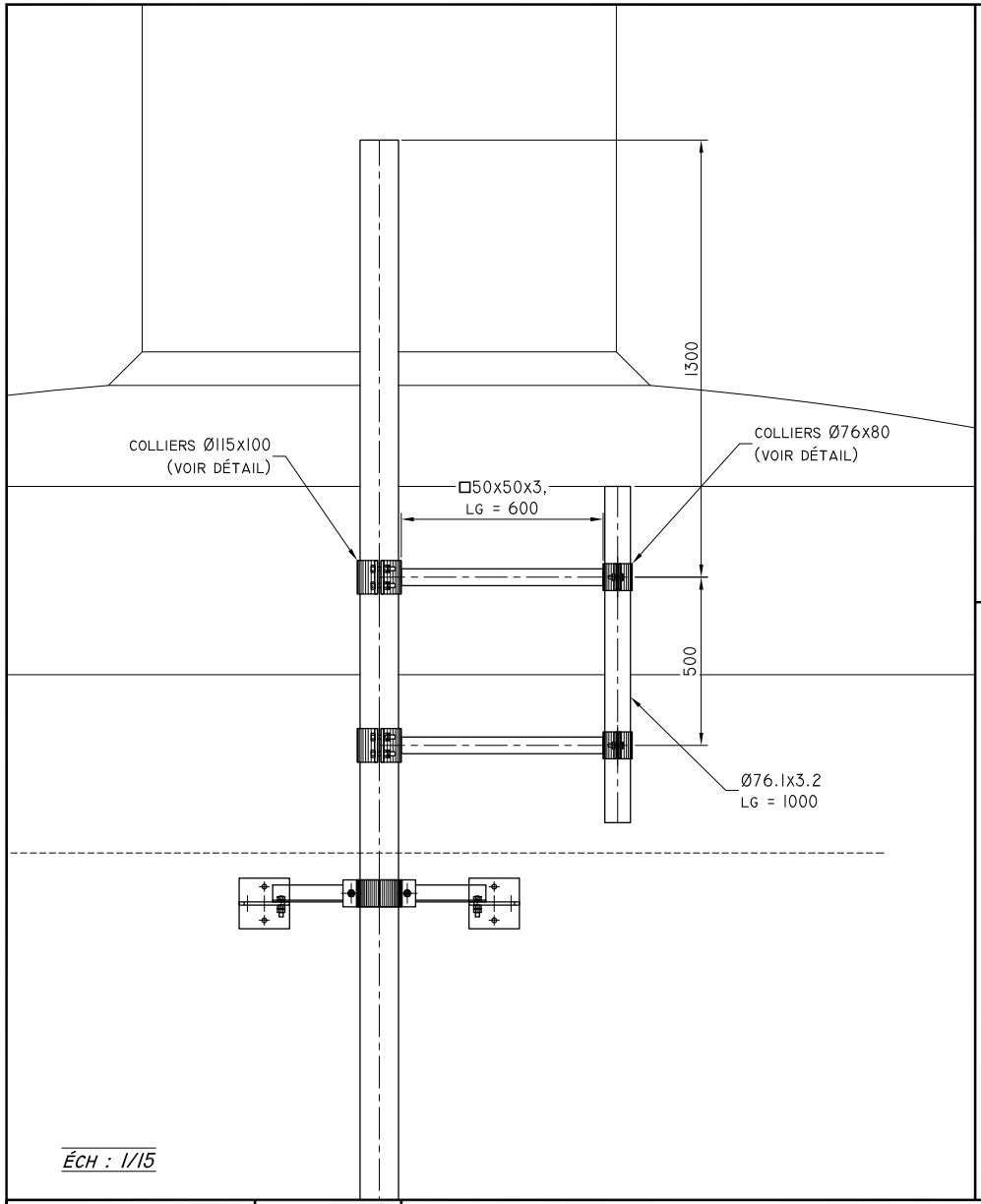
ANCRAGE PIED DE MÂT SUR CEINTURE BÉTON BASSE
DÉTAILS

Contact : M. TERRIEN | Tél : 02.51.62.15.33 | E-mail : miguel.terrien@ides.fr

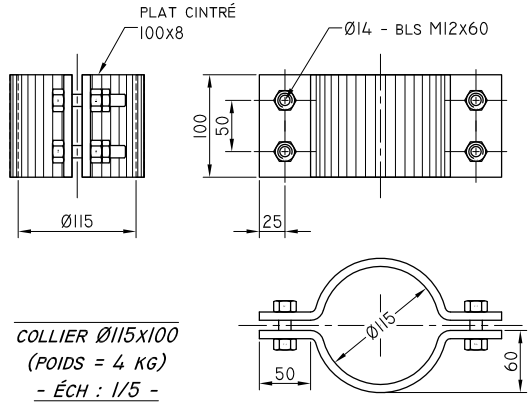
IND	MODIFICATIONS
0	ÉMISSION D'ORIGINE

Propriété Intellectuelle d'*IDES*, tous droits de reproduction et d'usage réservés. Les plans fournis au format ".dwg" ou ".dxf" ne sont pas contractuels. Seuls les plans papiers ou ".pdf", signés, engagent la responsabilité d'*IDES*

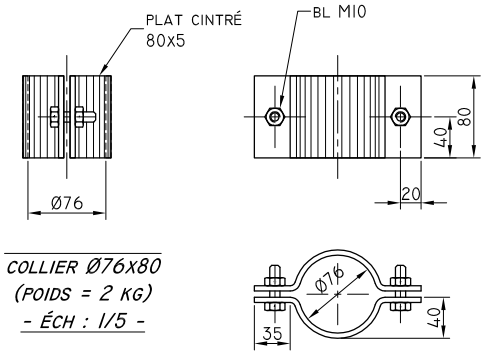
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



ÉCH : 1/15



COLLIER Ø115x100
(POIDS = 4 KG)
- ÉCH : 1/5 -



COLLIER Ø76x80
(POIDS = 2 KG)
- ÉCH : 1/5 -

iDes ingénierie diagnostics études structures 22 E imp. Jeanne Dieulafoy 85000 LA ROCHE SUR YON	DOSSIER 21.08.109	FREE - SITE 33005_002_03 - CE ROUTE BDX ANDERNOS LES BAINS (33)	Contact : M. TERRIEN / Tél : 02.51.62.15.33 / E-mail : miguel.terrien@ides.fr
	Feuillet CH01-F05	DÉPORT ANTENNE 5G À CRÉER ÉLÉVATION / DÉTAILS	0 ÉMISSION D'ORIGINE IND MODIFICATIONS
Client : SPIE			

Propriété Intellectuelle d'*IDES*, tous droits de reproduction et d'usage réservés. Les plans fournis au format ".dwg" ou ".dxf" ne sont pas contractuels. Seuls les plans papiers ou ".pdf", signés, engagent la responsabilité d'*IDES*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

iDES	Dossier 21.08.109		FREE - site 33005_002_03 - CE ROUTE BDX ANDERNOS LES BAINS (33)
Document	NC01	ind 0	Note de calculs mâts supports équipements

Indice	Date	Commentaire	rédacteur	visa
0	04/10/21	Emission d'origine	M. TERRIEN	

CONTACT : M. TERRIEN / Tél. : 02.51.62.15.33 - E-mail : miguel.terrien@ides.fr

1. CONTENU de la NOTE

Cette note comporte :
- Une modélisation réf. NC01_0_2108109_MOD01_mats en annexe.

2. OBJET de la NOTE

La présente note a pour objet :
- La justification des structures supports d'équipements et de leur fixation sur les existants.

3. INTERFACES TECHNIQUES

3.1. Interfaces d'étude

Les points suivants ne sont pas traités dans le cadre de la présente note :

POINT TECHNIQUE :	***TRAITE PAR :***
Solidité des supports (sauf pression locale et chevillages)	***voir Rapport de Conception***

3.2. Interfaces structurelles

- Liaison au gros œuvre : *par chevilles ou boulons*
- Liaison aux structures existantes : *par boulons*
- Dilatation : *SO*
- Limitations de déformations liées aux exigences structurelles : *SO*
- Limitations de déformations liées aux matériaux supportés : *SO*
- Exigences liées aux actions dynamiques (fréquences propres, etc.) : *SO*

Les hypothèses de calculs récapitulent les contraintes du projet telles que le BET en a connaissance au moment de la rédaction de cette note, ou telles qu'il les a choisies.
Il appartient à l'entreprise de vérifier que les matériaux mis en œuvre correspondent bien aux hypothèses spécifiées ci-après, et au Maître d'œuvre de vérifier que ces hypothèses sont conformes aux exigences de sa conception.

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

4. MODELISATION et METHODE DE CALCUL

Le mât est modélisé au moyen d'un système à barres 3D.
Le vent est appliqué suivant différentes orientations, les efforts maxi se déduisent directement de la lecture des tableaux de descentes de charges.
En cas de structures à haubans, seuls les câbles tendus sont modélisés. Le vent est appliqué suivant trois directions :

- Parallèle à un hauban.
- Bissecteur à deux haubans, au plus défavorable.
- Perpendiculaire à un hauban.

La précontrainte des haubans n'est pas prise en compte dans le calcul. Cependant, on considère une mise en tension lors de la pose équivalente à 5% de la valeur de résistance du hauban, afin de limiter le phénomène de vibration des câbles et éviter la mise en place d'amortisseurs (ces derniers étant obligatoires pour une mise en tension équivalente à 10% ou plus de la valeur de résistance du hauban).

5. HYPOTHESES PARTICULIERES

5.1. Sollicitations

Selon Rapport de Conception.

5.2. Matériaux

- **Béton**

C25/30 ou équivalent.

- **Acier**

De type S235 qualité JR.
Boulonnerie Inox qualité A4-70, sauf indications contraires.

5.3. Règles et normes spécifiques

- **EN 1990 : Eurocode 0 :** Base de calcul des structures
- **EN 1991 : Eurocode 1 :** Actions sur les structures
- **EN 1992 : Eurocode 2 :** Calcul des structures en béton
- **EN 1993 : Eurocode 3 :** Calcul des structures en acier

5.4. Valeurs de référence

- **Pour les contraintes :** selon règlement relatif au matériau.
- **Pour les déformations :** selon règlement relatif au matériau et hypothèses du Rapport de Conception.

5.5. Abréviations utilisées

- **CE :** conforme aux exigences
- **NC :** non conforme
- **AC :** acceptable
- **SO :** sans objet
- **PM :** pour mémoire

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

6. GEOMETRIE et CHARGES

6.1. Charges permanentes

- **Poids propre structure :** prise en compte automatique dans la modélisation.
- **Poids équipements :** voir tableaux en 6.5.

6.2. Givre

Le givre est pris en compte afin de considérer les charges gravitaires qu'il apporte par son propre poids et également l'incidence qu'il a sur la prise au vent des structures et équipements.

- **Givre sur site :** selon rapport de conception.

On considère une gaine de glace de 20 mm d'épaisseur sur tout élément susceptible d'être en contact avec le givre (densité de la glace : 720 kg/m3), soit 14.4 kg/m².

- **Givre sur structures et équipements :** voir tableaux en 6.5.

6.3. Vent

- **Vent sur site :**

Désignation	Réf EN1991	Symbole	Valeur
Région	Fig 4.3AN	-	1
Catégorie de Terrain	Tab 4.1AN	-	II
Hauteur de référence	Fig 6.1	Z	37.00m
Coef direction	(4.1)	C_{dir}	1.000
Coef saison	(4.1)	C_{season}	1.000
Coef probabilité	(4.2)	C_{prob}	1.000
Coef orographique	(4.3)	$C_0(Z)$	1.000
Vitesse de base	Tab 4.2AN	$V_{b,0}$	22.0m/s
Vitesse de référence	(4.3)	V_b	22.0m/s
Pression de référence	(4.10)	q_b	29.6daN/m²
Longueur rugosité	Tab 4.1AN	Z_0	0.050m
Hauteur mini	Tab 4.1AN	Z_{min}	2m
Hauteur maxi	(4.5)	Z_{max}	200m
Facteur de terrain	(4.5)	K_r	0.190
Coef de rugosité	(4.4)	$C_r(Z)$	1.255
Vitesse moyenne	(4.3)	$V_m(Z)$	27.6m/s
Coef de turbulence	(4.7)	K_I	0.995
Ecart type de turbulence	(4.6)	σ_v	4.2m/s
Intensité de turbulence	(4.7)	$I_v(Z)$	0.151
Coef d'exposition	(4.8)	$C_e(Z)$	3.237
Pression dynamique	(4.9)	$q_p(Z)$	**96daN/m²**

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

- **Coefficient structural :**

DONNÉES SUR L'OUVRAGE			
Désignation	**Ref EN1991**	**Symbole**	**Valeur**
Hauteur	Fig 6.1	h	6.00m
Largeur	Fig 6.1	b	0.70m
Niveau sous face/sol	Fig 6.1	h_1	34.00m
Fréquence propre	F.5(3)	n_1	4.307hz
Masse	B.1	m	300kg
Coefficient de force	§7	C_f	1.800
D.L.A. structural	Tab F.2	δ_s	0.010
D.L.A. dispositifs spéciaux	(F.15)	δ_d	0.000

RÉSULTATS SELON ANNEXE B			
Désignation	**Ref EN1991**	**Symbole**	**Valeur**
Hauteur de référence	Fig 6.1	Z_S	37.00m
Longueur rugosité	Tab 4.1AN	Z_0	0.05m
Hauteur mini	Tab 4.1AN	Z_{min}	2.00m
Vitesse moyenne	(4.3)	$V_m(Z_S)$	27.62m/s
Intensité de turbulence	(4.7)	$I_v(Z_S)$	0.151
Echelle de référence	(B.1)	L_t	300.00m
Longueur de référence	(B.1)	Z_t	200.00m
Exposant	(B.1)	α	0.520
Echelle de turbulence	(B.1)	$L(Z_S)$	124.708m
Fréquence adimensionnelle	(B.2)	$f_L(Z_S,n)$	19.450hz
Densité spectrale	(B.2)	$S_L(Z_S,n)$	0.019
Coef réponse quasi-statique	(B.3)	B^2	0.875
	(B.7)	η_h	4.305
	(B.8)	η_b	0.502
Admittance aérodynamique h	(B.7)	R_h	0.205
Admittance aérodynamique b	(B.8)	R_b	0.735
Masse équivalente /m²	(F.17)	μ_e	71kg/m²
Masse volumique de l'air	4.5(1)AN	ρ	1.225kg/m³
D.L.A. aérodynamique	(F.16)	δ_a	0.099
D.L.A. total	(F.15)	δ	0.109
Coef de réponse résonnante	(B.6)	R^2	0.133
Fréquence franchissement	(B.5)	ν	1.563hz
Durée intégr. vitesse vent	(B.4)	T	600.000s
Facteur de pointe	(B.4)	k_p	3.862
Coefficient de dimension	(6.2)	C_s	0.967
Coefficient dynamique	(6.3)	C_d	1.091
Coefficient structural	***(6.1)***	***C_sC_d***	***1.055***

6.4. Charges accidentelles

- **Chute opérateur sur structure :**

Pas de chute opérateur sur les structures. Les équipements seront accessibles par nacelle. Aucun PA ne devra être fixé sur les structures.

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

6.5. Installations

- **Structures :**

Types et propriétaire	Section élément (mm)	Niveaux (m/pied de mât)		Givre (daN/mL)	Traînées (m²/mL)		Traînées givrées (m²/mL)	
		Pied	Tête		Face	Latérale	Face	Latérale
Mât	**O** 114.3x3.6	0.00	6.00	6	0.20	0.20	-	-
Ancrage	☐ 50x50x3	0.40	0.40	3	0.11	0.11	-	-
Bracons	**L** 50x50x5	3.75	3.75	3	0.12	0.12	-	-
Déport 5G	**O** 76.1x3.2	3.97	4.97	4	0.10	0.10	-	-
Bras déport 5G	☐ 50x50x3	4.20 4.70	4.20 4.70	3	0.11	0.11	-	-

- **Equipements Opérateurs :**

Types et propriétaire	Références fabricant	Dimensions Ant / RRU (mm) FH (cm)	Poids (daN)	Givre (daN)	HMA* (m)	Traînées (m²)		Traînées givrées (m²)	
						Face	Latérale	Face	Latérale
Antenne 3G/4G	-	2770x432x230	55	55	3.59	1.35	0.34	-	-
Antenne 5G	-	1000x500x250	50	25	4.47	0.76	0.38	-	-
FH	-	70	18	25	5.75	0.94	0.37	-	-
RRH 2100/1800	-	560x310x150	34	9	1.60	0.24	0.09	-	-
RRH 2600	-	428x322x184	16	8	1.60	0.19	0.09	-	-
RRH 900	-	428x309x153	14	7	0.80	0.18	0.07	-	-
RRH 700	-	429x295x153	14	7	0.80	0.18	0.07	-	-

** la HMA est considérée par rapport au pied de la structure*

6.6. Schémas

Voir plan structure IDES réf. CH01__2108109.

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

7. RESULTATS

7.1. Dépointage sur équipements sous vent normal

(valeur en mn = valeur en mrad x 3.438)

- Ant. 3G/4G = 15'
- Ant. 5G = 28'
- FH = 33'

7.2. Résistance des structures

La résistance des sections est justifiée dans la modélisation NC01_0_2108109_MOD01_mats.

7.3. Attaches

- **Assemblages en extrémités de bracons :** effort maxi = 692 daN < 2360 daN (bl M12 inox A4-70)
- **Ancrages :** voir pages suivantes.

8. CONCLUSIONS

8.1. Etat structurel projeté

- **Conformité vis-à-vis des contraintes :** **CE**

Taux de travail maxi de la structure = 72%

- **Conformité vis-à-vis des déplacements :** **CE**

Dépointage maxi sur antenne = 28' < 60'
Dépointage maxi sur FH = 33' < 40'

La structure est conforme.

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

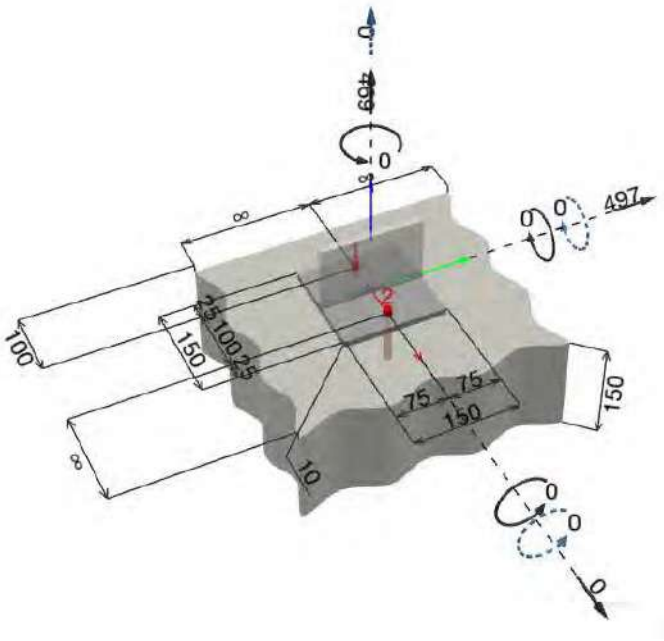
Justification des attaches

- **Ancrage bracon sur ceinture béton haute :** page 8.
- **Ancrage pied de mât sur ceinture béton basse :** page 9.

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

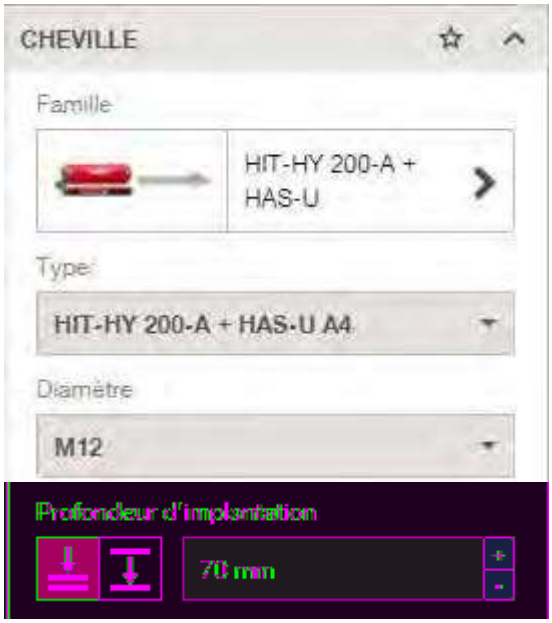
Ancrage bracon sur ceinture béton haute



CHARGES DES CHEVILLES

Cheville	N [daN]	Vx [daN]	Vy [daN]
1	308,1	1	248,5
2	308,3	-1	248,5

CHEVILLES 33%
PLATINE 19%
PROFIL 13%

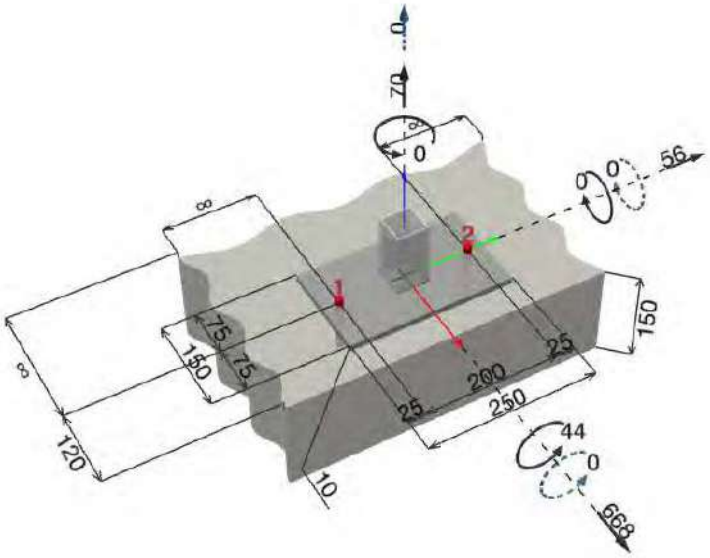


N°	Nom	Type	Charges	Forces [daN]			Moments [daNm]			Utilisation			
				Vx	Vy	N	Mx	My	Mz	Trac.	Cis.	Combinaison	Total
1	Combinaison 1		Calcul	0	497	469	0	0	0	33%	16%	24%	33%
			Soutenu			0	0	0					

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Ancrage pied de mât sur ceinture béton basse



CHARGES DES CHEVILLES

Cheville	N [daN]	Vx [daN]	Vy [daN]
1	0	334	28,6
2	414,6	334	27,4

CHEVILLES 45%
PLATINE 32%
BÉTON 0%
PROFIL 49%



N°	Nom	Type	Charges	Forces [daN]			Moments [daNm]			Utilisation			
				Vx	Vy	N	Mx	My	Mz	Trac.	Cis.	Combinaison	Total
1	Combinaison 1		Calcul	668	66	70	44	0	0	28%	45%	45%	45%
			Soutenu			0	0	0					

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche sur Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

iDes
INGÉNIERIE DIAGNOSTICS ÉTUDES STRUCTURES

FREE - site 33005_002_03 - CE ROUTE BDX - ANDERNOS LES BAINS

étude des mâts supports équipements

MODELE DE CALCUL

Fichier : NC01_0_2108109_MOD01_mats.doc

Indices du document :	**Rédacteur :**
le 04/10/21 ind 0 : émission d'origine	M. TERRIEN

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

FREE - site 33005_002_03 - CE ROUTE BDX - ANDERNOS LES BAINS

étude des mâts supports équipements

Type de problème : PORTIQUE SPATIAL

Axe vertical : Z

21 noeuds, 21 barres, 0 maillages, 0 élts.finis déclarés, 16 chargements

Poids total de la structure : 97 kg

```
REGLES DE COMBINAISON : EUROCODES
Nom de la règle : 6.10_B
Type de vérification : combinée EQU/STR (ANFR)
Code des coefficients Gamma : D
Coef. pour l'action variable dominante : = 1
Coef. pour l'action variable d'accompagnement ppale : - néant -
Coef. pour l'action variable d'accompagnement autre : = psi_0
Commentaire : règle AN STR/GEO
Nom de la règle : 6.11_bg
Type de vérification : ACC générale
Code des coefficients Gamma : H
Coef. pour l'action variable dominante : = 1
Coef. pour l'action variable d'accompagnement ppale : = psi_1
Coef. pour l'action variable d'accompagnement autre : = psi_2
Commentaire : acc générale EC
```

LISTE DES GROUPES

nom	type	valeur
TOUT(tout)	quelconque	

DEFINITION DES NOEUDS

(coordonnées en m)

Noeud	X	Y	Z	descriptif	appui	fusionné sur	nom
1	0.000	0.000	0.000				pied mât
2	0.000	0.000	0.400				attache basse
3	0.000	0.000	0.800				2 RRH
4	0.000	0.000	1.600				2 RRH
5	0.000	0.000	2.200				HBA ant 3G/4G
6	0.000	0.000	3.590				HMA ant 3G/4G
7	0.000	0.000	3.750				bracons
8	0.000	0.000	4.200				déport ant 5G
9	0.000	0.000	4.700				déport ant 5G
10	0.000	0.000	4.970				HSA ant 3G/4G
11	0.000	0.000	5.750				HMA FH70
12	0.000	0.000	6.000				tête mât
21	0.230	0.000	0.400		oui		ancrage bas
31	0.320	0.340	3.750		oui		ancrage bracon
32	0.320	-0.340	3.750		oui		ancrage bracon
101	0.000	-0.710	3.970				pied déport ant 5G
102	0.000	-0.710	4.200				déport ant 5G
103	0.000	-0.710	4.470				HMA ant 5G
104	0.000	-0.710	4.700				déport ant 5G
105	0.000	-0.710	4.970				tête déport ant 5G
1000	0.000	0.370	5.750				FH70

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

DEFINITION DES BARRES

(unités : m , deg)

Numéro	Extr.G	Extr.D	Mat-Type-Amo	Obs	Repère	Angle	Longueur	Lf y	Lf z
1	1	2	M2-T1-P0		général	0.000	0.400	8.250	8.250
2	2	3	M2-T1-P0		général	0.000	0.400	8.250	8.250
3	3	4	M2-T1-P0		général	0.000	0.800	8.250	8.250
4	4	5	M2-T1-P0		général	0.000	0.600	8.250	8.250
5	5	6	M2-T1-P0		général	0.000	1.390	8.250	8.250
6	6	7	M2-T1-P0		général	0.000	0.160	8.250	8.250
7	7	8	M2-T1-P0		général	0.000	0.450	8.250	8.250
8	8	9	M2-T1-P0		général	0.000	0.500	8.250	8.250
9	9	10	M2-T1-P0		général	0.000	0.270	8.250	8.250
10	10	11	M2-T1-P0		général	0.000	0.780	8.250	8.250
11	11	12	M2-T1-P0		général	0.000	0.250	8.250	8.250
21	21	2	M2-T2-P0		général	0.000	0.230	0.460	0.460
31	31	7	M4-T3-P0		général	0.000	0.467	0.467	0.467
32	32	7	M4-T3-P0		général	0.000	0.467	0.467	0.467
101	101	102	M2-T4-P0		général	0.000	0.230	1.500	1.500
102	102	103	M2-T4-P0		général	0.000	0.270	1.500	1.500
103	103	104	M2-T4-P0		général	0.000	0.230	1.500	1.500
104	104	105	M2-T4-P0		général	0.000	0.270	1.500	1.500
111	102	8	M2-T2-P0		général	0.000	0.710	1.420	1.420
112	104	9	M2-T2-P0		général	0.000	0.710	1.420	1.420
1000	1000	11	M6-T5-P0		général	0.000	0.370		

Observations : 1=exclue des MAXI

une longueur de flambement < 0 correspond à un mu imposé

Lf y (Lf z) : longueur de flambement dans le plan xOy (xOz)

P0 : RaidVertAmeEAx (m)= 0.00 - RaidVertAmeIsb (cm4)= 0.0 - ClasServ= 2 - KcrSection= 0.67

Extrémités des barres

(unités : m , deg , daN)

Numéro	Relaxation G	Relaxation D	Extr.rigides(LR,O/E) ou souples(S,O/E,X/Y/Z)
31	RY RZ	RX RY RZ	
32	RY RZ	RX RY RZ	

CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX

(unités : m , daN , MPa)

M2 : ACIER (int)
E = 210.0E+3 MPa
G = 81000.0 MPa
masse vol. = 7850.00 kg/m3
coef. dilat. th. = 12.000E-6 °-1

t (mm) <=	fy (MPa)	fu (MPa)
16	235	340
40	225	340
100	215	340
125	195	340

règlement : EC3

M4 : INOX_316 (int)
E = 200.0E+3 MPa
G = 76923.0 MPa
masse vol. = 7850.00 kg/m3
coef. dilat. th. = 11.000E-6 °-1

t (mm) <=	fy (MPa)	fu (MPa)
6	240	530
12	220	530
75	220	520
250	200	500

règlement : EC3

M6 : RIGIDE (int)
E = 10.0E+9 MPa
G = 10.0E+9 MPa
masse vol. = 1.00 kg/m3
coef. dilat. th. = 11.000E-6 °-1
contr. ELU (MPa) -flex.= 0.0 -comp.= 0.0 -trac.= 0.0 -cist.= 0.0

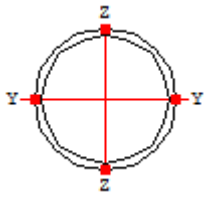
IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

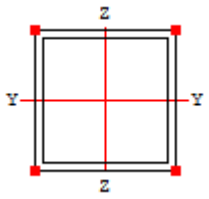
CARACTERISTIQUES DES TYPES DE BARRES

(unités : m , daN , MPa)

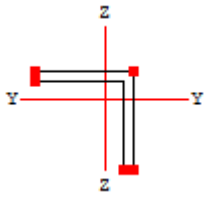
T1 : mât (TUBE_ROND114.3 x 5.0 mm)
Ax = 1716.880E-6
Ay = 1030.128E-6
Az = 1030.128E-6
Ix = 5.138E-6
Iy = 2569.202E-9
Iz = 2569.202E-9
Sections pour le calcul des contraintes de cisaillement :
Aty = 858.440E-6
Atz = 858.440E-6
modules :
Wely = 44.955E-6
Welz = 44.955E-6
fibres :
fibres Y : -0.057 0.057 0.000 0.000
fibres Z : 0.000 0.000 -0.057 0.057
module plastique de cisaillement de torsion de St Venant = 93.893E-6
module de cisaillement de torsion de gauchissement = 0.000
Poids des barres du type = 81 kg



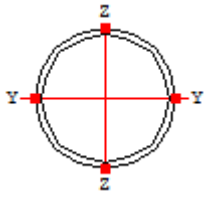
T2 : ancrage_bas (TUBE_CARRE50.0 x 50.0 x 3.0 mm)
Ax = 564.000E-6
Ay = 220.000E-6
Az = 220.000E-6
Ix = 311.469E-9
Iy = 208.492E-9
Iz = 208.492E-9
Sections pour le calcul des contraintes de cisaillement :
Aty = 237.111E-6
Atz = 237.111E-6
modules :
Wely = 8.340E-6
Welz = 8.340E-6
fibres :
fibres Y : -0.025 -0.025 0.025 0.025
fibres Z : -0.025 0.025 -0.025 0.025
module plastique de cisaillement de torsion de St Venant = 13.272E-6
module de cisaillement de torsion de gauchissement = 0.000
Poids des barres du type = 7 kg



T3 : bracons (L50X5) (ext)
Ax = 480.000E-6
Ay = 202.500E-6
Az = 202.500E-6
Ix = 13.750E-9
Iy = 109.600E-9
Iz = 109.600E-9
Sections pour le calcul des contraintes de cisaillement :
Aty = 166.667E-6
Atz = 166.667E-6
modules :
Wely = 3050.000E-9
Welz = 3050.000E-9
fibres :
fibres Y : -0.036 -0.036 0.014 0.014 0.009
fibres Z : 0.009 0.014 -0.036 0.014 -0.036
module plastique de cisaillement de torsion de St Venant = 1166.667E-9
module de cisaillement de torsion de gauchissement = 0.000
rayon de giration réduit = 9.700E-3
Poids des barres du type = 4 kg



T4 : déport_5G (TUBE_ROND76.1 x 3.2 mm)
Ax = 732.871E-6
Ay = 439.722E-6
Az = 439.722E-6
Ix = 975.570E-9
Iy = 487.785E-9
Iz = 487.785E-9
Sections pour le calcul des contraintes de cisaillement :
Aty = 366.435E-6
Atz = 366.435E-6
modules :
Wely = 12.820E-6
Welz = 12.820E-6
fibres :
fibres Y : -0.038 0.038 0.000 0.000
fibres Z : 0.000 0.000 -0.038 0.038
module plastique de cisaillement de torsion de St Venant = 26.730E-6

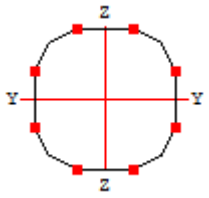


IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

```
      module de cisaillement de torsion de gauchissement = 0.000
     Poids des barres du type = 6 kg
```

```
T5 : FH70 (ROND10.0 mm)
      Ax = 78.540E-6
      Ay = 70.686E-6
      Az = 70.686E-6
      Ix = 981.748E-12
      Iy = 490.874E-12
      Iz = 490.874E-12
     Sections pour le calcul des contraintes de cisaillement :
      Aty = 58.905E-6
      Atz = 58.905E-6
     modules :
      Wely = 98.175E-9
      Welz = 98.175E-9
     fibres :
      fibres Y : -0.005 -0.005 0.005 0.005 -0.002 0.002 -0.002 0.002
      fibres Z : -0.002 0.002 -0.002 0.002 -0.005 -0.005 0.005 0.005
      module plastique de cisaillement de torsion de St Venant = 261.799E-9
      module de cisaillement de torsion de gauchissement = 0.000
     Poids des barres du type = 0 kg
```



DEFINITION DES APPUIS ET LIAISONS

(unités : daN/m , daN.m/deg)

Noeud	Composantes libres	Composantes élastiques
21	.. .. .. RX RY ..	
31	.. ..	
32	.. ..	

DEFINITION DES CHARGEMENTS

(unités m , daN , deg)

CAS 1 CP (CP) - TYPE : G CLASSE : 1

		F/d X	F/d Y	F/d Z	M/r X	M/r Y	M/r Z
Noeud(s) 1000							
Efforts		0	0	-18	0	0	0
Noeud(s) 4							
Efforts		0	0	-50	0	0	0
Noeud(s) 3							
Efforts		0	0	-28	0	0	0
Noeud(s) 103							
Efforts		0	0	-50	0	0	0
Noeud(s) 6							
Efforts		0	0	-55	0	0	0
Barre/Maillage(s) : TOUT							
Poids propre Sens Z (x -1.20)							

CAS 3 givre (givre) - TYPE : NP CLASSE : 3

		F/d X	F/d Y	F/d Z	M/r X	M/r Y	M/r Z
Noeud(s) 1000							
Efforts		0	0	-25	0	0	0
Noeud(s) 4							
Efforts		0	0	-17	0	0	0
Noeud(s) 3							
Efforts		0	0	-14	0	0	0
Noeud(s) 103							
Efforts		0	0	-25	0	0	0
Noeud(s) 6							
Efforts		0	0	-55	0	0	0
Barre(s) 111, 112							
Unif Rep.Gén.		0	0	-3	0	0	0
Barre(s) 101A104							

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Unif Rep.Gén.		0	0	-4	0	0	0
Barre(s) 31, 32							
Unif Rep.Gén.		0	0	-3	0	0	0
Barre(s) 21							
Unif Rep.Gén.		0	0	-3	0	0	0
Barre(s) 1A11							
Unif Rep.Gén.		0	0	-6	0	0	0

CAS 101 Vent X (Vent X) -							
		F/d X	**F/d Y**	**F/d Z**	**M/r X**	**M/r Y**	**M/r Z**
Noeud(s) 1000							
Efforts		95	0	0	0	0	0
Noeud(s) 4							
Efforts		18	0	0	0	0	0
Noeud(s) 3							
Efforts		14	0	0	0	0	0
Noeud(s) 103							
Efforts		77	0	0	0	0	0
Noeud(s) 6							
Efforts		137	0	0	0	0	0
Barre(s) 111, 112							
Unif ProjetéX		11	0	0	0	0	0
Barre(s) 31, 32							
Unif ProjetéX		12	0	0	0	0	0
Barre(s) 21							
Unif ProjetéX		13	0	0	0	0	0
Barre(s) 1A4, 10, 11							
Unif Rep.Gén.		20	0	0	0	0	0

CAS 102 Vent Y (Vent Y) -							
		F/d X	**F/d Y**	**F/d Z**	**M/r X**	**M/r Y**	**M/r Z**
Noeud(s) 1000							
Efforts		0	95	0	0	0	0
Noeud(s) 4							
Efforts		0	44	0	0	0	0
Noeud(s) 3							
Efforts		0	36	0	0	0	0
Noeud(s) 103							
Efforts		0	38	0	0	0	0
Noeud(s) 6							
Efforts		0	34	0	0	0	0
Barre(s) 111, 112							
Unif ProjetéY		0	11	0	0	0	0
Barre(s) 101A104							
Unif Rep.Gén.		0	10	0	0	0	0
Barre(s) 31, 32							
Unif ProjetéY		0	12	0	0	0	0
Barre(s) 21							
Unif ProjetéY		0	13	0	0	0	0
Barre(s) 1A11							
Unif Rep.Gén.		0	20	0	0	0	0

COMBINAISON 103 Vent 0° (Vent 0°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 1.000 + [102] x 0.000

COMBINAISON 104 Vent 30° (Vent 30°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 0.866 + [102] x -0.500

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

COMBINAISON 105 Vent 60° (Vent 60°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 0.500 + [102] x -0.866

COMBINAISON 106 Vent 90° (Vent 90°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 0.000 + [102] x -1.000

COMBINAISON 107 Vent 120° (Vent 120°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x -0.500 + [102] x -0.866

COMBINAISON 108 Vent 150° (Vent 150°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x -0.866 + [102] x -0.500

COMBINAISON 109 Vent 180° (Vent 180°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x -1.000 + [102] x 0.000

COMBINAISON 110 Vent 210° (Vent 210°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x -0.866 + [102] x 0.500

COMBINAISON 111 Vent 240° (Vent 240°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x -0.500 + [102] x 0.866

COMBINAISON 112 Vent 270° (Vent 270°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 0.000 + [102] x 1.000

COMBINAISON 113 Vent 300° (Vent 300°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 0.500 + [102] x 0.866

COMBINAISON 114 Vent 330° (Vent 330°) - TYPE : V CLASSE : 4
[101] x 0.866 + [102] x 0.500

MAXIMA
Classes à combiner :
1 + 3 + 4

** EQUILIBRE

(A = somme des actions R = somme des réactions unités : m , daN)

repère général

	CAS		FX	FY	FZ	MX	MY	MZ
1	CP	A	0	0	-316	36	1	0
		R	0	0	316	-36	-1	0
3	givre	A	0	0	-184	13	1	0
		R	0	0	184	-13	-1	0
101	Vent X	A	431	0	0	0	1688	25
		R	-431	0	0	0	-1688	-25
102	Vent Y	A	0	391	0	-1382	0	2
		R	0	-391	0	1382	0	-2
103	Vent 0°	A	431	0	0	0	1688	25
		R	-431	0	0	0	-1688	-25
104	Vent 30°	A	373	-195	0	691	1462	21

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

		R	-373	195	0	691	-1462	-21
105	Vent 60°	A	215	-338	0			
		R	-215	338	0	-1197	-844	-11
106	Vent 90°	A	0	-391	0	1382	0	-2
		R	0	391	0	-1382	0	2
107	Vent 120°	A	-215	-338	0	1197	-844	-14
		R	215	338	0	-1197	844	14
108	Vent 150°	A	-373	-195	0	691	-1462	-22
		R	373	195	0	-691	1462	22
109	Vent 180°	A	-431	0	0	0	-1688	-25
		R	431	0	0	0	1688	25
110	Vent 210°	A	-373	195	0	-691	-1462	-21
		R	373	-195	0	691	1462	21
111	Vent 240°	A	-215	338	0	-1197	-844	-11
		R	215	-338	0	1197	844	11
112	Vent 270°	A	0	391	0	-1382	0	2
		R	0	-391	0	1382	0	-2
113	Vent 300°	A	215	338	0	-1197	844	14
		R	-215	-338	0	1197	-844	-14
114	Vent 330°	A	373	195	0	-691	1462	22
		R	-373	-195	0	691	-1462	-22

** EFFORTS MAXIMA DANS LES BARRES

(unités : daN , daN.m)

** EFFORTS MAXIMA DANS LA BARRE 21 (21-2) / ancrage_bas / lg= 0.230

	Noeud	Cmp	FX	FY	FZ	MX	MY	MZ
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 180°(109,V)								
	N21	FX	70	16	522	0	0	44
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 0°(103,V)								
	N21	FX	-13	11	314	0	0	-38
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 270°(112,V)								
	N21	FY	36	56	522	0	0	12
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 90°(106,V)								
	N21	FY	21	-29	314	0	0	-6
6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)+0.96*Vent 300°(113,V)								
	N21	FZ	35	40	668	0	0	-3
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 270°(112,V)								
	N21	MX	36	56	522	0	0	12
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 90°(106,V)								
	N21	MX	21	-29	314	0	0	-6
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)+0.96*Vent 180°(109,V)								
	N21	MY	62	17	605	0	0	28
6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*Vent 0°(103,V)								
	N21	MY	-9	13	376	0	0	-37
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 180°(109,V)								
	N21	MZ	70	16	522	0	0	44
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 0°(103,V)								
	N21	MZ	-13	11	314	0	0	-38
	Noeud	**Cmp**	**FX**	**FY**	**FZ**	**MX**	**MY**	**MZ**
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 180°(109,V)								
	N2	FX	70	16	520	0	120	40
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 0°(103,V)								
	N2	FX	-13	11	312	0	72	-40
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 270°(112,V)								
	N2	FY	36	51	520	0	120	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 90°(106,V)								
	N2	FY	21	-24	312	0	72	0
6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)+0.96*Vent 300°(113,V)								
	N2	FZ	35	37	666	0	153	-12
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 270°(112,V)								
	N2	MX	36	51	520	0	120	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 90°(106,V)								
	N2	MX	21	-24	312	0	72	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)+0.96*Vent 300°(113,V)								
	N2	MY	35	37	666			
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 180°(109,V)								
	N2	MZ	70	16	520	0	120	40
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 0°(103,V)								
	N2	MZ	-13	11	312	0	72	-40

** REACTIONS

(unités : daN , daN.m)

repère général

Noeud	Cas	Nom	FX	FY	FZ	MX	MY	MZ
31	1	CP	16	17	1	0	0	0
	3	givre	8	9	1	0	0	0
	101	Vent X	-226	-238	0	0	0	0
	102	Vent Y	-170	-183	0	0	0	0
	103	Vent 0°	-226	-238	0	0	0	0
	104	Vent 30°	-111	-115	0	0	0	0
	105	Vent 60°	34	39	0	0	0	0
	106	Vent 90°	170	183	0	0	0	0
	107	Vent 120°	261	278	0	0	0	0
	108	Vent 150°	281	298	0	0	0	0
	109	Vent 180°	226	238	0	0	0	0
	110	Vent 210°	111	115	0	0	0	0
	111	Vent 240°	-34	-39	0	0	0	0
	112	Vent 270°	-170	-183	0	0	0	0
	113	Vent 300°	-261	-278	0	0	0	0
	114	Vent 330°	-281	-298	0	0	0	0
32	1	CP	6	-6	1	0	0	0
	3	givre	4	-5	1	0	0	0
	101	Vent X	-226	238	0	0	0	0
	102	Vent Y	170	-183	0	0	0	0
	103	Vent 0°	-226	238	0	0	0	0
	104	Vent 30°	-281	298	0	0	0	0
	105	Vent 60°	-261	278	0	0	0	0
	106	Vent 90°	-170	183	0	0	0	0
	107	Vent 120°	-34	39	0	0	0	0
	108	Vent 150°	111	-115	0	0	0	0
	109	Vent 180°	226	-238	0	0	0	0
	110	Vent 210°	281	-298	0	0	0	0
	111	Vent 240°	261	-278	0	0	0	0
	112	Vent 270°	170	-183	0	0	0	0
	113	Vent 300°	34	-39	0	0	0	0
	114	Vent 330°	-111	115	0	0	0	0

** DEPLACEMENTS

(unités : mm , mrad)

repère général

Noeud	Cas	Nom	dX	dY	dZ	rX	rY	rZ
6	1	CP	-0.1	0.1	-0.7	0.7	0.7	-0.1
	3	givre	-0.1	0.0	-0.4	0.2	0.4	0.0
	101	Vent X	-0.7	0.0	-0.5	0.0	4.3	3.2
	102	Vent Y	0.0	-0.6	0.0	-3.7	0.0	-0.1
	103	Vent 0°	-0.7	0.0	-0.5	0.0	4.3	3.2
	104	Vent 30°	-0.6	0.3	-0.4	1.8	3.7	2.9
	105	Vent 60°	-0.4	0.5	-0.2	3.1	2.2	1.7
	106	Vent 90°	0.0	0.6	0.0	3.7	0.0	0.1
	107	Vent 120°	0.4	0.5	0.2	3.2	-2.2	-1.5
	108	Vent 150°	0.6	0.3	0.4	1.9	-3.7	-2.7
	109	Vent 180°	0.7	0.0	0.5	0.0	-4.3	-3.2
	110	Vent 210°	0.6	-0.3	0.4	-1.8	-3.7	-2.9
	111	Vent 240°	0.4	-0.5	0.2	-3.1	-2.2	-1.7

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

	112	Vent 270°	0.0	-0.6	0.0	-3.7	0.0	-0.1
	113	Vent 300°	-0.4	-0.5	-0.2	-3.7	0.0	-0.1
	114	Vent 330°	-0.6	-0.3	-0.4	-1.9	3.7	2.7
11	1	CP	1.5	-2.2	-0.7	1.1	0.7	-0.1
	3	givre	0.9	-0.7	-0.4	0.2	0.4	0.0
	101	Vent X	16.7	0.1	-0.5	0.0	9.7	2.7
	102	Vent Y	0.0	14.9	0.0	-8.8	0.0	-0.1
	103	Vent 0°	16.7	0.1	-0.5	0.0	9.7	2.7
	104	Vent 30°	14.4	-7.4	-0.4	4.4	8.4	2.4
	105	Vent 60°	8.3	-12.9	-0.2	7.6	4.9	1.4
	106	Vent 90°	0.0	-14.9	0.0	8.8	0.0	0.1
	107	Vent 120°	-8.3	-13.0	0.2	7.7	-4.9	-1.2
	108	Vent 150°	-14.4	-7.5	0.4	4.4	-8.4	-2.2
	109	Vent 180°	-16.7	-0.1	0.5	0.0	-9.7	-2.7
	110	Vent 210°	-14.4	7.4	0.4	-4.4	-8.4	-2.4
	111	Vent 240°	-8.3	12.9	0.2	-7.6	-4.9	-1.4
	112	Vent 270°	0.0	14.9	0.0	-8.8	0.0	-0.1
	113	Vent 300°	8.3	13.0	-0.2	-7.7	4.9	1.2
	114	Vent 330°	14.4	7.5	-0.4	-4.4	8.4	2.2
103	1	CP	0.5	-0.7	-1.8	1.1	0.7	-0.1
	3	givre	0.3	-0.3	-0.8	0.4	0.4	0.0
	101	Vent X	8.7	0.0	-0.5	0.0	8.0	5.9
	102	Vent Y	-0.1	4.4	5.0	-7.1	0.0	-0.1
	103	Vent 0°	8.7	0.0	-0.5	0.0	8.0	5.9
	104	Vent 30°	7.6	-2.2	-2.9	3.5	6.9	5.2
	105	Vent 60°	4.4	-3.8	-4.6	6.1	4.0	3.1
	106	Vent 90°	0.1	-4.4	-5.0	7.1	0.0	0.1
	107	Vent 120°	-4.3	-3.9	-4.1	6.2	-4.0	-2.9
	108	Vent 150°	-7.5	-2.2	-2.1	3.6	-6.9	-5.1
	109	Vent 180°	-8.7	0.0	0.5	0.0	-8.0	-5.9
	110	Vent 210°	-7.6	2.2	2.9	-3.5	-6.9	-5.2
	111	Vent 240°	-4.4	3.8	4.6	-6.1	-4.0	-3.1
	112	Vent 270°	-0.1	4.4	5.0	-7.1	0.0	-0.1
	113	Vent 300°	4.3	3.9	4.1	-6.2	4.0	2.9
	114	Vent 330°	7.5	2.2	2.1	-3.6	6.9	5.1

** EFFORTS MAXIMA DANS LES BARRES

(unités : daN , daN.m)

** EFFORTS MAXIMA DES BARRES DE TYPE T3 - bracons (L50X5)

Barre	Noeud	Compo	FX	FY	FZ	MX	MY	MZ
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 30°(104,V)								
32	N32	FX	647	1	1	0	0	0
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 150°(108,V)								
31	N31	FX	-692	1	2	0	0	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 210°(110,V)								
31	N31	FY	-278	3	1	0	0	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 30°(104,V)								
31	N31	FY	232	-3	1	0	0	0
6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)								
31	N31	FZ	-47	0	2	0	0	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 30°(104,V)								
32	N7	FX	641	-1	-1	0	0	0
6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 150°(108,V)								
31	N7	FX	-686	-1	-2	0	0	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 30°(104,V)								
31	N7	FY	230	3	-1	0	0	0
6.10_B:1.00*CP(1,G)+1.60*Vent 210°(110,V)								
31	N7	FY	-276	-3	-1	0	0	0
6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)								
31	N7	FZ	-47	0	-2	0	0	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Vérification de section

* enveloppe contraintes normales et tangentielles *
(maxi par type)

Règlement : EC3
Elément : Barre 21 N2 (calcul par lg.flambement)
Section : TUBE_CARRE50.0 x 50.0 x 3.0 mm (type T2) (=4.4 kg/ml) (ACIER)
Combinaison : 6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)+0.96*Vent 180°(109,V) (B 21/N2) (126 cmb.)
Déversement : Lfyy= 0.46 m Lfzz= 0.46 m - Ldev= 0.00 m C1= 1.000 C2*v= 0.000 kc= 1.000

Efforts :
  N= **0.66** kN, Vy= **0.19** kN, Vz= **6.66** kN
  T= **0.00** kN.m, My= **1.53** kN.m, Mz= **0.24** kN.m
Caractéristiques mécaniques de calcul (classe 1) :
  A=5.64 Aty=2.82 Atz=2.82 Ix=31 Iy=21 Iz=21 Wy=9.95 Wz=9.95 (cm)
Résistance globale : ***72*** % - Critère : 6.3.3-6.61 (instab My)
Résistance de la section (kN, cm, MPa) :
  1 % - Critère : 6.2.4 (compression) : 0.66kN / (5.6 x 235 / 1.00) = 0.01 (< 1)
  1 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Y) : 0.19kN / (2.8 x 136 / 1.00) = 0.01 (< 1)
 17 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Z) : 6.66kN / (2.8 x 136 / 1.00) = 0.17 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.6 (voilement âme) : hw/tw < (hw/tw)lim ou profil CHS
  0 % - Critère : 6.2.7 (torsion) : 0.00kN.m / (0.0 x 136 / 1.00) = 0.00 (< 1)
 52 % - Critère : 6.2.9 - 6.2.10 (moment) : (1.53 / 2.34)^1.66 + (0.24 / 2.34)^1.66 = 0.52 (< 1)
Instabilité :
 72 % - Critère : 6.3.3-6.61 (instab My) : 0.01 + kyy(=1.00) x 0.66 + kyz(=0.60) x 0.10 = 0.72 (< 1)
 50 % - Critère : 6.3.3-6.62 (instab Mz) : 0.01 + kzy(=0.60) x 0.66 + kzz(=1.00) x 0.10 = 0.50 (< 1)

Règlement : EC3
Elément : Barre 6 N7 (calcul par lg.flambement)
Section : TUBE_ROND114.3 x 5.0 mm (type T1) (=13.5 kg/ml) (ACIER)
Combinaison : 6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 90°(106,V) (B 6/N7) (126 cmb.)
Déversement : Lfyy= 8.25 m Lfzz= 8.25 m - section non déversante ou stabilisée

Efforts :
  N= **2.02** kN, Vy= **-2.86** kN, Vz= **0.36** kN
  T= **0.00** kN.m, My= **0.00** kN.m, Mz= **4.97** kN.m
Caractéristiques mécaniques de calcul (classe 1) :
  A=17.17 Aty=10.93 Atz=10.93 Ix=514 Iy=257 Iz=257 Wy=59.77 Wz=59.77 (cm)
Résistance globale : ***13*** % - Critère : 6.3.3-6.62 (instab Mz)
Résistance de la section (kN, cm, MPa) :
  1 % - Critère : 6.2.4 (compression) : 2.02kN / (17.2 x 235 / 1.00) = 0.01 (< 1)
  2 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Y) : 2.86kN / (10.9 x 136 / 1.00) = 0.02 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Z) : 0.36kN / (10.9 x 136 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.7 (torsion) : 0.00kN.m / (0.0 x 136 / 1.00) = 0.00 (< 1)
 12 % - Critère : 6.2.9 - 6.2.10 (moment) : (0.00 / 14.05)^2.00 + (4.97 / 14.05)^2.00 = 0.12 (< 1)
Instabilité :
  5 % - Critère : 6.3.3-6.61 (instab My) : 0.03² + (kyy(=0.00) x 0.00)² + (kyz(=0.62) x 0.35)² = 0.05 (< 1)
 13 % - Critère : 6.3.3-6.62 (instab Mz) : 0.03² + (kzy(=0.00) x 0.00)² + (kzz(=1.02) x 0.35)² = 0.13 (< 1)

Règlement : EC3
Elément : Barre 31 N31 (calcul par lg.flambement)
Section : L50X5 (type T3) (=3.8 kg/ml) (INOX_316)
Combinaison : 6.10_B:1.20*CP(1,G)+0.80*givre(3,NP)+1.60*Vent 150°(108,V) (B 31/N31) (126 cmb.)
Déversement : Lfyy= 0.47 m Lfzz= 0.47 m - section non déversante ou stabilisée

Efforts :
  N= **-6.92** kN, Vy= **0.01** kN, Vz= **0.02** kN
  T= **0.00** kN.m, My= **0.00** kN.m, Mz= **0.00** kN.m
Caractéristiques mécaniques de calcul (classe 3) :
  A=4.80 Aty=1.67 Atz=1.67 Ix=1 Iy=11 Iz=11 Wy=3.05 Wz=3.05 (cm)
Résistance globale : ***6*** % - Critère : 6.2.3 (traction)
Résistance de la section (kN, cm, MPa) :
  6 % - Critère : 6.2.3 (traction) : MAX(6.92kN / (4.8 x 240 / 1.00) , 6.92kN / (0.9 x 4.8 x 0.95 x 530 / 1.25)) = 0.06 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Y) : 0.01kN / (1.7 x 139 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Z) : 0.02kN / (1.7 x 139 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.7 (torsion) : 0.00kN.m / (0.0 x 139 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  6 % - Critère : 6.2.1-6.2 (enveloppe) : 0.06 + 0 / 732 + 0 / 732 = 0.06 (< 1)
Instabilité :
  0 % - Critère : 6.3.3-6.61 (instab My) : 0.00 + kyy(=0.00) x 0.00 + kyz(=0.00) x 0.00 = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.3.3-6.62 (instab Mz) : 0.00 + kzy(=0.00) x 0.00 + kzz(=0.00) x 0.00 = 0.00 (< 1)

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

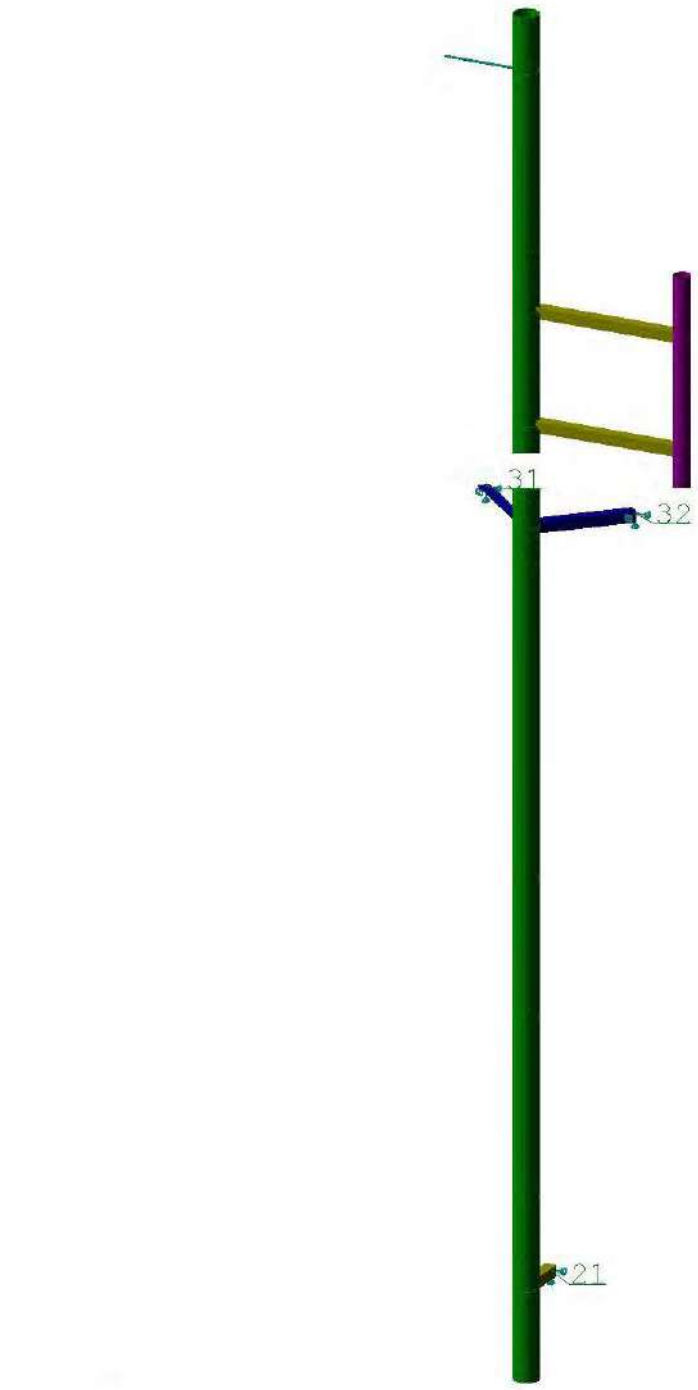
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

Règlement : EC3
Elément : Barre 102 N102 (calcul par lg.flambement)
Section : TUBE_ROND76.1 x 3.2 mm (type T4) (=5.8 kg/ml) (ACIER)
Combinaison : 6.10_B:1.20*CP(1,G)+1.60*givre(3,NP)+0.96*Vent 270°(112,V) (B 102/N102) (126 cmb.)
Déversement : Lfyy= 1.50 m Lfzz= 1.50 m - section non déversante ou stabilisée

Efforts :
  N= **0.34** kN, Vy= **-1.00** kN, Vz= **0.00** kN
  T= **0.00** kN.m, My= **0.00** kN.m, Mz= **-0.17** kN.m
Caractéristiques mécaniques de calcul (classe 1) :
  A=7.33 Aty=4.67 Atz=4.67 Ix=98 Iy=49 Iz=49 Wy=17.02 Wz=17.02 (cm)
Résistance globale : ***2*** % - Critère : 6.2.6 (tranchant Y)
Résistance de la section (kN, cm, MPa) :
  0 % - Critère : 6.2.4 (compression) : 0.34kN / (7.3 x 235 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  2 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Y) : 1.00kN / (4.7 x 136 / 1.00) = 0.02 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.6 (tranchant Z) : 0.00kN / (4.7 x 136 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.7 (torsion) : 0.00kN.m / (0.0 x 136 / 1.00) = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.2.9 - 6.2.10 (moment) : (0.00 / 4.00)^2.00 + (0.17 / 4.00)^2.00 = 0.00 (< 1)
Instabilité :
  0 % - Critère : 6.3.3-6.61 (instab My) : 0.00² + (kyy(=0.00) x 0.00)² + (kyz(=0.60) x 0.04)² = 0.00 (< 1)
  0 % - Critère : 6.3.3-6.62 (instab Mz) : 0.00² + (kzy(=0.00) x 0.00)² + (kzz(=1.00) x 0.04)² = 0.00 (< 1)

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



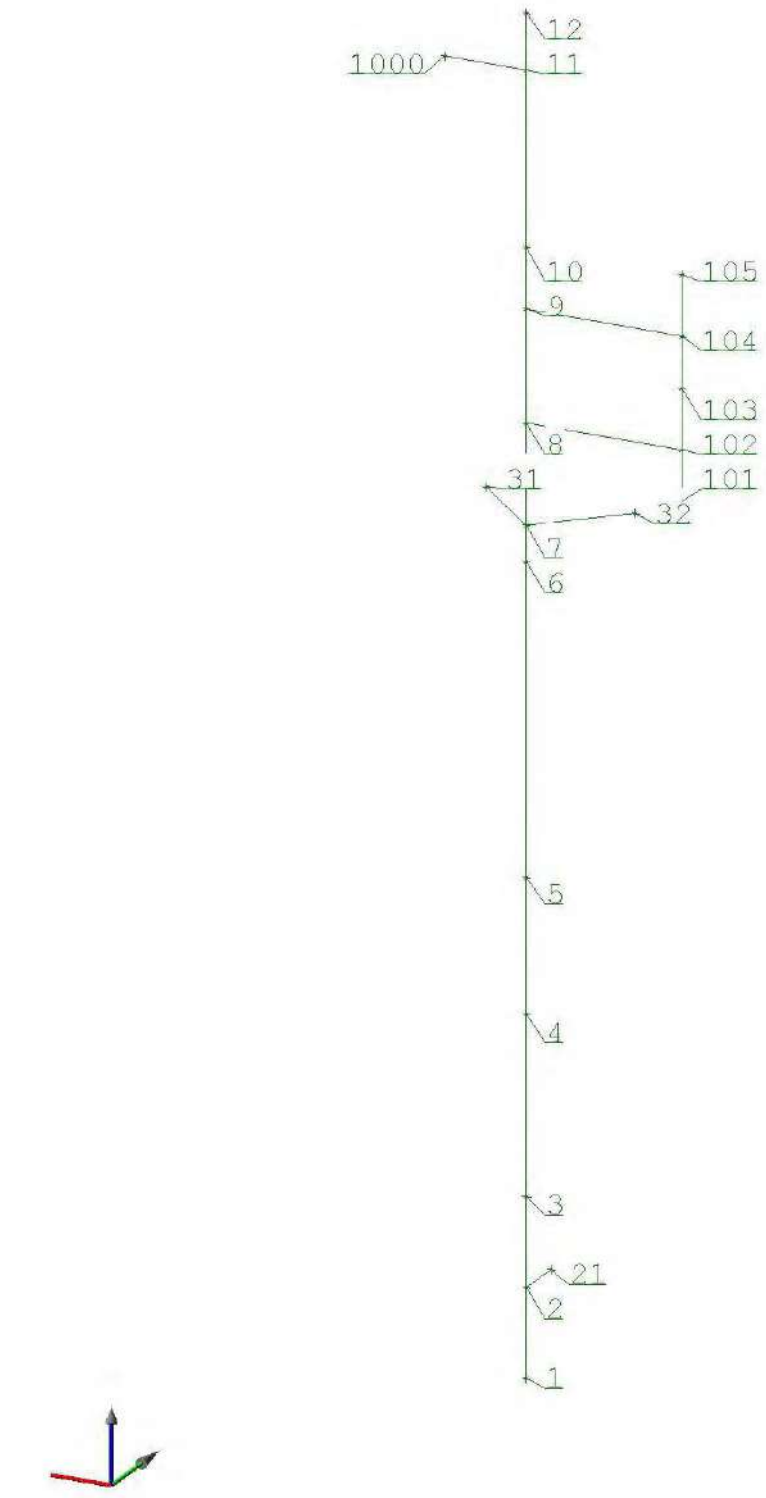
1 m

étude des mâts supports équipements

perspective

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



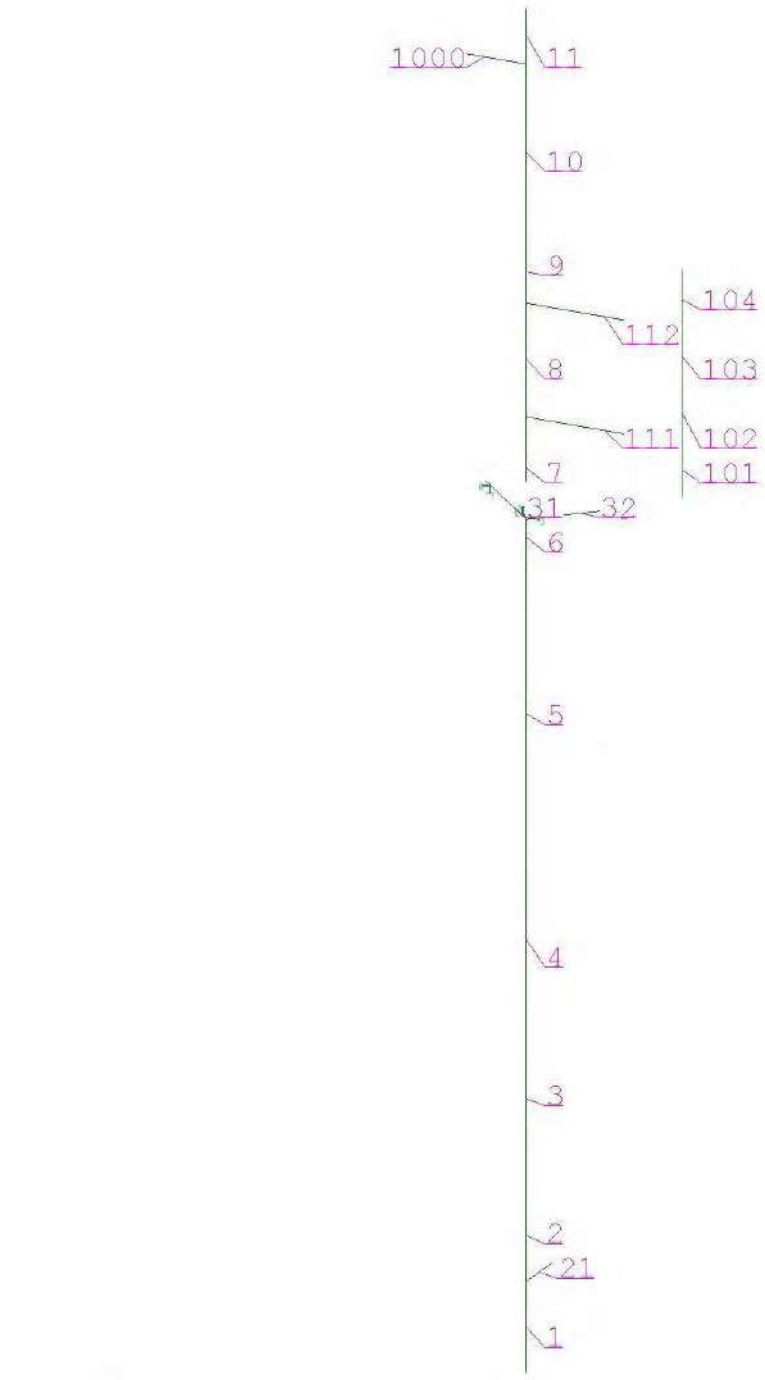
1 m

étude des mâts supports équipements

noeuds

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR





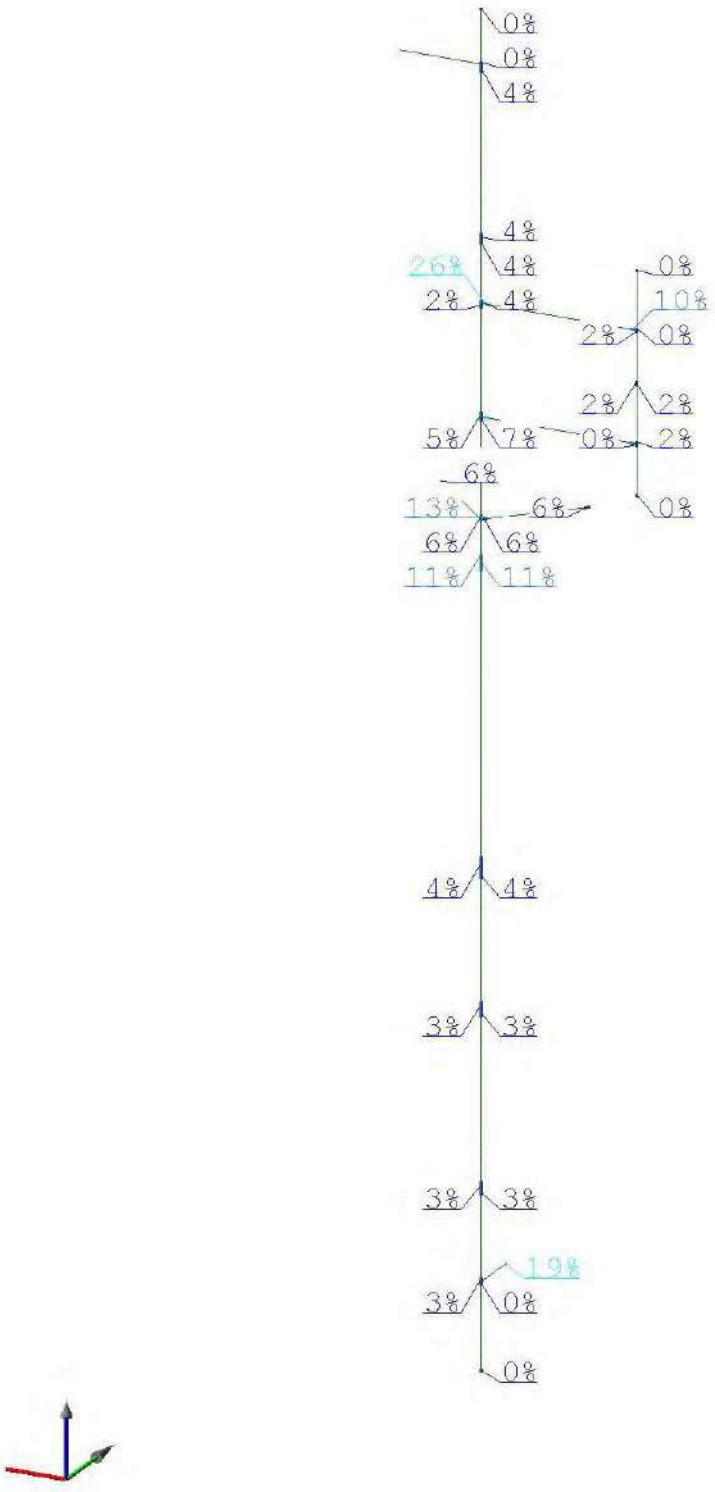
1 m

étude des mâts supports équipements

barres

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

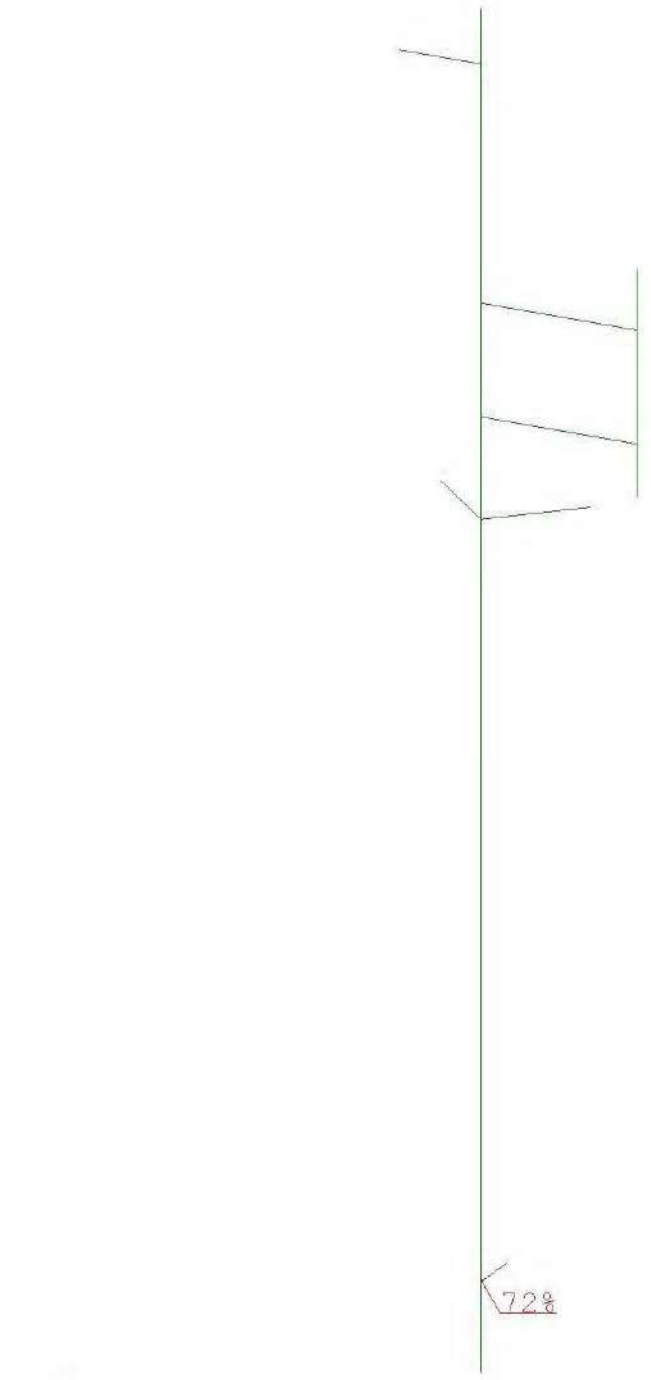


étude des mâts supports équipements

contraintes

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR



étude des mâts supports équipements

contraintes

IDES - 22E impasse Jeanne Dieulafoy - 85 000 La Roche s/ Yon – Tél. : 02.51.62.15.33 - email : miguel.terrien@ides.fr - EN_111-K

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

ANNEXE 2
Fiche d'informations pratiques (conditions d'accès)

Conditions d'accès

Envoi d'un mail (document joint en annexe) à j.tuheil@agur.fr et f.boudou@agur.fr au moins 2 semaines avant la date à laquelle il souhaite accéder sur le site sauf urgence.

Ces interventions pourront avoir lieu entre 08h00 et 17h30 sauf accord de l'exploitant.

Interlocuteurs

FREE MOBILE :

Service Patrimoine

16 rue de la Ville l'Evêque

75008 PARIS

Contacts Free Mobile : guichet-patrimoine@free-mobile.fr

Contact coupure de site : supervision@fm.proxad.net

Dans toute correspondance, il est impératif de rappeler le code site Free mobile en haut de page des présentes.

Le bailleur :

COBAN

46 avenue des Colonies

33510 Andernos-les-Bains

L'exploitant :

AGUR

2B Rue de Lestandau,

64600 Anglet

Maxime LEONARD « responsable de centre »

Contacts Prévention, sécurité :

j.tuheil@agur.fr 07 61 64 74 55

f.boudou@agur.fr 07 88 39 92 18

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

ANNEXE 3
Autorisation de travaux du Preneur auprès de l'Exploitant

EXPLOITANT
AGUR
2B Rue de Lestandau,
64600 Anglet

FREE MOBILE
16 rue de la Ville l'Evêque
75008 PARIS
……,le……

Objet : Immeuble situé à Andernos le Bains, 34 avenue de Bordeaux
Site :: 33005_002_03

Messieurs,

Conformément à la convention signée le ……., nous vous confirmons par la présente lettre notre accord pour l'exécution des travaux nécessaires à l'installation de vos équipements techniques sur l'immeuble référencé ci-dessus.
Cette autorisation vaut également accord de notre part afin que FRRE MOBILE accomplisse toutes les démarches administratives afférentes à ces travaux.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

L'EXPLOITANT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

ANNEXE 4

PROTOCOLE DE SECURITE

(art. R. 4515-4 et R. 4515-5 du Code du travail)

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

Nature de l'intervention : _____ Lieu d'intervention : _____

Date de début d'intervention : _____ Durée d'intervention : _____

ENTREPRISE UTILISATRICE (EU)

Raison sociale : AGUR

Agence : _____

Tel : _____

Mail : _____

Chargé de préparation de l'opération : _____

Chargé du suivi de l'opération : _____

Responsable du site : _____

ENTREPRISE EXTERIEURE (EE)

Coordonnées : _____

_____

Responsable : _____

Tel : _____

Mail : _____

Effectif maxi : _____

INSPECTION PREALABLE

Date d'inspection commune : _____

Noms des participants à l'inspection : _____

DISPOSITIONS GENERALES

EN CAS D'URGENCE

112 ou Samu : 15 • Pompiers : 18 • Police : 17

CONSIGNES PERMANENTES DE SECURITE



Port du casque et des chaussures de sécurité obligatoires sur tous les sites exploités

Interdiction de pénétrer dans les zones non autorisées. Interdiction de fumer.

Matérialiser les zones de chantiers.

CONSIGNES SUR LA ZONE D'INTERVENTION

Autres EPI obligatoires :





Autres :

Plages horaires de travail : _____

Habilitations nécessaires : _____

NOS REGLES D'OR

Pour le personnel de l'entreprise, intérimaires et sous-traitants



1 - Intervention sur voirie : Etablissez un plan de circulation. Balisez la zone d'intervention et les zones interdites à la circulation. Matérialisez les voies et assurez un éclairage suffisant des zones de circulation.

2 - Sur le chantier et en usine, équipez-vous des EPI et vêtements de travail adaptés selon les situations : Utilisation d'outils dangereux, Présence d'amiante ou Intervention sur réseaux sous pression. Retrouvez les protections à utiliser dans la Fiche de Données de Sécurité (FDS) des produits chimiques utilisés.

3 - Travail en tranchée profonde : Choisissez la protection de fouille adaptée (blindage, boisage ou talutage adapté au terrain). Couvrez systématiquement les regards.

4 - Proscrire la cohabitation électricité / eau / agent. Utilisez du matériel électrique adapté aux atmosphères humides. Être titulaire d'une habilitation électrique pour exécutez les travaux sous consignation électrique.

5 - En atmosphère confinée : Être titulaire de la formation CATEC et utilisez le matériel adéquat. Détectez les réseaux avant intervention. Réalisez le marquage, piquetage. Être titulaire de la formation A.I.P.R.

6 - Mécaniser au maximum la manutention. Choisissez les accessoires de manutention adaptés aux charges et respectez la charge maximale d'utilisation (CMU). Respectez les protocoles de chargement et de déchargement. Adoptez des gestes et postures appropriés à la manutention.

7 - Les échelles sont uniquement des moyens d'accès, il est interdit de les utiliser comme postes de travail. Veillez à ce qu'elle soit fixée à minima à l'une des extrémités et qu'elle dépasse d'un mètre du point haut.

8 - Lors du nettoyage des châteaux d'eau en hauteur déplacez-vous en utilisant le harnais de sécurité, la longe double et les anneaux de sangle. Rangez et éclairez les abords des bassins. Entretenez régulièrement les sols et les installations.

9 - Ayez une bonne hygiène corporelle. Assurez-vous d'avoir les bons vaccins (DTP, Typhoïde, Leptospirose, Hépatites A et B).

10 - En cas d'accident : Je me mets en sécurité, j'alerte, j'interviens.

ENGAGEMENT DU PERSONNEL CONCERNE

L'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure déclarent avoir pris connaissance des dispositions de ce plan et s'engagent à les diffuser auprès de leurs personnels pour une mise en œuvre complète.

Date	Nom	pour l'Entreprise	Visa

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

PROTOCOLE DE SECURITE

(art. R. 4515-4 et R. 4515-5 du Code du travail)

EVALUATION DES RISQUES D'INTERFERENCES

CONSIGNES GENERALES DE SECURITE

Points abordés		Mesures de prévention
Déplacements	☐	Respecter le code de la route. Etre titulaire d'un permis de conduire. Utiliser des véhicules conformes
		Se tenir en dehors de la trajectoire des véhicules et équipements en mouvement
Début de chantier	☐	Demander l'autorisation de démarrer les travaux sur tout équipement d'AGUR au technicien en charge du secteur
		Maintenir les accès libres de tout encombrant
Travaux en bordure de route	☐	Toutes dispositions doivent être prises pour sécuriser le chantier et la signalisation doit être conforme à la réglementation : port de gilets réfléchissant, cônes, balisage, feux tricolores, panneaux réfléchissants
Travaux en présence de tranchée	☐	Le sous-traitant s'engage à faire les DICT, les intervenants devront être titulaire de l'AIPR. Respecter la sécurisation d'une fouille par talutage ou par blindage. Interdiction de descendre si la fouille n'est pas sécurisée
Utilisation des EPI (norme CE)	☐	Port des vêtements adéquats et des EPI : chaussures de sécurité obligatoire, casque obligatoire en cas de risque de chute d'objet, gants obligatoires (travaux électromécanique, manutention, risque chimique, etc.)
Matériels et matériaux utilisés	☐	Ils devront satisfaire aux conditions de sécurité habituelles et réglementaires notamment en ce qui concerne les risques de contact direct avec l'eau potable. AGUR n'assure pas le prêt de matériel.
Travaux Haute Pression	☐	Utiliser des équipements conformes/ Respecter la procédure HP/Etre titulaire d'une autorisation spécifique
		Utiliser du matériel conforme/Port des EPI (protections auditives)
Travaux par points chauds	☐	L'entreprise à l'autorisation de travailler par point chaud (soudure, meulage, etc.) en s'assurant du refroidissement du point avant départ
		Réaliser un permis feu (cf P3). Autorisations spécifiques des agents. EPI et EPC spécifiques à mettre en place
Travaux électriques	☐	L'entreprise devra se conformer à la réglementation en vigueur et n'interviendra pas sans consignation électrique en relation avec le chef de secteur
		Renseigner l'attestation de consignation (cf P3) /Autorisations spécifiques des agents/EPI et EPC spécifiques à mettre en place
Travaux en bordure de bassin et de rivière	☐	Le port du gilet de sauvetage est obligatoire.
		En cas de travaux au-dessus d'un bassin d'eau potable, prendre les dispositions nécessaires pour protéger toute la zone (pose d'une bâche ou autre)
Travaux en hauteur	☐	Utilisation de harnais ou de nacelle en cas de travaux de longue durée ou répétitifs, les agents sont formés aux risques de travaux en hauteur et posséder une autorisation
Espaces confinés - CATEC	☐	Le sous-traitants s'engage à avoir des agents habilités CATEC, et s'assure de leur possession d'EPI nécessaires. Une mesure d'oxygène sera faite avec le technicien de AGUR avant tout intervention.
		Réaliser un permis de pénétrer en espace confiné /Autorisations spécifiques des agents / EPI et EPC spécifiques à mettre en place
Atmosphère Explosive - Zone ATEX	☐	Réaliser un permis de pénétrer en zone ATEX (cf P2)/Autorisations spécifiques des agents/EPI et EPC spécifiques à mettre en place
Risques chimiques	☐	Le sous-traitant est conscient de la présence des produits chimiques stocké dans les locaux de AGUR et a été sensibilisé quant à leurs réseau et leurs risques.
		Etre en possession des Fiches de donnée sécurité
		Mettre à disposition des moyens de secours et de lutte contre la pollution (sable, boudins, Kit anti-pollution etc.)

CONSIGNES GENERALES ENVIRONNEMENTALES

Points abordés		Mesures de prévention
Respect de la politique environnementale du site	☐	Présentation de la politique environnementale de l'entreprise (réduction des impacts environnementaux, respect de la ressource, etc.)
Déchets et maintien de la propreté du chantier	☐	Le chantier sera rendu propre, exempt de tout déchet, lesquels seront évacué suivant la réglementation en vigueur avec traçabilité fourni. L'éventuelle remise en état sera facturée aux responsables des dégradations.
Produits phytosanitaires utilisés	☐	Produits phytosanitaires interdits

CONSIGNES GENERALES SANITAIRES

Points abordés		Mesures de prévention
Port du masque et respect des gestes barrière	☐	Le port du masque ou d'un casque muni d'une visière est obligatoire. Le respect des gestes barrière également.
Port de gants	☐	Le port de gants pour la manutention de matériel est obligatoire.
Respect des mesures de distanciation sociales	☐	Les interventions devront permettre de respecter une distance d'au moins un mètre avec les salariés de notre entreprise.
Matériels et matériaux utilisés	☐	L'entreprise n'utilise en aucun cas le matériel AGUR.
Evacuation des déchets souillés	☐	L'entreprise prend en charge l'évacuation de tous les déchets et consommables souillés dans un sac fermé en fin d'intervention.
Désinfection des surfaces de contact	☐	L'entreprise prend en charge la désinfection des surfaces de contact de la zone de travaux en fin d'intervention.

ENGAGEMENT DU PERSONNEL CONCERNE

L'entreprise utilisatrice et l'entreprise extérieure déclarent avoir pris connaissance des dispositions de ce plan et s'engagent à les diffuser auprès de leurs personnels pour une mise en œuvre complète.

Date	Nom
pour l'Entreprise	**Visa**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

PROTOCOLE DE SECURITE

(art. R. 4515-4 et R. 4515-5 du Code du travail)

PERMIS ET AUTORISATIONS DE PENETRER

Les numéros d'urgence et les personnes à contacter en cas d'incident sont disponibles P1 de ce document

PERMIS FEU

Type de travaux : Soudage ▫ Tronçonnage ▫ Découpage ▫ Meulage ▫ Autres :

Matériel utilisé : Chalumeau ▫ Poste à souder ▫ Tronçonneuse ▫ Autre :

Proximité de zone Atex : Non ▫ Oui ▫

Opérations de mise à disposition de l'installation :

	Fait	NC
Evacuer les matériaux combustibles :	▫	▫
Délimiter et/ou séparer la zone d'intervention :	▫	▫
Protéger les éléments n'ayant pu être déplacés :	▫	▫
Consigner (source d'énergie, flux de produit, etc.) :	▫	▫
Vidanger - nettoyer - dépoussiérer :	▫	▫
Dégazer (tuyauterie, cuve, citerne, etc.) :	▫	▫
Isoler les tuyauteries :	▫	▫
Colmater les interstices :	▫	▫
Fermer les appareils, caniveaux, fosses, etc. :	▫	▫
Isoler la boucle de détection :	▫	▫
Isoler le système d'extinction :	▫	▫

Contrôle de la mise en œuvre des moyens de prévention :

	Fait	NC
Ecran/Panneaux :	▫	▫
Bâche ininflugée :	▫	▫
Eau :	▫	▫
Sable :	▫	▫
Ventilation forcée :	▫	▫
Extincteurs ou Robinet Incendie Armé :	▫	▫

Contrôle de l'atmosphère effectué par :
le : à
Explosimétrie = %
Teneur en O_2 = % Visa :

Permis de pénétrer
Au vu des éléments renseignés, j'autorise la société :
à réaliser les travaux décrits dans le plan de prévention.
Nom : Visa :
Surveillance de sécurité 1h après les travaux :
Ronde faite par : Visa :

PERMIS DE PÉNÉTRER EN ZONE ATEX

Zonage ATEX :
Gaz : Zone 1 ▫ Zone 2 ▫
Poussière : Zone 21 ▫ Zone 22 ▫

Rédaction d'un permis de feu : Oui ▫ Non ▫

Opérations de mise à disposition de l'installation :

	Oui	Non
La signalisation de la zone ATEX est en place :	▫	▫
A défaut, la zone est balisée :	▫	▫
Les parties d'installation à traiter sont vidées, nettoyées et purgées (zones 1 et 2) :	▫	▫
Absence de poussières visibles dans la zone (21/22) :	▫	▫
Les équipements sont mis à la terre :	▫	▫
Ventilation suffisante de la zone (naturelle/mécanique) :	▫	▫
Consignation des équipements (électrique, mécanique, hydraulique, etc.) :	▫	▫

Contrôle de la mise en œuvre des moyens de prévention :

	Oui	Non
Les intervenants possèdent une autorisation de travail ATEX signée de leur employeur :	▫	▫
1 détecteur 4 gaz contrôlé (- de 6 mois) par intervenant :	▫	▫
Moyens de communication à disposition et fonctionnels :	▫	▫
Vêtements en coton et chaussures anti-statiques :	▫	▫
Adéquation du matériel à la zone concernée :	▫	▫

Tout objet pouvant générer des étincelles (téléphone, vêtements, outils manuels, outils électriques et thermiques, etc.) est laissé en dehors de la zone

Contrôle de l'atmosphère effectué par :
le : à
Explosimétrie = %
Teneur en O_2 = % Visa :

Permis de pénétrer
Au vu des éléments renseignés, j'autorise la société
à pénétrer pour réaliser les travaux décrits dans le plan de prévention
Nom : Visa :
Si l'outillage / matériel de l'entreprise extérieure est non conforme, si un moyen de prévention est absent, ou si les valeurs lors du contrôle d'atmosphère sont en dehors des limites, arrêter l'intervention et prévenir le responsable du site.

PERMIS DE PENETRER EN ESPACES CONFINES

Opérations de mise à disposition de l'installation :

	Oui	Non
Aération de l'ouvrage par ouverture des trappes au minimum 1h avant l'intervention :	▫	▫
Consignation hydraulique en amont de l'installation :	▫	▫
Pluviométrie nulle et prévisions météo favorables :	▫	▫

Contrôle de la mise en œuvre des moyens de prévention :

	Oui	Non
Ventilation mécanique (si aération insuffisante) :	▫	▫
2 intervenants présents (dont 1 surveillant à l'extérieur) :	▫	▫
Habilitations CATEC des intervenants :	▫	▫
Harnais+système antichute+ancrage, (vérifiés -d'1an) :	▫	▫
Détecteur 4 gaz + auto sauveteur, vérifiés :	▫	▫
Moyen de remontée et d'évacuation en place :	▫	▫
Moyens de communication à disposition (et test effectué) :	▫	▫
Balisage du chantier :	▫	▫

Contrôle de l'atmosphère effectué par :
H_2S = ppm / O_2 = % le à
Explo = % / CO = ppm / Autre :
Visa :

Permis de pénétrer
Au vu des éléments renseignés, j'autorise la société :
à pénétrer pour réaliser les travaux décrits dans le plan de prévention.
Nom : Visa :
Si un moyen de prévention est absent, ou si les valeurs lors du contrôle d'atmosphère sont en dehors des limites, arrêter l'intervention et prévenir le responsable du site.

ATTESTATION DE CONSIGNATION/DÉCONSIGNATION

Electrique ▫ Hydraulique ▫ Chimique ▫ Autre :

Habilitations électriques des intervenants :
Le chargé de consignation : BR ▫ BC ▫ HC ▫ Autre :
Le chargé de travaux : BR ▫ BC ▫ HC ▫ Autre :

Ouvrage et travaux concernés :

Le chargé de consignation avise le chargé de travaux que l'ouvrage a été consigné le :
dans le respect de la procédure de consignation.
Nom : Visa :

Le chargé de travaux (pour l'EE) assure avoir été avisé par le chargé de consignation que l'ouvrage a bien été consigné et que les travaux ne pourront débuter qu'à partir des dates ci-dessus. Il assure également avoir été avisé que toutes les autres parties de l'installation restent actives et sont donc dangereuses.
Nom : Visa :

Le chargé de travaux avise le chargé de consignation que les travaux faisant l'objet de l'attestation de consignation sont :
terminés ▫ interrompus jusqu'à nouvelle attestation de consignation.
Nom : Visa :

Le chargé de consignation assure que le chantier a bien été évacué avant de déconsigner et remettre en service l'installation.
Nom : Visa :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

ANNEXE 5

Consignes de précaution relatives à l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques rayonnés par les antennes Faisceaux hertziens, GSM/IMTS, radio, TV

FICHE D'INFORMATION SUR LA REGLEMENTATION
LES CONSIGNES A RESPECTER

L'objectif de cette annexe est d'informer le contractant sur les consignes de sécurité mises en œuvre par Free Mobile pour garantir au public le respect des limites d'exposition aux champs électromagnétiques.

Free Mobile s'assure que le fonctionnement de ses équipements Techniques est conforme à la réglementation applicable, notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques.

Sur tous les sites qui le nécessitent, un affichage est mis en place à proximité des antennes pour informer le public des consignes de sécurité à respecter. Dans certains cas, il arrive que l'affichage soit complété par un balisage qui renforce les consignes écrites.
Les zones ainsi balisées sont déterminées conformément à la réglementation en vigueur. En cas de changement de celle-ci, Free Mobile s'engage à modifier dans les meilleurs délais les périmètres de sécurité.
Le contractant doit respecter les consignes de sécurité affichées et éventuellement le balisage et informer toutes les personnes concernées par celle-ci.

Toute intervention dans les périmètres de sécurité matérialisés ou précisés par affichage devra faire l'objet d'une demande de coupure des émissions des antennes.
Avant l'intervention d'une personne dans le périmètre de sécurité matérialisé ou précisé par affichage une fiche de demande de coupure d'émission (dont le modèle est joint à la présente annexe) doit être remplie et envoyée à Free Mobile.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_64_DEL-AR

ANNEXE 6

Demande de coupure « Emission radio » pour des travaux à réaliser dans le périmètre de protection des Antennes

Pour tous travaux à réaliser dans le périmètre de protection ANTENNES TELECOM

1. **Adresser la demande suivante par mail au moins 15 jours ouvrés avant la date prévue pour les travaux à : supervision@fm.proxad.net**

   Titre du mail : (coupure du site radio) – Codes site 33005_001
   (le code se trouve sur la partie supérieure de chaque page du Bail)

Demandeur	
Société :	
Interlocuteur :	
Tel	

Intervenant 1	
Société :	
Interlocuteur :	
Tel	

Intervenant 2	
Société :	
Interlocuteur :	
Tel	

Intervenant 3	
Société :	
Interlocuteur :	
Tel	

   Nature des travaux :
   Date et heure de début : ..../…. /….à….h….
   Date et heure de fin : ..../…. /….à….h….

2. **<u>Réponse de Free Mobile dans un délai de 48 heures</u>**
   - Contenant numéro de ticket à rappeler dans toute correspondance ultérieure
   - Attestant de la prise en compte de la demande
   - Répondant sur la faisabilité de la demande

3. **<u>Pour confirmer ou mettre à jour le planning d'intervention, contacter Free Mobile au 01 73 92 28 80 :</u>**

   Préalablement à l'intervention :

   Une fois l'intervention terminée :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-65

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

RAPPORT SUR LES ACTIONS ENTREPRISES A LA SUITE DES OBSERVATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose qu'en application des dispositions de l'article L.211-8 du Code des Juridictions Financières, la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle Aquitaine (CRC) a examiné certains aspects de la gestion de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) durant les exercices 2014 et suivants.

L'instruction a débuté en mars 2020.

Celle-ci a consisté à contrôler la fiabilité des comptes de la collectivité, la situation financière et statutaire, les marchés publics, les affaires juridiques, les ressources humaines, la crise sanitaire et ses conséquences, et la gouvernance.

A son issue, cet examen de gestion a fait l'objet d'un rapport d'observations définitives transmis à la COBAN le 10 juin 2021.

L'article L.243-6 du Code des Juridictions Financières fait obligation aux exécutifs des collectivités de communiquer à leur assemblée délibérante, dès leur plus prochaine réunion, les observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes en vue d'un débat en Conseil communautaire.

C'est ainsi que par délibération n° 2021-88 du 29 juin 2021, le Conseil communautaire de la COBAN a pris acte de la communication des observations définitives formulées par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle-Aquitaine.

Enfin, la CRC appelait l'attention de la COBAN sur les dispositions de l'article L.243-9 du Code des Juridictions financières, ci-dessous :

« Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9. ».
Dans ce cadre, il convient de préciser les suites données aux recommandations qui sont formulées dans le rapport définitif d'observations, en les assortissant des justifications qu'il paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la Chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.

C'est dans ce contexte que le rapport joint en annexe a été établi. Il reprend une à une les sept recommandations formulées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Dans ces conditions,

Vu le rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la COBAN, notifié le 10 juin 2021,
Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 31 mai 2022,
Vu l'avis favorable de la Commission « Finances publiques » du 10 juin 2022,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la présentation du rapport relatif aux actions entreprises par la COBAN à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE de la présentation du rapport relatif aux actions entreprises par la COBAN à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes.***

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

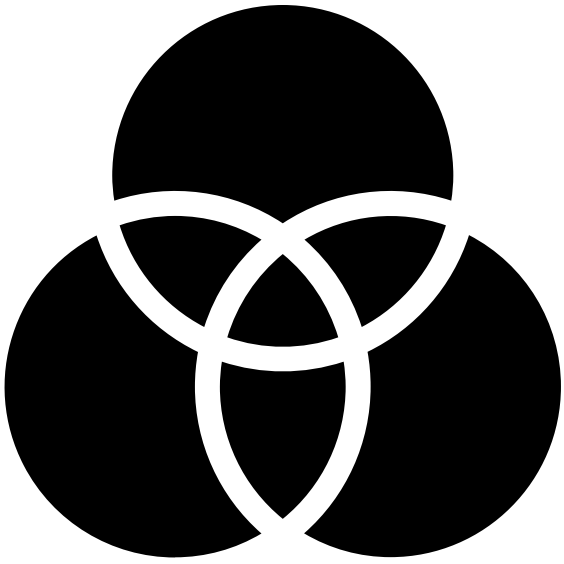
COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 JUIN 2022

CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DE LA COBAN 2014 - 2021

-

RAPPORT SUR LES ACTIONS ENTREPRISES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

Sommaire

I. Rappel du contexte P. 3
II. Recommandations de la CRC P. 4
III. Conclusion P. 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

I. Rappel du Contexte :

En application des dispositions de l'article L.211-8 du Code des Juridictions Financières, la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle Aquitaine (CRC) a examiné certains aspects de la gestion de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) durant les exercices 2014 et suivants.

L'instruction a débuté en mars 2020.

Celle-ci a consisté à contrôler la fiabilité des comptes de la collectivité, la situation financière et statutaire, les marchés publics, les affaires juridiques, les ressources humaines, la crise sanitaire et ses consequences, et la gouvernance.

A son issue, cet examen de gestion a fait l'objet d'un rapport d'observations définitives transmis à la COBAN le 10 juin 2021.

L'article L.243-6 du Code des Juridictions Financières fait obligation aux exécutifs des collectivités de communiquer à leur assemblée délibérante, dès leur plus prochaine réunion, les observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes en vue d'un débat en Conseil communautaire.

C'est ainsi que par délibération n° 2021-88 du 29 juin 2021, le Conseil communautaire de la COBAN a pris acte de la communication des observations définitives formulées par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes de Nouvelle-Aquitaine.

Enfin, la CRC appelait l'attention de la COBAN sur les dispositions de l'article L.243-9 du Code des Juridictions financières, ci-dessous :

« Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9. ».

Dans ce cadre, il convient de préciser les suites données aux recommandations qui sont formulées dans le rapport définitif d'observations, en les assortissant des justifications qu'il paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la Chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.

C'est dans ce contexte que le présent rapport a été établi. Il reprend une à une les sept recommandations formulées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

II. Recommandations de la CRC :

A. Recommandation N° 1 : exécutée au 1er janvier 2021

« Mettre un terme, dans leurs modalités actuelles, aux mises à disposition au profit de la commune de Lège-Cap Ferret ».

La Chambre avait d'ores et déjà bien noté la mise en œuvre effective de cette recommandation dont les éléments sont résumés ci-après.

En effet, par conventions du 27 décembre 2017, avait été formalisée une mise à disposition de deux agents de la COBAN au profit de la commune de Lège-Cap Ferret pour participer aux prestations de propreté sur son territoire. Ce soutien à la commune, sans contrepartie financière, existait depuis 2004, et ne reposait jusqu'à cette date sur aucun document concret l'organisant ou attestant d'une décision prise par l'EPCI.

Conformément à l'article 61-1, II de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, par dérogation, la commune peut être dispensée du remboursement de la rémunération des agents mis à disposition. Cette mise à disposition « descendante », qui représente un coût annuel d'environ 70 K€, soit 1,12 M€ depuis 2004, ne peut excéder trois ans.

La chambre régionale des comptes s'est interrogée dans ses observations provisoires sur le caractère régulier de cette mise à disposition qui s'est inscrite anormalement dans la durée, en raison des prestations qu'elle sous-tend, relevant de la compétence de nettoyage de la voirie, qui échappe totalement à la responsabilité de la communauté.

Pour mémoire, l'EPCI est garante de la « création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire », mais la compétence est restreinte aux voies d'accès aux équipements communautaires et à certaines pistes cyclables.

Le nettoyage de la voirie relève donc de la responsabilité de la commune concernée.

Même dans le cas d'un intérêt communautaire non limitatif, ces prestations ne participeraient pas de l'entretien de la voirie.

L'entretien de la voirie doit en effet s'entendre comme l'exécution de l'ensemble des travaux nécessaires au maintien en état des voies afin d'y assurer la sécurité routière. Cette démarche était d'autant plus contestable qu'elle ne s'inscrivait pas dans le cadre d'une mutualisation du service profitant à l'ensemble des communes membres de l'EPCI en étant réservée, en l'espèce, seulement à la commune de Lège-Cap Ferret.

Dans leur réponse, la COBAN et le maire de Lège-Cap Ferret ont indiqué avoir mis fin aux mises à disposition des deux agents ; ces derniers ayant été mutés à la commune de Lège-Cap Ferret à compter du 1er janvier 2021.

Nonobstant cela, la Chambre attirait l'attention de la COBAN sur des remboursements de mises à disposition partielles injustifiées d'agents de Lège-Cap Ferret à la COBAN.

Ces *« mises à disposition partielles injustifiées d'agents »* de 14,64 ETP, au bénéfice de la Commune de Lège – Cap Ferret, *« qui n'auraient jamais dû être mises en œuvre ni faire l'objet de remboursements »,* représentaient la somme de 430 000 € par an, soit plus de 5,5 millions d'euros de 2004 à 2016 ; valorisation effectuée depuis 2017 par la mise en œuvre du mécanisme des AC.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Il convient de relever :

- d'une part, que par delibération n°2022-07 du 8 février 2022 **(pièce n° 1)**, le Conseil communautaire de la COBAN a approuvé la réduction des attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret, de 430 000 € à compter de l'exercice 2022,
- d'autre part, manifestant ainsi sa volonté de réduire le montant des attributions de compensation de ladite commune dès le budget primitif de 2022, la COBAN a suivi le recommandation de la CRC, et a pris le soin de constituer une provision de 430 000 €.

B. Recommandation N° 2 : exécutée au 8 février 2022 pour l'actualisation du projet de territoire

« Actualiser rapidement le projet de territoire et [de] mettre à jour les différents PPI à une fréquence plus soutenue ».

Dans son rapport définitif, la Chambre indiquait que *"Le projet de territoire COBAN 2015-2025 doit désormais être mis à jour des démarches engagées dans le cadre des nouvelles compétences de la communauté. Un bilan des actions réalisées doit être produit pour informer les habitants du territoire de l'organisation mise en œuvre et des perspectives de développement de leur territoire, une grande part des actions inscrites ayant une échéance prévisionnelle antérieure à 2020. Ce document doit désormais capitaliser sur les diverses études engagées ces derniers mois et faire également référence aux divers schémas réalisés. Le projet de territoire fait par exemple référence au précédent SCoT, établi en 2013 et actuellement en cours de refonte".*

Il convient aujourd'hui de relever que par délibération n°2022-01 du 8 février 2022 **(pièce n° 2)**, le Conseil communautaire de la COBAN a adopté le Projet de Territoire 2022-2030.

Par ailleurs, la Chambre relevait que *"la dernière version du plan pluriannuel d'investissements dont dispose l'EPCI date du 19 septembre 2019, sans actualisation depuis. Les deux PPI particularisés traitant de la mobilité et des zones d'activités économiques (ZAE), plus récents de quelques jours, ne correspondent pas totalement avec les éléments mentionnés dans le PPI global. Le tableau fourni par les services relatifs aux dépenses réelles d'investissement indique encore de nombreux arbitrages à réaliser avant l'inscription en projection des opérations pourtant mentionnées dans les PPI, notamment celui lié à la mobilité. Dans ce tableau, figure une opération d'importance concernant le projet de piscine, également à soumettre à l'arbitrage. Cette opération coûteuse pour la collectivité, n'est pas reprise dans le PPI global".*

La COBAN, n'ayant pu fournir de versions actualisées de ces différents PPI dans le cadre de l'instruction, a en revanche affirmé dans sa réponse que ces documents étaient en voie de révision et d'actualisation.

Certes, la COBAN a la volonté de mettre à jour ses différents PPI ; pour cela, d'un point de vue méthodologique, un travail minutieux de prospectives financières de ses budgets, accompagné de la mise en oeuvre et de la planification de son Projet de territoire, est en cours de réalisation. Celui-ci sera achevé en fin d'exercice 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

C. Recommandation N° 3 : exécutée au 31 décembre 2021

« Mettre en concordance la balance du compte de gestion, l'état de l'actif et l'inventaire ».

Suivant le rapport définitif, *"la balance du compte de gestion et l'état de l'actif sont concordants. En revanche, des discordances existent entre les documents du comptable public et l'inventaire tenu par l'ordonnateur, l'écart atteignant 6,9 M€".*

En partenariat étroit avec les services communautaires et ceux du Trésor, les valeurs nettes comptables des biens en cours d'amortissement ont été mises en totale concordance au 31/12/2021 avec celles de l'actif du Trésorier **(voir pièces n° 3 et 4 en annexes),** elles-mêmes conformes aux soldes des comptes du Compte de Gestion 2021. Le travail se poursuit sur l'exercice 2022 afin de procéder à la mise au rebu des biens totalement amortis qui nécessitent d'être sortis de l'inventaire.

D. Recommandation N° 4 : exécutée au 31 décembre 2021

« Mettre en concordance l'encours de la dette dans l'état de la dette du compte administratif et la balance du compte de gestion ».

En effet, la Chambre a noté que *"les états de la dette des comptes administratifs comportent des différences avec les balances des comptes de gestion sur l'ensemble de la période sous revue. L'ordonnateur s'est engagé, dans sa réponse, à travailler avec le comptable afin de pallier les manquements constatés et précise que l'état de la dette tenu par la COBAN est conforme à la réalité".*

Certes, une discordance a été effectivement constatée sur laquelle la Trésorerie d'Audenge a entrepris des recherches ; cette discordance semble dater d'écritures comptables remontant à la création de la COBAN.

Aussi, après rapprochement des services de la COBAN de ceux du Trésor, il est possible d'affirmer désormais que la balance du compte de gestion est aujourd'hui concordante à l'état de la dette figurant au compte administratif, comme en témoigne les **pièces 5 et 6** ci-annexées.

E. Recommandation N° 5 : exécutée au 23 mai 2022

La **recommandation N° 5** demande à *« Formaliser et réaliser le contrôle sur place des régies par l'ordonnateur »*,

La Chambre indiquait que *"selon l'article L. 1617-17 du CGCT, l'ordonnateur, au même titre que le comptable est chargé de contrôler le fonctionnement des régies et l'activité des régisseurs. Un contrôle administratif doit être réalisé régulièrement par l'ordonnateur sur le fonctionnement des régies.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

L'article R. 1617-17 du CGCT prévoit que le contrôle sur place doit être réalisé par le comptable et l'ordonnateur. Ce contrôle doit permettre de s'assurer du bon fonctionnement des régies.

Selon l'instruction codificatrice n° 06-31-A-B-M du 21 avril 2006, l'ordonnateur doit constituer un dossier pour chaque régie regroupant tous les documents relatifs au fonctionnement de la régie et à la gestion du régisseur (acte constitutif de la régie, acte de nomination du régisseur, procès-verbaux de vérification effectués par l'ordonnateur ainsi que par le comptable…).

Dans le cadre du contrôle, l'ordonnateur a transmis, pour chacune de ses régies en fonction pendant la période examinée, l'acte constitutif, l'acte de nomination du régisseur et les diverses modifications intervenues, ainsi que le dernier procès-verbal de vérification effectué par le comptable public. En revanche, aucun document relatif à un contrôle administratif réalisé par l'ordonnateur n'a été communiqué.

Les services de la COBAN ont fait état de dispositions prises mais n'ont pas été en mesure de communiquer de documents formalisant le contrôle interne des régies ou constatant les vérifications sur place et sur pièces que doit réaliser l'ordonnateur. La COBAN s'est engagée à mettre en œuvre les moyens nécessaires en 2021 pour formaliser et contrôler les régies".

Pour se faire, la COBAN a adressé à la Chambre une copie de l'appel à candidatures publiée le 7 mai 2021 et de la fiche de poste d'un agent de catégorie B pour précisément doter la COBAN de moyens humains supplémentaires au 1er septembre 2021 chargés notamment de ce contrôle.

A ce jour, le recrutement est effectué ; l'agent a pris ses fonctions le 7 octobre 2021. Le contrôle interne de certaines régies a été effectué ainsi qu'il suit :

- Le 31 mars 2022 : régie de recettes "transport" ;
- Le 23 mai 2022 : régie d'avances.

comme en témoignent les procès-verbaux joints en annexe **(pièces 7 et 8).**

Le contrôle interne des régies de recettes "composteurs" et "redevance spéciale" sera effectué dans l'année.

F. Recommandation N° 6 : exécutée au 15 décembre 2021

« Mettre en conformité la durée du temps de travail effectif de tous les agents de la COBAN avec la réglementation, soit 1607 heures ».

Sur cette recommandation, la Chambre rappelait à la COBAN la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique qui, dans son article 47, contribue à harmoniser la durée du temps de travail dans la fonction publique territoriale avec la suppression des régimes dérogatoires antérieurs à la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique territorial.

En vertu de ces dispositions, les EPCI devaient définir les nouvelles règles relatives au temps de travail de leurs agents dans un délai d'un an à compter du renouvellement de l'assemblée délibérante dans les limites applicables aux agents de l'Etat, soit au minimum 1 607 heures annuelles. Cette nouvelle règle entrera en application au plus tard le 1er janvier suivant leur définition, soit au plus tard le 1er janvier 2022 pour le bloc communal.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

La COBAN devait appliquer le temps de travail légal annuel, soit 1 607 heures, à l'ensemble de ses agents, afin de se conformer à la règlementation au 1er janvier 2022 et de ne plus supporter un surcoût budgétaire. La COBAN a précisé que cette mise en conformité était en cours d'étude et que le comité technique, sollicité à ce sujet le 17 mars 2021, a rendu un avis favorable, pour une application au 1er janvier 2022.

Par conséquent, le « Règlement d'organisation du travail valant protocole relatif au temps de travail à la COBAN », a formalisé le temps de travail annuel de 1607 heures pour tous ; ce document adapté a été présenté à l'Assemblée délibérante en fin d'année 2021, pour son application au 1er janvier 2022. C'est ainsi que par délibération N°2021-145 du 15 décembre 2021 **(pièce n° 9),** le Conseil communautaire a :

- réviser le règlement interne qui définit les règles d'organisation et de gestion du temps de travail au sein de la communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur ;
- affirmer, comme cela est formalisé dans le règlement du temps de travail, que la durée annuelle de référence du travail effectif au sein de la collectivité est de 1 607 heures pour un agent à temps complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées, et ce à compter du 1er janvier 2022.

G. Recommandation N° 7 : exécutée au 6 avril 2021

« Mettre fin au paiement de la prime annuelle, sous sa forme actuelle, compte tenu de son irrégularité ».

Enfin, la Chambre a relevé que *"la prime annuelle versée par la COBAN correspond à un avantage indemnitaire créé par certaines collectivités locales avant la publication de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique*". Depuis cette loi, les collectivités ne disposent plus de la faculté de créer ce type de prime ; la COBAN, créée en 2003, est dans cette situation.

Depuis 2003, les communes membres ont transféré des agents à l'EPCI afin qu'elle puisse exercer ses différentes compétences. Ces anciens agents communaux ou intercommunaux percevaient dans leur collectivité d'origine une prime annuelle qui relevait de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 permettant de maintenir des « avantages collectivement acquis ayant le caractère de complément de rémunération que les collectivités locales et leurs établissements publics ont mis en place avant l'entrée en vigueur de la présente loi au profit de l'ensemble de leurs agents, lorsque ces avantages sont pris en compte dans le budget de la collectivité ou de l'établissement ».

Les conditions d'octroi de cette prime ainsi acquise ne peuvent être modifiées après l'entrée en vigueur de la loi précitée. La collectivité n'a plus la possibilité de revaloriser cette prime dès lors qu'aucune délibération antérieure à cette loi ne prévoyait de clause d'indexation ou de revalorisation. Toute délibération postérieure revalorisant cette prime serait donc irrégulière sur le plan juridique.

L'harmonisation de la prime annuelle à l'ensemble du personnel permanent a été réalisée selon les dispositions les plus favorables pour les agents, c'est-à-dire sur la base de la prime versée aux anciens agents d'une des communes membres ou du SIRTOM qui avaient conservé, à titre individuel, cet avantage acquis lors de leur transfert à la COBAN.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Il est ensuite établi que le personnel recruté directement par la COBAN ne pouvait pas percevoir cette prime, la COBAN n'existant pas juridiquement en 1984.

En conséquence, cette prime dans sa forme passée ne pouvait être considérée comme antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 111 de la loi précitée, et, par suite, ne pouvait être regardée comme un avantage acquis s'appliquant à l'ensemble des agents de la COBAN ; elle était donc dépourvue de fondement juridique.

La chambre régionale des comptes a recommandé à la COBAN de mettre fin au paiement de cette prime annuelle compte tenu de son irrégularité et de limiter l'attribution des primes et indemnités aux possibilités offertes par le RIFSEEP.

Le Conseil Communautaire a donc ensuite délibéré sur un texte rendant toute sa légitimité au dispositif du RIFSEEP dès l'année 2021, et par lequel a été mis fin au versement de la prime annuelle sous sa forme désormais passée par délibération N° 2021-66 du 6 avril 2021 **(pièce n° 10).**

III. Conclusion :

Il est observé que 6 sur les 7 recommandations formulées par la Chambre Régionale des Comptes à l'issue du contrôle des comptes et de la gestion de la COBAN de 2014 à 2021, ont été corrigées en totalité et suivies d'effet en moins d'un an ; la recommandation n° 2 quant à elle, portant à la fois sur le projet de Territoire, adopté récemment par le Conseil communautaire de la COBAN, et la mise à jour des différents PPI, nécessite un délai plus important, généré par un travail préalable de prospective financière.

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

PIECE N° 1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

2022-07

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

EVOLUTION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

Le 8 février 2022 à 17 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 2 février 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 26
Votants : 34

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, Mme BRUDY, Mme CHAIGNEAU, M. DUBOURDIEU, M. POHL, M. BELLIARD, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. MARTIN, M. RECAPET, Mme DUBARRY, M. BAGNERES.

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRUDY
M. CHAUVET à Mme BRISSET
M. CHAMBOLLE à M. DANEY
Mme SAULNIER à Mme JOLY
Mme CALATAYUD à M. DUBOURDIEU
Mme CHAPPARD à Mme BANOS
M. DE GONNEVILLE à M. MARLY
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. PAIN
M. MANO à M. BAGNERES
M. GATINOIS à M. LAFON

Secrétaire de séance : Mme BANOS

*****

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment son article 1609 nonies C, V, 1 bis ;

Vu le code des juridictions financières et notamment son article L. 243-9 ;

Vu les rapports définitifs de la CLECT en date des 30 mai 2017 et 18 septembre 2018 ;

Vu les délibérations du Conseil communautaire n° 30-2017 du 14 février 2017, n° 62-2017 du 20 juin 2017, n° 80-2018 du 25 septembre 2018 et n° 117-2019 du 19 décembre 2019 approuvant le montant des attributions de compensation ;

Vu le tableau des montants d'attributions de compensation par Commune depuis le 19 décembre 2019 ;

Vu les rapports provisoires et d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes de Nouvelle-Aquitaine des 26 janvier et 10 juin 2021 ;

Vu les projets de délibération du Conseil communautaire de la COBAN n° 2021-89 du 29 juin 2021 et n° 2021-118 du 15 décembre 2021 portant révision du montant d'attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret, non adoptés ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la COBAN n° 2022-XX du 8 février 2022 portant fixation des montants prévisionnels d'attributions de compensation pour 2022 ;

Considérant le rapport provisoire de la Chambre régionale des comptes en date du 26 janvier 2021, invitant la COBAN à faire le point sur l'avis de la CLECT et sur le montant des AC de chaque Commune, et en particulier de Lège-Cap Ferret ;

Considérant que, sur injonction de la Chambre, l'ordonnateur, ayant pris bonne note de la préconisation visant à réduire l'Attribution de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret de la somme de 430 000 €, s'est engagé, par lettre du 24 mars 2021, à procéder à la mise en œuvre de cette observation au plus vite ;

Considérant que par lettre référencée 791 en date du 28 avril 2021, l'ordonnateur a tenu informé Monsieur le Maire de la Commune de Lège-Cap Ferret de ces dispositions ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

Considérant le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes en date du 10 juin 2021, qui relève que l'ordonnateur s'est engagé, dans le cadre d'une procédure de révision libre, *« à réduire l'AC de la commune de Lège – Cap Ferret de 430 000 € au plus vite »* [...] confirmant la réponse de la Commune de Lège – Cap Ferret selon laquelle les deux collectivités ont la volonté commune de revoir cette situation dans les meilleurs délais ;

Considérant que cette délibération, pour être adoptée, nécessite l'accord de la majorité des deux tiers du Conseil communautaire ;

Considérant l'absence de majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption des délibérations n° 2021-89 du 29 juin 2021 et n° 2021-118 du 15 décembre 2021, relatives à la réduction du montant d'attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret de 430 000 euros à compter de l'exercice 2022 ;

Considérant l'obligation fixée par l'article L. 243-9 du Code des juridictions financières imposant à la COBAN de présenter les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes dans un délai d'un an à compter la présentation du rapport d'observations définitives ;

Considérant, dans ces circonstances, la nécessité de respecter l'engagement pris de revoir le montant des attributions de compensation de la Commune de Lège – Cap Ferret à compter de l'exercice 2022 ;

Considérant la nécessité d'une délibération concordante devant être adoptée par la Commune de Lège-Cap Ferret ;

Vu les avis favorables des Commissions « Finances publiques » des 10 juin et 7 décembre 2021 ;

Vu les avis favorables des Bureaux communautaires des 1er et 22 juin 2021, ainsi que des 23 novembre et 7 décembre 2021 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 25 janvier 2022 ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **Article 1 : APPROUVER** le nouveau montant des attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret arrêté à compter de l'année 2022 comme suit :

	Montants issus de la délibération de 2019	Révision des AC	Montant des AC au 1er janvier 2022
Lège-Cap Ferret	1 723 533,41 €	- 430 000 €	**1 293 533,41 €**

- **Article 2 : ACTER** du versement mensuel à la Commune de Lège-Cap Ferret du montant d'attributions de compensation pour 2022 fixé à l'article 1 ;

- **Article 3 : PRECISER** que la présente délibération sera notifiée au Maire de Lège – Cap Ferret.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***Article 1 : APPROUVE le nouveau montant des attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret arrêté à compter de l'année 2022 comme suit :***

	Montants issus de la délibération de 2019	*Révision des AC*	*Montant des AC au 1er janvier 2022*
Lège-Cap Ferret	***1 723 533,41 €***	***- 430 000 €***	***1 293 533,41 €***

- ***Article 2 : ACTE du versement mensuel à la Commune de Lège-Cap Ferret du montant d'attributions de compensation pour 2022 fixé à l'article 1 ;***

- ***Article 3 : PRECISE que la présente délibération sera notifiée au Maire de Lège – Cap Ferret.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

Vote :

Pour : 28

Contre : 6
- **Commune de Biganos : M. BOURSIER**
- **Commune de Lège-Cap Ferret : M. MARLY détenant le pouvoir de M. DE GONNEVILLE ; Mme GUIGNARD DE BRECHARD ; Mme GUILLERM ; M. MARTIN.**

Abstentions : 4
- **Commune d'Audenge : M. POHL**
- **Commune de Lanton : Mme LARRUE ; M. DEVOS ; Mme JOLY.**

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 9 février 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,
- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

PIECE N° 2

2022-01

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

APPROBATION DU PROJET DE TERRITOIRE 2022-2030

Le 8 février 2022 à 17 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 2 février 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 26
Votants : 37

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, Mme BRUDY, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, M. DUBOURDIEU, M. BELLIARD, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. MARTIN, M. RECAPET, Mme DUBARRY, M. BAGNERES.

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRUDY
M. CHAUVET à Mme BRISSET
Mme SAULNIER à Mme JOLY
Mme CALATAYUD à M. DUBOURDIEU
Mme CHAPPARD à Mme BANOS
M. DE GONNEVILLE à M. MARLY
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. PAIN
M. MANO à M. BAGNERES
M. GATINOIS à M. LAFON

Absent : M. POHL

Secrétaire de séance : Mme BANOS

****

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Monsieur Cédric PAIN, vice-Président de la COBAN, expose que le Projet de Territoire est le document qui formalise la feuille de route de la politique locale à mener sur le territoire de la COBAN. Véritable fil rouge, le Projet de Territoire cherche à articuler autour de lui l'ensemble des programmes de réflexions, de gestions et d'investissements stratégiques qui vont s'inscrire sur notre territoire d'ici 2030.

Ce document stratégique de programmation détermine donc les orientations qui accompagneront le développement de notre collectivité autour de cinq thèmes d'ici 2030 :

- Le développement économique
- Les mobilités
- Les ressources
- Les solidarités
- Les équipements

Il s'est construit sur trois temporalités :

- Le diagnostic qui s'est appuyé sur un travail de lecture et d'analyse des documents structurants passés : Projet de Territoire 2015-2025, les nouvelles compétences prises par la COBAN, les projets en cours ou le SCoT
- Les ateliers du projet qui avaient comme ambition initiale de se décliner sous trois formes (Elus communautaires, agents des services de la COBAN, agents des communes) mais qui n'ont pas pu atteindre la maturité prévue suite aux restrictions sanitaires qui ont limitées les moments de rencontre.
- La rédaction du Projet de Territoire ainsi que la conception graphique du document final qui fera l'objet d'une distribution par boitage.

L'élaboration du Projet de Territoire

A l'issue de 15 mois de concertation, de réunions et d'études avec les élus, la COBAN a élaboré son Projet de Territoire.

Il s'agit d'un Projet de Territoire qui s'inscrit dans la continuité du précédant, tout en affirmant l'intérêt accru de la COBAN pour les sujets qui impactent la vie quotidienne des habitants du nord bassin. Ainsi, ce Projet de Territoire place au premier plan les orientations ambitieuses que la collectivité va développer dans la décennie à venir, que ce soit en termes de développement durable, de transports, d'équipements, de vivre ensemble ou encore de dynamisme économique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

A ce titre, le Projet de Territoire se décline sous les enjeux suivants :

- Promouvoir une croissance économique soutenue et durable.
- Encourager une mobilité plus propre pour un territoire à faible émission de gaz à effet de serre.
- Valoriser et protéger les ressources pour un territoire à énergie positive.
- Organiser les solidarités pour un développement territorial harmonieux au service de tous les habitants.
- Développer des équipements en faveur d'un territoire plus attractif.

Outil indispensable pour définir une véritable stratégie commune et rendre l'action publique de la COBAN plus visible, le Projet de Territoire est l'aboutissement d'une démarche concertée et collective mise en œuvre avec l'ensemble des élus communautaires.

Projet commun pour construire et vivre la COBAN à l'horizon 2030, le Projet de Territoire met en avant les grands enjeux de développement pour le territoire de la COBAN et offre des orientations et actions qui, une fois mises en œuvre, offriront aux habitants une expérience du territoire plus qualitative.

Méthodologie

Initialement imaginée avec une part importante d'ateliers et de de concertation, la crise sanitaire du COVID-19 a obligé la COBAN à adapter sa méthodologie en réduisant notamment le recours à des assemblées qui auraient eu pour effet de rassembler en intérieur trop de personnes simultanément. En remplacement, le projet a pris en compte avec une attention toute particulière les éléments qui ont émanés des ateliers constitués des élus communautaires mais aussi les retours exprimés par des instances annexes comme cela a pu être le cas avec la consultation du CODEV. Ces derniers ont mené à une réécriture de certains points qui étaient abordés au sein du Projet de Territoire.

Vu les statuts de la COBAN ;

Vu l'avis du Conseil de Développement du Pays Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre ci-annexé ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 25 janvier 2022 ;

Vu le Projet de Territoire ci-annexé ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le Projet de Territoire 2022-2030, annexé à la présente délibération.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le Projet de Territoire 2022-2030, annexé à la présente délibération.***

Vote :
Pour : 37
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 9 février 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

VERSION 2022

PROJET DE TERRITOIRE



2022
2030

UN PLAN D'ACTION VIVANT

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS •
LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

WWW.COBAN-ATLANTIQUE.FR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

ÉDITO



Cédric Pain
Vice-Président
Stratégie et Planification territoriale,
Maire de Mios

La COBAN s'est volontairement engagée dans la révision de son Projet de Territoire.

Il était indispensable de définir une véritable stratégie pour guider notre action et la rendre plus visible, efficiente et partagée. La démarche concertée et collective mise en œuvre avec l'ensemble des élus communautaires et les rencontres régulières du Bureau des Maires ont permis de définir **un projet commun, dynamique, pour construire et vivre la COBAN à l'horizon 2030.**

Notre Projet de Territoire rassemble ici nos valeurs, notre identité et notre ambition. Autour de 5 thématiques prioritaires (**le Développement Économique, les Mobilités, les Ressources, les Solidarités, les Équipements**), il met en lumière les grands enjeux de développement pour notre territoire, les orientations et actions à mettre en œuvre, ouvrant un champ des possibles et affirmant le socle d'une ambition collective.

C'est une opportunité majeure pour le Nord Bassin, pour toutes les communes qui le composent, d'entrer dans **une nouvelle ère de développement**.

Nous devrons répondre et nous adapter à un contexte particulier qui nous demande et nous demandera encore de relever de nombreux défis économiques, sociétaux, écologiques, énergétiques…

Plus que jamais, nous devons faire preuve **d'ambition, d'audace et d'innovation** aussi, pour que notre territoire soit au rendez-vous. C'est **la condition de notre attractivité et de la préservation de notre identité**. C'est le sens de notre action collective, de notre Projet de Territoire.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI



Nathalie Le Yondre
Présidente du Bureau des Maires,
Maire d'Audenge

Ce Projet de Territoire est **le fil rouge de notre action.**

Répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain impose évidemment un niveau d'exigence fort, une réflexion et une action à plus long terme, de s'atteler à mettre en œuvre des projets pour assurer les **meilleures conditions de vie et de service possibles pour nos habitants**. Ces projets seront bien sûr conçus et mis en œuvre en collaboration étroite avec nos partenaires, dans le cadre de nos compétences et capacités financières.

Nous devons donner du sens, être ambitieux pour les communes de la COBAN ! De grands chantiers nous attendent dans la réalisation de ce Projet de Territoire : l'aide et le soutien apportés à nos entreprises et commerces pour développer l'emploi et l'activité, la fluidification des déplacements, la mise en œuvre de politiques foncières adaptées, une attention particulière portée aux saisonniers, l'encouragement d'initiatives vertueuses pour faire durablement de ce territoire une terre d'innovation, voire d'expérimentation, tant pour le développement économique, les mobilités, les ressources, que pour les solidarités et l'offre d'équipements à dimension communautaire.

L'enjeu est important pour nos habitants, nos entreprises, nos jeunes, notre territoire et ses institutions.

Ce Projet de Territoire est donc à la fois le résultat de nos travaux, de nos ambitions au service du Nord Bassin et notre boussole pour les années à venir.

C'est la raison pour laquelle nous souhaitons le partager largement avec tous les habitants et acteurs du Nord Bassin afin qu'ils s'en saisissent et se l'approprient.

SOMMAIRE

2 INTERVIEWS CROISÉES
VERBATIM 4
6 LE TERRITOIRE
8 AXE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
AXE MOBILITÉS 12
16 AXE RESSOURCES
20 AXE SOLIDARITÉS
AXE ÉQUIPEMENTS 24

Projet de Territoire édité par la COBAN Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord • 46 avenue des Colonies 33510 Andernos-les-Bains • Tél. : 05 57 76 17 17- **www.coban-atlantique.fr** • **contact@coban-atlantique.fr** • Directeur de publication : Cédric Pain • Rédaction : SEPPA | tél. 05 57 30 09 10 | RC B 434 804 720 et service communication de la COBAN • Crédits photos : service communication Seppa, Istock, Laurent Wangermez, Brigitte Ruiz • Les photos ont été prises en respectant les mesures sanitaires en vigueur en fonction des périodes. Conception et réalisation : agence SEPPA, 05 57 30 09 10 avec la collaboration du service communication de la COBAN • Dépôt légal : à parution • Papier norme PEFC, issu de pâtes produites à partir de forêts gérées durablement - Encres végétales. Label Imprim' Vert.

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

VERBATIM

Ils et elles font vivre le Nord Bassin



Bruno LAFON,
Président,
Eau potable
Maire de Biganos

Notre territoire est aujourd'hui confronté à de nombreux défis, 3 en particulier :
- *Le logement : permettre à chacun d'habiter sur le territoire qu'il affectionne*
- *Le transport : nos communes ne sont pas égales face aux problématiques de mobilité*
- *L'affaiblissement des moyens financiers de nos communes.*

Mais je crois en notre Projet de Territoire, qui doit nous permettre de mutualiser plus encore nos moyens d'action et répondre collectivement à l'ensemble de ces défis.
La COBAN est une chance pour nos communes, elle doit devenir une évidence pour ses habitants et trouver toute sa place dans leur quotidien.
Pour cela, il nous faut donner du sens à nos compétences et à nos politiques publiques.
Le Projet de Territoire doit être un guide.
À nous maintenant de faire le choix de l'action et de maintenir le cap.



Marie LARRUE,
Vice-Présidente
Énergies renouvelables,
Santé,
Services mutualisés,
Maire de Lanton

La COBAN, en passant d'un statut de Communauté de Communes à celui de Communauté d'Agglomération, a vu ses compétences et ses moyens élargis.
Nous affirmons ici, par notre Projet de Territoire 2022-2030, notre volonté politique d'avancer collectivement tout en nous inscrivant dans la continuité du travail mené précédemment.
Les enjeux territoriaux sont multiples et interdépendants : développement économique, logement, mobilité, protection de la qualité environnementale, mais aussi préservation de la qualité de vie de nos jeunes notamment, promotion d'un tourisme de qualité vertueux, etc.
Je suis convaincue que la clé de la réussite tient à un territoire fort, plus intégrateur, en capacité de fédérer et de nouer des coopérations solides avec ses territoires voisins et Bordeaux Métropole.



Jean-Yves ROSAZZA,
Vice-Président
Grands Travaux et équipements, Communication,
Maire d'Andernos-les-Bains

L'attractivité du Nord Bassin entraîne pour ses habitants des adaptations dans la façon d'y vivre et d'y travailler.
La COBAN doit constituer une communauté de projets choisis, avec le but de renforcer le niveau d'équipement du territoire, faciliter les usages et développer résolument l'axe de la mobilité.
Tout en veillant au respect de l'identité de chacune des huit communes, leurs différences et leurs complémentarités.
C'est notamment à cette échelle que nous pourrons répondre à la problématique du logement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI



Manuel MARTINEZ,
Vice-Président
Développement économique et touristique, Emploi
Maire de Marcheprime

Le Projet de Territoire a été remis à jour pour impulser une nouvelle dynamique à la COBAN, via notamment la mise en œuvre d'une démarche participative et collaborative avec l'ensemble des élus.
Il participe aujourd'hui à définir un intérêt communautaire, complémentaire des problématiques communales, pour, in fine, aboutir à une action territoriale équilibrée, profitable à tous.
La question du développement économique, touristique et numérique, ainsi que l'accompagnement des activités économiques sont centrales. Nous devons répondre aux besoins des entreprises, créer des emplois en les rapprochant des habitants pour limiter les flux de circulation, agir pour un développement efficace et maîtrisé sur nos zones d'activités.



Philippe DE GONNEVILLE,
Vice-Président
Développement durable,
Maire de Lège-Cap Ferret

Notre territoire Nord Bassin est à la fois ce qui nous rassemble et notre plus formidable atout. C'est un joyau rare, par son patrimoine naturel d'abord ; c'est ce qui détermine son identité, ses valeurs.
Préserver l'environnement territorial est donc la première condition de notre attractivité touristique mais aussi résidentielle, tant pour nos habitants que pour ceux qui souhaitent s'y installer. La priorité, le facteur clé de réussite de ce Projet de Territoire réside ainsi dans la valorisation quotidienne de notre cadre de vie, la pérennité de nos atouts via des actions ciblées et la volonté collective de maintenir une sérénité et une certaine tranquillité, marqueurs forts du Nord Bassin.
Accorder nos activités et nos grands projets dans un souci global de protection environnementale est nécessaire et possible : c'est ici l'un des objectifs du Projet de Territoire 2022-2030.



Xavier DANEY,
Vice-Président
Transports,
Mobilités durables,
Maire d'Arès

Ce qui doit faire la force de la COBAN, c'est la mise en commun de nos atouts, de nos singularités, pour permettre une équité sur le territoire. Je porte la Commission Transports/Mobilités, et suis convaincu que ce sont ces priorités qui font et feront de façon plus efficiente encore le lien entre les communes, permettront une efficacité optimale dans le maillage du territoire. Nous avons lancé le Plan de Mobilité simplifié, élément structurant de la mandature, qui sera mis en œuvre en collaboration avec nos territoires voisins, en particulier Bordeaux Métropole. Il faut développer cette culture de projet tout en gardant notre âme et notre identité « Nord Bassin ». Il était essentiel d'ajuster le Projet de Territoire au regard, notamment, de l'évolution territoriale. La démarche participative a constitué un maillon essentiel de ce travail, permettant aussi de donner de la visibilité à l'action de la COBAN. Nous devons inscrire notre action dans nos champs de compétences et au service de l'intérêt général.

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

LE NORD BASSIN, NOTRE TERRITOIRE


Le Cires à Saint Brice,
ARÈS


Conférence publique,
MARCHEPRIME


Aire de co-voiturage,
MIOS


La Recyclerie ATENOBA,
ANDERNOS-LES-BAINS

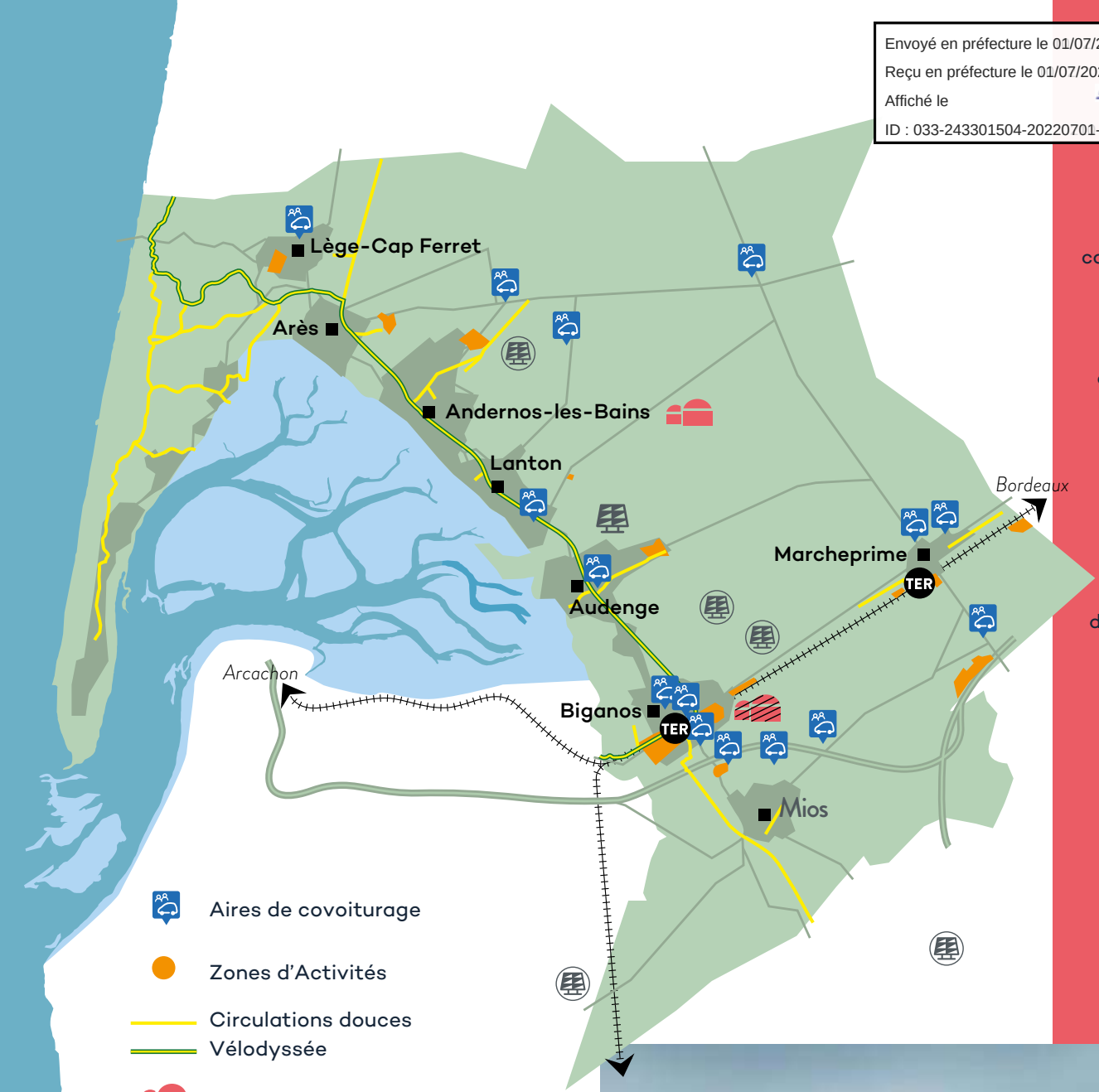

Domaine de Certes,
AUDENGE


Le Mimbeau,
LÈGE-CAP FERRET


Office de Tourisme,
LANTON


Port de Biganos,
BIGANOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI



38 %
de la population composés de familles avec enfants

23 837 €
de revenu pondéré médian disponible pour les ménages

18 230
emplois

80 %
du territoire couvert de forêt

8
communes

605 km²
de superficie

60
km de littoral





PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS •
LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE ET DURABLE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

3 M€*
consacrés en 2021
à l'aménagement des Zones
d'Activités Économiques

80 %
de taux d'occupation
des Zones d'Activités
Économiques

65,3 %
de Commerces
et Services

7 600
entreprises

15
ZAE

Des secteurs émergents
Numérique
Silver Économie
Recherche et Développement

4
grandes filières
emblématiques
(Forêt-bois, Économie de
la mer et nautisme, Tourisme
durable, Construction)

* Budget primitif principal de la COBAN 2021

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ORIENTATION.N°1

ACCOMPAGNER LA CRÉATION D'ENTREPRISE ET SOUTENIR L'ACTIVITÉ

1A **Réaliser une prospective foncière à vocation économique et acquérir du foncier pour développer la capacité d'accueil des entreprises en veillant à préserver les espaces naturels.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Mener une étude de prospective foncière à vocation économique pour envisager les possibilités d'implantation à court, moyen et long termes.*
- *Constituer une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises, levier indispensable pour favoriser le développement durable de l'économie locale et limiter les migrations pendulaires.*
- *Développer le foncier sur les communes où il y a des projets pré-identifiés (accompagner les communes dans la révision de leur PLU dans ce cadre).*
- *Réaliser une cartographie des entreprises du territoire.*

1B **Créer un espace structurant permettant aux entreprises du secteur tertiaire de développer leur activité et selon leurs besoins : hôtels d'entreprises, bureaux, services mutualisés, salles de réunions/séminaires…**

MISE EN ŒUVRE :

- *Identifier les besoins et les lieux potentiels.*
- *Construire un business model : définir des critères d'accès, notamment sur la nature (généraliste ou filière) des activités accueillies.*

1C **Créer un guichet unique pour les entreprises et simplifier les procédures en offrant aux entreprises et porteurs de projet un interlocuteur unique : la COBAN.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Accompagner et soutenir les entrepreneurs, porteurs de projet dès la création d'activité, tout au long de la vie de leur projet.*
- *Proposer différents outils d'accompagnement en fonction du stade d'avancement des projets (préparation du projet, étude de marché, financement, création, démarrage d'activité).*
- *Mettre les porteurs de projets en lien avec les partenaires : BA2E, SIBA, Marque Bassin d'Arcachon, Pays Barval, etc.*
- *Renforcer le partenariat avec les chambres consulaires pour accompagner les entreprises en proximité.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

ORIENTATION.N°2

DYNAMISER LE TISSU ÉCONOMIQUE

2A **Réviser et réajuster le Schéma de Développement Économique pour l'adapter aux nouveaux enjeux économiques, sociaux et environnementaux du territoire.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Renforcer le tissu économique (entreprises, artisanat, commerce) dans une logique de pérennité et de création d'emplois.*
- *Conforter l'attractivité du territoire.*
- *Affirmer une politique économique partagée, basée sur l'action coordonnée des acteurs du territoire de la COBAN.*
- *Renforcer le partenariat avec les chambres consulaires pour accompagner les entreprises en proximité.*

ORIENTATION.N°3

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE ET VERTUEUSE

3A **Articuler l'intervention de la COBAN, en contribuant à l'animation de la dynamique de réseau Économique Sociale et Solidaire* et à la promotion des initiatives, permettant ainsi de structurer cette filière clé de la transition durable**

3B **Améliorer la qualité architecturale, énergétique et paysagère des aménagements dans les Zones d'Activités Économiques en harmonie avec le cadre de vie du territoire du Nord Bassin et sa mise en œuvre.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Lancer une charte paysagère et d'aménagement (cahier des charges) avec définition de critères.*
- *Se rapprocher des groupements d'entreprises.*
- Inciter les propriétaires de bâtiments industriels à installer des dispositifs de production d'énergie autonome.

3C **Contribuer à la création d'emplois et d'activité dans ce secteur économique.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Impulser une dynamique de promotion du secteur d'activité ESS via les dispositifs d'accompagnement de retour à l'emploi notamment.*

3D **Structurer les initiatives et donner de la visibilité à ce type d'économie sur le territoire de la COBAN.**

3E **Structurer une filière « Économie Sociale et Solidaire » : identifier les acteurs, faire un état des lieux des initiatives et activités existantes, communiquer pour attirer de nouveaux projets.**

ORIENTATION.N°4

SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET RESPONSABLE DE LA COBAN VIA L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL « CŒUR DU BASSIN »

4A **Poursuivre collectivement une politique intercommunale structurée de développement touristique du territoire.**

ORIENTATION.N°5

DÉVELOPPER UNE CULTURE DE PROJET AVEC BORDEAUX MÉTROPOLE ET LE PAYS BARVAL

** abréviation «ESS»*

Proposition émise par les élus communautaires en Séminaire Participatif

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

ENCOURAGER UNE MOBILITÉ PLUS PROPRE POUR UN TERRITOIRE À FAIBLE ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE

MOBILITÉS

130 786 €*
investis dans le renforcement de l'offre aux heures de pointe sur les lignes de bus 601 et 610

2 027
élèves transportés quotidiennement via l'offre de transport scolaire

24
bus à énergie 100 % renouvelable et 100 % néo-aquitaine

5
véhicules de Transport À la Demande (TAD)

15
aires de covoiturage réalisées

6
consignes « vélos sécurisés » de 2 places chacune

21
Bornes de Recharge pour Véhicules Électriques déployées entre 2017 et 2020

* Budget primitif principal de la COBAN 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

MOBILITÉS

ORIENTATION.N°1

RÉVISER LE SCHÉMA DE DÉPLACEMENTS

1A Relancer la réflexion autour du Projet de Déplacements Durables du Nord Bassin (PDDNB) en lien avec le Département.

MISE EN ŒUVRE :

- *Revoir les mobilités dans leur ensemble avec les autres parties prenantes, via les résultats de la dernière concertation.*

1B Réaliser une étude portant sur un Plan de Mobilité Simplifié (en cours).

MISE EN ŒUVRE :

- *Réaliser un diagnostic complet des mobilités sur le territoire.*
- *Proposer un plan d'actions global, portant sur tous les modes de mobilités pour un maillage complet du territoire répondant aux différents besoins des habitants (réseau transport en commun, navettes, pistes cyclables, covoiturage...).*

1C Développer des expérimentations écologiquement vertueuses et innover en matière de transports.

MISE EN ŒUVRE :

- *Réunir une équipe Projet dédiée.*
- *Expérimenter, y compris pour le transport de marchandises et les livraisons.*

1D Mettre en place une billettique unique intégrée.

MISE EN ŒUVRE :

- *Coordonner les différents acteurs de transport afin de permettre aux usagers de voyager sur différentes lignes (tous modes, tous gestionnaires) lors d'un même déplacement.*
- *Définir les tarifs pour tous les modes et réseaux de transport.*

Objectifs :

- *Réduire le coût de l'intermodalité.*
- *Améliorer la qualité du service en rendant plus simples les déplacements.*

1E Développer l'intermodalité (structures, dessertes, cadencement...).

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec les résultats du Plan de Mobilité Simplifié, définir les nœuds intermodaux les plus pertinents et établir un plan d'actions permettant de fluidifier les transitions entre les différents modes de transport.*

1F Adapter la communication aux évolutions des modes de transport.

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec les résultats du Plan de Mobilité Simplifié, établir un nouveau plan de communication institutionnelle à destination des usagers, pleinement adapté aux nouvelles façons de se déplacer sur le territoire.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE





ORIENTATION.N°2

POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DES CIRCULATIONS DOUCES

2A Soutenir le développement des pistes cyclables intra-communales (via des aides financières).

MISE EN ŒUVRE :

- *Soutenir des projets communaux de création/ extension de pistes cyclables via des fonds de concours.*

2B Améliorer le confort et la sécurité du réseau cyclable intercommunal.

MISE EN ŒUVRE :

- *Améliorer le jalonnement pour faciliter l'orientation des usagers.*
- *Améliorer la signalétique pour renforcer la sécurité des usagers.*
- *Maintenir la continuité du réseau, en cohérence avec les infrastructures existantes.*

2C Développer les infrastructures permettant une utilisation facilitée des modes de transport doux et décarbonés (vélos, trottinettes, rollers) : espaces de stationnement, stations de gonflage, abris sécurisés.

MISE EN ŒUVRE :

- *Créer des pôles dédiés aux mobilités douces avec bornes de recharge pour vélos à assistance électrique, abris vélos sécurisés, stations de gonflage, espaces de stationnement, kits de réparation d'urgence, etc.*

ORIENTATION.N°3

DÉVELOPPER LES TRANSPORTS EN COMMUN POUR CONSTITUER UNE ALTERNATIVE À L'AUTOSOLISME

3A Créer un réseau de transport urbain.

MISE EN ŒUVRE :

- *Lancer une étude de création via le Plan de Mobilité Simplifié.*

Objectif : constituer une alternative aux déplacements en voiture et proposer une mobilité aux plus fragiles.

3B Augmenter les fréquences des lignes de bus interurbaines.

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec les résultats de l'étude du Plan de Mobilité Simplifié, réévaluer avec la Région (autorité organisatrice des transports interurbains) les besoins actualisés pour définir de nouvelles fréquences et amplitudes horaires pour les lignes interurbaines.*

3C Améliorer la communication autour des possibilités d'alternatives à la voiture individuelle.

MISE EN ŒUVRE :

- *Lancer une campagne de communication spécifique sur l'offre intermodale et les alternatives au «tout voiture».*

Proposition émise par les élus communautaires en Séminaire Participatif

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

VALORISER ET PROTÉGER LES RESSOURCES POUR UN TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE

RESSOURCES

3 km
de réseau d'eau potable renouvelés en 2020 pour un montant de 450 000 €

69 578
habitants desservis par le réseau d'eau potable en 2020

8
déchèteries pour particuliers
1 déchèterie pour professionnels

32
points de collecte en apport volontaire

91 %
de valorisation des déchets en 2020, dont **60 %** en valorisation matière ou organique

691
composteurs distribués en 2020 (**+ 35 %** par an)

1
Plateforme ÉCO'BAN depuis 2017 avec plus de **1 400** conseils apportés aux ménages, **138** visites à domicile, **229** permanences, **71** animations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

RESSOURCES



ORIENTATION.N°1

LA COBAN, TERRITOIRE À ÉNERGIE POSITIVE

1A **Développer la production d'énergie verte en privilégiant la méthanisation et le photovoltaïque.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Identifier les sites susceptibles d'accueillir des installations photovoltaïques ou une unité de méthanisation.*
- *Conduire des études de faisabilité et d'acceptabilité pour la réalisation de ces deux types de projet.*
- *Définir les montages juridiques et financiers les plus adaptés pour la réalisation de ces projets.*

1B **Imposer des critères environnementaux chiffrés dans les cahiers des charges des marchés publics intercommunaux.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Imposer des objectifs chiffrés en matière environnementale aux titulaires des marchés publics intercommunaux.*
- *Insérer des critères de sélection environnementaux dans les procédures de marchés publics.*

1C **Lancer une étude sur l'exploitation et la valorisation des ressources locales, en circuit court.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Réaliser une étude approfondie sur les possibilités de valorisation des ressources locales (méthanisation des boues sédimentaires, déchets verts, bois, vent, soleil, marées...) production d'énergie sur le territoire.*
- *Accompagner le SIBA dans sa démarche de valorisation des boues sédimentaires.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE





ORIENTATION.N°2

AMÉLIORER LA GESTION DES DÉCHETS

2A Réduire la production de déchets à la source.

MISE EN ŒUVRE :

- *Informer les usagers en ayant au préalable établi un état des lieux des postes de pertes les plus importants.*
- *Sensibiliser les usagers aux gestes éco-citoyens.*
- *Mettre en place un groupe de travail spécifique, incluant les services techniques de la COBAN et des usagers.*
- *Relancer le Programme Local de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers pour la production d'énergie sur le territoire.*

2B Accueillir une nouvelle plateforme de récolte des déchets verts, en complément de celle d'Andernos-les-Bains.

MISE EN ŒUVRE :

- *Définir la localisation la plus pertinente sur le territoire.*
- *Identifier un site adapté pour accueillir cette installation.*

2C Étudier la potentialité de mise en œuvre d'un système de compostage, des bio-déchets.

MISE EN ŒUVRE :

- *Conduire à terme l'étude de faisabilité de l'unité de méthanisation sur la commune de Mios.*
- *Réaliser une étude de faisabilité pour un site de compostage des bio-déchets.*
- *Évaluer la pertinence et la faisabilité de la réalisation des deux projets, de manière simultanée ou différée.*

ORIENTATION.N°3

PRÉSERVER EFFICACEMENT LA RESSOURCE EN EAU

3A Définir la politique de l'eau de la COBAN :

MISE EN ŒUVRE :

- *Mettre en œuvre une gestion patrimoniale performante des infrastructures (Plan Pluriannuel d'Investissement).*
- *Fusionner les contrats Eau/Délégation de Service Public de l'eau potable, au regard des enjeux de préservation et de gestion des ressources.*

Proposition émise par les élus communautaires en Séminaire Participatif

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

ORGANISER LES SOLIDARITÉS POUR UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL HARMONIEUX AU SERVICE DE TOUS LES HABITANTS

SOLIDARITÉS

1
PLH, lancé en 2021, qui a pour objectif de mieux répondre aux besoins de logement des habitants du territoire

64 %
des adhérents au service de Transport À la Demande (TAD) sont des personnes à mobilité réduite ou de plus de 75 ans

1
LAEP (Lieu d'Accueil Enfants-Parents) itinérant sur les communes de la COBAN

43 334 €
consacrés aux aires d'accueil des gens du voyage en 2020

15 000
masques distribués gratuitement pendant la crise sanitaire

1
convention territoriale globale signée avec la CAF de la Gironde en décembre 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

SOLIDARITÉS



ORIENTATION.N°1

AMÉLIORER L'OFFRE DE LOGEMENTS À L'ECHELLE INTERCOMMUNALE

1A Mettre en œuvre le programme d'actions du Programme Local de l'Habitat (PLH), outil pour une meilleure maîtrise du coût de l'habitat en veillant particulièrement à développer et harmoniser la politique de logements collectifs et sociaux.

MISE EN ŒUVRE :

- *Favoriser l'habitat intégré / habitat intermédiaire.*
- *Conduire une étude de besoins en hébergement d'urgence.*
- *Développer un projet de Résidence Hôtelière à Vocation Sociale (RHVS), notamment à destination des travailleurs saisonniers.*
- *Favoriser l'habitat intergénérationnel au profit des seniors isolés et des jeunes actifs.*

1B Acquérir du foncier pour de futurs logements sociaux

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine, réaliser une étude de prospective foncière dans l'objectif de construction de nouveaux logements sociaux.*

1C Poursuivre la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs conformément aux obligations réglementaires.

MISE EN ŒUVRE :

- *Réaliser les travaux prévus dans le Plan Pluriannuel d'Investissement permettant de maintenir une offre qualitative.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE





ORIENTATION.N°2

STRUCTURER UNE POLITIQUE ENFANCE-JEUNESSE D'INTÉRÊT INTERCOMMUNAL

2A Favoriser la construction ou la réhabilitation de bâtiments scolaires à hautes normes environnementales.

MISE EN ŒUVRE :

- *Prévoir une participation financière de la COBAN à des projets communaux identifiés de construction nouvelle ou de réhabilitation de bâtiments scolaires.*

2B Déployer la Convention Territoriale Globale en cohérence avec les politiques locales de la COBAN.

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec la CAF et les 8 communes concernées, coordonner la mise en œuvre des actions prévues dans la Convention Territoriale Globale.*

2C Définir les objectifs de développement du Lieu d'Accueil Enfants-Parents itinérant (LAEP).

MISE EN ŒUVRE :

- *Évaluer l'activité actuelle du LAEP et définir les nouvelles actions à développer. .*

ORIENTATION.N°3

DÉVELOPPER UNE OFFRE DE SANTÉ ORGANISÉE ET MUTUALISÉE

3A Établir un état des lieux à l'échelle intercommunale de l'offre de santé.

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec le Contrat Local de Santé porté par le Pays, identifier les besoins précis en matière de santé (structures, médecins généralistes, médecins spécialistes…) à l'échelle communale.*
- *Les mettre en lien avec les projections démographiques sur le territoire.*

3B Inciter l'installation des médecins généralistes et spécialistes.

MISE EN ŒUVRE :

- *En lien avec le Contrat Local de Santé porté par le Pays Barval et l'Agence Régionale de Santé, favoriser le développement des Maisons de Santé et autres projets mutualisés.*

Proposition émise par les élus communautaires en Séminaire Participatif

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

PROJET DE TERRITOIRE

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS • LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE

DÉVELOPPER DES ÉQUIPEMENTS EN FAVEUR D'UN TERRITOIRE PLUS ATTRACTIF

ÉQUIPEMENTS

53 %
de foyers raccordés à la fibre optique entre 2018 et 2021

1,6 M €
investis par la COBAN pour le déploiement du Très Haut Débit

4 556 241 €
investis dans les équipements du territoire en 2020

2
nouvelles piscines à l'étude sur le territoire

434 517 €
investis pour la construction du nouveau siège de la COBAN en 2020

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

ÉQUIPEMENTS



ORIENTATION.N°1

DOTER LE TERRITOIRE D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS STRUCTURANTS ET VERTUEUX

1A Construire 2 nouveaux équipements aquatiques.

MISE EN ŒUVRE :

- *Définir finement le besoin en fonction des différents publics ciblés (scolaires, loisirs, compétitions, activités bien-être etc.).*
- *Réaliser une étude de programmation.*
- *Évaluer la possibilité de réalisation des 2 équipements de manière simultanée ou différée.*

1B Participer à la réalisation de nouveaux équipements sportifs des communes (city stades, terrains de paddle tennis, skate parc, terrains multisports...).

1C Prévoir un soutien financier (fonds de concours) pour des projets communaux identifiés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AE



Projet de futur siège de la COBAN

ORIENTATION.N°2

DOTER LE TERRITOIRE D'ÉQUIPEMENTS ADMINISTRATIFS STRUCTURANTS ET VERTUEUX

2A **Réhabiliter et étendre le siège communautaire.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Renforcer les conditions d'accueil des usagers et l'accessibilité aux services publics.*
- *Augmenter les capacités d'espaces de travail (évolution des effectifs) pour garantir de bonnes conditions de travail aux agents.*
- *Répondre à une meilleure intégration paysagère et thermique du bâtiment.*

ORIENTATION.N°3

DÉVELOPPER UNE POLITIQUE CULTURELLE INTERCOMMUNALE

3A **Engager une réflexion sur la structuration d'une politique culturelle intercommunale.**

MISE EN ŒUVRE :

- *Évaluer les interconnexions possibles entre les communes et la COBAN.*
- *Cibler les projets prioritaires et budgétiser les ressources nécessaires à leur bon développement.*

ORIENTATION.N°4

POURSUIVRE LE DÉPLOIEMENT DE LA FIBRE OPTIQUE

4A **En lien avec le Département, permettre le déploiement de la fibre optique pour tous les habitants de la COBAN avant fin 2025.**

4B **Accompagner les communes pour permettre le déploiement de la fibre optique dans des conditions administratives et financières acceptables.**

Proposition émise par les élus communautaires en Séminaire Participatif

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PROJET DE TERRITOIRE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
MOBILITÉS
RESSOURCES
SOLIDARITÉS
ÉQUIPEMENTS

coban-atlantique.fr

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

ANDERNOS-LES-BAINS • ARÈS • AUDENGE • BIGANOS •
LANTON • LÈGE-CAP FERRET • MARCHEPRIME • MIOS

tél. 05 57 30 09 10 | RC B 434 804 720

PIECE N° 3

63000 CA COBAN

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

ETAT DE L'ACTIF

Compte	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	DATE ACQUISITION	DURÉE AMORTISSEMENT	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS ANTÉRIEURS	AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE	VALEUR NETTE
2031 Résultat					466 114,99	0,00	0,00	466 114,99
204132 Résultat					448 137,02	91 399,00	61 693,02	295 045,00
2041412 Résultat					2 281 358,53	412 170,67	152 090,67	1 717 097,19
2041582 Résultat					1 977 371,00	147 084,00	305 273,68	1 525 013,32
204171 Résultat					30 688,30	15 710,42	6 078,21	8 899,67
204182 Résultat					494 226,79	70 050,00	14 649,00	409 527,79
20421 Résultat					21 600,00	0,00	0,00	21 600,00
20422 Résultat					104 720,00	20 944,00	20 944,00	62 832,00
2051 Résultat					215 607,29	172 052,73	11 964,43	31 590,13
2111 Résultat					787 217,97	0,00	0,00	787 217,97
2112 Résultat					360 000,00	0,00	0,00	360 000,00
2113 Résultat					613 779,29	0,00	0,00	613 779,29
2115 Résultat					1 016 889,93	0,00	0,00	1 016 889,93
2121 Résultat					15 953,58	9 278,00	2 462,00	4 213,58
2128 Résultat					14 003 706,88	1 810 921,93	259 981,72	11 932 803,23
21318 Résultat					1 853 344,18	196 550,30	52 782,83	1 604 011,05
2135 Résultat					13 989 243,56	4 649 214,87	796 096,80	8 543 931,89
2138 Résultat					418 530,04	48 750,00	41 490,00	328 290,04
2145 Résultat					4 764,04	557,00	318,00	3 889,04
2151 Résultat					202 309,20	81 325,60	5 124,00	115 859,60
2152 Résultat					344 289,57	77 012,37	15 760,98	251 516,22
21531 Résultat					56 643,72	55 646,85	141,00	855,87
21532 Résultat					185 847,96	144 600,59	3 507,00	37 740,37
21533 Résultat					56 931,79	10 230,43	2 832,49	43 868,87
21534 Résultat					170 046,22	139 340,43	5 372,63	25 333,16
21538 Résultat					184 069,28	38 739,35	3 631,00	141 698,93
21568 Résultat					3 008,04	0,00	782,04	2 226,00
21571 Résultat					40 447,77	40 447,77	0,00	0,00
21578 Résultat					2 055 778,38	1 074 271,89	183 601,01	797 905,48
2158 Résultat					259 124,70	192 767,60	22 790,23	43 566,87
21711 Résultat					311 337,00	0,00	0,00	311 337,00
21712 Résultat					1 234 918,82	694,00	694,00	1 233 530,82
21713 Résultat					525 434,01	0,00	0,00	525 434,01
21721 Résultat					2 725,68	1 760,00	160,00	805,68
21728 Résultat					2 517,59	1 826,00	166,00	525,59
21731 Résultat					650 495,09	500,00	0,00	649 995,09
21735 Résultat					11 166,85	398,40	8 798,05	1 970,40
21751 Résultat					2 380 159,78	0,00	0,00	2 380 159,78
21752 Résultat					555 491,79	40 750,00	20 375,00	494 366,79
217534 Résultat					542 426,20	0,00	0,00	542 426,20
217538 Résultat					304 173,70	3 096,28	51 100,17	249 977,25
21757 Résultat					268 710,48	187 730,97	1 492,00	79 487,51
21758 Résultat					96 870,11	75 280,11	5 268,00	16 322,00
21782 Résultat					874 463,90	874 463,90	0,00	0,00
21788 Résultat					33 961,62	33 961,62	0,00	0,00
2182 Résultat					3 417 880,31	1 432 305,28	384 514,23	1 601 060,80
2183 Résultat					543 659,38	397 405,39	61 958,48	84 295,51
2184 Résultat					184 393,56	112 711,97	10 289,99	61 391,60
2188 Résultat					760 076,60	228 354,31	64 558,03	467 164,26
2317 Résultat					1 059 438,33	0,00	0,00	1 059 438,33
266 Résultat					135 478,00	0,00	0,00	135 478,00
27638 Résultat					25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
Grand Somme					**56 582 528,82**	**12 890 304,03**	**2 578 740,69**	**41 113 484,10**

PIECE N° 4

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le 20 mai 2022
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

ETAT DE L'ACTIF 2021

COBAN

PRINCIPAL - BUDGET PRINCIPAL

Compte: 2031 - Frais d'études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
2000-01	ETUDE DECHETERIE	31/12/2000	18 804,01	1	18 804,01	0,00	18 804,01	0,00	0,00			0,00	
098	ctrôle,suivi eaux-DL-06/04 ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE DE LEGE	16/07/2004	2 021,24	2	2 021,24	0,00	2 021,24	0,00	0,00			0,00	
099	ctrôle suivi eaux,DL-06/04 RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / COMMUNE DE LEGE	16/07/2004	6 129,50	2	6 129,50	0,00	6 129,50	0,00	0,00			0,00	
100	ETUDE DECH BIG 04/04 ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE CONTROLEE	29/11/2004	2 589,46	2	2 589,46	0,00	2 589,46	0,00	0,00			0,00	
172	Siège COBAN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/04/2005	8 974,26	1	8 974,26	0,00	8 974,26	0,00	0,00			0,00	
167	ETUDE OPTIMISATION COLLECTE	29/04/2005	74 403,16	13	74 403,16	0,00	74 403,16	0,00	0,00			0,00	
233	Etude développement économique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	19/05/2005	41 960,00	1	41 960,00	0,00	41 960,00	0,00	0,00			0,00	
233	AGDV LANTON SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE LANTON	02/06/2006	9 389,46	1	9 389,46	0,00	9 389,46	0,00	0,00			0,00	
236	AGDV LEGE/ARES SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	02/06/2006	9 156,23	1	9 156,23	0,00	9 156,23	0,00	0,00			0,00	
237	AGDV MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / Commune de Marcheprime	02/06/2006	3 801,75	1	3 801,75	0,00	3 801,75	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2031 - Frais d'études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
238	AGDV MIOS SERVICES TECHNIQUES / Commune de MIOS	02/06/2006	4 333,97	1	4 333,97	0,00	4 333,97	0,00	0,00			0,00	
332	ETUDE DEV CULT PAYS PHASE1 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/12/2007	22 245,60	5	22 245,60	0,00	22 245,60	0,00	0,00			0,00	
1000	LEVES TOPOGRAPH DOS COVOITUR AUDENGE	30/10/2012	4 485,00	2	4 485,00	0,00	4 485,00	0,00	0,00			0,00	
1005	LEVEE TOPOGRAPHIQUE CONSTRUCTION DEPOT SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ANDERNOS	20/11/2012	2 308,28	1	2 308,28	0,00	2 308,28	0,00	0,00			0,00	
1073	LEVES TOPOGRAPHIQUES DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	15/04/2013	1 387,36	2	1 387,36	0,00	1 387,36	0,00	0,00			0,00	
1185	LEVES TOPOGRAPHIQUES/DECHETERIE PRO LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	12/03/2014	636,90	2	636,90	0,00	636,90	0,00	0,00			0,00	
1270	MAITRISE D'OEUVRE GESTION EAUX PLUVIALES DECH	14/10/2014	1 920,00	2	1 920,00	0,00	1 920,00	0,00	0,00			0,00	
1320	ANNONCE AMENAGEMENT 2 PLATEFORMES POUR DEI	13/04/2015	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1332	DECHETERIE PROFESSIONNELLE DE LEGE - AMO	01/06/2015	8 760,00	2	8 760,00	0,00	8 760,00	0,00	0,00			0,00	
1381	AIRE COVOITURAGE LANTON - LEVES TOPOGRAPHIQU ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE COVOITURAGE LANTON	18/11/2015	384,00	2	384,00	0,00	384,00	0,00	0,00			0,00	
1184	EXTENSION CT DE LEGE - MAITRISE D'OEUVRE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	01/01/2016	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1458	MISSION D'ASSISTANCE POUR LA PROGRAMMATION D DIRECTION GENERALE DES SERVICES / COBAN	13/07/2016	12 840,00	1	12 840,00	0,00	12 840,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2031 - Frais d'études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1601	DIAGNOSTIC GEOTECHNIQUE DES CHAUSSEES BRETI RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - D. PAULEAU / COMMUNE	06/12/2017	3 936,00	2	3 936,00	0,00	3 936,00	0,00	0,00			0,00	
1642	ETAT DES LIEUX DU BATIMENT PRINCIPAL DE LA COBA	26/03/2018	12 816,00	2	12 816,00	0,00	12 816,00	0,00	0,00			0,00	
1654	MAITRISE D'OEUVRE AMENAGEMENT ESPACE COWOR RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - D. PAULEAU / ESPACE	12/04/2018	10 920,00	2	5 460,00	5 460,00	10 920,00	0,00	0,00			0,00	
1659	ASSISTANCE MO CREATION PISTE CYCLABLE BIGANO DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de Marcheprime	26/04/2018	15 278,76	2	8 539,00	6 739,76	15 278,76	0,00	0,00			0,00	
1666	DIAGNOSTIC DE REHABILITATION DECHARGE ANDERN ETUDES ET TRAVAUX / DECHARGE ANDERNOS	02/05/2018	17 346,00	2	17 346,00	0,00	17 346,00	0,00	0,00			0,00	
1671	DEFINITION DES BESOINS ET PROCEDURE EN MATIER DIRECTION GENERALE DES SERVICES / COBAN	02/05/2018	27 900,00	2	27 900,00	0,00	27 900,00	0,00	0,00			0,00	
1668	REAMENAGEMENT CARREFOUR ZA LA CASSADOTE BI RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - D. PAULEAU / COMMUNE	07/05/2018	4 560,00	2	4 560,00	0,00	4 560,00	0,00	0,00			0,00	
1729	ETUDES PREALABLES AMENAGEMENT PARCELLE ZAE ETUDES ET TRAVAUX / PEI BIGANOS	22/10/2018	19 270,20		0,00	0,00	0,00	0,00	19 270,20			0,00	
1768	AMO AGENCEMENT / PROGRAME SIEGE DE LA COBAN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	04/01/2019	20 460,00	2	10 230,00	10 230,00	20 460,00	0,00	0,00			0,00	
1787	ETUDES PREALABLES AMENAGEMENT PARCELLE ZAE ETUDES ET TRAVAUX / PEI BIGANOS	17/01/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1811	ETUDE FAISABILITE VOIE NOUVELLE FUTURE CASERN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	01/04/2019	7 740,00	2	3 870,00	3 870,00	7 740,00	0,00	0,00			0,00	
1873	PISTE CYCLABLE ANDERNOS QUERQUILLAS - AMO ETUDES ET TRAVAUX /	27/09/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2031 - Frais d'études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1874	ASSISTANCE MO CREATION PISTE CYCLABLE QUARTIE ETUDES ET TRAVAUX / COMMUNE AUDENGE	27/09/2019	5 640,00	2	2 820,00	2 820,00	5 640,00	0,00	0,00			0,00	
1957	PRIME CONCOURS MO REHABILITATION SIEGE DE LA (DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	31/03/2020	389 770,12		0,00	0,00	0,00	0,00	389 770,12			0,00	
2014	LEVEES TOPO NOUVEAU DEPOT AUDENGE RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / NOUVEAU DEPOT AUDENGE	26/11/2020	22 782,56		0,00	0,00	0,00	0,00	22 782,56			0,00	
2021	BC 11 : CREATION PISTE CYCLABLE LANTON COULEE V	27/11/2020	3 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00			0,00	
2020	BC 9 : MO CREATION PISTE CYCLABLE QUARTIER HOU ETUDES ET TRAVAUX /	04/12/2020	4 607,64		0,00	0,00	0,00	0,00	4 607,64			0,00	
2064	BC 4 : MISSION G2 AVP ZAE BREDOUILLE - RUE DE LA I ETUDES ET TRAVAUX / ZAC BREDOUILLE LEGE	11/05/2021	6 174,00		0,00	0,00	0,00	0,00	6 174,00			0,00	
2071	CONSTRUCTION D'UNE PASSERELLE PISTE CYCLABLE ETUDES ET TRAVAUX / COMMUNE AUDENGE	09/06/2021	4 848,00	2	0,00	0,00	0,00	0,00	4 848,00			0,00	
2079	BC 3 : PROJET DE PISCINE MUNICIPALE BIGANOS	17/08/2021	13 809,12	2	0,00	0,00	0,00	0,00	13 809,12			0,00	
1950	BC2 REFECTION RUE DE L AGNEAU ZA CARREROT BIG	10/09/2021	185,35		0,00	0,00	0,00	0,00	185,35			0,00	
2093	ASSISTANCE TECHNIQUE EN SECURITE INCENDIE ET A RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / MAISON ARES	22/09/2021	1 008,00	2	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,00			0,00	
2108	AMO PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE - TF DIRECTION DE LA MOBILITE /	07/10/2021	660,00	2	0,00	0,00	0,00	0,00	660,00			0,00	
Total du compte : 2031			829 241.93		334 007.18	29 119.76	363 126.94	0.00	466 114.99			0.00	0.00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2032 - Frais de recherche et de développement

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
383	ETUDE TABLE DE JEU /TRI SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	23/05/2008	777,40	1	777,40	0,00	777,40	0,00	0,00			0,00	
788	SITE INTERNET RECYCL DECHETS SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / SERVICE INFORMATIQUE	23/07/2010	14 292,20	5	14 292,20	0,00	14 292,20	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 2032			15 069.60		15 069.60	0.00	15 069.60	0.00	0.00			0.00	0.00

Compte: 2033 - Frais d'insertion

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
311	ANNONCE ACQUISITION BACS SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	20/07/2007	834,56	8	834,56	0,00	834,56	0,00	0,00			0,00	
727	ACQUISITION 2 VEHICULES UTILIT SERVICES TECHNIQUES / COBAN	06/04/2010	907,50	1	907,50	0,00	907,50	0,00	0,00			0,00	
838	ACQUIS COLONNES AERIEN BAV SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	20/04/2011	624,00	1	624,00	0,00	624,00	0,00	0,00			0,00	
838	ANNONCE FOURNIT COLONNES AERIE SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	15/09/2011	450,00	1	450,00	0,00	450,00	0,00	0,00			0,00	
894	ACQUISITION VEHICULE PARTICULI DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	09/01/2012	990,00	1	990,00	0,00	990,00	0,00	0,00			0,00	
930	ANNONCE ACQUIS VEH SCES ADM DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	19/04/2012	247,50	1	247,50	0,00	247,50	0,00	0,00			0,00	
931	ANNONCE ACQUIS SCES TECHNIQUES SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	19/04/2012	247,50	1	247,50	0,00	247,50	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2033 - Frais d'insertion

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
932	ANNONCE ACQUIS 8DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	19/04/2012	247,50	1	247,50	0,00	247,50	0,00	0,00			0,00	
933	ANNONCE ACQUIS VEH PRECOLLECTE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	19/04/2012	247,50	1	247,50	0,00	247,50	0,00	0,00			0,00	
937	ANNONCE ASSIST MO POLE INTERMO DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	07/05/2012	5 173,82	2	5 173,82	0,00	5 173,82	0,00	0,00			0,00	
962	PUB ACQUIS ENGIN CHARGEMENT SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	09/07/2012	720,00	1	720,00	0,00	720,00	0,00	0,00			0,00	
969	ANNONCE TRX EXTENS 3 DECHETERIES ARES LANTOI / DECHETERIES	19/07/2012	720,00	1	720,00	0,00	720,00	0,00	0,00			0,00	
986	ANNONCE ACQUIS LOGICIELS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	11/09/2012	90,00	1	90,00	0,00	90,00	0,00	0,00			0,00	
1042	ANNONCE POUR CHARGEUSE CT MIOS AFFAIRES JURIDIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	05/02/2013	322,92	1	322,92	0,00	322,92	0,00	0,00			0,00	
1118	ANNONCE FOURNITURE BACS ROULANTS AFFAIRES JURIDIQUES /	18/03/2013	1 614,60	1	1 614,60	0,00	1 614,60	0,00	0,00			0,00	
1083	ANNONCE TRAVAUX DE PORTAILS ET CLOTURES DIVE AFFAIRES JURIDIQUES /	29/04/2013	107,64	1	107,64	0,00	107,64	0,00	0,00			0,00	
1091	ANNONCE BOAMP ACQUISITION ET LIVRAISON VEHICU AFFAIRES JURIDIQUES /	06/05/2013	53,82	1	53,82	0,00	53,82	0,00	0,00			0,00	
1092	ANNONCE BOAMP ACQUISITION ET LIVRAISON VEHICU AFFAIRES JURIDIQUES /	06/05/2013	53,82	1	53,82	0,00	53,82	0,00	0,00			0,00	
1099	ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	04/06/2013	53,82	2	53,82	0,00	53,82	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2033 - Frais d'insertion

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1100	ACQUISITION D'UN PHOTOCOPIEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	04/06/2013	53,82	2	53,82	0,00	53,82	0,00	0,00			0,00	
1128	ANNONCE TRX VOIRIE ET RESEAUX SUR DECHETERIE AFFAIRES JURIDIQUES /	29/08/2013	1 506,96	2	1 506,96	0,00	1 506,96	0,00	0,00			0,00	
1155	ANNONCE TRAVAUX EXTENSION DECHETERIE AUDEN AFFAIRES JURIDIQUES /	12/11/2013	861,12	2	861,12	0,00	861,12	0,00	0,00			0,00	
1171	ANNONCE FOURNITURE MURS AUTOPORTEURS POUF AFFAIRES JURIDIQUES /	10/02/2014	1 044,00	1	1 044,00	0,00	1 044,00	0,00	0,00			0,00	
1266	ANNONCE REALISATION TVX D' ISOLATION ADGV	26/09/2014	108,00	2	108,00	0,00	108,00	0,00	0,00			0,00	
1268	ANNONCE ACQ. 2 VEHICULES LEGERS	06/10/2014	108,00	2	108,00	0,00	108,00	0,00	0,00			0,00	
1269	AVIS APPEL D'OFFRES - TVX ISOLATION LOCAUX TECH	10/10/2014	1 848,00	2	1 848,00	0,00	1 848,00	0,00	0,00			0,00	
1274	ANNONCE MARCHE TVX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVE	27/10/2014	864,00	2	864,00	0,00	864,00	0,00	0,00			0,00	
1275	ANNONCE TVX REPRISE COUVERTURE DOME DECHAF	28/10/2014	864,00	2	864,00	0,00	864,00	0,00	0,00			0,00	
1290	ANNONCE ACQ. ET LIVRAISON 2 VEHICULES LEGERS	29/01/2015	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1301	ANNONCE POUR ACQ. LOGICIEL DE GESTION DES ADS	13/02/2015	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1299	ANNONCE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS	20/02/2015	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2033 - Frais d'insertion

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1367	AMENAGEMENT PLATEFORMES EN VOIRIE LOURDE	07/09/2015	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1368	FRE BENNES A ORDURES MENAGERES AVEC LEVE CC	07/09/2015	108,00	2	108,00	0,00	108,00	0,00	0,00			0,00	
1369	ANNONCE REALISATION TVX D'ISOLATION LOCAUX TE	07/09/2015	108,00	2	108,00	0,00	108,00	0,00	0,00			0,00	
1506	ANNONCE MARCHE BACS ROULANTS AFFAIRES JURIDIQUES / COBAN	27/02/2017	1 584,90	2	1 584,90	0,00	1 584,90	0,00	0,00			0,00	
1545	ANNONCE MARCHE TRAVAUX DE VOIRIE DECHETERIE AFFAIRES JURIDIQUES / COBAN	12/06/2017	864,00	2	864,00	0,00	864,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 2033			23 629.30		23 629.30	0.00	23 629.30	0.00	0.00			0.00	0.00

Compte: 204132 - Départements - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1199	PARTICIPATION PARKING DE COVOITURAGE 65 PLACE	30/04/2014	21 941,25	5	21 941,25	0,00	21 941,25	0,00	0,00			0,00	
1338	PARTICIPATION PARKING COVOITURAGE 65 PLACES A	09/06/2015	41 309,21	5	41 309,21	0,00	41 309,21	0,00	0,00			0,00	
1439	PARTICIPATION AMENAGEMENT AIRE COVOITURAGE M DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	29/03/2016	47 894,14	5	18 973,56	28 920,58	47 894,14	0,00	0,00			0,00	
1453	PARTICIPATION REALISATION CARREFOUR GIRATOIRE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	09/06/2016	35 100,00	5	28 080,00	7 020,00	35 100,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 204132 - Départements - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1510	AMENAGEMENT PARKING QUERQUILLAS ANDERNOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ANDERNOS	13/03/2017	50 998,95	15	10 200,00	3 400,00	13 600,00	0,00	37 398,95			0,00	
1647	PARTICIPATION REALISATION CARREFOUR GIRATOIRE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	23/03/2018	44 488,88	5	17 796,00	8 898,00	26 694,00	0,00	17 794,88			0,00	
1705	PARTICIPATION AMENAGEMENT PARKING COVOITURA DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	29/08/2018	117 069,60	5	46 828,00	23 414,00	70 242,00	0,00	46 827,60			0,00	
1745	RD3/A660 - PARTICIPATION EXTENSION AIRE DE COVO DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE COVOIRUTAGE MIOS	27/11/2018	24 000,00	5	9 600,00	4 800,00	14 400,00	0,00	9 600,00			0,00	
1746	RD5/A63 - PARTICIPATION EXTENSION AIRE DE COVOIT DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE COVOITBIGANOS	27/11/2018	34 874,73	5	6 975,00	6 975,00	13 950,00	0,00	20 924,73			0,00	
1909	RD3/A660 - PARTICIPATION EXTENSION AIRE DE COVO DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	02/01/2020	71 030,10	5	0,00	14 206,02	14 206,02	0,00	56 824,08			0,00	
2066	PARTICIPATION AIRE DE COVOITURAGE ECHANGEUR A	04/05/2021	58 424,76	5	0,00	0,00	0,00	0,00	58 424,76			0,00	
2067	PARTICIPATION AIRE DE COVOITURAGE MIOS ECHANG	09/06/2021	27 750,00	5	0,00	0,00	0,00	0,00	27 750,00			0,00	
2081	PARTICIPATION AIRE DE COVOITURAGE 28 PLACES RD	03/08/2021	19 500,00	5	0,00	0,00	0,00	0,00	19 500,00			0,00	
Total du compte : 204132			594 381.62		201 703.02	97 633.60	299 336.62	0.00	295 045.00			0.00	0.00

Compte: 2041412 - Communes du GFP - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2041412 - Communes du GFP - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1060	PARTICIPATION 2012 TRAITEMENT DES LIXIVIATS CET A FINANCES /	26/02/2013	44 578,67	15	20 804,00	2 972,00	23 776,00	0,00	20 802,67			0,00	
1147	PART. REFECTION DESSERTE CENTRE DE TRANSFER FINANCES /	08/11/2013	30 000,00	5	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00			0,00	
1200	PART. AMELIORATION DESSERTE INTERNET QUARTIEI DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	21/01/2014	8 150,00	5	8 150,00	0,00	8 150,00	0,00	0,00			0,00	
1172	PARTICIPATION 2013 TRAITEMENT LIXIVIATS CET AUDE FINANCES /	17/02/2014	96 061,06	15	38 424,00	6 404,00	44 828,00	0,00	51 233,06			0,00	
1302	PARTICIPATION 2014 TRAITEMENT LIXIVIATS CET AUDE	10/03/2015	82 160,53	15	27 385,00	5 477,00	32 862,00	0,00	49 298,53			0,00	
1424	PARTICIPATION 2015 TRAITEMENT LIXIVIATS CET AUDE FINANCES /	01/03/2016	59 695,56	5	47 756,00	11 939,56	59 695,56	0,00	0,00			0,00	
1445	FONDS DE CONCOURS - CONSTRUCTION ECOLE ELEM DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	10/05/2016	378 000,00	5	302 400,00	75 600,00	378 000,00	0,00	0,00			0,00	
1498	PARTICIPATION 2016 TRAITEMENT LIXIVIATS CET AUDE FINANCES /	16/03/2017	23 785,07	15	4 758,00	1 586,00	6 344,00	0,00	17 441,07			0,00	
1504	FONDS DE CONCOURS - CONSTRUCTION ECOLE ELEM FINANCES /	23/03/2017	378 000,00	15	75 600,00	25 200,00	100 800,00	0,00	277 200,00			0,00	
1582	FONDS DE CONCOURS - CONSTRUCTION GROUPE SC DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	24/10/2017	500 000,00	15	99 999,00	33 333,00	133 332,00	0,00	366 668,00			0,00	
1690	FONDS DE CONCOURS - CONSTRUCTION GROUPE SC DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	19/07/2018	400 000,00	15	53 334,00	26 667,00	80 001,00	0,00	319 999,00			0,00	
1728	PARTICIPATION EXTENSION LYCEE PROFESSIONNEL - DIRECTION GENERALE DES SERVICES / LYCEE PROFESSIONNEL BIGANOS	22/10/2018	135 000,00	15	18 000,00	9 000,00	27 000,00	0,00	108 000,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2041412 - Communes du GFP - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1736	FONDS DE CONCOURS - CONSTRUCTION ECOLE ELEM DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	26/11/2018	504 000,00	15	67 200,00	33 600,00	100 800,00	0,00	403 200,00			0,00	
1886	FONDS DE CONCOURS - CONSTRUCTION GROUPE SC	14/11/2019	100 000,00	15	6 666,67	6 666,67	13 333,34	0,00	86 666,66			0,00	
2003	PISTE CYCLABLE MARCHEPRIME BIARD - PARTICIPATI	24/09/2020	17 773,20	15	0,00	1 185,00	1 185,00	0,00	16 588,20			0,00	
Total du compte : 2041412			2 757 204.09		800 476.67	239 630.23	1 040 106.90	0.00	1 717 097.19			0.00	0.00

Compte: 2041582 - Autres groupements - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1879	PARTICIPATION CONSTRUCTION C.I.S. DE BIGANOS SE DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	14/11/2019	735 420,00	5	147 084,00	147 084,00	294 168,00	0,00	441 252,00			0,00	
2013	PARTICIPATION CONSTRUCTION C.I.S. DE BIGANOS - A DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	16/11/2020	790 948,40	5	0,00	158 189,68	158 189,68	0,00	632 758,72			0,00	
2076	PARTICIPATION CONSTRUCTION C.I.S. DE BIGANOS SE	20/07/2021	451 002,60	5	0,00	0,00	0,00	0,00	451 002,60			0,00	
Total du compte : 2041582			1 977 371.00		147 084,00	305 273.68	452 357.68	0,00	1 525 013.32			0.00	0.00

Compte: 204171 - Autres EPL - Biens mobiliers, matériel et études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1508	INSTALLATION BRVE -AUDENGE PARKING HORTENSIA DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE AUDENGE	20/03/2017	224,25	15	45,00	15,00	60,00	0,00	164,25			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 204171 - Autres EPL - Biens mobiliers, matériel et études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1509	INSTALLATION BRVE - AUDENGE PARKING MAIRIE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE AUDENGE	20/03/2017	224,25	15	45,00	15,00	60,00	0,00	164,25			0,00	
1570	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de MIOS	29/09/2017	1 573,97	1	1 573,97	0,00	1 573,97	0,00	0,00			0,00	
1571	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de Marcheprime	29/09/2017	215,81	1	215,81	0,00	215,81	0,00	0,00			0,00	
1572	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE BIGANOS	29/09/2017	1 635,96	1	1 635,96	0,00	1 635,96	0,00	0,00			0,00	
1573	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE LANTON	29/09/2017	1 563,69	1	1 563,69	0,00	1 563,69	0,00	0,00			0,00	
1574	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE BIGANOS	29/09/2017	1 617,07	1	1 617,07	0,00	1 617,07	0,00	0,00			0,00	
1575	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ARES	29/09/2017	3 184,78	1	3 184,78	0,00	3 184,78	0,00	0,00			0,00	
1576	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ARES	29/09/2017	3 225,02	1	3 225,02	0,00	3 225,02	0,00	0,00			0,00	
1577	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE DE LEGE	29/09/2017	3 248,38	1	3 248,38	0,00	3 248,38	0,00	0,00			0,00	
1583	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE LANTON	03/11/2017	1 623,00	5	975,00	325,00	1 300,00	0,00	323,00			0,00	
1600	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE DE LEGE	01/12/2017	3 219,27	5	1 932,00	644,00	2 576,00	0,00	643,27			0,00	
1602	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE DE LEGE	12/12/2017	9 948,81	5	5 970,00	1 990,00	7 960,00	0,00	1 988,81			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 204171 - Autres EPL - Biens mobiliers, matériel et études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1603	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ANDERNOS	12/12/2017	2 822,52	5	1 695,00	565,00	2 260,00	0,00	562,52			0,00	
1625	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ANDERNOS	06/02/2018	448,90	1	448,90	0,00	448,90	0,00	0,00			0,00	
1626	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de Marcheprime	06/02/2018	1 632,26	1	1 632,26	0,00	1 632,26	0,00	0,00			0,00	
1623	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / PEI BIGANOS	14/02/2018	1 412,46	5	564,00	282,00	846,00	0,00	566,46			0,00	
1648	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de Marcheprime	03/04/2018	1 400,95	5	560,00	280,00	840,00	0,00	560,95			0,00	
1649	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE BIGANOS	03/04/2018	224,45	1	224,45	0,00	224,45	0,00	0,00			0,00	
1664	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - ECHANGEUR LE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de MIOS	24/04/2018	6 724,93	1	6 724,93	0,00	6 724,93	0,00	0,00			0,00	
1683	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - SELON DELIB. 47 DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ANDERNOS	21/06/2018	14 399,68	1	14 399,68	0,00	14 399,68	0,00	0,00			0,00	
1691	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - ECHANGEUR LE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / Commune de MIOS	13/07/2018	6 536,07	5	2 614,42	1 307,21	3 921,63	0,00	2 614,44			0,00	
1692	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - PORT OSTREICC DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ANDERNOS	13/07/2018	3 276,72	5	1 310,00	655,00	1 965,00	0,00	1 311,72			0,00	
1893	PARTICIPATION INSTALLATION BRVE - RACCORD ENED DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	25/11/2019	188,83	1	188,83	0,00	188,83	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 204171			70 572.03		55 594.15	6 078.21	61 672.36	0.00	8 899.67			0.00	0.00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 204172 - Autres EPL - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1028	PART. INSTALLATION NOEUD RACCORDEMENT DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	07/01/2013	8 150,00	5	8 150,00	0,00	8 150,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 204172			8 150.00		8 150.00	0.00	8 150.00	0.00	0.00			0,00	0.00

Compte: 204173 - Autres EPL - Projets d'infrastructures d'intérêt national

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
756	ADHES + PART INVESTISSEM 2010 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/04/2010	37 500,00	1	37 500,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00			0,00	
756	CONTRIBUTION PARTENARIAT 2011 SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / 8 COMMUNES	20/04/2011	37 500,00	1	37 500,00	0,00	37 500,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 204173			75 000.00		75 000.00	0.00	75 000.00	0.00	0.00			0.00	0.00

Compte: 204182 - Autres org publics - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1324	PARTICIPATION REALISATION PEI BIGANOS - ACPTE 1 I	26/05/2015	6 929,85	5	6 929,85	0,00	6 929,85	0,00	0,00			0,00	
1606	PARTICIPATION REALISATION PEI BIGANOS - TVX SOUS FINANCES / PEI BIGANOS	05/12/2017	17 489,85	5	10 494,00	3 498,00	13 992,00	0,00	3 497,85			0,00	
1684	PARTICIPATION REALISATION PEI BIGANOS - TVX SOUS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / PEI BIGANOS	25/06/2018	38 940,30	5	15 576,00	7 788,00	23 364,00	0,00	15 576,30			0,00	
1744	RACCORDEMENT FIBRE OPTIQUE CAASI ANDERNOS DIRECTION GENERALE DES SERVICES / COBAN	27/11/2018	63 382,04	5	25 352,00	12 676,00	38 028,00	0,00	25 354,04			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 204182 - Autres org publics - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1853	PARTICIPATION DEPLOIEMENT TRES HAUT DEBIT - EXE	16/07/2019	93 142,00	30	3 105,00	3 105,00	6 210,00	0,00	86 932,00			0,00	
1962	PARTICIPATION DEPLOIEMENT TRES HAUT DEBIT - EXE	21/04/2020	93 142,00	30	0,00	3 105,00	3 105,00	0,00	90 037,00			0,00	
2041	PARTICIPATION 2020 GEMAPI ENG 1099	14/01/2021	88 207,76	5	0,00	0,00	0,00	0,00	88 207,76			0,00	
2058	PARTICIPATION DEPLOIEMENT TRES HAUT DEBIT - EXE	19/04/2021	93 142,00	30	0,00	0,00	0,00	0,00	93 142,00			0,00	
2077	PARTICIPATION REALISATION PEI BIGANOS	28/07/2021	6 780,84	5	0,00	0,00	0,00	0,00	6 780,84			0,00	
Total du compte : 204182			501 156.64		61 456.85	30 172.00	91 628.85	0.00	409 527.79			0.00	0.00

Compte: 20421 - Privé - Biens mobiliers, matériel et études

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2075	PARTICIPATION ACQUISITION VAE - SELON DELIBERAT	19/07/2021	21 600,00	10	0,00	0,00	0,00	0,00	21 600,00			0,00	
Total du compte : 20421			21 600.00		0,00	0.00	0.00	0,00	21 600.00			0.00	0.00

Compte: 20422 - Privé - Bâtiments et installations

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1887	SUBVENTION EXCEPTIONNELLE SELON ART. 4.3.3 DU DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	08/11/2019	104 720,00	5	20 944,00	20 944,00	41 888,00	0,00	62 832,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Total du compte : 20422	104 720.00		20 944.00	20 944.00	41 888.00	0.00	62 832.00		0.00	0.00

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
135	Logiciel Auto Cad LT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / ADMINISTRATION TECHNIQUE	13/07/2005	1 512,94	2	1 512,94	0,00	1 512,94	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
154	Logiciel version multiposte DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	19/08/2005	5 920,20	2	5 920,20	0,00	5 920,20	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
162	Antivirus Bitdefender 5 postes DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	20/12/2005	489,16	2	489,16	0,00	489,16	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
259	Logiciel GESBAC - Serv Techniq SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	25/04/2006	4 305,60	2	4 305,60	0,00	4 305,60	0,00	0,00			0,00	
267	Concept/Réalis.site Internet SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / SERVICE ADMINISTRATIF	18/05/2006	12 139,40	2	12 139,40	0,00	12 139,40	0,00	0,00			0,00	
274	Solution ANTIVIRUS BITDEFENDER DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/08/2006	3 513,85	2	3 513,85	0,00	3 513,85	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
293	SERVEUR MESSAGERIE COLLABORATIVE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	05/02/2007	1 698,32	2	1 698,32	0,00	1 698,32	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
294	IMPORT FICHIERS DISTRIBUTION BACS SERVICES TECHNIQUES / SERVICE ADMINISTRATIF	05/02/2007	2 152,80	2	2 152,80	0,00	2 152,80	0,00	0,00			0,00	
297	LOGICIELS SCANSOFT-OFFICE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRES TRANSFERT	04/04/2007	386,31	2	386,31	0,00	386,31	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
305	LOGICIEL PORTABLE AGENDA 21 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	22/06/2007	352,82	2	352,82	0,00	352,82	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
343	LOGICIEL POWERPOINT SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	21/02/2008	306,18	2	306,18	0,00	306,18	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
353	IMPORT FICHIERS DISTR BACSVERR SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	10/03/2008	2 631,20	2	2 631,20	0,00	2 631,20	0,00	0,00			0,00	
417	PUB FOURN LOGICIEL RED SPE SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	20/08/2008	55,00	2	55,00	0,00	55,00	0,00	0,00			0,00	
435	SECURIS INTEGR LOC REDEV REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	16/10/2008	2 924,22	2	2 924,22	0,00	2 924,22	0,00	0,00			0,00	
479	LICENCE 1 SERVER WINDOWS 2008 REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	11/12/2008	920,92	2	920,92	0,00	920,92	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
482	LOGICIEL GESTION REDEV SPECIAL REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	09/01/2009	29 256,31	2	29 256,31	0,00	29 256,31	0,00	0,00			0,00	
483	LOGICIEL INTERFACE MAGISTER REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	09/01/2009	299,00	2	299,00	0,00	299,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
539	LOGICIELS ANTIVIRUS SERV+29 PO DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/04/2009	3 013,92	2	3 013,92	0,00	3 013,92	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
599	LICENCE OFFICE 2007 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/07/2009	352,82	2	352,82	0,00	352,82	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
600	SOLUTION SECURIS SERVEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/07/2009	3 060,56	2	3 060,56	0,00	3 060,56	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
675	LICENCES SUPPL SERVEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	29/10/2009	233,22	2	233,22	0,00	233,22	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
715	LOGICIEL SYSTEME GESTION TEMPS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	12/03/2010	1 679,78	2	1 679,78	0,00	1 679,78	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
839BIS	LOGIC WINDOWS 08 SERVEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	20/04/2011	3 129,93	2	3 129,93	0,00	3 129,93	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
879	LOGICIELS MICROSOFT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2011	233,22	2	233,22	0,00	233,22	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
876	ACQUISITION MATERIEL INFORMATI DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	23/03/2012	1 170,59	2	1 170,59	0,00	1 170,59	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
924	MICROSOFT PUBLISHER 2010 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/04/2012	749,17	2	749,17	0,00	749,17	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
925	LOGICIELS ANTI VIRUS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/04/2012	3 277,64	2	3 277,64	0,00	3 277,64	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
929	MISE A JOUR LOGICIEL GESBAC SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	19/04/2012	5 740,80	2	5 740,80	0,00	5 740,80	0,00	0,00			0,00	
935	LICENCE AUTOCAD LT 2012 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	20/04/2012	3 306,94	2	3 306,94	0,00	3 306,94	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
985	OFFICE FAMILLE PTE ENTREP MICR SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	11/09/2012	208,69	2	208,69	0,00	208,69	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
988	SOLUTION VPN NOMADE/PORTABLE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	17/09/2012	94,24	2	94,24	0,00	94,24	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
990	SAUVEGARDE SOLUTION SECURISEE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	17/09/2012	1 306,03	2	1 306,03	0,00	1 306,03	0,00	0,00			0,00	
1013	ACOMPTE/LOGICIEL FINANCES FINANCES / SERVICE ADMINISTRATIF	12/12/2012	7 893,60	2	7 893,60	0,00	7 893,60	0,00	0,00			0,00	
1012	AUGMENTATION MEMOIRE PC ET SERVEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	13/12/2012	698,46	2	698,46	0,00	698,46	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1030	FORMATION INITIALE DU 14/12/2012 SUITE INSTALLATI FINANCES / SERVICE ADMINISTRATIF	07/01/2013	1 596,66	2	1 596,66	0,00	1 596,66	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1041	PACKAGE DE BASE ACQUISITION LOGICIEL RESSOURC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	12/02/2013	3 302,16	3	3 302,16	0,00	3 302,16	0,00	0,00			0,00	
1054	MISE EN PLACE COMPTAGE USAGERS DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	04/03/2013	37 128,62	2	37 128,62	0,00	37 128,62	0,00	0,00			0,00	
1068	SOLUTION COVOITURAGE PERSONNALISEE PORTAIL I DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/04/2013	4 664,40	2	4 664,40	0,00	4 664,40	0,00	0,00			0,00	
1071	LOGICIEL INSITO GESTION ACTIVE DE DETTE + DROIT FINANCES /	24/04/2013	3 348,80	2	3 348,80	0,00	3 348,80	0,00	0,00			0,00	
1097	PACK OFFICE 2013 ELODIE LORENZO RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	16/05/2013	258,81	2	258,81	0,00	258,81	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1106	LOGICIEL INSITO GESTION ACTIVE DE DETTE + DROIT FINANCES /	10/06/2013	3 348,80	2	3 348,80	0,00	3 348,80	0,00	0,00			0,00	
1129	8 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2013 - WORD- EXCEL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	19/08/2013	2 592,93	2	2 592,93	0,00	2 592,93	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1166	SOLDE DU PACKAGE DE BASE LOGICIEL FINANCES AV FINANCES /	04/02/2014	5 908,24	2	5 908,24	0,00	5 908,24	0,00	0,00			0,00	
1196	MATERIEL INFORMATIQUE ET LICENCES DECHETERIE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	31/03/2014	249,00	2	249,00	0,00	249,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1206	INSTALLATION LICENCE VPN SUR PC DECHETERIE PR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	14/04/2014	348,80	2	348,80	0,00	348,80	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1203	MODERNISATION SYSTEME GESTION PESEES DU CT M RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	24/04/2014	6 897,60	2	6 897,60	0,00	6 897,60	0,00	0,00			0,00	
1204	INSTALLATION SYSTEME PESEES DECHET PRO LEGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	24/04/2014	1 900,00	2	1 900,00	0,00	1 900,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1246	INDICATEUR IDE 250 POUR CAPTEUR ANALOGIQUE PC	21/07/2014	1 386,00	2	1 386,00	0,00	1 386,00	0,00	0,00			0,00	
1251	10 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2013 HOME AND BU	21/07/2014	3 348,00	2	3 348,00	0,00	3 348,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1244	INSTALLATION SYSTEME PESEES CT LEGE - LOGICIEL	23/07/2014	2 130,00	2	2 130,00	0,00	2 130,00	0,00	0,00			0,00	
1262	INSTALLATION APPLICATIONS BL 3 POSTES - SYSTEME	02/09/2014	428,00	2	428,00	0,00	428,00	0,00	0,00			0,00	
1265	LICENCE RDS DECHETERIE PRO LEGE - INSTALLATION	04/09/2014	404,60	2	404,60	0,00	404,60	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1280	REACTIVATION SYSTEME SUITE CRASH DU DISQUE PC	03/11/2014	3 060,00	2	3 060,00	0,00	3 060,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1334	7 LICENCES MICROSOFT OFFICE 2013 HOM%E AND BU RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	01/06/2015	1 596,00	2	1 596,00	0,00	1 596,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1361	LOGICIEL INVISEO 2015 FINANCES / SERVICE ADMINISTRATIF	17/07/2015	3 000,00	2	3 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00			0,00	
1365	LOGICIEL DE GESTION DU TEMPS DE TRAVAIL RESSOURCES HUMAINES / SERVICE ADMINISTRATIF	26/08/2015	4 860,00	2	4 860,00	0,00	4 860,00	0,00	0,00			0,00	
1366	AUTODESK AUTOCAD LT2016 - SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	03/09/2015	1 440,00	2	1 440,00	0,00	1 440,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1374	FRE ET MISE EN OEUVRE DU LOGICIEL DES ADS - PAR AFFAIRES JURIDIQUES / SERVICE ADS	05/10/2015	14 137,20	2	14 137,20	0,00	14 137,20	0,00	0,00			0,00	
1442	SOLUTION DE SECURITE STORMSHIELD SN 300 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/03/2016	1 280,10	2	1 280,10	0,00	1 280,10	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1443	SOLUTION DE SECURITE STORMSHIELD SN 300 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/03/2016	188,70	2	188,70	0,00	188,70	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1431	FRE ET MISE EN OEUVRE DU LOGICIEL DES ADS - SOL AFFAIRES JURIDIQUES / SERVICE ADS	05/04/2016	1 756,80	2	1 756,80	0,00	1 756,80	0,00	0,00			0,00	
1449	LOGICIELS ADOBE CREATIVE CLOUD RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	23/05/2016	1 679,04	2	1 679,04	0,00	1 679,04	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1461	LICENCE OFFICE 2016 HOME AND BUSINESS - F. ROY RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/07/2016	262,80	2	262,80	0,00	262,80	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1462	3 LOGICIELS XMIND PRO RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/07/2016	352,44	2	352,44	0,00	352,44	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1471	LOGICIEL OFFICE FAMILLE PETITE ENTREPRISE SCE D RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	19/09/2016	274,80	2	274,80	0,00	274,80	0,00	0,00			0,00	
1473	LICENCE RDS POUR TELETRAVAIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	20/09/2016	915,29	2	915,29	0,00	915,29	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1511	LOGICIEL ACROBAT PRO M. OSPITAL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	30/03/2017	253,50	1	253,50	0,00	253,50	0,00	0,00			0,00	
1524	LICENCE RDS POUR TELETRAVAIL S. DEPREISSAT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	25/04/2017	255,29	1	255,29	0,00	255,29	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1538	MODULE WEBUSAGERS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	02/06/2017	1 800,00	2	1 800,00	0,00	1 800,00	0,00	0,00			0,00	
1569	LICENCE PACK OFFICE POUR TABLETTE PRESIDENT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	18/09/2017	274,90	1	274,90	0,00	274,90	0,00	0,00			0,00	
1588	AUTODESK L. PLANCHAIS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	20/10/2017	1 026,00	2	1 026,00	0,00	1 026,00	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1590	LICENCE PUBLISHER SERVICE COM RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	15/11/2017	122,40	1	122,40	0,00	122,40	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1591	LICENCE PUBLISHER SERVICE ADT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	15/11/2017	122,40	1	122,40	0,00	122,40	0,00	0,00	T	16/11/2021	0,00	
1594	7 LICENCES OFFICE 2016 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	15/11/2017	1 747,20	2	1 747,20	0,00	1 747,20	0,00	0,00			0,00	
1567	DEVELOPPEMENT LOGICIEL GESBAC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	31/12/2017	1 526,20	2	1 526,20	0,00	1 526,20	0,00	0,00			0,00	
1619	ACQUISITION 2 PACKS OFFICE F. DURAND ET SECRET. RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	26/01/2018	483,67	1	483,67	0,00	483,67	0,00	0,00			0,00	
1687	LICENCE PUBLISHER OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	04/07/2018	596,88	2	596,88	0,00	596,88	0,00	0,00			0,00	
1694	LOGICIELS ADOBE CREATIVE ET ACROBAT PRO SERVI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	17/07/2018	2 448,00	2	2 448,00	0,00	2 448,00	0,00	0,00			0,00	
1707	LICENCE OPEN OFFICE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	29/08/2018	682,56	2	682,56	0,00	682,56	0,00	0,00			0,00	
1761	ACQUISITION DE 4 LICENCES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	28/01/2019	1 646,93	2	823,00	823,93	1 646,93	0,00	0,00			0,00	
1800	PACK OFFICE MAC V. TORRES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	11/02/2019	389,40	1	389,40	0,00	389,40	0,00	0,00			0,00	
1821	PACK OFFICE 2019 F. ROY RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/04/2019	389,40	1	389,40	0,00	389,40	0,00	0,00			0,00	
1836	NUMERISATEURS + LICENCES ESPACE CO-WORKING I RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COWORKING LANTON	03/06/2019	7 203,41	2	3 602,00	3 601,41	7 203,41	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1844	2 PACKS OFFICE POUR OT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	24/06/2019	1 557,60	2	779,00	778,60	1 557,60	0,00	0,00			0,00	
1848	ACQUISITION 2 PACKS OFFICE SERVICE BATIMENT ET RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/06/2019	389,40	1	389,40	0,00	389,40	0,00	0,00			0,00	
1866	4 PACKS OFFICE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	13/08/2019	1 557,59	2	779,00	778,59	1 557,59	0,00	0,00			0,00	
1900	2 LICENCES PACK OFFICE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	09/12/2019	778,80	2	389,40	389,40	778,80	0,00	0,00			0,00	
1907	LICENCE E.MAGNUS POUR BUDGET EAU POTABLE FINANCES / SERVICE EAU POTABLE	23/12/2019	4 356,00	2	0,00	2 178,00	2 178,00	0,00	2 178,00			0,00	
1910	LICENCE OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	31/12/2019	389,40	1	0,00	389,40	389,40	0,00	0,00			0,00	
1911	PC SERVICE PETITE ENFANCE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE PETITE ENFANCE	31/12/2019	389,40	1	0,00	389,40	389,40	0,00	0,00			0,00	
1927	LICENCE NOUVEL AGENT MP PONS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE EAU POTABLE	06/02/2020	389,40	1	0,00	389,40	389,40	0,00	0,00			0,00	
1928	LICENCE NOUVEL AGENT ETUDES ET TRAVAUX RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	06/02/2020	389,40	1	0,00	389,40	389,40	0,00	0,00			0,00	
1953	APPLICATION GESBAC MOBILE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COBAN	25/03/2020	2 935,00	2	0,00	1 467,50	1 467,50	0,00	1 467,50			0,00	
1958	2 PACKS OFFICE OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	27/03/2020	778,80	2	0,00	389,40	389,40	0,00	389,40			0,00	
2051	LOGICIEL AGDE6 RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - D. PAULEAU /	03/05/2021	1 674,00	2	0,00	0,00	0,00	0,00	1 674,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2051 - Concessions et droits similaires

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2072	11 + 2 LICENCES OPEN GOUV-OFFICE STANDARD	09/06/2021	5 742,83	2	0,00	0,00	0,00	0,00	5 742,83			0,00	
2111	LOGICIEL INSTRUCTION DROIT DES SOLS EN VUE DE I	15/11/2021	20 138,40	2	0,00	0,00	0,00	0,00	20 138,40			0,00	
Total du compte : 2051			281 492.59		237 938.03	11 964.43	249 902.46	0.00	31 590.13			0.00	0.00

Compte: 2111 - Terrains nus

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
96_02	TERRAIN CE256 - DECHARGE MIOS	31/12/1996	9 111,02		0,00	0,00	0,00	0,00	9 111,02			0,00	
83-01	DECHARGE MIOS C9549 / DECHARGE DE MIOS	20/11/2007	98 779,05		0,00	0,00	0,00	0,00	98 779,05			0,00	
1387	PEI MARCHEPRIME - ACQ. A LA SNCF DE LA PARCELLE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / PEI MARCHEPRIME	05/01/2016	44 939,92		0,00	0,00	0,00	0,00	44 939,92			0,00	
1447	ACQ. PARTIE PARCELLE D3026p - LIEU-DIT "LESCOURR ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	30/05/2016	3 682,41		0,00	0,00	0,00	0,00	3 682,41			0,00	
1589	TERRAIN CONSTRUCTION CENTRE INCENDIE SECOUR	29/11/2017	443,00		0,00	0,00	0,00	0,00	443,00			0,00	
1616	ACQ. TERRAIN CONSTRUCTION CENTRE INCENDIE SE DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	05/02/2018	407 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	407 000,00			0,00	
1786	BORNAGE DOMAINE DES COLONIES FINANCES / COBAN	17/01/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2111 - Terrains nus

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1804	ACQ. PARCELLE BO20 BIGANOS - SELON DELIB. 67-201	29/03/2019	223 262,57		0,00	0,00	0,00	0,00	223 262,57			0,00	
Total du compte : 2111			787 217,97		0,00	0,00	0,00	0,00	787 217,97			0,00	0,00

Compte: 2112 - Terrains de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1748	ACQ. PARKING SIEGE COBAN FINANCES /	12/12/2018	360 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00			0,00	
Total du compte : 2112			360 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00			0,00	0,00

Compte: 2113 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
177-2113	Réhabilitation décharge d'Arès SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ARES	05/07/2005	16 338,10	5	0,00	0,00	0,00	0,00	16 338,10			0,00	
152-2113	CREATION DECHETERIE MARCHEPRIME - FRAIS D'ETU / DECHETERIE MARCHEPRIME	29/07/2005	26 091,86		0,00	0,00	0,00	0,00	26 091,86			0,00	
175	Réhabilitation décharge Andernos SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ANDERNOS	24/11/2005	11 729,17		0,00	0,00	0,00	0,00	11 729,17			0,00	
176-2113	Réhabilitation décharge Biganos SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	24/11/2005	19 358,93	5	0,00	0,00	0,00	0,00	19 358,93			0,00	
228	Parution BOAMP - Portiques de SERVICES TECHNIQUES / COBAN	31/03/2006	100,00		0,00	0,00	0,00	0,00	100,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2113 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
232-2113	AGDV ANDERNOS / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	31/03/2006	21 344,72		0,00	0,00	0,00	0,00	21 344,72			0,00	
234-2113	AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE AUDENGE	02/06/2006	14 563,95	5	0,00	0,00	0,00	0,00	14 563,95			0,00	
234-2113	AGDV BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	02/06/2006	14 962,22	5	0,00	0,00	0,00	0,00	14 962,22			0,00	
229-2113	APPEL D OFFRES PROCEDURE LABELLISATION DES D	24/10/2006	904,18		0,00	0,00	0,00	0,00	904,18			0,00	
312	ANNONCE ACQUISITION GARDE CORPS DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	25/07/2007	917,09		0,00	0,00	0,00	0,00	917,09			0,00	
337	DECHET AUDENGE PLAN TOPO/BORN RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	05/02/2008	1 375,40		0,00	0,00	0,00	0,00	1 375,40			0,00	
176-2113	REHABILITATION DECHARGE BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	01/04/2008	1 532,79	5	0,00	0,00	0,00	0,00	1 532,79			0,00	
176-2113	REHABILITATION DECHARGE BIGANOS AC1 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	18/07/2008	16 492,84	5	0,00	0,00	0,00	0,00	16 492,84			0,00	
177-2113	REHABILITATION DECHARGE ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ARES	18/07/2008	25 767,82	5	0,00	0,00	0,00	0,00	25 767,82			0,00	
177-2113	PUB MAR TRAVX DECHAR ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ARES	20/08/2008	1 176,00	5	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176,00			0,00	
413	PUB TX DECHET AUDENG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	20/08/2008	2 027,94		0,00	0,00	0,00	0,00	2 027,94			0,00	
414	PUB MARCH TRX AMEL DAU SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	20/08/2008	721,92		0,00	0,00	0,00	0,00	721,92			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2113 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
419	PUB TRAVAUX CTRE TRANS LCF SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	20/08/2008	55,00		0,00	0,00	0,00	0,00	55,00			0,00	
443	CONSTRUCTION LOCAL STOCK C LEG SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/10/2008	55,00		0,00	0,00	0,00	0,00	55,00			0,00	
176-2113	AVIS PUB TRX REHAB DECHBIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	06/11/2008	954,00	5	0,00	0,00	0,00	0,00	954,00			0,00	
234-2113	LEVE TOPOGR AIRE GV AUDENGE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COMMUNE AUDENGE	14/11/2008	574,08	2	0,00	0,00	0,00	0,00	574,08			0,00	
459	ETUDE CREAT CT MIOS AC 1 SERVICES TECHNIQUES / Commune de MIOS	17/11/2008	13 100,98		0,00	0,00	0,00	0,00	13 100,98			0,00	
234-2113	AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS TR2/MO SITU N°3 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	09/01/2009	46 450,06	5	0,00	0,00	0,00	0,00	46 450,06			0,00	
234-2113	AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE TR2/MO SITU N° 3 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	09/01/2009	46 450,07	5	0,00	0,00	0,00	0,00	46 450,07			0,00	
176-2113	MO REHABILIT DECH BIGANOS AC 3/TR2 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	30/01/2009	31 167,77	5	0,00	0,00	0,00	0,00	31 167,77			0,00	
177-2113	MO REHABILIT DECH ARES AC N°6/TR2 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ARES	30/01/2009	12 743,38	5	0,00	0,00	0,00	0,00	12 743,38			0,00	
234-2113	PUB TRX AMENAG AGDV BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	13/02/2009	779,55	5	0,00	0,00	0,00	0,00	779,55			0,00	
497	PUB TRX AMENAG AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	13/02/2009	779,55		0,00	0,00	0,00	0,00	779,55			0,00	
176-2113	PUB TRX REHAB DECHARG BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	23/03/2009	390,60	5	0,00	0,00	0,00	0,00	390,60			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2113 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
234-2113	DDE AUTORIS DEFRICH AGDV AUDEN SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	17/04/2009	4 006,60	5	0,00	0,00	0,00	0,00	4 006,60			0,00	
234-2113	MISSION CONTR TECHN AGDVAUD/BI SERVICES TECHNIQUES / COBAN	17/06/2009	1 730,31	5	0,00	0,00	0,00	0,00	1 730,31			0,00	
234-2113	ETUDE RESEAU TEL AGDVAUD SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	14/10/2009	210,50	5	0,00	0,00	0,00	0,00	210,50			0,00	
673	RACCORD RES ASSAIN AGDVBIG/AUD SERVICES TECHNIQUES / AIRES ACCUEILS GDV AUDENGE ET BIGANOS	15/10/2009	837,44		0,00	0,00	0,00	0,00	837,44			0,00	
686	PUB MO /ETUDES CPLT CT MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	25/11/2009	1 373,90		0,00	0,00	0,00	0,00	1 373,90			0,00	
694	MO REHAB DECH ANDERNOS AC1 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ANDERNOS	30/11/2009	8 300,24		0,00	0,00	0,00	0,00	8 300,24			0,00	
176-2113	ETUDE SUR DECHARGE BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	15/12/2009	908,96	5	0,00	0,00	0,00	0,00	908,96			0,00	
177-2113	ETUDE SUR DECHARGE ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ARES	15/12/2009	861,12		0,00	0,00	0,00	0,00	861,12			0,00	
234-2113	ETUDE SUR AIRES GDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	15/12/2009	1 100,32	5	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,32			0,00	
234-2113	ETUDE SUR AIRES GDV BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	15/12/2009	1 016,60	5	0,00	0,00	0,00	0,00	1 016,60			0,00	
234-2113	MISSION CONTROLE TECHN AGDVAUD SERVICES TECHNIQUES / AIRES ACCUEILS GDV AUDENGE ET BIGANOS	17/02/2010	2 114,82	5	0,00	0,00	0,00	0,00	2 114,82			0,00	
234-2113	MO AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRES ACCUEILS GDV AUDENGE ET BIGANOS	17/02/2010	14 719,90	5	0,00	0,00	0,00	0,00	14 719,90			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2113 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
709	ANNONCE BOAMP TRX DECHANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ANDERNOS	18/02/2010	597,18		0,00	0,00	0,00	0,00	597,18			0,00	
234-2113	ETUDE FAISAB LIGNE AGDV BIGANO SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	15/03/2010	3 695,98	2	0,00	0,00	0,00	0,00	3 695,98			0,00	
797	REALIS SONDAGE PIEZO DECH ANDE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	26/08/2010	1 231,88		0,00	0,00	0,00	0,00	1 231,88			0,00	
803	MISSION INVESTIG GEOTECHN CTMI SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	07/09/2010	1 662,44		0,00	0,00	0,00	0,00	1 662,44			0,00	
829	TRX STABILIS TALUS DECHETERIES / DECHETERIES	25/02/2011	3 588,00		0,00	0,00	0,00	0,00	3 588,00			0,00	
119-2113	INTEGRATION ACTIF QUAI DE TRANSFERT DE LEGE	15/11/2011	108 421,50		0,00	0,00	0,00	0,00	108 421,50			0,00	
174-2113	INTEGRATION ACTIF DECHARGE MIOS	15/11/2011	38 905,54		0,00	0,00	0,00	0,00	38 905,54			0,00	
224-2113	INTEGRATION ACTIF REHABILITATION DECHARGE DE L	15/11/2011	50 833,65		0,00	0,00	0,00	0,00	50 833,65			0,00	
42-2113	INTEGRATION ACTIF DECHARGE DE LEGE	15/11/2011	38 757,44		0,00	0,00	0,00	0,00	38 757,44			0,00	
Total du compte : 2113			613 779.29		0.00	0.00	0.00	0.00	613 779.29			0.00	0.00

Compte: 2115 - Terrains bâtis

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2115 - Terrains bâtis

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
397	ACQUISITION TERRAIN DECH LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	18/06/2008	1 066,34	0	0,00	0,00	0,00	0,00	1 066,34			0,00	
996	ACQUISITION TERRAIN BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	12/10/2012	274 950,21		0,00	0,00	0,00	0,00	274 950,21			0,00	
1182	ACQUISITION D'UN TERRAIN A BIGANOS - PARCELLES DIRECTION GENERALE DES SERVICES /	18/03/2014	740 873,38		0,00	0,00	0,00	0,00	740 873,38			0,00	
1805	ACQUISITION MAISON CADASTRE BB57 - 6B AV DE LA F	01/04/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 2115			1 016 889.93		0.00	0,00	0,00	0.00	1 016 889.93			0,00	0.00

Compte: 2121 - Plantations d'arbres et d'arbustes

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
326	HAIE PYRACANTAS DECH LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	10/12/2007	3 405,72	15	2 951,00	227,00	3 178,00	0,00	227,72			0,00	
330	PLANTATION PYRACANTHAS DMI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	10/12/2007	803,71	15	689,00	53,00	742,00	0,00	61,71			0,00	
799	PLANTATIONS DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	07/09/2010	3 210,66	15	2 140,00	214,00	2 354,00	0,00	856,66			0,00	
811	REALIS GOUTTE A GOUTTE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	25/10/2010	2 273,60	15	1 510,00	151,00	1 661,00	0,00	612,60			0,00	
830	PLANTATIONS DECHET MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	25/02/2011	783,98	15	468,00	52,00	520,00	0,00	263,98			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2121 - Plantations d'arbres et d'arbustes

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1009	PLANTATIONS AIRES ACCUEIL GDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	22/11/2012	5 475,91	15	1 520,00	1 765,00	3 285,00	0,00	2 190,91			0,00	
Total du compte : 2121			15 953.58		9 278.00	2 462.00	11 740.00	0.00	4 213.58			0,00	0,00

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
042	rehabilitation de la décharge ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE DE LEGE	03/09/2003	62 439,75	15	0,00	0,00	0,00	0,00	62 439,75			0,00	
152-2312	TRAVAUX CREATION DECHETERIE DE MARCHEPRIME / DECHETERIE MARCHEPRIME	29/07/2005	486 179,25	15	298 683,75	31 249,25	329 933,00	0,00	156 246,25			0,00	
174-2	REHABILITATION DECHARGE DE MIOS / DECHARGE DE MIOS	18/10/2005	609 826,82	30	189 754,35	20 003,45	209 757,80	0,00	400 069,02			0,00	
224-2128	Réhabilitation décharge de Lège SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	08/02/2006	3 377 749,69	30	1 023 678,00	112 591,00	1 136 269,00	0,00	2 241 480,69			0,00	
119-2	Création aire stationnement SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	22/06/2007	5 956,08	15	3 573,00	397,00	3 970,00	0,00	1 986,08			0,00	
683	AMENAG PLATEFORME DECH ANDERNO SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ANDERNOS	04/11/2009	19 734,00		0,00	0,00	0,00	0,00	19 734,00			0,00	
711	REFECTION ENTREE DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	18/02/2010	6 816,60	15	4 540,00	454,00	4 994,00	0,00	1 822,60			0,00	
716	POSE CLOTURE DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	12/03/2010	963,33	15	640,00	64,00	704,00	0,00	259,33			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
721	CREATION EXUTOIRE DECHET LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	26/03/2010	2 374,06	15	1 580,00	158,00	1 738,00	0,00	636,06			0,00	
760	AMENAG PARKING GARDIEN DMA SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	31/05/2010	2 015,26	15	1 340,00	134,00	1 474,00	0,00	541,26			0,00	
770	CREATION PARKING DECHET ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	08/06/2010	3 466,01	15	2 480,00	231,00	2 711,00	0,00	755,01			0,00	
777	EXTENS PLATEFORME CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	06/07/2010	10 022,48	15	6 680,00	668,00	7 348,00	0,00	2 674,48			0,00	
778	RENOV CLOTURE DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	06/07/2010	7 207,10	15	4 800,00	480,00	5 280,00	0,00	1 927,10			0,00	
785	TRX CLOTURE REHAB DECH ANDERN SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ANDERNOS	12/07/2010	10 649,18	15	7 090,00	709,00	7 799,00	0,00	2 850,18			0,00	
789	RAMPES CHARIOT ELEVAT DEPOTMAR SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	02/08/2010	932,88	15	620,00	62,00	682,00	0,00	250,88			0,00	
790	CREAT PLACES PARKING DECH LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	03/08/2010	3 747,07	15	2 490,00	249,00	2 739,00	0,00	1 008,07			0,00	
801	REMPLAC CLOTURE DECHET LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	31/08/2010	4 616,56	15	3 070,00	307,00	3 377,00	0,00	1 239,56			0,00	
802	REPRISE POTEAUX CLOTURE CTLEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	31/08/2010	807,30	15	530,00	53,00	583,00	0,00	224,30			0,00	
809	STABILIS BAS COTE SORTIE DECHETERIE BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	01/10/2010	2 308,28	15	1 530,00	153,00	1 683,00	0,00	625,28			0,00	
818	INSTAL CLOTURE BETON DECH MARC SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	29/11/2010	3 723,15	15	2 480,00	248,00	2 728,00	0,00	995,15			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
823	REFECTION QUAI ENROBE DECHLANT SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	09/12/2010	1 148,16	15	760,00	76,00	836,00	0,00	312,16			0,00	
860	MISE EN OEUVRE CLOTURE DARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	18/07/2011	4 500,55	15	2 700,00	300,00	3 000,00	0,00	1 500,55			0,00	
861	MISE EN OEUVRE CLOTURE DLEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	18/07/2011	7 108,55	15	4 257,00	473,00	4 730,00	0,00	2 378,55			0,00	
862	MISE EN OEUVRE CLOTURE DMARCHE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	18/07/2011	2 345,36	15	1 404,00	156,00	1 560,00	0,00	785,36			0,00	
863	MISE EN OEUVRE CLOTURE DMIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	18/07/2011	2 535,52	15	1 521,00	169,00	1 690,00	0,00	845,52			0,00	
871	POSE CLOTURE BETON DECHBIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	23/08/2011	960,36	15	576,00	64,00	640,00	0,00	320,36			0,00	
881	AMENAG QUAI DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	24/10/2011	35 147,45	15	21 087,00	2 343,00	23 430,00	0,00	11 717,45			0,00	
885	TRX ANGLES DE QUAI/DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	09/11/2011	17 102,80	15	10 260,00	1 140,00	11 400,00	0,00	5 702,80			0,00	
888	INSTAL CLOTURE HTE RESIST DLEG SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	16/11/2011	15 773,80	15	9 459,00	1 051,00	10 510,00	0,00	5 263,80			0,00	
891	REALIS DALLE BETON DEPOT MARCH SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	06/12/2011	3 399,03	15	2 034,00	226,00	2 260,00	0,00	1 139,03			0,00	
905	POSE CLOTURE BETON DECHET ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	24/02/2012	1 015,40	15	536,00	67,00	603,00	0,00	412,40			0,00	
917	AGRANDIS EMPLAC PARKING GARDIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	30/03/2012	1 058,46	15	560,00	70,00	630,00	0,00	428,46			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
918	REPAR ANGLES QUAI DECHMAR/LANT SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	30/03/2012	3 037,84	15	1 616,00	202,00	1 818,00	0,00	1 219,84			0,00	
920	CLOTURE BETON DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	04/04/2012	3 937,23	15	2 096,00	262,00	2 358,00	0,00	1 579,23			0,00	
943	REFECTION ENTREE AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	18/05/2012	17 581,20	15	9 376,00	1 172,00	10 548,00	0,00	7 033,20			0,00	
958	TRX TERRASSEMENT AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	15/06/2012	5 322,20	15	2 832,00	354,00	3 186,00	0,00	2 136,20			0,00	
974	FOURNIT/POSE CLOTURES DECHERIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	10/08/2012	19 738,51	15	10 520,00	1 315,00	11 835,00	0,00	7 903,51			0,00	
993	INSTAL PORTAIL/CLOT ADJAC DAN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	04/10/2012	7 046,34	15	3 752,00	469,00	4 221,00	0,00	2 825,34			0,00	
995	REMPLAC CLOTURE DECH AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	11/10/2012	1 470,18	15	784,00	98,00	882,00	0,00	588,18			0,00	
1006	PLANTATIONS DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	20/11/2012	13 452,97	15	7 176,00	897,00	8 073,00	0,00	5 379,97			0,00	
1007	JONCTION ENTRE DECHET ANDERNOS ET TERRAIN AD SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	26/11/2012	4 927,52	15	2 632,00	329,00	2 961,00	0,00	1 966,52			0,00	
1015	ABRI BUS AIRE COVOITURAGE BIGANOS	26/12/2012	905,37	15	422,52	60,36	482,88	0,00	422,49			0,00	
1027	FOURNITURES/POSES CANIVEAUX GRILLE DECHET AF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	11/01/2013	663,78	15	308,00	44,00	352,00	0,00	311,78			0,00	
1031	RENFORCEMENT ANGLE DE QUAI DECHETERIE MARC RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	31/01/2013	1 052,48	15	490,00	70,00	560,00	0,00	492,48			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1048	MURET DE SOUTIEN ET PROLOGATION SEUIL PORTAIL RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	21/02/2013	1 393,34	15	651,00	93,00	744,00	0,00	649,34			0,00	
1056	REALISATION CLOTURES BETON DECHET. ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	05/03/2013	11 056,78	15	5 159,00	737,00	5 896,00	0,00	5 160,78			0,00	
1057	REALISATION CLOTURE DECHET. LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	05/03/2013	3 305,39	15	1 540,00	220,00	1 760,00	0,00	1 545,39			0,00	
1058	REALISATION CLOTURE DECHET. MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	05/03/2013	7 660,14	15	3 577,00	511,00	4 088,00	0,00	3 572,14			0,00	
1065	PROLONGATION SEUIL DE PORTAIL ET MURET DE SOU RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	27/03/2013	2 589,34	15	1 211,00	173,00	1 384,00	0,00	1 205,34			0,00	
1082	FOURNITURE ET POSE GRILLAGE CLOTURE AU DEPOT RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	29/04/2013	1 781,08	15	833,00	119,00	952,00	0,00	829,08			0,00	
1105	RENFORCEMENT DU TALUS DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	10/06/2013	2 158,78	15	1 008,00	144,00	1 152,00	0,00	1 006,78			0,00	
1122	AMENAGEMENT POUR BENNES A DECHETS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	02/08/2013	3 187,34	15	1 484,00	212,00	1 696,00	0,00	1 491,34			0,00	
1148	TRAVAUX PORTAILS ET CLOTURES OS N°2/DECHETER ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	04/11/2013	12 034,15	15	5 614,00	802,00	6 416,00	0,00	5 618,15			0,00	
1146	POSE DE POUTRES LE LONG DES QUAIS DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	07/11/2013	968,76	15	455,00	65,00	520,00	0,00	448,76			0,00	
1150	TRX PORTAILS ET CLOTURES DECHETERIE LANTON ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	20/11/2013	12 959,86	15	6 048,00	864,00	6 912,00	0,00	6 047,86			0,00	
1144	SOLDE TRAVAUX PORTAILS ET CLOTURES DECHARGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE BIGANOS	21/01/2014	1 249,82	15	498,00	83,00	581,00	0,00	668,82			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1149	SOLDE TRAVAUX PORTAILS ET CLOTURES DECHETER ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE BIGANOS	21/01/2014	10 594,17	15	4 236,00	706,00	4 942,00	0,00	5 652,17			0,00	
1167	TRX RENFORTS DE QUAIS/DECHETERIES ARES-LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	29/01/2014	6 338,80	15	2 538,00	423,00	2 961,00	0,00	3 377,80			0,00	
1170	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETERIE LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE LEGE	11/02/2014	84 242,41	15	33 764,00	5 616,00	39 380,00	0,00	44 862,41			0,00	
1183	POSE ANGLE DE QUAI DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	04/03/2014	211,32	15	82,00	14,00	96,00	0,00	115,32			0,00	
1210	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS/DECHETERIES - CTR ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	15/04/2014	58 035,31	15	26 874,24	3 869,00	30 743,24	0,00	27 292,07			0,00	
1211	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS/DECHETERIES - CTR	15/04/2014	29 094,53	15	19 661,16	1 048,00	20 709,16	0,00	8 385,37			0,00	
1254	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS/DECHETERIES	10/06/2014	1 953,54	15	761,00	130,00	891,00	0,00	1 062,54			0,00	
1255	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETERIE DE M	10/06/2014	10 320,63	15	4 026,00	688,00	4 714,00	0,00	5 606,63			0,00	
1232	TRX PORTAILS ET CLOTURES - CT DE LEGE	11/07/2014	2 190,00	15	876,00	146,00	1 022,00	0,00	1 168,00			0,00	
1233	TRX PORTAILS ET CLOTURES - DECHARGE DE LEGE	11/07/2014	1 029,60	15	414,00	69,00	483,00	0,00	546,60			0,00	
1261	CLOTURE EMPLACEMENT ANCIEN BUNGALOW DECHE	01/09/2014	652,50	15	264,00	44,00	308,00	0,00	344,50			0,00	
1383	PEI DE BIGANOS / PEI BIGANOS	01/01/2015	5 290 602,67		0,00	0,00	0,00	0,00	5 290 602,67			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1305	REALISATION D'UNE DALLE BETON POUR LA BORNE D	12/03/2015	576,00	15	190,00	38,00	228,00	0,00	348,00			0,00	
1326	DECHETERIE ARES - Autres agencements ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE ARES	11/05/2015	11 754,79	15	3 920,00	784,00	4 704,00	0,00	7 050,79			0,00	
1354	CREATION PLATEFORME POUR ENTREPOSER DES BEI / DECHETERIE ANDERNOS	07/07/2015	9 631,26	15	3 210,00	642,00	3 852,00	0,00	5 779,26			0,00	
1372	ECLAIRAGE PLATEFORME DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	02/10/2015	1 807,49	15	605,00	121,00	726,00	0,00	1 081,49			0,00	
1373	ECLAIRAGE PLATEFORME DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	02/10/2015	1 807,49	15	605,00	121,00	726,00	0,00	1 081,49			0,00	
1384	PEI DE MARCHEPRIME	03/12/2015	1 318 445,63		0,00	0,00	0,00	0,00	1 318 445,63			0,00	
1446	STABILISATION TALUS DEPOT LEGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / DEPOT DE LEGE	28/04/2016	5 732,05	15	1 528,00	382,00	1 910,00	0,00	3 822,05			0,00	
1455	POSE DE BALISETTES VERTES J12 DECHETRIES LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	27/06/2016	892,24	15	296,00	59,00	355,00	0,00	537,24			0,00	
1476	INSTALLATION PANNEAU STOP ENTREE CTMIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT MIOS	08/11/2016	997,90	15	268,00	67,00	335,00	0,00	662,90			0,00	
1482	REMPLACEMENT CANIVEAUX CTMIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT MIOS	05/12/2016	4 737,09	15	1 264,00	316,00	1 580,00	0,00	3 157,09			0,00	
1487	RALENTISSEUR CTLEGE ET DECHPROLEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	19/12/2016	1 812,03	15	391,41	120,00	511,41	0,00	1 300,62			0,00	
1578	POSE CANIVEAUX SOUS TREMIES CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	06/10/2017	15 445,73	15	3 090,00	1 030,00	4 120,00	0,00	11 325,73			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1610	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	01/02/2018	3 216,76	15	428,00	214,00	642,00	0,00	2 574,76			0,00	
1612	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	01/02/2018	3 216,76	15	428,00	214,00	642,00	0,00	2 574,76			0,00	
1628	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE BIGANOS	28/02/2018	6 562,66	15	876,00	438,00	1 314,00	0,00	5 248,66			0,00	
1630	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE ANDERNOS	28/02/2018	5 823,07	15	776,00	388,00	1 164,00	0,00	4 659,07			0,00	
1645	REALISATION ECLAIRAGE PLATEFORME DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	21/03/2018	1 307,84	15	174,00	87,00	261,00	0,00	1 046,84			0,00	
1655	CREATION AIRE DE COVOITURAGE LANTON DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE COVOITURAGE LANTON	09/04/2018	74 700,94	15	9 960,00	4 980,00	14 940,00	0,00	59 760,94			0,00	
1663	FOURNITURE ET POSE DE CLOTURE HAUTE RESISTAN ETUDES ET TRAVAUX / DECHARGE BIGANOS	02/05/2018	9 324,00	15	1 244,00	622,00	1 866,00	0,00	7 458,00			0,00	
1667	FOURNITURE ET POSE DE CLOTURE HAUTE RESISTAN ETUDES ET TRAVAUX / DECHARGE ANDERNOS	16/05/2018	14 850,00	15	1 980,00	990,00	2 970,00	0,00	11 880,00			0,00	
1710	ARCEAU DE PROTECTION CANDELABRE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	24/09/2018	293,50	1	293,50	0,00	293,50	0,00	0,00			0,00	
1711	MISE EN PLACE ARCEAUX DE PROTECTION CANDELAE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	24/09/2018	587,00	15	78,00	39,00	117,00	0,00	470,00			0,00	
1727	REPRISE DU DOME DECHARGE ARES DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE ARES	15/10/2018	3 758,40	15	502,00	251,00	753,00	0,00	3 005,40			0,00	
1733	ARCEAUX DE PROTECTION DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	05/11/2018	1 467,50	15	196,00	98,00	294,00	0,00	1 173,50			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1775	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	29/01/2019	2 331,56	15	155,00	155,00	310,00	0,00	2 021,56			0,00	
1776	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	29/01/2019	3 623,23	15	242,00	242,00	484,00	0,00	3 139,23			0,00	
1777	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	29/01/2019	7 054,90	15	470,00	470,00	940,00	0,00	6 114,90			0,00	
1778	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	29/01/2019	9 970,59	15	665,00	665,00	1 330,00	0,00	8 640,59			0,00	
1779	BTRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHET RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	29/01/2019	2 085,22	15	139,00	139,00	278,00	0,00	1 807,22			0,00	
1780	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	29/01/2019	4 298,60	15	287,00	287,00	574,00	0,00	3 724,60			0,00	
1781	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	29/01/2019	2 974,39	15	198,00	198,00	396,00	0,00	2 578,39			0,00	
1782	TRAVAUX DE SERRURRERIE ET METALLERIE DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	29/01/2019	3 376,37	15	225,00	225,00	450,00	0,00	2 926,37			0,00	
1806	CREATION PARKING COBAN ETUDES ET TRAVAUX / COBAN	20/03/2019	17 102,87	15	1 140,00	1 140,00	2 280,00	0,00	14 822,87			0,00	
1807	ABRIS VELOS SIEGE DE LA COBAN ETUDES ET TRAVAUX / COBAN	20/03/2019	12 095,40	15	806,00	806,00	1 612,00	0,00	10 483,40			0,00	
1878	CREATION PISTE CYCLABLE MARCHEPRIME BIARD ETUDES ET TRAVAUX /	14/10/2019	653 805,60		0,00	0,00	0,00	0,00	653 805,60			0,00	
1888	AMENAGEMENT PARCELLE ZAE CARREROT BIGANOS ETUDES ET TRAVAUX /	06/12/2019	345 398,54	15	0,00	23 026,57	23 026,57	0,00	322 371,97			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1914	TRAVAUX DECHETERIE ARES ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE ARES	23/12/2019	5 356,14	15	0,00	357,08	357,08	0,00	4 999,06			0,00	
1915	TRAVAUX DECHETERIE AUDENGE ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE AUDENGE	23/12/2019	19 839,67	15	0,00	1 322,64	1 322,64	0,00	18 517,03			0,00	
1924	MISE EN PLACE RALENTISSEURS CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	30/01/2020	34 576,75	15	0,00	2 305,12	2 305,12	0,00	32 271,63			0,00	
1925	MISE EN PLACE RALENTISSEURS CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	30/01/2020	14 128,72	1	0,00	14 128,72	14 128,72	0,00	0,00			0,00	
1926	MISE EN PLACE RALENTISSEURS PLATEFORME DV RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / PLATEFORME DECHETS VERTS	30/01/2020	460,00	1	0,00	460,00	460,00	0,00	0,00			0,00	
1916	TRAVAUX DECHETERIE BIGANOS - BC 6 ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE BIGANOS	05/02/2020	7 386,10	15	0,00	492,41	492,41	0,00	6 893,69			0,00	
1935	TRAVAUX SERRURERIE DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	21/02/2020	1 034,29	15	0,00	68,95	68,95	0,00	965,34			0,00	
1945	TRAVAUX DECHETERIE MARCHEPRIME ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE MARCHEPRIME	04/03/2020	41 038,30	15	0,00	2 735,89	2 735,89	0,00	38 302,41			0,00	
1987	FOURNITURE ET POSE PORTIQUE PARKING CARRERO ETUDES ET TRAVAUX / PEI BIGANOS	11/06/2020	22 508,06	15	0,00	1 500,54	1 500,54	0,00	21 007,52			0,00	
1988	BARRIERE LEVANTE SIEGE RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	01/07/2020	12 926,11	15	0,00	861,74	861,74	0,00	12 064,37			0,00	
1982	PISTE CYCLABLE ANDERNOS QUERQUILLAS	09/10/2020	861 175,30		0,00	0,00	0,00	0,00	861 175,30			0,00	
2019	ASSISTANCE MISE EN PLACE JALONNEMENT ET SIGNA DIRECTION DE LA MOBILITE /	02/12/2020	27 600,00		0,00	0,00	0,00	0,00	27 600,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2128 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
2057	BC3 : FRE ET POSE DE BAVETTES CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	16/04/2021	3 698,11	15	0,00	0,00	0,00	0,00	3 698,11			0,00	
2061	CLOTURE PLATEFORME DV RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / PLATEFORME DECHETS VERTS	29/04/2021	1 620,00	15	0,00	0,00	0,00	0,00	1 620,00			0,00	
2084	BC 35 : ESSAIS LABORATOIRE DECHETERIE BIGANOS ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE BIGANOS	26/08/2021	1 601,94	1	0,00	0,00	0,00	0,00	1 601,94			0,00	
2100	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	03/11/2021	491,28	1	0,00	0,00	0,00	0,00	491,28			0,00	
2101	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	03/11/2021	1 184,74	15	0,00	0,00	0,00	0,00	1 184,74			0,00	
2102	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	03/11/2021	2 416,80	15	0,00	0,00	0,00	0,00	2 416,80			0,00	
2103	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	03/11/2021	581,85	15	0,00	0,00	0,00	0,00	581,85			0,00	
2104	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	03/11/2021	2 546,37	15	0,00	0,00	0,00	0,00	2 546,37			0,00	
2105	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	03/11/2021	540,47	15	0,00	0,00	0,00	0,00	540,47			0,00	
2106	BC 2 : TRAVAUX DE SERRURERIE DANS LES DECHETE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	03/11/2021	1 421,69	15	0,00	0,00	0,00	0,00	1 421,69			0,00	
2109	BC 42 : REPRISE TERRE DECHARGE BIGANOS ETUDES ET TRAVAUX / DECHARGE BIGANOS	15/11/2021	8 545,33	15	0,00	0,00	0,00	0,00	8 545,33			0,00	
2110	BC 40 : REPRISE TERRE ET GEOMEMBRANE DECHARG ETUDES ET TRAVAUX / DECHARGE ANDERNOS	15/11/2021	19 787,29	15	0,00	0,00	0,00	0,00	19 787,29			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Total du compte : 2128	14 003 706.88		1 810 921.93	259 981.72	2 070 903.65	0.00	11 932 803.23			

Compte: 21318 - Autres bâtiments publics

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
867B	EXTENSIONS DECHET BIG/LEG/MARC SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	22/07/2011	165 536,56	10	82 768,30	16 553,66	99 321,96	0,00	66 214,60			0,00	
998	TVX TERRASS. MODULO BETON DECH SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	22/10/2012	167 379,71	15	88 640,00	11 158,00	99 798,00	0,00	67 581,71			0,00	
1188	BAVETTE METALLIQUE POUR DEVIATION EAUX PLUVIA RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	26/03/2014	176,10	10	105,00	18,00	123,00	0,00	53,10			0,00	
2128-01	REHABILITATION DECHARGES	12/03/2015	63 141,76		0,00	0,00	0,00	0,00	63 141,76			0,00	
1660	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT MODULAIRE LANTON DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE LANTON	18/04/2018	231 228,93	10	20 843,00	20 843,00	41 686,00	0,00	189 542,93			0,00	
1680	FOURNITURE ET MISE EN PLACE ETAGERES LOCAUX I RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	06/06/2018	2 190,63	10	438,00	219,00	657,00	0,00	1 533,63			0,00	
1715	ENDUIT ANTI-DERAPANT ESCALIER DECHETERIE LANT RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	08/10/2018	880,50	10	176,00	88,00	264,00	0,00	616,50			0,00	
1734	FOURNITURE ET POSE RADIATEUR DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	07/11/2018	1 267,92	10	254,00	127,00	381,00	0,00	886,92			0,00	
1737	ENDUIT ANTI-DERAPANT ESCALIER DECHETERIE MAR RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	22/11/2018	1 361,84	10	272,00	136,00	408,00	0,00	953,84			0,00	
1749	ACQ. BATIMENT ANNEXE SIEGE COBAN FINANCES /	11/12/2018	385 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	385 000,00			0,00	
1747	SIEGE COBAN 46 AVENUE DES COLONIES FINANCES /	12/12/2018	791 337,91		0,00	0,00	0,00	0,00	791 337,91			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21318 - Autres bâtiments publics

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1753	ENDUIT ANTI-DERAPANT ESCALIER DECHETERIES AND RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	13/12/2018	680,92	10	136,00	68,00	204,00	0,00	476,92			0,00	
1754	ENDUIT ANTI-DERAPANT ESCALIER DECHETERIES AND RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	13/12/2018	680,92	10	136,00	68,00	204,00	0,00	476,92			0,00	
1755	ENDUIT ANTI-DERAPANT ESCALIER DECHETERIES AND RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	13/12/2018	680,92	10	136,00	68,00	204,00	0,00	476,92			0,00	
1765	ENDUIT ANTI-DERAPANT ESCALIER DECHETERIE LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	04/01/2019	1 392,00	10	139,00	139,00	278,00	0,00	1 114,00			0,00	
1759	INSTALLATION BATIMENTS MODULAIRES RESTO DU C DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	16/01/2019	5 695,08	10	570,00	570,00	1 140,00	0,00	4 555,08			0,00	
1814	RENOVATION DES OFFICES DE TOURISME ETUDES ET TRAVAUX / OFFICE DE TOURISME	08/04/2019	16 738,30	10	1 674,00	1 674,00	3 348,00	0,00	13 390,30			0,00	
1851	FOURNITURE ET POSE DE RADIATEURS DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	18/07/2019	2 634,81	10	263,00	263,00	526,00	0,00	2 108,81			0,00	
1965	REALISATION PLATEFORME DEVANT FENETRE DU N° \ RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	07/05/2020	2 365,20	10	0,00	236,52	236,52	0,00	2 128,68			0,00	
2005	REMPLACEMENT POUTRES DE PROTECTION QUAI DE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	28/10/2020	211,32	1	0,00	211,32	211,32	0,00	0,00			0,00	
2015	REMPLACEMENT POUTRE DE PROTECTION QUAI DEC RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	04/12/2020	518,91	10	0,00	51,89	51,89	0,00	467,02			0,00	
2016	REMPLACEMENT POUTRE DE PROTECTION DECHETEI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	04/12/2020	1 037,82	10	0,00	103,78	103,78	0,00	934,04			0,00	
2024	REMPLACEMENT LISSES EN BOIS DECHETERIE ANDEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	09/12/2020	1 037,82	10	0,00	103,78	103,78	0,00	934,04			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21318 - Autres bâtiments publics

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2026	REMPLACEMENT POUTRE DE PROTECTION QUAI DECI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	16/12/2020	828,84	10	0,00	82,88	82,88	0,00	745,96			0,00	
2044	REMPLACEMENT POUTRES QUAI DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	12/03/2021	223,06	1	0,00	0,00	0,00	0,00	223,06			0,00	
2082	CABLAGE INSTALLATION ECRANS SALLE DU SYBARVA	04/08/2021	5 900,40	10	0,00	0,00	0,00	0,00	5 900,40			0,00	
2096	AMENAGEMENT MAISON ARES RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / MAISON ARES	29/09/2021	3 216,00	10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 216,00			0,00	
Total du compte : 21318			1 853 344.18		196 550.30	52 782,83	249 333.13	0.00	1 604 011.05			0,00	0.00

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
137	Installations électriques DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/02/2005	861,12	15	861,12	0,00	861,12	0,00	0,00			0,00	
138	Câble informatique et téléphonique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/02/2005	2 383,03	15	2 383,03	0,00	2 383,03	0,00	0,00			0,00	
121	Rayonnages DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	11/04/2005	758,85	15	758,85	0,00	758,85	0,00	0,00			0,00	
140	Pose dalles déchèterie MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Commune de MIOS	05/07/2005	2 554,91	15	2 554,91	0,00	2 554,91	0,00	0,00			0,00	
152-2135	CREATION DECHETERIE MARCHEPRIME - IMPUTATION / DECHETERIE MARCHEPRIME	31/10/2005	69,64	1	69,64	0,00	69,64	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
164	Projecteur déchèterie MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	07/12/2005	341,86	15	308,00	33,86	341,86	0,00	0,00			0,00	
165	Stores vénitiens siège COBAN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	07/12/2005	2 626,42	6	2 626,42	0,00	2 626,42	0,00	0,00			0,00	
242	RAR-Souffleurs déchèteries SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	08/02/2006	940,01	5	940,01	0,00	940,01	0,00	0,00			0,00	
239	Branchement EDF déchèterie SERVICES TECHNIQUES / Commune de Marcheprime	27/02/2006	1 131,22	15	1 050,00	81,22	1 131,22	0,00	0,00			0,00	
232-2135	AGDV ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ANDERNOS	31/03/2006	195 098,10	15	104 056,00	13 007,00	117 063,00	0,00	78 035,10			0,00	
246	Mise Réseau Info et téléphonie DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	4 983,73	6	4 983,73	0,00	4 983,73	0,00	0,00			0,00	
224-2135	EVACUATION DE BOIS	03/05/2006	51 220,56	30	8 199,00	8 871,00	17 070,00	0,00	34 150,56			0,00	
119-2135	QUAI DE TRANSFERT DE LEGE / CENTRE TRANSFERT LEGE	11/05/2006	1 110 192,97	15	695 172,00	69 170,00	764 342,00	0,00	345 850,97			0,00	
226	Fourniture et pose de portiques SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES COBAN	18/05/2006	20 469,54	15	19 096,00	1 373,54	20 469,54	0,00	0,00			0,00	
280	Compteur EDF COBAN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	13/10/2006	1 837,06	15	1 708,00	129,06	1 837,06	0,00	0,00			0,00	
230	Décharge ARES ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ARES	21/11/2006	30 138,00	15	28 126,00	2 012,00	30 138,00	0,00	0,00			0,00	
231	PORTAIL DECHARGE ARES ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE ARES	21/11/2006	14 982,29	15	13 972,00	1 010,29	14 982,29	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
240	Déchèterie MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / Commune de Marcheprime	21/11/2006	1 312,01	15	1 218,00	94,01	1 312,01	0,00	0,00			0,00	
229-2313	LABELLISATION DES DECHETERIES - FRE ET POSE SIC	26/02/2007	45 833,52		0,00	0,00	0,00	0,00	45 833,52			0,00	
313-2135	CREATION DECHETERIE BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	22/06/2007	6 528,74	15	3 480,00	435,00	3 915,00	0,00	2 613,74			0,00	
323	REALISAT ACCES DECHET MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	09/11/2007	3 767,40	6	3 767,40	0,00	3 767,40	0,00	0,00			0,00	
2128-02	DECHETERIE LANTON	20/11/2007	383 293,82		0,00	0,00	0,00	0,00	383 293,82			0,00	
2128-03	DECHETERIE ARES	20/11/2007	333 683,31		0,00	0,00	0,00	0,00	333 683,31			0,00	
2128-04	DECHETERIE MIOS	20/11/2007	359 463,87		0,00	0,00	0,00	0,00	359 463,87			0,00	
2128-05	DECHETERIE LEGE	20/11/2007	557 648,45		0,00	0,00	0,00	0,00	557 648,45			0,00	
329	PASSAGE ALGECO/SIEGE COBAN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	04/12/2007	4 448,15	15	3 848,00	296,00	4 144,00	0,00	304,15			0,00	
327-1	POSE DASRI LANTON SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	10/12/2007	1 973,40	6	1 973,40	0,00	1 973,40	0,00	0,00			0,00	
334	FOURNIT-POSE GARDE-CORPS DECHE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	21/12/2007	35 386,44	15	30 667,00	2 359,00	33 026,00	0,00	2 360,44			0,00	
313-2135	DECHETERIE BIGANOS SITU N°1 RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	05/02/2008	24 009,70	15	12 800,00	1 600,00	14 400,00	0,00	9 609,70			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
340	VENTILATION SANITAIRES/REFECT. DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/02/2008	651,04	15	516,00	43,00	559,00	0,00	92,04			0,00	
375	PROTECTION CADENAS DAR/DL1/DLA SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES ARES/LEGE/LANTON	23/04/2008	2 315,46	15	456,00	1 546,00	2 002,00	0,00	313,46			0,00	
378	RAMBARDE PROTECT LOC TECHN SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	25/04/2008	696,07	15	552,00	46,00	598,00	0,00	98,07			0,00	
224-1	REHABILITATION DECHARGE LEGE	19/06/2008	1 131,22		0,00	0,00	0,00	0,00	1 131,22			0,00	
399	SYST FERMETURE PORTAIL DECHAUD SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	20/06/2008	588,43	6	588,43	0,00	588,43	0,00	0,00			0,00	
401	PAVES D'ASSISE PRESENTOIR STAND COBAN SERVICES TECHNIQUES / COBAN	20/06/2008	1 277,33	6	1 277,33	0,00	1 277,33	0,00	0,00			0,00	
415	DALLE BET+RAC RES DASRI BIG SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	20/08/2008	1 367,03	15	1 092,00	91,00	1 183,00	0,00	184,03			0,00	
430	LOCAL RANG DECHET ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	22/09/2008	2 518,78	15	2 004,00	167,00	2 171,00	0,00	347,78			0,00	
444	POSE CLOTURE CTRE TRANSF LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	29/10/2008	3 061,76	6	3 061,76	0,00	3 061,76	0,00	0,00			0,00	
450	POSE COFFRET DASRI LANTON SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE LANTON	31/10/2008	290,66	6	290,66	0,00	290,66	0,00	0,00			0,00	
177-2135	TRX REHAB DECH ARES LT1 SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	17/11/2008	488 195,12	15	260 368,00	32 546,00	292 914,00	0,00	195 281,12			0,00	
460	TRX AMELIOR DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	17/11/2008	196 340,14	15	91 625,38	13 089,34	104 714,72	0,00	91 625,42			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
478	INSTALL GARDE CORPS AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	10/12/2008	1 602,97	6	1 602,97	0,00	1 602,97	0,00	0,00			0,00	
481	GARD CORPS CTRE LCF SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	15/12/2008	409,39	6	409,39	0,00	409,39	0,00	0,00			0,00	
177-2135	REHAB DECH ARES TR 2/TRX SITU N°3 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ARES	09/01/2009	380 034,99	15	202 680,00	25 335,00	228 015,00	0,00	152 019,99			0,00	
313-2135	DECHET BIGANOS/TR 2 - SITU N° 4 SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	09/01/2009	33 622,56	15	17 928,00	2 241,00	20 169,00	0,00	13 453,56			0,00	
313-2135	PUB MARCH TRX DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	13/02/2009	1 234,95	15	656,00	82,00	738,00	0,00	496,95			0,00	
508	INSTAL ESCALIER DECHET LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	23/03/2009	1 689,95	6	1 689,95	0,00	1 689,95	0,00	0,00			0,00	
176-2135	TRX REHAB DECHARGE BIGANOS LT1SITU1 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	01/04/2009	400 551,04	15	213 624,00	26 703,00	240 327,00	0,00	160 224,04			0,00	
531	SUPPORT PANNEAU DECHET AUDENG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	03/04/2009	99,27	6	99,27	0,00	99,27	0,00	0,00			0,00	
532	BARRIERE ROUTIERE DECHET LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	08/04/2009	2 616,37	15	1 914,00	174,00	2 088,00	0,00	528,37			0,00	
313-2135	TRX CONST DECHETERIE BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	20/05/2009	463 990,12	15	247 456,00	30 932,00	278 388,00	0,00	185 602,12			0,00	
552	POSE MOTORIS PORTAIL CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	04/06/2009	2 691,00	6	2 691,00	0,00	2 691,00	0,00	0,00			0,00	
234-2135	TRX VRD AGDV BIG/AUD LT10 SERVICES TECHNIQUES / COBAN	08/06/2009	585 120,47	15	312 064,00	39 008,00	351 072,00	0,00	234 048,47			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
559	SUPPORT PANNEAUX DECHET AUDENG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	15/06/2009	736,74	6	736,74	0,00	736,74	0,00	0,00			0,00	
560	INSTAL ELECT NOUV BUR ANDERNOS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/06/2009	4 279,98	6	4 279,98	0,00	4 279,98	0,00	0,00			0,00	
176-2135	FORATION PIEZO DECHARGE BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHARGES ARES/BIGANOS	17/06/2009	3 928,86	15	2 088,00	261,00	2 349,00	0,00	1 579,86			0,00	
177-2135	FORATION PIEZO DECH ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ARES	17/06/2009	3 749,46	15	1 992,00	249,00	2 241,00	0,00	1 508,46			0,00	
575	PORTILLON+TRX CLOTURE CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	08/07/2009	931,69	6	931,69	0,00	931,69	0,00	0,00			0,00	
578	ESCALIER AV GARDE CORP DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	09/07/2009	1 913,60	6	1 913,60	0,00	1 913,60	0,00	0,00			0,00	
581	PLATEFORME DECHET ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	09/07/2009	6 697,42	15	4 906,00	446,00	5 352,00	0,00	1 345,42			0,00	
582	FAB POSE GARDE-CORPS DECHAUD SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	09/07/2009	1 054,87	6	1 054,87	0,00	1 054,87	0,00	0,00			0,00	
234-2135	TRX PLOMB/SANIT AGDVBIG SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	23/07/2009	92 309,52	15	49 224,00	6 153,00	55 377,00	0,00	36 932,52			0,00	
234-2135	TRX MENUIS AGDV AUD LT3 SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	24/07/2009	4 682,19	15	2 496,00	312,00	2 808,00	0,00	1 874,19			0,00	
234-2135	TRX SERRUR AGDV AUD LT4 SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	24/07/2009	37 946,70	15	20 232,00	2 529,00	22 761,00	0,00	15 185,70			0,00	
234-2135	TRX CARRELAGE AGDVAUD LT6SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	27/07/2009	45 285,46	15	24 152,00	3 019,00	27 171,00	0,00	18 114,46			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
176-2135	TRX ENGAZ DECHBIG LT2AC1 SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	28/07/2009	9 448,40	15	5 032,00	629,00	5 661,00	0,00	3 787,40			0,00	
234-2135	TRX PLATRERIE AGDVAUDLT5 SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	28/07/2009	31 520,05	15	16 808,00	2 101,00	18 909,00	0,00	12 611,05			0,00	
234-2135	TRX CHARPENTE AGDV AUD SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	29/07/2009	60 166,96	15	32 088,00	4 011,00	36 099,00	0,00	24 067,96			0,00	
234-2135	GROS OEUVRE AGDVAUD SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	05/08/2009	289 850,69	15	154 584,00	19 323,00	173 907,00	0,00	115 943,69			0,00	
313-2135	CONSTR LOC GARDIEN DECH BIGANO SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	06/08/2009	52 596,30	15	28 048,00	3 506,00	31 554,00	0,00	21 042,30			0,00	
234-2135	TRX ELECT AGDV AUD/BIG SITU 1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	07/08/2009	150 368,20	15	80 192,00	10 024,00	90 216,00	0,00	60 152,20			0,00	
620	MONTAGE GARDE CORPS/CROCHETS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	27/08/2009	655,41	6	655,41	0,00	655,41	0,00	0,00			0,00	
622	MODIF PORTAIL+SEUIL POTEAU SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	27/08/2009	5 829,30	15	4 268,00	388,00	4 656,00	0,00	1 173,30			0,00	
623	ECLAIRAGE + INST ELECT DECHETE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	07/09/2009	1 136,50	6	1 136,50	0,00	1 136,50	0,00	0,00			0,00	
313-2135	PUB OUVERTURE DECHET BIG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	23/09/2009	928,81	15	488,00	61,00	549,00	0,00	379,81			0,00	
638	TRX AMELIOR DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	23/09/2009	6 843,51	15	3 193,61	456,23	3 649,84	0,00	3 193,67			0,00	
657	CONFECTION PLATEFORME POUB MER SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	06/10/2009	1 695,93	6	1 695,93	0,00	1 695,93	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
662	REMPLAC MEUBLE/EVIER DECH LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	06/10/2009	679,33	6	679,33	0,00	679,33	0,00	0,00			0,00	
234-2135	TRX PEINTURE AGDV AUD SITU 1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	07/10/2009	14 999,32	15	7 992,00	999,00	8 991,00	0,00	6 008,32			0,00	
313-2135	TRX AMENAG PAYSAGER DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	08/10/2009	21 552,81	15	11 488,00	1 436,00	12 924,00	0,00	8 628,81			0,00	
669	POSE TOTEM/PLAQUE HORAIRE/PORT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/10/2009	2 909,32	6	2 909,32	0,00	2 909,32	0,00	0,00			0,00	
693	PROTECT MUR 9 ALVEOLDECHETERIE MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	25/11/2009	6 658,37	6	6 658,37	0,00	6 658,37	0,00	0,00			0,00	
698	COFFRES PROTECT CADENAS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES AUDENGE/BIGANOS	07/12/2009	1 212,75	6	1 212,75	0,00	1 212,75	0,00	0,00			0,00	
704	ABRI NETTOYEUR HTE PRESSION SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	16/12/2009	5 902,02	6	5 902,02	0,00	5 902,02	0,00	0,00			0,00	
176-2135	SOLDE TRX CLOTURE DECHARGE BIG SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE BIGANOS	17/02/2010	16 802,60	15	8 960,00	1 120,00	10 080,00	0,00	6 722,60			0,00	
313-2135	SOLDE TRX CLOTURES DECHET BIG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	17/02/2010	19 485,88	15	10 392,00	1 299,00	11 691,00	0,00	7 794,88			0,00	
708	POSE VITRINE DECHETERIE MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	18/02/2010	1 098,47	6	1 098,47	0,00	1 098,47	0,00	0,00			0,00	
735	TRANSP EQUIPEM+POSE (DEMENAGEM DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	18/02/2010	639,23	12	530,00	53,00	583,00	0,00	56,23			0,00	
746	INSTAL BARRIERE ROUT DECH ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	08/03/2010	3 314,12	6	3 314,12	0,00	3 314,12	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
732-01	TRX REHABILITATION DECHARGE ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE ANDERNOS	21/04/2010	447 458,28	15	147 768,00	29 831,00	177 599,00	0,00	269 859,28			0,00	
747	DALLE BETON POUR BAV DECHET LE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	30/04/2010	756,47	15	500,00	50,00	550,00	0,00	206,47			0,00	
748	CREAT EXUTOIRE EVAC EAU DL1 SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	30/04/2010	2 702,96	15	1 800,00	180,00	1 980,00	0,00	722,96			0,00	
752	KITCHENETTE LOC GARD CTLE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	04/05/2010	1 371,69	15	910,00	91,00	1 001,00	0,00	370,69			0,00	
754	INST PORTIQUE DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	20/05/2010	3 025,88	15	2 010,00	201,00	2 211,00	0,00	814,88			0,00	
759	POSE DALLE BETON BENNE CARTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	31/05/2010	1 626,02	15	1 080,00	108,00	1 188,00	0,00	438,02			0,00	
771	REMPLAC RIDEAU ACIER DECH LCF SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	09/06/2010	1 552,41	6	1 552,41	0,00	1 552,41	0,00	0,00			0,00	
781	FAB PORTILLON DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	09/07/2010	1 132,61	6	1 132,61	0,00	1 132,61	0,00	0,00			0,00	
783B	RENOV/REFEC BAS QUAI DECHETERIE LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	12/07/2010	18 442,32	15	6 147,45	1 229,49	7 376,94	0,00	11 065,38			0,00	
784	POSE DISJONCTEUR CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	12/07/2010	2 353,86	6	2 353,86	0,00	2 353,86	0,00	0,00			0,00	
793	TRX BORNES DISTRIB ELEC AGDVAN SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	23/08/2010	56 610,53	15	15 096,00	3 774,00	18 870,00	0,00	37 740,53			0,00	
804	CONSTRUC LOCAL BOIS DECHET AUD SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	10/09/2010	65 528,12	15	17 476,00	4 369,00	21 845,00	0,00	43 683,12			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
807	RIDEAU METALLIQUE DECHET LANT SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	29/09/2010	1 552,41	6	1 552,41	0,00	1 552,41	0,00	0,00			0,00	
810	PROTECT CANDELABRES DAU SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	07/10/2010	631,49	6	631,49	0,00	631,49	0,00	0,00			0,00	
815	FOURNIT/POSE ANGLES QUAI DLA SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	22/11/2010	3 372,72	6	3 372,72	0,00	3 372,72	0,00	0,00			0,00	
817	POSE HORLOGE ASTRONOM DECHMARC SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	24/11/2010	304,37	6	304,37	0,00	304,37	0,00	0,00			0,00	
828	REFECTION QUAI DV DECHET LANTO SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	21/02/2011	1 640,91	15	981,00	109,00	1 090,00	0,00	550,91			0,00	
831	INSTAL PORTILLON DECHET AUDENG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	25/02/2011	655,41	6	655,41	0,00	655,41	0,00	0,00			0,00	
817B	SIRENE DECHET MARCHEPRIME ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE ANDERNOS	20/04/2011	40,68	6	40,68	0,00	40,68	0,00	0,00			0,00	
843	TRX TERRAS SITU 1 AGDV ANDERNO SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	09/05/2011	12 842,65	15	3 424,00	856,00	4 280,00	0,00	8 562,65			0,00	
849	TRX ISOLATION LOCAUX AGDVAUD SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	30/05/2011	3 289,00	15	1 971,00	219,00	2 190,00	0,00	1 099,00			0,00	
850	INSTAL VENTIL LOCAUX AGDVAUD SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	30/05/2011	7 423,24	15	4 446,00	494,00	4 940,00	0,00	2 483,24			0,00	
872	POSE GAINE TPC/LISSES BOISDECH SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	30/08/2011	378,41	6	378,41	0,00	378,41	0,00	0,00			0,00	
890	FABRIC/POSE VOLETS LOGE GARDIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	06/12/2011	1 844,14	15	1 098,00	122,00	1 220,00	0,00	624,14			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
729 BIS	TRX CONSTRUCTION CTMIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	13/12/2011	1 914 958,84	15	510 656,00	127 664,00	638 320,00	0,00	1 276 638,84			0,00	
902	TRX CREAT AIRE COVOIT SITU1 SERVICES TECHNIQUES / AIRE COVOITBIGANOS	06/02/2012	78 306,90	15	20 880,00	5 220,00	26 100,00	0,00	52 206,90			0,00	
906	POSE BARRIERE DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	24/02/2012	310,36	6	310,36	0,00	310,36	0,00	0,00			0,00	
842 BIS	RENOVATION DECHETERIE ANDERNOS - TRAVAUX SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	26/03/2012	642 283,03	15	171 276,00	42 819,00	214 095,00	0,00	428 188,03			0,00	
921	POSE BARRIERES DECH MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	04/04/2012	1 506,96	6	1 506,96	0,00	1 506,96	0,00	0,00			0,00	
939	POSE BARRIERES BENNES DV DLEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	11/05/2012	888,03	6	888,03	0,00	888,03	0,00	0,00			0,00	
940	POSE RAMBARDE DECHET LANTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	11/05/2012	894,01	6	894,01	0,00	894,01	0,00	0,00			0,00	
953	POSE BARRIERES BENNES DV SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	07/06/2012	959,79	6	959,79	0,00	959,79	0,00	0,00			0,00	
956	POSE VOLETS LOC GARD 3 DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	11/06/2012	3 168,21	15	1 688,00	211,00	1 899,00	0,00	1 269,21			0,00	
959	INSTAL PHOTOCELLULE SECURITDAN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	13/06/2012	245,18	6	245,18	0,00	245,18	0,00	0,00			0,00	
992	TRAVAUX DECHETERIE AUDENGE / DECHETERIE AUDENGE	02/10/2012	12 712,28	5	12 712,28	0,00	12 712,28	0,00	0,00			0,00	
999	REMISE EN PLACE BORDURES DCHAN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	25/10/2012	2 376,45	6	2 376,45	0,00	2 376,45	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1010	INSTALLATION BARRIERE DECHETERIE AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	04/12/2012	7 295,60	15	3 888,00	486,00	4 374,00	0,00	2 921,60			0,00	
1020	POSE GARDE CORPS DECHETERIES DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	14/01/2013	11 718,41	20	4 102,00	586,00	4 688,00	0,00	7 030,41			0,00	
1046	INSTALLATION DE 2 PROJECTEURS AU NIVEAU DE L'ES RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	13/02/2013	1 076,40	10	756,00	108,00	864,00	0,00	212,40			0,00	
1055	TVX D'AMELIORATION AIRES D'ACCUEIL GENS DU VOY ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	28/02/2013	3 517,56	20	1 231,16	175,88	1 407,04	0,00	2 110,52			0,00	
1059	TRAVAUX D ELECTRICITE DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	04/03/2013	983,11	10	686,00	98,00	784,00	0,00	199,11			0,00	
1062	POSE RADIATEURS DECHET. ARES/LCF/MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	14/03/2013	1 255,80	10	882,00	126,00	1 008,00	0,00	247,80			0,00	
1067	FOURNITURE ET POSE RADIATEUR A LA DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	02/04/2013	418,60	10	294,00	42,00	336,00	0,00	82,60			0,00	
1092 BIS	REMPLACEMENT PLAN TRAVAIL+EVIER CUISINE DECH RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	06/05/2013	1 033,82	20	364,00	52,00	416,00	0,00	617,82			0,00	
1096	POSE GARDE CORPS DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	14/05/2013	574,08	6	574,08	0,00	574,08	0,00	0,00			0,00	
1108	TRAVAUX REALISATION APPENTIS METALLIQUES/DECH RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	18/06/2013	34 025,24	15	15 878,45	2 268,35	18 146,80	0,00	15 878,44			0,00	
1112	CREATION AIRES DE COVOITURAGE - LOT 1 : VOIRIE E ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	25/06/2013	155 423,37	15	51 810,00	10 362,00	62 172,00	0,00	93 251,37			0,00	
1139	CREATION 2 AIRES COVOITURAGE MARCHEPRIME-VO ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	03/10/2013	168 001,11	15	56 000,00	11 200,00	67 200,00	0,00	100 801,11			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1136	CREATION DALLE BETON POUR EXTENSION LOCAL HF ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	11/10/2013	633,88	15	294,00	42,00	336,00	0,00	297,88			0,00	
1140	MODIFICATION CABLAGE ARMOIRE CT MIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	23/10/2013	2 662,82	15	1 246,00	178,00	1 424,00	0,00	1 238,82			0,00	
1142	EXTENSION LOCAL HP - CT Mios ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	05/12/2013	5 353,21	15	2 499,00	357,00	2 856,00	0,00	2 497,21			0,00	
1154	FOURNITURE ET POSE DE PANIERS GALVANISES POUI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	05/12/2013	841,98	15	392,00	56,00	448,00	0,00	393,98			0,00	
1152	INSTALLATION PROTECTION FERMETURE BARRIERE D RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	09/12/2013	263,12	15	122,78	17,54	140,32	0,00	122,80			0,00	
1153	INSTALLATION PROTECTION FERMETURE BARRIERE D RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	09/12/2013	334,88	15	156,31	22,33	178,64	0,00	156,24			0,00	
1159	POSE D'UN PORTIQUE A LA DECHETERIE D'AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	06/01/2014	2 499,64	15	1 002,00	167,00	1 169,00	0,00	1 330,64			0,00	
1108	SOLDE REALISATION APPENTIS EN TREILLIS METALLIC RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	21/01/2014	18 321,29	15	7 328,52	1 221,42	8 549,94	0,00	9 771,35			0,00	
1162	POSE D'UN CLIMATISEUR REVERSIBLE CT MIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN /	31/01/2014	2 033,20	15	816,00	136,00	952,00	0,00	1 081,20			0,00	
1163	FRE ET POSE D'UN CLIMATISEUR REVERSIBLE CT LEG RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN /	31/01/2014	1 794,00	15	720,00	120,00	840,00	0,00	954,00			0,00	
1164	INSTALLATION D'UN LUMINAIRE EXTERIEUR SUR LE CE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN /	31/01/2014	1 985,36	15	576,00	132,00	708,00	0,00	1 277,36			0,00	
1169	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETERIE ANDE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE ANDERNOS	11/02/2014	24 075,12	15	6 420,00	1 605,00	8 025,00	0,00	16 050,12			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1173	EXTENSION DU LOCAL DDS DE LA DECHETERIE D'AND RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	24/02/2014	2 506,49	15	977,00	167,00	1 144,00	0,00	1 362,49			0,00	
1174	ETANCHEIFICATION DES LOCAUX DDS/ DECHETERIE A RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	25/02/2014	1 496,85	6	1 496,85	0,00	1 496,85	0,00	0,00			0,00	
1175	ETANCHEIFICATION DES LOCAUX DDS/ DECHETERIE L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	25/02/2014	1 496,85	15	600,95	99,79	700,74	0,00	796,11			0,00	
1176	ETANCHEIFICATION DES LOCAUX DDS/ DECHETERIE L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	25/02/2014	1 496,85	15	600,95	99,79	700,74	0,00	796,11			0,00	
1181	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS/DECHETERIES - CTR ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	07/03/2014	16 044,09	15	6 417,66	1 069,61	7 487,27	0,00	8 556,82			0,00	
1186	MISE EN PLACE DE BORDURES LOCAL DDS/DECHETEI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	18/03/2014	540,04	15	211,00	36,00	247,00	0,00	293,04			0,00	
1194	TRAVAUX PLOMBERIE SUR DECHETERIES ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIES	24/03/2014	5 386,60	15	2 101,00	359,00	2 460,00	0,00	2 926,60			0,00	
1192	PORTAIL ALU 1 VANTAIL DECHETERIE D'AUDENGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	26/03/2014	5 453,23	15	2 130,00	364,00	2 494,00	0,00	2 959,23			0,00	
1197	FOURNITURE ET POSE DE PLAQUES POLYCARBONATE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	01/04/2014	1 253,83	15	491,00	84,00	575,00	0,00	678,83			0,00	
1230	TRX DECHETERIE PRO LEGE - DEPLACEMENTS STOCK	10/06/2014	4 061,00	15	1 626,00	271,00	1 897,00	0,00	2 164,00			0,00	
1238	DECH PRO LEGE : CREATION DALLES STOCKAGE + ST	10/06/2014	86 328,00	15	34 530,00	5 755,00	40 285,00	0,00	46 043,00			0,00	
1234	TRX REDUCTEURS TREMIES/DECHETERIES ET CTRES	11/06/2014	9 010,44	15	3 606,00	601,00	4 207,00	0,00	4 803,44			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1231	TRAVAUX PLOMBERIE SUR AIRES ACCUEIL GDV - AUDI	18/06/2014	26 274,00	15	14 964,00	1 256,00	16 220,00	0,00	10 054,00			0,00	
1226	POSE BARRIERE DECHETERIE BIGANOS	27/06/2014	3 580,70	15	1 398,00	239,00	1 637,00	0,00	1 943,70			0,00	
1256	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS/DECHETERIES - CTR	03/07/2014	7 243,58	15	1 932,00	483,00	2 415,00	0,00	4 828,58			0,00	
1229	POSE POINTS LUMINEUX LOCAL STOCKAGE AUDENGE	04/07/2014	1 272,62	15	497,00	85,00	582,00	0,00	690,62			0,00	
1236	FOURNITURE DE MURS AUTO PORTEURS	04/07/2014	42 525,84	15	17 010,00	2 835,00	19 845,00	0,00	22 680,84			0,00	
1237	DECHETERIE PROF - FOURNITURE DE MURS AUTO PO	04/07/2014	97 877,26	15	39 150,00	6 525,00	45 675,00	0,00	52 202,26			0,00	
1235	DECHETERIE AUDENGE - TRAVAUX D'EXTENTION	29/07/2014	356 425,62	15	95 048,00	23 762,00	118 810,00	0,00	237 615,62			0,00	
1240	DECOUPE DE BAVETTES DECHETERIE AUDENGE	04/08/2014	358,07	15	140,00	24,00	164,00	0,00	194,07			0,00	
1260	REALISATION 2 TROTTOIRS POUR ACCES PIETONS AU	01/09/2014	2 598,00	15	1 038,00	173,00	1 211,00	0,00	1 387,00			0,00	
1263	REALISATION TROTTOIR BETON DECHETERIE AUDENC	05/09/2014	1 021,38	15	398,00	68,00	466,00	0,00	555,38			0,00	
1257	FABRICATION MAIN COURANTE ESCALIER CTMIOS	15/09/2014	1 284,00	15	516,00	86,00	602,00	0,00	682,00			0,00	
1272	FOURNITURE DE RAMPES ET CROCHETS DECHETERI	03/10/2014	645,70	15	252,00	43,00	295,00	0,00	350,70			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1295	ANGLES DE QUAIS DECHETERIE MARCHEPRIME - BC 7	02/02/2015	2 355,34	15	115,00	157,00	272,00	0,00	2 083,34			0,00	
1357	ETUDE GEOTECHNIQUE DE CONCEPTION G2 PRO EXT	10/03/2015	3 000,00	15	1 000,00	200,00	1 200,00	0,00	1 800,00			0,00	
1313	FERMETURE FENETRE DONNANT SUR LOCAL DDS DE	01/04/2015	1 414,67	15	470,00	94,00	564,00	0,00	850,67			0,00	
1357	PLATEFORME POUR VEHICULES DE COLLECTE CTMIO	01/04/2015	3 804,00	15	1 268,00	253,60	1 521,60	0,00	2 282,40			0,00	
1316-1	FOURNITURE DE PANNEAUX EN ALU DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	09/04/2015	1 763,93	17	440,00	88,00	528,00	0,00	1 235,93			0,00	
1322	DECHETERIE ARES - INSTALLATIONS GENERALES	13/04/2015	86 707,90	15	28 905,00	5 781,00	34 686,00	0,00	52 021,90			0,00	
1357	FAISABILITE ASSAINISSEMENT AUTONOME DEPOT MIC	13/04/2015	1 920,00	15	640,00	128,00	768,00	0,00	1 152,00			0,00	
1323	MARCHE DE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS	22/04/2015	85 207,97	15	28 405,00	5 681,00	34 086,00	0,00	51 121,97			0,00	
1325	DECHETERIE PROFESSIONNELLE LEGE - Travaux de co ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE PROFESSIONNELLE	11/05/2015	58 042,10	15	15 476,00	3 869,00	19 345,00	0,00	38 697,10			0,00	
1328	DECHETERIE DE MIOS - Installations générales ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE MIOS	11/05/2015	86 937,02	15	28 980,00	5 796,00	34 776,00	0,00	52 161,02			0,00	
1349	DECHARGE MIOS - REPRISE COUVERTURE FINALE DU / DECHARGE DE MIOS	09/06/2015	102 786,78	15	27 408,00	6 852,00	34 260,00	0,00	68 526,78			0,00	
1356	BRANCHEMENT DEPOT LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/07/2015	125 863,72	15	41 955,00	8 391,00	50 346,00	0,00	75 517,72			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1357	BRANCHEMENT DEPOT DE COLLECTE DE MIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/07/2015	1 369,55	15	455,00	91,00	546,00	0,00	823,55			0,00	
1370	TRAVAUX ELECTRICITE + RESEAU SUR AIRE D'ACCUEI ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	24/09/2015	18 841,80	15	6 280,00	1 256,00	7 536,00	0,00	11 305,80			0,00	
1218	REGUL ASSUJETISSEMENT PARTIEL SUR DEPENSES 2 FINANCES /	14/12/2015	2 130,41	15	568,00	142,00	710,00	0,00	1 420,41			0,00	
1389	REALISATION PLATEFORME DE DEPOT DE MIOS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / DEPOT DE MIOS	24/12/2015	260 356,85	15	69 428,00	17 357,00	86 785,00	0,00	173 571,85			0,00	
1414	CONSTRUCTION DEPOT DE LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DEPOT DE LEGE	21/01/2016	261 157,16	15	69 640,00	17 410,00	87 050,00	0,00	174 107,16			0,00	
1430	AIRE D'ANDERNOS - LEVES TOPOGRAPHIQUES ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	30/03/2016	19 743,60	15	5 264,00	1 316,00	6 580,00	0,00	13 163,60			0,00	
1450	POSE DE PLAQUES DE POLYCARBONATE DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	23/05/2016	1 080,00	15	288,00	72,00	360,00	0,00	720,00			0,00	
1451	POSE DE PLAQUES DE POLYCARBONATE DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	23/05/2016	1 080,00	15	288,00	72,00	360,00	0,00	720,00			0,00	
1457	ISOLATION PLANCHER DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	06/07/2016	4 402,85	15	1 176,00	294,00	1 470,00	0,00	2 932,85			0,00	
1464	EXTENSION CTLEGE - TRAVAUX EN COURS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	05/08/2016	675 957,04	15	0,00	0,00	0,00	0,00	675 957,04			0,00	
1469	TELEGESTION AGDV AUDENGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	30/08/2016	14 713,00	15	3 924,00	981,00	4 905,00	0,00	9 808,00			0,00	
1470	FRE ET POSE DE CHAPEAUX DOUBLE PENTE CTLEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE + CENTRE DE	19/09/2016	9 387,90	15	1 252,00	1 873,00	3 125,00	0,00	6 262,90			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1478	MUR DE SOUTIEN DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	05/12/2016	1 267,92	15	340,00	85,00	425,00	0,00	842,92			0,00	
1480	TRAVAUX ABATTAGE ARBRES + CONFECTION MERLON ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	05/12/2016	29 784,00	15	7 944,00	1 986,00	9 930,00	0,00	19 854,00			0,00	
1483	ETANCHEITE DES MODULO BETON DECHETERIES ARE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	12/12/2016	5 348,74	15	712,00	1 068,00	1 780,00	0,00	3 568,74			0,00	
1484	CHANGEMENT CUMULUS CTLEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	12/12/2016	918,07	15	244,00	61,00	305,00	0,00	613,07			0,00	
1488	RADIATEUR DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / DECHETERIE	19/01/2017	540,04	15	108,00	36,00	144,00	0,00	396,04			0,00	
1505	REFECTION SOL DECHETERIE AUDENGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE AUDENGE	14/03/2017	2 834,20	15	567,00	189,00	756,00	0,00	2 078,20			0,00	
1507	MARCHE TRAVAUX DE VOIRIE AGDV BIGANOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	15/03/2017	61 729,32	15	12 345,00	4 115,00	16 460,00	0,00	45 269,32			0,00	
1515	MARCHE DE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE MIOS	12/04/2017	399,16	1	399,16	0,00	399,16	0,00	0,00			0,00	
1516	MARCHE DE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE LANTON	12/04/2017	587,00	15	234,00	29,00	263,00	0,00	324,00			0,00	
1517	MARCHE DE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE ARES	12/04/2017	587,00	15	234,00	29,00	263,00	0,00	324,00			0,00	
1519	MARCHE DE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE PROFESSIONNELLE	12/04/2017	4 350,00	15	290,00	290,00	580,00	0,00	3 770,00			0,00	
1525	RADIATEUR CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	05/05/2017	481,34	1	481,34	0,00	481,34	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1527	TRAVAUX EXTENSION CTLEGE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	15/05/2017	2 355,40	15	471,00	157,00	628,00	0,00	1 727,40			0,00	
1532	FABRICATION ET ECHANG TRAPPES CTLEGE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	16/05/2017	7 377,12	15	1 476,00	492,00	1 968,00	0,00	5 409,12			0,00	
1551	FOURNITURE ET POSE ECLAIRAGE CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	28/06/2017	2 655,59	15	531,00	177,00	708,00	0,00	1 947,59			0,00	
1554	PROTECTION PLUIE LOCAL DDS DECHETERIE BIGANO RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	10/07/2017	1 332,00	15	267,00	89,00	356,00	0,00	976,00			0,00	
1560	CABLAGE DU BUREAU D'INFORMATION DE MIOS DIRECTION GENERALE DES SERVICES / Commune de MIOS	24/07/2017	1 318,84	15	264,00	88,00	352,00	0,00	966,84			0,00	
1561	REMISE EN ETAT DU SYSTEME VIDEO CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	27/07/2017	2 866,96	15	573,00	191,00	764,00	0,00	2 102,96			0,00	
1562	PROTECTION PLUIE LOCAL DDS DECHETERIE AUDENC RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	01/09/2017	1 332,00	15	267,00	89,00	356,00	0,00	976,00			0,00	
1563	PROTECTION PLUIE LOCAL DDS DECHETERIE MARCHI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	01/09/2017	1 332,00	15	267,00	89,00	356,00	0,00	976,00			0,00	
1568	TELEGESTION AGDV AUDENGE ET BIGANOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	01/09/2017	14 712,99	15	2 943,00	981,00	3 924,00	0,00	10 788,99			0,00	
1580	POSE BRVE PARKING COVOITURAGE MIOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE COVOIRUTAGE MIOS	06/10/2017	6 020,40	15	1 203,00	401,00	1 604,00	0,00	4 416,40			0,00	
1599	EXTENSION AGDV ANDERNOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	23/11/2017	17 088,00	15	3 417,00	1 139,00	4 556,00	0,00	12 532,00			0,00	
1624	RACCORDEMENT ELECTRIQUE POUR BORNE COBAN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	02/01/2018	10 131,89	15	1 350,00	675,00	2 025,00	0,00	8 106,89			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1611	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	01/02/2018	7 217,99	15	962,00	481,00	1 443,00	0,00	5 774,99			0,00	
1613	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	01/02/2018	12 535,03	15	1 672,00	836,00	2 508,00	0,00	10 027,03			0,00	
1614	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	01/02/2018	14 373,05	15	1 916,00	958,00	2 874,00	0,00	11 499,05			0,00	
1615	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	01/02/2018	9 767,91	15	1 302,00	651,00	1 953,00	0,00	7 814,91			0,00	
1633	ETANCHEITE DU TOIT DU CAISSON DE LA TORCHERE I DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	23/02/2018	2 547,60	15	340,00	170,00	510,00	0,00	2 037,60			0,00	
1627	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE ANDERNOS	28/02/2018	8 725,29	15	1 164,00	582,00	1 746,00	0,00	6 979,29			0,00	
1629	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE BIGANOS	28/02/2018	14 678,76	15	1 958,00	979,00	2 937,00	0,00	11 741,76			0,00	
1631	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE LEGE	28/02/2018	182 832,80	15	24 378,00	12 189,00	36 567,00	0,00	146 265,80			0,00	
1644	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	02/03/2018	17 255,68	15	2 300,00	1 150,00	3 450,00	0,00	13 805,68			0,00	
1646	RENFORT TOITURE DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	27/03/2018	4 696,00	15	626,00	313,00	939,00	0,00	3 757,00			0,00	
1662	AMENAGEMENT ENTREE AGDV AUDENGE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE AUDENGE	25/04/2018	26 708,40	15	3 562,00	1 781,00	5 343,00	0,00	21 365,40			0,00	
1675	REFECTION DOUCHE DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	29/05/2018	2 091,39	15	278,00	139,00	417,00	0,00	1 674,39			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1679	FOURNITURE ET POSE PORTIQUE ENTREE DECHETEF RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	05/06/2018	2 782,38	15	370,00	185,00	555,00	0,00	2 227,38			0,00	
1709	ASSISTANCE A L'OUVERTURE D'UN ERP ESPACE COW ETUDES ET TRAVAUX / ESPACE COWORKING	21/08/2018	862,52	1	862,52	0,00	862,52	0,00	0,00			0,00	
1723	INSTALLATION ECLAIRAGE EXTERIEUR LOCAL MAEVA DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / LOCAL MAEVA	04/10/2018	1 494,31	15	200,00	100,00	300,00	0,00	1 194,31			0,00	
1714	FOURNITURE ET POSE D'UN STORE DECHETERIE LAN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE LANTON	08/10/2018	625,74	15	84,00	42,00	126,00	0,00	499,74			0,00	
1721	CREATION PLATEFORME BATIMENT MODULAIRE COBA DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	15/10/2018	20 640,00	15	2 752,00	1 376,00	4 128,00	0,00	16 512,00			0,00	
1739	VIDEOSURVEILLANCE CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	05/12/2018	1 523,50	15	204,00	102,00	306,00	0,00	1 217,50			0,00	
1756	CONSTRUCTION D'UN BATIMENT MODULAIRE LANTON DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE LANTON	13/12/2018	26 908,63	15	548,00	4 831,00	5 379,00	0,00	21 529,63			0,00	
1762	CONSTRUCTION ESPACE COWORKING ETUDES ET TRAVAUX / COWORKING LANTON	04/01/2019	85 101,41	2	85 101,41	0,00	85 101,41	0,00	0,00			0,00	
1812	AMENAGEMENT PLATEFORME DV ANDERNOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / PLATEFORME DECHETS VERTS	01/04/2019	193 550,39	15	0,00	12 903,00	12 903,00	0,00	180 647,39			0,00	
1824	INSTALLATION DETECTEUR DE MOUVEMENT CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	13/05/2019	1 031,50	15	69,00	69,00	138,00	0,00	893,50			0,00	
1831	FOURNITURE ET POSE PORTIQUE DECHETERIE LANT RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	03/06/2019	2 981,96	15	199,00	199,00	398,00	0,00	2 583,96			0,00	
1833	FOURNITURE ET POSE PORTIQUE DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	03/06/2019	3 766,19	15	251,00	251,00	502,00	0,00	3 264,19			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1837	TRAVAUX POUR INSTALLATION BARRIERE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	04/06/2019	3 938,12	15	263,00	263,00	526,00	0,00	3 412,12			0,00	
1830	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS AGDV AUDE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	06/06/2019	30 626,40	15	2 042,00	2 042,00	4 084,00	0,00	26 542,40			0,00	
1840	DALLE BETON SUPPORT BORNES A VELOS ELECTRIQU ETUDES ET TRAVAUX / COMMUNE AUDENGE	11/06/2019	1 675,20	15	112,00	112,00	224,00	0,00	1 451,20			0,00	
1857	RAIL DE PORTAIL DECHETERIE LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	03/07/2019	922,76	15	62,00	62,00	124,00	0,00	798,76			0,00	
1855	AMENAGEMENT SALLE DE BAIN DECHETERIE AUDENG RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	15/07/2019	18 100,19	15	1 207,00	1 207,00	2 414,00	0,00	15 686,19			0,00	
1864	SYSTEME VIDEOSURVEILLANCE CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	01/08/2019	5 465,53	15	364,00	364,00	728,00	0,00	4 737,53			0,00	
1872	BLOCS AUTOSTABLES PLATEFORME DV ETUDES ET TRAVAUX / PLATEFORME DECHETS VERTS ANDERNOS	10/09/2019	25 800,00	15	0,00	1 720,00	1 720,00	0,00	24 080,00			0,00	
1875	RACHAT TRAVAUX DE MODIFICATION MODE DE GESTI DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	04/10/2019	64 182,75	15	4 279,00	4 279,00	8 558,00	0,00	55 624,75			0,00	
1877	RAIL DE PORTAIL DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	04/10/2019	690,31	15	46,02	46,02	92,04	0,00	598,27			0,00	
1881	TABLES DE PIQUE NIQUE POUR LOCAUX MODULAIRES RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	24/10/2019	961,80	15	64,12	64,12	128,24	0,00	833,56			0,00	
1880	FOURNITURE ET POSE BARRIERE LEVANTE DECHETEI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	31/10/2019	4 235,27	15	282,35	282,35	564,70	0,00	3 670,57			0,00	
1906	REMPLACEMENT CABLE VIDEOSURVEILLANCE CTMIO RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	23/12/2019	14 270,35	15	0,00	951,36	951,36	0,00	13 318,99			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1917	FOURNITURE STATION SERVICE GASOIL PLATEFORME RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / PLATEFORME	16/01/2020	14 178,54	15	0,00	945,24	945,24	0,00	13 233,30			0,00	
1948	ENROULEUR MURAL CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/03/2020	7 816,19	15	0,00	521,08	521,08	0,00	7 295,11			0,00	
1973	REMPLACEMENT STORES DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	15/06/2020	516,56	15	0,00	34,44	34,44	0,00	482,12			0,00	
1974	REMPLACEMENT STORES DECHETERIE LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	15/06/2020	516,56	15	0,00	34,44	34,44	0,00	482,12			0,00	
1975	REMPLACEMENT STORES DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	15/06/2020	516,56	15	0,00	34,44	34,44	0,00	482,12			0,00	
2004	BC11 : DALLE ABRIS VELOS ETUDES ET TRAVAUX /	14/09/2020	29 475,16	1	0,00	29 475,16	29 475,16	0,00	0,00			0,00	
2010	REMPLACEMENT PORTIQUE DECHETERIE LANTON SU RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	10/11/2020	2 398,48	15	0,00	159,90	159,90	0,00	2 238,58			0,00	
2011	REMPLACEMENT PORTIQUE DECHETERIE MARCHEPR RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	10/11/2020	2 398,48	15	0,00	159,90	159,90	0,00	2 238,58			0,00	
2043	POSE D'UN STORE PLATEDV ANDERNOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / PLATEFORME DECHETS VERTS	12/03/2021	2 334,00	1	0,00	0,00	0,00	0,00	2 334,00			0,00	
2046	REMPLACEMENT STORES DECHETERIE MARCHEPRIM RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	18/03/2021	622,22	15	0,00	0,00	0,00	0,00	622,22			0,00	
2047	REMPLACEMENT STORES DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	18/03/2021	622,22	15	0,00	0,00	0,00	0,00	622,22			0,00	
2048	REMPLACEMENT STORES DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	18/03/2021	1 422,89	15	0,00	0,00	0,00	0,00	1 422,89			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2135 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2069	FOURNITURE ET POSE STORE BANNE CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	08/06/2021	463,73	1	0,00	0,00	0,00	0,00	463,73			0,00	
2092	BARRIERE DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	16/09/2021	3 913,19	15	0,00	0,00	0,00	0,00	3 913,19			0,00	
2099	POSE DE MADRIERS DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	04/11/2021	457,86	1	0,00	0,00	0,00	0,00	457,86			0,00	
2112	POSE DE MADRIERS PROTECTION DE QUAIS DECHETI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	19/11/2021	898,11	15	0,00	0,00	0,00	0,00	898,11			0,00	
2113	POSE DE MADRIERS PROTECTION DE QUAIS DECHETI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	19/11/2021	457,86	1	0,00	0,00	0,00	0,00	457,86			0,00	
Total du compte : 2135			13 989 243.56		4 649 214.87	796 096.80	5 445 311.67	0.00	8 543 931.89			0.00	0.00

Compte: 2138 - Autres constructions

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
550	CONSTRUC LOCAL STOCK CTR LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	04/06/2009	10 895,56	15	7 986,00	726,00	8 712,00	0,00	2 183,56			0,00	
1849	ACQ. BATIMENT BB57 - SELON DELIB. 100-2018 DU 06/1	08/07/2019	407 634,48	10	40 764,00	40 764,00	81 528,00	0,00	326 106,48			0,00	
Total du compte : 2138			418 530.04		48 750.00	41 490.00	90 240.00	0.00	328 290.04			0.00	0.00

Compte: 2145 - Construct° sur sol d'autrui - Installat° générales, agencement

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2145 - Construct° sur sol d'autrui - Installat° générales, agencement

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1621	REMPLACEMENT POMPE A CHALEUR OT BIGANOS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COMMUNE BIGANOS	23/01/2018	3 582,00	15	478,00	239,00	717,00	0,00	2 865,00			0,00	
1801	INSTALLATION PRISE POUR VEHICULE ELECTRIQUE O DIRECTION GENERALE DES SERVICES / OFFICE DE TOURISME LANTON	13/03/2019	1 182,04	15	79,00	79,00	158,00	0,00	1 024,04			0,00	
Total du compte : 2145			4 764.04		557.00	318.00	875.00	0.00	3 889.04			0.00	0.00

Compte: 2151 - Réseaux de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
6	amenagement voie tourne a gauc DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY /	06/10/2003	76 480,00	20	65 008,00	3 824,00	68 832,00	0,00	7 648,00			0,00	
2002-12	VOIES ACCES DECHETERIE MIOS	20/11/2007	99 098,60		0,00	0,00	0,00	0,00	99 098,60			0,00	
382	REFECT STATIONNEM CTRE LCF	20/05/2008	717,60	5	717,60	0,00	717,60	0,00	0,00			0,00	
451	TRX AMENAG CTRE TRANSF LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	04/11/2008	26 013,00	20	15 600,00	1 300,00	16 900,00	0,00	9 113,00			0,00	
Total du compte : 2151			202 309.20		81 325.60	5 124.00	86 449.60	0.00	115 859.60			0.00	0.00

Compte: 2152 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
396	TRX POSE BORNE DASRI MARCHEP SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	09/06/2008	2 831,23	20	1 692,00	141,00	1 833,00	0,00	998,23			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2152 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
403	TRX ASSAIN BORNE DASRI MARCH SERVICES TECHNIQUES / Commune de Marcheprime	20/06/2008	5 536,06	20	3 312,00	276,00	3 588,00	0,00	1 948,06			0,00	
404-2152	PUB FOURNITURE CONTEN DASRI SERVICES TECHNIQUES / COBAN	20/06/2008	880,64	20	352,24	44,03	396,27	0,00	484,37			0,00	
408	TRX BORNE DASRI DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	09/07/2008	2 181,50	20	1 308,00	109,00	1 417,00	0,00	764,50			0,00	
418	TRX GENIE CIV DASRI ANDERN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	26/08/2008	1 105,10	20	660,00	55,00	715,00	0,00	390,10			0,00	
449	TRX GENIE CIVIL BORNE DASRI AR SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ARES	04/11/2008	1 573,94	20	936,00	78,00	1 014,00	0,00	559,94			0,00	
471	TRX GENIECIV BORNE DASRICLAOUE SERVICES TECHNIQUES / CLAOUEY A LEGE	08/12/2008	2 137,25	20	1 272,00	106,00	1 378,00	0,00	759,25			0,00	
474	TRX GENIE CIV BORNE DASRI LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	08/12/2008	1 936,32	20	1 152,00	96,00	1 248,00	0,00	688,32			0,00	
475	TRX POSE BORNE DASRI AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE AUDENGE	10/12/2008	4 341,48	20	2 604,00	217,00	2 821,00	0,00	1 520,48			0,00	
477	TRX BORNE DASRI A BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	10/12/2008	598,00	20	348,00	29,00	377,00	0,00	221,00			0,00	
484	ARCEAU PROTEC BORNE DASRI LANT SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE LANTON	09/01/2009	334,88	20	176,00	16,00	192,00	0,00	142,88			0,00	
516	RALENTISSEUR CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/03/2009	1 326,90	20	726,00	66,00	792,00	0,00	534,90			0,00	
524	REMP BORDUR+REF CHAUS DAR SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	25/03/2009	1 133,81	20	616,00	56,00	672,00	0,00	461,81			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2152 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
525	MIROIR MULTI-USAGE DECH MARCH SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	25/03/2009	620,25	20	341,00	31,00	372,00	0,00	248,25			0,00	
545	MIROIR +POTEAU DECHET LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	18/05/2009	620,25	20	341,00	31,00	372,00	0,00	248,25			0,00	
617	INSTALLATIONS VOIRIE DECH MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	27/08/2009	2 441,51	20	1 342,00	122,00	1 464,00	0,00	977,51			0,00	
690	RALENTISSEURS DECHET ARES/LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES ARES/LEGE	25/11/2009	1 743,39	20	957,00	87,00	1 044,00	0,00	699,39			0,00	
844	RALENTISSEURS DECHET MARCHEPRI SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	25/05/2011	968,76	20	432,00	48,00	480,00	0,00	488,76			0,00	
848	SIGNALISATION DECHETERIE LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	30/05/2011	1 094,34	20	486,00	54,00	540,00	0,00	554,34			0,00	
857	CREATION PISTE CTRE TRANSF MIO SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	24/06/2011	3 970,72	20	1 782,00	198,00	1 980,00	0,00	1 990,72			0,00	
859	SUPPORTS PANNEAUX DECH LANT/LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	12/07/2011	1 485,44	20	666,00	74,00	740,00	0,00	745,44			0,00	
961	REFECTION ACCES DECHETERIE AUD SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	09/07/2012	12 491,98	20	4 992,00	624,00	5 616,00	0,00	6 875,98			0,00	
982	MISE AUX NORMES PLACES HANDICA SERVICES TECHNIQUES / AIRE COVOITBIGANOS	29/08/2012	702,05	20	280,00	35,00	315,00	0,00	387,05			0,00	
1104	AMENAGEMENT AIRE COVOIT LEGE ARCEAUX RENFOI ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	03/06/2013	1 729,42	20	605,29	86,47	691,76	0,00	1 037,66			0,00	
1109	FOURNITURE ET MISE EN PLACE D'UN RALENTISSEUR RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	12/06/2013	1 344,30	20	469,00	67,00	536,00	0,00	808,30			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2152 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1110	MOBILIER URBAIN CO-VOITURAGE ANDERNOS-LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	28/06/2013	7 948,50	20	2 779,00	397,00	3 176,00	0,00	4 772,50			0,00	
1141	SOLDE CREATION 2 AIRES COVOITURAGE AUDENGE/E ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	02/08/2013	13 096,20	20	4 583,67	654,81	5 238,48	0,00	7 857,72			0,00	
1127	MARQUAGE AU SOL PEINTURE ROUTIERE SUR 8 DECH RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	08/08/2013	2 316,65	20	812,00	116,00	928,00	0,00	1 388,65			0,00	
1217	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS/DECHETERIES - CTR ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	09/05/2014	30 488,57	20	18 321,36	869,00	19 190,36	0,00	11 298,21			0,00	
1222	SIGNALISATION MARQUAGE AU SOL/MIROIR ET POTEA RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN /	04/06/2014	1 263,10	20	378,00	63,00	441,00	0,00	822,10			0,00	
1198 bis	AIRES COVOITURAGE MARCHEPRIME-LOT3/MOBILIER	12/06/2014	12 675,21	20	3 804,00	634,00	4 438,00	0,00	8 237,21			0,00	
1264	TRX VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - AIRE GDV AUDENG	02/10/2014	29 826,00	20	8 946,00	1 491,00	10 437,00	0,00	19 389,00			0,00	
1321	PANNEAUX DE SIGNALISATION DECHETERIES	13/04/2015	2 165,15	20	540,00	108,00	648,00	0,00	1 517,15			0,00	
1327	DECHETERIE MIOS - Installations de voirie ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE MIOS	11/05/2015	11 781,09	20	2 945,00	589,00	3 534,00	0,00	8 247,09			0,00	
1330	DEPOT DE LEGE - Installations de voirie	03/06/2015	4 152,00	20	2 075,00	138,00	2 213,00	0,00	1 939,00			0,00	
1331	DEPOT DE MIOS - Installations de voirie	03/06/2015	2 520,00	20	1 260,00	84,00	1 344,00	0,00	1 176,00			0,00	
1638	REFECTION ALLEE D'ACCES AGDV BIGANOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	05/03/2018	8 302,80	20	830,00	415,00	1 245,00	0,00	7 057,80			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2152 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1672	RALENTISSEUR DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	04/06/2018	410,90	1	410,90	0,00	410,90	0,00	0,00			0,00	
1688	RALENTISSEURS CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	29/06/2018	2 730,72	20	274,00	137,00	411,00	0,00	2 319,72			0,00	
1766	REFECTION ALLEE PRINCIPALE AGDV ANDERNOS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	02/03/2019	8 910,00	20	446,00	446,00	892,00	0,00	8 018,00			0,00	
1815	PROTECTION DES ACCOTEMENTS RUE GALEBEN ZAC ETUDES ET TRAVAUX / ZAC 2000 DE MIOS	12/04/2019	10 050,00	20	503,00	503,00	1 006,00	0,00	9 044,00			0,00	
1838	ECLAIRAGE PUBLIC ACCIDENTE AVENUE ZAC 2000 ETUDES ET TRAVAUX / ZAC 2000 DE MIOS	25/06/2019	3 187,60	20	159,00	159,00	318,00	0,00	2 869,60			0,00	
1890	RALENTISSEURS CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN /	03/12/2019	1 958,23	20	97,91	97,91	195,82	0,00	1 762,41			0,00	
1913	ECLAIRAGE PUBLIC 94 AVENUE ZAC 2000 FOYER ACCI ETUDES ET TRAVAUX / ZAE	21/01/2020	2 078,22	1	0,00	2 078,22	2 078,22	0,00	0,00			0,00	
1955	PLAQUES POUR RIS EXISTANTS ZAE BREDOUILLE LEG ETUDES ET TRAVAUX / ZAC BREDOUILLE LEGE	30/03/2020	3 913,57	1	0,00	3 913,57	3 913,57	0,00	0,00			0,00	
2009	BC23 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES VRD DECHETERII ETUDES ET TRAVAUX /	04/11/2020	2 419,42	20	0,00	120,97	120,97	0,00	2 298,45			0,00	
2063	POSE ET FOURNITURE CANDELABRE ZA BREDOUILLE ETUDES ET TRAVAUX / ZAC BREDOUILLE LEGE	17/05/2021	13 650,52	20	0,00	0,00	0,00	0,00	13 650,52			0,00	
2070	BC 25 - PASSAGE PIETON ZAE CASSADOTE A BIGANOS ETUDES ET TRAVAUX / ZAC CASSADOTTE BIGANOS	26/05/2021	3 330,66	20	0,00	0,00	0,00	0,00	3 330,66			0,00	
2078	BC 26 - TRAVAUX PONCTUELS DE REFECTION ZAE DIV	06/07/2021	37 602,34	20	0,00	0,00	0,00	0,00	37 602,34			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2152 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2088	BC 32 : ACCES DECHETERIE MARCHEPRIME ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE MARCHEPRIME	26/08/2021	2 718,39	20	0,00	0,00	0,00	0,00	2 718,39			0,00	
2115	BC 39 : REPRISE ENROBE DEPOT LEGE	01/12/2021	0,00	20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
2116	BC43 : REPRISE AIRE DE BEQUILLAGE ET DALLE BETO	01/12/2021	34 666,88	20	0,00	0,00	0,00	0,00	34 666,88			0,00	
2117	BC44 : BETON QUAI DE DECHARGEMENT ET AIRE DE L	01/12/2021	34 997,33	20	0,00	0,00	0,00	0,00	34 997,33			0,00	
Total du compte : 2152			344 289.57		77 012.37	15 760,98	92 773.35	0.00	251 516.22			0.00	0.00

Compte: 21531 - Réseaux d'adduction d'eau

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
327	FOURN/POSE COMPTEUR DASRI SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE LANTON	04/12/2007	840,89	20	546,00	42,00	588,00	0,00	252,89			0,00	
547	BRANCHEMENT EAU+FOSSE AGDVAUD SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	20/05/2009	1 152,15	6	1 152,15	0,00	1 152,15	0,00	0,00			0,00	
549	CREATION 2 POINTS D'EAU DECH A SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	29/05/2009	595,61	6	595,61	0,00	595,61	0,00	0,00			0,00	
589	POSE FOSSE A COMPTEUR DECH BIG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	23/07/2009	290,15	6	290,15	0,00	290,15	0,00	0,00			0,00	
681	MODIF CONNEXION ALIM EAUAGDVBI SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	30/10/2009	418,60	6	418,60	0,00	418,60	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21531 - Réseaux d'adduction d'eau

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
731	RACCORD RES ADDUC EAU POTABLE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	18/02/2010	51 852,34	10	51 852,34	0,00	51 852,34	0,00	0,00			0,00	
903	BRANCHEMENT EAU + FOSSE CT MIO SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	06/02/2012	1 493,98	15	792,00	99,00	891,00	0,00	602,98			0,00	
Total du compte : 21531			56 643.72		55 646.85	141.00	55 787.85	0.00	855.87			0.00	0.00

Compte: 21532 - Réseaux d'assainissement

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
672	RACCORD RESEAU ASSAIN AGDVBIGANOS/AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	15/10/2009	120 734,79	6	120 734,79	0,00	120 734,79	0,00	0,00			0,00	
765	REAL REGARD+ RACCORD CANIV DMA SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	03/06/2010	1 554,80	10	1 554,80	0,00	1 554,80	0,00	0,00			0,00	
776	CHANGEMENT VANNE CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	30/06/2010	2 643,16	15	1 760,00	176,00	1 936,00	0,00	707,16			0,00	
798	PARTICIP RACCORD EGOUT AGDV BIG/AUD SERVICES TECHNIQUES / AIRES ACCUEILS GDV AUDENGE ET BIGANOS	25/08/2010	8 377,00	15	5 580,00	558,00	6 138,00	0,00	2 239,00			0,00	
957	CONFECT RESEAU EU CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	11/06/2012	3 083,29	15	1 640,00	205,00	1 845,00	0,00	1 238,29			0,00	
980	REMPLAC SEPAR HYDROCARBUR SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	23/08/2012	6 062,62	15	3 232,00	404,00	3 636,00	0,00	2 426,62			0,00	
1329	CT DE MIOS - Réseaux d'assainissemnt ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT MIOS	11/05/2015	33 573,38	20	8 395,00	1 679,00	10 074,00	0,00	23 499,38			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21532 - Réseaux d'assainissement

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1386	BRANCHEMENT AEP DEPOT DE MIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DEPOT DE MIOS	07/12/2015	1 448,30	20	360,00	72,00	432,00	0,00	1 016,30			0,00	
1518	MARCHE DE TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT MIOS	12/04/2017	587,00	20	177,00	24,00	201,00	0,00	386,00			0,00	
1526	TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'ASSAINISSEMENT I DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIE MIOS	02/05/2017	7 783,62	20	1 167,00	389,00	1 556,00	0,00	6 227,62			0,00	
Total du compte : 21532			185 847.96		144 600.59	3 507.00	148 107.59	0.00	37 740.37			0.00	0.00

Compte: 21533 - Réseaux câblés

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1032	ETUDE RACCORD LIGNE TEL CT MIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT MIOS	16/01/2013	4 709,85	20	1 648,43	235,49	1 883,92	0,00	2 825,93			0,00	
1205	INSTALLATION SYSTEME PESEES DECHET PRO LEGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	24/04/2014	3 220,00	20	1 158,00	147,00	1 305,00	0,00	1 915,00			0,00	
1248	DEPLACEMENT POSTE PESEE SUR NOUVEAU BUNGAL	21/07/2014	2 445,00	20	732,00	122,00	854,00	0,00	1 591,00			0,00	
1242	FOURNITURE ET POSE DE FIBRE OPTIQUE CTLEGE ET	28/07/2014	999,00	20	300,00	50,00	350,00	0,00	649,00			0,00	
1243	FOURNITURE ET POSE DE FIBRE OPTIQUE CTLEGE ET	28/07/2014	832,50	20	252,00	42,00	294,00	0,00	538,50			0,00	
1353	CABLAGE INFORMATIQUE SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	30/06/2015	7 417,80	20	1 855,00	371,00	2 226,00	0,00	5 191,80			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21533 - Réseaux câblés

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1419	CABLAGE NOUVEAUX LOCAUX ANNEXES ST (MISSION RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	25/01/2016	2 865,24	20	572,00	143,00	715,00	0,00	2 150,24			0,00	
1429	CABLAGE ACCES STANDARD CENTRE ADMINISTRATIF RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	11/03/2016	1 680,00	20	336,00	84,00	420,00	0,00	1 260,00			0,00	
1489	FIBRE OPTIQUE 20MBS SIEGE COBAN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/01/2017	7 200,00	20	1 080,00	360,00	1 440,00	0,00	5 760,00			0,00	
1720	ALIMENTATION AERIENNE DES BATIMENTS MODULAIR DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	15/10/2018	20 376,00	20	2 038,00	1 019,00	3 057,00	0,00	17 319,00			0,00	
1763	INSTALLATION RESEAUX BATIMENTS MODULAIRES SIE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	21/12/2018	5 186,40	20	259,00	259,00	518,00	0,00	4 668,40			0,00	
Total du compte : 21533			56 931.79		10 230.43	2 832.49	13 062.92	0.00	43 868.87			0.00	0.00

Compte: 21534 - Réseaux d'électrification

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
29	raccordement electrique dechet RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	20/10/2003	13 532,90	20	11 492,00	676,00	12 168,00	0,00	1 364,90			0,00	
220	Réseaux divers Quai transfert LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / COMMUNE DE LEGE	03/07/2006	1 131,22	20	784,00	56,00	840,00	0,00	291,22			0,00	
223	RACCORDT QUAI TRANSFERT LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / COMMUNE DE LEGE	14/11/2006	3 956,54	20	2 758,00	197,00	2 955,00	0,00	1 001,54			0,00	
2001-06	RACCORD ELECTRIQUE DECHETERIE	20/11/2007	1 006,16	1	0,00	0,00	0,00	0,00	1 006,16			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21534 - Réseaux d'électrification

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
381	BRANCH ELECT DECHETERIE AUDENGE	02/06/2008	5 027,63	15	4 022,00	335,00	4 357,00	0,00	670,63			0,00	
445	ELECT BORNES DASRI MARC/BOURG LEGE SERVICES TECHNIQUES / Commune de Marcheprime	29/10/2008	598,00	6	598,00	0,00	598,00	0,00	0,00			0,00	
446	ELECT BORNE DASRI MIOS SERVICES TECHNIQUES / Commune de MIOS	29/10/2008	478,40	6	478,40	0,00	478,40	0,00	0,00			0,00	
447-21534	ELECT BORNEDASRI BIG-LANTON SERVICES TECHNIQUES / COMMUNES BIGANOS/LANTON	29/10/2008	879,06	7	358,80	520,26	879,06	0,00	0,00			0,00	
448	ELECT BORNEDASRI AND+RECHNEUTREAND/ARES SERVICES TECHNIQUES / COMMUNES ANDERNOS/ARES	29/10/2008	705,64	6	705,64	0,00	705,64	0,00	0,00			0,00	
462	ALIMENT ELECT BORNE DASRI LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	24/11/2008	334,88	6	334,88	0,00	334,88	0,00	0,00			0,00	
476	TRX ELEC BORNE DASRI AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE AUDENGE	10/12/2008	394,68	6	394,68	0,00	394,68	0,00	0,00			0,00	
523	RACCORD ELECT DASRIAUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	23/03/2009	1 184,08	6	1 184,08	0,00	1 184,08	0,00	0,00			0,00	
526	RACCOR ELEC DEFIN DASRI AUDEN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	25/03/2009	544,18	6	544,18	0,00	544,18	0,00	0,00			0,00	
541	POSE DISJONCTEUR CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	24/04/2009	119,60	15	77,00	7,00	84,00	0,00	35,60			0,00	
546	RACCORD EDF AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	20/05/2009	6 122,25	6	6 122,25	0,00	6 122,25	0,00	0,00			0,00	
551	RACCORD EDF DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	04/06/2009	72 307,82	6	72 307,82	0,00	72 307,82	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21534 - Réseaux d'électrification

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
586	RACCORD EDF AGDV BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV BIGANOS	23/07/2009	12 980,36	15	9 515,00	865,00	10 380,00	0,00	2 600,36			0,00	
588	RACCORD FT DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	23/07/2009	1 675,69	15	1 221,00	111,00	1 332,00	0,00	343,69			0,00	
682	REALIS ECLAIR EXT DECH LANT/ARES/LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	03/11/2009	4 066,11	6	4 066,11	0,00	4 066,11	0,00	0,00			0,00	
757	POSE 2 LIGNES ELEC CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	21/04/2010	340,86	15	220,00	22,00	242,00	0,00	98,86			0,00	
755	RACCORD ERDF AGDV ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	26/05/2010	8 356,44	15	5 570,00	557,00	6 127,00	0,00	2 229,44			0,00	
873	POSE GAINE TPC/LISSES BOISDECH SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	30/08/2011	908,96	15	540,00	60,00	600,00	0,00	308,96			0,00	
887	RACCORD ELECT CT MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	17/11/2011	16 785,00	15	10 071,00	1 119,00	11 190,00	0,00	5 595,00			0,00	
994	RACCORD CENTRE TRANSF MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	04/10/2012	1 009,30	15	536,00	67,00	603,00	0,00	406,30			0,00	
1102	RACCORDEMENT FT CTRE TRANSF MIOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	03/06/2013	15 147,46	20	5 301,59	757,37	6 058,96	0,00	9 088,50			0,00	
1245	RACCORDEMENT ALGECO DECHETERIE PRO LEGE - E	18/07/2014	453,00	20	138,00	23,00	161,00	0,00	292,00			0,00	
Total du compte : 21534			170 046.22		139 340.43	5 372.63	144 713.06	0.00	25 333.16			0,00	0,00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21538 - Autres réseaux

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
225	Aménagement Décharge LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / COMMUNE DE LEGE	31/03/2006	1 621,60	20	1 134,00	81,00	1 215,00	0,00	406,60			0,00	
221	Poste incendie Quai de transfert LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / COMMUNE DE LEGE	29/08/2006	5 896,22	20	3 822,00	294,00	4 116,00	0,00	1 780,22			0,00	
222	Branchement d'eau-quai de transfert LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / COMMUNE DE LEGE	29/08/2006	1 147,41	20	741,00	57,00	798,00	0,00	349,41			0,00	
91-01	VOIRIE DECHARGE	20/11/2007	118 742,87		0,00	0,00	0,00	0,00	118 742,87			0,00	
338	FOURN POSE VANNE C.TR LCF RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	05/02/2008	3 602,35	6	3 602,35	0,00	3 602,35	0,00	0,00			0,00	
224-2	REHABILITATION DECHARGE DE LEGE	19/06/2008	2 392,00		0,00	0,00	0,00	0,00	2 392,00			0,00	
587	BRANCHEM INCENDIE+COMPT CTLEG SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/07/2009	1 104,19	15	803,00	73,00	876,00	0,00	228,19			0,00	
615	TRX PASSAGE RESEAU INCENDIE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	27/08/2009	6 750,89	15	4 950,00	450,00	5 400,00	0,00	1 350,89			0,00	
674	TRX RESEAUX LIGNE AGDV AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	14/10/2009	1 137,84	15	825,00	75,00	900,00	0,00	237,84			0,00	
705	RACCORD ET POTEAU INCENDAGDVAU SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV AUDENGE	21/12/2009	8 741,41	15	6 402,00	582,00	6 984,00	0,00	1 757,41			0,00	
712	TRX RACCORD RESEAU DECHET MARC SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	18/02/2010	5 310,24	15	3 540,00	354,00	3 894,00	0,00	1 416,24			0,00	
741	REALIS FOSSE AGDVBIG/AUD SERVICES TECHNIQUES / AIRES ACCUEILS GDV AUDENGE ET BIGANOS	18/02/2010	5 453,76	15	3 630,00	363,00	3 993,00	0,00	1 460,76			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21538 - Autres réseaux

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
808	MISE EN PLACE ECLAIRAGE EXT DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	05/10/2010	11 644,26	15	7 760,00	776,00	8 536,00	0,00	3 108,26			0,00	
1425	REMPLACEMENT 14 VANNES SUITE A FUITE DECHARG ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	29/02/2016	4 787,04	20	956,00	239,00	1 195,00	0,00	3 592,04			0,00	
1722	RACCORDEMENT BATIMENT MODULAIRE COBAN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	15/10/2018	5 737,20	20	574,00	287,00	861,00	0,00	4 876,20			0,00	
Total du compte : 21538			184 069.28		38 739,35	3 631.00	42 370.35	0.00	141 698.93			0,00	0,00

Compte: 21568 - Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
169	Fourniture et pose extincteurs SERVICES TECHNIQUES / Déchèteries ARES MIOS AUDENGE	08/08/2005	453,33	2	453,33	0,00	453,33	0,00	0,00			0,00	
1931	EXTINCTEURS PLATEFORME DECHETS VERTS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / PLATEFORME	20/02/2020	464,04	1	0,00	464,04	464,04	0,00	0,00			0,00	
2002	REMPLACEMENT POTEAU INCENDIE SUITE SINISTRE D ETUDES ET TRAVAUX /	17/09/2020	2 544,00	8	0,00	318,00	318,00	0,00	2 226,00			0,00	
Total du compte : 21568			3 461.37		453,33	782.04	1 235.37	0,00	2 226.00			0,00	0,00

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
9	Cabine SOVEMA pour Landini Trekker ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/11/1998	5 147,90	8	5 147,90	0,00	5 147,90	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
124	Conteneurs Lège RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	20/04/2005	2 308,28	6	2 308,28	0,00	2 308,28	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
129	Conteneurs Lège RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	24/05/2005	2 700,56	6	2 700,56	0,00	2 700,56	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
130	Bacs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / MARCHEP/BIGANOS/LEGE/MIOS/ARES/LANTON/	10/06/2005	24 556,87	6	24 556,87	0,00	24 556,87	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
155	Bacs verts forestier / COMMUNE DE LEGE	30/08/2005	1 133,21	6	1 133,21	0,00	1 133,21	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
158	Barrières Déchèteries RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / MARCHEP/BIGANOS/LEGE/MIOS/ARES/LANTON/	21/10/2005	2 118,12	6	2 118,12	0,00	2 118,12	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
159	Conteneurs 1100 L verts Lège RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / COMMUNE DE LEGE	21/10/2005	2 308,28	6	2 308,28	0,00	2 308,28	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
161	Colonnes d'apport huiles usagées RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES LEGE/AUDENGE	24/11/2005	3 695,16	6	3 695,16	0,00	3 695,16	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
245	Acquisition bacs OM SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	31/03/2006	85 826,08	8	85 826,08	0,00	85 826,08	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
247	50 Bacs 120 l +couvercles gris SERVICES TECHNIQUES / COBAN	31/03/2006	1 166,10	8	1 166,10	0,00	1 166,10	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
248	Conteneurs 120 l - collecte OM SERVICES TECHNIQUES / COBAN	31/03/2006	1 315,60	8	1 315,60	0,00	1 315,60	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
266	Acquisition bacs verre SERVICES TECHNIQUES / COBAN	14/11/2006	526 420,29	8	526 420,29	0,00	526 420,29	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
295	2 BACS RETENTION QUAI TRANSFERT LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRES TRANSFERT	05/02/2007	304,98	8	304,98	0,00	304,98	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
292	BACS A VERRE	04/04/2007	224 953,99	9	224 953,99	0,00	224 953,99	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
298	BACS OM/SELECT RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / COBAN	04/04/2007	86 111,04	8	86 111,04	0,00	86 111,04	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
317	ACHAT BACS OMR/CS AVIS ATTRIB SERVICES TECHNIQUES / AUDENGE/ARES/LANTON/LEGE/MIOS/ANDERNO	01/10/2007	465 537,30	8	465 537,30	0,00	465 537,30	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
318	ACHAT BACS GROSSE CAPACITE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	01/10/2007	28 832,35	8	28 832,35	0,00	28 832,35	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
333	COUVERCLES BACS 1100L VERT SERVICES TECHNIQUES / COBAN	21/12/2007	1 108,33	6	1 108,33	0,00	1 108,33	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
452-21578	ACQUISITION BACS GRANDE CAPACITE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	20/02/2008	50,00	6	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
346	BACS 240L(100)-BACS 360L(50)/BACS 750L(150)20C SERVICES TECHNIQUES / COBAN	27/02/2008	26 696,55	6	26 696,55	0,00	26 696,55	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
357	CYTIBULLES COLL HUILES 1DLA-1DMI SERVICES TECHNIQUES / Déchèterie LANTON-MIOS	10/03/2008	3 001,96	6	3 001,96	0,00	3 001,96	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
358	CITYBULLES COL HUILE 1DAR/1DAN/1DL1 SERVICES TECHNIQUES / COBAN	10/03/2008	4 502,94	6	4 502,94	0,00	4 502,94	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
362	COUV BAC CS 120 L+ CLIPS SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	31/03/2008	478,40	6	478,40	0,00	478,40	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
372	COUVERCLES BACS 120L GRIS-JAU	16/04/2008	708,63	7	708,63	0,00	708,63	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
373	ROUES AXES COUV BACS 120LBLEU SERVICES TECHNIQUES / COBAN	16/04/2008	917,93	6	917,93	0,00	917,93	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
379-21578	MATERIEL PRE-COL.AV DECH MENAG	06/05/2008	55,00	7	55,00	0,00	55,00	0,00	0,00			0,00	
386	BACS 360L COUV OPERC/CLIP 240L SERVICES TECHNIQUES / COBAN	27/05/2008	3 953,98	6	3 953,98	0,00	3 953,98	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
387	BORNE HUILE VIDANGE DECH MARCH SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	27/05/2008	598,00	6	598,00	0,00	598,00	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
388	BACS 360L COUV OPERC/120L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	06/06/2008	9 864,00	6	9 864,00	0,00	9 864,00	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
389	BACS 340L RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / LOCAL TECHNIQUE	06/06/2008	15 913,22	6	15 913,22	0,00	15 913,22	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
390	BACS 120L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	06/06/2008	24 138,14	6	24 138,14	0,00	24 138,14	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
391	CONTEN OMR SEMI-ENTER CLEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	06/06/2008	9 867,00	6	9 867,00	0,00	9 867,00	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
392	CONTEN CS JAUNE SEMI-ENTER CLEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	06/06/2008	3 609,53	6	3 609,53	0,00	3 609,53	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
393	CONTEN CS NOIRS SEMI-ENTER CLEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	06/06/2008	3 449,26	6	3 449,26	0,00	3 449,26	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
395	POSE 2 CONTAINERS SEMI-ENTERRE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	09/06/2008	2 332,20	6	2 332,20	0,00	2 332,20	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
407	COUVERCLES BACS 120L GRIS+CLIP SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	30/06/2008	1 392,14	6	1 392,14	0,00	1 392,14	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
422	BACS 240L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	28/08/2008	5 492,04	8	5 492,04	0,00	5 492,04	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
423	BACS 120L COUV BLEU+CLIPS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	28/08/2008	11 544,39	6	11 544,39	0,00	11 544,39	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
434	COLONNES AV PAPIER /VERRE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	08/10/2008	17 242,73	6	17 242,73	0,00	17 242,73	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
432-2184	CHAISES VISITEURS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	23/10/2008	830,22	10	830,22	0,00	830,22	0,00	0,00			0,00	
438	FAUTEUILS LOCAL REDEVANCE SPECIALE REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	23/10/2008	422,72	10	422,72	0,00	422,72	0,00	0,00			0,00	
469	COUV BACS 240L (50)OM ET (150)CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	27/11/2008	1 705,50	6	1 705,50	0,00	1 705,50	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
470	ROUES ET AXES ROUES BACS OM SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	27/11/2008	680,52	6	680,52	0,00	680,52	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
492	COUV BACS OM (100)120 L+CS(100)+400 CLIPS SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	19/01/2009	2 511,60	6	2 511,60	0,00	2 511,60	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
500	COUV BACS 120L OM(50)+CLIPS(100) SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	23/02/2009	685,31	6	685,31	0,00	685,31	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
501	BACS 340L CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	23/02/2009	3 945,62	6	3 945,62	0,00	3 945,62	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
502	BACS 340L CS (100) OM (100) SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	23/02/2009	10 366,92	6	10 366,92	0,00	10 366,92	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
503	BACS 240L OM (70) CS (70) SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	23/02/2009	3 844,43	6	3 844,43	0,00	3 844,43	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
504	BACS 120L OM (400) CS (400) SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	23/02/2009	18 217,46	6	18 217,46	0,00	18 217,46	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
505	BACS 750L OM SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	23/02/2009	11 326,59	6	11 326,59	0,00	11 326,59	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
506	BACS VERRE 660L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	06/03/2009	4 657,22	6	4 657,22	0,00	4 657,22	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
507	BACS VERRE 120L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	06/03/2009	4 197,96	6	4 197,96	0,00	4 197,96	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
536	BACS 120L ET 660L VERRE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	10/04/2009	17 609,25	6	17 609,25	0,00	17 609,25	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
537	BACS 120L ET 660L VERRE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	10/04/2009	9 222,99	6	9 222,99	0,00	9 222,99	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
542-21578	PUB ACHAT BACS/PIECES DETACHEES SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	24/04/2009	948,15	6	948,15	0,00	948,15	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
554	BACS 750L OPERCULES CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	05/06/2009	30 701,32	6	30 701,32	0,00	30 701,32	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
555	BACS 120L COLL OMR + CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	05/06/2009	11 995,98	6	11 995,98	0,00	11 995,98	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
556	BACS 360L COUV JAUNES SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	05/06/2009	2 152,80	6	2 152,80	0,00	2 152,80	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
568	BACS OM ET CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	29/06/2009	1 129,98	6	1 129,98	0,00	1 129,98	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
569	BACS OM ET CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	29/06/2009	11 729,89	6	11 729,89	0,00	11 729,89	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
570	BACS OM SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	29/06/2009	9 467,95	6	9 467,95	0,00	9 467,95	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
571	BACS CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	29/06/2009	1 623,69	6	1 623,69	0,00	1 623,69	0,00	0,00	T	21/12/2021	0,00	
572	PIECES DETACH BACS (120ROUES+60AXES) SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	29/06/2009	589,16	6	589,16	0,00	589,16	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
573	PIECES DETACH BACS (100COUV+200CLIPS) SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	29/06/2009	1 029,74	6	1 029,74	0,00	1 029,74	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
602	CONTENEURS SEMI-ENTERRES SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	05/08/2009	21 312,72	6	21 312,72	0,00	21 312,72	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
612	BACS CS 360L PROFESSIONNELS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / 8 COMMUNES	11/08/2009	2 834,52	6	2 834,52	0,00	2 834,52	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
613	BACS CS 240L PROFESSIONNELS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / 8 COMMUNES	11/08/2009	879,06	6	879,06	0,00	879,06	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
630	BACS 240L DECH VERTS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	07/09/2009	1 704,30	6	1 704,30	0,00	1 704,30	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
631	BACS DIVERS ET COUVERCLES SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	11/09/2009	3 468,42	6	3 468,42	0,00	3 468,42	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
632	BACS 120l SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	11/09/2009	31 096,00	6	31 096,00	0,00	31 096,00	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
633	BACS 240l SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	11/09/2009	4 090,80	6	4 090,80	0,00	4 090,80	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
634	BACS 340l OPERC SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	11/09/2009	4 305,50	6	4 305,50	0,00	4 305,50	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
635	BACS 340L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	11/09/2009	12 234,68	6	12 234,68	0,00	12 234,68	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
636	CONTENEURS 660L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	11/09/2009	14 268,28	6	14 268,28	0,00	14 268,28	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
637	CONTENEURS 750L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	11/09/2009	7 475,00	6	7 475,00	0,00	7 475,00	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
666	COLONNES COLL VERRE/JRM SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	14/10/2009	3 979,09	6	3 979,09	0,00	3 979,09	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
677	CITYBULLE COLL HUILES BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	29/10/2009	1 512,94	6	1 512,94	0,00	1 512,94	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
695	FOURNITURE 8 CONTENEURS SERVICES TECHNIQUES / PORTS 6 COMMUNES	03/12/2009	97 844,50	6	97 844,50	0,00	97 844,50	0,00	0,00	T	22/12/2021	0,00	
722	BACS 120L SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	18/02/2010	92 570,38	6	92 570,38	0,00	92 570,38	0,00	0,00			0,00	
723	BACS 240L SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	18/02/2010	5 112,96	6	5 112,96	0,00	5 112,96	0,00	0,00			0,00	
724	BACS 340L SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	18/02/2010	19 464,90	6	19 464,90	0,00	19 464,90	0,00	0,00			0,00	
725	BACS 340L OPERCULES SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	18/02/2010	7 750,08	6	7 750,08	0,00	7 750,08	0,00	0,00			0,00	
726	BACS 750L SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	18/02/2010	22 425,00	6	22 425,00	0,00	22 425,00	0,00	0,00			0,00	
749	COUVERCLES + PIECE DET BACS SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	03/05/2010	1 662,44	6	1 662,44	0,00	1 662,44	0,00	0,00			0,00	
786	BACS 660L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	13/07/2010	3 396,60	6	3 396,60	0,00	3 396,60	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
806	COUV/TRAP CONT SEMI-ENT ARES SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ARES	29/09/2010	745,11	6	745,11	0,00	745,11	0,00	0,00			0,00	
820	COLLECTEURS NEONS DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	29/11/2010	1 219,92	6	1 219,92	0,00	1 219,92	0,00	0,00			0,00	
821	CONTENEURS 750L OMR SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	01/12/2010	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
826	CONT SEMI-ENTER LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	18/01/2011	3 731,52	6	3 731,52	0,00	3 731,52	0,00	0,00			0,00	
827	POSE CONT SEMI-ENT LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	10/02/2011	5 932,16	6	5 932,16	0,00	5 932,16	0,00	0,00			0,00	
835	TRANSPALETTE MANUELLE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	20/04/2011	816,99	6	816,99	0,00	816,99	0,00	0,00			0,00	
840	CONTENEURS 750L SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	20/04/2011	29 900,02	6	29 900,02	0,00	29 900,02	0,00	0,00			0,00	
841	BACS 120L	20/04/2011	65 839,83	7	65 839,83	0,00	65 839,83	0,00	0,00			0,00	
845	BACS 340l SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	25/05/2011	4 727,22	6	4 727,22	0,00	4 727,22	0,00	0,00			0,00	
846	BACS 660l SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	25/05/2011	13 658,24	6	13 658,24	0,00	13 658,24	0,00	0,00			0,00	
865	ACQUISITION BACS OMR/CS/VERRE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	18/07/2011	2 726,88	6	2 726,88	0,00	2 726,88	0,00	0,00			0,00	
886	COLONNES AERIENNES COLL AVVERR SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	14/11/2011	27 747,20	6	27 747,20	0,00	27 747,20	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
897	BACS 120L	26/01/2012	67 675,96	7	67 675,96	0,00	67 675,96	0,00	0,00			0,00	
898	BACS 340L	26/01/2012	8 279,01	8	8 279,01	0,00	8 279,01	0,00	0,00			0,00	
899	CONTENEURS 750L SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	26/01/2012	1 495,01	6	1 495,01	0,00	1 495,01	0,00	0,00			0,00	
907	CONTENEURS 750L SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	27/02/2012	22 000,45	6	22 000,45	0,00	22 000,45	0,00	0,00			0,00	
908	CONTENEURS 750L OPERCULES SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	27/02/2012	7 271,64	6	7 271,64	0,00	7 271,64	0,00	0,00			0,00	
952	BACS 240L VERRE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	05/06/2012	340,86	6	340,86	0,00	340,86	0,00	0,00			0,00	
963	BACS 360L CS SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	09/07/2012	3 420,56	6	3 420,56	0,00	3 420,56	0,00	0,00			0,00	
007	GROSSES REPARATIONS BULLDOZER	10/08/2012	2 631,20	1	0,00	0,00	0,00	0,00	2 631,20			0,00	
977	BACS OM/CS/VERRE DIV CONTENAN	21/08/2012	2 386,02	7	2 386,02	0,00	2 386,02	0,00	0,00			0,00	
978	BACS OM/CS/VERRE DIV CONTENAN SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	21/08/2012	1 345,50	6	1 345,50	0,00	1 345,50	0,00	0,00			0,00	
1016	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/01/2013	43 056,00	6	43 056,00	0,00	43 056,00	0,00	0,00			0,00	
1017	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/01/2013	2 556,45	6	2 556,45	0,00	2 556,45	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1018	BACS 240L OPERCULES RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/01/2013	1 614,60	6	1 614,60	0,00	1 614,60	0,00	0,00			0,00	
1019	BACS 340L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/01/2013	7 785,96	6	7 785,96	0,00	7 785,96	0,00	0,00			0,00	
1035	BACS DE RETENTION POUR LES DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	04/02/2013	559,73	6	559,73	0,00	559,73	0,00	0,00			0,00	
1043	BACS 750L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	25/02/2013	15 697,50	6	15 697,50	0,00	15 697,50	0,00	0,00			0,00	
1070	BACS 750L OPERCULES RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	13/05/2013	5 453,76	6	5 453,76	0,00	5 453,76	0,00	0,00			0,00	
1093	BACS 360L OPERCULES RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	13/05/2013	2 152,80	6	2 152,80	0,00	2 152,80	0,00	0,00			0,00	
1094	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	13/05/2013	1 698,32	6	1 698,32	0,00	1 698,32	0,00	0,00			0,00	
1095	BACS 660L OPERCULES RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	13/05/2013	5 094,96	6	5 094,96	0,00	5 094,96	0,00	0,00			0,00	
1124	BACS 120L NOUVEAUX PRIX RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	07/08/2013	29 377,34	6	29 377,34	0,00	29 377,34	0,00	0,00			0,00	
1125	BACS 750L NOUVEAUX PRIX RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	07/08/2013	6 219,20	6	6 219,20	0,00	6 219,20	0,00	0,00			0,00	
1126	BACS 750L OPERCULES NOUVEAUX PRIX RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	07/08/2013	1 770,09	6	1 770,09	0,00	1 770,09	0,00	0,00			0,00	
1123	BACS 240L RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	12/08/2013	1 339,52	7	1 339,52	0,00	1 339,52	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1131	ACQUISITION BACS ROULANTS DIVERSES CONTENAN RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	28/08/2013	891,62	6	891,62	0,00	891,62	0,00	0,00			0,00	
1132	ACQUISITION BACS ROULANTS DIVERSES CONTENAN RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	28/08/2013	1 841,84	6	1 841,84	0,00	1 841,84	0,00	0,00			0,00	
1151	BACS ROULANTS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	06/01/2014	69 948,12	6	69 948,12	0,00	69 948,12	0,00	0,00			0,00	
1156	BACS ROULANTS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	06/01/2014	6 262,65	6	6 262,65	0,00	6 262,65	0,00	0,00			0,00	
1157	BACS ROULANTS 360L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	06/01/2014	10 442,08	6	10 442,08	0,00	10 442,08	0,00	0,00			0,00	
1158	BACS ROULANTS 750L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	06/01/2014	20 426,32	6	20 426,32	0,00	20 426,32	0,00	0,00			0,00	
1179	BACS ROULANTS 750LOPERCULES RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	06/03/2014	5 212,56	6	5 212,56	0,00	5 212,56	0,00	0,00			0,00	
1178	BACS ROULANTS 360L OPERCULES RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/04/2014	2 465,40	6	2 465,40	0,00	2 465,40	0,00	0,00			0,00	
1180	BACS ROULANTS 240L RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	16/04/2014	583,48	6	583,48	0,00	583,48	0,00	0,00			0,00	
1239	COLLECTEUR POUR HUILES MINERALES USAGEES DE	29/07/2014	1 376,00	6	1 376,00	0,00	1 376,00	0,00	0,00			0,00	
1267	CONTENEUR 660 F	16/09/2014	1 660,04	6	1 660,04	0,00	1 660,04	0,00	0,00			0,00	
1281	Frais d'insertions de 2007 suivis de réalisation immo corpore	31/12/2014	300,00	6	300,00	0,00	300,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1282	Frais d'insertions de 2007 suivis de réalisation immo corpore	31/12/2014	50,00	6	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00			0,00	
1286	BACS 120 LITRES	01/01/2015	84 655,98	7	67 915,00	13 585,06	81 500,06	0,00	3 155,92			0,00	
1287	BACS 240 LITRES	01/01/2015	6 321,30	6	5 270,00	1 051,30	6 321,30	0,00	0,00			0,00	
1288	CONTENEURS 660 F	01/01/2015	8 300,19	6	6 915,00	1 385,19	8 300,19	0,00	0,00			0,00	
1289	CONTENEURS 750 F	01/01/2015	43 117,02	6	35 930,00	7 187,02	43 117,02	0,00	0,00			0,00	
1293	BACS 340 LITRES	01/01/2015	8 726,05	6	7 271,70	1 454,35	8 726,05	0,00	0,00			0,00	
1307	BACS 360 LITRES	10/03/2015	3 944,04	6	3 160,00	630,92	3 790,92	0,00	153,12			0,00	
1390	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	18/12/2015	81 620,83	6	54 412,00	13 603,00	68 015,00	0,00	13 605,83			0,00	
1391	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	18/12/2015	10 218,00	6	6 812,00	1 703,00	8 515,00	0,00	1 703,00			0,00	
1415	BACS 360L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	18/01/2016	17 796,78	6	11 864,52	2 966,13	14 830,65	0,00	2 966,13			0,00	
1417	BACS 750 F RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	18/01/2016	38 392,72	6	25 595,16	6 398,79	31 993,95	0,00	6 398,77			0,00	
1423	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	29/02/2016	10 671,18	6	7 114,12	1 778,53	8 892,65	0,00	1 778,53			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1490	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	02/02/2017	79 958,99	6	39 153,00	13 602,00	52 755,00	0,00	27 203,99			0,00	
1491	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	02/02/2017	12 230,33	6	6 114,00	2 038,00	8 152,00	0,00	4 078,33			0,00	
1492	BACS 340L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	02/02/2017	15 405,31	6	7 704,00	2 568,00	10 272,00	0,00	5 133,31			0,00	
1493	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	02/02/2017	5 995,73	6	2 997,00	999,00	3 996,00	0,00	1 999,73			0,00	
1494	BACS 750L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	02/02/2017	55 732,08	6	27 867,00	9 289,00	37 156,00	0,00	18 576,08			0,00	
1607	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	02/01/2018	17 631,82	6	5 878,00	2 939,00	8 817,00	0,00	8 814,82			0,00	
1608	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	02/01/2018	76 303,53	6	25 434,00	12 717,00	38 151,00	0,00	38 152,53			0,00	
1609	BACS 750L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	02/01/2018	44 636,07	6	14 878,00	7 439,00	22 317,00	0,00	22 319,07			0,00	
1618	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	26/01/2018	13 577,57	6	4 525,86	2 262,93	6 788,79	0,00	6 788,78			0,00	
1632	BACS 360L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	23/02/2018	11 029,25	6	3 676,00	1 838,00	5 514,00	0,00	5 515,25			0,00	
1770	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	04/01/2019	48 452,40	6	8 075,00	8 075,00	16 150,00	0,00	32 302,40			0,00	
1771	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	04/01/2019	60 008,15	6	10 001,00	10 001,00	20 002,00	0,00	40 006,15			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1772	BACS 360L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	04/01/2019	13 290,59	6	2 215,00	2 215,00	4 430,00	0,00	8 860,59			0,00	
1773	BACS 750L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	04/01/2019	70 868,12	6	11 811,00	11 811,00	23 622,00	0,00	47 246,12			0,00	
1774	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	04/01/2019	13 372,31	6	2 229,00	2 229,00	4 458,00	0,00	8 914,31			0,00	
1918	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	16/01/2020	58 797,16	6	0,00	9 799,53	9 799,53	0,00	48 997,63			0,00	
1919	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	16/01/2020	94 027,74	6	0,00	15 671,00	15 671,00	0,00	78 356,74			0,00	
1920	BACS 360L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	16/01/2020	14 424,84	6	0,00	2 404,14	2 404,14	0,00	12 020,70			0,00	
1921	BACS 240L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	16/01/2020	32 842,13	6	0,00	5 473,69	5 473,69	0,00	27 368,44			0,00	
1923	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	16/01/2020	11 564,14	6	0,00	1 927,36	1 927,36	0,00	9 636,78			0,00	
1932	BACS 750 L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	17/01/2020	39 354,44	6	0,00	6 559,07	6 559,07	0,00	32 795,37			0,00	
2029	BACS 240L	06/01/2021	129 091,59	6	0,00	0,00	0,00	0,00	129 091,59			0,00	
2045	SOUFFLEUR DECHETERIES AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	16/03/2021	700,00	6	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00			0,00	
2052	BACS 360L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	01/04/2021	18 494,67	6	0,00	0,00	0,00	0,00	18 494,67			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21578 - Autre matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2053	BACS 120L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	01/04/2021	73 553,50	6	0,00	0,00	0,00	0,00	73 553,50			0,00	
2055	BACS 750L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/04/2021	47 610,42	6	0,00	0,00	0,00	0,00	47 610,42			0,00	
2056	BACS 660L RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/04/2021	10 975,68	6	0,00	0,00	0,00	0,00	10 975,68			0,00	
Total du compte : 21578			4 035 753.91		3 054 247.42	183 601.01	3 237 848.43	0.00	797 905.48			0.00	0.00

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
007	grosses réparations Bulldozer Fiat ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	22/07/1996	16 394,21	8	16 394,21	0,00	16 394,21	0,00	0,00			0,00	
243	RAR -Totem et Plaques DIBOND DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	08/02/2006	1 581,11	6	1 581,11	0,00	1 581,11	0,00	0,00			0,00	
269	Sonde Piézométrique lumineuse SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	16/06/2006	344,33	6	344,33	0,00	344,33	0,00	0,00			0,00	
275	Débroussailleuse thermique SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES COBAN	04/08/2006	655,00	6	655,00	0,00	655,00	0,00	0,00			0,00	
310	BAC RECUPERATEUR DECHETS QUAI TRANSFERT LEC RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRES TRANSFERT	11/07/2007	489,16	8	489,16	0,00	489,16	0,00	0,00			0,00	
745	POSE CONTENEURS SEMI-ENT ARES SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE ARES	08/03/2010	4 587,86	6	4 587,86	0,00	4 587,86	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
758B	FAB/POSE BAVETTES QUAI DE TRANSFERT DE LEGE / CENTRE TRANSFERT LEGE	21/04/2010	968,76	6	968,76	0,00	968,76	0,00	0,00			0,00	
780B	FAB POSE BAVETTES DECHET MIOS / DECHETERIE MIOS	09/07/2010	2 368,08	6	2 368,08	0,00	2 368,08	0,00	0,00			0,00	
782 B	BAVETTES DECHETERIE AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	09/07/2010	1 057,39	6	1 057,39	0,00	1 057,39	0,00	0,00			0,00	
805B	FAB BAVETTES DECHETER LEG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	13/09/2010	1 069,22	6	1 069,22	0,00	1 069,22	0,00	0,00			0,00	
812B	BAVETTES DECHETERIE LANTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	10/11/2010	886,24	6	886,24	0,00	886,24	0,00	0,00			0,00	
855	DECOUPE BAVETTES DECHET BIGANO SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	09/06/2011	1 205,57	6	1 205,57	0,00	1 205,57	0,00	0,00			0,00	
864	BAVETTES GARDE CORPS DECH MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	18/07/2011	67,52	6	67,52	0,00	67,52	0,00	0,00			0,00	
910	FABRIC/POSE BAVETTES DECH LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	26/03/2012	1 341,91	6	1 341,91	0,00	1 341,91	0,00	0,00			0,00	
911	FABRIC/POSE BAVETTES DECH AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	26/03/2012	1 938,52	6	1 938,52	0,00	1 938,52	0,00	0,00			0,00	
912	FABRIC/POSE BAVETTES DECH BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	26/03/2012	3 779,17	6	3 779,17	0,00	3 779,17	0,00	0,00			0,00	
913	FABRIC/POSE BAVETTES DECH ARES SERVICES TECHNIQUES /	26/03/2012	3 165,63	7	3 165,63	0,00	3 165,63	0,00	0,00			0,00	
914	FABRIC/POSE BAVETTES DECH LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	26/03/2012	2 552,07	6	2 552,07	0,00	2 552,07	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
915	FABRIC/POSE BAVETTES DECHET LANTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	26/03/2012	3 165,62	6	3 165,62	0,00	3 165,62	0,00	0,00			0,00	
916	FABRIC/POSE BAVETTES DECH MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	26/03/2012	1 938,52	6	1 938,52	0,00	1 938,52	0,00	0,00			0,00	
976	POSE BAVETTE DE PROTECTION CTL SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	21/08/2012	1 331,41	6	1 331,41	0,00	1 331,41	0,00	0,00			0,00	
1134	DEBROUSSAILLEUSE THERMIQUE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	24/09/2013	559,00	6	559,00	0,00	559,00	0,00	0,00			0,00	
1160	FOURNITURE ET POSE DE TOTEMS AIRES DE COVOITU ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	21/01/2014	17 903,59	6	17 903,59	0,00	17 903,59	0,00	0,00			0,00	
1190	POSE SIGNALETIQUE/TOTEM AIRES COVOITURAGE AU DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	20/03/2014	516,00	6	516,00	0,00	516,00	0,00	0,00			0,00	
1191	CUVE DE STOCKAGE GNR 400L POUR DECHETERIE PF RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	24/03/2014	740,00	6	740,00	0,00	740,00	0,00	0,00			0,00	
1193	SOUFFLEUR THERMIQUE DECHETERIE MARCHEPRIME RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	09/04/2014	343,39	6	343,39	0,00	343,39	0,00	0,00			0,00	
1212	TRX BAVETTES ANTI DEVERSEMENT SUR DECHETERI ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/05/2014	16 737,42	6	16 737,42	0,00	16 737,42	0,00	0,00			0,00	
1213	TRX BAVETTES ANTI DEVERSEMENT SUR DECHETERI ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/05/2014	14 981,78	6	14 981,78	0,00	14 981,78	0,00	0,00			0,00	
1214	TRX BAVETTES ANTI DEVERSEMENT SUR DECHETERI ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/05/2014	16 413,04	6	16 413,04	0,00	16 413,04	0,00	0,00			0,00	
1215	TRX BAVETTES ANTI DEVERSEMENT SUR DECHETERI ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	16/05/2014	3 017,37	6	3 017,37	0,00	3 017,37	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1223	TONDEUSE THERMIQUE POUR DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / 7 DECHETERIES+CTRE LEGE	01/07/2014	439,37	6	439,37	0,00	439,37	0,00	0,00			0,00	
1296	FOURNITURE ET POSE DE BAVETTES ANTI DEVERSEM / DECHETERIE ARES	19/01/2015	47 552,58	6	23 785,00	4 755,71	28 540,71	0,00	19 011,87			0,00	
1306	TRX BAVETTES ANTI DEVERSEMENT SUR DECHETERI	06/02/2015	1 583,77	6	1 320,00	263,77	1 583,77	0,00	0,00			0,00	
1314	FOURNITURE ET POSE BAVETTES ANTI DEVERSEMEN	23/03/2015	6 325,76	6	5 270,00	1 055,76	6 325,76	0,00	0,00			0,00	
1312	COMPRESSEUR MOBILE 6L 1.5 CV POUR CHARIOT ELE	01/04/2015	164,36	6	135,00	29,36	164,36	0,00	0,00			0,00	
1318	2 SOUFFLEURS DECHETERIES ANDERNOS ET LEGE	16/04/2015	685,02	6	570,00	115,02	685,02	0,00	0,00			0,00	
1319	NETTOYEUR HAUTE PRESSION HP STIHL TYPE RE 98	16/04/2015	173,91	6	145,00	28,91	173,91	0,00	0,00			0,00	
1378	DECANTEUR DEPOLLUEUR POUR CENTRE DE TRANSF RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / CENTRE TRANSFERT LEGE	02/11/2015	24 681,98	6	20 570,00	4 111,98	24 681,98	0,00	0,00			0,00	
1380	2 SOUFFLEURS THERMIQUES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	16/11/2015	685,03	6	570,00	115,03	685,03	0,00	0,00			0,00	
1382	CLOTURES HERAS DIRECTION GENERALE DES SERVICES / PEI BIGANOS	18/11/2015	1 895,88	6	1 580,00	315,88	1 895,88	0,00	0,00			0,00	
1420	SOUFFLEUR STIHL BG86 N° 505568448 - DECHETERIE I RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	08/02/2016	356,60	6	236,00	59,00	295,00	0,00	61,60			0,00	
1427	SOUFFLEUR DECHETERIE MIOS	09/03/2016	356,60	6	236,00	59,00	295,00	0,00	0,00	T	31/12/2021	61,60	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1454	FOURNITURE D'UNE POMPE LIXIVIATS DECHARGE LEC ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	10/06/2016	2 598,00	6	1 732,00	433,00	2 165,00	0,00	433,00			0,00	
1456	PARAFOUDRES DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	04/07/2016	7 184,88	6	600,00	3 292,00	3 892,00	0,00	3 292,88			0,00	
1463	TONDEUSE DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	26/07/2016	448,17	6	300,00	75,00	375,00	0,00	73,17			0,00	
1479	SOUFFLEUR THERMIQUE DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	12/12/2016	356,60	6	236,00	59,00	295,00	0,00	61,60			0,00	
1499	RESERVOIR D'AIR COMPRESSEUR DECHARGE LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	07/03/2017	1 807,20	6	903,00	301,00	1 204,00	0,00	603,20			0,00	
1533	BORNES A HUILE DE VIDANGE DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	29/05/2017	1 771,57	6	885,00	295,00	1 180,00	0,00	591,57			0,00	
1534	BORNES A HUILE DE VIDANGE DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	29/05/2017	1 771,57	6	885,00	295,00	1 180,00	0,00	591,57			0,00	
1535	BORNES A HUILE DE VIDANGE DECHETERIE ANDERNC RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	29/05/2017	1 771,57	6	885,00	295,00	1 180,00	0,00	591,57			0,00	
1553	PERCEUSE SAN FIL DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	10/07/2017	239,10	1	239,10	0,00	239,10	0,00	0,00			0,00	
1557	FOURNITURE SOUFFLEUR DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	20/07/2017	356,60	1	356,60	0,00	356,60	0,00	0,00			0,00	
1643	TRAVAUX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	02/03/2018	11 070,82	6	3 690,00	1 845,00	5 535,00	0,00	5 535,82			0,00	
1651	FOURNITURE SOUFFLEURS THERMIQUES DECHETERI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	03/04/2018	348,68	1	348,68	0,00	348,68	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1652	FOURNITURE SOUFFLEURS THERMIQUES DECHETERI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	03/04/2018	348,68	1	348,68	0,00	348,68	0,00	0,00			0,00	
1670	FOURNITURE BORNES APPORT VOLONTAIRE POUR HU RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	09/05/2018	3 607,00	6	1 202,00	601,00	1 803,00	0,00	1 804,00			0,00	
1673	MOTEUR POUR PORTAIL CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	01/06/2018	1 607,52	6	536,00	268,00	804,00	0,00	803,52			0,00	
1724	SOUFLLEUR THERMIQUES DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	22/10/2018	348,68	1	348,68	0,00	348,68	0,00	0,00			0,00	
1725	SOUFLLEUR THERMIQUE DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	22/10/2018	348,68	1	348,68	0,00	348,68	0,00	0,00			0,00	
1730	4 BACS DE RETENTION RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	24/10/2018	544,27	6	182,00	91,00	273,00	0,00	271,27			0,00	
1731	BORNE A HUILE DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	24/10/2018	1 995,80	6	666,00	333,00	999,00	0,00	996,80			0,00	
1738	POMPE DE RELEVAGE CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / CENTRE TRANSFERT	23/11/2018	1 855,75	6	618,00	309,00	927,00	0,00	928,75			0,00	
1742	TRANSPALETTES CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	29/11/2018	703,23	6	234,00	117,00	351,00	0,00	352,23			0,00	
1743	TRANSPALETTES CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	29/11/2018	703,23	6	234,00	117,00	351,00	0,00	352,23			0,00	
1790	4 BACS DE RETENTION RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	11/02/2019	557,65	6	93,00	93,00	186,00	0,00	371,65			0,00	
1817	RAMPES ALU DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	06/05/2019	831,19	6	139,00	139,00	278,00	0,00	553,19			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1882	FOURNITURE 2 SOUFFLEURS DECHETERIES ANDERN(RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	22/10/2019	704,24	6	117,37	117,37	234,74	0,00	469,50			0,00	
1883	DEBROUSSAILLEUSE CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN /	22/10/2019	343,39	1	343,39	0,00	343,39	0,00	0,00			0,00	
1896	SOUFFLEUR PLATEFORME DV RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN /	03/12/2019	359,92	1	359,92	0,00	359,92	0,00	0,00			0,00	
1936	SOUFFLEUR DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	25/02/2020	357,29	1	0,00	357,29	357,29	0,00	0,00			0,00	
1943	PULVERISATEUR PNEUMATIQUE CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	04/03/2020	688,20	6	0,00	114,70	114,70	0,00	573,50			0,00	
1944	PULVERISATEUR PNEUMATIQUE CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	04/03/2020	688,20	6	0,00	114,70	114,70	0,00	573,50			0,00	
1985	SOUFFLEUR DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	30/06/2020	357,29	1	0,00	357,29	357,29	0,00	0,00			0,00	
1990	TONDEUSE SIEGE COBAN RESPONSABLE MAINTENANCE - P. CATHELINAUD / COBAN	24/07/2020	2 552,00	6	0,00	425,33	425,33	0,00	2 126,67			0,00	
1991	DEBROUSSAILLEUSE SIEGE COBAN RESPONSABLE MAINTENANCE - P. CATHELINAUD / COBAN	24/07/2020	384,74	1	0,00	384,74	384,74	0,00	0,00			0,00	
1992	SOUFFLEUR SIEGE COBAN RESPONSABLE MAINTENANCE - P. CATHELINAUD / COBAN	24/07/2020	404,10	1	0,00	404,10	404,10	0,00	0,00			0,00	
2000	SOUFFLEUR CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	25/09/2020	357,29	1	0,00	357,29	357,29	0,00	0,00			0,00	
2001	VISSEUSE SERVICE BATIMENT RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	25/09/2020	349,00	1	0,00	349,00	349,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2158 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2059	FOURNITURE SOUFFLEUR THERMIQUE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	27/04/2021	362,45	1	0,00	0,00	0,00	0,00	362,45			0,00	
2083	TAILLE-HAIE POSTE MAINTENANCE	10/08/2021	238,50	1	0,00	0,00	0,00	0,00	238,50			0,00	
2091	TRONCONNEUSE POSTE MAINTENANCE	15/09/2021	328,00	1	0,00	0,00	0,00	0,00	328,00			0,00	
2094	SOUFFLEUR ET ROTOFIL CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	23/09/2021	635,91	6	0,00	0,00	0,00	0,00	635,91			0,00	
2095	SOUFFLEUR ET ROTOFIL CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	23/09/2021	977,35	6	0,00	0,00	0,00	0,00	977,35			0,00	
Total du compte : 2158			260 264.06		193 786.36	22 849.23	216 635.59	0.00	43 566.87			61.60	0.00

Compte: 21711 - Terrains nus

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2111-21BIGANOS	PARCELLE AH 152 RUE CARREROT - MAD SUITE A TRA	20/03/2018	167 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	167 000,00			0,00	
19970042DBIGANOS	PARCELLE BR 240ZONE ACTIVITE DE CAMELEYRE	21/03/2018	84 560,00		0,00	0,00	0,00	0,00	84 560,00			0,00	
2018-2111-Terrains-119	PARCELLE BD178 490M2 RESTOS DU COEUR -MAD 01/	29/11/2018	58 800,00		0,00	0,00	0,00	0,00	58 800,00			0,00	
21711-LANTON	MAD PARCELLES POUR CREATION PISTE CYCLABLE L ETUDES ET TRAVAUX / COMMUNE LANTON	22/11/2021	977,00		0,00	0,00	0,00	0,00	977,00			0,00	
Total du compte : 21711			311 337.00		0.00	0.00	0.00	0.00	311 337.00			0.00	0.00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21712 - Terrains de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1552	ZAC 2000 MIOS - TVX DE PROTECTION DES ACCOTEMI RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - D. PAULEAU / ZAC 2000 DE MIOS	06/07/2017	10 416,00	15	694,00	694,00	1 388,00	0,00	9 028,00			0,00	
DOMPUBLIC07-ARES	VOIRIE ET ESPACES LIBRES ZA GRANDE LANDE - MAD	19/03/2018	158 445,00		0,00	0,00	0,00	0,00	158 445,00			0,00	
1650	REFECTION TROTTOIRS ZA CASSADOTE BIGANOS RESPONSABLE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE - D. PAULEAU / ZAC CASSADOTTE	22/03/2018	27 160,20		0,00	0,00	0,00	0,00	27 160,20			0,00	
1809	REFECTION VOIRIE ZA CARREROT RUE DE L'AGNEAU ETUDES ET TRAVAUX / ZAC CARREROT DE BIGANOS	31/01/2019	364 132,95		0,00	0,00	0,00	0,00	364 132,95			0,00	
1816	BC 6 : REHABILITATION VOIRIE RUE AGOSTA ZA BREDC ETUDES ET TRAVAUX / ZAC BREDOUILLE LEGE	09/05/2019	667 798,27		0,00	0,00	0,00	0,00	667 798,27			0,00	
1854	SONDAGES ET ESSAIS GEOTECHNIQUES RUE EIFFEL ETUDES ET TRAVAUX / ZAC CASSADOTTE BIGANOS	16/07/2019	6 966,40		0,00	0,00	0,00	0,00	6 966,40			0,00	
Total du compte : 21712			1 234 918.82		694.00	694.00	1 388.00	0.00	1 233 530.82			0.00	0.00

Compte: 21713 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
CROHOT2-LEGE	D3012 CROHOT LEGE - APRES PV DE MAD DE ZAE	19/03/2018	536,60		0,00	0,00	0,00	0,00	536,60			0,00	
UI/1-LEGE	D2551 BREDOUILLE ZA - APRES PV DE MAD DE ZAE	19/03/2018	338 447,39		0,00	0,00	0,00	0,00	338 447,39			0,00	
ZA/EC/A4/3-LEGE	ZA ESPACES COMMUNS A4/3 TR - APRES PV DE MAD D	19/03/2018	139 170,37		0,00	0,00	0,00	0,00	139 170,37			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21713 - Terrains aménagés autres que voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
ZA/EC/A6-LEGE	ZA ESPACES COMMUNS A6 TR - APRES PV DE MAD DE	19/03/2018	9 254,39		0,00	0,00	0,00	0,00	9 254,39			0,00	
ZA5/B-LEGE	D2742 (AS141) - APRES PV DE MAD DE ZAE	19/03/2018	9 848,21		0,00	0,00	0,00	0,00	9 848,21			0,00	
ZA5/D-LEGE	D2744 (AS10) - APRES PV DE MAD DE ZAE	19/03/2018	28 171,05		0,00	0,00	0,00	0,00	28 171,05			0,00	
2017-2113-CK154ZAEAUDENGE	PARCELLE CK 154 AUDENGE - MAD SUITE A TRANSFE	20/03/2018	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00			0,00	
2017-2113-CK159ZAEAUDENGE	PARCELLE CK 159 AUDENGE	20/03/2018	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00			0,00	
2017-2113-CK176ZAEAUDENGE	PARCELLE CK 176 - MAD SUITE A TRANSFERT COMPE	20/03/2018	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00			0,00	
2017-2113-DN24 ZAEAUDENGE	PARCELLE DN24 - MAD SUITE A TRANSFERT COMPETE	20/03/2018	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00			0,00	
2017-2113-DN25 ZAEAUDENGE	PARCELLE DN25 - MAD SUITE A TRANSFERT COMPETE	20/03/2018	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00			0,00	
2017-2113-DN29 ZAEAUDENGE	PARCELLE DN29 - MAD SUITE A TRANSFERT COMPETE	20/03/2018	1,00		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00			0,00	
Total du compte : 21713			525 434,01		0,00	0,00	0,00	0,00	525 434,01			0,00	0,00

Compte: 21721 - Plantations d'arbres et arbustes

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21721 - Plantations d'arbres et arbustes

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
521	PLANTATION D'ARBRES DECHETMIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	23/03/2009	1 196,00	20	649,00	59,00	708,00	0,00	488,00			0,00	
522	PLANTATION D'ARBRES DECHETARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	23/03/2009	1 529,68	15	1 111,00	101,00	1 212,00	0,00	317,68			0,00	
Total du compte : 21721			2 725.68		1 760.00	160.00	1 920.00	0.00	805.68			0.00	0.00

Compte: 21728 - Autres agencements et aménagements de terrains

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
529	REMPLAC BORDURES CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	03/04/2009	674,55	15	484,00	44,00	528,00	0,00	146,55			0,00	
563	AMENAG ABORDS SITE CTR LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	26/06/2009	637,47	15	462,00	42,00	504,00	0,00	133,47			0,00	
680	REMPLAC CLOTURE DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	29/10/2009	1 205,57	15	880,00	80,00	960,00	0,00	245,57			0,00	
Total du compte : 21728			2 517.59		1 826.00	166.00	1 992.00	0.00	525.59			0.00	0.00

Compte: 21731 - Bâtiments publics

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1198	BUNGALOW	16/04/2014	500,00	1	500,00	0,00	500,00	0,00	0,00			0,00	
215-2007/0016	ESPAC JEAN ZAY BIGANOS AB245 TRANSFERT COMPE	01/01/2018	99 586,35		0,00	0,00	0,00	0,00	99 586,35			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21731 - Bâtiments publics

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
220-1999-21318-BATIMENT-3	BATIMENT OT LANTON MAD AU 1/1/18 TRAN?SFERT CC	01/01/2018	246 978,14		0,00	0,00	0,00	0,00	246 978,14			0,00	
250-1960-21318-11.1	VILLA BLEUE OT AUDENGE MAD 01/1/18 TRANSF COMF	01/01/2018	303 430,60		0,00	0,00	0,00	0,00	303 430,60			0,00	
Total du compte : 21731			650 495.09		500.00	0.00	500.00	0.00	649 995.09			0.00	0.00

Compte: 21735 - Installat° générales, agencements, aménagements des construct°

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1884	TRAVAUX DE PEINTURE OT AUDENGE ETUDES ET TRAVAUX /	19/11/2019	398,40	1	398,40	0,00	398,40	0,00	0,00			0,00	
1937	CAHNGEMENT VOLETS ROULANTS OFFICE DE TOURIS ETUDES ET TRAVAUX / OFFICE DE TOURISME LANTON	25/02/2020	3 304,80	1	0,00	3 304,80	3 304,80	0,00	0,00			0,00	
1998	TRAVAUX DE PEINTURE OFFICE DE TOURISME AUDEN ETUDES ET TRAVAUX / OFFICE DE TOURISME AUDENGE	30/09/2020	5 493,25	1	0,00	5 493,25	5 493,25	0,00	0,00			0,00	
2049	FOURNITURE ET POSE DE PICS ANTI PIGEONS OT AUI DIRECTION GENERALE DES SERVICES / OFFICE DE TOURISME AUDENGE	25/03/2021	1 970,40	1	0,00	0,00	0,00	0,00	1 970,40			0,00	
Total du compte : 21735			11 166.85		398.40	8 798.05	9 196.45	0.00	1 970.40			0.00	0.00

Compte: 21751 - Réseaux de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1999-2151-RESEAUX-1	TRAV RETABLISSEMENT PISTE DECHETERIE LANTON	08/02/2018	18 832,22		0,00	0,00	0,00	0,00	18 832,22			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21751 - Réseaux de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
RESEAUXDEVOIRIE2151-22400	RESEAUX CDHINS40612.50€+REGANEAU28500€+MAEV	08/02/2018	104 737,50		0,00	0,00	0,00	0,00	104 737,50			0,00	
2017-2151-ZAEAUDENGE	VOIRIE ZAE AUDENGE - MAD SUITE A TRANSFERT CO	19/03/2018	102 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00			0,00	
2151-CAASI	RESEAUX DE VOIIE CAASI ANDERNOS - SUITE A MAD A	19/03/2018	1 957 265,06		0,00	0,00	0,00	0,00	1 957 265,06			0,00	
1-2151MIOS	VOIRIE ZAC MIOS ENTREPRISES - APRES PV DE MAD	20/03/2018	114 629,35		0,00	0,00	0,00	0,00	114 629,35			0,00	
19980035BIGANOS	VOIRIE RUE CARREROT - MAD SUITE A TRANSFERT CC	20/03/2018	80 325,00		0,00	0,00	0,00	0,00	80 325,00			0,00	
81-2111-2151MIOS	ZAC MIOS ENTREPRISE - APRES PV DE MAD DE ZAE	20/03/2018	2 370,65		0,00	0,00	0,00	0,00	2 370,65			0,00	
Total du compte : 21751			2 380 159.78		0,00	0,00	0,00	0,00	2 380 159.78			0,00	0,00

Compte: 21752 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
179	COLLECTEURS PILES SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	01/01/2004	116 423,67		0,00	0,00	0,00	0,00	116 423,67			0,00	
PANNEAU ZA-ARES	PANNEAU ENTREE ZA ARES - MAD SUITE A TRANSFER	08/02/2018	12 367,47		0,00	0,00	0,00	0,00	12 367,47			0,00	
INSTAL.VOIRIE2152-22400	INSTAL CD HINS2137.50€+REGANEAU 1500€+MAEVA 18	18/02/2018	5 512,50		0,00	0,00	0,00	0,00	5 512,50			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21752 - Installations de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2017-2152-ZAE AUDENGE	INSTALLATIONS DE VOIRIE - MAD SUITE A TRANSFERT	19/03/2018	6 375,00		0,00	0,00	0,00	0,00	6 375,00			0,00	
8-2152MIOS	INSTALLATIONS DE VOIRIE - APRES PV DE MAD DE ZA	20/03/2018	7 312,50		0,00	0,00	0,00	0,00	7 312,50			0,00	
1678	TRAVAUX DE REQUALIFICATION ZA PONTEILS AUDENG FINANCES / COMMUNE AUDENGE	07/06/2018	407 500,65	20	40 750,00	20 375,00	61 125,00	0,00	346 375,65			0,00	
Total du compte : 21752			555 491.79		40 750.00	20 375.00	61 125.00	0.00	494 366.79			0.00	0.00

Compte: 217534 - Réseaux d'électrification

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
21534-CAASI	ELECTRIFICATION - SUITE A MAD AVEC TRANSFERT DE	19/03/2018	542 426,20		0,00	0,00	0,00	0,00	542 426,20			0,00	
Total du compte : 217534			542 426.20		0.00	0.00	0.00	0.00	542 426.20			0.00	0.00

Compte: 217538 - Autres réseaux

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
RES 98 02-ARES	ECLAIRAGE PUBLIC ZA ARES - MAD SUITE A TRANSFE	08/02/2018	7 773,33		0,00	0,00	0,00	0,00	7 773,33			0,00	
2017-21538-ZAE AUDENGE	RESEAUX ZAE AUDENGE - MAD SUITE A TRANSFERT C	19/03/2018	19 125,00		0,00	0,00	0,00	0,00	19 125,00			0,00	
21531-CAASI	RESEAUX D'ADDUCTION D EAU - APRES PV DE MAD DI	19/03/2018	254 963,87	8	2 722,28	50 448,00	53 170,28	0,00	201 793,59			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 217538 - Autres réseaux

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1-21531MIOS	BRANCHEMENT EAU ZA MASQUET - APRES PV DE MAD	20/03/2018	1 026,17	2	374,00	652,17	1 026,17	0,00	0,00			0,00	
5-21538MIOS	AUTRES RESEAUX ZAC MIOS ENTREPRISES - APRES F	20/03/2018	21 285,33		0,00	0,00	0,00	0,00	21 285,33			0,00	
Total du compte : 217538			304 173.70		3 096.28	51 100.17	54 196.45	0.00	249 977.25			0.00	0.00

Compte: 21757 - Matériel et outillage de voirie

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1813	FOURNITURE ET POSE SIGNALETIQUE ZAE ETUDES ET TRAVAUX / ZAE	17/04/2019	1 200,00	6	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00			0,00	
1963	BC1 (2019/2020) : FOURNITURE ET POSE SIGNALETIQU ETUDES ET TRAVAUX /	17/04/2019	9 250,80	6	0,00	1 492,00	1 492,00	0,00	7 758,80			0,00	
1964	BC3 (2019/2020) : FOURNITURE ET POSE SIGNALETIQU ETUDES ET TRAVAUX / ZA REGANEAU	23/01/2020	1 220,40	6	0,00	0,00	0,00	0,00	1 220,40			0,00	
1967	BC 5 : SIGNALETIQUE ZA MASQUET MIOS ENTREPRISE ETUDES ET TRAVAUX / ZA MASQUET MIOS ENTREPRISES	04/03/2020	54 385,96	6	0,00	0,00	0,00	0,00	54 385,96			0,00	
1997	BC2 (2019/2020) : FOURNITURE ET POSE SIGNALETIQU ETUDES ET TRAVAUX / ZA GRANDE LANDE ARES	21/09/2020	14 922,35	6	0,00	0,00	0,00	0,00	14 922,35			0,00	
Total du compte : 21757			80 979.51		0,00	1 492.00	1 492.00	0.00	79 487.51			0.00	0.00

Compte: 21758 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21758 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
182	3 CONTAINERS LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	01/01/1999	3 309,36	10	3 309,36	0,00	3 309,36	0,00	0,00			0,00	
183	CONTAINERS ENTERRES LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	01/01/2000	12 869,75	10	12 869,75	0,00	12 869,75	0,00	0,00			0,00	
185	COLONNES APPORT VOLONT BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	01/01/2000	17 208,69	5	17 208,69	0,00	17 208,69	0,00	0,00			0,00	
184	CONTAINERS TRI SELECTIF LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	01/01/2002	4 047,70	10	4 047,70	0,00	4 047,70	0,00	0,00			0,00	
141	Conteneurs AUDENGE RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / COMMUNE AUDENGE	17/03/2005	837,20	6	837,20	0,00	837,20	0,00	0,00			0,00	
339	BAVETTES DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE LANTON	14/02/2008	5 168,87	15	4 128,00	344,00	4 472,00	0,00	696,87			0,00	
398	BAVETTES TOLE 50 DECH ARES 4 DECH AND 50 DECH/ SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	20/06/2008	11 172,18	15	8 928,00	744,00	9 672,00	0,00	1 500,18			0,00	
480	BAVETTE DECHETERIE AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	15/12/2008	105,81	15	84,00	7,00	91,00	0,00	14,81			0,00	
493	FOURNIT/INSTAL DASRI LT1-2 SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	19/01/2009	52 875,16	15	38 775,00	3 525,00	42 300,00	0,00	10 575,16			0,00	
530	POSE TUBE LANCE HTE PRESSION CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	03/04/2009	234,41	15	165,00	15,00	180,00	0,00	54,41			0,00	
544	FAB ET POSE CROCHETS GARDES CORPS DECHETER SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	18/05/2009	193,79	15	132,00	12,00	144,00	0,00	49,79			0,00	
576	BAVETTES CENTRE TRANSFERT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	08/07/2009	1 887,29	15	1 375,00	125,00	1 500,00	0,00	387,29			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21758 - Autres installations, matériel et outillage techniques

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
577	BAVETTES CENTRE TRANSFERT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	08/07/2009	284,65	15	198,00	18,00	216,00	0,00	68,65			0,00	
618	ARCEAUX REGARDS DECH MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	27/08/2009	478,40	15	341,00	31,00	372,00	0,00	106,40			0,00	
619	FAB CASIERS PROTECT FUTS DMI SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	27/08/2009	1 039,32	15	759,00	69,00	828,00	0,00	211,32			0,00	
621	MONTAGE CROCHETS POUR PANNEAUX SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	27/08/2009	176,53	15	121,00	11,00	132,00	0,00	44,53			0,00	
639	CREAT ESCALIER AV GARD CORPDMA SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	23/09/2009	1 913,60	1	1 913,60	0,00	1 913,60	0,00	0,00			0,00	
676	BAVETTES+POTEAUX DECHET AUD SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	29/10/2009	114,82	6	114,82	0,00	114,82	0,00	0,00			0,00	
697	POSE BAVETTES/REPAR DIV DECHET SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	07/12/2009	1 018,99	15	737,00	67,00	804,00	0,00	214,99			0,00	
1839	INSTALLATION 2 CLIM OFFICE DE TOURISME ETUDES ET TRAVAUX / OFFICE DE TOURISME	19/06/2019	2 997,60	10	300,00	300,00	600,00	0,00	2 397,60			0,00	
Total du compte : 21758			117 934.12		96 344.12	5 268.00	101 612.12	0.00	16 322.00			0.00	0.00

Compte: 21788 - Autres immos corporelles reçues au titre d'une mise à dispo

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
219	CONTAINER VERRE 1995 LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	01/01/1997	7 214,10	20	7 214,10	0,00	7 214,10	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 21788 - Autres immos corporelles reçues au titre d'une mise à dispo

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
216	COLONNES APPORT VOLONTAIRE BIGANOS	01/01/2002	1 219,87	17	1 219,87	0,00	1 219,87	0,00	0,00			0,00	
217	COLONNES APPORT VOLONT BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	01/01/2003	17 066,00	5	17 066,00	0,00	17 066,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 21788			25 499.97		25 499.97	0.00	25 499.97	0.00	0.00			0.00	0.00

Compte: 2182 - Matériel de transport

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
89-01	CAMION G210 19 BOM	31/12/1989	52 469,30		0,00	0,00	0,00	0,00	52 469,30			0,00	
90-01	BENNE CARGOPAC G210.19B	31/12/1990	39 777,00		0,00	0,00	0,00	0,00	39 777,00			0,00	
94-01	BENNE JUMBO J30	31/12/1994	47 913,20		0,00	0,00	0,00	0,00	47 913,20			0,00	
012	appel d'offre acquisit.camion benne RESPONSABLE COLLECTE - J. SMORODINTZEFF /	10/03/2000	271,68	1	271,68	0,00	271,68	0,00	0,00	T	07/12/2021	0,00	
013	annonce acquisit.camion benne RESPONSABLE COLLECTE - J. SMORODINTZEFF /	10/03/2000	204,89	1	204,89	0,00	204,89	0,00	0,00	T	07/12/2021	0,00	
2001-07	honoraire TPG	31/12/2001	1 157,78		0,00	0,00	0,00	0,00	1 157,78			0,00	
001	Véhicule scénic DST 05/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/06/2004	20 591,94	5	20 591,94	0,00	20 591,94	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2182 - Matériel de transport

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
178	Grosse réparation nacelle IVECO SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	21/10/2005	2 134,14	5	2 134,14	0,00	2 134,14	0,00	0,00	T	07/12/2021	0,00	
244	RAR-Réparation pelle BOM MIOS SERVICES TECHNIQUES / Commune de MIOS	08/02/2006	11 688,87	8	11 688,87	0,00	11 688,87	0,00	0,00	T	07/12/2021	0,00	
272	Remise en état BOM 2782MG33 SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	28/07/2006	4 549,27		0,00	0,00	0,00	0,00	4 549,27			0,00	
316-2182	ACQUISITION 2 VEHIC UTILIT SERVICES TECHNIQUES / COBAN	01/10/2007	50,00	5	50,00	0,00	50,00	0,00	0,00	T	07/12/2021	0,00	
65	BOM 7146 GC 33	20/11/2007	8 137,16		0,00	0,00	0,00	0,00	8 137,16			0,00	
85-01	RENAULT S134/14	20/11/2007	77 343,48		0,00	0,00	0,00	0,00	77 343,48			0,00	
88-01	BENNE 3948 CP 33	20/11/2007	37 685,40		0,00	0,00	0,00	0,00	37 685,40			0,00	
421	RIDELLE GRILLAGEE /REM 1480TD3 SERVICES TECHNIQUES / COBAN	26/08/2008	302,59	6	302,59	0,00	302,59	0,00	0,00	T	07/12/2021	0,00	
1003	VEHICULE UTILITAIRE FOURGON/MASTER -CJ-959-MR	19/11/2012	29 861,25	5	29 861,25	0,00	29 861,25	0,00	0,00			0,00	
1008	ACHAT VEH KANGOO IMMAT CM-592-WM DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIES	13/12/2012	16 147,34	8	16 147,34	0,00	16 147,34	0,00	0,00			0,00	
1133	ACQUISITION 2 VEHICULES LEGERS UTILITAIRES CX6 ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	04/09/2013	14 000,53	5	14 000,53	0,00	14 000,53	0,00	0,00			0,00	
1133B	ACQUISITION 2 VEHICULES LEGERS UTILITAIRES CX57 ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	04/09/2013	15 329,80	5	15 329,80	0,00	15 329,80	0,00	0,00	T	18/10/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2182 - Matériel de transport

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1405	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DX-070-	21/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1406	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DX-710-	21/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1407	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DY-870-	21/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1408	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DY-410-	21/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1409	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DX-327-	21/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00	T	22/06/2021	0,00	
1410	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DX-695-	21/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00	T	22/06/2021	0,00	
1402	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DY-567-	28/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1403	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DX-635-	28/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1404	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DY-269-	28/12/2015	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	
1411	BENNE A ORDURES MENAGERES 19 TONNES - DY-311-	28/12/2015	163 190,37	5	130 552,00	32 638,37	163 190,37	0,00	0,00	T	22/06/2021	0,00	
1412	BENNE A ORDURES MENAGERES 19 TONNES - DY-480-	28/12/2015	163 190,37	5	130 552,00	32 638,37	163 190,37	0,00	0,00			0,00	
1401	BENNE A ORDURES MENAGERES 26 TONNES - DX-006- ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	25/01/2016	173 823,13	5	139 060,00	34 763,13	173 823,13	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2182 - Matériel de transport

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1514	VEHICULE DGS - MEGANE BERLINE ZEN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	05/04/2017	17 000,00	4	12 750,00	4 250,00	17 000,00	0,00	0,00	T	10/08/2021	0,00	
1566	VEHICULE ADT KANGOO EP-126-PB DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / ADMINISTRATION TECHNIQUE	06/09/2017	13 580,59	4	10 185,00	3 395,59	13 580,59	0,00	0,00			0,00	
1579-1	VEHICULE ZOE LIFEBATTERIE 43 KW EN LOC - 88 CH -E DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / SERVICE ADMINISTRATIF	12/10/2017	21 882,99	5	13 131,00	4 377,00	17 508,00	0,00	4 374,99			0,00	
1682	ACHAT VEHICULE ZOE LIFE E. POCHET-EW546LE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	12/06/2018	21 882,98	4	10 942,00	5 471,00	16 413,00	0,00	5 469,98			0,00	
1732	ACHAT VEHICULE ZOE LIFE - A GODIN-EP343NE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	06/11/2018	21 882,98	4	10 942,00	5 471,00	16 413,00	0,00	5 469,98			0,00	
1735	VEHICULE FOURGON + HAYON-ET435NA DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	15/11/2018	73 281,88	4	36 640,00	18 320,00	54 960,00	0,00	18 321,88			0,00	
1810	VEHICULE KANGOO B. PLUMARD-EX769VJ DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHETERIES	10/04/2019	13 704,22	4	3 426,00	3 426,00	6 852,00	0,00	6 852,22			0,00	
1827	VEHICULE CONTROLEUR - EP263VN ETUDES ET TRAVAUX / COBAN	20/05/2019	13 584,45	4	3 396,00	3 396,00	6 792,00	0,00	6 792,45			0,00	
1891	VEHICULE C3 F . ROY - IMMATRICULATION FL696HP DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	05/12/2019	11 298,76	4	2 824,69	2 824,69	5 649,38	0,00	5 649,38			0,00	
1892	VEHICULE C3 S. PRUNIER IMMATRICULATION FL641CD DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	05/12/2019	11 179,50	4	2 794,88	2 794,88	5 589,76	0,00	5 589,74			0,00	
1929	ACQUISITION VEHICULE DE LIVRAISON DES BACS IMM RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	16/01/2020	42 864,52	20	0,00	2 143,23	2 143,23	0,00	40 721,29			0,00	
1930	VEHICULE ZOE LIFE AMBASSADEURS - FJ431KW DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	06/02/2020	20 971,20	4	0,00	5 242,80	5 242,80	0,00	15 728,40			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2182 - Matériel de transport

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1960	VEHICULE PARTNER PREMIUM - IMMATRICULATION FN DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	08/04/2020	12 582,56	4	0,00	3 145,64	3 145,64	0,00	9 436,92			0,00	
1981B	VEHICULE ZOE ZEN SERVICE COMMUNICATION IMMAT RESPONSABLE MAINTENANCE - P. CATHELINAUD /	19/06/2020	22 631,41	4	0,00	5 657,85	5 657,85	0,00	16 973,56			0,00	
2022	VEHICULE HYBRIDE M PAGES - IMMAT FT995LB	14/12/2020	16 210,27	4	0,00	4 052,57	4 052,57	0,00	12 157,70			0,00	
2023	VEHICULE HYBRIDE DGST - IMMAT FT055LC	14/12/2020	16 210,27	4	0,00	4 052,57	4 052,57	0,00	12 157,70			0,00	
2033	FOURNITURE BENNE A ORDURES MENAGERES IMMAT	15/02/2021	196 518,77	4	0,00	0,00	0,00	0,00	196 518,77			0,00	
2034	FOURNITURE BENNE A ORDURES MENAGERES IMMAT	15/02/2021	196 518,77	4	0,00	0,00	0,00	0,00	196 518,77			0,00	
2035	FOURNITURE BENNE A ORDURES MENAGERES IMMAT	15/02/2021	196 518,77	4	0,00	0,00	0,00	0,00	196 518,77			0,00	
2036	FOURNITURE BENNE A ORDURES MENAGERES IMMAT	15/02/2021	196 518,77	4	0,00	0,00	0,00	0,00	196 518,77			0,00	
2037	BENNE A ORDURES MENAGERES IMMAT FW351ML	15/02/2021	196 518,77	4	0,00	0,00	0,00	0,00	196 518,77			0,00	
2038	FOURNITURE BENNE A ORDURES MENAGERES IMMAT	15/02/2021	183 738,17	4	0,00	0,00	0,00	0,00	183 738,17			0,00	
Total du compte : 2182			3 961 308.26		1 869 318,60	490 928.86	2 360 247.46	0,00	1 601 060,80			0,00	155 516,00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
030	Photocopieur Konica Minolta DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	30/04/2003	8 084,96	5	8 084,96	0,00	8 084,96	0,00	0,00			0,00	
031	materiel informatique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	05/05/2003	747,50	3	747,50	0,00	747,50	0,00	0,00			0,00	
032	materiel informatique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	05/05/2003	5 061,47	5	5 061,47	0,00	5 061,47	0,00	0,00			0,00	
033	mise en service magnus DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/06/2003	657,80	3	657,80	0,00	657,80	0,00	0,00			0,00	
034	logiciel gest magnus DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/06/2003	7 355,40	2	7 355,40	0,00	7 355,40	0,00	0,00			0,00	
035	maintenance logiciel DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/06/2003	741,27	3	741,27	0,00	741,27	0,00	0,00			0,00	
036	mise en service magister DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/10/2003	657,80	3	657,80	0,00	657,80	0,00	0,00			0,00	
004	informatique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE INFORMATIQUE	14/05/2004	11 260,34	3	11 260,34	0,00	11 260,34	0,00	0,00			0,00	
078	bureau DGS-20/04/07 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/05/2004	1 685,46	10	1 685,46	0,00	1 685,46	0,00	0,00			0,00	
079	Bureau DST- 20/04/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/05/2004	1 465,70	10	1 465,70	0,00	1 465,70	0,00	0,00			0,00	
080	bureau adm, Mano-20/04/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/05/2004	1 725,83	10	1 725,83	0,00	1 725,83	0,00	0,00			0,00	
081	armoir stock. papier-30/04/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/05/2004	363,29	10	363,29	0,00	363,29	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
082	Bureau valérie,michelle28/04/4 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/05/2004	3 872,35	10	3 872,35	0,00	3 872,35	0,00	0,00			0,00	
066	mise place réseau cablé -05/05 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/06/2004	852,75	10	852,75	0,00	852,75	0,00	0,00			0,00	
083	meuble porte coulissante-05/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/06/2004	230,53	10	230,53	0,00	230,53	0,00	0,00			0,00	
084	armoire a rideaux-05/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/06/2004	430,56	10	430,56	0,00	430,56	0,00	0,00			0,00	
069	sonorisat. salle confé. /04/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	07/06/2004	5 923,79	5	5 923,79	0,00	5 923,79	0,00	0,00			0,00	
070	support roulettesx2- 06/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/07/2004	100,46	3	100,46	0,00	100,46	0,00	0,00			0,00	
071	FOURNITURES 08/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/11/2004	4 134,47	3	4 134,47	0,00	4 134,47	0,00	0,00			0,00	
072	bureau C.H,MG-09/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/11/2004	2 843,97	10	2 843,97	0,00	2 843,97	0,00	0,00			0,00	
073	machine plas 19/03/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	18/11/2004	793,69	5	793,69	0,00	793,69	0,00	0,00			0,00	
075	écran plat acer +instal -11/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/11/2004	1 695,93	3	1 695,93	0,00	1 695,93	0,00	0,00			0,00	
076	mise place rés.infor+écrans- DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/11/2004	5 111,11	3	5 111,11	0,00	5 111,11	0,00	0,00			0,00	
142	Aménagement bureau comptabilité DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/02/2005	2 326,10	3	2 326,10	0,00	2 326,10	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
143	Ordinateur portable DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/02/2005	1 956,66	3	1 956,66	0,00	1 956,66	0,00	0,00			0,00	
144	2 PC + 2 moniteurs DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/02/2005	3 054,82	3	3 054,82	0,00	3 054,82	0,00	0,00			0,00	
145	6 téléphones fax pour déchèteries	21/02/2005	1 799,39	6	1 799,39	0,00	1 799,39	0,00	0,00			0,00	
113	4 PC équipés + 4 Ecrans plats DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	17/03/2005	6 474,43	3	6 474,43	0,00	6 474,43	0,00	0,00			0,00	
115	Lampes bureau Président DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	30/03/2005	151,89	5	151,89	0,00	151,89	0,00	0,00			0,00	
116	Bureau Président DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	30/03/2005	406,64	10	406,64	0,00	406,64	0,00	0,00			0,00	
117	Lampes bureaux Sces Administratifs DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	30/03/2005	253,74	5	253,74	0,00	253,74	0,00	0,00			0,00	
118	Armoire bureau accueil DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	30/03/2005	354,02	10	354,02	0,00	354,02	0,00	0,00			0,00	
122	Optimisation système informatique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	13/04/2005	17 454,42	3	17 454,42	0,00	17 454,42	0,00	0,00			0,00	
123	Complément serveur informatique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	13/04/2005	1 319,19	3	1 319,19	0,00	1 319,19	0,00	0,00			0,00	
125	Armoire à rideaux DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	22/04/2005	354,02	10	354,02	0,00	354,02	0,00	0,00			0,00	
126	Installation matériel informatique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	26/04/2005	4 299,62	3	4 299,62	0,00	4 299,62	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
127	Siège dactylo DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	13/05/2005	310,00	10	310,00	0,00	310,00	0,00	0,00			0,00	
128	Armoire à rideaux DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2005	267,90	10	267,90	0,00	267,90	0,00	0,00			0,00	
131	Vitrines affichages DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/06/2005	744,76	5	744,76	0,00	744,76	0,00	0,00			0,00	
133	Vidéo projecteur DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/06/2005	2 822,25	5	2 822,25	0,00	2 822,25	0,00	0,00			0,00	
134	Appareil photos DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE COMMUNICATION	13/07/2005	989,69	5	989,69	0,00	989,69	0,00	0,00			0,00	
136	2 portables DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / ADMINISTRATION TECHNIQUE	19/07/2005	454,48	5	454,48	0,00	454,48	0,00	0,00			0,00	
153	Lecteur enregistreur numérique DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	12/08/2005	1 865,68	5	1 865,68	0,00	1 865,68	0,00	0,00			0,00	
156	Terminaux numériques (extens.installation tél) DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	27/09/2005	1 865,76	3	1 865,76	0,00	1 865,76	0,00	0,00			0,00	
157	Prises imprimantes et fax DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/10/2005	95,68	5	95,68	0,00	95,68	0,00	0,00			0,00	
249	Ecran plat 17 -clavier-souris DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	344,45	2	344,45	0,00	344,45	0,00	0,00			0,00	
250	Portable ACER + réplicateur DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	2 504,42	2	2 504,42	0,00	2 504,42	0,00	0,00			0,00	
251	Tableau blanc laqué DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	214,75	2	214,75	0,00	214,75	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
260	Fax déchèterie MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	25/04/2006	285,45	2	285,45	0,00	285,45	0,00	0,00			0,00	
261	Massicot + ouvre lettres DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/04/2006	398,95	2	398,95	0,00	398,95	0,00	0,00			0,00	
264	Ordinateur ACER+Ecran plat 14 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/05/2006	1 843,04	2	1 843,04	0,00	1 843,04	0,00	0,00			0,00	
268	Clavier-souris sans fil-prolon DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/05/2006	76,54	2	76,54	0,00	76,54	0,00	0,00			0,00	
276	Ordinateur + Ecran plat 17 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/08/2006	1 798,78	2	1 798,78	0,00	1 798,78	0,00	0,00			0,00	
277	Clé USB 128 MO DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/08/2006	737,21	2	737,21	0,00	737,21	0,00	0,00			0,00	
281	Télé-fax Quai transfert LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRES TRANSFERT LEGE/ARES	13/10/2006	239,99	2	239,99	0,00	239,99	0,00	0,00			0,00	
287	Mini Ordinateur PALM TUNGTEN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/11/2006	344,45	3	344,45	0,00	344,45	0,00	0,00			0,00	
289	Onduleur 425 VA - administrati DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/12/2006	592,02	3	592,02	0,00	592,02	0,00	0,00			0,00	
306	PORTABLE ACER + LOGICIELS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	22/06/2007	1 166,10	3	1 166,10	0,00	1 166,10	0,00	0,00			0,00	
307	IMPRIMANTE CANON/AGENDA 21 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	22/06/2007	281,06	3	281,06	0,00	281,06	0,00	0,00			0,00	
324	CHEVALET CONFERENCE AGEN21 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/12/2007	190,27	6	190,27	0,00	190,27	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
348	TABLEAU BLANC SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	27/02/2008	258,36	6	258,36	0,00	258,36	0,00	0,00			0,00	
351	CALCULATRICE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	27/02/2008	73,17	6	73,17	0,00	73,17	0,00	0,00			0,00	
355	LAMPES BUREAU SCES ADM/TECHN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/03/2008	371,22	5	371,22	0,00	371,22	0,00	0,00			0,00	
361	SOLUTION DE SAUVEGARDE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE INFORMATIQUE	31/03/2008	2 679,04	3	2 679,04	0,00	2 679,04	0,00	0,00			0,00	
394	CALCULATRICE IMPRIMANTE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/06/2008	167,70	5	167,70	0,00	167,70	0,00	0,00			0,00	
420	CASQUES DECRO AUTO TEL DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	26/08/2008	837,08	5	837,08	0,00	837,08	0,00	0,00			0,00	
424	ECRANS ORDI LCD 19 PCES 1ADT/1 REDEVSPEC DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	12/09/2008	380,33	3	380,33	0,00	380,33	0,00	0,00			0,00	
426	TABLEAU MURAL BLANC RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	17/09/2008	176,55	6	176,55	0,00	176,55	0,00	0,00			0,00	
433	TABLEAU CONFERENCE LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL TECHNIQUE	02/10/2008	63,15	6	63,15	0,00	63,15	0,00	0,00			0,00	
467	TABLEAU BLANC LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	26/11/2008	136,70	5	136,70	0,00	136,70	0,00	0,00			0,00	
468	CALCULATRICES SERVICE RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	27/11/2008	376,85	5	376,85	0,00	376,85	0,00	0,00			0,00	
511	2 ECRANS LCD 19 P + MEM SUP DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	23/03/2009	1 210,35	3	1 210,35	0,00	1 210,35	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
520	ONDULEUR ON LINE SERVEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	23/03/2009	1 782,04	3	1 782,04	0,00	1 782,04	0,00	0,00			0,00	
535	ORDINATEURS PC+ECRANS RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	08/04/2009	1 411,28	3	1 411,28	0,00	1 411,28	0,00	0,00			0,00	
605	ONDULEUR COMPLEMENTAIRE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/08/2009	1 184,04	5	1 184,04	0,00	1 184,04	0,00	0,00			0,00	
606	2 PC ET ECRANS 19 P DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/08/2009	1 411,28	3	1 411,28	0,00	1 411,28	0,00	0,00			0,00	
607	DESTRUCTEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/08/2009	825,84	5	825,84	0,00	825,84	0,00	0,00			0,00	
624	MODULES TIROIRS+PANNEAU LIEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/09/2009	36,00	10	36,00	0,00	36,00	0,00	0,00			0,00	
644	TABLEAU BLANC DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	99,72	10	99,72	0,00	99,72	0,00	0,00			0,00	
658	ORDINATEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/10/2009	825,24	3	825,24	0,00	825,24	0,00	0,00			0,00	
691	PLASTIFIEUSE ET PLASMAS A4/A5 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/11/2009	227,24	5	227,24	0,00	227,24	0,00	0,00			0,00	
699	CHARIOT STANDARD DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	11/12/2009	56,06	6	56,06	0,00	56,06	0,00	0,00			0,00	
740	TABLEAU BLANC DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	18/02/2010	277,47	6	277,47	0,00	277,47	0,00	0,00			0,00	
718	MATERIEL SYSTEME GESTION TEMPS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	12/03/2010	3 278,54	3	3 278,54	0,00	3 278,54	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
768	TABLEAU BLANC DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/06/2010	230,83	6	230,83	0,00	230,83	0,00	0,00			0,00	
775	ACQUISITION 2 PHOTOCOPIEURS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	23/06/2010	22 078,16	5	17 661,58	0,00	17 661,58	4 416,58	0,00			0,00	
834	IMPRIMANTE HP CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	20/04/2011	94,40	6	94,40	0,00	94,40	0,00	0,00			0,00	
837	PANNEAUX ECRAN BUREAU SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	20/04/2011	789,36	3	789,36	0,00	789,36	0,00	0,00			0,00	
839B	CHANGEMENT SERVEUR SUITE PANNE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	20/04/2011	4 255,37	5	4 255,37	0,00	4 255,37	0,00	0,00			0,00	
870	REMPLAC 2 SWITCHS SERVEUR SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	23/08/2011	1 564,37	3	1 564,37	0,00	1 564,37	0,00	0,00			0,00	
877	ORDI PORT ECRAN 17.3 WEBCAM IN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	22/09/2011	560,11	3	560,11	0,00	560,11	0,00	0,00			0,00	
880	TELEPHONE FAX DECHETERIE SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	06/10/2011	265,51	5	265,51	0,00	265,51	0,00	0,00			0,00	
892	CELLULES MICROS/PUPITRE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/12/2011	424,58	2	424,58	0,00	424,58	0,00	0,00			0,00	
909BIS	ACQUISITION MATERIEL INFORMATI DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	23/03/2012	5 752,70	3	5 752,70	0,00	5 752,70	0,00	0,00			0,00	
919	ECRAN LCD DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	30/03/2012	94,48	3	94,48	0,00	94,48	0,00	0,00			0,00	
928	TERMINAL PORTABLE AV CLAVIER SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	19/04/2012	2 750,80	3	2 750,80	0,00	2 750,80	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
966	TELEPHONES FIXES ALCATEL SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	16/07/2012	296,07	5	296,07	0,00	296,07	0,00	0,00			0,00	
981	IMPRIMANTE LASER BROTHER DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/08/2012	353,08	2	353,08	0,00	353,08	0,00	0,00			0,00	
987	TELECOPIEURS LASER DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	17/09/2012	2 025,45	5	2 025,45	0,00	2 025,45	0,00	0,00			0,00	
989	ONDULEURS PC RENOUV PARC DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	17/09/2012	448,50	3	448,50	0,00	448,50	0,00	0,00			0,00	
1022	MACHINE A RELIER ET RAMETTE PAPIER RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	07/01/2013	253,83	3	253,83	0,00	253,83	0,00	0,00			0,00	
1024	MATERIELS INFORMATIQUES DIVERS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	10/01/2013	8 305,31	3	8 305,31	0,00	8 305,31	0,00	0,00			0,00	
1033	PHOTOCOPIEUR DEVELOP INEO +364 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	21/01/2013	5 121,34	3	5 121,34	0,00	5 121,34	0,00	0,00			0,00	
1040	POINTS ACCES WIFI INTERIEURS UNIFI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / EXTENSION BATIMENT SERVICES	06/02/2013	982,16	3	982,16	0,00	982,16	0,00	0,00			0,00	
1063	ONDULEUR	15/03/2013	377,94	3	377,94	0,00	377,94	0,00	0,00			0,00	
1074	SUPPORTS UNITES CENTRALES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	08/04/2013	161,32	3	161,32	0,00	161,32	0,00	0,00			0,00	
1088	TABLEAU BLANC EMAILLE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	30/04/2013	151,76	3	151,76	0,00	151,76	0,00	0,00			0,00	
1097BIS	PC FUJITSU ESPRIMO P400 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	29/05/2013	643,39	3	643,39	0,00	643,39	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
29201-2183-7	ECRANS	31/05/2013	10 407,42	5	10 407,42	0,00	10 407,42	0,00	0,00			0,00	
1116	FOURNITURE DE BUREAU	04/07/2013	330,34	3	330,34	0,00	330,34	0,00	0,00			0,00	
1130	MATERIEL INFORMATIQUE - 8 ONDULEURS RIELLO - 8 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	19/08/2013	7 030,28	2	7 030,28	0,00	7 030,28	0,00	0,00			0,00	
1121-1	PHOTOCOPIEUR COULEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	04/09/2013	11 501,93	1	11 501,93	0,00	11 501,93	0,00	0,00			0,00	
1137	SUPPORTS D'ECRANS/ D'UNITES CENTRALES- FOURN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	07/10/2013	390,98	3	390,98	0,00	390,98	0,00	0,00			0,00	
1143	IMPRIMANTE BUREAU DGS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	30/10/2013	72,90	2	72,90	0,00	72,90	0,00	0,00			0,00	
29201-2183-14	1 ORDINATEUR PORTABLE	27/02/2014	574,00	3	574,00	0,00	574,00	0,00	0,00			0,00	
1195	MATERIEL INFORMATIQUE DECHETERIE PRO LEGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	31/03/2014	892,33	2	892,33	0,00	892,33	0,00	0,00			0,00	
1207	TELEPHONES FIXES ET TELECOPIEURS LASER BROTH RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE PROFESSIONNELLE	14/04/2014	179,32	3	179,32	0,00	179,32	0,00	0,00			0,00	
1208	TELEPHONES FIXES ET TELECOPIEURS LASER BROTH RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	14/04/2014	288,75	2	288,75	0,00	288,75	0,00	0,00			0,00	
1209	IMPRIMANTE LASER EPSON C1700 DECHETERIE PRO I RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	14/04/2014	116,18	2	116,18	0,00	116,18	0,00	0,00			0,00	
1221	PC PORTABLE HP POUR AIRES ACCUEIL GENS DU VOY RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	07/05/2014	429,00	2	429,00	0,00	429,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1228	SERVEUR EXTENSION DISQUES DURS	20/06/2014	1 778,40	2	1 778,40	0,00	1 778,40	0,00	0,00			0,00	
29201-2183-13	5 ECRANS D'INFORMATION	23/06/2014	3 367,53	5	3 367,53	0,00	3 367,53	0,00	0,00			0,00	
1225	IMPRIMANTE LASER RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / DECHETERIE PROFESSIONNELLE	15/07/2014	112,29	2	112,29	0,00	112,29	0,00	0,00			0,00	
1247	COFFRET TABLE POUR CT LEGE	21/07/2014	312,00	2	312,00	0,00	312,00	0,00	0,00			0,00	
1250	9 POSTES INFORMATIQUES + ONDULEURS	21/07/2014	6 955,20	2	6 955,20	0,00	6 955,20	0,00	0,00			0,00	
1252	PORTABLE BUREAUTIQUE FUJITSU LIFEBOOK A512 15.	21/07/2014	688,80	2	688,80	0,00	688,80	0,00	0,00			0,00	
1253	2 FAX LASER BROTHER 2845 N° série B4J615693 et B4J(	22/07/2014	421,35	2	421,35	0,00	421,35	0,00	0,00			0,00	
1277	ORDINATEUR MACBOOK PRO + CLAVIER POUR DGS	16/10/2014	2 101,27	2	2 101,27	0,00	2 101,27	0,00	0,00	T	30/07/2021	0,00	
29201-2183-11	APPAREIL PHOTO CANON	27/10/2014	666,02	3	666,02	0,00	666,02	0,00	0,00			0,00	
29201-2183-8	MSI PORTABLE GAMER	27/10/2014	967,05	3	967,05	0,00	967,05	0,00	0,00			0,00	
1276	ENREGISTREUR DELL CTMIOS	29/10/2014	1 609,79	2	1 609,79	0,00	1 609,79	0,00	0,00			0,00	
1297	IMPRIMANTE MULTIFONCTION HP PRO CF386A OUR DE	29/01/2015	412,87	2	412,87	0,00	412,87	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1285	RELIEUR AUTOMATIQUE UNIBINDEUR 7.2 AVEC SERTIS	02/02/2015	566,40	2	566,40	0,00	566,40	0,00	0,00			0,00	
1308	ECRAN PC STEPHANIE COYAULT	11/03/2015	166,80	2	166,80	0,00	166,80	0,00	0,00			0,00	
1333	1 PORTABLE DELL VOSTRO 153549 SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	01/06/2015	642,00	2	642,00	0,00	642,00	0,00	0,00			0,00	
1335	12 ECRANS TERRA LED 2212W NOIR DVI GREENLINE P RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	01/06/2015	1 512,00	2	1 512,00	0,00	1 512,00	0,00	0,00			0,00	
1336	ACQUISITION MATERIEL INFORMATIQUE SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	01/06/2015	453,60	2	453,60	0,00	453,60	0,00	0,00			0,00	
1337	6 ORDINATEURS TERRA PC BUSINESS 5000 SBA GREE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	01/06/2015	3 925,63	2	3 925,63	0,00	3 925,63	0,00	0,00			0,00	
1379	TRACEUR COULEUR NUMERIQUE RESEAU - SCE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	26/10/2015	11 415,60	2	11 415,60	0,00	11 415,60	0,00	0,00			0,00	
1418	SYSTEME DE TELEPHONIE AUTOCOM NS700 PANASON RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	22/01/2016	10 800,00	2	10 800,00	0,00	10 800,00	0,00	0,00			0,00	
1413	PC PORTABLE HP PROBOOK 4535S AIRES ACCUEIL GE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	27/01/2016	398,94	2	398,94	0,00	398,94	0,00	0,00			0,00	
1428	FOURNITURE ET PROGRAMMATION DE TERMINAUX CE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	09/03/2016	2 400,00	2	2 400,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00			0,00	
29201-2183-15	ORDI PORTABLE ASUS X553MA-XX068H	11/03/2016	477,37	1	477,37	0,00	477,37	0,00	0,00			0,00	
29201-2183-16	ORDI DE BUREAU HP BUSSINESS 280G1	11/03/2016	573,05	1	573,05	0,00	573,05	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1440	2 TABLETTES COMPLEMENTAIRES + 11 COQUES ANTI	25/03/2016	2 450,66	3	2 450,66	0,00	2 450,66	0,00	0,00			0,00	
1441	ORDINATEUR DE BUREAU TERRA PC-BUSINESS 5000S RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/03/2016	1 173,60	2	1 173,60	0,00	1 173,60	0,00	0,00			0,00	
1437	CASQUES SANS FIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	01/04/2016	1 152,00	2	1 152,00	0,00	1 152,00	0,00	0,00			0,00	
1438	TERMINAUX SUPPLEMENTAIRES NOUVEAUX LOCAUX RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	01/04/2016	2 160,00	2	2 160,00	0,00	2 160,00	0,00	0,00			0,00	
1448	FAX LASER DECHETERIES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIES COBAN	20/05/2016	437,42	2	437,42	0,00	437,42	0,00	0,00			0,00	
1452	TABLETTES POUR ACCES BADGEUSE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIES COBAN	06/06/2016	11 649,36	2	11 649,36	0,00	11 649,36	0,00	0,00			0,00	
1460	2 FAX LASER DECHETERIES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIES	18/07/2016	437,42	2	437,42	0,00	437,42	0,00	0,00			0,00	
1466	ORDINATEUR PORTABLE SYLVAIN DEPREISSAT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	22/08/2016	1 076,20	2	1 076,20	0,00	1 076,20	0,00	0,00			0,00	
1468	TERMINAL IP TYPE NT 551 + LICENCE IP RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	02/09/2016	643,20	2	643,20	0,00	643,20	0,00	0,00			0,00	
1465	2 FAX DECHETERIES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIES	05/09/2016	437,42	2	437,42	0,00	437,42	0,00	0,00			0,00	
1472	ORDINATEUR MYRIAM CHARBIT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	19/09/2016	1 310,84	2	1 310,84	0,00	1 310,84	0,00	0,00			0,00	
1477	REMPLACEMENT TERMINAL GESBAC RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / LOCAL TECHNIQUE	25/11/2016	2 113,20	2	2 113,20	0,00	2 113,20	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
29201-2183-17	ORDINATEUR DE BUREAU DIRECTION	19/12/2016	573,05	1	573,05	0,00	573,05	0,00	0,00			0,00	
29201-2183-18	EQUIPEMENT LOGICIEL DE CAISSE INNA	19/12/2016	3 730,00	1	3 730,00	0,00	3 730,00	0,00	0,00			0,00	
1486	PLASTIFIEUSE ET POCHETTES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/12/2016	418,80	1	418,80	0,00	418,80	0,00	0,00			0,00	
1496	TELEPHONE PORTABLE A. GAUDIN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	30/01/2017	220,04	1	220,04	0,00	220,04	0,00	0,00			0,00	
1497	TELEPHONE PORTABLE S. COYAULT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	30/01/2017	254,90	1	254,90	0,00	254,90	0,00	0,00			0,00	
1522	TELEPHONES PORTABLES PH CATHELINAUD ET S. DEI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	10/04/2017	170,81	1	170,81	0,00	170,81	0,00	0,00			0,00	
1523	TELEPHONES PORTABLES PH CATHELINAUD ET S. DEI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	10/04/2017	67,91	1	67,91	0,00	67,91	0,00	0,00			0,00	
1520	TELEPHONES PORTABLES SYNDICAT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	25/04/2017	34,99	1	34,99	0,00	34,99	0,00	0,00			0,00	
1521	VIDEOPROJECTEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	26/04/2017	1 945,32	2	1 945,32	0,00	1 945,32	0,00	0,00			0,00	
1529	ORDINATEUR PORTABLE ENSEMBLE DES SERVICES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/05/2017	1 460,28	2	1 460,28	0,00	1 460,28	0,00	0,00			0,00	
1530	ORDINATEUR PORTABLE F. DOLS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/05/2017	1 460,28	2	1 460,28	0,00	1 460,28	0,00	0,00			0,00	
1531	ORDINATEUR SERVICE DEVELEOPPEMENT ECO RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/05/2017	1 857,84	2	1 857,84	0,00	1 857,84	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1528	PHOTOCOPIEUR MIS A DISPO SYNDICATS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	18/05/2017	1 920,95	2	1 920,95	0,00	1 920,95	0,00	0,00			0,00	
1537	TELEPHONE PORTABLE SYNDICATS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	02/06/2017	33,40	1	33,40	0,00	33,40	0,00	0,00			0,00	
1559	ONDULEURS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	17/07/2017	1 119,10	1	1 119,10	0,00	1 119,10	0,00	0,00			0,00	
1564	TELEPHONES PORTABLES E.POCHET/M.DUPRAZ/J.SM RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	01/09/2017	972,42	2	972,42	0,00	972,42	0,00	0,00			0,00	
1581	STATION DE TRAVAIL PORTABLE LENOVO THONKPAD P RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	05/10/2017	1 986,00	8	744,00	248,00	992,00	0,00	994,00			0,00	
1587	SMARTPHONE L. PLANCHAIS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	25/10/2017	332,75	1	332,75	0,00	332,75	0,00	0,00			0,00	
1585	ACQUISITION 7 MONITEURS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	03/11/2017	836,64	2	836,64	0,00	836,64	0,00	0,00			0,00	
1586	ACQUISITION 7 PC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	03/11/2017	6 417,60	2	6 417,60	0,00	6 417,60	0,00	0,00			0,00	
1592	STATION DE TRAVAIL SERVICE COM RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	15/11/2017	1 954,80	2	1 954,80	0,00	1 954,80	0,00	0,00			0,00	
1593	STATION DE TRAVAIL SERVICE ADT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	15/11/2017	1 954,80	2	1 954,80	0,00	1 954,80	0,00	0,00			0,00	
1595	PROTECTIONS POUR TABLETTES ELUS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	16/11/2017	278,40	1	278,40	0,00	278,40	0,00	0,00			0,00	
1596	CLES 4G DECHETERIES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIES	16/11/2017	657,44	2	657,44	0,00	657,44	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1605	FOURNITURE GSM DATI POUR Y. MONTOUSSAIN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	05/12/2017	294,00	1	294,00	0,00	294,00	0,00	0,00			0,00	
1622	TABLETTE MME PALLET ARES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	02/01/2018	289,08	1	289,08	0,00	289,08	0,00	0,00			0,00	
1620	TELEPHONE PORTABLE F. DURAND RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	24/01/2018	277,93	1	277,93	0,00	277,93	0,00	0,00			0,00	
1635	TELEPHONE N. GASCOIN ET ACCESSOIRES F. DURANI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	20/02/2018	259,96	1	259,96	0,00	259,96	0,00	0,00			0,00	
1636	ACQUISITION 2 PC PORTABLES F. DURAND ET SECRET RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	23/02/2018	1 368,26	2	1 368,26	0,00	1 368,26	0,00	0,00			0,00	
1634	POSTES DE TRAVAIL REGLAGLES ASSIS / DEBOUT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	01/03/2018	532,87	2	532,87	0,00	532,87	0,00	0,00			0,00	
1639	ACQUISITION PC PORTABLE NINA GASCOIN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	13/03/2018	1 550,93	2	1 550,93	0,00	1 550,93	0,00	0,00			0,00	
1656	TELEPHONE PORTABLE DGS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	11/04/2018	315,98	1	315,98	0,00	315,98	0,00	0,00			0,00	
1657	TABLETTE DGS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	11/04/2018	605,20	2	605,20	0,00	605,20	0,00	0,00			0,00	
1665	ORDINATEUR P. RAUDE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	27/04/2018	1 406,97	1	1 406,97	0,00	1 406,97	0,00	0,00			0,00	
1689	FOURNITURE DE TELEPHONE PORTABLE M.BOUTROY RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	25/06/2018	253,60	1	253,60	0,00	253,60	0,00	0,00			0,00	
1686	ACQUISITION D'UN SERVEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	05/07/2018	25 164,00	2	25 164,00	0,00	25 164,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1693	ACQUISITION PC OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	13/07/2018	1 072,80	2	1 072,80	0,00	1 072,80	0,00	0,00			0,00	
1695	TELEPHONE PORTABLE N. GASCOIN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE TRANSPORT	24/07/2018	318,13	1	318,13	0,00	318,13	0,00	0,00			0,00	
1696	TELEPHONES PORTABLES ETUDE ET TRAVAUX-MOBIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	08/08/2018	666,00	2	666,00	0,00	666,00	0,00	0,00			0,00	
1703	MONITEUR LD 22" STEPHANE PRUNIER RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	13/08/2018	141,60	1	141,60	0,00	141,60	0,00	0,00			0,00	
1699	IMPRIMANTE HP COLOR LASER JET PRO RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / CENTRE TRANSFERT LEGE	16/08/2018	254,36	1	254,36	0,00	254,36	0,00	0,00			0,00	
1700	MAXTOR M3 USB 3.0 RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	16/08/2018	113,98	1	113,98	0,00	113,98	0,00	0,00			0,00	
1702	APPAREIL PHOTO SERVICE COM SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER /	16/08/2018	549,00	3	366,00	183,00	549,00	0,00	0,00			0,00	
1708	FOURNITURE DE GPS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	07/09/2018	414,23	1	414,23	0,00	414,23	0,00	0,00			0,00	
1719	ACQ. 2 PC FIXES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	17/09/2018	1 840,80	2	1 840,80	0,00	1 840,80	0,00	0,00			0,00	
1718	TELEPHONE PORTABLE S. PRUNIER RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE TRANSPORT	18/09/2018	348,85	1	348,85	0,00	348,85	0,00	0,00			0,00	
1726	ACQUISITION PC SERVICE RH - TRANSPORT - ETUDE E RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	15/10/2018	5 185,10	2	5 185,10	0,00	5 185,10	0,00	0,00			0,00	
1740	ONDULEUR DECHETERIES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	03/12/2018	312,00	1	312,00	0,00	312,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1758	PROGRAMMATION DE TERMINAUX BATIMENTS MODUL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	20/12/2018	7 906,80	2	3 953,00	3 953,80	7 906,80	0,00	0,00			0,00	
1769	ACQUISITION PC SERVICE RH - TRANSPORT - ETUDE E RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	10/01/2019	1 371,89	2	686,00	685,89	1 371,89	0,00	0,00			0,00	
1785	NUMERISEURS ESPACE COWORKING LANTON RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ESPACE COWORKING	21/01/2019	1 092,73	2	546,00	546,73	1 092,73	0,00	0,00	P	18/05/2021	0,00	
1788	FOURNITURES IPHONE ET PETITS EQUIPEMENTS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	05/02/2019	338,99	1	338,99	0,00	338,99	0,00	0,00			0,00	
1789	FOURNITURES IPHONE ET PETITS EQUIPEMENTS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	05/02/2019	338,99	1	338,99	0,00	338,99	0,00	0,00			0,00	
1797	ACQUISITION MAC BOOK PRO COM V. TORRES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	11/02/2019	2 479,73	2	1 240,00	1 239,73	2 479,73	0,00	0,00			0,00	
1798	ACQUISITION 4 ONDULEURS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	11/02/2019	261,53	1	261,53	0,00	261,53	0,00	0,00			0,00	
1799	ACQUISITION 4 PC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	11/02/2019	3 349,56	2	1 675,00	1 674,56	3 349,56	0,00	0,00			0,00	
1803	2 SYSTEMES D'IMPRESSION 3D RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COWORKING LANTON	11/03/2019	9 808,83	10	981,00	981,00	1 962,00	0,00	0,00	T	31/12/2021	7 846,83	
1808	ORDINATEUR F.ROY RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	20/03/2019	974,66	2	487,00	487,66	974,66	0,00	0,00			0,00	
1822	ACQUISITION 2 SYSTEMES D'IMPRESSION RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/05/2019	6 508,67	2	3 254,00	3 254,67	6 508,67	0,00	0,00			0,00	
1823	ACQUISITION 2 SYSTEMES D'IMPRESSION RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/05/2019	4 033,61	2	2 017,00	2 016,61	4 033,61	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1835	FOURNITURE ET PROGRAMMATION SYSTEME AUDIOC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	03/06/2019	1 490,40	2	745,00	745,40	1 490,40	0,00	0,00			0,00	
1834	HP REPLICATEUR DE PORT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	13/06/2019	228,29	1	228,29	0,00	228,29	0,00	0,00			0,00	
1845	2 ORDINATEURS OT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	24/06/2019	486,62	1	486,62	0,00	486,62	0,00	0,00			0,00	
1846	STATION DE TRAVAIL SERVICE PISCINE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	24/06/2019	1 091,54	2	546,00	545,54	1 091,54	0,00	0,00			0,00	
1847	STATION DE TRAVAIL SERVICE BATIMENT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	24/06/2019	1 522,92	2	761,00	761,92	1 522,92	0,00	0,00			0,00	
1856	TELEPHONES PORTABLES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	09/07/2019	584,04	2	292,00	292,04	584,04	0,00	0,00			0,00	
1860	6 TELEPHONES PORTABLES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	23/07/2019	1 259,12	2	630,00	629,12	1 259,12	0,00	0,00			0,00	
1861	2 ORDINATEURS OT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	24/07/2019	1 329,43	2	665,00	664,43	1 329,43	0,00	0,00			0,00	
1863	STATION DE TRAVAIL DIRECTION EAU RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	02/08/2019	1 266,22	2	633,00	633,22	1 266,22	0,00	0,00			0,00	
1865	2 ORDINATEURS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	07/08/2019	1 877,10	2	939,00	938,10	1 877,10	0,00	0,00			0,00	
1868	PC PORTABLES ET DIVERS MATERIEL INFORMATIQUE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	21/08/2019	3 309,02	2	1 655,00	1 654,02	3 309,02	0,00	0,00			0,00	
1876	APPAREIL PHOTO + MATERIEL PHOTO RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	08/10/2019	829,31	2	415,00	414,31	829,31	0,00	0,00	T	Multi	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1899	ACQUISITION 2 PC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	09/12/2019	1 792,86	2	896,43	896,43	1 792,86	0,00	0,00			0,00	
1903	MATERIEL INFORMATIQUE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COWORKING LANTON	23/12/2019	3 583,41	2	0,00	1 791,71	1 791,71	0,00	0,00	T	Multi	1 791,70	
1901	AMELIORATION MEMOIRE PC SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	23/01/2020	717,60	2	0,00	358,80	358,80	0,00	358,80			0,00	
1938	ORDINATEUR OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	07/02/2020	1 162,27	2	0,00	581,14	581,14	0,00	581,13			0,00	
1939	STATION DE TRAVAIL NOUVEL AGENT ETUDES ET TRA\ RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	07/02/2020	1 419,31	2	0,00	709,66	709,66	0,00	709,65			0,00	
1934	TELEPHONES PORTABLES NOUVEAUX ARRIVANTS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	18/02/2020	659,23	1	0,00	659,23	659,23	0,00	0,00			0,00	
1942	IMPRIMANTES DECHETERIES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIES	02/03/2020	584,65	2	0,00	292,33	292,33	0,00	292,32			0,00	
1956	STATION DE TRAVAIL MP PONS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	27/03/2020	1 898,58	2	0,00	949,29	949,29	0,00	949,29			0,00	
1959	2 ORDINATEURS OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	27/03/2020	3 380,95	1	0,00	3 380,95	3 380,95	0,00	0,00			0,00	
1951	FOURNITURE 5 PORTABLES TELETRAVAIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	30/03/2020	7 410,00	2	0,00	3 705,00	3 705,00	0,00	3 705,00			0,00	
1954	TELEPHONES PORTABLES TELETRAVAIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	31/03/2020	976,00	2	0,00	488,00	488,00	0,00	488,00			0,00	
1968	6 ONDULEURS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	15/05/2020	729,58	2	0,00	364,79	364,79	0,00	364,79			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1978	12 TELEPHONES POUR TELETRAVAIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	28/05/2020	2 923,44	2	0,00	1 461,72	1 461,72	0,00	1 461,72			0,00	
1980	15 PORTABLES POUR TELETRAVAIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	28/05/2020	41 580,00	2	0,00	20 790,00	20 790,00	0,00	20 790,00			0,00	
1977	ACQUISITION ECRANS SUPPLEMENTAIRES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	02/06/2020	386,72	1	0,00	386,72	386,72	0,00	0,00			0,00	
1993	VIDEOPROJECTEUR RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	11/08/2020	1 781,65	2	0,00	890,83	890,83	0,00	890,82			0,00	
1999	20 STATIONS D'ACCUEIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	29/09/2020	2 760,00	2	0,00	1 380,00	1 380,00	0,00	1 380,00			0,00	
2007	PC SERVICE PETITE ENFANCE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	26/10/2020	851,75	2	0,00	425,88	425,88	0,00	425,87			0,00	
2025	MATERIEL VISIO CONFERENCE SALLES RDC SIEGE	14/12/2020	7 260,00	2	0,00	3 630,00	3 630,00	0,00	3 630,00			0,00	
2028	REMPLACEMENT FIREWALL ET FOURNITURE SWITCH	30/12/2020	5 536,80	2	0,00	0,00	0,00	0,00	5 536,80			0,00	
2032	MATERIEL INFORMATIQUE DIVERS	01/02/2021	23 687,90	1	0,00	0,00	0,00	0,00	23 687,90			0,00	
2039	FOURNITURE DE 3 TELEPHONES MOBILES	15/02/2021	2 256,09	2	0,00	0,00	0,00	0,00	2 256,09			0,00	
2050	2 PORTABLES OFFICE DE TOURISME RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / OFFICE DE TOURISME	26/03/2021	2 940,00	2	0,00	0,00	0,00	0,00	2 940,00			0,00	
2054	FOURNITURE ET PROGRAMMATION DE TERMINAL ET C RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES /	15/04/2021	742,80	6	0,00	0,00	0,00	0,00	742,80			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2183 - Matériel de bureau et matériel informatique

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2065	CASQUE ACCUEIL	11/05/2021	452,40	1	0,00	0,00	0,00	0,00	452,40			0,00	
2062	3 TABLETTES ELUS RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	17/05/2021	1 099,57	2	0,00	0,00	0,00	0,00	1 099,57			0,00	
2073	MATERIEL VIDEO SALLE SYBARVAL	17/06/2021	9 258,00	2	0,00	0,00	0,00	0,00	9 258,00			0,00	
2074	GSM DATI DECHETERIE DE BIGANOS	01/07/2021	416,77	1	0,00	0,00	0,00	0,00	416,77			0,00	
2090	12 IMPRIMANTES MULTIFONCTIONS POUR DECHETER	17/08/2021	883,79	2	0,00	0,00	0,00	0,00	883,79			0,00	
Total du compte : 2183			569 606.10		405 563.25	65 692.23	471 255.48	4 416.58	84 295.51			9 638.53	-5 097.53

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
085	ensble bureau Ragot f. 06/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/06/2004	1 904,33	10	1 904,33	0,00	1 904,33	0,00	0,00			0,00	
086	tirette clavier / 11/05/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/07/2004	47,54	10	47,54	0,00	47,54	0,00	0,00			0,00	
087	plan tvail+caisson mobile-05/0 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/07/2004	423,38	10	423,38	0,00	423,38	0,00	0,00			0,00	
088	Extens. plan droit-11/05/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/07/2004	203,62	10	203,62	0,00	203,62	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
089	fauteuils noirs x3- 06/04 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	16/07/2004	282,56	10	282,56	0,00	282,56	0,00	0,00			0,00	
146	Support unité et tirette DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/02/2005	459,26	10	459,26	0,00	459,26	0,00	0,00			0,00	
147	Support unité tirette DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/02/2005	734,82	10	734,82	0,00	734,82	0,00	0,00			0,00	
148	Bureaux ALGECO DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/02/2005	7 884,03	10	7 884,03	0,00	7 884,03	0,00	0,00			0,00	
149	Divers Bureau Président DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	21/02/2005	990,29	10	990,29	0,00	990,29	0,00	0,00			0,00	
252	Bureau du Président DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	2 785,19	10	2 785,19	0,00	2 785,19	0,00	0,00			0,00	
253	Table à roulettes - 1 plateau DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	98,55	10	98,55	0,00	98,55	0,00	0,00			0,00	
254	Mobilier Accueil DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	2 392,00	10	2 392,00	0,00	2 392,00	0,00	0,00			0,00	
255	3 armoires à rideaux DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	1 062,05	10	1 062,05	0,00	1 062,05	0,00	0,00			0,00	
256	Porte-manteaux + lampe Elite DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	196,14	10	196,14	0,00	196,14	0,00	0,00			0,00	
262	Armoires+table+chaises+Rayonna DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/04/2006	4 909,64	10	4 909,64	0,00	4 909,64	0,00	0,00			0,00	
278	2 Fauteuils SPLIT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/08/2006	181,79	10	181,79	0,00	181,79	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
282	Armoires + chaises + vestiaire DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/11/2006	4 036,78	10	4 036,78	0,00	4 036,78	0,00	0,00			0,00	
283	Plan de travail + caisson mobi DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/11/2006	1 790,37	10	1 790,37	0,00	1 790,37	0,00	0,00			0,00	
288	bureau + caisson + plumier RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / SERVICE ADMINISTRATIF	21/11/2006	493,89	10	493,89	0,00	493,89	0,00	0,00			0,00	
299	MEUBLES PROMOTION COLLECTE SELECTIVE SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	04/05/2007	816,87	10	816,87	0,00	816,87	0,00	0,00			0,00	
300	VITRINES PROMOTION COLLECTE SELECTIVE SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	04/05/2007	2 918,24	10	2 918,24	0,00	2 918,24	0,00	0,00			0,00	
314	BUREAU+RAYON DECHET MIOS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / DECHETERIE MIOS	03/09/2007	1 616,59	10	1 616,59	0,00	1 616,59	0,00	0,00			0,00	
315	TABLE MACHINE AFFRANCHIR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	03/09/2007	92,12	10	92,12	0,00	92,12	0,00	0,00			0,00	
347	CHAISE PLIANTE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	27/02/2008	557,81	10	557,81	0,00	557,81	0,00	0,00			0,00	
356	VITRINES 8 DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / COBAN	10/03/2008	698,48	10	698,48	0,00	698,48	0,00	0,00			0,00	
364	BUREAU ET ACCESSOIRES 1DL1/1DAR SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES COBAN	15/04/2008	1 219,60	10	1 219,60	0,00	1 219,60	0,00	0,00			0,00	
365	8 VESTIAIRES DECHETERIES + 2 ARES+2 LEGE	15/04/2008	1 433,76	10	1 433,76	0,00	1 433,76	0,00	0,00			0,00	
366	CHAISES 2 DECHETERIE LEGE/2 DECHETERIE ARES SERVICES TECHNIQUES /	15/04/2008	287,04	11	287,04	0,00	287,04	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
367	SIEGES 1 DECHETERIE LEGE/1 DECHETERIE ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES COBAN	15/04/2008	278,42	10	278,42	0,00	278,42	0,00	0,00			0,00	
368	RAYONNAGES 3DECHETERIE ARES/3DECHETERIES LE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	15/04/2008	937,32	10	937,32	0,00	937,32	0,00	0,00			0,00	
369	BIBLIOTHEQUES 1DECHETERIE LEGE/1DECHETERIE A SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES COBAN	15/04/2008	276,42	10	276,42	0,00	276,42	0,00	0,00			0,00	
371	CAISSON HAUT BUREAU SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	16/04/2008	309,05	10	309,05	0,00	309,05	0,00	0,00			0,00	
385	VITRINE RECYCLAGE SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	23/05/2008	1 684,03	10	1 684,03	0,00	1 684,03	0,00	0,00			0,00	
412	RAYONNAGES LOCAL TECHNIQUE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	18/07/2008	2 870,40	10	2 870,40	0,00	2 870,40	0,00	0,00			0,00	
427	PORTE-MANTEAUX RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	17/09/2008	148,94	10	148,94	0,00	148,94	0,00	0,00			0,00	
428	ARMOIRES 4 TABLETTES RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	22/09/2008	881,85	10	881,85	0,00	881,85	0,00	0,00			0,00	
429	ARMOIRES 2 TABLETTES RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	22/09/2008	740,25	10	740,25	0,00	740,25	0,00	0,00			0,00	
431	RAYONNAGES POUR ALGECO SERVICES TECHNIQUES / COBAN	26/09/2008	2 498,91	10	2 498,91	0,00	2 498,91	0,00	0,00			0,00	
439	TABLE 16 PLACES LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	23/10/2008	867,20	10	867,20	0,00	867,20	0,00	0,00			0,00	
440	TABLE LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	23/10/2008	102,95	10	102,95	0,00	102,95	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
441	CHAISES LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	23/10/2008	154,62	10	154,62	0,00	154,62	0,00	0,00			0,00	
442	BUREAUX COMPACT (3 CAISSONS) REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	23/10/2008	1 774,80	10	1 774,80	0,00	1 774,80	0,00	0,00			0,00	
463	ARMOIRE PROPRETE LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	26/11/2008	436,54	10	436,54	0,00	436,54	0,00	0,00			0,00	
464	ARMOIRES BASSES LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	26/11/2008	574,43	10	574,43	0,00	574,43	0,00	0,00			0,00	
465	ARMOIRES HAUTES LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	26/11/2008	817,29	10	817,29	0,00	817,29	0,00	0,00			0,00	
466	ARMOIRE HAUTE BAT LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	26/11/2008	419,79	10	419,79	0,00	419,79	0,00	0,00			0,00	
473	PORTE MANTEAU LOCAL RS REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	08/12/2008	76,54	10	76,54	0,00	76,54	0,00	0,00			0,00	
583	SIEGE DE BUREAU DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/07/2009	356,41	10	356,41	0,00	356,41	0,00	0,00			0,00	
584	PORTE REVUE SERVICES TECHNIQUES / SERVICE ADMINISTRATIF	10/07/2009	184,18	10	184,18	0,00	184,18	0,00	0,00			0,00	
608	CHAISES DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/08/2009	235,02	10	235,02	0,00	235,02	0,00	0,00			0,00	
616	TABLE CARREE SUR ROULETTES DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	27/08/2009	148,30	15	99,00	9,00	108,00	0,00	40,30			0,00	
625	MODULES TIROIRS+PANNEAU LIEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/09/2009	133,86	10	133,86	0,00	133,86	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
626	MOBILIER BUREAU DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/09/2009	114,74	10	114,74	0,00	114,74	0,00	0,00			0,00	
627	MOBILIER BUREAU DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/09/2009	164,70	10	164,70	0,00	164,70	0,00	0,00			0,00	
628	MOBILIER BUREAU DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/09/2009	506,06	10	506,06	0,00	506,06	0,00	0,00			0,00	
629	MOBILIER BUREAU DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/09/2009	33,45	10	33,45	0,00	33,45	0,00	0,00			0,00	
642	MOBILIER DEMI LUNE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	603,99	10	603,99	0,00	603,99	0,00	0,00			0,00	
643	MOBILIER MEUBLE BAS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	172,22	10	172,22	0,00	172,22	0,00	0,00			0,00	
645	PACK 3 ETAGERES DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	57,41	10	57,41	0,00	57,41	0,00	0,00			0,00	
646	PLATEAU 1/4 ROND DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	177,01	10	177,01	0,00	177,01	0,00	0,00			0,00	
647	MARCHE PIED METAL DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	52,62	10	52,62	0,00	52,62	0,00	0,00			0,00	
648	CAISSON HETRE 2 T + 1 DS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	418,60	10	418,60	0,00	418,60	0,00	0,00			0,00	
649	PLATEAU ROND DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	344,45	10	344,45	0,00	344,45	0,00	0,00			0,00	
650	SPLIT SIEGE AVEC BRAS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	349,83	10	349,83	0,00	349,83	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
651	FAUTEUIL MANAGER DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	560,92	10	560,92	0,00	560,92	0,00	0,00			0,00	
652	ARMOIRE SANS PORTE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	196,14	10	196,14	0,00	196,14	0,00	0,00			0,00	
653	CAISSON BUREAU DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	404,25	10	404,25	0,00	404,25	0,00	0,00			0,00	
654	REHAUSSE ALU 80X30 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	236,81	10	236,81	0,00	236,81	0,00	0,00			0,00	
655	SUPPORT/DOS SUSPENDU DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	83,13	10	83,13	0,00	83,13	0,00	0,00			0,00	
656	POUTRE 2 PLACES + TABLETTE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/09/2009	461,66	10	461,66	0,00	461,66	0,00	0,00			0,00	
660	VITRINE INTERIEURE DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	06/10/2009	118,40	10	118,40	0,00	118,40	0,00	0,00			0,00	
661	VITRINE EXTERIEURE DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	06/10/2009	238,00	10	238,00	0,00	238,00	0,00	0,00			0,00	
668	REALIS/POSE SIGNALETIQUEVITRIN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/10/2009	715,45	10	715,45	0,00	715,45	0,00	0,00			0,00	
687	FAUTEUIL AUTOREGULATION BUR PRESIDENT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/11/2009	443,71	10	443,71	0,00	443,71	0,00	0,00			0,00	
688	MOBILIER BUREAU PRESIDENT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/11/2009	468,83	10	468,83	0,00	468,83	0,00	0,00			0,00	
692	PLATEAU DEMI LUNE BOIS CLAIR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	25/11/2009	188,08	10	188,08	0,00	188,08	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
689	CONVIVIALITE RONDE BUR PRESIDENT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	01/12/2009	222,46	10	222,46	0,00	222,46	0,00	0,00			0,00	
707	REMPL MEUBLE/EVIER DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	21/12/2009	715,21	10	715,21	0,00	715,21	0,00	0,00			0,00	
737	FAUTEUIL TISSU NOIR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	18/02/2010	560,92	10	560,92	0,00	560,92	0,00	0,00			0,00	
738	ARMOIRE BASSE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	18/02/2010	437,74	10	437,74	0,00	437,74	0,00	0,00			0,00	
739	PLATEAU ANGLE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	18/02/2010	177,01	10	177,01	0,00	177,01	0,00	0,00			0,00	
742	MECANISME TRANSLATION ASSISE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	02/03/2010	131,56	10	131,56	0,00	131,56	0,00	0,00			0,00	
744	BANQUE D'ACCUEIL DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/03/2010	2 668,28	10	2 668,28	0,00	2 668,28	0,00	0,00			0,00	
761	BUREAU AVEC CAISSON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	02/06/2010	439,47	10	439,47	0,00	439,47	0,00	0,00			0,00	
762	ARMOIRE RIDEAUX 4 TABLETTES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	02/06/2010	299,01	10	299,01	0,00	299,01	0,00	0,00			0,00	
763	FAUTEUIL SKAY NOIR SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	02/06/2010	254,45	10	254,45	0,00	254,45	0,00	0,00			0,00	
764	CHAISE PLIANTE NOIRE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	02/06/2010	112,26	10	112,26	0,00	112,26	0,00	0,00			0,00	
766	CAISSON 4 TIROIRS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/06/2010	215,38	10	215,38	0,00	215,38	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
767	ARMOIRE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/06/2010	267,66	10	267,66	0,00	267,66	0,00	0,00			0,00	
769	MEUBLE CUISINE CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	08/06/2010	58,90	10	58,90	0,00	58,90	0,00	0,00			0,00	
773	VITRINES TRADITION 8 DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	14/06/2010	4 005,40	10	4 005,40	0,00	4 005,40	0,00	0,00			0,00	
851	BUREAUX CAISSON DECHET MARCH/BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	01/06/2011	1 208,20	10	1 080,00	128,20	1 208,20	0,00	0,00			0,00	
852	SIEGES DE TRAVAIL DECHET MARCH/BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	01/06/2011	535,80	10	477,00	58,80	535,80	0,00	0,00			0,00	
853	CHAISE PLIANTE DECHETERIE MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	01/06/2011	118,89	10	99,00	19,89	118,89	0,00	0,00			0,00	
856	FAUTEUIL TISSU RESILLE NOIR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	24/06/2011	285,96	10	252,00	33,96	285,96	0,00	0,00			0,00	
883	VESTIAIRE MONOBLOC DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	09/11/2011	542,86	10	486,00	56,86	542,86	0,00	0,00			0,00	
893	VESTIAIRE MONOBLOC + SERRURES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	09/01/2012	273,76	10	216,00	27,00	243,00	0,00	30,76			0,00	
922	LAMPE BUREAU DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/04/2012	113,75	10	88,00	11,00	99,00	0,00	14,75			0,00	
923	MODULE CLASSEMENT DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/04/2012	41,75	10	32,00	4,00	36,00	0,00	5,75			0,00	
926	SIEGE DE TRAVAIL DECHETERIE AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	17/04/2012	278,67	10	216,00	27,00	243,00	0,00	35,67			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
927	BUREAU DECHETERIE AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	17/04/2012	598,00	10	472,00	59,00	531,00	0,00	67,00			0,00	
944	BUREAU AV RETOUR+CAISSON DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	843,04	10	672,00	84,00	756,00	0,00	87,04			0,00	
945	CONSOLE BUREAU DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	388,70	10	304,00	38,00	342,00	0,00	46,70			0,00	
946	ARMOIRE HTE BUREAU DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	439,17	10	344,00	43,00	387,00	0,00	52,17			0,00	
947	BIBLIOTHEQUE BUREAU DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	306,56	10	240,00	30,00	270,00	0,00	36,56			0,00	
948	LAMPE HALOGENE BUREAU DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	136,92	10	104,00	13,00	117,00	0,00	19,92			0,00	
949	FAUTEUIL HT DOSSIER BUREAU DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	385,71	10	304,00	38,00	342,00	0,00	43,71			0,00	
950	2 CHAISES BUREAU DGA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	24/05/2012	211,69	10	168,00	21,00	189,00	0,00	22,69			0,00	
970	MOBILIER BUREAU DECHET ANDERNO SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	02/08/2012	1 493,20	10	1 192,00	149,00	1 341,00	0,00	152,20			0,00	
972	MOBILIER DE BUREAU CT MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	09/08/2012	2 665,88	10	2 128,00	266,00	2 394,00	0,00	271,88			0,00	
1049	MOBILIERS POUR NOUVEAUX LOCAUX - BUREAUX AVE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / EXTENSION BATIMENT SERVICES	11/02/2013	1 713,27	10	1 197,00	171,00	1 368,00	0,00	345,27			0,00	
1050	MOBILIERS POUR NOUVEAUX LOCAUX - FAUTEUILS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	11/02/2013	1 650,48	10	1 155,00	165,00	1 320,00	0,00	330,48			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1051	MOBILIERS POUR NOUVEAUX LOCAUX- SIEGES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	11/02/2013	185,38	10	133,00	19,00	152,00	0,00	33,38			0,00	
1052	MOBILIERS POUR NOUVEAUX LOCAUX - ARMOIRES RI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	11/02/2013	876,91	10	616,00	88,00	704,00	0,00	172,91			0,00	
1053	MOBILIERS POUR NOUVEAUX LOCAUX - PORTE MANTI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	11/02/2013	409,75	10	287,00	41,00	328,00	0,00	81,75			0,00	
1045	MOBILIER BUREAU DGST RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	13/02/2013	3 386,19	10	2 373,00	339,00	2 712,00	0,00	674,19			0,00	
1078	COMPLEMENT MOBILIER CUISINE COBAN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/04/2013	446,86	10	312,83	44,69	357,52	0,00	89,34			0,00	
1079	COMPLEMENT MOBILIER BUREAU AFF. JURIDIQUES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	22/04/2013	794,04	10	555,80	79,40	635,20	0,00	158,84			0,00	
1080	COMPLEMENT MOBILIER BUREAU COORDINATEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/04/2013	476,57	10	333,62	47,66	381,28	0,00	95,29			0,00	
1081	COMPLEMENT MOBILIER BUREAU SECRETARIAT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	22/04/2013	354,40	10	248,08	35,44	283,52	0,00	70,88			0,00	
1084	RAYONNAGES ARCHIVES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	30/04/2013	599,91	10	419,93	59,99	479,92	0,00	119,99			0,00	
1085	2 FAUTEUILS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	30/04/2013	511,00	10	357,00	51,00	408,00	0,00	103,00			0,00	
1086	2 FAUTEUILS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	30/04/2013	612,81	10	428,96	61,28	490,24	0,00	122,57			0,00	
1087	TABLE A ROULETTES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	30/04/2013	262,25	10	183,61	26,23	209,84	0,00	52,41			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1089	CAISSON MOBILE 3 TIROIRS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	30/04/2013	433,19	10	303,24	43,32	346,56	0,00	86,63			0,00	
1111	FAUTEUIL HAUT DOSSIER ET SIEGE SANS BRAS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/06/2013	516,37	10	364,00	52,00	416,00	0,00	100,37			0,00	
1135	COMPLEMENT MOBILIER CTRE TRANSFERT DE LEGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	09/10/2013	209,37	10	147,00	21,00	168,00	0,00	41,37			0,00	
1161	PUPITRE DESIGN POUR SERVICE COMMUNICATION RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	14/01/2014	450,00	10	270,00	45,00	315,00	0,00	135,00			0,00	
1189	VESTIAIRES POUR DECHETERIE DE LEGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	28/03/2014	385,68	10	228,00	39,00	267,00	0,00	118,68			0,00	
1202	VITRINE TRADITION POUR DECHETERIE PROFESSIONI RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	14/04/2014	203,35	10	120,00	20,00	140,00	0,00	63,35			0,00	
1278	LOT DE 5 FAUTEUILS OWEN DOSSIER TAPISSE	17/10/2014	1 514,04	10	906,00	151,00	1 057,00	0,00	457,04			0,00	
1279	VESTIAIRE 2 CASES + TABLE ESPACE 80*60 +ARMOIRE	17/10/2014	643,23	10	384,00	64,00	448,00	0,00	195,23			0,00	
1303	2 FAUTEUILS DECHETERIE PRO LEGE	04/03/2015	400,76	10	200,00	40,00	240,00	0,00	160,76			0,00	
1310	BIBLIOTHEQUE MODULES CASES BLANC BUREAU DGS	01/04/2015	377,30	10	190,00	38,00	228,00	0,00	149,30			0,00	
1351	2 FAUTEUILS MACAO RESILLE NOIR - DECHETERIE AUI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE AUDENGE	23/06/2015	470,49	10	235,00	47,00	282,00	0,00	188,49			0,00	
1392	MOBILIER SERVICE ADS - BUREAU GERARD BALLION RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	539,00	10	215,60	53,90	269,50	0,00	269,50			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1393	MOBILIER SERVICE ADS - BUREAU CHRISTELLE CHAB/ RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	1 700,44	10	680,16	170,04	850,20	0,00	850,24			0,00	
1394	MOBILIER SERVICE ADS - BUREAU CLESIA CHAUSSEE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	500,10	10	200,04	50,01	250,05	0,00	250,05			0,00	
1395	MOBILIER SERVICE ADS - BUREAU MAGALI PAGES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	1 444,46	10	577,80	144,45	722,25	0,00	722,21			0,00	
1396	MOBILIER SERVICE ADS - SALLE INFORMATIQUE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	729,97	10	292,00	73,00	365,00	0,00	364,97			0,00	
1397	MOBILIER SERVICE ADS - SALLE DE PAUSE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	1 211,00	10	484,40	121,10	605,50	0,00	605,50			0,00	
1398	MOBILIER SERVICE ADS - BUREAU SECRETARIAT S. FI/ RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	1 736,81	10	694,72	173,68	868,40	0,00	868,41			0,00	
1399	MOBILIER SERVICE ADS - 5 SIEGES AVEC ACCOUDOIR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	17/12/2015	1 401,12	10	560,44	140,11	700,55	0,00	700,57			0,00	
1400	MOBILIER SERVICE - REDEVANCE SPECIALE - 1 SIEGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	17/12/2015	280,22	10	112,08	28,02	140,10	0,00	140,12			0,00	
1432	MOBILIER DE BUREAU POUR 2 PERSONNES - ANNEXE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	01/04/2016	2 267,28	10	906,92	226,73	1 133,65	0,00	1 133,63			0,00	
1433	MOBILIER DE BUREAU 1 PERSONNE - ANNEXE 2 DES S RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	01/04/2016	1 491,17	10	596,48	149,12	745,60	0,00	745,57			0,00	
1434	MOBILIER DE 2 BUREAUX POUR 4 PERSONNES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / CENTRE ADMINISTRATIF	01/04/2016	4 757,76	10	1 903,12	475,78	2 378,90	0,00	2 378,86			0,00	
1435	ARMOIRE DE RANGEMENT - BUREAU RH RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	01/04/2016	249,54	10	99,80	24,95	124,75	0,00	124,79			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1436	TABLE D'APPOINT RECTANGULAIRE - SERVICE COMPT. RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	01/04/2016	121,60	10	48,64	12,16	60,80	0,00	60,80			0,00	
1474	MOBILIER DE BUREAU RH / COMPTABILITE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/10/2016	560,04	10	224,00	56,00	280,00	0,00	280,04			0,00	
1475	BIBLIOTHEQUE S. COYAULT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ADMINISTRATION TECHNIQUE	24/10/2016	258,41	10	104,00	26,00	130,00	0,00	128,41			0,00	
1485	MOBILIER RH ET ST RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	12/12/2016	732,79	10	292,00	73,00	365,00	0,00	367,79			0,00	
1501	LAMPADAIRES DGS-DGA-SECRETARIAT GAL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	02/03/2017	1 000,69	10	300,00	100,00	400,00	0,00	600,69			0,00	
1502	2 SIEGES CTLEGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / CENTRE TRANSFERT LEGE	02/03/2017	274,88	1	274,88	0,00	274,88	0,00	0,00			0,00	
1503	2 SIEGES CTMIOS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / CENTRE TRANSFERT MIOS	02/03/2017	274,88	1	274,88	0,00	274,88	0,00	0,00			0,00	
1548	BIBLIOTHEQUE L. TRIJOULET RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	23/06/2017	413,14	1	413,14	0,00	413,14	0,00	0,00			0,00	
1549	MOBILIER DE RANGEMENT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	26/06/2017	365,47	1	365,47	0,00	365,47	0,00	0,00			0,00	
1550	MOBILIER DE BUREAU C. ADER RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	26/06/2017	388,34	1	388,34	0,00	388,34	0,00	0,00			0,00	
1597	FOURNITURE DE MOBILIER SERVICE ADT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	21/11/2017	780,08	10	234,00	78,00	312,00	0,00	468,08			0,00	
1676	ARMOIRE DE RANGEMENT DGS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	23/05/2018	262,20	1	262,20	0,00	262,20	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1677	MOBILIER DE BUREAU AGENT DE PREVENTION ET N. (RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	23/05/2018	525,86	10	106,00	53,00	159,00	0,00	366,86			0,00	
1697	FOURNITURE MOBILIER DE BUREAU SECRETARIT GEN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	07/08/2018	674,54	10	134,00	67,00	201,00	0,00	473,54			0,00	
1698	MOBILIER DE BUREAU M. BOUTROY RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	07/08/2018	777,54	10	156,00	78,00	234,00	0,00	543,54			0,00	
1706	ECRAN LATERAL SECRETARIAT GENERAL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	04/09/2018	272,22	1	272,22	0,00	272,22	0,00	0,00			0,00	
1717	MOBILIER NOUVEAUX ARRIVANTS ET BATIMENTS MOD RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	08/10/2018	15 451,25	10	3 090,00	1 545,00	4 635,00	0,00	10 816,25			0,00	
1760	MOBILIER NOUVEAUX ARRIVANTS ET BATIMENTS MOD RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/01/2019	7 109,09	10	711,00	711,00	1 422,00	0,00	5 687,09			0,00	
1818	MOBILIER P. RAUDE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	24/04/2019	318,86	1	318,86	0,00	318,86	0,00	0,00			0,00	
1828	ETAGERES SERVICE LOGISTIQUE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	20/05/2019	388,20	1	388,20	0,00	388,20	0,00	0,00			0,00	
1829	MOBILIER SERVICE COM RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/05/2019	2 737,48	10	274,00	274,00	548,00	0,00	2 189,48			0,00	
1850	CHAISES SALLE DE REUNION DIRECTION GENERALE DES SERVICES / COBAN	22/07/2019	615,86	10	62,00	62,00	124,00	0,00	491,86			0,00	
1870	4 VITRINES SERVICE COM SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	05/09/2019	1 597,39	10	160,00	160,00	320,00	0,00	1 277,39			0,00	
1871	MOBILIER SERVICES COM ET TRANSPORT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	06/09/2019	536,53	10	54,00	54,00	108,00	0,00	428,53			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1885	VESTIAIRE BUREAU DES AMBASSADEURS DE TRI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	05/11/2019	518,29	10	51,83	51,83	103,66	0,00	414,63			0,00	
1889	MOBILIER POUR ACCUEIL RDC RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	25/11/2019	2 358,02	10	235,80	235,80	471,60	0,00	1 886,42			0,00	
1895	VESTIAIRE PLATEFORME DV ANDERNOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN /	09/12/2019	319,75	1	319,75	0,00	319,75	0,00	0,00			0,00	
1902	LOT DE CHAISES - AMENAGEMENT SALLE DE RESTAU RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	23/12/2019	258,00	1	0,00	258,00	258,00	0,00	0,00			0,00	
1933	MOBILIER DE BUREAU - SERVICE COMPTABILITE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	10/02/2020	830,36	10	0,00	83,04	83,04	0,00	747,32			0,00	
1941	MOBILIER SALLE D'ATTENTE REZ DE CHAUSSEE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	04/03/2020	293,35	1	0,00	293,35	293,35	0,00	0,00			0,00	
1966	MOBILIER DE BUREAU NOUVEAUX ARRIVANTS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	13/05/2020	2 223,61	10	0,00	222,36	222,36	0,00	2 001,25			0,00	
1986	MOBILIER DE BUREAU NOUVEAUX ARRIVANTS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	22/06/2020	528,14	10	0,00	52,81	52,81	0,00	475,33			0,00	
1983	2 FAUTEUILS DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE BIGANOS	07/07/2020	359,62	1	0,00	359,62	359,62	0,00	0,00			0,00	
1984	3 FAUTEUILS DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE AUDENGE	07/07/2020	785,47	10	0,00	78,55	78,55	0,00	706,92			0,00	
1994	MOBILIER NOUVEAUX BUREAUX ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	02/09/2020	5 688,64	10	0,00	568,86	568,86	0,00	5 119,78			0,00	
2031	BC1 : VESTIAIRE INDUSTRIE PROPRE MONOBLOC	26/01/2021	333,52	1	0,00	0,00	0,00	0,00	333,52			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2184 - Mobilier

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
2060	BC 2 : MOBILIER DIVERS	18/05/2021	5 964,41	10	0,00	0,00	0,00	0,00	5 964,41			0,00	
2098	3 VESTIAIRES POUR DECHETERIE DE MARCHEPRIME RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / DECHETERIE MARCHEPRIME	06/10/2021	277,90	1	0,00	0,00	0,00	0,00	277,90			0,00	
2107	SIEGE S. AGOUDAL RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES /	22/10/2021	1 848,30	10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 848,30			0,00	
2114	BUREAU ET SIEGE C. BITON	01/12/2021	3 207,43	10	0,00	0,00	0,00	0,00	3 207,43			0,00	
Total du compte : 2184			184 393.56		112 711.97	10 289,99	123 001.96	0.00	61 391.60			0.00	0.00

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
95-04	3 CONTENEURS A VERRE	31/12/1995	2 169,66		0,00	0,00	0,00	0,00	2 169,66			0,00	
95-05	2 CONTENEURS VERRE	31/12/1995	1 434,15		0,00	0,00	0,00	0,00	1 434,15			0,00	
014	cahier des charges acquisit.containers RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	25/10/2001	5 469,87	8	5 469,87	0,00	5 469,87	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
015	annonce acquisit. conteneurs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	25/10/2001	725,21	8	725,21	0,00	725,21	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
016	annonce aquisit. conteneurs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	25/10/2001	679,77	8	679,77	0,00	679,77	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
018	acquisitions conteneurs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	25/04/2002	316 051,37	8	316 051,37	0,00	316 051,37	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
019	distribution bacs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	19/06/2002	17 321,26	8	17 321,26	0,00	17 321,26	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
020	3 conteneurs à huile RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	28/06/2002	3 734,53	8	3 734,53	0,00	3 734,53	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
021	travaux distributions bacs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	11/10/2002	1 074,01	8	1 074,01	0,00	1 074,01	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
022	travaux distributions bacs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	11/10/2002	3 564,08	8	3 564,08	0,00	3 564,08	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
023	acquisitions conteuners RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	11/12/2002	248 080,60	8	248 080,60	0,00	248 080,60	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
024	extincteurs 3 déchetteries RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	11/12/2002	219,14	1	219,14	0,00	219,14	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
025	panneaux déchetteries RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	11/12/2002	5 819,04	8	5 819,04	0,00	5 819,04	0,00	0,00	T	25/10/2021	0,00	
026	travaux distributions bacs arès RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	11/12/2002	3 604,74	8	3 604,74	0,00	3 604,74	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
027	Distribution containers Lanton et Arès RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	11/12/2002	9 925,84	8	9 925,84	0,00	9 925,84	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
037	fourniture et distrib containe / COMMUNE DE LEGE	24/06/2003	50 357,58	6	50 357,58	0,00	50 357,58	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
038	3106279 du 23/06/03 RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	04/07/2003	4 633,30	6	4 633,30	0,00	4 633,30	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
039	fourniture conteneur huiles RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	04/09/2003	1 286,70	6	1 286,70	0,00	1 286,70	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
040	fourniture de conteneurs RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN /	04/09/2003	32 736,91	6	32 736,91	0,00	32 736,91	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
041	bacs roulants distrib insono RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	06/10/2003	193 267,62	6	193 267,62	0,00	193 267,62	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
003	conteneurs 11/02/04 RESPONSABLE BACS - A. HELLOUIN / COMMUNE DE LEGE	16/03/2004	19 338,12	8	19 338,12	0,00	19 338,12	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
028	colonnes à verres	16/03/2004	43 994,86	6	43 994,86	0,00	43 994,86	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
101	poteau signal-30/01/04 RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	14/05/2004	1 013,97	6	1 013,97	0,00	1 013,97	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
090	machine a café expresso/01/01/ DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/06/2004	436,54	6	436,54	0,00	436,54	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
092	table top+micro O.+aspi-16/04/ DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/11/2004	957,49	6	957,49	0,00	957,49	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
093	CONTENEURS LEGE 10/04 RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	29/11/2004	1 099,12	8	1 099,12	0,00	1 099,12	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
094	CONTENEURS LEGE 07/04 RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	29/11/2004	3 071,33	8	3 071,33	0,00	3 071,33	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
095	CONTENEURS LEGE 08/04 RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	29/11/2004	2 212,60	8	2 212,60	0,00	2 212,60	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
096	CONTENEURS LEGE 07/04 RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE DE LEGE	29/11/2004	5 501,60	8	5 501,60	0,00	5 501,60	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
097	BACS AUDENGE 07/04 / DECHARGE CONTROLEE	16/12/2004	2 565,42	8	2 565,42	0,00	2 565,42	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
114	Conteneurs BIGANOS	21/02/2005	1 286,90	20	960,00	64,00	1 024,00	0,00	0,00	T	31/12/2021	262,90	
150	Bacs OM + Equipements RESPONSABLE COLLECTE - J. SMORODINTZEFF / COMMUNE DE LEGE	21/02/2005	2 682,03	6	2 682,03	0,00	2 682,03	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
151	Bacs pour ARES RESPONSABLE COLLECTE - J. SMORODINTZEFF / COMMUNE ARES	22/02/2005	4 604,60	6	4 604,60	0,00	4 604,60	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
132	Tableau liège et présentoir DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/06/2005	245,25	10	245,25	0,00	245,25	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
163	Fournitures/poses extincteurs déchèteries RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Déchèteries ARES MIOS AUDENGE	08/08/2005	453,33	6	453,33	0,00	453,33	0,00	0,00			0,00	
112	Destructeur haute performance DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	09/08/2005	693,85	5	693,85	0,00	693,85	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
168	Axes de roues pour bacs SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	26/09/2005	862,32	2	862,32	0,00	862,32	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
160	Extincteurs pour MIOS RESPONSABLE COLLECTE - J. SMORODINTZEFF / Commune de MIOS	24/11/2005	109,08	6	109,08	0,00	109,08	0,00	0,00			0,00	
166	Thermo-relieuse COBAN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	07/12/2005	801,32	5	801,32	0,00	801,32	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
257	Hygimatic DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	306,42	1	306,42	0,00	306,42	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
258	Armoscopes+etiqueteuse DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2006	1 256,70	2	1 256,70	0,00	1 256,70	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
265	Tél. portables + accessoires DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	10/05/2006	687,38	5	687,38	0,00	687,38	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
271	Climatiseur mobile DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	03/07/2006	189,00	1	189,00	0,00	189,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
273	Ventilateurs s/ pied - Adminis DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	28/07/2006	183,81	1	183,81	0,00	183,81	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
227	Bip réf 432 MGZ pour barrière SERVICES TECHNIQUES / COBAN	14/09/2006	39,47	1	39,47	0,00	39,47	0,00	0,00	T	02/12/2021	0,00	
279	7 climatiseurs ninio - Adm DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/09/2006	3 354,78	5	3 354,78	0,00	3 354,78	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
284	2 extincteurs + plaque signalé SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	14/11/2006	235,04	6	235,04	0,00	235,04	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
285	Portables Motorola + Samsung DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	14/11/2006	295,41	6	295,41	0,00	295,41	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
290	Extincteurs déchèt ANDER/AUDEN SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	14/12/2006	244,58	6	244,58	0,00	244,58	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
291	Fax Déchèterie LANTON-MIOS	14/12/2006	198,00	4	198,00	0,00	198,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
296	RADIATEUR ELECTRIQUE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	26/02/2007	80,00	5	80,00	0,00	80,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
301	PHONEFAX DECHET LANTON DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COMMUNE LANTON	04/05/2007	748,27	5	748,27	0,00	748,27	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
302	CAFETIERE ELECTRIQUE ROWENTA DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	08/06/2007	40,40	5	40,40	0,00	40,40	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
303	AFFICHES STAND CAMPAGNE S/ TRI SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	08/06/2007	2 099,12	6	2 099,12	0,00	2 099,12	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
304	TONNELLE CAMPAGNE S/ TRI SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	08/06/2007	2 540,52	6	2 540,52	0,00	2 540,52	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
308	EXINCTEURS QUAI TRANSFERT LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRES TRANSFERT	22/06/2007	1 467,37	6	1 467,37	0,00	1 467,37	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
309	SAMSUNG C300 + OREILLETTE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	22/06/2007	56,21	5	56,21	0,00	56,21	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
319	HORLOGE ASTRO DECHET LEGE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	02/10/2007	135,15	6	135,15	0,00	135,15	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
320	BAGAGE A ROULETTE TNT 008 DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	09/10/2007	113,62	6	113,62	0,00	113,62	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
321	TRANSPALETTE DEPOT MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / COBAN	09/11/2007	346,84	6	346,84	0,00	346,84	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
322	DIABLE DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / COMMUNE AUDENGE	09/11/2007	89,70	6	89,70	0,00	89,70	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
95-01	5 CONTENEURS VERRE	20/11/2007	6 612,91		0,00	0,00	0,00	0,00	6 612,91			0,00	
95-02	15 CONTENEURS VERRE	20/11/2007	13 560,34		0,00	0,00	0,00	0,00	13 560,34			0,00	
95-03	4 CONTENEURS VERRE	20/11/2007	3 616,09		0,00	0,00	0,00	0,00	3 616,09			0,00	
325	SOUFFLEUR DECHET LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	04/12/2007	256,49	6	256,49	0,00	256,49	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
328	ASPIRATEURS BUREAUX COBAN DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	04/12/2007	150,00	6	150,00	0,00	150,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
331	EXTINCTEURS LOC TECHN MARCHEP SERVICES TECHNIQUES / COBAN	10/12/2007	341,28	6	341,28	0,00	341,28	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
335	DEBROUSAILLEUSE 7DECH CTRE LEG RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / 7 DECHETERIES+CTRE LEGE	28/12/2007	1 733,91	6	1 733,91	0,00	1 733,91	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
336	TONDEUSE DEBROUSSAIL C.LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	28/12/2007	742,12	6	742,12	0,00	742,12	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
342	GPE ELECT-POSTE A SOUD/SCIE SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	07/02/2008	1 083,35	6	1 083,35	0,00	1 083,35	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
344	ECHELLE LOCAL TECHNIQUE	21/02/2008	350,71	7	350,71	0,00	350,71	0,00	0,00			0,00	
345	TELEPHONES FAX DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	21/02/2008	980,72	5	980,72	0,00	980,72	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
349	VITRINE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	27/02/2008	228,03	6	228,03	0,00	228,03	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
350	CENDRIER MURAL DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	27/02/2008	259,74	6	259,74	0,00	259,74	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
352	ECHELLE DE MEUNIER LOCAL TECHN SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	10/03/2008	59,50	6	59,50	0,00	59,50	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
354	ETABLI LOCAL TECHNIQUE SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	10/03/2008	929,29	5	929,29	0,00	929,29	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
359	ETAU D'ETABLI ET JEUX DE MORS SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	31/03/2008	514,28	6	514,28	0,00	514,28	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
360	LAVE VAISSELLE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	31/03/2008	255,00	6	255,00	0,00	255,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
370	URNE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/04/2008	56,52	6	56,52	0,00	56,52	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
374	SOUFFLEUR DECH MARC/ SINISTRE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	16/04/2008	329,00	6	329,00	0,00	329,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
380-2188	ACQUIS CHARIOT ELEV D'OCCASION SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	20/05/2008	459,74	6	459,74	0,00	459,74	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
384	TOTEMS PTS COLOM/CS MAT EXPO	23/05/2008	3 205,28	6	3 205,28	0,00	3 205,28	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
400	TABLE DE JEU TRI SELECTIF SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	20/06/2008	4 186,96	6	4 186,96	0,00	4 186,96	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
402	CANON PISTOLET ET LANCE CTRE LCF SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	20/06/2008	226,65	6	226,65	0,00	226,65	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
405	CHARIOT ELEVATEUR SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	30/06/2008	16 146,00	8	16 146,00	0,00	16 146,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
406	DEBROUSSAILEUSE DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	30/06/2008	562,12	6	562,12	0,00	562,12	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
409	TONDEUSE DEBROUS CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	09/07/2008	1 094,34	6	1 094,34	0,00	1 094,34	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
425	PANNEAUX ECOLOGIC RECYLUM 7 DE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	12/09/2008	578,39	6	578,39	0,00	578,39	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
436	EVIER DECHETERIE MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	16/10/2008	69,00	6	69,00	0,00	69,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
437	STORES DECHETERIE LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LEGE	16/10/2008	20,00	6	20,00	0,00	20,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
454	APPAREIL PHOTOS SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	06/11/2008	378,10	6	378,10	0,00	378,10	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
455	CAFETIERE ELECTRIQUE REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	06/11/2008	29,90	6	29,90	0,00	29,90	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
456	BOUILLOIRE REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	06/11/2008	30,40	6	30,40	0,00	30,40	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
457	ASPIRATEUR REDEVANCE SPECIALE - C. ADER / LOCAL REDEVANCE SPECIALE	06/11/2008	100,00	6	100,00	0,00	100,00	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
472	INSTALLATION POSTES TEL SCE RS	08/12/2008	3 097,64	15	2 472,00	206,00	2 678,00	0,00	0,00	T	31/12/2021	419,64	
485	PANNEAUX BENNES DECH AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	09/01/2009	1 917,79	6	1 917,79	0,00	1 917,79	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
486	RADIATEUR DECHET LANTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	09/01/2009	601,13	10	601,13	0,00	601,13	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
509	PROGRAMMATEUR DIGITAL CTR LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/03/2009	264,90	6	264,90	0,00	264,90	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
510	POSE SIRENE EXT CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/03/2009	363,58	6	363,58	0,00	363,58	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
512	CHAUF ELECTR PORTABLE CTRE LEG SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/03/2009	100,80	6	100,80	0,00	100,80	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
515	RADIAMETRE PORTABLE CTRE LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	23/03/2009	1 058,10	6	1 058,10	0,00	1 058,10	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
517	TELEPHONES FAX DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	23/03/2009	511,89	6	511,89	0,00	511,89	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
518	PANNEAUX SIGNAL PVC DAN(2)+CLEG(1) SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	23/03/2009	101,24	6	101,24	0,00	101,24	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
519	ECHELLE DECHETERIE MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	23/03/2009	68,05	6	68,05	0,00	68,05	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
528	POSE SIRENE EXT DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	03/04/2009	363,58	6	363,58	0,00	363,58	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
533	LANCE KARCHER REGL PRES C LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	08/04/2009	899,03	6	899,03	0,00	899,03	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
534	SOUFFLEURS DECHET AND/LEGE/CT LEGE	08/04/2009	1 149,00	6	893,33	0,00	893,33	255,67	0,00	T	03/12/2021	0,00	
540	FOURREAUX DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	24/04/2009	253,55	6	253,55	0,00	253,55	0,00	0,00	T	03/12/2021	0,00	
543	PANNEAUX STAND+DECH DEV DURABL	18/05/2009	6 472,75	20	3 553,00	323,00	3 876,00	0,00	0,00	T	31/12/2021	2 596,75	
553	PANNEAUX PEDAGOG/ STAND SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / SERVICE COMMUNICATION	05/06/2009	4 332,94	7	4 332,94	0,00	4 332,94	0,00	0,00			0,00	
558	RENOUVEL PANNEAUX DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	15/06/2009	2 449,71	1	2 449,71	0,00	2 449,71	0,00	0,00			0,00	
567	TELEPHONES FAX DECHETERIES	26/06/2009	779,38	6	779,38	0,00	779,38	0,00	0,00			0,00	
574	SOUFFLEUR DECHET BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	08/07/2009	383,00	6	383,00	0,00	383,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
579	EXTINCTEUR ET PANNEAU CTRE LEG SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	09/07/2009	115,95	6	115,95	0,00	115,95	0,00	0,00			0,00	
580	SIRENE DETECT CTRE LEGE(1) BIG(2)	09/07/2009	1 251,00	6	1 251,00	0,00	1 251,00	0,00	0,00			0,00	
590	SOUFFLEUR STIHL DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	23/07/2009	288,00	6	288,00	0,00	288,00	0,00	0,00			0,00	
596	CUISINETTE ELECTRIQUE DECHETERIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	28/07/2009	289,00	10	289,00	0,00	289,00	0,00	0,00			0,00	
597	PANNEAU ALU COBAN LEGE SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE DE LEGE	28/07/2009	167,44	6	167,44	0,00	167,44	0,00	0,00			0,00	
598	CONCEPT PANNEAU POUB DE MER SERVICES TECHNIQUES / PORTS 6 COMMUNES	28/07/2009	925,74	6	925,74	0,00	925,74	0,00	0,00			0,00	
604	PHONEFAX DECHET BIG ET LEGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES BIGANOS/LEGE	06/08/2009	519,09	5	519,09	0,00	519,09	0,00	0,00			0,00	
609	PLATEAU A PIEDS DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	06/08/2009	242,18	5	242,18	0,00	242,18	0,00	0,00			0,00	
614	POMPE PNEUMAT DECHARGE LCF SERVICES TECHNIQUES / DECHARGE LEGE-CAP FERRET	27/08/2009	1 753,64	6	1 753,64	0,00	1 753,64	0,00	0,00			0,00	
640	PANNEAUX ALU DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	23/09/2009	85,86	6	85,86	0,00	85,86	0,00	0,00			0,00	
659	POSE HORLOGE ASTRO DECH BIG SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	06/10/2009	344,45	6	344,45	0,00	344,45	0,00	0,00			0,00	
663	POSE EXTINCTEUR DECH BIGANOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	06/10/2009	225,00	6	225,00	0,00	225,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
670	FOUR A MICRO ONDES DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / SERVICE ADMINISTRATIF	15/10/2009	59,90	6	59,90	0,00	59,90	0,00	0,00			0,00	
671	RADIATEUR DECHET MARCHEP SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	15/10/2009	603,65	6	603,65	0,00	603,65	0,00	0,00			0,00	
678	INSTAL PANNEAU STOP DECHETERIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	29/10/2009	55,51	6	55,51	0,00	55,51	0,00	0,00			0,00	
679	PANNEAUX SIGNALIS DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	29/10/2009	4 329,76	6	4 329,76	0,00	4 329,76	0,00	0,00			0,00	
684	CHAUFFE EAU DECHET ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	06/11/2009	833,61	6	833,61	0,00	833,61	0,00	0,00			0,00	
685	REFRIGERATEURS DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	06/11/2009	940,00	6	940,00	0,00	940,00	0,00	0,00			0,00	
696	REMP PROJECTEUR DARSUITEVOL SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	04/12/2009	312,75	6	312,75	0,00	312,75	0,00	0,00			0,00	
706	REFRIGERATEUR DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	21/12/2009	235,99	6	235,99	0,00	235,99	0,00	0,00			0,00	
713	STAND PARAPLUIE COBAN SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	18/02/2010	3 163,42	6	3 163,42	0,00	3 163,42	0,00	0,00			0,00	
733	SOUFFLEUR DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	18/02/2010	383,00	6	383,00	0,00	383,00	0,00	0,00			0,00	
734	SIRENE EXT DECHET MARCHEPRIME SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	18/02/2010	261,92	6	261,92	0,00	261,92	0,00	0,00			0,00	
728	PANNEAUX PVC POUR DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	02/03/2010	215,28	6	215,28	0,00	215,28	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
743	CHAUFFE-EAU SOLAIRE DECHET LAN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	02/03/2010	6 050,44	6	6 050,44	0,00	6 050,44	0,00	0,00			0,00	
719	COMPRESSEUR EQUIP LOC TECHNIQUE SERVICES TECHNIQUES / LOCAL TECHNIQUE	15/03/2010	326,51	6	326,51	0,00	326,51	0,00	0,00			0,00	
750	DEBROUSSAILLEUSE 8 DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	04/05/2010	379,50	6	379,50	0,00	379,50	0,00	0,00			0,00	
751	PANNEAUX ALU 500x300 DECHETERI SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	04/05/2010	1 315,60	6	1 315,60	0,00	1 315,60	0,00	0,00			0,00	
753	ESCALIER DEMONTABLE MAEVA SERVICES TECHNIQUES / 8 COMMUNES	17/05/2010	2 702,96	10	2 702,96	0,00	2 702,96	0,00	0,00			0,00	
772	TELEPHONES FAX 8 DECHET+1 AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	09/06/2010	977,18	6	977,18	0,00	977,18	0,00	0,00			0,00	
774	APPAREIL PHOTOS NIKON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	17/06/2010	99,01	6	99,01	0,00	99,01	0,00	0,00			0,00	
779	PANNEAUX ALU AGDV ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	06/07/2010	485,12	6	485,12	0,00	485,12	0,00	0,00			0,00	
787	PANNEAUX ALU DIBOND DECHETERIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	20/07/2010	657,80	6	657,80	0,00	657,80	0,00	0,00			0,00	
792	PANNEAUX ALU DEEE DECHET MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	05/08/2010	81,38	7	81,38	0,00	81,38	0,00	0,00			0,00	
791	REFRIGERATEUR CTRE TRANSF LCF SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	10/08/2010	229,00	6	229,00	0,00	229,00	0,00	0,00			0,00	
795	PANNEAUX ALU DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	10/08/2010	609,96	6	609,96	0,00	609,96	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
813	PANNEAUX SIGNALIS DECHET LANTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE LANTON	10/11/2010	138,21	6	138,21	0,00	138,21	0,00	0,00			0,00	
814	SOUFFLEUR DECHETERIE ARES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ARES	10/11/2010	383,00	6	383,00	0,00	383,00	0,00	0,00			0,00	
816	SOUFFLEUR CENTRE TRANSFERT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	24/11/2010	383,00	6	383,00	0,00	383,00	0,00	0,00			0,00	
819	PANNEAUX ALU DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	29/11/2010	2 007,37	6	2 007,37	0,00	2 007,37	0,00	0,00			0,00	
822	NETTOYEUR HTE PRES SUITE VOL SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	07/12/2010	9 403,55	6	9 403,55	0,00	9 403,55	0,00	0,00			0,00	
824	REFRIGERATEUR DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	14/12/2010	229,00	6	229,00	0,00	229,00	0,00	0,00			0,00	
825	PANNEAUX ALU DECHET MARCHEPRIM SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	18/01/2011	714,73	6	714,73	0,00	714,73	0,00	0,00			0,00	
832	POSE SIRENE EXT DECHET AUDENGE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE AUDENGE	20/04/2011	261,92	6	261,92	0,00	261,92	0,00	0,00			0,00	
833	POSE SIRENE EXT CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	20/04/2011	197,34	6	197,34	0,00	197,34	0,00	0,00			0,00	
836	CHAUFFE EAU DECH MIOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MIOS	20/04/2011	747,43	6	747,43	0,00	747,43	0,00	0,00			0,00	
847	PANNEAUX ALU DIBOND AGDVANDERN SERVICES TECHNIQUES / AIRE ACCUEIL GDV ANDERNOS	30/05/2011	167,80	6	167,80	0,00	167,80	0,00	0,00			0,00	
854	PANNEAUX ALU DIBOND DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	09/06/2011	197,34	6	197,34	0,00	197,34	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
858	DEBROUSSAILLEUSE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	27/06/2011	539,00	6	539,00	0,00	539,00	0,00	0,00			0,00	
866	INSTAL TETE ROTATIVE CHARIOT T SERVICES TECHNIQUES / ADMINISTRATION TECHNIQUE	21/07/2011	5 011,24	6	5 011,24	0,00	5 011,24	0,00	0,00			0,00	
869	REMPLAC SIRENE EXT DECHET SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	18/08/2011	261,92	6	261,92	0,00	261,92	0,00	0,00			0,00	
874	POSE PROGRAMMATEUR CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	06/09/2011	508,30	6	508,30	0,00	508,30	0,00	0,00			0,00	
875	ACHAT 3 EXTINCTEURS A POUDRE SERVICES TECHNIQUES / SERVICE ADMINISTRATIF	06/09/2011	115,12	6	115,12	0,00	115,12	0,00	0,00			0,00	
878	PANNEAUX ALU DIBON DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES COBAN	28/09/2011	180,26	6	180,26	0,00	180,26	0,00	0,00			0,00	
882	SOUFFLEURS DECHETMIOS LANTON SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	04/11/2011	765,01	6	765,01	0,00	765,01	0,00	0,00			0,00	
884	PANNEAUX ALU DIBOND DECHETERIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	09/11/2011	2 166,55	6	2 166,55	0,00	2 166,55	0,00	0,00			0,00	
889	PANNEAUX ALU DIBOND CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	29/11/2011	253,55	6	253,55	0,00	253,55	0,00	0,00			0,00	
895	PANNEAUX ALU DIBOND COVOITBIG SERVICES TECHNIQUES / AIRE COVOITBIGANOS	09/01/2012	1 602,64	6	1 602,64	0,00	1 602,64	0,00	0,00			0,00	
896	PHONEFAX DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	09/01/2012	265,51	6	265,51	0,00	265,51	0,00	0,00			0,00	
900	SOUFFLEUR THERMIQUE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE MARCHEPRIME	26/01/2012	383,00	6	383,00	0,00	383,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
904	POTEAU & PANNEAU ALU DIBOND SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	24/02/2012	1 265,37	6	1 265,37	0,00	1 265,37	0,00	0,00			0,00	
909	PANNEAUX ALU DIBOND DECHETERIE SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	19/03/2012	287,04	6	287,04	0,00	287,04	0,00	0,00			0,00	
934	APPAREIL PHOTO NIKON SERVICES TECHNIQUES / COBAN	20/04/2012	157,08	6	157,08	0,00	157,08	0,00	0,00			0,00	
936	ACHAT REFRIGERATEUR DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / ADMINISTRATION TECHNIQUE	26/04/2012	249,00	6	249,00	0,00	249,00	0,00	0,00			0,00	
938	ACHAT TENTE SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	11/05/2012	2 436,37	6	2 436,37	0,00	2 436,37	0,00	0,00			0,00	
941	REFRIGERATEUR TABLE TOP DECHAN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	18/05/2012	199,00	6	199,00	0,00	199,00	0,00	0,00			0,00	
942	PANNEAUX ALU DIBOND COVOITURAG SERVICES TECHNIQUES / COMMUNE BIGANOS	18/05/2012	284,65	6	284,65	0,00	284,65	0,00	0,00			0,00	
951	POSE SIRENE EXT DECHET ANDERNO SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	05/06/2012	340,86	6	340,86	0,00	340,86	0,00	0,00			0,00	
954	EXTINCTEURS DECHBIG/LEG/MARC SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE BIGANOS	07/06/2012	339,42	6	339,42	0,00	339,42	0,00	0,00			0,00	
955	EXTINCTEUR DECH ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	07/06/2012	155,27	6	155,27	0,00	155,27	0,00	0,00			0,00	
960	TONDEUSE THERMIQUE CT LEGE SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT LEGE	15/06/2012	1 199,00	6	1 199,00	0,00	1 199,00	0,00	0,00			0,00	
964	PANNEAUX/AFFICHES COVOITBIG SERVICES TECHNIQUES / AIRE COVOITBIGANOS	12/07/2012	803,71	6	803,71	0,00	803,71	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
965	PANNEAUX SIGNALISATION DECH AN SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	16/07/2012	93,29	6	93,29	0,00	93,29	0,00	0,00			0,00	
967	FOURS A MICRO ONDES SERVICES TECHNIQUES / CENTRES DE TRANSFERT LEGE/MIOS	19/07/2012	99,80	6	99,80	0,00	99,80	0,00	0,00			0,00	
968	REFRIGERATEUR CT MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	19/07/2012	199,00	6	199,00	0,00	199,00	0,00	0,00			0,00	
971	PANNEAUX ALU DECHETERIES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	02/08/2012	528,63	6	528,63	0,00	528,63	0,00	0,00			0,00	
973	PANNEAUX ALU DECHET ANDERNOS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIE ANDERNOS	09/08/2012	148,30	6	148,30	0,00	148,30	0,00	0,00			0,00	
975	MISE EN PLACE EXTINCTEURSCTMIO SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	21/08/2012	779,07	6	779,07	0,00	779,07	0,00	0,00			0,00	
983	DEBROUSSAILLEUSE CT MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	31/08/2012	575,00	6	575,00	0,00	575,00	0,00	0,00			0,00	
984	SOUFFLEUR CT MIOS SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	31/08/2012	376,00	6	376,00	0,00	376,00	0,00	0,00			0,00	
991	PANNEAUX INFORMATION DECHETERI SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	18/09/2012	1 160,12	6	1 160,12	0,00	1 160,12	0,00	0,00			0,00	
997	PANNEAUX ALU DIBONS DMS SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	22/10/2012	1 148,16	6	1 148,16	0,00	1 148,16	0,00	0,00			0,00	
1002	POSE PANNEAUX ALU DIBOND CT MI SERVICES TECHNIQUES / CENTRE TRANSFERT MIOS	09/11/2012	1 146,49	6	1 146,49	0,00	1 146,49	0,00	0,00			0,00	
1004	PANNEAUX ALU DIBOND OM INTERDITES SERVICES TECHNIQUES / DECHETERIES	19/11/2012	466,44	6	466,44	0,00	466,44	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1011	CHARIOT DISTRIBUTION PROSPECTUS	17/12/2012	1 144,57	6	1 144,57	0,00	1 144,57	0,00	0,00			0,00	
1021	PANNEAUX SIGNALIS CT MIOS	19/12/2012	643,40	6	643,40	0,00	643,40	0,00	0,00			0,00	
1023	RADIATEUR PORTE SERVIETTES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ANDERNOS	07/01/2013	174,10	6	174,10	0,00	174,10	0,00	0,00			0,00	
1029	CUVE DE STOCKAGE STATION 400l GASOIL CT MIOS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / CENTRE TRANSFERT MIOS	10/01/2013	851,55	6	851,55	0,00	851,55	0,00	0,00			0,00	
1025	COMPRESSEUR POUR CT MIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	11/01/2013	179,00	6	179,00	0,00	179,00	0,00	0,00			0,00	
1026	EXTINCTEUR DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LANTON	11/01/2013	113,14	6	113,14	0,00	113,14	0,00	0,00			0,00	
1036	TRANSPALETTE MANUEL POUR DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	25/01/2013	926,90	6	926,90	0,00	926,90	0,00	0,00			0,00	
1034	POSE ECLAIRAGE COVOITURAGE BIGANOS ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT MIOS	28/01/2013	1 184,90	6	1 184,90	0,00	1 184,90	0,00	0,00			0,00	
1037	REFRIGERATEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	28/01/2013	229,00	6	229,00	0,00	229,00	0,00	0,00			0,00	
1038	FOUR A MICRO ONDES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	28/01/2013	79,98	6	79,98	0,00	79,98	0,00	0,00			0,00	
1039	MACHINE A CAFE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	28/01/2013	72,91	1	72,91	0,00	72,91	0,00	0,00			0,00	
1044	PANNEAU EXTINCTEUR CLASSE FEU DECHETERIE MIC RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	22/02/2013	36,84	1	36,84	0,00	36,84	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1047	EXTINCTEUR DECHET. ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	05/03/2013	113,14	6	113,14	0,00	113,14	0,00	0,00			0,00	
1061	SOUFFLEUR THERMIQUE DECHETERIE ANDERNOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	12/03/2013	370,00	6	370,00	0,00	370,00	0,00	0,00			0,00	
1064	7 MICRO ONDES DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	26/03/2013	489,93	6	489,93	0,00	489,93	0,00	0,00			0,00	
1069	RAMPE PLIABLE RENAULT MASTER ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	04/04/2013	2 151,60	6	2 151,60	0,00	2 151,60	0,00	0,00			0,00	
1075	MATERIEL BUREAU RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	08/04/2013	537,00	6	537,00	0,00	537,00	0,00	0,00			0,00	
1066	SIGNALETIQUE-AIRES COVOITURAGES ANDERNOS ET DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	15/04/2013	5 684,59	6	5 684,59	0,00	5 684,59	0,00	0,00			0,00	
1072	FOURNITURE ET INSTALLATION MATERIELS COMPLEM DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	15/04/2013	6 460,61	6	6 460,61	0,00	6 460,61	0,00	0,00			0,00	
1076	PERCEUSE ELECTRIQUE POUR DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	30/04/2013	71,70	6	71,70	0,00	71,70	0,00	0,00			0,00	
1077	PETIT EQUIPEMENT POUR DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	30/04/2013	71,52	6	71,52	0,00	71,52	0,00	0,00			0,00	
1103	COLONNES SEMI ENTERREES VERRE/PAPIERS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	24/05/2013	5 252,83	6	5 252,83	0,00	5 252,83	0,00	0,00			0,00	
1107	POSE 3 CONTENEURS SEMI-ENTERRES LEGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	27/05/2013	20 391,80		0,00	0,00	0,00	0,00	20 391,80			0,00	
1098	PANNEAUX DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	31/05/2013	1 933,93	6	1 933,93	0,00	1 933,93	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1101	REFRIGERATEUR DECHETERIE LANTON RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	03/06/2013	229,00	6	229,00	0,00	229,00	0,00	0,00			0,00	
1113	CHARIOT POUR MANUTENTION FUTS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	27/06/2013	404,25	6	404,25	0,00	404,25	0,00	0,00			0,00	
1114	POSE EXTINCTEURS DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	05/07/2013	554,23	6	554,23	0,00	554,23	0,00	0,00			0,00	
1117	FOURNITURE ET POSE D'UN KIT DETERGENT CT LEGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	12/07/2013	870,69	6	870,69	0,00	870,69	0,00	0,00			0,00	
1119	FOURNITURE ET POSE D'UN KIT DETERGENT CT MIOS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	24/07/2013	1 652,21	6	1 652,21	0,00	1 652,21	0,00	0,00			0,00	
1120	RAFRAÎCHISSEURS D'AIR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	30/07/2013	1 177,33	6	1 177,33	0,00	1 177,33	0,00	0,00			0,00	
1138	FOURNITURES PETIT EQUIPEMENT POUR DECHETERI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	07/10/2013	65,80	6	65,80	0,00	65,80	0,00	0,00			0,00	
1142 bis	PANNEAUX ALU DIBOND RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	07/11/2013	429,36	6	429,36	0,00	429,36	0,00	0,00			0,00	
1145	BALAYEUR RAMASSEUR POUR CT MIOS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	07/11/2013	11 071,42	6	11 071,42	0,00	11 071,42	0,00	0,00			0,00	
1165	PANNEAUX DE SIGNALISATION POUR DECHETERIE DE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	03/02/2014	192,84	6	192,84	0,00	192,84	0,00	0,00			0,00	
1177	ACHAT PONT BASCULE D'OCCASION	14/02/2014	7 500,00	5	7 500,00	0,00	7 500,00	0,00	0,00			0,00	
1168	DGD AIRES COVOITURAGE AUDENGE ET BIGANOS - LO ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	17/02/2014	6 011,36	6	6 011,36	0,00	6 011,36	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1187	PANNEAUX ALU DIBOND POUR DECHERERIE DE LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	17/03/2014	340,46	6	340,46	0,00	340,46	0,00	0,00			0,00	
1201	URNE AVEC SERRURE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	31/03/2014	72,17	6	72,17	0,00	72,17	0,00	0,00			0,00	
1218BIS	COMPTEURS DIGITAUX CT LEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	28/04/2014	232,20	2	232,20	0,00	232,20	0,00	0,00			0,00	
1219	COMPTEURS DIGITAUX CT MIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN /	28/04/2014	227,17	6	227,17	0,00	227,17	0,00	0,00			0,00	
1199 bis	PANNEAUX ALU DIBOND POUR DECHETERIE PRO LEGI	12/06/2014	140,00	6	140,00	0,00	140,00	0,00	0,00			0,00	
1227	PANNEAUX ALU DIBOND POUR 8 DECHETERIES	16/06/2014	827,67	6	827,67	0,00	827,67	0,00	0,00			0,00	
1224	INSTALLATION D'UN COMPTEUR D'EAU CTRE TRANSFE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / CENTRE TRANSFERT MIOS	10/07/2014	1 860,00	6	1 860,00	0,00	1 860,00	0,00	0,00			0,00	
1249	ETANCHEIFICATION DES LOCAUX DDS	22/07/2014	4 590,00	6	4 590,00	0,00	4 590,00	0,00	0,00			0,00	
1241	PANNEAUX ALU DIBOND DECHETERIES	07/08/2014	3 019,53	6	3 019,53	0,00	3 019,53	0,00	0,00			0,00	
1259	COMPACT NUMERIQUE + CARTE SD+ ETUI SOUPLE	28/08/2014	147,80	6	147,80	0,00	147,80	0,00	0,00			0,00	
1258	PANNEAUX POUR DECHETERIES	11/09/2014	314,51	6	314,51	0,00	314,51	0,00	0,00			0,00	
1271	ETANCHEIFICATION DES LOCAUX DDS	10/10/2014	3 060,00	6	3 060,00	0,00	3 060,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1304	PANNEAUX CTLEGE ET CTMIOS	16/03/2015	345,12	6	290,00	55,12	345,12	0,00	0,00			0,00	
1294	AIRES COVOITURAGE MARCHEPRIME-LOT2/SIGNALET	02/04/2015	2 592,00	30	430,00	86,00	516,00	0,00	2 076,00			0,00	
1339	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE ANDERNO RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE ANDERNOS	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1340	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE ARES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE ARES	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1341	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE AUDENGI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE ARES	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1342	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE BIGANOS	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1343	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE LANTON RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE LANTON	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1344	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE LEGE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE LEGE	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1345	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE MARCHEI RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE MARCHEPRIME	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1346	RAFRAICHISSEUR D'AIR 4 EN 1 DECHETERIE MIOS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / DECHETERIE MIOS	28/05/2015	110,71	6	90,00	20,71	110,71	0,00	0,00			0,00	
1347	4 BENNES DIB 15 M3 - SERVICES TECHNIQUES DE LEG RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / CTM LEGE CAP FERRET	29/05/2015	14 496,00	6	12 080,00	2 416,00	14 496,00	0,00	0,00			0,00	
1348	1 BENNE DIB 30M3 POUR VEHICULES AMPLIROLL SER RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	29/05/2015	4 824,00	6	4 020,00	804,00	4 824,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1355	BORNE D'APPORT VOLONTAIRE POUR HUILE DE VIDAN RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	30/06/2015	1 986,99	6	1 655,00	331,99	1 986,99	0,00	0,00			0,00	
1358	LOT DE 3 TRACEURS EXPERTS 3600 - SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	17/07/2015	867,48	6	722,90	144,58	867,48	0,00	0,00			0,00	
1359	LOT DE 3 TRACEURS EXPERTS 3100 - SERVICE ADS RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	17/07/2015	1 343,40	6	1 119,50	223,90	1 343,40	0,00	0,00			0,00	
1360	LOT DE 3 TRACEURS DATEURS 3360 BICOLORES - SEF RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADS	17/07/2015	619,20	6	516,00	103,20	619,20	0,00	0,00			0,00	
1362	CONTENEUR MARITIME 20'DRY POUR DECHETERIE PF RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / DECHETERIE PROFESSIONNELLE	30/07/2015	2 695,00	6	2 245,00	450,00	2 695,00	0,00	0,00			0,00	
1375	ENSEIGNE PICTO ET PANNEAUX INFO DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	27/10/2015	13 092,68	6	10 910,00	2 182,68	13 092,68	0,00	0,00			0,00	
1385	CONTENEUR MARITIME 20' DRY CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	26/11/2015	3 438,00	6	2 865,00	573,00	3 438,00	0,00	0,00			0,00	
1421	FOURNITURE BORNE APPORT VOLONTAIRE POUR HUI RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	09/02/2016	1 986,99	6	1 324,00	331,00	1 655,00	0,00	331,99			0,00	
1426	LOT DE 16 DEFIBRILATEURS RESSOURCES HUMAINES /	09/03/2016	21 229,65	6	888,00	10 170,00	11 058,00	0,00	10 171,65			0,00	
1495	PANNEAUX POUR DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	09/02/2017	2 254,79	1	2 254,79	0,00	2 254,79	0,00	0,00			0,00	
1512	COFFRE FORT REGIE COMPOSTEUR RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	06/04/2017	324,65	1	324,65	0,00	324,65	0,00	0,00			0,00	
1513	COFFRE FORT REDEVEVANCE SPECIALE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	06/04/2017	324,65	1	324,65	0,00	324,65	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1536	FOURNITURE DE VESTIAIRES LOCAL MAEVA RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / LOCAL MAEVA	01/06/2017	530,83	30	54,00	18,00	72,00	0,00	458,83			0,00	
1546	FORFAIT ATTELAGE COL DE CYGNE DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / COBAN	06/06/2017	759,96	6	381,00	127,00	508,00	0,00	251,96			0,00	
1539	STORES BANNE DECHETERIE MARCHEPRIME RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MARCHEPRIME	09/06/2017	330,67	1	330,67	0,00	330,67	0,00	0,00			0,00	
1540	STORES BANNE DECHETERIE BIGANOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE BIGANOS	09/06/2017	330,67	1	330,67	0,00	330,67	0,00	0,00			0,00	
1541	STORES BANNE DECHETERIE MIOS RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE MIOS	09/06/2017	330,67	1	330,67	0,00	330,67	0,00	0,00			0,00	
1542	STORES BANNE DECHETERIE LEGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE LEGE	09/06/2017	330,67	1	330,67	0,00	330,67	0,00	0,00			0,00	
1543	STORES BANNE DECHETERIE AUDENGE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	09/06/2017	204,47	1	204,47	0,00	204,47	0,00	0,00			0,00	
1544	STORES BANNE DECHETERIE ARES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE ARES	09/06/2017	204,47	1	204,47	0,00	204,47	0,00	0,00			0,00	
1547	FOURNITURE DE 2 CONTENEURS APPORT VOLONTAIR RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE DE LEGE	23/06/2017	3 340,03	6	1 671,00	557,00	2 228,00	0,00	1 112,03			0,00	
1556	FOURNITURE ET POSE DE CONTENEURS SEMI ENTER RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE ANDERNOS	24/07/2017	18 964,80	6	9 483,00	3 161,00	12 644,00	0,00	6 320,80			0,00	
1565	COLLECTEURS A PILES DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	11/08/2017	6 461,70	6	3 231,00	1 077,00	4 308,00	0,00	2 153,70			0,00	
1604	FOURNITURE DE GPS VEHICULES TECHNIQUES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / Multi	11/12/2017	288,38	1	288,38	0,00	288,38	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1617	FOURNITURES CONTENEURS SEMI ENTERRES RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COBAN	01/02/2018	9 166,59	10	1 834,00	917,00	2 751,00	0,00	6 415,59			0,00	
1637	REFRIGERATEUR DEPOT MAEVA RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / LOCAL MAEVA	28/02/2018	194,69	1	194,69	0,00	194,69	0,00	0,00			0,00	
1640	PANNEAUX OM INTERDITES DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	19/03/2018	1 350,10	10	270,00	135,00	405,00	0,00	945,10			0,00	
1641	PANNEAUX POUR BENNES CARTON DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	19/03/2018	493,08	1	493,08	0,00	493,08	0,00	0,00			0,00	
1653	PANNEAUX ET ADHESIFS INFO SECURITE DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	04/04/2018	1 171,06	10	234,00	117,00	351,00	0,00	820,06			0,00	
1658	COFFRE FORT SERVICE FINANCES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / SERVICE ADMINISTRATIF	23/04/2018	199,00	1	199,00	0,00	199,00	0,00	0,00			0,00	
1661	IMPLANTATION 3 CONTENEURS SEMI-ENTERRES MIOS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / Multi	25/04/2018	36 028,42	10	8 142,00	2 667,00	10 809,00	0,00	25 219,42			0,00	
1674	CONTENEURS AERIENS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE DE LEGE	01/06/2018	3 516,13	10	704,00	352,00	1 056,00	0,00	2 460,13			0,00	
1681	FOURNITURE 8 CLIMATISEURS DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / Multi	07/06/2018	2 340,17	10	468,00	234,00	702,00	0,00	1 638,17			0,00	
1685	CONTENEURS SEMI ENTERRES SALLE DES FETES MA RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / Commune de Marcheprime	28/06/2018	17 342,33	10	3 468,00	1 734,00	5 202,00	0,00	12 140,33			0,00	
1716	PANNEAUX DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	16/10/2018	6 074,18	10	1 214,00	607,00	1 821,00	0,00	4 253,18			0,00	
1750	FOURNITURE 14 CONTENEURS SEMI ENTERRES LANT RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	07/12/2018	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1751	FOURNITURE 14 CONTENEURS SEMI ENTERRES LANT RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	07/12/2018	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1752	FOURNITURE 14 CONTENEURS SEMI ENTERRES LANT RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	07/12/2018	0,00	10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1767	DIAGNOSTIC RESEAUX ENTERRES - PREIMPLANTATIC RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	12/12/2018	44 867,20	10	4 487,00	4 487,00	8 974,00	0,00	35 893,20			0,00	
1764	RAYONNAGE DE RETENTION CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	20/12/2018	527,24	10	53,00	53,00	106,00	0,00	421,24			0,00	
1783	2 TOTEMS POUR EVENEMENTS COBAN SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	28/01/2019	1 140,00	10	114,00	114,00	228,00	0,00	912,00			0,00	
1784	MACHINE A DECOUPE LASER ESPACE COWORKING	28/01/2019	29 740,00	10	2 974,00	2 974,00	5 948,00	0,00	0,00	T	31/12/2021	23 792,00	
1791	POSTE A SOUDER RESPONSABLE MAINTENANCE - P. CATHELINAUD / COBAN	15/02/2019	723,80	10	72,00	72,00	144,00	0,00	579,80			0,00	
1792	FOURNITURE 5 CONTENEURS SEMI ENTERRES OM LA RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	15/02/2019	19 734,00	10	1 973,00	1 973,00	3 946,00	0,00	15 788,00			0,00	
1793	FOURNITURE 4 CONTENEURS SEMI ENTERRES VERRE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	15/02/2019	15 895,96	10	1 590,00	1 590,00	3 180,00	0,00	12 715,96			0,00	
1794	FOURNITURE 5 CONTENEURS SEMI ENTERRES CS LAI RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	15/02/2019	21 061,56	10	2 106,00	2 106,00	4 212,00	0,00	16 849,56			0,00	
1796	MATERIEL FABLAB RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / ESPACE COWORKING	06/03/2019	1 867,04	1	1 867,04	0,00	1 867,04	0,00	0,00	P	Multi	0,00	
1802	DIVERS PANNEAUX DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	13/03/2019	3 864,21	1	3 864,21	0,00	3 864,21	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1819	VELOMALINS ET ACCESSOIRES DIRECTION DE LA MOBILITE / COBAN	25/04/2019	910,50	10	91,00	91,00	182,00	0,00	728,50			0,00	
1820	TRANSPALETTE LOCAL MAEVA RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / LOCAL MAEVA	25/04/2019	322,85	1	322,85	0,00	322,85	0,00	0,00			0,00	
1825	PANNEAUX INTERDICTIONS CTMIOS RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT MIOS	14/05/2019	1 593,12	10	159,00	159,00	318,00	0,00	1 275,12			0,00	
1826	PANNEAUX INTERDICTIONS CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	14/05/2019	1 000,25	10	100,00	100,00	200,00	0,00	800,25			0,00	
1842	PLASTIFIEUSE RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	17/06/2019	418,80	1	418,80	0,00	418,80	0,00	0,00			0,00	
1843	MASSICOT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	17/06/2019	479,40	1	479,40	0,00	479,40	0,00	0,00			0,00	
1852	4 BORNES A VERRE LEGE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE DE LEGE	16/07/2019	5 230,17	10	523,00	523,00	1 046,00	0,00	4 184,17			0,00	
1862	VITRINES EXTERIEURS MURALES RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / OFFICE DE TOURISME	26/07/2019	750,12	10	75,00	75,00	150,00	0,00	600,12			0,00	
1867	IMPLANTATION CSE RUE LAFAYETTE MARCHEPRIME RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / Commune de Marcheprime	07/08/2019	6 410,04	10	641,00	641,00	1 282,00	0,00	5 128,04			0,00	
1869	BARNUM STAND COBAN SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	27/08/2019	870,00	10	87,00	87,00	174,00	0,00	696,00			0,00	
1898	TRAVAUX POUR CONTENEURS SEMI ENTERRES AIRE I RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET /	29/10/2019	20 852,58	10	2 085,26	2 085,26	4 170,52	0,00	16 682,06			0,00	
1894	BARRIERES DE SECURITE PLATEFORME DV ANDERNC RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / PLATEFORME	01/12/2019	1 933,31	10	193,33	193,33	386,66	0,00	1 546,65			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1897	SIGNALETIQUE EXTERIEUR SIEGE SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER /	05/12/2019	2 971,20	10	297,12	297,12	594,24	0,00	2 376,96			0,00	
1905	SIGNALETIQUE EXTERIEURE SIEGE SERVICE COMMUNICATION - AS MOULINIER / COBAN	23/12/2019	2 997,60	10	0,00	299,76	299,76	0,00	2 697,84			0,00	
1912	PANNEAUX POUR LES DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	26/12/2019	6 948,90	10	0,00	694,89	694,89	0,00	6 254,01			0,00	
1908	TRANSPALETTE DECHETERIE RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	21/01/2020	522,43	10	0,00	52,24	52,24	0,00	470,19			0,00	
1922	POSTE IP PANASONIC M. MONTRAYNAUD RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	30/01/2020	776,40	10	0,00	77,64	77,64	0,00	698,76			0,00	
1940	PANNEAU CTLEGE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT - S. DESMOULIN / CENTRE TRANSFERT LEGE	24/02/2020	1 038,99	10	0,00	103,90	103,90	0,00	935,09			0,00	
1946	TRAVAUX ET POSE 3 CONTENEURS SEMI ENTERRES S RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE ARES	04/03/2020	13 734,63	10	0,00	1 373,46	1 373,46	0,00	12 361,17			0,00	
1947	TRAVAUX ET POSE 3 CONTENEURS SEMI ENTERRES T RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE LANTON	04/03/2020	19 444,28	10	0,00	1 944,43	1 944,43	0,00	17 499,85			0,00	
1949	RADIATEUR SECHE SERVIETTE DECHETERIE AUDENG RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIE AUDENGE	23/03/2020	292,52	1	0,00	292,52	292,52	0,00	0,00			0,00	
1970	FOURNITURE 4 CONTENEURS SEMI ENTERRES OM AU RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE AUDENGE	02/04/2020	20 524,76	10	0,00	2 052,48	2 052,48	0,00	18 472,28			0,00	
1971	FOURNITURE 4 CONTENEURS SEMI ENTERRES VERRE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE AUDENGE	02/04/2020	18 045,11	10	0,00	1 804,51	1 804,51	0,00	16 240,60			0,00	
1972	FOURNITURE 3 CONTENEURS SEMI ENTERRES CS AU RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE AUDENGE	02/04/2020	18 112,94	10	0,00	1 811,29	1 811,29	0,00	16 301,65			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1961	CYLINDRES ET PASSES RESPONSABLE DES BÂTIMENTS - D. DE SARTIGES / COBAN	21/04/2020	3 312,53	1	0,00	3 312,53	3 312,53	0,00	0,00			0,00	
1969	CONNECTCLIP POUR ADAPTATION POSTE DE TRAVAIL RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	18/05/2020	157,00	1	0,00	157,00	157,00	0,00	0,00			0,00	
1979	COFFRE FORT REGIE TRANSPORT RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER / COBAN	28/05/2020	192,60	1	0,00	192,60	192,60	0,00	0,00			0,00	
1976	4 BORNES A VERRE LEGE - MIOS - BIGANOS RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COBAN	08/06/2020	6 973,56	10	0,00	697,36	697,36	0,00	6 276,20			0,00	
1989	FOURNITURE DE TOTEMS CONTENEURS SEMI-ENTERI RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / 8 COMMUNES	28/07/2020	13 742,85	10	0,00	1 374,29	1 374,29	0,00	12 368,56			0,00	
1995	TRANSPALETTE DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES	08/09/2020	416,77	1	0,00	416,77	416,77	0,00	0,00			0,00	
2006	CUVE BETON POUR CSE DE CLAOUEY	03/11/2020	3 205,02	10	0,00	320,50	320,50	0,00	2 884,52			0,00	
2008	BC17 : TRAVAUX ET POSE 3 CONTENEURS SEMI ENTEI RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COMMUNE BIGANOS	04/11/2020	21 712,38	10	0,00	2 171,00	2 171,00	0,00	19 541,38			0,00	
2012	TOTEM DECHETERIE MOBILE LA VIGNE RESPONSABLE CENTRES DE TRANSFERT DECHETERIES - A.GODIN / DECHETERIE MOBILE	12/11/2020	2 508,00	10	0,00	251,00	251,00	0,00	2 257,00			0,00	
2018	COMPTEURS TUBES PISTES CYCLABLES ANDERNOS E	13/11/2020	6 672,00	10	0,00	667,20	667,20	0,00	6 004,80			0,00	
2017	COUPEUSE PLAN RESPONSABLE LOGISTIQUE INTERNE - M. BERENGUER /	02/12/2020	1 038,00	10	0,00	103,80	103,80	0,00	934,20			0,00	
2027	TOTEM PAV RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / COBAN	18/12/2020	4 684,26	10	0,00	0,00	0,00	0,00	4 684,26			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2188 - Autres immobilisations corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
2030	FOURNITURE PANNEAUX DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD / DECHETERIES COBAN	19/01/2021	10 382,67	10	0,00	0,00	0,00	0,00	10 382,67			0,00	
2040	8 CAISSES PALETTES DECHETERIES RESPONSABLE DECHETERIES - B. PLUMARD /	01/02/2021	1 169,72	10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 169,72			0,00	
2080	FOURNITURE 4 BORNES AERIENNES DE VERRE RESPONSABLE TRAITEMENT - E. POCHET / DECHETERIE AUDENGE	03/08/2021	21 108,35	10	0,00	0,00	0,00	0,00	21 108,35			0,00	
2085	BC 33 : IMPLANTATION 3 CSE DECHETERIE BIGANOS ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE BIGANOS	26/08/2021	11 831,83	10	0,00	0,00	0,00	0,00	11 831,83			0,00	
2086	BC 34 : IMPLANTATION 3 CSE DECHETERIE LEGE ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE LEGE	26/08/2021	12 477,84	10	0,00	0,00	0,00	0,00	12 477,84			0,00	
2087	BC 31 : IMPLANTATION 3 CSE DECHETERIE MARCHEPF ETUDES ET TRAVAUX / DECHETERIE MARCHEPRIME	26/08/2021	10 615,76	10	0,00	0,00	0,00	0,00	10 615,76			0,00	
2089	BC 36 : REMPLACEMENT CSE AVENUE DU SEMAPHORI ETUDES ET TRAVAUX / COMMUNE DE LEGE	26/08/2021	9 515,49	10	0,00	0,00	0,00	0,00	9 515,49			0,00	
2097	TOTEM DE TRI PAV + ARCEAU DE SECURITE - BLAGON	30/09/2021	1 448,72	10	0,00	0,00	0,00	0,00	1 448,72			0,00	
Total du compte : 2188			1 872 125.13		1 309 508,88	68 125.03	1 377 633.91	255.67	467 164.26			27 071.29	-15 179.77

Compte: 2313 - Constructions

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type *(1)*	Date *(2)*	Montant	
1952	6 ABRIS VELOS SECURISES DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / 8 COMMUNES	27/03/2020	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 2313			-		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 2317 - Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1713	TRAVAUX DE VOIRIE - CAASI ANDERNOS ETUDES ET TRAVAUX / CAASI ANDERNOS	12/10/2018	634 730,02		0,00	0,00	0,00	0,00	634 730,02			0,00	
1741	TRAVAUX DE VOIRIE - MODIFICATION DU GIRATOIRE ZA ETUDES ET TRAVAUX / ZAC CARREROT DE BIGANOS	29/11/2018	13 977,60		0,00	0,00	0,00	0,00	13 977,60			0,00	
1841	MISSION G2 AVP GIRATOIRE RD1250 REGANEAU ETUDES ET TRAVAUX / ZAE	17/06/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
2042	BC14 - REHABILITATION VOIRIE RUE DENIS PAPIN + GU ETUDES ET TRAVAUX /	04/03/2021	2 822,40		0,00	0,00	0,00	0,00	2 822,40			0,00	
2068	REHABILITATION RUE EIFFEL ZAE BIGANOS ETUDES ET TRAVAUX / ZAC CARREROT DE BIGANOS	08/06/2021	402 268,31		0,00	0,00	0,00	0,00	402 268,31			0,00	
2134	BC12 - MO REHABILITATION VOIRIE RUE DE LA PRAYA - ETUDES ET TRAVAUX / ZAC BREDOUILLE LEGE	21/12/2021	5 640,00		0,00	0,00	0,00	0,00	5 640,00			0,00	
Total du compte : 2317			1 059 438.33		0,00	0,00	0,00	0,00	1 059 438.33			0,00	0,00

Compte: 238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immos corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1014-AVANCE	AVANCE S/MARCHE REALIS APPENTIS DECHETERIES DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	06/12/2012	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
AVANCE-1139	AVANCE/TRX CREATION 2 AIRES COVOITURAGE MARC ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT /	17/10/2013	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1364	REALISATION DEPOT PLATEFORME DE LEGE - AVANCE ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / DEPOT DE LEGE	21/08/2015	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 238 - Avances et acomptes versés sur commandes d'immos corporelles

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1384 AVANCE	PEI DE MARCHEPRIME - AVANCES SUR TRAVAUX ADJOINT DIR GENERALE SCES TECHNIQUES - S. COYAULT / PEI MARCHEPRIME	24/11/2016	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1464 AVANCE	EXTENSION QUAIS CTLEGE - LOT 1 : VRD FONDATIONS DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT / CENTRE TRANSFERT LEGE	03/04/2017	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1598 AVANCE	TX DE VOIRIE ET RESEAUX DIVERS - DECHETERIES ET DIRECTION GENERALE SERVICES TECHNIQUES - S. COYAULT /	20/11/2017	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1858 AVANCE	MS1 : CREATION PISTE CYCLABLE MARCHEPRIME BIAI ETUDES ET TRAVAUX / PISTE CYCLABLE ENTRE MARCHEPRIME ET BIARD	29/07/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1859 AVANCE	AMENAGEMENT PLATEFORME DECHETS VERTS - AVAI ETUDES ET TRAVAUX / PLATEFORME DECHETS VERTS ANDERNOS	30/07/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
1982 AVANCE	MS2 : CREATION PISTE CYCLABLE ANDERNOS QUERQ ETUDES ET TRAVAUX /	01/07/2020	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 238			-		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	0,00

Compte: 266 - Autres formes de participation

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1996	DOTATION DU FONDS DE SOLIDARITE ET DE PROXIMIT	02/09/2020	135 478,00		0,00	0,00	0,00	0,00	135 478,00			0,00	
Total du compte : 266			135 478.00		0,00	0.00	0.00	0.00	135 478.00			0.00	0.00

Compte: 274 - Prêts

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Compte: 274 - Prêts

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1001	AVANCE DE TRESORERIE DIRECTION GENERALE ADJOINT - F. ROY / COBAN	23/10/2012	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 274			-		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00			0,00	0,00

Compte: 275 - Dépôts et cautionnements versés

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1558	CAUTION BORNE RECHARGE TELEPHONES + VELOS E DIRECTION GENERALE DES SERVICES / COMMUNE ANDERNOS	26/07/2017	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 275			-		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00			0.00	0.00

Compte: 27638 - Autres établissements publics

N° inventaire	Désignation Service / Localisation (3)	Acquisition		Amortissement				Total sorties exercices antérieurs	Valeur Nette Comptable au 31/12/2021	Total sorties exercice en cours			Plus / moins value
		Date	Valeur origine	Durée	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice			Type (1)	Date (2)	Montant	
1444	DOTATION INITIALE AU BUDGET DECHETERIE PROFES FINANCES /	02/05/2016	25 000,00		0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00			0,00	
1757	AVANCE REMBOURSABLE 2018 - SELON DELIB. 106-201	15/01/2019	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00			0,00	
Total du compte : 27638			25 000.00		0.00	0.00	0.00	0.00	25 000.00			0.00	0.00

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

	Acquisition	Amortissement			Valeur Nette Comptable au 31/12/2021		
	Valeur origine	Total antérieur	Exercice en cours	Total fin Exercice		exercice en cours	Plus / moins value
Total général :	60 375 244,84	16 359 679,10	2 860 637,97	19 220 317,07	41 113 484,10	36 771,42	135 238,70

(1) T = Sortie totale, P = Sortie partielle, M = Mis à disposition, D = Donné en affectation (2) Multi = Plusieurs sorties sur l'exercice courant (3) Multi = Plusieurs services ou localisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PIECE N° 5

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
TRES. AUDENGE
N° CODIQUE 033003
Date Edition : 16/02/2022

CA COBAN
BUDGET PRINCIPAL

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Emmanuelle MALBRANCQ
M Rodolphe JEANROY

033003 TRES. AUDENGE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 16/02/2022
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

Nomenclature M14 sup egal 10000h
Voté par Nature avec ref. fonct.

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 32
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 46
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 47
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 92
4EME PARTIE : Page des signatures 93

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63000 - CA COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros		3 119 376,26		19 968,49	451 243,83		451 243,83	3 139 344,75		2 688 100,92
164	**Sous Total compte 164**		**3 119 376,26**		**19 968,49**	**451 243,83**		**451 243,83**	**3 139 344,75**		**2 688 100,92**
16884	Ints courus sur emprunts éts financiers		31 153,68	31 153,68	23 949,03			31 153,68	55 102,71		23 949,03
1688	**Sous Total compte 1688**		**31 153,68**	**31 153,68**	**23 949,03**			**31 153,68**	**55 102,71**		**23 949,03**
168	**Sous Total compte 168**		**31 153,68**	**31 153,68**	**23 949,03**			**31 153,68**	**55 102,71**		**23 949,03**
16	**Sous Total compte 16**		**3 150 529,94**	**31 153,68**	**43 917,52**	**451 243,83**		**482 397,51**	**3 194 447,46**		**2 712 049,95**
192	Plus ou moins-values cessions immo		65 255,07			21 869,53	157 046,00	21 869,53	222 301,07		200 431,54
193	Autres neutralisations et régularisation	15 280,82		42 057,83				57 338,65		57 338,65	
19	**Sous Total compte 19**	**15 280,82**	**65 255,07**	**42 057,83**		**21 869,53**	**157 046,00**	**79 208,18**	**222 301,07**		**143 092,89**
	Total classe 1	**58 795,35**	**51 733 034,69**	**1 832 464,67**	**1 784 179,19**	**728 076,56**	**1 786 597,85**	**2 619 336,58**	**55 303 811,73**	**113 452,18**	**52 797 927,33**
2031	Frais d'études	317 843,39			60 038,76	301 509,59	93 199,23	619 352,98	153 237,99	466 114,99	
203	**Sous Total compte 203**	**317 843,39**			**60 038,76**	**301 509,59**	**93 199,23**	**619 352,98**	**153 237,99**	**466 114,99**	
204132	Bâtiments et installations	425 456,40			82 994,14	105 674,76		531 131,16	82 994,14	448 137,02	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Page des signatures

63000 - CA COBAN

Exercice 2021

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

LELONG Fabienne (1002804509-0), Inspecteur des Finances Publiques A **DRFiP D'AQUITAINE ET DEPT G...**, le **17/02/2022**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **CA COBAN** pendant l'année **2021** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

MALBRANCQ Emmanuelle (1001101663-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **AUDENGE**, le **28/02/2022**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PIECE N° 6

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté d'agglomération - COBAN (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24330150400052

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE AUDENGE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 688 100,92**					**451 243,83**	**88 775,59**	**0,00**	**23 949,03**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 688 100,92					451 243,83	88 775,59	0,00	23 949,03
0287		0,00	B-1	90 726,00	1,00	C	EURIBOR	3,816	90 726,00	5 791,17	0,00	9,78
5550217/PA		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,560	33 129,46	1 179,41	0,00	0,00
A3306104/866157M		0,00	B-1	640 990,28	9,58	C	EURIBOR	4,610	51 971,22	26 557,75	0,00	10 768,64
A3306142		0,00	A-1	0,00	0,00	F		4,070	147 607,27	6 007,62	0,00	0,00
MIN237337EUR		0,00	B-1	472 648,16	14,50	C	EURIBOR	3,220	20 860,57	15 861,51	0,00	8 906,53
MIN242695EUR		0,00	A-1	366 126,11	10,75	F		3,760	25 106,68	19 172,16	0,00	1 582,68
MON514078EUR/ EX MON511187EUR		0,00	A-1	492 000,00	10,08	F		0,900	48 000,00	4 698,00	0,00	1 107,00
NE02809550		0,00	A-1	625 610,37	16,08	F		1,491	33 842,63	9 507,97	0,00	1 574,40
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 688 100,92**					**451 243,83**	**88 775,59**	**0,00**	**23 949,03**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PIECE N° 7

CONTROLE SUR PLACE DE REGIE PAR L'ORDONNATEUR

PROCES VERBAL DE VERIFICATION :REGIE D'AVANCES DEPENSES SERVICES COBAN

Contrôle effectué en date du 23/05/2022

Par Christel LACOTTE, Directrice financière adjointe

GENERALITES

1. **Date de l'arrêté constitutif** 23/11/2017

   Lieu d'installation COBAN-46 AVENUE DES COLONIES -33510 ANDERNOS LES BAINS

2. **Périodicité de fonctionnement**

Continue	oui	~~non~~
~~Occasionnelle~~	~~périodicité~~	

3. **Régisseur** BITON carole

   Date de nomination 23/11/2017

4. **L'avis conforme a-t-il été sollicité ?**

Pour l'arrêté constitutif de la régie	oui	~~non~~
Pour l'arrêté de nomination du régisseur	oui	~~non~~

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

5. Cautionnement :

Montant : 460 €

Modalités de réalisation :

N° d'adhérent à l'AFCM : G3-129-4871

Le régisseur est-il à jour de sa cotisation : oui ~~non~~

Montant total de l'avance	3200 €
Le montant du cautionnement devrait être de :	460 € Adéquation du montant du cautionnement avec le montant de l'avance accordée

6. Assurance :

Le régisseur est-il assuré ? oui ~~non~~

AMF

7. Documentation :

Le régisseur est-il en possession de l'instruction sur les régies :

oui ~~non~~

Possède -t-il une copie des pièces de la régie : oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

(Délibération, arrêtés de création, de nomination .....)

oui ~~non~~

8. Examen des dépenses à régulariser par le régisseur

- Examen des pièces justificatives de dépenses et rapprochement avec les bordereaux de versement de dépenses

Période contrôlée : 01/01/22 au 13/05/2022

Remarques : pas de dépenses en cours de régularisation .Le solde du compte DFT est égal à 3200€ soit le montant total de l'avance consentie .

- Régies avances

L'avance est-elle suffisante ? oui

Périodicité de versement des pièces de dépenses par le régisseur pour reconstituer l'avance initiale : Mensuelle

Conformité des dépenses réglées avec celles autorisées dans l'acte constitutif ? oui

9. COMPTABILITE TENUE DES PAR LE REGISSEUR

- Comptabilité :

  Est-elle à jour lors du contrôle ? oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

- Nature des journaux utilisés :

  Registre à souches donné par le comptable :

  Journal grand livre : oui

  Système informatisé : Tableur excel

  Visa par le vérificateur de tous les registres ouverts au jour du contrôle : oui

9.Appréciation d'ensemble sur le fonctionnement de la régie

Fonctionnement correct

Le régisseur

Carole Biton



Le vérificateur

Christel LACOTTE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

FINANCES PUBLIQUES

Opérations des 60 derniers jours

(tri par date d'opérations)

Numéro de compte :
00002002682

Intitulé du compte :
REGIE CC BASSIN ARCACHON NORD

Date de consultation :
23/05/22

Solde du compte au 22/05/2022
3 200,00

Date opération	Date valeur	Libellé	Débit	Crédit	Solde

0 opération(s) recensée(s) dans ce document

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PIECE N° 8

CONTROLE SUR PLACE DE REGIE PAR L'ORDONNATEUR

PROCES VERBAL DE VERIFICATION :REGIE DE RECETTE TRANSPORTS

Contrôle effectué en date du 31 mars 2022

Par Christel LACOTTE, Directrice financière adjointe

GENERALITES

1. **Date de l'arrêté constitutif** 07/04/2020

   Lieu d'installation COBAN-46 AVENUE DES COLONIES -33510 ANDERNOS LES BAINS

2. **Périodicité de fonctionnement**

Continue	oui	~~non~~
~~Occasionnelle~~	~~périodicité~~	

3. **Régisseur** AGOUDAL Sophie

   Date de nomination 07/04/2020

4. **L'avis conforme a-t-il été sollicité ?**

Pour l'arrêté constitutif de la régie	oui	~~non~~
Pour l'arrêté de nomination du régisseur	oui	~~non~~

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

5. Cautionnement :

Montant : 1800€

Modalités de réalisation :

N° d'adhérent à l'AFCM : G3-1064702

Le régisseur est-il à jour de sa cotisation : oui ~~non~~

Total des recettes de l'exercice :	EXERCICE 2021 165622.00€
Soit une moyenne mensuelle de :	13802€
Le montant du cautionnement devrait être de :	1800€ Adéquation du montant du cautionnement avec le montant des fonds maniés durant l'exercice

6. Assurance :

Le régisseur est-il assuré ? oui ~~non~~

AMF

7. Documentation :

Le régisseur est-il en possession de l'instruction sur les régies :

oui ~~non~~

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Possède -t-il une copie des pièces de la régie :

(Délibération, arrêtés de création, de nomination .....)

oui ~~non~~

Reconnaissance des fonds et valeurs

Chèques		
Nom	**Montant**	**DATE**
VALOIS GERARD	15€	29/03/2022
Total	15€	

8. Plafond d'encaisse

Montant : 30 000€

Le plafond autorisé est-il respecté ? oui

Nombre de dépassement constatés sur un an ? aucun

9. Fonds de caisse

Le régisseur possède t- il un fonds de caisse ? non

Est-il prévu par l'acte constitutif ? néant

Quel est son montant ? néant

Est-il trop élevé ou trop faible ? néant

Remarques : Pas de paiement en espèces constaté – Moyen de paiement non autorisé dans le règlement de la régie transports

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

10. Examen des recettes réalisées par le régisseur

- Tarifs pratiqués :

Les tarifs sont ils affichés et lisibles pour le public ?

~~oui~~ non

Le régisseur est-il en possession des délibérations exécutoires ?

oui ~~non~~

- Examen des pièces justificatives de recettes et rapprochement avec les bordereaux de versement de recettes

Période contrôlée : 01/01/22 au 31/03/22

Remarques : Total des recettes encaissées du 01/01/22 au 31/03/22: 1943€

Total des titres émis pour la même période 1388 € solde du compte DFT 555.00 – 1.94€ frais CB soit 553.06€

11. REGIE DE RECETTES

Respect de la périodicité de versement des recettes fixées dans l'acte constitutif ?

oui ~~non~~

Chèques : Sont-ils versés régulièrement ?

oui ~~non~~

Conformité des recettes encaissées avec celles autorisées dans l'acte constitutif ?

oui ~~non~~

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Conformité des modes d'encaissement avec ceux autorisés dans l'acte constitutif ?

oui ~~non~~

12. COMPTABILITE TENUE DES PAR LE REGISSEUR

- Comptabilité :

  Est-elle à jour lors du contrôle ? oui

- Nature des journaux utilisés :

  Registre à souches donné par le comptable :

  Journal grand livre : oui

  Système informatisé : ANVERGUR

  Visa par le vérificateur de tous les registres ouverts au jour du contrôle : oui

13.MESURES DE SECURITE

- Installation de la régie

  Lieu bureau du service Finances

- Protection des fonds : Protections du local (portes et fenêtres)

  Description : Volets roulants aux fenêtres -Portes fermées à clé

  Existe-t-il un coffre-fort

  oui ~~non~~

  Nombre de personnes pouvant y accéder : 3

  Modification régulière de la combinaison ?

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

~~oui~~ non

Dépôt des clés après la fermeture des locaux : code digital

14. Appréciation d'ensemble sur les protections existantes

Protections existantes correctes

15. Appréciation d'ensemble sur le fonctionnement de la régie

Fonctionnement correct

16. Points à améliorer

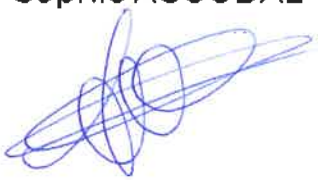
Affichage des tarifs à l'accueil

Changement plus fréquent de la combinaison du coffre-fort

Logiciel de gestion : Impossibilité d'éditer un bordereau mensuel détaillant l'ensemble des encaissements par nature de paiement et par redevables en format PDF (situation figée - seul un tableur EXCEL existe mais non peu modifié à tout moment)

Le régisseur

Sophie AGOUDAL



Le vérificateur

Christel LACOTTE



PIECE N° 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI
ID : 033-243301504-20211220-2021_145_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2021-145

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

AJUSTEMENT DU REGLEMENT D'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL A LA COBAN – MISE EN ŒUVRE DES 1 607 HEURES

Le 15 décembre 2021 à 17 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 9 décembre 2021
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 33
Votants : 38

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, Mme GALLANT, M. CHAUVET, Mme BRUDY, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme CHAPPARD, M. BELLIARD, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, Mme BATS, M. RECAPET, Mme DUBARRY, M. BAGNERES, Mme MARENZONI, M. MANO.

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme CALATAYUD à M. DUBOURDIEU
Mme JOLY à M. DEVOS
M. MARTIN à M. MARLY
M. GATINOIS à M. LAFON

Secrétaire de séance : M. DUBOURDIEU

****

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI
ID : 033-243301504-20211220-2021_145_DEL-DE

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

VU le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

VU la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale ;

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

VU le décret n° 2004-777 du 29 juillet 2004 relatif à la mise en œuvre du temps partiel dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale.

VU la circulaire n° NOR MFPF1202031C du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 ;

VU le décret n° 2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI
ID : 033-243301504-20211220-2021_145_DEL-DE

VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 (modifié par le décret n° 2020-524 du 5 mai 2020) relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

VU la circulaire NOR : RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l'application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique ;

VU la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU les délibérations encadrant l'organisation et la gestion du temps de travail au sein de la communauté d'agglomération,

VU l'avis du Comité technique en date du 3 novembre 2021 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 23 novembre 2021 ;

CONSIDERANT qu'il revient à l'assemblée délibérante de la communauté d'agglomération de définir, dans les conditions fixées à l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les règles relatives au temps de travail de ses agents.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **REVISER** le règlement du temps de travail en annexe de la présente délibération, qui définit les règles d'organisation et de gestion du temps de travail au sein de la communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur ;
- **AFFIRMER,** comme cela est formalisé dans le règlement du temps de travail, que la durée annuelle de référence du travail effectif au sein de la collectivité est de 1 607 heures pour un agent à temps complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées, et ce à compter du 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI
ID : 033-243301504-20211220-2021_145_DEL-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***REVISE le règlement du temps de travail en annexe de la présente délibération, qui définit les règles d'organisation et de gestion du temps de travail au sein de la communauté d'agglomération du bassin d'Arcachon dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur ;***
- ***AFFIRME, comme cela est formalisé dans le règlement du temps de travail, que la durée annuelle de référence du travail effectif au sein de la collectivité est de 1 607 heures pour un agent à temps complet, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées, et ce à compter du 1er janvier 2022.***

Vote :
Pour : 38
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 16 décembre 2021

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Par délégation,
la Vice-Présidente
Nathalie Le Yondre

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

PIECE N° 10

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-20[illegible]DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2021-66

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MISE EN ŒUVRE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) POUR LES AGENTS DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD (COBAN)

Le 6 avril 2021 à 17 heures 00, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. Bruno LAFON.

Date de la convocation : 31 mars 2021
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 30
Votants : 36

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. MARTINEZ, M. ROSSIGNOL, Mme GALLANT, M. CHAUVET, Mme BRUDY, Mme CHAIGNEAU, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, Mme CALATAYUD, M. POHL, M. BELLIARD, Mme BANOS, M. BOURSIER, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, M. MARTIN, Mme DUBARRY, M. BAGNERES, Mme MARENZONI, M. MANO, M. FRANCOIS

Pouvoirs :
M. DANEY à Mme LE YONDRE
M. CHAMBOLLE à Mme CHAIGNEAU
Mme CHAPPARD à Mme BANOS
Mme GUILLERM à M. MARTIN
Mme BATS à M. MARTINEZ
M. RECAPET à Mme CALATAYUD

Absents :
Mme BRISSET
Mme CAZAUX

Secrétaire de séance : M. MARLY

****

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 88,
VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
VU le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
VU le décret modifié n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
VU les arrêtés suivants :

- arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

- arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 30 décembre 2016 pris pour l'application au corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

- arrêté du 7 décembre 2017 pris pour l'application au corps des conservateurs du patrimoine relevant du ministère de la culture et de la communication des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

- arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques,
- arrêté du 13 juillet 2018 portant application au corps des médecins inspecteurs de santé publique des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
- arrêté du 8 avril 2019 portant application au corps des inspecteurs de santé publique vétérinaire des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU la délibération de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord en date du 28 juin 2016 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel au bénéfice des agents,

VU la circulaire du 3 avril 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique territoriale,

VU la délibération de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord en date du 26 septembre 2017 relative à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel au bénéfice des agents,

VU la délibération de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord en date du 3 avril 2018 relative à l'adaptation des dispositions relatives aux modalités de maintien et de suppression du complément indemnitaire annuel,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord en date du 15 décembre 2020 n° 2020-136 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les cadres d'emplois d'ingénieur territorial, de technicien territorial, de puéricultrice territoriale et d'éducateur territorial de jeunes enfants,

VU l'avis favorable du Comité Technique du 17 mars 2021,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 23 mars 2021,
VU le tableau des effectifs,
VU les crédits inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord,

CONSIDERANT qu'il convient d'instaurer au sein de la COBAN, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant,
CONSIDERANT qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

Préambule

Chaque assemblée délibérante peut instaurer un régime indemnitaire au profit de ses agents en vertu du principe de libre administration et de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984. Elle fixe la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen ou le montant des indemnités applicables à ses agents. L'attribution des montants individuels de régime indemnitaire relève de la compétence de l'autorité territoriale dans le respect des critères définis par l'assemblée délibérante.

L'assemblée peut suivre les dispositions prévues pour les fonctionnaires d'Etat de corps équivalent ou mettre en place un système original dans le respect du principe de parité selon lequel les agents territoriaux ne peuvent pas bénéficier d'un régime plus favorable que celui auquel peuvent prétendre les fonctionnaires d'Etat de corps équivalent au cadre d'emplois concerné.

Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré au profit des fonctionnaires d'Etat un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Le dispositif est transposable aux agents territoriaux, mais sa mise en œuvre repose sur l'adoption d'une délibération par l'assemblée délibérante de la collectivité. Ce nouveau régime indemnitaire a vocation à remplacer l'ensemble des primes et indemnités de même nature, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

l'exclusion des primes listées dans l'arrêté du 27 août 2015, dans une logique de simplification de la rémunération des agents.

Il se décompose en deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui valorise le niveau de responsabilité, d'expertise et d'exposition à des sujétions particulières spécifique au poste, ainsi que, à titre facultatif, l'expérience professionnelle acquise individuellement par l'agent. C'est la part principale et mensuelle de ce nouveau dispositif indemnitaire ;

- le complément indemnitaire annuel (CIA) qui prend en compte l'engagement professionnel et la manière de servir – individuels et appréciés lors de l'entretien professionnel. Son versement à titre individuel est facultatif mais sa mise en œuvre est obligatoire.

Dans le cadre de ces évolutions réglementaires, la COBAN a déjà mis en place le RIFSEEP et souhaite modifier sa structuration.

Dans un premier temps, un état des lieux des régimes indemnitaires en vigueur a été conduit. L'ensemble des éléments de diagnostic ont conduit la COBAN à considérer la nécessité d'actualiser le régime indemnitaire existant pour répondre à des enjeux d'harmonisation, d'équité de traitement des agents, de valorisation des compétences et des responsabilités des agents et de modernisation de la gestion des ressources humaines.

Ce nouveau régime indemnitaire conduira à abroger les délibérations en vigueur relatives aux RIFSEEP, pour les agents concernés par le dispositif.

1 Les dispositions communes à la mise en place de l'IFSE et du CIA

Article 1 : Les bénéficiaires

Les bénéficiaires du RIFSEEP sont les agents titulaires, stagiaires et contractuels de droit public sur emploi permanent selon les dispositions décrites ci-après.
Les vacataires et les agents contractuels de droit privé ne peuvent pas bénéficier du RIFSEEP.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont les suivants :

- filière administrative : attaché territorial, rédacteur territorial, adjoint administratif territorial, administrateur territorial ;
- filière animation : animateur territorial, adjoint d'animation territorial ;
- filière culturelle : directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique, conservateur territorial du patrimoine, conservateur territorial des bibliothèques,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

attaché territorial de conservation du patrimoine, bibliothécaire territorial, assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques, adjoint territorial du patrimoine ;

- filière médico-sociale : conseiller territorial socio-éducatif, médecin territorial, psychologue territorial, cadre territorial de santé paramédical, puéricultrice cadre territoriale de santé, sage-femme territoriale, technicien paramédical territorial cadre de santé, infirmier en soins généraux, biologiste, vétérinaire et pharmacien territorial, assistant territorial socio-éducatif, éducateur territorial de jeunes enfants, infirmier territorial, moniteur-éducateur et intervenant familial, technicien paramédical, auxiliaire de soins territorial, auxiliaire de puéricultrice territorial, agent social territorial, ATSEM ;
- filière sportive : conseiller territorial des APS, éducateur territorial des APS, opérateur territorial des APS ;
- filière technique : ingénieur en chef, ingénieur territorial, technicien territorial, agent de maîtrise, adjoint technique territorial, adjoint technique territorial des établissements d'enseignement.

Article 2 : La détermination des groupes de fonctions

Les fonctions de la collectivité sont réparties entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception : il s'agit de valoriser des responsabilités en matière d'encadrement et de coordination d'une équipe, ainsi que l'élaboration et le suivi de dossiers stratégiques ou la conduite de projet.
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions : il est retenu pour ce critère l'acquisition de compétences, les formations suivies, toutes démarches d'approfondissement professionnel sur un poste. A noter qu'il convient de distinguer l'expérience professionnelle de l'ancienneté. L'expérience évoquée traduit l'acquisition de nouvelles compétences, les formations suivies ainsi que toutes démarches d'approfondissement professionnel d'un poste au cours de la carrière. L'ancienneté est matérialisée par les avancements d'échelon.
- Sujétions particulières et degré d'exposition de certains types de postes au regard de son environnement extérieur ou de proximité.

La collectivité a défini 10 groupes de fonction, dont 4 groupes en catégorie A, 3 groupes en catégorie B et 3 groupes en catégorie C.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Catégorie hiérarchique	Groupe de fonction	Intitulé du groupe de fonction
A	A1	Fonctions de direction générale
	A2	Fonctions de direction de pôle/encadrement de plusieurs directions
	A3	Fonctions de responsabilité d'une direction ou d'un service
	A4	Fonctions de responsabilité adjointe, coordination et/ou d'expertise sans encadrement ou de pilotage et chargé de mission
B	B1	Fonctions de responsable de service
	B2	Fonctions de responsabilité adjointe, avec encadrement
	B3	Fonctions bénéficiant d'une expertise sans encadrement
C	C1	Fonctions de responsabilité de service, d'encadrement de proximité, d'assistance de direction, de chargés d'opérations, de gestionnaires comptables ou des marchés publics
	C2	Fonctions d'assistance administrative et technique et toutes les autres fonctions ne relevant pas du groupe C1
	C3	Fonctions opérationnelles d'exécution ou d'accueil et toutes les autres fonctions ne relevant du groupe C2

Les groupes de fonctions sont détaillés dans le tableau présenté en annexe 1 de la présente délibération.

Article 3 : Les règles de cumul

Le RIFSEEP est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ainsi, pour les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP, les primes préexistantes seront automatiquement remplacées par l'IFSE.

Le RIFSEEP est en revanche cumulable avec les primes et indemnités énumérées à l'article 1er de l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement) ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA) ;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (ex. heures supplémentaires ou complémentaires, astreintes) ;
- les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 25 août 2000 ;
- la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction (PREAD) ;
- l'indemnité exceptionnelle de compensation de perte de rémunération (CSG).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

2 Les dispositions propres à l'institution de l'IFSE

Article 4 : Le principe

L'IFSE vise à valoriser les fonctions et responsabilités exercées et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Un montant plancher et un montant plafond d'IFSE socle sont définis pour chaque groupe de fonction. Lors de la première application des dispositions de la présente délibération :

- les agents qui percevaient un montant de régime indemnitaire compris entre le montant plancher et le montant plafond voient leur régime indemnitaire maintenu dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP ;
- les agents qui percevaient un montant de régime indemnitaire inférieur au montant plancher d'IFSE socle sont rattrapés à ce même montant et bénéficient d'une augmentation de leur rémunération dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP.

La COBAN fait le choix de mettre en place la clause de sauvegarde telle qu'instaurée à l'article 6 du décret n°2014-513 du 20 mai 2014. Les agents qui percevaient un montant de régime indemnitaire supérieur au montant plafond de leur groupe de fonction voient leur niveau de régime indemnitaire maintenu dans le cadre de la mise en œuvre du RIFSEEP.

Le montant de cette clause de sauvegarde est diminué en cas d'augmentation du montant de l'IFSE.

L'attribution individuelle de l'IFSE décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Article 5 : La définition des montants de l'IFSE

L'IFSE est composée :

- de l'IFSE socle
- de l'IFSE régie
- de l'IFSE EPI
- de l'IFSE collective

Le montant individuel d'IFSE socle est versé au regard du rattachement du poste de l'agent à un groupe de fonction selon le référentiel métier, compte tenu des montants planchers et plafonds d'IFSE déterminés par groupe de fonction dans le respect du cadre réglementaire en vigueur. Les montants planchers et plafonds d'IFSE socle sont présentés dans le tableau en annexe 2.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Le montant de l'IFSE régie est variable selon l'importance de la régie. Il est versé aux agents éligibles au RIFSEEP faisant fonction de régisseur durant l'année. Il est versé une fois par an en janvier. Il suit les mêmes règles de modulation que l'IFSE (voir article 8).

Le montant de l'IFSE EPI s'établit à 250 € par an. Il est versé aux agents éligibles au RIFSEEP et devant nettoyer leur EPI tout au long de l'année. Il est versé une fois par an en janvier. Il suit les mêmes règles de modulation que l'IFSE (voir article 8).

Le montant de l'IFSE collective s'établit à la somme de 1 700 € brut par an. Il est versé aux agents éligibles au RIFSEEP. Il est versé en deux fois en juin (acompte de 40 %) et en novembre (solde de 60 %). Il suit les mêmes règles de modulation que l'IFSE (voir article 8).

En tout état de cause, les indemnités versées ne peuvent conduire à dépasser les plafonds fixés d'IFSE et de CIA cumulés par les arrêtés d'application du décret n° 2014-513 pour les différents corps de référence de la fonction publique d'Etat et en appliquant la décision n° 2018-727 QPC du 13 juillet 2018 relative au cumul IFSE et CIA pour la prise en compte des plafonds.

2.1 Article 6 : La périodicité et les modalités de versement de l'IFSE

L'IFSE socle est versée mensuellement. L'IFSE collective est versée deux fois par an.

L'IFSE régie et l'IFSE EPI sont versées une fois par an.

Leur montant est proratisé en fonction du temps de travail (y compris pour les agents bénéficiant d'un temps partiel thérapeutique), c'est-à-dire proportionnellement à la quotité de travail effectif.

Article 7 : Le réexamen du montant de l'IFSE

7.1. Dispositions générales

Le montant de l'IFSE attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- en cas de changement de fonctions ;
- au minimum tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Si des gains indemnitaires sont possibles, le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas une revalorisation automatique. Ce sont bien l'élargissement des compétences, l'approfondissement des savoirs et la consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste qui doivent primer pour justifier cette éventuelle revalorisation sur décision de l'autorité territoriale.

7.2. Evolution de l'IFSE en cas de mobilité interne

En cas de changement de fonction au sein du même groupe de fonction, le montant de l'IFSE sera réexaminé par la Direction des Ressources Humaines en lien avec le responsable hiérarchique concerné.

En ce qui concerne les changements de groupes de fonction, le montant de l'IFSE fera l'objet d'un réexamen selon les modalités suivantes :

- en cas d'évolution vers un groupe de fonction d'un niveau supérieur :
  - si le montant d'IFSE de l'agent est inférieur au montant « plancher » de son nouveau groupe de fonction : l'IFSE est réévaluée pour correspondre au montant plancher ;
  - si le montant d'IFSE de l'agent est compris entre le montant « plancher » et le montant « plafond » de son nouveau groupe de fonction : le montant d'IFSE est maintenu ou réévalué ;

- en cas d'évolution vers un groupe de fonction d'un niveau inférieur :
  - si le changement de fonction est lié à une réorganisation ou un reclassement, montant d'IFSE de l'agent est maintenu sinon le montant d'IFSE est ré examiné par l'autorité territoriale.

Article 8 : La modulation de l'IFSE en cas d'éloignement du service

L'IFSE est intégralement maintenue en cas de : congé annuel, congé pour invalidité temporaire imputable au service (accident du travail ou maladie professionnelle), congé maternité, congé de paternité et d'accueil de l'enfant, congé d'adoption, décharge de service pour mandat syndical.

L'IFSE est suspendue en cas de : congés de longue maladie (CLM), congé de longue durée (CLD), congé de grave maladie (CGM), suspension de fonctions, grève.

L'IFSE suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire (CMO).

En cas de temps partiel thérapeutique, le montant d'IFSE est fixé au prorata de la quotité de travail effectif de l'agent sauf s'il fait suite à un congé pour invalidité temporaire imputable au service (maintien à 100 %).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

3 Les dispositions propres à l'institution du CIA

Article 9 : Le principe

Le complément indemnitaire annuel (CIA) tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, dont l'appréciation se fonde sur l'entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct. L'attribution du CIA est ainsi conditionnée à la réalisation d'un compte-rendu de l'entretien professionnel annuel.

Article 10 : Les modalités d'attribution du CIA

Le CIA fait l'objet d'un versement annuel, en une seule fraction, non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Le montant individuel du CIA est compris entre 0 et 100 % du montant maximal de 275€. Des critères sont spécifiquement déterminés pour réaliser l'attribution. La notation se situe entre 0 et 20, à partir de 10/20, les agents perçoivent 25€ puis 25€ supplémentaires pour chaque point supplémentaire jusqu'à 275€.

En tout état de cause, les indemnités versées ne peuvent conduire à dépasser les plafonds fixés d'IFSE et de CIA cumulés par les arrêtés d'application du décret n° 2014-513 pour les différents corps de référence de la fonction publique d'Etat et en appliquant la décision n° 2018-727 QPC du 13 juillet 2018 relative au cumul IFSE et CIA pour la prise en compte des plafonds.

Le montant individuel définitif de CIA est fixé par un arrêté individuel de l'autorité territoriale.

4 Les dispositions générales

Article 11 : L'entrée en vigueur du dispositif

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après accomplissement des formalités administratives rendant le caractère exécutoire à l'acte.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **ABROGER** les délibérations du Conseil communautaire de la COBAN n° 2005/52 du 11 juillet 2005 intitulée « Harmonisation de la prime annuelle versée aux agents », et n° 2008/46 du 7 juillet 2008 relative aux « Modalités de versement de la prime annuelle attribuée aux agents » ;

- **INSTAURER** le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans les conditions indiquées ci-dessus ;

- **RAPPELER** que l'autorité territoriale fixera, par arrêtés individuels, le coefficient afférent à chaque composante du RIFSEEP et les montants correspondants ;

- **QUE** les crédits correspondants sont calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget ;

- **AUTORISER** le Président à prendre tous les actes nécessaires à la mise en application du dispositif présenté ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021[illegible]DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***ABROGE les délibérations du Conseil communautaire de la COBAN n° 2005/52 du 11 juillet 2005 intitulée « Harmonisation de la prime annuelle versée aux agents », et n° 2008/46 du 7 juillet 2008 relative aux « Modalités de versement de la prime annuelle attribuée aux agents » ;***

- ***INSTAURE le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans les conditions indiquées ci-dessus ;***

- ***RAPPELLE que l'autorité territoriale fixera, par arrêtés individuels, le coefficient afférent à chaque composante du RIFSEEP et les montants correspondants ;***

- ***QUE les crédits correspondants sont calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget ;***

- ***AUTORISE le Président à prendre tous les actes nécessaires à la mise en application du dispositif présenté ci-dessus.***

Vote :
Pour : 36
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 13 AVR. 2021

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_65_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

ANNEXE 1

Référentiel métier : composition des groupes de fonction

CATEGORIES	EMPLOIS/METIERS
A1	DGS
	DGAR
	DGA Cadre de vie
	DGST
A2	
A3	DIR Communication
	DIR Développement économique
	DIR Finances
	DIR Eau potable
	DIR Pôle juridique
	Chef de service bâtiment
	Directrice LAEP
	Chef du service collecte et traitement
A4	ASS Communication
	Chargé de mission auprès du DGS
	Chargé de mission
	Chef de projet équipements aquatiques
	Coordonnateur enfance
	Développement économique
	Chargé de mission Mobilités actives
	Archiviste
	Chargé de mission mobilités durables
	Adjointe au Chef de service collectes et traitement
B1	Chef de service Ressources Humaines
	Chef de service déchèteries et quais de transfert
	Chef de service Etudes et travaux
	Chef du service transport
B2	Encadrant déchèteries
	Chef ADS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021[illegible]DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

B3	Instructeur ADS
	Chargé d'opération VRD/Eau potable
	Chargé d'opération VRD
	Chargé d'opération Etudes et travaux
	Informatique/ logistique
	Assistante Direction
	Chargé de la Commande publique MP
C1	Encadrant quais de transfert déchèterie professionnelle
	Assistant service collecte
	ASS RH
	Adjoint RH et ASS DIR
	ADJ Finances
	ADJ M PUB
	Instructeur ADS
	Assistante dév eco
	Assistante Direction Serv Technique
C2	Redevance spéciale
	Agent administratif
	Assistante Technique
	Assistante communication
	ASS Transport
	Adjoint au Numéro Vert
	Secrétariat ADS
	Ambassadeur du tri
	Agent d'entretien
C3	Agent d'accueil
	Agent d'accueil en déchèterie
	Agent d'accueil plateforme déchets verts
	Gardien de quais de transfert
	Contrôleur collectes
	Livreur de bacs
	Logistique déchèteries

* Les fonctions et cadre d'emplois mentionnés sont indicatifs et sont susceptibles d'évoluer dans le respect des définitions des groupes de fonction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021[illegible]DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

ANNEXE 2

Montants d'IFSE et de CIA par groupe de fonction (exprimés en euros bruts)

Groupe de fonction	Montants planchers mensuels de l'IFSE	Montants plafonds mensuels de l'IFSE
A1	1 500 €	4 000 €
A2	1 000 €	2 500 €
A3	500 €	1 750 €
A4	200 €	1 500 €
B1	500 €	1 380 €
B2	350 €	1 000 €
B3	200 €	800 €
C1	350 €	700 €
C2	275 €	650 €
C3	175 €	600 €

Pour rappel, les indemnités versées ne peuvent conduire à dépasser les plafonds fixés par les arrêtés d'application du décret n° 2014-513 pour les différents corps de référence de la fonction publique d'Etat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_65_DEL-AI

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-20[illegible]DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

ANNEXE 3

Les plafonds de la fonction publique d'Etat

	RIFSEEP maxi groupe 1	RIFSEEP maxi groupe 2	RIFSEEP maxi groupe 3	RIFSEEP maxi groupe 4
Administrateur territorial	58 800 €	55 200 €	49 800 €	
Attaché territorial	42 600 €	37 800 €	30 000 €	24 000 €
Secrétaire de mairie	42 600 €	37 800 €	30 000 €	24 000 €
Rédacteur territorial	19 860 €	18 200 €	16 645 €	
Adjoint administratif territorial	12 600 €	12 000 €		
Animateur territorial	19 860 €	18 200 €	16 645 €	
Adjoint d'animation	12 600 €	12 000 €		
Directeur d'établissement territorial d'enseignement artistique	42 600 €	37 800 €	30 000 €	24 000 €
Conservateur territorial du patrimoine	55 200 €	47 400 €	40 530 €	37 000 €
Conservateur territorial des bibliothèques	40 000 €	37 000 €	35 000 €	
Attaché territorial de conservation du patrimoine	35 000 €	32 000 €	32 000 €	
Bibliothécaire territorial	35 000 €	32 000 €		
Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques	19 000 €	17 000 €	17 000 €	
Adjoint territorial du patrimoine	12 600 €	12 000 €		
Conseiller territorial socio-éducatif	30 000 €	24 000 €		
Médecin territorial	50 800 €	45 000 €	34 700 €	
Psychologue territorial	22 920 €	18 000 €		
Cadre territorial de santé paramédical	22 920 €	18 000 €		
Puéricultrice cadre territoriale de santé	22 920 €	18 000 €		
Sage-femme territoriale	22 920 €	18 000 €		
Technicien paramédical territorial cadre de santé	22 920 €	18 000 €		
Infirmier territorial cadre de santé	22 920 €	18 000 €		
Puéricultrice territoriale	22 920 €	18 000 €		
Infirmier en soins généraux	22 920 €	18 000 €		
Biologiste, vétérinaire et pharmacien territorial	58 800 €	55 200 €	49 800 €	
Assistant territorial socio-éducatif	22 920 €	18 000 €		
Educateur territorial de jeunes enfants	15 680 €	15 120 €	14 560 €	
Infirmier territorial	10 230 €	9 100 €		
Moniteur-éducateur et intervenant familial	10 230 €	9 100 €		
Technicien paramédical	10 230 €	9 100 €		
Auxiliaire de puériculture territorial	12 600 €	12 000 €		
Auxiliaire de soins territorial	12 600 €	12 000 €		
Agent social territorial	12 600 €	12 000 €		
ATSEM	12 600 €	12 000 €		
Conseiller territorial des APS	22 920 €	18 000 €		
Educateur territorial des APS	19 860 €	18 200 €	16 645 €	
Opérateur territorial des APS	12 600 €	12 000 €		
Ingénieur en chef	67 200 €	58 800 €	55 210 €	49 800 €
Ingénieur territorial	42 600 €	37 800 €	30 000 €	
Technicien territorial	19 860 €	18 200 €	16 645 €	
Agent de maîtrise	12 600 €	12 000 €		
Adjoint technique territorial	12 600 €	12 000 €		
Adjoint technique territorial des établissements d'enseignement	12 600 €	12 000 €		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-66

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

RAPPORT QUINQUENNAL SUR L'EVOLUTION DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que l'article 148 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 a institué, à compter du 1er janvier 2017, l'obligation pour chaque établissement public de coopération intercommunal (EPCI) de présenter tous les cinq ans un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensations (AC) au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées à l'EPCI.

Cette obligation, instaurée par le législateur, codifiée au 2° du V de l'article 1609 nonies C du Code Général des impôts (CGI), a pour but de réaliser un bilan régulier de la mise en œuvre des transferts de compétences des communes à leur EPCI, afin que l'impact sur les montants d'AC puisse être examiné.

La forme et le contenu de ce rapport sont laissés à la libre appréciation des collectivités.

En effet, en l'absence de dispositions réglementaires relatives à la forme et au contenu que doit revêtir ce document, la Direction Générales des Collectivités Locales précise néanmoins qu'il doit faire l'objet d'un débat au sein de la collectivité et d'une délibération spécifique.

Le rapport est ensuite transmis aux communes membres de l'EPCI.

Aucun délai n'est fixé pour cette transmission obligatoire et les conseils municipaux n'ont pas à approuver ce rapport qui n'est communiqué que pour information.

Etant donné que la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) figure au rang des collectivités devant présenter le rapport quinquennal, la rédaction du rapport quinquennal sur l'évolution des attributions de compensation a été entreprise pour tenir compte de leur variation sur la période 2017 - 2022.

Vu l'avis favorable de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 31 mai 2022 ;

Vu l'avis favorable de la Commission « Finances publiques » du 10 juin 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022 ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la présentation du rapport quinquennal sur l'évolution des attributions de compensation sur la période 2017 – 2022 ;

- **PRECISER** que celui-ci sera notifié aux communes membres après accomplissement des formalités administratives d'usage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE de la présentation du rapport quinquennal sur l'évolution des attributions de compensation sur la période 2017 – 2022 ;***

- ***PRECISE que celui-ci sera notifié aux communes membres après accomplissement des formalités administratives d'usage.***

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

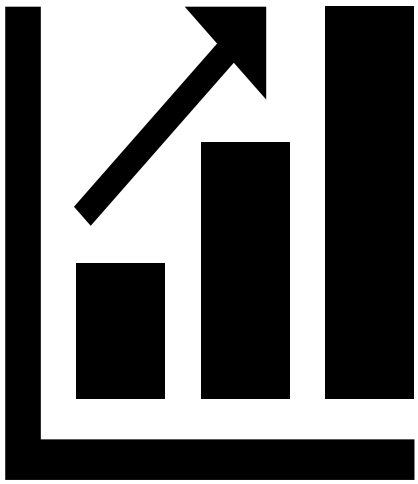
- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 28 JUIN 2022

RAPPORT QUINQUENNAL SUR L'EVOLUTION DU MONTANT DES ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

Sommaire

I. Rappel du Contexte

A. Pourquoi la mise en place d'une CLECT ?
B. Rôle de la CLECT
C. Evaluation des charges
D. Calendriers des réunions de la CLECT
E. Choix retenus par la CLECT pour l'évaluation des charges
F. Les effets du rapport de la CLECT

II. Détermination des recettes transférées

III. Détermination des charges transférées

IV. Attributions de compensation

A. Attributions de compensation initiales
B. Evolution des attributions de compensation
C. Rapport provisoire de la CRC : Révision des AC de Lège Cap Ferret
D. Evolution du montant des AC de 2017 à 2022

V. Evolution des charges transférées

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

I. Rappel du Contexte :

Depuis le 1er janvier 2017, le président de l'EPCI est tenu de présenter tous les cinq ans un rapport sur l'évolution du montant des AC au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées à l'EPCI (2° du V de l'article 1609 nonies C du CGI).

Ce rapport, dont la forme est libre, fait l'objet d'un débat au sein de l'EPCI et d'une délibération spécifique. Il est ensuite obligatoirement transmis aux communes membres de l'EPCI.

Le président de l'EPCI peut s'appuyer sur la CLECT afin de préparer ce rapport.

En effet, dans la mesure où la CLECT s'est prononcée sur l'ensemble des transferts de charges qui ont eu lieu durant cette période, elle est un soutien pertinent pour le président de l'EPCI dans le cadre du rapport quinquennal.

Son objet sera de mettre en évidence l'évolution des attributions de compensation au regard «des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale ».

L'objectif poursuivi par le législateur est d'inciter les collectivités à tenir une comptabilité fiable et précise au regard de l'exercice de chaque compétence. Il peut sembler opportun de mettre en place un suivi analytique du coût de chaque compétence transférée et de le mettre en parallèle avec le montant figé dans les attributions de compensation.

A. Pourquoi la mise en place d'une CLECT ?

Dans sa séance du 28 juin 2016, le Conseil communautaire de la COBAN a décidé :

- Du changement du régime fiscal de la Communauté, passant de la fiscalité additionnelle à celui dit de Fiscalité Professionnelle Unique (FPU), la totalité de la fiscalité économique (Contribution Economique Territoriale notamment) étant perçue dans ce cadre exclusivement par l'intercommunalité ;

- De la prise de nouvelles compétences à compter du 1er janvier 2017, dans le cadre tant de la mise en œuvre du projet communautaire 2015-2025 de la COBAN, qu'afin de prendre en compte les évolutions législatives de l'Eté 2015 ;

- En conséquence, de la création de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

Sont membres de la CLECT depuis le 17 novembre 2020 :

Bruno LAFON, Président

REPRESENTANTS/COMMUNE (MAIRE + 1 CONSEILLER MUNICIPAL OU COMMUNAUTAIRE)

COMMUNES	REPRESENTANTS
ANDERNOS-LES-BAINS	Jean-Yves ROSAZZA Thierry ROSSIGNOL
ARES	Xavier DANEY Jacques BAILLIEUX
AUDENGE	Nathalie LE YONDRE Henri DUBOURDIEU
BIGANOS	Bruno LAFON Sophie BANOS
LANTON	Marie LARRUE Alain DEVOS
LEGE-CAP FERRET	Philippe DE GONNEVILLE Laetitia GUIGNARD
MARCHEPRIME	Manuel MARTINEZ Christophe LORRIOT
MIOS	Cédric PAIN Didier BAGNERES

Peuvent également assister aux séances : les services de la COBAN, les prestataires de la COBAN, les services municipaux désignés par le Maire et, le cas échéant, les représentants de l'Etat.

B. Rôle de la CLECT

La CLECT a pour mission d'évaluer le montant total des charges financières transférées à l'EPCI ; elle intervient obligatoirement l'année de l'adoption de la FPU et ultérieurement lors de chaque nouveau transfert de charges. L'année d'adoption de la FPU, elle établit et adopte en son sein un rapport d'évaluation qui doit faire l'objet d'un vote par les communes membres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

La CLECT est amenée à analyser, pour chaque commune, les dépenses afférentes à chacune de ces compétences, et ce, selon une méthodologie fixée par la loi. De même, la détermination des charges transférées suppose également l'analyse, par la CLECT, des recettes afférentes à chacune des compétences considérées, et ce, afin d'arriver à établir le coût net des charges transférées.

C. Evaluation des charges

La CLECT a dû, au cours des années 2016 et 2017, évaluer les charges propres aux compétences nouvellement transférées, ayant donné lieu au rapport de la CLECT du 30 mai 2017, à savoir :

- Le financement du fonctionnement du Service Départemental d'Incendie et de Secours
- En matière d'action sociale d'intérêt communautaire, le financement en lieu et place des communes de la Mission locale
- Le financement de la promotion du tourisme sur le territoire communautaire à l'exception des stations classées de Lège-Cap Ferret, d'Arès et d'Andernos-les-Bains
- Les actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du CGCT ; de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

  Au vu du rapport de la CLECT du 31 mai 2017, le conseil communautaire a établi, par délibération n° 62-2017 du 20 juin 2017, le montant initial des attributions de compensation de chaque commune membre.

Le 18 septembre 2018, la CLECT a procédé à l'évaluation des charges supportées par les communes au titre de la compétence en matière de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (dite GEMAPI), selon les dispositions de la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, créant une nouvelle compétence et l'attribuant au bloc communal, avec entrée en vigueur le 1er janvier 2016 ; date ayant été reportée au 1er janvier 2018 par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe).

Lors de cette séance la CLECT a également pris en compte des rôles supplémentaires de 2016. Pour rappel, l'administration fiscale dispose d'un pouvoir de redressement jusqu'au 31 décembre de la troisième année suivant celle au titre de laquelle l'imposition est due (article L.174 du livre des procédures fiscales) lorsqu'elle constate des erreurs ou des omissions dans les impositions établies initialement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

Selon les indications portées à la connaissance de la COBAN par les communes, et validées par la Trésorerie d'Audenge, des rôles supplémentaires ont été perçus par les communes au titre de la Fiscalité Professionnelle de 2016 sur l'exercice 2017.

Il est rappelé que cet exercice de recensement a été répété dans les 2 années qui ont suivi car des rôles supplémentaires de 2016 relatifs à la CFE et à l'IFER ont été enregistrés par les services de la DGFIP durant une période de 3 ans (soit de 2017 à 2019).

A contrario, un dégrèvement de TASCOM a été accordé à une société sur la commune de Lège-Cap Ferret.

En conséquence de quoi, les recettes transférées prises en compte dans le calcul des attributions de compensation ont dû être corrigées de la valeur individuelle des ressources fiscales perçues en 2017, 2018, voire 2019, mais relatives à l'exercice de 2016.

Ces rôles supplémentaires et le dégrèvement constatés ont agi sur le montant des attributions de compensation des communes concernées, et ont donné lieu aux délibérations du Conseil communautaire n° 80-2018 du 25 septembre 2018, et n° 117-2019 du 19 décembre 2019.

D. Calendrier des réunions de la CLECT

⇨ 18 octobre 2016 : installation de la CLECT, avec 2 représentants par commune

⇨ 2 décembre 2016 : présentation de l'état d'avancement du travail d'évaluation réalisé en lien avec les services des communes et le Cabinet Convergences Public-Privé et poursuite des travaux relatifs à l'estimation des charges transférées et présentation, en présence du Trésorier Principal.

⇨ 2 février 2017 : traitement des conséquences issues du transfert des ZAE vers la COBAN au 1er janvier 2017 (transfert introduit par la Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi NOTRe).

⇨ 30 mai 2017 : rapport définitif de la CLECT sur l'évaluation de l'ensemble des charges transférées.

⇨ 18 septembre 2018 : rapport définitif de la CLECT sur l'évaluation des charges GEMAPI transférées, et constatation des rôles supplémentaires.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

E. Choix retenus par la CLECT pour l'évaluation des charges

Pour mémoire, la CLECT a retenu pour l'estimation des charges transférées relatives au SDIS, à la mission locale et au tourisme, de s'appuyer sur les dépenses de fonctionnement constatées lors de l'exercice budgétaire 2016.

Compte tenu de la difficulté d'identification et de relativités des sommes en question, il est décidé de ne pas prendre en compte de charges de structure.

Compte tenu de l'hétérogénéité constatée dans les modes de calcul de chaque commune et de la difficulté d'identifier fidèlement les coûts pour l'ensemble des zones, la CLECT a retenu pour les charges liées à l'entretien des zones d'activités économiques un prix forfaitaire de 11 euros le mètre linéaire, et de ne pas retenir de charge de renouvellement des biens transférés.

F. Les effets du rapport de la CLECT

Le rapport présentant un calcul des charges dérogatoire au droit commun, il appartenait au Conseil communautaire de délibérer librement du montant des attributions de compensation au vu du présent rapport.

Il est rappelé que dans pareil cas, les attributions de compensation sont adoptées par délibérations concordantes du Conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des Conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la Commission locale d'évaluation des transferts de charges.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

II. Détermination des recettes transférées et autres (sur la base des recettes de l'exercice 2016) :

En €	CFE	CFE SIBA	CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Autres	Ressources transférées
Andernos	519 448	150 189	328 603	18 803	102 098	55 315	258 503	12 687		1 445 646
Arès	340 940	50 349	194 322	16 071	227 659	17 288	0	7 936		854 565
Audenge	183 493	39 818	69 289	12 858	27 905	9 263	37 020	2 150		381 796
Biganos	1 635 515	349 258	827 015	44 967	566 346	9 227	267 609	4 674		3 704 611
Lanton	247 053	38 543	80 314	59 913	59 142	13 244	11 091	3 240		512 540
Lège	705 560	98 423	365 663	114 924	91 096	84 190	143 079	5 532	430 000	2 038 467
Marcheprime	80 693	0	74 538	12 857	30 119	2 968	72 929	977		275 081
Mios	334 579	0	172 848	207 450	2 827	10 064	77 336	2 003		807 107
TOTAL	**4 047 281**	**726 580**	**2 112 592**	**487 843**	**1 107 192**	**201 559**	**867 567**	**39 199**	**430 000**	**10 019 813**

III. Détermination des charges transférées (selon rapport définitif de la CLECT du 30/05/2017) :

	SDIS	Mission Locale	ZAE	Tourisme	TOTAL En €
Andernos	218 109	18 336	48 070	0	**284 515**
Arès	106 045	9 109	10 560	0	**125 714**
Audenge	74 083	10 777	18 700	69 808	**173 368**
Biganos	123 704	15 576	53 801	102 320	**295 401**
Lanton	112 064	10 280	1 100	66 648	**190 092**
Lège	228 253	12 817	31 460	0	**272 530**
Marcheprime	61 435	7 280	16 170	0	**84 885**
Mios	82 939	12 893	26 070	31 647	**153 549**
TOTAL	**1 006 632**	**97 068**	**205 931**	**270 423**	**1 580 054**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

IV. Attributions de compensation :

A. Attributions de compensation initiales
(selon délibération n° 62-2017 du 20/06/2017)

	Total RESSOURCES		Total CHARGES		AC 2017 en €
Andernos	1 445 646		284 515		**1 161 131**
Arès	854 565		125 714		**728 851**
Audenge	381 796		173 368		**208 428**
Biganos	3 704 611		295 401		**3 409 210**
Lanton	512 540	-	190 092	=	**322 448**
Lège	2 038 467		272 530		**1 765 937**
Marcheprime	275 081		84 885		**190 196**
Mios	807 107		153 549		**653 558**
TOTAL	**10 019 813**		**1 580 054**		**8 439 759**

B. Evolution des attributions de compensation

- Correction des **rôles supplémentaires** perçus de 2017 à 2019 et dégrèvement accordé au titre de 2016

	AC initiales	CFE	IFER	TASCOM	Total variation recettes en €
Andernos	**1 161 131**	964	0	0	**964,00**
Arès	**728 851**	330	0	6 799,00	**7 129,00**
Audenge	**208 428**	437	0	0	**437,00**
Biganos	**3 409 210**	33 639	96 578	0	**130 217,00**
Lanton	**322 448**	591	0	0	**591,00**
Lège	**1 765 937**	344	0	- 25 571 ,59	**- 25 227,59**
Marcheprime	**190 196**	0	0	0	**0,00**
Mios	**653 558**	28 209	0	0	**28 209,00**
TOTAL	**8 439 759**	**64 154**	**96 578**	**_ 18 772,59**	**142 319,41**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

- Déduction des **charges GEMAPI** à compter de 2018

	AC après RS		Charges GEMAPI		AC définitives en €
Andernos	**1 162 095,00**				**1 162 095,00**
Arès	**735 980,00**		8 646		**727 334,00**
Audenge	**208 865,00**				**208 865,00**
Biganos	**3 539 427,00**				**3 539 427,00**
Lanton	**323 039,00**	-	2 846	=	**320 193,00**
Lège	**1 740 709,41**		17 176		**1 723 533,41**
Marcheprime	**190 196,00**				**190 196,00**
Mios	**681 767,00**				**681 767,00**
TOTAL	**8 582 078,41**		**28 668**		**8 553 410,41**

C. Révision des AC de la commune de Lège Cap Ferret

La CRC « invite la COBAN à faire un point sur le montant des AC de chaque commune et en particulier de Lège-Cap Ferret », notamment eu égard au dispositif historique qui a conduit à revaloriser les recettes de cette commune.

Explications :

- De 2004 à 2016 : sur la base d'une délibération approuvant la mise à disposition d'agents des communes membres auprès de la COBAN, celle-ci a remboursé pendant 13 ans à la commune de Lège-Cap Ferret une somme de l'ordre de 430.000 € par an sur présentation d'un titre de recettes ;

- A compter de 2017, le montage juridique a été modifié et cette somme a été intégrée dans le dispositif des Attributions de Compensation ;

Ainsi,

- Considérant le rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des comptes en date du 10 juin 2021, qui relève que l'ordonnateur s'est engagé, dans le cadre d'une procédure de révision libre, *« à réduire l'AC de la commune de Lège – Cap Ferret de 430 000 € au plus vite »* [...] confirmant la réponse de la Commune de Lège – Cap Ferret selon laquelle les deux collectivités ont la volonté commune de revoir cette situation dans les meilleurs délais ;

- Considérant que cette délibération, pour être adoptée, nécessite l'accord de la majorité des deux tiers du Conseil communautaire ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

- Considérant l'absence de majorité des deux tiers nécessaire à l'adoption des délibérations n° 2021-89 du 29 juin 2021 et n° 2021-118 du 15 décembre 2021, relatives à la réduction du montant d'attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret de 430 000 euros à compter de l'exercice 2022 ;

- Considérant l'obligation fixée par l'article L. 243-9 du Code des juridictions financières imposant à la COBAN de présenter les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes dans un délai d'un an à compter la présentation du rapport d'observations définitives ;

le Conseil communautaire, par délibération n° 2022-07 du 8 février 2022, a :

- **APPROUVÉ** le nouveau montant des attributions de compensation de la Commune de Lège-Cap Ferret arrêté à compter de l'année 2022, comme suit :

	Montants issus de la délibération de 2019	**Révision des AC**	**Montant des AC au 1er janvier 2022**
Lège - Cap Ferret	1 723 533,41 €	- 430 000 €	**1 293 533,41 €**

A ce jour, la commune de Lège – Cap Ferret n'a pas délibéré en des termes concordants.

D. Evolution du montant des AC de 2017 à 2022

	AC initiales (2017) en €	**AC de 2022 en €**	**Différence 2022 – 2017 en €**
Andernos	1 161 131,00	1 162 095,00	**+ 964,00**
Arès	728 851,00	727 334,00	**- 1 517,00**
Audenge	208 428,00	208 865,00	**+ 437,00**
Biganos	3 409 210,00	3 539 427,00	**+ 130 217,00**
Lanton	322 448,00	320 193,00	**- 2 255,00**
Lège – Cap Ferret	1 765 937,00	1 293 533,41	**- 472 403,59**
Marcheprime	190 196,00	190 196,00	**0**
Mios	653 558,00	681 767,00	**+ 28 209,00**
TOTAL	**8 439 759,00**	**8 123 410,41**	**- 316 348,59**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

V. Evolution des charges transférées :

	A L'ORIGINE	2017	2018	2019	2020	2021
SDIS	1 006 632,00 €	1 014 686,15 €	1 026 050,62 €	1 186 907,35 €	1 200 334,49 €	1 214 878,75 €
Mission Locale	97 068,00 €	99 004,00 €	111 781,00 €	125 268,00 €	139 542,00 €	143 331,00 €
ZAE - DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	205 931,00 €	295 304,68 €	792 078,27 €	612 549,40 €	2 016 056,64 €	1 596 360,65 €
Tourisme	270 423,00 €	342 474,26 €	290 739,85 €	326 330,22 €	303 063,19 €	318 869,73 €
GEMAPI	28 668,00 €	- €	118 239,96 €	108 695,61 €	98 230,95 €	193 830,74 €
Charges transférées	**1 608 722,00 €**	**1 751 469,09 €**	**2 338 889,70 €**	**2 359 750,58 €**	**3 757 227,27 €**	**3 467 270,87 €**

VI. Evolution des produits FPU de la COBAN :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_66_DEL-AI

CA 2016	CFE	CFE SIBA	CVAE payée	CVAE dégrévée	CVAE exonéré compensée	Total CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Total RESSOURCES COBAN
Andernos	19 643		4 031	6 221		10 252	0	0	0	0	0	**29 895**
Arès	14 733		2 559	3 501		6 060						**20 793**
Audenge	6 285		862	1 300		2 162						**8 447**
Biganos	78 571		22 470	3 344		25 814						**104 385**
Lanton	10 850		1 065	1 438		2 503						**13 353**
Lège	27 969		3 267	8 005		11 272						**39 241**
Marcheprime	2 881		1 057	1 268		2 325						**5 206**
Mios	14 450		2 324	3 067		5 391						**19 841**
TOTAL	**175 382**	**0**	**37 635**	**28 144**	**0**	**65 779**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**241 161**

CA 2017	CFE	CVAE payée	CVAE dégrévée	CVAE exonéré compensée	Total CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Ressources transférées
Andernos	686 653	142 587	210 718		353 305	15 930	105 672	45 419	235 742	3 948	**1 446 669**
Arès	452 949	89 178	113 866		203 044	13 500	329 196	15 093	0	2 470	**1 016 252**
Audenge	235 398	30 574	52 331		82 905	10 260	29 216	8 817	33 761	669	**401 026**
Biganos	2 159 209	831 100	163 157		994 257	142 121	803 524	9 199	244 047	1 455	**4 353 812**
Lanton	291 748	30 090	53 425		83 515	57 421	58 843	12 212	10 115	1 008	**514 862**
Lège	871 723	126 122	277 612		403 734	113 838	97 493	78 743	130 481	1 722	**1 697 734**
Marcheprime	85 447	35 626	49 939		85 565	11 340	24 929	3 033	66 507	304	**277 125**
Mios	482 352	73 980	115 920		189 900	206 959	86 206	11 423	70 526	623	**1 047 989**
TOTAL	**5 265 479**	**1 359 257**	**1 036 968**	**0**	**2 396 225**	**571 369**	**1 535 079**	**183 939**	**791 179**	**12 199**	**10 755 469**

CA 2018	CFE	CVAE payée	CVAE dégrévée	CVAE exonéré compensée	Total CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Ressources transférées
Andernos	667 010	170 106	229 836		399 942	16 006	113 612	*42 173*	*230 819*	*2 815*	**1 472 378**
Arès	438 216	107 852	115 869		223 721	13 632	279 763	*14 014*	*0*	*1 761*	**971 108**
Audenge	229 113	30 570	53 182		83 752	10 905	31 594	*8 187*	*33 056*	*477*	**397 084**
Biganos	2 080 638	799 161	168 632		967 793	142 588	634 162	*8 542*	*238 951*	*1 038*	**4 073 711**
Lanton	280 898	27 873	56 445		84 318	58 946	67 154	*11 339*	*9 904*	*719*	**513 278**
Lège	843 754	123 484	306 690		430 174	110 352	112 319	*73 116*	*127 756*	*1 228*	**1 698 699**
Marcheprime	82 566	34 553	54 123		88 676	9 815	25 888	*2 816*	*65 118*	*217*	**275 096**
Mios	467 902	106 982	133 351		240 333	207 865	157 137	*10 607*	*69 053*	*444*	**1 153 341**
TOTAL	**5 090 097**	**1 400 581**	**1 118 128**	**0**	**2 518 709**	**570 109**	**1 421 629**	**170 795**	**774 658**	**8 699**	**10 554 696**

CA 2019	CFE	CVAE payée	CVAE dégrévée	CVAE exonéré compensée	Total CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Ressources transférées
Andernos	867 563	188 183	269 755	0	457 938	18 752	127 754	*38 467*	*225 519*	*78 638*	**1 814 632**
Arès	507 180	111 754	119 653	545	231 952	15 465	313 230	*12 783*	*0*	*49 199*	**1 129 809**
Audenge	249 573	40 669	58 483	0	99 152	12 980	10 347	*7 468*	*32 297*	*13 325*	**425 142**
Biganos	2 349 145	1 093 185	183 491	0	1 276 676	145 230	827 654	*7 791*	*233 464*	*28 981*	**4 868 942**
Lanton	386 459	46 058	63 633	617	110 308	64 125	74 358	*10 343*	*9 676*	*20 078*	**675 347**
Lège	1 012 032	144 823	342 713	1 289	488 825	116 198	86 304	*66 691*	*124 823*	*34 300*	**1 929 173**
Marcheprime	123 234	27 013	55 190	0	82 203	10 493	31 554	*2 569*	*63 623*	*6 055*	**319 731**
Mios	531 804	149 383	153 165	1 091	303 639	213 491	118 265	*9 675*	*67 468*	*12 409*	**1 256 751**
TOTAL	**6 026 990**	**1 801 068**	**1 246 083**	**3 542**	**3 050 693**	**596 734**	**1 589 466**	**155 786**	**756 871**	**242 986**	**12 419 526**

CA 2020	CFE	CVAE payée	CVAE dégrévée	CVAE exonéré compensée	Total CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Ressources transférées
Andernos	925 922	174 866	259 967	1 243	436 076	17 967	127 953	*37 658*	*221 396*	*86 784*	**1 853 756**
Arès	484 980	113 949	124 739	556	239 244	16 740	344 451	*12 514*	*0*	*54 295*	**1 152 224**
Audenge	292 555	40 275	66 219	1 226	107 720	14 508	40 818	*7 310*	*31 707*	*14 706*	**509 324**
Biganos	2 368 543	1 049 240	181 162	0	1 230 402	146 983	751 759	*7 627*	*229 196*	*31 983*	**4 766 493**
Lanton	310 642	51 915	61 282	778	113 975	66 897	56 699	*10 125*	*9 499*	*22 158*	**589 995**
Lège	1 043 224	170 199	327 310	1 661	499 170	120 861	90 929	*65 287*	*122 541*	*37 853*	**1 979 864**
Marcheprime	138 301	27 453	54 861	0	82 314	11 439	33 829	*2 515*	*62 460*	*6 682*	**337 540**
Mios	576 986	162 265	145 123	1 150	308 538	241 454	157 714	*9 471*	*66 234*	*13 695*	**1 374 092**
TOTAL	**6 141 153**	**1 790 162**	**1 220 663**	**6 614**	**3 017 439**	**636 849**	**1 604 152**	**152 507**	**743 033**	**268 155**	**12 563 288**

CA 2021	CFE	CFE compensée	CVAE payée	CVAE dégrévée	CVAE exonéré compensée	Total CVAE	IFER	TASCOM	TAFNB	CPS	C° recettes	Ressources transférées
Andernos	957 255		205 132	257 827	0	462 959	19 618	123 865	*38 086*	*217 036*	*336 081*	**2 154 900**
Arès	521 776		126 175	138 523	0	264 698	17 401	294 439	*12 656*	*0*	*210 263*	**1 321 233**
Audenge	331 140		54 548	76 538	0	131 086	14 875	45 391	*7 393*	*31 082*	*56 950*	**617 917**
Biganos	1 846 786		816 920	191 677	0	1 008 597	149 404	779 337	*7 714*	*224 682*	*123 860*	**4 140 379**
Lanton	304 986		45 698	63 627	0	109 325	70 807	95 272	*10 240*	*9 312*	*85 808*	**685 751**
Lège	1 075 011		155 839	326 109	2 139	484 087	127 478	98 246	*66 030*	*120 127*	*146 588*	**2 117 568**
Marcheprime	141 476		31 258	45 491	0	76 749	12 068	35 307	*2 543*	*61 230*	*25 879*	**355 252**
Mios	471 952		169 445	155 979	1 308	326 732	291 476	174 586	*9 579*	*64 930*	*53 034*	**1 392 289**
TOTAL	**5 650 382**	**1 041 909**	**1 605 015**	**1 255 771**	**3 447**	**2 864 233**	**703 127**	**1 646 443**	**154 242**	**728 399**	**1 038 462**	**13 827 197**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_67_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-67

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

TOUS BUDGETS
PRINCIPES GENERAUX DE CALCUL POUR CONSTITUTION DE PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_67_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que les titres émis par la collectivité font l'objet de poursuites contentieuses auprès des redevables en cas de non-paiement.

Les sommes restantes à recouvrer dans de telles circonstances sont qualifiées de « créances douteuses ».

Dans ce cas, le code général des collectivités territoriales (art.R.2321-2) impose la constitution de provisions pour dépréciation de comptes de tiers puisque le recouvrement des restes à recouvrer est compromis malgré les diligences faites par le comptable public.

Le risque d'irrécouvrabilité et donc le montant de la provision à constituer est estimé sur la base d'éléments d'informations communiqués par le comptable public.

Il est proposé au Conseil d'adopter une délibération générale visant :

- dans un premier temps à définir le mode de calcul de la provision annuelle, en validant le principe d'une proportionnalité des montants à provisionner, en fonction de l'ancienneté des créances, avec une possibilité de dérogation pour des créances particulières comme par exemple la connaissance d'une contestation devant un tribunal ou à la suite d'une procédure collective ;
- dans un deuxième temps à accepter le principe de reprise de provision :
  - en cas de réalisation du risque, soit à hauteur et au moment du mandatement des écritures d'admissions en non-valeurs ou du constat des créances éteintes,
  - ou au contraire en cas de disparition du risque.
- enfin à acter que le montant annuel à provisionner sera adapté en fonction du solde N-1 des provisions non reprises.

Il est rappelé que le montant des provisions ainsi que leur emploi seront retracés sur l'état des provisions annexé au Budget Primitif et au Compte Administratif de chaque exercice et que la COBAN a adopté le régime de provisions semi-budgétaires.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L2321-2 et R 2321-2 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_67_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **DEFINIR** le mode de calcul suivant pour déterminer le montant de la provision annuelle (avec toutefois une possibilité de dérogation pour des créances particulières) :
  ⇨ 25 % du montant de la recette non perçue pour les créances de N-1
  ⇨ 50 % du montant de la recette non perçue pour celles de N-2
  ⇨ 75 % du montant de la recette non perçue pour celles de N-3
  ⇨ 100 % du montant de la recette non perçue pour celles de N-4 et antérieures ;

- **ACCEPTER** le principe de reprise de provision :
  ⇨ en cas de réalisation du risque, soit à hauteur et au moment du mandatement des écritures d'admissions en non-valeurs ou du constat des créances éteintes,
  ⇨ en cas de disparition du risque ;

- **ACTER** que le montant de la provision à constituer sera adapté chaque année en fonction du solde des provisions non reprises au 31/12/N-1.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***DEFINIT le mode de calcul suivant pour déterminer le montant de la provision annuelle (avec toutefois une possibilité de dérogation pour des créances particulières) :***
  ⇨ 25 % du montant de la recette non perçue pour les créances de N-1
  ⇨ 50 % du montant de la recette non perçue pour celles de N-2
  ⇨ 75 % du montant de la recette non perçue pour celles de N-3
  ⇨ 100 % du montant de la recette non perçue pour celles de N-4 et antérieures ;

- ***ACCEPTE le principe de reprise de provision :***
  ⇨ en cas de réalisation du risque, soit à hauteur et au moment du mandatement des écritures d'admissions en non-valeurs ou du constat des créances éteintes,
  ⇨ en cas de disparition du risque ;

- ***ACTE que le montant de la provision à constituer sera adapté chaque année en fonction du solde des provisions non reprises au 31/12/N-1.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_67_DEL-AR

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_68_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-68

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

BUDGET PRINCIPAL

ADMISSIONS EN NON-VALEUR DE PRODUITS IRRECOUVRABLES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_68_DEL-AI

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que

Vu la demande transmise par les Services du Trésor Public en date du 23 mars 2022 concernant une créance de 2010 relative à la redevance spéciale,

Considérant que, malgré les diligences, le Trésorier n'a pas pu procéder au recouvrement du montant de 29,33 € auprès de la société pour laquelle une liquidation judiciaire a été prononcée,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **ADMETTRE** en non-valeur le titre de recettes dont le montant s'élève à :

Exercice	Créance éteinte
2010	29,33 €
Total	29,33 €

- **DIRE** que la dépense est inscrite au compte 6542 du Budget Principal de l'exercice 2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***ADMET en non-valeur le titre de recettes dont le montant s'élève à :***

Exercice	*Créance éteinte*
2010	***29,33 €***
Total	***29,33 €***

- ***DIT que la dépense est inscrite au compte 6542 du Budget Principal de l'exercice 2022.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_68_DEL-AI

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-69

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2021

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que le compte de gestion du Receveur est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice. Il est établi par le Comptable en fonction de la clôture de l'exercice.

Il doit être produit au plus tard le 1er juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice et voté avant le 30 juin.

Il justifie l'exécution du budget par rapport à l'autorisation donnée par le Conseil communautaire lors du vote de ce dernier, pour faire apparaître in fine pour chacune des deux sections du budget, en recettes et en dépenses, les prévisions budgétaires totales, les émissions de titres et de mandats nettes des annulations, permettant ainsi d'indiquer le résultat de l'exercice.

Il appartient au Conseil communautaire d'arrêter le compte de gestion 2021 du Receveur, étant entendu qu'il a été au préalable contrôlé par le Service financier.

CONSIDERANT qu'aucune erreur ni écart n'ont été constatés sur les totaux des mandats et titres émis, ainsi que ceux des annulations.

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **CERTIFIER** que le montant des titres et des mandats est conforme aux écritures de la comptabilité administrative ;

- **ARRETER** les comptes de l'exercice budgétaire 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN établi au vu du Compte de gestion produit par le Comptable public.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***CERTIFIE que le montant des titres et des mandats est conforme aux écritures de la comptabilité administrative ;***

- ***ARRETE les comptes de l'exercice budgétaire 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN établi au vu du Compte de gestion produit par le Comptable public.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
TRES. AUDENGE
N° CODIQUE 033003
Date Edition : 15/02/2022

EAU COBAN
BUDGET ANNEXE

COMPTE DE GESTION
EXERCICE 2021

PRÉSENTÉ À
La Chambre régionale des comptes

PAR LE(S) COMPTABLE(S)
Mme Emmanuelle MALBRANCQ
M Rodolphe JEANROY

033003 TRES. AUDENGE

AYANT EXERCÉ AU COURS DE LA GESTION
DU 01/01/2022 AU 15/02/2022
DU 01/01/2021 AU 31/12/2021

Nomenclature M49 abrégée
Voté par Nature

SOMMAIRE

Le Compte de Gestion sur Chiffres

1ERE PARTIE : Situation patrimoniale 3
1 Bilan synthétique ..... Etat I-1 4
2 Bilan ..... Etat I-2 5
2.1 Bilan Actif
2.2 Bilan Passif
3 Compte de résultat synthétique ..... Etat I-3 13
4 Compte de résultat ..... Etat I-4 14
5 Annexe 18
Etats des opérations pour compte de tiers ..... Etat I-5 19
2EME PARTIE : Exécution budgétaire 21
1 Résultats budgétaires de l'exercice ..... Etat II-1 22
2 Résultats d'exécution ..... Etat II-2 23
3 Etat de consommation des crédits ..... Etat II-3 26
4 Etat de réalisation des opérations ..... Etat II-4 30
3EME PARTIE : Comptabilité des deniers et valeurs 36
1 Balance des comptes ..... Etat III-1 37
2 Situation des valeurs inactives ..... Etat III-2 49
4EME PARTIE : Page des signatures 50

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Situation Patrimoniale - Bilan Synthétique

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

ACTIF NET(1)	Total(En milliers d'Euros)	PASSIF	Total(En milliers d'Euros)
Immobilisations incorporelles (nettes)	**71,63**	Dotations	
Terrains	3 477,78	Fonds Globalisés	
Constructions	400,57	Réserves	2 190,64
Réseaux et installations de voirie et réseaux divers	26 566,90	Différences sur réalisations d'immobilisations	
Immobilisations corporelles en cours	360,84	Report à nouveau	2 330,75
Immobilisations mises en concession, affermage ou à disposition et immobilisations affectées		Résultat de l'exercice	1 407,57
Autres immobilisations corporelles	85,93	Subventions transférables	2 812,93
Total immobilisations corporelles (nettes)	**30 892,02**	Subventions non transférables	
Immobilisations financières		Droits de l'affectant, du concédant, de l'afferment et du remettant	22 161,75
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	**30 963,65**	Autres fonds propres	
Stocks		**TOTAL FONDS PROPRES**	**30 903,64**
Créances	5 207,60	**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**	
Valeurs mobilières de placement		**Dettes financières à long terme**	**4 970,08**
Disponibilités		Fournisseurs(2)	94,62
Autres actifs circulant		Autres dettes à court terme	202,89
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**5 207,60**	**Total dettes à court terme**	**297,52**
Comptes de régularisations		**TOTAL DETTES**	**5 267,60**
		Comptes de régularisations	
TOTAL ACTIF	**36 171,24**	**TOTAL PASSIF**	**36 171,24**

(1) Déduction faite des amortissements et provisions

(2) Y compris mandats émis pendant la journée complémentaire et réglés sur l'exercice 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	ACTIF	Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement				
	Frais d'études de R D	97 107,72	25 476,18	71 631,54	91 302,72
	Conces, brev, licences, marques, procéd				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Terrains en toute propriété				
	Constructions en toute propriété				
	Construction sur sol autrui en tte prop				
	Instal, mat et outil techn en tte prop				
	Oeuvres d'art				
	Autres immobilisations corporelles	18 859,51		18 859,51	
	Immobilisations corpo en toute propriété	5 535,95		5 535,95	
	Immobilisations affectées en toute prop				
	Immobilisations mises en concession				
	Terrains reçus au titre de mise à dispo	4 020 666,19	542 883,32	3 477 782,87	3 591 437,32
	Construc reçues au titre mise à dispo	2 104 235,39	1 703 664,72	400 570,67	371 221,55
	Construction sur sol autrui mise à dispo				
	Instal, mat et outil tech mise à dispo	40 865 401,51	14 298 502,74	26 566 898,77	20 523 938,04
	MONTANT A REPORTER	47 111 806,27	16 570 526,96	30 541 279,31	24 577 899,63

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE (SUITE)	REPORT	47 111 806,27	16 570 526,96	30 541 279,31	24 577 899,63
	Autres immob corpo mise à dispo	91 712,86	24 643,58	67 069,28	76 240,57
	Immobilisations en cours mises à dispo	355 299,36		355 299,36	5 742 588,58
	Terrains reçus en affect ou concess				
	Constructions reçues en affect ou conc				
	Construction sur sol d'autrui				
	Instal, matériel et outillage technique				
	Autres immobilisations corporelles				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres créances				
	ACTIF IMMOBILISE TOTAL I	**47 558 818,49**	**16 595 170,54**	**30 963 647,95**	**30 396 728,78**

N° CODIQUE DU POSTE COMPTABLE : 033003 NOM DU POSTE COMPTABLE : TRES. AUDENGE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

ACTIF		Exercice 2021			Exercice 2020
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF CIRCULANT	Matières premières et autres approvision				
	En cours de production biens et services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances				
	Clients et comptes rattachés	336 405,55		336 405,55	374 144,39
	Créances irrécouvrables admises en NV				
	Autres	1 670,77		1 670,77	27 449,00
	Créances sur l'Etat et collec publiques				
	Créances sur les BA ou le BP	4 869 519,55		4 869 519,55	3 966 289,71
	Opérations pour le compte de tiers				
	Autres créances				732 701,16
	Valeurs mobilières de placement				
	Disponibilités				
	Avances de trésorerie				
	Charges constatées d'avance				
	ACTIF CIRCULANT TOTAL II	**5 207 595,87**		**5 207 595,87**	**5 100 584,26**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	ACTIF	Exercice 2021 BRUT	Exercice 2021 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	Exercice 2021 NET	Exercice 2020 NET
COMPTES DE REGULARI SATION	Charges à répartir sur plusieurs exer				
	Primes de remboursement des obligations				
	Dépenses à classer et à régulariser	1,15		1,15	
	Ecarts de conversion - Actif				
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL III	**1,15**		**1,15**	
	TOTAL GENERAL (I + II + III)	**52 766 415,51**	**16 595 170,54**	**36 171 244,97**	**35 497 313,04**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
FONDS PROPRES	Dotations		
	Mise à disposition chez le bénéficiaire	22 161 745,46	22 161 745,46
	Affectation par collec de rattachement		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves	2 190 639,09	1 781 703,72
	Report à nouveau	2 330 751,80	
	Résultat de l'exercice	1 407 574,63	2 739 687,17
	Subventions d'investissement	2 812 933,41	3 081 650,75
	Provisions règlementées		
	Fonds globalisés		
	Droits de l'affectant		
	FONDS PROPRES TOTAL I	**30 903 644,39**	**29 764 787,10**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	PROVISIONS POUR RISQUE ET CHARGES TOTAL II		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
DETTES	Emprunts obligataires		
	Emprunts auprès des étab de crédits	4 970 083,61	5 378 239,31
	Emprunts et dettes financières		
	Crédits et lignes de trésorerie		
	Avances		
	Fournisseurs et comptes rattachés	92 627,29	141 278,64
	Dettes fiscales et sociales	202 893,00	164 440,26
	Autres dettes d'exploitation		
	Fournisseurs d'immobilisations	1 996,68	3 901,48
	Dettes envers l'Etat et les collec publ		
	Dettes envers les BA ou le BP		
	Opérations pour le compte de tiers		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	DETTES TOTAL III	**5 267 600,58**	**5 687 859,69**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

BILAN (en Euros)

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	PASSIF	Exercice 2021	Exercice 2020
COMPTES DE REGULARI SATION	Recettes à classer ou à régulariser		44 666,25
	Ecarts de conversion - Passif		
	COMPTES DE REGULARISATION TOTAL IV		**44 666,25**
	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	**36 171 244,97**	**35 497 313,04**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Compte de Résultat Synthétique

En milliers d'Euros

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Impôts et taxes perçus		
Dotations et subventions reçues		
Produits des services	2 339,01	2 292,39
Autres produits	213,43	16,59
Transfert de charges		
Produits courants non financiers	2 552,45	2 308,98
Traitements, salaires, charges sociales		
Achats et charges externes	293,02	206,11
Participations et interventions		
Dotations aux amortissements et provisions	1 052,28	888,88
Autres charges	13,01	7,63
Charges courantes non financières	1 358,31	1 102,62
RESULTAT COURANT NON FINANCIER	**1 194,14**	**1 206,37**
Produits courants financiers		55,87
Charges courantes financières	107,10	175,30
RESULTAT COURANT FINANCIER	**-107,10**	**-119,43**
RESULTAT COURANT	**1 087,05**	**1 086,94**
Produits exceptionnels	326,36	1 652,75
Charges exceptionnelles	5,83	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**320,53**	**1 652,75**
IMPOTS SUR LES BENEFICES		
RESULTAT DE L'EXERCICE	**1 407,57**	**2 739,69**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

COMPTE DE RESULTAT 2021

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Vente de marchandises		
Ventes d'eau	2 339 014,22	2 292 393,55
Prestations de services		
Divers produits d'exploitation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Autres produits d'exploitation	213 434,41	16 589,62
TOTAL I	**2 552 448,63**	**2 308 983,17**
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achat de mat prem et autres approvis		
Variation stock mat prem, autres approv		
Autres achats et charges externes	293 017,43	206 109,96
Impôts et taxes sur rémunérations		
Autres impôts, taxes et versem assimilés	13 012,05	7 631,86

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

COMPTE DE RESULTAT 2021

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Salaires et traitements		
Charges sociales		
Dotations amortissements des immob	1 052 276,11	888 875,19
Dotations aux dépréciations des immob		
Dot aux dépréc sur actif circulant		
Dot aux prov pour riques et charges		
Autres charges d'exploitation		
TOTAL II	**1 358 305,59**	**1 102 617,01**
A - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	**1 194 143,04**	**1 206 366,16**
PRODUITS FINANCIERS		
Valeurs mobilières et créances		
Autres intérêts et produits assimilés		55 867,59
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
Gains de change		
Produit net sur cessions de VMP		
TOTAL III		**55 867,59**
CHARGES FINANCIERES		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	107 096,47	175 295,45

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

COMPTE DE RESULTAT 2021

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
Pertes de change		
Charges nettes sur cessions de VMP		
TOTAL IV	**107 096,47**	**175 295,45**
B - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	**-107 096,47**	**-119 427,86**
A + B - RESULTAT COURANT	**1 087 046,57**	**1 086 938,30**
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion		
Produits des cessions d'immobilisations		
Autres opérations en capital	326 356,40	1 652 748,87
Reprises sur dépréciations et provisions		
Transferts de charges		
TOTAL V	**326 356,40**	**1 652 748,87**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Subventions exceptionnelles		
Autres opérations de gestion	5 828,34	
Valeur comptable des immo cédées		
Autres opérations en capital		
Dot. amort, dépréc et aux provisions		
TOTAL VI	**5 828,34**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

COMPTE DE RESULTAT 2021

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

POSTES	Exercice 2021	Exercice 2020
C - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	320 528,06	1 652 748,87
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	2 878 805,03	4 017 599,63
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)	1 471 230,40	1 277 912,46
RESULTAT DE L'EXERCICE	1 407 574,63	2 739 687,17

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Opérations Compte de Tiers

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

Situation des opérations pour le compte de tiers soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Opérations Compte de Tiers

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

Situation des opérations pour le compte de tiers non soldées au 31/12/2021

Opérations pour le compte de tiers	Balance d'entrée		Dépenses de l'année	Recettes de l'année	Balance de sortie	
	Solde débiteur	Solde créditeur			Solde débiteur	Solde créditeur

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Résultats budgétaires de l'exercice

63010 - EAU COBAN

Exercice 2021

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	7 641 547,00	4 926 733,37	12 568 280,37
Titres de recette émis (b)	1 518 850,53	3 211 546,24	4 730 396,77
Réductions de titres (c)		332 741,21	332 741,21
Recettes nettes (d = b - c)	1 518 850,53	2 878 805,03	4 397 655,56
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	7 641 547,00	4 926 733,37	12 568 280,37
Mandats émis (f)	2 348 134,59	1 651 976,56	4 000 111,15
Annulations de mandats (g)		180 746,16	180 746,16
Depenses nettes (h = f - g)	2 348 134,59	1 471 230,40	3 819 364,99
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		1 407 574,63	578 290,57
(h - d) Déficit	829 284,06		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2020	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RESULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial EAU COBAN					
Investissement	1 957 977,70		-829 284,06		1 128 693,64
Fonctionnement	2 739 687,17	408 935,37	1 407 574,63		3 738 326,43
Sous-Total	**4 697 664,87**	**408 935,37**	**578 290,57**		**4 867 020,07**
TOTAL III	**4 697 664,87**	**408 935,37**	**578 290,57**		**4 867 020,07**
TOTAL I + II + III	**4 697 664,87**	**408 935,37**	**578 290,57**		**4 867 020,07**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
16	Emprunts et dettes assimilées	402 582,92		402 582,92	402 582,92		402 582,92	
20	Immobilisations incorporelles	505 500,00		505 500,00	5 805,00		5 805,00	499 695,00
21	Immobilisations corporelles	1 892 981,76	100 000,00	1 992 981,76	742 225,05		742 225,05	1 250 756,71
23	Immobilisations en cours	3 200 084,43	-104 728,34	3 095 356,09	829 192,83		829 192,83	2 266 163,26
020	Dépenses imprévues - section d'investiss	145 713,87		145 713,87				145 713,87
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**6 146 862,98**	**-4 728,34**	**6 142 134,64**	**1 979 805,80**		**1 979 805,80**	**4 162 328,84**
Opération n° 1002	Opération d'équipement n° 1002	2 492,74		2 492,74				2 492,74
Opération n° 1012	Opération d'équipement n° 1012	10 631,30		10 631,30	8 033,40		8 033,40	2 597,90
Opération n° 1019	Opération d'équipement n° 1019	63 732,45		63 732,45				63 732,45
Opération n° 1022	Opération d'équipement n° 1022	675,00		675,00				675,00
Opération n° 1026	Opération d'équipement n° 1026	42 747,50		42 747,50	33 939,00		33 939,00	8 808,50
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**120 278,99**		**120 278,99**	**41 972,40**		**41 972,40**	**78 306,59**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**6 267 141,97**	**-4 728,34**	**6 262 413,63**	**2 021 778,20**		**2 021 778,20**	**4 240 635,43**
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	239 400,00	89 733,37	329 133,37	326 356,39		326 356,39	2 776,98
041	Opérations patrimoniales	1 050 000,00		1 050 000,00				1 050 000,00
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 289 400,00**	**89 733,37**	**1 379 133,37**	**326 356,39**		**326 356,39**	**1 052 776,98**
TOTAL GENERAL		**7 556 541,97**	**85 005,03**	**7 641 547,00**	**2 348 134,59**		**2 348 134,59**	**5 293 412,41**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat Consommation des Crédits

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
10	Dotations fonds divers et réserves	408 935,37		408 935,37	408 935,37		408 935,37	
13	Subventions d'investissement	65 239,00		65 239,00	57 639,05		57 639,05	7 599,95
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**474 174,37**		**474 174,37**	**466 574,42**		**466 574,42**	**7 599,95**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**474 174,37**		**474 174,37**	**466 574,42**		**466 574,42**	**7 599,95**
021	Virement de la section d'exploitation	3 047 589,97	59 528,85	3 107 118,82				3 107 118,82
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 026 799,93	25 476,18	1 052 276,11	1 052 276,11		1 052 276,11	
041	Opérations patrimoniales	1 050 000,00		1 050 000,00				1 050 000,00
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**5 124 389,90**	**85 005,03**	**5 209 394,93**	**1 052 276,11**		**1 052 276,11**	**4 157 118,82**
001	Solde d'exécution de la section d'invest	1 957 977,70		1 957 977,70				1 957 977,70
TOTAL GENERAL		**7 556 541,97**	**85 005,03**	**7 641 547,00**	**1 518 850,53**		**1 518 850,53**	**6 122 696,47**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Dépenses nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
011	Charges à caractère général	461 438,00	2 000,00	463 438,00	247 474,83	42 705,55	204 769,28	258 668,72
012	Charges de personnel et frais assimilés	131 000,00		131 000,00	190 668,05	89 407,85	101 260,20	29 739,80
65	Autres charges de gestion courante	14 000,00		14 000,00				14 000,00
66	Charges financières	107 113,84		107 113,84	155 729,23	48 632,76	107 096,47	17,37
67	Charges exceptionnelles	11 000,00	4 728,34	15 728,34	5 828,34		5 828,34	9 900,00
022	Dépenses imprévues de la section d'explo	38 058,26	-2 000,00	36 058,26				36 058,26
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**762 610,10**	**4 728,34**	**767 338,44**	**599 700,45**	**180 746,16**	**418 954,29**	**348 384,15**
023	Virement à la section d'investissement (	3 047 589,97	59 528,85	3 107 118,82				3 107 118,82
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	1 026 799,93	25 476,18	1 052 276,11	1 052 276,11		1 052 276,11	
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**4 074 389,90**	**85 005,03**	**4 159 394,93**	**1 052 276,11**		**1 052 276,11**	**3 107 118,82**
TOTAL GENERAL		**4 837 000,00**	**89 733,37**	**4 926 733,37**	**1 651 976,56**	**180 746,16**	**1 471 230,40**	**3 455 502,97**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat Consommation des Crédits

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° chapitre ou article (selon le niveau de vote)	Intitulé	Budget Primitif 1	Décision Modificative 2	Total prévisions 3 = 1 + 2	Emissions 4	Annulations 5	Recettes nettes 6 = 4 - 5	Solde prévisions/ réalisations 7 = 3 - 6
70	Ventes de produits fabriques prestations	2 187 947,92		2 187 947,92	2 671 755,43	332 741,21	2 339 014,22	-151 066,30
75	Autres produits de gestion courante	78 900,28		78 900,28	213 434,41		213 434,41	-134 534,13
77	Produits exceptionnels				0,01		0,01	-0,01
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**2 266 848,20**		**2 266 848,20**	**2 885 189,85**	**332 741,21**	**2 552 448,64**	**-285 600,44**
042	Opérations d'ordre de transfert entre se	239 400,00	89 733,37	329 133,37	326 356,39		326 356,39	2 776,98
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**239 400,00**	**89 733,37**	**329 133,37**	**326 356,39**		**326 356,39**	**2 776,98**
002	Résultat d'exploitation reporté	2 330 751,80		2 330 751,80				2 330 751,80
TOTAL GENERAL		**4 837 000,00**	**89 733,37**	**4 926 733,37**	**3 211 546,24**	**332 741,21**	**2 878 805,03**	**2 047 928,34**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
DEPENSES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
1641	Emprunts en euros	402 582,92		402 582,92
SOUS-TOTAL CHAPITRE 16	**Emprunts et dettes assimilées**	**402 582,92**		**402 582,92**
203	Frais d'études de recherche et de dévelo	5 805,00		5 805,00
SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	**Immobilisations incorporelles**	**5 805,00**		**5 805,00**
2172	Agencements et aménagements de terrains	28 430,00		28 430,00
2173	Constructions	49 380,75		49 380,75
21756	Matériel spécifique d'exploitation	26 049,07		26 049,07
21758	Autres	619 505,72		619 505,72
218	Autres immobilisations corporelles	18 859,51		18 859,51
SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	**Immobilisations corporelles**	**742 225,05**		**742 225,05**
2317	Immobilisations reçues au titre d'une mi	823 656,88		823 656,88
238	Avances versées sur commandes d'immobili	5 535,95		5 535,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	**Immobilisations en cours**	**829 192,83**		**829 192,83**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**1 979 805,80**		**1 979 805,80**
Opération n° 23171012	Immobilisations reçues au titre d'une mi	8 033,40		8 033,40
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1012	**Opération d'équipement n° 1012**	**8 033,40**		**8 033,40**
Opération n° 217581026	Autres	33 939,00		33 939,00
SOUS-TOTAL OPERATION n° 1026	**Opération d'équipement n° 1026**	**33 939,00**		**33 939,00**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES PAR OPERATION**	**41 972,40**		**41 972,40**
TOTAL	**DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**2 021 778,20**		**2 021 778,20**
1391	Subventions d'équipement	326 356,39		326 356,39
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**326 356,39**		**326 356,39**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**326 356,39**		**326 356,39**
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEM	**2 348 134,59**		**2 348 134,59**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat de réalisation des opérations

Section D'INVESTISSEMENT
RECETTES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
1068	Autres réserves	408 935,37		408 935,37
SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	**Dotations fonds divers et réserves**	**408 935,37**		**408 935,37**
131	Subventions d'équipement	57 639,05		57 639,05
SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	**Subventions d'investissement**	**57 639,05**		**57 639,05**
SOUS-TOTAL	**CHAPITRES REELS VOTES SANS OPERATIONS**	**466 574,42**		**466 574,42**
TOTAL	**RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT**	**466 574,42**		**466 574,42**
2803	Amortissements frais d'études de recherc	25 476,18		25 476,18
28172	Amortissements agencements et aménagemen	142 084,45		142 084,45
28173	Constructions	20 031,63		20 031,63
281758	Amortissements autres	855 512,56		855 512,56
28178	Amortissements autres immobilisations co	9 171,29		9 171,29
SOUS-TOTAL OPERATION n° 040	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**1 052 276,11**		**1 052 276,11**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE D'INVESTISSEMENT**	**1 052 276,11**		**1 052 276,11**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEM	**1 518 850,53**		**1 518 850,53**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
605	Achats d'eau	69 216,42	30 000,00	39 216,42
6063	Autres fournitures d'entretien et de pet	957,46	957,46	
613	Locations, droits de passage et servitud	1 118,60	394,80	723,80
61523	Reseaux	16 771,76		16 771,76
6155	Sur biens mobiliers	103,02		103,02
6156	Maintenance	121,49		121,49
617	Etudes et recherches	24 499,99	6 980,99	17 519,00
618	Divers	23 617,13	56,54	23 560,59
622	Rémunérations d'intermédiaires et honora	95 364,95	4 313,00	91 051,95
623	Publicité publications relations publiqu	2 689,20		2 689,20
635	Autres impots taxes et versements assimi	6 124,86	2,76	6 122,10
6378	Autres impôts taxes et versements assimi	6 889,95		6 889,95
SOUS-TOTAL CHAPITRE 011	**Charges à caractère général**	**247 474,83**	**42 705,55**	**204 769,28**
621	Personnel extérieur au service	190 668,05	89 407,85	101 260,20
SOUS-TOTAL CHAPITRE 012	**Charges de personnel et frais assimilés**	**190 668,05**	**89 407,85**	**101 260,20**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	112 669,25		112 669,25
66112	Intérêts - rattachement des icne	43 059,98	48 632,76	-5 572,78
SOUS-TOTAL CHAPITRE 66	**Charges financières**	**155 729,23**	**48 632,76**	**107 096,47**
673	Titres annulés exercices antérieurs	5 828,34		5 828,34
SOUS-TOTAL CHAPITRE 67	**Charges exceptionnelles**	**5 828,34**		**5 828,34**
TOTAL	**DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**599 700,45**	**180 746,16**	**418 954,29**
6811	Dotations aux Amortissements sur immobil	1 052 276,11		1 052 276,11
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**1 052 276,11**		**1 052 276,11**
TOTAL	**DEPENSES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**1 052 276,11**		**1 052 276,11**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
DEPENSES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Dépenses nettes 3 = 1 - 2
	TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE FONCTIONNE	**1 651 976,56**	**180 746,16**	**1 471 230,40**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Etat de réalisation des opérations

Section DE FONCTIONNEMENT
RECETTES

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

N° articles puis totalisation au chapitre	Intitulé	Emissions 1	Annulations 2	Recettes nettes 3 = 1 - 2
70128	Autres taxes et redevances	2 671 755,43	332 741,21	2 339 014,22
SOUS-TOTAL CHAPITRE 70	**Ventes de produits fabriques prestations**	**2 671 755,43**	**332 741,21**	**2 339 014,22**
757	Redevances versées par les fermiers et c	6 709,95		6 709,95
7588	Autres	206 724,46		206 724,46
SOUS-TOTAL CHAPITRE 75	**Autres produits de gestion courante**	**213 434,41**		**213 434,41**
778	Autres produits exceptionnels	0,01		0,01
SOUS-TOTAL CHAPITRE 77	**Produits exceptionnels**	**0,01**		**0,01**
TOTAL	**RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT**	**2 885 189,85**	**332 741,21**	**2 552 448,64**
777	Quote-part des subventions d'investissem	326 356,39		326 356,39
SOUS-TOTAL OPERATION n° 042	**Opérations d'ordre de transfert entre se**	**326 356,39**		**326 356,39**
TOTAL	**RECETTES D'ORDRE DE FONCTIONNEMENT**	**326 356,39**		**326 356,39**
	TOTAL GENERAL DES RECETTES DE FONCTIONNE	**3 211 546,24**	**332 741,21**	**2 878 805,03**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1027	Mise à disposition chez le bénéficiaire		22 161 745,46						22 161 745,46		22 161 745,46
102	**Sous Total compte 102**		**22 161 745,46**						**22 161 745,46**		**22 161 745,46**
1068	Autres réserves		1 781 703,72				408 935,37		2 190 639,09		2 190 639,09
106	**Sous Total compte 106**		**1 781 703,72**				**408 935,37**		**2 190 639,09**		**2 190 639,09**
10	**Sous Total compte 10**		**23 943 449,18**				**408 935,37**		**24 352 384,55**		**24 352 384,55**
110	Report à nouveau solde créditeur			408 935,37	2 739 687,17			408 935,37	2 739 687,17		2 330 751,80
11	**Sous Total compte 11**			**408 935,37**	**2 739 687,17**			**408 935,37**	**2 739 687,17**		**2 330 751,80**
12	Résultat exercice bénef ou perte		2 739 687,17	2 739 687,17				2 739 687,17	2 739 687,17		0,00
12	**Sous Total compte 12**		**2 739 687,17**	**2 739 687,17**				**2 739 687,17**	**2 739 687,17**		**0,00**
131	Subv équipt		3 957 769,80	7 224,23			57 639,05	7 224,23	4 015 408,85		4 008 184,62
1391	Subv équipt	876 119,05			7 224,23	326 356,39		1 202 475,44	7 224,23	1 195 251,21	
139	**Sous Total compte 139**	**876 119,05**			**7 224,23**	**326 356,39**		**1 202 475,44**	**7 224,23**	**1 195 251,21**	
13	**Sous Total compte 13**	**876 119,05**	**3 957 769,80**	**7 224,23**	**7 224,23**	**326 356,39**	**57 639,05**	**1 209 699,67**	**4 022 633,08**		**2 812 933,41**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1641	Emprunts en euros		5 329 606,55			402 582,92		402 582,92	5 329 606,55		4 927 023,63
164	**Sous Total compte 164**		**5 329 606,55**			**402 582,92**		**402 582,92**	**5 329 606,55**		**4 927 023,63**
16884	Int sur empts étab crédit		48 632,76	48 632,76	43 059,98			48 632,76	91 692,74		43 059,98
1688	**Sous Total compte 1688**		**48 632,76**	**48 632,76**	**43 059,98**			**48 632,76**	**91 692,74**		**43 059,98**
168	**Sous Total compte 168**		**48 632,76**	**48 632,76**	**43 059,98**			**48 632,76**	**91 692,74**		**43 059,98**
16	**Sous Total compte 16**		**5 378 239,31**	**48 632,76**	**43 059,98**	**402 582,92**		**451 215,68**	**5 421 299,29**		**4 970 083,61**
	Total classe 1	**876 119,05**	**36 019 145,46**	**3 204 479,53**	**2 789 971,38**	**728 939,31**	**466 574,42**	**4 809 537,89**	**39 275 691,26**	**1 195 251,21**	**35 661 404,58**
203	Frais études recherche et dév	91 302,72				5 805,00		97 107,72		97 107,72	
20	**Sous Total compte 20**	**91 302,72**				**5 805,00**		**97 107,72**		**97 107,72**	
2171	Terrains	1 260,87						1 260,87		1 260,87	
2172	Agenct amégat terr	3 990 975,32				28 430,00		4 019 405,32		4 019 405,32	
2173	Constructions	2 054 854,64				49 380,75		2 104 235,39		2 104 235,39	
21756	Mat spécif exploit					26 049,07		26 049,07		26 049,07	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21758	Autres	33 966 928,22		6 218 979,50		653 444,72		40 839 352,44		40 839 352,44	
2175	**Sous Total compte 2175**	**33 966 928,22**		**6 218 979,50**		**679 493,79**		**40 865 401,51**		**40 865 401,51**	
2178	Aut immob corp reçues par mise à dispo	91 712,86						91 712,86		91 712,86	
217	**Sous Total compte 217**	**40 105 731,91**		**6 218 979,50**		**757 304,54**		**47 082 015,95**		**47 082 015,95**	
218	Autres immobilisations corporelles					18 859,51		18 859,51		18 859,51	
21	**Sous Total compte 21**	**40 105 731,91**		**6 218 979,50**		**776 164,05**		**47 100 875,46**		**47 100 875,46**	
2317	Immob reçues au titre mise à dispo	5 742 588,58			6 218 979,50	831 690,28		6 574 278,86	6 218 979,50	355 299,36	
231	**Sous Total compte 231**	**5 742 588,58**			**6 218 979,50**	**831 690,28**		**6 574 278,86**	**6 218 979,50**	**355 299,36**	
238	Avances acptes vers cdes immob corpo					5 535,95		5 535,95		5 535,95	
23	**Sous Total compte 23**	**5 742 588,58**			**6 218 979,50**	**837 226,23**		**6 579 814,81**	**6 218 979,50**	**360 835,31**	
2803	Amort frais études rech dév frais insert						25 476,18		25 476,18		25 476,18
280	**Sous Total compte 280**						**25 476,18**		**25 476,18**		**25 476,18**
28172	Amort agenct amégat terr		400 798,87				142 084,45		542 883,32		542 883,32

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
28173	Constructions		1 683 633,09				20 031,63		1 703 664,72		1 703 664,72
281758	Amort autres		13 442 990,18				855 512,56		14 298 502,74		14 298 502,74
28175	**Sous Total compte 28175**		**13 442 990,18**				**855 512,56**		**14 298 502,74**		**14 298 502,74**
28178	Amort autres immobilisations corporelles		15 472,29				9 171,29		24 643,58		24 643,58
2817	**Sous Total compte 2817**		**15 542 894,43**				**1 026 799,93**		**16 569 694,36**		**16 569 694,36**
281	**Sous Total compte 281**		**15 542 894,43**				**1 026 799,93**		**16 569 694,36**		**16 569 694,36**
28	**Sous Total compte 28**		**15 542 894,43**				**1 052 276,11**		**16 595 170,54**		**16 595 170,54**
	Total classe 2	**45 939 623,21**	**15 542 894,43**	**6 218 979,50**	**6 218 979,50**	**1 619 195,28**	**1 052 276,11**	**53 777 797,99**	**22 814 150,04**	**47 558 818,49**	**16 595 170,54**
4011	Fournisseurs		9 168,00	364 927,42	365 784,03			364 927,42	374 952,03		10 024,61
401	**Sous Total compte 401**		**9 168,00**	**364 927,42**	**365 784,03**			**364 927,42**	**374 952,03**		**10 024,61**
4041	Fournis immob			1 944 224,87	1 944 224,87			1 944 224,87	1 944 224,87		0,00
40471	Fournis immob - Retenues de garantie		3 901,48	7 619,22	5 714,42			7 619,22	9 615,90		1 996,68
40472	Fournisseurs d'immobilisati - Cession			1 190,52	1 190,52			1 190,52	1 190,52		0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
4047	**Sous Total compte 4047**		**3 901,48**	**8 809,74**	**6 904,94**			**8 809,74**	**10 806,42**		**1 996,68**
404	**Sous Total compte 404**		**3 901,48**	**1 953 034,61**	**1 951 129,81**			**1 953 034,61**	**1 955 031,29**		**1 996,68**
408	Fournis factures non parvenues		132 110,64	132 110,64	82 602,68			132 110,64	214 713,32		82 602,68
40	**Sous Total compte 40**		**145 180,12**	**2 450 072,67**	**2 399 516,52**			**2 450 072,67**	**2 544 696,64**		**94 623,97**
411	Clients	41 403,18		728 962,51	770 365,69			770 365,69	770 365,69		0,00
418	Clients - produits non encore facturés	332 741,21		336 405,55	332 741,21			669 146,76	332 741,21	336 405,55	
41	**Sous Total compte 41**	**374 144,39**		**1 065 368,06**	**1 103 106,90**			**1 439 512,45**	**1 103 106,90**	**336 405,55**	
44551	Etat - TVA à décaisser			99 556,00	302 449,00			99 556,00	302 449,00		202 893,00
4455	**Sous Total compte 4455**			**99 556,00**	**302 449,00**			**99 556,00**	**302 449,00**		**202 893,00**
44562	Etat - TVA déduct sur immobilisations			323 839,07	323 839,07			323 839,07	323 839,07		0,00
44566	TVA déduct sur autres biens et services	1 528,00		24 424,31	24 281,54			25 952,31	24 281,54	1 670,77	
44567	Etat - crédit de TVA à reporter			166 783,00	166 783,00			166 783,00	166 783,00		0,00
4456	**Sous Total compte 4456**	**1 528,00**		**515 046,38**	**514 903,61**			**516 574,38**	**514 903,61**	**1 670,77**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44571	Etat - TVA collectée		156 808,40	650 569,00	493 760,60			650 569,00	650 569,00		0,00
4457	**Sous Total compte 4457**		**156 808,40**	**650 569,00**	**493 760,60**			**650 569,00**	**650 569,00**		**0,00**
44583	Rembst taxes sur chiffre affaire demandé	25 921,00			25 921,00			25 921,00	25 921,00		0,00
4458	**Sous Total compte 4458**	**25 921,00**			**25 921,00**			**25 921,00**	**25 921,00**		**0,00**
445	**Sous Total compte 445**	**27 449,00**	**156 808,40**	**1 265 171,38**	**1 337 034,21**			**1 292 620,38**	**1 493 842,61**		**201 222,23**
446	Agences de l'eau			180,00	180,00			180,00	180,00		0,00
447	Autres impôts taxes verSEMents assimilés		7 629,10	20 463,91	12 834,81			20 463,91	20 463,91		0,00
4486	Etat - autres charges à payer		2,76	2,76				2,76	2,76		0,00
448	**Sous Total compte 448**		**2,76**	**2,76**				**2,76**	**2,76**		**0,00**
44	**Sous Total compte 44**	**27 449,00**	**164 440,26**	**1 285 818,05**	**1 350 049,02**			**1 313 267,05**	**1 514 489,28**		**201 222,23**
45102	Cpte rattach avec à subdiv par budg ann	3 966 289,71		4 218 359,61	3 315 129,77			8 184 649,32	3 315 129,77	4 869 519,55	
451	**Sous Total compte 451**	**3 966 289,71**		**4 218 359,61**	**3 315 129,77**			**8 184 649,32**	**3 315 129,77**	**4 869 519,55**	
45	**Sous Total compte 45**	**3 966 289,71**		**4 218 359,61**	**3 315 129,77**			**8 184 649,32**	**3 315 129,77**	**4 869 519,55**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
46711	Autres comptes créditeurs			0,01	0,01			0,01	0,01		0,00
4671	**Sous Total compte 4671**			**0,01**	**0,01**			**0,01**	**0,01**		**0,00**
46721	Débiteurs divers - amiable	732 701,16		34 137,10	766 838,26			766 838,26	766 838,26		0,00
46726	Débiteurs divers - contentieux			731 955,68	731 955,68			731 955,68	731 955,68		0,00
4672	**Sous Total compte 4672**	**732 701,16**		**766 092,78**	**1 498 793,94**			**1 498 793,94**	**1 498 793,94**		**0,00**
467	**Sous Total compte 467**	**732 701,16**		**766 092,79**	**1 498 793,95**			**1 498 793,95**	**1 498 793,95**		**0,00**
46	**Sous Total compte 46**	**732 701,16**		**766 092,79**	**1 498 793,95**			**1 498 793,95**	**1 498 793,95**		**0,00**
471412	Excédent à réimputer - personnes morales		2 062,12	2 062,12				2 062,12	2 062,12		0,00
47141	**Sous Total compte 47141**		**2 062,12**	**2 062,12**				**2 062,12**	**2 062,12**		**0,00**
4714	**Sous Total compte 4714**		**2 062,12**	**2 062,12**				**2 062,12**	**2 062,12**		**0,00**
47171	Recettes relevé BdF - Hors Héra		42 591,29	3 358 478,77	3 315 887,48			3 358 478,77	3 358 478,77		0,00
4717	**Sous Total compte 4717**		**42 591,29**	**3 358 478,77**	**3 315 887,48**			**3 358 478,77**	**3 358 478,77**		**0,00**
4718	Autres recettes à régulariser		12,84	45 741,72	45 728,88			45 741,72	45 741,72		0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
471	**Sous Total compte 471**		**44 666,25**	**3 406 282,61**	**3 361 616,36**			**3 406 282,61**	**3 406 282,61**		**0,00**
4721	Dép sans mandatement préalable			515 252,16	515 252,16			515 252,16	515 252,16		0,00
472	**Sous Total compte 472**			**515 252,16**	**515 252,16**			**515 252,16**	**515 252,16**		**0,00**
4784	Arrondis sur déclaration de TVA			1,15				1,15		1,15	
478	**Sous Total compte 478**			**1,15**				**1,15**		**1,15**	
47	**Sous Total compte 47**		**44 666,25**	**3 921 535,92**	**3 876 868,52**			**3 921 535,92**	**3 921 534,77**	**1,15**	
	Total classe 4	**5 100 584,26**	**354 286,63**	**13 707 247,10**	**13 543 464,68**			**18 807 831,36**	**13 897 751,31**	**5 207 597,02**	**297 516,97**
580	Opérations d'ordre budgétaires			1 378 632,50	1 378 632,50			1 378 632,50	1 378 632,50		0,00
58	**Sous Total compte 58**			**1 378 632,50**	**1 378 632,50**			**1 378 632,50**	**1 378 632,50**		**0,00**
	Total classe 5			**1 378 632,50**	**1 378 632,50**			**1 378 632,50**	**1 378 632,50**		**0,00**
605	Achts d'eau					69 216,42	30 000,00	69 216,42	30 000,00	39 216,42	
6063	Autres fournit entretien et petit équipt					957,46	957,46	957,46	957,46		0,00
606	**Sous Total compte 606**					**957,46**	**957,46**	**957,46**	**957,46**		**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60	**Sous Total compte 60**					**70 173,88**	**30 957,46**	**70 173,88**	**30 957,46**	**39 216,42**	
613	Locat, droit passage,servitu diverses					1 118,60	394,80	1 118,60	394,80	723,80	
61523	Reseaux					16 771,76		16 771,76		16 771,76	
6152	**Sous Total compte 6152**					**16 771,76**		**16 771,76**		**16 771,76**	
6155	Sur biens mobiliers					103,02		103,02		103,02	
6156	Maintenance					121,49		121,49		121,49	
615	**Sous Total compte 615**					**16 996,27**		**16 996,27**		**16 996,27**	
617	Etudes et recherches					24 499,99	6 980,99	24 499,99	6 980,99	17 519,00	
618	Divers					23 617,13	56,54	23 617,13	56,54	23 560,59	
61	**Sous Total compte 61**					**66 231,99**	**7 432,33**	**66 231,99**	**7 432,33**	**58 799,66**	
621	Personnel extérieur au service					190 668,05	89 407,85	190 668,05	89 407,85	101 260,20	
622	Rémunérations interméd honoraires					95 364,95	4 313,00	95 364,95	4 313,00	91 051,95	
623	Publicité publications relations publ					2 689,20		2 689,20		2 689,20	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
62	**Sous Total compte 62**					**288 722,20**	**93 720,85**	**288 722,20**	**93 720,85**	**195 001,35**	
635	Aut impôts tax versts assimil admin imp					6 124,86	2,76	6 124,86	2,76	6 122,10	
6378	Autres impôts taxes verst assimilés					6 889,95		6 889,95		6 889,95	
637	**Sous Total compte 637**					**6 889,95**		**6 889,95**		**6 889,95**	
63	**Sous Total compte 63**					**13 014,81**	**2,76**	**13 014,81**	**2,76**	**13 012,05**	
66111	Intérêts réglés à l'écheance					112 669,25		112 669,25		112 669,25	
66112	Intérêts - rattachement des icne					43 059,98	48 632,76	43 059,98	48 632,76		5 572,78
6611	**Sous Total compte 6611**					**155 729,23**	**48 632,76**	**155 729,23**	**48 632,76**	**107 096,47**	
661	**Sous Total compte 661**					**155 729,23**	**48 632,76**	**155 729,23**	**48 632,76**	**107 096,47**	
66	**Sous Total compte 66**					**155 729,23**	**48 632,76**	**155 729,23**	**48 632,76**	**107 096,47**	
673	Titres annulés exercices antérieurs					5 828,34		5 828,34		5 828,34	
67	**Sous Total compte 67**					**5 828,34**		**5 828,34**		**5 828,34**	
6811	DA - immob corpo et incorpo					1 052 276,11		1 052 276,11		1 052 276,11	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
681	**Sous Total compte 681**					**1 052 276,11**		**1 052 276,11**		**1 052 276,11**	
68	**Sous Total compte 68**					**1 052 276,11**		**1 052 276,11**		**1 052 276,11**	
	Total classe 6					**1 651 976,56**	**180 746,16**	**1 651 976,56**	**180 746,16**	**1 476 803,18**	**5 572,78**
70128	Autres taxes et redevances					332 741,21	2 671 755,43	332 741,21	2 671 755,43		2 339 014,22
7012	**Sous Total compte 7012**					**332 741,21**	**2 671 755,43**	**332 741,21**	**2 671 755,43**		**2 339 014,22**
701	**Sous Total compte 701**					**332 741,21**	**2 671 755,43**	**332 741,21**	**2 671 755,43**		**2 339 014,22**
70	**Sous Total compte 70**					**332 741,21**	**2 671 755,43**	**332 741,21**	**2 671 755,43**		**2 339 014,22**
757	Redev versées fermiers concessionnaire						6 709,95		6 709,95		6 709,95
7588	Autres						206 724,46		206 724,46		206 724,46
758	**Sous Total compte 758**						**206 724,46**		**206 724,46**		**206 724,46**
75	**Sous Total compte 75**						**213 434,41**		**213 434,41**		**213 434,41**
777	Quote part subv invest virée au résult						326 356,39		326 356,39		326 356,39
778	Autres produits exceptionnels						0,01		0,01		0,01

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance Réglementaire des Comptes du Grand Livre

Arrêté à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

		Balance d'entrée		Opérations non-budgétaires		Opérations budgétaires		Totaux		Soldes	
Numéro de Compte	Libellé de compte	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
77	Sous Total compte 77						326 356,40		326 356,40		326 356,40
	Total classe 7					332 741,21	3 211 546,24	332 741,21	3 211 546,24		2 878 805,03
	Total général	51 916 326,52	51 916 326,52	24 509 338,63	23 931 048,06	4 332 852,36	4 911 142,93	80 758 517,51	80 758 517,51	55 438 469,90	55 438 469,90

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Balance des valeurs inactives

Arrêtée à la date du 31/12/2021

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

DESIGNATION DES COMPTES	DEBIT			CREDIT			SOLDES	
N° Intitulé Nature des valeurs inactives	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Balance d'entrée	Année en cours	TOTAL	Débiteurs	Créditeurs
861 Portefeuille								
NEANT								
Sous Total compte 861								
862 Correspondant								
NEANT								
Sous Total compte 862								
863 Prise en charge titre et valeur								
NEANT								
Sous Total compte 863								
TOTAUX	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_69_DEL-AR

Page des signatures

63010 - EAU COBAN Exercice 2021

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.
Observations :

GENET Christine (1017846041-0), Contrôleur principal des Finances Publiques A **DRFiP D'AQUITAINE ET DEPT G...**, le **16/02/2022**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.
Le comptable affirme, en outre et sous les mêmes peines, que les recettes et dépenses portées dans ce compte sont, sans exception, toutes celles qui ont été faites pour le service de **EAU COBAN** pendant l'année **2021** et qu'il n'en existe aucune autre à sa connaissance.

MALBRANCQ Emmanuelle (1001101663-0), Inspecteur divisionnaire FiP hors classe A **AUDENGE**, le **17/02/2022**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte dont le montant des titres à recouvrer et des mandats émis est conforme aux écritures de sa comptabilité administrative, a été voté le ... par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-70

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2021

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 26
Votants : 34

Membres présents : Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
M. LAFON
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que l'arrêté des comptes 2021 de la Collectivité est constitué par le vote du compte administratif présenté par le Président avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice clos, après production, par le Comptable, du compte de gestion.

Le compte administratif permet la détermination des résultats de l'exercice : celui de la section d'exploitation et le solde d'exécution de la section d'investissement qui ont été repris par anticipation dans le Budget primitif 2022 de la Communauté d'Agglomération, ainsi que les restes à réaliser.

Le compte administratif 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN fait apparaître les résultats suivants :

SECTION D'EXPLOITATION (en €)	
Total recettes	2 878 805,03
Total dépenses	- 1 471 230,40
Solde d'exécution 2021	**1 407 574,63**
Résultat 2020 reporté	2 330 751,80
Résultat cumulé de la section d'exploitation	**+ 3 738 326,43**
SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)	
Total recettes	1 518 850,53
Total dépenses	-2 348 134,59
Solde d'exécution 2021	- **829 284,06**
Résultat 2020 reporté	1 957 977,70
Résultat cumulé de la section d'investissement	**+ 1 128 693,64**
RESULTAT GLOBAL 2021 (en €) hors RAR	**+ 4 867 020,07**

RESTES A REALISER d'INVESTISSEMENT REPORTES EN 2022 (en €)	
Total recettes	69 900,00
Total dépenses	- 716 315,33
Solde RAR	- **646 415,33**

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le résultat positif de la section d'exploitation du compte administratif 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN, pour un montant de **3 738 326,43 €,** lequel a fait l'objet d'une reprise sur la section d'exploitation dans le Budget primitif 2022,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **APPROUVER** le résultat positif de la section d'investissement du compte administratif 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN pour un montant de **1 128 693,64 €,** lequel a également fait l'objet d'une reprise dans le Budget primitif 2022,

- **CONFIRMER** les restes à réaliser d'investissement pour un solde de **- 646 415,33 €** et intégrés au Budget Primitif 2022,

- **ARRETER** le compte administratif 2021 du Budget annexe Eau potable,

- **DIRE** que, conformément à l'article R.1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports annuels des délégataires et les rapports de contrôle financier font partie des pièces jointes en annexes du compte administratif 2021 présenté au Conseil communautaire.

Conformément à l'article L.2121-14 du CGCT, le Président peut assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote ;

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le résultat positif de la section d'exploitation du compte administratif 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN, pour un montant de 3 738 326,43 €, lequel a fait l'objet d'une reprise sur la section d'exploitation dans le Budget primitif 2022,***

- ***APPROUVE le résultat positif de la section d'investissement du compte administratif 2021 du budget annexe Eau potable de la COBAN pour un montant de 1 128 693,64 €, lequel a également fait l'objet d'une reprise dans le Budget primitif 2022,***

- ***CONFIRME les restes à réaliser d'investissement pour un solde de - 646 415,33 € et intégrés au Budget Primitif 2022,***

- ***ARRETE le compte administratif 2021 du Budget annexe Eau potable,***

- ***DIT que, conformément à l'article R.1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, les rapports annuels des délégataires et les rapports de contrôle financier font partie des pièces jointes en annexes du compte administratif 2021 présenté au Conseil communautaire.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vote :
Pour : 34
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24330150400094	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté d'agglomération COBAN

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUDENGE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : EAU POTABLE (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 26
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 29
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 31
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 32
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 34
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 35
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 37
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

VUE D'ENSEMBLE

II
A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 1 471 230,40	G 2 878 805,03	G-A 1 407 574,63
	Section d'investissement	B 2 348 134,59	H 1 518 850,53	H-B -829 284,06
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 2 330 751,80 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 1 957 977,70 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 3 819 364,99	Q= G+H+I+J 8 686 385,06	=Q-P 4 867 020,07

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	716 315,33	L	69 900,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	716 315,33	= K+L	69 900,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 1 471 230,40	= G+I+K 5 209 556,83	3 738 326,43
	Section d'investissement	= B+D+F 3 064 449,92	= H+J+L 3 546 728,23	482 278,31
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 4 535 680,32	= G+H+I+J+K+L 8 756 285,06	4 220 604,74

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 716 315,33	L 69 900,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	69 900,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	51 957,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	386 252,63	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	202 397,01	0,00
1002	Opération d'équipement n° 1002	2 492,74	
1012	Opération d'équipement n° 1012	0,00	
1019	Opération d'équipement n° 1019	63 732,45	
1022	Opération d'équipement n° 1022	675,00	
1026	Opération d'équipement n° 1026	8 808,50	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	463 438,00	122 166,60	82 602,68	0,00	258 668,72
012	Charges de personnel, frais assimilés	131 000,00	101 260,20	0,00	0,00	29 739,80
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	14 000,00	0,00	0,00	0,00	14 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**608 438,00**	**223 426,80**	**82 602,68**	**0,00**	**302 408,52**
66	Charges financières	107 113,84	64 036,49	43 059,98	0,00	17,37
67	Charges exceptionnelles	15 728,34	5 828,34	0,00	0,00	9 900,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	36 058,26				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**767 338,44**	**293 291,63**	**125 662,66**	**0,00**	**348 384,15**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*3 107 118,82*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 052 276,11*	*1 052 276,11*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***4 159 394,93***	***1 052 276,11***			***3 107 118,82***
TOTAL		**4 926 733,37**	**1 345 567,74**	**125 662,66**	**0,00**	**3 455 502,97**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 187 947,92	2 141 177,11	197 837,11	0,00	-151 066,30
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	78 900,28	74 865,97	138 568,44	0,00	-134 534,13
Total des recettes de gestion courante		**2 266 848,20**	**2 216 043,08**	**336 405,55**	**0,00**	**-285 600,43**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,01	0,00	0,00	-0,01
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 266 848,20**	**2 216 043,09**	**336 405,55**	**0,00**	**-285 600,44**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*329 133,37*	326 356,39			2 776,98
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***329 133,37***	***326 356,39***			***2 776,98***
TOTAL		**2 595 981,57**	**2 542 399,48**	**336 405,55**	**0,00**	**-282 823,46**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 330 751,80**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

II
A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	505 500,00	5 805,00	51 957,00	447 738,00
21	Immobilisations corporelles	1 992 981,76	742 225,05	386 252,63	864 504,08
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 095 356,09	829 192,83	202 397,01	2 063 766,25
	Total des opérations d'équipement	120 278,99	41 972,40	75 708,69	2 597,90
Total des dépenses d'équipement		**5 714 116,84**	**1 619 195,28**	**716 315,33**	**3 378 606,23**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	402 582,92	402 582,92	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	145 713,87			
Total des dépenses financières		**548 296,79**	**402 582,92**	**0,00**	**145 713,87**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 262 413,63**	**2 021 778,20**	**716 315,33**	**3 524 320,10**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*329 133,37*	*326 356,39*		*2 776,98*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*1 050 000,00*	*0,00*		*1 050 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 379 133,37***	***326 356,39***		***1 052 776,98***
TOTAL		**7 641 547,00**	**2 348 134,59**	**716 315,33**	**4 577 097,08**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	65 239,00	57 639,05	69 900,00	-62 300,05
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**65 239,00**	**57 639,05**	**69 900,00**	**-62 300,05**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	408 935,37	408 935,37	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**408 935,37**	**408 935,37**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**474 174,37**	**466 574,42**	**69 900,00**	**-62 300,05**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*3 107 118,82*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 052 276,11*	*1 052 276,11*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*1 050 000,00*	*0,00*		*1 050 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***5 209 394,93***	***1 052 276,11***		***4 157 118,82***
TOTAL		**5 683 569,30**	**1 518 850,53**	**69 900,00**	**4 094 818,77**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**1 957 977,70**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	204 769,28		204 769,28
012	Charges de personnel, frais assimilés	101 260,20		101 260,20
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	107 096,47	*0,00*	107 096,47
67	Charges exceptionnelles	5 828,34	*0,00*	5 828,34
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 052 276,11*	1 052 276,11
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**418 954,29**	***1 052 276,11***	**1 471 230,40**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 471 230,40**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*326 356,39*	326 356,39
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	402 582,92	*0,00*	402 582,92
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	41 972,40		41 972,40
20	Immobilisations incorporelles (6)	5 805,00	*0,00*	5 805,00
21	Immobilisations corporelles (6)	742 225,05	*0,00*	742 225,05
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	829 192,83	*0,00*	829 192,83
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**2 021 778,20**	***326 356,39***	**2 348 134,59**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**2 348 134,59**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF

BALANCE GENERALE DU BUDGET

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 339 014,22		2 339 014,22
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	213 434,41		213 434,41
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,01	*326 356,39*	326 356,40
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**2 552 448,64**	***326 356,39***	**2 878 805,03**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**2 330 751,80**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 209 556,83**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	57 639,05	0,00	57 639,05
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 052 276,11*	*1 052 276,11*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**57 639,05**	***1 052 276,11***	**1 109 915,16**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**1 957 977,70**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**408 935,37**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**3 476 828,23**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**463 438,00**	**122 166,60**	**82 602,68**	**0,00**	**258 668,72**
605	Achats d'eau	34 000,00	3 721,94	35 494,48	0,00	-5 216,42
6063	Fournitures entretien et petit équipt	33 000,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00
613	Locations, droits de passage, servitude	600,00	723,80	0,00	0,00	-123,80
61523	Entretien, réparations réseaux	34 850,00	3 921,76	12 850,00	0,00	18 078,24
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
6155	Entretien et réparations biens mobiliers	500,00	103,02	0,00	0,00	396,98
6156	Maintenance	7 642,00	121,49	0,00	0,00	7 520,51
617	Etudes et recherches	270 949,00	0,00	17 519,00	0,00	253 430,00
618	Divers	5 860,00	23 410,59	150,00	0,00	-17 700,59
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	24 897,00	74 901,95	16 150,00	0,00	-66 154,95
623	Publicité, publicat°, relations publique	20 000,00	2 250,00	439,20	0,00	17 310,80
626	Frais postaux et frais télécommunicat°	360,00	0,00	0,00	0,00	360,00
628	Divers	16 650,00	0,00	0,00	0,00	16 650,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	4 630,00	6 122,10	0,00	0,00	-1 492,10
6378	Autres taxes et redevances	7 000,00	6 889,95	0,00	0,00	110,05
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**131 000,00**	**101 260,20**	**0,00**	**0,00**	**29 739,80**
621	Personnel extérieur au service	131 000,00	101 260,20	0,00	0,00	29 739,80
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 000,00**
6518	Autres	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**608 438,00**	**223 426,80**	**82 602,68**	**0,00**	**302 408,52**
66	**Charges financières (b) (5)**	**107 113,84**	**64 036,49**	**43 059,98**	**0,00**	**17,37**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	112 669,25	112 669,25	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-5 555,41	-48 632,76	43 059,98	0,00	17,37
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**15 728,34**	**5 828,34**	**0,00**	**0,00**	**9 900,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 728,34	5 828,34	0,00	0,00	-1 100,00
678	Autres charges exceptionnelles	11 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**36 058,26**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**767 338,44**	**293 291,63**	**125 662,66**	**0,00**	**348 384,15**
023	***Virement à la section d'investissement***	***3 107 118,82***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***1 052 276,11***	***1 052 276,11***			***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 052 276,11*	*1 052 276,11*			*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***4 159 394,93***	***1 052 276,11***			***3 107 118,82***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***4 159 394,93***	***1 052 276,11***			***3 107 118,82***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**4 926 733,37**	**1 345 567,74**	**125 662,66**	**0,00**	**3 455 502,97**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	43 059,98
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	48 632,76
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-5 572,78

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent certifié.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***2 187 947,92***	***2 141 177,11***	***197 837,11***	***0,00***	***-151 066,30***
70128	Autres taxes et redevances	*2 184 467,92*	*2 141 177,11*	*197 837,11*	*0,00*	*-154 546,30*
7078	Autres marchandises	*3 480,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*3 480,00*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**78 900,28**	**74 865,97**	**138 568,44**	**0,00**	**-134 534,13**
757	Redevances des fermiers, concession..	0,00	6 709,95	0,00	0,00	-6 709,95
7588	Autres	78 900,28	68 156,02	138 568,44	0,00	-127 824,18
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 266 848,20**	**2 216 043,08**	**336 405,55**	**0,00**	**-285 600,43**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,01**	**0,00**	**0,00**	**-0,01**
778	Autres produits exceptionnels	0,00	0,01	0,00	0,00	-0,01
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 266 848,20**	**2 216 043,09**	**336 405,55**	**0,00**	**-285 600,44**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***329 133,37***	***326 356,39***			***2 776,98***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*329 133,37*	*326 356,39*			*2 776,98*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***329 133,37***	***326 356,39***			***2 776,98***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 595 981,57**	**2 542 399,48**	**336 405,55**	**0,00**	**-282 823,46**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 330 751,80**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**505 500,00**	**5 805,00**	**51 957,00**	**447 738,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	505 500,00	5 805,00	51 957,00	447 738,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 992 981,76**	**742 225,05**	**386 252,63**	**864 504,08**
211	Terrains	179 500,00	0,00	0,00	179 500,00
2172	Aménagements de terrains (mise à dispo)	28 430,00	28 430,00	0,00	0,00
2173	Constructions (mise à dispo)	50 000,00	49 380,75	0,00	619,25
21756	Matériel spécifique exploitat° (mad)	75 672,00	26 049,07	5 300,00	44 322,93
21758	Autres matériel technique (mise à dispo)	1 640 522,25	619 505,72	380 952,63	640 063,90
218	Autres immobilisations corporelles	18 857,51	18 859,51	0,00	-2,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**3 095 356,09**	**829 192,83**	**202 397,01**	**2 063 766,25**
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	3 089 820,14	823 656,88	202 397,01	2 063 766,25
238	Avances commandes immo. incorp.	5 535,95	5 535,95	0,00	0,00
1002	**Opération d'équipement n° 1002 (3)**	**2 492,74**	**0,00**	**2 492,74**	**0,00**
1012	**Opération d'équipement n° 1012 (3)**	**10 631,30**	**8 033,40**	**0,00**	**2 597,90**
1019	**Opération d'équipement n° 1019 (3)**	**63 732,45**	**0,00**	**63 732,45**	**0,00**
1022	**Opération d'équipement n° 1022 (3)**	**675,00**	**0,00**	**675,00**	**0,00**
1026	**Opération d'équipement n° 1026 (3)**	**42 747,50**	**33 939,00**	**8 808,50**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**5 714 116,84**	**1 619 195,28**	**716 315,33**	**3 378 606,23**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**402 582,92**	**402 582,92**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	402 582,92	402 582,92	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**145 713,87**			
	Total des dépenses financières	**548 296,79**	**402 582,92**	**0,00**	**145 713,87**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**6 262 413,63**	**2 021 778,20**	**716 315,33**	**3 524 320,10**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***329 133,37***	***326 356,39***		***2 776,98***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***329 133,37***	***326 356,39***		***2 776,98***
1391	*Subventions d'équipement*	*329 133,37*	*326 356,39*		*2 776,98*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 050 000,00***	***0,00***		***1 050 000,00***
21758	*Autres matériel technique (mise à dispo)*	*1 050 000,00*	*0,00*		*1 050 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***1 379 133,37***	***326 356,39***		***1 052 776,98***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**7 641 547,00**	**2 348 134,59**	**716 315,33**	**4 577 097,08**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**65 239,00**	**57 639,05**	**69 900,00**	**-62 300,05**
131	Subvention d'équipement	65 239,00	57 639,05	69 900,00	-62 300,05
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**65 239,00**	**57 639,05**	**69 900,00**	**-62 300,05**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**408 935,37**	**408 935,37**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	408 935,37	408 935,37	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**408 935,37**	**408 935,37**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**474 174,37**	**466 574,42**	**69 900,00**	**-62 300,05**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***3 107 118,82***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***1 052 276,11***	***1 052 276,11***		***0,00***
2803	*Frais d'études, recherche et dévelop.*	*25 476,18*	*25 476,18*		*0,00*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*142 084,45*	*142 084,45*		*0,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*20 031,63*	*20 031,63*		*0,00*
281758	*Autres matériels techniques (mad)*	*855 512,56*	*855 512,56*		*0,00*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*9 171,29*	*9 171,29*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***4 159 394,93***	***1 052 276,11***		***3 107 118,82***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***1 050 000,00***	***0,00***		***1 050 000,00***
2317	*Immo. corporelles reçues mise à dispo.*	*1 050 000,00*	*0,00*		*1 050 000,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***5 209 394,93***	***1 052 276,11***		***4 157 118,82***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**5 683 569,30**	**1 518 850,53**	**69 900,00**	**4 094 818,77**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**1 957 977,70**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1002 (1)
LIBELLE : DSP6 - TRAVAUX DIVERS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**2 492,74**	**A 0,00**	**2 492,74**	**0,00**	**B 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**2 492,74**	**0,00**	**2 492,74**	**0,00**	**0,00**
21758	Autres matériel technique (mise à dispo)	2 492,74	0,00	2 492,74	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A 0,00	D-B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1012 (1)
LIBELLE : DSP6 - RESEAU LEGE/CLAOUEY/FERRET

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**10 631,30**	**A 8 033,40**	**0,00**	**2 597,90**	**B 97 789,60**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**1 200,00**	**0,00**	**0,00**	**1 200,00**	**0,00**
21758	Autres matériel technique (mise à dispo)	1 200,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**9 431,30**	**8 033,40**	**0,00**	**1 397,90**	**97 789,60**
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	9 431,30	8 033,40	0,00	1 397,90	97 789,60

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -8 033,40	D-B -97 789,60

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1019 (1)
LIBELLE : DSP6 - SURPRESSEURS/DUNE PIQUY/PTE CHE

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**63 732,45**	**A 0,00**	**63 732,45**	**0,00**	**B 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**63 732,45**	**0,00**	**63 732,45**	**0,00**	**0,00**
2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	63 732,45	0,00	63 732,45	0,00	0,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A 0,00	D-B 0,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1022 (1)
LIBELLE : DSP6 - TRAV. SECTORISATION SUITE A DIAG

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**675,00**	**A 0,00**	**675,00**	**0,00**	**B 31 746,75**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**675,00**	**0,00**	**675,00**	**0,00**	**31 746,75**
21758	Autres matériel technique (mise à dispo)	675,00	0,00	675,00	0,00	31 746,75
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 17 709,35**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 709,35**
131	Subvention d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	17 709,35
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C-A	0,00	D-B	-14 037,40

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1026 (1)
LIBELLE : DSP6 - AMELIORATION RENDEMENT FORAGE LES JACQUETS

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**42 747,50**	**A 33 939,00**	**8 808,50**	**0,00**	**B 67 217,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**42 747,50**	**33 939,00**	**8 808,50**	**0,00**	**67 217,00**
21758	Autres matériel technique (mise à dispo)	42 747,50	33 939,00	8 808,50	0,00	67 217,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -33 939,00	D-B -67 217,00

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**8 329 816,14**									
1641 Emprunts en euros (total)					8 329 816,14									
0024438H	SA CREDIT FONCIER	22/06/2013		24/06/2014	500 000,00	F		3,590	3,590		A	P	O	A-1
10001798975	CREDIT AGRICOLE MUTUEL D AQUITAINE	03/12/2009		12/02/2010	270 206,20	F		3,840	4,581		A	X Echéance constante	O	A-1
10001798979	CREDIT AGRICOLE MUTUEL D AQUITAINE	26/10/2010		05/04/2011	231 497,86	F		3,150	4,066		A	X Echéance constante	O	A-1
1352486	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	04/09/2013		01/10/2014	249 947,00	V		1,750	1,710		A	C		A-1
1352487	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	16/05/2014		01/06/2015	499 531,00	V		2,250	1,747		A	C	O	A-1
1352488	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	23/10/2015		01/12/2016	100 000,00	V		1,500	1,470		A	C	O	A-1
1352489	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	11/04/2018		01/05/2019	300 000,00	V		1,500	1,408		A	C	O	A-1
1352490	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	19/03/2015		01/02/2017	1 000 000,00	V		2,000	1,930		T	C		A-1
1352491	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	06/01/2017		01/08/2017	1 400 000,00	F		1,690	1,658		T	X Echéance constante	O	A-1
1352492	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	06/01/2017		01/05/2018	150 000,00	V		1,500	1,300		A	X Echéance constante	O	A-1
1352633	Etablissement CAISSE DEPOT CONSIGNATIONS	20/12/2012		01/01/2014	490 000,00	F		3,920	4,883		A	X Echéance constante		A-1
20600173	CAISSE EPARGNE	02/05/2006		25/05/2007	142 000,00	F		3,850	3,850		A	C	O	A-1
36426713801	CREDIT AGRICOLE MUTUEL D AQUITAINE	07/09/2004		05/11/2005	180 000,00	F		4,500	4,523		A	X Echéance constante	O	A-1
5350244/PA	CAISSE EPARGNE	21/07/2003		05/03/2004	50 000,00	F		4,210	3,996		A	X Echéance constante	O	A-1
5913520	CAISSE EPARGNE	26/02/2016		01/03/2017	765 252,29	F		1,590	1,598		S	X Echéance constante		A-1
8552854	CAISSE EPARGNE	24/07/2009		10/08/2010	43 000,00	F		4,490	4,490		A	C	O	A-1
9832644	CAISSE EPARGNE	25/11/2016		30/11/2017	51 000,00	F		1,020	1,020		A	C		A-1
A3306237	CAISSE EPARGNE	15/12/2006		30/11/2007	320 000,00	F		3,970	3,975		A	X Echéance constante		A-1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Modalité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Catégorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
A3308172	CAISSE EPARGNE	25/08/2008		02/09/2008	407 074,73	C		3,960	4,027		T	P	O	E-4
A331100R	CAISSE EPARGNE	07/03/2011		15/11/2011	300 000,00	F		3,830	3,472		A	C	O	A-1
MIS531486EUR/001	DEXIA CAFFIL	01/01/2004		01/09/2005	397 355,58	C	EURIBOR	2,496	2,020		A	P	O	A-1
MON531553EUR/001	DEXIA CAFFIL	19/12/2005		01/04/2006	122 000,00	F		3,720	3,622		A	X Echéance constante		A-1
MON531554EUR/001	DEXIA CAFFIL	15/05/2006		01/01/2007	200 000,00	F		4,120	4,184		T	X Echéance constante	O	A-1
MON532547EUR001	DEXIA CAFFIL	22/12/2004		01/01/2006	160 951,48	F		3,190	3,629		A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**8 329 816,14**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**4 927 023,53**					**402 582,91**	**112 669,25**	**0,00**	**43 059,98**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		4 927 023,53					402 582,91	112 669,25	0,00	43 059,98
0024438H		0,00	A-1	266 254,73	6,50	F		3,590	32 949,44	10 890,62	0,00	5 071,34
10001798975		0,00	A-1	64 625,22	2,08	F		4,581	19 968,51	3 248,39	0,00	2 419,57
10001798979		0,00	A-1	71 151,37	3,33	F		4,066	16 450,88	2 759,47	0,00	1 656,05
1352486		0,00	A-1	183 294,44	21,83	V		1,710	8 331,57	2 874,39	0,00	687,36
1352487		0,00	A-1	382 973,79	22,50	V		1,747	16 651,03	5 994,37	0,00	3 351,02
1352488		0,00	A-1	80 000,02	24,00	V		1,470	3 333,33	1 041,67	0,00	100,00
1352489		0,00	A-1	270 000,00	26,42	V		1,408	10 000,00	3 500,00	0,00	2 250,00
1352490		0,00	A-1	800 000,00	19,92	V		1,930	40 000,00	12 305,98	0,00	1 988,85
1352491		0,00	A-1	1 189 268,45	20,42	F		1,658	48 212,11	20 479,61	0,00	3 328,75
1352492		0,00	A-1	133 508,31	25,42	V		1,300	4 323,33	1 722,90	0,00	1 112,57
1352633		0,00	A-1	263 819,28	6,08	F		4,883	32 220,22	11 604,75	0,00	10 341,72
20600173		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,850	9 466,62	364,46	0,00	0,00
36426713801		0,00	A-1	38 039,26	2,92	F		4,523	11 603,77	2 233,94	0,00	266,28
5350244/PA		0,00	A-1	6 814,33	1,25	F		3,996	3 202,06	421,69	0,00	235,88
5913520		0,00	A-1	596 029,31	14,75	F		1,598	34 925,00	9 893,90	0,00	3 158,95
8552854		0,00	A-1	8 599,96	2,67	F		4,490	2 866,67	514,85	0,00	151,24
9832644		0,00	A-1	34 000,00	9,92	F		1,020	3 400,00	381,48	0,00	29,86
A3306237		0,00	A-1	101 991,89	4,92	F		3,975	18 122,30	4 768,53	0,00	348,67
A3308172		0,00	E-4	119 423,04	4,00	C		4,027	27 001,27	5 400,76	0,00	380,96
A331100R		0,00	A-1	77 265,23	3,25	F		3,472	19 316,32	3 699,08	0,00	2 350,97
MIS531486EUR/001		0,00	A-1	37 136,63	13,50	C	EURIBOR	2,020	17 448,11	0,00	0,00	0,00
MON531553EUR/001		0,00	A-1	30 866,55	3,08	F		3,622	7 037,38	1 410,03	0,00	1 148,24
MON531554EUR/001		0,00	A-1	129 809,12	14,83	F		4,184	6 137,77	5 506,99	0,00	1 337,03
MON532547EUR001		0,00	A-1	42 152,60	3,08	F		3,629	9 615,22	1 651,39	0,00	1 344,67
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**4 927 023,53**					**402 582,91**	**112 669,25**	**0,00**	**43 059,98**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	**Organisme prêteur ou chef de file**	**Nominal (2)**	**Capital restant dû au 31/12/N (3)**	**Type d'indices (4)**	**Durée du contrat**	**Dates des périodes bonifiées**	**Taux minimal (5)**	**Taux maximal (6)**	**Coût de sortie (7)**	**Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)**	**Niveau du taux au 31/12/N (9)**	**Intérêts payés au cours de l'exercice (10)**	**Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)**	**% par type de taux selon le capital restant dû**
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
A3308172	CAISSE EPARGNE	407 074,73	119 423,04	4	17,50				0,00		4,027	5 400,76	0,00	2,42
TOTAL (E)		**407 074,73**	**119 423,04**						**0,00**			**5 400,76**	**0,00**	**2,42**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**407 074,73**	**119 423,04**						**0,00**			**5 400,76**	**0,00**	**2,42**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	23	0	0	0	0	
	% de l'encours	97,56	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	4 807 600,49	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	1	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	2,42	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	119 423,04	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	15-12-2020

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	SELON DELIBERATIONS COMMUNALES AVANT TRANSFERT	1	01/01/2000
L	AGENCEMENT ET AMENAGEMENTS DE BATIMENTS	15	15/12/2020
L	APPAREILS DE LABORATOIRE	5	15/12/2020
L	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	20	15/12/2020
L	BATIMENTS DURABLES	100	15/12/2020
L	BATIMENTS LEGERS, ABRIS	15	15/12/2020
L	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	2	15/12/2020
L	ENGINS DE TRAVAUX PUBLILCS, VEHICULES	5	15/12/2020
L	FRAIS D ETUDES	2	15/12/2020
L	INSTALLATIONS DE TRAITEMENT EAU POTABLE	15	15/12/2020
L	MATERIELS INFORMATIQUES	5	15/12/2020
L	MOBILIER DE BUREAU	10	15/12/2020
L	ORGANES DE REGULATION	8	15/12/2020
L	OUVRAGES DE GENIE CIVIL POUR CAPTAGE, TRANSPORT, TRAITEMENT EAU	30	15/12/2020
L	POMPES, APPAREILS ELECTROMECANIQUES	15	15/12/2020
L	STATIONS D EPURATION : OUVRAGES COURANTS	30	15/12/2020
L	STATIONS D EPURATION : OUVRAGES LOURDS	50	15/12/2020

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

IV — A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**877 430,16**	**I**	**728 939,31**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**402 582,92**		**402 582,92**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	402 582,92		402 582,92
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**474 847,24**		**326 356,39**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*329 133,37*		*326 356,39*
020	Dépenses imprévues	145 713,87		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**728 939,31**	**716 315,33**	**0,00**	**1 445 254,64**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**4 159 394,93**	**III** **1 052 276,11**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**4 159 394,93**	**1 052 276,11**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2803	*Frais d'études, recherche et dévelop.*	*25 476,18*	*25 476,18*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*142 084,45*	*142 084,45*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*20 031,63*	*20 031,63*
281758	*Autres matériels techniques (mad)*	*855 512,56*	*855 512,56*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*9 171,29*	*9 171,29*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*3 107 118,82*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 052 276,11**	**69 900,00**	**1 957 977,70**	**408 935,37**	**3 489 089,18**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 445 254,64**
Ressources propres disponibles	IV	**3 489 089,18**
Solde	V = IV – II (3)	**2 043 834,54**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION

A5.1.1

Eau (1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
011	**Charges à caractère général**	**157 891,16**
6378	Autres impôts, taxes et versements assimilés	6 889,95
613	Locations, droits de passage et servitudes diverses	1 118,60
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement	957,46
617	Etudes et recherches	-6 980,99
623	Publicité, publications, relations publiques	2 250,00
618	Divers	23 467,13
617	Etudes et recherches	6 980,99
6155	Entretien et réparations biens mobiliers	103,02
6156	Maintenance	121,49
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	79 214,95
605	Achats d'eau	33 721,94
635	Autres impôts, taxes, ...(administration des impôts)	6 124,86
61523	Entretien et réparations réseaux	3 921,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**190 668,05**
621	Personnel extérieur au service	190 668,05
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**
66	Charges financières	**107 096,47**
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-5 572,78
66111	Intérêts réglés à l'échéance	112 669,25
67	**Charges exceptionnelles**	**5 828,34**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 828,34
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (4)**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Total des dépenses réelles		461 484,02
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	***1 052 276,11***
6811	*Dotations aux amortissements immos corporelles et incorporelles*	*1 052 276,11*
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		*1 052 276,11*
D 002 (5)		**0,00**
TOTAL GENERALDES DEPENSES		1 513 760,13

A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**2 141 177,11**
70128	Autres taxes et redevances	2 473 918,32
70128	Autres taxes et redevances	-332 741,21
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**74 865,97**
757	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	6 709,95
7588	Autres	68 156,02
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,01**
778	Autres produits exceptionnels	0,01
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (4)**	**0,00**
Total des recettes réelles		**2 216 043,09**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	***326 356,39***
777	*Quote-part des subvent° d'inv. virées au résultat de l'exercice*	*326 356,39*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		*326 356,39*
R 002 (5)		**2 330 751,80**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**4 873 151,28**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou « Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.
(5) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT

A5.1.2

Eau(1)
(en application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant (3)**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**5 805,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**742 225,05**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**829 192,83**
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opération d'équipement n° 1012		8 033,40
Opération d'équipement n° 1026		33 939,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**402 582,92**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées.**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**2 021 778,20**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	***326 356,39***
041	**Opérations patrimoniales**	***0,00***
Total des dépenses d'ordre		***326 356,39***
D 001 (4)		***0,00***
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		**2 348 134,59**

A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
13	**Subventions d'investissement**	**57 639,05**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
106	**Réserves**	**408 935,37**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**466 574,42**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 052 276,11***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
021	**Virement de la section d'exploitation**	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***1 052 276,11***
R 001 (4)		**1 957 977,70**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**3 476 828,23**

(1) Compléter soit par : « Service de distribution de l'eau » ou Service d'assainissement » s'il s'agit d'un budget unique pour l'eau et l'assainissement autorisé par l'article L. 2224-6 du CGCT pour les communes et les groupements de communes de moins de 3 000 habitants soit par : « Service d'assainissement collectif » ou « Service d'assainissement non collectif » ce budget unique retrace des activités d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif. Il convient d'établir un état par service.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.
(3) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.
(4) Inscrire en cas de reprise les résultats de l'exercice précédent participant au service (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
06/01/2021	BC3 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU MERLE LCF	19 976,50	0,00	30
15/01/2021	TVX AVENUE DE LA LIBERATION - RD3 A LANTON	175 761,41	0,00	30
25/01/2021	INST REHABIL RESERVOIR CROHOT - RENOUVELLEMENT RESEAU AEP + BRANCH2019	6 691,40	0,00	30
01/02/2021	BC3 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU MERLE LCF	36 483,44	0,00	30
04/02/2021	BC2 + BC5- REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DES FAUVETTES LCF	7 444,75	0,00	30
15/02/2021	TRAVAUX 2021 SUR OUVRAGES DIVERS	2 840,00	0,00	30
01/03/2021	BC4 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU GRAND CROHOT LCF	9 892,50	0,00	0
01/03/2021	BC3 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU MERLE LCF	4 566,35	0,00	30
22/03/2021	BC3 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU MERLE LCF	8 309,42	0,00	30
22/03/2021	BC3 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU MERLE LCF	5 804,00	0,00	30
22/03/2021	BC3 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU MERLE LCF	1 582,68	0,00	30
29/03/2021	BC4 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DU GRAND CROHOT LCF	831,50	0,00	0
30/03/2021	BIGANOS - GEODETECTION RESEAUX ENTERRES SUR 2021	992,10	0,00	30
07/04/2021	BC2 + BC5- REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AV. DES FAUVETTES LCF	8 316,00	0,00	30
08/04/2021	DIAGNOSTIC AMIANTE RESERVOIRS ARES AVANT TRAVAUX DE REHABILITATION	502,50	0,00	0
08/04/2021	DIAGNOSTIC AMIANTE RESERVOIRS ARES + LEGE AVANT TRAVAUX DE REHABILITATION ok vi	502,50	0,00	0
23/04/2021	BC2 - REFECTION ROUTE DE LA SABLIERE SUITE TRAVAUX RD3 A LANTON	31 520,75	0,00	15
23/04/2021	BC2 - REFECTION ROUTE DE LA SABLIERE SUITE TRAVAUX RD3 A LANTON	17 860,00	0,00	15
04/05/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	124 686,41	0,00	0
02/06/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	45 404,18	0,00	0
16/06/2021	RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - RUE LEO LAGRANGE	75 041,90	0,00	30
16/06/2021	BC2 - DIAGNOSTIC BACHE DE REPRISE D ARES GRANDE LANDE	2 400,00	0,00	0
16/06/2021	RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - RUE LEO LAGRANGE	440,00	0,00	30
16/06/2021	DIAGNOSTIC CHATEAU D EAU CAP FERRET	2 400,00	0,00	0
06/07/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	40 974,39	0,00	0
06/07/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	4 468,00	0,00	0
07/07/2021	BC2 - LEVES TOPOGRAPHIQUES 2021 PREALABLES A TRAVAUX DIVERSES RUES ET AVENUES	998,80	0,00	30
07/07/2021	BIGANOS - GEODETECTION RESEAUX ENTERRES SUR 2021	1 541,20	0,00	30
08/07/2021	BC4 - RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS RUE SARAH BERNHARDT DGD	59 232,00	0,00	30
08/07/2021	TVX AVENUE DE LA LIBERATION - RD3 A LANTON	104 852,14	0,00	30
13/07/2021	RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - RUE LEO LAGRANGE	32 563,60	0,00	30
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	3 788,96	0,00	5
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	1 897,74	0,00	5

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	1 907,75	0,00	5
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	1 701,49	0,00	5
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	892,52	0,00	5
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	4 664,07	0,00	5
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	2 073,55	0,00	5
15/07/2021	VEHICULE ZOE ZEN R110 - FQ980GD	1 933,43	0,00	5
19/07/2021	RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - RUE LEO LAGRANGE	520,00	0,00	30
06/08/2021	TVX AVENUE DE LA LIBERATION - RD3 A LANTON	1 997,50	0,00	30
16/08/2021	BC1 : TRAVAUX AVENUE DES BOIENS - TRANCHE 1	69 357,10	0,00	15
18/08/2021	RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - RUE LEO LAGRANGE	200,00	0,00	30
18/08/2021	BC1 : TRAVAUX AVENUE DES BOIENS - TRANCHE 1	8 549,89	0,00	15
03/09/2021	BC3 : TRAVAUX PHASE 2 BOULEVARD WURTZ - DES ALLEES DES ONDINES AU BORD DU BASSIN	133 820,25	0,00	30
24/09/2021	RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS - RUE LEO LAGRANGE	35 851,00	0,00	30
29/09/2021	RAR2019 - TRAVAUX DANS LES STATIONS EXISTANTES - LOT1 visa ok	33 939,00	0,00	8
01/10/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	61 703,23	0,00	0
01/10/2021	AVANCE BC8 - REMPLACEMENT CANALISATIONS BRANCHEMENTS AEP AVENUE ALAIN GERBAULT	5 535,95	0,00	0
04/10/2021	BC8 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE ALAIN GERBAULT LCF	55 311,14	0,00	30
02/11/2021	FOURNITURE ET POSE ANALYSEUR DE CHLORE A TAGON ok visa	5 574,07	0,00	8
05/11/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	55 940,15	0,00	0
08/11/2021	BC9 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE JEAN-BART LCF	72 398,26	0,00	30
01/12/2021	FOURNITURE ET POSE ANALYSEURS DE CHLORE DIVERS SITES LCF	5 595,00	0,00	8
01/12/2021	FOURNITURE ET POSE ANALYSEURS DE CHLORE DIVERS SITES LCF	9 115,00	0,00	8
01/12/2021	FOURNITURE ET POSE ANALYSEURS DE CHLORE DIVERS SITES LCF	5 765,00	0,00	8
02/12/2021	BC6 - RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS CHEMIN DES LAPINS ALB ok visa	65 829,48	0,00	0
02/12/2021	BC6 - RENOUVELLEMENT CONDUITES ET BRANCHEMENTS CHEMIN DES LAPINS ALB ok visa	1 592,88	0,00	0
02/12/2021	BC3 : TRAVAUX PHASE 2 BOULEVARD WURTZ - DES ALLEES DES ONDINES AU BORD DU BASSIN	2 141,12	0,00	30
02/12/2021	BC7 - REMPLACEMENT CANALISATIONS ET BRANCHEMENTS AEP AVENUE DES GRIVES LCF	11 399,00	0,00	0
06/12/2021	BC5 : REALISATION D'UN RELEVE TOPOGRAPHIQUE DE CORP DE RUE - ALLEE SURCOUF LANT	285,00	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**1 496 159,95**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES — A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		**0,00**					**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 01/01/2000

Présenté par (1) Le Président,
A Andernos-les-Bains le 28/06/2022
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Andernos-les-Bains, le 28/06/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

BAGNERES Didier	
BANOS Sophie	
BATS Maylis	
BOURSIER Patrick	
BRISSET Catherine	
BRUDY Karen	
CALATAYUD Stéphanie	
CAZAUX Annie	
CHAIGNEAU Anne	
CHAMBOLLE Renaud	
CHAPPARD Corinne	
CHAUVET Pascal	
DANEY Xavier	
DE GONNEVILLE Philippe	
DEVOS Alain	
DUBARRY Dominique	
DUBOURDIEU Henri	
GALLANT Aude	
GATINOIS Freddy	
GUIGNARD de BRECHARD Laetitia	
GUILLERM Catherine	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

JOLY Nathalie	
LAFON Bruno	
LARRUE Marie	
LE YONDRE Nathalie	
MANO Alain	
MARENZONI Monique	
MARLY Gabriel	
MARTIN François	
MARTINEZ Manuel	
PAIN Cédric	
PERUCHO Jean-Charles René	
POCARD Alain	
POHL Philippe	
RECAPET David	
ROSAZZA Jean-Yves	
ROSSIGNOL Thierry	
SAULNIER Nelly	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,…
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 38
Nombre de membres présents : 26
Nombre de suffrages exprimés : 34
VOTES :
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 22/06/2022

Présenté par (1) Le Président,
A Andernos-les-Bains le 28/06/2022
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Andernos-les-Bains, le 28/06/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

BAGNERES Didier	
BANOS Sophie	
BATS Maylis	
BOURSIER Patrick	
BRISSET Catherine	
BRUDY Karen	
CALATAYUD Stéphanie	
CAZAUX Annie	
CHAIGNEAU Anne	
CHAMBOLLE Renaud	
CHAPPARD Corinne	
CHAUVET Pascal	
DANEY Xavier	
DE GONNEVILLE Philippe	
DEVOS Alain	
DUBOURDIEU Henri	
GALLANT Aude	
GATINOIS Freddy	
GUIGNARD de BRECHARD Laetitia	
GUILLERM Catherine	
JOLY Nathalie	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

IV – ANNEXES

ARRETE ET SIGNATURES

IV
D

LAFON Bruno	
LARRUE Marie	
LE YONDRE Nathalie	
LOUET Christelle	
MANO Alain	
MARENZONI Monique	
MARLY Gabriel	
MARTIN François	
MARTINEZ Manuel	
PAIN Cédric	
PERUCHO Jean-Charles René	
POCARD Alain	
POHL Philippe	
RECAPET David	
ROSAZZA Jean-Yves	
ROSSIGNOL Thierry	
SAULNIER Nelly	

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN
pour le contrat d'Andernos

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BASSIN D'ARCACHON NORD

© Valentin Pacaut / The Explorers

suez

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 11
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 27

3.1 Le bilan hydraulique 29
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 29
3.1.2 Les volumes prélevés 29
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 30
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 31
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 31
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 32
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) ... 33
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 35
3.1.9 Les volumes de pointes 36
3.2 La qualité de l'eau 37
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 37
3.2.2 Le plan vigipirate 38
3.2.3 La ressource 38
3.2.4 La production 39
3.2.5 La distribution 40
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 42
3.3 Le bilan d'exploitation 43
3.3.1 La consommation électrique 43
3.3.2 Les contrôles réglementaires 43
3.3.3 Les autres interventions sur les installations 44
3.3.4 Les interventions sur le réseau de distribution 44
3.3.5 La recherche des fuites 45
3.4 Le bilan de la relation client 46
3.4.1 Le nombre de clients 46
3.4.2 Le nombre d'abonnés 46
3.4.3 Les volumes vendus 47
3.4.4 La typologie des contacts clients 47
3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients 48
3.4.6 L'activité de gestion clients 48
3.4.7 L'encaissement et le recouvrement 49
3.4.8 Le fonds de solidarité 50
3.4.9 Les dégrèvements 50
3.4.10 La mesure de la satisfaction client 51
3.4.11 Le prix du service de l'eau potable 53

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4 | Comptes de la délégation 55

4.1 Le CARE 57
4.1.1 Le CARE 58
4.1.2 Le détail des produits 59
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 59
4.2 Les reversements 67
4.2.1 Les reversements à la collectivité 67
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 67
4.3 La situation des biens et des immobilisations 68
4.3.1 La situation sur les compteurs 68
4.4 Les investissements contractuels 70
4.4.1 Le renouvellement 70
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 71

5 | Votre délégataire 73

5.1 Notre organisation 75
5.1.1 La Région 75
5.1.2 Nos implantations 76
5.1.3 Nos moyens humains 77
5.1.4 Nos moyens matériels 78
5.1.5 Nos moyens logistiques 78
5.2 La relation clientèle 80
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 80
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 81
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 82
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 83
5.2.5 Informer et alerter nos clients 84
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 85
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 86
5.3 Notre système de management 87
5.4 Notre démarche développement durable 92

6 | Annexes 93

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Mars	Semaine 11 et 12 casse de canalisations multiples (rue sarah bernard) suite à des travaux pluvial SIBA avec entreprise SOBEBO

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Les chiffres clés



9 254 abonnés

887 578 m³ d'eau facturée





77 % de rendement du réseau de distribution

5,06 m³/km/j de pertes en réseau





153,8 km de réseau de distribution d'eau potable

1,46975 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	12 371	12 517	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	9 062	9 254	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	153,59	153,75	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,46975	1,46975	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	93,8	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	78,58	77,02	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,46	0,45	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	5,16	5,55	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	4,58	5,06	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	3	3	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0001	0,0001	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0,33	0,11	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	8,17	10,7	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,62	1,08	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	1	6	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0,1	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0,3	0,3	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Le réseau d'eaux pluviales doit être débouché Route de Bordeaux afin de permettre la vidange du château de Capsus.

- Le fossé situé au château d'eau des Canadiens servant d'exutoire à la vidange du réservoir devra être curé, les eaux de vidange se déversant sur le terrain.

- Réfléchir au remplacement du mode de désinfection de l'eau : passage du bioxyde de chlore au chlore gazeux.

- Renforcer le chemin d'accès à l'AEP les Bruyères.

- Valider le fonctionnement du réseau en deux services distincts (Forage Saint Hubert et Canadiens / Forage Bruyères) afin de limiter les prélèvements d'eaux sur le forage Bruyères et retrouver des volumes prélevés conformes à l'autorisation de prélèvement.

ACTIVITES RESEAUX

- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.

- Envisager le déploiement de la télérelève des compteurs

- Engager la sectorisation du réseau en fonction des conclusions du diagnostic.

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.

- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable :
    - Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements
    - Supprimer des doubles conduites
    - Supprimer de conduite en amiantes ciment : notamment conduite DN 200mm av de bordeaux (casse récurrente)
    - Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges
    - Supprimer des conduites génératrices de CVM
    - Supprimer conduites en domaine privée
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/07/2008	31/12/2021	Affermage
Avenant n°01	30/06/2017	31/12/2020	PROLONGATION DE 6 MOIS NOUVELLE DISPOSIION RENOUVELLEMENT DES COMPTEURS TRAVAUX D'AMELIORATION DU PATRIMOINE AEP MISE EN OEUVRE DE LA REFORME DE LE REGLEMENTATION RELATIVE AUX DOMMAGES CAUSES AUX RESEAUX LORS DES TRAVAUX
Avenant n°02	01/01/2020	31/12/2020	TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE EAU A LA COBAN
Avenant n°03	01/01/2021	31/12/2021	PROLONGATION D'UN AN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune d'ANDERNOS LES BAINS pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	ANDERNOS LES BAINS
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET M. DUBANCHET	Directeur d'Agence Chargé de Contrat	06 30 51 33 71 06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

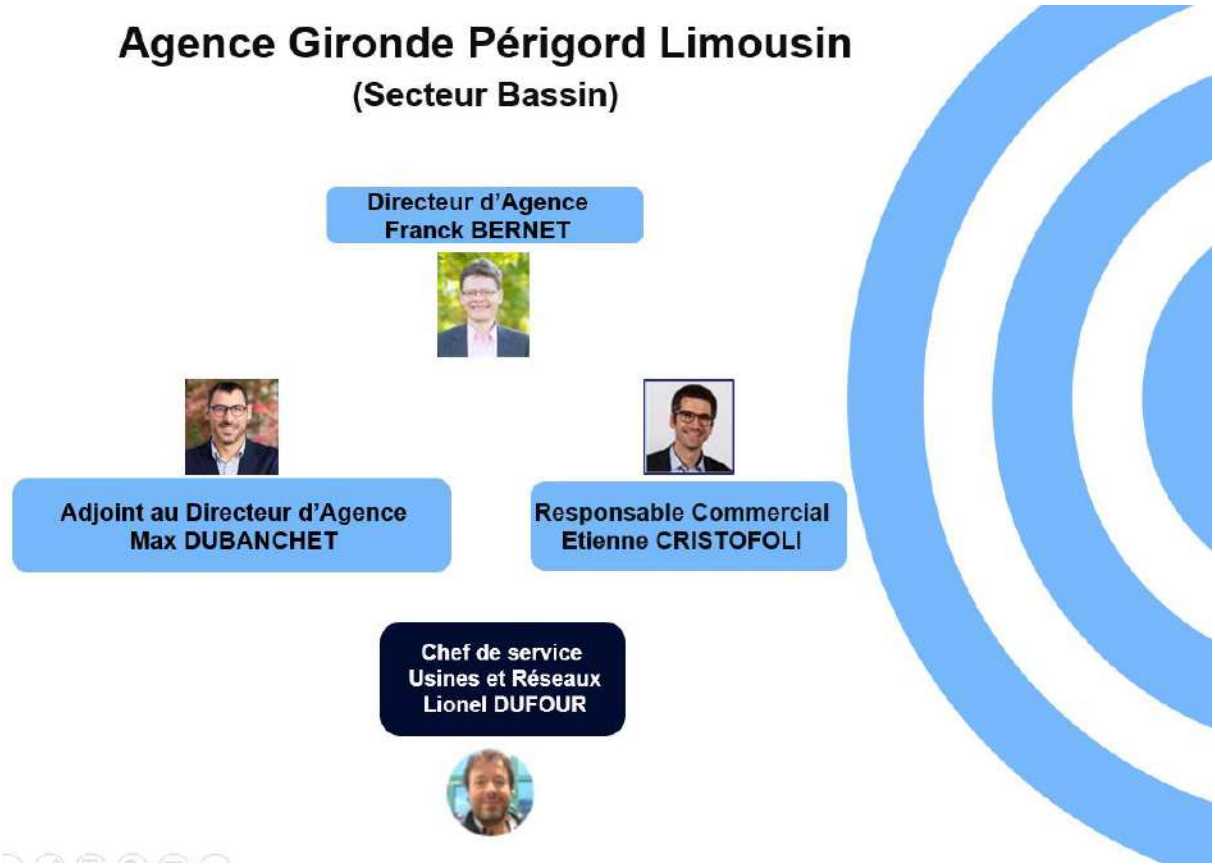
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

  - Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 L'inventaire du patrimoine

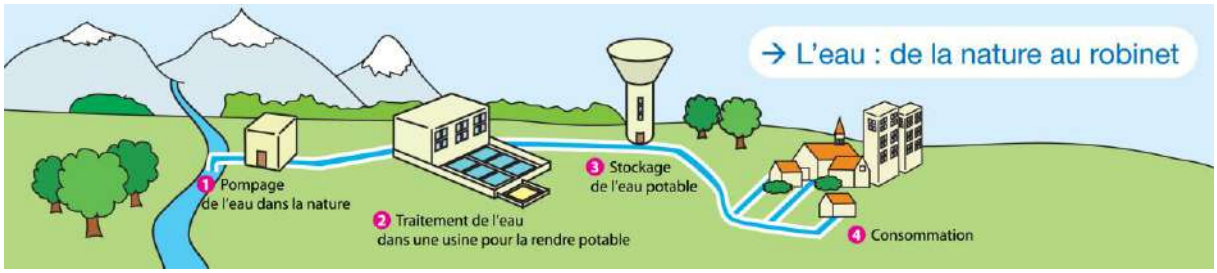
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	1971	3 000	m³/j
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	1965	2 000	m³/j
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	1976	3 000	m³/j

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

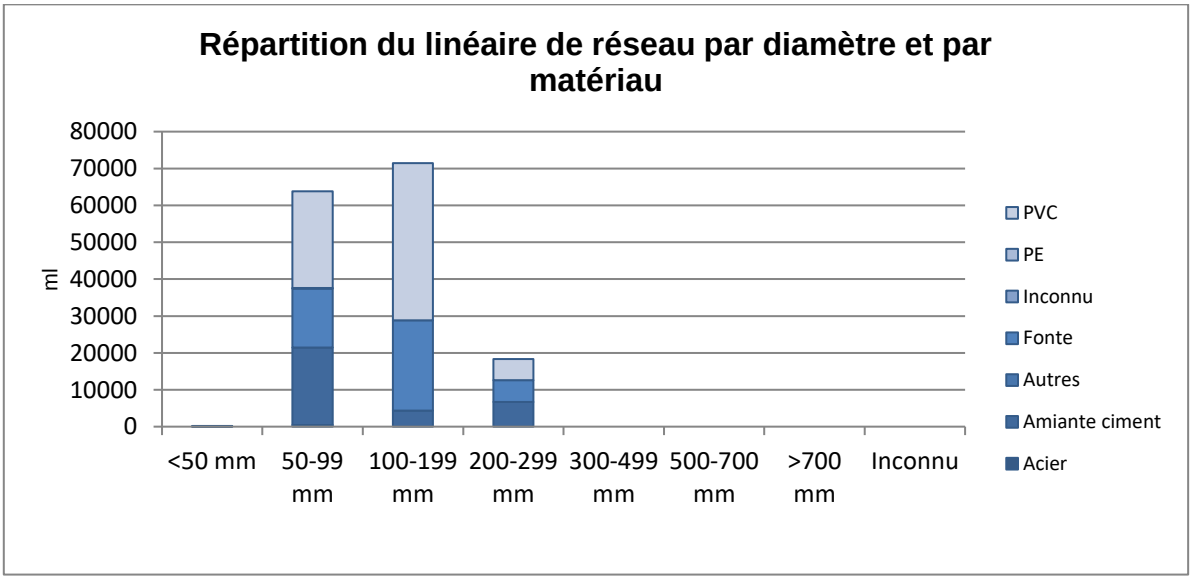
Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des réservoirs				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Volume utile**	**Unité**
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	1946	300	m³
ANDERNOS-LES-BAINS	CE LE MAURET	1968	1 500	m³
ANDERNOS-LES-BAINS	RESERVOIR CANADIENS		1 000	m³

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	115	-	-	48	6	168
50-99 mm	16 000	164	21 027	26 184	410	-	-	-	63 785
100-199 mm	24 456	-	4 367	42 666	-	-	-	-	71 490
200-299 mm	5 924	-	6 699	5 686	-	-	-	-	18 308
Total	46 380	164	32 094	74 650	410	-	48	6	153 751



La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	153 584
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	648
Linéaire de canalisation déposé	54
Régularisations de plans	- 428
Situation actuelle	153 751

Le tableau ci-dessous présente les principales mises à jour effectuées sur l'année 2021 par des plans de récolements ou remontées terrains impactant le linéaire.

Type	Description	Adresse	Longueur posée (ml)	Longueur déposée (ml)
Renouvellement	Tranchée avec extraction de l'ancienne canalisation	Andernos Av Acacias / Lauriers	16.96	16.96
Renouvellement	Tranchée sans extraction de l'ancienne canalisation	ANDERNOS BLD DU COLONEL WURTZ	455.96	441.25
Travaux neufs	Pose de canalisation en tranchée	ANDERNOS RFCT / Maillage Ch des Lapins	191.86	53.68

Ce tableau n'a pas vocation à être exhaustif. Le linéaire du réseau varie en fonction des demandes de mises à jour (réceptions de plans de récolements, retour d'information terrains, informations provenant directement de la collectivité, mise en cohérence de la base de données, intégration d'archives).

En 2020, de nombreuses corrections de données ont été effectuées dans les bases notamment des corrections graphiques des linéaires par la présence d'aberrations présentes historiquement dans les bases (linéaires superposés, présence de spikes, uniformisation des données attributaires).
Des variations de linéaires peuvent arriver lors de la mise à jour des cadastres notamment en limite de commune.

Il est à noter la présence dans le SIG de réseau dit "Privé" dont nous n'avons pas l'information de rétrocession. Ce linéaire n'est pas pris en compte dans le rapport d'activité.

Cela concerne :

ANDERNOS-LES-BAINS 2041.41 ml

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
ANDERNOS-LES-BAINS	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ANDERNOS-LES-BAINS	Equipements de mesure de type compteur	4	4	0,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	250	250	0,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	Vannes	968	974	0,6%
ANDERNOS-LES-BAINS	Vidanges, purges, ventouses	122	125	2,5%

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant						
Type branchement	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	580	540	30	30	24	- 20,0%
Hors plomb avant compteur	8 120	8 263	8 939	9 017	9 096	0,9%
Branchement eau potable total	8 700	8 803	8 969	9 047	9 120	0,8%
% de branchements en plomb restant	6,7%	6,1%	0,3%	0,3%	0,3%	- 20,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

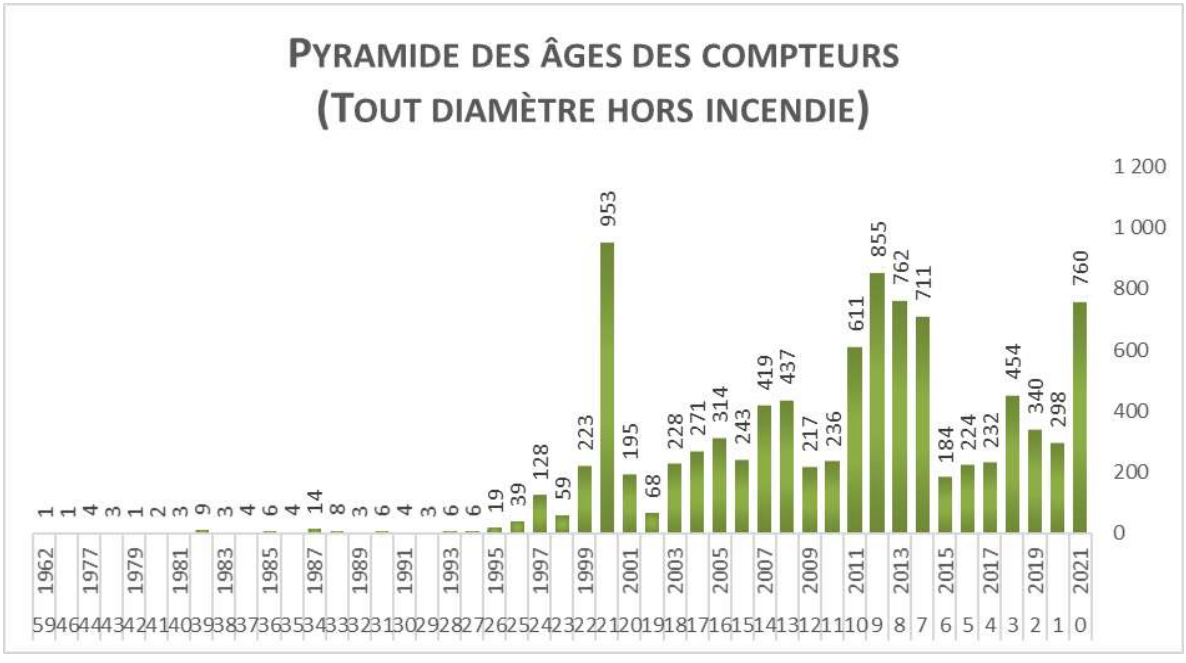
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre

Usage	Tranche d'âge	Inconnu	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	2 010	72	2	2 084
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	2 671	36	1	2 708
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	1 889	27	4	1 920
Eau froide	D 15 - 19 ans	1	1 099	21	3	1 124
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	1 591	6	-	1 597
Eau froide	F > 25 ans	-	101	8	1	110
Eau froide	Inconnu	2	-	-	-	2
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	-	1	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	-	1	1
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	1	1
Incendie	D 15 - 19 ans	-	-	-	2	2
Incendie	E 20 - 25 ans	-	-	-	2	2
Incendie	F > 25 ans	-	-	1	-	1
Total		3	9 361	171	18	9 553



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	3	0,0%
12 à 15 mm	9 216	9 361	1,6%
20 à 40 mm	162	171	5,6%
>40 mm	17	18	5,9%
Total	9 395	9 553	1,7%

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**110**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

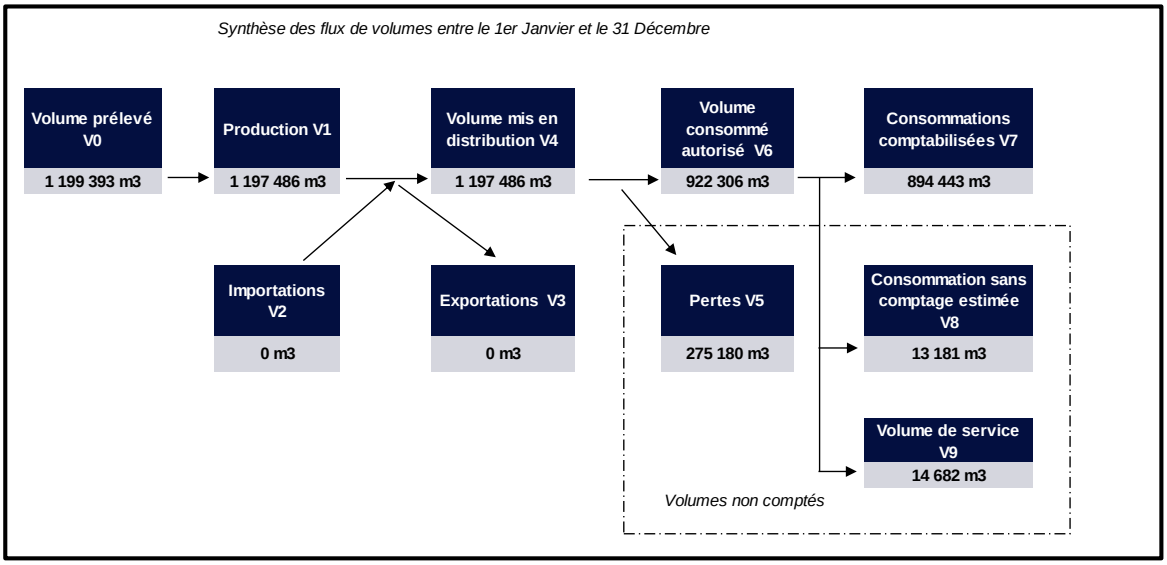
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



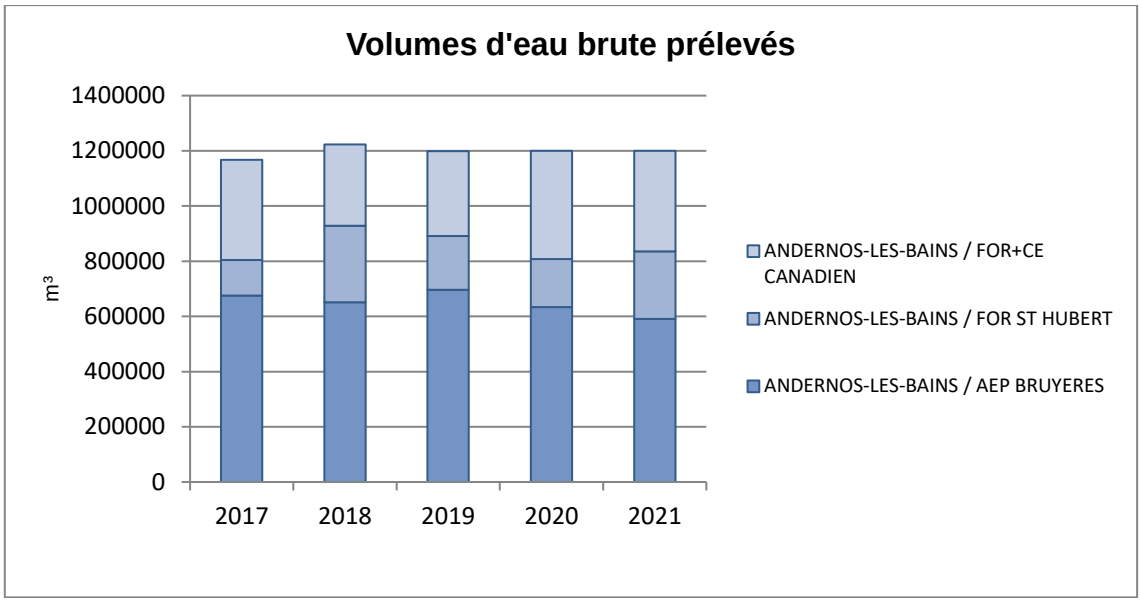
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	Site	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	675 263	650 677	695 993	633 590	591 331	- 6,7%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	129 345	277 381	195 571	174 513	244 101	39,9%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	362 224	294 830	307 006	392 196	363 962	- 7,2%
Total des volumes prélevés		1 166 832	1 222 888	1 198 570	1 200 299	1 199 393	- 0,1%

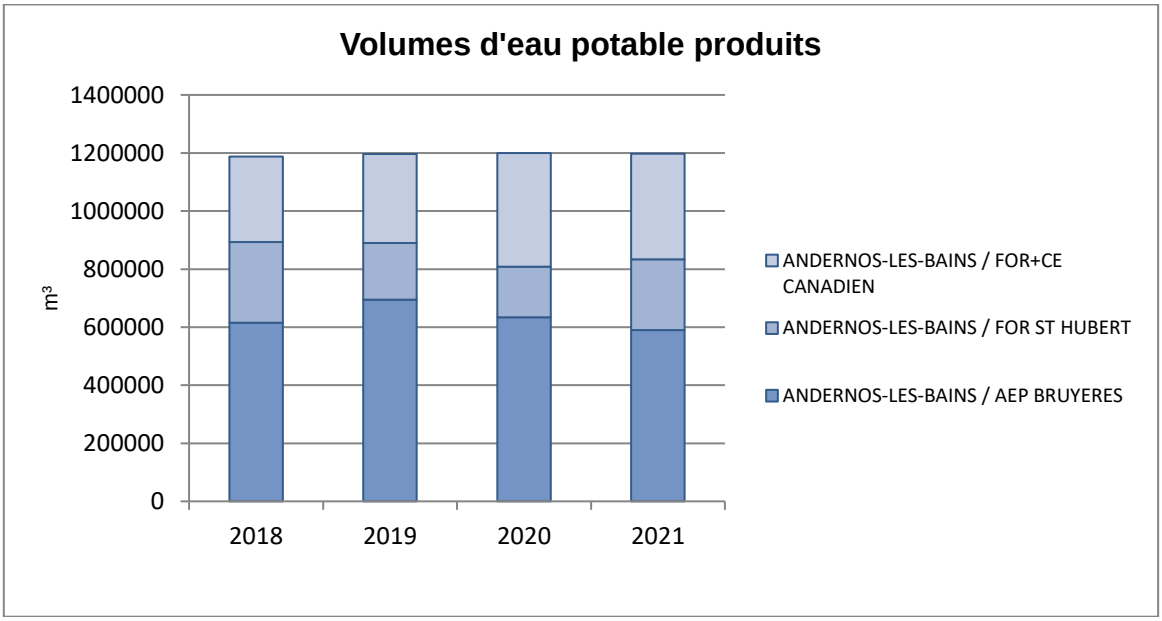
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)						
Commune	**Site**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	615 288	694 306	633 590	589 424	- 7,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	277 381	195 571	174 513	244 101	39,9%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	294 830	307 006	392 196	363 962	- 7,2%
Total des volumes produits		1 187 499	1 196 883	1 200 299	1 197 486	- 0,2%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

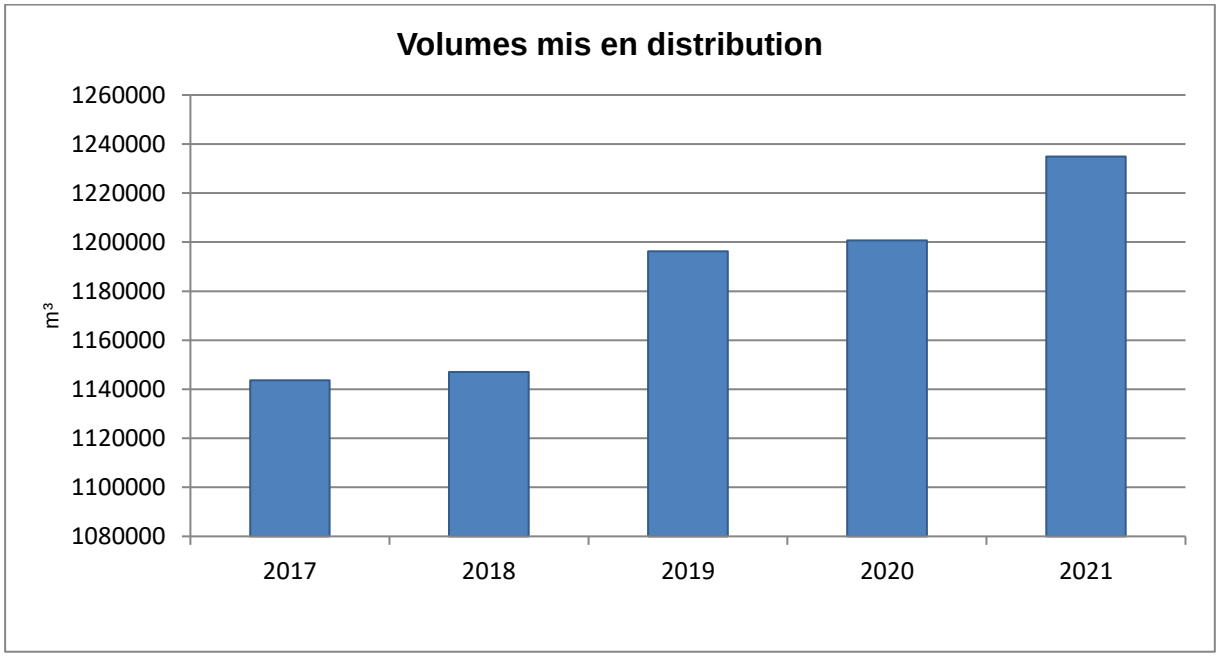
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

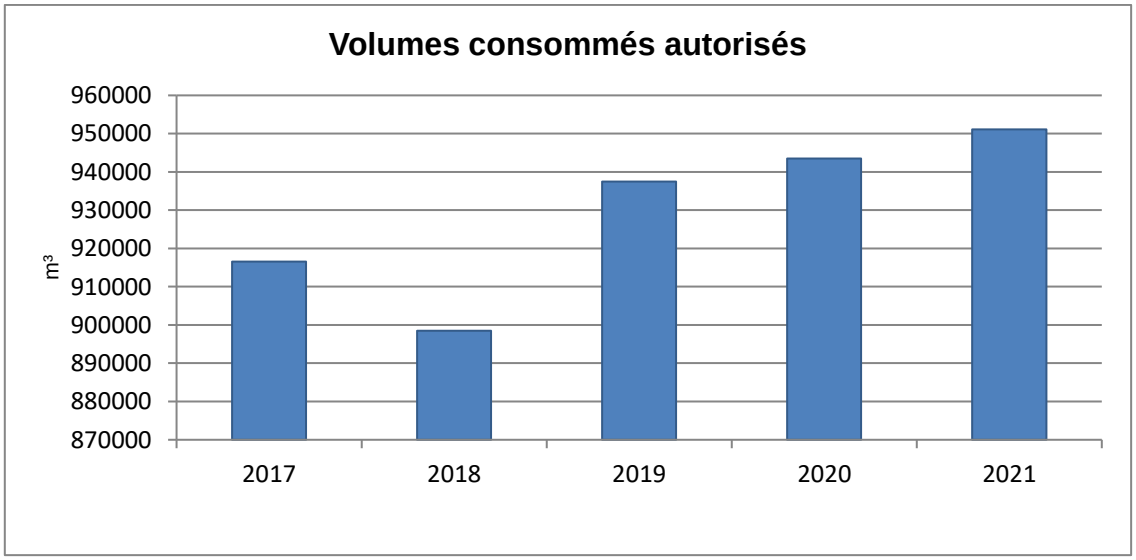
La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	900 887	882 797	904 336	910 721	923 275	1,4%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	900 887	882 797	904 336	910 721	923 275	1,4%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	9 281	9 281	13 461	13 461	13 181	- 2,1%
Volumes de service du réseau (G)	6 400	6 400	19 650	19 300	14 682	- 23,9%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	916 568	898 478	937 447	943 482	951 138	0,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

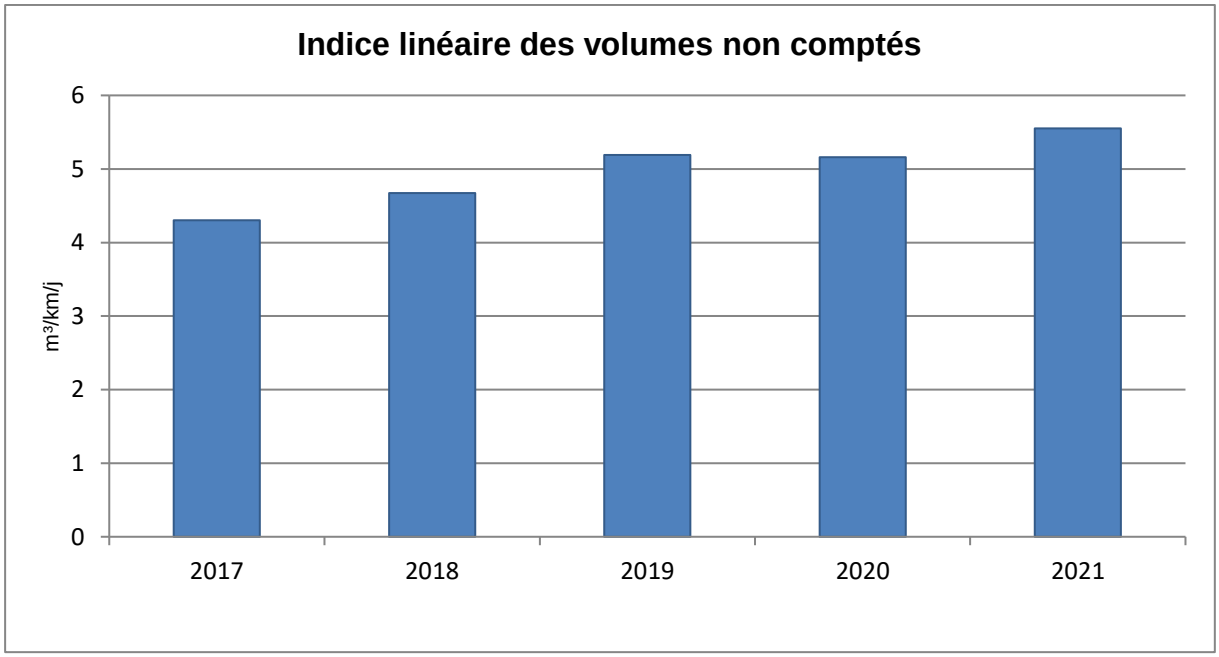
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

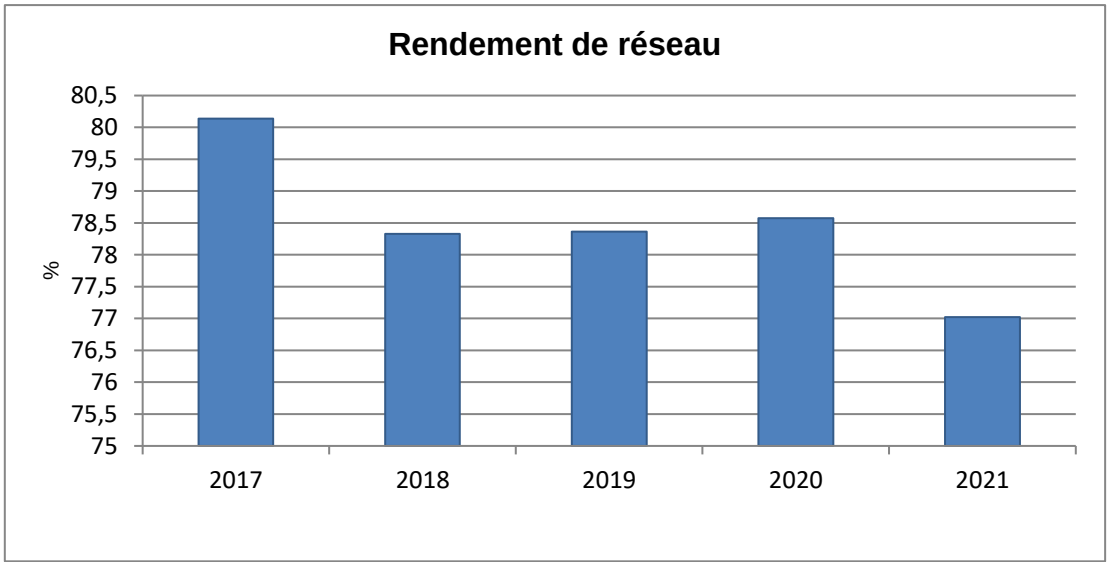
Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%
Volumes comptabilisés (E)	900 887	882 797	904 336	910 721	923 275	1,4%
Volumes consommés autorisés (H)	916 568	898 478	937 447	943 482	951 138	0,8%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	227 143	248 618	258 847	257 247	283 782	10,3%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	242 824	264 299	291 958	290 008	311 645	7,5%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	154,545	154,942	154,152	153,591	153,751	0,1%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	4,03	4,4	4,6	4,58	5,06	10,5%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	4,3	4,67	5,19	5,16	5,55	7,6%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	916 568	898 478	937 447	943 482	951 138	0,8%
Volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable produits (A)	1 143 711	1 147 097	1 196 294	1 200 729	1 234 919	2,8%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	80,14	78,33	78,36	78,58	77,02	- 2,0%



3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	916 568	898 478,11	937 447,37	943 481,77	951 137,52	0,8%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	154,5	154,9	154,2	153,6	153,8	0,1%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	16,2	15,9	16,7	16,8	16,9	0,7%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0,8	0,8	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	68,25	68,18	68,33	68,37	68,39	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	80,14	78,33	78,36	78,58	77,02	- 2,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	20-juil.-21
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP SAINT HUBERT	606
AEP LES CANADIENS	2717,2
AEP LES BRUYERES	2032
Total	**5355,2**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
3	2	2	3	3	1	18	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau produite est captée dans la nappe de l'Oligocène par les forages des Canadiens et de Saint-Hubert et dans la nappe de l'Eocène par le forage des Bruyères.

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
St Hubert	forage	1965	08254X0011	30/12/1996	16/11/1999	30/11/2006	Procédure terminée (captage public)	oui
Les Canadiens	forage	1976	08261X0031	30/12/1996	16/11/1999	05/01/2000	Procédure terminée (captage public)	oui
Les Bruyères	forage	1971	08261X0030	30/12/1996	16/11/1999	05/01/2000	Procédure terminée (captage public)	oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
St Hubert	05/06/1964	PI/PR	Oligocène (255-370)	100	2 000	345 000	Désinfection
Les Canadiens	08/01/1976	PI/PR	Oligocène (255-370)	100	2 000	345 000	Désinfection
Les Bruyères	30/09/1969	PI/PR	Eocène (385-378)	150	3 000	510 000	Désinfection

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	2	0	100,0%	4	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	2	0	100,0%	314	0	100,0%

Nous sommes dans l'impossibilité de fournir les résultats du contrôle sanitaire. Nous n'avons pas été en mesure de récupérer informatiquement les résultats d'analyse de l'ARS sans leur accord préalable. A ce jour nous n'avons pas eu cet accord.

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	7	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	8	1	87,5%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	41	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	504	1	99,8%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	02/06/2021	SORTIE DE LA STATION LES BRUYERES	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	3	sans objet	<=2	>=1

Un dépassement de la référence de qualité sur le paramètre Equilibre calco-carbonique a été mis en évidence le 02 juin sur la mise en distribution du forage des Bruyères. Une contre analyse a été réalisée le 18 juin et s'est avérée conforme.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution

		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	38	1	97,4%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	42	1	97,6%	1	97,6%
Paramètre	Microbiologique	190	1	99,5%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	492	1	99,8%	2	99,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références

Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	08/02/2021	PORT OSTREICOLE - AIRE DE LAVAGE	COLIFORMES "TOTAUX" à 36°	1	nombre/100 ml	=0	
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Hors référence	22/06/2021	SECTEUR LES CANADIENS - CANTINE LYCEE	TEMPERATURE	25.9	degré Celsius	<=25	
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Non conforme	08/07/2021	SECTEUR LES BRUYERES - PISCINE	NICKEL	24	µg/litre	<=20	
ANDERNOS-LES-BAINS	Contrôle sanitaire	Non conforme	08/07/2021	SECTEUR LES BRUYERES - PISCINE	PLOMB	20	µg/litre	<=10	

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre Coliformes totaux a été mis en évidence le 8 février au port ostréicole. Une contre analyse a été réalisée le 12 février et s'est révélé conforme.

Les dépassements des limites Nickel et Plomb mis en évidence le 08 juillet 2021 dans le cadre du contrôle sanitaire au niveau du secteur les Bruyeres concernent un prélèvement de type « 1er jet ». L'ARS33 a pris soin de mentionner sur le bulletin :

Le prélèvement de confirmation réalisé le 15 juillet 2021 s'est révélé conforme pour l'ensemble des paramètres mesurés. Les teneurs en plomb, cuivre et en nickel ne valent que pour le point d'utilisation où elles ont été mesurées. Compte tenu de l'influence du réseau de distribution d'eau (réseau intérieur et éventuellement branchement public) sur la dissolution des métaux, ces valeurs ne sont pas représentatives de la qualité de l'eau pour l'ensemble des consommateurs du réseau de distribution.

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	45	0	100%
Physico-chimique	16	1	93,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	278 464	271 678	303 771	288 393	266 894	- 7,5%
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	3 336	3 409	2 616	8 620	6 703	- 22,2%
ANDERNOS-LES-BAINS	CE LE MAURET	115	13	10	1	342	34 100,0%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	68 875	141 406	99 984	86 352	122 763	42,2%
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	141 890	112 029	115 129	140 426	130 804	- 6,9%
Total		492 680	528 535	521 510	523 792	527 506	0,7%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	Equipement électrique	armoire générale BT	22/12/2021
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Règles générales d'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection (décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993).

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret mentionné ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …),

- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …),

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
ANDERNOS-LES-BAINS	AEP BRUYERES	181	1	18	200
ANDERNOS-LES-BAINS	CE CAPSUS	4	1	1	6
ANDERNOS-LES-BAINS	CE LE MAURET	8	-	3	11
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR ST HUBERT	40	1	13	54
ANDERNOS-LES-BAINS	FOR+CE CANADIEN	270	1	15	286

3.3.4 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	149
RDT	201
RDT-RDICT conjointe	519
Total	869

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	renouvelés	3	2	-33,3%
Appareils de fontainerie	créés	-	1	0,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	143	81	-43,4%
Branchements	créés	50	75	50,0%
Branchements	modifiés	9	9	0,0%
Branchements	renouvelés	7	28	300,0%
Branchements	supprimés	1	2	100,0%
Compteurs	déposés	8	6	-25,0%
Compteurs	posés	196	165	-15,8%
Compteurs	remplacés	244	642	163,1%
Devis métrés	réalisés	67	108	61,2%
Enquêtes	Clientèle	517	475	-8,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	3	2	-33,3%
Eléments de réseau	mis à niveau	14	13	-7,1%
Remise en eau	sur le réseau	5	1	-80,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	5	5	0,0%
Réparations	fuite sur branchement	123	89	-27,6%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	26	39	50,0%
Autres		999	1 219	22,0%
Total actes		2 420	2 962	22,4%

3.3.5 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	4	-	32	2	- 93,8%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	-	57 508	21 031	36 435	30 958	- 15,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	8 556	8 707	1,8%
Collectivités	121	119	- 1,7%
Professionnels	385	428	11,2%
Total	9 062	9 254	2,1%

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	9 016	9 202	2,1%
Autres abonnés	46	52	13,0%
Total	9 062	9 254	2,1%

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :
- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	688 647	667 258	681 352	692 469	734 191	6,0%
Volumes vendus aux collectivités	43 001	37 347	41 834	28 632	32 356	13,0%
Volumes vendus aux professionnels	123 614	93 042	120 657	104 830	121 031	15,5%
Volumes vendus aux autres clients	0	23 152	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	855 262	820 799	843 843	825 931	887 578	7,5%

Professionnels du tourisme en hausse par rapport à 2020.

3.4.4 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	4 118
Courrier	483
Internet	724
Visite en agence	142
Total	5 467

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.5 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	1 245	14
Facturation	442	347
Règlement/Encaissement	720	35
Prestation et travaux	42	-
Information	2 261	-
Dépose d'index	381	-
Technique eau	376	304
Total	5 467	700

3.4.6 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	7 260	6 542	-9,9%
Nombre d'abonnés mensualisés	4 640	4 807	3,6%
Nombre d'abonnés prélevés	1 406	1 463	4,1%
Nombre d'échéanciers	144	99	-31,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	18 274	19 224	5,2%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	851	979	15,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	142	142	0,0%
Nombre total de factures comptabilisées	19 267	20 345	5,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.7 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	48 778,01	43 415,58	- 11,0%
Créances irrécouvrables (€)	5 673,15	8 390,41	47,9%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Année N-1	-	14 271,88	0,0%
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	1 318 310,24	0,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,43	0,61	41,9%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,62	1,08	- 33,3%

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.8 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Le fonds de solidarité

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Nombre de dossiers FSL	3	3	0,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	3	1	- 66,7%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	102,61	52,23	- 49,1%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	97,26	49,51	- 49,1%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	63,22	34,66	- 45,2%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	97,2601	49,51	- 49,1%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0001	-4681 982,4%

3.4.9 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Nombre de demandes acceptées	59	69	16,9%
Volumes dégrévés (m³)	44 098	32 493	- 26,3%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.10 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :

«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…

Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

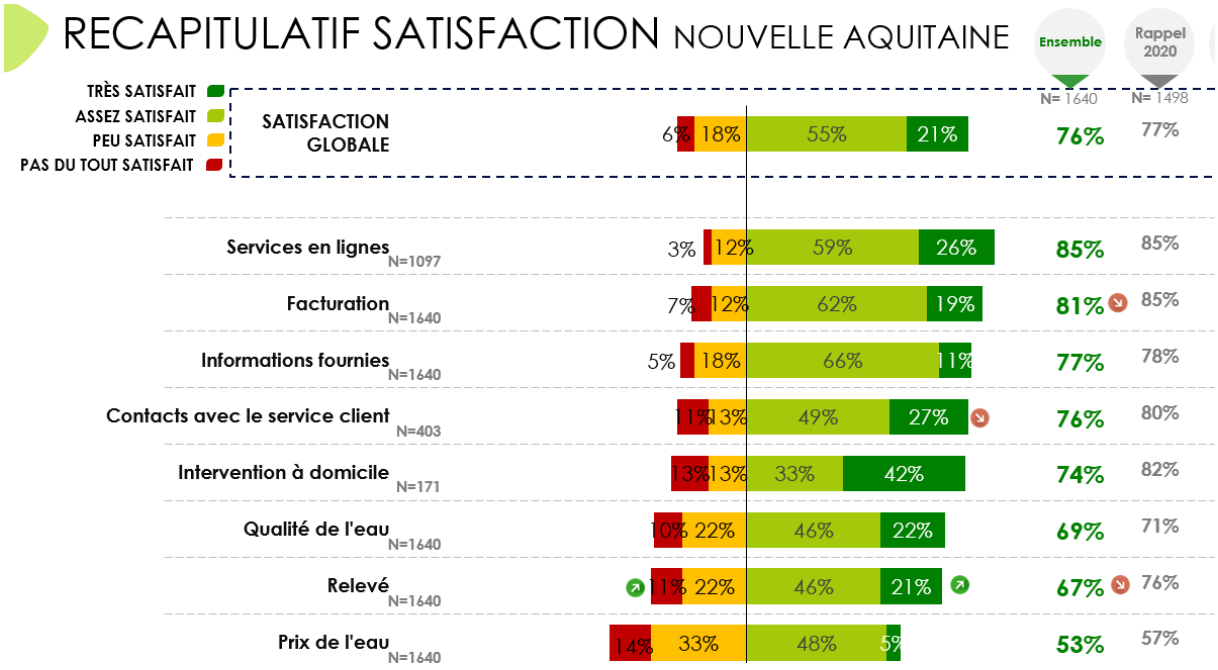
Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Stabilité de la satisfaction clients :
Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.

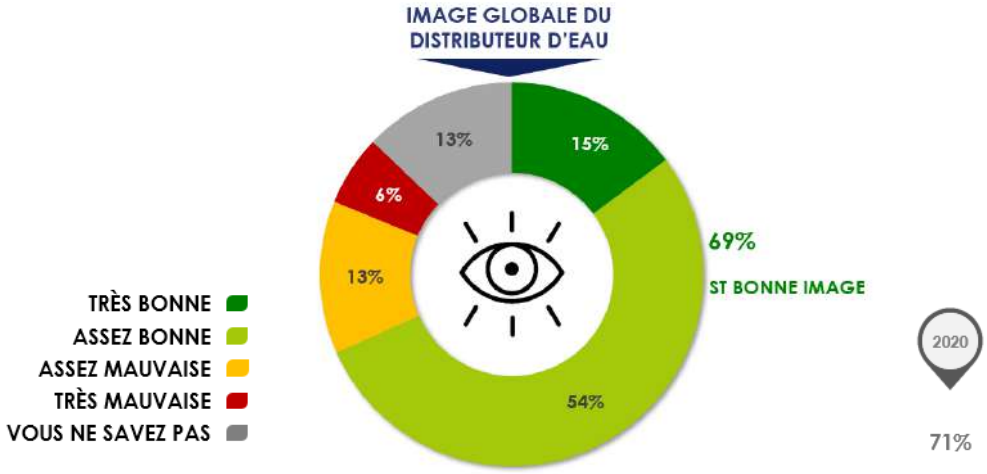


Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

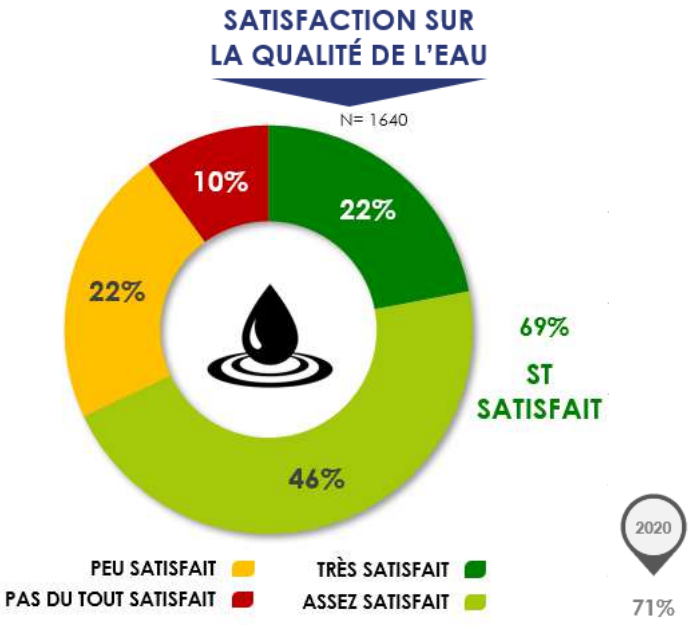
- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics



L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

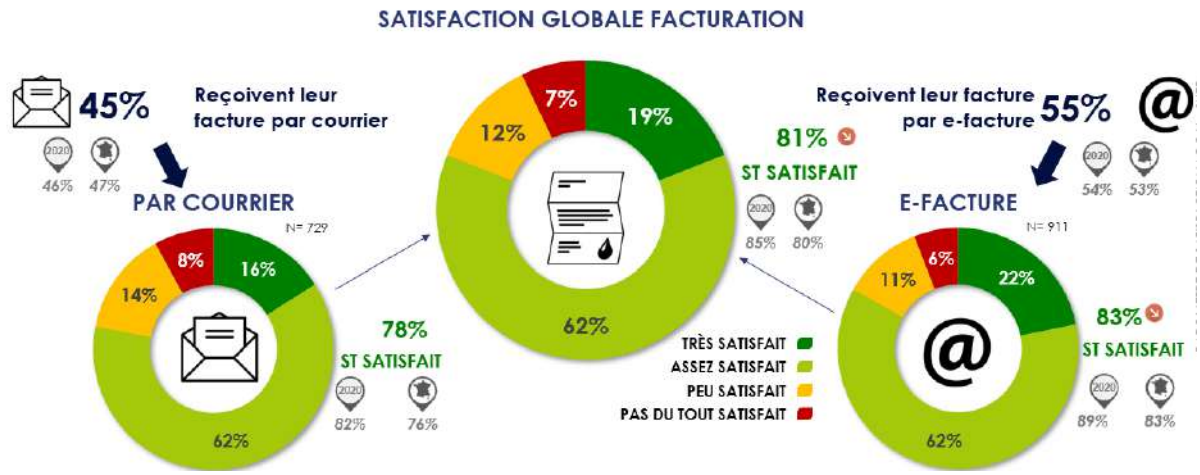
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



3.4.11 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m^3 qui peut comporter des tranches tarifaires.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	23,18	23,18	0,0%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,795	0,795	0,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	19,55%	19,55%	0,0%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,46975	1,46975	0,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,39317	1,39317	0,0%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	23,18	23,18	0,0%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,255	0,255	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,54	0,54	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,075	0,075	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0766	0,0766	0,0%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**1 402 991**	**1 484 200**	**5,8%**
Exploitation du service	446 465	468 964	
Collectivités et autres organismes publics	772 539	799 440	
Travaux attribués à titre exclusif	85 223	116 932	
Produits accessoires	98 764	98 864	
CHARGES	**1 732 851**	**1 693 708**	**-2,3%**
Personnel	366 141	362 039	
Energie électrique	54 408	45 171	
Produits de traitement	6 263	5 945	
Analyses	6 572	6 837	
Sous-traitance, matières et fournitures	205 667	185 856	
Impôts locaux et taxes	13 465	7 857	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	218 694	203 475	
• télécommunication, postes et télégestion	14 684	15 836	
• engins et véhicules	22 341	19 110	
• informatique	111 999	118 500	
• assurance	2 636	3 027	
• locaux	11 545	8 227	
Ristournes et redevances contractuelles	0	33	
Contribution des services centraux et recherche	20 805	22 597	
Collectivités et autres organismes publics	772 539	799 440	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	23 890	0	
• programme contractuel	20 752	37 173	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	7 011	0	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	5 234	4 914	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	11 410	12 370	
Résultat avant impôt	**-329 860**	**-209 508**	**36,5%**
RESULTAT	**-329 860**	**-209 508**	**36,5%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**1 402 991**	**1 484 200**	**5,8%**
Exploitation du service	446 465	468 964	5,0%
• Partie fixe facturée	227 105	243 612	
• Partie proportionnelle facturée	209 002	226 821	
• Variation de la part estimée sur consommations	10 359	-1 469	
Collectivités et autres organismes publics	772 539	799 440	3,5%
• Part Collectivité	423 128	447 710	
• Redevance prélèvement	83 186	65 722	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	266 225	286 008	
Travaux attribués à titre exclusif	85 223	116 932	37,2%
• Branchements	85 223	116 932	
Produits accessoires	98 764	98 864	0,1%
• Facturation et recouvrement de la redevance	38 790	39 995	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	5 472	5 666	
• Autres produits accessoires	54 502	53 203	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

VI. ANNEXES

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	9 253,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	1 478,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	492,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	153,80
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	9 253,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	9 253,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	153,80
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	473,30
Charges facturation encaissement	Client équivalent	11 031,80
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	9 253,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	1 197 486,30
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	9 547,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	8,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	9 253,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-71 090,52
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	684 760,02
Charges logistique	Sortie de stock	-22 853,98
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-415 743,08
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-248 421,53
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	684 760,02
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	116 931,85

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 1,19% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,66% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Andernos	**ENC - Afferm. EAU**	01	15/01/2021	292 245,13
COBAN - Andernos	**ENC - Afferm. EAU**	01	20/01/2021	151 900,00
COBAN - Andernos	**ENC - Afferm. EAU**	01	15/01/2021	1 737,42

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	2,3%	6,7%	196,2%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	210	632	201,0%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	9216	9364	1,6%
20 à 40 mm remplacés (%)	14,2%	8,8%	-38,2%
- 20 à 40 mm remplacés	23	15	-34,8%
- 20 à 40 mm Total	162	171	5,6%
> 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- > 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- > 40 mm Total	17	18	5,9%
Age moyen du parc compteur	11,4	11,9	3,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	24 020,02
Réseaux	1 013,04
Branchements	41 429,19
Compteurs	28 997,05
Total	95 459,3

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	34 390,69	71 094,65	7 379,85	47 359,61	95 459,3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	20 387,88
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	20 387,88

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux neufs	23 686,9	13 304,9	- 3 647,1	6 599,4	20 387,9

Le montant négatif correspond à des écritures de régularisation comptables passées suite à la réception d'avoirs ou pour corriger des erreurs d'imputation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Votre délégataire

@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

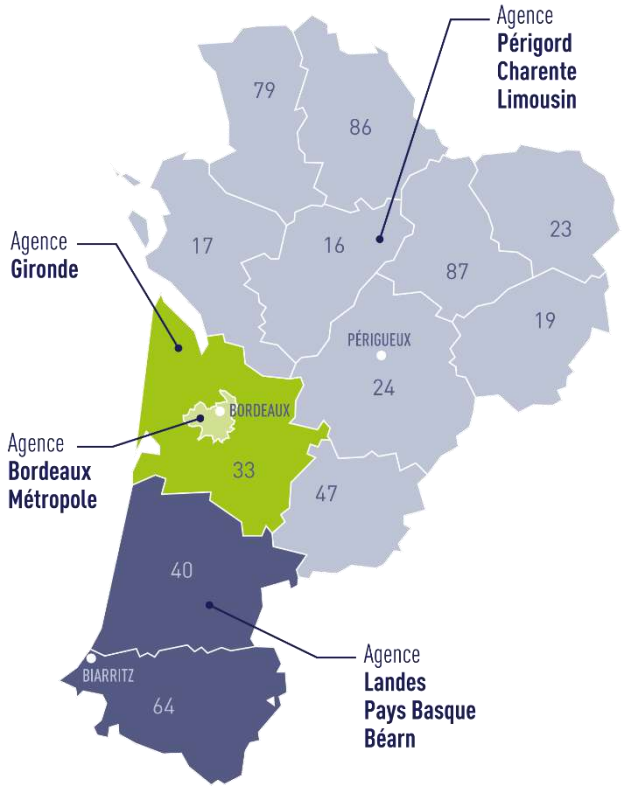
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

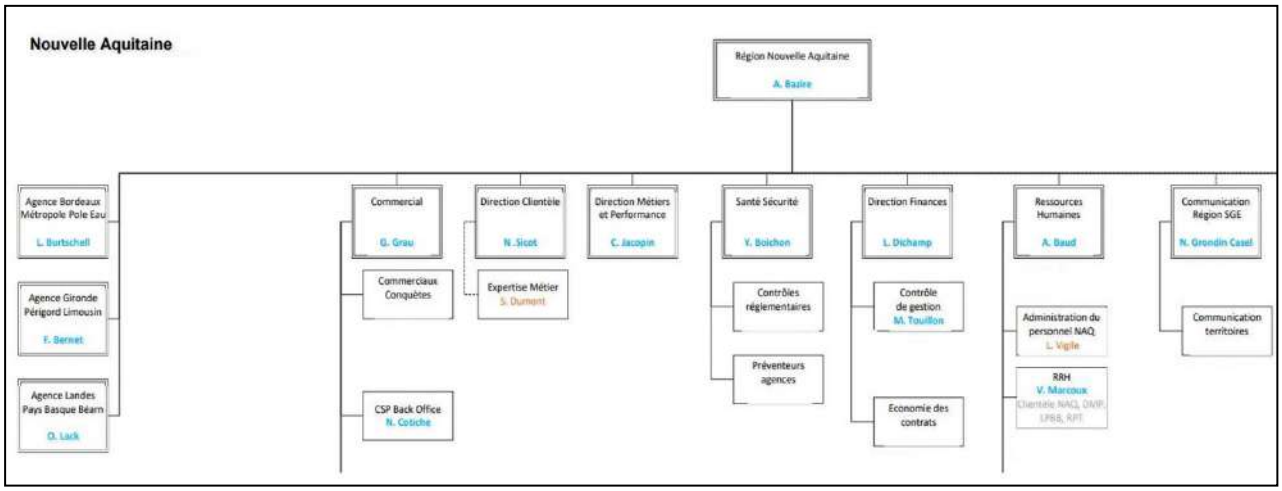
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

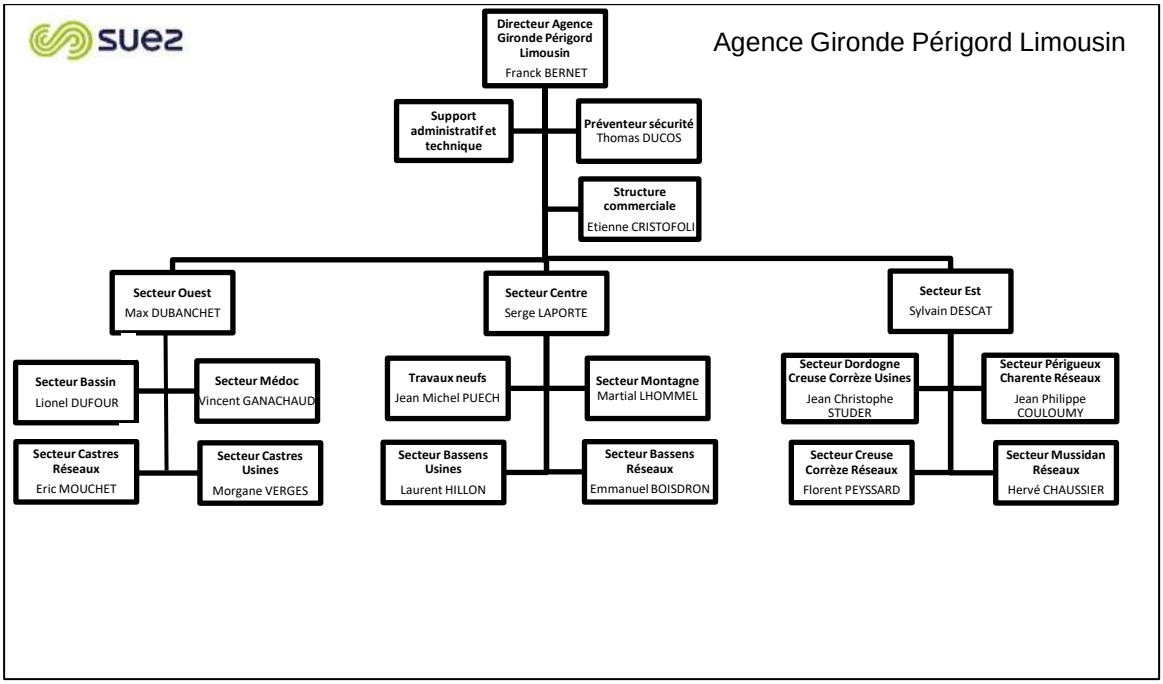
5.1.3 Nos moyens humains

L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1.4 Nos moyens matériels

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise







5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

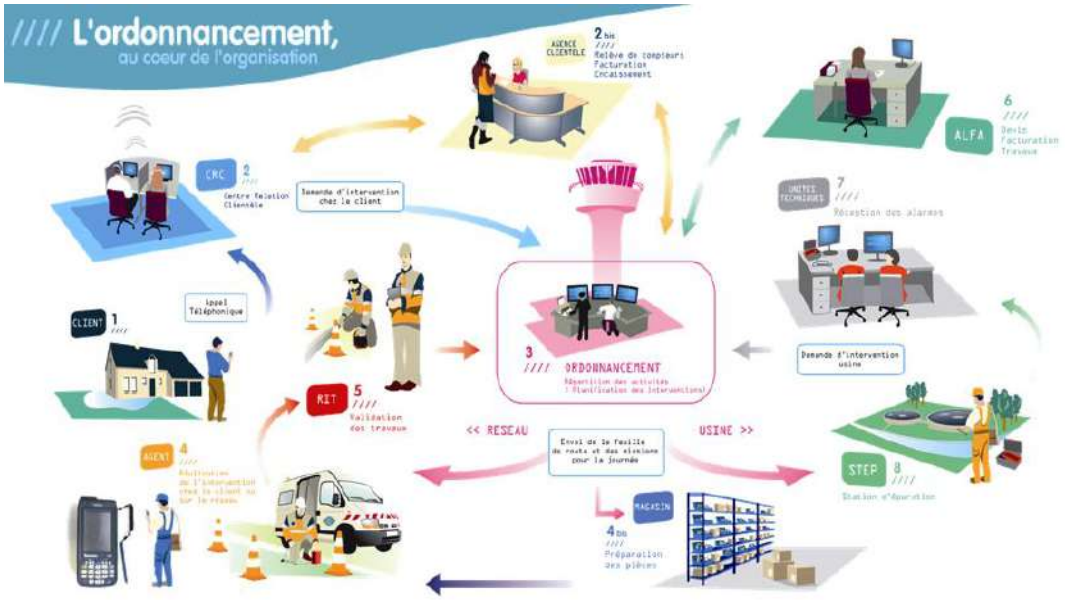
- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2 La relation clientèle

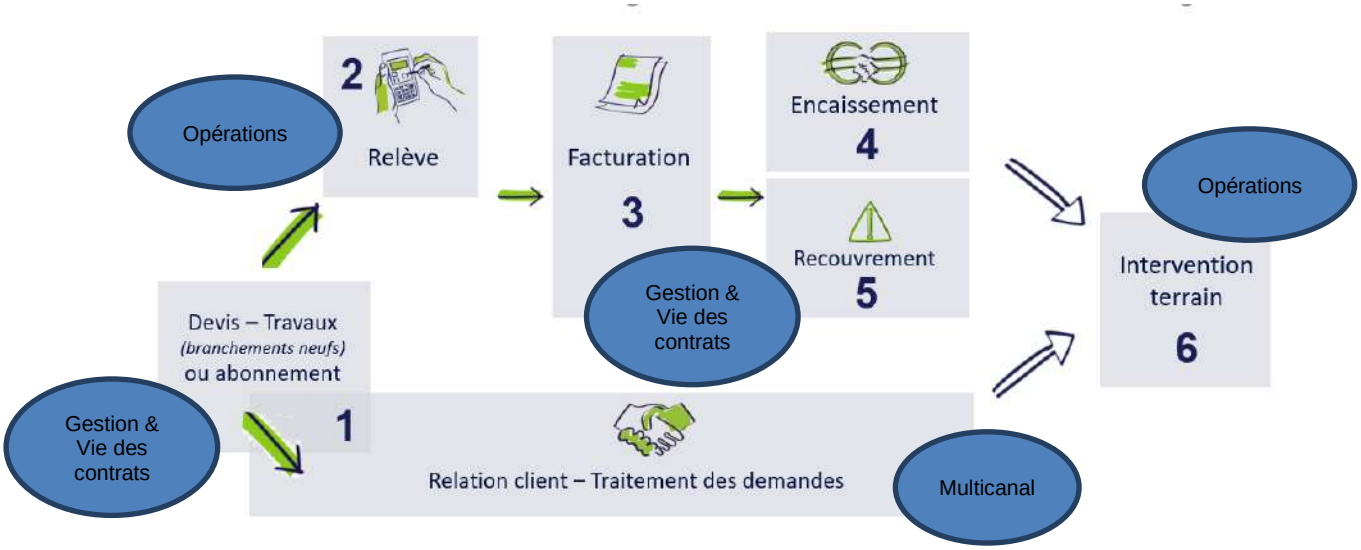
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :

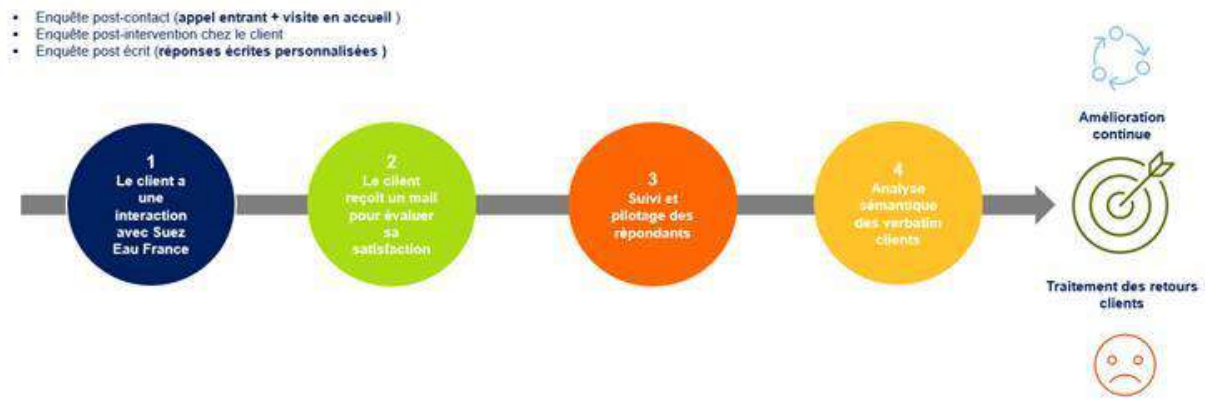
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),

- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat reste valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services et la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028370

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels ; entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

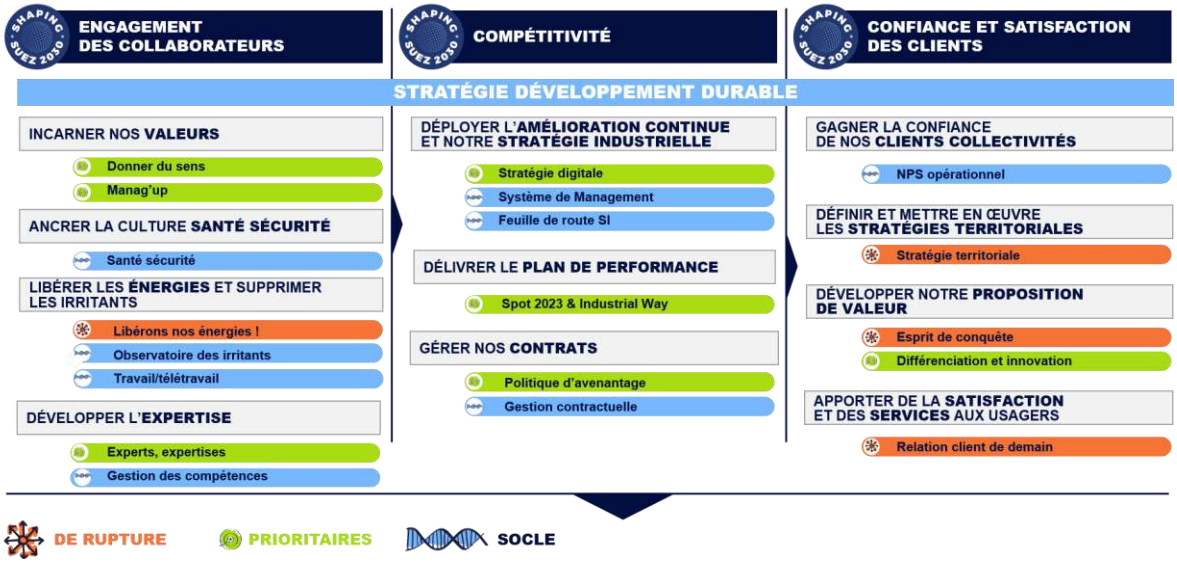
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des annexes

ANDERNOS 6959

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE	410034607

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY

** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*

*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA...
https://www.infogreffe.fr/cont...

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : ANDERNOS LES BAIN

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

ANDERNOS LES BAINS

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0009

000373

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 47 analyses bactériologiques et 48 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur la commune d'ANDERNOS LES BAINS provient de trois forages profonds, "Les Bruyères", "Les Canadiens" et "Saint Hubert" captant la nappe de l'Eocène pour le premier et de l'Oligocène pour les deux derniers. Ces forages sont dotés des périmètres de protection. Elle subit un traitement d'aération et de désinfection au niveau de chaque station avant sa distribution sur le réseau. Depuis le 1er janvier 2020, la compétence "eau potable" a été transférée à la Commmunauté d'agglomération de Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitation de la production et de la distribution de l'eau sur la commune. Depuis le 1er janvier 2022, la gestion de l'eau a été confiée à la société AGUR.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau peu calcaire. Valeur moyenne : 10,30 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,28 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES CONTACTS

ANDERNOS-LES-BAINS - 6959				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	497		497
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	93		93
Demande de prestation	SERV - SERVICES	15		15
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	27		27
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	305		305
Demande d'information	ABON - SRU	3		3
Demande d'information	AUTRE	130		130
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	132		132
Demande d'information	ENCA - SEPA	5		5
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	209		209
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	209		209
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	4		4
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	39		39
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	3		3
Demande d'information	FACT - FACTURE	528		528
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	13		13
Demande d'information	QUAL - CALCAIRE	3		3
Demande d'information	QUAL - COULEUR	7		7
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - GOUT	1		1
Demande d'information	QUAL - QUALITE	3		3
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	2		2
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	7		7
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	75		75
Demande d'information	SERV - eFACTURE	9		9
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	4		4
Demande d'information	SERV - SERVICES	13		13
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	26		26
Demande d'information	TECH - CHANTIER	43		43
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	291		291
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	1		1
Demande d'information	TECH - RELEVE	180		180
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	15		15
Départ client	ABON - ABONNEMENT	307		307
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	95		95
Dépose d'index	TECH - RELEVE	381		381
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		14	14
Facture	FACT - FACTURE	2	347	349
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	3		3
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	72		72
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	455	1	456
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	332		332
Règlement	ENCA - REGLEMENT	226	34	260
Surrendettement	ENCA - SITUATION DE COMPTE	1		1
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		304	304
Total		4 767	700	5 467

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour ANDERNOS-LES-BAINS-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	20 388

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Programme contractuel		
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-TN-Sécurisation AEP Bruyères		*226*
ANDERNOS LES BAINS-CE CAPSUS-TN-DEBITMETRE EAU DISTRIBUEE		*1 452*
ANDERNOS LES BAINS-CE LE MAURET-TN-DEBITMETRE EAU DISTRIBUEE		*1 474*
ANDERNOS LES BAINS-CE LE MAURET-TN-Echelle à crinoline d'accès à la cuve		*3 418*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-TN-ANTI INTRUSION		*1 824*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-TN-DEBITMETRE EAU DISTRIBUEE		*2 265*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-TN-Trappe verrouillable et grille d'aération inox		*9 729*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	24 020

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-RVT-Analyseur de chlore		*2 355*
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-RVT-Pompe javel		*113*
ANDERNOS LES BAINS-FOR ST HUBERT-RVT-VARIATEUR POMPE FORAGE		*10 380*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-RVT-Analyseur de chlore		*2 402*
ANDERNOS LES BAINS-FOR+CE CANADIEN-RVT-DEMARREUR EXHAURE		*7 561*
Programme contractuel		
ANDERNOS LES BAINS-AEP BRUYERES-RVT-Débitmètre distribution		*1 210*

RESEAUX	1 013

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
ANDERNOS LES BAINS--RVT-ACCESSOIRES RESEAU		*1 013*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	70 426

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

Garantie de continuité de service

ANDERNOS LES BAINS--RVT-BRANCHEMENTS ORDINAIRES	*217*

Programme contractuel

ANDERNOS LES BAINS--RVT-COMPTEURS	*28 997*
ANDERNOS LES BAINS--RVT-RP BRANCHEMENTS	*41 212*

Contrat : 6959

Bassin

Total année 2021	**115 847**

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CONTRAT DE : ANDERNOS 6959

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	1490
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1800
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	792
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	10600
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**14682**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités :	233	1631
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			500
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			2000
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**4131**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			500
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			50
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**550**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur			1000
- prise sur Poteau Incendie sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			6000
- utilisation par gens du voyage			1500
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**8500**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**13181**

Commentaires:

33 purges qualité, 7 interventions accessoires et 41 purges suite casse canalisations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

ANDERNOS-LES-BAINS - 6959				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES GIROLLES	3 682
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU FALGOUET	2 570
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE L UNION	2 228
33005	ANDERNOS LES BAINS	Professionnel	AVENUE GUTENBERG	2 101
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	1 586
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DU PAGE	1 433
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	IMPASSE DES MARGUERITES	1 355
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE CHARLES GOUNOD	1 305
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	1 119
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DU PAGE	1 080
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE D ORLEANS	1 057
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	THEODORE MONOD	906
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	879
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	745
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DES TULIPES	701
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE GABRIEL FAURE	637
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE CARNOT	589
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE CHAMPAGNE	588
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	IMPASSE DU PAGE	541
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE JOHANNES BRAHMS	498
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES JONQUILLES	482
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE L OCEAN	480
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES PALIQUEYS	466
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE ROUGET DE LISLE	370
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DES COLONIES	301
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	286
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE PARMENTIER	264
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE RENE DUGUAY TROUIN	262
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE L EGLISE	222
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DU COLONEL GASTON BORDES	221
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE D ALSACE	212
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE FRANCOIS VILLON	211
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DE LA CARREYRE	178
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	161
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	159
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU PRESIDENT KENNEDY	159
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES CEPES	151
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DES LIBELLULES	148
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE MANUEL DE FALLA	146
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES VIOLETTES	135
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	130
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES CARAVELLES	125
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE LEO FERRE	121
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU FALGOUET	116
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DU BROUSTIC	112
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE D ARES	98
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	CHEMIN DES LAPINS	96

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

ANDERNOS-LES-BAINS - 6959				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE ROUGET DE LISLE	94
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE MESSIAEN	93
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE JOHANN STRAUSS	92
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES FLEURS	83
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE JULES CHAMBRELENT	76
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE BELLEVUE	73
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE JEAN MERMOZ	70
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE DE BOURGOGNE	70
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE CHARLES GOUNOD	69
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	58
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE ALFRED DE VIGNY	55
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES PALIQUEYS	55
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES CEVENNES	51
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE LOUIS JOUVET	47
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE DES MARRONNIERS	42
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE VERGNIAUD	40
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	RUE JULES FERRY	25
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE CENTRALE	20
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	AVENUE GEORGES BIZET	18
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	ALLEE DES ARDENNES	15
33005	ANDERNOS LES BAINS	Particulier	BOULEVARD DE L OCEAN	-65
Total général				**32 493**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	AVENUE GUTENBERG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	AVENUE GUTENBERG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	03/03/2021	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	14/01/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	14/01/2021	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	04/01/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	03/03/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE DES PAPILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	14/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/01/2021	PROMENADE DE LA PISCINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	04/01/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/01/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/01/2021	RUE EDITH PIAF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	04/01/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	05/01/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	04/01/2021	AVENUE DES BRUYERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	15/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	18/01/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	08/02/2021	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	04/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	18/01/2021	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	18/01/2021	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	05/01/2021	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	18/01/2021	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	18/01/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	18/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	09/02/2021	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	09/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE PANHARD LEVASSOR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	04/03/2021	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	18/01/2021	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	18/01/2021	RUE DES COQUELICOTS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	04/03/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	RUE ALAIN GERBAULT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	09/02/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DE LA CIGALIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	18/01/2021	AVENUE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	09/02/2021	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	19/01/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	20/01/2021	AVENUE CAMILLE SAINT SAENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	19/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	10/02/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	22/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	07/01/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	08/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/01/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	20/01/2021	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	10/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	10/02/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	10/02/2021	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	10/02/2021	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	05/03/2021	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	04/03/2021	AVENUE DE SALLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	04/03/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	20/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	20/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	20/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	AVENUE RENE FONCK	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	05/03/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	08/03/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	20/01/2021	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	20/01/2021	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	10/02/2021	RUE LOUISON BOBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	10/02/2021	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	12/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	12/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	11/01/2021	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	11/01/2021	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	12/01/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	21/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	22/01/2021	RUE EDOUARD BRANLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	10/02/2021	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	08/03/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	08/03/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/02/2021	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	08/03/2021	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	08/03/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	05/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	05/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	13/01/2021	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	26/01/2021	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	13/01/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	25/01/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	27/01/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	26/01/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	27/01/2021	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	29/03/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	08/03/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	14/01/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	29/01/2021	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	26/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	12/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	10/03/2021	ALLEE DES PERVENCHES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	09/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	29/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	29/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	RUE DES ANEMONES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE LA SOURCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	30/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	01/04/2021	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	31/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	30/03/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	AVENUE DES PINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	26/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	02/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	27/01/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	02/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	08/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	08/03/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	30/03/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	08/03/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	14/01/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/02/2021	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	01/02/2021	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	26/01/2021	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	26/01/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	02/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	26/01/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	26/01/2021	LOT LE BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	01/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	26/01/2021	RUE PANHARD LEVASSOR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	02/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	02/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	03/02/2021	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	15/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	12/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	15/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	29/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	09/03/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	29/03/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	02/04/2021	RUE LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	02/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	30/03/2021	AVENUE DES PINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	CHEMIN DU PIGEOUNEY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	02/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	30/03/2021	AVENUE DU PHARE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	30/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	RUE DE L ABBE REULET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	01/04/2021	QUAI DE LAHILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	31/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	06/04/2021	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	30/03/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	31/03/2021	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	31/03/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	01/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	30/03/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	07/04/2021	ALLEE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	06/04/2021	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	01/04/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	31/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	02/04/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	31/03/2021	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	01/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	01/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	05/02/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	05/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer (suite recherche de fuite)**	01/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	06/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/04/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	02/04/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	13/04/2021	ALLEE DE BIGORRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	31/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	01/04/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	13/04/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	04/02/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	03/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	08/04/2021	ALLEE CHARLES LECOQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	04/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	02/02/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	05/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	04/02/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	04/02/2021	AVENUE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	07/04/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	07/04/2021	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	07/04/2021	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	07/04/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	13/04/2021	RUE DES BIDAOUS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	12/04/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	02/04/2021	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	13/04/2021	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	26/04/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	13/04/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	13/04/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau vidanger**	06/04/2021	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	12/04/2021	RUE JEAN FERRAT	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	26/04/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	19/04/2021	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	17/02/2021	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	16/02/2021	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	16/02/2021	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	16/02/2021	AVENUE DU BETEY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	17/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	18/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	18/02/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	14/04/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	11/03/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	19/04/2021	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau ouvrir**	19/04/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**20/04/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/04/2021**	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**20/04/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**26/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**26/04/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**27/04/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**27/04/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**27/04/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**27/04/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**18/02/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**25/02/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	**19/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**22/02/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**25/02/2021**	PLACE SAINT HUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/05/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/05/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/05/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**20/04/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**29/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**06/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**22/04/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	15
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/04/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/04/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**26/02/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/02/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**04/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**24/02/2021**	RUE DU SOUVENIR FRANCAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**22/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/02/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/02/2021**	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**26/02/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/04/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/04/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/04/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/04/2021**	RES VUE SUR MER REPUBLIQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**22/04/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**13/04/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/05/2021**	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**10/05/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**12/04/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	ALLEE DES MOUETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	ALLEE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**14/04/2021**	AVENUE VICTOR HUGO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**19/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**03/05/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/05/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/05/2021**	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/04/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**03/05/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**30/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**26/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**29/04/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**28/04/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**29/04/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/05/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/05/2021**	RUE LOUIS LUMIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**03/03/2021**	RUE JOSEPH CUGNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**02/03/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**26/02/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**05/05/2021**	ALLEE DE L AUTOMNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**23/04/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**05/05/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**22/04/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**10/05/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer (suite recherche de fuite)**	**07/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**22/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**23/04/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**23/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**06/05/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**07/05/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**12/05/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**14/05/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/05/2021**	ALLEE DU MAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**06/04/2021**	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**15/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**15/02/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**18/02/2021**	ALLEE DE L AUTOMNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**18/02/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**18/02/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**18/02/2021**	AVENUE DU PRINTEMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**23/02/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**01/03/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**10/03/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**10/03/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**22/04/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/04/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**27/04/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**14/04/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**09/04/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**05/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**29/04/2021**	RUE ALAIN MIMOUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**26/04/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**14/05/2021**	RUE JOSEPH CUGNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**10/05/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**14/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**10/05/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**10/05/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**17/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**19/05/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE CHARLES PEGUY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**15/03/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/03/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**26/02/2021**	ALLEE DES SERINS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	03/03/2021	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	01/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	26/02/2021	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/03/2021	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	10/05/2021	AVENUE DE LA SOURCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	02/06/2021	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	19/05/2021	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	02/06/2021	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	19/05/2021	IMPASSE DES MARGUERITES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	10/05/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	31/05/2021	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	01/06/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	26/05/2021	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	08/06/2021	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	07/06/2021	RUE DES BLEUETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	11/06/2021	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	14/05/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	17/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	14/05/2021	RUE COLETTE BESSON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	10/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	11/06/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter équipements	20/05/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	regard compteur enquêter	25/05/2021	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	20/05/2021	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	27/05/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	28/05/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	25/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/06/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau purger	01/06/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	01/06/2021	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	regard compteur réparer	04/06/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	regard compteur réparer	04/06/2021	RUE DES MARINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter (débit, pression)	09/06/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	25/05/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	appareil fontainerie créer	14/06/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	03/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	03/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	03/03/2021	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	03/03/2021	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	voirie enquêter problème	03/03/2021	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	14/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	31/05/2021	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	BAC remettre en état	03/06/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	25/05/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	14/06/2021	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	31/05/2021	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	31/05/2021	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	31/05/2021	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	02/06/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	04/06/2021	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	06/06/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	07/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	08/06/2021	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau renouveler sans compteur	27/05/2021	RUE LOUISON BOBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	01/03/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	01/03/2021	RUE ALEXANDRE FLEMING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	03/03/2021	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	15/03/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	15/03/2021	IMPASSE DES MARGUERITES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	15/03/2021	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	28/06/2021	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	18/05/2021	RUE JULES SIMON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau renouveler sans compteur	20/05/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	01/06/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	25/05/2021	RUE DES PLUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur changer pièces, réparer fuite	10/06/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	31/05/2021	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	25/05/2021	IMPASSE DES FRERES LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	01/06/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	25/05/2021	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	accessoire réseau réparer	12/05/2021	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau renouveler sans compteur	20/05/2021	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	17/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	08/06/2021	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	07/06/2021	AVENUE DES COLONNIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau renouveler sans compteur	24/06/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau réparer	21/05/2021	ALLEE DU MAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	27/05/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur changer pièces, réparer fuite	25/05/2021	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau renouveler sans compteur	28/05/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	28/05/2021	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	25/05/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter pour qualité eau	03/06/2021	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**03/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**08/06/2021**	RUE JULES CHAMBRELENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**15/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**08/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**31/05/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/06/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**21/06/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**02/06/2021**	RUE ANDRE MAUROIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**02/06/2021**	RUE CLAUDE FRANCOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**08/06/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**03/06/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**11/06/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**15/06/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/06/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**23/06/2021**	ALLEE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/06/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/06/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**21/06/2021**	RUE DES PLUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer à la demande du client**	**08/06/2021**	ALLEE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**16/06/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/06/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**22/06/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**22/06/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/06/2021**	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/06/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**29/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/06/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**28/06/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/06/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES PERDRIX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	ALLEE DES NOISETIERS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/06/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**23/06/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**22/06/2021**	RUE DU SOUVENIR FRANCAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**22/06/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/07/2021**	AVENUE DES FRERES MONTGOLFIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/07/2021**	RUE LOUIS LUMIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**28/06/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**24/06/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**06/07/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**06/07/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**30/06/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**25/06/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/07/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**06/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**30/06/2021**	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**01/07/2021**	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**09/07/2021**	AVENUE DES TULIPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**09/07/2021**	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**06/07/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**06/07/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**28/06/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**21/06/2021**	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**05/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**22/06/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**22/06/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**28/06/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/06/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/06/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**28/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**28/06/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**30/06/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**01/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**06/07/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**02/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**02/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**05/07/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**06/07/2021**	RUE DES PENSEES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**07/07/2021**	ALLEE DU BOIS D ARCY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**07/07/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**10/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**10/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**15/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**09/07/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**29/07/2021**	RUE LEOPOLD JAVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/07/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**19/07/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**22/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	ALLEE MICHEL BERGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	ALLEE BERNARD MOITESSIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE DU COMMANDANT COUSTEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE LEO FERRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE LEO FERRE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	30/07/2021	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	30/07/2021	ALLEE MICHEL BERGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/08/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	30/07/2021	ALLEE MICHEL BERGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/08/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	30/07/2021	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/07/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	11/08/2021	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	29/07/2021	RUE DE LA SAUSSOUZE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	30/06/2021	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	devis métré réaliser	05/07/2021	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/08/2021	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/08/2021	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/07/2021	RES LA PETITE HERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/08/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/07/2021	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/08/2021	ALLEE DE LA SABLIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DES TULIPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/08/2021	RUE ANDRE MAUROIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE ALBERT CAMUS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	04/08/2021	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	05/08/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE DES AIGRETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	26/07/2021	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/08/2021	RUE DES GIROLLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/08/2021	ALLEE SAINTE THERESE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES PAQUERETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE SALLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE ROBERT SURCOUF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE DES TOURTERELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/07/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**05/07/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/07/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**19/07/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE DES AIGRETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	ALLEE DES SERINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE MAGRIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**28/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**28/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	RUE JULES SIMON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE DES BOULEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE JACQUES BREL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/07/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE LUDWIG VAN BEETHOVEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES EGLANTIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE ALFRED DE VIGNY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**02/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**01/07/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DE LA MAIRIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE DES ARBOUSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DE L ABBE REULET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/08/2021**	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	IMPASSE DES PLATANES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	RUE DU COLONEL GASTON BORDES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DE L ABBE REULET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DE LA MARNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE TOULOUSE LAUTREC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	ALLEE JEAN COCTEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/07/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**21/07/2021**	AVENUE RENE FONCK	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE LOUIS JOUVET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	ALLEE DE LA SABLIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/07/2021**	IMPASSE DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	AVENUE CAMILLE SAINT SAENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/08/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/08/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**11/08/2021**	AVENUE LUDWIG VAN BEETHOVEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**19/07/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/07/2021**	AVENUE DES CAPUCINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**11/07/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**12/07/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/07/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**05/07/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**21/07/2021**	RESIDENCE ANDERNOS II	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/07/2021**	RUE DES PENSEES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**10/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/07/2021**	RUE JULES CHAMBRELENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**20/07/2021**	RUE DES GALIPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**03/08/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**19/07/2021**	ALLEE DU BOIS D ARCY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**voirie enquêter problème**	**16/07/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**28/07/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/07/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**22/07/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/08/2021**	AVENUE SAINT EXUPERY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/07/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**19/07/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**19/07/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**21/07/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/07/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	RUE DES CHARDONNERETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**15/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**12/07/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**13/07/2021**	AVENUE JEAN MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**26/07/2021**	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**09/08/2021**	RUE RENE DUGUAY TROUIN	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**22/07/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**12/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**12/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**16/07/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**12/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**13/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**23/07/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**28/07/2021**	ALLEE MOZART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**20/07/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**20/07/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/07/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**26/07/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**02/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**09/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**20/07/2021**	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/08/2021**	ALLEE DES COURLIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/07/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**21/07/2021**	AVENUE DES LIBELLULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DU TENNIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**11/08/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/07/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**29/07/2021**	RUE ANDRE MESSAGER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/07/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**06/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**11/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**02/08/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/08/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**27/07/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**04/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**03/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**30/07/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**02/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**30/07/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/08/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/08/2021**	AVENUE DE LA MARNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**04/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**09/08/2021**	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**09/08/2021**	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**03/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**06/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**07/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**09/08/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**10/08/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**21/07/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**16/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**16/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**20/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**16/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**19/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**29/07/2021**	RUE YVES MONTAND	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/07/2021**	RUE DES TOURTERELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**04/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/07/2021**	RUE DES JONQUILLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**21/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**22/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**12/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**23/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**27/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**23/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**23/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**03/08/2021**	RUE COLETTE BESSON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**03/08/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**26/07/2021**	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**04/08/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**28/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/07/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**04/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**29/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Compteur lot relever**	**30/07/2021**		ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**03/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**04/08/2021**	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**04/08/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**25/05/2021**	RUE SUZANNE LENGLEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**03/03/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**15/03/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**15/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**01/06/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**21/06/2021**	RUE GILLES ROBERVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**08/06/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**04/06/2021**	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler avec compteur**	**24/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**01/06/2021**	RUE DES ECHASSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**01/06/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**21/06/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau supprimer**	**16/06/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**18/06/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	RES VUE SUR MER REPUBLIQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	RUE ALAIN MIMOUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**13/08/2021**	AVENUE MICHEL DE MONTAIGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**30/06/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**24/06/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**05/07/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**28/06/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau supprimer**	**05/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**26/07/2021**	RUE DES PINSONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler avec compteur**	**26/08/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	**09/07/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**08/07/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**21/07/2021**	ALLEE DES CARAVELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	AVENUE JOHANNES BRAHMS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**03/08/2021**	RUE JEAN BART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**24/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**27/08/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**30/08/2021**	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**02/08/2021**	AVENUE DE SALLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**26/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**22/07/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**29/07/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**02/08/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**31/08/2021**	RUE JULES FERRY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**31/08/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	**05/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**05/08/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**16/08/2021**	RUE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**27/08/2021**	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**25/08/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**09/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**01/09/2021**	AVENUE GUTENBERG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	RUE YVES MONTAND	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**01/09/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**19/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DE LA SOURCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	ALLEE DE COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/08/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/08/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/08/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**06/09/2021**	ALLEE DES GENETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**31/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	ALLEE DE COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	RUE DES PALIQUEYS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	ALLEE DES ROSES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**31/08/2021**	THEODORE MONOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**17/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**12/08/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**12/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/08/2021**	ALLEE DES PHALENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**16/08/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**19/08/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	RUE ROSSINI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**30/08/2021**	RUE ISIDORE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**25/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**23/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	RUE DES COLOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**30/08/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**25/08/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**01/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**03/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**31/08/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**06/09/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	PROMENADE DE LA PISCINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**09/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/03/2021**	ALLEE DES BECASSES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**06/09/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**06/09/2021**	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**13/09/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE DES CEPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DES TULIPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES CORMORANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	RUE DES GOELANDS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES CORMORANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES CORMORANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	ALLEE DES VIOLETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	RESIDENCE ANDERNOS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES HUITRIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES BLEUETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	ALLEE DES PHALENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	RUE DU TENNIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE DES BOULEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	RUE LOUIS LUMIERE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE DES BECASSES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE FRANZ SCHUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE LUCIEN RIBE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	ALLEE DES ROSEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	ALLEE DE LA BISCARDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE LUCIEN RIBE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	RUE LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE FRANZ LISZT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE JEAN SEBASTIEN BACH	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	ALLEE LAMARTINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	LOT VILLA CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	LOT VILLA CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE SERGE GAINSBOURG	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE LUCIEN RIBE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	RUE FRANZ SCHUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES BECASSES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	AVENUE CAMILLE SAINT SAENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE ROSSINI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES TAMARIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DES LUTINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE EDOUARD BRANLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/08/2021**	ALLEE DES MOUETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	LOT LE BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	AVENUE DES BRUYERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**25/08/2021**	BOULEVARD DE VERDUN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	ALLEE FRANCIS JAMMES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/08/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE SOPHIE WALLERSTEIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	RUE ROBERT SCHUMAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	ALLEE JEAN COCTEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE D ORLEANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	RUE ROBERT SCHUMAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	AVENUE SOPHIE WALLERSTEIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	ALLEE DES TAMARIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DE FRANCHE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DU GATINAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/08/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	ALLEE DES SIRENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	AVENUE CHARLES TRENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DE L ILE DE FRANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**26/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DES ONDINES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DES SIRENES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE DU BOURBONNAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE D ANJOU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**14/09/2021**	ALLEE DE PICARDIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	ALLEE DE LA PINEDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	AVENUE DES HIRONDELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DE L ARGONNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/09/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/09/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/09/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/09/2021**	ALLEE DES GENETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**10/09/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/08/2021**	RUE DE LA SAUSSOUZE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/08/2021**	RUE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/08/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/09/2021	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	31/08/2021	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	23/08/2021	RUE PASTEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/09/2021	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	09/09/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	08/09/2021	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/09/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	12/08/2021	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/09/2021	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	03/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	01/09/2021	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	03/09/2021	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	02/09/2021	ALLEE MOZART	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	01/09/2021	ALLEE DES GRIVES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	19/08/2021	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/08/2021	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	30/08/2021	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	18/08/2021	ALLEE DU BEARN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	17/08/2021	RUE GUYNEMER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/08/2021	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	31/08/2021	PLACE SAINT HUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	19/08/2021	AVENUE DE CAUDERAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	27/08/2021	AVENUE GEORGES BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	06/09/2021	RUE ROBERT SCHUMAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	12/08/2021	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	19/08/2021	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	01/09/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	09/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	24/08/2021	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	25/08/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	13/09/2021	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	27/08/2021	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	31/08/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	01/09/2021	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	09/09/2021	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	06/09/2021	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	07/09/2021	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	08/09/2021	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	08/09/2021	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	10/09/2021	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau réparer	09/08/2021	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter pour qualité eau	11/08/2021	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/03/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau remise en eau réaliser	17/03/2021	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur relever	13/09/2021	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau renouveler**	**07/09/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/08/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**27/09/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**16/08/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/09/2021**	RUE DE LA SAUSSOUZE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/08/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**16/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**18/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**19/08/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/08/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau vidanger**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/09/2021**	ALLEE D ORLEANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/08/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**01/09/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**10/08/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**31/08/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**01/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**11/08/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**13/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**13/09/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	RUE LOUISON BOBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**01/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**10/08/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**10/08/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**24/09/2021**	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/08/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**12/08/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/08/2021**	IMPASSE DES FRERES LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**30/08/2021**	RUE DE L ARMAGNAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**24/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**25/08/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**10/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**24/08/2021**	IMPASSE LARRIOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**09/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/08/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/08/2021**	ALLEE RICHARD WAGNER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/09/2021**	RUE CLAUDE DEBUSSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**25/08/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**02/09/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**03/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**03/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/09/2021**	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**10/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**13/09/2021**	RUE JACQUES HAZERA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**07/09/2021**	RUE DES MYOSOTIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**13/09/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**07/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/09/2021**	PLACE JOSQUIN DES PRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**09/09/2021**	RUE NICEPHORE NIEPCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**06/09/2021**	AVENUE SOPHIE WALLERSTEIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**06/09/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**07/09/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**08/09/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**03/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**13/09/2021**	AVENUE DES HERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/09/2021**	ALLEE CLEMENT MAROT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**13/09/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**13/09/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**09/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/09/2021**	RUE GABRIEL FAURE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**14/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**14/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**13/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**13/09/2021**	RUE DES PLUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**13/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/09/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau prélever pour analyse de contrôle**	**16/09/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**20/09/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**10/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**16/09/2021**	RUE DES SARCELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/09/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**21/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**13/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**27/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**27/09/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**28/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	2
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**23/09/2021**	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**21/09/2021**	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**13/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**14/09/2021**	IMPASSE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**13/09/2021**	AVENUE DES PALOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**16/09/2021**	RUE LEOPOLD JAVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	PORT OSTREICOLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/09/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/09/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**31/08/2021**	RUE CLAUDE DEBUSSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**23/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**23/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**08/10/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**01/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**23/09/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	ALLEE DES PRIMEVERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE RENE DUGUAY TROUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROBERT SURCOUF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE CLAUDE DE FORBIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE DES SAULES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE DU TENNIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	CHEMIN DE COMTE A COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	ESPLANADE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DES JONQUILLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE DES JONQUILLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	RUE DES PENSEES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES IRIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	RESIDENCE LA PRAIRIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE JULIEN GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE JOACHIM DU BELLAY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROUGET DE LISLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	RUE EDOUARD BRANLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	PLACE BREMONTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	AVENUE DE GUYENNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE ROSSINI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	RUE DES LISERONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	AVENUE DES BRUYERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	PLACE DE L ETOILE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	ALLEE FRANCOIS VILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/09/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE DE L YSER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE LOUIS JOUVET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	PLACE BREMONTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DU PHARE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	AVENUE DES ALGUES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE LA COTE D ARGENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE MADAME JOLIOT CURIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	AVENUE DES PINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	RUE MARCEL PAGNOL	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	ALLEE DES ARDENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/10/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE ROGER BELLIARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	RUE DES LISERONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	AVENUE CHARLES TRENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	ALLEE DU BEARN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	RUE DES MYOSOTIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	AVENUE DU LANGUEDOC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	ALLEE DES SIRENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	ALLEE DU ROUSSILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	ALLEE DU MAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE CLAUDE FRANCOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE CLAUDE FRANCOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/09/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/09/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/10/2021**	LE PAS DES MOLIETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/09/2021**	RUE HENRI COCHET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/09/2021**	RUE DES CEVENNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	RUE GUYNEMER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	ALLEE DE LA PINEDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/09/2021**	AVENUE FRANCK CAZENAVE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**17/09/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/10/2021**	BOULEVARD DE L UNION	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/09/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/09/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/10/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**01/10/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**24/09/2021**	RUE NOTRE DAME DE LA PAIX	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	AVENUE DU GENERAL LECLERC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	29/09/2021	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	24/09/2021	AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/09/2021	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/09/2021	RUE DES ECUREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	27/09/2021	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	21/09/2021	RUE DE L ESQUIREY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	15/09/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	15/09/2021	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	28/09/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	22/09/2021	RUE DES GRILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	BAC remettre en état	23/09/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	BAC remettre en état	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	07/10/2021	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	27/09/2021	AVENUE LOUIS LAMOTHE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	20/09/2021	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	21/09/2021	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	20/09/2021	ALLEE DE PICARDIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	20/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	22/09/2021	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	23/09/2021	RUE JULES MASSENET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter équipement	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	25/09/2021	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau afficher	30/09/2021	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	07/10/2021	RUE DES CORBIERES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/10/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	01/10/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau fermer demande interne	04/10/2021	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	06/10/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	08/10/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau enquêter fuite	08/10/2021	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	11/10/2021	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau enquêter fuite	12/10/2021	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur remplacer pour anomalie technique	12/10/2021	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	01/10/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	13/10/2021	PLACE LOUIS DAVID	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	01/10/2021	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	19/10/2021	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	27/09/2021	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	05/10/2021	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	18/10/2021	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	branchement eau créer avec compteur	11/10/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	compteur enquêter client	27/09/2021	RUE DE LA PALOMBIERE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**11/10/2021**	IMPASSE LARRIOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**04/10/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**29/09/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**07/10/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/10/2021**	RUE DES COLOMBES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**11/10/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**05/10/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/10/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**11/10/2021**	RUE DES RESINIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**18/10/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**21/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/11/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/11/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**08/11/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/11/2021**	RUE DE LA RENAISSANCE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/11/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**20/10/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	RUE DES PALIQUEYS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/11/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur enquêter**	**02/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/10/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**25/10/2021**	RUE JOSEPH CUGNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**25/10/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**02/11/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**03/11/2021**	CHEMIN DES BOUVIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**27/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard avec compteur**	**22/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**29/10/2021**	AVENUE VERGNIAUD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**08/11/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau réparer**	**27/09/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**28/09/2021**	ALLEE DES DUNES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**19/10/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**19/10/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE DU FALGOUET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**11/10/2021**	AVENUE DE LA FRATERNITE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**11/10/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**11/10/2021**	AVENUE GUSTAVE EIFFEL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**08/10/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE DE LA MARNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	ALLEE BEAUSEJOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/10/2021**	AVENUE DE CHAMPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**08/11/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**28/09/2021**	ALLEE DE PICARDIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**28/09/2021**	PLACE LOUIS DAVID	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**30/09/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**04/10/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**04/10/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**29/09/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/10/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/10/2021**	RUE DES FAUVETTES	ANDERNOS LES BAINS	13
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/10/2021**	ALLEE DU ROUSSILLON	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**18/10/2021**	ALLEE FRANCIS CARCO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**14/10/2021**	AVENUE CENTRALE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**07/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**20/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**08/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/10/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**02/11/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/10/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/10/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**16/11/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/10/2021**	AVENUE DE TAUSSAT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**14/10/2021**	RUE DE LA CARREYRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer à la demande du client**	**20/10/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**18/10/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**20/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**27/10/2021**	AVENUE PIERRE DE COUBERTIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**26/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/10/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**25/10/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**02/11/2021**	RES VUE SUR MER REPUBLIQ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**02/11/2021**	RUE DU 11 NOVEMBRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**22/10/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**08/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**27/10/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/10/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**10/11/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**29/10/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**09/11/2021**	AVENUE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**29/10/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**04/11/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**05/11/2021**	RUE LEOPOLD JAVAL	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**05/11/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**16/11/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**22/11/2021**	RUE DES ARBOUSIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**15/11/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**17/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/11/2021**	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/10/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**26/11/2021**	PLACE LOUIS DAVID	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**02/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**18/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/10/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**18/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/10/2021**	RUE DU PERIGORD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur avec émetteur radio enquêter**	**25/10/2021**	AVENUE DU CASINO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement Eau fermer Client non déclaré**	**02/11/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**14/10/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**14/10/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**02/12/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/10/2021**	BOULEVARD DU MARECHAL JUIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**20/10/2021**	AVENUE DES COLONIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**29/10/2021**	BOULEVARD PIERRE DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**16/11/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**23/11/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**15/11/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**16/11/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**23/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**18/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**22/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**22/11/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**29/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**30/11/2021**	AVENUE DU BASSIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**24/11/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**30/11/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**26/11/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**03/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**06/12/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer avec compteur**	**16/11/2021**	RUE DES MYOSOTIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**18/11/2021**	RUE CARNOT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**23/11/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	RUE SEBASTIEN GERARD CASTAING	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**17/11/2021**	IMPASSE DES FRERES LALANDE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**23/11/2021**	ALLEE JOSEPHINE BAKER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**24/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**18/11/2021**	Les canadiens Nord	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**18/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/11/2021**	RUE PARMENTIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/11/2021**	Les canadiens Nord	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**06/12/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**22/11/2021**	IMPASSE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter équipements**	**03/12/2021**	RUE DES CEPES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/12/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/11/2021**	Canadiens nord coie rapide	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**07/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	8
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**17/03/2021**	RUE ANTOINE ELIES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**07/10/2021**	RUE DENIS PAPIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**04/10/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**13/09/2021**	RUE JULES CHAMBRELENT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour contrôle métrologique**	**30/09/2021**	ALLEE DE COULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**10/09/2021**	AVENUE CHARLES PEGUY	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio renouveler (sans compteur)**	**11/10/2021**	BOULEVARD DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio poser (sans compteur)**	**06/12/2021**	ALLEE DES GENETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler avec compteur**	**27/09/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio poser (sans compteur)**	**11/10/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**06/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**03/09/2021**	AVENUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**08/09/2021**	RUE VIVALDI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	RUE CHARLES AZNAVOUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**20/09/2021**	AVENUE DES CHAMPS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**05/10/2021**	RUE DES CHASSEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**25/09/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer sans compteur**	**15/09/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau créer sans compteur**	**15/09/2021**	CHEMIN DES LAPINS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**16/11/2021**	RUE MARYSE BASTIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**14/10/2021**	AVENUE DE L AVENIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter fuite**	**26/10/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**regard compteur renouveler**	**25/10/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**26/10/2021**	PLACE CAMILLE GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**16/11/2021**	RUE BERNARD PALISSY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**27/10/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**27/10/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**09/11/2021**	RUE ROSA BONHEUR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**15/11/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**09/11/2021**	RUE DES LAURIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur poser**	**30/11/2021**	RUE JEAN JUINO	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**26/11/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**06/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**09/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**22/11/2021**	ALLEE MANUEL DE FALLA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**19/11/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**22/03/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau rechercher fuite**	**25/03/2021**	_	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**06/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**06/12/2021**	RUE ROGER MAILLARD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**06/12/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/03/2021**	RUE FRANCOIS MAURIAC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**19/03/2021**	PLACE DU 14 JUILLET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	AV DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	BOULEVARD ALBERT DECRAIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	ALLEE DES FLEURS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	ALLEE DES FLAMANTS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE FRANCK CAZENAVE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE GEORGES BIZET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/03/2021**	AV J ET CHRISTIAN DE CHORIVIT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE D ARES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**25/03/2021**	AVENUE GEORGES BRASSENS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DU CLOS DU PAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DES ROUGES GORGES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau fermer demande interne**	**25/03/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DES CHEVREUILS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**22/03/2021**	ALLEE DU GOLF	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**25/03/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	RUE DES BLEUETS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	RUE DE LA VENERIE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/03/2021**	RUE DES TOURTERELLES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/03/2021**	AVENUE JULES LADOUMEGUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE CHARLES PEGUY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**25/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**22/11/2021**	ALLEE DES TAMARIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**06/12/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/12/2021**	AVENUE MONDESIR	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**20/12/2021**	IMPASSE DES 4 SAISONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**appareil fontainerie enquêter**	**20/12/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter équipement**	**15/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau renouveler**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**02/12/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**23/03/2021**	ALLEE FONTVIELLE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau réparer fuite**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**accessoire réseau enquêter**	**29/12/2021**	ALLEE CHARLES BAUDELAIRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE COMTE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**BAC remettre en état**	**23/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter fuite**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	AVENUE JEAN MARCEL DESPAGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ALLEE DES FLAMANTS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**23/03/2021**	AVENUE JEAN SACCHETTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	AVENUE DU MOULIN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE CAMILLE RONGIER	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	AVENUE DU PUITS ARTESIEN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ALLEE BARBARA	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**13/12/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DE L EGLISE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ALLEE BELLEVUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	BOULEVARD DE L OCEAN	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AV DU COMMANDANT DAVID ALLEGRE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	**24/03/2021**	AVENUE PAUL VERLAINE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**08/12/2021**	AVENUE DU BROUSTIC	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**14/12/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**24/11/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**23/11/2021**	BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau renouveler**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/11/2021**	RUE DES ACACIAS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**26/03/2021**	AVENUE SARAH BERNHARDT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/12/2021**	AVENUE DES CHENES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**20/12/2021**	AVENUE DU CHALET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**21/12/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau enquêter fuite**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/12/2021**	RUE DES FLANDRES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/11/2021**	AVENUE DE TALUQUE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer**	**25/11/2021**	AVENUE JOHANN STRAUSS	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**07/12/2021**	AVENUE DE GASCOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**devis métré réaliser**	**30/11/2021**	AVENUE THIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**émetteur radio reparamétrer**	**06/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**07/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**20/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**15/12/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**05/12/2021**	BOULEVARD DANIEL DIGNEAUX	ANDERNOS LES BAINS	8
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**06/12/2021**	RUE PIERRE LOTI	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter anomalie**	**20/12/2021**	BOULEVARD DE LA PLAGE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**14/12/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**14/12/2021**	RUE JEAN BAPTISTE LULLY	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**28/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**27/12/2021**	ALLEE DES ORTOLANS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**branchement eau réparer fuite**	**22/12/2021**	AVENUE DE BOURGOGNE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**21/12/2021**	RUE MARCEL AYME	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/12/2021**	BOULEVARD DU COLONEL WURTZ	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur relever**	**31/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur déposer**	**20/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/12/2021**	RUE DES MARRONNIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/12/2021**	ALLEE DES REGATES	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**29/12/2021**	RUE FRANZ SCHUBERT	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau purger**	**09/12/2021**	RUE FRANCOIS GOUBET	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**16/12/2021**	RUE DES AMANDIERS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	RUE DES PAPILLONS	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**20/12/2021**	BOULEVARD GEORGES CLEMENCEAU	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**21/12/2021**	AVENUE D ALSACE	ANDERNOS LES BAINS	1
ANDERNOS-LES-BAINS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/12/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	ANDERNOS LES BAINS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réalisation :	RSL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

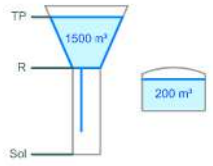
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat d'ANDERNOS

Synoptique du réseau d'eau potable

Légende

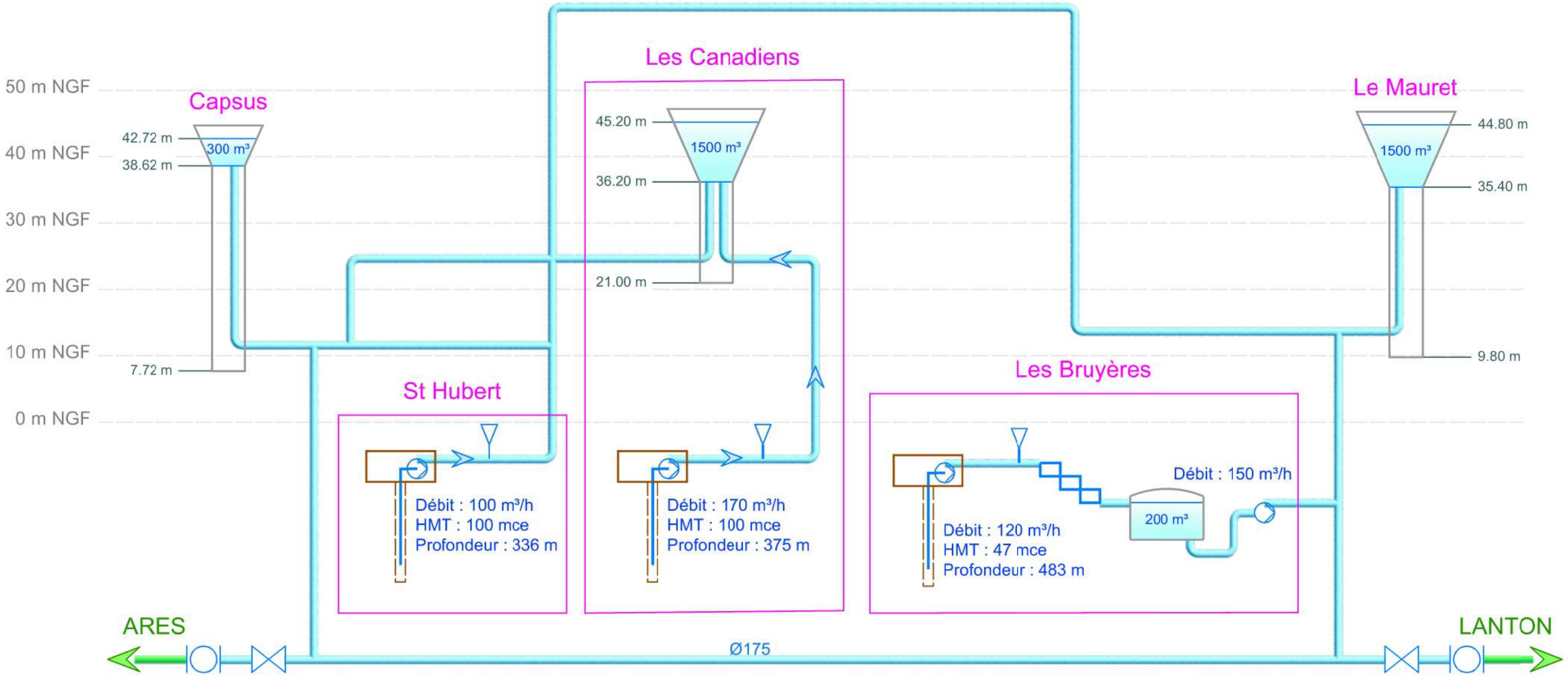
- Surpresseur
- Chloration
- Cascade
- Compteur
- Vanne
- Conduite
- Sens d'écoulement
- Interconnexions



Réservoir



Forage



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
    - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
    - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
    - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
        - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
        - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « *Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs* », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.*** »

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN POUR LE CONTRAT D'ARES

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

suez

© Valentin Pacaut / The Explorers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

2 | Synthèse de l'année 6

1.1 L'essentiel de l'année ... 7
1.2 Les chiffres clés ... 8
1.3 Les indicateurs de performance ... 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 ... 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL ... 10
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E ... 11
1.4 Les perspectives ... 12

3 | Présentation du service 24

2.1 Le contrat ... 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat ... 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat ... 16
2.2.2 La gestion de crise ... 17
2.2.3 La relation clientèle ... 17
2.3 L'inventaire du patrimoine ... 19
2.3.1 Le système d'eau potable ... 19
2.3.2 Les biens de retour ... 19

4 | Qualité du service 3

3.1 Le bilan hydraulique ... 31
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable ... 31
3.1.2 Les volumes prélevés ... 31
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits ... 32
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés ... 33
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève ... 33
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève ... 34
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) ... 35
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 ... 36
3.1.9 Les volumes de pointes ... 37
3.2 La qualité de l'eau ... 38
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau ... 38
3.2.2 Le plan vigipirate ... 39
3.2.3 La ressource ... 39
3.2.4 La production ... 40
3.2.5 La distribution ... 41
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 ... 43
3.3 Le bilan d'exploitation ... 44
3.3.1 La consommation électrique ... 44
3.3.2 Les contrôles réglementaires ... 44
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs ... 45
3.3.4 Les autres interventions sur les installations ... 45
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution ... 46
3.3.6 La recherche des fuites ... 47
3.4 Le bilan de la relation client ... 48
3.4.1 Le nombre de clients ... 48
3.4.2 Le nombre d'abonnés ... 48
3.4.3 Les volumes vendus ... 49
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs ... 49
3.4.5 La typologie des contacts clients ... 50
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients ... 50
3.4.7 L'activité de gestion clients ... 50
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement ... 51
3.4.9 Le fonds de solidarité ... 52
3.4.10 Les dégrèvements ... 53
3.4.11 La mesure de la satisfaction client ... 53

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable 56

5 | Comptes de la délégation 6

4.1 Le CARE 61
4.1.1 Le CARE 61
4.1.2 Le détail des produits 63
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 63
4.2 Les reversements 71
4.2.1 Les reversements à la collectivité 71
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 71
4.3 La situation des biens et des immobilisations 72
4.3.1 La situation sur les branchements 72
4.3.2 La situation sur les compteurs 73
4.4 Les investissements contractuels 74
4.4.1 Le renouvellement 74
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 75

6 | Votre délégataire 99

5.1 Notre organisation 79
5.1.1 La Région 79
5.1.2 Nos implantations 80
5.1.3 Nos moyens humains 80
5.1.4 Nos moyens matériels 81
5.1.5 Nos moyens logistiques 82
5.2 La relation clientèle 84
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 84
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 85
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 86
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 87
5.2.5 Informer et alerter nos clients 88
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 89
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 90
5.3 Notre système de management 92
5.4 Notre démarche développement durable 97

7 | Annexes

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse de l'année



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Mars	Semaine 9 et 10 casses canalisations multiples rondpoint St Brice à la suite de travaux SIBA assainissement SOBEBO
Juin	Changement des télégestions de Grande Lande et Cap Lande
Octobre	Changement débitmètre exhaure Cap Lande
Décembre	Audit structure GC réservoir au sol Grande Lande en prévision d'une réhabilitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Les chiffres clés



4 537 abonnés

498 611 m³ d'eau facturée





83 % de rendement du réseau de distribution

5,68 m³/km/j de pertes en réseau





73,8 km de réseau de distribution d'eau potable

1,64375 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	6 471	6 503	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	4 435	4 537	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	74,2	73,78	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,64333	1,64375	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	77,07	82,97	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	120	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,01	0,01	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	9,24	6,02	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	8,88	5,68	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	2	4	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0002	0,0004	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	14,88	23,36	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,89	1,23	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	1	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Prévoir la construction d'une clôture homologuée par l'ARS (hauteur de 2 m) autour du château d'eau de Cap Lande.

- Envisager le passage au chlore gazeux afin d'améliorer la qualité de la désinfection de l'eau sur les sites de production.

ACTIVITES RESEAUX

- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.

- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable :
    - Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
    - Supprimer des doubles conduites.
    - Supprimer de conduite en amiantes ciment.
    - Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
    - Supprimer des conduites génératrices de CVM.

- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/01/2019	31/12/2030	Affermage
Avenant n°01	01/01/2020	31/12/2030	AVENANT EAU DE TRANSFERT DE COMPETENCE A LA COBAN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune d'ARES pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	ARES
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET	Directeur d'Agence	06 30 51 33 71
	M. DUBANCHET	Chargé de Contrat	06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

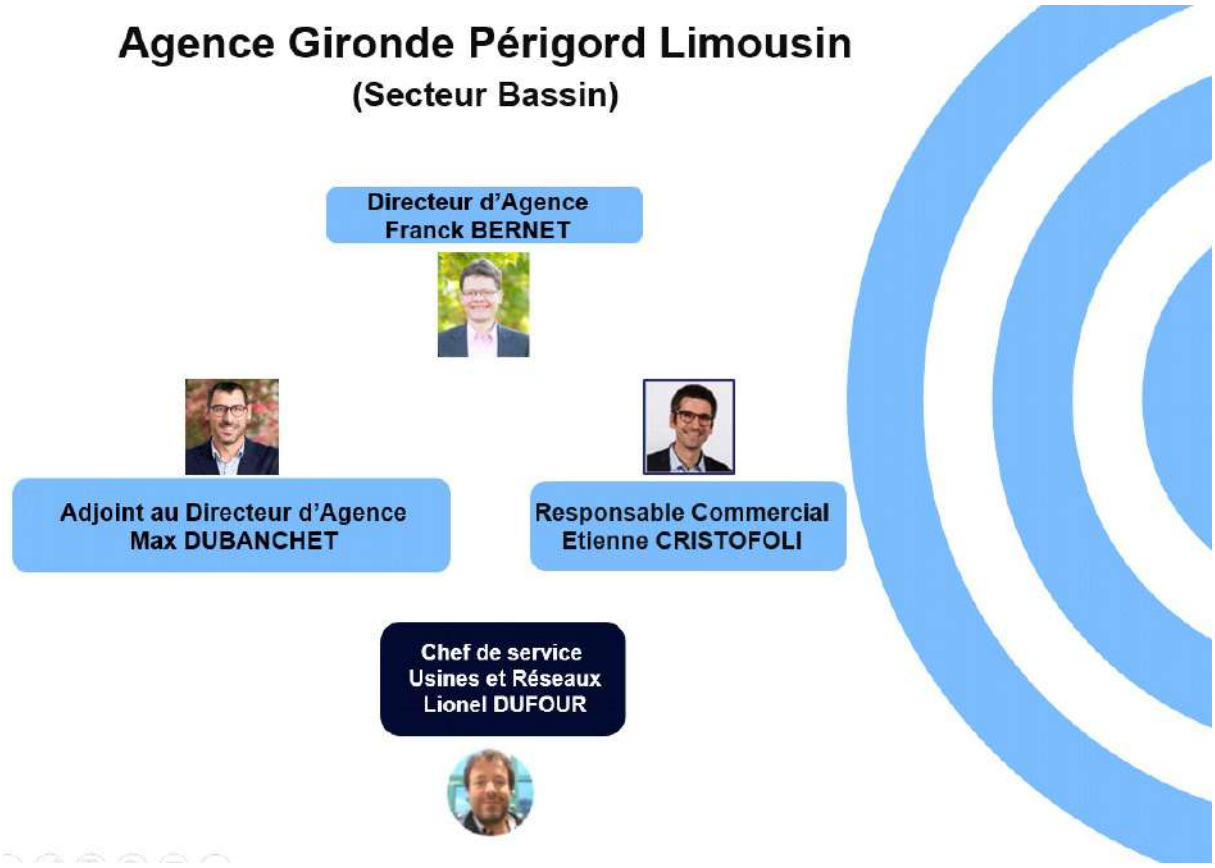
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

  - Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 L'inventaire du patrimoine

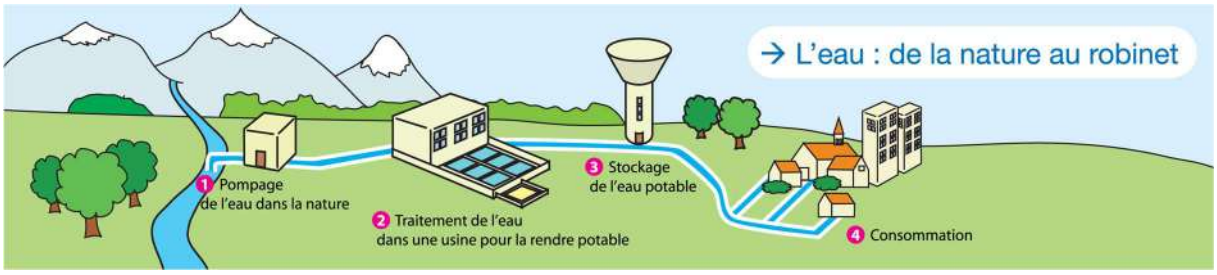
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
ARÈS	AEP GDE LANDE	1989	4 000	m³/j
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	1965	2 000	m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

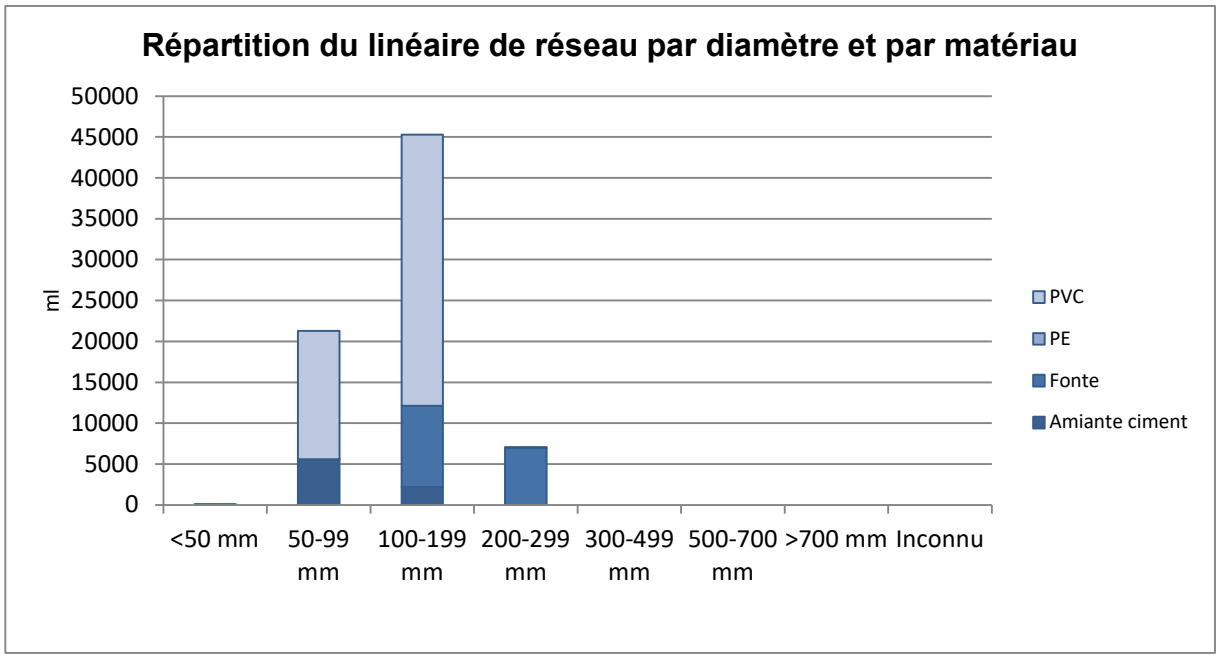
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	**Site**	**Volume utile**	**Unité**
ARES	GRANDE LANDE	1 000	m3
ARES	CAP LANDE	1 000	m3

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	124	-	-	-	-	124
50-99 mm	-	4	5 587	15 697	-	-	-	-	21 288
100-199 mm	9 927	-	2 193	33 182	-	-	-	-	45 302
200-299 mm	6 957	-	-	107	-	-	-	-	7 065
Total	16 884	4	7 780	49 110	-	-	-	-	73 779



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	74 161
Régularisations de plans	- 382
Situation actuelle	73 779

En 2021 nous n'avons reçu aucun plan de recollements stipulant des travaux sur le contrat. La variation de linéaire s'explique par la correction de données (remontée terrain, correction de la base de données, recalage de réseaux en fonction de levée terrain).

Il est à noter la présence dans le SIG de réseau dit "Privé" dont nous n'avons pas l'information de rétrocession. Ce linéaire n'est pas pris en compte dans le rapport d'activité. Cela concerne :

ARES 503.43 ml

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
ARÈS	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ARÈS	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	9	9	0,0%
ARÈS	Equipements de mesure de type compteur	6	6	0,0%
ARÈS	Equipements de mesure de type capteur acoustiques prélocalisateurs	50	50	0,0%
ARÈS	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	163	163	0,0%
ARÈS	Vannes	522	521	- 0,2%
ARÈS	Vidanges, purges, ventouses	95	94	- 1,1%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	0	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	4 461	4 356	- 2,4%
Branchement eau potable total	4 461	4 489	0,6%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

Il est possible qu'il reste quelques branchements plomb isolés et non référencés au SIG. Ceux-ci sont remplacés au fil de l'eau lorsqu'ils sont découverts.

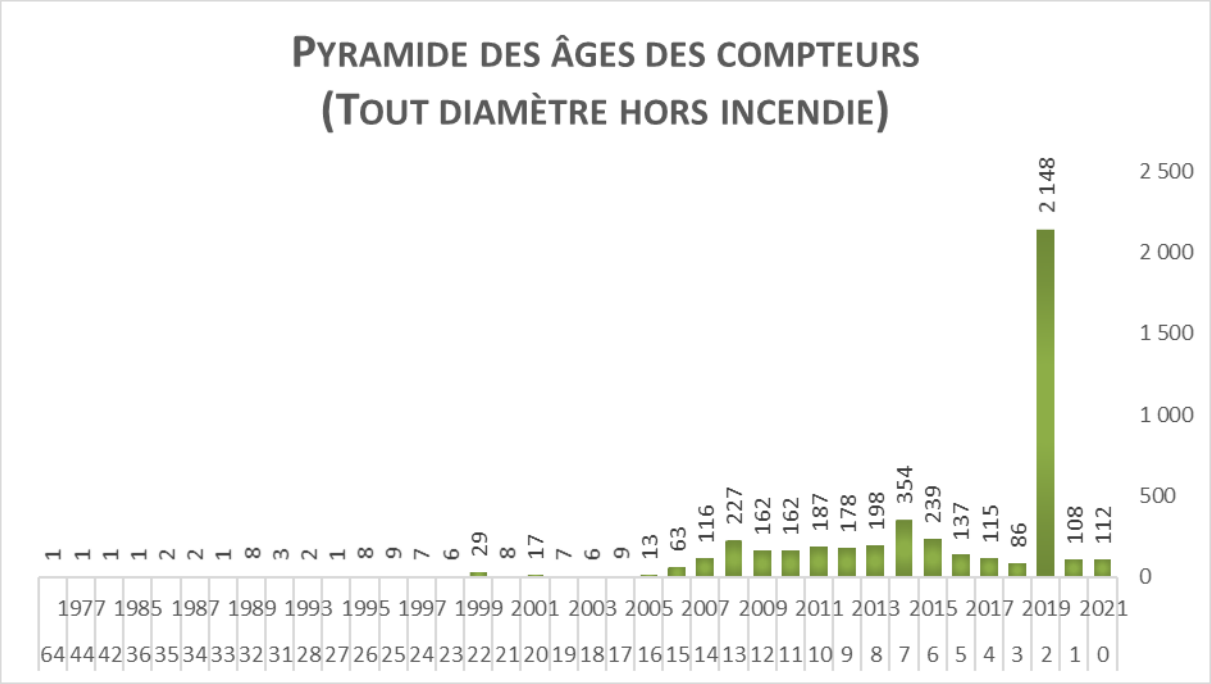
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	2 520	45	3	2 568
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1 081	22	3	1 106
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	836	17	1	854
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	91	4	3	98
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	73	3	-	76
Eau froide	F > 25 ans	-	28	3	-	31
Eau froide	Inconnu	8	-	-	-	8
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	-	3	3
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	-	1	1
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	2	2
Total		8	4 629	94	16	4 747

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	8	0,0%
12 à 15 mm	4 568	4 629	1,3%
20 à 40 mm	94	94	0,0%
>40 mm	13	16	23,1%
Total	4 675	4 747	1,5%

- **LES EQUIPEMENTS DE TELERELEVE**

- **LA TELERELEVE – ARES**

DEPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE RECEPTEURS

Au 31 décembre 2021, 2 récepteurs sont installés et supervisés sur l'ensemble du territoire :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



LE DEPLOIEMENT DES EMETTEURS

Au 31 décembre 2021, 4458 compteurs sont équipés de télérelève, soit 95,8 % du parc compteurs.

La télérelève des compteurs d'eau permet de faire bénéficier aux usagers de nombreux services tels que le suivi quotidien de leur consommation, la facturation sur index réel, l'alerte fuite et l'alerte surconsommation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

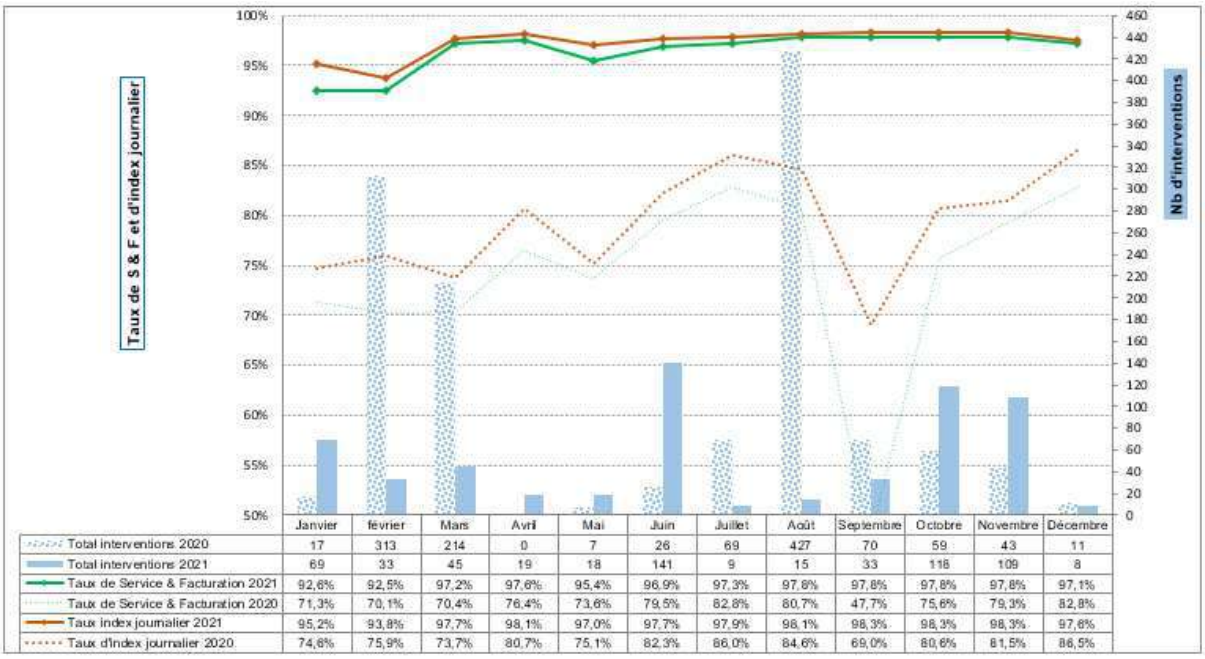
LA PERFORMANCE RADIO

On distingue 3 niveaux de performance :

- « Service et facturation » : le client dispose de l'ensemble des services associés à la télérelève, soit la facturation au réel et les services alerte fuite/surconsommation.
- « Facturation » : l'émetteur ne transmet pas assez d'index pour fournir le service alerte associé à la télérelève, mais suffisamment pour avoir une facturation au réel.
- « Données insuffisantes » : la réception des index est très faible, voire nulle. Le client ne peut bénéficier ni de la facturation au réel, ni des services associés à la télérelève.
- Table de performance émetteur :

		Nb de jours avec index sur 10 jours		
		10-8	7-1	0
Nb de jours avec index sur 30 jours	30-20	S&F	F	DI
	19-5	F	F	DI
	4-0		DI	DI

Taux de service Télérelève sur 2021 :



	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total interventions 2020	17	313	214	0	7	26	69	427	70	59	43	11
Total interventions 2021	69	33	45	19	18	141	9	15	33	118	109	8
Taux de Service & Facturation 2021	92,6%	92,5%	97,2%	97,6%	95,4%	96,9%	97,3%	97,8%	97,8%	97,8%	97,8%	97,1%
Taux de Service & Facturation 2020	71,3%	70,1%	70,4%	76,4%	73,6%	79,5%	82,8%	80,7%	47,7%	75,6%	79,3%	82,8%
Taux index journalier 2021	95,2%	93,8%	97,7%	98,1%	97,0%	97,7%	97,9%	98,1%	98,3%	98,3%	98,3%	97,6%
Taux d'index journalier 2020	74,6%	75,9%	73,7%	80,7%	75,1%	82,3%	86,0%	84,6%	69,0%	80,6%	81,5%	86,5%

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

En 2021, 617 interventions sur les équipements télérelève ont été réalisées :

compteur avec émetteur TéléR. enquêter	36
compteur remplacer avec émetteur TéléR.	137
déplacement improductif	110
émetteur TéléR. poser (sans compteur)	127
émetteur TéléR. renouveler (sans compteur)	62
émetteur TéléR. reparamétrer	145
Total interventions 2021	**617**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SERVICES TELERELEVE

Alertes fuite & sur-consommation, 2 alertes aux services des abonnés :

- L'alerte surconsommation : l'abonné fixe le seuil de consommation mensuelle qu'il ne souhaite pas dépasser. Un message d'alerte lui est envoyé dans le mois lorsque ce seuil est franchi.
- L'alerte fuite : Un message d'alerte est envoyé à l'abonné par mail , SMS ou à défaut par courrier lorsque SUEZ constate une consommation continue anormale pendant 4 jours consécutifs. Si la fuite est encore en cours 3 jours après la détection, une première relance est envoyée (uniquement par Mail). Si celle-ci est encore avérée 10 jours après l'envoi de la première relance (donc 13 jours après la détection), une deuxième relance est envoyée (uniquement par Mail). A noter qu'il n'y a pas d'autres relances par la suite

Pour l'année 2021 :

- **1170** alertes Fuite ont été envoyées en 2021 pour **347** abonnés, soit en moyenne 3**,4** alertes Fuite / abonné concerné.
- **527** alertes Surconsommation ont été envoyées en 2021 pour **176** abonnés, soit en moyenne **3,0** alertes Surconsommation / abonné concerné.

	Fuite			Total Fuite	Surconso		Total Surconso	Total général
Nombre d'alertes / Mois	COURRIER	MAIL	SMS		MAIL	SMS		
Janvier		12	3	15	3	2	5	20
Février		10	1	11	6	3	9	20
Mars		15	5	20	19	13	32	52
Avril		8	2	10	34	13	47	57
Mai		15	2	17	22	9	31	48
Juin		10	1	11	25	12	37	48
Juillet	31	206	96	333	53	24	77	410
Août	18	112	55	185	89	31	120	305
Septembre	7	94	45	146	41	14	55	201
Octobre	5	108	52	165	30	8	38	203
Novembre	6	87	31	124	35	5	40	164
Décembre	7	84	42	133	29	7	36	169
Total général	**74**	**761**	**335**	**1170**	**386**	**141**	**527**	**1697**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable

Partie	Descriptif	2021
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
et de gestion des réseaux		
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**110**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 Qualité du service



© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

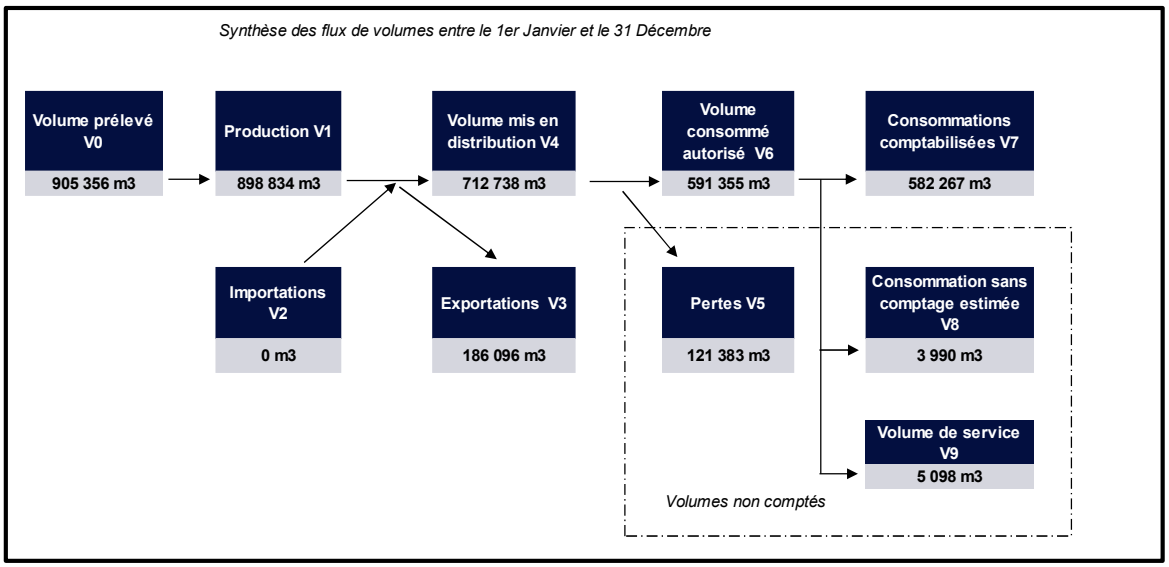
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



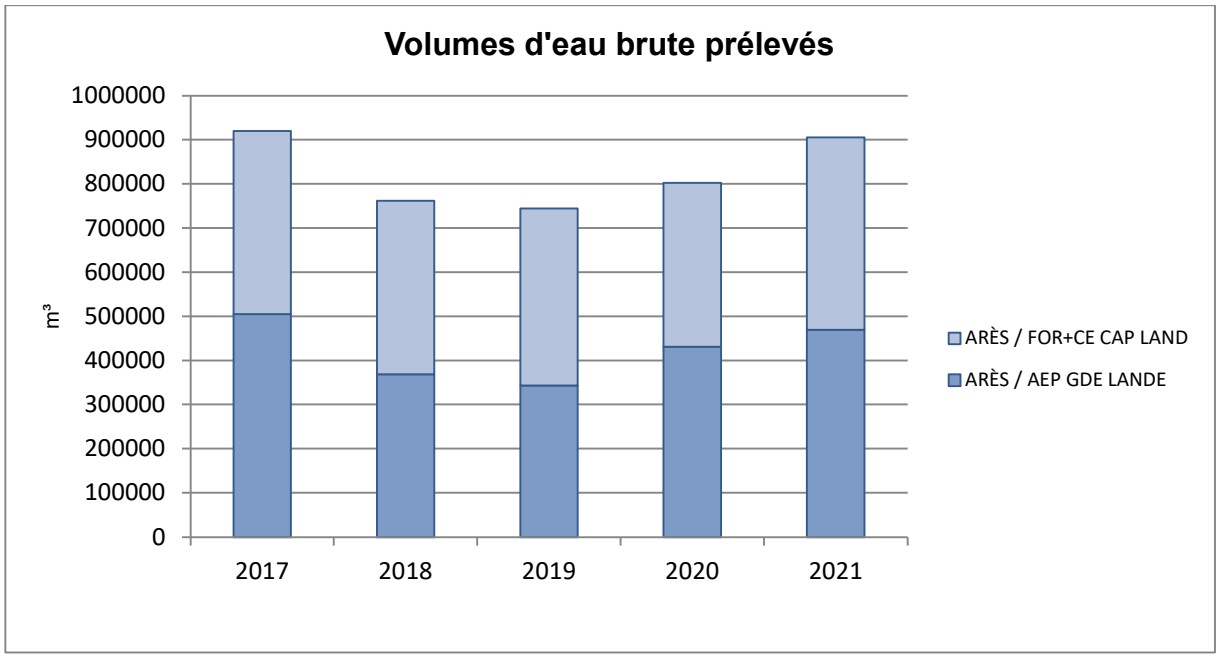
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ARÈS	AEP GDE LANDE	505 036	368 210	343 302	430 996	469 303	8,9%
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	414 568	393 264	401 092	371 431	436 053	17,4%
Total des volumes prélevés		919 604	761 474	744 394	802 427	905 356	12,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

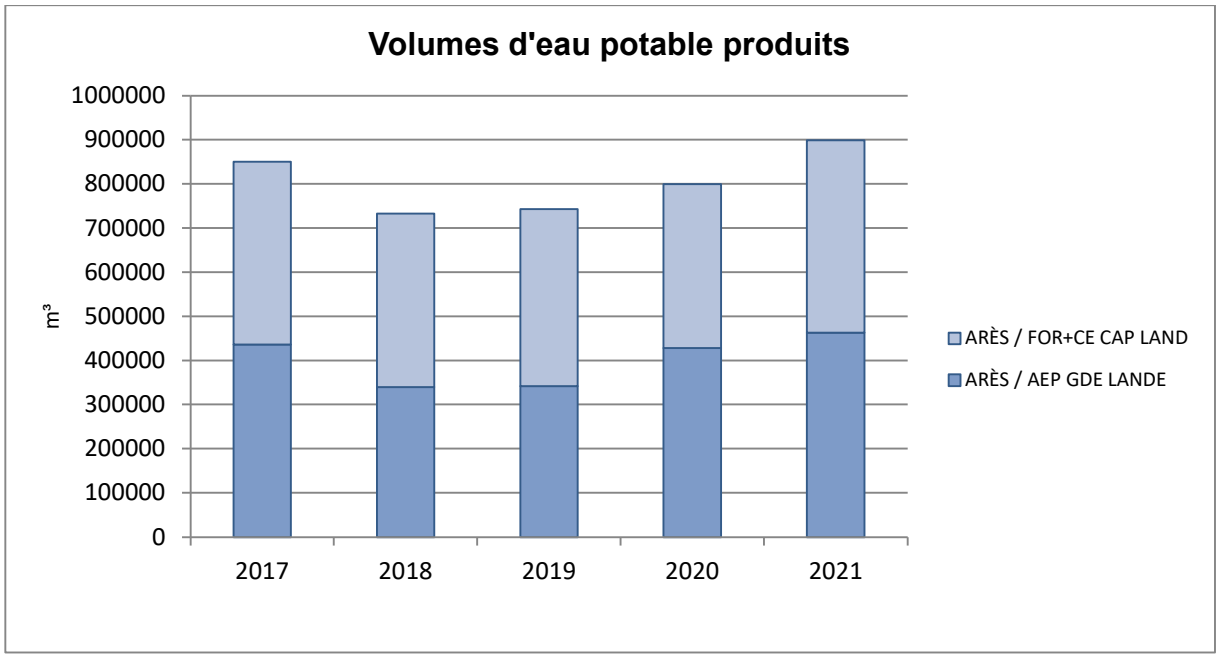


3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
ARÈS	AEP GDE LANDE	435 690	339 363	341 423	427 865	462 781	8,2%
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	414 568	393 264	401 092	371 431	436 053	17,4%
Total des volumes produits		850 258	732 627	742 515	799 295	898 834	12,5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AEP GDE LANDE	Volume d'eau potable exporté	-	-	0	55 012	186 096	238,3%
CTRV ARES/LEGE	Volume d'eau potable exporté	-	34 440	39 566	-	-	0,0%
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	34 440	39 566	55 012	186 096	238,3%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A)	832 327	722 615	760 981	804 447	898 064	11,6%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	832 327	687 791	718 464	747 820	712 458	- 4,7%

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	560 417	497 355	550 951	553 635	550 425	-0,6%
- dont Volumes consommés avec comptage(E')	560 417	497 355	550 951	553 635	550 425	-0,6%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	2 550	2 550	5 010	3 990	3 990	0,0%
Volumes de service du réseau (G)	14 650	14 650	3 496	5 768	5 098	- 11,6%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	832 327	687 791	718 464	747 820	712 458	- 4,7%
Volumes comptabilisés (E)	560 417	497 355	550 951	553 635	550 425	-0,6%
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	254 710	173 237	159 007	184 427	152 945	- 17,1%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	271 910	190 437	167 513	194 185	162 033	- 16,6%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	74,967	74,213	74,178	74,161	73,779	- 0,5%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	8,85	7,56	- 14,6%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	9,31	6,4	5,87	6,79	5,68	- 16,3%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	9,94	7,03	6,19	7,15	6,02	- 15,8%

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Volumes eau potable exportés (C)	0	34 823	42 517	56 627	185 607	227,8%
Volumes eau potable produits (A)	832 327	722 615	760 981	804 447	898 064	11,6%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	69,4	76,03	79,11	77,07	82,97	7,7%

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 554	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	75	74,2	74,2	74,2	73,8	- 0,5%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	21,1	20,3	20,7	20,8	27,7	33,2%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0,71	0,75	5,6%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	69,22	69,06	69,13	69,15	70,53	2,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	69,4	76,03	79,11	77,07	82,97	7,7%

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	**17-juil.-21**
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP CAP LANDE	1123
AEP GRAND LANDE	3360
Total	**4483**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
2	2	2	2	2	3	12	2

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau produite est captée dans la nappe de l'Eocène par les forages de Cap Lande et de Grande Lande.

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Grande Lande	forage	1989	08254X0066	27/04/1990	09/11/1989	22/06/1990	Procédure terminée (captage public)	oui
Lubec	forage	1974	08266X0069	24/02/2007	19/02/2009	30/03/2009	Procédure terminée (captage public)	oui

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Cap Lande	24/09/1964	PI/PR	Eocène	100	2 000	500 000	Désinfection
Grande Lande	29/04/1988	PI/PR	Eocène	-	-	-	Désinfection

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	4	0	100,0%	8	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	5	5	0,0%	328	5	98,5%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la ressource en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes

Commune	Type de contrôle	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/04/2021	EXHAURE CAP LANDE 2	TEMPERATURE	26.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/04/2021	EXHAURE GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	02/06/2021	EXHAURE CAP LANDE 2	TEMPERATURE	25.9	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/09/2021	EXHAURE CAP LANDE 2	TEMPERATURE	26.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	01/09/2021	EXHAURE GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.4	degré Celsius	<=25	

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	8	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	8	5	37,5%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	56	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	497	5	99,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	01/04/2021	CHATEAU D'EAU CAP LANDE - IN SITU	TEMPERATURE	25.5	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	02/06/2021	CHATEAU D'EAU CAP LANDE - IN SITU	TEMPERATURE	25.6	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	22/07/2021	SORTIE DE LA STATION GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	01/09/2021	SORTIE DE LA STATION GRANDE LANDE	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	01/09/2021	CHATEAU D'EAU CAP LANDE - IN SITU	TEMPERATURE	25.8	degré Celsius	<=25	

Plusieurs dépassements de la référence de qualité sur le paramètre Température ont été mis en évidence par le contrôle sanitaire, au niveau des points de mise en distribution. Ces dépassements sont à corréler avec les valeurs de température de l'aquifère capté du syndicat.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution						
		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	23	1	95,7%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	26	3	88,5%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	115	1	99,1%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	321	3	99,1%	0	100,0%

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la distribution en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	26/05/2021	CENTRE - POMPIERS	FER	0.24	mg/litre	<=.2	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	23/08/2021	BOURG - PLACE DU 8 MAI	TEMPERATURE	25.3	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	10/09/2021	BOURG - PLACE DU 8 MAI	TEMPERATURE	25.1	degré Celsius	<=25	
ARÈS	Contrôle sanitaire	Hors référence	04/10/2021	CENTRE - POMPIERS	COLIFORMES "TOTAUX" à 36°	1	nombre/ 100 ml	=0	

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre FER a été mis en évidence le 26 mai. Une contre analyse a été réalisée le 04 juin et s'est révélé conforme.

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre Coliformes Totaux a été mis en évidence le 04 octobre sur la commune. Le taux de désinfectant a été réajusté et une contre analyse a été réalisée le 08 octobre. Elle s'est révélée conforme.

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	31	0	100%
Physico-chimique	12	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)

Commune	Site	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
ARÈS	AEP GDE LANDE	168 834	138 700	132 829	178 149	219 686	23,3%
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	127 491	124 962	121 459	113 113	135 744	20,0%
Total		296 325	263 662	254 288	291 262	355 430	22,0%

Nom site PPV	N° PPV	Adresse	Localité	Code Postal	Code Insee	RAE ou PDL	Domaine Tension	Segment	PS_P	PS_HPH	PS_HCH	PS_HPE	PS_HCE
FOR CE CAP LAND	1695	PLACE DU CAP LANDE	ARES	33740	33011	30001611700291	SupBT36	C4		42	42	42	42
AEP GDE LANDE	2753	RUE BREMONTIER	ARES	33740	33011	30001611735705	SupBT36	C4		132	132	132	132

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires

Commune	Site	Type de contrôle	Libellé équipement	Date intervention
ARÈS	AEP GDE LANDE	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021

Règles générales d'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection (décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret mentionné ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …),

- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …),

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs

Commune	Site	Date intervention
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	29/11/2021

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations

Commune	Site	Tâches d'exploitation	Tâches de maintenance préventive	Tâches de maintenance corrective	Total
ARÈS	AEP GDE LANDE	506	1	27	534
ARÈS	CTRV ARES/LEGE	-	-	2	2
ARÈS	FOR+CE CAP LAND	348	1	13	362
ARÈS	SECTO Q4 ARES	-	-	7	7
ARÈS	SECTO Q5 ARES	-	-	1	1
ARÈS	SECTO Q6 ARES	-	-	4	4
ARÈS	SECTO Q7 ARES	-	-	1	1
ARÈS	SECTO Q8 ARES	-	-	1	1
ARÈS	SECTO Q9 ARES	-	-	1	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	59
RDT	49
RDT-RDICT conjointe	219
Total	327

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Appareils de fontainerie	renouvelés	-	1	0,0%
Appareils de fontainerie	réparés	2	1	-50,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	1	6	500,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	34	29	-14,7%
Branchements	créés	24	28	16,7%
Branchements	modifiés	9	3	-66,7%
Branchements	renouvelés	35	27	-22,9%
Compteurs	déposés	1	3	200,0%
Compteurs	posés	48	74	54,2%
Compteurs	remplacés	275	152	-44,7%
Devis métrés	réalisés	68	36	-47,1%
Enquêtes	Clientèle	429	526	22,6%
Fermetures d'eau	à la demande du client	-	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	12	9	-25,0%
Remise en eau	sur le réseau	3	4	33,3%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	3	2	-33,3%
Réparations	fuite sur branchement	69	41	-40,6%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	11	10	-9,1%
Autres		1 539	1 181	-23,3%
Total actes		2 563	2 134	-16,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	-	-	58	1	- 98,3%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	106 787	43 015	101 275	129 937	68 044	- 47,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients

Désignation	2021
Particuliers	4 258
Collectivités	66
Professionnels	213
Total	4 537

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Abonnés domestiques et assimilés	4 428	4 518	2,0%
Autres abonnés	7	19	171,4%
Total	4 435	4 537	2,3%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)

Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes vendus aux particuliers	395 479	386 144	125 085	425 012	392 433	- 7,7%
Volumes vendus aux collectivités	19 841	11 122	17 318	19 569	23 395	19,6%
Volumes vendus aux professionnels	71 953	93 640	38 945	106 109	82 783	- 22,0%
Volumes vendus aux autres clients	0	18 050	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	487 273	508 956	181 349	550 690	498 611	- 9,5%

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs

Désignation	2021
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	37 240
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	49 274
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	86 514

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.5 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	2 274
Courrier	370
Internet	486
Visite en agence	54
Total	3 184

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	733	12
Facturation	304	203
Règlement/Encaissement	508	26
Prestation et travaux	9	-
Information	1 384	-
Dépose d'index	19	-
Technique eau	227	146
Total	3 184	387

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	1 777	581	-67,3%
Nombre d'abonnés mensualisés	2 333	2 486	6,6%
Nombre d'abonnés prélevés	656	700	6,7%
Nombre d'échéanciers	63	66	4,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	9 059	9 589	5,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	406	501	23,4%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	134	250	86,6%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients autres	-	-	0,0%
Nombre total de factures comptabilisées	9 599	10 340	7,7%

La diminution du nombre de factures comptabilisées est liée à la mise en place en 2019 du nouveau contrat et au décalage de facturation expliquée dans le chapitre « volumes vendus ».

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	15 019,54	30 216,66	101,2%
Créances irrécouvrables (€)	3 501,54	3 574,42	2,1%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	12 976,37	0,0%
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	1 053 201,85	0,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,72	0,38	- 47,2%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	0,89	1,23	38,2%

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	2	4	100,0%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	2	-	- 100,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	121,64	-	- 100,0%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	110,15	-	- 100,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	95,04	-	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	- 100,0%
Montant du dégrèvement social (€ HT)	-	-	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	110,1502	0	- 100,0%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0002	0	- 100,0%

Les dossiers sans abandons de créances correspondent à des dossiers pour lesquels les clients ont bénéficié d'une aide FSL de la part du Département sans abandons des parts délégataire. Suez réceptionne juste le virement de la part du Département sur le compte de l'abonné.

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	47	57	21,3%
Volumes dégrévés (m³)	28 181	34 357	21,9%

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :
«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…
Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

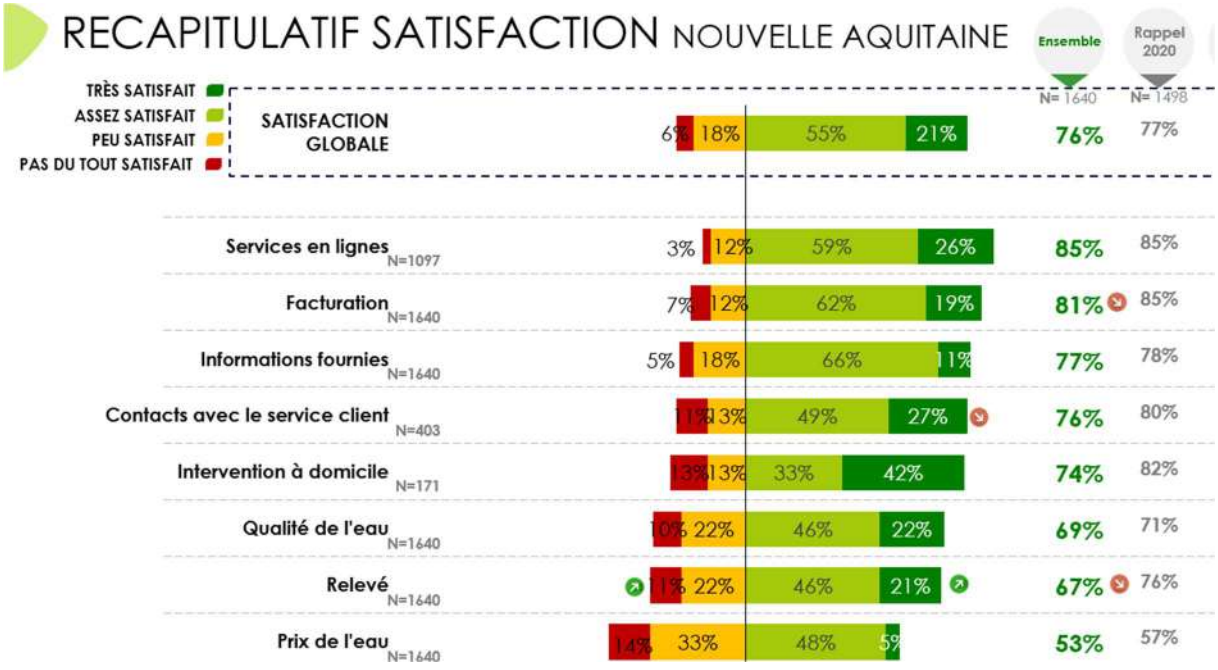
Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Stabilité de la satisfaction clients :

Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

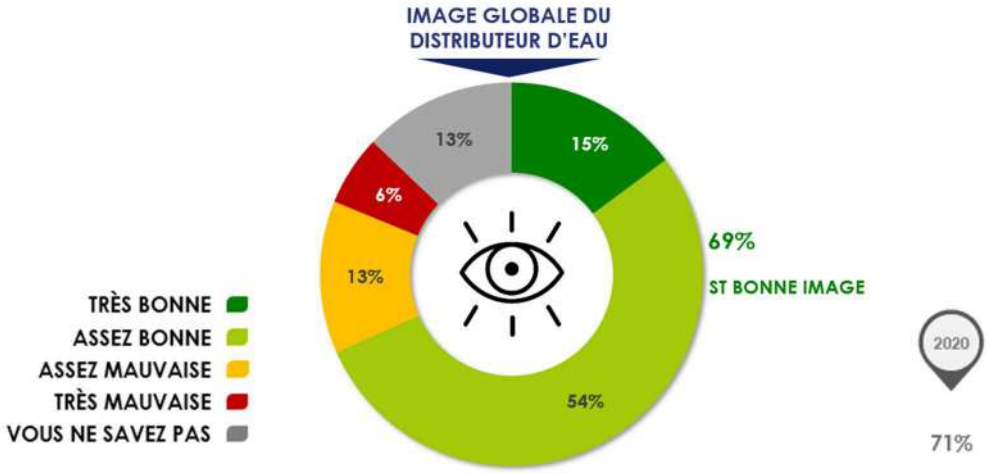
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics

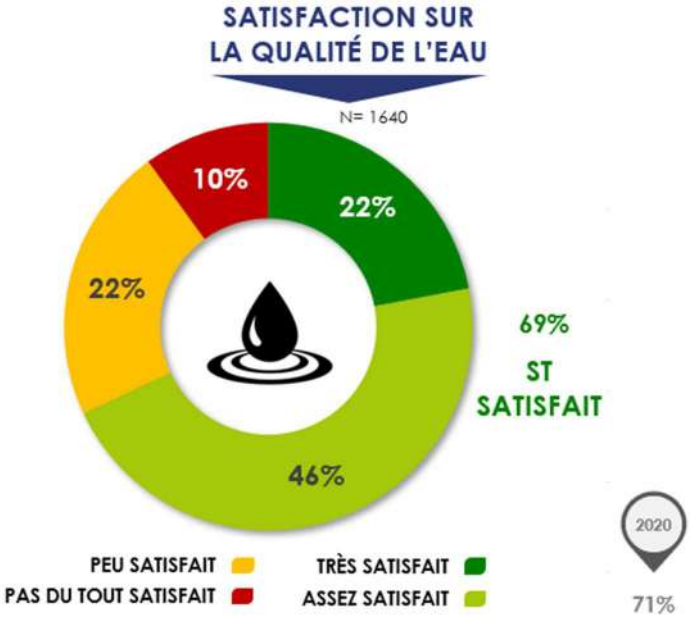


L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

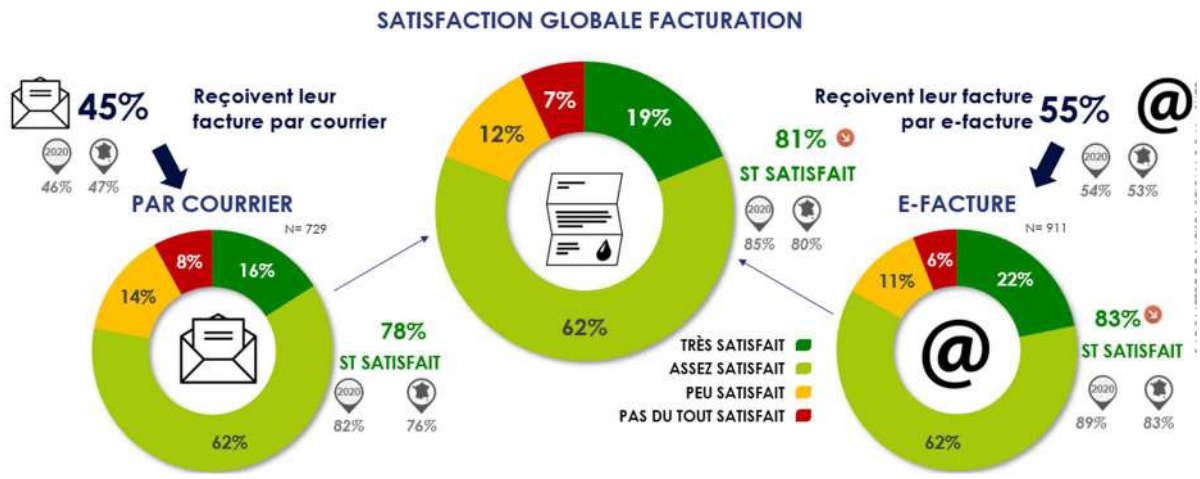
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m^3 qui peut comporter des tranches tarifaires.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif

Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	67,8	68,63	1,2%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,57067	0,57617	1,0%
Taux de la partie fixe du service (%)	49,75%	49,81%	0,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,64333	1,64375	0,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,55758	1,55808	0,0%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau

Dénomination	Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	55,6	56,43	1,5%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,3707	0,3762	1,5%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	12,2	12,2	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,2	0,2	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,0919	0,08	- 13,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0858	0,0857	- 0,1%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**1 003 543**	**997 945**	**-0,6%**
Exploitation du service	508 045	504 621	
Collectivités et autres organismes publics	406 725	362 111	
Travaux attribués à titre exclusif	51 639	79 787	
Produits accessoires	37 134	51 427	
CHARGES	**1 158 495**	**1 069 537**	**-7,7%**
Personnel	215 093	196 708	
Energie électrique	32 462	34 087	
Produits de traitement	5 604	6 353	
Analyses	4 946	4 703	
Sous-traitance, matières et fournitures	147 209	116 519	
Impôts locaux et taxes	7 282	4 742	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	110 873	111 741	
• télécommunication, postes et télégestion	7 754	8 601	
• engins et véhicules	14 234	10 465	
• informatique	58 160	67 159	
• assurance	2 533	3 005	
• locaux	6 431	4 858	
Ristournes et redevances contractuelles	369	1 316	
Contribution des services centraux et recherche	19 695	20 983	
Collectivités et autres organismes publics	406 725	362 111	
Charges relatives aux renouvellements			
• fonds contractuel	130 320	130 559	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	62 451	63 388	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	5 030	4 879	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	10 435	11 450	
Résultat avant impôt	**-154 952**	**-71 592**	**53,8%**
RESULTAT	**-154 952**	**-71 592**	**53,8%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**1 003 543**	**997 945**	**-0,6%**
Exploitation du service	508 045	504 621	-0,7%
• Partie fixe facturée	373 385	322 237	
• Partie proportionnelle facturée	199 648	183 505	
• Cession d'eau facturée	22 320	0	
• Variation de la part estimée sur consommations	-87 308	-1 121	
Collectivités et autres organismes publics	406 725	362 111	-11,0%
• Part Collectivité	176 159	153 190	
• Redevance prélèvement	51 050	46 243	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	179 516	162 678	
Travaux attribués à titre exclusif	51 639	79 787	54,5%
• Branchements	51 639	79 787	
Produits accessoires	37 134	51 427	38,5%
• Facturation et recouvrement de la redevance	13 140	19 979	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 678	2 778	
• Autres produits accessoires	21 316	28 670	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Autres éléments corporels et incorporels (‘charges relatives aux investissements du domaine privé’) :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d’IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

VI. ANNEXES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 537,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	559,70
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	602,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	73,80
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 537,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 537,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	73,80
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	239,70
Charges facturation encaissement	Client équivalent	5 430,80
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 537,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	898 833,70
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	927,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	9 102,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 537,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-21 595,44
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	635 834,40
Charges logistique	Sortie de stock	-12 924,95
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-250 372,36
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-120 439,97
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	635 834,40
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	79 787,31

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,61% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,66% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	01	29/01/2021	10 952,99
COBAN - Ares	**RODP Eau**	01	08/01/2021	765,72
COBAN - Ares	**FAC - Afferm. Eau**	01	29/01/2021	684,57
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	04	30/04/2021	63 556,25
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	07	30/07/2021	14 080,25
COBAN - Ares	**ENC - Afferm. Eau**	10	29/10/2021	62 861,36

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les branchements

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Le tableau suivant présente le programme de renouvellement et de réhabilitation réalisé sur l'année :

Renouvellement des branchements	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Branchements	159 768
Total	159 768

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les renouvellements des branchements au forfait :

	Nombre 2021	Montant (€)
Branchements (1077.6€)	**27**	**29 095,2**

4.3.2 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	5,3%	3,0%	-42,6%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	242	141	-41,7%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	4568	4637	1,5%
20 à 40 mm remplacés (%)	16,0%	5,3%	-66,7%
- 20 à 40 mm remplacés	15	5	-66,7%
- 20 à 40 mm Total	94	94	0,0%
> 40 mm remplacés (%)	7,7%	0,0%	-100,0%
- > 40 mm remplacés	1	0	-100,0%
- > 40 mm Total	13	16	23,1%
Age moyen du parc compteur	5,4	6,7	24,2%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	4 285,49
Réseaux	0
Branchements	159 768
Compteurs	805,92
Total	164 859,41

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	23 647	38 187,46	2 836,39	36 177,04	164 859,41

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

Suivi du FONDS : RN-FD-SSPR / 4030 / OCI 25926-66 : Rvt fonds TR branchts & canas

			(A)		(B)	(A - B)
Années	**Dotation Contractuelle**	**Valeur du K**	**Dotation actualisée**	**Montant cumulé de la dotation**	**Dépenses de l'exercice**	**Solde Brut**
2019	100 000,00	1,0000	100 000,00	100 000,00	2 112,00	97 888,00
2020	100 000,00	1,0321	103 205,53	203 205,53	38 924,34	64 281,19
2021	100 000,00	1,0340	103 395,05	306 600,58	87 407,99	15 987,06
2022	100 000,00					0,00
2023	100 000,00					0,00
2024	100 000,00					0,00
2025	100 000,00					0,00
2026	100 000,00					0,00
2027	100 000,00					0,00
2028	100 000,00					0,00
2029	100 000,00					0,00
2030	100 000,00					0,00
	1 200 000,00				**128 444,33**	**178 156,25**

Montant positif : Dotations > Dépenses : sous-utilisation du compte
Montant négatif : Dotations < Dépenses : sur-utilisation du compte

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	0
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	14 877,76
Autres	0
Total	14 877,76

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux neufs	1 144,3	0	407 513,6	53 796,8	14 877,8

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

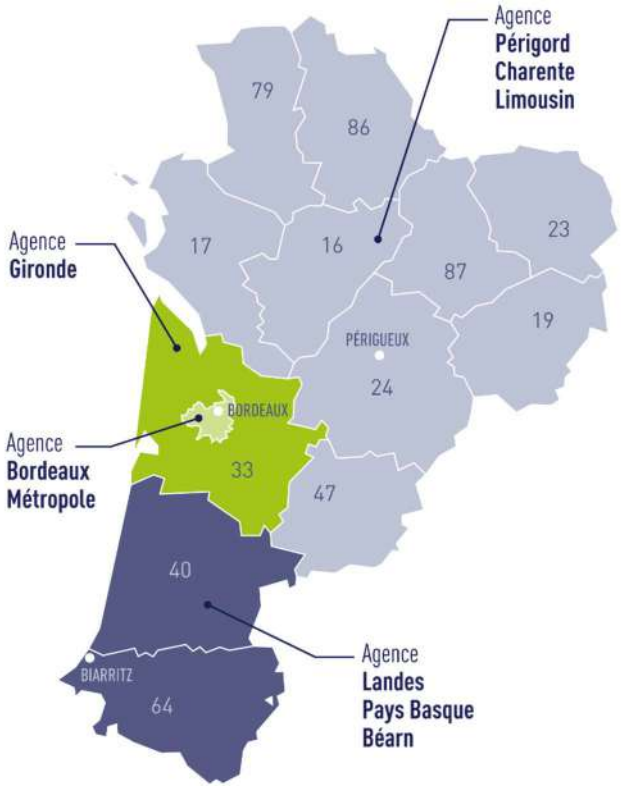
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

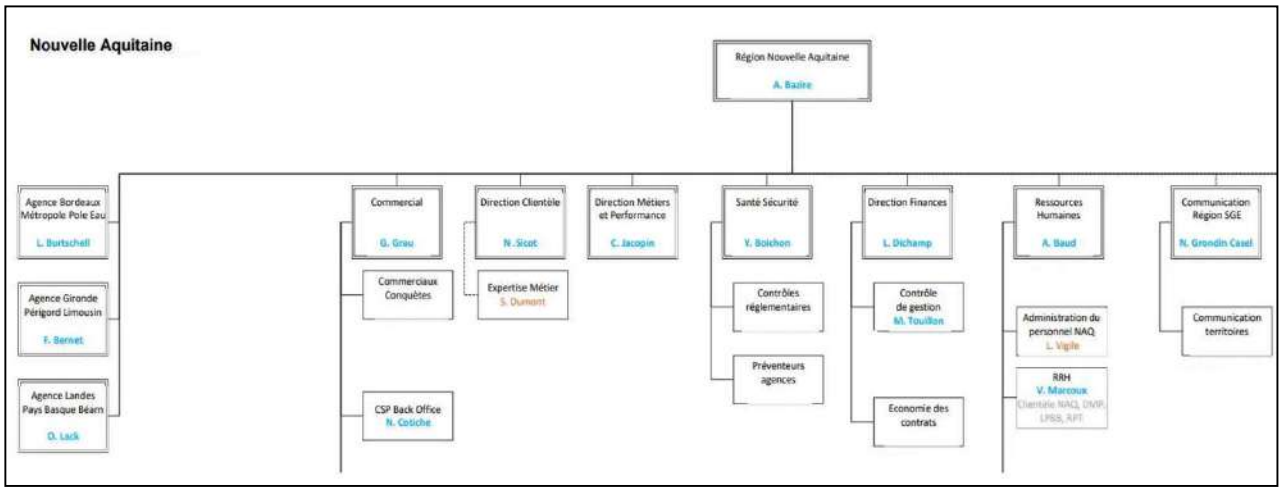
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

5.1.3 Nos moyens humains

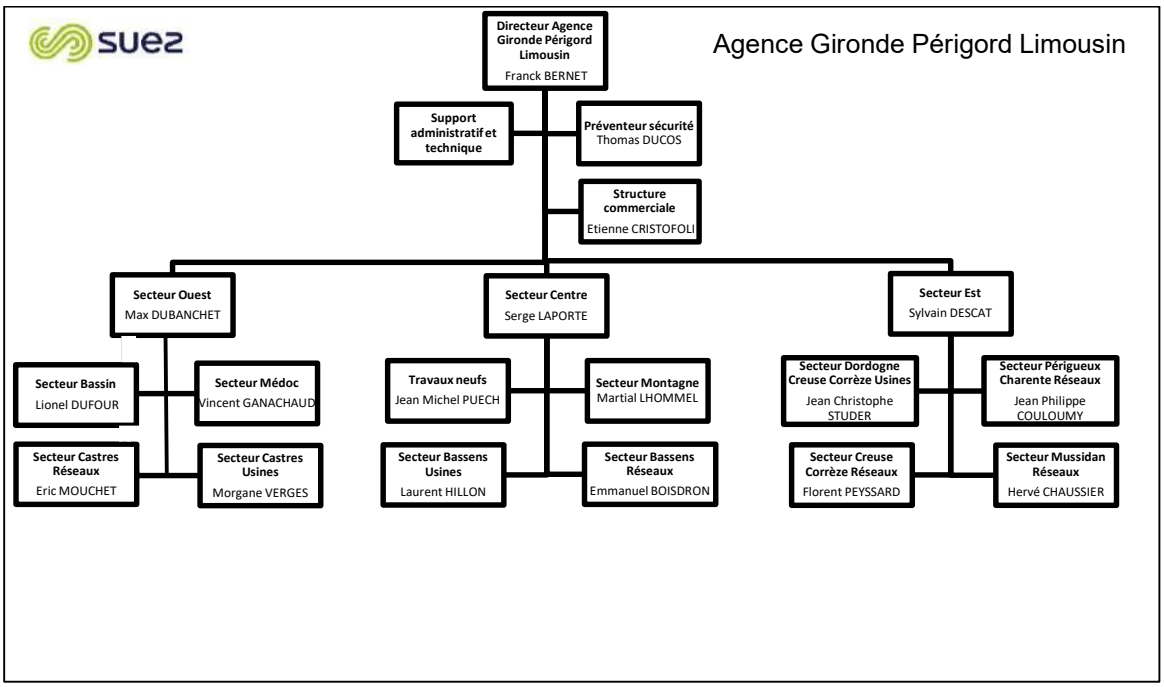
L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.4 Nos moyens matériels



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise





5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

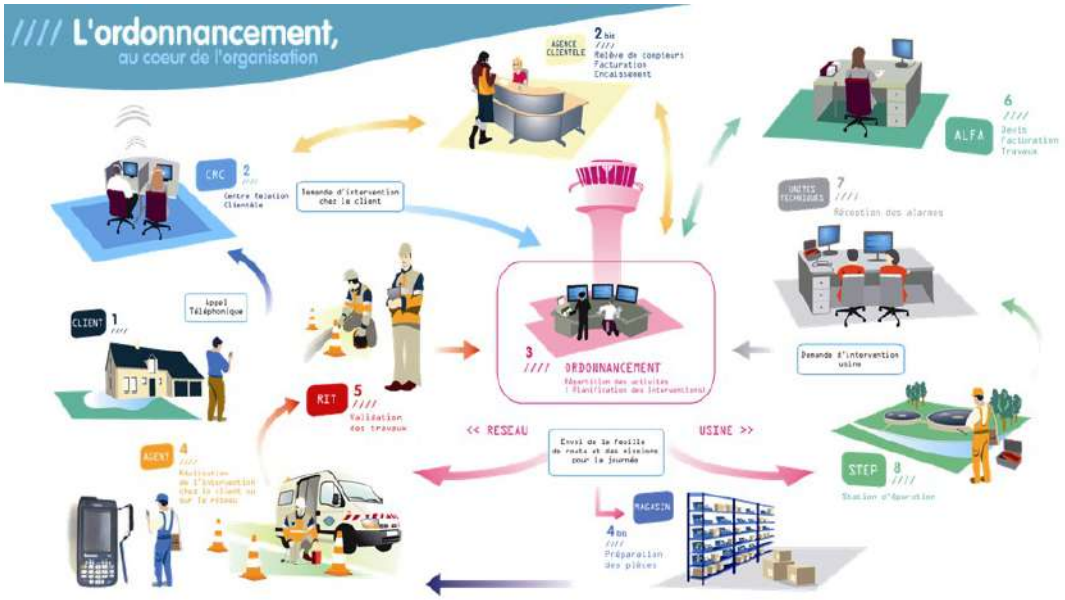
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2 La relation clientèle

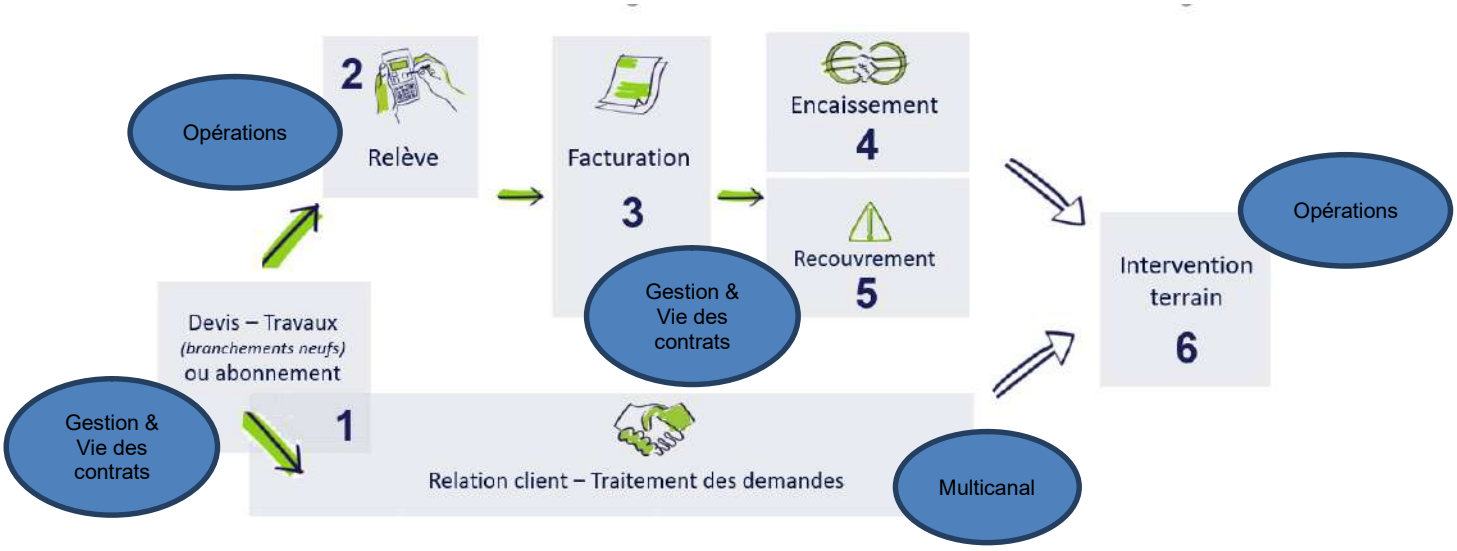
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

- un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
- un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
- le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :

- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4) **Amélioration de la qualité relationnelle par :**
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :
- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

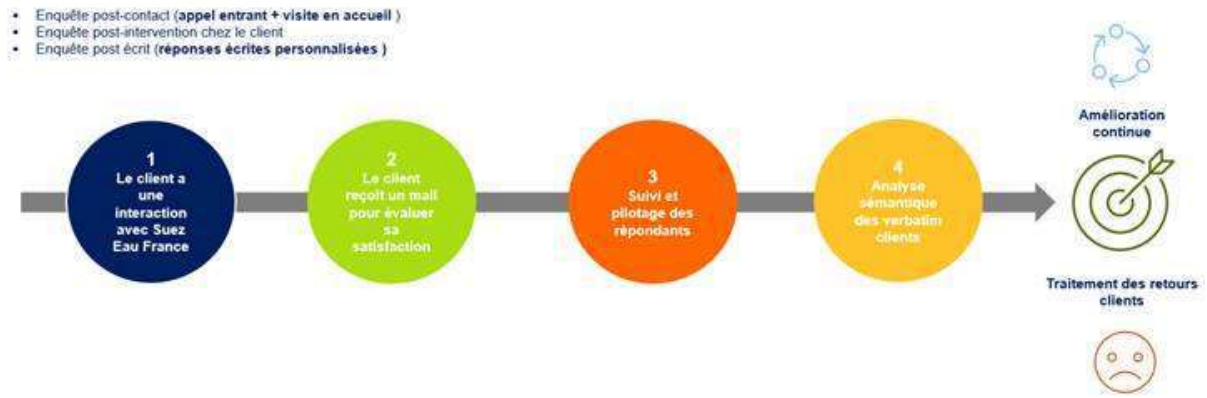
1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :
- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :
- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

18 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau; Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes :

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028378

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

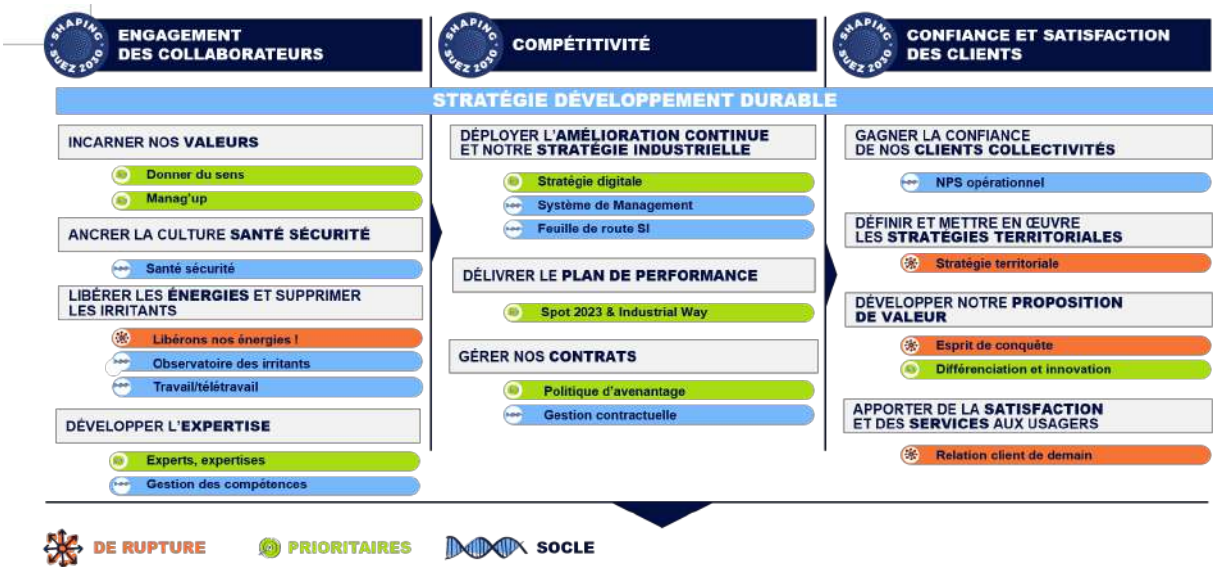
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des annexes

ARES 25926

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Détail des investissements eau
- Eau de service et eau livrée sans comptage
- Etat des remises pour fuites
- Facture 120m3 eau
- Fiche tarifaire
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE	410034607

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY

** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*

*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA...
https://www.infogreffe.fr/cont...

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : ARES

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

ARES

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0010

000374

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 32 analyses bactériologiques et 33 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur l'ensemble de la commune d'ARES provient de deux forages profonds "Cap Lande" et "Grande Lande" captant la nappe de l'Eocène. Ces forages sont dotés de périmètres de protection. L'eau subit un traitement d'aération et de désinfection à l'hypochlorite de sodium au niveau de chaque station avant sa distribution sur le réseau. Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable"a été transférée à la Commmunauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitation de la production et de la distribution de l'eau sur la commune.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire. Valeur moyenne : 9,90 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,30 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES CONTACTS

ARES - 25926				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	269		269
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	100		100
Demande de prestation	SERV - SERVICES	2		2
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	7		7
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	155		155
Demande d'information	AUTRE	71		71
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	1		1
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	114		114
Demande d'information	ENCA - SEPA	2		2
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	132		132
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	183		183
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	9		9
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	4		4
Demande d'information	FACT - FACTURE	342		342
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	8		8
Demande d'information	QUAL - CHLORE	1		1
Demande d'information	QUAL - COULEUR	2		2
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - QUALITE	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	4		4
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	57		57
Demande d'information	SERV - eFACTURE	6		6
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	2		2
Demande d'information	SERV - SERVICES	4		4
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	13		13
Demande d'information	TECH - CHANTIER	19		19
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	183		183
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	1		1
Demande d'information	TECH - RELEVE	30		30
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	38		38
Départ client	ABON - ABONNEMENT	170		170
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	64		64
Dépose d'index	TECH - RELEVE	19		19
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		12	12
Facture	FACT - FACTURE	1	203	204
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	4		4
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	81		81
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	310		310
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	218		218
Règlement	ENCA - REGLEMENT	168	26	194
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		146	146
Total		2 797	387	3 184

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour ARÈS-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

RESEAUX	14 878

Libellé chantier	Montant N
Programme contractuel	
ARES--TN-TELERELEVE ARES	*14 878*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	4 285

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Fonds contractuel avec programme		
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-ANTI INTRUSION		*1 045*
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-Capteur de niveau réservoir au sol		*603*
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-Débitmètre reprise vers Lège Cap Ferret		*1 170*
ARES-AEP GDE LANDE-RVT-Pompe exhaure		*339*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-ARMOIRE GENERAL BT	*10 469*	*-8 774*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Capteur de niveau CE		*659*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Débitmètre forage		*1 210*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Pompe javel		*3 166*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Télésurveillance		*859*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-TRAPPES		*2 506*
ARES-FOR+CE CAP LAND-RVT-Variateur de fréquence forage		*1 504*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	160 574

Libellé chantier	Montant N
Fonds contractuel avec programme	
ARES--RVT-COMPTEURS ARES	*806*
Fonds contractuel sans programme	
ARES--RVT-BRANCHEMENTS ARES EAU	*159 768*

Contrat : 25926

Bassin

Total année 2021	179 737

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Renouvellement des branchements			Année	N	
	Nombre 2021	Montant	2020	1 077,60	1,0296
Branchements (1109,5)	**144**	**159 768,00**	2021	1 109,50	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CONTRAT DE : ARES 25926

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	1000
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1200
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	48
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2850
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**5098**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE		VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	146	1000
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers		300
- incendies de forêt		0
- incendies de batiments et divers		1440
sous total besoins incendie V 11 SAGE		**2740**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)		500
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)		250
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE		**750**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur		0
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé (balayeuse)		500
- utilisation par gens du voyage		0
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE		**500**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE		**3990**

Commentaires:

2 purges qualité, 2 interventions accessoires et 11 purges suite casse canalisations
24 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 1440 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

ARES - 25926				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES BOULAUX	4 079
33011	ARES	Particulier	RUE DE LA SCIERIE	3 352
33011	ARES	Particulier	RUE DES FAUVETTES	2 875
33011	ARES	Particulier	ALLEE CLAUDE DEBUSSY	2 588
33011	ARES	Particulier	ALLEE MAURICE RAVEL	2 534
33011	ARES	Professionnel	AVENUE DE LA LIBERATION	1 592
33011	ARES	Particulier	RUE DE L AMIRAL COURBET	1 517
33011	ARES	Particulier	RUE DES BAIGNEURS	1 380
33011	ARES	Particulier	RUE DES ABBERTS	1 263
33011	ARES	Particulier	RUE DU 14 JUILLET	1 136
33011	ARES	Particulier	IMPASSE DES COULEMELLES	1 097
33011	ARES	Particulier	BOULEVARD DE L AERIUM	998
33011	ARES	Particulier	AVENUE DU PORT	782
33011	ARES	Particulier	RUE ANTOINE WATTEAU	748
33011	ARES	Particulier	RUE DES PLUVIERS	671
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES PINS	639
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA GARE	619
33011	ARES	Particulier	IMPASSE CAVALEY	578
33011	ARES	Particulier	RUE DE LA GARENNE	543
33011	ARES	Particulier	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	493
33011	ARES	Particulier	RUE EDGARD DEGAS	472
33011	ARES	Particulier	AVENUE DES TOURTERELLES	417
33011	ARES	Particulier	RUE DES FAUVETTES	416
33011	ARES	Particulier	ALLEE DU POITOU	292
33011	ARES	Particulier	RUE DU GENERAL DE GAULLE	267
33011	ARES	Particulier	RUE DU GARGUEHOS	237
33011	ARES	Particulier	RUE RAYMOND POINCARE	220
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA FORET	216
33011	ARES	Collectivité	RUE PIERRE PAUILHAC	209
33011	ARES	Particulier	RUE NELSON BARRAU	200
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES ROSSIGNOLS	198
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA LIBERATION	179
33011	ARES	Particulier	RUE DES CHANTERELLES	173
33011	ARES	Particulier	AVENUE DU PORT	164
33011	ARES	Particulier	RUE DU GARGUEHOS	153
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA LIBERATION	123
33011	ARES	Particulier	ALLEE DU LANGUEDOC	120
33011	ARES	Particulier	RUE DU GARGUEHOS	106
33011	ARES	Professionnel	RUE DU GENERAL DE GAULLE	90
33011	ARES	Particulier	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	78
33011	ARES	Particulier	RUE COSTE	74

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

ARES - 25926				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33011	ARES	Particulier	RUE ANTOINE WATTEAU	71
33011	ARES	Particulier	PLACE DE L EGLISE	70
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES ROSSIGNOLS	63
33011	ARES	Particulier	ALLEE DES FOUGERES	58
33011	ARES	Particulier	RUE DU 14 JUILLET	57
33011	ARES	Particulier	ALLEE DU LANGUEDOC	43
33011	ARES	Particulier	ALLEE DE LA PINEDE	34
33011	ARES	Particulier	RUE GEORGES CLEMENCEAU	31
33011	ARES	Particulier	BOULEVARD DE L AERIUM	27
33011	ARES	Particulier	RUE JEAN JAURES	19
33011	ARES	Particulier	RUE DE HAUTEBELLE	14
33011	ARES	Particulier	RUE DES ABBERTS	13
33011	ARES	Particulier	B RUE BREMONTIER	1
33011	ARES	Particulier	AVENUE DE LA LIBERATION	-32
Total général				**34 357**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Facture 120m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

réf. client : [illegible]
identifiant * : 5127
facture n° : F120-0124620

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 117
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - Service Clients
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

MME M ARES EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33740 ARES

Service de l'eau de la commune d'ARES

SPECIMEN 120 M3

5 Janvier 2022

	m^3	montant TTC
Votre abonnement		72,40 €
Votre consommation	120 m^3	124,85 €

Net à payer 197,25 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 06 janvier 2022
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Distribution de l'eau : 79 %
Organismes publics : 21 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie :
MME M ARES EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN RAD
33740 ARES

Date et Lieu | Signature

MME M ARES EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33740 ARES

IBAN : JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM : TIP50219798F120-01246201000000000

Montant : 197,25 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 10019
41976 BLOIS CEDEX 9

219776391369

502197010469 3298F120-01246201000000000927105 19725

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Document à conserver 10 ans
N°Facture : F120-0124620-1

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU					
ABONNEMENT					
Part SUEZ du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	56,43	56,43	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	12,20	12,20	5,5	
CONSOMMATION					
Part SUEZ du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,3762	45,14	5,5	
Préservation des ressources en eau du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,08	9,60	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,20	24,00	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			39,60		41,78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			186,97		
MONTANT TVA (5.5 %)			10,28		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					197,25
Net à payer					**197,25 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 60002 - 36400 LA CHATRE en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

TREL598F00F120-0124620000197254N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 1300103661).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Fiche tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ
Direction Territoriale et du Développement
63 rue Jean Briaud
33700 MERIGNAC

Mérignac, le 3 novembre 2021

COMMUNE D'ARES

HISTORIQUE:
Contrat de concession du service public d'eau potable de la commune d'Arès sous la forme d'une délégation de service public visé en préfecture le 8 novembre 2018
Début de contrat : 1er janvier 2019
Fin du contrat : 31 décembre 2030
Transfert de la compétence Eau à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) au 1er janvier 2020
Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 8 juin 2021

Tarif de l'EAU

PARTIE FIXE ANNUELLE : Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022
D'avance prorata temporis

			SUEZ	Prix TTC*	COLLECTIVITE	Prix TTC*
EAU	par diamètre du compteur	15 mm	56,43	**59,54**	12,20	**12,87**
		20 mm	56,43	**59,54**		
		30 mm	78,38	**82,69**		
		40 mm	88,83	**93,71**		
		60 mm	99,28	**104,74**		
		80 mm	109,73	**115,76**		
		100 mm	167,21	**176,40**		
		150 mm	224,68	**237,04**		
	UL	15 mm	56,43	**59,54**	12,20	**12,87**

* Tva à 5,5 %

			Prix TTC**
FAS *	Sans déplacement d'agent	40,76	**44,83**
	Avec déplacement d'agent	81,51	**89,66**

* Frais d'accès au service
** Tva à 10 %

CONSOMMATIONS (prix au mètre cube) : Prorata au 1er janvier 2022 (Part SUEZ)

SUEZ	COLLECTIVITE	AGENCE DE L'EAU		TVA	PRIX M3 TTC*
0,3762	0,2000	Préservation des ressources	Pollution	0,0542	**1,0405**
		0,0800	0,3300		

* Tva à 5,5 %

CALCUL ET EVOLUTION DU K :
$K = 0,15 + 0,414\ ICHT\text{-}E / ICHT\text{-}E_0 + 0,050\ FSD2 / FSD2_0 + 0,191\ TP10A / TP10A_0 + 0,195\ 010534769 / 010534769_0$

Indices	Pondération	valeurs de base	valeurs connues au 01/11/2021	Calculs intermédiaires	Source
Fixe	0,15			0,15000	
ICHT-E	0,414	110,7	122,80	0,45925	MTPB n°6108 du 23 octobre 2020 (valeur juin 2020)
010534769	0,195	110,2	111,00	0,19642	MTPB n°6106 du 9 octobre 2020 (valeur août 2020)
FSD2	0,050	128,9	140,10	0,05434	MTPB n°6106 du 9 octobre 2020 (valeur août 2020)
TP10A	0,191	107,2	115,70	0,20614	MTPB n°6108 du 23 octobre 2020 (valeur juillet 2020)
		Valeur du K n :		**1,0662**	
		K période précédente		1,0296	
		Evolution n / n-1		**3,55%**	
		K retenu période n		**1,04504**	
		K retenu période précédente (plafonnement ± 1,5%)		1,0296	
		Evolution n avec plafonnement		**1,50%**	

LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques):
% de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) < 40% — 49,8%

VISA	VISA
Gestionnaire Prix	Chef de service
Le 3 novembre 2021	Visé le 3 novembre 2021
Audrey DAVID	Véronique GUILLOU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	04/01/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	04/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	04/01/2021	RUE PISSARO	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	04/01/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	04/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	04/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	04/01/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	05/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	04/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	04/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	03/03/2021	Allez Richard Wagner	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	05/01/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	03/03/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	15/01/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	04/01/2021	Secteur B	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	05/01/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	05/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	05/01/2021	RUE DE LA REPUBLIQUE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	05/01/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	05/01/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/01/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	15/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	**Branchement eau modifier sans regard avec compteur**	05/01/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	05/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	IMPASSE DU RUISSEAU	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	05/01/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	05/01/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	05/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	18/01/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	05/01/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	05/01/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	05/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	04/01/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	04/01/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	15/01/2021	RUE EUSTACHE LE SUEUR	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	18/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	05/01/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**Compteur lot relever**	05/01/2021		ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	04/01/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	04/03/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	05/01/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	04/01/2021	RUE CHARLES LEBRUN	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	04/01/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	18/01/2021	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	compteur relever	18/01/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	18/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur radio	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/01/2021	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/01/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	09/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	09/02/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	09/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	04/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	09/02/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	09/02/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/01/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	09/02/2021	ALLEE HENRI MATISSE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/02/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	09/02/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/02/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	19/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	04/03/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/01/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/01/2021	ALLEE HENRI MATISSE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/01/2021	ALLEE DE LA COUPELIERE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/02/2021	ALLEE DES ECUREUILS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/01/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	19/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/01/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau entretenir	07/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/01/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/01/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/03/2021	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	12/01/2021	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	22/01/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	12/01/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	07/01/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	07/01/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	07/01/2021	IMPASSE CHARENTON	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	22/01/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	22/01/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	22/01/2021	RUE DIEGO VELASQUEZ	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	22/01/2021	RUE PICASSO	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	22/01/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	11/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	11/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	11/01/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	09/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	04/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	04/03/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	07/01/2021	_	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie enquêter**	08/01/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	21/01/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	21/01/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	12/01/2021	RUE DE LA CHENERAIE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	RUE DE HAUTEBELLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	22/01/2021	IMPASSE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/01/2021	ALLEE DES FRENES	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	08/01/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	09/03/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	14/01/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	11/01/2021	RUE EUSTACHE LE SUEUR	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	27/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	11/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	10/03/2021	ALLEE DES MURIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	29/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	29/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	29/03/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	29/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	29/03/2021	ALLEE DE LA MACHINOTTE	ARES	1
ARÈS	branchement Eau fermer Client non déclaré	29/03/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	05/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	12/01/2021		ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	12/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	12/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/02/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	12/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	regard compteur réparer	28/01/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/03/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	ALLEE DES TILLEULS	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/03/2021	ALLEE DE LA COUPELIERE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/03/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	29/03/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/03/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	29/03/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	28/01/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur TéléR	29/01/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	25/01/2021	AVENUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	25/01/2021	Secteur A nord	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/01/2021	Secteur B	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/01/2021	LOT LE PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/01/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	29/01/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	28/01/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	28/01/2021	RUE DE LA SCIERIE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	28/01/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	08/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	09/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau rechercher fuite**	10/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	08/04/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau réparer**	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	03/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	04/02/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	01/02/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	28/01/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	03/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	04/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	12/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	10/03/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	10/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	10/03/2021	ALLEE DES GRIVES	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	09/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	11/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	29/03/2021	RUE DES PRAIRIES	ARES	1
ARÈS	**accessoire réseau réparer (suite à recherche de fuites)**	06/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	06/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	06/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	07/04/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	29/03/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/02/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	04/02/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	15/02/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	03/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau ouvrir**	03/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur radio**	16/02/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	15/02/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/03/2021	ALLEE DES MURIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	10/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	10/03/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	31/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	02/04/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	branchement eau ouvrir	02/04/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	07/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	07/04/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	13/04/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/04/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/04/2021	RUE PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/02/2021	IMPASSE DE COURBEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	03/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE CHARLES LEBRUN	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	15/02/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/02/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	04/02/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	08/04/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	03/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	04/02/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/02/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	11/03/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	04/02/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	11/03/2021	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	11/03/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	12/04/2021	RUE GEORGES CLEMENCEAU	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	12/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	26/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/04/2021	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	26/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	26/04/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	06/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	26/04/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DES TILLEULS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DE LA MACHINOTTE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DES TILLEULS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DE LA MEULE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	23/02/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	22/02/2021	ALLEE DE LA GENDARMERIE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	16/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	19/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	17/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	19/02/2021	ALLEE DE CHARENTON	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	26/04/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau fermer demande interne**	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	26/04/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	29/04/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**19/04/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	**21/04/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**BAC remettre en état**	**03/05/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**23/02/2021**	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**18/02/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**23/02/2021**	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**réseau eau purger**	**24/02/2021**	ALLEE DES AULNES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**25/02/2021**	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	**20/04/2021**	Allez Richard Wagner	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**11/03/2021**	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**03/05/2021**	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**12/03/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**11/03/2021**	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**11/03/2021**	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**11/03/2021**	RUE DE HAUTEBELLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**10/05/2021**	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**30/04/2021**	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**10/05/2021**	RUE DE LA REPUBLIQUE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/05/2021**	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter équipements**	**28/04/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**28/04/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**08/04/2021**	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**15/02/2021**	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**04/02/2021**	IMPASSE MAPOUCHET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**04/05/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**04/02/2021**	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**04/02/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/02/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**17/02/2021**	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**04/02/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**04/02/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**23/02/2021**	LOT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**19/02/2021**	ALLEE MAURICE RAVEL	ARES	2
ARÈS	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	**09/04/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**23/02/2021**	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**18/02/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**11/05/2021**	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**25/02/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**26/02/2021**	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**25/02/2021**	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**26/02/2021**	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**26/04/2021**	RUE PARMENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**11/03/2021**	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**26/04/2021**	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**26/04/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	13/04/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	19/04/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	27/04/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	27/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	13/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	13/04/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	13/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	03/05/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/04/2021	RUE PIERRE MIGNARD	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	03/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	16/04/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/05/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	29/04/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	03/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	11/05/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	05/05/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	07/05/2021	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/05/2021	ALLEE DES FRENES	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	12/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	04/05/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	IMPASSE DES AIGRETTES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	IMPASSES D ARES TRANCHE 2	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DIEGO VELASQUEZ	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	02/03/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	24/02/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	25/02/2021	RUE GEORGES CLEMENCEAU	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	24/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/02/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	02/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	10/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/05/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	20/05/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	10/05/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	21/04/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	04/05/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	04/05/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/05/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	02/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	05/02/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	20/05/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler avec compteur	20/04/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	05/02/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	LOT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	04/02/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	24/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	18/02/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur poser	02/03/2021	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter fuite	11/03/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	12/03/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	12/03/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	12/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	20/04/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	21/04/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	22/04/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	23/04/2021	_	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	21/04/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	28/04/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	25/05/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	12/05/2021	_	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	26/02/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE RAYMOND POINCARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	17/05/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	13/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/05/2021	IMPASSE DEYMES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	IMPASSE DU CANELON	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	20/05/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/05/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	20/05/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	IMPASSE RENE DESCOT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	17/06/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur déposer	09/06/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/05/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	IMPASSE DU SQUARE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	IMPASSE DES GRILLONS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur déposer	07/06/2021	AIRE NOMADES GAL DE GAULL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	PLACE DE LA VICTOIRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	20/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DE L AVENIR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE RAYMOND POINCARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE EUDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/06/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	14/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/05/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	07/06/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE EMILE BARREYRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/06/2021	RUE EUDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	19/05/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/06/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/06/2021	RUE CHERI DUCAMIN	ARES	1
ARÈS	compteur déposer	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	07/06/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/06/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/06/2021	AVENUE DES CHARDONNERETS	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/06/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	07/06/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	14/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	ALLEE MAURICE UTRILLO	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	14/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	10/06/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	07/06/2021	ALLEE D AQUITAINE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/06/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	14/06/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/06/2021	RUE BEL AIR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/06/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/05/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/05/2021	RUE PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	28/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	04/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	04/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	04/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	25/05/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	28/05/2021	IMPASSE DES COULEMELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	07/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	07/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	01/06/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	21/05/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	02/06/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	réseau eau purger	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/06/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	17/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	16/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	02/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	02/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/03/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	15/03/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	03/06/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	28/05/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	01/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	27/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	28/05/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	14/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	ALLEE MARINE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	14/06/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	17/06/2021	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/06/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/06/2021	ALLEE DU BOIS D ARMAND	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	ROND POINT LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/06/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	11/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE DES FAUVETTES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	25/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/06/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/06/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	ALLEE HENRI MATISSE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/06/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/05/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	27/05/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	31/05/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/06/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	09/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	09/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	15/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	11/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	11/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie renouveler	10/06/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	15/03/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	15/03/2021	PLACE DE LEGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	25/05/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	12/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	15/03/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	15/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	15/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/05/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	07/06/2021	AVENUE DES MERLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	11/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	ALLEE CLAUDE DEBUSSY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	03/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	ALLEE DU LANGUEDOC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	18/06/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DE GASCOGNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	ALLEE MAURICE UTRILLO	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DU STADE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	RUE FRANCOIS BOUCHER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/06/2021	RUE FRANCOIS BOUCHER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	02/06/2021	IMPASSE DES COULEMELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	26/05/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	ALLEE DE LA GENDARMERIE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/06/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	18/06/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	17/06/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	11/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	11/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	07/06/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/06/2021	RUE SANDRO BOTTICELLI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	07/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur relever	21/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	31/05/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	28/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	28/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	27/05/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	31/05/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	28/05/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	17/05/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer à la demande du client	02/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	21/05/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	27/05/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur relever	03/06/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	25/05/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	14/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	18/06/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	10/06/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	18/06/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	15/06/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	17/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	devis métré réaliser	23/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	17/06/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	11/06/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	21/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	15/06/2021	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	28/06/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	28/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	15/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	29/06/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	28/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	28/06/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE PISSARO	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE PIERRE MIGNARD	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE PIERRE LATECOERE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE AMADEO MODIGLIANI	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE DES AJONCS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	11/06/2021	RUE EMILE BARREYRE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	17/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	IMPASSE DE COURBEY	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	RUE DES CHRYSALIDES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	IMPASSE DE MOUTCHALETTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/06/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/07/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	11/06/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	05/07/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	05/07/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE BEL AIR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/06/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	15/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/06/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	21/06/2021	CLOS DES ESTEYS DIVIS S V	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	18/06/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/06/2021	RUE DE LA LIBERTE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	06/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	02/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	09/07/2021		ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie vérifier	17/06/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	21/06/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	21/06/2021	IMPASSES D ARES TRANCHE 2	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/06/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/06/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/06/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	21/06/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	21/06/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	28/06/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	05/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	28/06/2021	_	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	29/06/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	01/07/2021	_	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	16/03/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	ALLEE DE BRETAGNE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	16/03/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	16/03/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	16/03/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau réparer	16/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/08/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	03/08/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	05/07/2021	RUE DES PRAIRIES	ARES	1
ARÈS	compteur relever	05/07/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	16/03/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	16/03/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	29/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/07/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/07/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/07/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	01/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	15/07/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	01/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	12/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	06/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	29/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	19/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/07/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	16/07/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	09/07/2021	RUE LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	27/07/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	03/08/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	09/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	19/07/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	20/07/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/08/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	13/07/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	03/08/2021	RUE PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	27/07/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/07/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	20/07/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/07/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	09/08/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	27/07/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	03/08/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	16/07/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/07/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	03/08/2021	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	26/07/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	12/08/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	28/07/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	30/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	12/07/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	Compteur lot relever	12/07/2021		ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	20/07/2021	ALLEE D ARGUIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/08/2021	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	03/08/2021	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/08/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/08/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	27/07/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/07/2021	RUE DES ECOLES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	29/07/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	02/08/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	03/08/2021	IMPASSE DE MOUTCHALETTE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	10/08/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	28/05/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	05/07/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	03/06/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/03/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	05/07/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	10/06/2021	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	27/05/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	04/08/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/08/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/07/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	06/07/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	06/07/2021	AVENUE DES TAMARIS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	30/06/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	31/05/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	02/06/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	01/06/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	06/07/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur poser	04/08/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	04/08/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	04/08/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	04/08/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/07/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	30/07/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	22/07/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	26/07/2021	_	ARES	1
ARÈS	accessoire réseau enquêter	09/08/2021	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	28/07/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/03/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	17/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/03/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/03/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	17/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	02/09/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	30/08/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	31/08/2021	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	30/08/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	06/09/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	31/08/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	31/08/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	31/08/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	17/08/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/09/2021	LOTISSEMENT LES DUNES VERTES	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	06/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	06/09/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	RUE JEAN FRANCOIS MILLET	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter équipements	27/08/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	11/08/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	04/08/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	13/08/2021	RUE DE PASSANT	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	17/03/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	17/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau fermer demande interne	17/03/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	17/03/2021	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	30/08/2021	RUE SOPHIE ET PAUL WALLERSTEIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	06/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	06/09/2021	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**BAC remettre en état**	**18/08/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**30/08/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	**02/09/2021**	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	**19/08/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	**18/08/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**voirie enquêter problème**	**27/08/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter équipement**	**30/08/2021**	IMPASSE DES CRIQUETS	ARES	1
ARÈS	**BAC remettre en état**	**31/08/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**07/09/2021**	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**11/08/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**16/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**17/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**17/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**16/03/2021**	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**17/03/2021**	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/09/2021**	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/08/2021**	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**01/09/2021**	RUE FRANCISCO GOYA	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**01/09/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**17/03/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**17/03/2021**	RUE AMADEO MODIGLIANI	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**17/03/2021**	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**14/09/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**16/08/2021**	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**17/03/2021**	RUE PAUL GAUGUIN	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**27/09/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	RUE DE LA REPUBLIQUE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/09/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR reparamétrer**	**14/09/2021**	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**10/08/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**20/08/2021**	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**19/08/2021**	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/08/2021**	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**17/08/2021**	AVENUE DU GOELAND	ARES	1
ARÈS	**compteur poser avec émetteur téléR**	**03/09/2021**	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**27/09/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/08/2021**	IMPASSE DES CRIQUETS	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer**	**18/08/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	09/09/2021	RUE FRANCISCO GOYA	ARES	1
ARÈS	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	02/09/2021	ALLEE RICHARD WAGNER	ARES	1
ARÈS	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	02/09/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	02/09/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	06/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	06/09/2021	RUE LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	14/09/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	14/09/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	14/09/2021	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/09/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	09/09/2021	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	21/09/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	14/09/2021	ROND POINT LAMARTINE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	14/09/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	14/09/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	16/09/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	28/09/2021	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	ALLEE DES PLATANES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/09/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	14/09/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	14/09/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	16/09/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	14/09/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter anomalie	16/09/2021	RUE GEORGES CLEMENCEAU	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	20/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	20/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	14/09/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	14/09/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	16/09/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur avec émetteur téléR enquêter	16/09/2021	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	17/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	20/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/09/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	09/09/2021	RUE FRANCISCO GOYA	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	04/10/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/09/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/10/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	23/09/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	11/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	27/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	01/10/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	15/09/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter équipement	14/09/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	20/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	27/09/2021	RUE DAMIEN BARRAU	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	27/09/2021	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	27/09/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/10/2021	ALLEE DES ROSSIGNOLS	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	01/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	11/10/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	01/10/2021	RUE DU TEYCHAN	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour anomalie technique	11/10/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	11/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	18/10/2021	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/10/2021	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	01/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/09/2021	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/10/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/09/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/09/2021	LOT LA CONCHE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	29/09/2021	RUE DAMIEN BARRAU	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie manœuvrer	28/09/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**13/10/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**13/10/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**08/10/2021**	LOT LES ARBOUSIERS II	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**12/10/2021**	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	2
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**19/10/2021**	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**20/10/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**20/10/2021**	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**19/10/2021**	ALLEE DES BRUYERES	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/10/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**19/10/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/10/2021**	AVENUE VINCENT VAN GOGH	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**19/10/2021**	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**25/10/2021**	RUE DE L AMIRAL COURBET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**21/10/2021**	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/10/2021**	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/10/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**26/10/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**02/11/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**05/11/2021**	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**25/10/2021**	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**25/10/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	RUE DU PRE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**10/11/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**27/10/2021**	RUE EMILE BARREYRE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**27/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	RUE DU PILOTE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**05/11/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**21/10/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**26/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	RUE DES PORTES DU BOURG	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/10/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**25/10/2021**	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**21/10/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	ROND POINT DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter équipements**	**10/11/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter équipements**	**10/11/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**08/11/2021**	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE EDOUARD MANET	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**05/11/2021**	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**28/10/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**10/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/10/2021	RUE DES PLUVIERS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/10/2021	IMPASSE DE L ILE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	25/10/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/11/2021	AVENUE DE CANNELETTE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU COMMANDANT L HERMINIER	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	26/10/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	02/11/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	28/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/10/2021	RUE CHARLES LEBRUN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/10/2021	ALLEE DES ORMES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DES MERLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	27/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	05/11/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	20/10/2021	ALLEE DE GUYENNE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	27/10/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	09/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	10/11/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	09/11/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	08/11/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/10/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE MARINE	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	25/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	compteur enquêter client	27/10/2021	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	vanne inspecter - manoeuvrer	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	03/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur enquêter	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	04/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR poser (sans compteur)	02/11/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	29/10/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter (débit, pression)	02/11/2021	AVENUE DES ROUGES GORGES	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	11/10/2021	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	01/10/2021	IMPASSE MAPOUCHET	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	30/09/2021	ALLEE DES PINSONS	ARES	1
ARÈS	branchement eau renouveler sans compteur	04/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	01/10/2021	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1
ARÈS	compteur relever	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur poser avec émetteur téléR	28/09/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	29/09/2021	RUE DAMIEN BARRAU	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	08/10/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	30/09/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	01/10/2021	LOTISSEMENT LA FORESTIERE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	26/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	14/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	12/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	2
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	22/10/2021	RUE JEAN LEBAS	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	21/10/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	15/11/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	ALLEE DES CHEMINOTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE JEAN JAURES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	RUE DES CHRYSALIDES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	25/10/2021	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	ALLEE DE CHARENTON	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE JEAN TEMPLIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	AVENUE DE LA PLAGE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	RUE RONSARD	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	RUE DES ECOLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	RUE EDOUARD HERRIOT	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	02/11/2021	RUE PETRUS RUBENS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	09/11/2021	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	21/10/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	25/10/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE ANTOINE WATTEAU	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	RUE MICHEL ANGE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	28/10/2021	ALLEE FREDERIC CHOPIN	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	27/10/2021	ALLEE DE LA ROSE DES SABLES	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	LOT LA CONCHE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	20/10/2021	RUE DE LA CHENERAIE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	19/10/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	20/10/2021	ALLEE D AQUITAINE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	26/10/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	19/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	15/11/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur relever	05/11/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	émetteur téléR reparamétrer	10/11/2021	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter pour qualité eau	21/10/2021	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	03/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur relever	28/10/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	04/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	28/10/2021	_	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	29/10/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	29/10/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	04/11/2021	ALLEE DE LA PINEDE	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	10/11/2021	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	10/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau enquêter fuite	12/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/03/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	25/10/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	RUE DES GREPINS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	19/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/11/2021	ALLEE DES ALOUETTES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/11/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/11/2021	AVENUE DE LA GARE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	20/10/2021	RUE PIERRE MIGNARD	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/10/2021	RUE MARC CHAGALL	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/10/2021	RUE DES BAIGNEURS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	RUE ANDRE LABRUNETTE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	RUE DES ECOLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	RUE DU GARGUEHOS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/11/2021	LOT LES ALLEES D ARES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	25/10/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	12/11/2021	RUE EDGARD DEGAS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/10/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/10/2021	ALLEE DES FRENES	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	20/10/2021	ALLEE D AQUITAINE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	19/10/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/11/2021	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	ALLEE DES PINS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	02/11/2021	RUE DES ABBERTS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	RUE DE L AVENIR	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/11/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	05/11/2021	AVENUE DE LA FORET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/11/2021	ALLEE MARINE	ARES	1
ARÈS	BAC remettre en état	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	branchement eau ouvrir	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	branchement eau ouvrir	21/10/2021	RUE JEAN BALDE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	29/10/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	réseau eau modifier	03/11/2021	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/10/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	26/10/2021	ROND POINT DES ESTEYS	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau afficher	02/11/2021	RUE DES PALOMBES	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	05/11/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	08/11/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**10/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**19/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**branchement Eau fermer Client non déclaré**	**22/11/2021**	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**voirie enquêter problème**	**25/11/2021**	LOT LES ARBOUSIERS II	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**23/11/2021**	ALLEE DU DOMAINE DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**26/11/2021**	RUE DES PECHEURS	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter fuite**	**28/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	ALLEE DES VERDIERS	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	RUE AMADEO MODIGLIANI	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**19/11/2021**	RUE EUDE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	CITE PLAISANCE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**19/11/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	RUE JEAN MERMOZ	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**15/11/2021**	RUE PIERRE LATECOERE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**15/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	ROND POINT DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**10/11/2021**	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	AVENUE LEONARD DE VINCI	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**16/11/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**18/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**22/11/2021**	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE EUGENE DELACROIX	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**09/11/2021**	RUE PIERRE PAUILHAC	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie manœuvrer**	**17/11/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter anomalie**	**10/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**18/11/2021**	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**15/11/2021**	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**16/11/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**10/11/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**19/11/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**15/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**22/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**22/11/2021**	RUE DU COMMANDANT CHARPENTIER	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**23/11/2021**	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**29/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**14/10/2021**	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**18/10/2021**	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**21/09/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**07/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**18/10/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**22/09/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**accessoire réseau enquêter**	**16/09/2021**	_	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**06/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**06/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**06/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**13/09/2021**	AVENUE DU PORT	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur TéléR**	**10/09/2021**	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**29/09/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	**06/09/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**07/09/2021**	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter fuite**	**09/09/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**regard compteur renouveler**	**14/09/2021**	LOTISSEMENT MER ET SOLEIL	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**compteur poser**	**28/09/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**27/09/2021**	ALLEE DES FOUGERES	ARES	1
ARÈS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**27/09/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie enquêter**	**28/09/2021**	ROUTE DU TEMPLE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	regard compteur renouveler	10/11/2021	LOT LES ARBOUSIERS II	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	13/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	13/10/2021	AVENUE TOULOUSE LAUTREC	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	25/10/2021	_	ARES	6
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	08/12/2021	AVENUE DE GRAVEYRON	ARES	1
ARÈS	BAC rechercher, enquêter, déboucher	09/11/2021	ZONE ARTISANALE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	compteur poser	03/11/2021	ALLEE DE LA CLAIRIERE	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	03/11/2021	_	ARES	12
ARÈS	regard compteur renouveler	02/12/2021	RUE DES CHANTERELLES	ARES	1
ARÈS	appareil fontainerie enquêter	17/11/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	17/11/2021	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	22/11/2021	ALLEE DU CENTRE	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	23/11/2021	ALLEE DU DOMAINE DES LUGEES	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer	29/11/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/11/2021	RUE DU TEMPLE	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	23/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur TéléR	24/03/2021	RUE RENE COTY	ARES	1
ARÈS	réseau eau réparer (suite recherche de fuite)	22/03/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	branchement eau réparer	26/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	26/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	réseau eau remise en eau réaliser	22/03/2021	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/03/2021	Secteur A	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau rechercher fuite	26/03/2021	RUE DES BECASSES	ARES	1
ARÈS	compteur poser	27/12/2021	RUE ANTOINE DE SAINT EXUPERY	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	26/03/2021	_	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	16/12/2021	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	23/12/2021	BOULEVARD DE L AERIUM	ARES	1
ARÈS	regard compteur renouveler	15/12/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	23/03/2021	PLACE DE L EGLISE	ARES	1
ARÈS	branchement eau enquêter fuite	25/03/2021	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	devis métré réaliser	21/12/2021	RUE PIERRE CURIE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	22/12/2021	RUE DES OYATS	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/12/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/12/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	16/12/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	24/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	24/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	branchement eau créer avec compteur	24/03/2021	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	26/03/2021	RUE BREMONTIER	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**22/03/2021**	RUE DES CIGALES	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**06/12/2021**	RUE DU 14 JUILLET	ARES	1
ARÈS	**branchement eau enquêter fuite**	**14/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/11/2021**	RUE NELSON BARRAU	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**14/12/2021**	BOULEVARD JAVAL	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**21/12/2021**	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**22/03/2021**	AVENUE DU PERREY	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**22/11/2021**	RUE COSTE	ARES	1
ARÈS	**compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR**	**16/12/2021**	ALLEE DES EGLANTIERS	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**27/12/2021**	RUE DE LA GARENNE	ARES	1
ARÈS	**regard compteur enquêter**	**22/12/2021**	ALLEE DES OLIVIERS	ARES	1
ARÈS	**compteur relever**	**20/12/2021**	RUE BREMONTIER	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**29/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**devis métré réaliser**	**20/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	**branchement eau créer avec compteur**	**21/12/2021**	RUE PASTEUR	ARES	1
ARÈS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**16/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer fuite**	**15/12/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	ARES	1
ARÈS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**branchement eau réparer fuite**	**15/12/2021**	AVENUE DE BORDEAUX	ARES	1
ARÈS	**appareil fontainerie réparer fuite**	**31/12/2021**	AVENUE DES TOURTERELLES	ARES	1
ARÈS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**16/12/2021**	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**09/12/2021**	RUE ARISTIDE BRIAND	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**20/12/2021**	RUE DU PORT OSTREICOLE	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	RUE CAVALEY	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	ARES	1
ARÈS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE ALBERT MORANGE	ARES	1
ARÈS	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	**28/12/2021**	RUE JEAN BALDE	ARES	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

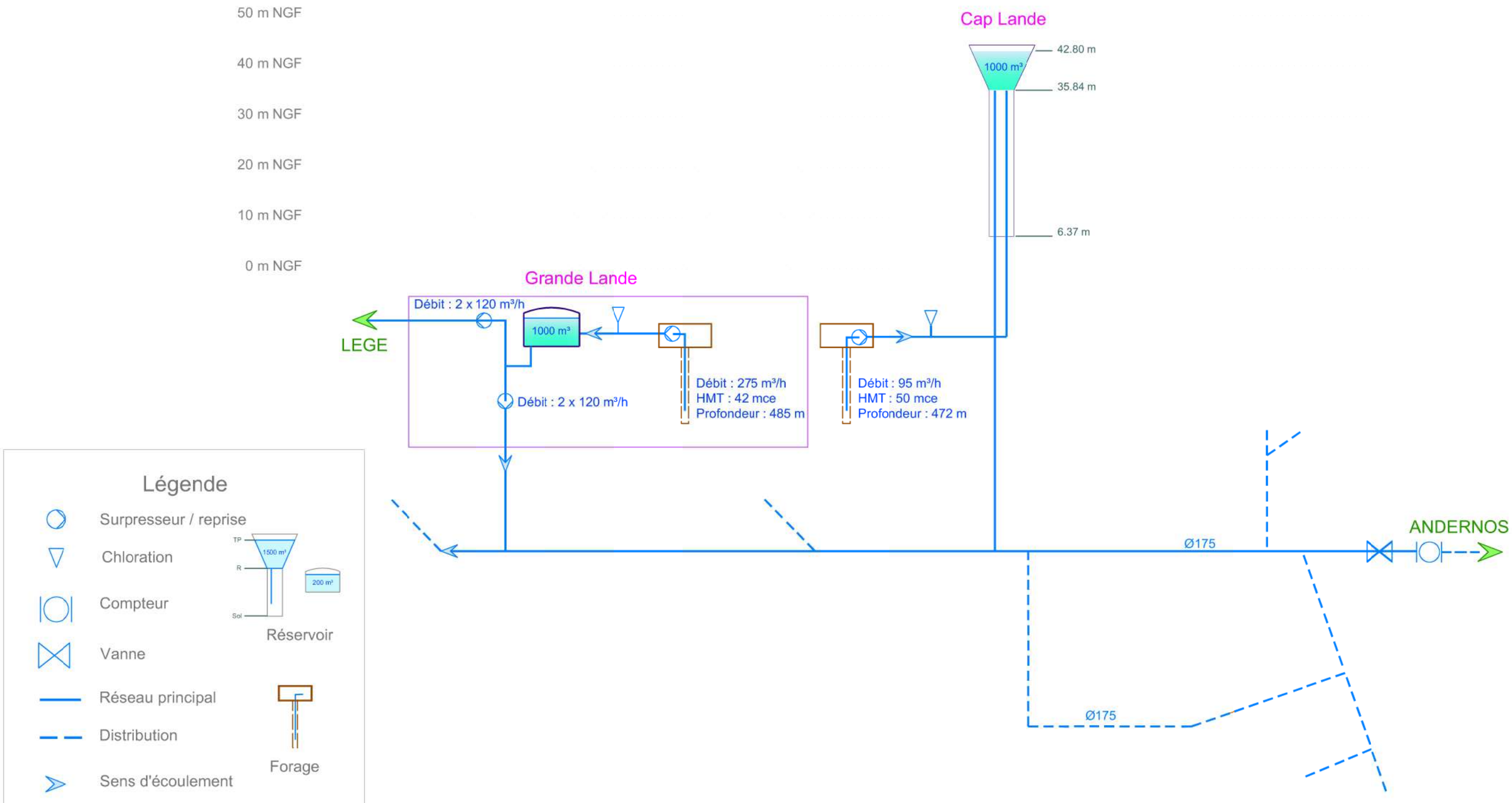
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat d'ARES

Synoptique du réseau d'eau potable



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
    - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
    - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
    - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
        - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
        - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « *Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs* », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.*** »

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN POUR LE CONTRAT D'AUDENGE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

© Valentin Pacaut / The Explorers

suez

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 10
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 29

3.1 Le bilan hydraulique 31
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 31
3.1.2 Les volumes prélevés 31
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 32
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 33
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 33
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 34
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) ... 35
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 38
3.1.9 Les volumes de pointes 38
3.2 La qualité de l'eau 39
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 39
3.2.2 Le plan vigipirate 40
3.2.3 La ressource 40
3.2.4 La production 41
3.2.5 La distribution 42
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 43
3.3 Le bilan d'exploitation 44
3.3.1 La consommation électrique 44
3.3.2 Les contrôles réglementaires 44
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs 45
3.3.4 Les autres interventions sur les installations 45
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 45
3.3.6 La recherche des fuites 47
3.4 Le bilan de la relation client 48
3.4.1 Le nombre de clients 48
3.4.2 Le nombre d'abonnés 48
3.4.3 Les volumes vendus 49
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 49
3.4.5 La typologie des contacts clients 50
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients 50
3.4.7 L'activité de gestion clients 51
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement 51
3.4.9 Le fonds de solidarité 52
3.4.10 Les dégrèvements 53
3.4.11 La mesure de la satisfaction client 53

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable 56

4 | Comptes de la délégation 59

4.1 Le CARE 61
4.1.1 Le CARE 61
4.1.2 Le détail des produits 63
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 63
4.2 Les reversements 71
4.2.1 Les reversements à la collectivité 71
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 71
4.3 La situation des biens et des immobilisations 72
4.3.1 La situation sur les compteurs 72
4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève 73
4.4 Les investissements contractuels 74
4.4.1 Le renouvellement 74
4.4.2 Le remplacement en domaine privé 75
4.4.3 Les travaux neufs du domaine concédé 75

5 | Votre délégataire 77

5.1 Notre organisation 79
5.1.1 La Région 79
5.1.2 Nos implantations 80
5.1.3 Nos moyens humains 80
5.1.4 Nos moyens matériels 81
5.1.5 Nos moyens logistiques 82
5.2 La relation clientèle 84
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 84
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 85
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 86
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 87
5.2.5 Informer et alerter nos clients 88
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 89
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 90
5.3 Notre système de management 92
5.4 Notre démarche développement durable 97

6 | Annexes 99

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Les chiffres clés



4 419 abonnés

479 828 m³ d'eau facturée





69,3 % de rendement du réseau de distribution

7,13 m³/km/j de pertes en réseau





86 km de réseau de distribution d'eau potable

1,37292 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	8 452	8 801	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	4 250	4 419	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	85,3	85,97	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,40133	1,37292	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	70,43	69,25	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0,38	0	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	6,78	7,37	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	6,5	7,13	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	13	5	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0011	0,0007	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	14,82	15,16	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	3,18	1,86	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Lancer l'étude pour la création d'une nouvelle ressource proche du surpresseur Crabitaire.
- Lancer les démarches administratives en vue de l'obtention des arrêtés préfectoraux liés aux DUP autorisations de prélèvements et périmètres de protection.
- Engager dès que possible le diagnostic du forage de « Lubec » (examen endoscopique et diagraphies).
- Réfléchir au remplacement du mode de désinfection de l'eau : passage du bioxyde de chlore à l'hypochlorite de sodium (javel).

ACTIVITES RESEAUX

- Poursuivre les renforcements de réseau pour anticiper l'évolution démographique.
- Mettre en place les conventions vente/achat d'eau avec les communes voisines.
- Mise en place d'une action pour développer la télé relève vers les particuliers.
- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.
- Engager la sectorisation du réseau en fonction des conclusions du diagnostic.
- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.
- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable :
    - Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
    - Supprimer des doubles conduites.
    - Supprimer de conduite en amiantes ciment.
    - Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
    - Supprimer des conduites génératrices de CVM.
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/01/2010	31/12/2022	Affermage
Avenant n°01	01/01/2020	31/12/2022	AVENANT DE TRANSFERT DE COMPETENCE EAU A LA COBAN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune d'AUDENGE pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	AUDENGE
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET	Directeur d'Agence	06 30 51 33 71
	M. DUBANCHET	Chargé de Contrat	06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

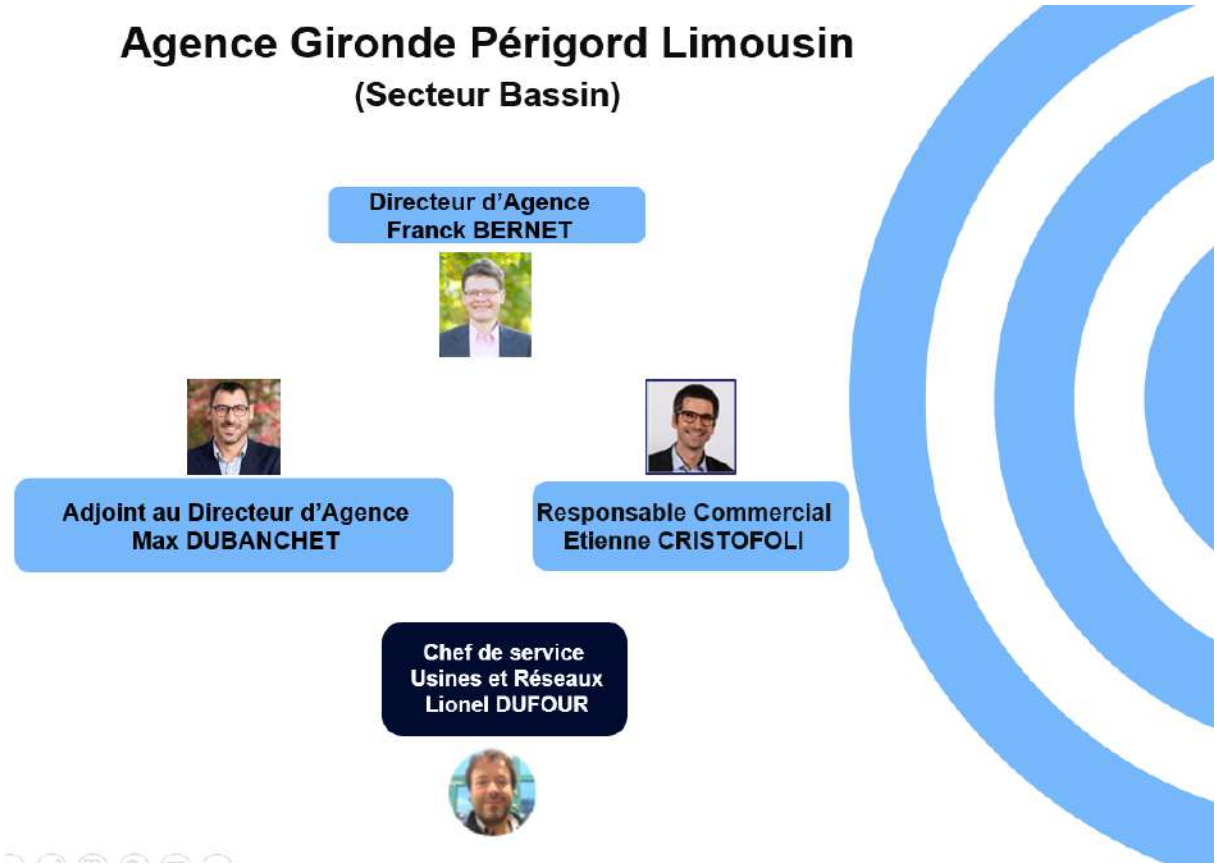
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

- Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 L'inventaire du patrimoine

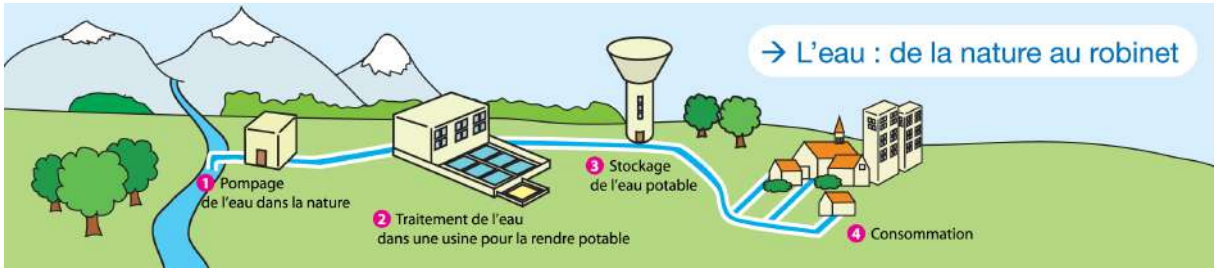
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	1974	3 000	m³/j

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	**Site**	**Volume utile**	**Unité**
AUDENGE	LE LUBEC	750	m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

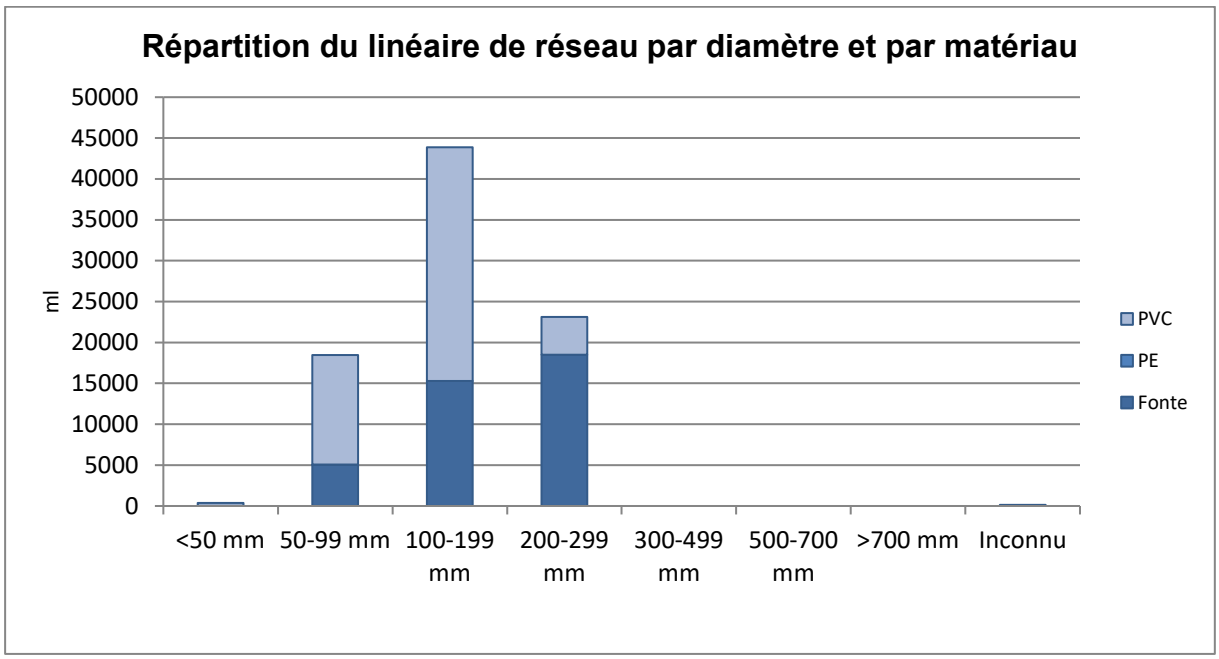
Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
AUDENGE	SURP AUDENGE	2014	240	m³/h

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)				
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**PVC**	**Total**
<50 mm	-	17	370	387
50-99 mm	5 018	62	13 372	18 451
100-199 mm	15 286	-	28 587	43 873
200-299 mm	18 516	-	4 613	23 129
Inconnu	-	-	134	134
Total	38 819	79	47 076	85 975



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	86 268
Extensions financées par des tiers	46
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	457
Régularisations de plans	- 797
Situation actuelle	85 975

En 2021 nous n'avons reçu aucun plan de recollements stipulant des travaux sur le contrat. La variation de linéaire s'explique par la correction de données (remontée terrain, correction de la base de données, recalage de réseaux en fonction de levée terrain).

Il est à noter la présence dans le SIG de réseau dit "Privé" dont nous n'avons pas l'information de rétrocession. Ce linéaire n'est pas pris en compte dans le rapport d'activité.

AUDENGE 2385.72 ml

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
AUDENGE	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	Equipements de mesure de type compteur	7	7	0,0%
AUDENGE	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	182	181	- 0,5%
AUDENGE	Régulateurs débit	1	1	0,0%
AUDENGE	Vannes	383	381	- 0,5%
AUDENGE	Vidanges, purges, ventouses	83	81	- 2,4%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	3 850	3 898	1,2%
Branchement eau potable total	3 850	3 898	1,2%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

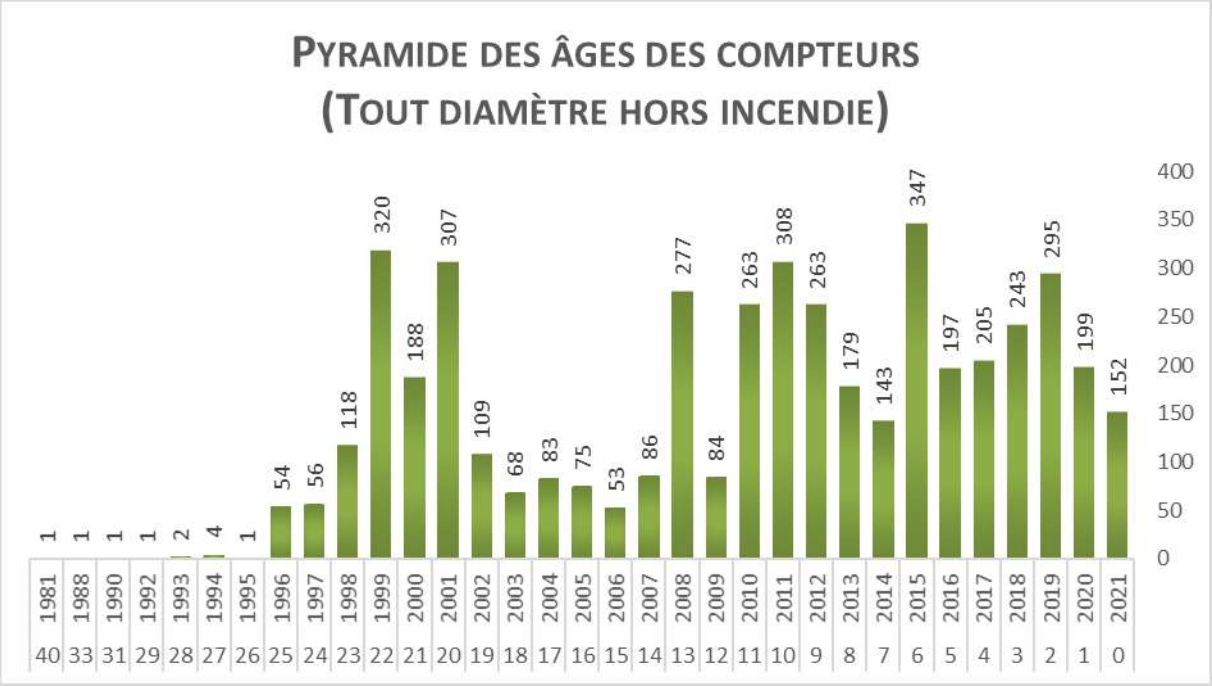
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	1 072	22	-	1 094
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1 099	30	-	1 129
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	979	36	3	1 018
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	382	5	1	388
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	1 042	1	-	1 043
Eau froide	F > 25 ans	-	11	-	-	11
Eau froide	Inconnu	2	-	-	-	2
Incendie	A 0 - 4 ans	-	1	-	-	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	-	2	2
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	2	2
Total		2	4 586	94	8	4 690

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	2	0,0%
12 à 15 mm	4 441	4 586	3,3%
20 à 40 mm	91	94	3,3%
>40 mm	8	8	0,0%
Total	4 540	4 690	3,3%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES EQUIPEMENTS DE TELERELEVE**

La télérelève – AUDENGE

DEPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE RECEPTEURS

Au 31 décembre 2021, 2 récepteurs sont installés et supervisés sur l'ensemble du territoire :



LE DEPLOIEMENT DES EMETTEURS

Au 31 décembre 2021, 66 compteurs communaux sont équipés de télérelève, soit 100%.

La télérelève des compteurs d'eau permet de faire bénéficier aux usagers de nombreux services tels que le suivi quotidien de leur consommation, la facturation sur index réel, l'alerte fuite et l'alerte surconsommation.

LA PERFORMANCE RADIO

On distingue 3 niveaux de performance :

- « Service et facturation » : le client dispose de l'ensemble des services associés à la télérelève, soit la facturation au réel et les services alerte fuite/surconsommation.

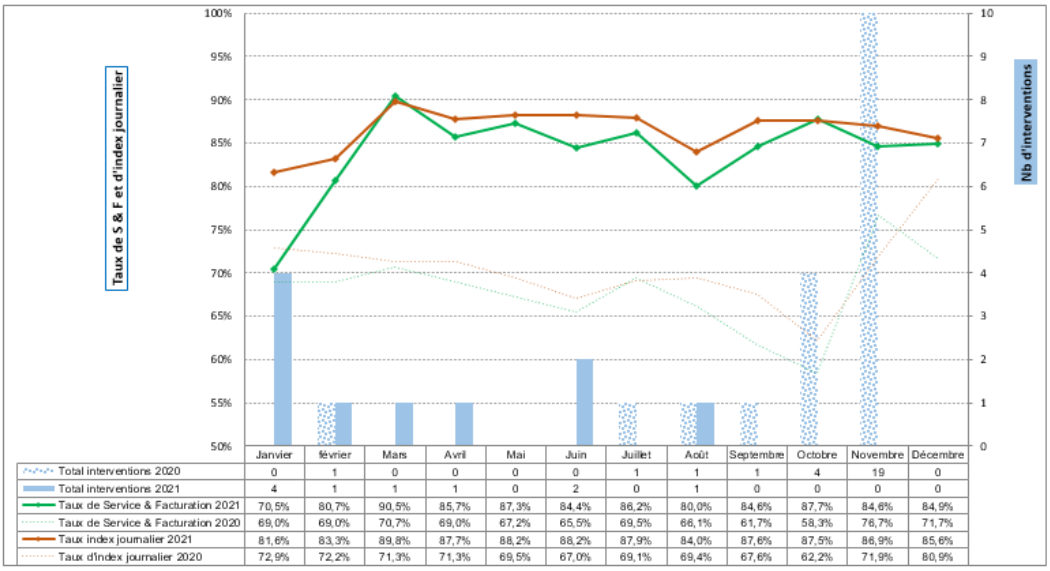
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- « Facturation » : l'émetteur ne transmet pas assez d'index pour fournir le service alerte associé à la télérelève, mais suffisamment pour avoir une facturation au réel.
- « Données insuffisantes » : la réception des index est très faible, voire nulle. Le client ne peut bénéficier ni de la facturation au réel, ni des services associés à la télérelève.

- Table de performance émetteur :

		Nb de jours avec index sur 10 jours		
		10-8	7-1	0
Nb de jours avec index sur 30 jours	30-20	S&F	F	DI
	19-5	F	F	DI
	4-0		DI	DI

Taux de service Télérelève sur 2021 :



	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total interventions 2020	0	1	0	0	0	0	1	1	1	4	19	0
Total interventions 2021	4	1	1	1	0	2	0	1	0	0	0	0
Taux de Service & Facturation 2021	70,5%	80,7%	90,5%	85,7%	87,3%	84,4%	86,2%	80,0%	84,6%	87,7%	84,6%	84,9%
Taux de Service & Facturation 2020	69,0%	69,0%	70,7%	69,0%	67,2%	65,5%	69,5%	66,1%	61,7%	58,3%	76,7%	71,7%
Taux index journalier 2021	81,6%	83,3%	89,8%	87,7%	88,2%	88,2%	87,9%	84,0%	87,6%	87,5%	86,9%	85,6%
Taux d'index journalier 2020	72,9%	72,2%	71,3%	71,3%	69,5%	67,0%	69,1%	69,4%	67,6%	62,2%	71,9%	80,9%

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

En 2021, 10 interventions de maintenance sur les équipements télérelève ont été réalisées :

compteur remplacer avec émetteur TéléR.	1
déplacement improductif	2
émetteur TéléR. poser (sans compteur)	3
émetteur TéléR. renouveler (sans compteur)	1
émetteur TéléR. reparamétrer	3
Total interventions 2021	10

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SERVICES TELERELEVE

Alertes fuite & sur-consommation, 2 alertes aux services des abonnés :

- L'alerte surconsommation : l'abonné fixe le seuil de consommation mensuelle qu'il ne souhaite pas dépasser. Un message d'alerte lui est envoyé dans le mois lorsque ce seuil est franchi.
- L'alerte fuite : Un message d'alerte est envoyé à l'abonné par mail , SMS ou à défaut par courrier lorsque SUEZ constate une consommation continue anormale pendant 4 jours consécutifs. Si la fuite est encore en cours 3 jours après la détection, une première relance est envoyée (uniquement par Mail). Si celle-ci est encore avérée 10 jours après l'envoi de la première relance (donc 13 jours après la détection), une deuxième relance est envoyée (uniquement par Mail). A noter qu'il n'y a pas d'autres relances par la suite

Pour l'année 2021 :

- **15** alertes Fuite ont été envoyées en 2021 pour **3** abonnés, soit en moyenne **5,0** alertes Fuite / abonné concerné.
- **0** alerte Surconsommation ont été envoyées en 2021

	Fuite			Total Fuite	Total général
Nombre d'alertes / Mois	COURRIER	MAIL	SMS		
Juillet	3			3	3
Août	2			2	2
Septembre	2			2	2
Novembre	2			2	2
Décembre	1	3	2	6	6
Total général	**10**	**3**	**2**	**15**	**15**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	65
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**110**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3 Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

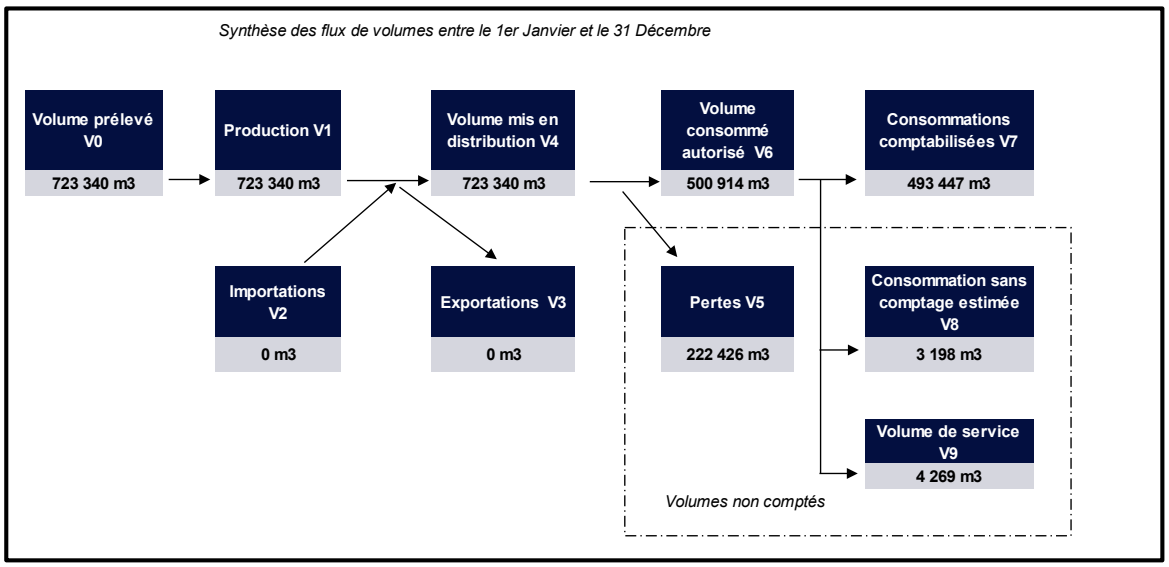
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



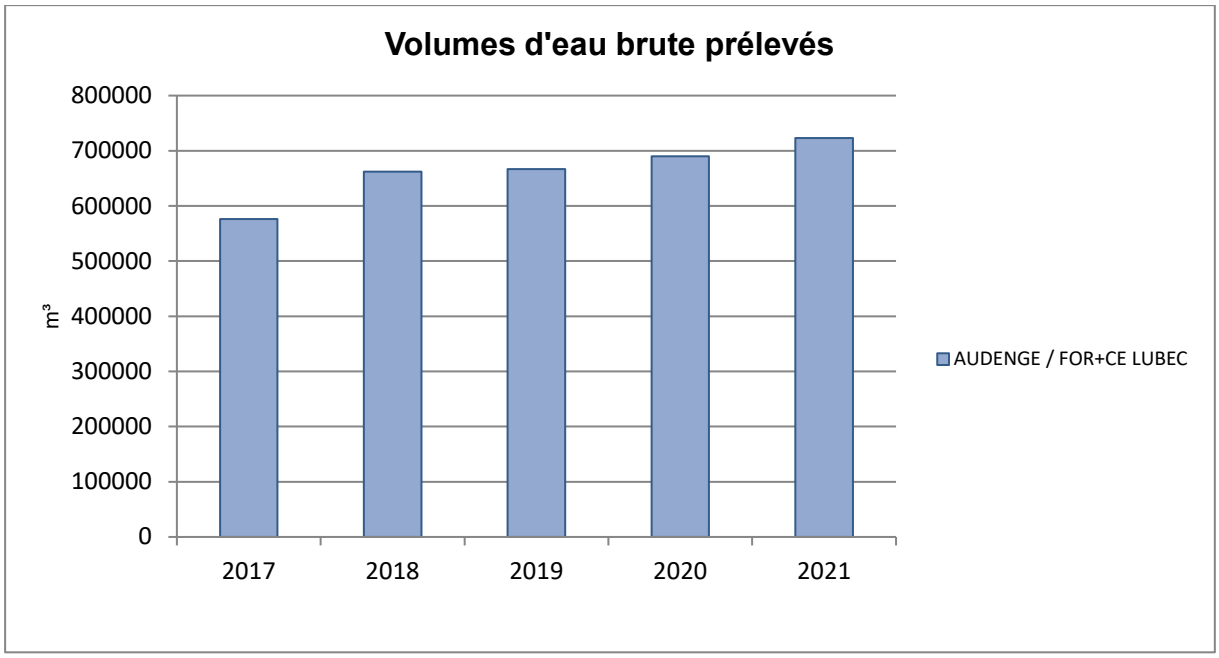
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%
Total des volumes prélevés		576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%

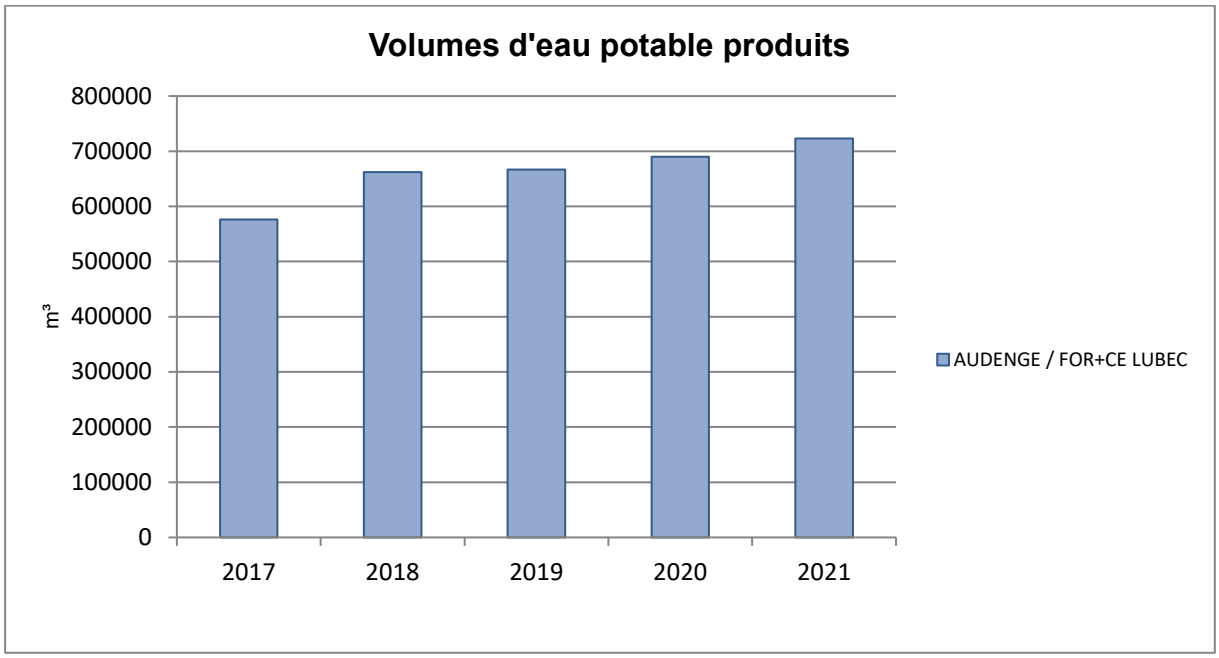
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%
Total des volumes produits		576 434	661 883	666 716	689 991	723 340	4,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

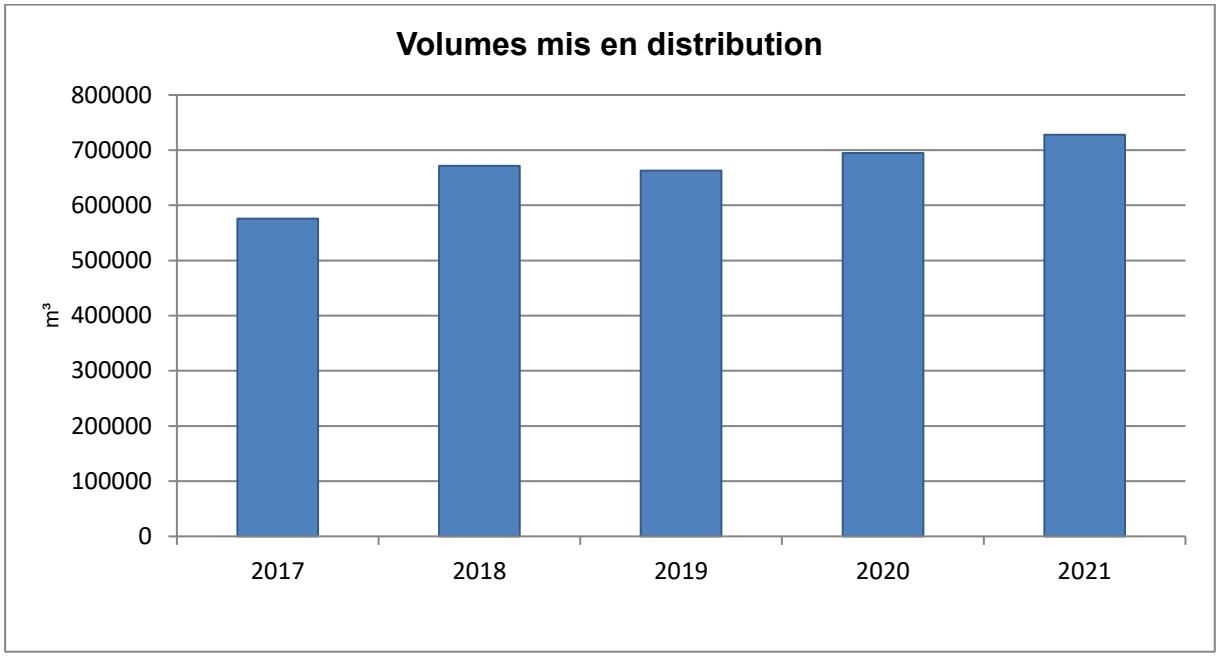
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenée à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenée à 365 jours.

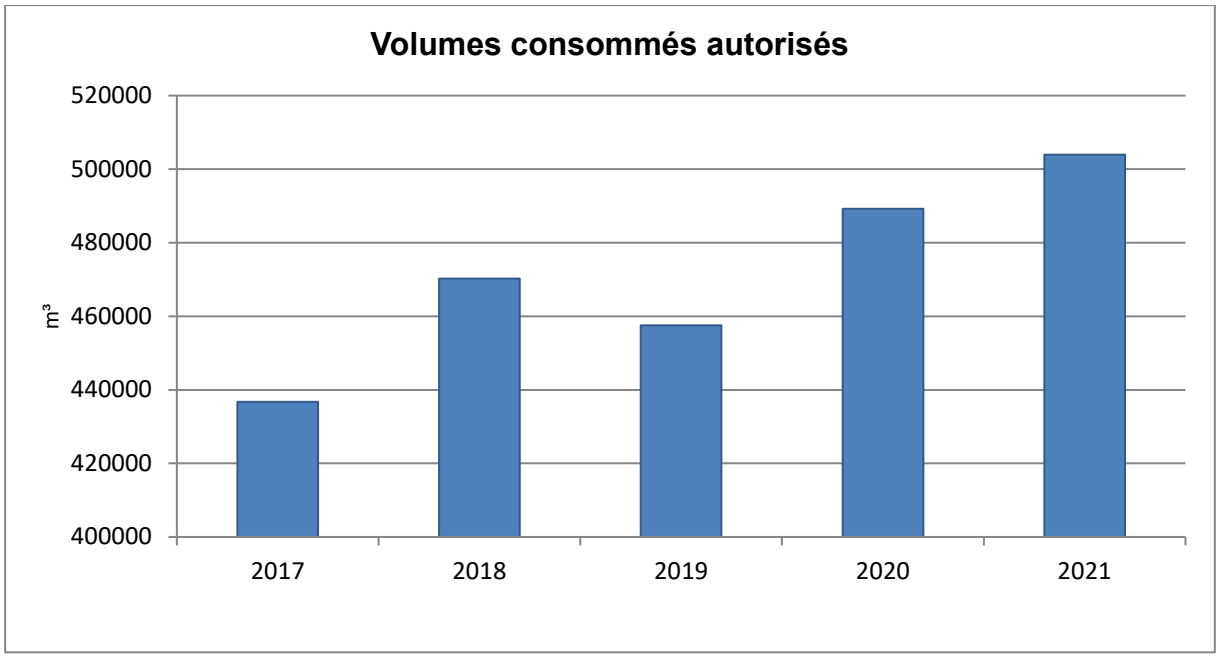
Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E")	428 998	462 544	447 913	480 657	496 436	3,3%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	428 998	462 544	447 913	480 657	496 436	3,3%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E")	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	1 878	1 878	4 398	3 438	3 198	- 7,0%
Volumes de service du réseau (G)	5 830	5 830	5 244	5 150	4 269	- 17,1%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	436 706	470 252	457 555	489 245	503 903	3,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

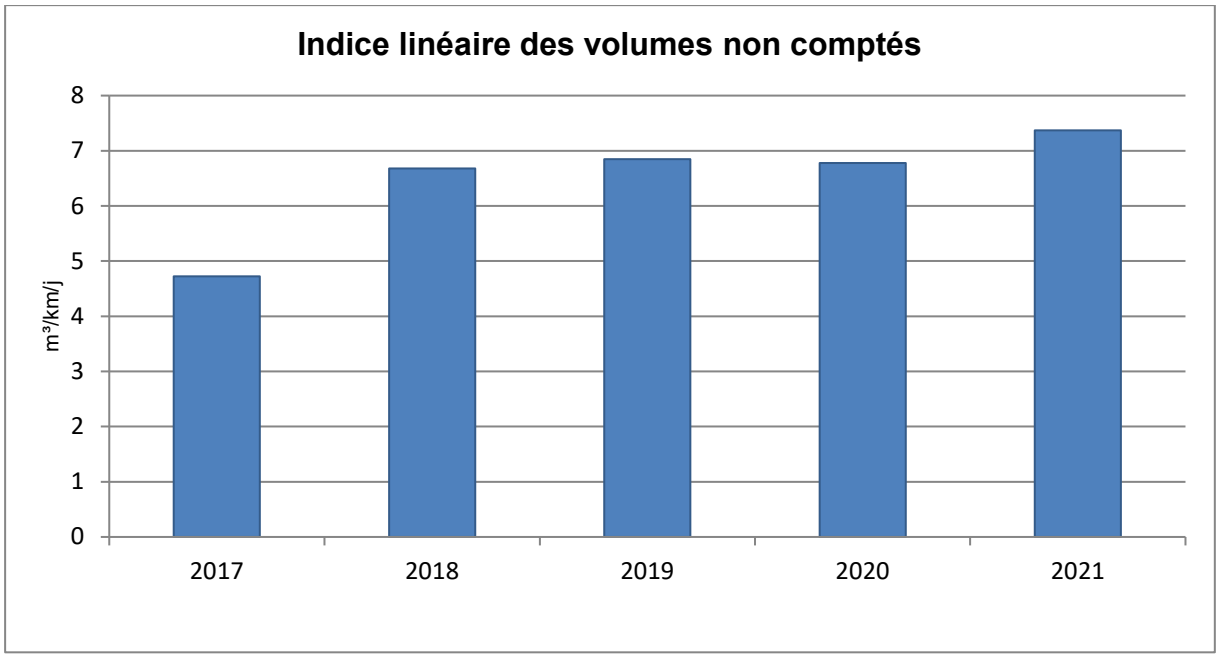
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

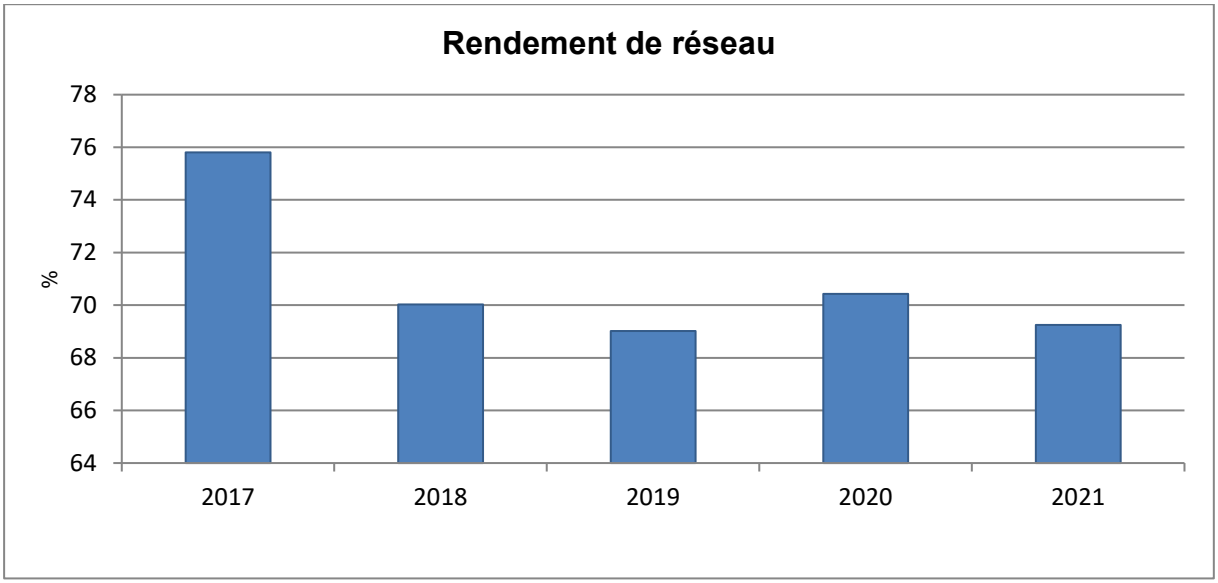
Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
Volumes comptabilisés (E)	428 998	462 544	447 913	480 657	496 436	3,3%
Volumes consommés autorisés (H)	436 706	470 252	457 555	489 245	503 903	3,0%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	139 384	201 271	205 374	205 370	223 753	9,0%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	147 092	208 979	215 016	213 958	231 220	8,1%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	85,301	85,685	86,02	86,268	85,975	- 0,3%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	4,48	6,44	6,54	6,5	7,13	9,6%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	4,72	6,68	6,85	6,78	7,37	8,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	436 706	470 252	457 555	489 245	503 903	3,0%
Volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable produits (A)	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
dont volumes eau brute prélevés (A')	576 090	671 523	662 930	694 615	727 656	4,8%
dont volumes de service production (A")	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	75,81	70,03	69,02	70,43	69,25	- 1,7%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	436 706	470 251,95	457 555,44	489 245,25	503 902,51	3,0%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	85,3	85,7	86	86,3	86	- 0,3%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	14	15	14,6	15,5	16,1	3,3%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0,8	0,8	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,81	68,01	67,91	68,11	68,21	0,2%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	75,81	70,03	69,02	70,43	69,25	- 1,7%

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	**14-août-21**
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP LUBEC	2632
Total	**2632**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire**: pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes,…) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
1	1	1	2	2	0	6	0

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau produite est captée dans la nappe de l'Oligocène par le forage de Lubec.

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Lubec	forage	1974	08266X0069	24/02/2007	19/02/2009	30/03/2009	Procédure terminée (captage public)	oui

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Lubec	04/04/2011	0	Oligocène	150	3 500	410 000	Désinfection

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	1	0	100,0%	2	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	1	0	100,0%	157	0	100,0%

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	5	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	5	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	25	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	291	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution						
		Contrôle sanitaire				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	17	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	19	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	85	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	261	0	100,0%	0	100,0%

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :
- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	22	0	100%
Physico-chimique	9	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	225 031	260 470	266 051	256 940	259 139	0,9%
AUDENGE	SURP AUDENGE	31 672	39 050	38 069	41 524	48 273	16,3%
Total		256 703	299 520	304 120	298 464	307 412	3,0%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021
AUDENGE	SURP AUDENGE	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021

Règles générales d'utilisation des équipements de travail et des moyens de protection. (Décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993)

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret mentionné ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …) ;

- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …) ;

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le document unique ne fait pas ressortir de lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	01/06/2021

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
AUDENGE	FOR+CE LUBEC	248	1	8	257
AUDENGE	SURP AUDENGE	42	1	6	49

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	86
RDT	100
RDT-RDICT conjointe	245
Total	431

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	créés	-	1	0,0%
Appareils de fontainerie	créés	1	-	-100,0%
Appareils de fontainerie	déplacés	1	-	-100,0%
Appareils de fontainerie	renouvelés	-	2	0,0%
Appareils de fontainerie	réparés	-	10	0,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	1	3	200,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	11	14	27,3%
Branchements	créés	42	48	14,3%
Branchements	modifiés	8	4	-50,0%
Branchements	renouvelés	-	6	0,0%
Branchements	supprimés	1	-	-100,0%
Compteurs	déposés	-	4	0,0%
Compteurs	posés	162	138	-14,8%
Compteurs	remplacés	43	101	134,9%
Devis métrés	réalisés	49	60	22,4%
Enquêtes	Clientèle	179	351	96,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	1	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	8	11	37,5%
Remise en eau	sur le réseau	2	3	50,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	1	-	-100,0%
Réparations	fuite sur branchement	46	24	-47,8%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	3	7	133,3%
Autres		312	308	-1,3%
Total actes		871	1 096	25,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	-	-	18	0	- 100,0%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	-	37 063	34 638	9 434	0	- 100,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients	
Désignation	**2021**
Particuliers	4 223
Collectivités	63
Professionnels	133
Total	4 419

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	4 238	4 382	3,4%
Autres abonnés	12	37	208,3%
Total	4 250	4 419	4,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	362 360	357 308	362 418	391 204	419 429	7,2%
Volumes vendus aux collectivités	9 936	10 656	11 195	12 210	13 538	10,9%
Volumes vendus aux professionnels	44 120	37 240	34 976	30 828	46 861	52,0%
Volumes vendus aux autres clients	0	2 272	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	416 416	407 476	408 589	434 242	479 828	10,5%

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs	
Désignation	**2021**
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	38 960
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	22 368
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	61 328

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.5 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	2 223
Courrier	277
Internet	526
Visite en agence	26
Total	3 052

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	794	4
Facturation	253	199
Règlement/Encaissement	525	20
Prestation et travaux	16	-
Information	1 189	-
Dépose d'index	147	-
Technique eau	128	114
Total	3 052	337

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	3 677	3 591	-2,3%
Nombre d'abonnés mensualisés	2 572	2 686	4,4%
Nombre d'abonnés prélevés	498	479	-3,8%
Nombre d'échéanciers	95	76	-20,0%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	8 737	9 720	11,3%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	306	333	8,8%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	120	119	-0,8%
Nombre total de factures comptabilisées	9 163	10 172	11,0%

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement	
Désignation	**2021**
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	35 365,46
Créances irrécouvrables (€)	11 878,29
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	13 144,08
CA TTC hors travaux de l'année N -1	707 352,66
Taux de créances irrécouvrables (%)	1,52
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,86

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	13	5	- 61,5%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	8	1	- 87,5%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	539,59	341,65	- 36,7%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	510,45	323,84	- 36,6%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	333,26	193,83	- 41,8%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	- 100,0%
Montant Total HT "solidarité"	510,4511	323,84	- 36,6%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0011	0,0007	- 36,4%

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	18	25	38,9%
Volumes dégrévés (m³)	9 560	7 702	- 19,4%

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :
«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…
Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

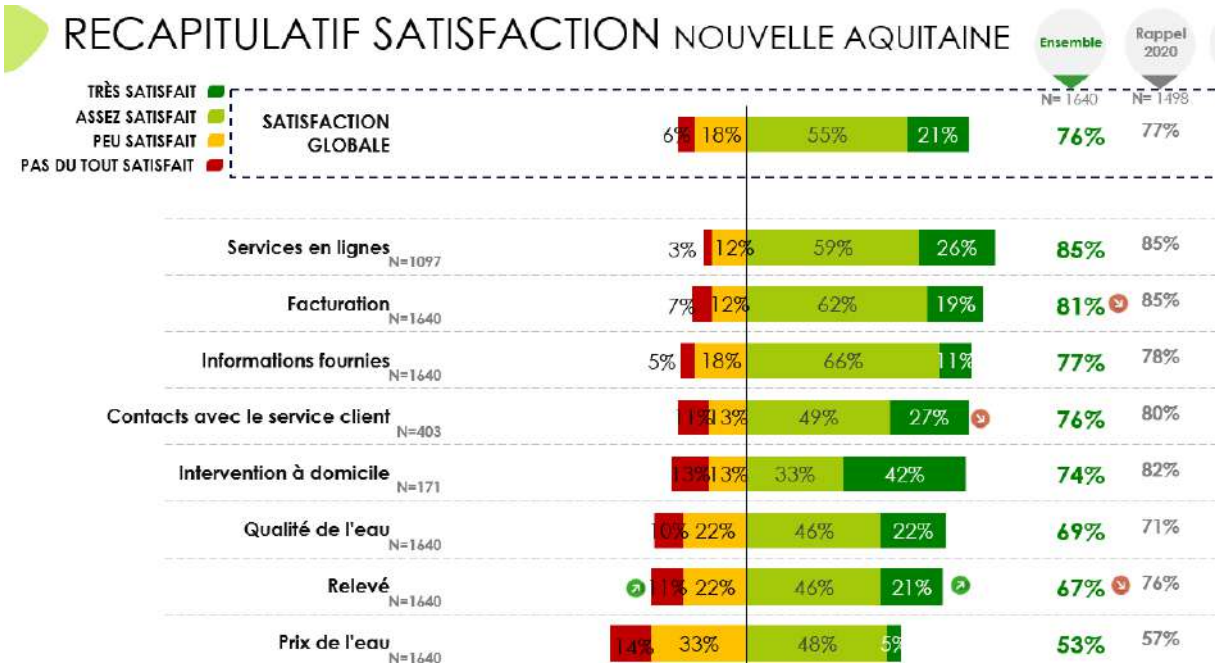
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Stabilité de la satisfaction clients :
Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

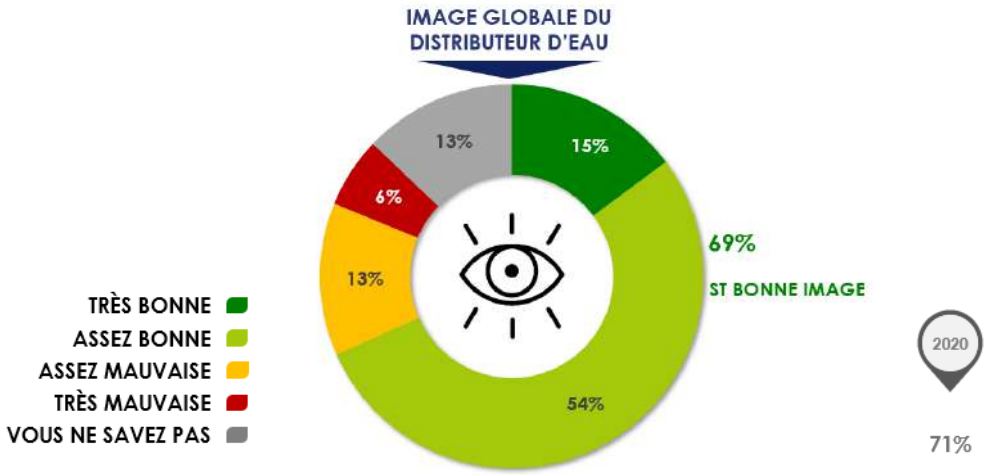
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

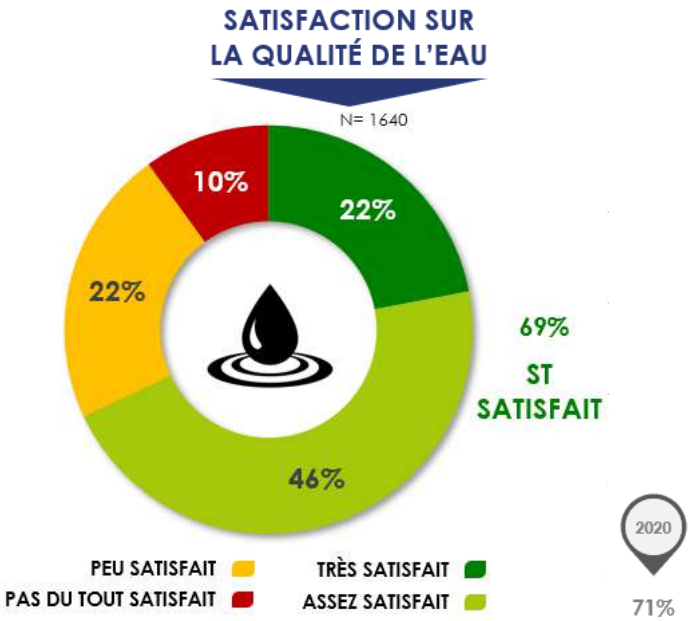
- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau
69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.

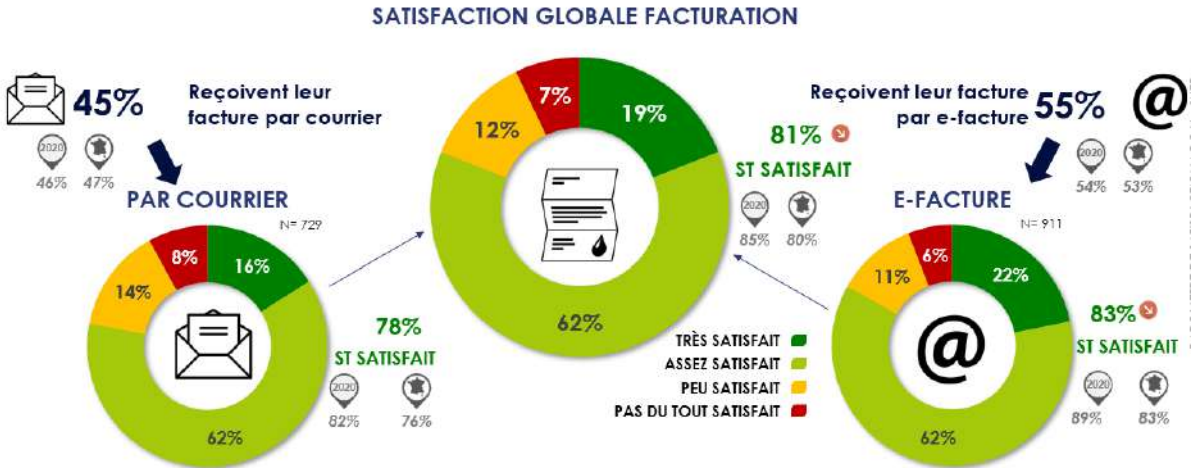


>La relève
Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.
En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**
A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m³ qui peut comporter des tranches tarifaires.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif			
Détail prix eau	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	32,46	32,92	1,4%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,61767	0,627	1,5%
Taux de la partie fixe du service (%)	30,46%	30,44%	- 0,1%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,40133	1,37292	- 2,0%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,32817	1,30133	- 2,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau				
Dénomination	**Détail prix eau**	**01/01/2021**	**01/01/2022**	**N+1/N (%)**
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	20,46	20,92	2,2%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,4077	0,417	2,3%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	12	12	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,21	0,21	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,11	0,07	- 36,4%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0732	0,0716	- 2,2%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

4.1.1 Le CARE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**763 392**	**828 723**	**8,6%**
Exploitation du service	317 594	369 689	
Collectivités et autres organismes publics	332 974	348 516	
Travaux attribués à titre exclusif	70 655	62 460	
Produits accessoires	42 169	48 058	
CHARGES	**819 243**	**851 351**	**3,9%**
Personnel	165 462	179 737	
Energie électrique	30 715	29 945	
Produits de traitement	2 463	1 864	
Analyses	3 289	2 902	
Sous-traitance, matières et fournitures	91 898	86 881	
Impôts locaux et taxes	3 228	2 582	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	93 748	99 753	
• télécommunication, postes et télégestion	6 505	7 582	
• engins et véhicules	9 740	9 212	
• informatique	53 071	58 203	
• assurance	1 800	2 160	
• locaux	5 520	4 425	
Ristournes et redevances contractuelles	6 252	5 496	
Contribution des services centraux et recherche	14 204	15 847	
Collectivités et autres organismes publics	332 974	348 516	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	9 194	9 332	
• programme contractuel	6 703	6 837	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	14 983	15 282	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	32 477	34 028	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	3 573	3 507	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	8 080	8 842	
Résultat avant impôt	**-55 850**	**-22 628**	**59,5%**
RESULTAT	**-55 850**	**-22 628**	**59,5%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**763 392**	**828 723**	**8,6%**
Exploitation du service	317 594	369 689	16,4%
• Partie fixe facturée	90 449	96 839	
• Partie proportionnelle facturée	225 049	260 303	
• Variation de la part estimée sur consommations	2 096	12 546	
Collectivités et autres organismes publics	332 974	348 516	4,7%
• Part Collectivité	144 426	152 957	
• Redevance prélèvement	47 683	42 388	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	140 864	153 170	
Travaux attribués à titre exclusif	70 655	62 460	-11,6%
• Branchements	70 655	62 460	
Produits accessoires	42 169	48 058	14,0%
• Facturation et recouvrement de la redevance	15 457	15 944	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 566	2 706	
• Autres produits accessoires	24 147	29 408	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.
- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

VI. ANNEXES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 419,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	782,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	171,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	86,00
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 419,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 419,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	86,00
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	181,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	5 176,60
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 419,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	723 340,00
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	5 442,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	146,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 419,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-37 801,58
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	480 206,79
Charges logistique	Sortie de stock	-12 971,01
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-203 008,15
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-114 506,04
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	480 206,79
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	62 460,15

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,57% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,47% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Audenge	**FAC - Afferm. Eau**	04	30/04/2021	186,27
COBAN - Audenge	**FAC - Afferm. Eau**	07	30/07/2021	1 144,76
COBAN - Audenge	**FAC - Afferm. Eau**	10	29/10/2021	348,96
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	04	30/04/2021	70 901,88
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	07	30/07/2021	11 057,20
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	10	29/10/2021	61 327,48
COBAN - Audenge	**ENC - Afferm. EAU**	01	29/01/2021	3 387,18
COBAN - Audenge	**Fonds Eco Citoyen**	03	15/03/2021	1,26
COBAN - Audenge	**Fonds Eco Citoyen**	09	15/09/2021	65,10
COBAN - Audenge	**Fonds social Eau**	05	14/05/2021	2 143,40
COBAN - Audenge	**Fonds social Eau**	09	15/09/2021	1 556,97

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	0,9%	2,0%	129,3%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	38	90	136,8%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	4441	4588	3,3%
20 à 40 mm remplacés (%)	1,1%	1,1%	-3,2%
- 20 à 40 mm remplacés	1	1	0,0%
- 20 à 40 mm Total	91	94	3,3%
> 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- > 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- > 40 mm Total	8	8	0,0%
Age moyen du parc compteur	10,9	12	10,2%

4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Télérelèves	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	- 5 984,87
Réseaux	23,73
Branchements	3 210,65
Compteurs	7 281,72
Total	4 531,23

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	12 476,13	10 792,23	4 007,92	31 344,55	4 531,23

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4.2 Le remplacement en domaine privé

Le remplacement en domaine privé	
Opération	**Dépenses comptabilisées ()**
Installations	0
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	5 397,22
Télérelèves	0
Total	5 397,22

4.4.3 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	0
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	0

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

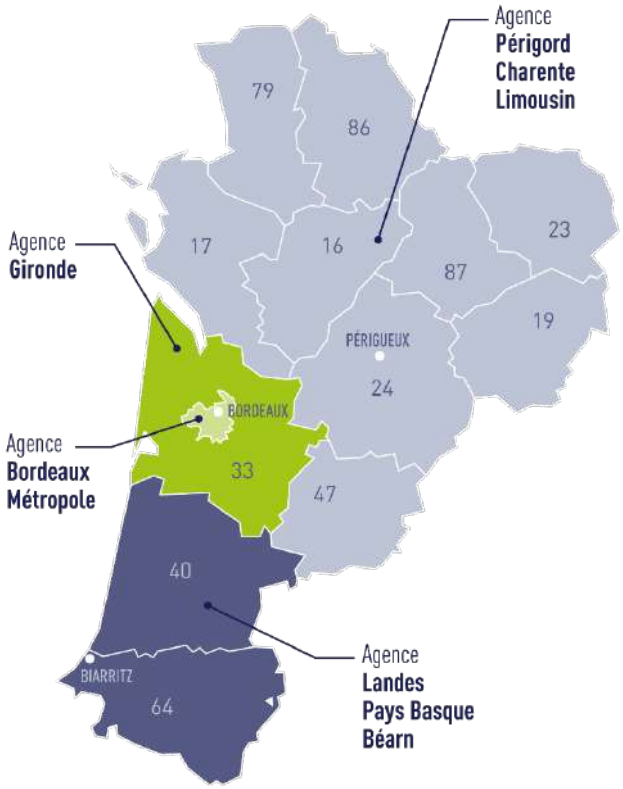
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

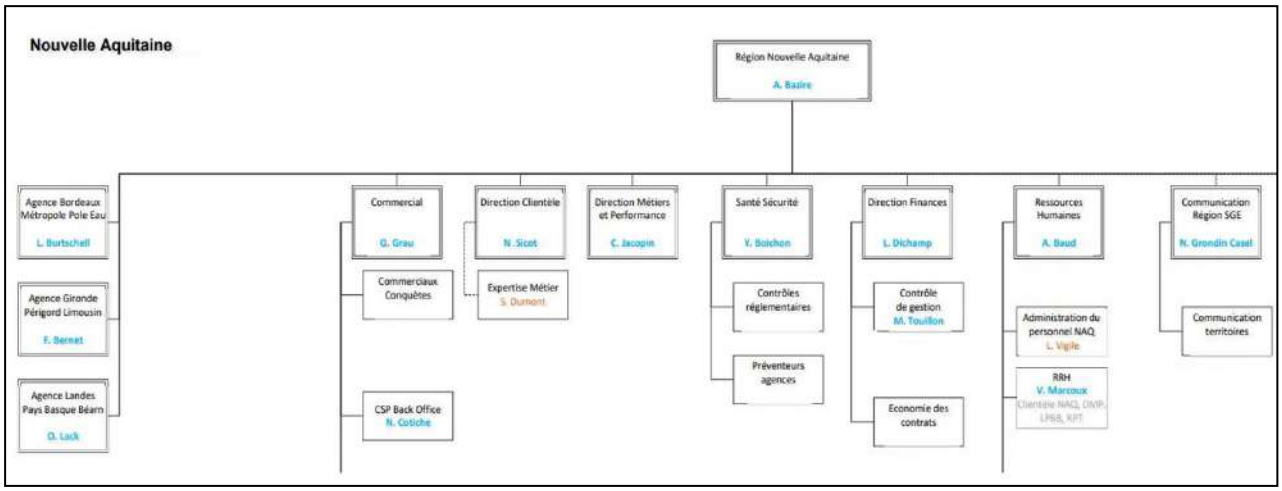
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

5.1.3 Nos moyens humains

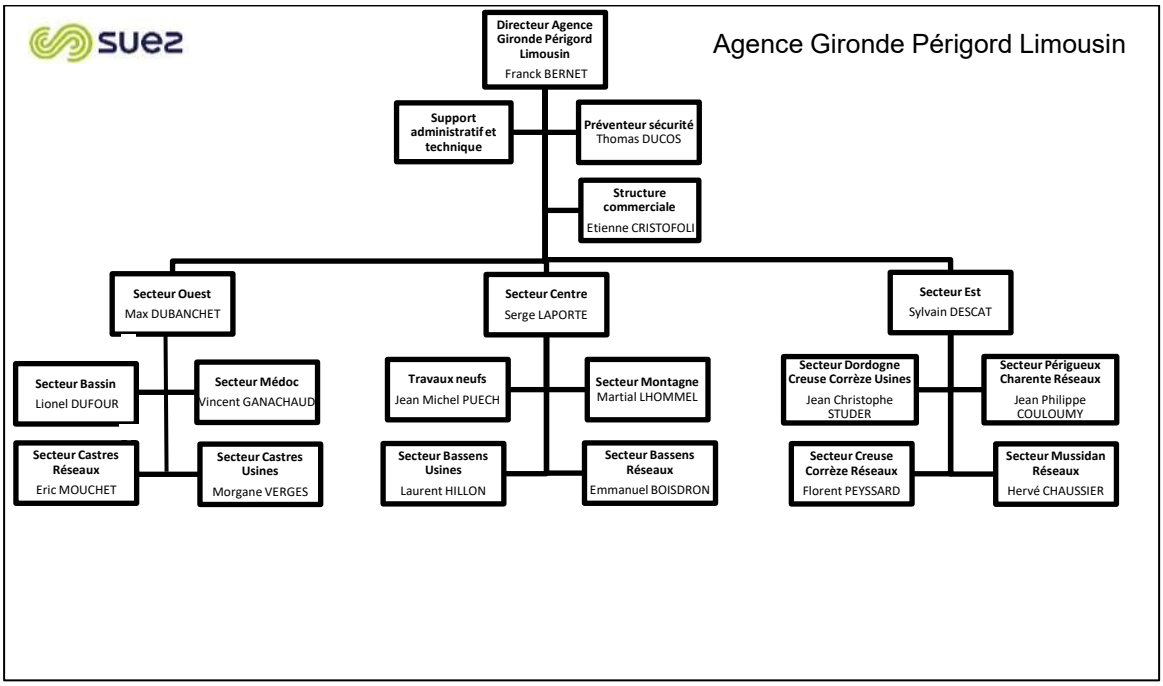
L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.4 Nos moyens matériels



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise





5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

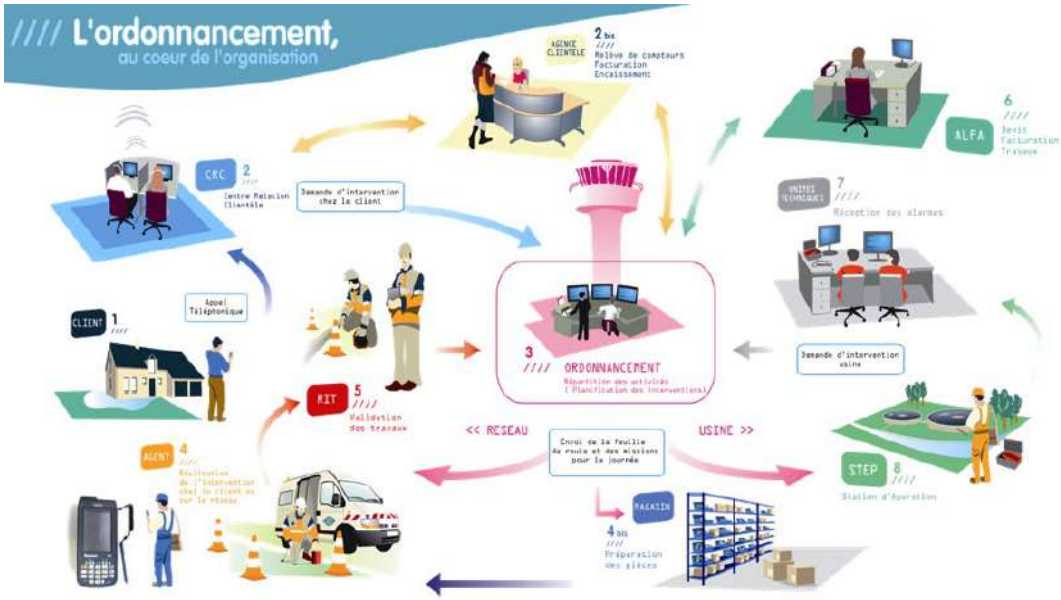
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2 La relation clientèle

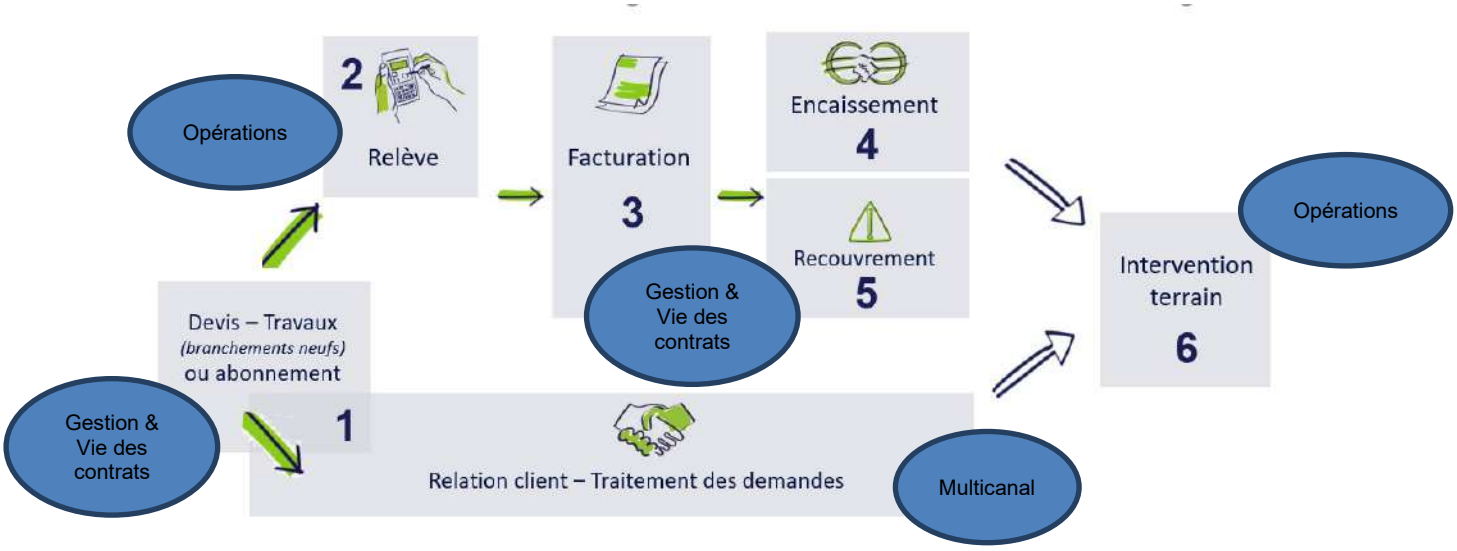
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :

  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :

- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4) **Amélioration de la qualité relationnelle par :**
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :
- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

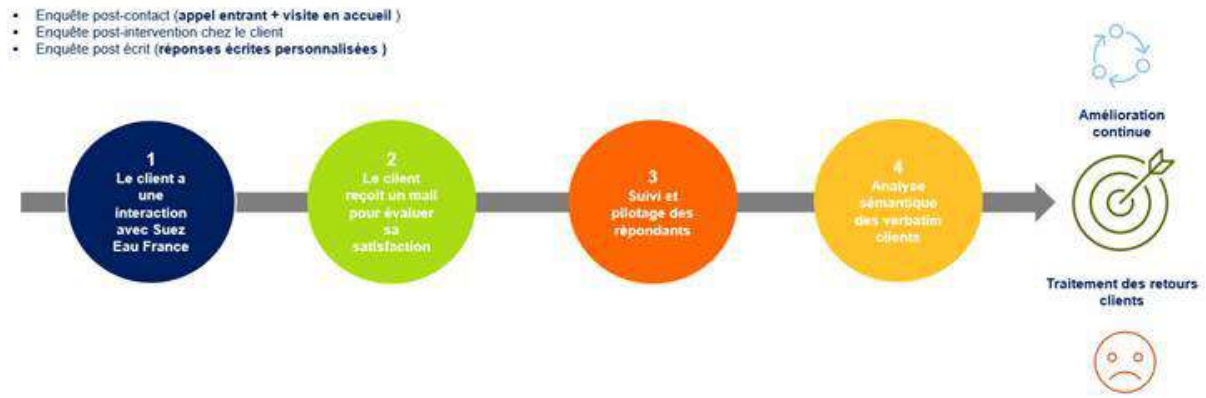
1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :
- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :
- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028376

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels ; animation et dépollution de plans d'eau ; gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graat

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

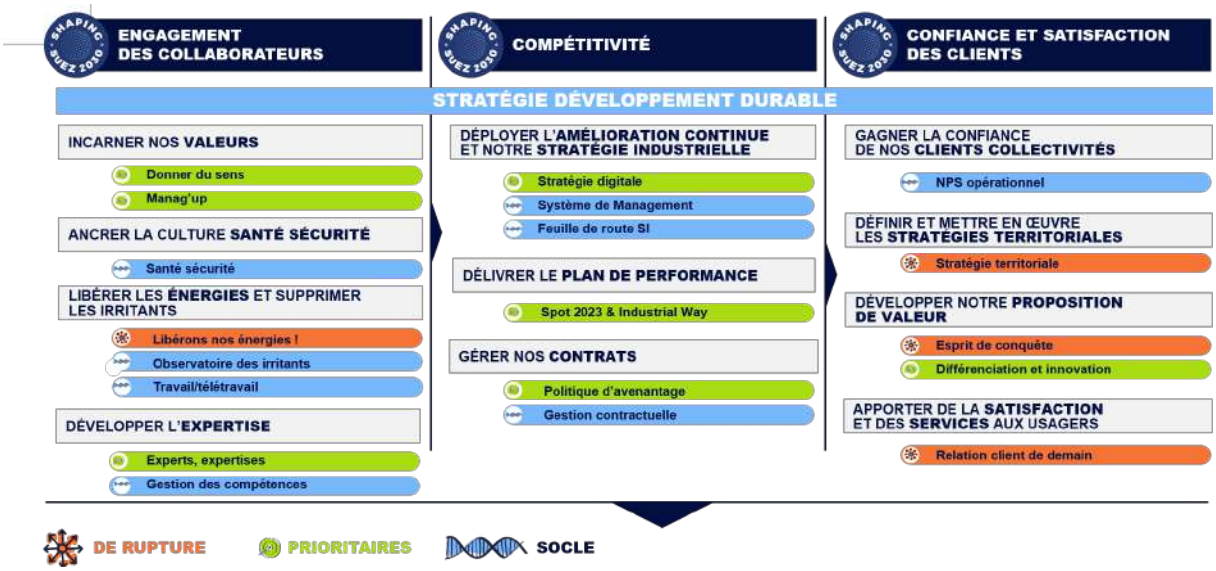
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des annexes

AUDENGE 8400

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Détail des investissements eau
- Eau de service et eau livrée sans comptage
- Etat des remises pour fuites
- Facture 120m3 eau
- Fiche tarifaire
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE	410034607

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY

** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*

*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA...
https://www.infogreffe.fr/cont...

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : AUDENGE

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

AUDENGE

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0011

000375

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 21 analyses bactériologiques et 21 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

L'eau distribuée sur la commune d'AUDENGE provient d'un forage profond "LUBEC" captant la nappe de l'Oligocène. Ce forage est doté de périmètres de protection. L'eau subit un traitement d'aération et de désinfection avant sa distribution sur le réseau. Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable" a été transféré e à la Commmunauté d'agglomération de Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitatio n de la production et de la distribution des eaux sur la commune.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire. Valeur moyenne : 9,79 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,14 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES CONTACTS

AUDENGE - 8400				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	323		323
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	55		55
Demande de prestation	SERV - SERVICES	10		10
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	6		6
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	191		191
Demande d'information	ABON - SRU	2		2
Demande d'information	AUTRE	40		40
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	70		70
Demande d'information	ENCA - SEPA	2		2
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	136		136
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	97		97
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	15		15
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	2		2
Demande d'information	FACT - FACTURE	376	1	377
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	6		6
Demande d'information	QUAL - CALCAIRE	1		1
Demande d'information	QUAL - CHLORE	1		1
Demande d'information	QUAL - COULEUR	1		1
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	3		3
Demande d'information	QUAL - QUALITE	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	1		1
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	40		40
Demande d'information	SERV - eFACTURE	6		6
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	1		1
Demande d'information	SERV - SERVICES	3		3
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	19		19
Demande d'information	TECH - CHANTIER	20		20
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	77		77
Demande d'information	TECH - RELEVE	70		70
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	6		6
Départ client	ABON - ABONNEMENT	211		211
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	73		73
Dépose d'index	TECH - RELEVE	147		147
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		4	4
Facture	FACT - FACTURE		198	198
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	5		5
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	14		14
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	369		369
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	183		183
Règlement	ENCA - REGLEMENT	131	20	151
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		114	114
Total		2 715	337	3 052

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour AUDENGE-Délégation de Service Public-Eau

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	-5 985

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
AUDENGE-FOR+CE LUBEC-RVT-ARMOIRE GENERAL BT	*10 469*	*-8 107*
Garantie d'objectif		
AUDENGE-FOR+CE LUBEC-RVT-ANALYSEUR DE CHLORE		*2 122*

RESEAUX	24

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
AUDENGE--RVT-ACCESSOIRES RESEAU	*24*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	10 492

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
AUDENGE--RVT-BRANCHEMENTS ORDINAIRES	*3 211*
AUDENGE--RVT-CONCENTRATEUR ET ANTENNE CE LUBEC	*7 282*

REMPLACEMENT (domaine privé)

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	5 397

Libellé chantier	Montant N
Domaine privé	
AUDENGE--RVT-COMPTEURS	*5 397*

Contrat : 8400

Bassin

Total année 2021	9 928

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CONTRAT DE : AUDENGE 8400

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	875
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1200
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	144
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2050
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**4269**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités	154	1078
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			0
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			1320
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**2398**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			400
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			100
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**500**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur (forains)			300
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			0
- utilisation par gens du voyage			0
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**300**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**3198**

Commentaires:

6 purges qualité, 1 interventions accessoires et 8 purges suite casse canalisations
22 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 1320 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

AUDENGE - 8400				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU TESSILLAT	1 168
33019	AUDENGE	Particulier	RUE LUCASSON	904
33019	AUDENGE	Particulier	BOULEVARD GAMBETTA	858
33019	AUDENGE	Particulier	PLACE PIERRE LOTI	830
33019	AUDENGE	Particulier	CHEMIN DE LA HOUDINE	782
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU MOULIN	589
33019	AUDENGE	Particulier	ROND POINT NUMA BEZIAN	478
33019	AUDENGE	Particulier	LOT BOIS DE MERMOZ	329
33019	AUDENGE	Particulier	PLACE DU MARCHE	264
33019	AUDENGE	Particulier	RUE LAMARTINE	253
33019	AUDENGE	Particulier	PISTE 209	236
33019	AUDENGE	Particulier	ROND POINT GAMBETTA	190
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU PASSADUY	153
33019	AUDENGE	Particulier	ROUTE DE BORDEAUX	125
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES RESINIERS	93
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES PANTAYRES	78
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES BIRETES	78
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES BECASSINES	69
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES MOUETTES	69
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES HUTTIERS	66
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DU MARECHAL FOCH	54
33019	AUDENGE	Particulier	ROUTE DE BORDEAUX	28
33019	AUDENGE	Particulier	CHEMIN DE LA HOUDINE	5
33019	AUDENGE	Particulier	RUE DES HUTTIERS	3
Total général				**7 702**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Facture 120m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

réf. client : [illegible]
identifiant * : 9237
facture n° : F120-01Z5319

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 117
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - Service Clients
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

MME M AUDENGE EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33980 AUDENGE

Service de l'eau d' Audenge

SPECIMEN 120 M3

12 Janvier 2022

	m³	prix m³**	montant TTC
Votre abonnement			34,73 €
Votre consommation	120 m³	1,08 €	130,02 €

Net à payer 164,75 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 13 janvier 2022
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
** Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Distribution de l'eau : 75 %
Organismes publics : 25 %

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

Adresse desservie :
MME M AUDENGE EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN RAD
33980 AUDENGE

Date et Lieu

Signature

MME M AUDENGE EAU 120 M3
RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33980 AUDENGE

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP50219798F120-01253191000000000

Montant : 164,75 €

TIPS€PA

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 10019
41976 BLOIS CEDEX 9

219782185022

502197010469 0098F120-01253191000000000916105 16475

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU					
ABONNEMENT					
Part Suez Eau France du 01/01/2022 au 01/01/2023	2	10,46	20,92	5,5	
Part Ville d'Audenge du 01/01/2022 au 01/01/2023	2			0,0	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	2	6,00	12,00	5,5	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France				0,0	
T1 de 0 M3 à 40 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	40 m³	0,2810	11,24	5,5	
T2 de 40 M3 à 150 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	80 m³	0,4850	38,80	5,5	
Préservation des ressources en eau du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,07	8,40	5,5	
Part COBAN				0,0	
T1 de 0 M3 à 40 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	40 m³	0,15	6,00	5,5	
T2 de 40 M3 à 150 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	80 m³	0,24	19,20	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			39,60		41,78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			156,16		
MONTANT TVA (5.5 %)			8,59		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					164,75
Net à payer					**164,75 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 60002 - 36400 LA CHATRE en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

TREL598F00F120-0125319000164754N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 2476804736).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Fiche tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ
Direction Territoriale et du Développement
63 rue Jean Briaud
33700 MERIGNAC

Mérignac, le 4 janvier 2022

COMMUNE D'AUDENGE

HISTORIQUE:
Contrat de délégation par Affermage du Service d'Eau Potable au 1er janvier 2010
Fin du contrat au 31 décembre 2022
Délibération du Conseil Municipal du 9 décembre 2009
Transfert de la compétence Eau à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) au 1er janvier 2020
Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 15 décembre 2021

Tarif de l'EAU

PARTIE FIXE ANNUELLE :

Pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 - Facturation sur relève de janvier 2022
Pour la période du 1er juillet 2022 au 31 décembre 2022 - Facturation d'acompte de juillet 2022
D'avance et prorata temporis

				Prix TTC*
EAU	SUEZ	15 mm	20,93	**22,08**
		20mm	31,40	**33,13**
		30mm	104,67	**110,43**
		40mm	188,41	**198,77**
		60mm	251,21	**265,03**
		80mm	314,01	**331,28**
		100mm	418,68	**441,71**
	COLLECTIVITE	12,00		**12,66**

* Tva à 5,5 %

			Prix TTC**
FAS*	sans déplacement d'agent	40,71	**44,78**
	avec déplacement d'agent	81,41	**89,55**

* Frais d'accès au service
** Tva à 10 %

CONSOMMATIONS (prix au mètre cube) : Prorata au 1er janvier 2022 (Part SUEZ)

SUEZ			COLLECTIVITE			AGENCE DE L'EAU		TVA	PRIX M3 TTC*
de 0 à 40	de 41 à 150	> à 150	de 0 à 40	de 41 à 150	> à 150	Préservation des ressources	Pollution		
0,281	0,485	0,991	0,150	0,240	0,300	0,0700	0,330	0,0457	**0,8767**

* Tva à 5,5 %

CALCUL ET EVOLUTION DU K :

K = 0,15 + 0,48 ICHT-E / ICHT-Eo + 0,04 351001 / 351001o + 0,26 FD / FDo + 0,07 TP10A / TP10Ao

Indices	Pondération	valeurs de base	valeurs connues au 01/01/2022	Coefficient de raccordement	Calculs intermédiaires	Source
Fixe	0,1500				0,1500	
ICHT-E	0,4800	143,0	122,8	1,4300	0,58944	MTPB n°6161 du 15 octobre 2021 (valeur juin 2021)
010534763	0,0400	105,2	127,4	1,2701	0,06152	MTPB n°6172 du 31 décembre 2021 (valeur novembre 2021)
FD	0,2600	111,1	105,4	1,1254	0,27759	MTPB n°6171 du 24 décembre 2021 (valeur septembre 2021)
TP10A	0,0700	122,3	116,2	1,2701	0,08447	MTPB n°6171 du 24 décembre 2021 (valeur septembre 2021)
			Valeur du K		**1,1630**	
			K période précédente		1,1369	
			Evolution		**2,30%**	

LEMA (Loi sur l'Eau et les Millieux Aquatiques) :
% de partie fixe eau (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) < 30% 30,4%

VISA	VISA
Gestionnaire Prix Le 4 janvier 2022 Léa DI STEFANO	Chef de service Visé le 4 janvier 2022 Véronique GUILLOU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	14/01/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	14/01/2021	RUE DES PANTAYRES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/01/2021	RUE DU MARECHAL GALLIENI	AUDENGE	1
AUDENGE	**voirie enquêter problème**	14/01/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	14/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	05/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter équipement**	18/01/2021	ZONE ARTISANALE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	04/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ROND POINT DES ALOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	04/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	05/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	05/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	18/01/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	05/01/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau purger**	05/01/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	15/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	15/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/01/2021	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR reparamétrer**	18/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	05/01/2021	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	18/01/2021	RUE DES PESSALLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	15/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	06/01/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	09/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	19/01/2021	RUE DU MARECHAL MASSENA	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	06/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	06/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	06/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	19/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	18/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	19/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	5
AUDENGE	**compteur poser**	06/01/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	20/01/2021	ALLEE DE BOISSIERES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	10/02/2021	RESIDENCE DU BETEY	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	19/01/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	19/01/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/03/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	05/03/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	08/01/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	11/01/2021	RUE DES PANTAYRES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/01/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/01/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	21/01/2021	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	20/01/2021	RUE ARAGO	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	19/01/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	08/01/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	21/01/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	20/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	21/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	21/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	10/02/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau purger**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	22/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	10/02/2021	RUE DES OISEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	10/02/2021	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	10/02/2021	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	08/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	11/02/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	11/01/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	11/01/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	12/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/01/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	11/01/2021	RUE GALINEY	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	13/01/2021	RUE DES MOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	25/01/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	22/01/2021	RUE ARAGO	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	10/02/2021	CHEMIN D AYGUEMORTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	11/02/2021	RUE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	08/03/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	28/01/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	14/01/2021	RUE DES PANTAYRES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	09/03/2021	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	11/02/2021	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**voirie enquêter problème**	10/03/2021	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	29/01/2021	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	13/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**Compteur lot relever**	13/01/2021		AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur enquêter**	27/01/2021	RUE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	01/02/2021	RUE DES GRAHUDES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	01/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	01/02/2021	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	01/02/2021	LIEU DIT LUBEC	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	01/02/2021	RUE DU PAS DE LA SOCQUE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur déposer**	28/01/2021	RUE DE GRAVEYRON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur déposer**	28/01/2021	RUE DE GRAVEYRON	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur enquêter**	12/02/2021	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	29/03/2021	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	31/03/2021	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	29/03/2021	Réseau gravitaire	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	02/02/2021	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur radio poser (sans compteur)**	01/02/2021	RCE PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	09/04/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	25/01/2021	ZONE ARTISANA EXTENSION I	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	10/03/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	01/04/2021	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	02/04/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	09/03/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	01/02/2021	RUE DES OISEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	01/02/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	01/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	02/02/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	15/02/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	02/02/2021	RUE DE LA HOURCADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	29/03/2021	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	09/04/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	08/04/2021	_	AUDENGE	2
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	29/03/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	09/04/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	08/02/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	08/02/2021	RUE DES SANGS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	15/02/2021	CHEMIN DE NOTS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	02/02/2021	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	02/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	01/04/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	06/04/2021	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	05/02/2021	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	02/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	5
AUDENGE	**compteur enquêter client**	15/02/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	13/04/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	15/04/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	15/04/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	15/04/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE BERTRAND DE GOTH	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	CHEMIN DU BERGEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	26/04/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	19/02/2021	RUE DE L ARBRE D OR	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**17/02/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**25/02/2021**	RUE DE LA GATOUNE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/02/2021**	RESIDENCE DU BETEY	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**06/05/2021**	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**06/05/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**06/05/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**11/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**12/05/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**21/04/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**06/05/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**06/05/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**15/02/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	PL DU MAL THIERRY D ARGENLIEU	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**08/02/2021**	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**16/02/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**12/04/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**12/04/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**21/04/2021**	RUE DES ROSSIGNOLS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**10/05/2021**	LE BOIS DE ST YVES TR 8	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur créer**	**07/05/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**26/04/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur relever**	**26/04/2021**	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**11/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**26/04/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**20/04/2021**	RUE DE L ARBRE D OR	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**27/04/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**27/04/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**26/04/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**27/04/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**04/05/2021**	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/04/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR reparamétrer**	**26/04/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**04/05/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**06/05/2021**	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**11/05/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**07/05/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**02/03/2021**	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter équipement**	**15/03/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**01/03/2021**	RUE DES FAUVETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter équipement**	**25/02/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**19/05/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**11/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**22/04/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**06/05/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**06/05/2021**	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**16/05/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**04/05/2021**	IMPASSE DES SALINES	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	**05/05/2021**	RUE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**24/02/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau rechercher fuite**	**05/02/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter fuite**	**05/02/2021**	RUE BERTRAND DE GOTH	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**12/04/2021**	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**02/03/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**02/03/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**14/05/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**12/04/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**07/05/2021**	RUE DE LA HOURCADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/05/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/05/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/05/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/05/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau rechercher fuite**	**16/04/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	**17/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**30/04/2021**	IMPASSE MAURICE ALLAIS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**14/05/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**14/05/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**14/05/2021**	RUE DE CIVRAC	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**18/05/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**01/03/2021**	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**01/03/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/03/2021**	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**15/03/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/03/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/03/2021**	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**17/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**25/05/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**18/05/2021**	RUE DES PESSALLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**17/05/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**20/05/2021**	PLACE DU MARCHE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**17/05/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**12/05/2021**	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**27/05/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**01/06/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**15/06/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/05/2021**	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	RUE DES STERNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**01/03/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur créer**	**01/03/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**15/03/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR reparamétrer**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**02/03/2021**	IMPASSE DE LA FRANCAISE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**02/03/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/03/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**01/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**04/06/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/03/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/03/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**21/06/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**17/05/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**01/06/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**21/06/2021**	RUE ALPHONSE DAUDET	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**01/06/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**01/06/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**18/05/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**25/06/2021**	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/05/2021**	RUE DE LA HOURCADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**08/06/2021**	CHEMIN DE NOTS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**15/06/2021**	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**18/06/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**21/06/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**23/06/2021**	CHEMIN DU TRONC	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**22/06/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**29/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/06/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/06/2021**	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**28/06/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**30/06/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**21/06/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	ROND POINT GAMBETTA	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**30/06/2021**	LE BOIS DE ST YVES TR 8	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**22/06/2021**	RUE STEPHANE HESSEL	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**22/06/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**30/06/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**24/06/2021**	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**21/06/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	**30/06/2021**	RUE DES PESSALLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/06/2021**	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**16/06/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**15/03/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**25/06/2021**	RUE DES TCHANCATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/06/2021**	RUE SULLY PRUDHOMME	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau ouvrir**	**22/06/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**22/06/2021**	RUE DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/06/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer (suite recherche de fuite)**	**18/06/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**18/06/2021**	RUE DES MOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**accessoire réseau créer**	**22/06/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DU MARECHAL MASSENA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DE CAMONTANT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE LUCASSON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DE COURBAGALETTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	CHEMIN DU PAS DE LA SOCQUE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/07/2021**	RCE DU PAS DE MADAME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DU MARECHAL MASSENA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/07/2021**	RUE FERDINAND DE LESSEPS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DE COURBAGALETTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	ROND POINT NUMA BEZIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DE COURBAGALETTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/07/2021**	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DES FAUVETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	RUE DES GOELANDS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**06/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**09/07/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**05/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**07/07/2021**	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**29/06/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau ouvrir**	**21/06/2021**	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**07/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**07/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**25/06/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser avec émetteur téléR**	**16/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**16/03/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**16/03/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**12/07/2021**	RUE NUMA BEZIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**05/07/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur créer**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/07/2021**	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	LIEU DIT NIGNE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**04/08/2021**	ROUTE DE BLAGON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	IMPASSE DE LA FRANCAISE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**12/07/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**01/07/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**16/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**28/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau purger**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/07/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DU HAPCHOT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/07/2021**	RUE DES ESCOPEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/07/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/07/2021**	IMPASSE DES CHALANDS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**03/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**28/07/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie vérifier**	**22/07/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**09/08/2021**	RUE CHAMPOLLION	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**09/08/2021**	RUE DES MOUETTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**12/08/2021**	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**28/07/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**03/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**26/07/2021**	RUE DES PLATANES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**15/07/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**28/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**22/07/2021**	ALLEE DE BOISSIERES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**03/08/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**28/07/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**28/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**09/08/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DU PAS DE LA SOCQUE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/07/2021**	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**21/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DE CIVRAC	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**19/07/2021**	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**20/07/2021**	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**22/07/2021**	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/07/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur déposer**	**11/08/2021**	LIEU DIT LUBEC	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**23/07/2021**	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**16/03/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	**15/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**01/06/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/07/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**08/06/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**25/05/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**05/08/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**05/07/2021**	DOMAINE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/08/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**18/06/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/06/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**17/06/2021**	_	AUDENGE	16
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**21/06/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**22/06/2021**	_	AUDENGE	22
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**23/06/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**24/06/2021**	_	AUDENGE	7
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**28/06/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**29/06/2021**	_	AUDENGE	12
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**30/06/2021**	_	AUDENGE	25
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**01/07/2021**	_	AUDENGE	20
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/07/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/06/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**29/06/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**17/06/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/09/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**22/07/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**22/07/2021**	RUE DU GENERAL DE GAULLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**24/08/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**02/08/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter équipements**	**10/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**07/09/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**06/09/2021**	IMPASSE DE LA FRANCAISE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**03/09/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DE L ARBRE D OR	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	30/08/2021	RUE VICTOR HAMM	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	06/09/2021	CHEMIN DU TRONC	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter anomalie	30/08/2021	RUE DU BANC D ARGUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	regard compteur enquêter	19/08/2021	RUE DE L ESCOUARTE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	17/08/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/08/2021	ROUTE DE MARCHEPRIME	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/08/2021	POINTE EMILE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	02/09/2021	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	30/08/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur déposer	27/08/2021	RUE ANDRE MEUNIER	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	07/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	11/08/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	14/09/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	14/09/2021	CLOS DES MARQUISES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter équipement	14/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	17/03/2021	RUE DES ROSSIGNOLS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	10/09/2021	RUE DES GOELANDS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	02/09/2021	RUE DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	17/08/2021	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	25/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	25/08/2021	RUE DES ARROUILLATS	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie vérifier	06/09/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie vérifier	06/09/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	11/09/2021	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau renouveler sans compteur	11/08/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	18/03/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	14/09/2021	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter (débit, pression)	07/09/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	18/03/2021	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie renouveler	17/08/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie renouveler	17/08/2021	RUE DU LISEY	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	27/08/2021	RUE CHAMPOLLION	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	10/08/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	10/08/2021	RUE MERMOZ	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**10/08/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**27/09/2021**	ALLEE DE CARDOLLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**30/08/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**14/09/2021**	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**07/09/2021**	LE BOIS DE ST YVES TR 8	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**27/09/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**24/08/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**11/08/2021**	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**16/08/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/08/2021**	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**21/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**21/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**26/08/2021**	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**06/09/2021**	RUE PILLET	AUDENGE	1
AUDENGE	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**15/09/2021**	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	3
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/08/2021**	ALLEE DES TREYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**25/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**30/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau renouveler sans compteur**	**30/08/2021**	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**30/08/2021**	RUE DES ARROUILLATS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**02/09/2021**	RUE DE LA FOUGERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie réparer**	**01/09/2021**	_	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/08/2021**	RUE ANDRE MEUNIER	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur réparer**	**08/09/2021**	RUE DE L ESCOUARTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**07/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**07/09/2021**	RUE FEDERICO GARCIA LORCA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**07/09/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**13/09/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**10/09/2021**	RUE DE L ESTRAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**09/09/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**10/09/2021**	RUE NUMA BEZIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**22/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**13/09/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**13/09/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**17/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**17/09/2021**	PL DU MAL THIERRY D ARGENLIEU	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**17/09/2021**	RUE DES GRAHUDES	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**17/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**16/08/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/09/2021**	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**16/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**16/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**17/09/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**27/09/2021**	RUE DU MARECHAL FOCH	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	compteur remplacer pour anomalie technique	28/09/2021	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau enquêter fuite	30/09/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	BAC remettre en état	01/10/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau afficher	05/10/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	14/10/2021	RUE DES PLATANES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	06/10/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	14/10/2021	RUE DES PILETS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	14/10/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	28/09/2021	_	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau purger	29/09/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau arrêt d'eau réaliser	07/10/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau créer avec compteur	03/11/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	AVENUE DE VERDUN	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	26/10/2021	RES VALETON DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur enquêter client	09/11/2021	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	28/09/2021	RUE DU MARECHAL FOCH	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	18/03/2021	RUE DES CIGALES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	18/03/2021	RUE DU MARECHAL JOFFRE	AUDENGE	1
AUDENGE	appareil fontainerie réparer	30/09/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	28/09/2021	RES TERRE MARINE LESTRAN	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	04/10/2021	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	06/10/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	28/09/2021	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	26/10/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	30/09/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	05/10/2021	JEAN MERMOZE	AUDENGE	1
AUDENGE	branchement eau réparer	01/10/2021	RUE DES HIRONDELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	11/10/2021	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau remise en eau réaliser	07/10/2021	RUE DES BECASSINES	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	12/10/2021	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter pour qualité eau	08/10/2021	RUE DES HARAS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	18/10/2021	RUE DU MARECHAL FOCH	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	12/10/2021	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	25/10/2021	ALLEE ERNEST DE BOISSIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	20/10/2021	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	25/10/2021	ALLEE VERTE	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	13/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	25/10/2021	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	réseau eau enquêter pour qualité eau	19/10/2021	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur relever	26/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	devis métré réaliser	25/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	compteur changer pièces, réparer fuite	17/11/2021	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**réseau eau remise en eau réaliser**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**16/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**12/10/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau enquêter fuite**	**25/10/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau ouvrir**	**29/10/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**17/11/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter fuite**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**23/11/2021**	ALLEE DES PINSONS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**19/03/2021**	CHEMIN DU BERGEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**19/03/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**19/03/2021**	RUE DU STADE	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**18/11/2021**	RUE FEDERICO GARCIA LORCA	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**18/11/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**26/11/2021**	RUE DES SARCELLES	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**02/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/11/2021**	RUE FREDERIC MISTRAL	AUDENGE	1
AUDENGE	**Branchement eau modifier sans regard avec compteur**	**08/12/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer sans compteur**	**17/09/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**08/12/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/09/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/09/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/09/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**27/09/2021**	CHEMIN DE CRABYTERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**06/09/2021**	RUE MERMOZ	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**06/09/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**09/09/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**08/09/2021**	RUE RENE DUMONT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter fuite**	**16/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	**28/09/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**27/09/2021**	DOMAINE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**30/09/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**30/09/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**30/09/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**08/10/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**18/10/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**19/10/2021**	ALLEE DE LA SALICAIRE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**25/10/2021**	ALLEE DE LA BRUNELLE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**25/10/2021**	CHEMIN DE CRABITERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**appareil fontainerie enquêter**	**21/10/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter fuite**	**29/10/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**03/11/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**05/11/2021**	RUE DES AJONCS	AUDENGE	1
AUDENGE	**accessoire réseau enquêter**	**05/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer**	**08/11/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**07/12/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau réparer fuite**	**03/12/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur poser**	**14/12/2021**	ALLEE DES HELIANTHEMES	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur renouveler**	**06/12/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**19/11/2021**	RUE DES ROITELETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**06/12/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**regard compteur enquêter**	**06/12/2021**	RUE DE COMPRIAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**19/03/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	RUE DES FRERES LUMIERE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	DOMAINE LA PINEDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	CLOS GALINYEL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/03/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**25/03/2021**	RUE MERMOZ	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	ROUTE DES 3 VILLAGES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**23/03/2021**	RUE DES SOURBETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**22/03/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer**	**23/03/2021**	RUE DES PALIQUEYS	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**24/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**08/12/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**BAC remettre en état**	**20/12/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**25/03/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**25/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**25/03/2021**	RUE DU PORT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**25/03/2021**	RUE DES CHENES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**23/03/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**23/03/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE FREDERIC MISTRAL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	CHEMIN D AYGUEMORTE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE DANIEL DIGNEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DU PONTEIL	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur relever**	**23/11/2021**	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	DOMAINE LA PINEDE VOIE 4	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**25/03/2021**	RUE SAINT YVES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**23/11/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**20/12/2021**	RUE DES HUTTIERS	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	ALLEE DE MAIGNAN	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**21/12/2021**	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**30/11/2021**	RUE DU BARRASQUIT	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**31/12/2021**	RUE DES ACACIAS	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**08/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**02/12/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau fermer à la demande du client**	**28/12/2021**	RUE DES TRUCAILS	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**13/12/2021**	RUE DU MARECHAL JUIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	RUE MERMOZ	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**14/12/2021**	RUE JOHN MAYNARD KEYNES	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**27/12/2021**	RUE DU TESSILLAT	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter anomalie**	**28/12/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**14/12/2021**	RUE VICTOR HAMM	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**21/12/2021**	CHEMIN DE LA HOUDINE	AUDENGE	1
AUDENGE	**devis métré réaliser**	**21/12/2021**	AVENUE DU BAS VALLON	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**21/12/2021**	RUE DES SOUCHETS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**22/12/2021**	RUE DU MOULIN	AUDENGE	1
AUDENGE	**branchement eau réparer fuite**	**23/12/2021**	AVENUE DU VIEUX BOURG	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**24/12/2021**	BOULEVARD GAMBETTA	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**28/12/2021**	RES JARDINS DE THIERS	AUDENGE	1
AUDENGE	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**21/12/2021**	RUE DE CANTE ALAOUDE	AUDENGE	1
AUDENGE	**compteur enquêter client**	**28/12/2021**	AVENUE DES CERTES	AUDENGE	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat d'Audenge

Synoptique du réseau d'eau potable

90 m NGF
80 m NGF
70 m NGF
60 m NGF
50 m NGF
40 m NGF
30 m NGF
20 m NGF
10 m NGF
0 m NGF

Lubec
750 m³
75.00 m
70.00 m
42 m
Débit : 115 m³/h
HMT : 65 mce
Profondeur : 472 m

LANTON
BLAGON
Ø200
p

Surpresseur Audenge
1000 m³
Débit : 4 x 60 m³/h

BIGANOS

Légende

- Réducteur de pression
- Surpresseur
- Chloration
- Compteur
- Vanne
- Réseau principal
- Distribution
- Sens d'écoulement
- Interconnexions
- Réservoir (TP, R, Sol ; 1500 m³ ; 200 m³)
- Forage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
    - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
    - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
    - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
        - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
        - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « *Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs* », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.*** »

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

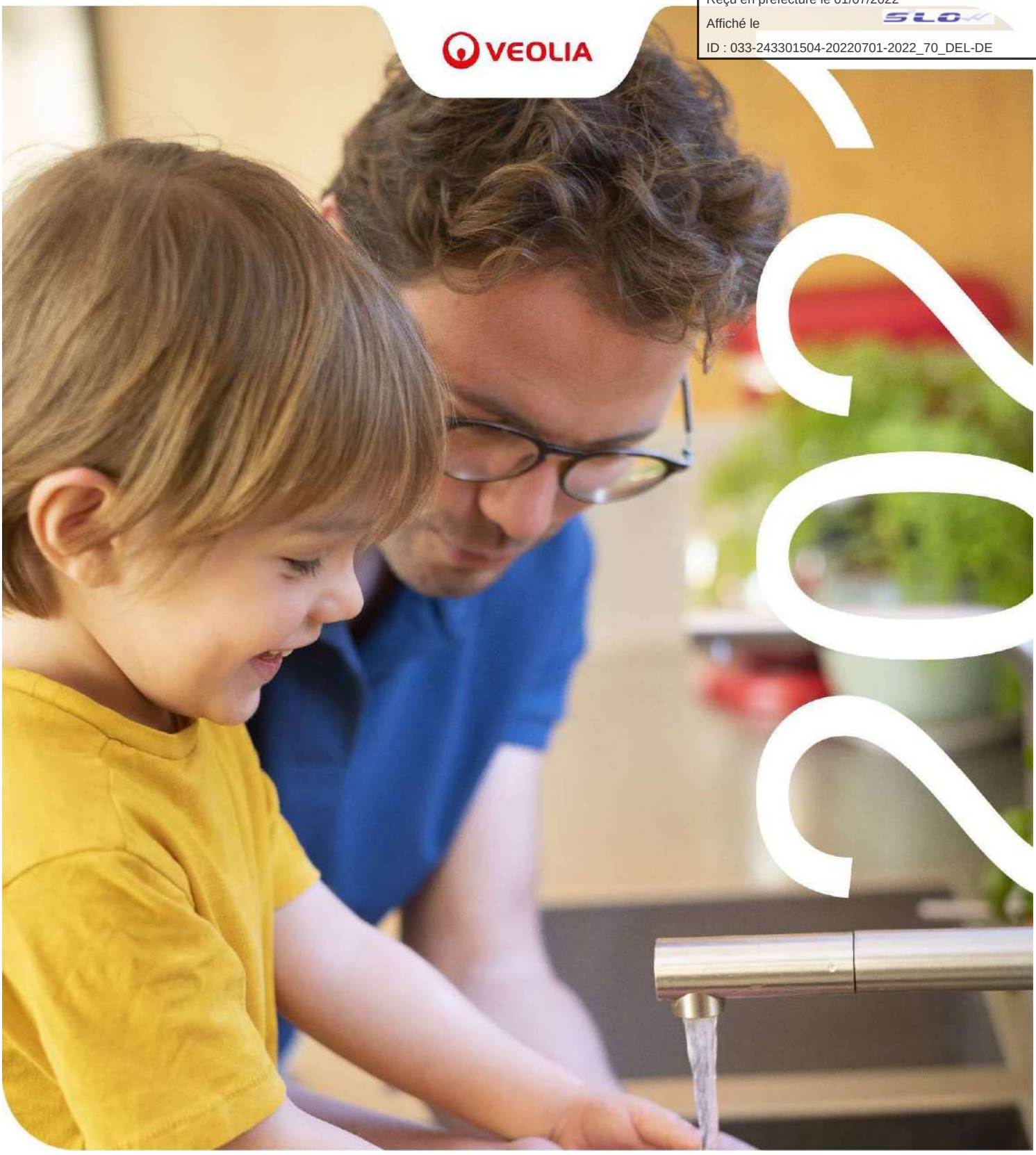
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE

COBAN - Biganos-AEP

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

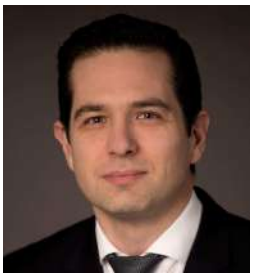
REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

Repère visuel	***Objectif***
	***Identifier rapidement nos engagements clés***
	***Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants***
	***Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Avant-propos



Veolia – Rapport annuel du délégataire 2021

Monsieur le Président,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégataire** pour l'année 2021. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau et d'assainissement.

L'année 2021 fut une année particulièrement riche pour nos équipes qui ont su se mobiliser et développer des solutions innovantes, dans un contexte sanitaire sans précédent, pour assurer une continuité et une performance des services de l'eau et de l'assainissement.

Cette année fut aussi celle de nouvelles avancées pour les activités Eau France de Veolia, où nous avons voulu mettre l'accent sur ce qui fait notre engagement : l'expertise métier au service de la promesse que nous faisons à tous nos clients, quelle que soit la taille des collectivités, quel que soit leur contexte.

Cette promesse, c'est tout d'abord d'apporter une eau de qualité. Une eau bonne pour la santé, mais aussi une eau bonne pour l'environnement. Que de la source au rejet dans le milieu naturel nous prenions soin de cette ressource si importante pour nous et pour notre planète dans le contexte de l'urgence climatique.

Nous en sommes convaincus, l'eau sera l'enjeu majeur du XXIème siècle au même titre que l'énergie ou le déchet, ce qui nous donne l'obligation d'agir en tant que décideurs et en tant que professionnels. Notre outil Kaïros, conçu en collaboration avec des Partenaires Experts et les données publiques nous permet de prévoir où auront lieu les plus grandes difficultés climatiques et il est évident qu'aucun territoire ne sera totalement épargné par les changements profonds dans le cycle de l'eau qu'amène le réchauffement climatique. Nous devons dès aujourd'hui agir ensemble, pour protéger l'eau, garantir son accès à tous et lui donner plusieurs vies.

Cette année fut aussi pour nous celle permettant d'engager la construction du champion mondial de la transformation écologique, intégrant la plupart des activités internationales de Suez, tout en garantissant une concurrence saine en France. Cette fusion à l'international nous permettra de créer plus de solutions transverses et agir pour la Transformation écologique.

Enfin, l'activité Eau de Veolia en France a voulu garder son ADN Français : un service client 100% Français, une proximité territoriale forte. Nous sommes fiers de notre héritage et nous voulons avec vous, pour vous, nous projeter vers l'avenir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Pierre Ribaute,
Directeur Général, Eau France

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PRESENTATION Eau France

Contribuer au progrès humain

Notre raison d'être chez Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous.

C'est dans cette perspective que nous nous donnons pour mission de « Ressourcer le monde », en exerçant notre métier de services à l'environnement.

Nous nous engageons sur une performance plurielle. Cela signifie que nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

Placer l'eau au coeur de la Transformation écologique

Au cœur de cette mission pour l'eau, en France, se trouve en premier lieu l'écoute et la relation de confiance avec toutes nos parties prenantes :

- celle de nos clients collectivités, avec des contrats sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous,
- celle des citoyens-consommateurs, guidés par le principe de « Relation Attentionnée », pour laquelle nous nous appuyons sur la mesure de leur satisfaction continue, pour améliorer toujours davantage le service,
- celle des territoires, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques,
- celles de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de se former aux meilleures techniques de nos métiers, de travailler en sécurité, pour une action responsabilisante directement à vos côtés.

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec notre nouvelle feuille stratégique « Impact Eau France » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique

- par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat,
- par une transformation inclusive au sens large : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

Ainsi, nous souhaitons être l'acteur de référence du cycle de l'eau en France, avec et au service des collectivités publiques.

Pour s'en assurer, nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'activité Eau de Veolia en France, en quelques chiffres, c'est :

- **25,5** millions de personnes desservies en eau potable
- **2000** usines de dépollution des eaux usées gérées
- **6,9** millions de clients abonnés
- **17,3** millions d'habitants raccordés en assainissement
- **1,7** milliard de m3 d'eau potable distribués
- **1,3** milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées
- **2051** usines de production d'eau potable gérées

Offres innovantes Veolia

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

VIGIE COVID-19

SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES

Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



DIABOLO par VEOLIA

Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse pour le traitement des non-conformités liées aux métabolites de pesticide



Veolia Eau poursuit le développement **de la suite logicielle TELEO pour exploiter toute la richesse du télérelevé.** Teleo Alarmes constitue **la tour de contrôle du télérelevé**.

L'ensemble des ces 3 solutions vous sont présentées et détaillées en Annexe « Offres innovantes Veolia ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

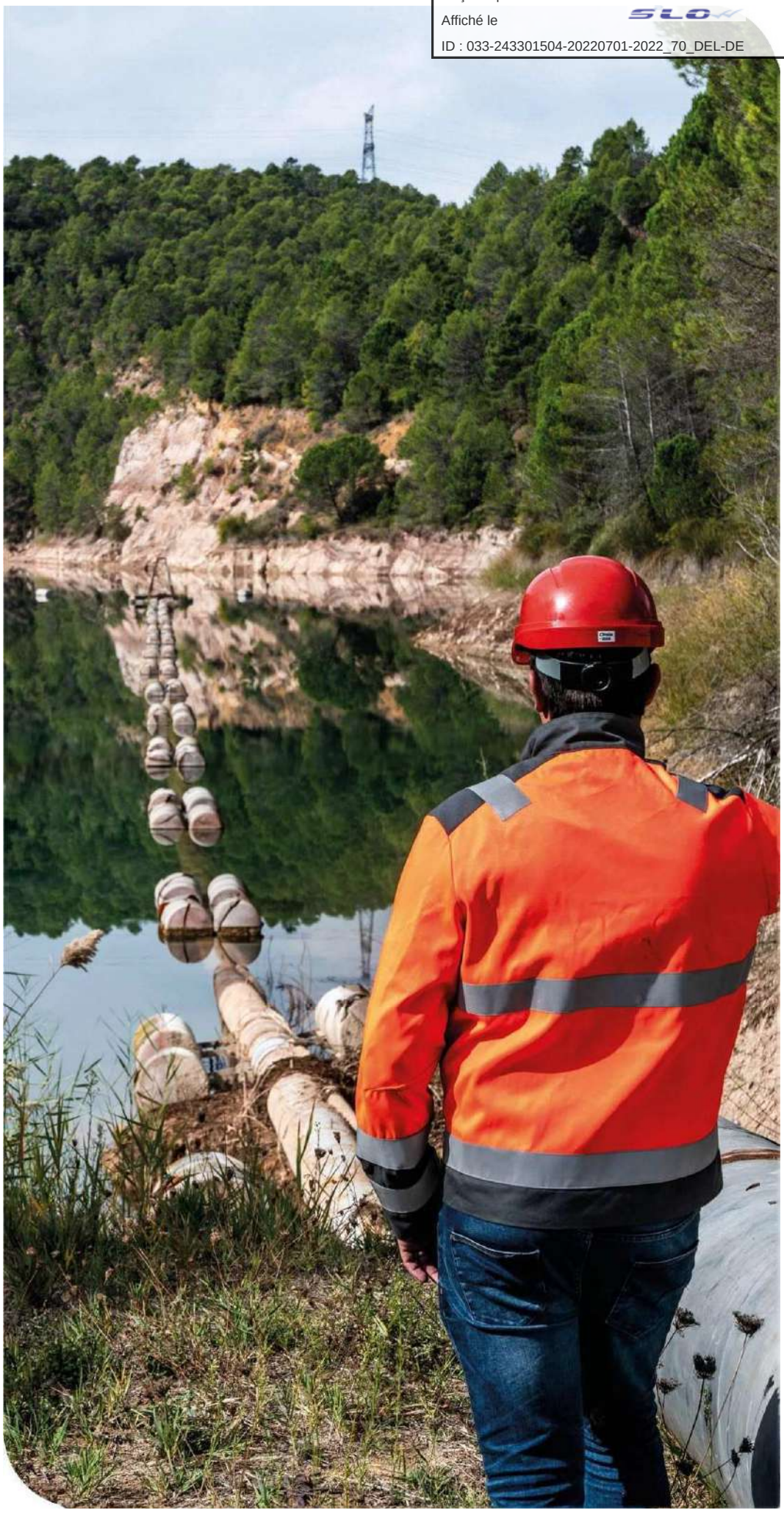
Sommaire

1. L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE 8 *1.1 Un dispositif à votre service* 9 *1.2 Présentation du contrat* 11 *1.3 Les chiffres clés* 12 *1.4 L'essentiel de l'année 2021* 13 *1.5 Les indicateurs réglementaires 2021* 16 *1.6 Autres chiffres clés de l'année 2021* 17 *1.7 Le prix du service public de l'eau* 19 **2. LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION** 20 *2.1 Les consommateurs abonnés du service* 21 *2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous* 22 *2.3 Données économiques* 24 **3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE** 26 *3.1 L'inventaire des installations* 27 *3.2 L'inventaire des réseaux* 28 *3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine* 30 *3.4 Gestion du patrimoine* 32 *3.5 Propositions d'améliorations du patrimoine* 36 **4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE** 39 *4.1 La qualité de l'eau* 40 *4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau* 43 *4.3 La maintenance du patrimoine* 48 *4.4 L'efficacité environnementale* 53 **5. RAPPORT FINANCIER DU SERVICE** 55 *5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)* 56 *5.2 Situation des biens* 59 *5.3 Les investissements et le renouvellement* 60 **6. ANNEXES** 62 *6.1 La facture 120 m³* 63 *6.2 Les données consommateurs par commune* 64 *6.3 La qualité de l'eau* 65 *6.4 Le bilan énergétique du patrimoine* 74 *6.5 Annexes financières* 75 *6.6 Engagements à incidence financière* 85 *6.7 Reconnaissance et certification de service* 88 *6.8 Actualité réglementaire 2021* 91 *6.9 Glossaire* 107 *6.10 Attestations d'assurances* 113 *6.11 Autres annexes* 121 *6.12 Offres innovantes VEOLIA* 122 *6.13 Prévention, Santé et Sécurité* 125

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.

L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'eau Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la production et à la distribution, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.)

1.1 Un dispositif à votre service

VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Accueil de CESTAS

Place Haitza
33 610 CESTAS

Ouvert au public
du lundi au vendredi
De 9h à 12h



TOUTES VOS DÉMARCHES SANS VOUS DÉPLACER



www.eau.veolia.fr
Pour toutes vos démarches en ligne

Service pour les sourds ou malentendants accessible depuis notre site internet

05 61 80 09 02
Du lundi au vendredi : 8h – 19h
Samedi : 9h – 12h
Urgences techniques 7j/7 et 24h/24

Nos Apps
disponibles sur iOS et Android

Veolia Eau
TSA 40118
37911 Tours Cedex 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LES INTERLOCUTEURS VEOLIA À VOS CÔTÉS

PRÉSENTATION

(RESERVE A UN USAGE STRICTEMENT INTERNE)

Accueil Clientèle (24h/24h – 7j/7j) : 05.61.80.09.02 (seul n° à communiquer aux clients)

N° Astreinte (Local) : 06.12.83.11.82 (réservé aux élus/collectivités)

SERVICE GIRONDE LANDES : *Appel en cas de problèmes techniques, fuites, nouveaux branchements…*



Isabelle NEVEU
Manager de Service Local
Tél : 06.23.23.47.31
@ : isabelle.m.neveu@veolia.com



Nicolas ONILLON
Responsable d'EXploitation
Tél : 06.09.82.33.03
@ : nicolas.onillon@veolia.com



Guillaume SIX
Responsable d'équipe Municipale
Tél : 06.13.46.59.71
@ : guillaume.six@veolia.com



David NADAL
Référent Équipe Municipale
Tél : 06.29.91.58.52
@ : david.nadal@veolia.com

SERVICE TRAVAUX NEUFS USINES



Aurélie SARHY
Responsable Travaux Neufs Usines
Tél : 06.28.51.27.03
@ : aurelie.sarhy@veolia.com

SERVICE CLIENTÈLE : *Nouvel abonné, résiliation, facturation, FSL…*



Anne Laure GUIDA-VOLCKAERT
Directrice des Consommateurs
Tél : 06.22.90.20.11
@ : anne-laure.guida-volckaert@veolia.com



Isabelle PIOT
Service Consommateurs
Tél : 06.16.47.33.36
@ : isabelle.piot@veolia.com

DIRECTION :



Arnaud LAVALETTE
Directeur de Territoire
Tél : 06.16.78.55.15
@ : arnaud.lavalette@veolia.com



Jean-Marc BOUDEY
Directeur du Développement
Tél : 06.34.44.72.76
@ : jean-marc.boudey@veolia.com



Frank ZEISLER
Directeur des Opérations
Tél : 06.23.85.51.68
@ : frank.zeisler@veolia.com



Yann EVEN
Contrôleur de gestion
Tél : 06.60.68.32.52
@ : yann.even@veolia.com



Marie-Eve LANTRADE
Assistante
Tél : 06.13.58.10.38
@ : marie-eve.lantrade@veolia.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Présentation du contrat

Données clés

✔ **Délégataire**	VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux
✔ **Périmètre du service**	BIGANOS
✔ **Numéro du contrat**	I5240
✔ **Nature du contrat**	Affermage
✔ **Date de début du contrat**	01/01/2012
✔ **Date de fin du contrat**	31/12/2023

✔ **Les engagements vis-à-vis des tiers**

En tant que délégataire du service, VEOLIA EAU - Compagnie Générale des Eaux assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
Achat	SALLES ET MIOS - (SI)	Convention achat d'eau au Syndicat de Salles-Mios

✔ **Liste des avenants**

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
2	01/01/2020	- Substitution de la COBAN en qualité d'autorité concédante à la commune, antérieurement compétente. - précisions sur les conséquences du transfert d'autorité concédante en termes de flux financiers (tva et reversement de la part collectivité).
1	21/12/2016	Intégration ouvrages, achat en gros à la commune de Mios, modification programme de renouvellement, gestion des données, nouveau règlement de service, traitement des surconsommations, loi brottes, loi Grenelles 2, modification tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Les chiffres clés

COBAN pour Biganos-AEP

Chiffres clés



11 043
Nombre d'habitants desservis



5 093
Nombre d'abonnés (clients)



2
Nombre d'installations de production



1
Nombre de réservoirs



144
Longueur de réseau (km)



100,0
Taux de conformité microbiologique (%)



83,4
Rendement de réseau (%)



137
Consommation moyenne (l/hab/j)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 L'essentiel de l'année 2021

1.4.1 Principaux faits marquants de l'année

- Lancement par la COBAN du renouvellement de la canalisation située Avenue des Boïens et planification de la Rue des Gaillards.
- Mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur l'eau distribuée par la production de TAGON.
- Recherche et localisation d'une importante fuite située sous le trottoir Avenue de la Côte d'Argent. Cette fuite s'est déclenchée sur une canalisation en 60 Fte sous des fourreaux électriques. Ainsi l'eau engendrée par la fuite pénétrait dans ces fourreaux, traversait l'avenue de la côte d'argent puis remontait dans un fond de regard pluvial pour s'y écouler. Il n'y avait donc pas de remontée d'eau à la surface.
- Réalisation d'un second nettoyage du réservoir de facture afin de permettre l'expertise structurelle de l'intérieur de la bâche de stockage.

1.4.2 Propositions d'amélioration

- Mise en place d'une régulation de pression sur les pompes de reprise TUILERIES vers Bourg et TAGON afin d'assurer la continuité de la distribution de l'eau pendant les travaux de réhabilitation du château d'eau.

- Mise en place d'un analyseur de chlore sur le CHÂTEAU DE FACTURE.

✔ **Prévention Santé Sécurité**

Les engagements prévention santé sécurité du groupe Veolia Eau France pour la période 2021 – 2023 sont détaillés en annexe « Prévention Santé et sécurité ».

✔ **Analyse de conformité des équipements de travail**

Le diagnostic des organes en mouvement et l'identification des risques mécanique est présenté en annexe « Prévention Santé et sécurité ».

1.4.3 Révision du contrat

La mutabilité contractuelle **est un principe clé des concessions de service public**.

Des modifications peuvent lui être apportées dans les conditions de l'article L. 3135-2 du CCP. Celles-ci n'ont pas toutes la même importance mais permettent l'adaptation du contrat aux évolutions nouvelles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

C'est à cette fin que le contrat prévoit des clauses de révision,

- soit pour tenir compte de l'évolution d'un certain nombre d'indicateurs,
- soit d'une nouvelle réglementation ayant une incidence sur l'exploitation
- soit au bout d'un certain temps

La révision a donc pour objet **de recaler le contrat dans son équilibre**.

Les clauses de révision ont de leurs côtés pour objet de restituer un processus de discussion pouvant conduire à une négociation.

Dans le cas du présent contrat, les indicateurs ont été définis à l'article 14.1 Conditions de réexamen de la rémunération du Délégataire.

Parmi les nombreuses évolutions réglementaires ayant un impact sur les conditions d'exploitation, il est possible de citer les évolutions réglementaires suivantes **:**

- ✔ L'instruction CVM
- ✔ Le PGSSE en eau potable
- ✔ L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 relative aux métabolites de pesticides
- ✔ Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine
- ✔ L'analyse des risques et défaillances
- ✔ Mise en conformité des machines tournantes afin de respecter les règles et réglementations sécurité de sécurité telles que
  - la Directive Européenne 2006/42/CE
  - l'article R4312-1 du code du travail qui fixe les obligations techniques, détaillées dans son annexe 1
  - la circulaire n°2010-01 de la DGT
- ✔ Mise en sécurité des aires de dépotage des produits chimiques et leur stockage, afin d'assurer la sécurité des intervenants, ainsi que la protection de l'environnement, en application notamment des articles R.4224-14, R.4412-5 à R.4412-10, R.4412-17, et l'arrêté du 12/10/2011 (ICPE).
- ✔ Amiante, décret du 09 mai 2017 qui modifie le code du travail (R.4412-97 à R.4412-97-6) qui fixe l'obligation de repérage amiante avant travaux avec la mise en application notamment des normes :
- ✔ NF X46-020 : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis
- ✔ NF X46-102 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les ouvrages de génie civil, infrastructures de transport et réseaux divers
- ✔ NF X46-100 : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou à la mise en œuvre d'une activité

Le détail des évolutions réglementaires sont par ailleurs détaillées dans les annexes des rapports annuels que nous vous remettons.

Pour tenir compte de ces évolutions, il nous paraît nécessaire d'ouvrir prochainement les discussions pour vérifier l'incidence sur le contrat en cours et recaler si nécessaire le contrat qui nous lie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4.4 Evolutions réglementaires

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service. Cette année la sélection porte sur les sujets suivants :

- ✔ Dérèglement climatique et résilience des territoires
- ✔ Crise relative à l'approvisionnement la hausse des cours des matières premières
- ✔ **Métabolites de pesticides**
- ✔ **Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine**
- ✔ Commande Publique
- ✔ Suites de la crise sanitaire
- ✔ Services publics locaux
- ✔ Service public de l'eau potable
- ✔ Transition énergétique

L'ensemble de ces évolutions réglementaires vous sont présentées et détaillées au chapitre 6 « Actualité réglementaire 2021 ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.1 Les indicateurs réglementaires 2021

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	**10 823**	**11 043**
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	**1,22 €uro/m³**	**1,27 €uro/m³**
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	**1 j**	**1 j**
INDICATEURS DE PERFORMANCE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	**100,0 %**	**100,0 %**
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	**90,9 %**	**100,0 %**
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	**98**	**108**
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	**89,8 %**	**83,4 %**
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	**1,72 m³/jour/km**	**2,82 m³/jour/km**
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	**1,62 m³/jour/km**	**2,72 m³/jour/km**
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	**0,37 %**	**0,54 %**
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	**80 %**	**80 %**
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**3**	**7**
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	**133**	**118**
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	**2,40 u/1000 abonnés**	**1,57 u/1000 abonnés**
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	**100,00 %**	**100,00 %**
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	**A la charge de la collectivité**	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	**1,61 %**	**1,64 %**
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	**3,80 u/1000 abonnés**	**2,16 u/1000 abonnés**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Autres chiffres clés de l'année 2021

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
VP.062	Volume prélevé	Délégataire	**675 138 m³**	**702 121 m³**
VP.059	Volume produit	Délégataire	**664 303 m³**	**682 340 m³**
VP.060	Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**7 366 m³**	**7 673 m³**
	Volume mis en distribution (m³)	Délégataire	**671 669 m³**	**690 013 m³**
VP.220	Volume de service du réseau	Délégataire	**1 656 m³**	**1 739 m³**
	Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	**603 043 m³**	**575 111 m³**
	Nombre de fuites réparées	Délégataire	**24**	**27**
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre d'installations de production	Délégataire	**2**	**2**
	Capacité totale de production	Délégataire	**5 897 m³/j**	**5 897 m³/j**
	Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**1**	**1**
	Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	**1 600 m³**	**1 600 m³**
	Longueur de réseau	Délégataire	**143 km**	**144 km**
VP.077	Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	**116 km**	**116 km**
VP.140	Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	**0 ml**	**0 ml**
	Nombre de branchements	Délégataire	**4 601**	**4 641**
	Nombre de branchements en plomb	Délégataire	**0**	**0**
	Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	**0**	**0**
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	**33**	**40**
	Nombre de compteurs	Délégataire	**5 284**	**5 365**
	Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	**56**	**146**
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION D'EAU		**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
	Nombre de communes	Délégataire	**1**	**1**
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	**4 999**	**5 093**
	- Abonnés domestiques	Délégataire	**4 997**	**5 091**
	- Abonnés non domestiques	Délégataire	**2**	**2**
	- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	**0**	**0**
	Volume vendu	Délégataire	**584 078 m³**	**544 208 m³**
	- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	**582 710 m³**	**542 328 m³**
	- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	**1 368 m³**	**1 880 m³**
VP.061	- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	**/**	**/**
	Consommation moyenne	Délégataire	**148 l/hab/j**	**137 l/hab/j**
	Consommation individuelle unitaire	Délégataire	**119 m³/abo/an**	**110 m³/abo/an**

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire
(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	**Mesure statistique d'entreprise**	**Mesure statistique d'entreprise**
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	**90 %**	**77 %**
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	**Non**	**Non**
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	**Oui**	**Oui**
LES CERTIFICATS	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	**En vigueur**	**En vigueur**
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	**Oui**	**Oui**
L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE	**PRODUCTEUR**	**VALEUR 2020**	**VALEUR 2021**
Energie relevée consommée	Délégataire	**362 545 kWh**	**364 801 kWh**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Le prix du service public de l'eau

LA FACTURE 120 M³

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m³ représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BIGANOS, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m³ **[D102.0]** pour 120 m³, au tarif en vigueur au 1er janvier, est la suivante :

BIGANOS **Prix du service de l'eau potable**	Volume	Prix Au 01/01/2022	Montant Au 01/01/2021	Montant Au 01/01/2022	N/N-1
Part délégataire			**51,89**	**53,76**	**3,60%**
Abonnement			15,44	16,00	3,63%
Consommation	120	0,3147	36,45	37,76	3,59%
Part communale			**38,80**	**42,80**	**10,31%**
Abonnement			13,00	13,00	0,00%
Consommation	120	0,2483	25,80	29,80	15,50%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0660**	**8,95**	**7,92**	**-11,51%**
Organismes publics			**39,60**	**39,60**	**0,00%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Total € HT			**139,24**	**144,08**	**3,48%**
TVA			7,66	7,92	3,39%
Total TTC			**146,90**	**152,00**	**3,47%**
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			**1,22**	**1,27**	4,10%

Le graphique ci-dessous présente la répartition du prix pour 120 m³ pour la commune de BIGANOS :

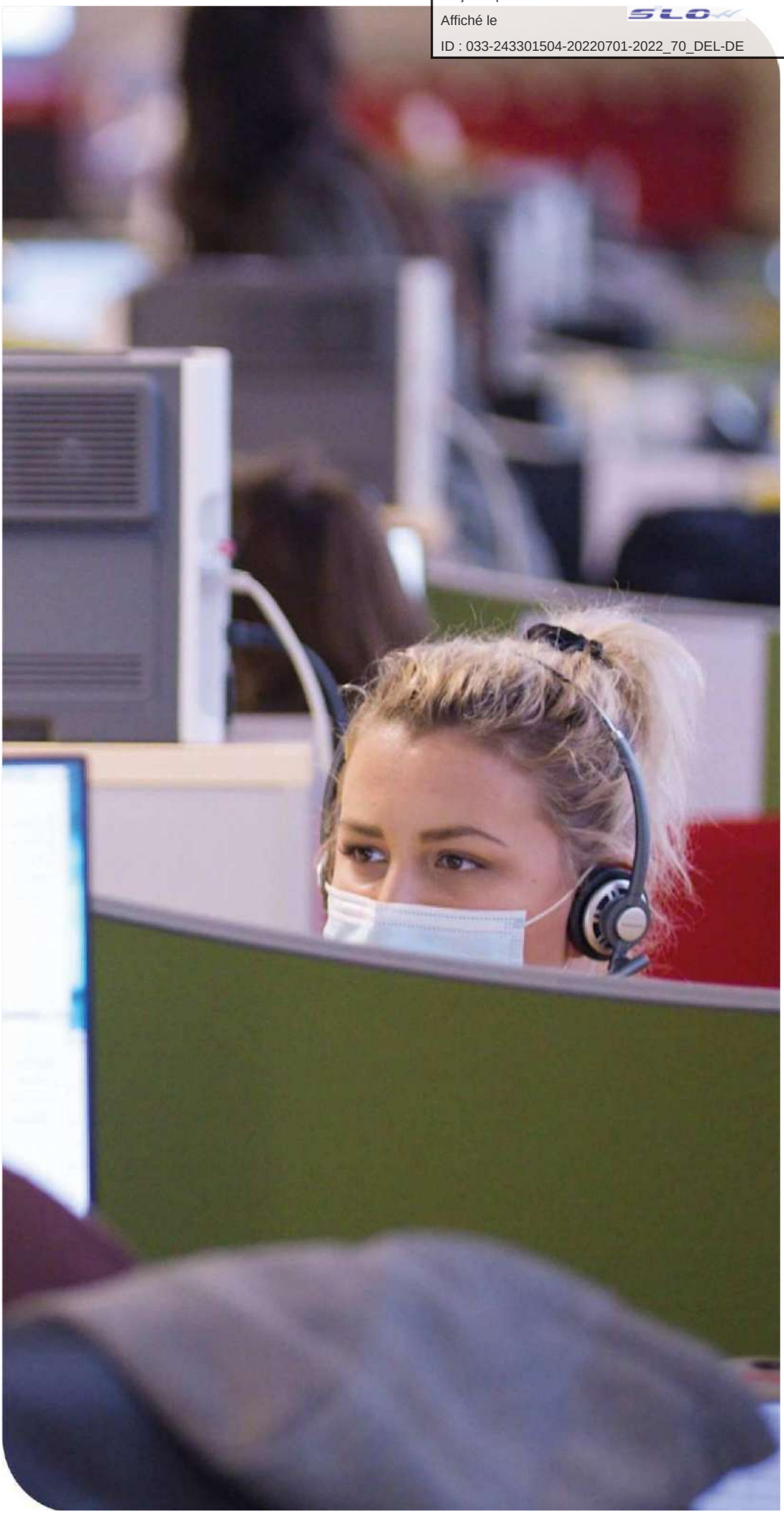


Les factures type sont présentées en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.

LES CONSOMMATEURS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

2.1 Les consommateurs abonnés du service

- ***Le nombre d'abonnés***

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre total d'abonnés (clients)	**4 718**	**4 765**	**4 908**	**4 999**	**5 093**	**1,9%**
domestiques ou assimilés	4 717	4 763	4 906	4 997	5 091	1,9%
autres que domestiques	1	2	2	2	2	0,0%

- ***Les principaux indicateurs de la relation consommateurs***

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre annuel de demandes d'abonnement	494	499	490	462	466	0,9%
Taux de clients mensualisés	52,8 %	54,8 %	54,6 %	56,2 %	57,0 %	1,4%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	12,5 %	13,9 %	14,9 %	15,3 %	15,7 %	2,6%
Taux de mutation	10,6 %	10,6 %	10,1 %	9,4 %	9,2 %	-2,1%

Les données consommateurs par commune sont disponibles en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✔ la qualité de l'eau
- ✔ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité…
- ✔ la qualité de l'information adressée aux abonnés

NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.

Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés. En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✔ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✔ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Satisfaction globale	86	82	87	90	77	-13
La continuité de service	93	92	94	95	93	-2
La qualité de l'eau distribuée	79	76	81	82	79	-3
Le niveau de prix facturé	54	55	60	66	53	-13
La qualité du service client offert aux abonnés	80	75	80	86	75	-11
Le traitement des nouveaux abonnements	86	83	88	92	80	-12
L'information délivrée aux abonnés	76	68	71	74	71	-3

Composition de votre eau !



Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque consommateur, qu'il soit abonné au service ou habite en logement collectif sans abonnement direct peut demander la composition de son eau.



- ***Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia***

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

#1 Qualité : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».
#2 Intervention : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »
#3 Budget : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »
#4 Services : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »
#5 Conseil : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

- ***Les interruptions non-programmées du service public de l'eau***

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des consommateurs.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées **[P151.1]** est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information au moins 24h avant. En 2021, ce taux pour votre service est de 1,57/ 1000 abonnés.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	**0,85**	**3,15**	**1,83**	**2,40**	**1,57**
Nombre d'interruptions de service	4	15	9	12	8
Nombre d'abonnés (clients)	4 718	4 765	4 908	4 999	5 093

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 Données économiques

- ***Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]***

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2021 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux d'impayés	**1,64 %**	**1,87 %**	**1,97 %**	**1,61 %**	**1,64 %**
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	30 440	35 209	38 099	31 168	32 374
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 859 510	1 884 491	1 934 342	1 937 823	1 973 460

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités…).

- ***Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]***

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

✔ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation…) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau,
✔ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées,
✔ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2021, le montant des abandons de créance s'élevait à 118 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	10	6	9	3	7
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	203,00	283,43	438,00	133,00	118,00
Volume vendu selon le décret (m3)	548 433	524 750	557 040	584 078	544 208

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

- ***Les échéanciers de paiement***

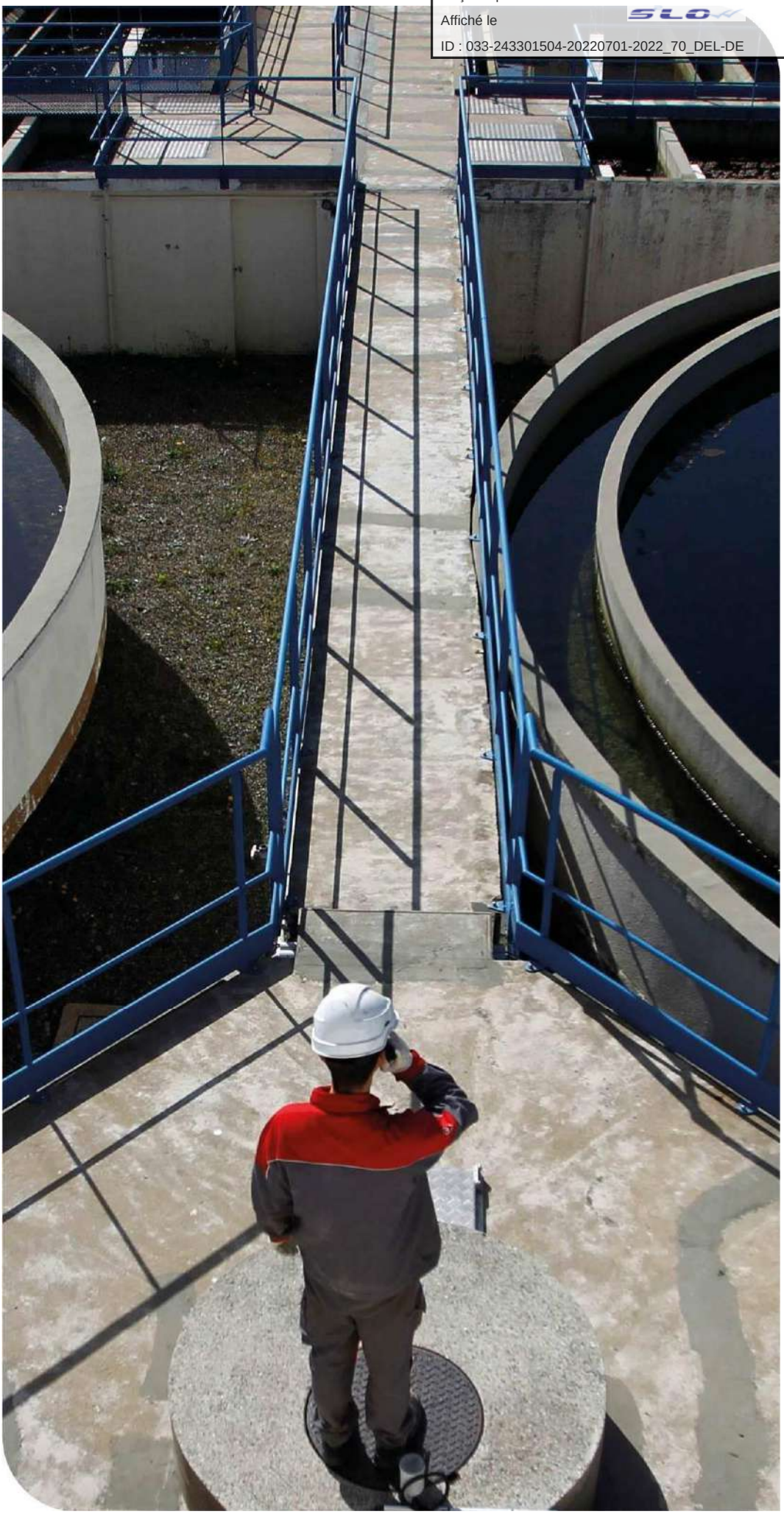
Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	88	45	52	31	33

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.

LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller… : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers.

3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de captage	Débit des pompes (m3/h)
FORAGE TAGON	95
FORAGE TUILERIE	165

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
ST 01 - TAGON	1 564	100
ST 02 - TUILERIE	4 333	1 000
Capacité totale	**5 897**	**1 100**

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
ST 03 - FACTURE	500
Capacité totale	**500**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

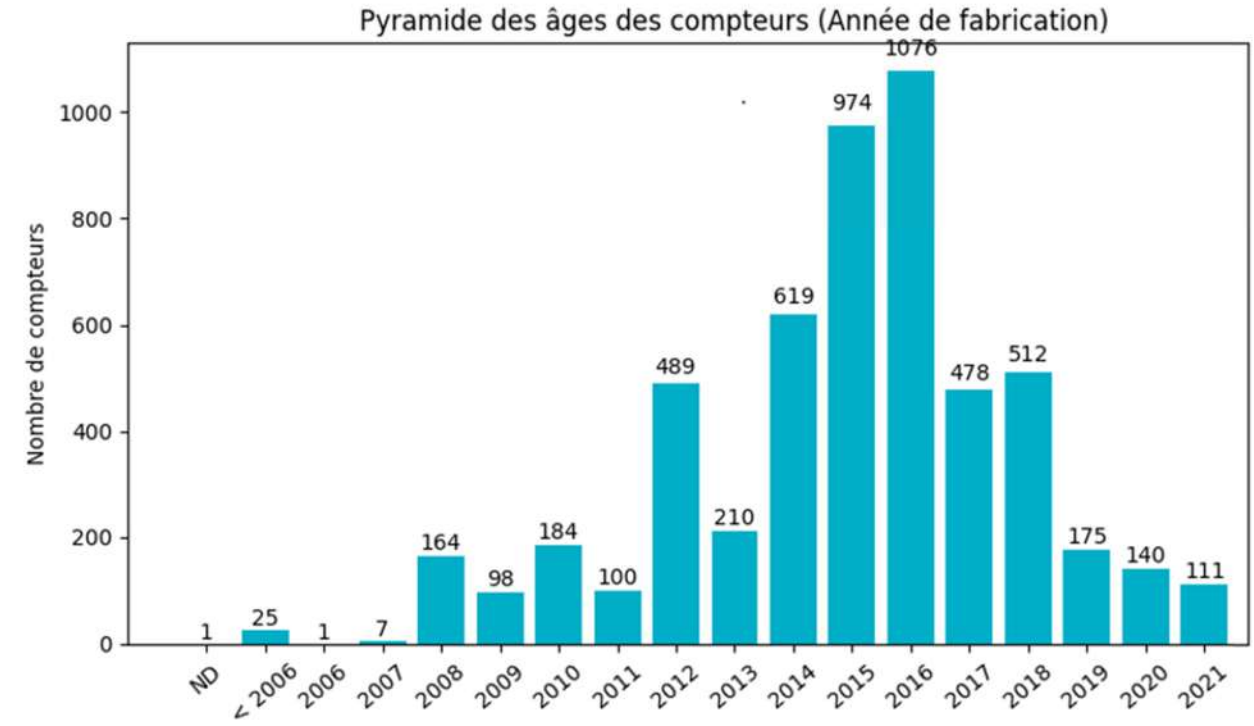
- ✔ des réseaux de distribution,
- ✔ des équipements du réseau,
- ✔ des branchements en domaine public,
- ✔ des outils de comptage

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

- ***Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage***

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Canalisations						
Longueur totale du réseau (km)	142,6	142,8	143,0	143,2	143,6	0,3%
Longueur d'adduction (ml)	58	58	58	58	58	0,0%
Longueur de distribution (ml)	142 499	142 712	142 962	143 127	143 529	0,3%
dont canalisations	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813	0,0%
dont branchements	26 754	26 899	27 149	27 314	27 716	1,5%
Equipements						
Nombre d'appareils publics	212	213	213	213	213	0,0%
dont poteaux d'incendie	212	213	213	213	213	0,0%
Branchements						
Nombre de branchements	4 489	4 518	4 568	4 601	4 641	0,9%

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1	Qualification
Compteurs							
Nombre de compteurs	4 965	5 071	5 193	5 284	5 365	1,5%	Bien de retour
dont sur abonnements en service	4 721	4 831	4 924	5 011	5 122	2,2%	
dont sur abonnements résiliés sans successeur	244	240	269	273	243	-11,0%	



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

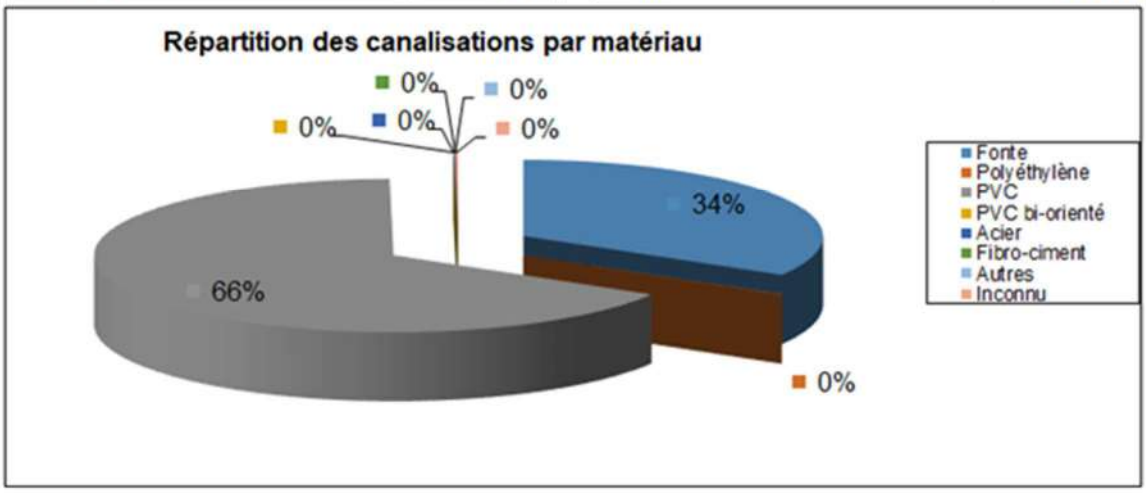
COBAN pour Biganos-AEP

ANNEE 2021

I5240

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0
	<=50	0
	65	3 064
	80	0
	100	11 498
	125	1 251
	150	13 291
	175	0
	200	4 979
	250	192
	300	4 472
	350	0
	400	0
	450	0
FONTE	>450	0
TOTAL FONTE		38 748
	indéterminé	0
	<=32	0
	40	0
	50	0
	63	0
	75	0
	90	0
	110	0
	125	0
	140	0
POLYETHYLENE	>140	93
TOTAL POLYETHYLENE		93
	indéterminé	0
	<=32	0
	40	94
	50	2 235
	63	18 614
	75	341
	90	953
	110	25 507
	125	4 448
	140	1 870
	160	18 771
PVC	>160	3 880
TOTAL PVC		76 712

Matériau	Diamètre en mm	Lineaire en ml
	indéterminé	0
	<=65	0
	80	0
	100	0
	150	0
	200	58
	300	0
ACIER	>300	0
TOTAL ACIER		58
	indéterminé	0
	<=80	0
	100	0
	150	0
	200	0
	300	0
FIBRO CIMENT - BETON	>300	0
TOTAL FIBRO CIMENT - BETON		0
	indéterminé	0
	<=40	0
	60	0
	100	0
	150	0
AUTRES	>150	0
TOTAL AUTRES		0
	indéterminé	0
	<=63	0
	75	0
	90	0
	125	0
	140	0
	160	0
	200	0
	225	0
	250	0
PVC BI-ORIENTE	>250	0
TOTAL PVC BI-ORIENTE		0
	indéterminé	160
	<=100	0
INCONNU	>100	41
TOTAL INCONNU		201
TOTAL		115 813



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)	**0,11**	**0,27**	**0,37**	**0,37**	**0,54**
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813
Longueur renouvelée totale (ml)	647	904	613	0	970
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.
Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice **[P103.2]** pour l'année 2021 est de :

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	2017	2018	2019	2020	2021
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	98	98	98	98	108*

*La mise en place d'un programmme pluriannuel de renouvellement de réseau a permis de faire évoluer l'indice de connaissance patrimoniale des réseaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau

Code VP	Partie A : Plan des réseaux (15 points)	Barème	Valeur GPR
VP.236	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP.237	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Code VP	**Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)**		
VP.238	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP.239	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		100 %
VP.240	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
Combinaison des variables VP238, VP239 et VP240	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
VP.241	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	13
	Total Parties A et B	**45**	**43**
Code VP	**Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)**		
VP.242	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP.243	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP.244	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP.245	Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
VP.246	Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
VP.247	Localisation des autres interventions	10	10
VP.248	Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
VP.249	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
	Total:	**120**	**108**

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2021 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 Gestion du patrimoine

3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs…) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

- ***Les installations***

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
ST 02 - TUILERIES		
BACHE DE REPRISE		
ECHELLE D'ACCES INTERIEURE	Renouvellement	Programme
SECTORISATION		
IMP. DEVANT SABARC		
MANCHETTE ELECTROMAGNETIQUE WATERFLUX	Renouvellement	Cté de service

- ***Les compteurs***

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1er décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre de compteurs	4 965	5 071	5 193	5 284	5 365	1,5%
Nombre de compteurs remplacés	580	333	195	56	146	160,7%
Taux de compteurs remplacés	11,7	6,6	3,8	1,1	2,7	145,5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- ***Les réseaux***

Réseau

COMMUNE	CARACTÉRISTIQUES NOUVELLE CANALISATION	LINEAIRE (ml)	ADRESSE	TRAVAUX RÉALISÉS PAR	CARACTERISTIQUES CANALISATION ABANDONNEE	LINEAIRE ABANDONNE (ml)
BIGANOS	Fonte DN 100 mm	970	Avenue des boïens	COBAN	100 Fonte	970

Branchements / Equipement

COMMUNE	CARACTÉRISTIQUES NOUVELLE CANALISATION	LINÉAIRE (ml)	ADRESSE	TRAVAUX RÉALISÉS PAR	NB BRANCHEMENTS Concernés
BIGANOS	Fonte DN 100 mm	970	Avenue des boïens	COBAN	67

3.4.2 Les travaux neufs réalisés

- ***Les installations***

Les travaux neufs réalisés sur les installations durant cette année figurent au tableau suivant :

Nom de l'installation	Date de l'opération	Acteur	Description
TAGON	Août 2021	COBAN	Mise en place d'un analyseur de chlore en continu sur la distribution

- ***Les réseaux, branchements et compteurs***

Les 40 chantiers de branchements neufs qui ont été réalisés durant l'année 2021, figurent dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Type de travaux	Adresse	
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Route des Lacs	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Gustave Eiffel	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Libération	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	avenue de la cote d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	impasse Jean jaures	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Georges Clémenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Gustave Eiffel	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Côté d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue du Port	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue Saint Exupéry	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Côté d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Chemin des Trougnes	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue du Port	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue du Port	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue des Châtaigniers	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Impasse Jean Jaures	BIGANOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réseaux Eau Branchements	Rue Gambetta	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue duChat Doré	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemanceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue de la tosca	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	allée isabelle	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	avenue de la cote d'argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Jean Jaurès	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue Raymond Poincaré	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Montesquieu	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue des sables	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Georges Clemenceau	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Route de Bordeaux	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue d'Arromanche	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue des Papetiers	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la Côte d'Argent	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue Libération	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Emile Eyquem	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue émile Eyquem	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	rue victor hugo	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Carrerot	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Rue Gambetta	BIGANOS
Réseaux Eau Branchements	Avenue de la cote d'argent	BIGANOS

Les travaux neufs réalisés sur le réseau durant l'année figurent au tableau suivant :

Aucun travaux neufs réalisés en 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.5 Propositions d'améliorations du patrimoine

Ces propositions d'amélioration sont issues de l'ensemble des points précédemment développés ainsi que des données disponibles dans les outils de gestion du patrimoine.

Aussi, comme exploitant du service, Veolia est à même de proposer à la Collectivité les arbitrages entre réparation et renouvellement ainsi que des évolutions à programmer pour améliorer la performance du service.

Nom Installation	Constat et Appréciation :	Commentaires	Propositions d'amélioration
TAGON : Régulation de Pression	Déconnexion du château d'eau du réseau Médiocre	Lorsque le château d'eau est déconnecté du réseau il n'est pas possible d'assurer la continuité dans la régulation de la pression du réseau	Mise en place d'une régulation de pression sur les pompes de reprises.
TUILERIES : Régulation de Pression vers BOURG	Déconnexion du château d'eau du réseau Médiocre	Lorsque le château d'eau est déconnecté du réseau il n'est pas possible d'assurer la continuité dans la régulation de la pression du réseau	Mise en place d'une régulation de pression sur deux pompes de reprises vers BOURG.
FACTURE : sécurisation de l'escalier	Il est dangereux de monter par l'escalier (accès à la cuve)		Mise en place autour de l'escalier d'une protection périphérique
FACTURE : Suivi chloration		Assurer le suivi qualitatif de l'eau distribuée	Mise en place d'un analyseur de chlore rapatrié sur la télégestion

La station de Tagon

Cette station est composée d'un forage, d'un traitement (désinfection javel), et d'une station de reprise avec une bâche d'une capacité de 100 m3.

Elle est actuellement en service et fonctionne principalement la nuit et en complément de la station des Tuileries.

La station des Tuileries

Cette station est composée d'un forage, d'un traitement (désinfection), et d'une station de reprise avec une bâche d'une capacité de 1000 m3. Cette unité de distribution alimente de manière indépendante les secteurs TUILERIES-ARGENTIERES et BIGANOS Bourg.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le château de Facture

Le château possède un réservoir d'une capacité de 500 m^3.



La cartographie

Le délégataire étant équipé d'un matériel d'établissement et de gestion de cartographie informatique, il a mis en place le SIG (système d'information géographique) sur l'ensemble du réseau de la commune.

Cette cartographie est opérationnelle depuis 2012.

La base de données ainsi constituée peut être transmise à la commune dans une version adaptée aux moyens informatiques des services municipaux.

Télérelève

Un pilote de télérelève a été mis en place par le délégataire sur les bâtiments municipaux. Ainsi, depuis septembre 2012, 20 compteurs sont suivis et exploités dans le cadre d'une démarche de gestion optimisée des consommations d'eau par la commune.

La sectorisation

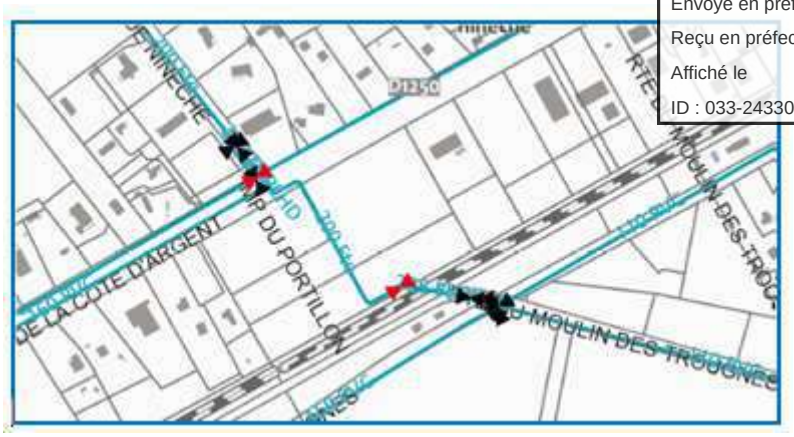
La sectorisation dont la mise en service a été finalisée en 2016 contribue à la réduction des pertes en eau.



Afin de renforcer l'alimentation en eau de la zone d'activité Cassadote il a été mis en place en janvier 2020 un compteur de sectorisation. Ceci afin de remettre en service le maillage situé à proximité des nouveaux services techniques sous la voie de SNCF.

Le compteur d'achat d'eau du « quartier bas » a également été intégré à la sectorisation en janvier 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



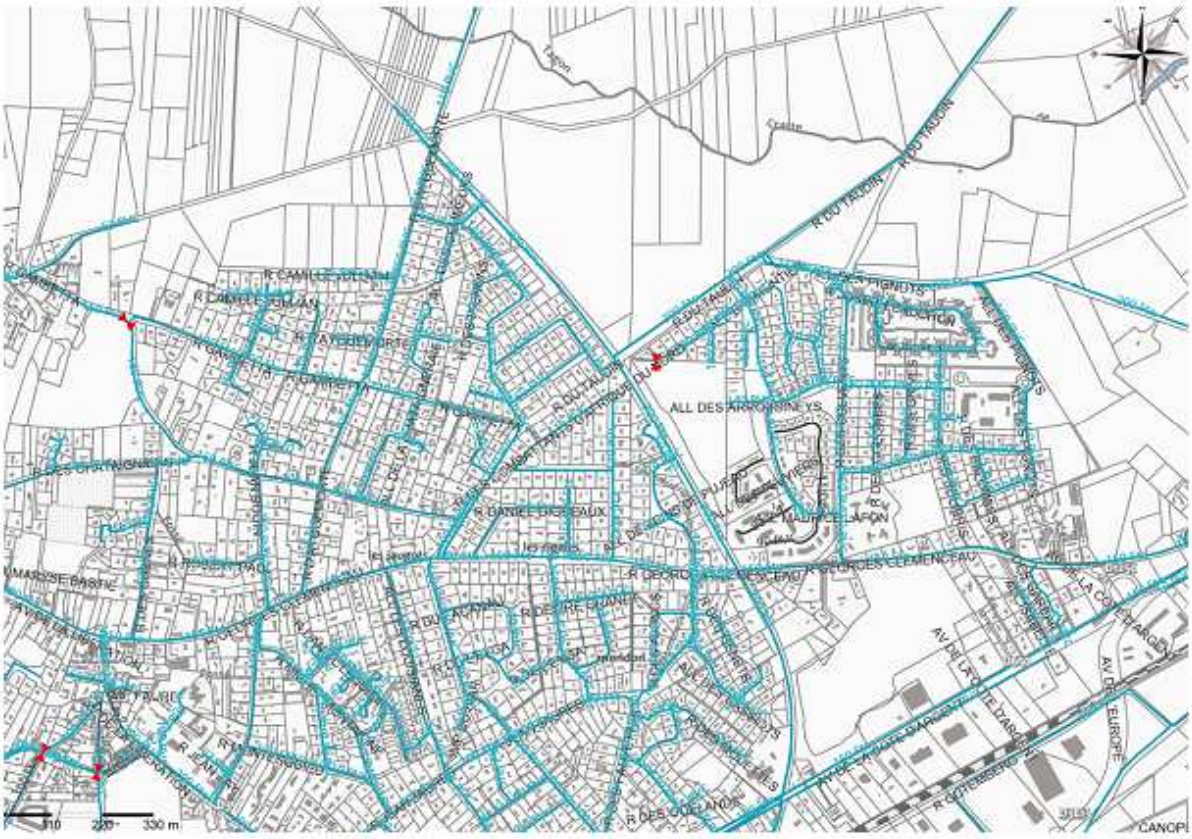
Réseau

Un programme de renouvellement a été engagé en 2017 en concertation avec le projet de la CAB sur les rue Victor Hugo, Libération, Lecoq et avenue des boïens.

Ce programme s'est prolongé en 2018 et 2019,

En 2021 le réseau situé avenue des boïens a été réalisé et la rue des gaillards a été planifiée pour 2022.

Le principal secteur pouvant intégrer le programme de renouvellement est situé avenue de la côte d'argent (tronçon allant du rond-point av de la libération en direction du Teich).



Intégration des abonnés « Quartier Bas »

Les démarches auprès de SUEZ ont abouti.

Les abonnés du « **quartiers bas** » ont intégré le périmètre d'affermage depuis l'été 2019.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les consommateurs exigent au quotidien un service d'eau performant, avec comme premier critère de satisfaction la qualité de l'eau distribuée. Ce chapitre présente l'ensemble des données relatives à la composition et à la qualité de l'eau produite et distribuée. Vous y trouverez également les informations sur l'efficacité de la production et de la distribution, ainsi que la performance environnementale de votre contrat (protection des ressources, bilan énergétique).

4.1 La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services. Elle figure légitimement au premier rang des exigences des consommateurs de service d'eau.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation…).

4.1.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

Dans tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire
Microbiologique	142	116
Physico-chimique	946	127

4.1.2 L'eau produite et distribuée

- ***Conformité des paramètres analytiques***

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Délégataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Délégataire	Valeur du seuil et unité
Bactéries Coliformes	0	1	1	0	28	18	0 n/100ml
Température de l'eau	9,1	27	1	0	30	22	25 °C

Analyse ARS du 22/06/2021 en sortie de la production des Tuileries : bactéries coliformes = 1 /100 mL. Recontrôle ARS du 28/06 conforme.
Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre température le 07/09 (27°C) sans impact sur la qualité bactériologique de l'eau.

- ***Composition de l'eau du robinet***

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Calcium	30	34	3	mg/l	Sans objet
Chlorures	24	28	8	mg/l	250
Fluorures	93	120	3	µg/l	1500
Magnésium	5	5,10	3	mg/l	Sans objet
Nitrates	0	0	8	mg/l	50
Pesticides totaux	0	0	2	µg/l	0,5
Potassium	2	2,30	3	mg/l	Sans objet
Sodium	21	24	3	mg/l	200
Sulfates	4,90	9	8	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	9,60	10,90	8	°F	Sans objet

4.1.3 L'évolution de la qualité de l'eau

- ***Historique des données du contrôle officiel (ARS)***

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques **[P101.1]** et physico-chimiques **[P102.1]**. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	2017	2018	2019	2020	2021
Paramètres microbiologiques					
Taux de conformité microbiologique	**100,00 %**	**100,00 %**	**97,06 %**	**100,00 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	25	29	33	30	28
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	1	0	0
Nombre total de prélèvements	25	29	34	30	28
Paramètres physico–chimique					
Taux de conformité physico-chimique	**100,00 %**	**100,00 %**	**100,00 %**	**90,91 %**	**100,00 %**
Nombre de prélèvements conformes	8	13	10	20	12
Nombre de prélèvements non conformes	0	0	0	2	0
Nombre total de prélèvements	8	13	10	22	12

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

- Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérigène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

L'instruction de la Direction Générale de la Santé, DGS/EA4/2020/67, en date du 29 avril 2020 est venue modifier l'instruction du 18 octobre 2012 relative au CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Par rapport à la précédente instruction d'octobre 2012, l'instruction d'avril 2020 positionne la Collectivité au centre du dispositif de gestion préventive et corrective des risques sanitaires liés à la présence du CVM dans l'eau destinée à la consommation humaine. Ainsi, cette instruction transfère à la Collectivité, et non plus aux ARS, la responsabilité de réaliser les étapes préalables de repérage des canalisations « à risque » et de surveillance de la qualité de l'eau sur les canalisations identifiées comme « à risque ».

Situation sur votre service :

En 2021, la COBAN a réalisé 3 analyses du paramètre CVM sur des conduites en PVC ancien avant 1980. Aucun dépassement de la limite de qualité fixée à 0.5 µg/l n'a été constaté. Les 2 analyses réalisées par l'ARS sur le réseau de distribution sont également conformes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

4.2.1 L'efficacité de la production : le volume prélevé et produit

- ***Le volume prélevé***

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
ST 01 - TAGON	90	750
ST 02 - TUILERIE	150	2 250

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**646 818**	**650 268**	**628 788**	**675 138**	**702 121**	**4,0%**
Volume prélevé par ressource (m3)						
ST 01 - TAGON	104 845	162 159	150 237	100 440	100 522	0,1%
ST 02 - TUILERIE	541 973	488 109	478 551	574 698	601 599	4,7%
Volume prélevé par nature d'eau (m3)						
Eau souterraine non influencée	646 818	650 268	628 788	675 138	702 121	4,0%

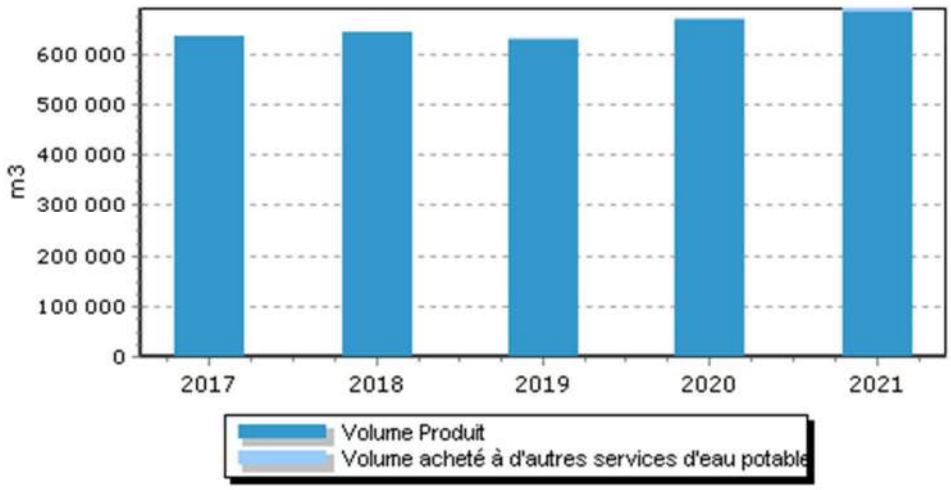
- ***Le volume produit et mis en distribution***

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume prélevé (m3)	**646 818**	**650 268**	**628 788**	**675 138**	**702 121**	**4,0%**
Besoin des usines	12 515	8 312	2 648	10 835	19 781	82,6%
Pertes en adduction	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3)	**634 303**	**641 956**	**626 140**	**664 303**	**682 340**	**2,7%**
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	0	0	3 323	7 366	7 673	4,2%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0	0	0%
Volume mis en distribution (m3)	**634 303**	**641 956**	**629 463**	**671 669**	**690 013**	**2,7%**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)	/	/	**3 323**	**7 366**	**7 673**	**4,2%**
SALLES ET MIOS - (SI)	/	/	3 323	7 366	7 673	4,2%

4.2.2 L'efficacité de la distribution : le volume vendu, le volume consommé et leur évolution

- ***Le volume vendu***

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume vendu selon le décret (m3)	**548 433**	**524 750**	**557 040**	**584 078**	**544 208***	**-6,8%**
Sous-total volume vendu aux abonnés du service	**548 433**	**524 750**	**557 040**	**584 078**	**544 208**	**-6,8%**
domestique ou assimilé	548 431	523 163	555 939	582 710	542 328	-6,9%
autres que domestiques	2	1 587	1 101	1 368	1 880	37,4%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	0	0	0	0	0	0%

*La baisse du volume vendu selon décret pour 2021 se justifie par deux non valeurs importantes (13 302 m3):

- Une importante régularisation a été faite, revenant sur 5 années, pour un abonné à hauteur de 8063 m3. En effet, NEXITY gestionnaire de l'ASL les PORTE DU DELTA, a constaté que la SRU qui aurait dû exister depuis la création de cet ensemble immobilier n'avait jamais été mise en place depuis 2009. Ainsi les volumes facturés aux sous compteurs n'étaient pas retranchés du volume du compteur général ce qui générait une double facturation des volumes consommés.
- Une autre non valeur a été appliquée à un compteur communal suite au constat d'une erreur de relève en 2020 à hauteur de 5024 m3.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

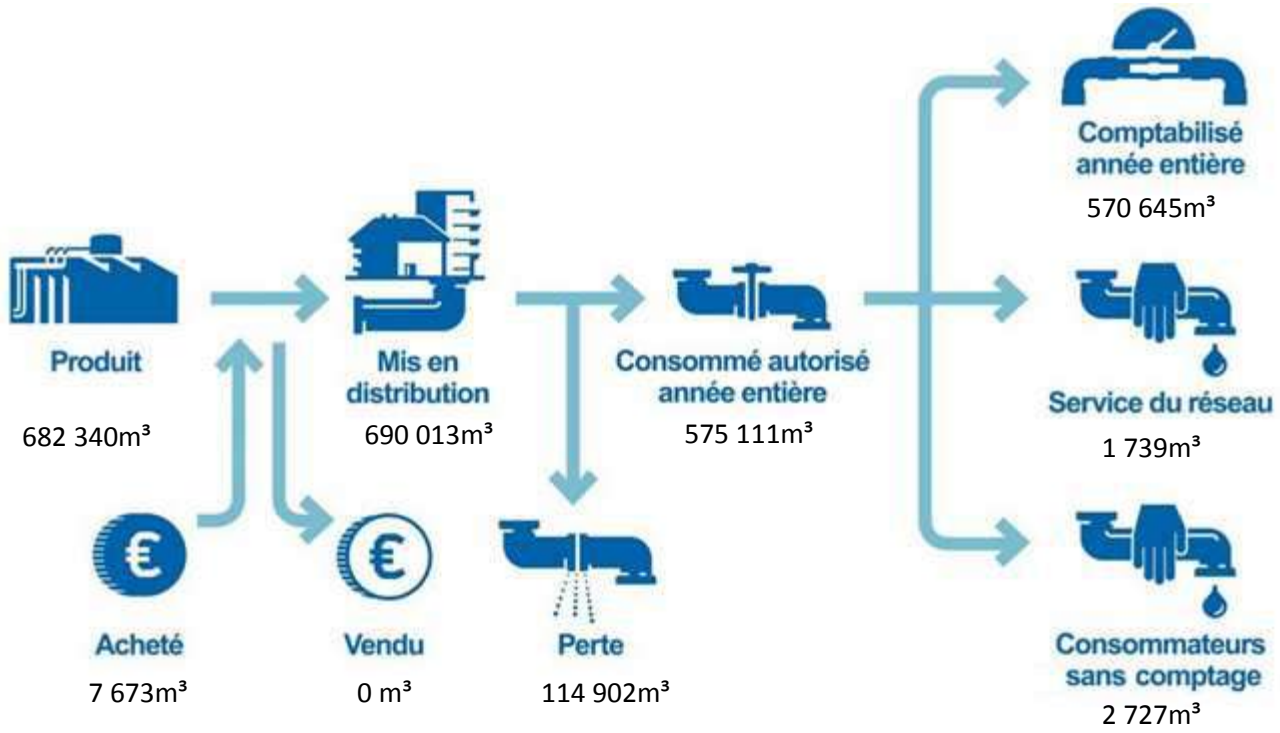
- ***Le volume consommé***

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, …) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,…). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	567 113	556 710	568 871	595 384	573 772	-3,6%
Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)	**567 113**	**561 324**	**568 871**	**598 655**	**570 645**	**-4,7%**
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	362	365	364	367	0,8%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	2 320	2 265	2 265	2 732	2 727	-0,2%
Volume de service du réseau (m3)	3 000	3 258	2 362	1 656	1 739	5,0%
Volume consommé autorisé (m3)	**572 433**	**562 233**	**573 498**	**599 772**	**578 238**	**-3,6%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3)	**572 433**	**566 847**	**573 498**	**603 043**	**575 111**	**-4,6%**

Le volume consommé par les principaux abonnés ou gros consommateurs figure au tableau suivant :

- ***Synthèse des flux de volumes***



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2.3 La maîtrise des pertes en eau

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2021 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2021	83,4	67,72	2,72	2,82	13,61

Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)

Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012

ILP (indice linéaire des pertes (m³/j/km)): (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m³/j/km) : (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

ILC (indice linéaire de consommation (m³/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

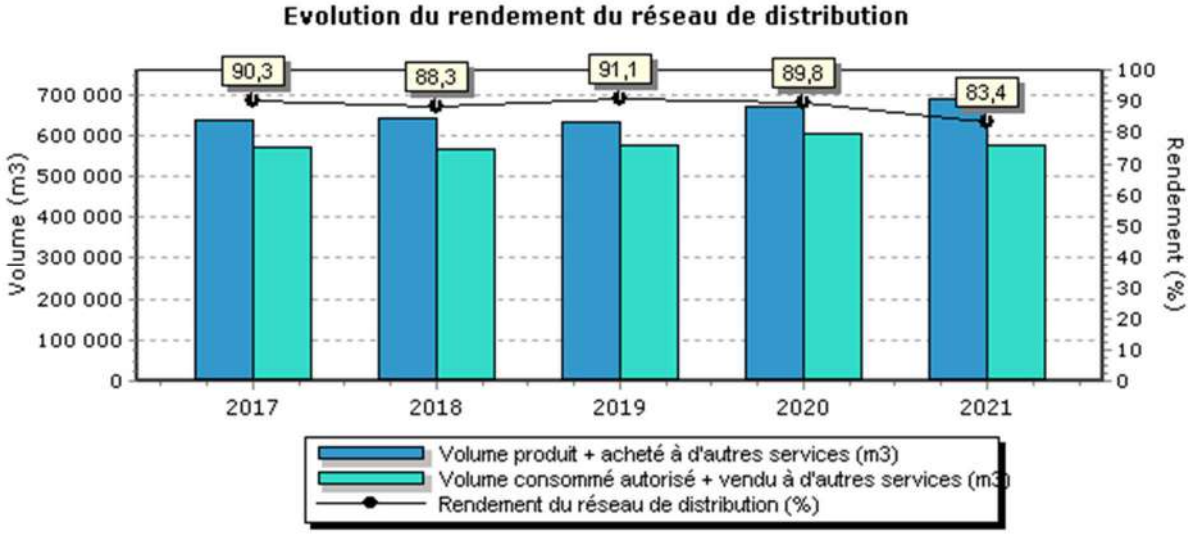
	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)	**90,3 %**	**88,3 %**	**91,1 %**	**89,8 %**	**83,4 %***	**-7,1%**
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . A	572 433	566 847	573 498	603 043	575 111	-4,6%
Volume vendu à d'autres services (m3) . . . . . B	0	0	0	0	0	0%
Volume produit (m3) C	634 303	641 956	626 140	664 303	682 340	2,7%
Volume acheté à d'autres services (m3) . . . . . D	/	/	3 323	7 366	7 673	4,2%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau
(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)
Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008

*Nous constatons pour l'année 2021 une baisse significative du rendement de réseau.
Celui-ci passe de 89,8% à 83,40%.
Cette baisse s'explique par une une fuite significative(environ 12 m3/h) sur le secteur CENTRE VILLE. Détectée grâce à la sectorisation en fin d'année 2020, puis localisée par les campagnes de recherche fuite que nous avons engagées sur l'ensemble du secteur concerné au mois de mai. Cette localisation difficile de avenue de la côte d'argent s'explique par le fait qu'elle s'est déclenchée sur une canalisation en 60 Fte sous des fourreaux électriques dans la dernière zone que nous avons investiguée. Ainsi l'eau engendrée par la fuite pénétrait dans ces fourreaux, traversait l'avenue de la côte d'argent puis remontait dans un fond de regard pluvial pour s'y écouler.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il n'y avait donc pas de remontée d'eau à la surface. Le perte d'eau estimée est d'environ 30 000 m3.



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2021 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2021.

- ***L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]***

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**1,59**	**1,91**	**1,43**	**1,72**	**2,82**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	634 303	641 956	629 463	671 669	690 013
Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . . B	567 113	561 324	568 871	598 655	570 645
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365	**1,46**	**1,78**	**1,32**	**1,62**	**2,72**
Volume mis en distribution (m3) . . . . . A	634 303	641 956	629 463	671 669	690 013
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . . B	572 433	566 847	573 498	603 043	575 111
Longueur de canalisation de distribution (ml) L	115 745	115 813	115 813	115 813	115 813

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✔ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✔ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



La gestion centralisée des interventions

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

4.3.1 Les opérations de maintenance des installations

- ***Les installations***

- **Opérations d'exploitation courante**

Lors de ces passages sur les installations, Veolia réalise des opérations d'exploitation courantes telles que :

- Pilotage des installations avec réglage et contrôle de son fonctionnement ;
- Contrôle visuel du périmètre des installations
- Suivi analytique de l'eau produite ;
- Maintenance et réglage des appareils de chloration ;
- Etalonnage des équipements de mesures et de contrôles ;
- Paramétrage des transmetteurs et des sondes ;
- Maintenance préventive des installations hydrauliques ;
- Contrôle des installations électriques par un organisme agréé (SOCOTEC) ;
- Nettoyage des ouvrages et entretien des espaces verts.

- **Lavage des réservoirs**

Pour cet exercice, les dates de lavages des ouvrages de stockage sont listées dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nom de l'installation	Descriptif	Capacité en m³	Date Nettoyage année n-1	Date Nettoyage année n
Rs 01 – TAGON	Bâche de reprise	100	22/02/2020	05/05/2021
Rs 02 - TUILERIES	*Bâche de reprise*	1 000	18/02/2020	27/05/2021
Rs 03 - FACTURE	*Château d'eau*	500	12/02/2020	06/05/2021 et 09/12/2021

Le réservoir de FACTURE a été nettoyé une seconde fois en 2021 afin de permettre l'expertise de la bâche, en prévision des futurs travaux de réhabilitation entrepris par la COBAN.

4.3.2 Les opérations de maintenance du réseau

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

4.3.3 Les recherches de fuites

- **Fuites sur réseau et branchements**

Sur l'exercice 2021, 8 fuites ont été réparées sur les canalisations et 10 sur les branchements d'eau potable.

Activité	Commune	Rue	Date
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	ROUTE DE BORDEAUX (D1250)	02/11/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DU PRIEURE DE COMPRIAN	27/10/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DANIEL DIGNEAUX	08/09/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE D'AYGUEMORTE	08/09/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DU PROFESSEUR LANDE	07/07/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA COTE D'ARGENT (D650)	10/05/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	LA MOULASSE	12/04/2021
Fuite Canalisation	BIGANOS(33)	RUE DES EYQUEMS	07/01/2021

Activité	Commune	Rue	Date
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	03/12/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	CHEMIN DE MOUNAYS	23/11/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DU PORT	15/10/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DE FONTANELLE	11/08/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DU MARECHAL LECLERC	22/07/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DES CHATAIGNIERS	02/07/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DU PRIEURE DE COMPRIAN	14/06/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE JOSEPH- MARIE JACQUARD	25/03/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE HENRI FABRE	24/02/2021
Fuite Branchement	BIGANOS(33)	RUE DES COLIBRIS	28/01/2021

- **Campagne de recherche de fuites**

Des campagnes de recherche de fuites ont été menées en 2021 sur 38 394 mètres linéaires du réseau d'eau potable.

Activité	Commune	Rue	Linéaire
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA CHATAIGNERAIE	336,86
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA CROIX DU SUD	496,66
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA DESLIGADE	185,67
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA MAISONNERAIE	73,49
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES GEMMEURS	192,64
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES JARDINS DU BOURG	253,08
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DU BOIS DE POMPONNE	303,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CAPSUS	25,88
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN BARREYRES	199,13
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN MARINEY	474,27
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DES MARAIS	58,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	LOT LES PRES DU BRAOU	50,03
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE CAMILLE JULLIAN	588,27
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE D'AYGUEMORTE	1118,22
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA FORET DES BOIENS	660,17
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA PINEDE	253,72
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA TOSCA	342,31
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES CHATAIGNIERS	1174,04
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES CHENES	383,76
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES JAUGOTS	115,12
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES PIGNONS	215,16
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES VIOLETTES	82,79
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU BRAOU	223,42
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU COMMANDANT COUSTEAU	244,11
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU PROFESSEUR LANDE	771,46
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU TAUDIN	495,14
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE GAMBETTA	918,05
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE GUYNEMER	189,53
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN BOUIN	286,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN MERMOZ	493,98
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JULES VERNE	105,67
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE MARYSE BASTIE	146,06
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE POMPONNE	191,7

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE ROBERT PAUL	156,39
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VICTOR HUGO	653,02
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VOLTAIRE	160,05
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	1767,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE L'ETOILE FILANTE	69,78
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE FAURE	42,57
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	153,14
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	904,73
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE SAINT-MARTIN DE FONTENAY	290,11
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE MONTAIGNE	56,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DANIEL LEQUIEM	637,41
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE FRANCOIS MAURIAC	197,06
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE GEORGES CLEMENCEAU (D3E11)	71,13
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN ZAY	141,35
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JULES FERRY	425,6
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE LOUIS LEFEVRE	116,78
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE MICHEL MONTAIGNE	487,73
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE MONTESQUIEU	315,87
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	153,14
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DE LA LEYRE	450,97
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES CASSIOTS	292,24
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DU CHAT DORE	324,36
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE LES LOUISIANES	471,29
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA COTE D'ARGENT (D650)	8,54
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA LIBERATION (D3)	752,12
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE SAINT-MARTIN DE FONTENAY	489,71
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE LA COTE D'ARGENT	239,82
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DU BIAR	66,17
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE JEAN JAURES	154,26
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE ANDRE BERBIALE	126,32
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE D'ARROMANCHE	231,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE L'EYGA	280,53
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA RESISTANCE	203,4
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES AJONCS	210,44
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES CANADIENS	191,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES FAUVETTES	280,65
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES GENETS	107,01
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES GOELANDS	481,18
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DES MOUETTES	307,85
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DESIRE GRANET	368,96
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DU LACANAU	275,25
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN BRUSTIS	127,74
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE JEAN JAURES	823,23
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	153,14

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE RENE TECHOUEYRES	300,59
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE CAPSUS	402,85
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DES BOIENS (D3E12)	1046,07
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CAPSUS	454,77
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE DUPIN	399,66
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE L'AGNEAU	195,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE LYZE	608,84
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE LA VERRERIE	51,75
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE LA VERRERIE	400,82
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE HENRI COCHET	211,64
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE PIERRE DE COUBERTIN	403,39
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VICTOR HUGO	804,43
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE CAPSUS	402,85
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	ALLEE DES PLATANES	114,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	AVENUE DE LA COTE D'ARGENT (D650)	1952,59
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CAPSUS	454,77
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE DUPIN	399,66
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE L'AGNEAU	195,37
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CHEMIN DE LYZE	1120,17
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	CITE CELLULOSE DU PIN	660,03
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	D650	701,91
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	D804	206,25
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	IMPASSE DE L'HIPPODROME	84,83
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	LA HOUN DOUS PEDOUILS-SUD	12,88
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE DE L'AGNEAU	137,49
EAU Rechercher Fuite	BIGANOS(33)	RUE VICTOR HUGO	804,43

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	19	7	15	10	8	-20,0%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	6	7	7	4	10	150,0%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,1	0,2	0,2	0,1	0,2	100,0%
Nombre de fuites sur compteur	32	22	21	10	9	-10,0%
Nombre de fuites sur équipement	0	1	34	0	0	0%
Nombre de fuites réparées	57	37	77	24	27	12,5%
Linéaire soumis à recherche de fuites	5 541	1 108	8 684	0	38 394	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 L'efficacité environnementale

4.4.1 La protection des ressources en eau



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource	**80 %**	**80 %**	**80 %**	**80 %**	**80 %**

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2017	2018	2019	2020	2021
ST 01 - TAGON	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %
ST 02 - TUILERIE	80 %	80 %	80 %	80 %	80 %

4.4.2 Le bilan énergétique du patrimoine



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Energie relevée consommée (kWh)	**339 790**	**361 555**	**378 683**	**362 545**	**364 801**	**0,6%**
Installation de production	339 790	361 555	378 683	362 545	364 801	0,6%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

4.4.3 La consommation de réactifs

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- ✔ assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- ✔ réduire les quantités de réactifs à utiliser.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	2019	2020	2021
ST 01 - TAGON			
Consommation Hypochlorite de Sodium (kg)	1500	988	1 000
Volume produit refoulé (m3)	145122	97 423	97 448
ST 02 - TUILERIE			
Consommation Chlore gazeux (kg)	800	985	715
Volume produit refoulé (m3)	481018	566 880	584 892

4.4.4 La valorisation des sous-produits

- ***La valorisation des déchets liés au service***



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

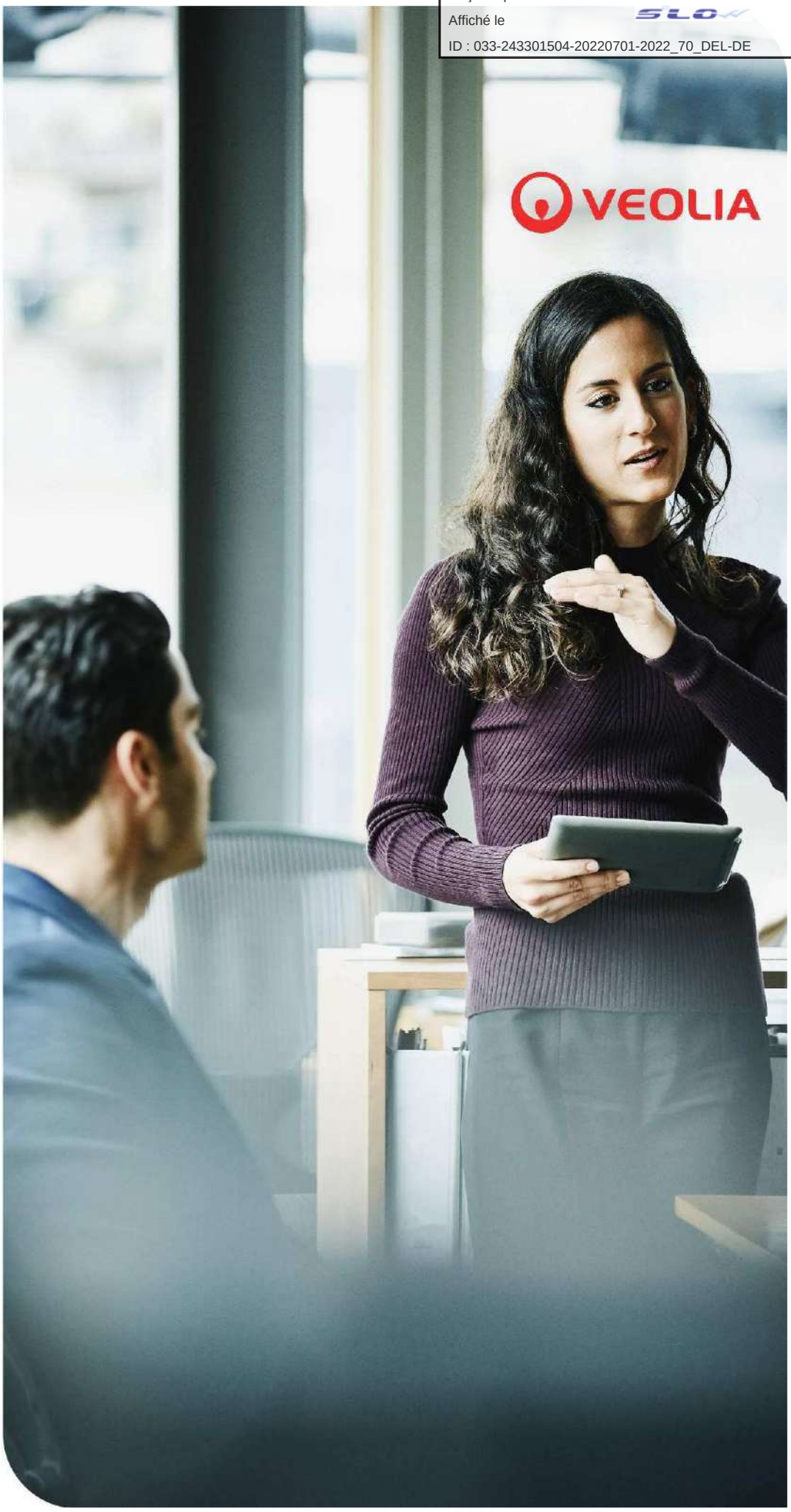
L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles…), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène…), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes…).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.

RAPPORT FINANCIER DU SERVICE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1er février 2016.

- ***Le CARE***

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation
Année 2021
(en application du décret du 14 mars 2005)

Collectivité: I5240 - BIGANOS **Eau**

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
PRODUITS	**869 929**	**714 890**	**-17,82 %**
Exploitation du service	312 382	310 000	
Collectivités et autres organismes publics	480 858	304 553	
Travaux attribués à titre exclusif	49 840	75 335	
Produits accessoires	26 850	25 002	
CHARGES	**970 003**	**820 381**	**-15,42 %**
Personnel	157 865	175 469	
Energie électrique	39 656	37 564	
Achats d'eau	7 318	4 892	
Produits de traitement	1 174	1 281	
Analyses	7 236	4 883	
Sous-traitance, matièreset fournitures	128 511	180 467	
Impôts locaux et taxes	7 857	8 360	
Autres dépenses d'exploitation	55 016	24 340	
télécommunications, poste et telegestion	*8 998*	*9 026*	
engins et véhicules	*16 245*	*15 041*	
informatique	*27 005*	*24 112*	
assurances	*3 692*	*8 076*	
locaux	*11 056*	*12 015*	
autres	*- 11 983*	*- 43 932*	
Redevances contractuelles	13 358	5 194	
Contribution des services centraux et recherche	24 866	22 126	
Collectivités et autres organismes publics	480 858	304 553	
Charges relatives aux renouvellements	44 871	46 959	
pour garantie de continuité du service	*7 924*	*8 223*	
programme contractuel (renouvellements	*36 947*	*38 736*	
Charges relatives aux investissements	1 230	1 249	
programme contractuel (investissements	*1 230*	*1 249*	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux rec	189	3 046	
RESULTAT AVANT IMPOT	**- 100 075**	**- 105 492**	**-5,41 %**
RESULTAT	**- 100 075**	**- 105 491**	**-5,41 %**

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006 17/03/2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vous trouverez ci-dessous les explications concernant les plus importantes variations du CARE:

★ *Collectivités et autres organismes publics*

Pour 2019, la présentation des CARE avait été modifiée afin que la redevance de modernisation des réseaux collectifs RMRC n'apparaisse plus en produits et en charges, étant précisé que ceci n'a aucun impact sur le résultat d'exploitation du contrat (produit et charge du même montant).

En effet, la RMRC étant collectée pour le compte de l'Agence de l'Eau et reversée à cette dernière par VE CGE, elle ne constitue pas une recette pour cette dernière mais uniquement pour l'Agence de l'Eau.

La RMRC est perçue par l'agence de l'eau auprès de l'exploitant du service assurant la facturation de la redevance assainissement en même temps que celle-ci.

Pour 2020 la RMRC avait été provisionnée au CARE par erreur et a donc été extournée sur l'exercice 2021 d'où les -72 659 euros sur le tableau ci-dessous.

★ *Personnel*

L'augmentation des charges de personnel s'explique principalement par la hausse des TTE et leur internalisation.

★ *Sous-traitance, matières et fournitures*

L'augmentation des charges de sous-traitance s'explique par le retard d'une facture d'environ 8 kE non provisionnée pour 2020 qui s'est répercutée sur 2021, la réalisation de campagnes de réfections de voirie en exploitation et en TTE non réalisées les années précédentes à hauteur de 18 kE et une augmentation des charges de Matières et divers de 4 kE.

★ *Autres dépenses d'exploitation - Autres*

Se référer à l'article 2.2 de l'annexe financières 6.5 de ce RAD

★ *Redevances contractuelles*

La baisse de la redevance contractuelle s'explique par les variations de dotation au FSL et Chèque Eau.
> 2020: 5024 euros dotation FSL 2019 + 5149 euros dotation FSL 2020 + 3145 euros Chèques Eau
> 2021: 5194 euros dotation FSL 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- ***L'état détaillé des produits***

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

VEOLIA EAU-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX **Version Finale**

Etat détaillé des produits (1)
Année 2021

Collectivité: I5240 - BIGANOS **Eau**

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	312 382	310 000	-0,76 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	304 457	319 517	4,95 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*7 925*	*- 9 517*	
Exploitation du service	**312 382**	**310 000**	**-0,76 %**
Produits : part de la collectivité contractante	203 165	174 484	-14,12 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	209 428	188 399	-10,04 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 6 263*	*- 13 915*	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	42 370	37 613	-11,23 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	41 605	41 495	-0,26 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*765*	*- 3 883*	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	176 009	165 114	-6,19 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations	173 661	175 951	1,32 %
dont variation de la part estimée sur consommations	*2 348*	*- 10 836*	
Redevance Modernisation réseau	59 314	- 72 659	NS
dont produits au titre de l'année (hors estimations	92 674	- 2 902	NS
dont variation de la part estimée sur consommations	*- 33 360*	*- 69 757*	
Collectivités et autres organismes publics	**480 858**	**304 553**	**-36,66 %**
Produits des travaux attribués à titre exclusif	**49 840**	**75 335**	**NS**
Produits accessoires	**26 850**	**25 002**	**-6,88 %**

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA). 17/03/22

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2 Situation des biens

- ***Variation du patrimoine immobilier***

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

- ***Inventaire des biens***

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

- ***Situation des biens***

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

- ***Programme contractuel d'investissement***

Au titre de l'exercie 2021 il n'a pas été réalisé d'investissement contractuel.

- ***Programme contractuel de renouvellement***

Installations électromécaniques	Renouvelé exercices antérieurs	Renouvelé dans l'exercice
ST 01 - TAGON		
BACHE DE REPRISE		
3 ML CONDUITE D'ASPIRATION	2015	
4 REGULATEURS DE NIVEAU	2019	
CAPOT DE COUVERTURE ACCES RESERVOIR EN ALUMINIUM	2015	
ECHELLE D'ACCES EXTERIEURE	2015	
ELECTRICITE ET TELEGESTION		
CONDENSATEUR SECOVAR	2016	
DISJONCTEUR GENERAL	2016	
FORAGE DE TAGON		
DEBITMETRE	2019	
POMPAGE DE REPRISE		
2 CLAPETS	2016	
2 VANNES REFOULEMENT DN 100	2016	
BALLON ANTI-BELIER 500 L	2016	
COMPTEUR DN 150	2017	
TRAITEMENT		
POMPE DOSEUSE DE JAVEL	2016	
ST 02 - TUILERIES		
BACHE DE REPRISE		
CONDUITE D'ASPIRATION + CREPINE INOX	2019	
ECHELLE D'ACCES INTERIEURE		2021
ELECTRICITE ET TELEGESTION		
ARMOIRE ELECTRIQUE BT	2014	
ARMOIRE ELECTRIQUE BT	2016	
DISJONCTEUR GENERAL	2016	
GROUPE ELECTROGENE 103 KW	2017	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

FORAGE DES TUILERIES		
DEBITMETRE DN 150	2018	
POMPE CAPRARI - E12 S55 2 EF - 200 M3	2018	
POMPAGE DE REPRISE		
10 ML CANALISATION ACIER DN 150	2016	
15 ML CANALISATION ACIER DN 125	2012	
2 CLAPETS DN 125	2012	
4 VANNES DE REFOULEMENT DN 100	2012	
BALLON CHARLATTE 1000 L	2016	
DEBITMETRE	2019	
DEBITMETRE PRODUCTION DN 200	2019	
POMPE 6 - KSB ETABLOC G25-20222 - 10 M3H A 35 M -	2016	
TRAITEMENT		
ANALYSEUR EN CONTINU ALLDOS CONEX 350	2018	
ST 03 - FACTURE		
CHÂTEAU D'EAU		
DISJONCTEUR GENERAL	2019	
ECLAIRAGE	2019	
SATELLITE DE TELEGESTION WIT 5120	2012	
SONDE PIEZOMETRIQUE ENDRESS-HAUSER	2019	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.

ANNEXES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.1 La facture 120 m³

BIGANOS	m³	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
Production et distribution de l'eau			**99,64**	**104,48**	**4,86%**
Part délégataire			**51,89**	**53,76**	**3,60%**
Abonnement			15,44	16,00	3,63%
Consommation	120	0,3147	36,45	37,76	3,59%
Part communale			**38,80**	**42,80**	**10,31%**
Abonnement			13,00	13,00	0,00%
Consommation	120	0,2483	25,80	29,80	15,50%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	**120**	**0,0660**	**8,95**	**7,92**	**-11,51%**
Collecte et dépollution des eaux usées			**287,44**	**228,30**	**-20,57%**
Part délégataire			**117,30**	**121,16**	**3,29%**
Abonnement			11,70	12,08	3,25%
Consommation	120	0,9090	105,60	109,08	3,30%
Part syndicale			**170,14**	**107,14**	**-37,03%**
Abonnement			44,14	44,14	0,00%
Consommation	120	0,5250	126,00	63,00	-50,00%
Organismes publics et TVA			**109,00**	**103,35**	**-5,18%**
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3300	39,60	39,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2500	30,00	30,00	0,00%
TVA			39,40	33,75	-14,34%
TOTAL € TTC			**496,08**	**436,13**	**-12,08%**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.2 Les données consommateurs par commune

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
BIGANOS						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	10 178	10 422	10 615	10 823	11 043	2,0%
Nombre d'abonnés (clients)	4 718	4 765	4 908	4 952	5 093	2,8%
Volume vendu (m3)	548 433	524 750	557 040	584 078	544 208	-6,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.3 La qualité de l'eau

6.3.1 L'eau produite et distribuée

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- ✔ les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- ✔ les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

• *Conformité des prélèvements*

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégataire		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	28	28	20	20	48	48
Physico-chimie	12	12	3	3	15	15

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégataire	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégataire
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

• *Conformité des paramètres analytiques*

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité[1] :

[1] Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	**Conformité aux limites / Respect des Références**	**Nb total de résultats d'analyses**	**Conformité aux limites / Respect des Références**
Paramètres soumis à Limite de Qualité				
Microbiologique	56	56	38	38
Physico-chimique	314	314	3	3
Paramètres soumis à Référence de Qualité				
Microbiologique	84	83	78	78
Physico-chimique	300	299	124	124
Autres paramètres analysés				
Microbiologique				
Physico-chimique	180			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

6.3.2 Nombre de résultats et conformité des analyses sur l'eau produite et distribuée par entités réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PC - Forage Les tuileries

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
E.Coli /100ml	0		0	1	n/100ml	<= 20000
Entérocoques fécaux	0		0	1	n/100ml	<= 10000
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	3.18	3.18	3.18	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	
Hydrogénocarbonates	140	140	140	1	mg/l	
pH à température de l'eau	7.9	7.9	7.9	1	Unité pH	
pH d'équilibre à 20°C	7.97	7.97	7.97	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	6.8	6.8	6.8	1	Unité pH	
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	11.5	11.5	11.5	1	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.8	10.8	10.8	1	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	1	mg/l Pt	<= 200
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		0	1	Qualitatif	
Turbidité	0	0	0	1	NFU	
Hydrocarbure dissous (indice)	0	0	0	1	mg/l	<= 1
Température de l'eau	19.5	19.5	19.5	1	°C	<= 25
Température de mesure du pH	20.1	20.1	20.1	1	°C	
Fer dissous	20	20	20	1	µg/l	
Fer total	20	20	20	1	µg/l	
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	
Calcium	34	34	34	1	mg/l	
Chlorures	24	24	24	1	mg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	345	345	345	1	µS/cm	
Magnésium	5.3	5.3	5.3	1	mg/l	
Potassium	2.3	2.3	2.3	1	mg/l	
Silicates (en mg/l de SiO2)	15	15	15	1	mg/l	
Sodium	22	22	22	1	mg/l	<= 200
Sulfates	5.5	5.5	5.5	1	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.56	0.56	0.56	1	mg/l C	<= 10
Oxygène dissous	0.4	0.4	0.4	1	mg/l	
O2 dissous % Saturation	4.6	4.6	4.6	1	%sat.	>= 30
Ammonium	0.072	0.072	0.072	1	mg/l	<= 4
Nitrates	0	0	0	1	mg/l	<= 100
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0	0	1	mg/l	
Nitrites	0	0	0	1	mg/l	
Phosphore total (en P2O5)	0	0	0	1	mg/l P2O5	
Antimoine	0	0	0	1	µg/l	
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 100
Bore	21	21	21	1	µg/l	
Cadmium	0	0	0	1	µg/l	<= 5
Fluorures	95	95	95	1	µg/l	
Nickel	0	0	0	1	µg/l	
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Benzène	0	0	0	1	µg/l	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

UP - usine les tuileries

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	10	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	10	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		1	9	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	9	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	10	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	2	mg/l CO3	
CO2 libre	3.27	3.525	3.78	2	mg/l CO2	
Ecart pH initial et pHéq	0.16	0.16	0.16	1	Unité pH	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	2	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	140	140	140	2	mg/l	
pH à température de l'eau	7.8	7.85	7.9	2	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre à 20°C	7.97	7.98	7.99	2	Unité pH	
pH mesuré au labo	7.8	7.951	8.03	9	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	2	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	11.3	11.54	11.8	5	°F	
Titre Hydrotimétrique	10.4	10.58	10.9	5	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	6	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0	0	5	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	6	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	6	Qualitatif	
Turbidité	0	0.121	0.26	9	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	16.8	18.96	21.6	10	°C	<= 25
Température de mesure du pH	17	18.42	19.9	5	°C	
Fer total	24	27.8	30	5	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Calcium	33	33.5	34	2	mg/l	
Chlorures	24	24.6	25	5	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	310	320.444	343	9	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	5.1	5.1	5.1	2	mg/l	
Potassium	2.2	2.25	2.3	2	mg/l	
Sodium	21	21.5	22	2	mg/l	<= 200
Sulfates	4.9	5.14	5.3	5	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0	0.458	0.62	6	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	0	0	5	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0	0	5	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	5	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	2	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Baryum	0.02	0.025	0.03	2	mg/l	<= 0.7
Bore	21	23	25	2	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0	0	0	2	µg/l	<= 50

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Fluorures	93	101.5	110	2	µg/l	<= 1500
Mercure	0	0	0	2	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	2	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	2	µg/l	<= 3
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	2	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	2	µg/l	
Activité alpha totale	0	0	0	1	Bq/l	
Activité béta résiduelle	0.03	0.03	0.03	1	Bq/l	
Activité béta totale	0.092	0.092	0.092	1	Bq/l	
Dose totale indicative	0	0	0	1	mSv/an	<= 0.1
Radon 222	0	0	0	1	mBq/l	<= 100000
Tritium (activité due au)	0	0	0	1	Bq/l	<= 100
Chlore libre	0.17	0.323	0.69	10	mg/l	
Chlore total	0.17	0.341	0.69	10	mg/l	
Bromoforme	2.7	2.9	3.1	2	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	2	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	2.1	2.4	2.7	2	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0.51	0.57	0.63	2	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	5.31	5.87	6.43	2	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	2	µg/l	<= 1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

UP - usine Tagon

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	4	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		3	7	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	1		10	7	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	6	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	6	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	7	n/100ml	= 0
Carbonates	0	0	0	1	mg/l CO3	
CO2 libre	1.59	1.59	1.59	1	mg/l CO2	
Equ.Calco (0;1;2;3;4)	2		2	1	Qualitatif	[1 - 2]
Hydrogénocarbonates	120	120	120	1	mg/l	
pH à température de l'eau	8.1	8.1	8.1	1	Unité pH	[6,5 - 9]
pH d'équilibre à 20°C	8.09	8.09	8.09	1	Unité pH	
pH mesuré au labo	8.02	8.126	8.2	7	Unité pH	[6,5 - 9]
Titre Alcalimétrique	0	0	0	1	°F	
Titre Alcalimétrique Complet	10.2	10.4	10.5	3	°F	
Titre Hydrotimétrique	9.6	9.803	10.1	3	°F	
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	3	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	2.333	7	3	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	3	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	3	Qualitatif	
Turbidité	0	0.189	0.26	7	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	1	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	17	18.443	21.1	7	°C	<= 25
Température de mesure du pH	18.2	18.967	20	3	°C	
Fer total	44	45	46	3	µg/l	<= 200
Manganèse total	0	0	0	1	µg/l	<= 50
Calcium	30	30	30	1	mg/l	
Chlorures	27	27.667	28	3	mg/l	<= 250
Conductivité à 25°C	309	314.143	321	7	µS/cm	[200 - 1200]
Magnésium	5	5	5	1	mg/l	
Potassium	2	2	2	1	mg/l	
Sodium	24	24	24	1	mg/l	<= 200
Sulfates	8.9	8.933	9	3	mg/l	<= 250
Carbone Organique Total	0.42	0.45	0.48	4	mg/l C	<= 2
Ammonium	0	0.007	0.02	3	mg/l	<= 0.1
Nitrates	0	0	0	3	mg/l	<= 50
Nitrates/50 + Nitrites/3	0	0	0	3	mg/l	<= 1
Nitrites	0	0	0	3	mg/l	<= 0.1
Aluminium total	0	0	0	1	mg/l	<= 0.2
Arsenic	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Baryum	0.02	0.02	0.02	1	mg/l	<= 0.7
Bore	17	17	17	1	µg/l	<= 1000
Cyanures totaux	0.7	0.7	0.7	1	µg/l	<= 50
Fluorures	120	120	120	1	µg/l	<= 1500

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Mercure	0	0	0	1	µg/l	<= 1
Sélénium	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	1	µg/l	<= 0.5
Dichloroéthane-1,2	0	0	0	1	µg/l	<= 3
Tetra + Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	<= 10
Tétrachloroéthylène-1,1,2,2	0	0	0	1	µg/l	
Trichloroéthylène	0	0	0	1	µg/l	
Chlore libre	0.15	0.266	0.43	7	mg/l	
Chlore total	0.18	0.391	0.51	7	mg/l	
Bromates	0	0	0	3	µg/l	<= 10
Bromoforme	0.1	0.1	0.1	1	µg/l	
Chloroforme	0	0	0	1	µg/l	
Dibromomonochlorométhane	0.17	0.17	0.17	1	µg/l	
Dichloromonobromométhane	0	0	0	1	µg/l	
Trihalométhanes totaux (4)	0.27	0.27	0.27	1	µg/l	<= 100
Benzène	0	0	0	1	µg/l	<= 1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ZD - BIGANOS

Paramètre	Mini	Moyen	Maxi	Nb d'analyse(s)	Unité	Norme
Bact et spores sulfito-rédu	0		0	12	n/100ml	= 0
Bact Revivifiables à 22°C 68h	0		300	31	n/ml	
Bact Revivifiables à 36°C 44h	0		300	31	n/ml	
Bactéries Coliformes	0		0	31	n/100ml	= 0
E.Coli /100ml	0		0	31	n/100ml	= 0
Entérocoques fécaux	0		0	31	n/100ml	= 0
pH mesuré au labo	7	7.978	8.2	31	Unité pH	[6,5 - 9]
Aspect (0 = RAS, 1 sinon)	0		0	19	Qualitatif	
Couleur apr. filtration simple	0	0.474	3	19	mg/l Pt	<= 15
Odeur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	19	Qualitatif	
Saveur (0=RAS, 1 sinon)	0		2	19	Qualitatif	
Turbidité	0	0.31	1.7	31	NFU	<= 2
Acrylamide	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Epichlorohydrine	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Température de l'eau	9.1	18.014	27	35	°C	<= 25
Température de mesure du pH	15.5	19.689	22	19	°C	
Fer total	22	51.105	150	19	µg/l	<= 200
Conductivité à 25°C	308	323.161	402	31	µS/cm	[200 - 1200]
Ammonium	0	0.009	0.038	19	mg/l	<= 0.1
Nitrites	0	0.009	0.018	2	mg/l	<= 0.5
Antimoine	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Cadmium	0	0	0	2	µg/l	<= 5
Chrome hexavalent	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Chrome total	0	0	0	2	µg/l	<= 50
Cuivre	0	0.005	0.012	4	mg/l	<= 2
Nickel	0	0	0	4	µg/l	<= 20
Plomb	0	0	0	4	µg/l	<= 10
Chlorure de vinyl monomère	0	0	0	5	µg/l	<= 0.5
Benzo(a)pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.01
Benzo(11,12)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(1,12)pérylène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Benzo(3,4)fluoranthène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Hydroca.polycycl.arom. 4sub nx	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Indéno(1,2,3-cd) Pyrène	0	0	0	2	µg/l	<= 0.1
Chlore libre	0	0.087	0.26	31	mg/l	
Chlore total	0	0.105	0.26	31	mg/l	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.4 Le bilan énergétique du patrimoine

- ***Bilan énergétique détaillé du patrimoine***

Installation de production

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
ST 01 - TAGON						
Energie relevée consommée (kWh)	53 149	77 655	77 932	48 933	52 001	6,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	547	486	537	502	534	6,4%
Volume produit refoulé (m3)	97 103	159 660	145 122	97 423	97 448	0,0%
ST 02 - TUILERIE						
Energie relevée consommée (kWh)	286 641	283 900	300 751	313 612	312 800	-0,3%
Consommation spécifique (Wh/m3)	534	589	625	553	535	-3,3%
Volume produit refoulé (m3)	537 200	482 296	481 018	566 880	584 892	3,2%

Installation de captage

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
FORAGE TAGON						
Volume pompé (m3)	104 845	162 159	150 237	100 440	100 522	0,1%
FORAGE TUILERIE						
Volume pompé (m3)	541 973	488 109	478 551	574 698	601 599	4,7%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.5 Annexes financières

- ***Les modalités d'établissement du CARE***

Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégataire prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2021 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux au sein de la Région Sud-Ouest de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, articulée depuis 2018 et le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » autour d'une logique « gLocale », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales…) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

Faits Marquants

Changement de modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, depuis l'exercice 2020 :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1er novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1er janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m3 assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance… Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein desdites plateformes).

"

1. **Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

2. **Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

✔ les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- ✔ la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

2.1. **Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- ✔ les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- ✔ un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- ✔ les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- ✔ les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

2.1.1. **Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité…). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1er janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis cette année prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

2.1.2. **Charges calculées**

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique... il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

Charges relatives au renouvellement :
Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ✔ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ✔ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ✔ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;
- ✔ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

Charges relatives aux investissements :

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- ✔ pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- ✔ pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée ;

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- ✔ pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- ✔ pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1er janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Impact des avances remboursables à taux zéro

Lorsque la Société bénéficie d'avances remboursables sans intérêts de la part d'une Agence de l'Eau pour contribuer au financement de certains travaux exécutés dans le cadre d'un contrat de DSP, un calcul spécifique est effectué depuis 2011 pour tenir compte dans le CARE de l'avantage temporaire que représente cette mise à disposition de fonds sans intérêts. Des produits spécifiques sont ainsi calculés sur le capital restant dû en début d'exercice au titre de ces avances, au taux d'intérêt de référence tel que défini ci-dessus et applicable l'année de versement initial de chaque avance. Ces produits sont ensuite portés en minoration des charges économiques calculées au titre des investissements du domaine concédé.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »…).

2.1.3. **Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

2.1.4.**Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2021 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant plus de 250 M€ de CA (27,5%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

2.2. **Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

2.2.1. **Principe de répartition**

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

2.2.2. **Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

2.3. **Autres charges**

2.3.1. **Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maitrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

2.3.2. **Participation des salariés aux résultats de l'entreprise**

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2021 au titre de l'exercice 2020.

2.4. **Autres informations**

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- ✔ inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- ✔ inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2021 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*

2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*

3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*

4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
   - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
   - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*

5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

- ***Avis des commissaires aux comptes***

La Société a demandé à un Co-Commissaire aux Comptes de Veolia d'établir un avis sur la procédure d'établissement de ses CARE. Une copie de cet avis est disponible sur simple demande de la Collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.6 Engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

6.6.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

- ***Régularisations de TVA***

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition[2], deux cas se présentent :

✔ Le nouvel exploitant est assujetti à la TVA[3] : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.

✔ Le nouvel exploitant n'est pas assujetti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

- ***Biens de retour***

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

- ***Biens de reprise***

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

[2] art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

[3] Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- ***Autres biens ou prestations***

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

- ***Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat***

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

6.6.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✔ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✔ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

- ***Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia***

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✔ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✔ des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1er janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

- ***Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat***

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents[4] affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

- ***Comptes entre employeurs successifs***

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✔ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✔ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13ème mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,….,
- ✔ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,…

[4] Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.7 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (*)



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69288.9 Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Adresse	N° SIREN
Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS	572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / *Complementary list of certified locations on appendix*

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) / *This certificate is valid from (year/month/day)* 2021-11-11 Jusqu'au / *until* 2024-11-10

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69287.8

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 9001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) */ List of certified locations on appendix(ces)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



afaq
AFNOR CERTIFICATION

Certificat
Certificate

N° 2015/69286.8 **Page 1 / 10**

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :
has been assessed and found to meet the requirements of:

ISO 14001 : 2015

et est déployé sur les sites suivants :
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) */ List of certified locations on appendix(ces)*

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour) *This certificate is valid from (year/month/day)* **2021-11-10** Jusqu'au *Until* **2024-11-09**

Julien NIZRI
Directeur Général d'AFNOR Certification
Managing Director of AFNOR Certification

Flashez ce QR Code pour vérifier la validité du certificat

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - www.afnor.org

afnor CERTIFICATION

(*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.8 Actualité réglementaire 2021

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les conséquences particulières pour votre service.

Dérèglement climatique et résilience des territoires : des nouvelles obligations importantes pour les collectivités dans le domaine de l'eau !

La Loi du 22 août 2021 portant *lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets* (dite loi *« climat et résilience »*) fait écho aux préoccupations et aux défis considérables soulevés par le dérèglement climatique pour les citoyens, les territoires et les services publics locaux.

Cette loi comporte un large éventail de dispositions comme les **diagnostics de vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations** afin d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal.

Cet objectif a par ailleurs été précisé par la loi du 25 novembre 2021 qui *vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels*. Ainsi, pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus, cette loi introduit de **nouvelles obligations en matière d'information des populations sur les risques et les mesures de sauvegarde associées** ainsi qu'un renforcement des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.

Dans le domaine de l'alimentation en eau potable, la loi *climat et résilience* pose le principe que les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation du fait de leur contribution à la lutte contre la pollution. En quelques articles, cette Loi vient renforcer l'intégration des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques et consacre ainsi l'importance stratégique de l'eau potable dans le code de l'environnement. Ainsi :

- ✔ Les masses d'eau souterraines qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable devront être identifiées. Les SDAGE (Schéma directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) devront également identifier les "zones de sauvegarde" des masses d'eau souterraines où des mesures de protection seront instituées afin de garantir la disponibilité et la qualité des ressources à long terme afin de "satisfaire en priorité les besoins de la consommation humaine".

- ✔ Les communes et EPCI compétents en eau potable devront compléter leur schéma de distribution d'eau potable par un diagnostic des ouvrages et équipements nécessaires à la distribution d'eau potable, complété d'un programme d'actions chiffrées et hiérarchisées visant à améliorer l'état et le fonctionnement des ouvrages et équipements.

En outre, **l'enjeu de la rareté de l'eau** a également donné lieu à la publication de plusieurs textes réglementaires en 2021. Notamment, un décret du 23 juin 2021 est venu préciser la gestion des situations de crise liées à la sécheresse. Ce texte vise à anticiper et prévenir les conflits d'usages susceptibles de survenir en situation de crise. Ce décret renforce la mise en place d'une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes aquatiques.

Dans l'ensemble de ces domaines, vos équipes de Veolia peuvent vous aider à définir des plans d'actions précis, réaliser des études et des diagnostics de vos ouvrages ou de votre territoire, hiérarchiser les actions en vous accompagnant particulièrement dans la méthodologie pour respecter ces nouvelles contraintes réglementaires qui s'imposent à vous dès aujourd'hui.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Crise relative à l'approvisionnement et hausse des cours des matières premières : suspension temporaire des pénalités de retards applicables.

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz, électricité etc. Leurs cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, actualisée au 29 juillet 2021, en précise les contours.

Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

Métabolites de pesticides : des nouveaux critères de gestion qui changent tout !

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de cette instruction, les Agences Régionales de Santé (ARS) renforcent progressivement le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement conduit à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires.
Cette situation nouvelle va s'amplifier au cours des prochains mois et de nombreux services d'eaux vont devoir faire face à une situation de non-conformité. En outre, pour les services concernés, cette situation de non-conformité perdurera dans le temps en raison de la persistance des métabolites de pesticides dans les ressources en eau.
Cette instruction, en renforçant le contrôle sanitaire des eaux distribuées et en nécessitant potentiellement la mise en place d'actions de préventions, de modification ou de création de traitement des eaux produites, entraîne un impact contractuel et financier certain sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia vont donc rapidement se rapprocher de vous pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les conséquences pour votre service de cette instruction dès 2022.

Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine : vers toujours plus de qualité et de services pour l'eau potable !

La Directive (2020/2184 du 16 décembre 2020) actualise celle de 1998. Elle "revalorise l'eau du robinet" au travers plusieurs évolutions majeures :

1. Elle exige de donner une information plus complète aux consommateurs sur la qualité de l'eau potable ;
2. Elle renforce les normes de qualité exigées pour l'eau potable sur de nouveaux polluants, avec une obligation de résultats sur huit nouvelles substances ;
3. Elle instaure une approche de gestion préventive des risques sanitaires, qui rend obligatoires les plans de gestion de la sécurité sanitaire des eaux. Cette approche passe par une meilleure maîtrise du patrimoine des services d'eau, et la compréhension de leur vulnérabilité ;
4. Elle vise à garantir l'accès à l'eau pour tous, notamment pour les populations vulnérables (sans abris, réfugiés, squats…),

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette directive sera transposée en droit français au plus tard le 12 janvier 2023. Cette transposition comportera un volet législatif qui donnera lieu à une ordonnance dédiée (conformément à la loi 2021-1308 du 8 octobre 2021).

Le volet réglementaire de cette transposition sera porté par un décret et une quinzaine d'arrêtés (nouveaux ou modifiés). La majorité de ces textes entreront en application au 1er janvier 2023. C'est le cas notamment des arrêtés définissant les modalités de réalisation du contrôle sanitaire par les ARS et de surveillance par la Personne Responsable de la Production et Distribution de l'Eau (PRPDE), qui est au centre de ce dispositif essentiel pour la qualité de l'eau.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service des eaux.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous, lorsque ces nouveaux textes seront publiés, pour répondre à vos différentes questions et échanger là aussi de manière approfondie sur leurs conséquences pour votre service.

Commande Publique

La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) comporte un ensemble de mesures en faveur de la prise en compte du développement durable au stade de la passation et de l'exécution des contrats de la commande publique. Essentiellement programmatique, compte tenu des délais d'entrée en vigueur différée, elle invite les personnes publiques à s'engager dès à présent dans ce mouvement.

A l'exception des mesures relatives aux Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsable (entrée en vigueur au 1er janvier 2023) les dispositions de l'article 35 de la loi entreront en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le **22 août 2026**.

La prise en compte des objectifs de développement durable ("ODD") et des caractéristiques environnementales

L'article 35 de cette loi comprend différentes mesures visant à améliorer la prise en compte du développement durable lors de la passation et l'exécution des contrats de la commande publique. Ces mesures concernent notamment :

- la prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques: l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit désormais l'obligation pour l'acheteur d'intégrer des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale au sein des spécifications techniques ;
- la prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés formalisés : le nouvel article L.2112-2-1 du Code de la commande publique comporte l'obligation de prévoir pour les marchés supérieurs aux seuils européens des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées, sauf dérogations ;
- la prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution: l'article L.2152-7 du Code de la commande publique modifié comporte désormais l'obligation de prévoir au moins un critère en matière environnementale. En pratique, cette modification interdit donc le recours au critère unique du prix ;
- la prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution : au-delà des spécifications techniques, l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit que les

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

conditions d'exécution doivent désormais prendre en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.

Le renforcement des Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER)

Cette même loi renforce le contenu et surtout la visibilité des SPASER que sont tenues d'adopter les plus grandes collectivités. Deux évolutions principales :

- Renforcement des obligations de publicité des SPASER en prévoyant qu'ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés ;
- Mention des indicateurs précis et des objectifs cibles à atteindre pour chacune de ces catégories.

Ces dispositions entreront en vigueur l**e 1er janvier 2023.**

La neutralité dans les contrats de la commande publique à l'aune de la loi confortant le respect des principes de la République

La loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a pour but de conduire les acteurs de la commande publique à introduire de nouvelles stipulations dans leurs contrats afin d'aménager le respect des principes de laïcité, de neutralité.

La loi évoque trois principes : l'égalité des usagers devant le service public, veiller au respect du principe de laïcité et au principe de neutralité du service public. Ces clauses doivent être intégrées dans tous les contrats concernés pour lesquels une consultation ou un avis de publicité est envoyé depuis l**e 25 août 2021**. Pour les contrats en cours ou pour lesquels une consultation a été lancée avant le 25 août dernier, il faut distinguer deux situations :

- Pour les contrats qui se terminent avant le 25 février 2023, ces clauses n'ont pas à être insérées ;
- Pour les contrats qui se terminent après le 25 février 2023, les acheteurs et autorités concédantes ont un an, jusqu'au 25 août 2022, pour intégrer ces clauses dans les contrats en cours.

Nouveaux seuils de procédure formalisée pour les années 2022-2023

À compter du **1er janvier 2022**, les seuils de procédure formalisée passent de :

- 139 000 € HT à 140 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 428 000 € HT à 431 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

Promotion et développement de l'innovation

Dans l'« objectif de promotion et développement de l'innovation » précédemment mobilisé pour l'expérimentation posée par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 avait prévu un dispositif expérimental pour les achats dits « innovants » offrant la possibilité de passer un marché public, y compris un marché public de défense ou de sécurité, négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, à la condition que la valeur estimée du besoin soit

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

inférieure à 100 000 € hors taxes. Ce régime dérogatoire initialement prévu pour une durée de 3 ans a été pérennisé par le décret n° 2021-1634 du 13 décembre 2021.

Interdiction des accords-cadres sans maximum

En application d'une jurisprudence européenne du 17 juin 2021, un décret du 23 août n° 2021-1111 modifie le code de la commande publique pour supprimer la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum. Une mesure qui s'appliquera à compter du 1er janvier 2022.

Marchés globaux

Le Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 portant diverses dispositions en matière de commande publique, pris pour l'application des articles 131 et 140 de loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 (Loi 'ASAP'), comporte diverses dispositions en matière de commande publique. Ce décret fixe à 10 % du montant prévisionnel du marché la part minimale que le titulaire d'un marché global, qui n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan, s'engage à confier, directement ou indirectement, à une PME ou à un artisan.

Ce décret a également pour objet de mettre en cohérence les hypothèses de dispense de jury pour l'attribution des marchés globaux avec les hypothèses de dispense de concours pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Il précise enfin le point de départ du délai de paiement du solde des marchés publics de maîtrise d'œuvre pour tenir compte du mécanisme de décompte général et définitif prévu par le nouveau cahier des clauses administratives générales applicables à ces marchés.

Six (6) nouveaux CCAG et leur fascicule (6) de 2021

En application de l'article R. 2112-2 du code de la commande publique, six arrêtés en date du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ont approuvé les nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics. Ces arrêtés portent sur les CCAG des marchés de fournitures courantes et services, les marchés industriels, les techniques de l'information et de la communication, les prestations intellectuelles, les travaux et la maîtrise d'œuvre. Pour ce dernier secteur d'activité, il s'agit d'une création.

Ces arrêtés s'appliquent aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er avril 2021. Toutefois, ils prévoient une période transitoire jusqu'au 30 septembre 2021.

L'arrêté du 30 septembre 2021 (JO du 7 octobre 2021) apporte des modifications à ces CCAG et vient donc compléter la série des arrêtés du 30 mars 2021.

L'arrêté du 7 octobre 2021 (JO du 15 octobre 2021) vient approuver sept Cahier des Clauses Techniques Générales (fascicules), dont six concernent directement les secteurs de l'eau et de l'assainissement, à savoir :

- le fascicule 70 titre I relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement à surface libre ;
- le fascicule 70 titre II relatif aux ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales ;
- le fascicule 71 relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement sous pression ;
- le fascicule 73 relatif à l'équipement d'installations de pompage d'eaux claires destinées aux consommations humaines, agricoles et industrielles ;
- le fascicule 74 relatif à la construction des réservoirs en béton et réhabilitation des réservoirs en béton ou en maçonnerie ;
- le fascicule 81 titre I relatif à l'équipement d'installations de pompage pour réseaux d'évacuation et d'assainissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Suites de la crise sanitaire

Crise relative à l'approvisionnement et hausse des cours des matières premières

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz, électricité etc. Leurs cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, actualisée au 29 juillet 2021, en précise les contours. Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

Factures d'eau, de gaz et d'électricité

Le décret n°2021-474 du 20 avril 2021 (JO du 21 avril 2021) est relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Ce décret actualise le dispositif mis en œuvre à la fin de l'année 2020 en précisant les critères que doivent satisfaire les personnes physiques ou morales de droit privé pour prétendre aux mesures d'étalement de leur facture d'eau. Ce décret précise aussi la date de fin de ces mesures de report fixées deux mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

Services publics locaux

Résilience des territoires et sécurité civile

La loi 2021-1520 du 25 novembre 2021 (JO du 26 novembre 2021) vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels. Cette loi comprend des dispositions complémentaires à la loi "climat et résilience" pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus en matière d'information sur les risques et les mesures de sauvegarde, sur les plans communaux et intercommunaux de sauvegarde. Notamment, le plan communal de sauvegarde est rendu obligatoire pour les communes soumis à un risque naturel identifié et sa mise en œuvre doit être éprouvée au moins tous les cinq ans par un exercice de crise.

Ces précédentes dispositions complètent celles portées par l'article 249 de La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) qui vise à identifier les vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal. Ces objectifs ont pour objectifs de renforcer la résilience des territoires et se traduisent par des obligations graduées au regard de l'exposition à un ou plusieurs risques naturels.

Travaux à proximité des réseaux

L'arrêté du 6 juillet 2021 (JO du 20 août 2021) fixe, pour l'année 2021, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice (www.reseaux-et-

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

canalisations.gouv.fr) référencie les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

Instruction budgétaire et comptable

L'arrêté du 9 décembre 2021 (JO du 31 décembre 2021) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

Gestion de la qualité des eaux de piscines

L'arrêté du 25 février 2021 (JO du 27 février 2021) modifie l'arrêté du 7 avril 1981 qui détaille les dispositions techniques applicables aux eaux de piscine publiques et privées à usage collectif (article D. 1332-1 du code de la santé publique). Cet arrêté décrit les modalités d'autorisation des produits ou procédés utilisés pour traiter l'eau des piscines.

Le décret 2021-656 du 26 mai 2021 (JO du 27 mai 2021) relatif à la sécurité sanitaire des eaux de piscine modifie en profondeur les normes et règles applicables à gestion de la qualité des eaux de piscines publiques et privées à usage collectif. Ses dispositions rentrent en vigueur à compter du 1er avril 2022. Ce décret est accompagné de quatre arrêtés, publiés également au JO du 27 mai 2021, à savoir :

- Un arrêté modifiant de nouveau l'arrêté du 7 avril 1981 (cf supra) relatif aux dispositions techniques applicables aux piscines
- Un arrêté relatif au contrôle sanitaire et à la surveillance des eaux de piscine
- Un arrêté relatif aux limites et références de qualité des eaux de piscine
- Un arrêté du 26 mai 2021 relatif à l'utilisation d'une eau ne provenant pas d'un réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine pour l'alimentation d'un bassin de piscine.

Le décret 2021-1238 du 27 septembre 2021 (JO du 28 septembre 2021) modifie le décret du 26 mai en précisant la notion de fréquentation maximale instantanée.

Enfin, une instruction de la Direction Générale de la Santé à destination des Agences Régionales de Santé en date du 20 octobre 2021 (mise en ligne le 31 décembre 2021) est venue préciser les conditions d'application des dispositions des précédents textes cités plus haut.

Facturation électronique

L'ordonnance du 15 septembre 2021 (Journal officiel du 16 septembre 2021) définit le cadre juridique nécessaire à la généralisation de la facturation électronique pour les transactions effectuées entre entreprises assujetties à la TVA, établies en France. Les entreprises concernées devront ainsi émettre, transmettre et recevoir des factures sous forme électronique dans leurs transactions avec d'autres assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée et transmettre les données de facturation, ainsi que les données de transaction (e-reporting des opérations transactions avec une personne non assujettie « business to customer » (B2C) et des transactions entre assujettis non domestiques et données de paiement des prestations de service) à l'administration fiscale.

L'ordonnance prévoit que, pour remplir leurs obligations, les entreprises pourront librement choisir de recourir soit à une plateforme de dématérialisation partenaire de l'administration, soit directement au portail public de facturation qui s'appuiera sur la plateforme Chorus Pro qui assure déjà l'échange dématérialisé des factures du secteur public.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'obligation d'émettre les factures sous forme électronique s'applique à compter du 1er juillet 2024 pour les grandes entités, à compter du 1er janvier 2025 pour les entités de taille intermédiaire, et du 1er janvier 2026 pour les PME.

Recouvrement

Le décret n° 2021-1322 du 11 octobre 2021 vient alléger la procédure d'injonction de payer (apposition de la formule exécutoire avant signification) et clarifier les modalités de recours à l'opposition. Les principaux changements apportés à la procédure d'injonction de payer sont les suivants:

- La requête en injonction de payer ne doit plus seulement contenir l'indication de son fondement et être accompagnée des documents justificatifs mais inclure en outre le bordereau des documents justificatifs produits à l'appui de la requête ;
- L'apposition de la formule exécutoire sur l'ordonnance d'injonction de payer dès qu'elle est rendue. Il est ainsi inutile de revenir devant le greffe. En cas de non-recours, l'ordonnance devient titre exécutoire.
- la signification doit également désormais indiquer « de manière très apparente » le délai d'opposition et les « modalités » de recours ;
- l'opposition est, quant à elle, revisitée. Elle doit indiquer, à peine de nullité, l'adresse du débiteur. L'opposition formée comme le délai pour ce faire sont, dans tous les cas (c.-à-d. indépendamment du mode de signification), suspensifs d'exécution ;
- enfin, lorsque finalement le débiteur décide de se désister de son opposition, le nouvel article 1419-1 du Code de Procédure Civile énonce que ce désistement suit les règles prévues aux articles 400 à 405, renvoyant de ce fait au droit commun de cette renonciation.

Ces dispositions sont applicables à une date fixée par arrêté du garde des Sceaux et au plus tard le 1er mars 2022.

Décret tertiaire

Décret n° 2021-1271 du 29 septembre 2021 modifiant les articles R. 174-27 et R. 174-28 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire

Décret tertiaire : précisions sur la transmission des consommations d'énergie de l'année 2020 et en cas de cessation d'activité

Dans le cadre du dispositif réglementaire de rénovation énergétique du secteur tertiaire, les articles R. 174-27 et R. 174-28 du CCH prévoient une communication à la plateforme OPERAT gérée par l'ADEME, chaque année par le propriétaire ou le preneur à bail, des données de consommation permettant d'assurer le suivi de l'obligation de réduction des dépenses énergétiques. Le gouvernement confirme les modalités particulières de transmission des données de l'année 2020. Compte tenu de la crise sanitaire qui perdure, l'envoi de ces informations peut être fait jusqu'au 30 septembre 2022 et non pas le 30 septembre 2021 tel que prévu initialement par les textes.

Service public de l'eau potable

Les ressources stratégiques en eau

La loi 2021-1104 du 22 août 2021 (JO du 24 août 2021) portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi "climat et résilience") comporte différentes dispositions en matière d'alimentation en eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Dans son article 45, cette loi pose le principe que les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation du fait de leur contribution à la lutte contre la pollution. En quelques articles, elle vient renforcer l'intégration des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques.

L'article 61 modifiant l'article L 212-1 du code de l'environnement consacre ainsi l'importance stratégique de l'eau potable dans le code de l'environnement, répondant ainsi aux préoccupations du déficit des nappes stratégiques.

Renforcement des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Les SDAGE (Schéma directeurs d'aménagement et de gestion des eaux) devront, au plus tard avant le 31 décembre 2027, identifier les masses d'eau souterraines et les aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable. Cette échéance permettra la prise en compte au sein des SDAGE de la période 2028-2033.

Les SDAGE devront également identifier les "zones de sauvegarde" des masses d'eau souterraines, si l'information est disponible, et délimiter au sein de celles-ci un périmètre où des mesures de protection sont instituées afin de garantir la disponibilité et la qualité des ressources à long terme afin de "satisfaire en priorité les besoins de la consommation humaine".

Dérogations au Schéma Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement (loi ASAP)
La loi ASAP a englobé dans la procédure d'Autorisation Environnementale les dérogations motivées au respect des objectifs des SDAGE (C. envir., art. L. 181-2, 14°). L'AE tient lieu de dérogation et la consultation du public dispense, pour le projet concerné, de la mise à la disposition du public de la liste des dérogations (C. envir., art. L. 212-1, VII).

Le décret modifie l'article R. 214-44 pour le faire concorder avec cette nouvelle disposition : sont désormais visés "les travaux destinés à prévenir un danger grave et immédiat, présentant un caractère d'urgence".
Le décret supprime également l'enquête publique pour la remplacer par une participation du public par voie électronique (CGPPP, art. R. 2111-8 et R. 2111-9).

Renforcement du Schéma de distribution d'eau potable

Les communes et EPCI compétents en eau potable doivent déterminer les zones desservies par le réseau public de distribution et dans lesquelles une obligation de desserte s'applique au sein des Schémas de distribution d'eau potable, créés par la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.
Au plus tard le **31 décembre 2024**, les Schémas de distribution d'eau potable devront comprendre, outre un descriptif détaillé :

- un diagnostic des ouvrages et équipements nécessaires à la distribution d'eau potable,
- un programme d'actions chiffrées et hiérarchisées visant à améliorer l'état et le fonctionnement des ouvrages et équipements.

Ce schéma devra également tenir compte de l'évolution de la population ainsi que des ressources en eau disponibles.
Ces dispositions s'inscrivent dans la poursuite des objectifs d'amélioration de la connaissance des réseaux et de leur efficacité en termes de rendement de réseau, issus de la loi dite "Grenelle 2" (loi n°2010-788 du 12 juillet 2010).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pour les communautés de communes, ces nouvelles obligations doivent être mises en œuvre au plus tard dans les deux ans suivant la prise de compétence obligatoire, lorsqu'elle intervient après le 1er janvier 2023. Ainsi, les communautés de communes qui ont reporté au 1er janvier 2026 la prise de compétence "eau potable" (en mettant en œuvre les dispositions dérogatoires prévues par la loi Fesneau), devront adapter leur Schémas de distribution d'eau potable au plus tard le 31 décembre 2027.

Encadrement de la déclaration de forage

L'article 64 de loi "climat et résilience" stipule que les entreprises doivent tenir un registre des forages d'eau qu'elles réalisent, quel qu'en soit l'usage, et doivent les déclarer pour le compte de leur client au maire de la commune concernée dans les trois mois suivant leur réalisation.

Gestion des risques sanitaires associés aux pesticides ou leurs métabolites

L'instruction DGS/EA4/2020/177 en date du 18 décembre 2020 (mise en ligne le 29 janvier 2021) est venue préciser les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et de métabolites de pesticides (molécules issues de la dégradation des pesticides) dans les Eaux Destinées à la Consommation Humaine (EDCH).

Depuis la publication de cette instruction, les Agences Régionales de Santé (ARS) renforcent progressivement le contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine en y intégrant des nouveaux métabolites de pesticides. Ce renforcement conduit à la détection de plus en plus fréquente de métabolites de pesticides dans les ressources en eau et/ou dans les eaux produites et distribuées et, ce, au-delà des normes réglementaires. Il s'agit d'une situation nouvelle, susceptible de perdurer au cours des mois et années à venir en raison de la persistance des métabolites de pesticides dans les ressources en eau.

La distribution d'eaux concernées par la présence de pesticides et métabolites est encadrée par l'instruction du 18 décembre 2020 qui décrit, au cas par cas, des modalités de gestion dépendant du caractère de pertinence / non pertinence attribué par l'ANSES aux métabolites observés, des concentrations analysées, et de la durée des éventuelles situations de non-conformité.

Transposition de la directive européenne 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine

La loi 2021-1308 du 8 octobre 2021 (JO du 9 octobre 2021) comporte un ensemble de dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des transports, de l'environnement, de l'économie et des finances. Notamment, cette loi prévoit que les dispositions législatives de la directive (UE) 2020/2184 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine pourront être transposées en droit français par voie d'ordonnance au plus tard le 8 janvier 2023. Cette disposition inclut les actes délégués et les actes d'exécution prévus par la directive 2020/2184.

Gestion de la rareté de l'eau

Dans le contexte du changement climatique, une série de textes réglementaires publiés en 2021 sont venus renforcer les modalités de gestion des épisodes de sécheresse et de rareté de la ressource en eau.

Le décret 2021-588 du 14 mai 2021 (JO du 15 mai 2021) crée un comité d'anticipation et de suivi hydrologique auprès du Comité national de l'eau. Ce nouveau comité est composé de 43 membres dont 14 représentants

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

de l'État et de ses établissements publics et 29 autres membres représentant les collectivités territoriales et les différents usagers de l'eau.

Le décret 2021-795 du 23 juin 2021 (JO du 24 juin 2021) porte plus spécifiquement sur la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse. Ce texte vise à anticiper et prévenir les conflits d'usages susceptibles de survenir en situation de crise. Ce faisant, il renforce les prérogatives du préfet coordonnateur de bassin pour la mise en place d'une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes aquatiques. Il simplifie aussi le classement de bassins en zone de répartition des eaux où des exigences renforcées dans la gestion des prélèvements sont applicables, en unifiant la compétence au seul niveau du préfet coordonnateur de bassin.

La circulaire du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation aux préfets de département du 22 juin 2021 (mise en ligne le 1er juillet 2021) est relative à la mise en place d'un protocole de gestion décentralisée concernant la ressource en eau dans le secteur agricole. Cette instruction octroie aux préfets de départements davantage d'autonomie et de responsabilité dans la gestion des situations de sécheresse. Selon les constats effectués durant la période estivale, cette circulaire précise les mesures d'adaptation des pratiques agricoles susceptibles de s'appliquer et les outils d'atténuation de l'impact économique des épisodes de sécheresse.

L'instruction du 27 juillet 2021 (mise en ligne le 4 août 2021) est relative à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse hydrologique. Cette instruction précise les principes à respecter dans la gestion des situations de pénurie d'eau. Elle rappelle que les mesures prises dans ces situations doivent être graduelles, temporaires et limitées à une zone géographique déterminée. Ces mesures doivent assurer l'exercice des usages prioritaires : la santé, la sécurité civile et l'approvisionnement en eau potable. Pour le reste, elles doivent concilier les autres usages dans les territoires et veiller à la solidarité amont-aval des bassins versants, dans le respect des équilibres naturels.

Utilisation des ressources non-conventionnelles dans les ICPE et IOTA

Le décret 2021-807 du 24 juin 2021 (JO du 26 juin 2021) est pris en application de la loi AGEC relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et vise à développer la mise en œuvre de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie dans les installations classées de protection de l'environnement (ICPE) et les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). En effet, ce décret demande aux industriels de justifier auprès des services de l'État, dans le cadre de leur dossier de demande d'autorisation, la conduite d'une réflexion sur la pertinence de la réutilisation des eaux usées épurées ou de l'eau de pluie dans le cadre de leurs activités et, le cas échéant, de justifier leur choix de ne pas y recourir.

Réseaux intérieurs

L'arrêté du 10 septembre 2021 (JO du 18 septembre 2021) relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau encadre désormais les pratiques concernant les réseaux d'adduction et de distribution à l'intérieur des bâtiments. L'arrêté précise les règles de distinction et de repérage des réseaux intérieurs d'eau potable de ceux transportant d'autres fluides, comme par exemple des eaux non-conventionnelles. Il fixe les modalités de vérification et d'entretien des dispositifs de protection contre les retours d'eau afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement. L'ensemble des dispositions de cet arrêté entrent en vigueur à compter du 1 janvier 2023 pour les immeubles neufs ou rénovés. Cet arrêté renvoie à un avis technique sur les équipements de protection des réseaux intérieurs publié au JO du 18 décembre 2021.

Contrôle sanitaire des Eaux Destinées à la Consommation Humaine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le décret 2021-205 du 24 février 2021 (JO du 25 février 2021) précise les modalités de transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) d'une grande partie des décisions individuelles en matière d'eau qui relevaient jusqu'à présent du ministre de la santé. Ce même décret modifie en conséquence le code de la santé publique.

L'arrêté du 25 février 2021 (JO du 27 février 2021) s'inscrit dans la continuité du décret 2021 - 205. En effet, cet arrêté précise les conditions d'agrément des laboratoires par l'ANSES pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation, des eaux minérales naturelles, des eaux de piscines et des eaux de baignade.

Gestion des proliférations de cyanobactéries

Une instruction de la Direction Générale de la Santé à destination des Agences Régionales de Santé en date du 6 avril 2021 (mise en ligne le 30 avril 2021) précise les modalités de gestion à mettre en œuvre et les recommandations sanitaires en cas de prolifération de cyanobactéries dans les eaux douces de baignade et de pêche récréative. Cette instruction se fonde sur la base des travaux de l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) publiés en 2020.

Gestion des sous-produits / déchets

- ***Déchets non dangereux***

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement

De nouvelles conditions d'élimination des déchets non dangereux pour pouvoir éliminer des déchets non dangereux dans des installations de stockage ou d'incinération, les producteurs ou détenteurs de déchets doivent justifier que ceux-ci ont fait l'objet d'un tri à la source ou d'une collecte séparée. L'élimination dans des installations de stockage de déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite ; elle est d'abord réduite de 30 % en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.

Afin de s'assurer du respect des seuils établis, une procédure de contrôle des déchets entrants est mise en place par l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

- ***Déchets - Bordereaux de suivis des déchets***

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante

Cet arrêté donne la définition du contenu du bordereau de suivi des déchets électroniques (téléservice, Trackdéchets)

Les informations ne sont pas les mêmes en fonction de s'il s'agit de déchets dangereux ou déchets POP classiques, ou de tels déchets contenant de l'amiante.

Dispositions applicables aux déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les informations à déclarer, pour chaque BSD, au système de gestion électronique des BSD de déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante sont listées à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2021.

- ***Déchets - Registre de déchets***

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Dès janvier 2022, la transmission des données de traçabilité des déchets se fera au moyen d'un outil numérique centralisé. Un registre électronique sera aussi mis en place pour les terres excavées et les sédiments. Les nouvelles informations constitutives de ces registres déchets, terres excavées et sédiments pour chaque acteur viennent d'être publiées. Les producteurs ont l'obligation de tenir un registre chronologique afin d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet.

Le site d'excavation correspond alors pour les terres excavées, à l'emprise des travaux dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux.

Sont toutefois exonérés, les personnes :
- Produisant des terres excavées lors d'une opération d'aménagement ou de construction < à 500 m3
- Produisant de sédiments issus d'une opération de dragage < à 500 m3
- Effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments < à 500 m3

- ***Déchet – Traçabilité***

Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments
Dès 2022, les données relatives aux déchets dangereux seront transmises à un registre électronique national et les bordereaux de suivi de déchets seront dématérialisés (plateforme centralisée Trackdéchets). L'identification des sociétés se fait par la base SIREN.

Cette base enregistre les données transmises par :
- les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ainsi que les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.

La gestion des déchets et des terres excavées et des sédiments qui ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation sera également traçée pour garantir l'absence d'impact environnemental et sanitaire des opérations de remblayage par ces terres.
Le site de l'excavation correspond :
- pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, ou le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'ICPE, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée,
- pour les sédiments, à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La transmission au plus tard, 7 jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

- ***Déchet - Sortie de statut de déchet***

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement

La procédure de sortie de statut de déchet désormais possible hors ICPE et IOTA. Les conditions sont :

Respect des cinq critères de sortie du statut de déchet
- les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation ;
- les procédés et techniques de traitement autorisés ;
- les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits, y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants ;
- les exigences pour les systèmes de gestion ;
- l'exigence d'une attestation de conformité.

Attestation de conformité

Tout producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet devra établir pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité comme le faisaient les exploitants d'ICPE ou de IOTA. Ils devront conserver une copie de l'attestation de conformité pendant au moins 5 ans et nouvellement pour la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Cette attestation est tenue à la disposition des autorités compétentes

Mise en place d'un système de gestion de la qualité permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité et, le cas échéant, d'accréditation.

L'arrêté du 1er avril 2021 détaille les critères de contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité, pour la sortie du statut de déchet, qui précise la fréquence du contrôle, les procédures, les procédés et les déchets ou produits qui font l'objet du contrôle, ainsi que les modalités d'échantillonnage ainsi que les modalités de conservation d'échantillons pouvant être soumis à une analyse par un tiers.
- Le contrôle est déclenché par le producteur ou le détenteur du déchet qui réalise une sortie du statut de déchet et est réalisé à ses frais.
- premier contrôle lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet
- vérification triennale du système de gestion de la qualité par un organisme accrédité pour la certification et des éléments du manuel qualité la première année
- contrôle par un tiers tous les 3 (ou 10 ans si le producteur est engagé dans une démarche de management de l'environnement) de l'opération de valorisation pour la production des déchets dangereux, terres excavées ou sédiments

Infractions pénales liées aux atteintes à l'environnement

Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (art. 279 à 297)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ont été créés 4 nouveaux délits : un délit général de pollution (L. 231-1 CE), un délit de mise en danger de l'environnement (L. 231-3 CE) et d'un délit d'Écocide (L. 231-3 CE. Le délit d'écocide est une circonstance aggravante des 2 délits précités. Ces délits sont soumis à des conditions drastiques de mise en œuvre, notamment pour caractériser la durée des atteintes (7 ans) et l'intentionnalité du délit d'écocide. Ils ne concernent que des activités encadrées administrativement et susceptibles de donner lieu à des mises en demeure.

Devraient être exclus de leur champ les délits classiques de pollution des eaux (L 216.6 CE) et des eaux marines (C. envir. , art. L. 218-73) ainsi le délit de pollution des eaux avec motalité piscicole (art. L. 432-2 CE).

Un délit de mise en danger en cas de non-respect d'une mise en demeure en matière de déchets a été également créé.

A noter que la spécialisation des juridictions en matière environnementale, la synergie entre les acteurs institutionnels et de la société civile devraient favoriser une réponse pénale plus efficace et systématique orientée vers plus de poursuites judiciaires, d'injonction à la restauration et remise en état du milieu naturel et des transactions pénales (CIIP) ce qui devrait aller dans le sens d'une meilleure prise en compte des intérêts de l'environnement.

Circulaire visant à consolider le rôle de la justice en matière environnementale Circulaire CRIM 2021-02/G3 du 11 mai 2021 - annexes à la circulaire

La circulaire détaille les apports de la loi n°2020-1672 du 24 décembre 2020 qui a créé des pôles régionaux spécialisés en matière d'environnement ainsi que la convention judiciaire d'intérêt public environnementale ; elle actualise également les orientations de politique pénale. Le renforcement de la spécialisation des juridictions est donc expliqué et il est présenté comment une réponse pénale effective et lisible sera mise en œuvre avec la recherche systématique de la remise en état et l'exercice des poursuites contre les personnes morales. Un point est fait sur la spécialisation des juridictions civiles. Les annexes de la circulaire reprennent la liste des juridictions spécialisées en matière environnementale, présentent un focus sur le référé pénal environnemental et la remise en état des lieux.

ICPE

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement (loi ASAP)

(art. 2, 6° et 14° à 20°) : Modification du contrôle périodique des installations classées DC : L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant en un exemplaire (et non plus deux), il doit désormais préciser (et donc distinguer) les points de non-conformité et de non-conformité majeure. L'organisme agréé informe le préfet ET l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures sous un délai de 1 mois à compter de la constatation des cas suivants :

- s'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai de trois mois ;
- s'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai d'un an ;
- si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.
-

L'organisme de contrôle périodique transmet chaque trimestre au préfet, au ministre chargé des installations classées et, dès lors, à l'inspection des installations classées, la liste des contrôles effectués "pendant le trimestre écoulé". Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er août 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

(art 6, 7°, 9° et 10°) : Suppression des cas de consultations obligatoires du CODERST : Le décret d'application du titre III de la loi ASAP rend les consultations concernées facultatives et une obligation d'information de l'instance est prévue lorsque cette dernière n'est pas consultée. Modifications entrées en vigueur le 1er août 2021.

(art 2 et 25°) : Autorisation environnementale : délai de délivrance de la décision permettant l'exécution anticipée des travaux fixée à 4 jours.

Transition énergétique

Energie - Neutralité carbone - Allégation environnementale

Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

L'article 12 de la loi Climat interdit d'affirmer dans une publicité qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou d'employer toute formulation de signification ou de portée équivalente, à moins que l'annonceur rende aisément disponible au public les éléments suivants (C. envir., art. L. 229-68) :

- un bilan d'émissions de gaz à effet de serre intégrant les émissions directes et indirectes du produit ou du service ;
- la démarche grâce à laquelle les émissions de gaz à effet de serre du produit ou du service sont prioritairement évitées, puis réduites et enfin compensées. La trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre est décrite à l'aide d'objectifs de progrès annuels quantifiés ;
- les modalités de compensation des émissions de gaz à effet de serre résiduelles respectant des standards minimaux définis par décret ;
- L'autorité administrative peut sanctionner le non-respect de cette interdiction et le manquement à ces obligations par une amende de 100 000 € pour une personne morale …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.9 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

Abonnement :

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

Abonnés domestiques ou assimilés :

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils. Les abonnés non domestiques ne doivent pas être confondus avec les abonnés industriels. La notion d'abonnés industriels correspond à des critères propres au règlement de service.

Capacité de production :

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m^3/jour).

Certification ISO 14001 :

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification ISO 9001 :

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

Certification ISO 22000 :

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

Certification ISO 50001 :

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

Certification OHSAS 18001 :

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

Consommateur – abonné (client) :

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

Consommation individuelle unitaire :

Consommation annuelle des consommateurs particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de consommateurs particuliers individuels et collectifs (unité : m^3/client/an).

Consommation globale unitaire :

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m3/consommateur/an).

Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

Développement durable :

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030 sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

Eau souterraine influencée :

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

HACCP :

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ✔ 0 % : aucune action ;
- ✔ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ✔ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ✔ 50 % : dossier déposé en préfecture;
- ✔ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ✔ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;
- ✔ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✔ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ✔ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : *http://services.eaufrance.fr/*

Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m3/km/jour.

Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m3/km/jour.

Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

Parties prenantes :

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics …

Prélèvement :

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

Rendement du réseau de distribution [P104.3] :

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommateurs sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012–97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min}\ (A + 0{,}2\ ILC\ ;\ 85)$$

Avec :

- ✔ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ✔ ILC : Indice Linéaire de Consommation (m^3/j/km) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- ✔ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2 Mm^3/an où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

Réseau de desserte :

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage…) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

Réseau de distribution :

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

Résultat d'analyse :

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

Taux d'impayés [P154.0] :

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

Taux de mensualisation :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

Taux de prélèvement :

Pourcentage du nombre total de clients (consommateurs particuliers, clients industriels, etc.) ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m3/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✔ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ✔ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m³/j : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ✔ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ✔ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m³/j : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de consommateurs) rapporté au nombre total de consommateurs, exprimé en pour cent.

Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

Volume consommateurs sans comptage :

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

Volume consommé autorisé :

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

Volume de service du réseau :

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

Volume mis en distribution :

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volume produit :

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.10 Attestations d'assurances

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218422** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber dans l'exercice de ses activités.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Responsabilité Civile Exploitation			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par sinistre
Responsabilité Civile Produits / Après-Livraison / Réception de travaux / Responsabilité Civile Professionnelle			
Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non)	10 000 000	EUR	Par année d'assurance

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.
Période d'assurance du 01/01/2022 au 31/12/2022

La présente attestation est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 17/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Allianz Global Corporate & Specialty SE

Allianz

Attestation d'Assurance - Risques Environnementaux

Nous soussignés, **Allianz Global Corporate & Specialty SE Succursale en France** - 1 cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex certifions par la présente que la société:

VEOLIA ENVIRONNEMENT
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

agissant tant pour son compte que pour celui de sa filiale :

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS
France

est assurée auprès de notre compagnie par la police n° **FRL00218522** garantissant les conséquences pécuniaires des risques environnementaux pouvant lui incomber du fait de l'exploitation des sites assurés et des activités garanties par ce contrat.

Les garanties s'exercent dans le respect de la législation locale et à concurrence des montants ci-après qui s'entendent par sinistre et pour l'ensemble des sinistres imputés à la période d'assurance, sans pouvoir excéder **10 000 000 EUR** pour la période d'assurance :

GARANTIES DE BASE :

RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTES A L'ENVIRONNEMENT	**10 000 000**	**EUR**

Il est précisé que les montants indiqués ci-dessus s'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées au contrat et forment la limite des engagements de l'Assureur, quel que soit le nombre de personnes physiques ou morales bénéficiant de la qualité d'assuré, pour l'ensemble des réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance.

Période de la police du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus.

La présente attestation est valable pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022 inclus. Elle est délivrée pour servir et valoir ce que de droit et ne saurait engager la Compagnie au-delà des clauses et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Fait à Paris La Défense, le 31/12/2021

Pour la Compagnie,

Signature de l'assureur/ of the insurer :

Signature autorisée/ Authorised signatory :

S. PERREAU
Allianz
Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet
CS 30051
92076 Paris La Défense
487 424 608 RCS Nanterre

Allianz Global Corporate & Specialty SE
Succursale en France
1 Cours Michelet - CS 30051
92076 PARIS LA DEFENSE CEDEX
487 424 608 RCS Nanterre

Siège social:
Königinstrasse 28
80802 Munich
Allemagne

Société Européenne immatriculée en Allemagne sous le N° HRB 208312
Entreprise soumise au contrôle de la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht
Graurheindorfer Strasse 108 - 53117 Bonn, Allemagne

www.agcs.allianz.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés, **GRAS SAVOYE.**, société de courtage d'assurance, n° ORIAS 07 001 707, dont le siège est sis :

Immeuble Quai 33- 33 quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX,
Agissant par délégation et pour le compte des assureurs

attestons que la société : **VEOLIA EAU – Compagnie Générale des Eaux**
21 rue la Boétie
75008 Paris.

est garantie par les polices, Dommages aux biens, Responsabilités, Pertes financières consécutives et Frais et Pertes annexes, de type « Tous Risques Sauf » Portant les numéros **2022/FR/PDBI/001 par CODEVE Insurance Company DAC,** Floor 4 - 25/28 Adelaide Road - Dublin D02 RY98 – Ireland; et d'autre part en excédent de la police émise par CODEVE, les numéros **FR00019007PR et FR00019008PR émises par XL Insurance Company SE,** 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de **XL Insurance Company SE**, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie),

*Ces contrats ont été souscrits par **VEOLIA ENVIRONNEMENT S.A.** agissant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, groupements, associations, sociétés civiles immobilières faisant partie du même groupe d'affaire, et notamment pour le compte de :*

VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
21, rue La Boétie
75008 PARIS

Ces polices en ligne garantissent l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers (en propriété ou en location), les risques locatifs, les recours des voisins et des tiers contre notamment les événements suivants :

Incendie – Explosions – Foudre – Bris de machines – Dommages électriques – Fumées – Dégâts des eaux – Tempêtes – Grêle (Dommages de grêle exclus sur le matériel roulant) – Accumulation de la neige sur les toitures – Vandalisme – Emeutes – Mouvements populaires – Malveillance – Chocs de véhicules terrestres – Chutes d'aéronefs et d'engins spatiaux – Vol – Evènements naturels – Catastrophes Naturelles en France, (art.L125-1 et suivants du code des Assurances), Actes de Terrorisme et Attentats en France, (art.L126-2 et L126-3 du code des Assurances).

et ce, aux clauses et conditions des contrats cités en référence ci-dessus.

La présente attestation est valable du **1er Janvier 2022** jusqu'au **31 Décembre 2022**, sous réserve des possibilités de suspension et/ou résiliation de la police en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le contrat ou par le Code des Assurances.

CETTE ATTESTATION CONSTITUE UNE PRESOMPTION D'ASSURANCE ET NE SAURAIT ENGAGER L'ASSUREUR AU DELA DES LIMITES DU CONTRAT AUQUEL ELLE SE REFERE.

Fait à Puteaux, le 28 Décembre 2021

GRAS SAVOYE
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1.432.600 €
Immeuble Quai 33, 33/34 Quai de Dion-Bouton
CS 70001 - 92814 Puteaux Cedex
☎ 01 41 43 50 00 - Télécopie 01 41 43 55 55
311 248 637 R.C.S NANTERRE - N° FR 61 311 248 637
Immatriculation ORIAS : 07 001 707

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SMA COURTAGE

Notre référence à rappeler dans toute correspondance :	
N° ASSURE : F18746E **N° CONTRAT : 1351.001/ 2 85834** **N° SIREN : 572 025 526**	
Pour tout renseignement contacter : **SMA SA Grands Comptes Entreprises** **8 rue Louis Armand CS 71201** **75738 Paris Cedex 15** **Tél. : 01.40.59.70.00** **Fax : 01.40.59.70.57**	**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX** **21, rue La Boétie** **75008 PARIS**

Contrat d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS

Période de validité : du 01/01/2022 au 31/12/2022

SMA SA ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle RESPONSABILITE DECENNALE OUVRAGES SOUMIS souscrit par VEOLIA ENVIRONNEMENT SA numéro **F18746E 1351.001 / 2 85834** pour l'ensemble de ses filiales.

1- PERIMETRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : Entreprise, maître d'œuvre ou fabricant-vendeur dans tous domaines d'activités et notamment dans le domaine des Services d'eau et d'assainissement, de la gestion des déchets et de l'optimisation des services énergétiques :
    - Conception, exécution, rénovation, réparation et entretien de réseaux,
    - Pose et fourniture de canalisations (travaux sur voiries) et de matériaux sur voiries (tampons, plaques, grilles et caniveaux), travaux sur voiries divers,
    - Reprise et création de réseaux VRD EU/EP/AEP, installations d'ouvrages de prétraitement d'assainissement / d'évacuation d'eaux usées (bacs à graisses, assainissement non collectif, poste de relevage, séparateurs à hydrocarbures, fosses de décantation et fosses de relevage, changement de colonnes, réseau, siphons, regards, ...)
    - Conception et exécution de branchement sur conduites publiques,
    - Fourniture et pose d'installations autonomes d'assainissement,
    - Plomberie intérieure et extérieure bâtiment (EU/EP/AEP), y compris réalisation de travaux de chaudronnerie, tuyauterie et structures métalliques,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SMA COURTAGE

- Entretien et installations techniques en aval des compteurs (eau, gaz, électricité),
- Stations de traitement d'eau, de forages et de captages,
- Réservoirs, et bassins de rétention,
- Eoliennes,
- Panneaux photovoltaïques, y compris en couverture (pose de capteurs solaires PV intégrés), production d'énergie accessoire à un ouvrage de construction par capteurs solaires,
- Réseaux de chaleur / chauffage urbain
- Réalisation de prises et de rejets d'eau avec des fondations dans l'eau
- Eclairage public et signalisations,
- Activités Spécifiques de gainages notamment des procédés « Anjou », « Phénix », « Intec assainissement » et « Intec immobilier » réalisés par les filiales TELEREP et SARP SUD OUEST.
- Maçonnerie, Plâtrerie, peinture, enduits extérieurs, enduits hydrauliques
- Fourniture / pose de poteaux et clôtures, accessoires en béton armé
- Travaux de rénovation, de réhabilitation, d'extension et de travaux neufs y compris dans le cadre de travaux de maintenance
- Ascenseurs, monte charges,
- Installations thermiques de génie climatique, VMC, d'aéraulique, conditionnement d'air à l'exclusion des techniques de géothermie
- Gestion technique Centralisée
- Electricité,
- Installation groupes électrogènes.
- Plomberie / installations sanitaires
- Isolation thermique et acoustique (calorifugeage, isolation thermique par l'extérieur, par soufflage).
- Menuiserie métallique, extérieures, menuiseries en bois
- Murs rideaux et façades industrielles
- Métallerie, serrurerie
- Fumisterie Ramonage (tubage)
- Détection incendie, intrusion
- Couverture / charpente bois,
- Ravalement de façades, protection des façades
- Calfeutrement de joint de construction
- Couverture zinguerie / carrelages et mosaïques
- Etanchéité de toitures.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SMA COURTAGE

- Revêtements textiles et plastiques,
- Ingénierie Bâtiment : Maitrise d'œuvre, études techniques TCE
- Maîtrise d'œuvre ou coordination SSI en phase conception et réalisation,
- MOE de désamiantage
- Maitrise d'œuvre d'installations photovoltaïques (puissance <1,2 MWc)
- Ingénierie Génie Civil : Etudes techniques Maçonnerie BA, VRD, sanitaires et fluides
- Etudes techniques Vitrerie Miroiterie y compris façades aluminium

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;

- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;

- aux chantiers dont le coût total de construction hors taxes tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 30 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
  - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros œuvre,
  - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros œuvre,
  - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.

- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
  - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P[1][3], ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P[2][3],
  - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
  - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
    - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P[3],
    - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEx) avec avis favorable,
    - d'un Pass'innovation « vert » en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en œuvre de par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P
(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 (Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012) sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr
(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SMA COURTAGE

2- ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant des garanties
Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code. La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.	**En Habitation :** Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.
	Hors Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances.
	En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.
Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables	**Marché d'entreprise** 1 000 000 € épuisable par année d'assurance
	Marché de maîtrise d'œuvre 350 000 € épuisable par année d'assurance
Durée et maintien des garanties : La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

3- GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792.2 du Code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code civil.

SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

SMA

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SMA COURTAGE

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par L'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à PARIS
Le 14/12/2021

Le Président du Directoire
Par délégation



SMA COURTAGE, DÉPARTEMENT COURTAGE DE SMA SA
SMA SA
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le code des assurances au capital
de 12 000 000 euros, RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand CS 71201 - 75738 PARIS CEDEX 15

www.sma-courtage.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.11 Autres annexes

Points d'eau				Arrêtés préfectoraux				
				Périmètres de protection	Autorisations de prélèvements			
Nom	**Commune**	**Profondeur (m)**	**IND. BRGM**	**Date réception**	**Date réception**	**m3/h**	**m3/j**	**m3/an**
TAGON	BIGANOS	235,00	0826-6X-0061	09/08/2007	09/08/2007	90	750	205 000
TUILERIES	BIGANOS	294,00	0826-6X-0071	09/08/2007	09/08/2007	150	2 250	615 000

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.12 Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

VIGIE COVID-19

SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES
Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



Veolia, l'IPMC (CNRS-Université Côte d'Azur), la start-up IAGE et le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM), collaborent sur l'optimisation de Vigie Covid-19, **leur solution pionnière permettant de détecter et quantifier dans des temps records la présence du SARS-CoV-2 dans les eaux usées**. Cette méthode a déjà permis de détecter et quantifier les variants alpha, bêta, gamma, puis le variant delta et depuis le variant Omicron.

Aujourd'hui utilisée de manière expérimentale en complément des données cliniques existantes, la présence du Sars-Cov-2 dans les eaux usées **a le potentiel de devenir un nouvel indicateur d'aide à la gestion de la pandémie.** Le laboratoire national de référence (LNR) vient ainsi de lancer un processus d'harmonisation et de consolidation des méthodes de surveillance, nominé par les ministères de la Santé et de la Transition écologique.

Vigie Covid-19 est la plus opérationnelle en Europe pour la quantification du SARS-CoV-2 dans les eaux usées. Grâce aux techniques de criblage PCR, elle permet **également d'identifier la présence de mutations connues issues de variants existants du virus et d'évaluer leurs concentrations**. Puis, les procédés de séquençage fournissent une identification des mutations ainsi que les proportions des différents variants.

La campagne sur le variant Omicron, réalisée par Veolia et ses partenaires au mois de décembre 2021 sur une douzaine de sites municipaux et industriels répartis en Europe, a permis de poursuivre la mise au point de la solution Vigie Covid-19 et de constater les avancées significatives suivantes :

- ✔ Il suffit de deux semaines pour lancer une campagne de suivi d'un nouveau variant ;
- ✔ Le criblage PCR d'un échantillon ne nécessite désormais que quelques heures à une journée ;
- ✔ Le séquençage d'un échantillon prend moins d'une journée sans mise au point préalable ;
- ✔ Les résultats sont exploitables dès la survenue du nouveau variant sur un territoire.

DIABOLO par VEOLIA



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".
Cette nouvelle instruction pesticides entraîne une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les régions, qui va faire émerger de nombreuses situations de non-conformités liées aux métabolites de pesticide Certains métabolites sont déjà connus, d'autres non.

Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

- ✔ Pour choisir le charbon le mieux adapté à chaque problématique locale (nature et concentration des métabolites, fluctuations saisonnières ou météorologiques, influence de la matrice de l'eau) et **choisir le meilleur charbon actif** Veolia a développé Diabolo, une solution modulaire pour en toute confiance **choisir le charbon qu'il vous faut.**
- ✔ **Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse** pour en toute sécurité choisir la meilleure solution.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

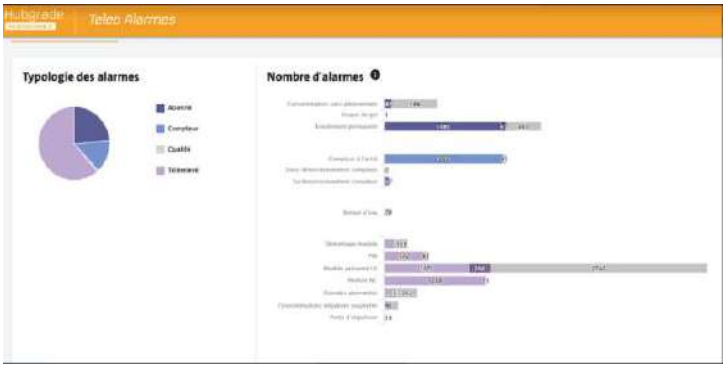


Veolia Eau poursuit le développement **de la suite logicielle TELEO pour exploiter toute la richesse du télérelevé.**

Teleo Alarmes constitue **la tour de contrôle du télérelevé**.

Ce module permet entre autres :

- ✔ de contribuer **à sécuriser la qualité de l'eau distribuée** en mettant en évidence les phénomènes de retour d'eau.
- ✔ de **garantir l'exhaustivité des recettes du service de l'eau** grâce à la détection des consommations sur points d'eau sans abonnement et des suspicions de fraude (compteurs retournés). A titre d'exemple, en 2021, sur un parc de 200 000 compteurs, 2300 "Consommations sans abonnements" ont pu être détectées et régularisées rapidement, ceci permettant de recouvrir 155 000 m3.
- ✔ D'identifier **les désordres potentiels sur les installations privées des consommateurs** grâce aux alarmes fuite - écoulement permanent et risque de gel.



En 2021, grâce aux alarmes "suspicion de fuite" poussées par mail, courriel ou courrier, **57000 fuites ont été réparées par nos consommateurs**, pour une économie globale de 3 millions de m3 (environ 1000 piscines olympiques). Un geste utile tant pour la planète que pour le portefeuille des consommateurs !

Et pendant l'hiver 2020-2021, **ce sont 23 000 consommateurs qui ont bénéficié d'une alarme "risque de gel de votre compteur"**, leur permettant de prendre les mesures nécessaires pour éviter un fâcheux désagrément.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6.13 Prévention, Santé et Sécurité

✔ **Prévention Santé Sécurité**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

VEOLIA

IMPACT EAU FRANCE

ENGAGEMENTS
PRÉVENTION SANTÉ SÉCURITÉ 2021 – 2023

Dans la continuité de nos précédents engagements en matière de prévention, je tiens à confirmer que rien n'est plus important que la santé et la sécurité des femmes et des hommes qui composent notre entreprise. Chacun d'entre nous doit pouvoir rentrer chaque soir chez soi en parfaite santé.
Cela demeure la priorité de Veolia Eau France. Notre cible est le **Zéro accident atteint de façon durable. Pour cela, il est crucial de mettre la santé et la sécurité au cœur de nos actions quotidiennes, et d'adapter nos comportements en conséquence**.

La santé et la sécurité au travail ne se résument pas à des indicateurs, des outils ou des méthodes. C'est avant tout un état d'esprit, une ambiance, une qualité de travail, et un engagement total de chacun, du management comme de l'ensemble des salariés, à chaque instant, pour soi-même comme pour les autres.

Nous le constatons depuis le début de la crise liée au COVID-19, s'occuper de sa santé et de celle des autres, c'est se protéger, protéger nos proches, et diminuer les risques d'accidents. Cette « Vigilance Partagée » englobe les pratiques durablement inscrites dans notre culture d'entreprise, dont nos rituels "2 Minutes Attitude" & "Vigilance 360°", et le strict respect de règles fondamentales de prévention du groupe.

Aujourd'hui et demain, je m'engage à prendre des mesures appropriées pour préserver la santé et la sécurité de l'ensemble des collaborateurs, de nos clients, de nos partenaires extérieurs, et des tiers. Je compte sur chacun d'entre nous pour se les approprier et les mettre en œuvre.

Mon ambition est de renforcer l'engagement de chacun et de chacune pour préserver l'intégrité physique et mentale de tous. Nos principaux leviers d'action consistent à :

- mobiliser encore davantage l'encadrement par des actions concrètes, notamment des visites terrain,
- accompagner les territoires et les services en difficulté,
- poursuivre l'intégration de la prévention dans toutes les "actions métiers", y compris les formations,
- reconnaître les comportements vertueux et sanctionner les agissements dangereux,
- promouvoir les bonnes pratiques, les remontées de presqu'accidents et de situations dangereuses.

Le déploiement global de notre démarche de prévention est de la **responsabilité de chacun,** pour soi comme pour les autres. La santé et la sécurité s'inscrivent dans notre **raison d'être**. Elles sont prises en compte comme faisant partie des éléments centraux de notre culture d'entreprise, basée sur l'**exemplarité et la solidarité sans complaisance**.

Les actions mises en œuvre les années précédentes ont permis d'engager la démarche et d'empêcher la survenance d'accidents de manière significative.
Pour atteindre le "**zéro accident**" nous devons être encore plus rigoureux et systématiques. Nous avons donc fixé d'ici 2023 les objectifs suivants :

- taux de fréquence inférieur à 4, c'est réduire le nombre d'accident de 20% par an,
- taux de gravité période (TGP) à 0,10, c'est réduire la gravité des accidents et les jours d'arrêt qui y sont associés de 20% par an et ne plus avoir d'accident avec plus de 45 jours d'arrêt,
- indice de perception des risques supérieur 40, pour éliminer le plus de causes possibles d'accident
- poursuite du développement de nos actions d'amélioration de la qualité de vie au travail.

Au-delà des aspects liés à la formation et à la technique, la démarche de prévention, santé et sécurité est avant tout une question de **comportement**. Elle repose sur le collectif et doit évoluer vers plus d'exemplarité et de vigilance bienveillante.

L'**encadrement**, à tous les niveaux, a en charge le déploiement et l'animation de cette politique à travers des plans d'actions locaux. Il doit en contrôler la mise en œuvre effective.

Les résultats obtenus contribuent à l'évaluation individuelle et collective des performances.

Ces principes doivent être partagés et appliqués par chacun d'entre nous. Leur respect n'est pas négociable.
Je veillerai personnellement au contrôle et au suivi de la performance en prévention, santé et sécurité.

Pierre RIBAUTE
Directeur Général

DocuSigned by:
Pierre Ribaute
541DAD60CA244B6...

ENGAGEMENTS PREVENTION SANTE SECURITE 2021 – 2023 DPSS – 01/06/2021

Dans le cadre de la politique du groupe Veolia Eau France « Engagements Prévention Santé Sécurité 2020-2023 », rien n'est plus important que la sécurité des femmes et des hommes au travail. C'est la priorité !

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Aujourd'hui, nos fondamentaux en matière de santé et sécurité au travail s'intègrent sur le terrain par la sensibilisation, la formation et l'habilitation de nos équipes en continu.

L'objectif est le **zéro accident de façon durable en faisant évoluer nos comportements.**

Nos principaux leviers d'action consistent à :

● mobiliser encore davantage l'encadrement par des actions concrètes, notamment des visites terrain,

● accompagner les territoires et les services en difficulté,

● poursuivre l'intégration de la prévention dans toutes les "actions métiers", y compris les formations,

● reconnaître les comportements vertueux et sanctionner les agissements dangereux,

● promouvoir les bonnes pratiques, les remontées de presqu'accidents et de situations dangereuses.

Enfin, notre démarche de prévention est particulièrement mise en avant lors de la semaine santé sécurité qui a eu lieu du 13 au 17 Septembre 2021.

✔ Analyse de conformité des équipements de travail

Diagnostic des organes en mouvement et identification des risques mécanique

Le risque mécanique avéré à proximité des équipements en mouvement, présents sur les installations de production d'eau potable et d'assainissement des Collectivités, est identifié comme l'un des « **risques majeurs** » des métiers de l'Eau.

Chaque année, la profession déplore plusieurs accidents graves, presqu'accidents graves ou potentiellement graves liés au risque machine. L'analyse de ces accidents et presqu'accidents a révélé l'existence de non-conformités sur certains équipements

Les principaux facteurs d'accidents identifiés (sources de la base de données de la Sécurité Sociale - EPICEA recensant plus de 2 000 descriptifs d'accidents du travail liés aux machines) sont :

・La mauvaise conception des machines dont les accès aux organes en mouvement ne sont pas ou mal protégés ;

・L'absence de consignation ;

・Les interventions en cours de fonctionnement

・Les modes opératoires inappropriés et/ou dangereux

・L'insuffisance de formation des opérateurs.

La Règlementation précise le cadre à respecter au regard des risques machines :

1. Décret 9340 du 11 janvier 1993 qui traite des prescriptions de sécurité des équipements de travail quelle que soit leur date de mise en service. Décret codifié dans le Code du Travail notamment au travers des Articles R4324-1 à 45.
2. Directive européenne (dite « Directive Machines ») 2006/42/CE qui fixe les exigences essentielles pour garantir un haut niveau de sécurité des équipements de travail, directive transcrite dans le Code du Travail notamment au travers des Articles suivants :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- R 4312-1 (machines neuves) et son annexe 1 fixant les règles techniques en matière de santé et sécurité, composé de 9 chapitres, parmi lesquels celui relatif aux Règles Générales.
- R 4312-2 (machines d'occasion)

Certaines de ces Règles Générales de l'annexe 1 du R 4312-1 précisent les dispositifs qui couvrent le risque mécanique, parmi lesquels :

- La séparation des sources d'énergie (consignation)
- La commande d'arrêt d'urgence
- La protection contre l'accessibilité aux organes en mouvement (protecteurs fixes, protecteurs mobiles)

VEOLIA Eau France a décidé d'engager dès 2019 une campagne nationale d'analyse de la conformité vis-à-vis des risques mécaniques précités, sur l'ensemble des installations confiées par les Collectivités. Cette campagne a eu pour objectif premier l'identification et la hiérarchisation des non-conformités relevées, et la définition d'actions correctives.

Pour effectuer ces campagnes, VEOLIA Eau a préalablement assuré une formation de ses techniciens qualifiés, visant à :

- Améliorer la connaissance des risques mécaniques sur les équipements de travail
- Connaitre les principaux moyens de protection existants
- Savoir reconnaitre les non-conformités liées aux risques mécaniques engendrés par le fonctionnement d'éléments de transmission (chaînes, courroies, engrenages, etc.) ou d'organes et d'éléments en mouvement
- Savoir réaliser un diagnostic de conformité lié à ces mêmes risques

Cette démarche a pour but de mettre en place les actions correctives, afin d'éviter la survenance de nouveaux accidents liés aux risques mécaniques.

Assurer la sécurité de nos salariés est une absolue priorité.

C'est en ce sens que des investigations ont été menées ou le seront dans les prochaines semaines sur les installations de votre Collectivité qui nous ont été confiées dans le cadre du contrat qui nous lie.

Nous ne manquerons pas de tenir le Maître d'Ouvrage parfaitement informé des éventuelles non-conformités relevées et des modalités de remise en état des équipements concernés ; et d'examiner avec lui les conditions de prise en charge financière de ces travaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ressourcer le monde

Veolia
30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers
www.veolia.com

© Médiathèque VEOLIA - François Moura © Médiathèque VEOLIA - Samuel Bigot/Andia © Médiathèque VEOLIA - Rodolphe Escher © Médiathèque VEOLIA - Alexandre Dupeyron
© Médiathèque VEOLIA - Martial Ruaud/Andia © Médiathèque VEOLIA - Christel SASSO/CAPA PICTURES © Photo par Thomas Barnick / Getty Images © Cavan Images via Getty Images

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
pour pour le contrat de
LANTON

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

suez

© Valentin Pacaut / The Explorers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 11
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 29

3.1 Le bilan hydraulique 31
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 31
3.1.2 Les volumes prélevés 31
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 32
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 33
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 33
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 34
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) 35
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 37
3.1.9 Les volumes de pointes 38
3.2 La qualité de l'eau 39
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 39
3.2.2 Le plan vigipirate 40
3.2.3 La ressource 40
3.2.4 La production 41
3.2.5 La distribution 42
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 43
3.3 Le bilan d'exploitation 44
3.3.1 La consommation électrique 44
3.3.2 Les contrôles réglementaires 44
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs 45
3.3.4 Les autres interventions sur les installations 45
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 45
3.3.6 La recherche des fuites 46
3.4 Le bilan de la relation client 47
3.4.1 Le nombre de clients 47
3.4.2 Le nombre d'abonnés 47
3.4.3 Les volumes vendus 48
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 48
3.4.5 La typologie des contacts clients 49
3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients 49
3.4.7 L'activité de gestion clients 50
3.4.8 L'encaissement et le recouvrement 50
3.4.9 Le fonds de solidarité 51
3.4.10 Les dégrèvements 52
3.4.11 La mesure de la satisfaction client 52

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable 55

4 | Comptes de la délégation 57

4.1 Le CARE 59
4.1.1 Le CARE 60
4.1.2 Le détail des produits 61
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 61
4.2 Les reversements 69
4.2.1 Les reversements à la collectivité 69
4.2.2 Les reversements de T.V.A. 69
4.3 La situation des biens et des immobilisations 70
4.3.1 La situation sur les compteurs 70
4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève 71
4.4 Les investissements contractuels 72
4.4.1 Le renouvellement 72
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 73

5 | Votre délégataire 75

5.1 Notre organisation 77
5.1.1 La Région 77
5.1.2 Nos implantations 78
5.1.3 Nos moyens humains 79
5.1.4 Nos moyens matériels 80
5.1.5 Nos moyens logistiques 80
5.2 La relation clientèle 82
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 82
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 83
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 84
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 85
5.2.5 Informer et alerter nos clients 86
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 87
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 88
5.3 Notre système de management 89
5.4 Notre démarche développement durable 94

6 | Annexes 95

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse de l'année

© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Mai	Nouvelle casse de la canalisation proximité Leader price, Fuite importante / branchement Leader price fermé pendant 1 jour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Les chiffres clés



4 519 abonnés

455 787 m³ d'eau facturée





72,1 % de rendement du réseau de distribution

4,87 m³/km/j de pertes en réseau





107,7 km de réseau de distribution d'eau potable

1,74608 € TTC/m³ sur la base de la facture 120 m³





100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	7 234	7 424	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	4 478	4 519	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	107,8	107,75	km	A
Tarification	D102.0 - Prix TTC du service au m³ pour 120 m³	1,71058	1,74608	€ TTC/m³	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	66,65	72,11	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	105	105	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0	0,13	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	7,01	5,11	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	6,79	4,87	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	6	2	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0001	0,0002	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0	0	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	11,39	9,96	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1,67	1,73	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

P151.0 et P152.1 : Tout branchement neuf est ouvert le jour de la réalisation du branchement avec pose du compteur (sauf demande spécifique du client). De plus, les mutations ne font pas l'objet de coupure d'eau. La remise en eau entre 2 clients est donc immédiate.

P155.1 – Le taux de réclamations mentionné ne tient compte que des réclamations écrites (courrier, mail).

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Finaliser les DUP périmètres de protection du forage « Cassy »
- Prévoir le diagnostic du forage de « Cassy »
- Etudier la possibilité de désinfection au chlore gazeux sur les sites de production.

ACTIVITES RESEAUX

- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.
- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable.
- Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
- Supprimer des doubles conduites.
- Supprimer de conduite en amiantes ciment.
- Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
- Supprimer des conduites génératrices de CVM.
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	01/01/2014	31/12/2023	Affermage
Avenant n°01	09/10/2014	31/12/2023	Modification des articles du contrat initial, mise à jour de la formule de révision des prix, de prestations réalisées par le Délégataire et du détail du plan prévisionnel de renouvellement
Avenant n°02	01/01/2020	31/12/2023	Avenant eau de transfert de compétence a la COBAN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune de LANTON pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Représentant
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	LANTON
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PERIGORD LIMOUSIN	F. BERNET	Directeur d'Agence	06 30 51 33 71
	M. DUBANCHET	Chargé de Contrat	06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

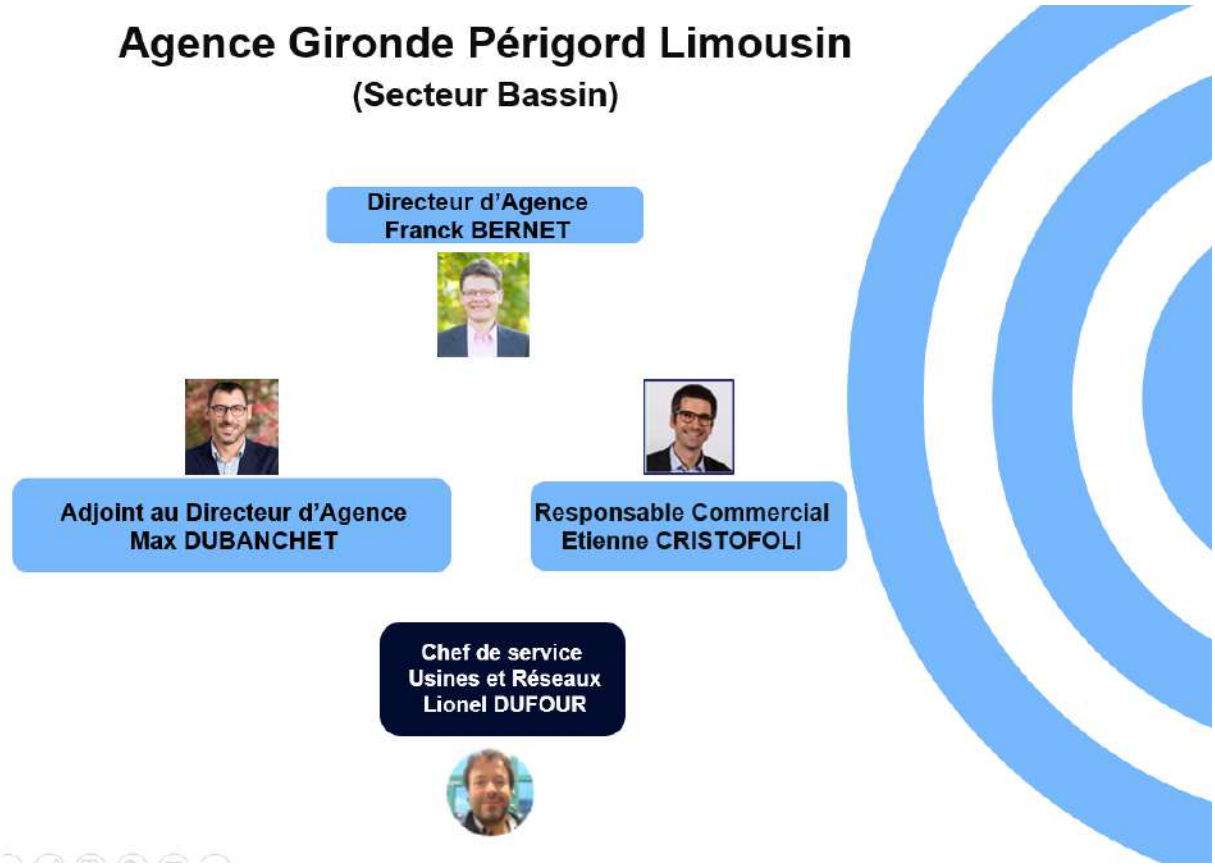
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

- Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 L'inventaire du patrimoine

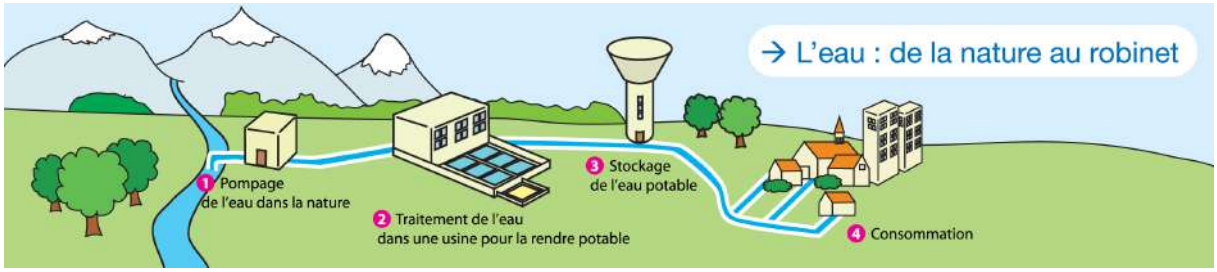
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
LANTON	AEP BLAGON	1979	1 400	m³/j
LANTON	AEP SABLIERES	1985	3 000	m³/j
LANTON	FOR+CE CASSY	1967	1 500	m³/j

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES CHATEAUX D'EAU ET RESERVOIRS**

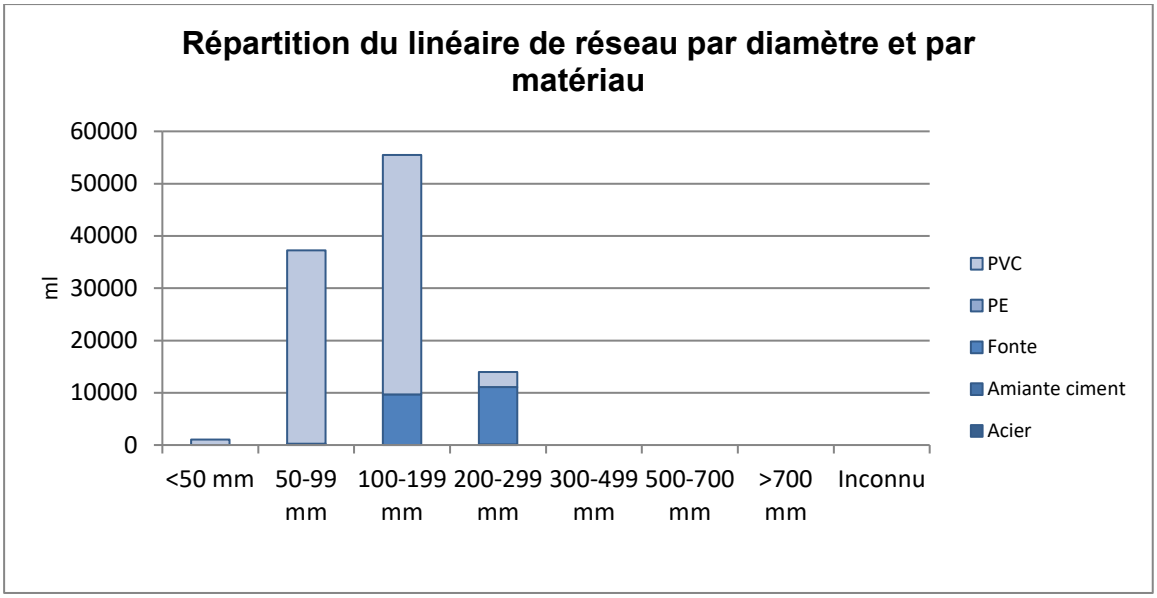
Les châteaux d'eau et réservoir disponibles au cours de l'année d'exercice dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des châteaux d'eau et réservoirs			
Commune	**Site**	**Capacité de stockage**	**Unité**
LANTON	BLAGON	200	m3
LANTON	SABLIERES	500	m3
LANTON	CASSY	1500	m3

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	1 058	-	-	-	-	1 058
50-99 mm	82	115	-	36 990	54	-	-	-	37 242
100-199 mm	9 709	-	-	45 789	-	-	-	-	55 498
200-299 mm	11 000	-	113	2 838	-	-	-	-	13 950
Total	20 791	115	113	86 675	54	-	-	-	107 748



La mise à jour des plans de réseaux se fait au fil de l'eau et en fonction de la réception des plans de récolement. Les linéaires inventoriés ne tiennent pas compte du réseau privé non rétrocédé à la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	107 877
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	653
Régularisations de plans	- 782
Situation actuelle	107 748

Le tableau ci-dessous présente les principales mises à jour effectuées sur l'année 2021 par des plans de récolements ou remontées terrains impactant le linéaire.

Type	Description	Adresse	Longueur posée (ml)	Longueur déposée (ml)
Renouvellement	Tranchée sans extraction de l'ancienne canalisation	LANTON Avenue de la LIBERATION	653.34	649.18

Ce tableau n'a pas vocation à être exhaustif. Le linéaire du réseau varie en fonction des demandes de mises à jour (réceptions de plans de récolements, retour d'information terrains, informations provenant directement de la collectivité, mise en cohérence de la base de données, intégration d'archives).

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
LANTON	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	7	7	0,0%
LANTON	Equipements de mesure de type compteur	4	4	0,0%
LANTON	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	174	174	0,0%
LANTON	Vannes	483	483	0,0%
LANTON	Vidanges, purges, ventouses	82	83	1,2%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	4 524	4 551	0,6%
Branchement eau potable total	4 524	4 551	0,6%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

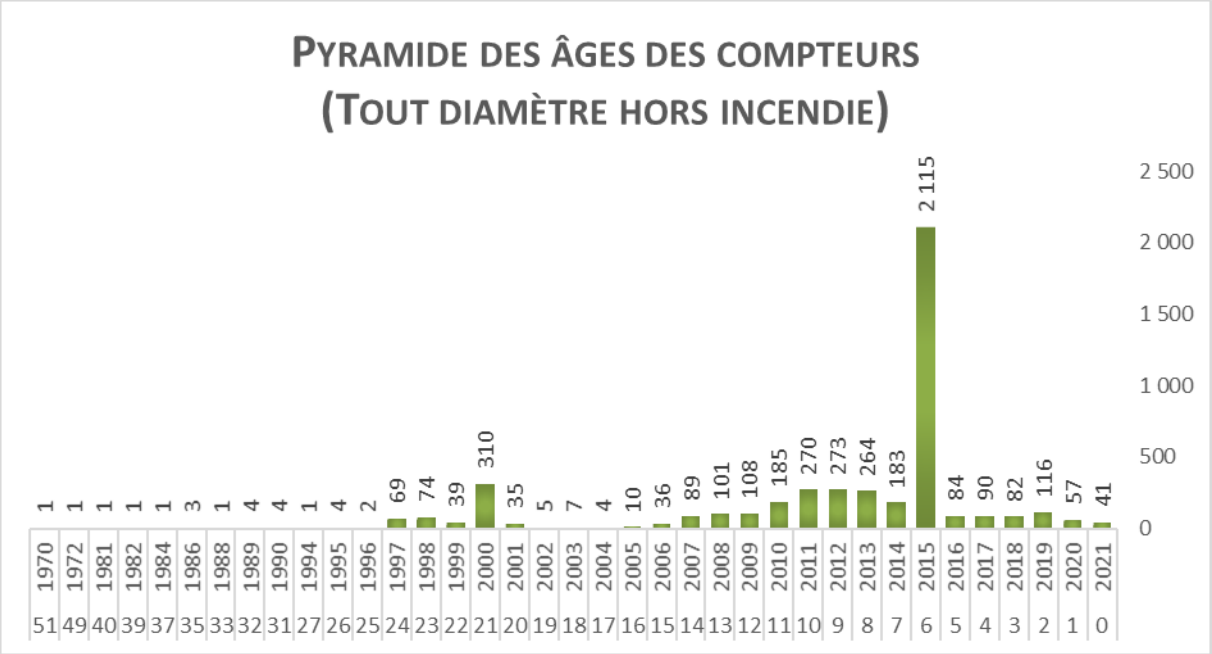
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre						
Usage	**Tranche d'âge**	**Inconnu**	**12 à 15 mm**	**20 à 40 mm**	**>40 mm**	**Total**
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	380	5	1	386
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1	46	3	50
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	746	7	-	753
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	62	-	-	62
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	529	-	-	529
Eau froide	F > 25 ans	-	22	-	-	22
Eau froide	Inconnu	1	-	-	-	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	1	4	5
Total		1	1 740	59	8	1 808

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Inconnu	-	1	0,0%
12 à 15 mm	4 572	1 740	-61,9%
20 à 40 mm	56	59	5,4%
>40 mm	8	8	0,0%
Total	4 636	1 808	-61,0%

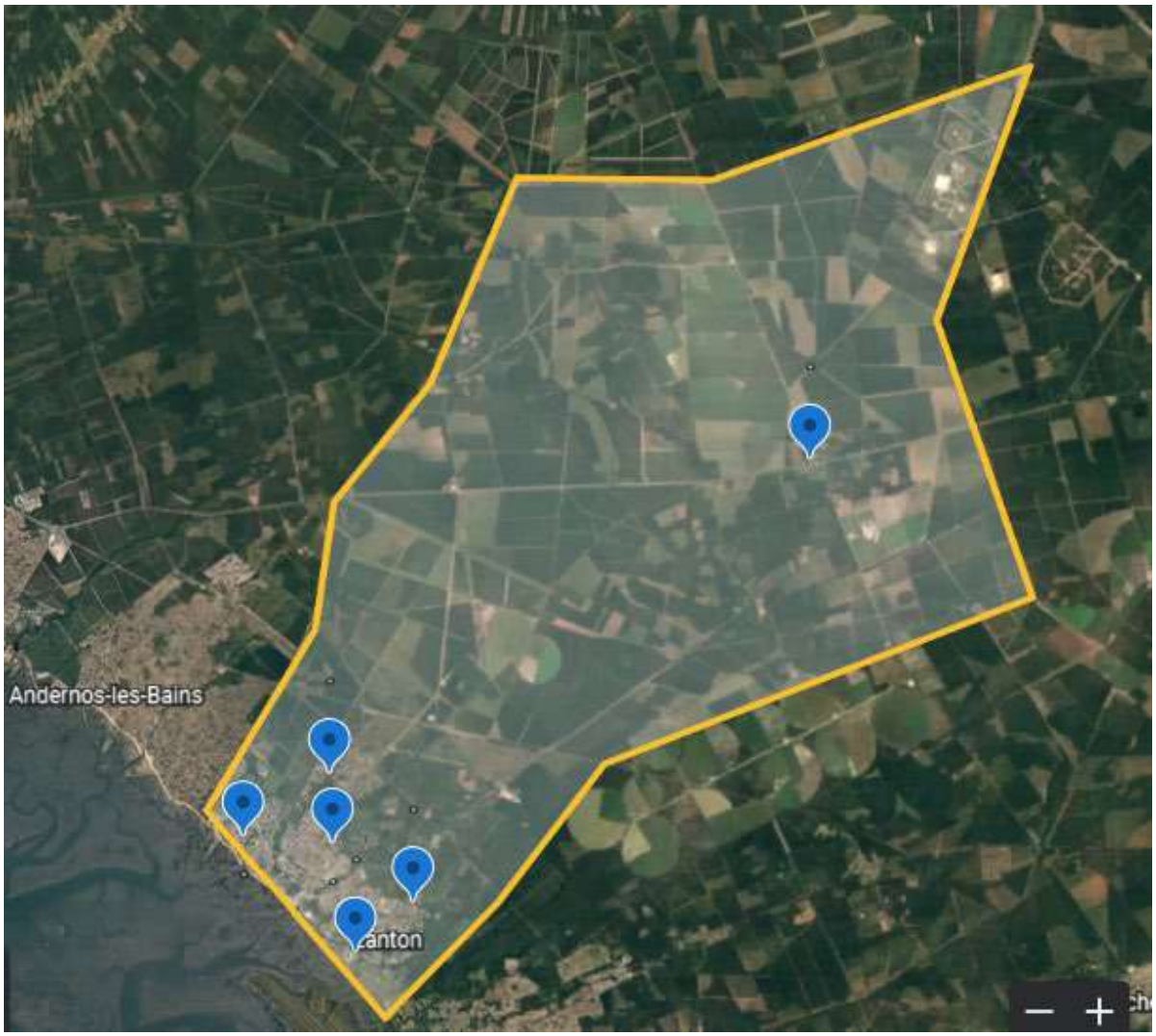
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES EQUIPEMENTS DE TELERELEVE**

La télérelève – Lanton

DEPLOIEMENT DE L'INFRASTRUCTURE DE RECEPTEURS

Au 31 décembre 2021, 6 récepteurs sont installés et supervisés sur l'ensemble du territoire :



LE DEPLOIEMENT DES EMETTEURS

Au 31 décembre 2021, 4404 compteurs sont équipés de télérelève, soit 95,6 % du parc compteurs.

La télérelève des compteurs d'eau permet de faire bénéficier aux usagers de nombreux services tels que le suivi quotidien de leur consommation, la facturation sur index réel, l'alerte fuite et l'alerte surconsommation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

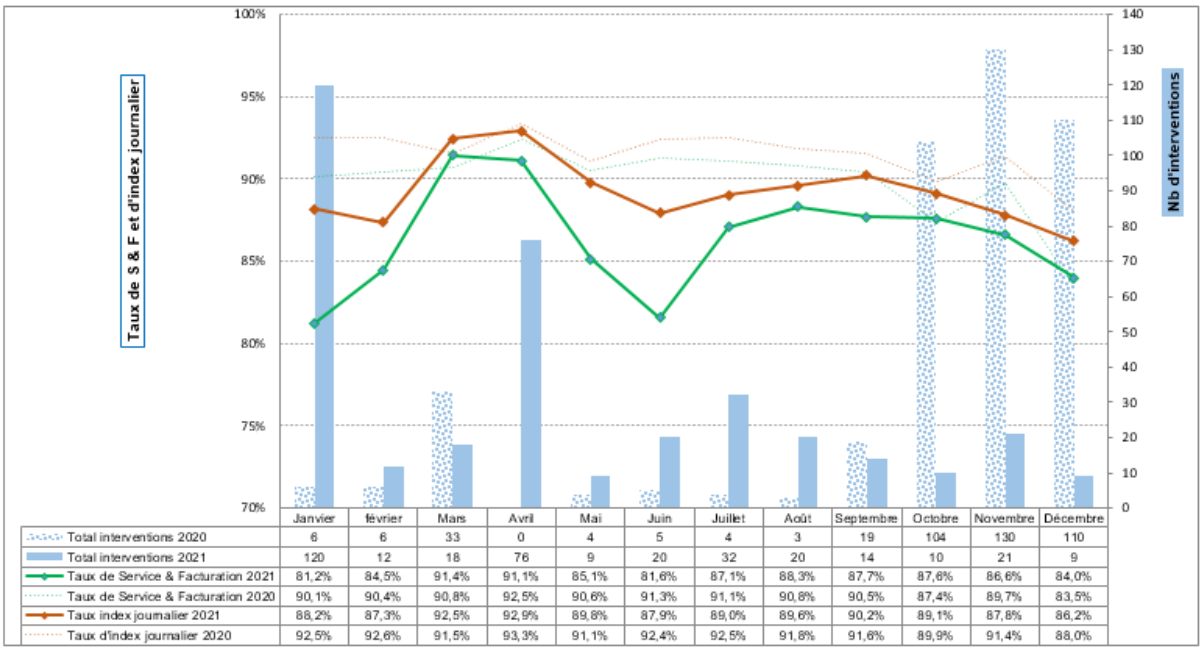
LA PERFORMANCE RADIO

On distingue 3 niveaux de performance :

- « Service et facturation » : le client dispose de l'ensemble des services associés à la télérelève, soit la facturation au réel et les services alerte fuite/surconsommation.
- « Facturation » : l'émetteur ne transmet pas assez d'index pour fournir le service alerte associé à la télérelève, mais suffisamment pour avoir une facturation au réel.
- « Données insuffisantes » : la réception des index est très faible, voire nulle. Le client ne peut bénéficier ni de la facturation au réel, ni des services associés à la télérelève.
- Table de performance émetteur :

		Nb de jours avec index sur 10 jours		
		10-8	7-1	0
Nb de jours avec index sur 30 jours	30-20	S&F	F	DI
	19-5	F	F	DI
	4-0		DI	DI

Taux de service Télérelève sur 2021 :



	Janvier	février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Total interventions 2020	6	6	33	0	4	5	4	3	19	104	130	110
Total interventions 2021	120	12	18	76	9	20	32	20	14	10	21	9
Taux de Service & Facturation 2021	81,2%	84,5%	91,4%	91,1%	85,1%	81,6%	87,1%	88,3%	87,7%	87,6%	86,6%	84,0%
Taux de Service & Facturation 2020	90,1%	90,4%	90,8%	92,5%	90,6%	91,3%	91,1%	90,8%	90,5%	87,4%	89,7%	83,5%
Taux index journalier 2021	88,2%	87,3%	92,5%	92,9%	89,6%	87,9%	89,0%	89,6%	90,2%	89,1%	87,8%	86,2%
Taux d'index journalier 2020	92,5%	92,6%	91,5%	93,3%	91,1%	92,4%	92,5%	91,8%	91,6%	89,9%	91,4%	88,0%

MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS

En 2021, 361 interventions sur les équipements télérelève ont été réalisées :

Compteur avec émetteur TéléR. enquêter	7
Compteur remplacer avec émetteur TéléR.	30
Déplacement improductif	4
Émetteur TéléR. poser (sans compteur)	93
Émetteur TéléR. renouveler (sans compteur)	210
Émetteur TéléR. reparamétrer	17
Total interventions 2021	**361**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SERVICES TELERELEVE

Alertes fuite & sur-consommation, 2 alertes aux services des abonnés :

- L'alerte surconsommation : l'abonné fixe le seuil de consommation mensuelle qu'il ne souhaite pas dépasser. Un message d'alerte lui est envoyé dans le mois lorsque ce seuil est franchi.
- L'alerte fuite : Un message d'alerte est envoyé à l'abonné par mail, SMS ou à défaut par courrier lorsque SUEZ constate une consommation continue anormale pendant 4 jours consécutifs. Si la fuite est encore en cours 3 jours après la détection, une première relance est envoyée (uniquement par Mail). Si celle-ci est encore avérée 10 jours après l'envoi de la première relance (donc 13 jours après la détection), une deuxième relance est envoyée (uniquement par Mail). A noter qu'il n'y a pas d'autres relances par la suite

Pour l'année 2021 :

- **1661** alertes Fuite ont été envoyées en 2021 pour **430** abonnés, soit en moyenne 3**,9** alertes Fuite / abonné concerné.
- **1960** alertes Surconsommation ont été envoyées en 2021 pour **344** abonnés, soit en moyenne **5,7** alertes Surconsommation / abonné concerné.

	Fuite			Total Fuite	Surconso		Total Surconso	Total général
Nombre d'alertes / Mois	COURRIER	MAIL	SMS		MAIL	SMS		
Janvier	22	43	23	88	60	41	101	189
Février	14	87	45	146	61	48	109	255
Mars	13	79	35	127	72	61	133	260
Avril	14	49	30	93	118	85	203	296
Mai	6	67	40	113	96	73	169	282
Juin	15	70	42	127	112	76	188	315
Juillet	15	97	41	153	138	104	242	395
Août	21	119	55	195	202	145	347	542
Septembre	14	120	59	193	102	71	173	366
Octobre	16	97	48	161	64	41	105	266
Novembre	24	82	46	152	53	36	89	241
Décembre	19	67	27	113	62	39	101	214
Total général	**193**	**977**	**491**	**1661**	**1140**	**820**	**1960**	**3621**

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	0
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	60
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**105**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3 Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

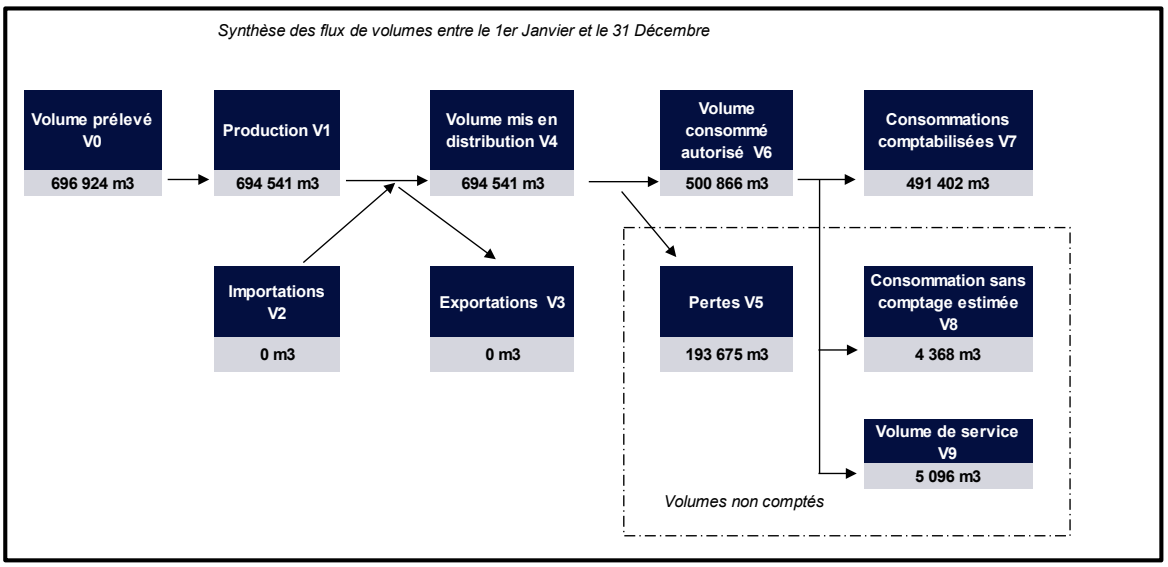
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable

Synthèse des flux de volumes entre le 1er Janvier et le 31 Décembre



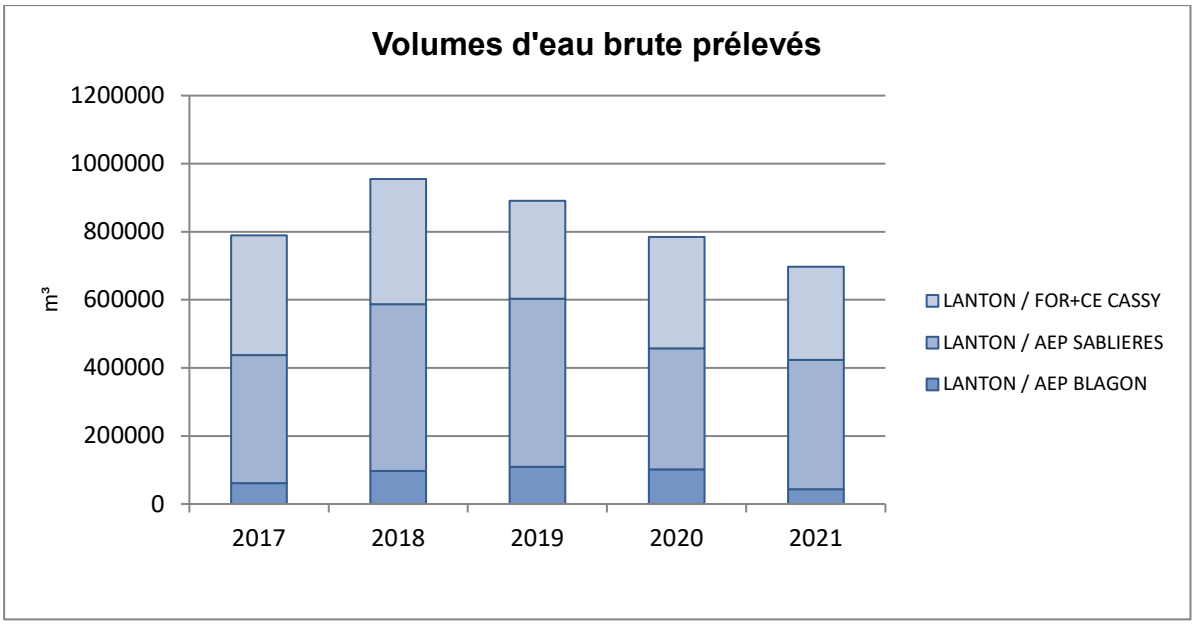
Les données utilisées dans cette synthèse sont les volumes pris sur une année civile (1er janvier au 31 décembre), seul le volume consommé autorisé est une donnée calculée. Pour cela, nous avons utilisé la méthode M3a à rendement constant.
Le rendement a été calculé avec les données de volumes sur la période entre relèves clientèles.

3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	AEP BLAGON	61 564	97 426	109 662	101 528	43 673	- 57,0%
LANTON	AEP SABLIERES	376 321	489 262	492 974	355 592	379 662	6,8%
LANTON	FOR+CE CASSY	351 656	367 736	288 003	327 656	273 590	- 16,5%
Total des volumes prélevés		789 541	954 424	890 639	784 776	696 924	- 11,2%

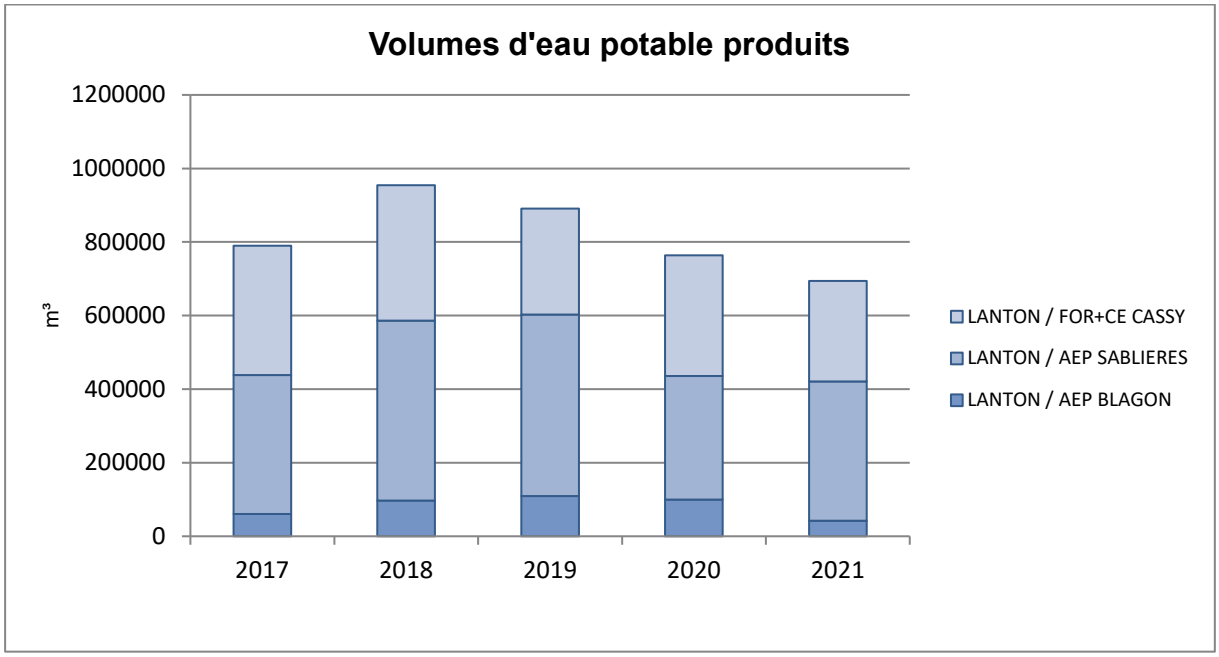
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	AEP BLAGON	60 211	97 426	109 662	99 884	42 601	- 57,3%
LANTON	AEP SABLIERES	378 553	489 262	492 974	336 077	378 350	12,6%
LANTON	FOR+CE CASSY	351 656	367 736	288 003	327 656	273 590	- 16,5%
Total des volumes produits		790 420	954 424	890 639	763 617	694 541	- 9,0%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

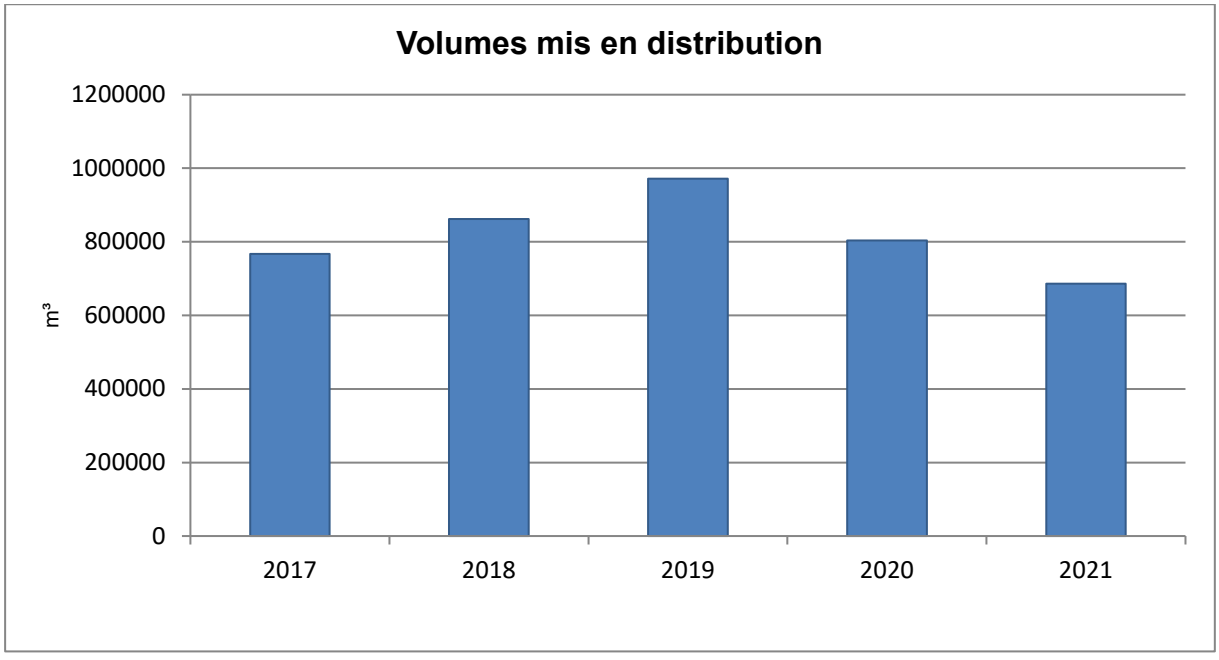
Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion). Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile, compris entre le 1/01 et le 31/12 de l'exercice concerné.

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)						
Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Total volumes eau potable produits (A)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%
Total volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

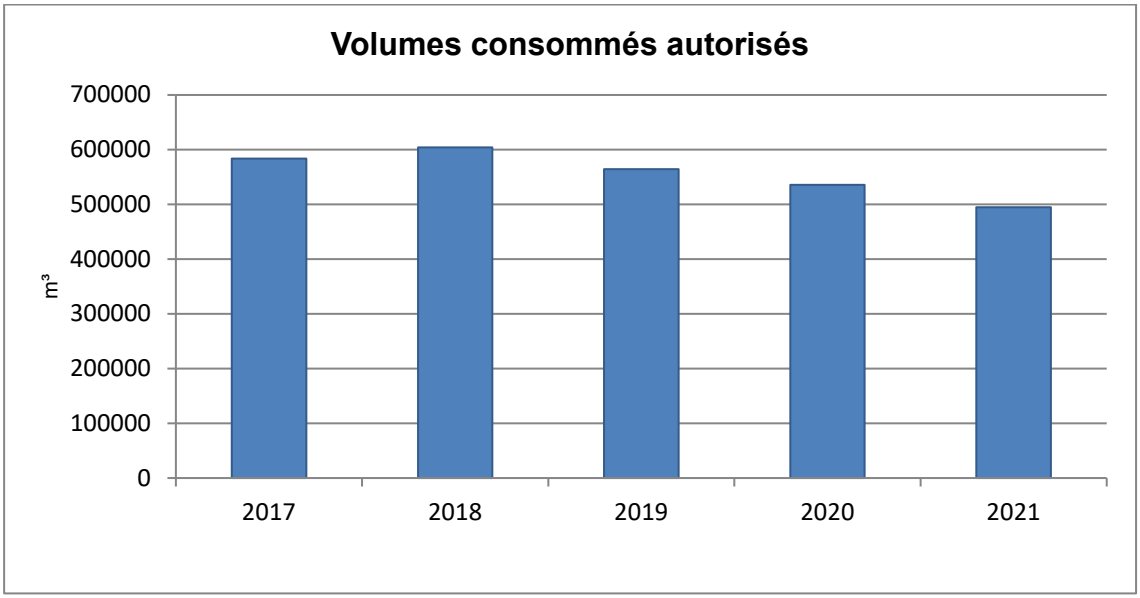
Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)

Désignation	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	575 677	596 436	555 714	527 220	485 567	- 7,9%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	575 677	596 436	555 714	527 220	485 567	- 7,9%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	1 948	1 948	3 328	3 208	4 368	36,2%
Volumes de service du réseau (G)	5 990	5 990	5 322	5 400	5 096	- 5,6%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	583 615	604 374	564 364	535 828	495 031	- 7,6%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

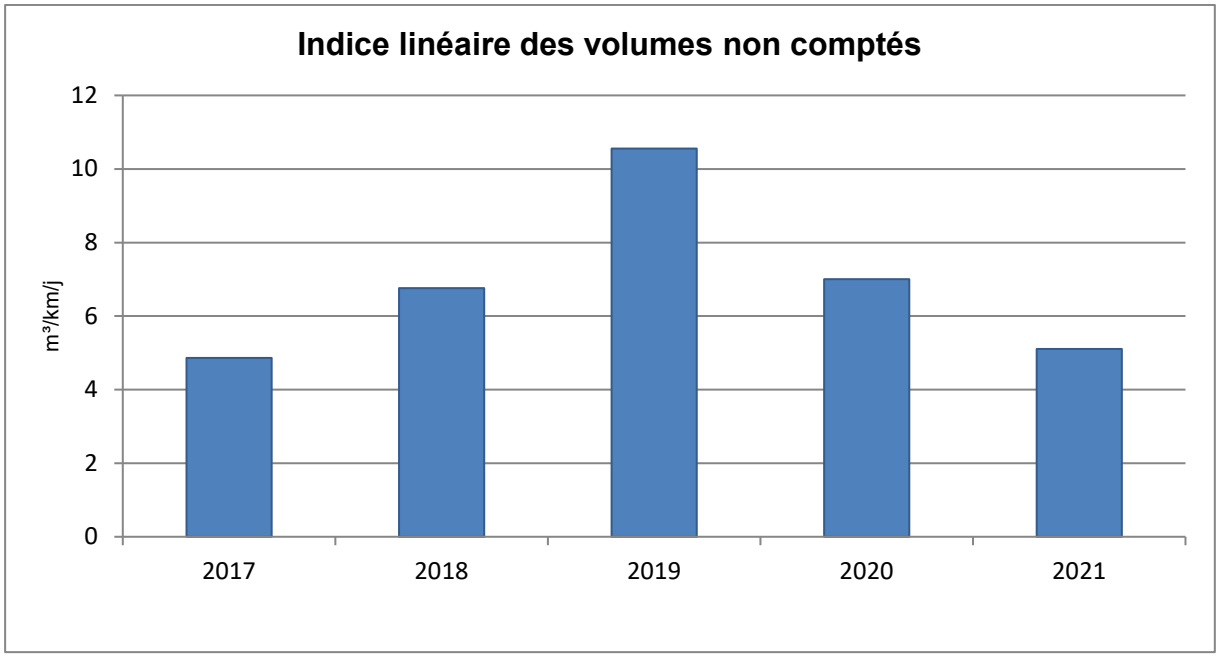
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

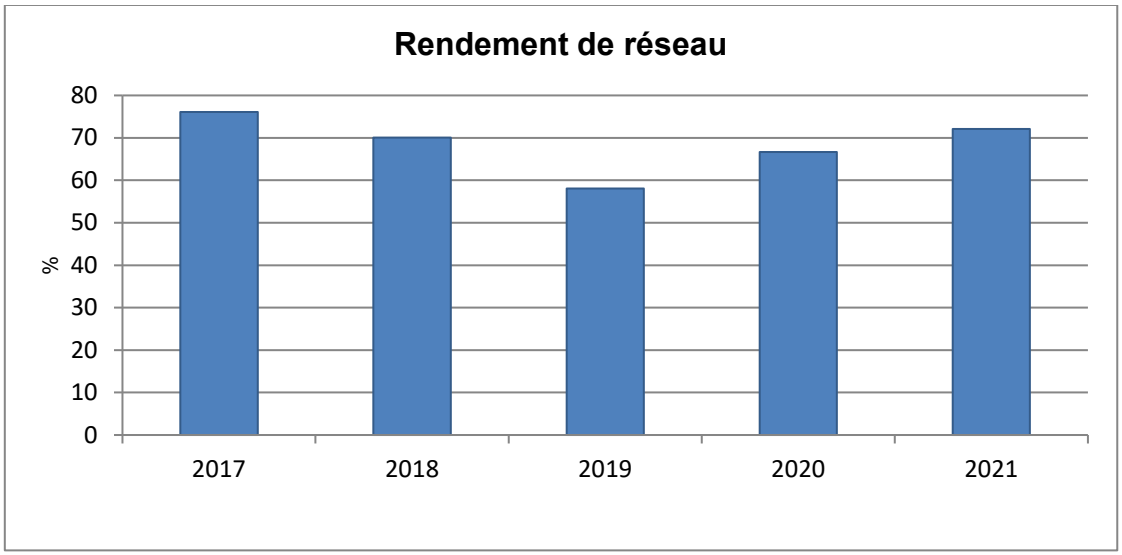
Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes mis en distribution (D)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%
Volumes comptabilisés (E)	575 677	596 436	555 714	527 220	485 567	- 7,9%
Volumes consommés autorisés (H)	583 615	604 374	564 364	535 828	495 031	- 7,6%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	183 253	257 900	406 907	268 065	191 418	- 28,6%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	191 191	265 838	415 557	276 673	200 882	- 27,4%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	107,713	107,713	107,876	107,877	107,748	- 0,1%
Période d'extraction des données (jours) (M)	365	365	365	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0	2,96	2,96	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	4,66	6,56	10,33	6,79	4,87	- 28,3%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	4,86	6,76	10,55	7,01	5,11	- 27,1%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	583 615	604 374	564 364	535 828	495 031	- 7,6%
Volumes eau potable exportés (C)	0	0	0	0	0	0,0%
Volumes eau potable produits (A)	766 868	862 274	971 271	803 893	686 450	- 14,6%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	76,1	70,09	58,11	66,65	72,11	8,2%



3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	583 615	604 373,56	564 364,02	535 828,49	495 031,32	- 7,6%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	107,7	107,7	107,9	107,9	107,7	- 0,1%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	14,8	15,4	14,3	13,6	12,6	- 7,5%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	65	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0	0	0	0	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,97	68,07	67,87	67,72	67,52	- 0,3%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	76,1	70,09	58,11	66,65	72,11	8,2%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	11-août-21
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP BLAGON	161
AEP CASSY	1078
AEP SABLIERES	2080
Total	**3318,6**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes, …) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le programme prévisionnel d'analyses 2021 :

Contrôle Sanitaire						Surveillance de l'exploitant	
Nombre d'analyses de type RP	Nombre d'analyses de type P1	Nombre d'analyses de type P1+P2	Nombre d'analyses de type D1	Nombre d'analyses de type D1+D2	Nombre d'analyses complé mentaires	Nombre d'analyses bactériolo giques	Nombre d'analyses complé mentaires
3	3	3	3	2	0	18	1

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **LA NATURE DES RESSOURCES UTILISEES**

L'eau est issue de 2 forages à l'Oligocène (forage de Blagon et forage des Sablières) et d'un forage à l'Eocène (forage de Cassy).

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).
Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Cassy	forage	1967	08265X0012	18/05/2015			Procédure en cours	non
Blagon	forage		08262X0096	20/05/2015			Procédure en cours	non
Sablières	forage	1985	08265X0080	02/07/1985	19/11/1987	09/12/1987	Procédure terminée (captage public)	oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Cassy	29/03/1966	0	Eocène (275-355)	55	1 100	400 000	Désinfection
Blagon	0	0	Oligocène	60	1 200	438 000	Désinfection
Sablières	04/10/1984	PI/PR/PE	Oligocène	200	4 000	450 000	Désinfection

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique de la ressource sont les suivants :

Statistiques sur la conformité en ressource

Contrôle	Analyse	Bulletin			Paramètre		
		Global	Non conforme	% Conformité	Global	Non conforme	% Conformité
Contrôle sanitaire	Microbiologique	3	0	100,0%	6	0	100,0%
Contrôle sanitaire	Physico-chimique	4	0	100,0%	477	0	100,0%

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production

Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	10	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	11	1	90,9%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	50	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	710	1	99,9%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : DETAIL DES PARAMETRES NON CONFORMES ET HORS REFERENCES**

Les paramètres ne respectant pas les limites de qualité définies dans le Code de la Santé Publique sur l'année civile pour la production en contrôle sanitaire et dans le cadre de la surveillance de l'exploitant sont les suivants :

Détail des paramètres non conformes et hors références									
Commune	Type de contrôle	Type	Date prélèvement	Libellé PSV	Libellé Paramètre	Valeur	Unité	Seuil Bas	Seuil Haut
LANTON	Contrôle sanitaire	Hors référence	02/06/2021	SORTIE DE LA STATION - CASSY	EQUI. CALCO-CARBONIQUE	4	sans objet	<=2	>=1

Un dépassement de la référence de qualité pour le paramètre Equilibre Calco carbonique a été mis en évidence le 2 juin à CASSY. Une contre analyse a été menée le 18 juin et n'a pas confirmé ce dépassement.

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
		Contrôle sanitaire					Surveillance				
Type	Analyses	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	18	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	20	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	90	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	279	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	28	0	100%
Physico-chimique	15	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
LANTON	AEP BLAGON	38 524	51 102	57 197	56 230	34 694	- 38,3%
LANTON	AEP SABLIERES	164 593	223 846	228 923	161 996	180 287	11,3%
LANTON	FOR+CE CASSY	153 587	133 414	114 793	137 784	118 423	- 14,1%
Total		356 704	408 362	400 913	356 010	333 404	- 6,3%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
LANTON	AEP BLAGON	Equipement électrique	armoire générale BT	13/10/2021
LANTON	FOR+CE CASSY	Equipement électrique	armoire générale BT	21/12/2021

Règles Générales d'Utilisation des Equipements de travail et des Moyens de protection

(Décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993)

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …) ;
- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …) ;
- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
LANTON	AEP SABLIERES	27/04/2021
LANTON	FOR+CE CASSY	16/11/2021

Le château d'eau de Cassy n'a pas pu être nettoyé en 2015 en raison des travaux de réhabilitation de la cuve et du dôme.

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
LANTON	AEP BLAGON	226	1	8	235
LANTON	AEP SABLIERES	272	-	24	296
LANTON	FOR+CE CASSY	218	1	17	236
LANTON	SECTO Q2 PONT DES CHEVRES	-	-	1	1
LANTON	SECTO Q3 AV DE LA REPUBLIQUE 1	1	-	4	5

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	68
RDT	88
RDT-RDICT conjointe	339
Total	495

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Appareils de fontainerie	renouvelés	-	4	0,0%
Appareils de fontainerie	réparés	7	4	-42,9%
Appareils de fontainerie	vérifiés	9	5	-44,4%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	38	32	-15,8%
Branchements	créés	29	28	-3,4%
Branchements	modifiés	5	1	-80,0%
Branchements	renouvelés	-	7	0,0%
Branchements	supprimés	1	1	0,0%
Compteurs	déposés	-	5	0,0%
Compteurs	posés	24	49	104,2%
Compteurs	remplacés	35	40	14,3%
Devis métrés	réalisés	48	40	-16,7%
Enquêtes	Clientèle	381	350	-8,1%
Fermetures d'eau	à la demande du client	3	1	-66,7%
Eléments de réseau	mis à niveau	7	7	0,0%
Remise en eau	sur le réseau	1	3	200,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	1	-	-100,0%
Réparations	fuite sur branchement	94	73	-22,3%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	9	8	-11,1%
Autres		892	853	-4,4%
Total actes		1 584	1 511	-4,6%

3.3.6 La recherche des fuites

Le tableau ci-après détaille le linéaire de réseau ayant fait l'objet d'une campagne de recherche de fuite :

La recherche des fuites						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
fuite sur réseau distribution (suite à recherche de fuite)	-	2	-	57	-	- 100,0%
Linéaire de réseau ausculté (ml)	64 777	101 162	179 152	181 153	27 924	- 84,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	4 202	4 260	4 252	4 334	4 367	0,8%
Collectivités	42	38	40	38	40	5,3%
Professionnels	74	86	107	106	112	5,7%
Total	4 318	4 384	4 399	4 478	4 519	0,9%

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	4 472	4 511	0,9%
Autres abonnés	6	8	33,3%
Total	4 478	4 519	0,9%

En 2017, la méthode de comptage du nombre d'abonnés a évolué. En effet, en 2016, le nombre d'abonné s'appuyait également sur des comptes ayant des éléments de facturation « abonnement » actifs en fin de période. Pour les comptes résiliés au cours de la deuxième période de l'année N, notre outil de gestion clientèle considérait ces comptes résiliés comme étant toujours actif n fin de période, ce qui avait pour conséquence de surestimer le nombre total d'abonnés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :

- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	429 421	439 626	391 912	374 448	376 862	0,6%
Volumes vendus aux collectivités	21 330	6 207	8 438	4 979	5 801	16,5%
Volumes vendus aux professionnels	74 711	63 282	79 309	82 484	73 124	- 11,3%
Volumes vendus aux autres clients	0	14 677	-	-	-	0,0%
Total des volumes vendus	525 462	523 792	479 659	461 912	455 787	- 1,3%

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs	
Désignation	**2021**
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	29 557
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	37 765
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	67 322

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.5 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	1 788
Courrier	262
Internet	309
Visite en agence	70
Total	2 429

3.4.6 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	581	9
Facturation	203	126
Règlement/Encaissement	383	10
Prestation et travaux	13	-
Information	1 026	-
Dépose d'index	19	-
Technique eau	204	140
Total	2 429	285

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.7 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de relevés de compteurs	493	315	-36,1%
Nombre d'abonnés mensualisés	2 480	2 554	3,0%
Nombre d'abonnés prélevés	590	602	2,0%
Nombre d'échéanciers	53	54	1,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients particuliers	9 286	9 720	4,7%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients professionnels	233	270	15,9%
Nombre de factures comptabilisées pour les clients collectivité	87	87	0,0%
Nombre total de factures comptabilisées	9 606	10 077	4,9%

3.4.8 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Montant de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois	42 013,21	38 544,12	- 8,3%
Créances irrécouvrables (€)	12 278,27	6 432,34	- 47,6%
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	-	14 547,18	0,0%
CA TTC hors travaux de l'année N -1	-	842 960,1	0,0%
Taux de créances irrécouvrables (%)	1,41	0,74	- 47,5%
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,67	1,73	3,6%

A noter qu'à partir de 2019, les données ci-dessus sont calculées uniquement sur les parts eau ou assainissement contrairement aux années passées qui ne permettaient pas de dissocier les parts eau de l'assainissement. De ce fait, les montants de créances TTC hors travaux supérieur à 6 mois entre 2018 et 2019 ne peuvent pas être comparés.

3.4.9 Le fonds de solidarité

Les données ci-dessous représentent l'activité du Fonds de Solidarité Logement sur les communes du département gérées par SUEZ Eau France.

Il s'agit d'un dispositif public de maintien du service public de l'eau et de l'assainissement pour les personnes et les familles en situation de pauvreté et de précarité. Ce dispositif est piloté par les départements.

Le FSL attribue des aides financières ponctuelles et/ou finance des mesures d'accompagnement aux ménages en difficultés. Les aides attribuées couvrent divers domaines liés au logement : l'accès, le maintien et, depuis 2005, les dépenses liées aux impayés d'énergie, d'eau ou de téléphone.

SUEZ a noué des partenariats avec différentes structures partagées de services publics, telles que la Poste, la Maison de services publics ou les Point Informations Médiation Multi-services, qui permet d'offrir un service aux personnes isolées et fragiles. Il s'agit de lieux d'accueil ouvert à tous et destiné à faciliter l'utilisation de l'ensemble des services publics (Engie, EDF, Enedis, SNCF).

Le fonds de solidarité			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de dossiers FSL	6	2	- 66,7%
Nombre de demandes d'aide FSL acceptées	2	1	- 50,0%
Montant des abandons de créance (TTC) au titre du FSL	48,47	98,23	102,7%
Montant des abandons de créance (HT) au titre du FSL	45,94	93,1	102,7%
Montant part fermière HT des abandons FSL sur la période	32,69	59,35	81,6%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT)	0	-	0,0%
Montant Total HT "solidarité"	40,94	93,1	127,4%
Montant du versement au fonds de solidarité (€ HT/m³ facturé)	0,0001	0,0002	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Nombre de demandes acceptées	39	42	7,7%
Volumes dégrévés (m³)	20 824	22 229	6,7%

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :

«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…

Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

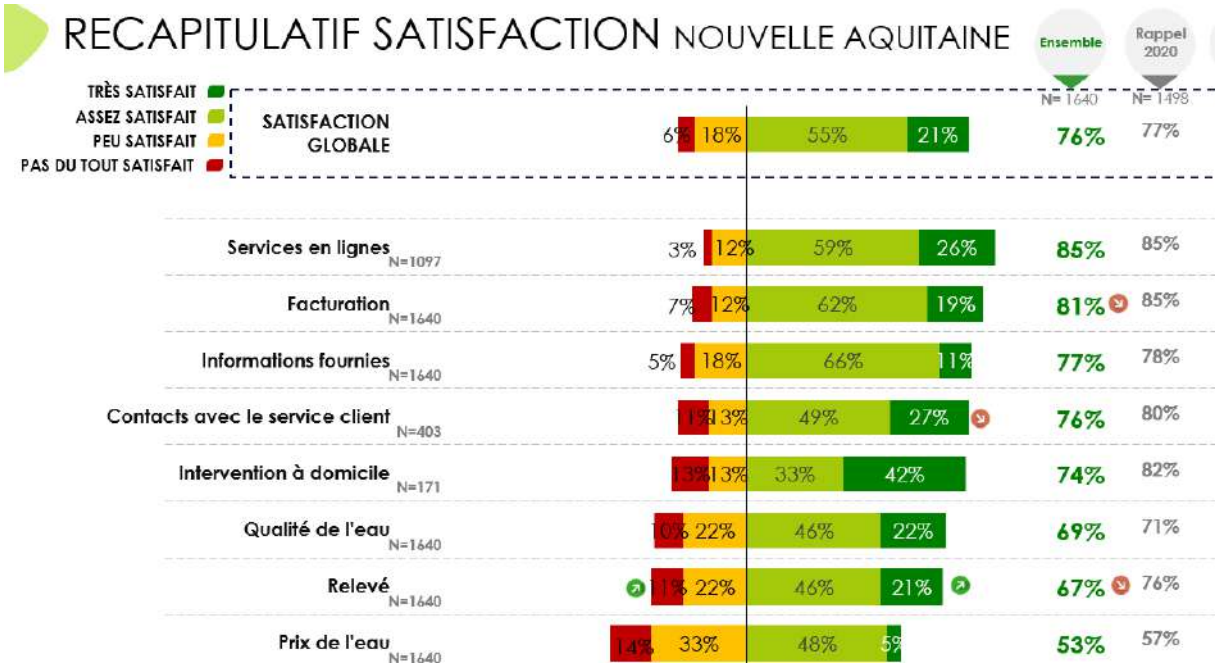
Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Stabilité de la satisfaction clients :

Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

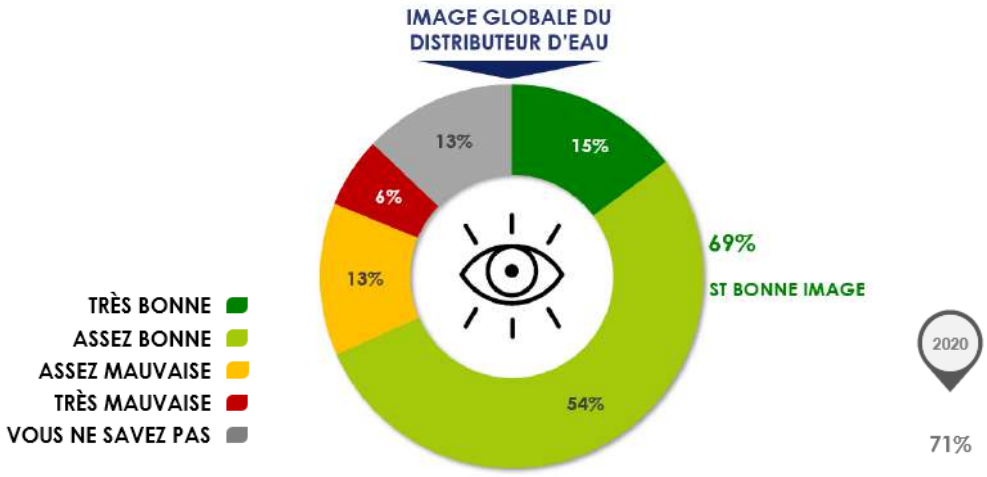
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics

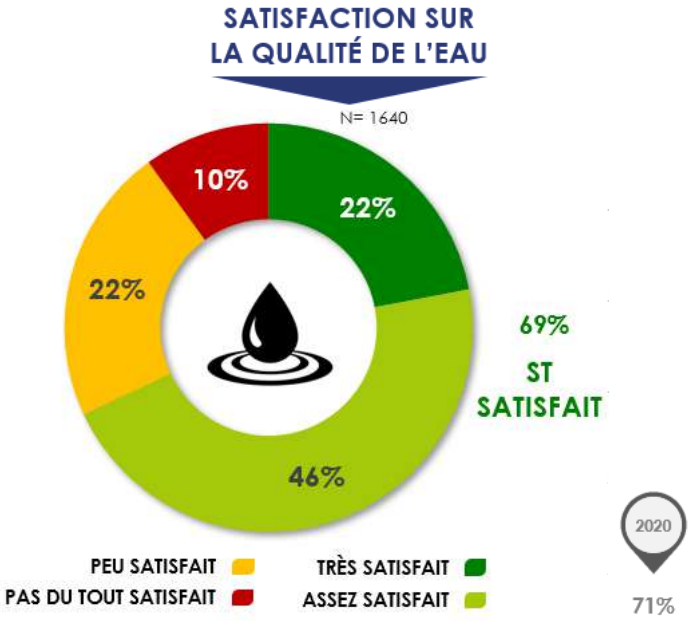


L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

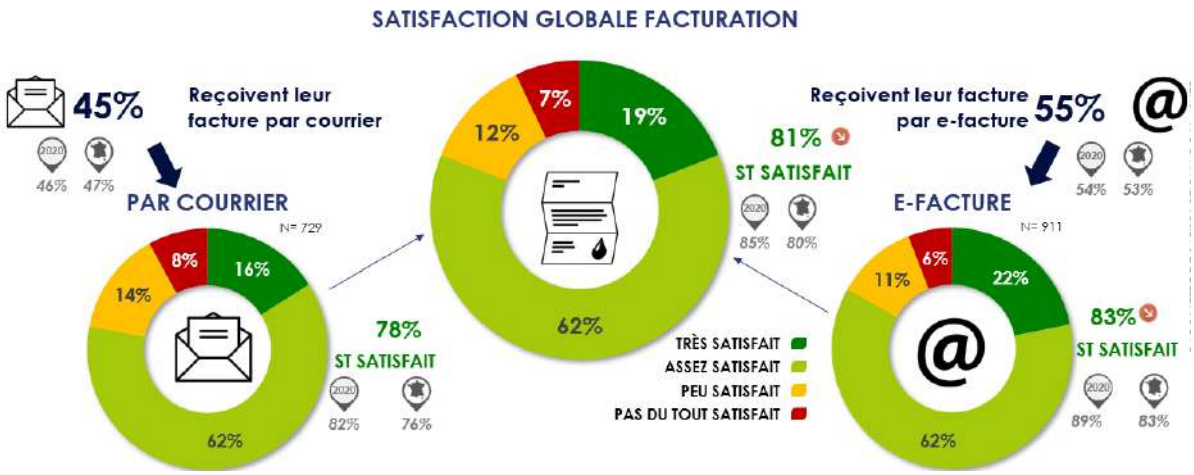
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.12 Le prix du service de l'eau potable

Les différents destinataires des sommes portées sur la facture sont :

- SUEZ Eau France en application du contrat de concession du service public de distribution d'eau,
- La collectivité au travers des redevances collectivités,
- L'État au travers de la redevance d'occupation du domaine public lorsqu'elle existe, et de la TVA,
- L'Agence de l'eau, dont les sommes perçues sont destinées à aider au financement des collectivités locales dans leurs projets de préservation et d'amélioration des ressources en eau et du milieu naturel.

Le système tarifaire est de type « binôme » : il comprend une partie fixe qui peut varier en fonction du diamètre du compteur d'eau et un prix au m³ qui peut comporter des tranches tarifaires.

- **LE TARIF**

Le tableau suivant permet de décomposer le tarif du service de l'eau.

Le tarif

Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Montant HT part fixe délégataire et collectivité (€/an/abonné)	63,76	66,14	3,7%
Montant HT part proportionnelle délégataire et collectivité (€/an/m³)	0,60975	0,6235	2,3%
Taux de la partie fixe du service (%)	46,56%	46,92%	0,8%
Prix TTC au m³ pour 120 m³	1,71058	1,74608	2,1%
Prix HT au m³ pour 120 m³	1,62142	1,655	2,1%

- **LES COMPOSANTES DU TARIF DE L'EAU**

Le tableau suivant permet de mettre en évidence la part revenant à l'ensemble des acteurs (Exploitant, Collectivité, Agence de l'Eau, TVA) en prenant pour référence la facture type.

Les composantes du prix de l'eau

Dénomination	Détail prix eau	01/01/2021	01/01/2022	N+1/N (%)
Service de l'eau - Part délégataire	Part fixe (abonnement) Contrat	53,76	56,14	4,4%
Service de l'eau - Part délégataire	Part variable (consommation) Contrat	0,3098	0,3235	4,4%
Service de l'eau - Part collectivité	Part fixe (abonnement) Contrat	10	10	0,0%
Service de l'eau - Part collectivité	Part variable (consommation) Contrat	0,3	0,3	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (lutte contre la pollution) Contrat	0,33	0,33	0,0%
Redevances Tiers	Agence de l'Eau (preservation de la ressource) Contrat	0,1503	0,1503	0,0%
Redevances Tiers	TVA Contrat	0,0892	0,0911	2,1%

- **LA FACTURE TYPE 120 M3**

La facture type 120 m3 est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**889 083**	**889 535**	**0,1%**
Exploitation du service	412 824	415 767	
Collectivités et autres organismes publics	382 953	388 807	
Travaux attribués à titre exclusif	45 701	37 182	
Produits accessoires	47 605	47 779	
CHARGES	**997 260**	**971 315**	**-2,6%**
Personnel	197 345	179 817	
Energie électrique	35 771	35 418	
Produits de traitement	1 939	2 388	
Analyses	5 661	6 328	
Sous-traitance, matières et fournitures	192 712	172 200	
Impôts locaux et taxes	3 793	2 643	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	107 341	108 128	
• télécommunication, postes et télégestion	7 833	8 232	
• engins et véhicules	13 555	10 495	
• informatique	58 365	64 777	
• assurance	2 116	2 213	
• locaux	6 359	4 409	
Ristournes et redevances contractuelles	2 069	8 536	
Contribution des services centraux et recherche	16 702	16 524	
Collectivités et autres organismes publics	382 953	388 807	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	8 834	9 010	
• fonds contractuel	20 156	20 032	
Charges relatives aux investissements			
• programme contractuel	8 640	8 813	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	4 202	3 594	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	9 142	9 077	
Résultat avant impôt	**-108 176**	**-81 780**	**24,4%**
RESULTAT	**-108 176**	**-81 780**	**24,4%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**889 083**	**889 535**	**0,1%**
Exploitation du service	412 824	415 767	0,7%
• Partie fixe facturée	223 019	250 417	
• Partie proportionnelle facturée	166 065	163 420	
• Variation de la part estimée sur consommations	23 741	1 930	
Collectivités et autres organismes publics	382 953	388 807	1,5%
• Part Collectivité	172 292	173 433	
• Redevance prélèvement	69 059	67 968	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	141 602	147 406	
Travaux attribués à titre exclusif	45 701	37 182	-18,6%
• Branchements	45 701	37 182	
Produits accessoires	47 605	47 779	0,4%
• Facturation et recouvrement de la redevance	18 247	18 808	
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 704	2 767	
• Autres produits accessoires	26 654	26 203	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

VI. ANNEXES

Année 2021

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 519,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	818,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	253,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	107,70
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 519,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 519,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	107,70
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	252,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	5 361,20
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 519,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	694 541,10
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	0,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	8 974,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 519,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-22 033,43
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	500 727,99
Charges logistique	Sortie de stock	-11 991,95
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-304 336,71
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-135 976,29
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	500 727,99
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	37 181,93

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,58% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,48% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements à la collectivité

Les reversements au profit de la collectivité (hors reversement de TVA) intervenus au cours de l'exercice sont :

Contrats	Nature du contrat	Mois du versement	Date virement	Montant Virement
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	02	26/02/2021	8 587,04
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	05	01/06/2021	78 167,01
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. Eau**	05	01/06/2021	1 266,85
COBAN - Lanton	**Fonds Social Eau**	05	01/06/2021	1 886,01
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	08	01/09/2021	1 876,91
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. Eau**	08	01/09/2021	572,88
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	11	01/12/2021	465,58
COBAN - Lanton	**Fonds Social Eau**	11	01/12/2021	2 252,31
COBAN - Lanton	**ENC - Afferm. EAU**	11	01/12/2021	89 224,89

4.2.2 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)			
Diamètre	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	0,6%	2,3%	275,2%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	28	40	42,9%
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	4572	1741	-61,9%
20 à 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- 20 à 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- 20 à 40 mm Total	56	59	5,4%
> 40 mm remplacés (%)	0,0%	0,0%	0,0%
- > 40 mm remplacés	0	0	0,0%
- > 40 mm Total	8	8	0,0%
Age moyen du parc compteur	8,2	9,9	20,8%

4.3.2 La situation sur les équipements de télérelève

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Travaux neufs effectués sur les équipements de télérelève	
Désignation	**Dépenses comptabilisées (€)**
Télérelèves	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	1 624,73
Réseaux	313,36
Branchements	5 414,08
Compteurs	292,72
Total	7 644,89

Les dépenses de renouvellement des compteurs s'expliquent par la mise en œuvre de la télérelève nécessitant le rajeunissement du parc compteur.

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Renouvellement	- 1 581,38	14 374,21	17 407,74	14 788,28	7 644,89

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LA SITUATION DU FONDS DE RENOUVELLEMENT**

Compte tenu du reliquat des exercices antérieurs, des dotations et des dépenses constatées, la situation du fonds de renouvellement en fin d'exercice est la suivante :

SITUATION PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT LANTON EAU

Articles 36.3.2.2-b) & 66.1-c) : modalité de suivi des programmes de renouvellement usines et compteurs abonnés

Dotation de 19 392 € HT au 01/07/2013 actualisé selon formule article 44.3 (modifié Avenant 1 - Art 18)

Concerne les renouvellements de branchements, vannes et hydrauliques de réseau, clôtures et portails, canalisations et accessoires < 6ml.

Années	Dotation Contractuelle	Valeur du K2 au 01/07	Dotation actualisée	Dotation actualisée + solde	Utilisation du compte	Solde	Valeur d'EONIA au 01/07	Solde actualisé
2014	19 392	0,99560	19 307	19 307	6 740	**12 566**	**1,00078**	**12 576**
2015	19 392	0,99465	19 288	31 864	161 528	**-129 664**	**0,99881**	**-129 509**
2016	19 392	0,98985	19 195	-110 314	16 485	**-126 799**	**0,99679**	**-126 392**
2017	19 392	0,99310	19 258	-107 134	12 866	**-120 000**	**0,99644**	**-119 573**
2018	19 392	1,01782	19 738	-99 835	13 258	**-113 093**	**0,99639**	**-112 685**
2019	19 392	1,03540	20 079	-92 607	12 867	**-105 473**	**0,99633**	**-105 086**
2020	19 392	1,03940	20 156	-84 930	11 155	**-96 085**	**0,99535**	**-95 639**
2021	19 392	1,03301	20 032	-75 607	-587	**-75 020**	**0,99519**	**-74 659**
2022	19 392		0	-74 659		**-74 659**		**0**
2023	19 392		0	0		**0**		**0**
TOTAL €			**157 052**		**234 313**	**-77 260**		**-77 260**

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	4 437,26
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	4 437,26

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Les dépenses constatées sur les travaux neufs au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)					
Opération	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Travaux neufs	6,3	566,9	16 264,6	0	4 437,3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Votre délégataire



@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

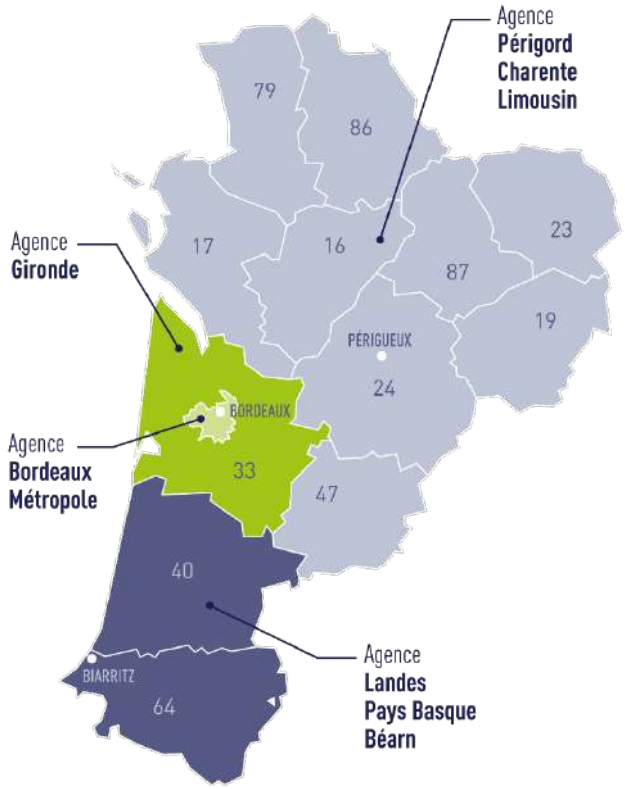
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

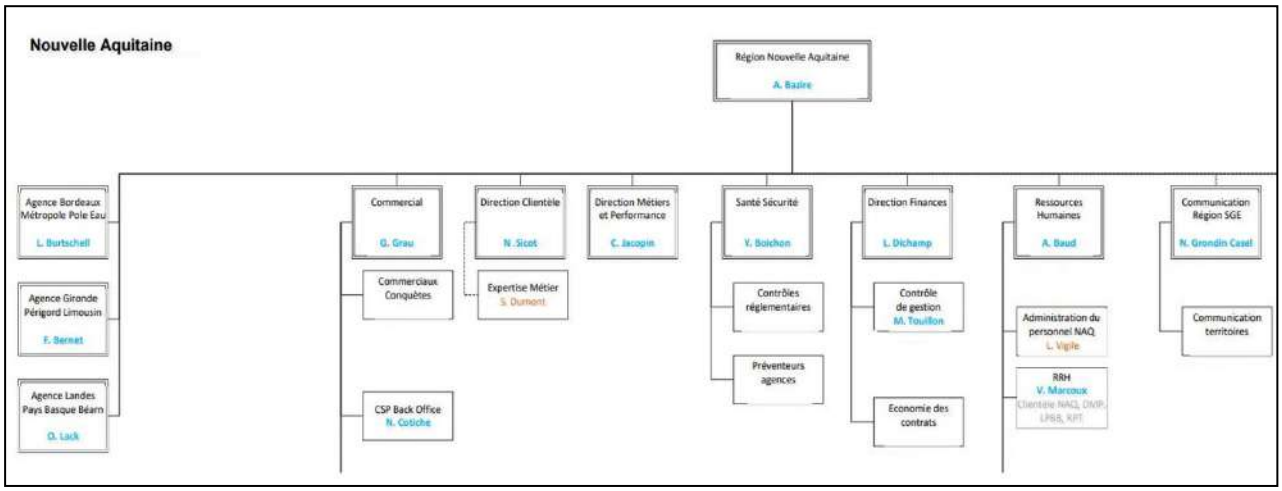
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

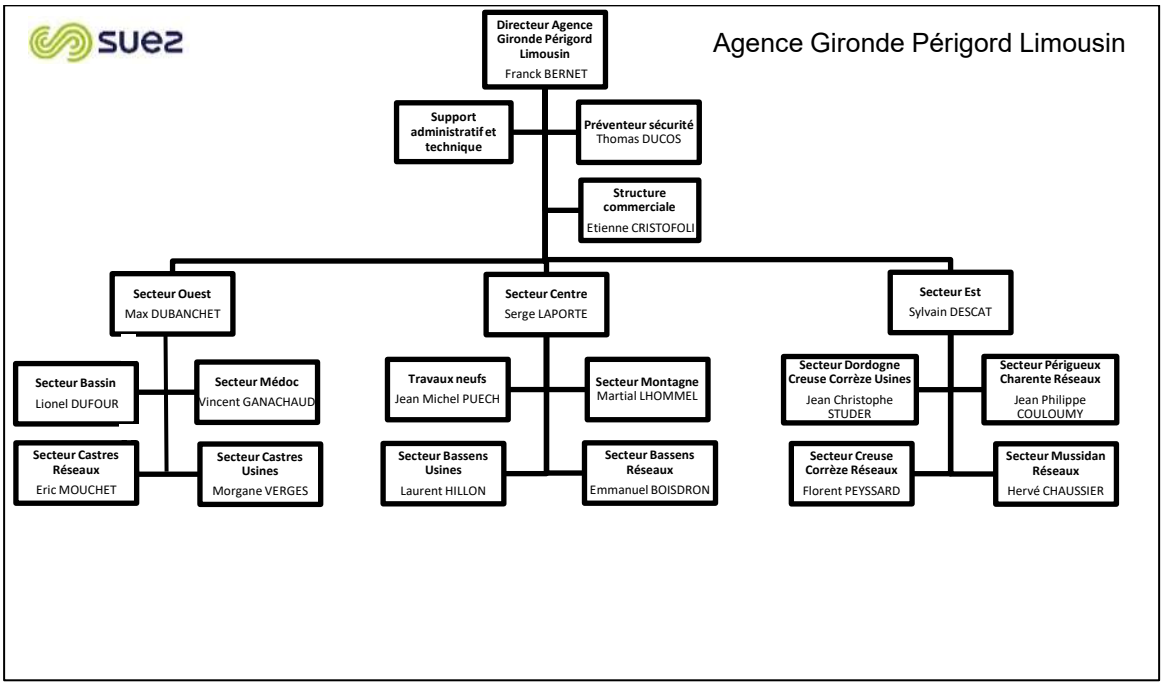
5.1.3 Nos moyens humains

L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1.4 Nos moyens matériels

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise







5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

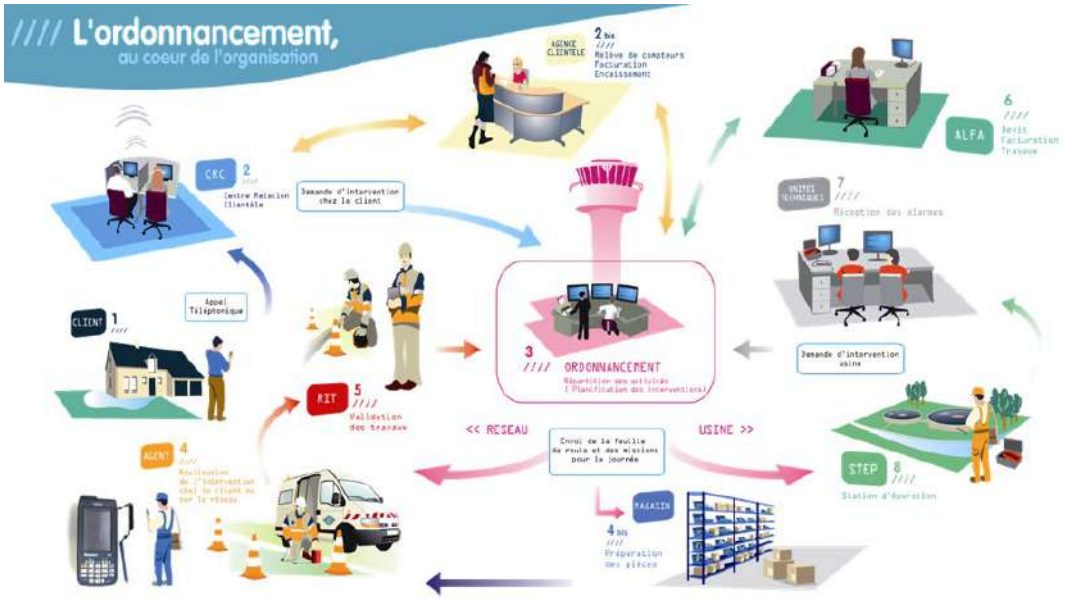
- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2 La relation clientèle

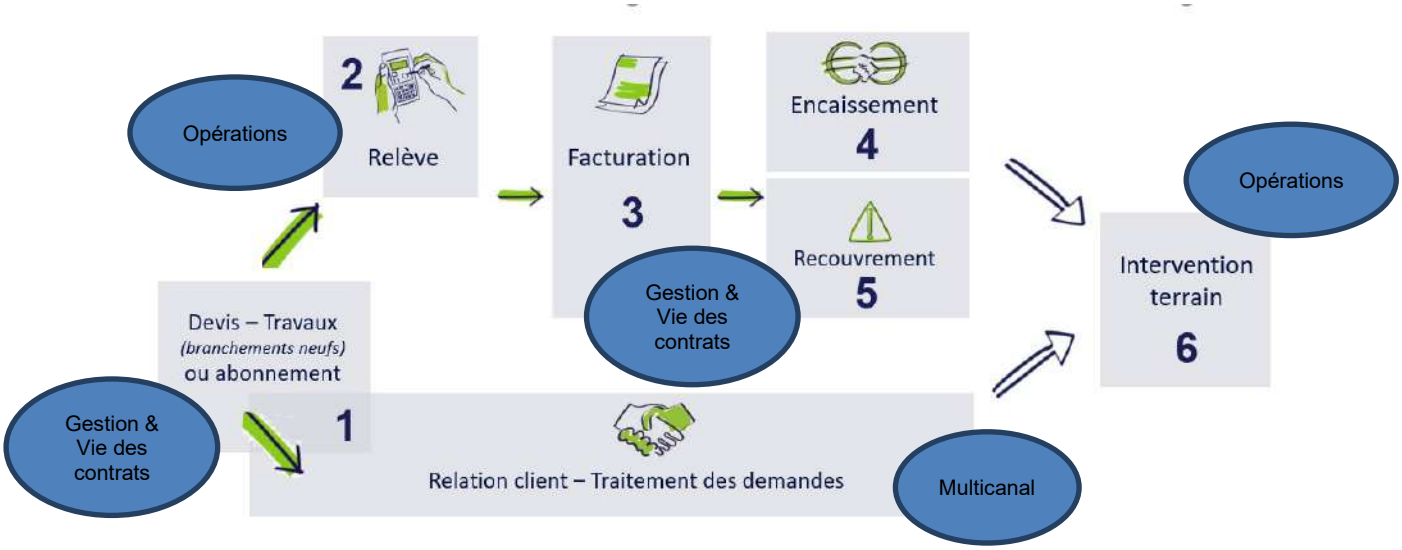
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,

- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

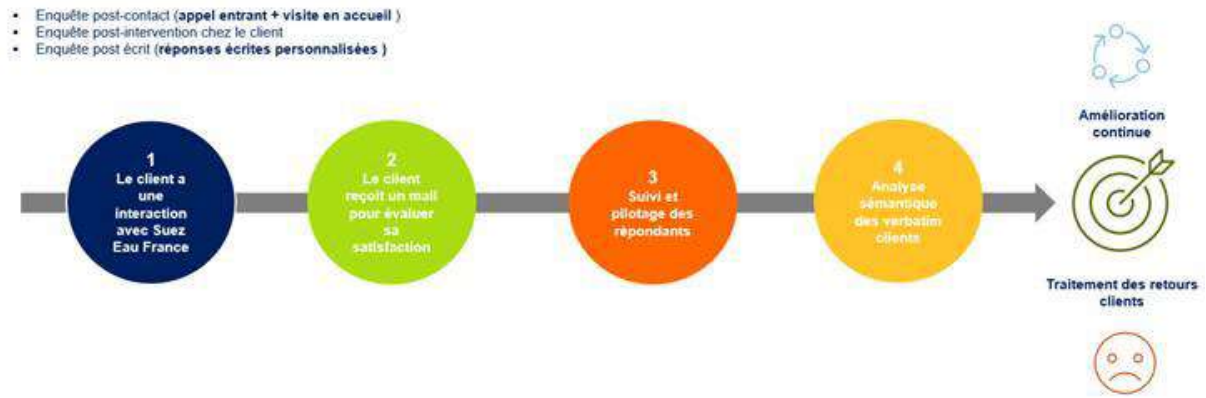
Le baromètre de satisfaction régional évalue :

- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),
- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

10 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028370

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs ; ...

Paul Grazi

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

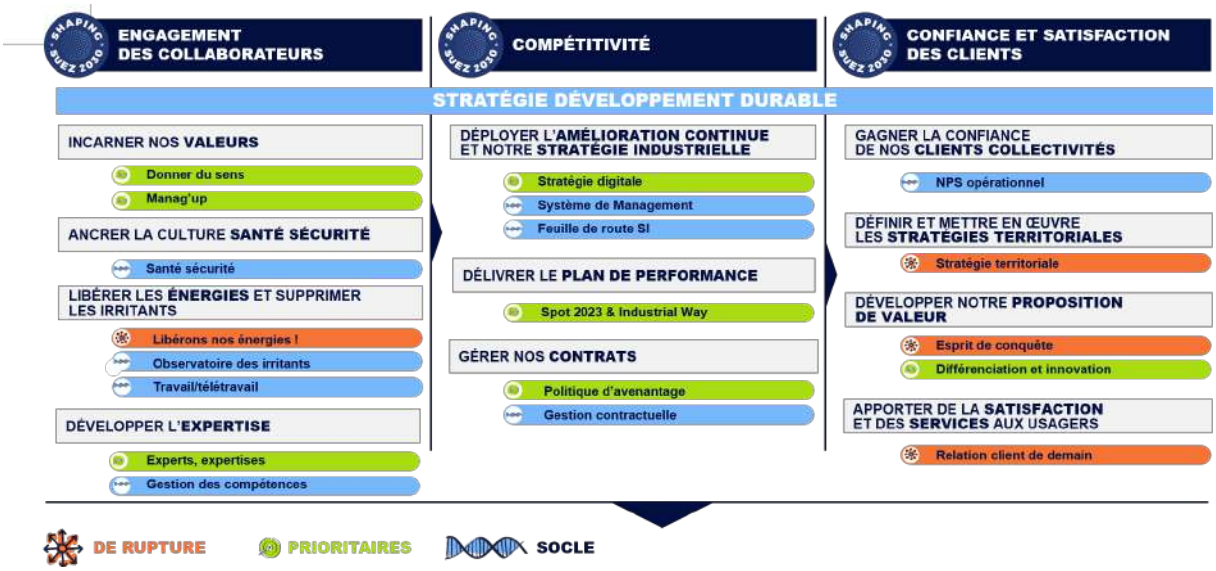
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des annexes

LANTON 15978

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Détail des investissements eau
- Eau de service et eau livrée sans comptage
- Etat des remises pour fuites
- Facture 120m3 eau
- Fiche tarifaire
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE	410034607

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY

** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*

*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA...
https://www.infogreffe.fr/cont...

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : LANTON

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

LANTON

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

0014

000402

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 28 analyses bactériologiques et 29 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

L'eau distribuée sur la commune de LANTON provient de trois forages profonds "Blagon", "Cassy" et "Les Sablières" captant la nappe de l'Oligocène. L'eau subit un traitement d'aération et de désinfection au niveau de chaque station avant sa distribution sur le réseau. Le forage Les Sablières est doté des périmètres de protection. Pour les autres forages, la procédure est en cours. Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable" a été transférée à la Commmunauté d'agglomération de Bassin d'Arcachon Nord COBAN. La société Suez Eau France assure l'exploitatio n de la production et de la distribution de l'eau sur la commune.

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau très peu calcaire. Valeur moyenne : 9,49 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,15 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES CONTACTS

LANTON - 15978				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	229		229
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	76		76
Demande de prestation	SERV - SERVICES	2		2
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	11		11
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	135		135
Demande d'information	ABON - SRU	2		2
Demande d'information	AUTRE	62		62
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	1		1
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	70		70
Demande d'information	ENCA - SEPA	2		2
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	101		101
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	137	1	138
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	1		1
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	15		15
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	4		4
Demande d'information	FACT - FACTURE	246		246
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	3		3
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - GOUT	1		1
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	3		3
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	35		35
Demande d'information	SERV - eFACTURE	9		9
Demande d'information	SERV - GESTION DE SINISTRE	1		1
Demande d'information	SERV - SERVICES	10		10
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	10		10
Demande d'information	TECH - CHANTIER	15		15
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	81		81
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	2		2
Demande d'information	TECH - RELEVE	26		26
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	51		51
Départ client	ABON - ABONNEMENT	148		148
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	34		34
Dépose d'index	TECH - RELEVE	19		19
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		9	9
Facture	FACT - FACTURE	2	125	127
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	2		2
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	63		63
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	251		251
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	161		161
Règlement	ENCA - REGLEMENT	119	10	129
Surrendettement	ENCA - SITUATION DE COMPTE	1		1
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION	1	140	141
Total		2 144	285	2 429

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour LANTON-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	4 437

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Programme contractuel		
LANTON-AEP BLAGON-TN-Intrusions		*4 324*
LANTON-FOR+CE CASSY-TN-ANTI INTRUSION		*113*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	1 625

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
LANTON-AEP SABLIERES-RVT-POMPE REPRISE N°3 VERS AUDENGE		*2 504*
Programme contractuel		
LANTON-AEP BLAGON-RVT-ANTI BELIER - annulé	*879*	*-879*

RESEAUX	313

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
LANTON--RVT-ACCESSOIRES	*313*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	5 707

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
LANTON--RVT-BRANCHEMENTS ORDINAIRES	*5 414*
Programme contractuel	
LANTON--RVT-COMPTEURS	*293*

Contrat : 15978

Bassin

Total année 2021	12 082

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CONTRAT DE : LANTON 15978

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	1200
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1800
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	96
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2000
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**5096**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités	164	1148
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			100
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			1320
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**2568**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			1500
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			300
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**1800**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur			0
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			0
- utilisation par gens du voyage			0
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**0**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**4368**

Commentaires:

4 purges qualité, 0 interventions accessoires et 8 purges suite casse canalisations
22 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 1320 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

LANTON - 15978				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33229	LANTON	Particulier	ROUTE DE LENAN	3 103
33229	LANTON	Particulier	AVENUE PAUL VALERY	2 837
33229	LANTON	Particulier	RUE DES MURIERS	1 654
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DES ARBOUSIERS	1 478
33229	LANTON	Particulier	C ROUTE DE BORDEAUX	1 351
33229	LANTON	Particulier	RUE DE L HOTEL DE VILLE	1 342
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DE LA PASSE	1 199
33229	LANTON	Particulier	ROUTE DE BORDEAUX	976
33229	LANTON	Particulier	AVENUE GUYNEMER	932
33229	LANTON	Particulier	ALLEE MAURICE RAVEL	761
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DE MARSALAT	676
33229	LANTON	Particulier	AVENUE LUMINAIS	608
33229	LANTON	Particulier	AVENUE ROSA BONHEUR	557
33229	LANTON	Particulier	AVENUE ROSA BONHEUR	552
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	540
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DE LA PALOMBIERE	451
33229	LANTON	Particulier	AVENUE GUYNEMER	402
33229	LANTON	Particulier	LA CLAIRIERE DES MARINES	395
33229	LANTON	Particulier	AVENUE ROSA BONHEUR	295
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	267
33229	LANTON	Particulier	RUE DE L ABBE WOLF	215
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DU BRETON	196
33229	LANTON	Particulier	ROUTE DU STADE	188
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DU BRETON	167
33229	LANTON	Particulier	RESIDENCE LE RENET	165
33229	LANTON	Particulier	RESIDENCE LE NOROIT	160
33229	LANTON	Particulier	AVENUE JEAN BART	133
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DES MIMOSAS	131
33229	LANTON	Particulier	AVENUE JACQUES OFFENBACH	125
33229	LANTON	Syndic (gestionnaire d'immeuble)	RES CLOS DU BRETON	89
33229	LANTON	Particulier	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	61
33229	LANTON	Particulier	AVENUE GUYNEMER	59
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DE LA PESOTTE	58
33229	LANTON	Particulier	LES NARGUES	28
33229	LANTON	Particulier	ALLEE MARGUERITE	23
33229	LANTON	Particulier	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	22
33229	LANTON	Particulier	CHEMIN DU BRETON	22
33229	LANTON	Particulier	AVENUE DE MAPOUCHET	19
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DES ACACIAS	9
33229	LANTON	Particulier	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	-17
Total général				**22 229**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Facture 120m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

réf. client : [illegible]
identifiant * : 5594
facture n° : F120-0129207

contacts

www.toutsurmoneau.fr
accessible depuis votre smartphone

Service client du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 8h à 13h
0977 408 408
APPEL NON SURTAXE

urgence 24h/24
0977 401 117
APPEL NON SURTAXE

SUEZ Eau France - Service Clients
TSA 50001
36400 LA CHATRE

www.toutsurmoneau.fr/acceo

message personnel

Cette facture annule et remplace la facture précédente.

e-facture

Recevez votre facture directement sur votre compte en ligne en optant pour l'e-facture sur www.toutsurmoneau.fr

* Cet identifiant vous permettra de vous inscrire de manière sécurisée à votre compte en ligne. Il pourra aussi vous être demandé lors de vos contacts par téléphone.

MME M LANTON EAU 120 M3 RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33138 LANTON

Service de l'eau de Lanton

SPECIMEN 120 M3 — 16 Février 2022

	m³	prix m³**	montant TTC
Votre abonnement			69,78 €
Votre consommation	120 m³	1,16 €	139,75 €

Net à payer 209,53 €

Merci de régler cette facture au plus tard le 17 février 2022
Règlement à réception, sans escompte.

Une indemnité forfaitaire de 40€ sera facturée à tout professionnel en retard de paiement outre des intérêts de retard calculés au taux appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage.
** Prix TTC hors abonnement, arrondi au centime.

Répartition



Distribution de l'eau : 80 %
Organismes publics : 20 %

Adresse desservie :
MME M LANTON EAU 120 M3 RAD
RUE SPECIMEN RAD
33138 LANTON

Date et Lieu Signature

MME M LANTON EAU 120 M3
RAD
. RUE SPECIMEN 120M3
33138 LANTON

IBAN :JOIGNEZ UN RIB
ICS : FR70ZZZ236497
RUM :TIP50219798F120-01292071000000000

Montant : 209,53 €

TIPS€PA

SUEZ EAU FRANCE SAS
TSA 10019
41976 BLOIS CEDEX 9

Mandat de prélèvement SEPA ponctuel : En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez SUEZ Eau France SAS à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de SUEZ Eau France SAS. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé. Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Le présent document a valeur de mandat de prélèvement SEPA ponctuel. **Votre signature vaut autorisation pour débiter, à réception, votre compte pour le montant indiqué.**

219713195754

502197010469 0998F120-012920710000000000906105 20953

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

pour en savoir +

Choisir de prendre une douche plutôt qu'un bain, remplir complètement la machine à laver, couper l'eau lors du brossage des dents, utiliser juste ce qu'il faut de liquide vaisselle et de lessive, jeter à la poubelle les lingettes et autres petits déchets, sont autant de gestes simples et efficaces pour réduire votre consommation d'eau et préserver l'environnement.

Evaluez votre consommation et découvrez les bons réflexes sur :
www.toutsurmoneau.fr

Détail de votre facture	Quantité	Prix unitaire € HT	Montant € HT	TVA	Montant € TTC
DISTRIBUTION DE L'EAU					
ABONNEMENT					
Part Suez Eau France du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	56,14	56,14	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	1	10,00	10,00	5,5	
CONSOMMATION					
Part Suez Eau France				0,0	
T1 de 0 M3 à 30 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	30 m³	0,2813	8,44	5,5	
T2 de 30 M3 à 120 M3 du 01/01/2022 au 01/01/2023	90 m³	0,3375	30,38	5,5	
Préservation des ressources en eau du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,1503	18,04	5,5	
Part COBAN du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,30	36,00	5,5	
ORGANISMES PUBLICS			39.60		41.78
AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE					
Lutte contre la pollution du 01/01/2022 au 01/01/2023	120 m³	0,33	39,60	5,5	
TOTAL HT			198,60		
MONTANT TVA (5.5 %)			10,93		
Total TTC TVA acquittée sur les débits					209,53
Net à payer					**209,53 €**

Pour mieux comprendre votre facture

Les prix des services de distribution de l'eau et de collecte et traitement des eaux usées sont fixés par les collectivités locales.

ABONNEMENT : Ce montant correspond à la part fixe déterminée en fonction des charges fixes du service de distribution d'eau potable, de collecte et de traitement des eaux usées et des caractéristiques de votre branchement.

DISTRIBUTION DE L'EAU : Ce montant correspond aux frais de fonctionnement et aux charges d'investissement du service comprenant le prélèvement de l'eau dans le milieu naturel, son traitement pour la rendre potable, son contrôle et sa distribution à votre robinet, 24h/24.

AGENCE DE L'EAU : Cet organisme public perçoit des redevances avec lesquelles il subventionne des actions pour la préservation des ressources en eau, la lutte contre les pollutions agricoles, urbaines ou industrielles et la modernisation des réseaux d'eau.

Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation du traitement, d'effacement et de portabilité de vos données que vous pouvez exercer en vous connectant sur le site internet à l'adresse mentionnée en haut à gauche de votre facture ou par courrier à notre Délégué à la Protection des Données Personnelles - TSA 60002 - 36400 LA CHATRE en précisant vos nom, prénom, adresse et en joignant une copie recto-verso de votre pièce d'identité.

TREL598F00F120-0129207000209534N

Comment régler votre facture ?

Par TIP SEPA : Détachez, datez, signez le TIP SEPA et renvoyez-le dans l'enveloppe jointe à votre facture accompagné d'un Relevé d'Identité Bancaire, Postal ou de Caisse d'Epargne lorsque vous utilisez ce mode de paiement pour la première fois.
Si vous préférez payer par chèque, envoyez votre chèque à l'ordre de SUEZ Eau France SAS dans l'enveloppe jointe accompagné du TIP non signé.
Par carte bancaire : Effectuez votre paiement sur www.toutsurmoneau.fr ou au 0800 948 408 (Appel gratuit depuis un poste fixe).
En espèces : En vous rendant dans un bureau de poste muni de votre facture.
Par virement : En effectuant un virement sur notre compte bancaire FR1820041010010522095N02233 en indiquant votre référence client (98- 1519105330).
Pour vos prochaines factures, vous pouvez opter pour :
. Le prélèvement automatique du montant de chaque facture ;
. Le prélèvement automatique avec paiement mensuel d'un montant fixe ;
Pour en savoir plus ou en bénéficier, contactez-nous. Découvrez sur www.toutsurmoneau.fr la simulation de vos mensualités, calculées en fonction de votre consommation de l'année précédente.

SUEZ Eau France - CB 21 - 16, place de l'Iris, 92040 Paris La Défense - SAS au capital de 422.224.040 Euros - SIREN 410 034 607 RCS Nanterre - N° TVA intracommunautaire : FR 79 410034 607

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Fiche tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ
Direction Territoriale et du Développement
63 rue Jean Briaud
33700 MERIGNAC

Mérignac, le 17 janvier 2022

VILLE DE LANTON

HISTORIQUE:
Contrat d'affermage eau potable visé en Sous Préfecture d'Arcachon le 26 décembre 2013
Date début du contrat : 1er janvier 2014
Date de fin du contrat : 31 décembre 2023
Avenant n° 1 visé en Sous Préfecture le 6 octobre 2014
Transfert de la compétence Eau à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) au 1er janvier 2020
Application de l'indice ICHT-E "hors CICE " publié avec coefficient actualisé conformément à demande de la COBAN
Délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 15 décembre 2021

Tarif de l'EAU

PARTIE FIXE SEMESTRIELLE : Pour la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022 - Pour la facturation d'acompte de février 2022
D'avance prorata temporis

		Prix TTC*
SUEZ	28,08	**29,62**
COLLECTIVITE	5,00	**5,28**

* Tva à 5,5 %

			Prix TTC**
FAS *	Sans déplacement d'agent	43,35	**47,68**
	Avec déplacement d'agent	86,81	**95,49**

* Frais d'accès au service
** Tva à 10 %

CONSOMMATIONS (prix au mètre cube) : Prorata au 1er janvier 2022 (Part SUEZ)

SUEZ				COLLECTIVITE	AGENCE DE L'EAU		TVA	PRIX M3 TTC*
De 0 à 30 m3	De 31 à 120 m3	De 121 à 200 m3	> à 200 m3		Préservation des ressources	Lutte contre la pollution		
0,2813	0,3376	0,4079	0,5626	0,30	0,1503	0,330	0,0584	**1,1200**

* Tva à 5,5 %

CALCUL ET EVOLUTION DU K :
K = 0,15 + 0,51 ICHT-E / ICHT-Eo + 0,06 351106 / 351106o + 0,14 FSD2 / FSD2o + 0,14 TP10A / TP10Ao

Indices	Pondération	valeurs de base	valeurs connues au 01/01/2022	Coefficient de raccordement	Index après raccordement	Calculs intermédiaires	Source
Fixe	0,15					0,15000	
ICHT-E	0,51	108,6	122,8	1,0000	122,80	0,57669	MTPB n°6161 du 15 octobre 2021 (valeur juin 2021)
010534763	0,06	114,7	127,4	1,1722	149,34	0,07812	MTPB n°6172 du 31 décembre 2021 (valeur novembre 2021)
FSD2	0,14	127,8	150,8			0,16520	MTPB n°6172 du 31 décembre 2021 (valeur novembre 2021)
TP10A	0,14	135,1	116,2	1,2701	147,59	0,15294	MTPB n°6171 du 24 décembre 2021 (valeur septembre 2021)
				Valeur du K :		**1,1230**	
				K période précédente		1,1041	
				Evolution		**1,71%**	

LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) :
% de partie fixe (arrêté du 6/8/2007 du MEDAD) < 30% 46,9%

VISA	VISA
Gestionnaire Prix Le 17 janvier 2022 Audrey MILLET	Chef de Service Visé le 17 janvier 2022 Véronique GUILLOU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	IMPASSE DES GOLFEURS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE ALBERT CAMUS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	IMPASSE DES GOLFEURS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE DES ACACIAS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	04/01/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	09/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	04/01/2021	AVENUE LOUIS ROBERT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur TéléR**	14/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	08/02/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	03/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/03/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	04/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/01/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DE LA CRECHE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	AVENUE DE MOUTCHALETTE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	05/01/2021	AVENUE AMEDEE REVELEAU	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES AJONCS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES LAVANDIERES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	CHEMIN DU LAC	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	RUE DES ALBATROS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	ALLEE DE LA CRECHE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	CHEMIN DU LAC	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	15/01/2021	MAISONS OSTREA R DU STADE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	15/01/2021	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	06/01/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	04/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**compteur relever**	04/03/2021	RUE DE LA BOURDAINE CLOS	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	04/03/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	04/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur relever**	19/01/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau ouvrir**	09/02/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	06/01/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	RUE DES MURIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ALLEE DU BOIS	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	19/01/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	18/01/2021	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DE LA PIGNADA	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE GABRIELLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	20/01/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES ESCOLIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ALLEE DU BOIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DU PIN TORDU	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	18/01/2021	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	06/01/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE CARPE DIEM	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	06/01/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	06/01/2021	ALLEE DU BOIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	18/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	2
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**appareil fontainerie réparer**	19/01/2021	_	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	18/01/2021	ALLEE ELISABETH	LANTON	2
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	08/01/2021	AVENUE AMEDEE REVELEAU	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	11/01/2021	ALLEE DU MUGUET	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	20/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	21/01/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	10/02/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	05/03/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES PENSEES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	08/01/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES FUSAINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DE L AMIRAL DE GRASSE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	19/01/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	AVENUE CARLE VERNET	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ALLEE ISABELLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	10/02/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	08/01/2021	ALLEE DES CHARDONNERETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	19/01/2021	ALLEE DU PIN TORDU	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	AVENUE JEAN BART	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	IMPASSE DES PAPILLONS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	IMPASSE DES PAPILLONS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	AVENUE VAN GOGH	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	08/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	08/01/2021	IMPASSE DES PAPILLONS	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	21/01/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	11/01/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	RUE DE LA POSTE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	19/01/2021	AVENUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	20/01/2021	ALLEE DES JASMINS	LANTON	1
LANTON	**appareil fontainerie enquêter**	05/03/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	11/02/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer**	21/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	21/01/2021	Secteur Taussat	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	11/02/2021	RUE PIGNOT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	11/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	25/01/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	08/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	13/01/2021	ALLEE DU MUGUET	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	21/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	08/03/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	13/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	22/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	7
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	22/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	7
LANTON	**voirie enquêter problème**	22/01/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	09/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE DES BIDAOUS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	ALLEE DES BUIS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	AVENUE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RD 3 E10	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RESIDENCE DES PARGUINES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE DES ECUREUILS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RUE DES FAUVETTES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	RUE DES FAUVETTES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	RUE DES PANICAUTS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	CHEMIN DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ALLEE DES BIDAOUS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	ALLEE DU MUGUET	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE DES AIGUILLES VERTES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE FLEMING	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	IMPASSE DE MOLIETS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	01/02/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	LOT DU GOLF TR 2	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	RUE DE LA BRIQUETERIE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	12/01/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	01/02/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	29/01/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	RESIDENCE DES PARGUINES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	13/01/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	AVENUE DES AIGUILLES VERTES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	14/01/2021	ALLEE DES ERABLES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	25/01/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	29/01/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE DES NOISETIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	25/01/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	29/01/2021	ALLEE DES PETUNIAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	RUE PAUL ELUARD	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	01/02/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	25/01/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	29/01/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	13/01/2021	_	LANTON	2
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	14/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	13/01/2021	ALLEE DES CABANES	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**compteur enquêter client**	01/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	26/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	7
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	28/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	7
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	30/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	09/03/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	09/03/2021	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	09/03/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	09/03/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	09/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)**	31/03/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter anomalie**	29/03/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	09/03/2021	IMPASSE DE LA GRANGE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter anomalie**	29/03/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**regard compteur enquêter**	29/03/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	**regard compteur renouveler**	28/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer**	14/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	15/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur poser avec émetteur téléR**	14/01/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	13/01/2021	_	LANTON	2
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	14/01/2021	ALLEE FONTAINE VIEILLE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	26/01/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	7
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	28/01/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	7
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	01/02/2021	RUE PAUL ELUARD	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	29/01/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	30/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	15/02/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	09/03/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	09/03/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	09/03/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	09/03/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	31/03/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	10/03/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	01/04/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	30/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	06/04/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**compteur changer pièces, réparer fuite**	07/04/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	30/01/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	04/02/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	04/02/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	05/02/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	13/02/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	10/03/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	31/03/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	**voirie enquêter problème**	31/03/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	08/04/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	06/04/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	06/04/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	07/04/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer pour anomalie technique**	14/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	02/02/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	02/02/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	**compteur avec émetteur téléR enquêter**	15/02/2021	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	15/02/2021	RUE DOMINIQUE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	12/04/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	26/04/2021	RUE DES ECUREUILS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	27/04/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	26/04/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	12/04/2021	RUE LUCIEN BRETON	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	RUE FRANCOIS MAURIAC	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DU SOUVENIR FRANCAIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR poser (sans compteur)**	27/04/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	ALLEE DES PENSEES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/04/2021	RUE PAUL ELUARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter équipement	14/04/2021	RUE PIGNOT	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	22/02/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/04/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/04/2021	AVENUE JEAN MERMOZ	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	27/04/2021	ALLEE DES GALIPS	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/04/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	voirie enquêter problème	20/04/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	27/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	03/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RESIDENCE DU PARC	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	RES CLOS DU BRETON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RUE DES BERGERONNETTES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	RESIDENCE LA BERGERIE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	HAMEAU DU PORT AV REPUBLI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	19/02/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/02/2021	ALLEE DES BIDAOUS	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	11/05/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	ALLEE D ELLOY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	compteur avec émetteur téléR enquêter	22/04/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/04/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	03/05/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	03/05/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	Branchement eau modifier sans regard avec compteur	10/05/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE LUCIEN BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE DE LA CRECHE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/04/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	RUE DE LA SAUSSINE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE DE LA BRIQUETERIE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/05/2021	AVENUE FLEMING	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE CARLE VERNET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	ALLEE GABRIELLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	BOULEVARD CHARLES DE GAULLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/05/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/04/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE CARLE VERNET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	RUE DES ALBATROS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ALLEE BERNARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/04/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/04/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	RUE BERNARD RAYNAUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	PLACE ABEL ROBIN	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/04/2021	RUE DES ECUREUILS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/04/2021	ALLEE DES LAVANDIERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/05/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/04/2021	ALLEE SYLVESTRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	ALLEE CANTEGRIL	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter anomalie	22/04/2021	RUE DES MURIERS	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	10/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	28/04/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	05/02/2021	Avenue de la république	LANTON	2
LANTON	devis métré réaliser	25/02/2021	Avenue de la république	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	08/02/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	05/02/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	23/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	15/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	22/02/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	18/02/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	22/02/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	24/02/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	26/04/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	12/04/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	13/04/2021	LES NARGUES	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	26/04/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	21/04/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	19/04/2021	AVENUE GABRIEL FAURE	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	21/04/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	21/04/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	28/04/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	27/04/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter pour qualité eau	16/04/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	21/04/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	27/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer à la demande du client	28/04/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	26/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter pour qualité eau	04/05/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	03/05/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	30/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/05/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	10/05/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	11/05/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/05/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	accessoire réseau entretenir	02/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/03/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	01/03/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	01/03/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/04/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	12/05/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	21/04/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	21/04/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	04/05/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	11/05/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	23/04/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	10/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	10/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	18/05/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	06/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	07/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur TéléR	05/02/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	05/02/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	16/02/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	16/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur TéléR	12/04/2021	AVENUE LOUIS ROBERT	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	25/02/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	26/02/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	01/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	02/03/2021	_	LANTON	1
LANTON	compteur poser	27/04/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur poser	27/04/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur poser	26/04/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	08/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	09/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	30/04/2021	_	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	10/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	regard compteur renouveler	10/05/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	10/05/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau rechercher fuite	11/05/2021	_	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	01/03/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	01/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	01/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/03/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	10/05/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	RUE DE LA SAUSSINE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	04/06/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE CAMILLE SAINT SAENS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	04/06/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE ERIK SATIE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	04/06/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/05/2021	LA CLAIRIERE DES MARINES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/05/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	20/05/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	26/05/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	27/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/05/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	25/05/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	11/05/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	04/06/2021	ALLEE MAURICE RAVEL	LANTON	1
LANTON	réseau eau purger	16/06/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	réseau eau purger	08/06/2021	RUE AGRIPPA AUBIGNE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	09/06/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	15/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter équipement	28/05/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	28/05/2021	RESIDENCE LA BERGERIE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	02/06/2021	ALLEE DE LA BERLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	08/06/2021	ALLEE ISABELLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	07/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	14/06/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	02/06/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	01/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	02/03/2021	ALLEE AUGUSTE RENOIR	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	01/03/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	01/03/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	29/06/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/05/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	28/05/2021	ALLEE DU PAS DU LOUP	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	28/05/2021	AVENUE GERICAULT	LANTON	1
LANTON	compteur relever	04/06/2021	RUE DE L AMIRAL LARRIEU	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	07/06/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	07/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	07/06/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/05/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie réparer	26/05/2021	ALLEE DES LAURIERS	LANTON	2
LANTON	appareil fontainerie réparer	25/05/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	28/05/2021	ALLEE DES TULIPES	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	08/06/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	10/06/2021	AVENUE DES CATALANS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	01/06/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	02/06/2021	ALLEE DE LA BERLE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	07/06/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	09/06/2021	LA LISIERE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/06/2021	ALLEE ISABELLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	08/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	17/06/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	11/06/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	14/06/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	18/06/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	15/03/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/06/2021	RES LES LANTANAS SABLINES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	AVENUE GAUGUIN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	RESIDENCE LE RENET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	ALLEE DES CHARDONNERETS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/06/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE DU CAPITAINE GARBAY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/07/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	24/06/2021	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	ALLEE BLANCHE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	09/07/2021	ALLEE DES CHENES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/06/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/07/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/07/2021	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/06/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	regard compteur enquêter	28/06/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter anomalie	05/07/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	ALLEE DES CHATAIGNIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/07/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	21/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/06/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/06/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	24/06/2021	RUE BERNARD RAYNAUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	05/07/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	09/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	07/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	06/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	09/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	13/07/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/06/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	29/06/2021	ROUTE DU TEMPLE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	09/07/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	24/06/2021	ALLEE DES AJONCS	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	24/06/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau afficher	05/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	05/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	06/07/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	07/07/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	09/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	29/07/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	13/07/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	04/08/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	12/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau afficher	06/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	10/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	05/07/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	09/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	19/07/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	21/07/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	AVENUE DES MIMOSAS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/07/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/07/2021	RESIDENCE LE BOISSET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/07/2021	ALLEE DES ECHASSES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	ALLEE MONTESQUIEU	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/07/2021	AVENUE DES PINS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ALLEE DES CABANES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	RESIDENCE DU PARC	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE VAN GOGH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	AVENUE VAN GOGH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/07/2021	RUE DES BERGERONNETTES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ALLEE UTRILLO	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	ALLEE DU PAS DU LOUP	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	29/07/2021	AVENUE DU GOLF	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	15/07/2021	RESIDENCE LE BOISSET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	29/07/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	13/07/2021	ALLEE AUGUSTE RENOIR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/07/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	15/07/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/07/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	22/07/2021	ALLEE DES ROSES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	15/07/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter anomalie	29/07/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	05/07/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	26/07/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	13/07/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	15/07/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	07/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	27/07/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	HAMEAU DU PORT AV REPUBLI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/07/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	12/07/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	branchement eau réparer	05/07/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	06/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/07/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/07/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	19/07/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	12/07/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	27/07/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	20/07/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/07/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	22/07/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	28/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	04/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	17/07/2021	ALLEE BERNARD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	22/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	26/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	28/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/08/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	26/07/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/07/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	27/07/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	27/07/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	23/07/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	28/07/2021	LA CLAIRIERE DES MARINES	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	29/07/2021	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	02/08/2021	RUE DE L AMIRAL LARRIEU	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	05/08/2021	AVENUE DE LUCASSON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	26/07/2021	ALLEE DUGAY TROUIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	28/07/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	02/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	09/08/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	30/07/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	02/08/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	05/08/2021	ALLEE DES MARRONNIERS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	06/08/2021	ALLEE DES MARRONNIERS	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	21/07/2021	ALLEE DU LAVOIR	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/07/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	02/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	regard compteur renouveler	28/05/2021	ALLEE DES TUILERIES	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	18/08/2021	RESIDENCE DES BOIS DES CHENES	LANTON	1
LANTON	compteur poser	16/06/2021	IMPASSE DE LA GRANGE	LANTON	1
LANTON	compteur poser	04/08/2021	ALLEE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	05/07/2021	_	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	16/06/2021	RUE PIERRE RONSARD	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	10/06/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	17/06/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie enquêter	17/06/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter fuite	28/06/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur poser	26/07/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	07/07/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	branchement eau supprimer	06/07/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	08/07/2021	ALLEE DES PARQUEURS	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	10/08/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter fuite	06/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	25/08/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/08/2021	ALLEE DES CABANES	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	10/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	HAMEAU DU PORT AV REPUBLI	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	19/08/2021	CHEMIN DU BRETON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	30/08/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	Compteur lot relever	27/08/2021		LANTON	1
LANTON	Compteur lot relever	25/08/2021		LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/08/2021	ALLEE DE LA FERME	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/08/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	30/08/2021	AVENUE DE LA PALOMBIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	02/09/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	30/08/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RUE DE LA BOURDAINE CLOS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RESIDENCE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	ALLEE THALASSA	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RESIDENCE DE LA RENARDIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	02/09/2021	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	24/08/2021	RUE BERNARD RAYNAUD	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	25/08/2021	ALLEE DES COQUILLES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	25/08/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	25/08/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	30/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	AVENUE PAUL VALERY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	27/08/2021	AVENUE DAVID DE VIGNERTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	30/08/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/09/2021	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	11/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	18/03/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	12/08/2021	LOT DU GOLF TR 2	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	12/08/2021	IMPASSE DE MOLIETS	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	30/08/2021	AVENUE DE LUCASSON	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	26/08/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	02/09/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	01/09/2021	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie vérifier	01/09/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	07/09/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	07/09/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	11/08/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	11/08/2021	ROUTE DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/03/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	17/09/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	06/09/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	10/08/2021	_	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	12/08/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE DU APCHOT	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/03/2021	AVENUE BERTHOUD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	17/09/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	17/09/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	24/08/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	16/08/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	10/09/2021	ALLEE DES ARBOUSIERS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	13/08/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	10/08/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	30/08/2021	LOT DU GOLF TR 2	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	12/08/2021	IMPASSE DE MOLIETS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/08/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	26/08/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/08/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/09/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	30/08/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	31/08/2021	AVENUE DES LILAS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	30/08/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	21/09/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	31/08/2021	IMPASSE DE SAINT NOM LA BRETECHE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	07/09/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	06/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	02/09/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	08/09/2021	AVENUE DES MAGNOLIAS	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter pour qualité eau	08/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	22/09/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/09/2021	ALLEE DES TULIPES	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/09/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	14/09/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	22/09/2021	AVENUE DE MAPOUCHET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/09/2021	AVENUE DES AIGUILLES VERTES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	ALLEE DES SALLOIS	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	22/09/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	16/09/2021	AVENUE DE MOUTCHALETTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	16/09/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	07/09/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	07/09/2021	LOT LES JARDINS D ANTOINETTE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	16/09/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	16/09/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau renouveler sans compteur	23/09/2021	RUE DE LA GARENNE	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	24/09/2021	RUE DU PIGNOT	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	20/09/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/09/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	20/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	réseau eau remise en eau réaliser	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	16/09/2021	RUE AMEDEE GUITARD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	13/09/2021	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	PLACE DES SPORTS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer (suite à recherche de fuites)	20/09/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	regard compteur enquêter	24/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	27/09/2021	AVENUE DE MOUTCHALETTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau réaliser	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter équipement	18/03/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	18/03/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	réseau eau arrêt d'eau afficher	21/09/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	16/09/2021	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/09/2021	RUE DE LA MALINEYRE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	réseau eau enquêter fuite	13/09/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	15/09/2021	ALLEE DE LA FORET	LANTON	1
LANTON	branchement eau fermer demande interne	16/09/2021	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	16/09/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	18/09/2021	ALLEE DES FUSAINS	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	23/09/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	28/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	30/09/2021	AVENUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	06/10/2021	_	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	06/10/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	11/10/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE D ELLOY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE DE LA SALLE DE QUARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	AVENUE DE COURBEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	18/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE BLANCHE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	ALLEE D ELLOY	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	18/03/2021	AVENUE CLAUDE DEBUSSY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	18/03/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/10/2021	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	01/10/2021	ALLEE DES FIGUIERS	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	05/10/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	05/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	28/09/2021	AVENUE DU PITEY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	28/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	24/09/2021	ALLEE MARIE THERESE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	06/10/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	06/10/2021	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	30/09/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	compteur déposer	30/09/2021	RUE GUY CELERIER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	11/10/2021	VILLAGE DES LAVANDIERES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	11/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	11/10/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	11/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	20/10/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	29/10/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/11/2021	RUE SAINT EXUPERY	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	25/10/2021	ALLEE DES MESANGES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	08/11/2021	ALLEE DES CHATAIGNIERS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/11/2021	IMPASSE DU CHATEAU D EAU	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	08/11/2021	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	25/10/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	03/11/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	CHEMIN DE SUZETTE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	21/10/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	03/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	ROUTE DE POUZOUM	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	26/10/2021	CHEMIN DE LA PESOTTE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	26/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	10/11/2021	ALLEE CANTEGRIL	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter équipements	03/11/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	25/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	25/10/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	29/10/2021	QUERQUILLAS	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	27/10/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/11/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter (débit, pression)	28/10/2021	ALLEE CARPE DIEM	LANTON	1
LANTON	vanne inspecter - manoeuvrer	02/11/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	24/09/2021	AVENUE DE L ESTEY	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	29/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	29/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser avec émetteur téléR	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur relever	18/03/2021	ALLEE DE LA FERME	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR reparamétrer	06/10/2021	ROUTE DE L EGLISE	LANTON	1
LANTON	compteur relever	30/09/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	regard compteur créer	29/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	05/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	30/09/2021	RESIDENCE LE BOISSET	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	19/10/2021	ALLEE SAINT HENRI	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	18/10/2021	ALLEE DES ACACIAS	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	11/10/2021	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	18/10/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	21/10/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	26/10/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	25/10/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	27/10/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	appareil fontainerie renouveler	29/10/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	15/11/2021	AVENUE FRANCIS HOSTEIN	LANTON	1
LANTON	branchement eau réparer	09/11/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	devis métré réaliser	16/11/2021	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	compteur changer pièces, réparer fuite	12/11/2021	RUE GUILLAUME APOLLINAIRE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	08/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	22/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	29/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique	29/10/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer avec émetteur téléR	10/11/2021	RUE ALFRED DE VIGNY	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	10/11/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	voirie enquêter problème	25/10/2021	LA CLAIRIERE DES MARINES	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	21/10/2021	ALLEE DE LA PASSE	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	20/10/2021	ALLEE DUQUESNE	LANTON	1
LANTON	compteur remplacer pour anomalie technique avec TéléR	21/10/2021	BOULEVARD DE LA PLAGE	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	25/10/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	27/10/2021	AVENUE JACQUES OFFENBACH	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	27/10/2021	RUE ALBERT PITRES	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	29/10/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	BAC remettre en état	17/11/2021	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	branchement eau enquêter fuite	11/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	18/11/2021	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	réseau eau enquêter fuite	03/12/2021	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/12/2021	ALLEE SAINT JOSEPH	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	22/11/2021	ALLEE DU PONT DE TITOUNE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	ROUTE DE MOUCHON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/12/2021	ALLEE JACQUES CARTIER	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/11/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur	16/11/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	10/11/2021	VILLAS OSTREA R DU STADE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	AVENUE DES FOUGERES	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	22/11/2021	AVENUE DES GENETS	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/11/2021	ROUTE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	16/11/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	10/11/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/11/2021	RUE DE L ABBE WOLF	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter client	23/11/2021	AVENUE DE LA GARE	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR renouveler (sans compteur)	06/12/2021	HAMEAU DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/11/2021	AVENUE GUYNEMER	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	23/11/2021	ROUTE DU STADE	LANTON	1
LANTON	réseau eau purger	19/11/2021	_	LANTON	1
LANTON	émetteur téléR poser (sans compteur)	06/12/2021	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	branchement eau créer avec compteur TéléR	09/09/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	compteur enquêter fuite	08/09/2021	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	20/09/2021	RUE PIERRE TECHOUEYRES	LANTON	1
LANTON	compteur poser	05/10/2021	ALLEE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	regard compteur renouveler	11/10/2021	ALLEE MARGUERITE	LANTON	1
LANTON	réseau eau réparer	18/09/2021	ALLEE DES FUSAINS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**06/10/2021**	_	LANTON	1
LANTON	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**06/10/2021**	ALLEE DES ARUMS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer fuite**	**06/12/2021**	ALLEE BOUGAINVILLE	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**23/03/2021**	ROUTE DE LA SABLIERE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau rechercher fuite**	**25/03/2021**	_	LANTON	1
LANTON	**réseau eau réparer**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**compteur relever**	**22/03/2021**	RUE DES ALBATROS	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**22/03/2021**	ROUTE DE MARSALAT	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer**	**18/03/2021**	AVENUE CHARLES GOUNOD	LANTON	1
LANTON	**branchement eau fermer demande interne**	**22/03/2021**	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	**compteur poser**	**29/12/2021**	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter fuite**	**23/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau afficher**	**23/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau remise en eau réaliser**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**branchement eau ouvrir**	**26/03/2021**	RUE DE L HOTEL DE VILLE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau ouvrir**	**26/03/2021**	HAMEAU DES SABLINES	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer avec émetteur téléR**	**06/12/2021**	ALLEE DE ROBINVILLE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	**06/12/2021**	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE GINETTE MAROIS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	IMPASSE CHAMBRELENT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE GABRIEL	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	RUE PIERRE DE RONSARD	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DES BOUVIERS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	PLACE DES SPORTS	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DOMINIQUE	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**23/03/2021**	RUE DU PORT	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**compteur enquêter client**	**22/03/2021**	AVENUE ROSA BONHEUR	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**16/12/2021**	AVENUE DU PONT DES CHEVRES	LANTON	1
LANTON	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**réseau eau purger**	**24/03/2021**	ALLEE DES GOELANDS	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR renouveler (sans compteur)**	**20/12/2021**	RUE DANIEL HAZERA	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	**21/12/2021**	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**émetteur téléR reparamétrer**	**06/12/2021**	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1
LANTON	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**29/12/2021**	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**branchement eau enquêter fuite**	**30/12/2021**	ROUTE DE LENAN	LANTON	1
LANTON	**compteur relever**	**06/12/2021**	ALLEE DU POT DE RESINE	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	ALLEE DES ACACIAS	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**06/12/2021**	ALLEE SUFFREN	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	**14/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**13/12/2021**	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**13/12/2021**	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**branchement eau créer avec compteur**	**21/12/2021**	RUE DU SABOTIER	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**21/12/2021**	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**28/12/2021**	AVENUE BERTIN	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**22/12/2021**	AVENUE HUET	LANTON	1
LANTON	**devis métré réaliser**	**28/12/2021**	CHEMIN DU BRAOU	LANTON	1
LANTON	**branchement eau réparer fuite**	**29/12/2021**	AVENUE MOZART	LANTON	1
LANTON	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**30/12/2021**	ROUTE DE BLAGON	LANTON	1
LANTON	**compteur déposer**	**23/12/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	LANTON	1
LANTON	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/12/2021**	ROUTE DE BORDEAUX	LANTON	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

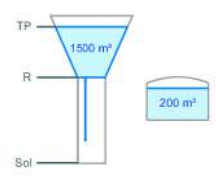
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat de Lanton

Synoptique du réseau d'eau potable

Légende

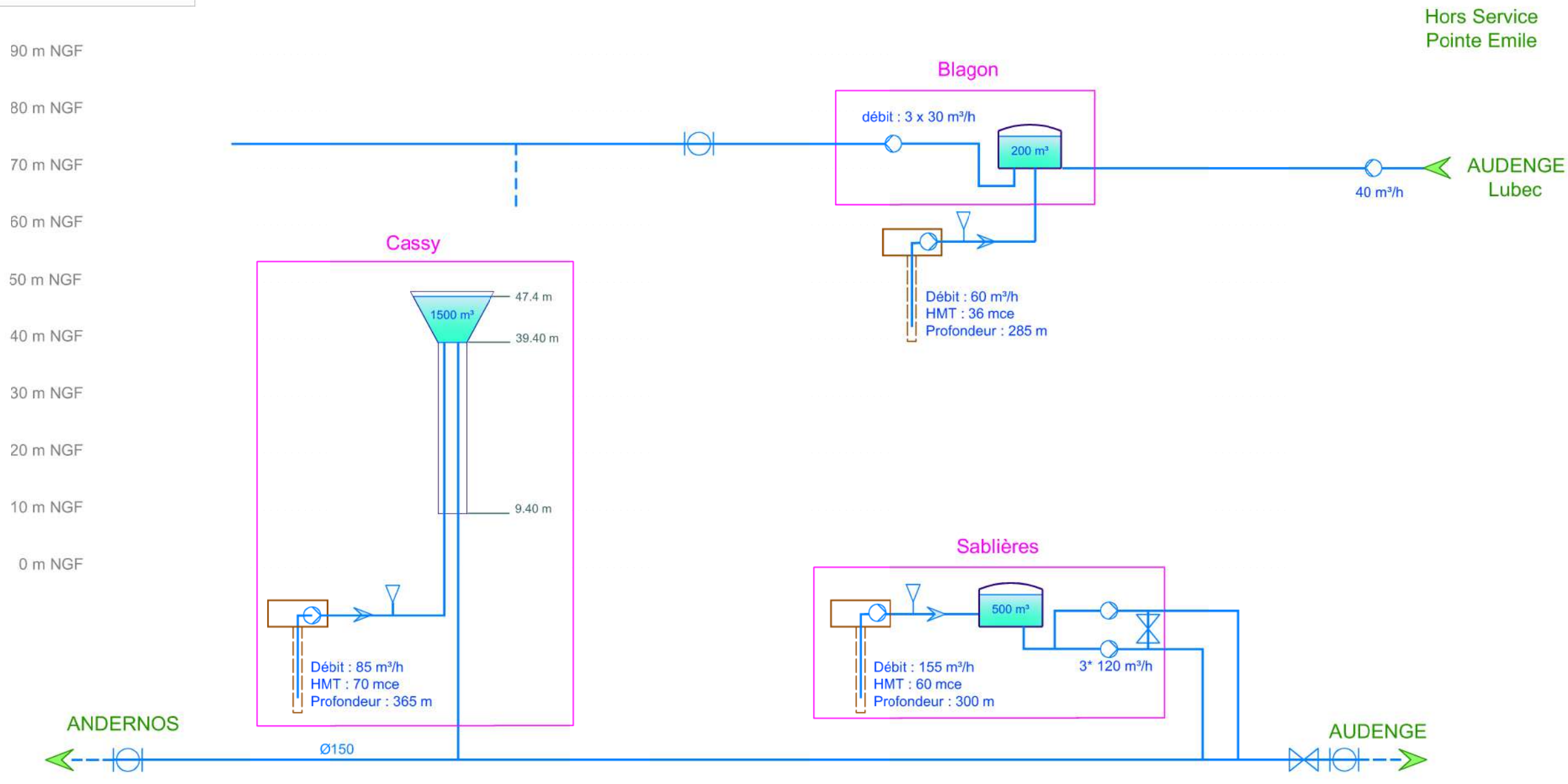
- Surpresseur
- Chloration
- Compteur
- Vanne
- Réseau principal
- Distribution
- Sens d'écoulement
- Interconnexions



Réservoir



Forage



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
    - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
    - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
    - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
        - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
        - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « *Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs* », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.*** »

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RAPPORT ANNUEL 2021

SERVICE D'EAU POTABLE - LÈGE-CAP FERRET

Synthèse de l'année P. 4
Service Patrimoine P. 9
Bilan technique du service P. 27
Gestion clientèle P. 53
Economie de la délégation P. 58



LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LE RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE CONCERNE LA GESTION 2021 DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE DÉLÉGUÉE À AGUR PAR COBAN DANS LE CADRE DU CONTRAT D'AFFERMAGE AVEC PRISE D'EFFET LE 1ER JUILLET 2013.

Le présent rapport a pour objet, non seulement de satisfaire aux obligations contractuelles d'informations annuelles mais aussi de répondre aux exigences du décret nº 2007-675 du 2 mai 2007.
Ce décret concerne le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement et les indicateurs de performance permettant d'évaluer la qualité du service tout au long du contrat d'exploitation.
En adéquation avec le décret 2007-675, le rapport du délégataire ci-dessous traite :

> **des variations du patrimoine immobilier** de la collectivité au cours du dernier exercice.

> **de l'état des lieux** des installations de traitement et d'adduction de l'eau potable du syndicat d'eau potable. L'accent est porté sur l'état de fonctionnement des ouvrages et leur conformité en vue de la sécurité du personnel.

> **de l'inventaire des travaux de renouvellement** contractuels réalisés par le délégataire ainsi que leurs charges financières.

> **des biens de retour restitués à la collectivité** en fin de contrat et les biens de reprise appartenant à AGUR et devant être vendus à la collectivité à l'issue du contrat.

> **des engagements à incidence financière** d'une durée non égale à celle du contrat (conventions) mais nécessaire à la continuité du service et reconduits en fin de service.

Le rapport suivant visera à présenter l'activité du service au cours de l'année 2021 et les différents moyens humains et techniques mis en œuvre en vue de sa bonne réalisation. Nos actions en vue d'un développement durable sont détaillées tout au long de ce descriptif. Un bilan financier annuel de ce service est également présenté. Enfin, ce rapport tâchera également de proposer des améliorations techniques nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

04-08
SYNTHÈSE DE L'ANNÉE
Chiffres clés
Indicateurs de performance
Faits marquants
Propositions d'amélioration



09-26
SERVICE - PATRIMOINE
Le contrat
Organisation du service par Agur
Patrimoine



27-52
BILAN TECHNIQUE DU SERVICE
Volumes / Rendements
Qualité de l'eau
Energie / Réactifs
Interventions d'exploitation
Renouvellement contractuel
Travaux divers



53-57
GESTION CLIENTÈLE
Les branchements
Les abonnements
Les volumes factures
Paiement des factures
Réclamations clients



58-68
ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION
Tarification du service
Compte rendu financier
Compte d'exploitation



69-96
ANNEXES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



SYNTHÈSE DE L'ANNÉE

1. Chiffres clés
2. Indicateurs de performance du service
3. Faits marquants
4. Propositions d'amélioration

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Chiffres clés

10 894
abonnés du service d'eau potable au 31/12/2021

1 408 755 m³
volumes consommés comptabilisés au 31/12/2021

239.59 km
de canalisations

73.69 %
de rendement réglementaire

218.98 €
Montant d'une facture type de 120 m³ à l'année

5
Unités de production

8
Réservoirs de stockage d'eau potable

2 - Indicateurs de performance du service

2.1 Indicateurs réglementaires

L'activité clientèle		Producteur	Valeur
	Nombre d'abonnés du service eau Potable	Délégataire	10 894
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total	Collectivité	/
Qualité du service à l'usager			
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS	100 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS	100 %
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de services non programmées (pour 1000 abonnés)	Délégataire	3.58 ‰
[P151.0]	Délai maximal d'ouverture des Branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100 %
[P155.1]	Taux de réclamations pour 1000 abonnés	Délégataire	4.22 ‰
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	2.09 %
[P109.1]	Abandons de créance et versements à un fond de solidarité	Délégataire	0 €
Prix du service de l'eau			
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	1.82 €
Gestion patrimoniale			
	Nombre d'installations de production	Délégataire	5
	Nombre de réservoirs de stockage	Délégataire	8
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité	/
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité	/
	Linéaire de réseau	Délégataire	239.59 km

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE			
[P108.3]	Indice d'avancement de protection de la ressource en eau	Collectivité	/
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	73.69 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	6.69
[P106.3]	Indice linéaire de perte en réseau	Délégataire	6.00

2.2 INDICATEURS SPÉCIFIQUES

Sans objet

3 - Faits marquants

Les faits marquants du service de l'année 2021 sont présentés ci-dessous :



> Renouvellement des réseaux

La collectivité a poursuivi sa dynamique de renouvellements des réseaux problématiques (eaux rouges, fréquence de fuites...). Les canalisations et branchements de 6 rues ont été renouvelés (Avenue des Merles, Avenue des Pinsons, Avenue des Fauvettes, Avenue des Grives, Rue Alain Gerbault, Rue Jean Bart)

>Campagne de suivi des légionnelles sur le forage des Embruns

Un suivi de la Légionelle a été mis en place le 30/06/18 lors de la mise en service du forage suite à un contrôle positif sur l'eau non traitée en date du 08/06/18 (autocontrôle AGUR). Pendant toute la phase de production, l'eau brute et l'eau traitée ont été analysées et l'eau traitée n'a montré aucune trace du pathogène.

La conduite de refoulement a toutefois été désinfectée avant mise en service les 9 et 10/06/2020. L'analyse de l'ARS réalisée le 10/06/2020 étant conforme, l'autorisation de mise en service a été donnée par les services de l'Etat.

En 2021, les analyses ARS n'ont pas montré la présence de Légionelle sur l'eau brute du forage des Embruns.

>Import Ares

L'import d'Arès a été sollicité à hauteur des 200 000 m³ prévu par la convention d'achat. Cet import a notamment pour but de diminuer les volumes prélevés sur la commune de Lège Cap Ferret et sécuriser la continuité de service d'adduction en eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

>Diagnostic étanchéité et de structure du CE du Cap Ferret

Faisant suite aux travaux de sécurisation du château d'eau en 2020, La Collectivité a mandaté le bureau d'étude ALTEREO afin de réaliser un diagnostic de structure et d'étanchéité du réservoir du Cap Ferret en vue d'une éventuelle réhabilitation de l'ouvrage.

>Renouvellement de l'armoire électrique de Claouey

Dans le cadre du plan de renouvellement contractuel, l'armoire électrique de la station de production de Claouey a été renouvelée. Des optimisations ont été apportées (remplacement des démarreurs par des variateurs de vitesse) dans le but d'améliorer le fonctionnement du service.

>Mis en place d'une vanne de régulation pour le remplissage du réservoir du cap Ferret

Dans le cadre d'un marché porté par la collectivité, un stabilisateur Amont / Aval a été posé sur la conduite permettant de remplir le réservoir semi enterré du réservoir du Cap Ferret. Ce dispositif permet de maitriser le remplissage de cet ouvrage et de sécuriser le fonctionnement lors d'éventuelles coupures électriques.

>Fiabilisation du suivi de la qualité

3 analyseurs de chlore en continu ont été mis en place sur les installations du Grand Crohot, château d'eau du Cap Ferret et sur la conduite alimentant le réservoir du Four. Ces dispositifs ont pour but d'assurer un suivi plus précis des taux de désinfectant sur le réseau et les ouvrages.

>Suivi des risques CVM

A partir des données patrimoniales et l'étude des temps de contact via le modèle hydraulique, AGUR a réalisé une carte présentant la localisation des tronçons sensibles.

Les prélèvements effectués ont révélé une présence de CVM sur le secteur de la Saussouze qui n'a pas été confirmé par la contre analyse.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4 - Propositions d'amélioration du service

Dans le but d'améliorer le fonctionnement du service public de l'eau potable, un programme de travaux d'amélioration a été établi en coordination avec la collectivité en 2021.

Ils comprennent les travaux suivants :

4.1 SUR LES STATIONS

LOCALISATION TRAVAUX	NATURE TRAVAUX	PRIORITÉ
Station des Viviers	Mise en place d'un point de rechloration de la canalisation d'alimentation du réservoir du Four	1
	Mis en place d'un débitmètre sur l'arrivée du forage des embruns sur la station des Viviers	1
Station de Cassieu	L'ajout d'une pompe de capacité inferieure afin d'optimiser fonctionnement du secteur surpressé en période de faible consommation	2
Réservoir du Cap Ferret	Mise en place d'une sonde de pression au pied du château d'eau avec asservissement des stations Vallons et Viviers	2

4.2 SUR LES RÉSEAUX

Afin de diminuer les pertes d'eau sur le réseau et fiabiliser son état, différents travaux pourront être entrepris :

> Renouvellement des ballons anti-bélier (prévu sur le premier trimestre 2022).

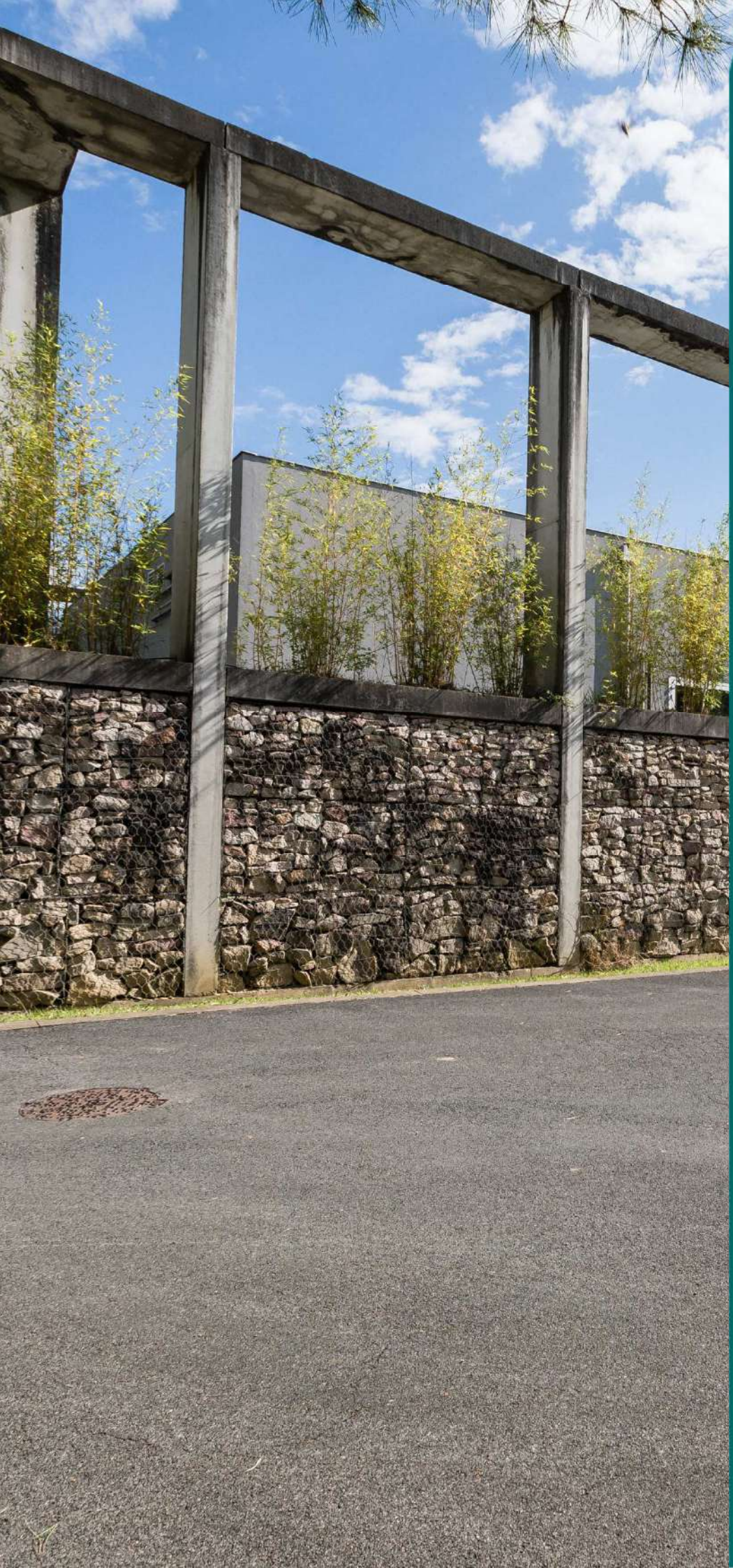
> Poursuite de la campagne de renouvellement réseaux

> Renouvellements de branchements optimisés visant à simplifier la structure du réseau.

4.3 ACHAT D'EAU À ARES

Une convention d'achat d'eau avec Arès permet de diminuer le volumes d'eau prélevé sur la commune de Lège Cap Ferret.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



SERVICE - PATRIMOINE

1. Le contrat
2. Organisation du service par AGUR
3. Patrimoine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Le Contrat

1.1 La Collectivité

Président de la COBAN
Monsieur Bruno LAFON

Directrice générale des Services Techniques
Madame Stéphanie COYAULT

Directeur Général des Services
Monsieur Pierrick RAUDE

Directrice Eau Potable
Madame Marie-Paule PONS

46 avenue du colonie
33510 ANDERNOS LES BAINS
05.57.76.17.17

1.2 Le contrat

Nature du contrat : Affermage

Date d'effet : 01/07/2013

Durée du contrat : 12 ans

Date d'échéance (intégrant les avenants éventuels) : 30/06/2025

1.3 Les avenants au contrat

Avenant N°1 signé le 30 juin 2017 : modification du périmètre affermé avec nouvelle station des Viviers, intégration de 2 surpresseurs, des compteurs de sectorisation et des prélocalisateurs de fuite.

Avenant N°2 en vigueur au 1er janvier 2019 : Intégration de l'achat d'eau d'Arès, suivi des CVM

Avenant N°3 en vigueur au 1er janvier 2020 : transfert du maître d'ouvrage, formaliser la substitution de la COBAN en qualité de maître d'ouvrage

2 - Organisation du service par Agur

2.1 L'organisation locale du service

La société AGUR met à la disposition de la COBAN une organisation spécifique dédiée au service ainsi que tous les moyens matériels humains nécessaires à la qualité du service. La société AGUR met donc à disposition de la collectivité une infrastructure locale et propre à la gestion des ouvrages de la COBAN, composée des différentes compétences des métiers de l'eau.

AGUR est représenté localement par son directeur de zone, Yan Mas. Il assure les missions telles que :

> Les relations avec les élus et les services

> Le management de l'encadrement local

> L'expertise technique

> Le respect des engagements

> Assurer le relai entre le siège et le terrain

> Être votre interlocuteur unique

Maxime Léonard est le responsable de centre attitré et a une fonction d'encadrement et la gestion du service. Jérôme Tuheil, son adjoint est le responsable local, il est basé directement sur le secteur de la collectivité.

Leurs missions principales sont :

> Le relationnel avec la collectivité

> La gestion des interventions

> L'organisation et la planification des missions des agents

> Le suivi de la clientèle

Il s'entoure de son équipe d'agents affectés au service d'eau potable de la Commune de Lège-Cap Ferret. Ils sont les garants de la continuité du service au quotidien.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le tableau ci-dessous dresse l'organigramme de l'équipe encadrante de l'agence de Lège-Cap Ferret :

Responsable de centre	Maxime LEONARD
Référent réseau	Jérôme TUHEIL
Référent usines	Jérôme TUHEIL
Référent travaux de renouvellement	Jérôme TUHEIL
Référent automatisme et supervision	David DUTHU
Agent d'exploitation	Baptiste GODEFROIDT / Antony ROUGEOL / Adrian JULIANI
Agent travaux	Christophe BAFFET / Thomas POTEL
Assistante de centre	Angélique DENIBAUD
Référente clientèle	Sandy TRATNER

2.2 LES COORDONNÉES DU SERVICE

Siège : **Agur BAYONNE**
Adresse : **5 rue de la Feuillée**
64100 BAYONNE

Agence : **Lège-Cap Ferret**
Adresse : **17-19 rue Hermione**
33 950 LEGE-CAP FERRET

Un service d'accueil téléphonique est également proposé dans les heures d'ouvertures de la société. Une équipe de téléconseillers spécialisés basée à Bayonne répond aux demandes des abonnés du service.
09 69 39 40 00
du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
et de 14h à 18h

Un numéro d'astreinte vous permettant de joindre l'agent d'astreinte sur votre secteur est également mis à disposition **24h/24**.
09 69 39 40 00

2.3 LES MOYENS TECHNIQUES GÉNÉRAUX

De nombreux moyens humains et techniques sont mis à la disposition de la COBAN. Nous présentons entre autres les outils suivants :

Appel en masse AMA

Le système d'appel téléphonique AMA permettant une information en masse très rapide (1500 appels téléphoniques, SMS, mail envoyés par heure) en cas de problème sur le réseau de distribution par exemple.

ama© Appel en Masse Agur

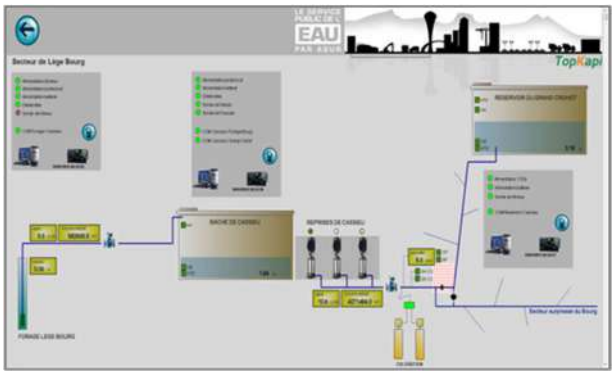
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La supervision TOPKAPI

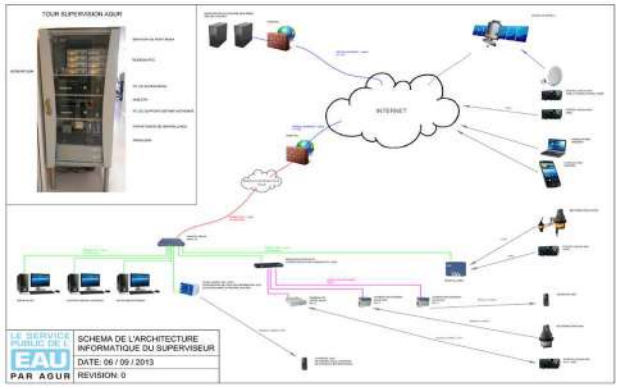
Un système de de supervision TOPKAPI communiquant avec tous les types d'automates de télégestion placés sur chaque site équipé. Cette supervision surveille en permanence le fonctionnement du réseau de distribution et offre de nombreuses possibilités d'analyse de fonctionnement des ouvrages.



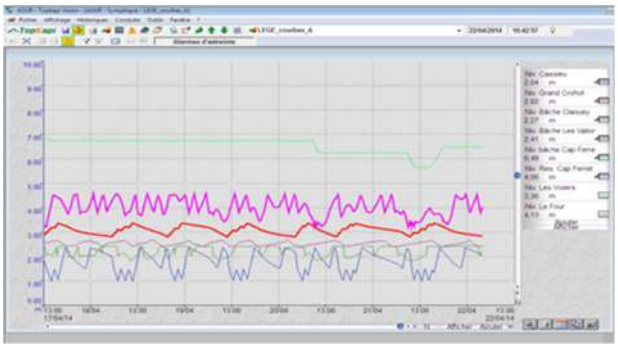
Gestion des alarmes



Synoptique de supervision



Architecture de supervision en place

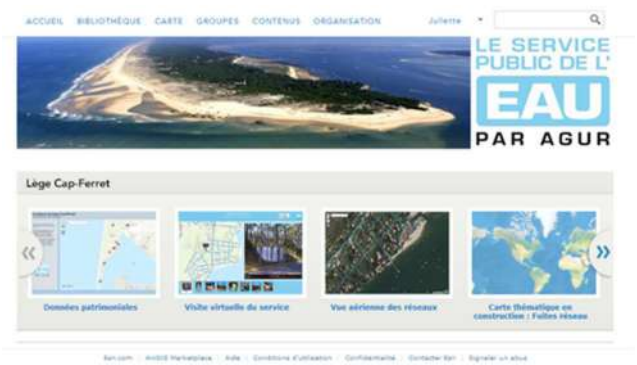


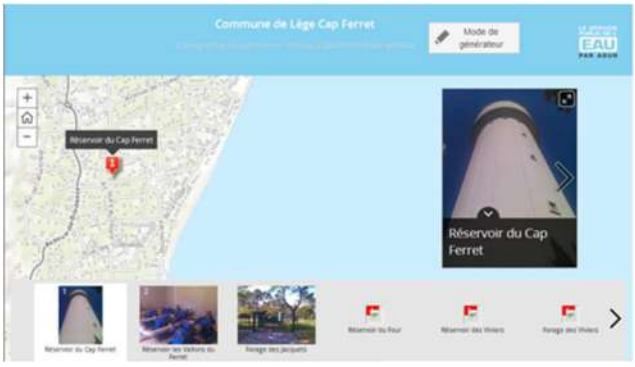
Edition de tableaux de bord

LE SIG (Système d'Information Géographique)

Un SIG permettant l'archivage sur une base de données géoréférencée (base IGN) des réseaux d'eau potable du syndicat. Ce SIG est la mémoire informatique du positionnement et des interventions réalisées sur le réseau de distribution. Un SIG en ligne destiné aux services de la collectivité est accessible en permanence à partir de notre site internet : www.agur.fr

Cette application offre des vues différentes sur le réseau d'eau potable et les travaux qui y sont faits :





Carte des sites principaux



Carte des réseaux

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Groupe Electrogène en secours sur la commune de Lège-Cap Ferret

Un groupe électrogène de 400 KVA a été mis en place par Agur depuis le 1er juillet 2013 dans le cadre de l'investissement contractuel sur la commune de Lège-Cap Ferret.

Des groupes électrogènes sont aussi disponibles chez Agur pour prendre le relais des alimentations électriques des usines et autres ouvrages de surpression. La réactivité maximale permise par ces groupes constitue l'une de nos forces en cas de tempêtes.



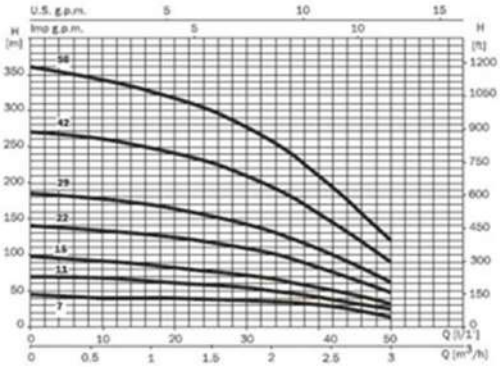
Pompes de forage de Secours

Agur a approvisionné 3 pompes de forages permettant de secourir les 5 forages de la commune de Lège-Cap Ferret.

Ces 3 pompes sont basées sur Lège-Cap Ferret pour intervenir le plus rapidement possible en cas de panne.



Courbes hydrauliques



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 - Patrimoine

3.1 CAPTAGES ET PRODUCTION

> 3.1.1 Les captages

Le réseau d'adduction d'eau potable de la commune de Lège-Cap Ferret est alimenté par cinq forages situés sur la commune (Les forages de Lège bourg, des Embruns, de Claouey, des Viviers, des Jacquets).

L'arrêté n°3 du 28 février 2009 définit les conditions de prélèvement d'eau sur les 5 ressources de la Ville.

NATURE	NOM	ANNÉE DE CRÉATION	VOLUME MAXIMAL ANNUEL AUTORISÉ	DÉBIT AUTORISÉ	NAPPE CAPTÉE
Forage	Lège	1961	350 000 m³	90 m³/h	OLIGOCENE Littoral
Forage	Embruns	1981	155 000 m³	260 m³/h	OLIGOCENE Littoral
Forage	Claouey	1961	385 000 m³	90 m³/h	OLIGOCENE Littoral
Forage	Viviers	1973	430 000 m³	120 m³/h	OLIGOCENE Littoral EOCENE Littoral
Forage	Jacquets	2004	440 000 m³	150 m³/h	OLIGOCENE Littoral

Un secours de ces forages existe avec la commune d'Arès par un import du forage de Grande Lande. La ville de Lège-Cap Ferret a participé pour moitié aux investissements de cette station.

Une convention d'achat a été signée avec la commune d'Arès permettant d'importer 200 000 m3/an

Forage de Lège Bourg

Cet ouvrage a été totalement réhabilité en 2012.

Le forage de Lège Bourg est utilisé toute l'année. Il est en liaison avec la station de Cassieu distante de quelques centaines de mètres.



Propositions d'amélioration

Suite au diagnostic effectué en juin 2020, une régénération devra être réalisée afin de retrouver un niveau de productivité maximal. Les travaux ont été planifiés en janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Forage des Embruns

Le forage des Embruns ne sert que pour la période estivale. Il alimente la bâche des Viviers et est équipé d'une unité de traitement au chlore gazeux.





Propositions d'amélioration

Un diagnostic de ce forage a été réalisé en 2015, il ne mentionnait pas d'anomalies particulières.

Forage de Claouey



Le forage de Claouey est utilisé toute l'année. Il est en liaison avec la station de Claouey qui se situe sur le site de prélèvement.

Un diagnostic de ce forage a été réalisé en mars 2016. Il ne mentionnait pas d'anomalies particulières.

Forage des Viviers

Le forage des Viviers est utilisé toute l'année.



Propositions d'amélioration

Le dernier diagnostic de ce forage date de 2006. Il mentionne une liaison entre l'Oligocène et l'Eocène. Dans le cadre de l'arrêté préfectoral, Une demande a été effectué par le maitre d'ouvrage afin d'autoriser le prélèvement dans les 2 ressources (maintien du fonctionnement actuel)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Forage des Jacquets

Le forage des Jacquets est utilisé toute l'année. Il est en liaison avec la station des Vallons située à environ 5 km du forage.





Le démarrage du forage était régulée par une vanne électrique. Afin de sécuriser le fonctionnement de l'ouvrage, cette dernière a été remplacée par un variateur de vitesse.

Propositions d'amélioration

Afin de faciliter l'accessibilité aux équipements du forage il serait judicieux de renouveler le capotage de protection.

> 3.1.2 Les usines de production

Usine de Production de Cassieu

Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 200 m³



Capacité production journalière	2 160 m ³/jour
Consommation électrique relevée prenant (forage + production en kW)	181 208
Groupe électrogène	Non

L'usine de Cassieu alimente le bourg de Lège et remplit le réservoir du Grand Crohot. Un secteur de Lège Bourg est surpressé à partir de cette station (secteur de la Saussouze).

L'état général de ce site est correct.

Travaux à prévoir

Hydraulique : Mise aux normes du ballon anti-bélier . Une étude hydraulique sera menée afin de valider le dimensionnement de l'équipement à mettre en place .

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Usine de Production de Claouey

Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 100 m³



Capacité production journalière	2 160 m³/jour
Consommation électrique relevée (forage +production en kW)	121 994
Groupe électrogène	Non

Alimentée par le forage du même nom, elle alimente le quartier de Claouey et remplit le réservoir du Four.

Travaux à prévoir

Hydraulique : Mise aux normes du ballon anti-bélier . Une étude hydraulique sera menée afin de valider le dimensionnement de l'équipement à mettre en place .

Usine de Production des Viviers

Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 1 240 m³



Capacité production journalière	9 120 m³/jour
Consommation électrique relevée (forages +production en kW)	245 786
Groupe électrogène	Non

L'usine des Viviers permet d'alimenter les réservoirs du Four et du Cap Ferret.

Travaux à prévoir

Mis en place d'un débitmètre sur la conduite d'eau brute arrivant des Embruns.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Station de reprise des Vallons du Ferret



Désinfection

> Chloration au chlore gazeux

Stockage

> Bâche de reprise de 3 000 m³

Capacité production journalière	3 600 m³/jour
Consommation électrique relevée (forage +production en kW)	317 197
Groupe électrogène	Oui

Les Vallons du Ferret alimentent le château d'eau du Cap Ferret.

L'état général du site est correct.

Travaux à prévoir

Hydraulique : mise aux normes du ballon anti-bélier

Sécurisation : il faudrait prévoir une sécurisation des commandes de pompage avec la mise en place de contacteurs de niveau en secours de la sonde analogique.

3.2 LES OUVRAGES DE STOCKAGE ET DE SURPRESSION D'EAU

> 3.2.1 Les réservoirs de stockage

Le tableau ci-dessous dresse la liste des réservoirs d'adduction d'eau potable sur la commune de Lège-Cap Ferret.

CODE	COMMUNE	NATURE	CAPACITÉ (M³)	TÉLÉ -SURVEILLANCE
Cassieu	Lège-Cap Ferret	Au sol	200	oui
Crohot	Lège-Cap Ferret	Au sol	2000	oui
Claouey	Lège-Cap Ferret	Au sol	100	oui
Viviers	Lège-Cap Ferret	Au sol	1240	oui
Le Four	Lège-Cap Ferret	Au sol	750	oui
Vallons	Lège-Cap Ferret	Au sol	3000	oui
Cap Ferret	Lège-Cap Ferret	Sur tour	500	oui
Cap Ferret	Lège-Cap Ferret	Au sol	2000	oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le Le service
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réservoir du Grand Crohot

La réhabilitation du réservoir du Grand Chrohot a été achevée en Mars 2020. L'étanchéité intérieure / extérieure, les tuyauteries intérieures et les clôtures ont été réhabilitées et le réservoir a été remis en service.

Un analyseur de chlore a été installé afin de fiabiliser le suivi de résiduel de chlore sur le réservoir.

Le système d'alimentation solaire a lui été redimensionné.



Travaux à prévoir

Sans objet

Réservoir du Four

Le réservoir du Four est en bon état.



Travaux à prévoir

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Réservoir du Cap Ferret

Le réservoir du Cap Ferret est composé de deux stockages : une bâche de 2000 m3 au sol et un réservoir sur tour de 500 m3. La bâche permet le remplissage par pompage du château d'eau en cas de fort besoin de consommation en période estivale.

Le génie civil des équipements est en bon état.





Travaux à prévoir

Les canalisations de vidange du réservoir sont à renouveler.

La mise en place d'un asservissement des stations des Viviers et des Vallons sur la pression mesurée en aval du château d'eau peut être envisagée afin de pouvoir palier un isolement inopiné du réservoir.

Suite à la chute de blocs de béton provenant de l'acrotère du château d'eau, une sécurisation provisoire a été mise en place. Une étude a été en 2021 menée par la COBAN afin de réaliser un diagnostic de structure et d'étanchéité de l'ouvrage.

> 3.2.2 Les stations de surpression

Le tableau suivant recense les différentes stations de surpression de la commune de Lège Cap Ferret :

DÉSIGNATION	DÉBIT NOMINAL EN M³/H	HMT EN MCE	TÉLÉ - SURVEILLANCE	GROUPE ÉLECTROGÈNE	DESCRIPTION
Surpresseur Pointe aux Chevaux	31	55	Oui	Non	2 pompes de 31 m³/h
Surpresseur Dune Blanche	16,3	63,5	Oui	Non	3 pompes de 16,3 m³/h
Surpresseur de Piraillan	60	29	Oui	Non	3 pompes de 20 m3/h

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

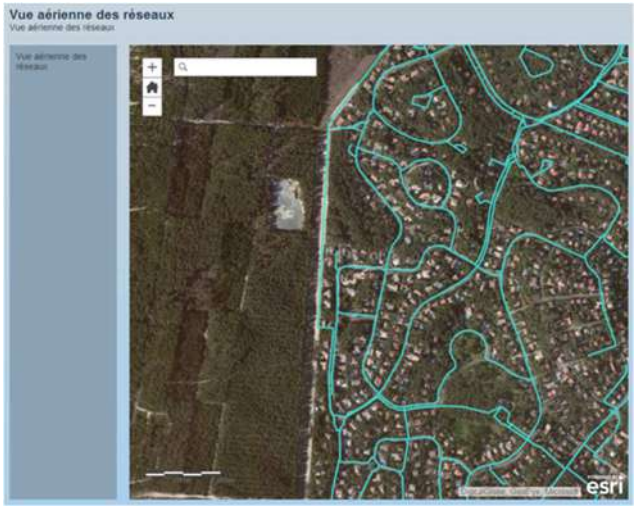
> 3.3.1 Le réseau principal de distribution

Les plans du réseau sont numérisés et utilisés sous informatique à l'aide d'un logiciel SIG (Système d'Information Géographique).

Le développement d'une application SIG en ligne (Arcgis Online) vous permet un accès direct à vos données patrimoniales.

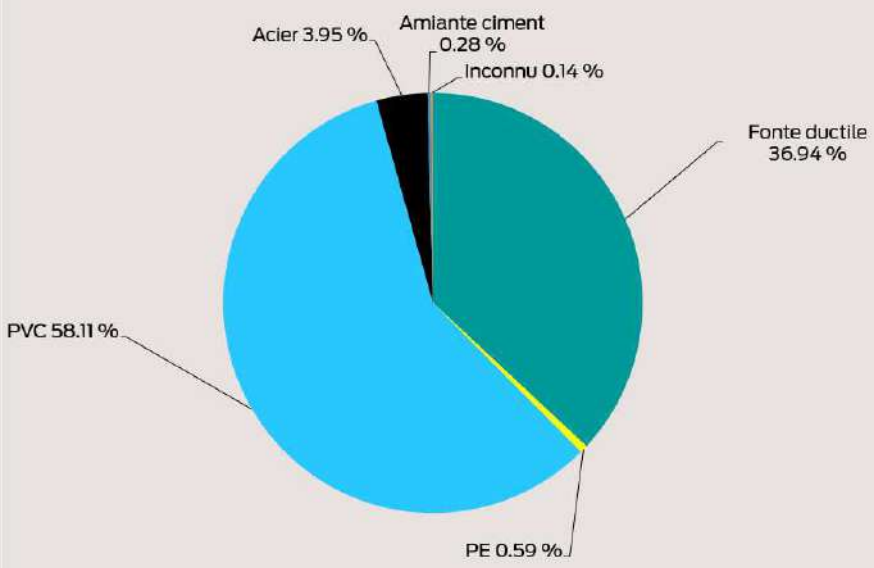
Les cartes de réseau mises à jour régulièrement sont accessibles via le web aux services de la collectivité en permanence.





MATÉRIAUX	2021	%
Fonte ductile	88 501	36.94%
PE	1 422	0.59%
PVC	139 216	58.11%
Acier	9 456	3.95%
Amiante ciment	663	0.28%
Inconnu	327	0.14%
TOTAL (ml)	239 585	100,00 %

Composition du réseau de canalisations de distribution d'eau potable



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

MATÉRIAUX	DIAMÈTRE	2019	2020	2021
PVC	32	3 384	3 384	3 386
	40	2 911	2 911	2 913
	50	15 148	14 973	14 983
	63	29 995	30 069	29 763
	75	2 356	2 356	2 278
	90	4 017	4 017	4 053
	110	27 739	28 315	28 229
	125	1 960	1 960	1 964
	140	2 247	2 247	2 237
	160	36 408	40 837	37 437
	200	11 919	7 585	11 847
	225	6	6	6
	250	119	119	120
Total PVC		**138 209**	**138 781**	**139 216**
FONTE	60	4 911	4911	5 505
	80	3 432	3432	3447
	100	14 853	14770	15 122
	125	7 717	7724	7 381
	150	9 254	9012	9 249
	175	189	189	189
	200	22 557	22851	22 907
	250	10 349	10340	10 345
	300	3 809	3809	3 811
	350	7 423	7423	7 425
	400	3 119	3119	3 120
Total FONTE		**87 613**	**87 579**	**88 501**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

MATÉRIAUX	DIAMÈTRE	2019	2020	2021
ACIER	60	3 236	3771	2612
	80	2 429	575	2441
	100	4 776	33	3795
	150	353	3236	574
	200	33	2429	34
Total ACIER		**10 827**	**10 043**	**9456**
AMIANTE	100	663	663	663
Total AMIANTE		**663**	**663**	**663**
PE	32	195	195	195
	50	1148	1032	1032
	63	84	84	84
	110	3	3	3
	125	30	30	30
	160	21	21	21
	225	57	57	57
Total PE		**1538**	**1421**	**1421**
Non déterminé	ND	431	431	327
Total ND		**431**	**431**	**328**
TOTAL		**239 281**	**238 918**	**239 586**

Des mises à jour ont été faites sur notre SIG ce qui explique les différences de linéaires entre 2020 et 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 3.3.2 Sectorisation

La sectorisation consiste à diviser le réseau d'eau potable en plusieurs secteurs homogènes pour lesquels le suivi des débits mis en distribution est effectué par le comptage des débits entrants et sortants. Ces secteurs sont télé-gérés et permettent une mesure en continu.

Pour rappel, la répartition des fuites évaluée par le biais des indices linéaires de perte sont des indicateurs précis d'évaluation de la « santé » d'un réseau d'eau potable.

La commune de Lège-Cap Ferret compte 26 compteurs afin de sectoriser le territoire conformément au schéma directeur.

La liste des compteurs mis en place est la suivante

LIBELLÉ	TYPE DE COMPTAGE	DIAMÈTRE NOMINAL	ALIMENTATION	TYPE DE TÉLÉGESTION
Q1	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Perax
Q2	Débimètre électromagnétique	150	Electrique	Sofrel
Q3	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q4	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Perax
Q5	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Sofrel
Q6	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q7	Débimètre électromagnétique	125	Electrique	Sofrel
Q8	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q9	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q10	Débimètre électromagnétique	150	Electrique	Sofrel
Q12	Débimètre électromagnétique	200	Electrique	Sofrel
Q13	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Perax
Q14	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Perax
Q15	Débimètre électromagnétique	150	Electrique	Sofrel
Q16	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Sofrel
Q17	Compteur électromagnétique	200	Electrique	Sofrel
Q18	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Perax
Q19	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q20	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Sofrel
Q21	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q22	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q23	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q24	Compteur électromagnétique	150	Autonome	Sofrel
Q25	Compteur électromagnétique	125	Autonome	Sofrel
Q26	Compteur électromagnétique	200	Autonome	Sofrel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

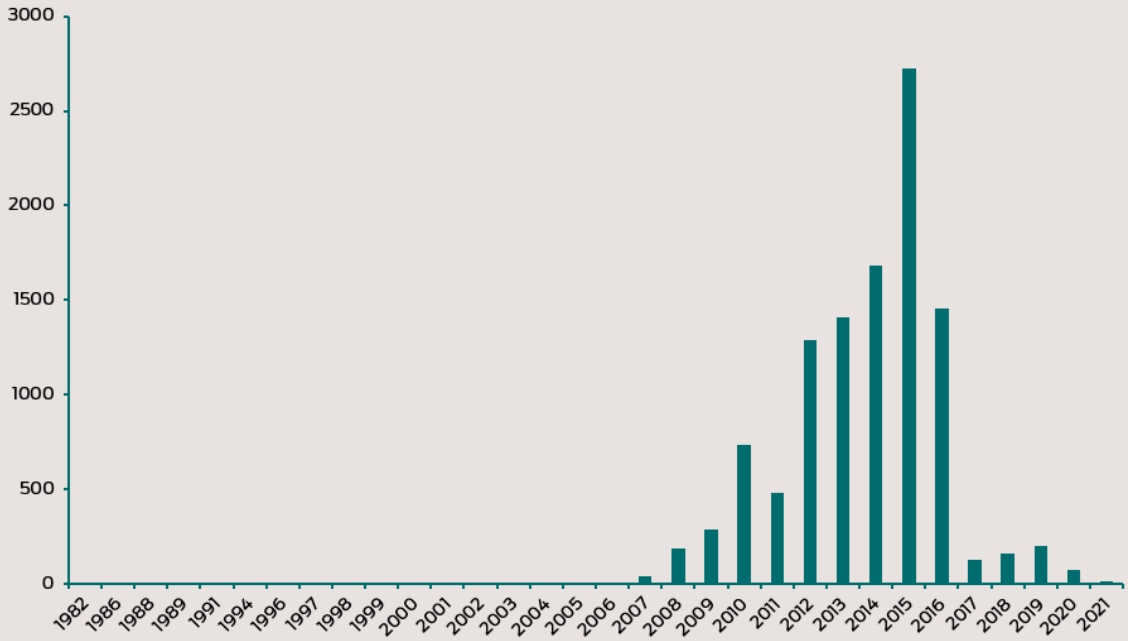
> 3.3.3 Les branchements en plomb

Aucun branchement plomb n'est recensé sur la commune.

3.4 LE PARC COMPTEURS

Nous vous présentons ci-après la pyramide d'âge complète des compteurs de la commune de Lège-Cap Ferret.

Etat des lieux du parc compteurs au 01/01/2022



La majorité des compteurs est récente (moins de 15 ans). Dans le cadre de notre marché, nous renouvelons tous les compteurs éligibles de la commune par des compteurs télérelevés.

Au niveau des diamètres, le parc compteurs se compose comme suit :

Répartition des compteurs par diamètre

DN	15	20	30	40	60	65	80	100	TOTAL
EFFECTIF	10 635	126	60	50	8	1	4	10	**10 894**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le détail de l'effectif compteur par date de pose et diamètre est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Année	15	20	30	40	60	65	80	100	Total
< 2007	79	2	3	1	0	0	0	0	**84**
2008	175	2	5	1	1				**184**
2009	261	11	7	7					**286**
2010	712	9	5	6	1			1	**734**
2011	442	22	8	5				1	**478**
2012	1279	5	3						**1 287**
2013	1388	8	5	8			1		**1 410**
2014	1618	31	15	8	3	1	1	5	**1 682**
2015	2701	19		1	1			1	**2 723**
2016	1440	15						1	**1 456**
2017	120	2	2	1	1		1	1	**128**
2018	144		6	5	1		1		**157**
2019	197			2					**199**
2020	69		1	1					**71**
2021	10			4					**14**
Total général	10635	126	60	50	8	1	4	10	**10894**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



BILAN TECHNIQUE DU SERVICE

1. Volumes /Rendements
2. Qualité de l'eau
3. Energie / Réactifs
4. Interventions d'exploitation
5. Renouvellement contractuel
6. Travaux divers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Volumes / Rendements

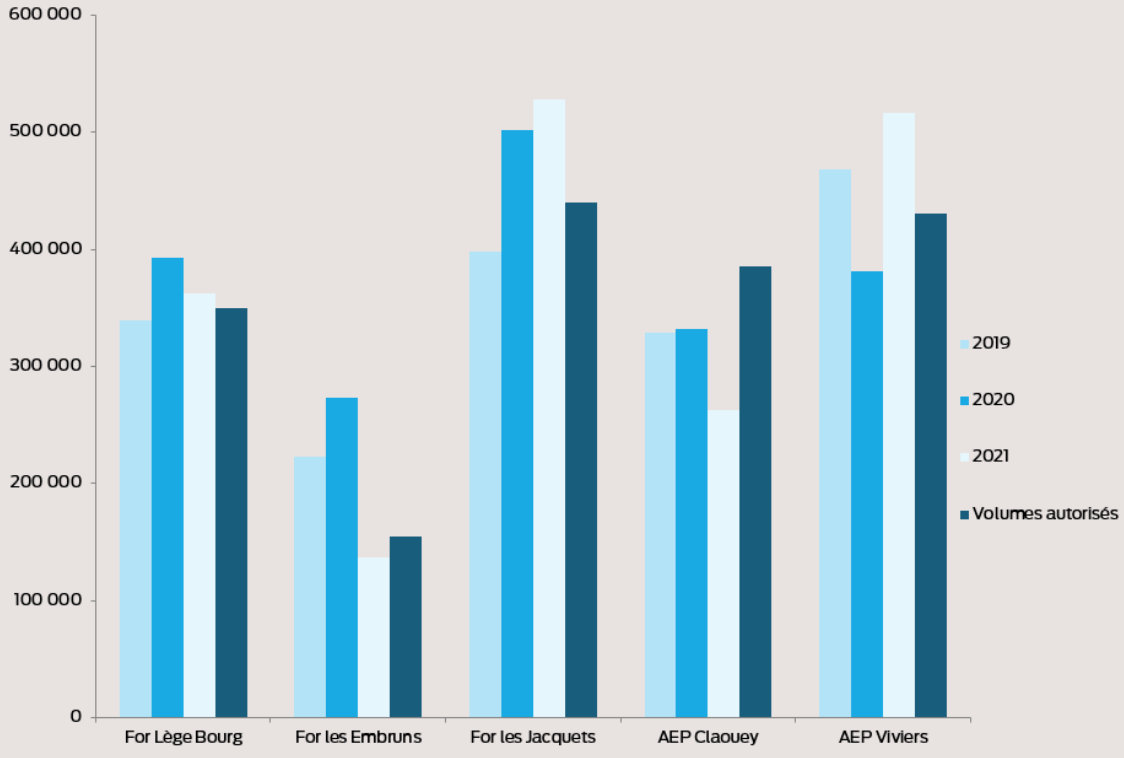
1.1 VOLUMES PRELEVÉS V0

Le tableau ci-dessous recense les volumes d'eau en m³ (relatifs à l'année civile) prélevés et traités sur l'ensemble de la commune de Lège-Cap Ferret pour les trois dernières années .

NOM UNITÉ DE PRODUCTION	2019 TÉLÉGESTION	2020 TÉLÉGESTION	2021 TÉLÉGESTION	VOLUMES AUTORISÉS	2021 INDEX COMPTEUR
FOR Lège Bourg	339 443	392 229	**367 349**	**350 000**	361 791
FOR Les Embruns	223 270	273 439	**137 199**	**155 000**	137 250
FOR Les Jacquet	397 832	501 825	**530 208**	**440 000**	528 261
FOR Claouey	328 517	331 831	**263 195**	**385 000**	262 947
FOR Viviers	468 175	381 591	**542 917***	**430 000**	516 846
Total Production	**1 757 237**	**1 880 915**	**1 840 868**		**1 807 095**
Volume globalisé				**1 600 000**	

* Nous notons un dysfonctionnement de la télégestion au mois de Mars 2021 sur le compteur de prélèvement des Viviers. Nous avons procédé au renouvellement de celui-ci.

Volumes prélevés depuis 2019 (en m³)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 VOLUMES PRODUITS V1

Le tableau ci-dessous recense les volumes d'eau en m³ (relatifs à l'année civile) produits sur l'ensemble de la commune de Lège-Cap Ferret pour les trois dernières années .

NOM UNITÉ DE PRODUCTION	2019	2020	2021
PROD Cassieu	335 842	386 763	363 241
PROD Vallons	393 990	499 786	527 729
PROD Viviers	673 323	645 755	642 610
PROD Claouey	334 934	334 127	266 679
Total Production	**1 738 089**	**1 866 431**	**1 800 259**

1.3 VOLUMES EXPORTÉS/IMPORTÉS V2/V3

Une convention a été mise en place en mars 2018 pour importer 200 000 m³/an à partir d'Arès.

193 737 m³ ont été importés en 2021.

Le comptage a également comptabilisé 373 m³ d'export vers Arès en 2021.

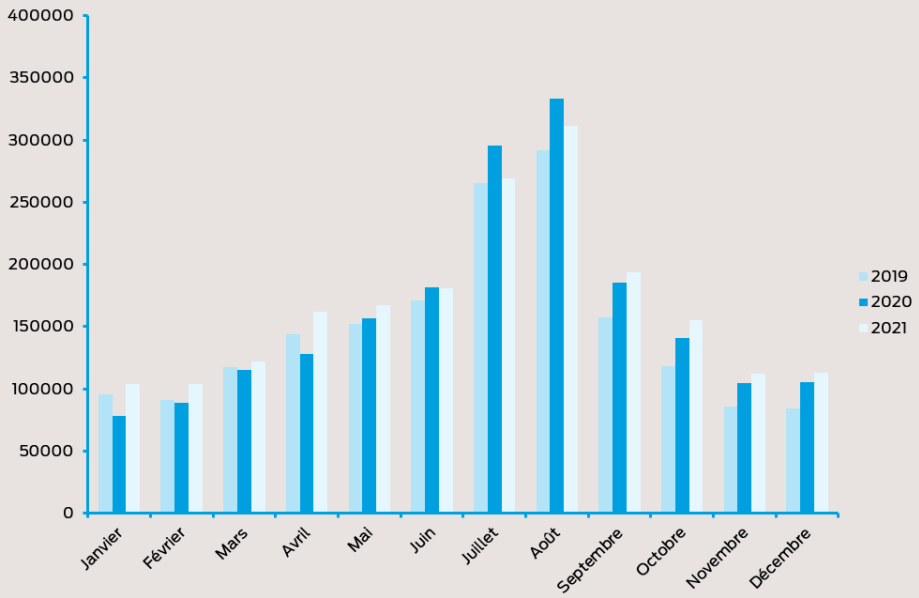
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION V4

Le tableau suivant présente les volumes (en m³) mis en distribution au cours des 3 dernières années (relatifs à une année civile).

VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION	ANNÉE 2019 (EN M³)	ANNÉE 2020 (EN M³)	ANNÉE 2021 (EN M³)
JANVIER	95356	78628	104077
FEVRIER	91387	88802	103615
MARS	117416	115341	122115
AVRIL	143772	127956	161734
MAI	152067	156364	167175
JUIN	170718	181409	180963
JUILLET	264976	295316	269195
AOÛT	291851	333482	311164
SEPTEMBRE	157205	185040	193455
OCTOBRE	118389	140926	154944
NOVEMBRE	86017	104431	112535
DÉCEMBRE	84477	105097	112649
TOTAL	**1 773 630**	**1 912 791**	**1 993 623**

Volumes mis en distribution depuis 2019 (en m³)



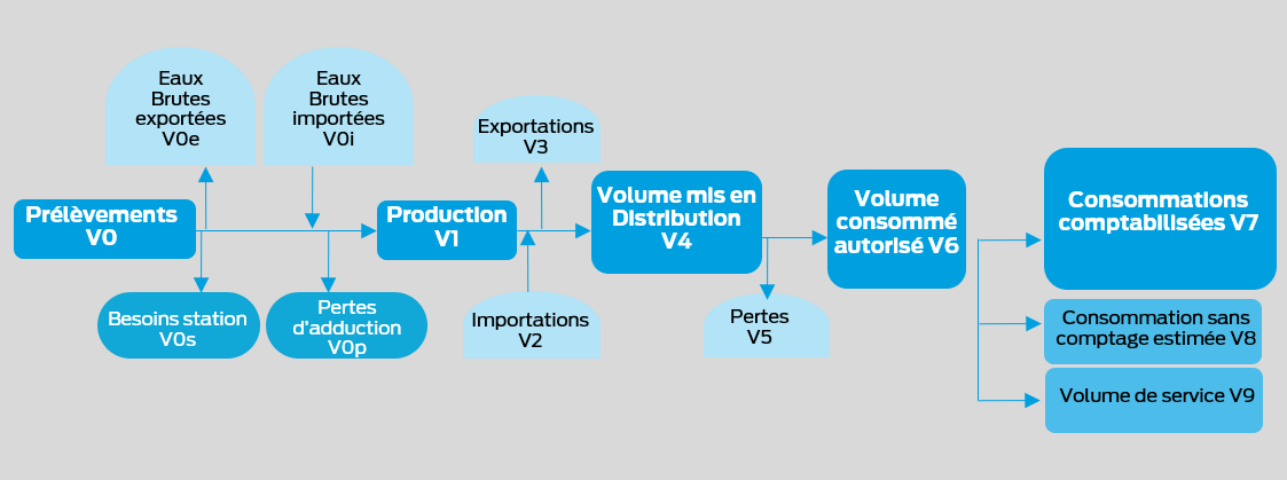
La distribution moyenne journalière s'élève à 5 462 m³/jour. Le volume maximal mis en distribution a été relevé le 11 Aout avec une valeur de 11333m³/jour, soit 2,2 fois la consommation moyenne.

La production maximale possible en pointe est de 14200 m3/jr. Nous avons atteint 80% de la capacité de production maximale en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.5 RENDEMENT DE RÉSEAU / ILP

> 1.5.1 Mode de calcul des indices



Le **rendement de réseau** est un indicateur qui permet de mesurer le ratio entre le volume réellement consommé par les abonnés du service d'eau potable et le volume mis en distribution sur le réseau d'eau potable. Plusieurs types rendements sont calculés suivant l'usage de l'eau consommée.

R= (V6+V3)/(V1+V2)*100

L'indice Linéaire de Pertes est lié au calcul du rendement de réseau. Il permet d'évaluer les quantités d'eaux réellement perdues et de les ramener à l'échelle du réseau d'eau potable.

ILP = (V4-V6) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire des Volumes Non Comptés intègre, en plus des fuites, les volumes qui ne font pas l'objet d'une comptabilisation. Il est rapporté au linéaire de réseau.

ILVNC = (V4-V7) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire de Consommation permet d'évaluer la conformité du rendement des réseaux par rapport au décret du 27/01/2012 sur les rendements.

ILC = (V6+V3) / Longueur du réseau / 365 jours

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Variable	Lège-Cap Ferret	2019	2020	2021	2021 (sans impact achat Arès)
V0	**Volume prélevé**	**1 757 237**	**1 880 915**	**1 807 095**	**1 807 095**
V0e	Eaux brutes exportées	0	0	0	0
V0i	Eaux brutes importées	0	0	0	0
V0s	Besoins station	19 148	14 484	6 836	6 836
V0p	Pertes d'adduction	0	0	0	0
V1	**Volume produit**	**1 738 089**	**1 866 431**	**1 800 259**	**1 800 259**
V2	**Importations**	**39 472**	**54 813**	**193 737**	**193 737**
V3	**Exportations**	**3 928**	**8 452**	**373**	**373**
V4	**Volumes mis en distribution**	**1 773 630**	**1 912 792**	**1 993 623**	**1 993 623**
V5	**Pertes**	**400 068**	**409 036**	**524 548**	**501 548**
V6	**Volumes consommés autorisés**	**1 373 562**	**1 503 756**	**1 469 075**	**1 492 075**
V7	**Consommations comptabilisées (365jours)**	**1 303 166**	**1 430 856**	**1 408 755**	**1 408 755**
	Volumes facturés	1 287 302	1 366 005	1 373 101	1 373 101
	Volume dégrevé	15 864	64 851	35 654	35 654
	Nombre de jours entre 2 relèves	365	366	365	365
V8	**Consommations sans comptage estimée**	**35 226**	**35 820**	**18 960**	**41 960**
	Nbre PI/BI à fin 2021	420	446	450	450
	Total volume PI (10 m3/an/unité)	4 200	4 460	4 500	4 500
	Fontaines et espaces verts sans compteurs	200	200	200	200
	Nombre hydro	2	5	5	5
	Total volume Hydro (2 m3/rot/camion)	904	2260	2260	2260
	Autres volumes non comptés	29 500	28 900	12 000*1	35 000*2
V9	**Volume de service**	**35 170**	**37 080**	**41 360**	**41 360**
	Analyse chlore	5	5	5	5
	Total volume analyse chlore (700 m3/an)	2 850	3 500	3 500	3 500
	Total volume pertes pour nettoyage réservoirs	4 500	400	4 500	4 500
	Purges réseau	25 000	26 200	27 500	27 500
	Surpresseur	720	1260	1260	1260
	Désinfection conduites	1 000	1 100	800	800
	Autres consommations pour raison de service	1 100	4 620	3 800	3 800
L	**Longueur réseau (ml)**	**239 280**	**238 918**	**239 586**	**239 586**
	IP 104.3 *Rendement réseau=* *(V3+ V6) / (V1+V2) en %*	**77.49%**	**78.71%**	**73.69%**	**74.85%**
	Objectif contractuel rendement	**76.22%**	**78.67%**	**81.12%**	**81.12%**
	IP 105.3 ILVNC= *(V4-V7)/L/365 (en m3/km/j)*	**5.39**	**5.51**	**6.69**	**6.69**
	IP 106.3 ILP= *(V4-V6)/L/365 (en m³/km/j)*	**4.58**	**4.68**	**6.00**	**5.74**
	Objectif contractuel ILP	**4.00**	**3.49**	**3.01**	**3.01**
	ILC= *(V3+V6)/L/365 (en m3/km/j)*	**15.77**	**17.29**	**16.80**	**17.07**

> Justification des eaux de services

Les volumes de service se justifient principalement par les purges réseau.

Ces purges réseau correspondent aux :

> Campagnes de purges nocturnes massives en avant saison (2 semaines)

> Purges fréquentes avec poteaux ouverts entièrement pour répondre à la problématique d'eaux rouges

> Purges après remise en eau suite à des réparations de fuites.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Maintenance compteurs *1

Nous estimons le volume non comptabilisé des compteurs qui font l'objet d'une maintenance à **12 000 m³** en 2021.

> Impact de l'import des 200 000m³ à ARES *2

Afin de réduire les volumes prélevés et respecter les autorisations de prélèvements, nous nous sommes tenus à notre objectif d'import de 200 000m³ annuellement conformément à notre convention d'achat.

Bien que la pression au niveau de l'import soit stabilisée via un stabilisateur de pression, cet achat d'eau impact les secteurs B, C et D1.

En effet, la pression est augmentée de **1 bar sur ces secteurs pour alimenter le réservoir du Four et du Grand Crohot.**

L'augmentation de pression sur ces zones a un impact direct sur le débit de fuite. La formule de Torricelli permet d'apprécier la hausse du débit de fuite.

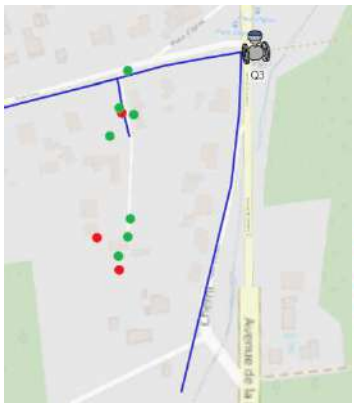
$$Q1/Q0 = (P1/P0)^{N1}$$

On estime une augmentation du débit de fuite de + 5.5 m³/h pendant les phases d'alimentation depuis ARES.

Soit 23 000 m³ de pertes supplémentaires sur l'année.

En plus de cette augmentation du débit de fuite on note une augmentation de nombre de fuites notamment à proximité de cet achat d'eau (cartographie ci-dessous).

CARTOGRAPHIE DES FUITES A PROXIMITÉ DE L'ACHAT D'ARES



LÉGENDES

Fuites

- **Equipement**
- **Réseau**
- **Branchement**

Suite à la refonte des arrêtés des prélèvements et la globalisation des arrêtés à l'échelle de la COBAN se pose la question de poursuivre cet achat d'eau qui pénalise la performance de réseau.

> Augmentation du débit de fuite non justifiée (non pris en compte dans le calcul du rendement)

Au fil de l'année nous avons remarqué des augmentations ponctuelles du débit de fuite.

Ces augmentations ont donné lieu à des recherche nocturnes. Nous avons localisé ces débits de fuite à l'échelle de rues sans jamais trouver de fuite.

Notamment, nous observons une augmentation de 6 m³/h sur le secteur C durant plus de la moitié de l'année.

Nous retrouvons ce phénomène sur le secteur F en période estivale.

A ce jour, nous n'avons pas identifié de branchement non déclaré mais l'augmentation du débit de nuit est évidente et pénalisante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Etat des lieux à Décembre 2021

Cette année a été marquée par une modification des régimes hydrauliques et une hausse importante des débits de fuites sur la période estivale.

Ne pouvant pas effectuer de recherches sur cette période, nous avons repris notre activité après la saison afin de diminuer ce débit de fuite au fil des mois et arriver aux résultats suivants:

SECTEUR	DÉBIT DE FUITE GÉNÉRAL
A	10
B	5
C	10
D	6
E	10
F	10
TOTAL	51

Nous atteignons aujourd'hui un débit de fuite d'environ 50 m³/h. Ce niveau de débit de fuite correspond à environ 77% de rendement réseau.

A ce stade, les fuites sont diffuses et de plus en plus difficiles à trouver.

Devant les difficultés rencontrées nous avons adapter notre stratégie et nous entourons de nouveaux partenaires.

> Objectif contractuel traduit en débit de fuite

L'année 2021 était marquée par un virage dans nos objectifs de performance puisque qu'on devait passer la barre symbolique des 80%.

Nous serons objectivés en 2022 sur un rendement de 83,57%.

En prenant en considération une consommation moyenne, cet objectif de 83,57% de rendement nous demande d'atteindre un objectif moyen annuel de 34 m3/h de fuite. Tout en sachant que le débit de fuite sera majoré sur la période estivale.

Dans la situation actuelle et les choix hydrauliques décidés, l'objectif sera très difficilement atteignable malgré l'énergie et la méthodologie déployée sur ce sujet.

> Projections et objectifs

En estimant un volume moyen consommé autorisé de 1 500 000m³/an.

Cela comprend la consommation facturée et non facturée, les volumes de service et les volumes non comptés.

Nous déduisons ci-dessous le débit de fuite en fonction de l'objectif de rendement contractuel :

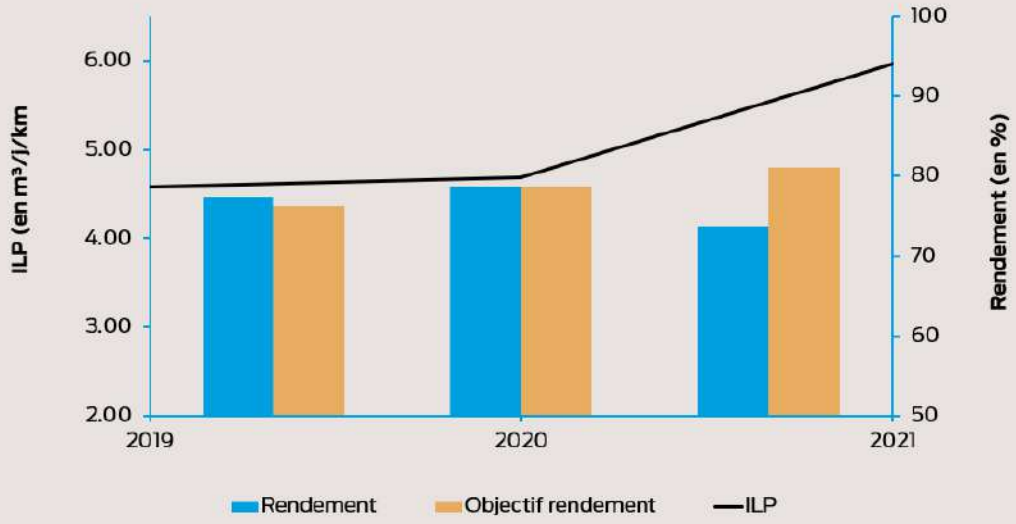
	2022	2023	2024	2025
Rendement objectif (%)	83.57	85.97	86.07	86.07
VMD (m³/an)	1 794 902	1 744 795	1 742 768	1 742 768
Débit de fuite estimé (m³/h)	**33.7**	**27.9**	**27.7**	**27.7**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 1.5.2 Evolution des indices

Le graphique suivant permet de mieux visualiser l'évolution dans le temps de l'indice linéaire de pertes et du rendement du réseau pour la commune de Lège-Cap Ferret.

Evolution de l'ILP et du rendement de réseau depuis 2019



L'Agence de l'Eau Adour Garonne a défini un référentiel dans le cadre du SAGE Nappes Profondes. Ce référentiel permet de qualifier les réseaux en fonction de leur ILP mais également de la densité d'abonnés raccordés.

La grille de qualification est la suivante :

Classification des réseaux (densité)

RURAL	INTERMÉDIAIRE	URBAIN
D < 25	25 < D < 50	D > 50

* D étant la densité d'abonnés par km de réseau (nbre abonnés/km)

Evaluation de la qualité des réseaux

	RÉSEAU RURAL	RÉSEAU INTERMÉDIAIRE	RÉSEAU URBAIN
Bon	ILP < 1,5	ILP > 3	ILP < 7
Acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
Médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 15

L'ILP du réseau de Lège-Cap Ferret, de type intermédiaire est de 6.00 m³/j/km.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

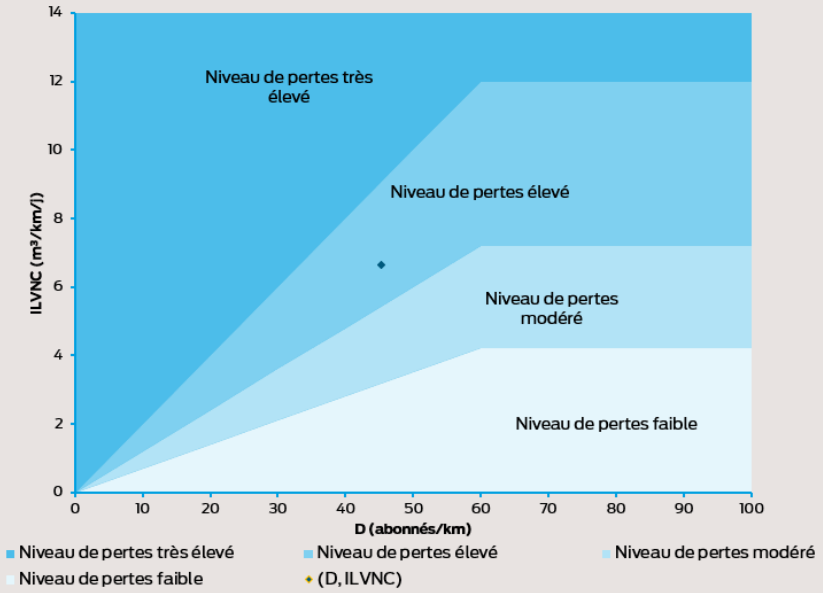
Le référentiel de l'Agence de l'Eau Adour Garonne présenté précédemment a permis de montrer que le rendement réglementaire présente le défaut reconnu d'être sensible aux variations des volumes annuels consommés et par conséquent d'être sensible aux aléas climatiques et aux fluctuations des volumes exportés par le service contrairement aux indicateurs tels que l'ILP ou l'ILVNC.

Toutefois les valeurs prises pour ces deux indicateurs ILP ou ILVNC sont fortement affectées par la densité urbaine de la zone évaluée.

Jusqu'alors les référentiels proposés faisaient appel à des valeurs par classes d'urbanisation (rural, intermédiaire, urbain) délimitées selon le cas par des seuils de la densité d'abonnés. C'est le cas du référentiel défini par l'Agence de l'Eau Adour Garonne dans le cadre du SAGE Nappes Profondes.

Les travaux menés par l'INRAE et le SMEGREG s'appuyant sur les données de la base SISPEA ont permis de confirmer le lien entre ILVNC et D qui avait été mis en évidence par le cadre de l'étude de RENAUD (2009). Un **nouveau référentiel actualisé** d'appréciation du niveau des pertes d'un service peut ainsi être proposé. Ce référentiel se distingue des autres car il propose des valeurs de référence **directement proportionnelles** à la densité d'abonnés ce qui présente l'avantage d'**éviter tout effet de seuil.** Ce nouveau référentiel est applicable pour toutes les valeurs de D (sauf services atypiques).

Evaluation de la qualité des réseaux



L'ILVNC du réseau d'adduction d'eau potable de Lège Cap Ferret est de 6.69 et la densité d'abonnés du réseau est de 45 abonnés/km. Le niveau de perte de ce réseau est élevé.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 - Qualité de l'eau

2.1 LES RÉSULTATS D'ANALYSES RÉGLEMENTAIRES

> 2.1.1 Les limites et références de qualité

L'ARS a réalisé **108** analyses biologiques et **112** physico-chimiques pour l'année 2021 sur l'ensemble du réseau. De ces analyses, nous pouvons observer principalement :

> Une qualité micro-biologique excellente tout au long de l'année 2021 sans dépassement de la norme pour les paramètres mesurés.

> D'un point de vue physico-chimique, une eau peu chargée en nitrates, fluor ou aluminium donc de bonne qualité.

100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont fait état d'une eau conforme aux limites de qualité.

Les analyses sur la ressource

Conformité par rapport aux limités de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX LIMITES DE QUALITÉ
Microbiologique	10	10
Physico-chimique	10	4

Dépassements par rapport aux limites de qualité

Nous recensons 6 non conformités aux limites de qualité pour le paramètre température :

> 3 pour le forge des viviers

> 3 pour le forge des embruns

Conformité par rapport aux références de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ
Microbiologique	10	10
Physico-chimique	10	10

Dépassements par rapport aux références de qualité

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Observations

Sans objet

Les analyses de l'eau produite

Conformité par rapport aux limités de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX LIMITES DE QUALITÉ
Microbiologique	24	24
Physico-chimique	24	24

Dépassements par rapport aux limites de qualité

Sans objet

Conformité par rapport aux références de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ
Microbiologique	24	24
Physico-chimique	24	11

Dépassements par rapport aux références de qualité

7 dépassements de référence de qualité ont été recensés au départ des Viviers / Embruns sur les paramètres équilibre calco carbonique et température.

En 2021 au départ de Claouey, à deux reprises, de Cassieu lors d'une analyse et des Jacquets à trois reprises, l'eau d'alimentation ne satisfait pas aux références de qualité pour l'équilibre calco-carbonique. L'eau présente un caractère légèrement agressif.

Observations

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les analyses de l'eau distribuée

Conformité par rapport aux limités de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX LIMITES DE QUALITÉ
Microbiologique	75	75
Physico-chimique	79	79

Dépassements par rapport aux limites de qualité

Sans objet

Conformité par rapport aux références de qualité

	NB TOTAL DE RÉSULTATS D'ANALYSES	NB DE RÉSULTATS D'ANALYSES CONFORMES AUX RÉFÉRENCES DE QUALITÉ
Microbiologique	74	73
Physico-chimique	78	71

Dépassements par rapport aux références de qualité

Au niveau du point de prélèvement du grand piquey, le 16 aout 2021 l'eau est bactériologiquement non conforme. Il a été mis en évidence la présence de bactéries coliformes. Le paramètre bactériologique s'est révélé conforme lors du prélèvement réalisé le 23 aout 2021.

Des dépassements de référence de qualité ont été recensés sur le réseau de distribution sur le paramètre température au niveau des points de prélèvement du grand piquey et du cap ferret.

Observations

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 LES ANALYSES D'AUTOCONTRÔLES

Des mesures d'autocontrôle des paramètres principaux sont réalisées par les agents de la société AGUR dans les usines de production mais aussi sur le réseau de distribution.

En 2021, nous avons réalisé 450 analyses de chlore résiduel sur les installations et sur le réseau, réparties de la façon suivante :

> Cassieu : 100 analyses

> Claouey : 100 analyses

> Viviers : 120 analyses

> Vallons du ferret : 100 analyses

> Embruns : 30 analyses

En complément de ces analyses terrain, nous disposons d'analyseurs de chlore télégérés sur les stations des Viviers, de Claouey, des Vallons du Ferret, des Embruns et de Cassieu. Ces analyseurs permettent un suivi permanent de l'évolution du taux de chlore libre de l'eau distribuée.

Une analyse mensuelle du résiduel de chlore est de plus effectuée sur 10 points du réseau où les temps de séjour sont les plus élevés.

Ce sont donc 120 analyses sur le réseau qui ont été effectuées en 2021.

Au total, nous avons donc réalisé 570 analyses de contrôle de la qualité de l'eau.

2.3 SYNTHÈSE QUALITATIVE DE L'EAU

La conformité des **eaux mises en distribution** sur le réseau de la commune de Lège-Cap Ferret est évaluée ci-dessous :

Analyses réglementaires

NATURE DE L'ANALYSE	NOMBRE D'ANALYSES EFFECTUÉES	NOMBRE D'ANALYSES CONFORMES	POURCENTAGE DE CONFORMITÉ
Bactériologique	**98**	**98**	**100 %**
Physico-chimique	**102**	**102**	**100 %**
Total échantillons	**220**	**220**	**100 %**

2.4 DÉTAIL DES NON-CONFORMITÉS

Nous avons enregistré aucune non-conformité des eaux mis en distribution en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

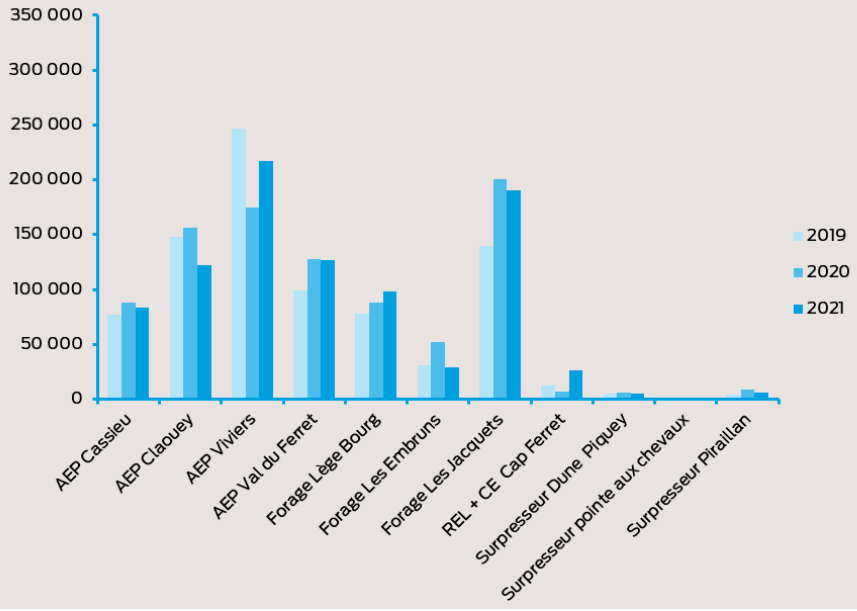
3 - Energie /Réactifs

3.1 ENERGIE

Le tableau et le graphique ci-dessous présentent la répartition des consommations énergétiques facturées.

ENERGIE ACTIVE RELEVÉE (KWH)	2019	2020	2021
AEP Cassieu	81 365	87 758	83 174
AEP Claouey	147 121	156 520	121 994
AEP Viviers	197 304	174 554	216 901
Surpresseur Vallons du Ferret	113 421	128 034	126 397
Forage Lège Bourg	85 424	88 011	98 034
Forage Les Embruns	42 659	52 530	28 885
Forage Les Jacquets	159 203	201 002	190 800
RE + CE Cap Ferret	4 741	6 963	26 143
Surpresseur Dune Piquey	2 951	5 645	4 733
Surpresseur pointe aux chevaux	516	571	453
Surpresseur Piraillan	4 630	8 699	5 995
TOTAL	**839 335**	**910 287**	**903 509**

Répartition de la consommation énergie active en (kWh)



3.2 RÉACTIFS

RÉACTIFS	2019	2020	2021
Chlore gazeux (Kg)	1547	1617	1590

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4 - Interventions d'exploitation

4.1 INTERVENTIONS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

> **Les fuites**

Le tableau suivant reprend l'historique des fuites branchement et réseau pour les 2 dernières années:

	Acier		Fonte		PE		PVC		TOTAL	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Branchements	/	1	/	/	80	82	2	4	**82**	**87**
% Fuites branchements	/	*1%*	/	/	*98%*	*94%*	*2%*	*5%*		
Réseau	8	4	2	7	17	7	12	9	**39**	**27**
% Fuites réseau	*20%*	*15%*	*5%*	*26%*	*44%*	*26%*	*31%*	*33%*		
TOTAL	8	5	2	7	97	89	14	13	**121**	**114**

Voir cartographie des interventions

Le nombre de fuites réseau est en augmentation.

On constate que les fuites branchements sont très nombreuses et ne concernent quasiment que les canalisations en PEHD. Ces fuites sont causées par le traitement au bioxyde de chlore qui détériore particulièrement le polyéthylène noir posé dans les années 1980.

Les fuites réseau sont également importantes

Le tableau suivant permet une analyse géographique de la répartition de ces fuites.

NOM DE LA ZONE	NOMBRE DE FUITES RÉSEAU		NOMBRE DE FUITES BRANCHEMENTS		LINÉAIRE RÉSEAU	RATIO NOMBRE DE FUITES/KM DE RÉSEAU	
	2021	2020	2021	2020		2021	2020
Lège Bourg surpressé (A)	2	3	15	5	26.5	0.64	0.30
Lège Bourg (B)	4	3	17	11	41.5	0.51	0.34
Claouey (C)	7	8	7	12	20.9	0.67	0.96
Viviers (D)	3	1	15	21	36.4	0.49	0.60
Vallons /Canon (E)	20	6	23	26	58.1	0.74	0.55
Cap Ferret (F)	3	6	5	12	49.2	0.16	0.37

Ce tableau démontre que l'essentiel des fuites se concentrent sur les zones de Viviers/Vallons (Secteurs D et E). La proximité des stations de pompage et du traitement précédent au bioxyde de chlore est la raison principale de cette répartition géographique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> **Les Eaux Rouges**

	Lège		Claouey		Jacquets-Piquey		Vallons		Cap Ferret	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Eaux Rouges	6	3	0	0	24	22	14	36	11	18

Voir Cartographie des interventions

Ce tableau indique que les réclamations liées aux eaux rouges sont stables. Elles se localisent au niveau des Jacquets, des Vallons du Ferret, et du Cap Ferret.

Elles sont souvent liées à des tronçons ou les conduites sont de type acier ou fonte. La corrosivité de l'eau et les changements de régime hydraulique décrochent les dépôts dans ces conduites et sont à l'origine de ces phénomènes d'eaux rouges (tests poteaux incendie, augmentation de la consommation…).

Le plan de renouvellement des conduites proposé tient compte des fuites réseaux mais aussi des eaux rouges.

Des campagnes régulières de campagne de purges préventives sont organisées par Agur pour limiter ces phénomènes.

Cependant, les campagnes de recherches de fuites et les changements de fonctionnement en période estivale engendrent des réclamations récurrentes dans certaines zones.

Cartographie des interventions

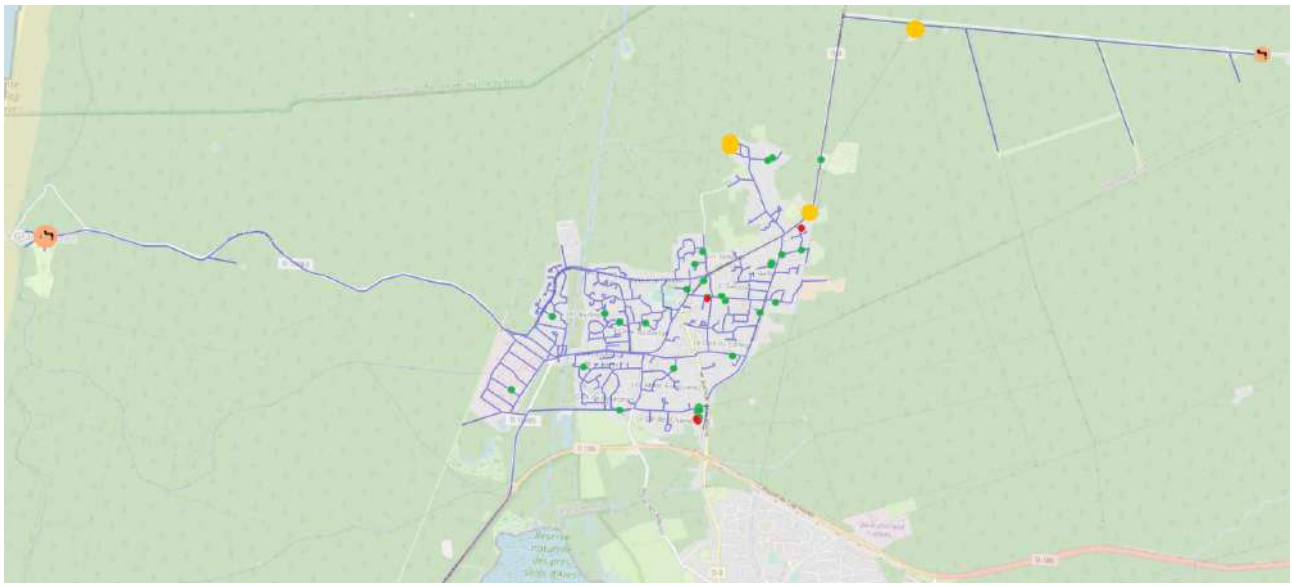
Légendes

Fuites

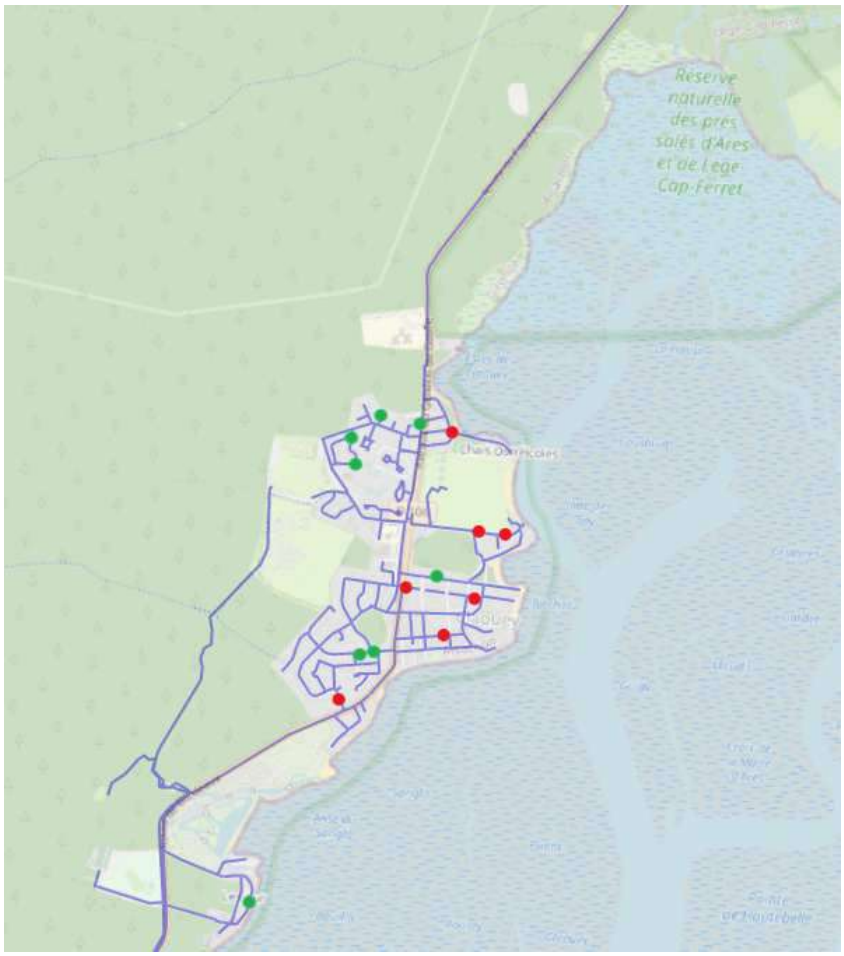
- **Equipement**
- **Réseau**
- **Branchement**

Purge

- **CVM**
- **Eaux Rouges**

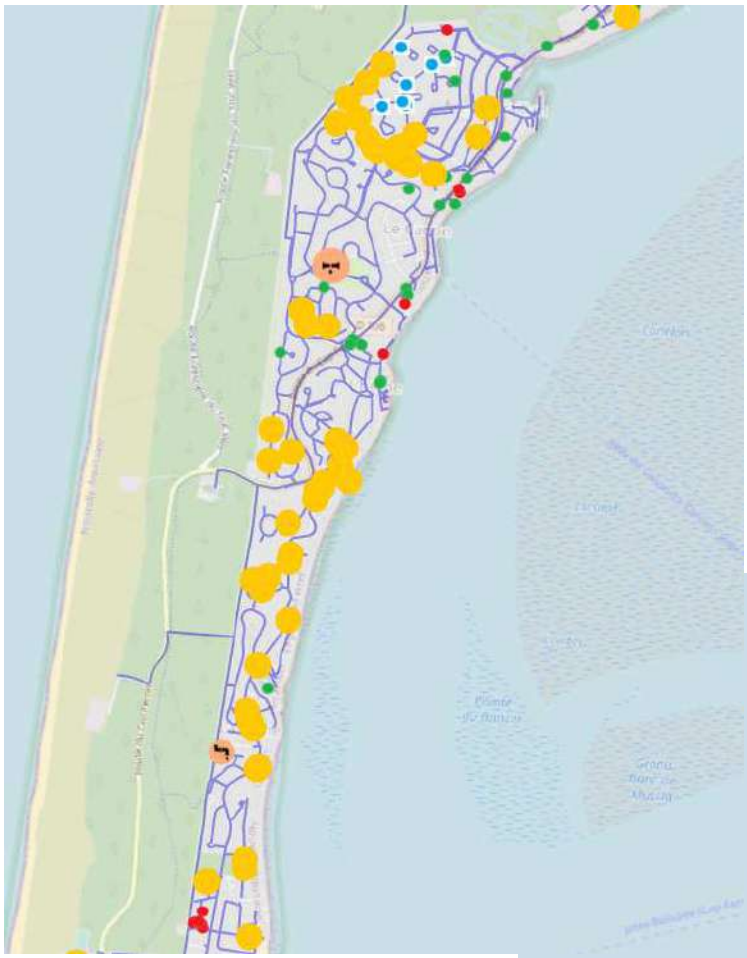


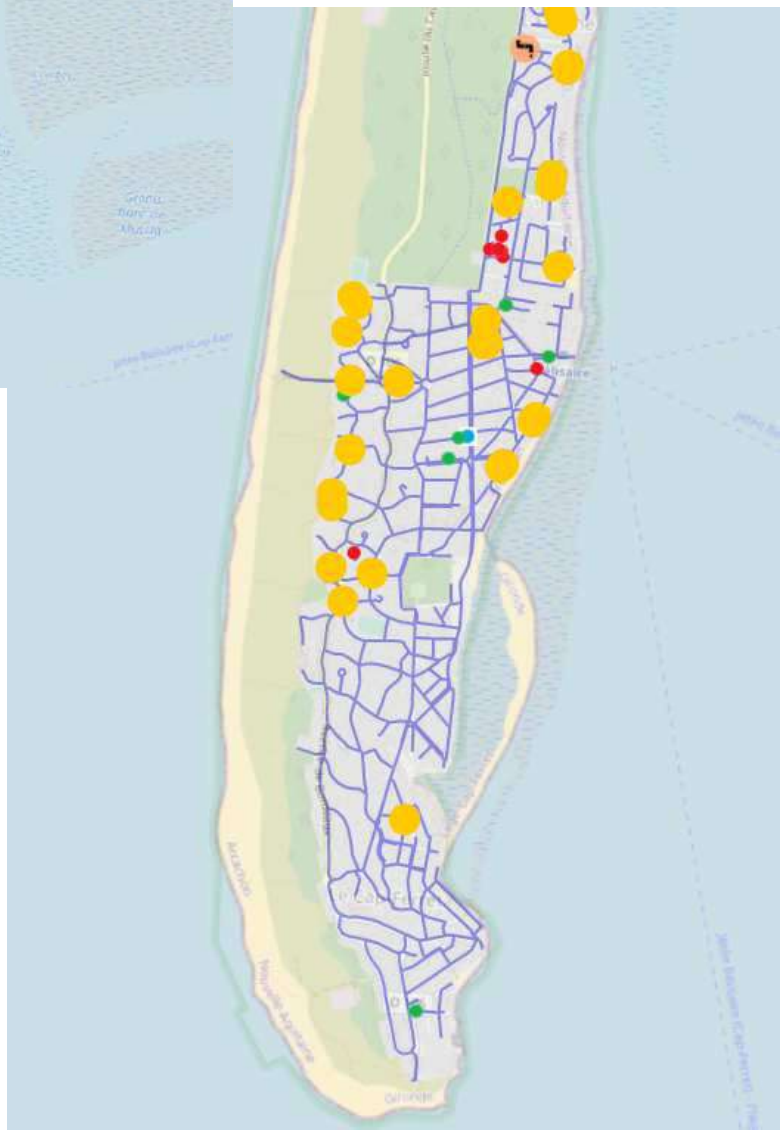
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 NETTOYAGE RÉSERVOIRS

La société AGUR a réalisé les opérations de lavage de réservoirs aux dates suivantes :

CODE	NATURE	CAPACITÉ (M³)	NETTOYAGE ANNUEL
Cassieu	Au sol	200	**02/03/2021**
Crohot	Au sol	2 000	**04/03/2021**
Claouey	Au sol	100	**03/03/2021**
Viviers	Au sol	200	**10/03/2021**
Le Four	Au sol	750	**11/03/2021**
Vallons	Au sol	3 000	**17/03/2021**
Cap Ferret	Sur tour	500	**24/03/2021**
Cap Ferret	Au sol	2 000	**30/03/2021**

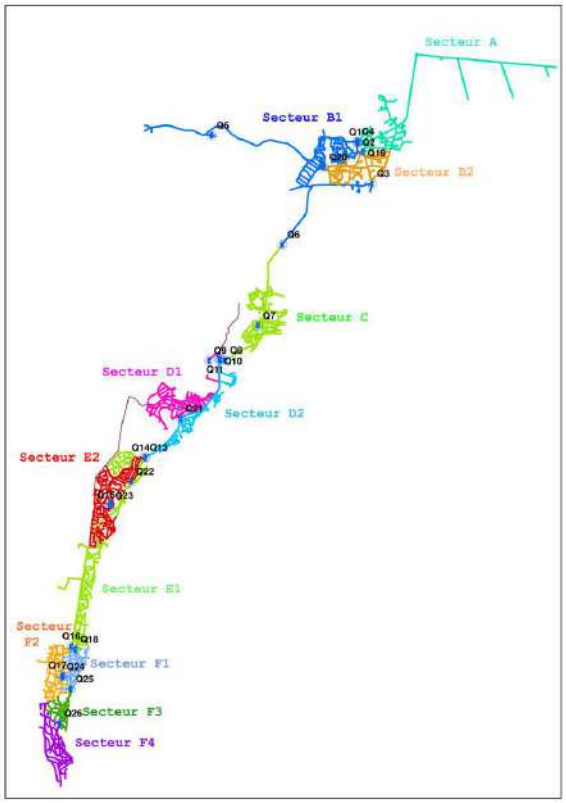
4.3 ENTRETIEN DIVERS

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 RECHERCHE DE FUITES

La Sectorisation du réseau



Aujourd'hui le réseau de Lège-Cap Ferret est sectorisé en 11 sous secteurs homogènes.

Depuis la mise en place de la sectorisation de niveau 2 en 2018, nous avons gagné en réactivité et en maîtrise des débits de fuite.

En 2021, nos investigations se sont concentrées sur les secteurs C, D et E. Le travail réalisé a permis de diminuer le débit de fuite de ces secteurs mais également de les stabiliser à un niveau correct.

Près de 20 % des fuites réparées en 2021 ont été détectées par des opérations de recherche de fuite.

En parallèle, un travail important de mise a jour de vannes a été réalisé, nous permettant de gagner en réactivité sur les dérives constatées.

Nous prévoyons d'investiguer la zone C, E et F en 2022 tout en maintenant une vigilance à limiter les dérives sur les autres secteurs. Un de nos agents est spécialisé et équipé pour la recherche de fuite. C'est son activité principale et quasi exclusive.

Des comités de pilotages sont mis en place mensuellement afin d'analyser la période passée et définir le plan d'action de la période à venir

Les données mensuelles sont renseignées automatiquement sur le superviseur de la COBAN et envoyé à la CATEP (CD 33) .

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.5 LA TÉLÉRELÈVE



> 4.6.1 L'infrastructure

L'infrastructure est totalement déployée.

Des opérations préventives et de maintenance sont réalisées pour optimiser le fonctionnement de ce réseau.

> 4.6.2 Avancement et performance

Au 31 décembre 2021, nous comptons 10 813 émetteurs associés.



77 compteurs ne sont pas équipés en raison d'un refus ou d'une impossibilité d'accès chez l'abonné.

Taux de couverture (avec refus d'accès) : 99.3%

Taux de couverture (sans refus d'accès) : 100%

Taux de Collecte des index à 7 jours : 90%

Taux de Collecte des index à 30 jours : 95 %

Pour atteindre ce bon niveau de performance et le pérenniser nous réalisons des campagnes de maintenance régulières. Environ 9% du parc est concerné par ces maintenances annuelles.

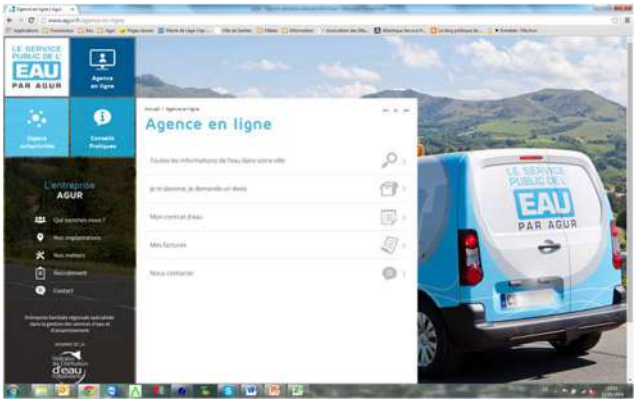
> 4.6.3 Les services associés

Pour les compteurs communaux, un mail est adressé de façon hebdomadaire avec la liste des compteurs en alerte fuite. Les services techniques ont accès aux données des compteurs via notre agence en ligne à l'adresse www.agur.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le site internet

Le site internet a été mis en ligne fin décembre 2013.



Il permet aux abonnés de Lège-Cap Ferret de réaliser toutes les actions en relation avec leur contrat d'eau : transmettre leur index, nous contacter, régler leur facture, demander un devis, effectuer un changement d'adresse, etc...

Pour les abonnés disposant du système de télérelève, il permet d'accéder à leur consommation journalière, hebdomadaire et mensuelle en temps réel.

L'application smartphone

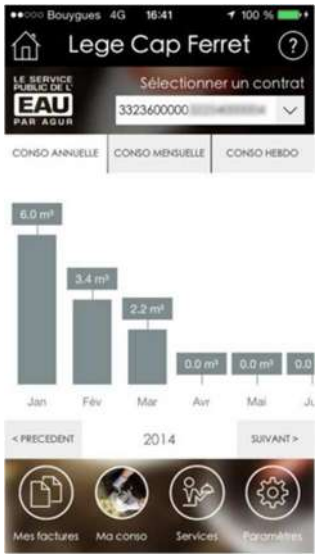
L'application smartphone spécifique à la commune de Lège-Cap Ferret, compatible pour iPhone et Androïd est opérationnelle depuis le premier trimestre 2014.

Elle permet d'avoir accès aux mêmes services que le site internet .









Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5 - Renouvellement contractuel

En 2021, dans le cadre des opérations liées au renouvellement des équipements sur le service, nous avons procédé aux travaux suivants :

LIEU DE L'INTERVENTION	NATURE DE L'OPÉRATION DE RENOUVELLEMENT	TYPE DE RENOUVELLEMENT	MONTANT VALORISÉ
STATION DE REPRISE DE CASSIEU	Sonde chlore et chambre analyse	Non programmé	2 500 €
AEP CLAOUEY	Armoire de commande	Programmé	9 500 €
	2 Variateurs de vitesse	Non programmé	2 000 €
FORAGE LES EMBRUNS	Sonde chlore	Non programmé	1 500 €
	Sonde chlore	Non programmé	1 500 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nous avons également procédé à des renouvellements sur le réseau de distribution :

LIEU DE L'INTERVENTION	NATURE
Lege Bourg	Rue Suffren
Lege Bourg	26 Rue des abeilles
Lege Bourg	30 Allee stella
Lege Bourg	24 Chemin de la forge
Lege Bourg	65 Route d'ignac
Claouey	5 Rue emilien bareyre
Claouey	4 Avenue des Rouchins
Piraillan	2 Avenue de l'océan
Piraillan	2 Allée du Bengalis
Piraillan	12 Allée de Bellevue
Piquey	96 Route du truc vert
Piquey	21 Avenue de la musicienne
Piquey	23 Allee du rivage
Piquey	Le four sud
Piquey	35 Route du cap ferret
Piquey	48 Allée manureva
Piquey	90 Route du cap ferret
Piquey	28 avenue de la musicienne
Vallons du ferret	45 Avenue des fregates
Vallons du ferret	Avenue des caravelles
Vallons du ferret	27 Avenue des caravelles
Vallons du ferret	25 Avenue des caravelles
Vallons du ferret	11 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	13 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	15 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	19 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	21 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	9 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	3 avenue des pinassotte
Vallons du ferret	Place max dubroc
Vallons du ferret	5 allée des pinassotes
Vallons du ferret	7 Allée des pinassottes
L'Herbe	12 Avenue de l'herbe
La vigne	9 Allée de la pinède
La vigne	8 Allée de la pinède
La vigne	7 Allée de la pinède
Cap ferret	30 Avenue Nord du phare

Dans le cadre contractuel, nous avons également renouvelé 37 compteurs domestiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6 - Travaux divers

En complément des travaux de maintenance et de renouvellement, les travaux suivants ont été réalisés sur le réseau de distribution.

6.1 PAR LE DÉLÉGATAIRE

> Réalisation de 57 branchements neufs

> Réalisation de 7 modifications de branchements

> Pose et mise en service de 7 compteurs neufs

6.2 À LA CHARGE DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité a engagé des travaux importants en 2021 :

> >Renouvellement de l'armoire électrique de Claouey

> Mis en place d'une vanne de régulation pour le remplissage du réservoir du cap Ferret

> Mis en place de 3 analyseurs de chlore continu sur les installations du Grand Crohot, château d'eau du Cap Ferret et sur la conduite alimentant le réservoir du Four.

Evolution du taux moyen de renouvellement de réseau
(IP P107.2)

	2017	2018	2019	2020	2021	Moyenne sur 5 ans
Linéaire renouvelé (en km)	9.142	9.908	0.687	1.54	11.97	
Linéaire total (en km)	240	240	239	239	239	
Pourcentage de renouvellement (en%)	3.81%	4,13 %	0.29 %	0.64%	5.00 %	2.44 %

Les réseaux renouvelés sont les suivants :

> Avenue des Merles

> Avenue des Pinsons

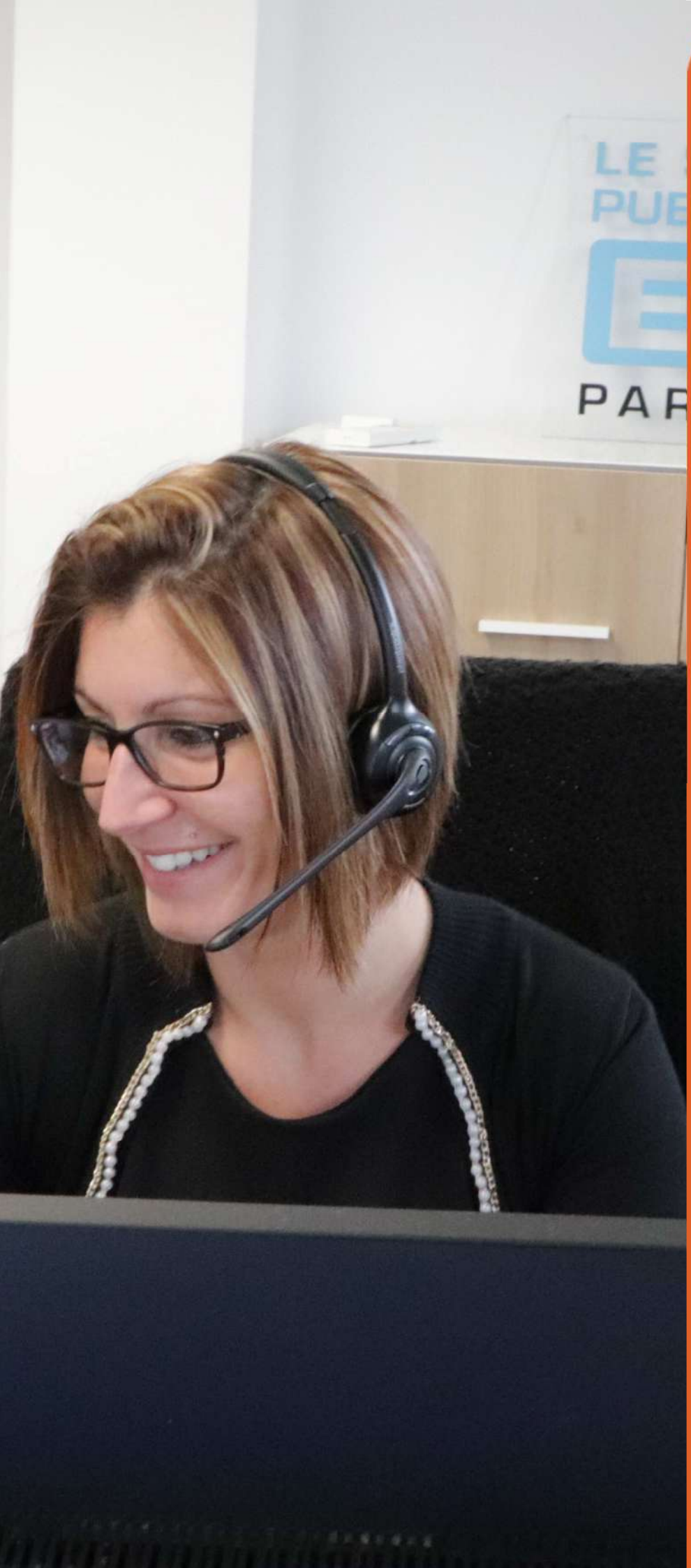
> Avenue des Fauvettes

> Avenue des Grives

> Rue Alain Gerbault

> Rue Jean Bart

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



GESTION CLIENTÈLE

1. Les branchements
2. Les abonnements
3. Les volumes facturés
4. Paiement des factures
5. Réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Les branchements

Le tableau ci-dessous dresse le bilan des branchements de Lège-Cap Ferret.

NOMBRE DE BRANCHEMENTS	2019	2020	2021	EVOLUTION
Nombre total de compteurs (en service ou non)	11 031	11 077	11 176	0.89%
Nombre total de compteurs en service	10 779	10 817	10 894	0.71%
Nombre total de branchements neufs	70	45	57	21%

2 - Les abonnements

Le tableau ci-dessous dresse le bilan des abonnés sur Lège-Cap Ferret.

DONNÉES SUR LES ABONNÉS	2019	2020	2021
Nombre total d'usagers	10 779*[1]	10 817	10894
Nombre d'usagers domestiques	10 663	10 702	10 780
Nombre d'usagers communaux	116	115	114
Nombre de compteurs généraux (logements collectifs)	14	14	14

*[1] Sur le rapport délégataire 2019 nous avons annoncé un nombre total d'usagers de 10957.

Ce chiffre est erroné et directement lié à une erreur de reporting. Nous confirmons la valeur de 10 779 abonnés pour 2019.

3 - Les volumes facturés

Le délégataire est tenu de percevoir les droits et redevances institués par la loi pour le compte de l'état et d'organismes publics.

Les volumes consommés sont relevés par le service de l'eau au mois d'août et septembre.

Il est facturé :

> début mars : l'abonnement correspondant au semestre de l'année en cours, ainsi qu'une consommation estimée calculée sur la base de 50% des consommations de l'année précédente ou d'une consommation constatée si le compteur est équipé en télérelève.

> début octobre : l'abonnement correspondant au semestre en cours, ainsi que les consommations de l'année écoulée déduction faite de l'acompte facturé au semestre précédent si la consommation avait été estimée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

VOLUMES EN M³	2019	2020	2021
Volume total facturé auprès des usagers d'eau potable	1 420 794	1 430 856	1 408 755
Volume facturé auprès des usagers domestiques	1 239 580	1 329 378	1 344 535
Volume facturé auprès des usagers communaux	47 722	36 627	28 566
Volume consommé non facturé (dégrèvement, eau de service, cas particulier)	133 492	64 851	35 654

Le détail des gros consommateurs est joint en **annexe 4.**

4 - Paiement des factures

1.1 EVOLUTION DES PAIEMENTS

Nous analysons continuellement les paiements des abonnés de façon à réduire le taux d'impayés. Une proposition de mensualisation des factures est faite aux abonnés qui le souhaitent de façon à échelonner leurs paiements.

Des échéanciers de paiement taillés à la mesure des ressources des abonnés en difficulté financière sont également accordés.

	2019	2020	2021
Nombre d'abonnés bénéficiant d'un paiement fractionné	3 006	3 002	2 994
Nombre d'échéanciers de paiement accordés	39	52	243
Nombre de relances simple (niveau 1) envoyées par courrier pour non paiement des factures	828	1 942	2 048
Nombre de relances avec mise en demeure (niveau 2) envoyées par courrier pour non paiement des factures	706	0	556

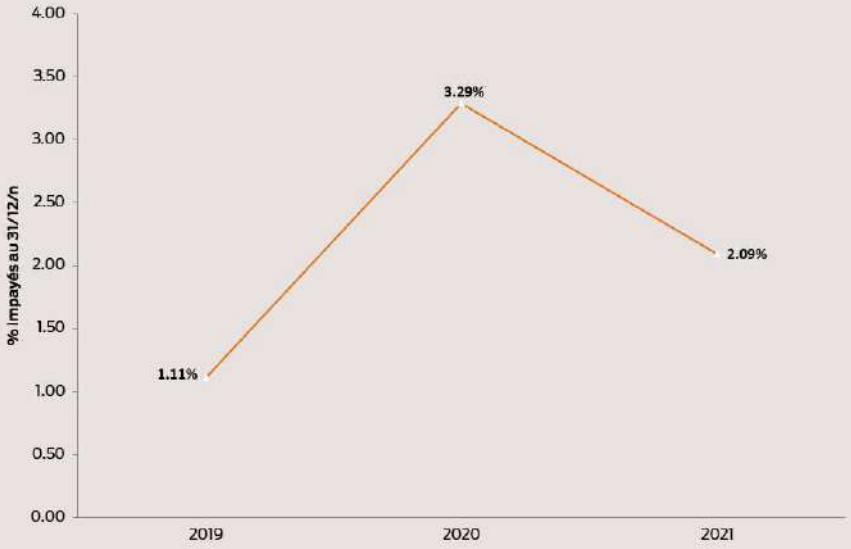
Pour l'année 2021, nous observons que 27 % des abonnés sont en paiement fractionné et que 19% des abonnés ont été relancés pour non-paiement de leur facture. Nous dressons ci-dessous le graphique d'évolution du taux d'impayés sur les 3 dernières années.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.1 ETAT DES LIEUX GLOBAL

	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Taux d'impayés (%)	1.11	3.29	2.09	-36

Evolution du taux d'impayés depuis 2019



Le taux d'impayés au 31/12/2021 s'élève à 2.09% pour un montant de 53 393.83 €.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5 - Réclamations clients

Le tableau ci-dessous classifie l'ensemble des réclamations émises par les clients du service d'eau potable :

ETAT DES RÉCLAMATIONS	2019	2020	2021
Qualité sanitaire	0	0	0
Goût / Odeur	10	13	9
Couleur	49	45	39
Problème de desserte de l'eau (pression, débit, coupures)	122	43	116
Services relations commerciales (prix, accueil, etc...)	18	30	16
Travaux de réparation sur réseau	16	11	6
TOTAL	**215**	**142**	**186**

La majorité des réclamations concernent des coupures d'eau. Ces coupures d'eau sont liées aux recherches de fuites et réparations engendrées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION

1. Tarification du service
2. Compte rendu financier
3. Compte d'exploitation
4. Compte de renouvellement

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Tarification du service

Les factures adressées aux usagers sont conformes à l'arrêté du 10 juillet 1996.

Evolution 2020/2021 de la facture de 120 m³ pour un abonnement principal - Tarif EP

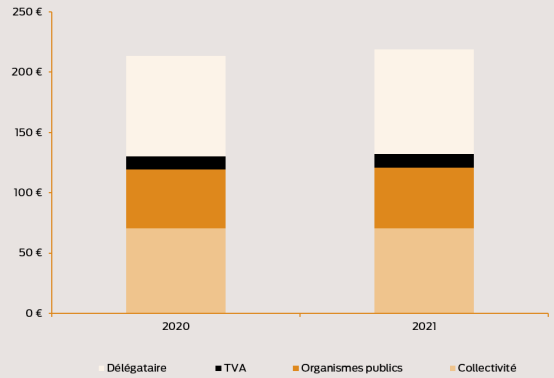
	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE 2020	PRIX UNITAIRE 2021	MONTANT HT 2020	MONTANT HT 2021	EVOLUTION
PART DU DÉLÉGATAIRE						
Abt Annuel	1	33.22 €	34.72 €	33.22 €	34.72 €	4.52%
Conso Tranche (0-70m³)	70	0.2936 €	0.3069 €	20.55 €	21.48 €	4.53%
Conso Tranche (> 70 m³)	50	0.5873 €	0.6138 €	29.37 €	30.69 €	4.49%
PART DE LA COLLECTIVITÉ						
Abt Annuel	1	42.00 €	42.00 €	42.00 €	42.00 €	0.00%
Conso 1ere Tranche	70	0.0500 €	0.0500 €	3.50 €	3.50 €	0.00%
Conso 2ndeTranche	50	0.5000 €	0.5000 €	25.00 €	25.00 €	0.00%
ORGANISME PUBLIC						
Redevance Pollution Domestique	120	0.330 €	0.330 €	39.60 €	39.60 €	0.00%
Préservation des ressources en eau	120	0.0759 €	0.0881 €	9.11 €	10.57 €	16.03%
TOTAL						
Total HT				202.35 €	207.56 €	2.57%
TVA à 5.5 %				11.13 €	11.42 €	2.61%
Total TTC pour 120m³				213.48 €	218.98 €	2.58%

RÉPARTITION DU PRIX DE L'EAU POUR 120M³ PART DÉLÉGATAIRE ET PART COLLECTIVITÉ (TARIF 2021)

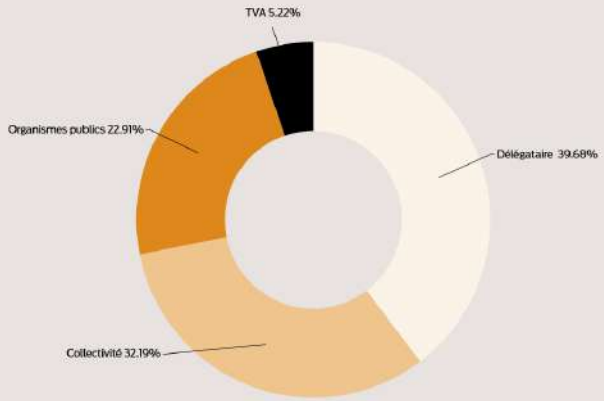
	Abt	Conso	Total
Part du délégataire	34.72 €	52.17 €	86.89 €
Part de la collectivité	42.00 €	28.50 €	70.50 €
Organisme public			50.17 €
Total HT du Prix du Service	76.72 €	80.67 €	207.56 €
% de la part fixe			48.75 %

**Les prix affichés représentent les prix moyens annuels.*

Evolution 2020/2021



Répartition du prix - Tarifs 2021



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Actualisation du prix en 2021

La formule d'actualisation du prix de l'eau en 2021 est la suivante.

$$k1 = 0{,}15 + 0{,}39\,\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}} + 0{,}10\,\frac{351\,107}{351\,007o} + 0{,}31\,\frac{\text{Fsd2}}{\text{Fsd2o}} + 0{,}05\,\frac{\text{TP10-a}}{\text{TP10-ao}}$$

ICHT-E : Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution

351107: Indice Electricité moyenne tension - tarif vert - Index supprimé après sa valeur de décembre 2015

35111403 : Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité >36kVA Coefficient de raccordement : 1,1762

Fsd2: Frais et services divers

TP10-a : Indice des canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux Coefficient de raccordement entre série de 2004 et série de 2010 au 01/01/2015 : 1,2701

35111403 : remplacé par "010534766" coeff. de raccordement 1,1300

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

PARAMÈTRES	BASE		PARAMÈTRES	AU 01/07/2021	
	Valeur connue au 01/07/2013	Valeur du mois de:		Valeur connue au 01/07/2021	Valeur du mois de:
ICHT-E$_o$	108,6	Déc 2012	ICHT-E	123.6	Déc 2020
351107$_o$	122,8	Mai 2013	351107	155.2	Mai 2021
Fsd2$_o$	126,2	Mai 2013	Fsd2	134.8	Mai 2021
TP10-ao	135,7	Mars 2013	TP10a	143.4	Mars 2021

K1= 1.1042

Ci-dessous les frais d'accès au service:

	PART DU DÉLÉGATAIRE (HT)			Variation
	Base	Au 01/07/2020	Au 01/07/2021	
Frais d'accès au service	50	52.83	55.21	4.51 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Prix du m3 au 01-01-2022

	QUANTITÉ	TARIF AU 01/01/2021	TOTAL HT
PART DU DÉLÉGATAIRE			
Abt Annuel	1	34.72 €	34.72 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.3069 €	21.48 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.6138 €	30.69 €
Total part délégataire			**86.89 €**
PART DE LA COLLECTIVITÉ			
Abt Annuel	1	42.00 €	42.00 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.050 €	3.50 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.500 €	25.00 €
Total part collectivité			**70.50 €**
ORGANISMES PUBLICS			
Redevance Pollution Domestique	120	0,33 €	39,60 €
Préservation des ressources en eau	120	0.0881 €	10.57 €
Total part organismes publics			**50.17 €**
Total HT			207.56 €
TVA à 5,5%			11.42 €
Total TTC			218.98 €
Prix du m3 HT		1.73 €	
Prix du m3 TTC		1.82 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 - Compte rendu financier

2.1 PART COLLECTIVITÉ

Détail des sommes facturées pour le compte du délégataire et de la collectivité (pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021).

	nb abonnements	abonnement en € ht	m³	consommations en € ht	total ht
COBAN					
Premier semestre 2021					
Abonnements	7893.75	165 768.75 €			165 768.75 €
Consommations Tranche 1			208 946	10 447.30 €	10 447.30 €
Consommations Tranche 2			88 337	44 168.50 €	44 168.50 €
Second semestre 2021					
Abonnements	13868.5	291 238.50 €			291 238.50 €
Consommations Tranche 1			375 078	18 753.90 €	18 753.90 €
Consommations Tranche 2			698 759	349 379.50 €	349 379.50 €
total 2021		**457 007.25 €**	**1 371 120**	**422 749.20 €**	**879 756.45 €**

AGUR					
Premier semestre 2021					
Abonnements	9029.75	150 945.54 €			150 945.54 €
Consommations Tranche 1			208 946	61 353.84 €	61 353.84 €
Consommations Tranche 2			88 337	51 940.88 €	51 940.88 €
Second semestre 2021					
Abonnements	15597.5	269 684.73 €			269 684.73 €
Consommations Tranche 1			375 078	110 135.59 €	110 135.59 €
Consommations Tranche 2			698 859	410 606.67 €	410 606.67 €
total 2021		150 945.54 €	1 371 220	634 036.98 €	**1 054 667.25 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 2.1.1 Récapitulatif des étapes de facturation de l'exercice

Mars 2021 :

> Facturation de l'abonnement du premier semestre 2021

>Facturation des consommations du 31/08/2020 au 28/02/2021 (estimées ou réelles pour les abonnés télérelevés)

Octobre 2021:

> Facturation de l'abonnement du second semestre 2021

> Facturation des consommations du 28/02/2021 au 31/08/2021

> 2.1.2 Reversements de la part collectivité correspondant à l'année 2021 arrêtés au 31 Janvier 2022

EAU	H.T.
Facturation de Janvier - Février 2021	-21.00 €
Facturation de Mars 2021	163 453.29 €
Factures intercalaires d'Avril 2021 à Septembre 2021	2 158.17 €
Facturation d'octobre 2021	290 902.71 €
Factures intercalaires de Novembre - Décembre 2021	514.08 €
S/total abonnements facturés en 2020	**457 007.25 €**
Facturation de Janvier - Février 2021	473.75 €
Facturation de Mars 2021	54 018.45 €
Factures intercalaires d'Avril 2021 à Septembre 2021	-6 170.20 €
Facturation d'octobre 2021	383 232.25 €
Factures intercalaires de Novembre - Décembre 2021	-8 805.05 €
S/total consommations facturés en 2020	**422 749.20 €**
Total 2021	**879 756.45 €**
Reversement le 02/07/2021	206 598.16 €
Reversement le 30/11/2021	662 511.82 €
Total des reversements antérieurs	**869 109.98 €**
Solde restant dû sur reversements antérieurs	**10 646.47 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 2.1.3 Récapitulation des attestations de TVA enregistrées et encaissées avec justification des délais

Sans objet

2.2 FACTURATION AUX ABONNÉS

Liste des créances à analyser comme « irrécouvrables »

Nous vous proposons d'analyser comme "irrécouvrables", parmi les factures émises en 2019, 295 factures dont la part collectivité s'élève à 19 249,72€ HT et la part AGUR s'élève à 21 852,84€ HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

Liste des dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021.

Les dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021 portent sur 35 654 m3. Ils concernent 53 abonnés pour un montant total TTC de 138 227,46€ dont la part collectivité s'élève 17 798,10 € HT et la part AGUR s'élève à 20 829,84€ HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

> 2.3.1 Sommes facturées pour le compte de tiers au cours de l'exercice 2021

Commune de Lège-Cap Ferret - Eau potable

NATURE DE LA TAXE	M³	MONTANT FACTURÉ
Redevance pollution domestique	1 360 314	448 907.73 €
Préservation des ressources en eau	1 370 986	117 287.23 €
	TOTAL	**566 194.96 €**

Commune de Lège-Cap Ferret - Assainissement

NATURE DE LA TAXE	M³	MONTANT FACTURÉ
Modernisation des réseaux de collecte	1 251 578	312 896.25 €
	TOTAL	**312 896.25 €**

> 2.3.2 Sommes facturées au titre des travaux et prestations exécutées en application du contrat

TRAVAUX BRANCHEMENTS NEUFS 2021	MONTANT DES TRAVAUX HT
Branchements 2020	99 349.02 €
Modification de branchements	0 €
Fourniture et pose compteurs	3 690.62 €
TOTAL GLOBAL	**103 039.64 €**

Le détail des travaux de branchement est présenté en annexe 6.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 - Compte d'exploitation

CHARGES

Nº Compte	Désignation	CEP Contrat	CEP Avt 1	CARE 2020	CARE 2021	Ecart / 2020	Moyenne 2013-2021
60	**Achats**	**135 338 €**	**140 040 €**	**142 422 €**	**146 063 €**	**3 641 €**	**159 996 €**
605	Achats d'eau	0 €	0 €	18 720 €	18 720 €	0 €	6 629 €
6061	Electricité	77 299 €	95 752 €	92 029 €	93 402 €	1 373 €	104 278 €
6062	Produits de traitement	23 652 €	8 750 €	6 680 €	7 142 €	462 €	15 274 €
601	Fournitures	34 388 €	35 538 €	24 993 €	26 799 €	1 806 €	33 815 €
61	**Services extérieurs**	**166 581 €**	**161 605 €**	**151 922 €**	**133 566 €**	**-18 356 €**	**125 913 €**
611	Sous traitance générale	27 979 €	23 002 €	26 018 €	11 697 €	-14 321 €	13 681 €
618	Analyses	12 523 €	12 523 €	13 156 €	12 577 €	-579 €	11 117 €
616	Assurance RC	8 702 €	8 702 €	3 960 €	5 344 €	1 384 €	3 770 €
613200	Loyer	49 540 €	49 540 €	31 582 €	31 581 €	-1 €	33 310 €
613500	Locations	0 €	0 €	3 647 €	3 372 €	-275 €	4 304 €
	Informatique			21 447 €	23 358 €	1 911 €	5 271 €
	Parc matériel	67 838 €	67 838 €	52 112 €	45 637 €	-6 475 €	54 460 €
62	**Autres services extérieurs**	**36 767 €**	**39 437 €**	**44 195 €**	**48 800 €**	**4 605 €**	**51 984 €**
622	Frais de contrôle	8 300 €	8 300 €	11 000 €	12 709 €	1 709 €	11 208 €
626	Frais postaux	22 947 €	22 947 €	22 560 €	22 560 €	0 €	20 351 €
626	Télécommunications	5 520 €	8 190 €	10 635 €	10 590 €	-45 €	10 388 €
331	Intérimaires	0 €	0 €	0 €	2 941 €	2 941 €	10 038 €
63	**Impôts, taxes et versements assimilés (1)**	**13 878 €**	**16 979 €**	**22 531 €**	**29 340 €**	**6 809 €**	20 456 €
635	RODP	7 262 €	10 363 €	15 931 €	22 500 €	6 569 €	13 778 €
635	Autres (cvae - cfe)	6 616 €	6 616 €	6 600 €	6 840 €	240 €	6 678 €
64	**Charges de personnel**	**249 412 €**	**254 402 €**	**298 659 €**	**305 236 €**	**6 577 €**	287 107 €
66	**Charges financières**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0.00 €**	0 €
	Renouvellement de matériel	**44 117 €**	**67 839 €**	**24 594 €**	**69 000 €**	**44 406 €**	63 447 €
	Renouvellement programmé	21 617 €	55 917 €	20 562 €	17 000 €	-3 562 €	39 744 €
	Renouvellement non programmé	22 500 €	11 922 €	4 032 €	52 000 €	47 968 €	23 703 €
	Télérelève	**100 718 €**	**100 718 €**	**164 797 €**	**179 825 €**	**15 028 €**	147 676 €
	Amortissement			76 233 €	76 233 €		38 227 €
	Maintenance			52 397 €	52 397 €		24 334 €
	Achat compteurs			36 167 €	51 195 €		16 657 €
	Investissements contractuels (GE+forage+secto)	**14 430 €**	**14 430 €**	**9 509 €**	**9 509 €**	**0 €**	**11 476 €**
	TOTAL AVANT FRAIS	**761 241 €**	**819 204 €**	**858 629 €**	**921 339 €**	**62 710 €**	**868 054 €**
	Frais généraux	**53 583 €**	**69 598 €**	**83 991 €**	**90 262 €**	**6 271 €**	**86 145 €**
	Créances irrécouvrables			**7 438 €**	**21 853 €**	**14 415 €**	**7 694 €**
	Charges des travaux exclusifs	**106 330 €**	**106 330 €**	**71 402 €**	**97 083 €**	**25 681 €**	**90 734 €**
	TOTAL GENERAL	**921 154 €**	**995 132 €**	**1 021 460 €**	**1 130 537 €**	**109 077 €**	**1 052 627 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PRODUITS

N° Compte	Désignation	CEP Contrat	CEP Avt 1	CARE 2020	CARE 2021	Ecart / 2020	Moyenne 2013-2021
701	**Ventes d'eau (1)**	**768 584 €**	**823 178 €**	**1 005 878 €**	**1 073 783 €**	**67 905 €**	**910 624 €**
	Abonnements	315 839 €	370 433 €	384 704 €	420 630 €	35 926 €	349 793 €
	Consommations domestiques	452 745 €	452 745 €	621 174 €	653 153 €	31 979 €	560 831 €
	Autres consommations					0 €	0 €
706	**Produits accessoires**	**42 604 €**	**57 104 €**	**66 496 €**	**94 104 €**	**27 608 €**	**73 996 €**
	Produits annexes	35 450 €	49 950 €	64 590 €	90 791 €	26 201 €	64 232 €
	Fermetures, ouvertures	7 154 €	7 154 €	1 906 €	3 313 €	1 407 €	9 764 €
76	**Produits financiers**					**0.00 €**	**0 €**
	Produits des travaux exclusifs	**108 584 €**	**113 584 €**	**79 803 €**	**103 040 €**	**23 237 €**	**96 632 €**
	TOTAL GENERAL	**919 772 €**	**993 866 €**	**1 152 177 €**	**1 270 927 €**	**118 750 €**	**1 081 252 €**

RESULTAT

N° Compte	Désignation	CEP Contrat	CEP Avt 1	CARE 2020	CARE 2021	Ecart / 2020	Moyenne 2013-2021
	RESULTAT	**-1 382 €**	**-1 266 €**	**130 717 €**	**140 390 €**	**9 673 €**	**28 625 €**

(1) Ces comptes s'entendent hors redevances Agence de l'eau, VNF, etc.... et part collectivité

4 - Compte de renouvellement

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2015	**44 165.28 €**
DOn = Do x K1n = 44 116,75 x 1,0011	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-58 019,00 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-30 100,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/15	**-128 792.01 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2016	**43 971.16 €**
DOn = Do x K1n = 44 116,75 x 0,9967	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-29 690,00 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-37 350,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/16	**-151 860.84 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2017—1er semestre base contrat	**22 120.14 €**
DOn = Do x K1n = 44 116,75/2 x 1.0028	
Dotation au compte année 2017—2ème semestre base avenant N°1	**45 924.73 €**
DOn = Do x K1n = 91593/2 x 1.0028	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-66 200 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-26 100 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/17	**-176 115.97 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2018	**94 240,04 €**
DOn = Do x K1n = 91593 x 1,0289	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-8 740 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-19 556 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/18	**-110 171,93 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2019	**67 839.00€**
DOn = Do x K1n = 67 839	
Engagements réalisés :	
Opérations de renouvellement liées aux stations et réservoirs	-5 951,00 €
Opérations de renouvellement de branchements d'eau potable	-12 987,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/19	**-61 270,94 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2020	**71 671.90 €**
DOn = Do x K1n = 67 839 x 1,0565	
Engagements réalisés :	
Renouvellement programmé	-20 562,00€
Renouvellement non programmé	- 4 032,00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/20	**-14 193,03 €**

	Montants en € HT
Dotation au compte année 2021	**74 907.82 €**
DOn = Do x K1n = 67 839 x 1,1042	
Engagements réalisés :	
Renouvellement programmé	-61 500.00 €
Renouvellement non programmé	-7 500.00 €
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/20	**-8 285,21 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ANNEXES

1. Glossaire
2. Synthèse règlementaire
3. Rapport ARS
4. Indicateurs règlementaires
5. Détail des gros consommateurs
6. Inventaire des ouvrages au 31/12/2020
7. Liste détaillée des travaux de branchement
8. Liste des branchements renouvelés
9. Facture 120 m³
10. Actualisation tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 1 - Glossaire

Hydraulique

Capacité de production

La capacité de production d'une station est le volume d'eau qu'il est possible de produire et traiter sur cette usine en considérant un fonctionnement journalier de 20h.

By-pass

Un by-pass est un ouvrage généralement composé d'une canalisation et d'accessoires permettant l'isolement de cette canalisation. Un by-pass permet d'assurer l'alimentation en eau potable en aval d'un équipement (réservoir, compteur, chaîne de traitement, etc...) qui a été arrêté à cause d'un dysfonctionnement ou d'une opération de maintenance.

Télégestion

La télégestion est un outil de suivi et de contrôle à distance des ouvrages de traitement et de distribution d'eau. L'automate de télégestion situé sur les ouvrages récupère les données de fonctionnement des équipements de l'ouvrage puis relaye ces informations à un superviseur central (ordinateur équipé d'un logiciel de centralisation des données). Cette télégestion permet d'alerter un agent d'astreinte via son téléphone mobile en cas de dysfonctionnement d'un des équipements.

Sectorisation

La sectorisation est un outil permettant de mesurer les flux hydrauliques transitant dans un réseau d'eau potable. Elle se compose généralement d'appareils permettant de quantifier ces flux (compteurs mécaniques ou débitmètres électromagnétiques) et de dispositifs permettant de relayer ces informations sur un superviseur central (télégestion).

Qualité

Turbidité

La turbidité mesure le caractère trouble d'une eau. Le caractère « trouble » de l'eau est défini par la quantité de matières organiques qui la composent. Plus cette quantité de matières organiques est importante, plus le risque de contamination bactériologique de l'eau est grand.

Filtration sur neutralite

La neutralite est un matériel riche en carbonate de calcium qui permet de rééquilibrer le pH d'une eau trop agressive. Ces eaux agressives ont tendance à attaquer les différents métaux des canalisations d'eau potable. Ces eaux trop agressives percolent au travers d'un filtre de neutralite et se charge en carbonate de calcium.

Déferrisation

La déferrisation consiste à réduire la concentration en fer d'une eau trop chargée. La présence de fer en trop grande quantité dans l'eau provoque une coloration orangée de l'eau et confère un mauvais goût à l'eau consommée. Les dépôts de fer dans les canalisations peuvent être des sièges de développement de micro-organismes. Le traitement du fer se fait généralement par le biais d'une oxydation par un réactif compatible (permanganate de potassium, chlorure ferrique, etc..) et une filtration sur sable du fer coagulé.

Désinfection de l'eau

Des micro-organismes (bactéries, virus) peuvent se développer dans un réseau d'eau potable. Afin d'éviter toute contamination de ce type, une désinfection de l'eau est réalisée. Cette désinfection se fait par l'injection d'un réactif (chlore, bioxyde de chlore) ou par rayonnement ultra-violet.

Analyse réglementaire

Les analyses réglementaires sont réalisées par les services de l'État (Agence Régionale de Santé) de façon à s'assurer que l'eau est potable en tout point du réseau de distribution. Le nombre et la fréquence de ces analyses sont variables suivant l'unité de distribution.

Autocontrôle

Le programme d'autocontrôle est réalisé par l'exploitant du réseau d'eau potable de façon à s'assurer que l'eau est de bonne qualité sur l'ensemble du réseau de distribution. Ce programme n'est pas inscrit dans un planning réglementaire.

Gestion clientèle

Abonnement

L'abonnement est le contrat qui lie une personne physique ou morale à l'exploitant du réseau d'eau potable. Un abonnement correspond à un seul compteur d'eau (point de desserte).

Volumes achetés/vendus en gros

Les volumes achetés ou vendus en gros sont les volumes achetés à un service extérieur ou vendus à un service d'eau extérieur. On parle également de volumes importés ou exportés.

Volumes de services

Les volumes de services sont les volumes utilisés pour l'exploitation du réseau d'eau potable (essais de fonctionnement des poteaux incendie, nettoyage réservoir, purge réseau, etc...).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 2 - Synthèse réglementaire

1.1 PROTECTION DES RESEAUX

Arrêté du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau (JO du 18/09/2021)

L'Arrêté du 10 septembre 2021 définit l'eau destinée à la consommation humaine, selon l'article R 1321-1 du code de la santé public.

Cet Arrêté classifie les réseaux d'adduction destinés à la consommation humaine ou sanitaire mentionné à l'article R 1321-43 et les autres réseaux d'adduction d'eau (ex : eau technique, protection incendie, arrosage, ...).

L'arrêté décrit les objectifs de protection des réseaux et renvoie pour les moyens aux dispositifs à mettre en œuvre (surverses, disconnecteurs, soupapes, clapets, ...) selon les catégories de fluide décrits dans un avis paru au JO du 24/09/2021.

Les dispositifs de protection reprennent les terminologies de la norme NF EN 1717 rappelées dans un avis paru au JO du 23/09/2021 listant la norme rendue obligatoire.

L'arrêté est applicable aux installations mises en services au 1er janvier 2023, sans précision de date de dépôt de permis de construire.

@ https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060748

1.2 PESTICIDES

Instruction DGS 2020-177 du 18 décembre 2020 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées (BO Santé 2021/01 du 29/01/2021)

Cette instruction diffuse un guide technique relatif aux pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) à l'exclusion des eaux conditionnées. Cette instruction définit notamment les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH.

Les modalités de gestion décrites sont exercées par les agences régionales de santé (ARS) en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution de l'eau (PRPDE) au titre du code de la santé publique (CSP) et sur les bases de recommandations sanitaires de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et du Haut conseil de la Santé Publique (HCSP).

@ https://www.phytocontrol.com/wp-content/uploads/2021/03/Instruction-n%C2%B0DGS-EA4-2020-177-du-18-decembre-2020-Metabolites.pdf

1.3 COMITÉ NATIONAL DE L'EAU

Code de l'environnement - Articles D213-1 à D213-12 (ancien décret 2007-833 relatif au comité national de l'eau), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1076 du 12 août 2021 (JO du 14/08/2021)

Un décret du 12 août complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML).

Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

Par ailleurs, il complète la disposition relative à la présidence des comités consultatifs et permanents.

@ https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 EPANDAGE BOUES

Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

Paru le 27 mai dernier, il répond, en partie, aux difficultés techniques et financières rencontrées par les Collectivités pour faire face aux exigences d'hygiénisation préalable à l'épandage des boues de station d'épuration extraites après le début d'exposition à risques pour le COVID-19.

Jusqu'alors restreintes aux traitements « hygiénisants » (compostage, séchage thermique et digestion anaérobie thermophile), de nouvelles modalités de traitement des boues avant épandage sont aujourd'hui possibles :

- Chaulage avec un taux d'incorporation minimum de chaux de 30% puis stockage pendant 3 mois minimum (avec suivi par le producteur, du taux d'incorporation en chaux, de la siccité des boues et de la durée de stockage)
- Séchage solaire avec ou sans plancher chauffant permettant d'atteindre une siccité minimale de 80% (avec suivi par le producteur, de la siccité)
- Digestion anaérobie mésophile puis stockage pendant 4 mois minimum (avec suivi par le producteur du temps de séjour des boues dans le digesteur, de la température pendant la digestion et de la durée de stockage après sortie du digesteur)

Une analyse par lot de boues à épandre devra en outre confirmer un abattement en coliphages somatiques supérieur ou égal à 4 unités logarithmiques (soit 99,99% d'abattement) pour valider l'efficacité du traitement/stockage considéré (conformément à la méthodologie décrite en annexe de l'arrêté ou équivalente).

Peuvent également être épandues les boues obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rhizofiltration ou ayant fait l'objet d'un traitement par rhizocompostage, sous réserve d'une extraction après une mise au repos du dispositif de traitement pendant au moins 1 an.

Selon la FNCCR, cet assouplissement ne concernerait que 25 à 30% des boues soumises à l'interdiction d'épandage et finalement peu les collectivités rurales.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043534752#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2020%20avril%202021%20modifiant%20l'arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2030,la%20p%C3%A9riode%20de%20covid%2D19

1.5 COMPOSTAGE BOUES

Code de l'environnement - Articles R541-76 à R541-85 créés par Décret 2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16/10/2007), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1179 du 14 septembre 2021 (JO du 15/09/2021)

Le décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues.

Le décret ajoute dans la partie réglementaire du code de l'environnement, une nouvelle section : Boues et digestats de boues d'épuration (art. R. 543-311 et s.).

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044041375#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1179%20du%2014%20septembre%202021%20relatif,d'%C3%A9puration%20avec%20des%20structurants&text=Publics%20concern%C3%A9s%20%3A%20exploitants%20d'installations,digestats%20de%20boues%20d'%C3%A9puration.

1.6 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (JO du 09/10/2009), modifié en dernier lieu par Arrêté du 26 février 2021 (JO du 28/02/2021)

Cet arrêté modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Il précise que les organismes notifiés sont chargés de délivrer les agréments des dispositifs d'assainissement non collectif.

Par ailleurs, le présent arrêté fixe les délais d'instruction des dossiers de demande d'agrément (accusé de réception délivré au demandeur dans les 30 jours au lieu de 10 auparavant, et décision d'agrément acceptée ou refusée dans les 3 mois suivant la demande) et les modalités de publicité des décisions d'agrément.

La fiche technique du dispositif de traitement agrée est publiée sur un site ministériel.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043190509

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 3 - Indicateurs règlementaires

Le décret n°2007-675 et l'arrêté du 02 mai 2007 ont modifié les modalités de réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement appelé également « rapport du Maire ». Depuis 2008, indépendamment de la taille du service, les collectivités sont dans l'obligation de présenter des indicateurs de performance du service.

Uniquement une partie de ces indicateurs est liée à l'exécution des missions confiées au délégataire du service d'eau potable. Le calcul des indicateurs est détaillé sur le site internet www.eaudanslaville.fr conformément à la circulaire interministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

Des clefs de consolidation sont associées à certains indicateurs de façon à calculer l'indicateur à une échelle supérieure à celle du périmètre contractuel.

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
D102.2	Prix du service TTC au m³ pour 120 m³	1.82 €	-	-
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	1j	-	-
CODE FICHE DESCRIPTIVE	**INDICATEURS DE PERFORMANCE**	**VALEUR DE L'INDICATEUR**	**CLÉ DE CONSOLIDATION**	**VALEUR DE LA CLÉ**
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100 %	-	-
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100 %	-	-
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	116	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
P104.3	Rendement réglementaire du réseau de distribution	73.69 %	Sommes des volumes consommés et vendus	1 409 128 m³
			Sommes des volumes achetés et produits	1 993 995 m³
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	6.69	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	6.00	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
	Estimation des volumes consommés autorisés non comptés	60 320 m3		
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	collectivité	Linéaire du réseau d'adduction	239.6 km
P108.3	Indice d'avancement de la protection des ressources en eau	-	Sommes des volumes achetés et produits	1 993 995 m³
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds du service	0 €	Sans objet	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
	Indice d'avancement de la sectorisation	100 %	-	-
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	3.58 ‰	Nombre d'abonnés desservis	10 894
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouvertures des branchements pour les nouveaux abonnés	100 %	Nombre d'abonnés desservis	10 894
P153.2	***Durée d'extinction de la dette de la collectivité***	***donnée collectivité***	***Epargne brute annuelle***	***donnée collectivité***
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2.09 %	Montant total des factures émises au titre de l'année N-1	2 553 860.12€
P155.1	Taux de réclamations	4.22 ‰	Nombre d'abonnés desservis	10 894

Nous détaillons ci-après le mode de renseignement ou de calcul des indices de performance qui sont moins couramment utilisés.

> D151.0 : Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service

Le délai est exprimé en heures ou en jours. Le délai visé est celui courant entre la date de réception par l'opérateur de la demande d'ouverture de branchement émanant de l'abonné et la date maximale de mise à disposition de l'eau au point de livraison de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> P103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

	NOTATION
PLAN DES RÉSEAUX	
Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (captages, points de mesure, etc..)	10/10
Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour des réseaux	5/5
INVENTAIRE DES RÉSEAUX	
Existence d'un inventaire détaillé (matériaux, classification, linéaire...) des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les matériaux et diamètre (1 point par tranche de 10%). A la date de rédaction , nous connaissons 99,9% de la nature des canalisations.	5/5
Existence d'une information sur les dates de pose des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les dates de pose (1 point par tranche de 10%)A la date de rédaction , nous connaissons 63, 8% des dates de pose des canalisations.	1/5
SOUS TOTAL	**41**
Pour bénéficier des points supplémentaires en relation avec les articles ci-dessous il faut totaliser 40 points sur les 45 possibles en première partie.	
AUTRES ÉLÉMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RÉSEAUX	
Localisation et description des ouvrages annexes (vannes, PI) et servitudes de réseaux	10/10
Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants	10/10
Localisation des branchements sur le plan des réseaux	10/10
Pour chaque branchement, caractéristiques du compteur d'eau	10/10
Identification des secteurs de perte d'eau, date et nature des réparations	10/10
Localisation à jour des autres interventions (réparation, purges et renouvellement)	10/10
Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif sur 3 ans)	10/10
Existence d'une modélisation hydraulique de réseau	5/5
NOTATION FINALE 116/120	

> P105.3 : Indice linéaire des volumes non comptés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Volume mis en distribution} - \text{Volume comptabilisé}}{\text{Longueur du réseau de desserte X 366}}$$

Avec : volumes mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

$$\text{Indice} = \frac{\text{Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N}}{\text{5 X longueur du réseau de desserte}} \text{ X 100}$$

> Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf

> Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

> Il convient d'additionner les linéaires renouvelés d'une part par la collectivité et d'autre part par l'opérateur, sur le périmètre considéré

> P108.3 : Indice d'avancement de protection de la ressource

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

> 0 % Aucune action

> 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours

> 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu

> 50 % Dossier déposé en préfecture

> 60 % Arrêté préfectoral

> 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)

> 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

> Indice d'avancement de la sectorisation

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

> 0 % Pas de sectorisation

> 10% Délibération existante d'un programme d'actions qui intègre une sectorisation

> 30% Sectorisation en cours

> 40% Sectorisation existante

> 60% Sectorisation existante fonctionnelle (la télégestion est en fonctionnement, les données journalières sont fournies pour 90% du temps et 90% des secteurs et envoyées sur un poste informatique).

> 100% Suivi annuel des données selon le tableau annuel des données comportant les volumes journaliers et nocturnes quotidiens par secteur défini par la cellule d'assistance technique à l'eau potable (CATEP) du département de la Gironde.

> P151.1 : Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X 1000}$$

> P152.1 : Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre d'ouvertures de branchements réalisés dans les délais}}{\text{Nombre total d'ouvertures}} \text{ X 100}$$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> P153.2 : Durée d'extinction de la dette de la collectivité

> Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'eau potable (distribution, transfert et/ou production) divisé par l'épargne brute annuelle

> Remarque importante : l'endettement indirect résultant de l'adhésion de la collectivité à un EPCI ou à un syndicat mixte lui-même endetté n'est pas pris en compte.

> P155.1 : Taux de réclamations

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de réclamations écrites}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X } 1000$$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 4 - Détail des gros consommateurs

REF_ABONNE	CODE_COMPTEUR	NOM	LIEU_DESSERVI	COMMUNE	DATE_ENTREE	CONSO N	CONSO N-1	CONSO N-2
33236 0000033535 000 000	33236000003353500 0	LES VIVIERS TOURISME	4 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/10/1990	48123	23640	25577
33236 0000033540 000 001	33236000003354000 0	LES VIVIERS TOURISME	7 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/07/1989	43694	32321	15181
33236 0000033538 000 000	33236000003353800 0	LES VIVIERS TOURISME	5 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/10/1990	38844	44224	30517
33236 0000048876 3000 000	33236000004887630 0	SARL VIA SOLEIL	21 AVENUE EDOUARD BRANLY-CAMPING LES EMBRUNS	LEGE CAP FERRET	01/03/2007	24469	27929	35781
33236 0000035152 000 000	33236000003515200 0	SARL CAMPING DU TRUC VERT	13B AVENUE DES CHEVREUILS	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	16897	12548	16183
33236 0000058397 4000 001	33236000005839740 0	OFFICE DE TOURISME	ROUTE DES PASTOURELLES 1	LEGE CAP FERRET	01/01/2021	10250	11628	12439
33236 0000037961 000 001	33236000003796100 0	DU PHARE 2	2 RUE DES COURLIS	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	10050	65	97
33236 0006084711 000 000	33236000608471100 0	LES VIVIERS TOURISME	AVENUE LEON LESCA	LEGE CAP FERRET	03/03/2017	9290	4976	5830
33236 0000033261 000 000	33236000003326100 0	LES VIVIERS TOURISME	1 AVENUE EDOUARD BRANLY	LEGE CAP FERRET	01/03/1998	9113	9156	12059
33236 0000034735 4000 000	33236000003473540 0	VVF VILLAGES	ALLEE DES CHANTERELLES MAISON DE RETRAITE LES SYLV	LEGE CAP FERRET	01/03/1996	8219	6076	5812
33236 0000033534 000 001	33236000003353400 0	COMMUNE DE LEGE	3 LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	01/07/1989	8053	13282	14024
33236 0000031709 000 000	33236000003170900 0	LES VIVIERS TOURISME	1 IMPASSE DU MEDOC	LEGE CAP FERRET	01/01/1974	8025	7003	6070
33236 0006084759 000 000	33236000608475900 0	CAMPING LA PINEDE	143 ROUTE DU CAP FERRET	LEGE CAP FERRET	18/01/2017	7546	4495	4922
33236 0000488770 000 001	33236000048877000 0	PICHET IMMOBILIER SERV SYNDIC	31 ROUTE DES PASTOURELLES-CAMPING LES PASTOURELLES	LEGE CAP FERRET	01/01/2021	5434	6575	9074
33236 0000032427 000 000	33236000003242700 0	OFFICE DE TOURISME CAMPING PASTOUR	AV DU GENERAL DE GAULLE-CENTRE DE REEDUCATION LA P	LEGE CAP FERRET	01/07/1985	5180	4752	4643
33236 0000608363 000 000	33236000060836300 0	LE DIRECTEUR	COMPTEURS COTTAGES DUNES DE CAPEYRAN	LEGE CAP FERRET	25/02/2015	4936	6486	6713
33236 0000037325 000 001	33236000003732500 0	DOMAINE DU FERRET	2 RUE DES CORMORANS	LEGE CAP FERRET	01/01/1985	4805	7206	5215
33236 0000033267 000 000	33236000003326700 0	RCE LA FORESTIERE	14 AVENUE EDOUARD BRANLY 1	LEGE CAP FERRET	01/07/1982	4642	3771	3000
33236 0000608364 000 001	33236000060836400 0	AQUITAINE OCEAN	COMPTEUR DE LA BALNEOTHERAPIE DUNES DE CAPEYRAN	LEGE CAP FERRET	13/07/2015	4243	5344	5889
33236 0000031622 000 000	33236000003162200 0	DOMAINE DU FERRET	ALLEE DES CHANTERELLES	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	3848	3221	3152
33236 0000597017 000 000	33236000059701700 0	SCEO CAP OLIVIER	100 AVENUE DE L HERBE	LEGE CAP FERRET	23/02/2012	3760	1472	944
33236 0000568917 000 000	33236000056891700 0	RESIDENCE LE TEMPS QUI PASSE	76 AVENUE DE LA MAIRIE 2	LEGE CAP FERRET	01/09/2008	3640	3650	3532
33236 0000604243 000 001	33236000060424300 0	PICHET IMMOBILIER	71 AV MAIRIE/RES ALL OCEANS	LEGE CAP FERRET	01/01/2013	2716	2247	1991
33236 0000542524 000 000	33236000054252400 0	CLADIS	ROUTE DES PASTOURELLES 1	LEGE CAP FERRET	01/09/2005	2709	2832	4109
33236 0000608233 000 000	33236000060823300 0	COMMUNE DE LEGE CAP FERRET	79 AVENUE DE LA MAIRIE - SALLE DES FETES	LEGE CAP FERRET	01/07/2014	2523	547	2729
33236 0000036657 000 001	33236000003665700 0	BASSIN BOISSONS	2&2B AVENUE DE L OCEAN	LEGE CAP FERRET	01/09/2002	2446	2544	2590
33236 0000037140 000 000	33236000003714000 0	CAB BORE	85 T BOULEVARD DE LA PLAGE	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	2374	423	901
33236 0000033854 000 000	33236000003385400 0	DE BOURGEREL Paulette	121 ROUTE DE BORDEAUX 7	LEGE CAP FERRET	01/01/1974	2156	3437	70
33236 0000600505 000 001	33236000060050500 0	FONCIER AQUITAINE	27 AVENUE DE LA PRESQU ILE	LEGE CAP FERRET	02/03/2012	2096	2064	1945
33236 0000036378 000 000	33236000003637800 0	RES EL PALOMAR	AVENUE DE LA MUSCADELLE	LEGE CAP FERRET	01/01/1988	2017	1770	3543
33236 0000571768 000 000	33236000057176800 0	PERRON Sara	2 ALLEE LAGUEYTE	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1984	87	66
33236 0000159780 000 000	33236000015978000 0	CAMPING BREMONTIER	LE GRAND CROHOT OCEAN	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1981	1759	1947
33236 0000562819 000 000	33236000056281900 0	COTE SABLE	37 BOULEVARD DE LA PLAGE	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1925	2702	2243
33236 0006084842 000 000	33236000608484200 0	BOUTET GUILLAUME	19 RUE RENE BRUNEN	LEGE CAP FERRET	03/09/2018	1922	1035	57
33236 0000033905 000 000	33236000003390500 0	CEGIM	2 IMPASSE DE LA SOURCE	LEGE CAP FERRET	01/01/1986	1837	1578	1192
33236 0000160855 000 000	33236000016085500 0	MAISON DE LA GENDARMERIE	AVENUE DU GRAND CROHOT 1	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1800	90	81
33236 0000038095 000 001	33236000003809500 0	FLEURY JEAN-PIERRE	12 RUE DU MIMBEAU	LEGE CAP FERRET	01/10/1990	1682	204	216
33236 0000554963 000 001	33236000055496300 0	CENTURY 21	46 AVENUE DE LA MAIRIE 2	LEGE CAP FERRET	01/09/2008	1663	4088	4329
33236 0000031885 000 000	33236000003188500 0	C E S	RUE ROGER LACAZE	LEGE CAP FERRET	01/01/1985	1605	1146	1363
33236 0000401352 000 001	33236000040135200 0	ZAMRANI KHALID	8 AVE DE BOUGAINVILLE	LEGE CAP FERRET	07/11/2018	1586	186	83
33236 0000035732 000 001	33236000003573200 0	LAVERGNE JEROME	61 AVENUE DES DRAGONS	LEGE CAP FERRET	13/06/2017	1536	101	428
33236 0000575938 000 000	33236000057593800 0	LES VIVIERS TOURISME	LES VIVIERS 2	LEGE CAP FERRET	17/03/2009	1513	3265	971
33236 0000038794 000 000	33236000003879400 0	LESCARRET Bernadette	1 AVENUE ANDRE ARMENDY	LEGE CAP FERRET	01/07/2013	1507	2113	2776

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 5 - Inventaire des ouvrages au 31/12/2021

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
STATION DE REPRISE DE CASSIEU	Clôture et portail	clôture du site	2010	Longueur (m):150
		Portail	2000	Hauteur (m):1,70
				Largeur (m):4,00
		Porte accès local technique	2000	Hauteur (m):1,95
				Largeur (m):0,72
	~~Protection Réseau~~	~~Ballon Anti-bélier~~	~~1998~~	~~Nom constructeur:MASSAL - 500 l - 10-15 bars - N° Série Z558~~
				PE 15 bars - PS 10 bars
				N° Série Z 558
				Volume (m3):0,5
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,5
	Canalisation et Robinetterie	Canalisation	2000	Inox Diamètre (mm):150
	Canalisation et Robinetterie	Canalisation	2000	Inox Diamètre (mm):125
	Pompage	pompe 3	1998	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC V100/04.7.1.10.65
				Débit nominal (m3/h):50
				HMT (mCE):60
		pompe 2	2014	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC V100/04.7.1.10.65
				Débit nominal (m3/h):50
				HMT (mCE):60
		pompe 1	2012	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC V100/04.7.1.10.66
				HMT (mCE):60
				Débit nominal (m3/h):50
		pompe vide cave		
	Canalisation et Robinetterie	Clapet de pied (3 u)	2000	Diamètre (mm):150
		Vannes (5 u)	2000	Nom constructeur:OREG
				Diamètre (mm):150
		Clapets double battant (3 u)	2000	Nom constructeur:OREG
				Diamètre (mm):125
		Vannes sur refoulement (3 u)	2000	Nom constructeur:OREG
				Diamètre (mm):125
		Vanne Electrique sortie station	2014	Nom constructeur:BAYARD
				Diamètre (mm):200
	Comptage	Compteur		
		débitmètre	2000	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Instrumentation et mesures	capteur de pression analogique	2014	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:CERABAR PMC 131
				Plage de mesure:0-10 bars
		capteur niveau analogique	2000	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:FMX 160
		Analyseur de chlore résiduel	**2020**	
	Génie Civil	bache	2000	Volume (m3): 200
	Huisserie	echelle descente cuve	2000	
	Canalisation et Robinetterie	tuyauterie et canalisation enterrées	2000	
	~~Désinfection au bioxyde de chlore supprimée~~	~~cuve stockage acide~~	~~2000~~	~~200 L avec bac de rétention~~
		~~cuve stockage chlorite~~	~~2000~~	~~200 L avec bac de rétention~~
		~~détecteur fuite chlore~~	~~2000~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2015~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:Oxyperm C164~~
		~~Pompe doseuse acide chorhydrique~~	~~2000~~	~~ALLDOS Primus 208 2,75 l/h 2~~
		~~Pompe doseuse chlorite~~	~~2014~~	~~ALLDOS Primus 208 2,75 l/h 2~~
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2021	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur Mécanique	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2020	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2000	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		automate	2000	Nom constructeur:OMRON
				Référence constructeur:SYSMAC CPM1A
		variateur pompe 1	2017	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTIVAR 61
				15 KW 380/480 V
		variateur pompe 2	2000	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTIVAR 61
				15 KW 380/480 V
		variateur pompe 3	2000	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTIVAR 61
				15 KW 380/480 V
		disjoncteur	2000	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:NS 100M
		télétransmission	2017	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 550 + 1 extention
				1 module d'extention
				Support de communication:RTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
AEP CLAOUEY	Clôture et portail	clôture du site	1990	Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):38
		fenêtre local technique	1961	Hauteur (m):0,87
				Largeur (m):1,30
				Matériau constituant:Acier
		portail		
		porte accès local	1961	Matériau constituant:
	Forage	colonne de forage	2003	Diamètre (mm):150
				Longueur (m):54
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2016	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur:E8S64/2a+mc0620
				Débit nominal (m3/h):90
				HMT (mCE):36
				Puissance (kW):15
		tête de forage	2008	
	Comptage	Débitmètre électromagnétique DN100 E+H	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER DN 100 mm
				Référence constructeur:PROMAG 10w
	Génie Civil	bache	1961	Volume (m3):100
	Canalisation et Robinetterie	canalisations	1961	
	Instrumentation et mesures	capteur de niveau bâche	2021	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:FMX160
	Instrumentation et mesures	Capteur de niveau du forage	2015	?
	mesure niveau de la nappe	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	Instrumentation et mesures	**Analyseur de Dioxyde de chlore**	**2020**	**Prominent**
	~~Désinfection~~	~~cuve stockage NaClO2~~	~~2009~~	~~200 L~~
		~~cuve stockage HCl~~	~~2009~~	~~200 L~~
		~~détecteur fuite chlore~~	~~2009~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2016~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:Oxyperm C164~~
		~~2 pompes doseuse~~	~~2013~~	~~ALLDOS Primus 208 2,75 l/h~~
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2017	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur Mécanique	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2020	
		Kit Eau Motrice	2017	
	~~Protection Réseau~~	~~Ballon Anti-bélier~~	~~1993~~	~~Nom constructeur:CHARLATTE - 500 L - 10/15 bars~~
				Pression d'épreuve (bar):15
				Pression nominale (bar):10
				Volume (m3):0,5
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,5
	Canalisation et Robinetterie	canalisations de la station de pompage		Diamètre (mm):150
	Pompage	pompe 1	2013	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:ETANORM 80-400
				Débit nominal (m3/h):80
				Diamètre de la roue (mm):404
				HMT (mCE):48
				Puissance (kW):22 a 50 hz
		pompe 2	2004	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:ETANORM 80-400
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):51
				Puissance (kW):22 a 50 hz
	Canalisation et Robinetterie	régulateur amont	2004	Nom constructeur:RAMUS
				Diamètre (mm):125
		2 clapets refoulement	1993	Nom constructeur:CLASAR
				Diamètre (mm):150
		2 vannes groupes refoulement	1993	Diamètre (mm):150
	Comptage	compteur de volume		Compteur DN 150 mm
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2021	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		2 variateurs		Schneider
			2021	ALTIVAR 48
		disjoncteur	2009	Intensité (en A):100
		Télétransmission	2018	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 550
				Support de communication:RTC

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
STATION DES VIVIERS	Clôture et portail	clôture du site	2016	Hauteur (m):2
				Longueur (m):220
		portail	1973	Hauteur (m):2
				Largeur (m):4,00
		portillon	1973	Hauteur (m):2
				Largeur (m):1
	Forage	clapet forage	2010	CLASAR DN150
		colonne de forage	2005	Diamètre nominal (mm):168
				Longueur (m):42
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2011	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur: E10S50/2G+MAC625
				Numéro de série constructeur:2124632/5
				Débit nominal (m3/h):150
				Tension nominale (V):380
		Sonde de niveau pour mesure nappe	2020	ref: DTI200-A12A1A
		tête de forage	2010	Capot polyester 3800x1200x1500
	Canalisations et robinetterie	5 vannes DN 250	2016	
		4 vannes DN 200	2016	
		12 vannes DN 150	2016	
		1 Stab Claval Dn250	2016	
		2 Stab Claval Dn150	2016	
	Comptages	Débitmètre Exhaure	2021	Endress Hauser PROMAG
		Débitmètre Four	2016	Siemens MAG 5000
		Débitmètre Reprises	2015	Siemens MAG 5001
	Instrumentation et mesures	Analyseur reprise viviers Sondes T°, PH, Cl2	2016	Nom constructeur:Prominent Dialog
	Instrumentation et mesures	Analyseur Conduite Alim / Distri Four Sondes T°, PH, Cl2	2021	Nom constructeur:Prominent Dialog
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2016	
		Chloromètre N°1	2016	
		Chloromètre N°2	2016	
		Inverseur Mécanique	2016	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2016	
		Kit Eau Motrice	2016	
	Injection Soude	Pompe doseuse prominent		
		Cuve 1m3		
	Protection Réseau	Ballon antibélier Charlatte 10 000L	2016	
		Ballon antibélier Charlatte 500L	2016	
	Pompage	Pompe Four 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D125/2-9.211.67
				Débit nominal (m3/h):120
				Puissance:22KW
		Pompe Four 2	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D125/2-9.211.67
				Débit nominal (m3/h):120
				Puissance:22KW
		Pompe Hiver 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D100/3-8.111.67
				Débit nominal (m3/h):100
				Puissance:22KW
		Pompe Hiver 2	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D100/3-8.111.67
				Débit nominal (m3/h):100
				Puissance:22KW
		Pompe Eté 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D150/2-11.211.67
				Débit nominal (m3/h):250
				Puissance:75KW
		Pompe Eté 2	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MTC D150/2-11.211.67
				Débit nominal (m3/h):250
				Puissance:75KW
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2016	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		disjoncteur/sectionneur	2016	Schneider NSX400N 400A
		Variateur 1	2016	ATV630D22N4 22KW
		Variateur 2	2016	ATV630D22N4 22KW
		Variateur 3	2016	Leroysomer S44402 45 KW
		Variateur 4	2016	Leroysomer S44402 45 KW
		Variateur 5	2016	Leroysomer S44402 75/90 KW
		Variateur 6	2016	Leroysomer S44402 75/90 KW
		Inverseur de source	2016	SOCOMEC Sircover AC500A
		Onduleur	2016	EATOM 9SX 25A230V
		Ecran de contrôle	2016	EATOM 9SX 25A230V
		télétransmission	2014	Nom constructeur: SOFREL S550
			2016	Emetteur récepteur Radio

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
BACHE DU FOUR	Clôture et portail	clôture du site	1981	Hauteur (m):1,20
				Longueur (m):100
		portail	1981	Hauteur (m):1,50
				Largeur (m):1,00
	Génie Civil	bache		Volume (m3):750
	Canalisation et Robinetterie	canalisation	2009	Diamètre (mm):200
				Fonction tuyauterie:Hydraulique
	Huisserie	capotage accès cuve	1981	
		echelle descente réservoir		Crénoline:Oui
				Longueur (m):6,00
		porte d'accès réservoir	1981	Hauteur (m):2,20
				Largeur (m):1,50
				Matériau constituant:Acier
	Electricité - Commande - Puissance	télétransmission	2013	Sofrel GSM S550
	Canalisation et Robinetterie	vannes	2009	Diamètre (mm):200
	Canalisation et Robinetterie			Type de vanne:A opercule
	Instrumentation et mesures	Analyseur de chlore résiduel	2021	Prominent
		capteur niveau du réservoir	2009	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER FMX167
BACHE DU GRAND CROHOT	Clôture et portail	clôture du site		Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):100
		portail		Hauteur (m):2,00
				Largeur (m):4,00
				Matériau constituant:Acier galvanisé
	Huisserie	capotage accès réservoir		
		echelle accès réservoir		Longueur (m):2,00
		echelle descente réservoir		Crénoline:Oui
				Longueur (m):4,00
		garde corps		Longueur (m):2,00
	Canalisation et Robinetterie	tuyauterie		Diamètre (mm):250
				Longueur (m):7
		3 vannes		Nom constructeur:RAMUS
				Diamètre (mm):250
		clapet		Nom constructeur:RAMUS
				Diamètre (mm):250
	Instrumentation et mesures	Analyseur Sondes T°, PH, Cl2	2021	Nom constructeur:Prominent Dialog
	Instrumentation et mesures	capteur niveau du réservoir	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:FMX 160
	Electricité - Commande - Puissance	Analyseur de chlore résiduel	2021	Prominent
		armoire générale BT		Fonction cellule/armoire/coffret BT:Auxiliaire
		panneau solaire	2021	
		télétransmission	2014	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 530
FORAGE DE LEGE BOURG	Clôture et portail	clôture du site	2012	Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):60
		~~portail~~		~~Hauteur (m):2,00~~
				~~Largeur (m):3,00~~
		porte annexe	**2012**	Hauteur (m):2,00
			2012	Largeur (m):0,80
		porte d'accès local	**2012**	Hauteur (m):2,00
				Largeur (m):3,00
	Forage	canalisation sortie forage		Diamètre (mm):150
		clapet		Nom constructeur:SOCLA
				Diamètre (mm):150
		vanne		Diamètre : 150
		vanne		Diamètre : 100
		colonne de forage	2012	Diamètre (mm):125
				Longueur (m):30
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2011	Débit nominal (m3/h):100
				HMT (mCE):47
				Puissance (kW):18,5
				CAPRARI E8S 64/3K + MC 625
		tête de forage		
		Démarreur	2015	SCHNEIDER
				Altistart 48 ATS48D38Q
				230/415 V
				Sonde résistive
				9/18,5 kw
	Forage	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	~~**forage refoulement**~~	~~**vanne motorisée**~~		~~**Nom constructeur:BERNARD**~~
	~~**forage refoulement**~~			~~**Référence constructeur:0 1715**~~
	~~**forage refoulement**~~			~~**Numéro de série constructeur:S666201008**~~
	~~**forage refoulement**~~			~~**Diamètre (mm):150**~~
	Comptage	Débitmètre	2014	Nom constructeur:SIEMENS
				Référence constructeur:MAG 5000
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT		Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		disjoncteur		Nom constructeur:GARDY
				Référence constructeur:DB 90 S
				Numéro de série constructeur:460 500 S
		télétransmission	2013	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur: S 550
				Support de communication:GPRS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
FORAGE LES EMBRUNS	Clôture et portail	clôture du site	2008	Hauteur (m):2,00
				Longueur (m):30
		portail	2008	Hauteur (m):2
				Largeur (m):4,00
		porte accès local	2008	
		porte annexe	2008	
	Forage	canalisation sortie forage	2005	Diamètre (mm):150
				Longueur (m):6
		clapet	2005	Nom constructeur:SOCLA
				Diamètre (mm):200
		colonne de forage		Diamètre (mm):168
				Longueur (m):36
				Matériau constituant:Inox
		pompe immergée 1	2014	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur:E12S55/2EF + MC850
				Débit nominal (m3/h):247
				HMT (mCE):43
				Puissance (kW):37
		tête de forage	2005	Matériau constituant:Inox
		vanne motorisée	2005	Nom constructeur: AMRI Aquisoria
				Actionneur:Electrique
				Diamètre (mm):200
	Instrumentation et mesures	capteur de niveau	2014	sonde piezo E+H FMX167
	Instrumentation et mesures	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	~~Comptage~~	~~Débitmètre Forage~~	~~2005~~	~~Débitmètre électromagnétique E+H PROMAG DN200~~
	Instrumentation et mesures	Analyseur de Dioxyde de chlore	2015	Prominent
	~~Désinfection~~	~~cuve stockage HCl~~	~~2005~~	~~800 l ALLDOS + bac de rétention 1200 l~~
		~~cuve stockage NaClO2~~	~~2005~~	~~800 l ALLDOS + bac de rétention 1200 l~~
		~~détecteur fuite chlore~~	~~2015~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2016~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:OxypermC164-220D~~
		~~2 pompes doseuses~~	~~2014~~	~~Nom constructeur:ALLDOS~~
				~~Référence constructeur:Primus 208~~
				~~Capacité de dosage (l/h):6 - P 1,1 kW, 2,5 A~~
		~~2 box de dépotage produit chimique~~	~~2005~~	
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2017	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2017	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Comptage	débitmètre	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:10W2H RDGA
				Diamètre (mm):200
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	~~poste HT~~	~~cellule~~		~~CATU Paris~~
	~~poste HT~~	~~transformateur~~		~~Nature du diélectrique:Huile~~
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2017	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		ventilateur local	2015	
		disjoncteur		Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:COMPACT C250
				Numéro de série constructeur:460 500 S
		télétransmission	2013	Nom constructeur: SOFREL
				Référence constructeur:S 550
				Support de communication:RTC
FORAGE LES JACQUETS				
	Clôture et portail	portail		hauteur: 2m
				largeur: 4m
		cloture		hauteur : 2m
				longeur : 38 m
	~~Protection Réseau~~	~~Ballon Anti-bélier~~	~~2005~~	~~Nom constructeur:MASSAL N° série: 50208017 750 L 10/15 bars~~
				Numéro de série constructeur:50208017
				Pression d'épreuve (bar):14,3
				Pression nominale (bar):10
				Volume (m3):0,75
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,75
	Forage	capotage forage	2005	Matériau constituant:polyester
		clapet	2005	Nom constructeur:SOCLA
				Diamètre (mm):150
		colonne de forage	2005	Diamètre nominal (mm):150
				Longueur (m):50
				Matériau constituant:Inox
				Type de raccord de tube:Bride
		pompe immergée 1	2016	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA 250B 150/3b
				Débit nominal (m3/h):150
				HMT (mCE):95
				Puissance (kW):60
		tête de forage	2005	Matériau constituant:Inox
	mesure niveau de la nappe	capteur de niveau	2015	Sonde de niveau 4-20 mA
	mesure niveau de la nappe	capteur de niveau	2015	Sonde résistive
	Canalisation et Robinetterie	2 vannes manuelles	2005	Nom constructeur:AMRI
	Canalisation et Robinetterie			Diamètre (mm):150
	Canalisation et Robinetterie			Diamètre (mm): 100
	Canalisation et Robinetterie	vanne motorisée	2005	Référence constructeur:ASP
	Canalisation et Robinetterie			Actionneur:Electrique
	Canalisation et Robinetterie			Diamètre (mm):150
	Comptage	Débitmètre	2020	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Référence constructeur:PROMAG 50W
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2005	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		automate station	2005	Nom constructeur:OMRON
				Référence constructeur:SYSMAC CPM 2A
				Numéro de série constructeur:50 011 712
		Vaiateur de vitesse	2021	
		disjoncteur	2015	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:NS 160 N
		télétransmission	2018	Nom constructeur:SOFREL
				Référence constructeur:S 550

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
BACHE AU SOL CAP FERRET	Clôture et portail	clôture du site	1982	Hauteur (m):1,50
				Longueur (m):80
		portail	1982	Hauteur (m):1,50
				Largeur (m):
		porte d'accès réservoir	1982	Hauteur (m):2,50
				Largeur (m):1,60
	Huisserie	echelle descente réservoir	1982	
		garde corps	1982	
	Canalisation et Robinetterie	**tuyauterie**	**2014**	
		3 vannes		diamètre : 150
		1 vanne		diamètre : 250
		2 clapets		diamètre : 150
		canalisation pompe 1	2004	Diamètre (mm):168,3
				Longueur (m):10
				Matériau constituant:Inox
		canalisation pompe 2	1982	
	Pompage	pompe 1	2016	Nom constructeur:CAPRARI
				Référence constructeur:E10S50/2e+MCH630
				Débit nominal (m3/h):150
				HMT (mCE):40
				Puissance (kW):22
		pompe 2	2003?	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA150-41/2D+UMA200 45/21
				Débit nominal (m3/h):150
				HMT (mCE):40
				Puissance (kW):22
		2 pompes vide cave		
	Instrumentation et mesures	capteur niveau du réservoir	2014	Nom constructeur:HITEC
				Référence constructeur:0-10 mCe
	Alimentation bâche	Stab bi étagé a commande elec	2021	Claval
RESERVOIR CAP FERRET	Canalisation et Robinetterie	canalisation	1982	Diamètre (mm):250
				Longueur (m):42
		canalisations	1982	Diamètre (mm):400
				Longueur (m):42
		canalisation	1982	Diamètre (mm):100
				Longueur (m):42
		2 canalisation	1982	Diamètre (mm):150
				Longueur (m):42
		echelle descente cuve		
		vanne	1982	Diamètre (mm):400
		3 vannes	1982	Diamètre (mm):150
		vanne	1982	Diamètre (mm):100
		vanne	1982	Diamètre (mm):80
	Instrumentation et mesures	capteur de pression		Pression : 0 - 1 BAR
	Instrumentation et mesures	mesure de niveau		Sonde de niveau 0-6 m
	Instrumentation et mesures	Analyseur Sondes T°, PH, Cl2	2021	Nom constructeur:Prominent Dialog
		Analyseur de chlore résiduel	2021	Prominent
	Désinfection au chlore gazeux	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2017	
		Chloromètre N°2	2017	
		Inverseur	2017	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2017	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Electricité - Commande - Puissance	4 armoires générales BT	2014	1 armoire de commande pour le remplissage du réservoir
				1 armoire de commande de la vanne électrique
				1 armoire pompes de vidanges
				1 armoire télégestion
		télétransmission	2018	Nom constructeur: SOFREL
				Référence constructeur: S 550
STATION DE REPRISE DES VALLONS DU FERRET	Clôture et portail	clôture du site	2002	
		portail	2002	
		porte accès local	2002	
	~~Protection Réseau~~	~~anti-bélier~~	~~2002~~	~~Nom constructeur:MASSAL - 1000 L - 10/15 bars~~
				Volume (m3):1
	Protection Réseau	Ballon Anti-bélier	2017	Charlatte ou Equivalent
				PE 15 bars - PS 10 bars
				Volume (m3):0,75
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2002	Diamètre (mm):200
		canalisation refoulement groupes	2002	Diamètre (mm):150
		3 clapets	2002	Diamètre (mm):150
	Pompage	pompe 1	2001	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MULTITEC MTC D125/03-09.2 11.65
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):30
		pompe 2	2001	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MULTITEC MTC D125/03-09.2 11.65
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):30
		pompe 3	2001	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:MULTITEC MTC D125/03-09.2 11.65
				Débit nominal (m3/h):125
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):30
	Canalisation et Robinetterie	4 vannes	2002	Diamètre (mm):200
		4 vannes	2002	Diamètre (mm):150
	Extracteur d'air	2 extracteur d'air	2001	Nom constructeur : France air
	poste de surpression			type:355 vitesse : 6P
	poste de surpression	~~ventilateur local~~	~~2002~~	
	Comptage	débitmètre refoulement	2002	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
				réf : 50W1F UC0A1AA0M4AD
	Instrumentation et mesures	capteur de pression		Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				type : PMC131 A11F1A1S
				Pression : 0-10 B
	Huisserie	capotage accès réservoir	2002	
		echelle accès réservoir	2002	
		echelle descente réservoir	2002	
	Canalisation et Robinetterie	tuyauterie		
		vanne motorisée alimentation bâche	2002	Diamètre (mm):200
	mesure niveau	capteur niveau du réservoir	2002	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
	mesure niveau			Référence constructeur:FMX160
	~~Désinfection~~	~~cuve stockage chlorite~~	~~2002~~	~~Volume (m3):0,25~~
		~~cuve stockage chlorite~~	~~2002~~	~~Volume (m3):0,25~~
		~~détecteur fuite de chlore~~	~~2002~~	~~Nom constructeur:ALL DOS~~
		~~générateur de dioxyde~~	~~2015~~	~~Nom constructeur:ALL DOS~~
				~~Référence constructeur:Dyxperm G164~~
		~~2 pompes doseuses~~	~~2015~~	~~Primus 208 3l/h~~
		~~capteur de chlore résiduel~~	~~2002~~	~~Nom constructeur:ALL DOS~~
				~~Référence constructeur:CONNEX 350~~
	Désinfection au chlore gazeux à mettre en place	Armoire chlore gazeux	2017	Type Prominent ou Equivalent
		Chloromètre N°1	2018	
		Chloromètre N°2	2018	
		Inverseur	2018	
		Hydroéjecteur et Débitmètre	2017	
		Kit Eau Motrice	2017	
	Comptage	débitmètre alimentation bâche	2002	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):150
				Type de débitmètre:Electromagnétique
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2002	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		automate	2002	Nom constructeur:OMRON
				Référence constructeur:CPU51
		démarreur pour pompe 3	2019	Nom constructeur: SCHNEIDER
				Référence constructeur:ALTISTAR 48
				Type : ATS48D62Q
		disjoncteur	2014	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:ns 160
		groupe electrogène	2002	Nom constructeur:SONAREX
				Puissance (KVA):125
		télétransmission	2018	Nom constructeur: SOFREL
				Référence constructeur: S 550 + 1 extention
				Support de communication:RTC
		Variateurs de vitesse pompes1	2004	Nom constructeur:TELEMECANIQUE
		Variateurs de vitesse pompes 2	2016	Nom constructeur:TELEMECANIQUE
		2 ventilateur armoire	2016	Nom constructeur:TELEMECANIQUE
				Type : ATV66D46N4

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
SUPR. POINTE AUX CHEVAUX	Protection Réseau	anti belier	2010	Nom constructeur: REFLEX - 200 L - 10/15 bars
				Volume (m3):0,2
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2010	Diamètre (mm):80
		canalisation refoulement groupes	2010	Diamètre (mm):80
		2 clapets	2010	Diamètre (mm):80
	Pompage	pompe 1	2020	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA150C-60/5
				n° série : 9971891647 000300-01
				Débit nominal (m3/h):31
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):5,5
		pompe 2	2011	Nom constructeur:KSB
				Référence constructeur:UPA150C-60/5
				n° série : 9971891647 000300-02
				Débit nominal (m3/h):31
				HMT (mCE):55
				Puissance (kW):5,5
	Canalisation et Robinetterie	2 vannes aspiration groupes	2011	Diamètre (mm):80
		2 vannes refoulement groupes	2011	Diamètre (mm):80
		2 vannes sortie supresseur		Diamètre (mm):125
		1 pompe vide cave		
		1 stabilisateur		Diamètre : 125
	Comptage	débitmètre refoulement	2017	Nom constructeur:ENDRESS HAUSER
				Diamètre (mm):125
				type : Promag 50W
				Type de débitmètre:Électromagnétique
	Instrumentation et mesures	capteur de pression	2016	E+H CERABAR
	Huisserie	capotage accès REGARD	2011	Trappes fontes 250KN K3T
	Electricité - Commande - Puissance	armoire générale BT	2016	Fonction cellule/armoire/coffret BT:Générale
				Tension nominale (V):380
		2 variateurs	2011	Nom constructeur:SCHNEIDER
				Puissance : 7,5 KW
				Tension : 380/500 V
		disjoncteur	2011	Nom constructeur:MERLIN GERIN
				Référence constructeur:ns 60
		télétransmission	2011	Nom constructeur:WIT
				Référence constructeur:CLIP 5120
				Support de communication:RTC
SURP. DUNE BLANCHE	Huisserie	Capotage d'accès	2012	
	Protection Réseau	anti belier	2012	Nom constructeur:REFLEX - 300 L - 10 bars maxi - ref : 12MO112 90152
				Volume (m3):0,3
				ref : 12MO112 90152
				10B pression max
				4B pression prégonflage
		ballon anti bélier refoul pompe	2012	Nom constructeur : REFLEX
				ref : 12MO20182654
				Volume (L) : 8
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2012	Diamètre (mm):50
		canalisation refoulement groupes	2012	Diamètre (mm):50
		clapets groupes	2012	Diamètre (mm):80
		Stabilisateur	2012	Diamètre (mm):125
		3 clapets	2012	Diamètre (mm) : 50
	Comptage	Débitmètre	2012	
	Pompage	Pompe 1	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	Débit nominal (m3/h):16,3 m3/h
			2012	HMT (mCE): 63,5
			2012	Puissance (kW): 5,5 kw
		Pompe 2	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	Débit nominal (m3/h):16,3 m3/h
			2012	HMT (mCE): 63,5
			2012	Puissance (kW): 5,5 kw
		Pompe 3	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	Débit nominal (m3/h):16,3 m3/h
			2012	HMT (mCE): 63,5
			2012	Puissance (kW): 5,5 kw
	Electricité - Commande - Puissance	Variateurs (3 unités)	2012	Nom constructeur:KSB
			2012	380/480V 13,7A 5,5KW
		disjoncteur	2012	Nom constructeur:MERLIN GERIN
			2012	Référence constructeur:ns 60
		télétransmission	2012	Nom constructeur:WIT
				Référence constructeur:CLIP 5120
				Support de communication:RTC
		2 armoires électrique	2012	
SURP. PIRAILLAN	Huisserie	Capotage d'accès	2014	
	Protection Réseau	anti belier	2014	
		ballon anti bélier refoul pompe	2014	
	Canalisation et Robinetterie	canalisation aspiration groupes	2014	
		canalisation refoulement groupes	2014	
		clapets groupes	2014	
		Stabilisateur	2014	
		3 clapets	2014	
	Comptage	Débitmètre	2014	
	Pompage	Pompe 1	2014	KSB Surpresschrom SIC.2 VP 18,3,3,V
				Movitec V 18-3
				60,36 m3/h à 28,95 m - 3 kW
		Pompe 2	2014	KSB Surpresschrom SIC.2 VP 18,3,3,V
				Movitec V 18-3
				60,36 m3/h à 28,95 m - 3 kW
		Pompe 3	2014	KSB Surpresschrom SIC.2 VP 18,3,3,V
				Movitec V 18-3
				60,36 m3/h à 28,95 m - 3 kW
	Electricité - Commande - Puissance	Variateurs (3 unités)	2014	
		disjoncteur	2014	
		télétransmission	2012	
		2 armoires électrique	2014	
	SERRURES ENSEMBLES DES SITES		2013	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Site mise en service	Ouvrage	Equipement	Date matériel	Matériel
SECTORISATION Q1 - LEGE SURPRESSE		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 125 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	PVC 160 mm
SECTORISATION Q3 - ARES		Débitmètre électromagnétique	2016	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q4 - LEGE BOURG CROHOT VERS SURPRESSE		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 125 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	PVC 160 mm
SECTORISATION Q5 - CROHOT ALIM ET DISTRI		Débitmètre électromagnétique	2020	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	PVC 250 mm
SECTORISATION Q6 - LEGE BOURG / CLAOUEY		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q7 - SORTIE REPRISE CLAOUEY		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q8 - CLAOUEY / JACQUETS		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q9 - FOUR ALIM ET DISTRI		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q11 - VIVIERS VERS CAP FERRET HIVER		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q13 - JACQUETS / VALLONS SUR DN 350 mm		Débitmètre électromagnétique	2017	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 350 mm
SECTORISATION Q14 - JACQUETS / VALLONS SUR DN 250 mm		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 350 mm
SECTORISATION Q16 - CAP FERRET/ VALLONS DN 400 mm		Débitmètre à insertion	2020	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 400 mm
SECTORISATION Q17 - RESERVOIR CAP FERRET ALIM DISTRI		Débitmètre à insertion	2018	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		~~télétransmission~~	~~2018~~	~~Perax PX16XT~~
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 400 mm
SECTORISATION Q18 - CAP FERRET / VALLONS DN 150 mm		Débitmètre électromagnétique	2014	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2014	Perax PX16XT
		Equipement hydraulique	2014	Fonte DN 150 mm
SECTORISATION Q19 - LEGE SURPRESSE		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	PVC 200 mm
SECTORISATION Q20 - Lege		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 125 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 150 mm
SECTORISATION Q21		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	PVC 200 mm
SECTORISATION Q22		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte 150 mm
SECTORISATION Q23		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	PVC DN 160mm
SECTORISATION Q24		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte 200 mm
SECTORISATION Q25		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 200 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 200 mm
SECTORISATION Q26		Débitmètre électromagnétique	2018	Krohne - 150 mm - Waterflux 3000
		télétransmission	2018	Sofrel LS42 SMS
		Equipement hydraulique	2018	Fonte DN 200 mm
SUPERVISEUR TOPKAPI		PC SUPERVISION	2014	DELL
		LOGICIEL SUPERVISION	2014	Topkapi
		ONDULEUR	2014	
BATTERIES				
PRELOCALISATEURS	Recherche de fuite	Prélocalisateur de Fuite	2015	Sewerin - Ondeo
SECOURS	Pompage	Pompe Secours Forage Les Embruns	2014	CAPRARI E12S55 / 2 EF + MC 850 250 m3/h à 43 mCE 37 kW
SECOURS	Pompage	Pompe Secours Forage Les Jacquets avec 70 ml de câble	2016	FLOWSERVE - PN104-3a + M8-670-2 67 kW - 150 m3/h à 98 mCE
SECOURS	Pompage	Pompe Secours Forage Les Viviers, Claouey, Lège Bourg	2015	CAPRARI E8S64 / 3 K + MAC 625 100 m3/h à 47 mCE 18,5 kW

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 6 - Liste détaillée des travaux de branchement

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	Nº Facture	Montant facturé (HT)
85178424	Devis Branchement neuf	Mme	AMIOT MYRIAM	24 BIS ROUTE DU MOULIN	213034	22/02/2021	21.10.02226	1914.14
95105821	Devis Branchement neuf	M.	BARTHEROTTE HADRIEN	31 ALLÉE DES HÉRONS	203034	01/02/2021	21.10.02026	1296.37
89954922	Devis Branchement neuf	Mme	BEDIN PREVOT VALERIE	51 AVENUE DU MEDOC	213034	09/06/2021	21.20.06156	2197.69
100999761	Devis Branchement neuf	M.	BERAUD MARIEN	125 AVENUE DE L'HERBE	213034	21/04/2021	21.20.06049	1102.51
107637724	Devis Branchement neuf	M.	BERCERRO BERTRAND	35 IMPASSE DU GRAND OUSTEAU	213034	09/09/2021	21.20.09269	1094.15
99300523	Devis Branchement neuf	M.	BERGE JEAN PIERRE	338 ROUTE DU CAP FERRET L'HERBE	213034	09/03/2021	21.20.03132	1114.41
104253912	Devis Branchement neuf	M.	BERGER JEAN BAPTISTE	28 CHEMIN DU CASSIEU	213034	01/10/2021	21.20.11173	187.98
114541695	Devis Piquage supplémentaire	Mme	BODIN STEPHANIE	1 RUE COSTE LES JACQUETS	213034	19/11/2021	21.20.11267	1609.61
95102717	Devis Branchement neuf	M.	BOY PHILIPPE	CHEMIN DE CASSIEU	213034	05/03/2021	21.20.03092	3015.39
103745543	Devis Branchement neuf	M.	CATINAT LAURENT	19 BIS ALLÉE DES BUISSONS	213034	14/09/2021	21.10.09276	1905.68
112332890	Devis Branchement neuf	M.	CAZEL JEAN-LUC	LOTISSEMENT L'OREE DU CAP - AVENUE DU MEDOC -	213034	30/11/2021	21.20.12020	8027.59
90167614	Devis Déplacement de branchement existant		CEGIM	SDC LA RÉSIDENCE LA MARINIÈRE, ALLÉE DU DÉBARCADÈRE AU CANON	213034	25/10/2021	21.10.10284	1172.98
112946748	Devis Branchement neuf	M.	CHAMINADE PIERRE	4 AVENUE DES CHARDONNERETS	213034	04/11/2021	21.20.11018	2404.67
108664538	Devis Branchement neuf	M.	CHATARD DAVID	75 BIS AVENUE DE L'OCÉAN	213034	08/11/2021	21.20.11101	1578.04
103725780	Devis Branchement neuf	SCI	CHEMIN DU POULET	LIEU DIT SIMON VOIE COMMUNALE Nº15 DU POULET	213034	28/06/2021	21.20.06283	1643.53
105902753	Devis Branchement neuf	M.	COPPIN NIELS	15 ALLÉE DE STELLA	213034	20/09/2021	21.20.09258	1655.47
90858172	Devis Branchement neuf	Mme	CRAYSSAC FABIENNE	110 AVENUE DES GRIVES	213034	20/04/2021	21.20.04138	1736.37
116769368	Devis Branchement neuf	M.	DANTIN BRUNO	79 AVENUE DE LA LUGUE	213034	23/11/2021	21.20.11332	187.98
110060743	Devis Pose de compteur	M.	DUBERNET CHRISTOPHE	10 ALLÉE DU CLOS DE L'ESTEY	213034	17/09/2021	21.10.09259	187.98
94915373	Devis Branchement neuf	M.	DUFOUR OLIVIER	40 BOULEVARD DES MIMOSAS	213034	05/02/2021	21.20.02053	484.22
102113044	Devis Pose de compteur		ECI	5 AVENUE DE L'ATLANTIQUE	213034	23/04/2021	21.20.04255	202.65
112947040	Devis Branchement neuf	M.	ELLIE NICOLAS GASTON	217-219 ROUTE DU CAP FERRET LE CANON	213034	17/11/2021	21.20.11268	2105.29

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	Nº Facture	turé (HT)
112222346	Devis Branchement neuf		ENTREPRISE LOUIS GAUME	3 ALLÉE DES RIEUSES GRAND PIQUEY	213034	24/09/2021	21.20.09342	1144.25
96294003	Devis Branchement neuf	M.	EURL REAUMUR INVEST / VARIN FREDERIC	70 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GUALLE CLAOUEY CADASTRE BC 274	213034	23/04/2021	21.20.04252	1127.22
106993470	Devis Branchement neuf	Mme	FERRIERE SUZANNE	"MAISON LOCATIVE" 8 CHEMIN DU MARIDATE	213034	07/09/2021	21.20.09031	991.16
102101975	Devis Branchement neuf	Mme	FORBES AIMÉE	24 AVENUE DE PICLAOUEY	213034	04/05/2021	21.20.05151	1956.79
95166554	Devis Branchement neuf	Mme	FURLANETTO NADINE	4 AVENUE DES ÉCOLES PETIT PIQUEY	213034	09/04/2021	21.20.04067	1786.12
95167028	Devis Branchement neuf	Mme	FURLANETTO SOPHIE	4AVENUE DES ÉCOLES PETIT PIQUEY	213034	08/04/2021	21.20.04139	1918.55
112236033	Devis Déplacement de branchement existant	M.	GAUDIN JEAN MICHEL	61 AVENUE DES GRIVES	213034	09/11/2021	21.20.11099	785.71
115562727	Devis Branchement neuf	Mme et M.	GONCALVES ET DA SILVA	44 ALLÉE DU GRAND OUSTAU LOT 2 L'ARIAL DE LÉJÀ	213034	22/11/2021	21.2011269	187.98
110347658	Devis Branchement neuf	M.	GRATADOUR MARIE JOSÉ	8 LOTISSEMENT CHAMP DE BLÉ	213034	10/09/2021	21.20.09264	1431.57
103735645	Devis Déplacement de branchement existant	Mme	GUENANTIN CARINA	68 RUE DES GOÉLAS	213034	01/07/2021	21.20.07002	220.76
95778787	Devis Branchement neuf	Mme	JAGUENAUD CATHERINE	81 AVENUE DE LA PRESQU'ILE	213034	05/05/2021	21.20.05273	3446.21
93781896	Devis Branchement neuf	M.	JUSTES BENOIT	122 ROUTE DU CAP FERRET	203034	14/01/2021	21.10.01085	1300.57
91309509	Devis Branchement neuf	M.	LACHARMOISE ANNELINE	12 AVENUE DE LA POINTE AUX CHEVAUX - PETIT PIQUEY	213034	13/12/2021	21.20.12193	784.33
99952153	Devis Branchement neuf	Mme	LARROQUE CECILE	CHEMIN DU CASSIEU	213034	23/03/2021	21.20.03350	1690.09
98134320	Devis Branchement neuf	SCI	LEON	45 ROUTE DU CAP FERRET	213034	24/03/2021	21.20.03376	5539
113987477	Devis Pose de compteur	Sté	LEONARDEVIVRE	36-38 ALLÉE DU GRAND OUSTEAU LOT4	213034	01/10/2021	21.20.10026	183.38

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	N° Facture	Montant facturé (HT)
91848839	Devis Branchement neuf	SCI	LES VIOLETTES	13 RUE DE PA PRAYA	203034	02/02/2021	21.20.02039	1773.67
105956246	Devis Branchement neuf	SCI	LES VIOLETTES	8 AVENUE GÉNÉRAL DE GAULLE	213034	13/12/2021	22.20.01017	2213.35
107496255	Devis Branchement neuf		MAIRIE DE LEGE CAP FERRET	AV LEON LESCA LE FOUR	213034	16/12/2021	21.20.12293	1073.33
105955482	Devis Branchement neuf		MAIRIE DE LÈGE CAP FERRET	PLACE JEAN ANOUILH	213034	12/08/2021	21.20.08176	545.62
102009945	Devis Branchement neuf	M.	MARTIN JULIEN	78 TER ROUTE DU MOULIN, LOTISSEMENT "LE CLOS DU MOULIN", LOT N°4	213034	04/05/2021	21.20.05126	187.43 €
115170044	Devis Branchement neuf	SCI	MATOUCAT	10 ALLEE ROGER GOUBET LOT 4	213034	05/11/2021	21.20.11097	187.98
111096814	Devis Branchement neuf	M.	MAURISSE FRANCOIS	3 BIS AVENUE DES GEMMEURS	213034	23/09/2021	21.20.09338	1075.19
95551214	Devis Branchement neuf	M.	MONGON THIBAUT	IMPASSE DU CHALET 2T CAMP DES AMERICAINS	213034	17/03/2021	21.20.03337	1164.62
105675469	Devis Pose de compteur	M.	MOREIRA ANTHONY	13 AVENUE DU GRAND CROHOT	213034	28/06/2021	21.20.06284	1058.78
114545998	Devis Branchement neuf	SCI	MTPA	17 RUE AGOSTA	213034	12/10/2021	21.20.10103	793.57
91884366	Devis Branchement neuf	SCI	OHANA	23 CHEMIN DE LA CARASSE	203034	18/01/2021	21.20.02034	2994.34
98000386	Devis Pose de compteur		PAUXEL	9 RUE DES MÉSANGES	213034	23/02/2021	21.20.02338	1869.76
99297354	Devis Branchement neuf	M.	PONTET HERVE	1 TER IMPASSE DES RÉSERVOIRS LES JACQUETS	213034	10/03/2021	21.20.03151	1202.12
100090320	Devis Branchement neuf	M.	PTITO ZACHARY	5 AVENUE DU BOUCHER FRANC LA BÉCASSIÈRE	213034	07/04/2021	21.20.04069	1364.73
105481172	Devis Branchement neuf	M.	ROCHE YANN PIERRE STÉPHANE	6 RUE JEAN LOUIS SEURIN	213034	29/06/2021	21.20.07001	1210.46
95168072	Devis Branchement neuf	M.	SAINT DENIS THIBAUD	10 AVENUE DES CERFS	203034	20/01/2021	21.20.02036	2218.74
99147279	Devis Pose de compteur	Mme	SALAVERT BEATRICE	11 AVENUE DE BORDEAUX	213034	12/03/2021	21.20.03349	230.29
107434696	Devis Branchement neuf	SCI	SANZ IMMOBILIER	53 BOULEVARD DES ARBOUSIERS	213034	22/09/2021	21.20.09336	1118.06

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	N° Facture	Montant facturé (HT)
92630196	Devis Déplacement de branchement existant		SARL FRUCTIMMO	2 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	203034	02/02/2021	21.20.02047	1440.01
104446616	Devis Branchement neuf		SARL FRUCTIMMO REPRÉSENTÉE PAR M.GERAUD	IMPASSE DU GRAND OUSTAU	213034	21/10/2021	21.20.12021	4095.90
94090581	Devis Branchement neuf		SARL JAP IMMOBILIER	46 AVENUE DES CHALANDS	203034	21/01/2021	21.20.02035	1985.21
113765396	Devis Branchement neuf		SAS ARCACHON OCEAN	20 AVENUE BELLEVUE PIRAILLAN FORET	213034	04/11/2021	21.20.11098	2009.63
112945860	Devis Branchement neuf		SAS BATICO	126 BIS AVENUE DE BORDEAUX	213034	02/11/2021	21.20.11019	1150.94
105641781	Devis Branchement neuf		SAS OBSIBLUE	6 AVENUE DU PIED TENDRE	213034	21/09/2021	21.20.09337	1881.76
118323879	Devis Branchement neuf	Mme	SCHOUARTZ MARIE CHRISTINE	64 AVENUE POINTE AUX CHEVAUX	213034	13/12/2021	21.20.12194	289.59
106635990	Devis Branchement neuf	M.	SECOUSSE YANNICK	ALLÉE DU GREPIN	213034	03/11/2021	21.20.11017	1972.75
94829939	Devis Pose de compteur		SELARL VESTEY	15 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	203034	05/01/2021	21.20.01018	187.43
113035565	Devis Branchement neuf	SCI	SMITH MAYSONNAVE	19 ALLÉE BELEM	213034	27/10/2021	21.20.10398	231.27
117682361	Devis Déplacement de branchement existant	Mme	TEMPLIER MARIE AGNES	6 CHEMIN DE CASSIEU	213034	09/12/2021	21.10.12166	1114.86
108147114	Devis Branchement neuf	M.	THILL DAVID	34 AVENUE MICHELET	213034	09/09/2021	21.20.09266	1199.93
94354978	Devis Branchement neuf		VET'ESTEY	15 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	213034	16/03/2021	21.20.03318	3319.32
108817848	Devis Branchement neuf		VILLA BELLEROSE	4 BIS ALLÉE DES HÉRONS	213034	03/09/2021	21.20.09262	1153.40
114818338	Devis Déplacement de branchement existant	M.	VINCENT EDELSON	73 BIS AVENUE DE L'OCEAN	213034	23/11/2021	21.20.11333	217.05

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

66352	Type devis	Civilité client	Nom du client	Adresse brt	Code affaire	Date réelle Travaux	N° Facture	Montant facturé (HT)
110060743	Devis Pose de compteur	M.	DUBERNET CHRISTOPHE	10 ALLÉE DU CLOS DE L'ESTEY	213034	17/09/2021	21.10.09259	187.98
102113044	Devis Pose de compteur		ECI	5 AVENUE DE L'ATLANTIQUE	213034	23/04/2021	21.20.04255	202.65
113987477	Devis Pose de compteur	Sté	LEONARDEVIVRE	36-38 ALLÉE DU GRAND OUSTEAU LOT4	213034	01/10/2021	21.20.10026	183.38
105675469	Devis Pose de compteur	M.	MOREIRA ANTHONY	13 AVENUE DU GRAND CROHOT	213034	28/06/2021	21.20.06284	1058.78
98000386	Devis Pose de compteur		PAUXEL	9 RUE DES MÉSANGES	213034	23/02/2021	21.20.02338	1869.76
99147279	Devis Pose de compteur	Mme	SALAVERT BEATRICE	11 AVENUE DE BORDEAUX	213034	12/03/2021	21.20.03349	230.29
94829939	Devis Pose de compteur		SELARL VESTEY	15 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	203034	05/01/2021	21.20.01018	187.43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 8 - Renouvellement de branchement

Renouvellement de Branchement 2020			
Claouey	6 Avenue du rouchin	2020	700 €
Claouey	7 Avenue du rouchin	2020	900 €
Claouey	2 Avenue du toumelin	2020	900 €
Claouey	34 Avenue des rouchins	2020	900 €
Lege Bourg	83 Avenue de la presqu'ile	2020	900 €
Lege Bourg	3 Avenue de la Plaine	2020	900 €
Lege Bourg	12 chemin de la Forge	2020	700 €
Lege Bourg	Avenue de la mairie	2020	700 €
L'Herbe	Avenue de l'herbe	2020	700 €
Piquey	1 Allée de la mauvis	2020	700 €
Piquey	1 Avenue des cerfs	2020	700 €
Piquey	60 Route du cap ferret	2020	900 €
Piquey	5 Avenue de l'océan	2020	900 €
Piquey	24 Bis route du Cap ferret	2020	700 €
Piquey	22 Avenue de la dune blanche	2020	900 €
Piraillan	11 impasse des chevreuils	2020	900 €
Piraillan	70 Avenue des chevreuils	2020	900 €
Vallons du ferret	55 Avenue du Bouchet Franc	2020	900 €
Vallons du ferret	3 Avenue des pinassotes	2020	900 €
Vallons du ferret	66 Avenue des Chevreuils	2020	900 €
Vallons du ferret	38 Avenue des frégates	2020	900 €
Vallons du ferret	40 Avenue des frégates	2020	900 €
Vallons du ferret	5 Avenue des caravelles	2020	900 €
Vallons du ferret	88 Avenue des goelettes	2020	900 €
Vallons du ferret	90 Avenue des goelettes	2020	900 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Renouvellement de Branchement 2021			
Lege Bourg	Rue Suffren	2021	900 €
Lege Bourg	26 Rue des abeilles	2021	700 €
Lege Bourg	30 Allee stella	2021	700 €
Lege Bourg	24 Chemin de la forge	2021	900 €
Lege Bourg	65 Route d'ignac	2021	900 €
Claouey	5 Rue emilien bareyre	2021	900 €
Claouey	4 Avenue des Rouchins	2021	700 €
Piraillan	2 Avenue de l'océan	2021	900 €
Piraillan	2 Allée du Bengalis	2021	700 €
Piraillan	12 Allée de Bellevue	2021	900 €
Piquey	96 Route du truc vert	2021	700 €
Piquey	21 Avenue de la musicienne	2021	900 €
Piquey	23 Allee du rivage	2021	900 €
Piquey	Le four sud	2021	900 €
Piquey	35 Route du cap ferret	2021	700 €
Piquey	48 Allée manureva	2021	700 €
Piquey	90 Route du cap ferret	2021	700 €
Piquey	28 avenue de la musicienne	2021	700 €
Vallons du ferret	45 Avenue des fregates	2021	900 €
Vallons du ferret	Avenue des caravelles	2021	900 €
Vallons du ferret	27 Avenue des caravelles	2021	900 €
Vallons du ferret	25 Avenue des caravelles	2021	900 €
Vallons du ferret	11 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	13 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	15 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	19 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	21 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	9 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	3 avenue des pinassotte	2021	900 €
Vallons du ferret	Place max dubroc	2021	900 €
Vallons du ferret	5 allée des pinassotes	2021	900 €
Vallons du ferret	7 Allée des pinassottes	2021	900 €
L'Herbe	12 Avenue de l'herbe	2021	700 €
La vigne	9 Allée de la pinède	2021	700 €
La vigne	8 Allée de la pinède	2021	900 €
La vigne	7 Allée de la pinède	2021	700 €
Cap ferret	30 Avenue Nord du phare	2021	900 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 9—Facture 120 m³

	Qté	Tarif au 01/01/2022	Total HT
Part du délégataire			
Abt Annuel	1	34.72 €	34.72 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.3069 €	21.48 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.6138 €	30.69 €
Total part délégataire			**86.89 €**
Part de la collectivité			
Abt Annuel	1	42.00 €	42.00 €
Conso 1ere tr (0 -70)	70	0.050 €	3.50 €
Conso 2nde tr (> 70)	50	0.500 €	25.00 €
Total part collectivité			**70.50 €**
Organismes publics			
Redevance Pollution Domestique	120	0.33 €	39.60 €
Préservation des ressources en eau	120	0.0881 €	10.57 €
Total part organismes publics			**50.17 €**
Total HT			**207.56 €**
TVA à 5,5%			11.42 €
Total TTC			**218.98 €**
Prix du m3 HT	**1.73 €**		
Prix du m3 TTC	**1.82 €**		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 10—Fiche de calcul des actualisation

REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/07/2021
COMMUNE DE LEGE CAP FERRET

La révision de la rémunération de base Po de la SA AGUR, au 01/07/2021 est obtenue par l'application du coefficient k1 défini dans l'Article 55.3 du contrat d'affermage :

$$k_1 = 0{,}15 + 0{,}39 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}} + 0{,}10 \frac{\text{351107}}{\text{351007o}} + 0{,}31 \frac{\text{Fsd2}}{\text{Fsd2o}} + 0{,}05 \frac{\text{TP10-a}}{\text{TP10-ao}}$$

ICHT-E : Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution

351107 : Indice Electricité moyenne tension - tarif vert - Index supprimé après sa valeur de décembre 2015

35111403 : Electricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité >36kVA **Coefficient de raccordement : 1,1762** remplacé par "010534766" **coeff. de raccordement 1,1300**

Fsd2 : Frais et services divers

TP10-a : Indice des canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux
Coefficient de raccordement entre série de 2004 et série de 2010 au 01/01/2015 : **1,2701**

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

Paramètres	BASE		Paramètres	Au 01/07/2021	
	Valeur connue au 01/07/2013	Valeur du mois de		Valeur connue au 01/07/2021	Valeur du mois de
ICHT-E_o	108,6	décembre 2012	ICHT-E	**123,60**	déc 2020
351107_o	122,8	mai 2013	010534766 : valeur connue au 01/07/2021 = 116,8. Soit : 116,8 x 1,1762 x 1,13	**155,24**	mai 2021
$Fsd2_o$	126,2	mai 2013	Fsd2	**134,80**	mai 2021
TP10-ao	135,7	mars 2013	TP10a : valeur connue au 01/07/2021 = 112,90. Soit : 112,90 x 1,2701	**143,39**	mars 2021

$$k_1 = 0{,}15 + 0{,}39 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}} + 0{,}10 \frac{\text{010534766 x 1,1762 x 1,1300}}{\text{351007o}} + 0{,}31 \frac{\text{Fsd2}}{\text{Fsd2o}} + 0{,}05 \frac{\text{TP10a x 1,2701}}{\text{TP10-ao}}$$

$$k_1 = 0{,}15 + 0{,}39 \frac{123{,}60}{108{,}60} + 0{,}10 \frac{155{,}24}{122{,}80} + 0{,}31 \frac{134{,}80}{126{,}20} + 0{,}05 \frac{143{,}39}{135{,}70}$$

$$k_1 = 1{,}10424$$

$$\boxed{k_1 = 1{,}1042}$$

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/07/2021
COMMUNE DE LEGE CAP FERRET

Tarifs

	Part du délégataire (HT)			Variation
	Base	**Au 01/07/2020**	**Au 01/07/2021**	
Prime fixe annuelle DN15	31,44	33,22	**34,72**	4,52%
Prime fixe annuelle DN20	36,15	38,19	**39,92**	4,53%
Prime fixe annuelle DN30	41,57	43,92	**45,90**	4,51%
Prime fixe annuelle DN40	47,81	50,51	**52,79**	4,51%
Prime fixe annuelle DN60	54,98	58,09	**60,71**	4,51%
Prime fixe annuelle DN80	63,23	66,80	**69,82**	4,52%
Prime fixe annuelle DN100	72,71	76,82	**80,29**	4,52%
Prime fixe annuelle DN150 et plus	83,62	88,34	**92,33**	4,52%
Prix par m3 consommé 1ere tr (0-70)	0,2779	0,2936	**0,3069**	4,53%
Prix par m3 consommé 2nde tr (sup 70)	0,5559	0,5873	**0,6138**	4,51%
Frais d'accès au service	50,00	52,83	**55,21**	4,51%
Frais d'ouverture / fermeture	49,00	51,77	**54,11**	4,52%
Frais de relance simple	5,00	5,28	**5,52**	4,55%
Frais de relance, deuxième lettre	10,00	10,57	**11,04**	4,45%
Frais de recouvrement	50,00	52,83	**55,21**	4,51%
Frais de jaugeage / étalonnage	125,00	132,06	**138,03**	4,52%
Frais de contrôle d'une autre ressource	90,00	95,09	**99,38**	4,51%
Frais de 2nd contrôle d'une autre ressource	60,00	63,39	**66,25**	4,51%

Visa
Pour AGUR
Validé le

Visa
Pour la Collectivité
Validé le

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LE SERVICE PUBLIC DE L'

EAU

PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RAPPORT ANNUEL 2021

SERVICE D'EAU POTABLE - COBAN VILLE DE MARCHEPRIME

Synthèse de l'année P. 4
Service Patrimoine P. 7
Bilan technique du service P. 16
Gestion clientèle P. 29
Economie de la délégation P. 33



LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LE RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE CONCERNE LA GESTION 2021 DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE DÉLÉGUÉE À AGUR PAR LA COBAN DANS LE CADRE DU CONTRAT D'AFFERMAGE APPROUVÉ LE 26 DÉCEMBRE 2017

Le présent rapport a pour objet, non seulement de satisfaire aux obligations contractuelles d'informations annuelles mais aussi de répondre aux exigences du décret de loi n°2007-675 du 2 mai 2007.
Ce décret concerne le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau potable et d'assainissement et les indicateurs de performance permettant d'évaluer la qualité du service tout au long du contrat d'exploitation.
En adéquation avec le décret 2007-675, le rapport du délégataire ci-dessous traite :

> **des variations du patrimoine immobilier** de la collectivité au cours du dernier exercice.

> **de l'état des lieux** des installations de traitement et d'adduction de l'eau potable du syndicat d'eau potable. L'accent est porté sur l'état de fonctionnement des ouvrages et leur conformité en vue de la sécurité du personnel.

> **de l'inventaire des travaux de renouvellement** contractuels réalisés par le délégataire ainsi que leurs charges financières.

> **des biens de retour restitués à la collectivité** en fin de contrat et les biens de reprise appartenant à AGUR et devant être vendus à la collectivité à l'issue du contrat.

> **des engagements à incidence financière** d'une durée non égale à celle du contrat (conventions) mais nécessaire à la continuité du service et reconduits en fin de service.

Le rapport suivant visera à présenter l'activité du service au cours de l'année 2021 et les différents moyens humains et techniques mis en œuvre en vue de sa bonne réalisation. Nos actions en vue d'un développement durable sont détaillées tout au long de ce descriptif. Un bilan financier annuel de ce service est également présenté. Enfin, ce rapport tâchera également de proposer des améliorations techniques nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

04-06
SYNTHÈSE DE L'ANNÉE
Chiffres clés
Indicateurs de performance
Faits marquants
Propositions d'amélioration



07-15
SERVICE - PATRIMOINE
Le contrat
Organisation du service par Agur
Patrimoine



16-28
BILAN TECHNIQUE DU SERVICE
Volumes / Rendements
Qualité de l'eau
Energie / Réactifs
Interventions d'exploitation
Renouvellement contractuel
Travaux divers
Plan prévisionnel de renouvellement



29-32
GESTION CLIENTÈLE
Les branchements
Les abonnements
Les volumes factures
Paiement des factures
Réclamations clients



33-42
ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION
Tarification du service
Compte rendu financier
Compte d'exploitation



43-53
ANNEXES



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



SYNTHÈSE DE L'ANNÉE

1. Chiffres clés
2. Indicateurs de performance du service
3. Faits marquants
4. Propositions d'amélioration

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Chiffres clés

2 345
abonnés du service d'eau potable au 31/12/2021

254 440 m³
volumes consommés comptabilisés au 31/12/2021

42.13 km
de canalisations

89.82 %
de rendement réglementaire

159.65 €
Montant d'une facture type de 120 m³ à l'année

2
Unités de production

2
Réservoir de stockage d'eau potable

2 - Indicateurs de performance du service

		Producteur	2020	2021
L'ACTIVITÉ CLIENTÈLE				
	Nombre d'abonnés du service eau Potable	Délégataire	2 181	2 345
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total	Collectivité	/	/
QUALITÉ DU SERVICE À L'USAGER				
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS	100%	100%
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS	100%	100%
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de services non programmées (pour 1000 abonnés)	Délégataire	0.00 ‰	0.85 ‰
[P151.0]	Délai maximal d'ouverture des Branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 JOUR	1 jour
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100 %	100 %
[P155.1]	Taux de réclamations pour 1000 abonnés	Délégataire	5.27 ‰	3.8 ‰
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	1.95 %	1.50 %
[P109.0]	Abandons de créance et versements à un fond de solidarité	Délégataire	0.00 €	0.00 €
PRIX DU SERVICE DE L'EAU				
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m³ TTC	Délégataire	1.33 €	1.35 €
GESTION PATRIMONIALE				
	Nombre d'installations de production	Délégataire	2	2
	Nombre de réservoirs de stockage	Délégataire	2	2
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité	110	110
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité	/	/
	Linéaire de réseau	Délégataire	38.9 km	42.13 km

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE			2020	2021
[P108.3]	Indice d'avancement de protection de la ressource en eau	Collectivité	100 %	100 %
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	87.08 %	89.82%
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	2.74	2.25
[P106.3]	Indice linéaire de perte en réseau	Délégataire	2.42	1.91

3 - Faits marquants

Les faits marquants du service de l'année 2021 sont présentés ci-dessous :

> DIAGNOSTIC ET NETTOYAGE DES FORAGES

Hydro assistance a procédé aux diagnostics des forages de Croix d'hins et du Bourg. Suite à cela, un nettoyage a été réalisé et la colonne d'exhaure du forage de Croix d'hins a été renouvelée.

Également, des sondes permettant le suivi du niveau des nappes ont été mises en place.

> RENOUVELLEMENT DE LA POMPE DE REPRISE DE CROIX HINS

En 2021, nous avons procédé au renouvellement de la pompe de reprise de l'usine de production de Croix d'Hins.

> MISE EN PLACE D'UNE RÉGULATION DE PRESSION SUR LA STATION DE REPRISE DE CROIX HINS

Dans le but de pouvoir isoler le château d'eau de Croix d'Hins et d'assurer la continuité du service, nous avons mis en en place une régulation de pompage sur une consigne de pression du réseau.

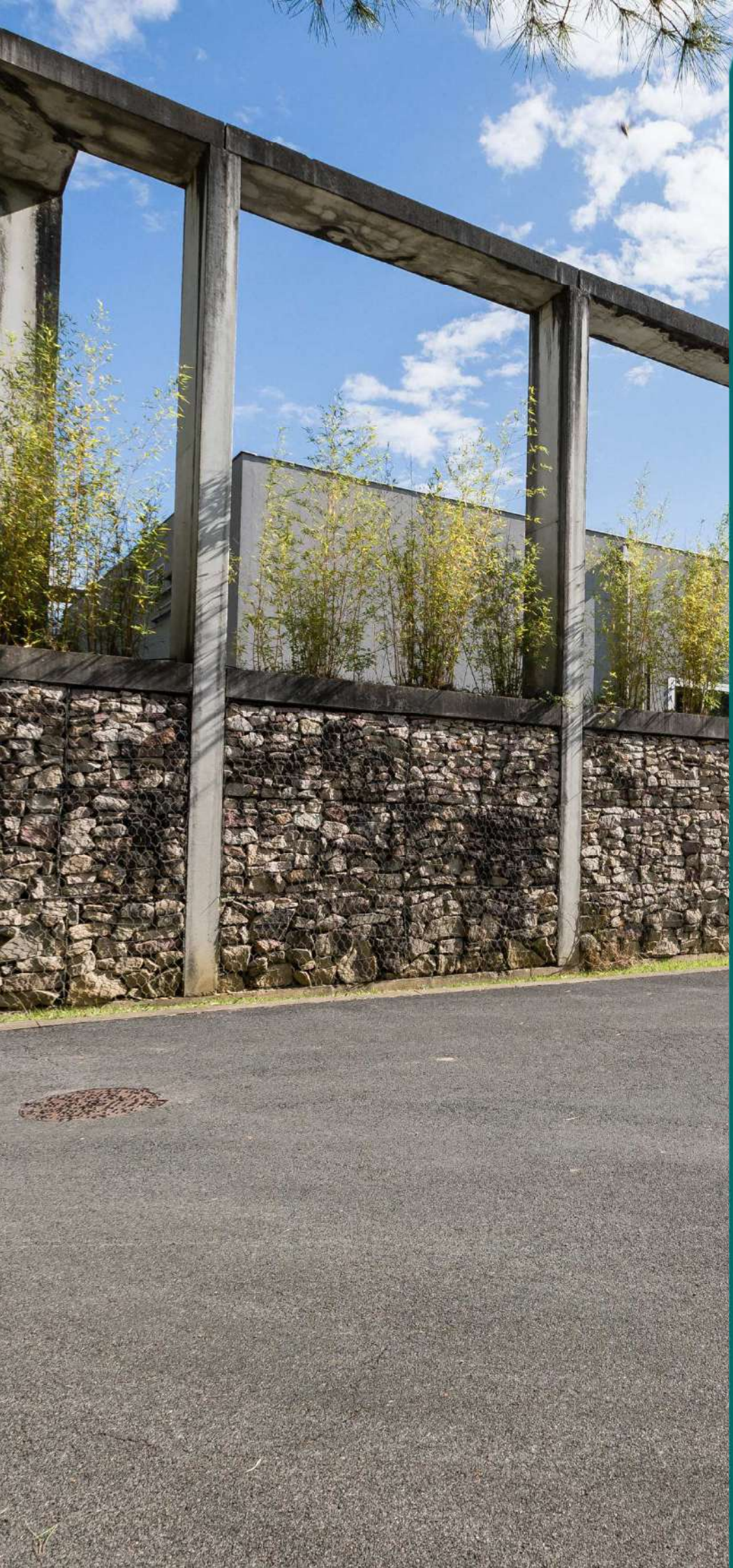
4 - Propositions d'amélioration du service

Dans le but d'améliorer le fonctionnement du service public de l'eau potable, il est souhaitable d'entreprendre les travaux suivants par ordre de priorité :

RÉSEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE

NOM OUVRAGE	NATURE TRAVAUX	PRIORITÉ
Réseau	Pour la recherche de fuite, la mise en place de vannes sur la canalisation en DN 200 entre croix d'Hins et le bourg de Marcheprime, permettrait de pouvoir sectoriser ponctuellement le réseau	1
Réseau	L'installation d'une purge automatique sur l'antenne sujette aux CVM, rue du colonel Robert Picqué	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



SERVICE - PATRIMOINE

1. Le contrat
2. Organisation du service par AGUR
3. Patrimoine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Le Contrat

1.1 La Collectivité

Président de la COBAN
Monsieur Bruno LAFON

Directrice générale des Services Techniques
Madame Stéphanie COYAULT

Directeur Général des Services
Monsieur Pierrick RAUDE

Directrice Eau Potable
Madame Marie-Paule PONS

46 avenue du colonie
33510 ANDERNOS LES BAINS
05.57.76.17.17

1.2 Le contrat

Nature du contrat : Affermage

Date d'effet : 01/01/2018

Durée du contrat : 10 ans

Date d'échéance (intégrant les avenants éventuels) : 31/12/2027

1.3 Les avenants au contrat

Avenant n°1 signé le 17 avril 2018, modification BPU

Avenant N°2 en vigueur au 1er janvier 2020 : transfert du maître d'ouvrage, formaliser la substitution de la COBAN en qualité de maître d'ouvrage

2 - Organisation du service par Agur

2.1 L'organisation locale du service

La société AGUR met à la disposition de la ville de Marcheprime une organisation spécifique dédiée au service ainsi que tous les moyens matériels et humains nécessaires à la qualité du service. La société AGUR met donc à disposition de la collectivité une infrastructure locale et propre à la gestion de ses ouvrages composée des différentes compétences des métiers de l'eau.

AGUR est représenté localement par son Directeur de zone, Yan MAS. Il assure les missions telles que :

> Les relations avec les élus et les services

> Le management de l'encadrement local

> L'expertise technique

> Le respect des engagements

> Le relai entre le siège et le terrain

> Être votre interlocuteur unique

Maxime LEONARD est le responsable de centre attitré et a une fonction d'encadrement et la gestion du service. Jérôme TUHEIL, son adjoint est le responsable local, il est basé directement sur le secteur de la collectivité.

Leurs missions principales sont :

> Le relationnel avec la collectivité

> La gestion des interventions

> L'organisation et la planification des missions des agents

> Le suivi de la clientèle

Il s'entoure de son équipe d'agents affectés exclusivement au service d'eau potable de la Commune de Lège-Cap Ferret. Ils sont les garants de la continuité du service au quotidien.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 LES COORDONNÉES DU SERVICE

Siège : **Bayonne**
Adresse : 5 rue de le feuillée
64 100 BAYONNE

Agence : **Lege Cap Ferret**
Adresse : **ZA du Crohot**
17-19 rue de L'Hermione
33 950 LEGE CAP FERRET

Un service d'accueil téléphonique est également proposé dans les heures d'ouvertures de la société. Une équipe de téléconseillers spécialisés basée à Bayonne répond aux demandes des abonnés du service.
09 69 39 40 00
du lundi au vendredi de 8 h à 12 h
et de 13h30 à 17h30

Un numéro d'astreinte vous permettant de joindre l'agent d'astreinte sur votre secteur est également mis à disposition **24h/24**.
09 69 39 40 00

2.3 LES MOYENS TECHNIQUES GÉNÉRAUX

De nombreux moyens humains et techniques supplémentaires sont mis à la disposition de la ville de Marcheprime. Nous présentons entre autres les outils suivants :

Appel en masse AMA

Le système d'appel téléphonique AMA permettant une information en masse très rapide (1500 appels téléphoniques, SMS, mail envoyés par heure) en cas de problème sur le réseau de distribution par exemple.



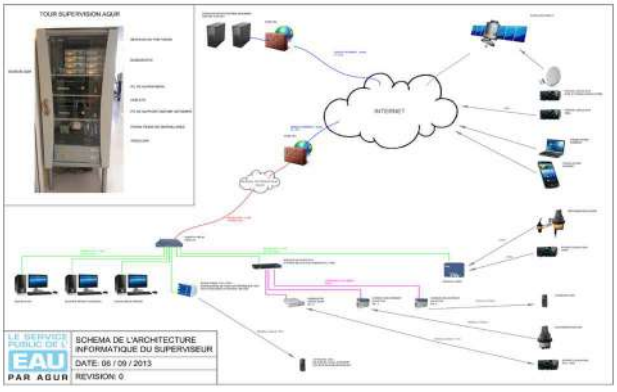
Synoptique de supervision



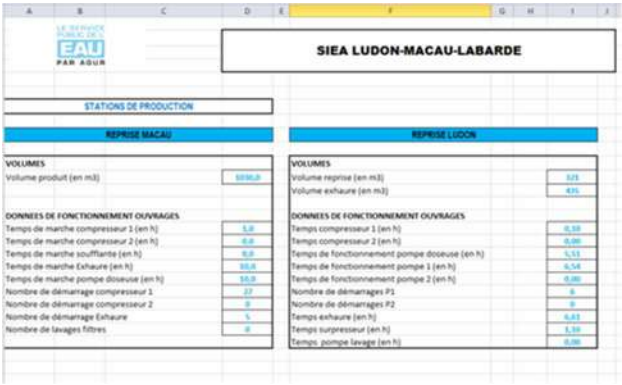
Gestion des alarmes

La supervision TOPKAPI

Un système de de supervision TOPKAPI communiquant avec tous les types d'automates de télégestion placés sur chaque site équipé. Cette supervision surveille en permanence le fonctionnement du réseau de distribution et offre de nombreuses possibilités d'analyse de fonctionnement des ouvrages.



Architecture de supervision en place

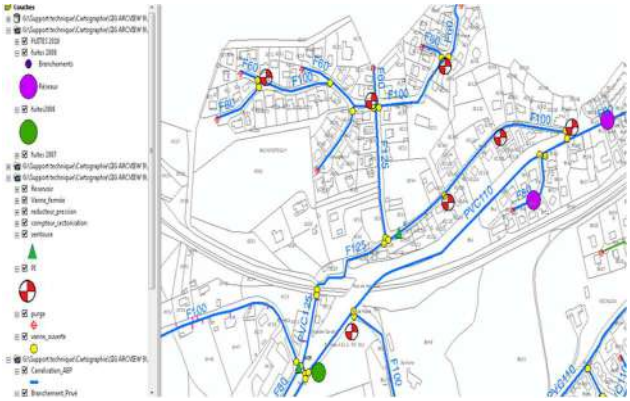


Edition de rapports automatiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LE SIG (Système d'Information Géographique)

Un SIG permettant l'archivage sur une base de données géoréférencée (base IGN) des réseaux d'eau potable du syndicat. Ce SIG est la mémoire informatique du positionnement et des interventions réalisées sur le réseau de distribution.



Les groupes électrogènes

Des groupes électrogènes disponibles en permanence prennent le relais des alimentations électriques des usines et autres ouvrages de surpression. La réactivité maximale permise par ces groupes constitue l'une de nos forces en cas de tempêtes.





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 - Patrimoine

3.1 CAPTAGES ET PRODUCTION

> 3.1.1 Les captages

Le réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Marcheprime est alimenté par deux forages situés sur la commune.

NATURE	NOM	VOLUME AUTORISE ANNUEL	DÉBIT AUTORISÉ
Forage	Bourg	110 000 m3/an	30 m³/h
Forage	Croix d'Hins	320 000 m3/an	80 m³/h

> 3.1.2 Les usines de production

USINE DE PRODUCTION DU BOURG

Désinfection

> Chloration au chlore liquide



Capacité production journalière	600 m3/jour
Consommation électrique relevée (en kW)	46 237
Groupe électrogène	Non

USINE DE PRODUCTION DE CROIX D'HINS

Désinfection

> Chloration au chlore liquide

Stockage

> Bâche de reprise de 300 m³



Capacité production journalière	1 600 m3/jour
Consommation électrique relevée (en kW)	67 164
Groupe électrogène	Oui

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 LES OUVRAGES DE STOCKAGE ET DE SURPRESSION D'EAU

> 3.2.1 Les réservoirs de stockage

Le tableau ci-dessous dresse la liste des réservoirs d'adduction d'eau potable dont dispose la ville de Marcheprime. On trouve également des informations types telles que la nature, la capacité et la présence ou non de dispositifs de télésurveillance :

CODE	NATURE	CAPACITÉ (M^3)	TÉLÉ -SURVEILLANCE
Bourg	Sur Tour	500	Oui
Croix d'Hins	Semi-enterré	300	Oui



> 3.2.2 Les stations de surpression

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

> 3.3.1 Le réseau principal de distribution

Le linéaire du réseau de distribution d'adduction d'eau potable se répartit de la manière suivante (en ml) :

MATÉRIAUX	DIAMÈTRE (MM)	2019	2020	2021
PVC	40	129	129	129
	50	1 051	1 051	1051
	63	6 306	6 306	7 196
	75	901	901	901
	90	438	438	438
	110	7 616	7 616	9 550
	125	3	3	3
	140	808	808	808
	160	6 406	6 406	6 406
	200	2 187	2 187	2187
	225	2 039	2 039	2069
Sous-total PVC		**27 883**	**27 883**	**30 738**
AMIANTE CIMENT	100	2 809	2 809	2378
	150	1 946	1 946	1 946
	200	3 764	3 764	3 764
	250	34	34	34
Sous-total AMIANTE CIMENT		**8 553**	**8 553**	**8 122**
FONTE	100	8	8	448
	150	2 416	2 416	2 416
Sous-total FONTE		**2 424**	**2 424**	**2 864**
PEHD	63	/	/	359
	315	43	43	43
Sous-total PEHD		**43**	**43**	**403**
TOTAL (ml)		**38 904**	**38 904*[1]**	**42 127**

*[1] Les récolements des travaux réalisés en 2020 ont été intégrés en mai 2021 et ne sont donc pas pris en compte de linéaire annoncé.

Les plans du réseau sont numérisés et utilisés sous informatique à l'aide d'un logiciel SIG (Système d'Information Géographique).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 3.3.2 Sectorisation

La sectorisation consiste à diviser le réseau d'eau potable en plusieurs secteurs homogènes pour lesquels le suivi des débits mis en distribution est effectué par le comptage des débits entrants et sortants. Ces secteurs sont télé-gérés et permettent une mesure en continu.

Les travaux de sectorisation ont été achevés en 2019 par l'entreprise Suez. Le paramétrage de ces compteurs de sectorisation a été réalisé par Agur.

La commune de Marcheprime possède désormais **5 compteurs** pour sectoriser son territoire. Ces derniers permettent de comptabiliser les consommations d'eau par secteurs de distribution et de localiser plus précisément les fuites d'eau potable.

Il existe également **2 compteurs d'interconnexion** :

> 1 compteur pour l'interconnexion de Biganos,

> 1 compteur pour l'interconnexion de Lacanau de Mios.



NOMS DES COMPTEURS	DIAMÈTRE	TYPE DE COMPTAGE
Q1 : Alimentation/Distribution forage Bourg S2	DN200	Débitmètre électromagnétique
Q2 : Bourg S3	DN150	Débitmètre électromagnétique
Q3 : Biard S1 et S2	DN125	Débitmètre électromagnétique
Q4 : Cimetière S1 et S2	DN125	Débitmètre électromagnétique
Q5 : Reprise Croix d'Hins S3 débitmètre déjà existant	DN100	Débitmètre électromagnétique

> 3.3.3 Les branchements en plomb

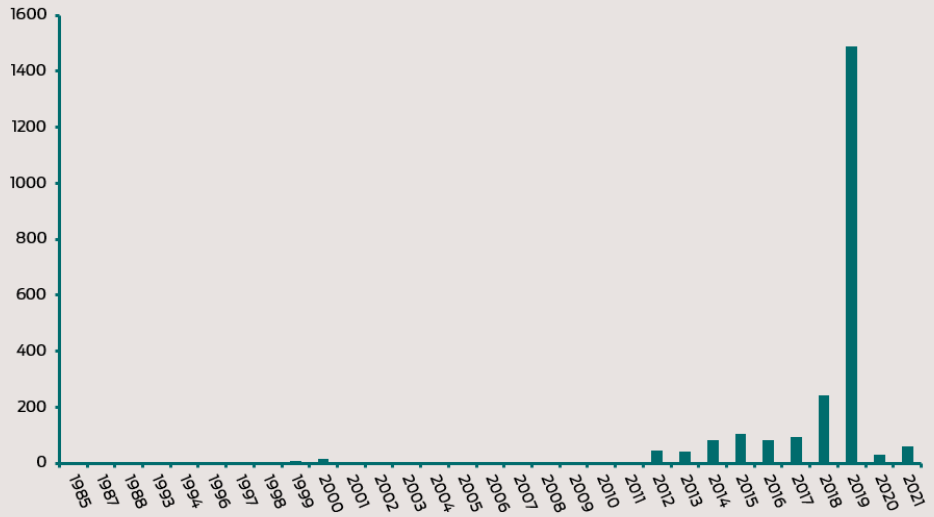
Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 LE PARC COMPTEURS

Le parc compteurs est détaillé dans le tableau et le graphique ci-dessous puis sur le graphe de répartition :

Etat des lieux du parc compteurs au 01/01/2022 du territoire de Marcheprime



La majorité des compteurs est récente (moins de 20 ans). Nous renouvelons dans le cadre de nos campagnes annuelles les compteurs antérieurs à 1996.

Le parc compteurs du territoire de Marcheprime est composé de compteurs de différents diamètres inventoriés dans le tableau suivant:

RÉPARTITION DES COMPTEURS PAR DIAMÈTRE

DN	15	20	30	40	50	65	TOTAL
EFFECTIF	2 308	15	11	7	1	3	2 345

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



BILAN TECHNIQUE DU SERVICE

1. Volumes /Rendements
2. Qualité de l'eau
3. Energie / Réactifs
4. Interventions d'exploitation
5. Renouvellement contractuel
6. Travaux divers

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

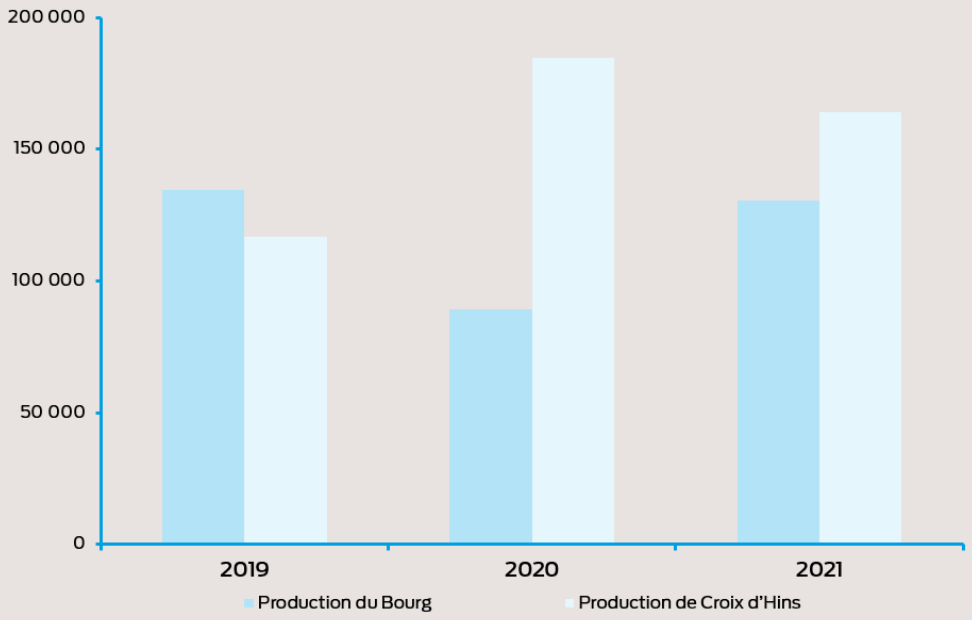
1 - Volumes / Rendements

1.1 VOLUMES PRÉLEVÉS V0

Le tableau ci-dessous recense les volumes d'eau prélevés à Marcheprime.

NOM UNITÉ DE PRODUCTION	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Production du Bourg	134 431	89 298	130 580	46.2 %
Production de Croix d'Hins	116 708	184 679	164 108	-11.1 %
TOTAL PRELEVE	**251 139**	**273 977**	**294 688**	**7.6 %**

Volumes prélevés V0 depuis 2019 par la ville de Marcheprime



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 VOLUMES PRODUITS V1

Sur la commune de Marcheprime, les volumes produits V1 sont égaux aux volumes mis en distribution V4.

Le tableau ci-contre décrit l'évolution des volumes mensuels produits au cours de l'année 2021.

*[1] Un dysfonctionnement du débitmètre de la distribution du Bourg a généré une sous estimation des volumes mis en distribution de 6 000 m³. Ce volume a été corrigé et pris en compte dans le volume mis en distribution annuel.

	VOLUMES MIS EN DISTRIBUTION AU COURS DE L'ANNÉE 2021
JANVIER	22 755
FEVRIER	20 475
MARS	24 187
AVRIL	24 906
MAI	24 637
JUIN	25 257
JUILLET	25 296
AOÛT	25 802
SEPTEMBRE	22 989
OCTOBRE	23 447
NOVEMBRE	21 575
DÉCEMBRE	21 729
TOTAL	**283 055 (289 055)*[1]**

Evolution des volumes journaliers produits en 2021



Le volume produit journalier s'élève à 776 m³/jour. Le volume maximal mis en distribution a été relevé le 1er janvier avec une valeur de 1 139 m³/jour, soit 1.47 fois la consommation moyenne.

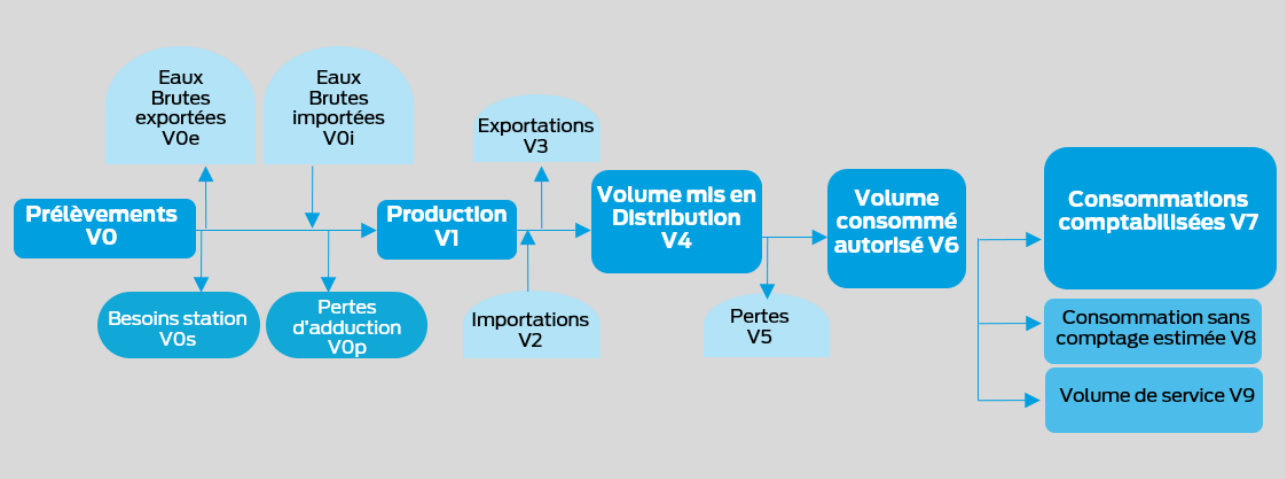
1.3 VOLUMES EXPORTÉS/IMPORTÉS (V2/V3)

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 RENDEMENT DE RÉSEAU / ILP

> 1.4.1 Mode de calcul des indices



Le **rendement de réseau** est un indicateur qui permet de mesurer le ratio entre le volume réellement consommé par les abonnés du service d'eau potable et le volume mis en distribution sur le réseau d'eau potable. Plusieurs types rendements sont calculés suivant l'usage de l'eau consommée.

R= (V6+V3)/(V1+V2)*100

L'indice Linéaire de Pertes est lié au calcul du rendement de réseau. Il permet d'évaluer les quantités d'eaux réellement perdues et de les ramener à l'échelle du réseau d'eau potable.

ILP = (V4-V6) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire des Volumes Non Comptés intègre, en plus des fuites, les volumes qui ne font pas l'objet d'une comptabilisation. Il est rapporté au linéaire de réseau.

ILVNC = (V4-V7) / Longueur du réseau

L'indice Linéaire de Consommation permet d'évaluer la conformité du rendement des réseaux par rapport au décret du 27/01/2012 sur les rendements.

ILC = (V6+V3) / Longueur du réseau / 365 jours

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Variable	Marcheprime	2 019	2 020	2 021
V0	**Volume prélevé**	**251 139**	**273 977**	**294 688**
V0e	Eaux brutes exportées	/	/	/
V0i	Eaux brutes importées	/	/	/
V0s	Besoins station	/	7 454	5 633
V0p	Pertes d'adduction	/	/	/
V1	**Volume produit**	**251 271**	**266 523**	**289 055**
V2	**Importations**	**/**	/	/
V3	**Exportations**	/	/	/
V4	**Volumes mis en distribution**	**251 271**	**266 523**	**289 055**
V5	**Pertes**	**34 326**	**34 444**	**29 440**
V6	**Volumes consommés autorisés**	**216 945**	**232 079**	**259 615**
V7	**Consommations comptabilisées (365 jours)**	**210 795**	**227 559**	**254 440**
	Volumes consommés comptabilisés	213 105	226 316	254 440
	Volume facturé	/	225 258	251 251
	Volume non facturé (dégrèvements, ...)	/	471	1 042
	Volume comptabilisé non facturé	/	587	2 147
	Nombre de jours entre 2 relèves	369	364	365
V8	**Consommations sans comptage estimée**	**2 090**	**1 440**	**1 440**
	Nbre PI/BI à fin 2021	104	104	104
	Total volume PI	1 040	1 040	1 040
	Fontaines et espaces verts sans compteurs	/	/	/
	Volume de surverse réservoir	650	/	/
	Nombre hydro	1	1	1
	Total volume Hydro (2 m3/rot/camion)	400	400	400
V9	**Volume de service**	**4 060**	**3 080**	**3 735**
	Analyse chlore	2	2	2
	Total volume analyse chlore (700 m3/an)	1 400	1 400	1 400
	Total volume pertes pour nettoyage réservoirs	960	0	960
	Purges réseau	750	800	575
	Surpresseur	600	600	600
	Désinfection conduites	350	280	200
L	**Longueur réseau (ml)**	**38 904**	**38 904**	**42 127**
	IP 104.3 *Rendement réseau=* *(V3+ V6) /(V1+V2) en %*	**86.34**	**87.08**	**89.82**
	IP 105.3 ILVNC= *(V4-V7)/L/365 (en m3/km/j)*	**2.85**	**2.74**	**2.25**
	IP 106.3 ILP= *(V4-V6)/L/365 (en m³/km/j)*	**2.42**	**2.42**	**1.91**
	ILC= *(V3+V6)/L/365 (en m3/km/j)*	**15.28**	**16.30**	**16.84**

Les volumes sans comptage estimés sont inférieurs à 2% des volumes consommés.

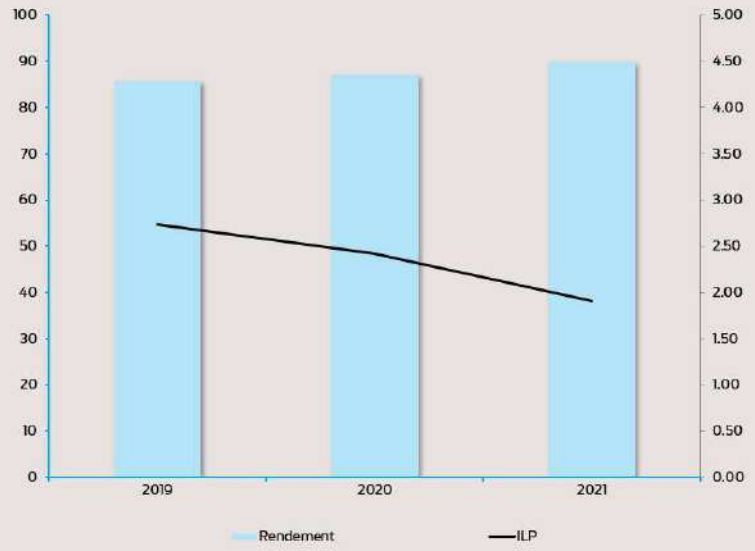
L'Agence de l'Eau Adour Garonne a défini un référentiel dans le cadre du SAGE Nappes Profondes. Ce référentiel permet de qualifier les réseaux en fonction de leur ILP mais également de la densité d'abonnés raccordés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 1.4.2 Evolution des indices

Le graphique suivant permet de mieux visualiser l'évolution dans le temps de l'indice linéaire de pertes et du rendement du réseau.

Evolution de l'ILP et du rendement de réseau depuis 2019



L'Agence de l'Eau Adour Garonne a défini un référentiel dans le cadre du SAGE Nappes Profondes. Ce référentiel permet de qualifier les réseaux en fonction de leur ILP mais également de la densité d'abonnés raccordés.

La grille de qualification est la suivante :

CLASSIFICATION DES RÉSEAUX (DENSITÉ)

RURAL	INTERMÉDIAIRE	URBAIN
D < 25	25 < D < 50	D > 50

* D étant la densité d'abonnés par km de réseau (nbre abonnés/km)

EVALUATION DE LA QUALITÉ DES RÉSEAUX

	RÉSEAU RURAL	RÉSEAU INTERMÉDIAIRE	RÉSEAU URBAIN
Bon	ILP < 1,5	ILP > 3	ILP < 7
Acceptable	1,5 < ILP < 2,5	3 < ILP < 5	7 < ILP < 10
Médiocre	2,5 < ILP < 4	5 < ILP < 8	10 < ILP < 15

La densité d'abonnés est de 56 abonnés/km de réseau. L'ILP du réseau est de 1.91 m³/j/km. La qualité du réseau de type urbain est bonne.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

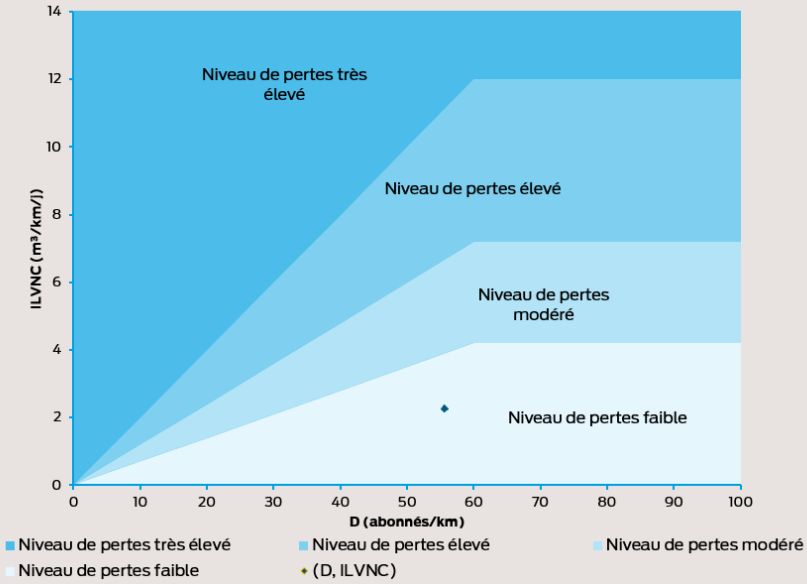
Le référentiel de l'Agence de l'Eau Adour Garonne présenté précédemment a permis de montrer que le rendement réglementaire présente le défaut reconnu d'être sensible aux variations des volumes annuels consommés et par conséquent d'être sensible aux aléas climatiques et aux fluctuations des volumes exportés par le service contrairement aux indicateurs tels que l'ILP ou l'ILVNC.

Toutefois les valeurs prises pour ces deux indicateurs ILP ou ILVNC sont fortement affectées par la densité urbaine de la zone évaluée.

Jusqu'alors les référentiels proposés faisaient appel à des valeurs par classes d'urbanisation (rural, intermédiaire, urbain) délimitées selon le cas par des seuils de la densité d'abonnés. C'est le cas du référentiel défini par l'Agence de l'Eau Adour Garonne dans le cadre du SAGE Nappes Profondes.

Les travaux menés par l'INRAE et le SMEGREG s'appuyant sur les données de la base SISPEA ont permis de confirmer le lien entre ILVNC et D qui avait été mis en évidence par le cadre de l'étude de RENAUD (2009). Un **nouveau référentiel actualisé** d'appréciation du niveau des pertes d'un service peut ainsi être proposé. Ce référentiel se distingue des autres car il propose des valeurs de référence **directement proportionnelles** à la densité d'abonnés ce qui présente l'avantage d'**éviter tout effet de seuil.** Ce nouveau référentiel est applicable pour toutes les valeurs de D (sauf services atypiques).

EVALUATION DE LA QUALITÉ DES RÉSEAUX



L'ILVNC du réseau d'adduction d'eau potable de Marcheprime est de 2.25 et la densité d'abonnés du réseau est de 56 abonnés/km. Le niveau de perte de ce réseau est faible.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 - Qualité de l'eau

2.1 LES RÉSULTATS D'ANALYSES RÉGLEMENTAIRES

L'ARS a réalisé 29 analyses bactériologiques et 31 analyses physicochimiques au cours de l'année 2021 sur l'ensemble du réseau. De ces analyses, nous pouvons observer principalement :

> Une qualité microbiologique excellente tout au long de l'année 2021 sans dépassement de la norme pour les paramètres mesurés

> D'un point de vue physico-chimique, une eau peu calcaire, sans nitrate ni pesticide donc de bonne qualité. Aucun dépassement des normes n'est à remarquer.

2.2 SYNTHÈSE QUALITATIVE DE L'EAU

La conformité des eaux mises en distribution sur le réseau de la ville de Marcheprime est évaluée ci-dessous :

ANALYSES RÉGLEMENTAIRES

NATURE DE L'ANALYSE	NOMBRE D'ANALYSES EFFECTUÉES	NOMBRE D'ANALYSES CONFORMES	POURCENTAGE DE CONFORMITÉ
Bactériologique	29	29	100 %
Physico-chimique	31	31	100 %
Total échantillons	**60**	**60**	**100 %**

2.3 DÉTAIL DES NON-CONFORMITÉS

Sans objet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 - Energie /Réactifs

3.1 ENERGIE

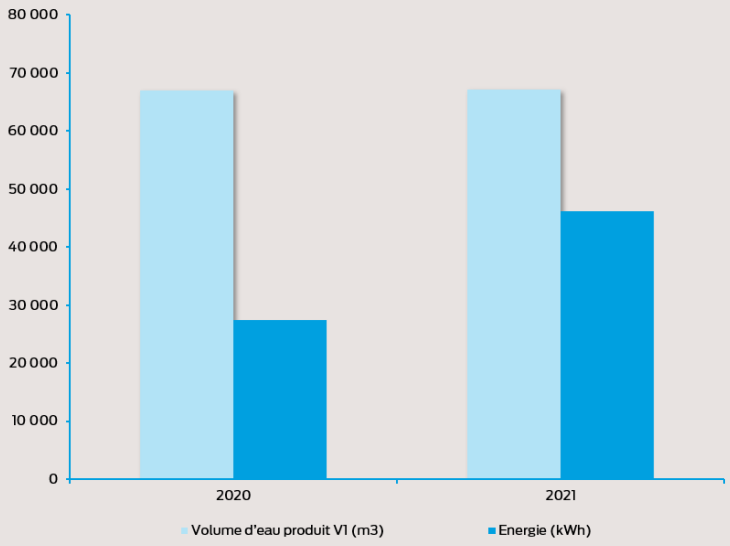
Le tableau ci-dessous présente la répartition des consommations énergétiques consommées.

ENERGIE RELEVÉE FACTURÉE (KWH)	2019	2020	2021	N/N-1
Production Croix d'Hins	46 803	66 926	67 164	0 %
Production Bourg	25 413	27 406	46 237*1	69 %
TOTAL	**72 216**	**94 332**	**113 401**	20 %

*1 Un rattrapage de la consommation de 2020 sur 2021 a été réalisé en avril pour la production du Bourg.

Cela explique l'augmentation importante sur ce site de la consommation énergétique 2021 (69 %) .

Evolution de la consommation énergétique active (kWh)



RATIO KWH/M³	2019	2020	2021
Ensemble des forages	0.40	0.35	0.39

3.2 RÉACTIFS

Le seul réactif utilisé pour le traitement de l'eau est le chlore liquide.

RÉACTIF	2019	2020	2021
CHLORE LIQUIDE (KG)	4 800	4 000	4800

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

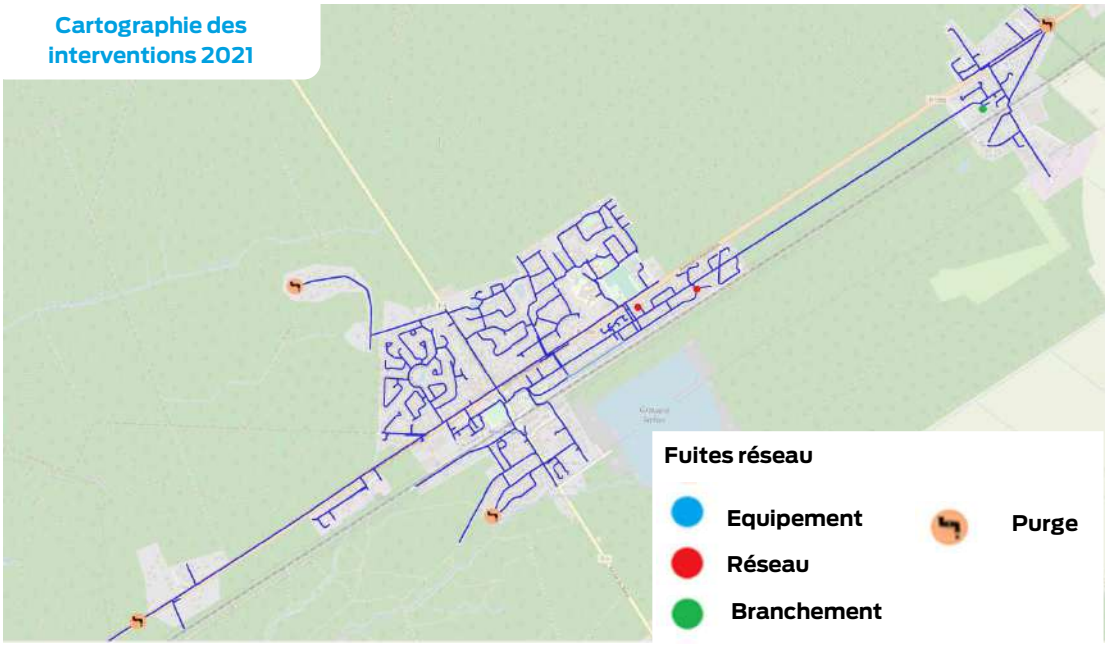
4 - Interventions d'exploitation

4.1 Interventions sur le réseau de distribution

Le tableau suivant reprend l'historique des fuites branchement et réseau des 3 dernières années :

	2019	2020	2021	Evolution N/N-1
Fuites réseau	1	0	2	**100 %**
Fuites branchement	0	0	1	**100 %**
TOTAL FUITES	**1**	**0**	**3**	**100 %**

Cartographie des interventions 2021



4.2 Nettoyage réservoirs

Le nettoyage et la désinfection annuels des réservoirs et captages d'eau potable sont obligatoires. La société AGUR a réalisé ces opérations aux dates suivantes :

Nom	Nature	Capacité (m³)	Nettoyage annuel
Bâche de Croix d'Hins	Bâche	300	23/02/2021
Réservoir du Bourg	Sur tour	500	30/12/2021

4.3 Entretien divers

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 LA TÉLÉRELÈVE

> 4.4.1 L'infrastructure

L'infrastructure est totalement déployée.

Des opérations préventives et de maintenance sont réalisées pour optimiser le fonctionnement de ce réseau.

> 4.4.2 Avancement et performance

Au 31 décembre 2021, nous comptons 2 213 émetteurs associés.



119 compteurs ne sont pas équipés en raison d'un refus ou d'une impossibilité d'accès chez l'abonné.

Taux de couverture (avec refus d'accès) : 94.4%

Taux de couverture (sans refus d'accès) : 100%

Taux de collecte des index à 7 jours : 93 %

Taux de collecte des index à 30 jours : 96 %

Pour atteindre ce bon niveau de performance et le pérenniser nous réalisons des campagnes de maintenance régulières.

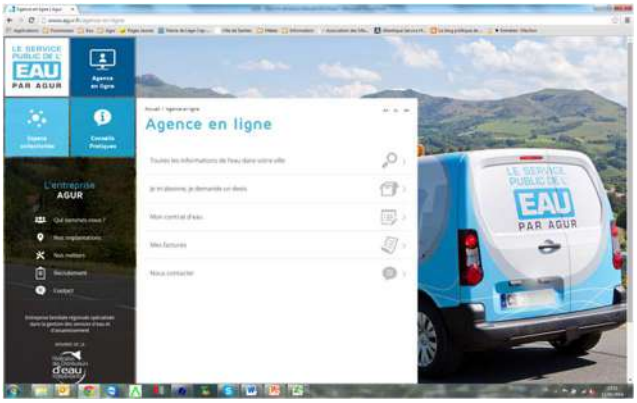
> 4.4.2 Les services associés

Pour les compteurs communaux, un mail est adressé de façon hebdomadaire avec la liste des compteurs en alerte fuite. Les services techniques ont accès aux données des compteurs via notre agence en ligne à l'adresse www.agur.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LE SITE INTERNET

Le site internet a été mis en ligne fin décembre 2013.



Il permet aux abonnés de Lège-Cap Ferret de réaliser toutes les actions en relation avec leur contrat d'eau : transmettre leur index, nous contacter, régler leur facture, demander un devis, effectuer un changement d'adresse, etc...

Pour les abonnés disposant du système de télérelève, il permet d'accéder à leur consommation journalière, hebdomadaire et mensuelle en temps réel.

L'APPLICATION SMARTPHONE

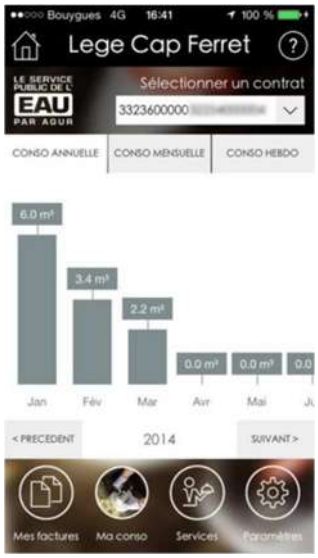
L'application smartphone spécifique à la commune de Lège-Cap Ferret, compatible pour iPhone et Androïd est opérationnelle depuis le premier trimestre 2014.

Elle permet d'avoir accès aux mêmes services que le site internet .









Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5 - Renouvellement contractuel

En 2021, dans le cadre des opérations liées au renouvellement des équipements sur le service, nous avons procédé aux travaux suivants :

LIEU DE L'INTERVENTION	NATURE DE L'OPERATION DE RENOUVELLEMENT	TYPE DE RENOUVELLEMENT	MONTANT VALORISÉ
Croix d'Hins	Crépine aspiration pompe 1	Non programmé	650 €
	Crépine aspiration pompe 2	Non programmé	650 €
	Vessie anti-bélier	Non programmé	450 €
	Pompe de reprise 1	Programmé	7 500€
Bourg	Vanne tête de forage	Non programmé	530 €

6 - Travaux divers

6.1 PAR LE DÉLÉGATAIRE

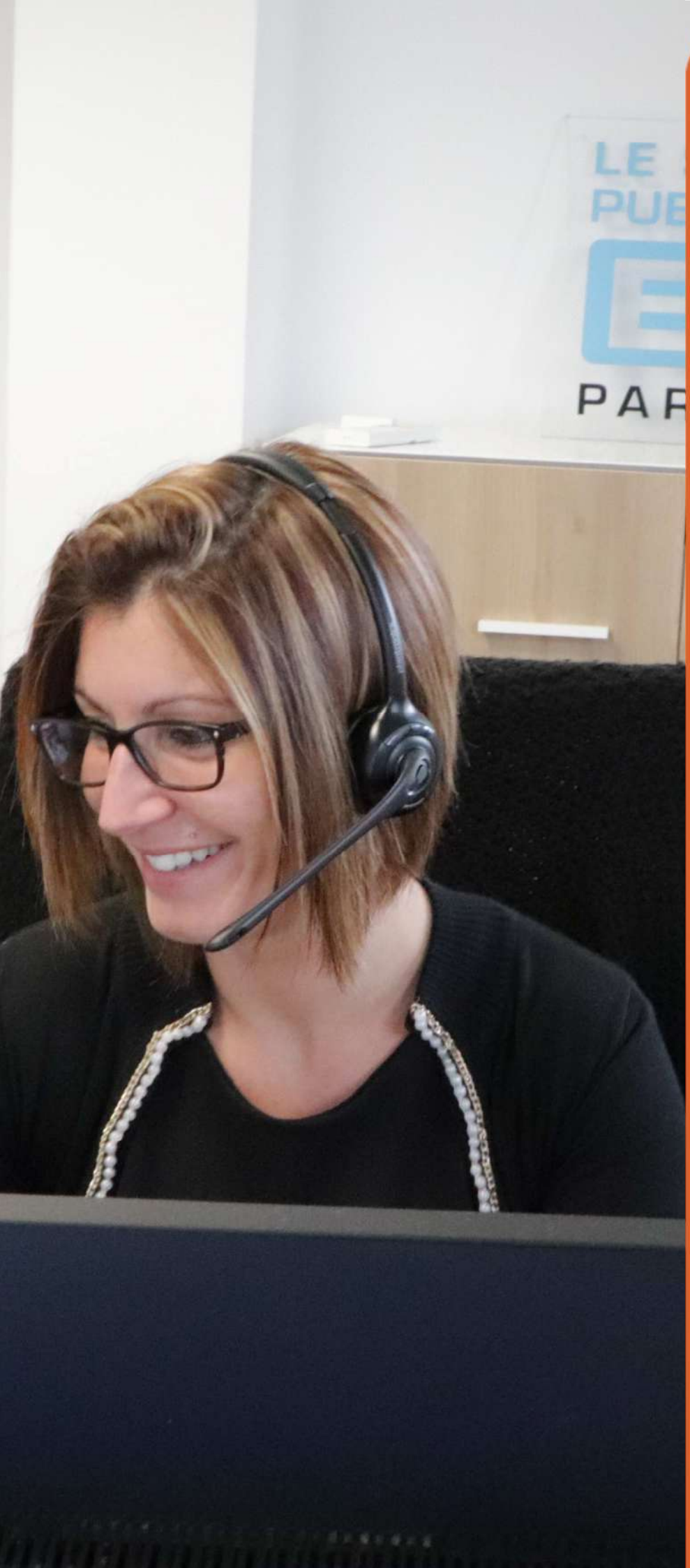
En complément des travaux de maintenance et de renouvellement, les travaux suivants ont été réalisés :

RÉSEAU DE DISTRIBUTION	NOMBRE RÉALISÉ
Réalisation de branchements neufs	30
Pose de compteurs simples	16

6.2 À LA CHARGE DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité a procédé en 2021 au renouvellement de la conduite de distribution de la rue Léo Lagrange (440 ml).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



GESTION CLIENTÈLE

1. Les branchements
2. Les abonnements
3. Les volumes facturés
4. Paiement des factures
5. Réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Les branchements

Nous détaillons ci-dessous l'évolution du nombre de raccordements au réseau d'eau potable au cours des 3 dernières années:

DONNÉES SUR LES RACCORDÉS	2019	2020	2021	EVOLUTION %
Nombre total de compteurs (en service ou non)	2 199	2 289	2 438	**6 %**
Nombre total de compteurs en service	2 147	2 181	2 345	**7 %**
Nombre total de branchements neufs	26	21	30	**25 %**

2 - Les abonnements

Le tableau ci-dessous dresse le bilan des abonnés de la ville de Marcheprime.

DONNÉES SUR LES ABONNÉS	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Nombre total d'usagers	2 147	2 181	2 345	**7 %**
Nombre d'usagers domestiques	2 124	2 157	2 322	**7 %**
Nombre d'usagers communaux	23	24	23	**-4 %**
Nombre total de compteurs généraux (logements collectifs)	9	9	9	**0 %**
Nombre total d'unités logement	0	0	0	**0 %**

Le nombre total d'abonnés au service d'eau potable est en constante augmentation depuis 2019.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 - Les volumes facturés

Le délégataire est tenu de percevoir les droits et redevances institués par la loi pour le compte de l'état et d'organismes publics.

Les volumes consommés sont relevés par le service de l'eau au mois de décembre.

Il est facturé :

> début janvier : l'abonnement correspondant au premier semestre de consommation de l'année en cours, ainsi que les consommations de l'année écoulée, déduction faite de l'acompte facturé en juillet de l'année précédente.

> début juillet : l'abonnement correspondant au deuxième semestre de consommation de l'année en cours, ainsi qu'une consommation estimée calculée sur la base de 40 % du volume facturé de l'année précédente, auquel est appliqué le tarif de l'année en cours.

VOLUMES EN M³	2019	2020	2021
Volume total facturé auprès des usagers d'eau potable	211 912	225 258	251 251
Volume facturé auprès des usagers domestiques	207 840	221 197	247 335
Volume facturé auprès des usagers communaux	4 072	4 061	3 916
Volume consommé non facturé (dégrèvement avant facturation)	1 193	1 058	3 189

4 - Paiement des factures

Nous analysons continuellement les paiements des abonnés de façon à réduire le taux d'impayés. Une proposition de mensualisation des factures est proposée aux abonnés qui le souhaitent de façon à échelonner leurs paiements.

Des échéanciers de paiement taillés à la mesure des ressources des abonnés en difficulté financière sont également accordés.

Les statistiques de l'année 2021 sont les suivantes :

	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Nombre d'abonnés bénéficiant d'un paiement fractionné	1 033	1 034	1 147	**10 %**
Nombre d'échéanciers de paiement accordés	22	27	120	**78 %**
Nombre de relances simple (niveau 1) envoyées par courrier pour non paiement des factures	473	385	755	**49 %**
Nombre de relances avec mise en demeure (niveau 2) envoyées par courrier pour non paiement des factures	213	215	330	**35 %**

Nous observons que 49 % des abonnés sont en paiement fractionné et que 32 % des abonnés ont été relancés pour non-paiement de leur facture. Parmi ces 32 % d'abonnés, 44 % des abonnés ne paient pas après la première relance.

Nous observons que le nombre des paiements fractionnés a augmenté en 2021. Nos services encouragent les abonnés à payer ainsi de façon à échelonner et fiabiliser le paiement des factures.

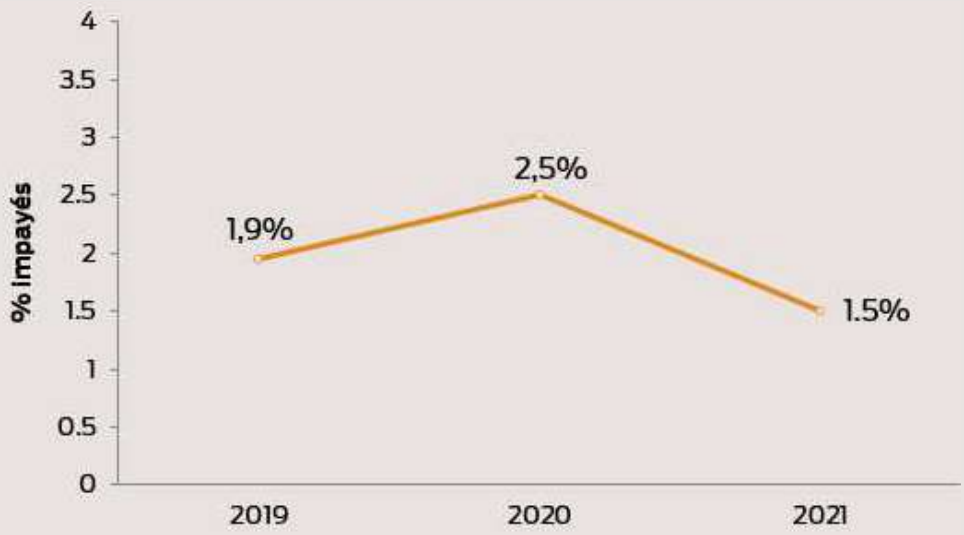
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'évolution du taux d'impayés est présentée ci-dessous:

	2019	2020	2021	EVOLUTION N/N-1 EN %
Taux d'impayés (%)	1.9	2.5	1.5	- 67%

Le taux d'impayés au 31/12/2021 s'élève à 1.5% pour un montant de 4566,88 €.

Evolution du taux d'impayés depuis 2019



5 - Réclamations clients

Le tableau ci-dessous classifie l'ensemble des réclamations émises par les clients du service d'eau potable :

ETAT DES RÉCLAMATIONS	2019	2020	2021
Qualité sanitaire	0	0	0
Qualité organoleptique	6	8	4
Problème de desserte de l'eau (pression, débit, coupures)	19	9	11
Relations commerciales (prix, accueil, etc..)	11	26	17
Travaux sur réseau	14	3	3
Total	**50**	**46**	**35**

Le nombre de réclamations client est en baisse par rapport aux années précédentes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ÉCONOMIE DE LA DÉLÉGATION

1. Tarification du service
2. Compte rendu financier
3. Compte de renouvellement
4. Compte d'exploitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1 - Tarification du service

Les factures adressées aux usagers sont conformes à l'arrêté du 10 juillet 1996.

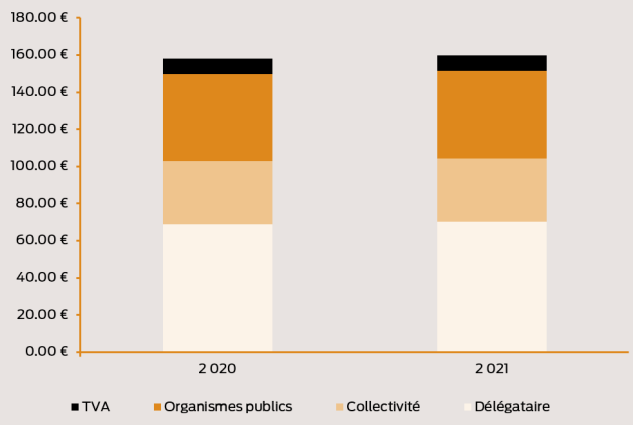
> Evolution 2020/2021 en € d'une facture de 120m³

	QUANTITÉ	PRIX UNITAIRE 2020	PRIX UNITAIRE 2021	MONTANT HT 2020	MONTANT HT 2021	EVOLUTION 2020/2021
Part Délégataire						
Abonnement annuel	1	24.82 €	25.27 €	24.82 €	25.27 €	1.81%
Consommation	120	0.3672 €	0.3737 €	44.06 €	44.84 €	1.77%
Part collectivité						
Abonnement annuel	1	11.89 €	11.89 €	11.89 €	11.89 €	0.00%
Consommation	120	0.1847 €	0.1847 €	22.16 €	22.16 €	0.00%
Organisme public						
Redevance Pollution Domestique	120	0.330 €	0.330 €	39.60 €	39.60 €	0.00%
Préservation des ressources en eau	120	0.0596 €	0.0631 €	7.15 €	7.57 €	5.87%
Total						
Total HT				**149.68 €**	**151.31 €**	1.10 %
TVA à 5,5 %				**8.23 €**	**8.32 €**	1.09 %
Total TTC pour 120m³				**157.91 €**	**159.65 €**	1.10 %

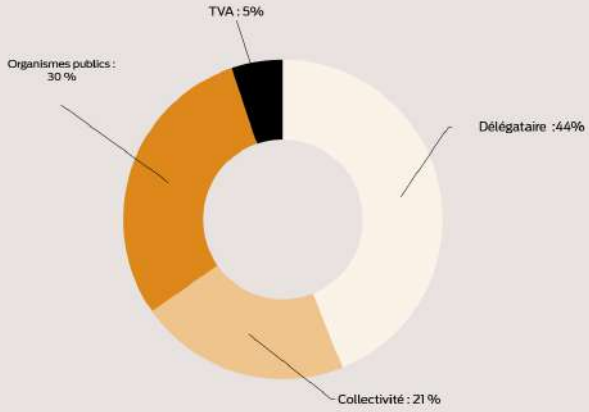
Répartition du prix de l'eau pour 120m³ part collectivité (tarif 2021)

	Abt	Conso	Total
Part du délégataire	25.27 €	44.84 €	70.11 €
Part de la collectivité	11.89 €	22.16 €	34.05 €
Total HT du Prix du Service	37.16 €	67.00 €	104.16 €
% de la part fixe			35.68%

Evolution 2020/2021



Répartition du prix - Tarifs 2021



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> ACTUALISATION DU PRIX EN 2022

La formule d'actualisation du prix de l'eau en 2022 est la suivante.

$$k1=0,15+0,53\frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-Eo}}+0,05\frac{351\,11407}{351\,11407o}+0,19\frac{\text{FD}}{\text{FDo}}+0,08\frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_o}$$

ICHT-E: Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution

351 11407: Indice Electricité tarif bleu professionnel

FD: Indice frais divers

TP10a: Indice canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux

Remarque:

35111407 : remplacé par "010534763" coefficient de raccordement 1,1722

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

PARAMÈTRES	BASE		PARAMÈTRES	ANNÉE 2022	
	Valeur connue au 01/11/2017	Valeur du mois de		Valeur connue au 01/09/2021	Valeur du mois de:
$ICHT\text{-}E_o$	109.8		ICHT-E	124.0	mars 2021
35111407_o	128.3		35111407 / 010534763	126.9	juillet 2021
FD_o	102.5		FD2	104.4	mai 2021
$TP10a_o$	106.8		TP10a	113.7	mai 2021

k1n= 1,0852

Ci-dessous les frais d'accès au service:

	PART DU DÉLÉGATAIRE (HT)			Variation
	Base	Année 2021	Année 2022	
Frais d'accès au service	48.50€	51.06€	52.63€	3.07 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PRIX DU M3 AU 01-01-2022

	QUANTITÉ	TARIF AU 01/01/2022	TOTAL HT
PART DU DÉLÉGATAIRE			
Abt Annuel	1	11,89 €	11,89 €
Consommation	120	0,1847 €	22,16 €
Total part délégataire			**34,05 €**
PART DE LA COLLECTIVITÉ			
Abt Annuel	1	26,04 €	26,04 €
Consommation	120	0,3852 €	46,22 €
Total part collectivité			**72,26 €**
ORGANISMES PUBLICS			
Redevance Pollution Domestique	120	0,33 €	39,60 €
Préservation des ressources en eau	120	0,0631€	7,57 €
Total part organismes publics			**47,17 €**
Total HT			153,48 €
TVA à 5,5%			8,44 €
Total TTC			161,92 €
Prix du m3 HT		1,28 €	
Prix du m3 TTC		1,35 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 - Compte rendu financier

2.1 PART COLLECTIVITÉ

Détail des sommes facturées pour le compte du délégataire et de la collectivité (pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021).

	Nombre abonnements	abonnement en € ht	M3	consommations en € ht	TOTAL HT
MARCHEPRIME					
Premier semestre 2021					
Abonnements	3 234.34	19 234.14 €			19 234.14 €
Consommations			39 786	7 348.41 €	7 348.41 €
Second semestre 2021					
Abonnements	1 319.31	7 837.44 €			7 837.44 €
Consommations			211 465	39 057.84 €	39 057.84 €
TOTAL 2021	**4 553.65**	27 071.58 €	251 251	46 406.25 €	**73 477.83 €**

AGUR					
Premier semestre 2021					
Abonnements	3 234.34	40 646.68 €			40 646.68 €
Consommations			39 786	14 854.25 €	14 854.25 €
Second semestre 2021					
Abonnements	1 319.31	16 659.91 €			16 659.91 €
Consommations			211 465	79 048.68 €	79 048.68 €
total 2021	**4 553.65**	57 306.59 €	251 251	93 902.93 €	**151 209.52 €**

> 2.1.1 Récapitulatif des étapes de facturation de l'exercice

Janvier 2021

Facturation de l'abonnement du premier semestre 2021

Facturation du solde des consommations de l'année 2020

Juin 2021

Facturation de l'abonnement du deuxième semestre 2021

Facturation des consommations estimées du premier semestre 2021

Décembre 2021

Relève annuelle des compteurs.

Janvier 2022

Facturation de l'abonnement du premier semestre 2022

Facturation du solde des consommations de l'année 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> 2.1.2 Reversements de la part collectivité correspondant à l'année 2021 arrêtés au 30 avril 2022

Abonnements facturés en 2021	27 071.58 €
Consommations facturées en 2021	46 406.25 €
Total H.T.	**73 477.83 €**
Reversement du 26/10/2021	30 139.62 €
Reversement du 01/04/2022	33 065.02 €
Total des reversements sur exercice 2021	**63 204.64 €**
Part collectivité restant due sur émissions exercice 2021	**10 273.19 €**

> 2.1.3 Attestations de TVA enregistrées et encaissées avec justification des délais

Sans objet

2.2 FACTURATION AUX ABONNÉS

> 2.2.1 Liste des créances à analyser comme "irrécouvrables"

Nous vous proposons de qualifier d'« irrécouvrables », parmi les factures émises en 2019, 79 factures dont la part collectivité s'élève à 950,54 € HT et la part AGUR s'élève à 1 872,00 € HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

> 2.2.2 Liste des dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021

Les dégrèvements accordés au cours de l'exercice 2021 portent sur 1042 m3. Ils concernent 2 abonnés pour un montant total TTC de 4 156,05 € dont la part collectivité s'élève à 192,46 € HT et la part AGUR s'élève à 376,64 € HT.

Cette liste est disponible sur demande écrite au siège administratif de la société AGUR.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 AUTRES INFORMATIONS FINANCIÈRES

> 2.3.1 Sommes facturées pour le compte de tiers au cours de l'exercice 2021

NATURE DE LA TAXE	M³	MONTANT FACTURÉ
Redevance pollution domestique	250 988	82 826.04 €
Préservation des ressources en eau	251 251	15 772.03 €
	TOTAL 2021	**98 598.07 €**

> 2.3.2 Détail des achats et ventes d'eau à des collectivités voisines

Sans objet

> 2.3.3 Sommes facturées au titre des travaux et prestations exécutées en application du contrat

TRAVAUX BRANCHEMENTS NEUFS 2021	NOMBRE RÉALISÉ	MONTANT DES TRAVAUX HT
Branchements	30	57 765.36 €
Fourniture et pose compteurs	16	17 886.04 €
	TOTAL GLOBAL	**75 651.40 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 - Compte de renouvellement

	Montant en €	
Dotation au compte année 2018		**8640**
Programme de renouvellement des équipements	**7 250**	
Garantie de renouvellement des équipements	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-9 674**
Opérations de renouvellement liées aux équipements	9 674	
Opérations de renouvellement liées aux branchements	0	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2018		**-1034**

	Montant en €	
Dotation au compte année 2019		**8640**
Programme de renouvellement des équipements	**7 250**	
Garantie de renouvellement des équipements	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-1955**
Opérations de renouvellement liées aux équipements	1550	
Opérations de renouvellement liées aux branchements	405	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2019		**5651**

	Montant en €	
Dotation au compte année 2020		**8936**
DOn = Do x Kn = 8 640 x 1,0343		
Renouvellement programmé	**7 250**	
Renouvellement non programmé	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-11 101**
Renouvellement programmé	11 101	
Renouvellement non programmé	0	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2020		**3486**

	Montant en €	
Dotation au compte année 2021		**9096**
DOn = Do x Kn = 8 640 x 1,0528		
Renouvellement programmé	**7 250**	
Renouvellement non programmé	**1 390**	
Engagements réalisés :		**-9 780**
Renouvellement programmé	7 500	
Renouvellement non programmé	2 280	
SOLDE DU COMPTE DE RENOUVELLEMENT AU 31/12/2021		**2802**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4 - Compte d'exploitation

CHARGES

Désignation	Année 2020	Année 2021
Achats	**16 733 €**	**21 514 €**
Achats d'eau		
Electricité	11 291 €	14 038 €
Produits de traitement	3 098 €	4 003 €
Carburants		
Fournitures	2 344 €	3 473 €
Fuites		
Produits		
Services extérieurs	**20 411 €**	**23 142 €**
Sous traitance générale	2 100 €	1 518 €
Analyses	1 686 €	3 747 €
Assurances Auto		
Assurance RC	480 €	480 €
Locations	8 153 €	8 001 €
Informatique	3 001 €	5 026 €
Entretiens	4 991 €	4 370 €
Autres services extérieurs	**4 711 €**	**4 744 €**
Frais de contrôle		
Frais postaux	4 440 €	4 560 €
Télécommunications	271 €	184 €
Intérimaires		
Autres		
Impôts, taxes et versements assimilés	**860 €**	**1 099 €**
Impôts directs	260 €	499 €
Autres (Cvae -cfe)	600 €	600 €
Charges de personnel	**42 310 €**	**43 315 €**
Investissements contractuels	**0 €**	**1 217 €**
Renouvellement de matériel	**11 101 €**	**9 780 €**
Renouvellement programmé	10 401 €	7 500 €
Renouvellement non programmé	700 €	2 280 €
Autres		
Télèrelève	**35 477 €**	**37 871 €**
Amortissements	24 563 €	24 563 €
Maintenance	10 914 €	13 308 €
Total avant frais	**131 603 €**	**142 682 €**
Frais généraux	**19 741 €**	**21 402 €**
Créances irrécouvrables	**1 125 €**	**1 872 €**
Travaux exclusifs branchements		**66 951 €**
Total général	**152 469 €**	**232 907 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

PRODUITS

DÉSIGNATION	Année 2020	Année 2021
VENTES D'EAU (1)	**135 420 €**	**151 210 €**
Abonnements	52 658 €	57 307 €
Consommations domestiques	82 762 €	93 903 €
Autres consommations		
TRAVAUX EXCLUSIFS BRANCHEMENTS		**75 651 €**
AUTRES PRODUITS	**14 654 €**	**24 429 €**
Autres	3 877 €	9 886 €
Autres(fermetures, ouvertures...)	10 777 €	14 543 €
TOTAL GENERAL	**150 074 €**	**251 289 €**

(1) Ces comptes s'entendent hors redevances Agence de l'eau, etc.... et part collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ANNEXES

1. Glossaire
2. Synthèse règlementaire
3. Indicateurs règlementaires
4. Facture 120 m³
5. Actualisation tarifaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 1 - Glossaire

HYDRAULIQUE

Capacité de production

La capacité de production d'une station est le volume d'eau qu'il est possible de produire et traiter sur cette usine en considérant un fonctionnement journalier de 20h.

By-pass

Un by-pass est un ouvrage généralement composé d'une canalisation et d'accessoires permettant l'isolement de cette canalisation. Un by-pass permet d'assurer l'alimentation en eau potable en aval d'un équipement (réservoir, compteur, chaîne de traitement, etc...) qui a été arrêté à cause d'un dysfonctionnement ou d'une opération de maintenance.

Télégestion

La télégestion est un outil de suivi et de contrôle à distance des ouvrages de traitement et de distribution d'eau. L'automate de télégestion situé sur les ouvrages récupère les données de fonctionnement des équipements de l'ouvrage puis relaye ces informations à un superviseur central (ordinateur équipé d'un logiciel de centralisation des données). Cette télégestion permet d'alerter un agent d'astreinte via son téléphone mobile en cas de dysfonctionnement d'un des équipements.

Sectorisation

La sectorisation est un outil permettant de mesurer les flux hydrauliques transitant dans un réseau d'eau potable. Elle se compose généralement d'appareils permettant de quantifier ces flux (compteurs mécaniques ou débitmètres électromagnétiques) et de dispositifs permettant de relayer ces informations sur un superviseur central (télégestion).

QUALITÉ

Turbidité

La turbidité mesure le caractère trouble d'une eau. Le caractère « trouble » de l'eau est défini par la quantité de matières organiques qui la composent. Plus cette quantité de matières organiques est importante, plus le risque de contamination bactériologique de l'eau est grand.

Filtration sur neutralite

La neutralite est un matériel riche en carbonate de calcium qui permet de rééquilibrer le pH d'une eau trop agressive. Ces eaux agressives ont tendance à attaquer les différents métaux des canalisations d'eau potable. Ces eaux trop agressives percolent au travers d'un filtre de neutralite et se charge en carbonate de calcium.

Déferrisation

La déferrisation consiste à réduire la concentration en fer d'une eau trop chargée. La présence de fer en trop grande quantité dans l'eau provoque une coloration orangée de l'eau et confère un mauvais goût à l'eau consommée. Les dépôts de fer dans les canalisations peuvent être des sièges de développement de micro-organismes. Le traitement du fer se fait généralement par le biais d'une oxydation par un réactif compatible (permanganate de potassium, chlorure ferrique, etc..) et une filtration sur sable du fer coagulé.

Désinfection de l'eau

Des micro-organismes (bactéries, virus) peuvent se développer dans un réseau d'eau potable. Afin d'éviter toute contamination de ce type, une désinfection de l'eau est réalisée. Cette désinfection se fait par l'injection d'un réactif (chlore, bioxyde de chlore) ou par rayonnement ultra-violet.

Analyse réglementaire

Les analyses réglementaires sont réalisées par les services de l'État (Agence Régionale de Santé) de façon à s'assurer que l'eau est potable en tout point du réseau de distribution. Le nombre et la fréquence de ces analyses sont variables suivant l'unité de distribution.

Autocontrôle

Le programme d'autocontrôle est réalisé par l'exploitant du réseau d'eau potable de façon à s'assurer que l'eau est de bonne qualité sur l'ensemble du réseau de distribution. Ce programme n'est pas inscrit dans un planning réglementaire.

GESTION CLIENTÈLE

Abonnement

L'abonnement est le contrat qui lie une personne physique ou morale à l'exploitant du réseau d'eau potable. Un abonnement correspond à un seul compteur d'eau (point de desserte).

Volumes achetés/vendus en gros

Les volumes achetés ou vendus en gros sont les volumes achetés à un service extérieur ou vendus à un service d'eau extérieur. On parle également de volumes importés ou exportés.

Volumes de services

Les volumes de services sont les volumes utilisés pour l'exploitation du réseau d'eau potable (essais de fonctionnement des poteaux incendie, nettoyage réservoir, purge réseau, etc...).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 2 - Synthèse réglementaire

La synthèse réglementaire suivante est une liste non exhaustive des textes réglementaires parus en 2019 dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

1.1 PROTECTION DES RESEAUX

Arrêté du 10 septembre 2021 relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau (JO du 18/09/2021)

L'Arrêté du 10 septembre 2021 définit l'eau destinée à la consommation humaine, selon l'article R 1321-1 du code de la santé public.

Cet Arrêté classifie les réseaux d'adduction destinés à la consommation humaine ou sanitaire mentionné à l'article R 1321-43 et les autres réseaux d'adduction d'eau (ex : eau technique, protection incendie, arrosage, ...).

L'arrêté décrit les objectifs de protection des réseaux et renvoie pour les moyens aux dispositifs à mettre en œuvre (surverses, disconnecteurs, soupapes, clapets, ...) selon les catégories de fluide décrits dans un avis paru au JO du 24/09/2021.

Les dispositifs de protection reprennent les terminologies de la norme NF EN 1717 rappelées dans un avis paru au JO du 23/09/2021 listant la norme rendue obligatoire.

L'arrêté est applicable aux installations mises en services au 1er janvier 2023, sans précision de date de dépôt de permis de construire.

@ https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060748

1.2 PESTICIDES

Instruction DGS 2020-177 du 18 décembre 2020 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux conditionnées (BO Santé 2021/01 du 29/01/2021)

Cette instruction diffuse un guide technique relatif aux pesticides et métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine (EDCH) à l'exclusion des eaux conditionnées. Cette instruction définit notamment les modalités de gestion des risques sanitaires en cas de présence de pesticides et métabolites de pesticides dans les EDCH.

Les modalités de gestion décrites sont exercées par les agences régionales de santé (ARS) en lien avec les personnes responsables de la production et/ou de la distribution de l'eau (PRPDE) au titre du code de la santé publique (CSP) et sur les bases de recommandations sanitaires de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) et du Haut conseil de la Santé Publique (HCSP).

@ https://www.phytocontrol.com/wp-content/uploads/2021/03/Instruction-n%C2%B0DGS-EA4-2020-177-du-18-decembre-2020-Metabolites.pdf

1.3 COMITÉ NATIONAL DE L'EAU

Code de l'environnement - Articles D213-1 à D213-12 (ancien décret 2007-833 relatif au comité national de l'eau), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1076 du 12 août 2021 (JO du 14/08/2021)

Un décret du 12 août complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML).

Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

Par ailleurs, il complète la disposition relative à la @ présidence des comités consultatifs et permanents.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 EPANDAGE BOUES

Arrêté du 20 avril 2021 modifiant l'arrêté du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de covid-19

Paru le 27 mai dernier, il répond, en partie, aux difficultés techniques et financières rencontrées par les Collectivités pour faire face aux exigences d'hygiénisation préalable à l'épandage des boues de station d'épuration extraites après le début d'exposition à risques pour le COVID-19.

Jusqu'alors restreintes aux traitements « hygiénisants » (compostage, séchage thermique et digestion anaérobie thermophile), de nouvelles modalités de traitement des boues avant épandage sont aujourd'hui possibles :

- Chaulage avec un taux d'incorporation minimum de chaux de 30% puis stockage pendant 3 mois minimum (avec suivi par le producteur, du taux d'incorporation en chaux, de la siccité des boues et de la durée de stockage)
- Séchage solaire avec ou sans plancher chauffant permettant d'atteindre une siccité minimale de 80% (avec suivi par le producteur, de la siccité)
- Digestion anaérobie mésophile puis stockage pendant 4 mois minimum (avec suivi par le producteur du temps de séjour des boues dans le digesteur, de la température pendant la digestion et de la durée de stockage après sortie du digesteur)

Une analyse par lot de boues à épandre devra en outre confirmer un abattement en coliphages somatiques supérieur ou égal à 4 unités logarithmiques (soit 99,99% d'abattement) pour valider l'efficacité du traitement/stockage considéré (conformément à la méthodologie décrite en annexe de l'arrêté ou équivalente).

Peuvent également être épandues les boues obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rhizofiltration ou ayant fait l'objet d'un traitement par rhizocompostage, sous réserve d'une extraction après une mise au repos du dispositif de traitement pendant au moins 1 an.

Selon la FNCCR, cet assouplissement ne concernerait que 25 à 30% des boues soumises à l'interdiction d'épandage et finalement peu les collectivités rurales.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043534752#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,Arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2020%20avril%202021%20modifiant%20l'arr%C3%AAt%C3%A9%20du%2030,la%20p%C3%A9riode%20de%20covid%2D19

1.5 COMPOSTAGE BOUES

Code de l'environnement - Articles R541-76 à R541-85 créés par Décret 2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16/10/2007), modifiés en dernier lieu par Décret 2021-1179 du 14 septembre 2021 (JO du 15/09/2021)

Le décret détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues.

Le décret ajoute dans la partie réglementaire du code de l'environnement, une nouvelle section : Boues et digestats de boues d'épuration (art. R. 543-311 et s.).

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044041375#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s-,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1179%20du%2014%20septembre%202021%20relatif,d'%C3%A9puration%20avec%20des%20structurants&text=Publics%20concern%C3%A9s%20%3A%20exploitants%20d'installations,digestats%20de%20boues%20d'%C3%A9puration.

1.6 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (JO du 09/10/2009), modifié en dernier lieu par Arrêté du 26 février 2021 (JO du 28/02/2021)

Cet arrêté modifie l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Il précise que les organismes notifiés sont chargés de délivrer les agréments des dispositifs d'assainissement non collectif.

Par ailleurs, le présent arrêté fixe les délais d'instruction des dossiers de demande d'agrément (accusé de réception délivré au demandeur dans les 30 jours au lieu de 10 auparavant, et décision d'agrément acceptée ou refusée dans les 3 mois suivant la demande) et les modalités de publicité des décisions d'agrément.

La fiche technique du dispositif de traitement agrée est publiée sur un site ministériel.

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043190509

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 3 - Indicateurs règlementaires

Le décret n°2007-675 et l'arrêté du 02 mai 2007 ont modifié les modalités de réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement appelé également « rapport du Maire ». Depuis 2008, indépendamment de la taille du service, les collectivités sont dans l'obligation de présenter des indicateurs de performance du service.

Uniquement une partie de ces indicateurs est liée à l'exécution des missions confiées au délégataire du service d'eau potable. Le calcul des indicateurs est détaillé sur le site internet www.eaudanslaville.fr conformément à la circulaire interministérielle n°12/DE du 28 avril 2008.

Des clefs de consolidation sont associées à certains indicateurs de façon à calculer l'indicateur à une échelle supérieure à celle du périmètre contractuel.

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
D102.2	Prix du service TTC au m³ pour 120 m³	1.35 €	Sans objet	Sans objet
D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux	1 jour	Sans objet	Sans objet
CODE FICHE DESCRIPTIVE	**INDICATEURS DE PERFORMANCE**	**VALEUR DE L'INDICATEUR**	**CLÉ DE CONSOLIDATION**	**VALEUR DE LA CLÉ**
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	100 %	Sommes des volumes consommés et vendus	254 440 m³
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	100%	Sommes des volumes consommés et vendus	254 440 m³
P103.2	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	Linéaire du réseau d'adduction	42.1 km
P104.3	Rendement réglementaire du réseau de distribution	89.82 %	Sommes des volumes consommés et vendus	254 440 m³
			Sommes des volumes achetés et produits	289 055 m³
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés	2.25 m³/km/j	Linéaire du réseau d'adduction	42.1 km
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau	1.91 m³/km/j	Linéaire du réseau d'adduction	42.1 km
	Estimation des volumes consommés autorisés non comptés	5 175 m3		
P107.2	***Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable***	***Donnée collectivité***	***Sans objet***	***Sans objet***
P108.3	Indice d'avancement de la protection des ressources en eau	100 %	Sommes des volumes achetés et produits	289 055 m³
P109.0	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds du service	0€	Sans objet	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CODE FICHE DESCRIPTIVE	INDICATEURS DE PERFORMANCE	VALEUR DE L'INDICATEUR	CLÉ DE CONSOLIDATION	VALEUR DE LA CLÉ
	Indice d'avancement de la sectorisation	100 %	-	-
P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	0.85 ‰	Nombre d'abonnés desservis	2 345
P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouvertures des branchements pour les nouveaux abonnés	100 %	Nombre d'abonnés desservis	2 345
P153.2	***Durée d'extinction de la dette de la collectivité***	***donnée collectivité***	***Epargne brute annuelle***	***donnée collectivité***
P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	1.5 %	Montant total des factures émises au titre de l'année N-1	303 665.78 €
P155.1	Taux de réclamations	3.8 ‰	Nombre d'abonnés desservis	2 345

* Les indicateurs notés en italique et gras sont du ressort de la collectivité

Nous détaillons ci-après le mode de renseignement ou de calcul des indices de performance qui sont moins couramment utilisés.

> D151.0 : Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service

Le délai est exprimé en heures ou en jours. Le délai visé est celui courant entre la date de réception par l'opérateur de la demande d'ouverture de branchement émanant de l'abonné et la date maximale de mise à disposition de l'eau au point de livraison de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> P103.2 : Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

	NOTATION
PLAN DES RÉSEAUX	
Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (captages, points de mesure, etc..)	10/10
Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour des réseaux	5/5
INVENTAIRE DES RÉSEAUX	
Existence d'un inventaire détaillé (matériaux, classification, linéaire...) des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les matériaux et diamètre (1 point par tranche de 10%)	5/5
Existence d'une information sur les dates de pose des réseaux sur 50% minimum du linéaire total	10/10
Gain pour 10% de connaissance supplémentaire sur les dates de pose (1 point par tranche de 10%)	5/5
SOUS TOTAL	**45**
Pour bénéficier des points supplémentaires en relation avec les articles ci-dessous il faut totaliser 40 points sur les 45 possibles en première partie.	
AUTRES ÉLÉMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RÉSEAUX	
Localisation et description des ouvrages annexes (vannes, PI) et servitudes de réseaux	10/10
Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants	10/10
Localisation des branchements sur le plan des réseaux	0/10
Pour chaque branchement, caractéristiques du compteur d'eau	10/10
Identification des secteurs de perte d'eau, date et nature des réparations	10/10
Localisation à jour des autres interventions (réparation, purges et renouvellement)	10/10
Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif sur 3 ans)	10/10
Existence d'une modélisation hydraulique de réseau	5/5
NOTATION FINALE 110/120	

> P105.3 : Indice linéaire des volumes non comptés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Volume mis en distribution} - \text{Volume comptabilisé}}{\text{Longueur du réseau de desserte X 365}}$$

Avec : volumes mis en distribution = volume produit + volume acheté en gros – volume vendu en gros

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

$$\text{Indice} = \frac{\text{Longueur cumulée du linéaire de canalisations du réseau de desserte renouvelé au cours des années N-4 à N}}{\text{5 X longueur du réseau de desserte}} \text{ X 100}$$

> Le linéaire considéré comme linéaire renouvelé pour le calcul de l'indicateur est égal au linéaire renouvelé, auquel il convient d'ajouter les linéaires remplacés à l'occasion de renforcement, ainsi que les réhabilitations, si ces opérations sont reconnues avoir pour effet d'en prolonger la durée de vie d'une durée équivalente à celle de la pose d'un réseau neuf

> Les interventions ponctuelles effectuées pour réparer une fuite ne sont pas comptabilisées dans le renouvellement.

> Il convient d'additionner les linéaires renouvelés d'une part par la collectivité et d'autre part par l'opérateur, sur le périmètre considéré

> P108.3 : Indice d'avancement de protection de la ressource

La valeur de l'indicateur est fixée comme suit :

> 0 % Aucune action

> 20 % Études environnementale et hydrogéologique en cours

> 40 % Avis de l'hydrogéologue rendu

> 50 % Dossier déposé en préfecture

> 60 % Arrêté préfectoral

> 80 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés)

> 100 % Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

> P151.1 : Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de coupures d'eau au cours de l'année dont les abonnés n'ont pas été informés à l'avance}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X 1000}$$

> P152.1 : Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre d'ouvertures de branchements réalisés dans les délais}}{\text{Nombre total d'ouvertures}} \text{ X 100}$$

> P153.2 : Durée d'extinction de la dette de la collectivité

> Encours total de la dette contractée par la collectivité pour financer le service d'eau potable (distribution, transfert et/ou production) divisé par l'épargne brute annuelle

> Remarque importante : l'endettement indirect résultant de l'adhésion de la collectivité à un EPCI ou à un syndicat mixte lui-même endetté n'est pas pris en compte.

> P155.1 : Taux de réclamations

$$\text{Indice} = \frac{\text{Nombre de réclamations écrites}}{\text{Nombre d'abonnés}} \text{ X 1000}$$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 4 - Facture 120 m³

	MARCHEPRIME EP		
-	Qté	Tarif au 01/01/2022	Total HT
Part de la collectivité			
Abt Annuel	1	11.89 €	11.89 €
Conso	120	0.1847 €	22.16 €
Total part collectivité			**34.05 €**
Part du délégataire			
Abt Annuel	1	26.04 €	26.04 €
Conso	120	0.3852 €	46.22 €
Total part collectivité			**72.26 €**
Organismes publics			
Redevance Pollution Domestique	120	0.330 €	39.60 €
Préservation des ressources en eau	120	0.0631 €	7.57 €
Total part organismes publics			**47.17 €**
Total HT			153.48 €
TVA à 5,5%			8.44 €
Total TTC			161.92 €
Prix du m3 HT	1.28 €		
Prix du m3 TTC	1.35 €		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Annexe 5 - Actualisation tarifaire

REVISION DU PRIX DE L'EAU AU 01/01/2022
COMMUNE DE MARCHEPRIME

La révision de la rémunération de base Po de la SA AGUR, au 01/01/2022 est obtenue par l'application du coefficient k1n défini dans l'Article 49 du contrat :

$$k1_N = 0{,}15 + 0{,}53 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}05 \frac{35111407}{35111407_o} + 0{,}19 \frac{FD}{FD_o} + 0{,}08 \frac{TP10a}{TP10a_o}$$

ICHT-E :	Indice du coût horaire du travail- Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution
35111407	Indice Electricité tarif bleu professionnel
FD	Frais Divers
TP10a :	Indice des travaux, canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux

Remarque :
35111407 : remplacé par "010534763" coefficient de raccordement 1,1722

Valeur des paramètres - Indices et Index de révision

Paramètres	BASE		Paramètres	ANNEE 2022	
	Valeur connue au 1er novembre 2017	Valeur du mois de		Dernière Valeur connue le 01/09/2021	Valeur du mois de
ICHT-E_o	109,8		ICHT-E	124,0	mars 2021
35111407$_o$	128,3		35111407 / 010534763	126,9	juillet 2021
FD_o	102,5		FD	104,4	mai 2021
TP10-ao	106,8		TP10a	113,7	mai 2021

$$k1_N = 0{,}15 + 0{,}53 \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_o} + 0{,}05 \frac{010534763 \times 1{,}1722}{35111407o} + 0{,}19 \frac{FD}{FDo} + 0{,}08 \frac{TP10a}{TP10ao}$$

$$k1_N = 0{,}15 + 0{,}53 \frac{124{,}00}{109{,}8} + 0{,}05 \frac{148{,}75}{128{,}3} + 0{,}19 \frac{104{,}40}{102{,}5} + 0{,}08 \frac{113{,}70}{106{,}8}$$

$$k1_N = 1{,}08520$$

$$k1_N = 1{,}0852$$

Tarifs

	Part du délégataire (HT)			Variation
	Base	Année 2021	**Année 2022**	
Part fixe annuelle	24,00 €	25,27 €	**26,04 €**	3,07%
Prix du m3	0,3550 €	0,3737 €	**0,3852 €**	3,08%
Frais d'accès au service	48,50 €	51,06 €	**52,63 €**	3,07%
Frais de déplacement d'un agent	38,80 €	40,85 €	**42,11 €**	3,08%
Frais de fermeture	38,80 €	40,85 €	**42,11 €**	3,08%
Frais de 1ère relance en cas de non-paiement	2,91 €	3,06 €	**3,16 €**	3,27%
Frais de 2nde relance en cas de non-paiement	9,70 €	10,21 €	**10,53 €**	3,13%
Pénalité pour mise en recouvrement	38,80 €	40,85 €	**42,11 €**	3,08%
Rejet de paiement	10,00 €	10,53 €	**10,85 €**	3,04%
Duplicata de facture par courrier	5,00 €	5,26 €	**5,43 €**	3,23%
Contrôle ressource autonome	90,00 €	94,75 €	**97,67 €**	3,08%
Seconde visite contrôle ressource autonome	60,00 €	63,17 €	**65,11 €**	3,07%
Jaugeage	75,00 €	78,96 €	**81,39 €**	3,08%
Etalonnage	485,00 €	510,61 €	**526,32 €**	3,08%

Visa Pour AGUR	Visa Pour la Collectivité
Validé le	Validé le

LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

LE SERVICE PUBLIC DE L'

EAU

PAR AGUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

service de l'eau

Rapport annuel du délégataire 2021

(conforme aux articles L. 3131-5, R. 3131-2 et suivants du code de la commande publique)

COBAN
pour la commune de MIOS

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

© Valentin Pacaut / The Explorers

suez

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

1 | Synthèse de l'année 5

1.1 L'essentiel de l'année 7
1.2 Les chiffres clés 8
1.3 Les indicateurs de performance 9
1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007 10
1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL 11
1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E 11
1.4 Les perspectives 12

2 | Présentation du service 13

2.1 Le contrat 15
2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat 16
2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat 16
2.2.2 La gestion de crise 17
2.2.3 La relation clientèle 17
2.3 L'inventaire du patrimoine 19
2.3.1 Le système d'eau potable 19
2.3.2 Les biens de retour 19

3 | Qualité du service 25

3.1 Le bilan hydraulique 27
3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable 27
3.1.2 Les volumes prélevés 27
3.1.3 Les volumes d'eau potable produits 28
3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés 28
3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève 29
3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève 29
3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007) ... 30
3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2 33
3.1.9 Les volumes de pointes 33
3.2 La qualité de l'eau 34
3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau 34
3.2.2 Le plan vigipirate 35
3.2.3 La ressource 35
3.2.4 La production 36
3.2.5 La distribution 36
3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007 37
3.3 Le bilan d'exploitation 38
3.3.1 La consommation électrique 38
3.3.2 Les contrôles réglementaires 38
3.3.3 Le nettoyage des réservoirs 39
3.3.4 Les autres interventions sur les installations 40
3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution 40
3.4 Le bilan de la relation client 42
3.4.1 Le nombre de clients 42
3.4.2 Le nombre d'abonnés 42
3.4.3 Les volumes vendus 43
3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs 43
3.4.5 Les volumes ventes en gros 43
3.4.6 La typologie des contacts clients 44
3.4.7 Les principaux motifs de dossiers clients 44
3.4.8 L'activité de gestion clients 44
3.4.9 L'encaissement et le recouvrement 45
3.4.10 Les dégrèvements 46
3.4.11 La mesure de la satisfaction client 46

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4 | Comptes de la délégation 49

4.1 Le CARE 51
4.1.1 Le CARE 52
4.1.2 Le détail des produits 53
4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration 53
4.2 Les reversements 61
4.2.1 Les reversements de T.V.A. 61
4.3 La situation des biens et des immobilisations 62
4.3.1 La situation sur les compteurs 63
4.4 Les investissements contractuels 64
4.4.1 Le renouvellement 64
4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé 65

5 | Votre délégataire 67

5.1 Notre organisation 69
5.1.1 La Région 69
5.1.2 Nos implantations 70
5.1.3 Nos moyens humains 71
5.1.4 Nos moyens matériels 72
5.1.5 Nos moyens logistiques 72
5.2 La relation clientèle 74
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation 74
5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau 75
5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients 76
5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients 77
5.2.5 Informer et alerter nos clients 78
5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer 79
5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement 80
5.3 Notre système de management 81
5.4 Notre démarche développement durable 86

6 | Annexes 87

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse de l'année



© SUEZ / William Daniel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.1 L'essentiel de l'année

La gestion de la crise COVID

Après une année 2020 inédite en France comme partout ailleurs dans le monde, sur le plan sanitaire, bien évidemment, mais aussi économique et social, SUEZ a continué en 2021 à accompagner tous ses clients dans la transition écologique et la résilience des territoires.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19 et des mesures annoncées par le gouvernement, le Groupe SUEZ a mis en place en France un **dispositif de mobilisation national** pour garantir, à la fois, la **continuité de ses activités de services** auprès de ses clients et des populations, et la protection de ses salariés. Fort de l'expérience des premières vagues de 2020, il n'a pas été nécessaire de recourir à nouveau à des plans de continuité d'activité.

Plus que jamais : protéger nos équipes et garantir la continuité de service

Comme de nombreuses entreprises essentielles à l'activité économique, SUEZ a continué à adapter ses méthodes de travail pour assurer la continuité de ses services. Pour ce faire, SUEZ a notamment mis en place un télétravail modulé selon les différentes périodes épidémiques.

Une communication spécifique à la gestion de crise vers toutes les parties prenantes
Les clients particuliers ont été informés via le site www.toutsurmoneau.fr et des campagnes d'emailing pour les rassurer sur la qualité de l'eau du robinet et informer les clients les plus fragiles sur les aides financières mises en place.

L'essentiel de l'année

2021	
Mois	
Juillet	mise en place GE AEP Mios / octobre renouvellement conduite entre le forage et le bâtiment d'exploitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.2 Les chiffres clés



4 929 abonnés

640 240 m³ d'eau facturée





90,8 % de rendement du réseau de distribution

1,45 m³/km/j de pertes en réseau





133,5 km de réseau de distribution d'eau potable



100 % de conformité sur les analyses bactériologiques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3 Les indicateurs de performance

Les données et indicateurs relatifs aux caractéristiques et à la performance du service qui sont présentés ci-dessous et dont la production relève de la responsabilité du délégataire dans le cadre du présent contrat vous permettront de faire figurer dans votre rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) les indicateurs descriptifs du service et les indicateurs de performance demandés par le **décret du 2 mai 2007**.

Certaines données et indicateurs sont présentés dans d'autres parties de ce rapport, et notamment :

- Les caractéristiques techniques du service :
  - La date d'échéance du contrat de Délégation de Service Public est répertoriée dans la partie "Présentation du service \ Le contrat"
  - La nature des ressources utilisées est répertoriée dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les ressources"
  - Les différents volumes prélevés, achetés ou vendus à d'autres services publics d'eau potable sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ le bilan hydraulique"
  - Le nombre d'abonnés ainsi que le détail des volumes vendus aux différents types d'abonnés sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Le linéaire du réseau est présenté dans la partie "L'inventaire du patrimoine \ Les biens de retour \ Les canalisations"
- La tarification de l'eau et recettes du service :
  - La facture détaillée et le prix TTC pour une consommation de référence de 120 m^3 sont répertoriés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"
  - Les recettes du service sont présentées dans la partie "Les comptes de la délégation et le patrimoine \ Le CARE"
- Les indicateurs de performance :
  - Les taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées sont présentés dans la partie "La qualité du service \ La qualité de l'eau"
  - Le rendement de réseau, l'indice linéaire des volumes non comptés et l'indice linéaire de pertes en réseau sont détaillés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan hydraulique"
- Les actions de solidarité et de coopération, et notamment le nombre et le montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité sur l'eau, sont présentés dans la partie "La qualité du service \ Le bilan clientèle"

Focus sur le SISPEA

Le SISPEA, système d'information unique et visant au recueil, à la conservation et à la diffusion des données sur les services publics de distribution d'eau et d'assainissement, a été créé par la loi sur l'Eau et rendu obligatoire par la loi NOTRe.

Chaque collectivité doit y saisir et y publier les données et indicateurs normés des services dont elle a la charge, une fois le RPQS présenté à son assemblée délibérante.

Nous avons construit, en collaboration avec l'Office français de la biodiversité, entité gérant le SISPEA un échange automatisé de ces données permettant de les alimenter par celles que nous fournissons dans le présent RAD. Cela permet ainsi de vous affranchir en grande partie de cette saisie. Il nous apparait également important d'être proactifs dans cette démarche de transparence. Ces données ne seront que « préalimentées », il vous appartiendra de les publier en les validant sur le portail dédié.

Sauf avis contraire de votre part et sous réserve de pouvoir faire correspondre notre référentiel Contrats avec le référentiel des services SISPEA (relation 1-1 exigée), nous procéderons à l'envoi automatisé des données en juillet.

Pour chaque donnée et indicateur nous avons évalué le degré de fiabilité (A pour "très fiable", B pour "fiable" et C pour "peu fiable") calculé selon la méthodologie préconisée dans la circulaire ministérielle n°12/DE du 28 avril 2008. A défaut d'indication, le degré de fiabilité doit être considéré comme étant de qualité A pour "très fiable".

La définition et le mode de calcul de chaque donnée et indicateur de performance peuvent être consultés sur le site http://www.services.eaufrance.fr/indicateurs

Le détail du calcul de certains indicateurs est reporté en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.1 Les indicateurs du décret du 2 mai 2007

Nous avons également indiqué ci-dessous des données et indicateurs dont la production relève de la responsabilité de la collectivité ou d'autres organismes publics, dans la mesure où ceux-ci ont pu être collectés à la date de réalisation du présent rapport. Ils sont signalés par un signet numéroté :
(1) : producteur de l'information = Collectivité.
(2) : producteur de l'information = Agence Régionale de Santé (ARS).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007

Thème	Indicateur	2020	2021	Unité	Degré de fiabilité
Caractéristique technique	D101.0 - Estimation du nombre d'habitants desservis (1)	10 523	10 909	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.056 - Nombre d'abonnés	-	4 929	Nombre	A
Caractéristique technique	VP.077 - Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) (1)	136,19	133,49	km	A
Indicateur de performance	P101.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P102.1 - Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques (2)	100	100	%	A
Indicateur de performance	P104.3 - Rendement du réseau de distribution	81,1	90,8	%	A
Indicateur de performance	P103.2B - Indice de connaissance de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	100	100	Valeur de 0 à 120	A
Indicateur de performance	P107.2 - Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (1)	0	0	%	A
Indicateur de performance	P105.3 - Indice linéaire des volumes non comptés	2,99	1,6	m³/km/j	A
Indicateur de performance	P106.3 - Indice linéaire de pertes en réseau	2,88	1,44	m³/km/j	A
Actions de solidarité et de coopération	Nombre de demandes d'abandons de créances reçues	6	0	Nombre	A
Actions de solidarité et de coopération	P109.0 - Montant des abandons de créances ou des versements à un fond de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité (1)	0,0005	0	Euros par m³ facturés	A

Les éléments relatifs aux synthèses de données de qualité de l'eau et aux indices d'avancement de protection de la ressource n'ayant pu être transmis par les Agences Régionales de Santé avant la finalisation du Rapport Annuel du Délégataire, ces informations seront adressées ultérieurement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.3.2 Les indicateurs complémentaires pour les rapports soumis à CCSPL

Les indicateurs mentionnés ci-dessous sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs du décret du 2 mai 2007 pour les rapports soumis à examen de la CCSPL					
Thème	**Indicateur**	**2020**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur de performance	P151.1 - Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	4,74	0	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	D151.0 - Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, défini au service	1	1	jour	A
Indicateur de performance	P152.1 - Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	100	100	%	A
Indicateur de performance	P155.1 - Taux de réclamations	-	20,09	Nombre / 1000 abonnés	A
Indicateur de performance	Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations écrites reçues	Oui	Oui	Oui / Non	A
Indicateur de performance	P154.0 - Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	2,62	1,66	%	A
Financement des investissements	Nombre de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	Nombre	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb supprimés ou modifiés	0	0	%	A
Financement des investissements	% de branchements publics en plomb restant à modifier ou à supprimer au 1er janvier de cette année	0	0	%	A

1.3.3 Les indicateurs complémentaires proposés par la FP2E

Dans un souci de continuité, la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) a décidé de maintenir la publication de données et d'indicateurs qui n'ont pas été repris dans le décret du 2 mai 2007. Ces indicateurs qui étaient publiés depuis 2004 sont à produire uniquement dans le cas où le rapport annuel sur le prix et la qualité du service est soumis à l'examen de la CCSPL (communes de plus de 10 000 habitants, EPCI de plus de 50 000 habitants ou syndicats mixtes ayant au moins une commune de plus de 10 000 habitants).

Indicateurs complémentaires proposés par la FP2E				
Thème	**Indicateur**	**2021**	**Unité**	**Degré de fiabilité**
Indicateur FP2E	Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une CCSPL	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Existence d'une commission départementale Solidarité Eau	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 9001 version 2015	Oui	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Obtention de la certification ISO 14001 version 2015	Non	Oui / Non	A
Indicateur FP2E	Liaison du service à un laboratoire accrédité	Oui	Oui / Non	A

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1.4 Les perspectives

ACTIVITES USINES

- Prévoir la déconstruction du surpresseur et du château d'eau de Caudos.

ACTIVITES RESEAUX

- Engager les études pour la requalification des réseaux désormais sous dimensionnés (baisses de pression). Ex : Lacanau de Mios à Mios.
- Mettre en place une convention achat/vente d'eau avec les communes voisines.
- Mettre en place le recensement et le contrôle des puits et forages privés afin de prévenir tout risque de retour d'eau non potable sur le réseau d'adduction.
- Lors des travaux d'aménagement du Bourg ou de la voirie, continuer la rationalisation du réseau d'adduction d'eau potable.
- Réaliser un programme de renouvellement des canalisations et branchements.
- Supprimer des doubles conduites.
- Supprimer de conduite en amiantes ciment.
- Supprimer des conduites génératrices d'eau rouges.
- Supprimer des conduites génératrices de CVM.
- Réaliser un état des lieux des conduites en domaine privé :
    - Etablir des servitudes d'exploitation.
    - Renouveler sous domaine publique les conduites en domaine privé.
- Prévoir l'intégration au patrimoine syndical des réseaux privés mais exploités par nos services, un avenant doit être mis en œuvre à cet effet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2 | Présentation du service



© SUEZ / William Daniels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.1 Le contrat

Le tableau ci-dessous présente les dates de prise d'effet et d'échéance du contrat et des éventuels avenants qui ont été signés :

Le contrat et ses avenants			
Désignation	**Date de prise d'effet**	**Date d'échéance**	**Objet**
Contrat	13/02/2009	31/12/2021	Affermage
Avenant n°01	01/01/2021	31/12/2021	PROLONGATION D'UN AN

IDENTIFICATION	
Collectivité ou Syndicat	**Commune de MIOS pour la COBAN**
Représentant	M. Bruno LAFON - Président
Exercice concerné	2021
Nature du service	Production, traitement et distribution publique d'eau potable
Commune desservie	MIOS
Service délégué	SUEZ

VOS INTERLOCUTEURS			
Site	**Nom**	**Fonction**	**Coordonnées**
AGENCE GIRONDE PREIGORD LIMOUSIN	F. BERNET M. DUBANCHET	Directeur d'Agence Chargé de Contrat	06 30 51 33 71 06 77 71 95 43

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2 Notre organisation dédiée à votre contrat

2.2.1 L'organisation spécifique pour votre contrat

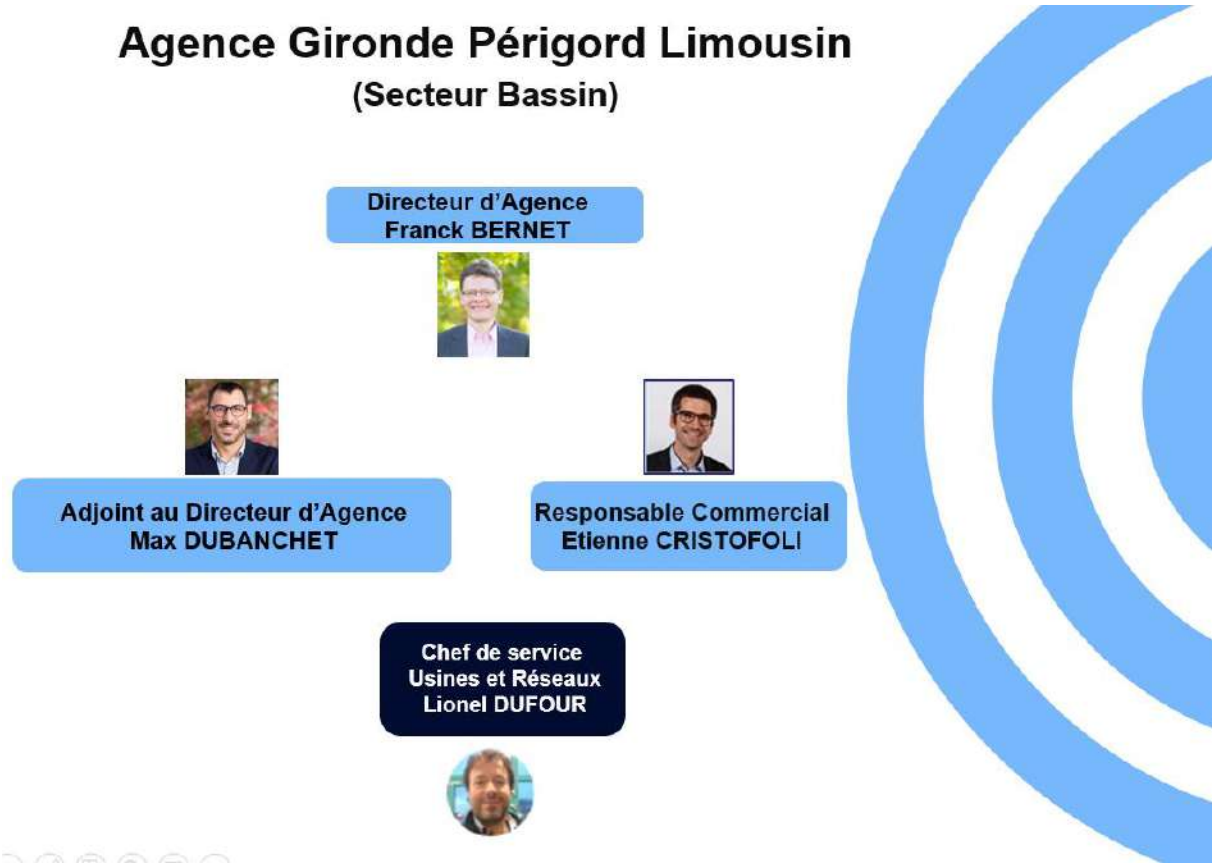
L'Agence Gironde Périgord Limousin

L'organisation régionale de SUEZ a pour objectif de mieux répondre aux attentes de votre Collectivité, tant en matière de distribution publique d'eau potable que de traitement des eaux usées.

L'Agence Gironde Périgord Limousin, créée au sein de la Région Nouvelle Aquitaine s'est vu confier l'activité de SUEZ Eau France liée aux différents contrats de délégation de service public ou prestation de service en vigueur sur les départements de la Charente, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, ainsi que l'ensemble des communes de la Gironde (hors communes de Bordeaux Métropole).

Le Directeur d'Agence, Franck BERNET, dispose des moyens pour prendre toute décision relative aux obligations contractuelles et à la satisfaction des clients. Il a sous sa responsabilité le chargé de contrat qui est l'interlocuteur privilégié au quotidien de votre Collectivité.

L'Agence Gironde Périgord Limousin assure, 24h/24 et 7 jours sur 7, la continuité du service.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.2.2 La gestion de crise

Afin de limiter les conséquences d'évènements significatifs (ex. : tempêtes, coupures d'énergie, pollutions, cyber attaque…) de nature à mettre en péril la continuité de service, la santé des salariés ou l'environnement, nous sommes structurés pour pouvoir, à tout moment, mobiliser des moyens exceptionnels au niveau local et au niveau national :

- Stocks d'équipements,
- Stocks d'eau potable,
- Laboratoires d'analyses 24h/24 et 7 jours/7,
- Systèmes d'alerte permettant de prévenir très rapidement la population par téléphone, sur le site internet « Tout sur Mon Eau » et aussi avec les réseaux sociaux SUEZ France.

Le système de gestion de crise s'appuie sur :

- Un système d'astreinte régional et national pour détecter les événements non souhaités et informer les acteurs concernés
- Une organisation préétablie du management de la crise avec une cellule dédiée aux risques cyber,
- La connaissance du rôle des différents acteurs d'une crise,
- Un ensemble de documents ou de données techniques spécifiques,
- Une formation des acteurs principaux,
- La réalisation d'exercices de crise et de retours d'expérience (RETEX).

En outre, l'ensemble du personnel d'astreinte et d'intervention fait l'objet de formations ou de mises à niveau régulières, afin de maîtriser aussi rapidement que possible les situations d'urgence, ne relevant pas nécessairement de la crise majeure, qui peuvent se présenter. Enfin, les incidents ou accidents réels sont exploités en termes de retour d'expérience et de validation des consignes mises en place dans ce cas.

En 2021, un exercice de crise cyber a été organisé au sein de SUEZ avec la participation de Eau France, afin de tester notre capacité à gérer ce type d'événement.
Plusieurs cellules de crise ont été activées mobilisant plus de 70 personnes pour faire face à une simulation de cyber-attaque importante et complexe avec un impact sur les installations d'eau potable et d'assainissement.
Cet exercice de grande ampleur a permis de valider l'organisation en place et aussi d'identifier des points d'amélioration pour renforcer notre résilience.

2.2.3 La relation clientèle

- **L'ACCUEIL TELEPHONIQUE DES CLIENTS**

Les appels téléphoniques sont traités par le Centre de Relation Client Multicanal.

  - Il est ouvert du lundi au vendredi, sans interruption de 8 heures à 19 heures, et le samedi matin de 8 heures à 13 heures. Les conseillers répondent **à toute demande** : information, abonnement, devis travaux ou encore intervention (prise de rendez-vous). La formation permanente de nos téléconseillers permet d'assurer à nos clients un service de qualité.

Le Centre de Relation Client Multicanal est joignable aux numéros suivants :

Pour toute demande ou réclamation : 0 977 408 408 APPEL NON SURTAXÉ

Pour toutes les urgences techniques : 0 977 401 117 APPEL NON SURTAXÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LE SERVICE D'URGENCE 24H/24**

En dehors des heures d'ouverture de l'accueil physique des clients ou des plages ouvrées de l'accueil téléphonique ci-dessus, notre service d'urgence assure l'accueil téléphonique des clients et coordonne les interventions urgentes telles que :

- Réparations de casses de canalisations.
- Dépannages d'installations.

Pour cela, un effectif composé d'agents et d'encadrants sont mobilisables quotidiennement en dehors des heures ouvrées. Leurs compétences sont diversifiées et ils disposent de matériels, d'équipements, de véhicules et de moyens de communication adaptés à la gestion des astreintes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2.3 L'inventaire du patrimoine

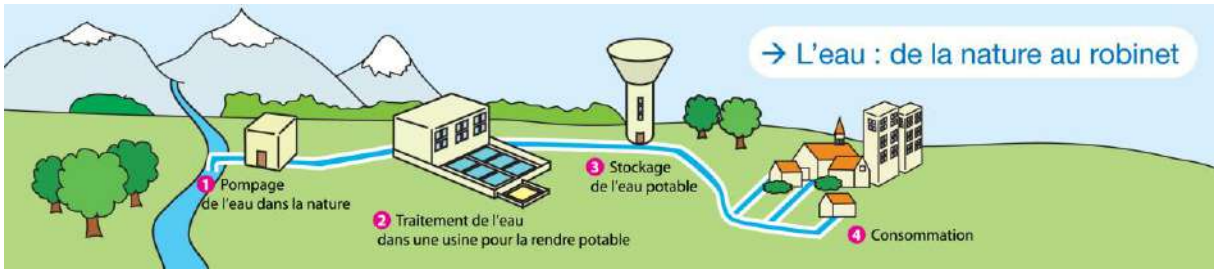
Cette partie présente l'inventaire des biens du service, et notamment les installations utilisées dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Elle détaille l'ensemble des composantes du réseau de collecte, et notamment les canalisations, les branchements et accessoires de réseau.

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire, à savoir un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué.

L'inventaire simplifié des biens du service est repris ci-après, en précisant les biens de retour et biens de reprise. L'inventaire détaillé correspondant est à la disposition de la Collectivité.

2.3.1 Le système d'eau potable



2.3.2 Les biens de retour

Les biens de retour sont ceux dont le contrat prévoit qu'ils feront obligatoirement et automatiquement retour à la collectivité au terme de la Délégation de Service Public, en principe de manière gratuite. Ils se caractérisent par le fait qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du service. Ils sont considérés comme étant la propriété de la collectivité dès l'origine, même s'ils ont été financés et réalisés par l'exploitant.

- **LES INSTALLATIONS DE PRODUCTION / TRAITEMENT**

Les installations de production et traitement disponibles au cours de l'année d'exercice en vue de la potabilisation de l'eau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont les suivantes :

Inventaire des installations de production/traitement				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Capacité de production**	**Unité**
MIOS	AEP DE PEYOT	1990	1 600	m³/j
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	2018	2 000	m³/j

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES STATIONS DE POMPAGE / RELEVAGE**

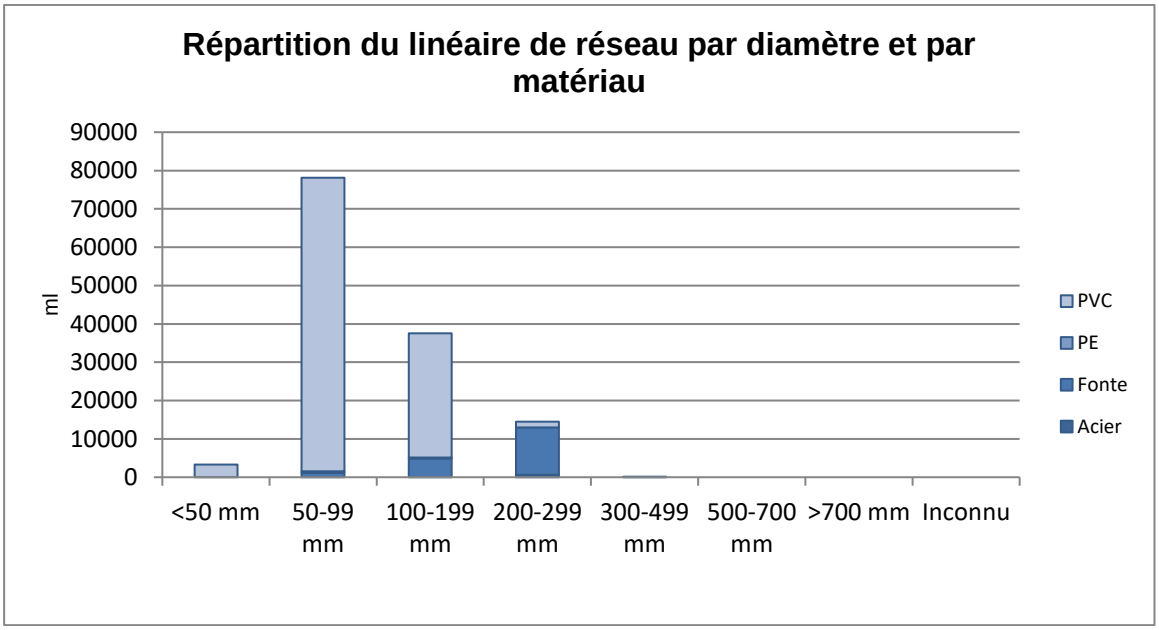
Les stations de pompage / relevage disponibles au cours de l'année d'exercice pour la distribution de l'eau sur l'ensemble du réseau dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont :

Inventaire des installations de pompage - relevage				
Commune	**Site**	**Année de mise en service**	**Débit nominal**	**Unité**
MIOS	SURP CRAQUE	2006	25	m³/h
MIOS	FOR PEYOT			m³/h
LACANAU DE MIOS	FOR BOUCHON			m³/h

- **LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille le linéaire de canalisation par gamme de diamètre et par type de matériau exploité dans le cadre du présent contrat. Le linéaire de réseau présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice hors branchements :

Linéaire de canalisation (ml)									
Diamètre / Matériau	**Fonte**	**PE**	**Amiante ciment**	**PVC**	**Acier**	**Béton**	**Autres**	**Inconnu**	**Total**
<50 mm	-	-	-	3 309	-	-	-	-	3 309
50-99 mm	1 151	428	-	76 504	-	-	-	-	78 082
100-199 mm	4 901	203	-	32 422	-	-	-	-	37 526
200-299 mm	12 371	-	-	1 499	620	-	-	-	14 490
300-499 mm	48	37	-	-	-	-	-	-	86
Total	18 471	668	-	113 734	620	-	-	-	133 493



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES VARIATIONS SUR LES CANALISATIONS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau du linéaire de canalisations. En ce qui concerne le motif "Renouvellements", la valeur indiquée correspond à l'écart en positif ou en négatif du linéaire constaté à l'issue de l'opération de renouvellement.

Les variations sur les canalisations	
Motif	**ml**
Linéaire total de canalisation de l'année précédente	136 189
Remises gratuites par le déléguant (commune, syndicat, etc.)	16
Régularisations de plans	- 2 712
Situation actuelle	133 493

En 2021 nous n'avons reçu aucun plan de recollements stipulant des travaux sur le contrat.
La variation de linéaire s'explique par la correction de données (remontée terrain, correction de la base de données, recalage de réseaux en fonction de levée terrain).

- **LES ACCESSOIRES DE RESEAU**

Le tableau suivant détaille les principaux accessoires de réseau disponibles au 31 décembre de l'année d'exercice dans le cadre du présent contrat :

Inventaire des principaux accessoires du réseau par commune				
MIOS	**Désignation**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	Débitmètres achat / vente d'eau et sectorisation	7	7	0,0%
MIOS	Equipements de mesure de type compteur	4	4	0,0%
MIOS	Hydrants (bouches et poteaux incendies)	114	114	0,0%
MIOS	Vannes	447	445	- 0,4%
MIOS	Vidanges, purges, ventouses	158	160	1,3%

- **LES BRANCHEMENTS**

Le tableau suivant détaille au 31 décembre de l'année d'exercice la répartition des branchements et des branchements en plomb :

Le nombre de branchement eau recouvre les branchements sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).

Pourcentage de branchements en plomb restant			
Type branchement	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Branchements en plomb avant compteur	-	0	0,0%
Hors plomb avant compteur	4 595	4 810	4,7%
Branchement eau potable total	4 595	4 810	4,7%
% de branchements en plomb restant	0,0%	0,0%	0,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

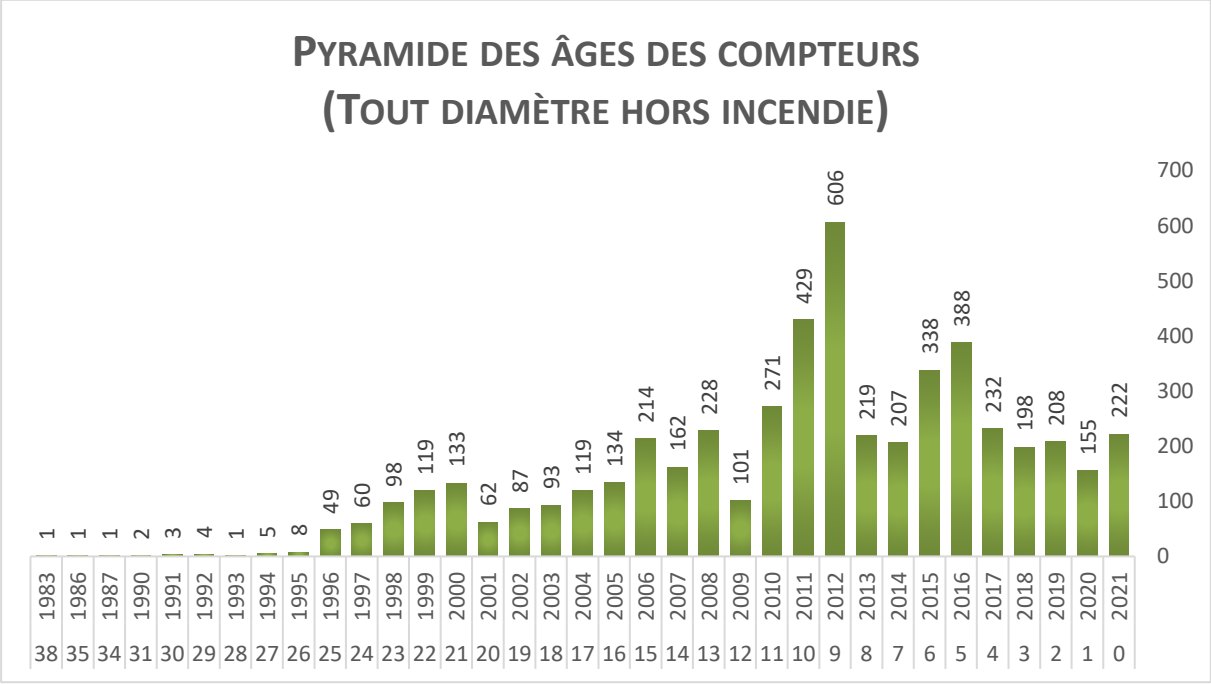
- **LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille le parc compteur situé en domaine concédé par code usage, tranche de diamètres et tranche d'âge. Le parc présenté est celui exploité au 31 décembre de l'année d'exercice.

NB : Le nombre de compteurs recouvre les compteurs sur logements vacants (inactifs hors résiliation) et sur logements non vacants (actifs).
De fait, le nombre de compteurs peut être supérieur au nombre de branchements (ex : plusieurs compteurs sur un même branchement).

Répartition du parc compteurs par date de fabrication et par diamètre

Usage	Tranche d'âge	Inconnu	12 à 15 mm	20 à 40 mm	>40 mm	Total
Eau froide	A 0 - 4 ans	-	993	20	2	1 015
Eau froide	B 5 - 9 ans	-	1 735	22	1	1 758
Eau froide	C 10 - 14 ans	-	1 164	26	1	1 191
Eau froide	D 15 - 19 ans	-	634	12	1	647
Eau froide	E 20 - 25 ans	-	517	4	0	521
Eau froide	F > 25 ans	-	26	1	-	27
Eau froide	Inconnu	1	-	-	1	2
Incendie	A 0 - 4 ans	-	-	-	1	1
Incendie	B 5 - 9 ans	-	-	1	1	2
Incendie	C 10 - 14 ans	-	-	-	1	1
Total		1	5 069	86	9	5 165



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES VARIATIONS SUR LES COMPTEURS**

Le tableau suivant détaille les changements intervenus sur l'année au niveau des compteurs situés en domaine concédé :

Les variations sur les compteurs (nombre)	
Diamètre	**2021**
Inconnu	1
12 à 15 mm	5 069
20 à 40 mm	86
>40 mm	9
Total	5 165

- **L'ANALYSE DU PATRIMOINE**

Le Décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 définit un l'Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau.

Cet indice peut prendre une valeur de 0 à 120 points attribués selon la qualité des informations disponibles sur le réseau. Les informations visées sont relatives à l'existence et la mise à jour des plans des réseaux (Partie A - 15 points), à l'existence et à la mise à jour de l'inventaire des réseaux (Partie B - 30 points) et aux autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (Partie C - 75 points).

Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Pour améliorer la connaissance des dates de pose, nous conseillons de procéder à l'analyse des archives, ou réaliser un travail de mémoire avec d'anciens élus ou habitants des communes. La connaissance de la nature des matériaux s'améliorera avec nos investigations sur les réseaux, dans le cadre de l'exploitation.

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie A : Plan des réseaux	VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures (10 points)	10
Partie A : Plan des réseaux	VP.237 - Existence et mise en oeuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée) (5 points)	5
Sous-total - Partie A	Plan des réseaux (15 points)	15
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.238 et VP.240 avec VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques et VP.240 - Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres (0 ou 10 pts en fonction de VP.238, VP.239 et VP.240)	10
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres (1 à 5 points sous conditions)	5
Partie B : Inventaire des réseaux	VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose (0 à 15 points)	15
Sous-total - Partie B	Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)	30

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable		
Partie	**Descriptif**	**2021**
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d''eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d''eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.) (10 points)	10
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.248 - Existence et mise en oeuvre d''un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d''un estimatif portant sur au moins 3 ans) (10 points)	0
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux	VP.249 - Existence et mise en oeuvre d''une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux (5 points)	5
Sous-total - Partie C	Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)	55
TOTAL (indicateur P103.2B)	**Indice de connaissance et de gestion patrimoniale du réseau d'eau potable**	**100**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3 Qualité du service

© SUEZ / CDPNEWS / Cyrille Dupont

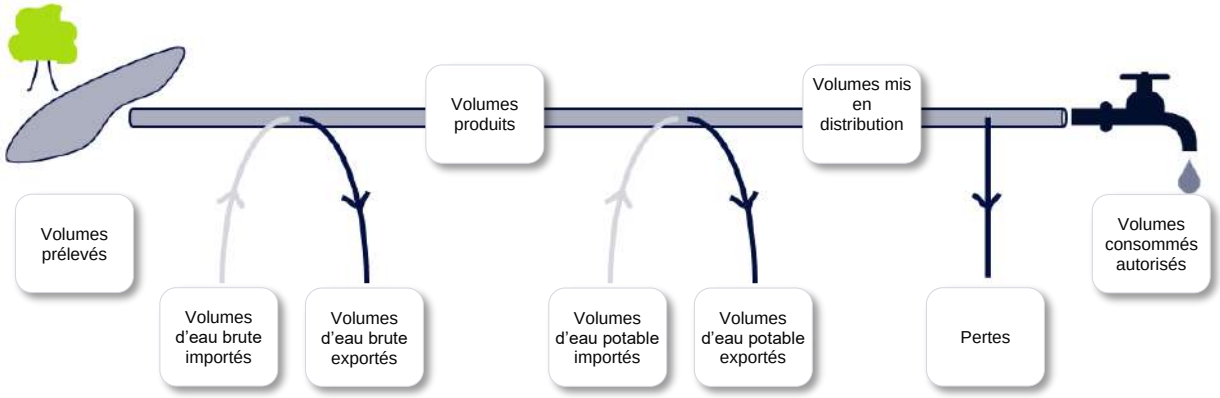
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

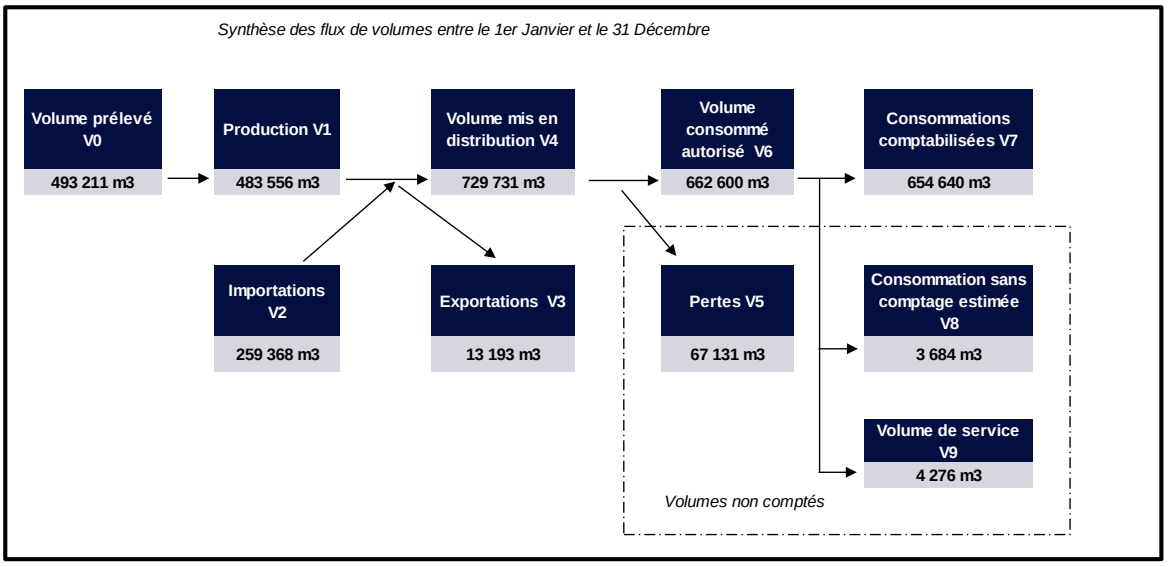
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1 Le bilan hydraulique

Cette partie présente de façon détaillée le bilan hydraulique explicitant les différents volumes prélevés et éventuellement achetés ou vendus, mais également les volumes produits et distribués. Les notions de rendement et d'indice linéaire de perte sont également abordées.

3.1.1 Le schéma d'alimentation en eau potable





3.1.2 Les volumes prélevés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes prélevés ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile compris entre le 1er janvier et 31 décembre de l'exercice concerné.

Volumes d'eau brute prélevés (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	AEP DE PEYOT	-	-	306 619	269 444	227 984	- 15,4%
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	-	-	228 343	225 654	265 227	17,5%
Total des volumes prélevés		-	-	534 962	495 098	493 211	- 0,4%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.3 Les volumes d'eau potable produits

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable produits (issus des installations de production / traitement exploitées dans le cadre du présent contrat) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes eau potable produits (m³)							
Commune	**Site**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	AEP DE PEYOT	-	-	311 266	266 826	218 329	- 18,2%
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	-	-	228 343	225 654	265 227	17,5%
Total des volumes produits		-	-	539 609	492 480	483 556	- 1,8%

3.1.4 Les volumes d'eau potable importés et exportés

Le tableau suivant détaille l'évolution des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) ces dernières années. Les volumes indiqués sont des volumes relatifs à l'année civile ramenés à 365 jours :

Volumes d'eau potable importés et exportés (m³)							
Site	**Désignation**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
CTRV SALLES/MIOS Q21 CASTANDET	Volume d'eau potable exporté	-	-	56	-	0	0,0%
CTRV SALLES/MIOS Q21 CASTANDET	Volume d'eau potable importé	-	-	4 325	-	0	0,0%
CTRV SALLES/MIOS Q6	Volume d'eau potable exporté	-	-	34 204	-	27 996	0,0%
CTRV SALLES/MIOS Q6	Volume d'eau potable importé	-	-	166 435	-	245 025	0,0%
SECTO Q12 PETIT CAUDOS	Volume d'eau potable exporté	-	-	-	778	-	- 100,0%
SECTO Q12 PETIT CAUDOS	Volume d'eau potable importé	-	-	-	15 097	-	- 100,0%
SURP CRAQUE	Volume d'eau potable exporté	-	-	-	32 873	-	- 100,0%
SURP CRAQUE	Volume d'eau potable importé	-	-	-	241 336	-	- 100,0%
	Total volumes eau potable importés (B)	0	0	170 760	256 433	245 025	- 4,4%
	Total volumes eau potable exportés (C)	0	0	34 260	33 651	27 996	- 16,8%

Les volumes positionnés sur le « SURP CRAQUE » sont les volumes du compteur de sectorisation « SECTO Q6 vers MIOS » rattaché au contrat « CDC VAL DE L'EYRE pour la commune de SALLES ».
Les volumes positionnés sur le « SECTO Q12 PETIT CAUDOS » sont les volumes du compteur de sectorisation « SECTO Q21 CASTANDET » rattaché au contrat « CDC VAL DE L'EYRE pour la commune de SALLES »

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.5 Les volumes mis en distribution calculés sur une période de relève

De façon à pouvoir calculer le rendement de réseau et l'indice linéaire de pertes avec la meilleure précision possible, les volumes mis en distribution ont été calculés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période entre deux relèves ramenées à 365 jours. Ces données diffèrent donc des données présentées sur l'année civile.

Volumes mis en distribution (m³)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Total volumes eau potable produits (A°	503 162	516 212	2,6%
Total volumes eau potable importés (B)	256 549	245 025	- 4,5%
Total volumes eau potable exportés (C)	39 228	27 996	- 28,6%
Total volumes mis en distribution (A+B-C) = (D)	720 484	733 241	1,8%

3.1.6 Les volumes consommés autorisés calculés sur une période de relève

La relève des compteurs des abonnés est effectuée sur des périodes susceptibles de varier et qui ne sont pas nécessairement positionnées en début ou en fin d'année civile. Conformément à la réglementation, et de façon à minimiser les erreurs d'estimations ou d'extrapolation lors du calcul du rendement de réseau et de l'indice linéaire de pertes, il a été décidé de calculer les volumes consommés autorisés à partir d'informations réelles, comptabilisées sur la période comprise entre deux relèves ramenées à 365 jours.

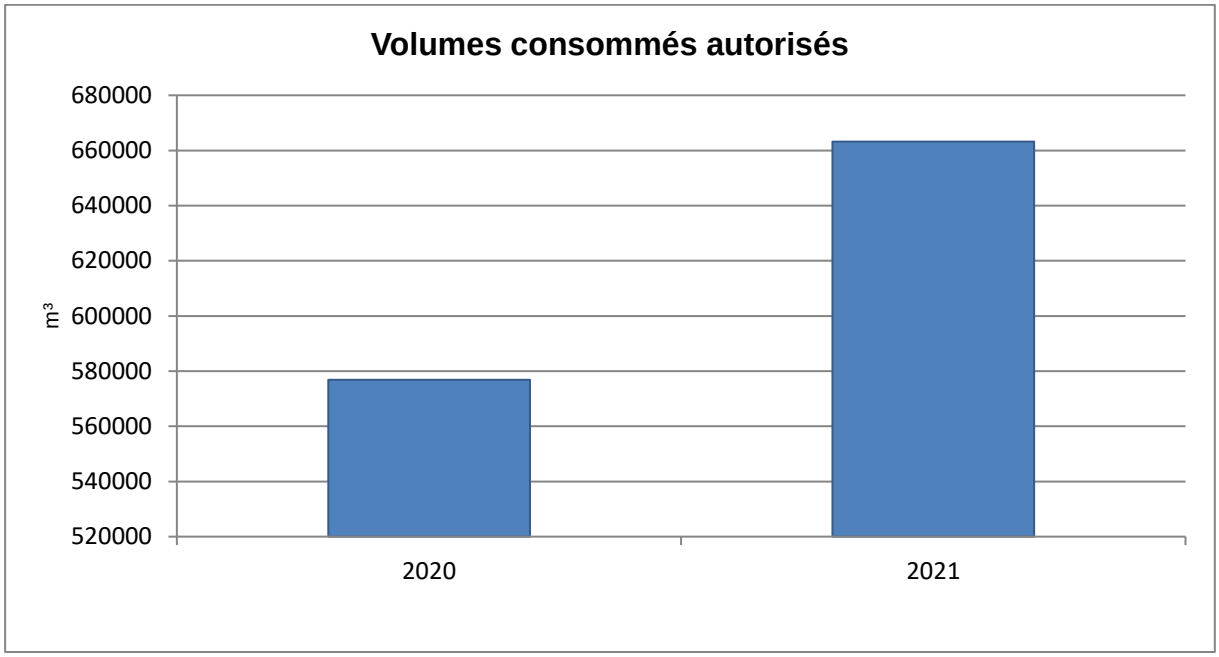
Les volumes consommés autorisés correspondent à la somme des :

- **Volumes comptabilisés** : ils résultent des relevés des appareils de comptage existants (abonnés et logements vacants).
- **Volumes consommés sans comptage** : ces volumes estimés sont ceux consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Cela peut notamment concerner les volumes liés aux essais incendie (poteaux et bornes), aux manœuvres des pompiers, à l'arrosage de certains espaces verts, à certaines fontaines, aux lavages de voiries ou bien encore aux chasses d'eau sur le réseau d'assainissement.
- **Volumes de service du réseau** : ces volumes estimés sont ceux liés à l'exploitation du réseau de distribution d'eau. Cela peut notamment concerner les volumes liés au nettoyage des réservoirs, aux purges / lavage / désinfection de canalisation ou de branchements ou bien encore à la présence d'analyseurs de chlore.

Les estimations concernant les volumes consommés sans comptage et les volumes de service du réseau ont été effectués conformément aux préconisations officielles selon la méthodologie proposée par l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement).

Volumes consommés autorisés (m³)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes comptabilisés (E = E' + E'')	571 268	655 251	14,7%
- dont Volumes consommés avec comptage (E')	571 268	655 251	14,7%
- dont volume eau potable livré gratuitement avec compteur (volumes dégrevés, gestes commerciaux...) (E'')	0	0	0,0%
Volumes consommés sans comptage (F)	3 564	3 684	3,4%
Volumes de service du réseau (G)	2 082	4 276	105,4%
Total des volumes consommés autorisés (E+F+G) = (H)	576 914	663 211	15,0%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



3.1.7 La performance réseau calculée sur une période de relève (décret 2 mai 2007)

Les indicateurs de la performance réseau présentés dans les tableaux suivants sont calculés à partir des volumes relatifs aux périodes de relève et ramenés à une année de 365 ou 366 jours.

L'indice linéaire de pertes en réseau représente par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Il s'exprime en m^3/km/jour et est calculé en divisant les pertes journalières d'eau potable en réseau par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- de la politique volontariste de recherche et de réparation de fuites,
- de la politique de renouvellement du réseau et des branchements,
- d'actions pour lutter contre les détournements d'eau.

Les pertes d'eau potable en réseau sont calculées sur la même période de temps par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés autorisés. Ils se décomposent en :

- **Pertes réelles** : elles correspondent aux différentes fuites sur le réseau de distribution et sur les branchements contre lesquelles nous luttons au quotidien par une politique volontariste de recherche et réparation de fuite,
- **Pertes apparentes** : elles sont difficilement évaluables mais correspondent principalement aux vols d'eau potentiels, aux différents petits défauts de comptage et aux sous-estimations liées à l'évaluation des volumes consommés autorisés.

Contrairement à l'indice linéaire de pertes en réseau, **l'indice linéaire des volumes non comptés** intègre les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Il s'exprime également en m^3/km/jour et est calculé en divisant les volumes journaliers non comptés par le linéaire de réseau de distribution.

Sa valeur et son évolution sont le reflet :

- du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés,
- de l'efficacité de gestion du réseau.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les volumes non comptés intègrent les volumes de service du réseau de distribution ainsi que les volumes estimés consommés par des usagers connus disposant d'une autorisation d'usage. Ils sont calculés par différence entre les volumes mis en distribution et les volumes comptabilisés.

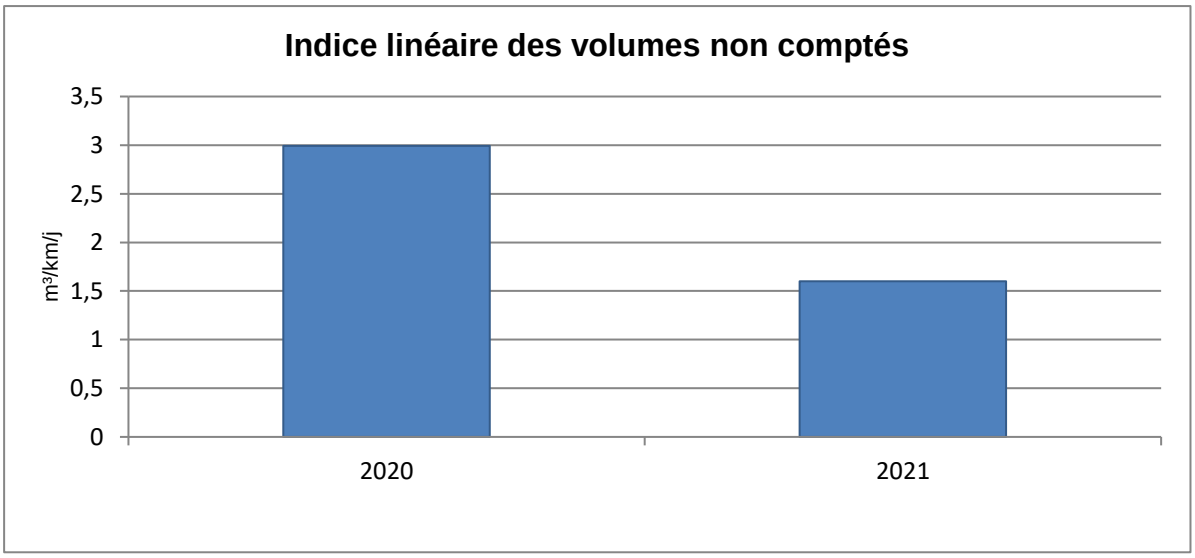
Le rendement de réseau est le ratio entre, d'une part, les volumes consommés autorisés augmentés des volumes d'eau potable exportés (cédés ou vendus à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion) et, d'autre part, les volumes d'eau potable produits augmentés des volumes d'eau potable importés (reçus ou achetés à d'autres services d'eau potable, publics ou privés, par l'intermédiaire d'une interconnexion).

Cet indicateur permet de connaître la part des volumes d'eau potable introduits dans le réseau de distribution qui est consommé avec autorisation sur le périmètre du service ou vendue en gros à un autre service d'eau potable.

Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

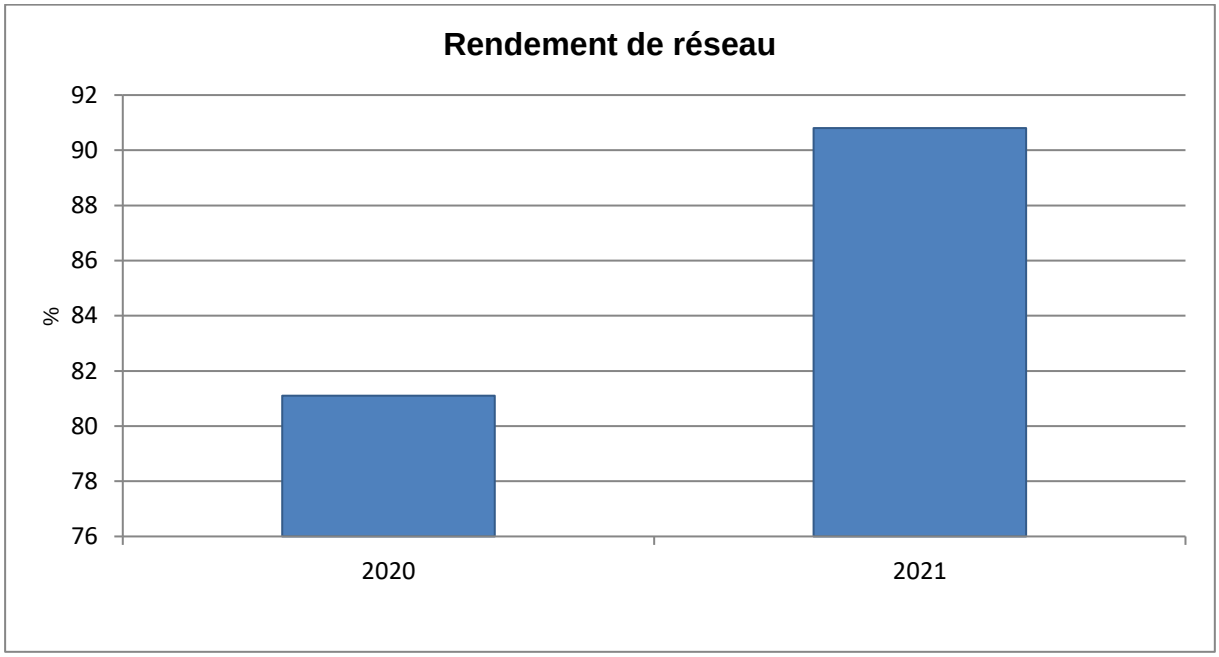
Indice linéaire de pertes (m³/km/j) - Indice linéaire des volumes non comptés (m³/km/j)

Désignation	2020	2021	N/N-1 (%)
Volumes mis en distribution (D)	720 484	733 241	1,8%
Volumes comptabilisés (E)	571 268	655 251	14,7%
Volumes consommés autorisés (H)	576 914	663 211	15,0%
Pertes en réseau (D-H) = (J)	143 570	70 030	- 51,2%
Volumes non comptés (D-E) = (K)	149 216	77 990	- 47,7%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	136,193	133,493	- 2,0%
Période d'extraction des données (jours) (M)	366	365	- 0,3%
Objectif contractuel Indice linéaire de pertes	0	0	0,0%
Indice linéaire de pertes (J)/(MxL)	2,88	1,44	- 50,1%
Objectif contractuel Indice linéaire des volumes non comptés	0	0	0,0%
Indice linéaire des volumes non comptés (K)/(MxL)	2,99	1,6	- 46,5%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Rendement de réseau (%)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	576 914	663 211	15,0%
Volumes eau potable exportés (C)	39 228	27 996	- 28,6%
Volumes eau potable produits (A)	503 162	516 212	2,6%
Volumes eau potable importés (B)	256 549	245 025	- 4,5%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	81,1	90,8	12,0%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.1.8 L'ILC et rendement grenelle 2

Le décret n°2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable fixe le niveau minimum du rendement de réseau à atteindre pour chaque collectivité en fonction de l'indice linéaire de consommation du réseau concerné.

Si le rendement minimum défini par le décret n'est pas atteint, la collectivité devra établir un plan d'action pour la réduction des pertes en eau de son réseau de distribution. A défaut, une majoration de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est appliquée.

Performance rendement de réseau			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	576 914,21	663 211	15,0%
Linéaire du réseau de distribution (km) (L)	136,2	133,5	- 2,0%
Indice Linéaire de Consommation (H+C)/(365xL)	12,4	14,2	14,5%
Valeur du terme fixe (N)	65	65	0,0%
Obligation contractuelle rendement de réseau (%)	0	0,76	0,0%
Obligation de performance Grenelle 2 rendement de réseau = (N) + 0,2 ILC (%)	67,48	67,84	0,5%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A'-A"+B)	81,1	90,8	12,0%

3.1.9 Les volumes de pointes

Jour de pointe :	15-juin-21
Sites	**Production journalière (m3/j)**
AEP PEYOT	902
AEP LACANAU MIOS	1175
Total	**2077**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2 La qualité de l'eau

Cette partie décrit les principes du contrôle de la qualité de l'eau ainsi que les résultats obtenus sur l'ensemble du processus de production et de distribution de l'eau potable.

3.2.1 Le contrôle de la qualité de l'eau

"L'Eau consommée doit être propre à la consommation".
(extrait du Code de la Santé Publique)

Pour satisfaire à cette exigence, la qualité de l'eau est appréciée par le suivi de différents éléments :

- La qualité microbiologique
- La qualité physico-chimique dont les pesticides et les métabolites
- La qualité organoleptique

Deux niveaux de qualité sont à respecter pour l'eau potable :

- **Les limites de qualité,** correspondent à la **conformité réglementaire** : pour différents paramètres bactériologiques (Entérocoques et Escherichia Coli,) ou physico-chimiques (arsenic, nitrates, nickel, plomb, …), le Code de la Santé Publique fixe une valeur maximale. Un dépassement peut impliquer des restrictions de consommations et doit conduire à des solutions de mise en conformité de l'eau distribuée.
  Les références de qualité, correspondent à des **indicateurs établis à des fins de suivi des installations** de production, de distribution et d'évaluation des risques pour la santé des personnes. Ces valeurs du Code de la Santé Publique doivent être respectées en permanence mais concernent des paramètres bactériologiques (coliformes, …) ou physico-chimiques (turbidité, fer, goût, température…) sans incidence sanitaire reconnue. L'eau n'est pas considérée comme non-conforme du point de vue sanitaire lors d'un dépassement de ces références. Toutefois des dépassements récurrents doivent conduire à proposer des solutions permettant d'éliminer le problème ainsi mis en évidence.

La maîtrise de la qualité de l'eau est assurée par un double contrôle :

- **Le contrôle sanitaire, officiel et légal** exercé par le Préfet via l'ARS (Agence Régionale de Santé). Des prélèvements sont effectués sur tous les sites de production et en plusieurs points du réseau de distribution. Leurs analyses permettent de vérifier les qualités physique, chimique, organoleptique et bactériologique de l'eau, ainsi que la conformité des installations de production, de stockage et de distribution. Les données de ce contrôle permettent à l'administration d'établir le bilan annuel de la qualité de l'eau produite et distribuée. Celui-ci est adressé, associé à une facture, à tous les clients du service. La fréquence du contrôle sanitaire ainsi que les paramètres à analyser sont fixés par les arrêtés du 11 janvier 2007 et du 21 janvier 2010. Quelques ajustements ont eu lieu depuis, comme dans les arrêtés du 24 décembre 2015 (sur le contenu des analyses types) et celui du 4 août 2017 (principalement pour le déclassement du baryum de « limite de qualité » en « référence de qualité ».
- **La surveillance de l'exploitant permet** de s'assurer de respecter à tout moment les exigences de qualité de l'eau produite et distribuée. Les contrôles sont effectués à la sortie des usines mais aussi sur le parcours de l'eau jusqu'au compteur de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2.2 Le plan vigipirate

Sur l'ensemble des systèmes d'alimentation en eau potable délégués, l'exploitant a mis en application les mesures gouvernementales exigées par la dernière version du plan VIGIPIRATE datant de 2018. Les plus significatives sont :

- un dispositif de sur-chloration pouvant être activé garantissant une concentration de 0,3 mg/l de chlore libre au point de mise en distribution et 0,1 mg/l de chlore libre en tout point du réseau de distribution,
- la sécurisation et la surveillance des installations,
- le renforcement des mesures de sécurité des systèmes d'information,
- la sensibilisation du personnel à la sûreté.

Par ailleurs, la publication du guide l'ASTEE « protection des installations d'eau potable vis-à-vis des actes de malveillance » en 2017 apporte des recommandations opérationnelles sur la démarche à mener et les mesures à mettre en place pour sécuriser les installations.

3.2.3 La ressource

- **L'ARRETE PREFECTORAL ET LES DUP**

PERIMETRE DE PROTECTION

L'instauration des périmètres de protection autour des captages d'eau potable est obligatoire (circulaire du 24 juillet 1990) et réglementée dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il appartient au maître d'ouvrage de s'assurer que les périmètres de protection ont bien été définis, qu'un arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) a été signé par le Préfet et que les documents d'urbanisme ont été mis en compatibilité avec les prescriptions de la DUP.

L'absence de mise en place de périmètre de protection peut engager la responsabilité pénale du maître d'ouvrage, plus particulièrement à compter du 4 janvier 1997 (circulaire n° 97/2 du 2 janvier 1997).

Les services de l'ARS sont à la disposition du maître d'ouvrage pour orienter les démarches à entreprendre.

Unité de production	Type	Année	Indice BRGM	Avis hydrogéologique agréé	Avis CDH / CODERST	Arrêté DUP	Etat de la procédure	Périmètre
Forage du Bouchon	forage	2016	BSS002PSEX/F	11/06/2017	16/01/2020	28/02/2020	Procédure en cours	oui
Pujeau	forage	1990	08502X0105	19/06/1992	17/09/1992	15/10/1992	Procédure terminée (captage public)	oui

Unité de production	AP forage	Type de périmètre	Couche captée	Q aut (m3/h)	Q aut (m3/j)	Q aut (m3/an)	Traitement
Forage du Bouchon	11/06/2018	PI/PR	Eocène Médoc Estuaire à l'équilibre	120	2 400	400 000	Désinfection
Pujeau	20/01/2012	PI/PR	Oligocène	130	2 700	700 000	Désinfection

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.2.4 La production

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en production sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en production											
Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	5	0	100,0%	0	100,0%	7	0	100,0%	0	100,0%
Bulletin	Physico-chimique	5	0	100,0%	0	100,0%	5	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Microbiologique	25	0	100,0%	0	100,0%	35	0	100,0%	0	100,0%
Paramètre	Physico-chimique	378	0	100,0%	0	100,0%	7	0	100,0%	0	100,0%

3.2.5 La distribution

- **LE CONTROLE SANITAIRE - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITANT : STATISTIQUES SUR LA CONFORMITE ET SUR LES REFERENCES DE QUALITE**

Les statistiques sur la conformité des prélèvements réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel et de la surveillance de l'exploitant sur les parties physico-chimique et microbiologique en distribution sont les suivants :

Statistiques sur les références de qualité et la conformité en distribution											
Type	Analyses	Contrôle sanitaire					Surveillance				
		Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité	Nbr.	Nbr. HR	% Référence	Nbr. NC	% Conformité
Bulletin	Microbiologique	15	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Bulletin	Physico-chimique	18	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Microbiologique	75	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%
Paramètre	Physico-chimique	244	0	100,0%	0	100,0%	-	-	0,0%	-	0,0%

- **LA REGLEMENTATION SPECIFIQUE SUR LA DISTRIBUTION**

Le chlorure de vinyle monomère (CVM), également connu sous le nom de chlorure de vinyle ou de chloroéthène, est un composé chimique industriel, fabriqué à partir de l'éthylène et du chlore. Il est principalement utilisé pour produire son polymère, le polychlorure de vinyle (PVC).

Sa limite de qualité est de 0.5 µg/l.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Suite à la découverte de concentration anormale en CVM sur quelques sites en France, il a été mis en évidence le relargage, en lien avec leur process de fabrication, de certaines conduites PVC datant des années antérieures à 1980.

Un groupe de travail spécifique a été créé au sein de l'ASTEE (Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement), piloté par la Direction Générale de la Santé (DGS), afin de consolider l'état des connaissances sur ce sujet et définir les modalités de gestion des dépassements. SUEZ en est membre depuis l'origine et participe activement aux différentes actions menées.

Une nouvelle instruction, DGS/EA4/2020/67, a été diffusée par la DGS en date du 17 avril 2020

Elle précise les modalités de :

- ⇨ Repérage des canalisations à risque
- ⇨ Adaptation du contrôle sanitaire
- ⇨ Modalités de gestion des risques sanitaires liés aux dépassements de la limite de qualité

Les ARS (Agences Régionales de Santé) ont lancé des démarches sur ce sujet. SUEZ est à votre disposition pour vous accompagner.

3.2.6 Les indicateurs de performance sur la qualité d'eau du décret du 2 mai 2007

Ces deux indicateurs représentent les taux de conformité des prélèvements d'eau potable en production et en distribution d'eau vis-à-vis des limites de qualité d'eau imposées par le Code de la Santé Publique sur la physico-chimie et la microbiologie. Le calcul de ces indicateurs ne fait intervenir que des prélèvements incluant au moins un paramètre disposant d'une limite de qualité dans le Code de la Santé Publique. De plus, les prélèvements pris en compte sont uniquement ceux réalisés dans le cadre du contrôle sanitaire officiel réalisés par les Agences Régionales de Santé.

Les indicateurs de performance sur la qualité de l'eau du décret du 2 mai 2007			
	Bulletin		
	Global (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	Non-conforme (paramètres avec une limite de qualité uniquement)	% Conformité
Microbiologique	20	0	100%
Physico-chimique	9	0	100%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3 Le bilan d'exploitation

Cette partie détaille les aspects tels que les consommations électriques et de réactifs, le nettoyage de réservoirs, les contrôles réglementaires effectués ainsi que différents aspects liés aux interventions réalisées au cours de l'année écoulée.

3.3.1 La consommation électrique

Les consommations électriques des principales installations ou sites exploités dans le cadre du contrat sont :

La consommation d'énergie électrique facturée (kWh)				
Commune	**Site**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
MIOS	AEP DE PEYOT	22 044	90 559	310,8%
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	20 097	89 981	347,7%
MIOS	SURP CRAQUE	2 863	12 104	322,8%
Total		45 004	192 644	328,1%

3.3.2 Les contrôles réglementaires

Les contrôles réglementaires des équipements soumis à vérification périodique ont été effectués conformément à la réglementation en vigueur (modalités et fréquence). La liste des contrôles effectués au cours de l'exercice est :

Les contrôles réglementaires				
Commune	**Site**	**Type de contrôle**	**Libellé équipement**	**Date intervention**
MIOS	AEP DE PEYOT	Equipement électrique	armoire générale BT	28/10/2021
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	Equipement électrique	armoire générale BT	28/10/2021
MIOS	SURP CRAQUE	Equipement électrique	armoire générale BT	28/10/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Règles Générales d'Utilisation des Equipements de travail et des Moyens de protection

(décrets 93-40 et 93-41 du 11 janvier 1993)

Les installations doivent être mises en conformité suivant le décret ci-dessus. Les améliorations portent particulièrement sur :

- les armoires électriques (dispositifs d'arrêt d'urgence, organes de service clairement identifiables et visibles, accessibilité à l'ouvrage, …) ;
- les équipements de travail mus par une source d'énergie comportant des éléments mobiles doivent être munis de dispositifs de protection (carters, …) ;
- les dispositifs de protection pour assurer sans risque l'exploitation et la maintenance des installations (exemple : mise en place garde-corps, échelles conformes munies de crinolines, …).

L'employeur doit mettre à la disposition des travailleurs les équipements de travail nécessaires en vue de préserver la santé et la sécurité des agents, conformément aux obligations définies par les articles L.432-1 et L.4321-4.

Le document unique fait ressortir des lieux à risques pour lesquels les travaux associés relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage sachant que la mise en sécurité des installations n'est pas un engagement contractuel du délégataire.

3.3.3 Le nettoyage des réservoirs

La réglementation impose au responsable de la distribution de l'eau de procéder annuellement, sauf accord explicite des autorités sanitaires, à la vidange, au nettoyage et à la désinfection des ouvrages de stockage d'eau potable. La liste des réservoirs ou bâches qui ont ainsi été nettoyés au cours de l'exercice est :

Nettoyage des réservoirs		
Commune	**Site**	**Date intervention**
MIOS	AEP DE PEYOT	21/12/2021
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	22/12/2021
MIOS	SURP CRAQUE	23/12/2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.3.4 Les autres interventions sur les installations

Mis à part les nettoyages de réservoirs et les contrôles réglementaires qui ont été détaillés ci-avant, de nombreuses autres tâches d'exploitation ou de maintenance ont été effectuées au cours de l'exercice sur les sites ou installations. La synthèse est la suivante :

Les autres interventions sur les installations					
Commune	**Site**	**Tâches d'exploitation**	**Tâches de maintenance préventive**	**Tâches de maintenance corrective**	**Total**
MIOS	AEP DE PEYOT	214	1	7	222
MIOS	CTRV MIOS/BIGA	4	-	-	4
MIOS	FOR+CE LACANAU MIOS	75	4	12	91
MIOS	SECTO Q12 PETIT CAUDOS	-	-	4	4
MIOS	SURP CRAQUE	67	2	-	69

3.3.5 Les interventions sur le réseau de distribution

- **LES REPONSES AUX DT ET DICT**

Nombre de réponses aux DT et aux DICT	
Type de réponses	**Nombre au 31/12/2021**
RDICT	138
RDT	168
RDT-RDICT conjointe	251
Total	557

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **LES INTERVENTIONS SUR LE RESEAU DE DISTRIBUTION**

Le tableau ci-après détaille par grande famille les interventions réalisées au cours de l'exercice sur le réseau de distribution :

Les interventions sur le réseau de distribution				
Indicateur	**Type d'intervention**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Accessoires	renouvelés	-	4	0,0%
Appareils de fontainerie	créés	-	1	0,0%
Appareils de fontainerie	vérifiés	-	1	0,0%
Arrêts d'eau réalisés sur le réseau d'eau potable	dans le cadre du service	7	7	0,0%
Branchements	créés	15	51	240,0%
Branchements	modifiés	5	4	-20,0%
Branchements	renouvelés	2	4	100,0%
Compteurs	déposés	2	2	0,0%
Compteurs	posés	91	196	115,4%
Compteurs	remplacés	9	99	1000,0%
Devis métrés	réalisés	25	45	80,0%
Enquêtes	Clientèle	116	201	73,3%
Fermetures d'eau	à la demande du client	1	3	200,0%
Fermetures d'eau	autres	-	1	0,0%
Eléments de réseau	mis à niveau	2	4	100,0%
Remise en eau	sur le réseau	-	3	0,0%
Réparations	fuite sur accessoire réseau	-	1	0,0%
Réparations	fuite sur branchement	5	15	200,0%
Réparations	fuite sur réseau de distribution	3	9	200,0%
Autres		106	457	331,1%
Total actes		389	1 108	184,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4 Le bilan de la relation client

Cette partie dresse le bilan de l'activité de gestion des clients consommateurs. Elle aborde notamment les notions d'abonnés, de volumes comptabilisés, de contacts avec les consommateurs mais également leur niveau de satisfaction au travers des enquêtes réalisées.

3.4.1 Le nombre de clients

Pour comptabiliser le nombre de clients nous appliquons la règle la suivante :
« Le nombre de clients est un état au 31/12 de toutes les personnes morales ou physiques ayant souscrit au service d'eau desservant un même emplacement. Un client peut posséder un ou plusieurs branchements et un ou plusieurs compteurs. »

Le nombre de clients est détaillé dans le tableau suivant :

Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG)
Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)

Le nombre de clients			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Particuliers	-	4 726	0,0%
Collectivités	-	37	0,0%
Professionnels	-	166	0,0%
Total	-	4 929	0,0%

3.4.2 Le nombre d'abonnés

Le nombre d'abonnés, décomposé par famille de consommateurs, est le suivant :

Le nombre d'abonnés domestiques et assimilés correspond au nombre de comptes comportant les éléments de facturation « consommation eau délégataire » et « pollution », actifs au 31/12.
Les autres abonnements correspondent à ceux sans éléments de facturation « pollution ».

Nombre d'abonnés			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Abonnés domestiques et assimilés	4 738	4 910	3,6%
Autres abonnés	9	19	111,1%
Total	4 747	4 929	3,8%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.3 Les volumes vendus

Les volumes vendus sont présentés dans le tableau suivant et correspondent à la facturation enregistrée entre le 01/01 et le 31/12 de l'année de référence.

Les classes clients sont les suivantes :
- Classe client particulier : particuliers, syndics, clients de passage (hors VEG : Ventes en gros)
- Classe client professionnel : professionnel, agriculteur, administration (hors VEG)
- Classe client collectivité : collectivité (hors VEG)
- Classe client vente en gros : vente en gros (VEG)
- Classe client autre : prestataire de facturation.

Volumes vendus (m³)			
Désignation	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes vendus aux particuliers	464 942	515 221	11,0%
Volumes vendus aux collectivités	19 622	22 574	15,0%
Volumes vendus aux professionnels	73 253	102 445	39,9%
Volumes vente en gros		14 816	
Total des volumes vendus	557 817	655 056	17 %

3.4.4 Les volumes vendus aux gros consommateurs

Les gros consommateurs sont les consommateurs dont les volumes dépassent 6 000 m³/an. Les volumes (m3) qui leur ont été vendus sont détaillés dans le tableau suivant.

Les volumes vendus aux gros consommateurs	
Désignation	**2021**
Volumes vendus aux clients > 3000 m³	18 673
Volumes vendus aux clients > 6000 m³	60 893
Total volumes vendus aux clients > 3000 m³	79 566

3.4.5 Les volumes ventes en gros

Les volumes ventes en gros						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Vente En Gros	-	-	-	-	14 816	0,0%
Total volumes vente en gros	-	-	-	-	14 816	0,0%

Code INSEE	Commune	Nom client	Site	Conso 2021
33284	MIOS	VEOLIA EAU CGE	VEG BIGANOS	14 816
Total général				**14 816**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3.4.6 La typologie des contacts clients

L'ensemble des demandes clients sont traitées dans nos services. Notre Centre de Relation Clientèle Multicanal, basé en France, répond aux demandes des clients exprimées par téléphone, courriers, mails et répond à tout type de demande : information, réclamation, abonnement, question sur facture, devis travaux ou encore intervention avec prise de rendez-vous si besoin.

Typologie des contacts	
Désignation	**Nombre de contacts**
Téléphone	2 443
Courrier	228
Internet	701
Visite en agence	27
Total	3 399

3.4.7 Les principaux motifs de dossiers clients

Les principaux motifs de contacts avec les clients consommateurs s'établissent de la façon suivante :

Un contact peut faire l'objet de plusieurs motifs de demandes et réclamations

Principaux motifs de dossiers clients		
Désignation	**Nombre de demandes**	**dont réclamations**
Gestion du contrat client	839	7
Facturation	314	271
Règlement/Encaissement	601	29
Prestation et travaux	10	-
Information	1 288	-
Dépose d'index	183	-
Technique eau	164	118
Total	3 399	425

3.4.8 L'activité de gestion clients

Les clients consommateurs ont la possibilité de fractionner le paiement de leurs factures d'eau tous les mois en optant pour la mensualisation.

Nos efforts se poursuivent pour faciliter aux clients l'accès au paiement mensualisé ou au prélèvement automatique de leurs factures, à travers les messages, feuillets informatifs joints à la facture, mailings personnalisés, accueil téléphonique…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ces moyens de paiement permettent à nos clients de gérer leur budget « eau » plus efficacement et plus facilement. L'accès à ce service, optionnel et gratuit, répond à une attente forte des clients et peut être mis en place lors d'un appel au Centre de Relation Clientèle Multicanal, ou via notre site internet.

Activité de gestion	
Désignation	**2021**
Nombre de relevés de compteurs	0
Nombre d'abonnés mensualisés	0
Nombre d'abonnés prélevés	0
Nombre d'échéanciers	0
Nombre total de factures comptabilisées	0

En 2020, en raison de la situation sanitaire exceptionnelle due au COVID-19, la relève des compteurs d'eau n'a pas pu avoir lieu. La facturation a ainsi été estimée sur la base de l'historique de consommation des clients. Le nombre de relevés sur l'année 2020 est donc en diminution.

3.4.9 L'encaissement et le recouvrement

Composée d'un service administratif et de professionnels du recouvrement, cette entité interne à SUEZ Eau France travaille en étroite relation avec les services sociaux des communes et des départements.

Le taux global des créances (eau, assainissement) supérieures à 6 mois est calculé en prenant le ratio de l'intégralité des créances jugées comme recouvrables, rapportées au chiffre d'affaires de l'année écoulée. Il se détermine en pourcentage du chiffre d'affaires TTC.

Pour une collectivité, ce taux est un indicateur à caractère social. Il donne une mesure de la difficulté de paiement des habitants, même si les causes sont multiples. Ce taux est régulièrement mesuré et constitue un objectif important pour l'Entreprise Régionale.

Suez Eau France agit également au plan local comme au plan national pour améliorer son dispositif de solidarité et remplir au mieux ses missions de service public. Outre les partenariats développés localement avec les services sociaux, un dispositif d'aide aux clients démunis permet d'identifier les clients en réelle situation de précarité pour les orienter vers le CCAS, le Fonds de Solidarité Logement du Département ou le Correspondant Solidarité Logement interne Suez.

Lorsque toutes les actions de recouvrement amiable et/ou contentieux sont restées vaines et sous réserve de disposer des justificatifs requis (certificats d'irrécouvrabilité), les créances irrécupérables sont passées en irrécouvrables, matérialisant une perte économique pour la collectivité et son concessionnaire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Suez et ses équipes mettent tout en œuvre pour que le stock de créances irrécouvrables ne se reconstitue pas.

L'encaissement et le recouvrement	
Désignation	**2021**
Créances irrécouvrables (€)	6 367
CA TTC hors travaux de l'année N -1	1 142 486
Montant TTC des impayés hors travaux de l'Annee N-1	14 669
Taux de créances irrécouvrables (%)	0,62
Taux d'impayés sur les factures hors travaux de l'année précédente (%)	1,66

3.4.10 Les dégrèvements

Les données liées aux dégrèvements sont présentées dans le tableau suivant, et détaillées en annexe.

Les dégrèvements	
Désignation	**2021**
Nombre de demandes acceptées	22
Volumes dégrévés (m³)	14 392

3.4.11 La mesure de la satisfaction client

SUEZ Eau France place le client au centre de ses actions et a ainsi depuis plusieurs d'années mis en place plusieurs dispositifs d'écoute client. Ils ont comme objectifs d'être à la source d'un process d'amélioration continu des services de SUEZ Eau France et ses partenaires :

«J'écoute» => «J'analyse» => «J'agis»…

Depuis 5 ans, l'institut d'études d'opinions IFOP accompagne SUEZ pour la réalisation du baromètre de satisfaction annuel.
Les résultats de cette étude permettent à SUEZ Eau France de :

- **Identifier les leviers de satisfaction** pour valoriser la qualité de service Suez Eau France
- **Identifier les causes d'insatisfaction** pour définir les priorités d'action et **suivre les impacts des plans d'action dans la durée.**
- **Mesurer l'appétence vers de nouveaux services en développement**

> La méthodologie

Du 10 janvier au 1er février 2022, l'enquête de satisfaction a été menée par email auprès d'un panel représentatif de **1 640 clients directs** sur les communes desservies par l'activité Eau France de SUEZ en Région Nouvelle Aquitaine.

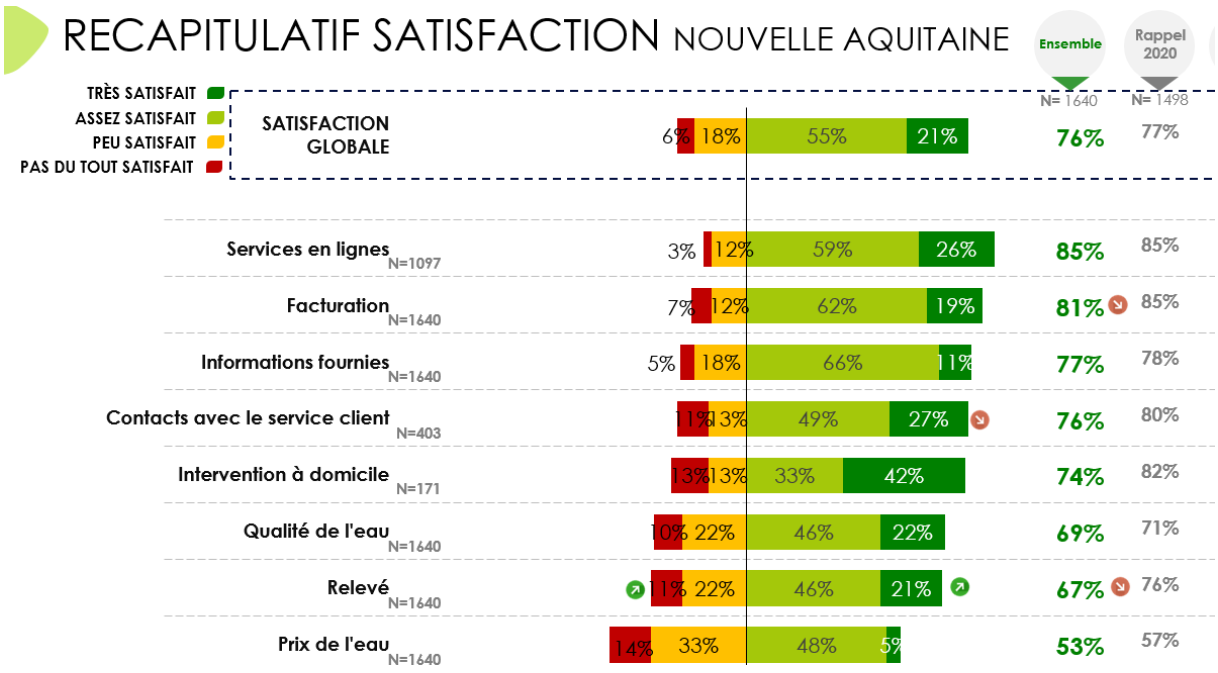
Le panel est composé 2/3 de clients ayant eu un contact (hors relève) et 1/3 de clients silencieux (qui n'ont pas eu de contact avec SUEZ Eau France au cours des 12 derniers mois).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous.

> Stabilité de la satisfaction clients :
Stabilité de la satisfaction globale sur l'ensemble des services : 76% des clients se déclarent satisfaits (77% en 2020). Les leviers forts générateurs de satisfactions sont :

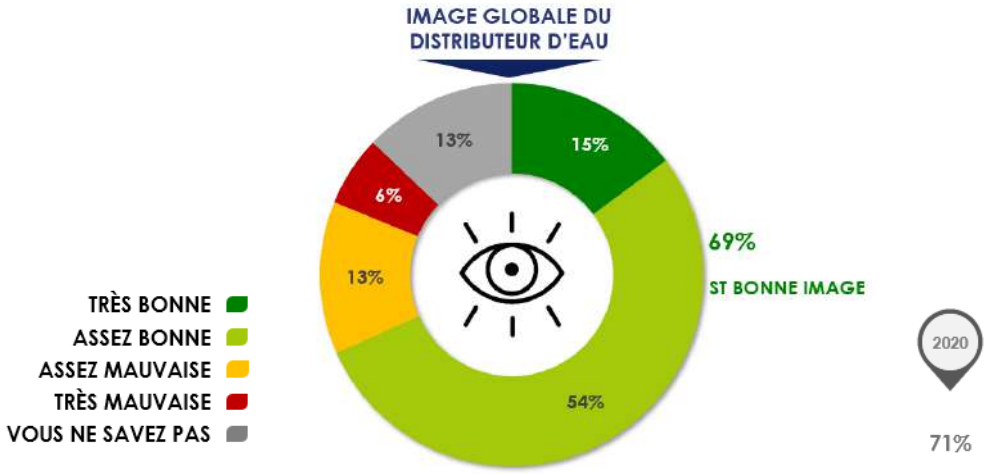
- les services en ligne : satisfaction excellente : 83%. Les services en lignes les plus utilisés et générant le plus de satisfaction sont : l'accès aux données personnelles et l'accès aux factures.



> Une image solide du fournisseur d'eau

69% des clients déclarent avoir une bonne image de leur fournisseur d'eau, considéré :

- efficace,
- et dont l'action est conforme à la mission de services publics

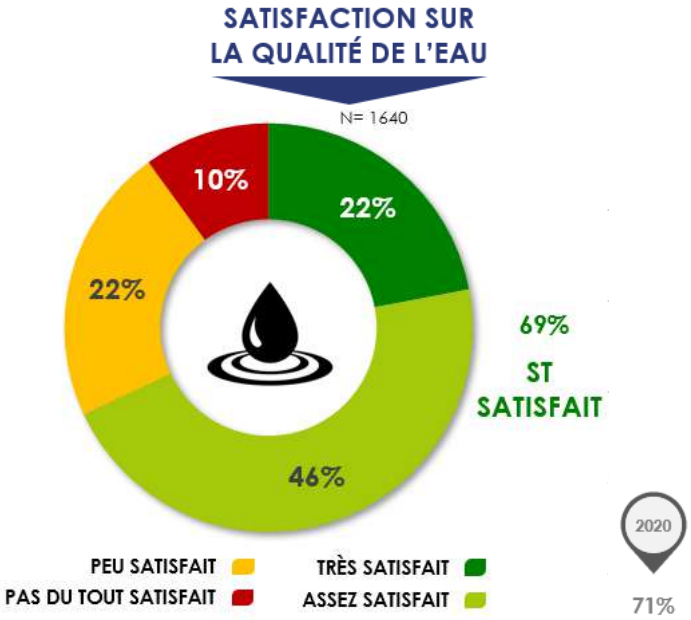


L'intention de fidélité à SUEZ reste plutôt forte : 74% des clients envisageraient de rester chez leur distributeur d'eau s'ils avaient la possibilité d'en choisir un autre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

> Satisfaction liée à la qualité de l'eau

69% des clients se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau du robinet. Un score en légère baisse par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le pourcentage de « très satisfaits » reste stable.



>La relève

Les clients relevés à distance sont plus satisfaits de la relève que ceux l'étant au domicile : 65% de clients satisfaits pour la relève à domicile versus 77% de satisfaits pour le relevé à distance via compteur connecté.

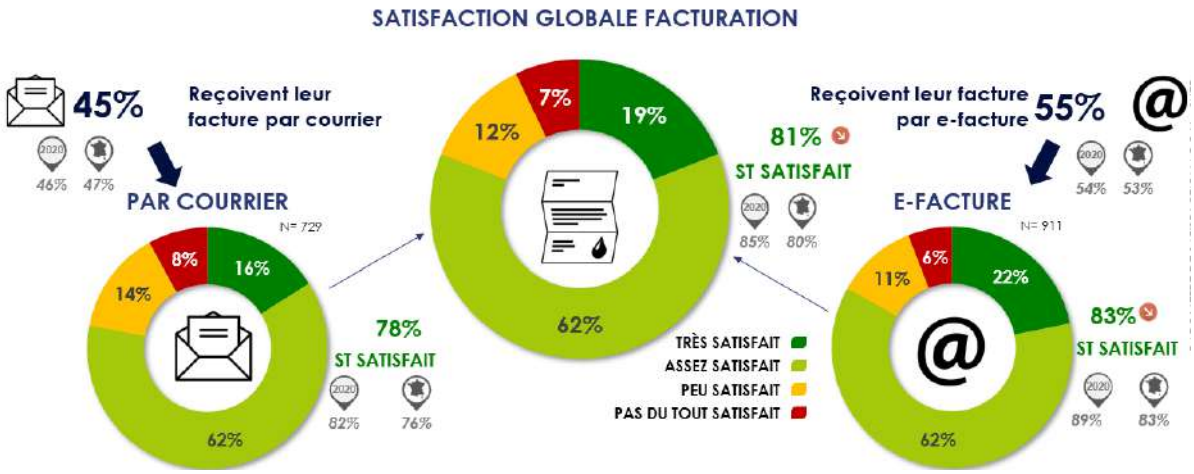
Pour ce qui est de la relève à distance, les clients apprécient la fiabilité des relevés : 76% de satisfaction.

En ce qui concerne la relève à domicile, **la qualité du contact avec le releveur est très appréciée par les clients : 88% de satisfaction.**

>Facturation

Avec 81% de clients satisfaits, **la satisfaction liée à la facturation reste bonne.**

A noter : **une satisfaction plus importante de la facturation par efacture (facture éléctronique)** par rapport à la facturation par courrier (83% versus 78%)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Comptes de la délégation

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1 Le CARE

Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.

Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.

Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.

Il répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire : "Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure."

L'attestation des Commissaires aux Comptes est présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.1 Le CARE

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

(en application du décret 2005-236 du 14 mars 2005)

en €uros	2020	2021	Ecart en %
PRODUITS	**394 346**	**1 058 198**	**168,3%**
Exploitation du service	334 175	371 128	
Collectivités et autres organismes publics	0	545 161	
Travaux attribués à titre exclusif	32 399	68 953	
Produits accessoires	27 771	72 955	
CHARGES	**407 205**	**1 013 124**	**148,8%**
Personnel	159 244	184 774	
Energie électrique	32 498	24 487	
Produits de traitement	1 291	1 170	
Analyses	5 707	5 320	
Sous-traitance, matières et fournitures	69 229	73 356	
Impôts locaux et taxes	3 054	2 987	
Autres dépenses d'exploitation, dont :	92 808	101 073	
• télécommunication, postes et télégestion	8 333	8 023	
• engins et véhicules	7 693	8 215	
• informatique	54 023	60 152	
• assurance	1 707	2 568	
• locaux	5 148	4 707	
Ristournes et redevances contractuelles	20 407	21	
Contribution des services centraux et recherche	13 013	16 930	
Collectivités et autres organismes publics	0	545 161	
Charges relatives aux renouvellements			
• pour garantie de continuité du service	0	6 545	
• programme contractuel	0	6 935	
Charges relatives aux investissements			
• fonds contractuel	0	30 957	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	3 389	4 169	
Pertes sur créances irrécouvrables et risque recouvrement	6 566	9 239	
Résultat avant impôt	**-12 860**	**45 074**	
Apurement des déficits antérieurs	0	12 860	
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	0	8 859	
RESULTAT	**-12 860**	**23 355**	**281,6%**

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.1.2 Le détail des produits

Compte annuel de résultat de l'exploitation 2021

Détail des produits

en €uros	2020	2021	Ecart en %
TOTAL	**394 346**	**1 058 198**	**168,3%**
Exploitation du service	334 175	371 128	11,1%
• Partie fixe facturée	110 470	118 313	
• Partie proportionnelle facturée	223 705	265 338	
• Variation de la part estimée sur consommations	0	-12 523	
Collectivités et autres organismes publics	0	545 161	-
• Part Collectivité	0	293 191	
• Redevance prélèvement	0	52 435	
• Redevance pour pollution d'origine domestique	0	199 535	
Travaux attribués à titre exclusif	32 399	68 953	112,8%
• Branchements	32 399	68 953	
Produits accessoires	27 771	72 955	162,7%
• Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	2 866	3 018	
• Autres produits accessoires	24 905	69 937	

Conforme à la circulaire FP2E du 31 janvier 2006

4.1.3 La présentation des méthodes d'élaboration

PRESENTATION DES METHODES D'ELABORATION DES COMPTES ANNUELS DE RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

- Le présent Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) est établi en application de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.
- Il se conforme aux dispositions de la circulaire n° 740 mise à jour le 31 janvier 2006 de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (FP2E) visant à créer un référentiel partagé qui stabilise les règles et harmonise les pratiques.
- Il regroupe par nature l'ensemble des produits et charges imputables au contrat, de manière à en refléter le plus fidèlement possible les conditions économiques.
- Le présent CARE est établi sous la responsabilité de la Société délégataire dans les termes qui sont les siens.
- La présente note a pour objet d'exposer les principales caractéristiques de la méthode utilisée pour son élaboration.
- Comme le décret le précise, le CARE prend en compte les deux particularités essentielles du métier de délégataire de service public :
  - La première de ces particularités est la mutualisation des moyens, en personnel et matériel, dont se dote une entreprise délégataire pour gérer rationnellement les divers services, souvent nombreux, qui lui sont confiés.
  - La seconde particularité est la nécessité de faire se correspondre, sur des documents annuels, des dépenses dont certaines sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre et des recettes qui ont, au contraire, été fixées d'avance pour la durée du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sommaire

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE
II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION
III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES
IV. APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS
V. IMPÔT SUR LES SOCIETES
VI. ANNEXES

I. ORGANISATION DE LA SOCIETE

Les ressources de toute nature dont le délégataire dispose sont positionnées dans son organisation centrale, régionale ou locale selon leur coût, leur rareté, et leur efficacité (ex. laboratoire d'analyses, centrale d'achats, centre de relations clients, services comptables, etc.).

L'organisation de SUEZ Eau France en 2021 s'appuie sur la Région qui est l'unité de base.

1. Région est l'unité de base de l'organisation de la société

- C'est une unité opérationnelle, qui bénéficie du soutien et des services apportés par le Siège Social. Il se subdivise à son tour en unités plus petites, jusqu'au secteur, qui ont en charge la gestion d'un ensemble de contrats proches géographiquement.
- Cette organisation permet à chaque contrat, quelle que soit sa taille, de bénéficier à tout moment des compétences et services attachés aux différents échelons de l'organisation (expertise technique, laboratoires, équipes d'intervention, services de garde, ...), ainsi que des moyens financiers et juridiques nécessaires. La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent un des principes majeurs d'organisation de SUEZ Eau France.

2. La Région dispose de sa propre comptabilité d'établissement

- Son compte de résultat enregistre l'ensemble des recettes et dépenses d'exploitation courante, directes et indirectes.
- La quote-part de frais de fonctionnement du siège social est répartie et inscrite dans la comptabilité des régions.
- Les impôts et taxes, à l'exception de l'impôt sur les sociétés, sont également enregistrés localement.

II. LES PRODUITS ET LES CHARGES D'EXPLOITATION

L'ensemble de ces éléments est issu de la comptabilité de la Région.

L'organisation de SUEZ Eau France trouve sa traduction dans les CARE, par la distinction entre les charges directement imputées aux contrats, les charges directes affectées sur une base technique et les charges indirectes réparties.

1. Eléments directement imputés par contrats

- Les recettes du service, y compris les comptes de tiers, facturées ou estimées au cours de l'exercice sont directement imputées au contrat. Les recettes comprennent l'ensemble des recettes d'exploitation hors TVA facturées en application du contrat, y compris celles des travaux et prestations attribués à titre exclusif.
- A compter des Care réalisés au titre de 2020, le chiffre d'affaires est désormais fondé sur les volumes distribués et comptabilisés dans l'exercice, valorisés en prix de vente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

A la clôture de chaque exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des volumes livrés, non relevés et non facturés. Cette estimation est prise en compte dans les Care. Les facturations correspondantes à ces estimations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation.

- Les dépenses d'exploitation courante du contrat, telles que notamment, énergie électrique, achats d'eau en gros (sur la base des conventions d'achat d'eau en gros), ristournes contractuelles, Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), taxes foncières, ont été imputées directement à chaque fois que cela a été possible.
- A compter des Care réalisés au titre de 2021, la ligne « pertes sur créances irrécouvrables et risque de recouvrement » intègre l'intégralité des risques de recouvrement liées aux créances ayant une antériorité supérieure à 3 mois et pas seulement ceux liés à l'existence d'un contentieux. Le libellé de la ligne a été modifié pour cette raison.

2. Eléments affectés sur une base technique

- Certaines recettes accessoires telles que frais d'ouverture et de fermeture de branchements, réalisation de branchements isolés, ne sont pas forcément suivies par contrat et ont pu être affectées selon une clé technique.
- Les dépenses communes à plusieurs contrats ont été affectées sur ces différents contrats à dire d'expert, en s'appuyant notamment sur l'utilisation de clés techniques. C'est souvent le cas de la main d'œuvre, qui n'est généralement pas propre à un contrat particulier.
- Les clés reposant sur des critères physiques sont présentées en annexe A1.
- Les clés reposant sur des critères financiers sont présentées en annexe A2.

3. Charges indirectes

a. Les frais généraux locaux

- Les frais généraux locaux de la région sont répartis au prorata de la valeur ajoutée de chaque contrat eau et assainissement, après déduction de la quote-part imputable aux autres activités exercées par la région. Le pourcentage de ces charges réparties sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée est donné en annexe A3. Les contrats à valeur ajoutée faible, voire négative, supportent cependant une quote-part de frais généraux locaux (et de charge relative aux autres éléments du domaine privé corporel et incorporel) fixée à 6,45% de leurs Produits (hors compte de tiers).

- La valeur ajoutée du contrat est la différence entre les produits et les charges externes imputées et affectées : achats, sous-traitance, redevances et surtaxes, frais de contrôle, ristournes contractuelles, charge relative aux annuités et droit d'usage. Elle correspond à la production propre du contrat, après neutralisation des consommations de ressources externes, et est donc représentative des moyens mis à la disposition du contrat par SUEZ Eau France.

b. La contribution des services centraux et recherche

La contribution des services centraux et recherche représente 3,3% du Chiffre d'affaires CARE conformément au taux imputé dans le CEP contractuel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. La participation, l'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés

La participation des salariés n'est pas comptabilisée dans les régions, elle fait l'objet d'une information spécifique émanant du siège social. Elle est répartie entre les contrats au prorata des dépenses de main-d'œuvre.

L'intéressement et la provision pour indemnité de départ à la retraite des salariés, comptabilisés dans la région, sont répartis suivant la même règle.

III. LES CHARGES ECONOMIQUES CALCULEES

Les charges économiques calculées correspondent à des investissements réalisés par le délégataire, tant pour son compte propre (domaine privé), que pour le service délégué (domaine concédé) dans le cadre de ses engagements contractuels (programmes de travaux, fonds contractuels, annuités d'emprunt lorsqu'elles n'apparaissent pas en charges d'exploitation), ainsi qu'aux obligations de renouvellement.

Ces charges économiques permettent d'affecter à chaque investissement, concédé ou privé, le coût de financement correspondant, non intégré dans la comptabilité des régions.

1. Charges relatives aux renouvellements

Les contrats peuvent prévoir que le délégataire assure la charge de renouvellement visant à garantir le bon fonctionnement du service et le maintien du potentiel des ouvrages.

Les charges relatives aux renouvellements sont distinguées, dans le CARE, suivant l'obligation existant au contrat :

a. garantie pour continuité du service,
b. programme contractuel,
c. fonds contractuel,

a. **« Garantie pour continuité du service »** : cette rubrique correspond à la situation (renouvellement dit « fonctionnel ») dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assumer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie de continuité du service doit, dans tous les cas, être évaluée en fonction d'un plan technique de renouvellement. Celui-ci est élaboré en fonction des dispositions contractuelles et du risque de renouvellement.

- Pour les anciens contrats (sans programme contractuel ou avec une obligation de renouvellement des branchements plomb inclus dans la garantie) : la **traduction économique** de la garantie pour continuité de service est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence.

- Si le plan technique de renouvellement révèle une dépense régulière sur la durée, la méthode de représentation est une moyenne arithmétique.

- Pour les contrats dont le Produit d'exploitation (hors Compte de Tiers, travaux exclusifs et produits accessoires) est inférieur à 100k€, les charges relatives au renouvellement à afficher dans les CARE doivent correspondre aux dépenses réelles de l'année, sauf dans le cas des garanties de renouvellement qui couvrent le renouvellement des branchements plomb.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Pour les contrats signés à partir de 2011 (sans programme contractuel) : compte tenu du faible poids du renouvellement fonctionnel, la charge à inscrire dans le CARE est égale à la dépense réelle de l'année.

b. **« Programme contractuel de renouvellement »** : cette rubrique correspond au programme prédéterminé de travaux de renouvellements que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement (renouvellement dit « patrimonial »).

La **traduction économique** du programme contractuel de renouvellement est le lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement.

Pour les nouveaux contrats dont le chiffre d'affaires annuel est au moins supérieur à 500 K€ (signés à partir de 2011), la charge inscrite dans le CARE sera **révisée tous les 3 à 5 ans pour tenir compte de la variation entre les montants nets effectivement engagés et les montants prévisionnels**. La nouvelle charge à inscrire, progressant comme la prévisionnelle au même taux de progressivité, sera déterminée pour assurer l'équilibre actuariel au taux de financement fixé contractuellement entre, d'une part les charges déjà inscrites dans les CARE et la nouvelle charge à inscrire sur la durée résiduelle du contrat, et d'autre part les montants nets effectivement engagés et à engager.

c. « **Fonds contractuels de renouvellement** » : cette rubrique correspond au cas où, par dérogation au principe des risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la « dotation » au fonds contractuel, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

2. Charges relatives aux investissements contractuels

Les charges relatives aux investissements du domaine concédé sont distinguées, dans le CARE, entre les principaux types d'obligations existant au contrat :

a. programme contractuel,
b. fonds contractuel,
c. annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire,
d. investissements incorporels.

a. « **Programme contractuel** » : cette rubrique correspond au programme de travaux neufs que le délégataire s'engage à réaliser contractuellement. Il s'agit des anciennes « redevances de domaine concédé ». A la fin du programme de travaux neufs, une comparaison est effectuée entre les montants prévisionnels déterminés en début de contrat, et les montants réellement engagés. La charge calculée du CARE peut alors être révisée en fonction de cette variation.
Sont également repris dans cette ligne les investissements de 1er établissement ou travaux neufs non programmés dans le contrat initial ou ses avenants mais réalisés par le délégataire pour différents motifs (urgence, sécurité, productivité…). Le rachat du parc compteur en début du contrat et la remise gratuite à la Collectivité en fin de contrat, comme un bien de retour, figure aussi sur cette ligne.

b. « **Fonds contractuels** » : cette rubrique est à renseigner lorsque le délégataire est contractuellement tenu de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu…) et de le consacrer aux investissements du domaine concédé dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. Dans le CARE figure le montant de la dotation contractuelle, qu'il ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

c. « **Annuités d'emprunts de la collectivité prises en charge par le délégataire** » : cette rubrique est utilisée pour représenter les annuités d'emprunts de la collectivité que le délégataire prend en charge dans le cadre du contrat de délégation.

d. « **Investissements incorporels** » : sont représentés sur cette rubrique les droits d'usage et les participations financières aux travaux.

Mis à part le « fonds contractuel », la traduction économique de ces investissements doit être assurée par des charges économiques calculées. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des montants investis sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement dont la valeur est définie en annexe A4.
La méthode consiste à calculer l'annuité progressive d'un emprunt destiné à financer la totalité des investissements réalisés sur la durée du contrat.

3. Charges domaine privé

Cette charge a pour objectif de retrouver, au terme de la durée de vie du bien une somme suffisante pour en assurer le renouvellement, et de rémunérer le capital utilisé pour l'achat. La méthode est applicable à tous les contrats.

1. Dans les installations du domaine privé, on isole les compteurs, pour lesquels :

- soit on constate une charge calculée en fonction d'un barème interne établi chaque année par la Direction Administration et Finances. Ce barème est basé sur le coût d'achat réel des compteurs au cours de l'exercice, majoré de frais de magasinage et de pose, et incorporant une quote-part de frais généraux.

- La charge relative aux compteurs est ainsi égale à l'annuité de remboursement du capital immobilisé, à un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) défini en annexe A5.
- La durée retenue est basée sur une durée de vie moyenne des compteurs. Celle-ci est définie en annexe A5.

- soit le barème interne n'est pas adapté (cas de rachat du parc des compteurs en début du contrat ou de renouvellement des compteurs pour non compatibilité dans le cas de mise en place de la télérelève). Dans ce cas, une annuité progressive au taux de financement externe OAT (selon durée du contrat) + spread doit être calculée sur la base des flux prévisionnels (valeur de rachat de parc en début du contrat, dépenses du PRC, vente du parc en fin contrat). Cette annuité calculée pour le CEP est reprise dans le CARE.

2. Autres éléments corporels et incorporels ('charges relatives aux investissements du domaine privé') :

Ce sont des biens du domaine privé corporel de SUEZ Eau France, tel que bureaux, véhicules, mobilier, …ainsi que les biens du domaine privé incorporel.
Dorénavant l'ensemble des charges informatiques se retrouve sur la ligne Informatique dans les Autres dépenses d'exploitation.

La charge relative aux autres éléments corporels et incorporels est constituée par la somme de deux termes :

- la dotation aux amortissements industriels du bien non inflatée,
- le coût des capitaux investis, assis sur la valeur nette comptable du bien multiplié par un taux de financement externe (OAT 10 ans + spread) égal à 2.87%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

La charge ainsi calculée, sera répartie aux différentes activités et aux contrats en fonction de leur valeur ajoutée respective.

4. Rémunération du besoin en fonds de roulement

L'évaluation du besoin en fonds de roulement prend en compte la fréquence de facturation des clients, les délais d'encaissement des factures, et de reversement des redevances et surtaxes, la vitesse de rotation des stocks et les délais de paiement des fournisseurs. Sa rémunération est basée sur les taux court terme du marché égal à -0,48% (moyenne des taux EONIA de janvier à novembre 2021 +0.5%) soit 0,02% en position emprunteur (BFR positif) et 0% en position prêteur (BFR négatif).

IV.APUREMENT DES DEFICITS ANTERIEURS

Lorsqu'un contrat déficitaire les premières années, devient bénéficiaire, on constate l'apurement du déficit accumulé.

V. IMPÔT SUR LES SOCIETES

Un impôt normatif simplifié est calculé, au taux en vigueur, dès lors que le résultat du contrat est bénéficiaire, après report des déficits éventuels.

Le calcul normatif simplifié de l'IS ne tient pas compte de la contribution additionnelle qui représente + 0.91 % de taux d'IS supplémentaire.
Le taux applicable est de 27.5%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

VI. ANNEXES

Année **2021**

A1 - Clés reposant sur des critères physiques

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Affectation charges Encadrement / MO + ST	Clients eau-asst-PS	4 929,00
Affectation charges ordonnancement réseau et clientèle / nb heures MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions réseau et clientèle	672,00
Affectation charges ordonnancement usine / nb heure MO MEDIA	Nb d'heures MO des interventions usine	613,50
Affectation charges SIG	linéaire de réseau toutes activités confondues, eau et asst	133,50
Autres produits affermages eau	Clients affermage eau potable	4 929,00
Charges branchements eau	Clients affermage eau potable	4 929,00
Charges distribution	Longueur réseau de distribution (km)	133,50
Charges Engins spéciaux – seulement Hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9602/9603%)	0,00
Charges Engins spéciaux - tous hors hydrocureurs	Nombre d'heures média sur compte analytique (9502%/9503%/9603%/9604%/9751%/9752%/9753%/9754%)	137,00
Charges facturation encaissement	Client équivalent	4 929,00
Charges informatique / MO	Clients eau-asst-PS	4 929,00
Charges production eau potable	Volume eau potable produite (milliers m3)	483 555,90
Charges relève compteurs	Nombre de relevés	0,00
Charges télérelève contrats eau et assainissement	Clients télérelevés	0,00
Produits prestations annexes facturables	Clients affermage eau potable	4 929,00

A2 - Clés reposant sur des critères financiers

Produits et Charges d'exploitation	Clé	Valeur clé
Charges de structure travaux facturables	charges travaux facturés	-44 103,33
ligne contribution des services centraux et recherche	CA total	513 036,96
Charges logistique	Sortie de stock	-14 256,01
Charges achat	Achats / Charges externes hors achats d'eau	-186 165,18
Charges véh, outillages/ MO	Charges Personnel, sous-traitance en exploitation	-97 021,53
Stocks pour BFR	Produits hors compte de tiers	513 036,96
Répartition des charges de structures travaux	Produits travaux facturables et prestations de services	68 953,35

Les charges de main d'œuvre annexes (participation, retraites et autres) sont réparties sur la base des charges directes de personnel imputées ou affectées au contrat. Ces dernières représentent 0,58% des charges de l'Entreprise Régionale.

A3 - Calcul de Répartition à la Valeur Ajoutée

Les frais généraux locaux de l'Entreprise Régionale, et la charge relative aux autres éléments du domaine privé corporels et incorporels sont répartis sur le contrat au prorata de la valeur ajoutée. Les charges réparties sur le contrat réprésentent 0,56% des charges de l'Entreprise Régionale.

A4 - Taux de financement - Domaine concédé

La valeur de ce taux est égale à : 3.09 %

A5 - Compteurs du Domaine Privé

La durée de vie moyenne des compteurs est de : 14 ans

La valeur du taux de financement est égale à : 3.09 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.2 Les reversements

Cette partie présente les différents reversements à destination de la collectivité et des administrations, y compris ceux liés à la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

4.2.1 Les reversements de T.V.A.

Les reversements de T.V.A. intervenus au cours de l'année d'exercice sont :

Il n'y a pas eu de reversement TVA en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3 La situation des biens et des immobilisations

Le présent chapitre se rapporte aux biens inventoriés au chapitre "L'inventaire du patrimoine".

Il détaille la politique de gestion du patrimoine menée par le Délégataire et la Collectivité conformément au contrat de délégation pour veiller au bon état des biens et leur adéquation à remplir leur fonction.

Il détaille en particulier les programmes de renouvellement et d'amélioration effectués par le Délégataire, en indiquant la dépense constatée, qui correspond aux coûts comptables (factures, coûts internes immobilisés, frais généraux) constatés sur l'année.

Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée ou d'une technologie différente. Ce qui importe c'est sa finalité.

Les travaux neufs sont représentés par les opérations de créations d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect, qualitatif).

- **LES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux de renouvellement effectués par le délégataire, dans le cadre du plan de renouvellement ou de la continuité de service, sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

- **LES TRAVAUX NEUFS EFFECTUES PAR LE DELEGATAIRE**

Les travaux neufs effectués par le délégataire sont décrits dans l'annexe « Détail des investissements ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.3.1 La situation sur les compteurs

- **LES COMPTEURS REMPLACES ET RENOUVELES**

L'arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service définit les règles à respecter pour le contrôle de la qualité du parc compteur.

Le remplacement des compteurs effectué cette année est récapitulé sur le tableau suivant :

Plan de remplacement sur les compteurs (nombre)	
Diamètre	**2021**
12 à 15 mm et inconnu remplacés (%)	0,0%
- 12 à 15 mm et inconnu remplacés	0
- 12 à 15 mm et Inconnu Total	5070
20 à 40 mm remplacés (%)	0,0%
- 20 à 40 mm remplacés	0
- 20 à 40 mm Total	86
> 40 mm remplacés (%)	0,0%
- > 40 mm remplacés	0
- > 40 mm Total	9
Age moyen du parc compteur	0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4 Les investissements contractuels

Le présent chapitre répond aux demandes suivantes stipulées dans l'Article R1411-7 relatif au Rapport Annuel du Délégataire :

- Un état du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué
- Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles.

La présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation figure ci-avant.

Le présent chapitre distingue les investissements de renouvellement, les travaux neufs du domaine concédé et les investissements du domaine privé :

- Le renouvellement se définit comme le remplacement, à fonction identique, d'un bien du domaine concédé. Ce nouveau bien peut être d'une conception strictement identique, améliorée, ou d'une technologie différente. Ce qui importe est sa finalité,
- Les travaux neufs sont représentés par les opérations de création d'installations neuves ou le remplacement de biens qui donnent lieu à une extension, soit lorsque le volume traité est augmenté (aspect, quantitatif), soit lorsque la qualité du service rendu est sensiblement améliorée (aspect qualitatif).

4.4.1 Le renouvellement

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Les opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice ont été décrites au chapitre "La situation des biens et des immobilisations". Le tableau suivant récapitule ces opérations.

Renouvellement de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	8 493,75
Réseaux	0
Branchements	604,9
Compteurs	3 589,05
Total	12 687,7

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DU RENOUVELLEMENT**

Les dépenses constatées de renouvellement au cours des 5 dernières années d'exercice sont les suivantes :

Suivi pluriannuel du renouvellement : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2020**	**2021**
Renouvellement	792,13	12 687,7

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4.4.2 Les travaux neufs du domaine concédé

- **LES OPERATIONS REALISEES**

Le détail des opérations de renouvellement réalisées sur l'année d'exercice sont décrites dans l'annexe « Détail des investissements ». Le tableau suivant récapitule le montant global de ces opérations.

Les travaux neufs de l'année	
Opération	**Dépenses comptabilisées (€)**
Installations	30 956,99
Réseaux	0
Branchements	0
Compteurs	0
Télérelèves	0
Autres	0
Total	30 956,99

- **LE SUIVI PLURIANNUEL DES TRAVAUX NEUFS**

Suivi pluriannuel des travaux neufs : dépenses comptabilisées (€)		
Opération	**2020**	**2021**
Travaux neufs	0	30 957

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Votre délégataire

@ SUEZ / Antoine Meyssonnier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1 Notre organisation

5.1.1 La Région

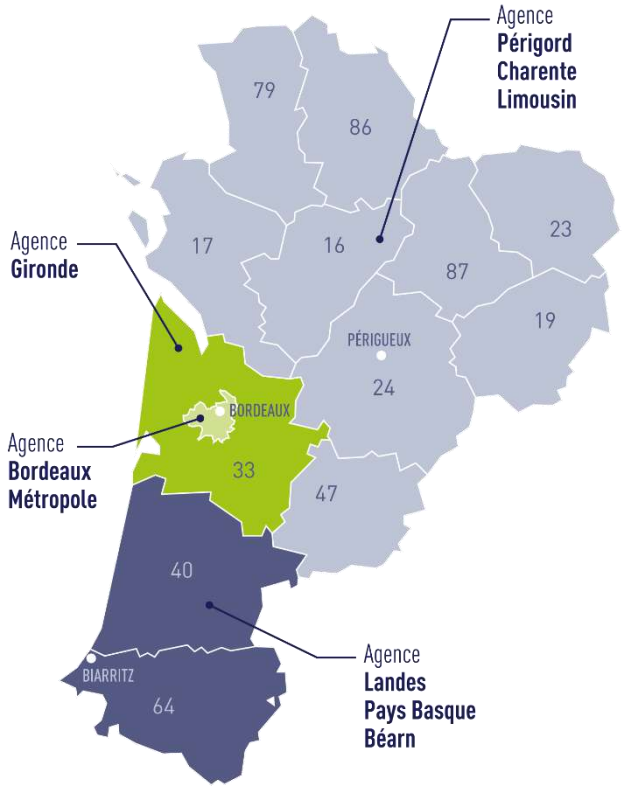
Présentation de l'activité Eau de SUEZ dans la région Nouvelle Aquitaine

La région Nouvelle Aquitaine s'organise autour de **3 Agences territoriales** et de nombreuses implantations de proximité qui permettent de développer un ancrage territorial fort pour répondre aux attentes de nos clients collectivités.

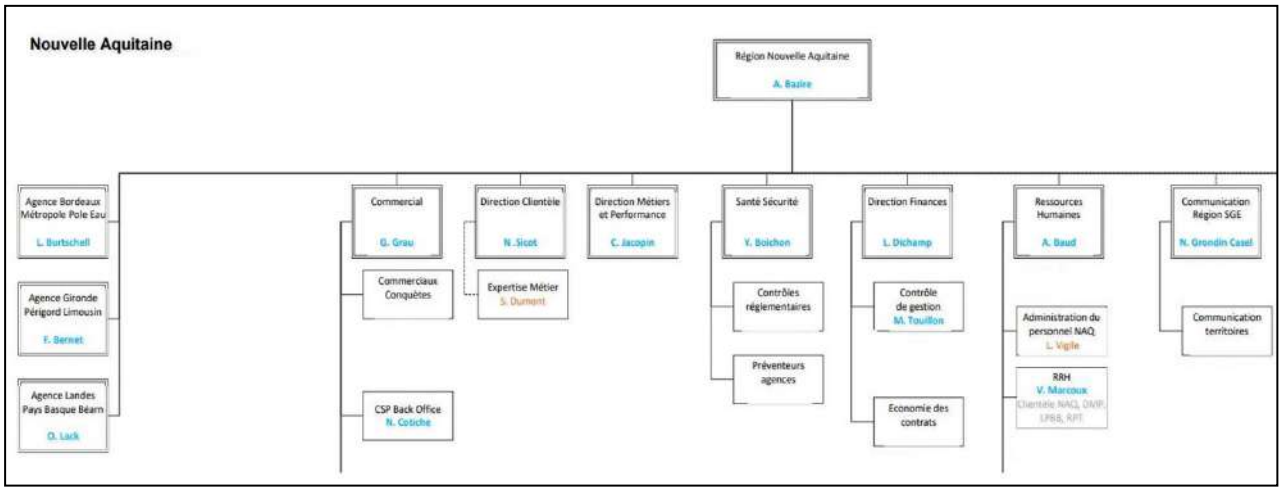
Grace à une organisation et des moyens adaptés aux enjeux et besoins des territoires, l'entreprise assure une mission de service public **réactive, disponible et efficace** en vue d'assurer un **service de qualité**, **7j/7, 24h/24** et ainsi de satisfaire tant ses clients, les collectivités, que les usagers et les professionnels.

La Région Nouvelle Aquitaine de SUEZ est l'une des 10 entités régionales en France. Elle couvre les départements suivants : 16, 17, 19, 23, 24, 33, 40, 47, 64, 79, 86 et 87.

Forte de **900 collaborateurs**, elle est en charge de près de 200 contrats de délégation du service public de l'eau et de l'assainissement sur ce territoire parmi lesquels ceux de **Bordeaux Métropole, Biarritz, Libourne et Périgueux**.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



5.1.2 Nos implantations

L'agence Gironde Périgord Limousin emploie près de 170 hommes et femmes de notre région au service de votre collectivité.

Répartis sur plusieurs sites de Gironde, Dordogne, Charente, Corrèze et Creuse à proximité immédiate de vos installations, ils sont disponibles 24h/24 et 7j/7.

L'Agence Gironde Périgord Limousin en quelques chiffres :

170 collaborateurs.
63 contrats d'eau
66 contrats d'assainissement,
424 726 clients eau pour
11 311 km réseau eau
146 342 clients assainissement
2 944 km de réseau d'eaux usées.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

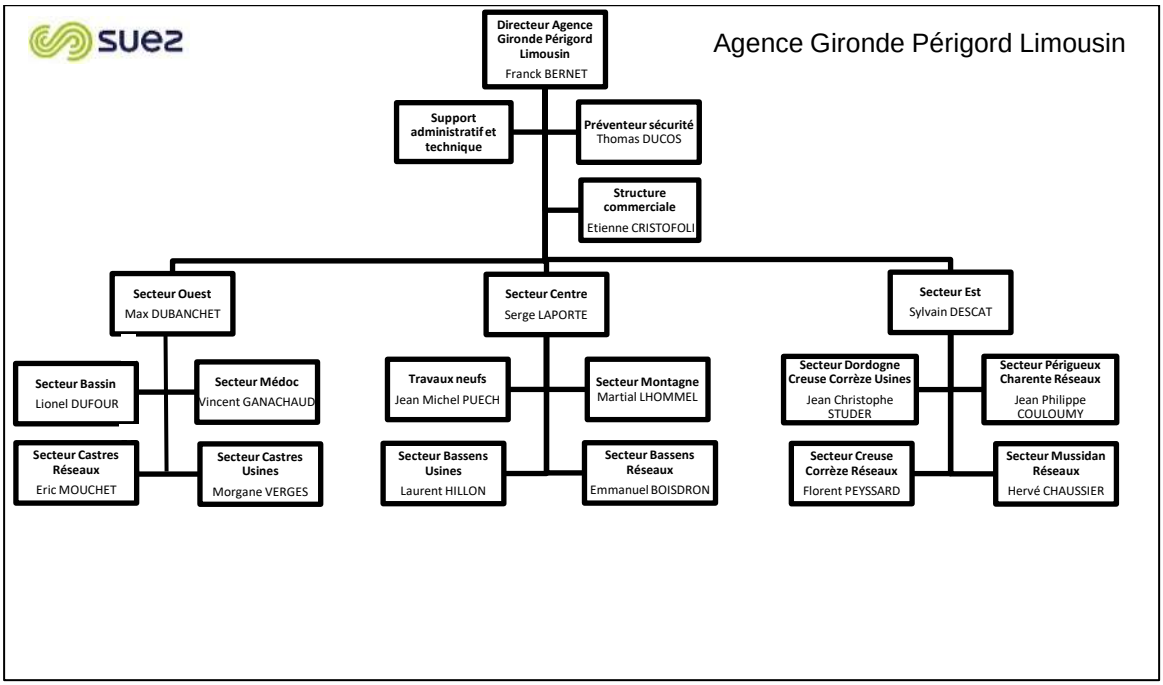
5.1.3 Nos moyens humains

L'agence Gironde Périgord Limousin est composée :

- ✓ 1 directeur d'agence
  - ✓ Secteur Ouest (Bassin/Médoc/Sud Gironde) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 52 agents
  - ✓ Secteur Centre (Bassens/Montagne) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 5 encadrants
    - ✓ 46 agents
  - ✓ Secteur Est (Périgueux/Creuse/Corrèze/PSF Mussidan) :
    - ✓ 1 adjoint au directeur
    - ✓ 4 encadrants
    - ✓ 48 agents
- ✓ 2 assistantes + 1 assistante en formation
- ✓ 1 responsable commercial
- ✓ 1 préventeur sécurité



Franck BERNET
Directeur d'Agence



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.1.4 Nos moyens matériels

Nos équipes disposent de matériels adaptés à l'exploitation courante des installations ou à la réalisation de travaux :

1 parc de 196 véhicules d'intervention dont :

- ✓ 124 fourgons d'intervention avec l'outillage associé ;
- ✓ 42 véhicules légers d'intervention ;
- ✓ 13 camions grue ;
- ✓ 1 mini-pelle ;
- ✓ 12 équipements de recherche de fuites par corrélateur acoustique ;
- ✓ 4 camions désobstructeur.

Équipements informatiques

1 réseau de surveillance des équipements

1 astreinte 24h/24 toutes les semaines de 32 techniciens (pour toute l'agence : 15 agents de réseaux, 14 électromécaniciens ou process, 3 agents de maîtrise







5.1.5 Nos moyens logistiques

Notre organisation assure également la logistique des interventions qu'elles soient récurrentes (actions préventives ou de maintenance) ou générées par une demande ponctuelle (travaux, interventions curatives…).

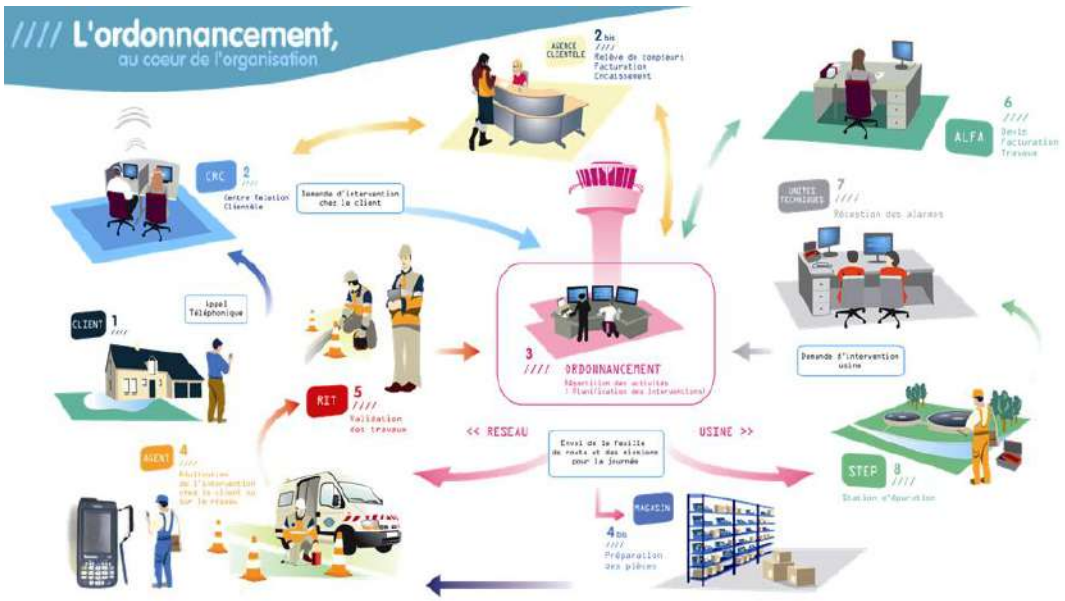
Au sein des Agences Visio déployées dans chaque zone géographique, l'ordonnancement est le noyau du système d'exploitation. Il planifie et priorise les interventions en fonction de leur urgence et de la disponibilité des ressources humaines et matérielles requises. Il permet :

- d'organiser le travail de nos agents,
- de suivre et de tracer en continu la réalisation des interventions,
- de répondre dans les meilleurs délais aux demandes des clients,
- d'analyser l'efficacité des interventions réalisées et la performance des installations dans une logique d'amélioration continue.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette organisation repose sur un ensemble de systèmes d'informations intégrés : télésurveillance, GMAO, système de gestion de la planification, tablettes digitales communicantes sur lesquelles les ordres d'intervention sont transmis aux agents et leur permettent la consultation des plans … Elle permet ainsi de faire face plus efficacement aux différentes situations rencontrées en exploitation grâce à :

- une optimisation des moyens disponibles,
- une bonne coordination entre les différents services ou entités concernés (équipes d'intervention, sous-traitants, etc…),
- une communication facilitée avec les collectivités.
-



L'ordonnancement travaille en relation étroite avec les équipes logistiques afin mettre à disposition des agents les pièces nécessaires, soit dans un dépôt au plus près des équipes d'exploitation, soit dans le stock de leur véhicule, soit pour les opérations les plus importantes directement sur le chantier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2 La relation clientèle

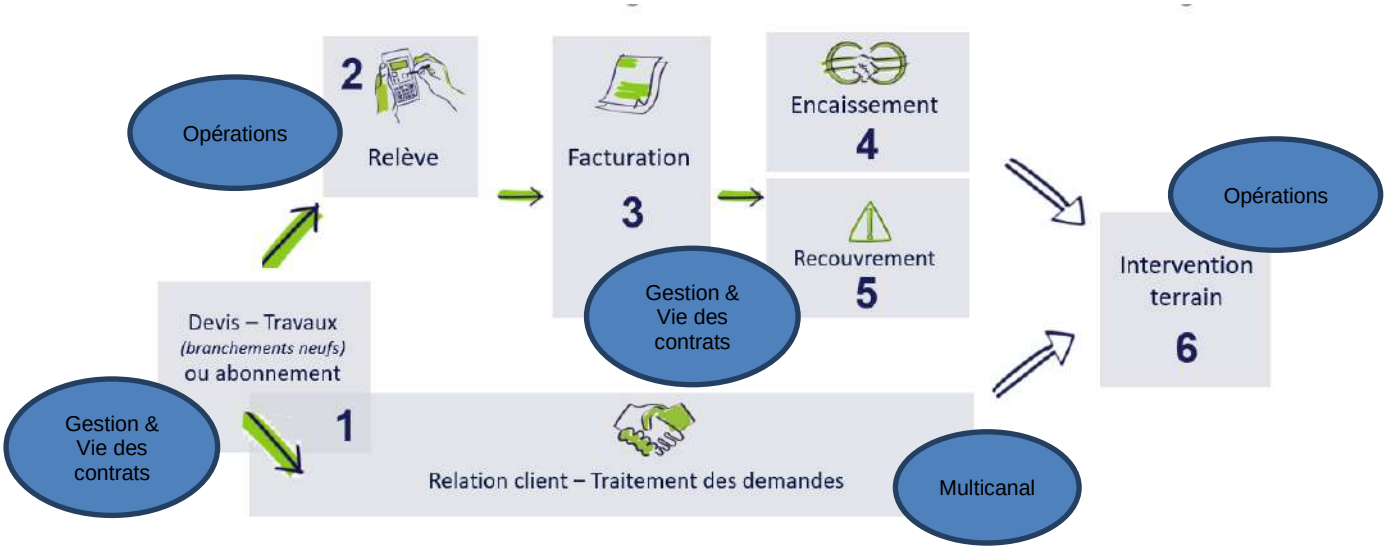
5.2.1 Des clients 2.0 au cœur de la stratégie, de nos actions et de notre organisation

SUEZ Eau France adapte constamment ses activités historiques de gestion et relation client à l'évolution comportementale de ses clients, aux nouveaux canaux de contact (digital, chat, réseaux sociaux…), aux réglementations (Hamon, Brottes…), aux technologies, aux attentes des collectivités (politique sociale, environnementale et citoyenne).

Notre relation client est axée sur la connaissance client :

- des clients aux exigences renforcées (personnalisation du service, réactivité, qualité des réponses, etc.)
- des consommateurs autonomes dans leurs démarches auprès des opérateurs
- des clients mieux et plus rapidement informés, grâce aux réseaux sociaux
- des clients digitalisés, multi-équipés et multi-connectés qui choisissent leurs canaux de relation

Notre organisation et nos actions sont centrées sur le client, pour garantir un service de qualité sur l'ensemble du parcours client :



L'organisation interne est ainsi le reflet du parcours client :

Le **Département Multicanal** traite les demandes clients et propose des services.

Le **Département Opérations** est responsable des interventions chez le client et des projets liés au comptage clientèle.

Le **Département Gestion et vie des contrats** est garant de l'exhaustivité et de la justesse de la facturation des contrats, de la fluidité de l'encaissement et de l'efficacité du recouvrement.

Le **Service Reporting, performance et support Commercial** réalise les missions suivantes :

- est garant de la qualité/fiabilité de la donnée clientèle et du reporting en synergie avec les autres services de la Région. Il est en charge de la production des données clientèles pour les RAD.
- anime la performance des processus de la Relation Client.
- accompagne le processus commercial pour le volet clientèle en collaboration avec l'ensemble des services de la région

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ Eau France a mis en place en 2018 un service dédié aux Clients Grands Comptes pour assurer une relation client de proximité et de qualité : le **Département Clients Grands Comptes** qui gère l'ensemble du parcours clients de ces derniers en leur apportant des solutions personnalisées.
Les clients Grands Comptes sont les collectivités, les administrations et les clients identifiés comme Grands Comptes (dont certains syndics, bailleurs, professionnels...)

5.2.2 Mesurer et maîtriser les consommations d'eau

- **RELEVE DES COMPTEURS**

La fréquence de la relève est adaptée aux différents types d'abonnés : mensuelle, trimestrielle ou encore semestrielle.
Chaque intervention fait l'objet d'un compte-rendu suite à l'intervention (carton, courrier, sms).

Depuis 2019, une annonce de la relève est systématiquement envoyée par sms ou mail aux clients pour lesquels leurs coordonnées sont enregistrées dans le système d'information clientèle. Les usagers sont ainsi informés du passage du releveur.

Un compte rendu de relève est envoyé aux usagers par mail ou SMS. Pour les compteurs non vus lors de la relève, un avis de passage est déposé dans la boite aux lettres.

En cas d'impossibilité de procéder au relevé du compteur du fait de l'absence du client ou de l'inaccessibilité du compteur, les releveurs utilisent un avis de passage proposant ainsi une « relève confiance ». Le client est invité à nous communiquer l'index de son compteur de différentes façons :
· en contactant le Centre de Relation Client Multicanal,
· en déposant l'index sur le Serveur Vocal Interactif,
· en envoyant une photo du compteur sur une adresse mail dédiée ou via un MMS sur un numéro dédié et gratuit,
· en déposant l'index sur son Compte en ligne.

Le service de « relevé-confiance par photo compteur » est un nouveau service proposé au client depuis 2019.

L'index ainsi récupéré permet d'émettre une facture sur la base d'un index réel, sans nécessiter la présence du client lors du passage du releveur dans les cas de compteurs inaccessibles. Ces nouveaux services d'annonce de la relève et de « relevé confiance par photo compteur », plébiscités par les clients, contribuent à améliorer leur satisfaction.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.2.3 Faciliter la relation avec nos clients

- **RELATION MULTICANALE : TELEPHONE, WEB, CONSEILLER VIRTUEL, COURRIERS, E-MAILS, CHAT, RESEAUX SOCIAUX**



- **SITE INTERNET TOUTSURMONEAU.FR ET COMPTE EN LIGNE**

Le site internet tousurmoneau.fr est un site d'information et de services pour les clients et citoyens.

En 2020, Le site internet www.toutsurmoneau.fr a accueilli plus de 3 669 969 visiteurs uniques chaque mois, soit 81% des points de contacts tous canaux (contacts téléphonique, courriers, accueil).

Le site www.toutsurmoneau.fr, accessible via ordinateur, smartphone ou tablette, apporte aux clients des informations en temps réel sur :

- **l'eau dans leur commune** : qualité, teneur en calcaire, prix, travaux en cours ou prévus impactant la voirie ou générant des coupures d'eau,
- **des conseils pour faciliter leurs démarches**, mieux gérer leur consommation avec le simulateur de consommation en ligne, ou encore mieux comprendre leur facture,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

« Mon compte en ligne », un espace personnel et sécurisé, disponible 24h/24 7j/7, qui permet aux clients :

- une gestion autonome de leur contrat :
  - accès aux données personnelles (nom du contrat, téléphone fixe et mobile, adresse de facturation),
  - visualisation des factures et possibilité de les télécharger au format PDF,
  - visualisation historique des paiements,
  - suivi des consommations (pour les clients équipés d'un compteur télérelevé).

- la **réalisation en ligne** de transactions et souscriptions
  - paiement sécurisé de leur facture par carte bancaire ou e-tip,
  - dépose du relevé de compteur,
  - souscription au prélèvement automatique et à la mensualisation,
  - souscription ou résiliation au service e-facture.
  - formulaire de demande d'abonnement
  - formulaire de résiliation d'abonnement
  - télécharger une estimation de devis branchement neuf
  - formulaire de demande de dégrèvement (remise sur facture suite à une fuite)

Des échanges possibles avec le service client via les différents canaux de contact :
  - un formulaire en ligne (abonnement et déménagement, demande de devis travaux),
  - un conseiller virtuel « Olivier » qui répond aux questions des clients,
  - le téléphone, les coordonnées du service client étant disponibles sur le site.

5.2.4 Optimiser la gestion du budget eau de nos clients

- **DEVIS ET FACTURATION TRAVAUX (DFT)**

Chaque région a un service dédié DFT pour traiter les devis et les factures des activités :
- Travaux (marchés de travaux, extensions de réseau, travaux dans les usines…)
- Prestations accessoires (contrôle de conformité, assainissement, remplacement compteur gelé…)
- Branchements neufs (demande de branchement sur le site internet ou par téléphone, estimation du prix des travaux sur le site internet Toutsurmoneau.fr, réalisation de la souscription d'abonnement du nouveau client)
- Prestations de services collectivités et contrats privés professionnels (entretien poteaux d'incendie, exploitation réseaux privés eaux usées, …)

Le service gère de la demande du client à la réalisation des travaux.

- **MENSUALISATION**

Avec le service « mensualisation », les règlements des factures d'eau de nos clients sont étalés sur l'année.
Grace à un système d'échéancier basé à partir des consommations de l'année précédente, les clients connaissent à l'avance la date et le montant exact des prélèvements.
Bien entendu, les clients restent libres de modifier, suspendre ou annuler le prélèvement en contactant notre service client.

- **ENCAISSEMENT**

SUEZ Eau France propose des modes de paiement des factures diversifiés et personnalisés : Prélèvement automatique de la facture à l'échéance, virement bancaire, étalement des règlements par la mensualisation, règlement par carte bancaire sans frais pour l'abonné *(Internet / téléphone),* TIP (Titre Interbancaire de Paiement), chèque, espèces à La Poste (EFICASH), sur présentation de la facture (lecture du code barre sur les factures), prélèvement spécifique pour les collectivités et administrations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **RECOUVREMENT**

SUEZ Eau France a mise en place une équipe dédiée et formée au recouvrement : des agents administratifs et personnels de terrain, à l'écoute de la situation du client.
Notre suivi des encaissements et du recouvrement amiable des impayés permet :

- un suivi rigoureux des impayés et des plans de relance ciblés afin de limiter le nombre de créances impayées entrant dans le champs des irrécouvrables
- le respect de la loi Brottes (loi n°2013-312 et décret d'application n°2014-274) et la mise en œuvre d'une véritable politique d'accès à l'eau, accompagnant les situations de précarité financières.

SUEZ Eau France a des plans de relance personnalisés à la typologie des clients, accompagne les abonnés en situation de précarité en adaptant les modes de paiement.

5.2.5 Informer et alerter nos clients

Nous informons les clients consommateurs, par le biais de notre site internet, www.toutsurmoneau.fr, ainsi que par des campagnes d'informations via différents média (encart envoyé avec la facture, e-mail, sms, accueil client, réseaux sociaux…), sur les sujets suivants :

1) **Promotion des services en ligne gratuits qui facilitent la gestion de leur contrat d'eau :**
   a. Le compte en ligne
   b. L'e-facture (ou facture électronique)
   c. Le suivi conso (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant)
   d. Les moyens de paiement : mensualisation et prélèvement
   e. La dépose d'index en ligne

2) **Information sur :**
   a. Le service de l'eau de sa commune (information sur le prix de l'eau, accès aux analyses sur la qualité de l'eau, la teneur en calcaire, les travaux à venir…) ;
   b. Les bons gestes pour maîtriser sa consommation et préserver les ressources en eau ;
   c. Les bonnes pratiques en cas de crise ou d'événements météorologiques (gel, canicule…)
   d. Le cycle de l'eau, la qualité de l'eau....

3) Information proactive sur la gestion de leur contrat d'eau par email et SMS :
   a. Notification par mail de l'émission et de la mise à disposition de la facture d'eau sur le compte en ligne
   b. Alertes fuite et surconsommation (disponible uniquement pour les clients équipés d'un compteur communicant).
   c. Annonce et compte rendu des actions Suez concernant la relève et les changements de compteur
   d. Confirmation de RDV avec un technicien et rappel de rendez-vous 48h avant
   e. Envoi d'un mail et d'un sms pour la prise de RDV en ligne

4) Amélioration de la qualité relationnelle par :
   a. L'intégration de différents canaux relationnels : téléphone, email, formulaires en ligne (abonnement, dépose d'index, demande de devis travaux etc), courrier.
   b. Un développement de l'assistance en ligne via un avatar (FAQ dynamique)
   c. Des informations sur la gestion des données personnelles
   d. Des enquêtes de satisfaction à chaud, post-intervention…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Lors de son abonnement au service, tout nouveau client reçoit :

- Un courrier d'accueil,
- Le règlement de service,

Un livret comprenant des informations sur les services en ligne compte en ligne, e-facture…), sur la facture et les moyens de paiement disponibles, et des conseils sur la maîtrise de la consommation.

5.2.6 Ecouter nos clients pour nous améliorer

La **satisfaction des clients** est notre objectif prioritaire. Fournir des services en amélioration continue, de nouvelles prestations, diffuser une information pertinente et répondant à leurs préoccupations, rendre toujours plus efficace notre organisation dans le domaine de la relation avec le client… tels sont les axes essentiels de notre politique de relation client.
Pour cela, nous avons mis en place un dispositif d'écoute à froid et à chaud pour mieux connaître les **attentes des consommateurs** et à instaurer un véritable **dialogue pour adapter au mieux nos offres**.

- **BAROMETRE A FROID DE SATISFACTION NATIONAL ET REGIONAL**

1fois/an auprès des clients directs (facturés) et **des clients indirects** (habitat collectif).
En moyenne, **1 300 interviews.**
Le baromètre de satisfaction national évalue :

- le niveau de satisfaction sur toutes les dimensions de l'expérience client
- les recommandations
- la qualité des services
- l'appréciation des services de la relation client.

Le baromètre de satisfaction régional évalue :

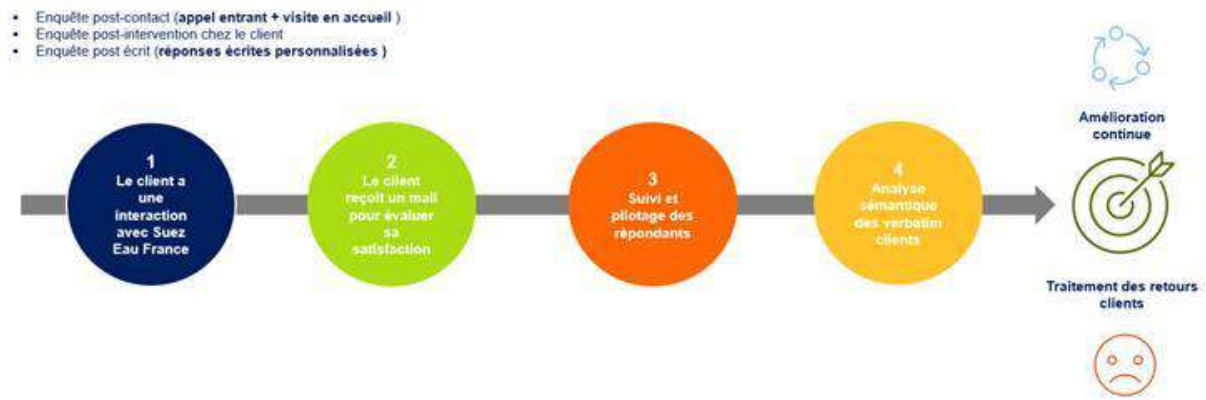
- l'expérience client
- thématiques spécifiques et régionales (qualité de l'eau, services liés à la télérelève).

- **ENQUETE A CHAUD**

Des enquêtes en continu sont réalisées :

- **Enquête post-contact** téléphonique et à l'accueil physique avec un chargé de clientèle. Ces enquêtes permettent d'évaluer la qualité de l'accueil : qualité du contact, de l'écoute, des explications fournies (réponses apportées, conseils, traitement du dossier, etc.),

- **Enquête post-écrit** pour évaluer la qualité et le traitement des réponses personnalisées adressées à nos clients par courrier ou par mail
- Enquête post-intervention afin de noter et commenter la qualité des interventions et du travail effectué : efficacité, compétence, résultat, etc.,



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- **ETUDE IDENTIFICATION DES BESOINS/ ATTENTES CLIENTS**

Nous lançons régulièrement des études prospectives pour connaitre les attentes des citoyens dans différents domaines liés à l'eau, notamment sur les services liés à la télérelève qui les intéresseraient. L'objectif est de proposer des services de qualité répondant toujours à un besoin client.

5.2.7 Une relation client basée sur l'engagement : notre charte d'engagement

La confiance mutuelle, l'écoute et l'engagement sont notre ADN et en toute transparence, SUEZ Eau France s'engage auprès de ses clients en énonçant clairement dans une charte ses engagements répartis en 4 catégories qui font écho aux attentes des citoyens et collectivités :

- Service client (3 engagements)
- Écoute client (1 engagement)
- Qualité de l'eau (2 engagements)
- Environnement (2 engagements)

Cette charte présente nos engagements socles et donne de la visibilité à la qualité de service offerts aux usagers ; proximité et réactivité sont nos valeurs.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.3 Notre système de management

LA CERTIFICATION QUALITE ISO 9001

NOTRE VISION

Nous opérons aujourd'hui dans un contexte en profonde mutation.

Le marché de l'eau connaît ces dernières années des évolutions majeures sous l'effet de la réforme territoriale notamment. Notre marché est devenu plus fluide, mais également plus concurrentiel.

Les collectivités et l'ensemble de nos clients ont toujours des attentes fortes en matière d'expertise technique, mais la gouvernance est désormais au cœur de leurs préoccupations, afin de leur permettre d'exercer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage, décisionnaire de la stratégie des services de l'eau et de l'assainissement sur leur territoire.

Une évolution forte de ces stratégies est de ne plus être tournées uniquement sur des enjeux techniques et environnementaux : elles donnent désormais un rôle central aux citoyens, qui ne sont plus de simples usagers de l'eau, mais de véritables parties prenantes.
Ainsi, la solidarité envers les publics fragilisés et les attentes en matière de services connectés, sont des enjeux forts de nos contrats.

Ces dernières années, marquées par la pandémie de COVID, ont également montré le caractère essentiel de nos métiers pour affronter une crise sanitaire. Si l'eau et l'assainissement sont des services tellement évidents que leur valeur en était presque oubliée et leur coût remis en cause, **la crise a montré, notamment dans nos territoires ultra-marins, l'importance vitale d'entretenir ce patrimoine et d'assurer la continuité du service.**

Enfin, de manière malheureusement évidente, nos activités sont en première ligne face aux défis majeurs du changement climatique et de la croissance démographique.
Les enjeux environnementaux ont un impact conséquent sur la ressource et les milieux aquatiques mais aussi sur notre manière d'opérer au sein des territoires en tant que contributeur à la transition écologique.

La nouveauté réside dans l'accélération et l'intensification des bouleversements de notre écosystème qui induisent d'accélérer notre transformation pour consolider le présent et préparer l'avenir.

Ces défis sont majeurs et l'urgence à y répondre en proposant, aux côtés de l'ensemble des parties prenantes, des solutions innovantes et adaptées aux spécificités locales, constituent une réalité désormais pressante.

Le changement d'actionnaire vécu par SUEZ en 2021-2022 n'entame en rien sa capacité à répondre à ces défis.
Au contraire, tout en conservant l'ensemble de ses métiers et de ses pôles d'excellence, en particulier sur le territoire français, SUEZ a gagné en agilité.
Ses collaborateurs ont eu l'occasion de démontrer leur attachement à l'entreprise, à ses valeurs, et leur engagement n'en est que plus fort autour de l'ambition du groupe :

- **Être un leader agile et innovant dans le domaine des services à l'environnement**
- **Développer une proposition de valeur différenciante, centrée sur les attentes de nos clients**
- **Faire de la ressource en eau un pilier du développement durable et de la résilience des territoires**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette vision repose sur trois piliers structurants :

- **Notre expertise technique.**

C'est notre ADN, notre culture. Nous continuons de la développer pour accompagner les collectivités, comme nous avons su le faire depuis 150 ans.

- **Notre capacité à apporter des solutions adaptées aux besoins, quelles que soient les modalités contractuelles.**

Celles-ci ont fortement évolué et vont continuer à évoluer. Nous devons répondre aux attentes de nos clients et les anticiper en leur apportant les meilleures solutions, spécifiques, parfois sur-mesure.

- **Notre ancrage territorial, cet attachement que nous avons depuis toujours d'être un acteur local.**

Nous sommes un des catalyseurs de l'intelligence collective locale, au service du développement durable du territoire.
Les ambitions des territoires où nous opérons sont aussi les nôtres, car nous y vivons.

Ces trois piliers sont le trait d'union de notre histoire, ils seront le socle de notre avenir.

NOTRE SYSTÈME DE MANAGEMENT ISO 9001

C'est autour de cette vision et de nos trois piliers structurants que nous avons développé un système de management de la qualité certifié ISO 9001, sur tout le périmètre national de SUEZ Eau France.

L'objectif du système de management est d'accompagner la mise en œuvre de la stratégie de l'entreprise en s'assurant de la capacité de nos modes de fonctionnement à répondre aux attentes de nos clients, dans une logique d'amélioration continue.

Nous avons fait évoluer notre système de management en 2021 pour mieux faire apparaître et renforcer :

- **La prise en compte des spécificités de chaque territoire** afin d'adapter au mieux nos activités,
- **La dimension patrimoniale** dans notre gestion des installations
- **L'analyse des risques et la continuité d'activité** face aux crises de plus en plus fréquentes
- **La fluidité et la collaboration** autour d'un seul et même objectif : la confiance de nos clients

Nos objectifs fondamentaux sont les suivants :

- **Générer et entretenir la confiance de nos clients, collectivités, industriels et citoyens**
- **Développer la compétitivité de nos offres**
- **Permettre à chaque collaborateur de s'engager et s'épanouir au travail, en sécurité**

Nos objectifs opérationnels découlent de nos fondamentaux :

- Produire une eau de qualité 24h/24, en protégeant la ressource en eau
- Prévenir les rejets d'effluents non traités et rendre au milieu naturel une eau épurée et conforme,
- Anticiper et maitriser les risques associés à nos activités
- Respecter la réglementation en vigueur et nos engagements contractuels
- Déployer une gouvernance de l'eau transparente, dans un esprit de partenariat et de confiance,
- Renforcer la qualité du service apportée aux clients, par une écoute attentive de leurs attentes,
- Préserver la sécurité, la santé et le bien-être de chaque collaborateur
- Agir dans le respect des valeurs éthiques du groupe, en toute circonstances
- Agir en faveur de la diversité, de l'égalité professionnelle, et contre les discriminations

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Notre périmètre de certification nationale concerne les activités suivantes :

- La production et distribution d'eau potable
- La collecte et le traitement des eaux usées et des eaux pluviales
- La réalisation de travaux neufs en eau potable, eau industrielle et assainissement
- La gestion de réseaux d'irrigation et de milieux naturels lacustres, portuaires, marins
- La gestion des installations et des actifs du patrimoine
- La gestion de la relation clients consommateurs
- Les services d'ingénierie en eau et assainissement
- Les prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau

NOTRE CERTIFICAT ISO 9001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

16 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 9001:2015

Numéro(s) d'approbation : ISO 9001 – 0031282

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels, entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services et la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences. Prestations de contrôle et d'étalonnage sur banc de compteurs d'eau. Etudes, réalisation et installation d'usines de traitement par Ultra Filtration.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

NOTRE CERTIFICATION ENERGIE ISO 50001

UN ENGAGEMENT DE LONGUE DATE

En 2012, SUEZ a été une des premières entreprises françaises à obtenir des certifications énergie locales dès la publication de la norme ISO 50001.

Étant donné les enjeux environnementaux et économiques autour de l'énergie, l'entreprise a décidé fin 2014 de structurer sa démarche de management de l'énergie, et de la faire certifier ISO 50001. Cette certification permet également d'être en conformité avec les exigences de la Directive européenne sur l'efficacité énergétique.

Depuis fin 2017 100% du périmètre Eau France est certifié ISO 50001.

La robustesse et la pertinence du système de management de l'énergie mis en place a ont été saluées par les auditeurs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOS AXES D'ACTION

Deux leviers d'amélioration de notre performance énergétique couvrent plus de 50 % de la consommation énergétique de l'entreprise :

- **Éviter le renouvellement systématique à l'identique des pompes** pour en optimiser le dimensionnement et la consommation.
- **Optimiser la concentration en boues activées dans les bassins biologiques des stations d'épuration** et ainsi baisser la consommation d'énergie liée à l'aération des bassins.

En complément, des diagnostics énergétiques ont été réalisés sur plus de 200 sites pour identifier d'autres leviers de diminution des consommations d'énergie.

Chaque région a élaboré et suit un plan d'actions régional, qui comprend, outre la déclinaison des démarches nationales, des actions en lien avec les gisements de performance et le contexte local.

Un 3ème axe important du management de l'énergie concerne la production d'énergie. Deux cibles majeures sont développées :

- **La production de biogaz en assainissement** avec ré-injection au réseau ou utilisation sur site via par cogénération d'électricité. Ces procédés ont de plus l'avantage de diminuer la quantité de déchets générés par l'épuration.
- **La production d'énergies renouvelables en profitant de la configuration de certains sites :**
    - Panneaux photovoltaïques sur les toitures ou les couvertures d'ouvrages
    - Éoliennes
    - Microcentrales hydroélectriques en utilisant l'énergie potentielle de chute sur les réseaux et ouvrages d'eau potable.

Enfin, un réseau d'experts Energie est en place dans les Régions. Il se réunit régulièrement avec la Direction Technique nationale et les centres d'expertise du groupe, afin de faire bénéficier aux exploitants des dernières nouveautés en matière de performance énergétique (nouveaux équipements, etc.) et des retours d'expérience.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

NOTRE CERTIFICAT ISO 50001



LRQA

Certificat d'Approbation

Nous certifions que le Système de Management de la société :

SUEZ Eau France

15 place de l'Iris, 92040 PARIS LA DEFENSE, France

a été approuvé par la société LRQA selon les normes suivantes

ISO 50001:2018

Numéro(s) d'approbation : ISO 50001 – 00028370

Ce certificat n'est valable que s'il est accompagné de l'annexe portant le même numéro, et sur laquelle figure la liste des sites correspondant à l'approbation.

Le Système de Management concerne :

Production et distribution d'eau potable 24h/24 ; collecte et traitement des effluents ; travaux et prestations de services en eau potable, eau industrielle et assainissement, irrigation et gestion des milieux naturels ; entretien et dépollution de plans d'eau, gestion de réseaux d'irrigation ; prestation d'ingénierie en eau et assainissement ; gestion des services à la clientèle ; gestion du patrimoine ; formation professionnelle pour le développement des compétences ; suivi des appareils étalonnés et contrôle des compteurs d'eau.

Paul Graaf

Area Operations Manager, Europe

Emis par : LRQA France SAS

au nom et pour le compte de : LRQA Limited

POUR ALLER PLUS LOIN

A cette structure de base, structurante, peuvent être associés d'autres systèmes de management dans les domaines de l'environnement (ISO 14001), de la sécurité de la denrée alimentaire (ISO 22000), de la santé sécurité au travail (ISO 45001, MASE) en fonction de la demande et du besoin des collectivités pour lesquelles nous travaillons. Ces démarches sont complètement intégrées à la Démarche Qualité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

5.4 Notre démarche développement durable

Dans un contexte en profonde mutation où s'entremêlent des défis de plus en plus complexes, nous agissons pour la santé humaine, de l'eau et du capital naturel, en préservant les ressources et les écosystèmes au bénéfice des territoires dans lesquels nous intervenons. Conscients de l'urgence climatique et de la nécessité d'inscrire nos métiers dans une logique de développement durable, nous nous engageons, par ailleurs, à réduire l'impact de nos activités et à contribuer activement à la recherche de solutions plus sobres et vertueuses pour les Hommes et la Planète.

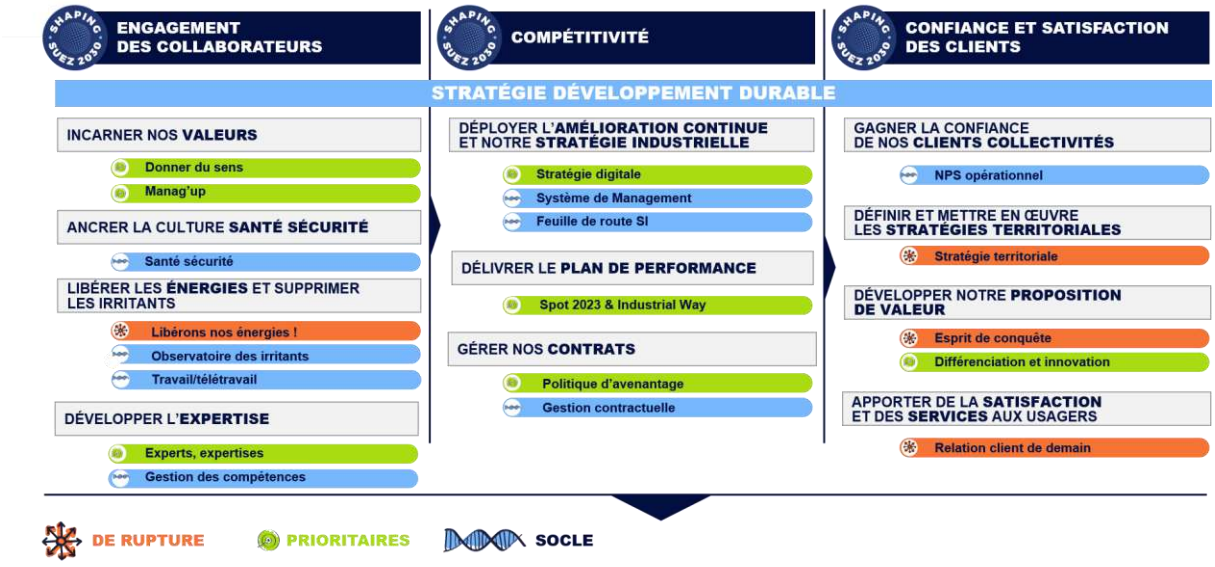
Cet engagement prend des formes multiples.
Combattre les effets du changement climatique (lutte contre les inondations, réduction de l'impact des sécheresses, protection qualitative de la ressource, préservation de la biodiversité, accès à l'eau pour tous, etc.), renforcer l'attractivité des territoires, contribuer à la qualité de vie des citoyens… sont autant d'enjeux auxquels nos métiers d'opérateur de services essentiels nous amènent à contribuer au quotidien, aux côtés de nos clients, à travers des solutions et des innovations concrètes.

Solidement ancrés dans les territoires, nous sommes un acteur de la vie économique locale et contribuons à une transition durable au travers de l'emploi, de l'inclusion et d'une démarche partenariale avec l'ensemble des écosystèmes régionaux.

NOS ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Parce que l'eau est au cœur des enjeux de la transition écologique et solidaire, SUEZ Eau France a élaboré sa Vision stratégique 2021 – 2023 autour de l'objectif visant à « faire de la ressource en eau un pilier du développement et de la résilience des territoires ».

Enjeu transverse du fait de ses dimensions économique, environnementale, sociale et sociétale, le développement durable y a été érigé en projet central. Ce changement de paradigme illustre le renouveau de nos métiers et celui des services d'eau et d'assainissement qui sont devenus des services ressources (production d'énergie grâce aux boues issues du traitement des eaux usées, biochar, etc…)



Afin d'incarner la contribution de SUEZ Eau France à la vision stratégique du Nouveau SUEZ et d'en être un levier de transformation durable, la Feuille de Route Développement Durable de SUEZ Eau France sera actualisée courant 2022. Véritable outil de pilotage de la performance de l'entreprise, elle s'articulera autour de plans d'actions concrets et d'objectifs chiffrés, matérialisant également la contribution de l'entreprise aux Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU en 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

6 Annexes

© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des annexes

MIOS 28857

- Attestations assurances
- Attestations sociales
- Bilan ARS
- Contacts et réclamations clients eau
- Intervention sur le réseau d'eau potable
- Synoptique
- Synthèse réglementaire RAD eau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestation Assurance

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENTREPRISE

ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous soussignés**, l'Assureur, MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD**
dont le siège social est situé
14 Boulevard Marie et Alexandre Oyon – 72030 LE MANS CEDEX 09
agissant tant pour notre compte que pour celui de la coassurance

CERTIFIONS QUE :

La Société SUEZ GROUPE, Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX, agissant tant pour son compte que pour celui de l'ensemble des Sociétés du Groupe, a souscrit une assurance Dommages aux Biens et Pertes d'Exploitation consécutives **N°127.110.189**, et notamment pour **sa filiale SUEZ EAU FRANCE et l'ensemble de ses filiales.**

Sous réserve des termes, conditions, exclusions, limites, sous-limites et franchises de la Police, les garanties sont acquises notamment en cas de :

- Incendie / Explosion
- Dégâts des Eaux (y compris déclenchement intempestif de sprinklers)
- Foudre
- Dommages électriques
- Vol
- Bris de machines
- Tempêtes, Ouragans, Trombes, Tornades et Cyclones
- Choc de véhicules terrestres
- Grèves, Emeutes, Mouvements populaires
- Attentats et actes de terrorisme
- Catastrophes Naturelles

Ainsi que les :

- Recours des voisins et des tiers

MONTANT DES GARANTIES

Limitation Contractuelle d'Indemnité par sinistre .....150 000 000 €

Avec les sous-limites suivantes :

- Bris de machine.....50 000 000 €
- Inondations ne relevant pas du régime obligatoire des Catastrophes Naturelles (sous-limite épuisable par an) .....100 000 000 €
- Recours des voisins et des tiers.....30 000 000 €
- Frais et pertes.....40 000 000 €
- Frais supplémentaires d'exploitation .....30 000 000 €

PERIODE DE VALIDITE

Le contrat est en cours pour la période **du 01/01/2022 jusqu'au 31/12/2022 sous réserve du paiement de la prime.**

La présente attestation est établie à la demande de la Société assurée pour valoir et servir ce que de droit, et ne saurait engager l'Assureur en dehors des termes, (sous)-limites et franchises prévues par les clauses et conditions du contrat précité.

Fait à Paris, le 29 décembre 2021

MMA IARD SA
RCS Le Mans 440 048 882
Siège Social 14 bd Marie et Alexandre Oyon
72030 LE MANS CEDEX 9

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

XL Insurance Company SE, 61 rue Mstislav Rostropovitch 75017 Paris, France, enregistrée au RCS de Paris sous le numéro 419 408 927, succursale française de XL Insurance Company SE, une société européenne au capital de 259 156 875 euros, domiciliée 8 St. Stephen's Green, D02 VK30, Dublin 2, Irlande sous le numéro 641686, compagnie d'assurance autorisée et contrôlée par la Central Bank of Ireland (www.centralbank.ie), atteste que la société:

SUEZ EAU FRANCE
Agissant tant pour son compte que pour celui de ses filiales
Tour CB21 – 16 Place de l'Iris
F-92400 Courbevoie

bénéficie des garanties des contrats d'assurances numéros **FR00039252LI** et **FR00039254LI**, souscrits auprès de notre société par **SUEZ – Tour CB21 – 16 Place de l'Iris – 90400 Courbevoie**, dont l'objet est de couvrir les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber à l'Assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs causés aux tiers, du fait de l'exercice de ses activités garanties au titre de ces contrats.

À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses du contrat, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions suivantes :

Responsabilité Civile Exploitation :
Tous dommages confondus ……..**5.000.000 Euros par sinistre**

Responsabilité Civile après Livraison/ Réception/ Professionnelle:
Tous dommages confondus ……**5.000.000 Euros par sinistre et par année d'assurance**

Il est précisé que les montants de garanties :

- Forment la limite des engagements de l'Assureur pour l'ensemble des réclamations imputables au même fait dommageable et quel que soit le nombre d'Assurés aux contrats,
- Constituent, lorsque la précision en est faite, l'engagement maximum de l'Assureur pour toutes les réclamations formulées au cours d'une même année d'assurance,
- S'entendent sans préjudice des autres sous-limitations telles que mentionnées aux contrats. À titre informatif et sans préjudice de l'application des autres clauses des contrats, il est précisé que la garantie s'exerce dans les limites et conditions

Les termes de la présente attestation ne sauraient en aucun cas être interprétés comme une modification de l'une quelconque des dispositions des contrats d'assurance et/ou comme un engagement de l'Assureur au-delà des conditions et limites des contrats auxquels elle fait référence.

La validité de la présente attestation, qui ne peut engager l'Assureur au-delà des termes et limites des contrats auxquels elle se réfère, cesse pour les risques situés à l'étranger dès lors que l'assurance de ceux-ci ne peut être souscrite conformément à la législation locale qu'auprès d'Assureurs agréés dans la nation considérée.

Cette attestation est valable du **01/05/2022 au 31/12/2022 inclus** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation des polices en cours d'année d'assurance, pour les cas prévus par le Code des Assurances ou par les contrats.

Fait à Paris le 28 avril 2022

XL Insurance

XL INSURANCE COMPANY SE
SUCCURSALE FRANÇAISE
61 RUE MSTISLAV ROSTROPOVITCH – 75017 PARIS
RCS PARIS 419 408 927
SIÈGE SOCIAL: 8 ST STEPHEN'S GREEN – DUBLIN (IRLANDE)
REPRESENTEE PAR XL CATLIN SERVICES SE (ORIAS N° C184968)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Attestations sociales

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



ATTESTATION
En application des dispositions légales concernant la lutte contre le travail clandestin

Bordeaux, le 17 mai 2022

Je soussigné, Franck BERNET, Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin, Région Nouvelle Aquitaine, faisant élection de domicile au 6 Avenue du Général de Gaulle 33530 Bassens,

certifie sur l'honneur que les salariés de l'Agence Gironde Périgord Limousin sont employés régulièrement au regard des dispositions des articles L 324-9, L 324-10, L 341-6, L 125-1 et L 125 3 du Code du Travail et du décret n°97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal.

Je m'engage, par ailleurs, à ce que tous mes sous-traitants satisfassent aux exigences précitées concernant leurs propres salariés.

Franck BERNET
Directeur de l'Agence Gironde Périgord Limousin
Région Nouvelle Aquitaine



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES
6 rue du 19 Mars 1962
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX , le 09/03/2022

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
COURBEVOIE
92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX

POUR NOUS CONTACTER

Courriel: depuis votre espace urssaf.fr
Tel.: 0 806 804 226

RÉFÉRENCES

N°SIREN 410034607

CADRE LÉGAL

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,
Le Directeur

Frédérique MINY

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Urssaf
Au service de notre protection sociale

ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale

SAS SUEZ EAU FRANCE
TOUR CB 21
16 PL DE L'IRIS
92040 COURBEVOIE

CODE DE SÉCURITÉ

XU9EIEPNG5N8AL5

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 0 salariés,
- pour une masse salariale de 30775642 euros,
- au titre du mois de janvier 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

NOM ET ADRESSE DU SIEGE SOCIAL	NUMÉRO SIREN
SAS SUEZ EAU FRANCE TOUR CB 21 16 PL DE L'IRIS 92040 COURBEVOIE	410034607

Cette entreprise centralise ses obligations sociales auprès de l'organisme émetteur depuis le 01/01/2008. Cette attestation vaut pour l'ensemble des établissements déclarés auprès de cet organisme.

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

ATTESTATION DE L'UNION DE RECOUVREMENT

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés** à la date du 31/01/2022.

Fait à : VENISSIEUX
le : 09/03/2022

Le Directeur
ou son délégataire

Frédérique MINY

** Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.*

*** Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

Code de vérification : LEb8yA...
https://www.infogreffe.fr/cont...

N° de gestion 2010B05351

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 15 mars 2022

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	410 034 607 R.C.S. Nanterre
Date d'immatriculation	30/07/2010
Transfert du	R.C.S. de Paris en date du 15/07/2010
Dénomination ou raison sociale	**SUEZ Eau France**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital social	422 224 040,00 Euros
Adresse du siège	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex
Durée de la personne morale	Jusqu'au 02/12/2095
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Nom, prénoms	PELLEGRINI Massimiliano
Date et lieu de naissance	Le 28/09/1973 à PESCARA (ITALIE)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de Civry 75016 Paris 16e Arrondissement

Directeur général délégué

Nom, prénoms	BAZIRE Arnaud
Date et lieu de naissance	Le 05/11/1961 à Fort-de-France (972)
Nationalité	Française
Domicile personnel	16 Rue de L'Assomption 75016 PARIS

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	ERNST & YOUNG et Autres
Forme juridique	Société par actions simplifiée à capital variable
Adresse	-Paris la Défense 1 1-2 Place des Saisons 92400 Courbevoie
Immatriculation au RCS, numéro	438 476 913 RCS Nanterre

SOCIETE RESULTANT D'UNE FUSION OU D'UNE SCISSION

- Mention n° 28390 du 29/03/2021	Opération de fusion à compter du 01/03/2021. Société(s) ayant participé à l'opération : SOCIETE D'EQUIPEMENT ET D'ENTRETIEN DES RESEAUX COMMUNAUX, SAS, 270 Rue Pierre Duhem BATIMENT A LE CROSS ROAD 13100 Aix-en-Provence (RCS Aix en Provence 601 620 594)

FUSION(S) OU SCISSION(S) AYANT ENTRAINE UNE AUGMENTATION DE CAPITAL

- Mention du 11/08/2004	Augmentation de capital par suite d'apport d'actif sous le régime juridique des scissions - Société ayant participé à l'apport AUGMENTATION DE CAPITAL PAR SUITE D'APPORT D'ACTIF SOUS LE REGIME JURIDIQUE DES SCISSIONS - SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'APPORT SSIMI SA 16 RUE DE LA VILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - RCS 311583553

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	-Tour Cb21 - 16 Place de l'Iris 92040 Paris La Défense Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

Activité(s) exercée(s)	L'exploitation sous quelque forme que ce soit et en particulier par contrat de délégation ou de prestation de services : de tous services d'eau potable ainsi que tous services d'assainissement des eaux usées y compris l'élimination des boues et généralemeent la réalisation de tous services études ou travaux pour le compte des collectivités publiques ou privées et des particuliers - Mandataire d'intermédiaire d'assurance
Date de commencement d'activité	21/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT

Adresse de l'établissement	1 Rue des Grands Près 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	103 Route des Fusillés de la Résistance 92150 Suresnes
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

Adresse de l'établissement	300 Rue Paul Vaillant Couturier 92000 Nanterre
Activité(s) exercée(s)	Captage traitement et distribution D'eau
Date de commencement d'activité	01/04/2017
Origine du fonds ou de l'activité	Création
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse
R.C.S. Saint-Quentin
R.C.S. Soissons
R.C.S. Cusset
R.C.S. Gap
R.C.S. Antibes
R.C.S. Cannes
R.C.S. Grasse
R.C.S. Sedan
R.C.S. Troyes
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Rodez
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Salon-de-Provence
R.C.S. Tarascon

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

R.C.S. Caen
R.C.S. Bourges
R.C.S. Brive
R.C.S. Dijon
R.C.S. Saint-Brieuc
R.C.S. Guéret
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Besançon
R.C.S. Romans
R.C.S. Chartres
R.C.S. Brest
R.C.S. Quimper
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Auch
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne
R.C.S. Béziers
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Châteauroux
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Vienne
R.C.S. Lons-le-Saunier
R.C.S. Dax
R.C.S. Mont-de-Marsan
R.C.S. Blois
R.C.S. Roanne
R.C.S. Saint-Etienne
R.C.S. Le Puy-en-Velay
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Angers
R.C.S. Châlons-en-Champagne
R.C.S. Reims
R.C.S. Chaumont
R.C.S. Briey
R.C.S. Nancy
R.C.S. Lorient
R.C.S. Metz
R.C.S. Sarreguemines
R.C.S. Dunkerque
R.C.S. Valenciennes
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Douai
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Compiègne
R.C.S. Alençon
R.C.S. Boulogne-sur-Mer
R.C.S. Clermont-Ferrand

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

R.C.S. Bayonne
R.C.S. Pau
R.C.S. Tarbes
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Saverne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Colmar
R.C.S. Colmar
R.C.S. Mulhouse
R.C.S. Lyon
R.C.S. Chalon-sur-Saône
R.C.S. Mâcon
R.C.S. Chambéry
R.C.S. Annecy
R.C.S. Paris
R.C.S. Le Havre
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Melun
R.C.S. Evry
R.C.S. Pontoise
R.C.S. Versailles
R.C.S. Amiens
R.C.S. Draguignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon
R.C.S. La Roche-sur-Yon
R.C.S. Epinal
R.C.S. Auxerre

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 26/06/2001	APPORT D'UN FONDS DE COMMERCE DE LA SOCIETE SUEZ SA 16 RUE DE LAVILLE L'EVEQUE 75008 PARIS - 542 062 559 RCS PARIS - EVALUE A 697 198 250,75 FRANCS (106 287 188,15 EUROS) CONSISTANT EN LA GESTION D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN FRANCE ET DANS LES DOM-TOM AVEC EFFET RETROACTIF AU 01-01-2001
- Mention du 21/02/2002	LA SOCIETE A PAR DECISION DU LA SOCIETE A PAR DECISION DU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU 12/10/2001 DECIDE LE TRANSFERT DE SON SIEGE SOCIAL DANS LE RESSORT DU GTC DE PARIS AVEC UNE DATE D'EFFET DECLAREE AU
- Mention du 21/02/2002	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège LA SOCIETE NE CONSERVE AUCUNE ACTIVITE A SON ANCIEN SIEGE
- Mention du 04/09/2003	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION ESG FORME JURIDIQUE SA SIEGE SOCIAL 91 RUE PAULIN 33000 BORDEAUX RCS 383818952 BORDEAUX Forme juridique Siège social
- Mention du 04/09/2003	EFFET RETROACTIVIF DE LA FUSION AU 01/01/2003
- Mention du 16/02/2009	Immatriculé au registre des intermédiaires en assurance (ORIAS) sous le numéro : Immatriculation au registre des intermédiaires en assurance sous le numéro 08 042 262
- Mention du 21/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE BEARNAISE DES EAUX POTABLES FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée à associé unique SIEGE SOCIAL 20 ave Didier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Greffe du Tribunal de Commerce de Nanterre
4 RUE PABLO NERUDA
92020 NANTERRE CEDEX

N° de gestion 2010B05351

	Daurat 31400 Toulouse RCS 542 076 518 RCS Toulouse Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE GESTION DES SERVICES PUBLICS ET PRIVES DE L'EST FORME JURIDIQUE Société par actions simplifiée SIEGE SOCIAL 17 rue Guy de Place 68800 Vieux Thann RCS 917 120 446 RCS MULHOUSE Forme juridique Siège social
- Mention du 26/05/2010	Effet rétroactif de la fusion à compter du 01/01/2010
- Mention du 27/07/2010	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination SOCIETE AYANT PARTICIPE A L'OPERATION DE FUSION : DENOMINATION SOCIETE DE DISTRIBUTIONS D'EAU INTERCOMMUNALES - sigle SDEI FORME JURIDIQUE Société Anonyme SIEGE SOCIAL 988 chemin Pierre Drevet 69140 Rillieux-la-Pape RCS 330203308 - LYON Forme juridique Siège social
- Mention du 27/07/2010	Fusion avec effet rétroactif au 01/01/2010
- Mention du 30/07/2010	La société ne conserve aucune activité à son ancien siège
- Mention du 24/08/2011	apport partiel d'actif a la société EAUX DE NORMANDIE SASU 37 rue Raymond Duflo 76150 MAROMME (rcs Rouen 528 324 981) - A compter du : 30/06/2011
- Mention du 15/06/2017	Fuison absorption des sociétés, SOCIETE DES EAUX DU NORD - S.E.N. (RCS LILLE METROPOLE : 572 026 417) et EAU ET FORCE (RCS NANTERRE : 542 040 530), à compter du 31/03/2017.
- Mention du 28/12/2017	Apport partiel d'actif a la société SUEZ Organique SAS (RCS VERSAILLES : 345 306 880), de deux branches d'activités de traitement des boues issues des stations d'épuration des eaux exploitées à CHAMBEZON et MONDRAGON. A compter du : 01/11/2017.
- Mention du 15/10/2018	Fusion absorption de la société NANTAISE DES EAUX SERVICES SAS - 26 rue de la Rainière 44339 Nantes - 435 283 338 Rcs Nantes
- Mention du 07/08/2019	FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE DES EAUX DE L'ESSONNE (RCS EVRY 692 033 939) A COMPTER DU 06/07/2019 AVEC EFFET RETROACTIF AU 01/01/2019

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Bilan ARS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Unité de Gestion

COBAN : MIOS

Qualité de l'eau sur l'unité de distribution :

MIOS

Synthèse de l'année 2021

Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

1183
004401

Contrôle Sanitaire

L'ARS est réglementairement chargée du contrôle sanitaire de l'eau potable.
Cette synthèse prend en compte les résultats des 26 analyses bactériologiques et 52 analyses physico-chimiques réalisées sur l'eau distribuée. Lors de mauvais résultats, des mesures correctives sont demandées
à l'exploitant et de nouvelles analyses sont réalisées.

L'eau distribuée sur la commune de MIOS provient de 2 forages profonds: "Pujeau" qui capte la nappe d l'Oligocène et "Du Bouchon" qui capte la nappe de l'Eocène. Ces 2 forages sont dotés de périmètres de protection. L'eau subit un traitement de déferrisation et une désinfection à l'hypochlorite de sodium sur le site du "Pujeau" et un seul traitement de désinfection à l'hypochlorite de sodium sur le site "Du Bouchon". Depuis le 1er janvier 2020 la compétence "eau potable" a été transférée à la Commmunauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon, Nord COBAN. La société Suez Eau France assure la gestion de la production et de la distribution de l'eau sur la commune. Depuis le 1er janvier 2022, la gestion de l'eau a été confié à la soci été AGUR.

Conseils



Après quelques jours d'absence, laisser couler l'eau avant de la boire.



Consommer uniquement l'eau du réseau d'eau froide.



Les traitements complémentaires sur les réseaux intérieurs d'eau froide (adoucisseurs, purificateurs, …) sont sans intérêt pour la santé, voire dangereux. Mal réglés ils peuvent accélérer la dissolution des métaux des conduites, ou mal entretenus devenir des foyers de développement microbien. Ces traitements sont à réserver aux eaux chaudes sanitaires.



Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, laisser couler l'eau quelques minutes avant de la boire lorsqu'elle a séjourné plusieurs heures dans les canalisations. Il est conseillé de remplacer ce type de canalisation.



Pour la prévention des caries dentaires, un apport complémentaire en fluor peut être recommandé lorsque sa teneur dans l'eau est inférieure à 0,3 mg/l, demandez conseil à votre médecin ou à votre dentiste.



Toute possibilité de communication entre l'eau d'un puits, d'un forage privé ou l'eau d'un récupérateur d'eau pluviale et l'eau d'adduction publique est interdite (ni vanne, ni clapet).

Bactériologie

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

100 % des échantillons analysés dans le cadre du contrôle sanitaire se sont révélés conformes aux limites de qualité (bactéries Escherichia coli et entérocoques).

Nitrates

Eléments provenant principalement de l'agriculture, des rejets domestiques et industriels.
Ne doit pas excéder 50 mg/l.

Tous les résultats sont inférieurs à 0,5 mg/l (seuil de détection analytique).

Dureté

Teneur en calcium et en magnésium dans l'eau. Il n'y a pas de valeur limite réglementaire. Elle s'exprime en Degré Français (°F).

Eau peu calcaire. Valeur moyenne : 12,90 °F.

Fluorures

Oligo-éléments présents naturellement dans l'eau. La teneu de cet élément ne doit pas excéder 1,5 mg/l.

Valeur moyenne relevée : 0,09 mg/l.

Pesticides

Sauf paramètres particuliers, la teneur ne doit pas excéder 0,1 µg/l par molécules individualisées.

La présence de pesticides n'a pas été détectée dans l'eau distribuée.

AVIS SANITAIRE GLOBAL

BACTERIOLOGIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

PHYSICO-CHIMIE : 100% des échantillons analysés lors du contrôle sanitaire ont révélé une eau conforme aux limites de qualité.

Ce document a été établi en application de l'arrêté du 10 juillet 1996

Les informations sur la qualité de l'eau sont disponibles en mairie et sur Internet : http://www.eaupotable.sante.gouv.fr

ARS - Délégation départementale de la Gironde - Espace Rodesse 103 bis, rue Belleville - CS - 91704 - 33063 BORDEAUX Cedex Téléphone : 09 69 37 00 33 – Mail : ars-dd33-sante-environnement@ars.sante.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Contacts et réclamations clients

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES CONTACTS

MIOS				
Type de dossier	Sujet de la demande	DEMANDE	RECLAMATION	Total
Arrivée client	ABON - ABONNEMENT	361		361
Dégrèvement	FACT - DEGREVEMENT	40		40
Demande de prestation	SERV - SERVICES	6		6
Demande de travaux	TECH - CHANTIER	4		4
Demande d'information	ABON - ABONNEMENT	190		190
Demande d'information	ABON - SRU	3		3
Demande d'information	AUTRE	51		51
Demande d'information	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	2		2
Demande d'information	ENCA - MODE PAIEMENT	85		85
Demande d'information	ENCA - SITUATION DE COMPTE	140		140
Demande d'information	FACT - DEGREVEMENT	83		83
Demande d'information	FACT - DUPLICATA TRAVAUX	2		2
Demande d'information	FACT - DUPLICATA FACTURE	14		14
Demande d'information	FACT - ETALONNAGE/JAUGEAGE	2		2
Demande d'information	FACT - FACTURE	371		371
Demande d'information	FACT - FACTURE TRAVAUX	16		16
Demande d'information	QUAL - COULEUR	2		2
Demande d'information	QUAL - DEMANDE D'ANALYSE ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	QUAL - QUALITE	1		1
Demande d'information	REL EXT - ADMINISTRATIF	1		1
Demande d'information	REL EXT - TECHNIQUE	3		3
Demande d'information	SERV - AGENCE EN LIGNE	33		33
Demande d'information	SERV - eFACTURE	5		5
Demande d'information	SERV - SERVICES	3		3
Demande d'information	TECH - BRANCHEMENT NEUF	36		36
Demande d'information	TECH - CHANTIER	26	1	27
Demande d'information	TECH - DISTRIBUTION	74		74
Demande d'information	TECH - ETALONNAGE/JAUGEAGE	1		1
Demande d'information	TECH - RELEVE	137		137
Demande d'information	TECH - TELERELEVE	5		5
Départ client	ABON - ABONNEMENT	220		220
Départ client signalé	ABON - ABONNEMENT	77		77
Dépose d'index	TECH - RELEVE	183		183
Dossier de Gestion des Réclamations Dernier recours	GEST - DOSSIER RDR		7	7
Facture	FACT - FACTURE	3	271	274
Fond Solidarité Logement	ENCA - FSL/ AIDES SOCIALES	8		8
Intervention Suite Campagne Technique	TECH - DISTRIBUTION	46		46
Mensualisation / Prélèvement automatique	ENCA - MODE PAIEMENT	421		421
Modification données client	ABON - ABONNEMENT	174		174
Règlement	ENCA - REGLEMENT	143	29	172
Technique Eau	TECH - DISTRIBUTION		118	118
Total		2 973	426	3 399

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Détail des investissements

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

DETAIL DES INVESTISSEMENTS REALISES EN 2021

Gironde

Montants en €uros

COBAN pour la commune de MIOS-Délégation de Service Public-Eau

TRAVAUX NEUF

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	30 957

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Programme contractuel		
MIOS-AEP DE PEYOT-TN-Analyseur der chlore		*3 831*
MIOS-AEP DE PEYOT-TN-Groupe électrogène		*25 199*
MIOS-AEP DE PEYOT-TN-Reprise GC		*910*
Sans-commune-FOR+CE LACANAU MIOS-TN-CAPOT DOME CE		*1 017*

RENOUVELLEMENT

EQUIPEMENTS ET GENIE CIVIL	8 494

Libellé chantier	Montant N-1	Montant N
Garantie de continuité de service		
MIOS-FOR+CE LACANAU MIOS-RVT-Débitmètre exhaure		*1 183*
MIOS-FOR+CE LACANAU MIOS-RVT-Sonde de niveau de nappe		*659*
MIOS-SECTO Q12 PETIT CAUDOS-RVT-Débitmètre		*1 414*
MIOS-SECTO Q12 PETIT CAUDOS-RVT-TELEGESTION		*902*
Sans-commune-AEP DE PEYOT-RVT-Débitmètre Q14		*990*
Programme contractuel		
MIOS-AEP DE PEYOT-RVT-POMPE EXHAURE SECOURS		*3 346*

BRANCHEMENTS ET COMPTEURS	4 194

Libellé chantier	Montant N
Garantie de continuité de service	
MIOS--RVT-GCS RESEAU MIOS AEP	*605*
Programme contractuel	
MIOS--RVT-COMPTEURS MIOS	*3 589*

Contrat : 28857

Bassin

Total année 2021	**43 645**

Glossaire (définition circulaire n°740 mise à jour du 31/01/06 de la FP2E) :

Garantie pour continuité de service :

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service soit renouvellement dit "fonctionnel".

Programme contractuel de renouvellement :

Il est possible que la collectivité ait demandé contractuellement à son délégataire de s'engager sur la réalisation d'un programme prédéterminé de travaux selon les priorités qu'elle s'est fixées soit renouvellement dit "patrimonial" ou "programmé".

Fonds contractuel de renouvellement :

Cette rubrique est à renseigner lorsque, par dérogation au principe de risques et périls caractérisant une DSP, le délégataire n'est contractuellement tenu que de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant (forfait annuel, montant par m3 vendu...) et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique.Y est inclus également le compte de renouvellement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Eau de service et eau livrée sans comptage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

CONTRAT DE : COBAN pour MIOS 28857

EAU DE SERVICE ET EAU LIVREE SANS COMPTAGE

Justificatifs des volumes non comptabilisés à prendre

en compte pour les rendements de réseau 2021

DETAIL EAU DE SERVICE	VOLUMES
- lavage des réservoirs (prendre comme volume celui issu des variations des volumes pompés et introduits dans les réseaux . A prendre dans BDGTC)	480
- volume prélevé pour analyseur de chlore si celui ci est implanté après le compteur usine départ réseau	1200
- lavage des filtres (déferrisation) . A condition que les filtres soient placés après le compteur de mesure des volumes introduits dans le réseau. (uniquement pour forage raccordé en direct sur le réseau de distribution (absence de pompes de reprises) Prendre écarts dans BDGTC X par nombre de lavages de filtres /an	0
- purges réseaux (eaux rouges, eaux sales, goût chlore)	96
- vidanges et remplissage des réseaux neufs lotissements et tranches de travaux	2500
TOTAL EAU DE SERVICE V 12 SAGE	**4276**

DETAIL VOLUMES GRATUITS LIVRES SANS COMPTAGE			VOLUMES
- essais poteaux et bouches d'incendie 7 m3 par an et par poteau	quantités	112	784
- prise d'eau sur poteau à proximité caserne POMPIERS pour remplissage camions et formation des pompiers			200
- incendies de forêt			0
- incendies de batiments et divers			2400
sous total besoins incendie V 11 SAGE			**3384**
- vol d'eau sur les poteaux incendie (entreprises de curage réseau et balayage de chaussée)			100
- vol d'eau entreprises de TP (travaux de voirie)			150
sous total non comptabilisé parasite V 10 SAGE			**250**
- prise d'eau par collectivité pour arrosage sans compteur			0
- prise sur bouches de lavage sans compteur ni facturation forfaitaire d'un volume estimé			0
- utilisation par gens du voyage			50
sous total non comptabilisé collectif public V9 SAGE			**50**
TOTAL EAU LIVREE SANS COMPTAGE			**3684**

Commentaires:

4 purges qualité, 5 interventions accessoires et 9 purges suite casse canalisations
40 incendies SDIS évènement à 1 hr en moyenne par évènements et 60 m3 = 2400 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Etat des remises pour fuites

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Remises fuites 2021

COBAN pour la commune de MIOS - 28857				
Code Insee	Commune	Classe client	Adresse	Volumes dégrevés(m3)
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE GASSIAN	4 155
33284	MIOS	Particulier	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	2 291
33284	MIOS	Particulier	ALLEE DE SAINT BRICE	2 215
33284	MIOS	Particulier	RUE COLETTE BESSON	1 796
33284	MIOS	Professionnel	AVENUE DE VERDUN	871
33284	MIOS	Particulier	AVENUE DU VAL DE L EYRE	543
33284	MIOS	Particulier	RUE ALBERT JACQUARD	441
33284	MIOS	Particulier	ROUTE D ARNAUTON	353
33284	MIOS	Particulier	RUE DE CANET	266
33284	MIOS	Particulier	RUE DE PEYOT	213
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE REGANEAU	211
33284	MIOS	Particulier	RUE DES NAVARRIES	168
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE LA SAYE	152
33284	MIOS	Particulier	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	151
33284	MIOS	Particulier	ROUTE DE PUJEAU	138
33284	MIOS	Particulier	RUE DES NAVARRIES	108
33284	MIOS	Particulier	RUE DE GANADURE	86
33284	MIOS	Particulier	RUE DE BENEAU	83
33284	MIOS	Particulier	RUE DES ACACIAS	61
33284	MIOS	Particulier	RUE DES ECOLES	33
33284	MIOS	Particulier	RUE DE PEILLIN	32
33284	MIOS	Particulier	IMPASSE MARIE GOUZE	25
Total général				**14 392**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Interventions sur le réseau

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	08/02/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	04/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	RUE NICOLAS BREMONTIER	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/01/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	RTE D ANDRON LES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	RES LA PALINETTE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	05/01/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	18/01/2021	CHEMIN DE LAMOTHE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	05/01/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	19/01/2021	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	ROUTE DE CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	09/02/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	20/01/2021	CHEMIN DU HAPCHOT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	19/01/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	11/01/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	10/02/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	11/01/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	21/01/2021	ROUTE DE MOURA	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	10/02/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	08/03/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	21/01/2021	ILOT JULES FERRY	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	22/01/2021	RUE DE LAPUGEYRE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	11/01/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	10/02/2021	RUE ALFRED KASTLER	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	21/01/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter fuite**	21/01/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	08/03/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/03/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/03/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	05/03/2021	ILOT JULES FERRY	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	08/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	13/01/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	10/02/2021	RUE ALFRED KASTLER	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	22/01/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	10/02/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	10/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	13/01/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	**appareil fontainerie entretenir**	13/01/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	01/02/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	11/02/2021	RUE RAYMOND BRIZON	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	25/01/2021	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	26/01/2021	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	28/01/2021	_	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	29/03/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	30/03/2021	RUE RAYMOND BRIZON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LIEU DIT CANAULEY	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	ROUTE DE CASTANDET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LIEU DIT CANAULEY	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LOT LA GARENNE DE DELIS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LOT LE DOMAINE D ANDRON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	IMPASSE DE LA PRAIRIE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	29/03/2021	LIEU DIT LA BASSE COUR	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	29/01/2021	ALLEE DU LACANAU	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	12/01/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	25/01/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	29/01/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	15/02/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	06/04/2021	RUE RACHEL CARSON	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	06/04/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	**réseau eau rechercher fuite**	10/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	10/03/2021	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	02/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	02/02/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	13/01/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	27/01/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	27/01/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	28/01/2021	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	28/01/2021	RUE RAYMOND BRIZON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer à la demande du client**	28/01/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	02/02/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	03/02/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	15/02/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	IMPASSE DES GENETS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	29/03/2021	ROUTE DE CRASTALIS	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	01/04/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	08/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	28/01/2021	CHEMIN DU BRANON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	03/02/2021	CHEMIN DU BRANON	MIOS	1
MIOS	**voirie enquêter problème**	29/01/2021	_	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	02/02/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	03/02/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	08/02/2021	CHEMIN DU DUC	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	08/04/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	01/04/2021	RUE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	08/04/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	14/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	02/02/2021	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	02/02/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	13/04/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	08/04/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	07/04/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	07/04/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DU MOULIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	07/04/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DE LA MOULASSE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE SAINT JEAN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	27/04/2021	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	ROUTE DE LA MOULASSE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	08/04/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	06/04/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	26/04/2021		MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	12/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	12/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau ouvrir**	27/04/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/04/2021	RUE DES PINSONS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	20/04/2021	RUE DU RAOUQUE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**27/04/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/02/2021**	CHEMIN DE LAMOTHE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**24/02/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**24/02/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/02/2021**	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**07/05/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/05/2021**	ROUTE DE CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	RUE DU CHATEAU	SALLES	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/04/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**11/05/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**07/05/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	RESIDENCE BEAUSEJOUR	SALLES	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	RUE DU CHATEAU	SALLES	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**15/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**20/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	CHEMIN DE SEMPEY	SALLES	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**19/04/2021**	CHEMIN DE SEMPEY	SALLES	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/04/2021**	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**21/04/2021**	CHEMIN DE LA ROSE	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**21/04/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**16/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/04/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**22/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**22/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**22/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**23/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**23/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**23/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**27/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**28/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**29/04/2021**	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	**Compteur lot relever**	**28/04/2021**		MIOS	1
MIOS	**réseau eau purger**	**28/04/2021**	ROUTE DE LAVIGNOLLE	SALLES	1
MIOS	**compteur déposer**	**05/05/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer à la demande du client**	**25/02/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**18/02/2021**	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**25/02/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**23/04/2021**	RUE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**23/04/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**15/04/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/04/2021**	RUE DU BOIS DE FREUROT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/04/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/04/2021**	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**15/04/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**21/04/2021**	IMPASSE DE JANVIER	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/04/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**22/04/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**27/04/2021**	ROUTE DE REGANEAU	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter pour qualité eau**	**27/04/2021**	ROUTE DE CRASTALIS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	devis métré réaliser	05/05/2021	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	27/04/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	07/05/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	06/05/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	05/05/2021	ROUTE DE COMPOSTELLE	SALLES	1
MIOS	devis métré réaliser	12/05/2021	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	11/05/2021	RUE DE L ESCOUARTE	MIOS	1
MIOS	BAC remettre en état	25/02/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	25/02/2021	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	BAC remettre en état	23/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	19/05/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	20/05/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	23/04/2021	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	appareil fontainerie vérifier	05/05/2021	_	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	17/05/2021	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	07/05/2021	RUE DES MESANGES	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	17/05/2021	IMPASSE DU PRE SAINT MARTIN	MIOS	1
MIOS	compteur poser	23/02/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/02/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	BAC rechercher, enquêter, déboucher	04/02/2021	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	05/02/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	compteur poser	05/02/2021	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	compteur poser	08/02/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	regard compteur renouveler	11/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer sans compteur	04/05/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer sans compteur	04/05/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/05/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/04/2021	RUE NELSON MANDELA	MIOS	1
MIOS	compteur poser	11/05/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	11/05/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer	10/04/2021	CHEMIN DU PITEY	SALLES	1
MIOS	réseau eau réparer	23/04/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/04/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/04/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	regard compteur renouveler	19/04/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/04/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/04/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/04/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	émetteur radio renouveler (sans compteur)	07/05/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/05/2021	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	19/05/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/05/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/05/2021	RUE COLETTE BESSON	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/05/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	18/05/2021	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur poser**	**05/05/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/05/2021**	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**21/05/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/06/2021**	RUE AMELIA EARHART	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**02/03/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	IMPASSE DU BOURRELIER	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**18/05/2021**	ROUTE DE LA CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**10/06/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**14/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**14/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**14/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**18/05/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/05/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**18/05/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**08/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**réseau eau purger**	**25/05/2021**	RUE DE L AVENIR	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**31/05/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	LOT LE DOMAINE D ANDRON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE DE CANET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	CHEMIN DE LESTAULEYRES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	ROUTE DE LA CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE CLEMENT ADER	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**14/06/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**03/06/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**appareil fontainerie créer**	**15/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**31/05/2021**	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**15/06/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**25/05/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**14/06/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**03/06/2021**	RUE DE GARROT	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**17/06/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/03/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/03/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**14/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**21/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	IMPASSE DE LA COLLINE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**18/05/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**regard compteur créer**	**04/06/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**devis métré réaliser**	**26/05/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**16/06/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**17/05/2021**	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**18/05/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/05/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**17/05/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/05/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**14/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/06/2021**	CHEMIN DES CHENES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**17/05/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau renouveler sans compteur**	**03/06/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/06/2021**	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DES ARRIBAUTS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**16/06/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/05/2021**	IMPASSE DU PRE SAINT MARTIN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/06/2021**	RUE DU BARRAIL	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**09/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**24/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**17/06/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/06/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**03/06/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**29/06/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**03/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**07/06/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**15/06/2021**	ROUTE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**21/06/2021**	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**24/06/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**23/06/2021**	RUE DES 4 ROUTES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**21/06/2021**	RUE DES GRIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE DE PEILLIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**07/07/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**15/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	RUE ANDRE CITROEN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE DE PAULON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**30/06/2021**	RUE DE LA PINEDE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	ROUTE D ARNAUTON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**15/06/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE LUCIE LAFARGUE	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE CHARLES DUOLE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/07/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/06/2021**	RUE LUCIE LAFARGUE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**24/06/2021**	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	ROUTE DE LA MOULASSE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**16/06/2021**	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**21/06/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**17/06/2021**	RUE DES GALIPS	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**15/06/2021**	ROUTE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**17/06/2021**	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**07/07/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**01/07/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**06/07/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**17/06/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/06/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DES ARRIBAUTS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DES ACACIAS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DE FLATTER	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	IMPASSE DE JANVIER	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**08/07/2021**	RUE DU VOISIN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**12/07/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**30/06/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/07/2021**	LIEU DIT LE PAS DE L ANE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/07/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**15/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**04/08/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**06/08/2021**	ROUTE DE PEYLON	MIOS	1
MIOS	**BAC remettre en état**	**21/07/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**28/07/2021**	RUE DE VIVEY	MIOS	1
MIOS	**voirie enquêter problème**	**09/08/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	RUE DES PERDUYES	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**26/07/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	PLACE DU 8 MAI	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**30/06/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	CHEMIN DU HOURQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**28/07/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**01/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**30/06/2021**	TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**01/07/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	RUE JEAN MARIE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/07/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	RUE DE FLATTER	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/07/2021**	RUE DE LA PINEDE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**03/08/2021**	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	ALLEE DE MOUNHOMME	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**21/07/2021**	RUE DE PUJOULET	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/07/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**27/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**15/07/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/07/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**20/07/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DES ACACIAS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/07/2021**	RUE DE L OREE DU BOIS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	ROUTE DE MOURA	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	ROUTE DE GASSIAN	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**29/07/2021**	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**19/07/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	RUE DE LA CARREYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**16/07/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	ROUTE DE LA CLOCHE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**02/08/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**28/07/2021**	LIEU DIT CANAULEY	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**23/07/2021**	ROUTE DE CRASTALIS	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**22/07/2021**	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau fermer demande interne**	**12/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/07/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/07/2021**	RUE DU BOIS DE FREUROT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/07/2021**	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/07/2021**	CHEMIN DE COULARRE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/07/2021**	CHEMIN DE LA ROSE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/07/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/07/2021**	DOMAINE TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**15/07/2021**	PLACE DU 8 MAI	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**15/07/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**20/07/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**11/08/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**01/07/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**11/08/2021**	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**11/08/2021**	QUARTIER BAS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/07/2021**	LOTISSEMENT DOMAINE DE BENA	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**11/08/2021**	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur enquêter anomalie	11/08/2021	CHEMIN DE LA ROSE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DE PUJOULET	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	08/07/2021	ROUTE DES DOUILS	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	12/07/2021	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	15/07/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	accessoire réseau réparer	21/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	réseau eau remise en eau réaliser	21/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	réseau eau arrêt d'eau afficher	15/07/2021	_	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	15/07/2021	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	22/07/2021	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	21/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	compteur relever	12/07/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	29/07/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	29/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	20/07/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter anomalie	15/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter pour qualité eau	09/07/2021	ROUTE D ANTONE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/07/2021	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	27/07/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	29/07/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	branchement eau ouvrir	23/07/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	03/08/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	réseau eau arrêt d'eau réaliser	21/07/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	29/07/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	28/07/2021	IMPASSE DE LA CASSEYRE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	11/08/2021	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour vétusté (PRC)	28/07/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	12/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	04/08/2021	ROUTE DE LA SAYE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	11/08/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	12/08/2021	RUE DU HAMEAU	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	02/08/2021	ALLEE DU TORT	MIOS	1
MIOS	branchement eau enquêter fuite	03/08/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	12/07/2021	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	15/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/07/2021	RUE CLEMENT ADER	MIOS	1
MIOS	réseau eau purger	21/07/2021	RUE DE HARGON	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	28/07/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/07/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	regard compteur enquêter	09/08/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau créer sans compteur**	**19/07/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**06/07/2021**	RUE FRANCOISE DOLTO	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**08/07/2021**	ALLEE DU PELUT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**04/06/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**regard compteur renouveler**	**23/08/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/06/2021**	RUE ANNE FRANCK	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**24/06/2021**	RUE CESARIA EVORA	MIOS	1
MIOS	**regard compteur renouveler**	**23/08/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**21/06/2021**	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/06/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**01/06/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**02/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**25/06/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**21/06/2021**	ZAC DES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**compteur poser**	**02/07/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/06/2021**	RUE DE MASQUET	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**02/07/2021**	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	RUE NICOLAS BREMONTIER	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**12/07/2021**	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**22/07/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**22/07/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**29/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**29/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**29/07/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**réseau eau réparer**	**01/07/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**26/07/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**22/07/2021**	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/08/2021**	RUE FLORENCE ARTHAUD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**03/08/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**31/08/2021**	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**17/08/2021**	ZAC DU PARC DU VAL DE LEYRE	MIOS	1
MIOS	**BAC rechercher, enquêter, déboucher**	**20/08/2021**	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**27/08/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur poser**	**27/08/2021**	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**02/09/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**19/08/2021**	ALLEE DU TORT	MIOS	1
MIOS	**regard compteur enquêter**	**01/09/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**02/09/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**23/08/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**24/08/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**25/08/2021**	CHEMIN DE CROIX D HINS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**02/09/2021**	ALLEE DE MOUNHOMME	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**26/08/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**03/09/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**07/09/2021**	_	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**06/09/2021**	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter équipement**	**13/09/2021**	ALLEE DE LA PLAGE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ALLEE DE MOUNHOMME	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	CHEMIN DE VIGNOLLE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ROUTE DE FLORENCE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ROUTE D ANTONE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	RUE DE CANET	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour vétusté (PRC)**	**13/08/2021**	ROUTE D ANTONE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**30/08/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**13/08/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**19/08/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	voirie enquêter problème	25/08/2021	CHEMIN DE CROIX D HINS	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	24/08/2021	RUE SIMONE DE BEAUVOIR	MIOS	1
MIOS	branchement eau ouvrir	06/09/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer à la demande du client	11/08/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	17/03/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	25/08/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DE CANET	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DU CLOS DES CAVALIERS	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	ALLEE DU LACANAU	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	08/09/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	22/09/2021	LIEU DIT CAUDOS GARE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	22/09/2021	RUE DE LA RIVIERE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	01/09/2021	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	vanne inspecter - manoeuvrer	20/09/2021	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	vanne inspecter - manoeuvrer	20/09/2021	ROUTE DE CASTANDET	MIOS	1
MIOS	Branchement eau modifier sans regard sans compteur	19/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	16/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	19/08/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	02/09/2021	RUE ALBERT JACQUARD	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	16/08/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/08/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	19/08/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	branchement eau réparer	19/08/2021	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	17/09/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	16/09/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	14/09/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	compteur relever	17/09/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	23/09/2021	RUE DE TESTAROUCH	MIOS	1
MIOS	vanne inspecter - manoeuvrer	14/09/2021	_	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	23/09/2021	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	22/09/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	accessoire réseau renouveler	20/09/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	23/09/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	22/09/2021	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	réseau eau prélever pour analyse de contrôle	24/09/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	08/09/2021	CHEMIN DU BOUCHON	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	09/09/2021	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	17/09/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	17/09/2021	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	20/09/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	22/09/2021	RUE LUCIE LAFARGUE	MIOS	1
MIOS	compteur remplacer pour anomalie technique	06/10/2021	ROUTE DE CRAQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer demande interne	22/09/2021	RUE DES GREPINS	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**BAC remettre en état**	**29/09/2021**	ROUTE DE PEYLONG	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter fuite**	**05/10/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**18/03/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**15/10/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/10/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**04/10/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**06/10/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**20/10/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**19/10/2021**	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**27/10/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**26/10/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**compteur déposer**	**09/11/2021**	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**06/10/2021**	RUE MARIE CURIE	MIOS	1
MIOS	**Branchement eau modifier sans regard sans compteur**	**02/11/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**06/10/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**05/10/2021**	RUE DU MARECHAL LECLERC	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**20/10/2021**	RUE DE LA PINEDE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**21/10/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**05/10/2021**	IMPASSE DU CATALPA	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**18/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**branchement eau réparer**	**22/10/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**13/10/2021**	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**27/10/2021**	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur changer pièces, réparer fuite**	**19/10/2021**	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**27/10/2021**	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	**accessoire réseau renouveler**	**26/10/2021**	RUE DE PEYOT	MIOS	1
MIOS	**accessoire réseau renouveler**	**18/11/2021**	RUE DE BENEAU	MIOS	2
MIOS	**branchement eau réparer**	**03/11/2021**	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/11/2021**	LOT ZA DE MASQUET 2	MIOS	1
MIOS	**devis métré réaliser**	**15/11/2021**	AVENUE HUBERT MARTINEAU	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**12/11/2021**	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**17/11/2021**	IMPASSE DE LA PRADE	MIOS	1
MIOS	**compteur remplacer pour anomalie technique**	**02/11/2021**	ILOT HONORE DE BALZAC	MIOS	1
MIOS	**voirie enquêter problème**	**29/10/2021**	RUE DE LA RIVIERE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau enquêter fuite**	**05/11/2021**	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	**vanne inspecter - manoeuvrer**	**10/11/2021**	ROUTE DU PETIT CAUDOS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter anomalie**	**17/11/2021**	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**03/12/2021**	RUE DU VOISIN	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**24/11/2021**	RUE DE LALANDE	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**12/11/2021**	IMPASSE DE LA COLLINE	MIOS	1
MIOS	**branchement eau créer avec compteur**	**01/12/2021**	ROUTE DE LAGNET	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**01/12/2021**	RUE DES NAVARRIES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**13/11/2021**	RUE DES GREPINS	MIOS	1
MIOS	**compteur enquêter client**	**24/11/2021**	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	15/09/2021	ZAC DE MIOS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	ILOT JULES FERRY	MIOS	1
MIOS	compteur poser	01/09/2021	ALLEE DE LA DROSERA	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	ZA TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/09/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	14/09/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	13/09/2021	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/09/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/10/2021	ZAC DES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	accessoire réseau enquêter	19/09/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	BAC rechercher, enquêter, déboucher	22/09/2021	ROUTE DE PEYLONG	MIOS	1
MIOS	compteur poser	28/09/2021	ALLEE DU LACANAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	07/10/2021	IMPASSE DES PARPALHONS	MIOS	1
MIOS	compteur poser	12/10/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	04/10/2021	RUE SIMONE VEIL	MIOS	1
MIOS	compteur poser	23/11/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	26/11/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	16/11/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	27/10/2021	ROUTE DE PUJEAU	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/10/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	20/10/2021	ZAC LES TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer	04/11/2021	RUE DE LA RIVIERE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/12/2021	RUE DU VOISIN	MIOS	1
MIOS	compteur poser	03/12/2021	RUE DU VOISIN	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	compteur poser	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur poser	10/12/2021	TERRES VIVES	MIOS	1
MIOS	compteur poser	10/12/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	compteur poser	22/03/2021	RUE MARTHE SIMARD	MIOS	1
MIOS	branchement eau fermer suite non paiement	08/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	compteur changer pièces, réparer fuite	22/03/2021	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	AVENUE DES LANDES DE GASCOGNE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	CHEMIN DU LAVOIR	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	CHEMIN DES GASSINIERES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	26/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	25/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	19/03/2021	RUE DE L AVENIR	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	01/12/2021	ROUTE DE CLOCHE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	01/12/2021	ROUTE DE LESCAZEILLES	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer fuite	23/12/2021	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	02/12/2021	CHEMIN DE LAMOTHE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter fuite	30/12/2021	RUE DES BATAILLES LONGUES	MIOS	1
MIOS	réseau eau réparer fuite	27/12/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE DU GENERAL DE GAULLE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	24/03/2021	AVENUE DE VERDUN	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE LEON DELAGRANGE	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	CHEMIN DES ECOLIERS	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	AVENUE ARMAND RODEL	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	CHEMIN DU PUITS	MIOS	1
MIOS	compteur relever	01/12/2021	CHEMIN DU CHOUAN	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter client	26/03/2021	ALLEE DE SAINT BRICE	MIOS	1
MIOS	compteur relever	24/11/2021	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	compteur relever	24/11/2021	IMPASSE DES PRES	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	15/12/2021	RUE SAINT MARTIN	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	22/03/2021	RUE DE GANADURE	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter (débit, pression)	26/03/2021	ROUTE DE HOBRE	MIOS	1
MIOS	réseau eau enquêter fuite	24/12/2021	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	compteur enquêter équipement	31/12/2021	_	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	02/12/2021	ROUTE DE LA CARREYRE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	02/12/2021	RUE DE PUJOULET	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	17/12/2021	AVENUE DU VAL DE L EYRE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	09/12/2021	AVENUE DE LA REPUBLIQUE	MIOS	1
MIOS	branchement eau créer avec compteur	17/12/2021	RUE DE CAZE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	15/12/2021	ROUTE DE CURCHADE	MIOS	1
MIOS	devis métré réaliser	09/12/2021	ROUTE DE HAUTE	MIOS	1
MIOS	compteur réparer fuite, changer pièces	20/12/2021	RUE NIKI DE SAINT PHALLE	MIOS	1
MIOS	compteur réparer fuite, changer pièces	16/12/2021	AVENUE DE LA LIBERATION	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Liste des interventions sur le réseau eau potable en 2021

Nom du Contrat	Type d'intervention	Fin de Réalisation	Adresse d'intervention	Commune d'intervention	Nombre d'actes
MIOS	**branchement eau réparer fuite**	**20/12/2021**	RUE DES VIGNES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**compteur réparer fuite, changer pièces**	**27/12/2021**	ALLEE DE L ESCAUDON	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	ROUTE DU BARP	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	VEG BIGANOS	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	RUE DE GALEBEN	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	RUE JEAN MARIE PELT	MIOS	1
MIOS	**compteur relever**	**31/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau remise en eau réaliser**	**27/12/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1
MIOS	**réseau eau enquêter (débit, pression)**	**16/12/2021**	CHEMIN DE CROIX D HINS	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**23/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau purger**	**23/12/2021**	RUE DE SAMBA	MIOS	1
MIOS	**réseau eau arrêt d'eau réaliser**	**27/12/2021**	RUE DES ECOLES	MIOS	1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synoptique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

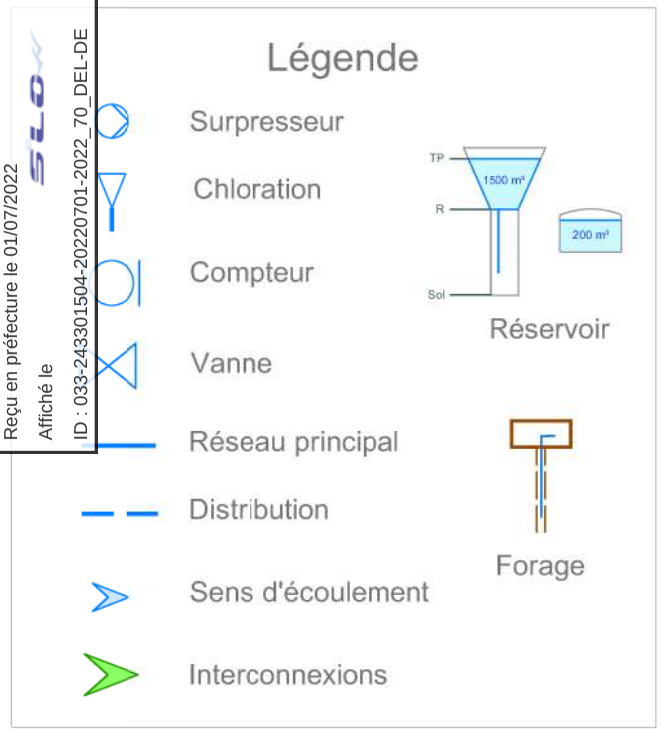
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

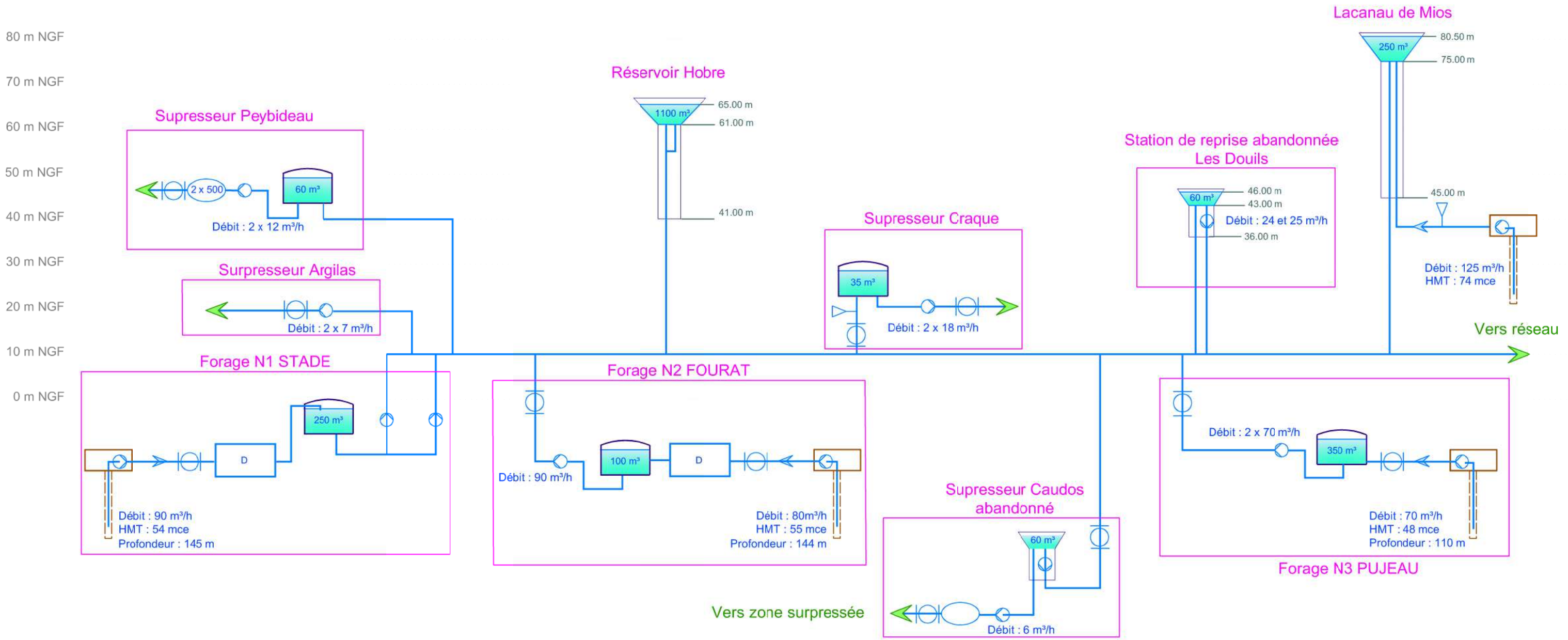
Réalisation :	CL
Contrôle :	PLA
Date :	02/2020

Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)

Contrat de Salles Mios

Synoptique du réseau d'eau potable





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Synthèse réglementaire 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COMMANDE PUBLIQUE

LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures sur La Commande Publique : Articles 35 et suivants : **la commande publique et l'environnement**
« Art. L. 3-1. - La commande publique ***participe à l'atteinte des objectifs de développement durable,*** *dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code. »*
« Au plus tard le 1er janvier 2025, ***l'Etat met à la disposition des pouvoirs adjudicateurs des outils opérationnels de définition et d'analyse du coût du cycle de vie des biens pour les principaux segments d'achat.*** *Ces outils intègrent le coût global lié notamment à l'acquisition, à l'utilisation, à la maintenance et à la fin de vie des biens ainsi que, lorsque c'est pertinent, les coûts externes supportés par l'ensemble de la société, tels que la pollution atmosphérique, les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité ou la déforestation. »*
L'article L. 228-4 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :
« A compter du 1er janvier 2030, l'usage des matériaux biosourcés ou bas-carbone intervient dans au moins 25 % des rénovations lourdes et des constructions relevant de la commande publique. Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article, en particulier la nature des travaux de rénovation lourde et les seuils au-delà desquels l'obligation est applicable aux acheteurs publics. »

- **Inscription des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale,** dans un nouvel article L. 3-1 du titre préliminaire du code de la commande publique aux côtés des principes fondamentaux de la commande publique et des éléments essentiels du régime juridique applicable aux contrats administratifs.
- **Renforcement des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) (**l'article L. 2111-3 du code de la commande publique est modifié**)**
  Il renforce les obligations de publicité des SPASER en prévoyant que, désormais, ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés. En outre, les SPASER doivent désormais comporter des indicateurs précis exprimés en nombre de contrats ou en valeur, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement ou écologiquement responsable parmi les marchés passés par l'acheteur concerné. Pour chacune des catégories, qui incluent notamment les achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, l'acheteur doit préciser des objectifs cibles à atteindre.
- **Prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques** (Les articles L. 2111-2 et L. 3111-2 du code de la commande publique sont modifiés**) :** Le code de la commande publique prévoit l'obligation de prendre en compte les objectifs de développement durable au stade de la détermination de la nature et de l'étendue du besoin par l'acheteur ou l'autorité concédante. La loi complète cette obligation en l'étendant, pour les marchés publics et les contrats de concession, à la phase de formalisation du besoin par des spécifications techniques.
- **Prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution** (Les articles L. 2152-7 et L. 3124-5 du code de la commande publique sont modifiés). La loi introduit l'obligation pour les acheteurs et les autorités concédantes, de retenir au moins un critère d'attribution prenant en compte les caractéristiques environnementales de l'offre. Jusque-là, aucune disposition du code n'imposait que les préoccupations environnementales fassent l'objet d'un critère de sélection du titulaire du marché ou de la concession. La formulation retenue demeure large afin de laisser une certaine souplesse aux acheteurs et aux autorités concédantes.
- **Prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution :** Désormais, l'article L. 2112-2 du code de la commande publique modifié dispose que les acheteurs devront impérativement prévoir dans leurs marchés publics des conditions d'exécution prenant en compte l'environnement. De la même manière**,** l'article L. 3114-2 modifié du code de la commande publique, impose désormais la prise en compte de considérations relatives à l'environnement dans les conditions d'exécution des contrats de concession.
- **La prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés et concessions formalisés.** Les articles L. 2112-2-1 et L. 3114-2-1 du code de la commande publique sont modifiés : les marchés et les concessions dont le

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

montant est supérieur aux seuils européens doivent, sauf dérogations, comprendre des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées.

- **Exclusion.** Les articles L. 2141-7-1 et L. 3123-7-1 du code de la commande publique sont modifiés. Possibilité pour un acheteur ou une autorité concédante d'exclure un soumissionnaire qui, soumis par le code de commerce (article L. 225-102-4 du code de commerce) à l'obligation d'établir un plan de vigilance, ne satisfait pas à cette obligation pour l'année qui précède celle de l'engagement de la consultation.
- **Contenu du rapport d'activité :** Inclusion, dans le rapport devant être remis chaque année par le concessionnaire à l'autorité concédante, de la description des mesures mises en œuvre pour garantir la protection de l'environnement et l'insertion par l'activité économique dans le cadre de l'exécution du contrat (modifiant l'article L. 3131-5 du code de la commande publique).

LOI n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

La loi pose le principe selon lequel, lorsqu'un contrat de la commande publique a pour objet l'exécution d'un service public, son titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.
Les clauses du contrat doivent rappeler ces obligations et préciser les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour les mettre en œuvre et faire cesser les manquements constatés.

Décret n° 2021-1111 du 23 août 2021 modifiant les dispositions du code de la commande publique relatives aux accords-cadres et aux marchés publics de défense ou de sécurité

Tirant les conséquences de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 juin 2021, Simonsen & Weel A/S, aff. C-23/20, qui impose aux acheteurs d'indiquer dans les avis d'appel à la concurrence relatifs aux accords-cadres la quantité ou la valeur maximale des prestations qui pourront être commandées sur le fondement de l'accord-cadre, le décret a supprimé, à compter du 1er janvier 2022, la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum.

Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021 relatif à la suppression de l'exigence de présentation par les entreprises d'un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers dans leurs démarches administratives

Le décret a supprimé l'obligation faite aux entreprises de fournir un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers ou au registre des entreprises tenu par les chambres de métiers d'Alsace et de Moselle à l'appui de leurs demandes ou déclarations auprès de l'administration. Il a substitué à la fourniture de l'extrait d'immatriculation la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE. Grâce à ce numéro, l'administration chargée de traiter une demande ou une déclaration peut accéder, par l'intermédiaire d'un système électronique, aux données qui lui sont nécessaires sur l'entreprise demanderesse ou déclarante issues, d'une part, du registre national du commerce et des sociétés (RNCS) tenu par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) et, d'autre part, du répertoire national des métiers (RNM) tenu par CMA France.

Arrêtés du 30 mars 2021 portant approbation des cahiers des clauses administratives générales des marchés publics :

- de fournitures courantes et de services
- de travaux
- industriels
- de prestations intellectuelles
- de techniques de l'information et de la communication
- de maîtrise d'œuvre

Les arrêtés interministériels approuvant les six nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics ont été publiés au Journal officiel du 1er avril 2021. Ces CCAG sont entrés en vigueur le 1er avril 2021. Les acheteurs publics ont pu encore se référer aux versions 2009 jusqu'au 30 septembre 2021.

GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

Décret n° 2021-474 du 20 avril 2021 relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043401315

Le décret est pris pour l'application de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire.

Le décret définit les bénéficiaires et ses modalités d'application du dispositif relatif au report de paiement des factures d'eau, d'électricité et de gaz par les entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Il précise ainsi les bénéficiaires de l'interdiction des suspension, interruption ou réduction, y compris par résiliation de contrat, de la fourniture d'électricité, de gaz ou d'eau et de l'obligation de report des factures dues pour ces fournitures, prévue par l'article 14 de loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. En revanche, les fournisseurs et services distribuant l'eau potable pour le compte des communes compétentes (au titre de l'article L. 2224-7-1 du code général des collectivités territoriales), les fournisseurs d'électricité titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie) et fournisseurs de gaz titulaires de l'autorisation (mentionnée à l'article L. 443-1 du même code) ne sont pas tenus d'appliquer les dispositions du VI de l'article 14 de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 susmentionnée aux échéances de paiement de factures reportées en application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020 relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19, exigibles entre le 12 mars 2020 et l'expiration d'un délai de deux mois après la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire prévu par la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

A noter :

La date de fin du report de paiement de factures ne pourra excéder **deux mois après la date de fin de la mesure de police administrative** (mentionnée au I de l'article 14 de la loi du 14 novembre 2020 susvisée) ou, si cette date n'est pas connue, **la date de fin du report de facture ne pourra excéder deux mois après la date la plus tardive** entre la fin de l'état d'urgence sanitaire mentionnée à l'article 1er de la loi du 14 novembre 2020 susvisée (1er juin 2021 inclus) et la fin de la période mentionnée au I de l'article 1er de la loi du 9 juillet 2020 (jusqu'au 1er avril 2021 inclus) : donc 1er juin 2021.

LOI n° 2021-513 du 29 avril 2021 rénovant la gouvernance des services publics d'eau potable et d'assainissement en Guadeloupe (1)

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043604527

La loi crée un nouveau syndicat mixte unique pour gérer l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, en réponse aux multiples défaillances du service public dans ce domaine.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Des mesures sont dans le titre V **« *se loger* » (art 249 de la loi)** et modifient le **code de la sécurité intérieure concernant les services essentiels :**

- Rappel de l'Article L732-1 du code de la sécurité intérieure :
  Les exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz, ainsi que les opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public prévoient les mesures nécessaires au maintien de la satisfaction des besoins prioritaires de la population lors des situations de crise.
  Ces besoins prioritaires, définis par un décret en Conseil d'Etat, sont pris en compte dans les cahiers des charges ou contrats régissant les concessions ou délégations de service public et dans les dispositions réglementaires encadrant les activités précitées, qui peuvent comporter des mesures transitoires. Ce décret précise le niveau d'exigence et les délais d'application requis pour leur mise en œuvre.
- Insertion d'une nouvelle obligation pour prévenir toute crise et à l'initiative du préfet dans certaines zones de risques naturels
  « Art. L. 732-2-1. - Afin d'identifier les vulnérabilités des services et réseaux, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal, le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'article L. 1311-1 du code de la défense peut demander à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

tout exploitant de service ou réseau mentionné à l'article L. 732-1 du présent code, dans les territoires où l'exposition importante à un ou plusieurs risques naturels peut conduire à un arrêt de tout ou partie du service ne permettant plus de répondre aux besoins prioritaires de la population :
« 1° Un diagnostic de vulnérabilité de ses ouvrages existants en fonction de l'exposition aux risques naturels et de la configuration des réseaux au regard de ces risques ;
« 2° Les mesures prises en cas de crise pour prévenir les dégâts causés aux ouvrages et pour assurer un service minimal qui permette d'assurer la continuité de la satisfaction des besoins prioritaires de la population ;
« 3° Les procédures de remise en état du réseau après la survenance de l'aléa ;
« 4° Un programme des investissements prioritaires pour améliorer la résilience des services prioritaires pour la population en cas de survenance de l'aléa.
« Les modalités d'application du présent article sont définies par décret. »

EAU POTABLE

Décret n° 2021-205 du 24 février 2021 portant transfert à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de décisions administratives individuelles en matière d'eaux destinées à la consommation humaine, d'eaux minérales naturelles et d'eaux de piscines et de baignades
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043180090/2021-03-01/
L'article 29 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite « ASAP ») a modifié les articles L. 1313-1 et L. 1321-5 du code de la santé publique afin de transférer du ministère des Solidarités et de la Santé à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) la délivrance des agréments des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux, ainsi que l'autorisation des produits et procédés de traitement de l'eau des piscines et des baignades artificielles.
Ce décret transfère, du ministre de la santé au directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, la compétence en matière de délivrance des agréments aux laboratoires chargés des prélèvements et des analyses des eaux de piscines ainsi qu'en matière d'autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscines et de baignades artificielles.
Le silence gardé sur les demandes d'autorisation ou d'agrément pendant plus de 6 mois vaut désormais ACCEPTATION (auparavant le silence signifiait rejet).
L'ANSES devient ainsi compétente à compter du 1er mars 2021 pour délivrer les agréments des laboratoires d'analyses des eaux destinées à la consommation humaine, des eaux minérales naturelles, des eaux des piscines et baignades ainsi que des autorisations de produits et procédés de traitement des eaux de piscines et baignades artificielles en système fermé.
Ce transfert constitue une simplification pour les laboratoires et les industriels concernés dans la mesure où ces agréments et autorisations (de l'ordre d'une cinquantaine par an) sont actuellement délivrés par le ministère des Solidarités et de la Santé sur le seul fondement des expertises et évaluations scientifiques réalisées par l'ANSES.
A noter que l'agrément des procédés et produits pour l'eau potable ne fait pas partie de ce transfert. Cela ne devrait donc pas changer les procédures d'autorisations de filière pour des usines de production d'eau potable, qui seront encore traitées par les ARS.

Arrêté du 25 février 2021 modifiant l'arrêté du 5 juillet 2016 modifié relatif aux conditions d'agrément des laboratoires pour la réalisation des prélèvements et des analyses du contrôle sanitaire des eaux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043189625

Décret n° 2021-395 du 6 avril 2021 portant adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043333615
Publics concernés : fabricants, importateurs, utilisateurs en aval, distributeurs de produits chimiques, consommateurs.
Objet : adaptation du code de la santé publique au droit de l'Union européenne en ce qui concerne les règles applicables aux produits chimiques.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le règlement concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACh), encadre la mise sur le marché européen des substances ou mélanges dangereux, sous conditions d'enregistrement, d'évaluation et d'autorisation par les autorités européennes. Le règlement relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges (CLP), quant à lui, définit les obligations des fournisseurs de substances ou mélanges dangereux, en matière de classification, d'étiquetage et d'emballage avant leur mise sur le marché, de manière à informer la population sur les dangers à l'aide d'un système harmonisé et clair au niveau européen. Le décret met à jour les dispositions nationales, résultant pour partie des mesures de transposition antérieures aux règlements REACh et CLP, afin de les adapter aux dispositions européennes issues de ces règlements. Par ailleurs, il révise les dispositions relatives à certaines catégories de produits biocides et phytosanitaires, pour les rendre cohérentes avec celles, plus récentes, du code de l'environnement et du code rural et issues des directives ou des règlements européens correspondants.

LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

Les mesures de protection de la ressource

- Ces mesures sont notamment dans le chapitre III intitulé : **« *protéger les écosystèmes et la diversité écologique* »** (cf intégré dans le titre 1er qui vise l'atteinte aux objectifs de l'accord de Paris)
- **Article 45** modifiant l'article L 210.1 du code de l'environnement qui est l'article chapeau du titre 1er (eau et milieux aquatiques marins) du livre II du code de l'environnement (Milieux physiques) **pour introduire les fonctionnalités**
  L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.
  *« **Le respect des équilibres naturels implique la préservation et, le cas échéant, la restauration des fonctionnalités naturelles des écosystèmes aquatiques, qu'ils soient superficiels ou souterrains, dont font partie les zones humides, et des écosystèmes marins, ainsi que de leurs interactions. Ces fonctionnalités sont essentielles à la reconquête de la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique ainsi qu'à l'atténuation de ses effets et participent à la lutte contre les pollutions. A ce titre, les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation**. »*
  Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.
  Les coûts liés à l'utilisation de l'eau, y compris les coûts pour l'environnement et les ressources elles-mêmes, sont supportés par les utilisateurs en tenant compte des conséquences sociales, environnementales et économiques ainsi que des conditions géographiques et climatiques.
- **Article 46 visant l'étude de certaines substances polluantes dans sol et eau :**
  I. - Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de deux ans à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport sur la pollution des eaux et des sols par les substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles. Ce rapport propose notamment des solutions applicables pour la dépollution des eaux et des sols contaminés par des substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles.
  II. - Le Gouvernement fournit systématiquement un nouveau rapport sur le sujet mentionné au I à chaque réévaluation à la baisse du seuil d'exposition tolérable aux substances perfluoroalkyles et polyfluoroalkyles fourni par l'autorité administrative européenne compétente, dans les douze mois qui suivent la réévaluation à la baisse dudit seuil.
- **Insertion de la qualité de l'eau comme partie intégrante du patrimoine commun de la nation** (article 48 de la loi modifiant l'article L110.1, article pilier du code de l'environnement)
  *I. - Les espaces, ressources et milieux naturels terrestres et marins, les sons et odeurs qui les caractérisent, les sites, les paysages diurnes et nocturnes, la qualité de l'air, **la qualité de l'eau,** les êtres vivants et la biodiversité font partie du patrimoine commun de la nation. Ce patrimoine génère des services écosystémiques et des valeurs d'usage.*
- **Article 61** de la loi complétant l'article L212.1 du code de l'environnement qui vise le contenu des **SDAGE.** Il rajoute une obligation au comité de bassin compétent dans chaque bassin ou

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

groupement de bassins qui avait déjà pour mission d'identifier les zones de captages, actuelles ou futures, destinées à l'alimentation en eau potable.

« 3° A l'identification, au plus tard le 31 décembre 2027, des masses d'eau souterraines et des aquifères qui comprennent des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable actuelle ou future ainsi que, si l'information est disponible, leurs zones de sauvegarde, au sein desquelles des mesures de protection sont instituées pour la préservation de ces ressources stratégiques. Ces mesures contribuent à assurer l'équilibre quantitatif entre les prélèvements dans ces ressources, en prenant notamment en compte les besoins des activités humaines et leur capacité à se reconstituer naturellement, et contribuent également à préserver leur qualité pour satisfaire en priorité les besoins pour la consommation humaine. Elles prennent également en compte les besoins liés notamment à la production alimentaire. » ;

Et de façon cohérente, complément de l'article L212-5-1 du code de l'environnement

I. — Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux comporte un plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques définissant les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3, notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma.

« Si le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux n'a pas procédé à l'identification des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable au sein des masses d'eau souterraines et des aquifères prévue au 3° du II de l'article L. 212-1, le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques identifie ces zones. » ;

Ce plan peut aussi

3° Identifier, à l'intérieur des zones humides définies au 1° du I de l'article L. 211-1, des zones stratégiques pour la gestion de l'eau dont la préservation ou la restauration contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L. 212-1 ; et définir les mesures de protection à mettre en œuvre au sein des zones de sauvegarde des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable des masses d'eau souterraines et des aquifères, mentionnées au 3° du II du même article L. 212-1, ainsi que les éventuelles mesures permettant d'accompagner l'adaptation des activités humaines dans ces zones de sauvegarde ».

Article 101 sur la **performance des constructions**

- Incitation à un mode de végétalisation par recours à une autre ressource que le réseau d'eau potable

*les bâtiments ou parties de bâtiments mentionnés au II du présent article doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables**, soit un système de végétalisation basé sur un mode cultural ne recourant à l'eau potable qu'en complément des eaux de récupération**, garantissant un haut degré d'efficacité thermique et d'isolation et favorisant la préservation et la reconquête de la biodiversité, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat et, sur les aires de stationnement associées lorsqu'elles sont prévues par le projet, des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préservant les fonctions écologiques des sols.*

II. - Les obligations prévues au présent article s'appliquent :

« 1° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage commercial, industriel ou artisanal, aux constructions de bâtiments à usage d'entrepôt, aux constructions de hangars non ouverts au public faisant l'objet d'une exploitation commerciale et aux constructions de parcs de stationnement couverts accessibles au public, lorsqu'elles créent plus de 500 mètres carrés d'emprise au sol ;

« 2° Aux constructions de bâtiments ou parties de bâtiment à usage de bureaux, lorsqu'elles créent plus de 1 000 mètres carrés d'emprise au sol.

« Ces obligations s'appliquent également aux extensions et rénovations lourdes de bâtiments ou parties de bâtiment lorsque ces extensions ou les rénovations concernées ont une emprise au sol de plus de 500 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 1° du présent II, et de plus de 1 000 mètres carrés, pour les bâtiments mentionnés au 2°, ainsi qu'aux aires de stationnement associées mentionnées au I lorsqu'il est procédé à des rénovations lourdes sur ces aires ou à l'occasion de la conclusion d'un nouveau contrat de concession de service public, de prestation de service ou de bail commercial, ou de son renouvellement.

- Et volet stationnement et eaux pluviales

*« Art. L. 111-19-1. - Les parcs de stationnement extérieurs de plus de 500 mètres carrés associés aux bâtiments ou parties de bâtiment auxquels s'applique l'obligation prévue à l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ainsi que les nouveaux parcs de stationnement extérieurs ouverts au public de plus de 500 mètres carrés **doivent intégrer sur au moins la moitié de leur***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

Décret n° 2021-588 du 14 mai 2021 relatif à la création d'un comité d'anticipation et de suivi hydrologique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043501015
Le décret a pour objet d'introduire dans le code de l'environnement un article créant un comité d'anticipation et de suivi hydrologique en vue notamment de mieux anticiper et gérer les épisodes de sécheresse en métropole et dans les territoires ultramarins. Ce comité est composé de membres issus des différents collèges du Comité national de l'eau.

Décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées a la sécheresse
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043694462
Objectif 1 : "Gestion équilibrée et durable de la ressource" : Protéger la ressource en eau, c'est aussi protéger la biodiversité et les milieux naturels." "
Objectif 2 : mettre un terme à un contentieux récurrent relatif aux autorisations uniques de prélèvement censurées par les juridictions, notamment en raison de débats sur les volumes prélevables (quantités d'eau qui peuvent être prélevées dans les milieux naturels sans les mettre en danger).
Objectif 3 : adopter une approche globale de gestion des usages : améliorer la gestion quantitative de l'eau, tant sur le plan structurel, en vue d'une gestion équilibrée et durable de la ressource, que conjoncturel, pour une meilleure gestion des crises et des sécheresses qui seront probablement amenées à se multiplier
Principe 1 : notion de "Volumes prélevables" servant à déterminer les autorisations de prélèvement. Le décret fixe donc un cadre et une définition explicite permettant à l'ensemble des acteurs (agriculteurs, industriels, élus des collectivités territoriales responsables de la gestion de l'eau, mais aussi gestionnaires d'espaces naturels) d'agir pour préserver et partager la ressource dans un contexte juridique sécurisé. Le décret stipule que pour chaque demande d'autorisation unique de prélèvement, déposée par un organisme unique de gestion collective, l'étude d'impact ou l'étude d'incidence du projet doit comporter une série de documents tels que "l'historique sur les cinq à dix dernières années des volumes prélevés" ou un "argumentaire justifiant que les volumes demandés sont compatibles avec le respect du bon fonctionnement des milieux" (art.2).
Le volume prélevable (défini comme le volume pouvant statistiquement être prélevé huit années sur dix en période de basses eaux dans le milieu naturel aux fins d'usages anthropiques) est "issu d'une évaluation statistique des besoins minimaux des milieux sur la période de basses eaux. Il est réparti entre les usages, en tenant compte des enjeux environnementaux, économiques et sociaux" (art.3).
Principe 2 : Rôle majeur du préfet coordonnateur de bassin dans les bassins en déséquilibre structurel pour fixer une stratégie d'évaluation des volumes prélevables, qui permet de développer des activités humaines dans le respect des écosystèmes (art.6). Pour chaque étude, le préfet coordonnateur "s'appuie sur un comité de concertation" où sont représentés "les intérêts de la protection de l'environnement, de la pêche, des usages agricoles, industriels et domestiques de l'eau". "Sont représentés également, lorsqu'ils existent, la commission locale de l'eau, l'établissement public territorial de bassin (…), l'organisme unique de gestion collective (…), les gestionnaires d'ouvrages de régulation de la ressource en eau, et les services chargés du prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (…)". "Sur la base du cadrage du préfet coordonnateur de bassin, ces études peuvent être prises en charge par la commission locale de l'eau (…) avec l'appui du comité de concertation". "À défaut de commission locale de l'eau sur le périmètre adapté ou d'incapacité technique ou financière de celle-ci à porter de telles études, ces dernières ainsi que la répartition des volumes peuvent être prises en charge par un établissement public territorial de bassin ou tout autre groupement de collectivités territoriales compétent à l'échelle concernée".
Principe 3 : meilleure gestion de crise Le décret renforce aussi l'encadrement et l'harmonisation à l'échelle du bassin et du département de la gestion de crise sécheresse dans les zones d'alerte (art.4). Il appartient ainsi au préfet coordonnateur de bassin de fixer par un arrêté d'orientations pour tout le bassin "les orientations relatives aux conditions de déclenchement, aux mesures de restriction par usage, sous-catégorie d'usage et type d'activité en fonction du niveau de gravité, aux conditions selon lesquelles le préfet peut, à titre exceptionnel, à la demande d'un usager, adapter les mesures de restriction s'appliquant à son usage, et aux modalités de prise des décisions de restrictions." Afin de faire face à des situations de manque d'eau récurrentes, les autorisations de prélèvement pourront autoriser temporairement des prélèvements supérieurs aux ressources, à condition de s'inscrire dans

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

une perspective de retour à l'équilibre quantitatif aux échéances fixées par les schémas directeurs de gestion de l'eau, conformément à la directive-cadre sur l'eau.

Décret n° 2021-807 du 24 juin 2021 relatif à la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau, en application de l'article L. 211-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043702816
Le décret invite à mentionner dans les dossiers de demande d'autorisation ICPE ou IOTA les projets de REUT envisagés.

Décret n° 2021-1076 du 12 août 2021 relatif au Comité national de l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043935137
Publics concernés : membres du Comité national de l'eau.
Objet : composition du Comité national de l'eau.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret complète la composition du Comité national de l'eau, par l'ajout parmi ses membres du vice-président du Comité national de la biodiversité (CNB) et du président du bureau du Conseil national de la mer et des littoraux (CNML). Il intègre dans le collège des usagers, un représentant de la Fédération des conservatoires d'espaces naturels, et met à jour l'intitulé de certains organismes représentés.

ICPE - IOTA -AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Volet procédure

Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 portant diverses réformes en matière d'évaluation environnementale et de participation du public dans le domaine de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714267
Objet : différents changements en matière d'évaluation environnementale et de participation du public
Il entre en vigueur au 1er août 2021.
Volet évaluation environnementale : A compter du 1er Août 2021 l'évaluation environnementale est étendue, désormais seront notamment soumis à évaluation environnementale systématique :

- Les installations d'élimination de déchets dangereux (définis à l'article 3 point 2 de la directive 2008/98 CE relative aux déchets) par incinération, traitement chimique ou par mise en décharge ;
- Les installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante, à la production d'amiante et à la fabrication de produits à base d'amiante.

Pour la réalisation de l'examen au cas par cas les critères d'analyse, initialement détaillés à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13/12/2011, sont désormais retranscrits dans une annexe à l'article R. 122-3-1 c. env.
Concernant le contenu de l'étude d'impact (modification de l'article R. 122-5) :

- L'avis de cadrage de l'étude d'impact rendu par l'autorité instruisant le projet (en application de l'article R. 122-4) doit désormais être pris en compte pour l'élaboration de l'étude d'impact ;
- La notion de « scénario de référence » est remplacée par la notion « d'état initial de l'environnement » ;
- Pour l'étude du cumul des incidences les notions de projets existants ou approuvés est précisée de la façon suivante :
    - Les projets existants sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont été réalisés.
    - Les projets approuvés sont ceux qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact, ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.
    - Sont compris, en outre, les projets qui, lors du dépôt du dossier de demande comprenant l'étude d'impact ont fait l'objet :
        - D'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;
        - D'une évaluation environnementale et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.
- Le maître d'ouvrage doit désormais prendre en compte les résultats d'autres études environnementales pertinentes requises au titre d'autres législations ;
- Pour la réalisation du rapport environnemental ne doivent plus être exposés « les effets » probables du projet sur l'environnement mais les « incidences probables » (modification de l'article R. 122-20).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Volet participation du public : les projets soumis au droit d'initiative sont désormais soumis à publication d'une déclaration d'intention au-delà du **seuil de 5 millions d'euros** et non plus 10 millions (modification de l'article R. 121-25).

Concernant l'enquête publique, la liste des pièces du dossier soumis à enquête publique est complétée pour intégrer (modification de l'article R. 123-8) :

- L'hypothèse des **projets nécessitant plusieurs autorisations** ; le dossier soumis à étude d'impact doit ainsi contenir (s'ils sont requis) :
    - L'étude d'impact actualisée ;
    - Éventuellement, l'avis de l'autorité environnementale sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact ;
- La possibilité pour la CNDP de désigner un garant remettant un rapport final à la suite du débat public ; ce rapport final, s'il existe sera intégré au dossier soumis à enquête publique par la suite.

Concernant la participation du public par voie électronique, le dossier soumis au public sera désormais composé des mêmes pièces qu'un dossier soumis à enquête publique (modification de l'article R. 181-46).

Pour l'application dans le temps de ces modifications :

- Les dossiers de demande d'autorisation déposés avant le 1er août ne sont pas soumis aux précisions apportées sur le cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés (art. R. 122-5 II e.) ;
- Les dossiers de demande d'autorisation, pour lesquelles l'arrêté d'ouverture d'enquête publique est publié avant le 1er août, ne sont pas soumis aux modifications du contenu du dossier soumis à enquête publique (art. R. 123-8) ;
- Les demandes d'autorisation, pour lesquelles l'avis de participation par voie électronique est publié avant le 1er août, ne devront pas soumettre au public un dossier identique à celui exigé pour les enquêtes publiques (art. 181-46).

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043876194

Objet : simplification de certaines procédures environnementales.

Entrée en vigueur : le 1er août 2021, sous réserve de dispositions transitoires particulières notamment pour les procédures en cours.

Texte d'application de la loi ASAP (titre III de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020) et plus particulièrement des dispositions relatives aux procédures environnementales figurant au titre III de la loi portant simplification des procédures applicables aux entreprises.

Ce décret procède aussi à d'autres modifications du code de l'environnement et d'autres codes sur l'accélération et la simplification de l'action publique, la transposition, la coordination etc….

1. Précisions procédurales sur l'actualisation de l'étude d'impact : Lorsqu'un même projet comporte plusieurs parties ou étapes, éventuellement sous la responsabilité de maîtres d'ouvrage différents, le droit européen prévoit qu'une étude d'impact unique soit réalisée et ensuite actualisée. L'article 37 de la loi ASAP et ce décret prévoient la mise en œuvre de ce dispositif.

2. Adaptations réglementaires de la consultation devenue facultative du CODERST : L'article 42 de la loi ASAP rend facultative la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) pour les cas suivants :

1. Les enregistrements ICPE autres que ceux nécessitant une adaptation des prescriptions nationales,
2. Les arrêtés complémentaires des enregistrements ICPE,
3. Les arrêtés de prescriptions spéciales des déclarations ICPE,
4. Et pour les canalisations de transport et leurs modifications.

Le décret met en cohérence avec la loi diverses dispositions du code de l'environnement concernant les enregistrements et déclarations ICPE. Les dispositions relatives aux canalisations avaient déjà été modifiées de manière anticipée en 2020.

Pour l'ensemble de ces cas, le décret laisse toutefois la possibilité au Préfet de saisir le CODERST s'il l'estime nécessaire et lui impose, lorsqu'il ne le saisit pas, de l'informer. La situation est ainsi alignée sur celle qui existe déjà en ce qui concerne l'autorisation environnementale.

3. Mise en cohérence de la procédure d'autorisation environnementale à la possibilité d'une participation du public par voie électronique, lorsque l'autorisation ne donne pas lieu à évaluation environnementale : L'article 44 de la loi ASAP permet au préfet de réaliser la consultation du public sous la forme d'une (PPVE), et non pas forcement par enquête publique, lorsque l'autorisation environnementale ne donne pas lieu à évaluation environnementale. Auparavant, l'enquête publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

était la seule modalité de participation du public possible pour une autorisation environnementale. Le décret adapte donc la procédure d'autorisation environnementale pour insérer la participation du public par voie électronique (art. R. 181-35 et s. du Code de l'environnement).
L'enquête publique est donc requise dans 2 cas : application du I de l'article L. 123-2 du code de l'environnement (ce qui concerne essentiellement le cas du projet soumis à évaluation environnementale) ou si le préfet l'estime nécessaire pour le projet concerné, « *en fonction de ses impacts sur l'environnement ainsi que des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ou de ses impacts sur l'aménagement du territoire* » (article L. 181-10 du code de l'environnement).
Quand il y a consultation du public par voie électronique (PPVE), le 4° du I de l'article R. 123-46-1 du code de l'environnement impose au maître d'ouvrage d'afficher sur les lieux prévus pour la réalisation du projet, de façon visible et lisible des voies publiques, l'avis de publicité, 15j au moins avant l'ouverture de la procédure de participation par voie électronique et pendant sa durée. C'est l'autorité compétente pour prendre la décision qui procède à la synthèse des observations du public (articles L. 123-19 et R. 123-46-1 du code de l'environnement).

4. Délai de la décision spéciale permettant l'anticipation de travaux soumis à permis de construire relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale : L'article 56 de la loi ASAP prévoit que le préfet par décision spéciale, puisse après délivrance du permis de construire (et donc après évaluation environnementale du projet quand il y a lieu), après consultation du public, autoriser le lancement des travaux soumis à PC relatifs à un projet soumis à autorisation environnementale, aux frais et risques du pétitionnaire. Cette décision spéciale ne peut intervenir que si dans l'autorisation il n'y a ni rubrique de la nomenclature IOTA ni procédure embarquée (espèces, défrichement, etc.) ce qui ne nous concerne que très peu. Le Préfet dispose de 4 jours à compter de la fin de la consultation du public pour prendre cette décision spéciale sur la possibilité de commencer les travaux par anticipation.

5. Meilleure articulation entre les procédures de permis de construire et d'enregistrement ICPE :
L'article 56 de la loi ASAP vise à lever une difficulté possible d'articulation entre le droit de l'urbanisme et la procédure d'enregistrement ICPE. En effet, si le préfet décide tardivement d'instruire une demande d'enregistrement ICPE suivant la procédure d'autorisation environnementale et si le permis de construire a déjà été délivré, alors a posteriori il l'a été illégalement, puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale du projet. Dès lors il a été décidé que l'autorité en charge de l'urbanisme sera mieux informée de l'avancement de la procédure environnementale et que ses propres délais d'instruction seront sécurisés sans retarder pour autant le délai global du dossier.

6. Adaptation réglementaires dues à l'intégration dans l'autorisation environnementale de la procédure de dérogation possible au SDAGE pour les « projets d'intérêt général majeur » :
L'article 60 de la loi ASAP a intégré à l'autorisation environnementale la procédure de dérogation possible aux (SDAGE) pour les « projets d'intérêt général majeur ». Cette procédure était originellement menée par le préfet coordonnateur de bassin. Il est donc nécessaire d'avoir l'avis conforme du préfet coordonnateur de bassin dans la nouvelle procédure. Il n'est pas nécessaire de rajouter de pièces au dossier puisque ce sont les intérêts liés aux IOTA qui sont en jeu et qui sont déjà prévus dans le dossier.

7. Simplification et raccourcissement des renouvellements d'autorisations environnementales :
La création de l'autorisation environnementale a unifié entre les ICPE et les IOTA les modalités de renouvellement des autorisations. La réglementation prévoyait un délai de deux ans avant la fin de l'autorisation pour que l'exploitant puisse demander le renouvellement sans avoir à reprendre à zéro toute la procédure. A l'usage, ce délai apparaît trop long. L'article R. 181-49 du Code de l'environnement prévoit désormais que la demande du titulaire de prolonger ou de renouveler une autorisation environnementale doit être adressée au Préfet au moins six mois (et non plus deux ans) avant la date d'expiration de l'autorisation.

8. Harmonisation des dispositions relatives aux capacités techniques et financières pour le régime d'enregistrement : Depuis 2019, les capacités techniques et financières figurant dans le dossier de demande d'autorisation environnementale sont celles qui doivent être effectives au moment de la mise en service de l'installation (elles peuvent en effet ne pas être effectives au moment du dépôt de la demande). Le décret prévoit la même obligation pour le régime d'enregistrement (article R. 512-46-4 du Code de l'environnement). En effet, là où auparavant était demandé le renseignement des capacités techniques et financières de l'exploitant est désormais attendue une description de ces capacités ou, « *lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'enregistrement, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation* », laissant ainsi davantage de temps au pétitionnaire pour apporter la preuve de ses capacités sans ralentir la procédure d'enregistrement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

9. Amélioration de l'information de l'inspection des ICPE en cas de non-conformité sur des installations soumises à déclaration avec contrôle : Le décret vise à améliorer le dispositif du régime de déclaration avec contrôle périodique en prévoyant que :

- L'organisme agréé chargé de réaliser le contrôle doit informer l'inspection des installations classées en cas de non-conformité majeure ;
- Les non-conformités majeures devront être distinguées dans les rapports ;
- Quelques simplifications seront apportées (suppression d'un double exemplaire et envoi dématérialisé possible) ;
- Des délais plus courts seront laissés à l'organisme pour alerter les autorités sur une non-conformité majeure susceptible d'être non traitée par l'exploitant.

10. Non usage du CERFA « autorisation environnementale » en cas de téléprocédure : Le décret apporte une précision sur les modalités de dépôt d'une demande d'autorisation environnementale : le formulaire CERFA n° 15964*01 n'est pas requis lorsque la demande est déposée par téléprocédure sur le portail « Guichet Unique Numérique de l'environnement ».

Décision du Conseil d'Etat n° 425424 du 15 avril 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000043385960
Le Conseil d'Etat annule le décret n° 2018-435 du 4 juin 2018 qui avait modifié la nomenclature évaluation environnementale annexée à l'article R. 122-2
Le décret précité, modifiait les rubriques de la nomenclature évaluation environnementale suivantes :
- 1 (ICPE) ;
- 27 (forages) ;
- 35 à 38 (canalisations) ;
- 39 (travaux, constructions et aménagement) ;
- 44 (équipements sportifs, culturels ou de loisirs et aménagements associés).

Volet ICPE

Arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043173093

Arrêté du 27 mai 2021 modifiant l'arrêté du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre ler du livre V du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704463
L'arrêté modifie l'arrêté du 22 avril 2008. Il concerne uniquement les installations ICPE soumise à autorisation (Rubrique 2780-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 75 t/j)
Pour l'ensemble de l'arrêté, c'est une simple intégration des meilleures techniques disponibles (MTD) de traitement biologique du BREF des installations de traitements de déchets (Décision d'exécution (UE) n°2018/1147).

Informations requises par lots de fabrication

- Informations nouvelles :
  - Rapport C/N, tailles des particules des déchets entrants,
  - Porosité, hauteur et largeur des andains.
- Et sur les informations relatives aux retournements et à l'humidité, possibilité ouverte de :
  - Recourir à une information alternative aux dates de retournements et d'arrosage des andains (par exemple via mesure concentration d'O2 ou de CO2, de la T°C des flux d'air en cas d'aération forcée),
  - Contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets puis de moduler ce taux en sortie de l'unité de compostage confiné.

Renforcement des prescriptions relatives à la prévention des odeurs

- Adaptation des activités de plein air aux conditions météo (notamment formation d'andains, retournement, criblage et broyage).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Positionnement des andains par rapport à l'altitude la plus basse et les vents dominants. A défaut, utilisation de membranes de couverture semi-perméables.

Renvoi aux NEA-MTD reprises dans l'arrêté du 17 décembre 2019 relative aux MTD applicables aux installations IED de traitement de déchets (rubrique 3532)

Les niveaux d'émissions autorisés sont les plus contraignants des deux arrêtés (rejets canalisés dans l'atmosphère comme dans les eaux).

Les délais d'application sont liés aux dates d'application du BREF soit dans l'immense majorité des cas :

- Au **17 août 2022 pour les installations existantes,**
- Dés le lendemain de la publication de l'arrêté pour les installations nouvelles autorisées après le 17 août 2018 (date de décision d'exécution du BREF, directement applicable).

Arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714412

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714651

Arrêté du 17 juin 2021 modifiant l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043714543

Pour la méthanisation, 2 arrêtés types ont été publiés au Journal Officiel et ils concernent respectivement les installations soumises à :

- **Autorisation** (Rubrique 2781-2a : Installation traitant une quantité de matières supérieure ou égale à 100 t/j) : modification de l'arrêté du 10 novembre 2009
- **Enregistrement** (Rubrique 2781-2b : Installation traitant une quantité de matières inférieure à 100 t/j) : : modification de l'arrêté du 12 août 2010

Ces deux arrêtés modifient des éléments structurants (distance avec les riverains, organes de sécurité, distance entre les équipements, limitation des émissions de méthane dans les gaz d'effluents des systèmes d'épuration du biogaz en biométhane,…).

A RETENIR les éléments suivants :

- La distance entre l'installation de méthanisation et les riverains passe de 50 m à 200 m pour les nouvelles installations ;
- Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :
    - « – 2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;
    - « – 1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm3 /h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.
- Surveillance de l'installation et astreinte.
  Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de **30 minutes** suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. »
- Les modalités d'application des arrêtés diffèrent si les installations de méthanisation ont été **autorisées** avant le 1/07/2012 et avant le 1/07/2021.

Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852158

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Publics concernés : exploitants d'ICPE relevant des rubriques 2910 et 2921.
Objet : modification de la nomenclature des ICPE.
Entrée en vigueur : le 1er septembre 2021.
Ce décret modifie l'intitulé de la rubrique 2921 (refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation naturelle ou mécanique/ tours aéroréfrigérées) et introduit le régime de la déclaration pour la récupération de chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère. Pour la rubrique 2910 (appareil à combustion), il supprime la référence « sur le site » pour le calcul de la puissance thermique nominale, cette notion n'existant pas pour les régimes de l'enregistrement et de la déclaration.

Décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activité des installations classées pour la protection de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043950145
Publics concernés : exploitants d'ICPE, collectivités, particuliers, administration.
Objet : ICPE, cessation d'activité, sols pollués, secteurs d'information sur les sols.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er juin 2022, à l'exception des articles 2, 3, 4, 21 et 27, qui entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : l'article 57 de la loi n° 2020-1525 d'accélération et de simplification de l'action publique a modifié les articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement en instaurant, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'obligation pour les exploitants de faire attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués, ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la mise en œuvre des opérations relatives à la mise en sécurité du site, ainsi que, le cas échéant, de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.
Ce décret définit les modalités d'application de cette obligation et révise en conséquence la procédure de cessation d'activité. Il modifie également certaines dispositions relatives aux secteurs d'information sur les sols. Enfin, il précise les modalités d'application du transfert de tiers demandeur à un autre tiers demandeur, instauré par ce même article 57.
Ainsi, l'exploitant devra non seulement prévoir la mise en sécurité du site et mettre en œuvre sa réhabilitation, laquelle comme auparavant est liée au nouvel usage envisagé pour le site mais devra également donc recourir à un bureau d'étude spécialisé pour certifier les procédures engagées. Ces entreprises devront avoir été certifiées conformément à un arrêté interministériel.
L'attestation de mise en sécurité est communiquée à l'inspection des ICPE, pour attester que le site a été mis en situation de ne plus générer de risque de pollution résiduelle.
Par ailleurs le décret organise aussi des règles propres à une réduction d'activité. Ainsi si la cessation correspond à l'arrêt total (sortant ainsi le site de la nomenclature ICPE), mais une réduction d'activités (sortie de certaines activités du site, sauf si elle dépend d'une modification de la nomenclature) elle-même pour conduire à l'application des règles de cessation d'activité.
Dans un délai de 6 mois suivant le fait générateur d'arrêt définitif enclenchant la procédure de cessation un mémoire portant sur la réhabilitation devra être déposé (auparavant le délai était apprécié au cas par cas) avec un contenu fixé par le décret et accompagné de l'attestation d'adéquation des mesures proposées. Le silence de l'administration pendant 4 mois vaut acceptation des mesures proposées tant sur la phase de travaux que de surveillance.
Le demandeur peut aussi demander un report de la phase de réhabilitation mais le silence de l'administration pendant 4 mois vaudra au contraire cette fois un rejet de la demande.

Volet IOTA

Décret n° 2021-147 du 11/02/21 relatif au mélange de boues issues de l'assainissement des eaux usées urbaines et à la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumises à la loi sur l'eau
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043129845
Publics concernés : porteurs de projets, services de l'Etat.
Objet : modification des articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et de la rubrique 2.1.4.0 mentionnée au tableau annexé à l'article R. 214-1 relatif à la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.
Entrée en vigueur : lendemain de sa publication.
Le décret modifie les articles R. 211-29 et R. 211-30 du code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification des procédures applicables à l'épandage des boues et d'autres effluents. Cette réforme a pour but d'alléger les procédures administratives relatives au mélange de boues d'origines différentes et à clarifier le périmètre d'application de la rubrique 2.1.4.0 notamment vis-à-vis de l'épandage d'effluents issus d'installations soumis à autorisation ou enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043936142

Publics concernés : tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.
Objet : définition des prescriptions techniques générales applicables aux IOTA soumis à autorisation ou à déclaration de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement (dite nomenclature « eau »).
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication, sauf dispositions spécifiques contenues dans le texte lui-même, notamment pour certains plans d'eau existants.
Cet arrêté fixe les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau et à leur vidange.
Il abroge les deux arrêtés de prescriptions générales précédents du 27 août 1999 relatifs l'un à la création de plans d'eau et l'autre aux vidanges de plans d'eau. Les plans d'eau en lit mineur visés par le présent arrêté sont ceux barrant à la fois le lit mineur et une partie du lit majeur d'un cours d'eau. Les dates d'interdiction de remplissage d'un plan d'eau visées dans le présent arrêté ne font pas opposition à d'éventuelles prescriptions au titre de la sécheresse prises localement. L'application des dispositions de cet arrêté aux plans d'eau existants est précisée à l'article 1er.

VOLET SANCTIONS IOTA ET ICPE
LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (1)
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043956924

- Ajout d'une nouvelle sanction pénale aux sanctions visant ICPE et IOTA : ***Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable***
  Insertion d'un art L. 173-3-1: « *Lorsqu'ils exposent directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, les faits prévus aux articles L. 173-1 et L. 173-2 sont punis de* ***trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, c****e montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »*
- **Idem pour le non-respect de la réglementation déchets et après mise en demeure** *Lorsque le fait sanctionné expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable*
  « X. - Lorsqu'il expose directement la faune, la flore ou la qualité de l'eau à un risque immédiat d'atteinte grave et durable, le non-respect d'une mise en demeure au titre du I de l'article L. 541-3 est puni de trois ans d'emprisonnement et de 250 000 € d'amende, ce montant pouvant être porté jusqu'au triple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction. Sont considérées comme durables, au sens du présent article, les atteintes susceptibles de durer au moins sept ans. »
- A noter : le tribunal peut également imposer au condamné de procéder à la restauration du milieu naturel
- **Champ d'application plus sévère de la récidive (**nouvel article L 173-13 dans le code de l'environnement) qui intègrera divers délits dont celui de délit aquatique+ délit de pollution piscicole : en clair en cas de condamnation à l'un puis condamnation à l'autre = récidive
  « Les délits définis aux 2° et 3° de l'article L. 173-3, aux articles L. 216-6, L. 218-11, L. 218-34, L. 218-48, L. 218-64, L. 218-73, L. 218-84, L. 226-9, L. 231-1 à L. 231-3, L. 415-3, L. 415-6, L. 432-2, L. 432-3 et L. 436-7 du présent code ainsi qu'à l'article L. 512-2 du code minier sont considérés, au regard de la récidive, comme une même infraction. » ;

- Création au sein du code de l'environnement d'un Titre III « DES ATTEINTES GÉNÉRALES AUX MILIEUX PHYSIQUES » avec des sanctions pénales très fortes mais en cas de dommages graves :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En cas de rejets donnant lieu à dommage ayant des effets nuisibles graves et durables dont il doit être démontré qu'il est la conséquence d'une violation délibérée d'une obligation de prudence ou de sécurité par la réglementation **(art L231.1 du code de l'environnement)**
Idem en cas de dégradation substantielle de la faune, **flore, air, sol ou eau suite à un non-respect de la réglementation déchets (art L231.2 du code de l'environnement)**
Et l 'introduction du fameux écocide en ces termes
« Art. L. 231-3. - Constitue un écocide l'infraction prévue à l'article L. 231-1 lorsque les faits sont commis de manière intentionnelle.
« Constituent également un écocide les infractions prévues à l'article L. 231-2, commises de façon intentionnelle, lorsqu'elles entraînent des atteintes graves et durables à la santé, à la flore, à la faune ou à la qualité de l'air, du sol ou de l'eau.
« La peine d'emprisonnement prévue aux articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à dix ans d'emprisonnement.
« La peine d'amende prévue aux mêmes articles L. 231-1 et L. 231-2 est portée à 4,5 millions d'euros, ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple de l'avantage tiré de la commission de l'infraction.
« Sont considérés comme durables les effets nuisibles sur la santé ou les dommages à la flore, à la faune ou à la qualité des sols ou des eaux superficielles ou souterraines qui sont susceptibles de durer au moins sept ans.
« Le délai de prescription de l'action publique du délit mentionné au premier alinéa du présent article court à compter de la découverte du dommage. » ;

DECHETS

Décret n°2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/jorftext000043294613
Texte pris en application de la loi AGEC pour assurer la transposition réglementaire de la directive-cadre "déchets" de 2008 (modifiée en 2018) et du règlement sur les polluants organiques persistants (dits "déchets POP").
Objectif 1 : faciliter davantage la valorisation, notamment en remblayage dans des projets d'envergure, et mettre en œuvre la traçabilité par la mise en place d'un registre national des terres excavées et sédiments garant de leur traçabilité.
Au titre de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, les gestionnaires de déchets étaient tenus d'alimenter un registre chronologique conservé pendant au moins trois ans. L'obligation s'étend désormais aux terres excavées et sédiments (nouvel art 541-43-1) de façon à venir nourrir la base de données électroniques centralisée, dénommée "*registre national des terres excavées et sédiments"*. Ces informations seront ainsi consignées dans un registre dématérialisé, à leur production, lors de leur traitement (tri, dépollution, contrôle, préparation en vue de la réutilisation, etc.) et lors de leur utilisation finale, notamment par l'aménageur qui les utilisera en remblayage. Ce registre centralisé permettra de conserver la mémoire de ces mouvements de terres et, notamment "d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments".
Sont concernés les terres excavées et sédiments "*dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet"*. Le décret définit le "site d'excavation", comme correspondant "à l'emprise des travaux", ou, le cas échéant, "*à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant*" de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et celui de leur utilisation. Et pour les sédiments, "*à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau*".
Bénéficient d'une dérogation les producteurs de terres excavées issues d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées "inférieur à 500 m3".

Objectif 2 : moderniser le Bordereau de suivi des déchets dangereux
Pour les déchets dangereux, le décret prévoit de dématérialiser le bordereau de suivi, émis lors de la réception et de la réexpédition des déchets, et de l'étendre aux déchets POP. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " *système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".*
Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.
Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.

Alerte : Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en mentionnant dans le bordereau électronique le motif de refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au troisième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau électronique ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.
Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au troisième alinéa et l'émetteur, en mentionnant dans le bordereau électronique le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de leur réception. Si le traitement est réalisé après ce délai, elle met de nouveau à jour le bordereau électronique dès que le traitement a été effectué.

Exclusions : les ménages, les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ou un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée, celles qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets et celles admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux. En sont également exclues celles qui les remettent à un éco-organisme. Dans ce cas, le bordereau est émis par l'éco-organisme ou le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel.

Des sanctions pénales sont introduites pour non-respect de ces dispositions.
Entrée en vigueur reportée au 1er janvier 2022 "*de façon à permettre de développer et de mettre en service les télés-services concernés, et à permettre aux entreprises d'adapter leurs systèmes d'information*".

Décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043305881
Applicable aux ICPE des rubriques 2760-2 ou 2771 équipées de systèmes vidéo
Ce décret, encadre le contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Le texte précise les conditions d'application de l'article 116 de la loi AGEC qui impose l'installation d'un dispositif de vidéosurveillance pour assurer le contrôle du respect de la hiérarchie des modes de traitement et éviter l'élimination de déchets recyclables (art L. 541-30-3 du code de l'environnement).
Il vise les installations de stockage de déchets de la rubrique ICPE 2760-2-b et les installations d'incinération de déchets non dangereux (rubrique 2771). Il ne s'applique pas aux installations exclusivement utilisées pour les déchets que l'exploitant produit, ni aux déchargements de déchets liquides, de terres excavées ou de sédiments.
Le principe : filmer le contenu des camions et leur plaque d'immatriculation : L'exploitant doit mettre en place un dispositif vidéo mobile ou fixe afin d'enregistrer les opérations de déchargement pour identifier le contenu qui est déchargé et la plaque d'immatriculation de chaque véhicule de déchargement. Les données (date, heure d'enregistrement et emplacement de la caméra), doivent être conservées numériquement pendant un an. Elles sont ensuite effacées automatiquement, à l'exception de celles nécessaires aux besoins d'une procédure judiciaire ou administrative.
En revanche, aucune information sonore et aucune information biométriques relatives aux personnes susceptibles d'être filmées ne peuvent être enregistrées.
Le texte fixe aussi à dix jours calendaires la période d'indisponibilité annuelle maximale de la vidéosurveillance. Cette période est portée à 20 jours pour les décharges dotées d'un quai de débarquement mobile. « *Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs* », précise le décret qui impose la tenue d'un journal recensant ces périodes.
L'accès aux données est limité au personnel de l'installation habilité par l'exploitant, aux agents de l'État habilités à constater les infractions en matière de gestion des déchets (agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents de la DGCCRF, agents des douanes, etc.) et, de façon plus encadrée, aux auditeurs qui effectuent une mission à la demande de l'exploitant. Les données sont accessibles sur site et sont transmises sous une forme utilisable à la demande des personnes mentionnées à l'article D. 541-48-11 du code de l'environnement.
Le texte prévoit une consultation des organes représentatifs du personnel préalablement à l'installation du dispositif.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Des panneaux à l'entrée de l'installation doivent signaliser la présence du dispositif et les modalités du contrôle par vidéo sont signalées par des panneaux. Il en est de même dans les locaux filmés.
L'exploitant doit aussi informer ses salariés et s'assurer que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés informent leur personnel.

Cette nouvelle réglementation s'applique depuis le 1er juillet 2021.

Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327059
Il concerne les producteurs ou détenteurs de déchets mettant en œuvre une sortie du statut de déchet. Le décret complète les dispositions réglementaires relatives à la sortie du statut de déchet par transposition de la directive2018/851 et en application de l'article 115 de la loi AGEC. Il permet que des installations non classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ou au titre de la loi sur l'eau (IOTA) puissent effectuer une sortie de statut de déchet, sans préjudice de l'application des dispositions de la nomenclature ICPE. Il définit également l'encadrement du contrôle de la sortie du statut de déchet par un tiers.
Le dispositif supprime l'exigence de passage par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou par une installation IOTA pour la sortie du statut de déchet. Il prévoit aussi, pour certains flux de déchets ou pour certaines installations, le contrôle par un tiers du respect des conditions de la sortie du statut de déchet et prescrit que ce contrôle par un tiers est obligatoire pour la sortie du statut de déchet des déchets dangereux, des terres excavées et des sédiments.

Objectif 1 : définir le cadre de sortie de statut de déchet : Désormais, "*tout producteur ou détenteur de déchets*" (ou plusieurs d'entre eux) – et plus seulement les exploitants d'ICPE ou d'installation IOTA – peut demander à l'autorité compétente de fixer des critères pour que des déchets qu'il produit ou détient cessent d'avoir le statut de déchets.

Critères de sortie de statut de déchet. Le texte précise les critères de sortie de statut de déchet. Ceux-ci incluent les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation, les procédés et techniques de traitement autorisés, les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits - y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants - les exigences pour les systèmes de gestion ainsi que l'exigence d'une attestation de conformité. Ils peuvent également inclure un contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité.

Ces critères restent fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement, à l'exception des matières fertilisantes (Code rural, art. L. 255-1), dont les critères sont fixés conformément aux dispositions de ce code. Ils peuvent être fixés pour une durée déterminée.

Attestation de conformité. Le producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet établit, pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité. Il en conserve une copie pendant au moins cinq ans et pendant la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Il la tient à disposition de l'autorité compétente et des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement (officiers et agents de police judiciaire, inspecteurs de l'environnement, agents des douanes et de la DGCCRF, gardes champêtres, etc.).

Système de gestion de la qualité. Le décret précise que le "*système de gestion de la qualité*" défini par arrêté du ministre chargé de l'environnement, que doit appliquer la personne mettant en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet, doit désormais permettre "*de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et, le cas échéant, d'accréditation*".

Alerte : Les producteurs de terres excavées et sédiments qui produisent un volume de terres excavées et sédiments inférieur à 500 m^3, extraits d'un site pour lequel aucune activité humaine historique pouvant conduire à une pollution ou spécificité géologique n'est connue, sont dispensés de la mise en œuvre de cet échantillonnage.

Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement.
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043327091

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

L'arrêté définit les critères de contrôle

- **1er contrôle est opéré** lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet, visant les éléments du manuel de qualité
- **Contrôle par un tiers soit** " *une personne impartiale et objective dans l'exercice de son activité, indépendante notamment de la personne réalisant l'opération de valorisation du déchet*"), précisant les dispositions applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets dangereux, de terres excavées ou de sédiments qui mettent en œuvre une opération de valorisation de ces éléments. Le tiers fournit après chaque contrôle un rapport d'expertise à la personne réalisant l'opération de valorisation. Il est tenu de signaler au préfet toute non-conformité, qui entraîne un déclassement des lots concernés, qui conservent alors le statut de déchet. Conservation des rapports pour l'administration ou en cas de contrôle.
- **Périodicité de ce contrôle** le contrôle de l'opération de valorisation a lieu au moins une fois tous les trois ans, ou tous les dix ans pour les personnes morales dont le système de "management environnemental" pour un domaine d'application incluant l'établissement a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 ainsi que pour les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009.
- **Contrôles supplémentaires** possibles par l'administration ou tout autre organisme mandaté par l'État aux frais de la personne réalisant l'opération de valorisation.
- **Autocontrôle**. Le personnel compétent défini par le manuel qualité met en œuvre des procédures d'autocontrôle de l'opération de valorisation (contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des déchets entrants dans l'opération de valorisation, conformité de l'opération de valorisation, y compris les retours d'information par les clients en ce qui concerne la qualité des produits, substances et objets ayant cessé d'être des déchets, ainsi que la tenue du registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Conservation des échantillons pendant 3 ans.

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884563

L'arrêté du 31/05/2021 dont la date d'application est le 01/01/2022. Il abroge l'arrêté du 29/02/2012 qui fixait le contenu des registres de déchets.

Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704475
Le présent arrêté fixe les critères dont le respect permet de faire sortir du statut de déchet des terres excavées et sédiments, en s'appuyant sur des opérations de contrôle, et si nécessaire de traitement

Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704853
Ce décret vise les opérations de démolition ou de rénovation significative de bâtiments suivantes :
« a) Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments concernés est supérieure à 1 000 m2 ;
« b) Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses en application de l'article R. 4411-6 du code du travail. » ;
Le décret modifie le périmètre du diagnostic en définissant le terme de rénovation significative, en particulier les types de travaux concernés et la surface du bâtiment, et en fixant des critères sur les opérations plutôt que sur les bâtiments pour inclure les opérations sur plusieurs bâtiments ne respectant pas individuellement les critères mais dont l'ampleur totale justifie la réalisation d'un diagnostic. Il modifie le contenu du diagnostic en ajoutant des informations sur la méthodologie de réalisation du diagnostic, en donnant une part plus importante aux possibilités de réemploi par un double comptage matériaux (équipements ou produits) - déchets, en prenant en compte la hiérarchie des modes de traitement des déchets et en ajoutant des indications sur les précautions de gestion des produits, équipements, matériaux et déchets pour permettre leur valorisation. Les modalités de transmission des diagnostics et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

formulaires de récolements au Centre scientifique et technique du bâtiment en remplacement de l'ADEME ainsi que l'exploitation de ces données à des fins statistiques.

Décret n° 2021-822 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043704887

Le décret précise les compétences nécessaires à la personne physique ou morale chargée par le maître d'ouvrage de réaliser un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments. Il prévoit également les modalités de publicité du diagnostic par le Centre scientifique et technique du bâtiment.

Arrêté du 29 juin 2021 pris pour l'application de l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement relatif aux critères de performances d'une opération de tri des déchets non dangereux non inertes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043767744
L'arrêté définit les critères de performance d'une opération de tri, prévus à l'article L. 541-30-2 du code de l'environnement, et modalités de justification de ces critères.

Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043799891

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060460
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes.
Objet : interdiction de stockage des déchets non dangereux non inertes valorisables, justification du respect des obligations de tri avant élimination par mise en décharge ou incinération.
Entrée en vigueur : les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Notice : le décret prévoit les modalités d'application des articles 6 et 10 de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire concernant l'interdiction d'enfouissement des déchets valorisables et la justification du respect des obligations de tri. Il définit les déchets non dangereux considérés comme valorisables et donc interdits d'admission en installation de stockage de déchets non dangereux non inertes. Il prévoit également les modalités de justification par un producteur de déchets, pour faire éliminer ses déchets en installation de stockage ou par incinération, du respect des obligations de tri prévues par le code de l'environnement. Comme prévu par l'arrêté ministériel applicable aux installations de stockage, les déchets refusés de réception dans les installations de stockage car ne respectant pas les dispositions du présent décret devront être tracés dans le registre prévu à l'article R. 541-43 pour ces installations.

Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044060484
Publics concernés : producteurs et détenteurs de déchets, exploitants des installations de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2022.
Objet : contrôles des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération sans valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes.
Cet arrêté prévoit les modalités de contrôle des déchets réceptionnés en installation de stockage et d'incinération valorisation énergétique de déchets non dangereux non inertes, de façon à vérifier le respect des dispositions prévues par les articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement. Il liste également les déchets admis en installation de stockage sans caractérisation de leur caractère non-valorisable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414

Arrêté du 21 décembre 2021 mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel relatif à la traçabilité des déchets dangereux et des déchets POP dénommé « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets »
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044638383

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571389
Publics concernés : les producteurs ou expéditeurs, les transporteurs ou les collecteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de **déchets dangereux,** de déchets POP**,** y compris les terres excavées classées comme déchets dangereux ou déchets POP et les sédiments classés déchets dangereux ou déchets POP. Sont également concernés les importateurs et les distributeurs ayant mis en place un système individuel de collecte, les éco-organismes pourvoyant à la gestion de déchets dangereux.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux et de déchets POP prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement.
Cet arrêté reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le contenu des bordereaux de suivi déchets aux articles R. 541-45 du code de l'environnement, qui dès lors ne s'applique plus aux déchets visés par le présent arrêté. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec notamment les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'établissement expéditeur ou détenteur, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit les courtiers en déchets dans les champs d'information du bordereau de suivi.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044571414
Publics concernés : les producteurs, les expéditeurs, les collecteurs-transporteurs, les négociants ou les courtiers, les exploitants des installations de transit, de tri ou de traitement de déchets contenant de l'amiante.
Objet : définition des informations constitutives du système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets dangereux prévu par l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante.
Cet arrêté complète l'arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement en traitant du cas particulier des déchets contenant de l'amiante. Il reprend les informations des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévues par l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005. Il précise ces informations et les complète, notamment sur la nature et l'origine des déchets, avec les informations relatives à la contamination du déchet par des polluants organiques persistants, la dénomination usuelle du déchet complétant le code déchet, l'identité du producteur du déchet, le numéro SIRET de l'entreprise de travaux, la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme issu d'une filière à responsabilité élargie du producteur ou l'adresse du lieu où sont collectés les déchets, lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur. Il introduit dans les champs d'information du bordereau de suivi les courtiers et négociants en déchets, ainsi que la possibilité de nouvelles filières de traitement des déchets contenant de l'amiante.
Entrée en vigueur : le 1er janvier 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

ENERGIE VERTE

Ordonnance n° 2021-235 du 3 mars 2021 portant transposition du volet durabilité des bioénergies de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043210190
Cette ordonnance précise les critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants, bioliquides et combustibles ou carburants issus de la biomasse. Elle concerne donc les sites qui les éléments précédemment cités.

Ordonnance 2021-236 du 3 mars 2021 portant transposition de diverses dispositions de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité
Cette ordonnance concerne les nouvelles unités de méthanisations à compter du 01/01/2021.

Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044516724
Cet arrêté concerne les collectivités ayant un projet de méthanisation neuve et d'injection et qui n'ont pas encore signé leur contrat de vente de biométhane.
Il fixe les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel (applicable aux nouvelles installations de production/injection de biométhane, d'une production annuelle prévisionnelle inférieure à 25 GWh PCS/an soit environ 280 Nm^3 bioCH_4/h) :

- Il abroge le précédent arrêté du 23 novembre 2020 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel ;
- Cependant, la seule modification notable par rapport au précédent arrêté de novembre 2020 est que la tarification ne se base plus sur les Cmax (capacité maximale d'injection, exprimée en Nm^3/h)) mais sur la production annuelle prévisionnelle de biométhane exprimée en GWh PCS/an ;
- Les primes pour boues d'épuration / réseau gaz naturel concédé ou moins de 100 000 clients / impact aide ADEME restent identiques ;

Le mécanisme de réfaction trimestriel (coefficient K) est identique.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne, complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044590225
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044791567#:~:text=Dans%20les%20r%C3%A9sum%C3%A9s,D%C3%A9cret%20n%C2%B0%202021%2D1914%20du%2030%20d%C3%A9cembre%202021%20portant,droit%20de%20l'Union%20europ%C3%A9enne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative. Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

URBANISME

Décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043852712

Publics concernés : Etat, collectivités territoriales et leurs groupements, entreprises, particuliers.
Objet : mesures d'adaptation à la dématérialisation du dépôt et du traitement des demandes d'autorisation d'urbanisme.
Entrée en vigueur : le lendemain de sa publication.
Le code des relations entre le public et l'administration pose le principe du droit des usagers de saisir l'administration par voie électronique. En matière de formalités d'urbanisme, l'application de ce principe a été différée au 1er janvier 2022 pour des motifs de bonne administration. À compter de cette date, la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique impose aux communes de plus de 3 500 habitants de se doter d'une télé procédure spécifique pour recevoir et instruire sous forme dématérialisée les demandes d'autorisation d'urbanisme. Dans ce contexte, le décret prévoit les évolutions règlementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme.

Arrêté du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme

https://www.legifra+nce.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043868646

L'arrêté publié précise les caractéristiques que la plateforme numérique dédiée à ce service devra remplir.

SECURITE DES INTERVENTIONS

Arrêté du 22 juillet 2021 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044035545

Publics concernés : donneurs d'ordre, propriétaires d'installations, de structures ou d'équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité réalisant ou faisant réaliser des opérations comportant des risques d'exposition de travailleurs à l'amiante ; entreprises chargées de réaliser ces opérations ; opérateurs de repérage de l'amiante dans ces installations, structures ou équipements.
Objet : conditions, modalités, formalisation et traçabilité du repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité.
Entrée en vigueur : l'arrêté entre en vigueur à la date du 1er juillet 2023. Les dispositions des annexes I et II relatives à la formation des opérateurs de repérage entrent en vigueur à la publication de l'arrêté.
Le donneur d'ordre, ou le propriétaire d'installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité doit faire rechercher la présence d'amiante préalablement à toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Cette obligation vise également à permettre au donneur d'ordre de réaliser le marquage réglementaire des matériaux et produits contenant de l'amiante.
Cette obligation vise également à permettre à l'entreprise appelée à réaliser l'opération de procéder à son évaluation des risques professionnels, et d'ajuster les mesures à mettre en œuvre pour assurer la protection collective et individuelle de ses travailleurs et prévenir la dispersion environnementale des fibres d'amiante. L'arrêté précise les situations ou conditions dans lesquelles il peut être constaté l'impossibilité de réaliser tout ou partie du repérage amiante, ainsi que les mesures que l'entreprise appelée à réaliser l'opération doit prévoir dans ce cas pour assurer la protection des travailleurs et des populations occupant ou travaillant sur ces installations, structures ou équipements.

Décret N°2021-1763 du 23 décembre 2021 portant modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000044554086
Objet : modification des concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires dans les locaux à pollution spécifique.
Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1er janvier 2022, à l'exception des modalités relatives à la commission chargée notamment de l'évaluation des valeurs mises en place par ce texte qui entrent en vigueur au plus tard le 31 janvier 2022, et des valeurs relatives aux concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur prévues respectivement à 4 et 0,9 milligrammes par mètre cube d'air qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2023.
Ce texte abaisse en deux temps les seuils d'empoussièrement autorisés :
A partir du 1er janvier 2022 et jusqu'au 30 juin 2023, les concentrations moyennes passent respectivement de 10 à 7 et de 5 à 3,5 milligrammes par mètre cube d'air. Au 1er juillet 2023, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires évaluées sur une période de huit heures ne devront pas dépasser 4 mg et 0,9 mg par mètre cube d'air (article R4222-10 du Code du travail).
Les locaux des sécheurs de boues sont les principaux sites concernés pour SEF. A l'échelle de l'ensemble d'Eau France, il s'agit donc d'un risque limité par rapport aux autres risques, il ne bouscule pas nos priorités.
La première étape est de faire un état des lieux pour savoir quels sont les niveaux actuels (pour les sécheurs qui fonctionnent) ; s'il faut adapter des équipements de ventilation / traitement de l'air, cela passera alors par une collaboration avec les maîtres d'ouvrage.

Arrêté du 5 janvier 2021 portant application de l'article R. 313-32-1 du code de la route relatif à la signalisation matérialisant les angles morts sur les véhicules lourds
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042865682
L'article R313-32-1 du code de la route impose la mise en place, sur tous les véhicules dont le poids total autorisé en charge excède 3.5 tonnes, à l'exception des véhicules agricoles et forestiers, des engins de service hivernal et des véhicules d'intervention des autoroutes, d'une signalisation visible sur les côtés ainsi qu'à l'arrière du véhicule, matérialisant la position des angles morts. Dans ce contexte, cet arrêté vient de préciser le modèle de la signalisation ainsi que ses modalités d'apposition.

Arrêté du 10 juin 2021 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1985 relatif aux dispositifs antidérapants équipant les pneumatiques
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043944905
Publics concernés : usagers de la route, constructeurs et équipementiers automobiles.
Objet : prise en compte des évolutions réglementaires introduites par le décret n° 2020-1264 du 16 octobre 2020 relatif à l'obligation d'équipement de certains véhicules en période hivernale et diverses corrections.
Entrée en vigueur : les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le lendemain de sa publication.
Notice : le décret susvisé introduit les dispositions relatives à l'obligation de détention ou de port d'équipements antidérapants visant à améliorer la sécurité et les conditions de circulation en période hivernale. Cette période hivernale définie dans le décret débute le 1er novembre et se termine le 31 mars de l'année suivante.
L'arrêté du 18 juillet 1985 susvisé autorise l'utilisation de dispositifs antidérapants inamovibles sur la période qui s'étend du samedi précédant le 11 novembre au dernier dimanche de mars de l'année suivante. Cette période étant différente de la période hivernale définie dans le décret susvisé, l'arrêté est modifié afin d'harmoniser les périodes hivernales dans les deux textes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Arrêté du 7 avril 2021 fixant les modalités de réalisation des travaux sous tension sur les installations électriques dans le domaine de la basse tension et les références des normes applicables en la matière

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043344943

Objet : modification des seuils de tension et de courant au-delà desquels les travaux électriques sur des installations électriques sont des travaux sous tensions nécessitant une habilitation obligatoire.

Entrée en vigueur : à date de publication au Journal Officiel (11 avril 2021).

Contenu :

Cet arrêté fixe les seuils au-delà desquels une intervention, sur ou dans le voisinage d'une installation électrique pour laquelle la mise hors tension n'a pas pu être réalisée, est considérée comme travaux sous tension :

- Sur les véhicules et les engins mobiles à motorisation thermique, électrique ou hybride ayant une énergie électrique embarquée dont la tension est supérieure à 60 volts ou dont la capacité totale de la batterie d'accumulateurs est supérieure à 275 ampères-heures
- En courant alternatif : tension supérieure à 500 V ou protection de surintensité supérieur à 63 A
- En courant continu : tension supérieure à 750 V ou protection de surintensité supérieur à 32 A
- Sur des batteries d'accumulateurs stationnaires dont la tension est supérieure à 60 V ou la capacité totale est supérieure à 27 Ampère-Heure

Les travailleurs chargés d'exécuter les travaux sous tension définis à l'article 1 sont titulaires de l'habilitation spécifique prévue à l'article R. 4544-11 du code du travail.

La conformité à la norme NF C 18-510 ou à la norme NF C 18-550 emporte conformité à cet arrêté.

LOI n° 2021-1018 du 2 août 2021 pour renforcer la prévention en santé au travail

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043884445

Objet : La loi a pour objectif de renforcer la prévention au sein des entreprises, de décloisonner la santé publique et la santé au travail, d'améliorer la qualité du service rendu par les services de santé au travail (à travers la mise en œuvre des procédures de certification et une révision de leurs règles de certification). Outre la volonté de lutter contre la désinsertion professionnelle, la loi réorganise la gouvernance de la santé au travail en élargissant les conditions dans lesquelles le médecin du travail peut déléguer une partie de ses missions à d'autres professionnels.

Entrée en vigueur : entrée en vigueur à compter du 31 mars 2022, des décrets d'application complémentaires sont prévus.

Contenu :

Le Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) répertorie l'ensemble des risques professionnels auxquels sont exposés les travailleurs et assure la traçabilité collective de ces expositions. Sa durée de conservation passe à au moins 40 ans, en même temps qu'une dématérialisation. Le Comité Sociale et Economique (CSE), sa Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT) s'ils existent sont consultés lors de sa mise à jour. Le Programme Annuel de Prévention liste les mesures devant être prise au cours de l'année à venir pour prévenir les risques. Le Passeport Prévention contient la liste exhaustive des formations santé et sécurité d'un salarié. Il a pour objectif de tracer les formations tout au long de la carrière d'un travailleur.

Arrêté du 30 juin 2021 relatif aux lieux de travail spécifiques pouvant exposer des travailleurs au radon

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043927231

Objet : protection des travailleurs contre le risque d'exposition au radon dans des lieux de travail spécifiques.

Entrée en vigueur : au lendemain de sa publication au Journal officiel.

Contenu :

Par cet arrêté, le Gouvernement a défini les lieux de travail spécifiques nécessitant une évaluation du risque radon ainsi que les modalités particulières de prévention s'y appliquant. Visant principalement les lieux de travail au rez-de-chaussée et sous-sol de bâtiments mais aussi les lieux de travail spécifique hors bâtiments comme les cavités souterraines, les ouvrages d'art enterrés (tels que les barrages, les tunnels, les égouts, les châteaux d'eau, les parkings souterrains, les installations souterraines de transports urbains), les lieux de résurgence d'eaux souterraines.

L'arrêté précise les modalités de travail qui débute par l'évaluation des risques de présence de Radon en fonction de l'aération naturelle ou du système de ventilation. Des mesures complémentaires peuvent être mises en place pour réduire les niveaux de Radon mesurés, ainsi que des détecteurs de présence avec dispositif d'alerte. Si le niveau d'exposition au Radon ne peut être réduit une « zone radon » doit être identifié et un suivi complémentaire et spécifique mis en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

AUTRES THEMATIQUES

Arrêté du 28 janvier 2021 relatif à la détermination du plafond annuel de taxes et redevances perçues par chaque agence de l'eau pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043231562

Arrêté du 6 juillet 2021 fixant le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour l'année 2021
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043946817
Publics concernés : les exploitants des réseaux aériens, enterrés ou subaquatiques de toutes catégories (notamment les réseaux électriques, de gaz, de communications électroniques, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses, de chaleur, ferroviaires ou guidés), ainsi que les prestataires de service auxquels les maîtres d'ouvrage et les exécutants de travaux peuvent avoir recours pour l'élaboration et le suivi des déclarations obligatoires préalables aux travaux menés à proximité de ces réseaux.
Objet : fixation pour l'année 2021 du barème hors taxes des redevances instituées par l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement pour financer le téléservice www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leurs endommagements lors de travaux tiers.
Entrée en vigueur : le lendemain du jour de sa publication au Journal officiel.
L'arrêté précise, pour l'année 2021, les valeurs des termes I1, A, B, D et E utilisés dans les assiettes de calcul hors taxes des redevances mentionnées aux articles R. 554-10 et R. 554-15 du code de l'environnement.

DROIT FISCAL

Décret n° 2021-451 du 15 avril 2021 modifiant le décret n° 2020-442 du 16 avril 2020 relatif aux composantes de la taxe générale sur les activités polluantes
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043386149

Le décret modifie les composantes de la TGAP. Il prévoit que les déclarations et les paiements seront souscrits par voie électronique à compter du 1er avril 2021 pour les composantes émissions, lessives et matériaux d'extraction et à compter du 1er avril 2022 pour les composants déchets.
Il précise également les modalités applicables au règlement du solde de la composante de TGAP sur les déchets exigibles en 2020.

Il procède également à des modifications de ce décret en cohérence avec la suppression anticipée au 1er janvier 2020 de la composante huile de la taxe prévue par l'article 64 de la loi no 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021.

Ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Complétée par le Décret n° 2021-1914 du 30 décembre 2021 portant diverses mesures d'application de l'ordonnance n° 2021-1843 du 22 décembre 2021 portant partie législative du code des impositions sur les biens et services et transposant diverses normes du droit de l'Union européenne

Cette ordonnance a été publiée au JORF le 29 décembre2021 et est entrée en vigueur au 1er janvier2022.

Le transfert du recouvrement des TIC à la DGFiP s'accompagne de la recodification des dispositions ayant trait à ces produits au sein d'un nouveau Codes des Impositions sur les Biens et les Services (CIBS).

Les dispositions publiées le 29 décembre en constituent la partie législative . Le Code sera complété par une partie réglementaire en cours de rédaction.

La construction de ce nouveau code s'inscrit dans le cadre de l'habilitation étendue octroyée au Gouvernement, par les lois de finances pour 2020 et 2021, à légiférer par voie d'ordonnance pour

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

assurer l'effectivité du transfert du recouvrement à la DGFiP et lui permettre également de prendre les mesures nécessaires à la refonte des dispositions relatives aux impositions frappant certains biens, services ou transactions.

Ce nouveau code des impositions sur les biens et les services, prévoit un régime général d'accises frappant les énergies (Partie Législative – Livre III « Energies, alcool et tabacs » - Chapitre II « Energies »). Il introduit notamment des modifications déclaratives pour les utilisateurs d'énergie, à compter du 01 janvier2022, ainsi que des modifications dans le calcul de la valeur ajoutée pour la détermination de l'intensité énergétique.
Par ailleurs, à compter du 1er janvier 2022, la déclaration sera effectuée via le formulaire nº 2040-TIC commun à l'ensemble des TIC .

Le décret est venu apporter des précisions quant à la circulation des produits soumis à accises afin d'assurer la transposition en droit interne de la Directive 2020/262 établissant le régime général des accises (refonte), quant aux modalités déclaratives de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) et, également, quant aux modalités déclaratives de l'accise sur l'électricité, le gaz et le charbon.

DONNEES PERSONNELLES

LOI n° 2022-52 du 24 janvier 2022 relative à la responsabilité pénale et à la sécurité intérieure
https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045067923

Modification de l'article 20, II, de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
En cas de non-respect des obligations résultant du Règlement européen sur la protection des données à caractère personnel (RGPD), le président de la CNIL dispose de la possibilité de **rappeler au responsable de traitement ou au sous-traitant leurs obligations légales**.
Ce rappel aux obligations légales est une alternative à la mise en demeure afin de permettre pour des manquements mineurs qui ne justifient pas le prononcé de mesures publiques ou de sanctions financières de favoriser la mise en conformité des responsables de traitement et sous-traitants ayant méconnu les obligations légales qui s'imposent à eux.

Le président de la Commission a la faculté de demander la justification de la mise en conformité et peut fixer le délai de mise en conformité à vingt-quatre heures en cas d'urgence.

Ajout de l'alinéa IV, à l'article 20 de la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »*** précisant que lorsque la formation restreinte est saisie, le président de celle-ci peut enjoindre le mis en cause de produire les éléments demandés par la CNIL. En cas d'absence de réponse à une précédente mise en demeure, il est possible pour le président **d'assortir à cette injonction une astreinte dont le montant ne peut excéder 100 euros par jour de retard.**
Il est également ajouté que la formation restreinte peut également constater qu'il n'y a plus lieu de statuer.

Création d'un nouvel article 22-1 dans la loi Informatique et Libertés – ***section « mesures correctrices et sanctions »***
L'article dispose que la CNIL peut infliger une sanction selon une procédure simplifiée sous certaines conditions liées à la nature du manquement et aux garanties procédurales applicables.
***Cette procédure simplifiée pourra être mise en œuvre lorsqu'aura été promulguée un Décret en Conseil d'Etat relatif à ses modalités ainsi qu'aux garanties applicables en matière de prévention des conflits d'intérêts pour les agents rapporteurs*.**

La procédure simplifiée pour être engagée :
- Pour infliger les mesures correctrices prévues au 1°, 2° et 7° du III de l'article 20 (dès lors que celles-ci apparaissent comme étant la réponse appropriée à la gravité des manquements constatée), il s'agit des mesures suivantes :
    - le rappel à l'ordre
    - l'injonction de mise en conformité avec astreinte à condition que l'astreinte n'excède pas 100 euros par jour de retard
    - l'amende administrative à condition qu'elle n'excède pas 20 000 euros.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

- Lorsque l'affaire ne présente pas de « difficultés particulières » en considération de la jurisprudence établie, des décisions précédemment rendues par la formation restreinte ou de la simplicité des questions de fait et de droit à trancher.

La procédure sera alors assurée non plus par la Commission restreinte mais par le Président de cette commission ou l'un de ses membres.
La procédure s'appuiera sur un rapport établi par un agent habilité des services de la CNIL. Le rapport sera notifié au responsable de traitement et au sous-traitant et les informe de leur possibilité de se faire représenter ou assister, de présenter des observations écrites et de demander à être entendu.
Le président de la formation restreinte ou le membre désigné pourra solliciter les observations de toute personne pouvant contribuer à son information.
La décision prise par le président de la formation restreinte ou le membre désigné ne pourront être publiques.
La formation restreinte devra alors informée de cette décision.

Sur l'amende administrative :

- Les sanctions pécuniaires prononcées dans le cadre de la procédure simplifiée peuvent s'imputer sur l'amende prononcée ultérieurement par le juge pénal pour les mêmes faits ou des faits connexes.
- L'astreinte est liquidée et le montant définitif en est fixé par le président de la formation ou le membre désigné.

Enfin, pour tout motif, le président de la formation ou le membre désigné aura la possibilité de refuser de recourir à la procédure simplifiée ou de l'interrompre. C'est le président de la CNIL qui reprendra l'instruction de l'affaire selon la procédure de poursuites classiques (article 22 de la loi Informatique et Libertés).

LOI n° 2021-998 du 30 juillet 2021 relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement
https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000043880698/2021-07-31/

Modifie l'article 48 de la Loi Informatique et Libertés qui concerne le droit à l'information tel que prévu par les articles 12 à 14 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). Cette modification intègre une **exception au droit à l'information lorsque les données à caractère personnel ont été transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure qui dispose** :
*« Les **autorités administratives**, autres que les services de renseignement, mentionnées au I de l'article 1er de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives **peuvent transmettre aux services spécialisés de renseignement** mentionnés à l'article L. 811-2 du présent code et aux services désignés par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 811-4**, à la demande d'un de ces services, toute information, même couverte par un secret protégé par la loi, strictement nécessaire à l'accomplissement des missions de ce service et susceptible de concourir à la défense et la promotion des intérêts fondamentaux de la Nation mentionnés à l'article L. 811-3.*** »

Modifie l'article 49 de la loi Informatique et Libertés qui concerne le droit d'accès tel que prévu par l'article 15 du Règlement européen sur la Protection des Données à Caractère Personnel (RGPD). **Le droit d'accès ne s'applique pas à l'information transmises en application du premier alinéa de l'article L.863-2 du code de la sécurité intérieure.**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE



© SUEZ / iStock

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Andernos

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

ANDERNOS
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 20

4 Avis de la commission 35

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune d'Andernos à la société Suez pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020-2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN les 11 et 13 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel ANDERNOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CLAUSES	ANDERNOS
Délégataire	SUEZ
Ensemble contractuel	Contrat + 3 avenants
Type	Affermage
Date d'effet	1 juillet 2008
Échéance	31 décembre 2021
Régime des compteurs	**Propriété collectivité "en fin de contrat"** (art 6.7.1) Rachetés par Suez en début de contrat Age maximum : **25 ans (avenant 1)**
Défense incendie	Hors contrat (art 6.8)
Engagements de performance	Rendement > 80%
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Plan de renouvellement
	Canalisations < 6m
	Matériel électromécanique : programme et garantie
	Compteurs avant la fin du contrat
Plan de renouvellement contractuel	Annexe 5
Investissements à la charge de la commune	Néant
Période de consommation	1/07/N - 30/06/N+1
Période de relève	Juillet
Facturation	Janvier (acompte) Juillet (réel)
Formule d'indexation	0,15 + 0,34 ICHT-E + 0,06 PVIC + 0,31 FD + 0,14 TP10a
Reversement part collectivité	Tarif notifié un mois avant la date d'entrée en vigueur
	Au 28/2/N : 1/10-31/12 N-1
	Au 31/5/N : 1/01-31/03 N
	Au 31/8/N : 1/04-31/06 N
	Au 30/11/N : 1/07-30/09 N
Liaison avec assainissement	Conventionnement
Compte prévisionnel d'exploitation	Annexe 3
Autres	Agence sur la commune
	Investissements en début de contrat au statut juridique de "biens dédiés" (art 2.10) Puis investissements de 30 K€ avec l'avenant 1
	Remise des documents d'exploitation 18 mois avant la fin du contrat
	Renouvellement spécifique en 2021 par avenant 3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019 - 2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	480 494	638 242	630 453	684 760	8,6%
Exploitation du service	398 782	446 755	446 466	468 964	5,0%
Part fixe	*398 782*	*229 079*	*227 105*	*243 612*	*7,3%*
Part proportionnelle	*202 843*	*217 676*	*219 361*	*225 352*	*2,7%*
Travaux attribués à titre exclusif	-	93 021	85 223	116 932	37,2%
Branchements	-	*93 021*	*85 223*	*116 932*	*37,2%*
Autres travaux	-	-	-	-	
Produits accessoires	81 712	98 466	98 764	98 864	0,1%
Facturation et recouvrement de la redevance	*45 009*	*39 363*	*38 790*	*39 995*	*3,1%*
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	-	*5 086*	*5 472*	*5 666*	*3,5%*
Autres produits accessoires	*36 703*	*54 017*	*54 502*	*53 203*	*-2,4%*
CHARGES	491 021	869 288	960 312	894 267	-6,9%
Personnel	182 064	316 162	366 141	362 039	-1,1%
Energie électrique	30 599	41 286	54 408	45 171	-17,0%
Achats d'eau	-				
Produits de traitement	9 757	9 280	6 263	5 945	-5,1%
Analyses	9 403	6 716	6 572	6 837	4,0%
Sous-traitance, matières et fournitures	38 941	205 977	205 667	185 856	-9,6%
Impôts locaux et taxes	10 548	11 061	13 465	7 857	-41,6%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	82 660	198 953	218 694	203 475	-7,0%
télécommunication, postes et télégestion	*63 859*	*15 089*	*14 684*	*15 836*	*7,8%*
engins et véhicules	*9 436*	*24 629*	*22 341*	*19 110*	*-14,5%*
informatique	-	*87 060*	*111 999*	*118 500*	*5,8%*
assurance	*201*	*2 560*	*2 636*	*3 027*	*14,8%*
locaux	-	*10 736*	*11 545*	*8 227*	*-28,7%*
autres dépenses d'exploitation	*9 165*	*58 879*	*55 489*	*38 775*	*-30,1%*
Ristournes et redevances contractuelles	-	-	-	33	
Contribution des services centraux et recherche	5 320	21 062	20 805	22 597	8,6%
Frais généraux	-				
Charges relatives aux renouvellements	59 212	43 982	44 642	37 173	-16,7%
pour garantie de continuité du service	-	*23 537*	*23 890*	-	*-100,0%*
programme contractuel	-	*20 445*	*20 752*	*37 173*	*79,1%*
fonds contractuel	-				
Renouvellement de matériel	-				
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	64 675	6 907	7 011	-	-100,0%
programme contractuel	-	*6 907*	*7 011*	-	*-100,0%*
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	-				
Charges relatives aux investissements du domaine privé	1 187	5 224	5 234	4 914	-6,1%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	- 3 346	2 678	11 410	12 370	8,4%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	-				
Investissements contractuels (GE+forage+secto)	-				
RESULTAT	- 10 527	- 231 046	- 329 859	- 209 507	-36,5%

Questions au délégataire

Merci de nous préciser le détail:

- *Des recettes issues de la perception de la redevance assainissement (tarif, nombre de factures...)*
- *Et des autres produits accessoires.*

Nous souhaitons bénéficier d'une justification des évolutions des postes de charges suivantes :

- *Charges de personnel,*
- *Énergie électrique*
- *Sous-traitance, matières et fournitures*
- *Informatique*
- *Et autres dépenses d'exploitation*

Préciser le contenu des postes:

- *Informatique*
- *Et autres dépenses d'exploitation.*

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les charges économiques portées au CARE sur les renouvellements et investissements en détaillant :

- *La méthode de calcul des charges*
- *Les dépenses effectives réalisées en 2021*
- *Le lien avec le programme prévisionnel contractuel (annexe au contrat)*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Questions au délégataire

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	480 494	638 242	630 453	684 760	8,6%
Exploitation du service	398 782	446 755	446 466	468 964	5,0%
Part fixe	*398 782*	*229 079*	*227 105*	*243 612*	*7,3%*
contrôle cohérence		*202 041*	*211 145*	*214 508*	*1,6%*
Part proportionnelle	*202 843*	*217 676*	*219 361*	*225 352*	*2,7%*
contrôle cohérence		*210 961*	*211 438*	*226 332*	*7,0%*

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

La vérification des produits d'exploitation des services par rapport aux données du services (abonnement et volumes facturés) présente des difficultés de reconstitution (période de facturation et relève, part des gros consommateurs)

Analyse des produits d'exploitation

$- \quad \text{avec } k = 0{,}15 + 0{,}34\frac{ICHTTS1}{ICHTTS10} + 0{,}14\frac{TP10a}{TP10a0}$

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les tarifs :

Questions au délégataire

sur la base de 120m³	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire		**0,4397 €**	**0,4502 €**	**0,4482 €**	**-0,4%**
Part fixe (abonnement)		*22,76 €*	*23,30 €*	*23,18 €*	*-0,5%*
Part variable (consommation)		*0,250 €*	*0,256 €*	*0,255 €*	*-0,4%*

Merci de nous justifier le calcul de l'indexation des tarifs et indiquer explicitement les données retenues pour l'application de la formule d'indexation.

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		**154,152 km**	**153,591 km**	**153,751 km**	**0,1%**
Pertes en réseau en m³ (b)		**258 847 m³**	**257 247 m³**	**283 781 m³**	**10,3%**
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)		**4,60 m³/km/j**	**4,58 m³/km/j**	**5,04 m³/km/j**	**10,2%**
Rendement du réseau (%)		*78,36%*	*78,58%*	*77,02%*	*-1,98%*
Volume d'eau facturée (en m³)		**843 843 m³**	**825 931 m³**	**887 578 m³**	**7,5%**
Particuliers		**681 352 m³**	**692 469 m³**	**734 191 m³**	**6,0%**
Collectivités		**41 834 m³**	**28 632 m³**	**32 356 m³**	**13,0%**
Professionnels		**120 657 m³**	**104 830 m³**	**121 031 m³**	**15,5%**
Volumes dégrévés (en m³)		*45 863 m³*	*44 098 m³*	*32 493 m³*	*-26,32%*
Abonnés au service		**8 877**	**9 062**	**9 254**	**2,1%**
Particuliers		**8 363**	**8 556**	**8 707**	**1,8%**
Collectivités		**125**	**121**	**119**	**-1,7%**
Professionnels		**389**	**385**	**428**	**11,2%**
Abonnement domestiques et assimilés		**8 830**	**9 016**	**9 202**	**2,1%**
Autres abonnements		**47**	**46**	**52**	**13,0%**

Pouvez-vous nous expliquer les causes justifiant la stagnation, voire la légère baisse du taux de rendement du réseau, par ailleurs inférieur aux engagements contractuels ?

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le régime des pénalités applicable

Article 13-3 du contrat :

Sur le plan contractuel, les conditions d'application de la pénalité pour non atteinte du rendement de réseau sont remplies.

La question se pose pour le renouvellement

11°) non-respect du programme de renouvellement : u ne pénalité correspondant à 30 % de la somme inscrite pour le bien considéré au programme de renouvellement par année de retard, sans préjudice des dispositions prévues en fin de contrat ;

12°) non respect du ratio volume consommé comptabilisé par le volume mis en distribution (avec volume mis en distribution = volume produit + volume importé – volume exporté) strictement inférieur à 80 % : pénalité calculée comme suit :

$P_r \times k \times [(V_i + V_p - V_e) - (V_c / XX)]$ avec $P_r = 0{,}15$ euro par mètre cube

	CARE 2021
Pénalité rendement	**8 001 €**
Pénalité au m3 (Pr)	0,15
X Coefficient d'indexation des tarifs (k)	1,1597
X	
[Volume importé (Vi)	0
+ Volume produit (Vp)	1 234 919
- Volume exporté (Ve)]	0
- [Volume comptabilisé (Vc)	951 138
/ obectif de rendement (XX)]	80%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	480 494	638 242	630 453	684 760	8,6%
Exploitation du service	398 782	446 755	446 466	468 964	5,0%
Travaux attribués à titre exclusif	-	93 021	85 223	116 932	37,2%
Produits accessoires	81 712	98 466	98 764	98 864	0,1%
CHARGES	491 021	869 288	960 312	894 267	-6,9%
Personnel	182 064	316 162	366 141	362 039	-1,1%
Energie électrique	30 599	41 286	54 408	45 171	-17,0%
Achats d'eau	-				
Produits de traitement	9 757	9 280	6 263	5 945	-5,1%
Analyses	9 403	6 716	6 572	6 837	4,0%
Sous-traitance, matières et fournitures	38 941	205 977	205 667	185 856	-9,6%
Impôts locaux et taxes	10 548	11 061	13 465	7 857	-41,6%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	82 660	198 953	218 694	203 475	-7,0%
Contribution des services centraux et recherche	5 320	21 062	20 805	22 597	8,6%
Frais généraux	-				
Charges relatives aux renouvellements	59 212	43 982	44 642	37 173	-16,7%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	64 675	6 907	7 011	-	-100,0%
Charges relatives aux investissements du domaine privé	1 187	5 224	5 234	4 914	-6,1%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	- 3 346	2 678	11 410	12 370	8,4%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	-				
Investissements contractuels (GE+forage+secto)	-				
RESULTAT	- 10 527	- 231 046	- 329 859	- 209 507	-36,5%

Commentaire : la trajectoire financière du contrat est largement en décalage avec les prévisions contractuelles initiales (compte prévisionnel d'exploitation). Ce constat n'engage pas de conséquences pour la COBAN, cet décrochage relevant de la responsabilité du délégataire.
Les variations des recettes et des charges sur la durée ne facilitent pas l'analyse des CARE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

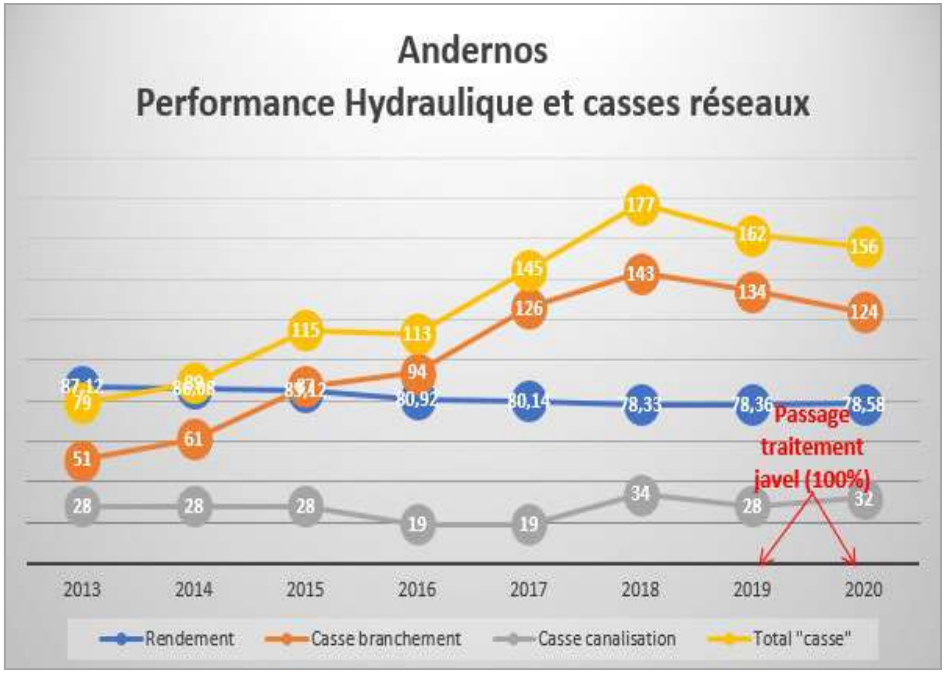
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous expliquer les causes justifiant la stagnation, voire la légère baisse du taux de rendement du réseau, par ailleurs inférieur aux engagements contractuels ?.

SUEZ apporte les réponses suivantes :

En effet, depuis 2016 (et chaque année suivante), sur l'intégralité des RAD des contrats d'Andernos, Lanton et Audenge, nous vous informions de la problématique de casse de branchements qui demandait expressément la mise en place d'un plan de renouvellement des branchements et/ou d'un dispositif de sectorisation suivant les communes concernées (cf chapitre introductif « perspectives »).

Avec tableau SUEZ appuie son propos précédent sur la casse branchements :



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail des recettes issues de la perception de la redevance assainissement (tarif, nombre de factures..) et des autres produits accessoires

SUEZ propose le détail suivant :

1305 : Produits accessoires - facturation et recouvrement de la redevance assainissem

	Qté	Px	TOTAL
ANDERNOS EAU	13839	2,89	39 995 €

Le montant des autres produits accessoires est stable avec un total de 53 203 en 2021 et 54 502 en 2020.

Libelle	Id Entite	CA (BAL)	Libellé CA (BAL)	2020	2021
ANDERNOS EAU	**6959**	95541	Produits d'accès au service	25 480	29 082
		95542	Interventions facturables	1 912	810
		95543	Recouvrement terrain	3 329	-1 001
		978	Prod aut activités facturab	13 287	13 485
		98853	Produits divers clientèle	10 494	10 827
Total ANDERNOS EAU				**54 502**	**53 203**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier le calcul de l'indexation des tarifs et indiquer explicitement les données retenues pour l'application de la formule d'indexation.

SUEZ les précisions suivantes sur la formule d'indexation et son détail :

Premier semestre :

Formule : P1 = P0 x [0,15 + 0,34 x ICHTTS1 + 0,06 x EBT PVIC401002 + 0,31 x DIV + 0,14 x TP10A]

Formule avec indices actifs : P1 = P0 x [0,15 + 0,34 x ICHTE_HORS_CICE + 0,06 x 010534763 - FM0D35111407_2015 + 0,31 x FD_2010 + 0,14 x TP10a_2010]

Détail calcul coefficient :	Explications :	Calculs intermédiaires : arrondi mathématiquement au cent-millième (5ème décimale)
0,150000	Part fixe	0,150000
+ 0,340000 x (169,169 / 138,6)	Indice n° 1 : ICHTTS1 - 063021506 - base 100 en octobre 1997 - Industries mécaniques et électriques (NAF 28 à 35) Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 169,169 applicable au 01/12/2019 (- calcul 169,169 par raccordement avec l'indice privé ICHTE_HORS_CICE après le 01/12/2008 : coeft. 1,43 x valeur publiée 118,3 publiée le 10/04/2020 source indice privé) Valeur initiale : 138,6 explication ...	0,340000 x (1,2205555555556) -> 0,340000 x (1,22056) = 0,4149904 -> 0,41499
+ 0,060000 x (162,76464965684 / 106,8)	Indice n° 2 : 0850113 - 085011305 - EBT PVIC401002 - H.T.V.A. (Hors T.V.A.) Base 100 en 2000 - Production française commercialisée sur le marché français, dans l'industrie - Nomenclature CPF - Electricité basse tension Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 162,76464965684 applicable au 01/11/2020 (- calcul 162,76464965684 par raccordement avec l'indice 1570283 - FM0D351001 après le 01/10/2008 : coeft. 1,036 x valeur calculée 157,10873519 - calcul 157,10873519 par raccordement avec l'indice 001643160 - FM0D351106 après le 01/06/2012 : coeft. 1 x valeur calculée 157,10873519 - calcul 157,10873519 par raccordement avec l'indice 001653963 - FM0D351106 après le 01/10/2012 : coeft. 1,0835 x valeur calculée 145,00114 - calcul 145,00114 par raccordement avec l'indice 001771246 - FM0D35111407 après le 31/12/2015 : coeft. 1 x valeur calculée 145,00114 - calcul 145,00114 par raccordement avec l'indice 010534763 - FM0D35111407_2015 après le 30/09/2017 : coeft. 1,1722 x valeur publiée 123,7 publiée le 01/01/2021 source Moniteur papier No 6119) Valeur initiale : 106,8 explication ...	0,060000 x (1,5240135735659) -> 0,060000 x (1,52401) = 0,0914406 -> 0,09144
+ 0,310000 x (115,9162 / 107,4)	Indice n° 3 : DIV - INDICE_FRAIS_DIVERS - FD - 001688297 - hors TVA base 100 en janvier 1993 - Indice Frais Divers Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 115,9162 applicable au 01/09/2020 (- calcul 115,9162 par raccordement avec l'indice FD_2010 - 001711011 après le 01/09/2014 : coeft. 1,1254 x valeur publiée 103 publiée le 25/12/2020 source Moniteur papier No 6117-6118) Valeur initiale : 107,4 explication ...	0,310000 x (1,0792942271881) -> 0,310000 x (1,07929) = 0,3345799 -> 0,33458
+ 0,140000 x (140,34605 / 116,8)	Indice n° 4 : TP10A - 001688290 - hors TVA, base 100 en janvier 2004 - Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 140,34605 applicable au 01/09/2020 (- calcul 140,34605 par raccordement avec l'indice TP10a_2010 - 001710998 après le 01/09/2014 : coeft. 1,2701 x valeur publiée 110,5 publiée le 25/12/2020 source Moniteur papier No 6117-6118) Valeur initiale : 116,8 explication ...	0,140000 x (1,2015928938356) -> 0,140000 x (1,20159) = 0,1682226 -> 0,16822
Résultat du calcul :		
Résultat non arrondi	1,15923	
= Résultat arrondi mathématiquement au dix-millième (4ème décimale) (1) Date de révision : 01/01/2021	1,1592	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier le calcul de l'indexation des tarifs et indiquer explicitement les données retenues pour l'application de la formule d'indexation.

Deuxième semestre :

Formule : P1 = P0 x [0,15 + 0,34 x ICHTTS1 + 0,06 x EBT PVIC401002 + 0,31 x DIV + 0,14 x TP10A]

Date de révision : 01/07/2021 : **= 1,1666** Résultat arrondi mathématiquement au dix-millième (4ème décimale)
Calcul en date de publication

Détail du calcul

Détail calcul coefficient :	Explications :	Calculs intermédiaires : arrondi mathématiquement au cent-millième (5ème décimale)
0,150000	Part fixe	0,150000
+ 0,340000 x (169,169 / 138,6)	Indice n° 1 : ICHTTS1 - 063021506 - base 100 en octobre 1997 - Industries mécaniques et électriques (NAF 28 à 35) Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 169,169 applicable au 01/12/2019 (- calcul 169,169 par raccordement avec l'indice privé ICHTE_HORS_CICE après le 01/12/2008 : coeft. 1,43 x valeur publiée 118,3 publiée le 10/04/2020 source indice privé) Valeur initiale : 138,6 explication ...	0,340000 x (1,2205555555556) -> 0,340000 x (1,22056) = 0,4149904 -> 0,41499
+ 0,060000 x (166,97521456308 / 106,8)	Indice n° 2 : 0850113 - 085011305 - EBT PVIC401002 - H.T.V.A. (Hors T.V.A.) Base 100 en 2000 - Production française commercialisée sur le marché français, dans l'industrie - Nomenclature CPF - Electricité basse tension Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 166,97521456308 applicable au 01/04/2021 (- calcul 166,97521456308 par raccordement avec l'indice 1570283 - FM0D351001 après le 01/10/2008 : coeft. 1,036 x valeur calculée 161,17298703 - calcul 161,17298703 par raccordement avec l'indice 001643160 - FM0D351106 après le 01/06/2012 : coeft. 1 x valeur calculée 161,17298703 - calcul 161,17298703 par raccordement avec l'indice 001653963 - FM0D351106 après le 01/10/2012 : coeft. 1,0835 x valeur calculée 148,75218 - calcul 148,75218 par raccordement avec l'indice 001771246 - FM0D35111407 après le 31/12/2015 : coeft. 1 x valeur calculée 148,75218 - calcul 148,75218 par raccordement avec l'indice 010534763 - FM0D35111407_2015 après le 30/09/2017 : coeft. 1,1722 x valeur publiée 126,9 publiée le 04/06/2021 source Moniteur papier No 6141) Valeur initiale : 106,8 explication ...	0,060000 x (1,5634383386056) -> 0,060000 x (1,56344) = 0,0938064 -> 0,09381
+ 0,310000 x (116,36636 / 107,4)	Indice n° 3 : DIV - INDICE_FRAIS_DIVERS - FD - 001688297 - hors TVA base 100 en janvier 1993 - Indice Frais Divers Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 116,36636 applicable au 01/03/2021 (- calcul 116,36636 par raccordement avec l'indice FD_2010 - 001711011 après le 01/09/2014 : coeft. 1,1254 x valeur publiée 103,4 publiée le 25/06/2021 source Moniteur papier No 6144) Valeur initiale : 107,4 explication ...	0,310000 x (1,0834856610801) -> 0,310000 x (1,08349) = 0,3358819 -> 0,33588
+ 0,140000 x (143,39429 / 116,8)	Indice n° 4 : TP10A - 001688290 - hors TVA, base 100 en janvier 2004 - Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 143,39429 applicable au 01/03/2021 (- calcul 143,39429 par raccordement avec l'indice TP10a_2010 - 001710998 après le 01/09/2014 : coeft. 1,2701 x valeur publiée 112,9 publiée le 25/06/2021 source Moniteur papier No 6144) Valeur initiale : 116,8 explication ...	0,140000 x (1,2276908390411) -> 0,140000 x (1,22769) = 0,1718766 -> 0,17188
Résultat du calcul :		
Résultat non arrondi	1,16656	
= Résultat arrondi mathématiquement au dix-millième (4ème décimale) (1)	**1,1666**	
-1 = Coefficient précédent du 01/01/21	1,1597	
Evolution / -1	0,59%	
Prix initial (2)	10,00 €	
Prix réactualisé arrondi à 2 décimales (1)x(2)	**11,67 €**	10,00 x 1,1666 = 11,666 -> 11,67
Soit une augmentation de	1,67 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il s'agirait par ailleurs de mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

SUEZ propose la réponse suivante sans donner d'avantage de détail :

ANNEES	2021				
	Libelle	Type de bénéficiaire	Mode de tarification	Somme de Quantité facturée	Somme de Montant
Export JDV ODYSSEE	ANDERNOS EAU	LDE	PART FIXE	20 913	243 612 €
	ANDERNOS EAU	LDE	PART VARIABLE	888 925	226 821 €
	ANDERNOS EAU	**Total LDE FACTURE**		**909 839**	**470 433 €**
CALCUL EEC ODYSSEE			**PART FIXE EEC**		**-73 €**

Ici ne figurent que les sommes des quantités facturées et les montants totaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Nous souhaitons bénéficier d'une justification des évolutions des postes de charges suivantes: Charges de personnel, Energie électrique, sous-traitance, matières et fournitures et autres dépenses d'exploitation

SUEZ détaille les charges dans un onglet « Activité travaux » :

Libelle	Id Entite	CARE	2020	2021
ANDERNOS EA	**6959**	12 Travaux attribués à titre exclusif	85 223	116 932
		20 Personnel	-9 243	-19 912
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-52 124	-71 045
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-99	-67
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-409	-314
		28-6 Autres dépenses	-90	22
Total ANDERNOS EAU			**23 256**	**25 616**

Le total de ces charges est stable malgré des évolutions notables pour le personnel, les travaux attribués à titre exclusif ou encore la sous-traitance.

Pour autant il n'y pas de justification de ces évolutions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de préciser le contenu des postes : informatique et autres dépenses d'exploitation

SUEZ détaille les charges informatique dans un onglet spécifique :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Libellé Rubrique TCA (CCO)	2020	2021
ANDERNOS EAU	**6959**	Production	-438	-240
		Gestion clientele	-68 546	-72 327
		Charges travaux	-409	-314
		Charges équipement et support	-36 693	-38 504
		Frais generaux locaux	-5 238	-6 215
		Service commercial	-674	-900
Total ANDERNOS EAU			**-111 999**	**-118 500**

Puis les autres dépenses d'exploitation :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
ANDERNOS EAU	**6959**	2861 : Loyer matériel et mobilier de bureau	-662	-3 976
		2862 : Honoraires, frais d'acte, services bancaires	-10 482	-10 506
		2865 : Autres dépenses	-44 346	-24 294
Total ANDERNOS EAU			**-55 489**	**-38 776**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

SUEZ justifie les montants de cette ligne de la façon suivante pour toutes les communes concernées :

La traduction économique de ce type de charge correspond à un lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence (OAT + spread) = financement de la VAN.

Ces dernières sont potentiellement recalculées dans le cadre de modifications substantielles des conditions contractuelles (avenant refondateur, nouveaux engagements, prolongations…etc…) ou de déviations significatives des dépenses réalisées.

Dans le cas de fonds contractuel, les annuités inscrites dans le CARE correspondent aux dotations actualisées aux termes contractuels mentionnées dans les fichiers de suivi de fonds annexés aux RAD, qu'il y ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Si le CARE est globalement accessible, le délégataire n'a pu –dans les temps contraints de nos demandes- proposé tous les éléments de réponses nécessaires à une parfaite compréhension des évolutions des recettes et des charges.

Ce constat est d'autant plus dommageable que les demandes faites cette année reprennent très majoritairement les demandes faites lors des travaux de la CCF de l'année précédente.

La valorisation des obligations de renouvellement obéit également à une logique technique différente entre les annexes du contrat et le CARE. Toutefois, SUEZ produit une information complémentaire au CARE qui permet de contrôler l'effectivité de ses engagements. Ce travail demeure complexe et nécessite un temps d'échange systématique.

Compte tenu de l'échéance du contrat du 31 décembre 2021, cette mise en cohérence n'apparaît pas nécessaire.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les informations à fournir en complément dans le RAD et le CARE

Compte-tenu de l'arrivée à échéance du contrat, ce point n'a pas de pertinence spécifique.

Sur les résultats de la délégation

Les résultats, largement déficitaires, se sont écartés de la trajectoire financière contractuelle notamment en ce qui concerne les charges d'exploitation.

Le déficit présenté relève du risque du délégataire et il n'apparaît pas d'évènement imprévisible qui aurait justifié une renégociation de l'économie du contrat.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Point particulier

Le régime des pénalités s'applique normalement en ce qui concerne les objectifs de rendement du réseau.

La commission préconise l'application du régime de pénalités applicable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Arès

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

ARES
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 14

4 Avis de la commission 27

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune d'Arès à la société Suez pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020 et 2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN les 11 et 13 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel ARES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRAT DSP EAU	ARES
Délégataire	SUEZ
Ensemble contractuel	Contrat
Type	"Affermage **concessif"**
Date d'effet	1 janvier 2019
Échéance	31 décembre 2030
Régime des compteurs	Propriété de la collectivité (art 18.9) Age maximum : 25 ans
Défense incendie	Hors contrat (art 18.13)
Engagements de performance	Rendement > 80% d'ici 4 ans
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Art 19.3 avec compte GER
	Canalisations < 12m
	Matériel électromécanique
	Compteurs
Plan de renouvellement contractuel	Annexes 2 et 13
Renouvellement commune	Branchements (?) art 19.2
TVA	**Déduction directe par la commune**
Période de consommation	1/01 - 31/12
Période de relève	**Mai puis Janvier et Juillet avec la télérelève**
Facturation	**Décembre (acompte) - Janvier (télérelève)** **Juin (réel) - Juillet (télérelève)** **lissage en 2019**
Formule d'indexation	0,15 + 0,414 ICHT-E + 0,05 FSD2 + 0,191 TP10a + 0,195 "10534769" **Avec plafond à 1,5%**
Reversement part collectivité	**Avec une convention de mandat**
	Au 31/1/N : 1/10-31/12 N-1
	Au 30/4/N : 1/01-31/03 N
	Au 31/7/N : 1/04-31/06 N
	Au 31/10/N : 1/07-30/09 N
Liaison avec assainissement	Conventionnement avec tarif fixé
Compte prévisionnel d'exploitation	Annexe 3
Autres	Financement compteurs de sectorisation (20 K€)
	Investissements en début de contrat dont télérelève (art 14, annexe 13 T5, annexe 13)
	Vente d'eau à Lège Cap Ferret (annexe 7)
	Mise en place d'un fonds de travaux de 100 K€ annuel (art 19.3)
	RODP de 2 510 €
	Clauses de révisions encadrées par des valeurs de référence

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019 - 2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	574 621	533 319	596 818	635 835	6,5%
Exploitation du service	496 040	472 354	508 045	504 621	-0,7%
Part fixe	*303 980*	*294 822*	*373 385*	*322 237*	*-13,7%*
Part proportionnelle	*192 060*	*177 532*	*112 340*	*182 384*	*62,4%*
Cession d'eau facturée			*22 320*	-	*-100,0%*
Travaux attribués à titre exclusif	40 710	40 961	51 639	79 787	54,5%
Branchements		*40 961*	*51 639*	*79 787*	*54,5%*
Autres travaux		-	-	-	
Produits accessoires	37 871	20 004	37 134	51 427	38,5%
Facturation et recouvrement de la redevance		-	*13 140*	*19 979*	*52,0%*
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers		*2 515*	*2 678*	*2 778*	*3,7%*
Autres produits accessoires		*17 489*	*21 316*	*28 670*	*34,5%*
CHARGES	596 803	644 121	751 769	707 428	-5,9%
Personnel	167 218	197 040	215 093	196 708	-8,5%
Energie électrique	33 502	27 990	32 462	34 087	5,0%
Achats d'eau	-				
Produits de traitement	2 212	6 268	5 604	6 353	13,4%
Analyses	6 467	5 083	4 946	4 703	-4,9%
Sous-traitance, matières et fournitures	40 158	79 480	147 209	116 519	-20,8%
Impôts locaux et taxes	9 249	7 381	7 282	4 742	-34,9%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	125 068	110 463	110 873	111 741	0,8%
télécommunication, postes et télégestion	*8 480*	*8 312*	*7 754*	*8 601*	*10,9%*
engins et véhicules	*12 285*	*13 838*	*14 234*	*10 465*	*-26,5%*
informatique	*43 500*	*57 344*	*58 160*	*67 159*	*15,5%*
assurance	*1 100*	*2 351*	*2 533*	*3 005*	*18,6%*
locaux	*7 787*	*4 634*	*6 431*	*4 858*	*-24,5%*
autres dépenses d'exploitation	*51 916*	*23 984*	*21 761*	*17 653*	*-18,9%*
Ristournes et redevances contractuelles		-	369	1 316	256,6%
Contribution des services centraux et recherche	35 033	17 600	19 695	20 983	6,5%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	26 272	126 272	130 320	130 559	0,2%
pour garantie de continuité du service		-	-	-	
programme contractuel		-	-	-	
fonds contractuel		*126 272*	*130 320*	*130 559*	*0,2%*
Renouvellement de matériel					
Fonds de travaux	100 000				
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	42 971	61 528	62 451	63 388	1,5%
programme contractuel		*61 528*	*62 451*	*63 388*	*1,5%*
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	3 470				
Charges relatives aux investissements du domaine privé		4 798	5 030	4 879	-3,0%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	5 183	218	10 435	11 450	9,7%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)					
Investissements contractuels (GE+forage+secto)					
RESULTAT	- 22 182	- 110 802	- 154 951	- 71 593	-53,8%

Questions au délégataire

Le produit de vente d'eau Lège Cap-Ferret ne semble pas apparaitre sur le CARE.
Merci de justifier ce point et de nous donner les éléments financiers liés.

Merci de nous préciser le détail:

- *Des recettes issues de la perception de la redevance assainissement (tarif, nombre de factures...)*
- *Et des autres produits accessoires.*

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants :

- *Charges de personnel,*
- *Sous-traitance, matières et fournitures*
- *Autres dépenses d'exploitation*

Préciser le contenu des postes:

- *Informatique*
- *Et autres dépenses d'exploitation.*

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	**574 621**	**533 319**	**596 818**	**635 835**	**6,5%**
Exploitation du service	**496 040**	**472 354**	**508 045**	**504 621**	**-0,7%**
Part fixe	*303 980*	*294 822*	*373 385*	*322 237*	*-13,7%*
contrôle cohérence		*237 060*	*243 082*	*252 257*	*3,8%*
Part proportionnelle	*192 060*	*177 532*	*112 340*	*182 384*	*62,4%*
contrôle cohérence		*118 067*	*201 222*	*184 835*	*-8,1%*
Cession d'eau facturée			*22 320*	-	*-100,0%*

Questions au délégataire

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE 2021 avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

La vérification des produits d'exploitation des services par rapport aux données du services (abonnement et volumes facturés) présente des difficultés de reconstitution (période de facturation et relève, part des gros consommateurs)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

$$K = 0{,}15 + \left(0{,}414 * \frac{ICHT - E}{ICHT - E_0}\right) + \left(0{,}050 * \frac{\quad}{\quad}\right) + \left(0{,}191 * \frac{\quad}{\quad}\right) + \left(0{,}195 * \frac{\quad}{\quad}\right)$$

Les tarifs :

sur la base de 120m³	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire		**0,8100 €**	**0,8222 €**	**0,8340 €**	**1,4%**
Part fixe (abonnement)		*54,00 €*	*54,81 €*	*55,60 €*	*1,4%*
Part variable (consommation)		*0,360 €*	*0,365 €*	*0,371 €*	*1,5%*

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		**74,178 km**	**74,161 km**	**73,779 km**	**-0,5%**
Pertes en réseau en m³ (b)		**201 524 m³**	**241 054 m³**	**152 945 m³**	**-36,6%**
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)		**7,44 m³/km/j**	**8,88 m³/km/j**	**5,66 m³/km/j**	**-36,2%**
Rendement du réseau (%)	***>80% d'ici 4 ans***	*73,52%*	*70,03%*	*82,97%*	*18,47%*
Volume d'eau facturée (en m³)		**327 964 m³**	**550 690 m³**	**498 611 m³**	**-9,5%**
Particuliers		**265 566 m³**	**425 012 m³**	**392 433 m³**	**-7,7%**
Collectivités		**22 015 m³**	**19 569 m³**	**23 395 m³**	**19,6%**
Professionnels		**40 383 m³**	**106 109 m³**	**82 783 m³**	**-22,0%**
Volumes dégrévés (en m³)		*1 158 m³*	*28 181 m³*	*34 357 m³*	*21,92%*
Abonnés au service		**4 390**	**4 435**	**4 537**	**2,3%**
Particuliers		**4 145**	**4 182**	**4 258**	**1,8%**
Collectivités		**64**	**64**	**66**	**3,1%**
Professionnels		**181**	**189**	**213**	**12,7%**
Abonnement domestiques et assimilés		**4 383**	**4 428**	**4 518**	**2,0%**
Autres abonnements		**7**	**7**	**19**	**171,4%**

Questions au délégataire

Merci de nous justifier le calcul de l'indexation des tarifs et indiquer explicitement les données retenues pour l'application de la formule d'indexation.

Rappel : atteinte de l'objectif sur le contractuel de rendement de 80% d'ici 4 ans

Ici l'objectif a été atteint avec 83% de rendement en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le régime des pénalités applicable

Article 27-2 du contrat :

1. Interruption générale de la distribution consécutive à une faute du Délégataire : une pénalité de 1 euros par abonné par heure d'interruption ;
2. Interruption partielle, privant d'eau plus de 10 % d'abonnés pendant plus de 12 heures, consécutives à une faute du Délégataire : une pénalité de 1 euros par abonné par heure d'interruption à partir de la 13ème heure ;
3. Distribution d'eau non conforme aux limites de la qualité, dans un des cas suivants :
   - par défaut de nettoyage de réservoir,
   - par défaut de purge de réseau après remise en eau,
   - par défaut d'entretien des chloromètres ou autres appareils de désinfection,
   - par défaut d'entretien des captages,
   - mauvaise exploitation des installations (notamment de traitement),

   une pénalité de 1 euros par abonné et par bilan non-conforme ;
4. En cas de non-respect des obligations liées à la pression du réseau la Collectivité pourra mettre en œuvre une pénalité de 5 euros par abonné et par jour de non-conformité ;
5. Retard de fourniture des éléments nécessaires au rapport sur le prix et la qualité du service ou du rapport annuel du Délégataire : versement à la Collectivité d'une pénalité de 50 euros par jour de retard ;
6. Retard dans la transmission des documents à produire (autres que RAD et éléments du RPQS) : versement à la Collectivité d'une pénalité forfaitaire de 500 euros ;
7. Insuffisance du contenu des documents à produire, après mise en demeure : versement à la Collectivité d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros ;
8. La destruction, perte ou mauvaise gestion (comprenant de façon non exhaustive le défaut de mise à jour prévu par le contrat ou le mauvais renseignement de données) de l'un ou de l'ensemble des documents du service peut entrainer une pénalité mensuelle de 1 euros par abonné ainsi que l'élaboration de nouveaux documents ou la mise à jour des documents litigieux aux frais du Délégataire par un tiers ;
9. En cas de non-respect de l'objectif d'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux prévu dans le contrat : versement à la Collectivité d'une pénalité de 250 euros par point d'écart avec l'objectif ;
10. Non-respect des engagements sur la télérelève : une pénalité annuelle de 50 euros par usager ne bénéficiant pas du service complet, dans la limite du taux de couverture défini par le présent contrat ;
11. En cas de non-réparation d'une fuite visible dans un délai de 7 jours suivant son signalement, la Collectivité pourra mettre en œuvre une pénalité de 200 euros par jour de non-conformité ;
12. En cas de non-respect du remplacement des compteurs des abonnés, la Collectivité pourra mettre en œuvre une pénalité de 1,25 x le prix d'un compteur prévu au BPU, par compteur ;
13. En cas de non-respect des obligations liées aux compteurs généraux, la Collectivité pourra mettre en œuvre une pénalité de 1 000 euros en cas de défaut de surveillance et 1.25 x le prix d'un compteur par compteur prévu au BPU en cas dé défaut de remplacement de ceux-ci ;
14. Retard de réalisation d'obligation liée au règlement du service : versement à la Collectivité, en sus des pénalités à verser aux abonnés conformément à ce règlement, d'une pénalité forfaitaire de 500 euros ;
15. En cas de non-respect des obligations de contrôle des installations intérieures, la Collectivité pourra mettre en œuvre une pénalité de 20 euros par installation et par mois de retard de contrôle ;
16. En cas de non-respect des obligations liées à l'entretien, aux réparations et aux investissements, la Collectivité peut faire procéder, aux frais du Délégataire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, après une mise en demeure restée sans résultat. La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçon dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées réalisées par le Délégataire ;
17. En cas de non respect de l'objectif d'indice linéaire de pertes (ILP) prévu dans le présent contrat, une pénalité de 0,25 % du montant hors taxe des recettes de l'année précédente par point d'écart entre l'objectif d'ILP défini et celui constè pour l'année considérée ;
18. Si la moyenne des rendements R sur trois ans, définis dans le contrat initial, à la clôture d'un exercice est strictement inférieure à la moyenne des engagements retenus à l'article 18.11 du contrat sur cette même période, appelés Robj : le Délégataire versera à la Collectivité une pénalité calculée comme suit :

    $$P_r \times K \times [(V_i + V_p) - ((V_{ca} + V_e) / R_{obj})]$$ avec P_r = 0,10 euro par mètre cube

    Où :
    - K désigne le coefficient d'indexation des tarifs de base de la part Délégataire,
    - Vi le volume importé,
    - Vp le volume produit,
    - Ve le volume exporté,
    - Vca le volume consommé autorisé

    R_{obj} l'objectif de rendement défini à l'article 18.11 du contrat ;
19. Retard de plus de 3 jours dans le versement de la part Collectivité : versement à la Collectivité d'une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard calendaire ;
20. Pour tout manquement non prévu dans les pénalités précédentes : la Collectivité pourra mettre en œuvre une pénalité de 100 euros par manquement.

L'exploitant sera informé par une lettre recommandée avec accusé de réception et disposera d'un délai de 7 jours pour répondre aux manquements mis en avant par la Collectivité.

Vision de la trajectoire financière contractuelle

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	574 621	533 319	596 818	635 835	6,5%
Exploitation du service	496 040	472 354	508 045	504 621	-0,7%
Travaux attribués à titre exclusif	40 710	40 961	51 639	79 787	54,5%
Produits accessoires	37 871	20 004	37 134	51 427	38,5%
CHARGES	596 803	644 121	751 769	707 428	-5,9%
Personnel	167 218	197 040	215 093	196 708	-8,5%
Energie électrique	33 502	27 990	32 462	34 087	5,0%
Achats d'eau	-				
Produits de traitement	2 212	6 268	5 604	6 353	13,4%
Analyses	6 467	5 083	4 946	4 703	-4,9%
Sous-traitance, matières et fournitures	40 158	79 480	147 209	116 519	-20,8%
Impôts locaux et taxes	9 249	7 381	7 282	4 742	-34,9%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	125 068	110 463	110 873	111 741	0,8%
Ristournes et redevances contractuelles		-	369	1 316	256,6%
Contribution des services centraux et recherche	35 033	17 600	19 695	20 983	6,5%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	26 272	126 272	130 320	130 559	0,2%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	42 971	61 528	62 451	63 388	1,5%
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	3 470				
Charges relatives aux investissements du domaine privé		4 798	5 030	4 879	-3,0%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	5 183	218	10 435	11 450	9,7%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)					
Investissements contractuels (GE+forage+secto)					
RESULTAT	- 22 182	- 110 802	- 154 951	- 71 593	-53,8%

Une économie de la DSP qui est, depuis le début du contrat, en décalage de la trajectoire financière contractuelle.
L'année 2021 s'inscrit dans cette même dynamique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

Pouvez-vous nous expliquer la hausse du rendement sur 2021 ?

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

SUEZ apporte la réponse suivante :

Le rendement d'ARES continue d'évoluer à la hausse et on constate une baisse du nombre de casse branchement.

Rendement de réseau (%)						
Désignation	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**N/N-1 (%)**
Volumes consommés autorisés (H)	577 617	514 555	559 457	563 393	559 513	-0,7%
Volumes eau potable exportés (C)	0	34 823	42 517	56 627	185 607	227,8%
Volumes eau potable produits (A)	832 327	722 615	760 981	804 447	898 064	11,6%
Volumes eau potable importés (B)	0	0	0	0	0	0,0%
Rendement de réseau (%) = 100 * (H+C) / (A+B)	69,4	76,03	79,11	77,07	82,97	7,7%

Le rendement en 2021 est de 82,97%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le produit de vente d'eau Lège Cap-Ferret ne semble pas apparaitre sur le CAF. Merci de justifier ce point et de nous donner les éléments financiers liés.

Le délégataire n'a pas répondu à cette question.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail des recettes issues de la perception de la redevance assainissement (tarif, nombre de factures…) et autres produits accessoires

Ici SUEZ nous a transmis ce tableau où apparait la redevance assainissement. Le nombre de facture et les montants totaux sont présentés. Le tarif lui n'est pas détaillé.

1305 : Produits accessoires - facturation et recouvrement de la redevance assainissem

	Qté	Px	TOTAL
ARES EAU	6913	2,89	19 979 €

SUEZ transmet également un tableau qui exprime un détail plus poussé de la ligne « autres produits accessoires » sur l'année 2020 et 2021.

Somme de Montant				Exercice	
Libelle	**Id Entite**	**CA (BAL)**	**Libellé CA (BAL)**	**2020**	**2021**
ARES EAU	**25926**	95541	Produits d'accès au service	11 264	16 331
		95542	Interventions facturables	3 100	751
		978	Prod aut activités facturab	2 219	5 510
		98853	Produits divers clientèle	4 733	6 078
Total ARES EAU				**21 316**	**28 670**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE 2021 avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

Le délégataire ne répond pas à cette question. Il détaille seulement les données des produits d'exploitation du service avec la part fixe et variable.

ANNEES	2021				
	Libelle	Type de bénéficiaire	Mode de tarification	Somme de Quantité facturée	Somme de Montant
Export JDV ODYSSEE	ARES EAU	LDE	PART FIXE	6 995	322 237 €
	ARES EAU	LDE	PART VARIABLE	498 611	183 505 €
	ARES EAU	**Total LDE FACTURE**		**505 606**	**505 742 €**
CALCUL EEC ODYSSEE			**PART FIXE EEC**		**-4 141 €**
			PART VARIABLE EEC	**4 536**	**3 020 €**

Le reste des demandes n'a pas été traité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier le calcul de l'indexation des tarifs et indiquer explicitement les données retenues pour l'application de la formule d'indexation.

SUEZ apporte les détails suivants :

ARES EAU Attention : EVOLUTION ANNUELLE DU COEFFICIENT PLAFONNEE A +/- 1,5 % DE LA VALEUR DE L'ANNEE PRECEDENTE

Formule : P1 = P0 x [0,15 + 0,414 x ICHTE_AVEC_CICE + 0,05 x FSD2 + 0,191 x TP10a_2010 + 0,195 x 010534769 - FM0D35111402_2015]

Date de révision : 01/11/2020 : = 1,0296 Résultat arrondi mathématiquement au dix-millième (4ème décimale) : = 1,0296
Résultat après plafonnement évol° à 1.5%
Calcul en date de publication

Détail du calcul

Détail calcul coefficient :	Explications :	Calculs intermédiaires : arrondi mathématiquement au cent-millième (5ème décimale)
0,150000	Part fixe	0,150000
+ 0,414000 x (119,9 / 110,7)	Indice n° 1 : 001565187 - ICHT-E - ICHTE_AVEC_CICE - Base 100 en 2008 - Salaires, revenus et charges sociales - Coût main d'oeuvre travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Ind.mens. - Production et distribution d'eau - assainissement, gestion des déchets et dépollution Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 119,9 applicable au 01/06/2020 publiée le 23/10/2020 source Moniteur papier No 6108 **Valeur initiale : 110,7** valeur connue au 1er juin 2018	0,414000 x (1,0831074977416) -> 0,414000 x (1,08311) = 0,44840754 -> 0,44841
+ 0,050000 x (127,8 / 128,9)	Indice n° 2 : PSDNR2 - FSD2 - Base 100 juillet 2004, calculé selon communiqué BOCCRF du 30/10/04 = 72% EBIQ + 20% TCH + 8% ICC - Frais et services divers - modèle de référence n°2 - Indice de remplacement des PSDB, PSDC et PSDT, calculé une seule fois à la 1ère publication des indices le constituant, et non réactualisé aux publications suivantes Source : MTPBWEB - Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment version Web Valeur réactualisée : 127,8 applicable au 01/08/2020 publiée le 09/10/2020 source Moniteur papier No 6106 **Valeur initiale : 128,9** valeur connue au 1er juin 2018	0,050000 x (0,99146625290923) -> 0,050000 x (0,99147) = 0,0495735 -> 0,04957
+ 0,191000 x (110,2 / 107,2)	Indice n° 3 : TP10a_2010 - 001710998 - Base 100 en 2010 - Index Travaux Publics - TP10a - Canalisations, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux - Base 2010 Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 110,2 applicable au 01/07/2020 publiée le 23/10/2020 source Moniteur papier No 6108 **Valeur initiale : 107,2** valeur de novembre 2017	0,191000 x (1,0279850746269) -> 0,191000 x (1,02799) = 0,19634609 -> 0,19635
+ 0,195000 x (104,7 / 110,2)	Indice n° 4 : 010534769 - FM0D35111402_2015 - Base 100 en 2015 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 35.11 et 35.14 - Électricité vendue aux entreprises consommatrices finales - Prix de marché - Base 2015 - Données mensuelles brutes Source : INSEE - Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques Valeur réactualisée : 104,7 applicable au 01/08/2020 publiée le	0,195000 x (0,95009074410163) -> 0,195000 x (0,95009) = 0,18526755 -> 0,18527

	09/10/2020 source Moniteur papier No 6106 **Valeur initiale : 110,2** valeur connue au 1er juin 2018	
Résultat du calcul :		
Résultat non arrondi	1,0296	
= Résultat arrondi mathématiquement au dix-millième (4ème décimale) (1)	**1,0296**	
-1 = Coefficient précédent du 01/11/19	1,0217	
Evolution / -1	0,77%	
= Résultat après plafonnement évol° à 1.5%	**1,0296**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : charges de personnel

SUEZ détaille les charges de personnel dans un onglet « Activité travaux » :

Libelle	Id Entite	CARE	2020	2021
ARES EAU	**25926**	12 Travaux attribués à titre exclusif	51 639	79 787
		20 Personnel	-5 556	-7 469
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-31 185	-21 546
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-60	-43
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-248	-214
		28-6 Autres dépenses	-54	15
Total ARES EAU			**14 535**	**50 531**

Les charges de personnel étaient de 5 556 € en 2020 et 7 469 € en 2021. SUEZ ne justifie pas les évolutions de ces charges.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Sous-traitance, matières et fournitures

SUEZ détaille les charges de sous-traitance dans un onglet spécifique :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
ARES EAU	25926	2605 : Matières et fournitures - sorties magasin	-14 682	-14 238
		2610 : Achats matériel, outillage, autres fournitures	-4 900	-6 340
		2615 : Achats fournitures administratives et documentation	-547	-158
		2620 : Traitement et évacuation des boues et déchets	-415	-418
		2625 : Entretien et curage réseau	-73 500	-48 040
		2630 : Sous-traitance - travaux facturables	-23 754	-13 667
		2635 : Entretien machinerie, matériel et outillage	-1 094	-194
		2640 : Entretien terrain et batiment	-2 118	-3 348
		2645 : Entretien mobilier et matériel bureau, informatique	-122	24
		2650 : Autres sous-traitance administratives et techniques	-26 078	-30 140
Total ARES EAU			**-147 209**	**-116 519**

Dans le cadre de la baisse entre 2020 et 2021 on distingue la diminution de la ligne entretien et curage réseau (73 500€ en 2020 contre 48 040€ en 2021) et Sous-traitance travaux refacturable (23 754€ en 2020 contre 13 667€ en 2021)

SUEZ ne justifie pas ces baisses de charges dans ses réponses.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Autres dépenses et informatique

SUEZ détaille les charges en question dans deux onglets spécifiques :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
ARES EAU	25926	2861 : Loyer matériel et mobilier de bureau	-2 387	-2 023
		2862 : Honoraires, frais d'acte, services bancaires	-5 332	-5 464
		2865 : Autres dépenses	-14 042	-10 166
Total ARES EAU			-21 761	-17 653

Ci-dessus le détail des autres dépenses (17 653€ en 2021 contre 21 761€ en 2020).

Puis, le détail des dépenses informatiques :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Libellé Rubrique TCA (CCO)	2020	2021
ARES EAU	25926	Production	-219	-120
		Gestion clientele	-33 671	-35 850
		Charges travaux	-248	-214
		Charges équipement et support	-18 340	-23 911
		Frais generaux locaux	-5 034	-6 170
		Service commercial	-648	-893
Total ARES EAU			-58 160	-67 159

On constate une hausse des charges équipement et support de prêt de 5k€ entre 2020 et 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

SUEZ justifie les montants de cette ligne de la façon suivante :

La traduction économique de ce type de charge correspond à un lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence (OAT + spread) = financement de la VAN.

Ces dernières sont potentiellement recalculées dans le cadre de modifications substantielles des conditions contractuelles (avenant refondateur, nouveaux engagements, prolongations…etc…) ou de déviations significatives des dépenses réalisées.

Dans le cas de fonds contractuel, les annuités inscrites dans le CARE correspondent aux dotations actualisées aux termes contractuels mentionnées dans les fichiers de suivi de fonds annexés aux RAD, qu'il y ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Si le CARE est globalement accessible, le délégataire n'a pu –dans les temps contraints de nos demandes- proposé tous les éléments de réponses nécessaires à une parfaite compréhension des évolutions des recettes et des charges.

Ce constat est d'autant plus dommageable que les demandes faites cette année reprennent très majoritairement les demandes faites lors des travaux de la CCF de l'année précédente.

Il conviendrait de remettre à plat la production des informations du RAD avec le délégataire sur ce sujet.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les informations à fournir en complément dans le RAD et le CARE

La Commission préconise un temps d'échanges avec le délégataire afin que celui-ci complète le CARE des demandes de précisions récurrentes de la CCF, par exemple :

- La fiche détaillée de l'actualisation des tarifs,
- Le détail des postes du CARE (au-delà du format contractuel),
- Le détail des dépenses réelles de renouvellement effectuées chaque année depuis le début du contrat et le détail du calcul de la charge portée au sein du CARE,
- Un suivi détaillé des travaux relatifs à la télérelève en présentation pluriannuelle si possible.

Ces demandes avaient déjà faites lors de l'avis du CCF en 2021.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les résultats de la délégation

La Commission constate que la trajectoire financière du contrat a divergé dès la première année d'exécution du contrat.

Le délégataire a mis en avant un niveau de réparation plus important qu'estimé initialement.

Plus globalement, certains postes de charges sont comptabilisés dans des logiques analytiques qui ne traduisent pas la valorisation réelle des moyens affectés.

Cette donnée relève de la responsabilité du délégataire et ne saurait conduire à une remise en cause de l'économie du contrat.

La Commission insiste particulièrement sur la nécessité de réformer les modalités de compte-rendu et de suivi des travaux d'investissement et de renouvellement ; les méthodes de valorisation employées par le délégataire dans le CARE contredisent la trajectoire financière contractualisée et ne doivent pas conduire à une réduction de ses engagements sur le terrain.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Audenge

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

AUDENGE
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 20

4 Avis de la commission 37

Présentation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune d'Audenge à la société Suez pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020-2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN les 11 et 13 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel AUDENGE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRAT DSP EAU	AUDENGE
Délégataire	SUEZ
Ensemble contractuel	Contrat + 4 avenants
Type	Affermage
Date d'effet	1 janvier 2010
Échéance	31 décembre 2022
Régime des compteurs	Propriété du délégataire
	Age maximum : 25 ans
Défense incendie	Hors contrat (art 6.11)
Engagements de performance	Rendement > 80%
	Délais d'intervention
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Art 7.2
	Pas de programmation
	Simulation de plan en annexe 3
	Canalisations < à 6m
	Matériel électromécanique
	Compteurs
Plan de renouvellement contractuel	Annexe 3
Renouvellement commune	
TVA	Transfert du droit à déduction
Période de consommation	1/01 - 31/12
Période de relève	**Décembre**
Facturation	**Décembre-janvier**
	Juillet
Formule d'indexation	0,15 + 0,48 ICHT-E + 0,04 "351001" + 0,26 FD + 0,07 TP10a
Reversement part collectivité	Tarif notifié un mois avant la période de consommation
	Au 31/1/N : 1/10-31/12 N-1
	Au 30/4/N : 1/01-31/03 N
	Au 31/7/N : 1/04-31/06 N
	Au 31/10/N : 1/07-30/09 N (avec acompte de 50% des mensualisés)
Liaison avec assainissement	Conventionnement
Compte prévisionnel d'exploitation	Annexe 3
Autres	Investissements en début de contrat dont télérelève
	Clause d'insertion sociale
	Bilan carbone
	Fonds éco citoyen
	Clause spécifique sur intégration des réseaux privés (art 7.9)
	Tarif par tranche de consommation
	0 - 40 m3
	40 - 150 m3
	> 150 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019-2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	**228 154**	**443 628**	**430 419**	**480 206**	**11,6%**
Exploitation du service	**202 513**	**312 044**	**317 594**	**369 688**	**16,4%**
Part fixe	*62 943*	*87 013*	*90 449*	*96 839*	*7,1%*
Part proportionnelle	*139 570*	*225 031*	*227 145*	*272 849*	*20,1%*
Travaux attribués à titre exclusif	**-**	**88 858**	**70 655**	**62 460**	**-11,6%**
Branchements	*-*	*88 858*	*70 655*	*62 460*	*-11,6%*
Autres travaux	*-*	*-*	*-*	*-*	
Produits accessoires	**25 641**	**42 726**	**42 170**	**48 058**	**14,0%**
Facturation et recouvrement de la redevance	*-*	*14 730*	*15 457*	*15 944*	*3,2%*
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers	*-*	*2 361*	*2 566*	*2 706*	*5,5%*
Autres produits accessoires	*25 641*	*25 635*	*24 147*	*29 408*	*21,8%*
CHARGES	**226 019**	**488 442**	**486 269**	**502 835**	**3,4%**
Personnel	**103 482**	**155 024**	**165 462**	**179 737**	**8,6%**
Energie électrique	**9 834**	**30 360**	**30 715**	**29 945**	**-2,5%**
Achats d'eau	**-**				
Produits de traitement	**4 805**	**3 018**	**2 463**	**1 864**	**-24,3%**
Analyses	**2 139**	**3 503**	**3 289**	**2 902**	**-11,8%**
Sous-traitance, matières et fournitures	**9 493**	**112 887**	**91 898**	**86 881**	**-5,5%**
Impôts locaux et taxes	**8 429**	**3 537**	**3 228**	**2 582**	**-20,0%**
Autres dépenses d'exploitation, dont :	**34 466**	**93 738**	**93 748**	**99 753**	**6,4%**
télécommunication, postes et télégestion	*7 242*	*7 373*	*6 505*	*7 582*	*16,6%*
engins et véhicules	*6 681*	*11 238*	*9 740*	*9 212*	*-5,4%*
informatique	*13 339*	*43 797*	*53 071*	*58 203*	*9,7%*
assurance	*179*	*1 779*	*1 800*	*2 160*	*20,0%*
locaux	*1 999*	*5 259*	*5 520*	*4 425*	*-19,8%*
autres dépenses d'exploitation	*5 025*	*24 292*	*17 112*	*18 171*	*6,2%*
Ristournes et redevances contractuelles	**-**	**3 239**	**6 252**	**5 496**	**-12,1%**
Contribution des services centraux et recherche	**-**	**14 640**	**14 204**	**15 847**	**11,6%**
Frais généraux	**20 495**				
Charges relatives aux renouvellements	**8 325**	**15 630**	**15 897**	**16 169**	**1,7%**
pour garantie de continuité du service	*6 209*	*9 058*	*9 194*	*9 332*	*1,5%*
programme contractuel	*-*	*6 572*	*6 703*	*6 837*	*2,0%*
fonds contractuel	*2 116*	*-*	*-*	*-*	
Renouvellement de matériel	*-*	*-*	*-*	*-*	
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	**13 735**	**14 689**	**14 983**	**15 282**	**2,0%**
programme contractuel	*13 735*	*14 689*	*14 983*	*15 282*	*2,0%*
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	**6 145**	**31 579**	**32 477**	**34 028**	**4,8%**
Charges relatives aux investissements du domaine privé	**3 482**	**3 631**	**3 573**	**3 507**	**-1,8%**
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	**69**	**2 967**	**8 080**	**8 842**	**9,4%**
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	**1 121**	**-**	**-**	**-**	
Investissements contractuels (GE+forage+secto)	**-**				
RESULTAT	**2 135**	**-** **44 814**	**-** **55 850**	**-** **22 629**	**-59,5%**

Questions au délégataire

Merci de nous préciser le détail:

- *Des recettes provenant des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)*
- *Des recettes liées à la perception de la redevance d'assainissement (tarif, nombre de factures...)*
- *Et des autres produits accessoires.*

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants :

- *Charges de personnel,*
- *Sous-traitance, matières et fournitures*
- *Et informatique*

Préciser le contenu des postes:

- *Informatique*
- *Et autres dépenses d'exploitation.*

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

Analyse des produits d'exploitation

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	228 154	443 628	430 419	480 206	11,6%
Exploitation du service	202 513	312 044	317 594	369 688	16,4%
Part fixe	*62 943*	*87 013*	*90 449*	*96 839*	*7,1%*
contrôle cohérence		*82 338*	*87 125*	*90 413*	*3,8%*
Part proportionnelle	*139 570*	*225 031*	*227 145*	*272 849*	*20,1%*
contrôle cohérence		*162 741*	*177 475*	*195 626*	*10,2%*

Questions au délégataire

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE 2021 avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

Il conviendrait de fournir une facture 2021 type pour 100m3 et une facture type pour 160m3 afin d'éclairer la commission sur l'impact de la tarification sur la part variable

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Les tarifs :

Questions au délégataire

Formule : P1 = P0 x [0,15 + 0,48 x ICHTTS1 + 0,04 x FM0D351001 + 0,26 x DIV + 0,07 x TP10A]

sur la base de 120m³	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire		**0,5648 €**	**0,5795 €**	**0,5782 €**	**-0,2%**
Part fixe (abonnement)		*19,98 €*	*20,50 €*	*20,46 €*	*-0,2%*
Part variable (consommation)		*0,398 €*	*0,409 €*	*0,408 €*	*-0,2%*

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		**86,020 km**	**86,268 km**	**85,975 km**	**-0,3%**
Pertes en réseau en m³ (b)		**205 375 m³**	**205 370 m³**	**223 753 m³**	**9,0%**
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)		**6,54 m³/km/j**	**6,50 m³/km/j**	**7,11 m³/km/j**	**9,3%**
Rendement du réseau (%)	*80%*	*69,02%*	*70,43%*	*69,25%*	*-1,68%*
Volume d'eau facturée (en m³)		**408 589 m³**	**434 242 m³**	**479 828 m³**	**10,5%**
Particuliers		**362 418 m³**	**391 204 m³**	**419 429 m³**	**7,2%**
Collectivités		**11 195 m³**	**12 210 m³**	**13 538 m³**	**10,9%**
Professionnels		**34 976 m³**	**30 828 m³**	**46 861 m³**	**52,0%**
Volumes dégrévés (en m³)		*45 734 m³*	*9 560 m³*	*7 702 m³*	*-19,44%*
Abonnés au service		**4 121**	**4 250**	**4 419**	**4,0%**
Particuliers		**3 925**	**4 064**	**4 223**	**3,9%**
Collectivités		**57**	**59**	**63**	**6,8%**
Professionnels		**139**	**127**	**133**	**4,7%**
Abonnement domestiques et assimilés		**4 109**	**4 238**	**4 382**	**3,4%**
Autres abonnements		**12**	**12**	**37**	**208,3%**

Pouvez-vous nous expliquer les difficultés rencontrées expliquant un faible rendement du réseau, loin des engagements contractuels

Rappel : objectif contractuel de rendement de 80% en 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le régime des pénalités applicable

Article 13 du contrat :

Article 13.2. – Pénalités financières

Dans les cas prévus ci-après, faute par le délégataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, sauf cas de force majeure, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités sont prononcées au profit de la collectivité par son représentant, après avoir entendu l'exploitant le cas échéant.

Ces pénalités sont versées par le délégataire au plus tard trente jours après présentation d'un titre de recette par la collectivité.

1°) retard de versement par le délégataire à la collectivité : pénalité par application sur la somme concernée du taux de l'intérêt légal majoré de deux points. Ce taux est appliqué sur la période qui va de la date limite de paiement contractuelle jusqu'à la date de constat du retard de versement. Quand le délai n'est pas fixé dans le présent contrat, les intérêts courent à partir de la date de réception de la mise en demeure de paiement, avec un délai minimum incompressible de 45 jours.

2°) retard de fourniture des éléments nécessaires au rapport sur le prix et la qualité du service ou du rapport annuel du délégataire : versement à la collectivité d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.

3°) retard de fourniture des documents prévus dans le présent contrat, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent : versement à la collectivité d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.

4°) insuffisance du contenu des documents à produire : versement à la collectivité des pénalités prévus aux 2°) et 3°) ci-dessus, 10 jours après une mise en demeure non suivie d'effet

5°) retard de réalisation d'obligation liée au règlement du service : versement à la collectivité, en sus des pénalités à verser aux abonnés conformément à ce règlement, d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros.

6°) interruption générale de la distribution consécutive à une faute du délégataire : une pénalité de 2 euros par abonné par heure d'interruption ;

7°) interruption partielle, privant d'eau plus de 10% d'abonnés pendant plus de 12 heures, consécutive à une faute du délégataire : une pénalité de 2 euros par abonné par heure d'interruption ;

8°) pression inférieure à la pression minimum définie dans le présent contrat pendant plus de 12 heures : une pénalité de 1 euro par abonné et par heure, sur lequel est appliqué le pourcentage correspondant à celui du nombre d'abonnés touchés par le manque de pression par rapport au nombre total d'abonnés;

9°) distribution d'eau non conforme aux limites de la qualité, dans un des cas suivants:

- par défaut de nettoyage de réservoir,
- par défaut de purge de réseau après remise en eau,
- par défaut d'entretien des chloromètres ou autres appareils de désinfection,
- par défaut d'entretien des captages,
- mauvaise exploitation des installations (notamment de traitement),

une pénalité de 1 euro par abonné et par jour de non conformité;

10°) approvisionnement en eau d'importation au détriment de ressources disponibles de la collectivité, ceci en l'absence de contraintes techniques ou de qualité de l'eau : une pénalité de 0,1 euro par mètre cube ;

11°) non respect du ratio volume consommé comptabilisé divisé par le volume mis en distribution (avec volume mis en distribution = volume produit + volume importé – volume exporté) strictement inférieur à XX % : pénalité calculée comme suit :

$P_r \times k \times [(V_i + V_p - V_e) - (V_c / XX)]$ avec P_r = 0,15 euro par mètre cube

Où k désigne le coefficient d'indexation des tarifs de base de la part du délégataire , Vi le volume importé, Vp le volume produit, Ve le volume exporté, Vc le volume comptabilisé et XX l'objectif de rendement ;

12°) non respect de l'engagement concernant la mise en place d'un groupe électrogène (article 6.16.3) : une pénalité de 2 euros par abonné par heure d'interruption au delà des 3 heures

13°) non-respect des engagements sur les autres indicateurs de performance

	CARE 2021
Pénalité rendement	**17 987€**
Pénalité au m3 (Pr)	0,15
X Coefficient d'indexation des tarifs (k)	1,1195
X	
[Volume importé (Vi)	0
+ Volume produit (Vp)	727 656
- Volume exporté (Ve)]	0
- [Volume comptabilisé (Vc)	496 436
/ obectif de rendement (XX)]	80%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	228 154	443 628	430 419	480 206	11,6%
Exploitation du service	202 513	312 044	317 594	369 688	16,4%
Travaux attribués à titre exclusif	-	88 858	70 655	62 460	-11,6%
Produits accessoires	25 641	42 726	42 170	48 058	14,0%
CHARGES	226 019	488 442	486 269	502 835	3,4%
Personnel	103 482	155 024	165 462	179 737	8,6%
Energie électrique	9 834	30 360	30 715	29 945	-2,5%
Achats d'eau	-				
Produits de traitement	4 805	3 018	2 463	1 864	-24,3%
Analyses	2 139	3 503	3 289	2 902	-11,8%
Sous-traitance, matières et fournitures	9 493	112 887	91 898	86 881	-5,5%
Impôts locaux et taxes	8 429	3 537	3 228	2 582	-20,0%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	34 466	93 738	93 748	99 753	6,4%
Ristournes et redevances contractuelles	-	3 239	6 252	5 496	-12,1%
Contribution des services centraux et recherche	-	14 640	14 204	15 847	11,6%
Frais généraux	20 495				
Charges relatives aux renouvellements	8 325	15 630	15 897	16 169	1,7%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	13 735	14 689	14 983	15 282	2,0%
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	6 145	31 579	32 477	34 028	4,8%
Charges relatives aux investissements du domaine privé	3 482	3 631	3 573	3 507	-1,8%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	69	2 967	8 080	8 842	9,4%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	1 121	-	-	-	
Investissements contractuels (GE+forage+secto)	-				
RESULTAT	2 135	- 44 814	- 55 850	- 22 629	-59,5%

Croissance démographique d'Audenge non anticipée sur CEP en valeur 2021

Une économique qui s'est écartée de longe date de la trajectoire prévisionnelle tant en recettes qu'en dépenses.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

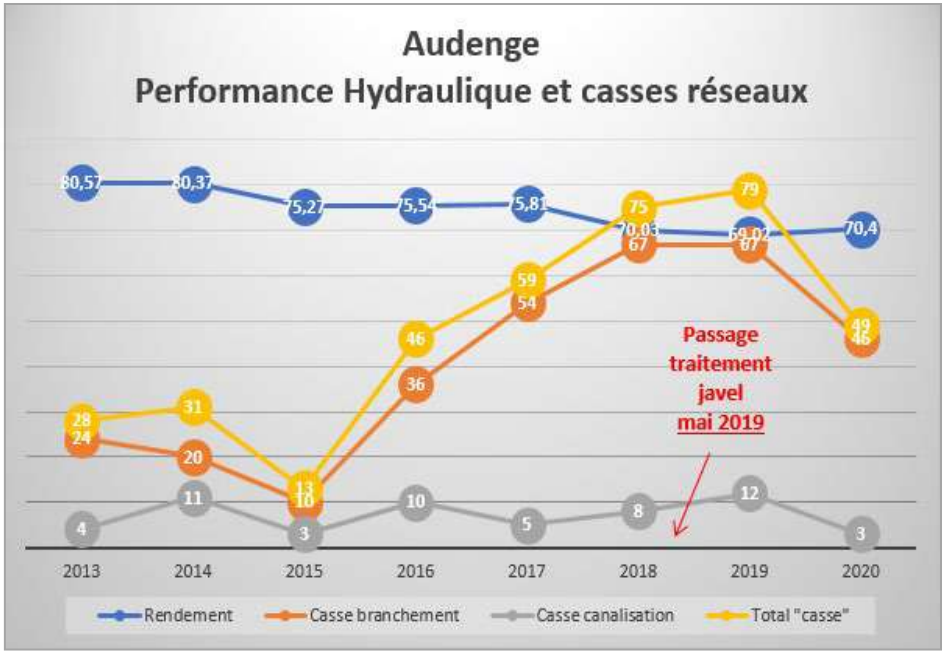
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous expliquer les difficultés rencontrées expliquant un taux de rendement du réseau, loin des engagements contractuels .

SUEZ apporte les réponses suivantes :

RAD 2016/2017/2018
« Engager les démarches pour la création d'une sectorisation du réseau AEP. »
« Préparer un plan de renouvellement pluriannuel des canalisations et branchements en polyéthylène noir »
RAD 2019/2020
« Engager les démarches pour la création d'une sectorisation du réseau AEP. »
« Préparer un plan de renouvellement pluriannuel des canalisations et branchements «

Sur la problématique de casse branchements SUEZ apporte des détails dans ce tableau :



De plus le délégataire ajoute que « *depuis 2016 (et chaque année suivante), sur l'intégralité des RAD des contrats d'Andernos, Lanton et Audenge, nous vous informions de la problématique de casse de branchements qui demandait expressément la mise en place d'un plan de renouvellement des branchements et/ou d'un dispositif de sectorisation suivant les communes concernées (cf chapitre introductif « perspectives »)* ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE 2021 avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts).

Ici SUEZ nous a transmis ce tableau où apparaissent la part fixe et variable. Le nombre de factures et les montants totaux sont présentés. Le tarif lui n'est pas détaillé.

	ANNEES	2021			
	Libelle	Type de bénéficiaire	Mode de tarification	Somme de Quantité facturée	Somme de Montant
Export JDV ODYSSEE	AUDENGE EAU	LDE	PART FIXE	8 779	96 839 €
	AUDENGE EAU	LDE	PART VARIABLE	479 828	260 303 €
	AUDENGE EAU	**Total LDE FACTURE**		**488 607**	**357 142 €**
CALCUL EEC ODYSSEE			**PART FIXE EEC**		**5 €**
			PART VARIABLE EEC	**14 668**	**12 541 €**

L'explication des écarts entre les volumes facturés et les montants du CARE n'est pas non plus présentée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il conviendrait de fournir une facture 2021 type pour 100m3 et une facture type pour 160m3 afin d'éclairer la commission sur l'impact de la tarification sur la part variable

Facture 100m3

DISTRIBUTION DE L'EAU	M3	Prix unitaire	Montant
Part du délégataire			
Abonnement annuel (Diam 15 mm)		**20,46**	20,46 €
Consommation	40	**0,2750**	11,00 €
Consommation	60	**0,4740**	28,44 €
Part COBAN			
Abonnement annuel		**12,00**	12,00 €
Consommation	40	**0,1500**	6,00 €
Consommation	60	**0,2400**	14,40 €
Organismes publics			
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	100	**0,1100**	11,00 €
Redevance Pollution domestique (Agence de l'eau)	100	**0,3300**	33,00 €
Sous total "eau" hors TVA en euros			**136,30 €**
TVA à 5,5 %			7,50 €
Total 100 m3 TTC en euros			**143,80 €**
Soit le m3 TTC en euros			**1,438**
Prix au litre €/l			**0,0014**
Répartition du prix de l'eau pour 100 m3 en partie		**FIXE**	**VARIABLE**
Part du délégataire		**20,46**	39,44
Part COBAN		**12,00**	20,40
TOTAL HT du PRIX DU SERVICE		**32,46**	**59,84**
% de partie fixe (arrêté du 06/08/2007 du MEDAD)			**35,17%**
Prix au m3			**0,37 €**

Facture 160m3

DISTRIBUTION DE L'EAU	M3	Prix unitaire	Montant
Part du délégataire			
Abonnement annuel (Diam 15 mm)		**20,46**	20,46 €
Consommation	40	**0,2750**	11,00 €
Consommation	110	**0,4740**	52,14 €
Consommation	10	**0,9690**	9,69 €
Part COBAN			
Abonnement annuel		**12,00**	12,00 €
Consommation	40	**0,1500**	6,00 €
Consommation	110	**0,2400**	26,40 €
Consommation	10	**0,3000**	3,00 €
Organismes publics			
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	100	**0,1100**	11,00 €
Redevance Pollution domestique (Agence de l'eau)	100	**0,3300**	33,00 €
Sous total "eau" hors TVA en euros			**184,69 €**
TVA à 5,5 %			10,16 €
Total 160 m3 TTC en euros			**194,85 €**
Soit le m3 TTC en euros			**1,218**
Prix au litre €/l			**0,0012**
Répartition du prix de l'eau pour 100 m3 en partie		**FIXE**	**VARIABLE**
Part du délégataire		**20,46**	72,83
Part COBAN		**12,00**	35,40
TOTAL HT du PRIX DU SERVICE		**32,46**	**108,23**
% de partie fixe (arrêté du 06/08/2007 du MEDAD)			**23,07%**
Prix au m3			**0,68 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail des recettes provenant des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)

SUEZ propose le détail suivant :

Libelle	Id Entite	CARE	2020	2021
AUDENGE EAU	**8400**	12 Travaux attribués à titre exclusif	70 655	62 460
		20 Personnel	-7 735	-10 458
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-43 236	-37 916
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-82	-36
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-339	-168
		28-6 Autres dépenses	-74	12
Total AUDENGE EAU			**19 187**	**13 894**

Le montant des recettes liées aux travaux attribués à titre exclusif en lien avec les charges constatées sont de 70 655€ en 2020 contre 62 460€ en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous présenter le détail des recettes liées à la perception de la redevance d'assainissement (tarif, nombre de factures…) et des autres produits accessoires.

SUEZ apporte seulement ces détails dans le cadre de la première question sur la redevance assainissement :

1305 : Produits accessoires - facturation et recouvrement de la redevance assainissement

	Qté	Px	TOTAL
AUDENGE EAU	5517	2,89	15 944 €

Le détail des « autres produits accessoires » est présenté comme suit, sans explication des évolutions :

Somme de Montant				Exercice	
Libelle	**Id Entite**	**CA (BAL)**	**Libellé CA (BAL)**	**2020**	**2021**
AUDENGE EAU	**8400**	95541	Produits d'accès au service	16 632	23 158
		95542	Interventions facturables	1 180	2 325
		95543	Recouvrement terrain		7
		98853	Produits divers clientèle	6 335	3 918
Total AUDENGE EAU				**24 147**	**29 408**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : charges de personnel

SUEZ détaille les charges de personnel dans un onglet « Activité travaux » :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	CARE	2020	2021
AUDENGE EAU	8400	12 Travaux attribués à titre exclusif	70 655	62 460
		20 Personnel	-7 735	-10 458
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-43 236	-37 916
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-82	-36
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-339	-168
		28-6 Autres dépenses	-74	12
Total AUDENGE EAU			**19 187**	**13 894**

Les charges de personnel étaient de 7 735€ en 2020 contre 10 458€ en 2021. SUEZ ne justifie pas les évolutions de ces charges.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Sous-traitance, matières et fournitures

SUEZ détaille les charges de sous-traitance dans un onglet spécifique :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
AUDENGE EAU	8400	2605 : Matières et fournitures - sorties magasin	-13 934	-14 304
		2610 : Achats matériel, outillage, autres fournitures	-5 458	-5 226
		2615 : Achats fournitures administratives et documentation	-259	-352
		2620 : Traitement et évacuation des boues et déchets	-397	-412
		2625 : Entretien et curage réseau	-34 963	-32 428
		2630 : Sous-traitance - travaux facturables	-32 259	-27 280
		2635 : Entretien machinerie, matériel et outillage	-1 090	-179
		2640 : Entretien terrain et batiment	-2 046	-1 017
		2645 : Entretien mobilier et matériel bureau, informatique	-102	22
		2650 : Autres sous-traitance administratives et techniques	-1 391	-5 706
Total AUDENGE EAU			**-91 898**	**-86 881**

Dans le cadre de la baisse entre 2020 et 2021 on distingue la diminution des lignes « entretien et curage réseau » et « Sous-traitance – travaux facturables » sans pour autant donner d'explication à ces évolutions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Autres dépenses et informatique

SUEZ détaille les charges en question dans deux onglets spécifiques :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
AUDENGE EAU	8400	2861 : Loyer matériel et mobilier de bureau	-220	-1 532
		2862 : Honoraires, frais d'acte, services bancaires	-4 915	-5 073
		2865 : Autres dépenses	-11 978	-11 566
Total AUDENGE EAU			-17 113	-18 171

Ci-dessus le détail des autres dépenses (18 171 € en 2021 contre 17 113€ en 2020).

Puis, le détail des dépenses informatiques :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Libellé Rubrique TCA (CCO)	2020	2021
AUDENGE EAU	8400	Production	-164	-120
		Gestion clientele	-31 548	-33 943
		Charges travaux	-339	-168
		Charges équipement et support	-16 982	-18 895
		Frais generaux locaux	-3 576	-4 435
		Service commercial	-460	-642
Total AUDENGE EAU			-53 071	-58 203

On constate une hausse globale d'environ 5k€ entre 2020 et 2021 notamment à cause des charges « gestion clientèle » et « charges équipement et support ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

SUEZ justifie les montants de cette ligne de la façon suivante pour toutes les communes concernées :

La traduction économique de ce type de charge correspond à un lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence (OAT + spread) = financement de la VAN.

Ces dernières sont potentiellement recalculées dans le cadre de modifications substantielles des conditions contractuelles (avenant refondateur, nouveaux engagements, prolongations…etc…) ou de déviations significatives des dépenses réalisées.

Dans le cas de fonds contractuel, les annuités inscrites dans le CARE correspondent aux dotations actualisées aux termes contractuels mentionnées dans les fichiers de suivi de fonds annexés aux RAD, qu'il y ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Les éléments fournis pas le délégataire permettent de comprendre les évolutions des charges d'exploitation. Leur contenu et leur valorisation relève de la responsabilité du délégataire.

Leur lien avec les rubriques du compte d'exploitation prévisionnel reste compliqué, le CARE n'étant pas formaté de la même manière.

La valorisation des obligations de renouvellement obéit également à une logique technique différente entre les annexes du contrat et le CARE. Toutefois, SUEZ produit une information complémentaire au CARE qui permet de contrôler l'effectivité de ses engagements. Ce travail demeure complexe et nécessite un temps d'échange systématique.

Compte tenu de l'échéance du contrat du 31 décembre 2022, cette mise en cohérence n'apparaît pas nécessaire mais un travail détaillé devra être réalisé sur le solde du compte de renouvellement.

La COBAN devra veiller dans le prochain contrat à disposer d'un CARE facilement reliable au compte d'exploitation prévisionnel.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les informations à fournir en complément dans le RAD et le CARE

Compte-tenu de l'arrivée à échéance du contrat, il est préconisé de demander un focus sur le détail des dépenses réelles de renouvellement effectuées chaque année depuis le début du contrat et le détail du calcul de la charge portée au sein du CARE.

Sur les résultats de la délégation

Les résultats, légèrement déficitaires, se sont écartés de la trajectoire financière contractuelle dans la même proportion pour les produits et charges.

Le déficit présenté relève du risque du délégataire et il n'apparaît pas d'évènement imprévisible qui justifierait d'une renégociation de l'économie du contrat.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Point particulier

Le régime des pénalités s'applique normalement en ce qui concerne les objectifs de rendement du réseau. SUEZ n'a pas fait valoir de demande particulière sur ce point.

La commission préconise l'application du régime de pénalités applicable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Biganos

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

mai 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

BIGANOS
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 19

4 Avis de la commission 25

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune de Biganos à la société Véolia pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020-2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN le 10 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel BIGANOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRATS DSP EAU	BIGANOS
Délégataire	VEOLIA
Ensemble contractuel	Contrat + 1 Avenant
Type	Affermage
Date d'effet	1 janvier 2012
Échéance	31 décembre 2023
Régime des compteurs	Propriété de la collectivité (art 6.8)
	Age maximum : 15 ans
Défense incendie	Hors contrat (art 6.11)
Engagements de performance	Rendement > 90%
	Délais d'intervention
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Art 7.2 avec plan de renouvellement
	Canalisations < à 6m
	Matériel électromécanique
	Compteurs
Plan de renouvellement contractuel	Annexe 5 (non récupérée)
TVA	Transfert du droit à déduction
Période de consommation	1/01 - 31/12
Période de relève	**Décembre**
Facturation	**Janvier (réel)**
	Juillet (acompte)
Formule d'indexation	0,15 + 0,35 ICHT-E + 0,06 "351107" + 0,23 FSD + 0,1 TP10a
Reversement part collectivité	Tarif notifié un mois avant la période de consommation
	Au 1/4/N : 90% des factures émises entre le 1/8 et le 31/01
	Au 1/10/N : 90% des factures émises entre le 1/2 et le 31/07
Liaison avec assainissement	Conventionnement avec tarif fixé
Compte prévisionnel d'exploitation	Annexe 1
Autres	Achat d'eau à Mios
	Tarif par tranche de consommation
	0 - 100 m3
	100 - 150 m3
	> 150 m3

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019 - 2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	264 017	362 243	389 072	410 337	5,5%
Exploitation du service	246 738	269 441	312 382	310 000	-0,8%
Part fixe					
Part proportionnelle					
Travaux attribués à titre exclusif		66 854	49 840	75 335	51,2%
Branchements					
Autres travaux					
Produits accessoires	17 279	25 948	26 850	25 002	-6,9%
Facturation et recouvrement de la redevance					
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers					
Autres produits accessoires					
CHARGES	257 370	429 870	489 147	515 830	5,5%
Personnel	89 779	166 586	157 865	175 469	11,2%
Energie électrique	16 797	36 382	39 656	37 564	-5,3%
Achats d'eau	-	- 41	7 318	4 892	-33,2%
Produits de traitement	4 738	974	1 174	1 281	9,1%
Analyses	4 919	6 382	7 236	4 883	-32,5%
Sous-traitance, matières et fournitures	44 429	79 155	128 511	180 467	40,4%
Impôts locaux et taxes	4 000	6 230	7 857	8 360	6,4%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	36 799	53 489	55 016	24 340	-55,8%
télécommunication, postes et télégestion	*9 923*	*6 796*	*8 998*	*9 026*	0,3%
engins et véhicules	*6 567*	*34 858*	*16 245*	*15 041*	-7,4%
informatique	*15 240*	*20 839*	*27 005*	*24 112*	-10,7%
assurance	*520*	*5 126*	*3 692*	*8 076*	118,7%
locaux	*1 000*	*6 458*	*11 056*	*12 015*	8,7%
autres dépenses d'exploitation	*3 549*	- *20 588*	- *11 980*	- *43 932*	266,7%
Ristournes et redevances contractuelles	3 000	6 000	13 358	5 194	-61,1%
Contribution des services centraux et recherche	16 365	20 080	24 866	22 126	-11,0%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	36 442	49 673	44 871	46 959	4,7%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	102	1 212	1 230	1 249	1,5%
Charges relatives aux compteurs du domaine privé		-	-	-	
Charges relatives aux investissements du domaine privé		-	-	-	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		3 748	189	3 046	1511,6%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)		-	-	-	
Investissements contractuels (GE+forage+secto)		-	-	-	
RESULTAT	6 647	- 67 627	- 100 075	- 105 493	5,4%

Questions au délégataire

Merci de nous donner le détail des recettes suivantes:

- *Travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)*
- *Autres produits accessoires,*

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants :

- *Charges de personnel,*
- *Sous-traitance, matières et fournitures*
- *Autres dépenses d'exploitation*

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les charges économiques portées au CARE sur les renouvellements et investissements en détaillant :

- *La méthode de calcul des charges*
- *Les dépenses effectives réalisées en 2021*
- *Le lien avec le programme prévisionnel contractuel (annexe au contrat)*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

A reconstituer par tranche de consommation.

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	264 017	362 243	389 072	410 337	5,5%
Exploitation du service	246 738	269 441	312 382	310 000	-0,8%
Part fixe					
contrôle cohérence		*73 326*	*76 585*	*77 185*	*0,8%*
Part proportionnelle					
contrôle cohérence		*163 677*	*175 866*	*165 330*	*-6,0%*

Questions au délégataire

Il apparaît nécessaire que nous puissions vérifier la cohérence entre les volumes relevés et les tranches de tarification : pouvez-vous détailler la confection des produits 2021 et l'affectation des volumes et période de consommation aux tranches tarifaires de l'exercice.

L'objectif de cette demande, au-delà de mieux apprécier le détail des produits, est aussi de comprendre la relation entre la baisse des volumes d'eau facturés (–6.8% sur l'exercice), la hausse des tarifs (+0.9%) et la baisse des recettes globales liées à la facturation (-0.8%).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Les tarifs :

$$k = 0{,}15 + 0{,}46 \times \frac{\text{ICHT-E}}{\text{ICHT-E}_0} + 0{,}06 \times \frac{351107}{351107_0} + 0{,}23 \times \frac{\text{FSD2}}{\text{FSD2}_0} + 0{,}1 \times \frac{\text{TP10a}}{\text{TP10a}_0}$$

sur la base de 120m³	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire	- €	0,4183 €	0,4288 €	0,4325 €	0,9%
Part fixe (abonnement)		*14,94 €*	*15,32 €*	*15,44 €*	*0,8%*
Part variable (consommation)		*0,294 €*	*0,301 €*	*0,304 €*	*0,9%*

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		115,813 km	115,813 km	115,813 km	0,0%
Pertes en réseau en m³ (b)		55 965 m³	68 626 m³	114 902 m³	67,4%
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)		1,32 m³/km/j	1,62 m³/km/j	2,72 m³/km/j	67,9%
Rendement du réseau (%)	***90%***	*91,11%*	*89,78%*	*83,35%*	*-7,17%*
Volume d'eau facturée (en m³)	501 172 m³	557 040 m³	584 078 m³	544 208 m³	-6,8%
Particuliers		555 939 m³	582 710 m³	542 328 m³	-6,9%
Collectivités		1 101 m³	1 368 m³	1 880 m³	37,4%
Professionnels					
Volumes dégrévés (en m³)					
Abonnés au service	4 922	4 908	4 999	4 999	0,0%
Abonnement domestiques et assimilés		4 906	4 997	5 091	1,9%
Autres abonnements		2	2	2	0,0%

Observation

Questions au délégataire

Pouvez-vous nous expliquer la baisse significative du rendement sur 2021 ? (83.35% en baisse par rapport aux années précédentes et de plus en plus éloigné des engagements contractuels à +90%)

Rappel : objectif contractuel de rendement de 90% en 2020

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	264 017	362 243	389 072	410 337	5,5%
Exploitation du service	246 738	269 441	312 382	310 000	-0,8%
Travaux attribués à titre exclusif		66 854	49 840	75 335	51,2%
Produits accessoires	17 279	25 948	26 850	25 002	-6,9%
CHARGES	257 370	429 870	489 147	515 830	5,5%
Personnel	89 779	166 586	157 865	175 469	11,2%
Energie électrique	16 797	36 382	39 656	37 564	-5,3%
Achats d'eau	-	- 41	7 318	4 892	-33,2%
Produits de traitement	4 738	974	1 174	1 281	9,1%
Analyses	4 919	6 382	7 236	4 883	-32,5%
Sous-traitance, matières et fournitures	44 429	79 155	128 511	180 467	40,4%
Impôts locaux et taxes	4 000	6 230	7 857	8 360	6,4%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	36 799	53 489	55 016	24 340	-55,8%
Ristournes et redevances contractuelles	3 000	6 000	13 358	5 194	-61,1%
Contribution des services centraux et recherche	16 365	20 080	24 866	22 126	-11,0%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	36 442	49 673	44 871	46 959	4,7%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	102	1 212	1 230	1 249	1,5%
Charges relatives aux compteurs du domaine privé		-	-	-	
Charges relatives aux investissements du domaine privé		-	-	-	
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement		3 748	189	3 046	1511,6%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)		-	-	-	
Investissements contractuels (GE+forage+secto)		-	-	-	
RESULTAT	6 647	- 67 627	- 100 075	- 105 493	5,4%

COMMENTAIRES : Un résultat prévisionnel qui s'écarte de la trajectoire tant en recettes qu'en dépenses. Cette donnée est encore plus marquée en 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

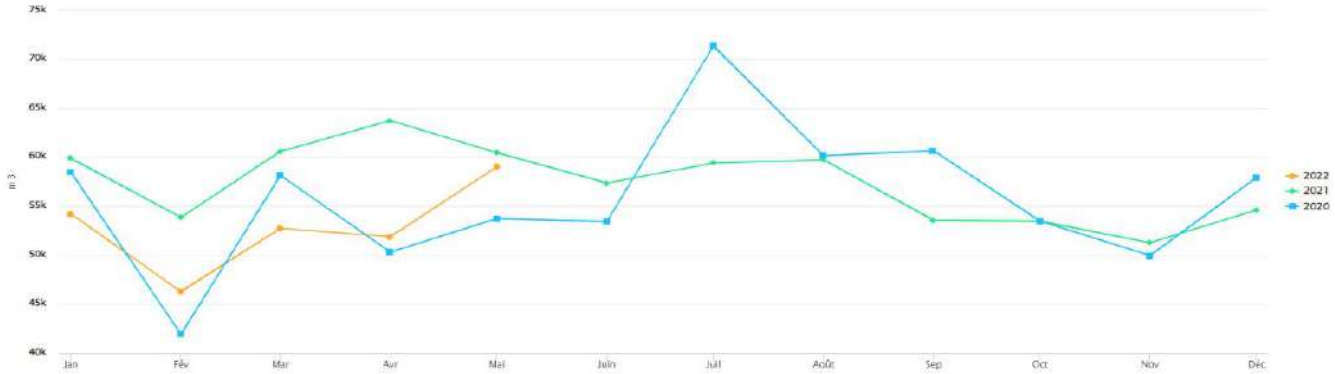
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous expliquer la baisse significative du rendement sur 2021 ? (83.35% en baisse par rapport aux années précédentes et de plus en plus éloigné des engagements contractuels à +90%).

VEOLIA a apporté les réponses suivantes :

Cette baisse s'explique principalement par une fuite significative (environ 12m3/h) sur le secteur CENTRE VILLE. Détectée grâce à la sectorisation en fin d'année 2020, puis localisée par les campagnes de recherche fuite que nous avons engagées sur l'ensemble du secteur concerné au mois de mai.

Cette localisation difficile avenue de la côte d'argent s'explique par le fait qu'elle s'est déclenchée sur une canalisation en 60 Fte sous des fourreaux électriques dans la dernière zone que nous avons investiguée. Ainsi l'eau engendrée par la fuite pénétrait dans ces fourreaux, traversait l'avenue de la côte d'argent puis remontait dans un fond de regard pluvial pour s'y écouler. Cette seule fuite a engendré une perte d'eau estimée à 30 000 m3.



Le graphique ci-dessus des Volumes Mis en Distribution, illustre que la fuite a impacté les mois de décembre 2020 (courbe bleue) puis janvier à mai 2021 (courbe verte). Mais qu'après sa réparation sur le reste de l'année, les consommations 2021 sont équivalentes à 2020.

Enfin on constate également que pour l'année 2022 on retrouve des consommations équivalentes à 2020, sauf pour le mois de mai où on constate une augmentation des consommations, phénomènes également constatés sur d'autres périmètres. Ainsi selon les données actuelles on peut penser que le rendement 2022 reviendra au niveau des années précédentes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous détailler la confection des produits 2021 et l'affectation des volumes et période de consommation aux tranches tarifaires de l'exercice.

VEOLIA a apporté les réponses suivantes :

Dans le cadre de la vérification de la cohérence entre les volumes relevés et les tranches de tarification VEOLIA a transmis le détail des facturations (hors entrants, sortants et diverses corrections de factures) pour 2021 de Biganos.

Ici est présenté un extrait de la data qui permet de calculer les montants totaux :

Code Produit						Part Collectivité (Acompte conso)			Part Collectivité (Conso 2021)			Part Collectivité (Abonnement)			Total		
Contrat	N° Abo	N° CF	Nom Payeur	Date Emission	Pu	Mnt HT	Mnt TTC	m3	Mnt HT	Mnt TTC	m3	Mnt HT	Mnt TTC	m3	Mnt HT	Mnt TTC	m3
I5240	1452400110737101	22110	Mick HOWARTH	10/01/2022	**Total**							**6,50 €**	**6,86 €**	**0**	**6,50 €**	**6,86 €**	**0**
					0							6,50 €	6,86 €	0	**6,50 €**	**6,86 €**	**0**
	1452400110737301	22110	Michael FORMENT	10/01/2022	**Total**				**0,65 €**	**0,69 €**	**3**	**6,50 €**	**6,86 €**	**0**	**7,15 €**	**7,55 €**	**3**
					0							6,50 €	6,86 €	0	**6,50 €**	**6,86 €**	**0**
					0,215				0,65 €	0,69 €	3				**0,65 €**	**0,69 €**	**3**
Total						**481,98 €**	**508,46 €**	**235257**	**147 367,48 €**	**155 471,49 €**	**507707**	**65 505,37 €**	**69 106,92 €**	**0**	**213 354,83 €**	**225 086,87 €**	**742964**

Ici nous retrouvons bien : le nom du payeur, la date d'émission et les différentes parts du tarif appliqué.

A noter que le code CF 21210 correspond à l'émission de juillet 2021 de la facturation abonnement du 2nd semestre 2021 + la facturation de la conso de l'acompte 50% de 2020.

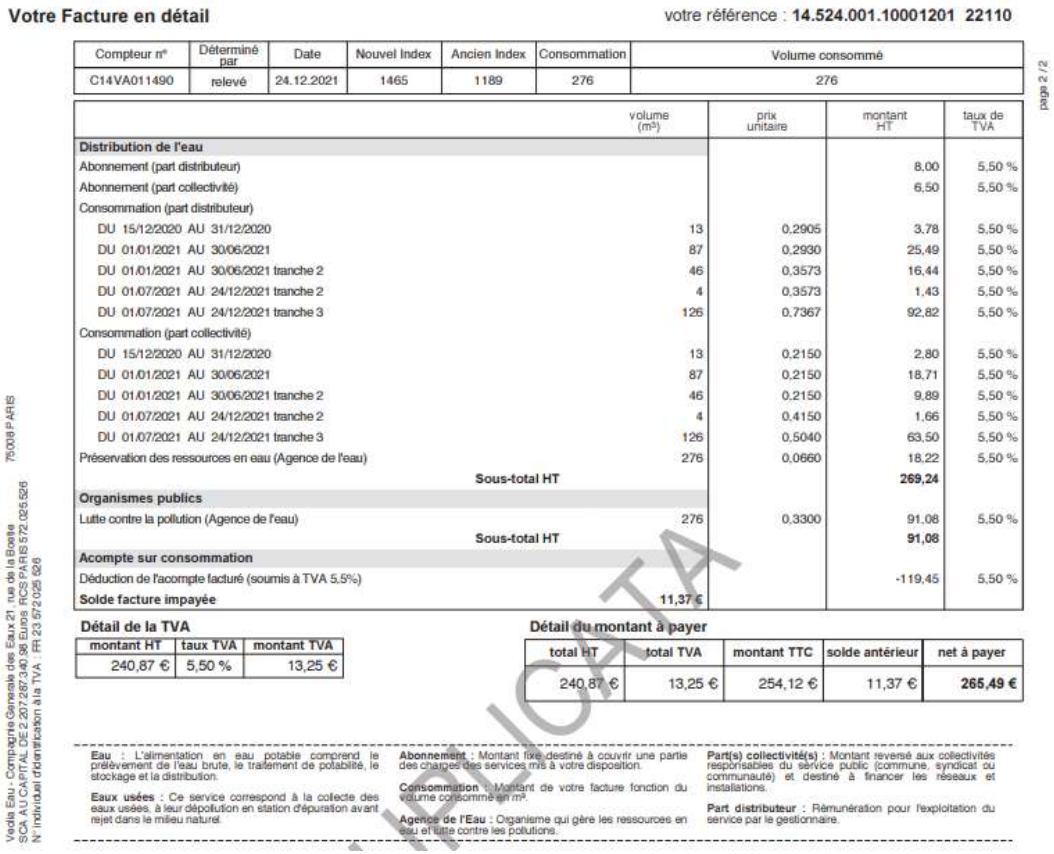
Le code CF 22110 correspond lui à l'émission de janvier 2022 de la facturation abonnement du 1er semestre 2022 + la facturation conso 2021 moins la conso de l'acompte 50% émis en juillet 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous détailler la confection des produits 2021 et l'affectation des volumes et période de consommation aux tranches tarifaires de l'exercice.

De plus le délégataire présente un exemple de facture :

Tarif conso 2021



Votre Facture en détail votre référence : **14.524.001.10001201 22110**

Compteur n°	Déterminé par	Date	Nouvel Index	Ancien Index	Consommation	Volume consommé
C14VA011490	relevé	24.12.2021	1465	1189	276	276

page 2 / 2

	volume (m³)	prix unitaire	montant HT	taux de TVA
Distribution de l'eau				
Abonnement (part distributeur)			8,00	5,50 %
Abonnement (part collectivité)			6,50	5,50 %
Consommation (part distributeur)				
DU 15/12/2020 AU 31/12/2020	13	0,2905	3,78	5,50 %
DU 01/01/2021 AU 30/06/2021	87	0,2930	25,49	5,50 %
DU 01/01/2021 AU 30/06/2021 tranche 2	46	0,3573	16,44	5,50 %
DU 01/07/2021 AU 24/12/2021 tranche 2	4	0,3573	1,43	5,50 %
DU 01/07/2021 AU 24/12/2021 tranche 3	126	0,7367	92,82	5,50 %
Consommation (part collectivité)				
DU 15/12/2020 AU 31/12/2020	13	0,2150	2,80	5,50 %
DU 01/01/2021 AU 30/06/2021	87	0,2150	18,71	5,50 %
DU 01/01/2021 AU 30/06/2021 tranche 2	46	0,2150	9,89	5,50 %
DU 01/07/2021 AU 24/12/2021 tranche 2	4	0,4150	1,66	5,50 %
DU 01/07/2021 AU 24/12/2021 tranche 3	126	0,5040	63,50	5,50 %
Préservation des ressources en eau (Agence de l'eau)	276	0,0660	18,22	5,50 %
Sous-total HT			**269,24**	
Organismes publics				
Lutte contre la pollution (Agence de l'eau)	276	0,3300	91,08	5,50 %
Sous-total HT			**91,08**	
Acompte sur consommation				
Déduction de l'acompte facturé (soumis à TVA 5,5%)			-119,45	5,50 %
Solde facture impayée	**11,37 €**			

Détail de la TVA

montant HT	taux TVA	montant TVA
240,87 €	5,50 %	13,25 €

Détail du montant à payer

total HT	total TVA	montant TTC	solde antérieur	net à payer
240,87 €	13,25 €	254,12 €	11,37 €	**265,49 €**

Eau : L'alimentation en eau potable comprend le prélèvement de l'eau brute, le traitement de potabilité, le stockage et la distribution.

Eaux usées : Ce service correspond à la collecte des eaux usées, à leur dépollution en station d'épuration avant rejet dans le milieu naturel.

Abonnement : Montant fixe destiné à couvrir une partie des charges des services mis à votre disposition.

Consommation : Montant de votre facture fonction du volume consommé en m³.

Agence de l'Eau : Organisme qui gère les ressources en eau et lutte contre les pollutions.

Part(s) collectivité(s) : Montant reversé aux collectivités responsables du service public (commune, syndicat ou communauté) et destiné à financer les réseaux et installations.

Part distributeur : Rémunération pour l'exploitation du service par le gestionnaire.

Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux 21, rue de la Boétie
SCA AU CAPITAL DE 2 207 267 340,36 Euros RCS PARIS 572 025 526
N° individuel d'identification à la TVA : FR 23 572 025 526
75008 PARIS

ANNEXE

Délibération applicable au 01/07/2021

Territoire concerné	Part Collectivité			
	Abonnement annuel (en € H.T./an)	Part proportionnelle au volume consommé (en € H.T./m³)		
Andernos-les-Bains	0 €	0,54 €		
Arès	12,20 €	0,20 €		
Audenge	12,00 €	De 0 à 40 m³	De 41 à 150 m³	> 150 m³
		0,150 €	0,240 €	0,300 €
Biganos	13,00 €	De 0 à 100 m³	De 100 à 150 m³	> 150 m³
		0,2150 €	0,4150 €	0,5040 €
Lanton	10,00 €	0,30 €		
Lège-Cap Ferret	42,00 €	De 0 à 70 m³	> 70 m³	
		0,05 €	0,50 €	
Marcheprime	11,89 €	0,1847 €		
Mios	19,00 €	0,310 €		

Une précision est apporté par le délégataire sur la tarification avec notamment les différentes tranches tarifaires selon le volume de consommation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous donner le détail des recettes suivantes : Travaux attribués à titre exclusif et Autres produits accessoires.

VEOLIA a apporté les explications suivantes :

Travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)

- L'augmentation de 25 495 euros est une conséquence directe du nombre supplémentaire de branchements réalisé sur le périmètre de BIGANOS. Elle est accentuée par le fait que pour l'année 2021, 3 devis ont dépassés les 4 000 euros HT.

- Les charges liées à ces travaux augmentent dans les mêmes proportions (+ 27 929 euros). Elles sont réparties dans le CARE au niveau des lignes suivantes:

Recettes
Achats de matières, fournitures & services
Autres charges
Personnel
Sous-traitance & prestations d'entretien
Quote-part frais généraux
Véhicules et engins

Autres produits accessoires

Les autres produits accessoires se décomposent de deux manières distinctes

- 12 640 euros concernent la convention de facturation de l'assainissement pour l'année 2021,

- Et le restant est constitué des frais de relance et autres frais liés à la facturation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Charges de personnel, Sous-traitance et autres dépenses d'exploitation.

Charges de personnel :

- l'augmentation de 17 605 euros des charges de personnel s'explique uniquement par la hausse des charges de personnel liées aux Travaux attribués à titre exclusif

Sous-traitance, matières et fournitures

La hausse des charges de Sous-traitance, matières et fournitures sont dues:

- 9 K€ Travaux attribués à titre exclusif
- 18 K€ concernent des charges de relève compteur non comptabilisées en 2020 et donc comptabilisées doublement en 2021
- 10 k€ de charge pour les réfections d'enrobés pour les années 2020 et 2021.
- 10 k€ de coûts de Plateforme

Autres dépenses d'exploitation

- La baisse de 30 676 euros des Autres Charges d'exploitation s'explique par la baisse des charges Autres au niveau de la Région entraînées. Ceci est une conséquence de la baisse des charges indirectes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les charges économiques portées au CARE sur les renouvellements et investissements en détaillant la méthode de calcul des charges

PROGRAMME :

Selon VEOLIA, le calcul du lissage des travaux de renouvellement passés (TRVX) et de l'estimation des travaux futurs à réaliser(PLAN) sur la durée du contrat est le suivant :

TOTAL	464,828.64
TRVX	442,659.64
PLAN	22,169.00
	38736

De plus, pour les dépenses effectives en 2021 le détail est le suivant :

Contrat	Ensemble Technique	Sous-Ensemble	Libellé		Année	dont patrimonial
I5240			COMPTEURS EAU DIA: 12- 20	TRVX	2021	3,925.82
I5240	ST 02 - TUILERIES	BACHE DE REPRISE	ECHELLE D'ACCES INTERIEURE	TRVX	2021	3,167.56

GARANTIE :

Le calcul du lissage des travaux de renouvellement passés (TRVX) et de l'estimation des travaux futurs à réaliser (PLAN) sur la durée du contrat est détaillé comme suit :

TOTAL	98,678.66
TRVX	83,593.66
PLAN	15,085.00
	8223

Les dépenses effectives 2021 :

Contrat	Ensemble Technique	Sous-Ensemble	Libellé		Année	dont fonctionnel
I5240	SECTORISATION	IMP. DEVANT SABARC	MANCHETTE ELECTROMAGNETIQUE WATERFLUX	TRVX	2021	1,531.20

Le délégataire malgré ses explications ne réponds pas précisément à la question du détail de la méthode de calcul.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les charges économiques portées au CARE sur les renouvellements et investissements en détaillant la méthode de calcul des charges

INVESTISSEMENT :

L'Amortissement intégrant une approche du coût de l'argent des investissements calculés à partir d'un taux de référence et sur la durée contractuelle.

Selon VEOLIA les deux investissements concernés sont :

- Le déploiement de 20 compteurs de TELERELEVE sur des équipements communaux (2012)
- Mise en place de garde corps (2013) sur le site des TUILERIES

Le lien avec le programme prévisionnel contractuel (annexe au contrat) :

Programme restant à réaliser et équipement qui ne seront pas à réaliser à la fin du contrat.

LISTE DU PROGRAMME A CONSERVER								Commentaire
2021	ST 01 - TAGON	FORAGE DE TAGON	POMPE KSB BPH 3333 7A 1832 90 M3H 45	2022		P	4,631.00	A conserver car nous allons en profiter pour réaliser le renouvellement dans le carde du diagnostique forage
2021	ST 02 - TUILERIES	BACHE DE REPRISE	SONDE PIEZOMETRIQUE ENDRESS-HAUSER	2022		P	359.00	A conserver dans le programme
			SOUS TOTAL A CONSERVER				4,990.00	
LISTE DU PROGRAMME A SORTIR								Commentaire
2021	ST 01 - TAGON	BACHE DE REPRISE	ECHELLE D'ACCES INTERIEURE	2022		P	577.00	A sortir échelle en bon état
2021	ST 02 - TUILERIES	FORAGE DES TUILERIES	6 ML CANALISATION DE LIAISON DN 150	2022		P	230.00	A sortir Non identifié
2021	ST 02 - TUILERIES	POMPAGE DE REPRISE	2 VANNES PAPILLON DN 125	2022		P	577.00	A sortir Non identifié
2021	ST 02 - TUILERIES	POMPAGE DE REPRISE	2 CLAPETS	2022		P	289.00	A sortir Non identifié
2021	ST 03 - FACTURE	CHÂTEAU D'EAU	VANNE DN 200	2022		P	867.00	A sortir travaux réalisé dans le cadre de la réalisation du château d'eau
2021	ST 03 - FACTURE	CHÂTEAU D'EAU	VANNE DN 100	2022		P	521.00	A sortir travaux réalisé dans le cadre de la réalisation du château d'eau
2021	ST 03 - FACTURE	CHÂTEAU D'EAU	ECHELLE ACCES CUVE ACIER	2022		P	577.00	A sortir travaux réalisé dans le cadre de la réalisation du château d'eau
2021	ST 03 - FACTURE	CHÂTEAU D'EAU	ARMOIRE ELECTRIQUE BT	2022		P	3,086.00	A sortir du plan cette armoire n'existe pas
			SOUS TOTAL A SORTIR				6,724.00	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition des CARE 2021

Les éléments fournis pas le délégataire permettent de comprendre les évolutions des charges d'exploitation. Leur contenu et leur valorisation relève de la responsabilité du délégataire.

Leur lien avec les rubriques du compte d'exploitation prévisionnel reste compliqué, le CARE n'étant pas formaté de la même manière.

La valorisation des obligations de renouvellement obéit également à une logique technique différente entre les annexes du contrat et le CARE.

L'information fournie par VEOLIA sur ces postes apparaît insuffisante et mal formatée; les demandes de précisions de la CCF portent régulièrement sur les mêmes postes.

La COBAN devra veiller dans le prochain contrat à disposer d'un CARE facilement reliable au compte d'exploitation prévisionnel.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les informations à fournir en complément dans le RAD et le CARE

La Commission préconise que le délégataire dans ses prochains rapports produise le détail des dépenses réelles de renouvellement effectuées chaque année depuis le début du contrat et le détail du calcul de la charge portée au sein du CARE.

D'autant que le contrat arrivant à échéance fin 2023, la collectivité doit pouvoir s'assurer de la bonne exécution des engagements contractuels.

Cette demande avait déjà formulée lors de l'avis du CCF en 2021.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les résultats de la délégation

Les résultats, déficitaires sont impactés par deux causes :

- Une sous évaluation à l'origine des moyens nécessaires d'exploitation (cf. charges de personnel et sous-traitance),

- Une sur évaluation des charges de renouvellement par rapport à l'engagement contractuel.

Ces deux sujets relèvent de la responsabilité du délégataire ; ils sont toutefois de nature à introduire une certaine confusion dans la compréhension du contrat.

Le déficit présenté relève donc du risque du délégataire et il n'apparaît pas d'évènement imprévisible qui justifierait d'une renégociation de l'économie du contrat.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Point particulier

Le rendement du réseau a atteint 83,35% en 2021 contre un objectif de 90% susceptible de déclencher le régime des pénalités.

Ce rendement est en baisse sur la période 2019-2021 et s'éloigne des engagements contractuels.

Si la CCF a préconisé en 2020 de ne pas appliquer de pénalité, elle pourrait être légitime à les mettre en application en 2021 du fait de la tendance à la baisse du rendement.

Selon nos calculs, la pénalité représenterait environ 6 716€.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Lanton

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

LANTON
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 20

4 Avis de la commission 33

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune de Lanton à la société Suez pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020-2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN les 11 et 13 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel LANTON

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRATS DSP EAU	LANTON
Délégataire	SUEZ
Ensemble contractuel	Contrat + 1 Avenant
Type	Affermage
Date d'effet	1 janvier 2014
Échéance	31 décembre 2023
Régime des compteurs	Propriété de la collectivité (art 15) Age maximum : 25 ans
Défense incendie	Hors contrat (art 23)
Engagements de performance	IPL < 2,96 (moyenne 3 ans) Délais d'intervention
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Art 34 et suivants avec plan de programmation (av 1 ann 4) Dotation annuelle fixée par le contrat 7,2 K€ pour le fonctionnel Plan pour le patrimonial et compte de travaux
	Canalisations < à 6m
	Matériel électromécanique
	Compteurs
Plan de renouvellement contractuel	Annexe 4
Renouvellement commune	
TVA	Transfert du droit à déduction
Période de consommation	Non précisée (année civile ?)
Période de relève	**Non précisée**
Facturation	**2 fois par an au réel**
Formule d'indexation	0,15 + 0,51 ICHT-E + 0,06 "351106" + 0,14 FSD2 + 0,14 TP10a
Reversement part collectivité	Tarif notifié un mois avant sa date d'application fixée par la commune
	Au 1/03 N : 1/10-31/12 N-1
	Au 1/6 N : 1/01-31/03 N
	Au 1/9 N : 1/04-31/06 N
	Au 1/12 N : 1/07-30/09 N
Liaison avec assainissement	Conventionnement
Compte prévisionnel d'exploitation	Annexe
Autres	Télérelève déployée ?
	Vente d'eau en gros
	Tarif par tranche de consommation **0 - 30 m3** **30 - 120 m3** **120 - 200 m3** **> 200 m3**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019 - 2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	502 790	497 880	506 131	500 727	-1,1%
Exploitation du service	461 264	408 808	412 825	415 767	0,7%
Part fixe	*259 260*	*234 570*	*223 019*	*250 417*	*12,3%*
Part proportionnelle	*202 004*	*174 238*	*189 806*	*165 350*	*-12,9%*
Travaux attribués à titre exclusif		48 068	45 701	37 182	-18,6%
Branchements		*48 068*	*45 701*	*37 182*	*-18,6%*
Autres travaux		-	-	-	
Produits accessoires	41 526	41 004	47 605	47 778	0,4%
Facturation et recouvrement de la redevance		*18 142*	*18 247*	*18 808*	*3,1%*
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers		*2 520*	*2 704*	*2 767*	*2,3%*
Autres produits accessoires	*41 526*	*20 342*	*26 654*	*26 203*	*-1,7%*
CHARGES	479 775	620 117	614 307	582 508	-5,2%
Personnel	164 892	174 300	197 345	179 817	-8,9%
Energie électrique	33 892	49 179	35 771	35 418	-1,0%
Achats d'eau	-				
Produits de traitement	5 380	3 481	1 939	2 388	23,2%
Analyses	6 112	5 579	5 661	6 328	11,8%
Sous-traitance, matières et fournitures	98 460	210 364	192 712	172 200	-10,6%
Impôts locaux et taxes	7 201	3 957	3 793	2 643	-30,3%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	82 831	106 539	107 341	108 128	0,7%
télécommunication, postes et télégestion	*12 600*	*8 298*	*7 833*	*8 232*	*5,1%*
engins et véhicules	*15 220*	*12 957*	*13 555*	*10 495*	*-22,6%*
informatique	*24 847*	*49 782*	*58 365*	*64 777*	*11,0%*
assurance	*2 246*	*1 997*	*2 116*	*2 213*	*4,6%*
locaux	*4 453*	*5 416*	*6 359*	*4 409*	*-30,7%*
autres dépenses d'exploitation	*23 465*	*28 089*	*19 113*	*18 002*	*-5,8%*
Ristournes et redevances contractuelles	-	5 744	2 069	8 536	312,6%
Contribution des services centraux et recherche	15 509	16 430	16 702	16 524	-1,1%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	29 541	28 739	28 990	29 042	0,2%
pour garantie de continuité du service	*9 010*	*8 660*	*8 834*	*9 010*	*2,0%*
programme contractuel	*20 531*	*20 079*	*20 156*	*20 032*	*-0,6%*
fonds contractuel					
Renouvellement de matériel					
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	8 813	8 471	8 640	8 813	2,0%
programme contractuel	*8 813*	*8 471*	*8 640*	*8 813*	*2,0%*
Charges relatives aux compteurs du domaine privé					
Charges relatives aux investissements du domaine privé	11 373	4 075	4 202	3 594	-14,5%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 768	3 259	9 142	9 077	-0,7%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	13 003				
Investissements contractuels (GE+forage+secto)					
RESULTAT	23 015	- 122 237	- 108 176	- 81 781	-24,4%

Questions au délégataire

Merci de nous préciser le détail:

- *Des recettes provenant des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)*
- *Des recettes liées à la perception de la redevance d'assainissement (tarif, nombre de factures...)*
- *Et des autres produits accessoires.*

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants :

- *Charges de personnel,*
- *Sous-traitance, matières et fournitures*
- *Et informatique*

Préciser le contenu des postes:

- *Informatique*
- *Et autres dépenses d'exploitation.*

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	502 790	497 880	506 131	500 727	-1,1%
Exploitation du service	461 264	408 808	412 825	415 767	0,7%
Part fixe	*259 260*	*234 570*	*223 019*	*250 417*	*12,3%*
contrôle cohérence		*229 804*	*239 036*	*242 941*	*1,6%*
Part proportionnelle	*202 004*	*174 238*	*189 806*	*165 350*	*-12,9%*
contrôle cohérence		*144 329*	*142 038*	*141 203*	*-0,6%*

Questions au délégataire

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE 2021 avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

La vérification des produits d'exploitation des services par rapport aux données du services (abonnement et volumes facturés) présente des difficultés de reconstitution (période de facturation et relève, part des gros consommateurs)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Les tarifs :

Questions au délégataire

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire		**0,7362 €**	**0,7523 €**	**0,7578 €**	**0,7%**
Part fixe (abonnement)		*52,24 €*	*53,38 €*	*53,76 €*	*0,7%*
Part variable (consommation)		*0,301 €*	*0,308 €*	*0,310 €*	*0,7%*

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		**107,876 km**	**107,877 km**	**107,748 km**	**-0,1%**
Pertes en réseau en m³ (b)		**406 907 m³**	**268 065 m³**	**191 419 m³**	**-28,6%**
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)	*< 2,96*	**10,33 m³/km/j**	**6,79 m³/km/j**	**4,87 m³/km/j**	**-28,3%**
Rendement du réseau (%)	*80%*	*58,11%*	*66,65%*	*72,11%*	*8,19%*
Volume d'eau facturée (en m³)		**479 659 m³**	**461 911 m³**	**455 787 m³**	**-1,3%**
Particuliers		**391 912 m³**	**374 448 m³**	**376 862 m³**	**0,6%**
Collectivités		**8 438 m³**	**4 979 m³**	**5 801 m³**	**16,5%**
Professionnels		**79 309 m³**	**82 484 m³**	**73 124 m³**	**-11,3%**
Volumes dégrévés (en m³)		*48 501 m³*	*20 824 m³*	*22 229 m³*	*6,75%*
Abonnés au service		**4 399**	**4 478**	**4 519**	**0,9%**
Particuliers		**4 252**	**4 334**	**4 367**	**0,8%**
Collectivités		**40**	**38**	**40**	**5,3%**
Professionnels		**107**	**106**	**112**	**5,7%**
Abonnement domestiques et assimilés		**4 393**	**4 472**	**4 511**	**0,9%**
Autres abonnements		**6**	**6**	**8**	**33,3%**

Rappel : objectif contractuel de perte en réseau < 2,96m3/km/j

Pouvez-vous nous expliquer les raisons de la hausse du rendement du réseau sur 2021.
Quelles sont les difficultés rencontrées expliquant un faible rendement du réseau, loin des engagements contractuels

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le régime des pénalités applicable

Article 59 du contrat :

e) En cas d'IP (indice de pertes) insuffisant du réseau et des branchements imputables au Fermier celui-ci verse la pénalité P8 calculée comme suit :

$$P8 = G8 \times \frac{DF}{F} X \frac{MT}{50}$$

G8 est un coefficient de valeur de 2

DF est la différence entre l'indice de perte linéaire effectivement constaté et l'objectif fixé à l'article 20.2

F est l'objectif d'IP

MT est le montant total des rémunérations perçues par le Fermier au titre de la fourniture de l'eau pour le dernier exercice annuel connu.

Avant application de la pénalité P8 le Fermier est invité à présenter les explications qu'il juge utile.

	CARE 2021
Pénalité insuffisance réseau	**24 553 €**
Coefficient (G8)	2
X	
[Indice linéaire de perte constaté (D)	4,87 m³/km/j
- objectif IPL fixé au contrat (F)]	2,96 m³/km/j
/ objectif IPL au contrat (F)]	2,96 m³/km/j
X	
[Montant total rémunérations du délégataire	415 767
/ 50]	50

ILP constaté 2017	4,66
ILP constaté 2018	6,56
ILP constaté 2019	10,33
ILP constaté 2020	6,79
ILP constaté 2021	4,87

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	502 790	497 880	506 131	500 727	-1,1%
Exploitation du service	461 264	408 808	412 825	415 767	0,7%
Travaux attribués à titre exclusif		48 068	45 701	37 182	-18,6%
Produits accessoires	41 526	41 004	47 605	47 778	0,4%
CHARGES	479 775	620 117	614 307	582 508	-5,2%
Personnel	164 892	174 300	197 345	179 817	-8,9%
Energie électrique	33 892	49 179	35 771	35 418	-1,0%
Produits de traitement	5 380	3 481	1 939	2 388	23,2%
Analyses	6 112	5 579	5 661	6 328	11,8%
Sous-traitance, matières et fournitures	98 460	210 364	192 712	172 200	-10,6%
Impôts locaux et taxes	7 201	3 957	3 793	2 643	-30,3%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	82 831	106 539	107 341	108 128	0,7%
Ristournes et redevances contractuelles	-	5 744	2 069	8 536	312,6%
Contribution des services centraux et recherche	15 509	16 430	16 702	16 524	-1,1%
Charges relatives aux renouvellements	29 541	28 739	28 990	29 042	0,2%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	8 813	8 471	8 640	8 813	2,0%
Charges relatives aux investissements du domaine privé	11 373	4 075	4 202	3 594	-14,5%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 768	3 259	9 142	9 077	-0,7%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	13 003				
Investissements contractuels (GE+forage+secto)					
RESULTAT	23 015	- 122 237	- 108 176	- 81 781	-24,4%

Commentaire : Une trajectoire qui dévie de longue date des prévisionnels initiaux, avec un résultat structurellement déficitaire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

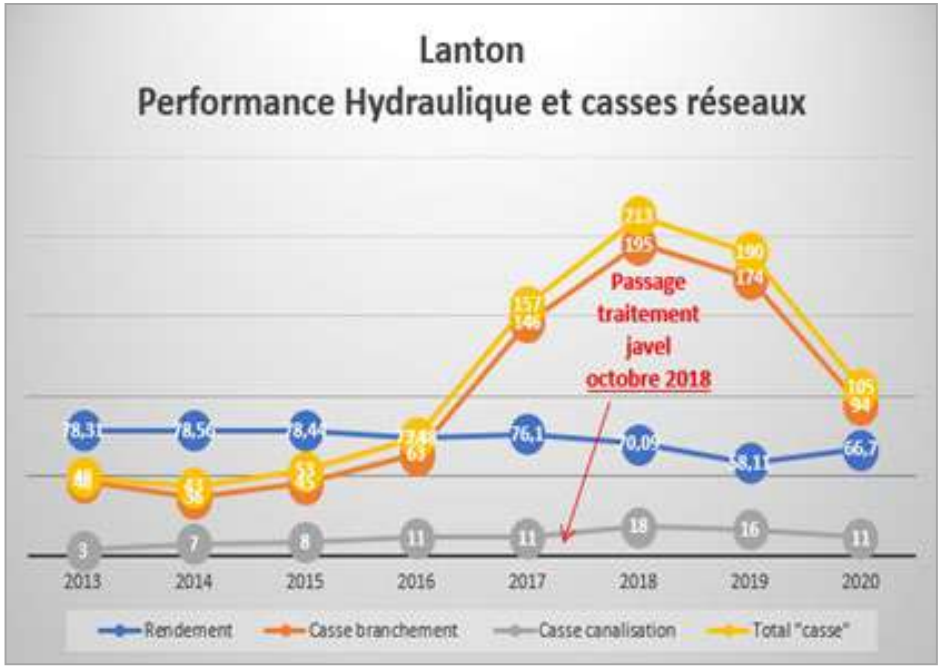
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous expliquer les raisons de la hausse du rendement du reseau sur 2021.

SUEZ apporte les réponses suivantes :

L'augmentation de rendement de Lanton s'explique par une baisse du nombre de casse branchement mais le nombre de casse reste très élevé pour le secteur (73 casses sur branchement en 2021).

Le délégataire apporte également des précisions grâce à ce graphique :



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Quelles sont les difficultés rencontrées expliquant un faible rendement du réseau loin des engagements contractuels

Le délégataire n’a pas répondu à cette question.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE 2021 avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

Ici SUEZ nous a transmis ce tableau où apparaissent la part fixe et variable. Le nombre de factures et les montants totaux sont présentés. Le tarif lui n'est pas détaillé.

ANNEES	2021				
	Libelle	Type de bénéficiaire	Mode de tarification	Somme de Quantité facturée	Somme de Montant
Export JDV ODYSSEE	LANTON EAU	LDE	PART FIXE	4 598	250 417 €
	LANTON EAU	LDE	PART VARIABLE	454 902	163 420 €
	LANTON EAU	**Total LDE FACTURE**		**459 500**	**413 837 €**
CALCUL EEC ODYSSEE			**PART FIXE EEC**		**-239 €**
			PART VARIABLE EEC	**1 818**	**2 169 €**

L'explication des écarts n'est pas non plus présentée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail des recettes provenant des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)

SUEZ propose le détail suivant :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	**Id Entite**	**CARE**	**2020**	**2021**
LANTON EAU	**15978**	12 Travaux attribués à titre exclusif	45 701	37 182
		20 Personnel	-4 440	-6 160
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-23 313	-22 060
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-53	-21
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-220	-100
		28-6 Autres dépenses	-42	7
Total LANTON EAU			**17 633**	**8 848**

Le montant des recettes liées aux travaux attribués à titre exclusif sont de 37 182€ en 2021 contre 45 701€ en 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous présenter le détail des recettes liées à la perception de la redevance d'assainissement (tarif, nombre de factures…) et des autres produits accessoires.

Cette première question est abordée en question 3 notamment avec le détail part fixe/variable et nombre de factures.
Le tarif lui n'est pas détaillé.

Le détail des produits accessoires et des « autres produits accessoires » est présenté comme suit :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
LANTON EAU	15978	1305 : Produits accessoires - facturation et recouvrement de la redevance assainissement	18 247	18 808
		1310 : Produits accessoires - facturation et recouvrement autres comptes des tiers	2 704	2 767
		1315 : Produits accessoires - autres produits accessoires	26 654	26 203
Total LANTON EAU			47 605	47 779

Somme de Montant				Exercice	
Libelle	Id Entite	CA (BAL)	Libellé CA (BAL)	2020	2021
LANTON EAU	15978	95541	Produits d'accès au service	14 798	13 914
		95542	Interventions facturables	758	945
		95543	Recouvrement terrain	14	7
		978	Prod aut activités facturab	4 716	4 796
		98853	Produits divers clientèle	6 368	6 542
Total LANTON EAU				26 654	26 203

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : charges de personnel

SUEZ détaille les charges de personnel dans un onglet « Activité travaux » :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	CARE	2020	2021
LANTON EAU	15978	12 Travaux attribués à titre exclusif	45 701	37 182
		20 Personnel	-4 440	-6 160
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-23 313	-22 060
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-53	-21
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-220	-100
		28-6 Autres dépenses	-42	7
Total LANTON EAU			**17 633**	**8 848**

Les charges de personnel étaient de 4 440€ en 2020 et 6 160€ en 2021. SUEZ ne justifie pas les évolutions de ces charges.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Sous-traitance, matières et fournitures

SUEZ détaille les charges de sous-traitance dans un onglet spécifique :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
LANTON EAU	15978	2605 : Matières et fournitures - sorties magasin	-16 889	-13 349
		2610 : Achats matériel, outillage, autres fournitures	-4 987	-4 765
		2615 : Achats fournitures administratives et documentation	-302	-371
		2620 : Traitement et évacuation des boues et déchets	-469	-395
		2625 : Entretien et curage réseau	-81 126	-69 204
		2630 : Sous-traitance - travaux facturables	-17 868	-16 865
		2635 : Entretien machinerie, matériel et outillage	-1 311	-121
		2640 : Entretien terrain et batiment	-7 389	-2 684
		2645 : Entretien mobilier et matériel bureau, informatique	-119	24
		2650 : Autres sous-traitance administratives et techniques	-62 252	-64 471
Total LANTON EAU			**-192 712**	**-172 200**

Dans le cadre de la baisse entre 2020 et 2021 on distingue la diminution de la ligne entretien et curage réseau notamment (81 126€ en 2020 contre 69 204€ en 2021).

SUEZ ne justifie pas les évolutions de charges dans ses réponses.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants : Autres dépenses et informatique

SUEZ détaille les charges en question dans deux onglets spécifiques :

Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
LANTON EAU	**15978**	2861 : Loyer matériel et mobilier de bureau	-364	-2 138
		2862 : Honoraires, frais d'acte, services bancaires	-5 286	-5 256
		2865 : Autres dépenses	-13 462	-10 607
Total LANTON EAU			**-19 112**	**-18 002**

Ci-dessus le détail des autres dépenses (18 002€ en 2021 contre 19 112€ en 2020).

Puis, le détail des dépenses informatiques :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Libellé Rubrique TCA (CCO)	2020	2021
LANTON EAU	**15978**	Production	-438	-240
		Gestion clientele	-33 773	-35 390
		Charges travaux	-220	-100
		Charges équipement et support	-19 188	-23 844
		Frais generaux locaux	-4 205	-4 545
		Service commercial	-541	-658
Total LANTON EAU			**-58 365**	**-64 777**

On constate une hausse globale d'environ 6k€ entre 2020 et 2021. Cette hausse n'est pas expliquée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

SUEZ justifie les montants de cette ligne de la façon suivante pour toutes les communes concernées :

La traduction économique de ce type de charge correspond à un lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence (OAT + spread) = financement de la VAN.

Ces dernières sont potentiellement recalculées dans le cadre de modifications substantielles des conditions contractuelles (avenant refondateur, nouveaux engagements, prolongations…etc…) ou de déviations significatives des dépenses réalisées.

Dans le cas de fonds contractuel, les annuités inscrites dans le CARE correspondent aux dotations actualisées aux termes contractuels mentionnées dans les fichiers de suivi de fonds annexés aux RAD, qu'il y ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Si le CARE est globalement accessible, le délégataire n'a pu –dans les temps contraints de nos demandes- proposé tous les éléments de réponses nécessaires à une parfaite compréhension des évolutions des recettes et des charges.

Ce constat est d'autant plus dommageable que les demandes faites cette année reprennent très majoritairement les demandes faites lors des travaux de la CCF de l'année précédente.

Leur lien avec les rubriques du compte d'exploitation prévisionnel reste compliqué, le CARE n'étant pas formaté de la même manière.

La valorisation des obligations de renouvellement obéit également à une logique technique différente entre les annexes du contrat et le CARE. Toutefois, SUEZ produit une information complémentaire au CARE qui permet de contrôler l'effectivité de ses engagements. Ce travail demeure complexe et nécessite un temps d'échange systématique.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les informations à fournir en complément dans le RAD et le CARE

Même s'il ne reste que 2 années de contrat, la Commission préconise un temps d'échanges avec le délégataire afin que celui-ci complète le CARE des demandes de précisions récurrentes de la CCF, par exemple :

- La fiche détaillée de l'actualisation des tarifs,
- Le détail des postes du CARE (au-delà du format contractuel),
- Le détail des dépenses réelles de renouvellement effectuées chaque année depuis le début du contrat et le détail du calcul de la charge portée au sein du CARE,
- Un suivi détaillé des travaux relatifs à la télérelève en présentation pluriannuelle si possible.

Ces demandes avaient déjà faites lors de l'avis du CCF en 2021.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les résultats de la délégation

Les résultats, largement déficitaires se sont écartés de la trajectoire financière contractuelle notamment en ce qui concerne les charges d'exploitation.

Le déficit présenté relève du risque du délégataire et il n'apparaît pas d'évènement imprévisible qui justifierait d'une renégociation de l'économie du contrat.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les points d'attention de suivi financier du contrat

La COBAN devra apporter une attention particulière sur les opérations de fin de contrat en ce qui concerne les dépenses réalisées en matière de renouvellement contractuel (programme) afin de s'assurer que le solde du poste est conforme aux engagements contractuels.

Point particulier

Le régime des pénalités s'applique normalement en ce qui concerne les objectifs d'Indice Linéaire de Perte.

La commission préconise l'application du régime de pénalités applicable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Lège Cap-Ferret

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

LCF
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 9

3 Réponses apportées par le délégataire 22

4 Avis de la commission 29

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des compte 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune de LCF à la société Agur pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020 et 2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN le 13 juin par retour de mail.

A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel LEGE CAP-FERRET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRATS DSP EAU	LEGE CAP FERRET
Délégataire	AGUR
Ensemble contractuel	Contrat + 2 avenants (2017 et 2019)
Type	Affermage
Date d'effet	1 juillet 2013
Échéance	30 juin 2025
Régime des compteurs	Propriété de la collectivité (biens de retour - art 36.2.1)
	Age maximum : 15 ans (art 36.2.3)
	Télérelève intégrée lors de chaque changemen de compteur (art 36.2.2)
	Télérelève déployée sur l'ensemble du parc compteurs au 30 juin 2016
	"Lors de la mise en place de la télérelève l'ensemble des compteurs des abonnés sera renouvelé"
Défense incendie	Hors contrat (art 38)
Engagements de performance	Rendement ILC réglementaire
	Rendement de 67% à 86% à terme
	Engagements techniques sous 28 indicateurs (art 39)
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Art 43 à 48 et annexe 2
	Distingue : entretien/renouvellement/travaux neufs
	Compte de renouvellement doté par le contrat (44 K€ puis 92 K€ par avenant 1 puis 69 K€ par avenant 2)
	Canalisations < 12m
	Matériel électromécanique
	Compteurs
Plan de renouvellement contractuel	Annexe 2
TVA	Transfert du droit à déduction
Période de consommation	1er octobre - 28 février
Période de relève	Août
Facturation	Mars - Octobre au réel
Formule d'indexation	0,15 + 0,39 ICHT-E + 0,10 "351107" + 0,31 FSD2 + 0,05 TP10a
Reversement part collectivité	Tarif notifié un mois avant la date de facturation
	Juin : 95% des sommes facturées en mars
	Novembre : 95% des sommes facturées en octobre et régularisation périodes antérieures
	Décembre : régularisations complémentaires
Liaison avec assainissement	Conventionnement avec tarif fixé
Compte prévisionnel d'exploitation	Présenté en annexe 1 modifié par avenants 1 et 2

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRATS DSP EAU	LEGE CAP FERRET
Dispositions spécifiques	Installation de la télérelève entre 2013 et 2016 (cf compteurs)
	Locaux sis sur la commune (art 19) : bureaux, ateliers, accueil clientèle
	Investissements pour les compteurs de sectorisation de 60 K€ (art 45-2)
	Acquisition d'un groupe électrogène (art 45.3) : valeur de 72,6 K€
	Rachat des émetteurs (27 K€) prévu dans le compte prévisionnel (application art 15.2) puis prise en compte de l'absence de coût de rachat par avenant 2
	Mise en place des unités logement (avenant 1) suspendue par avenant 2
	Achat d'eau à la commune d'Arès (pas de convention dans le contrat - art 23.1 gratuité puis intégration de la convention avec tarif par avenant 2)
	Programme de renouvellement des canalisations pour la collectivité (art 33)
	RODP (art 10)
	Tarif par tranche de consommation 0 - 70 m3 > 70 m3
	Audit de sécurité des installations (art 33) dans les six mois après signature du contrat
	Compte d'exploitation annuel présenté "de manière similaire" au compte prévisionnel (modèle annexe) - art 72

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le jugement du 20 juillet 2020

Le Tribunal Administratif de Bordeaux par jugement en date du 20 juillet 2020 a requalifié les locaux construits par la société AGUR en « biens de retour ». Ces locaux ont été édifiés par la société sur un terrain qu'elle avait acquis auprès de la commune de Lège Cap-Ferret. Ils étaient classés à l'origine comme des biens du domaine privé.

La problématique juridique reste en cours.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Précision méthodologique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Les CARE établis par la société AGUR ont fait l'objet de demandes spécifiques de présentation formelle par la commune de Lège-Cap-Ferret.

Nous avons procédé à un retraitement de quelques postes :

- La maintenance de la télérelève est intégrée dans les frais de télécommunications, la charge d'amortissement de la télérelève est intégrée dans une ligne spécifique relative aux investissements,
- Les charges d'intérimaire sont intégrés dans les frais de personnel,
- Les charges des travaux exclusifs (branchements) sont traitées dans une ligne spécifique, « remontées » en charges d'exploitation,
- Les achats de compteurs sont présentés pour leur montant réel dans le CARE et cette ligne a été intégrée dans le chapitre consacré aux renouvellements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019 et 2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	**941 337**	**1 090 537**	**1 152 177**	**1 270 927**	**10,3%**
Exploitation du service	**790 149**	**953 360**	**1 005 878**	**1 073 783**	**6,8%**
Part fixe	*337 404*	*353 433*	*384 704*	*420 630*	*9,3%*
Part proportionnelle	*452 745*	*599 927*	*621 174*	*653 153*	*5,1%*
Travaux attribués à titre exclusif	**108 584**	**74 159**	**79 803**	**103 040**	**29,1%**
Branchements					
Autres travaux					
Produits accessoires	**42 604**	**63 018**	**66 496**	**94 104**	**41,5%**
Facturation et recouvrement de la redevance					
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers					
Autres produits accessoires	*42 604*	*63 018*	*66 496*	*94 104*	*41,5%*
CHARGES	**899 401**	**1 023 971**	**1 021 460**	**1 130 537**	**10,7%**
Personnel	**249 412**	**306 750**	**298 659**	**308 177**	**3,2%**
Energie électrique	**60 642**	**90 449**	**92 029**	**93 402**	**1,5%**
Achats d'eau		**18 720**	**18 720**	**18 720**	**0,0%**
Produits de traitement	**18 555**	**6 141**	**6 680**	**7 142**	**6,9%**
Analyses	**12 523**	**11 933**	**13 156**	**12 577**	**-4,4%**
Sous-traitance, matières et fournitures	**85 314**	**70 521**	**51 011**	**38 496**	**-24,5%**
Impôts locaux et taxes (RODP)	**13 878**	**21 342**	**22 531**	**29 340**	**30,2%**
Autres dépenses d'exploitation, dont :	**136 560**	**178 632**	**209 340**	**207 548**	**-0,9%**
télécommunication, postes et télégestion	*5 520*	*82 652*	*85 592*	*85 547*	*-0,1%*
engins et véhicules	*67 838*	*46 754*	*52 112*	*45 637*	*-12,4%*
informatique			*21 447*	*23 358*	*8,9%*
assurance	*8 702*	*3 600*	*3 960*	*5 344*	*34,9%*
locaux	*46 200*	*34 626*	*35 229*	*34 953*	*-0,8%*
frais de contrôle	*8 300*	*11 000*	*11 000*	*12 709*	*15,5%*
Ristournes et redevances contractuelles					
Contribution des services centraux et recherche	**45 650**	**84 667**	**83 991**	**90 262**	**7,5%**
Frais généraux					
Charges sur travaux exclusifs	**106 330**	**69 376**	**71 402**	**97 083**	**36,0%**
Charges relatives aux renouvellements	**44 117**	**73 162**	**60 761**	**120 195**	**97,8%**
pour garantie de continuité du service	*6 570*				
programme contractuel	*37 547*	*18 938*	*24 594*	*69 000*	*180,6%*
achat compteurs		*54 224*	*36 167*	*51 195*	*41,6%*
Compte de renouvellement					
Charges relatives aux investissements	**97 350**	**78 233**	**76 233**	**76 233**	**0,0%**
Télérelève	*97 350*	*78 233*	*76 233*	*76 233*	*0,0%*
Charges relatives aux compteurs du domaine privé					
Charges relatives aux investissements du domaine privé	**3 340**				
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	**7 933**	**4 535**	**7 438**	**21 853**	**193,8%**
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)					
Investissements contractuels (GE+forage+secto + émetteurs)	**17 798**	**9 509**	**9 509**	**9 509**	**0,0%**
RESULTAT	**41 937**	**66 566**	**130 717**	**140 390**	**7,4%**

Questions au délégataire

Merci de nous justifier et détailler les produits accessoires 2021

Les évolutions sur les postes de charges suivants sont à expliquer:
- *Charges de personnel,*
- *Et Sous-traitance générale*

Merci de nous préciser le contenu du poste « Informatique »

Corréler les montants portés au CARE 2021 avec les dépenses réellement affectées en matière de renouvellement

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	**941 337**	**1 090 537**	**1 152 177**	**1 270 927**	**10,3%**
Exploitation du service	**790 149**	**953 360**	**1 005 878**	**1 073 783**	**6,8%**
Part fixe	*337 404*	*353 433*	*384 704*	*420 630*	*9,3%*
contrôle cohérence		*360 704*	*359 341*	*378 240*	*5,3%*
Part proportionnelle	*452 745*	*599 927*	*621 174*	*653 153*	*5,1%*
contrôle cohérence		*530 744*	*568 224*	*596 990*	*5,1%*

Questions au délégataire

Mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Les tarifs :

sur la base de 120m³	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire		**0,6866 €**	**0,6928 €**	**0,7241 €**	**0,9%**
Part fixe (abonnement)		*32,92 €*	*33,22 €*	*34,72 €*	*0,9%*
Part variable (consommation)		*0,412 €*	*0,416 €*	*0,435 €*	*0,9%*

Observation

Pouvez-vous nous expliquer la baisse de rendement constatée en 2021, par ailleurs en deçà des engagements contractuels ?

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		**239,280 km**	**238,918 km**	**239,600 km**	**0,3%**
Pertes en réseau en m³ (b)		**400 068 m³**	**409 036 m³**	**524 548 m³**	**28,2%**
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)		**4,58 m³/km/j**	**4,68 m³/km/j**	**5,98 m³/km/j**	**27,9%**
Rendement du réseau (%)	*78,67%*	*77,49%*	*78,71%*	*73,69%*	*-6,37%*
Volume d'eau facturée (en m³)	**1 063 597 m³**	**1 287 302 m³**	**1 366 005 m³**	**1 373 101 m³**	**0,5%**
Particuliers		**1 239 580 m³**	**1 329 378 m³**	**1 344 535 m³**	**1,1%**
Collectivités		**47 722 m³**	**36 627 m³**	**28 566 m³**	**-22,0%**
Professionnels					
Volumes dégrévés (en m³)		*133 492 m³*	*64 851 m³*	*35 654 m³*	*-45,02%*
Abonnés au service	**10 663**	**10 957**	**10 817**	**10 894**	**0,7%**
Particuliers		**10 841**	**10 702**	**10 780**	**0,7%**
Collectivités		**116**	**115**	**114**	**-0,9%**
Professionnels					
Abonnement domestiques et assimilés		**10 943**	**10 803**	**10 880**	**0,7%**
Autres abonnements		**14**	**14**	**14**	**0,0%**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	941 337	1 090 537	1 152 177	1 270 927	10,3%
Exploitation du service	790 149	953 360	1 005 878	1 073 783	6,8%
Travaux attribués à titre exclusif	108 584	74 159	79 803	103 040	29,1%
Produits accessoires	42 604	63 018	66 496	94 104	41,5%
CHARGES	899 401	1 023 971	1 021 460	1 130 537	10,7%
Personnel	249 412	306 750	298 659	308 177	3,2%
Energie électrique	60 642	90 449	92 029	93 402	1,5%
Achats d'eau		18 720	18 720	18 720	0,0%
Produits de traitement	18 555	6 141	6 680	7 142	6,9%
Analyses	12 523	11 933	13 156	12 577	-4,4%
Sous-traitance, matières et fournitures	85 314	70 521	51 011	38 496	-24,5%
Impôts locaux et taxes (RODP)	13 878	21 342	22 531	29 340	30,2%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	136 560	178 632	209 340	207 548	-0,9%
Ristournes et redevances contractuelles					
Contribution des services centraux et recherche	45 650	84 667	83 991	90 262	7,5%
Frais généraux					
Charges sur travaux exclusifs	106 330	69 376	71 402	97 083	36,0%
Charges relatives aux renouvellements	44 117	73 162	60 761	120 195	97,8%
Charges relatives aux investissements	97 350	78 233	76 233	76 233	0,0%
Charges relatives aux compteurs du domaine privé					
Charges relatives aux investissements du domaine privé	3 340				
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	7 933	4 535	7 438	21 853	193,8%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)					
Investissements contractuels (GE+forage+secto + émetteurs)	17 798	9 509	9 509	9 509	0,0%
RESULTAT	41 937	66 566	130 717	140 390	7,4%

Commentaire : la trajectoire financière du contrat est largement en décalage (favorable) avec les prévisions contractuelles initiales (compte prévisionnel d'exploitation) – logiquement selon les explications du délégataire lors du CCF de l'année précédente.
Le changement de méthode imposés par un audit réalisé en 2018 a par ailleurs complexifié les possibilités de comparaison et de suivi.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous expliquer la baisse de rendement constatée en 2021, par ailleurs en deçà des engagements contractuels ?

AGUR apporte la réponse suivante :

La baisse de rendement constatée en 2021 s'explique par une modification importante des régimes hydrauliques au niveau de l'achat d'eau d'Arès. En effet, pour répondre aux exigences des autorisations de prélèvement, nous avons augmenté la part d'import depuis Arès pour atteindre 200 000 m3 sur l'année. Cela a eu pour effet, malgré la mise en place d'un stabilisateur de pression, d'augmenter globalement la pression de 1 bar sur tout le secteur de Lège bourg afin de pouvoir alimenter le réservoir de tête. La conséquence a été une augmentation très significative du nombre de fuite avec la baisse du rendement associé.

Dans le cadre des nouvelles dispositions en termes d'autorisation de prélèvement, gérées à l'échelle globale de la COBAN, nous allons pouvoir baisser cet import de manière à préserver le réseau et regagner les volumes de perte pour tendre à nouveau vers l'objectif contractuel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de mettre en cohérence les produits d'exploitation 2021 (part fixe et proportionnelle) portés au CARE avec les volumes facturés, le nombre d'abonnés présentés dans le RAD (explication des écarts)

AGUR apporte les précisions dans le tableau suivant :

		Quantité	Prix unitaire	Recettes 2021	Commentaires
			moyen calculé		
A)	Sous-Total CA Parts Fixes	24 627	17,08	420 630	
B)	Volumes (part variable)				
-	Volumes (recettes part var. de 0 à 70 m3)	584 024	0,294	171 489	
-	Volumes (recettes part var. + de 70 m3)	787 196	0,588	462 548	
	Eau en compteur N-1			-119 064	
	Eau en compteur N			138 180	Eau en compteur 2021 fait avec les volumes de la télérelève
	Sous-total CA Parts Variables			653 153	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci aussi de nous justifier et détailler les produits accessoires 2021

AGUR apporte la réponse suivante :

Produits accessoires	
Produits accessoires (frais accès service)	30 389
Frais de relance 1ère lettre	9 530
Frais de relance 2ème lettre	16 567
Frais d'ouverture / fermeture	3 313
Convention assainissement (Sageba, AEAG)	34 305
Sous-total Produits accessoires	94 104

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous expliquer les évolutions sur les postes de charges suivants : Charges de personnel, sous-traitance générale

AGUR apporte la réponse suivante :

Charges de personnel :

Année	2020	2021
Production	255 391	242 051
Clientèle	43 268	63 185
	(10817 abonnés x 4€)	(10894 abonnés x 5,80 €)
Main d'œuvre	298 659	305 236

Sous-traitance :

Les dépenses de sous-traitance sont moins importantes en 2021 qu'en 2020. Il est à noter qu'en 2020, une opération d'inspection du forage de « Lège Bourg » a été réalisée. Le montant de cette prestation réalisée par la société Hydro-Assistance était de 9 660 € avec les frais de levage. Cette opération n'a pas été reconduite en 2021. Nous tenons les factures à votre disposition.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le contenu du poste « informatique ». Corréler les montants portés

AGUR apporte la réponse suivante :

Ce poste comprend l'amortissement des outils informatiques, la maintenance informatique et les licences, le support informatique du groupe, le support informatique d'Agur.

Les explications sur la corrélation des montants portés :

Informatique : 2 % des recettes, soit : 251 289 x 2 % = 5 026

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Les éléments fournis pas le délégataire permettent de comprendre les évolutions des charges d'exploitation.

Le CARE demeure accessible et compréhensible bien que les éléments de comparaison avec les données contractuelles (et historiques) sont rendus compliqués par le changement de méthode en 2018.

S'agissant du pilotage financier du renouvellement, la Commission recommande à la COBAN de renforcer sa compréhension des données proposées au titre des investissements et du renouvellement pour mieux les mettre en cohérence avec les obligations contractuelles.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les résultats de la délégation

Les résultats 2021 s'inscrivent dans la continuité des années 2019 et 2020, avec un excédent important issu de l'exploitation du service public.

Ces résultats sont difficilement appréciables car ils varient d'une année à l'autre en raison de l'inscription de dépenses réelles sur le poste renouvellement (alors que la charge devrait être lissée dans une vision purement comptable).

La Commission préconise d'engager un dialogue avec le délégataire, dans le cadre de la procédure de révision prévue par le contrat, afin de reformer les comptes de l'exploitation depuis l'origine du contrat dans un cadre normatif. Ce travail devra intégrer les conséquences du jugement du tribunal administratif (voir ci-dessous) et produire un compte d'exploitation et un tableau des flux financiers compatibles avec une appréciation objective de la situation du contrat.

Le dialogue conduit par la CCF de la commune avait mis en avant un écart entre les valeurs de prévisions d'investissement portées au CEP et les valeurs investissements finalement décaissés. Cette question devra également être traitée dans la procédure de révision.

Point particulier

Le délégataire n'a pas atteint ses engagements de rendement. La CCF pourrait préconiser l'application de pénalités.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Marcheprime

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

MARCHEPRIME Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 20

4 Avis de la commission 26

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune de Marcheprime à la société Agur pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020-2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN le 13 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel MARCHEPRIME

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre contractuel - synthèse

CONTRATS DSP EAU	MARCHEPRIME
Délégataire	AGUR
Ensemble contractuel	Contrat + 1 Avenant
Type	Affermage
Date d'effet	1 janvier 2018
Échéance	31 décembre 2027
Régime des compteurs	Propriété de la collectivité (art 32) Age maximum : 15 ans
Défense incendie	Hors contrat (art 30)
Engagements de performance	Recherche et réparation de fuites
Travaux de branchements	Exclusif fermier
Renouvellement fermier	Art 35 à 37 Compte de renouvellement pour programmé et non programmé avec plan en annexe
	Canalisations < 12m
	Matériel électromécanique
	Compteurs
Plan de renouvellement contractuel	Annexe
TVA	"Sans objet" ?
Période de consommation	1/01 - 31/12 (d'ici 2020)
Période de relève	**Juin (acompte)**
Facturation	**Décembre (réel)** **Juin (acompte)**
Formule d'indexation	0,15 + 0,53 ICHT-E + 0,05 E + 0,19 FD + 0,08 TP10a
Reversement part collectivité	**Tarif notifié 15 jours avant sa date d'application fixée par la commune avec convention de mandat**
	Mai N : 45% N-1
	Novembre N : 45% N-1
	Septembre N+1 : solde N
Liaison avec assainissement	Conventionnement
Compte prévisionnel d'exploitation	Annexe (av 1)
Autres	Télérelève en 2021
	Vente d'eau au SI Salles Mios
	Convention de mandat type régie intéressée (art 53)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2019-2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	157 537	139 586	150 074	251 290	67,4%
Exploitation du service	137 158	123 411	135 420	151 210	11,7%
Part fixe		*47 528*	*52 658*	*57 307*	*108,8%*
Part proportionnelle		*75 883*	*82 762*	*93 903*	*13,5%*
Travaux attribués à titre exclusif		-	-	75 651	
Branchements		-	-	-	
Autres travaux		-	-	-	
Produits accessoires	20 379	16 176	14 654	24 429	66,7%
Facturation et recouvrement de la redevance		-	-	-	
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers		-	-	-	
Autres produits accessoires	*20 379*	*16 176*	*14 654*	*24 429*	*66,7%*
CHARGES	149 339	129 847	152 469	232 907	52,8%
Personnel	50 004	50 092	42 310	43 315	2,4%
Energie électrique	8 661	8 346	11 291	14 038	24,3%
Achats d'eau	-	-			
Produits de traitement	339	2 496	3 098	4 003	29,2%
Analyses	3 385	3 105	1 686	3 747	122,2%
Sous-traitance, matières et fournitures	5 816	7 902	4 444	4 991	12,3%
Impôts locaux et taxes	1 946	600	860	1 099	27,8%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	30 031	23 506	32 250	35 929	11,4%
télécommunication, postes et télégestion (ou télérelève)	*4 399*	*7 551*	*15 625*	*18 052*	*15,5%*
engins et véhicules	*7 760*				
informatique	*387*		*3 001*	*5 026*	*67,5%*
assurance	*1 741*	*480*	*480*	*480*	*0,0%*
locaux	*967*	*8 723*	*8 153*	*8 001*	*-1,9%*
autres dépenses d'exploitation	*14 777*	*6 752*	*4 991*	*4 370*	*-12,4%*
Ristournes et redevances contractuelles		-	-	-	
Contribution des services centraux et recherche					
Frais généraux	3 868	16 937	19 741	21 402	8,4%
Charges relatives aux renouvellements	1 390	16 863	35 664	34 343	-3,7%
pour garantie de continuité du service					
programme contractuel					
télérelève (amortissement)		*14 908*	*24 563*	*24 563*	*0,0%*
Renouvellement de matériel		*1 955*	*11 101*	*9 780*	*-11,9%*
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	7 250	-	-	66 951	
programme contractuel					
Charges relatives aux compteurs du domaine privé					
Charges relatives aux investissements du domaine privé	33 864				
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 785		1 125	1 872	66,5%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)					
Investissements contractuels (GE+forage+secto)				1 217	
RESULTAT	8 198	9 740	- 2 395	18 383	667,6%

Questions au délégataire

Merci de nous préciser le détail:

- *Des recettes des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées au CARE)*
- *Et des autres produits accessoires.*

Merci de nous justifier les évolutions de charges des postes suivants :

- *Electricité,*
- *Fournitures*
- *Et analyses*

Préciser le contenu des postes:

- *Informatique*
- *Et des frais généraux*

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	**157 537**	**139 586**	**150 074**	**251 290**	**67,4%**
Exploitation du service	**137 158**	**123 411**	**135 420**	**151 210**	**11,7%**
Part fixe		*47 528*	*52 658*	*57 307*	*8,8%*
contrôle cohérence		*51 979*	*54 132*	*59 258*	*9,5%*
Part proportionnelle		*75 883*	*82 762*	*93 903*	*13,5%*
contrôle cohérence		*75 886*	*82 715*	*93 892*	*13,5%*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Les tarifs :

sur la base de 120m³	Compte prévisionnel d'exploitation	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire	**0,5550 €**	**0,5599 €**	**0,5740 €**	**0,5843 €**	**1,8%**
Part fixe (abonnement)	*24,00 €*	*24,21 €*	*24,82 €*	*25,27 €*	*1,8%*
Part variable (consommation)	*0,355 €*	*0,358 €*	*0,367 €*	*0,374 €*	*1,8%*

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)		38,904 km	38,904 km	42,130 km	8,3%
Pertes en réseau en m³ (b)		34 326 m³	34 444 m³	29 440 m³	-14,5%
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)	1,92	2,42 m³/km/j	2,42 m³/km/j	1,91 m³/km/j	-21,1%
Rendement du réseau (%)	88,0%	*86,34%*	*87,08%*	*89,82%*	*3,14%*
Volume d'eau facturée (en m³)	232 256 m³	211 912 m³	225 258 m³	251 251 m³	6,3%
Particuliers		207 840 m³	221 197 m³	247 335 m³	6,4%
Collectivités		4 072 m³	4 061 m³	3 916 m³	-0,3%
Professionnels					
Volumes dégrévés (en m³)		*1 193 m³*	*1 058 m³*	*3 189 m³*	*-11,32%*
Abonnés au service	2 278	2 147	2 181	2 345	7,5%
Particuliers		2 124	2 157	2 322	7,6%
Collectivités		23	24	23	-4,2%
Professionnels					
Abonnement domestiques et assimilés		2 138	2 172	2 172	0,0%
Autres abonnements		9	9	9	0,0%

Observation

Rappel : Objectif ILP de 1,92
objectif de rendement en 2021 de 88,0%

Les engagements ont été atteints en terme de rendement
L'indice linéaire de perte est très légèrement inférieur aux engagements contractuels.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le régime des pénalités applicable

Article 65 du contrat

ID : 033-213305550-20171219-2017_DSP_

	Manquement	Référence	Pénalité
P1	Non-production à la demande de la Collectivité et dans les délais fixés par elle des informations suivantes : - attestations d'assurance	Article 13	1000 € HT par semaine de retard
	- état de mise à jour de l'inventaire	Article 17	
	- documents techniques relatifs au service (plans, notices techniques, ...) et fichier des abonnés	Article 18	
P2	Non remise à l'expiration du présent Contrat, à la demande de la Collectivité et dans le délai fixé par celle-ci, soit des plans des ouvrages et autres documents techniques relatifs au service délégué, soit du fichier des abonnés incluant le compte de chaque abonné ainsi que tous les éléments permettant la continuité du service	Article 71	3000 € HT par semaine de retard
P3	Défaut d'entretien ou de surveillance des installations confiées au Délégataire	Article 37	1500 € HT par semaine de retard
P4	Non mise en conformité en cas de réfection de voirie non conforme aux règlements de voirie applicable	Article 8	1500 € HT par défaut et par mois de retard
P5	En cas d'arrêt de fonctionnement d'une station de pompage	Article 37	200 euros HT par tranche de 12 heures
P6	En cas de défaut d'entretien des installations constaté par un agent de la Collectivité et de non correction des défauts notifiés par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure	Article 37	250 euros HT par jour
P7	En cas de non remise dans les délais :		300 euros HT par semaine de retard contractuel et jusqu'à fourniture complète des documents prévus
	soit de la liste des documents inclus dans le Système Documentaire,	Article 19	
	soit du tableau de bord,	Article 57	
	soit de la contribution à l'élaboration du rapport sur le prix et la qualité du service,	Article 59 à 63	
	soit du rapport annuel et du mémoire annuel d'information défini par les articles 58.2 et suivants du présent Contrat		
	soit de l'état de versement de la part syndicale. La même pénalité s'applique si cet état est remis mais n'est pas conforme aux stipulations précisées au Contrat	Article 54	
P7a	En cas de retard, jusqu'à fourniture des documents prévus pour tout autre document spécifié par le présent Contrat que ceux visés par les pénalités P1, P2 et P7 y compris la liste des sous-traitants (article 7)	-	500 euros HT par semaine de retard contractuel
P8	En cas de remise à la Collectivité d'un tableau de bord, d'un rapport annuel ou d'un mémoire annuel d'information manifestement et substantiellement incomplet ou manifestement et substantiellement non conforme aux dispositions du présent Contrat	Articles 58 à 63	100 euros HT par jour de retard contractuel
P9	En cas de retard dans la remise du programme de renouvellement prévu au présent Contrat	Article 37	1500 euros HT par semaine de retard

ID : 033-213305550-20171219-2017_DSP_

	Manquement	Référence	Pénalité
P10	En cas de parc compteurs non conforme aux caractéristiques définies au présent Contrat	Article 32	Remplacement des compteurs les plus anciens de chaque catégorie nécessaires au respect des caractéristiques contractuelles. Le coût estimé sur la base des prix de fourniture et de pose des compteurs de même diamètre figurant au bordereau des prix unitaires annexé au Contrat
P11	En cas de non-respect du délai de déclaration de créance des abonnés en situation de règlement ou de liquidation judiciaire	Article 3'	50% du montant des créances dont le délai n'a pas été respecté
P12	Non-respect de l'engagement sur l'indice linéaire de perte ou du rendement du réseau	Article 28	$0,2 \times (IL_N - IP_{Réf}) \times 365 \times L \times R_{moy} \times K_1$ et $0,2 \times (V_{INTRODUIT} - V_{AUTORISE} / R_{Réf})$ où : IL_N, $IL_{Réf}$, $R_{Réf}$, V et L sont definis à l'Article 26.1 ; R_{moy} est le prix moyen du m^3 introduit dans le réseau (c'est-à-dire la moyenne pondérée le la part variable définie à l'article 45 et du prix moyen d'achat d'eau) ; K_1 est défini à l'Article 49.
P13	En cas d'interruption du service pour une raison imputable au Délégataire sur une partie du Périmètre de Délégation pendant plus de 10 heures consécutives en dehors des cas prévus à Article 12 du présent Contrat	Article 25	0,1 € HT par heure au-delà de deux heures et par abonné susceptible d'être concerné
P14	En cas de retard dans la remise de la garantie à première demande	Article 64	120 € HT par semaine de retard
P15	Non-respect du délai de la réalisation du recensement des abonnés de type 3	Article 32	300 € HT par semaine de retard
P16	En cas de retard de la remise de la liste du matériel utilisé sur le service	Article 35	150 € HT par semaine de retard
P17	Non-respect, à l'expiration du Contrat, des obligations relatives à la maintenance courante, au nettoyage des locaux et à l'évacuation des objets inutilisables nécessitant l'intervention de la Collectivité	Article 70	Dépenses supportées par la Collectivité pour réaliser les interventions, majorées de 20 % (maîtrise d'ouvrage et frais généraux)
P18	En cas de retard dans toute autre prestation ou travaux chiffré dans le contrat	-	montant correspondant à 1/1000e de la valeur de la prestation par jour de retard
P19	En cas de non respect des délais relatifs aux engagements de la qualité du service aux usagers	Article 32	150 € HT par constat
P20	En cas de non atteinte du taux de relevé réel	Article 32	0,5 x partie fixe « distribution » par compteur non relevé en dessous de l'objectif
P21	En cas de non respect du délai de déploiement de l'option relevé à distance (si l'option est retenue)	Article 32	0,5 x partie fixe « distribution » par compteur non équipé en dessous de l'objectif
P22	En cas de défaut d'entretien des installations constaté par un agent de la Collectivité et de non correction des défauts notifiés par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de la mise en demeure	-	250 € par jour de retard
P23	En cas de retard, jusqu'à fourniture des documents prévus pour tout autre document spécifié par le présent Contrat que ceux visés par les pénalités précédentes	-	500 € par semaine de retard

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

corrigé aps CARE 2020

	Compte prévisionnel d'exploitation - En valeur 2021	CARE 2019	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	157 537	139 586	150 074	251 290	67,4%
Exploitation du service	137 158	123 411	135 420	151 210	11,7%
Travaux attribués à titre exclusif		-	-	75 651	
Produits accessoires	20 379	16 176	14 654	24 429	66,7%
CHARGES	149 339	129 847	152 469	232 907	52,8%
Personnel	50 004	50 092	42 310	43 315	2,4%
Energie électrique	8 661	8 346	11 291	14 038	24,3%
Achats d'eau	-	-			
Produits de traitement	339	2 496	3 098	4 003	29,2%
Analyses	3 385	3 105	1 686	3 747	122,2%
Sous-traitance, matières et fournitures	5 816	7 902	4 444	4 991	12,3%
Impôts locaux et taxes	1 946	600	860	1 099	27,8%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	30 031	23 506	32 250	35 929	11,4%
Ristournes et redevances contractuelles		-	-	-	
Contribution des services centraux et recherche					
Frais généraux	3 868	16 937	19 741	21 402	8,4%
Charges relatives aux renouvellements	1 390	16 863	35 664	34 343	-3,7%
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	7 250	-	-	66 951	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé					
Charges relatives aux investissements du domaine privé	33 864				
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 785		1 125	1 872	66,5%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)					
Investissements contractuels (GE+forage+secto)				1 217	
RESULTAT	8 198	9 740	- 2 395	18 383	667,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail : des recettes des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées au CARE)

AGUR apporte sa réponse avec la fourniture du tableau suivant

Date Pièce	N° de Pièce	Libellé	Débit	Crédit
08/06/21	21.10.06044	FACT DA SILVA ARLINDO CPT MARCHEPRIME		381,31
19/01/21	21.20.01086	FACT DE ALMEIDA CPT MARCHEPRIME		186,94
05/02/21	21.20.02048	FACT BEBIN CPT MARCHEPRIME		186,94
16/02/21	21.20.02165	FACT FLEURY CPT MARCHEPRIME		186,94
19/02/21	21.20.02201	FACT STE AXANIS CPT MARCHEPRIME		1 110,52
19/02/21	21.20.02202	FACT AXANIS CPT MARCHEPRIME		1 196,54
26/02/21	21.20.02365	FACT RAYNAUD CPT MARCHEPRIME		186,94
02/03/21	21.20.03004	FACT YUCKU.S CPT MARCHEPRIME		186,94
11/03/21	21.20.03133	FACT SCI TINA CPT MARCHEPRIME		189,15
05/05/21	21.20.05042	FACT GRIMAUD.L CPT MARCHEPRIME		189,15
28/05/21	21.20.05274	FACT SCI TINA CPT MARCHEPRIME		460,10
06/07/21	21.20.07017	FACT SCI ANJU CPT MARCHEPRIME		189,70
19/07/21	21.20.07146	FACT L2MA CONSTRUCTIONS CPT MARCHEPRIME		189,70
20/07/21	21.20.07149	FACT DOMOFRANCE-BATS DE LAVERGNE.B CPT MARCHEPRIME		994,60
01/09/21	21.20.09002	FACT GEKIERE.M CPT MARCHEPRIME		189,70
07/09/21	21.20.09026	FACT MENDES.J CPT MARCHEPRIME		189,70
31/12/21	21.20.12539	AVOIR KHOR IMMO CPT MARCHEPRIME 19.20.01144	127,87	
15/01/21	21.20.01058	FACT BF ELEC REMPLACEMT NICHE MARCHEPRIME		320,00
19/02/21	21.20.02203	FACT STE AXANIS BRCHT MARCHEPRIME		6 955,76
26/02/21	21.20.02336	FACT LACOSTE BRCHT MARCHEPRIME		1 270,92
26/02/21	21.20.02337	FACT CAMPET BRCHT MARCHEPRIME		1 341,98
26/02/21	21.20.02331	FACT GAULTIER BRCHT MARCHEPRIME		2 789,45
02/03/21	21.20.03003	FACT LASSAU BRCHT MARCHEPRIME		1 478,09
28/04/21	21.20.04212	FACT COSTA.S BRCHT MARCHEPRIME		1 491,68
28/04/21	21.20.04211	FACT LHOOST.J BRCHT MARCHEPRIME		1 491,68
30/04/21	21.20.04253	FACT PENY.J SCI MAELAN BRCHT MARCHEPRIME		1 780,88
07/05/21	21.20.05063	FACT GRATTIER.L - SAIGHI.F BRCHT MARCHEPRIME		1 491,68
18/05/21	21.20.05160	FACT CHIBRAC.N BRCHT MARCHEPRIME		1 643,90
21/05/21	21.20.05228	FACT SCI 118 COTE D ARGENT ROIG JEAN BRCHT MARCHEPRIME		1 419,43
21/05/21	21.20.05229	FACT ARRACH.M BRCHT MARCHEPRIME		2 267,06
21/05/21	21.20.05230	FACT HURET.G BRCHT MARCHEPRIME		1 419,43
28/05/21	21.20.05275	FACT SCI ALEHEO BRCHT MARCHEPRIME		1 496,77
21/06/21	21.20.06155	FACT SAS NETCAR BRCHT MARCHEPRIME		2 472,65
26/08/21	21.20.08185	FACT BREAU.G BRCHT MARCHEPRIME		1 925,42
21/09/21	21.20.09265	FACT BADOSA.S BRCHT MARCHEPRIME		1 647,15
21/09/21	21.20.09263	FACT CHEVALIER.A BRCHT MARCHEPRIME		1 491,68
21/09/21	21.20.09281	FACT DEGIOANNI.C BRCHT MARCHEPRIME		1 549,18
21/09/21	21.20.09267	FACT SARL BATHI THIRIET.W BRCHT MARCHEPRIME		3 393,50
04/10/21	21.20.10006	FACT SARL ASAULINE BRCHT MARCHEPRIME		1 899,58
12/10/21	21.20.10104	FACT MARAIS.C BRCHT MARCHEPRIME		1 292,22
10/11/21	21.20.11100	FACT VASSE BRCHT MARCHEPRIME		1 419,43
09/12/21	21.20.12101	FACT CAMONTES.D-C BRCHT MARCHEPRIME		1 419,43
09/12/21	21.20.12089	FACT PELLAY.H BRCHT MARCHEPRIME		1 948,06
14/12/21	21.20.12173	FACT PASQUER.N BRCHT MARCHEPRIME		1 419,43
14/12/21	21.20.12174	FACT LINXE.S BRCHT MARCHEPRIME		2 855,92
31/12/21	21.20.12540	AVOIR BINET CAROLINE BRCHT MARCHEPRIME 19.20.09082	802,96	
04/01/21	21.10.01003	FACT SCI SAINT'Y CPT MARCHEPRIME		186,94
07/01/21	21.20.01017	FACT KISS CPT MARCHEPRIME		182,39
08/01/21	21.20.01030	FACT GAUFFRE CPT MARCHEPRIME		182,39
08/01/21	21.20.01029	FACT GROUSSAUD CPT MARCHEPRIME		186,94
10/02/21	21.20.02102	FACT SARL PROMOBAT CPT MARCHEPRIME		10 740,38
15/01/21	21.20.01059	FACT STE FAYAT ENTREPRISE TP BRCHT MARCHEPRIME		1 626,42
08/02/21	21.20.02050	FACT DOMO FRANCE BRCHT MARCHEPRIME		3 867,88
31/01/21		ECART DE RGMT MARCHEPRIME		1,66
		SOUS-TOTAL	930,83	76 582,23
		TOTAL		75 651,40

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail des autres produits accessoires

AGUR propose le détail suivant :

Frais de mise en demeure	**2 738,56**
Frais de relance simple	1 876,40
Frais de recouvrement	5 271,09
Frais d'accès au service	14 010,86
Frais de déplacement d'un agent	81,70
Fermeture d'un branchement	450,07
Total	**24 428,68**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser les évolutions sur les postes de charges suivants : Electricité, fournitures, analyses

AGUR apporte les réponses suivantes :

- **Electricité**

La consommation d'énergie est passée de 94 332 kWh en 2020 à 113 401 kWh en 2021. Cette augmentation s'explique par un rattrapage de consommation de la production du forage du bourg de 2020 en avril 2021.

Le ratio kWh/m3 reste néanmoins constant sur les 3 dernières années.

- **Fournitures :**

Le montant des fournitures a légèrement augmenté en 2021 en raison de petit matériel acheté dans le cadre des opérations d'entretien des équipements et ne rentrant pas dans le cadre du renouvellement. Nous retrouvons notamment des fournitures pour pièces d'usure de pompe doseuse (Grundfos), petit matériel électrique et pour matériel de mesure (sonde Hitec). Nous tenons les factures à votre disposition.

- **Analyses :**

Les frais d'analyses comprennent essentiellement les frais liés aux analyses réglementaires (ARS). L'augmentation des dépenses correspond à un nombre d'analyses plus important réalisé par les services sanitaires en 2021. Nous tenons également ces factures à votre disposition.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le contenu des postes informatique et frais généraux

AGUR apporte les réponses suivantes :

- **Informatique**

Ce poste comprend l'amortissement des outils informatiques, la maintenance informatique et les licences, le support informatique du groupe, le support informatique d'Agur.

- **Frais généraux**

Ce poste comprend la direction, la comptabilité, le service administratif, le service support, les fournitures administratives, epi, véhicules encadrement, frais d'entretien du siège et loyer, les honoraires du groupe (support juridique, ressources humaines, développement commercial), frais de publicité et d'événements, formation du personnel.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

AGUR apporte les réponses suivantes :

- Investissements contractuels (diagnostic des forages de Croix d'Hins et Bourg) :

Total : à étaler du 01/07/2021 au 31/12/2027	15 851 €
Année 2021 : 2 439 € / 2 =	1 217 €
Année 2022	2 439 €
Année 2023	2 439 €
Année 2024	2 439 €
Année 2025	2 439 €
Année 2026	2 439 €
Année 2027	2 439 €

- Renouvellement programmé : 7 500 € (montants unitaires du plan prévisionnel de renouvellement contractuel)
- Renouvellement non programmé : 2 280 € (montants unitaires du plan prévisionnel de renouvellement contractuel)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Les éléments fournis par le délégataire permettent de comprendre les évolutions des charges d'exploitation.

Il est possible de faire le lien avec le compte prévisionnel de l'exploitation.

Le CARE demeure accessible et compréhensible.

Sur les résultats de la délégation

La Commission constate que les résultats 2021 suivent relativement la trajectoire financière du contrat.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

KPMG

Contrôle financier du CARE 2021 des contrats de délégation du service de l'eau de la COBAN

COBAN - Mios

Rapport de la Commission de Contrôle Financier

Juin 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

KPMG

Sommaire

MIOS
Rapport de contrôle financier du CARE 2021

1 Le cadre contractuel de la DSP 5

2 L'analyse du CARE 2021 7

3 Réponses apportées par le délégataire 18

4 Avis de la commission 26

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Présentation

En application des articles R. 2222-1, R. 2222-3 et R 2222-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, « toute entreprise liée à une commune ou à un établissement public communal par une convention financière comportant des règlements de compte périodiques est tenue de fournir à la collectivité contractante des comptes détaillés de ses opérations.

Les comptes détaillés des délégataires sont examinés par la Commission de contrôle financier.

Cette commission produit un rapport qui constitue une annexe du compte administratif de la collectivité.

Le présent rapport a pour objet de rendre compte des travaux de la CCF portant sur l'examen des comptes 2021 du contrat de délégation de service public liant la commune de Mios à la société Suez pour l'exploitation du service de production et distribution de l'eau potable.

La compétence production et distribution de l'eau potable a été transférée à la COBAN le 1er janvier 2020. La COBAN s'est donc substituée à la commune pour l'exercice des missions de contrôle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Le cadre financier des contrats de délégation et leur contrôle

BASE DOCUMENTAIRE

L'économie du contrat est encadré et piloté à partir de la base documentaire suivante

- les contrats et avenants,
- les annexes financières du contrat : le compte de résultat prévisionnel et le plan de renouvellement,
- le rapport annuel du délégataire (RAD) contenant le Compte Annuel de Résultat d'Exploitation (CARE) produit en application des dispositions de la loi 95-127 du 8 Février 1995 et du décret 2005-236 du 14 mars 2005.

METHODE DE CONTROLE

La Commission de contrôle a procédé à l'examen du CARE 2021 afin d'évaluer :

- le degré de conformité de la délégation à la trajectoire financière contractuelle (compte prévisionnel d'exploitation),
- l'analyse des évolutions annuelles 2019-2020 et 2021 et l'explicitation de toutes évolutions significatives.

Cette analyse a donné lieu à une demande de précisions et d'informations au délégataire formulée par courrier en date du 03 juin 2022; le délégataire a apporté ses réponses à la COBAN les 11 et 13 juin par retour de mail.

- A l'issue de ces travaux, la Commission a par ailleurs formulé des préconisations sur le dialogue contractuel à conduire avec le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

1. Le cadre contractuel MIOS

Le cadre contractuel

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Particularité du contrat de Mios :

Jusqu'au 31/12/2019, le service d'eau potable de Mios était géré par le SIAEPA Salles-Mios. Suite à la dissolution du syndicat, la COBAN a repris le contrat de DSP en cours sur la commune dont la durée a été prolongée jusqu'au 31/12/2021.

Un avenant a été signé en juillet 2020 de sorte à reconstituer un compte prévisionnel de résultat pour l'année 2021 sous la forme d'un CARE 2021 pour continuité de service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

2. Analyse du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Evolutions CARE 2020 - 2021

Présentation du CARE 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

	CEP Avenant 2021	CEP CARE 2021 (continuité de service)	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	432 623	432 623	394 345	513 036	30,1%
Exploitation du service	343 117	343 117	334 175	371 128	11,1%
Part fixe			*110 470*	*118 313*	*7,1%*
Part proportionnelle			*223 705*	*252 815*	*13,0%*
Cession eau Biganos					
Travaux attribués à titre exclusif	45 983	45 983	32 399	68 953	112,8%
Branchements			*32 399*	*68 953*	*112,8%*
Autres travaux		-	-	-	
Produits accessoires	43 523	43 523	27 771	72 955	162,7%
Facturation et recouvrement de la redevance		-	-		
Facturation et recouvrement autres comptes de tiers			*2 866*	*3 018*	*5,3%*
Autres produits accessoires			*24 905*	*69 937*	*180,8%*
CHARGES	438 549	408 373	407 206	489 682	20,3%
Personnel	131 524	131 524	159 244	184 774	16,0%
Energie électrique	19 461	19 461	32 498	24 487	-24,6%
Achats d'eau	51 241	51 241			
Produits de traitement	2 190	2 190	1 291	1 170	-9,4%
Analyses	2 700	2 700	5 707	5 320	-6,8%
Sous-traitance, matières et fournitures	70 748	70 748	69 229	73 356	6,0%
Impôts locaux et taxes	3 041	3 041	3 054	2 987	-2,2%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	90 331	90 331	92 808	101 073	8,9%
télécommunication, postes et télégestion			*8 333*	*8 023*	*-3,7%*
engins et véhicules			*7 693*	*8 215*	*6,8%*
informatique			*54 023*	*60 152*	*11,3%*
assurance			*1 707*	*2 568*	*50,5%*
locaux			*5 148*	*4 707*	*-8,6%*
autres dépenses d'exploitation			*15 905*	*17 408*	*9,5%*
Ristournes et redevances contractuelles	-	-	20 407	21	-99,9%
Contribution des services centraux et recherche	13 180	13 180	13 013	16 930	30,1%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	13 249	6 149	-	13 480	
pour garantie de continuité du service	*6 149*	*6 149*	-	*6 545*	
programme contractuel	*7 100*		-	*6 935*	
fonds contractuel					
Renouvellement de matériel					
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	28 200	-	-	30 957	
programme contractuel		-		*30 957*	
Compte travaux	7 000		-	-	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	2 944	2 944	3 389	4 169	23,0%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 740	2 740	6 566	9 239	40,7%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	-	12 124	-	8 859	
Apurement des déficits antérieurs				12 860	
RESULTAT	- 5 926	24 250	- 12 860	23 354	81,6%

Questions au délégataire

Merci de nous donner le détail des recettes suivantes:

- *Travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)*
- *Autres produits accessoires,*

Préciser où sont comptabilisés les achats et ventes d'eau à Biganos

Merci de nous justifier les écarts entre les réalisations 2021 et le CEP 2021 de l'avenant 3, signé en juillet 2020, sur les postes suivants:

- *Charges de personnel*
- *Énergie électrique*
- *Et Analyses*

Pouvez-vous nous apporter une explication relative aux pertes sur créances irrécouvrables de 2021

Merci de nous préciser le détail des montants renseignés sur les charges liées aux renouvellements et investissements, en lien avec les obligations contractuelles, notamment ceux de l'avenant 3.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

	CEP Avenant 2021	CEP CARE 2021 (continuité de service)	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	**432 623**	**432 623**	**394 345**	**513 036**	**30,1%**
Exploitation du service	**343 117**	**343 117**	**334 175**	**371 128**	**11,1%**
Part fixe			*110 470*	*118 313*	*7,1%*
contrôle cohérence		-	*109 846*	*114 057*	*3,8%*
Part proportionnelle			*223 705*	*252 815*	*13,0%*
contrôle cohérence		-	*224 133*	*257 376*	*14,8%*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Analyse des produits d'exploitation

Les tarifs :

sur la base de 120m³	CEP Avenant 2021	CEP CARE 2021 (continuité de service)	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Part Délégataire		**0,5815 €**	**0,5948 €**	**- €**	**2,3%**
Part fixe (abonnement)		*22,62 €*	*23,14 €*		*2,3%*
Part variable (consommation)		*0,393 €*	*0,40 €*		*2,3%*

Observations

Ajouter les tarifs manquants dans le CARE 2021 pour la part délégataire, collectivité et agence de l'eau

Les données du service :

Schéma d'alimentation en eau potable	CEP Avenant 2021	CEP CARE 2021 (continuité de service)	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
Linéaire du réseau de distribution en km (a)			**136,193 km**	**133,493 km**	**-2,0%**
Pertes en réseau en m³ (b)			**143 570 m³**	**70 030 m³**	**-51,2%**
Pertes en réseau en m³/km/j (b)/(365*a)			**2,88 m³/km/j**	**1,44 m³/km/j**	**-50,1%**
Rendement du réseau (%)			*80,96%*	*90,80%*	*12,15%*
Volume d'eau facturée (en m³)			**557 544 m³**	**640 240 m³**	**14,8%**
Particuliers			**464 793 m³**	**515 221 m³**	**10,8%**
Collectivités			**19 622 m³**	**22 574 m³**	**15,0%**
Professionnels			**73 129 m³**	**102 445 m³**	**40,1%**
Volumes dégrévés (en m³)			*4 520 m³*	*14 392 m³*	*218,41%*
Abonnés au service			**4 747**	**4 929**	**3,8%**
Particuliers			**4 557**	**4 726**	**3,7%**
Collectivités			**37**	**37**	**0,0%**
Professionnels			**153**	**166**	**8,5%**
Abonnement domestiques et assimilés			**4 738**	**4 910**	**3,6%**
Autres abonnements			**9**	**19**	**111,1%**

Merci de nous expliquer la hausse importante du rendement du réseau sur 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Vision de la trajectoire financière contractuelle

	CEP Avenant 2021	CEP CARE 2021 (continuité de service)	CARE 2020	CARE 2021	Ecart 2020/2021
PRODUITS	432 623	432 623	394 345	513 036	30,1%
Exploitation du service	343 117	343 117	334 175	371 128	11,1%
Travaux attribués à titre exclusif	45 983	45 983	32 399	68 953	112,8%
Produits accessoires	43 523	43 523	27 771	72 955	162,7%
CHARGES	438 549	408 373	407 206	489 682	20,3%
Personnel	131 524	131 524	159 244	184 774	16,0%
Energie électrique	19 461	19 461	32 498	24 487	-24,6%
Achats d'eau	51 241	51 241			
Produits de traitement	2 190	2 190	1 291	1 170	-9,4%
Analyses	2 700	2 700	5 707	5 320	-6,8%
Sous-traitance, matières et fournitures	70 748	70 748	69 229	73 356	6,0%
Impôts locaux et taxes	3 041	3 041	3 054	2 987	-2,2%
Autres dépenses d'exploitation, dont :	90 331	90 331	92 808	101 073	8,9%
Ristournes et redevances contractuelles	-	-	20 407	21	-99,9%
Contribution des services centraux et recherche	13 180	13 180	13 013	16 930	30,1%
Frais généraux					
Charges relatives aux renouvellements	13 249	6 149	-	13 480	
Charges relatives aux investissements (travaux exclusifs)	28 200	-	-	30 957	
Compte travaux	7 000		-	-	
Charges relatives aux investissements du domaine privé	2 944	2 944	3 389	4 169	23,0%
Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement	2 740	2 740	6 566	9 239	40,7%
Impôt sur les sociétés (calcul normatif)	-	12 124	-	8 859	
Apurement des déficits antérieurs				12 860	
RESULTAT	- 5 926	24 250	- 12 860	23 354	81,6%

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

3. Réponses apportées par le délégataire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous expliquer les raisons de la hausse du rendement du reseau sur 2021.

SUEZ apporte les réponses suivantes :

L'augmentation de rendement de Mios s'explique par une forte augmentation du volume comptabilisé + 14,7% alors que les volumes mis en réseau ont évolués que de 2,6%.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Ajouter les tarifs manquants dans le CARE 2021 pour la part délégataire, collectivité et agence de l'eau

Le délégataire n'a pas répondu à cette question.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous préciser le détail des recettes provenant des travaux attribués à titre exclusif (en lien avec les charges constatées par ailleurs)

SUEZ propose le détail suivant :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	CARE	2020	2021
MIOS EAU	28857	12 Travaux attribués à titre exclusif	32 399	68 953
		13 Produits accessoires		0
		20 Personnel	-3 811	-12 241
		26 Sous-traitance, matières et fournitures	-22 483	-44 075
		28-1 télécommunication, postes et télégestion	-38	-40
		28-2 engins et véhicules	-1	
		28-3 informatique	-156	-185
		28-6 Autres dépenses	-37	13
Total MIOS EAU			**5 873**	**12 426**

Le montant des recettes liées aux travaux attribués à titre exclusif sont de 68 953€ en 2021 contre 32 399€ en 2020. Cette hausse significative n'est pas expliquée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous présenter le détail des recettes liées aux autres produits accessoires.

Le détail des produits accessoires et des « autres produits accessoires » est présenté comme suit :

Somme de Montant			Exercice	
Libelle	Id Entite	Code-Libellé Sous nature CARE (BAL)	2020	2021
MIOS EAU	28857	1310 : Produits accessoires - facturation et recouvrement autres comptes des tiers	2 866	3 018
		1315 : Produits accessoires - autres produits accessoires	24 905	69 937
Total MIOS EAU			27 771	72 955

Somme de Montant				Exercice	
Libelle	Id Entite	CA (BAL)	Libellé CA (BAL)	2020	2021
MIOS EAU	28857	95541	Produits d'accès au service	17 138	30 016
		95542	Interventions facturables	2 595	38 968
		95543	Recouvrement terrain		66
		98853	Produits divers clientèle	5 172	888
Total MIOS EAU				24 905	69 937

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Précisez où sont comptabilisés les achats et ventes d'eau à Bigan...

Le délégataire n'a pas répondu à cette question.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Merci de nous justifier les écarts entre les réalisations 2021 et le CE 2021 de l'avenant 3, signé en juillet 2020, sur les postes suivants : charges personnel, énergie électrique et analyses.

SUEZ n'a pas répondu à cette question.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Pouvez-vous nous apporter une explication relative aux pertes sur créances irrécouvrables de 2021

SUEZ apporte une réponse dans un fichier Excel :

Nous l'avons affiché ci-dessous dans un état incomplet mais avec les totaux par colonne :

Indicateur	Annee	Mois	Pb	CodeContrat	LibelleContrat	CodeInseeCommuneSit	LibelleCommuneSi	IdFacture	NumFacture	DateFacture	TypePerte	DatePerte	MontantPerteHt	MontantPerteTva	MontantPerteTtc	MontantPerteHtSuez	MontantPerteTtcSuez	MontantPerteHtCollectivite	MontantPerteTtcCollectivite	MontantPerteHtRedevances	MontantPerteTtcRedevances
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	553585419915	1043822965	18/10/2019	IRREC	08/03/2021	9,90 €	0,55 €	10,45 €	4,38 €	4,63 €	3,52 €	3,71 €	2,00 €	2,11 €
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	95664950344	1062741033	13/08/2021	IRREC	01/09/2021	7,00 €	0,38 €	7,38 €	3,83 €	4,04 €	3,17 €	3,34 €		
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	462821559628	1033439133	22/10/2018	IRREC	21/09/2021	5,41 €	0,30 €	5,71 €	2,03 €	2,14 €	1,64 €	1,73 €	1,74 €	1,84 €
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	723723615754	1045792533	02/01/2020	IRREC	10/05/2021	4,49 €	0,25 €	4,74 €	2,01 €	2,12 €	0,79 €	0,84 €	1,69 €	1,78 €
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	908269638922	1059038501	13/04/2021	IRREC	29/06/2021	4,33 €	0,24 €	4,57 €	3,57 €	3,77 €	0,76 €	0,80 €		
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	61554512640	1028208807	25/04/2018	IRREC	08/07/2021	1,90 €	0,11 €	2,01 €	1,81 €	1,91 €	0,09 €	0,10 €		
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	909959186346	1062008333	21/07/2021	IRREC	05/10/2021	1,12 €	0,06 €	1,18 €	0,40 €	0,42 €	0,31 €	0,33 €	0,41 €	0,43 €
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	775971251214	1063343124	07/09/2021	IRREC	23/11/2021	0,82 €	0,05 €	0,87 €	0,46 €	0,49 €	0,36 €	0,38 €		
Montant TTC des irrécouvrables	2021	12	PB97	7577	SALLES - MIOS (SIEA) - 7577	33284	MIOS	306930930502	1033431220	22/10/2018	IRREC	02/11/2021	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
													6 029,06 €	338,41 €	6 367,47 €	2 531,47 €	2 677,52 €	1 825,67 €	1 926,01 €	1 671,92 €	1 763,94 €

Le montant des pertes HT s'élève à 6 029€.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Il convient que vous nous apportiez tous les éléments permettant de comprendre les montants inscrits sur les charges relatives au renouvellement et aux investissements.

SUEZ justifie les montants de cette ligne de la façon suivante pour toutes les communes concernées :

La traduction économique de ce type de charge correspond à un lissage économique des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat. Les valeurs, figurant au CARE, sont le résultat d'un calcul actuariel des dépenses prévisionnelles sur la durée du contrat à partir d'un taux de financement de référence (OAT + spread) = financement de la VAN.

Ces dernières sont potentiellement recalculées dans le cadre de modifications substantielles des conditions contractuelles (avenant refondateur, nouveaux engagements, prolongations…etc…) ou de déviations significatives des dépenses réalisées.

Dans le cas de fonds contractuel, les annuités inscrites dans le CARE correspondent aux dotations actualisées aux termes contractuels mentionnées dans les fichiers de suivi de fonds annexés aux RAD, qu'il y ait donné lieu à décaissement ou non.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

4. Avis de la Commission

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur la composition du CARE 2021

Si le CARE est globalement accessible, le délégataire n'a pu –dans les temps contraints de nos demandes- proposé tous les éléments de réponses nécessaires à une parfaite compréhension des évolutions des recettes et des charges.

Ce constat est d'autant plus dommageable que les demandes faites cette année reprennent très majoritairement les demandes faites lors des travaux de la CCF de l'année précédente.

Avis de la Commission de contrôle financier

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_70_DEL-DE

Sur les informations à fournir en complément dans le RAD et le CARE

Compte-tenu de l'arrivée à échéance du contrat, ce point n'a pas de pertinence spécifique.

Sur les résultats de la délégation

Le résultat 2021 s'est s'écarté des prévisions budgétaires pourtant réalisées quelques mois auparavant. Le délégataire n'a pas répondu aux interrogations sur ce point.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_71_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-71

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

AFFECTATION DEFINITIVE DU RESULTAT D'EXPLOITATION 2021

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_71_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que les résultats du Compte Administratif 2021 du Budget annexe Eau potable de la COBAN se présentent comme suit :

Résultat de la section d'exploitation (en €)

EXPLOITATION	REALISE 2021
Recettes	2 878 805,03
Dépenses	1 471 230,40
Solde d'exécution 2021	**1 407 574,63**
Résultat reporté 2020	2 330 751,80
Résultat de la section d'exploitation	**3 738 326,43**

Résultat de la section d'investissement (en €)

INVESTISSEMENT	REALISE 2021	RAR 2021	RESULTAT
Recettes	1 518 850,53	69 900,00	1 588 750,53
Dépenses	2 348 134,59	716 315,33	3 064 449,92
Solde d'exécution 2021	**-829 284,06**	**- 646 415,33**	**- 1 475 699,39**
Résultat reporté 2020	1 957 977,70	0,00	1 957 977,70
Résultat de la section d'investissement	**1 128 693,64**	**- 646 415,33**	**482 278,31**

1 – Détermination du résultat à affecter

Le résultat de la section d'exploitation correspond à l'excédent ou au déficit de l'exercice ; en l'occurrence, il s'agit d'un excédent de 1 407 574,63 €.

Compte tenu du résultat antérieur, **le résultat cumulé 2021 de la section d'exploitation à affecter est donc de 3 738 326,43 €.**

Ce résultat doit être affecté en priorité :

- A l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur ;
- A la couverture du besoin de financement de la section d'investissement (compte 1068) ;
- Pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante en excédent de fonctionnement reporté en section de fonctionnement, ou en dotation complémentaire en réserves (compte 1068) en section d'investissement.

2 – Détermination du besoin de financement de la section d'investissement

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_71_DEL-AR

2 – Détermination du besoin de financement de la section d'investissement

	Recettes d'investissement 2021	:	1 518 850,53 €
-	Dépenses d'investissement 2021	:	2 348 134,59 €
=	Résultat d'investissement 2021	:	- 829 284,06 €
+	Résultat investissement antérieur reporté	:	1 957 977,70 €
=	**Résultat d'investissement cumulé (B)**	**:**	**1 128 693,64 €**

3 – Détermination du besoin de financement de la section d'investissement

A la clôture de l'exercice 2021, le Compte Administratif fait ressortir :

- un **solde d'exécution positif de la section d'investissement de 1 128 693,64€** qui, corrigé des restes à réaliser 2021, fait apparaître un solde cumulé positif de **482 278,31 €.**

4 – Reste à réaliser au 31 décembre 2021

	Recettes	:	69 900,00 €
-	Dépenses	:	716 315,33 €
=	**Solde des restes à réaliser 2021 (C)**	**:**	**- 646 415,33 €**

EXCEDENT DE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
D = B + C **482 278,31 €**

RESULTAT GLOBAL (A+D) = **4 220 604,74 €**

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **CONFIRMER** l'affectation du résultat cumulé de la section d'exploitation du Compte Administratif 2021 d'un montant de **3 738 326,43 €** telle que définie dans la délibération n° 2022-45 de reprise anticipée des résultats en date du 12 avril 2022, soit ainsi qu'il suit :
  - ⇨ en recettes sur la section d'investissement : **715 950,57 €**
    (article 1068 - Excédent d'exploitation capitalisé au BP2022)
  - ⇨ le solde en excédent d'exploitation reporté : **3 022 375,86 €**
    (article 002 - Résultat d'exploitation reporté en recettes au BP2022)

- **RAPPELER** l'inscription de l'excédent 2021 reporté à la section d'investissement du Budget primitif 2022, pour un montant de : **1 128 693,64 €**
  (article 001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté du BP2022)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_71_DEL-AR

- **CONFIRMER** la reprise des restes à réaliser 2021 en dépenses et recettes d'investissement au budget primitif 2022 du budget annexe de l'eau potable.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***CONFIRME l'affectation du résultat cumulé de la section d'exploitation du Compte Administratif 2021 d'un montant de 3 738 326,43 € telle que définie dans la délibération n° 2022-45 de reprise anticipée des résultats en date du 12 avril 2022, soit ainsi qu'il suit :***

  - ⇨ ***en recettes sur la section d'investissement : 715 950,57 €***
    (article 1068 - Excédent d'exploitation capitalisé au BP2022)
  - ⇨ ***le solde en excédent d'exploitation reporté : 3 022 375,86 €***
    (article 002 - Résultat d'exploitation reporté en recettes au BP2022)

- ***RAPPELLE l'inscription de l'excédent 2021 reporté à la section d'investissement du Budget primitif 2022, pour un montant de : 1 128 693,64 €***
  (article 001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté du BP2022)

- ***CONFIRME la reprise des restes à réaliser 2021 en dépenses et recettes d'investissement au budget primitif 2022 du budget annexe de l'eau potable.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_72_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-72

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

AUTORISATION DE SIGNATURE DES ACTES D'EXECUTION ET DE REGLEMENT DES ACCORDS-CADRES POUR LA REALISATION DES TRAVAUX NEUFS ET DE RENOUVELLEMENT SUR LE RESEAU D'EAU POTABLE

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_72_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que les accords-cadres pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable :

- Accord-cadre n° 202002TX007_Lot n° 1 : Arès/Lège-Cap Ferret
- Accord-cadre n° 202002TX008_Lot n° 2 : Andernos-les-Bains /Audenge/ Lanton
- Accord-cadre n° 202002TX009_Lot n° 3 : Biganos/Marcheprime/Mios

ont été signés en application de la décision du Président n° 2020-33 du 22 juin 2020 prise sur le fondement de l'article 1 de l'ordonnance du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19.

La portée de cette décision s'est limitée à la signature des marchés sus-visés.

Ainsi, afin de faciliter le fonctionnement courant de la Communauté d'Agglomération, la présente délibération a pour objet de déléguer à Nathalie Le Yondre, 1ère vice-présidente de la COBAN, Présidente du Bureau des Maires, l'exécution et le règlement de ces accords-cadres.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la décision du Président n° 2020-33 du 22 juin 2020 portant sur l'attribution des accords-cadres à bons de commande pour des travaux sur le réseau d'eau potable de la COBAN ;

Vu délibération n° 2020-92 en date du 30 novembre 2020 portant modification des compétences déléguées au Président et attribution au Bureau ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **HABILITER** Nathalie LE YONDRE, 1ère Vice-présidente de la COBAN, à signer tous les actes afférents à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre n° 202002TX007_Lot n° 1 : Arès/Lège-Cap Ferret pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable ;

- **HABILITER** Nathalie LE YONDRE, 1ère vice-présidente de la COBAN, à signer tous les actes afférents à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre n° 202002TX008_Lot n° 2 : Andernos-les-Bains/Audenge/Lanton pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable ;

- **HABILITER** Nathalie LE YONDRE, 1ère vice-présidente de la COBAN, à signer tous les actes afférents à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre n° 202002TX009_Lot n° 3 : Biganos/Marcheprime/Mios pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_72_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***HABILITE Nathalie LE YONDRE, 1ère Vice-présidente de la COBAN, à signer tous les actes afférents à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre n° 202002TX007_Lot n° 1 : Arès/Lège-Cap Ferret pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable ;***

- ***HABILITE Nathalie LE YONDRE, 1ère vice-présidente de la COBAN, à signer tous les actes afférents à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre n° 202002TX008_Lot n° 2 : Andernos-les-Bains/Audenge/Lanton pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable ;***

- ***HABILITE Nathalie LE YONDRE, 1ère vice-présidente de la COBAN, à signer tous les actes afférents à l'exécution et au règlement de l'accord-cadre n° 202002TX009_Lot n° 3 : Biganos/Marcheprime/Mios pour la réalisation des travaux neufs et de renouvellement sur le réseau d'eau potable.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD ★ COBAN ★

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-73

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX (CCSPL)

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

*****

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la COBAN a été constituée par délibération n° 2020-61 en date du 6 juillet 2020, conformément à l'article L1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Elle a pour rôle notamment d'émettre des avis sur le fonctionnement des services publics locaux, de se prononcer sur les projets de délégation de services publics, d'examiner les rapports des délégataires de services publics.

La CCSPL doit donc se doter d'un règlement intérieur lui permettant d'organiser ses modalités de fonctionnement, lequel vient compléter les dispositions prévues par la loi de manière à encadrer, sur le plan pratique, le travail de la Commission.

Il est donc demandé au Conseil communautaire de délibérer sur le règlement intérieur ci-joint.

Il est précisé que dans le cas où l'une des dispositions du règlement intérieur entrerait en contradiction avec la législation actuelle ou à venir, cette dernière s'appliquerait de plein droit sans qu'il soit besoin d'en délibérer.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 2020-61 en date du 6 juillet 2020 créant la commission consultative des Services publics locaux,

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 23 mai 2022,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 14 juin 2022,

Il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, dont un exemplaire est joint en annexe.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, dont un exemplaire est joint en annexe.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

REGLEMENT INTERIEUR

Observations

Aucune précision n'est apportée sur l'organisation de la CCSPL, un règlement intérieur permet donc d'organiser ses modalités de fonctionnement.

S'agissant d'un acte réglementaire, le règlement intérieur doit pour être exécutoire avoir été transmis au contrôle de légalité et avoir fait l'objet d'une publication ou d'un affichage.

Article préliminaire

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, et plus particulièrement à son article L. 1413-1, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a adopté le présent règlement intérieur lors de sa réunion du 23 mai 2022.

Il vise à compléter les dispositions prévues par la loi de manière à organiser au mieux, sur le plan pratique, le travail de cette commission. Au cas où l'une des dispositions du règlement intérieur viendrait à être en contradiction avec la législation actuelle ou à venir, cette dernière s'appliquerait de plein droit sans qu'il soit besoin d'en délibérer.

Article I. Mise en place de la commission consultative des services publics locaux

La commission consultative des services publics locaux est mise en place par l'assemblée délibérante, après chaque renouvellement du Conseil communautaire.

Article II. Composition

Il revient au Conseil communautaire de déterminer la composition de la commission.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1, alinéa 2 du Code général des collectivités territoriales, la commission est présidée par le président de l'organe délibérant, ou son représentant et doit comprendre des élus de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants des usagers et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux, nommés par celle-ci.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

Article III. Saisine Convocation et ordre du jour

Le président de la commission, ou à défaut son représentant, est chargé de convoquer les membres, par écrit, 5 jours francs avant la date de la réunion et d'en fixer l'ordre du jour.

En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le président en rend compte dès l'ouverture de la séance, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Les convocations seront adressées par voie électronique aux adresses communiquées par les membres de la Commission ou par courrier papier Recommandé avec Accusé Réception pour ceux qui en font expressément la demande.

Toute convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion. Elle précise le cas échéant les modalités de connexion pour les membres assistant en visioconférence.

L'ordre du jour et, le cas échéant, les rapports sont joints à la convocation.

Article IV. Fonctionnement

IV.1 Déroulement des séances

Les réunions de la commission ne sont pas publiques.

Le président de la commission peut décider que la réunion se tient par visioconférence ou à défaut audioconférence. Dans le cas d'une réunion de la commission à distance, il en est fait mention dans la convocation.

Il peut prévoir le déroulement des séances en format mixte, c'est-à-dire en présentiel et en visioconférence. Dans ce dernier cas, les membres indiqueront à l'administration leur souhait de participer à la réunion sous l'une ou l'autre des modalités.

La majorité des membres peut demander l'inscription à l'ordre du jour de la réunion, de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

Toute demande en ce sens doit parvenir par écrit au président de la commission au moins deux jours avant ladite réunion. Cette proposition pourra être examinée lors d'une prochaine séance (ultérieure).

Le président ou son représentant assure la présidence des séances. Le président ouvre les séances, dirige les débats et propose le cas échéant à la commission d'en fixer les modalités, accorde la parole, autorise et clôt, s'il y a lieu, les interruptions de séance, met aux voix les propositions et avis, décompte les scrutins, juge conjointement avec le secrétariat les épreuves des votes, en proclame les résultats, prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

Les délibérations/avis sont pris(es) à la majorité des suffrages exprimés. Il est procédé au vote à main levée. Toutefois, sur décision du président ou sur demande du tiers des membres habilités à participer au vote, celui-ci a lieu sur appel nominal ou bulletin secret.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

Afin de prévenir toute situation de conflit d'intérêt, lorsqu'un membre de la commission est intéressé à une affaire inscrite à l'ordre du jour, soit en son nom personnel, soit comme mandataire, soit à un autre titre, il ne participe pas à la discussion, et ne prend part au débat, faute de quoi son influence sur une proposition ou un avis pourrait lui être préjudiciable lorsque la décision sera évoquée en Conseil communautaire et rendre irrégulière la délibération dont il s'agit.

Il le signale expressément et publiquement au président. Il quitte la séance à l'occasion de l'examen de cette affaire.

Sur proposition de son président, la commission peut inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

L'administration territoriale assiste de plein droit aux commissions et en assure le secrétariat.

À la demande du président de la commission, des personnes extérieures peuvent être entendues sur une question intéressant ladite commission.

Les interventions en cours de débats ne peuvent porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour. En cas de nécessité, le président peut suspendre ou ajourner la réunion.

IV. 2 Modalités de déroulement des séances en visioconférence

Le dispositif doit permettre l'identification des participants. Les membres participant par voie de visioconférence doivent saisir leur nom et prénom lors de leur connexion.

Afin de comptabiliser les membres présents et garantir le quorum, le président réalisera, en début de séance, un appel nominal des membres participant à la séance en visioconférence.

Les membres présents sur le lieu de réunion signeront la feuille d'émargement.

IV .3 Quorum

La commission ne peut délibérer valablement que lorsque la majorité absolue des membres en exercice est présente.

Toutefois, si après une première convocation régulièrement envoyée, le quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée dans un délai de trois jours francs. Elle délibère et/ou émet des avis consultatifs alors valablement sans condition de quorum.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

Le quorum est apprécié en fonction de la présence des membres dans le lieu de réunion et, également de ceux présents à distance.

IV .4 Périodicité

La commission se réunit au moins une fois par an en vue :

- De la consultation pour avis des affaires mentionnées à l'article suivant du présent règlement ;
- De l'examen des rapports mentionnés à l'article ci-après.

Des réunions supplémentaires peuvent être décidées par le président, soit de sa propre initiative, soit à la demande motivée d'un ou plusieurs membres.

Article V. Compétences

Consultation pour avis :

La commission est consultée pour avis par le conseil communautaire de tout projet :

1. de délégation de service public, avant que celui-ci se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1411-3 du Code général des collectivités territoriales.
2. de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
3. de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L. 1414-2 ;
4. de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

L'assemblée délibérante peut charger, par délégation, le Président du Conseil communautaire de saisir pour avis la commission des projets précités.

Examen des rapports :

Chaque année, la CCSPL est invitée à se réunir pour examiner les points suivants :

- Les rapports annuels établis par les délégataires de services publics et comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à chaque délégation et une analyse de la qualité de service ;
- Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, d'assainissement, de collecte, et de traitement des ordures ménagères ;
- Le bilan d'activités des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- Le rapport établi par le titulaire d'un marché de partenariat. Dans les mêmes conditions que l'alinéa précédent, elle examine le bilan d'activités des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Le président de la commission consultative des services publics locaux présente à l'assemblée délibérante, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_73_DEL-AR

Article VI. Procès-verbal des séances et travaux

Un compte-rendu est établi après chaque séance et signé par le président. Ce compte-rendu retranscrit les différents débats et discussions qui ont eu lieu durant la séance et mentionne l'(les) avis proclamé(s) par la Commission.

Il est envoyé à tous les membres de la CCSPL.

Article VII. Modalités d'adoption et de modification du règlement intérieur

La commission adopte son règlement intérieur à la majorité absolue.

Toute modification du présent règlement relève de la compétence de la CCSPL.

À l'exception d'éventuelles révisions législatives ou réglementaires relatives à la commission consultative des services publics locaux, qui s'appliqueront de plein droit, tout projet de modification du présent règlement devra être adopté à la majorité absolue.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_74_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-74

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

BILAN DES TRAVAUX DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX POUR L'ANNEE 2021

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_74_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) présente à son assemblée délibérante ou à son organe délibérant, avant le 1er juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente ».

Aussi, la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la COBAN s'est réunie trois fois au cours de l'année 2021, le 14 janvier, le 24 août et le 22 décembre.

Ces travaux portent essentiellement sur la compétence eau potable transférée à la COBAN depuis le 1er janvier 2020.

La CCSPL du 14 janvier 2021 était consacrée à l'étude du mode de gestion du service public de l'eau potable sur les Communes d'Andernos-les-Bains, Audenge, Biganos, Lanton et Mios. Sur la base du rapport détaillé établi par le cabinet d'experts GETUDES, la Commission s'est prononcée en faveur de la délégation de service public par affermage pour la gestion de ce service.

La CCSPL du 24 août 2021 a présenté les différents rapports des délégataires de service public concernant :

- la délégation de Service Public de l'Eau Potable pour les communes d'Andernos-les-Bains, Arès, Audenge, Lanton et Mios (Rapport de SUEZ) ;
- la délégation de Service Public de l'Eau Potable pour les communes de Lège-Cap-Ferret et Marcheprime (Rapport d'AGUR) ;
- la délégation de Service Public de l'Eau Potable pour la commune de Biganos (Rapport de VEOLIA).

Pour chacune de ces délégations, le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de de l'eau (RPQS) a également été examiné.

- la délégation de Service Public d'Accueil des Gens du Voyage (Rapport de VAGO).

Les membres de la Commission ont pris acte de ces rapports et ces derniers ont ensuite été présentés en Conseil communautaire.

La CCSPL du 22 décembre 2021 a examiné le règlement de service de l'eau suite au nouveau contrat conclu avec AGUR et a donné un avis favorable.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_74_DEL-AR

Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment son article L1413-1,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du bilan des travaux de l'année 2021 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE du bilan des travaux de l'année 2021 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.***

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-75

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PAYS BASSIN D'ARCACHON-VAL DE L'EYRE

CANDIDATURE VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS 2021-2027

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 34

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre (COBAN, COBAS et CDC VE) bénéficie depuis 2009 de 2 programmes européens : le LEADER, qui concerne plus particulièrement la partie terrestre du territoire, et le DLAL FEAMP sur sa partie maritime. Si le programme DLAL FEAMP s'achève cette année, le programme LEADER quant à lui se poursuit jusqu'en 2023, pour la sélection des dossiers.

Ces dispositifs ont permis d'accompagner, à ce jour, 210 projets, représentant près de 4.9 millions d'€ de subventions européennes, pour un total d'investissement sur le territoire de près de 11 millions d'euros.

Forts de ces résultats, les acteurs du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre ont décidé de présenter une nouvelle candidature pour la programmation 2021-2027, et de répondre à l'appel à projets lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine. Ce dernier porte désormais sur une approche multi-fonds pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens 2021-2027, regroupant : l'initiative LEADER du FEADER, l'Objectif Stratégique 5 du FEDER-FSE+ et l'Objectif spécifique 3.1 du FEAMPA.

La candidature du Pays Barval a été élaborée à partir des nouvelles orientations stratégiques arrêtées dans le cadre de la charte révisée du Pays, et validées en Conseil des Elus le 18 mars dernier. Elle s'est également appuyée sur les résultats de l'évaluation des précédents programmes, et enrichie des contributions de l'ensemble des acteurs associés. La stratégie présentée dans cette nouvelle candidature a également été élaborée en articulation avec celle du nouveau Contrat de développement et de transitions avec la Région Nouvelle-Aquitaine, afin de garantir la cohérence des dispositifs et l'optimisation des financements.

Cette stratégie s'articule autour d'une priorité « Agir en faveur de la résilience du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre : pour un développement durable et équilibré du territoire ».

Cette ambition se décline à travers 4 objectifs stratégiques prioritaires et complémentaires, qui visent à répondre aux enjeux à la fois ruraux, urbains et littoraux du territoire :

- **Objectif prioritaire 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient**
    - Renforcer les équipements et les services mutualisés aux entreprises
    - Diversifier l'économie locale grâce à l'Economie Social et Solidaire
    - Conforter l'économie de proximité et les centralités
    - Développer l'offre de formation adaptée aux besoins des entreprises

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- **Objectif prioritaire 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale**
  - Développer l'offre de santé et l'accompagnement social pour réduire les inégalités
  - Renforcer les équipements et services collectifs en faveur de l'enfance-jeunesse
  - Soutenir l'offre culturelle et la valorisation du patrimoine facteurs de cohésion territoriale
  - Encourager la coopération pour renforcer la place des jeunes dans la société et développer la relation jeunes-entreprises

- **Objectif prioritaire 3 : Accompagner les transitions**
  - Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable
  - Développer une animation collective en faveur de la résilience alimentaire du territoire
  - Développer la résilience alimentaire du territoire

- **Objectif prioritaire 4 : Pour une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre**
  - Ancrer durablement sur le territoire une économie maritime repensée
  - Développer une culture maritime partagée
  - Accompagner les transitions des activités maritimes
  - Encourager la coopération maritime

Une équipe technique dédiée, composée de 3TP, permettra la mise en œuvre de ce programme d'actions et l'accompagnement des porteurs de projets. Elle aura la charge de l'animation, du suivi, de la communication et de l'évaluation du dispositif.

La subvention sollicitée pour la mise en œuvre de ce programme d'actions s'élève à **4 778 727 €**, répartis de la manière suivante :

Stratégie du territoire	Répartition en subsidiarité de l'enveloppe financière par objectif prioritaire et fiche-action :			% de la maquette
	FEDER OS 5	LEADER	FEAMPA	
Objectif prioritaire 1 : DEVELOPPER UN MODELE ECONOMIQUE EQUILIBRE ET PLUS RESILIENT				
Fiche-action 1.1 : Renforcer les équipements et les services mutualisés aux entreprises	400 000 €			8,4 %
Fiche-action 1.2 : Diversifier l'économie locale grâce à l'Economie Social et Solidaire	300 000 €			6,3 %
Fiche-action 1.3 : Renforcer l'économie de proximité te les centralités	600 000 €			12,6 %
Fiche-action 1.4 : Développer l'offre de formation adaptée aux besoins des entreprises	200 000 €			4,2 %
Sous-total OP 1	***1 500 000 €***			***31,5 %***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Objectif prioritaire 2 : ADAPTER LA DYNAMIQUE D'ACCUEIL POUR GARANTIR LA COHESION TERRITORIALE				
Fiche-action 2.1 : Développer l'offre de santé et l'accompagnement social	300 000 €			6,3 %
Fiche-action 2.2 : Renforcer les équipements et services collectifs en faveur de l'enfance et la jeunesse	350 000 €			7,3 %
Fiche-action 2.3 : Soutenir l'offre culturelle et la valorisation du patrimoine	500 000 €			10,5 %
Fiche-action 2.4 : Encourager la coopération pour renforcer la place des jeunes dans la société et développer la relation jeunes-entreprises	26 190 €			0,5 %
Sous-total OP 2	***1 176 190 €***			***24,6 %***
Objectif prioritaire 3 : ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS				
Fiche-action 3.1 : Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable		150 000 €		3,1 %
Fiche-action 3.2 : Développer une animation collective autour de la résilience alimentaire du territoire	100 000 €			2,1 %
Fiche-action 3.3 : Développer la résilience alimentaire du territoire		350 000 €		7,3 %
Sous-total OP 3	***100 000 €***	***500 000 €***		***12,5 %***
Objectif prioritaire 4 – EBD : POUR UNE IDENTITE MARITIME AFFIRMEE DU BASSIN D'ARCACHON-VAL DE L'EYRE				
Fiche-action 4.1 : Ancrer durablement sur le territoire une économie maritime repensée			300 000 €	6,3 %
Fiche-action 4.2 : Développer une culture maritime partagée			300 000 €	6,3 %
Fiche-action 4.3 : Accompagner les transitions des activités maritimes			370 000 €	7,7 %
Fiche-action 4.4 : Encourager la coopération maritime			30 000 €	0,6 %
Sous-total OP 4			***1 000 000 €***	***20 ,9 %***
Objectif prioritaire 5 : Fonctionnement du GAL				
Sous-total Fonctionnement du GAL		**502 537 €**		***10,5 %***
TOTAL	**2 776 190 €**	**1 002 537 €**	**1 000 000 €**	***100 %***
Enveloppe prévisionnelle totale		**4 778 727 €**		

Le Pays Barval ne disposant pas de structure juridique, les 3 EPCI ont décidé de confier le soin de porter la candidature unique au volet territorial des fonds européens à la Communauté de Communes du Val de l'Eyre. Cette dernière sera également structure juridique porteuse du GAL (Groupe d'Actions Locales) pour le compte des 3 EPCI dans le cadre du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre, sachant que le volet Economie Bleue Durable sera délégué à la COBAS.

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **VALIDER** le dossier de candidature unique au volet territorial des fonds européens du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre 2021-2027 ;

- **CONFIER** le portage de la candidature et de la mise en œuvre du volet territorial 2021/2027 à la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, pour le compte des 3 EPCI, dans le cadre du Pays Barval ;

- **AUTORISER** Madame LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN, à engager toutes les démarches nécessaires à cette candidature.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***VALIDE le dossier de candidature unique au volet territorial des fonds européens du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre 2021-2027 ;***

- ***CONFIE le portage de la candidature et de la mise en œuvre du volet territorial 2021/2027 à la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, pour le compte des 3 EPCI, dans le cadre du Pays Barval ;***

- ***AUTORISE Madame LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN, à engager toutes les démarches nécessaires à cette candidature.***

Vote :
Pour : 34
Contre : 0
Abstention : 1 (Mme Sophie BANOS, Commune de Biganos)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Val de l'Eyre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Pays Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre

Agir en faveur de la résilience du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre: pour un développement durable et équilibré du territoire

Candidature du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local 2021-2027



Union Européenne
Région Nouvelle-Aquitaine
La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire

GROUPE D'ACTION LOCALE DU PAYS BASSIN D'ARCACHON — VAL DE L'EYRE
20 route de Suzon—33 830 BELIN-BELIET
☎05 56 88 55 28 ✉ leader@paysbarval.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

TABLE DES MATIERES

Coordonnées du territoire 2
Edito 3
Résumé de la candidature 4
1 Le territoire du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre 9
1.1 Présentation du territoire 10
1.1.1 Géographie 10
1.1.2 Organisation et gouvernance du territoire 11
1.1.3 Synthèse des actions menées par le Pays entre 2014-2021 12
1.2 Diagnostic du territoire 12
1.2.1 Dynamique démographique et typologie des populations 12
1.2.2 Le développement économique 13
1.2.3 Les services à la population 26
1.2.4 Energies 37
1.2.5 Environnement et cadre de vie 37
1.3 Synthèse AFOM 40
2 Stratégie et objectifs prioritaires 41
2.1 Synthèse du diagnostic et principaux enjeux du territoire 42
2.2 Elaboration de la stratégie de développement local 43
2.2.1 Concertation pour l'actualisation du projet de territoire et déclinaison de la stratégie 43
2.2.2 Capitalisation sur les expériences européennes précédentes 46
2.2.3 Analyse technique des cadres règlementaires 47
2.3 La stratégie de développement local unique et les objectifs prioritaires 47
2.4 Articulation de la SDL avec les autres dispositifs territoriaux 50
3 Plan de développement 51
3.1 Objectif Prioritaire 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient 52
3.2 Objectif Prioritaire 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale 60
3.3 Objectif Prioritaire 3 : Accompagner les transitions 68
3.4 Objectif Prioritaire 4 - Economie Bleue Durable : Pour une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre 75
3.5 Objectif Prioritaire 5 : Fonctionnement du GAL 84
4 Maquette financière prévisionnelle 86
5 Pilotage du programme 88
5.1 Structure porteuse du GAL 89
5.2 Mobilisation et participation des acteurs locaux : les comités 89
5.2.1 Les comités de sélection 89
5.2.2 Les comités techniques 91
5.3 La procédure de sélection des projets 91
5.3.1 Les différentes étapes de sélection 91
5.3.2 Modalités de sélection 93
5.4 Mise en œuvre de la SDL 94
5.4.1 Moyens d'ingénierie mobilisés 94
5.4.2 Modalités d'animation et de gestion de la SDL 95
5.4.3 Modalités de communication sur la SDL et les projets 96
5.4.4 Modalités de suivi et d'évaluation 97
Liste des sigles utilisés 99
Liste des annexes 101

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COORDONNEES DU TERRITOIRE

Pays Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre (Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, Communauté de Communes du Val de l'Eyre)

GAL porté par la Communauté de Communes du Val de l'Eyre pour le compte du Pays BARVAL
20, Route de Suzon – 33830 BELIN-BELIET
05-56-88-55-28
LEADER@paysbarval.fr

Représentant légal : Monsieur Bruno BUREAU, Président de la CDC Val de l'Eyre

Equipe technique :

- Animation de la Stratégie de Développement Local :
  - Volet terrestre : Anastasia SILVA
  - Volet maritime : Aline DELAMARE
- Ingénierie Financière de la Stratégie de Développement Local : Sabrina LO COCO

Crédits photos : Patrice Hauser, Jean- Philippe Bellon, PNRLG-S. Carlier, SIBA-B. Ruiz, Pays BARVAL-A. Delamare, Ville de Biganos, Ville de Belin-Beliet

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

EDITO

Le Pays Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre est un territoire singulier, à l'identité façonnée par ses paysages et ses activités, connu bien au-delà de ses frontières. Son attractivité se traduit par une dynamique démographique et touristique importante. Facteur de développement, cette dynamique entraîne également d'importants défis économiques, sociétaux et environnementaux à relever. L'accélération du changement climatique et la récente crise sanitaire amènent à réinterroger nos modèles économiques et systèmes locaux, et à repenser notre action dans une logique d'adaptation aux évolutions et de résilience territoriale, pour répondre au bien-être de la population et garantir sa cohésion.

Afin de relever ces défis, le territoire souhaite mobiliser le nouveau volet territorial des fonds européens pour la programmation 2021-2027, qui représente un outil adapté aux enjeux et singularités locaux, comme l'ont démontré les résultats des programmations précédentes. En effet, le territoire bénéficie, depuis 2009, de deux programmes européens de Développement Local mené par les Acteurs Locaux issus des fonds FEADER (LEADER), sur sa partie terrestre ; et FEP devenu FEAMP (mesure DLAL), sur sa partie maritime. Véritables lieux d'échange et d'innovation, ces dispositifs ont permis d'accompagner plus de 200 projets locaux, publics et privés, en faveur du développement équilibré et durable du territoire.

Aussi, les acteurs du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre ont décidé de présenter une candidature pour la programmation 2021-2027, en répondant à l'appel à projets lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine.

L'opportunité est ainsi donnée à notre territoire de porter une nouvelle ambition à travers la mise en œuvre d'une stratégie globale et intégrée regroupant tous les acteurs locaux, terrestres et maritimes.

P/O du Président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord
La 1ère Vice-Présidente

Nathalie LE YONDRE

La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

Marie-Hélène DES ESGAULX

Le Président de la Communauté de Communes du Val de L'Eyre

Bruno BUREAU

Le Président du Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Gironde

David LAMOUROUS

Le Président du Comité Régional de la Conchyliculture Arcachon – Aquitaine

Olivier LABAN

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR



RÉSUMÉ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Créé en 2004 à l'initiative de la COBAS, la COBAN et la CDC Val de l'Eyre, le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre est un bassin de vie d'environ 160 000 habitants répartis sur 17 communes de taille moyenne, et situé à proximité immédiate de la métropole bordelaise. Il s'agit d'un territoire péri-urbain composé d'une façade littorale et d'une zone retro-littorale, assurant sa cohérence géographique, paysagère, économique, sociale et culturelle.

Le Pays BARVAL est un outil de coopération sans structure juridique propre (fédération de 3 intercommunalités), qui anime et coordonne des programmes collectifs portés par l'une des 3 collectivités pour le compte de l'ensemble. Les actions du Pays s'appuient sur sa charte, révisée en 2022, destinée à développer les atouts du territoire et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural, la zone littorale et l'intérieur, et qui constitue ainsi le socle de ses différents dispositifs contractuels. Le fonctionnement du Pays BARVAL repose sur une équipe technique mutualisée et s'organise autour de plusieurs instances de gouvernance et de pilotages (Comité de pilotage, Conseil des Elus) et de concertation (Conseil de Développement composé d'acteurs de la société civile). Il travaille également en relation étroite avec l'ensemble des structures présentes sur le territoire (SYBARVAL, SIBA, PNRLG, PNMBA…).

Très attractif du fait de sa localisation et de ses aménités, le territoire BARVAL affiche une forte croissance démographique portée par un solde migratoire positif. Elle est caractérisée par l'importance croissante de la part des personnes âgées et par la réduction de la taille des ménages, entrainant des besoins spécifiques.

Le territoire dispose d'un maillage d'acteurs économiques important, composé d'une très grande majorité de TPE et d'une **économie présentielle prépondérante**. Cette dernière est caractérisée par un grand nombre de commerces, traditionnels et non sédentaires, des activités artisanales très développées et un secteur touristique moteur de l'emploi et du développement économique local. L'**économie non présentielle**, en progression, est quant à elle fortement liée aux ressources, notamment maritimes, du territoire et est composée de filières identitaires dynamiques mais vulnérables, telles que l'ostréiculture, la pêche, ou encore l'exploitation forestière ; d'activités et de filières en pleine évolution, comme le nautisme et la R&D ; à fort potentiel, encore peu développées, telles que l'aquaculture et l'agriculture ; ou encore l'Economie Sociale et Solidaire. Des structures d'accueil et de services aux entreprises se développent (zones d'activités économiques, pépinières et hôtels d'entreprises, espaces de coworking), mais sont freinées par le manque de disponibilité foncière. En parallèle, des initiatives telles que l'agence économique BA2E, les services RCommerce et la plateforme pour l'emploi partagé Connect'ences sont à conforter pour permettre d'accompagner les entreprises dans leur développement et soutenir leur capacité d'adaptation. En effet, bien que l'économie locale ait été plutôt résiliente, la **crise sanitaire** a eu un impact important, notamment sur l'activité commerciale, en renforçant les tendances de consommation via le e-commerce, nécessitant son adaptation.

La croissance de la population, conjuguée à une configuration géographique spécifique et à une armature urbaine composée d'un chapelet de communes moyennes sans centralité majeure, génère une pression sur les services à la population qui doivent être renforcés, pour répondre aux attentes des populations. Ainsi, l'**habitat** progresse mais ne répond pas à l'ensemble de la demande, notamment des jeunes et des plus modestes. L'offre de **mobilité** durable s'est également développée ces dernières années, mais reste insuffisante et inégalement répartie sur le territoire. Les **technologies de l'information et de la télécommunication** se sont quant à elles renforcées et permettent de disposer d'un bon niveau global de couverture. Si le territoire affiche désormais une croissance soutenue de l'**emploi**, les femmes et les séniors sont ceux qui en bénéficient le moins. L'inadéquation persistante entre offre et demande d'emplois accentue les tensions de recrutement, qui touchent désormais tous les secteurs d'activités. L'offre de **formation** supérieure et professionnelle limitée et inégalement répartie, est quant à elle peu à même de contribuer à un développement économique endogène. Si la situation du territoire en matière de **santé** est au global non préoccupante, certaines fragilités ont amené

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

le territoire à s'engager dans un Contrat Local de Santé, afin de réduire les inégalités sociales et territoriales dans ce domaine. De même, les taux d'équipements dédiés à la **petite enfance**, à la **jeunesse** et au **sport** sont globalement bons mais doivent être renforcés pour faire face à l'augmentation de la population. Enfin, le territoire dispose d'une **offre culturelle** riche, mais au rayonnement principalement local, et d'un **patrimoine naturel et culturel** inégalement valorisé.

Le patrimoine naturel du BARVAL, qui dessine son identité et fonde sa qualité de vie et son attractivité, est soumis à de fortes pressions qui accentuent les risques de dégradation de l'environnement. Confronté aux conséquences du changement climatique, le territoire est soumis à de nombreux **risques** (recul du trait de côte, incendie, submersion et érosion marine…). Enfin, la préservation et la gestion de la qualité de l'**eau**, de même que la question de la gestion des **déchets,** représentent des enjeux forts pour l'avenir du territoire.

Afin de pouvoir répondre aux différents enjeux auxquels le territoire est confronté, le Pays a révisé sa charte en 2022, lui permettant ainsi de disposer d'un diagnostic et d'une stratégie territoriale globale actualisés. Couplée aux précédentes expériences en matière de dispositifs européens territoriaux (LEADER, FEP-Axe 4 et DLAL-FEAMP) et d'une analyse technique fine des cadres règlementaires de la programmation européenne 2021-2027, le Pays a pu disposer ainsi d'un terreau riche pour engager des travaux d'échanges et de concertation avec les acteurs locaux et permettre de construire sa stratégie de développement local pour le volet territorial des fonds européens. Afin de garantir la cohérence des différents dispositifs d'accompagnement pour les projets du territoire, la construction de cette stratégie s'est inscrite dans la continuité du CRTE signé en 2021, et en articulation avec l'élaboration du nouveau Contrat territorial avec la Région Nouvelle-Aquitaine. Ainsi, la stratégie de développement local proposée pour le nouveau volet territorial des fonds européens s'articule autour de 3 grands axes prioritaires, en réponse aux enjeux ruraux et urbains du territoire, ainsi qu'aux problématiques terrestres et maritimes, afin de mobiliser une enveloppe prévisionnelle de 4 778 727 € de fonds européens. Des fiches-actions viennent structurer le plan de développement, pour permettre de cibler les différents fonds mobilisables :

- Objectif prioritaire 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient
  - Fiche-action 1.1 : Renforcer les équipements et les services mutualisés aux entreprises *(FEDER – 400 000€ - 8,4%[1])*
  - Fiche-action 1.2 : Diversifier l'économie locale grâce à l'Economie Sociale et Solidaire *(FEDER – 300 000€ - 6,3%)*
  - Fiche-action 1.3 : Conforter l'économie de proximité et les centralités *(FEDER – 600 000€ - 12,6%)*
  - Fiche-action 1.4 : Développer l'offre de formation adaptée aux besoins des entreprises *(FEDER – 200 000€ - 4,2%)*
- Objectif prioritaire 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale
  - Fiche-action 2.1 : Développer l'offre de santé et l'accompagnement social pour réduire les inégalités *(FEDER – 300 000€ - 6,3%)*
  - Fiche-action 2.2 : Renforcer les équipements et services collectifs en faveur de l'enfance-jeunesse *(FEDER – 350 000€ - 7,3%)*
  - Fiche-action 2.3 : Soutenir l'offre culturelle et la valorisation du patrimoine, facteurs de cohésion territoriale *(FEDER – 500 000€ - 10,5%)*
  - Fiche-action 2.4 : Encourager la coopération pour renforcer la place des jeunes dans la société et développer la relation jeunes-entreprises *(FEDER – 26 190€ - 0,5%)*

[1] Pourcentage exprimé par rapport à l'enveloppe total des fonds européens sollicités

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- Objectif prioritaire 3 : Accompagner les transitions
  - Fiche-action 3.1 : Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable *(FEADER – 150 000€ - 3,1%)*
  - Fiche-action 3.2 : Développer une animation collective en faveur de la résilience alimentaire du territoire *(FEDER – 100 000€ - 2,1%)*
  - Fiche-action 3.3 : Développer la résilience alimentaire du territoire *(FEADER – 350 000€ - 7,3%)*
- Objectif prioritaire 4 : Vers une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre
  - Fiche-action 4.1 : Ancrer durablement sur le territoire une économie maritime repensée *(FEAMPA – 300 000€ - 6,3%)*
  - Fiche-action 4.2 : Développer une culture maritime partagée *(FEAMPA – 300 000€ - 6,3%)*
  - Fiche-action 4.3 : Accompagner les transitions des activités maritimes, centrales pour la préservation de l'environnement *(FEAMPA – 370 000€ - 7,7%)*
  - Fiche-action 4.4 : Encourager la coopération maritime *(FEAMPA – 30 000€ - 0,6%)*
- Objectif prioritaire 5 : Fonctionnement du GAL *(FEADER – 502 537€ - 10,5%)*

Ce dispositif sera porté par la Communauté de Communes du Val de l'Eyre (qui porte aujourd'hui le programme LEADER), pour le compte du Pays BARVAL, et le volet économie bleue durable sera délégué à la COBAS (qui porte actuellement le DLAL FEAMP).

Le pilotage du programme sera assuré par un comité décisionnel global, pour le suivi des trois fonds et la sélection des projets LEADER et OS5-FEDER. Le volet économie bleue durable disposera d'un comité dédié pour la sélection des projets maritimes et informera le comité global de ses décisions. Ces deux comités seront composés d'acteurs locaux, publics et privés, à parité. Leur fonctionnement sera régi par un règlement intérieur.

La composition des comités vise à garantir la **diversité des acteurs publics et privés** représentants les différents intérêts socioéconomiques retenus dans la stratégie, tout en préservant la qualité des échanges pour ne pas en faire des chambres d'enregistrement. Ces comités sont en effet considérés comme des **lieux d'échanges riches** qui permettent la mise en réseau des acteurs et la création de partenariat.

Les présidences des comités seront déterminées lors de leur première réunion respective en s'appuyant sur les expériences passées. Ainsi, la présidence du comité territorial sera assurée par un(e) Elu(e) de la structure porteuse du GAL et la vice-présidence par un membre issu du collège privé. Pour le volet maritime, le principe de la coprésidence par les filières maritimes sera reconduit. Le Conseil Régional et les autres partenaires institutionnels seront également invités aux travaux du GAL (Sous-Préfecture, Direction Interrégional de la Mer…).

Une équipe technique dédiée renforcée assurera l'**accompagnement des porteurs de projets**, conformément aux directives règlementaires, ainsi que l'**animation** et le **suivi du programme**. Les précédentes expériences européennes du territoire ont mis en évidence la valeur ajoutée d'une animation dédiée qui permet d'accompagner les porteurs de projets, mais également de faire émerger des opérations. Elle permet de répondre aux exigences administratives, facteurs limitant pour les porteurs de projets, privés notamment.

L'équipe sera ainsi composée de 3 ETP : deux personnes dédiées à l'animation des volets terrestre et maritime de la stratégie et une personne en charge de l'ingénierie financière. Des échanges constants au sein de cette équipe permettront de renforcer le rôle de **pôle ressource** du Pays BARVAL et, au-delà de l'accompagnement des projets éligibles aux fonds européens territorialisés, de réorienter les autres opérations vers d'autres financements pour permettre leur réalisation.

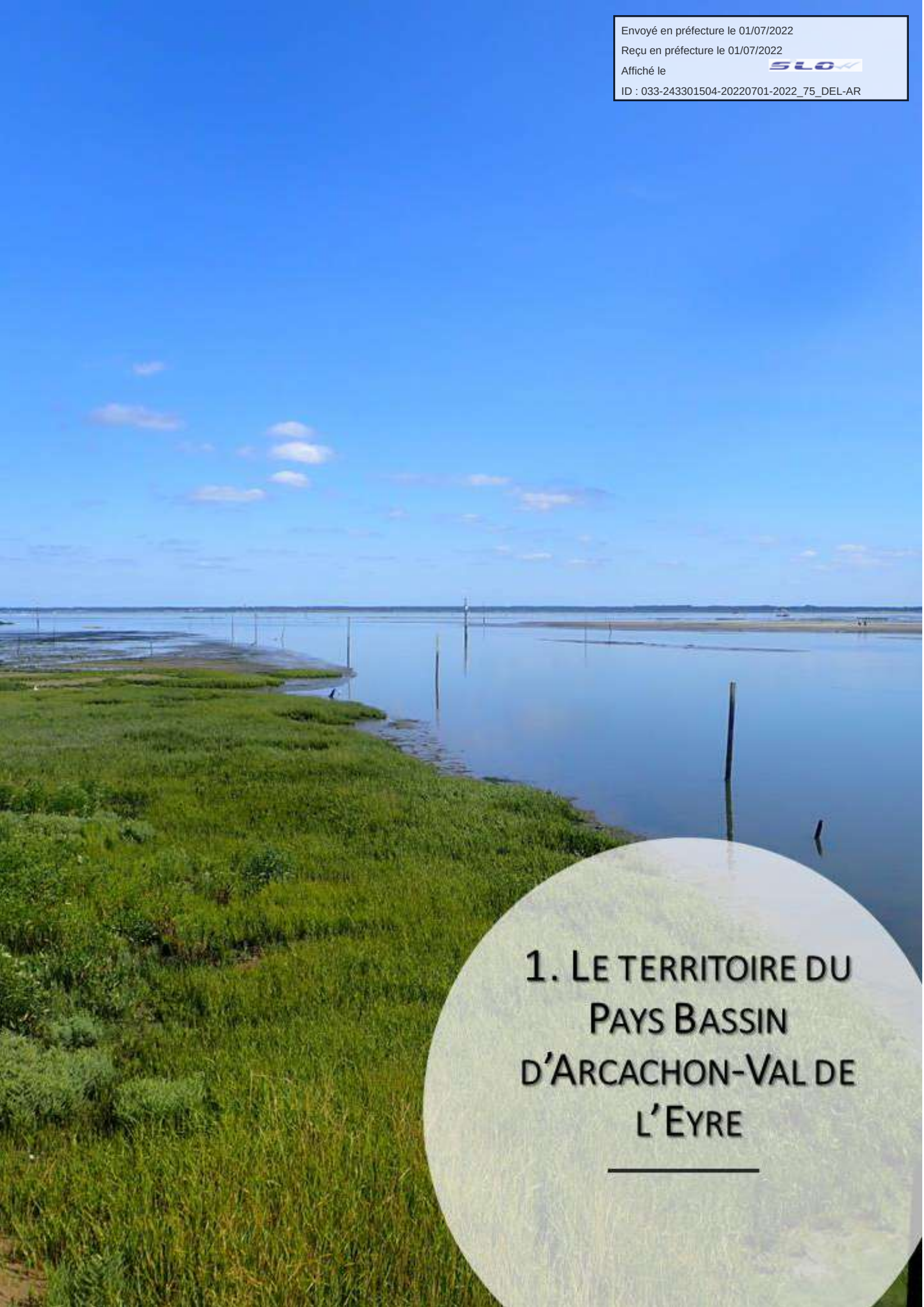
Cette équipe mettra également en œuvre **un plan de communication** afin de valoriser le programme et les projets soutenus (site Internet global, newsletters, réseaux sociaux, participation au Joli Mois de l'Europe…).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Enfin, elle assurera le suivi et l'**évaluation** de la mise en œuvre du dispositif durant toute la durée de la programmation, au travers des rapports annuels et d'évaluations à mi-parcours et finale.

La stratégie de développement local construite par le Pays BARVAL, en concertation avec les acteurs locaux et articulée avec les autres programmes locaux, doit permettre de répondre aux enjeux auxquels le territoire doit faire face, dans la limite des champs d'action des fonds territorialisés. Grâce à une gouvernance partagée et à un accompagnement dédié, le programme territorial des fonds européens doit ainsi permettre de soutenir des projets collectifs innovants et structurants au service du développement équilibré et durable du territoire et au bénéfice de sa population.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

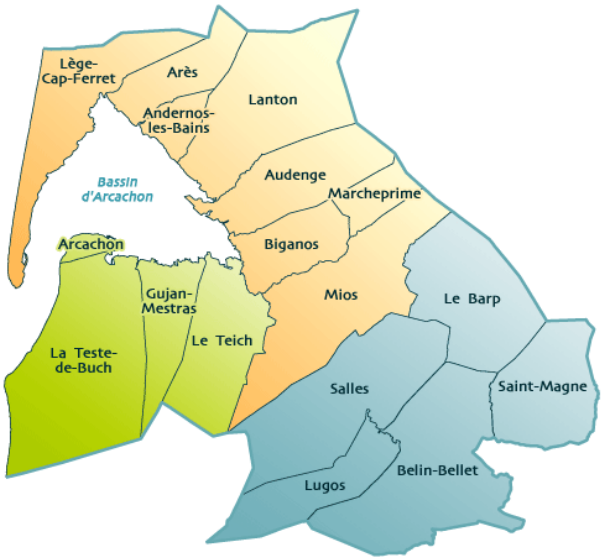


1. Le territoire du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

1.1 PRESENTATION DU TERRITOIRE

1.1.1 *Géographie*



Le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre (BARVAL) a été créé, par arrêté préfectoral du 13 décembre 2004, à l'initiative de trois structures intercommunales (cf. Annexes 1 et 2) :

- La Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN),
- La Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS),
- La Communauté de communes du Val de l'Eyre (CDC VE).

Sa pertinence a été confortée par la création, au 1er janvier 2007, d'un arrondissement sur le même périmètre.

Il s'étend sur un vaste territoire de 1 469,82 km², qui regroupe 17 communes (cf. Annexe 3).

Les paysages et les espaces naturels du territoire fondent son identité, sa notoriété et son attractivité. Singulier, car façonné comme une île à l'envers, avec une bande littorale entourant un plan d'eau salée, il présente des paysages d'eau, maritimes et littoraux, qui constituent l'élément essentiel de la création de la lagune ; des paysages de forêt, qui couvrent la plus grande partie du territoire ; et des paysages d'espaces périurbains, tous interconnectés par la multitude de cours d'eau qui les traversent et qui assurent la continuité hydrographique du territoire, de la Leyre jusqu'au Bassin d'Arcachon. Ces espaces remplissent également trois grandes fonctions essentielles :

- Economique : sylviculture, agriculture, ostréiculture, pêche…
- Ecologique : biodiversité, protection des sols, puits de carbone…
- Paysagère en donnant une qualité et une identité aux espaces habités.

En 2019, le territoire du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre compte 158 652 habitants (INSEE[2]-population 2019).

Le BARVAL est un territoire périurbain, composé d'un chapelet de communes moyennes, sans centralité majeure. Au sens de la définition des espaces ruraux inscrite dans l'appel à candidature, ce territoire est considéré à 83,5% comme rural (seule la commune de La Teste-de-Buch compte plus de 25 000 habitants). Selon la nouvelle définition du rural de l'INSEE (communes peu denses ou très peu denses), l'espace rural recouvre 8 communes[3], soit 54,5% de la surface du territoire, ce qui correspond à 28,3 % de la population du territoire.

Ce territoire est également caractérisé par une façade littorale (10 communes concernées, représentant 76.1% de sa population totale) et une zone rétro-littorale.

Le territoire du Pays BARVAL s'appuie donc sur une cohérence géographique, hydrographique, paysagère, économique, sociale et culturelle, dont les acteurs maîtrisent la cohésion et construisent la légitimité.

[2] Institut national de la statistique et des études économiques
[3] Le Barp, Saint Magne, Lugos, Belin-Beliet, Salles, Mios, Marcheprime, Lège-Cap-Ferret

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

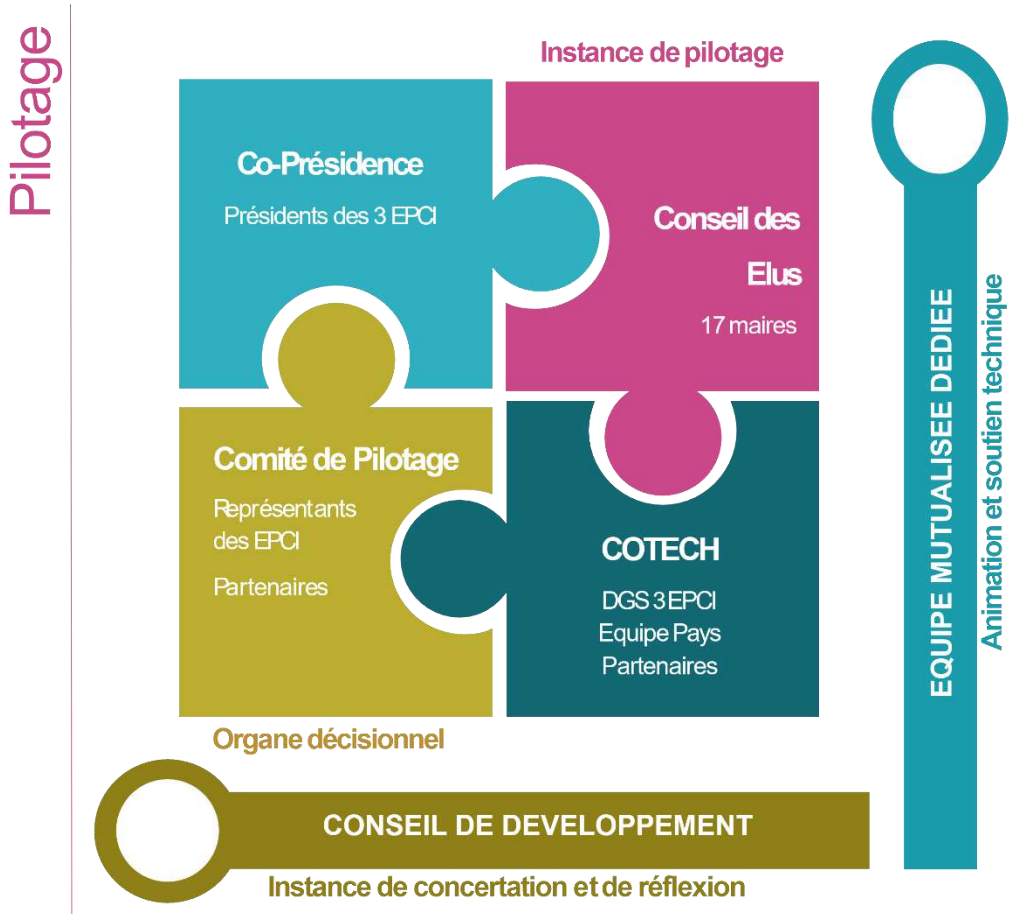
1.1.2 Organisation et gouvernance du territoire

Le Pays BARVAL est un territoire de projets, sans structure juridique propre, qui a vocation à encourager, impulser et coordonner les initiatives locales et développer les coopérations entre les collectivités. Cette organisation se traduit par un portage juridique des actions et des recrutements par l'un des trois Etablissement de coopération intercommunale (EPCI), désigné chef de file, pour le compte de l'ensemble, par l'intermédiaire de conventions tripartites.

Le fonctionnement du Pays BARVAL repose sur une organisation à plusieurs niveaux :

- une coprésidence assurée par les présidents des 3 EPCI fondateurs ;
- un Comité de pilotage, organe décisionnel, qui réunit les représentants de chacune des trois intercommunalités et ses partenaires, ainsi que le Président du Conseil de Développement ;
- un Conseil des Elus, instance de pilotage, qui rassemble les 17 maires du territoire ;
- un Conseil de Développement (CoDev), instance de concertation et de réflexion, qui représente la société civile et réunit 98 représentants ;
- un Comité technique (CoTech) qui associe les techniciens des trois intercommunalités, du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne (PNRLG), du Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon (PNMBA), du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), du Syndicat Mixte Intercommunal du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre (SYBARVAL), de Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre Expansion (BA2E) et du Pays, ainsi que les représentants de l'Etat, de la Région Nouvelle-Aquitaine et du Conseil Départemental de la Gironde (CD33) selon les sujets abordés.

Pour mener à bien ses missions, le Pays BARVAL s'appuie sur une ingénierie mutualisée dédiée, composée d'une équipe de 8 personnes.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Le Pays BARVAL joue ainsi un rôle fédérateur pour élaborer et conduire le développement du territoire à long terme, en abordant ses enjeux de façon transversale. Pour cela, il s'appuie sur les collectivités qui le composent et sur différents outils.

Tout d'abord, la charte du Pays, destinée à développer les atouts du territoire et à renforcer les solidarités réciproques entre la ville et l'espace rural, la zone littorale et l'intérieur, constitue le cadre de l'élaboration d'un projet commun de développement durable. Elle a été élaborée pour la première fois en 2004, actualisée en 2007 puis en 2014. Une nouvelle révision a été engagée en 2021, aboutissant à la validation d'une stratégie territoriale en mars 2022.

Les élus du Pays BARVAL s'appuient également sur les acteurs de la société civile à travers les avis et contributions du CoDev, recomposé en 2021, et qui comprend désormais 98 membres issus des 3 intercommunalités, et répartis en 3 collèges (structures collectives, structures extérieures et un nouveau collège habitants).

Enfin, le Pays travaille en lien étroit avec le PNRLG, le PNM BA, le SIBA, l'agence de développement économique BA2E et le SYBARVAL, qui participent à ses instances. D'autres partenariats sont également développés autour de l'élaboration et de la mise en œuvre du programme d'actions du Pays avec l'Europe, l'Etat, le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine, le Conseil Départemental de la Gironde...

1.1.3 Synthèse des actions menées par le Pays entre 2014-2021

En tant qu'outil de coopération opérationnel, le Pays BARVAL a permis de développer des projets et démarches communes tels que la mise en place d'une Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale (GPECT), qui a conduit à la création d'un outil inédit, la plateforme territoriale pour le développement de l'emploi partagé Connect'ences ; la création d'un dispositif d'informations de la mobilité durable, dénommé MOBI ; l'élaboration d'un Contrat Local de Santé (CLS) ; ou encore d'un Projet Alimentaire Territorial (PAT), lancé en début d'année 2022.

Le Pays permet également de mobiliser des moyens humains et financiers, à travers différents dispositifs, pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie territoriale :

- L'**Opération Collective de Modernisation du commerce et de l'artisanat (OCM)** (tranche 2 : 2016-2018) pour soutenir le développement des entreprises commerciales et artisanales et renforcer les centralités ;
- Le **contrat territorial avec la Région Nouvelle-Aquitaine (2018-2021)** ;
- Les deux **programmes européens de développement local**, mobilisés pour la 2ème fois sur le territoire sur la programmation européenne 2014-2020 : Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale (LEADER) et Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (DLAL FEAMP) ;
- Le **Contrat de Relance et de Transitions avec l'Etat** (CRTE) signé en 2021.

1.2 DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

1.2.1 Dynamique démographique et typologie des populations

1.2.1.1 Une croissance démographique au rythme moins soutenu

Le Pays BARVAL est le territoire de Gironde qui connait la plus forte croissance démographique depuis plusieurs décennies. Il a en effet gagné 23 302 habitants entre 2007 et 2017, soit une croissance totale de 18 % (contre 25.4% sur la période 1999-2011). Si c'est à l'échelle de la CDC VE que le taux de croissance est le plus fort, c'est sur le Nord Bassin que le nombre d'habitants a le plus progressé. L'évolution démographique affiche cependant une décélération sur les 3 territoires depuis 2007.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Taux de croissance annuels de la population du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre

Territoire	Taux de croissance annuel moyen 99/2007	Taux de croissance annuel moyen 2007/2012	Taux de croissance annuel moyen 2012/2017
COBAN	+ 2.5 %	+ 2.2 %	+ 2 %
COBAS	+ 1.2 %	+ 1.1 %	+ 1 %
CDC VE	+ 3.7 %	+ 2.2 %	+ 2.4 %
Pays BARVAL	+ 2.1 %	+ 1.7 %	+ 1.6 %
Gironde	+ 1.1 %	+ 1 %	+ 1.3 %

Si la densité moyenne du Pays BARVAL est en progression (104,1 habitants/km² en 2017), elle reste très inférieure à la moyenne départementale (158,7 habitants/km²), avec toutefois de fortes disparités territoriales (le Sud Bassin compte 202 habitants au km², contre 36,5 sur le Val de l'Eyre).

1.2.1.2 Un territoire attractif et vieillissant

La dynamique démographique du territoire résulte principalement du solde migratoire positif (1.8% sur la période 2012-2017), le solde naturel étant redevenu négatif (-0.2%), alors qu'il atteignait l'équilibre sur la période précédente.

D'autre part, le territoire se caractérise par une part importante de personnes âgées de plus de 60 ans (33,5% en 2017), supérieure à la moyenne départementale (24,7%) et en progression depuis de nombreuses années. Dans ce contexte, le territoire est caractérisé par le poids important des revenus des pensions de retraites (37,9% en 2017) et leur part a continué de progresser, sauf sur le Val de l'Eyre.

1.2.1.3 Une typologie des populations en évolution

Le territoire connait un desserrement des ménages (diminution de leur taille moyenne) et accueille des profils de population plus diversifiés : la taille des couples avec enfants continue de diminuer sur l'ensemble du territoire et la part des familles monoparentales et des ménages d'une seule personne de progresser.

Si le Pays reste fiscalement plus riche que la moyenne départementale, il est également plus égalitaire (rapport entre les revenus les plus élevés et les revenus les plus faibles inférieur à celui du Département), avec toutefois des disparités entre le Sud Bassin et le reste du territoire.

1.2.2 Le développement économique

Le territoire bénéficie d'un important tissu économique avec un total de 18 106 établissements actifs recensés au 31 décembre 2015, principalement dans le commerce, les activités de transport et les services (11 866 établissements)[4]. L'économie locale est caractérisée par une forte prédominance d'entreprises de moins de 10 salariés (97%) et par la prépondérance de la sphère présentielle, même si le poids de cette dernière tend à baisser (65% en 2015, contre 66,2% en 2011).

Répartition des établissements et des postes salariés par sphère d'activités[5]

	Sphère non présentielle				Sphère présentielle			
	Etablissements		Postes salariés		Etablissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
COBAS	3 106	35,4	3 289	20,3	5 673	64,6	12 923	79,7
COBAN	2 555	33,5	2 364	19,1	5 061	66,5	10 025	80,9
CDC VE	674	39,4	1 920	52,1	1 037	60,6	1 764	47,9
Pays BARVAL	6 335	35	7 573	23,5	11 771	65	24 712	76,5
Gironde	67 615	40	182 548	33,4	101 272	60	363 619	66,6

[4] Données CLAP INSEE au 31 décembre 2015
[5] Données CLAP INSEE au 31 décembre 2015.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

1.2.2.1 Une économie non présentielle[6] diversifiée, liée aux ressources du territoire

L'ostréiculture : une filière maritime identitaire à conforter



L'ostréiculture est une activité traditionnelle qui a contribué à façonner l'identité du territoire et qui occupe aujourd'hui une place stratégique dans le paysage socio-économique local. Elle fait partie de l'image et de la notoriété du Bassin d'Arcachon et a concouru à façonner les ports et l'espace maritime de la lagune, contribuant ainsi à l'émergence d'un patrimoine culturel et paysager caractéristique du Bassin d'Arcachon.

Le Bassin d'Arcachon est un site propice à la reproduction naturelle de l'huître, grâce à ses conditions favorables de température et de salinité. Il s'agit du 1er centre naisseur en France : l'activité de captage et de vente de naissains vers les autres bassins de production y est importante.

La profession est structurée au sein du Comité Régional de la Conchyliculture Arcachon Aquitaine (CRCAA) qui, dans le cadre de ses missions, met en place de nombreuses actions d'accompagnement des entreprises, avec le soutien des partenaires institutionnels, et qui présente une forte implication sur le territoire. Le groupement d'Employeurs des métiers de la mer, le GE2M, s'est par ailleurs constitué en 2017, afin d'apporter une solution aux difficultés accrues de recrutement et de gestion du personnel que rencontre notamment la filière ostréicole.

La filière génère un chiffre d'affaires de plus de 47 millions d'euros par an. En 2020, elle compte 280 entreprises, réparties dans 23 ports ostréicoles sur le littoral, pour environ 1 000 emplois directs et 8 000 tonnes d'huîtres marchandes produites chaque année, soit 10% de la production nationale[7]. Les $^2/_3$ des ventes d'huîtres sont effectués en direct (cabanes, marchés, dégustations).

L'ostréiculture est toutefois confrontée à des enjeux majeurs et doit faire preuve d'une forte capacité d'adaptation dans un contexte de mutations structurelles et conjoncturelles qui s'accélère. La qualité de l'eau est la clef de voute pour l'activité de production sur le territoire. Les professionnels sont donc fortement mobilisés pour porter cet enjeu auprès des partenaires institutionnels, et contribuer à la recherche de solutions concertées permettant de préserver au mieux les capacités productives de la lagune. A l'heure actuelle, le coût de production sur le Bassin d'Arcachon est 38% plus élevé que la moyenne nationale, en lien avec les conditions de croissance dans le milieu et la main d'œuvre nécessaire pour accomplir le cycle de production. Ce contexte pénalise la filière sur les principaux canaux de distribution (en particulier en Grande et Moyenne Surface -GMS). Elle consacre donc un effort particulier sur les circuits courts : vente directe et dégustation à la cabane.

La préservation du milieu, à l'origine de toute production ostréicole, est donc une priorité des ostréiculteurs. Le bon état des écosystèmes marins est un enjeu fort pour la filière, qui est notamment mobilisée sur la réhabilitation du Domaine Public Maritime (DPM). Depuis les années 1960, les surfaces exploitées se sont fortement réduites et relocalisées vers le sud-ouest de la lagune. Le fond du Bassin a vu le développement d'importantes surfaces de friches, qui contribuent notamment à la modification des écosystèmes marins ainsi qu'à la compétition trophique. Depuis plus de 30 ans le CRCAA intervient dans le nettoyage et la réhabilitation des espaces concédés avec ses moyens nautiques. Cet enjeu de réhabilitation est aujourd'hui central pour de nombreux acteurs institutionnels et socio-économiques sur le Bassin d'Arcachon. Le CRCAA occupe une place clef dans ce collectif d'acteurs mobilisés sur cette thématique et ambitionne, d'ici 2023, de se doter de nouveaux moyens nautiques en capacité de répondre non seulement aux objectifs de nettoyage du DPM

[6] Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.
[7] Données CRCAA 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

concédé, mais également de contribuer fortement à l'objectif de réhabilitation de 75% des friches ostréicoles d'ici 2032, exprimé par l'ensemble des acteurs du territoire maritime réunis au sein du Conseil de Gestion du PNMBA.

La filière est également confrontée à un enjeu fort autour de la transmission des entreprises et de l'installation. Le CRCAA accompagne notamment le parcours à l'installation, dans la mesure où la dynamique d'installation et de reprise d'entreprises est indispensable au maintien de l'activité sur le territoire. Depuis 2018, cette dynamique enregistre un essoufflement, amenant le CRCAA à renforcer son action auprès des cédants. Des pistes d'actions en ce sens ont été identifiées dans le cadre d'une enquête sur la transmission d'entreprises, soutenue par le programme européen DLAL FEAMP, et qui doit permettre d'élaborer une stratégie cohérente pour les années à venir. Le CRCAA est également attentif à la question de l'accès au foncier, qui est primordiale pour permettre l'installation et l'extension des entreprises.

Enfin, la communication et la valorisation de la filière et des produits, font partie des enjeux pour accompagner la notoriété de la production, dans un contexte concurrentiel marqué par la présence sur la façade atlantique de bassins de production très dynamiques. Ainsi, grâce au soutien du programme européen DLAL FEAMP, le CRCAA a créé une marque collective « Les Huîtres Arcachon-Cap Ferret® », afin de mettre en avant les produits du territoire. Suivant la volonté des professionnels, cette marque est déclinée en 2 gammes, Tradition et Sélection, qui permettent de valoriser des produits spécifiques, répondant aux attentes des consommateurs. Le CRCAA s'est également doté d'outils de sensibilisation auprès de différents publics, grâce au programme européen DLAL FEAMP : un livre pour enfants, un beau livre illustré pour présenter tous les aspects de l'ostréiculture arcachonnaise et un site internet à destination du grand public.

La pêche : une filière maritime traditionnelle à maintenir



Activité traditionnelle du Bassin d'Arcachon, la pêche artisanale conserve un poids économique significatif. Ainsi, en 2021, 104 navires sont immatriculés à Arcachon et se répartissent en plusieurs flottilles : 2/3 des navires pratiquent la pêche intra-bassin et 1/3 des navires sortent à l'océan (fileyeurs, chalutiers et vedettes). A ces chiffres, s'ajoutent 97 professionnels sous statut mixte conchyliculture/petite pêche et 12 entreprises de pêche à pied d'appâts, qui sont répartis dans les ports du Bassin d'Arcachon[8]. 834 marins, tous métiers confondus, sont recensés à Arcachon[9].

En 2021, ces navires ont débarqué 1 279 tonnes de poissons à Arcachon, pour un chiffre d'affaires de 10,6 millions d'euros, données sous le seuil de rentabilité de la criée pour la 4ème année consécutive. Sur cette criée d'importance nationale, notamment grâce à la qualité de ses apports, on retrouve une trentaine d'acheteurs agréés : poissonniers, mareyeurs et restaurateurs, dont une part importante d'acheteurs à distance. Ainsi, la grande majorité des achats effectués est ensuite vendue en dehors du territoire. Les principales espèces débarquées en criée d'Arcachon en 2021 étaient : la sole, le merlu et le bar. D'autres espèces, avec un potentiel de valorisation à moyen terme, sont également pêchées : vive, bonite, grondin, congres…

La profession est localement structurée et représentée par le Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de la Gironde (CDPMEM33) et l'organisation de producteurs Pêcheurs d'Aquitaine. Le CDPMEM33 participe aux actions locales menées sur la pêche, notamment par le PNMBA. Ensemble, ils réalisent, entre autres, une étude d'interaction des activités de pêches professionnelles avec les richesses

[8] Note de conjoncture – 1er semestre 2021 – CRPMEM Nouvelle-Aquitaine
[9] Données AGEFOS 2019

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

naturelles du Bassin d'Arcachon, ainsi que des expérimentations pour la collecte et l'incubation des œufs de seiche, dans le cadre du programme européen DLAL FEAMP.

Les activités de pêche sont fortement encadrées aux niveaux européen, national et régional, et sont dépendantes de l'état des stocks et des conditions climatiques et environnementales. Ainsi, les prix et le chiffre d'affaires dépendent directement des marchés et de la Politique Commune des Pêches.

Les prévisions d'activité sont donc difficiles à établir et peu de reports sont possibles d'une espèce à une autre. Les pêches intra-bassin sont particulièrement liées à ces aléas. La traversée des passes est également un élément déterminant pour la filière pêche locale, allant jusqu'à causer des accidents parfois mortels. Ainsi, de plus en plus de navires arcachonnais débarquent leurs captures dans d'autres ports de la façade atlantique, plus accessibles en hiver. Même si la criée d'Arcachon a mis en place depuis plusieurs années un système de transport des marchandises pour les rapatrier, des volumes de plus en plus importants partent sous d'autres halles de vente, notamment en Espagne. Ce constat a conduit le port d'Arcachon à engager, en 2021, grâce au soutien du programme européen DLAL FEAMP, un audit du fonctionnement de la criée, afin de redynamiser l'activité de la filière pêche locale. 51 recommandations d'actions ont émané de cet audit et seront analysés par l'équipe du port pour la mise en œuvre des actions prioritaires dès 2022.

Conscient de la nécessité de préserver la ressource, le CDPMEM 33 prend chaque année des mesures de gestion : renouvellement des licences, fermeture temporaire de zones de pêche, fermeture temporaire de certaines espèces… Ainsi, en 2018, dans le cadre du programme DLAL-FEAMP, le CDPMEM33 a mené une évaluation de stock de la palourde du Bassin d'Arcachon et a renouvelé cette opération en 2021. Les résultats de cette dernière vont également permettre aux scientifiques associés de fournir des informations sur la croissance de la palourde du Bassin d'Arcachon qui est spécifique, au regard des conditions naturelles, et qui nécessite une adaptation de la règlementation locale.

Afin d'améliorer la rentabilité des armements girondins et les prix de vente de ses produits, la pêche professionnelle s'oriente toujours vers la diversification des activités et des voies de commercialisation : développement de la vente directe et en Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) et dégustation à la cabane, sont aussi des réponses à une attente forte de la population venant sur les ports, tout comme l'organisation d'évènements de mise en avant des produits, des métiers et des savoir-faire de la filière (Salon Nautique d'Arcachon, Bordeaux SoGood, Salon de l'Agriculture de Nouvelle-Aquitaine…).

Les expérimentations menées depuis 2013, avec le soutien des fonds européens, en partenariat entre le CDPMEM33 et le Pays BARVAL, pour le développement des produits locaux de la pêche en restauration collective ont été encourageantes. Des actions, dans la continuité, soutenues par le DLAL-FEAMP, ont confirmé ces 1ers résultats. Mais si la demande est désormais bien présente, l'offre locale reste à structurer.

Enfin, en partenariat avec l'ostréiculture, le pescatourisme permet de valoriser les activités de pêche et les métiers, pour une dizaine de professionnels, sans toutefois fournir un revenu complémentaire conséquent.

Le nautisme : vers une filière vitrine du territoire



Cette filière traditionnelle, ancrée sur le territoire depuis plus d'un siècle possède un poids économique significatif avec un chiffre d'affaires estimé à 127 millions d'euros sur le Bassin d'Arcachon. Elle compte 120 entreprises pour 450 emplois[10], soit 7% des établissements de Nouvelle-Aquitaine.

[10] SIBA – Recueil touristique SIBA Juillet 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Si la filière est localement très diversifiée et regroupe la quasi-totalité des compétences du domaine, les établissements dédiés à la construction, ainsi qu'à la réparation/maintenance navale prédominent, regroupant les $^2/_3$ des entreprises du département de la Gironde[11]. Il est à noter également l'émergence de filières relatives au développement d'un nautisme plus respectueux de l'environnement, de déconstruction et recyclage, de bateaux partagés, de bateaux électriques, des transports nautiques du public ou encore de carénages écologiques.

Le nautisme est un vivier d'innovation sur le territoire : il a notamment inspiré de nouveaux bateaux (ex : le Beacher et le Bô 28) et a accompagné le développement d'innovations technologiques sur des secteurs variés (technologie de traction de bateau, corps morts connectés, solutions de motorisations hybrides et électriques, création d'un catamaran électrique hybride…).

Alors que ce secteur industriel français est le plus exportateur, l'économie du nautisme local est majoritairement tournée vers les usages et usagers du Bassin d'Arcachon et souffre d'un déficit de visibilité au niveau national et à l'international (seules quelques entités « exportent » leurs services ou produits hors du territoire). Des démarches sont ainsi menées localement pour renforcer leur promotion (Salon Nautique d'Arcachon) et un diagnostic de la filière est en cours de réalisation par BA2E.

Le territoire bénéficie d'une filière de formation spécialisée sur deux établissements (Lycée de la Mer de Gujan-Mestras et BASSIN Formation COBAS), allant du CAP au BTS.

Les Infrastructures portuaires : indispensables aux activités maritimes



L'économie maritime du Bassin d'Arcachon (pêche, ostréiculture, nautisme) est liée à la bonne fonctionnalité des infrastructures portuaires, sur laquelle les gestionnaires investissent (quais, bâtiments, aires de carénages, …). Pour maintenir les niveaux d'eau nécessaires aux usagers et sécuriser les voies navigables du Bassin d'Arcachon, le SIBA, par délégation des communes riveraines, ou par convention de mutualisation avec le Syndicat Mixte de gestion des Ports du Bassin d'Arcachon (SMPBA), dirige de nombreuses opérations de dragage.

Les matériaux extraits de ces opérations sont ramenés à terre et réceptionnés dans des bassins de décantation et/ou de stockage, à proximité des ports. Ils doivent ensuite être évacués dans un délai de 3 ans maximum et avant toute nouvelle opération de dragage. La réutilisation de ces sédiments constitue tout l'enjeu d'une programmation efficiente pour de nouvelles opérations. Les premiers essais et recherches laissent entrevoir le développement de filières de valorisation prometteuses (supports de cultures, remblai, amendement, technique routière…). Par ailleurs, une étude sur les potentialités de valorisation, cofinancée par l' Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), est en cours afin de formuler des matériaux à base de sédiments répondant aux besoins des acteurs locaux (communes et intercommunalités).

L'aquaculture : un potentiel de développement à confirmer



Outre l'ostréiculture, le territoire offre d'autres formes d'aquaculture en développement, dont deux productions de caviars français (Biganos et Le Teich), une production de sangsues, une production de spiruline[12] et une pisciculture de truites.

[11] Source : Note filière BA2E.
[12] Microalgue d'eau douce de couleur bleue-verte, utilisée en tant que complément alimentaire et dans la production cosmétique.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

L'agriculture : une activité peu présente à développer[13]



Bien que le nombre d'exploitations soit en baisse (99 en 2019, contre 156 en 2010), les espaces agricoles progressent. Ils couvrent 11 196 hectares et représentent 7% de la surface du territoire en 2015, contre 6.5% en 2010.

Les filières agricoles locales sont diversifiées (élevage, maraîchage, production horticole et florale) mais restent marquées par une prédominance des surfaces en maïs et légumes de plein champs, qui représentent près de 80% de la surface agricole du territoire, et sont situées en périphérie du territoire. Les autres surfaces agricoles, constituées de parcelles enherbées de taille plus modeste, sont relativement morcelées et se situent essentiellement à proximité des espaces urbains et/ou s'insèrent dans ces derniers.

Alors que les exploitations en grande culture commercialisent, pour une grande majorité, auprès d'industriels et de coopératives, les AMAP sont un mode de commercialisation privilégié par les maraîchers. Le territoire en compte huit, trois « Ruche qui dit oui »[14] et quelques entreprises pratiquant la vente directe à l'établissement, mais peu de producteurs du territoire sont présents dans ces structures. Les circuits de commercialisation courts sont sollicités mais restent peu développés sur le territoire. La vente en circuit court/vente directe représente une opportunité, car elle permet aux agriculteurs de réaliser de meilleures marges.

Les trois intercommunalités du Pays BARVAL ont lancé, en 2021, l'élaboration d'un PAT en partenariat avec les associations locales Collectif Aliment-Terre et Les Amis de la Terre Val de l'Eyre-Gironde à l'initiative de la démarche. L'objectif est de réunir tous les acteurs du système alimentaire local pour travailler ensemble à la relocalisation des filières agricole et alimentaire. Une première phase doit permettre d'élaborer un diagnostic du système agricole et alimentaire, de construire un outil de pilotage du foncier agricole pour favoriser l'installation de porteurs de projets et d'accompagner des opérations pilotes (espaces tests agricoles...).

Le faible nombre d'installations (6 en 2018) contraste en effet avec les demandes recensées. Plusieurs facteurs peuvent expliquer que peu de projets aboutissent à des installations : projets économiques non viables, contraintes environnementales pour les projets en périphérie du Bassin, et, enfin, difficultés de disponibilité et d'accès aux espaces agricoles fonctionnels comprenant une possibilité d'irrigation et un accès à l'eau.

L'agriculture sur le territoire constitue principalement un revenu d'appoint ($^2/_3$ des structures correspondent à des activités secondaires) soit parce que l'exploitant exerce une autre activité à titre principal, soit parce que ses revenus d'exploitation sont inférieurs aux normes et ne permettent pas une classification en exploitant à titre principal.

Enfin, il est à noter la présence du Groupement de Recherche sur les Cultures et Techniques Agricoles des Sols Forestiers d'Aquitaine (GRCETA-SFA) sur la commune de Belin-Beliet, qui a pour objectif d'aider les agriculteurs à améliorer leurs résultats technico-économiques en respectant l'environnement.

L'exploitation forestière : une activité patrimoniale et un moteur de développement économique, soumise à des menaces, mais disposant de forts potentiels



Inscrit au sein du massif des Landes de Gascogne, la plus grande forêt cultivée d'Europe, le territoire bénéficie, avec ses 114 000 hectares de forêts qui couvrent 76 % de sa surface, d'une très importante ressource en bois. Ce massif forestier occupe une place centrale dans la structuration des paysages et dans

[13] Diagnostic Agricole du SYBARVAL 2019.
[14] La ruche qui dit oui : système de vente en circuit court avec commande sur internet au producteur et livraison dans une des 350 « ruches » implantées en France et en Belgique. Article La dépêche du Bassin du 4 au 10 mars 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

les patrimoines culturels locaux. Avec l'ostréiculture et la pêche, cette filière est un pilier historique des ressources socio-économiques du Bassin d'Arcachon.

La filière forêt-bois représente un pan important de l'économie locale : 8.9 % de l'emploi salarié (source : INSEE CLAP 2010) et est principalement structurée autour des segments de l'exploitation forestière, de l'industrie bois-papier et du sciage.

Dans le cadre du diagnostic mené par BA2E, cette dernière a mis en parallèle les avantages, les innovations avec les écarts de performance et les vulnérabilités. Le pin maritime représente des potentialités de développement de la chimie verte et de la mixité avec d'autres matériaux. L'économie circulaire, la bioéconomie et le biomimétisme offrent des pistes de développement.

Des réflexions sont actuellement menées pour l'installation d'un Pôle Bois sur le Nord Bassin, qui aurait pour objectifs : d'attirer des entreprises et des projets à valeur ajoutée, d'accompagner les entreprises à passer un cap, de développer l'innovation et de positionner le territoire sur cette filière.

La Recherche et Développement : un secteur en plein essor



Deux pôles de compétitivité[15] d'envergure nationale ainsi que de centres de recherche spécialisés, porteurs de perspectives de développement pour le territoire, sont présents sur le territoire :

- **Le Pôle de compétitivité Route des Lasers et Laser Mégajoule,** dédié aux technologies Optique-Laser-Photonique et Electronique-Hyperfréquences.
- **Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) du Cesta au Barp,** qui héberge le plus grand laser d'Europe.
- **Le Pôle de compétitivité Xylofutur,** dont la mission principale est de faire émerger des projets innovants au profit de la filière Forêt-Bois-Papier d'Aquitaine.
- **Le centre d'essais aéronautiques :** le site aéronautique de Cazaux abrite l'un des deux seuls centres d'essais en vol de la Direction Générale de l'Armement ainsi que la Base Aérienne 120.
- **L'Unité Mixte de Recherche - Environnements et Paléoenvironnements Océaniques (UMR EPOC)**, qui travaille principalement sur l'écotoxicologie aquatique et sur l'écologie et la biogéochimie des écosystèmes côtiers.
- **L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer)** en charge des missions de surveillance et de collecte de données sur la qualité du milieu marin littoral pour différents réseaux et observatoires.

[15] « Un pôle de compétitivité rassemble sur un territoire bien identifié et sur une thématique ciblée, des entreprises, petites et grandes, des laboratoires de recherche et des établissements de formation ». http://competitivite.gouv.fr/politique-des-poles/la-politique-des-poles-depuis-2005-472.html.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

1.2.2.2 Une économie présentielle[16] majeure.

Le commerce et l'artisanat représentent deux secteurs économiques avec un fort dynamisme, lié à l'attractivité du territoire, mais qui présentent également des fragilités.

Le commerce : un secteur économique en forte croissance, mais vulnérable



Près de 10 000 établissements actifs enregistrés au registre du commerce et des sociétés ont été recensés en 2019 sur le territoire, comptant une part prépondérante d'entreprises du secteur des services (52%) et du commerce (31%). Ces établissements se caractérisent par leur petite taille : 89% d'entreprises de moins de 10 salariés, contre 83% à l'échelle de la Gironde[17].

L'offre en commerces traditionnels (moins de 300 m²) est très importante sur le territoire avec 3 823 établissements recensés en 2021[18], malgré des déséquilibres infra territoriaux. Ainsi, la COBAS et la COBAN regroupent près de 95% de l'offre commerciale, davantage orientée vers le tourisme (Cafés Hôtels Restaurants (22%), services aux personnes (21%) et commerces alimentaires (12%)), alors que celle du Val de l'Eyre s'adresse principalement aux besoins des populations (activités alimentaires, de santé-beauté et de services à la personne majoritaires. Le territoire BARVAL représente 12,9 % des commerces de Gironde en 2021.

Le secteur bénéficie d'un excellent dynamisme, avec une croissance de 50,2% du nombre d'établissements commerciaux traditionnels entre 2009 et 2018, soit 1 158 établissements supplémentaires. On recensait 1 077 créations en 2019, représentant un taux de création d'établissement de 11%, contre 13% au niveau départemental. La hausse locale est principalement liée aux établissements de services à la personne et Cafés Hôtels Restaurants, qui représentent près de 48% des nouveaux établissements.

La densité de commerces traditionnels sur le territoire est forte, en lien avec l'apport touristique, et continue de progresser : 23,2 commerces traditionnels pour 1 000 habitants, contre 14,7 il y a 10 ans.

Le taux de survie des établissements à 5 ans est quant à lui de 68% sur le territoire (contre 66% au niveau départemental). L'OCM du Pays BARVAL a permis de conforter, entre 2013 et 2018, le commerce de centre-ville et a généré des retombées positives sur le territoire en termes d'attractivité commerciale des centralités, en cohérence avec des opérations de modernisation portées par les communes.

La surreprésentation du secteur des GMS, constatée à l'échelle de la Gironde est particulièrement visible sur le territoire. Cependant, la demande, qui avait atteint un pic en 2018 à 15 098m², a chuté de plus de 90% ces deux dernières années. Cette baisse est constatée sur l'ensemble du Département en 2020 et s'explique par la mise en œuvre de la loi ELAN[19] et par la crise sanitaire[20].

[16] Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et services, visant la satisfaction des besoins des personnes présentes sur le territoire (résidents et touristes).
[17] Terranalys 2020, CCIBG.
[18] Observatoire de l'offre commerciale, CCI Bordeaux Gironde, février 2021 (hors activités de centres de culture physique).
[19] Loi Elan : Loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique.
[20] Bilan Commission Départementale d'Aménagement Commercial 2019 et 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Le commerce non sédentaire : facteur de dynamisme des centralités



Les marchés traditionnels bénéficient d'une bonne implantation sur le territoire du Pays : 15 des 17 communes du Pays possèdent un marché, dont 7 communes d'un marché couvert ou semi-couvert, ce qui représente un total de 23 marchés permanents, pour environ 400 commerçants non sédentaires présents. Constituant un atout majeur pour l'animation des centralités, plusieurs nouveaux projets sont en cours et en réflexion.

L'évasion commerciale en commerce non sédentaire représente, en 2017, environ 946 260 €, soit 4% du potentiel de consommation. Avec une augmentation de 3 points en 5 ans, l'emprise des marchés du Pays est très élevée, démontrant qu'ils attirent de plus en plus les ménages du territoire[21].

L'activité commerciale non sédentaire générée par les marchés du territoire s'élève à 27.9 millions d'euros, soit 3.7% de l'activité commerciale totale. Elle enregistre une baisse de 7% en 5 ans, contre 11% en moyenne pour les marchés girondins.

Compte tenu de l'intérêt que représente le commerce non sédentaire pour la vie des communes, ce secteur a fait l'objet d'une action spécifique dans le cadre de l'OCM, venant nourrir les travaux sur les politiques en faveur du commerce de proximité. En 2019, on recensait 12 774 emplois commerciaux, représentant 9,3% des emplois commerciaux du département.[22]

Les activités artisanales : en forte progression mais fragiles

Les activités artisanales représentent une filière importante et en fort développement sur le territoire : le nombre d'établissements artisanaux s'élève aujourd'hui à 5 821[23], représentant une progression de 63% depuis 2013. Près d'un tiers des entreprises artisanales recensées ont moins de 3 ans et 854 immatriculations ont été enregistrées en 2020 et 2021, révélant ainsi la dynamique de création sur le territoire.



La filière est toujours caractérisée par une prédominance du secteur du BTP (40%) et des services (39%), même si ce dernier tend à rattraper le BTP.

La filière est marquée par une proportion élevée de chefs d'entreprises de plus de 55 ans, qui continue de progresser : ils représentaient 18% en 2013 et représentent désormais 26%. C'est dans le secteur de l'artisanat de production que leur part est la plus élevée (26.6%). Au 1er janvier 2021, la filière compte 5 024 contrats salariés, dont 40% dans le bâtiment et 30% dans les services[24].

Le tourisme et activités de loisirs : le premier secteur économique du territoire



Le tourisme est un secteur économique phare du territoire, en termes de revenus et d'emplois. Ainsi, il représente plus de 10% de l'emploi local[25] et a généré 760 millions d'euros de retombées économiques sur une année[26].

Il est essentiellement littoral et maritime, mais diverses filières touristiques composent l'offre du territoire :

[21] Source : étude de positionnement et proposition de plan d'actions pour renforcer et dynamiser les marchés du Pays BARVAL – CCI/CMA – 2017.
[22] Source : Accos, Données URSSAF 2019 (emplois réels, sans distinction de durée de travail).
[23] Données CMAI33 1er janvier 2021.
[24] Données CMAI33 1er janvier 2021
[25] SIBA, recueil de données touristiques du Bassin d'Arcachon Juillet 2020.
[26] Etude fréquentation touristique de la Région Nouvelle-Aquitaine 2019-2020 – Département de la Gironde.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- le tourisme d'affaires, présente un fort enjeu économique et fait l'objet d'un diagnostic mené par l'agence économique BA2E ;
- les filières porteuses d'image (patrimoine maritime, vélo, glisse, écotourisme…) ;
- et enfin les filières émergentes du bien-être et golfique.

Le tourisme de nature, majoritaire sur le Val de l'Eyre, poursuit son développement sur l'ensemble du territoire.

Depuis 2012, la capacité hotellière a progressé de 28.6 %, avec une montée en gamme. A l'inverse, le nombre de campings et d'emplacements a baissé (-2.9%)[27]. L'offre d'hébergements touristiques est toutefois hétérogène et inégalement répartie, notamment entre le littoral et l'intérieur du territoire.

Malgré l'ensemble des politiques en faveur du tourisme des 4 saisons, qui permettent d'atténuer la concentration en saison estivale, cette dernière reste la période de plus forte affluence.

Pour faire face à cette demande, le territoire dispose de sites et équipements de loisirs diversifiés et en partie renouvelés. L'offre de loisirs est toutefois concentrée sur les communes de Gujan-Mestras et La Teste de Buch, qui représentent près des ¾ de la fréquentation des sites de visite et de loisirs du Bassin d'Arcachon.

Conscientes de l'importance de leurs plages dans l'offre touristique et de loisirs de proximité et métropolitaine, les communes de Lège-Cap-Ferret et de la Teste de Buch se sont engagées dans des études d'Aménagement durable des Plages avec l'appui du Groupement d'intérêt public (GIP) Littoral.

Bien que la gouvernance touristique demeure éclatée sur le territoire, une structuration intercommunale est à l'œuvre. Ainsi, il existe un office de tourisme intercommunal sur le Val de l'Eyre, ainsi que l'office de tourisme Cœur du Bassin qui intervient sur 5 communes de la COBAN (Mios, Biganos, Marcheprime, Audenge et Lanton). Sur le Sud Bassin, seul l'Office de Tourisme du Teich est intégré à la COBAS (engagement en cours entre les établissements publics gérant les Offices de Tourisme d'Arcachon, de La Teste de Buch et de Gujan-Mestras et la COBAS, pour leur mutation[28]). De plus, la promotion touristique globale du Bassin d'Arcachon est assurée par le SIBA.

A noter toutefois que la saisonnalité a un impact fort sur le territoire. En effet, en raison de la forte activité touristique du territoire, près de 4 000 saisonniers sont employés sur sa partie littorale pendant l'été[29], dont la moitié dans la restauration. Malgré tout, les professionnels touristiques du territoire déclarent rencontrer des difficultés accrues pour recruter du personnel saisonnier. Elles sont notamment liées à la problématique du logement, prégnante sur le territoire, mais également à la baisse d'attractivité des métiers.

Conformément à la loi du 28 décembre 2016 dite « loi montagne 2 », un travail est mené sur la COBAS et la COBAN (qui compte 5 communes concernées) sur le logement des travailleurs saisonniers[30].

Le territoire entend favoriser la montée en gamme de l'offre touristique, indispensable pour lui permettre d'avoir un avantage concurrentiel, dans un contexte post crise sanitaire où de nombreuses destinations entendent jouer la concurrence par les prix. Par ailleurs, la crise sanitaire a accéléré le développement d'une nouvelle forme d'organisation du travail : le télétravail. Le développement et la structuration d'une offre touristique autour de ce concept, qui valorise notamment les espaces de coworking présents sur le territoire, est en cours par le SIBA.

[27] Source INSEE-2021.
[28] Rapport d'activités COBAS 2019.
[29] SIBA, recueil de données touristiques du Bassin d'Arcachon Juillet 2020.
[30] La loi du 28 décembre 2016 dite loi "montagne acte 2" a introduit l'obligation pour toutes les communes touristiques au sens du code du tourisme de signer avec l'État une convention pour le logement des travailleurs saisonniers (Article 47).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

1.2.2.3 Des équipements et services publics pour accueillir et accompagner les entreprises



Les zones d'activités économiques

Le territoire bénéficie d'un maillage complet et équilibré avec une trentaine de zones d'activités, gérées par les intercommunalités. Ces zones sont majoritairement à vocation mixte et sont donc caractérisées par une faible spécialisation. Si des projets de création et d'extension des zones d'activités sont recensés sur les trois EPCI, pour répondre à la forte demande des acteurs économiques, le territoire fait toutefois face à un manque de disponibilité foncière. Une analyse est engagée dans le cadre de l'élaboration du Schéma de cohérence territoriale (SCOT).

Les pépinières et hôtels d'entreprises

L'offre publique en pépinières et hôtels d'entreprises est présente sur les territoires du Val de l'Eyre et du Sud Bassin, et en projet sur la COBAN. Ces structures offrent des services mutualisés et un accompagnement des entreprises par les services économiques des intercommunalités. Les trois intercommunalités poursuivent donc la structuration du territoire en équipements.





Les espaces de coworking

Le territoire enregistre une dynamique autour de la création d'espaces de coworking, soutenue par le programme européen LEADER, et qui se répartissent sur les trois EPCI du territoire.

La CDC VE a conçu et exploite en régie deux espaces de coworking, situés sur la zone d'activités économique Sylva 21 à Belin-Beliet, et un troisième espace est en cours de définition sur la commune du Barp.

La COBAS propose, au sein de sa pépinière d'entreprises et de son hôtel d'entreprises, des espaces de travail collaboratifs. Cette offre vient compléter celle du secteur privé, qui compte aujourd'hui trois espaces de coworking.

Enfin, le Nord Bassin compte plusieurs espaces de coworking privés (Mios, Andernos-les-Bains, Audenge…). La COBAN a lancé en 2021 une étude portant sur le développement et la création d'un réseau de Tiers-Lieux, afin d'identifier les opportunités de création et les complémentarités entre les différents lieux. Le village des artisans/espace de coworking artisanal projeté à Audenge sera intégré à cette étude.

L'agence de développement économique BA2E

Créée en 2016, BA2E assure 3 missions principales :



- **Accompagnement des entreprises et porteurs de projet** dans la création, le développement, l'implantation et la reprise avec une attention particulière pour les entreprises innovantes.
- **Animation et structuration de 5 filières stratégiques** : le bois et la forêt, le nautisme et la plaisance, le numérique/la transformation numérique des entreprises, le tourisme d'affaires et la silver économie ou le marché des seniors.
- **Promotion économique du territoire** : mise en avant des entreprises et de leur savoir-faire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Une plateforme, sur son site internet, recense la disponibilité foncière et immobilière, permettant d'aider les entreprises dans leur recherche, sachant que le manque de disponibilité foncière est aujourd'hui un frein important au développement économique du territoire.

RCommerce

Rcommerce est une plateforme créée par la CDC VE à destination des entreprises ayant pour objet la mise en relation de vendeurs professionnels, entreprises, commerçants et artisans avec les internautes clients.

Connect'ences

Lancée en 2018, la plateforme territoriale Connect'ences est venue concrétiser le travail réalisé sur la mutualisation des salariés dans le cadre de la GPECT, et repose sur 4 missions complémentaires :

- **Révéler les besoins des Très Petites Entreprises** (TPE) locales,
- **Formaliser les besoins en temps partagé**,
- **Répondre aux besoins de l'entreprise**, par la mobilisation d'un réseau d'opérateurs partenaires (groupements d'employeurs et association de cadres à temps partagé),
- **Impulser une dynamique collective et territoriale**.

La plateforme contribue à l'emploi local avec un taux excellent de 92% de recrutements pourvus par des candidats résidant sur le territoire. Elle met également en œuvre depuis 2021 un nouveau projet innovant, CONNECT'Emploi, basé notamment sur deux composantes : la réalisation de rallyes emploi sur le territoire et la mise en œuvre d'un Boost, pour traiter les métiers pénuriques notamment. Ces actions viennent répondre aux nouvelles attentes exprimées par les entreprises rencontrées par la plateforme, face à la tension sur les recrutements.

Connect'ences offre un cadre unique d'expérimentation, pour la mise en œuvre d'actions collectives innovantes s'appuyant sur le temps partagé et le réseau de ses opérateurs.

La marque territoriale partagée du Bassin d'Arcachon

Créée en 2016 par le SIBA, la marque permet de rassembler et fédérer les acteurs locaux autour d'une identité commune, de créer des synergies entre acteurs économiques d'univers très variés (plus de 820 partenaires) et de cultiver un sentiment d'appartenance.

1.2.2.4 Des potentiels de développement d'activités : l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire (ESS) désigne un ensemble d'entreprises organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations ou fondations, dont le fonctionnement interne et les activités sont fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale.

En 2015, l'INSEE estime que 12% de la population active travaille dans l'ESS en Nouvelle-Aquitaine, soit un salarié sur huit de l'économie privée, et que l'ESS représente 10.2% des établissements. Les associations regroupent près de 75% de ces emplois et sont donc les premiers employeurs de l'ESS[31]. Les effectifs les plus importants interviennent dans les domaines de l'action sociale, du soutien aux entreprises, des activités financières et d'assurance, de l'enseignement et de la santé[32].

En 2017, l'ESS représente 10% de l'emploi sur le territoire du Pays BARVAL, soit 3 551 effectifs salariés[33], et concerne 359 établissements employeurs, soit 7.1% des établissements locaux.

[31] INSEE Analyses n°80-Octobre 2019.
[32] CRESS Panorama de l'ESS – Edition 2018.
[33] INSEE FLORES 2017

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Poids de l'ESS sur le territoire

	PAYS BARVAL	COBAS	COBAN	CC VE
% salariés ESS / total	10%	8%	14%	5%
Etablissements employeurs	359	166	152	41
Effectifs salariés	3 551	1 431	1 903	217

Les structures présentes localement interviennent sur des champs variés et sont de taille diverse :

- association REP'EYRE à Belin-Beliet : recyclerie d'objets et deux-roues,
- association d'insertion Bassin Solidarité Emploi à Audenge : aide à la personne,
- atelier-chantier d'insertion Fringuette implanté à Belin-Beliet, Biganos, Andernos-les-Bains et La Teste de Buch : récupération de vêtements, retouche, couture,
- association ATENOBA à Andernos les Bains : recyclerie/ressourcerie du Nord Bassin,
- association INSERCYCLES au Teich : atelier d'insertion, maintenance de deux-roues pour la mobilité vers l'emploi,
- association STOP IT à Gujan-Mestras : récupération des petits appareils électriques et informatiques, petites réparations….

La commune de Biganos mène actuellement une réflexion autour de la création d'un incubateur des initiatives de l'ESS.

1.2.2.5 Impacts de la crise sanitaire sur le tissu économique et mesures d'accompagnement mises en œuvre

La crise sanitaire, liée à l'épidémie de coronavirus, a largement impacté l'activité des entreprises locales. Même si certains secteurs ont été plus durement touchés que d'autres, sur le territoire comme au niveau national, au global ce sont 40 000 entreprises qui ont eu recours à l'activité partielle en Gironde au cours de l'année 2020, soit $^4/_5$ des entreprises.

En 2020, BA2E a accompagné 118 entreprises sur l'orientation et la mobilisation des différentes aides dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19. Les 6 secteurs les plus concernés sont, par ordre décroissant : le commerce, le service aux particuliers, la restauration, le service aux entreprises, l'artisanat et le tourisme/loisirs… En 2021, l'agence a mis en place des « Experts solidaires » permettant aux entreprises d'avoir un conseil gratuit auprès de divers experts.

Les trois EPCI du territoire ont également déployé des dispositifs de soutien aux entreprises, dont :

- La fabrication et/ou fourniture de masques en tissu pour les salariés et/ou habitants du territoire ;
- L'abondement au fond régional de prêt et de proximité à raison de 2€/habitant ;
- Des soutiens financiers aux entreprises (ex : chèque numérique, fonds d'aide pour les TPE, « Cercle de vie entreprendre ») ;
- La gratuité de certains hôtels d'entreprises et espaces de coworking ;
- La gratuité du site Rcommerce...

Par son caractère soudain et inattendu, cette crise est notamment venue accélérer les tendances déjà à l'œuvre dans le commerce et confirme l'érosion du modèle commercial créé dans les années 1970. Le consommateur consomme en effet de moins en moins dans les mètres carrés construits, en particulier en raison de l'essor du e-commerce (18% de part de marché en 2020) et du développement du marché bis de l'occasion. De plus, le commerce territorial est impacté par la relation entre les temps d'ouverture et les temps effectifs de consommation[34].

[34] Lestoux et Associés, 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Toutes ces évolutions représentent aujourd'hui un réel défit pour les commerces de proximité. Depuis le début de la crise, des systèmes tels que les drives, les places de marchés virtuelles et le click&collect se sont développés en masse et posent des questions liées à l'accompagnement de la digitalisation des commerces ou encore à la logistique en centre-ville, qui devront être prises en compte pour accompagner l'évolution du commerce et des centres-villes dans les prochaines années.

1.2.3 Les services à la population

1.2.3.1 L'habitat

Une offre qui se développe en phase avec la population



Le Pays BARVAL compte 106 658 logements en 2017 (source INSEE), soit une évolution de 20.9 % en 10 ans (pour une évolution de population totale de 18 % sur la même période), supérieure à celle du Département mais inférieure à la période précédente.

Le territoire est caractérisé par une faible proportion de résidences principales mais qui progresse. Ce phénomène est particulièrement remarquable sur les intercommunalités littorales, très touristiques, marquées par l'occupation saisonnière des logements.

Il est à noter que si la part des ménages propriétaires est importante, comparée au niveau départemental (66.6% en 2017 sur le territoire, pour 54.7% en Gironde), elle enregistre un léger recul sur le Nord et le Sud Bassin mais continue de progresser sur le Val de l'Eyre, où l'accession à la propriété est plus développée.

Une part importante d'habitat individuel consommateur d'espaces mais une tendance à la diminution de la consommation foncière et une évolution des formes urbaines favorisant une plus forte densité.

Le parc de logement reste très majoritairement composé de logements individuels (74.3% en 2017), y compris sur la zone la plus urbaine, même si elle est plus proche du niveau départemental (62.2% en 2017). Cependant, le parc individuel est en recul, et ce, sur les 3 intercommunalités.

La forte pression foncière et immobilière du territoire amène à des évolutions :

- Une faible vacance des logements, en diminution depuis 2012 sur les trois EPCI ;
- Une augmentation des divisions parcellaires[35].

L'affirmation du polycentrisme du territoire passe par le confortement des centralités historiques et l'émergence de centralités relais dans les secteurs rétro-littoraux. Il s'agit de renforcer la mixité fonctionnelle par l'accès aux commerces, services et équipements et le développement d'une urbanisation respectueuse de l'identité architecturale du territoire.

Mais, des déséquilibres entre les besoins des ménages et l'offre du territoire

L'offre en logements sociaux est en progression sur le territoire depuis plusieurs années (6 931 logements sociaux en 2019), mais reste inférieure à la demande (en 2018, on recensait 4 909 demandes de logements sociaux[36]) et à la réglementation qui se durcit.

La problématique du logement pour les jeunes, les jeunes ménages ou personnes modestes se pose sur les communes présentant des taux d'occupation de résidences principales par des propriétaires les plus élevés, qui disposent d'une offre limitée de logements locatifs[37], rendant ces besoins spécifiques non ou mal couverts.

[35] Division parcellaire : détachement d'une ou plusieurs parcelles destinées à la construction, issues d'une parcelle déjà bâtie.
[36] Source : observatoire des territoires-ANCT.
[37] SYBARVAL – Diagnostic SCOT.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

L'association Habitat Jeunes du Bassin d'Arcachon engage une réflexion sur l'habitat inclusif type intergénérationnel, visant à faire se rencontrer 2 types de population qui souffrent des mêmes difficultés : les personnes âgées seules et les jeunes isolés.

Le développement des services publics en faveur de la transition énergétique de l'habitat

Deux services publics complémentaires en faveur de la transition énergétique de l'habitat sont développés sur le territoire :

- permanences solaires, permettant à chaque habitant du territoire de bénéficier d'un conseil neutre et gratuit sur les installations solaires type thermique ou photovoltaïque,
- et plateformes de rénovation énergétique, permettant un accompagnement complet du point de vue transition écologique, sur les économies d'énergies et les énergies renouvelables.

1.2.3.2 Les transports et déplacements

Les déplacements représentent un enjeu majeur pour le territoire. Ainsi, la COBAS est dotée de la compétence transports et propose une offre de mobilité structurante : le réseau de transport en commun urbain, Baïa.

La COBAN, devenue communauté d'agglomération en 2018, déploie désormais sa politique de mobilité locale en investissant différents champs et s'est lancée dans la démarche volontaire d'élaboration d'un plan de mobilité simplifié.

Enfin, la CDC VE n'est pas compétente mais exerce, en tant qu'autorité de second rang par délégation de la Région, des services. Elle dispose de schémas des mobilités et des modes doux (2018) pour donner des orientations à une politique locale qui reste à déployer.

Des besoins de déplacements en évolution

D'un point de vue quantitatif, les déplacements pour le travail ne sont plus majoritaires dans l'ensemble des trajets effectués par les ménages. La part des déplacements pour des motifs de loisirs et d'achats progressent partout du fait de la structuration des typologies de population.

Le territoire est marqué par une mobilité journalière importante : 4.03 déplacements par jour et par personne, dont près des ¾ sont réalisés en voiture individuelle. Les distances quotidiennes sont, par ailleurs, particulièrement élevées, environ 43 km en moyenne[38].

Les ménages restent très dépendants de l'usage de la voiture sur le territoire : en 2017, 91.8 % des ménages du territoire disposent d'au moins une voiture et 43.7% de 2 voitures ou plus.

Les déplacements domicile-travail se concentrent sur deux aires d'influence : l'agglomération bordelaise, qui attire notamment les populations de la COBAN et du Val de l'Eyre, et la COBAS qui attire des flux de populations des communes de la COBAN et du Val de l'Eyre mais également de la métropole de Bordeaux.

Des infrastructures routières qui font face à une saturation grandissante



L'attractivité démographique et touristique du territoire génère une augmentation des déplacements de tous types. Ainsi, l'A63-A660, qui enregistre plus de 19 400 véhicules par jour, et la D106, avec ses 18 000 véhicules comptabilisés par jour, sont les axes routiers les plus fréquentés du territoire en 2018[39]. Des projets sont en cours afin de fluidifier le trafic :

- vers le Sud Bassin à travers la finalisation de la mise aux normes autoroutières (à 2x2 voies) de l'A660-RN250,

[38] SYBARVAL – Diagnostic SCOT.
[39] SYBARVAL – Diagnostic SCOT.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- et vers le Nord Bassin à travers un projet de voie de contournement Est du Bassin (déviation de la RD3), dont les études menées par le Département de la Gironde sont en cours.
- l'Etat mène actuellement des réflexions autour de plusieurs aménagements de l'A63, qui fait partie des infrastructures ayant subi les plus fortes croissances de trafic ces dernières années.[40]

Des services de transports collectifs renforcés et en développement, encore inégalement répartis et insuffisamment connectés



Organisée par la Région Nouvelle-Aquitaine et opérée par SNCF TER Nouvelle-Aquitaine, l'offre ferroviaire du territoire repose sur 3 lignes et 7 gares ouvertes au trafic de voyageurs sur le territoire (Marcheprime, Facture-Biganos, Le Teich, Gujan-Mestras, la Hume, La Teste de Buch et Arcachon). La fréquentation des gares du territoire connait une progression : +17% entre 2017 et 2019. La mise en service de la LGV (Ligne à Grande Vitesse) intégrale entre Bordeaux et Paris ainsi que la multiplication des possibilités de correspondances TER+TGV a facilité l'accessibilité ferroviaire au territoire, sur un secteur géographique particulièrement attractif.

La Région Nouvelle-Aquitaine organise également l'offre de transports en commun interurbains sur les territoires de la COBAN et du Val de l'Eyre, ainsi qu'un lien entre le Sud Bassin et le Nord des Landes. Quatre lignes interurbaines connectent la COBAN et le Val de l'Eyre entre eux et à l'agglomération bordelaise.

Présent uniquement sur la COBAS, autorité organisatrice de transport urbain, le réseau de transport collectif urbain Baïa propose un réseau intercommunal, connecté au TER, et un réseau de navettes de centre-ville, complétant et affinant le maillage de dessertes. Ce réseau a été revu à la suite des travaux d'élaboration du plan de mobilité volontaire de la COBAS et du renouvellement de la délégation de service public pour l'exploitation du réseau Baïa.

Progressivement, les trois intercommunalités ont développé un service de transport à la demande, permettant de compléter les services de transport collectif du territoire et d'apporter une réponse souple et presque sur-mesure pour des besoins de déplacements ciblés. Les trois services disposent de modalités propres, adaptées aux spécificités du territoire. La recherche d'une meilleure harmonisation des services pourrait être une piste d'amélioration de l'attractivité et du service rendu par ces offres pour fluidifier les interconnexions entre les territoires.

Ainsi, si les offres de transport en commun existent sur le territoire, elles sont diversifiées et complémentaires mais inégalement réparties et pas assez interconnectées en intra-territoire. L'accès à l'agglomération bordelaise reste encore problématique pour une partie des habitants en matière d'alternatives au tout voiture, plus encore pour les déplacements à l'intérieur du Pays quand ils sont extérieurs à la COBAS.

Une intermodalité naissante à structurer (pôles multimodaux)



Dans le cadre du Plan de Modernisation des gares de la Région, le réaménagement progressif des gares du territoire en pôle d'échanges est enclenché. Le territoire compte 5 pôles d'échanges multimodaux à la fin 2019 : Facture-Biganos, Marcheprime, Gujan-Mestras, Le Teich et Arcachon. La création du pôle d'échanges multimodaux de la gare de La Teste de Buch devrait intervenir d'ici 2 à 3 ans.

[40] Article Sud-Ouest du 10 mars 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Si les gares du territoire sont en passe de toutes devenir des pôles d'échanges, l'enjeu principal est la structuration de l'intermodalité. Devant le succès du train, des phénomènes de saturation par l'accès automobile deviennent préoccupants : la connexion de la gare de Marcheprime à une offre de transport en commun est un enjeu et une nécessité, afin d'envisager un lien avec le territoire du Val de l'Eyre. La billettique unique, du moins l'intégration tarifaire est par ailleurs souhaitée pour faciliter l'accès et la lisibilité des réseaux de transport collectif à minima.

Un transport maritime à développer dans le respect des contraintes environnementales



Aujourd'hui, le transport maritime est principalement assuré par l'Union des Bateliers d'Arcachon (UBA), qui propose des traversées du Bassin par navettes maritimes. Une seule ligne « Arcachon-Cap Ferret » est ouverte toute l'année, et 5 autres sont mises en service l'été uniquement.

En 2021, un nouveau service, dénommé « Passe Marée », a inauguré deux liaisons. La COBAS propose, par ailleurs, en saison estivale, un bus de mer pour relier les jetées du Sud-Bassin, sous la tarification du réseau urbain Baïa.

Au regard des distances kilométriques routières entre le Nord et le Sud du bassin, de la saturation grandissante de ce réseau, le développement du transport maritime représente un enjeu grandissant pour la liaison Nord - Sud Bassin. Ainsi, la création d'un véritable service public de transport maritime, adapté aux caractéristiques environnementales du plan d'eau et à la contrainte des marées, pourrait s'intégrer dans un réseau de transport collectif performant.

Des modes de déplacement doux à renforcer



Globalement plat, le Pays BARVAL est propice au développement des modes doux comme alternative à la voiture. Voies vertes, pistes ou bandes cyclables, zones apaisées, sont présentes sur le territoire, pour faire du vélo un mode de déplacement crédible, efficace et respectueux du cadre de vie. Ce sont au total plus de 350 km de pistes ou bandes cyclables et voies vertes, qui structurent le territoire. Des aménagements confortant la pratique du vélo se développent sur le territoire :

- des **installations de stationnement** permettant de sécuriser son vélo sont accessibles sur les gares de Biganos, Le Teich, Gujan-Mestras et Arcachon ainsi que sur deux aires de covoiturage du Nord Bassin. Des projets sont en cours pour que toutes les gares en soient, à terme, dotées.
- des **stations de gonflages et des arceaux vélos** (déjà en place sur la COBAS), vont être déployés sur la COBAN, pour développer de nouveaux équipements cyclables, en plus du déploiement du jalonnement cyclable.

Le territoire compte, par ailleurs, de nombreux professionnels dont ceux spécialisés dans l'entretien et la réparation de cycles, et certains offices de tourisme du territoire proposent de la location de vélos. Enfin, le SIBA a réalisé une cartographie des 220 km de pistes cyclables et 80 km de chemins de randonnées de son territoire, disponible en ligne sur Google Maps, Google Street View et Google Earth.

Si le réseau est relativement étendu, il reste encore insuffisamment développé pour permettre des reports modaux et une mobilité cyclable dans les zones denses (centre-bourgs, lieux touristiques). Le développement de l'utilisation de ce réseau dans le cadre de déplacements réguliers (domicile-travail en particulier) implique de le compléter, de le sécuriser et de développer les services. Des actions sont, à cet effet, programmées sur le territoire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

La question de la mobilité piétonne représente également un enjeu important pour le premier/dernier kilomètre sur le territoire.

Le covoiturage



Afin de favoriser et d'organiser cette pratique, les collectivités du Pays BARVAL et le Département ont développé depuis quelques années des aires de covoiturage (poches de stationnement) : le territoire en compte aujourd'hui 18, pour une capacité totale de près de 670 places. Le développement du réseau d'aires doit se poursuivre dans le cadre d'une stratégie départementale et aussi en lien avec la nouvelle configuration de l'A660 sur la COBAS.

Une plateforme internet de mise en relation sécurisée entre conducteurs et passagers est à la disposition de tous, grâce à un espace territorial dédié sur le portail départemental :
https://covoiturage.transgironde.fr/vers/paysBARVAL

L'autopartage un modèle encore fragile



Deux services d'autopartage ont été expérimentés sur le territoire en 2019 et 2020, mais non reconduits du fait d'un manque de rentabilité et d'un usage modeste : le service d'autopartage de voitures électriques pour des courts trajets, BlueClub sur la commune d'Arcachon et le service d'autopartage (voitures en libre-service) sur le pôle d'échange intermodal de Biganos, expérimenté par la COBAN.

En octobre 2021, un nouveau service a été mis en place sur la commune d'Arcachon, Mobilize Share (groupes Renault et EDF), qui propose quatre stations avec bornes de recharge pour 5 véhicules électriques. Le service sera étoffé en saison haute de deux stations supplémentaires.

Service d'autostop Rézo Pouce sur le Val de l'Eyre

La CDC VE a pour projet de déployer sur son territoire un réseau d'autostop organisé et sécurisé, dénommé Rézo Pouce (covoiturage spontané). Il s'agit d'une solution souple, réactive, solidaire et maillante pour prendre en compte la réalité d'usage de la voiture individuelle et offrir une solution très flexible à des personnes démunies de véhicules ou d'accès à un transport collectif.

Des aérodromes à maintenir



Le territoire compte deux aérodromes de loisirs, qui permettent l'accès à des appareils privés :

- L'aérodrome d'Andernos les Bains, géré par l'Aéroclub.
- L'aérodrome Villemarie situé à La Teste de Buch, propriété de la COBAS qui en assure la gestion.

Les offres de mobilité sont donc multiples, parfois réparties de façon hétérogène et en évolution constante. Le panorama des acteurs est en rapport avec cette variété d'offres et des niveaux de maturité différents dans l'organisation de l'offre, du fait des caractéristiques des territoires et des compétences des collectivités. Aussi, une mission mobilité durable, mutualisée à l'échelle du Pays BARVAL, a été créée fin 2015 par les trois EPCI du Pays, dont l'une des actions consiste en la mise en place d'un guichet unique de l'information mobilité à l'échelle du territoire (dénommé MOBI). Ce dispositif regroupe, depuis juin 2021, des outils d'informations physiques et dématérialisés dans une logique de faciliter l'accès à l'information de mobilité et de promotion des alternatives

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

à l'autosolisme. MOBI tient un rôle d'agrégateur et de démultiplicateur des initiatives et de l'actualité mobilité, dans le but de valoriser l'écomobilité auprès des usagers du territoire (habitants, travailleurs, comme visiteurs).

1.2.3.3 La communication et les TIC[41] : un bon niveau global d'infrastructures en cours de développement

Le territoire bénéficie d'une bonne à très bonne couverture en téléphonie mobile, avec encore quelques secteurs à renforcer dans certaines zones rétro-littorales.

Le déploiement de la fibre optique est quant à lui en cours, avec pour objectif une couverture totale du territoire en 2024-2025, en attendant, c'est le haut et très haut débit qui est déployé.

Le déploiement du haut débit va permettre de créer une dynamique d'emplois, avec notamment le développement du télétravail, mais également de répondre aux besoins des entreprises et ainsi favoriser le développement économique du territoire.

1.2.3.4 Les services administratifs et publics

L'organisation des services déconcentrés de l'Etat à l'échelle de l'arrondissement couvre le périmètre du Pays BARVAL (services préfectoraux, trésor public, gendarmerie, justice, Banque de France). Le territoire dispose d'une sous-préfecture à Arcachon, de trois trésoreries et de brigades de gendarmerie. Le Val de l'Eyre est caractérisé par une présence des services de l'Etat minimale et concentrée sur la ville de Belin-Beliet, chef-lieu de l'ancien canton. Le territoire dispose également d'un maillage postal complet.

1.2.3.5 L'emploi et l'insertion professionnelle

Les caractéristiques de l'emploi sur le territoire

Si la croissance de l'emploi est particulièrement soutenue sur le territoire (elle représente plus de 7% de l'emploi girondin), la part de l'emploi salarié reste inférieure au niveau départemental. Elle est en diminution sur le Sud Bassin et le Val de l'Eyre, qui jusqu'alors était le seul EPCI à voir ce taux augmenter, et est désormais stable sur le Nord Bassin[42].

La répartition des emplois selon la catégorie socioprofessionnelle enregistre à nouveau un recul de la part des ouvriers et employés entre 2012 et 2017, au profit des autres catégories (professions intermédiaires ; cadres et professions intellectuelles supérieures ; artisans, commerçants, chefs d'entreprises).[43]

La situation de l'emploi

A fin mars 2022, le territoire compte 11 225 demandeurs d'emploi[44]. Ce chiffre a diminué de 12,1% en un an (baisse supérieure à la moyenne départementale, qui s'établit à 10%, et principalement liée à la forte baisse sur la COBAS -16,2%). Après la progression enregistrée en 2020 (+ 4%), liée à la crise sanitaire, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi se confirme, conformément à la tendance enregistrée depuis 2019. Si cette baisse touche toutes les catégories, elle est moins marquée pour les femmes (baisse inférieure à celle enregistrée au niveau départemental), qui restent majoritaires.

Plus de 30% des demandeurs d'emploi déclarent au moins un frein périphérique (contre 28% fin 2020). Les principaux sont : l'exclusion numérique, l'état de santé, les moyens de transports et les difficultés financières.

[41] Technologies de l'Information et de la Communication.
[42] Source : INSEE, RP 2017, géographie au 01/01/2020.
[43] Source : INSEE, RP 2017, géographie au 01/01/2020.
[44] Source Pôle Emploi-Mai 2022 (catégories ABC : personnes sans emploi ou ayant réalisé une activité réduite).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

On note une progression des offres d'emploi déposées à Pôle Emploi de 59.9% en un an. Les 3 secteurs qui ont connu la plus forte hausse, en 1 an (en proportion), sont : l'agriculture (+114% en un an, pour des offres représentant 1% de l'emploi local), les services et l'industrie.

Entre mai 2021 et avril 2022[45], 97 456 recrutements ont été réalisés, dont 32.5% en intérim (en légère baisse), ce qui représente une hausse de 18.5% sur 1 an. Hors intérim, cette hausse s'élève à un peu plus de 23%, ce qui est moins important qu'à l'échelle départementale (26.8 %)

On relève toujours un décalage entre les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi (assistance auprès des enfants, services domestiques, vente et secrétariat) et les métiers les plus recherchés par les entreprises (personnel de cuisine, assistance auprès des adultes, service en cuisine). Cette inadéquation persistante entre offre et demande d'emploi représente une difficulté importante sur le territoire, qui vient accentuer les tensions sur le marché d'emploi et les difficultés de recrutement qui touchent désormais tous les secteurs.

La problématique du logement des salariés accentue également les tensions que connait le marché de l'emploi et rend ainsi le territoire moins attractif.

Les services et acteurs de l'emploi

Le territoire est caractérisé par un bon maillage des services publics de l'emploi qui développent des partenariats multiformes. Il est structuré autour d'acteurs aux périmètres d'intervention divers et aux organisations territoriales variées : Pôle Emploi, la mission locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre, le Service Public de l'Emploi Local présidé par la Sous-préfecture d'Arcachon en exercice, CAP EMPLOI…

Les bénéficiaires du RSA et minimas sociaux

En 2017, 2 375 habitants bénéficiaient du Revenu de solidarité active (RSA), représentant 3.4% de la population, et près de 24 000 habitants bénéficiaient d'une allocation sur le territoire, dont 11% dépendants à 100% des prestations sociales et 19% à 50% (valeurs inférieures au niveau départemental).

Les plateformes locales publiques dédiées à l'emploi

La COBAS et la COBAN ont développé des plateformes locales dédiées à l'emploi, qui recensent les offres d'emploi, de stage et de formation disponibles sur leurs territoires. En 2022, la plateforme de la COBAS a évolué vers un outil plus interactif (www.emploiterritoirecobas.fr), permettant aux entreprises et demandeurs d'emploi de recommander un candidat sur un poste et favorisant le partage sur les réseaux sociaux. Les collectivités organisent chaque année différents événements en faveur de l'emploi, en partenariat avec les agences Pôle Emploi du territoire, à l'image des Rendez-vous de l'Emploi et du Job Dating saisonnier sur le Sud Bassin.

Un secteur de l'insertion restreint, pour des enjeux qui se complexifient

Le secteur de l'insertion est restreint avec seulement 5 structures de l'insertion par l'activité économique qui maillent le territoire, principalement des petites associations au rayonnement local (L'Essor, Insercycles, Fringuette, Bassin Solidarité Emploi et Envol 33).

[45] Source : Pôle Emploi mai 2022.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

1.2.3.6 L'enseignement : l'éducation et la formation

L'éducation



Le territoire bénéficie d'un maillage scolaire dense (au moins une école par commune), en évolution permanente au regard de la dynamique démographique du territoire. On note des projets de création et d'extension de groupes scolaires. Bien que les écoles publiques soient très majoritaires, on constate depuis quelques années le développement d'écoles privées.

Le Pays compte 11 collèges publics (dont 2 avec Sections d'enseignement général et professionnel adapté - SEGPA) et deux collèges privés. De par leurs effectifs, les collèges du Pays sont considérés comme des établissements importants. Un nouveau collège est prévu pour 2023 sur la commune du Barp, visant un accueil de 800 élèves avec une Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire (ULIS).

Le territoire compte 5 lycées d'enseignement général et 3 lycées d'enseignement professionnel, inégalement répartis entre la zone littorale et rétro littorale, et avec des capacités d'accueil insuffisantes pour faire face à la croissance démographique. Un nouveau lycée, consacré à l'enseignement général et technique innovant, tenant compte de la pédagogie du futur, est programmé pour 2023 sur la commune du Barp. Ce futur lycée sera structurant mais non suffisant pour l'ensemble du territoire, eu égard à sa dynamique démographique.

L'enseignement supérieur

L'offre de formation supérieure sur le territoire s'est légèrement accrue ces dernières années mais reste réduite, et est très ciblée sur certains métiers spécifiques : informatique, tourisme, technico-commercial du nautisme, commerce/vente, banque et gestion de Petites et Moyennes Entreprises (PME).

La part des personnes âgées de 25 à 34 ans sorties du système scolaire diplômées du supérieur (Bac+2 ou plus) s'élève à 37.2% sur le territoire, et est inférieure aux taux national (44.9), régional (41.1) et départemental (47.1)[46].

La formation professionnelle et continue

Six établissements structurent principalement cette offre : 4 lycées professionnels, 1 lycée technique et BASSIN Formation COBAS[47]. L'apprentissage est développé à travers 4 Centres de Formation des Apprentis (CFA), dont certains s'intègrent dans les établissements précédemment évoqués, et est inclus dans les formations post Bac.

D'autres organismes proposent également une offre de formation continue : un Groupement d'établissements (GRETA), installé au Lycée de la Mer ; un Atelier de Pédagogie au sein du centre de formation de la COBAS ; des organismes privés tels que l'INSUP (Biganos-Belin-Beliet) ; BATIPRO (Belin-Beliet) ; ou encore AFEC (Arcachon).

Bien qu'elle se soit développée, et notamment sur le Val de l'Eyre, l'offre de formation supérieure et professionnelle reste limitée et concentrée géographiquement. Elle semble encore peu à même de contribuer à un développement économique endogène du territoire.

1.2.3.7 La santé et le social

La santé[48]

Si la situation du territoire en matière de santé est au global non préoccupante, le diagnostic mené par l'Observatoire Régional de la Santé (ORS) en 2019 a permis de mettre en avant un certain nombre de fragilités

[46] CLS BARVAL-Juin 2020.
[47] BASSIN Formation est l'outil de formation de la COBAS, qui s'organise autour de 3 grands pôles : le Centre de Formation des Apprentis, l'Atelier de Pédagogie Personnalisée et la Formation Continue.
[48] Diagnostic santé – ORS 2019.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

qui a amené le territoire à s'engager en 2021, avec l'Agence Régionale de la Santé (ARS), dans l'élaboration d'un CLS à l'échelle du Pays BARVAL en cours. Il s'agit de repérer et répondre aux enjeux de santé sur un territoire, dans un objectif global de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

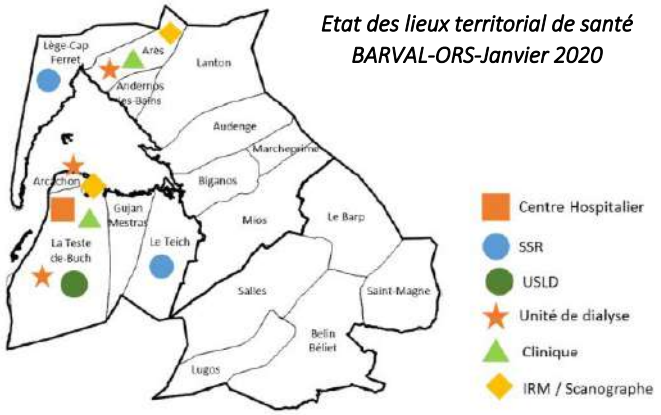
Une offre hospitalière présente uniquement autour du Bassin, avec des temps d'accès aux services plus élevés pour le Val de l'Eyre

On constate un maillage inégal des équipements entre la zone littorale et rétro littorale, ces derniers étant localisés uniquement sur le Sud et le Nord bassin.

Sur le territoire du Sud Bassin, 2 établissements majeurs de santé, un hôpital et une clinique, sont rassemblés sur un même site sur la commune de La Teste de Buch.

Le Nord bassin est couvert par une clinique, le Centre Médico-chirurgical et Maternité Wallerstein.

Etat des lieux territorial de santé BARVAL-ORS-Janvier 2020



Les recours hospitaliers se font majoritairement sur ces trois établissements du Bassin, sauf sur le Val de l'Eyre où près de 50% des recours se font sur les établissements de Bordeaux ou de son agglomération. En effet, les temps d'accès aux services d'urgences et de maternité de ces établissements sont plus élevés sur le Val de l'Eyre.

Le territoire bénéficie également d'établissements de soins de suite et de réadaptation, qui enregistrent une forte attractivité même si quelques recours sont tout de même enregistrés à Bordeaux et ses communes périphériques.

Une offre de soins libérale globalement favorable, marquée toutefois par des inégalités territoriales et un risque de dégradation à court et moyen terme

En 2019, le territoire accueille 168 médecins généralistes et seules les communes de Lugos et Saint-Magne ne sont pas couvertes. La densité globale est supérieure aux moyennes nationale et régionale mais ne prend pas en compte les populations saisonnières (estivants et travailleurs) et la forte part de personnes âgées. Elle est, de plus, inégale selon les EPCI, et est inférieure à toutes les moyennes sur le Val de l'Eyre.

Bien que le nombre de médecins généralistes ait augmenté depuis 2007 (passage de 153 à 168), les densités ont diminué sur les trois EPCI, du fait notamment d'une plus forte augmentation de la population (+ 20 000 habitants) et témoignant d'une situation à moyen terme moins favorable, liée à la dynamique démographique ainsi qu'aux départs à la retraite à remplacer (près d'un médecin sur 2 est âgé d'au moins 55 ans). Il en est de même pour les dentistes libéraux.

Une offre en spécialistes libéraux complète mais inégale entre les EPCI

En 2017, l'offre de santé spécialisée est complète sur le territoire, mais inégale entre les EPCI car exclusivement localisée autour du Bassin. Seule la densité de psychiatres libéraux est faible et inférieure aux densités régionale et départementale.

Si toutes les communes disposent d'au moins une pharmacie, à l'exception de Lugos et Saint Magne, le taux d'équipement pour 100 000 habitants (28.9) est inférieur aux taux régional (36.2) et départemental (34.1). La densité des psychologues est inférieure à la moyenne départementale.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Les services sociaux

- **L'action Sociale et médico-sociale du Conseil Départemental :** les politiques départementales en faveur des solidarités sont localement mises en œuvre au sein du Pôle Territorial de Solidarité du Bassin, comprenant un siège à Lanton, et une Maison de Santé au Teich.
- **Les services de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) :** La CAF est présente sur l'ensemble du territoire qui appartient à l'Unité territorial d'Arcachon et dispose également de 3 points d'accueil CAF et de 7 points Relais.
- **Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) et centres sociaux :** chaque commune dispose d'un CCAS. Le territoire compte également plusieurs centres sociaux sur le Nord et le Sud Bassin. Il existe également un Espace de Vie Sociale à Mios, qui a le projet de devenir un centre social, et la commune de Lanton vient d'engager un projet d'Espace de Vie Sociale.

1.2.3.8 Les personnes âgées et handicapées

Le vieillissement de la population est particulièrement marqué sur le territoire et devrait s'accentuer dans les années à venir. En effet, les projections démographiques établies par l'INSEE prévoient, qu'en 2050, le territoire compterait environ 92 000 personnes âgées d'au moins 60 ans, dont près de 49 000 seraient âgées d'au moins 75 ans, soit plus du double du nombre actuel.

Les hébergements et services d'accueil de prise en charge en développement sur le territoire mais qui restent à conforter

Si l'offre est importante sur le territoire puisqu'il dispose, au total, de 1 501 places en hébergement complet[49], le taux d'équipement en hébergement complet est de 80 places pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus, ce qui est inférieur aux taux régional (103) et départemental (97).

Le territoire dispose par ailleurs de 191 places en hospitalisation complète pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Le taux d'équipement est inférieur à la moyenne régionale (10.2 pour 12.1).

Le développement du maintien à domicile

Le maintien à domicile relève de nombreux acteurs, publics et privés : de nombreuses associations ou sociétés privées de services sont présentes sur le territoire et toutes les communes sont couvertes par au moins une structure de service. Les CCAS jouent également un rôle très important dans le maintien à domicile.

La filière de la silver économie, qui regroupe l'ensemble des produits et services destinés aux personnes âgées de plus de 60 ans, est un enjeu majeur sur le territoire où le taux de séniors est l'un des plus importants de Région. Elle regroupe plusieurs secteurs d'activité transversaux (habitat, communication, sécurité, services…). Ainsi BA2E a été missionnée dans une approche collaborative pour rechercher des synergies conduisant à une amélioration de la lisibilité de la filière et de la profitabilité pour les entreprises ainsi que de la pérennisation des emplois sur le territoire.

Les services à destination des personnes handicapées

19 structures ou établissements accueillent des personnes handicapées, adultes ou jeunes, sur le territoire. L'offre est située en grande partie autour du Bassin d'Arcachon.

1.2.3.9 Les services de la petite enfance et la jeunesse

La part des jeunes de moins de 20 ans reste inférieure à la moyenne départementale (20.89% en 2017 contre 23.5% en gironde).

[49] Etat des lieux territorial de Santé-ORS-Janvier 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Equipements et de services à destination de l'enfance (individuels et collectifs)

Avec 2 818 places d'accueils de jeunes enfants (établissements, assistante maternelle ou autres) recensées, le territoire bénéficie d'un bon taux d'équipement (72.9%, supérieur aux taux national, régional et départemental)[50], mais qui doit s'adapter aux besoins de la population.



Depuis 2019, la COBAN gère un Lieu d'Accueil Enfants Parents. Cette initiative mutualisée et itinérante se déroule sur 7 sites différents répartis entre les communes d'Andernos-les-Bains, Arès, Biganos, Lanton, Lège-Cap Ferret, Marcheprime et Mios.

Très majoritairement communaux, les services de garde périscolaire accueillent les enfants scolarisés avant et après la classe. L'accueil de loisirs sans hébergement (ALSH) est proposé sur toutes les communes à l'exception de Lugos, qui dispose d'un partenariat avec la ville de Belin-Beliet pour l'accueil des enfants de Lugos au sein de l'ALSH de Belin-Beliet. Ces structures accueillent les enfants de 3 à 13 ans, en dehors du temps scolaire.

L'accueil des adolescents s'effectue au travers de différentes structures

Le CRIJ Nouvelle-Aquitaine (Centre régional information jeunesse) anime et coordonne le réseau information jeunesse néo-aquitain, composé de Bureaux Information Jeunesse (BIJ), de Points Information Jeunesse (PIJ) et de Relais Info Jeunes (RIJ). Il existe une quinzaine de structures d'accueil des jeunes sur le territoire, majoritairement de gestion communale.

1.2.3.10 Le sport et la culture

Une bonne couverture d'équipements sportifs standards diversifiés, à adapter aux évolutions démographiques et besoins des populations

Si le territoire dispose d'une bonne couverture d'équipements sportifs, ces équipements ne parviennent souvent plus à répondre à la demande des différents publics (scolaires, clubs, particuliers), et le taux d'installations sportives du territoire (hors sports de nature) pour 10 000 habitants (31.5) est inférieur aux taux national, départemental et régional[51]. De plus, le territoire dispose de peu d'équipements sportifs pour accueillir des compétitions de haut niveau.

Le Pays se distingue en revanche par le grand nombre d'équipements spécialisés permettant la pratique de sports atypiques ou moins répandus que les disciplines courantes (golf, escalade, équitation, sports nautiques, paddle, …).

Un bon niveau au global d'équipements et d'animations culturels au rayonnement essentiellement local

Le territoire offre un maillage dense d'équipements et services de la lecture publique : toutes les communes disposent d'un accès à la lecture publique, et 15 des 17 communes disposent d'une bibliothèque ou médiathèque. Une démarche sur la mutualisation des médiathèques a été engagée par la COBAS, qui a, à cet effet, développé un portail de mise en réseau informatique des médiathèques des quatre communes, permettant de connaitre les activités et ouvrages disponibles.

Le territoire dispose également d'un bon niveau d'équipements en matière d'apprentissage des arts : 15 des 17 communes disposent d'écoles de musique, et de deux conservatoires labellisés. Cette offre est complétée par un tissu associatif important pour l'enseignement et la pratique d'autres disciplines (danse, arts plastiques…).

Le territoire dispose de 5 cinémas et de trois lieux de projections de films au sein de salles culturelles.

[50] CLS BARVAL Juin 2020.
[51] CLS BARVAL – Juin 2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Il bénéficie d'un niveau d'équipements importants en termes de diffusion culturelle, qui se renforce, pour la plupart développés à l'échelle communale, sans inscription dans une stratégie territoriale plus globale : 9 salles de spectacles, dont l'Olympia et le vélodrome d'Arcachon, et deux nouvelles en cours de création sur le territoire.

La proximité avec l'agglomération bordelaise explique le rayonnement essentiellement local de ces équipements.

Les communes du territoire proposent également des lieux dédiés à l'animation culturelle.

Des événements culturels structurants à conforter

Toutes les communes déploient des évènements culturels, sur la quasi-totalité de l'année, avec un renforcement sur la période estivale. Parmi ceux qui réunissent plus de 20 000 personnes, on peut citer : le Jazz Festival d'Andernos, le festival « Cadences » à Arcachon, ou « Cabanes en Fête » à Andernos.

Le territoire compte trois événements labellisés Scènes d'été en Gironde : Le festival Les Escapades Musicales, les Plages Pop/Bordeaux rock et Teste à têtes/Komono Circus.

Comme partout en France, la quasi-totalité des manifestations prévues en 2020 ont été annulées (maintien des aides départementales) ainsi qu'une grande partie de celles de 2021, impactant fortement le secteur culturel local.

Un patrimoine vernaculaire et culturel à préserver et valoriser

Le territoire possède de multiples bâtis et sites patrimoniaux (villas, lavoirs, puits, …) insuffisamment valorisés. Ces éléments concourent à la mémoire collective de l'histoire du territoire et à son identité.



Le patrimoine maritime est également un élément important pour la valorisation et la promotion du territoire (cabanes tchanquées, phare du Cap Ferret, villages ostréicoles…).

1.2.4 Energies

Le territoire s'est doté d'un Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET), approuvé en décembre 2018, actant l'engagement du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre dans une stratégie de transition énergétique et écologique. Il décline un plan de 28 actions pour lutter contre le réchauffement climatique. L'objectif est de mettre en œuvre ces actions d'ici décembre 2024. A date, elles seront révisées ou actualisées puis complétées par de nouvelles actions pour une nouvelle période de mise en œuvre de six ans.

Le PCAET fixe également un cap et une direction au territoire pour 2050 sur cinq thématiques : les consommations énergétiques, les émissions de gaz à effet de serre, la production d'énergie renouvelable, la qualité de l'air atmosphérique et enfin l'adaptation du territoire au changement climatique. Un bilan à 3 ans sera établi au 2nd semestre 2022.

1.2.5 Environnement et cadre de vie

1.2.5.1 L'eau : un enjeu majeur

La ressource en eau potable



Si aujourd'hui la ressource locale semble être en équilibre à l'échelle du Pays BARVAL, il est à noter la probable augmentation des prélèvements liée aux modifications climatiques à venir, en plus de la consommation liée à l'évolution démographique et économique (activité agricole). Aussi, la mise en place de moyens d'économies d'eau, voire de ressources de substitution ou de partage des

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

ressources sur les communes du territoire en déficit ou en tension doit être envisagée, et doit être adossée à une politique de renouvellement patrimonial des réseaux.

La qualité de l'eau : un enjeu majeur pour le territoire, de l'amont à l'aval.

En amont : des cours d'eau sous surveillance : trois Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE L'Eyre, SAGE des Laces médocains et SAGE Etangs littoraux Born et Buch) couvrent le territoire. L'inter SAGE est aujourd'hui assuré par le SIBA, sachant que la qualité de l'eau est également un enjeu central du plan de gestion du PNMBA.

En aval : le bassin d'Arcachon, un milieu récepteur sensible : de nombreux réseaux de surveillance et de suivi de la qualité des eaux sont mis en œuvre sur le territoire.

L'assainissement des eaux usées

Les activités domestiques et industrielles produisent des rejets d'eaux usées dont le traitement doit être assuré sur le territoire.



Le SIBA assure la maîtrise d'ouvrage des installations du service public de l'Assainissement (collecte et traitement des eaux usées) des communes de la COBAN et de la COBAS.

Depuis le 1er janvier 2020, la CDC VE gère désormais l'ensemble de la compétence assainissement des eaux usées.

1.2.5.2 Les déchets

Sur le territoire, les trois intercommunalités assurent l'ensemble de la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, depuis la prévention jusqu'à la valorisation ou le traitement final des déchets. A l'horizon 2023, les collectivités locales auront à proposer des solutions de tri à la source et de collecte des biodéchets. C'est l'occasion de réfléchir en amont à la valorisation en circuit court de ces biodéchets qui sont une ressource importante.

La transformation des déchets en ressources et le développement de filières valorisation locales représentent un enjeu important, ce qui implique de se doter d'équipements dédiés innovants à l'image du projet d'Unité de Gestion des Sédiments (Gujan-Mestras).

Focus sur les coproduits coquilliers :

C'est dans ce cadre, que le CRCAA assure un système collectif de collecte et de valorisation des coquilles des ports ostréicoles du Sud Bassin et développe des actions pour les communes du Nord Bassin. Par ailleurs, le pôle environnement de la COBAS a lancé une étude en 2017 de faisabilité de dimensionnement pour le déploiement d'une économie circulaire des coproduits coquilliers du Sud Bassin, en partenariat avec le CRCAA, et soutenue par le DLAL-FEAMP. Depuis 2019, une 2nde phase a été lancée pour explorer spécifiquement la possibilité de valorisation des coproduits coquillers dans les domaines du BTP, agricole et forestier en réalisant une caractérisation physico-chimique du produit en vue d'une normalisation.

1.2.5.3 Les risques naturels et technologiques

Le territoire est confronté aux conséquences du changement climatique.

Elles se manifestent en premier lieu sur le **littoral**, le territoire étant classé à risque important d'inondation par submersion marine. L'érosion du trait de côte et le recul dunaire, qui concernent essentiellement les communes de Lège-Cap-Ferret et de la Teste-de-Buch, sont également étroitement suivis par les acteurs locaux, avec l'appui du GIP Littoral Aquitain.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

La vigilance au regard du **risque incendie** est également particulièrement forte sur le territoire du Pays BARVAL, qui est totalement intégré au massif de la forêt landaise. En effet, la hausse des températures, la récurrence des périodes de sécheresse et les types d'essences présents localement augmentent la vulnérabilité du territoire, boisé à 75%. Ainsi, des systèmes de réserve, de prélèvement ou d'acheminement d'eau suffisants pour permettre la défense incendie doivent être prévus. De la même façon, les zones tampons (coupe-feux) doivent être intégrées et entretenues autour des constructions.

En matière de **risques technologiques**, le territoire est concerné à la fois par les risques liés aux installations industrielles et aux transports de matières dangereuses. Ainsi, sur l'ensemble des établissements industriels du territoire, 46 sont des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), dont 5 présentent des distances minimales d'éloignement vis-à-vis des constructions, devant être prises en compte afin de garantir la compatibilité entre habitat et industrie.

Enfin, les acteurs locaux assurent des suivis réguliers des **sites et sols pollués**, de la **qualité de l'air** et de la **qualité de l'eau** pour permettre de maintenir le cadre de vie des habitants du territoire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

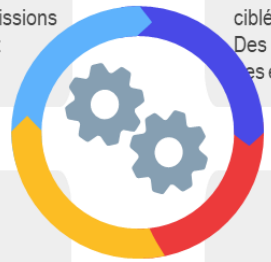
1.3 SYNTHESE AFOM

Atouts

- Un territoire attractif doté d'un patrimoine naturel riche et préservé
- Une dynamique démographique, liée au solde migratoire, et touristique
- Une économie locale plutôt résiliente
- Une économie productive diversifiée, dont le poids progresse
- Une économie présentielle majeure, dotée d'emplois non délocalisables, facteurs de résilience territoriale
- Un réseau de structures d'accueil et de services aux entreprises qui s'enrichit d'initiatives innovantes
- Des activités et des savoirs faires traditionnels et identitaires innovants
- Un développement de l'offre de logements globalement en phase avec le développement de la population, en évolution (diminution de la consommation foncière et évolution des formes urbaines)
- Un bon niveau global d'équipements et de services à la population
- Un bon maillage en infrastructure numérique qui se développe
- Une tendance à la diminution de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre par habitant

Faiblesses

- Un milieu naturel fragile
- Une population vieillissante
- Des disparités territoriales (population, accès aux services, activités économiques…)
- Un territoire périurbain sans pôle urbain majeur
- Une économie présentielle fragilisé
- Une économie productive vulnérable
- Une identité économique à renforcer
- Un tourisme qui reste encore concentré sur la saison estivale
- Un manque de disponibilités foncières pour poursuivre l'accueil des entreprises et le développement de l'offre d'équipements
- Des besoins en logement encore non ou mal couverts.
- Une configuration géographique qui complexifie les mobilités internes
- Des infrastructures routières qui font face à une saturation grandissante et des services de transports collectifs encore inégalement répartis et insuffisamment interconnectés
- Un réseau de piste cyclables ne permettant pas le report modal
- Une inadéquation persistante entre offre et demande d'emplois, et une situation de l'emploi dégradée pour les femmes et les séniors
- Une offre d'enseignement inégale, notamment en lycée.
- Une offre de formation supérieure et professionnelle limitée, ciblée et encore concentrée sur le bassin
- Des besoins persistants d'adaptation et de développement des équipements publics (enfance/jeunesse, sport…)



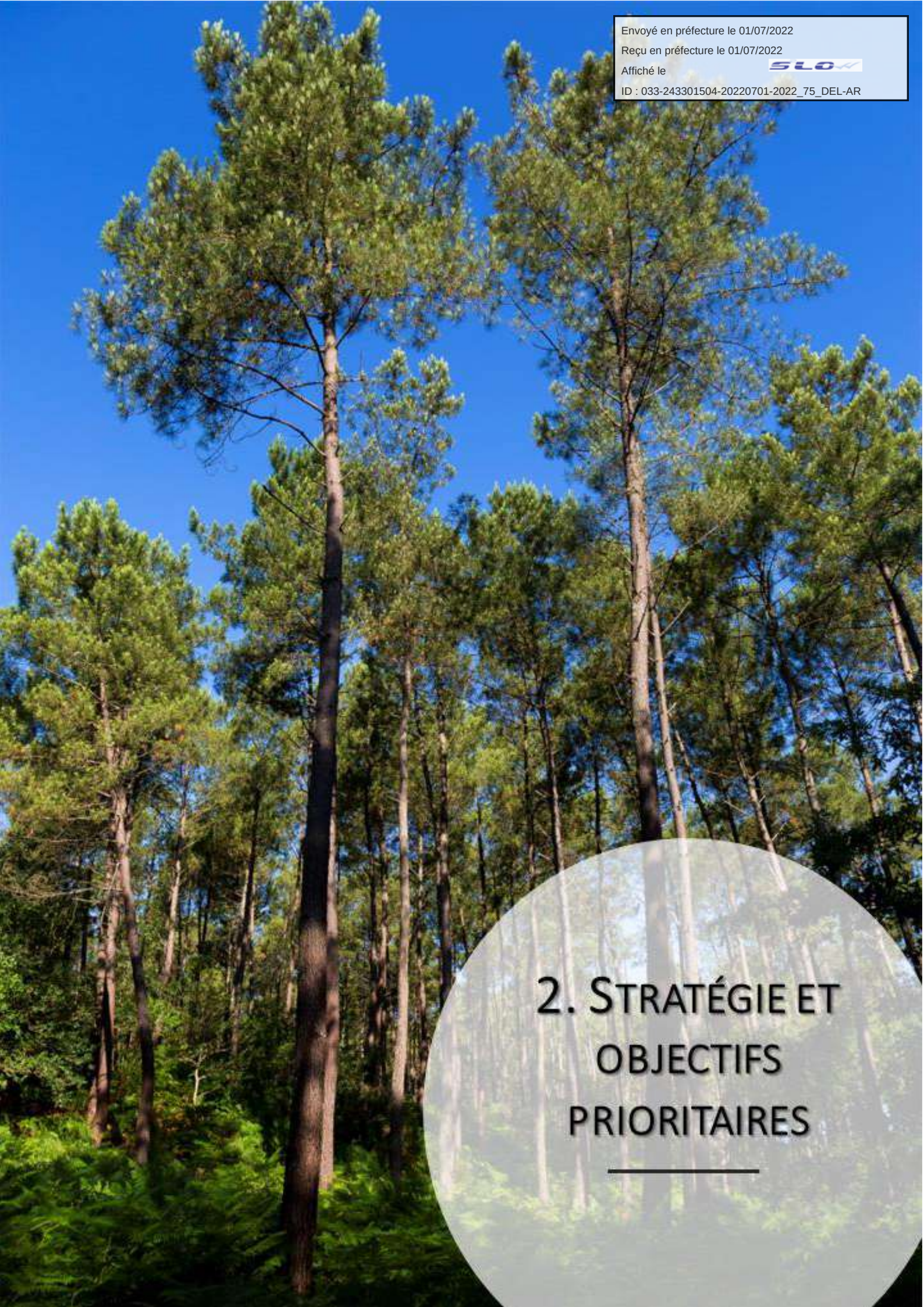
Menaces

- Un risque de dégradation du cadre de vie, environnemental et paysager, lié aux pressions.
- Des risques naturels importants, accentués par les changements climatiques (érosion, submersion marine, inondations, feux de forêt).
- Des secteurs économiques et culturels impactés par la crise sanitaire, dont on ne mesure pas encore tous les effets.
- Une crise sanitaire qui perdure.
- Des difficultés de recrutement croissantes qui touchent désormais tous les secteurs.
- Un risque de dégradation de l'offre de santé et de la qualité de soins à court et moyen termes.
- Un risque de banalisation et de dépendance du territoire à l'agglomération bordelaise.

Opportunités

- Un accueil de population aux profils diversifiés.
- Des filières économiques porteuses d'opportunités de développement et d'innovation.
- Des pôles de recherche en développement.
- Des activités commerciales en mutation.
- Des potentiels de développement d'activités (ESS, circuits courts etc.).
- Une intermodalité naissante.
- De nouveaux types de production d'énergie renouvelable en développement.
- Un territoire couvert par deux parcs naturels.
- Une proximité de l'agglomération bordelaise et de Paris (LGV).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR



2. STRATÉGIE ET OBJECTIFS PRIORITAIRES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

2.1 SYNTHESE DU DIAGNOSTIC ET PRINCIPAUX ENJEUX DU TERRITOIRE

Très attractif du fait de sa localisation et de ses aménités, le territoire BARVAL affiche une forte croissance démographique portée par un solde migratoire positif et caractérisée par l'importance croissante de la part des personnes âgées et la réduction de la taille des ménages, entrainant des besoins spécifiques.

Le territoire dispose d'un maillage d'acteurs économiques important, composé d'une très grande majorité de TPE et d'une **économie présentielle prépondérante**. Cette dernière est caractérisée par un grand nombre de commerces, traditionnels et non sédentaires, des activités artisanales très développées et un secteur touristique moteur de l'emploi et du développement économique local. L'**économie non présentielle**, en progression, est quant à elle fortement liée aux ressources, notamment maritimes, du territoire et est composée de filières identitaires dynamiques mais vulnérables, telles que l'ostréiculture, la pêche, ou encore l'exploitation forestière ; d'activités et de filières en pleine évolution, comme le nautisme et la R&D ; à fort potentiel, encore peu développées, telles que l'aquaculture et l'agriculture ; ou encore l'Economie Sociale et Solidaire. Des structures d'accueil et de services aux entreprises se développent (zones d'activités économique, pépinières et hôtel d'entreprises, espaces de coworking), mais sont freinées par le manque de disponibilité foncière. En parallèle, des initiatives telles que l'agence économique BA2E, les services RCommerce et la plateforme pour l'emploi partagé Connect'ences sont à conforter pour permettre de d'accompagner les entreprises dans leur développement et soutenir leur capacité d'adaptation. En effet, bien que l'économie locale ait plutôt été résiliente, la **crise sanitaire** a eu un impact important, notamment sur l'activité commerciale, en renforçant les tendances de consommation via le e-commerce, nécessitant son adaptation.

La croissance de la population, conjuguée à une configuration géographique spécifique et à une armature urbaine composée d'un chapelet de communes moyennes sans centralité majeure, génère une pression sur les services à la population qui doivent être renforcés, pour répondre aux attentes des populations. Ainsi, l'**habitat** progresse mais ne répond pas à l'ensemble de la demande, notamment des jeunes et des plus modestes. L'offre de **mobilité** durable s'est également développée ces dernières années, mais reste insuffisante et inégalement répartie sur le territoire. Les **technologies de l'information et de la télécommunication** se sont quant à elles renforcées et permettent de disposer d'un bon niveau global de couverture. Si le territoire affiche désormais une croissance soutenue de l'**emploi**, les femmes et les séniors sont ceux qui en bénéficient le moins. L'inadéquation persistante entre offre et demande d'emplois accentuent les tensions de recrutement, qui touchent désormais tous les secteurs d'activités. L'offre de **formation** supérieure et professionnelle limitée et inégalement répartie, est quant à elle peu à même de contribuer à un développement économique endogène. Si la situation du territoire en matière de **santé** est au global non préoccupante, certaines fragilités ont amené le territoire à s'engager dans un Contrat Local de Santé, afin de réduire les inégalités sociales et territoriales dans ce domaine. De même, les taux d'équipements dédiés à la **petite enfance**, à la **jeunesse** et au **sport** sont globalement bons mais doivent être renforcés pour faire face à l'augmentation de la population. Enfin, le territoire dispose d'une **offre culturelle** riche, mais au rayonnement principalement local, et d'un **patrimoine naturel et culturel** inégalement valorisés.

Le patrimoine naturel du BARVAL, qui dessine son identité et fonde sa qualité de vie et son attractivité, est soumis à de fortes pressions qui accentuent les risques de dégradation de l'environnement. Confronté aux conséquences du changement climatique, le territoire est soumis à de nombreux **risques** (recul du trait de côte, incendie, submersion et érosion marine…). Enfin, la préservation et la gestion de la qualité de l'**eau**, de même que la question de la gestion des **déchets,** représentent des enjeux forts pour l'avenir du territoire.

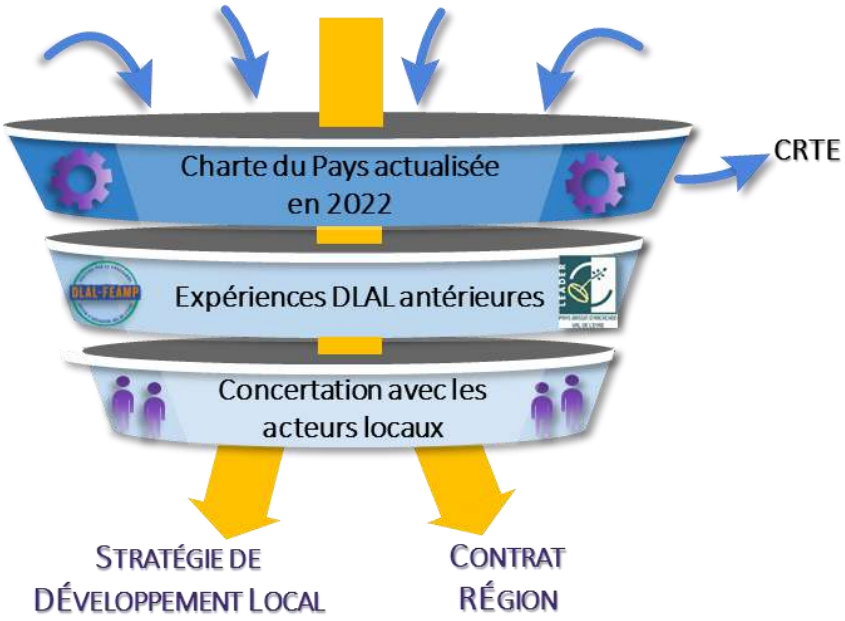
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

2.2 ELABORATION DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT LOCAL

L'élaboration de la stratégie de développement local (SDL) du territoire BARVAL s'appuie sur la charte du Pays, dont la révision a été lancée en 2021. Ce document cadre, comprenant un diagnostic et une stratégie territoriale partagés, a été élaboré avec l'ensemble des acteurs locaux et enrichi de nombreuses contributions. Il constitue ainsi le socle de la stratégie de développement local présentée au titre du volet territorial des fonds européens (il a également servi de support à l'élaboration du CRTE en 2021).

La SDL s'appuie également sur les expériences passées en matière de développement local, dans le cadre des précédentes programmations européennes (LEADER 2007-2013 puis 2014-2020, Axe 4 du Fonds Européen pour la Pêche (FEP) 2010-2015 puis DLAL-FEAMP 2016-2022). Enfin, elle a été construite conjointement avec la stratégie du nouveau Contrat Région, afin de garantir leur cohérence, favoriser leur complémentarité et d'optimiser les financements.

Illustration du processus d'élaboration de la candidature DLAL BARVAL



2.2.1 Concertation pour l'actualisation du projet de territoire et déclinaison de la stratégie

Les élus ayant validé la révision de la charte du Pays BARVAL fin 2020, le Pays Barval a lancé l'actualisation du diagnostic territorial dès le début de l'année 2021. Un premier travail a été menée en interne par le Pays BARVAL, en repartant des éléments de la charte de 2014 et en compilant les données et les études disponibles, notamment dans le cadre d'autres démarches territoriales telles que le PCAET, l'état des lieux santé, mais aussi en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le cadre de l'élaboration du SCOT. L'ensemble des collectivités du territoire, ainsi que les partenaires locaux ont ensuite été sollicités pour compléter ces travaux.

Une première version du diagnostic actualisé et des enjeux territoriaux a ensuite été amendée en Comité Technique élargi le 23 mars 2021. A la suite de cette réunion, d'autres acteurs ont été sollicités pour affiner les données et analyses (CAF Gironde, CAP EMPLOI, le GIP Littoral-Aquitaine, la Mutuelle Sociale Agricole, CRESS …). La nouvelle version du diagnostic et des enjeux territoriaux a été validée en Comité de Pilotage du Pays BARVAL le 8 avril 2021, et a servi pour les travaux d'élaboration du CRTE.

Le diagnostic a continué à être enrichi au cours de l'année 2021, afin notamment d'intégrer les analyses et données de l'impact de la crise sanitaire. Le diagnostic et les enjeux du territoire ont été présentés en Comité de pilotage élargi du Pays BARVAL (associant l'ensemble des acteurs locaux : organismes de formation, offices de tourisme, structures de l'emploi, établissements scolaires, chambres consulaires…), dans le cadre de

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

l'élaboration du Contrat de développement et de transition avec la Région Nouvelle-Aquitaine, le 10 octobre 2021. La version consolidée a ensuite été partagée avec le CoDev le 26 janvier 2022, puis enrichie des contributions de ses membres. La version finalisée du diagnostic a été diffusée aux 17 Maires du territoire le 30 mars 2022 et la déclinaison de la stratégie territoriale globale a été arrêtée en Conseil des Elus le 18 mars 2022.

Ainsi, l'élaboration du projet de territoire repose sur un nombre important de réunions et d'échanges associant les élus, les techniciens, les structures partenaires, les socio-professionnels et citoyens membres du CoDev, qui ont été initiés en amont du lancement de l'appel à candidature régional.

D'autre part, afin de de favoriser la complémentarité des dispositifs et d'optimiser les financements, l'élaboration de la SDL a été menée en articulation avec celle du nouveau Contrat Région ; les 2 dispositifs s'établissant sur le même calendrier. Certaines réunions ont ainsi été mutualisées, dans un souci d'efficacité et de parfaite articulation :

- 4 réunions du CoTech, dont deux en format élargi les : 3/12/21, 23/02/22, 8/04/22 et 3/05/22
- 1 Comité de pilotage élargi le 10/12/2021
- 1 Conseil des Elus organisé le 18/03/22



La remontée de projets organisée pour l'élaboration du Contrat Région a également servi à la préparation du volet territorial des programmes européens.

La stratégie territoriale globale, validée en Conseil des élus le 18 mars 2022 (cf. Annexe 4), a ainsi été déclinée au sein des deux dispositifs, à la suite de plusieurs temps d'échange et de concertation.



Un comité de programmation LEADER dédié, élargi aux Président et Présidents de commissions du CoDev (cf. Annexe 5), a été organisé le 14/04/2022 (sachant qu'un point a été régulièrement fait en comité, en amont et en aval du lancement de l'appel à candidature, sur la nouvelle programmation européenne).

Le projet de SDL a été arrêté lors du Conseil des Elus du Pays BARVAL, le 6 mai 2022. Il a ensuite été présenté en réunion plénière du CoDev le 30 mai 2022, qui a rendu un avis le 13 juin 2022. Pour rappel, cette instance de consultation et de réflexion représente la société civile et réunit 98 représentants reposant sur 3 collèges (structures collectives, structures extérieures et habitants). La candidature finale sera quant à elle validée lors des Conseils communautaires du 23 juin 2022 pour la COBAS, du 28 juin 2022 pour la COBAN et du 6 juillet 2022 pour la CDC VE.

En parallèle, le **volet Economie Bleue durable (EBD) de la stratégie du territoire** a fait l'objet d'un processus de construction spécifique, compte tenu des caractéristiques des enjeux et des acteurs concernés, et l'ensemble des travaux a été intégré en continu aux travaux de la SDL.

La Région Nouvelle-Aquitaine a engagé la concertation régionale avec une première réunion le 3 décembre 2019, à laquelle le Pays BARVAL a participé. L'état d'avancement du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture (FEAMPA) a ensuite été présenté à chacun des comités de sélection DLAL-FEAMP afin de tenir les membres informés. Enfin, le service pêche/aquaculture de la Région est venu présenter l'évolution du DLAL sous le FEAMPA, le 16 septembre 2021 sur le territoire BARVAL. Des temps d'échanges techniques, organisés et animés par la Région, ont également eu lieu, tout au long des années 2020 et 2021. La Région y présentait les évolutions du DLAL sous le FEAMPA et l'intégration de ce dispositif dans l'approche intégrée multi

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

fonds. Sur la base de ces éléments, le Pays BARVAL a organisé des temps de concertation sous la forme de groupes de travail, d'échanges bilatéraux avec les acteurs clés et d'un séminaire spécifique :

- Le 1er groupe de travail, organisé le 16/6/21, avait pour objectifs de commencer à identifier les filières et les acteurs de l'économie bleue présents sur le territoire et de pré-identifier des premières pistes d'enjeux des différentes filières de l'économie bleue pour la programmation 2021-2027.
  Ces échanges, complétés d'autres temps de travail, ont permis de lister les filières de l'économie bleue ayant des interactions avec les activités de pêche et/ou d'ostréiculture. Ainsi, les filières retenues pour participer aux travaux du DLAL-FEAMPA sont les suivantes :

Filière pêche amont et aval **Filière ostréicole**	+	*Recherche et innovation sur le milieu marin, technologique, environnement marin* *Activités portuaires / services / infrastructures* *Travaux maritimes* *Tourisme et loisir littoral* *Formations maritimes* *Prescripteurs de l'emploi maritime*

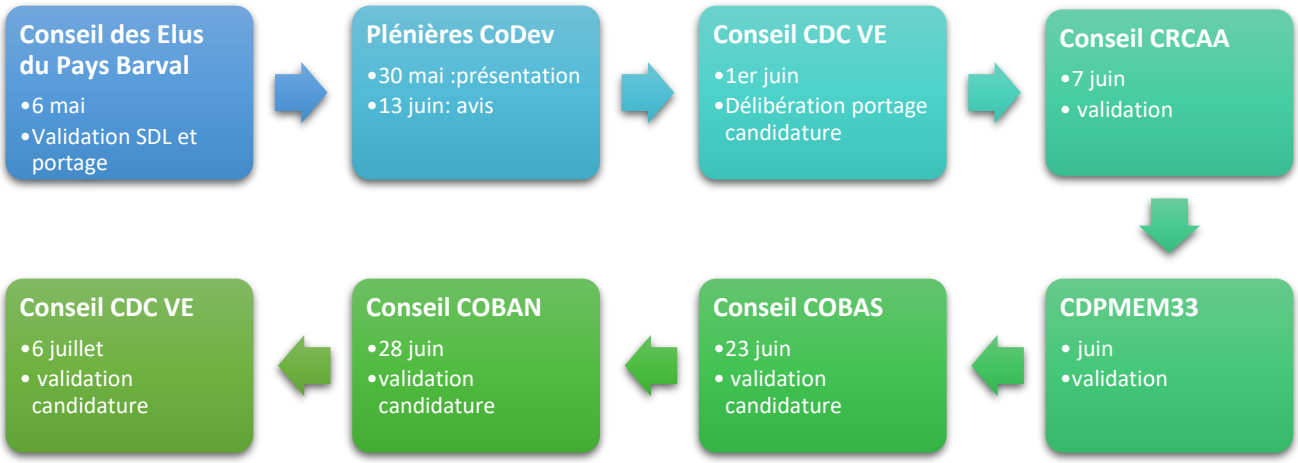
- Le 2nd groupe de travail, qui s'est tenu le 12/1/11, visait à creuser les pistes d'enjeux déterminées lors du 1er groupe de travail afin d'identifier des thématiques de travail communes, entre les deux filières de production et/ou avec les autres acteurs de l'économie bleue, qui présentent un intérêt direct ou indirect pour la pêche et/ou l'ostréiculture.



Enfin, afin de concerter plus largement, le Pays, en collaboration avec les filières maritimes de production, a organisé un séminaire de concertation dédié au DLAL-FEAMPA le 28 mars 2022 (cf. Annexe 6) réunissant 32 acteurs locaux, issus des structures professionnelles, des collectivités, d'associations locales d'usagers, environnementales, pour l'emploi, pour l'expérimentation, des services de l'Etat, de gestionnaires des ports… Ce séminaire a permis d'affiner les enjeux déjà pré-identifiés en réunion technique et de recueillir les propositions de thématiques et de besoins pour le développement des filières pêche et ostréicole locales dans le cadre de l'économie bleue durable.

Des échanges bilatéraux avec des partenaires clés de l'économique bleue (CRCAA, CDPMEM33, SIBA, PNMBA) ont également eu lieu en amont de ce séminaire pour préparer son organisation et faciliter l'animation par le recueil de besoins et d'idées centrales pour la stratégie.

Processus de validation de la candidature du territoire BARVAL (cf. décisions et courriers Annexes 7 à 12)

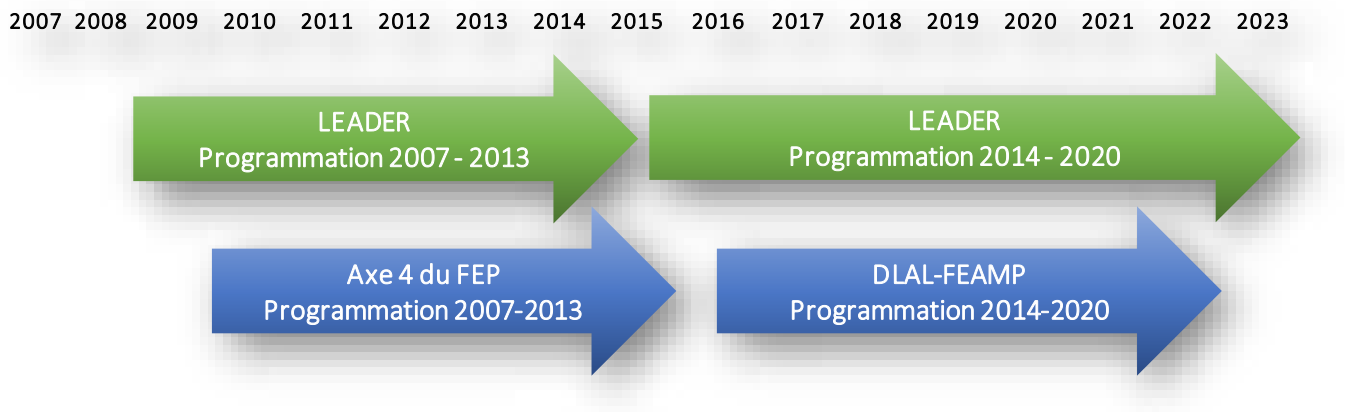


Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

2.2.2 Capitalisation sur les expériences européennes précédentes

Le Pays BARVAL a déjà porté plusieurs générations de dispositifs DLAL durant les programmations européennes précédentes :

Chronologie des programmes DLAL portés par le Pays BARVAL



Sur sa partie terrestre, le Pays a déployé une stratégie LEADER entre 2009 et 2014. Rédigée en 2008, elle s'articulait autour de 3 axes : l'accueil durable des populations, la qualité du patrimoine naturel et les filières touristiques et économiques responsables. Ce dispositif a permis d'accompagner 84 projets portés par 32 porteurs de projets différents (cf. Annexe 13), mobilisant un peu plus de 1.5 millions d'euros de Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), pour 3.7 millions d'euros d'investissements sur le territoire. **Cette stratégie a permis de soutenir des projets locaux collectifs et innovants, porteurs de changements positifs sur le territoire, et de renforcer la mise réseau des acteurs.**

Au regard des bons résultats de cette première programmation, les modes de gouvernance, de fonctionnement du GAL et d'animation ont été reconduits pour la nouvelle stratégie LEADER, opérationnelle en mai 2016. Celle-ci a été rédigée en 2014, et est toujours en cours de déploiement, à la suite du report de deux ans de la clôture du programme. Par suite de l'évaluation réalisée, et s'appuyant sur la charte révisée en 2014, elle a été recentrée sur le développement économique, les mobilités et les formations, afin de renforcer l'efficacité et la lisibilité du programme sur le territoire, qui s'est vu allouer une enveloppe FEADER plus conséquente.

Celle-ci a d'ailleurs été réabondée à deux reprises au cours de la programmation, confirmant la pertinence de la stratégie élaborée par l'ensemble des acteurs publics et privés. Au 17 juin 2022, plus de 1.75 million de FEADER est fléché vers 48 projets. Il s'agit notamment de projets d'investissements matériels structurants, développés très majoritairement à une échelle intercommunale.

Au-delà de l'effet levier financier indéniable, le programme LEADER joue pleinement son rôle d'outil de cohésion, de structuration territoriale mais également d'innovation. L'expérience acquise a également permis de renforcer l'identification de l'équipe technique LEADER comme pôle ressource sur les financements européens, visant à faciliter l'accès aux financements européens.

Sur sa partie maritime, le territoire a mis en œuvre le programme Axe 4 du FEP entre 2010 et 2015. Ce dispositif a permis de soutenir 44 projets, ainsi que l'ingénierie pendant 6 ans, afin d'animer le programme et d'accompagner les acteurs locaux dans l'émergence et le montage des projets. **Après 5 années de mise en œuvre, les acteurs ont noté la pertinence de la stratégie, qui a permis le soutien de projets innovants et de projets collectifs bénéficiant aux 2 filières de la pêche et de la conchyliculture, et de projets emblématiques (ex : pescatourisme, tannage des peaux de poisson).** Ces opérations ont mobilisé 570 000€ de FEP, 163 400€ de fonds de l'Etat, 130 000€ de fonds régionaux et 128 000€ de fonds départementaux, pour un total de 1,3M€ investis sur le territoire au profit des filières maritimes (cf. Annexe 14).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Cette première expérience a permis de créer des synergies entre les différents acteurs (collectivités, professionnels, associations locales), qui ont décidé de porter ensemble une nouvelle candidature au programme DLAL-FEAMP sur la période 2016-2022.

Ce nouveau dispositif, dont les derniers projets sont encore en cours d'exécution jusqu'au 31/12/2022, a permis d'accompagner 42 projets et, pour son déploiement, l'ingénierie nécessaire pendant 7 ans. Ces opérations se sont vu octroyer une enveloppe totale de 1 044 037€ de FEAMP, complétée par 960 000€ de fonds régionaux, 8 755€ de fonds départementaux et 10 160€ de fonds de l'Etat. Avec une enveloppe de fonds européens doublée par rapport à l'Axe 4, et des cofinancements publics assurés à 98% par la Région Nouvelle-Aquitaine, le DLAL-FEAMP a permis de soutenir un investissement total de plus de 2,5M€ pour des projets maritimes innovants.

Si l'évaluation finale de ce dispositif, réalisée en 2021, a permis de conforter les points forts de l'Axe 4 du FEP, relevés en 2014, elle a également identifié des défis à relever pour la programmation 2021-2027 (cf. Annexe 15).

Les résultats de ces programmes ont démontré qu'ils étaient particulièrement adaptés pour répondre aux enjeux de développement du territoire du Pays BARVAL. Ce sont en effet des leviers efficaces en termes de mise en réseau et de partenariat, d'innovation, de cohésion territoriale et de financement pour la structuration du territoire BARVAL en mutation. Les dispositifs maritimes permettent quant à eux de renforcer la place des filières maritimes de production sur le territoire, ainsi que l'implication des collectivités dans leur développement. L'animation de ces programmes reste également un atout majeur pour leur pleine réussite, au regard de la complexité des dossiers, ainsi que la communication pour les faire connaitre encore davantage.

2.2.3 Analyse technique des cadres règlementaires

En amont des phases d'élaboration de la stratégie, l'équipe technique du Pays BARVAL a réalisé un important travail d'analyse et de croisement des cadres règlementaires des trois fonds mobilisables en analysant les versions provisoires du Programme Opérationnel (PO) du FEDER-FSE+, du Programme National (PN) du FEAMPA et les éléments du Plan Stratégique National (PSN) du FEADER connus, afin d'identifier les lignes de partage pour en extraire le cadre d'intervention du volet territorial des fonds européens. Ces éléments ont ensuite servi de support pour animer les échanges autour de la construction de la SDL.

Ils permettront également à l'équipe technique du Pays BARVAL de réorienter les projets vers d'autres mesures des fonds européens lorsqu'ils ne seront pas éligibles au volet territorial.

2.3 LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT LOCAL UNIQUE ET LES OBJECTIFS PRIORITAIRES

Le Pays BARVAL est un territoire attractif, du fait de sa localisation et de ses aménités. Il connait une dynamique démographique importante qui génère une pression sur les espaces, mais également sur les services et les équipements qui doivent sans cesse s'adapter aux besoins et à leurs évolutions. Sans compter que le territoire connait un profond vieillissement de sa population, qui va se poursuivre.

Seconde agglomération de Gironde, le territoire se présente comme un bassin de vie cohérent, avec d'importantes disparités et inégalités territoriales, entre le littoral et l'intérieur mais également entre le rural et l'urbain.

La dynamique économique du territoire repose sur son attractivité démographique et touristique. L'activité est fortement tournée vers la satisfaction des besoins des personnes. Si l'économie présentielle a l'avantage de générer des emplois considérés comme non délocalisables, elle repose sur des secteurs à faible valeur ajoutée et assez peu rémunérateurs. On constate aujourd'hui un déséquilibre accentué entre le tissu économique local et sa dynamique d'emploi, avec une inadéquation persistante entre offre et demande d'emploi.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

L'accélération du changement climatique et la crise sanitaire réinterrogent les modèles économiques et systèmes locaux (alimentation, santé…), il s'agit donc de repenser les actions dans une logique d'adaptation aux évolutions du territoire en faveur d'une résilience territoriale renforcée, autour de 3 grandes ambitions :

- Développer un modèle économique équilibré et plus résilient
- Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale
- Accompagner les transitions

Le plan de développement permettra ainsi de renforcer les équipements et services, mais également l'ingénierie de projets interne et externe (d'amorçage, thématique, généraliste pour l'animation de stratégies collectives locales, ou encore favorisant la mise en réseau et les coopérations).

Un axe coopération est également intégré et déployé sur la partie terrestre et maritime du territoire pour nourrir la stratégie locale.

Les enjeux liés à l'économie bleue durable font partie intégrante de la stratégie globale du territoire, mais sont extraits dans la présentation du plan de développement pour constituer un objectif prioritaire spécifique, comme attendu.

Axe stratégique n°1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient

Reposant majoritairement sur un large tissu de TPE, l'économie locale est caractérisée par la prépondérance de sa sphère présentielle. Si le dynamisme de cette dernière a permis d'amortir le choc des dernières crises, elle n'en reste pas moins fragilisée et repose sur des secteurs à faible valeur ajoutée et assez peu rémunérateurs. Les filières économiques emblématiques qui composent la sphère productive, sont quant à elles soumises à de nombreux aléas économiques et environnementaux.

Le territoire présente, de plus, des fragilités structurelles caractérisées par une inadéquation persistante entre offre et demande d'emploi, et des populations plus exposées au chômage. Ces fragilités accentuées par la crise sanitaire, aggravent les tensions sur le marché de l'emploi qu'une offre de formation insuffisante et inégalement répartie peine à résoudre.

Il s'agit ainsi de conforter et diversifier l'économie locale et la formation adaptée, afin de développer l'emploi et participer à la réduction des déplacements pendulaires.

L'action du Groupe d'Action Local (GAL) aura donc pour ambition de :

- **favoriser le développement, l'adaptation et la modernisation des entreprises**, en renforçant l'offre de nouveaux services et d'équipements mutualisés
- **diversifier l'économie locale** en soutenant le développement des nouveaux modèles de l' économie sociale et solidaire sur le territoire
- **conforter l'économie de proximité et les centralités**
- **proposer une offre de formation diversifiée et adaptée aux besoins des filières économiques** du territoire les intégrant en amont afin, à termes, de favoriser l'emploi
- **contribuer à la pérennisation des activités maritimes** pour renforcer leur développement économique durable, améliorer la visibilité et l'attractivité des métiers de la mer et ainsi préserver les activités de production

Axe stratégique n°2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale

Territoire attractif, du fait de sa localisation et de ses aménités, le Pays BARVAL entend freiner progressivement, et de manière territorialisée, la dynamique démographique qui génère une pression sur les services et les équipements, dans un contexte de vieillissement accentué de la population. Il s'agit de préserver la qualité de vie pour tous, de réduire les disparités territoriales et de garantir ainsi la cohésion territoriale.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

L'action du GAL aura donc pour ambition de :

- **développer l'offre de santé et l'accompagnement social**, afin de réduire les inégalités sociales et territoriales
- **proposer des équipements et des services collectifs renforcés,** en faveur de l'enfance et la jeunesse du territoire[52]
- **soutenir l'offre culturelle, ainsi que la valorisation du patrimoine** facteurs de cohésion territoriale
- renforcer l'appropriation des **marqueurs culturels, environnementaux et patrimoniaux liés au monde maritime sur le territoire** en favorisant les échanges à l'échelle du territoire

Axe stratégique n°3 : Accompagner les transitions

La croissance démographique locale, conjuguée à la configuration territoriale, génère de nombreuses pressions sur les espaces et le milieu naturel. Afin d'en limiter les impacts, il s'agit de poursuivre la transition vers une mobilité durable et équilibrée, contribuer à la préservation du patrimoine naturel, et de développer la résilience alimentaire du territoire.

L'action du GAL aura donc pour ambition de :

- **favoriser les mobilités et les modes doux de déplacement** sur les territoires ruraux
- **renforcer l'autonomie alimentaire,** notamment dans les territoires ruraux en travaillant sur la relocalisation de la filière agricole et sur l'approvisionnement par la concertation et la mise en réseau des acteurs
- **contribuer au maintien du bon état environnemental des milieux et des habitats maritimes** en favorisant les innovations technologiques et organisationnelles

Dans le cadre du LEADER, la définition des **territoires ruraux** retenue pour le déploiement de la SDL correspond à celle de l'appel à candidature régional[53]. Ainsi, sur le territoire BARVAL, seule la ville de La Teste-de-Buch en est exclu et ne pourra ainsi pas bénéficier de soutien financier pour des investissements. Elle pourra toutefois être intégrée à des projets immatériels couvrant un territoire plus large dont elle ferait partie.

Axe stratégique n°4 : Coopération

La coopération a pour objectif de favoriser les échanges entre acteurs de différents territoires, afin de partager de nouvelles solutions pour répondre à des problématiques communes. Ces opérations viendront ainsi nourrir la SDL, autour de deux dimensions :

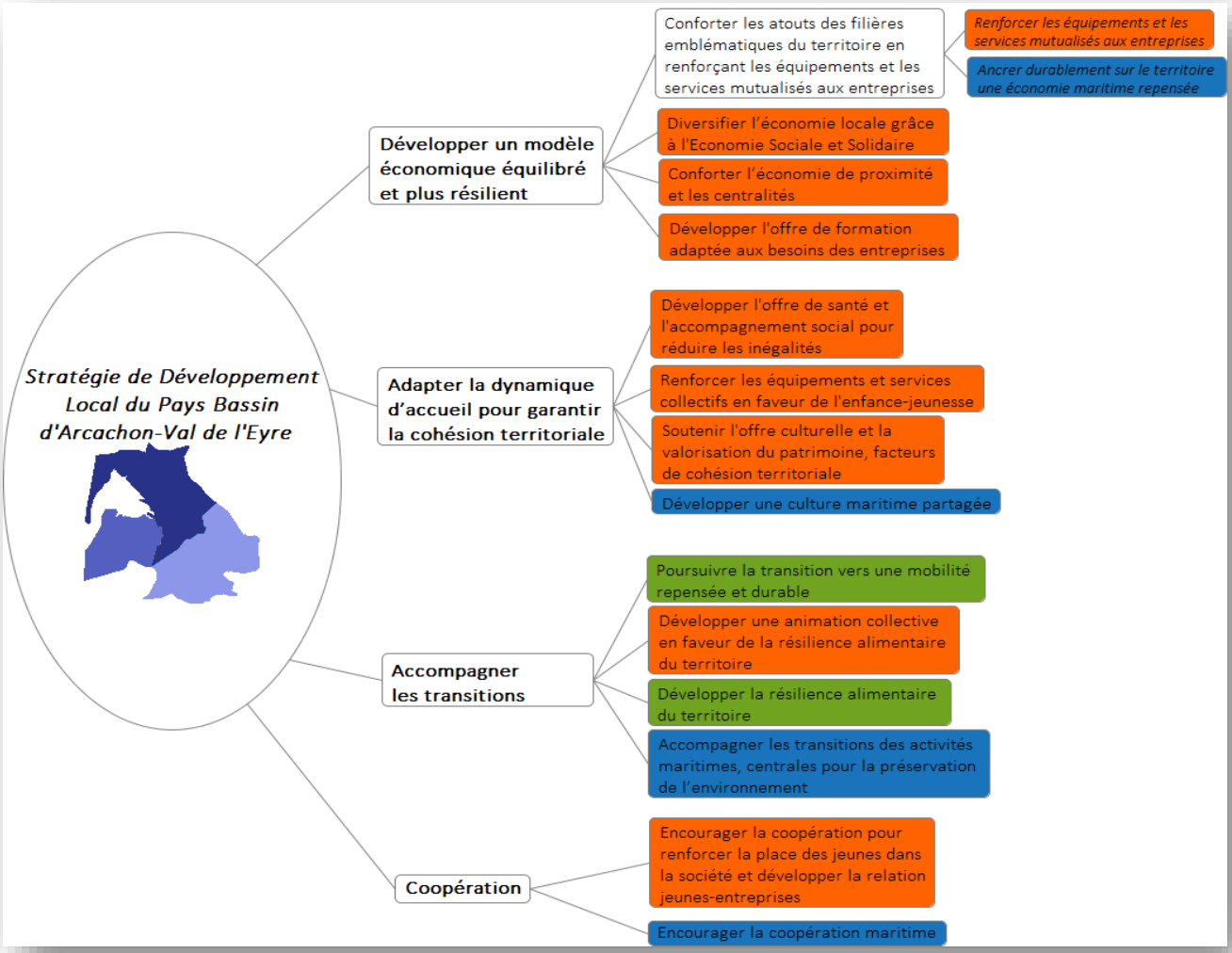
- **sociétale** pour développer des actions sur la thématique de la jeunesse, afin d'investir ces champs en commun avec d'autres territoires. Des premiers travaux de réflexion des acteurs locaux ont fait émerger des pistes de réflexion autour des questions de la relation jeunes -entreprises ou encore de la place des jeunes dans la société ; qui représente un enjeu important sur un territoire vieillissant ;
- **maritime** pour permettre et favoriser l'ouverture des acteurs de l'économie bleue vers d'autres territoires présentant des caractéristiques similaires, comme cela a été initié sur les programmations FEP et FEAMP.

[52] A noter que le DLAL est le seul dispositif européen permettant de soutenir des opérations en faveur de l'enfance et la jeunesse.

[53] Sont exclus des territoires ruraux les communes de + de 25 000 habitants (Données INSEE-Population totale RP 2017)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Logigramme de la SDL du territoire BARVAL (orange : OS5-FEDER/vert : LEADER/bleu : DLAL-FEAMPA)



2.4 ARTICULATION DE LA SDL AVEC LES AUTRES DISPOSITIFS TERRITORIAUX

Le Pays BARVAL, outil de coopération des trois EPCI, conduit l'élaboration d'un projet commun, incarné par la Charte. Il développe, dans ce cadre, de nombreux partenariats et anime plusieurs dispositifs territoriaux, permettant d'assurer une bonne synergie entre les différentes démarches.

Ainsi, la charte du Pays BARVAL et la stratégie territoriale globale ont été rédigées en s'appuyant sur les travaux en cours dans le cadre de l'élaboration du SCOT. La stratégie présentée vise donc à soutenir l'atteinte des objectifs qui se dessinent dans le SCOT (ex. centralités).

Comme détaillé précédemment, afin d'assurer la complémentarité des dispositifs et d'optimiser les financements publics, la SDL du volet territorial des fonds européens a été construite en articulation avec celle du contrat de Développement et de transitions avec la Région Nouvelle-Aquitaine, croisée avec le CRTE élaboré en 2021.

La stratégie présentée permet de conforter et d'accompagner le déploiement des programmes d'actions en cours d'élaboration, dans le cadre de démarches territoriales collectives animées par le Pays BARVAL, telles que le Contrat Local de Santé, ou encore le Projet Alimentaire Territorial.

Cette stratégie vise également à contribuer à la mise en œuvre du plan de gestion du PNMBA (volet EBD) et de la charte du PNRLG (Culture et patrimoine notamment).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR



3. PLAN DE DÉVELOPPEMENT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

3.1 OBJECTIF PRIORITAIRE 1 : DEVELOPPER UN MODELE ECONOMIQUE EQUILIBRE ET PLUS RESILIENT

1/ Enjeux et objectifs
Reposant majoritairement sur un large tissu de TPE, l'économie locale est caractérisée par la prépondérance de sa sphère présentielle. Si le dynamisme de cette dernière a permis d'amortir le choc des dernières crises, elle n'en reste pas moins fragilisée et repose sur des secteurs à faible valeur ajoutée et assez peu rémunérateurs. Les filières économiques emblématiques qui composent la sphère productive, sont quant à elles soumises à de nombreux aléas économiques et environnementaux. Le territoire présente de plus des fragilités structurelles caractérisées par une inadéquation persistante entre offre et demande d'emploi, et des populations plus exposées au chômage. Ces fragilités accentuées par la crise sanitaire, aggravent les tensions sur le marché de l'emploi qu'une offre de formation insuffisante et inégalement répartie peine à résoudre.
2/ Contribution aux priorités européennes
1. Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises 2. Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique 4. Une Europe plus sociale, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé 5. Une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne
3/ Types de soutien
Subvention par remboursement de coûts éligibles engagés et payés.
4/ Maquette financière
FEDER : 1 500 000 €
TOTAL : 1 500 000 €
5/ Vérifiabilité et contrôlabilité
Conforme à l'avis de contrôlabilité émis par l'Agence de Service et de Paiement (ASP)

Fiche-action 1.1 Renforcer les équipements et services mutualisés aux entreprises		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS 5[54]	400 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € **Plafonds :** - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 1 et 2 : 50 000 € - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 3 : dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €	

[54] Objectif Stratégique n°5 du PO FEDER FSE+

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Cette fiche-action a pour objectif de **développer et renforcer les conditions d'accueil et d'innovation des entreprises sur le territoire**. Il s'agira donc de soutenir les initiatives publiques et privées innovantes visant à compléter et développer les équipements et services destinés aux entreprises et à leurs salariés sur l'ensemble du territoire (sauf lieux d'accompagnement à la création d'entreprise comme les pépinières, technopole...).
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments accueillant des tiers lieux, permettant notamment le développement du télétravail. • Type 2 : Création, réhabilitation, équipement de mutualisation d'équipements de lieux « hybrides » à destination économique. • Type 3 : Ingénierie interne et externe.
Dépenses éligibles	Pour les actions de type 1 et 2 : • Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) ; mobilier et équipement (hors fournitures). Pour les actions de type 3 : • Ingénierie interne : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • Ingénierie externe : études, diagnostics … (prestation extérieure)
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations...) Structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type 3 devront garantir la technicité de l'ingénierie soutenue.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+[55] et du FEAMPA. ⇨ FEDER : • Actions relevant du domaine numérique (Pôle d'innovation numérique, Expérimentations de technologies avancées, ...). • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles. • Actions de diffusion de la culture de l'innovation, des sciences et des techniques.

[55] La Région Nouvelle-Aquitaine regroupe les mesures FEDER et FSE+ (Fond Social Européen) dans un même programme régional 2021-2027

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	• Actions dédiées au soutien de requalification des zones d'activités à vocation industrielle. • Dépenses de fonctionnement (animation et petits équipements) des expérimentations territoriales portant sur des lieux d'innovation (animation, incubateur, accélérateur, living lab., fablab, ...). • Programmes d'actions et investissements des acteurs de l'écosystème d'accompagnement à la création d'entreprise prioritaire innovante (technopole, incubateur, accélérateur de croissance, pépinière...). ⇨ **FSE +** : Dans le cadre de l'accompagnement à la création d'entreprises, le FSE+ soutiendra les actions visant l'accompagnement des publics à la création d'activité hors innovation, sauf dans le secteur de l'ESS + Actions liées à l'emploi et la formation. ⇨ **FEAMPA** : Les entreprises relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture sont soutenues prioritairement par le FEAMPA.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Population couverte par les projets L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises de Nouvelle-Aquitaine (ambition 3)** - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)**, notamment en pesant sur les choix de mode de transports des voyageurs grâce à la proximité géographique des lieux de travail. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)** grâce, notamment, à la mutualisation d'espaces de travail

Fiche-action 1.2 Diversifier l'économie locale grâce à l'Economie Sociale et Solidaire		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	300 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € **Plafonds :** - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 1 : 50 000€	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	- Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 2 : dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	L'Economie Sociale et Solidaire est un gisement d'innovation sociale, de solidarité et de développement durable, qui présente des potentiels de développement sur le territoire. Il s'agira donc de **soutenir les initiatives publiques et privées, visant à développer, renforcer et conforter l'Economie Sociale et Solidaire sur l'ensemble du territoire**.
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Investissements permettant le développement de l'ESS et l'inclusion sociale de tous les publics. • Type 2 : Ingénierie interne et externe.
Dépenses éligibles	**Pour les actions de type 1 :** • Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) ; mobilier et équipement (hors fournitures). **Pour les actions de type 2 :** • Ingénierie interne : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • Ingénierie externe : études, diagnostics … (prestation extérieure)
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations...) Structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type 2 devront garantir la technicité de l'ingénierie.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER** : • Actions relevant du domaine numérique (Pôle d'innovation numérique, Expérimentations de technologies avancées, ...). • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles. • Actions de diffusion de la culture de l'innovation, des sciences et des techniques. • Actions dédiées au soutien de requalification des zones d'activités à vocation industrielle. ⇨ **FSE +** : Dépenses de fonctionnement du réseau d'accompagnement de l'ESS (animation, accompagnement et mise en réseau) + Actions liées à l'emploi et la formation + soutien direct aux projets, créateurs

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	d'emplois pérennes ou vecteurs de consolidation des emplois et des activités ⇨ **FEAMPA** : Les entreprises relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture sont soutenues prioritairement par le FEAMPA.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Population couverte par les projets L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)** grâce à des projets de développement social et solidaire. - **Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises de Nouvelle-Aquitaine (ambition 3)** en accompagnant la transformation vers des modèles de production plus sobres et en replaçant l'humain au cœur de la démarche de progrès de l'entreprise. - **Faire de la Nouvelle-Aquitaine un territoire tendant vers le « zéro déchet » à l'horizon 2030 (ambition 7),** en développant des projets locaux s'appuyant sur les acteurs de l'ESS.

Fiche-action 1.3 Renforcer l'économie de proximité		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	600 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € **Plafonds :** - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 1, 2 et 3 : 50 000€	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Les centres des villes, bourgs ou quartiers, outre leur fonction résidentielle, jouent traditionnellement un rôle de plaque-tournante pour la production, l'emploi, le commerce et les services, au bénéfice de la population. Maintenir ce maillage importe pour l'équilibre et la cohésion des territoires, pour la qualité de vie de la population et les liens sociaux. Il s'agira donc de **soutenir les initiatives publiques et privées, visant à conforter le dynamisme des centralités**, qu'il s'agisse des centres-villes, bourgs ou quartiers, et soutenir l'adaptation des entreprises (artisanales et commerciales notamment) aux nouveaux modèles, afin de garantir une égalité d'accès aux services sur le territoire.	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Types d'actions soutenues	• Type 1 : Création, réhabilitation, équipement de mutualisation d'équipements de lieux « hybrides » à destination de la population au sein de centralité. • Type 2 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments permettant la mutualisation de services aux publics. • Type 3 : Projets s'inscrivant dans une stratégie de dynamisation des centres bourgs, villes ou quartiers : équipements à vocation économique et de service ; aménagements des espaces communs et services collectifs ; renaturation et aménagement paysager de sites déqualifiés. • Type 4 : Développement de la cyclo-logistique, auprès des personnes fragiles et en faveur du maintien des liens de proximité.
Dépenses éligibles	Pour les actions de type 1, 2, 3 et 4 : • Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) et extérieur (aménagements paysagers...) ; mobilier et équipement (hors fournitures). • Pour les actions de type 4 : le matériel roulant n'est pas éligible.
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics…)
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER :** • Actions relevant du domaine numérique (Marketplace, Projets autour de la donnée par les administrations, Projets de « smart territoires » …). • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles. • Actions dédiées au soutien de requalification des zones d'activités à vocation industrielle. • Actions de diffusion de la culture de l'innovation, des sciences et des techniques. • Dépenses de fonctionnement (animation et petits équipements) des expérimentations territoriales portant sur des lieux d'innovation (animation, incubateur, accélérateur, living lab, fablab, …).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	• Programmes d'actions et investissements des acteurs de l'écosystème d'accompagnement à la création d'entreprise prioritaire innovante (technopole, incubateur, accélérateur de croissance, pépinière…). ⇨ **FSE +** : Actions liées à l'emploi et la formation. ⇨ **FEAMPA** : Les entreprises relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture sont soutenues prioritairement par le FEAMPA.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Population couverte par les projets L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)** en conciliant développement, environnement et solidarité grâce, notamment, à des projets de territoires incluant des services publics de proximité réinventés. - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)**, notamment en encourageant un urbanisme de courte distance. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)** en développant un urbanisme sobre et ouvert sur la nature. - **Préserver nos ressources naturelles et la biodiversité (ambition 8)** en intégrant mieux la biodiversité dans les projets d'aménagement. - **Préserver les terres agricoles, forestières et naturelles (ambition 10)**, notamment en luttant contre l'artificialisation des terres et l'étalement urbain, et en encourageant la sobriété foncière.

Fiche-action 1.4 Développer l'offre de formation adaptée aux besoins des entreprises		
OBJECTIF PRIORITAIRE	OP 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	200 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* Planchers : - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € Plafonds : - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 1 : 50 000 € - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 2 : dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	L'offre de formation est limitée, ciblée et inégalement répartie sur le territoire, peu à même de contribuer à un développement économique endogène du territoire. Il s'agira donc d'**accompagner les initiatives publiques et privées visant à soutenir la diversification de l'offre de formation et à favoriser l'accès à la formation** par le développement des lieux d'accueils et l'amélioration de la visibilité de l'offre de formation.
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Création, réhabilitation, équipements de bâtiments permettant le développement territorial de l'accès à la formation des publics. • Type 2 : Ingénierie interne et externe.
Dépenses éligibles	Pour les actions de type 1 : • Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) ; mobilier et équipement (hors fournitures). Pour les actions de type 2 : • Ingénierie interne : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • Ingénierie externe : études, diagnostics … (prestation extérieure)
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations...) Structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type 2 devront garantir la technicité de l'ingénierie.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER-FSE+** : • Développement de nouveaux services et usages numériques (équipements/outils numériques). • Développement de plateaux techniques innovants au profit de la formation professionnelle proposés, notamment dans une logique partenariale et de mutualisation des équipements (ex : Campus des métiers, plateaux techniques mobiles...). • Acquisition d'équipements pour améliorer la qualité et l'efficacité des formations, notamment pour les parcours à distance. • Développement sur le territoire d'espaces régionaux d'accueil des publics favorisant la lisibilité de l'offre de formation et l'information sur les métiers et l'accès à l'emploi : animation et coordination de ces espaces. • Outils et actions favorisant la mutualisation des moyens et la modernisation des pratiques des acteurs de la formation, l'amélioration de la qualité des parcours de formation (ingénierie, accompagnement...). • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation) et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles. • Actions de diffusion de la culture de l'innovation, des sciences et des techniques. ⇨ **FEAMPA** : Les entreprises relevant du secteur de la pêche et de l'aquaculture sont soutenues prioritairement par le FEAMPA.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Population couverte par les projets L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en combattant les inégalités dès l'orientation dans l'éducation et la formation. - **Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises de Nouvelle-Aquitaine (ambition 3)** en anticipant les futurs métiers - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)**, notamment en pesant sur les choix de mode de transports des voyageurs grâce à la proximité géographique des lieux de formation. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)**, notamment en adaptant les métiers du BTP aux enjeux de la transition énergétique et environnement et en développant les compétences de la filière bois-construction. - **Préserver les terres agricoles, forestières et naturelles (ambition 10)**, notamment en développant les compétences dans les métiers de la forêt et du bois, ou encore de l'agroécologie.

3.2 OBJECTIF PRIORITAIRE 2 : ADAPTER LA DYNAMIQUE D'ACCUEIL POUR GARANTIR LA COHESION TERRITORIALE

1/ Enjeux et objectifs
Territoire attractif, du fait de sa localisation et de ses aménités, le Pays BARVAL entend freiner progressivement, et de manière territorialisée, la dynamique démographique qui génère une pression sur les services et les équipements, dans un contexte de vieillissement accentué de la population. Il s'agit de préserver la qualité de vie pour tous, de réduire les disparités territoriales et de garantir ainsi la cohésion territoriale.
2/ Contribution aux priorités européennes
1. Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises 2. Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

4. Une Europe plus sociale, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé 5. Une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne
3/ Types de soutien
Subvention par remboursement de coûts éligibles engagés et payés.
4/ Maquette financière
FEDER : 1 176 190 €
TOTAL : 1 176 190 €
5/ Vérifiabilité et contrôlabilité
Conforme à l'avis de contrôlabilité émis par l'ASP

Fiche-action 2.1 Développer l'offre de santé et l'accompagnement social pour réduire les inégalités		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	300 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € **Plafonds :** - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 1, 2 et 3: 50 000 € - Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 4 : dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	L'offre de santé sur le territoire, bien que globalement satisfaisante, rencontre certaines problématiques en matière de démographie des professions de santé, de vieillissement de la population, d'inégalités territoriales, d'environnement, et de santé mentale. L'objectif est donc de **soutenir les initiatives publiques et privées destinées à compléter, développer et renforcer l'offre de soins sur le territoire**, et à **réduire les inégalités sociales, environnementales et territoriales de santé**, ainsi qu'à soutenir la mise en œuvre du programme d'actions du Contrat Local de Santé.	
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments permettant la mutualisation de services aux publics en matière de santé et de social. • Type 2 : Infrastructures d'accueil des professionnels de santé (projets intégrant le développement de la télémédecine, la e-santé, le logement collectif pour les professionnels, les internats de santé...). • Type 3 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments permettant la mutualisation de services aux publics. • Type 4 : Ingénierie interne et externe.	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Dépenses éligibles	<u>Pour les actions de types 1, 2 et 3 :</u> • <u>Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) :</u> construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) ; mobilier et équipement (hors fournitures). <u>Pour les actions de type 4</u> : • <u>Ingénierie interne</u> : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • <u>Ingénierie externe</u> : études, diagnostics … (prestation extérieure)
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations...) Structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type 4 devront garantir la technicité de l'ingénierie.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER-FSE+** : • Réseaux de fibre optique et développement de services et usages numériques, dont la télémédecine. • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Population couverte par les projets <u>L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique Région Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en sensibilisant les jeunes à la Santé Environnement et en promouvant des politiques de santé, par des actions d'organisation des acteurs et de lutte contre les déserts médicaux. - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)**, notamment en pesant sur les choix de mode de transports des voyageurs grâce à la proximité géographique des lieux de santé. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)** en développant un urbanisme sobre et ouvert sur la nature.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Fiche-action 2.2 Renforcer les équipements et services collectifs en faveur de l'enfance-jeunesse		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	350 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € **Plafond :** - Montant plafond de subvention FEDER par projet : 50 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Bien que doté d'équipements et de services à destination de la petite enfance et des jeunes, ces équipements ne parviennent souvent plus à répondre à la demande et doivent s'adapter en permanence à la dynamique démographique. Il s'agira donc **d'accompagner les initiatives publiques en soutenant les projets les plus structurants sur les collectivités les moins dotées** et de **satisfaire les besoins grandissants en matière d'enfance/jeunesse**[56], y compris pour la petite enfance.	
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments en appui à des projets de développement dans le secteur de l'enfance /jeunesse. • Type 2 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments permettant la mutualisation de services aux publics.	
Dépenses éligibles	Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) ; mobilier et équipement (hors fournitures).	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...)	
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité	
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*	
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER-FSE+** : • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies	

[56] L'enfance concerne les 0-12 ans et les services qui leurs sont dédiés tels que les ALSH, les crèches municipales... et la jeunesse englobe les 12-17 ans et les services qui leurs sont proposés tels que les espaces jeunes, les points infos jeunesse...

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Population couverte par les projets <u>L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en sensibilisant les jeunes à la Santé Environnement, en développant l'éducation à l'environnement et en promouvant auprès des plus jeunes des actions de sensibilisation à l'égalité entre les genres et lutter contre toutes les formes de discriminations. - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)**, notamment en pesant sur les choix de mode de transports des voyageurs grâce à la proximité géographique des lieux dédiés à l'enfance/jeunesse. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)** en développant un urbanisme sobre et ouvert sur la nature.

Fiche-action 2.3 Soutenir l'offre culturelle et la valorisation du patrimoine, facteurs de cohésion territoriale		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	500 000 €
Intensité de l'aide	<u>Taux d'aide publique :</u> 100 % maximum <u>Taux d'intervention FEDER :</u> maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* <u>Planchers :</u> - <u>Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet :</u> 25 000 € - <u>Montant plancher de subvention FEDER par projet :</u> 15 000 € <u>Plafonds</u> - <u>Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 1, 2, 3 et 4 :</u> 50 000 € - <u>Montant plafond de subvention FEDER par projet de type 5 :</u> dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	L'identité du territoire est composée de deux entités culturelles (landaise et maritime), fruit de l'histoire du développement local. Les patrimoines culturel matériel et immatériel sont le reflet de cette histoire locale et doivent être conservés et valorisés, afin d'être transmis aux générations futures.	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	L'objectif est de **soutenir les initiatives publiques et privées destinées à développer et renforcer la pratique culturelle sur le territoire**, fortement impactée par la crise sanitaire, mais également à **mettre en valeur, restaurer et préserver le patrimoine vernaculaire et culturel du territoire**.
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Création, réhabilitation, équipement de bâtiments en appui à des projets de développement dans les secteurs culturels et patrimoniaux. • Type 2 : Développement de projets culturels et patrimoniaux. • Type 3 : Soutien aux projets culturels innovants et s'appuyant sur l'ESS et les droits culturels. • Type 4 : Actions et investissements valorisant les territoires et leur environnement. • Type 5 : Ingénierie interne et externe.
Dépenses éligibles	**Pour les actions de types 1, 2 ,3 et 4 :** • Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) ; mobilier et équipement (hors fournitures). **Pour les actions de types 2, 3 et 4 :** • Frais artistiques : cachets d'artistes, déplacements, décors/costumes/accessoires, matériels scéniques. • Frais de réception : traiteurs, location de matériel et de salle, • Frais de communication : conception, réalisation sur support papier, multimédia, audiovisuel ; distribution de support papier ; achats iconographiques ; conception et mise en œuvre d'événementiels ; relations presse. • Autres prestations de services **Pour les actions de types 2, 3, 4 et 5 :** • Ingénierie interne : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • Ingénierie externe : études, diagnostics … (prestation extérieure)
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...)
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type 5 devront garantir la technicité de l'ingénierie.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER-FSE+** : • Développement de services et usages numériques. • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Population couverte par les projets <u>L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en contribuant à la diffusion d'information fiable. - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)**, notamment en pesant sur les choix de mode de transports des voyageurs grâce à la proximité géographique des lieux dédiés à la culture. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)** en développant un urbanisme sobre et ouvert sur la nature.

Fiche-action 2.4 Encourager la coopération pour renforcer la place des jeunes dans la société et développer la relation jeunes-entreprises		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	26 190 €
Intensité de l'aide	<u>Taux d'aide publique :</u> 100 % maximum <u>Taux d'intervention FEDER :</u> maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* <u>Planchers :</u> - <u>Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet :</u> 25 000 € - <u>Montant plancher de subvention FEDER par projet :</u> 15 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	La coopération représente un outil essentiel d'ouverture vers de nouvelles pratiques et de nouvelles cultures. Au-delà de la seule dimension d'échanges d'expériences, de mise en réseau ou de jumelage, les projets de coopération peuvent également se concrétiser par la mise en œuvre d'actions communes avec des livrables bien identifiés bénéficiant au territoire. Deux types de coopération sont envisagés : - La coopération interterritoriale, entre territoires français. - La coopération transnationale entre territoires relevant de plusieurs Etats membres, ainsi qu'avec des territoires de pays tiers à l'Union Européenne. Aujourd'hui, les actions de coopération ont besoin d'être encouragées sur le territoire, notamment sur les questions en lien avec la **jeunesse**. Cette fiche-action permettra ainsi de soutenir :	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	- Des projets menés en commun sur à minima 2 territoires par des porteurs de projets de chaque territoire ; - Des voyages d'étude pour bénéficier de retour d'expérience et faire de l'échange de bonnes pratiques.
Types d'actions soutenues	• Ingénierie interne et externe. • Actions préparatoires au développement de projets de coopération. • Actions de mise en œuvre conjointe d'actions communes : productions communes, études/recherches, actions communes...
Dépenses éligibles	• **Ingénierie interne** : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • **Ingénierie externe** : études, diagnostics … (prestation extérieure) • **Visites d'études** : frais de déplacements, d'hébergements et de restauration. • **Prestations de services** : frais de réception (traiteur, location de salle et de matériels), frais d'interprétariat, ... • **Créations de publications**. • **Frais de communication** : conception, réalisation sur support papier, multimédia, audiovisuel ; distribution de support papier ; achats iconographiques ; conception et mise en œuvre d'événementiels ; relations presse. • **Investissements relevant uniquement du territoire BARVAL** : construction, rénovation, frais d'équipement et d'aménagement.
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations...) Structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type ingénierie devront garantir la technicité de l'ingénierie.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	⇨ **FEDER – Coopération Territoriale Européenne** : o Espace Atlantique : concerne les projets de coopération en relation avec le maritime et le littoral. o SUDOE : montant plancher par projet de 100 000 €. o Interreg : doit réunir au minimum 8 partenaires, montant plancher par projet recommandé de 1,5M€.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Population couverte par les projets L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)** en encourageant notamment les projets de coopération mobilisant les jeunes

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

3.3 OBJECTIF PRIORITAIRE 3 : ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS

1/ Enjeux et objectifs
La croissance démographique locale, conjuguée à la configuration territoriale, génère de nombreuses pressions sur les espaces et le milieu naturel. Afin d'en limiter les impacts, il s'agit de poursuivre la transition vers une mobilité durable et équilibrée, la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, et de développer la résilience alimentaire du territoire.
2/ Contribution aux priorités européennes
1. Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises 2. Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique 3. Une Europe plus connectée, dotée de réseaux stratégiques de transports et de communication numérique 5. Une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne
3/ Types de soutien
Subvention par remboursement de coûts éligibles engagés et payés.
4/ Maquette financière
FEDER : 100 000 €
LEADER : 500 000 €
TOTAL : 600 000 €
5/ Vérifiabilité et contrôlabilité
Conforme à l'avis de contrôlabilité émis par l'ASP

Fiche-action 3.1 Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 3 : Accompagner les transitions**	
Fonds mobilisé et montant	FEADER LEADER	150 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention LEADER : maximum 80 % *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* Planchers : - Montant plancher de dépenses éligibles LEADER par projet : 8 000€ - Montant plancher de subvention LEADER par projet : 5 000 € Plafonds : - Montant plafond de subvention LEADER par projet de types 1, 2, 3, 4 et 5 : 50 000 € - Montant plafond de subvention LEADER par projet de type 6 : dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Cette fiche-action a pour objectif de **développer l'écomobilité sur la partie la plus rurale du territoire, en renforçant et facilitant les déplacements collectifs et en favorisant l'usage du vélo dans les déplacements**. Il s'agira de soutenir les initiatives publiques et privées,	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	sur le territoire, visant à développer et faciliter les déplacements collectifs, en développant les alternatives à l'autosolisme et ainsi réduire l'impact du transport, et à accompagner la mise en place d'actions visant à développer et faciliter l'usage du vélo.
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Investissement dans les infrastructures de recharge et d'avitaillement de vecteurs énergétiques décarbonés pour la mobilité. • Type 2 : Aménagement de pôles d'échanges multimodaux et des aires de mobilité favorisant l'intermodalité (sur un projet global : étude et travaux). • Type 3 : Extension et aménagement de pistes cyclables et vélos-routes/voies vertes favorisant notamment la mobilité quotidienne s'inscrivant dans des Schémas ou plans de mobilité • Type 4 : Développement du stationnement vélo et services aux cyclistes s'inscrivant dans une démarche de report modal. • Type 5 : Nouveaux services avec des plateformes de mobilité solidaire. • Type 6 : Ingénierie interne et externe.
Dépenses éligibles	Pour les actions de types 1, 2, 3, 4 et 5 : • Investissements (hors acquisitions foncières et immobilières) : construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) et extérieur ; mobilier et équipement (hors fournitures). • Etudes et Travaux Pôle d'Echange Multimodal • Travaux pistes cyclables : extension, aménagement. Pour les actions de type 6 : • Ingénierie interne : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • Ingénierie externe : études, diagnostics … (prestation extérieure)
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) *hors communautés d'agglomération ou leurs syndicats mixtes des mobilités, communautés urbaines et métropole du territoire en tant qu'Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) "urbaines"*
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type 6 devront garantir la technicité de l'ingénierie.*
Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEDER-FSE+** : • Développement de services et usages numériques. • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	• Actions favorisant une mobilité urbaine multimodale durable, dans le cadre de la transition vers une économie à zéro émission nette de carbone portées par les communautés d'agglomération ou leurs syndicats mixtes des mobilités, communautés urbaines et métropole du territoire en tant qu'Autorités Organisatrices de la Mobilité (AIM) "urbaines".
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Population couverte par les projets L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ : - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)** en conciliant développement, environnement et solidarité - **Développer les mobilités « propres » pour tous (ambition 4)** en pesant sur les choix de mode de transport des voyageurs, notamment par la promotion de l'écomobilité.

Fiche-action 3.2 Développer une animation collective en faveur de la résilience alimentaire du territoire		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 3 : Accompagner les transitions**	
Fonds mobilisé et montant	FEDER OS5	100 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention FEDER : maximum 100%, moyen global 60% *Dans la limite des dispositions règlementaires européennes et nationales, dont régimes d'aides et décret d'éligibilité.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles au FEDER par projet : 25 000 € - Montant plancher de subvention FEDER par projet : 15 000 € **Plafond :** - Montant plafond de subvention FEDER par projet : dans la limite de 3 ans maximum, avec dégressivité de l'aide, pour un montant total maximum 50 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Il s'agira d'**accompagner la mise en place d'une ingénierie dédiée à l'animation du futur Projet Alimentaire Territorial du Pays BARVAL** : animation de la gouvernance du PAT, contribution à faire émerger des projets structurants, organisation d'évènements et de rencontres, participation aux réseaux locaux et régionaux, suivi et d'évaluation du PAT …	
Types d'actions soutenues	Ingénierie interne et externe.	
Dépenses éligibles	• Ingénierie interne : frais salariaux, frais indirects (forfait 15%). • Ingénierie externe : études, diagnostics … (prestation extérieure)	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics…) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations, coopératives…)	
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité *Les projets de type ingénierie devront garantir la technicité de l'ingénierie.*	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre *(cofinancement publique non obligatoire)*
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ **FEADER** : • Actions de promotion-communication des SIQO, mises en œuvre par les Organismes de Défense et de Gestion et les interprofessions : sensibilisation des consommateurs, émergence de nouvelles filières de qualité... • Actions d'informations à destination des agriculteurs, conseillers et techniciens axées sur les champs de la transition agroécologique, qui s'inscrivent dans un projet partenarial pluriannuel, portées par des agriculteurs, des organismes professionnels agricoles et des organismes de recherche-développement.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Population couverte par les projets <u>L'indicateur de résultat retenu est celui du PO FEDER-FSE+ :</u> - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en contribuant à la diffusion d'une information fiable et en coconstruisant avec les acteurs de demain. - **Accélérer et accompagner la transition agroécologique (ambition 2)** en encourageant l'agriculture et la consommation locale. - **Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises de Nouvelle-Aquitaine (ambition 3)** en accompagnant la transformation vers des modèles de production plus sobres et en replaçant l'humain au cœur de la démarche de progrès de l'entreprise. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)**, notamment en développant l'agriculture urbaine et en intégrant la biodiversité dans les espaces urbains et les bâtiments. - **Faire de la Nouvelle-Aquitaine, un territoire tendant vers le « zéro déchet » à l'horizon 2030 (ambition 7)**, notamment par la prévention et la réduction de nos déchets, et en encourageant le compostage. - **Préserver nos ressources naturelles et la biodiversité (ambition 8)**, notamment en favorisant une agriculture contributrice nettes de biodiversité et en encourageant un changement de pratiques agricoles. - **Préserver et protéger la ressource en eau (ambition 9)**, notamment en adaptant les modèles agricoles à la rareté de la ressource.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	- Préserver les terres agricoles, forestières et naturelles (ambition 10)

Fiche-action 3.3 Développer la résilience alimentaire du territoire		
OBJECTIF PRIORITAIRE	OP 3 : Accompagner les transitions	
Fonds mobilisé et montant	FEADER LEADER	350 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention LEADER : maximum 80 % *Sous réserve du décret d'éligibilité et des régimes d'aides.* **Planchers :** - Montant plancher de dépenses éligibles LEADER par projet : 8 000€ - Montant plancher de subvention LEADER par projet : 5 000 € **Plafond :** - Montant plafond de subvention LEADER par projet : 50 000 €	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Les 3 intercommunalités du Pays BARVAL ont lancé en 2021 l'élaboration d'un PAT, dont l'objectif est de renforcer l'autonomie alimentaire du territoire en confortant les productions locales, en relocalisant les filières agricoles, orientées vers l'agroécologie, et en recherchant des complémentarités avec les territoires limitrophes. L'objectif est donc de **soutenir les opérations pilotes expérimentales menées dans le cadre du programme d'actions du PAT**, notamment sur des espaces-test agricoles et l'approvisionnement des cantines scolaires, mais également de soutenir les initiatives publiques et privées destinées à favoriser la relocalisation des filières agricoles et alimentaires sur le territoire, à développer les circuits courts et à encourager des pratiques agricoles durables.	
Types d'actions soutenues	• Type 1 : Actions facilitant l'accès au foncier agricole et encourageant les installations des porteurs de projet (espaces tests agricoles, étude agricole…). • Type 2 : Actions encourageant les pratiques agricoles durables. • Type 3 : Actions permettant de faire évoluer les systèmes de commercialisation, et d'accompagner les acteurs de la transformation et de la distribution à s'approvisionner en produits locaux. • Type 4 : Actions facilitant l'accès à une alimentation saine et équilibrée au plus grand nombre.	
Dépenses éligibles	• Investissements : acquisitions foncières et immobilières ; construction, extension, rénovation de bâtiments ; frais d'équipement et d'aménagement intérieur (second œuvre) et extérieur ; mobilier et équipement (hors fournitures et matériel roulant). • Machines et outils agricoles/de commercialisation • Etudes : diagnostics thématiques et analyses sectorielles, études préalables	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics...) Porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations, coopératives...)	
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Cofinancements potentiellement mobilisables	Cf politiques régionales et leurs modalités de mise en œuvre Cf politiques départementales et leurs modalités de mise en œuvre Cf politique nationales et leurs modalités de mise en œuvre
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les crédits DLAL ne sont pas mobilisés sur des projets éligibles à d'autres dispositifs du PSN, du PO FEDER-FSE+ et du FEAMPA. ⇨ FEADER : • Projets d'investissement aval de transformation et commercialisation de produits agricoles et agroalimentaires (produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE), seuls les projets supérieurs à 300 000 € de dépenses éligibles seront financés, portés par les entreprises agroalimentaires, coopératives agricoles et les groupements d'agriculteurs. • Actions de promotion-communication des Signes Officiels de Qualité (SIQO), mises en œuvre par les Organismes de Défense et de Gestion et les interprofessions : sensibilisation des consommateurs, émergence de nouvelles filières de qualité... • Projets dans les domaines de l'apiculture (développement de la population d'abeilles) et l'élevage d'animaux appartenant à des races locales menacées d'abandon par l'agriculture (liste fermée de races définie au niveau régional), portés par des agriculteurs, des organismes professionnels agricoles et des organismes de recherche-développement. • Projets de transitions agroécologiques dans les exploitations agricoles (dont amélioration du bilan carbone) portés par des agriculteurs, des organismes professionnels agricoles et des organismes de recherche-développement. • Projets de coopération (au moins 2 entités dans le projet) au sein des filières, essentiellement sur les thématiques de la transition agroécologique au bénéfice de personnes morales des secteurs agricoles et forestiers. • Actions d'informations à destination des agriculteurs, conseillers et techniciens axées sur les champs de la transition agroécologique, qui s'inscrivent dans un projet partenarial pluriannuel, portées par des agriculteurs, des organismes professionnels agricoles et des organismes de recherche-développement. • Projets d'une certaine taille dans le cadre d'un Plan de Modernisation des Elevages : conditions de biosécurité sanitaire, prise en compte du bien-être animal, adaptation et atténuation au/du changement climatique, impact environnemental, ... • Projets dans le cadre d'un Plan Végétal Environnement : matériels permettant une réduction drastique de l'utilisation des pesticides, exploitations engagées en Agriculture biologique ou Haute Valeur Environnementale, exploitations situées sur des zones à fort enjeu qualité de l'eau potable, ... portées par les exploitants agricoles et les groupements d'agriculteurs. • Projets d'investissements collectifs (dont CUMA) : exploitations engagées dans une démarche de responsabilité sociétale, orientations de diversification vers des filières émergentes dans le cadre de stratégies amont-aval et répondant aux enjeux de

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	Néo Terra, ... portées par les exploitants agricoles et les groupements d'agriculteurs. • Soutien à la diversification des exploitations : adaptation au changement climatique, relocalisation de l'alimentation... portées par les exploitants agricoles et les groupements d'agriculteurs, hors cultures maraichères, petits fruits, horticultures et arboriculture, luttes contre les aléas climatiques, pépinières viticoles et agroforesteries. • Soutien au lancement de l'activité agricole dans le cadre d'une Dotation Globales d'Installation-Transmission pour les Jeunes Agriculteurs et les Nouveaux Agriculteurs. ⇨ **FEDER** : • Projets d'investissement aval de transformation et commercialisation de produits agricoles et agroalimentaires (produits agricoles relevant de l'annexe 1 du TFUE[57]), seuls les projets des PME supérieurs à 1 500 000 € de dépenses éligibles seront financés. • Actions relevant du domaine numérique (Marketplace, Projets autour de la donnée par les administrations, Projets de « smart territoires » ...). • Dépenses relatives à des programmes de rénovation énergétique *(concernant les bâtiments publics et permettant d'atteindre après travaux une consommation inférieure ou égale à 80 kWhEP/m²/an ; concernant les bâtiments tertiaires d'entreprises et permettant d'atteindre un niveau équivalent au label BBC-Effinergie rénovation pour un bâtiment construit après 1948 ou Effinergie rénovation)* et de développement d'énergies renouvelables *(dans la limite de la mesure 2.2 du PO FEDER-FSE+ 21-27).* • Equipements pour augmenter la résilience face aux catastrophes naturelles. • Actions dédiées au soutien de requalification des zones d'activités à vocation industrielle. ⇨ **FSE** : • Diagnostics pré-installation, études technico-économiques et suivis post-installation
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est :</u> - Population couverte par les projets <u>L'indicateur de résultat retenu est :</u> - Nombre d'emplois créés
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en contribuant à la diffusion d'une information fiable et en coconstruisant avec les acteurs de demain.

[57] Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	- **Accélérer et accompagner la transition agroécologique (ambition 2)** en encourageant l'agriculture et la consommation locale. - **Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises de Nouvelle-Aquitaine (ambition 3)** en accompagnant la transformation vers des modèles de production plus sobres et en replaçant l'humain au cœur de la démarche de progrès de l'entreprise. - **Développer et systématiser un urbanisme durable, résilient, économe en ressources et qui s'adapte aux risques naturels et aux changements climatiques (ambition 5)**, notamment en développant l'agriculture urbaine et en intégrant la biodiversité dans les espaces urbains et les bâtiments. - **Faire de la Nouvelle-Aquitaine, un territoire tendant vers le « zéro déchet » à l'horizon 2030 (ambition 7)**, notamment par la prévention et la réduction de nos déchets, et en encourageant le compostage. - **Préserver nos ressources naturelles et la biodiversité (ambition 8)**, notamment en favorisant une agriculture contributrice nettes de biodiversité et en encourageant un changement de pratiques agricoles. - **Préserver et protéger la ressource en eau (ambition 9)**, notamment en adaptant les modèles agricoles à la rareté de la ressource. - **Préserver les terres agricoles, forestières et naturelles (ambition 10)**

3.4 Objectif Prioritaire 4 - Economie Bleue Durable : Pour une identite maritime affirmee du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre

1/ Enjeux et objectifs
La pêche et ostréiculture sont des filières identitaires du territoire, présentes depuis plusieurs générations. Elles ont contribué à façonner l'image du Bassin d'Arcachon et son littoral. Pour autant, elles sont confrontées à des difficultés qui affectent leur pérennité. Le DLAL est un outil qui va permettre de créer du lien avec les autres usagers du plan d'eau pour pérenniser, faire connaitre, reconnaître et maintenir les bonnes conditions environnementales des activités de production maritime.
2/ Contribution aux priorités européennes
1. Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises 2. Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique 4. Une Europe plus sociale, qui donnera une expression concrète au socle européen des droits sociaux et soutiendra les emplois de qualité, l'éducation, les compétences, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux soins de santé 5. Une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne
3/ Types de soutien
Subvention par remboursement de coûts éligibles engagés et payés.
4/ Maquette financière
FEAMPA : 1 000 000 €
Région Nouvelle Aquitaine : 1 000 000 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

TOTAL : 2 000 000 €
5/ Vérifiabilité et contrôlabilité
Conforme à l'avis de contrôlabilité émis par l'ASP

Fiche-action 4.1 Ancrer durablement sur le territoire une économie maritime repensée		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**EBD : Pour une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre**	
Fonds mobilisé et montant	FEAMPA	300 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100% maximum Taux d'intervention FEAMPA : 50% fixe Autofinancement : 20% minimum *Sous réserve du décret d'éligibilité et des régimes d'aides.* Montant plancher d'aides publiques : 5 000€	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Cette fiche-action répondra aux enjeux : - **Contribuer à la pérennisation des productions maritimes par une meilleure organisation et intégration des espaces professionnels, à terre et en mer** grâce à des réflexions sur l'aménagement, les services et les équipements des espaces portuaires et sur l'intégration des espaces et des activités professionnels dans leur environnement global, à terre et en mer, pouvant mener à la production de supports et au soutien à des investissements structurants et collectifs - **Contribuer à la pérennisation des filières maritimes par l'émergence de services et équipements mutualisés** en accompagnant leur mise en œuvre, de leur conception jusqu'à leur réalisation finale - **Contribuer à la pérennisation des filières maritimes en valorisant et favorisant l'accès aux métiers** en permettant la réalisation de supports spécifiques, la participation à des manifestations sur l'orientation, les formations et l'emploi, et en contribuant à la mise en réseau des acteurs locaux	
Types d'actions soutenues	Conformément au PN FEAMPA, tous les types d'opérations sont éligibles : animation et renforcement des capacités, investissements dans la restauration des zones Natura 2000, sensibilisation et communication au grand public, assemblage et diffusion de données, gouvernance locale, partage des connaissances, diversification d'activités autre que pêche, aquaculture ou innovation…	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais indirects, frais de déplacement, équipements de postes (téléphone, ordinateur, mobilier…), prestations externes (études, diagnostics, accompagnement…), frais de communication (organisation d'événements, création et édition de supports de communication…), investissements (construction, rénovation, frais d'équipement et d'aménagement…)…	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics…), ou qualifié de droit public (CRC, CDPMEM, CRPMEM…), porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations…) ou structures mixtes	
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité	
Cofinancements publics pré-identifiés	Région Nouvelle-Aquitaine : 300 000 €	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les opérations soutenues par le DLAL-FEAMPA devront obligatoirement : - présenter un intérêt direct ou indirect pour la filière pêche et/ou la filière ostréicole, qui sera évalué dans la grille de notation - associer à minima 2 filières de l'économie bleue durable par un partenariat technique (invitation aux réunions de suivi, participation aux travaux…) ou administratif (convention, accord financier…) (ligne de partage avec les actions collectives des *OS1.1 Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental* et *OS2.1 Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental*)
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est celui du PN FEAMPA :</u> - Nombre d'opérations soutenues <u>Les indicateurs de résultats retenus sont ceux du PN FEAMPA :</u> - Nombre d'emplois créés (Equivalent Temps Plein - ETP) - Nombres d'actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons - Nombre d'entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information
Contribution à la nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'Union Européenne [58]pour atteindre les objectifs de du Pacte Vert pour l'Europe[59]	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs de l'approche économie bleue durable pour : - **Concevoir des systèmes alimentaires responsables « de la ferme à la table »** grâce à des produits de la mer issus d'activités gérées durablement - **Acquérir de la connaissance sur les océans** afin de faire connaître les métiers - **Valoriser les compétences et les emplois bleus** en améliorant la perception par le public des carrières dans les emplois maritimes - **Soutenir la recherche et l'innovation marines et maritimes,** essentielles pour répondre à tous les objectifs du Pacte Vert
Contribution à la mise de la feuille de route régionale Néo Terra[60] dédiée à la transition énergétique et écologique Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs NéoTerra pour : - **Accélérer et accompagner la transition agroécologique (ambition 2)** grâce à des produits de la mer issus d'activités gérées durablement

[58] COM(2021) 240 final du 17 mai 2021
[59] COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019
[60] Feuille de route NéoTerra – Accompagner et accélérer la transition – Région Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

 **Contribution à la mise en œuvre de la stratégie croissance bleue de la Région Nouvelle-Aquitaine** dédiée à l'amélioration des connaissances scientifiques des océans, afin de maintenir un écosystème en bonne santé et une exploitation durable et raisonnée des ressources[61]	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs de la stratégie croissance bleue régionale pour : - **Favoriser l'adéquation entre les besoins et les ressources du territoire en matière d'emploi et de formation (enjeu 2)** en présentant largement et en valorisant les métiers de la mer - **Favoriser une logique d'aménagement durable et d'attractivité maritime du territoire (enjeu 5)** en travaillant sur l'organisation des espaces et des services pour les filières maritimes

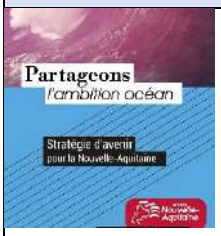
Fiche-action 4.2 Développer une culture maritime partagée		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**EBD : Pour une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre**	
Fonds mobilisé et montant	FEAMPA	300 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100% maximum Taux d'intervention FEAMPA : 50% fixe Autofinancement : 20% minimum *Sous réserve du décret d'éligibilité et des régimes d'aides.* Montant plancher d'aides publiques : 5 000€	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Cette fiche-action répondra aux enjeux : - **Renforcer la connaissance des enjeux maritimes** au sein même des filières et auprès des décideurs locaux pour favoriser leur appropriation de ces thématiques - **Sensibiliser le grand public aux enjeux maritimes** par la valorisation du patrimoine maritime naturel et culturel et le soutien à la création de supports et à l'organisation d'opérations dédiées - **Faire des produits de la mer une composante intégrée des démarches de promotion territoriale** pour une promotion et une transformation communes des produits de la mer du territoire	
Types d'actions soutenues	Conformément au PN FEAMPA, tous les types d'opérations sont éligibles : animation et renforcement des capacités, investissements dans la restauration des zones Natura 2000, sensibilisation et communication au grand public, assemblage et diffusion de données, gouvernance locale, partage des connaissances, diversification d'activités autre que pêche, aquaculture ou innovation…	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais indirects, frais de déplacement, équipements de postes (téléphone, ordinateur, mobilier…), prestations externes (études, diagnostics, accompagnement…), frais de communication (organisation d'événements, création et édition de supports de communication…), investissements (construction, rénovation, frais d'équipement et d'aménagement…)…	

[61] Stratégie Croissance Bleue – Partageons l'ambition océan – Stratégie d'avenir pour la Nouvelle-Aquitaine

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics…), ou qualifié de droit public (CRC, CDPMEM, CRPMEM…), porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations…) ou structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité
Cofinancements publics pré-identifiés	Région Nouvelle-Aquitaine : 300 000 €
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les opérations soutenues par le DLAL-FEAMPA devront obligatoirement : - présenter un intérêt direct ou indirect pour la filière pêche et/ou la filière ostréicole, qui sera évalué dans la grille de notation - associer à minima 2 filières de l'économie bleue durable par un partenariat technique (invitation aux réunions de suivi, participation aux travaux…) ou administratif (convention, accord financier…) (ligne de partage avec les actions collectives des *OS1.1 Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental* et *OS2.1 Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental*) La ligne de partage avec l'*OS2.2 Promouvoir la commercialisation, la qualité et la valeur ajoutée des produits de la pêche et de l'aquaculture, ainsi que de la transformation de ces produits* s'appuiera sur l'ancrage territorial fort des opérations et l'intégration à des opérations de promotion territoriale.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	<u>L'indicateur de réalisation retenu est celui du PN FEAMPA :</u> - Nombre d'opérations soutenues <u>Les indicateurs de résultats retenus sont ceux du PN FEAMPA :</u> - Nombre d'emplois créés (ETP) - Nombres d'actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons - Nombre d'entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information
Contribution à la nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'Union Européenne pour atteindre les objectifs de du Pacte Vert pour l'Europe 	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs de l'approche économie bleue durable pour : - **Concevoir des systèmes alimentaires responsables « de la ferme à la table »** en faisant découvrir les métiers de la mer aux différents publics cibles, dont les consommateurs, et leurs enjeux de gestion durable - **Préserver et protéger la biodiversité et investir dans la nature,** en communiquant sur la gestion durable des activités maritimes de production et du milieu - **Favoriser la participation citoyenne et la connaissance des océans**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	- **Soutenir la recherche et l'innovation marines et maritimes,** essentielles pour répondre à tous les objectifs du Pacte Vert
Contribution à la mise de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs NéoTerra pour : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition économique (ambition 1)** en sensibilisant les différents publics et acteurs locaux aux enjeux des activités maritimes - **Accélérer la transition énergétique et écologique des entreprises (ambition 3)** en favorisant le développement d'un tourisme bleu durable
 **Contribution à la mise en œuvre de la stratégie croissance bleue de la Région Nouvelle-Aquitaine** dédiée à l'amélioration des connaissances scientifiques des océans, afin de maintenir un écosystème en bonne santé et une exploitation durable et raisonnée des ressources	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs de la stratégie croissance bleue régionale pour : - **Veiller à l'acceptabilité citoyenne, l'appropriation et la conciliation des usages (enjeu 6)** grâce à la présentation et l'information sur les métiers de la mer et leurs enjeux

Fiche-action 4.3 Accompagner les transitions des activités maritimes, centrales pour la préservation de l'environnement		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**EBD : Pour une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre**	
Fonds mobilisé et montant	FEAMPA	370 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100% maximum Taux d'intervention FEAMPA : 50% fixe Autofinancement : 20% minimum *Sous réserve du décret d'éligibilité et des régimes d'aides.* Montant plancher d'aides publiques : 5 000€	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Cette fiche-action répondra aux enjeux : - **Concourir à la restauration et la préservation du milieu pour le maintien des activités maritimes** en participant et en complétant, par des études, les travaux entrepris par les acteurs locaux pour le maintien des activités de production, la navigabilité et le bon état sanitaire du milieu - **Contribuer à la gestion durable de l'eau au profit des activités maritimes** en soutenant des opérations de suivi de la qualité et de la quantité de l'eau ou des actions pour les améliorer ; en accompagnant des actions de sensibilisation ou des expérimentations pour la réduction des impacts des activités terrestres et maritimes sur la qualité et la quantité d'eau	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

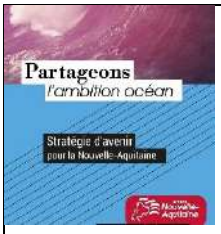
	- **Développer l'économie circulaire pour la réduction et la gestion durable des déchets et des coproduits issus des activités maritimes** en soutenant l'innovation pour leur valorisation et la mise en réseau des acteurs et les retours d'expérience - **Favoriser la transition énergétique des outils de production, à terre comme en mer** en soutenant l'innovation pour la motorisation et les machines, pour le recyclage des bateaux et des moteurs et pour améliorer l'empreinte écologique et énergétiques des cabanes
Types d'actions soutenues	Conformément au PN FEAMPA, tous les types d'opérations sont éligibles : animation et renforcement des capacités, investissements dans la restauration des zones Natura 2000, sensibilisation et communication au grand public, assemblage et diffusion de données, gouvernance locale, partage des connaissances, diversification d'activités autre que pêche, aquaculture ou innovation…
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais indirects, frais de déplacement, équipements de postes (téléphone, ordinateur, mobilier…), prestations externes (études, diagnostics, accompagnement…), frais de communication (organisation d'événements, création et édition de supports de communication…), investissements (construction, rénovation, frais d'équipement et d'aménagement…)…
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics…), ou qualifié de droit public (CRC, CDPMEM, CRPMEM…), porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations…) ou structures mixtes
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité
Cofinancements publics pré-identifiés	Région Nouvelle-Aquitaine : 370 000 €
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les opérations soutenues par le DLAL-FEAMPA devront obligatoirement : - présenter un intérêt direct ou indirect pour la filière pêche et/ou la filière ostréicole, qui sera évalué dans la grille de notation - associer à minima 2 filières de l'économie bleue durable par un partenariat technique (invitation aux réunions de suivi, participation aux travaux…) ou administratif (convention, accord financier…) (ligne de partage avec les actions collectives des *OS1.1 Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental* et *OS2.1 Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental*, ainsi que les actions de l'*OS1.2 Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou en modernisant les moteurs des navires de pêche*) La ligne de partage avec l'*OS1.6 Contribuer à la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes aquatiques* s'appuiera sur l'ancrage territorial fort des opérations.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PN FEAMPA : - Nombre d'opérations soutenues

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	Les indicateurs de résultats retenus sont ceux du PN FEAMPA : - Nombre d'emplois créés (ETP) - Nombres d'actions contribuant au bon état écologique, notamment à la restauration et la conservation de la nature, à la protection des écosystèmes, à la biodiversité et à la santé et au bien-être des poissons - Nombre d'entités bénéficiant d'activités de promotion et d'information
Contribution à la nouvelle approche pour une économie bleue durable dans l'Union Européenne [62]pour atteindre les objectifs de du Pacte Vert pour l'Europe[63]	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs de l'approche économie bleue durable pour : - **Atteindre les objectifs de neutralité climatique et de zéro pollution** en favorisant les travaux pour la réduction des gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques des activités maritimes et des fonctions supports - **Développer l'économie circulaire et la prévention des déchets** en valorisant les déchets et coproduits issus des activités maritimes - **Préserver et protéger la biodiversité et investir dans la nature,** le bon état écologique du milieu étant indispensable au maintien des activités maritimes de production et à l'image du territoire - **Soutenir la recherche et l'innovation marines et maritimes,** essentielles pour répondre à tous les objectifs du Pacte Vert
Contribution à la mise de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs NéoTerra pour : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition économique (ambition 1)** en favorisant le développement de nouveaux produits issus de l'économie circulaire - **Accélérer et accompagner la transition agroécologique (ambition 2)** en favorisant les travaux pour la réduction des gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques des activités maritimes et des fonctions supports - **Construire un nouveau mix énergétique (ambition 6)** en favorisant la transition énergétique des outils de production, à terre comme en mer - **Faire de la Nouvelle-Aquitaine un territoire tendant vers le « zéro déchet » à l'horizon 2030 (ambition 7)** grâce au déploiement de projets d'économie circulaire et de valorisation des déchets et coproduits issus des activités maritimes - **Préserver nos ressources naturelles et la biodiversité (ambition 8)**, le bon état écologique du milieu étant indispensable au maintien des activités maritimes de production et à l'image du territoire - **Préserver et protéger la ressource en eau (ambition 9),** dont la bonne qualité est un élément indispensable pour les filières maritimes de production

[62] COM(2021) 240 final di 17 mai 2021
[63] COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

 **Contribution à la mise en œuvre de la stratégie croissance bleue de la Région Nouvelle-Aquitaine** dédiée à l'amélioration des connaissances scientifiques des océans, afin de maintenir un écosystème en bonne santé et une exploitation durable et raisonnée des ressources	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux objectifs de la stratégie croissance bleue régionale pour : - **Permettre une utilisation durable des ressources, respectueuse de la biodiversité (enjeu 3)** grâce à la restauration et la préservation du milieu

Fiche-action 4.4 Encourager la coopération maritime		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**EBD : Pour une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre**	
Fonds mobilisé et montant	FEAMPA	30 000 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100% maximum Taux d'intervention FEAMPA : 50% fixe Autofinancement : 20% minimum *Sous réserve du décret d'éligibilité et des régimes d'aides.* Montant plancher d'aides publiques : 5 000€	
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Cette fiche-action répondra aux enjeux des autres fiches-actions, listés et détaillés précédemment, sous la forme d'opération de coopération. Elle permettra ainsi de soutenir : - Des **projets menés en commun** sur à minima 2 territoires par des porteurs de projets de chaque territoire - Des **voyages d'étude** pour bénéficier de retour d'expérience et faire de l'échange de bonnes pratiques	
Types d'actions soutenues	Conformément au PN FEAMPA, tous les types d'opérations sont éligibles : animation et renforcement des capacités, investissements dans la restauration des zones Natura 2000, sensibilisation et communication au grand public, assemblage et diffusion de données, gouvernance locale, partage des connaissances, diversification d'activités autre que pêche, aquaculture ou innovation…	
Dépenses éligibles	Frais de personnel, frais indirects, frais de déplacement, équipements de postes (téléphone, ordinateur, mobilier…), prestations externes (études, diagnostics, accompagnement…), frais de communication (organisation d'événements, création et édition de supports de communication…), investissements (construction, rénovation, frais d'équipement et d'aménagement…)… **relevant uniquement du territoire BARVAL**	
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Porteurs de projets publics (collectivités, établissements publics…), ou qualifié de droit public (CRC, CDPMEM, CRPMEM…), porteurs de projets privés (associations, entreprises, fédérations…) ou structures mixtes	
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Cofinancements publics pré-identifiés	Région Nouvelle-Aquitaine : 30 000 €
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Les opérations soutenues par le DLAL-FEAMPA devront obligatoirement : - présenter un intérêt direct ou indirect pour la filière pêche et/ou la filière ostréicole, qui sera évalué dans la grille de notation - associer à minima 2 filières de l'économie bleue durable par un partenariat technique (invitation aux réunions de suivi, participation aux travaux…) ou administratif (convention, accord financier…) (ligne de partage avec les actions collectives des *OS1.1 Renforcer les activités de pêche durables sur le plan économique, social et environnemental* et *OS2.1 Promouvoir les activités aquacoles durables, en particulier en renforçant la compétitivité de la production aquacole, tout en veillant à ce que les activités soient durables à long terme sur le plan environnemental*, ainsi que les actions de l'*OS1.2 Améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO2 en remplaçant ou en modernisant les moteurs des navires de pêche*)
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de réalisation retenu est celui du PN FEAMPA : - Nombre d'opérations soutenues Les indicateurs de résultats retenus sont ceux du PN FEAMPA : - Activités de coopération entre parties intéressées

3.5 Objectif Prioritaire 5 : Fonctionnement du GAL

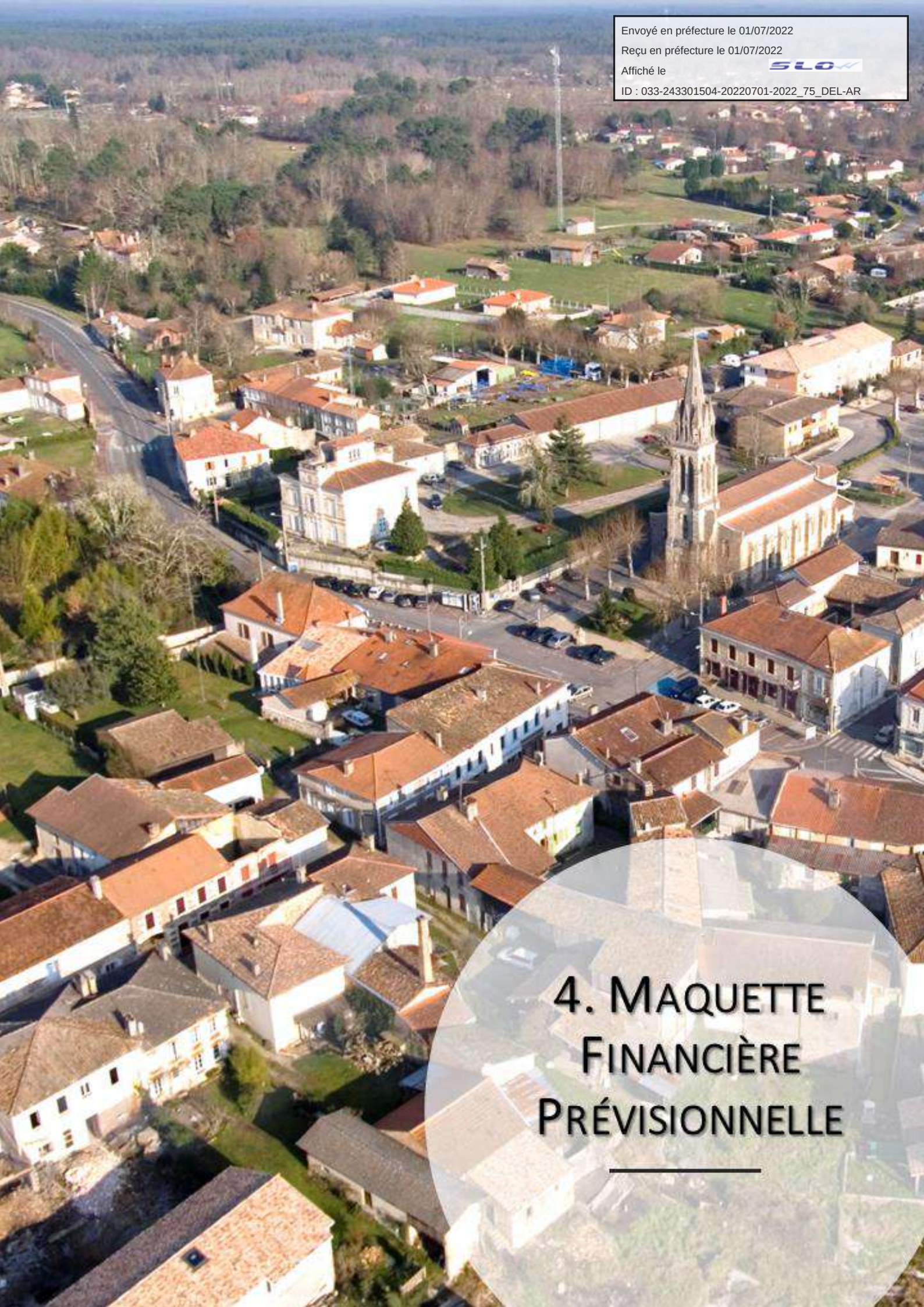
1/ Enjeux et objectifs
Afin d'animer la SDL, de communiquer sur le programme et les projets, et d'assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif, le Pays BARVAL met en place une équipe dédiée au fonctionnement du GAL.
2/ Contribution aux priorités européennes
1. Une Europe plus intelligente, grâce à l'innovation, à la numérisation, à la transformation économique et au soutien aux petites et moyennes entreprises 2. Une Europe plus verte et à zéro émission de carbone, qui met en œuvre l'accord de Paris et investit dans la transition énergétique, les énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique 5. Une Europe plus proche des citoyens, qui soutiendra les stratégies de développement pilotées au niveau local et le développement urbain durable dans toute l'Union européenne
3/ Types de soutien
Subvention par remboursement de coûts éligibles engagés et payés.
4/ Maquette financière
LEADER : 502 537 €
TOTAL : 502 537 €
5/ Vérifiabilité et contrôlabilité
Conforme à l'avis de contrôlabilité émis par l'ASP

Fiche-action 5 : Animation – Ingénierie financière – communication – suivi et évaluation		
OBJECTIF PRIORITAIRE	**OP 5 : Fonctionnement du GAL**	
Fonds mobilisé et montant	FEADER LEADER	502 537 €
Intensité de l'aide	Taux d'aide publique : 100 % maximum Taux d'intervention LEADER : maximum 69,5 %	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	Sous réserve du décret d'éligibilité et des régimes d'aides. Planchers : - Montant plancher de dépenses éligibles LEADER par projet : 8 000€ - Montant plancher de subvention LEADER par projet : 5 000 €
Descriptif synthétique du contenu et objectif(s) prioritaire(s) en lien avec la stratégie	Animation-fonctionnement : le territoire s'engage à maintenir tout au long de la programmation 3 ETP, pour lui permettre de mener à bien sa stratégie et d'assurer les tâches d'animation et d'ingénierie financière. Communication : il s'agit de communiquer sur la stratégie locale, de stimuler l'intérêt des acteurs locaux, capitaliser les projets emblématiques et bonnes pratiques, garantir la bonne exécution du programme, communiquer sur le soutien de l'UE et en asseoir une vision concrète. Evaluation : l'évaluation du programme DLAL doit permettre d'apprécier ses effets, le degré d'atteinte de ses objectifs mais également la pertinence et l'efficacité des ressources mobilisées pour sa mise en œuvre.
Types d'actions soutenues	• Ingénierie généraliste pour l'animation de la stratégie locale (animation, gestion, suivi/évaluation, communication, ingénierie financière, accompagnement des porteurs de projets).
Dépenses éligibles	• Frais d'animation et de mise en réseau : frais salariaux et frais indirects (forfait 15%) • Prestation de services • Frais de communication : conception, réalisation sur support papier, multimédia, audiovisuel ; distribution de support papier ; achats iconographiques ; conception et mise en œuvre d'événementiels ; relations presse, signalétique. • Frais de réunion
Bénéficiaires potentiellement visés (en conformité avec les programmes)	Structure porteuse du GAL
Critères de sélection	Cf grille de notation qui sera validée lors du 1er comité
Cofinancements potentiellement mobilisables	Subventions Région pour l'Ingénierie Territoriale
Lignes de partage avec les autres dispositifs	Le FEADER, au titre du LEADER, est mobilisé, de manière exclusive, pour le financement de la gestion, le suivi et l'évaluation de la stratégie ainsi que son animation, y compris la facilitation des échanges entre acteurs sur la durée du programme.
Indicateurs de suivi envisagés (de réalisation et de résultat)	L'indicateur de résultats retenus est celui du PN FEAMPA : - Nombre d'actions visant à améliorer les capacités de gouvernance
Contribution à la mise en œuvre des 11 ambitions de la feuille de route régionale Néo Terra dédiée à la transition énergétique et écologique Nouvelle-Aquitaine NEO TERRA Transition écologique et énergétique	Les opérations soutenues dans cette fiche-action pourront répondre aux ambitions Néo Terra : - **Favoriser l'engagement citoyen pour accélérer la transition écologique (ambition 1)**, notamment en contribuant à la diffusion d'une information fiable et en coconstruisant avec les acteurs de demain. - **La Région Nouvelle-Aquitaine, une administration exemplaire dans la transition (ambition 11)**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR



4. MAQUETTE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Stratégie du territoire	Répartition en subsidiarité de l'enveloppe financière par objectif prioritaire et fiche-action :			% de la maquette
	FEDER OS 5	LEADER	FEAMPA	
Objectif prioritaire 1 : DEVELOPPER UN MODELE ECONOMIQUE EQUILIBRE ET PLUS RESILIENT				
Fiche-action 1.1 : Renforcer les équipements et les services mutualisés aux entreprises	400 000 €			8,4 %
Fiche-action 1.2 : Diversifier l'économie locale grâce à l'Economie Social et Solidaire	300 000 €			6,3 %
Fiche-action 1.3 : Conforter l'économie de proximité et les centralités	600 000 €			12,6 %
Fiche-action 1.4 : Développer l'offre de formation adaptée aux besoins des entreprises	200 000 €			4,2 %
Sous-total OP 1	***1 500 000 €***			***31,5 %***
Objectif prioritaire 2 : ADAPTER LA DYNAMIQUE D'ACCUEIL POUR GARANTIR LA COHESION TERRITORIALE				
Fiche-action 2.1 : Développer l'offre de santé et l'accompagnement social pour réduire les inégalités	300 000 €			6,3 %
Fiche-action 2.2 : Renforcer les équipements et services collectifs en faveur de l'enfance-jeunesse	350 000 €			7,3 %
Fiche-action 2.3 : Soutenir l'offre culturelle et la valorisation du patrimoine, facteurs de cohésion territoriale	500 000 €			10,5 %
Fiche-action 2.4 : Encourager la coopération pour renforcer la place des jeunes dans la société et développer la relation jeunes-entreprises	26 190 €			0,5 %
Sous-total OP 2	***1 176 190 €***			***24,6 %***
Objectif prioritaire 3 : ACCOMPAGNER LES TRANSITIONS				
Fiche-action 3.1 : Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable		150 000 €		3,1 %
Fiche-action 3.2 : Développer une animation collective en faveur de la résilience alimentaire du territoire	100 000 €			2,1 %
Fiche-action 3.3 : Développer la résilience alimentaire du territoire		350 000 €		7,3 %
Sous-total OP 3	***100 000 €***	***500 000 €***		***12,5 %***
	600 000 €			
Objectif prioritaire 4 – EBD : POUR UNE IDENTITE MARITIME AFFIRMEE DU BASSIN D'ARCACHON-VAL DE L'EYRE				
Fiche-action 4.1 : Ancrer durablement sur le territoire une économie maritime repensée			300 000 €	6,3 %
Fiche-action 4.2 : Développer une culture maritime partagée			300 000 €	6,3 %
Fiche-action 4.3 : Accompagner les transitions des activités maritimes, centrales pour la préservation de l'environnement			370 000 €	7,7 %
Fiche-action 4.4 : Encourager la coopération maritime			30 000 €	0,6 %
Sous-total OP 4			***1 000 000 €***	***20 ,9 %***
Objectif prioritaire 5 : Fonctionnement du GAL				
Sous-total Fonctionnement du GAL		502 537 €		***10,5 %***
TOTAL	2 776 190 €	1 002 537 €	1 000 000 €	***100 %***
Enveloppe prévisionnelle totale	4 778 727 €			

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR



5. PILOTAGE DU PROGRAMME

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

5.1 STRUCTURE PORTEUSE DU GAL

Le Pays BARVAL, outil de coopération des trois intercommunalités, ne dispose pas de structure juridique propre. En effet, la volonté des élus a été, dès sa création, de fédérer le territoire sans ajouter une nouvelle strate administrative. Ainsi, sur chacune des missions confiées au Pays, une des 3 intercommunalités, désignée comme cheffe de file, porte les actions ou programmes concernés, pour le compte des trois.

C'est ainsi que les élus du Pays ont décidé de confier à la CDC VE, structure juridique porteuse des deux précédents programmes LEADER, le portage de la candidature du volet territorial des fonds européens 2021-2027, pour le compte du Pays, au regard de son caractère rural et de ses besoins de développement. La CDC VE sera donc la structure porteuse du GAL, pour le compte du Pays (cf. Annexes 16 et 17).

Les programmes Axe 4 du FEP et DLAL-FEAMP ont quant à eux été portés par la COBAS, pour le compte du Pays. Ce choix a été fait en raison de son importante façade littorale et de l'implantation des sièges des structures professionnelles de la pêche et de l'ostréiculture, ainsi que de la criée d'Arcachon sur son aire géographique. Ce portage a été jugé pertinent lors des évaluations finales de ces deux programmes. Ainsi, le portage du volet EBD sera délégué à la COBAS, pour le compte du Pays, sur la programmation 2021-2027.

5.2 MOBILISATION ET PARTICIPATION DES ACTEURS LOCAUX : LES COMITES

5.2.1 Les comités de sélection

5.2.1.1 Compositions des comités

Un comité de sélection, dit « comité territorial des fonds européens », sera constitué pour assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie unique, ainsi que la sélection des projets soutenus par les crédits LEADER et FEDER OS 5 alloués au territoire. Un comité spécifique au volet EBD, dit « comité de sélection EBD », sera également constitué et se verra déléguer la sélection des projets du volet maritime. Il informera régulièrement le Comité territorial de l'avancement du volet EBD pour le pilotage de l'ensemble du dispositif. L'animatrice du volet maritime, ainsi qu'un ou des membres du Comité de sélection EBD, participeront au comité territorial afin d'y présenter l'avancement du dispositif DLAL-FEAMPA et, ainsi, d'assurer la continuité de l'information.

Pour la composition de ces deux comités, l'équilibre entre les différents collèges a été pris en compte afin d'éviter qu'aucun groupe d'intérêt ne soit majoritaire. En s'appuyant sur les expériences DLAL passées, la composition a également été orientée pour assurer une diversité des acteurs publics et privés représentants les différents intérêts socioéconomiques retenus dans la SDL, tout en préservant la qualité des échanges pour ne pas en faire des chambres d'enregistrement. Ces comités sont en effet considérés comme des lieux d'échanges riches qui permettent la mise en réseau des acteurs.

Le Comité territorial des fonds européens sera composé de 18 membres titulaires, et autant de suppléants, répartis comme suit :

- Un collège public (9 membres) : COBAS (2), COBAN (2), CDC VE (2), PNRLG, SYBARVAL, CD 33
- Un collège privé (9 membres) : Chambre de Commerce et d'Industrie, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre Agriculture, Club des Acteurs de la Croissance du Bassin Nord, Club d'Entreprises DEBA, CEA Cesta, 3 associations intervenant sur les thématiques retenues dans la stratégie d'intervention (environnement, santé/enfance/jeunesse, culture/patrimoine) *à une partie des membres du collège privé sera également membre du CoDev*

Le Comité de sélection EBD sera composé de 20 membres titulaires, et autant de suppléants, et répartis comme suit :

- Un collège public des collectivités (4 membres) : COBAS, COBAN, CDC VE, CD 33
- Un collège des autres acteurs publics de l'économie bleue (6 membres) : SIBA, PNMBA, Port Arcachon, SMPBA, Ifremer/Station Marine, Lycée de la Mer de Gujan-Mestras/Lycée Maritime de Ciboure ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- Un collège privé des filières de production pêche et aquaculture (6 membres) : pêche (3), conchyliculture (3) *à au regard des objectifs du volet DLAL-FEAMPA et des expériences DLAL passées, la représentation et l'implication des filières de production apparaît essentielle pour s'assurer de l'intérêt des projets pour leurs activités*
- Un collège des autres filières ou acteurs privés de l'économie bleue (4 membres) : association environnementale, filière nautique, GE2M, Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement de Nouvelle-Aquitaine

➔ *Les filières et acteurs de l'économie bleue durable proposés pour faire partie de ce comité émanent d'un travail d'identification mené avec les filières de production au regard d'intérêts communs qui pourraient permettre de faire émerger des projets répondant aux lignes de partage entre le DLAL et les autres priorités du FEAMPA.*

Les présidences des comités seront désignées lors de leur première réunion respective. Au regard des expériences passés, il est envisagé que la présidence du comité territorial soit assurée par un(e) Elu(e) de la structure porteuse du GAL et qu'un(e) vice-président(e) soit nommé(e) au sein du collège privé.

Pour le volet maritime, s'agissant d'un dispositif porté par le territoire en partenariat avec les filières pêche et ostréicole, le principe d'une coprésidence assurée par les filières maritimes, jugé positif lors des évaluations des dispositifs FEP-Axe 4 et DLAL-FEAMP, sera reconduit.

Le Conseil Régional, en tant qu'autorité de gestion du LEADER et de l'OS5 du FEDER et autorité de gestion déléguée du DLAL-FEAMPA, ainsi que les autres partenaires institutionnels seront également invités aux travaux du GAL (Sous-Préfecture, Direction Interrégional de la Mer…). Des personnalités qualifiées pourront également être associées aux réunions des Comités afin d'apporter une expertise sur les dossiers (techniciens, scientifiques…), jugée pertinente sur les programmations précédentes.

Les règles de fonctionnement des Comités seront définies dans des règlements intérieurs, votés lors de la 1ère réunion de chaque comité DLAL et qui seront élaborés sur la base des règlements intérieurs des précédentes programmations. Chaque comité disposera de son propre règlement intérieur, ils auront toutefois un socle commun. Les modalités de renouvellement des membres y seront également inscrites. Au besoin, les membres des comités pourront être saisis par procédure écrite selon les conditions établies dans les règlements intérieurs.

Les comités se réuniront en moyenne 3 fois par an pour examiner les dossiers et assurer le pilotage du programme.

5.2.1.2 Gestion des groupes d'intérêts

Les propositions de composition des comités permettent un équilibre entre les collèges et évitent qu'un groupe d'intérêt n'ait plus de 50% des droits de vote. Pour pouvoir rendre un avis, un premier niveau de quorum sera institué : **la moitié des membres votants devra être présente au comité**.

Selon les retours des structures sollicitées pour faire partie des comités, et afin d'assurer qu'aucun groupe d'intérêt ne soit majoritaire, d'autres règles, ainsi que les modalités de vérification, pourront être inscrites dans les règlements intérieurs des comités décisionnaires.

5.2.1.3 Gestion des conflits d'intérêts

Tout sera mis en œuvre pour gérer les conflits d'intérêts. Les modalités de vérification des conflits d'intérêt seront discutées et validées par les membres de comités lors de leur première réunion (liste des différents mandats des membres, retrait des votes en cas de conflit d'intérêt, signature d'une charte…). Elles seront

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

ensuite inscrites dans les règlements intérieurs des comités décisionnaires et des outils spécifiques seront mis en place pour s'assurer de leur respect.

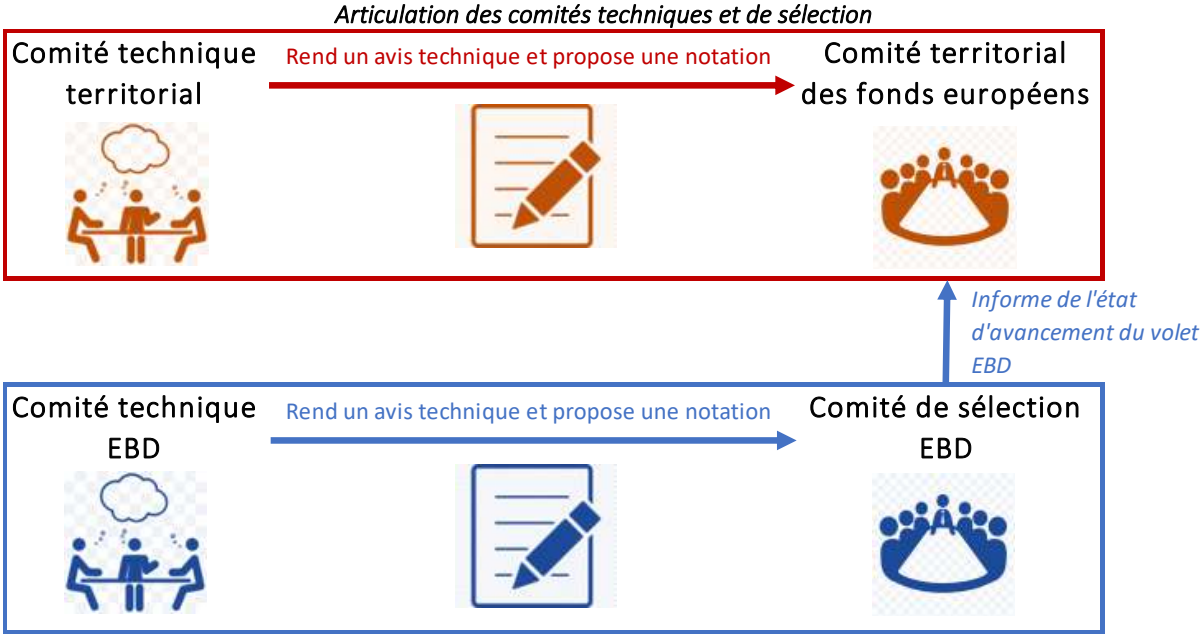
5.2.2 Les comités techniques

Les CoTech seront également maintenus, pour le suivi global du dispositif et les projets LEADER et OS5 d'un côté, et pour le volet EBD d'un autre. En effet, ce sont des instances qui permettent d'assurer la fluidité dans le circuit des dossiers et d'examiner les dossiers avec les cofinanceurs, en amont, afin de finaliser les plans de financement.

Comme pour les programmations précédentes, leur composition sera calquée sur celle du CoTech Pays : personnes qualifiées des 3 intercommunalités, du SIBA, du PNRLG et du Pays BARVAL. Le CoTech EBD sera, quant à lui, élargi aux techniciens du CRCAA et du CDPMEM33, à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, à la Direction Interrégional de la Mer et au PNMBA pour s'assurer de la compatibilité des dossiers sélectionnés avec les orientations de gestion. Les CoTech se réunissent 1 à 2 semaines avant chaque Comité décisionnel.

Les membres des CoTech rendent des avis techniques sur les dossiers, qui sont ensuite transmis aux membres des comités décisionnels. Les membres des CoTech réalisent également une proposition de grille de notation pour chaque dossier, qui sert de base de discussion et de réflexion pour les membres des comités de sélection, et qui permet de fluidifier cette étape dans les avis rendus.

Articulation des comités techniques et de sélection



5.3 LA PROCEDURE DE SELECTION DES PROJETS

5.3.1 Les différentes étapes de sélection

Le GAL mettra en œuvre les circuits de gestion imposés par la Région pour la sélection des dossiers LEADER et OS5 et par le règlement européen FEAMPA pour les opérations relevant du DLAL-FEAMPA.

Ainsi, tout nouveau projet sera accompagné selon les étapes suivantes :

1. Emergence du projet : cette étape correspond à l'animation de la SDL par le GAL pour faire émerger des projets selon les thématiques retenues dans la stratégie, permettre aux porteurs de projet de trouver des cofinancements et/ou accompagner les bénéficiaires dans la formalisation de leur projet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Les projets pourront être accompagnés au fil de l'eau ou via des appels à projets spécifiques pour renforcer l'investissement de certaines thématiques.

Pour les projets présentés au titre du LEADER et de l'OS5, cette étape sera formalisée par le dépôt d'une pré-demande de subvention pour les opérations en construction ou le dépôt d'un dossier de demande de subvention complet pour les projets aboutis. Un accusé réception de dépôt, signé du Président du GAL, sera transmis au porteur de projet. Cet accusé réception ne vaudra pas promesse de subvention mais permettra d'acter le début d'éligibilité des dépenses.

Pour les projets déposés au titre du DLAL-FEAMPA, cette étape sera formalisée par le dépôt d'une fiche-projet qui sera transmise au service instructeur pour avis règlementaire. Le GAL établira un récépissé de dépôt de dossier, signé, à minima, par son Président.

Pour les projets inéligibles au titre des fonds européens territorialisés, les porteurs de projets seront réorientés par l'équipe technique vers d'autres sources de financements européens, nationaux, régionaux ou départementaux.

2. Opportunité (facultative) : Cette étape permet de confirmer la compatibilité des projets en construction avec la stratégie du territoire. Elle reste toutefois facultative pour l'ensemble des fonds, mais peut s'avérer pertinente pour des projets qui ne seraient pas complètement aboutis.

   Il ne s'agit pas, à cette étape, pour les comités, de décider de l'attribution d'une subvention mais bien d'échanger sur l'opportunité et les modalités de mise en œuvre du projet et d'émettre un avis sur celui-ci. Les projets qui seront présentés pour avis d'opportunité feront systématiquement l'objet d'une audition. Le Comité reprendra la grille de notation des projets, préremplie par le Comité technique, et formulera un avis sur le projet, qui sera notifié au porteur de projet à la suite de la réunion. Il sera dûment précisé au porteur de projet, qu'un avis d'opportunité favorable ne présage pas des résultats de l'instruction et ne vaut pas acceptation de la demande d'aide.

   Cette étape n'empêchera toutefois pas les comités de pouvoir sélectionner des opérations ayant fait l'objet de dépôt un dossier de demande de subvention complet, dès sa première présentation *(cf. étape de sélection)*.

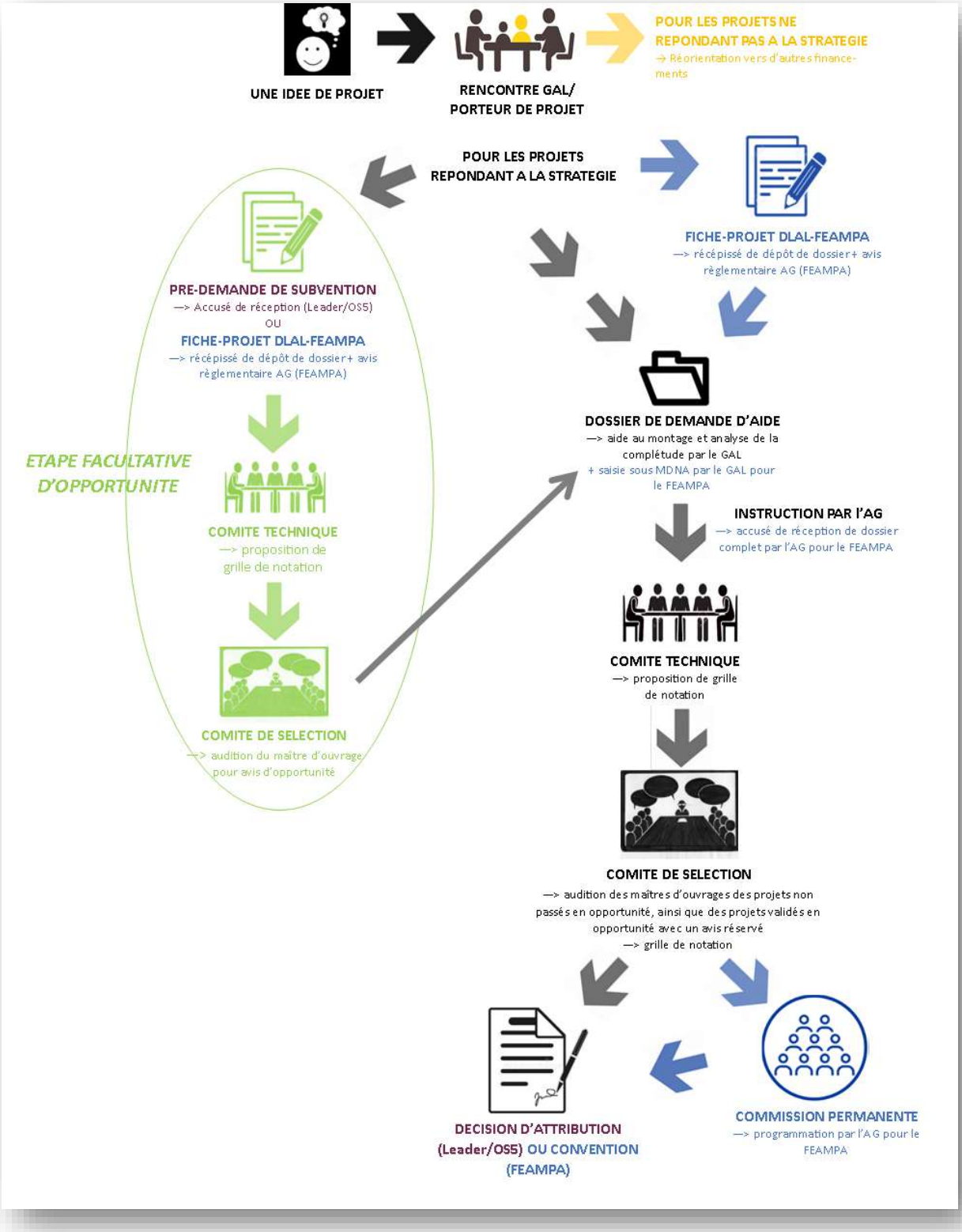
3. Instruction : si le projet est soumis à opportunité et qu'il reçoit un avis d'opportunité favorable ou s'il est déposé sans avis d'opportunité, le porteur de projet pourra alors déposer un dossier de demande d'aide complet qui sera instruit par la Région. Il sera accompagné par le GAL pour le montage de ce dossier et pour la saisie en ligne sur la plateforme régionale MDNA (la saisie sera effectuée directement par le GAL pour les dossiers DLAL-FEAMPA)

4. Sélection : sur la base d'une instruction complète et favorable, le dossier sera alors présenté en comité pour sélection définitive. A cette étape, les membres des comités jugent de l'octroi d'une subvention et de son montant. Lorsqu'un porteur de projet aura été auditionné au stade de l'opportunité, il ne fera pas l'objet d'une seconde audition lors de la sélection, sauf si le comité a rendu un avis réservé sur le projet, assorti de recommandations lors de la première audition. Le Comité sélectionnera les projets, sur la base de l'instruction règlementaire complète réalisée par le service instructeur. La procédure de sélection reposera sur la grille de notation des projets, préalablement préremplie ou ajustée, pour les projets déjà présentés au comité pour un avis d'opportunité, par le Comité Technique. Un courrier de notification de l'attribution de la subvention sera transmis au porteur de projet par le Président du GAL. En fonction des calendriers des réunions et selon les possibilités règlementaires, des avis de sélection sous réserve d'instruction pourront exceptionnellement être rendus afin de ne pas décaler la mise en œuvre des projets.

5. Décision d'attribution :
   - pour le FEADER (LEADER) et le FEDER la décision d'attribution sera prise par arrêté du Président de Région sur la base de la sélection du GAL
   - pour le FEAMPA la décision d'attribution de l'aide européenne et régionale sera prise simultanément par décision de la Commission Permanente du Conseil Régional.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Schématisation du circuit de gestion des dossiers



5.3.2 Modalités de sélection

Les porteurs de projets seront auditionnés à la première présentation de leur opération (en opportunité ou en sélection) dans le comité ad hoc. Ces auditions rythment les comités et sont de réels temps forts, sources

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

d'échanges riches entre les membres des comités et les porteurs de projets. Elles permettent en effet de donner une dimension humaine aux opérations et de les faire connaître auprès de l'ensemble des membres des comités. Elles ont également pour but de faire évoluer les projets, voire de les enrichir, pour renforcer leur qualité et pour qu'ils s'intègrent au mieux dans la stratégie DLAL.

Après l'audition, le porteur de projet est invité à sortir afin que les membres puissent échanger sur le projet. La proposition de grille de notation transmise par le CoTech est alors examinée et discutée, avant le vote sur le projet. La grille de notation intègre des critères de sélection transparents et non discriminatoires. Le GAL en établira deux modèles pour le LEADER et l'OS5 d'un côté et pour le DLAL-FEAMPA de l'autre. Ces grilles comporteront chacune deux parties :

- **une base commune** en lien avec les caractéristiques du territoire et la stratégie territoriale globale, les objectifs des politiques européennes, les ambitions NéoTerra, et les dimensions environnementale et innovante des opérations.
  Les critères liés à l'innovation (technologique, sociale, organisationnelle…) seront renforcés afin de répondre aux remarques recueillies lors de l'évaluation finale du dispositif DLAL-FEAMP.
- **une partie spécifique à chaque dispositif (LEADER/OS5 et DLAL-FEAMPA)** pour prendre en compte leurs spécificités règlementaires et locales.

Une fois la grille remplie, les membres des comités peuvent voter et rendre un avis sur le projet.

5.4 Mise en œuvre de la SDL

5.4.1 Moyens d'ingénierie mobilisés

Les précédentes expériences européennes du territoire ont mis en évidence l'importance d'une animation dédiée qui permet d'accompagner les porteurs de projets, mais également de faire émerger des opérations. L'ingénierie technique et financière de proximité induite par le LEADER et le DLAL FEAMP est une valeur ajoutée pour les acteurs du territoire. Elle permet de répondre aux exigences administratives, facteur limitant pour les porteurs de projets, privés notamment.

Ainsi, l'animation et l'ingénierie financière du volet territorial des fonds européens seront assurées par une équipe technique de 3 ETP :

- 1 ETP pour l'animation du volet terrestre de la SDL, salarié de la structure porteuse du GAL (CDC VE) ;
- 1 ETP pour l'ingénierie financière de la SDL, salarié de la structure porteuse du GAL (CDC VE).

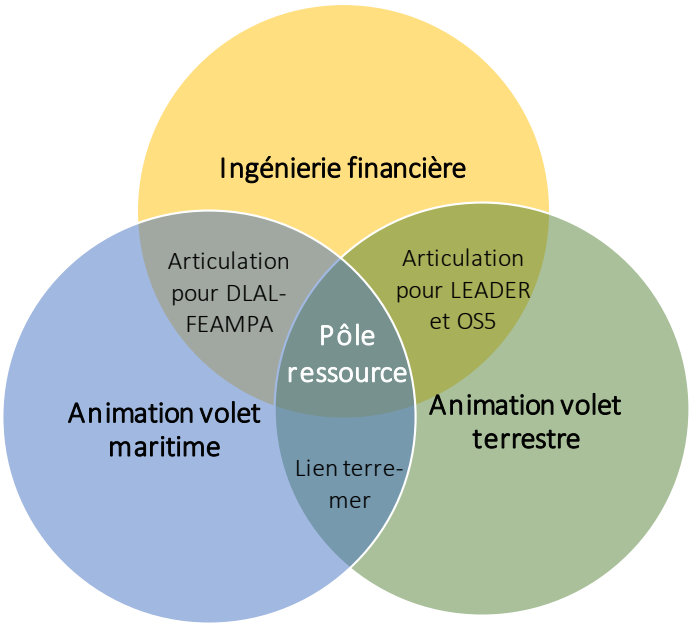
⇨ *Sur cette programmation, le territoire a fait le choix de mobiliser 1 ETP sur l'ingénierie financière (contre 0,5 ETP sur la période 2014-2020) afin de maintenir les missions de gestions réalisées sur la programmation LEADER en cours. En effet, l'accompagnement des porteurs de projets, ainsi que la coordination de l'ingénierie financière entre les partenaires, pour une optimisation de leurs contributions, sont reconnus par les bénéficiaires. Cette ingénierie dédiée permettra ainsi d'assurer une subsidiarité des interventions sur chaque projet, afin d'en simplifier le montage administratif et d'éviter la multiplication de petits projets, faisant appel à de multiples co-financeurs.*

- 1 ETP pour l'animation et l'ingénierie financière du volet maritime de la SDL et la coordination du suivi, de la communication et de l'évaluation de la SDL, salarié de la COBAS

⇨ *Comme indiqué précédemment, afin de garantir une pleine intégration du volet économie bleue durable dans la stratégie globale et de faire le lien avec les projets développés sur la partie terrestre, l'animateur en charge de ce volet assistera et participera aux réunions du Comité Territorial des Fonds Européens en charge de l'attribution des subventions FEDER et LEADER.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Schéma d'articulation et de coordination des 3 ETP



Les 3 ETP seront placés sous l'autorité du Président du GAL et de la directrice du Pays, qui pourra ainsi coordonner les actions menées sur l'ensemble du volet territorial européen et par le Pays, afin de garantir la cohérence des politiques territoriales.

5.4.2 Modalités d'animation et de gestion de la SDL

Les membres de l'équipe technique travailleront en coordination pour l'animation et l'ingénierie financière de la SDL, en se concentrant notamment sur :

- La mise en place d'outils de suivi commun permettant d'assurer le suivi global de la SDL et des suivis spécifiques par fonds européens et, ainsi, de répondre aux objectifs de consommation fixés lors du conventionnement.
- Une stratégie de communication globale et adaptée, à la fois pour informer les citoyens et pour encourager les porteurs de projets à prendre contact avec l'équipe technique, mais également pour mobiliser les membres des comités afin qu'ils deviennent les ambassadeurs de la SDL.
- Les échanges avec les partenaires locaux et les autres dispositifs mis en œuvre localement (CLS, PAT...), pour permettre l'émergence de projets ou les retours d'expérience lors de temps d'échanges dédiés.
- Son rôle de pôle ressource sur les différents dispositifs européens pour renseigner et aider individuellement les porteurs de projets dans leur recherche et dans l'obtention de financements européens, qu'ils s'agissent de projets éligibles au volet territorial ou non. Cela demandera une veille régulière des actualités européennes et fonds européens.

L'équipe technique continuera également de :

- Préparer et animer les instances de décision locales : Comité territorial des fonds européens et comité de sélection EBD, comités techniques, groupes de travail, ateliers… ;
- Favoriser la remontée des pièces et informations nécessaires à l'instruction et au suivi des dossiers pour le service instructeur ;
- Contribuer à la formulation des réponses aux opérations de contrôles des corps d'audit externes, de l'organisme payeur ou de l'autorité de gestion ;
- Suivre et évaluer le déploiement de la stratégie et la réalisation des objectifs fixés dans le plan d'actions ;
- Assurer le suivi régulier de la mise en œuvre de la stratégie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

5.4.3 Modalités de communication sur la SDL et les projets

La communication répond à plusieurs objectifs. Il s'agit de communiquer sur la stratégie locale, dès la candidature, de stimuler l'intérêt des acteurs locaux, de capitaliser les projets emblématiques et les bonnes pratiques, de garantir la bonne exécution du programme, de communiquer sur le soutien de l'Union Européenne et d'en asseoir une vision concrète. Pour ce faire, le Pays BARVAL mettra en œuvre une stratégie de communication renouvelée afin de favoriser la valorisation du programme et des projets vers les membres de ses différentes instances, les décideurs locaux, les socioprofessionnels, les citoyens et le grand public.

Pour ce faire, et suivant les résultats des évaluations des précédents programmes, la communication déjà existante sera renforcée autant en interne, pour les membres des comités, qu'à l'externe, à destination du grand public. Afin d'être cohérent avec la mise en œuvre d'une SDL unique pour l'ensemble des fonds LEADER, FEDER et FEAMPA, un certain nombre d'outils de communication sera mutualisé.



Les sites internet existants des programmes LEADER et DLAL-FEAMP du territoire seront ainsi fusionnés pour disposer d'un site internet unique mettant en avant le programme dans sa globalité, ainsi que l'ensemble des projets.

Une lettre d'information numérique sera également mise en place afin de communiquer régulièrement et tout au long du programme sur les projets soutenus localement, relayer les retours d'expériences des autres territoires sur des sujets d'intérêt pour les acteurs locaux, ou encore diffuser les actualités européennes...

Les différentes actualités du programme et documents de communication seront aussi relayés sur les pages Facebook que le Pays anime. Les deux pages actuelles (LEADER et DLAL-FEAMP) seront conservées et évolueront pour répondre aux nouveaux objectifs de la programmation 2021-2027. Ce choix s'appuie notamment sur le constat que les followers des différentes pages ne sont pas nécessairement les mêmes. Les publics cibles, d'un point de vue stratégie de communication, sont donc différents.



Un livret des projets, recensant et résumant l'ensemble des projets soutenus durant le programme, sera également édité. Il s'appuiera notamment sur celui réalisé à la fin du DLAL-FEAMP, en décembre 2021, et qui a bénéficié de retours très positifs des acteurs locaux.

Le Pays éditera également des flyers pour faire connaitre le programme sur tout le territoire, lors de différentes rencontres et manifestations, ainsi que des kakémonos qui serviront de supports lors des réunions ou de manifestations.

Enfin, une fois par an, le Pays adoptera l'organisation d'un comité territorial pour en faire un événement annuel autour de quelques projets emblématiques retenus lors de l'année écoulée. Cet événement pourra éventuellement être couplé au Joli Mois de l'Europe, événement auquel le Pays BARVAL participe depuis 2019, afin de mettre en avant les projets locaux soutenus par les programmes DLAL, ainsi que les autres fonds européens. Ces temps de découvertes et d'échanges sont toujours très appréciés par les participants, car ils renforcent la mise en réseau des acteurs et la cohésion territoriale.



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

5.4.4 Modalités de suivi et d'évaluation

Au regard de son expérience sur le LEADER 2007-2013 et 2014-2020 et l'Axe 4 du FEP 2007-2014 et le DLAL-FEAMP 2016-2022, le Pays dispose déjà d'outils de suivi quantitatif et qualitatif (arbre des objectifs, tableaux de suivi des maîtres d'ouvrage et de la maquette financière, rythme de programmation…) pouvant servir à une évaluation in-itinere.

L'équipe technique du GAL mettra ainsi en œuvre les suivis du programme a deux niveaux en s'appuyant sur les outils globaux développés et présentés précédemment :

- Il y aura tout d'abord un **suivi en continu par fonds européen** afin d'avoir une vision à tout moment des projets soutenus et de l'enveloppe allouée. Ce suivi fin permettra de pouvoir réallouer les réengagements, liés à des sous-réalisations, sur d'autres projets, pour optimiser la consommation des enveloppes allouées au territoire.
- Le Pays assurera également un **suivi global de la SDL** qui sera présenté à chaque comité et repris dans les rapports annuels d'activité. Cela permettra d'assurer une cohérence d'ensemble au déploiement de la stratégie territoriale.

L'évaluation in itinere aura pour objectif d'être un outil de synthèse opérationnel d'aide au pilotage du programme permettant, notamment, de fournir les rapports annuels de mise en œuvre à la Région. Les **rapports annuels de mise en œuvre (RAMO)** du programme s'appuieront sur ces données et pourront ainsi servir d'outils de valorisation du programme et des projets. Ils seront diffusés auprès des membres des comités et du CoDev.

Le Pays mettra également en œuvre une fiche de retour d'expérience auprès des bénéficiaires, qui servira de fiche d'évaluation du programme à la fin de chaque projet. Ce document sera fourni aux porteurs de projet au moment de la réalisation de la demande de solde. Les retours qualitatifs, complétés par les éléments quantitatifs propres à chaque dossier, permettront de recueillir le ressenti des bénéficiaires tout au long de la programmation et en prenant les caractéristiques spécifiques de chaque dossier. Cette démarche permettra notamment à l'équipe technique du Pays de faire évoluer et d'adapter l'accompagnement si besoin.

Le Pays réalisera également une évaluation finale globale du dispositif DLAL sur le territoire, afin de recueillir l'avis des membres des instances de pilotage et des bénéficiaires pour mesurer l'efficience et l'efficacité du programme et d'en rendre compte.

Une évaluation sert à mesurer des écarts entre deux situations, des effets et des impacts. Evaluer une action, c'est juger de sa valeur sur la base d'informations rassemblées et analysées à cet effet. L'évaluation du programme DLAL doit permettre d'apprécier ses effets, le degré d'atteinte de ses objectifs mais également la pertinence et l'efficacité des ressources mobilisées pour sa mise en œuvre. L'évaluation fait partie intégrante du programme.

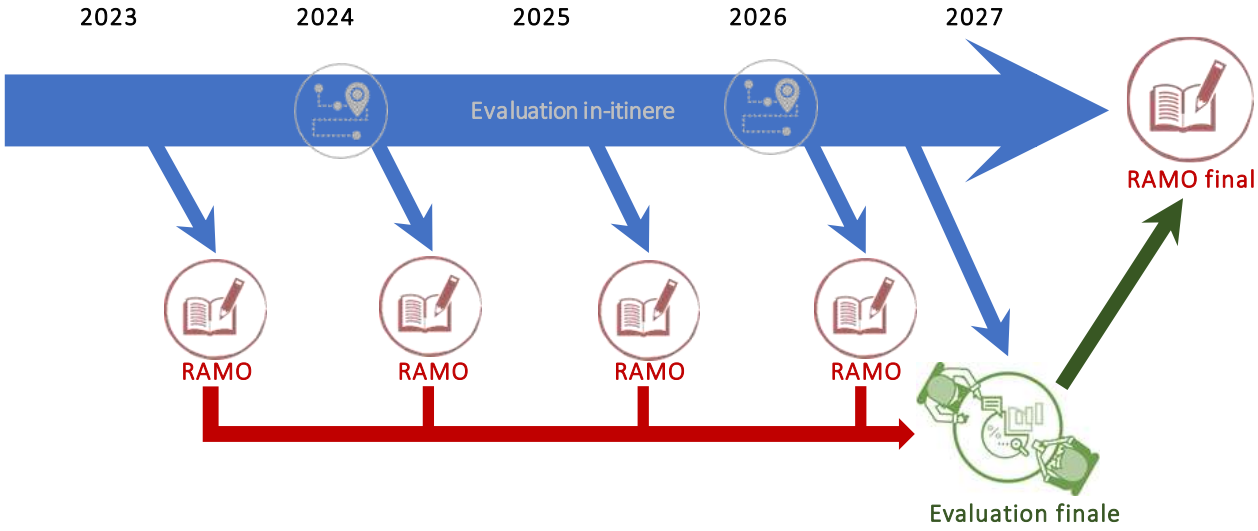
Au-delà du caractère obligatoire de l'évaluation du programme, l'expérience acquise a démontré son intérêt, ainsi que les difficultés que sa mise en œuvre soulève. C'est, en effet, une démarche qui exige du temps de mise en œuvre, qui est souvent perçue comme technique, complexe et non opérationnelle, qui impose une prise de recul et qui nécessite d'accepter une remise en cause de ses pratiques.

Pour ce faire, le Pays capitalisera sur ses expériences passées pour mettre en œuvre une évaluation croisée entre les deux animatrices de la SDL, qui interviendront chacune sur les champs de l'autre. Ce croisement permettra à chacune des animatrices d'aller à la rencontre d'acteurs locaux ne faisant pas partie de son dispositif, ce qui facilitera la prise de recul. Cette évaluation finale fera l'objet d'un rapport et d'une communication dédiés.

Étant donné son expérience sous les précédents programmes, l'équipe Pays dispose d'une méthodologie, validée par les acteurs locaux, pouvant servir de base à ce travail.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Articulation des différents outils de suivis et d'évaluations



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

LISTE DES SIGLES UTILISES

ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
AFOM	Atouts - Faiblesses - Opportunités - Menaces
ALSH	Accueil de Loisirs Sans Hébergement
AMAP	Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne
AOM	Autorités Organisatrices de la Mobilité
ARS	Agence Régionale de la Santé
ASP	Agence de Service et de Paiement
BA2E	Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre Expansion
BARVAL	Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre
BIJ	Bureau Information Jeunesse
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CAF	Caisse d'Allocations Familiales
CAP	Certificat d'aptitude professionnelle
CCAS	Caisse centrale d'activités sociales
CD33	Conseil Départemental de la Gironde
CDC VE	Communauté de communes du Val de l'Eyre
CDPMEM33	Comité Départemental des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Gironde
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives
CFA	Centre de Formation des Apprentis
CLAP	Connaissance locale de l'appareil productif
CLS	Contrat Local de Santé
COBAN	Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord
COBAS	Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud
CoDev	Conseil de Développement
CoTech	Comité Technique
CRCAA	Comité Régional de la Conchyliculture Arcachon Aquitaine
CRIJ	Centre régional information jeunesse
CRPMEM	Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins
CRTE	Contrats de relance et de transition écologique
DLAL	Développement Local mené par les Acteurs Locaux
DPM	Domaine Public Maritime
EBD	Economie Bleue Durable
ELAN (loi)	Loi portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique
EPCI	Etablissement de coopération intercommunale
ESS	Economie Sociale et Solidaire
ETP	Equivalent Temps Plein
FEADER	Fonds européen agricole pour le développement rural
FEAMP	Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche
FEAMPA	Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEP	Fonds européen pour la pêche
FSE+	Fonds social européen

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

GAL	Groupe d'Action Local
GE2M	Groupement d'Employeurs des Métiers de la Mer
GIP	Groupement d'intérêt public
GMS	Grande et Moyenne Surface
GPECT	Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriale
GRCETA-SFA	Groupement de Recherche sur les Cultures et Techniques Agricoles des Sols Forestiers d'Aquitaine
GRETA	Groupement d'établissements
ICPE	Installation classée pour la protection de l'environnement
IFREMER	Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
LEADER	Liaison Entre Action de Développement de l'Economie Rurale
LGV	Ligne à Grande Vitesse
MSA	Mutuelle Sociale Agricole
OCM	Opération Collective de Modernisation du commerce et de l'artisanat
OP	Objectif prioritaire
ORS	Observatoire Régional de la Santé
OS	Objectif Stratégique
PAT	Plan Alimentaire Territorial
PCAET	Plan Climat Air Energie Territoire
PIJ	Point Information Jeunesse
PME	Petite et moyenne entreprise
PN	Programme National
PNMBA	Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon
PNRLG	Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne
PO	Programme Opérationnel
PSN	Plan Stratégique National
RAMO	Rapport Annuel de Mise en Œuvre
RIJ	Relas Info Jeunes
RSA	Revenu de solidarité active
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SCOT	Schéma de cohérence territoriale
SDL	Stratégie de Développement Local
SEGPA	Sections d'enseignement général et professionnel adapté
SIBA	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon
SIQO	Signes Officiels de Qualité
SMPBA	Syndicat Mixte de gestion des Ports du Bassin d'Arcachon
SYBARVAL	Syndication Mixte Intercommunal du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
TPE	Très Petite Entreprise
UBA	Union des Bateliers d'Arcachon
UE	Union Européenne
ULIS	Unité Localisée pour l'Inclusion Scolaire
UMR EPOC	Unité Mixte de Recherche – Environnements et Paléoenvironnements Océaniques

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

LISTE DES ANNEXES

1. Arrêté préfectoral de création du Pays BARVAL du 13 décembre 2004
2. Fiche-identité des intercommunalités constitutives du Pays BARVAL
3. Liste des communes du Pays BARVAL
4. Présentation du Conseil des Elus du 18 mars 2022
5. Présentation du Comité de Programmation Leader du 14 avril 2022
6. Synthèse du séminaire DLAL-FEAMPA du 28 mars 2022
7. Délibération de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre pour le portage de la candidature
8. Lettre d'engagement de la COBAS
9. Lettre d'engagement de la COBAN
10. Décision du CRCAA
11. Courrier de décision du CDPMEM33
12. Avis du Conseil de Développement du 13 juin 2022
13. Synthèse de l'évaluation du programme LEADER 2009-2014
14. Synthèse de l'évaluation du programme Axe 4 du FEP
15. Synthèse de l'évaluation du programme DLAL-FEAMP
16. Statuts de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre
17. Charte d'engagement du territoire pour le développement territorial intégré en Nouvelle-Aquitaine 2021-2027

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 1 : Arrêté préfectoral de création du Pays BARVAL du 13 décembre 2004

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION AQUITAINE

SECRETARIAT GENERAL
POUR LES AFFAIRES
REGIONALES

Mission équipements publics
et aménagement du territoire

ARRÊTÉ DU 13 DECEMBRE 2004

ARRETE DE PERIMETRE DEFINITIF

LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU la loi n°95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, et notamment son article 22 modifié par la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003,

VU la charte du Pays du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre approuvée par les communautés de communes et communauté d'agglomération concernées,

VU l'avis du Conseil Général de la Gironde lors de sa séance du 22 octobre 2004,

VU l'avis du Conseil Régional d'Aquitaine lors de sa séance du 25 octobre 2004,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER - Le périmètre définitif du pays dénommé Pays du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre est fixé aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la liste est ci-annexée.

ARTICLE 2 - Le Préfet de la région Aquitaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Aquitaine et de la Gironde, et notifié par le Secrétaire Général de la préfecture de la Gironde aux collectivités visées à l'article 1er.

Fait à Bordeaux, le 13 décembre 2004

Le Préfet de Région,

Alain GEHIN

Pour ampliation
L'Adjoint au Chef de Bureau délégué,

Martine SANCHEZ

4, Esplanade Charles-de-Gaulle – 33000 BORDEAUX – Téléphone 05 56 90 60 60 – Télécopie [illegible]

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

LISTE DES COLLECTIVITES COMPRISES DANS LE PERIMETRE DEFINITIF DU PAYS DU BASSIN D'ARCACHON – VAL DE L'EYRE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE L'EYRE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD (COBAS)

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN D'ARCACHON NORD (COBAN)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 2 : Fiche-identité des intercommunalités constitutives du Pays BARVAL

<table>
<tr><td rowspan="3">COBAN
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord Atlantique</td><td>Date de création : 1/01/2004 sous forme d'une CDC, devenue CDA le 1/1/2018</td><td>Commune siège : Andernos-les-Bains</td></tr>
<tr><td>Nombre de communes : 8</td><td>Nombre d'habitants : 68 432 habitants[1]</td></tr>
<tr><td colspan="2">Compétences :
- Développement économique
- Aménagement de l'espace communautaire
- Equilibre social de l'habitat
- Politique de la ville
- Collecte et traitement des déchets
- Eau potable
- Voirie et parcs de stationnement
- Protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie
- Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire
- Action sociale d'intérêt communautaire
- Mobilité
- Aménagement du territoire, économie et fiscalité
- SDIS, gendarmerie, urbanisme</td></tr>
<tr><td rowspan="3">COBAS
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud</td><td>Date de création : 1/01/2002</td><td>Commune siège : Arcachon</td></tr>
<tr><td>Nombre de communes : 4</td><td>Nombre d'habitants : 67 563 habitants</td></tr>
<tr><td colspan="2">Compétences :
- Développement économique
- Collectes, traitement et valorisation des déchets
- Mobilités et déplacements
- Formation
- Education
- Eau, production, distribution et assainissement
- Equipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire
- Partenariats avec les associations sportives et culturelles
- Solidarité et santé
- Equilibre social de l'habitat
- Sécurité et prévention
- Promotion du tourisme</td></tr>
<tr><td rowspan="3">CDC VAL DE L'EYRE
Communauté de Communes du Val de l'Eyre</td><td>Date de création : 1/01/2003</td><td>Commune siège : Belin-Beliet</td></tr>
<tr><td>Nombre de communes : 5</td><td>Nombre d'habitants : 20 363 habitants</td></tr>
<tr><td colspan="2">Compétences :
- Développement économique
- Aménagement de l'espace communautaire
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
- Collecte et traitement des déchets
- Eau et assainissement
- Politique du logement social d'intérêt communautaire et actions en faveur du logement des personnes défavorisées</td></tr>
</table>

[1] INSEE Population totale : population légale 2018.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	- Protection et mise en valeur de l'environnement - Construction, entretien et fonctionnement d'équipement culturels, sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire - Action sociale d'intérêt communautaire - Création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire - Création et de gestion des maisons de services publics - Elaboration de la programmation d'équipement collectifs - Elaboration et organisation et gestion d'une politique de transport intra et extra communautaire - Organisation et gestion des transports scolaires - Aménagement numérique du territoire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 3 : Liste des communes du Pays BARVAL

Commune	Code INSEE	Nombre d'habitants au dernier recensement de 2018
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord		
Lège-Cap-Ferret	33 236	8 374
Arès	33 011	6 349
Andernos-les-Bains	33 005	12 096
Lanton	33 229	7 098
Audenge	33 019	8 336
Marcheprime	33 555	4 860
Biganos	33 051	10 921
Mios	33 284	10 398
Communauté de communes du Val de l'Eyre		
Le Barp	33 029	5 556
Salles	33 498	7 216
Saint-Magne	33 436	1 010
Belin-Beliet	33 042	5 633
Lugos	33 260	948
Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud		
Arcachon	33 009	11 567
La-Teste-de-Buch	33 529	26 248
Gujan-Mestras	33 199	21 543
Le Teich	33 527	8 205

(Source : Insee, séries historiques du RP, exploitation principale – 2018)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 4 : Présentation du Conseil des Elus du 18 mars 2022





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

RAPPELS :

• **Révision de la Charte du Pays** (document de référence des différents dispositifs financiers) : COPIL du 8/04/21

→ enrichissement et partage du diagnostic territorial :

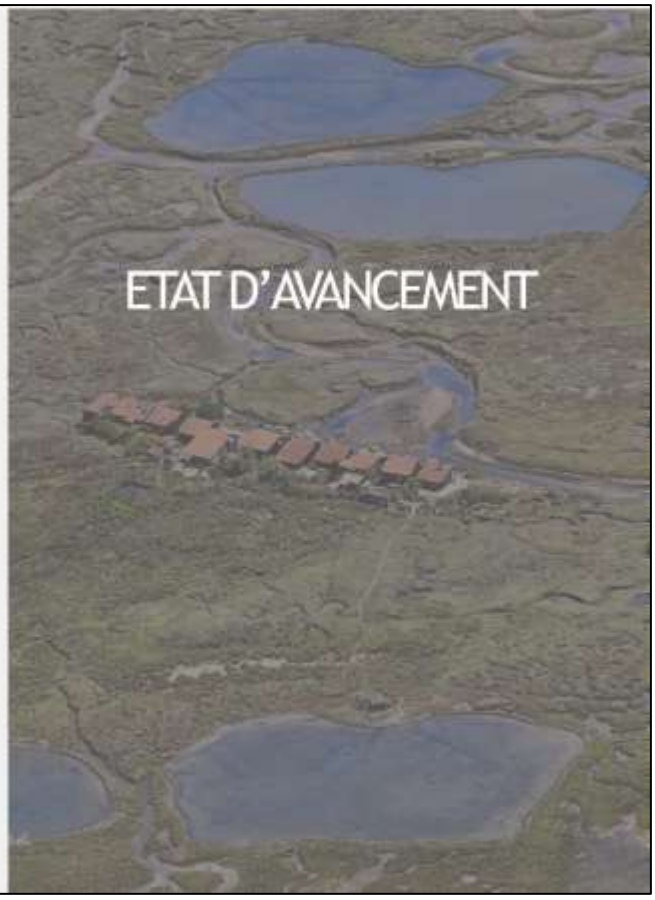
- COPIL Pays Elargi du 10/12/21
- Plénière du Codev du 26/01/22

• **Lancement de l'élaboration du nouveau Contrat de Développement et de Transition (2023-2026)** : Conseil des Elus du 15/10/21

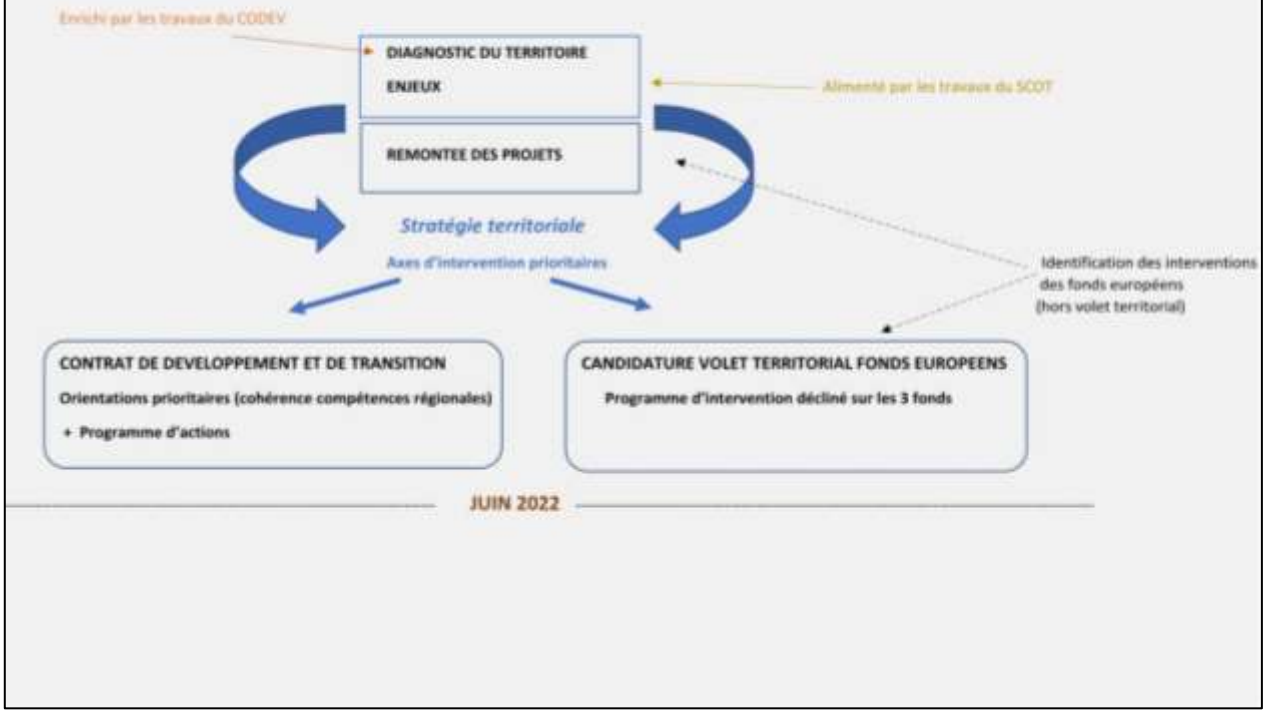
→ objectif : finalisation du contrat juin 2022.

• **Lancement d'un appel à projet unique pour le volet territorial des Fonds Européens (2023-2026/2027)**

→ Date limite de réponse : 17 juin 2022.



ETAT D'AVANCEMENT DU PROCESSUS D'ELABORATION



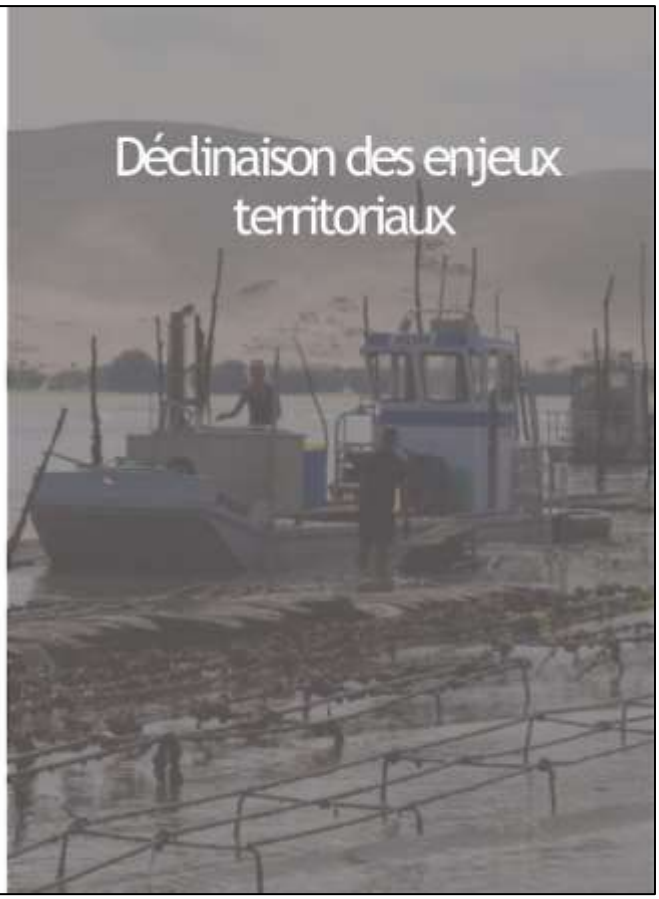
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Trois grands axes :

1. **Développer un modèle économique équilibré et plus résilient, en confortant les atouts des filières emblématiques du territoire, en diversifiant l'économie locale et en renforçant l'économie de proximité**

2. **Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale**

3. **Accompagner les transitions pour préserver la biodiversité et prévenir les risques environnementaux**



1) Développer un modèle économique équilibré et plus résilient, en confortant les atouts des filières emblématiques du territoire, en diversifiant l'économie locale et en renforçant l'économie de proximité

- > Définir un positionnement stratégique lisible autour de filières vitrines du territoire et favoriser l'innovation fondée sur les spécificités locales
- > Conforter le dynamisme des centralités et soutenir l'adaptation des entreprises aux nouveaux modèles afin de garantir une égalité d'accès aux services sur le territoire
- > Poursuivre la transition vers une filière touristique durable et favoriser la montée en gamme de l'offre locale.
- > Appréhender la saisonnalité à l'échelle du Pays et améliorer les conditions d'accueil des salariés
- > Soutenir l'économie maritime et son développement durable
- > Accompagner le déploiement de l'ESS, facteur de développement équilibré du territoire et d'engagement citoyen
- > Développer et valoriser les compétences sur le territoire : soutenir la diversification de l'offre de formation supérieure et professionnelle pour anticiper les besoins en compétences des entreprises (réflexion sur la création d'un pôle d'étude supérieur sur le Sud bassin ?), favoriser l'accès à la formation par le développement des lieux d'accueils et l'amélioration de la visibilité de l'offre de formation.
- > Favoriser les initiatives en faveur de la réduction des tensions de recrutement

2) Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale

- > Réduire les inégalités territoriales, renforcer les solidarités et satisfaire les besoins grandissants liés notamment aux évolutions de la population (santé, social, enfance, jeunesse)
- > Déployer une offre de services pour l'accompagnement des personnes en situation de fragilité et garantir leur accès aux services de proximité
- > Soutenir le secteur de la culture impacté par la crise et favoriser la pratique culturelle
- > Consolider l'offre sportive au regard de la dynamique démographique, des nouveaux besoins (notamment inclusion pratique sportive féminine)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

3) Accompagner les transitions pour préserver la biodiversité et prévenir les risques environnementaux

> Bâtir le cadre d'un « mieux vivre » le territoire

- Adapter et diversifier l'offre de logement vers des solutions moins consommatrices d'espaces et respectant l'identité architecturale du territoire
- Favoriser la réhabilitation et la valorisation du patrimoine vernaculaire
- Préserver les paysages

> Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable :

- Développer et faciliter les déplacements collectifs, en développant les alternatives à l'autosolisme
- Réduire l'impact du transport (de passagers, services publics…) sur les émissions de gaz à effet de serre, notamment par l'évolution des motorisations
- Adopter une stratégie collective cohérente permettant d'assurer la continuité cyclable et développer l'usage du vélo dans les déplacements pendulaires

> Développer la résilience alimentaire du territoire :

- préserver et développer les terres agricoles,
- encourager les pratiques agricoles durables, développer l'agriculture vivrière et les circuits-courts

> Préserver et restaurer les espaces naturels

- Poursuivre les efforts pour accroître la connaissance, la gestion, la restauration et le suivi des cœurs de biodiversité
- Soutenir les projets émergeants en faveur de la préservation des milieux

> Agir en faveur du climat et de la biodiversité :

- Réduire les consommations énergétiques, principalement sur le secteur résidentiel et tertiaire, et sensibiliser les habitants pour les rendre acteurs
- Développer la production d'énergies renouvelables

Règlement d'intervention régional validé en plénière du 31 mars 2022

- ✓ **l'attractivité territoriale** : équipements et services à la population (salles de spectacles, médiathèques, salle de cinéma, musées…), économie de proximité (halles de marché, multiples ruraux, requalification des espaces publics), patrimoine (restauration monuments historiques classés/inscrits), équipements sportifs (mis à disposition des lycées et CFA, ou permettant la pratique de haut niveau et pouvant accueillir des compétitions majeures, …) ;
- ✓ **les transitions économiques, sociales et environnementales** : économie circulaire, économie sociale et solidaire, agriculture (foncier et circuits courts), filières économiques, accès au numérique… ;
- ✓ **les mobilités** ;
- ✓ **les coopérations territoriales** (à l'échelle infra et supra) ;
- ✓ **les compétences et savoir-faire, l'accès à l'offre de formation.**

Des projets répondant aux problématiques identifiées du territoire et en cohérence avec les compétences régionales.

Des projets ancrés au sein des priorités thématiques régionales (feuille de route NéoTerra et aux priorités du SRADDET)

Les 11 ambitions de la feuille de route Néo Terra





Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS

Une candidature unique pour 3 dispositifs :



Une enveloppe prévisionnelle totale de 4 778 727 € :

- **LEADER : 1 002 537 €**
- **OS 5 FEDER : 2 776 190 €**
- **DLAL FEAMPA : 1 000 000 €**



Périmètre d'intervention : Mesures transversales (ingénierie thématique, d'amorçage de projets + coopération)

	OS 5	LEADER	DLAL FEAMPA Projets Economie bleue durable multi filières avec intérêt pêche et/ou aquaculture
ECONOMIE		**Alimentation durable** **Agriculture**	
	Stratégie de dynamisation centres-bourgs/villes/quartiers : Equipements à vocation économique (dont commerciales et artisanales) et de services Aménagement espaces communs et services collectifs **Développement économique durable :** Création/réhabilitation/équipement lieux hybrides permettant la mutualisation Création/réhabilitation/équipement tiers-lieux		**Equipements collectifs et services aux entreprises / R&D …** **ESS et inclusion sociale** **Tourisme littoral durable** **Alimentation : produits de la mer**
	Développement de l'ESS et inclusion sociale : investissements		
	Tourisme : développement de nouvelles activités Aménagements/équipements touristiques durables Actions de valorisation touristique du patrimoine de sites emblématiques ou à potentiel Actions/investissements pour la valorisation des territoires et de leur environnement		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	OS 5	LEADER	DLAL FEAMPA Projets Economie bleue durable multi filières avec intérêt pêche et/ou aquaculture
SERVICES A LA POPULATION	**Enfance-Jeunesse, Sports et Loisirs** : création/réhabilitation/équipement de bâtiments, inscrits dans des stratégies locales		**Formation** **Logement** **Mobilité** **Numérique…**
	Equipements et services administratifs et publics : Création/réhabilitation/équipement bâtiments de mutualisation de services aux publics		
	Santé et Social : infrastructures d'accueil des professionnels de santé		
	Culture et patrimoine culturel : Création/réhabilitation/équipement bâtiments inscrits dans des stratégies locales Développement de projets culturels et patrimoniaux Soutien aux projets culturels innovants		
	Accès à la Formation/orientation des jeunes : Création/réhabilitation/équipement bâtiments (salle de formation…)		
	Logement : création/amélioration logements sociaux (- de 20 logements) s'inscrivant dans une stratégie de dynamisation centres-bourgs/villes/quartiers		
	Mobilité durable : Investissements/travaux (hors Communautés d'agglomération) : Infrastructures de recharge et d'avitaillement de vecteurs énergétiques décarbonés, Etude et travaux PEM et aires de mobilités, Extension/aménagement pistes cyclables et vélos-routes-voies vertes, Développement stationnement vélo et services aux cyclistes Nouveaux services en faveur de la mobilité Développement de la cyclo-logistique Plateforme de mobilité solidaire		
ENVIRON-NEMENT	**Sites déqualifiés** : renaturation et aménagement paysager inscrits dans une stratégie de dynamisation des centres bourgs/villes/quartiers		**Biodiversité & Patrimoine naturel** **Energie et lutte contre le changement climatique** **Gestion/valorisation des déchets et économie circulaire…**
	Transformation et reconversion de zones déclassées : reconversion et requalification de friches (lutte contre l'étalement urbain et la consommation foncière)		
	Développement de la forêt publique, à visée récréative, économique, paysagère		

PROCHAINES ETAPES

CONTRAT REGION :

Pré instruction par les services de la Région (en cours) : mars/avril 2022

Validation des orientations prioritaires et du plan d'actions (retour sur les projets présentés) : COPIL du 8/04/22 (sous réserve de confirmation)

Avis du CODEV : avril 2022

Finalisation du contrat : mai 2022

Délibération des 3 EPCI : juin 2022

CANDIDATURE DU VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS :

Séminaire de concertation volet DLAL FEAMPA : lundi 28 mars 2022

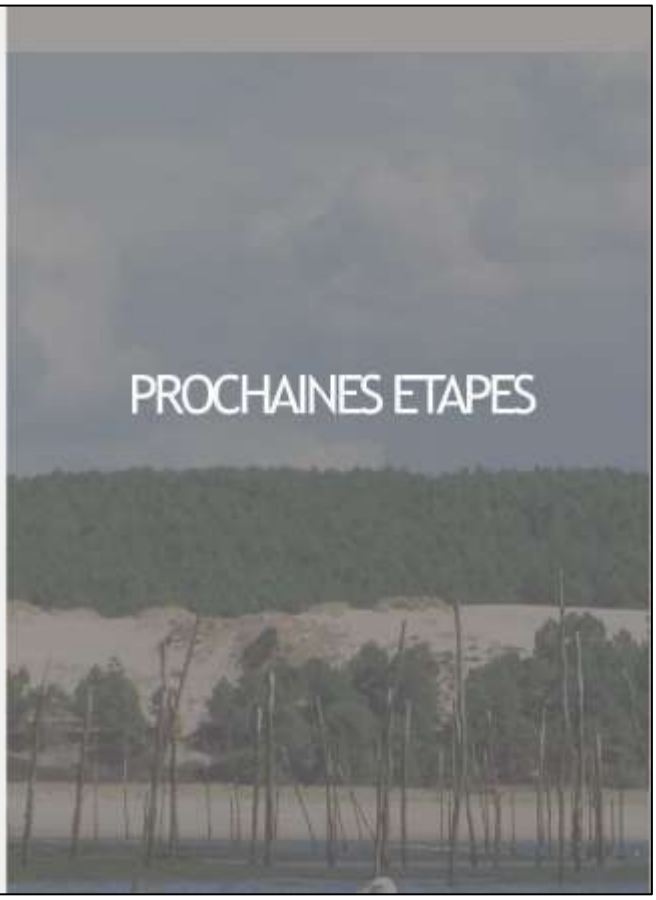
Rédaction du projet de candidature : avril 2022

Avis du Comité de programmation LEADER : avril 2022

Avis du CODEV : avril 2022

Présentation du projet de candidature consolidé : COPIL PAYS du 6/05/22

Délibération des EPCI : juin (ou septembre max)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 5 : Présentation du Comité de Programmation Leader du 14 avril 2022

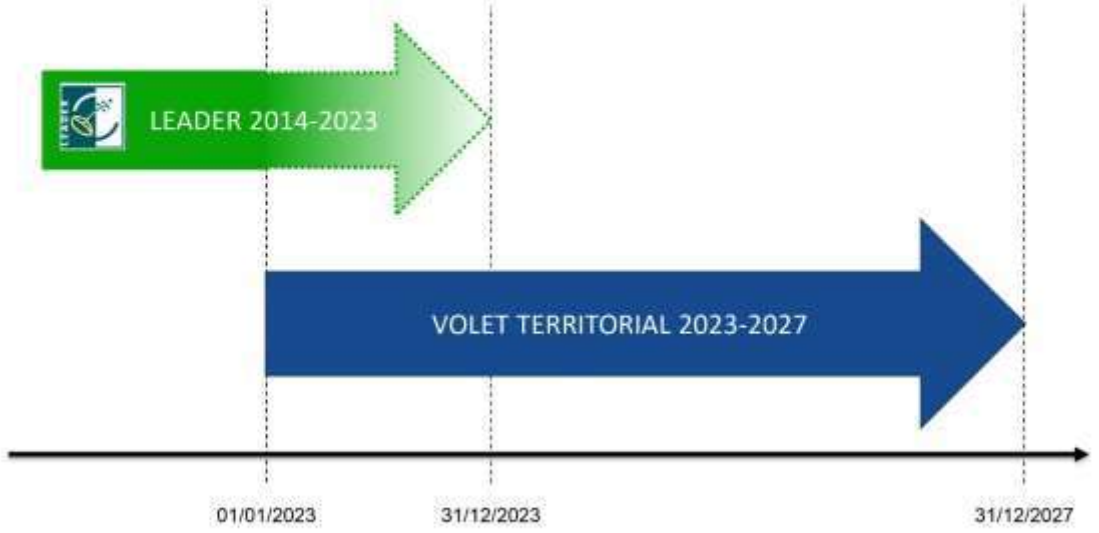


SOMMAIRE

- ARTICULATION DES PROGRAMMES
- CALENDRIER DE LA CANDIDATURE
- UNE CANDIDATURE UNIQUE MULTI-FONDS
- PORTAGE JURIDIQUE, GOUVERNANCE ET PILOTAGE
- MISE EN ŒUVRE
- ELABORATION DE LA STRATEGIE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

ARTICULATION DES PROGRAMMES



CALENDRIER DE LA CANDIDATURE



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

UNE CANDIDATURE UNIQUE MULTI-FONDS

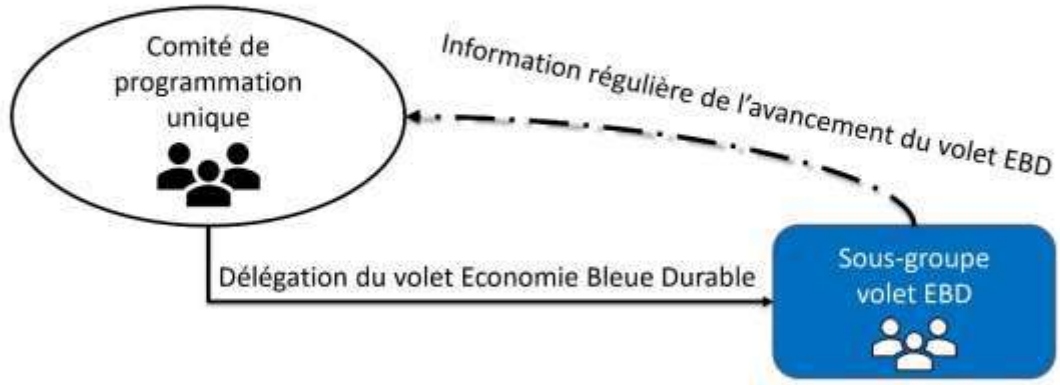
CANDIDATURE UNIQUE

FEADER LEADER	FEDER OS 5	FEAMPA OS 3.1
Ciblé rural	Ensemble du territoire	Ciblé maritime
1 002 537 € prévisionnel	2 776 190 € prévisionnel	1 000 000 € prévisionnel

TOTAL enveloppe prévisionnelle
= 4 778 727 €

PORTAGE JURIDIQUE, GOUVERNANCE ET PILOTAGE

- Portage : structure unique
- Gouvernance et pilotage :



Composition : un collège public & un collège privé
(pas de collège majoritaire)

Obligatoire : Conseil Départemental membre du collège public

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

MISE EN OEUVRE

Financés via crédits

❖ Moyens d'ingénierie

3 ETP
↳ Animation & Ingénierie financière

❖ Modalités de communication

- ❑ Mutualisation site internet / flyers / kakémono
- ❑ Lettre d'information commune
- ❑ Livret commun des projets soutenus
- ❑ Pages Facebook distinctes conservées (audience différente)
- ❑ ...

❖ Modalités de suivi et évaluation

- ❑ Suivi in itinere global & par fonds
- ❑ Evaluation finale globale

ELABORATION DE LA STRATEGIE

❑ Charte du Pays Barval (diagnostic + stratégie) = document socle

Stratégie territoriale globale :

Développer un modèle économique équilibré et plus résilient

- Conforter les atouts des filières emblématiques
- Renforcer l'économie de proximité
- Diversifier l'économie locale
- Développer et valoriser les compétences sur le territoire

Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale

- Réduire les inégalités territoriales, renforcer les solidarités et satisfaire les besoins grandissants
- Déployer une offre de services pour l'accompagnement des personnes en situation de fragilité et garantir leur accès aux services de proximité
- Soutenir le secteur de la culture impacté par la crise et favoriser la pratique culturelle
- Consolider l'offre sportive

Accompagner les transitions pour préserver la biodiversité et prévenir les risques environnementaux

- Bâtir le cadre d'un « mieux vivre » sur le territoire
- Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable
- Développer la résilience alimentaire du territoire
- Préserver et restaurer les espaces naturels
- Agir en faveur du climat et de la biodiversité

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

ELABORATION DE LA STRATEGIE

❑ Cadre d'intervention du volet territorial des fonds européens

Développer un modèle économique équilibré et plus résilient

LEADER / FEDER OS 5

- Tourisme et développement de nouvelles activités :
  - Actions, aménagements, équipements touristiques durables
  - Actions de valorisation touristique de sites emblématiques ou à potentiel
  - Actions et investissements valorisant les territoires et leur environnement
- Développement économique durable :
  - Création, réhabilitation, équipement de bâtiments accueillant des tiers lieux *(investissements uniquement)*
  - Développement de l'ESS et inclusion sociale *(investissements uniquement)*
- Stratégie de dynamisation centres-bourgs/villes/quartiers :
  - Equipements à vocation économique et de services
  - Aménagement espaces communs et services collectifs
  - Renaturation et aménagement paysager de sites déqualifiés
- Faire émerger de nouveaux services :
  - Création, réhabilitation, équipement de mutualisation d'équipements de lieux hybrides
  - Création, réhabilitation, équipement de bâtiments permettant le développement territorial de l'accès à la formation

FEAMPA OS 3.1

- Projets EBD multi-filières avec intérêt pêche et/ou aquaculture

+ Ingénierie thématique / d'amorçage

ELABORATION DE LA STRATEGIE

Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale

LEADER / FEDER OS 5

- Services à la population
  - Création, réhabilitation, équipement de bâtiments permettant de mutualiser des services public
  - Création, réhabilitation, équipement de bâtiments en appui à des projets de développement dans les secteurs: culturels et patrimoniaux, sportifs, des loisirs, et de l'enfance/jeunesse
  - Santé/Social : Infrastructures d'accueil des professionnels de santé
  - Développement de la cyclo-logistique, auprès des personnes fragiles et en faveur du maintien des liens de proximité
  - Développement de projets culturels et patrimoniaux
  - Soutien aux projets culturels innovants et s'appuyant sur l'ESS et les droits culturels

FEAMPA OS 3.1

- Projets EBD multi-filières avec intérêt pêche et/ou aquaculture

+ Ingénierie thématique / d'amorçage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

ELABORATION DE LA STRATEGIE

Accompagner les transitions pour préserver la biodiversité et prévenir les risques environnementaux

LEADER / FEDER OS 5

- Stratégie de dynamisation centres-bourgs/villes/quartiers :
  - Création et amélioration de logements sociaux (< 20 logements)
  - Renaturation et aménagement paysager de sites déqualifiés
- Services à la population
  - Création, réhabilitation, équipement de bâtiments en appui à des projets de développement dans les secteurs culturels et patrimoniaux
  - Nouveaux services avec des plateforme de mobilité solidaire
- Nouvelles activités :
  - Actions et investissements valorisant les territoires et leur environnement
  - Développement de la cyclo-logistique, auprès des personnes fragiles et en faveur du maintien des liens de proximité
  - Développement de la forêt publique, à visée récréative, économique, paysagère
  - Développement de projets culturels et patrimoniaux
  - Soutien aux projets culturels innovants et s'appuyant sur l'ESS et les droits culturels
- Promouvoir une mobilité durable (hors CA) :
  - Infrastructures de recharge et d'avitaillement de vecteurs énergétiques décarbonés
  - Etudes et travaux PEM et aires de mobilités
  - Extension, aménagement de pistes cyclables et vélos-routes/voies vertes favorisant notamment la mobilité quotidienne s'inscrivant dans des Schémas ou plans de mobilité
  - Développement du stationnement vélo et services aux cyclistes s'inscrivant dans une démarche de report modal
- Transformation et reconversion de zones « déclassées »
  - Reconversion et requalification de friches concourant à la lutte contre l'étalement urbain et la consommation foncière
- Alimentation durable et agriculture *(LEADER uniquement)*

FEAMPA OS 3.1

- Projets EBD multi-filières avec intérêt pêche et/ou aquaculture

+ Ingénierie thématique / d'amorçage

ELABORATION DE LA STRATEGIE

❑ Focus : COOPERATION



OBLIGATOIRE



Interterritoriale ET/OU Transnational





Financée via des crédits

FEADER LEADER ET/OU FEDER OS 5 ET/OU FEAMPA OS 3.1

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Séminaire DLAL-FEAMPA du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre

Lundi 28 mars 2022

Participation et compte rendu des échanges

L'atelier a permis de rassembler une trentaine de participants qui représentait une diversité d'acteurs maritimes du territoire, parmi lesquels le CRCAA, le CDPMEM33, IFREMER, CAPENA, GE2M, l'association Les Moussaillons de l'Aiguillon, la SEPANSO, BA2E, le GRETA CFA/Lycée de la Mer, le SYBARVAL, la DDTM 33, la COBAN, la CAUB'ARC, la Maison de l'Huître, le SMPBA, le PNMBA, le SIBA et le Pays BARVAL[2]

L'objectif central était de réunir une variété d'acteurs du territoire, déjà parties prenantes du DLAL FEAMPA ou pas encore, afin d'échanger sur les enjeux et les thématiques d'une future stratégie DLAL FEAMPA portée par le Pays BARVAL.

La journée a commencé par un accueil des participants à la Maison de la Nature du Teich du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne et un mot de bienvenue du Pays BARVAL, présentant l'historique du programme DLAL FEAMP et les objectifs de cette réunion.

Deux projets emblématiques portés par des acteurs du territoire et soutenu par le DLAL FEAMP, ont ensuite été présentés pour mettre en évidence l'impact économique, social et environnemental positif qu'a eu ce programme. Ces projets, le Groupement d'Employeurs des Métiers de la Mer et le projet d'acquisition d'un navire par l'association Les Moussaillons de l'Aiguillon, ont été présentés en vidéo et par leurs porteurs respectifs (Olivier Laban Président du GE2M, Yves Bieniaszewski Président de l'association Les Moussaillons de l'Aiguillon). David Lamourous, le Président du CDPMEM33, a également présenté l'intérêt et le rôle du dispositif DLAL-FEAMP pour la filière pêche locale.

🎬 video GE2M 🎬 video Moussaillon

Suite à cette introduction les participants ont entamé les ateliers de réflexion et de préfiguration de la future stratégie DLAL FEAMPA dont l'objectif premier sera de **faire émerger et appuyer des projets d'économie bleue durable**, **impliquant l'ensemble des acteurs concernés par l'économie maritime sur le territoire** et **bénéfiques aux filières et professionnel/les de la pêche et l'ostréiculture.**

i De nombreux exemples de projets DLAL FEAMP, portés par le GALPA Pays BARVAL et d'autres GALPA français sont disponibles sur le site web du Réseau National DLAL FEAMP https://www.dlalfeamp.fr/

Rappel de contexte et déroulé des ateliers

Dans le cadre du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA), le DLAL va évoluer. En effet, tout **en gardant les filières de la pêche et de l'aquaculture au cœur des enjeux de la stratégie**[3], pour leur permettre de tirer partie in fine des projets développés, ce dispositif va devoir s'ouvrir à l'économie bleue durable. Cette ouverture va ainsi permettre l'émergence de projets multifilières et devra promouvoir les projets qui participent à la préservation de l'environnement et à la lutte contre le changement climatique

Les filières et acteurs de l'économie bleue qui ont été pré-identifiés sur le territoire sont :
Filière pêche amont et + Recherche et innovation sur le milieu marin, technologique,

[2] Liste des organisations et acronymes en annexe
[3] Définition de l'économie Bleue de la Commission Européenne : *« toutes les activités économiques liées aux océans, mers et côtes. L'économie bleue couvre un large éventail de secteurs établis et émergents interdépendants »*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

aval	environnement marin
Filière ostréicole	Activités portuaires / services / infrastructures
	Travaux maritimes
	Tourisme et loisir littoral
	Education et Formations maritimes
	Prescripteurs de l'emploi maritime

Enveloppe prévisionnelle pour le territoire : 1M€ de FEAMPA et 1M€ de fonds régionaux sur le DLAL, pouvant financer 50 à 80% du coût total des projets (selon la nature du projet et/ou du bénéficiaire)

Les projets seront donc éligibles au DLAL-FEAMPA s'ils remplissent, à minima, les 3 critères suivants :

1. **Ils s'inscrivent dans la stratégie DLAL-FEAMPA du territoire**
2. **Ils présentent un intérêt direct ou indirect pour la pêche et/ou l'ostréiculture**
3. **Ils regroupent des acteurs de plusieurs filières de l'économie bleue**

Restitution des ateliers

Sur chaque atelier, ce compte rendu propose un aperçu synthétique des priorités et tendances fortes identifiées, suivi de pistes stratégiques et de propositions d'actions qui pourraient figurer dans la stratégie DLAL FEAMPA 2021-2027 du Pays BARVAL.

Atelier 1 : Un développement économique durable des filières maritimes

Synthèse des échanges : Avant de détailler l'enjeu de cet atelier, une première observation a été faite, et a été partagée par l'ensemble des participants : le besoin de créer **un langage commun et un lexique clair des termes et vocabulaire** utilisés dans le cadre du DLAL FEAMPA. Cela facilitera d'autant plus l'acculturation des partenaires et la communication des opportunités de financement auprès d'un public de bénéficiaires potentiels.

Un enjeu central : la formation.

Les participants ont insisté sur **l'enjeu de la formation**, avec l'exemple du rôle tenu par le GE2M qu'il faut consolider et amplifier. La sensibilisation aux enjeux des métiers de la mer devra également concerner à l'avenir **les élus** qui composent les conseils des structures professionnelles, mais également les élus du territoire afin de les faire monter en compétence sur ces sujets à travers par exemple des formations spécifiques. Tout comme la proposition d'un « lexique » il s'agit d'un effort nécessaire d'acculturation afin que l'ensemble des acteurs possède une vision complète des enjeux en présence pour les professions. La crise sanitaire, et les fermetures qui s'en sont suivies, ont montré la nécessité de pouvoir proposer rapidement des **formations adaptées aux besoins des professionnels** en fonction des contextes (ex : la création d'un guide pour préparer la réouverture des entreprises après le confinement). **La réalisation d'un guide des formations maritimes présentes sur le territoire BARVAL** et à proximité serait aussi un atout et une action possible du DLAL FEAMPA.

Une question a été posée sur le maintien durable des activités avec l'exemple de la pêche à la palourde : le besoin en main d'œuvre dans cette activité fait face à de grosses difficultés de recrutements, liés aux besoins de formation et aux **autorisations administratives pour le personnel embarqué**. A l'heure actuelle les calendriers et délais d'accès aux formations sont un frein et un problème récurrent au recrutement. Dans le prochain programme, il sera nécessaire de travailler avec l'administration pour faciliter la découverte et l'accès aux métiers avant l'entrée en formation des candidats. Dans le cas de l'ostréiculture, la possibilité existe d'émarger sur deux statuts ENIM ou MSA, ce dernier permettant de démarrer une activité en attente d'une formation. Un cas de figure qui n'est pas permis pour la pêche car la mise en activité nécessite *a minima* la création d'un statut de marin stagiaire. Les marées-découvertes sont également un volet à explorer/développer.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Accueillir pour assurer le recrutement : l'un des freins au recrutement est l'accès au logement. Un travail avec les mairies, collectivités et autres acteurs pertinents (Parc ? Lycée ? Services au logement ?) serait à mener pour garantir une capacité d'accueil pour les jeunes professionnels des métiers de la mer.

Quelle place pour la plaisance et autres bateaux ? l'enjeu de *« l'entretien, la construction et la déconstruction des bateaux et des moteurs »*peut toucher plus largement que les bateaux des filières pêche et ostréiculture. Dans une logique d'économie bleue, la stratégie DLAL FEAMPA pourrait par exemple, dans l'objectif d'améliorer les conditions de travail des professionnels (par exemple outils collectifs d'entretien, services, projets pilotes mutualisés) étendre la réflexion sur les besoins aux autres acteurs du bassin tels que la plaisance ou le transport de passagers (exemple : études/pilotes sur l'utilisation de motorisations hybrides ; recours à des protections de coques par films plastique plutôt que peintures antifouling dont les résultats et conclusions pourraient être mutualisés).

Le GALPA : outil de fléchage vers d'autres financements : Au-delà du DLAL FEAMPA, un besoin de guidage vers des financements alternatifs a également été exprimé. Un travail plus étroit entre le GALPA et les services européens d'autres instances (EPCI, Pays, Région) serait donc utile.

Pistes stratégiques / orientations d'actions :

Le maintien et le développement durable des activités de production

- Proposer dès les premières actions de communication du GALPA un **lexique des termes et acronymes** à destination des partenaires et bénéficiaires.
- Accompagner un incubateur/laboratoire de formation qui accompagnerait et ouvrirait la possibilité à la **formation et l'accès au métiers des nouveaux installés** le temps qu'ils sécurisent l'appui financier à leur installation.
- **Cadastre du logement** : cartographier le foncier et la capacité d'accueil et les aides en place afin d'aider les jeunes professionnels (saisonniers ou à l'année) à **accéder au logement.**
- Prendre en compte l'aspect patrimonial dans l'aménagement des ports (cf plan de gestion du PNMBA) et créer un **livrable d'aide à la décision.**
- Entamer une réflexion avec le SCOT et les services de l'Etat sur la **répartition des usages sur le plan d'eau**. Un des problèmes évoqués concerne la raréfaction des espaces à « usage libre » (non ou moins soumis à réglementation) et l'augmentation consécutive de leur fréquentation, ce qui y augmente les impacts localement, avec potentiellement des nuisances étendues hors de ces zones.
- **Formation des élus professionnels et locaux** : à travers des ateliers menés par le GALPA, faire monter en compétences et amener l'ensemble des élus à une compréhension partagée des enjeux professionnels locaux et des objectifs de la stratégie GALPA.
- Dans des actions de filière (test de nouvelles techniques de production) ajouter une **dimension transversale, sociétale et/ou environnementale**, impliquant d'autres acteurs du territoire (par exemple PNMBA).
- Mener une réflexion d'adaptation du cadastre conchylicole, en posant la question du devenir des zones sans activité, poser une vision de « ***l'ostréiculture du Bassin en 2050*** » avec des scénarios volontairement innovants afin de faire bouger les lignes (concentration des activités, diversification…)
- Identifier un **interlocuteur référent unique** pour créer des synergies entre emploi/ formation sur les métiers de la mer.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- Proposer des **Services administratifs et techniques mutualisés** (ex : accompagnement, nouveaux services pour attirer les navires de pêche à la criée d'Arcachon…)
- Mieux **communiquer sur l'emploi dans ces filières** car il existe des difficultés à recruter.

Valorisation des produits de la mer

- S'assurer que toute la chaîne de valorisation du produit suive un **cahier des charges d'excellence et de bonne communication** (sécuriser la qualité « *de la mer au service en salle* ») ;
- **Formation des métiers de la restauration** pour garantir la bonne représentation des produits du Bassin ;
- Mener une réflexion spécifique au sein de la *Marque Bassin*. Actuellement cette marque est réservée aux entreprises et ne peut être appliquée aux produits de la mer. **Son extension aux produits de la mer** du Bassin pourrait passer par une charte « Marque Bassin » illustrant l'engagement des professionnels, leur ancrage local, la démarche environnementale, qui garantirait une reconnaissance sur l'étal (identité visuelle, outil de promotion collectif).
- **Amélioration et mutualisation des services et outils de transformation existants** (ex : laboratoires partagés, logistique de livraison autour de la Criée Arcachon) en veillant à préserver et impliquer les acteurs en place.
- **Développement des AMAP** : travail sur la valorisation de l'origine, le circuit court et la mutualisation logistique autour de la Criée et du Port d'Arcachon, en impliquant le GE2M.
- **Travail de valorisation des araignées de mer** : une ressource potentiellement intéressante pour le marché local et l'export, à étudier avec les filières de transformation/restauration et connaissance scientifique sur l'espèce.

Entretien, construction, déconstruction des bateaux et des moteurs

- Mise en place d'un **comité de réflexion à l'innovation**. Collecter les connaissances, expertises et données sur l'état de l'art et les enjeux environnementaux liés aux technologies de navigation, pour les professionnels et les plaisanciers. Diffuser les retours d'expérience et partager les connaissances.
- Connecter les futurs travaux du SIBA sur **l'approvisionnement en hydrogène** aux besoins des secteurs pêche et ostréiculture, voire nautisme.
- Appliquer des **critères vertueux liés à la consommation d'énergie** pour la sélection des projets par le GALPA.
- **Cartographier les ressources matérielles et services disponibles** pour en faciliter l'accès.
- Se rapprocher des **filières de formation existantes à l'Université de Bordeaux** qui propose une licence de recyclage et de valorisation des moteurs.

Atelier 2 : Une identité maritime forte

Un enjeu central : le lien terre/mer.

Déjà abordé dans le premier atelier sous l'angle de la formation des élus aux enjeux maritimes du territoire, le développement durable du territoire passe par l'implication aux enjeux du Bassin des populations « terriennes », présentes sur le territoire mais pas forcément tournées vers la mer (travailleurs du tertiaire tournés vers Bordeaux, industries de périphérie BARVAL non axées sur le maritime..).

Pour ces publics, une sensibilisation aux enjeux et à la **connaissance du milieu et des activités maritimes** est un prérequis avant de les impliquer dans d'autres défis communs, les impactant mais dont ils se sentent encore éloignés (enjeux climatiques et littoraux, qualité de l'eau, biodiversité

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

littorale et capacité du milieu). De cette implication dans une « conscience commune du Bassin » pourra émerger une identité maritime plus globale pour le territoire, en faveur d'une appropriation du milieu marin et des activités maritimes professionnelles. **L'usage majoritaire du plan d'eau se fait sur marée haute**, donc pas de visibilité des problématiques de « *marée basse* », comme la qualité et la biodiversité des vasières, des herbiers, et en particulier **les friches**, qui ne parlent qu'aux initiés. C'est un sujet prioritaire pour les élus politiques du territoire, dont la connaissance est à développer (cf. atelier 1).

Il est important aussi de reconnaître les forces en présences et d'appliquer une grille de comparaison adaptée : comparer le chiffre d'affaires généré par l'ostréiculture (60 millions) contre les 700 millions générés par l'industrie du tourisme serait dramatique si l'on veut valoriser les filières professionnelles sans être « en opposition » avec d'autres activités. Il est donc important de **communiquer sur les liens**, **le rôle central des professionnels** dans l'existence même de l'identité qui permet de générer ce flux touristique (produits + patrimoine + milieu = qualité de vie). Dans l'idée, montrer par exemple que « 1€ de CA d'ostréiculture ou de pêche = 5€ de tourisme ».

De nouveaux acteurs du territoire, nouvelles entreprises (consultants, entreprises plus importantes sur le net…), arrivent sur le bassin dans une démarche différente, avec des attentes de qualité de vie et se préoccupant plus de la qualité du milieu d'accueil. Ce public, non maritime mais intéressé, veut comprendre les enjeux. Des espaces/opportunités de rencontre doivent se matérialiser pour que les filières rencontrent ces acteurs.

Le risque de *VRP'isation* des professionnels doit être maîtrisé : les professionnels comprennent que les filières doivent se montrer, expliquer, pour continuer à exister. Mais il ne faut pas oublier que cela impacte les activités de production et que renoncer à son activité professionnelle première est une difficulté.

Le principal défi posé par la création de cette identité est **la période historique relativement courte** d'activité économique sur le bassin, ce qui nécessite **une transmission active** car non partagée comme patrimoine historique commun.

Pour communiquer l'identité : distinguer les différents types de public : un travail d'identification des publics de leurs attentes, mais aussi des leviers sur lesquels les impliquer est un prérequis pour la construction d'une identité maritime forte, perçue et comprise par les différentes audiences. Ce public comprend non seulement les touristes, les citadins de Bordeaux ou d'ailleurs en balade le WE ou en villégiature, en couple sans enfants ou en famille, mais doit aussi considérer les locaux et les élus politiques.

Ces thématiques liées à l'identité et au patrimoine sont perméables et sous-tendent une grande partie des autres thématiques identifiées (le touriste *est un public* et le touriste *vient consommer le patrimoine*). Elles pourraient devenir (tout comme un « score de durabilité », ou un indicateur de consommation énergétique) un curseur permettant de considérer le **potentiel des projets présentés au DLAL-FEAMPA** à **participer activement à la constitution et au renforcement de l'identité maritime**.

Le GALPA : outil de coordination des acteurs autour d'une identité maritime commune. La stratégie du GALPA peut permettre **d'appliquer une compréhension commune** des enjeux littoraux et **une approche transversale de la promotion** des activités maritimes dans des projets touristiques, culturels, éducatif, en cherchant **un équilibre favorable aux professionnels** entre leurs besoins premiers et l'évolution/ouverture de leur activité à d'autres attentes (communication, accueil, promotion).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Pistes stratégiques / orientations d'action :

La promotion, la sensibilisation et l'appropriation du territoire par et pour les différents publics

- **Identifier les différents publics** et proposer une **communication adaptée à chacun**.
- Homogénéiser les éléments de langage et communication.
- Promouvoir la langue et la **culture locale à travers les mots locaux**, l'origine du lexique typique du Bassin d'Arcachon.
- Créer **des espaces de rencontres sur un lieu emblématique du travail des professionnels (e.g. criée), permettant** aux nouveaux arrivants (actifs en télétravail, entreprises, familles) de travailler, passer un moment dans un espace qui les éveillerait au contexte maritime, pêche et conchyliculture. Par exemple, un espace de type tiers-lieu proposant des services aux nouveaux télétravailleurs installés sur le Bassin (salles de coworking / salles de visio conférences partagées, réunion…), lieu de rencontre (bar associatif, espace médiathèque / culturel) empreints d'une identité maritime du Bassin, permettant d'ancrer et de faire se rencontrer nouveaux types de travailleurs locaux, familles, et professionnels. (ex : Haliotika, Maison de la Mer Nord Bassin, un exemple particulièrement inspirant est le « Ocean Cluster House » ouvert à Reikjavik en Islande, un espace de coworking et incubateur d'entreprise en économie circulaire entièrement tourné vers la pêche et les produits de la mer – cela pourrait inspirer un espace un peu similaire, peut être orienté plus largement vers des activités émergentes pouvant s'inspirer du milieu marin (design, bien être, culture) https://www.sjavarklasinn.is/en/the-ocean-cluster-house/)
- Mobiliser les enseignants locaux en passant par la ZAP (**Zone d'Action Pédagogique**)
- **Fédérer les activités maritimes** autour d'événements globaux (ex : manifestation sportive type marathon du Médoc, Journées Européennes du Patrimoine, Fête des Littoraux, Journées du Trait de Côte)

La valorisation du patrimoine maritime par une activité respectueuse du milieu et des usages

- Aménagement des **sentiers du littoral avec postes didactiques sur l'environnement** (exemples station du parcours d'AUPORT ou aménagement de science participative pour surveiller l'évolution du trait de côte avec des spots photos partageables sur les réseaux sociaux avec hashtag ou application spécifique CoastSnap)
  Compléter l'application développée par le SIBA **E-navigation** avec les aspects environnementaux et culturels
- **Valorisation des ports ostréicoles** en termes d'image, protection des cabanes pour la valorisation dans un cadre professionnel.
- **Travail sur la notion de paysage** (cf. plan de relance France Vue sur Mer[4]).
  Développer une communication de sensibilisation par l'appropriation des enjeux pour le milieu, **orientée vers les activités les plus impactantes** (jet-skis, activités récréatives…).
- S'appuyer sur des **événements sportifs**, festifs pour diffuser les info (ex. cabanes en fête).

[4] *Lancée le 4 mars 2021, l'initiative « France vue sur mer » a pour objectif d'améliorer la qualité et l'attractivité du sentier du littoral en métropole et outre-mer, en augmentant les moyens consacrés aux opérations de création de portions de sentier et de restauration. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan France Relance, avec une enveloppe initiale de 5 millions d'euros en voie d'abondement*. https://www.economie.gouv.fr/plan-de-relance/mesures/france-vue-sur-mer

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

- **Charte de valorisation du savoir** et de la présentation, exemple des promenades de l'UBA
- Organiser des **journées récréatives autour des parcs,** en accueillant des visiteurs, familles, encadrées par des professionnels qui leur feraient découvrir le milieu en proposant une activité de découverte/préservation du milieu.
- **Communiquer sur la pêche récréative**, son impact sur les ressources et le milieu, nécessité de sensibiliser le public.
  Valoriser les efforts des professionnels et des autres filières maritimes respectueuses de l'environnement et de sa capacité de maintien des activités de production (bonnes pratiques, trophée annuel)
- **Sensibiliser les pêches de loisir aux activités professionnelles** (ex : quotas de pêche, espace de travail ostréicole…)
- **Entamer un travail avec le musée d'Arcachon** dont la société historique possède de nombreuses collections qu'elle met en avant via des conférences, avec la volonté de se réimplanter dans un nouveau lieu.

Poser les bases et développer les outils pour mener une politique territoriale maritime

- Travailler sur la nomination d'**un.e élu.e référent.e économie bleue dans chaque commune ou EPCI**.
- Besoin de **mobiliser une politique maritime territoriale** pour structurer l'ensemble, revient mobilisation et formation des élus.
- **Intégrer le travail du SCOT et des Documents de Façade** dans la mise en œuvre de la Stratégie DLAL et la formation des personnels techniques des différentes administrations.

Atelier 3 : Une gestion durable du milieu et des pratiques environnementales, propices aux activités maritimes

Un enjeu central : préserver la santé et la capacité du milieu.
Lors des échanges de cet atelier, riche en exemples d'action concrètes, c'est avant tout la capacité du milieu et de ses écosystèmes **à nourrir le vivant** qui ressort des discussions. En effet, qu'il s'agisse de la croissance des huîtres, du maintien d'une chaîne trophique soutenant la présence des espèces ciblées par la pêche locale ou de la qualité de l'eau globale, la gestion durable du milieu demande à connaît**re la capacité de celui-ci à absorber une quantité d'impacts maîtrisés** afin de permettre un développement économique soutenable.

Sur ce sujet, le travail du SIBA sur mandat de la DDTM pour diagnostiquer les intrants impactant la **qualité de l'eau** fait figure d'action pionnières et sur laquelle se sont développées une série d'études et d'actions que le DLAL FEAMPA pourrait amplifier. Si le rôle du DLAL n'apparait pas encore clairement à la suite de ces échanges dans ce type d'action, il pourrait s'agir pour celui-ci d'agir par des **actions complémentaires** d'études et de sensibilisation axées vers l'impact de la qualité de l'eau sur les produits du Bassin auprès des consommateurs, avec des propositions d'actions pour réduire les impacts auprès de publics pertinents (particuliers pour désherbage, jardineries et voiries locales, BTP, stations de lavage…) . Dans cette perspective, un rapprochement avec les schémas d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE), en vue d'actions concertées par exemple serait une démarche pertinente. La diffusion des travaux du SIBA et des différents projets (e.g. REMPAR) auprès des professionnels mais aussi des autres acteurs du territoire ne serait pas inutile car le lien entre ces acteurs peut encore être amélioré.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Sur la réduction et la gestion des déchets des filières, les filières partagent la volonté de développer le concept d'**économie circulaire**, la mise en place de collecte pour les deux filières (coquilles, filets, sédiments…), mais également de cartographie des actions et des problématiques. On distingue un besoin de mener des actions en priorité sur le Nord du Bassin en matière de déchets coquillers. Pour la pêche, la présence de bennes de collectes de déchets est à renforcer, notamment sur le port d'Arcachon qui ne dispose pas à ce jour d'équipement de collecte adapté pour les professionnels.

Le GALPA : améliorer la connaissance et la gestion du milieu littoral et marin en impliquant d'avantage les professionnels. A travers la sélection de projets adaptés, Le DLAL-FEAMPA peut agir comme courroie de distribution entre la **veille environnementale** menée par des acteurs professionnels, associatifs et scientifiques, **des mesures innovantes** développées localement ou testées sur d'autres territoires en partenariat avec les professionnels et filières de l'économie bleue, et la **communication des actions et résultats** auprès des différents publics pour nourrir un cercle vertueux de conscientisation et d'action.

Pistes stratégiques / orientations d'action :

La restauration et la préservation des habitats

- **Restauration hydraulique** : suivre l'évolution du BA, notamment dans les fonds du bassin pour que les activités de production puissent s'y maintenir. Se rapprocher le GIP Littoral
- **Etudier le devenir des friches rendues à l'état naturel** pour participer à la restauration des cycles écologiques (comparer la productivité des sites « gérés » à ceux rendus au milieu)
- **Veille sur la turbidité des eaux** et les qualités trophiques du milieu
- **Travailler avec les scientifiques sur des « alertes » au sujet d'espèces remontées par les professionnels** : par exemple la palourde - réflexion sur les palourdes de petites tailles, des blocages réglementaires sont à travailler afin de tester le déplacement du stock – travail sur les vers marins associés à la question des friches ostréicoles (valorisation comme appâts, recherche sur biomolécules potentiellement intéressantes (exemple de l'utilisation médicale du ver arénicole).
- **Etudier la valorisation des sédiments de dragages portuaires**

La gestion durable de l'eau

- **Etendre à d'autres filières comme la chasse maritime**, en étudiant les matériaux pour installer les tonnes qui peuvent toucher à la qualité de l'eau, (exemple de projet qui permettrait de raccrocher d'autres acteurs à une approche globale de préservation du milieu « multi-filières » portée par le DLAL).
- **Approcher les filières de production de nouveaux matériaux**, pour étudier leur impact sur qualité de l'eau en associant les professionnels et autres acteurs du territoire concernés.

La réduction et la gestion durable des déchets et des coproduits

- **Faciliter le retour d'expérience de tests des matériaux par autres territoires** (e.g. utilisation de coupelles et poches biosourcées)
- **Initier des actions de collecte sur le Nord Bassin**, actuellement moins fourni en infrastructures de collecte
  Diffuser plus largement les résultats des expériences à l'échelle du Bassin
- **Travailler avec la DDTM et les services techniques** pour cartographier les usages potentiels des coproduits coquillers et sous quelles conditions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

La transition énergétique

- **Privilégier les efforts de transition énergétique des installations à terre** et non pas uniquement des navires (en veillant cependant à **mener en amont un travail permettant d'assurer aux professionnels les conditions techniques de travail satisfaisantes** – e.g.accès à l'eau – avant de les impliquer dans des investissements ultérieurs).
- **Tester l'installation de panneaux photovoltaïques et de petits systèmes éoliens** sur les installations portuaires et certaines cabanes.
- **Proposer un « *Plan Cabane EcoEnergétiques* »** (guide/manuel ou accompagnement qui pourrait être réalisé en collaboration avec secteur local de la rénovation) pour améliorer l'empreinte écologique et énergétique des cabanes (récupération eau de pluie, conseils aménagements électricité…) - travailler avec les communes et les PLU
- **Pour les embarcations :** explorer les projets pilotes portés par d'autres territoires et en cours sur le territoire et leur transférabilité plus large aux métiers et usages de l'économie bleue.

Acronymes

BA2E	Agence de Développement Economique du Bassin d'Arcachon
Pays BARVAL	Pays Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre
CAPENA	Centre pour l'Aquaculture, la Pêche et l'Environnement
CAUB-ARC	Confédération des Associations des Usagers du Bassin d'Arcachon
CDPMEM33	Comité Départemental des Pêches Maritimes et Elevages Marins 33
COBAN	Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord
CRCAA	Comité Régional Conchylicole
DLAL	Développement Local porté par les Acteurs Locaux (axe du FEAMP/FEAMPA)
FEAMP	Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (2014– 2021)
FEAMPA	Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (2021 – 2027)
GALPA	Groupe d'Action Locale pour la Pêche et l'Aquaculture (met en œuvre le DLAL)
GE2M	Groupement d'Employeurs des Métiers de la Mer
GIP Littoral	Groupement d'Intérêt Public Littoral
PNMA	Parc Naturel Marin du Bassin d'Arcachon
SEPANSO	Société pour l'Etude la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud Ouest
SIBA	Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon
SMPBA	Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon
SYBARVAL	Syndicat Mixte Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 7 : Délibération de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre pour le portage de la candidature

Envoyé en préfecture le 14/06/2022
Reçu en préfecture le 14/06/2022
Affiché le
ID : 033-243301405-20220614-2022_06_07-DE

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
CANTON LES LANDES DES GRAVES
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU VAL DE L'EYRE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de Conseillers
En exercice : 27
Présents : 23
Votants : 26

L'an deux mille vingt deux
Le 1er juin 2022
Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre
dûment convoqué, s'est réuni en session ORDINAIRE,
à la salle des fêtes de Beliet, sous la Présidence de Mr Bruno BUREAU
Date de convocation du Conseil Communautaire : le 25 mai 2022

PRESENTS :
Commune de Belin-Beliet : M. DECLERCQ – M. DUCOURNAU – M. RAYNAL – Mme BOYRIE – M. GELLIBERT- M LOUAAZIZI
Commune de Le Barp : Mme SARRAZIN- M. MORETTO – Mme CORREIA -Mme CHINIARD
Commune de Lugos : Mme TOSTAIN - Mme DUFAURE
Commune de Saint-Magne : Mme CHARLES - M. FORET
Commune de Salles : M. BUREAU -Mme DOSBA – M. ANTIGNY - M. BAUDE -Mme PASQUALE- Mme DUFOURCQ - Mme DANIEL-M. GEORGES- M. TECHOUEYRES

ABSENTS :
Commune de Belin-Beliet : Mme CHOPO pouvoir à Mr DECLERCQ
Commune du Barp : M. BARDET pouvoir à Mme CORREIA
Mme REBIFFÉ pouvoir à Mme SARRAZIN
Mme PIQUEMAL absente excusée

Mr Foret est nommé secrétaire de séance

OBJET :
Délibération 2022/06/07

PAYS BASSIN D'ARCACHON-VAL DE L'EYRE : PORTAGE DE LA CANDIDATURE VOLET TERRITORIAL FONDS EUROPEENS 2021-2027

Rapporteur :Mr Cyrille DECLERCQ
Exposé :

Le Pays Bassin d'Arcachon bénéficie, depuis 2009, de deux programmes européens de développement territorial issus des fonds FEADER (LEADER) et FEP, devenu FEAMP. Ces dispositifs ont permis d'accompagner, à ce jour, 210 projets, représentant près de 4.9 millions d'€ de subventions européennes, pour un total d'investissement sur le territoire de près de 11 millions d'euros.

Forts de ces résultats, les acteurs du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre ont décidé de présenter une nouvelle candidature pour la programmation 2021-2027, et de répondre à l'appel à projets lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine le 16 décembre 2021.
Pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens, dans le cadre de cette nouvelle programmation, la Région Nouvelle-Aquitaine met en place une démarche territoriale multi-fonds, qui regroupe les 3 volets territoriaux du FEADER, du FEDER-FSE+ et du FEAMPA. Les territoires devront ainsi présenter une candidature pour les 3 fonds, reposant sur une stratégie unique.

Le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre qui regroupe la COBAS, la COBAN et la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, ne dispose pas de structure juridique propre (fédération de 3 EPCI). Aussi, il a été proposé, lors du Conseil des Elus du Pays Barval organisé le 6 mai dernier, que la Communauté de Communes du Val de l'Eyre coordonne et dépose la candidature du territoire, pour le compte des 3 EPCI dans le cadre du Pays Barval.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 14/06/2022
Reçu en préfecture le 14/06/2022
Affiché le
ID : 033-243301405-20220614-2022_06_07-DE

La candidature s'appuiera sur les résultats de l'évaluation des précédents programmes, et sera élaborée à partir des nouvelles orientations stratégiques arrêtées dans le cadre de la charte révisée du Pays Barval :

-Développer un modèle économique équilibré et plus résilient, en confortant les atouts des filières emblématiques du territoire, en diversifiant l'économie locale et en renforçant l'économie de proximité

-Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale

-Accompagner les transitions pour préserver la biodiversité et prévenir les risques environnementaux

Elle sera déposée au plus tard le 17 juin 2022.

Les membres du conseil de communauté à l'unanimité :
- approuvent le portage de la candidature du Pays Barval au volet territorial des fonds européens 2021-2027 par la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, pour le compte des 3 EPCI (COBAS, COBAN, Communauté de Communes du Val de l'Eyre) ;

- autorisent Monsieur le Président à engager toutes les démarches nécessaires à cette candidature.

certifié exécutoire
reçu en 14 JUIN 2022
ou Sous Préfecture le
publié ou notifié le
14 JUIN 2022

Extrait certifié conforme au registre des délibérations.
Belin-Beliet, le 3 juin 2022
Le Président,

Bruno BUREAU

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 8 : Lettre d'engagement de la COBAS

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

CANDIDATURE VOLET TERRITORIAL FONDS EUROPEENS PAYS

LETTRE D'ENGAGEMENT COBAS

Le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre bénéficie, depuis 2009, de deux programmes européens de développement territorial issus des fonds FEADER (LEADER) et FEP (Axe 4), devenu FEAMP (mesure DLAL). Ces dispositifs ont permis d'accompagner, à ce jour, 210 projets, représentant près de 4.9 millions d'euros de subventions européennes, pour un total d'investissement sur le territoire de près de 11 millions d'euros.

Forts de ces résultats, les acteurs du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre ont décidé de présenter une nouvelle candidature pour la programmation 2021-2027, et de répondre à l'appel à projets lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine le 16 décembre 2021.

Pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens, dans le cadre de cette nouvelle programmation, la Région Nouvelle-Aquitaine met en place une démarche territoriale multi-fonds, qui regroupe les 3 volets territoriaux du FEADER, du FEDER-FSE+ et du FEAMPA. Les territoires devront ainsi présenter une candidature pour les 3 fonds, reposant sur une stratégie unique.

Le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre, qui regroupe les communes de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord et de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, ne dispose pas de structure juridique propre (fédération de 3 EPCI). Aussi, il a été validé, lors du Conseil des Elus du Pays Barval organisé le 6 mai dernier, que la Communauté de Communes du Val de l'Eyre coordonne et dépose la candidature du territoire, pour le compte des 3 EPCI dans le cadre du Pays Barval.

Le dossier de candidature, qui s'appuie sur les nouvelles orientations stratégiques arrêtées dans le cadre de la charte révisée du Pays Barval, les résultats de l'évaluation des précédents programmes ainsi que sur des réunions de concertation avec les acteurs locaux, sera soumis au Conseil Communautaire de la COBAS le 23 juin 2022; sachant que ce dossier est transmis préalablement aux personnes délibérantes.

Arcachon, le

02 JUIN 2022

COBAS Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud

Marie-Hélène DES ESGAULX
Présidente de la COBAS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 9 : Lettre d'engagement de la COBAN

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

Andernos les bains, le 1er juin 2022

Objet : Candidature volet territorial fonds Européens Pays Barval - lettre d'engagement

Le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre bénéficie, depuis 2009, de deux programmes européens de développement territorial issus des fonds FEADER (LEADER) et FEP (Axe 4), devenu FEAMP (mesure DLAL). Ces dispositifs ont permis d'accompagner, à ce jour, 210 projets, représentant près de 4.9 millions d'euros de subventions européennes, pour un total d'investissement sur le territoire de près de 11 millions d'euros.

Forts de ces résultats, les acteurs du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre ont décidé de présenter une nouvelle candidature pour la programmation 2021-2027, et de répondre à l'appel à projets lancé par la Région Nouvelle-Aquitaine le 16 décembre 2021.

Pour la mise en œuvre du volet territorial des fonds européens, dans le cadre de cette nouvelle programmation, la Région Nouvelle-Aquitaine met en place une démarche territoriale multi-fonds, qui regroupe les 3 volets territoriaux du FEADER, du FEDER-FSE+ et du FEAMPA. Les territoires devront ainsi présenter une candidature pour les 3 fonds, reposant sur une stratégie unique.

Le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre, qui regroupe les communes de la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord et de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre, ne dispose pas de structure juridique propre (fédération de 3 EPCI). Aussi, il a été validé, lors du Conseil des Elus du Pays Barval organisé le 6 mai dernier, que la Communauté de Communes du Val de l'Eyre coordonne et dépose la candidature du territoire, pour le compte des 3 EPCI dans le cadre du Pays Barval.

Le dossier de candidature, qui s'appuie sur les nouvelles orientations stratégiques arrêtées dans le cadre de la charte révisée du Pays Barval, les résultats de l'évaluation des précédents programmes ainsi que sur des réunions de concertation avec les acteurs locaux, sera soumis au Conseil Communautaire de la COBAN le 28 juin 2022, sachant que ce dossier est transmis préalablement aux personnes délibérantes.

Pour le Président de la COBAN,

la 1ère vice-Présidente,
Nathalie LE YONDRE

COBAN

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 10 : Décision du CRCAA

COMITE REGIONAL CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE

DÉCISION N° 34-2022

APPROBATION DE LA CANDIDATURE DLAL DU PAYS BASSIN D'ARCACHON VAL DE L'EYRE

Vu le Règlement UE 2021/1139 du Parlement Européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 58-2022 du 22 février 2022 portant nomination des membres du Conseil du Comité régional de la conchyliculture Arcachon Aquitaine ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2022 du 14 mars 2022portant nomination du Président du Comité régional de la conchyliculture Arcachon Aquitaine ;

Vu l'appel à candidature auprès des territoires de Nouvelle-Aquitaine pour la mise en œuvre de stratégies de développement local sous la forme d'un Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL) pour la période de programmation européenne 2021-2027, publié le 16 décembre 2021 et ouvert jusqu'au 17 juin 2022 ;

Vu l'évaluation finale du dispositif DLAL-FEAMP mis en œuvre de 2016 à 2022 ;

Vu le séminaire de concertation dédié au DLAL-FEAMPA organisé le 28 mars 2022 ;

Considérant la présentation de la stratégie de développement local du Pays BARVAL faite lors du Conseil du CRCAA du 7 juin 2022 et résumée ci-après ;

Considérant que le quorum est atteint,

Le Conseil du Comité régional de la conchyliculture Arcachon Aquitaine, réuni le 7 juin 2022, décide :

Article 1

Le Conseil du Comité régional de la conchyliculture Arcachon Aquitaine approuve la candidature résumée ci-dessous :

Créé en 2004 à l'initiative de la COBAS, la COBAN et la CDC Val de l'Eyre, le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre est un bassin de vie d'environ 160 000 habitants répartis sur 17 communes de taille moyenne, situé à proximité immédiate de la métropole bordelaise. Il s'agit d'un territoire péri-urbain composé d'une façade littorale et d'une zone retro-littorale, assurant sa cohérence.

*Le Pays BARVAL est un outil de coopération sans structure juridique propre (fédération de **3 intercommunalités**), qui anime et coordonne des programmes collectifs portés par l'une des 3 collectivités pour le compte de l'ensemble. Les actions du Pays s'appuient sur sa charte, révisée en 2022, qui présente les enjeux pour le développement équilibré et durable du territoire et qui constitue*

COMITÉ RÉGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE
15 RUE DE LA BARBOTIÈRE - 33470 GUJAN-MESTRAS
TEL 05 57 73 08 43 - FAX 05 57 73 02 68
contact@huitres-arcachon-capferret.fr
huitres-arcachon-capferret.fr

HUÎTRES ARCACHON CAP FERRET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

ainsi le socle de ses différents dispositifs contractuels. Le fonctionnement du Pays BARVAL s'appuie sur une équipe technique mutualisée et s'organise autour de plusieurs instances de gouvernance et de pilotages (Comité de pilotage et Conseil des Élus), ainsi qu'une instance de réflexion et de concertation composée d'acteurs de la société civile (Conseil de Développement). Il travaille également en relation étroite avec l'ensemble des structures présentes sur le territoire (SYBARVAL, SIBA, PNRLG, PNMBA...).

Très attractif du fait de sa localisation et de ses aménités, le territoire BARVAL affiche une ***forte croissance démographique*** *portée par un solde migratoire positif et caractérisée par l'importance croissante de la part des personnes âgées et la réduction de la taille des ménages, entrainant des besoins spécifiques.*

Le territoire dispose d'un maillage d'acteurs économiques important, composé d'une très grande majorité de TPE et d'une ***économie présentielle prépondérante****. Cette dernière est caractérisée par un grand nombre de commerces, traditionnels et non sédentaires, des activités artisanales très développées et un secteur touristique moteur de l'emploi et du développement économique local. L'****économie non présentielle****, en progression, est quant à elle fortement liée aux ressources du territoire et est composée de filières identitaires dynamiques, mais vulnérables, telles que l'ostréiculture, la pêche, l'exploitation forestière ; d'activités et de filières en pleine évolution, comme le nautisme et la R&D ; à fort potentiel, encore peu développées, telles que l'aquaculture et l'agriculture ; ou encore l'Économie Sociale et Solidaire. Des structures d'accueil et de services aux entreprises se développent, mais sont freinées par le manque de disponibilité foncière : zones d'activités économiques, pépinières et hôtel d'entreprises, espaces de coworking. En parallèle, des initiatives telles que l'agence économique BA2E, les services RCommerce et la plateforme pour l'emploi partagé Connect'ences ou encore la marque territoriale partagée du Bassin d'Arcachon® permettent de soutenir et d'accompagner les entreprises dans leur développement. Bien que l'économie locale ait plutôt été résiliente, la* ***crise sanitaire*** *a eu un impact important, notamment sur l'activité commerciale, en renforçant les tendances de consommation via le e-commerce, nécessitant son adaptation.*

*Pour permettre de répondre aux besoins liés à la croissance de la population, et aux attentes des habitants du territoire, les services à la population doivent se développer et s'adapter. Ainsi, l'****habitat*** *progresse, mais ne répond pas à l'ensemble de la demande, notamment des jeunes et des plus modestes. L'offre de* ***mobilité*** *durable s'est également développée ces dernières années, mais reste insuffisante et inégalement répartie sur le territoire. Les* ***technologies de l'information et de la télécommunication*** *se sont quant à elles renforcées et permettent de disposer d'un bon niveau global de couverture. Concernant l'****emploi****, le territoire affiche désormais une croissance soutenue, même si les femmes sont celles qui en bénéficient le moins, que l'inadéquation entre offre et demande d'emplois persiste et que les tensions de recrutement s'accentuent. L'offre de* ***formation*** *supérieure et professionnelle est en effet limitée et inégalement répartie, peu à même de contribuer à un développement économique endogène. Si la situation du territoire en matière de* ***santé*** *est au global non préoccupante, certaines fragilités ont été identifiées amenant le territoire à s'engager dans un Contrat Local de Santé afin de réduire les inégalités sociales et territoriales dans ce domaine. Par*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

*ailleurs, les taux d'équipements dédiés à la **petite enfance**, à la **jeunesse** et au **sport** sont globalement bons, mais doivent évoluer pour faire face à l'augmentation de la population. Enfin, le territoire dispose d'une **offre culturelle** riche, au rayonnement principalement local, et d'un **patrimoine naturel et culturel** inégalement valorisés.*

*Le patrimoine naturel du BARVAL, qui dessine son identité et fonde sa qualité de vie et son attractivité, est soumis à de fortes pressions qui accentuent les risques de dégradation de l'environnement. Confronté aux conséquences du changement climatique, le territoire est soumis à de nombreux **risques** (recul du trait de côte, incendie, submersion et érosion marine...). Enfin, la préservation et la gestion de la qualité de l'**eau**, sont des enjeux forts pour l'avenir du territoire.*

Afin de pouvoir répondre aux différents enjeux auxquels le territoire est confronté, le Pays a révisé sa charte en 2022, lui permettant ainsi de disposer d'un diagnostic territorial global actualisé. Couplée aux précédentes expériences en matière de dispositifs européens territoriaux (Leader, FEP-Axe 4 et DLAL-FEAMP) et d'une analyse technique fine des cadres réglementaires de la programmation européenne 2021-2027, le Pays a pu disposer ainsi d'un terreau riche pour engager des travaux d'échanges et de concertation avec les acteurs locaux et permettre de construire sa stratégie de développement local. Afin de garantir la cohérence des différents dispositifs d'accompagnement pour les projets du territoire, la construction de cette stratégie a eu lieu dans la continuité des échanges pour le CRTE et en articulation avec l'élaboration du nouveau Contrat territorial avec la Région Nouvelle-Aquitaine. Ainsi, la stratégie de développement local proposée pour le nouveau volet territorial des fonds européens s'articule autour de 3 grands axes, qui intègrent à la fois les enjeux ruraux et urbains du territoire ainsi que les problématiques terrestres et maritimes, afin de mobiliser une enveloppe prévisionnelle globale de 4 778 727 € de fonds européens. Des fiches-actions viennent détailler ce plan de développement pour permettre de cibler les différents fonds européens mobilisables :

- *Objectif prioritaire 1 : Développer un modèle économique équilibré et plus résilient*
  - *Fiche-action 1.1 : Conforter les équipements et les services mutualisés aux entreprises (FEDER - 400 000 € - 8,4 %[1])*
  - *Fiche-action 1.2 : Diversifier l'économie locale grâce à l'Économie Social et Solidaire (FEDER - 300 000 € - 6,3 %)*
  - *Fiche-action 1.3 : Renforcer l'économie de proximité (FEDER - 600 000 € - 12,6 %)*
  - *Fiche-action 1.4 : Développer et valoriser les compétences sur le territoire (FEDER - 200 000 € - 4,2 %)*

[1] Pourcentage exprimé par rapport à l'enveloppe totale des fonds européens sollicités

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COMITÉ RÉGIONAL CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE

- *Objectif prioritaire 2 : Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale*
  - *Fiche-action 2.1 : Réduire les inégalités territoriales, renforcer les solidarités et satisfaire les besoins grandissants liés notamment aux évolutions de la population en matière de santé et social (FEDER - 300 000 € - 6,3 %)*
  - *Fiche-action 2.2 : Réduire les inégalités territoriales, renforcer les solidarités et satisfaire les besoins grandissants liés notamment aux évolutions de la population en matière d'enfance et jeunesse (FEDER - 350 000 € - 7,3 %)*
  - *Fiche-action 2.3 : Favoriser la pratique culturelle et la valorisation du patrimoine (FEDER - 500 000 € - 10,5 %)*
  - *Fiche-action 2.4 : Encourager la coopération pour favoriser le développement d'actions en matière d'enfance et jeunesse (FEDER - 26 190 € - 0,5 %)*
- *Objectif prioritaire 3 : Accompagner les transitions*
  - *Fiche-action 3.1 : Poursuivre la transition vers une mobilité repensée et durable (FEADER - 150 000 € - 3,1 %)*
  - *Fiche-action 3.2 : Développer une animation collective en faveur de la résilience alimentaire du territoire (FEDER - 100 000 € - 2,1 %)*
  - *Fiche-action 3.3 : Développer la résilience alimentaire du territoire (FEADER - 350 000 € - 7,3 %)*
- *Objectif prioritaire 4 : Vers une identité maritime affirmée du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre*
  - *Fiche-action 4.1 : Ancrer durablement sur le territoire une économie maritime renouvelée (FEAMPA - 300 000 € - 6,3 %)*
  - *Fiche-action 4.2 : Développer une culture maritime partagée (FEAMPA - 300 000 € - 6,3 %)*
  - *Fiche-action 4.3 : Accompagner les transitions des activités maritimes, portuaires pour la préservation de l'environnement (FEAMPA - 370 000 € - 7,7 %)*
  - *Fiche-action 4.4 : Encourager la coopération maritime (FEAMPA - 30 000 € - 0,6 %)*
- *Objectif prioritaire 5 : Fonctionnement du GAL (FEADER - 502 537 € - 10,5 %)*

Ce dispositif sera porté par la Communauté de Communes du Val de l'Eyre (qui porte aujourd'hui le programme LEADER), pour le compte du Pays BARVAL, et le volet économie bleue durable sera délégué à la COBAS (qui porte actuellement le DLAL FEAMP).

Le pilotage du programme sera assuré par un comité décisionnel global, pour le suivi des trois fonds et la programmation des projets Leader et OS5-FEDER. Le volet économie bleue durable disposera d'un comité dédié pour la sélection des projets maritimes et informera le comité global de ses décisions. Ces deux comités seront composés d'acteurs locaux, publics et privés, à parité. Leur fonctionnement sera régi par un règlement intérieur.

HUÎTRES ARCACHON CAP FERRET

COMITÉ RÉGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE
15 RUE DE LA BARBOTIÈRE - 33470 GUJAN-MESTRAS
TEL 05 57 73 08 43 - FAX 05 57 73 02 48
contact@huitres-arcachon-capferret.fr
huitres.arcachon-capferret.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COMITÉ RÉGIONAL
CONCHYLICULTURE
ARCACHON AQUITAINE

La composition des comités vise à garantir la diversité des acteurs publics et privés représentants les différents intérêts socioéconomiques retenus dans la stratégie, tout en préservant la qualité des échanges pour ne pas en faire des chambres d'enregistrement. Ces comités sont en effet considérés comme des lieux d'échanges riches qui permettent la mise en réseau des acteurs.

Les présidences des comités seront désignées lors de leur première réunion respective. Au regard des expériences passées, il est envisagé que la présidence du comité territorial soit assurée par un(e) Élu(e) de la structure porteuse du GAL et qu'un(e) vice-président(e) soit nommé(e) au sein du collège privé. Pour le volet maritime, s'agissant d'un dispositif porté par le territoire en partenariat avec les filières pêche et ostréicole, le principe d'une coprésidence assurée par les filières maritimes, jugé positif lors des évaluations des dispositifs Axe 4 et DLAL-FEAMP, sera reconduit.

Le Conseil Régional, en tant qu'autorité de gestion du LEADER et de l'OS5 du FEDER et autorité de gestion déléguée du DLAL-FEAMPA, ainsi que les autres partenaires institutionnels seront également invités aux travaux du GAL (Sous-Préfecture, Direction Interrégional de la Mer...). Des personnalités qualifiées pourront également être associées aux réunions des Comités afin d'apporter une expertise sur les dossiers (techniciens, scientifiques...), jugée pertinente sur les programmations précédentes.

*Une équipe technique dédiée assurera l'**accompagnement des porteurs de projets**, conformément aux directives réglementaires, ainsi que l'**animation** et le **suivi du programme**. Les précédentes expériences européennes du territoire ont mis en évidence l'importance d'une animation dédiée qui permet d'accompagner les porteurs de projets, mais également de faire émerger des opérations. L'ingénierie technique et financière de proximité induite par le LEADER et le DLAL FEAMP est une valeur ajoutée pour les acteurs du territoire. Elle permet de répondre aux exigences administratives, facteurs limitant pour les porteurs de projets, privés notamment.*

*L'équipe sera composée de 3 ETP : deux personnes dédiées à l'animation des volets terrestre et maritime de la stratégie et une personne en charge de l'ingénierie financière. Des échanges constants au sein de cette équipe permettront de renforcer le rôle de **pôle ressource** du Pays BARVAL et, au-delà de l'accompagnement des projets éligibles aux fonds européens territorialisés, de réorienter les autres opérations vers d'autres financements pour permettre leur réalisation.*

*Cette équipe mettra également en œuvre **un plan communication** afin de valoriser le programme et les projets soutenus (site Internet global, newsletters, réseaux sociaux, participation au Joli Mois de l'Europe...). Enfin, elle assurera le suivi et l'**évaluation** de la mise en œuvre du dispositif durant toute la durée de la programmation, au travers des rapports annuels de mise en œuvre et de différents types d'évaluation.*

La stratégie de développement local construite par le Pays BARVAL, en concertation avec les acteurs locaux et articulée avec les autres programmes locaux, doit permettre de répondre aux enjeux auxquels le territoire doit faire face, dans la limite des champs d'action des fonds territorialisés. Grâce à une gouvernance partagée et à un accompagnement dédié, le programme territorial des fonds européens va ainsi pouvoir continuer à soutenir des projets collectifs innovants et structurants qui favorisent la mise en réseaux des acteurs et la cohésion territoriale.

COMITÉ RÉGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE
15 RUE DE LA BARBOTIÈRE - 33470 GUJAN-MESTRAS
TEL 05 57 73 08 43 - FAX 05 57 73 02 48
contact@huitres-arcachon-capferret.fr
huitres-arcachon-capferret.fr

HUÎTRES
ARCACHON
CAP FERRET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COMITÉ RÉGIONAL CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE

Article 2

La présente décision sera transmise à l'autorité compétente.

Gujan-Mestras, le 7 juin 2022

Le Président du CRCAA
Olivier LABAN

COMITÉ RÉGIONAL DE LA CONCHYLICULTURE ARCACHON AQUITAINE
15 RUE DE LA BARBOTIÈRE - 33470 GUJAN-MESTRAS
TEL 05 57 75 08 43 - FAX 05 57 75 02 48
contact@huitres-arcachon-capferret.fr
huitres-arcachon-capferret.fr

HUÎTRES ARCACHON CAP FERRET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 11 : Courrier de décision du CDPMEM33

CDPMEM 33

Pays BARVAL
Madame, Messieurs les Présidents
Maison de la communauté des Communes
20 route de Suzon

33830 BELIN BELIET

Arcachon,
le 14 juin 2022

Objet :
Approbation candidature Pays BARVAL – mise en œuvre stratégies DLAL 2021/2027

Madame, Messieurs les Présidents du Pays BARVAL,

Au regard des résultats de l'évaluation finale du dispositif DLAL-FEAMP, mis en œuvre de 2016 à 2022, et du séminaire DLAL-FEAMPA, qui a eu lieu le 28 mars dernier, j'approuve la candidature du Pays BARVAL à l'appel à candidature auprès des territoires de Nouvelle-Aquitaine pour la mise en œuvre de stratégies de développement local sous la forme d'un Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) pour la période de programmation européenne 2021-2027, résumée dans le document joint.

La candidature du Pays BARVAL sera présentée lors du prochain Conseil de notre structure professionnelle représentant les marins pêcheurs girondins et donc ceux présents sur le territoire du Pays BARVAL. Cette réunion se tiendra fin juin 2022, et permettra à l'ensemble de ses membres de valider cette candidature.

Je vous prie, d'agréer, Madame, Messieurs les Présidents, l'expression de mes cordiales salutations.

Le Président,

D. LAMOUROUS

3 Quai Jean Dubourg – 33120 ARCACHON
Tél. : 05 57 72 29 69 – cdpmem.gironde33@gmail.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 12 : Avis du Conseil de Développement du 13 juin 2022

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS BASSIN D'ARCACHON - VAL DE L'EYRE

AVIS SUR LE PROJET DE CANDIDATURE DU PAYS BARVAL AU VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS 2021-2027 – 13/06/2022

Le Conseil de Développement du Pays Barval, consulté sur le dossier de candidature du Pays Barval du volet territorial des fonds européens (FEDER-FSE+, FEADER et FEAMPA), pour la période 2021-2027, souscrit pleinement à la démarche participative du territoire et à la déclinaison des 3 priorités du dossier (déclinées en 4 objectifs).

Il apprécie d'avoir été associé à son élaboration, aux côtés des acteurs politiques, économiques et sociaux du territoire.

Il a pu constater les retombées positives de l'utilisation des fonds attribués lors de la période précédente (LEADER, DLAL FEAMP).

Il observe que le nouveau dossier prolonge la stratégie du dossier précédent, tout en cherchant à l'adapter à la période à venir et aux nouveaux enjeux du territoire.

Il souligne que le nouveau dossier, ainsi présenté, répond à l'analyse des besoins de développement du territoire conduite dans le cadre de l'élaboration de la charte du Pays, du Schéma de Cohérence et d'Organisation du Territoire (SCOT) et de la préparation du Contrat territorial avec la Région Nouvelle-Aquitaine.

En particulier, le Codev approuve pleinement le 1er rang de priorité accordé à un développement économique équilibré, qui est le meilleur garant d'un avenir pour la nouvelle génération, et l'appui prévu aux actions en faveur de l'enfance-jeunesse.

Il souligne qu'une culture partagée est un élément fort de cohésion au sein du territoire, constitué par le Bassin d'Arcachon, avec son identité maritime, et le Val de l'Eyre, avec son identité plus rurale, et que la sensibilisation de la population à la préservation de l'environnement est une condition nécessaire à la réussite de la transition écologique.

Il a pris connaissance, avec intérêt, des contributions présentées par ses membres, et en particulier celles de la Chambre de Commerce et d'industrie de Bordeaux-Gironde et de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de la Gironde ; la première visant le développement du commerce de proximité, et la seconde, recherchant des moyens pour l'accompagnement des entreprises artisanales dans la transition écologique, l'aide aux Tiers-Lieux mutualisés et aux commandes groupées. Il sera attentif à l'arrivée de propositions d'actions, qui seront présentées dans ce cadre.

La nouvelle opportunité présentée par le FEDER est accueillie avec enthousiasme, pour contribuer aux investissements nécessaires au développement équilibré et durable de notre territoire, en faveur de sa population, dans toutes ses composantes, et notamment les plus jeunes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 13 : Synthèse de l'évaluation du programme LEADER 2009-2014



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Le programme Leader du Pays Bassin d'Arcachon–Val de l'Eyre, c'est...

...une stratégie rédigée en 2008, mise en œuvre de 2009 à 2014, autour de 3 axes

Accompagner un accueil durable des populations	• **Anticiper et adapter l'offres de services aux populations :** Référent et expérimentations sur les accueils atypiques, études de préfiguration de deux centre sociaux, Schéma de services, Analyse des besoins sociaux du Val de l'Eyre, Création d'un site de covoiturage à l'échelle du Pays BARVAL, Mise en place de navettes bus gratuites dans le cadre des Bicyclettes Bleues). • **Animer le territoire et mutualiser les compétences :** Le coworking, Création d'une plateforme de développement économique, Manifestations autour du développement durable, Salon de l'Habitat et de l'Immobilier sur le Val de l'Eyre, Forum du Logement à La Teste de Buch, Réalisation de Portraits du Pays sous forme d'exposition et de site internet et Réalisation d'émissions de radio. • **Fédérer le territoire autour d'un projet de développement culturel:** 16 Manifestations culturelles.
Valoriser et préserver la qualité du patrimoine naturel	• **Préserver le patrimoine naturel :** Programme Delta, Signalisation et sensibilisation pour la régulation des VTM de loisirs, Réalisation d'une série documentaire, Festival de l'Oie Bernache, Aménagement des Prés Salés Ouest de La Teste de Buch. • **Entretenir et gérer le patrimoine environnemental:** Ecopastoralisme, Haro sur les Phytos. • **Accompagner la préservation d'une identité locale par l'intégration paysagère:** Etude sur les formes urbaines et paysages, Animation de l'observatoire photographique du Paysage des Landes de Gascogne.
Développer les filières touristiques et économiques responsables	• **Structurer une offre globale en écotourisme :** Structuration et promotion d'une offre globale en écotourisme à l'échelle du Pays BARVAL, Dispositif numérique de découverte Itinérante des Landes de Gascogne, Formation-action en écotourisme des prestataires des Landes de Gascogne, Balisage circuit vélo Saint Jacques de Compostelle en boucle d'Audenge à Biganos, Structuration d'une offre en écotourisme et pilotage collectif d'un réseau d'acteurs en écotourisme sur le territoire du Coeur du Bassin. • **Soutenir l'économie locale liée à la saisonnalité :** Etude sur la pluriactivité et Sensibilisation des acteurs à la problématique de la saisonnalité. • **Développer la filière de l'agriculture biologique et de circuit court:** Essaimage des AMAPS et de l'Agriculture Paysanne, Accompagnement des collectivités du Pays BARVAL pour favoriser une alimentation de qualité bio et locale en restauration collective publique.

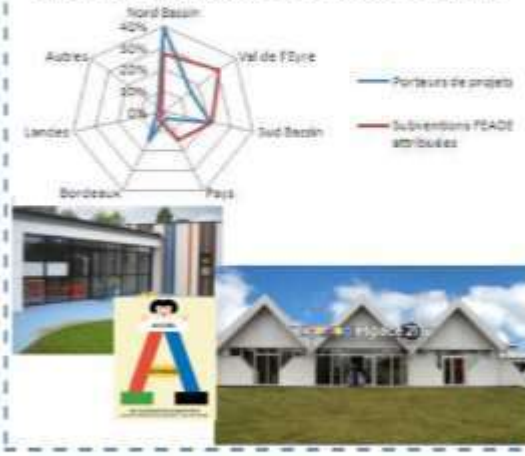
... en quelques chiffres

- **3.7 millions d'euros investis sur le territoire du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre**
  - 869 158€ de financements publics
  - 134 335€ de financements privés
  - Plus de 1.5 millions d'euros de FEADER mobilisés
- **84 projets soutenus**, portés par 32 porteurs de projets différents
- **16 700 € de subvention FEADER en moyenne par projet**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Une 1ère expérience qui présente des résultats positifs

Répartition géographique des porteurs de projets et des subventions FEADER attribuées selon le siège social des structures



Après 5 années de mise en œuvre, **la stratégie** reste pertinente. Les projets soutenus ont globalement répondu aux enjeux du territoire :

- Des projets de qualité, porteurs de changements positifs sur le territoire.
- Des projets d'échelle supra communale majoritairement, portés par des acteurs publics essentiellement mais également privés du territoire.
- Deux projets emblématiques relevés par les acteurs : l'expérimentation en faveur des accueils atypiques des jeunes enfants à l'échelle du Pays BARVAL, et la création d'un espace de coworking sur le Val de l'Eyre.



Une gouvernance efficace grâce…

- … au portage par la Communauté de Communes du Val de l'Eyre pour le compte du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre, sur un périmètre jugé pertinent.
- … au comité de programmation (organe décisionnel), rassemblant acteurs publics et privés et reflétant assez bien la diversité des acteurs du territoire.

La mobilisation des acteurs, maintenue pendant les 5 années de mise en œuvre du programme, est le témoin d'une forte implication des acteurs du territoire.

L'animation une des conditions de réussite du programme. Elle est jugée indispensable pour la mise en œuvre du programme et l'accompagnement des porteurs de projets, au regard de l'exigence de la procédure administrative et financière.

LE PROGRAMME LEADER EST PERÇU COMME UN REEL OUTIL DE COHESION DU TERRITOIRE ET DE VALORISATION DU PAYS, AINSI QU'UN LIEU D'ECHANGES ENTRE LES ACTEURS DU TERRITOIRE, QUI A EU UN EFFET LEVIER RECONNU, EN TERMES DE FINANCEMENTS ET DE PARTENARIATS PRINCIPALEMENT.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

DES POINTS DE VIGILANCE A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AVENIR

L'évaluation finale a également permis d'identifier des marges de progrès pour renforcer l'efficacité de l'outil.

➔ Une stratégie à recentrer
La stratégie a été jugée un peu trop large, nuisant ainsi à l'efficacité et la lisibilité du programme.

➔ Des projets d'investissements structurants à développer
Le programme a permis d'accompagner principallement des projets immatériels (animation, ingénierie, communication,...).

➔ Une communication à renforcer
Malgré les outils développés (affiches, plaquettes, site internet dédié, kakémonos...), la communication est jugée insuffisante dans la mesure où elle n'a pas permis de diffuser largement l'information sur le programme auprès de tous les bénéficiaires potentiels, et notamment les porteurs de projets privés.

➔ Une animation à conforter
L'ingénierie technique de proximité est une valeur ajoutée pour les acteurs du territoire. Elle permet de palier en partie à la procédure administrative jugée lourde et complexe par les porteurs de projets, privés notamment. L'animation pourrait être renforcée à l'avenir afin de développer certaines missions (communication, lien entre acteurs...) mais également de devenir un véritable pôle de ressource sur l'ensemble des financements européens.

➔ Une coopération insuffisamment valorisée
Ce volet, incontournable des programmes européens, a bien été investi mais il a été insuffisamment valorisé. La plus-value apportée par la coopération, qui permet des rencontres et des échanges, est aujourd'hui reconnue par les acteurs qui ont piloté le programme mais il reste à communiquer plus largement.

➔ Une articulation avec l'Axe 4 du Fep à renforcer
L'évaluation met en avant l'intérêt pour le territoire à développer les complémentarités entre les deux programmes afin de renforcer le lien terre-mer.

DES DEFIS A RELEVER POUR TRANSFORMER L'ESSAI SUR UNE NOUVELLE PROGRAMMATION



Aux vues des bons résultats de cette 1ère expérience sur le territoire, les élus du Pays ont déposé le 15 décembre dernier une nouvelle candidature pour la période 2015-2020.

Cette nouvelle candidature issue de la charte révisée du Pays, fruit d'un travail conjoint entre élus et forces vives du territoire, s'appuie sur les résultats de l'évaluation afin de renforcer l'efficacité du dispositif, au service d'un développement équilibré du territoire.

PROGRAMME LEADER
BASSIN D'ARCACHON-VAL DE L'EYRE

Contact : Sabrina LO COCO
Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre
20 route de Suzon – 33830 BELIN-BELIET
05 56 88 55 28 05 56 88 08 42
@ leaderbassindarcachon@valdeleyre.fr

www.leader-barval.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 14 : Synthèse de l'évaluation du programme Axe 4 du FEP



Des solidarités maritimes pour relever les défis environnementaux et économiques d'un territoire unique :
Un programme européen pour soutenir les initiatives locales

EDITO

Olivier LABAN et Jean-Michel LABROUSSE
Co-présidents du groupe FEP Axe 4 du Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre

Nous tenons à remercier l'ensemble des acteurs qui se sont investis dans ce programme, de la rédaction de la candidature en 2008, à aujourd'hui.

Les résultats de l'évaluation, qui sont présentés en synthèse dans ce document, montrent que nous avons su, ensemble, relever le défi que nous nous étions lancé.

Aujourd'hui, Nous espérons pouvoir poursuivre et renforcer cette dynamique au profit de notre territoire et des filières maritimes locales.

Après 5 années de fonctionnement, le programme européen Axe 4 du Fonds Européen pour la Pêche du Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre, destiné à soutenir les initiatives locales du monde maritime, s'achève. Lancé en 2010, le programme, porté par la COBAS pour le compte du Pays Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre et des filières de la pêche et de l'ostréiculture, reposait sur la stratégie intitulée « Des solidarités maritimes pour relever les défis environnementaux et économiques d'un territoire unique : le Bassin d'Arcachon ».

Outre les financements dont a bénéficié le territoire, cette première expérience a permis d'initier une véritable dynamique de projets et de renforcer les échanges entre les deux filières professionnelles et avec les autres acteurs du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre.

Les membres du Comité de Programmation, représentant la diversité des acteurs et des secteurs (Elus, filières, environnement et industrie nautique), sont restés mobilisés tout au long du programme.

Réunis autour des Présidents du CRC d'Arcachon-Aquitaine et du CDPMEM de Gironde, ils ont décidé de soutenir des projets variés de communication et de valorisation des métiers et des produits, d'orientation des jeunes et de formation, de protection et de prise en compte des enjeux environnementaux, d'innovation technologique ou encore d'écotourisme.

Forts de ces résultats, les élus et professionnels envisagent de présenter une nouvelle candidature du territoire au prochain appel à projets de la Région Aquitaine pour la période 2015-2020.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

L'Axe 4 du FEP du Pays du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre, c'est…

… une stratégie rédigée en 2008, mise en œuvre de 2010 à 2014, autour de 3 axes

PRÉSERVER ET VALORISER LE PATRIMOINE ET L'ENVIRONNEMENT

- Communiquer pour valoriser les filières et sensibiliser le public (*portail internet commun aux deux filières, film de présentation de l'ostréiculture, outils de communication pour valoriser les métiers et les produits des filières pêche et ostréicole…*)
- Prendre en compte les enjeux environnementaux (*implication des professionnels dans les aires marines protégées, gestion des déchets ostréicoles, étude de fécondité des huîtres…*)

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RESPONSABLE

- Favoriser l'innovation (*tannage des peaux de poissons, essai d'un moteur à propulsion électrique, étude sur les récifs artificiels, mise en place du reparcage…*)
- Diffuser et commercialiser les produits de la mer (*lors de salons, à la dégustation ou à la vente, expérimentation de valorisation des produits de la pêche dans les cantines,…*)
- Développer le tourisme en lien avec les filières (*pescatourisme, route de l'huître et du patrimoine maritime à vélo*)

RENOUER LE DIALOGUE TERRITORIAL

- Valoriser les produits de la mer dans les filières aval (*formation des acteurs de la commercialisation et de la transformation, opération culinaire avec des chefs*)
- Maintenir les activités professionnelles (*recensement des entreprises de pêche et ostréicoles, aménagement d'une de salle de formation*)



… en quelques chiffres

- 1.3 million d'euros investis sur le territoire au profit des filières maritimes
  - 570 000€ de FEP et 163 400€ de fonds de l'Etat
  - 130 000€ de fonds régionaux et 128 000€ de fonds départementaux
- 44 projets opérationnels soutenus (hors fonctionnement du programme)
- Un coût total moyen de 24 000€ HT par projet
- Une ingénierie de projet, sur 5 ans, pour animer et accompagner les acteurs du territoire

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Une 1ère expérience qui présente de solides résultats







Après 5 années de mise en œuvre, la **stratégie** reste pertinente avec des enjeux qui répondent aux problématiques des professionnels et qui ont permis le soutien de :



Nb de projets soutenus en fonction de la filière professionnelle bénéficiaire

- projets innovants
- projets collectifs bénéficiant aux 2 filières, favorisant ainsi leur rapprochement
- projets emblématiques (ex : pescatourisme, tannage des peaux de poisson) et d'autres en devenir (moteur électrique, restauration collective…)



Une **gouvernance** efficace grâce…

- … au portage par la COBAS, pour le compte du Pays BARVAL, en partenariat avec les 2 filières, jugé pertinent et efficace sur le périmètre du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre jugé cohérent.
- … à une bonne représentativité des différents acteurs (publics & privés) au sein du Comité de Programmation.

Une **mobilisation** des acteurs qui s'est maintenue tout au long de la programmation et les professionnels sont restés au cœur du programme, tant au niveau décisionnel, qu'opérationnel.

Une **animation,** jugée efficace et indispensable pour la mise en œuvre de la stratégie, l'accompagnement des porteurs de projets, la représentation et la reconnaissance des actions du territoire aux niveaux national et européen.

L'AXE 4 EST PERÇU COMME UN LIEU D'ECHANGES ENTRE LES ACTEURS ET COMME UN FACTEUR DE COHESION TERRITORIALE, QUI A EU UN EFFET LEVIER IMPORTANT EN PERMETTANT D'OBTENIR DES FINANCEMENTS, DE DEVELOPPER DES PARTENARIATS ET D'INITIER DES PROJETS QUI ONT TROUVE, PAR LA SUITE, UNE CONTINUITE.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Des points de vigilance à prendre en compte pour l'avenir

L'évaluation finale a également permis d'identifier des marges de progrès pour renforcer l'efficacité de l'outil.

➔ **Une communication à développer**

La communication est à développer, tant en interne au groupe, qu'à l'externe afin, notamment, de diversifier les porteurs de projets.

La création d'outils dédiés aux membres du Comité de Programmation leur permettra de s'approprier davantage le programme et d'en devenir de véritables ambassadeurs sur le territoire.

De même, la communication sur les résultats des projets soutenus devra être accentuée.

De manière générale, les supports de communication devront être renforcés afin de faciliter la mise en œuvre de la stratégie.

➔ **Une animation à renforcer**

La procédure administrative est considérée comme simplifiée, par rapport à d'autres fonds européens, grâce à l'animation dédiée qui permet l'accompagnement des porteurs de projet.

Une mission distincte pour la gestion des dossiers, permettrait toutefois de renforcer cet accompagnement et d'assurer un meilleur suivi des délais de paiement des aides. Une mission entièrement dédiée à l'animation permettrait, quant à elle, de favoriser l'émergence des projets et de nouveaux porteurs de projets.

➔ **Une coopération à accentuer**

Les acteurs du territoire ont eu des échanges riches avec les autres groupes, notamment dans le cadre de la coopération. Elle devra toutefois être renforcée pour favoriser les retours d'expérience d'autres territoires et le transfert de méthodologie et de compétences.



Des défis à relever pour transformer l'essai sur une nouvelle programmation

Dans le cadre du Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (FEAMP), le territoire envisage de présenter une candidature sur le dispositif qui va remplacer l'Axe 4 : le Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL). Pour y prétendre, la nouvelle stratégie, qui sera travaillée en concertation avec tous les acteurs du territoire, devra s'inscrire dans la continuité de la première expérience:

- Renforcer la stratégie pour permettre d'aller, au-delà des études, sur des projets structurants.
- Maintenir la mobilisation et l'implication des professionnels de la pêche et de l'aquaculture.
- Amplifier les retombées économiques des projets sur le territoire.
- Renforcer l'articulation et la complémentarité avec le programme LEADER pour accentuer le lien terre-mer.

LEADER
PAYS BASSIN D'ARCACHON VAL DE L'EYRE

Groupe FEP Axe 4 du Pays Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre

Contact : Aline DELAMARE
15 rue de la Barbotière - 33470 Gujan-Mestras
05 57 73 08 49 / 06 87 75 87 95
@ fepbassindarcachon@valdeleyre.fr
www.fepaxe4-paysbarval.fr

l'Europe s'engage en France
Fonds Européen pour la Pêche

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 15 : Synthèse de l'évaluation du programme DLAL-FEAMP

Les résultats du programme DLAL-FEAMP du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre

Le territoire a décidé de mener l'évaluation finale du dispositif DLAL-FEAMP conjointement avec les 3 autres territoires DLAL néo-aquitains : La Rochelle-Ré-Charron, Marennes-Oléron et Côte Basque-Sud Landes. Réalisés en 2021, les éléments clés de cette évaluation pour le territoire BARVAL sont les suivants :

Déploiement de la stratégie	► 50 projets soutenus (fonctionnement et aide préparatoire inclus) ► 1044 037 € de FEAMP fléchés ► 42% des projets sont portés par les structures professionnelles maritimes, soit 46% de la maquette FEAMP ► Les projets soutenus concernent majoritairement la sensibilisation aux métiers et le renforcement de la cohésion entre les acteurs locaux (36% des projets) et la valorisation des produits et la commercialisation (22% des projets)
Synthèse évaluative de la stratégie	✓ Une stratégie DLAL-FEAMP qui s'inscrit dans la continuité de l'Axe 4 du FEP ✓ Jugée pertinente par plus de la moitié des répondants ✓ Des projets emblématiques (création du groupement d'employeurs, nettoyage des friches ostréicoles) ✗ Et des projets jugés moins prioritaires ✓ Une sélection régulière des projets tout au long de la programmation ✗ Malgré 12 projets communs pêche/ostréiculture, seulement 6 projets dédiés à la filière pêche et 24 à la filière ostréicole, ce qui s'explique par le manque de moyens humains et financiers de la filière pêche ✗ Un lien terre-mer encore peu développé, notamment concernant la qualité de l'eau
Synthèse évaluative de la mobilisation des acteurs	✓ Des porteurs de projets mobilisés et diversifiés : 16 porteurs de projets différents (associations, collectivités, entreprise privée et structures professionnelles) ✓ Un dispositif qui permet la mise en réseau et la création de partenariats ✓ Des projets au bénéfice des filières maritimes de production, portés par d'autres acteurs locaux ✗ Un secteur privé encore peu représenté, malgré une nette évolution par rapport à l'Axe 4 du FEP
Synthèse évaluative de la gouvernance	✓ Une gouvernance spécifique avec un portage juridique par la COBAS, pour le compte du Pays, et la présidence du comité de sélection assurée par les filières maritimes ✓ Une gouvernance jugée représentative des acteurs du territoire ✓ Un comité perçu comme un lieu d'échanges entre les acteurs locaux ✓ Un fonctionnement et une organisation des comités jugés satisfaisants
Synthèse évaluative de l'animation	✓ Une équipe d'animation qui a su maintenir les acteurs mobilisés entre le FEP et le FEAMP, ainsi que tout au long de la programmation ✓ Une animation reconnue et très appréciée des membres du comité et des porteurs de projet ✓ Un soutien administratif jugé précieux par les porteurs de projet ✓ Une nette évolution de la coopération, avec 5 projets contre 1 sous l'Axe 4 du FEP ✗ Une gestion administrative qui prend le pas sur l'animation ✗ La communication sur les projets et le programme à renforcer en interne et vers le grand public
Synthèse évaluative de la procédure	✓ Une procédure très encadrée, ce qui limite les risques ✗ Jugée complexe et longue par les membres du comité et les porteurs de projets ✗ Avec une double validation (opportunité et sélection) jugée comme une perte de temps ✗ Une grille de notation qui ne reflète pas toujours pleinement la valeur des projets
Valeurs ajoutées du programme DLAL	► Renforce l'implication des collectivités dans le développement des filières maritimes ► Permet la mise en réseau et la création de partenariats ► Renforce la place des filières maritimes de production sur le territoire ► Renforce la cohésion entre les acteurs locaux ► A un effet levier en finançant des études ou des projets de préfiguration avec des visées opérationnelles ► Permet l'obtention de financements pour le soutien de projets innovants et/ou structurants

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 16 : Statuts de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
CANTON DE BELIN-BELIET
COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU VAL DE L'EYRE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de Conseillers
En exercice : 28
Présents : 19
Votants : 23

L'an deux mille seize
Le 12 décembre
Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Val de l'Eyre
dûment convoqué, s'est réuni en session ORDINAIRE,
à la mairie de Belin-Beliet, sous la présidence de Mme Marie-Christine LEMONNIER
Date de convocation du Conseil Communautaire : le 30 novembre 2016

PRESENTS :
Commune de Belin-Beliet : Mme LEMONNIER – Mme BARSACQ - M. DESERT – M. GELLIBERT – Mme GOISNARD - M. SAUTAREL
Commune de Le Barp : Mme DORNON –M. MARION – Mme. GIOFFRE - M.LANNELONGUE
Commune de Lugos : Mme TOSTAIN – M. ARQUEMBOURG
Commune de Saint-Magne : Mme OCTON - M. JACQUELIN
Commune de Salles : M. DERVILLE - Mme DUPLAA - M. GARNUNG – Mme GRESSET - M. MOGUER

ABSENTS :

Commune de Belin-Beliet :	M. DECLERCQ	absent excusé	
Commune du Barp :	M. BABIN	pouvoir à	Mme DORNON
	Mme PORTAFAX	pouvoir à	Mme GIOFFRE
	M. MAINGUY	absent excusé	
Commune de Salles :	Mme LAURENT	absente excusée	
	M. PILLET	pouvoir à	M. MOGUER
	Melle SABATHE	pouvoir à	Mme DUPLAA
	Mme DOSBA	absente excusée	
	M. BUREAU	absent excusé	

M.MAINGUY a quitté la séance avant le vote de la délibération 2016/12/19
Mme DOSBA, M. BUREAU et M. DECLERCQ ont quitté la séance après la délibération 2016/12/19

Mme DUPLAA est nommée secrétaire de séance

Reçu le
20 DEC. 2016
SOUS-PREFECTURE D'ARCACHON

OBJET :

Délibération 2016/12/20

MISE EN CONFORMITE DES STATUTS AVEC LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 68 DE LA LOI NOTRe

Rapporteur : Mme Lemonnier
Exposé :

L'article 68 de la Loi NOTRe prévoit que les communautés de communes existant à la date de publication de la loi doivent se mettre en conformité avant le 1er janvier 2017 avec les nouvelles dispositions de l'article L5214-16 du CGCT. A défaut, elles exerceront l'intégralité des compétences prévues à cet article.
Rappelons que la loi NOTRe impose aux EPCI d'adopter la compétence tourisme et Office de Tourisme au 1er janvier 2017.
« *Art. L. 134-2.* - **Les communautés de communes et les communautés d'agglomération exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence en matière de promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme,** au sens du 2° du I de l'article L. 5214-16 et du 1° du I de l'article L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales. »
La loi NOTRe implique trois modifications de nos statuts.
Considérant la circulaire de la Préfecture, la rédaction proposée pour la compétence relative au développement économique (compétence obligatoire) est la suivante :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

« Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêts communautaire ; promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme. »

De plus, l'Aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage devient une compétence obligatoire et ne doit donc plus être classée dans nos compétences optionnelles.

Enfin, il y a lieu de classer la compétence assainissement individuel au titre des compétences facultatives et non comme c'est le cas aujourd'hui dans nos statuts, en tant que compétence optionnelle. En effet, dans le cas contraire, nous serions tenus d'adopter la compétence totale de l'assainissement (collectif et non collectif) au 1er janvier 2018. Ainsi, nous pourrons attendre le terme du 1er janvier 2020 pour adopter la compétence de l'assainissement collectif.

Les membres du conseil de communauté approuvent à l'unanimité les modifications des statuts communautaires telles que ci-dessus exposées et autorisent Mme la Présidente à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires.

certifié exécutoire
reçu en
ou Sous Préfecture le
20 DEC. 2016
publié ou notifié le
20 DEC. 2016

Extrait certifié conforme au registre des délibérations.
Belin-Beliet, le 13 décembre 2016
La Présidente,

Marie-Christine LEMONNIER

reçu le
20 DEC. 2016
PRÉFECTURE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

COMPETENCES ET INTERET COMMUNAUTAIRE 1

La Communauté de Communes du Val de l'Eyre a pour objet d'associer les cinq communes du canton de Belin-Béliet dans un espace de solidarité en transférant à l'échelle intercommunale des compétences déléguées qui prennent en compte l'environnement existant. La Communauté de Communes exerce de plein droit ces compétences en lieu et place des communes membres. L'intérêt communautaire attaché à chacune de ses compétences, obligatoires, optionnelles ou facultative, est défini en annexe aux présents statuts.

Sont transférées les compétences suivantes :

Compétences obligatoires

A. Développement économique
B. Aménagement de l'espace communautaire
C. Collecte et traitement des déchets ménages et déchets assimilés
D. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage

Compétences optionnelles

A. Politique du logement et du cadre de vie
B. Protection et mise en valeur de l'environnement
C. Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs d'intérêt communautaire, et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire
D. Action sociale d'intérêt communautaire
E. Voirie

Compétence facultative

A. Assainissement non collectif

Compétences obligatoires

A — Développement économique

➢ Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L4251-17 du CGCT ; création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique ; politique locale du commerce et soutien aux	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : La création, la promotion, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'initiative publique, d'activités industrielles, commerciales, tertiaires, artisanales ou touristiques. La contribution au développement des réseaux NTIC des dites zones. Sont identifiées en tant que zones existantes : les zones d'activités économiques Eyrialis au Barp et Sylva 21 à Belin-Béliet/Salles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme.	Les études, enquêtes et actions de promotion économique. Les études, enquêtes et actions de promotion d'accueil, d'animation et de valorisation des ressources touristiques. L'action et le développement de l'emploi local. S'agissant du transfert des compétences en matière de zones d'activité, les dispositions de l'article L 5211-17 5ième du CGCT doivent s'appliquer.

B — Aménagement de l'espace communautaire	**2**
➢ Schémas directeur et de secteur. ➢ Plan Local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ➢ Création, réalisation et gestion de ZAC d'intérêt communautaire. ➢ Elaboration de la programmation d'équipements collectifs reconnus d'intérêt communautaire. ➢ Elaboration, organisation et gestion d'une politique des transports intra et extra communautaires. ➢ Organisation et gestion des transports scolaires. ➢ Aménagement numérique du territoire (tel que défini par l'article L.1425-1 du CGCT) à savoir, l'établissement des infrastructures et des réseaux de télécommunications, la promotion des usages en matière de technologies de l'information et de télécommunications.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : La participation à l'élaboration de schémas de services collectifs, des schémas départementaux, régionaux ou européens ou de contrats de plan incluant le périmètre de la Communauté de Communes, dans le domaine de ses compétences. L'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale pour le territoire communautaire. On entend par ZAC d'intérêt communautaire l'outil permettant la création ou l'extension d'équipements communautaires répondant aux compétences communautaires. L'étude et la réalisation d'aménagements collectifs susceptibles de développer la culture et le tourisme communautaire. Les actions tendant à favoriser, à susciter et à entreprendre toutes études et réalisations nécessaires aux opérations de l'espace communautaire. Transports scolaires en qualité d'organisateur secondaire, le Conseil Général en étant l'organisateur principal. Il revient à ce dernier de lancer les appels d'offres et de décider de l'attribution des marchés liés aux appels d'offres. Il est également décisionnaire en cas de modifications des circuits ou de création d'arrêts. Les abribus, les arrêts de car et la signalisation routière (passages piétons, peinture au sol, panneaux signalétiques) ne sont pas de compétence communautaire. Le programme de matérialisation des points d'arrêts (panneaux type C6), entre dans le champ communautaire (installation, maintenance, remplacement) si la Communauté de Communes décide d'équiper de cette façon l'ensemble des points d'arrêt de car. La mise en place et la gestion d'un service public de transport à la demande : organisation d'un transport collectif à la demande intra et extra communautaire par voie de délégation de compétence avec le Conseil Général de la Gironde. La compétence d'aménagement numérique du territoire est confiée au syndicat mixte départemental Gironde Numérique par adhésion de la Communauté de Communes à celui-ci. Pour la commune de Belin-Beliet, cette définition de l'intérêt communautaire concerne seulement les collégiens.

C — Collecte et traitement des déchets ménages et déchets assimilés	
➢ Choix par la Communauté de Communes, après étude, des modalités de collecte et de traitement des ordures ménagères (régie ou prestataire) et mise en harmonisation	Répondent à la notion d'intérêt communautaire, la collecte, le transport et le traitement des ordures ménagères, l'organisation, le développement et la gestion des déchetteries communautaires et la lutte contre les dépôts sauvages, ainsi que la création et la gestion d'une déchetterie pour professionnels.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

sur tout son territoire en tenant compte de l'existant. ➢ Choix par la Communauté de Communes, après étude, des modalités de gestion des déchetteries (régie ou prestataire) et mise en harmonisation sur tout son territoire en tenant compte de l'existant. ➢ Développement et rationalisation du système de tri sélectif ainsi que valorisation des déchets.	

D — Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage	**3**
➢ Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage dans le cadre du schéma départemental	

Compétences optionnelles	
A — Politique du logement et du cadre de vie	
➢ Elaboration, programmation et mise en place d'un Plan Local de l'Habitat. ➢ Etude et réalisation d'Opérations d'Amélioration de l'Habitat.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : L'élaboration et la mise en oeuvre d'une programmation locale de l'habitat. Ce plan local intercommunal constitue les orientations et objectifs en matière d'habitat, il s'agit donc de la conduite d'une étude. On entend par mise en place le lancement et la réalisation de cette étude. La participation financière à des opérations programmées d'amélioration de l'habitat s'inscrivant dans le programme local de l'habitat.
B — Protection et mise en valeur de l'environnement	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

➢ Protection, restauration et réhabilitation du petit patrimoine bâti. ➢ Etudes et réalisations dont la mise en oeuvre relève du cadre des schémas départementaux.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : L'aide par fonds de concours des projets présentant un intérêt dans le cadre de la protection, de la restauration et de la réhabilitation du petit patrimoine bâti. Les actions sur Bassins versants, chemins de randonnées, pistes cyclables…

4

C - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, sportifs d'intérêt communautaire, et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

➢ Construction nouvelle et restructuration lourde d'un montant minimum de 90 000 € HT des bâtiments et équipements scolaires d'enseignement élémentaire et maternel. ➢ Développement, amélioration et aide au fonctionnement des équipements culturels et sportifs structurants d'intérêt communautaire.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : L'aide au fonctionnement des structures scolaires ou périscolaires en faveur des enfants en difficultés (CLIS...). Le cadre d'intervention de la compétence en termes de réhabilitation et de construction scolaire primaire est le suivant : Les investissements devront se conformer aux préconisations de l'Inspection Académique en terme de surface et de type de salle et de classe avec une marge de 5 à 10% des surfaces préconisées. La compétence communautaire concerne les travaux au droit des bâtiments y compris les préaux, et le revêtement de sol abrité par les préaux Il conviendrait de tendre vers la démarche HQE Les locaux d'accueil périscolaire sont inclus dans le champ de la compétence communautaire, sur la base d'une surface de 10 m² par classe construite par la CDC. En matière de réhabilitation, il conviendra de traiter les dossiers au cas par cas lorsque les travaux ne concernent pas uniquement les bâtiments, en fonction des contraintes techniques du projet La réhabilitation de certains projets d'un montant de plus de 90 000 euros HT est acceptée par la CDC et peut être phasée par tranche facilitant leur lissage budgétaire, même si chaque tranche représente moins de 90 000 € HT, pour peu que le projet global soit présenté en amont. Concernant les extensions ou la construction de bâtiments scolaires, deux cas de figure peuvent se présenter : - l'extension et/ou la construction concerne(nt) un équipement scolaire existant qui n'a pas été construit par la CDC, auquel cas cette extension ou cette construction de classes doit être supérieure à 90 000 € HT pour être prise en charge par la CDC. - L'extension et /ou la construction concerne(nt) un équipement scolaire ayant été créé par la CDC, auquel cas la CDC peut prendre en compte cette extension par tranches inférieures à 90 000 € HT. Les études dont la CDC a la charge sont : étude de programmation, étude de sol, élaboration du DCE, analyse des offres, APS, APD, conduite d'opération, suivi de chantier, contrôle technique et coordination de sécurité et toute étude opérationnelle nécessaire au projet. Est exclue l'étude d'opportunité qui revient à la charge de la commune. Cette étude est nécessaire à la CDC pour engager le projet. Sont exclus expressément du champ communautaire les aménagements paysagers, la cour de récréation, les trottoirs.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

	clôtures, parking, voirie et réseaux divers, ainsi que les équipements de cuisine, mobilier, informatique Le câblage informatique passif de l'école fait partie de la compétence communautaire. Les équipements culturel et sportif structurants à caractère unique sur le territoire de la Communauté de Communes. Les structures existantes répondant à cette définition et transférées dans le champ communautaire, sont la piscine intercommunale et le cinéma de Salles. L'étude de faisabilité du transfert éventuel dans le champ communautaire de la médiathèque du Barp en tant qu'équipement culturel à caractère unique intégré au Plan Départemental.de Lecture Publique. La participation financière et matérielle à des manifestations communautaires.
D — Action sociale d'intérêt communautaire	**5**
➢ Etude, réalisation et gestion de projets à caractère social d'intérêt communautaire.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : • L'adhésion à la Mission Locale, ainsi que l'adhésion et la participation à toute structure à l'échelle du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre à vocation sociale présentant un intérêt dans le domaine de l'emploi du logement ou de l'insertion. • La Prévention de la délinquance et mise en place d'un Conseil Communautaire de Prévention et de Sécurité. L'élaboration d'outils d'information et de communication.
E — Voirie	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

➢ Création, aménagement et entretien des voies communales d'intérêt communautaire. Sur les voies n'ayant pas un caractère d'intérêt communautaire, la Communauté de Communes pourra à la demande des communes assurer des prestations dans le cadre de conventions. ➢ Entretien et maintenance des réseaux d'éclairage public.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : L'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan directeur pour la création, l'aménagement, la signalisation et l'entretien des voies et stationnement à caractère communautaire ➢ voirie et stationnement des zones d'activités ➢ desserte des équipements communautaires : voirie permettant la jonction entre les équipements communautaires existants (piscine, déchetteries et cinéma) et à venir avec la route départementale ou communale la plus proche. La mutualisation des moyens pour la maintenance et l'entretien de l'ensemble des réseaux d'éclairage public. La maintenance préventive et curative des foyers lumineux de l'éclairage public du territoire concerne les parties suivantes : - Sources lumineuses : Ampoules, ballons, tubes… - Appareillages électriques des foyers : Ballast, douille, condensateur, câble d'alimentation - Armoires de commande - Mise en valeur des bâtiments publics, sauf les équipements sportifs Le mobilier (mâts, massif, protection mécanique candélabre, etc…), et la création de nouveaux foyers sont exclus du champ de la compétence communautaire. La réfection, la mise aux normes et l'extension des réseaux nécessaires à la voirie communautaire.

Compétence facultative	**6**
A — Assainissement non collectif	
➢ Contrôle de l'assainissement individuel.	Répondent à la notion d'intérêt communautaire : La gestion d'un service de contrôle et de suivi de l'assainissement individuel, dit SPANC. L'actualisation des schémas directeurs communaux d'assainissement non collectif, en cohérence avec le zonage d'assainissement défini par chaque commune.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Annexe 17 : Charte d'engagement du territoire pour le développement territorial intégré en Nouvelle-Aquitaine 2021-2027

ICI, L'AVENIR PREND SES RACINES.

Val de l'Eyre
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Nouvelle-Aquitaine
La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe agissent ensemble pour votre territoire

CHARTE D'ENGAGEMENT DES TERRITOIRES POUR LE DEVELOPPEMENT TERRITORIAL INTEGRE EN NOUVELLE AQUITAINE – 2021-2027

Préambule

A l'issue d'une concertation avec ses partenaires, la Région Nouvelle-Aquitaine soutient le développement territorial Intégré dans le cadre d'une mobilisation multifonds des programmes européens 2021-2027 (FEDER OSS – LEADER – FEAMPA). Ce soutien est mis en œuvre à l'échelle des périmètres des Contrats de territoires régionaux.

Cette approche, s'inscrit dans une démarche de « Développement Local mené par les Acteurs Locaux (DLAL) », qui repose sur une implication forte des territoires pour le portage d'une stratégie locale et la sélection de projets s'y inscrivant. Ce portage sera effectué par un Groupe d'Action Locale, associant les acteurs locaux, publics et privés. Cette responsabilité des territoires implique leur engagement sur la mise en place d'une gouvernance équilibrée du dispositif, une équité d'accès aux fonds européens concernés et des modalités de mise en œuvre conformes aux exigences règlementaires et de calendrier dans lesquelles ils s'inscrivent. Elle porte également sur l'intégration dans les démarches locales des grandes orientations fixées par la Région, notamment, dans le cadre de la feuille de route « Néo terra ».

La Charte d'engagement des territoires est une pièce constitutive du dossier de candidature, selon les modalités définies par la Région. En la signant, le territoire candidat s'engage à :

Assurer une représentation équilibrée et équitable des acteurs du territoire dans la gouvernance de la stratégie du territoire

A ce titre, le territoire mettra en œuvre une gouvernance **multi-partenariale**, en veillant au respect des équilibres entre représentants du public et du privé, de l'urbain et du rural, des différentes entités intégrées dans le périmètre de la stratégie.

Cette gouvernance s'effectuera dans le respect des principes horizontaux fixés par les Etats Membres et la Commission européenne, et qui sont à considérer tout au long de l'élaboration, de la mise en

20, route de Suzon - 33830 BELIN-BELIET - Tél. 05 56 88 85 88 - Fax 05 56 88 85 85
www.valdeleyre.fr - E-mail : cdc@valdeleyre.fr

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes, ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet :

- Respect des droits fondamentaux et conformité avec la charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne ;
- Prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension du genre ;
- Prise de mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle, en particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées ;
- Promotion du développement durable (article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne), compte tenu des objectifs de développement durable des Nations Unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à « ne pas causer de préjudice » important.

Comme précisé dans l'article 31 du règlement UE 2021/1060 du 24 juin 2021, cette gouvernance sera assurée par les représentants des intérêts socioéconomiques publics et privés locaux, dans lesquels la prise de décision n'appartient à aucun groupe d'intérêt en particulier.

Il veillera à associer les acteurs locaux, ainsi que les différents partenaires techniques et financiers parmi lesquels les Départements et la Région (services et élus de territoire), aux différentes étapes de la conception puis de la mise en œuvre de la stratégie de développement local. Ceci permettra notamment de garantir une cohérence de la stratégie de développement local avec les autres cadres stratégiques mis en place à d'autres échelles territoriales (départementale, ou régionale dont Néo Terra, la charte de PNR, les CRTE, etc.) et d'améliorer l'interconnaissance des différents acteurs.

Veiller à une mobilisation équilibrée des crédits autour de la stratégie de développement local

Le GAL s'engage à assurer une mobilisation équilibrée des crédits autour de la stratégie de développement local, à la fois sur le périmètre du territoire concerné et sur les thématiques soutenues. Cette approche sera prévue dès l'élaboration de la stratégie de développement et du plan d'actions correspondant. Afin de mettre en œuvre cet objectif, le territoire adaptera en particulier les actions d'animation et de communication afin que tous les axes stratégiques retenus et les porteurs de projets susceptibles d'y contribuer soient en mesure de bénéficier d'un accompagnement technique et/ou financier.

Il mobilisera une ingénierie en capacité de faciliter la réalisation de projets (de l'amorçage à la réalisation), de faciliter l'accès aux différents financements (dont les aides européennes) et d'assurer un appui technique aux acteurs du territoire.

Assurer une mise en œuvre dynamique de la stratégie locale et des crédits mobilisés et contribuer à la performance des programmes

Le territoire mettra tout en œuvre pour assurer une programmation dynamique des crédits attribués. Des objectifs seront fixés et des clauses de revoyure intégrées dans les conventions de mise en œuvre de chaque fonds.

Il adoptera à cette fin des modalités d'accompagnement et de communication adaptées et déploiera une ingénierie en capacité de coordonner et d'animer le partenariat mobilisé autour de sa stratégie locale et d'orienter les porteurs vers les dispositifs les plus adaptés, européens ou nationaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

Ces dispositions devront conduire à mobiliser le maximum de fonds européens pour chaque projet cofinancé, à éviter les multiples financements, source de complexité et de lisibilité réduite des partenariats mobilisés pour la mise en œuvre de la stratégie locale.

En cas de non atteinte des objectifs fixés, le territoire est informé que les répercussions pourront être de deux niveaux :

- Une répercussion sur les enveloppes de chaque territoire : réduction des enveloppes des territoires n'atteignant pas ces objectifs et abondement des enveloppes des territoires les plus performants.
- Une répercussion sur l'enveloppe globale du fonds concerné : redistribution d'une partie des crédits vers d'autres objectifs des programmes dans la limite des obligations réglementaires.

Communiquer sur les fonds européens

La communication autour de l'intervention des fonds européens est essentielle et le territoire sera en responsabilité pour assurer la visibilité de l'action de l'Union européenne, dans le cadre du Développement Territorial Intégré. Ainsi, le GAL communiquera sur les fonds européens à toutes les étapes de la stratégie, de son élaboration à la communication pour favoriser les remontées de projets, mais aussi en aval pour valoriser les projets aidés. Il contribuera à la sensibilisation des porteurs de projets aux obligations de communication en tant que bénéficiaires des Fonds, sur la base des dispositions prises par l'Autorité de Gestion.

Les membres de l'instance de décision du GAL seront sensibilisés à l'importance de cette communication pour la mise en oeuvre du programme, et en seront des ambassadeurs.

Participer aux différents temps d'animation et de coordination régionaux sur le développement territorial intégré

Le territoire répondra à cet effet aux différentes sollicitations de la Région en tant qu'autorité de gestion pour la mise en oeuvre du développement territorial intégré (transmission de données, évaluation, participation aux réunions organisées par la Région, etc.).

Il s'impliquera également dans les demandes de retours d'expérience et de capitalisation, tant au niveau régional, national et Européen.

Enfin, le GAL s'engage à respecter les dispositions présentées dans le cadre de sa candidature en matière d'animation, de gestion, de suivi et d'évaluation.

Date : **7 Juin 2022**

Signature du Président de la structure portant la candidature :
Bruno BUREAU, Président

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_75_DEL-AR

CONSEIL DE DEVELOPPEMENT DU PAYS BASSIN D'ARCACHON - VAL DE L'EYRE

AVIS SUR LE PROJET DE CANDIDATURE DU PAYS BARVAL AU VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPEENS 2021-2027 – 13/06/2022

Le Conseil de Développement du Pays Barval, consulté sur le dossier de candidature du Pays Barval du volet territorial des fonds européens (FEDER-FSE+, FEADER et FEAMPA), pour la période 2021-2027, souscrit pleinement à la démarche participative du territoire et à la déclinaison des 3 priorités du dossier (déclinées en 4 objectifs).

Il apprécie d'avoir été associé à son élaboration, aux côtés des acteurs politiques, économiques et sociaux du territoire.

Il a pu constater les retombées positives de l'utilisation des fonds attribués lors de la période précédente (LEADER, DLAL FEAMP).

Il observe que le nouveau dossier prolonge la stratégie du dossier précédent, tout en cherchant à l'adapter à la période à venir et aux nouveaux enjeux du territoire.

Il souligne que le nouveau dossier, ainsi présenté, répond à l'analyse des besoins de développement du territoire conduite dans le cadre de l'élaboration de la charte du Pays, du Schéma de Cohérence et d'Organisation du Territoire (SCOT) et de la préparation du Contrat territorial avec la Région Nouvelle-Aquitaine.

En particulier, le Codev approuve pleinement le 1er rang de priorité accordé à un développement économique équilibré, qui est le meilleur garant d'un avenir pour la nouvelle génération, et l'appui prévu aux actions en faveur de l'enfance-jeunesse.

Il souligne qu'une culture partagée est un élément fort de cohésion au sein du territoire, constitué par le Bassin d'Arcachon, avec son identité maritime, et le Val de l'Eyre, avec son identité plus rurale, et que la sensibilisation de la population à la préservation de l'environnement est une condition nécessaire à la réussite de la transition écologique.

Il a pris connaissance, avec intérêt, des contributions présentées par ses membres, et en particulier celles de la Chambre de Commerce et d'industrie de Bordeaux-Gironde et de la Chambre des Métiers et de l'artisanat de la Gironde ; la première visant le développement du commerce de proximité, et la seconde, recherchant des moyens pour l'accompagnement des entreprises artisanales dans la transition écologique, l'aide aux Tiers-Lieux mutualisés et aux commandes groupées. Il sera attentif à l'arrivée de propositions d'actions, qui seront présentées dans ce cadre.

La nouvelle opportunité présentée par le FEDER est accueillie avec enthousiasme, pour contribuer aux investissements nécessaires au développement équilibré et durable de notre territoire, en faveur de sa population, dans toutes ses composantes, et notamment les plus jeunes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_76_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-76

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ACTUALISATION DE LA VALEUR FACIALE DES TITRES RESTAURANT DU PERSONNEL DE LA COBAN

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_76_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que par délibération n° 97-2018 du 25 septembre 2018, le Conseil communautaire a bien voulu accorder le bénéfice des titres restaurant au personnel de la collectivité, dont la part patronale était fixée à 5,43 €.

La politique adoptée à cette époque en matière de tickets restaurant, est que les agents non titulaires y ont également accès dès lors qu'ils sont titrés d'un contrat sur un emploi dit « permanent » d'une durée au moins équivalente à un an.

La participation de la collectivité à l'acquisition de titres restaurant constitue un avantage en nature qui devrait logiquement être inclus dans l'assiette des cotisations sociales.

L'employeur détermine librement le montant de la valeur libératoire des titres-restaurant qu'il octroie à son personnel : aucune disposition de la réglementation en vigueur n'impose de valeur minimale ou maximale des titres.

Toutefois, la valeur des titres-restaurant doit tenir compte des limites légales imposées à la contribution financière des employeurs, comprise entre 50% et 60% de la valeur du titre, et ne pas excéder 5,69 €, pour bénéficier des exonérations de charges sociales et fiscales (plafond 2022- article 6 A du Code Général des Impôts annexe 4 et article L136-1-1 du Code de la Sécurité Sociale).

En conséquence, il est proposé de réévaluer le seuil d'exonération de la part patronale du titre restaurant de la COBAN à 5,67 € à partir du 1er janvier 2023, soit 60 % de la valeur faciale d'un titre restaurant, dont la valeur faciale serait de 9,45 €.

Dans ces conditions,

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 23 mai 2022,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **ACCORDER** les titres restaurant au personnel de la COBAN, intégrant une participation employeur établie à 60 % de la valeur faciale d'un titre de 9,45 €, soit à 5,67 € ;

- **ETENDRE** le dispositif précité non seulement aux agents titulaires, mais également aux agents contractuels de droit public à condition qu'ils soient titrés d'un contrat de travail sur un emploi dit « permanent » d'une durée au moins équivalente à 6 mois.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_76_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***ACCORDE les titres restaurant au personnel de la COBAN, intégrant une participation employeur établie à 60 % de la valeur faciale d'un titre de 9,45 €, soit à 5,67 € ;***

- ***ETEND le dispositif précité non seulement aux agents titulaires, mais également aux agents contractuels de droit public à condition qu'ils soient titrés d'un contrat de travail sur un emploi dit « permanent » d'une durée au moins équivalente à 6 mois.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD ★ COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_77_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-77

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_77_DEL-AR

Madame Nathalie LE YONDRE, vice-Présidente de la COBAN, expose que la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord doit gérer des services publics efficaces au quotidien, créer les conditions d'un développement et d'un aménagement durable de son territoire et allouer les ressources nécessaires à la réussite de ses grandes missions.

Compte tenu des récents recrutements liés aux départs de collaborateurs, il s'avère nécessaire d'ajuster le tableau des effectifs aux profils et grades des agents retenus.

Dans ce cadre et afin de permettre notamment le recrutement d'une Directrice générale du développement économique et du cadre de vie, d'une Adjointe au directeur de l'eau ainsi que d'un Chargé de la commande publique, le Conseil communautaire est invité à délibérer sur les ouvertures de postes suivants :

- **un poste d'« attaché principal » ;**
- **un poste d' « ingénieur » ;**
- **un poste de « rédacteur principal de 2ème classe ».**

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- **AUTORISER ET APPROUVER** la création des postes ci-dessous au tableau des effectifs de la collectivité, à savoir :
  - **un poste d'« attaché principal » ;**
  - **un poste d' « ingénieur » ;**
  - **un poste de « rédacteur principal de 2ème classe ».**
- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 sous le compte « 012 » Charges du Personnel et article « 641 » Rémunération du Personnel.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***AUTORISE ET APPROUVE la création des postes ci-dessous au tableau des effectifs de la collectivité, à savoir :***
  - ***un poste d'« attaché principal » ;***
  - ***un poste d' « ingénieur » ;***
  - ***un poste de « rédacteur principal de 2ème classe ».***
- ***PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 sous le compte « 012 » Charges du Personnel et article « 641 » Rémunération du Personnel.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_77_DEL-AR

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_77_DEL-AR

TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COBAN

au 1er juin 2022

CADRES OU EMPLOIS	CATEGORIES	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS COBAN	EFFECTIFS POURVUS URBASER	DIFFERENCE
EMPLOIS PERMANENTS					
TITULAIRES					
Filière Administrative					
DGS 40 à 80000 hab.	A	1	1		0
DGA 40 à 150000 hab.	A	2	1		1
Administrateur hors classe	A	1	0		1
Administrateur	A	2	0		2
Attaché hors classe	A	2	2		0
Attaché principal	A	5	4		1
Attaché	A	3	2		1
Rédacteur Principal 1ère classe	B	2	1		1
Rédacteur Principal 2ème classe	B	2	0		2
Rédacteur	B	4	4		0
Adjoint admin ppal 1 cl	C	7	6		1
Adjoint admin ppal 2 cl	C	9	6		3
Adjoint admin	C	8	7		1
TOTAL		**48**	**34**	**0**	**14**
Filière Technique					
DGST 40 à 80000 hab.	A	1	1		0
Ingénieur en Chef hors classe	A	1	0		1
Ingénieur en Chef	A	1	1		0
Ingénieur principal	A	4	1		3
Ingénieur	A	3	2		1
Technicien Principal 1ère classe	B	3	2		1
Technicien Principal 2ème classe	B	5	5		0
Technicien	B	2	2		0
Agent de maîtrise ppal	C	3	0		3
Agent de maîtrise	C	3	2	1	0
Adjoint tech ppal 1 cl	C	13	9	1	3
Adjoint tech ppal 2 cl	C	19	10	0	9
Adjoint Tech	C	18	10	1	7
Adjoint Tech non complet	C	8	7	0	1
TOTAL		**84**	**52**	**3**	**29**
TOTAL TITULAIRES		**132**	**86**	**3**	**43**
Filière Médico-Sociale					
puericultrice hors classe	A	1	1		0
TOTAL		**1**	**1**	**0**	**0**
TOTAL TITULAIRES		**1**	**1**	**0**	**0**
Filière Educateurs de Jeunes enfants					
Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	A	1	1		0
Educateur principal de 1ère classe	A	1	0		1
TOTAL		**2**	**1**	**0**	**1**
TOTAL TITULAIRES		**2**	**1**	**0**	**1**
CONTRACTUELS					
Attaché de conservation du patrimoine	A	1	0		1
Attaché	A	6	5		1
Ingénieur	A	3	1		2
Rédacteur	B	1	0		1
Technicien	B	1	1		0
TOTAL CONTRACTUELS		**12**	**7**	**0**	**5**
TOTAL EMPLOIS PERMANENTS		**147**	**95**	**3**	**49**
TOTAL GENERAL		**147**	**95**	**3**	**49**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-78

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SERVICE DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

RAPPORT ANNUEL DU DELEGATAIRE 2021

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

Monsieur Cédric PAIN, vice-Président de la COBAN, expose que chaque année, le délégataire du service public des gens du voyage doit transmettre à la COBAN leur rapport annuel du délégataire, avant le 1er juin.

Ce document présente les principaux chiffres caractéristiques du service ainsi que les prix pratiqués et les éléments de justification de l'exécution financière du contrat. Il a vocation à permettre à la COBAN d'apprécier l'exécution du contrat.
A cet effet, il sera examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

L'article L1411-3 du CGCT impose à la collectivité de l'inscrire à l'ordre du jour de la première réunion de l'assemblée délibérante suivant sa diffusion afin que celle-ci en prenne acte.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L1411-3 et R.1411-8°,

Vu le rapport annuel du délégataire de service des gens du voyage remis par la société VAGO, le 1er juin 2022, ci-annexé,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel du délégataire présenté par la société VAGO au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public des gens du voyage ;

- **DIRE** que, conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport sera examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE du rapport annuel du délégataire présenté par la société VAGO au titre de l'exercice 2021 du contrat de délégation de service public des gens du voyage ;***

- ***DIT que, conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ce rapport sera examiné par la Commission Consultative des Services Publics Locaux.***

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

LE SPECIALISTE DE LA GESTION
DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE LA COBAN

Bilan 2021

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BASSIN D'ARCACHON NORD

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

SOMMAIRE

www.vagogestion.com

- Introduction
- L’organisation des aires
- Le quotidien des aires
- Les statistiques de fréquentation
- Le bilan chiffré
- Conclusion
- Aire de Grand Passage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

INTRODUCTION

www.vagogestion.com

- La COBAN met à disposition des gens du voyage deux aires d'accueil et une aire de grand passage.
- La société VAGO est gestionnaire de ces aires depuis 2012, dans le cadre d'une DSP.
- Le présent document a pour objet de dresser le bilan global de la gestion des aires d'accueil pour la période du 1erjanvier 2021 au 31 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

LES RELATIONS AVEC LA COLLECTIVITE

www.vagogestion.com

- L'équipe d'exploitation VAGO travaille en étroite collaboration avec les techniciens de la communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord qui mettent en œuvre, chaque fois que nécessaire, les moyens utiles à l'exercice de notre mission.

- Pour une meilleure communication avec l'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord et VAGO, le site internet www.vagogestion.fr permet aux agents de produire «en temps réel» un certain nombre de documents:

- Fiches de liaisons,
- Fiches d'interventions exceptionnelles,
- Rapports hebdomadaires et mensuels,
- Bilan annuel (rapport d'activité, d'occupation, financier….)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

LES RELATIONS AVEC LES VOYAGEURS

www.vagogestion.com

- Pas d'incident notable sur l'AAGV de Biganos
  - Un respect du règlement intérieur,
  - Une proximité et lien avec les familles accueillies sur le site,
  - Un respect des infrastructures et installations mises à disposition,
  - …
- Une gestion compliquée sur l'AAGV d'Audenge essentiellement due à une famille :
  - Non respect du Règlement intérieur,
  - Impossibilité de fermer l'aire à la période initialement prévue et de ce fait de démarrer les travaux de remise en état à l'été,
  - Dégradations successives des travaux entrepris chaque soir après le départ des entreprises,
  - Agressivité, menaces et insultes à l'encontre de nos agents,
  - 02 mars 2021 : Ordonnance d'expulsion prononcée à l'encontre de cette famille,
  - 02 mai 2021 : Mise en application de la décision de justice : expulsion de l'aire,
  - Stationnement de cette même famille en illicite devant l'aire,
  - 03 mai 2021 : Courrier de VAGO à la COBAN demandant un arrêté d'interdiction de séjour sur le territoire de la collectivité
  - Procédure de mise en demeure de quitter l'emplacement en illicite menée par la mairie d'Audenge,
  - Procédure non aboutie car impossibilité de recours à la force publique pour expulsion,
  - Non respect du règlement de la déchetterie; problème récurrent,
  - …

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

L'ORGANISATION DES AIRES

www.vagogestion.com

- Tarification
- :Dépôt de garantie 100 € par emplacement
- . Droit de séjour 3,10 € par jour par emplacement
- Eau potable 3 € par m3
- Electricité 0,18 € par kWh
- Un tarif des dégradations éventuelles a été établi, il est affiché à l'entrée du local d'accueil avec le règlement intérieur.
- Horaires d'ouverture du bureau d'accueil ,du lundi au vendredi (hors jour férié) 8h30-12h et 13h30-16h30
- •Astreintes 7j/7 en dehors des heures d'ouverture 09 69 39 41 43

- Modification du règlement intérieur par décision du Bureau Communautaire du 7 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

www.vagogestion.com

AIRE D'AUDENGE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

L'ORGANISATION DE L'AIRE

www.vagogestion.com

L'AAGV d'AUDENGE est située au lieu dit « Hougueyra »

- Elle est composée de 13 emplacements pour 26 places,
- Un système de filtrage des entrées – sorties (type poutre auto rétractable stop auto),
- Un bâtiment d'accueil/ bureau,
- Un local technique sécurisé centralisé regroupant les organes de comptage eau + électricité; partie intégrante du bâtiment d'accueil,
- Chaque emplacement dispose de sanitaires individuels, douche, bac à laver, branchements eau et électricité pour les machines…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Audenge

www.vagogestion.com

Taux d'occupation

janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
58%	55%	62%	58%	55%	52%	19%	50%	54%	52%	53%	54%

Taux moyen d'occupation 52%



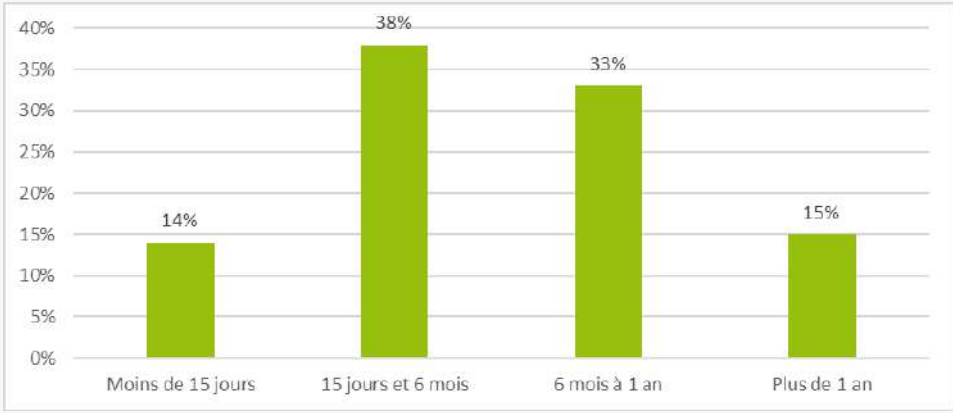
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Audenge

www.vagogestion.com

Durée de séjour

Moins de 15 jours	14%
15 jours et 6 mois	38%
6 mois à 1 an	33%
Plus de 1 an	15%



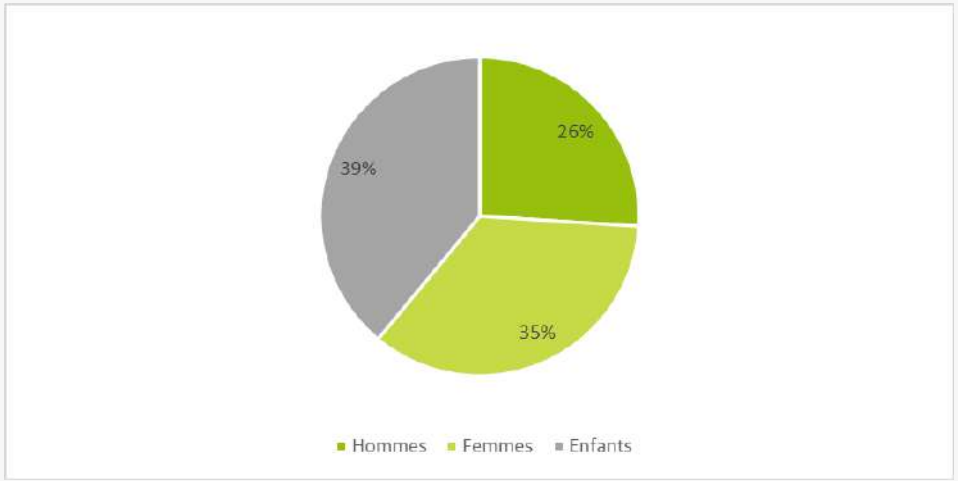
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Audenge

www.vagogestion.com

Etat Civil

Hommes	26%
Femmes	35%
Enfants	39%



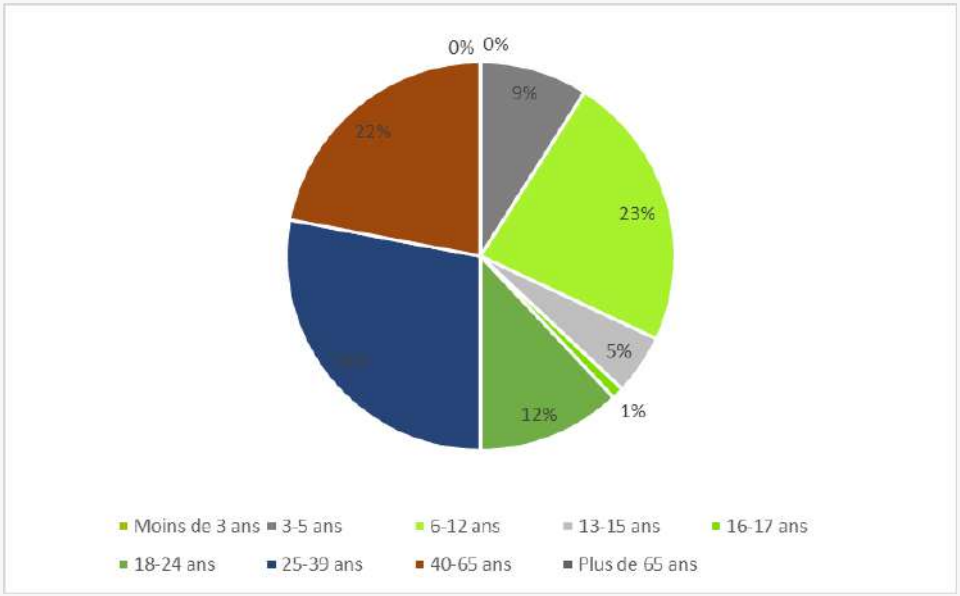
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Audenge

www.vagogestion.com

Age des Usagers

Moins de 3 ans	0%
3-5 ans	9%
6-12 ans	23%
13-15 ans	5%
16-17 ans	1%
18-24 ans	12%
25-39 ans	28%
40-65 ans	22%
Plus de 65 ans	0%



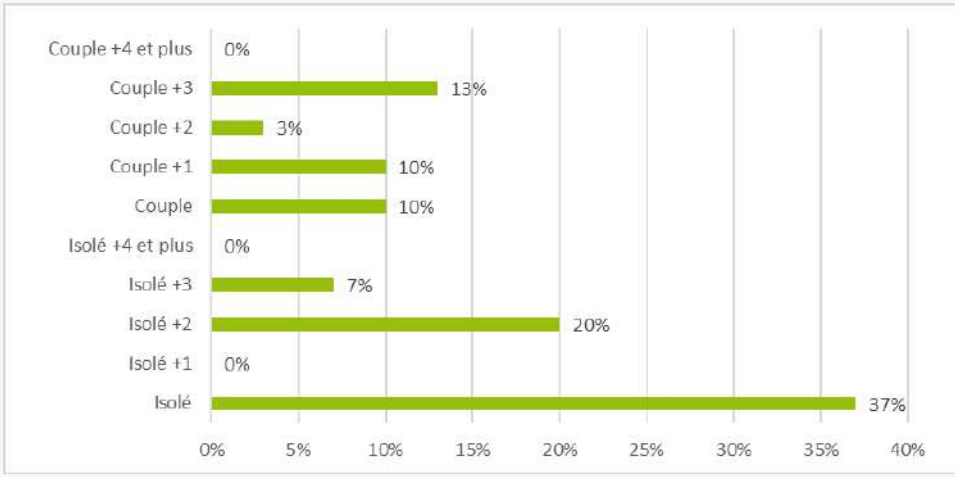
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Audenge

www.vagogestion.com

Composition des Familles

Isolé	37%
Isolé +1	0%
Isolé +2	20%
Isolé +3	7%
Isolé +4 et plus	0%
Couple	10%
Couple +1	10%
Couple +2	3%
Couple +3	13%
Couple +4 et pl	0%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN CHIFFRE
Audenge

www.vagogestion.com

Etat des consommations facturées

MOIS	recette des droits d'occupation des places acquittés par les usagers	Consommation d'eau (m3) de l'aire	consommation eau montant perçu *	consommation d'électricité (kW/h) de l'aire	consommation d'électricité montant perçu *
Janvier	670,40 €	93,38	296,20 €	9578,8	1 556,95 €
Février	636,40 €	90,64	305,30 €	9791,55	1 242,30 €
Mars	769,30 €	106,34	297,52 €	8099,09	1 462,10 €
Avril	733,70 €	112,84	366,60 €	5774,85	1 117,10 €
Mai	625,48 €	106,76	310,40 €	5500,33	874,60 €
Juin	644,10 €	107,51	332,20 €	3333,02	633,10 €
Juillet	228,60 €	52,8	131,09 €	1417,9	255,96 €
Août	703,00 €	112,27	391,80 €	3590,5	800,80 €
Septembre	613,10 €	103,72	270,30 €	3980,17	651,50 €
Octobre	657,55 €	89,4	286,87 €	5440,73	1 050,74 €
Novembre	631,80 €	77,32	242,10 €	8170,28	1 481,50 €
Décembre	702,20 €	93,27	310,80 €	8843,99	1 554,90 €
Total	**7 615,63 €**	**1146,25**	**3 541,18 €**	**73521,21**	**12 681,55 €**

* Sommes exprimées en TTC :
- Soit pour l'eau (TVA à 10%) = 3 219,25 € HT
- Soit pour l'électricité (TVA à 20%) = 10 567,95 € HT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

CONCLUSION

www.vagogestion.com



Une année très compliquée!!!

- Agressivité, Incivilités,…
- Non respect du règlement intérieur,
- Nombreuses dégradations…

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

www.vagogestion.com

AIRE DE BIGANOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

L'ORGANISATION DE L'AIRE

www.vagogestion.com

- L'AAGV de Biganos est située lieu-dit « NINECHE » 33380 Biganos
- L'aire est composée de 13 emplacements pour 26 places de caravanes
- L'accès à l'aire d'accueil est aménagée d'une double voie d'accès ,l'une en chicane permettant le passage de véhicules sans caravanes, l'autre en ligne droite avec un STOP AUTO afin de contrôler l'entrée des véhicules avec leurs caravanes,
- Un local Technique Centralisé et Sécurisé (LTCS) doté d'un SAS sécurisé par deux portes blindées centralise les organes électrotechniques de distribution des fluides,
- Dans le SAS et le local technique ,des caméras et des capteurs de vibrations sont mis en place pour déclencher des alarmes et la coupure générale en cas d'intrusion,
- Contrôle sécurité à distance WEBSECURE d'ATYS,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Biganos

www.vagogestion.com

Taux d'occupation

janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21	juin-21	juil-21	août-21	sept-21	oct-21	nov-21	déc-21
41%	14%	83%	96%	73%	73%	38%	41%	56%	91%	92%	92%

Taux moyen d'occupation 66%



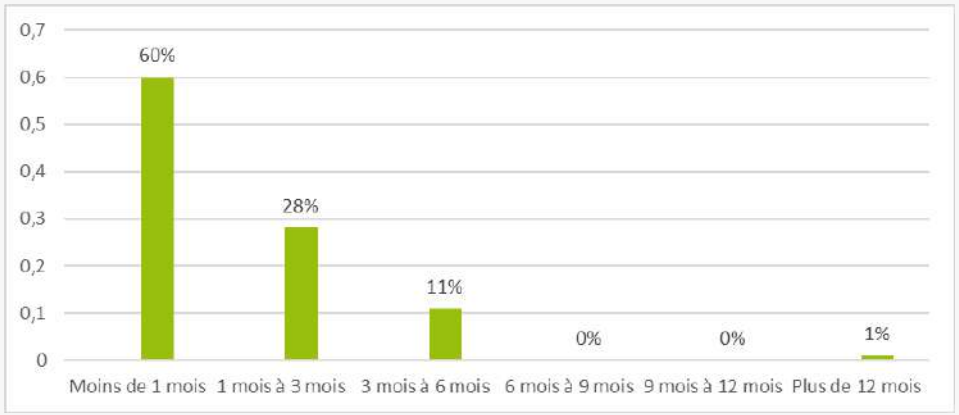
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Biganos

www.vagogestion.com

Durée de séjour

Moins de 1 mois	60%
1 mois à 3 mois	28%
3 mois à 6 mois	11%
6 mois à 9 mois	0%
9 mois à 12 mois	0%
Plus de 12 mois	1%



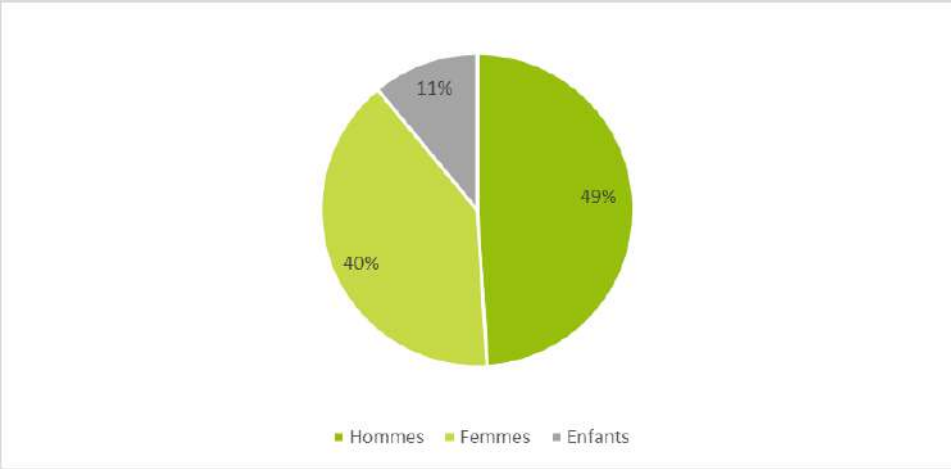
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Biganos

www.vagogestion.com

Etat Civil

Hommes	49%
Femmes	40%
Enfants	11%



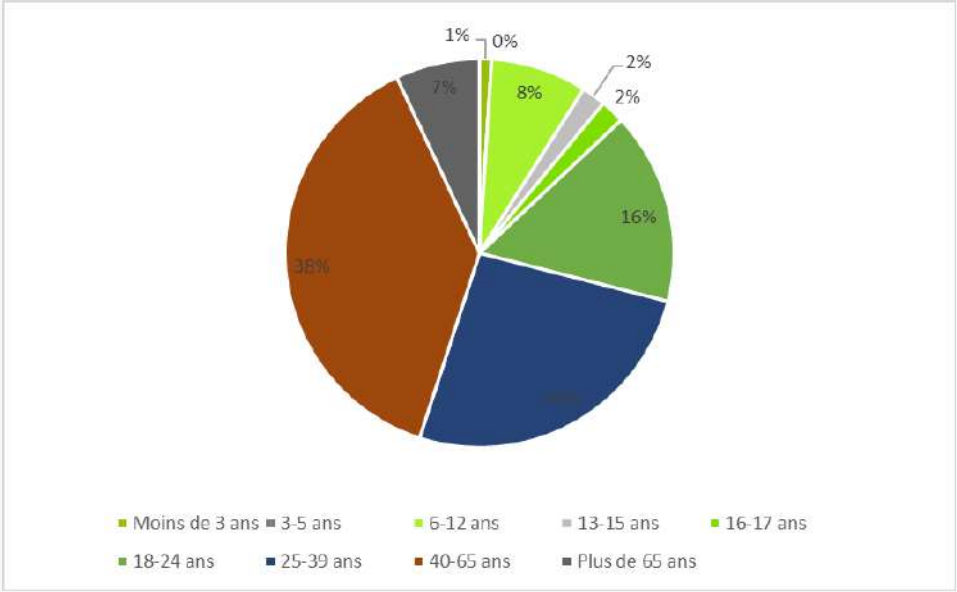
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Biganos

www.vagogestion.com

Age des Usagers

Moins de 3 ans	1%
3-5 ans	0%
6-12 ans	8%
13-15 ans	2%
16-17 ans	2%
18-24 ans	16%
25-39 ans	26%
40-65 ans	38%
Plus de 65 ans	7%



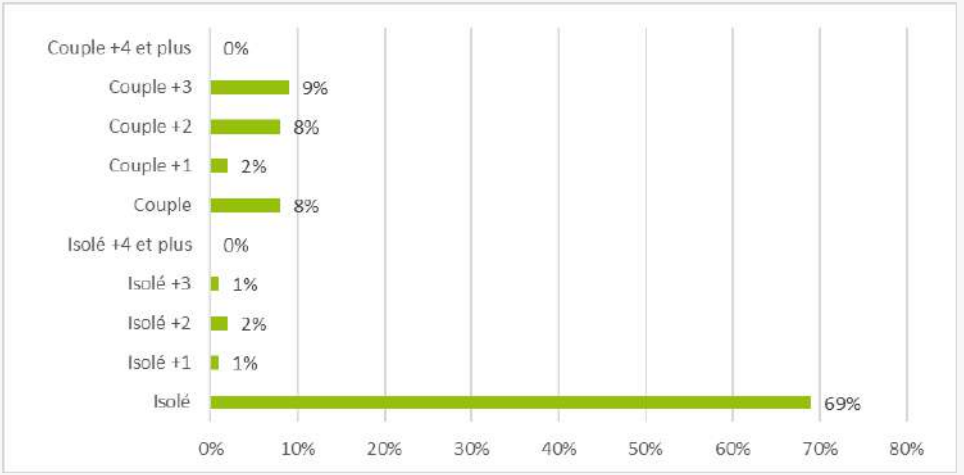
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN D'OCCUPATION
Biganos

www.vagogestion.com

Composition des Familles

Isolé	69%
Isolé +1	1%
Isolé +2	2%
Isolé +3	1%
Isolé +4 et plus	0%
Couple	8%
Couple +1	2%
Couple +2	8%
Couple +3	9%
Couple +4 et pl	0%



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

BILAN CHIFFRE
Biganos

www.vagogestion.com

Etat des consommations facturées

MOIS	recette des droits d'occupation des places acquittés par les usagers	Consommation d'eau (m3) de l'aire *	consommation eau montant perçu	consommation d'électricité (kW/h) de l'aire	consommation d'électricité montant perçu *
Janvier	728,45 €	102,01	295,08 €	5678,98	960,27 €
Février	108,40 €	65,89	68,60 €	4587,43	141,03 €
Mars	1 189,40 €	134,16	400,30 €	8860,52	1 432,70 €
Avril	1 165,20 €	148,27	497,60 €	7320,82	1 402,60 €
Mai	1 098,55 €	109,69	592,69 €	4471,29	917,66 €
Juin	831,27 €	125,95	390,03 €	4069,2	734,12 €
Juillet	461,11 €	81,33	260,09 €	2543,52	467,32 €
Août	602,99 €	121,05	412,77 €	3387,81	657,36 €
Septembre	545,80 €	120,42	384,97 €	4586,04	824,58 €
Octobre	1 151,70 €	153,53	467,81 €	5085,1	924,45 €
Novembre	1 122,52 €	116,65	376,25 €	3758,54	671,07 €
Décembre	1 104,06 €	106,16	261,17 €	5100,85	821,81 €
Total	**10 109,45 €**	**1385,11**	**4 407,36 €**	**59450,1**	**9 954,97 €**

* Sommes exprimées en TTC :
- Soit pour l'eau (TVA à 10%) = 4 006,69 € HT
- Soit pour l'électricité (TVA à 20%) = 8 295,80 € HT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

CONCLUSION

www.vagogestion.com

- La gestion de l'aire s'est bien déroulée sur l'année.

- Une inondation de l'aire du 26 janvier au 24 février

- Migration du système de télégestion.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

www.vagogestion.com

AIRE DE GRAND PASSAGE ANDERNOS

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

SAISON 2021
Andernos

www.vagogestion.com

Déroulement de la saison

- Une saison 2021 concernant la gestion sans incident notoire.
- 6 groupes ont été accueillis sur le site.
- A noter un plus grand respect de la propreté de l'AGP et de ses abords / l'année précédente.
- Modification du règlement intérieur par décision du Bureau Communautaire du 7 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

SAISON 2021
Andernos

www.vagogestion.com

Groupes accueillis

Groupe	Date	Dépôt de garantie	Double Essieux	Paiement Forfait
Feugier Louis	01/05/2021 au 16/05/2021	Oui	97	2780,00 €
Hoffman	30/05/2021 au 13/06/2021	Oui	25	800,00 €
Mauget Bernard	20/06/2021 au 04/07/2021	Oui	47	1600,00 €
Debard	04/07/2021 au 18/07/2021	Oui	42	1400,00 €
Batiste	25/07/2021 au 08/08/2021	Oui	25	1300,00 €
Groupe Familiale	09/08/2021 au 29/08/2021	Non	10	100,00 €
TOTAL			**246**	**7980,00 €**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

LE SPECIALISTE DE LA GESTION
DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

CONTACTEZ-NOUS :

contact@vagogestion.com
Tél: 05 57 72 09 02

En savoir plus :

www.vagogestion.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

Places disponibles	52	Taux d'occupation prévisionnel	55%

COMPTE D'EXPLOITATION REEL AU 31/12/2021 DSP AIRES D'ACCUEIL DE LA COBAN

(avec application de l'arrété du 9 mars 2018 modifiant l'article 851-1)

DEPENSES		RECETTES	
	CHARGES HT		**HT**
ACHATS		**PERCEPTION VOYAGEURS**	
Fournitures d'entretien et petits équipements	7 441,86	Redevances (Aires d'accueil + AGP)	21 887,76
Fournitures administratives	66,59	Prépaiements eau et électricité	24 956,46
Contrôle sécurité extincteurs	0,00	**Sous-total**	**46 844,22**
Eau et électricité usagers	24 956,46		
Eau et électricité gestionnaire	4 365,51		
Sous-total	**36 830,41**		
SERVICES EXTERIEURS			
Assainissement	1 507,33		
Contrôles périodiques	0,00		
Dératisation	915,81		
Ramassage et traitement ordures ménagères	14 736,87		
Sous-total	**17 160,01**		
AUTRES SERVICES EXTERIEURS			
Frais de structure	9 678,78		
Honoraires	1 354,19		
Frais postaux	0,00		
Télécom (communications et systèmes informatiques)	2 004,49		
Frais de déplacement du personnel	7 592,37		
Assurance	3 640,37		
Travaux	3 876,07	**SUBVENTIONS**	
Sous-total	**28 146,26**		
CHARGES DE PERSONNEL		CAF ALT partie fixe	34 239,00
Salaires bruts	51 349,33	CAF ALT partie variable	27 892,40
Charges sociales	12 699,74	Département	
Médecine du travail	176,67	Participation COBAN	80 588,23
Formation	1 644,44		
		Sous-total	**142 719,63**
Sous-total	**65 870,19**		
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE			
Télegestion	5 147,16	Transfert de Charges d'Exploitations (remboursement Assurance "sinistre)	300,40
Amortissements	0,00		
Autres charges	9 273,30	**Sous-total**	**300,40**
Sous-total	**14 420,46**		
TOTAL CHARGES Aires d'accueil	**162 427,33**		
AIRE DE GRAND PASSAGE			
Gestion	5 079,36		
Ramassage et traitement ordures ménagères	12 199,24		
Fluides	12 940,88		
TOTAL CHARGES Grand passage	**30 219,48**		
TOTAL CHARGES	**192 646,80**	**TOTAL RECETTES**	**189 864,25**
Excédent		**Déficit**	**2 782,55**
TOTAL	**192 646,80**	**TOTAL**	**192 646,80**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_78_DEL-AR

COMPARAISON DES BUDGETS PREVISIONNELS D'EXPLOITATION proposés par VAGO

DEPENSES				RECETTES			
	2021 (BP)	2021 (CExpl)			2021 (BP)	2021 (CExpl)	
TAUX OCCUPATION	55%	55%	Variation				Variation
TAUX DE RECOUVREMENT	100%	100%					
AIRES D'ACCUEIL							
ACHATS				**PERCEPTION VOYAGEURS**			
Fournitures d'entretien et petits équipements	6 353,63	7 441,86	17,1%				
Fournitures administratives	1 457,82	66,59	-95,4%	Redevances	28 993,98	21 887,76	-24,5%
Contrôle sécurité extincteurs	133,33	0,00	-100,0%	Prépaiements eau et électricité	22 107,80	24 956,46	12,9%
Eau et électricité usagers	22 107,80	24 956,46	12,9%	**Sous-total**	**51 101,78**	**46 844,22**	
Eau et électricité gestionnaire	5 943,90	4 365,51	-26,6%				
Sous-total	**35 996,48**	**36 830,41**					
SERVICES EXTERIEURS							
Assainissement	6 044,62	1 507,33	-75,06%				
Contrôles périodiques	948,18	0,00	-100,00%				
Dératisation	1 411,58	915,81	-35,12%				
Ramassage et traitement ordures ménagères	11 524,00	14 736,87	27,88%				
Sous-total	**19 928,38**	**17 160,01**					
AUTRES SERVICES EXTERIEURS							
Frais de structure	9 971,32	9 678,78	-2,93%				
Honoraires	20 913,57	1 354,19	-93,52%				
Frais postaux	112,00	0,00	-100,00%				
Télécom (communications et systèmes informatiques)	2 604,52	2 004,49	-23,04%				
Frais de déplacement du personnel	6 188,26	7 592,37	22,69%				
Assurance	2 488,96	3 640,37	46,26%	**SUBVENTIONS**			
tRAVAUX		3 876,07					
Sous-total	**42 278,63**	**28 146,26**					
CHARGES DE PERSONNEL				CAF ALT (part fixe)	33 787,00	34 239,00	1,3%
Salaires bruts	52 283,92	51 349,33	-1,79%	CAF ALT (part variable)	24 979,96	27 892,40	11,7%
Charges sociales	10 665,92	12 699,74	19,07%	Département	0,00		
Médecine du travail	578,07	176,67	-69,44%	Participation COBAN	80 588,23	80 588,23	0,0%
Formation	515,11	1 644,44	219,24%	**Sous-total**	**139 355,19**	**142 719,63**	
Sous-total	**64 043,02**	**65 870,19**					
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE							
Télégestion	2 890,75	5 147,16	78,06%				
Remise en état suite à dégradation		0,00		Remboursement "assurance sinistre"		300,40	
Amortissement pour travaux				**Sous-total**	**0,00**	**300,40**	
Autres charges	88,99	9 273,30	10320,61%				
Sous-total	**2 979,74**	**14 420,46**					
TOTAL CHARGES Aires d'accueil	**165 226,25**	**162 427,33**					
AIRE DE GRAND PASSAGE							
Gestion	6 869,81	5 079,36	-26,06%				
Ramassage et traitement ordures ménagères	11 188,00	12 199,24	9,04%	**DEFICIT**		**2 782,55**	
Fluides	7 172,90	12 940,88	80,41%				
TOTAL CHARGES Grand passage	**25 230,71**	**30 219,48**					
TOTAL	**190 456,96**	**192 646,81**		**TOTAL**	**190 456,97**	**192 646,81**	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-79

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

RAPPORT SUR LE PRINCIPE DU RECOURS A UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC PRESENTE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.1411-4 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Monsieur Cédric PAIN, vice-Président de la COBAN, expose que

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5 – 6° attribuant aux communautés d'agglomération l'exercice, de plein droit au lieu et place des communes membres, de la compétence « Accueil des gens du voyage » ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment ses articles L-1410-1 et suivants relatifs aux contrats de concession, dont font partie les délégations de services publics,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.1121-1 et suivants, L.3100-1 et suivants,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants portant sur les délégations de service public ;

Vu l'article L.1411-4 du code général des collectivités territoriales disposant que « *Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire* » ;

Vu le rapport de présentation sur le choix du mode de gestion et le principe de recours à une délégation de service public, présentant les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, annexé à la présente délibération ;

Vu l'avis favorable du Comité Technique du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022 ;

Considérant que :

La COBAN gère 3 aires d'accueil des gens du voyage, exploitées en délégation de service public depuis 2009 :

- Une aire saisonnière de grand passage de 60 emplacements soit 120 places à Andernos-Les-Bains, située au Lieu-dit « Les Querquillas »,
- Une aire d'accueil permanente de 13 emplacements soit 26 places à Audenge, située au Lieu-dit « Hougueyra »,
- Une aire d'accueil saisonnière de 13 emplacements soit 26 places à Biganos, située au Lieu-dit « Ninèche ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Le contrat actuel (affermage – Titulaire : VAGO) arrive à son terme le 31 décembre 2022. A l'approche de cette échéance, le Conseil communautaire de la COBAN doit se prononcer, de nouveau, sur le mode de gestion qu'il estime le plus adapté pour ce service public, ainsi que sur les caractéristiques des prestations qui devront être assurées.

Sur la base des données contenues dans le rapport sur le principe de délégation de service public, il a été considéré que les modes d'organisation suivants pouvaient être envisagés :

- En gestion directe : le service public est géré directement par la Collectivité,
- Via une société locale (SPL ou SEMOP) : il est géré par une société locale dont la collectivité est actionnaire
- En gestion déléguée : il est géré par un opérateur économique dans le cadre d'une convention.

Le rapport sur le mode de gestion, annexé à cette délibération, a pour objectif :

- d'éclairer le Conseil communautaire sur l'analyse des modes de gestion envisageables pour le service public des aires d'accueil des gens du voyage, sachant que le choix entre la gestion directe et la gestion déléguée résulte de considérations d'ordre juridique, technique et financier et doit tenir compte du contexte propre à la collectivité ;
- de présenter les principales caractéristiques des missions qui seraient confiées au futur exploitant du service.

Sur le choix du mode de gestion, après avoir appréhendé les différents modes de gestion envisageables et procédé à une analyse comparative de la régie et de la délégation de service public, il ressort de ce rapport que la délégation de service public, de type affermage, semble être le mode de gestion le plus adapté. Les raisons qui motivent cette préconisation sont les suivantes :

- Considérant la structure de la COBAN, les difficultés que représente la gestion directe des aires d'accueil des gens du voyage, la gestion déléguée paraît être un choix judicieux.
- La maîtrise des coûts d'exploitation tout comme le maintien en état des biens de la collectivité mis à la disposition imposent de responsabiliser le gestionnaire (prise en charge du risque d'exploitation).
- Le recrutement de personnel qualifié et expérimenté est difficile. De surcroit, les personnels sont soumis à des tensions relationnelles fréquentes, auquel le délégataire peut apporter des réponses en permettant une rotation de personnel entre les sites.
- Enfin, dans l'immédiat, la COBAN ne souhaite pas s'impliquer directement dans la gestion du service, préférant recourir à des compétences de professionnel en matière de gestion des aires et de connaissance des gens du voyage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Sur les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire, celui-ci devra exploiter les aires d'accueil d'Audenge et de Biganos, l'aire de grand passage d'Andernos-les-Bains et, de manière plus large sur le territoire de la COBAN, ce qui relève de l'accompagnement des communes dans la médiation en cas de stationnements illicites.

Le contrat ne prévoit pas d'investissements à la charge du concessionnaire, une durée contractuelle de 4 ans apparait donc adaptée.

Les charges de fonctionnement pesant sur le concessionnaire, prévues par le futur contrat, sont les suivantes :

- la gestion locative des sites
- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance des installations et des abords ;
- la facturation et le recouvrement ;
- la perception des subventions d'exploitation (ALT2) ;
- la prise en charge des fluides et leur refacturation aux occupants ;
- le renouvellement des matériels ;
- l'astreinte et la continuité du service en toute circonstance, avec des objectifs de délais d'intervention ;
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire du patrimoine ;
- l'information permanente de la Collectivité relative au fonctionnement du service.

Le concessionnaire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls (transfert du risque lié à l'exploitation du service). Il se rémunérera par la perception de recettes auprès des usagers et des subventions (ALT2) d'exploitation.

Il percevra en complément une participation de la collectivité en compensation de sujétions de service public.

Le contrat fixera également les informations que le délégataire tiendra à disposition de la COBAN, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont la COBAN disposera pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des procédures de suivi régulier de l'exploitation seront définies afin d'assurer un échange permanent avec le délégataire et de permettre un contrôle « au fil de l'eau ».

Enfin, la collectivité pourra user de son pouvoir de sanction et mettre en œuvre des mesures coercitives à l'encontre du délégataire (pénalités, résiliations, ou mise en régie) dans des conditions qui seront fixées au contrat. Des pénalités seront, en effet, définies pour sanctionner l'éventuel non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles par le délégataire.

Le contrat prendrait effet le 1er janvier 2023 pour une durée de 4 ans.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe de l'attribution d'une délégation de service public pour l'exploitation du service public des aires d'accueil des gens du voyage ;

- **AUTORISER** le Président de la COBAN à prendre toute mesure et à signer tout acte et document nécessaire à la mise en œuvre de la procédure de publicité et de mise en concurrence pour l'attribution de la délégation de service public et notamment sur la base des avis de la Commission, à négocier avec les candidats ayant présenté une offre.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le principe de l'attribution d'une délégation de service public pour l'exploitation du service public des aires d'accueil des gens du voyage ;***

- ***AUTORISE le Président de la COBAN à prendre toute mesure et à signer tout acte et document nécessaire à la mise en œuvre de la procédure de publicité et de mise en concurrence pour l'attribution de la délégation de service public et notamment sur la base des avis de la Commission, à négocier avec les candidats ayant présenté une offre.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BASSIN D'ARCACHON NORD

Procédure de Délégation de Service Public
Aires d'accueil des gens du voyage

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
RAPPORT SUR LE PRINCIPE DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC

EN APPLICATION DU L.1411-4 DU CGCT

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

SOMMAIRE

1 PREAMBULE 3

2 PRESENTATION DES MODES DE GESTION POSSIBLES 4

2.1 LA GESTION DIRECTE 4
2.2 LA GESTION DIRECTE AVEC PASSATION D'UN MARCHE PUBLIC DE SERVICES 7
2.3 LES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES 7
2.4 LA GESTION DELEGUEE 8
2.4.1 Le cadre général 8
2.4.2 Avantages et inconvénients de ce montage : 9
2.4.3 Conclusion : 10
2.4.4 Précisions 10

3 CHOIX DES SCENARIOS 11

4 ANALYSE COMPARÉE DETAILLÉE : REGIE VERSUS DELEGATION 12

4.1 RISQUE ET RESPONSABILITE 12
4.2 LES PRESTATIONS EXTERNALISABLES 12
4.2.1 Marchés de prestation de service éventuellement passés par la régie : 12
4.2.2 Contrats de sous-traitance interne ou externe passé par le délégataire : 13
4.3 RESSOURCES HUMAINES 13
4.3.1 Ressources humaines en régie (dimensionnement des moyens humains) 13
4.3.2 Ressources humaines en délégation 14
4.4 MOYENS MATERIELS 15
4.4.1 Moyens matériels du service en régie : 15
4.4.2 Moyens matériels du délégataire : 15
4.5 SIMULATION DES COUTS DU SERVICE 15
4.6 SYNTHESE 17
4.7 DELAI DE MISE EN ŒUVRE 17

5 MOTIF DU CHOIX DE LA CONCESSION 18

6 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU FUTUR CONTRAT DE DELEGATION 19

6.1 PERIMETRE DU CONTRAT 19
6.2 DUREE DU CONTRAT 19
6.3 BIENS MIS A DISPOSITION 19
6.4 PRINCIPALES OBLIGATIONS DU DELEGATAIRE 19
6.5 PRINCIPALES OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE 20
6.6 MOYENS DE CONTROLE 20

7 PROCEDURE DE PASSATION DU FUTUR CONTRAT 21

8 CONCLUSION 21

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

1 PREAMBULE

La COBAN, qui a la compétence pour l'aménagement des aires d'accueil des gens du voyage, exploite trois aires d'accueil :

- une aire saisonnière de grand passage de 60 emplacements soit 120 places à Andernos-Les-Bains, située au Lieu-dit « Les Querquillas »,
- une aire d'accueil permanente de 13 emplacements soit 26 places à Audenge, située au Lieu-dit « Hougueyra »,
- une aire d'accueil saisonnière de 13 emplacements soit 26 places à Biganos, située au Lieu-dit « Ninèche ».

Depuis le 30 juin 2009, les trois aires d'accueil sont gérées dans le cadre de contrats de concessions successifs.
Le contrat actuel (affermage – Titulaire : VAGO) arrive à son terme le 31 décembre 2022.

Dans la perspective de cette échéance, la COBAN doit se prononcer sur le **mode de gestion le plus adapté pour le service des aires d'accueil des gens du voyage**.

L'objet du présent rapport est de fournir, à la Commission Consultative des Services Publics Locaux, puis au Conseil Communautaire, l'analyse comparée des différents modes de gestion envisageables.

En particulier, en cas de reconduction du principe de délégation du service public, il doit répondre aux dispositions de l'article L. 1411-4 du CGCT :

Les assemblées délibérantes des collectivités territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics se prononcent sur le principe de toute délégation de service public local après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1. Elles statuent au vu d'un rapport présentant le document contenant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

2 PRESENTATION DES MODES DE GESTION POSSIBLES

Les collectivités et leurs groupements choisissent librement le mode de gestion de leurs services publics. Cette liberté se trouve consacrée à l'article L. 1 du Code de la Commande Publique qui, codifiant les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concessions, dispose que « les acheteurs et les autorités concédantes choisissent librement, pour répondre à leurs besoins, d'utiliser leurs propres moyens ou d'avoir recours à un contrat de la commande publique ».

La jurisprudence du Conseil d'État consacre, au profit de la personne publique, cette liberté de choix du mode de gestion pour gérer des services ou exécuter des travaux. Il en découle que le juge administratif ne fait, sur ce choix, aucun contrôle de la qualification des faits, pas même de l'erreur manifeste d'appréciation (CE, 18 mars 1988, *Loupias*, req. n°57893 ; CE, 10 janvier 1992, *Association des usagers de l'eau de Peyreleau*, Rec. CE 1992 p. 13 ; CE, 7 juin 1995, *Comité mixte à la production de la société d'économie mixte locale Gaz de Bordeaux*, Lebon, p. 226 ; CE, 27 novembre 2002, *SICAE de la région de Péronne et SICAE du secteur de Roisel*, req. n°246764, Contrats-Marchés publ. 2003, comm. 33, obs. E. Delacour).

Le principe de libre choix du mode de gestion ne s'entend pas seulement d'une liberté reconnue à un instant donné, mais implique que le choix librement opéré puisse tout aussi librement être réversible. Ainsi par exemple, une personne publique délégante peut revenir sur sa décision de déléguer un service public (TA Toulouse, ord., 18 juillet 2005, *Mme. Sandrine Foureusses et autres,* req. n°0502669).

Ainsi, la COBAN, qui est responsable des aires d'accueil des gens du voyage sur son territoire, peut choisir de gérer ce service selon les modes suivants :

- En gestion directe : le service public est géré directement par la Collectivité,
- Via une société locale (SPL ou SEMOP) : il est géré par une société locale dont la collectivité est actionnaire
- En gestion déléguée : il est géré par un opérateur économique dans le cadre d'une convention.

Eu égard à la nature et à l'ampleur du service public à gérer, les modalités de gestion via une société locale (SPL ou SEMOP) n'apparaissent pas adaptées.
S'agissant, de l'exécution du service à proprement parler, et hormis le cas d'une gestion déléguée dans le cadre d'une DSP, celle-ci peut également être externalisée, selon des prestations à définir, par le biais de marchés publics.

2.1 La gestion directe

Par gestion directe, on entend un mode de gestion par lequel la collectivité locale gère directement le service. Cela se matérialise par le recours à une régie, dont les modalités ont évolué avec le **Décret n°2001-184 du 23 février 2001** relatif aux régies chargées de l'exploitation d'un service public.

On distingue 2 types de régies :

- Régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière (Article L. 2221-10 du CGCT) : Il s'agit de la création d'un établissement public local à caractère industriel et commercial, rattaché à la collectivité, qui peut exercer son contrôle. Cet établissement possède son propre conseil d'administration et son budget propre.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

- Régie dotée de la seule autonomie financière (Article L. 2221-11 du CGCT) : Cette régie reste sous le contrôle de la collectivité, bien que disposant de ses propres organes de gestion (directeur et conseil d'exploitation), exerçant sous l'autorité de la collectivité.
  Le rôle du conseil d'exploitation est essentiellement consultatif. Les décisions restent de la compétence du conseil communautaire.

Les modalités de fonctionnement des deux types de régie sont comparées ci-dessous :

Article L.2221-1 et suivants du CGCT	Régie dotée de la seule autonomie financière	Régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale (établissement public local)
Personnalité morale	Non	Oui
Budget distinct du budget général	Oui	Oui
Degré d'autonomie	Très faible	Important
Organe délibérant de la régie	Un conseil d'exploitation	Un conseil d'administration
Pouvoirs de l'organe délibérant de la régie	Limités, son rôle est essentiellement consultatif, sauf décision contraire du Conseil Communautaire	Étendus, y compris en matière budgétaire
Processus de décision	Sous l'autorité du Président de la Collectivité et du Conseil communautaire. Administré par le Conseil d'exploitation et le Directeur de la Régie.	Administrée par le Directeur et le Conseil d'Administration de la Régie. Les élus de la Collectivité interviennent par l'intermédiaire de leurs représentants au sein du Conseil d'Administration.
Directeur	Oui (statut de droit public)	Oui (statut de droit public)
Pouvoirs du directeur	Limités	Étendus, y compris en termes d'achats et gestion du service au quotidien ainsi qu'en matière de marchés publics.
Responsabilité civile et pénale	Elus de la Collectivité La responsabilité pèse sur les élus et agents de la Collectivité (y compris le personnel de la régie), à l'exception des missions confiées par marchés publics.	Directeur de la Régie et membres de la Collectivité. La responsabilité pèse sur le Conseil d'Administration et le Directeur de la Régie (à l'exception des missions confiées par marchés publics).
Comptable	Celui de la collectivité	Comptable propre ou comptable de la DGFIP Réforme 2019 : « p*our les régies créées à compter du 1er juillet 2020, le choix de confier les fonctions de comptable à un comptable de la [DGFIP] est subordonné à un avis conforme du directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques* ».

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Article L.2221-1 et suivants du CGCT	Régie dotée de la seule autonomie financière	Régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale (établissement public local)
Budget	M4, Annexé	M4, Propre
Ordonnateur et représentant légal	Autorité territoriale (Président de la communauté)	Directeur (qui a de nombreux pouvoirs propres même s'il demeure sous l'autorité du Président et peut recevoir des délégations)
Agents	Possibilité de conserver le statut des agents de droit public au moment de la création, les recrutements futurs étant de droit privé, sauf pour le directeur (toujours de droit public)	Personnel de droit privé (application du Code du Travail) sauf pour le directeur et le comptable public (contrat de droit public)
Autorité compétente pour fixer le budget	Organe délibérant de la collectivité après avis du conseil d'exploitation	Conseil d'administration

- **Avantages et inconvénients de la régie :**

Il ressort essentiellement que ce montage permet :

- de maîtriser les orientations de gestion du service, par un lien direct entre la politique définie et la mise en application par le service ;
- de permettre une plus grande réactivité plus grande en cas de changement d'orientation

Il est important pour ce mode de gestion de mettre en place un nouveau service. Des formations et des recrutements sont nécessaires. Un coût de fonctionnement conséquent doit être affecté à ce service.

A côté de ces avantages, il faut relever les inconvénients suivants :

- un risque de plus grande sensibilité politique à l'évènementiel, lié à l'absence d'autonomie du gestionnaire
- une gestion inappropriée à ce type de public (comptabilité publique, multiplication des écritures et des procédures) ;
- des difficultés de recrutement de personnel qualifié et expérimenté ;
- des délais de décision/réaction pour le quotidien (cas des menus travaux ou des dégradations à réparer dans un délai très court pas toujours compatibles avec les règles de la commande publique),
- une régie de recettes à structurer, voire un budget annexe
- un risque financier est supporté par la Collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

2.2 La gestion directe avec passation d'un marché public de services

Le marché public de services n'est pas un mode de gestion à proprement parler.

Il s'agit d'un moyen, pour une régie, de faire exécuter des tâches d'exploitation (ou fonctionnement) à un opérateur économique. La rémunération du contrat est assurée par une contrepartie financière, fixée au contrat, versée par la collectivité au titulaire, en corrélation directe avec la prestation fournie. Ces contrats se caractérisent par des durées courtes, dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique.

L'étendue des tâches confiées par voie de marché public n'est pas limitée ; elle peut même comprendre la facturation et l'encaissement des redevances par le biais d'une régie d'encaissement.

Toutefois, il faut préciser que dans le cas d'un marché public de services, il ne peut y avoir de transfert de risque vers le Titulaire du contrat et que la totalité des recettes et des dépenses transitent par le budget de la Régie. Le prestataire de service ne prend alors pas à son compte les risques d'exploitation du contrat. En d'autres termes, il n'est pas intéressé par les bénéfices ou déficits que peut générer la gestion du service. En la matière, la responsabilité n'est portée que par la Collectivité.

- **Avantages et inconvénients de la régie avec passation d'un marché public de service :**

Il ressort essentiellement que ce montage permet :

- de recourir à des compétences de professionnel en matière de gestion des aires et de connaissance des gens du voyage,
- une gestion plus souple, du fait du cadre de droit privé,
- des recrutements limités au sein de la Collectivité (variables en fonction de l'étendue des prestations confiées au titulaire),
- niveau intermédiaire entre politique et usager, le gérant ayant une grande autonomie dans l'exercice de sa mission.

Il est important pour ce mode de gestion de mettre en place un nouveau service (plus limité que dans le cas d'une reprise en régie stricte). Des formations et des recrutements sont nécessaires. Un coût de fonctionnement conséquent doit être affecté à ce service.

A côté de ces avantages, il faut relever les inconvénients suivants :

- un contrôle de la gestion à organiser au sein de la Collectivité,
- une régie de recettes à structurer, voire un budget annexe
- la dépendance de la Collectivité vis-à-vis d'un tiers, le gestionnaire
- un risque financier est supporté par la Collectivité avec pour corollaire une faible implication du gestionnaire sur la gestion financière du site (gestion des impayés notamment) et dans le contrôle (dégradations) étant donné que le risque est supporté par la Collectivité.

2.3 Les solutions institutionnelles

Une structure de type SPL (Société Publique Locale) ou SEMOP (Société d'Économie Mixte à Opération Unique) est une solution envisageable pour une gestion publique d'un service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Il ne s'agit, toutefois, pas d'une gestion directe puisque la Collectivité crée entre elle et l'usager une société (le « S » de SPL) à qui elle confie la charge de gérer le service.

Cette solution offre aux Collectivités la possibilité d'une gestion publique reconnue comme ayant plus de souplesse qu'une Régie.

Eu égard à la nature et à l'ampleur du service public à gérer, les modalités de gestion via une société locale (SPL ou SEMOP) n'apparaissent pas adaptées.

2.4 La gestion déléguée

2.4.1 Le cadre général

Connue sous l'acronyme de DSP – pour Délégation de Service Public – la gestion déléguée a été rebaptisée « concession » depuis l'**Ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016** codifiée par le Code de la Commande Publique depuis le 1er avril 2019, qui a pérennisé cette appellation.

Le CCP définit à son article L. 1121-1 que :

> *Les contrats de concession sont les contrats conclus par écrit, par lesquels une ou plusieurs autorités concédantes soumises au présent Code confient l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques,* ***à qui est transféré un risque lié à l'exploitation*** *de l'ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix. La part de risque transférée au concessionnaire implique une réelle exposition aux aléas du marché, de sorte que toute perte potentielle supportée par le concessionnaire ne doit pas être purement nominale ou négligeable. Le concessionnaire assume le risque d'exploitation lorsque, dans des conditions d'exploitation normales, il n'est pas assuré d'amortir les investissements ou les coûts qu'il a supportés, liés à l'exploitation de l'ouvrage ou du service.*

Il résulte de ce texte qu'un contrat de concession est un contrat par lequel un acheteur public confie la réalisation de travaux ou la gestion d'un service à un opérateur économique qui se voit transférer un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service, en contrepartie du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Ainsi, pour qu'un contrat soit qualifié de contrat de concession, l'attributaire doit assumer un risque réel, représentant donc une part significative, c'est-à-dire non négligeable ni nominale du risque d'exploitation. Ainsi, un véritable aléa doit peser sur le concessionnaire qui ne doit pas être certain que son exploitation soit bénéficiaire.

La distinction fondamentale entre un marché public et un contrat de concession réside dans le transfert, au cocontractant, d'un risque lié à l'exploitation du contrat.

Concernant cette notion de risque, le Conseil d'État recherche si le concessionnaire assure une « *part significative du risque d'exploitation* » :

> « *si une part significative du risque d'exploitation (demeure) à la charge de ce cocontractant, sa rémunération doit être regardée comme substantiellement liée aux résultats de l'exploitation* » (CE, 7 novembre 2008, *Département de la Vendée,* req. n°291794).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

La jurisprudence en déduit qu'à l'inverse, en l'absence de risque réel d'exploitation, le contrat n'est pas un contrat de concession mais un marché public :

> « *la cour, dont l'arrêt est suffisamment motivé, n'a pas commis d'erreur de droit ni d'erreur de qualification juridique en jugeant que la rémunération du co-contractant de la COBAN, en l'absence de réel risque d'exploitation, ne pouvait être regardée comme étant substantiellement assurée par les résultats de l'exploitation et que le contrat était en conséquence constitutif d'un marché public et non d'une délégation de service public* » (CE, 5 juin 2009, *Société Avenance*, req. n°298641).

Ainsi, ce montage présente l'avantage, contrairement au marché public, de transférer le risque sur l'opérateur économique, la personne publique n'ayant donc plus à assumer ce risque.

Par ailleurs, l'article L. 3114-7 du Code de la commande publique pose le principe de limitation de la durée des concessions, calculée en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements en précisant que :

> « *La durée du contrat de concession est limitée. Elle est déterminée par l'autorité concédante en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements demandés au concessionnaire, dans les conditions prévues par voie réglementaire.* »

Dès lors, l'acheteur dispose d'une certaine souplesse dans la fixation de la durée de la concession de service, sous réserve qu'elle se montre cohérente avec le montant des prestations ainsi que des investissements réalisés.

2.4.2 Avantages et inconvénients de ce montage :

Les avantages du recours au contrat de concession sont multiples, mais il ressort essentiellement que ce montage permet :

- de transférer une part significative des risques (plus que dans tout autre montage contractuel), qu'ils soient techniques, économiques, liés à la maintenance ou encore à l'exploitation, au concessionnaire ;

- d'avoir une unicité contractuelle (un seul contrat pour la mise en œuvre d'une opération globale à la différence d'un montage en marché) avec un interlocuteur unique (évitant ainsi les éventuelles difficultés d'interface entre des prestataires différents, l'ensemble des opérations concourant à la bonne gestion du service relèvent toutes de la responsabilité unique du concessionnaire) ;

- des engagements contractuels rigidifiés en matière d'exploitation, d'entretien, de maintenance devant permettre de garantir un maintien en bon état d'usage des aires et des équipements et des ouvrages sur toute la durée du contrat ;

- la possibilité de transférer le financement de certains investissements au cocontractant qui pourra lisser le coût des investissements sur la durée totale du contrat.

A côté de ces avantages, il faut relever les inconvénients suivants :

- une procédure de passation d'un contrat de concession est relativement longue puisqu'il faut compter, en général, 8 à 14 mois ;

- une moindre maîtrise globale du projet par la personne publique, par rapport à un marché public classique ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

- une moindre transparence de l'exécution financière de l'exploitation, par rapport à une exploitation en régie, même si le concédant est soumis à de nombreuses obligations contractuelles de transmission d'informations relatives à son activité et ses comptes ;

2.4.3 Conclusion :

Le recours à une concession par la COBAN est envisageable si celle-ci souhaite maintenir ce mode de gestion.

Si ce montage venait à être retenu par la COBAN, il lui permettrait de conclure un contrat global et de transférer, à son cocontractant le risque lié à l'exploitation du service ainsi que le financement d'opérations à détailler dans le contrat.

Le choix de la délégation n'implique pas nécessairement que soit transféré la totalité du fonctionnement d'un service. Il est tout à fait envisageable de déléguer une partie de l'exploitation et d'en conserver une autre en régie.

2.4.4 Précisions

2.4.4.1 La concession avec financement d'ouvrages

La concession avec financement d'ouvrages est un mode de gestion par lequel la Collectivité charge son co-contractant de réaliser des travaux de premier établissement et d'exploiter à ses frais le service pendant une durée déterminée en prélevant directement auprès des usagers du service public des redevances qui lui restent acquises.

La convention de délégation doit tenir compte, pour la détermination de sa durée, de la nature des prestations demandées au délégataire et ne doit pas dépasser la durée d'amortissement des installations mises en œuvre

La Collectivité conserve le contrôle le bon fonctionnement du service, notamment au vu des comptes rendus techniques et financiers annuels.

A l'expiration de la convention de délégation, l'ensemble des investissements et des biens du service devient la propriété de la Collectivité.

En l'absence de besoin de financement d'ouvrages nouveaux, ce type de délégation **ne présente pas d'intérêt pour la Collectivité**.

2.4.4.2 L'affermage

La concession par affermage se distingue de la concession avec financement essentiellement par le fait que les ouvrages nécessaires à l'exploitation du service sont remis au fermier par la Collectivité qui, en règle générale, en a assuré le financement, le fermier étant chargé de la maintenance de ces ouvrages ou, dans certains cas, de leur modernisation ou leur extension.

Comme dans le système de la concession avec financement d'ouvrages, le fermier est rémunéré par les usagers, mais il reverse à la collectivité une redevance destinée à contribuer à l'amortissement des investissements qu'elle a réalisés. Le risque repose sur le fermier. La durée des contrats d'affermage est généralement plus courte (compte tenu de l'absence de « gros » investissements).

Il s'agit du mode de gestion actuel des aires d'accueil des gens du voyage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

3 CHOIX DES SCENARIOS

Mode de gestion	Argumentation
Régie dotée de l'autonomie financière	**C'est le mode de gestion directe le plus courant en matière de gestion des aires d'accueil des gens du voyage.** Cette solution est envisageable et implique soit l'exécution directe du service par la collectivité, soit le recours à des marchés publics globaux ou à des marchés de prestations individualisées pour la réalisation d'une partie des prestations, de l'entretien et/ou des travaux. La collectivité assume les risques d'exploitation et finance la totalité des prestations et travaux réalisés. Elle rémunère ses divers prestataires et doit se structurer pour détenir, en interne, les compétences permettant un suivi fin des prestations de service et des travaux réalisés. Le pouvoir décisionnaire du conseil d'exploitation est limité et consultatif. Les décisions restent de la compétence du conseil communautaire. Le délai de mise en œuvre est plus ou moins long selon le degré d'externalisation des tâches (impliquant recrutement ou passation de marchés)
Régie dotée de l'autonomie financière et de la personnalité morale	Cette solution est envisageable (création d'un EPIC) et implique soit l'exécution directe du service, soit le recours à des marchés publics globaux ou à des marchés de prestation individualisés pour la réalisation d'une partie des prestations, de l'entretien et/ou des travaux. L'EPIC assume les risques d'exploitation et finance la totalité des prestations et travaux réalisés. Il rémunère ses divers prestataires et doit se structurer pour détenir, en interne, les compétences permettant un suivi fin des prestations de service et des travaux réalisés. Le pouvoir décisionnaire est au conseil d'administration de l'EPIC.
2.2 Les solutions institutionnelles (SPL / SEMOP)	Montage administratif complexe => inadapté à la nature et à l'ampleur du service.
Contrat de concession de service public (DSP)	**C'est le mode de gestion indirecte le plus courant en matière de gestion des aires d'accueil des gens du voyage et le mode de gestion actuel.** Le risque d'exploitation repose sur le concessionnaire qui se rémunère sur les usagers. Les installations nécessaires sont mises à la disposition du concessionnaire qui en assure l'exploitation, l'entretien et la maintenance. La collectivité doit assurer un contrôle fin du concessionnaire si elle souhaite conserver une maîtrise du service.

Considérant les éléments ci-dessus, la concession de service public par affermage et la régie quelle que soit sa forme avec éventuels marchés de prestation semblent les montages les plus adaptés au service et à la structuration de la collectivité.

La collectivité choisit de les retenir pour une analyse comparée détaillée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

4 ANALYSE COMPARÉE DETAILLÉE : REGIE VERSUS DELEGATION

Le présent chapitre présente l'analyse détaillée et compare les deux modes de gestion retenus.

- La régie avec éventuellement marchés de prestation
- La concession par affermage

Les critères retenus afin d'établir cette comparaison sont les suivants :

- Responsabilité
- Prestations externalisables
- Ressources humaines
- Moyens matériels
- Économie globale
- Délai de mise en œuvre.

4.1 Risque et responsabilité

La distinction fondamentale entre la gestion en régie et la gestion en concession réside dans le transfert, au cocontractant, d'un risque lié à l'exploitation du contrat.

En cas de régie, les risques que devra supporter la COBAN seront supérieurs à ceux qu'elle supporte actuellement, avec notamment des conséquences en matière assurantielle et en terme de portage du risque d'impayés.

Régie	Responsabilité directe, commerciale, technique, juridique, pilotage des investissements et du fonctionnement,
Délégation	Responsabilité du délégataire vis-à-vis de ses salariés, commerciale, technique, engagements Pilotage du fonctionnement et portage du risque commercial (impayés de gestion) par le délégataire

4.2 Les prestations externalisables

4.2.1 Marchés de prestation de service éventuellement passés par la régie :

Les travaux courants et les travaux de gros entretien renouvellement peuvent être assurés soit par la régie, soit par des prestataires externes par le biais de marchés publics régis par le Code de la Commande Publique.

La liste non exhaustive des marchés de prestations externalisables pour le fonctionnement du service est :

- Exploitation du site, incluant prestations quotidiennes d'entretien et réparations courantes
- Contrôles réglementaires
- Remise en état des locaux techniques et des plateformes,
- Télégestion (maintenance technique et logicielle),
- Entretien des réseaux
- Procédures contentieuses

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

4.2.2 Contrats de sous-traitance interne ou externe passé par le délégataire :

Le délégataire s'organise selon ses critères d'optimisation technico-économique pour atteindre les objectifs et le niveau de qualité de service définis par le contrat.

Il dispose, en outre, d'une organisation opérationnelle permettant de mutualiser des moyens humains et techniques à l'échelle locale et régionale (gestion clientèle, facturation recouvrement), gestion de stocks et encadrement correspondant.

4.3 Ressources humaines

4.3.1 Ressources humaines en régie (dimensionnement des moyens humains)

Dans l'hypothèse d'une reprise en régie, il apparaît donc indispensable de structurer des services opérationnels :

- Soit en formant du personnel communautaire (mutations internes) ;
- Soit en faisant appel à des recrutements externes ou en intégrant une partie du personnel transférable issus des contrats en cours (intégration obligatoire en fonction du taux d'affectation des agents sur notre contrat).

Selon le niveau d'intégration du service souhaité, la collectivité devra ajuster le nombre et la technicité des compétences de ses agents. En effet, dans le cas d'une régie avec contrat global de prestations, la collectivité devrait se structurer pour être en capacité de :

- contrôler précisément l'exécution du contrat par le prestataire sans avoir à disposer en propre des compétences techniques nécessaires à l'exploitation.
- contrôler le recouvrement
- assurer la maintenance des sites (travaux annuels de remise en état)
- gérer les contentieux liés à l'exploitation des sites

Dans l'hypothèse retenue pour la comparaison, la collectivité devrait disposer :

Des agents « opérationnels » devant répondre aux besoins en compétences suivants :

- Gestion du site au quotidien
- Maintenance au quotidien / Entretien annuel
- Astreinte
- Continuité du service pendant les congés et absences

S'y ajoutent les besoins en personnels d'encadrement et « fonctionnels » de :

- Direction et encadrement
- Comptabilité fournisseurs et recouvrement
- Gestion du contentieux
- Gestion des ressources humaines
- Secrétariat

A partir de la répartition des tâches présentées supra, le dimensionnement du service en régie assurant l'essentiel des missions de fonctionnement (hors investissements) pourrait être le suivant :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

	Besoin en ETP		
REGIE GENS DU VOYAGE	Exécution	Encadrement	Externalisation
Gestion au quotidien du site		0,2	2,95
Conduite d'opération des travaux annuels de remise en état	0,15		
Total personnel opérationnel	**0,15**	**0,2**	**2,95**
Régie d'encaissement	0,1		0,1
Gestion administrative (reporting CAF)	0,05		0,05
Fonction support (informatique / compta / RH / Moyens généraux / Service juridiques)	0,1		
Total personnel fonctionnel	0,25	0	0,15
Total ETP	0,4	0,2	3,1
	3,7		

A noter :

- le personnel transférable issu des contrats en cours est évalué à **2 agents transférables**

4.3.2 Ressources humaines en délégation

Le délégataire a une obligation de résultat, il assure la gestion et forme le personnel à ses risques et périls.

A l'instar de la collectivité dans le cadre d'une reprise du service en régie, le concessionnaire est tenu de respecter les obligations réglementaires liées à la reprise du personnel.

Il dispose, en outre, d'une organisation opérationnelle permettant de mutualiser des moyens humains et techniques à l'échelle locale (moyens généraux, services support, encadrement),.

	Besoin en ETP		
REGIE GENS DU VOYAGE	Exécution	Encadrement	Externalisation
Gestion au quotidien du site		0,2	2,95
Conduite d'opération des travaux annuels de remise en état			0,15
Total personnel opérationnel	**0**	**0,2**	**3,1**
Régie d'encaissement			0,1
Gestion administrative (reporting CAF)			0,05
Fonction support (informatique / compta / RH / Moyens généraux / Service juridiques)			0,1
Total personnel fonctionnel	0	0	0,25
Total ETP	0	0,2	3,35
	3,55		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

A noter, le service des aires d'accueil des gens du voyage est un service au sein duquel les agents sont soumis à des tensions relationnelles fréquentes. Le délégataire, étant en charge de différents sites sur un territoire plus étendu que le seul territoire de la Collectivité, peut assurer une rotation de personnel entre les sites, faculté dont ne disposerait pas la collectivité.

4.4 Moyens matériels

4.4.1 Moyens matériels du service en régie :

A partir de la répartition des tâches présentées supra, une liste des moyens matériels significatifs pour le fonctionnement du service est proposée :

Locaux	1 local d'accueil des résidents à Audenge + local sécurisé pour la télégestion + espace de stockage matériel 1 local d'accueil des résidents à Biganos + local sécurisé pour la télégestion + espace de stockage matériel Ces locaux sont mis à la disposition du délégataire par la COBAN
Véhicules	2 véhicules utilitaires légers (1 par agent pour se déplacer au quotidien d'un site à l'autre)
Matériel et outillage	Stock et pièces de rechange Logiciel de gestion des prépaiements et de gestion des fluides Matériel informatique portable, imprimantes, Matériel de téléphonie

4.4.2 Moyens matériels du délégataire :

Le délégataire mutualise ses moyens matériels, outillages et équipements sur un périmètre généralement plus étendu que le contrat.

4.5 Simulation des coûts du service

Les charges d'exploitation du service se traduisent, généralement en régie :

- par des surcoûts induits par l'absence des économies d'échelle (mutualisation de moyen ou groupements de commande) que peuvent réaliser les délégataires.
- une diminution des recettes d'exploitations perçues auprès des usagers (diminution de l'effort réalisé pour le recouvrement au profit d'une gestion non conflictuelle, le prestataire ne supportant pas le risque financier)

Cependant, les contrats de concessions intègrent des charges supplémentaires qui n'apparaitraient pas en régie : notamment marge (estimée à 1 %).

Le budget prévisionnel des modes de gestion est présenté en page suivante.
A noter, cette estimation est réalisée en régie avec marché de prestation de service de gestion.

Les écarts principaux :

- Charges de service support en régie attachés notamment à la gestion comptable de la régie de recette et au besoin d'encadrement du marché de prestation.
- Recette d'exploitations diminuées en régie avec marché de prestation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

DEPENSES			RECETTES		
	Régie	DSP		Régie	DSP
TAUX OCCUPATION	60%	60%			
TAUX DE RECOUVREMENT	80%	100%			
AIRES D'ACCUEIL					
ACHATS			PERCEPTION VOYAGEURS		
Fournitures d'entretien et petits équipements		2 500	Aires d'accueil		
Fournitures administratives		300	Redevances	14 121	17 651
Contrôle sécurité extincteurs		200	Prépaiements eau et électricité	17 600	22 000
Eau et électricité usagers		22 000	Sous-total	31 721	39 651
Eau et électricité gestionnaire		5 000	Aire de grand passage		
Sous-total	-	30 000	Redevance forfaitaire	3 200	4 000
SERVICES EXTERIEURS			Sous-total	3 200	4 000
Assainissement		6 000	Sous-total	31 721	39 651
Marché de prestation de services de gestion	133 500				
Contrôles périodiques		1 000			
Dératisation		1 500			
Ramassage et traitement ordures ménagères	11 500	11 500			
Traitement des dépôts sauvages	3 000	3 000			
Sous-total	148 000	23 000			
AUTRES SERVICES EXTERIEURS					
Frais de structure		9 500			
Honoraires	10 000	10 000			
Frais postaux	100	100			
Télécom (communications et systèmes informatiques)		2 500			
Frais de déplacement du personnel		-			
Assurance	2 500	2 500			
Travaux			SUBVENTIONS		
Sous-total	12 600	24 600	CAF ALT (part fixe)	35 256	35 256
CHARGES DE PERSONNEL			CAF ALT (part variable)	28 436	28 436
Service supports	14 000		Participation COBAN	120 187	109 607
Salaires bruts	9 000	100 500	Sous-total	183 879	173 299
Sous-total	23 000	100 500			
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
Télégestion		2 900			
Autres charges		100			
Sous-total	-	3 000			
Renouvellement					
Renouvelement programmé	2 600	2 600			
Renouvellement non programmé	1 200	1 200			
Sous-total	3 800	3 800			
TOTAL CHARGES Aires d'accueil	187 400	184 900			
AIRE DE GRAND PASSAGE					
Marché de prestation de gestion	14 000				
Gestion		7 000			
Ramassage et traitement ordures ménagères	11 200	11 200			
Fluides		7 000			
Traitement des dépôts sauvages	3 000	3 000			
TOTAL CHARGES Grand passage	28 200	28 200			
TOTAL DEPENSES	215 600	213 100	TOTAL RECETTES	215 600	212 950
			RESULTAT D'EXPLOITATION	-	2 131

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

4.6 Synthèse

Le tableau ci-après propose une grille de comparaison synthétique des 2 modes de gestion :

	Régie	Concession par affermage
Responsabilité	Directe et complète Risques d'exploitation et risque commercial supportés *in fine* par la collectivité Pas d'effet « *écran* » de la régie : sollicitations inévitables des élus en cas de problème (contentieux de gestion, fermeture du site, fuite, etc.)	Risques d'exploitation et risque commercial supportés par le délégataire Organisation quotidienne définie au sein de l'entreprise délégataire Exposition principale du délégataire
Prestations externalisables	Nécessité de passer des marchés publics soumis au Code de la commande publique pour externaliser certaines tâches	Sous-traitance interne ou externe
Disponibilité Réactivité	Possibilité d'externaliser l'astreinte (marché public)	Astreinte incluse dans le contrat Maîtrise de l'intégralité du service sur le plan technique
Maîtrise du service	Maîtrise intégrale de la stratégie, des conditions d'exploitation et des charges du service par les élus et la collectivité Devoir de contrôle des prestataires	Obligations du délégataire et priorités de la collectivité encadrées par le contrat rédigé par elle Devoir de contrôle par la collectivité
Prix du service	Logique d'équilibre annuel et d'ajustement des tarifs en fonction des contraintes et des charges d'exploitation Risque de dérive des impayés	Tarifs et modalités de révision fixés pour toute la durée du contrat
Moyens matériels et humains	Moyens matériel propres limités aux besoins courants de l'exploitation => nécessité d'organiser la disponibilité de moyens supplémentaires « si besoin » Difficulté de mutualiser les moyens humains et matériels pour des besoins spécifiques, surtout à petite échelle Rigidité de l'exploitation pour les prestations non-prévues aux marchés	Disponibilité de moyens matériels diversifiés et facilement mobilisables Mutualisation des moyens humains et matériels à une large échelle (services supports) qui garantit l'accès à tous les profils nécessaires, même ponctuellement (ex : gestion de crise) Le délégataire dispose par ailleurs au sein de son entreprise de toutes les compétences nécessaires, mobilisables au besoin (même si non-affectées au service)

4.7 Délai de mise en œuvre

La mise en place d'une régie peut être estimée à 12 mois. Ce délai est difficilement compatible avec le planning de la collectivité.

Le déroulement d'une procédure de DSP dure généralement de 8 à 14 mois comprenant notamment :

- *A minima* 30 jours de délai de remise des offres, le délai de consultation devra être adapté à la complexité du contrat, dès lors, celui-ci pourra dépasser le délai minimal imposé par le Code de la commande publique ;
- 2 à 3 mois de négociation.

Ce délai est compatible avec le planning de la collectivité.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

5 MOTIF DU CHOIX DE LA CONCESSION

Le choix entre la gestion directe et la gestion déléguée résulte de considérations d'ordre juridique, technique et financier et doit tenir compte du contexte propre à chaque collectivité.

Après avoir appréhendé les différents modes de gestion énoncés ci-dessus et procédé à une analyse comparée de la régie et de la concession par affermage, la concession par affermage semble être le mode de gestion le plus adapté.

Les raisons qui motivent cette préconisation sont les suivantes :

- Considérant la structure de la COBAN, les difficultés que représente la gestion directe des aires d'accueil des gens du voyage, la gestion déléguée paraît être un choix judicieux.

- La maîtrise des coûts d'exploitation tout comme le maintien en état des biens de la collectivité mis à la disposition imposent de responsabiliser le gestionnaire (prise en charge du risque d'exploitation)

- Le recrutement de personnel qualifié et expérimenté est difficile. De surcroit, les personnels sont soumis à des tensions relationnelles fréquentes, auquel le délégataire peut apporter des réponses en permettant, une rotation de personnel entre les sites,

- Enfin, dans l'immédiat, la **COBAN** ne souhaite pas s'impliquer directement dans la gestion du service, préférant recourir à des compétences de professionnel en matière de gestion des aires et de connaissance des gens du voyage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

6 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU FUTUR CONTRAT DE DELEGATION

6.1 Périmètre du contrat

Le périmètre du futur contrat, concernera les aires d'accueil d'Audenge et de Biganos, l'aire de grand passage d'Andernos-les-Bains et de manière plus large, le territoire de la COBAN pour ce qui relève de l'accompagnement aux communes dans la médiation en cas de stationnements illicites.

6.2 Durée du contrat

L'article L. 3114-8 du Code de la Commande Publique pose le principe d'une durée limitée, calculée en fonction de la nature et du montant des prestations ou des investissements.

L'article R.3114-1 du Code de la Commande Publique précise ce que recouvre la notion d'investissement : il est défini de manière très large et englobe ainsi « *les investissements initiaux ainsi que ceux devant être réalisés pendant la durée du contrat de concession, nécessaires pour l'exploitation des travaux ou des services concédés* ». A titre illustratif, sont notamment considérés comme des investissements « *les travaux de renouvellement, les dépenses liées aux infrastructures, aux droits d'auteur, aux brevets, aux équipements, à la logistique, au recrutement et à la formation du personnel* ».

Considérant que le contrat ne prévoit pas d'investissements mis à la charge du concessionnaire une durée contractuelle de 4 ans apparait adaptée. Le nouveau contrat prendrait effet, le 1er janvier 2023.

6.3 Biens mis à disposition

Les équipements compris dans le périmètre de la concession de service public sont les suivants ;

- une aire saisonnière de grand passage de 60 emplacements soit 120 places à Andernos-Les-Bains, située au lieu-dit « Les Querquillas ».
- une aire d'accueil de 13 emplacements soit 26 places à Audenge, située au lieu-dit « Hougueyra »,
- une aire d'accueil de 13 emplacements soit 26 places à Biganos, située au lieu-dit « Ninèche ».

6.4 Principales obligations du délégataire

Le concessionnaire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls (transfert du risque lié à l'exploitation du service). Il se rémunérera par la perception de recettes auprès des usagers et des subventions (ALT2) d'exploitation.
Il percevra en complément une participation de la collectivité en compensation de sujétions de service public.

Dans le respect du principe de continuité du service, le concessionnaire assumera l'ensemble des prestations nécessaires au bon fonctionnement du service. Les travaux de renouvellement des équipements nécessaires au bon fonctionnement du service et étroitement liés à la qualité de l'entretien seront à sa charge.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

Le cahier des charges détaillé mettra en particulier à la charge du futur concessionnaire :

- la gestion locative des sites
- le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance des installations et des abords ;
- la facturation et le recouvrement ;
- la perception des subventions d'exploitation (ALT2)
- la prise en charge des fluides et leur refacturation aux occupants ;
- le renouvellement des matériels ;
- l'astreinte et la continuité du service en toute circonstance, avec des objectifs de délais d'intervention ;
- la tenue à jour des plans et de l'inventaire du patrimoine ;
- l'information permanente de la Collectivité relative au fonctionnement du service ;

6.5 Principales obligations de la collectivité

De son côté, notre collectivité assurera :

- la mise à disposition du patrimoine du service et ses éventuelles mises aux normes (sécurité, etc.) ;
- la maîtrise d'ouvrage et le financement des travaux de premier établissement des ouvrages du service ;
- les travaux de renouvellement des réseaux et du génie civil ;
- le contrôle du service et de la bonne exécution du contrat.

6.6 Moyens de contrôle

Le contrat fixera également les informations que le délégataire tiendra à disposition de la COBAN, les modalités de leur transmission et les moyens de contrôle effectifs dont la COBAN disposera pour vérifier la bonne exécution du contrat et la qualité du service.

Des procédures de suivi régulier de l'exploitation seront définies afin d'assurer un échange permanent avec le délégataire et de permettre un contrôle « au fil de l'eau ».

Enfin, la collectivité pourra user de son pouvoir de sanction et mettre en œuvre des mesures coercitives à l'encontre du délégataire (pénalités, résiliations, ou mise en régie) dans des conditions qui seront fixées au contrat. Des pénalités seront, en effet, définies pour sanctionner l'éventuel non-respect des obligations réglementaires ou contractuelles par le délégataire.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_79_DEL-AR

7 Procédure de passation du futur contrat

La Délégation de service public sera passée après une procédure de publicité et de mise en concurrence préalables.

Cette procédure est définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et par le Code de la commande publique. Elle impose des modalités de mise en concurrence, le choix des entreprises admises à remettre une offre étant assuré par la commission de DSP mentionnée à l'article L. 1411-5 du CGCT.

Il est à noter que la jurisprudence autorise l'autorité délégante à mettre en œuvre une procédure "ouverte", par laquelle elle adresse les documents de la consultation à tous les candidats faisant connaître leur intention de déposer une offre (CE, 15 décembre 2006, Société Corsica Ferries, req. n°298618). Cette possibilité est également implicitement prévue à l'article R. 3123-14 du Code de la commande publique. Les candidats remettent donc simultanément leur candidature et leur offre, ce qui permet de raccourcir les formalités et donc, les délais de procédure.

Les dossiers remis par les candidats sont examinés par la commission de DSP mentionnée à l'article L. 1411-5 du CGCT.

A l'issue de la remise des offres, la commission de DSP émet un avis et invite l'exécutif local à négocier avec une ou plusieurs entreprises admises à remettre une offre. A l'issue des négociations, l'exécutif soumet à l'approbation de l'assemblée délibérante le choix du candidat et le contrat de délégation de service public finalisé.

En l'espèce, la procédure qui pourrait être retenue afin de raccourcir les délais est celle prévue par la décision du Conseil d'Etat du 15 décembre 2006, *Société Corsica Ferries*, précitée et implicitement prévue par l'article R. 3123-14 du Code de la commande publique, c'est-à-dire une procédure ouverte par laquelle les candidats remettent en même temps leur offre et leur candidature.

8 CONCLUSION

Au vu des différents éléments évoqués dans le présent rapport, la concession de service public par affermage est la solution la plus adaptée aux caractéristiques du service des gens du voyage.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_80_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-80

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CREATION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC « AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE »

FIXATION DES CONDITIONS DE DEPOT DES LISTES DE CANDIDATS

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_80_DEL-AR

Monsieur Cédric PAIN, vice-Président de la COBAN, expose qu'une Commission de Délégation de Service Public permanente a été créée par délibération n° 2020-63 en date du 6 juillet 2020.

Cependant, eu égard aux enjeux de la compétence liée aux aires d'accueil des gens du voyage, il apparait opportun de constituer une Commission de Délégation de Service Public ad hoc (à la DSP Aires d'accueil des gens du voyage).

Cette Commission analyse les dossiers de candidature et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Au vu de l'avis de la Commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires dans les conditions prévues par l'article L. 3124-1 du code de la commande publique.

Après que la collectivité ait adressé à chacun des candidats un document définissant les caractéristiques quantitatives des prestations, elle se réunit une seconde fois à la réception des offres, elle examine les offres et formule un avis motivé sur les propositions des candidats. Les offres ainsi présentées sont librement négociées par la personne publique délégante qui, au terme des négociations, choisit le délégataire.

Toutefois, la collectivité délégante peut choisir de lier réception des candidatures et réception des offres en adressant le document définissant les caractéristiques des prestations à tous les candidats faisant connaître leur intention de déposer une offre. Il faut, dans ce cas, procéder au système des deux enveloppes : chaque candidat doit produire une enveloppe contenante, d'une part, ses garanties financières et professionnelles ainsi que les pièces établissant le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et l'aptitude à assurer la continuité du service public et à respecter l'égalité des usagers devant le service public et, d'autre part, le pli contenant son offre. La Commission devra éliminer, après ouverture de la première enveloppe, les candidats ne présentant pas les garanties suffisantes, seuls les plis contenant les offres des candidats présentant ces garanties pouvant être ensuite ouverts (*CGCT, art. L. 1411-5 ; CE, 15 déc. 2006, n° 298618, Sté Corsica Ferries : JurisData n° 2006-071183*). C'est le choix qu'a fait la collectivité pour la procédure de DSP Aires d'accueil des gens du voyage.

Cette Commission peut être composée à l'identique de la Commission d'Appel d'Offres.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_80_DEL-AR

Cependant, comme exposé plus haut, s'agissant de la Délégation de la gestion des aires d'accueil des gens du voyage, la collectivité souhaite constituer une Commission ad hoc, distincte de la CDSP permanente et de la CAO. Il importe donc de la désigner par une délibération distincte.

Il est rappelé qu'en la matière, et contrairement à la simple faculté d'invitation de ces personnes, introduite dans le Code des marchés publics, l'article L.1411-5 du Code Général de Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que le comptable de la collectivité et le représentant du Ministre chargé de la concurrence (Direction Départementale de la Protection des Populations) doivent nécessairement être convoqués. Ils ont voix consultative.

Il est également possible d'adjoindre d'autres membres en tant que personnalités qualifiées. Il est alors recommandé de désigner ces membres supplémentaires de la Commission par arrêté du Président, en incluant les agents de la collectivité.

Le Code Général de Collectivités Territoriales prévoit que la Commission comporte, outre le Président de l'EPCI, 5 membres titulaires et 5 membres suppléants élus au sein de l'assemblée délibérante au scrutin de liste suivant le principe de la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Il convient donc, conformément à l'article D.1411-5 du CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes.

Dans ces conditions, nous vous proposons de les établir comme suit pour l'élection prochaine de la Commission :

- L'élection des membres titulaires et des suppléants aura lieu sur la même liste ;
- Les listes pourront comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
- Elles pourront être déposées auprès du Président de l'EPCI dans un délai maximum de 20 minutes après l'approbation du présent texte par l'assemblée.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et L.1411-5, D.1411-3 à D.1411-5,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Considérant la nécessité de créer une Commission de Délégation de Service Public spécifique aux aires d'accueil des gens du voyage,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_80_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** les conditions de dépôt des listes, en vue de l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) « Aires d'accueil des gens du voyage » comme suit :
  - L'élection des membres titulaires et des suppléants aura lieu sur la même liste ;
  - Les listes pourront comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;
  - Elles pourront être déposées auprès du Président de l'EPCI dans un délai maximum de 20 minutes après l'approbation du présent texte par l'assemblée.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE les conditions de dépôt des listes, en vue de l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) « Aires d'accueil des gens du voyage » comme suit :***
  - ***L'élection des membres titulaires et des suppléants aura lieu sur la même liste ;***
  - ***Les listes pourront comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir ;***
  - ***Elles pourront être déposées auprès du Président de l'EPCI dans un délai maximum de 20 minutes après l'approbation du présent texte par l'assemblée.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_81_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-81

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

COMPOSITION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

ELECTION DES MEMBRES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_81_DEL-AR

Monsieur Cédric PAIN, vice-Président de la COBAN, expose que par délibération n° 2022-80 du 28 juin 2022, le Conseil communautaire a fixé les conditions de dépôt des listes nécessaires à l'élection de la Commission de délégation de service public des aires d'accueil des gens du voyage.

En vertu des articles L.1411-5, D.1411-3 et D.1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres titulaires et suppléants de la Commission chargée d'analyser les plis contenant les candidatures et les offres des candidats susceptibles d'être retenus comme délégataires d'un service public local, outre le président de l'EPCI, sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle du plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

A titre indicatif, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste.

Celles-ci peuvent comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

La Commission de Délégation de Service Public des aires d'accueil des gens du voyage se compose pour la durée du mandat :

- du Président de la COBAN, Président de droit,
- de cinq Membres titulaires,
- de cinq Membres suppléants.

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est fait appel aux différentes listes candidates, étant entendu que cette élection repose sur le principe d'un scrutin à bulletin secret conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 2ème alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

Considérant qu'aucune autre liste n'a été déposée auprès du Président de la COBAN selon les dispositions de la délibération n° 2022-80 du 28 juin 2022,

Le Président propose de procéder à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public des gens du voyage par un vote à main levée, ce que le Conseil communautaire accepte à l'unanimité des membres présents ou représentants.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_81_DEL-AR

Le Président proclame élus les membres titulaires et suppléants suivants :

Membres titulaires
Cédric PAIN
Nathalie LE YONDRE
Jean-Yves ROSAZZA
Patrick BOURSIER
Henri DUBOURDIEU
Membres suppléants
Corinne CHAPPARD
Monique MARENZONI
Pascal CHAUVET
Catherine BRISSET
Alain POCARD

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-82

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

AUTORISATION DE SIGNATURE DE 4 CONVENTIONS DE VEILLE POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ENTRE LA COMMUNE DE LEGE-CAP FERRET, L'EPFNA ET LA COBAN

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Monsieur Cédric PAIN, vice-Président de la COBAN, expose que l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine (EPFNA) a pour vocation d'accompagner et de préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés.
Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- Des projets de logements,
- De développement économique,
- De revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- De lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribue par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrit pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET de Nouvelle Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économes en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, sont prioritairement accompagnées.

Au titre de son PPI2018-2022, les interventions de l'EPFNA, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- D'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;

- De guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;

- D'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L'EPFNA, via la convention-cadre qui le lie à la COBAN, peut accompagner les communes afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

Sollicitation de l'EPFNA pour la commune de Lège-Cap Ferret

Dans le cadre de sa nouvelle politique de l'habitat et du logement, la ville de Lège-Cap Ferret souhaite solliciter l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine afin que ce dernier accompagne la commune dans l'élaboration programmatique de projets d'habitat à dominance sociale et abordable.

Sur la base des gisements fonciers identifiés dans l'étude de stratégie foncière et immobilière menée par la ville de Lège-Cap Ferret, l'EPFNA a proposé d'accompagner la commune sur 4 fonciers cibles :

1. Un site situé allée des chanterelles (foyer Alice Girou)
2. Un site situé allée du Grand Ousteau (maison + grange existante + terrains privés)
3. Un site dit « La Forge »
4. Un site situé avenue de la Presqu'île (site dit de « l'ancienne Plantation »)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de la COBAN ;

Vu la délibération n° 55-2019 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord du 9 avril 2019 approuvant la convention cadre N° 33-19-101,

Vu la délibération du Conseil municipal de Lège-Cap Ferret en date du 14 avril 2022,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Vu les conventions de veille ci-annexées ;

Considérant la volonté de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord de poursuivre la politique communautaire de l'habitat ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **AUTORISER** la signature de ces 4 conventions de veille pour la production de logements entre la commune de Lège-Cap Ferret, l'EPFNA et la COBAN ;

- **AUTORISER** Monsieur LAFON, Président de la COBAN, signataire de la convention cadre, à signer les quatre conventions ainsi que tout document y afférent.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***AUTORISE la signature de ces 4 conventions de veille pour la production de logements entre la commune de Lège-Cap Ferret, l'EPFNA et la COBAN ;***

- ***AUTORISE Monsieur LAFON, Président de la COBAN, signataire de la convention cadre, à signer les quatre conventions ainsi que tout document y afférent.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CONVENTION DE VEILLE N°

POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SUR LE SITE DE L'ALLEE GRAND OUSTEAU

ENTRE

LA COMMUNE DE LÈGE-CAP FERRET,

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

ENTRE

La **commune de Lège-Cap Ferret,** personne morale de droit public, dont le siège est situé 79 Avenue de la Mairie, 33950 Lège-Cap Ferret, représentée par Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, son maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 14 avril 2022,

Ci-après dénommé « **la collectivité** », « **la commune** » ou « **la personne publique garante** » ;

d'une part,

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN),** établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé 46 avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains, représentée par Monsieur Bruno LAFON, son président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du 09/04/2019,

Ci-après dénommée « **l'intercommunalité** », « **la communauté d'agglomération** » ou « **la COBAN** » ;

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 107 Boulevard du Grand Cerf, 86011 Poitiers, représenté par Monsieur Sylvain BRILLET, son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du Bureau n°B-202X- …… du ……

ci-après dénommé « **EPFNA** » ;

d'autre part.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

PRÉAMBULE

La Commune de Lège-Cap Ferret

La commune de Lège Cap Ferret est localisée à l'Ouest du département de la Gironde. Elle est intégrée à la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord depuis le 1er janvier 2018.

L'accessibilité routière de la commune est assurée par la D 106, qui va de Bordeaux à la pointe du Cap Ferret.

Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés sur la commune :

	Lège-Cap Ferret	COBAN	Département
Population	**8 374**	**68 432**	1 601 845
Variation annuelle de la population (derniers recensements 2013-2018)	3%	10,9%	1,2%
Taux de Logements locatifs sociaux	2,42 %	4,9 %	14,4% (106 677 LLS)
Rythme de construction annuel (logement)	114/an		13 944/an
Taux de vacance du parc de logements	2%	4,3%	6,2%
Nombre de personnes par ménages	2,02	2,16	2,12

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)**

La COBAN a modifié ses statuts par arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 et regroupe aujourd'hui 8 communes, et **68 432** habitants au dernier recensement.

Agissant en application de la délibération n°108-2017, en date du 19/12/2017, du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération, approuvant les modifications statutaires afférentes aux nouvelles compétences, notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire, et de politique de la ville applicables à compter du 01/01/2018 ;

Documents d'urbanisme en vigueur :

PLU	Date d'approbation 12 juillet 2018	1ere révision le 26 septembre 2019.
PLH	En cours de construction	
SCOT	En cours de construction (2023)	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

L'EPFNA, a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribuera par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET de Nouvelle Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économe en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, seront prioritairement accompagnées.

Au titre de son PPI 2018-2022, les interventions de l'EPFNA, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

L'EPFNA, par la présente convention, accompagnera la commune afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - CADRE DE LA CONVENTION

1.1. Objet de la convention

La présente convention d'action foncière a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la commune de Lège-Cap Ferret, la COBAN et l'EPFNA

Elle détermine :

- définir les objectifs partagés par la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA ;
- définir les engagements et obligations que prennent la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA en vue de sécuriser une éventuelle intervention foncière future à travers la réalisation des études déterminées au sein de la présente convention
- définir les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'EPFNA seront revendus à un opérateur désigné par la Commune
- préciser les modalités techniques et financières d'interventions de l'EPFNA et de la Commune, et notamment les conditions financières de réalisation des études.

1.2. Le Programme Pluriannuel d'Intervention et le Règlement d'Intervention

Les projets développés à travers la présente convention sont en cohérence avec les objectifs et axes définis dans le PPI 2018-2022 de l'EPFNA :

x	Production de logements		Risques technologiques et naturels
	Redynamisation de centre ancien		Réserves foncières pour compte de tiers
	Développement économique		Etudes
	Protection de l'environnement		Friches complexes
	Lutte contre les risques		

Les parties conviennent que la présente convention d'action foncière a été rédigée selon les règles du Programme Pluriannuel d'Intervention 2018 – 2022 voté par le Conseil d'Administration de l'EPFNA et par les règles du Règlement d'Intervention de l'EPFNA en vigueur à la date de signature de la convention d'action foncière.

Les modalités d'intervention de l'EPFNA sont définies dans le règlement d'intervention annexé à la présente convention (annexe 1).
Cette annexe précise notamment les conditions de réalisations d'études dans le cadre de la convention, les modalités d'intervention en acquisition amiable, préemption au prix ou en révision de prix, expropriation, la gestion des biens acquis, les modalités de cession et le calcul du prix de cession, l'évolution de la convention, ses modalités de résiliation. L'ensemble des signataires déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les conditions sans réserve.

1.3. La convention cadre

La COBAN rappelle que la présente convention s'inscrit dans la déclinaison de la convention cadre n°33-19-101

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

signée le 18/09/2019 conformément aux délibérations du conseil communautaire du 9 avril 2019 et du conseil d'administration du 12 mars 2019

Les priorités données par l'intercommunalité sont :

- Renforcer les complémentarités au sein du territoire intercommunal
- Soutenir une diversité résidentielle sur l'ensemble du territoire
- Conforter l'activité économique communautaire tout en préservant les commerces de proximité

La thématique de l'opération relevant des compétences de l'intercommunalité, la présente convention est rattachée à la convention cadre entre l'EPFNA et l'intercommunalité. Cette dernière participera activement au suivi des études et appuiera l'EPFNA et la Commune dans leurs démarches. Elle sera conviée à chaque comité technique, de pilotage, réunion de présentation ou de suivi des études.

ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE VEILLE

2.1 La convention d'études préalable

La commune a réalisé une étude de priorisation foncière afin de repérer des sites à forts potentiels de densification pour la production de logements.

À la suite de cette étude la commune a sollicité l'EPFNA afin qu'il puisse l'accompagner sur l'élaboration programmatique de projet d'habitat à dominance sociale et abordable.

2.2 Définition du secteur d'intervention

La Commune souhaite mener une politique foncière volontariste de production de logements, dans l'objectif de réaliser ou de faire réaliser une opération de logements à dominance sociale et abordable. La Commune et l'EPFNA ont donc convenu des modalités conventionnelles permettant d'assurer une phase de veille au sein du secteur d'intervention défini ci-après.

Le secteur d'intervention est identifié comme « SITE DE L'ALLEE DU GRAND OUSTEAU » et défini par les éléments suivants :

Parcelles cadastrales	Surface de la parcelle	Type de bien	Adresse de la parcelle	Zonage PLU	Particularités de la parcelle	Occupation
AB 76	164	Bati	9007 allée du grand ousteau	UDb	Eléments de patrimoine ou de paysage à protéger	Propriété communale
AB 77	591	Bati				Propriété communale
AB 240	304	TAB				Propriété privée
AB 245	246	TAB				Propriété privée
AB 249	1 040	TAB				Propriété privée

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CARTE DU PERIMETRE



2.3 Démarche d'acquisition

Le périmètre de veille foncière s'inscrit dans démarche d'anticipation foncière active en appui de la démarche de précision du projet engagé par la Commune.
A ce titre, l'EPFNA :

- pourra engager des premières prospections amiables sur le foncier identifié d'un commun accord avec la Commune
- pourra préempter sur demande de la Commune, le ou les biens identifiés même en période d'études ne pourra pas acquérir à l'amiable les fonciers ciblés.

Par délibération n°194/2019 en date du 18 juillet 2019, le Conseil Municipal a décidé d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et les zones à urbaniser, conformément aux plans de zonage annexés et intégrés au Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du 18 juillet 2019 et de donner délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales .

A l'intérieur des périmètres identifiés ci-dessus, l'EPFNA assure une veille foncière en étroite concertation avec la collectivité. En fonction des DIA notifiées, le droit de préemption pourra être délégué à l'EPFNA, par arrêté du Maire, ou par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération ou par délibération du conseil municipal ou du conseil communautaire au cas par cas sur ce périmètre selon les dispositions du code de l'urbanisme, article L.210-1 et suivants, L 211-1 et suivants, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants ; et du code général des collectivités territoriales, articles L.2122.22-15° et L.2122.23.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ARTICLE 3 – LA REALISATIONS D'ETUDES

3.1 Objectifs et définition du type d'études à réaliser

Cette opération n'étant pas à maturité, la commune a pour cela sollicité l'EPFNA afin de réaliser :

x	Etudes capacitaires (plan de composition, bilan financier)		Etudes environnementales et diagnostic pollution
	Etude de requalification de zone d'activité		Diagnostic « travaux » intégrant les prélèvements dans la structure même du bâtiment
	Étude de marché immobilier et foncier, échelle EPCI		Diagnostic structure dans le cadre d'opérations comprenant des travaux de réhabilitation (évaluation de portances…)
	Etude de programmation		Étude géotechnique
	Constitution DUP et enquête parcellaire		Etude de faisabilité
	Etude de réhabilitation et économiste de la construction		

La commune souhaite voir se développer sur ce site une opération de logements à dominance sociale et abordable. L'EPFNA pourra accompagner la collectivité à travers des études préalables pour définir le projet et sa faisabilité technique et financière.

A ce stade, la commune a déjà réalisé sur ce périmètre, ou à une autre échelle, les études suivantes, qu'elle remettra à l'EPFNA :

- Étude de priorisation foncière

La Commune s'engage à définir, dans les conditions de la présente convention, les projets portant sur le périmètre de veille. Au regard de la faisabilité économique et des résultats des études, elle s'engage à valider une programmation afin de permettre l'engagement de la phase opérationnelle.

3.2 Modalités de réalisation des études

L'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite concertation avec la Personne Publique Garante, chaque étape devant être validée par cette dernière.

A ce titre, la commune sera en outre sollicitée via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.

Pour la réalisation de ces études, l'EPFNA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention.

L'EPFNA, en tant que maître d'ouvrage de l'étude, est l'unique interlocuteur du prestataire. Celui-ci pourra préconiser des rencontres de partenaires s'il l'estime utile, en tout état de cause l'EPF décidera ou non d'accéder à ces préconisations. Par ailleurs, le prestataire ne pourra pas rencontrer, ni communiquer seul avec la Commune ou l'intercommunalité. La présence de l'EPFNA sera impérative.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

3.3 Modalités de financement des études

La réalisation des études visant à la fois l'approfondissement du projet de la Commune et la sécurisation technique et financière d'une potentielle intervention foncière de l'EPFNA sur le territoire, certaines études peuvent être partiellement prises en charge par l'Etablissement.

Ces modalités sont définies par délibération du conseil d'administration de l'EPFNA.

3.4 Modalités de paiement des études

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire.

En cas de passage en convention de réalisation le montant des études, et les dépenses annexes (frais de consultation, publicité...) seront transférés dans cette convention.

En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la commune sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, par la Commune pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de convention, l'EPFNA pouvant régler des dépenses d'études après cette date.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT FINANCIER GLOBAL AU TITRE DE LA CONVENTION

4.1 Plafond de dépenses

Sur l'ensemble de la convention, l'engagement financier maximal de l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine est de 300 000 €.

L'ensemble de ces dépenses réalisées (dépenses engagées et payées) par l'EPFNA au titre de la convention sera imputé sur le prix de revente des biens acquis, hormis les dépenses liées à la réalisation des études qui pourront faire l'objet d'une facturation indépendante.

4.2 Accord préalable de la Commune

L'EPFNA ne pourra engager les dépenses suivantes sans accord écrit de la Commune, selon les formulaires annexés à la présente convention :

- Acquisition
- Etudes (et frais annexes liés aux études)
- Frais de prestataire externe (géomètre, avocat…)
- Diagnostic (structure, immobilier, pollution, avant démolition…)

La demande d'autorisation préalable à toute acquisition intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

4.3 Obligation de rachat et responsabilité financière de la Personne Publique Garante

Au terme de la convention, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser, l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA au titre de la convention.

Il est rappelé à la Personne Publique Garante que le portage foncier proposé ne doit pas l'inciter à investir au-delà de ses capacités financières. A cet égard :

- une estimation du coût total de l'opération est intégrée à la présente convention. Il s'agit au démarrage de la convention du « plafond de dépenses » mentionnés à l'article 4.1.

- cette estimation pourra être révisée annuellement au regard des coûts effectivement supportés et des prévisions de dépenses établies. Le bilan actualisé de l'opération sera communiqué annuellement à la Personne Publique Garante par l'EPFNA sous forme de Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)

- La Personne Publique Garante s'engage à inscrire à son budget le montant nécessaire au remboursement des sommes engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, l'année du terme de la convention.

- la Personne Publique Garante s'engage à faire mention de ce portage : objet, montant, durée, date d'échéance à l'occasion de chaque débat annuel d'orientation budgétaire, et en fournira le compte rendu de séances à l'EPFNA.

En ce sens, plusieurs cas sont envisageables :

- si aucune acquisition n'a été réalisée, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA l'ensemble des dépenses effectuées, à savoir les éventuelles études réalisées, diagnostics, ou démarches supportées par l'EPF et ayant entrainés des dépenses et/ou frais auprès de prestataires ou intervenants extérieurs à l'Etablissement.
- Si des fonciers ont été acquis, la Commune, est tenue de racheter les biens acquis par celui-ci, soit le prix d'acquisition augmenté des dépenses et/ou frais subis lors du portage et des études, avec TVA selon le régime et la règlementation en vigueur, l'EPFNA étant assujetti.
- Si des fonciers ont été acquis, et cédés avant le terme de la durée de portage à un opérateur (promoteur, bailleur, lotisseur, aménageur, investisseur…), la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA la différence entre le total des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de l'opération et le montant cédé aux opérateurs.
  L'opération étant terminée, l'EPFNA sollicitera le règlement auprès de la Commune, immédiatement après la cession à l'opérateur via une facture d'apurement.

- Si le projet est abandonné par la Commune, la cession à la Personne Publique Garante est immédiatement exigible et toutes les dépenses engagées par l'EPFNA devront être remboursées.

Chaque année, lors du premier trimestre, l'EPFNA transmettra à la Commune, un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), récapitulant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la convention. Ce CRAC devra être présenté annuellement en conseil municipal ou communautaire. La délibération devra être transmise à l'EPFNA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Les dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la présente convention doivent être inscrites par la Personne Publique Garante dans sa comptabilité hors bilan selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et l'article L2312-1 du CGCT (avant dernier alinéa prévoyant que pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements. Ces dispositions s'appliquent aussi aux EPCI (L.3313-1 du CGCT).

Les engagements donnés sont enregistrés au crédit du compte 801.8.

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est de 18 mois, à compter de sa signature.
Si un bien objet de la présente convention fait l'objet d'une décision de préemption suivie d'une acquisition, les partenaires s'engagent à mettre en place une convention de réalisation au plus tard lors du Bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte authentique d'acquisition.
En cas de préemption réalisée moins de 6 mois avant l'échéance, la convention sera échue 6 mois après la date de préemption.

La convention de réalisation reprendra l'ensemble des dépenses engagées au titre de la présente convention et définira une durée de portage en fonction du calendrier prévisionnel de l'opération. Lorsque plusieurs acquisitions par préemption seront menées en parallèle, les dépenses engagées seront réparties entre les conventions de réalisation correspondante. A défaut de validation par l'organe délibérant de la Personne Publique Garante, cette dernière sera immédiatement redevable de l'ensemble des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention.

A l'inverse, si aucune acquisition n'est engagée durant la durée de vie de la présente convention, la Personne Publique Garante remboursera à l'EPFNA, en fin de convention, l'ensemble des dépenses engagées par l'Etablissement, et notamment le montant des études et frais annexes liés à ces études.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, (avec ou sans rachat de foncier) par la Personne Publique Garante pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de portage, la convention pouvant continuer à produire ses effets études, impôts, taxes, frais d'avocat, huissiers…).

ARTICLE 6 – INSTANCES DE PILOTAGE

Il est créé au titre de la présente convention, **un comité de pilotage** comprenant à minima le Maire de la commune, et le Directeur Général de l'EPFNA ou leur représentant. En fonction, du projet sont intégrés au comité de pilotage, le/la représentant(e) de l'Etat, le/la représentant(e) du Conseil Départemental, le/la représentant(e) de la Région Nouvelle Aquitaine, et l'ensemble des partenaires financiers ou techniques que la Collectivité souhaitera associer. **Le Comité de pilotage**, se réunira autant que de besoin sur proposition de la Collectivité ou de l'EPFNA, et à minima **une fois par an**. Outre le suivi de l'évolution du projet, le Comité de Pilotage sera l'instance décisionnelle sous la présidence du/de la Maire de la Commune. Il validera en outre les différentes étapes des études portées par l'EPFNA ou par la Collectivité ayant trait au projet déterminé.

Les parties conviennent de désigner au démarrage de la convention, les interlocuteurs suivants en indiquant leurs coordonnées :

- Réfèrent Technique Commune : Service habitat & logement : Alice VANHOENACKER - 05 56 03 84 00 - a.vanhoenacker@legecapferret.fr.
- Réfèrent politique Commune : Monsieur le Maire : Philippe DE GONNEVILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

- Chef de projet/Directeur Opérationnel de l'EPFNA : Ségolène LAIRE et Pierre LANDES, segolene.laire@epfna.fr - pierre.landes@epfna.fr

Chacune des parties pourra changer de référent technique en informant par courrier les autres partenaires avec un délai de prévenance d'un mois.•

ARTICLE 7 – SUITE DE LA CONVENTION

Deux cas peuvent être distingués :

Cas n°1 : en l'absence d'acquisition, au terme des études réalisées et au plus tard 2 mois avant le terme de la convention, les partenaires (a minima Commune, Intercommunalité et EPFNA) se réunissent pour décider des suites à donner à cette phase d'impulsion. A l'issue de cette réunion un relevé de décision réalisé par l'EPFNA sera transmis à l'ensemble des participants.
Selon les cas et en fonction de la maturité du projet, les partenaires peuvent envisager :

- Le passage de conventions de réalisation pour chacun des projets validés par la Personne Publique Garante, en fonction des priorités qu'elle aura souhaité donner et intégrant les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
- L'abandon de l'opération.

Cas n°2 : lorsqu'une préemption a été réalisée, une convention de réalisation sera régularisée au plus tard, lors du bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte d'acquisition. Cette convention de réalisation intégrera a minima le foncier objet de l'acquisition et détaillera les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
Les partenaires peuvent aussi, en plus de la convention de réalisation ciblant le foncier objet de l'acquisition, conclure d'autres conventions de réalisation, ou de veille selon la maturité et la nature des projets à réaliser. Ces conventions devront détailler le projet sur la base des éléments produits par les études.

ARTICLE 8 – TRANSMISSION DES DONNEES

La Commune, et l'intercommunalité le cas échéant, transmettent l'ensemble des documents d'urbanisme, données, plans et études à leur disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFNA.

La Commune et l'Intercommunalité le cas échéant transmettront à l'EPFNA toutes informations correspondant au projet et s'engagent à en demander la transmission aux opérateurs réalisant ces études.

L'EPFNA maintiendra en permanence les mentions de propriété et de droits d'auteur figurant sur les fichiers et respectera les obligations de discrétion, confidentialité et sécurité à l'égard des informations qu'ils contiennent.

L'EPFNA s'engage à remettre à la Commune et à l'Intercommunalité toutes les données et documents qu'il aura pu être amené à produire ou faire produire dans l'exécution de cette convention.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

La Commune, l'Intercommunalité et l'EPFNA s'engagent à faire figurer dans chacun des documents de communication qu'il produira, les logos et participations des autres partenaires au titre de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION ET CONTENTIEUX

La présente convention ne pourra être résiliée qu'à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties et d'un commun accord.

L'EPFNA pourra proposer la résiliation :

- d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ou dont l'exécution s'avère irréalisable.
- si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la Commune, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La Commune sera tenue de rembourser les frais engagés par l'EPFNA dans le cadre de la convention dans les six mois suivant la décision de résiliation.

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à ……, le …… en 4 exemplaires originaux

La commune de Lège-Cap Ferret
représentée par son maire

La COBAN représentée par son Président

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE

Monsieur Bruno LAFON

L'EPFNA représenté par son Directeur Général

Monsieur Sylvain BRILLET

Avis préalable du contrôleur général économique et financier, n° 2022/..... en date du

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CONVENTION DE VEILLE N°

POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SUR LE SITE DE LA ROUTE D'IGNAC

ENTRE

LA COMMUNE DE LÈGE-CAP FERRET,

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

ENTRE

La **commune de Lège-Cap Ferret,** personne morale de droit public, dont le siège est situé 79 Avenue de la Mairie, 33950 Lège-Cap Ferret, représentée par Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, son maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 14 avril 2022,

Ci-après dénommé « **la collectivité** », « **la commune** » ou « **la personne publique garante** » ;

d'une part,

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN),** établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé 46 avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains, représentée par Monsieur Bruno LAFON, son président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du 09/04/2019,

Ci-après dénommée « **l'intercommunalité** », « **la communauté d'agglomération** » ou « **la COBAN** » ;

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 107 Boulevard du Grand Cerf, 86011 Poitiers, représenté par Monsieur Sylvain BRILLET, son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du Bureau n°B-202X- …… du ……

ci-après dénommé « **EPFNA** » ;

d'autre part.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

PRÉAMBULE

La Commune de Lège-Cap Ferret

La commune de Lège Cap Ferret est localisée à l'Ouest du département de la Gironde. Elle est intégrée à la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord depuis le 1er janvier 2018.

L'accessibilité routière de la commune est assurée par la D 106, qui va de Bordeaux à la pointe du Cap Ferret.

Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés sur la commune :

	Lège Cap Ferret	COBAN	Département
Population	**8 374**	**68 432**	1 601 845
Variation annuelle de la population (derniers recensements 2013-2018)	3%	10,9%	1,2%
Taux de Logements locatifs sociaux	2,42 %	4,9 %	14,4% (106 677 LLS)
Rythme de construction annuel (logement)	114/an		13 944/an
Taux de vacance du parc de logements	2%	4,3%	6,2%
Nombre de personnes par ménages	2,02	2,16	2,12

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)**

La COBAN a modifié ses statuts par arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 et regroupe aujourd'hui 8 communes, et **68 432** habitants au dernier recensement.

Agissant en application de la délibération n°108-2017, en date du 19/12/2017, du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération, approuvant les modifications statutaires afférentes aux nouvelles compétences, notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire, et de politique de la ville applicables à compter du 01/01/2018 ;

Documents d'urbanisme en vigueur :

PLU	Date d'approbation 12 juillet 2018	1ere révision le 26 septembre 2019.
PLH	En cours de construction	
SCOT	En cours de construction	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

L'EPFNA, a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribuera par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET de Nouvelle Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économe en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, seront prioritairement accompagnées.

Au titre de son PPI 2018-2022, les interventions de l'EPFNA, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

L'EPFNA, par la présente convention, accompagnera la commune afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - CADRE DE LA CONVENTION

1.1. Objet de la convention

La présente convention d'action foncière a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la commune de Lège-Cap Ferret, la COBAN et l'EPFNA

Elle détermine :

- définir les objectifs partagés par la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA ;
- définir les engagements et obligations que prennent la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA en vue de sécuriser une éventuelle intervention foncière future à travers la réalisation des études déterminées au sein de la présente convention
- définir les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'EPFNA seront revendus à un opérateur désigné par la Commune
- préciser les modalités techniques et financières d'interventions de l'EPFNA et de la Commune, et notamment les conditions financières de réalisation des études.

1.2. Le Programme Pluriannuel d'Intervention et le Règlement d'Intervention

Les projets développés à travers la présente convention sont en cohérence avec les objectifs et axes définis dans le PPI 2018-2022 de l'EPFNA :

x	Production de logements		Risques technologiques et naturels
	Redynamisation de centre ancien		Réserves foncières pour compte de tiers
	Développement économique		Etudes
	Protection de l'environnement		Friches complexes
	Lutte contre les risques		

Les parties conviennent que la présente convention d'action foncière a été rédigée selon les règles du Programme Pluriannuel d'Intervention 2018 – 2022 voté par le Conseil d'Administration de l'EPFNA et par les règles du Règlement d'Intervention de l'EPFNA en vigueur à la date de signature de la convention d'action foncière.

Les modalités d'intervention de l'EPFNA sont définies dans le règlement d'intervention annexé à la présente convention (annexe 1).
Cette annexe précise notamment les conditions de réalisations d'études dans le cadre de la convention, les modalités d'intervention en acquisition amiable, préemption au prix ou en révision de prix, expropriation, la gestion des biens acquis, les modalités de cession et le calcul du prix de cession, l'évolution de la convention, ses modalités de résiliation. L'ensemble des signataires déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les conditions sans réserve.

1.3. La convention cadre

La COBAN rappelle que la présente convention s'inscrit dans la déclinaison de la convention cadre n°33-19-101

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

signée le 18/09/2019 conformément aux délibérations du conseil communautaire du 9 avril 2019 et du conseil d'administration du 12 mars 2019

Les priorités données par l'intercommunalité sont :

- Renforcer les complémentarités au sein du territoire intercommunal
- Soutenir une diversité résidentielle sur l'ensemble du territoire
- Conforter l'activité économique communautaire tout en préservant les commerces de proximité

La thématique de l'opération relevant des compétences de l'intercommunalité, la présente convention est rattachée à la convention cadre entre l'EPFNA et l'intercommunalité. Cette dernière participera activement au suivi des études et appuiera l'EPFNA et la Commune dans leurs démarches. Elle sera conviée à chaque comité technique, de pilotage, réunion de présentation ou de suivi des études.

ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE VEILLE

2.1 La convention d'études préalable

La commune a réalisé une étude de priorisation foncière afin de repérer des sites à forts potentiels de densification pour la production de logements.

À la suite de cette étude la commune a sollicité l'EPFNA afin qu'il puisse l'accompagner sur l'élaboration programmatique de projet d'habitat à dominance sociale et abordable.

2.2 Définition du secteur d'intervention

La Commune souhaite mener une politique foncière volontariste de production de logements, dans l'objectif de réaliser ou de faire réaliser une opération de logements à dominance sociale et abordable. La Commune et l'EPFNA ont donc convenu des modalités conventionnelles permettant d'assurer une phase de veille au sein du secteur d'intervention défini ci-après.

Le secteur d'intervention est identifié comme « SITE DE LA ROUTE D'IGNAC » et défini par les éléments suivants :

Parcelles cadastrales	Surface de la parcelle	Type de bien	Adresse de la parcelle	Zonage PLU	Particularités de la parcelle	Occupation
AP 40	2 823	TAB	70 route d'Ignac	UD	ER n°25 pour des aménagements de logements à loyers modéré et espaces verts	Propriété communale
AP 39	3 848	TAB				Libre
AP 38	3 753	TAB				Libre

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CARTE DU PERIMETRE



2.3 Démarche d'acquisition

Le périmètre de veille foncière s'inscrit dans démarche d'anticipation foncière active en appui de la démarche de précision du projet engagé par la Commune.
A ce titre, l'EPFNA :

- pourra engager des premières prospections amiables sur le foncier identifié d'un commun accord avec la Commune
- pourra préempter sur demande de la Commune, le ou les biens identifiés même en période d'études ne pourra pas acquérir à l'amiable les fonciers ciblés.

Par délibération n°194/2019 en date du 18 juillet 2019, le Conseil Municipal a décidé d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et les zones à urbaniser, conformément aux plans de zonage annexés et intégrés au Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du 18 juillet 2019 et de donner délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales .

A l'intérieur des périmètres identifiés ci-dessus, l'EPFNA assure une veille foncière en étroite concertation avec la collectivité. En fonction des DIA notifiées, Le droit de préemption pourra être délégué à l'EPFNA, par arrêté du Maire, ou par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération ou par délibération du Conseil Municipal ou Conseil communautaire au cas par cas sur ce périmètre selon les dispositions du code de l'urbanisme, article L.210-1 et suivants, L 211-1 et suivants, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants ; et du code général des collectivités territoriales, articles L.2122.22-15° et L.2122.23.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ARTICLE 3 – LA RÉALISATION D'ETUDES

3.1 Objectifs et définition du type d'études à réaliser

Cette opération n'étant pas à maturité, la commune a pour cela sollicité l'EPFNA afin de réaliser :

x	Etudes capacitaires (plan de composition, bilan financier)		Etudes environnementales et diagnostic pollution
	Etude de requalification de zone d'activité		Diagnostic « travaux » intégrant les prélèvements dans la structure même du bâtiment
	Étude de marché immobilier et foncier, échelle EPCI		Diagnostic structure dans le cadre d'opérations comprenant des travaux de réhabilitation (évaluation de portances…)
	Etude de programmation		Étude géotechnique
	Constitution DUP et enquête parcellaire		Etude de faisabilité
	Etude de réhabilitation et économiste de la construction		

La commune souhaite voir se développer sur ce site une opération de logements à dominance sociale et abordable. L'EPFNA pourra accompagner la collectivité à travers des études préalables pour définir le projet et sa faisabilité technique et financière.

A ce stade, la commune a déjà réalisé sur ce périmètre, ou à une autre échelle, les études suivantes, qu'elle remettra à l'EPFNA :

- Étude de priorisation foncière

La Commune s'engage à définir, dans les conditions de la présente convention, les projets portant sur le périmètre de veille. Au regard de la faisabilité économique et des résultats des études, elle s'engage à valider une programmation afin de permettre l'engagement de la phase opérationnelle.

3.2 Modalités de réalisation des études

L'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite concertation avec la Personne Publique Garante, chaque étape devant être validée par cette dernière.

A ce titre, la commune sera en outre sollicitée via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.

Pour la réalisation de ces études, l'EPFNA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention.

L'EPFNA, en tant que maître d'ouvrage de l'étude, est l'unique interlocuteur du prestataire. Celui-ci pourra préconiser des rencontres de partenaires s'il l'estime utile, en tout état de cause l'EPF décidera ou non d'accéder à ces préconisations. Par ailleurs, le prestataire ne pourra pas rencontrer, ni communiquer seul avec la Commune ou l'intercommunalité. La présence de l'EPFNA sera impérative.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

3.3 Modalités de financement des études

La réalisation des études visant à la fois l'approfondissement du projet de la Commune et la sécurisation technique et financière d'une potentielle intervention foncière de l'EPFNA sur le territoire, certaines études peuvent être partiellement prises en charge par l'Etablissement.

Ces modalités sont définies par délibération du conseil d'administration de l'EPFNA.

3.4 Modalités de paiement des études

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire.

En cas de passage en convention de réalisation le montant des études, et les dépenses annexes (frais de consultation, publicité...) seront transférés dans cette convention.

En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la commune sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, par la Commune pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de convention, l'EPFNA pouvant régler des dépenses d'études après cette date.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT FINANCIER GLOBAL AU TITRE DE LA CONVENTION

4.1 Plafond de dépenses

Sur l'ensemble de la convention, l'engagement financier maximal de l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine est de 3 100 000 €.

L'ensemble de ces dépenses réalisées (dépenses engagées et payées) par l'EPFNA au titre de la convention sera imputé sur le prix de revente des biens acquis, hormis les dépenses liées à la réalisation des études qui pourront faire l'objet d'une facturation indépendante.

4.2 Accord préalable de la Commune

L'EPFNA ne pourra engager les dépenses suivantes sans accord écrit de la Commune, selon les formulaires annexés à la présente convention :

- Acquisition
- Etudes (et frais annexes liés aux études)
- Frais de prestataire externe (géomètre, avocat…)
- Diagnostic (structure, immobilier, pollution, avant démolition…)

La demande d'autorisation préalable à toute acquisition intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

4.3 Obligation de rachat et responsabilité financière de la Personne Publique Garante

Au terme de la convention, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser, l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA au titre de la convention.

Il est rappelé à la Personne Publique Garante que le portage foncier proposé ne doit pas l'inciter à investir au-delà de ses capacités financières. A cet égard :

- une estimation du coût total de l'opération est intégrée à la présente convention. Il s'agit au démarrage de la convention du « plafond de dépenses » mentionnés à l'article 4.1.

- cette estimation pourra être révisée annuellement au regard des coûts effectivement supportés et des prévisions de dépenses établies. Le bilan actualisé de l'opération sera communiqué annuellement à la Personne Publique Garante par l'EPFNA sous forme de Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)

- La Personne Publique Garante s'engage à inscrire à son budget le montant nécessaire au remboursement des sommes engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, l'année du terme de la convention.

- la Personne Publique Garante s'engage à faire mention de ce portage : objet, montant, durée, date d'échéance à l'occasion de chaque débat annuel d'orientation budgétaire, et en fournira le compte rendu de séances à l'EPFNA.

En ce sens, plusieurs cas sont envisageables :

- si aucune acquisition n'a été réalisée, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA l'ensemble des dépenses effectuées, à savoir les éventuelles études réalisées, diagnostics, ou démarches supportées par l'EPF et ayant entrainés des dépenses et/ou frais auprès de prestataires ou intervenants extérieurs à l'Etablissement.
- Si des fonciers ont été acquis, la Commune, est tenue de racheter les biens acquis par celui-ci, soit le prix d'acquisition augmenté des dépenses et/ou frais subis lors du portage et des études, avec TVA selon le régime et la règlementation en vigueur, l'EPFNA étant assujetti.
- Si des fonciers ont été acquis, et cédés avant le terme de la durée de portage à un opérateur (promoteur, bailleur, lotisseur, aménageur, investisseur…), la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA la différence entre le total des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de l'opération et le montant cédé aux opérateurs.
  L'opération étant terminée, l'EPFNA sollicitera le règlement auprès de la Commune, immédiatement après la cession à l'opérateur via une facture d'apurement.

- Si le projet est abandonné par la Commune, la cession à la Personne Publique Garante est immédiatement exigible et toutes les dépenses engagées par l'EPFNA devront être remboursées.

Chaque année, lors du premier trimestre, l'EPFNA transmettra à la Commune, un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), récapitulant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la convention. Ce CRAC devra être présenté annuellement en conseil municipal ou communautaire. La délibération devra être transmise à l'EPFNA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Les dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la présente convention doivent être inscrites par la Personne Publique Garante dans sa comptabilité hors bilan selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et l'article L2312-1 du CGCT (avant dernier alinéa prévoyant que pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements. Ces dispositions s'appliquent aussi aux EPCI (L.3313-1 du CGCT).

Les engagements donnés sont enregistrés au crédit du compte 801.8.

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est de 18 mois, à compter de sa signature.
Si un bien objet de la présente convention fait l'objet d'une décision de préemption suivie d'une acquisition, les partenaires s'engagent à mettre en place une convention de réalisation au plus tard lors du Bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte authentique d'acquisition.
En cas de préemption réalisée moins de 6 mois avant l'échéance, la convention sera échue 6 mois après la date de préemption.

La convention de réalisation reprendra l'ensemble des dépenses engagées au titre de la présente convention et définira une durée de portage en fonction du calendrier prévisionnel de l'opération. Lorsque plusieurs acquisitions par préemption seront menées en parallèle, les dépenses engagées seront réparties entre les conventions de réalisation correspondante. A défaut de validation par l'organe délibérant de la Personne Publique Garante, cette dernière sera immédiatement redevable de l'ensemble des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention.

A l'inverse, si aucune acquisition n'est engagée durant la durée de vie de la présente convention, la Personne Publique Garante remboursera à l'EPFNA, en fin de convention, l'ensemble des dépenses engagées par l'Etablissement, et notamment le montant des études et frais annexes liés à ces études.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, (avec ou sans rachat de foncier) par la Personne Publique Garante pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de portage, la convention pouvant continuer à produire ses effets études, impôts, taxes, frais d'avocat, huissiers…).

ARTICLE 6 – INSTANCES DE PILOTAGE

Il est créé au titre de la présente convention, **un comité de pilotage** comprenant à minima le Maire de la commune, et le Directeur Général de l'EPFNA ou leur représentant. En fonction, du projet sont intégrés au comité de pilotage, le/la représentant(e) de l'Etat, le/la représentant(e) du Conseil Départemental, le/la représentant(e) de la Région Nouvelle Aquitaine, et l'ensemble des partenaires financiers ou techniques que la Collectivité souhaitera associer. **Le Comité de pilotage**, se réunira autant que de besoin sur proposition de la Collectivité ou de l'EPFNA, et à minima **une fois par an**. Outre le suivi de l'évolution du projet, le Comité de Pilotage sera l'instance décisionnelle sous la présidence du/de la Maire de la Commune. Il validera en outre les différentes étapes des études portées par l'EPFNA ou par la Collectivité ayant trait au projet déterminé.

Les parties conviennent de désigner au démarrage de la convention, les interlocuteurs suivants en indiquant leurs coordonnées :

- Réfèrent Technique Commune : Service habitat & logement : Alice VANHOENACKER - 05 56 03 84 00 - a.vanhoenacker@legecapferret.fr.
- Réfèrent politique Commune : Monsieur le Maire : Philippe DE GONNEVILLE

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

- Chef de projet/Directeur Opérationnel de l'EPFNA : Ségolène LAIRE et Pierre LANDES, segolene.laire@epfna.fr - pierre.landes@epfna.fr

Chacune des parties pourra changer de référent technique en informant par courrier les autres partenaires avec un délai de prévenance d'un mois.•

ARTICLE 7 – SUITE DE LA CONVENTION

Deux cas peuvent être distingués :

Cas n°1 : en l'absence d'acquisition, au terme des études réalisées et au plus tard 2 mois avant le terme de la convention, les partenaires (a minima Commune, Intercommunalité et EPFNA) se réunissent pour décider des suites à donner à cette phase d'impulsion. A l'issue de cette réunion un relevé de décision réalisé par l'EPFNA sera transmis à l'ensemble des participants.
Selon les cas et en fonction de la maturité du projet, les partenaires peuvent envisager :

- Le passage de conventions de réalisation pour chacun des projets validés par la Personne Publique Garante, en fonction des priorités qu'elle aura souhaité donner et intégrant les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
- L'abandon de l'opération.

Cas n°2 : lorsqu'une préemption a été réalisée, une convention de réalisation sera régularisée au plus tard, lors du bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte d'acquisition. Cette convention de réalisation intégrera a minima le foncier objet de l'acquisition et détaillera les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
Les partenaires peuvent aussi, en plus de la convention de réalisation ciblant le foncier objet de l'acquisition, conclure d'autres conventions de réalisation, ou de veille selon la maturité et la nature des projets à réaliser. Ces conventions devront détailler le projet sur la base des éléments produits par les études.

ARTICLE 8 – TRANSMISSION DES DONNEES

La Commune, et l'intercommunalité le cas échéant, transmettent l'ensemble des documents d'urbanisme, données, plans et études à leur disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFNA.

La Commune et l'Intercommunalité le cas échéant transmettront à l'EPFNA toutes informations correspondant au projet et s'engagent à en demander la transmission aux opérateurs réalisant ces études.

L'EPFNA maintiendra en permanence les mentions de propriété et de droits d'auteur figurant sur les fichiers et respectera les obligations de discrétion, confidentialité et sécurité à l'égard des informations qu'ils contiennent.

L'EPFNA s'engage à remettre à la Commune et à l'Intercommunalité toutes les données et documents qu'il aura pu être amené à produire ou faire produire dans l'exécution de cette convention.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

La Commune, l'Intercommunalité et l'EPFNA s'engagent à faire figurer dans chacun des documents de communication qu'il produira, les logos et participations des autres partenaires au titre de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION ET CONTENTIEUX

La présente convention ne pourra être résiliée qu'à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties et d'un commun accord.

L'EPFNA pourra proposer la résiliation :

- d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ou dont l'exécution s'avère irréalisable.
- si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la Commune, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La Commune sera tenue de rembourser les frais engagés par l'EPFNA dans le cadre de la convention dans les six mois suivant la décision de résiliation.

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à ……, le …… en 4 exemplaires originaux

La commune de Lège-Cap Ferret
représentée par son maire

La COBAN représentée par son Président

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE

Monsieur Bruno LAFON

L'EPFNA représenté par son Directeur Général

Monsieur Sylvain BRILLET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Avis préalable du contrôleur général économique et financier, n° 2022/..... en date du

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CONVENTION DE VEILLE N°

POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SUR LE SITE DE L'AVENUE DE LA PRESQU'ÎLE

ENTRE

LA COMMUNE DE LÈGE-CAP FERRET,

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

ENTRE

La **commune de Lège-Cap Ferret,** personne morale de droit public, dont le siège est situé 79 Avenue de la Mairie, 33950 Lège-Cap Ferret, représentée par Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, son maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 14 avril 2022,

Ci-après dénommé « **la collectivité** », « **la commune** » ou « **la personne publique garante** » ;

d'une part,

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN),** établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé 46 avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains, représentée par Monsieur Bruno LAFON, son président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du 09/04/2019,

Ci-après dénommée « **l'intercommunalité** », « **la communauté d'agglomération** » ou « **la COBAN** » ;

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 107 Boulevard du Grand Cerf, 86011 Poitiers, représenté par Monsieur Sylvain BRILLET, son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du Bureau n°B-202X- …… du ……

ci-après dénommé « **EPFNA** » ;

d'autre part.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

PRÉAMBULE

La Commune de Lège-Cap Ferret

La commune de Lège-Cap Ferret est localisée à l'Ouest du département de la Gironde. Elle est intégrée à la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord depuis le 1er janvier 2018.

L'accessibilité routière de la commune est assurée par la D 106, qui va de Bordeaux à la pointe du cap Ferret.

Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés sur la commune :

	Lège Cap Ferret	COBAN	Département
Population	**8 374**	**68 432**	1 601 845
Variation annuelle de la population (derniers recensements 2013-2018)	3%	10,9%	1,2%
Taux de Logements locatifs sociaux	2,42 %	4,9 %	14,4% (106 677 LLS)
Rythme de construction annuel (logement)	114/an		13 944/an
Taux de vacance du parc de logements	2%	4,3%	6,2%
Nombre de personnes par ménages	2,02	2,16	2,12

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)**

La COBAN a modifié ses statuts par arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 et regroupe aujourd'hui 8 communes, et **68 432** habitants au dernier recensement.

Agissant en application de la délibération n°108-2017, en date du 19/12/2017, du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération, approuvant les modifications statutaires afférentes aux nouvelles compétences, notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire, et de politique de la ville applicables à compter du 01/01/2018 ;

Documents d'urbanisme en vigueur :

PLU	Date d'approbation 12 juillet 2018	1ere révision le 26 septembre 2019.
PLH	En cours de construction	
SCOT	En cours de construction (2023)	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

L'EPFNA, a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribuera par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET de Nouvelle Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économe en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, seront prioritairement accompagnées.

Au titre de son PPI 2018-2022, les interventions de l'EPFNA, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

L'EPFNA, par la présente convention, accompagnera la commune afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - CADRE DE LA CONVENTION

1.1. Objet de la convention

La présente convention d'action foncière a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la commune de Lège-Cap Ferret, la COBAN et l'EPFNA

Elle détermine :

- définir les objectifs partagés par la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA ;
- définir les engagements et obligations que prennent la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA en vue de sécuriser une éventuelle intervention foncière future à travers la réalisation des études déterminées au sein de la présente convention
- définir les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'EPFNA seront revendus à un opérateur désigné par la Commune
- préciser les modalités techniques et financières d'interventions de l'EPFNA et de la Commune, et notamment les conditions financières de réalisation des études.

1.2. Le Programme Pluriannuel d'Intervention et le Règlement d'Intervention

Les projets développés à travers la présente convention sont en cohérence avec les objectifs et axes définis dans le PPI 2018-2022 de l'EPFNA :

x	Production de logements		Risques technologiques et naturels
	Redynamisation de centre ancien		Réserves foncières pour compte de tiers
	Développement économique		Etudes
	Protection de l'environnement		Friches complexes
	Lutte contre les risques		

Les parties conviennent que la présente convention d'action foncière a été rédigée selon les règles du Programme Pluriannuel d'Intervention 2018 – 2022 voté par le Conseil d'Administration de l'EPFNA et par les règles du Règlement d'Intervention de l'EPFNA en vigueur à la date de signature de la convention d'action foncière.

Les modalités d'intervention de l'EPFNA sont définies dans le règlement d'intervention annexé à la présente convention (annexe 1).
Cette annexe précise notamment les conditions de réalisations d'études dans le cadre de la convention, les modalités d'intervention en acquisition amiable, préemption au prix ou en révision de prix, expropriation, la gestion des biens acquis, les modalités de cession et le calcul du prix de cession, l'évolution de la convention, ses modalités de résiliation. L'ensemble des signataires déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les conditions sans réserve.

1.3. La convention cadre

La COBAN rappelle que la présente convention s'inscrit dans la déclinaison de la convention cadre n°33-19-101

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

signée le 18/09/2019 conformément aux délibérations du conseil communautaire du 9 avril 2019 et du conseil d'administration du 12 mars 2019

Les priorités données par l'intercommunalité sont :

- Renforcer les complémentarités au sein du territoire intercommunal
- Soutenir une diversité résidentielle sur l'ensemble du territoire
- Conforter l'activité économique communautaire tout en préservant les commerces de proximité

La thématique de l'opération relevant des compétences de l'intercommunalité, la présente convention est rattachée à la convention cadre entre l'EPFNA et l'intercommunalité. Cette dernière participera activement au suivi des études et appuiera l'EPFNA et la Commune dans leurs démarches. Elle sera conviée à chaque comité technique, de pilotage, réunion de présentation ou de suivi des études.

ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE VEILLE

2.1 La convention d'études préalable

La commune a réalisé une étude de priorisation foncière afin de repérer des sites à forts potentiels de densification pour la production de logements.

À la suite de cette étude la commune a sollicité l'EPFNA afin qu'il puisse l'accompagner sur l'élaboration programmatique de projet d'habitat à dominance sociale et abordable.

2.2 Définition du secteur d'intervention

La Commune souhaite mener une politique foncière volontariste de production de logements, dans l'objectif de réaliser ou de faire réaliser une opération de logements à dominance sociale et abordable. La Commune et l'EPFNA ont donc convenu des modalités conventionnelles permettant d'assurer une phase de veille au sein du secteur d'intervention défini ci-après.

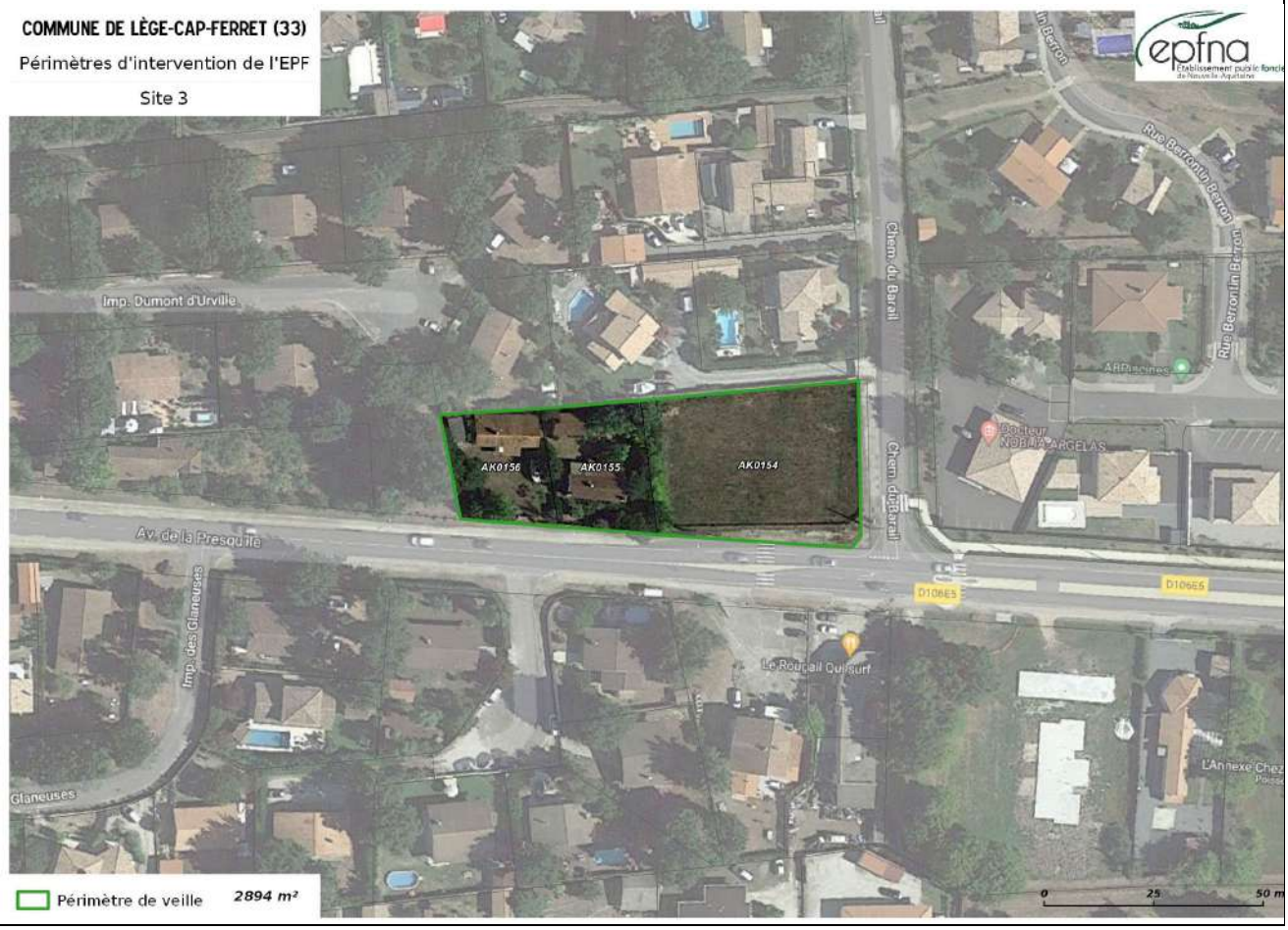
Le secteur d'intervention est identifié comme « SITE DE L'AVENUE DE LA PRESQU'ILE » et défini par les éléments suivants :

Parcelles cadastrales	Surface de la parcelle	Type de bien	Adresse de la parcelle	Zonage PLU	Particularités de la parcelle	Occupation
AK 154	1 661	TAB	50 av de la presqu'île	UB	Sans objet	Propriété communale
AK 155	656	BATI	52 av de la presqu'île	UD		Occupé par les propriétaires
AK 156	573	BATI	54 av de la presqu'île	UD		Occupé par les propriétaires

L''analyse de la faisabilité de l'opération et de définition du programme sera réalisé à l'échelle des 3 parcelles pour un projet global. L'EPFNA ne pourra acquérir le foncier déjà propriété de la commune.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CARTE DU PERIMETRE



2.3 Démarche d'acquisition

Le périmètre de veille foncière s'inscrit dans démarche d'anticipation foncière active en appui de la démarche de précision du projet engagé par la Commune.
A ce titre, l'EPFNA :

- pourra engager des premières prospections amiables sur le foncier identifié d'un commun accord avec la Commune
- pourra préempter sur demande de la Commune, le ou les biens identifiés même en période d'études ne pourra pas acquérir à l'amiable les fonciers ciblés.

Par délibération n°194/2019 en date du 18 juillet 2019, le Conseil Municipal a décidé d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et les zones à urbaniser, conformément aux plans de zonage annexés et intégrés au Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du 18 juillet 2019 et de donner délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales .

A l'intérieur des périmètres identifiés ci-dessus, l'EPFNA assure une veille foncière en étroite concertation avec la collectivité. En fonction des DIA notifiées, le droit de préemption pourra être délégué à l'EPFNA, par arrêté du Maire, ou par arrêté du Président de la Communauté d'Agglomération ou par délibération du Conseil Municipal ou Conseil Communautaire au cas par cas sur ce périmètre selon les dispositions du code de l'urbanisme, article

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L.210-1 et suivants, L 211-1 et suivants, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants ; et du code général des collectivités territoriales, articles L.2122.22-15° et L.2122.23.

ARTICLE 3 – LA REALISATIONS D'ETUDES

3.1 Objectifs et définition du type d'études à réaliser

Cette opération n'étant pas à maturité, la commune a pour cela sollicité l'EPFNA afin de réaliser :

x	Etudes capacitaires (plan de composition, bilan financier)		Etudes environnementales et diagnostic pollution
	Etude de requalification de zone d'activité		Diagnostic « travaux » intégrant les prélèvements dans la structure même du bâtiment
	Étude de marché immobilier et foncier, échelle EPCI		Diagnostic structure dans le cadre d'opérations comprenant des travaux de réhabilitation (évaluation de portances…)
	Etude de programmation		Étude géotechnique
	Constitution DUP et enquête parcellaire		Etude de faisabilité
	Etude de réhabilitation et économiste de la construction		

La commune souhaite voir se développer sur ce site une opération de logements à dominance sociale et abordable. L'EPFNA pourra accompagner la collectivité à travers des études préalables pour définir le projet et sa faisabilité technique et financière.

A ce stade, la commune a déjà réalisé sur ce périmètre, ou à une autre échelle, les études suivantes, qu'elles remettent à l'EPFNA :

- Étude de priorisation foncière

La Commune s'engage à définir, dans les conditions de la présente convention, les projets portant sur le périmètre de veille. Au regard de la faisabilité économique et des résultats des études, elle s'engage à valider une programmation afin de permettre l'engagement de la phase opérationnelle.

3.2 Modalités de réalisation des études

L'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite concertation avec la Personne Publique Garante, chaque étape devant être validée par cette dernière.

A ce titre, la commune sera en outre sollicitée via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.

Pour la réalisation de ces études, l'EPFNA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention.

L'EPFNA, en tant que maître d'ouvrage de l'étude, est l'unique interlocuteur du prestataire. Celui-ci pourra préconiser des rencontres de partenaires s'il l'estime utile, en tout état de cause l'EPF décidera ou non d'accéder

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

à ces préconisations. Par ailleurs, le prestataire ne pourra pas rencontrer, ni communiquer seul avec la Commune ou l'intercommunalité. La présence de l'EPFNA sera impérative.

3.3 Modalités de financement des études

La réalisation des études visant à la fois l'approfondissement du projet de la Commune et la sécurisation technique et financière d'une potentielle intervention foncière de l'EPFNA sur le territoire, certaines études peuvent être partiellement prises en charge par l'Etablissement.

Ces modalités sont définies par délibération du conseil d'administration de l'EPFNA.

3.4 Modalités de paiement des études

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire.

En cas de passage en convention de réalisation le montant des études, et les dépenses annexes (frais de consultation, publicité...) seront transférés dans cette convention.

En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la commune sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, par la Commune pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de convention, l'EPFNA pouvant régler des dépenses d'études après cette date.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT FINANCIER GLOBAL AU TITRE DE LA CONVENTION

4.1 Plafond de dépenses

Sur l'ensemble de la convention, l'engagement financier maximal de l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine est de 1 200 000 €.

L'ensemble de ces dépenses réalisées (dépenses engagées et payées) par l'EPFNA au titre de la convention sera imputé sur le prix de revente des biens acquis, hormis les dépenses liées à la réalisation des études qui pourront faire l'objet d'une facturation indépendante.

4.2 Accord préalable de la Commune

L'EPFNA ne pourra engager les dépenses suivantes sans accord écrit de la Commune, selon les formulaires annexés à la présente convention :

- Acquisition
- Etudes (et frais annexes liés aux études)
- Frais de prestataire externe (géomètre, avocat…)
- Diagnostic (structure, immobilier, pollution, avant démolition…)

La demande d'autorisation préalable à toute acquisition intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

4.3 Obligation de rachat et responsabilité financière de la Personne Publique Garante

Au terme de la convention, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser, l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA au titre de la convention.

Il est rappelé à la Personne Publique Garante que le portage foncier proposé ne doit pas l'inciter à investir au-delà de ses capacités financières. A cet égard :

- une estimation du coût total de l'opération est intégrée à la présente convention. Il s'agit au démarrage de la convention du « plafond de dépenses » mentionnés à l'article 4.1.

- cette estimation pourra être révisée annuellement au regard des coûts effectivement supportés et des prévisions de dépenses établies. Le bilan actualisé de l'opération sera communiqué annuellement à la Personne Publique Garante par l'EPFNA sous forme de Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)

- La Personne Publique Garante s'engage à inscrire à son budget le montant nécessaire au remboursement des sommes engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, l'année du terme de la convention.

- la Personne Publique Garante s'engage à faire mention de ce portage : objet, montant, durée, date d'échéance à l'occasion de chaque débat annuel d'orientation budgétaire, et en fournira le compte rendu de séances à l'EPFNA.

En ce sens, plusieurs cas sont envisageables :

- si aucune acquisition n'a été réalisée, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA l'ensemble des dépenses effectuées, à savoir les éventuelles études réalisées, diagnostics, ou démarches supportées par l'EPF et ayant entrainés des dépenses et/ou frais auprès de prestataires ou intervenants extérieurs à l'Etablissement.
- Si des fonciers ont été acquis, la Commune, est tenue de racheter les biens acquis par celui-ci, soit le prix d'acquisition augmenté des dépenses et/ou frais subis lors du portage et des études, avec TVA selon le régime et la règlementation en vigueur, l'EPFNA étant assujetti.
- Si des fonciers ont été acquis, et cédés avant le terme de la durée de portage à un opérateur (promoteur, bailleur, lotisseur, aménageur, investisseur…), la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA la différence entre le total des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de l'opération et le montant cédé aux opérateurs.
  L'opération étant terminée, l'EPFNA sollicitera le règlement auprès de la Commune, immédiatement après la cession à l'opérateur via une facture d'apurement.

- Si le projet est abandonné par la Commune, la cession à la Personne Publique Garante est immédiatement exigible et toutes les dépenses engagées par l'EPFNA devront être remboursées.

Chaque année, lors du premier trimestre, l'EPFNA transmettra à la Commune, un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), récapitulant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la convention. Ce CRAC devra

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

être présenté annuellement en conseil municipal ou communautaire. La délibération devra être transmise à l'EPFNA.

Les dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la présente convention doivent être inscrites par la Personne Publique Garante dans sa comptabilité hors bilan selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et l'article L2312-1 du CGCT (avant dernier alinéa prévoyant que pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements. Ces dispositions s'appliquent aussi aux EPCI (L.3313-1 du CGCT).

Les engagements donnés sont enregistrés au crédit du compte 801.8.

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est de 18 mois, à compter de sa signature.
Si un bien objet de la présente convention fait l'objet d'une décision de préemption suivie d'une acquisition, les partenaires s'engagent à mettre en place une convention de réalisation au plus tard lors du Bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte authentique d'acquisition.
En cas de préemption réalisée moins de 6 mois avant l'échéance, la convention sera échue 6 mois après la date de préemption.

La convention de réalisation reprendra l'ensemble des dépenses engagées au titre de la présente convention et définira une durée de portage en fonction du calendrier prévisionnel de l'opération. Lorsque plusieurs acquisitions par préemption seront menées en parallèle, les dépenses engagées seront réparties entre les conventions de réalisation correspondante. A défaut de validation par l'organe délibérant de la Personne Publique Garante, cette dernière sera immédiatement redevable de l'ensemble des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention.

A l'inverse, si aucune acquisition n'est engagée durant la durée de vie de la présente convention, la Personne Publique Garante remboursera à l'EPFNA, en fin de convention, l'ensemble des dépenses engagées par l'Etablissement, et notamment le montant des études et frais annexes liés à ces études.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, (avec ou sans rachat de foncier) par la Personne Publique Garante pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de portage, la convention pouvant continuer à produire ses effets études, impôts, taxes, frais d'avocat, huissiers…).

ARTICLE 6 – INSTANCES DE PILOTAGE

Il est créé au titre de la présente convention, **un comité de pilotage** comprenant à minima le Maire de la commune, et le Directeur Général de l'EPFNA ou leur représentant. En fonction, du projet sont intégrés au comité de pilotage, le/la représentant(e) de l'Etat, le/la représentant(e) du Conseil Départemental, le/la représentant(e) de la Région Nouvelle Aquitaine, et l'ensemble des partenaires financiers ou techniques que la Collectivité souhaitera associer. **Le Comité de pilotage**, se réunira autant que de besoin sur proposition de la Collectivité ou de l'EPFNA, et à minima **une fois par an**. Outre le suivi de l'évolution du projet, le Comité de Pilotage sera l'instance décisionnelle sous la présidence du/de la Maire de la Commune. Il validera en outre les différentes étapes des études portées par l'EPFNA ou par la Collectivité ayant trait au projet déterminé.

Les parties conviennent de désigner au démarrage de la convention, les interlocuteurs suivants en indiquant leurs coordonnées :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

- Réfèrent Technique Commune : Service habitat & logement : Alice VANHOENACKER - 05 56 03 84 00 - a.vanhoenacker@legecapferret.fr.
- Réfèrent politique Commune : Monsieur le Maire : Philippe DE GONNEVILLE
- Chef de projet/Directeur Opérationnel de l'EPFNA : Ségolène LAIRE et Pierre LANDES, segolene.laire@epfna.fr - pierre.landes@epfna.fr

Chacune des parties pourra changer de référent technique en informant par courrier les autres partenaires avec un délai de prévenance d'un mois.•

ARTICLE 7 – SUITE DE LA CONVENTION

Deux cas peuvent être distingués :

Cas n°1 : en l'absence d'acquisition, au terme des études réalisées et au plus tard 2 mois avant le terme de la convention, les partenaires (a minima Commune, Intercommunalité et EPFNA) se réunissent pour décider des suites à donner à cette phase d'impulsion. A l'issue de cette réunion un relevé de décision réalisé par l'EPFNA sera transmis à l'ensemble des participants.
Selon les cas et en fonction de la maturité du projet, les partenaires peuvent envisager :

- Le passage de conventions de réalisation pour chacun des projets validés par la Personne Publique Garante, en fonction des priorités qu'elle aura souhaité donner et intégrant les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
- L'abandon de l'opération.

Cas n°2 : lorsqu'une préemption a été réalisée, une convention de réalisation sera régularisée au plus tard, lors du bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte d'acquisition. Cette convention de réalisation intégrera a minima le foncier objet de l'acquisition et détaillera les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
Les partenaires peuvent aussi, en plus de la convention de réalisation ciblant le foncier objet de l'acquisition, conclure d'autres conventions de réalisation, ou de veille selon la maturité et la nature des projets à réaliser. Ces conventions devront détailler le projet sur la base des éléments produits par les études.

ARTICLE 8 – TRANSMISSION DES DONNEES

La Commune, et l'intercommunalité le cas échéant, transmettent l'ensemble des documents d'urbanisme, données, plans et études à leur disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFNA.

La Commune et l'Intercommunalité le cas échéant transmettront à l'EPFNA toutes informations correspondant au projet et s'engagent à en demander la transmission aux opérateurs réalisant ces études.

L'EPFNA maintiendra en permanence les mentions de propriété et de droits d'auteur figurant sur les fichiers et respectera les obligations de discrétion, confidentialité et sécurité à l'égard des informations qu'ils contiennent.

L'EPFNA s'engage à remettre à la Commune et à l'Intercommunalité toutes les données et documents qu'il aura pu être amené à produire ou faire produire dans l'exécution de cette convention.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

La Commune, l'Intercommunalité et l'EPFNA s'engagent à faire figurer dans chacun des documents de communication qu'il produira, les logos et participations des autres partenaires au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION ET CONTENTIEUX

La présente convention ne pourra être résiliée qu'à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties et d'un commun accord.

L'EPFNA pourra proposer la résiliation :

- d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ou dont l'exécution s'avère irréalisable.
- si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la Commune, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La Commune sera tenue de rembourser les frais engagés par l'EPFNA dans le cadre de la convention dans les six mois suivant la décision de résiliation.

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à ……, le …… en 4 exemplaires originaux

La commune Lège Cap Ferret
représentée par son maire

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE

La COBAN représentée par son Président

Monsieur Bruno LAFON

L'EPFNA représenté par son Directeur Général

Monsieur Sylvain BRILLET

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Avis préalable du contrôleur général économique et financier, n° 2022/..... en date du

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CONVENTION DE VEILLE N°

POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SUR LE SITE DE L'ALLEE DES CHANTERELLES

ENTRE

LA COMMUNE DE LÈGE-CAP FERRET,

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE

ENTRE

La **commune de Lège-Cap Ferret,** personne morale de droit public, dont le siège est situé 79 Avenue de la Mairie, 33950 Lège-Cap Ferret, représentée par Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, son maire, dûment habilité par délibération du conseil municipal du 14 avril 2022,

Ci-après dénommé « **la collectivité** », « **la commune** » ou « **la personne publique garante** » ;

d'une part,

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN),** établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé 46 avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains, représentée par Monsieur Bruno LAFON, son président, dûment habilité par délibération du conseil communautaire du 09/04/2019,

Ci-après dénommée « **l'intercommunalité** », « **la communauté d'agglomération** » ou « **la COBAN** » ;

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est situé 107 Boulevard du Grand Cerf, 86011 Poitiers, représenté par Monsieur Sylvain BRILLET, son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du Bureau n°B-202X- …… du ……

ci-après dénommé « **EPFNA** » ;

d'autre part.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

PRÉAMBULE

La Commune de Lège Cap Ferret

La commune de Lège Cap Ferret est localisée à l'ouest du département de la Gironde. Elle est intégrée à la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord depuis le 1er janvier 2018.

L'accessibilité routière de la commune est assurée par la D 106, qui relie Bordeaux à la pointe du Cap Ferret.

Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés concernant la commune :

	Lège-Cap Ferret	**COBAN**	**Département**
Population	8 374	68 432	1 601 845
Variation annuelle moyenne de la population (derniers recensements 2013-2018)	3%	10,9%	1,2%
Taux de Logements locatifs sociaux [données LLS 2020 (RPLS) / RP 2018 (INSEE)]	2,42%	4,9%	14,4% (106 677 LLS)
Rythme de construction annuel de logements	114/an		13 944/an
Taux de vacance du parc de logements	2%	4,3%	6,2%
Nombre de personnes par ménages	2,02	2,16	2,12

La **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)**

La COBAN a modifié ses statuts par arrêté préfectoral du 20 décembre 2017 et regroupe aujourd'hui 8 communes, et **68 432** habitants au dernier recensement.

Agissant en application de la délibération n°108-2017, en date du 19/12/2017, du Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération, approuvant les modifications statutaires afférentes aux nouvelles compétences, notamment en matière d'aménagement de l'espace communautaire, et de politique de la ville applicables à compter du 01/01/2018 ;

Documents d'urbanisme en vigueur :

PLU	Date d'approbation 12 juillet 2018	1ere révision le 26 septembre 2019.
PLH	En cours de construction	
SCOT	En cours de construction (2023)	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

L'EPFNA, a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribuera par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Établissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET de Nouvelle Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économe en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, seront prioritairement accompagnées.

Au titre de son PPI 2018-2022, les interventions de l'EPFNA, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

L'EPFNA, par la présente convention, accompagnera la commune afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - CADRE DE LA CONVENTION

1.1. Objet de la convention

La présente convention d'action foncière a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la commune de Lège-Cap Ferret, la COBAN et l'EPFNA

Elle :

- définit les objectifs partagés par la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA ;
- définit les engagements et obligations que prennent la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA en vue de sécuriser une éventuelle intervention foncière future à travers la réalisation des études déterminées au sein de la présente convention ;
- définit les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'EPFNA seront revendus à un opérateur désigné par la Commune ;
- précise les modalités techniques et financières d'interventions de l'EPFNA et de la Commune, et notamment les conditions financières de réalisation des études.

1.2. Le Programme Pluriannuel d'Intervention et le Règlement d'Intervention

Les projets développés à travers la présente convention sont en cohérence avec les objectifs et axes définis dans le PPI 2018-2022 de l'EPFNA :

x	Production de logements		Risques technologiques et naturels
	Redynamisation de centre ancien		Réserves foncières pour compte de tiers
	Développement économique	x	Études
	Protection de l'environnement		Friches complexes
	Lutte contre les risques		

Les parties conviennent que la présente convention d'action foncière a été rédigée selon les règles du Programme Pluriannuel d'Intervention 2018 – 2022 voté par le Conseil d'Administration de l'EPFNA et par les règles du Règlement d'Intervention de l'EPFNA en vigueur à la date de signature de la convention d'action foncière.

Les modalités d'intervention de l'EPFNA sont définies dans le règlement d'intervention annexé à la présente convention (annexe 1).
Cette annexe précise notamment les conditions de réalisations d'études dans le cadre de la convention, les modalités d'intervention en acquisition amiable, préemption au prix ou en révision de prix, expropriation, la gestion des biens acquis, les modalités de cession et le calcul du prix de cession, l'évolution de la convention, ses modalités de résiliation. L'ensemble des signataires déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les conditions sans réserve.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

1.3. La convention cadre

La COBAN rappelle que la présente convention s'inscrit dans la déclinaison de la convention cadre n°33-19-101 signée le 18 septembre 2019 conformément aux délibérations du conseil communautaire du 9 avril 2019 et du conseil d'administration du 12 mars 2019.

Les priorités données par l'intercommunalité sont :

- Renforcer les complémentarités au sein du territoire intercommunal
- Soutenir une diversité résidentielle sur l'ensemble du territoire
- Conforter l'activité économique communautaire tout en préservant les commerces de proximité

La thématique de l'opération relevant des compétences de l'intercommunalité, la présente convention est rattachée à la convention cadre entre l'EPFNA et l'intercommunalité. Cette dernière participera activement au suivi des études et appuiera l'EPFNA et la Commune dans leurs démarches. Elle sera conviée à chaque comité technique, de pilotage, réunion de présentation ou de suivi des études.

ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE VEILLE

2.1 La convention d'études préalable

La commune a réalisé une étude de priorisation foncière afin de repérer des sites à forts potentiels de densification pour la production de logements.

À la suite de cette étude, la commune a sollicité l'EPFNA afin qu'il puisse l'accompagner sur l'élaboration programmatique de projet d'habitat à dominance social et abordable.

2.2 Définition du secteur d'intervention

La Commune souhaite mener une politique foncière volontariste de production de logements, dans l'objectif de réaliser ou de faire réaliser une opération de logements à dominance sociale et abordable. La Commune et l'EPFNA ont donc convenu des modalités conventionnelles permettant d'assurer une phase de veille au sein du secteur d'intervention défini ci-après.

Le secteur d'intervention est identifié comme « SITE DE L'ALLEE DES CHANTERELLES » et défini par les éléments suivants :

Parcelles cadastrales	Surface de la parcelle	Type de bien	Adresse de la parcelle	Zonage PLU	Particularités de la parcelle	Occupation
AH 03	22 323	BATI	Allée des Chanterelles	UD	Sans objet	Occupé
AH 04	26 046	BATI				

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CARTE DU PÉRIMÈTRE



2.3 Démarche d'acquisition

Le périmètre de veille foncière s'inscrit dans une démarche d'anticipation foncière active en appui de la démarche de précision du projet engagé par la Commune.

À ce titre, l'EPFNA :

- pourra engager des premières prospections amiables sur le foncier identifié d'un commun accord avec la Commune
- pourra préempter sur demande de la Commune, le ou les biens identifiés même en période d'études ne pourra pas acquérir à l'amiable les fonciers ciblés.

Par délibération n°194/2019 en date du 18 juillet 2019, le Conseil Municipal a décidé d'instituer le Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et les zones à urbaniser, conformément aux plans de zonage annexés et intégrés au Plan Local d'Urbanisme, approuvé par délibération du 18 juillet 2019 et de donner délégation à Monsieur le Maire pour exercer, en tant que de besoin, le droit de préemption urbain, conformément à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales .

A l'intérieur des périmètres identifiés ci-dessus, l'EPFNA assure une veille foncière en étroite concertation avec la collectivité. En fonction des DIA notifiées, le droit de préemption pourra être délégué à l'EPFNA, par arrêté du Maire, ou par arrêté du Président de la Communauté d'agglomération ou par délibération du conseil municipal ou du conseil communautaire au cas par cas sur ce périmètre selon les dispositions du code de l'urbanisme,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

article L.210-1 et suivants, L 211-1 et suivants, L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants ; et du code général des collectivités territoriales, articles L.2122.22-15° et L.2122.23.

ARTICLE 3 – LA RÉALISATION D'ÉTUDES

3.1 Objectifs et définition du type d'études à réaliser

Cette opération n'étant pas à maturité, la commune a pour cela sollicité l'EPFNA afin de réaliser :

x	Études capacitaires (plan de composition, bilan financier)		Études environnementales et diagnostic pollution
	Étude de requalification de zone d'activité		Diagnostic « travaux » intégrant les prélèvements dans la structure même du bâtiment
	Étude de marché immobilier et foncier, échelle EPCI		Diagnostic structure dans le cadre d'opérations comprenant des travaux de réhabilitation (évaluation de portances…)
	Étude de programmation		Étude géotechnique
	Constitution DUP et enquête parcellaire		Étude de faisabilité
	Étude de réhabilitation et économiste de la construction		

La commune souhaite voir se développer sur ce site une opération de logements à dominance sociale et abordable. L'EPFNA pourra accompagner la collectivité à travers des études préalables pour définir le projet et sa faisabilité technique et financière.

À ce stade, la commune a déjà réalisé sur ce périmètre, ou à une autre échelle, les études suivantes, qu'elle remettra à l'EPFNA :

- Étude de priorisation foncière

La Commune s'engage à définir, dans les conditions de la présente convention, les projets portant sur le périmètre de veille. Au regard de la faisabilité économique et des résultats des études, elle s'engage à valider une programmation afin de permettre l'engagement de la phase opérationnelle.

3.2 Modalités de réalisation des études

L'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite concertation avec la Personne Publique Garante, chaque étape devant être validée par cette dernière.

A ce titre, la commune sera en outre sollicitée via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Pour la réalisation de ces études, l'EPFNA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention.

L'EPFNA, en tant que maître d'ouvrage de l'étude, est l'unique interlocuteur du prestataire. Celui-ci pourra préconiser des rencontres de partenaires s'il l'estime utile, en tout état de cause l'EPF décidera ou non d'accéder à ces préconisations. Par ailleurs, le prestataire ne pourra pas rencontrer, ni communiquer seul avec la commune ou l'intercommunalité. La présence de l'EPFNA sera impérative.

3.3 Modalités de financement des études

La réalisation des études visant à la fois l'approfondissement du projet de la commune et la sécurisation technique et financière d'une potentielle intervention foncière de l'EPFNA sur le territoire, certaines études peuvent être partiellement prises en charge par l'Établissement public foncier.

Ces modalités sont définies par délibération du conseil d'administration de l'EPFNA.

3.4 Modalités de paiement des études

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire.

En cas de passage en convention de réalisation le montant des études, et les dépenses annexes (frais de consultation, publicité...) seront transférés dans cette convention.

En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la commune sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention par la Commune pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de convention, l'EPFNA pouvant régler des dépenses d'études après cette date.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT FINANCIER GLOBAL AU TITRE DE LA CONVENTION

4.1 Plafond de dépenses

Sur l'ensemble de la convention, l'engagement financier maximal de l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine est de 1 200 000 €.

L'ensemble de ces dépenses réalisées (dépenses engagées et payées) par l'EPFNA au titre de la convention sera imputé sur le prix de revente des biens acquis, hormis les dépenses liées à la réalisation des études qui pourront faire l'objet d'une facturation indépendante.

4.2 Accord préalable de la Commune

L'EPFNA ne pourra engager les dépenses suivantes sans accord écrit de la Commune, selon les formulaires annexés à la présente convention :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

- Acquisition
- Études (et frais annexes liés aux études)
- Frais de prestataire externe (géomètre, avocat…)
- Diagnostic (structure, immobilier, pollution, avant démolition…)

La demande d'autorisation préalable à toute acquisition intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

4.3 Obligation de rachat et responsabilité financière de la Personne Publique Garante

Au terme de la convention, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser, l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA au titre de la convention.

Il est rappelé à la Personne Publique Garante que le portage foncier proposé ne doit pas l'inciter à investir au-delà de ses capacités financières. À cet égard :

- une estimation du coût total de l'opération est intégrée à la présente convention. Il s'agit au démarrage de la convention du « plafond de dépenses » mentionnés à l'article 4.1.

- cette estimation pourra être révisée annuellement au regard des coûts effectivement supportés et des prévisions de dépenses établies. Le bilan actualisé de l'opération sera communiqué annuellement à la Personne Publique Garante par l'EPFNA sous forme de Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC)

- la Personne Publique Garante s'engage à inscrire à son budget le montant nécessaire au remboursement des sommes engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, l'année du terme de la convention.

- la Personne Publique Garante s'engage à faire mention de ce portage : objet, montant, durée, date d'échéance à l'occasion de chaque débat annuel d'orientation budgétaire, et en fournira le compte rendu de séances à l'EPFNA.

En ce sens, plusieurs cas sont envisageables :

- si aucune acquisition n'a été réalisée, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA l'ensemble des dépenses effectuées, à savoir les éventuelles études réalisées, diagnostics, ou démarches supportées par l'EPF et ayant entrainés des dépenses et/ou frais auprès de prestataires ou intervenants extérieurs à l'Établissement.

- Si des fonciers ont été acquis, la Commune, est tenue de racheter les biens acquis par celui-ci, soit le prix d'acquisition augmenté des dépenses et/ou frais subis lors du portage et des études, avec TVA selon le régime et la règlementation en vigueur, l'EPFNA étant assujetti.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

- Si des fonciers ont été acquis, et cédés avant le terme de la durée de portage à un opérateur (promoteur, bailleur, lotisseur, aménageur, investisseur…), la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA la différence entre le total des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de l'opération et le montant cédé aux opérateurs.
  L'opération étant terminée, l'EPFNA sollicitera le règlement auprès de la Commune, immédiatement après la cession à l'opérateur via une facture d'apurement.

- Si le projet est abandonné par la Commune, la cession à la Personne Publique Garante est immédiatement exigible et toutes les dépenses engagées par l'EPFNA devront être remboursées.

Chaque année, lors du premier trimestre, l'EPFNA transmettra à la Commune, un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), récapitulant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la convention. Ce CRAC devra être présenté annuellement en conseil municipal ou communautaire. La délibération devra être transmise à l'EPFNA.

Les dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la présente convention doivent être inscrites par la Personne Publique Garante dans sa comptabilité hors bilan selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et l'article L2312-1 du CGCT (avant dernier alinéa prévoyant que pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements. Ces dispositions s'appliquent aussi aux EPCI (L.3313-1 du CGCT).

Les engagements donnés sont enregistrés au crédit du compte 801.8.

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est de 18 mois, à compter de sa signature.

Si un bien objet de la présente convention fait l'objet d'une décision de préemption suivie d'une acquisition, les partenaires s'engagent à mettre en place une convention de réalisation au plus tard lors du Bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte authentique d'acquisition.

En cas de préemption réalisée moins de 6 mois avant l'échéance, la convention sera échue 6 mois après la date de préemption.

La convention de réalisation reprendra l'ensemble des dépenses engagées au titre de la présente convention et définira une durée de portage en fonction du calendrier prévisionnel de l'opération. Lorsque plusieurs acquisitions par préemption seront menées en parallèle, les dépenses engagées seront réparties entre les conventions de réalisation correspondante. A défaut de validation par l'organe délibérant de la Personne Publique Garante, cette dernière sera immédiatement redevable de l'ensemble des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention.

A l'inverse, si aucune acquisition n'est engagée durant la durée de vie de la présente convention, la Personne Publique Garante remboursera à l'EPFNA, en fin de convention, l'ensemble des dépenses engagées par l'Etablissement, et notamment le montant des études et frais annexes liés à ces études.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, (avec ou sans rachat de foncier) par la Personne Publique Garante pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de portage, la convention pouvant continuer à produire ses effets études, impôts, taxes, frais d'avocat, huissiers…).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ARTICLE 6 – INSTANCES DE PILOTAGE

Il est créé au titre de la présente convention, **un comité de pilotage** comprenant à minima le/la Maire de la commune, et le Directeur Général de l'EPFNA ou leur représentant. En fonction, du projet sont intégrés au comité de pilotage, le/la représentant.e de l'État, le/la représentant.e du Conseil Départemental, le/la représentant.e de la Région Nouvelle Aquitaine, et l'ensemble des partenaires financiers ou techniques que la Collectivité souhaitera associer. **Le Comité de pilotage**, se réunira autant que de besoin sur proposition de la Collectivité ou de l'EPFNA, et à minima **une fois par an**. Outre le suivi de l'évolution du projet, le Comité de Pilotage sera l'instance décisionnelle sous la présidence du/de la Maire de la Commune. Il validera en outre les différentes étapes des études portées par l'EPFNA ou par la Collectivité ayant trait au projet déterminé.

Les parties conviennent de désigner au démarrage de la convention, les interlocuteurs suivants en indiquant leurs coordonnées :

- Référente technique Commune : Service habitat & logement : Alice VANHOENACKER - 05 56 03 84 00 - a.vanhoenacker@legecapferret.fr.
- Réfèrent politique Commune : Monsieur le Maire, Philippe DE GONNEVILLE
- Chef de projet/Directeur Opérationnel de l'EPFNA : Ségolène LAIRE et Pierre LANDES, segolene.laire@epfna.fr - pierre.landes@epfna.fr

Chacune des parties pourra changer de référent technique en informant par courrier les autres partenaires avec un délai de prévenance d'un mois.•

ARTICLE 7 – SUITE DE LA CONVENTION

Deux cas peuvent être distingués :

Cas n°1 : en l'absence d'acquisition, au terme des études réalisées et au plus tard 2 mois avant le terme de la convention, les partenaires (a minima Commune, Intercommunalité et EPFNA) se réunissent pour décider des suites à donner à cette phase d'impulsion. A l'issue de cette réunion un relevé de décisions réalisé par l'EPFNA sera transmis à l'ensemble des participants.
Selon les cas et en fonction de la maturité du projet, les partenaires peuvent envisager :

- Le passage de conventions de réalisation pour chacun des projets validés par la Personne Publique Garante, en fonction des priorités qu'elle aura souhaité donner et intégrant les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
- L'abandon de l'opération.

Cas n°2 : lorsqu'une préemption a été réalisée, une convention de réalisation sera régularisée au plus tard, lors du bureau ou CA de l'EPFNA suivant la signature de l'acte d'acquisition. Cette convention de réalisation intégrera *a minima* le foncier objet de l'acquisition et détaillera les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Les partenaires peuvent aussi, en plus de la convention de réalisation ciblant le foncier objet de l'acquisition, conclure d'autres conventions de réalisation, ou de veille selon la maturité et la nature des projets à réaliser. Ces conventions devront détailler le projet sur la base des éléments produits par les études.

ARTICLE 8 – TRANSMISSION DES DONNÉES

La Commune, et l'intercommunalité le cas échéant, transmettent l'ensemble des documents d'urbanisme, données, plans et études à leur disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFNA.

La Commune et l'Intercommunalité le cas échéant transmettront à l'EPFNA toutes informations correspondant au projet et s'engagent à en demander la transmission aux opérateurs réalisant ces études.

L'EPFNA maintiendra en permanence les mentions de propriété et de droits d'auteur figurant sur les fichiers et respectera les obligations de discrétion, confidentialité et sécurité à l'égard des informations qu'ils contiennent.

L'EPFNA s'engage à remettre à la Commune et à l'Intercommunalité toutes les données et documents qu'il aura pu être amené à produire ou faire produire dans l'exécution de cette convention.

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

La Commune, l'Intercommunalité et l'EPFNA s'engagent à faire figurer dans chacun des documents de communication qu'il produira, les logos et participations des autres partenaires au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION ET CONTENTIEUX

La présente convention ne pourra être résiliée qu'à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties et d'un commun accord.

L'EPFNA pourra proposer la résiliation :

- d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ou dont l'exécution s'avère irréalisable.
- si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la Commune, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La Commune sera tenue de rembourser les frais engagés par l'EPFNA dans le cadre de la convention dans les six mois suivant la décision de résiliation.

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Fait à ……, le …… en 4 exemplaires originaux

La commune de Lège-Cap Ferret
représentée par son Maire

La COBAN représentée par son Président

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE

Monsieur Bruno LAFON

L'EPFNA représenté par son Directeur Général

Monsieur Sylvain BRILLET

Avis préalable du contrôleur général économique et financier, n° 2022/..... en date du……..

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR
ID : 033-213302367-20220415-D54_2022-DE

54/2022

MAIRIE DE LEGE-CAP FERRET	EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 AVRIL 2022

Objet : Conventions de veille pour la production de logements entre la commune de Lège-Cap Ferret, la communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon nord et l'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine.

L'an deux mille vingt-deux, le 14 avril à 18 heures, le Conseil Municipal de Lège-Cap Ferret, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie de Lège-Cap Ferret, sous la présidence de Madame Laëtitia Guignard, première adjointe.

Date de la convocation : 07 avril 2022

Nombre de Conseiller Municipaux en exercice : 29

PRESENTS : Laëtitia Guignard ; Thierry Sanz ; Gabriel Marly ; Catherine Guillerm ; Alain Pinchedez ; Evelyne Dupuy ; Alain Bordeloup ; Marie Delmas Guiraut ; **Adjoints** ; François Martin ; Véronique Germain ; Jean Castaignede; Nathalie Heitz ; Marie Noëlle Vigier ; Simon Sensey ; Laure Martin ; Thomas Sammarcelli ; Annabel Suhas ; David Lafforgue ; Sylvie Laloubère ; Valéry de Saint Léger ; Luc Arsonneaud ; Anny Bey ; Brigitte Reumond ; Fabrice Pastor Brunet ; **Conseillers Municipaux.**

Pouvoirs :
Phillipe de Gonneville à Gabriel Marly
Blandine Caulier à Catherine Guillerm
Vincent Verdier à Evelyne Dupuy
Brigitte Belpêche à Thierry Sanz
Véronique Debove à Brigitte Reumond

Laure Martin a été désignée en qualité de secrétaire de séance.

Rapporteur : Gabriel MARLY

Mesdames, Messieurs

L'EPFNA a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière. Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

La commune de Lège-Cap Ferret s'est engagée dans la structuration d'une politique publique communale de l'habitat et du logement et elle a, pour ce faire, réalisé une étude de stratégie foncière et immobilière.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ID : 033-213302367-20220415-D54_2022-DE

La COBAN est signataire d'une convention cadre avec l'EPFNA.

Dans le cadre de la nouvelle politique de l'habitat portée par la Ville, il est apparu pertinent de solliciter l'Établissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine afin d'accompagner la commune dans l'élaboration programmatique de projets d'habitat à dominance sociale et abordable.

Sur la base des gisements fonciers identifiés dans l'étude de stratégie foncière et immobilière, L'EPFNA a proposé d'accompagner la commune sur 4 fonciers ciblés :

- Un site situé allée des chanterelles (foyer Alice Girou)
- Un site situé allée du Grand Ousteau (maison + grange existantes + terrains privés)
- Un site dit « La Forge »
- Un site situé avenue de la Presqu'île (site dit de « l'ancienne Plantation »)

La signature de cette convention n'entraîne aucune contrepartie financière pour la commune.

Le dossier a été présenté aux membres de la Commission Aménagement du Territoire/Urbanisme/Logement le 6 avril 2022.

Ceci exposé, je vous propose Mesdames, Messieurs :

- D'autoriser la signature de ces 4 conventions de veille pour la production de logements tripartites entre la commune, l'EPFNA et la COBAN
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer ces 4 conventions ainsi que tout document y afférent.

SUR QUOI STATUANT

Le Conseil Municipal adopte par 26 voix pour, 3 abstentions (A.Bey ; B.Reumond ; V.Debove) les conclusions du rapport qui précède.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait certifié conforme

MAIRIE DE LÈGE-CAP FERRET * 33950 *

La Première Adjointe.

Laëtitia GUIGNARD

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :
De sa transmission en Sous Préfecture le : 15 AVR. 2022
De sa publication le :
De sa notification : 19 AVR. 2022

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20190412-55-2019-DE
Date de télétransmission : 12/04/2019

55-2019

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CONVENTION-CADRE ENTRE L'EPF NOUVELLE-AQUITAINE ET LA COBAN

Le 9 avril 2019 à 17 heures 30, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Domaine des Colonies à Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. Bruno LAFON.

Date de la convocation :		3 avril 2019
Nombre de Conseillers en exercice :		36
Présents	***:***	26
Votants	***:***	31

Membres présents :

M. LAFON, Mme LE YONDRE, M. PERRIERE, M. PAIN, M. BAUDY, M. ROSAZZA, M. CHAUVET, M. TREUTENAERE, M. CAZENEUVE, Mme PALLET, M. DEBELLEIX, Mme DESTOUESSE, M. DUBOURDIEU, Mme C. CASAUX, M. ROMAN, M. POCARD, Mme BANOS, M. BELLIARD, Mme A. CAZAUX, M. DEVOS, M. OCHOA, M. COURMONTAGNE, M. DE GONNEVILLE, M. MARTINEZ, Mme CARMOUSE, M. BAGNERES

Pouvoirs :
Mme MOYEN-DUPUCH à M. LAFON
Mme MINVIELLE à M. ROSAZZA
M. LASSERRE à M. BAGNERES
Mme MARTIN à M. BAUDY
Mme GARNUNG à M. POCARD

Membres absents :
M. SAMMARCELLI
Mme COMTE
Mme LARRUE
Mme JUDEL
Mme CAZENTRE-FILLASTRE

Secrétaire de séance : Mme PALLET

****

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Monsieur Bruno LAFON, Président de la COBAN, expose que conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme (Art. L321-1 à L321-13, et R321-1 à R321-22 du Code de l'Urbanisme), un EPF est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) compétent pour négocier et constituer des réserves foncières en amont de la phase de réalisation de projet d'aménagement public.

L'EPF Nouvelle-Aquitaine accompagne les collectivités dans la définition de leur projet et favorise l'optimisation du foncier (regroupement de parcelles, densité et qualité urbaine…). Il peut apporter son appui en matière d'ingénierie foncière, notamment pour la définition d'une stratégie foncière d'anticipation.

Il a pour mission, dans le cadre de conventions, la réalisation d'acquisitions foncières pour la maîtrise d'emprises qui seront des assiettes de projets, portés par la collectivité ou par un opérateur désigné en commun.

L'objet de la convention :

- **Définir les objectifs d'intervention de l'EPF sur le territoire du Nord Bassin.**
- **Engager la sortie d'opérations : recherche de gisements fonciers, mobilisation des opérateurs, mise en valeur d'opérations exemplaires.**
- **Assister les communes dans leurs ambitions de renouvellement urbain.**

La convention-cadre permettra, à compter de sa signature, l'engagement de partenariats pour la réalisation de projets avec les communes ou avec l'EPCI, dans le cadre de conventions opérationnelles dont l'EPCI sera signataire.

Vu les statuts de la COBAN,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 19 mars 2019,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention-cadre ci-annexée ;
- **AUTORISER** le Président à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires ;
- **AUTORISER** le Président à signer toute pièce afférente à ce dossier et notamment ladite convention.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE les termes de la convention-cadre ci-annexée ;***
- ***AUTORISE le Président à effectuer toutes les démarches administratives nécessaires ;***
- ***AUTORISE le Président à signer toute pièce afférente à ce dossier et notamment ladite convention.***

Vote
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 9 avril 2019

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CONVENTION-CADRE N° 33-19-101

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD (33)

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE AQUITAINE

ENTRE

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dont le siège est situé au 46 avenue des Colonies – 33510 ANDERNOS-LES-BAINS, représentée par son Président, **Monsieur Bruno LAFON**, autorisée à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2019,

Ci-après dénommée « **l'EPCI** » ou « **la COBAN** » ;

D'une part

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est au 107 Boulevard du Grand Cerf, CS 70432 - 86011 POITIERS Cedex – représenté par **Monsieur Sylvain BRILLET**, son directeur général à compter du 2 mai 2019, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du conseil d'administration n°CA-2019-41 du 11 juin 2019 ;

Ci-après dénommé « **l'EPFNA** » ;

D'autre part

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

PRÉAMBULE

L'EPFNA accompagne les collectivités (communes et intercommunalités) dans leurs ambitions en matière de création de logements, de restructuration d'emprises foncières, de revitalisation de centres-bourgs ou centres-villes, de structuration de l'activité économique.

Il a pour mission, au travers d'un conventionnement, la réalisation d'acquisitions foncières pour la maîtrise d'emprises qui seront des assiettes de projets, portés par la collectivité ou par un opérateur désigné en commun.

Il peut assister les collectivités (communes et intercommunalités), dans le cadre de conventions opérationnelles, dans la réalisation d'études préalables à son intervention sur des fonciers identifiés, ou pour repérer des fonciers d'intérêt. Les études expérimentées sont toujours rattachées à l'aspect foncier mais couvrent un volet très large : restructuration de zones d'activité, potentialités de restructuration commerciale d'un îlot fragmenté, études plus classiques sur les capacités de réhabilitation ou de démolition/reconstruction partielle.

La présente convention-cadre permettra de s'assurer de la cohérence des interventions de **l'EPFNA** avec les démarches impulsées par **la COBAN** et les communes-membres et portées dans le cadre de conventions opérationnelles.

L'objet de la convention :

- Définir les objectifs d'intervention de **l'EPFNA** sur le territoire du Nord Bassin
- Engager la sortie d'opérations : recherche de gisements fonciers, mobilisation des opérateurs, mise en valeur d'opérations exemplaires
- Assister les communes dans leurs ambitions de renouvellement urbain

La présente convention sera axée sur trois volets distincts, à savoir :

- Le Développement économique
- L'Habitat et le Logement
- La revitalisation des centres-bourgs

La convention-cadre permettra, à compter de sa signature, l'engagement de partenariats pour la réalisation de projets avec les communes ou avec **l'EPCI**, dans le cadre de conventions opérationnelles dont **l'EPCI** sera signataire.

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord

Créée le 18 novembre 2003 et devenue Communauté d'Agglomération le 1er janvier 2018, la COBAN regroupe les communes d'Andernos-les-Bains, Arès, Audenge, Biganos, Lanton, Lège-Cap Ferret, Marcheprime et Mios pour une population de 64 092 habitants.

La COBAN couvre un territoire de 605 km² faisant d'elle la Communauté d'Agglomération la plus étendue de la Gironde. Située au Sud-Ouest du département de la Gironde, sur la façade atlantique autour du Bassin d'Arcachon, la COBAN est limitrophe de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud – Pôle Atlantique au Sud, de la Communauté de Communes du Val de L'Eyre et de Bordeaux Métropole, de la Communauté de Communes Jalles Eau-Bourde à l'Est, de la Communauté de Communes Médullienne au Nord. La COBAN, la COBAS et la CdC du Val de l'Eyre, forment à elles trois le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre.

Localisée à environ 30 km de Bordeaux Métropole, la COBAN est desservie principalement par la RD 106 au Nord ralliant Lège-Cap Ferret, Arès, Andernos et Lanton et la RD 1250 qui dessert Marcheprime et Biganos et l'A63 au Sud la reliant à Bordeaux et qui dessert les communes de

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Marcheprime et Mios. Territoire en plein développement, la COBAN a besoin d'optimiser et de déployer ses infrastructures de transports et son réseau routier est régulièrement saturé (25 000 véhicules par jour sur la RD 106), phénomène accru en période estivale. Néanmoins, l'intercommunalité a engagé des actions afin de favoriser l'intermodalité sur le territoire dont l'aménagement de 12 aires de covoiturages et deux Pôles d'Echange Intermodal (PEI) sur les communes de Biganos et Marcheprime dotées respectivement d'une gare ferroviaire.

Il est par ailleurs à noter que l'aéroport le plus proche est celui de Bordeaux Mérignac situé à environ 40 km.

Ainsi, la COBAN possède des atouts ayant trait, entre autres, à ses caractéristiques intrinsèques et à sa localisation stratégique sur l'axe Bordeaux – Espagne et sa proximité immédiate avec Bordeaux Métropole tout en étant à la fois bassin de vie dynamique et destination touristique forte avec le Bassin d'Arcachon.

A l'échelle de la COBAN, une importante croissance démographique est observée sur la période récente (+2,2%/an entre 2009 et 2014). A titre de comparaison, le Département de la Gironde a connu une croissance de 1,2% sur cette même période. Ainsi, la population a presque triplé en moins de 50 ans sur le territoire.

Cette croissance est particulièrement forte sur les communes d'Audenge (+4,3%/an entre 2009 et 2014) et Mios (+4,7%) ce qui traduit l'attractivité de ces communes, notamment en raison de leur proximité avec la métropole bordelaise.

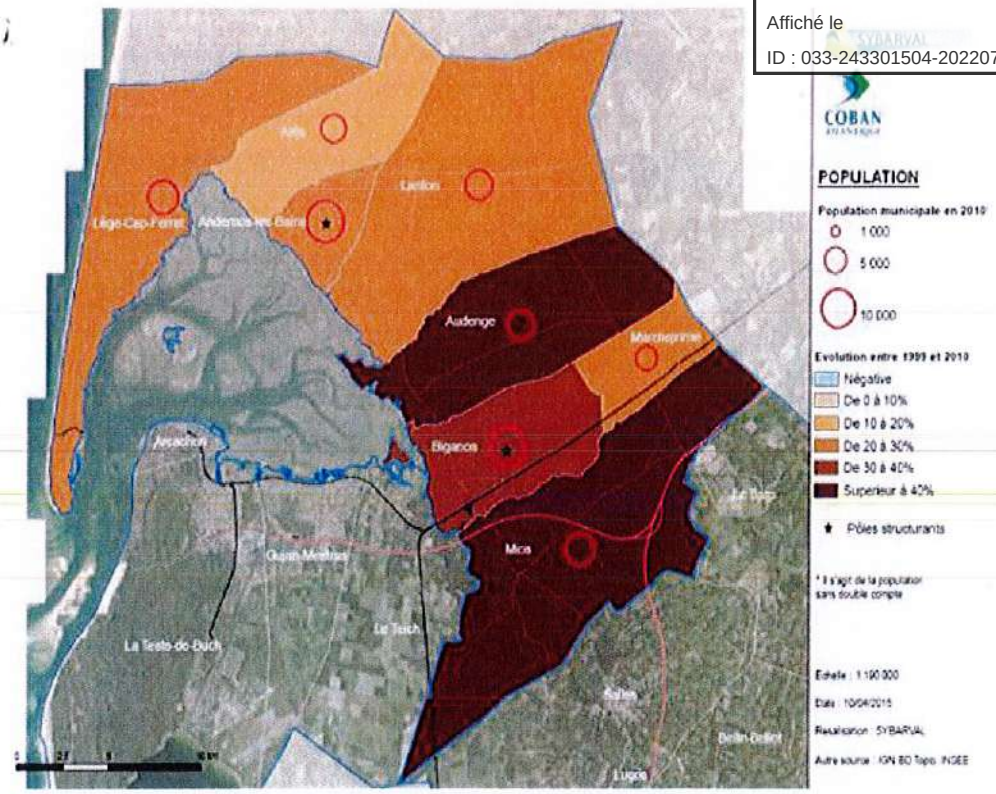
En effet, l'augmentation de la population repose principalement sur l'attractivité résidentielle du territoire et donc l'arrivée de nouveaux habitants avec :

- Un solde migratoire de 2,2% en moyenne / an entre 2009 et 2014 ;
- Un solde naturel très faible depuis près de 50 ans, négatif ou nul, sur la plupart des communes.

Ces dynamiques démographiques sont néanmoins variables :

- Des communes dont le dynamisme démographique et le solde naturel positif traduisent leur attractivité, notamment pour les jeunes ménages. Cela concerne essentiellement les communes les plus au sud et facilement accessibles de la métropole bordelaise avec l'A63. La proximité à Bordeaux, bassin d'emplois dynamiques, et l'accessibilité à un foncier plus abordable sont parmi les facteurs d'attractivité les plus importants pour les jeunes ménages.
- Des communes dont la forte attractivité contrebalance un solde naturel faible voire négatif dans certains cas. Les communes littorales du Nord sont les plus concernées par ce phénomène, elles attirent davantage une population aisée, notamment de jeunes retraités disposant d'un pouvoir d'achat plus important leur permettant d'acquérir des biens aux prix plus élevés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR



Répartition générationnelle au sein des commnunes de la COBAN

	Nombre de 0-19 ans	Part des 0-19 ans	Nombre de 60 ans et plus	Part des plus de 60 ans	Indice de jeunesse	Population totale
Andernos-les-Bains	1 993	17%	5 206	45%	0,38	11 687
Arès	1 058	17%	2 599	42%	0,41	6 126
Audenge	1 676	23%	2 006	27%	0,84	7 410
Biganos	2 462	24%	2 300	22%	1,07	10 258
Lanton	1 242	18%	2 536	37%	0,49	6 771
Lège-Cap Ferret	1 473	18%	3 180	39%	0,46	8 196
Marcheprime	1 290	28%	785	17%	1,64	4 577
Mios	2 683	30%	1 535	17%	1,75	9 067
COBAN TOTAL	**13 877**	**22%**	**20 147**	**31%**	**0,69**	**64 092**

Source : INSEE, RP2015 exploitation principale

Le vieillissement de la population sur le territoire de la COBAN induit de fait de nouveaux besoins en équipements publics selon les communes.

En dehors de cette analyse démographique, la COBAN connait une forte attractivité résidentielle qui coïncide avec la phase de développement économique du territoire. Ainsi, elle profite d'un parc de logements récent puisque la moitié des résidences principales ont été construites entre 1991 et 2015.

Le rythme de construction a suivi l'évolution démographique avec en moyenne près de 900 nouveaux logements construits par an entre 2004 et 2013. La production de logement est orientée à 70 % vers de l'individuel, sachant que 85% de l'habitat est en individuel pur ou groupé (Filocom 2015).

De plus, avec 13 136 logements sur un total de 44 155, les résidences secondaires représentent presque 30% du parc de la COBAN et illustre l'attractivité du territoire en matière de tourisme, notamment pour les personnes disposant d'un important pouvoir d'achat. Cependant, des disparités sont constatées entre les

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

communes. En effet, leur proportion atteint 30 % à Andernos-les-Bains et même 57 % à Lège-Cap Ferret quand dans le même temps elle atteint 2 % à Mios et 1 % à Marcheprime.

Le taux de logements vacants avoisine les 4 % en 2015, (en baisse de 0,5 points entre 2013 et 2015) ce qui démontre une forte tension du marché de l'immobilier local. D'ailleurs, l'analyse de ce taux indique une vacance essentiellement conjoncturelle et non structurelle puisque plus de 60 % des logements vacants le sont depuis moins d'un an. Nous avons donc un territoire diversifié mais complémentaire.

Du point de vue économique, la COBAN génère une activité économique importante avec des emplois concentrés en partie dans la sphère présentielle (artisanat, tourisme). Ainsi, le secteur d'activité du commerce, du transport et des services divers capte une part conséquente de l'emploi sur le territoire puisque ce domaine d'activité représente 17% de l'emploi total en 2012. Le commerce constitue donc un secteur pourvoyeur d'emploi sur le territoire puisque les établissements de commerces, transports et services divers représentent plus de 64% de l'ensemble des établissements. Son importance tient du fait de la croissance démographique dont les revenus de la population sont supérieurs au reste du département et grâce au secteur du tourisme En outre, seulement la moitié des actifs de la COBAN travaille sur le territoire. Cela traduit la forte influence de Bordeaux Métropole qui capte l'essentiel de l'emploi pour les communes du Sud de la COBAN.

Il est à noter que le SYBARVAL, syndicat mixte qui regroupe les 3 intercommunalités du Pays BARVAL autour du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre (la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord et la Communauté de communes du Val de l'Eyre) a engagé une nouvelle procédure afin de relancer l'élaboration du SCOT en janvier 2019.

L'Établissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine

En application du décret n° 2017-837 du 5 mai 2017, modifiant le décret n° 2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'établissement public foncier de Poitou-Charentes, l'EPF anciennement de Poitou-Charentes est désormais dénommé EPF de Nouvelle-Aquitaine et compétent sur l'ensemble des départements de la Corrèze, de la Creuse, de la Dordogne, de la Gironde, du Lot-et-Garonne hors agglomération d'Agen et de la Haute-Vienne, en plus des départements historiques de la Charente, de la Charente-Maritime, des Deux-Sèvres et de la Vienne.

L'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine est un établissement public de l'État à caractère industriel et commercial au service des différentes collectivités, dont la mission est d'assurer le portage de biens bâtis ou non bâtis sur son territoire de compétence.

L'EPFNA, qui n'est pas un aménageur, est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour des projets de logement, de développement économique, de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes, de lutte contre les risques et de protection de l'environnement. Il contribue à la densification acceptable et à l'équilibre des territoires. Il contribue à enrichir les projets qui lui sont soumis.

Il contribue de manière active à la limitation de l'étalement urbain. Ainsi, il ne pourra intervenir en extension urbaine, au titre du programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2018-2022, que pour des projets d'habitat et de développement économique structurant, à l'exclusion de projets comportant uniquement de l'équipement public, et sous la réserve des conditions suivantes :

- Pour l'intervention au bénéfice de l'habitat, **l'EPFNA** n'interviendra en extension urbaine que lorsque les enjeux et la tension des ressources foncières en renouvellement urbain le justifient. Dans ce cas, **l'EPFNA** appliquera un taux d'actualisation annuel à tous les terrains en dehors d'une zone U dans le cadre de l'opération.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

- Pour l'intervention au bénéfice du développement économique, **l'EPFNA** n'interviendra en extension que pour des projets d'importance départementale à minima et dans le cadre d'une cohérence d'ensemble, notamment de l'impact sur les zones existantes. Dans ce cas, **l'EPFNA** appliquera un taux d'actualisation annuel à tous les terrains en dehors d'une zone U dans le cadre de l'opération

Au titre de son PPI 2018-2022, les interventions de **l'EPFNA**, au service de l'égalité des territoires, doivent permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, à déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

En outre, les nouveaux leviers d'intervention financière et technique de **l'EPFNA** en faveur d'une mise en œuvre rapide des projets des collectivités, tant en conseil qu'en accompagnement, ont été conservés dans le cadre du présent PPI. Ils permettent en particulier de veiller à limiter le risque technique et financier pour les collectivités.

L'EPFNA, par la présente convention cadre, accompagnera **l'EPCI** afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets traduisant une ambition particulière en matière environnementale ou sociale, et plus généralement poursuivant les objectifs généraux énumérés précédemment, sont privilégiées. Ainsi, l'économie d'espace et les opérations de recyclage du foncier, de retraitement de bâti ancien dans une perspective de réhabilitation ultérieure ou de densification sont prioritairement accompagnées.

Dans le cadre de la présente convention cadre, **l'EPFNA** a vocation à intervenir prioritairement en faveur de projets de renouvellement urbain et en particulier de reconquête, de reconversion et de réhabilitation de friches industrielles ou tertiaires, de quartiers dégradés et de centres-bourgs. Il peut également intervenir pour contribuer à la valorisation et à la protection d'espaces naturels ou du patrimoine bâti et accompagner les collectivités dans le cadre de leurs actions de prévention du risque d'inondation et de la mise en œuvre concrète et ambitieuse du développement durable, y compris en termes de développement de la biodiversité.

L'EPFNA n'interviendra en général pas sur des projets en extension urbaine et en consommation d'espaces naturels et agricoles.

L'intervention de **l'EPFNA** au service des projets des communes sera ainsi facilitée par la Communauté d'Agglomération Bassin d'Arcachon Nord grâce à une mutualisation des rendez-vous ou des réunions au sein de la Communauté d'Agglomération et entre les communes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - LES ENJEUX FONCIERS DU TERRITOIRE

Les problématiques foncières de la **COBAN** sont les suivantes :

- Un marché du logement « privé » sélectif et peu diversifié orienté quasi-exclusivement vers le logement individuel entrainant une importante consommation foncière.
- Une partie de la population en perte d'autonomie qui induit des nouveaux besoins en matière et d'accueil et d'habitat adapté.
- Une accession à la propriété difficile pour les populations originaires du territoire en raison du prix de l'immobilier.
- Une qualité du parc de logements privé satisfaisante.
- Un besoin structurel majeur en logements conventionnés et logements locatifs sociaux.
- Un parcours résidentiel à améliorer.
- Une forte concurrence des résidences secondaires et de la location saisonnière.
- Une prépondérance de l'activité économique présentielle par rapport à la sphère productive.

ARTICLE 2 – LES OBJECTIFS DE LA CONVENTION CADRE

L'objectif de la convention cadre est double :

- Permettre la réalisation d'opérations dans le cadre de conventions opérationnelles, répondant au contexte local et aux conditions de faisabilité économique des opérations.
- Structurer les modalités d'intervention entre **la COBAN**, les communes membres et **l'EPFNA**

Ainsi, la convention cadre doit permettre de mobiliser les moyens techniques nécessaires au retraitement de fonciers dans le cadre de ces opérations.

Les objectifs fixés dans la présente convention cadre sont donc les suivants :

- Limiter l'effet concurrentiel.
- Structurer le développement de l'économie présentielle, agricole et productive dans un souci d'équilibre environnemental, en limitant les extensions urbaines.
- Concevoir une urbanité durable en rapport avec les équilibres territoriaux et naturels.
- Capitaliser une connaissance sur les marchés et les conditions de sorties des opérations sur le territoire, au travers des études réalisées dans le cadre des conventions opérationnelles, les contacts avec les opérateurs et les études réalisées dans le cadre des opérations de planification.
- Diffuser cette connaissance auprès des communes.
- Développer aux côtés des communes, dans la mesure du possible, des outils de connaissance sur les marchés et les opérations : recensement des DIA, des permis de construire d'opérations groupées, des opérations réalisées…
- Engager des opérations, dans le cadre des conventions opérationnelles tripartites, dans la mesure du possible avec une cession à opérateur, et permettre le traitement de fonciers dégradés.
- Développer dans la mesure du possible des actions à caractère expérimental avec des opérateurs (exemples : écoquartier, habitat participatif…).
- Développer des actions de connaissance avec les opérateurs, au travers de réunions par exemple.
- Accompagner les communes dans leurs démarches de projet, notamment pour la restructuration de leur centre-ville.
- Développer, le cas échéant, d'un commun accord et selon des priorités, des démarches de repérage de fonciers, que ce soit de dents creuses pour de l'habitat, de friches, d'emprises économiques sous utilisées

Par conséquent, la présente convention régie les relations contractuelles entre **l'EPFNA** et **la COBAN**, à des fins d'interventions sur son territoire et de ses communes membres, pour assurer une mission de portage foncier sur les opérations relevant de leurs compétences.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

ARTICLE 3 - CRITERES D'INTERVENTION DE L'EPFNA

L'intervention de **l'EPFNA** a, notamment, comme objectifs :

- Favoriser le renouvellement urbain : exigence, avant d'accorder l'intervention de **l'EPFNA** sur tout projet d'extension, que la commune présente ou fasse réaliser dans le cadre d'une convention opérationnelle, une étude sur les possibilités de renouvellement urbain et d'urbanisation des dents creuses sur son territoire. Le traitement de ces sites restera prioritaire pour les interventions de **l'EPFNA**.
- En cas d'extension urbaine : nécessité d'être en continuité de l'urbanisation existante et de favoriser l'utilisation des transports en commun ainsi que les déplacements doux.
- Densité : densité brute minimum à déterminer en fonction de la typologie de la commune et de l'urbanisation existante. Elle sera de fait supérieure dans les secteurs urbains et périurbains.
- Logements sociaux : si le contexte local le nécessite, des ratios minimums de logements locatifs sociaux et de logements en accession sociale pourront être étudiés.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENTS MUTUELS

Afin de conjuguer les objectifs de développement durable, et de mixité, évoqués par le PPI de **l'EPFNA** et pour accompagner les politiques déjà à l'œuvre, les partenaires s'engagent à travers la présente convention à mettre en œuvre les principes suivants :

- Mobiliser en priorité et dès que pertinent le foncier bâti ou non bâti de centre-bourg ou centre-ville.
- Etoffer le parc de logements sociaux ou à loyers maîtrisés.
- Réutiliser les emprises économiques vacantes (friches industrielles et commerciales) et s'appuyer sur les zones d'activités déjà existantes.
- Travailler sur la densification des projets, l'optimisation foncière et l'encadrement de la division parcellaire.
- Partager l'analyse des besoins et la connaissance du marché foncier.
- Rééquilibrer l'habitat vers les centres.
- Privilégier le renouvellement urbain pour utiliser toutes « les dents creuses » dans le tissu existant, l'intervention sur ces fonciers sera de toute façon prioritaire pour **l'EPFNA**.
- Lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique.
- Maîtriser le risque d'étalement urbain en périphérie des bourgs.
- Limiter la spéculation foncière.
- Développer et adapter le parc de logements aux personnes âgées et aux personnes en perte d'autonomie

En ce sens, l'intervention de **la COBAN** et **l'EPFNA**, au service des communes membres s'articulera autour des enjeux posés par la sectorisation du territoire intercommunal, par l'habitat ainsi que le développement et le maintien des commerces de proximité.

4.1 - Renforcer les complémentarités au sein du territoire intercommunal

L'analyse du territoire de **la COBAN** et de son évolution permet de se rendre compte que son territoire n'est pas homogène et que des disparités sont observées entre les communes membres, notamment dans les secteurs de l'habitat, du tourisme, du commerce, et plus généralement dans les modes de vie des populations.

Au travers de l'analyse territoriale, il apparaît des spécificités suivant les communes. L'enjeu pour **l'EPFNA** et **la COBAN** sera de renforcer les complémentarités entre les communes dans un souci d'équilibre territorial. Si les objectifs d'intervention sont différents et variés, chaque commune, quel que soit sa taille pourra solliciter **l'EPFNA** à l'intérieur de son PPI et dans le cadre de réalisation d'un projet nécessitant une intervention foncière. Dans tous les cas, pour l'ensemble des communes de **l'EPCI**, les extensions urbaines seront strictement limitées et adaptées à chaque situation locale.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

4.2 - Soutenir une diversité résidentielle sur l'ensemble du territoire

La croissance démographique importante sur l'ensemble du territoire et le desserrement de la taille des ménages induisent une nécessaire production de logements afin de répondre aux besoins de la population présente et future. La forte proportion de l'habitat individuel, à des degrés divers selon les communes, ne permet pas de proposer un parc de logements pour tous. La diversification de l'offre globale est donc nécessaire sur l'ensemble du territoire. De plus, il interroge sur le niveau de consommation foncière.

Le vieillissement de la population, la recomposition et le desserrement des ménages induisent une évolution de la forme de l'habitat, tant dans l'adaptabilité des logements et de leur surface pour les personnes âgées que dans une mixité plus importante des programmes. L'enjeu pour **la COBAN** sera de répondre à l'ensemble de ces besoins par une offre abordable diversifiée pour tous les ménages, de tout âge et de tout niveau de ressource. La politique foncière pourra envisager la réhabilitation et l'amélioration du parc existant, au travers notamment de la captation de logements vacants.

4.3 - Conforter l'activité économique communautaire tout en préservant les commerces de proximité

Structurées principalement autour de l'économie du tourisme, les activités de commerces, très importantes sur le territoire et notamment sur la partie littorale, témoignent du poids de l'économie présentielle sur le territoire de **la COBAN**. L'enjeu pour **la COBAN** et **l'EPFNA** sera de développer l'activité économique à travers la sphère productive.

La COBAN compte 15 zones d'activités économiques existantes ou en création sur son territoire selon une répartition entre :

- Activité artisanale
- Activité commerciale
- Activité industrielle

Aujourd'hui, toutes les communes membres possèdent au moins une ZAE.

Ainsi, **la COBAN** accueille deux des principaux centres commerciaux du Pays du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre, le centre commercial Leclerc d'Arès et le centre commercial des Portes du Delta de Biganos. D'ailleurs, le SCOT prévoit encore de davantage renforcer ces deux centres commerciaux ainsi que les autres ZAE du territoire. En ce sens, **la COBAN** connait une forte croissance des surfaces commerciales avec très récemment des travaux d'extension de celles-ci.

Ainsi, pour le développement et l'accueil d'activités économiques, **la COBAN** et **l'EPFNA** s'engagent à mettre en œuvre les orientations suivantes :

- Développer l'économie locale : conforter les activités endogènes et développer les solutions d'accueil et d'hébergement.
- Soutenir le développement d'une économie productive afin de rééquilibrer le modèle de développement économique territorial.
- S'agissant du potentiel foncier à valoriser, s'appuyer sur les zones déjà existantes.
- Dégager des disponibilités foncières économiques potentielles cohérentes et stratégiques sur les pôles équilibrants et stratégiques du territoire en prenant en compte les questions d'accessibilité.
- Conforter le rôle économique du territoire vis-à-vis des territoires voisins

Le commerce de proximité participe autant au dynamisme économique et touristique des villes et à l'emploi que les grandes surfaces.

En conséquence, l'intervention de **l'EPFNA** sur le territoire de **l'EPCI** se fera dans le cadre d'opérations répondant à ces critères, sur demande de **la COBAN** et/ou des communes.

ARTICLE 5 - LE CONVENTIONNEMENT

L'intervention foncière de **l'EPFNA** au titre de cette convention-cadre s'effectuera par le biais de conventions opérationnelles. Une convention opérationnelle est signée par **l'EPFNA**, une commune et **la**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

COBAN. Toutefois, si la convention opérationnelle a vocation à concerner des projets à maîtrise d'ouvrage communautaire, **l'EPFNA** et la Communauté d'Agglomération pourront être seuls signataires.
La convention-cadre décline les éléments contenus dans le PPI et s'articule autour de deux périmètres, un d'études permettant la définition d'une stratégie d'intervention, et un de réalisation avec plusieurs sites potentiellement. Pourront néanmoins faire l'objet d'une adaptation :

- La définition d'un périmètre de réalisation : dans le cas où les projets avancés nécessitent à minima la réalisation d'une étude préalable, la convention opérationnelle pourra ne pas comporter de périmètre de réalisation. Un tel périmètre pourra être créé et étendu par voie d'avenant suite aux résultats des études menées.
- La réalisation du programme d'études : des études préalables pourront être menées sur des sites sur lesquels la commune a défini un projet suffisamment avancé, avant ou en parallèle de la réalisation d'étude de besoins ou de potentialités foncières

La COBAN a vocation à présenter l'action de **l'EPFNA** aux communes membres, à les accompagner dans la définition de leurs projets et dans le processus de conventionnement, ainsi qu'à porter à leur connaissance les principes d'intervention définis dans la présente convention-cadre et le modèle de convention opérationnelle. **La COBAN** pourra tenir à disposition des locaux et organiser des réunions où **l'EPFNA** pourra être présent, à cette fin. **L'EPFNA** s'engage à appuyer les projets des communes qui lui sont soumis dès lors qu'ils rentreront dans les critères du PPI en faisant l'objet d'une convention approuvée par le CA ou le Bureau de **l'EPFNA**.
La COBAN informera **l'EPFNA** des évolutions de la politique locale en matière d'aménagement du territoire.

ARTICLE 6 – L'INTERVENTION OPERATIONNELLE

L'intervention se fait dans le cadre de conventions opérationnelles en application de la présente convention-cadre. **La COBAN** s'engage à signer toutes conventions opérationnelles pour des projets correspondant aux objectifs de la présente convention mis en œuvre sur son territoire avec **l'EPFNA**.

Si **l'EPCI** est ou devient titulaire du droit de préemption urbain, il le déléguera au titre des conventions opérationnelles, selon les périmètres définis par celles-ci.

Les conventions pourront faire l'objet d'avenants dont **l'EPCI** sera également signataire.

Les réunions de pilotage des conventions opérationnelles devront se faire avec **l'EPCI**. En tout état de cause, **l'EPFNA** s'engage à tenir informé **la COBAN** de l'avancement des projets conventionnés ; des points seront faits avec les personnels référents concernant les opérations en cours du territoire.

Des bilans d'étape avec les opérateurs sur les opérations en cours pourront être réalisés aux fins de présenter les opportunités de cession.

Concernant les études et sur sollicitations des collectivités, **l'EPFNA** pourra aider à la réalisation ou conduire, sous sa propre maîtrise d'ouvrage, des études de besoins et de gisement foncier, avec préconisations opérationnelles. Ce travail enrichira la connaissance partagée du territoire, de ses potentialités et contraintes, des marchés locaux du foncier. Les cahiers des charges seront définis conjointement entre **l'EPFNA** et les collectivités concernées.

Habitat/Logement

Au travers des conventions opérationnelles, il conviendra de mobiliser l'action publique dans l'identification de potentialités foncières, le recyclage immobilier et foncier, la réalisation de produits habitats diversifiés en adéquation avec les besoins locaux (offre sociale, projets intergénérationnels, logements accessibles…).
L'EPFNA contribuera ainsi à l'analyse de la demande et du marché local, participera aux études de repérage des logements vacants et/ou vétustes, ainsi qu'à celui de gisements fonciers pertinents et adaptés aux besoins (bâti dégradé ou dents creuses, parcelles mutables pour des opérations d'habitat aidé…).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Développement économique

Le développement économique est un élément essentiel pour l'intercommunalité. L'intervention de **l'EPFNA**, sous son aspect technique et juridique, est fondamentale afin de permettre un développement du territoire équilibré et intégré, pouvant s'inscrire complétement dans le futur. Au travers des conventions opérationnelles, **l'EPFNA** pourra assister les collectivités dans la réalisation d'études préalables à leur intervention sur des fonciers identifiés, ou pour repérer des fonciers stratégiques Les études qui ont été réalisées sont toujours rattachées à l'aspect foncier mais couvrent un volet très large : restructuration de zones d'activités, potentialités de restructuration commerciale d'un îlot fragmenté, études plus classiques sur les capacités de réhabilitation ou de démolition/reconstruction partielle, mixité des fonctions urbaines dans les projets d'aménagement en centre-bourg…

Centre-bourg

La reconquête d'attractivité des centres anciens consiste en une intervention forte sur le parc privé, la lutte contre l'habitat indigne et l'efficacité énergétique (enjeu de développement durable), mais aussi la mixité fonctionnelle. Aussi il conviendra de privilégier les projets d'ensemble à l'échelle d'îlots dégradés où l'habitat constitue une des composantes de ces opérations de reconquête et de gestion des dents creuses (création d'espaces extérieurs, quartiers accessibles et aérés).

La mobilisation de l'ingénierie de **l'EPFNA** et des études amont permettra de travailler à la fois sur les potentiels et les contraintes existantes, et visera à répondre aux défis d'aménagement (portage, recyclage immobilier et foncier).

Les études présentées dans chaque domaine d'intervention retenu devront permettre d'associer et de mobiliser les acteurs concernés, afin de préparer en amont la sortie de projets ambitieux et économiquement viables.

ARTICLE 7 - LES ETUDES

Les études demandent une implication forte au niveau humain et matériel de la part de **la COBAN** comme de **l'EPFNA**. Leur réalisation sera conditionnée à l'accord express et préalable de **la COBAN**.

L'EPFNA réalisera en tant que besoin, sous propre maîtrise d'ouvrage, en co-pilotage avec **la COBAN**, une étude de besoins et une étude de gisement foncier du territoire communautaire pour les communes membres le souhaitant, et qui conduira à une connaissance partagée du territoire et des marchés locaux du foncier. Ces études feront l'objet d'un cahier des charges (objectifs, sites de projet, partage d'analyses) défini conjointement par l'**EPFNA** et les communes associées, ainsi que **la COBAN**.

Ces études seront complétées de préconisations opérationnelles constituant un ensemble d'actions foncières à conduire qui seront l'armature de la stratégie de **la COBAN** sur les zones étudiées. En ce qui concerne l'intervention destinée à favoriser prioritairement le renouvellement urbain de certains secteurs, il s'agit d'une recherche en phase d'anticipation, des potentialités foncières en vue de définir les périmètres d'actions foncières. Conformément au PPI, **l'EPFNA** s'engage prioritairement sur des opérations en reconversion et de densification de l'existant. Ce ciblage est justifié par le plus grand impact de ce type d'opérations sur l'environnement proche des sites et le territoire en général. L'étude de gisement foncier est donc nécessaire pour déterminer les sites les plus stratégiques pour l'intervention foncière.

Il sera alors procédé avec **la COBAN**, et les communes membres le souhaitant, à l'identification de secteurs opérationnels prioritaires susceptibles de faire l'objet de conventions opérationnelles ultérieures en déclinaison des principes généraux de **l'EPFNA** énoncés précédemment visant notamment l'optimisation de la consommation d'espace, la qualité des réhabilitations et des reconversions des friches, de quartiers plus ou moins dégradés et de centres bourgs.

A cette fin, **l'EPFNA**, dans le cadre de conventions opérationnelles, pourra réaliser un référentiel foncier visant à préciser et étudier la faisabilité du projet des communes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Le référentiel foncier a pour objets :

- Dans un premier temps, la précision des besoins du territoire communal.
- Dans un second temps, sur les emplacements repérés, la réalisation d'études préalables à l'opération permettant la définition, la précision d'un projet réalisable et les modalités d'intervention de **l'EPFNA**.

Conformément au programme pluriannuel d'intervention de **l'EPFNA**, les études concerneront particulièrement les éléments permettant la bonne appréciation de la valeur du foncier et de la faisabilité d'une opération sur ce foncier, ainsi que de l'anticipation des actions à mener dans le cadre de l'intervention foncière.

Elles pourront donc aller jusqu'à la production de scénarios de composition et de coûts de sortie, avec pour chacun un pré-chiffrage et potentiellement des propositions d'évolution des documents d'urbanisme.

Les études seront prises en charge par **l'EPFNA** en application du PPI.

Si une acquisition doit avoir lieu, le montant des études est comptabilisé dans les dépenses engagées pour la mise en œuvre de la convention. En conséquence, ce montant est répercuté dans le prix de cession.
Il est rappelé que le référentiel a vocation à perdurer y compris après le terme de la présente convention, dans le cadre d'une stratégie durable d'observation et de tenue d'une stratégie foncière sur le territoire.

Les études définies dans un modèle de convention opérationnelle feront pour chaque convention opérationnelle signée en application de la présente convention-cadre l'objet de l'adaptation suivante :

- **L'EPFNA** et la commune communiqueront à **la COBAN** tous les documents préparatoires et résultats des études, qui pourront notamment être réutilisés dans le cadre de la préparation de documents d'urbanisme. **La COBAN** communiquera toute information nécessaire au programme d'études, entre autres concernant ses domaines de compétence.
- **La COBAN** pourra accompagner **l'EPFNA** ou un éventuel prestataire de celui-ci pour les visites de terrain, entre autres en ce qui concerne ses domaines de compétence.
- **La COBAN** pourra, pour les entretiens nécessaires aux études, proposer des personnes à contacter, programmer des rendez-vous et mettre à disposition des locaux pour grouper les déplacements des personnels de **l'EPFNA** ou de ses prestataires

La COBAN a vocation à accompagner la commune dans la définition de sa stratégie foncière, lors de la réalisation du programme d'études, et ultérieurement jusqu'à la fin de l'intervention foncière de **l'EPFNA** et au-delà.

L'EPFNA pourra réaliser sur un site non couvert par un périmètre d'une convention opérationnelle, à la demande de **la COBAN**, tout ou partie du programme d'études. Il pourra financer sur son budget propre tout ou partie de cette demande. Si une convention opérationnelle est signée avec une des communes sur laquelle le site est localisé, ce montant sera mentionné dans la convention opérationnelle, immédiatement comptabilisé dans les dépenses engagées au titre de cette convention opérationnelle qui seront incluses dans les prix de cession.

ARTICLE 8 - L'INTERVENTION FONCIERE

Pour chaque convention opérationnelle signée en application de la présente convention-cadre :

En sus des règles d'intervention de **l'EPFNA** définies dans son programme pluriannuel d'intervention 2018-2022 et précisées dans un modèle de convention opérationnelle, **l'EPFNA** et **la COBAN** s'accordent pour que les projets définis dans le périmètre de réalisation respectent les principes cités à l'article 3.

Si une commune-membre de **la COBAN** est titulaire du droit de préemption, elle pourra s'engager à le déléguer à **l'EPFNA** :

- Sur l'intégralité du périmètre de réalisation et de veille.
- Au cas par cas, sur engagement de la procédure d'urgence sur le périmètre d'étude, procédure définie à l'article 2.1 du modèle de convention opérationnelle.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

L'EPFNA pourra mettre à disposition un bien acquis dans le cadre de la convention opérationnelle à **la COBAN.**

ARTICLE 9 - LES DISPOSITIONS DES CONVENTIONS OPERATIONNELLES RELATIVES AU PILOTAGE

Au titre de chaque convention opérationnelle signée en application de la présente convention cadre :

- **La COBAN** mettra dans la mesure du possible à disposition de **l'EPFNA** des locaux pour les réunions avec la commune, que ce soit au titre des études, de l'intervention foncière ou du pilotage.
- **La COBAN** sera conviée à toute réunion de pilotage .
- Un point pourra être fait à la demande de **l'EPFNA** et de **la COBAN** pour examiner l'ensemble des conventions opérationnelles signées au titre de cette convention-cadre, leur cohérence et plus généralement la stratégie foncière d'équilibre territorial de **la COBAN.**

La présente convention fera l'objet d'un suivi financier et opérationnel. Elle donnera lieu, au minimum, une fois par an, à une réunion entre le signataire et **l'EPFNA** destinée à :

- Faire le point sur les opérations en cours et à venir.
- Mettre à jour les éventuels engagements financiers pluriannuels.
-

ARTICLE 10 - DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention-cadre est applicable à compter de la date de signature et prendra effectivement fin lorsque toutes les conventions opérationnelles prises en application seront terminées. La durée définie par la présente convention ne constitue pas une condition de validité des conventions opérationnelles qui ont été ou seront prises en application des présentes.

La présente convention permettra de signer des conventions opérationnelles jusqu'à l'échéance du PPI actuel de **l'EPFNA** soit jusqu'au 31 décembre 2022.

Toute modification du programme pluriannuel d'intervention de **l'EPFNA**, ou une évolution de la politique locale de la collectivité en lien avec cette convention-cadre, donnera lieu à un avenant à la présente convention-cadre.

La présente convention-cadre ne peut être résiliée que d'un commun accord entre les parties, sauf en cas de violation d'une des clauses de la présente convention-cadre.

Dans l'hypothèse d'une résiliation il est procédé au plus tard dans un délai d'un mois après réception du courrier informant de la demande de résiliation, à un constat de l'état d'avancement de la convention-cadre et des conventions opérationnelles en présence des deux parties co-contractantes et des communes signataires de conventions. À partir de ce constat, des conventions opérationnelles ne pourront plus être signées en application de cette convention-cadre.

ARTICLE 11- CONTENTIEUX

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention-cadre, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.
Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le tribunal administratif de Poitiers.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_82_DEL-AR

Fait à .Andernos...les...Bains le ....18/09/2019.., en trois exemplaires originaux.

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord, représentée par son Président,

Bruno LAFON

...ire de Biganos
...no LAFON

L'Établissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine, représenté par son Directeur Général,

Sylvain BRILLET

Sylvain BRILLET
Directeur général

Avis préalable favorable du Contrôleur Général Économique et Financier, .Françoise...MAGNIEN.. n° 2019/224...en date du..25/06/2019...

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-83

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

RAPPORT ANNUEL 2021 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, vice-Président de la COBAN, expose que

Vu le décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant modifications du contenu minimal du rapport annuel sur le prix et qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ;

Vu les articles D2224-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 14 juin 2022 ;

Vu l'avis favorable de la Commission « Environnement et développement durable » du 14 juin 2022 ;

Il revient à chaque Président d'Etablissement Public de Coopération Intercommunale, compétent en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, de présenter le rapport annuel sur le prix et la qualité du Service public de gestion des déchets ménagers et assimilés à son assemblée délibérante. Cette obligation concerne tous les EPCI, quel que soit leur mode de gestion.

Le rapport annuel (ci-joint) est un document réglementaire, diffusable à tous ceux qui en font la demande ; son contenu est défini par le décret susvisé.

Le rapport annuel 2021 doit donc être présenté à l'Assemblée délibérante de la COBAN.

Les principaux éléments du rapport sont les suivants :

Le tonnage des déchets ménagers et assimilés collectés et traités sur l'année s'établit à **75 244 tonnes**, dont :

- OMR (Ordures Ménagères Résiduelles) : **21 649 tonnes issues des collectes organisées par la COBAN**
- Collecte sélective (emballages, verre, journaux) : **11 881 tonnes issues des collectes organisées par la COBAN**
- Déchets collectés en déchèteries : **40 471 tonnes**

pour une population de **68 432 habitants permanents** (source INSEE).

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** du rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du Service Public de gestion des déchets ménagers.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***PREND ACTE du rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du Service Public de gestion des déchets ménagers.***

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BASSIN D'ARCACHON NORD

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION ET DE PREVENTION DES DECHETS MENAGERS

Année 2021

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

SOMMAIRE

1 SYNTHESE....3
2 PRESENTATION DE LA COBAN....4
2.1 TERRITOIRE DESSERVI....4
2.2 POPULATION DESSERVIE....4
3 ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES....5
3.1 ORGANISATION GENERALE....5
3.2 PRECOLLECTE....5
3.3 ORGANISATION DES COLLECTES....6
3.4 DECHETERIES....7
3.5 CENTRES DE TRANSFERT....9
4 BILAN DES TONNAGES COLLECTES....10
4.1 ORDURES MENAGERES RESIDUELLES....10
4.2 EMBALLAGES & PAPIERS....10
4.3 DECHETS VERTS COLLECTES EN PORTE-A-PORTE....12
4.4 ENCOMBRANTS SUR ANDERNOS-LES-BAINS....12
4.5 DECHETS RECEPTIONNES EN DECHETERIES....13
5 PRESTATIONS PARTICULIERES....14
5.1 POUBELLES DE MER SUR LE BASSIN D'ARCACHON.... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
5.2 DECHETS ISSUS DES SERVICES MUNICIPAUX....14
5.3 BENNES OSTREICOLES DE LEGE-CAP FERRET....14
6 REGROUPEMENT ET TRANSFERT DES DECHETS....14
6.1 CENTRES DE TRANSFERT....14
6.2 DECHETERIE POUR PROFESSIONNELS DE LEGE CAP FERRET....15
7 TRAITEMENT DES DECHETS....15
7.1 ORDURES MENAGERES RESIDUELLES....15
7.2 EMBALLAGES & PAPIERS....15
7.3 DECHETS VERTS COLLECTES EN PORTE A PORTE....16
7.4 DECHETS RECEPTIONNES EN DECHETERIES....16
8 SENSIBILITATION / PREVENTION....17
8.1 SENSIBILISATION AU TRI....17
8.2 PREVENTION DES DECHETS....17
9 INDICATEURS FINANCIERS....18
9.1 COUTS....18
9.2 RECETTES....20
10 EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL....21
11 PANORAMA GLOBAL....22
11.1 SYNTHESE DES FLUX....22
11.2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION DE DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)....23
11.3 INDICE DE REDUCTION DES DECHETS PAR RAPPORT A 2010....24
11.4 INDICATEUR DE VALORISATION....24
11.5 INDICATEURS FINANCIERS....25
12 EVENEMENTS MARQUANTS ET PERSPECTIVES....26

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) assure aux 68 432 habitants (recensement INSEE), répartis sur ses 8 communes, le service public de collecte et d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Le Code Général des Collectivités (articles L2224-17-1, D. 2224-1, D. 2224-2 et D. 2224-3) impose aux collectivités de produire, chaque année, un rapport technique et financier sur l'exercice de cette compétence. Il revient donc à la COBAN, à qui elle est transférée depuis 2004, de rédiger ce rapport qui sera présenté à l'assemblée délibérante, avant d'entre mis à la disposition du public.

1 SYNTHESE

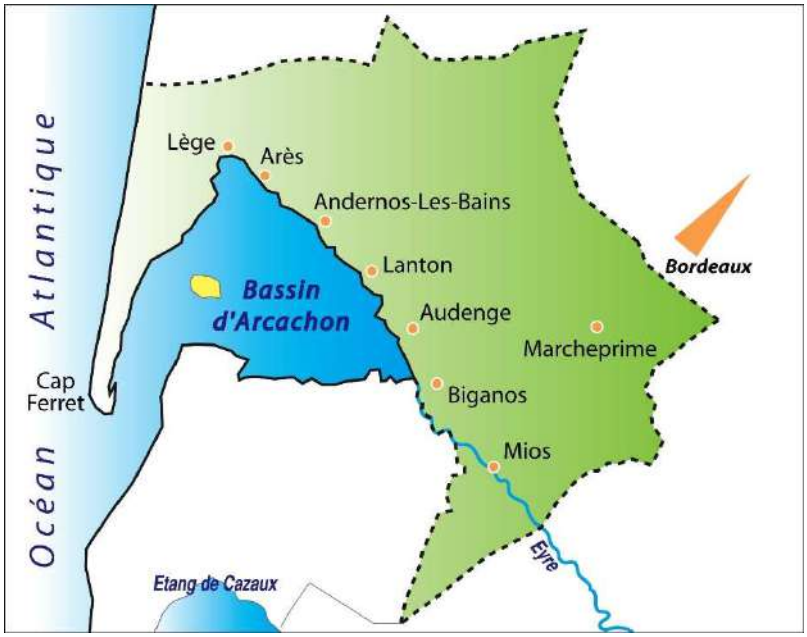
	2019	2020*	2021	Variation 2020/2021
Population	65 402	66 656	68 432	2,7%
Tonnage total de déchets collectés (PAP et AV)	33 773	33 592	34 773	+ 3,5%
Ratio (kg/an/hbt) des déchets collectés en PAP et AV	516	504	508	+ 0,8%
Nombres de visites en déchèteries	467 011	462 697	542 920	+ 17,3%
Tonnage total des déchets apportés en déchèteries	38 469	36 611	40 471	+ 10,5%
Ratio (kg/an/hbt) des déchets apportés en déchèteries	588	549	591	+ 7,7%
Tonnage total des déchets ménagers & assimilés	72 242	70 203	75 244	+ 7,2%
Ratio (kg/an/hbt) des déchets ménagers & assimilés	1 105	1053	1 100	+ 4,5%
Tonnage total des déchets pris en charge	79 385	76 021	80 414	+ 5,8%
Indice de réduction des déchets (base 100 en 2010)	124	121	129	+ 7,2%

*Le chiffre retenu pour la réalisation du rapport 2020 a été la population municipale avec double compte soit 67 739 habitants ; conformément aux règles d établissement, le présent rapport utilise la population municipale sans double compte et présente les différents ratios corrigés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

2 PRESENTATION DE LA COBAN

2.1 Territoire desservi



Territoire de la COBAN et communes membres

La COBAN a été créée par arrêté préfectoral, en date du 18 novembre 2003, entre les communes d'Andernos-les-Bains, Arès, Audenge, Biganos, Lanton, Lège-Cap Ferret, Marcheprime et Mios.

Depuis le 1er janvier 2004, elle exerce notamment la **compétence de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés.**

2.2 Population desservie

Communes	Population 2021	pop communale / pop totale	Population été	Variation été/hiver
Andernos-les-Bains	12 096	18%	Du fait de la mise en place en 2021 du nouveau prestataire et de la réorganisation des collectes, il n'a pas été possible d'obtenir des données fiables sur la variation saisonnière des flux par communes	
Arès	6 349	9%		
Audenge	8 336	12%		
Biganos	10 921	16%		
Lanton	7 098	10%		
Lège-Cap Ferret	8 374	13%		
Marcheprime	4 860	7%		
Mios	10 398	15%		
Total	**68 432**		**121 561**	**+ 78%**
	Source INSEE *			
	Estimations réalisées d'après les variations de tonnages OM PAP & AV			

** population municipale sans double compte*

Cette population est répartie pour 86 % dans des logements individuels et pour 14 % dans des logements collectifs, répartition en très légère évolution, avec une augmentation de la part du collectif.

Les résidences secondaires représentent en moyenne 20% des habitations, sur l'ensemble des communes, avec des extrêmes allant de 0,6 % pour la commune de Marcheprime à près de 65 % pour la commune de Lège-Cap Ferret. Le territoire connaît un fort impact saisonnier du fait de l'afflux de la population estivale.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

3 ORGANISATION DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

3.1 Organisation générale

La population de la COBAN est desservie par des collectes en porte-à-porte mécanisées, captant sélectivement cinq flux : les ordures ménagères, les emballages légers et papiers mêlés, le verre et les déchets verts.

Elle assure également depuis 2021, un service de collecte en porte des encombrants sur inscription.

En complément des ramassages en porte-à-porte, un dispositif de points d'apport volontaire permet de recueillir sélectivement les ordures ménagères, les emballages légers et papiers mêlés et le verre. Ce dispositif vient se substituer à la collecte en porte à porte pour un certain nombre d'habitats collectifs d'importance, voire ponctuellement pour des lotissements.

Huit déchèteries offrent aux particuliers des exutoires complémentaires au reste de leurs déchets : encombrants, végétaux en grands volumes, déchets électroniques, déchets toxiques ...

Une plateforme saisonnière d'apport de déchets verts, située sur le Cap Ferret, permet d'offrir un service de proximité, au printemps et à l'automne

Les centres de transfert de Lège-Cap Ferret et de Mios permettent de regrouper les déchets, avant leur envoi par gros porteurs, vers les centres de traitement.

La COBAN utilise également la déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret pour massifier un certain nombre de flux issus soit des collectes en porte à porte ou en apport volontaire soit issus des déchèteries.

3.2 Précollecte

La COBAN prend en charge l'équipement en bacs de l'ensemble des producteurs de déchets, pour la collecte des ordures ménagères, celle des emballages légers et des papiers et celle du verre.

- Pour les ordures ménagères, les producteurs de déchets sont dotés de bacs, de 120 litres à 750 litres, selon le type de logements, individuels ou collectifs.
- Pour les déchets d'emballages et papiers, les foyers individuels sont dorénavant équipés de bacs de 240 litres, pour permettre la collecte de l'ensemble des emballages (extension de consignes de tri au 1er juin 2020), les habitats collectifs de bacs operculés jusqu'à 750 litres. Les producteurs de déchets non ménagers participent également à cette collecte sélective, via des bacs de forte contenance.
- Pour la collecte du verre, les foyers individuels sont équipés de bacs de 120 litres, les habitats collectifs étant équipés de bacs operculés jusqu'à 660 litres.

L'équipement des ménages en bacs normés pour la collecte en porte-à-porte des déchets verts est à leur charge.

Les interventions, directement prises en charge par les services de la COBAN, regroupent la maintenance courante, la dotation des nouveaux arrivants, les réparations ainsi que les modifications de capacité.

La COBAN assure également le prêt de bacs pour l'ensemble des manifestations du territoire ce qui génère un très important surcroît d'activité pendant la saison estivale.

Concernant les points d'apport volontaire, desservant des opérations particulières, l'acquisition et l'installation sont à la charge des aménageurs. Par la suite la COBAN, par le biais de son prestataire de collecte, assure leur entretien et leur maintenance.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

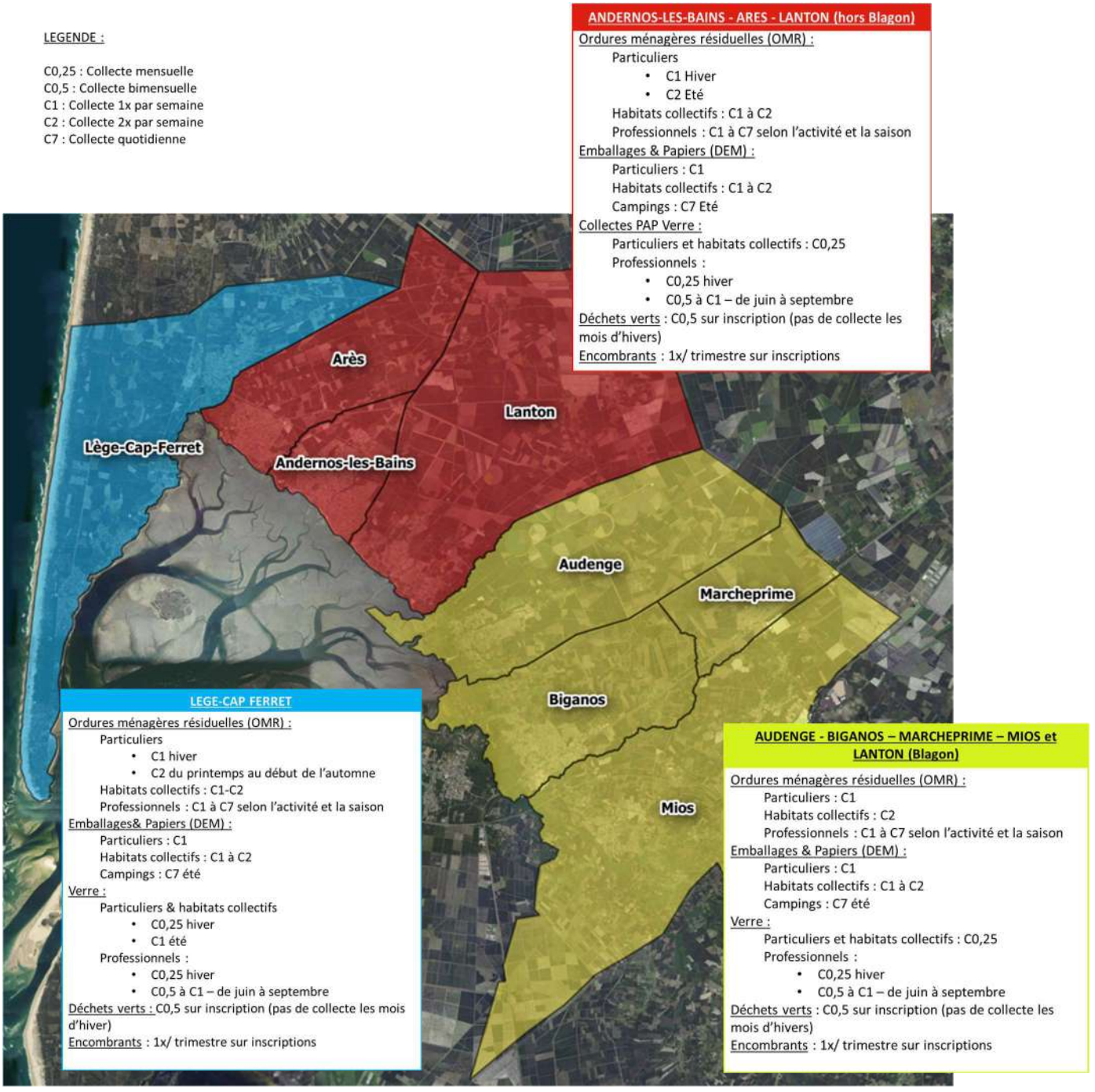
3.3 Organisation des collectes

3.3.1 Les collectes en porte-à-porte

Sur l'ensemble du territoire, les flux suivants sont collectés en porte-à-porte :

- Ordures ménagères résiduelles
- Emballages légers (cartons, briques alimentaires, flaconnages plastiques …) et papiers en mélange,
- Verre,
- Déchets verts
- Encombrants

Les fréquences de collecte, sur l'ensemble du territoire ont sensiblement varié en 2021. Elles se définissent dorénavant comme ci-après :



Organisation des collectes en porte à porte (flux / fréquences et variations saisonnières)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

3.3.2 Les collectes en apport volontaire

Le réseau de points d'apport volontaire est constitué à la fin 2021 de 81 implantations, dont :

- 38 implantations présentent l'ensemble des flux (ordures ménagères (OM), emballages légers et papiers mêlés (CS), verre) (soit une augmentation de près de 19% par rapport à 2020)
- 43 implantations, dont 11 campings, sont équipées de bornées aériennes pour le verre seul

L'année 2021, avec l'implantation de « point trois flux » en vis-à-vis des déchèteries, a vu la suppression définitive des bornes aériennes dédiées au seul flux des papiers journaux-magazines, qui y étaient implantées.

3.3.3 Les déchets non ménagers

La collecte en porte-à-porte inclut le ramassage des déchets assimilés produits par les établissements publics, les professionnels (commerçants, restaurateurs, entreprises ...), les établissements touristiques (campings ...) et autres producteurs non ménagers.

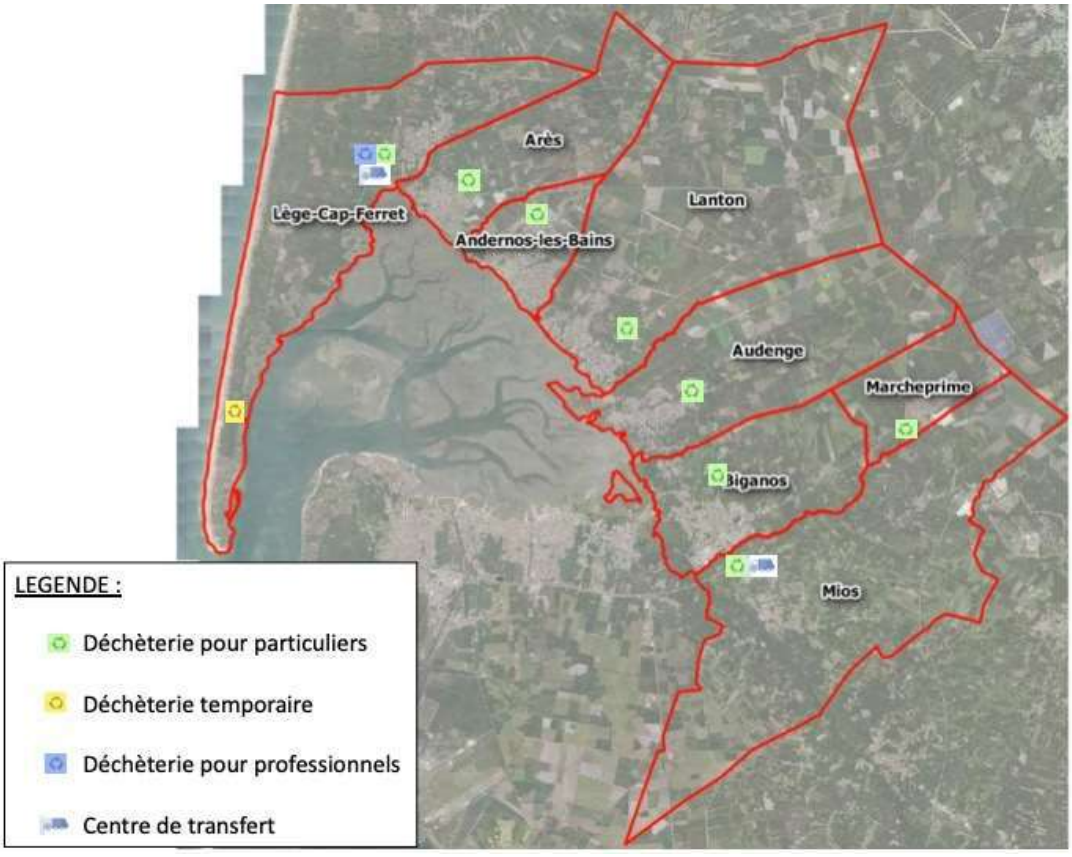
Pour ce faire, la COBAN a mis en place, au 1er janvier 2009, la redevance spéciale, destinée à financer l'élimination des déchets assimilés des professionnels et des administrations.

En sont exclus, les déchets dangereux, les déchets d'activité encombrants (bois, palettes, appareils hors d'usage, meubles, sciure en grande quantité, ...), les déchets inertes (déchets de démolition, gravats ...), les déchets d'activité de soins à risque infectieux (DASRI), et toute autre type de déchet faisant l'objet d'une filière et/ou réglementation spécifique

Au 31 décembre 2021, 710 professionnels avaient signé une convention de redevance spéciale. Ce chiffre est relativement stable depuis 2018.

3.4 Déchèteries

Les installations sur le territoire de la COBAN sont au nombre de huit, une par Commune. S'y ajoute la plateforme temporaire d'apport de déchets verts du Cap Ferret, au printemps et à l'automne.



Localisation des déchèteries

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

3.4.1 Déchèteries pour particuliers

Les déchèteries de la COBAN sont ouvertes 7 jours sur 7, tout au long de l'année à l'exception des jours fériés.

Une plateforme d'apport de déchets verts est temporairement installée 2 jours par semaine sur le Cap Ferret, au printemps et à l'automne, sur deux mois consécutifs à chaque période.

Leur accès est interdit aux professionnels. Un dispositif de dérogations subsiste pour les personnes rémunérées par chèque emploi-service ainsi que pour les apports de cartons et d'emballages en bois des professionnels.

La plateforme de dépôts aux sols de déchets verts d'Andernos-les Bains, contiguë à la déchèterie accueillent en us des particuliers les apports des Services Techniques Municipaux.

Communes	Fréquentation		Répartition	Variation 2020-2021
	2020	2021		
Andernos-les-Bains	118 987	142 285	26%	+ 20%
Arès	60 417	69 727	13%	+ 15%
Audenge	47 642	56 000	10%	+ 18%
Biganos	52 323	57 590	11%	+ 10%
Lanton	52 583	61 242	11%	+ 16%
Lège-Cap Ferret	55 537	66 137	12%	+ 19%
PF DV Cap Ferret	1 972	4 076	1%	+ 107%
Marcheprime	34 390	41 613	8%	+ 21%
Mios	38 846	44 250	8%	+ 14%
Total	**462 697**	**542 920**		+ 17%

Nombre d'entrées sur les déchèteries

La fréquentation globale des déchèteries, après une légère baisse en 2020, du fait de la courte période de fermeture pendant le premier confinement dû à la COVID19, a connu une très forte hausse en 2021, dépassant largement les résultats de 2019 (467 011 entrées).

Suite à sa réorganisation, la fréquentation de la déchèterie d'Andernos-les-Bains accroît son attractivité.

La plateforme temporaire du Cap Ferret confirme son intérêt pour les usagers du secteur en doublant sa fréquentation.

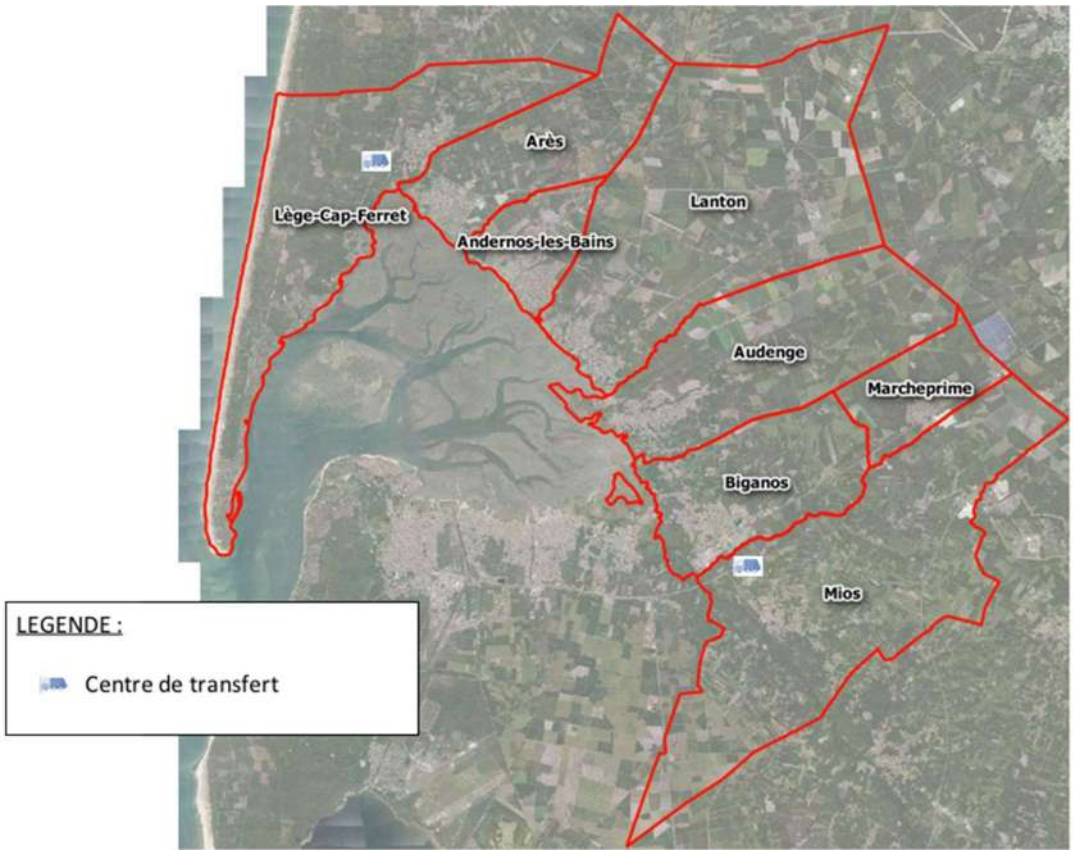
3.4.2 Déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret

Afin d'accéder à des filières de traitement éloignées, d'optimiser le fonctionnement de certaines collectes, ainsi que d'améliorer le fonctionnement des déchèteries pour particuliers, la COBAN utilise la déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret comme lieu de regroupement et de transit pour les flux suivants :

- collectes en porte-à-porte des déchets verts,
- collectes en porte-à-porte et en apport volontaire du verre, réalisées sur les communes d'Andernos-les-Bains, Arès et Lège-Cap Ferret,
- collectes en porte-à-porte des encombrants sur les communes d'Andernos-les-Bains, Arès et Lège-Cap Ferret,
- bois issus des déchèteries d'Andernos-les-Bains, Arès et Lège-Cap Ferret

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

3.5 Centres de transfert



La COBAN dispose de deux centres de transfert :

- le site de Lège-Cap Ferret accueille les collectes d'ordures ménagères et celles d'emballages légers et papiers mêlés, réalisées sur les communes d'Andernos-les-Bains, d'Arès et de Lège-Cap Ferret,
- le site de Mios accueille les collectes d'ordures ménagères, celles d'emballages légers et papiers mêlés et celles du verre, réalisées sur les communes d'Audenge, Biganos, Lanton, Marcheprime et Mios, ainsi qu'une partie des déchets de bois issus des déchèteries,

Le site de Lège-Cap Ferret réceptionne également des déchets provenant de campings et les déchets ramassés par les Services Propreté des Communes d'Andernos-les-Bains, Arès et Lège-Cap Ferret.

Celui de Mios accueille des déchets ramassés par les Services Propreté des Communes de Biganos et de Marcheprime.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

4 BILAN DES TONNAGES COLLECTES

4.1 Ordures Ménagères résiduelles

COBAN	Population		Tonnages PAP		Tonnages AV		Ratios (kg/ hab.an)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Total	66 656	68 432	21 064	20 782	584	867	325	316
Variation 2020/2021	+ 2,7%		- 1,34%%		+ 48,5%		- 2,8%	

Communes	Population	Tonnages PAP	Tonnages AV	Total	Ratio (kg/ hab.an)
Andernos LB	12 096	3 488	93	3 581	296
Arès	6 349	1 787	92	1 879	296
Audenge	8 336	2 215	84	2 299	276
Biganos	10 921	2 437	78	2 515	230
Lanton	7 098	1 820	140	1 960	276
Lège-Cap Ferret	8 374	5 979	136	6 115	730
Marcheprime	4 860	1 103	132	1 235	254
Mios	10 398	1 953	112	2 065	199
Total	**68 432**	**20 782**	**867**	**21 649**	**316**

OMr – Tonnages collectés par Commune

L'étude des ratios par habitant permet de mesurer l'influence de la population non permanente et estivale. Ainsi, on passe d'une moyenne annuelle de 238 kg/hab.an pour des communes à l'impact touristique peu marqué (Audenge, Biganos, Marcheprime et Mios) à une production de 730 kg/ hab.an sur la Commune de Lège-Cap Ferret.

Les quantités globales d'OMR collectées stagnent contrairement à la population.

Celles issues des collectes en porte à porte continuent à baisser pour retrouver leur niveau de 2016.

A contrario, on remarquera la très forte hausse des flux collectés via l'apport volontaire, près de 3 fois plus importante que l'évolution du réseau de points de collecte.

Les raisons de cette évolution :

- Une adhésion forte à ce dispositif de collecte de la part d'une proportion non négligeable de la population, sédentaire comme saisonnière
- Une meilleure organisation des prestations de collecte

4.2 Emballages & papiers

4.2.1 Collectés en porte-à-porte

COBAN	Emballages légers & Papiers				Verre			
	Tonnages		Ratios (kg/ hab.an)		Tonnages		Ratios (kg/ hab.an)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Total	5 978	6 420	89,7	93,8	4 123	4 433	61,9	64,8
Variation 2019/2020	+ 7,4%		+ 4,6%		+ 7,5%		+ 4,7%	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

Communes 2021	Population	Emb. légers & papiers	Ratios (kg/ hab.an)	Verre	Ratios (kg/ hab.an)
Andernos-les-Bains	12 096	1 177	97	786	65
Arès	6 349	680	107	442	70
Audenge	8 336	669	80	363	44
Biganos	10 921	841	77	436	40
Lanton	7 098	626	88	390	55
Lège-Cap Ferret	8 374	1 277	152	1 333	159
Marcheprime	4 860	366	75	220	45
Mios	10 398	786	76	461	44
Total	**68 432**	**6 420**	**94**	**4 433**	**65**

DEM / Verre – Tonnages collectés en PAP par Commune

4.2.2 Collectés en apport volontaire

COBAN	Emballages légers et Papiers				Verre				Journaux Magazines			
	Tonnages		Ratios (kg/ hab.an)		Tonnages		Ratios (kg/ hab.an)		Tonnages		Ratios (kg/ hab.an)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Total	138	235	2,07	3,43	614	753	9,2	11,00	57	40	0,86	0,59
Variation 2020/2021	+ 70%		+ 65,7%		+ 22 ,6%		+ 19,6%		- 29,8%		- 31,4%	

Communes 2021	Emballages légers et Papiers		Verre		Journaux Magazines	
	Tonnages	Ratios (kg/hab.an)	Tonnages	Ratios (kg/hab.an)	Tonnages	Ratios (kg/hab.an)
Andernos-les-Bains	24	2,0	95	7,9	10,2	0,8
Arès	21	3,3	93	14,6	6,0	0,9
Audenge	26	3,1	30	3,6	6,0	0,7
Biganos	18	1,6	52	4,8	6,0	0,5
Lanton	46	6,5	107	15,1		
Lège-Cap Ferret	37	4,4	271	32,4	6,0	0,7
Marcheprime	35	7,2	49	10,1	6,0	1,2
Mios	27	2,6	58	5,6		
Total	**235**	**3,4**	**753**	**11,0**	**40,2**	**0,6**

DEM / Verre – Tonnages collectés en AV par Commune

4.2.3 Synthèse des tonnages

	Population		Tonnages PAP		Tonnages AV		Ratios (kg/ hab.an)	
	2020	**2021**	**2020**	**2021**	**2020**	**2021**	**2020**	**2021**
Total	**66 656**	**68 432**	**10 101**	**10 853**	**809**	**1 028**	**164**	**174**
Variation 2021/2020	**+ 2,7%**		**+ 7,44%**		**+ 27,07%**		**+6,1%**	
			+ 8,90 %					

DEM / Verre – Tonnages collectés par Commune

Le flux d'emballages et de papiers collectés s'établit **à 11 881 tonnes en 2021 :**

- 10 853 tonnes issues des collectes en porte-à-porte
- 1 028 tonnes issues des collectes en apport volontaire.

L'année 2021 est marquée par la dynamique entamée en 2020 avec les extensions de consignes de tri et à la campagne de communication renforcée concomitante.

On constate clairement une adhésion renforcée des habitants au geste de tri entrainant un basculement des éléments recyclables antérieurement présent dans les OM vers les collectes dédiés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

On remarquera la forte hausse des flux collectés via l'apport volontaire, près de 4 fois plus importante que l'évolution du réseau de points de collecte dans le cas des emballages légers et papiers recyclables.

Les raisons de cette évolution :

- Une adhésion forte à ce dispositif de collecte de la part d'une proportion non négligeable de la population, sédentaire comme saisonnière
- Une meilleure organisation des prestations de collecte

4.3 Déchets verts collectés en porte-à-porte

Communes	Population		Tonnages PAP		Ratios (kg/ hab.an)	
	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Andernos-LB	11 645	12 096	651	691	56	57
Arès	6 308	6 349	26	56	4	9
Audenge	7 993	8 336	15	25	2	3
Biganos	10 706	10 921	41	74	4	7
Lanton	6 912	7 098	205	206	30	29
Lège-Cap Ferret	8 409	8 374	35	61	4	7
Marcheprime	4 724	4 860	13	26	3	5
Mios	9 959	10 398	29	47	3	5
Total	**66 656**	**68 432**	**1 015**	**1 186**	**15**	**17**
Variation 2020/2021	**+2,7%**		**+16,8%**		**13,8%**	

Déchets verts – Tonnages collectés par Commune

En 2021, le service a connu de profonds changements, d'abord par l'harmonisation des conditions d'utilisation à l'ensemble des communes du territoire :

- Obligation d'inscriptions préalables, fréquence de collecte bimensuelle, limitation des volumes présentés, à 240 litres par passage, recours obligatoire à des bacs normés pour la collecte mécanisée

Mais également de par l'interruption du service au cours des mois d'hiver, de février et de décembre 2021.

Du fait de l'interruption du service en 2020, de la mi-mars à la fin mai, suite à la COVID19, et de la profonde modification de l'organisation du service en 2021, les tonnages ne peuvent qu'être difficilement comparés.

On peut néanmoins constater de manière générale une diminution constante du recours à ce service au cours des 10 ans passés, le ratio par habitant passant progressivement de 32 kg/hab.an en 2012 à 21 kg/hab.an en 2017 puis 17 kg/hab.an pour 2021.

4.4 Encombrants collectés en porte à porte

En 2021, cette collecte s'est étendue à l'ensemble du territoire de la COBAN et a recueilli un peu plus de 57 tonnes d'encombrants divers qui ont été évacués sur la déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret et sur la déchèterie pour particuliers de Mios, où ils ont été répartis selon leur nature (déchets non valorisables, bois, ameublements, D3E etc.).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

4.5 Déchets réceptionnés en déchèteries

Déchèteries	Tout-venant	Déchets verts	Cartons	Bois	Gravats	Ferrailles	DEA[1]	Déchets toxiques[2]
Andernos	1 569	3 712	118	519	1 328	208	311	29
Arès	967	2 131	98	473	1 086	174	221	30
Audenge	1 068	1 756	62	298	827	102	127	19
Biganos	1 000	2 191	54	337	991	162	163	20
Lanton	867	2 069	58	331	769	163	221	26
Lège-CF	793	2 181	80	572	911	206	378	34
La Vigne -CF		395						
Marcheprime	636	1 301	58	201	713	144	222	27
Mios	842	1 496	73	341	687	187	275	29
Total	**7 742**	**17 232**	**601**	**3 072**	**7 312**	**1 346**	**1 918**	**214**

1) Déchets d'Eléments d'Ameublement (mobilier et literie usagés)
2) Cette catégorie de déchets regroupe les phytosanitaires, les produits toxiques, les peintures, les solvants etc.

Déchèteries	Piles	Batteries	Huiles de vidanges	Huiles alimentaires	D3E[3]	Textiles	Amiante lié	Pneumatiques
Andernos	1,186	0	5,92		99	11,3		18
Arès	0,710	0	2,90		71	6,3		
Audenge	0,622	0	3,70		63	2,7		
Biganos	0,547	0	4,90		70	0,8		
Lanton	1,056	0	4,90		66	4,4	51	
Lège-CF	0,881	0	2,90		93	10,7	52	
Marcheprime	0,853	0	5,70		63	1,9	28	
Mios	0,686	0	5,00		77	7,3		
Dépôt	0,000	6,41	0		221	0		20
Total	**6,54**	**6,41**	**35,92**	**6,89**	**823**	**45,4**	**131**	**38**

3) Les D3E sont les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques.

Nature et tonnage des déchets collectés dans les déchèteries

Communes	Tonnages réceptionné		Répartition	Variation 2020-2021
	2020	2021		
Andernos-les-Bains	7 340	7 918	19,6%	7,9%
Arès	4 753	5 255	13,0%	10,6%
Audenge	3 937	4 325	10,7%	9,9%
Biganos	4 464	4 991	12,3%	11,8%
Lanton	4 328	4 625	11,4%	6,9%
Lège-Cap Ferret	4 873	5 303	13,1%	8,8%
La Vigne-Cap Ferret	196	395	1,0%	101,5%
Marcheprime	2 940	3 399	8,4%	15,6%
Mios	3 579	4 013	9,9%	12,1%
Regroupement dépôt de Marcheprime	201	247	0,6%	22,9%
Total	**36 611**	**40 471**		10,5%

Tonnage annuel réceptionné par site

Les tonnages réceptionnés en 2021 ont fortement augmenté par rapport à 2020, année au cours de laquelle les sites avaient été fermés près de deux mois lors de la première période de confinement.
Les tonnages 2021 représentent la prise en charge par la COBAN de 591 kg/hab.an, en hausse notable par rapport à 549 kg/hab.an en 2020. Comparés aux résultats de 2019 (année sans COVID), établis à 587 kg/hab.an, ils marquent une légère augmentation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

5 PRESTATIONS PARTICULIERES

5.1 Déchets issus des Services municipaux

Les Services municipaux, à travers notamment les Services des Espaces Verts, les Services Propreté, les Services de Nettoyage des plages, etc. produisent des déchets qui, du fait de leur nature, de leur quantité ou de leur volume, ne peuvent être collectés par les moyens mis à disposition des particuliers.

L'élimination de ces déchets non ménagers est prise en charge par la COBAN, soit via l'accueil sur sa déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret, soit via la mise à disposition de bennes de format divers.

Tonnages 2021	Tout venant	Gravats	Végétaux	Bois	Déchets toxiques	Tonnages	Population	kg/ hab.an
Andernos	399	368	1 007	36	0,00	**1 810**	12 096	150
Arès	31	46	526	17	0,00	**620**	6 349	98
Audenge	18	44	188	15	1,02	**266**	8 336	32
Biganos	37	33	209	12	1,49	**292**	10 921	27
Lanton	50	28	287	17	0,00	**382**	7 098	54
Lège CF	142	43	640	85	0,95	**911**	8 374	109
Marcheprime	8	11	119	10	0,05	**148**	4 860	30
Mios	14	26	133	7	0,00	**180**	10 398	17
Total	**698**	**599**	**3 107**	**199**	**3,51**	**4 610**	**68 432**	**67**

Tonnages produits par les Services municipaux, selon les catégories de déchets

5.2 Bennes ostréicoles de Lège-Cap Ferret

Sur la Commune de Lège-Cap Ferret, des bennes de 8 à 15 m³ sont disposées au sein des villages ostréicoles afin d'accueillir les déchets produits par les ostréiculteurs.

L'élimination de ces déchets non ménagers est prise en charge par la COBAN.

Emplacements	**Cap Ferret**	**Le Canon**	**Piraillan**	**L'Herbe**	**Petit Piquey**	**Les Jacquets**	**Le Four**	**Claouey**	**Gd Piquey**	**TOTAL**
Tonnages 2020	182	209	147	136	47	24	43	13	50	**851**
Tonnages 2021	136	95	83	131	17	30	3	27	35	**557**

Tonnages éliminés via les bennes ostréicoles

Les déchets, ainsi collectés, ont été acheminée sur la plateforme Mauffrey à Saint-Jean d'Illac (33), pour être valorisés en matériaux de travaux publics.

Les tonnages pris en charge en 2021 marquent un très net recul de près de 35% par rapport à ceux de 2020.

6 REGROUPEMENT ET TRANSFERT DES DECHETS

6.1 Centres de transfert

Sites	*Flux déchets*	Collectes PAP	Collecte AV (½ enterrés)	*Déchèteries*	Sces communaux	Campings	**Total**
Lège	OM	10 953	381		286	130	**11 750**
	CS	3 077	125		3	44	**3 249**
Mios	OM	9 829	489		11		**10 329**
	CS	3 343	110				**3 453**
	Verre	1 917	294				**2 211**
	Bois			2 197*			**2 197**

*Dont 756 tonnes en provenance de la CdC du Val de L'Eyre, et 43 tonnes en provenance des Centres techniques Municipaux

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

6.2 Déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret

Provenance	Encombrant/ tout venant	Déchets Verts	Bois	Verre
Collectes PAP	57	1 186		2 516
Collectes AV				456
Déchèteries			1 672	
Centres Techniques Municipaux	297	646	117	
Devenir	Enfouissement SOTRIVAL Clérac (17)	Compostage PAPREC AGRO St Christophe de Double (33)	Recyclage EGGER (40)	Recyclage OI Manufacturing (33)

Tonnages annuels réceptionnés sur la plateforme de regroupement de la déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret

7 TRAITEMENT DES DECHETS

7.1 Ordures Ménagères résiduelles

En 2021, les ordures ménagères ont été dirigées soit vers l'unité de valorisation énergétique de Bègles (Dépt 33), soit vers celle de Cenon (Dépt 33), vers l'unité de Traitement Mécano-biologique de Saint-Jean d'Illac, (Dépt 33), ou encore vers l'installation de stockage de déchets non dangereux de Lapouyade (Dépt 33), en fonction des arrêts techniques pour travaux des UVE et leurs capacités d'accueil respectives.

Répartition des apports selon les modes de traitement :

- UVE (Bègles & Cenon) : 76 %
- TMB (St Jean d'Illac) : 14%
- ISDND (Lapouyade) : 10%

7.2 Emballages & papiers

En 2021 les emballages légers et papiers ont été dirigés vers le centre de tri TRIVALO à Illats (Dépt 33).

Les emballages en verre ont été dirigés vers le centre d'affinage MALTHA à Izon (33), puis sur la fonderie OI-Manufacturing à Vayres (33), pour y être recyclés en flaconnages en verre.

7.2.1 Tri des déchets d'emballages légers et papiers

Sur le centre de tri, les flux d'emballages légers et de papiers mêlés sont séparés en différentes fractions valorisables qui sont reprises par les filières de recyclage. Les flux d'emballages légers et de papiers présentent la composition moyenne suivante :

Matériaux	Acier	Aluminium	Cartons	Briques Alimentaires	Plastiques	Papiers	Refus de tri
Moyenne	2,62%	1,21%	35,55%	1,23%	14,50%	28,21%	16,59%

Répartition des différentes fractions obtenues après tri des Emballages légers et papiers

Les refus, composés des déchets impropres au recyclage, dont une part notable des emballages appelés au titre des extensions de tri, ont été acheminés sur le site PIRSA (Sabadell-Espagne) pour y être transformés en combustibles solides de récupération.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

7.2.2 Détails des matériaux issus des collectes séparées repris par les filières de recyclage

Verre : **5 158 tonnes** reprises par **OI Manufacturing (site de Vayres Dépt 33)**
Acier : **184 tonnes** reprises par **ARCELOR MITTAL (site de Olaberria, Espagne)**
Aluminium : **26 tonnes** d'aluminiums rigides et **25 tonnes** d'aluminiums souples reprises par **PREZERO OYRAL GMBH (site de Freiberg, Allemagne)**
Cartons : **2 262 tonnes** reprises par **SMURFIT KAPPA (site de Biganos)**
Briques Alimentaires (ELA) : **81 tonnes** reprises par **REVIPAC (site SAICA Espagne)**
Plastiques : **634 tonnes** reprises par **VALORPLAST (sites SUEZ RV Bayonne Dépt 64, EMC Mende Dépt 48 et SIRPLASTE Portugal), 202 tonnes** reprises par **CITEO (site EMC Mende Dépt 48)**
Papiers, Journaux Magazines : **1 759 tonnes** reprises par **PAPREC (site PAPRESA, Espagne)**

La quantité de matériaux recyclables issus des collectes sélectives s'élève à **10 331 tonnes** en 2021, soit une hausse de 13% par rapport à 2020 (9 144 tonnes), liée à l'augmentation des quantités d'emballages légers et papiers collectées de 8,5% et de 9,5% pour le verre et à l'amélioration des capacités d'extraction du nouveau centre de tri.

7.3 Déchets verts collectés en porte à porte

Ce flux est acheminé sur la plateforme de regroupement de la déchèterie pour professionnels de Lège-Cap Ferret avant d'être repris par la société PAPREC AGRO afin d'être composté sur leur site de St Christophe de Double (33).

7.4 Déchets réceptionnés en déchèteries

	Tonnage	Exutoires
Tout-venant	7 742	SUEZ BTP – St Jean d'Illac (33) pour tri et répartition entre recyclage, valorisation & enfouissement (ISDND SOTRIVAL - Clérac (17))
Déchets verts	17 232	Compostage - SEDE Env.- Cestas (33)
Cartons	601	VEOLIA avant reprise pour recyclage –par SMURFIT KAPPA (33)
Bois	3 072	Recyclage EGGER – Rion-des-Landes (40)
Gravats	7 312	Recyclage – XEROS – Mérignac (33)
Ferrailles	1 346	Recyclage – CEFERKA – Andernos-les-Bains (33)
DEA	1 918	Recyclage Valorisation - ECOMOBILIER
Déchets toxiques	214	Retraitement/ Valorisation
Piles	6,54	Recyclage - Retraitement- COREPILE
Batteries	6,41	Recyclage – CEFERKA- Andernos-les-Bains (33)
Huiles de vidanges	35,92	Recyclage - Usine OSILUB (76)
Huiles alimentaires	6,89	Valorisation en biocarburant – GECCO
D3E	824	Retraitement : Valorisation
Textiles	45	Réemploi Recyclage Valorisation ACTIFRIP
Amiante lié	131	Stockage - Jugazan (33)
Pneumatiques	38	Recyclage/ Valorisation ALIAPUR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

8 SENSIBILITATION & PREVENTION

8.1 Sensibilisation au tri

En 2021, malgré la poursuite des limitations dues à la pandémie, les agents en charge de la promotion du tri et de la prévention des déchets, dénommés Ambassadeurs du tri, sont intervenus sur 5 manifestations organisées sur le territoire de la COBAN, ce qui leur a permis de rencontrer plusieurs centaines de personnes.

Ils sont également intervenus au sein de 15 écoles primaires, à destination de 1 041 élèves de 48 classes CM1/CM2. Au cours de ces interventions ils ont principalement abordé des thèmes relatifs à la promotion du tri mais également du gaspillage alimentaire et du compostage domestique.

En collaboration avec les syndics et/ou bailleurs, ils se sont assurés de la sensibilisation au geste de tri des habitants de de 12 habitats collectifs, par le biais d'affichage, de distribution de documents, voire de rencontres et de réunions.

Ils sont également intervenus auprès des gérants et personnel de 21 hébergements de plein air (camping et villages vacances) pour mettre en place la communication à destination de leurs clients grâce à un ensemble de supports déclinés en quatre langues.

Ils ont mené un audit détaillé de l'organisation et des moyens déployés sur les bâtiments communaux pour le pré-tri des déchets recyclables. A la fin de l'année 2021, les communes d'Audenge, Lanton, Marcheprime et Mios, soit un total de 101 bâtiments et structures, ont ainsi fait l'objet d'une étude approfondie dans le but de proposer les améliorations nécessaires à un meilleur captages des recyclables.

Par ailleurs, les Ambassadeurs de tri poursuivent régulièrement des contrôles de qualité auprès des usagers avant le passage des bennes de collecte, afin de s'assurer du bon respect des consignes de tri et détecter les éventuels dysfonctionnements de toute nature. Ces contrôles donnent lieu à des rappels sur les consignes de tri et permettent d'améliorer la qualité du flux des déchets recyclables. En 2021, 12 suivis ont été menés pour un total de 5 981 bacs contrôlés.

8.2 Prévention des déchets

La COBAN a poursuivi son opération de vente de composteurs individuels à prix aidés, afin de promouvoir la réduction des déchets à la source par le détournement d'une partie de la fraction fermentescible des déchets.

Cette opération a conduit à distribuer 863 composteurs en 2021 (en hausse de 25% par rapport à 2020).

Au 31 décembre 2021, ce sont 5 681 foyers qui sont désormais équipés sur le territoire de la COBAN, soit un taux d'équipements de près de 14,7% des maisons individuelles de la COBAN.

Les tonnages de biodéchets ainsi détournés du flux des OMR sont estimés entre 650 et 1000 tonnes sur l'année 2021.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

9 INDICATEURS FINANCIERS

9.1 Coûts

9.1.1 Investissements

INVESTISSEMENTS en € HT	2020	2021
Acquisition de bacs (1)	**212 521 €**	**236 578 €**
Acquisitions de matériels de transports, outillages, mobiliers… (2)		
Bornes d'apports volontaires et conteneurs semi-enterrés	117 896 €	59 824 €
Déchèteries	8 279 €	10 836 €
Bennes à ordures ménagères	64 705 €	993 469€
Centres de transfert	1 477 €	2 334 €
Plateforme déchets verts Andernos-les-Bains	5 270 €	0.00 €
Autres	2 500 €	0.00 €
Total (2)	**200 127 €**	**1 066 463 €**
Aménagements et travaux divers (3)		
Décharges	2 120 €	30 761 €
Déchèteries	74 153 €	11 692 €
Plateforme déchets verts Andernos-les-Bains	42 793 €	3 295 €
Centres de transfert	61 185 €	62 884 €
Total (3)	**180 385 €**	**108 632 €**
Total (1+2+3)	**593 033 €**	**1 411 673 €**

9.1.2 Fonctionnement

9.1.2.1 Principales prestations rémunérées par la COBAN

Entreprises	Communes	Nature des prestations	Montant en € HT
SULO	COBAN	Fourniture de composteurs individuels	50 531 €
SULO	COBAN	Fourniture de bacs pour la collecte en porte-à-porte	206 949 €
SUEZ RV Sud-Ouest	COBAN	Collectes en porte-à-porte	386 796 €
SUEZ RV Sud-Ouest	COBAN	Collecte en apport volontaire	23 170 €
URBASER	COBAN	Collecte en porte à porte et apport volontaire	4 791 946 €
Marty	COBAN	Evacuation des centres de transfert de Lège et de Mios	413 927 €
SUEZ RV Sud-Ouest	COBAN	Evacuation des déchets des déchèteries	386 796 €
PENA	COBAN	Déchets dangereux déchèteries	23 170 €
PENA	COBAN	Elimination déchets amiante lié	125 618 €
TOP SUD	COBAN	Location télescopique CT de Mios	27 870 €
Déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret	COBAN	Réception et gestion des évacuations des déchets ménagers de la COBAN	79 974 €

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

SOVAL	COBAN	Incinération des ordures ménagères	2 581 285 €
COVED	COBAN	Tri des déchets recyclables	1 199 177 €
SUEZ RV Sud-Ouest	COBAN	Traitement du tout-venant déchèteries	793 450 €
SEDE Environnement	COBAN	Compostage déchets verts déchèteries	169 580 €
PAPREC AGRO	COBAN	Compostage déchets verts collectés en porte-à-porte	28 782 €
XEROS	COBAN	Valorisation des gravats déchèteries	72 349 €
PENA	COBAN	Elimination des déchets des CTM hors Andernos-Les-Bains et Lège-Cap Ferret	95 127 €
ECOBENNE	Andernos-Les Bains	Elimination des déchets des CTM	48 225 €
PENA	COBAN	Elimination des déchets dangereux des CTM	7 441 €
Déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret	COBAN	Prise en charge des apports des déchets produits par les CTM	12 371 €
Mauffrey	Lège Cap Ferret	Elimination déchets ostréicoles	62 597 €

9.1.2.2 Coûts de fonctionnement liés à l'élimination des déchets

CHARGES DE FONCTIONNEMENT en €HT				
Nombre d'habitants en 2021 : 68 432	2020	2021	**2021 en €/hab**	**% / Total**
1 - Déchets ménagers et assimilés				
Prévention (compostage domestique)	34 829	60 531		
Précollecte	182 948	162 714		
Collecte	5 947 803	5 705 575		
Transfert	397 233	355 142		
Transport	394 596	407 759		
Traitement (collectes PAP)	3 241 417	3 697 755		
Déchèteries (Evacuation & Traitement)	3 738 775	3 770 516		
Total 1	**13 937 601**	**14 159 992**	**206,92 €**	80.47 %
2 – Frais pris en charge par le budget général pour le fonctionnement de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret				
Fonctionnement	38 839	50 411		
Total 2	**38 839**	**50 411**	**0,74 €**	0.29 %
3 - Autres prestations				
Poubelles de mer	37 894	996		
Déchets municipaux	217 869	189 606		
Bennes ostréicoles Lège-Cap Ferret	70 760	92 731		
Total 3	**326 524**	**283 333**	**4,14 €**	1.61 %

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

4 - Autres charges				
Post-exploitation anciennes décharges	596 579	567 346		
Intérêts des emprunts	87 208	80 953		
Charges d'amortissement	1 600 156	1 763 789		
Charges indirectes	696 793	691 466		
Total 4	**2 980 736**	**3 103 554**	**45,35 €**	17.63%
Total charges (1+2+3+4)	**17 283 700**	**17 597 290**	**257,15 €**	**100 %**

9.2 Recettes

RECETTES en € HT	2020	2021
TEOM (1)	**15 986 034**	**16 455 370**
Redevance Spéciale & services aux professionnels		
Redevance spéciale	614 767	688 881
Elimination des déchets des campings	12 210	14 078
Total RS & services aux professionnels (2)	**626 977**	**702 959**
Soutiens Eco-organismes		
Soutiens CITEO	1 461 416	1 420 896
Soutiens Ecologic (D3E)	60 952	63 514
Soutiens EcoDDS	12 106	9 054
GIE ARCA		426
Soutiens ECOMOBILIER (DEA)	79 281	52 592
Total Soutiens Eco-organismes (3)	**1 613 755**	**1 546 482**
Recettes ventes matériaux		
Reprises matériaux issus des collectes sélectives	422 306	770 339
Reprises matériaux issus des déchèteries (cartons & ferrailles)	116 991	268 818
Total Recettes ventes matériaux (4)	**539 297**	**1 039 157**
Aides publiques (5)	**0**	**0**
Autres recettes		
Vente composteurs et bacs à déchets verts	25 854	36 808
Remboursement des charges liées aux personnels détachés	55 303	54 684
Refacturation des charges 2021 du CET à la commune d'Audenge	41 178	78 674
Divers	92 904	157 906
Total Autres recettes (6)	**215 239**	**328 072**
TOTAL RECETTES (1+2+3+4+5+6)	**18 981 302**	**20 072 040**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

10 EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Caractéristiques des personnels concourant au service public d'élimination des déchets

Emplois 2020	Effectifs 2020			Statuts (en fin d'année)	
	Départs	Arrivées	Au 31/12/2020	FTP	Contractuel
Service Déchèteries et Centres de transfert					
Cadre			1	1	
Agent administratif			0,5 (1 agent)	0,5	
Déchèteries					
Technicien			1	1	
Agents Déchèteries		8	24	16	8
Agents logistique déchèteries			2	2	
Agents occasionnels	1 366 jours				X
Centres de transfert & plateformes déchets verts Andernos-les-Bains et Cap Ferret					
Agent de maîtrise			1	1	
Agents Centres de Transfert			5	4	1
Agent plateforme DV			3	2	1
Agents occasionnels	685 jours				X
Service Collecte & Traitement					
Cadre			1	1	
Adjoint au responsable Collecte	1		1		1
Chargée Promotion tri & Prévention	1				
Ambassadeurs du tri			3	2	1
Agents administratifs			0,75 (2 agents)	0,75	
Agents administratifs (RS)			2	2	
Contrôleur collecte/RS			1	1	
Agents administratifs (Collecte/ bacs)			2	2	
Livreurs bacs	1		3	2	
Agents occasionnels	1 619 jours				X
Total Emplois, en équivalent temps plein	**3**		**51,25**	**39,25**	**12**

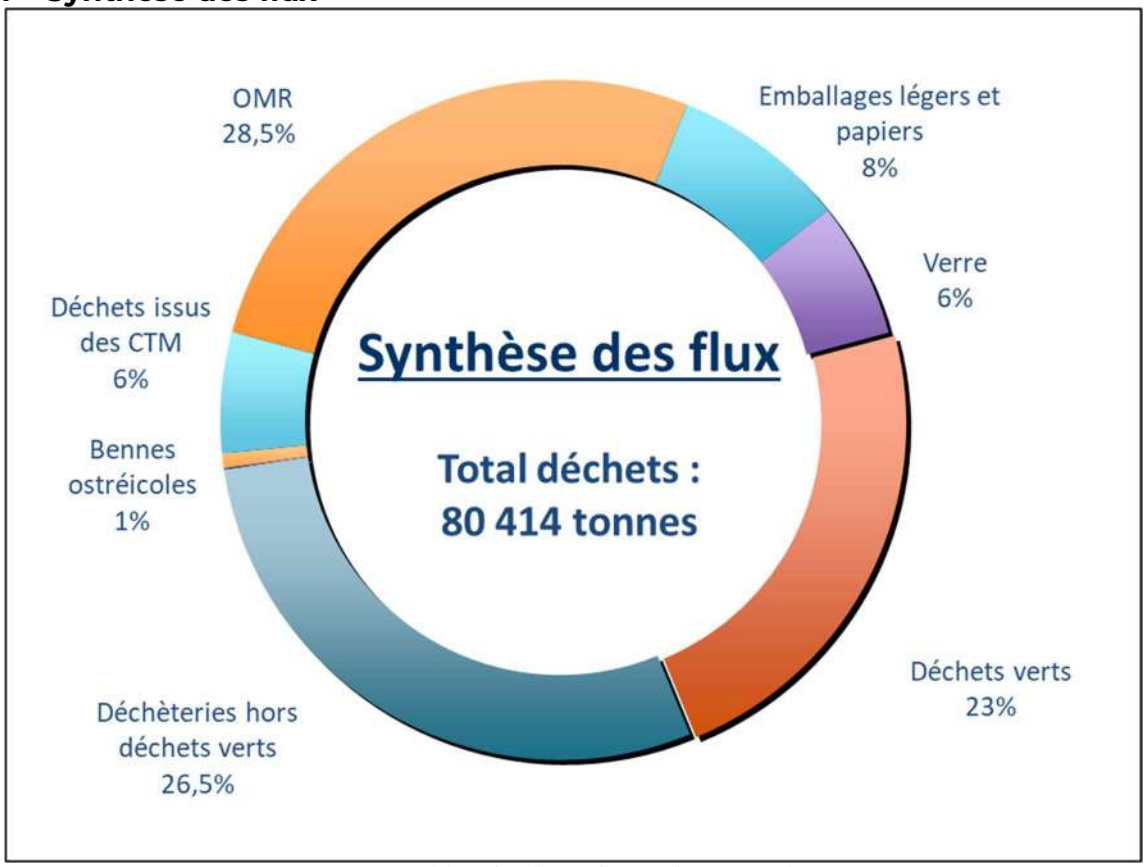
Absentéisme & Accidents du travail

777 jours pour maladie (hors CLM et CLD), 701 jours d'autorisation spéciale d'absence pour COVID, et 252 jours pour accident du travail ont été recensés en 2021.

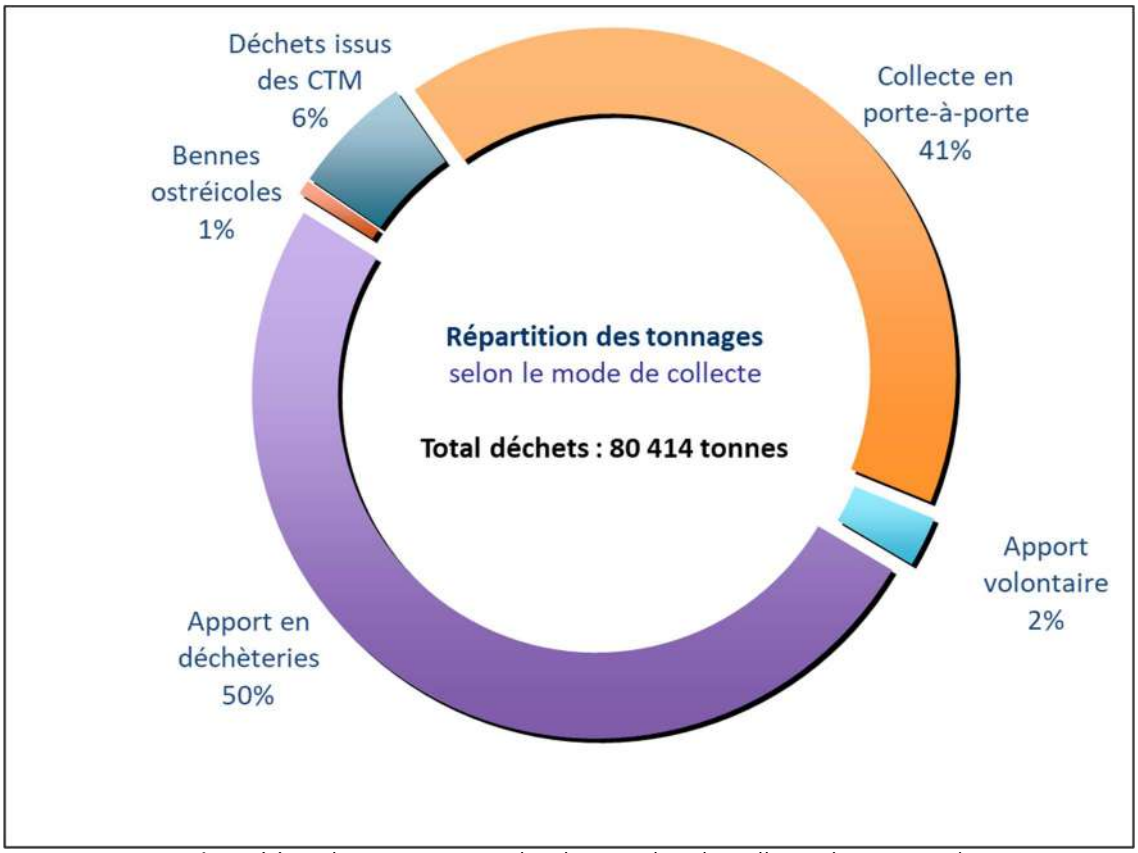
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

11 PANORAMA GLOBAL

11.1 Synthèse des flux



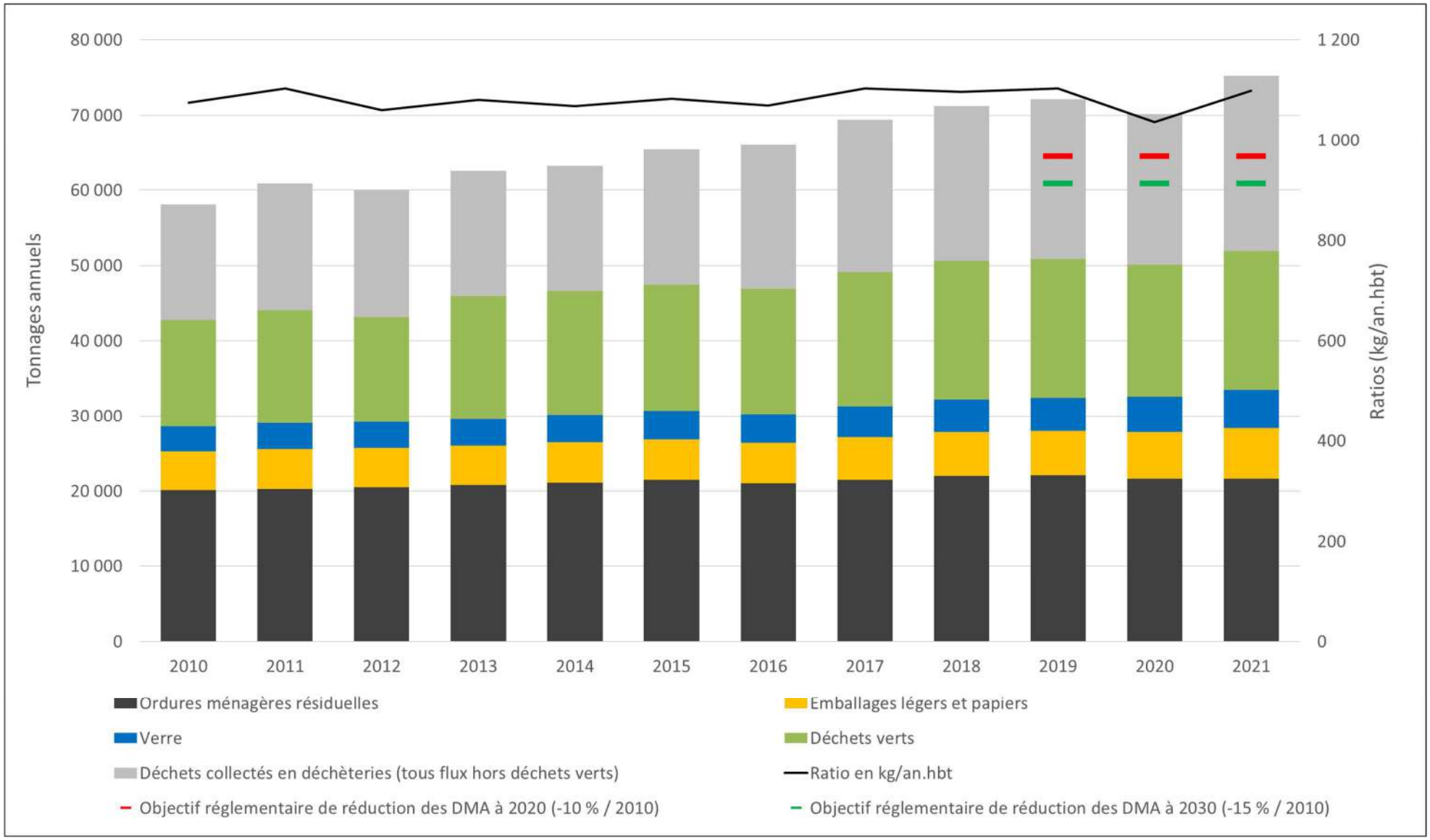
Répartition des flux collectés (en tonnes)



Répartition des tonnages selon les modes de collecte (en tonnes)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

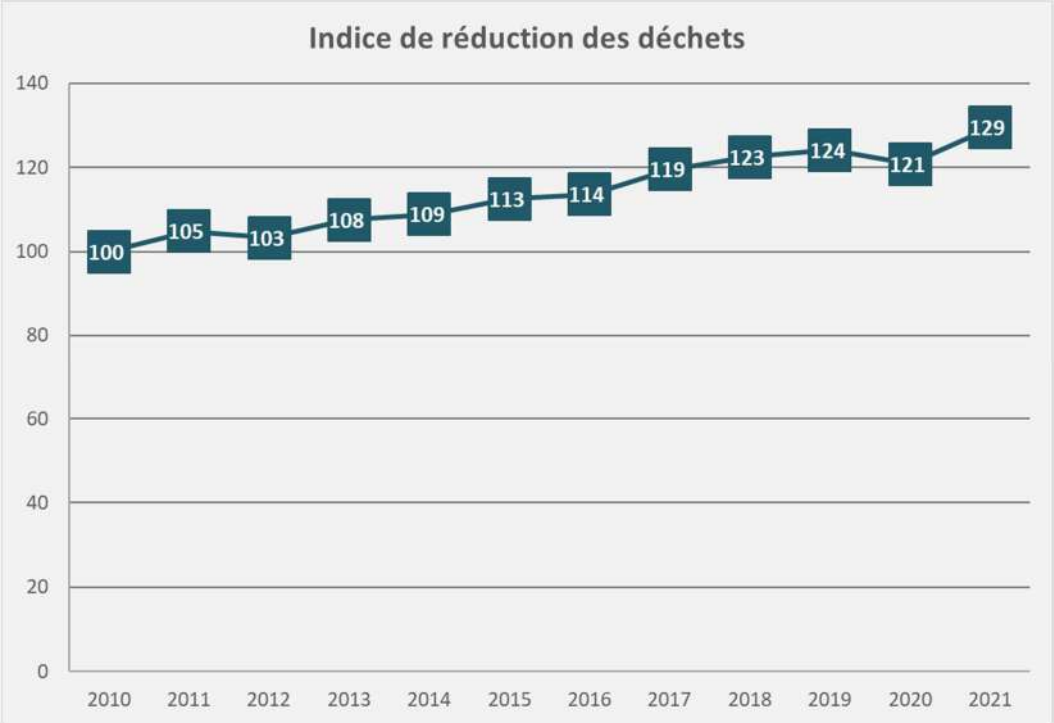
11.2 Evolution de la production de déchets ménagers et assimilés (DMA)



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

11.3 Indice de réduction des déchets par rapport à 2010

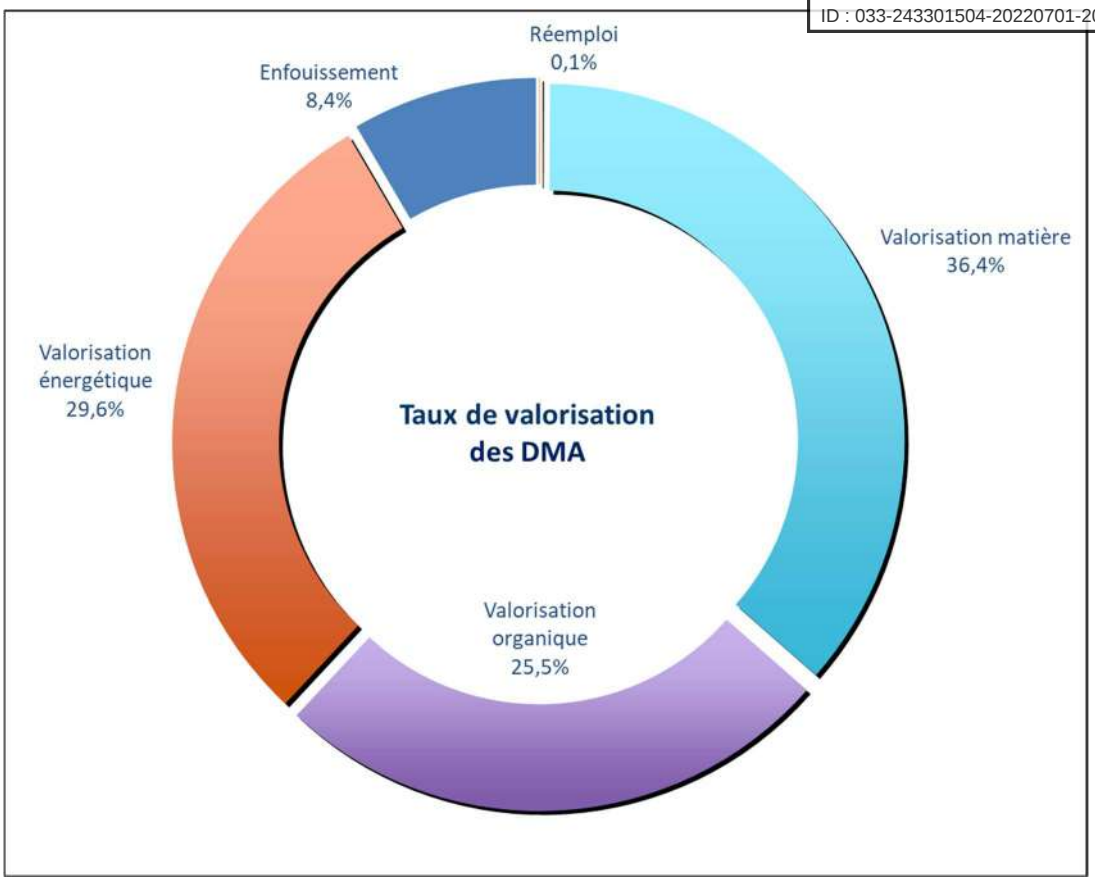
L'indice de réduction des déchets se calcule à en divisant le tonnage 2020 par le tonnage 2010 et en le multipliant par 100.



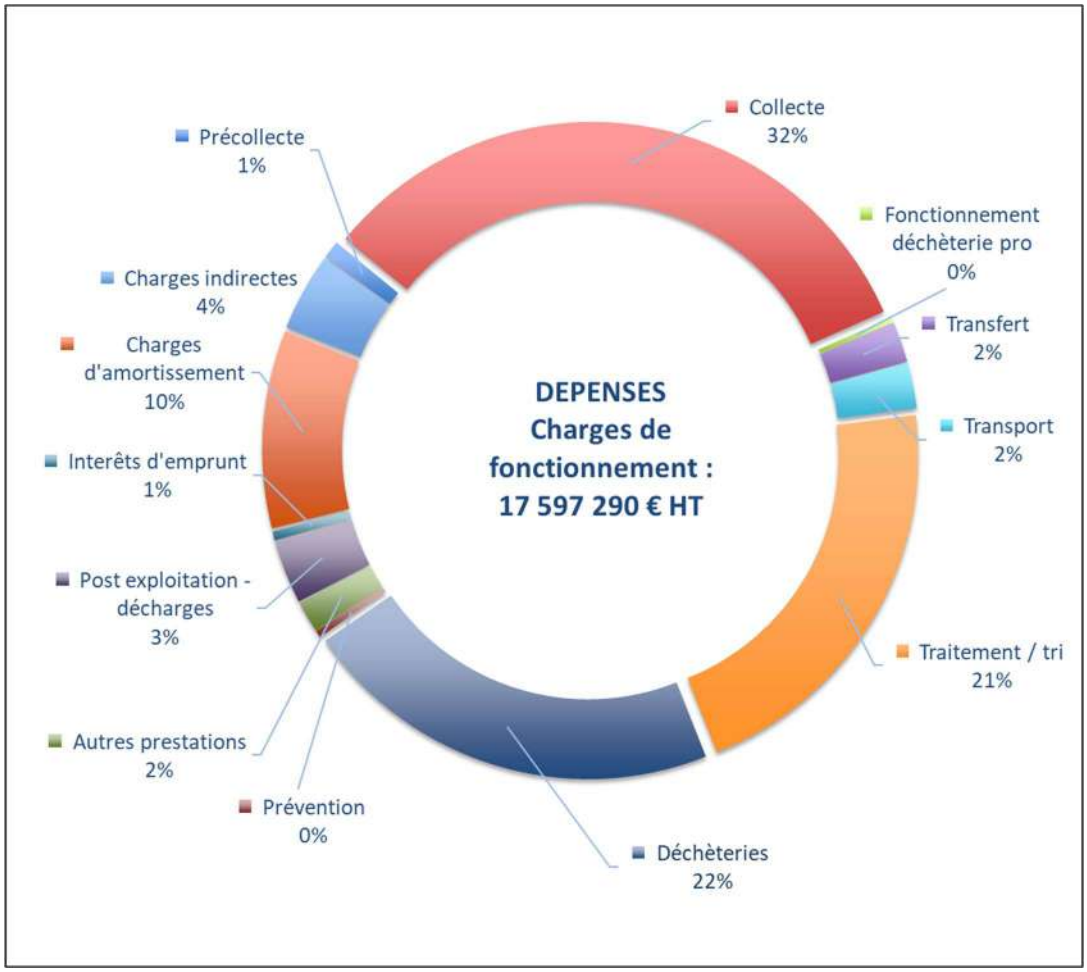
11.4 Indicateur de valorisation

2021	Tonnages	% pourcentage du flux				
		Réemploi	Valorisation matière	Valorisation organique	Valorisation NRJ	Stockage
OMr	21 649		0,40%	2,30%	83,00%	14,30%
Emb et papiers	11 881		100%			
Déchets verts	18 418			100%		
Tout-venant	7 742			5%	55%	40%
Cartons	601		100%			
Bois	3 072		100%			
Gravats	7 312		100%			
Ferrailles	1 346		100%			
DEA	1 918		100%			
Déchets toxiques	214				100%	
Piles	6,5		100%			
Batteries	6,4		100%			
Huiles de vidanges	35,9		100%			
Huiles alimentaires	6,9				100%	
D3E	824		100%			
Textiles	45,0	100%				
Amiante lié	131					100%
Pneumatiques	38		50%		50%	
Déchets ostréicoles	557		90%			10%
Total	**75 804**	**45**	**27 610**	**19 303**	**22 467**	**6 379**
		0,1%	**36,4%**	**25,5%**	**29,6%**	**8,4%**

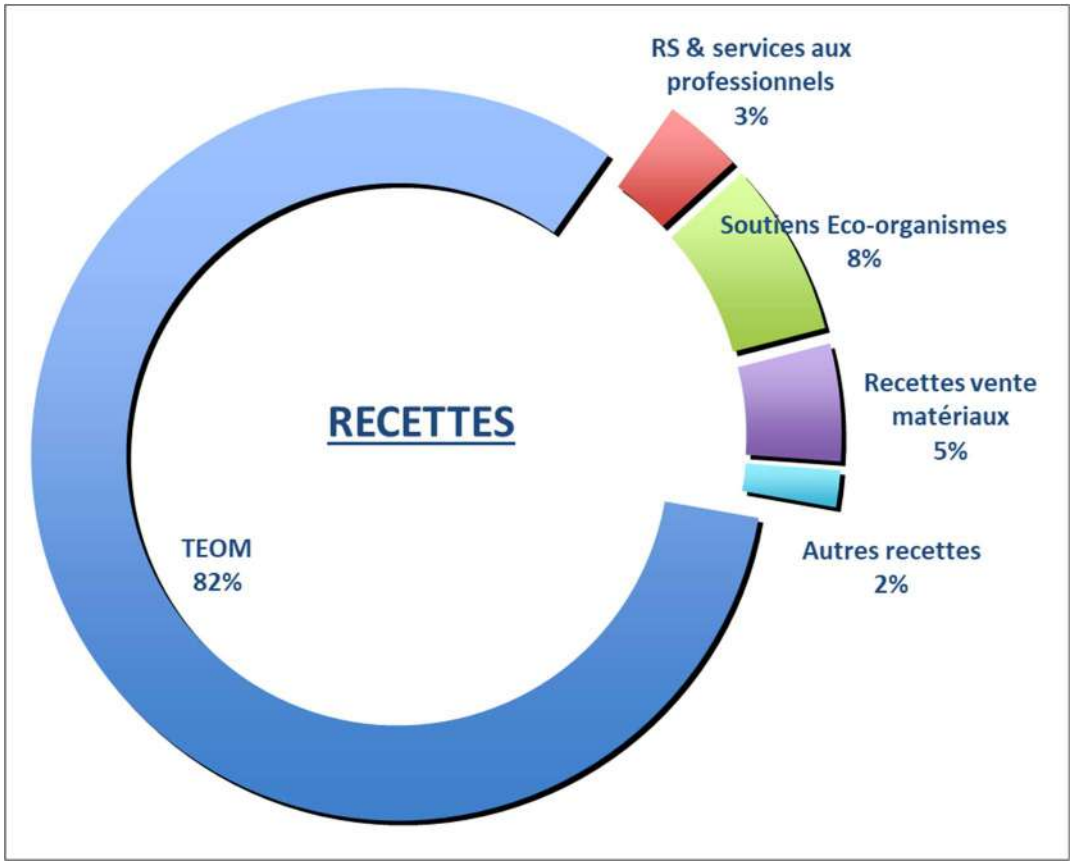
Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR



11.5 Indicateurs financiers



Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR



12 EVENEMENTS MARQUANTS ET PERSPECTIVES

Evénements de l'année 2021

- Mise place du nouveau marché de collecte : nouveau prestataire et évolution des modalités de collecte :
  - Modification et harmonisation des modalités de collecte de déchets verts en porte à porte
  - Extension de la collecte des encombrants à l'ensemble du territoire
  - Diminution des fréquences estivales de collecte des ordures ménagères sur Lège-Cap Ferret de 3 à 2 passages hebdomadaires
- Mise en place du tri et de la valorisation de nouveaux flux en déchèteries :
  - Films plastiques et polystyrènes
  - Plastiques durs sur la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret
  - Extraction de bois de catégorie A des flux réceptionnés sur les sites de regroupement
- Initiation d'une étude mutualisée au niveau départemental sur les modes de traitement des déchets non dangereux (OMR, Tout-venant des déchèteries, refus des centres de tri) et la structuration de ces filières, suite à la prise de monopole de VEOLIA sur les sites de traitement des OMR en Gironde et les très fortes hausses tarifaires consécutives
- Arrêt du dispositif des poubelles de mer

Perspectives pour 2022

- Recrutement d'un chargé de mission dans le but d'achever le Programme Local de Prévention des déchets ménagers et Assimilés de la COBAN (PLPDMA)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_83_DEL-AR

- Etude sur la gestion séparée des biodéchets à l'attention de l'ensemble des habitants de la COBAN
- Réflexion sur les modalités de tarification de la redevance spéciale et sur les seuils d'assimilation des déchets professionnels à ceux des ménages
- Mise en place du tri des plastiques durs sur les déchèteries pour particuliers.
- Mise en place du tri du plâtre sur l'ensemble des déchèteries
- Poursuite de l'étude mutualisée au niveau départemental sur les modes de traitement des déchets non dangereux (OMR, Tout-venant des déchèteries, refus des centres de tri) et la structuration de ces filières, réflexion sur la gouvernance partagée au niveau départemental
- Arrêt du dispositif et de la prise en charge des déchets produits par les ostréiculteurs du Cap Ferret

---

(Rapport mis à la disposition du public de la COBAN et des collectivités adhérentes)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_84_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-84

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

EVACUATION DES DECHETS COLLECTES DEPUIS LES DECHETERIES DE LA COBAN

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_84_DEL-AR

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, vice-Président de la COBAN, expose que le présent marché concerne l'évacuation de certaines catégories de déchets issus des 8 déchèteries pour particuliers de la COBAN et de la déchèterie professionnelle.

Pour les 8 déchèteries pour particuliers :

- Le Tout-venant
- Les déchets verts
- Le bois hors filière ECOMOBILIER
- Les cartons
- La ferraille
- Les gravats

et pour la déchèterie professionnelle :

- La ferraille

Les prestations à fournir par le prestataire comprennent :

- La mise à disposition des conteneurs neufs servant à réceptionner les différentes catégories de déchets, leur entretien et leur remplacement en cas de détérioration et de vol.
- L'évacuation des déchets réceptionnés vers des filières ou installations autorisées choisies par la COBAN, selon les catégories de déchets mis en annexe.
- Le compactage 2 fois par jour de l'ensemble des flux (sauf ferraille et gravats) dans les bennes selon un planning imposé par la collectivité.

Durée du marché :

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 5 ans.

L'accord-cadre est conclu à compter du 02/01/2023 jusqu'au 02/01/2028.

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant : la durée de 5 ans est justifiée par la nécessité d'amortir l'acquisition des matériels neufs (bennes et compacteur) imposés par le CCTP.

Mode de passation adopté :

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, sans minimum, avec un maximum annuel fixé à 2 000 000€HT.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_84_DEL-AR

Déroulement de la procédure :

La procédure a été lancée le 17 février 2022, par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence aux publications habilitées, BOAMP, JOUE, marchés onlines et sur le profil d'acheteur.

Les documents de consultation étaient consultables et téléchargeables intégralement sous forme dématérialisée sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : https://demat-ampa.fr.

La date limite de remise des offres était fixée au 21 avril 2022 à 12h00.

14 entreprises ont retiré un dossier.
5 plis ont été reçus dans les délais.
Aucun pli n'a été reçu hors délai.

Critères d'analyse :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Oui
Le détail quantitatif estimatif	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat : ➢ L'organisation technique, matérielle et humaine mise en place pour l'exécution du présent contrat et sa capacité à réagir lors des fluctuations saisonnières. ➢ L'ensemble des agréments, licences et autorisations réglementaires nécessaires à l'exécution du présent marché, en cours de validité. Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, il produira pour chacun d'entre eux les mêmes documents.	Non

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 31 mai 2022 à 10h00 pour procéder à l'attribution du marché.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu le Rapport de Présentation,
Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 31 mai 2022,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

CONSIDERANT qu'après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres a attribué l'accord-cadre à bons de commande à la société la mieux-disante (offre économiquement la plus avantageuse) à savoir l'offre de BRANGEON Transport Logistique ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_84_DEL-AR

CONSIDERANT que le Président doit être spécialement habilité à conclure les marchés de fournitures et services d'un montant supérieur à 400 000 € HT.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature du marché « d'évacuation de certaines catégories de déchets issus des 8 déchèteries pour particuliers de la COBAN », avec la société **BRANGEON Transport Logistique** située au Pelican – 7 route de Montjean – La Pommeraye - 49620 MAUGES SUR LOIRE pour un montant maximum annuel de 2 000 000 d'Euros H.T ;
- **AUTORISER** Mme LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la signature du marché « d'évacuation de certaines catégories de déchets issus des 8 déchèteries pour particuliers de la COBAN », avec la société BRANGEON Transport Logistique située au Pelican – 7 route de Montjean – La Pommeraye - 49620 MAUGES SUR LOIRE pour un montant maximum annuel de 2 000 000 d'Euros H.T ;***

- ***AUTORISE Mme LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,
Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220704-2022_85_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-85

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

TRAITEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX « TOUT VENANT » ISSUS DES DECHETERIES DE LA COBAN

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220704-2022_85_DEL-AR

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, vice-Président de la COBAN, expose que le présent marché concerne le traitement des déchets non dangereux non valorisables, encore appelés tout-venant, issus des déchèteries de la COBAN.

Le marché est scindé en 2 lots :

- Lot n° 1 : traitement du tout-venant issu des déchèteries pour particuliers
- Lot n° 2 : traitement du tout-venant de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret

Les déchets à traiter sont les déchets non dangereux, non valorisables via les autres flux disponibles sur les déchèteries (déchets verts, gravats/inertes, bois, déchets d'ameublement, ferrailles, cartons, D3E), exempts d'ordures ménagères, de déchets biodégradables, de pneumatiques et de déchets dangereux.

Ils sont amenés et déposés par leurs producteurs, particuliers ou professionnels.

Du fait des possibilités de séparation sur les sites de la COBAN, le flux de tout-venant inclut actuellement les déchets de plâtre.

Dès lors que la COBAN aura mis en place sur ses sites une filière séparée de collecte du plâtre, la prise en charge du traitement des déchets tout-venant sera rémunérée via le prix unitaire correspondant du Bordereau des Prix Unitaires.

Les bennes tout-venant accueillent également les bois traités pour utilisation en extérieur.

La quantité de déchets produits sur l'ensemble des sites représente entre 9 000 et 11 000 tonnes annuelles.

Tout-venant issu des déchèteries pour particuliers, lot n° 1
La prestation concerne le traitement des tonnages annuels estimés entre 7 500 et 8 500 tonnes.

Tout-venant issu de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret, lot n° 2
La prestation concerne le traitement des tonnages annuels estimés entre 1 500 et 2 500 tonnes.

Durée du marché :
L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2023. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220704-2022_85_DEL-AR

Mode de passation adopté :
Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, sans minimum, avec un montant maximum :

- Lot n° 1 : traitement du tout-venant issu des déchèteries pour particuliers : 1 975 000 € HT par an
- Lot n° 2 : traitement du tout-venant de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret : 525 000 € HT par an

Déroulement de la procédure :
La procédure a été lancée le 08 mars 2022, par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence aux publications habilitées, BOAMP, JOUE, marchés onlines et sur le profil d'acheteur.

Les documents de consultation étaient consultables et téléchargeables intégralement sous forme dématérialisée sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : https://demat-ampa.fr.

La date limite de remise des offres était fixée au 21 avril 2022 à 12h00.

7 entreprises ont retiré un dossier.
1 pli a été reçu dans les délais.
Aucun pli n'a été reçu hors délai.

Critères d'analyse :

Critères	Pondération
1- Le coût global, sur l'ensemble de la durée maximale du contrat, soit 4 ans, comprenant le coût d'évacuation des déchets vers l'exutoire, supporté par la collectivité	70.0 %
2-Valeur technique, appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique, dont : • Le site et l'organisation mis en place pour la réception des livraisons • La facilité d'accès du site de livraison, son impact sur les livraisons de la COBAN • Le process mis en place, le devenir des différentes fractions éventuelles • L'organisation mise en place pour le contrôle de la nature des apports, la mise à l'écart des lots suspects, le rechargement des lots non-conformes avérés	30.0 %

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 24 mai 2022 à 14h30 pour procéder à l'attribution du marché.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique,

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220704-2022_85_DEL-AR

Vu le Rapport de Présentation,
Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 24 mai 2022,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

CONSIDERANT qu'après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres a attribué l'accord-cadre à bons de commande à la société la mieux-disante (offre économiquement la plus avantageuse) à savoir l'offre de SUEZ RV ;
CONSIDERANT que le Président doit être spécialement habilité à conclure les marchés de fournitures et services d'un montant supérieur à 400 000 € HT ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature des marchés de traitement des déchets non dangereux « tout venant » issus des déchèteries de la COBAN avec la société **SUEZ RV Sud-Ouest BTP,** située au 321 Allée de Peronette - 33 127 Saint-Jean d'Illac, pour un montant annuel maximum :

  - de 1 975 000 € HT pour le lot n° 1 « traitement du tout-venant issu des déchèteries pour particuliers »

  - de 525 000 € HT pour le lot n° 2 « traitement du tout-venant de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret »

- **AUTORISER** Mme LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la signature des marchés de traitement des déchets non dangereux « tout venant » issus des déchèteries de la COBAN avec la société SUEZ RV Sud-Ouest BTP, située au 321 Allée de Peronette - 33 127 Saint-Jean d'Illac, pour un montant annuel maximum :***

  - ***de 1 975 000 € HT pour le lot n° 1 « traitement du tout-venant issu des déchèteries pour particuliers »***

  - ***de 525 000 € HT pour le lot n° 2 « traitement du tout-venant de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret »***

- ***AUTORISE Mme LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.***

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220704-2022_85_DEL-AR

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_86_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-86

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

TRAITEMENT DES GRAVATS ISSUS DE LA DECHETERIE POUR PROFESSIONNELS DE LEGE-CAP FERRET

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_86_DEL-AR

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, vice-Président de la COBAN, expose que le présent marché concerne concernent l'évacuation et le traitement des gravats issus de la déchèterie pour professionnels de Lège Cap Ferret.

Durée du marché :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/01/2023.
Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Mode de passation adopté :

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, sans minimum, avec un maximum annuel fixé à 260 000€HT.

Déroulement de la procédure :

La procédure a été lancée le 29 avril 2022, par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence aux publications habilitées, BOAMP, JOUE, marché online et sur le profil d'acheteur.

Les documents de consultation étaient consultables et téléchargeables intégralement sous forme dématérialisée sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : https://demat-ampa.fr.

La date limite de remise des offres était fixée au 31 mai 2022 à 12h00.

Ouverture des plis :

4 entreprises ont retiré un dossier,
1 pli a été reçu dans les délais,
Aucun pli n'a été reçu hors délai.

Le pli a été ouvert par les services de la COBAN le 31 mai 2022 à 14h00.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_86_DEL-AR

Critères d'analyse :

Cette analyse a été réalisée selon les critères suivants :

Critères	Pondération
1- Le prix unitaire de traitement	80.0 %
2-Valeur technique, appréciée au regard des éléments fournis dans le mémoire technique, dont : • L'organisation et les moyens prévus pour les évacuations • Le process mis en place, le devenir des différentes fractions éventuelles • L'organisation mis en place pour le contrôle de la nature des apports, la mise à l'écart des lots suspects, le rechargement des lots non-conformes avérés	20.0 %

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 23 juin à 14h30 pour procéder à l'attribution du marché.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu le Rapport de Présentation,

Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 23 juin 2022,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

CONSIDERANT qu'après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres a attribué l'accord-cadre à la société la mieux-disante (offre économiquement la plus avantageuse) à savoir l'offre de XEROS ENVIRONNEMENT.

CONSIDERANT que le Président doit être spécialement habilité à conclure les marchés de fournitures et services d'un montant supérieur à 400 000 € HT.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature du marché « traitement des gravats issus de la déchèterie professionnelle de Lège-Cap-Ferret », avec la société XEROS Environnement située 134 allée de Courbet, 33127 SAINT JEAN D'ILLAC, pour un montant estimatif annuel de 134 100 euros HT (soit 14.90 euros HT la tonne pour 9 000 tonnes par an) ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_86_DEL-AR

- **AUTORISER** la Madame LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la signature du marché « traitement des gravats issus de la déchèterie professionnelle de Lège-Cap-Ferret », avec la société XEROS Environnement située 134 allée de Courbet, 33127 SAINT JEAN D'ILLAC, pour un montant estimatif annuel de 134 100 euros HT (soit 14.90 euros HT la tonne pour 9 000 tonnes par an) ;***

- ***AUTORISE la Madame LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD ★ COBAN ★

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_87_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-87

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MARCHE DE SUIVI DES ANCIENNES DECHARGES DE LEGE-CAP FERRET ET AUDENGE

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_87_DEL-AR

Monsieur Philippe DE GONNEVILLE, vice-Président de la COBAN, expose que le présent marché concerne le suivi, le traitement et la maintenance post-exploitation de l'ancien Centre d'enfouissement d'Audenge et de Lège Cap-Ferret.

L'objet de la consultation est la réalisation des opérations de suivi, de maintenance et de traitement des effluents des sites suivants :

- CET de Liougey Sud à Audenge, conformément aux termes de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2021, portant sur le suivi de la post-exploitation du centre de stockage des déchets d'Audenge et sur l'implantation de la centrale photovoltaïque sur le site de l'ancienne décharge ;

- Ancienne décharge de Lège-Cap-Ferret, conformément aux termes de l'arrêté préfectoral du 03 juin 2004.

Durée du marché :
L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 01/08/2022.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

L'Estimation du marché reconductions comprises :
625 000 €HT par an.

Mode de passation adopté :
Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert, sans minimum, avec un montant maximum de 2 500 000€HT pour la durée totale du marché.

Déroulement de la procédure :
La procédure a été lancée le 05 avril 2022, par l'envoi d'un avis d'appel public à la concurrence aux publications habilitées, BOAMP, JOUE, marchés onlines et sur le profil d'acheteur.

Les documents de consultation étaient consultables et téléchargeables intégralement sous forme dématérialisée sur le profil d'acheteur à l'adresse suivante : https://demat-ampa.fr.

La date limite de remise des offres était fixée au 09 mai 2022 à 12h00.

2 entreprises ont retiré un dossier.
1 pli a été reçu dans les délais.
Aucun pli n'a été reçu hors délai.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_87_DEL-AR

Critères d'analyse :

Critères	Pondération
1-Prix	**45 %**
2-La méthodologie pour assurer le suivi, le traitement et la maintenance de la post-exploitation des CET d'Audenge et de Lège-Cap-Ferret :	**55 %**
2.1-Moyens humains et matériel	15 %
2.2-Description de la méthodologie employée pour le suivi de la décharge	15 %
2.3-Description des filières de traitement envisagées et planification de leur mise en œuvre	20 %
2.4-Description de la méthodologie employée pour les interactions avec l'activité photovoltaïque d'Audenge	5 %

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 31 mai 2022 à 10h00 pour procéder à l'attribution du marché.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu le Rapport de Présentation,
Vu la décision de la Commission d'Appel d'Offres en date du 31 mai 2022,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

CONSIDERANT qu'après analyse des offres, la Commission d'appel d'offres a attribué l'accord-cadre à bons de commande à la société la mieux-disante (offre économiquement la plus avantageuse) à savoir l'offre de SUEZ RV Sud-Ouest ;

CONSIDERANT que le Président doit être spécialement habilité à conclure les marchés de fournitures et services d'un montant supérieur à 400 000 € HT.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la signature du marché « Suivi, traitement et maintenance post-exploitation de l'ancien centre d'enfouissement d'Audenge et de Lège-Cap-Ferret », avec la société **SUEZ RV Sud-Ouest** située au 2 Chemin Baillou-Immeuble To – CS70199 – 33140 VILLENAVE D'ORNON sans montant minimum, mais avec un montant maximum annuel de 625 000€HT et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- **AUTORISER** Mme LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_87_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la signature du marché « Suivi, traitement et maintenance post-exploitation de l'ancien centre d'enfouissement d'Audenge et de Lège-Cap-Ferret », avec la société SUEZ RV Sud-Ouest située au 2 Chemin Baillou-Immeuble To – CS70199 – 33140 VILLENAVE D'ORNON sans montant minimum, mais avec un montant maximum annuel de 625 000€HT et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;***

- ***AUTORISE Mme LE YONDRE, 1ère vice-Présidente de la COBAN en charge des Finances publiques, à signer ledit marché ainsi que tout acte se rapportant à ce dossier.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_88_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-88

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MODIFICATION DU MONTANT DE L'ADHESION AU SYNDICAT NOUVELLE-AQUITAINE MOBILITE

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_88_DEL-AR

Monsieur Xavier DANEY, vice-Président de la COBAN, expose que par délibération n° 119-2018 du 18 décembre 2018, le Conseil communautaire a approuvé l'adhésion de la COBAN au Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine (SMINA), devenu par la suite Nouvelle-Aquitaine Mobilité (NAM), moyennant le versement d'une cotisation annuelle fixée à 20 000 €.

Cette cotisation annuelle est amenée à augmenter pour les raisons qui suivent.

Tout d'abord, les différents projets et la composition de la NAM évoluent, ce qui a comme impact d'augmenter également son budget.

Ensuite, la NAM a vocation à intervenir sur trois compétences obligatoires :

- La coordination des services de transport offerts par les autorités organisatrices membres ;
- Le déploiement d'un système d'information multimodal à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine ;
- La mise en place de tarifications coordonnées permettant la délivrance de titres de transport uniques ou unifiés.

Par conséquent, le montant de la cotisation annuelle de la COBAN est désormais établi à 27 000 €.

Dans ces conditions,

Vu l'article 30-1 de la Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée, dite LOTI,

Vu l'article 111 de la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, dite SRU,

Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite NOTRe,

Vu les articles L5721-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L1231-10 du Code des Transports,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_88_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la modification du montant de l'adhésion de la COBAN à la Nouvelle Aquitaine Mobilité (NAM), établie désormais à la somme de 27 000 € par an ;

- **HABILITER** M. DANEY, vice-Président de la COBAN en charge de la Mobilité durable-Transports, à signer tout acte se rapportant à ce dossier ;

- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la modification du montant de l'adhésion de la COBAN à la Nouvelle Aquitaine Mobilité (NAM), établie désormais à la somme de 27 000 € par an ;***

- ***HABILITE M. DANEY, vice-Président de la COBAN en charge de la Mobilité durable-Transports, à signer tout acte se rapportant à ce dossier ;***

- ***PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_89_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-89

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

NOUVELLE-AQUITAINE MOBILITE (NAM)

VERSEMENT D'UNE SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA MOBILITE INTEGREE MODALIS

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_89_DEL-AR

Monsieur Xavier DANEY, vice-Président de la COBAN, expose que par délibération n° 119-2018 du 18 décembre 2018, le Conseil communautaire a approuvé l'adhésion de la COBAN au Syndicat Mixte Intermodal de Nouvelle-Aquitaine (SMINA), devenu par la suite Nouvelle-Aquitaine Mobilité (NAM).

NAM a vocation à intervenir sur trois compétences obligatoires dont le déploiement d'un système d'information multimodal à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine avec pour objectif le développement, la facilitation et la promotion des transports en commun et l'intermodalité sur son périmètre.

Dans ce cadre, le projet Modalis porté par NAM a pour objet la mise en œuvre et l'exploitation d'un système intégré visant à simplifier l'accès à la mobilité en Nouvelle-Aquitaine et faciliter son pilotage par la puissance publique, en ciblant en priorité l'offre de transport public (TER, cars interurbains, réseaux urbains) ainsi que les nouvelles mobilités (covoiturage, vélo, etc).

A cet effet, NAM a lancé une procédure de passation (dialogue compétitif) portant sur un marché de développement, de mise en œuvre, d'exécution et de maintenance du système de Mobilité Intégrée Modalis, comprenant quatre lots :

- Lot n° 1 : Intégrateur / Maîtrise d'œuvre ;
- Lot n° 2 : MaaS ;
- Lot n° 3 : Billettique ;
- Lot n° 4 : M-Ticket.

Le lot « MaaS » du projet Modalis intègre le développement, la mise en œuvre, l'exploitation et la maintenance du système de mobilité intégré, digitalisé et partagé, commun aux membres de NAM.

La présente délibération a pour objet de formaliser les modalités de participation de la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord au financement des équipements nécessaires au développement de la Mobilité Intégrée Modalis, par la voie d'une subvention versée à NAM.

Cette subvention, d'un montant de 9 450,00 €, sera versée en une fois, sur l'exercice 2022.

Dans ces conditions,

Vu l'article 30-1 de la Loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée, dite LOTI,
Vu l'article 111 de la Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbain, dite SRU,
Vu la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite NOTRe,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_89_DEL-AR

Vu les articles L5721-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les articles L1231-10 du Code des Transports,
Vu l'avis favorable .du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le versement, à la NAM, d'une subvention de 9 450,00 € pour le développement de Modalis dans les conditions précitées ;

- **HABILITER** M. DANEY, vice-Président de la COBAN en charge de la Mobilité durable-Transports, à signer tout acte se rapportant à ce dossier ;

- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le versement, à la NAM, d'une subvention de 9 450,00 € pour le développement de Modalis dans les conditions précitées ;***

- ***HABILITE M. DANEY, vice-Président de la COBAN en charge de la Mobilité durable-Transports, à signer tout acte se rapportant à ce dossier ;***

- ***PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-90

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

PROLONGATION DU DISPOSITIF D'AIDE A L'ACHAT DE VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE (VAE)

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

Monsieur Xavier DANEY, vice-Président de la COBAN, expose que dans le contexte actuel de promotion accrue des modes de déplacements, l'engouement de la population française pour le vélo et plus particulièrement pour le vélo à assistance électrique est sans précédent. Celui-ci permet de rendre aisés des déplacements utilitaires de 7 à 10 km contre 3 à 4 km avec un vélo dit « classique ».

Dans la continuité de la délibération 2021-84 prise lors du Conseil communautaire du 8 juin 2021, et au vu du succès rencontré lors de la 1ère année de mise en place de ce dispositif (plus de 200 aides versées), la COBAN prolonge l'aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE) afin de continuer à accompagner ses administrés par l'intermédiaire d'un service nouveau incitatif et répondant à une demande latente.

La Commission « Mobilité durable-Transports » réunie le 19 mai 2022 s'est montrée favorable à cette prolongation. Elle propose de prolonger l'aide jusqu'au 31 décembre 2023.

A la demande de la Commission, une nouvelle question a été rajoutée dans le formulaire. Cette question vise à savoir si cette aide a changé les habitudes des administrés.

Les principaux critères d'éligibilité restent inchangés ainsi que le montant maximum de l'aide, soit 200 €.

En revanche, le revenu médian COBAN est revalorisé. Il passe de 23 770 €/an à 24 030 €/an. Cette modification correspond au dernier chiffre indiqué dans le rapport INSEE.

La prolongation de ce dispositif nécessite l'attribution d'une enveloppe budgétaire complémentaire de 60 000 € jusqu'au 31 décembre 2023.

S'agissant de l'octroi de l'aide en pratique, un dossier de demande de subvention est téléchargeable sur la page dédiée du site Internet de la COBAN ; il est également possible de venir le récupérer à l'accueil de la COBAN ou des 8 mairies du territoire.

Une demande de retrait de dossier peut également être adressée par courriel à subventionvae@coban-atlantique.fr.

Le bénéficiaire devra retourner sa demande avant le dernier mois où la subvention sera encore active. En plus du formulaire de demande, plusieurs pièces administratives devront être fournies (cf. règlement d'attribution).

L'attribution sera accordée par la notification d'un courrier du vice-Président en charge de la Mobilité et des Transports.

La subvention sera versée en une seule fois au bénéficiaire, dans un délai de deux mois suivant la notification de l'attribution objet de l'article 7 du règlement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

Vu l'avis favorable de la Commission « Mobilité durable-Transports » du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022 ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** les modifications apportées sur le règlement d'intervention ci-annexé ;
- **AUTORISER** M. DANEY, vice-Président de la COBAN en charge de la « Mobilité durable et des Transports », à signer tout document afférent à la mise en place de ce fonds d'aide ;
- **DECLARER** que les crédits seront ajustés en conséquence au budget de l'exercice 2022 de la COBAN.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE les modifications apportées sur le règlement d'intervention ci-annexé ;***

- ***AUTORISE M. DANEY, vice-Président de la COBAN en charge de la « Mobilité durable et des Transports », à signer tout document afférent à la mise en place de ce fonds d'aide ;***

- ***DECLARE que les crédits seront ajustés en conséquence au budget de l'exercice 2022 de la COBAN.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ACQUISITION D'UN VELO A ASSISTANCE ELECTRIQUE

Pour dynamiser l'usage du vélo sur des distances plus élevées qu'avec un vélo traditionnel et faciliter l'intermodalité, la **COBAN** instaure depuis le 1er juillet 2021, un **dispositif d'aide à l'achat de vélo à assistance électrique (VAE)**.
L'aide s'adresse aux habitants de la COBAN selon des critères définis dans le règlement d'attribution :

1. Les personnes éligibles à la présente aide sont les a**dministrés** majeurs résidant sur le **territoire de la COBAN**.
2. Pour un **foyer d'une personne**, l'aide sera perçue si la personne a un **revenu fiscal annuel inférieur ou égal à 24 030 €** (avis d'imposition N-1).
   Pour un **foyer composé de 2 personnes**, l'aide sera perçue **si l'une des deux personnes a un revenu fiscal annuel inférieur ou égal à 24 030 €** (avis d'imposition N-1).
3. Une **seule aide** est attribuée **par foyer**.
4. Sont pris en compte **les achats de VAE** intervenus depuis le **1er juillet 2021**.

Les subventions seront versées dans la limite des crédits disponibles.

Cadre réservé à l'administration

N° de la demande :	**Montant de la subvention demandée :** 200 €
Date de réception de la demande :	**N° et date du mandat :**

Formulaire de demande

Le demandeur

NOM/ Prénom :

Adresse :

E-mail :

Téléphone :

Date de la demande :

Signature :

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

PIECES A FOURNIR :

☐ Le présent formulaire de demande de subvention dûment complété (pages 1-2).

☐ Une copie d'une pièce d'identité du demandeur (notamment carte nationale d'identité, passeport)

☐ Une copie d'un justificatif de domicile de moins de trois mois (quittance de loyer, facture d'eau, d'électricité, de gaz, d'opérateur de téléphonie fixe ou mobile, quittance d'assurance du logement, ...) relatif à un logement situé sur le territoire de la COBAN

☐ Une copie complète du dernier avis d'imposition du foyer fiscal (année N-1)

☐ Un relevé d'identité bancaire (RIB) pour le versement de l'aide

☐ Le questionnaire mobilité (pages 3 et 4) dûment complété (facultatif)

☐ La copie de la facture acquittée du vélo, datée et nominative. Il est précisé que le ticket de caisse n'est pas une pièce comptable et qu'à ce titre il ne pourra pas se substituer à une véritable facture

☐ Une copie du certificat d'homologation NF EN 15194 pour les vélos à assistance électrique.

Chacune des pièces administratives devra être envoyée par mail au format PDF ou par courrier.

Dossier complet à retourner :

Par mail à subventionvae@coban-atlantique.fr

Ou

Par courrier :
COBAN – Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord – Service « Mobilité et Transports »
46 Avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains

Pour tout renseignement appeler au 05 57 76 21 82

Information : selon les règles de la comptabilité publique, le délai de versement de la subvention est estimé à environ deux mois après la validation du dossier et la réception d'un courrier de confirmation d'attribution de l'aide

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

QUESTIONNAIRE MOBILITE *(facultatif)*

Pour mieux connaître les motivations et l'impact sur les habitudes de déplacements des bénéficiaires de l'aide à l'achat d'un vélo à assistance électrique la COBAN vous remercie de bien vouloir répondre aux questions ci-dessous.

NB : les critères d'attribution de la subvention sont indépendants des réponses fournies à ce questionnaire

Question 1 : Avez-vous déjà un vélo chez vous ?

☐ Oui, je suis un usager régulier du vélo
☐ Oui, mais je n'en fais quasiment jamais, l'achat d'un VAE va favoriser ma pratique cyclable
☐ Non, l'acquisition d'un VAE va désormais me permettre de pratiquer le déplacement à vélo de façon plus régulière

Question 2 : Quelles sont vos habitudes de déplacement avant l'achat d'un vélo à assistance électrique ?

	Tous les jours	Une fois par semaine	A l'occasion	Jamais
Marche	☐	☐	☐	☐
Vélo	☐	☐	☐	☐
Cyclomoteur	☐	☐	☐	☐
Voiture	☐	☐	☐	☐
Covoiturage	☐	☐	☐	☐
Transport en commun	☐	☐	☐	☐
Autre (roller, trottinette…)	☐	☐	☐	☐

Question 2 : Pour quelle(s) raison(s) allez-vous acheter un tel vélo ? *(Plusieurs réponses possibles)*

☐ Gain de temps de déplacement
☐ Pour des raisons de santé et de bien être
☐ Faire moins d'efforts physiques qu'en vélo classique
☐ Economie par rapport à la voiture ou un abonnement transport

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

☐ Problème de stationnement automobile au domicile
☐ Problème de stationnement automobile sur le lieu d'étude – travail
☐ Pour pratiquer l'intermodalité (faire une partie du trajet avec le vélo et l'autre avec un autre mode de déplacement durable)
☐ Franchir un dénivelé important
☐ Faire un trajet supérieur à 5 km
☐ Autre : .....

Question 3 : Type d'habitation :

☐ Individuelle ☐ Collective

Question 4 : Disposez-vous d'un local fermé pour stationner votre vélo chez vous ?

☐ Oui ☐ Non

Question 5 : Comment attachez-vous votre vélo ?

Êtes-vous sensibilisé au vol de vélo ? ☐ Oui ☐ Non

Disposez-vous d'un antivol robuste ou de Type U ? ☐ Oui ☐ Non

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

Règlement d'attribution d'une subvention pour l'achat d'un vélo à assistance électrique (VAE)

1. Objet :

Attribution d'une aide à l'acquisition d'un vélo à assistance électrique.

Les véhicules éligibles doivent être neufs et répondre à la définition suivante établie conformément aux dispositions de l'article R. 311-1 du Code de la route :

- Cycle à pédalage assisté : cycle équipé d'un moteur auxiliaire électrique d'une puissance nominale continue maximale de 0,25 kilowatt, dont l'alimentation est réduite progressivement et finalement interrompue lorsque le véhicule atteint une vitesse de 25 km/h, ou plus tôt si le cycliste arrête de pédaler.

Les vélos à assistance électrique doivent répondre à la norme NF EN 15194.

2. Bénéficiaires :

Les personnes éligibles à la présente aide sont les administrés majeurs résidant à titre principal sur le territoire de la COBAN.

Pour un foyer d'une personne, l'aide sera attribuée si la personne a un revenu fiscal annuel inférieur ou égal à 24 030 € (avis d'imposition N-1).

Pour un foyer composé de 2 personnes, l'aide sera attribuée si l'une des deux personnes a un revenu fiscal annuel inférieur ou égal à 24 030 € (avis d'imposition N-1).

Une seule aide est attribuée par foyer.

Sont pris en compte les **achats de vélo intervenus depuis le 1er juillet 2021**.

3. Nature de l'aide :

L'aide ne peut être versée que sous la forme d'une subvention.

L'attribution d'une subvention ne constitue pas un droit pour les personnes remplissant les conditions légales pour l'obtenir. Ces personnes doivent remplir un certain nombre de conditions pour pouvoir bénéficier d'une subvention, mais le fait qu'elles les remplissent ne leur garantit pas pour autant l'octroi de ladite subvention. La décision appartient à la seule autorité publique.

Il est précisé que le versement de l'aide, sous réserve d'éligibilité, se fera également dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée à l'opération par la COBAN.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

4. Montant de l'aide :

Le montant de l'aide est fixé à 200€ maximum par vélo et par foyer.

5. Critères de recevabilité de la demande :

5.1 – Retrait du dossier de demande

- Le dossier de demande est téléchargeable sur la page dédiée du site Internet de la COBAN, il est également possible de venir le télécharger sur les sites internet des 8 mairies du territoire.
- Une demande de retrait de dossier peut également être adressée par courriel à subventionvae@coban-atlantique.fr.

5.2 – Retour du dossier

Le dossier doit être retourné complet par courrier à l'adresse suivante : COBAN – Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord – Direction « Développement et Cadre de vie », 46 Avenue des Colonies, 33510 Andernos-les-Bains ou par mail à subventionvae@coban-atlantique.fr.

Il doit contenir tous les éléments indiqués à l'article 5.3 du présent règlement.

5.3 - Contenu du dossier de demande de subvention

- Le dossier de demande de subvention dument complété ;
- Une copie de la pièce d'identité du demandeur (notamment carte nationale d'identité, passeport valide, etc.) ;
- Un justificatif de domicile datant de moins de trois mois au jour du dépôt du dossier de demande de subvention (quittance de loyer, facture d'eau, d'électricité, de gaz, d'opérateur de téléphonie fixe ou mobile, quittance d'assurance de logement) relatif à un logement situé sur le territoire de la COBAN ;
- Une copie complète du dernier avis d'imposition du foyer fiscal (année N-1) ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- Le questionnaire mobilité dûment complété joint au dossier de demande de subvention délivré ;
- La copie de la facture acquittée du vélo datée à partir du 1er juillet 2021. Il est précisé que le ticket de caisse n'est pas une pièce comptable et qu'à ce titre il ne peut se substituer à une facture d'achat ;
- Une copie du certificat d'homologation NF EN 15194 pour les vélos à assistance électrique.

Chacune des pièces administratives devra être envoyée par mail au format PDF.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

6. Instruction de la demande :

- Le dossier est instruit par le service « Mobilité et Transports » de la COBAN ;
- Dès la réception du dossier par le service « Mobilité et Transports », celui-ci adressera par mail (*renseigné sur le dossier de demande*) un accusé de réception au demandeur et, dans le cas d'un dossier incomplet, la liste des pièces ou informations manquantes qui devront lui être retournées dans un délai de 15 jours.

7. Modalités d'attribution et de rejet :

L'attribution sera accordée par la notification d'un mail officiel de la COBAN.

Si un dossier est rejeté, un mail sera envoyé également par la COBAN.

8. Versement de la subvention :

La subvention sera versée en une seule fois au bénéficiaire, dans un délai de deux mois environ suivant la notification de l'attribution objet de l'article 7 du présent règlement.

9. Contrôle du bon emploi de la subvention :

Chaque bénéficiaire s'engage à faciliter tout contrôle que la COBAN, souhaiterait exercer et peut être invité à présenter toute pièce justificative réclamée par la COBAN. Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

10. Durée de validité du Règlement d'attribution de subvention :

Sous réserve du vote en conseil communautaire chaque année des crédits de paiements nécessaires à l'opération, le présent « Règlement » est applicable à compter de son entrée en vigueur jusqu'au 31 décembre 2023 inclus.

11. Protection des données à caractère personnel

La COBAN s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel, dont le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 (ci-après : le « RGPD (Règlement général sur la protection des données) »).

Elle s'engage à ne procéder à aucun traitement de donnée à caractère personnel hormis les seuls traitements nécessaires à l'instruction et à l'attribution de la subvention objet du présent règlement.

Ainsi, le présent règlement conduit la COBAN à traiter des données à caractère personnel en qualité de Responsable de Traitement pour accomplir l'ensemble de ses missions qui lui sont dévolues. La COBAN déclare ne traiter que des données strictement nécessaires à l'accomplissement desdites missions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_90_DEL-AR

Cependant, les données à caractère personnel seront conservées par la COBAN le temps nécessaire au respect de ses obligations contractuelles ou pour lui permettre de faire valoir un droit en justice.

Par ailleurs, en application du RGPD, la COBAN assure à toutes les personnes concernées une capacité à exercer le cas échéant les droits suivants sur leurs données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition pour des motifs tenant à leur situation particulière, droit à la limitation du traitement, et le cas échéant, droit à la portabilité de leurs données. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données après leur décès.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-91

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

AVIS SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE L'OFFICE DE TOURISME « CŒUR DU BASSIN D'ARCACHON »

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que

Vu les articles L133-8 et R 133-15 du code du tourisme,
Vu la délibération n° 53-2016 en date du 28 juin 2016 et la délibération n° 104-2016 en date du 20 décembre 2016 portant création de l'EPIC Office de Tourisme Cœur du Bassin d'Arcachon, à la suite du transfert de plein droit de la compétence « Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »,
Vu la délibération n° 9-2022 du Comité de direction de l'EPIC « Cœur du Bassin d'Arcachon » du 6 avril 2022 approuvant le Budget Principal 2022,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire de la COBAN du 14 juin 2022,

Considérant qu'en application des dispositions précitées du code du tourisme, le Conseil communautaire de la COBAN doit approuver le budget et les comptes de l'office de tourisme, délibérés par le Comité de direction ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir APPROUVER le Budget Principal de l'office de tourisme tel que présenté en annexe, pour un montant de :

- 995 000€ en section de fonctionnement
- 50 000€ en section d'investissement

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire APPROUVE le Budget Principal de l'office de tourisme tel que présenté en annexe, pour un montant de :

- ***995 000€ en section de fonctionnement***
- ***50 000€ en section d'investissement***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

ANNEXE 1

ORIENTATIONS STRATEGIQUES DE L'EPIC 2022

Les ENJEUX du territoire Cœur du Bassin :

- accroitre les retombées touristiques et créer de la richesse économique sur le territoire
- préserver l'environnement et le cadre de vie des habitants

L'ADN de l'OT : l'Eco tourisme

La MISSION de l'OT : développer, valoriser, promouvoir le Cœur du Bassin en tissant du lien entre les acteurs, au service des visiteurs et des habitants, « de ceux d'ici et d'ailleurs ».

Les VALEURS de l'Equipe : dynamisme, professionnalisme, créativité et esprit d'équipe.

Le CAP fixé et partagé par l'Equipe : assurer un accueil de qualité pour TOUS.

Les ORIENTATIONS STRATEGIQUES 2021-2026 de l'OT :

Axe 1 : adapter l'offre touristique du territoire aux clientèles, qu'elles soient locales ou touristiques

- Diversifier l'offre par typologie de clientèle et personnaliser l'accueil et l'expérience client
- Communiquer sur une offre de « vacances à la maison » et faire des habitants « des touristes chez eux »
- Impulser une dynamique culturelle pour le public seniors
- Favoriser l'accessibilité pour tous
- S'inscrire dans une démarche pilote autour du tourisme social

Axe 2 : proposer une offre de services adaptés aux acteurs socio-professionnels du tourisme local

- Inscrire la mission de « coordination des acteurs » dans une dynamique transversale portée par toute l'équipe
- Acquérir une méthodologie d'accompagnement des pros
- Positionner l'OT comme acteur du cadre de vie local

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

Pour financer son action touristique et sa mission de service public, l'EPIC Cœur du Bassin s'appuie sur 3 sources de revenus majeures :

- **la subvention de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord**, prise sur l'attribution de compensation de charges des communes membres de l'EPIC : 250 000€ / an sur la durée du mandat.

- **la taxe de séjour** payée par les touristes, collectée par les hébergeurs et reversée directement à l'EPIC soit une prévision 2022 de 300 000€

- **les recettes commerciales** générées par la vente au comptoir (boutique, vélo, visites), la monétisation de services de l'OT et la commercialisation d'une offre « groupe » : 110 000€

A ces recettes s'ajoutent en 2022 :

- 14 000€ de remboursement de charges de personnel
- 321 000€ d'excédent reporté

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

reçu le
19 AVR. 2022
SOUS-PREFECTURE
D'ARCACHON

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 82492995400017	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Autre établissement public administratif local EPIC - OFFICE DE TOURISME COEUR DU BASSIN D'ARCACHON

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE AUDENGE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4

Budget primitif

BUDGET : OFFICE DE TOURISME COEUR DU BASSIN

ANNEE 2022

reçu le
19 AVR. 2022
SOUS-PREFECTURE
D'ARCACHON

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 19
A3.2 - Etalement des provisions 20
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 21
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 22
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 23
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 25
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-5 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — A1
VUE D'ENSEMBLE

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	995 000,00	674 091,10
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 320 908,90
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	995 000,00	995 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	50 000,00	48 338,03
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 661,97
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	50 000,00	50 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	1 045 000,00	1 045 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	235 000,00	0,00	255 000,00	255 000,00	255 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	345 000,00	0,00	370 000,00	370 000,00	370 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	153,81	0,00	9 061,97	9 061,97	9 061,97
	Total des dépenses de gestion des services	580 153,81	0,00	634 061,97	634 061,97	634 061,97
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	186 000,00	0,00	237 600,00	237 600,00	237 600,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	36 000,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	13 600,00	0,00	25 000,00	25 000,00	25 000,00
022	Dépenses imprévues	7 500,00		45 000,00	45 000,00	45 000,00
	Total des dépenses réelles d'exploitation	825 253,81	0,00	946 661,97	946 661,97	946 661,97
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*3 084,22*		*47 369,68*	*47 369,68*	*47 369,68*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 661,97*		*968,35*	*968,35*	*968,35*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	***4 746,19***		***48 338,03***	***48 338,03***	***48 338,03***
	TOTAL	830 000,00	0,00	995 000,00	995 000,00	995 000,00
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	995 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	14 091,10	14 091,10	14 091,10
70	Ventes produits fabriqués, prestations	100 000,00	0,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	250 000,00	0,00	250 000,00	250 000,00	250 000,00
75	Autres produits de gestion courante	220 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
	Total des recettes de gestion des services	570 000,00	0,00	674 091,10	674 091,10	674 091,10
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	219,67	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'exploitation	570 219,67	0,00	674 091,10	674 091,10	674 091,10
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	570 219,67	0,00	674 091,10	674 091,10	674 091,10
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	320 908,90
						=
					TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	995 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	48 338,03

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

(1) Cf. Modalités de vote I.
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(6) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	1 200,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
21	Immobilisations corporelles	3 546,19	0,00	49 000,00	49 000,00	49 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	4 746,19	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	4 746,19	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	4 746,19	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**50 000,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	253,81	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	253,81	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	253,81	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*3 084,22*		*47 369,68*	*47 369,68*	*47 369,68*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 661,97*		*966,35*	*966,35*	*966,35*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***4 746,19***		***48 338,03***	***48 338,03***	***48 338,03***
	TOTAL	5 000,00	0,00	48 338,03	48 338,03	48 338,03

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	**1 661,97**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**50 000,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**48 338,03**

(1) cf. Modalités de vote I.
(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).
(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.
(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	255 000,00		255 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	370 000,00		370 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	9 061,97		9 061,97
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	237 600,00	*0,00*	237 600,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	5 000,00	*968,35*	5 968,35
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	25 000,00		25 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	45 000,00		45 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*47 369,68*	47 369,68
	Dépenses d'exploitation – Total	946 661,97	*48 338,03*	995 000,00

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	995 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	1 000,00	0,00	1 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	49 000,00	0,00	49 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	50 000,00	*0,00*	50 000,00

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	50 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	14 091,10		14 091,10
60	*Achats et variation des stocks (3)*		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	110 000,00		110 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		0,00	0,00
72	*Production immobilisée*		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	250 000,00		250 000,00
75	Autres produits de gestion courante	300 000,00		300 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	*Transferts de charges*		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	674 091,10	0,00	674 091,10

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	320 908,90
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	995 000,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		968,35	968,35
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		0,00	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		47 369,68	47 369,68
	Recettes d'investissement – Total	0,00	48 338,03	48 338,03

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	1 661,97
AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	50 000,00

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

III
A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	235 000,00	255 000,00	255 000,00
604	Achats d'études, prestations de services	40 000,00	52 000,00	52 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	7 000,00	4 000,00	4 000,00
6064	Fournitures administratives	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6068	Autres matières et fournitures	8 000,00	10 000,00	10 000,00
611	Sous-traitance générale	10 000,00	2 500,00	2 500,00
6122	Crédit-bail mobilier	13 000,00	10 000,00	10 000,00
6135	Locations mobilières	8 000,00	7 000,00	7 000,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	200,00	200,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 000,00	2 000,00	2 000,00
6156	Maintenance	5 000,00	7 600,00	7 600,00
6161	Multirisques	2 000,00	1 900,00	1 900,00
618	Divers	1 000,00	4 500,00	4 500,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	1 000,00	500,00	500,00
6226	Honoraires	30 000,00	38 000,00	38 000,00
6236	Catalogues et imprimés	37 000,00	35 000,00	35 000,00
6237	Publications	3 000,00	2 000,00	2 000,00
6238	Divers	5 000,00	11 000,00	11 000,00
6261	Voyages et déplacements	4 000,00	5 000,00	5 000,00
6257	Réceptions	3 000,00	7 000,00	7 000,00
6262	Frais de télécommunications	16 000,00	12 000,00	12 000,00
627	Services bancaires et assimilés	500,00	300,00	300,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 000,00	5 000,00	5 000,00
6288	Autres	3 500,00	5 000,00	5 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	25 000,00	29 500,00	29 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	345 000,00	370 000,00	370 000,00
6312	Taxe d'apprentissage	0,00	1 000,00	1 000,00
6333	Particip. employeurs format° pro. cont.	15 000,00	5 000,00	5 000,00
6411	Salaires, appointements, commissions	231 500,00	238 000,00	238 000,00
6412	Congés payés	2 500,00	5 000,00	5 000,00
64148	Autres indemnités et avantages divers	26 300,00	45 000,00	45 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	37 500,00	40 000,00	40 000,00
6452	Cotisations aux mutuelles	6 500,00	8 000,00	8 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	12 500,00	15 000,00	15 000,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	10 000,00	12 000,00	12 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	1 200,00	1 000,00	1 000,00
648	Autres charges de personnel	2 000,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	153,81	9 061,97	9 061,97
658	Charges diverses de gestion courante	153,81	9 061,97	9 061,97
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**580 153,81**	**634 061,97**	**634 061,97**
66	Charges financières (b) (8)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	188 000,00	237 600,00	237 600,00
678	Autres charges exceptionnelles	188 000,00	237 600,00	237 600,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	36 000,00	5 000,00	5 000,00
6815	Dot. prov. pour risques exploitat°	36 000,00	5 000,00	5 000,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	13 600,00	25 000,00	25 000,00
6951	Impôts sur les bénéfices	13 600,00	25 000,00	25 000,00
022	Dépenses imprévues (f)	7 500,00	45 000,00	45 000,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**825 253,81**	**946 661,97**	**946 661,97**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 084,22*	*47 369,68*	*47 369,68*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*	*1 661,97*	*968,35*	*968,35*
6811	*Dot. amort. immos incorp. et corporelles*	*1 661,97*	*968,35*	*968,35*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***4 746,19***	***48 338,03***	***48 338,03***
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***4 746,19***	***48 338,03***	***48 338,03***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**830 000,00**	**995 000,00**	**995 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles	Vote (4)
				+
	D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)			0,00
				=
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES			995 000,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 834 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	14 091,10	14 091,10
64198	Autres remboursements	0,00	14 091,10	14 091,10
70	Ventes produits fabriqués, prestations	100 000,00	110 000,00	110 000,00
701	Ventes produits finis et intermédiaires	10 000,00	15 000,00	15 000,00
706	Prestations de services	89 000,00	92 000,00	92 000,00
7062	Commissions et courtages	1 000,00	3 000,00	3 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	250 000,00	250 000,00	250 000,00
74	Subventions d'exploitation	250 000,00	250 000,00	250 000,00
75	Autres produits de gestion courante	220 000,00	300 000,00	300 000,00
753	Reversement taxe de séjour	220 000,00	300 000,00	300 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	**570 000,00**	**674 091,10**	**674 091,10**
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	219,67	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	219,67	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	**570 219,67**	**674 091,10**	**674 091,10**
042	Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**570 219,67**	**674 091,10**	**674 091,10**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)			**320 908,90**
				=
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES			**995 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(7) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*
(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	1 200,00	1 000,00	1 000,00
2051	Concessions et droits assimilés	1 200,00	1 000,00	1 000,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	3 546,19	49 000,00	49 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 500,00	2 000,00	2 000,00
2184	Mobilier	1 500,00	20 000,00	20 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	546,19	27 000,00	27 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	4 746,19	50 000,00	50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	4 746,19	50 000,00	50 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	4 746,19	50 000,00	50 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	50 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

M4
BZ

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	253,81	0,00	0,00
1068	Autres réserves	253,81	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	253,81	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	253,81	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation	3 084,22	47 369,68	47 369,68
040	Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)	1 661,97	968,35	968,35
28183	Matériel de bureau et informatique	1 230,44	852,65	852,65
28184	Mobilier	115,70	115,70	115,70
28188	Autres	316,83	0,00	0,00
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	4 746,19	48 338,03	48 338,03
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	4 746,19	48 338,03	48 338,03
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	5 000,00	48 338,03	48 338,03

	+
RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
	+
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	1 661,97
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	50 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) Cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *RI 040 = DE 042.*
(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *DI 041 = RI 041.*
(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES	IV.
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	07-03-2017

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 Frais d'études	2	07/03/2017
L	2051 Concessions et droits similaires	2	07/03/2017
L	2183 Matériel de bureau et matériel informatique	3	07/03/2017
L	2184 Mobilier	10	07/03/2017

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	5 000,00		10 513,00	15 513,00	0,00	15 513,00
DEPARTS A LA RETRAITE	5 000,00	03/03/2020	10 513,00	15 513,00	0,00	15 513,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	5 000,00		10 513,00	15 513,00	0,00	15 513,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Autres provisions pour risques	DEPARTS A LA RETRAITE	15 513,00	10	10 513,00	5 000,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

IV

A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	I 0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**48 338,03**	**III**	**48 338,03**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**48 338,03**		**48 338,03**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*852,65*		*852,65*
28184	*Mobilier*	*115,70*		*115,70*
28188	*Autres*	*0,00*		*0,00*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*47 369,68*		*47 369,68*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**48 338,03**	**0,00**	**1 661,97**	**0,00**	**50 000,00**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	0,00
Ressources propres disponibles	IV	50 000,00
Solde	V = IV – II (6)	50 000,00

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.
(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DIRECTRICE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
1 ASSISTANTE ADMINISTRATIVE	C	OTR		0,00	A	CDI
1 RESPONDABLE PROMOTION	C	OTR		0,00	A	CDI
1 RESPONSABLE D'ACCUEIL	C	OTR		0,00	A	CDI
1 RESPONSABLE GROUPE	C	OTR		0,00	A	CDI
1 STAGIAIRE	C	OTR		0,00	A	CDD
4 CONSEILLERS SEJOUR	C	OTR		0,00	A	CDI
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de créa
de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (précisez).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupant un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris
fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS
ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE

C1.2

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

AGENTS TITULAIRES OU NON	CATEGORIES	EFFECTIFS	MONTANT PREVU A L'ARTICLE 6215
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Cette annexe est servie s'il s'agit d'un budget annexé au budget d'une collectivité locale ou d'un établissement public local et si la collectivité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

IV D

Nombre de membres en exercice : 24
Nombre de membres présents 14
Nombre de suffrages exprimés : 14 + Pouvoir
VOTES :
Pour : 13
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 29/03/2022

reçu le 19 AVR. 2022 SOUS-PREFECTURE D'ARCACHON

Présenté par (1) Le ,
A Lanton le 06/04/2022
(1) Le ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session Ordinaire
A Lanton, le 06/04/2022
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

M. BELLIARD (DEMISSION)	
M. DEVOS	
M. DUBARRY	
M. DUBOURDIEU	
M. LAFON	
M. LAIGNEAU	
M. MARTINEZ	
M. ONATE (DEMISSION)	
M. PAIN	
MME ASSIBAT-TRILLE	
MME BACLE	
MME BANOS	
MME BATS	
MME CALATAYUD	
MME DELHOMME	
MME GEORGELIN	
MME GERARD	
MME JOLY	
MME LARRUE	
MME LE YONDRE	
MME MARENZONI	

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_91_DEL-AR

IV – ANNEXES
ARRETE ET SIGNATURES

IV D

.ME PEBAYLE	
MME PEUCH	
MME SYMPHOR	

Certifié exécutoire par (1) Le , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Lanton,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil d'administration.

reçu le
19 AVR. 2022
SOUS-PREFECTURE D'ARCACHON

EPIC OFFICE DE TOURISME COEUR DU BASSIN
Siège social : 1 route du Stade - 33138 LANTON
Tél. 05 57 70 67 56
Mail : info@tourisme-coeurdubassin.com
www.tourisme-coeurdubassin.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_92_DEL-AI

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-92

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

CLUB D'ENTREPRISES DEBA

SUBVENTION POUR L'ORGANISATION DU CHALLENGE DES CREATEURS D'ENTREPRISES

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_92_DEL-AI

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que chaque année, le club d'entreprises DEBA met en lumière des créateurs et repreneurs d'entreprises au cours du Challenge des créateurs d'entreprise. Ce concours est ouvert à l'ensemble des entrepreneurs du territoire de la COBAN dont la création ou la reprise a été enregistrée entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2021, qu'ils soient adhérents ou non au club.

A l'issue de ce concours, un chèque de 10 000€ est remis au lauréat. En 2021, c'est l'entreprise Fumette basée à Lège-Cap Ferret qui a remporté le concours.

Pour l'édition 2022 qui a eu lieu le 19 mai, le club d'entreprises souhaitait augmenter cet apport financier en élevant le gain à 15 000€ pour le premier prix, et également permettre aux 4 lauréats suivants de bénéficier d'un chèque de 2 500€. Ce concours offrait donc une dotation globale de 25 000€.

Le lauréat de cette édition est l'entreprise Blue Nav, basée sur Arcachon, fabriquant de moteurs électriques de bateaux.

Par conséquent, comme l'année passée, le club d'entreprises DEBA sollicite l'aide de la COBAN pour le versement d'une subvention d'un montant de 5 000€ sur un budget total de 55 520€, comme indiqué dans le prévisionnel joint à la présente délibération.

CONSIDERANT que le club DEBA permet de mettre en lumière les entrepreneurs du territoire et favorise la dynamique d'entreprendre ;

CONSIDERANT que la COBAN, de par sa compétence Développement Economique, souhaite encourager l'entreprenariat sur son territoire ;

Vu les statuts de la COBAN,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le courrier du club DEBA en date du 22 novembre 2021,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le versement d'une subvention de 5 000€ au club d'entreprises DEBA pour l'organisation de l'édition 2022 du Challenge des créateurs d'entreprises ;

- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_92_DEL-AI

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le versement d'une subvention de 5 000€ au club d'entreprises DEBA pour l'organisation de l'édition 2022 du Challenge des créateurs d'entreprises ;***

- ***PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,



Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_92_DEL-AI

PREVISIONNEL CHALLENGE 2022

DEPENSES		RECETTES	
PRIX		COBAS	6000
1er Prix	15000,00	COBAN	5000
4 PRIX à 2500€	10000,00	VAL DE L'EYRE	5000
Huissier	400,00	PARTENAIRES PRIVES	5000
TOTAL	**25400,00**	PARTENAIRES PRIVES	5000
COMMUNICATION		PARTENAIRES PRIVES	2500
Impression supports	1200,00	PARTENAIRES PRIVES	2500
		PARTENAIRES PRIVES	2500
TOTAL	**1200,00**	PARTENAIRES PRIVES	1500
LOGISTIQUE/REPAS		PARTENAIRES PRIVES	1500
Repas Jury + copil BA2E	700,00	PARTENAIRES PRIVES	1000
Repas soirée de gala	12200,00	PARTENAIRES PRIVES	1000
Lancement CATAL	400,00		
Vin rouge/champagne	900,00		
MOQUETTE	300,00	FOND PROPRE DEBA	5000
TOTAL	**14500,00**		
SON & LUMIERE		**Partenaires autres**	
Son et lumière	7190,00	PARTENAIRES PRIVES	250
Photographe	400,00	PARTENAIRES PRIVES	250
Musiciens	300,00	PARTENAIRES PRIVES	250
		PARTENAIRES PRIVES	250
Divers	400,00	PARTENAIRES PRIVES	250
TOTAL	**8290,00**	PARTENAIRES PRIVES	250
MATERIEL			
Location mobilier TVE	1750,00		
location camion	600,00	**Participations des partenaires**	**45000,00**
TOTAL	**2350,00**		
DIVERS		**Inscription Candidtats**	640,00
Masse salariale (tps passé collaborateurs	3600,00	**Vente Champagne**	160,00
		Repas Soirée	9720,00
FRAIS ASSO CONNECT	180		
TOTAL	**3780,00**		

TOTAL	**55520,00**	**TOTAL**	**55520,00**
RESULTAT	**0,00**		

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_92_DEL-AI

deba:
Club d'entreprises

COBAN
Monsieur Le Président
Bruno LAFON

46 Avenue des Colonies
33510 Andernos-les-Bains

La Teste de Buch, le 22 novembre 2021

Monsieur Le Président,

Au vu de nos échanges récurrents depuis maintenant plusieurs années il n'est plus nécessaire de vous présenter un de nos événements phares annuels : **le Challenge des Créateurs d'Entreprise.**

Sur la dernière édition encore, vous avez pu constater que nous avons vraiment à cœur de faire participer de ce concours l'ensemble des entrepreneurs du territoire, du nord-bassin, du sud-bassin, du val de l'Eyre. Notre challenge est ouvert à tous, adhérents ou non de notre Club.

Sur la dernière édition nous avons offert un chèque de 10 000€ à l'entreprise Fumette basée à Lège.

Cette année nous aimerions chercher un effet de levier pour augmenter le soutien financier à apporter aux porteurs de projets. Dans l'idée, c'est permettre aux concourants de pouvoir gagner 15 000€ sur le premier prix mais également de permettre aux 4 autres lauréats suivants de bénéficier d'un appui de 2500€ chacun.

Ce concours offrirait donc une dotation globale de 25 000 €.
Nous allons mobiliser nos partenaires privés en ce sens.

Mais nous avons besoin de l'appui de nos partenaires publics également : Lors de la dernière édition, nous avons pu bénéficier d'une subvention de la Coban de 5000€ et nous vous en remercions ; nous nous permettons de vous solliciter à nouveau pour l'octroi d'une subvention d'un même montant pour cette nouvelle édition qui se veut encore plus impactante pour les participants.

De la même manière un autre évènement met à l'honneur des entrepreneurs du territoire depuis maintenant plus d'une décennie ; les **Carrefours de Deba.**

Le principe de cette manifestation : Des rendez-vous d'affaires pour les entrepreneurs, une conférence avec des intervenants de haut niveau et une remise de prix sur des thématiques définies chaque année autour du rayonnement du territoire, du respect de l'environnement, du développement RH, etc…

Toutes les entreprises sont éligibles, adhérentes ou non, pour peu qu'elles soient implantées sur les territoires de la COBAN, COBAS ou Val de l'Eyre.

Notre édition 2021 a d'ailleurs lieu ce 9 décembre au palais des congrès d'Arcachon et aura pour thématique les clés de réussite pour rebondir suite à la crise avec notamment le président de la CCI comme intervenant. Un événement qui donne du sens à tous les entrepreneurs dans ces moments délicats.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_92_DEL-AI

Nous cherchons également un effet de levier pour cette manifestation – en sollicitant des intervenants de plus en plus reconnus … et donc de plus en plus onéreux.

Nous avons besoin pour cette montée en gamme de notre évènement du soutien de nos partenaires privés mais également de nos partenaires publics.

Dans l'idéal, nous aimerions solliciter une subvention de 5000€ à cet effet auprès de la COBAN.

Comptant sur votre soutien et vous en remerciant par avance, je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

Laurent CARPONSIN
Président du Club d'Entreprises DEBA



Club d'Entreprises DEBA
440 Boulevard de l'Industrie
33260 LA TESTE DE BUCH
Association N°W336000302 – N° Siret 42859792600024
05 56 54 72 14 – www.ledeba.com
asso@ledeba.com

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_93_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-93

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A LA SAS TOUS BASSIN, PORTEUSE DE LA PLACE DE MARCHE LOCALE « TOUSBASSIN.FR »

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_93_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose qu'en complément des dispositifs d'aide déjà mis en place (aide financière accordée aux commerces fermés au cours du second confinement, soutien à la CDC du Val de l'Eyre sur le dispositif R COMMERCE, mise en place de prêts avec le soutien d'Initiative Gironde), la COBAN souhaite accompagner les entreprises commerciales et artisanales de son territoire en renforçant leur visibilité et en soutenant leur numérisation.

La COBAN a décidé de soutenir la SAS Tous Bassin porteuse de la place de marché locale (marketplace) «*tousbassin.fr*». Cette place de marché permet aux entreprises de vendre leurs produits en ligne, de créer leur e-boutique, de profiter d'un service de livraison et d'un accompagnement au digital. Elle réunit sur un même site l'ensemble des entreprises du Bassin et permet de créer une dynamique locale offrant de la visibilité et un flux supplémentaire de clients.

Ce soutien se traduit par une subvention de 10 000€ pour l'année 2022. Cette subvention financière permettra à la SAS Tous Bassin d'engager des actions ciblées pour les entreprises du Nord Bassin adhérentes à la plateforme. Ainsi, l'abonnement mensuel pour les entreprises adhérentes passera de 25,90€HT/mois à 15,90€HT/mois, soit une valorisation de 10€/entreprise et par mois et ceci pour une année à partir de la notification de cette délibération.

La société réalisera également 4 vidéos pour valoriser le savoir-faire et les entreprises du Nord Bassin.

La SAS Tous Bassin propose également des formations aux numériques et souhaite développer des marchés de producteurs sur les communes du Bassin.

Cette subvention est accordée dans le cadre du *régime de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 prolongé par le règlement n° 2020/972 jusqu'au 31/12/2023*. L'entreprise déclarant n'avoir reçu aucune aide de *minimis* sur les trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le régime de *minimis* n° 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 ;
Vu la prolongation du règlement de *minimis* jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 ;
Vu la déclaration de la SAS Tous Bassin déclarant n'avoir reçu aucune aide de minimis durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de la signature de la déclaration (2022) ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022 ;

CONSIDERANT que la place de marché « *tousbassin.fr* » permet aux entreprises du territoire de numériser leur commerce, d'appréhender la vente en ligne et de valoriser le savoir-faire local.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_93_DEL-AR

CONSIDERANT que la COBAN souhaite accompagner le développement de ses entreprises, le savoir-faire local et le manger local.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le versement d'une *aide de minimis* d'un montant de 10 000€ pour l'année 2022 à la SAS TOUS BASSIN ;

- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le versement d'une aide de minimis d'un montant de 10 000€ pour l'année 2022 à la SAS TOUS BASSIN ;***

- ***PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2022 de la COBAN.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_93_DEL-AR

TOUS BASSIN
Société par actions simplifiée, au capital social de 5.000 €
RCS de Bordeaux : 891 244 873
47 Avenue Gambetta
33120 ARCACHON
représentée par Monsieur Adrien Sanchez en sa qualité de Président,

A l'attention de Monsieur Manuel Martinez
Vice-Président,
COBAN
Service Développement Economique
46 Avenue des colonies
33 510 ANDERNOS-LES-BAINS

Objet : *Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013*

Je soussigné Adrien SANCHEZ INFANTE représentant de la SAS TOUS BASSIN au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, déclare :

☒ n'avoir reçu aucune aide *de minimis*[1] durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

Les aides *de minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides *de minimis*,**
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides *de minimis*,**
- Règlement (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** octroyées dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture,**
- Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture,**
- Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux **aides *de minimis*** dans le secteur de la **production de produits agricoles,**
- Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** dans le secteur de **l'agriculture**
- Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** accordées à des entreprises fournissant des **services d'intérêt économique général** (SIEG).

[1] *Les aides de minimis constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de minimis ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 200 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.*

ARI

Scanné avec CamScanner

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_93_DEL-AR

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ? NON

une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ? NON

Date et signature



Scanné avec CamScanner

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_94_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-94

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ORGANISATION DE LA JOURNEE DE L'AERONAUTIQUE 2022

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_94_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que l'association Charly Delta a organisé, conjointement avec l'Aéroclub d'Andernos (ACA), une journée dédiée aux métiers de l'aéronautique à l'aérodrome d'Andernos.

La manifestation s'est déroulée le 9 avril dernier, elle a accueilli 1 484 visiteurs (pour rappel en 2019 : 866 visiteurs), dont 58 % issus des communes du Nord Bassin et 37% de jeunes de moins de 18 ans.

Cette action a vocation à sensibiliser le grand public, et tout particulièrement les jeunes du territoire, aux débouchés qu'offre la filière aéronautique, très dynamique dans la métropole bordelaise. Au-delà du métier de pilote, très connu du grand public, cette filière complexe est à l'origine d'une diversité d'emplois susceptibles d'intéresser largement. 26 exposants étaient présents dont Air France, Ariane Group, Dassault Aviation, Thalès.

Cet évènement s'inscrit dans les objectifs que se fixe la COBAN en matière de développement économique, de formation et de soutien à l'emploi. La COBAN soutient déjà, à ce titre, l'événement Passnord du club d'entreprises CACBN dont l'objectif est de familiariser les jeunes au monde de l'entreprise.

Le budget prévisionnel de l'action est de 4 000 €. Des bénévoles de Charly Delta et de l'aéroclub d'Andernos (ACA) assurent le bon déroulement de cette manifestation.

La COBAN est sollicitée pour le versement d'une subvention de 1 500 €, montant identique aux années 2018 et 2019 (2020 et 2021 ayant été annulées pour cause de crise sanitaire).

Vu les statuts de la COBAN,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** le versement d'une subvention de 1 500 € à l'association Charly Delta pour l'organisation de la journée des métiers de l'aéronautique ;

- **PRECISER** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de la COBAN.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_94_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE le versement d'une subvention de 1 500 € à l'association Charly Delta pour l'organisation de la journée des métiers de l'aéronautique ;***

- ***PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022 de la COBAN.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_94_DEL-AR

CHARLY DELTA Association des utilisateurs de l'Aérodrome d'Andernos-les-Bains

Aérodrome, allée du Commandant René Mouchotte – 33510 - Andernos-les-Bains

08 MAR 2022
248

COBAN	A traiter	Copie
Président		
1er Vice-Président		✓
VP en charge		✓
DGS		
DGAR		
DGAD	✓	
DGST		
Comm...		

Monsieur Bruno LAFON
Président de la COBAN
46 avenue des Colonies
33510- ANDERNOS-LES-BAINS

Objet : Journée des Métiers de l'Aéronautique et de l'Espace le Samedi 09 Avril 2022

Andernos, le 05 Mars 2022

Monsieur le Président,

Nous organisons, conjointement avec l'Aéroclub d'Andernos (ACA), le Samedi 09 Avril 2022 notre 4ème ***« Journée des Métiers de l'Aéronautique et de l'Espace »***. Cette journée s'adresse aux collégiens, aux lycéens et à leurs parents. Elle a pour but de leur ouvrir des perspectives de formation et d'emploi dans les entreprises aéronautiques et spatiales de notre région. Elle a attiré en 2019 *(2020 et 2021 ayant été annulées pour cause de COVID)* près d'un millier de visiteurs.

De nombreux bénévoles de Charly Delta (CD) et de l'Aérodrome d'Andernos (ACA) assurent toute la journée le bon déroulement de cette manifestation.

Un buffet froid est offert à midi aux exposants et aux bénévoles.

Lors des précédentes éditions, la municipalité d'Andernos nous a apporté une large aide logistique en mettant gracieusement en place les chapiteaux destinés à abriter les entreprises exposantes. En 2019, fort de l'expérience des deux précédentes années pluvieuses, nous avons installé tous les exposants à l'intérieur de nos hangars avions. Il en sera de même cette année. L'éclairage a été revu avec l'aide de la Mairie. Pour 2022, nous reconduisons cette formule en améliorant les emplacements et la sonorisation de la manifestation.

Le budget prévisionnel pour cette journée est de 4.000 € environ pour les dépenses. Les recettes générées par la buvette sont très modestes. Les exposants ne payent pas leur emplacement, ce qui laisse à notre charge une somme non négligeable.

Comme pour les précédentes éditions, nous sollicitons donc votre soutien pour l'organisation de notre ***« Journée des Métiers de l'Aéronautique et de l'Espace »*** du Samedi 09 Avril 2022 sur l'Aérodrome d'Andernos. En 2019, la subvention COBAN de 1.500 € nous avait rapproché de l'équilibre des comptes. Le déficit de la manifestation a été supporté à parts égales entre l'ACA et Charly Delta. Nous espérons que pour cette 4ème édition, la COBAN pourra encore nous apporter sa contribution financière.

Nous vous remercions de l'attention portée à notre courrier.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, nos meilleures salutations.

Bernard ZINS
Président de Charly Delta
06.89.60.65.92

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-95

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ZAC MIOS ENTREPRISES – VENTE DU LOT N°9 NORD COMPROMIS DE VENTE ENTRE LA SAS LESCARRET ET LA SEPA CLAUSE DE SUBSTITUTION DU VENDEUR ENTRE LA SEPA ET LA COBAN

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que la SAS LESCARRET spécialisée dans la mécanique générale, la chaudronnerie, le tournage et le fraisage, souhaite acquérir le lot N° 9 NORD de la ZAC MIOS ENTREPRISES.

Ce lot, d'environ 2 800m² et d'une Surface De Plancher (SDP) de 1 680m², est constitué des parcelles cadastrées section A_3 Numéros 2866p, 2892p, 2879p, 2887p et 3193p situées sur la Commune de MIOS, lieu-dit « LES BOUPEYRES », ZAC dénommée Parc d'Activités Mios Entreprises – ZAC 2.

La SAS LESCARRET, déjà implantée sur la commune de Mios, souhaite créer un bâtiment à usage de chaudronnerie et d'usinage afin de pouvoir travailler dans de meilleures conditions et de développer son activité.

La présente vente porte sur la cession d'un terrain d'environ 2 800m² au prix de 25€ HT le m² soit la somme de soixante-dix-mille euros (70 000 € HT), auquel s'ajoute la TVA sur marge. La superficie réellement vendue résultera du document d'arpentage qui sera établi préalablement à la signature de l'acte. Au cas où cette superficie serait différente de la superficie prévisionnelle mentionnée aux présentes, le prix de vente sera modifié sur la base du prix de 25 € HT / m² appliqué à la superficie réelle du lot vendu. Le montant de la TVA sur marge sera également modifié en conséquence.

Les conditions suspensives de la vente sont les suivantes :

- Obtention d'un permis de construire purgé de tout recours.
- Dépôt d'un dossier complet de permis de construire dans le délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse.
- Obtention d'un financement nécessaire à la réalisation de son programme.
- Dépôt d'un dossier complet de demande de financement auprès de trois établissements bancaires dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la promesse.

Pour rappel, dans le cadre d'une convention de concession d'aménagement passée avec la Commune de MIOS pour l'aménagement du Parc d'Activités MIOS Entreprises – ZAC 2 signée le 14 avril 2014, la SEPA est propriétaire de divers terrains sis à MIOS qu'elle a reçu mission d'aménager et d'équiper, puis de revendre aux utilisateurs.

Par avenant à la concession en date du 15 mars 2017, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) s'est substituée dans les droits et obligations de la Commune de Mios, en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement expire le 23 octobre 2022.

Le délai fixé, d'une part pour la réalisation des conditions suspensives, et d'autre part pour la signature de l'acte authentique, est postérieur au délai de validité actuellement prévu dans la concession d'aménagement conclue entre la COBAN et la SEPA. Aussi, sauf accord formel ultérieur contraire entre la SEPA et la COBAN, il est expressément

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

prévu qu'à la date d'expiration de la concession d'aménagement, soit prévisionnellement le 23 octobre 2022 (ou toute date ultérieure en cas d'avenant de prorogation à la concession), la COBAN sera substituée de plein droit à la SEPA dans tous les droits et obligations résultant pour la SEPA du présent compromis, sans que l'acquéreur ait le droit de s'y opposer.

Le compromis de vente et les pièces afférentes dont le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) seront signés entre les parties. L'acte authentique devra être signé par-devant Maître DURON, notaire à BIGANOS, comme notaire de la société SEPA et de la COBAN pour ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 26-2017 en date du 14 février 2017 portant sur l'avenant de transfert de la concession publique d'aménagement confiée à la SEPA entre la Commune de Mios et la COBAN ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022.

CONSIDERANT le projet de développement de la SAS LESCARRET et l'intérêt pour la COBAN de voir ce projet se concrétiser sur son territoire.

CONSIDERANT la date d'expiration de la concession d'aménagement entre la SEPA et la COBAN au 23 octobre 2022.

CONSIDERANT la clause de substitution du vendeur entre la SEPA et la COBAN présente dans la promesse de vente ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la vente du terrain à la SAS LESCARRET au prix de 25€ HT/m², TVA sur marge en sus ;
- **APPROUVER** la clause de substitution du vendeur entre la SEPA et la COBAN ;
- **APPROUVER** le cahier des Clauses de Cession de Terrains (CCCT) annexé à la présente délibération ;
- **DESIGNER** Maître DURON, notaire à Biganos, comme notaire de la COBAN pour ce dossier ;
- **HABILITER** Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en charge du Développement économique et touristique/Emploi, à signer le CCCT, la promesse de vente, l'acte de vente et les pièces afférentes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la vente du terrain à la SAS LESCARRET au prix de 25€ HT/m², TVA sur marge en sus ;***
- ***APPROUVE la clause de substitution du vendeur entre la SEPA et la COBAN ;***
- ***APPROUVE le cahier des Clauses de Cession de Terrains (CCCT) annexé à la présente délibération ;***
- ***DESIGNE Maître DURON, notaire à Biganos, comme notaire de la COBAN pour ce dossier ;***
- ***HABILITE Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en charge du Développement économique et touristique/Emploi, à signer le CCCT, la promesse de vente, l'acte de vente et les pièces afférentes.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

Parc d'Activités
Mios Entreprises

Cahier des Charges de Cession de Terrains

de location ou concession d'usage à l'intérieur de la zone d'aménagement concerté

LOT 9 Nord – SAS LESCARRET

Identification des parcelles :

Section A_3 N ° 2866p, 2892p , 2879p, 2887p et 3193p

SDP autorisée : 1 680 m²

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GENERALES....4

I – DESIGNATION DES INTERVENANTS ET DEFINITION TERMINOLOGIQUE....4
II – CADRE JURIDIQUE....4
A) Généralités :....4
B) Fondements juridiques des dispositions du C.C.C.T.....5
1) dispositions relevant de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme....5
2) Dispositions relevant des dispositions de l'article L.21.1 et suivants du Code de l'expropriation....5
C) Objet du C.C.C.T.....5
Affectation de la S.D.P.....5
D) Organisation du C.C.C.T.....6
III – DUREE DU C.C.C.T.....6
A) Pour les terrains, volumes, objet de la présente cession, qui ont été acquis par voie d'expropriation....6
B) Pour les terrains, volumes, objet de la présente cession, qui n'ont pas été acquis par voie d'expropriation.7
IV– EXPIRATION OU TRANSFERT DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....7
V – DIVISION DES TERRAINS DE LA Z.A.C. PAR L'AMENAGEUR....7

TITRE I : PRESCRIPTIONS IMPOSEES EN VUE DU RESPECT DE L'UTILITE PUBLIQUE ..8

ARTICLE 1 – CONDITIONS PARTICULIERES.....8
ARTICLE 2 – Objet de la cession.....8
ARTICLE 3 – Délais d'exécution.....8
ARTICLE 4 – Prolongation éventuelle des délais.....9
ARTICLE 5 – sanctions a l'égard du constructeur.....9
ARTICLE 6 – Vente, location, morcellement des droits et bien cédés ou loues.....10
ARTICLE 7 – nullite.....11

TITRE II DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES AU C.C.C.T.....12

CHAPITRE I – OBLIGATIONS DE LA SOCIETE CHARGEE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZONE 12
ARTICLE 8 – ROLE DE L'aménageur.....12
ARTICLE 9 – MESURES DE POLICE, REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION, ENTRETIEN DES VOIES, PLACES ET ESPACES LIBRES PUBLICS.....12
9.1 - Utilisation....12
9.2 - Entretien....12
ARTICLE 10 - BORNAGE.....13
ARTICLE 11 – DESSERTE DES TERRAINS ET VOLUMES CEDES.....13
11.1- Modalités et délais d'exécution des dessertes à réaliser par l'Aménageur....13
11.2- Desserte en réseaux, des terrains cédés....13
11.2.1 Dévoiement préalable des réseaux....13
11.2.2 Assainissement (eaux pluviales et usées)....14
11.2.2 Électricité....14
11.2.3 Éclairage public....15
11.2.4 Eau potable....15
11.2.5 Télécommunications....15
11.3- Desserte en voirie des terrains cédés....15
11.3.1 Ouvrages d'infrastructures....16
11.3.2 Espaces publics....16
CHAPITRE II : OBLIGATION DE L'ACQUEREUR....16
ARTICLE 14 – RESPECT DES DOCUMENTS D'URbANISME APPLICABLES A LA ZONE16
ARTICLE 15 – SERVITUDES.....16
15.1 - Servitudes générales....16
15.2- Servitudes particulières....17
ARTICLE 16 - PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES.....17
16.1. Respect de l'unité architecturale....17
16.1.1 – Soumission préalable du permis de construire....17
16.1.2 – Visite des lieux....18
16.1.3 – Dépôt du permis de construire....18
16.1.4 – Instruction du permis de construire....18

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

16.1.5 – Instruction du permis de construire modificatif 18
16.1.6 – Affichage du permis de construire 18
16.2 PRESCRIPTIONS PAYSAGERES : 18
16.4 Reconstruction totale ou partielle d'un bâtiment ou ouvrage 19
ARTICLE 17 – RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS 19
17-1 Obligation générale de raccordement aux réseaux publics 19
17-2 Composition du dossier VRD 20
17.2.1. Pour les voiries et aménagements du sol 20
17.2.2. Pour l'assainissement 20
17.2.3. Pour l'eau potable 20
17.2.4. Pour l'électricité 20
17.2.5. Pour les télécommunications 20
ARTICLE 18 – TRAVAUX A REALISER PAR L'ACQUEREUR 20
18.1 Définition des travaux incombant à l'Acquéreur 20
18.1.1. L'accès au programme à réaliser 20
18.1.2. Les réseaux Eaux pluviales - Eaux usées 21
18.1.3. Les réseaux concessionnaires 21
18.1.3.1. Pour l'eau potable : 21
18.1.3.2. Pour l'électricité: 21
18.1.3.3. Pour les réseaux de télécommunication : 21
18.2 Conditions d'exécution des travaux incombant à l'Acquéreur 21
18.2.1. Nature du sol 21
18.2.2. Piquetage 22
18.2.3. Locaux techniques des réseaux concédés 22
18.2.4. Locaux ordures ménagères 22
18.2.5. Réception des travaux de l'Acquéreur 22
ARTICLE 19 – ORGANISATION DES CHANTIERS 23
ARTICLE 20 – OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DE DOCUMENTS 23
20.1 Le Dossier de VRD 23
20.2 Planning travaux et coordination des chantiers Amenageur et Acquéreur 23
ARTICLE 21 – CLOTURE 23

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES 24

ARTICLE 23 – REFERE PREVENTIF 24
ARTICLE 24 – MUTATIONS SUCCESSIVES -TRANSMISSION DES DROIT ET OBLIGATIONS DU PRESENT C.C.C.T. 24
ARTICLE 25 – MODIFICATIONS DU CAHIER DES CHARGES 24
25.1 Avant l'acte authentique 24
25.2 Après l'acte authentique 25
ARTICLE 26 – ASSURANCES 25

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

TITRE PRELIMINAIRE

DISPOSITIONS GENERALES

I – DESIGNATION DES INTERVENANTS ET DEFINITION TERMINOLOGIQUE

Par mesure de simplification et pour la clarté du texte :

On désignera le présent cahier des charges de cession, location ou concession d'usage de terrains ou volume immobiliers sis à l'intérieur de la Z.A.C., indifféremment **« C.C.C.T. »** ou **« Cahier des Charges »**.

On désignera sous le vocable **« Acquéreur »**, tout assujetti au présent **C.C.C.T.**, qu'il soit propriétaire, Acquéreur, sous-Acquéreur ou constructeur, cessionnaire, bénéficiaire d'apport, co-partageant, constructeur, locataire, concessionnaire d'usage, ayant droit ou ayant cause, etc.

On désignera indifféremment sous le vocable **« SEM » « Aménageur » « SEPA »**, la Société d'Equipement des Pays de l'Adour (ou de toute personne morale de droit public ou privée qui lui serait substituée pour la réalisation de la zone), aménageur du Parc d'Activités MIOS Entreprises – ZAC 2, en vertu de la convention d'aménagement en date du 14 Avril 2014, conclue en application de l'article L300-4 et L300-5 du Code de l'Urbanisme.

On désignera sous le vocable "**Terrain**", indifféremment les terrains et/ou volumes cédés, loués ou concédés.

Enfin, on désignera indifféremment sous les vocables « **acte de cession »** ou « **cession »**, tout acte transférant la propriété d'un terrain ou bâtiment situé dans le périmètre de la Z.A.C. et objet du présent **C.C.C.T.**, que ce soit une vente, un apport, un partage, une donation etc., ou tout acte conférant la jouissance temporaire de l'un desdits biens, tel que « locations », « baux », « baux à construction », « baux emphytéotiques », « concessions d'usage » etc.

II – CADRE JURIDIQUE

A) GÉNÉRALITÉS :

Le plan local d'urbanisme de la commune de Mios (P.O.S), approuvé par le Conseil municipal, en date du 10 avril 1995, a défini une zone NAY conformément aux orientations du schéma directeur du Bassin d'Arcachon, auquel appartient la commune de Mios. Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), approuvé par le Conseil municipal du 11 février 2019, a repris cette zone NAY en **zone AUY1-ZAC ;**

Cette zone d'aménagement concerté vise, entre autres, à la réalisation :

- d'activités économiques de nature diversifiée :
  pour une surface maximale de 154 140 m² SDP

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

B) FONDEMENTS JURIDIQUES DES DISPOSITIONS DU C.C.C.T.

1) DISPOSITIONS RELEVANT DE L'ARTICLE L.311-6 DU CODE DE L'URBANISME

Conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme, qui dispose :

« Les cessions ou concessions d'usage de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté font l'objet d'un Cahier des Charges qui indique le nombre de mètres carrés de Surface de Plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Le Cahier des Charges peut en outre fixer des prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales pour la durée de la réalisation de la zone ».

L'Aménageur a établi ce Cahier des Charges de Cession, de location ou de concession d'usage des Terrains, volumes et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de ladite Z.A.C.

2) DISPOSITIONS RELEVANT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.21.1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'EXPROPRIATION

En application de l'article L. 21.1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles expropriés en vue d'opérations dans les Zones d'Aménagement Concerté prévues à l'article L 311-1 du Code de l'Urbanisme peuvent être cédés de gré à gré ou concédés temporairement à des personnes de droit privé ou de droit public sous condition que ces personnes utilisent les terrains et/ou volumes cédés aux fins prescrites par le Cahier des Charges incluant les clauses types approuvées par le Décret n° 55-216 du 3 février 1955.

Que les terrains et/ou volumes, objet de la présente cession, aient ou non été acquis par l'aménageur dans le cadre d'une procédure d'expropriation, le présent Cahier des Charges reprend les dispositions de l'article L.21-3 du Code de l'expropriation, ainsi que, en application de l'article L.21-4 du même code, les clauses types du décret susmentionné.

Les clauses susvisées sont opposables à l'**Acquéreur**, et s'appliquent dans toutes leurs dispositions à la présente cession.

C) OBJET DU C.C.C.T.

AFFECTATION DE LA S.D.P.

Le nombre de mètres carrés maximum de Surface de Plancher (S.D.P.) dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée ou louée est défini ci-après:

S.D.P. constructible maximale affectée, en m²	Affectation de la S.D.P.
1 680 m²	Bâtiment à usage de chaudronnerie -usinage

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

Le présent C.C.C.T. a vocation à imposer au constructeur, locataire ou cessionnaire d'usage, un ensemble de droits et obligations en vue de la réalisation d'un programme dans des conditions normales, dans le respect des constructions alentour et le bon aménagement de la zone.

Il sera inséré intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions, qu'il s'agisse soit d'une première cession ou location, soit de cessions ou de locations successives pendant toute sa durée de validité.

La nature et l'occupation des assiettes foncières cédées sont réglées en premier lieu par l'avant contrat de vente (promesse synallagmatique ou unilatérale de vente), et en second lieu, par l'acte authentique de vente.

D) ORGANISATION DU C.C.C.T.

Le présent Cahier des Charges est divisé en quatre titres :

Le **Titre Préliminaire** comprend des dispositions générales relatives au **C.C.C.T.** lui-même telles que : la désignation des intervenants, le fondement juridique du **C.C.C.T.**, son objet, sa durée, et son organisation,

Le **Titre I** comprend des dispositions d'ordre général déterminant les prescriptions imposées aux constructeurs et aux utilisateurs des terrains et/ou volumes pour satisfaire au respect de l'utilité publique ; elles précisent notamment le but de la cession, les conditions générales dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des obligations telles que découlant des clauses types approuvées par le Décret n° 55-216 du 3 février 1955, en application des dispositions de l'article L.21-3 du Code de l'Expropriation.

Le **Titre II** définit les droits et obligations respectifs de l'Aménageur et du constructeur pendant la seule durée de réalisation de la Z.A.C. Il fixe, notamment, les prescriptions techniques et architecturales imposées au constructeur.

Le **Titre III** fixe les dispositions générales du présent cahier des charges de cession.

III – DUREE DU C.C.C.T.

Il convient de distinguer au sein du présent **cahier des charges,** les dispositions qui perdureront à la suppression de la ZAC, et celles qui deviendront caduques selon :

- que les terrains et/ou volumes cédés, loués ou concédés, ont été acquis dans le cadre d'une procédure de déclaration d'utilité publique ou non
- la nature des dispositions.

A) POUR LES TERRAINS, VOLUMES, OBJET DE LA PRÉSENTE CESSION, QUI ONT ÉTÉ ACQUIS PAR VOIE D'EXPROPRIATION.

Les dispositions du Titre I ont pour fondement juridique le code de l'expropriation. Elles sont opposables à l'**Acquéreur** pendant la durée de la réalisation de la zone, et resteront opposables à ce dernier et/ou à ses successeurs, à l'expiration de la Zone d'Aménagement Concerté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

En revanche, les dispositions des titres II et III du présent Cahier des Charges, sont imposées à l'**Acquéreur** pendant toute la durée de la réalisation de la zone, conformément aux dispositions de l'article L. 311-6 du Code de l'Urbanisme. Elles cesseront de lui être opposables, à la suppression de la zone ; exceptées les servitudes légales, conventionnelles etc., grevant le fonds et/ou volume cédé, qui resteront applicables, selon leur nature, indépendamment du présent **cahier des charges.**

B) POUR LES TERRAINS, VOLUMES, OBJET DE LA PRÉSENTE CESSION, QUI N'ONT PAS ÉTÉ ACQUIS PAR VOIE D'EXPROPRIATION.

Les dispositions du présent Cahier des Charges sont opposables à l'**Acquéreur** pendant toute la durée de la réalisation de la zone, excepté les servitudes légales, conventionnelles etc., grevant le fonds et/ou le volume cédé, qui resteront applicables, selon leur nature, indépendamment du présent **cahier des charges**.

IV– EXPIRATION OU TRANSFERT DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

La zone d'aménagement concerté est réalisée par l'Aménageur, en vertu de la concession d'aménagement en date du 14 avril 2014, conclue en application de l'article L. 300-4 et L 300-5, avec la Commune de Mios, cette dernière étant à l'initiative de la création de cette zone d'aménagement concerté.

A l'expiration de cette concession pour quelque raison que ce soit, la commune se substituerait de plein droit à l'Aménageur dans tous les droits et obligations résultant pour celle-ci du présent **cahier des charges,** sans que le constructeur ait le droit de s'y opposer. Il en irait de même en cas de transfert de ladite concession à une autre personne morale de droit public ou privée chargée de l'aménagement.

V – DIVISION DES TERRAINS DE LA Z.A.C. PAR L'AMENAGEUR

Les terrains de la Z.A.C. font l'objet d'une division entre, d'une part, les terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces libres publics ou tout autre domaine public de la collectivité, et, d'autre part, ceux destinés à être cédés ou loués aux constructeurs, publics ou privés.

Cette division sera effectuée par l'Aménageur, en sa qualité de concessionnaire de la Z.A.C., qui procèdera, au fur et à mesure de l'aménagement de cette zone, au détachement des parcelles de terrains et des droits immobiliers qui leur sont affectés.

Cette division ne constitue pas un lotissement et ne sera pas soumise aux formalités du lotissement en vertu des dispositions des articles R442-1 et R442–2 du Code de l'Urbanisme.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

TITRE I : PRESCRIPTIONS IMPOSEES EN VUE DU RESPECT DE L'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 – CONDITIONS PARTICULIERES

Il est d'ores et déjà précisé que si la cession porte sur des terrains acquis par voie d'expropriation, l'acte de cession comportera en vertu de l'article 41 de l'ordonnance N° 58-997 du 23 Octobre 1958, les clauses prévues par le décret N° 55-216 du 3 février 1955. A ce titre, ces clauses type sont insérées dans le présent cahier des charges.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CESSION

La présente cession est consentie à l'ACQUEREUR en vue de la construction dans les conditions définies plus haut du bâtiment à usage décrit ci-dessus (Titre préliminaire, II, C).

Ce bâtiment devra être édifié en conformité des dispositions du permis de construire dont la demande aura été déposée dans le délai de quatre mois à compter de la signature de la promesse de vente.

ARTICLE 3 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le constructeur s'engage à :

1. Commencer sans délai les études pour la construction de la totalité des bâtiments autorisés sur le terrain qui lui est cédé ou loué et à communiquer à l'aménageur son projet au stade de l'esquisse puis de l'APS, voire l'APS modifié, ainsi que le dossier définitif de construction trois semaines au moins avant le dépôt de sa demande de permis de construire ;

Le cas échéant, présenter en même temps à l'approbation de l'aménageur un programme échelonné de réalisation par tranches annuelles.

2. Déposer sa demande de permis de construire dans un délai de quatre mois à dater de la promesse de vente ou de location ;

Sauf stipulation contraire dudit acte, c'est la date de signature de l'acte sous seing privé qui est prise en considération à ce titre.
En cas de réalisation par tranches, la demande de permis de construire afférente à toute tranche autre que la première devra être déposée au plus tard dans les six premiers mois de l'année correspondant à la tranche considérée.

3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte authentique ;

4. Avoir réalisé les constructions dans un délai de 24 mois à compter de la signature de l'acte authentique.

L'exécution de cette obligation sera considérée comme remplie par la présentation à l'aménageur d'une déclaration d'achèvement délivrée par l'architecte du constructeur sous réserve de sa vérification éventuelle par l'architecte de l'aménageur.
Des délais différents pourront être stipulés dans chaque acte de cession ou de location. La SEM pourra de même accorder des dérogations dans des cas exceptionnels et justifiés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

ARTICLE 4 – PROLONGATION ÉVENTUELLE DES DÉLAIS

Le délai d'exécution prévu au présent cahier des charges sera, si son inobservation est due à un cas de force majeure, prolongé d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur aura été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de l'acquéreur.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

ARTICLE 5 – SANCTIONS A L'ÉGARD DU CONSTRUCTEUR

En cas d'inobservation des obligations mises à la charge du constructeur par le présent cahier des charges, l'acte de vente ou de location, et leurs annexes, l'aménageur pourra, selon la nature de l'infraction commise, et à son choix, obtenir des dommages-intérêts et résoudre la vente, le cas échéant cumulativement, dans les conditions suivantes.

5.1 Dommages-intérêts

Si le constructeur n'a pas respecté les délais prévus par l'article 3, l'aménageur le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 10 jours en ce qui concerne les délais du § 1°, 2° et 3° ou dans un délai de 3 mois en ce qui concerne celui du § 4°.
Si, passé ce délai, le constructeur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'aménageur pourra résoudre la vente dans les conditions fixées ci-après à moins qu'elle ne préfère recevoir une indemnité dont le montant est fixé à 1/1000 du prix de cession hors taxes par jour de retard avec maximum de 15/100. (10 %). Lorsque le montant de l'indemnité due pour le retard aura atteint 10 %, l'aménageur pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions prévues ci-après.

5.2 Résolution de la vente

La cession pourra être résolue par décision de l'aménageur, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais fixés à l'article 3 ci-dessus.
La cession pourra également être résolue par décision de l'aménageur, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions du prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du présent CCCT, de l'acte de cession ou de leurs annexes.
Le constructeur aura droit, en contrepartie, à une indemnité de résolution qui sera calculée ainsi qu'il suit :

1. Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou le cas échéant, à la partie du prix effectivement payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'aménageur, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 15 % du prix de cession hors taxes.

Ce prix, en cas d'indexation, sera réputé égal à la somme des versements déjà effectués à la date de la résolution, augmentée d'une somme égale au solde restant dû, après application à ce solde du dernier indice connu 15 jours avant la date de la résolution.

2. Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus est augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée aux terrains par les travaux régulièrement réalisés, sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le coût de la main d'œuvre utilisée.

Le cas échéant, l'indemnité sera diminuée de la moins-value due aux travaux exécutés.
La plus-value, ou la moins-value, sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'aménageur étant l'administration des Domaines, celui du constructeur pouvant, s'il ne pourvoit

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

pas à sa désignation, être désigné d'office par le président du tribunal de grande instance sur la requête de l'aménageur.
En cas de désaccord entre les experts, un tiers arbitre sera désigné par le président du tribunal de grande instance du lieu de l'immeuble à la requête du plus diligent des experts ou des parties.
En cas de réalisation des constructions par tranches, ou en vue de la construction de bâtiments distincts, la résolution de la vente pourra ne porter, au choix de l'aménageur que sur les parties de terrain non utilisées dans les délais fixés.

5.3 Résiliation de l'acte de location

En cas de location, les conditions de la résiliation seront fixées dans l'acte de location et le régime applicable.

5.4 Frais et charges

Tous les frais seront à la charge du constructeur.
Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du constructeur défaillant seront reportés sur l'indemnité de résolution ou de résiliation dans les conditions fixées à l'article L.21-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 – VENTE, LOCATION, MORCELLEMENT DES DROITS ET BIEN CÉDÉS OU LOUES

Toutefois, le constructeur pourra procéder à la cession globale de la propriété des terrains ou à la cession du bail ou, si une partie des constructions a déjà été effectuée, à la vente globale de la partie des terrains non encore utilisés, ou à la cession partielle du bail, à charge pour le bénéficiaire de la cession de réaliser ou d'achever les travaux d'aménagement et de construction. Avant toute cession, le constructeur devra aviser l'aménageur de ses intentions, au moins trois mois à l'avance.

L'aménageur pourra, jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par elle, ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par elle.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 15 %. En cas de vente, à un acquéreur désigné ou agréé par l'aménageur, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement construite, l'aménageur pourra exiger que le prix de vente soit fixé dans les mêmes conditions. En cas de cession de bail, le prix de cession ne pourra être supérieur au montant des loyers déjà versés à l'aménageur.
Le constructeur est cependant autorisé à céder le terrain ou le bail à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur lui-même.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie tant qu'ils n'auront pas reçu l'affectation prévue. Toutefois, le constructeur aura la possibilité de consentir des contrats de crédit-bail immobilier à la condition que les crédit-preneurs aient reçu l'agrément préalable de l'aménageur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 juillet 1965, ni en cas de vente d'immeuble à construire au sens de l'article 1601-1 du code civil.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

En cas de recours à la vente en l'état futur d'achèvement au sens de l'article 1601-3 du code civil par le constructeur, l'aménageur pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par elle, jusqu'à la passation du contrat de VEFA du constructeur avec les sous-acquéreurs et sous réserve que les travaux n'aient pas encore commencé.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs seront tenus par les dispositions du présent article.

Tout morcellement ultérieur sera soumis à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 – NULLITE

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage... etc., qui seraient consentis par le constructeur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions, restrictions, ou obligations stipulées dans le titre 1er du présent cahier des charges seraient nuls et de nul effet conformément aux dispositions de l'article L.21-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte par l'aménageur ou à défaut par le préfet du département, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

TITRE IIDROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIESAU C.C.C.T.

CHAPITRE I – OBLIGATIONS DE LA SOCIETE CHARGEE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZONE

ARTICLE 8 – ROLE DE L'AMÉNAGEUR

L'**Aménageur** exécutera, conformément au Programme des Équipements Publics, le cas échéant modifié, tous les ouvrages de voirie, de réseaux et d'aménagement des espaces publics destinés soit à être incorporés au domaine des collectivités, soit à être remis aux organismes concessionnaires.

ARTICLE 9 – MESURES DE POLICE, REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION, ENTRETIEN DES VOIES, PLACES ET ESPACES LIBRES PUBLICS

9.1 - UTILISATION

Jusqu'à leur ouverture au public, l'**aménageur** pourra, notamment :

Placer à tels endroits qu'il jugera à propos, tous panneaux de signalisation, poteaux indicateurs, candélabres, bornes, postes de transformation, arrêts d'autobus, bancs publics etc., en respectant les dispositions légales,

Interdire ou limiter, au public ou à l'**Acquéreur**, sur tout ou partie de ces terrains, la circulation ou le stationnement des véhicules selon les règles qui lui apparaîtront les plus aptes à une desserte suffisante de la zone.

Ces règles devront tenir compte de la nécessité de permettre l'accès des chantiers ou des bâtiments aux engins et véhicules des entreprises, aux véhicules de déménagement ainsi qu'à tous les véhicules assurant un service public

Dès leur ouverture au public, les pouvoirs de police seront assurés par la personne publique compétente, conformément aux dispositions légales.

9.2 - ENTRETIEN

Jusqu'à leur remise technique à la collectivité, l'entretien des voiries sera assuré par l'**aménageur**.

Dès leur remise à la collectivité publique intéressée, celle-ci en assurera l'entretien.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

Le cas échéant *: Il est en outre précisé que, dans le cadre de la réalisation de son projet, l'**Acquéreur** a une obligation d'entretien des voies ouvertes à la circulation aux abords de son chantier.*
En cas de dégradation constatée par l'Aménageur, l'Acquéreur remboursera à ce dernier le coût de réparation des dégâts causés aux ouvrages de voirie, de réseaux divers et d'aménagement en général.

Dans le cas où l'auteur des dégâts n'aurait pas pu être déterminé, le montant de la réparation sera réparti entre tous les constructeurs ayant des chantiers en cours d'exécution à l'époque où les dégâts auront été constatés, et ce, au prorata du nombre de m² de surface de plancher des programmes alloués à chaque constructeur, tels qu'ils résulteront du permis de construire.

ARTICLE 10 - BORNAGE

Le descriptif du terrain résulte d'un bornage qui sera effectué antérieurement à la vente, aux frais et charge de l'**Aménageur**.

La réception du bornage fera l'objet d'un procès-verbal à signer entre l'**Acquéreur**, l'**Aménageur** et le géomètre qui aura effectué ledit bornage.

L'**Acquéreur** aura la responsabilité de la conservation du bornage réceptionné.

ARTICLE 11 – DESSERTE DES TERRAINS ET VOLUMES CEDES

L'**Aménageur** s'engage à exécuter les dessertes des assiettes foncières cédées, dans les conditions suivantes :

11.1- MODALITÉS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES DESSERTES À RÉALISER PAR L'AMÉNAGEUR

Les limites des prestations dues par **l'Aménageur** sont définies ci-dessous :

11.2- DESSERTE EN RÉSEAUX, DES TERRAINS CÉDÉS

D'une manière générale, **l'Aménageur** amène les réseaux en limite de propriété, aux points et aux niveaux qu'il imposera et qui seront compatibles avec les projets d'aménagement VRD dont il a la charge.

Il est précisé ici que toute prestation complémentaire sollicitée par l'Acquéreur fera l'objet d'une facturation par l'Aménageur sur la base d'un devis préalablement établi et accepté par l'Acquéreur.

11.2.1 Dévoiement préalable des réseaux

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

11.2.2 Assainissement (eaux pluviales et usées)

L'Aménageur réalisera ces réseaux d'assainissement sous la voie publique, jusqu'au regard, en limite de propriété, regards compris.

Il est rappelé que les réseaux sont séparatifs et que les réseaux de collecte des eaux pluviales des toitures sont séparés de ceux des espaces extérieurs. Les points de raccordement EU seront imposés en implantation et en altimétrie.

Le dispositif de collecte des eaux pluviales du parc est réalisé par un système global fondé sur un réseau de noues, mis en place en bordure des voies de circulation et des îlots d'activités et maintenues en emprise publique. Toutes les eaux de ruissellement devront être prétraitées avant rejet dans les noues ; le dispositif de prétraitement sera présenté à l'**Aménageur**. **L'Acquéreur** prendra connaissance auprès de **l'Aménageur** des dispositions à mettre en œuvre pour son raccordement au dispositif de franchissement des noues par les accès, qui sera réalisé par **l'Aménageur**.

Les parcelles situées en bordure d'autoroute (lots 1C5 à 1C15 et lots 22 à 28) et en bordure forestière (lots 6 à 15 et lots 19 et 20) devront infiltrer leurs eaux à la parcelle par le biais de bassin d'infiltration.
L'imperméabilisation maximale est de 70 % sur chaque parcelle, dont le débit doit être de 3l/s.

Pour l'assainissement eaux usées**, l'Aménageur** réalisera les réseaux jusqu'aux regards de branchement en limite d'opérations (regards compris).
L'Acquéreur soumettra à **l'Aménageur** ou au service compétent, le volume des rejets et les plans de ses dispositifs de prétraitement avant dépôt de demande de permis de construire, lequel donnera son accord ou proposera au constructeur les modifications nécessaires. Les dépenses éventuelles dues à la modification des équipements publics de traitement seront à la charge de **l'Acquéreur. L'Acquéreur** devra prendre toutes dispositions, à sa charge, pour récupérer les eaux usées, selon prescriptions du gestionnaire public.
Il est prévu 1 point de raccordement E.U.

11.2.2 Électricité

L'électricité : l'Aménageur aura à sa charge le branchement et le raccordement des câbles au coffret EDF, situé en limite de propriété dans le muret technique conformément à l'annexe 1 ci-après. Un poste transformation pourra être installé par l'**Acquéreur** en cas de besoin de puissance supérieure ; **l'Acquéreur** aura à sa charge la totalité de cette demande.
L'Acquéreur aura à sa charge les frais de branchement.
Le poste transfo devra être mis en place dans le module du muret technique ; il fera l'objet d'un visa de l'Aménageur pour respecter son implantation dans le module défini par l'**Aménageur**.

La réalisation d'un local en vue de l'installation d'un poste de transformation de courant électrique est à la charge de l'**Acquéreur**, conformément aux dispositions de l'article R. 322-19 du Code de l'Urbanisme. Lorsque le local a vocation à desservir plusieurs lots, une convention dite « convention local transfo » est signée entre les propriétaires des différents lots et a pour objet d'organiser les modalités financières de réalisation de ce local.

Au titre des dispositions du décret du 20 mars 1970, l'**Acquéreur** doit mettre à disposition du Distributeur les terrains ou locaux destinés aux postes de transformation de distribution publique d'électricité. L'implantation ou les caractéristiques de ceux-ci doivent être conformes

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

aux spécifications du distributeur, qu'il appartient à l'acquéreur de se faire préciser directement par ces services. Cette mise à disposition donnera lieu à l'établissement de conventions particulières entre l'acquéreur et le distributeur. Dans le cas de mise à disposition d'un local adéquat en immeuble, le distributeur attribue au constructeur une indemnité par m2 hors œuvre, actuellement fixée à 106.71 € ht par m2 conformément au décret du 24 juillet 1980 (indemnité versée uniquement si le poste est intégré à un immeuble). L'acquéreur s'engage, en outre, à consentir au distributeur, exploitant du service public, tous les droits nécessaires à l'équipement et à l'exploitation de ces postes de transformation, notamment celui d'établir et d'entretenir, en amont et en aval de ces ouvrages, toutes canalisations de raccordement au réseau, de faire accéder à tout moment son personnel et celui de ses entreprises aux canalisations et aux locaux en cause et de leur assurer en permanence des dégagements permettant le passage du matériel, y compris des véhicules tels que des camions.

11.2.3 Éclairage public

L'**Aménageur** a la charge de la mise en place de l'éclairage des espaces publics et voiries.

11.2.4 Eau potable

Exécution des branchements : amenée de l'eau potable jusqu'à la bride amont du compteur, non compris le compteur à situer dans le local de comptage situé en limite de propriété, ni les dispositifs de connexion.
En cas de besoin particulier, le gestionnaire public devra en être informé ; en cas d'adaptation sur le réseau, celle-ci sera à la charge de **l'Acquéreur**.

11.2.5 Télécommunications

L'**Aménageur** réalisera les fourreaux enterrés sous les espaces publics et les chambres de tirage sous le domaine public jusqu'en limite de propriété. Il est prévu 1 point de raccordement au réseau public de télécommunications.

11.3- DESSERTE EN VOIRIE DES TERRAINS CÉDÉS

Afin de permettre la desserte de son programme en voirie, l'**Acquéreur** s'engage dès à présent, à respecter pour la réalisation de son projet, les prestations et les cotes des terrains sis à la périphérie de son programme, telles qu'elles ont déjà été fixées par l'Aménageur.

L'étude et la réalisation de ces VRD seront assurées et coordonnées par **l'Aménageur** à ses frais, au vu des éléments fournis par l'**Acquéreur** tel qu'ils sont énumérés à l'article « 17-2 Composition du dossier VRD » des présentes, dans des délais compatibles avec la mise en service de l'immeuble, sauf en ce qui concerne les ouvrages pour lesquels un délai différent est stipulé.

Les équipements publics à réaliser résultent des documents d'urbanisme applicables à la zone d'aménagement concerté et du programme des équipements publics. Ces derniers peuvent être modifiés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, pour les besoins de l'aménagement de ladite zone, il est donc précisé que cette énumération n'est pas exhaustive.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

11.3.1 Ouvrages d'infrastructures

Dans le cadre de l'aménagement de la zone, il est prévu, en périphérie de l'espace cédé, la réalisation des ouvrages d'infrastructure suivants, dans les délais nécessaires pour assurer la desserte des bâtiments au fur et à mesure.

L'Aménageur réalisera la voirie primaire sur une emprise de 25 m environ, comprenant 6 m de chaussée, un cheminement piéton de 2 m, de deux noues de 5 m chacune et de bandes végétalisées, conformément au plan d'aménagement indiqué dans l'annexe 1.

L'Aménageur réalisera la voirie secondaire comprenant une chaussée de 6 m, conformément au plan d'aménagement indiqué dans l'annexe 1.

L'accès au programme à réaliser, y compris le muret technique, conformément à l'annexe 1.

La voie de desserte à la parcelle cédée devra être maintenue en état et entretenue. Une protection et une remise en état de la voie d'accès à la parcelle cédée devront être réalisées par l'**Acquéreu**r, pendant la phase de construction du ou des bâtiments. **Un constat contradictoire sera effectué avant le démarrage des travaux**.

11.3.2 Espaces publics

Aux abords du terrain ou volume cédé, l'**Aménageur** réalisera le traitement des espaces publics jusqu'aux limites du terrain cédé, y compris la bande boisée sur la façade autoroutière, conformément à l'annexe 1.

CHAPITRE II : OBLIGATION DE L'ACQUEREUR

ARTICLE 14 – RESPECT DES DOCUMENTS D'URBANISME APPLICABLES A LA ZONE

L'**Acquéreur** respectera, pour la réalisation de son projet, toutes les prescriptions du **P.L.U.,** ainsi que toutes dispositions de documents d'urbanisme en tenant lieu.

Il ne saurait se prévaloir des règlements d'urbanisme, notamment en ce qui concerne les prospects, les marges d'isolement ou les servitudes de vues pour s'opposer aux constructions prévues par **l'Aménageur** sur les parcelles voisines en conformité avec le **P.L.U.**, ou tout autre document d'urbanisme en tenant lieu.

ARTICLE 15 – SERVITUDES

15.1 - SERVITUDES GÉNÉRALES

L'Acquéreur sera tenu de subir sans indemnité, toutes les servitudes nécessitées par le passage sur son terrain, et éventuellement dans les immeubles bâtis, des canalisations publiques d'eau, électricité, télécommunications, éclairage public, égouts etc, telles qu'elles seront réalisées par l'**Aménageur**, la collectivité, les concessionnaires ou pour leur compte.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

L'Aménageur et ses cessionnaires successifs s'engagent à consentir et à accepter dans les mêmes conditions, les servitudes énoncées au profit de l'**Acquéreur** et de ces cessionnaires.

15.2- SERVITUDES PARTICULIÈRES

Pour la réalisation de son programme, outre les servitudes prévues à la promesse de vente et/ou à l'acte authentique de vente, l'**Acquéreur** sera également tenu de consentir sur sa propriété, les servitudes particulières suivantes : servitudes de vue, servitudes de cours communes ou de prospects nécessaires aux constructions prévues sur les parcelles voisines de celles qu'il a acquises.

Ces servitudes seront connues lors de l'élaboration du projet de construction de l'**Acquéreur** ; elles sont de droit et ne donnent pas lieu à indemnisation.

Pour les parcelles à proximité des citernes incendie enterrées, aucun réseau, ni aménagement autre que des plantations ne pourront être réalisés sur une bande de 4 m autour de la dite citerne.

ARTICLE 16 - PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

16.1. RESPECT DE L'UNITÉ ARCHITECTURALE

L'**Acquéreur** édifiant des bâtiments dans une opération qui vise à la création d'un ensemble architectural uni devra établir son projet en conformité avec le P.L.U. et/ou tout document d'urbanisme en tenant lieu et en liaison étroite avec l'**Aménageur** afin d'aboutir à un projet de qualité visant à bien s'insérer dans le cadre général de la Z.A.C. Les articles ci-après définissent les obligations architecturales de l'**Acquéreur**.

16.1.1 – Soumission préalable du permis de construire

L'**Acquéreur** soumettra à **l'architecte conseil de l'Aménageur** son dossier de demande de permis de construire trois semaines avant son dépôt en Mairie. L'architecte conseil fera connaître à l'**Acquéreur** son avis sur le dossier dans un **délai** de 15 jours. Passé ce délai et faute de réponse, l'avis favorable de ce dernier sera réputé acquis.

Cet avis qui ne saurait, en aucun cas, engager la responsabilité de **l'architecte conseil de l'Aménageur**, sera donné au regard des prescriptions et règles du Plan Local d'Urbanisme, ou de tout autre document en tenant lieu et du présent **Cahier des Charges.**

Afin d'assurer l'unité architecturale de l'ensemble de l'opération, **l'architecte conseil de l'Aménageur** devra donner son avis sur la disposition des constructions prévues par le maître d'œuvre sur le traitement et les couleurs de leurs façades, généralement à toutes dispositions concernant l'aspect des bâtiments, ainsi que sur les aménagements extérieurs. Aussi, est-il vivement recommandé à l'**Acquéreur** et à ses maîtres d'œuvre, de se mettre en rapport avec lui, dès les premières études, et de lui fournir les documents au fur et à mesure de leur réalisation afin de mener à bien leur projet dans les meilleures conditions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

16.1.2 – Visite des lieux

Afin de permettre à l'**Aménageur** de vérifier le respect, par l'**Acquéreur**, des prescriptions architecturales et urbanistiques, ce dernier s'engage à faciliter, sur son terrain, et tout au long du chantier, toutes visites du personnel de l'**Aménageur** ou de personnes mandatées par elle. Cette visite pourra avoir lieu à tout moment, sans que l'**Aménageur** soit tenu de déposer un préavis auprès de l'acquéreur.

16.1.3 – Dépôt du permis de construire

Une fois l'avis délivré, l'**Acquéreur** pourra alors déposer sa demande de permis de construire après avoir, le cas échéant, modifié son dossier pour tenir compte des observations émises par l'**Aménageur**. Il réservera une copie du dossier définitif à ce dernier.

16.1.4 – Instruction du permis de construire

L'**Acquéreur** tiendra informé l'**Aménageur** de l'instruction de sa demande de permis de construire.

16.1.5 – Instruction du permis de construire modificatif

Une procédure identique à celle décrite ci avant, sera mise en œuvre dans l'hypothèse d'un permis de construire modificatif.

16.1.6 – Affichage du permis de construire

L'**Acquéreur** effectuera ou fera effectuer l'affichage du permis de construire (initial ou modificatif) sur le terrain :

- au plus tard dans les cinq jours qui suivent la réception de la notification de son obtention.
- Puis dans les deux mois suivant le premier constat.

16.2 PRESCRIPTIONS PAYSAGERES :

L'**Acquéreur** doit respecter les préconisations paysagères, annexe 1 du présent CCCT.

16.3 ENSEIGNES :

L'**Acquéreur** soumettra sa proposition d'enseigne à l'**Aménageu**r qui émettra son avis avant toute mise en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

16.4 RECONSTRUCTION TOTALE OU PARTIELLE D'UN BÂTIMENT OU OUVRAGE

En cas de destruction totale ou partielle du bâtiment, les modifications de reconstruction seront soumises, par l'Acquéreur, à l'autorisation préalable de l'**Aménageur**.

Au cas où ledit ouvrage viendrait à être détruit pour quelque cause que ce soit, le titulaire des droits de superficie aura la faculté d'en édifier un nouveau dans les limites volumétriques des lots cédés et en respectant les dispositions du présent acte et celles de l'état descriptif de division. Il sera propriétaire de ce nouvel ouvrage. Il en sera de même en cas de nouvelles destructions sans limitation du nombre de reconstructions et de durée.

Dans les rapports entre les propriétaires des lots de l'état descriptif de division ainsi que dans les rapports de leurs ayants-droit successifs, seuls seront pris en considération les éléments concernant l'élévation, le volume et l'aspect extérieur des ouvrages compris dans ces lots sans que l'on ait égard à leur distribution intérieure ou à leur affectation.

Le propriétaire désireux de reconstruire totalement ou partiellement son bâtiment fera son affaire personnelle de toutes autorisations administratives indispensables, de l'acquisition de tous droits immobiliers, ainsi que de l'obtention de toutes servitudes supplémentaires qui lui seraient nécessaires.

ARTICLE 17 – RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS

17-1 OBLIGATION GÉNÉRALE DE RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX PUBLICS

Jusqu'à la remise des ouvrages par **l'Aménageur** à la collectivité intéressée, ou aux sociétés concessionnaires, l'**Acquéreur** devra, suivant le planning des travaux et conformément aux dispositions des plans joints au permis de construire, se brancher à ses frais sur tous branchements, canalisations d'eau, d'électricité, égouts, etc., établis et mis à sa disposition par **l'Aménageur** ou tout autre concessionnaire, conformément aux avants projets généraux approuvés par le service compétent.

L'ouverture de tranchée est interdite dans le domaine public. Les attentes seront mises en place en limite de propriété.
Le cas échéant, si l'**Acquéreur** doit ouvrir des tranchées pour l'exécution de ces branchements dans le domaine public, ce sera exceptionnel et avec autorisation préalable de l'**Aménageur**.
Les branchements, ainsi que les installations intérieures correspondantes, devront respecter les lois et règlements qui leur sont applicables et que l'**Acquéreur** est réputé connaître.

Sur la zone, sont interdites les lignes aériennes de quelque nature que ce soit et tout branchement aérien à l'exception de ceux temporaires rendus nécessaires pour les besoins des chantiers de constructions.

L'**Acquéreur** fera son affaire personnelle de tous contrats et abonnements à passer avec les services publics. L'**Acquéreur** fera son affaire de la remise en état des sols et revêtements à l'identique après l'exécution des travaux, ainsi que, éventuellement, du versement des taxes et des indemnités de branchement à l'égout, susceptibles de lui être réclamées par la collectivité ou le service public.

Après remise des ouvrages par **l'Aménageur**, ceux-ci seront soumis au règlement applicable à chacun des réseaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

17-2 COMPOSITION DU DOSSIER VRD

Le dossier de VRD est constitué par les éléments décrits ci-après :

17.2.1. Pour les voiries et aménagements du sol

Les cotes finies des entrées des bâtiments, des accès et des dalles parkings (confirmation des indications portées sur le dossier de permis de construire), devront être en cohérence avec les projets de VRD établis par l'**Aménageur**. L'**Acquéreur** informera l'**Aménageur** des types de revêtement choisis.

17.2.2. Pour l'assainissement

Les débits d'eaux pluviales et d'eaux usées des bâtiments et espaces extérieurs imperméabilisés afin que soit vérifiée leur compatibilité avec les réseaux réalisés par l'**Aménageur**. En ce qui concerne les rejets d'eaux usées, il sera remis la valeur de l'équivalent/habitant rejeté. Cette information, permettra à l'aménageur de vérifier la compatibilité des rejets en fonction de la capacité définie globalement dans la ZAC.

17.2.3. Pour l'eau potable

Les débits maximum souhaités et nécessaires.

17.2.4. Pour l'électricité

Les puissances maximum souhaitées et nécessaires.

17.2.5. Pour les télécommunications

Les besoins prévus.

ARTICLE 18 – TRAVAUX A REALISER PAR L'ACQUEREUR

Les obligations de l'**Acquéreur** au titre des divers réseaux de desserte des terrains et/ou volumes cédés sont mentionnées ci-après :

18.1 DÉFINITION DES TRAVAUX INCOMBANT À L'ACQUÉREUR

18.1.1. L'ACCÈS AU PROGRAMME À RÉALISER

L'**Acquéreur** devra prolonger l'accès réalisé par l'**Aménageur** et le raccordement aux réseaux divers.

Son projet tiendra compte du projet d'aménagement extérieur qui sera établi par **l'Aménageur** et notamment les niveaux projetés en limite de terrain, le cas échéant, des aires de stationnement ou arrêts de bus.

Même avant leur cession aux collectivités et aux organismes concessionnaires, les voies, places, promenades et aires de stationnement d'usage collectif, pourront être affectées à l'usage public, et l'**Acquéreur** aura sur les terrains d'emprise desdites voies promenades et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

aires de stationnement, les droits de jour, vues et issue comme sur les terrains publics régulièrement classés.

18.1.2. Les réseaux Eaux pluviales - Eaux usées

Il est précisé que l'assainissement est séparatif. Par ailleurs, les eaux pluviales des toitures des constructions sont à séparer des eaux pluviales des espaces extérieurs avec rejet différencié sur les réseaux publics.

Dans le cas où les niveaux de construction seraient à des cotes telles, que l'assainissement ne pourrait se faire gravitairement sur le réseau, les installations de relevage ou toutes autres mesures permettant d'assainir ces locaux, incomberaient exclusivement à l'**Acquéreur**.

L'**Acquéreur** a en charge les réseaux entre sa propriété et les regards de branchements sur les réseaux publics.

Les réseaux seront réalisés conformément au règlement d'assainissement de la Commune.

18.1.3. Les réseaux concessionnaires

Les demandes sont à effectuer auprès des concessionnaires et les abonnements à souscrire auprès d'eux.

18.1.3.1. Pour l'eau potable :

L'installation éventuelle de surpresseurs ou limiteurs de pression incombe à l'**Acquéreur**. Il prend en charge le réseau à partir du compteur (compris).

18.1.3.2. Pour l'électricité:

L'**Acquéreur** prend en charge le réseau à partir des branchements prévus à l'article dénommé : « 11.2.2 Électricité»

18.1.3.3. Pour les réseaux de télécommunication :

L'**Acquéreur** prend à sa charge le réseau à partir de la limite de propriété. Des fourreaux seront à prévoir en sortie d'immeuble (cf. article dénommé : « 11-2-5 Télécommunications »).

L'**Acquéreur** devra prévoir les passages à l'intérieur des bâtiments pour en permettre le raccordement au réseau câblé. (cf. article dénommé : « 11-2-5 Télécommunications »)

18.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX INCOMBANT À L'ACQUÉREUR

18.2.1. Nature du sol

L'**Acquéreur** fait son affaire personnelle de la reconnaissance des lieux, sol et sous-sol. Sa responsabilité sera, en la matière, pleine et entière, notamment en ce qui concerne les sondages à exécuter, les fondations à prévoir, et d'une manière générale, la bonne tenue de ses bâtiments et ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

Il appartient à l'**Acquéreur** d'exécuter les fouilles des bâtiments de son programme, ainsi que, le cas échéant, les remblais nécessaires en périphérie de ses ouvrages et d'évacuer à la décharge les terres excédentaires et les gravois.

L'Acquéreur aura à sa charge le dessouchage de sa parcelle, si nécessaire.

18.2.2. Piquetage

L'**Acquéreur** aura à sa charge l'implantation de ses constructions à partir du bornage extérieur fourni par **l'Aménageur**. Ce piquetage sera réalisé par un géomètre expert agréé par **l'Aménageur**, au frais et charge de l'**Acquéreur.** Il aura aussi la responsabilité de la conservation du bornage et de sa protection pendant les travaux.

18.2.3. Locaux techniques des réseaux concédés

La réalisation des locaux techniques nécessaires aux besoins de son opération incombe à l'**Acquéreur** : poste de transformation EDF, sous-station secondaire de chauffage urbain, locaux de livraison pour l'eau et les Télécom, etc. Ces locaux techniques seront intégrés au muret technique.

Les dimensions, implantation et agencement de ces locaux seront réalisés en liaison avec **l'Aménageur**, assisté du Maîtres d'Oeuvre et de l'architecte conseil.

Par ailleurs, tous les projets d'installations techniques particulières (antennes paraboliques, antennes radios, tours de refroidissement, réservoirs, bâches, ouvrages spécifiques liés à l'activité de l'entreprise) devront être soumis à l'agrément préalable de **l'Aménageur** et de son urbaniste conseil, dans la mesure où ils sont une incidence sur l'aspect extérieur des constructions. Le refus de l'**Aménageur** ne pourra néanmoins se fonder sur le seul motif esthétique.

18.2.4. Locaux ordures ménagères

L'**Acquéreur** réalisera, à ses frais, les équipements nécessaires à la réception, au stockage et à la présentation des ordures ménagères à la collecte publique, conformément à l'annexe 1.

18.2.5. Réception des travaux de l'Acquéreur

Le contrôle de l'implantation des constructions sera fait par un géomètre expert aux frais et charges de l'**Acquéreur**.

Si l'implantation du bâtiment excède les limites de propriété du terrain cédé, c'est-à-dire les limites déterminées par le bornage qui sera effectué préalablement à la vente par **l'Aménageur**, l'**Acquéreur** supportera toutes les conséquences juridiques et financières découlant de cette mauvaise implantation, et s'oblige, par ailleurs, à régulariser sans délai cette situation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

ARTICLE 19 – ORGANISATION DES CHANTIERS

Chaque constructeur devra veiller à ce que son chantier ne nuise pas au déroulement des autres chantiers sur la ZAC.

ARTICLE 20 – OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DE DOCUMENTS

20.1 LE DOSSIER DE VRD

Ce dossier sera transmis, par l'**Acquéreur**, à **l'Aménageur** à l'obtention du permis de construire.

20.2 PLANNING TRAVAUX ET COORDINATION DES CHANTIERS AMENAGEUR ET ACQUÉREUR

L'**Acquéreur** fournira 1 mois au plus tard après l'ouverture de ses chantiers, un échéancier "grande maille" d'exécution de ses travaux faisant apparaître, en particulier, les dates :

- Des raccordements et des branchements demandés,
- De la libération des sols extérieurs à son terrain, éventuellement mis à disposition par **l'Aménageur**, et nécessaires notamment au passage des réseaux de **l'Aménageur**,
- De l'exécution des travaux extérieurs sur son terrain et des clôtures permettant l'aménagement des espaces publics riverains.
-

ARTICLE 21 – CLOTURE

Tout cessionnaire ou locataire d'une parcelle contiguë à des lots non encore cédés par l'**Aménageur** ne peut, en aucun cas, réclamer à celle-ci, la moitié du coût d'établissement de la clôture.

En revanche, tout constructeur sur une parcelle bénéficiant d'une clôture mitoyenne déjà existante a l'obligation de rembourser au constructeur voisin qui aura supporté les frais d'établissement de cette clôture, la moitié de la dépense engagée, dans les conditions de droit commun en matière de mitoyenneté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23 – REFERE PREVENTIF

S'il le souhaite, l'**Acquéreur** aura la possibilité d'initier un référé préventif. Dans ce cas, l'expertise portera notamment sur les missions suivantes :

- Visiter l'opération de l'**Acquéreur**,
- Dresser tous états descriptifs et qualitatifs desdits immeubles ;
- Fournir, d'une façon générale, tous éléments techniques ou de fait, permettant à la juridiction du fond éventuellement saisie, de se prononcer sur les responsabilités encourues et les préjudices subis.

Dans le cadre de ce référé, l'**Acquéreur** et **l'Aménageur** s'obligeront à participer à tout rendez-vous d'expertise organisé par l'Expert judiciaire, à y convoquer leurs propres cocontractants, et, si le besoin s'en fait sentir, à les appeler à la procédure.

ARTICLE 24 – MUTATIONS SUCCESSIVES -TRANSMISSION DES DROIT ET OBLIGATIONS DU PRESENT C.C.C.T.

Préalablement ou postérieurement à la signature de l'acte authentique, de location ou concession d'usage, le présent Cahier des Charges sera obligatoirement annexé à tous les actes de mutations successives pouvant intervenir de quelque manière que ce soit (cession, division, échange, fusion, succession etc., de telle manière qu'à toute époque, tout sous-**Acquéreur** ou utilisateur d'un bien immobilier situé dans la zone d'application dudit **C.C.C.T.** soit informé de son existence, et en soit tenu d'en respecter les clauses. Dans le cas des contrats de locations signés par l'**Acquéreur** ou par son investisseur, mention express du présent Cahier des Charges de Cession de Terrains sera faite dans tous les contrats de location qui seront conclus, ainsi que du respect des dispositions du **C.C.C.T.** et de ses **annexes**.

Lorsque le présent **C.C.C.T.** a vocation à régir une location de terrains ou une concession d'usage, il sera annexé obligatoirement au contrat le présent Cahier des Charges de Cession de Terrains.

C'est à l'**Acquéreur** qu'il incombe de transmettre tous les documents nécessaires au respect de cette obligation de communication.

ARTICLE 25 – MODIFICATIONS DU CAHIER DES CHARGES

25.1 AVANT L'ACTE AUTHENTIQUE

Jusqu'à la réitération par acte authentique, de la vente, **l'Aménageur** se réserve la faculté d'apporter au présent Cahier des Charges, les modifications ou ajustements de détail nécessaires à la réalisation du programme général de l'aménagement de la Z.A.C. dans les conditions suivantes :

Ces modifications seront transmises à l'**Acquéreur** pour avis, qui ne pourra les refuser dès lors qu'elles ne remettent pas en cause les éléments déjà arrêtés dans le cadre de l'avant contrat de vente, ou l'acte de vente. L'**Acquéreur** ne pourra pas, non plus, les opposer à **l'Aménageur**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR

pour faire échouer la vente, ou, le cas échéant, faire échouer la réalisation d'une des clauses suspensives de la promesse de vente signée.
Si, en revanche, la modification transmise est de nature à porter atteinte à l'un des droits déjà arrêtés dans l'avant contrat de vente, cette dernière devra être préalablement soumise pour accord à l'**Acquéreur**.

25.2 APRÈS L'ACTE AUTHENTIQUE

Postérieurement à cette réitération et jusqu'à l'expiration de la concession d'aménagement, **l'Aménageur** se réserve la faculté d'apporter au présent Cahier des Charges, les modifications ou ajustements de détail nécessaires à la réalisation du programme général de l'aménagement de la Z.A.C. dans les conditions suivantes :

Si les modifications ou ajustements ne portent pas atteinte aux droits déjà acquis par l'**Acquéreur**, ils seront transmis pour avis à l'**Acquéreur** et feront l'objet d'un avenant au présent Cahier des Charges.

Si, en revanche, ces modifications ou ajustements sont de nature à remettre en cause un ou plusieurs droits déjà acquis par l'**Acquéreur**, ils devront être préalablement soumis pour accord à l'**Acquéreur**.

En cas d'accord de l'**Acquéreur**, ces modifications ou ajustements feront l'objet d'un avenant au présent Cahier des Charges.

ARTICLE 26 – ASSURANCES

L'**Acquéreur** devra faire assurer sa responsabilité civile de constructeur non réalisateur, de propriétaire et d'exploitant auprès d'une compagnie notoirement solvable.

L'**Acquéreur** devra, en cas de mutation, imposer à ses **Acquéreurs** et ayants droit successifs, l'obligation de s'assurer dans les mêmes conditions

Approuvé par le Vice Président de la COBAN
en charge du développement économique

Andernos-Les-Bains, le

Manuel MARTINEZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_95_DEL-AR



ZAC Mios extension

Plan des lots 9 Sud et 9 Nord, avant bornage

Lot 9 Sud : 1 900 m² environ

Lot 9 Nord : 2800 m² environ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-96

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ZAC DE MIOS ENTREPRISES – VENTE DU MOT N° 9 SUD COMPROMIS DE VENTE ENTRE L'ATELIER DU MENUISIER ET LA SEPA CLAUSE DE SUBSTITUTION DU VENDEUR ENTRE LA SEPA ET LA COABAN

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que l'Atelier du Menuiser représenté par ses dirigeants Madame Laura Joslet et Monsieur Julien Bertrand, souhaite acquérir le lot N° 9 SUD de la ZAC MIOS ENTREPRISES.

Ce lot, d'environ 1 900m² et d'une Surface de Plancher (SDP) de 1 100m², est constitué des parcelles cadastrées section A_3 Numéros 2866p, 2873p, 2879p, 2887 et 3193p situées sur la Commune de MIOS, lieu-dit « LES BOUPEYRES », ZAC dénommée Parc d'Activités Mios Entreprises – ZAC 2.

L'atelier du Menuisier déjà implanté sur la commune de Mios souhaite créer un bâtiment à usage d'atelier de menuiserie afin de pouvoir travailler dans de meilleures conditions et de développer son activité.

La présente vente porte sur la cession d'un terrain d'environ 1 900m² au prix de 25€ HT le m² soit la somme de quarante-sept-mille-cinq-cents euros (47 500 € HT), auquel s'ajoute la TVA sur marge. La superficie réellement vendue résultera du document d'arpentage qui sera établi préalablement à la signature de l'acte. Au cas où cette superficie serait différente de la superficie prévisionnelle mentionnée aux présentes, le prix de vente sera modifié sur la base du prix de 25 € HT/m² appliqué à la superficie réelle du lot vendu. Le montant de la TVA sur marge sera également modifié en conséquence.

Les conditions suspensives de la vente sont les suivantes :

- Obtention d'un permis de construire purgé de tout recours
- Dépôt d'un dossier complet de permis de construire dans le délai de 2 mois à compter de la signature de la promesse.
- Obtention d'un financement nécessaire à la réalisation de son programme
- Dépôt d'un dossier complet de demande de financement auprès de trois établissements bancaires dans un délai de 3 mois à compter de la signature de la promesse.

Pour rappel, dans le cadre d'une convention de concession d'aménagement passée avec la Commune de MIOS pour l'aménagement du Parc d'Activités MIOS Entreprises – ZAC 2 signée le 14 avril 2014, la SEPA est propriétaire de divers terrains sis à MIOS qu'elle a reçu mission d'aménager et d'équiper, puis de revendre aux utilisateurs.

Par avenant à la concession en date du 15 mars 2017, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord (COBAN) s'est substituée dans les droits et obligations de la Commune de Mios, en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement expire le 23 octobre 2022.

Le délai fixé, d'une part pour la réalisation des conditions suspensives, et d'autre part pour la signature de l'acte authentique, est postérieur au délai de validité actuellement prévu dans la concession d'aménagement conclue entre la COBAN et la SEPA. Aussi, sauf accord formel ultérieur contraire entre la SEPA et la COBAN, il est expressément

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

prévu qu'à la date d'expiration de la concession d'aménagement, soit prévisionnellement le 23 octobre 2022 (ou toute date ultérieure en cas d'avenant de prorogation à la concession), la COBAN sera substituée de plein droit à la SEPA dans tous les droits et obligations résultant pour la SEPA du présent compromis, sans que l'acquéreur ait le droit de s'y opposer.

Le compromis de vente et les pièces afférentes dont le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) seront signés entre les parties. L'acte authentique devra être signé par-devant Maître DURON, notaire à BIGANOS, comme notaire de la société SEPA et de la COBAN pour ce dossier.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 26-2017 en date du 14 février 2017 portant sur l'avenant de transfert de la concession publique d'aménagement confiée à la SEPA entre la Commune de Mios et la COBAN ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022.

CONSIDERANT le projet de développement de la société l'Atelier du Menuisier et l'intérêt pour la COBAN de voir ce projet se concrétiser sur son territoire.

CONSIDERANT la date d'expiration de la concession d'aménagement entre la SEPA et la COBAN au 23 octobre 2022.

CONSIDERANT la clause de substitution du vendeur entre la SEPA et la COBAN présente dans la promesse de vente ;

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** la vente du terrain à la société l'Atelier du Menuisier au prix de 25€ HT/m², TVA sur marge en sus ;
- **APPROUVER** la clause de substitution du vendeur entre la SEPA et la COBAN ;
- **APPROUVER** le cahier des Clauses de Cession de Terrains (CCCT) annexé à la présente délibération ;
- **DESIGNER** Maître DURON, notaire à Biganos, comme notaire de la COBAN pour ce dossier ;
- **HABILITER** Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en charge du Développement économique et touristique/Emploi, à signer le CCCT, la promesse de vente, l'acte de vente et les pièces afférentes.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE la vente du terrain à la société l'Atelier du Menuisier au prix de 25€ HT/m², TVA sur marge en sus ;***
- ***APPROUVE la clause de substitution du vendeur entre la SEPA et la COBAN ;***
- ***APPROUVE le cahier des Clauses de Cession de Terrains (CCCT) annexé à la présente délibération ;***
- ***DESIGNE Maître DURON, notaire à Biganos, comme notaire de la COBAN pour ce dossier ;***
- ***HABILITE Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en charge du Développement économique et touristique/Emploi, à signer le CCCT, la promesse de vente, l'acte de vente et les pièces afférentes.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

Parc d'Activités
Mios Entreprises

Cahier des Charges de Cession de Terrains

de location ou concession d'usage à l'intérieur de la zone d'aménagement concerté

LOT 9 Sud – JOSLET

Identification des parcelles :

section A_3 N ° 2866p, 2873p, 2879p,2887 et 3193p

SDP autorisée : 1 100 m²

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

SOMMAIRE

DISPOSITIONS GENERALES....4

I – DESIGNATION DES INTERVENANTS ET DEFINITION TERMINOLOGIQUE....4
II – CADRE JURIDIQUE....4
A) Généralités :....4
B) Fondements juridiques des dispositions du C.C.C.T.....5
1) dispositions relevant de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme....5
2) Dispositions relevant des dispositions de l'article L.21.1 et suivants du Code de l'expropriation....5
C) Objet du C.C.C.T.....5
Affectation de la S.D.P.....5
D) Organisation du C.C.C.T.....6
III – DUREE DU C.C.C.T.....6
A) Pour les terrains, volumes, objet de la présente cession, qui ont été acquis par voie d'expropriation....7
B) Pour les terrains, volumes, objet de la présente cession, qui n'ont pas été acquis par voie d'expropriation.7
IV– EXPIRATION OU TRANSFERT DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT....7
V – DIVISION DES TERRAINS DE LA Z.A.C. PAR L'AMENAGEUR....7

TITRE I : PRESCRIPTIONS IMPOSEES EN VUE DU RESPECT DE L'UTILITE PUBLIQUE ..8

ARTICLE 1 – CONDITIONS PARTICULIERES.....8
ARTICLE 2 – Objet de la cession.....8
ARTICLE 3 – Délais d'exécution.....8
ARTICLE 4 – Prolongation éventuelle des délais.....9
ARTICLE 5 – sanctions a l'égard du constructeur.....9
ARTICLE 6 – Vente, location, morcellement des droits et bien cédés ou loues.....10
ARTICLE 7 – nullite.....11

TITRE II DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES AU C.C.C.T.....12

CHAPITRE I – OBLIGATIONS DE LA SOCIETE CHARGEE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZONE 12
ARTICLE 8 – ROLE DE L'aménageur.....12
ARTICLE 9 – MESURES DE POLICE, REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION, ENTRETIEN DES VOIES, PLACES ET ESPACES LIBRES PUBLICS.....12
9.1 - Utilisation....12
9.2 - Entretien....12
ARTICLE 10 - BORNAGE.....13
ARTICLE 11 – DESSERTE DES TERRAINS ET VOLUMES CEDES.....13
11.1- Modalités et délais d'exécution des dessertes à réaliser par l'Aménageur....13
11.2- Desserte en réseaux, des terrains cédés....13
11.2.1 Dévoiement préalable des réseaux....13
11.2.2 Assainissement (eaux pluviales et usées)....14
11.2.2 Électricité....14
11.2.3 Éclairage public....15
11.2.4 Eau potable....15
11.2.5 Télécommunications....15
11.3- Desserte en voirie des terrains cédés....15
11.3.1 Ouvrages d'infrastructures....16
11.3.2 Espaces publics....16
CHAPITRE II : OBLIGATION DE L'ACQUEREUR....16
ARTICLE 14 – RESPECT DES DOCUMENTS D'URbANISME APPLICABLES A LA ZONE16
ARTICLE 15 – SERVITUDES.....17
15.1 - Servitudes générales....17
15.2- Servitudes particulières....17
ARTICLE 16 - PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES.....17
16.1. Respect de l'unité architecturale....17
16.1.1 – Soumission préalable du permis de construire....17
16.1.2 – Visite des lieux....18
16.1.3 – Dépôt du permis de construire....18
16.1.4 – Instruction du permis de construire....18

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

16.1.5 – Instruction du permis de construire modificatif 18
16.1.6 – Affichage du permis de construire 18
16.2 PRESCRIPTIONS PAYSAGERES : 18
16.4 Reconstruction totale ou partielle d'un bâtiment ou ouvrage 19
ARTICLE 17 – RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS 19
17-1 Obligation générale de raccordement aux réseaux publics 19
17-2 Composition du dossier VRD 20
17.2.1. Pour les voiries et aménagements du sol 20
17.2.2. Pour l'assainissement 20
17.2.3. Pour l'eau potable 20
17.2.4. Pour l'électricité 20
17.2.5. Pour les télécommunications 20
ARTICLE 18 – TRAVAUX A REALISER PAR L'ACQUEREUR 20
18.1 Définition des travaux incombant à l'Acquéreur 21
18.1.1. L'accès au programme à réaliser 21
18.1.2. Les réseaux Eaux pluviales - Eaux usées 21
18.1.3. Les réseaux concessionnaires 21
18.1.3.1. Pour l'eau potable : 21
18.1.3.2. Pour l'électricité: 21
18.1.3.3. Pour les réseaux de télécommunication : 22
18.2 Conditions d'exécution des travaux incombant à l'Acquéreur 22
18.2.1. Nature du sol 22
18.2.2. Piquetage 22
18.2.3. Locaux techniques des réseaux concédés 22
18.2.4. Locaux ordures ménagères 23
18.2.5. Réception des travaux de l'Acquéreur 23
ARTICLE 19 – ORGANISATION DES CHANTIERS 23
ARTICLE 20 – OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DE DOCUMENTS 23
20.1 Le Dossier de VRD 23
20.2 Planning travaux et coordination des chantiers Amenageur et Acquéreur 23
ARTICLE 21 – CLOTURE 23

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES 24

ARTICLE 23 – REFERE PREVENTIF 24
ARTICLE 24 – MUTATIONS SUCCESSIVES -TRANSMISSION DES DROIT ET OBLIGATIONS DU PRESENT C.C.C.T. 24
ARTICLE 25 – MODIFICATIONS DU CAHIER DES CHARGES 25
25.1 Avant l'acte authentique 25
25.2 Après l'acte authentique 25
ARTICLE 26 – ASSURANCES 25

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

TITRE PRELIMINAIRE

DISPOSITIONS GENERALES

I – DESIGNATION DES INTERVENANTS ET DEFINITION TERMINOLOGIQUE

Par mesure de simplification et pour la clarté du texte :

On désignera le présent cahier des charges de cession, location ou concession d'usage de terrains ou volume immobiliers sis à l'intérieur de la Z.A.C., indifféremment **« C.C.C.T. »** ou **« Cahier des Charges »**.

On désignera sous le vocable **« Acquéreur »**, tout assujetti au présent **C.C.C.T.**, qu'il soit propriétaire, Acquéreur, sous-Acquéreur ou constructeur, cessionnaire, bénéficiaire d'apport, co-partageant, constructeur, locataire, concessionnaire d'usage, ayant droit ou ayant cause, etc.

On désignera indifféremment sous le vocable **« SEM » « Aménageur » « SEPA »**, la Société d'Equipement des Pays de l'Adour (ou de toute personne morale de droit public ou privée qui lui serait substituée pour la réalisation de la zone), aménageur du Parc d'Activités MIOS Entreprises – ZAC 2, en vertu de la convention d'aménagement en date du 14 Avril 2014, conclue en application de l'article L300-4 et L300-5 du Code de l'Urbanisme.

On désignera sous le vocable "**Terrain**", indifféremment les terrains et/ou volumes cédés, loués ou concédés.

Enfin, on désignera indifféremment sous les vocables « **acte de cession »** ou « **cession »**, tout acte transférant la propriété d'un terrain ou bâtiment situé dans le périmètre de la Z.A.C. et objet du présent **C.C.C.T.**, que ce soit une vente, un apport, un partage, une donation etc., ou tout acte conférant la jouissance temporaire de l'un desdits biens, tel que « locations », « baux », « baux à construction », « baux emphytéotiques », « concessions d'usage » etc.

II – CADRE JURIDIQUE

A) GÉNÉRALITÉS :

Le plan local d'urbanisme de la commune de Mios (P.O.S), approuvé par le Conseil municipal, en date du 10 avril 1995, a défini une zone NAY conformément aux orientations du schéma directeur du Bassin d'Arcachon, auquel appartient la commune de Mios. Le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U), approuvé par le Conseil municipal du 11 février 2019, a repris cette zone NAY en zone AUY1-ZAC ;

Cette zone d'aménagement concerté vise, entre autres, à la réalisation :

- d'activités économiques de nature diversifiée :
  pour une surface maximale de 154 140 m² SDP

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

B) FONDEMENTS JURIDIQUES DES DISPOSITIONS DU C.C.C.T.

1) DISPOSITIONS RELEVANT DE L'ARTICLE L.311-6 DU CODE DE L'URBANISME

Conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme, qui dispose :

« Les cessions ou concessions d'usage de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté font l'objet d'un Cahier des Charges qui indique le nombre de mètres carrés de Surface de Plancher dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée. Le Cahier des Charges peut en outre fixer des prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales pour la durée de la réalisation de la zone ».

L'Aménageur a établi ce Cahier des Charges de Cession, de location ou de concession d'usage des Terrains, volumes et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de ladite Z.A.C.

2) DISPOSITIONS RELEVANT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.21.1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'EXPROPRIATION

En application de l'article L. 21.1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, les immeubles expropriés en vue d'opérations dans les Zones d'Aménagement Concerté prévues à l'article L 311-1 du Code de l'Urbanisme peuvent être cédés de gré à gré ou concédés temporairement à des personnes de droit privé ou de droit public sous condition que ces personnes utilisent les terrains et/ou volumes cédés aux fins prescrites par le Cahier des Charges incluant les clauses types approuvées par le Décret n° 55-216 du 3 février 1955.

Que les terrains et/ou volumes, objet de la présente cession, aient ou non été acquis par l'aménageur dans le cadre d'une procédure d'expropriation, le présent Cahier des Charges reprend les dispositions de l'article L.21-3 du Code de l'expropriation, ainsi que, en application de l'article L.21-4 du même code, les clauses types du décret susmentionné.

Les clauses susvisées sont opposables à l'**Acquéreur**, et s'appliquent dans toutes leurs dispositions à la présente cession.

C) OBJET DU C.C.C.T.

AFFECTATION DE LA S.D.P.

Le nombre de mètres carrés maximum de Surface de Plancher (S.D.P.) dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée ou louée est défini ci-après:

S.D.P. constructible maximale affectée, en m²	Affectation de la S.D.P.
1 100 m²	Bâtiment à usage d'atelier de menuiserie

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

Le présent C.C.C.T. a vocation à imposer au constructeur, locataire ou cessionnaire d'usage, un ensemble de droits et obligations en vue de la réalisation d'un programme dans des conditions normales, dans le respect des constructions alentour et le bon aménagement de la zone.

Il sera inséré intégralement par les soins du notaire ou de la partie la plus diligente dans tout acte translatif de propriété ou locatif des terrains ou des constructions, qu'il s'agisse soit d'une première cession ou location, soit de cessions ou de locations successives pendant toute sa durée de validité.

La nature et l'occupation des assiettes foncières cédées sont réglées en premier lieu par l'avant contrat de vente (promesse synallagmatique ou unilatérale de vente), et en second lieu, par l'acte authentique de vente.

D) ORGANISATION DU C.C.C.T.

Le présent Cahier des Charges est divisé en quatre titres :

Le **Titre Préliminaire** comprend des dispositions générales relatives au **C.C.C.T.** lui-même telles que : la désignation des intervenants, le fondement juridique du **C.C.C.T.**, son objet, sa durée, et son organisation,

Le **Titre I** comprend des dispositions d'ordre général déterminant les prescriptions imposées aux constructeurs et aux utilisateurs des terrains et/ou volumes pour satisfaire au respect de l'utilité publique ; elles précisent notamment le but de la cession, les conditions générales dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des obligations telles que découlant des clauses types approuvées par le Décret n° 55-216 du 3 février 1955, en application des dispositions de l'article L.21-3 du Code de l'Expropriation.

Le **Titre II** définit les droits et obligations respectifs de l'Aménageur et du constructeur pendant la seule durée de réalisation de la Z.A.C. Il fixe, notamment, les prescriptions techniques et architecturales imposées au constructeur.

Le **Titre III** fixe les dispositions générales du présent cahier des charges de cession.

III – DUREE DU C.C.C.T.

Il convient de distinguer au sein du présent **cahier des charges,** les dispositions qui perdureront à la suppression de la ZAC, et celles qui deviendront caduques selon :

- que les terrains et/ou volumes cédés, loués ou concédés, ont été acquis dans le cadre d'une procédure de déclaration d'utilité publique ou non
- la nature des dispositions.

A) POUR LES TERRAINS, VOLUMES, OBJET DE LA PRÉSENTE CESSION, QUI ONT ÉTÉ ACQUIS PAR VOIE D'EXPROPRIATION.

Les dispositions du Titre I ont pour fondement juridique le code de l'expropriation. Elles sont opposables à l'**Acquéreur** pendant la durée de la réalisation de la zone, et resteront opposables à ce dernier et/ou à ses successeurs, à l'expiration de la Zone d'Aménagement Concerté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

En revanche, les dispositions des titres II et III du présent Cahier des Charges, sont imposées à l'**Acquéreur** pendant toute la durée de la réalisation de la zone, conformément aux dispositions de l'article L. 311-6 du Code de l'Urbanisme. Elles cesseront de lui être opposables, à la suppression de la zone ; exceptées les servitudes légales, conventionnelles etc., grevant le fonds et/ou volume cédé, qui resteront applicables, selon leur nature, indépendamment du présent **cahier des charges.**

B) POUR LES TERRAINS, VOLUMES, OBJET DE LA PRÉSENTE CESSION, QUI N'ONT PAS ÉTÉ ACQUIS PAR VOIE D'EXPROPRIATION.

Les dispositions du présent Cahier des Charges sont opposables à l'**Acquéreur** pendant toute la durée de la réalisation de la zone, excepté les servitudes légales, conventionnelles etc., grevant le fonds et/ou le volume cédé, qui resteront applicables, selon leur nature, indépendamment du présent **cahier des charges**.

IV– EXPIRATION OU TRANSFERT DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT

La zone d'aménagement concerté est réalisée par l'Aménageur, en vertu de la concession d'aménagement en date du 14 avril 2014, conclue en application de l'article L. 300-4 et L 300-5, avec la Commune de Mios, cette dernière étant à l'initiative de la création de cette zone d'aménagement concerté.

A l'expiration de cette concession pour quelque raison que ce soit, la commune se substituerait de plein droit à l'Aménageur dans tous les droits et obligations résultant pour celle-ci du présent **cahier des charges,** sans que le constructeur ait le droit de s'y opposer. Il en irait de même en cas de transfert de ladite concession à une autre personne morale de droit public ou privée chargée de l'aménagement.

V – DIVISION DES TERRAINS DE LA Z.A.C. PAR L'AMENAGEUR

Les terrains de la Z.A.C. font l'objet d'une division entre, d'une part, les terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces libres publics ou tout autre domaine public de la collectivité, et, d'autre part, ceux destinés à être cédés ou loués aux constructeurs, publics ou privés.

Cette division sera effectuée par l'Aménageur, en sa qualité de concessionnaire de la Z.A.C., qui procèdera, au fur et à mesure de l'aménagement de cette zone, au détachement des parcelles de terrains et des droits immobiliers qui leur sont affectés.

Cette division ne constitue pas un lotissement et ne sera pas soumise aux formalités du lotissement en vertu des dispositions des articles R442-1 et R442–2 du Code de l'Urbanisme.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

TITRE I : PRESCRIPTIONS IMPOSEES EN VUE DU RESPECT DE L'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1 – CONDITIONS PARTICULIERES

Il est d'ores et déjà précisé que si la cession porte sur des terrains acquis par voie d'expropriation, l'acte de cession comportera en vertu de l'article 41 de l'ordonnance N° 58-997 du 23 Octobre 1958, les clauses prévues par le décret N° 55-216 du 3 février 1955. A ce titre, ces clauses type sont insérées dans le présent cahier des charges.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CESSION

La présente cession est consentie à l'ACQUEREUR en vue de la construction dans les conditions définies plus haut du bâtiment à usage décrit ci-dessus (Titre préliminaire, II, C).

Ce bâtiment devra être édifié en conformité des dispositions du permis de construire dont la demande aura été déposée dans le délai de quatre mois à compter de la signature de la promesse de vente.

ARTICLE 3 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le constructeur s'engage à :

1. Commencer sans délai les études pour la construction de la totalité des bâtiments autorisés sur le terrain qui lui est cédé ou loué et à communiquer à l'aménageur son projet au stade de l'esquisse puis de l'APS, voire l'APS modifié, ainsi que le dossier définitif de construction trois semaines au moins avant le dépôt de sa demande de permis de construire ;

Le cas échéant, présenter en même temps à l'approbation de l'aménageur un programme échelonné de réalisation par tranches annuelles.

2. Déposer sa demande de permis de construire dans un délai de quatre mois à dater de la promesse de vente ou de location ;

Sauf stipulation contraire dudit acte, c'est la date de signature de l'acte sous seing privé qui est prise en considération à ce titre.
En cas de réalisation par tranches, la demande de permis de construire afférente à toute tranche autre que la première devra être déposée au plus tard dans les six premiers mois de l'année correspondant à la tranche considérée.

3. Entreprendre les travaux de construction dans un délai de 12 mois à compter de la signature de l'acte authentique ;

4. Avoir réalisé les constructions dans un délai de 24 mois à compter de la signature de l'acte authentique.

L'exécution de cette obligation sera considérée comme remplie par la présentation à l'aménageur d'une déclaration d'achèvement délivrée par l'architecte du constructeur sous réserve de sa vérification éventuelle par l'architecte de l'aménageur.
Des délais différents pourront être stipulés dans chaque acte de cession ou de location. La SEM pourra de même accorder des dérogations dans des cas exceptionnels et justifiés.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

ARTICLE 4 – PROLONGATION ÉVENTUELLE DES DÉLAIS

Le délai d'exécution prévu au présent cahier des charges sera, si son inobservation est due à un cas de force majeure, prolongé d'une durée égale à celle durant laquelle l'acquéreur aura été dans l'impossibilité de réaliser ses obligations. La preuve de la force majeure et de la durée de l'empêchement est à la charge de l'acquéreur.

Les difficultés de financement ne sont pas considérées comme constituant des cas de force majeure.

ARTICLE 5 – SANCTIONS A L'ÉGARD DU CONSTRUCTEUR

En cas d'inobservation des obligations mises à la charge du constructeur par le présent cahier des charges, l'acte de vente ou de location, et leurs annexes, l'aménageur pourra, selon la nature de l'infraction commise, et à son choix, obtenir des dommages-intérêts et résoudre la vente, le cas échéant cumulativement, dans les conditions suivantes.

5.1 Dommages-intérêts

Si le constructeur n'a pas respecté les délais prévus par l'article 3, l'aménageur le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 10 jours en ce qui concerne les délais du § 1°, 2° et 3° ou dans un délai de 3 mois en ce qui concerne celui du § 4°.
Si, passé ce délai, le constructeur n'a pas donné suite aux prescriptions de la mise en demeure, l'aménageur pourra résoudre la vente dans les conditions fixées ci-après à moins qu'elle ne préfère recevoir une indemnité dont le montant est fixé à 1/1000 du prix de cession hors taxes par jour de retard avec maximum de 15/100. (10 %). Lorsque le montant de l'indemnité due pour le retard aura atteint 10 %, l'aménageur pourra prononcer la résolution du contrat dans les conditions prévues ci-après.

5.2 Résolution de la vente

La cession pourra être résolue par décision de l'aménageur, notifiée par acte d'huissier, en cas d'inobservation d'un des délais fixés à l'article 3 ci-dessus.
La cession pourra également être résolue par décision de l'aménageur, notifiée par acte d'huissier, en cas de non-paiement de l'une quelconque des fractions du prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du présent CCCT, de l'acte de cession ou de leurs annexes.
Le constructeur aura droit, en contrepartie, à une indemnité de résolution qui sera calculée ainsi qu'il suit :

1. Si la résolution intervient avant le commencement de tous travaux, l'indemnité sera égale au prix de cession, ou le cas échéant, à la partie du prix effectivement payée, déduction faite du montant du préjudice subi par l'aménageur, lequel sera réputé ne pas être inférieur à 15 % du prix de cession hors taxes.

Ce prix, en cas d'indexation, sera réputé égal à la somme des versements déjà effectués à la date de la résolution, augmentée d'une somme égale au solde restant dû, après application à ce solde du dernier indice connu 15 jours avant la date de la résolution.

2. Si la résolution intervient après le commencement des travaux, l'indemnité ci-dessus est augmentée d'une somme égale au montant de la plus-value apportée aux terrains par les travaux régulièrement réalisés, sans que cette somme puisse dépasser la valeur des matériaux et le coût de la main d'œuvre utilisée.

Le cas échéant, l'indemnité sera diminuée de la moins-value due aux travaux exécutés.
La plus-value, ou la moins-value, sera fixée par voie d'expertise contradictoire, l'expert de l'aménageur étant l'administration des Domaines, celui du constructeur pouvant, s'il ne pourvoit

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

pas à sa désignation, être désigné d'office par le président du tribunal de grande instance sur la requête de l'aménageur.
En cas de désaccord entre les experts, un tiers arbitre sera désigné par le président du tribunal de grande instance du lieu de l'immeuble à la requête du plus diligent des experts ou des parties.
En cas de réalisation des constructions par tranches, ou en vue de la construction de bâtiments distincts, la résolution de la vente pourra ne porter, au choix de l'aménageur que sur les parties de terrain non utilisées dans les délais fixés.

5.3 Résiliation de l'acte de location

En cas de location, les conditions de la résiliation seront fixées dans l'acte de location et le régime applicable.

5.4 Frais et charges

Tous les frais seront à la charge du constructeur.
Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du constructeur défaillant seront reportés sur l'indemnité de résolution ou de résiliation dans les conditions fixées à l'article L.21-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 – VENTE, LOCATION, MORCELLEMENT DES DROITS ET BIEN CÉDÉS OU LOUES

Toutefois, le constructeur pourra procéder à la cession globale de la propriété des terrains ou à la cession du bail ou, si une partie des constructions a déjà été effectuée, à la vente globale de la partie des terrains non encore utilisés, ou à la cession partielle du bail, à charge pour le bénéficiaire de la cession de réaliser ou d'achever les travaux d'aménagement et de construction. Avant toute cession, le constructeur devra aviser l'aménageur de ses intentions, au moins trois mois à l'avance.

L'aménageur pourra, jusqu'à l'expiration de ce délai, exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par elle, ou, le cas échéant, que le bail soit résilié ou ne soit cédé qu'à un cessionnaire agréé par elle.

En cas de rétrocession, le prix de rétrocession sera calculé dans les conditions prévues pour l'indemnité de résolution, sans qu'il y ait lieu à une réduction de 15 %. En cas de vente, à un acquéreur désigné ou agréé par l'aménageur, de la totalité des terrains ou d'une partie non encore entièrement construite, l'aménageur pourra exiger que le prix de vente soit fixé dans les mêmes conditions. En cas de cession de bail, le prix de cession ne pourra être supérieur au montant des loyers déjà versés à l'aménageur.
Le constructeur est cependant autorisé à céder le terrain ou le bail à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur lui-même.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie tant qu'ils n'auront pas reçu l'affectation prévue. Toutefois, le constructeur aura la possibilité de consentir des contrats de crédit-bail immobilier à la condition que les crédit-preneurs aient reçu l'agrément préalable de l'aménageur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 juillet 1965, ni en cas de vente d'immeuble à construire au sens de l'article 1601-1 du code civil.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

En cas de recours à la vente en l'état futur d'achèvement au sens de l'article 1601-3 du code civil par le constructeur, l'aménageur pourra exiger que les terrains lui soient rétrocédés ou soient cédés à un acquéreur désigné ou agréé par elle, jusqu'à la passation du contrat de VEFA du constructeur avec les sous-acquéreurs et sous réserve que les travaux n'aient pas encore commencé.

En cas de cessions successives, les acquéreurs successifs seront tenus par les dispositions du présent article.

Tout morcellement ultérieur sera soumis à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 – NULLITE

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage... etc., qui seraient consentis par le constructeur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions, restrictions, ou obligations stipulées dans le titre 1er du présent cahier des charges seraient nuls et de nul effet conformément aux dispositions de l'article L.21-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
Cette nullité pourra être invoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte par l'aménageur ou à défaut par le préfet du département, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

TITRE IIDROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIESAU C.C.C.T.

CHAPITRE I – OBLIGATIONS DE LA SOCIETE CHARGEE DE L'AMENAGEMENT DE LA ZONE

ARTICLE 8 – ROLE DE L'AMÉNAGEUR

L'**Aménageur** exécutera, conformément au Programme des Équipements Publics, le cas échéant modifié, tous les ouvrages de voirie, de réseaux et d'aménagement des espaces publics destinés soit à être incorporés au domaine des collectivités, soit à être remis aux organismes concessionnaires.

ARTICLE 9 – MESURES DE POLICE, REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION, ENTRETIEN DES VOIES, PLACES ET ESPACES LIBRES PUBLICS

9.1 - UTILISATION

Jusqu'à leur ouverture au public, l'**aménageur** pourra, notamment :

Placer à tels endroits qu'il jugera à propos, tous panneaux de signalisation, poteaux indicateurs, candélabres, bornes, postes de transformation, arrêts d'autobus, bancs publics etc., en respectant les dispositions légales,

Interdire ou limiter, au public ou à l'**Acquéreur**, sur tout ou partie de ces terrains, la circulation ou le stationnement des véhicules selon les règles qui lui apparaîtront les plus aptes à une desserte suffisante de la zone.

Ces règles devront tenir compte de la nécessité de permettre l'accès des chantiers ou des bâtiments aux engins et véhicules des entreprises, aux véhicules de déménagement ainsi qu'à tous les véhicules assurant un service public

Dès leur ouverture au public, les pouvoirs de police seront assurés par la personne publique compétente, conformément aux dispositions légales.

9.2 - ENTRETIEN

Jusqu'à leur remise technique à la collectivité, l'entretien des voiries sera assuré par l'**aménageur**.

Dès leur remise à la collectivité publique intéressée, celle-ci en assurera l'entretien.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

Le cas échéant *: Il est en outre précisé que, dans le cadre de la réalisation de son projet, l'**Acquéreur** a une obligation d'entretien des voies ouvertes à la circulation aux abords de son chantier.*
En cas de dégradation constatée par l'Aménageur, l'Acquéreur remboursera à ce dernier le coût de réparation des dégâts causés aux ouvrages de voirie, de réseaux divers et d'aménagement en général.

Dans le cas où l'auteur des dégâts n'aurait pas pu être déterminé, le montant de la réparation sera réparti entre tous les constructeurs ayant des chantiers en cours d'exécution à l'époque où les dégâts auront été constatés, et ce, au prorata du nombre de m² de surface de plancher des programmes alloués à chaque constructeur, tels qu'ils résulteront du permis de construire.

ARTICLE 10 - BORNAGE

Le descriptif du terrain résulte d'un bornage qui sera effectué antérieurement à la vente, aux frais et charge de l'**Aménageur**.

La réception du bornage fera l'objet d'un procès-verbal à signer entre l'**Acquéreur**, l'**Aménageur** et le géomètre qui aura effectué ledit bornage.

L'**Acquéreur** aura la responsabilité de la conservation du bornage réceptionné.

ARTICLE 11 – DESSERTE DES TERRAINS ET VOLUMES CEDES

L'**Aménageur** s'engage à exécuter les dessertes des assiettes foncières cédées, dans les conditions suivantes :

11.1- MODALITÉS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES DESSERTES À RÉALISER PAR L'AMÉNAGEUR

Les limites des prestations dues par **l'Aménageur** sont définies ci-dessous :

11.2- DESSERTE EN RÉSEAUX, DES TERRAINS CÉDÉS

D'une manière générale, **l'Aménageur** amène les réseaux en limite de propriété, aux points et aux niveaux qu'il imposera et qui seront compatibles avec les projets d'aménagement VRD dont il a la charge.

Il est précisé ici que toute prestation complémentaire sollicitée par l'Acquéreur fera l'objet d'une facturation par l'Aménageur sur la base d'un devis préalablement établi et accepté par l'Acquéreur.

11.2.1 Dévoiement préalable des réseaux

Sans objet.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

11.2.2 Assainissement (eaux pluviales et usées)

L'Aménageur réalisera ces réseaux d'assainissement sous la voie publique, jusqu'au regard, en limite de propriété, regards compris.

Il est rappelé que les réseaux sont séparatifs et que les réseaux de collecte des eaux pluviales des toitures sont séparés de ceux des espaces extérieurs. Les points de raccordement EU seront imposés en implantation et en altimétrie.

Le dispositif de collecte des eaux pluviales du parc est réalisé par un système global fondé sur un réseau de noues, mis en place en bordure des voies de circulation et des îlots d'activités et maintenues en emprise publique. Toutes les eaux de ruissellement devront être prétraitées avant rejet dans les noues ; le dispositif de prétraitement sera présenté à l'**Aménageur**. **L'Acquéreur** prendra connaissance auprès de **l'Aménageur** des dispositions à mettre en œuvre pour son raccordement au dispositif de franchissement des noues par les accès, qui sera réalisé par **l'Aménageur**.

Les parcelles situées en bordure d'autoroute (lots 1C5 à 1C15 et lots 22 à 28) et en bordure forestière (lots 6 à 15 et lots 19 et 20) devront infiltrer leurs eaux à la parcelle par le biais de bassin d'infiltration.
L'imperméabilisation maximale est de 70 % sur chaque parcelle, dont le débit doit être de 3l/s.

Pour l'assainissement eaux usées**, l'Aménageur** réalisera les réseaux jusqu'aux regards de branchement en limite d'opérations (regards compris).
L'Acquéreur soumettra à **l'Aménageur** ou au service compétent, le volume des rejets et les plans de ses dispositifs de prétraitement avant dépôt de demande de permis de construire, lequel donnera son accord ou proposera au constructeur les modifications nécessaires. Les dépenses éventuelles dues à la modification des équipements publics de traitement seront à la charge de **l'Acquéreur. L'Acquéreur** devra prendre toutes dispositions, à sa charge, pour récupérer les eaux usées, selon prescriptions du gestionnaire public.
Il est prévu 1 point de raccordement E.U.

11.2.2 Électricité

L'électricité : l'Aménageur aura à sa charge le branchement et le raccordement des câbles au coffret EDF, situé en limite de propriété dans le muret technique conformément à l'annexe 1 ci-après. Un poste transformation pourra être installé par l'**Acquéreur** en cas de besoin de puissance supérieure ; **l'Acquéreur** aura à sa charge la totalité de cette demande.
L'Acquéreur aura à sa charge les frais de branchement.
Le poste transfo devra être mis en place dans le module du muret technique ; il fera l'objet d'un visa de l'Aménageur pour respecter son implantation dans le module défini par l'**Aménageur**.

La réalisation d'un local en vue de l'installation d'un poste de transformation de courant électrique est à la charge de l'**Acquéreur**, conformément aux dispositions de l'article R. 322-19 du Code de l'Urbanisme. Lorsque le local a vocation à desservir plusieurs lots, une convention dite « convention local transfo » est signée entre les propriétaires des différents lots et a pour objet d'organiser les modalités financières de réalisation de ce local.

Au titre des dispositions du décret du 20 mars 1970, l'**Acquéreur** doit mettre à disposition du Distributeur les terrains ou locaux destinés aux postes de transformation de distribution publique d'électricité. L'implantation ou les caractéristiques de ceux-ci doivent être conformes

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

aux spécifications du distributeur, qu'il appartient à l'acquéreur de se faire préciser directement par ces services. Cette mise à disposition donnera lieu à l'établissement de conventions particulières entre l'acquéreur et le distributeur. Dans le cas de mise à disposition d'un local adéquat en immeuble, le distributeur attribue au constructeur une indemnité par m2 hors œuvre, actuellement fixée à 106.71 € ht par m2 conformément au décret du 24 juillet 1980 (indemnité versée uniquement si le poste est intégré à un immeuble). L'acquéreur s'engage, en outre, à consentir au distributeur, exploitant du service public, tous les droits nécessaires à l'équipement et à l'exploitation de ces postes de transformation, notamment celui d'établir et d'entretenir, en amont et en aval de ces ouvrages, toutes canalisations de raccordement au réseau, de faire accéder à tout moment son personnel et celui de ses entreprises aux canalisations et aux locaux en cause et de leur assurer en permanence des dégagements permettant le passage du matériel, y compris des véhicules tels que des camions.

11.2.3 Éclairage public

L'**Aménageur** a la charge de la mise en place de l'éclairage des espaces publics et voiries.

11.2.4 Eau potable

Exécution des branchements : amenée de l'eau potable jusqu'à la bride amont du compteur, non compris le compteur à situer dans le local de comptage situé en limite de propriété, ni les dispositifs de connexion.
En cas de besoin particulier, le gestionnaire public devra en être informé ; en cas d'adaptation sur le réseau, celle-ci sera à la charge de **l'Acquéreur**.

11.2.5 Télécommunications

L'**Aménageur** réalisera les fourreaux enterrés sous les espaces publics et les chambres de tirage sous le domaine public jusqu'en limite de propriété. Il est prévu 1 point de raccordement au réseau public de télécommunications.

11.3- DESSERTE EN VOIRIE DES TERRAINS CÉDÉS

Afin de permettre la desserte de son programme en voirie, l'**Acquéreur** s'engage dès à présent, à respecter pour la réalisation de son projet, les prestations et les cotes des terrains sis à la périphérie de son programme, telles qu'elles ont déjà été fixées par l'Aménageur.

L'étude et la réalisation de ces VRD seront assurées et coordonnées par **l'Aménageur** à ses frais, au vu des éléments fournis par l'**Acquéreur** tel qu'ils sont énumérés à l'article « 17-2 Composition du dossier VRD » des présentes, dans des délais compatibles avec la mise en service de l'immeuble, sauf en ce qui concerne les ouvrages pour lesquels un délai différent est stipulé.

Les équipements publics à réaliser résultent des documents d'urbanisme applicables à la zone d'aménagement concerté et du programme des équipements publics. Ces derniers peuvent être modifiés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, pour les besoins de l'aménagement de ladite zone, il est donc précisé que cette énumération n'est pas exhaustive.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

11.3.1 Ouvrages d'infrastructures

Dans le cadre de l'aménagement de la zone, il est prévu, en périphérie de l'espace cédé, la réalisation des ouvrages d'infrastructure suivants, dans les délais nécessaires pour assurer la desserte des bâtiments au fur et à mesure.

L'Aménageur réalisera la voirie primaire sur une emprise de 25 m environ, comprenant 6 m de chaussée, un cheminement piéton de 2 m, de deux noues de 5 m chacune et de bandes végétalisées, conformément au plan d'aménagement indiqué dans l'annexe 1.

L'Aménageur réalisera la voirie secondaire comprenant une chaussée de 6 m, conformément au plan d'aménagement indiqué dans l'annexe 1.

L'accès au programme à réaliser, y compris le muret technique, conformément à l'annexe 1.

La voie de desserte à la parcelle cédée devra être maintenue en état et entretenue. Une protection et une remise en état de la voie d'accès à la parcelle cédée devront être réalisées par l'**Acquéreu**r, pendant la phase de construction du ou des bâtiments. **Un constat contradictoire sera effectué avant le démarrage des travaux**.

11.3.2 Espaces publics

Aux abords du terrain ou volume cédé, l'**Aménageur** réalisera le traitement des espaces publics jusqu'aux limites du terrain cédé, y compris la bande boisée sur la façade autoroutière, conformément à l'annexe 1.

CHAPITRE II : OBLIGATION DE L'ACQUEREUR

ARTICLE 14 – RESPECT DES DOCUMENTS D'URBANISME APPLICABLES A LA ZONE

L'**Acquéreur** respectera, pour la réalisation de son projet, toutes les prescriptions du **P.L.U.,** ainsi que toutes dispositions de documents d'urbanisme en tenant lieu.

Il ne saurait se prévaloir des règlements d'urbanisme, notamment en ce qui concerne les prospects, les marges d'isolement ou les servitudes de vues pour s'opposer aux constructions prévues par **l'Aménageur** sur les parcelles voisines en conformité avec le **P.L.U.**, ou tout autre document d'urbanisme en tenant lieu.

ARTICLE 15 – SERVITUDES

15.1 - SERVITUDES GÉNÉRALES

L'Acquéreur sera tenu de subir sans indemnité, toutes les servitudes nécessitées par le passage sur son terrain, et éventuellement dans les immeubles bâtis, des canalisations publiques d'eau, électricité, télécommunications, éclairage public, égouts etc, telles qu'elles seront réalisées par l'**Aménageur**, la collectivité, les concessionnaires ou pour leur compte.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

L'Aménageur et ses cessionnaires successifs s'engagent à consentir et à accepter dans les mêmes conditions, les servitudes énoncées au profit de l'**Acquéreur** et de ces cessionnaires.

15.2- SERVITUDES PARTICULIÈRES

Pour la réalisation de son programme, outre les servitudes prévues à la promesse de vente et/ou à l'acte authentique de vente, l'**Acquéreur** sera également tenu de consentir sur sa propriété, les servitudes particulières suivantes : servitudes de vue, servitudes de cours communes ou de prospects nécessaires aux constructions prévues sur les parcelles voisines de celles qu'il a acquises.

Ces servitudes seront connues lors de l'élaboration du projet de construction de l'**Acquéreur** ; elles sont de droit et ne donnent pas lieu à indemnisation.

Pour les parcelles à proximité des citernes incendie enterrées, aucun réseau, ni aménagement autre que des plantations ne pourront être réalisés sur une bande de 4 m autour de la dite citerne.

ARTICLE 16 - PRESCRIPTIONS URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

16.1. RESPECT DE L'UNITÉ ARCHITECTURALE

L'**Acquéreur** édifiant des bâtiments dans une opération qui vise à la création d'un ensemble architectural uni devra établir son projet en conformité avec le P.L.U. et/ou tout document d'urbanisme en tenant lieu et en liaison étroite avec l'**Aménageur** afin d'aboutir à un projet de qualité visant à bien s'insérer dans le cadre général de la Z.A.C. Les articles ci-après définissent les obligations architecturales de l'**Acquéreur**.

16.1.1 – Soumission préalable du permis de construire

L'**Acquéreur** soumettra à **l'architecte conseil de l'Aménageur** son dossier de demande de permis de construire trois semaines avant son dépôt en Mairie. L'architecte conseil fera connaître à l'**Acquéreur** son avis sur le dossier dans un **délai** de 15 jours. Passé ce délai et faute de réponse, l'avis favorable de ce dernier sera réputé acquis.

Cet avis qui ne saurait, en aucun cas, engager la responsabilité de **l'architecte conseil de l'Aménageur**, sera donné au regard des prescriptions et règles du Plan Local d'Urbanisme, ou de tout autre document en tenant lieu et du présent **Cahier des Charges.**

Afin d'assurer l'unité architecturale de l'ensemble de l'opération, **l'architecte conseil de l'Aménageur** devra donner son avis sur la disposition des constructions prévues par le maître d'œuvre sur le traitement et les couleurs de leurs façades, généralement à toutes dispositions concernant l'aspect des bâtiments, ainsi que sur les aménagements extérieurs. Aussi, est-il vivement recommandé à l'**Acquéreur** et à ses maîtres d'œuvre, de se mettre en rapport avec lui, dès les premières études, et de lui fournir les documents au fur et à mesure de leur réalisation afin de mener à bien leur projet dans les meilleures conditions.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

16.1.2 – Visite des lieux

Afin de permettre à l'**Aménageur** de vérifier le respect, par l'**Acquéreur**, des prescriptions architecturales et urbanistiques, ce dernier s'engage à faciliter, sur son terrain, et tout au long du chantier, toutes visites du personnel de l'**Aménageur** ou de personnes mandatées par elle. Cette visite pourra avoir lieu à tout moment, sans que l'**Aménageur** soit tenu de déposer un préavis auprès de l'acquéreur.

16.1.3 – Dépôt du permis de construire

Une fois l'avis délivré, l'**Acquéreur** pourra alors déposer sa demande de permis de construire après avoir, le cas échéant, modifié son dossier pour tenir compte des observations émises par l'**Aménageur**. Il réservera une copie du dossier définitif à ce dernier.

16.1.4 – Instruction du permis de construire

L'**Acquéreur** tiendra informé l'**Aménageur** de l'instruction de sa demande de permis de construire.

16.1.5 – Instruction du permis de construire modificatif

Une procédure identique à celle décrite ci avant, sera mise en œuvre dans l'hypothèse d'un permis de construire modificatif.

16.1.6 – Affichage du permis de construire

L'**Acquéreur** effectuera ou fera effectuer l'affichage du permis de construire (initial ou modificatif) sur le terrain :

- au plus tard dans les cinq jours qui suivent la réception de la notification de son obtention.
- Puis dans les deux mois suivant le premier constat.

16.2 PRESCRIPTIONS PAYSAGERES :

L'**Acquéreur** doit respecter les préconisations paysagères, annexe 1 du présent CCCT.

16.3 ENSEIGNES :

L'**Acquéreur** soumettra sa proposition d'enseigne à l'**Aménageu**r qui émettra son avis avant toute mise en place.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

16.4 RECONSTRUCTION TOTALE OU PARTIELLE D'UN BÂTIMENT OU OUVRAGE

En cas de destruction totale ou partielle du bâtiment, les modifications de reconstruction seront soumises, par l'Acquéreur, à l'autorisation préalable de l'**Aménageur**.

Au cas où ledit ouvrage viendrait à être détruit pour quelque cause que ce soit, le titulaire des droits de superficie aura la faculté d'en édifier un nouveau dans les limites volumétriques des lots cédés et en respectant les dispositions du présent acte et celles de l'état descriptif de division. Il sera propriétaire de ce nouvel ouvrage. Il en sera de même en cas de nouvelles destructions sans limitation du nombre de reconstructions et de durée.

Dans les rapports entre les propriétaires des lots de l'état descriptif de division ainsi que dans les rapports de leurs ayants-droit successifs, seuls seront pris en considération les éléments concernant l'élévation, le volume et l'aspect extérieur des ouvrages compris dans ces lots sans que l'on ait égard à leur distribution intérieure ou à leur affectation.

Le propriétaire désireux de reconstruire totalement ou partiellement son bâtiment fera son affaire personnelle de toutes autorisations administratives indispensables, de l'acquisition de tous droits immobiliers, ainsi que de l'obtention de toutes servitudes supplémentaires qui lui seraient nécessaires.

ARTICLE 17 – RACCORDEMENT AUX RESEAUX PUBLICS

17-1 OBLIGATION GÉNÉRALE DE RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX PUBLICS

Jusqu'à la remise des ouvrages par **l'Aménageur** à la collectivité intéressée, ou aux sociétés concessionnaires, l'**Acquéreur** devra, suivant le planning des travaux et conformément aux dispositions des plans joints au permis de construire, se brancher à ses frais sur tous branchements, canalisations d'eau, d'électricité, égouts, etc., établis et mis à sa disposition par **l'Aménageur** ou tout autre concessionnaire, conformément aux avants projets généraux approuvés par le service compétent.

L'ouverture de tranchée est interdite dans le domaine public. Les attentes seront mises en place en limite de propriété.
Le cas échéant, si l'**Acquéreur** doit ouvrir des tranchées pour l'exécution de ces branchements dans le domaine public, ce sera exceptionnel et avec autorisation préalable de l'**Aménageur**.
Les branchements, ainsi que les installations intérieures correspondantes, devront respecter les lois et règlements qui leur sont applicables et que l'**Acquéreur** est réputé connaître.

Sur la zone, sont interdites les lignes aériennes de quelque nature que ce soit et tout branchement aérien à l'exception de ceux temporaires rendus nécessaires pour les besoins des chantiers de constructions.

L'**Acquéreur** fera son affaire personnelle de tous contrats et abonnements à passer avec les services publics. L'**Acquéreur** fera son affaire de la remise en état des sols et revêtements à l'identique après l'exécution des travaux, ainsi que, éventuellement, du versement des taxes et des indemnités de branchement à l'égout, susceptibles de lui être réclamées par la collectivité ou le service public.

Après remise des ouvrages par **l'Aménageur**, ceux-ci seront soumis au règlement applicable à chacun des réseaux.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

17-2 COMPOSITION DU DOSSIER VRD

Le dossier de VRD est constitué par les éléments décrits ci-après :

17.2.1. Pour les voiries et aménagements du sol

Les cotes finies des entrées des bâtiments, des accès et des dalles parkings (confirmation des indications portées sur le dossier de permis de construire), devront être en cohérence avec les projets de VRD établis par l'**Aménageur**. L'**Acquéreur** informera l'**Aménageur** des types de revêtement choisis.

17.2.2. Pour l'assainissement

Les débits d'eaux pluviales et d'eaux usées des bâtiments et espaces extérieurs imperméabilisés afin que soit vérifiée leur compatibilité avec les réseaux réalisés par l'**Aménageur**. En ce qui concerne les rejets d'eaux usées, il sera remis la valeur de l'équivalent/habitant rejeté. Cette information, permettra à l'aménageur de vérifier la compatibilité des rejets en fonction de la capacité définie globalement dans la ZAC.

17.2.3. Pour l'eau potable

Les débits maximum souhaités et nécessaires.

17.2.4. Pour l'électricité

Les puissances maximum souhaitées et nécessaires.

17.2.5. Pour les télécommunications

Les besoins prévus.

ARTICLE 18 – TRAVAUX A REALISER PAR L'ACQUEREUR

Les obligations de l'**Acquéreur** au titre des divers réseaux de desserte des terrains et/ou volumes cédés sont mentionnées ci-après :

18.1 DÉFINITION DES TRAVAUX INCOMBANT À L'ACQUÉREUR

18.1.1. L'ACCÈS AU PROGRAMME À RÉALISER

L'**Acquéreur** devra prolonger l'accès réalisé par l'**Aménageur** et le raccordement aux réseaux divers.

Son projet tiendra compte du projet d'aménagement extérieur qui sera établi par **l'Aménageur** et notamment les niveaux projetés en limite de terrain, le cas échéant, des aires de stationnement ou arrêts de bus.

Même avant leur cession aux collectivités et aux organismes concessionnaires, les voies, places, promenades et aires de stationnement d'usage collectif, pourront être affectées à l'usage public, et l'**Acquéreur** aura sur les terrains d'emprise desdites voies promenades et

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

aires de stationnement, les droits de jour, vues et issue comme sur les terrains publics régulièrement classés.

18.1.2. Les réseaux Eaux pluviales - Eaux usées

Il est précisé que l'assainissement est séparatif. Par ailleurs, les eaux pluviales des toitures des constructions sont à séparer des eaux pluviales des espaces extérieurs avec rejet différencié sur les réseaux publics.

Dans le cas où les niveaux de construction seraient à des cotes telles, que l'assainissement ne pourrait se faire gravitairement sur le réseau, les installations de relevage ou toutes autres mesures permettant d'assainir ces locaux, incomberaient exclusivement à l'**Acquéreur**.

L'**Acquéreur** a en charge les réseaux entre sa propriété et les regards de branchements sur les réseaux publics.

Les réseaux seront réalisés conformément au règlement d'assainissement de la Commune.

18.1.3. Les réseaux concessionnaires

Les demandes sont à effectuer auprès des concessionnaires et les abonnements à souscrire auprès d'eux.

18.1.3.1. Pour l'eau potable :

L'installation éventuelle de surpresseurs ou limiteurs de pression incombe à l'**Acquéreur**. Il prend en charge le réseau à partir du compteur (compris).

18.1.3.2. Pour l'électricité:

L'**Acquéreur** prend en charge le réseau à partir des branchements prévus à l'article dénommé : « 11.2.2 Électricité»

18.1.3.3. Pour les réseaux de télécommunication :

L'**Acquéreur** prend à sa charge le réseau à partir de la limite de propriété. Des fourreaux seront à prévoir en sortie d'immeuble (cf. article dénommé : « 11-2-5 Télécommunications »).

L'**Acquéreur** devra prévoir les passages à l'intérieur des bâtiments pour en permettre le raccordement au réseau câblé. (cf. article dénommé : « 11-2-5 Télécommunications »)

18.2 CONDITIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX INCOMBANT À L'ACQUÉREUR

18.2.1. Nature du sol

L'**Acquéreur** fait son affaire personnelle de la reconnaissance des lieux, sol et sous-sol. Sa responsabilité sera, en la matière, pleine et entière, notamment en ce qui concerne les sondages à exécuter, les fondations à prévoir, et d'une manière générale, la bonne tenue de ses bâtiments et ouvrages.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

Il appartient à l'**Acquéreur** d'exécuter les fouilles des bâtiments de son programme, ainsi que, le cas échéant, les remblais nécessaires en périphérie de ses ouvrages et d'évacuer à la décharge les terres excédentaires et les gravois.

L'Acquéreur aura à sa charge le dessouchage de sa parcelle, si nécessaire.

18.2.2. Piquetage

L'**Acquéreur** aura à sa charge l'implantation de ses constructions à partir du bornage extérieur fourni par **l'Aménageur**. Ce piquetage sera réalisé par un géomètre expert agréé par **l'Aménageur**, au frais et charge de l'**Acquéreur.** Il aura aussi la responsabilité de la conservation du bornage et de sa protection pendant les travaux.

18.2.3. Locaux techniques des réseaux concédés

La réalisation des locaux techniques nécessaires aux besoins de son opération incombe à l'**Acquéreur** : poste de transformation EDF, sous-station secondaire de chauffage urbain, locaux de livraison pour l'eau et les Télécom, etc. Ces locaux techniques seront intégrés au muret technique.

Les dimensions, implantation et agencement de ces locaux seront réalisés en liaison avec **l'Aménageur**, assisté du Maîtres d'Oeuvre et de l'architecte conseil.

Par ailleurs, tous les projets d'installations techniques particulières (antennes paraboliques, antennes radios, tours de refroidissement, réservoirs, bâches, ouvrages spécifiques liés à l'activité de l'entreprise) devront être soumis à l'agrément préalable de **l'Aménageur** et de son urbaniste conseil, dans la mesure où ils sont une incidence sur l'aspect extérieur des constructions. Le refus de l'**Aménageur** ne pourra néanmoins se fonder sur le seul motif esthétique.

18.2.4. Locaux ordures ménagères

L'**Acquéreur** réalisera, à ses frais, les équipements nécessaires à la réception, au stockage et à la présentation des ordures ménagères à la collecte publique, conformément à l'annexe 1.

18.2.5. Réception des travaux de l'Acquéreur

Le contrôle de l'implantation des constructions sera fait par un géomètre expert aux frais et charges de l'**Acquéreur**.

Si l'implantation du bâtiment excède les limites de propriété du terrain cédé, c'est-à-dire les limites déterminées par le bornage qui sera effectué préalablement à la vente par **l'Aménageur**, l'**Acquéreur** supportera toutes les conséquences juridiques et financières découlant de cette mauvaise implantation, et s'oblige, par ailleurs, à régulariser sans délai cette situation.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

ARTICLE 19 – ORGANISATION DES CHANTIERS

Chaque constructeur devra veiller à ce que son chantier ne nuise pas au déroulement des autres chantiers sur la ZAC.

ARTICLE 20 – OBLIGATIONS DE COMMUNICATION DE DOCUMENTS

20.1 LE DOSSIER DE VRD

Ce dossier sera transmis, par l'**Acquéreur**, à **l'Aménageur** à l'obtention du permis de construire.

20.2 PLANNING TRAVAUX ET COORDINATION DES CHANTIERS AMENAGEUR ET ACQUÉREUR

L'**Acquéreur** fournira 1 mois au plus tard après l'ouverture de ses chantiers, un échéancier "grande maille" d'exécution de ses travaux faisant apparaître, en particulier, les dates :

- Des raccordements et des branchements demandés,
- De la libération des sols extérieurs à son terrain, éventuellement mis à disposition par **l'Aménageur**, et nécessaires notamment au passage des réseaux de **l'Aménageur**,
- De l'exécution des travaux extérieurs sur son terrain et des clôtures permettant l'aménagement des espaces publics riverains.
-

ARTICLE 21 – CLOTURE

Tout cessionnaire ou locataire d'une parcelle contiguë à des lots non encore cédés par l'**Aménageur** ne peut, en aucun cas, réclamer à celle-ci, la moitié du coût d'établissement de la clôture.

En revanche, tout constructeur sur une parcelle bénéficiant d'une clôture mitoyenne déjà existante a l'obligation de rembourser au constructeur voisin qui aura supporté les frais d'établissement de cette clôture, la moitié de la dépense engagée, dans les conditions de droit commun en matière de mitoyenneté.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23 – REFERE PREVENTIF

S'il le souhaite, l'**Acquéreur** aura la possibilité d'initier un référé préventif. Dans ce cas, l'expertise portera notamment sur les missions suivantes :

- Visiter l'opération de l'**Acquéreur**,
- Dresser tous états descriptifs et qualitatifs desdits immeubles ;
- Fournir, d'une façon générale, tous éléments techniques ou de fait, permettant à la juridiction du fond éventuellement saisie, de se prononcer sur les responsabilités encourues et les préjudices subis.

Dans le cadre de ce référé, l'**Acquéreur** et **l'Aménageur** s'obligeront à participer à tout rendez-vous d'expertise organisé par l'Expert judiciaire, à y convoquer leurs propres cocontractants, et, si le besoin s'en fait sentir, à les appeler à la procédure.

ARTICLE 24 – MUTATIONS SUCCESSIVES -TRANSMISSION DES DROIT ET OBLIGATIONS DU PRESENT C.C.C.T.

Préalablement ou postérieurement à la signature de l'acte authentique, de location ou concession d'usage, le présent Cahier des Charges sera obligatoirement annexé à tous les actes de mutations successives pouvant intervenir de quelque manière que ce soit (cession, division, échange, fusion, succession etc., de telle manière qu'à toute époque, tout sous-**Acquéreur** ou utilisateur d'un bien immobilier situé dans la zone d'application dudit **C.C.C.T.** soit informé de son existence, et en soit tenu d'en respecter les clauses. Dans le cas des contrats de locations signés par l'**Acquéreur** ou par son investisseur, mention express du présent Cahier des Charges de Cession de Terrains sera faite dans tous les contrats de location qui seront conclus, ainsi que du respect des dispositions du **C.C.C.T.** et de ses **annexes**.

Lorsque le présent **C.C.C.T.** a vocation à régir une location de terrains ou une concession d'usage, il sera annexé obligatoirement au contrat le présent Cahier des Charges de Cession de Terrains.

C'est à l'**Acquéreur** qu'il incombe de transmettre tous les documents nécessaires au respect de cette obligation de communication.

ARTICLE 25 – MODIFICATIONS DU CAHIER DES CHARGES

25.1 AVANT L'ACTE AUTHENTIQUE

Jusqu'à la réitération par acte authentique, de la vente, **l'Aménageur** se réserve la faculté d'apporter au présent Cahier des Charges, les modifications ou ajustements de détail nécessaires à la réalisation du programme général de l'aménagement de la Z.A.C. dans les conditions suivantes :

Ces modifications seront transmises à l'**Acquéreur** pour avis, qui ne pourra les refuser dès lors qu'elles ne remettent pas en cause les éléments déjà arrêtés dans le cadre de l'avant contrat de vente, ou l'acte de vente. L'**Acquéreur** ne pourra pas, non plus, les opposer à **l'Aménageur**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR

pour faire échouer la vente, ou, le cas échéant, faire échouer la réalisation d'une des clauses suspensives de la promesse de vente signée.
Si, en revanche, la modification transmise est de nature à porter atteinte à l'un des droits déjà arrêtés dans l'avant contrat de vente, cette dernière devra être préalablement soumise pour accord à l'**Acquéreur**.

25.2 APRÈS L'ACTE AUTHENTIQUE

Postérieurement à cette réitération et jusqu'à l'expiration de la concession d'aménagement, **l'Aménageur** se réserve la faculté d'apporter au présent Cahier des Charges, les modifications ou ajustements de détail nécessaires à la réalisation du programme général de l'aménagement de la Z.A.C. dans les conditions suivantes :

Si les modifications ou ajustements ne portent pas atteinte aux droits déjà acquis par l'**Acquéreur**, ils seront transmis pour avis à l'**Acquéreur** et feront l'objet d'un avenant au présent Cahier des Charges.

Si, en revanche, ces modifications ou ajustements sont de nature à remettre en cause un ou plusieurs droits déjà acquis par l'**Acquéreur**, ils devront être préalablement soumis pour accord à l'**Acquéreur**.

En cas d'accord de l'**Acquéreur**, ces modifications ou ajustements feront l'objet d'un avenant au présent Cahier des Charges.

ARTICLE 26 – ASSURANCES

L'**Acquéreur** devra faire assurer sa responsabilité civile de constructeur non réalisateur, de propriétaire et d'exploitant auprès d'une compagnie notoirement solvable.

L'**Acquéreur** devra, en cas de mutation, imposer à ses **Acquéreurs** et ayants droit successifs, l'obligation de s'assurer dans les mêmes conditions

Approuvé par le Vice Président de la COBAN
en charge du développement économique

Andernos-Les-Bains, le

Manuel MARTINEZ

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_96_DEL-AR



ZAC Mios extension

Plan des lots 9 Sud et 9 Nord, avant bornage

Lot 9 Sud : 1 900 m² environ

Lot 9 Nord : 2800 m² environ

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-97

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ZAC MIOS ENTREPRISES

ACQUISITION D'UN FONCIER DE 8,47 HECTARES, COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 2021-64

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que le 6 avril 2021, la COBAN a délibéré pour acquérir 8,47 hectares de foncier situés sur Lieu-dit Testarouch à Mios, afin de mener à bien le projet d'extension de la zone d'activités économiques Mios Entreprises phase 0.

Le 19 juillet 2021, la COBAN a signé une promesse de vente comprenant plusieurs conditions suspensives dont l'obtention des autorisations environnementales et d'un permis d'aménager purgé de tout recours.

Le 12 avril 2022, la Préfecture de Gironde a émis un arrêté portant décision d'examen au cas par cas demandant à la COBAN de réaliser une étude d'impact.

La réalisation de cette étude d'impact entraîne des délais de procédures (temps de réalisation et d'instruction) et un besoin de maîtriser par anticipation le foncier
Tout en respectant les contraintes environnementales, il apparaît opportun de disposer dès à présent de la maîtrise foncière pour garantir la protection des secteurs à enjeux pendant la procédure.

Aussi, la COBAN souhaite renoncer aux clauses suspensives inscrites dans la promesse de vente et acheter les bois présents sur les 84 777m² au prix de 52 360€ HT auprès de Monsieur Pierre Paul Degrave, propriétaire du foncier et des bois. La COBAN fera son affaire de la coupe et de la vente des bois une fois l'autorisation de défrichement obtenue.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération n° 2021-64 en date du 6 avril 2021 portant sur l'acquisition d'un foncier de 8,47 hectares sur le secteur de Mios 0 ;
Vu la promesse de vente entre la COBAN et Monsieur Pierre Paul Degrave signée le 19 juillet 2021 devant Maître Julie LE ROHELLEC ;
Vu l'arrêté préfectoral du 12 avril 2022, portant décision d'examen au cas par cas n° 2022-12272 ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022.

CONSIDERANT la stratégie de développement économique de la COBAN et le positionnement stratégique de ces 8,47 hectares à l'échelle du Bassin d'Arcachon ;
CONSIDERANT les contraintes administratives et de délais qui s'imposent à la COBAN ;
CONSIDERANT le besoin d'anticiper la maîtrise foncière pour garantir la préservation des secteurs à enjeux pendant la durée de la procédure pour mener à bien ce projet stratégique à l'échelle intercommunale.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **RENONCER** aux clauses suspensives prévues initialement au sein de la promesse de vente ;

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

- **APPROUVER** l'acquisition du foncier au prix établi au sein de la promesse de vente soit 847 770,00 € H.T ;
- **APPROUVER** l'achat des bois présents sur le foncier pour un montant de 52 360,00 € H.T ;
- **ACTER** que la dépense pour l'achat des bois est inscrite au chapitre 011 du budget annexe des ZAE de l'exercice 2022 ;
- **AUTORISER** Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en Charge du Développement Economique et touristique-Emploi, à signer l'acte et les pièces afférentes au dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***RENONCE aux clauses suspensives prévues initialement au sein de la promesse de vente ;***
- ***APPROUVE l'acquisition du foncier au prix établi au sein de la promesse de vente soit 847 770,00 € H.T ;***
- ***APPROUVE l'achat des bois présents sur le foncier pour un montant de 52 360,00 € H.T ;***
- ***ACTE que la dépense pour l'achat des bois est inscrite au chapitre 011 du budget annexe des ZAE de l'exercice 2022 ;***
- ***AUTORISE Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en Charge du Développement Economique et touristique-Emploi, à signer l'acte et les pièces afférentes au dossier.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021-DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2021-64

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

MIOS ENTREPRISES PHASE 0

ACQUISITION D'UN FONCIER DE 8,47 HECTARES

Le 6 avril 2021 à 17 heures 00, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. Bruno LAFON.

Date de la convocation : 31 mars 2021
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 29
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. MARTINEZ, M. ROSSIGNOL, Mme GALLANT, M. CHAUVET, Mme BRUDY, Mme CHAIGNEAU, Mme SAULNIER, Mme CALATAYUD, M. POHL, M. BELLIARD, Mme BANOS, M. BOURSIER, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, M. MARTIN, Mme DUBARRY, M. BAGNERES, Mme MARENZONI, M. MANO, M. FRANCOIS

Pouvoirs :
M. DANEY à Mme LE YONDRE
M. CHAMBOLLE à Mme CHAIGNEAU
Mme CHAPPARD à Mme BANOS
Mme GUILLERM à M. MARTIN
Mme BATS à M. MARTINEZ
M. RECAPET à Mme CALATAYUD

Absents :
Mme BRISSET
M. DUBOURDIEU
Mme CAZAUX

Secrétaire de séance : M. MARLY

****

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que en 2017, la COBAN a initié l'extension du parc d'activités MIOS ENTREPRISES sur 26 hectares, dénommés secteurs 0 et 3 et situés de part et d'autre de l'actuel parc.

Cette opération d'aménagement est inscrite dans son schéma de développement économique. Toutefois, en 2020, il a été décidé de se concentrer sur le secteur 0 et d'inscrire le secteur 3 dans un développement à plus long terme en cohérence avec les orientations du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) en cours d'élaboration.

En 2019 et 2020 une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été confiée au groupement Agence Métaphore/VERDI/Atis Conseil afin d'engager les études environnementales en vue de l'obtention des autorisations, de mener la concertation publique, de réaliser les premières esquisses d'aménagement et d'estimer le bilan de l'opération.

Le diagnostic environnemental et l'avant-projet ont été finalisés en début d'année 2021, nous permettant de déposer les demandes environnementales nécessaires à l'aménagement du secteur 0 : déclaration loi sur l'eau, autorisation de défrichement et dérogation espèces protégées.

Par ailleurs, la concertation engagée courant juin 2019 s'est traduite par la tenue d'un atelier de concertation ayant réuni les entreprises de l'actuel parc d'activités et les riverains.

S'agissant de la maîtrise foncière, des négociations ont été engagées à l'amiable depuis 2018 avec les propriétaires fonciers. Un premier accord avait été trouvé avec Monsieur Pierre DEGRAVE à 8€ HT le m² pour les parcelles A 2701-A2703-A2459 et A2725 pour une superficie totale de 84 777m². Une première délibération a été votée en ce sens le 19 décembre 2019.

Toutefois après de nouvelles négociations et échanges avec M. Pierre DEGRAVE, un nouveau prix a été fixé à 10€ HT le m². Ce niveau de prix correspond aux dernières acquisitions réalisées sur le secteur, notamment pour l'extension de la zone de Réganeau à Marcheprime. Le terrain est boisé et il a été convenu que le vendeur puisse procéder à la coupe des pins une fois l'autorisation de défrichement obtenue par la COBAN.

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021-DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Cependant l'acquisition de cette unité foncière par la COBAN sera conditionnée à plusieurs conditions suspensives (autorisations environnementales, dossier de création de ZAC, obtention d'un permis d'aménager, coupe des pins par le vendeur une fois l'autorisation de défrichement obtenue, etc.)

En conséquence, la présente délibération a pour objet d'autoriser la signature d'une promesse de vente en vue d'acquérir une unité foncière de 84 777m² pour un montant de 847 770€HT en conditionnant la vente à l'obtention des autorisations environnementales, d'un permis d'aménager purgé de tout recours ou d'un dossier de création de ZAC en fonction de la procédure d'aménagement qui sera retenue.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les statuts de la COBAN,
Vu l'avis des domaines du 17 mars 2021,
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 30 mars 2021,

CONSIDERANT l'enjeu communautaire de développement du secteur MIOS 0 afin d'y implanter des PME exogènes au territoire et de permettre aux entreprises de la COBAN de se développer,

CONSIDERANT qu'un accord entre les parties est préférable à la mise en place d'une procédure administrative et judiciaire d'expropriation avec toutes les incertitudes à la fois calendaires et financières de cette procédure,

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **ANNULER** la délibération n° 142-2019 concernant l'acquisition d'une unité foncière d'environ 8,5 hectares au prix de 8€ HT le m²,

- **APPROUVER** l'acquisition des parcelles A 2701-A2703-A2459 et A2725, d'une superficie de 84 777m² pour un coût global de 847 770€HT,

- **PRECISER** que le terrain étant boisé, il est convenu que le vendeur puisse procéder à la coupe des pins une fois l'autorisation de défrichement obtenue par la COBAN,

- **APPROUVER** l'engagement de frais annexes à l'acquisition, estimés à 8 % du prix d'achat des terrains,

- **HABILITER** le vice-Président en charge du « Développement économique et touristique/Emploi » à signer l'ensemble des documents nécessaires à la vente, y compris les documents requis dans les conditions suspensives.

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021[illegible]DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***ANNULE la délibération n° 142-2019 concernant l'acquisition d'une unité foncière d'environ 8,5 hectares au prix de 8€ HT le m²,***

- ***APPROUVE l'acquisition des parcelles A 2701-A2703-A2459 et A2725, d'une superficie de 84 777m² pour un coût global de 847 770€HT,***

- ***PRECISE que le terrain étant boisé, il est convenu que le vendeur puisse procéder à la coupe des pins une fois l'autorisation de défrichement obtenue par la COBAN,***

- ***APPROUVE l'engagement de frais annexes à l'acquisition, estimés à 8 % du prix d'achat des terrains,***

- ***HABILITE le vice-Président en charge du « Développement économique et touristique/Emploi » à signer l'ensemble des documents nécessaires à la vente, y compris les documents requis dans les conditions suspensives.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 13 AVR. 2021

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-20210414-DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

(septembre 2016)

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE NOUVELLE-AQUITAINE ET DU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE
DIRECTION DE LA GESTION PUBLIQUE
PÔLE D'ÉVALUATION DOMANIALE
24 Rue François de Sourdis – BP 908 - 6è étage-
33060 BORDEAUX CEDEX
Balf : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone secrétariat : 05 56 90 50 30

BORDEAUX, le 17/03/2021

Monsieur le Président de la COBAN
46 Avenue des Colonies
33150 Andernos les Bains

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Patrick SAUBUSSE
Téléphone : 05 57 81 69 76
Responsable du service : Laurent KOHLER
Téléphone : 05.56.90.78.95
Adjoint du service : Bruno BENEDETTO
Téléphone : 05.57.81.69.43

Nos réf :	2021-33284-13266
Vos réf. :	Demande DS 3760574 déposée le 05/03/2021

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

Acquisition

Article L. 1211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Articles L. 1311-9 à L. 1311-12 et R. 1311-3 à R. 1311-5 du code général des collectivités territoriales - Article 23 de la loi du n°2001-1168 du 11 décembre 2001 dite loi " Murcef " - Arrêté ministériel du 5 décembre 2016

DÉSIGNATION DU BIEN : Parcelles A 2459, A 2701, A 2703, A 2725

ADRESSE DU BIEN lieu dit « Testarouch » à Mios

VALEUR VÉNALE : 10 €/m²

1 - SERVICE CONSULTANT : COBAN
AFFAIRE SUIVIE PAR : Pauline HERRAULT
2 - Date de consultation : le 05/03/2021
Date de réception : le 05/03/2021
Date de visite : SO
Date de constitution du dossier « en état » : le 05/03/2021

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Projet d'acquisition des parcelles A 2459, A 2701, A 2703, A 2725, lieu dit « Testarouch » à Mios en vue de l'extension de la zone d'activité .

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

4 - DESCRIPTION DU BIEN

A) **Situation géographique du bien, desserte par les transports :**

Commune	Adresse	Section cadastrale	Superficie en m²
Mios	TESTAROUCH	A 2459	9459
	TESTAROUCH	A 2701	24798
	TESTAROUCH	A 2703	33056
	TESTAROUCH	A 2725	17434
Total			84747

Situation géographique du bien





Les parcelles sont en amont et contiguës à la ZAC Mios 2000 en bordure de l'A63.

B) **Consistance actuelle du bien** : parcelles en nature de sol nu non équipées mais à même de bénéficier des réseaux préexistants de la ZAC attenante.

5 - SITUATION JURIDIQUE

A) **Désignation et qualité des propriétaires** : M Pierre Paul DEGRAVE.

B) **Origine de propriété** : ancienne.

C) **État et conditions d'occupation** :estimé libre d'occupation.

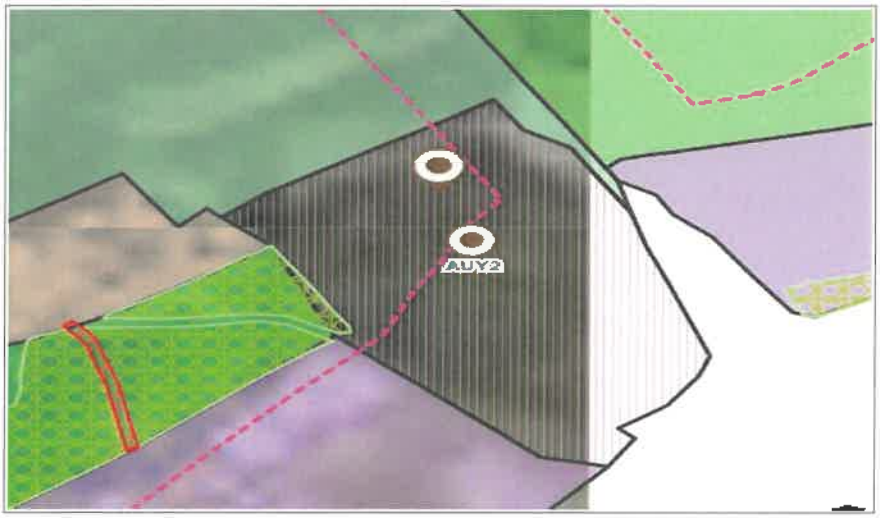
Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-20210414-DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

6 - URBANISME ET RÉSEAUX

Dernier règlement opposable aux tiers, date d'approbation	PLU approuvé le 11 février 2019
Identification du zonage au POS/PLU et le cas échéant du sous-secteur	AUY2 Zone à urbaniser, comprenant les terrains à destination d'activités économiques non ouverts à l'urbanisation

Extrait du plan de zonage



La zone AUY2 est afférente aux terrains à destination d'activités économiques non ouverts à l'urbanisation.

7 – CONDITIONS FINANCIÈRES NÉGOCIÉES : 10 €/M² PAR COURRIER DU 4 FÉVRIER 2021

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE

Au regard des termes de comparaison observés pour des terrains non équipés en zone d'activités sur le secteur du Nord Bassin et du Val de Leyre, la valeur négociée avec le propriétaire pour un montant de 10 €/m² HT n'appelle pas d'observation et est acceptée.

La présente évaluation s'entend hors taxes et droits d'enregistrement.

9 – DURÉE DE VALIDITÉ

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service du Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Accusé de réception en préfecture
033-243301504-20210414-2021_DEL-DE
Date de télétransmission : 14/04/2021
Date de réception préfecture : 14/04/2021

10 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

La présente estimation est réalisée sous réserve des coûts éventuels liés à la présence d'amiante (Code de la Santé Publique art. L.1334-13 et R. 1334-15 à R. 334-29), de plomb (CSP : articles L. 1334-5 et L. 1334-6 – art R. 1334-10 à 1334-13 ; art L. 271-4 et R. 271-5 du code de la construction et de l'habitation), ou de termites et autres insectes xylophages (cf. code de la construction et de l'habitation art. L. 133-6 et R. 133-1 – R. 133-7 - art L.271-4 et R. 271-5.)

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour la Directrice Régionale des Finances publiques
de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
par délégation,

Patrick SAUBUSSE
Inspecteur des Finances publiques

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle-Aquitaine**

**Arrêté préfectoral du 12 avril 2022
portant décision d'examen au cas par cas n° 2022-12272 en application
de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

La Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine

Vu le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier, et plus particulièrement ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2022-12272 relative au défrichement d'environ 8 hectares en vue de l'extension sur 10,5 hectares du parc d'activités *Mios Entreprises* au lieu-dit « *Testarouch »* sur la commune de Mios (33), reçue complète le 22 février 2022 ;

Vu l'arrêté de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine du 17 février 2020 portant délégation de signature à Madame Alice-Anne MÉDARD, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nouvelle-Aquitaine ;

Considérant la nature du projet qui consiste à aménager un espace dit « secteur 0 » du parc d'activités *Mios Entreprises* sur une surface de 10.3 ha, en extension de deux secteurs existants d'une surface de 43 hectares ;

Le projet présenté nécessite :

- le défrichement préalable de 8 ha de massif boisé ;
- l'aménagement de 11 îlots viabilisés d'une surface comprise entre 4 200 m² et 9 984 m² ;
- la création de réseaux divers (eaux usées, eau potable, eaux pluviales et réseaux secs) ;
- la création d'une voirie d'accès interne et l'aménagement d'une aire de covoiturage ;
- des aménagements paysagers, des cheminements piétonniers aux abords des surfaces constructibles et un espace collectif sur une emprise de 14 965 m² ;
- la création d'une interface paysagère plantée pour créer un « effet vitrine » depuis l'A63 ;

Étant précisé que le parc d'activités *Mios Entrepris*es est concerné par l'intention d'un deuxième projet d'extension (« secteur 3 ») d'environ 19,4 ha situé au sud du parc d'activités ;

Considérant que le projet s'inscrit dans un programme d'aménagement qui doit être appréhendé dans sa globalité ; que la demande d'autorisation de défrichement s'inscrit dans une opération d'aménagement dont le terrain d'assiette est supérieur ou égal à 10 hectares, relevant d'une étude d'impact aux termes de l'article R.122-2 du code de l'environnement et de son annexe ;

Considérant la localisation du projet :

- au sein d'une commune :
  - régie par un plan local d'urbanisme approuvé en janvier 2019, étant précisé que la zone d'extension est classée en zone AUY2 destinée à l'urbanisation à moyen terme ;
  - concernée par le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) *Nappes profondes de la Gironde* et le SAGE *Leyre, cours d'eau cotiers et milieux associés* et, par ailleurs, classée en zone de répartition des eaux caractérisée par une insuffisance chronique des ressources en eaux par rap-

2, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 90 60 60
www.gironde.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

port aux besoins pour la masse d'eau « Calcaires et sables de l'Oligocène à l'Ouest de la Garonne » ;
    - caractérisée par un réseau hydrographique dense et varié, dont les principaux cours d'eau sont La Leyre et le Lacanau, et comprise dans quatre bassins versants (bassins versants de La Leyre et du Lacanau, qui couvrent la majeure partie du territoire communal, et bassins de l'Ars (au nord-est) et du canal des Landes (au sud-ouest) ;
    - concernée par les risques feu de forêt et inondation par remontée de nappe ;
    - incluse dans les périmètres du site inscrit de la *Vallée de l'Eyre* et du *Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne* ;
- sur terrain situé à proximité d'une zone habitée existante :
    - en bordure de l'autoroute A63 (échangeur 23 *Le Barp-Marcheprime*) ;
    - dans un secteur boisé participant d'une continuité écologique et paysagère, bordé par la craste de Boupeyres, affluent du Lacanau, qui longe tout le nord de la ZAC ;
    - à environ 1.7 km du site Natura 2000 *Vallée de la Grande et de la petite Leyre* et à environ 700 m de la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type II *Vallées de l'Eyre, de la Grande et de la Petite Leyre* ;

Considérant que le dossier n'aborde la question de l'offre existante en termes de zones d'activités à l'échelle du territoire du bassin d'Arcachon nord (8 communes) et de leurs taux et modes de remplissage ; qu'il apparaît dès lors que la justification du projet à l'échelle de l'intercommunalité est à mener, et que la recherche de variantes alternatives de moindres impacts sur la consommation d'espaces doit être poursuivie ;

Considérant que, selon le dossier, le secteur d'implantation est localisé au sein d'un réservoir de biodiversité (boisements de conifères) ; que ce secteur abrite des espèces et habitats d'espèces protégées (Fadet des laîches, espèce de papillon protégé à forts enjeux ; 19 espèces d'oiseaux protégés à l'échelle nationale ; des chiroptères, amphibiens, odonates protégées et patrimoniales) ;

Considérant que le projet nécessite des travaux préalables de défrichement sur une surface de 8 hectares qui ont pour conséquence la destruction d'habitats favorables aux espèces inventoriées : 0.85 ha d'habitat de reproduction du Fadet des Laiches ; 0.6 ha de boisements favorables aux chiroptères ; 1.92 ha favorables aux oiseaux des milieux semi ouverts ; 6.36 ha de milieu boisé favorables à l'avifaune (15 espèces) ; des zones de repos pour les amphibiens ;

Considérant que le secteur d'implantation comprend 1.42 ha de zones humides composées de Molinaie à Brande et d'une pinède âgée associée ; que le projet induit la destruction de zones humides, notamment par l'aménagement de la desserte interne de la zone ; que des solutions alternatives d'évitement méritent d'être étudiées ;

Considérant que le projet imperméabilise à hauteur de 60 % les parcelles cessibles ; que le projet intègre des travaux de terrassement qui, en fonction de la hauteur de la nappe, nécessiteront un rabattement ou un drainage de nappe dont les impacts sur la zone humide et la ressource en eau doivent être appréhendés ;

Considérant que le trafic induit est estimé à 150 PL/jour sur la voirie principale et 100 PL/jour sur la voirie secondaire ; que l'augmentation du trafic routier attendu du fait de la mise en service de plusieurs activités industrielles est susceptible de générer une augmentation des nuisances sonores et atmosphériques aux abords du site, notamment au niveau des habitations existantes en limite nord-ouest de la zone, qui doivent être évaluées ;

Considérant que, selon le document d'urbanisme en vigueur, le secteur d'implantation du projet n'est pas ouvert à l'urbanisation ; que la réalisation du projet nécessite par conséquent une évolution préalable du document d'urbanisme, menée à l'initiative de la commune, dans le cadre de la dérogation prévue à l'article L.142-5 du code de l'urbanisme ; que cette procédure s'accompagne d'une évaluation environnementale ;

Considérant, dès lors, que selon les options retenues dans cet aménagement, les conséquences environnementales sont susceptibles d'être importantes sur :

- les problématiques d'économie d'espace, avec une double composante d'optimisation de la ré-utilisation d'espaces déjà anthropisés et de maintien de fonctionnalités écologiques, en particulier des zones humides et des boisements dans un contexte de réchauffement climatique ;
- la problématique de prévention du risque incendie ;
- la problématique du trafic routier et des mobilités ;
- les problématiques de risques sanitaires, en particulier pour la zone pavillonnaire voisine, liées à l'augmentation du trafic routier, au risque de prolifération des moustiques et à la présence d'espèces invasives allergènes ;

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Considérant, qu'à ce stade, des analyses et précisions sont attendues dans le cadre d'une démarche d'évitement-réduction d'impacts avant compensation, notamment sur les aspects suivants :

- la recherche de solutions alternatives compte tenu des capacités d'accueil résiduelles du territoire intercommunal résultant d'une analyse comparée du foncier à destination commerciale ouvert à la commercialisation à l'échelle de l'intercommunalité ;
- les fonctionnalités écologiques et paysagères de la zone ;
- la vulnérabilité de la zone au risque d'incendie ;
- l'exposition des populations aux risques naturels et sanitaires ;
- les cumuls d'impacts avec les projets existants et la potentielle extension du parc d'activités au sud ;

Considérant qu'il ressort des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, que le projet est susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 ;

ARRÊTE

Article premier : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de défrichement d'environ 8 ha en vue de l'extension du parc d'activités *Mios Entreprises* au lieu-dit « *Testarouch »* sur la commune de Mios (33), nécessite la réalisation d'une étude d'impact, dont le contenu est défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine.

Poitiers, le 12 avril 2022

Pour la préfète et par délégation,
Pour la directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine
Le directeur régional délégué



Christian MARIE

Envoyé en préfecture le 13/07/2022
Reçu en préfecture le 13/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220713-2022_97_DEL3-AR

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :
Madame la Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine
Esplanade Charles-de-Gaulle
33077 Bordeaux-Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans un délai de deux mois (ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux), il doit être adressé à :
Madame la ministre de la Transition Écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 Paris

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :
Monsieur le président du tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
CS 21490
33063 Bordeaux-Cedex

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-98

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ZAE LES PONTEILS A AUDENGE

ACQUISITION DES PARCELLES CK57 ET CK0172

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que le 3 mai 2022, le Bureau communautaire a pris la décision de préempter les biens immobiliers situés sur les parcelles CK57 (maison d'habitation) et CK0172 (entrepôt à usage artisanal) sur la ZAE des Ponteils à Audenge. La parcelle CK57, d'une surface de 1 012m² comprend une maison d'habitation de 107m². La parcelle CK0172 d'une surface de 501 m² abrite un entrepôt à vocation artisanale avec une surface utile de 120m². Les deux biens ne peuvent être dissociés pour la vente.

Cette acquisition se déroule dans un contexte où le territoire de la COBAN est soumis à une forte pression foncière, les entreprises du territoire ne trouvent plus de foncier adapté. La présence d'habitat au sein des zones d'activités favorise un surenchérissement du foncier, génère des nuisances et pénalise le développement économique du territoire.

L'objectif est de réduire les biens immobiliers à vocation d'habitat dans les zones d'activité et de redonner de la place aux entreprises. Ces parcelles feront l'objet d'une remise en vente sous la forme d'un appel à projets permettant de requalifier le bien à vocation habitat comme espace économique : professionnels de santé, bureaux, etc.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis des domaines du 28 avril 2022 ;

Vu la décision du Bureau communautaire du 3 mai 2022 portant sur l'exercice du droit de préemption urbain sur les parcelles CK57 et CK0172 sur la commune d'Audenge ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022 ;

CONSIDERANT la pression foncière sur les zones d'activités économiques et le besoin d'implanter des entreprises sur le territoire ;

CONSIDERANT la volonté de requalifier les zones d'activités économiques et de reconquérir le foncier à vocation économique ;

CONSIDERANT que la zone d'activité Les Ponteils à Audenge est à présent totalement commercialisée, et qu'il apparaît stratégique pour la COBAN de maîtriser le foncier économique afin de l'affecter en priorité à des activités économiques correspondants à la vocation de la zone concernée.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'acquisition des parcelles CK57 et CK0172 au prix de 499 000€ HT, hors frais notariés ;

- **DESIGNER** Maître Pascale PERRIQUET – BUGEAUD, notaire à Cadillac, comme notaire de la COBAN sur ce dossier ;

- **AUTORISER** Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en Charge du Développement Economique et touristique-Emploi, à signer l'acte et l'ensemble des pièces afférentes au dossier.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE l'acquisition des parcelles CK57 et CK0172 au prix de 499 000€ HT, hors frais notariés ;***

- ***DESIGNE Maître Pascale PERRIQUET – BUGEAUD, notaire à Cadillac, comme notaire de la COBAN sur ce dossier ;***

- ***AUTORISE Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en Charge du Développement Economique et touristique-Emploi, à signer l'acte et l'ensemble des pièces afférentes au dossier.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD ★ COBAN

Le Président de la COBAN,

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR
7302 - SD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
Direction régionale des finances publiques de Nouvelle-Aquitaine et du département de la Gironde
Direction de la gestion publique
Pôle d'Évaluation Domaniale
24 rue François de Sourdis BP 908
33060 BORDEAUX
Balf : drfip33.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Elodie FAVRE
Courriel : elodie.favre@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 06 23 16 26 52

Réf DS:8212605
Réf OSE : 2022-33019-22532 et 2022-33019-32888

Le 28/04/2022

Le Directeur régional des Finances publiques de Nouvelle Aquitaine

à

la COBAN

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE / VALEUR LOCATIVE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Maison à usage d'habitation et Hangar industriel
Adresse du bien :	Rue du Hapchot, 33980 AUDENGE
Valeur :	450 000 € pour la maison et 95 000 € pour l'entrepôt. (des précisions sont apportées au § détermination de la valeur)

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

1 -CONSULTANT

affaire suivie par : Pauline HERAULT

2 - DATES

de consultation :	22/03/2022
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	/
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	26/04/2022
du dossier complet :	26/04/2022

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération : Acquisition par préemption.

3.2. Nature de la saisine : Règlementaire.

3.3. Projet et prix envisagé ou négocié par le consultant

Acquisition pour une requalification foncière.

2 Déclarations d'intention d'Aliéner :

- DIA 25/2022 reçue le 09/03/2022 par la COBAN, concernant la parcelle CK 57 (maison d'habitation), pour un prix de 450 000 € (hors frais d'agence à la charge du vendeur).
- DIA 24/2022 reçue le 09/03/2022 par la COBAN, concernant la parcelle CK 172 (entrepôt à usage artisaanal), pour un prix de 49 000 € (hors frais d'agence à la charge du vendeur).

A noter : Le vendeur a déclaré faire une condition essentielle que la vente de ces 2 immeubles forme un tout indissociable.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

4.3. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Section	N°	Lieu-dit (quartier, arrondissement)	Superficie totale
CK	57	3 rue du Hapchot Formant lot 2 du lotissement Zone Artisinale de Lougey Sud	00 ha 10 a 12 ca
Section	N°	Lieu-dit (quartier, arrondissement)	Superficie totale
CK	0172	5 RUE DU HAPCHOT Formant lot 3 du lotissement Zone Artisanale de Lougey Sud	00 ha 05 a 01 ca
			Surface totale : 1513 m²

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

4.4. Descriptif

Visite le 26/04/2022, en présence des propriétaires, de M.Manuel MARTINEZ, représentant de la COBAN, et Mme Nathalie LE YONDRE, maire d'Audenge.

Pour la maison : Immeuble à usage d'habitation sur terre-plain élevé d'un simple rez-de-chaussée, d'une surface habitable de 107 m², selon les indications portées dans la DIA.
Parcelle entièrement clôturée et fermée par un portail métallique à ouverture électrique.

Maison édifiée en 2003, en ossature bois et couverture en tuile sur toiture à 2 pans ; Bardage bois recouvert de peinture bleue écaillée, à rafraîchir ;
Jardin joliment arboré, avec sur l'arrière, terrasse en bois surélevée, et piscine entourée d'une terrasse en carrelage en bon état.
A l'intérieur, entrée sur un espace ouvert, comprenant une baie vitrée et équipé d'un poêle à granulés ; L'ensemble des huisseries sont en PVC à double vitrage, avec volets roulants ; Séjour avec carrelage imitation parquet, murs recouverts de placo peint ; Ouvert sur cuisine entièrement aménagée et à laquelle est attenant un cellier avec fenêtre.
Couloir desservant 2 chambres et un espace dressing, avec à gauche une salle d'eau entièrement carrelée de belle surface comprenant des équipements en état neuf et, à droite, un WC indépendant et une chambre ; Sols en parquet stratifié dans la partie nuit, sauf la salle d'eau.

Maison en très bon état, sauf la façade extérieure à restaurer ; Peintures intérieures récentes ; Dans les chambres, murs recouverts de lames de bois stratifiés ; Matériaux de qualité. Equipements modernes avec présence d'un poêle à granulés dans la partie jour et climatiseur réversible dans la partie nuit.
Belle piscine, sans vis à vis.

Façade avant	Façade arrière ; Piscine	Séjour ouvert	Salle d'eau
			

Pour l'entrepôt : Immeuble en nature d'entrepôt sur 1 niveau, avec ossature métallique, bardage en tôles, d'une surface utile de 120 m².

Accessible sur l'avant par la rue du Hapchot, ainsi que 2 accès piétons depuis la maison, par des portillons métalliques.

Porte l'enseigne « MécaLoca Travaux publics » ; Edifié en 2014 ; Parking et terrain entièrement goudronné. Partie en cours de rénovation sur l'avant du bâtiment, à usage d'accueil du public, en parpaings et bardage métallique ; Electricité entièrement refaite ; climatisation réversible ; Sol carrelé et peinture, tout à neuf ; Porte, fenêtre et baie vitrée en double vitrage, à fermeture par volets roulants électriques ; SAS avec compteur électrique et salle d'eau avec sanitaires ;

Partie entrepôt sur l'arrière, en construction métallique, non isolée, et parpaings sur la partie mitoyenne ; Comprend un grand portail en fer et une mezzanine.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

Façade avant	Partie rénovée ; Accueil du public	Partie entrepôt	Terrain arrière
			

4.5. Surfaces du bâti :

Surface de la maison : **107 m² ;**

Surface de l'entrepôt : **120 m².**

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble :

- Parcelle CK 57 (maison) : Mme MARGOT et M.BEDOURET ; Bien acquis le 29/10/2009.
- Parcelle CK 172 (entrepôt artisanal) : SCI BEDOURET ; Bien acquis le 31/07/2014.

5.2. Conditions d'occupation : Bien estimé libre d'occupation.

6 - URBANISME

Parcelles situées en zone UY du PLU approuvé le 12/10/2011

Caractère de la zone

La zone UY comprend les espaces dédiés à l'accueil d'activités économiques, et le cas échéant d'équipements publics.

ARTICLE UY 1 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES

Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :

– les constructions à destination d'activité agricole, d'exploitation forestière ou d'élevage,

– les constructions à destination d'habitat à l'exception de celles prévues à l'article 2,

– L'aménagement des constructions et installations à destination d'habitat existantes sont admis à condition de ne pas créer de nouveaux logements et de ne pas augmenter la SHON existante.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN OEUVRE

Estimation par comparaison avec des biens similaires, à savoir des maisons à usage d'habitation, d'une part, et des bâtiments professionnels en nature d'entrepôts, d'autre part.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1.Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

Recherche de termes de comparaison, à partir de l'application « Estimer un bien ».

Pour la maison :

Critères de recherche :

Rappel des critères de recherche

Périmètre de recherche

Adresse : 77 rte de bordeaux, 33980 Audenge

Aire du polygone 6480342 m²

Période de recherche

De 01/2020 a 03/2022

Caractéristiques du bien

Maison de 80 à 120 m²

Période de construction : de 2000 à 2010

Surface du terrain : de 700 à 1200 m²

Termes retenus à titre de comparaison :

Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Commune	Adresse	Date mutation	Année construct.	Nbre pièces	Surface terrain	Surface utile totale	Prix total	Prix/m² (surf. utile)
3304P04 2021P23505	19//CM/216//	AUDENGE	18 RUE ALPHONSE DAUDET	01/10/2021	2001	6	845	112	452 000	4035,71
3304P04 2021P30157	19//CN/77//	AUDENGE	25 RUE ANDRE MEUNIER DIT MUREINE	01/12/2021	2000	5	866	120	514 000	4283,33
3304P03 2020P11964	19//CE/36//	AUDENGE	8 RUE DES BECASSINES	31/07/2020	2005	4	888	97	330 000	3402,06
3304P04 2021P22372	19//CE/23//	AUDENGE	14 RUE DES BECASSINES	29/09/2021	2004	4	820	101	524 000	5188,12
3304P04 2021P23051	19//CO/15//	AUDENGE	19 B RTE DE BORDEAUX	07/10/2021	2000	5	1013	116	571 600	4927,59
3304P03 2021P00521	19//CD/14//13	AUDENGE	1 B RUE DE CANTE ALAOUDE	04/01/2021	2002	4	706	100	361 640	3616,4
3304P03 2021P08528	19//CN/117//	AUDENGE	9 ALL DE CARDOLLE	23/04/2021	2000	4	926	102	371 800	3645,1
3304P04 2021P07246	19//CN/98//	AUDENGE	11 RUE FREDERIC MISTRAL	03/06/2021	2001	3	808	90	326 000	3622,22
3304P03 2021P01109	19//CN/90//	AUDENGE	4 RPT JEAN ARISTE DAGREOU	11/01/2021	2000	4	903	96	466 950	4864,06
3304P03 2021P02819	19//CN/50//	AUDENGE	21 RUE DU MARECHAL JUIN	13/01/2021	2003	4	798	104	450 000	4326,92
3304P04 2021P10529	19//CI/47//	AUDENGE	9 RUE PABLO NERUDA	29/06/2021	2000	4	813	111	494 500	4454,95
3304P03 2020P03136	19//CE/40//	AUDENGE	36 RUE DES PILETS	17/01/2020	2010	4	889	107	434 000	4056,07
3304P03 2021P00786	19//CE/62//	AUDENGE	30 RUE DES SOUCHETS	28/12/2020	2001	4	954	106	455 000	4292,45

prix moyen 4 209 €/m²

prix médian 4 283 €/m²

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

Pour l'entrepôt :

Commune	Adresse	Date mutation	Année construct.	Nb bâtis pros	Surf. utile totale	Prix total	Prix/m² (surf. utile)	Régime fiscal
AUDENGE	1 RUE DU HAPCHOT	27/05/2019		1	436	300 000	688,07	Bâtiment à usage professionnel comprenant 2 hangars, réserve et WC
GUJAN MESTRAS	9 ALL CHARLES PERRAULT	18/05/2020		1	206	170 000	825,24	garage auto bilan
GUJAN MESTRAS	11 ALL DES DUNES	17/04/2020	2015	1	481	380 000	790	garage bureau salle de réunion
GUJAN MESTRAS	9 ALL FRANCOIS MANSART	31/01/2020		1	328	247 900	755,79	hangar à charpente métallique ; garage auto Salaun
GUJAN MESTRAS	4 ALL FERDINAND DE LESSEPS	02/07/2018		1	300	150 000	500,00	garage auto
GUJAN MESTRAS	9001 ALL DE NAY	06/11/2019		1	640	575 000	898,43	bâtiment en parpaings recouvert de bardage métal- hangar atelier bureaux

prix moyen **792 €/m²**
prix médian **790 €/m²**

8.1.2.Autres sources externes à la DGFIP

Application HOMIWOO :

Analyse au code postal correspondant

05 – Sensibilité des prix

		T3-	T4	T5+
Entrée de gamme (1)	-	3 252 €/m²	2 890 €/m²	2 832 €/m²
		3 477 €/m²	3 338 €/m²	3 223 €/m²
	+	3 680 €/m²	3 476 €/m²	3 363 €/m²
Milieu de gamme (1)	-	3 883 €/m²	3 663 €/m²	3 503 €/m²
		4 141 €/m²	3 871 €/m²	3 710 €/m²
	+	4 340 €/m²	4 103 €/m²	3 921 €/m²
Haut de gamme (1)	-	4 516 €/m²	4 346 €/m²	4 242 €/m²
		4 812 €/m²	4 797 €/m²	4 675 €/m²
	+	5 453 €/m²	5 573 €/m²	5 368 €/m²

06 – Analyse au code postal correspondant

Prix en €/m²
3 818 €/m²

	T3-	T4	T5+
Prix en €/m²	4 141 €/m²	3 871 €/m²	3 710 €/m²
Surface	72 m²	96 m²	150 m²
Délai d'écoulement	36 jours	37 jours	43 jours

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeurs retenues

Pour les maisons : Le prix moyen s'élève à 4 209 €/m² et le prix médian s'élève à 4 283 €/m², découlant de transactions portant sur des maisons récentes, d'une surface comprise entre 80 et 120 m² et édifiées sur des terrains d'une superficie moyenne.

La maison évaluée est en bon état et dispose d'équipements modernes, neufs et d'une piscine.

Cependant, elle est défavorablement située en zone artisanale, mais il n'y a pas de vis-à-vis sur le jardin.

Compte tenu de l'emplacement du bien, il sera retenu la moyenne arrondie de **4 200 €/m²**.

Pour les entrepôts : Les prix moyen et médian des biens de même nature, situés sur le bassin, sont similaires, à hauteur de 790 €/m² ; L'un des biens est situé dans la même zone artisanale que le bien estimé, mais a une surface plus importante, ce qui explique son prix un peu moins élevé que l'ensemble des termes.

Pour l'estimation de l'entrepôt, il sera donc retenu la valeur de **790 €/m²**.

Récapitulatif :

Parcelle	Nature	Surface	Valeur unitaire	Valeur totale arrondie
CK 57	Maison d'habitation	107 m2	4 200 €/m²	450 000 €
CK 172	Entrepôt	120 m²	790 €/m²	95 000 €

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE/LOCATIVE/INDEMNITÉ – MARGE D'APPRÉCIATION

LA MARGE D'APPRÉCIATION REFLÈTE LE DEGRÉ DE PRÉCISION DE L'ÉVALUATION RÉALISÉE (PLUS ELLE EST FAIBLE ET PLUS LE DEGRÉ DE PRÉCISION EST IMPORTANT). DE FAIT, ELLE EST DISTINCTE DU POUVOIR DE NÉGOCIATION DU CONSULTANT.

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **450 000 € pour la maison et 95 000 € pour le bâtiment professionnel.**

Par conséquent, les prix indiqués dans les DIA, de montants respectifs de 450 000 € pour la maison et 49 000 € pour l'entrepôt, conformes ou inférieurs aux prix relevés sur le marché pour ce type de bien, peut être accepté.

Les consultants peuvent, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas.

Sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont toutefois la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

La valeur vénale est exprimée hors taxe, hors droits et hors frais d'agence éventuellement applicables.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_98_DEL-AR

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

L'estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

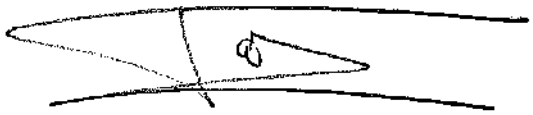
Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du service du Domaine serait nécessaire si la décision* n'était pas prise ou l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou territorial de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

Pour le Directeur et par délégation,



Elodie FAVRE

Inspectrice des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

COBAN
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD

2022-99

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SCHEMA REGIONAL DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE D'INNOVATION ET D'INTERNATIONALISATION (SRDEII)

AVENANTS N° 2 ET 3 A LA CONVENTION SIGNEE AVEC LA REGION NOUVELLE AQUITAINE

Le 28 juin 2022 à 18 heures, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Salle du Broustic d'Andernos-les-Bains, sous la présidence de M. LAFON.

Date de la convocation : 22 juin 2022
Nombre de Conseillers en exercice : 38
Présents : 27
Votants : 35

Membres présents : M. LAFON, Mme LE YONDRE, Mme LARRUE, M. PAIN, M. ROSAZZA, M. DE GONNEVILLE, M. DANEY, M. MARTINEZ, Mme BRISSET, M. CHAUVET, Mme CHAIGNEAU, M. CHAMBOLLE, Mme SAULNIER, M. DUBOURDIEU, M. POHL, Mme BANOS, M. BOURSIER, Mme CAZAUX, M. DEVOS, Mme JOLY, M. PERUCHO, Mme GUIGNARD DE BRECHARD, M. MARLY, Mme GUILLERM, M. RECAPET, Mme LOUET, M. BAGNERES

Pouvoirs :
M. ROSSIGNOL à M. ROSAZZA
Mme GALLANT à Mme BRISSET
Mme BRUDY à M. CHAUVET
M. POCARD à M. BOURSIER
M. MARTIN à Mme GUILLERM
Mme BATS à M. MARTINEZ
Mme MARENZONI à M. BAGNERES
M. MANO à M. PAIN

Membres absents :
Mme CALATAYUD
Mme CHAPPARD
M. GATINOIS

Secrétaire de séance : M. RECAPET

******

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

Monsieur Manuel MARTINEZ, vice-Président de la COBAN, expose que conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, la Région est la collectivité responsable sur son territoire des orientations en matière de développement économique.

A ce titre, elle élabore un Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) définissant notamment les aides accordées aux entreprises.

Afin d'allier les stratégies régionales et locales, une convention entre la Région Nouvelle Aquitaine et la COBAN relative à ce schéma a été signée le 19/12/2017.

La stratégie de développement économique de la COBAN ayant évolué depuis la signature de cette convention, il est nécessaire de signer l'avenant n° 2 permettant d'intégrer les subventions annuelles attribuées aux clubs d'entreprises et organismes s'inscrivant dans une économie sociale et solidaire et de prendre en compte la dotation attribuée à la Plateforme Initiative Gironde pour la mise en place de prêts d'honneur.

De plus, le prochain Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation et d'aides aux entreprises vient d'être adopté lors de la plénière du Conseil régional du 20 juin 2022. Suivra l'arrêté préfectoral d'approbation qui le rendra opposable à l'ensemble des collectivités, ainsi qu'un nouveau règlement d'intervention.

La convention SRDEII initiale arrivant à échéance le 1er juillet 2022, il est proposé une prolongation de cette convention jusqu'au 31 décembre 2023 afin de laisser le temps pour la rédaction et le vote de la nouvelle convention (avenant n° 3).

Vu le Code général des collectivité territoriales ;

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil Régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation ;

Vu la délibération n° 112-2017 en date du 19/12/2017 du Conseil Communautaire de la COBAN adoptant son Schéma de Développement Economique, définissant son règlement d'intervention d'aides et approuvant la signature de la convention SRDEII avec la Région ;

Vu la convention relative au SRDEII signée avec la Région Nouvelle Aquitaine en date du 19/12/2017 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 14 juin 2022 ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

CONSIDERANT la Région comme collectivité responsable en matière de Développement Economique.

CONSIDERANT les évolutions du Règlement d'Intervention d'Aides aux Entreprises de la COBAN suite à la mise en œuvre de nouvelles actions partenariales.

CONSIDERANT la fin de la convention initiale au 1er juillet 2022.

Il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'avenant n° 2 à la convention SRDEII intégrant les évolutions dans le règlement d'intervention, le tout annexé à cette délibération ;

- **APPROUVER** l'avenant n° 3 portant prolongation de la convention SRDEII jusqu'au 31 décembre 2023 ;

- **HABILITER** Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en charge du Développement Economique et touristique-Emploi, à signer l'avenant n° 2 et l'avenant n° 3 à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire :

- ***APPROUVE l'avenant n° 2 à la convention SRDEII intégrant les évolutions dans le règlement d'intervention, le tout annexé à cette délibération ;***

- ***APPROUVE l'avenant n° 3 portant prolongation de la convention SRDEII jusqu'au 31 décembre 2023 ;***

- ***HABILITE Monsieur MARTINEZ, vice-Président de la COBAN en charge du Développement Economique et touristique-Emploi, à signer l'avenant n° 2 et l'avenant n° 3 à la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation.***

Vote :
Pour : 35
Contre : 0
Abstention : 0

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.
Au registre sont les signatures.
Pour extrait conforme.

Fait à Andernos-les-Bains, le 29 juin 2022

Le Président de la COBAN,

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD
COBAN

Maire de Biganos
Bruno LAFON

Le Président,

- *certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte ;*
- *informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication.*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord
Relative
à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises
signée le 19 décembre 2017 et son avenant 1 du 1er février 2021

ENTRE

LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, 14 rue François de Sourdis, 33077 Bordeaux cedex, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature du présent avenant par la délibération n° 2022.XXX.CP du 10 mars 2022,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD, 46 avenue des colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par son Vice-Président, Monsieur Manuel MARTINEZ, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n°… du XXX,

ci-après désignée par « la COBAN »,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la délibération n° 2016.3141 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 19 décembre 2016 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du 27 décembre 2016 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2020.2302 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 17 décembre 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la délibération n°112-2017 du Conseil de la COBAN en date du 19 décembre 2017 adoptant sa stratégie de développement économique,

Vu la délibération n°112-2017 du Conseil de la COBAN en date du 19 décembre 2017 adoptant son règlement d'intervention des aides aux entreprises,

Vu la délibération n°112-2017 du Conseil de la COBAN en date du 19 décembre 2017 approuvant les dispositions de la Convention SRDEII,

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

Vu la Convention SRDEII signée entre les Parties le 19 décembre 2017 et son avenant n°1 signé le 1er février 2021,

Vu la délibération n° 2022.XXX.CP de la Commission permanente du Conseil régional en date du 10 mars 2022 approuvant les dispositions du présent avenant,

Vu la délibération n° XXX de la COBAN en date du 28 juin 2022 approuvant les dispositions du présent avenant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

PREAMBULE

L'objectif du présent avenant est d'intégrer les aides économiques que la COBAN délivre notamment aux clubs d'entreprises et organismes s'inscrivant dans une économie sociale et solidaire. Ainsi que la mise en œuvre d'une dotation de la Plateforme Initiative pour la mise en œuvre de prêts d'honneur.

En conséquence de quoi, il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Il est convenu la modification suivante de l'annexe 3 de la convention SRDEII, par l'ajout de dispositifs qui consiste en des versements de subventions annuelles acteurs économiques pour la réalisation de manifestations et de soutien aux entreprises en difficultés

Article 2 :

Aucune autre disposition de la Convention n'est modifiée.

Fait à Bordeaux,
Le

Pour la Région Nouvelle Aquitaine Le Président du Conseil régional,	Pour la COBAN Le Vice-Président de la COBAN,
Alain ROUSSET	**Manuel MARTINEZ**

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

ANNEXES

A L'AVENANT N° 2 A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord,
relative à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises

ANNEXE III

REGLEMENT D'INTERVENTION DES AIDES COMMUNAUTAIRES AUX ENTREPRISES

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

ORIENTATION 5 : RENFORCER L'ECONOMIE TERRITORIALE, L'ENTREPRENEURIAT ET LE MAILLAGE DU TERRITOIRE

ECONOMIE TERRITORIALE

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Soutien aux clubs d'entreprise	Soutenir les clubs d'entreprise du territoire dans leur projet d'accompagnement aux entreprises	Entreprises	Investissement et/ou fonctionnement	Selon régime d'aides	SA 58995 RDI 1407/2013 *de minmis*

ORIENTATION 9 : DEVELOPPER L'ECOSYSTEME DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES

FINANCEMENT DES ENTREPRISES

DISPOSITIF	OBJECTIFS ET PROJETS A FINANCER	BENEFICIAIRES	ASSIETTE	INTENSITE MAXIMALE DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE	REGIME
Aides à la trésorerie	Dotation de la plateforme Initiative pour l'octroi de prêts d'honneur	entreprises	BFR	Selon dispositif	SA 59106 PME 1407/2013 *de minmis*
Aides à l'embauche			Dépenses de personnel	5 000 € pour la 1ère embauche	1407/2013 *de minmis*

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

AVENANT N° 3 A LA CONVENTION
entre la Région Nouvelle Aquitaine
Et la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon nord
Relative
à la mise en œuvre du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) et aux aides aux entreprises
signée le 19 décembre 2017

ENTRE

LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, représentée par son Président, Monsieur Alain ROUSSET, dûment habilité à la signature du présent avenant par la délibération n° 2022.XXX.SP du 20 juin 2022,

ci-après désignée par « la Région »,

d'une part,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON NORD, 46 avenue des colonies – 33510 Andernos-les-Bains, représentée par son Vice-Président, Monsieur Manuel MARTINEZ, dûment habilité à la signature de la présente convention par la délibération n°… du XXX,

ci-après désignée par « la COBAN »,

d'autre part,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-2, L1511-3, L 1511-4, L 1511-7, L 1511-8 et L4251-17 et suivants,

Vu la délibération n° 2022.XXX de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 20 juin 2022 adoptant le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Nouvelle-Aquitaine du XX juin/juillet 2022 portant approbation du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la région Nouvelle-Aquitaine,

Vu la délibération n° 2022.11 de la séance plénière du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine du 7 février 2022 adoptant le règlement d'intervention des aides régionales aux entreprises,

Vu la Convention SRDEII signée entre les Parties le 19 décembre 2017, et son avenant n°1 signé le 1er février 2021 et de l'avenant n°2 en cours de signature.

Vu la délibération n° 2022.XX.SP de la Séance Plénière du Conseil régional en date du 20 juin 2022 approuvant la prolongation des conventions SRDEII signées par la signature du présent avenant,

Vu la délibération n° XXX de la COBAN en date du xxx approuvant les dispositions du présent avenant.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 033-243301504-20220701-2022_99_DEL-AR

PREAMBULE

Un nouveau Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation et d'aides aux entreprises (SRDEII) vient d'être approuvé par le Conseil régional le 20 juin 2022 et par arrêté préfectoral du xx 2022. Afin de permettre à l'ensemble des Parties de voter la nouvelle convention SRDEII en cohérence et compatibilité avec le nouveau schéma, la convention SRDEII signée par les Parties qui devait initialement s'achever le 1er juillet 2022 est prolongée jusqu'au 31 décembre 2023.

En conséquence de quoi, il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Il est convenu la modification suivante de l'article 4 de la convention SDEII « Durée de la convention », par le remplacement du texte suivant :

> ***Article 4 : Durée de la convention***
>
> La présente convention prendra fin le 31 décembre 2023.
>
> Chacune des parties peut demander la résiliation de la convention. La COBAN ne sera alors plus en capacité de mener des actions de développement économique ni d'attribuer des aides aux entreprises sur le fondement de L1511-2 et L1511-7 du cgct. La Région ne pourra plus attribuer d'aides sur le fondement de L1511-3 du cgct.

Article 2 :

Aucune autre disposition de la Convention n'est modifiée.

Fait à Bordeaux,
Le

Pour la Région Nouvelle Aquitaine Le Président du Conseil régional,	Pour la COBAN Le Vice-Président de la COBAN,
Alain ROUSSET	**Manuel MARTINEZ**